

HISTOIRE
DU
SECOND EMPIRE
I

MOTTEROZ, Adm.-Direct. des Imprimeries réunies, **B**, Pute

0.450

HISTOIRE

DU

SECOND EMPIRE

PAR

TAXILE DELORD

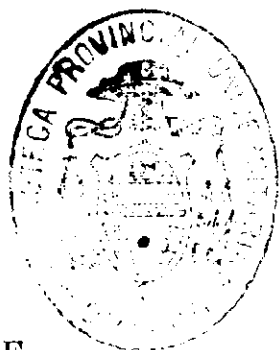
TOME PREMIER

PARIS

LIBRAIRIE GERMER BAILLIÈRE

17, RUE DE L'ÉCOLE-DE-MÉDECINE, 17

1869



24

24



HISTOIRE DU SECOND EMPIRE

1848-1869

INTRODUCTION

COMMENT L'EMPIRE S'EST FAIT

CHAPITRE PREMIER

LA FAMILLE BONAPARTE ET LA MONARCHIE DE JUILLET

1814-1848

SOMMAIRE. — Les membres de la famille Bonaparte ont-ils jamais cru au rétablissement de l'Empire? — La famille Bonaparte. — Madame Mère. — Joseph Bonaparte. — Lucien Bonaparte. — Louis Bonaparte. — Jérôme Bonaparte. — Napoléon-Jérôme Bonaparte. — Le prince Eugène. — Le roi de Rome. — Les sœurs de l'Empereur. — Caroline Bonaparte et ses fils. — Elisa Bonaparte. — Pauline Bonaparte. — Hortense de Beauharnais. — Louis-Napoléon Bonaparte. — Sa foi dans sa destinée. — M. Fialin, secrétaire de Louis-Napoléon Bonaparte. — Conspiration de Strasbourg. — Elle échoue. — M. Louis Bonaparte est transporté sur l'*Andromède* aux États-Unis. — M. Louis Bonaparte s'est-il engagé à rester dix ans en Amérique? — Retour en Europe de M. Louis Bonaparte. — Il est obligé de quitter la Suisse. — Il se rend en Angleterre. — Menées du parti bonapartiste en France. — M. de Croux-Chanel et ses acolytes. — M. Mocquart. — Fondation d'une presse bonapartiste. — Le *Capitole*. — Le *Journal du Commerce*. — La *Propagande bonapartiste*. — Le *Club des Culottes de peau*. — Le *Club des Cotillons*. — La conspiration de Boulogne. — Barès et M. Louis Bonaparte. — Les deux tentatives ont le même but. — La bourgeoisie les envisage d'une façon différente. — L'impérialisme renié par lui-

même. — M. Louis Bonaparte dans la forteresse de Ham. — Ses rapports avec les divers partis. — Évasion de M. Louis Bonaparte. — Le bonapartisme et la monarchie de Juillet.

J'essaye d'écrire l'histoire du second Empire français.

Cette entreprise, difficile surtout pour un homme appartenant au parti qui a lutté le plus vigoureusement contre la restauration des institutions du premier Empire, est rendue plus difficile encore par le régime politique sous lequel la France a vécu jusqu'à ce jour.

Les documents dans lesquels puise l'historien, toujours très nombreux et très-intéressants dans un pays libre, sont rares et insignifiants dans un pays où la liberté n'existe pas. Les documents publiés à l'étranger ne doivent, pour bien des causes, être employés qu'avec une extrême réserve.

Je n'ai pas la prétention de tracer l'histoire complète et définitive du second Empire français. Le moment actuel ne se prête sur ce sujet qu'à des tentatives. L'essai que j'offre au public est du moins écrit par quelqu'un qui, de près ou de loin, a vu tous les événements et qui a connu la plupart des hommes dont il parle.

Mon but principal, en publiant cet ouvrage, est de donner l'exemple, et d'ouvrir la voie. J'y marche avec l'assurance d'un homme qui pense n'avoir rien à redouter de lui-même ni des autres ; la ferme croyance dans mes principes me défend contre toute exagération, la volonté d'être impartial me préserve de toute rancune.

Avant d'entamer l'histoire du second Empire français, je remonte à son origine. Je tâche d'expliquer les événements d'où il est sorti, de faire la part de ce qu'il doit aux événements et aux hommes. Cette introduction n'est donc que le récit de la lutte engagée par l'impérialisme d'abord contre la monarchie constitutionnelle, ensuite contre la République, et terminée par sa victoire en 1852.

S'il est vrai que Napoléon I^{er} ait cru sérieusement à la restauration de sa dynastie, les membres de sa famille n'ont pas toujours partagé cette croyance. La mère de l'Empereur disait à ceux qui lui reprochaient ses habitudes de parcimonie : « Qui sait si je ne serai pas obligée un jour de donner du pain à tous ces rois ? » Le jour vint, en effet, où le produit de ses épargnes ne fut pas inutile à ses enfants. Madame Mère, retirée à Rome, priait les saints de prolonger les jours de l'Empereur et consultait les cartes sur l'état de sa santé, plutôt que sur l'époque à laquelle il remonterait sur le trône. « Madame Laetitia passait la plus grande partie de ses journées avec son frère le cardinal Fesch. Petite, maigre, avec des yeux noirs pleins de feu, vrai type de race corse, comme on en rencontre encore dans les montagnes de l'île chez les familles pures de tout mélange étranger. Une robe de mérinos noir, un turban à la mode de l'Empire, composaient sa sévère et unique toilette. Elle ne franchissait jamais le seuil de son palais qu'en voiture, et en voiture fermée ; tous les jours, de une heure à trois, elle sortait ainsi, se faisait conduire dans la campagne de Rome, et là, dans ces solitudes où tout

semble mort, excepté les souvenirs du passé, elle se promenait seule et à pied. Un jour, elle rencontra la voiture de Pie VII. Le pape s'arrêta, salua la mère de celui avec qui il avait agité les destinées du monde chrétien, et avec cette bonhomie italienne qui s'allie souvent à des sentiments d'une véritable grandeur, il lui demanda des nouvelles *del povero imperatore*¹. »

Les frères de l'Empereur, résignés à la perte de leur couronne, affectaient de regretter seulement que Napoléon ne leur eût pas permis de rendre heureux les peuples placés sous leurs lois ! L'Empereur, en effet, les avait promptement désabusés de l'illusion de croire qu'on peut déposséder les anciennes dynasties, et régner au nom des mêmes intérêts ; accepter le sceptre des mains d'un conquérant, et s'en servir comme d'une arme pour le frapper. Napoléon voulait être obéi de tous, et principalement de ses frères : ces derniers, résignés de mauvaise grâce à l'obéissance, vécurent dans des rapports toujours agités avec l'Empereur ; après sa chute, ils se dispersèrent.

Joseph, ancien roi de Naples et d'Espagne, vivait en Amérique, dans les environs de Philadelphie, cultivant les terres qu'il avait pu acquérir par un privilège spécial sans perdre sa qualité de Français. Le frère aîné de l'Empereur, roturier en Amérique, comte de Survilliers en Europe, homme aimable, instruit, n'avait nullement l'air de chercher à renverser au-

1. *Mémoires et correspondance du roi Jérôme et de la reine Catherine.*

cune des branches de la maison de Bourbon. Cependant, « lorsque la nouvelle des événements de Juillet parvint en Amérique, le roi Joseph crut devoir faire paraître un manifeste au nom de son neveu Napoléon II. La protestation du frère aîné de l'Empereur, publié dans tous les journaux de l'Europe sous la forme d'une lettre à la Chambre des députés, contestait non pas à la nation régulièrement consultée, mais à une assemblée qui ne la représentait qu'incomplètement, le droit de disposer d'une couronne conférée par la Chambre de 1815 à Napoléon II, conformément au pacte constitutionnel. Il y avait dans la lettre de Joseph, à côté du grand principe de la souveraineté nationale, un appel contradictoire à l'imprescriptibilité du droit monarchique, et un retour vers le passé propre à froisser les susceptibilités d'une nation qui avait la prétention d'être rentrée en pleine possession d'elle-même et d'avoir inauguré une ère nouvelle. Le roi Joseph faisait d'ailleurs allusion à de prétendues sympathies de l'Autriche, de la Russie et de l'Angleterre pour la cause de Napoléon II, allusions qui prouvaient combien l'éloignement nuisait, dans l'esprit du comte de Survilliers, à une saine appréciation de l'état de l'Europe ¹. »

Le cri de : *Vive Napoléon II!* n'avait pas trouvé d'écho au milieu des barricades de Juillet. Ce cri proféré par un ancien aide de camp de l'Empereur faillit lui coûter la vie². Joseph Bonaparte conçut alors

1. *Mémoires et correspondance du roi Jérôme et de la reine Catherine.*

2. Achille de Vaulabelle, *Histoire des deux Restaurations.*

l'idée d'une alliance entre le bonapartisme et la république : « En 1832, le roi Joseph s'étant rendu en Angleterre, son frère Jérôme vint l'y trouver. Le comte de Survilliers eut pendant son séjour à Londres plusieurs entrevues avec les chefs du parti républicain, MM. Guinard, Godefroy Cavaignac, Bastide, entrevues auxquelles le prince Jérôme, étranger par caractère et par principe à tout ce qui ressemblait à une conspiration, ne prit pas part, mais dont il connut les résultats par son frère. Nous regrettons de ne pas pouvoir donner les curieux détails consignés à ce sujet dans nos notes, nous dirons seulement qu'une entente sérieuse ne put s'établir entre le chef de la famille Bonaparte et les représentants de la jeune école républicaine, telle qu'elle venait de se former après 1830. »

» Le roi Joseph parlait un langage tout différent de celui de ses jeunes et ardents interlocuteurs; on ne put le comprendre. Le comte de Survilliers reconnut ce que lui avait dit son frère Jérôme, que l'idée bonapartiste, telle qu'elle pouvait s'adapter aux besoins de la société moderne, n'était pas encore dégagée du travail de fermentation qui agitait les esprits, et qu'il fallait de la patience et attendre¹. »

Joseph Bonaparte, enfin, pénétré de la vérité des conseils de son frère Jérôme, mourut en 1844, désabusé de toute illusion sur l'avenir politique du bonapartisme. Les tentatives de Louis-Napoléon à Strasbourg en 1836, et à Boulogne en 1840, pour

1. *Mémoires et correspondance du roi Jérôme et de la reine Catherine.*

relever l'Empire, n'inspiraient à Joseph Bonaparte pas plus de confiance dans l'intelligence de son neveu que dans son étoile. Un écrivain¹ connu par de nombreux et intéressants travaux sur notre histoire contemporaine raconte qu'il lui est arrivé plus d'une fois de se trouver dans le cabinet de Joseph Bonaparte, à Londres, au moment où M. Louis Bonaparte se présentait chez son oncle ; se levant alors pour prendre congé, il était instamment prié de rester par le maître de la maison, afin de lui épargner l'embarras d'un tête-à-tête que les chimères dont l'esprit du nouveau visiteur était plein rendaient très fatigant, disait-il, et très ennuyeux.

Napoléon et Lucien, les deux complices du 18 brumaire, brouillés à la suite du refus de Lucien de rompre son second mariage avec la veuve d'un agent de change de Paris, s'étaient réconciliés en 1815, et séparés assez froidement après Waterloo. Lucien, accueilli amicalement une première fois en Angleterre, se préparait à s'y rendre de nouveau ; la captivité de son frère sur le *Bellérophon* lui fit chercher une autre retraite : il la trouva dans les environs de Rome, à Tusculum, où il passait son temps à faire des fouilles, absorbé dans les occupations et dans les émotions de l'archéologie, à l'abri des orages politiques, mais non des coups de main des brigands, qui, un jour, furent sur le point de l'enlever de sa villa même. Lucien, lorsqu'il mourut en 1840 à Sinigaglia, presque ruiné par de fausses spéculations,

1. M. Sarrans jeune.

comptait si peu sur la restauration de l'Empire pour rétablir la fortune de ses enfants, qu'il les avait tous fait naturaliser Romains.

Louis Bonaparte, marié, malgré lui, à Hortense de Beauharnais, ressentit, disent ses amis, de cette union forcée, une de ces tristesses et un de ces découragements profonds que causent les douleurs domestiques, les plus terribles de toutes les douleurs parce qu'elles se font sentir à chaque instant. Louis Bonaparte, caractère indécis et soupçonneux, en proie à une méfiance incurable de soi-même et des autres, vivait dans la solitude à Florence, cultivant pour se distraire les lettres et la poésie, ne montrant aucun penchant à croire que le trône de Napoléon I^{er} pût être relevé, surtout par le second de ses fils.

Jérôme Bonaparte, le plus jeune des frères de l'Empereur, léger, aimant les plaisirs, s'était exposé plus d'une fois aux reprimandes du chef de la famille. Visitant l'Amérique en qualité d'officier de marine, il avait épousé à Baltimore mademoiselle Patterson, jeune et belle Américaine; un ordre de l'Empereur rompit bientôt ce mariage. Jérôme devint roi de Westphalie. Ce roi, que son frère mettait parfois aux arrêts comme un sous-lieutenant, et qui avait pour secrétaire de ses commandements le facétieux romancier Pigault-Lebrun, menait un peu, quoique marié à la fille du roi de Wurtemberg, la vie de garçon sur son trône, d'où la chute de son frère le fit descendre. Obligé de quitter Paris après Waterloo, errant d'asile en asile, le voisinage de Rochefort, distant à peine de quelques lieues de Niort, où il s'était

réfugié, lui permit de fréter un navire pour passer en Amérique ; prévenu par Fouché, au milieu de ces préparatifs, que sa retraite était découverte, Jérôme Bonaparte revint à Paris, où M. Abbaticci, ancien consul de Naples à Trieste, lui offrit une retraite ; ses amis, pendant ce temps-là, négociaient afin d'obtenir pour lui la possibilité de se retirer dans les États de son beau-père le roi de Wurtemberg. Ce dernier, après bien des hésitations, voulut bien mettre à la disposition de son gendre le château de Gœppingen. Jérôme Bonaparte partit pour le Wurtemberg sous un déguisement. « Arrivé sur le pont de Kehl, quand il eut fait un pas au delà de la frontière, Jérôme, se retournant, aperçut un officier de gendarmerie français. Cet officier, en se découvrant, lui dit : « J'avais ordre d'arrêter Votre Majesté. Je rendrai compte au ministre de la police que j'allais le faire au moment où elle a mis le pied sur le territoire allemand. » Il a été reconnu depuis que Fouché avait organisé cette poursuite simulée pour se mettre à couvert vis-à-vis du gouvernement royal et pour se soustraire à l'odieuse obligation d'arrêter le roi ¹ ...

Jérôme Bonaparte aurait désirer se fixer en Italie ; il sollicita vainement cette autorisation pendant près de quatre ans. « Enfin, au congrès de Vérone, l'empereur Alexandre emporta de haute lutte, auprès de ses alliés ou de leurs représentants réunis autour de lui, l'autorisation qui permettait au

1. *Mémoires et correspondance du roi Jérôme et de la reine Catherine.*

roi Jérôme et à la reine Catherine de s'établir à Rome¹. »

Les membres de la famille Bonaparte s'attendaient à être rappelés en France après l'expulsion des Bourbons de la branche aînée. Louis-Philippe s'appuyait sur les généraux de l'Empire, Soult, Mortier, Gérard, Lobau, Reille, d'Erlon; il prenait Gourgand et Heymès pour aides de camp, mais il ne parlait pas d'abroger la loi de 1816; aussi les bonapartistes ne furent-ils pas étrangers aux agitations qui marquèrent les premiers jours de la monarchie nouvelle. Jérôme Bonaparte ne contribua point à les exciter. « Il sut s'élever à une appréciation impartiale de la révolution nouvelle, et reconnut la légitimité d'un régime auquel il était décidé à demander, par les voies légales, la jouissance du droit commun². »

La loi de 1816 bannissait du territoire les Bonaparte sous peine de mort, tandis que les Bourbons se trouvaient exilés de fait seulement. M. de Bricqueville, ancien colonel de l'Empire, député de la Manche, déposa, le 14 septembre 1831, sur le bureau de la Chambre, une proposition de bannissement sous peine de mort contre Charles X et sa famille. Les récentes tentatives pour ranimer la guerre civile en Vendée expliquaient cette proposition sans l'excuser. La commission nommée pour l'examiner, voulant prononcer par une seule loi toutes les exclusions et toutes les incapacités nationales, engloba la famille

1. *Mémoires et correspondance du roi Jérôme et de la reine Catherine.*

2. *Idem.*

Bonaparte dans la proscription qui frappait la maison de Bourbon. La loi votée, sauf l'application de la peine de mort en cas de rentrée sur le territoire, ne fut promulguée que le 10 avril 1832.

L'espoir de rentrer en France abandonna les membres de la famille Bonaparte. « Le roi Jérôme, seul de tous les siens, persista dans la foi qu'il ne mourrait pas dans l'exil. Les événements de Strasbourg auraient été de nature à porter un dernier coup à cette foi inébranlable. Elle se ranima par la rencontre qu'il fit d'un personnage illustre déjà, et dont nous avons vu la longue carrière se prolonger jusqu'à nos jours, au delà du cercle d'action, d'idées, d'événements, auquel sa remarquable personnalité était attachée. M. Thiers, dans un voyage qu'il fit en 1837, rencontra le roi Jérôme à Florence. Reçu par le prince dans sa modeste retraite de Quarto, il se passionna vivement pour ce représentant d'une époque héroïque¹...

M. Thiers alla lui-même au-devant des confidences du roi Jérôme sur son ardent désir de revoir sa patrie, et s'y associa avec chaleur. Il promit de tout cœur d'employer son influence non pas pour obtenir le rappel de la loi de 1832, ce qui lui semblait impossible, mais une exception personnelle qui permit au roi Jérôme de rentrer en France². » La lettre suivante, adressée de Florence, le 21 juillet 1837, par

1. *Mémoires et correspondance du roi Jérôme et de la reine Catherine.*

2. *Idem.*

M. Thiers à M. Jérôme Bonaparte, témoigne en effet d'un grand zèle à le servir :

« Mon prince, j'ai reçu hier votre lettre et l'envoi qui l'accompagnait. Je garderai l'un et l'autre comme un des plus précieux restes de Napoléon. Je suis, vous le savez, l'un des Français de ce temps les plus attachés à sa glorieuse mémoire, et je serai heureux quand je verrai le retour des parents qui lui appartiennent se concilier avec le repos de notre pays et le maintien de son gouvernement. Je suis particulièrement heureux de vous devoir ce souvenir de Napoléon, car vous êtes l'un des princes de sa famille qui ont le mieux compris et soutenu avec le plus de dignité le rôle qui leur convenait. Je n'avais que des liens de sympathie avec votre personne, la connaissance que j'ai faite de vous et de vos dignes enfants m'unit à vous d'une amitié dont je vous prie de me permettre ici l'expression respectueuse et sincère.

» Recevez, mon prince, mes hommages et mes vœux, et veuillez transmettre mes respects et ceux de ma famille à la princesse votre fille. »

Deux ans plus tard, M. Thiers écrivait au même personnage une lettre qui se termine ainsi :

J'ai entrepris une immense tâche (sans renoncer à Florence), c'est l'histoire de l'Empereur. J'avais laissé l'histoire de la Révolution au 18 brumaire ; j'avais amassé beaucoup de matériaux pour la suite, et j'aurais voulu remettre cette vaste besogne, lorsqu'on est venu me persécuter pour en finir. Je me suis laissé séduire, et me voilà à l'ouvrage. Je vous fais cette emuyeuse relation pour vous prier de venir à mon aide avec les matériaux que vous pouvez posséder. Je vous serais bien obligé si vous vouliez m'écrire et me dire quelle serait la nature des documents que vous seriez assez bon pour me fournir. Plus j'étudie les immenses et gigantesques conceptions de votre glorieux frère, plus je me sens saisi d'admiration.

» Je suis chargé par ma famille de nous mettre tous aux pieds de la princesse Mathilde. Elle sait quelle respectueuse amitié nous lui portons tous, et avec quel bonheur nous contribuerions à l'adoucissement de ses peines et des vôtres. Le temps viendra, je l'espère, où notre gouvernement sentira ce qu'il doit de soins à la famille de Napoléon. Pour moi, c'est, à mes yeux, une dette sacrée que je serais heureux de voir acquitter par la France. »

M. Thiers conseillait à Jérôme Bonaparte de s'adresser directement à Louis-Philippe pour obtenir l'autorisation de rentrer en France. Cette démarche répugnait à ce dernier, non pas qu'il refusât de reconnaître la royauté de Louis-Philippe : « Il n'admettait pas, dans sa loyauté, qu'on le crût capable de rentrer en France avec une sorte de restriction mentale, et en protestant secrètement contre les lois sous la protection desquelles il demandait à vivre. Mais sa fierté de Bonaparte, le vieil esprit révolutionnaire qui vivait en lui, tradition mystérieuse dont le fil s'est perdu de nos jours, lui rendaient fort pénible un rapprochement, sous forme de soumission, avec un Bourbon, fût-il de la branche cadette¹. »

M. Thiers, président du conseil des ministres, reçut en 1840, au moment où l'on croyait à une guerre générale, une lettre dans laquelle M. Jérôme Bonaparte, en lui offrant le concours de son épée, lui rappelait ses promesses. M. Thiers répondit : « J'ai reçu du roi et de M. le duc d'Orléans la mission de vous répondre et de vous témoigner combien ils étaient sensibles aux sentiments que vous leur exprimiez. Le roi a vu dans vos lettres la preuve du sens élevé qui a dirigé votre conduite, et il saisira volontiers les occasions qui s'offriront de vous témoigner sa haute estime. Il me charge de vous féliciter du mariage de la princesse Mathilde avec M. le comte Demidoff. Elle sera reçue en France, après son

1. *Mémoires et correspondance du roi Jérôme et de la reine Catherine.*

mariage, avec tout l'intérêt qu'elle mérite. Le roi sera heureux de diminuer le nombre des exilés : il n'y en aurait plus un seul s'il dépendait de lui, et si tous les membres de votre famille imitaient la sagesse dont vous leur donnez l'exemple. »

La chambre des députés repoussa, le 22 mars 1844, une pétition demandant le rétablissement de l'effigie de l'Empereur sur la croix de la Légion d'honneur, l'élargissement du prince Louis, et le rappel de la loi de 1832; plus favorable l'année suivante aux exilés, elle prononça presque à l'unanimité, après un discours de M. Crémieux, le renvoi au président du conseil de plusieurs pétitions signées par des membres des conseils généraux, des conseils d'arrondissement et par un grand nombre de citoyens de la Corse, sollicitant le rappel de la loi de bannissement des Bonaparte. Jérôme Bonaparte crut, deux ans plus tard, le moment favorable pour provoquer, par une pétition à la Chambre, le rappel de la loi qui l'exilait lui et sa famille : « Le roi Jérôme avait choisi, pour être son représentant et son agent, dans les négociations difficiles qui allaient s'entamer, un jeune Corse de beaucoup d'intelligence, d'une rare activité et d'un dévouement à toute épreuve, M. Pietri, nom destiné à une célébrité populaire sous le second Empire. Nous ne raconterons pas les infatigables démarches auxquelles cet homme né pour les entreprises compliquées se livra pendant deux mois ¹. »

1. *Mémoires et correspondance du roi Jérôme et de la reine Catherine.*

M. Marie, M. Odilon-Barrot, M. Crémieux, M. de Lamartine lui-même promirent leur appui à la pétition. M. Thiers déclara qu'il ne donnerait le sien que sous certaines réserves. M. Pictri comptait aussi sur le concours des généraux Thiard et Oudinot, de MM. Larabit, Léon de Malleville, Dupont (de l'Eure), Suchet d'Albuféra, Boulay (de la Meurthe), Émile de Girardin, Daru, Beugnot, etc. Le maréchal Sebastiani montra si peu d'empressement à se joindre à eux, que les bonapartistes furent obligés de lui rappeler l'engagement pris par lui en 1831, devant les électeurs de la Corse, de travailler à la rentrée de la famille Bonaparte. Le jeune Pictri, non content de frapper à la porte des ministres, qui ne s'ouvrait pas toujours devant lui, rendait visites sur visites aux députés, aux pairs, aux journalistes ; il se multipliait en quelque sorte pour suffire aux démarches que Jérôme Bonaparte demandait à son zèle :

« Tâchez de voir M. Molé et M. Billaut ; comme ils sont en position de devenir ministres, leur avis m'est très important à connaître... Le conseil municipal d'Ajaccio va prendre une décision pour appuyer une pétition, faites connaître cette démarche surtout à Sebastiani... Allez encore, avant la discussion, chez M. de Girardin, pour le remercier personnellement de son appui : c'est un homme qui bientôt, s'il y a un changement de ministère pourra vous être utile. Menacez-le et flattez-le ; demandez à voir Madame et rappelez-moi à son souvenir ¹. »

M. Jérôme Bonaparte demandait-il seulement pour lui, non par voie d'abrogation législative, mais à titre de tolérance personnelle, la faculté de résider en

1. *Mémoires et correspondance du roi Jérôme et de la reine Catherine.*

France lorsque le gouvernement jugerait convenable de l'y autoriser, ou bien sollicitait-il un acte légal qui le remit sous l'empire de la loi commune? Le gouvernement, dans le premier cas, aurait accepté le renvoi de la pétition, mais M. Odilon-Barrot soutint à la tribune que Jérôme Bonaparte exigeait formellement sa rentrée dans le droit commun de tous les Français, et que c'était avec ce caractère et ses conséquences que la pétition devait être renvoyée aux conseils de la couronne; cependant, en quittant la séance, il écrivit au pétitionnaire : « Il m'a semblé que l'opinion de tous était que vous prissiez le ministère au *mot*, et que vous le pressiez de réaliser l'engagement qu'il vient de prendre, avant qu'il soit refroidi ou rassuré, avant surtout que la Chambre se sépare. Jérôme Bonaparte, suivant ces conseils, remit à M. Odilon-Barrot, par l'intermédiaire de M. Pietri, une lettre adressée au conseil des ministres. La demande sous cette forme ayant été jugée insuffisante, Jérôme Bonaparte chargea M. Pietri de rédiger une pétition, et M. Odilon-Barrot de l'approuver. Enfin, deux mois après l'envoi de cette lettre, Jérôme Bonaparte reçut à Bruxelles, le 22 décembre 1847, l'autorisation de résider en France pendant trois mois.

Trente ans d'exil, les ennuis et les embarras de la vie à l'étranger, avaient singulièrement refroidi la foi de Jérôme Bonaparte dans le rétablissement de l'Empire; il éprouvait le besoin de rentrer dans sa patrie, et de s'y ménager une retraite assurée: l'exilé, pour réaliser ces vœux, s'était adressé à Louis-Philippe, à un ancien exilé comme lui. Le lendemain de la révo-

lution de Février, on trouva, parmi les papiers qui attendaient, assure-t-on, la signature royale, deux ordonnances, l'une portant allocation d'une pension de 100 000 francs accordée au prince Jérôme et réversible par moitié sur la tête de son fils, l'autre élevant le dernier frère de l'Empereur à la dignité de pair de France.

Les longues négociations que le lecteur vient de suivre ne sont pas sans intérêt pour l'histoire; elles prouvent, par le nombre et l'importance des personnages qui s'y trouvent mêlés, par l'intérêt que le gouvernement y attache, la grande place que le bonapartisme occupait encore dans les esprits.

Le second fils de Jérôme Bonaparte, Napoléon, était en pension à Genève lorsque sa mère mourut en 1835. Son père l'envoya chez la reine Hortense, à Arenenberg. Napoléon Bonaparte resta un an auprès de sa tante, « n'ayant d'autre précepteur que son cousin Louis Napoléon¹ ». Jérôme Bonaparte, au commencement de 1836, allant chercher sa fille Mathilde à Stuttgart, passa quelques mois avec elle dans la résidence de sa belle-sœur. « C'est pendant cette réunion des deux familles que Jérôme et sa belle-sœur formèrent le projet de mariage entre la princesse Mathilde et le prince Louis². » Cette union allait se conclure lorsque la conspiration de Strasbourg éclata.

L'histoire trouverait aisément dans des lettres

1. *Mémoires et correspondance du roi Jérôme et de la reine Catherine.*

2. *Idem.*

INTRODUCTION.

rendues publiques, des détails sur la rupture de ce mariage capables de piquer la curiosité et de fournir pâture à la malignité publique; mais l'histoire ne doit lever le voile qui protège l'intérieur des familles que pour faire luire la vérité sur quelque grand événement, ou pour donner une leçon à tous; elle laisse à la chronique le soin de divulguer les secrets de la vie intime.

Le fils aîné de Jérôme Bonaparte faisait déjà partie de l'armée wurtembergeoise; le roi Guillaume offrit à son beau-frère de faire entrer son second fils à l'École militaire de Louisbourg. Napoléon en sortit avec le numéro 1, et servit deux ans avec le grade de lieutenant. Le général Négrier, le capitaine d'état-major Lebrun, le duc d'Elchingen, le capitaine d'artillerie Beuret, avaient été envoyés en Allemagne pour étudier la situation militaire de la Confédération. La fréquentation de ces officiers pendant les manœuvres du 8^me corps de la Confédération, la vue de la cocarde tricolore, excitèrent, s'il faut en croire ses amis, chez le jeune Napoléon de patriotiques scrupules, et le décidèrent à envoyer sa démission au ministre de la guerre : l'année 1839 touchait à sa fin; la guerre semblait probable; les deux rives du Rhin échangeaient des défis; la chanson de Becker : *Ils n'auront pas le Rhin libre* répondait à la *Marseillaise*.

Jérôme Bonaparte, lors de la petite agitation bonapartiste provoquée par la discussion de deux pétitions demandant le rappel de la loi de bannissement des Bonaparte, obtint pour son fils Napoléon l'autorisation de traverser la France en se rendant en Angleterre.

M. Napoléon Bonaparte passa un mois à Paris, chez M. Vatry, fils d'un des ministres du premier Empire et ancien aide de camp du roi Jérôme. « A Paris, le jeune prince renoua la chaîne des souvenirs impériaux brisée depuis tant d'années. Ce fut, il faut le dire, dans les rangs du parti de l'opposition, plutôt que dans les rangs du parti ministériel, qu'il trouva des encouragements et des marques de sympathie¹. » Une lettre de *M. Thiers au roi Jérôme, le 13 juillet 1845*, contient un détail intéressant sur le séjour de M. Bonaparte à Paris :

« Prince, je prie le prince Napoléon, votre fils, de vouloir bien faire arriver la réponse suivante à votre lettre de Florence du mois de mai dernier. J'ai été fort honoré et fort heureux de voir le fils objet de vos justes prédilections. Tout le monde a été frappé de ses traits, de sa ressemblance avec la figure la plus populaire des temps modernes, et ce qui vaut encore mieux, de son esprit, de son tact, de sa parfaite attitude. Je ne me suis pas permis de lui donner des conseils dont il n'a pas besoin ; mais dans une circonstance, je lui ai dit ce que je pensais parce qu'il a bien voulu connaître mon sentiment. C'est relativement à la visite qu'il a faite au roi. Je crois qu'il aurait commis une faute véritable en ne remerciant pas le Roi, auquel il devait la faculté qui lui a été accordée de visiter la France. Du reste, le Prince était incapable de se tromper à cet égard. Il a fait la visite qu'il devait, et il est maintenant à Paris après avoir satisfait à toutes les convenances. »

M. Napoléon Bonaparte passa un mois à Paris et plusieurs mois en Angleterre, à deux reprises différentes; il y retrouva en 1846 son cousin. La société anglaise se tenait, à l'égard de l'évadé de Ham, dans une réserve voisine de la froideur; elle témoigna plus

1. *Mémoires et correspondance du roi Jérôme et de la reine Catherine.*

de cordialité et de bienveillance à M. Napoléon Bonaparte. La diplomatie affectait aussi de marquer la différence qu'elle faisait entre les deux cousins. M. de Jarnac, premier secrétaire de l'ambassade française, menaça de se retirer d'un club où il était question de recevoir M. Louis Bonaparte et où la présence de M. Napoléon Bonaparte était parfaitement acceptée. Ce dernier envoya immédiatement sa démission de membre de club, « n'admettant pas qu'on pût faire une pareille distinction entre lui et son cousin ¹ ».

L'histoire doit laisser encore ici à la chronique la tâche de recueillir dans les lettres particulières, dans les journaux, dans les souvenirs des gens du monde, les faits nombreux qui prêtent aux relations entre les deux cousins un caractère moins cordial.

Un duel de M. Napoléon Bonaparte avec un Français, officier général au service du duc de Parme, servit pendant quelques semaines de texte aux conversations des salons. Les deux adversaires, très surveillés sans doute par les polices de France et d'Italie, se cherchèrent en vain pendant plusieurs mois. Enfin ils se rencontrèrent. Il était temps ; les propos des journaux, l'intervention un peu bruyante des deux témoins de M. Napoléon Bonaparte ², faisaient souhaiter à ses amis la fin de ces préliminaires. Le duel se termina d'une façon heureuse : personne ne fut blessé.

1. *Mémoires et correspondance du roi Jérôme et de la reine Catherine.*

2. MM. Alexandre Dumas et Méry.

Les personnes qui approchaient, à cette époque, M. Napoléon Bonaparte, ne voyaient en lui qu'un jeune homme plus satisfait de rappeler les traits de l'Empereur qu'empressé de raviver les traditions politiques de l'Empire. Réconcilié avec le titre de citoyen, il paraissait regretter de n'en pouvoir exercer les droits, et borner son ambition à figurer un jour parmi les aides de camp de M. Odilon-Barrot sur les banes de la gauche.

Le prince Eugène, fils adoptif de Napoléon I^{er}, abjurant son passé, s'était fait présenter à Louis XVIII sous le nom de général de Beauharnais; il prit plus tard le titre de duc de Leuchtenberg, au grand scandale de la famille Bonaparte qui lui reprochait de s'être fait prince allemand. La conspiration organisée pour remplacer les Bourbons par le prince d'Orange ayant échoué, le parti bonapartiste essaya d'en renouer les fils au profit du prince Eugène. Le colonel Gourgaud se rendit auprès de lui à Munich. Le compagnon de l'Empereur à Sainte-Hélène, reçu à grand-peine, parvint plus difficilement encore à faire comprendre à l'ancien vice-roi d'Italie qu'il avait quelque chose d'important à lui communiquer de la part de ses amis de France. Le colonel Gourgaud réussit enfin, dans une partie de chasse, à révéler au prince Eugène le secret de l'insurrection qui se préparait; il lui proposa de se mettre à sa tête. Le prince, après un moment de réflexion, répondit que si le *Sénat* l'appelait, il n'hésiterait pas à se rendre à son appel; le colonel Gourgaud dissimula mal un sourire, et l'entretien en resta là.

Les hommes énergiques qui travaillaient à relever le trône de Napoléon pourraient-ils, du moins, compter un jour sur son fils ?

Quid pār Ascanius ? superatne et veseitur auruc ?

Quand un vieux serviteur, fidèle au culte de l'Empire, se rendait à Vienne, et demandait à présenter ses hommages au duc de Reichstadt, le gouverneur du prince lui répondait d'un ton à demi railleur : « Asagne respire, mais il faut éloigner de lui les émotions ; il ne lit, il ne voit, il n'entend que ce que nous voulons qu'il lise, qu'il voie, qu'il entende ; s'il recevait par hasard une lettre qui eût trompé notre surveillance, il nous la remettrait avant de l'ouvrir. » Le prince Metternich oubliait que le jour approchait où cette séquestration morale deviendrait impossible. Le duc de Reichstadt, en entrant dans l'armée et dans le monde, n'allait-il pas se trouver tout de suite en rapport avec une foule de personnages ayant connu son père et joué un rôle de son temps ? Le maréchal Marmont, exilé à la suite de la révolution de 1830, arrivait précisément à Vienne au moment où le duc de Reichstadt s'apprêtait à faire ses premières armes. Le prince Metternich, reconnaissant enfin l'inutilité de tant de précautions, fit au maréchal la proposition d'être en quelque sorte l'instituteur du fils de son ancien maître, et de lui apprendre l'histoire d'une époque où il avait tenu lui-même une place importante. Le duc de Raguse accepta cette offre à la condition de ne rien cacher à son élève ; il a légué au musée de Châtillon-sur-Seine un portrait du duc de Reichstadt au bas duquel

le prince a tracé de sa main ces vers de Racine :

Arrivé près de moi, par un zèle sincère,
Tu me contais alors l'histoire de mon père,
Tu sais combien mon âme, attentive à ta voix,
S'échauffait au récit de ses nobles exploits.

Quels sentiments, quelles idées la voix de Marmont évoquait-elle dans le cœur et dans l'esprit du duc de Reichstadt? La mort a emporté ce secret. La fin prématurée de l'héritier de l'Empereur servit peut-être mieux la cause de l'Empire qu'une vie plus longue : la captivité du fils devint, pour les esprits romanesques, le complément obligé de la captivité du père, elle forma la suite d'une légende dans laquelle ils se confondent tous les deux.

Il faut maintenant, pour achever ce tableau de la famille Bonaparte, dire quelques mots des femmes après avoir parlé des hommes qui la composent.

Caroline Bonaparte, femme de Joachim Murat, roi de Naples, seule des trois sœurs de Napoléon, mourut en laissant une postérité mâle. Son frère disait d'elle à Sainte-Hélène : « Avec une figure fort belle, Caroline » n'avait pas moins été considérée, dans son enfance, » comme la sotte, la cendrillon de la famille; mais » elle en a bien appelé. Elle a été une très belle » femme, et est devenue très capable. Les évé- » nements l'avaient formée, et il y avait chez elle de » l'étoffe, beaucoup de caractère, et une ambition » désordonnée. »

La veuve de Murat, Caroline Bonaparte, reparut à Paris en 1838. Les Chambres, sur la proposition du gouvernement, lui votèrent une pension de 100 000 fr.

Cette libéralité se justifiait non par les droits de l'ex-reine de Naples, qui n'existaient pas d'après l'exposé des motifs présenté par le ministre à la Chambre, mais par les singulières considérations que voici : « Le gouvernement du roi voit les malheurs de madame la comtesse de Lipona ; il considère que les armes françaises l'avaient portée au rang des têtes couronnées et qu'elle est la sœur de l'Empereur Napoléon. Ces motifs justifient auprès de nous le projet de loi que nous avons l'honneur de vous présenter ».

Le ferme profil de l'ex-reine de Naples, entrevu dans l'ombre de la baignoire du Théâtre-Italien où elle aimait à se cacher, évoquait le souvenir des scènes dramatiques de sa vie, en même temps que ses yeux éteints, ses traits vieillis, trahissaient la fatigue et le découragement d'une âme désillusionnée. Ses deux fils habitaient l'Amérique du Nord ; ils semblaient avoir complètement oublié que la destinée leur promettait des couronnes. L'aîné, Achille, auteur d'un livre sur les États-Unis, où il faisait l'apologie de l'esclavage, survécut quelques années seulement à sa mère, et mourut en Amérique sans laisser de postérité. Lucien, son frère, l'avait rejoint en 1824 ; le dernier fils du roi de Naples, marié en 1827 à miss Caroline Georgina Fraser, et ruiné par des faillites, n'eut bientôt d'autre ressource, pour subsister, que le produit d'une école de jeunes filles tenue par sa femme ¹.

Les deux filles de Murat vivaient mariées en Italie,

1. *Histoire de la dynastie napoléonienne*, par A. S. de Darcourt.

l'aînée au comte Pepoli, la seconde au comte Rasponi.

Élisa Bonaparte, élevée à Saint-Cyr, aimait la société des hommes de lettres : Boufflers, la Harpe, Fontanes, Chateaubriand, etc., formèrent longtemps sa cour à Paris ; Talleyrand lui avait donné le surnom de *Sémiramis de Lucques*, qu'elle justifiait, du moins par ses traits, si l'on en juge par les pièces de monnaie où l'effigie de Bacciochi, ex-capitaine dans Royal-Corse, a l'air de glisser timidement à côté de la figure de sa femme. *Sémiramis* descendue du trône en 1814, n'était plus qu'une aimable Italienne, la comtesse Campignano, lorsqu'elle mourut, en 1821, des suites d'une fièvre nerveuse. Sa fille unique avait épousé le comte Camerata, riche propriétaire de la Marche d'Ancône.

Pauline, la plus jeune des sœurs de l'Empereur, celle qu'il a toujours préférée, montre du cœur dans sa correspondance avec Fréron ; sa douleur et sa fierté émeuvent dans la scène qui se passe en 1814 au milieu du salon du château du Luc, où, les yeux en larmes, pâle, indignée, elle refuse de reconnaître l'Empereur sous son uniforme d'officier autrichien. Pauline, veuve du général Leclerc, et trop pressée de devenir princesse, perdit, en épousant le prince Borghèse, la possibilité de devenir reine plus tard. Si ce mariage fut, comme on l'assure, un mariage d'inclination, il eut le sort de beaucoup de ces mariages ; les deux époux ne tardèrent pas à se séparer. La princesse habitait à Paris, rue du Faubourg-Saint-Honoré, l'hôtel occupé aujourd'hui par l'ambassade anglaise ; le prince dans son palais de Rome. Pauline, quelque temps

après la chute de l'Empire, manifesta l'intention de se réunir à son mari ; il refusa de la recevoir. Le pape, à qui les Bonaparte causaient souvent bien des embarras, chargea les cardinaux Consalvi, Spada et Della Somaglia, presque un conclave, de terminer ce différend. Les cardinaux décidèrent que le palais Borghèse serait divisé en deux parties, l'une destinée uniquement au prince, l'autre à la princesse ; ils réglèrent en même temps les arrangements pécuniaires entre les deux époux. Pauline, souvent rebelle aux ordres de l'Empereur, mais pleine d'affection et de dévouement pour son frère, lui porta ses diamants à l'île d'Elbe ; ses espérances bonapartistes ne survécurent pas à Waterloo ; devenue très indifférente à la politique, elle écrivait encore quelquefois à ses amis de France, mais plutôt pour leur demander des femmes de chambre, des cuisiniers et des pommades, que pour s'entretenir des affaires publiques. Pauline, entourée d'étrangers, d'Anglais surtout, ne songeait guère à conspirer contre les Bourbons.

Élisa, Caroline, Pauline, ces belles Italiennes, étaient restées Italiennes d'esprit et de cœur autant que de physionomie. Les sœurs de Napoléon, dans leur beauté païenne, représentaient le côté classique de l'Empire. Hortense de Beauharnais, Corinne de boudoir, chantant les ménestrels et les paladins, musicienne, peintre, poète, en personnifiait le romantisme. Les dénicheurs de difficultés historiques ont pu contester à Rouget de l'Isle la paternité de la *Marseillaise*, mais comment disputer à la reine Hortense la sentimentale romance du *Beau Danois*, cette mélodie qui semble dictée par

la muse de l'Empire elle-même à celle qui fut, jusqu'à son dernier soupir, le vivant symbole des traditions, des arts, de la littérature, des plaisirs de ce temps ? La reine Hortense, un moment réconciliée, comme son frère, le prince Eugène, avec la légitimité, duchesse de Saint-Leu par la grâce de S. M. Louis XVIII, autorisée à fixer sa résidence dans cette terre, voisine de Paris, en fut chassée par le roi, devenu plus méfiant après les Cent-Jours. La reine Hortense, dans tous les lieux où elle planta sa tente, se vit bientôt entourée d'hommes célèbres qui s'imaginaient, en sa présence, voir renaître leurs belles années. A Rome, où dans les derniers temps de sa vie, elle séjournait quelques mois de l'hiver, « son salon, fort recherché, était devenu le centre du bonapartisme, non de celui qui pleurait des larmes de sang sur les malheurs de la cause commune et rêvait la vengeance, mais d'un bonapartisme plus confiant dans l'avenir qu'assombri par les regrets du passé ¹ ».

Cette fée du bonapartisme, qui n'avait pas dans les veines une goutte du sang des Bonaparte, touchait de sa baguette magique tous les cœurs en faveur de l'Empire ; le second de ses fils surtout éprouva la puissance de l'enchantement. Charles-Louis-Napoléon Bonaparte, seul de tous les parents de l'Empereur, crut à la résurrection de l'Empire.

Augsbourg d'abord et ensuite le château d'Arenenberg, sur les bords du lac de Constance, servirent de retraite à la reine Hortense et à ses deux fils, dont l'é-

1. *Mémoires et correspondance du roi Jérôme et de la reine Catherine.*

ducation était confiée à M. Lebas, fils du conventionnel, marié à l'une des filles du menuisier Duplay ; « L'étude » des anciens classiques, les sciences exactes et les exercices gymnastique firent les bases de cette éducation. » Le prince Louis fut admis au camp de Thun, dans le » canton de Berne où les Suisses s'assemblent chaque » année pour s'exercer, sous l'habile direction d'un des » plus savants officiers de l'Empire, aux manœuvres de » l'artillerie et du génie¹. » La révolution de Juillet » éclata. Les princes Bonaparte, appelés par les patriotes italiens, ne pouvaient pas rester sourds à cet appel. C'était leur devoir d'apporter à cette cause l'appui de leur nom et de leurs talents; ils n'hésitèrent pas. Au moment où le prince Louis allait partir avec son frère pour rejoindre à Bologne les amis de la liberté et marcher contre les Autrichiens, il écrivit à sa mère : « Votre affection comprendra nos sentiments; » nous avons contracté des engagements que nous ne » pouvons manquer de remplir, et le nom que nous » portons nous oblige à secourir les malheureux qui » nous appellent². »

La reine Hortense, après la malheureuse issue de l'insurrection des Romagnes, se mit en route pour Ancône. » A la première poste, après avoir quitté Foggia, une voiture s'arrêta près de la sienne, et un » étranger lui dit que son fils aîné était malade et désirait la voir. A Pesaro, elle rencontra son fils Louis; » il avait perdu son frère subitement emporté par une » inflammation de poitrine. Les Autrichiens venaient

1. *Le prisonnier de Ham*, ouvrage attribué au docteur Conneau.

2. *Idem*.

» de prendre Ancône, où le prince Louis était malade
» doublement accablé par ses chagrins de frère et de
» patriote¹. » Sa mère, malgré le voisinage du quartier
général autrichien, réussit à le cacher, et grâce au bruit
répandu que le jeune insurgé était allé chercher un re-
fuge en Grèce, elle le conduisit, sous la protection d'un
passeport anglais, à travers l'Italie, jusqu'à Paris.

Le roi Louis-Philippe reçut la reine Hortense en
homme qui sait compatir à des infortunes qu'il a
lui-même éprouvées. Bientôt les imprudences de
M. Louis-Napoléon Bonaparte amenèrent un chan-
gement dans les dispositions du gouvernement fran-
çais; la reine Hortense et son fils reçurent l'ordre de
quitter Paris. Ils passèrent quelque temps en Angle-
terre avant de retourner au château d'Arenenberg.

La Chambre des députés ayant renouvelé la loi de
bannissement contre la famille Bonaparte, il ne res-
tait plus au fils de la reine Hortense qu'à confondre
ses destinées avec celles de la Suisse, sa nouvelle pa-
trie. M. Louis Bonaparte paraissait résigné à cette
nécessité, mais en réalité le bourgeois de la commune
de Salenstein, le volontaire de l'école d'artillerie de
Thun, naturalisé citoyen de Thurgovie en 1832, le
président de la Société fédérale des carabiniers thur-
goviens, le capitaine d'artillerie du régiment de Berne,
le membre démissionnaire du grand conseil, se croyait
toujours l'héritier du trône impérial et cherchait les
moyens de le relever. La reine Hortense mêlait aux
prétentions de son fils, à ses appels à la destinée, ses

1. *Le prisonnier de Ham*, ouvrage attribué au docteur Conneau.

superstitions de femme : crédule comme sa mère Joséphine aux présages, à l'influence des astres, à la puissance des incantations, elle consultait les tireuses d'horoscopes et les somnambules de village. Le jeune prétendant dut entendre plus d'une fois au fond des bosquets d'Arenenberg des voix qui lui disaient : « Tu » régneras ! »

M. Louis Bonaparte, après sa malheureuse campagne en Italie, prit la plume, et publia dans le mois de mai 1832 ses *Réveries politiques*, suivis d'un projet de constitution. Mélange d'inspirations saint-simoniennes et de pensées impérialistes, cette constitution d'une république commence par un article déclarant que la république aura un empereur, et finit par un autre article portant que la garde impériale sera rétablie.

L'homme placé sous l'obsession d'une idée fixe a quelquefois besoin qu'un autre le pousse à la réaliser. Un ancien boursier du collège de Limoges, sorti de l'école de Saumur avec les galons de maréchal des logis, roulait dans sa tête divers projets de restauration, par lesquels figurait une restauration de l'Empire. Ce maréchal des logis, nommé Fialin, gémissant de la défaite du vieux principe de légitimité, se demandait s'il ne serait pas possible de fonder une légitimité nouvelle sur la souveraineté du peuple. M. Fialin, changeant de garnison avec son régiment, ne voyant dans les cabarets, dans les auberges, dans les casernes, dans tous les lieux publics, que l'image de l'Empereur ; n'entendant sortir du sein des masses que des reproches à la Restauration et à la monarchie de Juillet pour n'avoir été,

l'une, que le règne des prêtres et des nobles, l'autre, que celui des journalistes et des avocats, conclut de ces observations que dans la famille Bonaparte seule il trouverait l'homme capable de personnifier la légitimité future.

Le maréchal des logis Fialin, l'esprit plein de cette idée, quitta l'armée et vint à Paris. Une modeste place dans l'administration des douanes paraissait alors suffire à son ambition; pendant qu'un protecteur zélé la sollicite pour lui, M. Fialin essaye d'écrire quelques entre-fillets dans le *Temps*; il fournit sa part modeste de collaboration à une correspondance établie à l'usage des journaux légitimistes; bientôt il fondait l'*Occident français*, revue destinée à développer cette théorie : que le régime impérial contient la formule et la synthèse de la politique au XIX^e siècle :

« Il n'est pas en Europe un seul homme instruit des affaires de son temps qui n'attende une complète rénovation de ce continent. Il semble que la voix, partie autrefois des régions orientales pour annoncer un Messie, proclame à cette heure la vaste synthèse politique vers laquelle nous avançons chaque jour davantage. A nous donc l'idée napoléonienne suppliciée au rocher de Sainte-Hélène dans la personne de son glorieux représentant ! En cette impériale idée résident la tradition tant cherchée du XVIII^e siècle, la vraie loi du monde moderne, et tout le symbole des nationalités occidentales... Le temps est venu d'annoncer par toute la terre cet Évangile impérial qui n'a point encore eu d'apostolat. Le temps est venu de relever le vieux drapeau de l'Empereur, non seulement l'étendard de Marengo et d'Austerlitz, mais celui de Burgos et de la Moskowa. L'EMPEREUR, TOUT L'EMPEREUR ! »

L'Occident français n'eut qu'un numéro. Les amis de M. Fialin lui firent-ils obtenir du ministre de la

1. *L'Occident français*. Paris. Paul Dupont, PRÉFACE.

guerre une mission en Allemagne dans le but d'étudier l'élève et l'amélioration de la race chevaline, pour y rechercher les titres d'un de ses parents mort pendant l'émigration? Ses biographes ne sont pas d'accord sur ce point. Ce qu'il y a de certain, c'est que M. Fialin, ayant déjà entretenu quelques relations avec Joseph Bonaparte par l'intermédiaire du capitaine de navire qui ramena l'Empereur de l'île d'Elbe, se présenta, en traversant la Suisse, à Arenenberg, muni d'une lettre de recommandation de M. Belmontet; il reçut des maîtres de ce château l'accueil que méritait le fondateur de l'*Occident français*, et devint bientôt en quelque sorte le secrétaire des commandements de M. Louis Bonaparte. Ce dernier venait précisément de publier son *Manuel d'artillerie*. La remise de ce livre, au nom de l'auteur, à certains officiers de l'armée française, à quelques personnages importants, et aux principaux journalistes, fournissait un excellent prétexte pour s'assurer des sentiments et des dispositions d'une partie de l'armée et de la société françaises. M. Fialin, au moment de se transformer en commis voyageur des idées napoléoniennes, emprunta le nom de Persigny à une ancienne propriété de la famille de sa mère, située dans la commune de Crémeaux, en Forez. Il partit pour la France, aussi confiant dans sa mission que désireux de justifier la devise qu'il venait d'inscrire au bas de son écusson de vicomte : *Je sers!*

Le missionnaire bonapartiste revint à Arenenberg, apportant à M. Louis-Napoléon Bonaparte des complicités morales, préférables peut-être à toutes les

complicités matérielles ; quel plus grand encouragement pour le prétendant que ces paroles de Carrel à M. de Persigny, après une conversation où ce dernier venait de lui expliquer les idées du neveu de l'Empereur ? « Le nom qu'il porte est le seul qui puisse exciter fortement les sympathies populaires ; s'il sait oublier ses droits de légitimité impériale, pour ne se rappeler que la souveraineté du peuple, il peut être appelé à jouer un grand rôle. »

Louis-Napoléon tenta bientôt de réaliser cette prédiction. La conspiration de Strasbourg échoua, mais la facilité avec laquelle des officiers français avaient trahi leur serment à la voix d'un jeune homme connu seulement par son origine, l'indécision des soldats en sa présence, les acclamations de la population sur son passage, la puissance des souvenirs impérialistes, le prestige du nom de l'Empereur, donnaient matière à de graves réflexions. Le gouvernement dissimula ses alarmes ; ce qu'il savait sur la conspiration était de nature à les rendre sérieuses, quoiqu'il n'eût pas pu mettre la main sur les papiers du principal conspirateur. Une femme les sauva. Éléonore Archer allait de ville en ville, donnant des concerts publics et chantant dans les salons ; un certain Gordon, colonel de la légion étrangère au service d'Isabelle II, vit mademoiselle Archer à Londres, l'épousa, et mourut peu de temps après son mariage, laissant sa femme sans fortune. Éléonore Gordon, recommençant ses pérégrinations lyriques, rencontra M. Louis-Napoléon Bonaparte en Suisse ; sa vocation bonapartiste se révéla. Madame Gordon se montra le plus habile et le

plus dévoué des aides de camp du prétendant dans les préparatifs du complot de Strasbourg. Elle en attendait le résultat dans sa chambre de la rue de la Nuée-Bleue, lorsque M. de Persigny accourut sans se douter que les agents de police le serraient de près ; le fugitif allait entamer le récit du désastre, lorsqu'une voix se fit entendre : Ouvrez au nom de la loi ! Madame Gordon pousse le verrou, et se barricade avec ses meubles. Le commissaire de police est suivi de la force armée et d'un serrurier, la porte cède bientôt à leurs efforts. Au moment où l'air extérieur pénètre dans la chambre : lettres, décrets, proclamations, nominations, listes de noms disparaissaient dans un dernier jet de flamme qui s'élance de la cheminée.

Louis-Philippe cependant en sut assez pour juger prudent de faire semblant de ne rien savoir. Après l'audience sollicitée par le général Exelmans pour protester contre la complicité qu'on lui imputait dans l'affaire de Strasbourg, le roi se contenta de dire : « Exelmans se mouche bien vite. » D'autres se mouchèrent plus tard ; Louis-Philippe reçut avec empressement les déclarations de dévouement que les généraux lui prodiguèrent, et s'obstina dans ce système dangereux qui consistait à détruire le bonapartisme en l'absorbant et en confondant en quelque sorte la monarchie constitutionnelle avec l'Empire.

La presse ministérielle affectait de se moquer de l'auteur de l'*échauffourée* et de la *misérable équipée* de Strasbourg ; le gouvernement n'osa pas cependant le traduire devant un jury, il aima mieux violer le

grand principe de l'égalité devant la loi. Soustraire le principal coupable à la justice, c'était assurer l'acquiescement de ses complices. Un historien du règne de Louis-Philippe explique ainsi cette imprudente décision :

« Les auteurs de cette rébellion appartenaient à la justice du pays, » mais que devait-il faire du prince?... A ceux qui, sous un Bourbon, » auraient prétendu couvrir le nom de l'Empereur d'un privilège » de naissance, il aurait suffi de montrer le fossé où tomba le cadavre sanglant du duc d'Enghien. Mais les procédés du Consulat » n'étaient pas ceux du règne de Louis-Philippe, et le prisonnier de » Strasbourg n'avait pas à redouter le sort du prisonnier d'Etten- » heim. Aussi la reine Hortense étant accourue à Paris pour prier » le roi d'être indulgent pour son fils, coupable seulement, disait- » elle, d'une étourderie de jeunesse, reçut-elle immédiatement » l'assurance que la vie de ce fils ne courait aucun danger... Le » 9 novembre, le préfet du Bas-Rhin et le général Voirol vinrent » ouvrir au prince les portes de sa prison, et le firent monter dans » une chaise de poste... A Paris, le prince apprit la faveur dont il » était l'objet. Il en exprima aussitôt sa reconnaissance par une » lettre au roi, dont il appelait avec instance la bonté sur ses amis. » A Lorient, comme il allait monter sur la frégate *l'Andromède*, le » sous-préfet, M. Villemain, lui demanda par ordre du gouvernement » s'il avait assez d'argent pour faire face à ses premiers besoins au » lieu de débarquement, et, sur sa réponse négative, lui remit de » la part du roi une somme de 16 000 francs en or. Le 21 novembre, » *l'Andromède* l'emportait loin de la France ¹. »

M. Louis Bonaparte s'est-il engagé après sa capture à rester dix ans en Amérique? Un historien le dit formellement ². Une lettre de M. Louis Bonaparte adressée de Londres à cet historien, le 10 novembre 1846, dément cette assertion :

« La grave accusation formulée contre moi dans le deuxième vo-

1. Victor de Nouvion, *Histoire du règne de Louis-Philippe*.

2. Capeligue, *Histoire de l'Europe depuis l'avènement du roi Louis-Philippe*.

lume de votre histoire me force à m'adresser à vous pour réfuter une calomnie déjà vieille, que je ne m'attendais pas à voir remettre en lumière par l'historien de Charlemagne, à qui je devais le souvenir de quelques mots flatteurs.

» Vous croyez que, en 1836, expulsé de France malgré mes protestations, j'ai donné ma parole de rester perpétuellement exilé en Amérique, et que cette parole a été violée par mon retour en Europe. Je donne ici le démenti formel que j'ai si souvent donné à cette fausse allégation

» En 1840, veuillez vous en souvenir, M. Frank-Carré, remplissant les fonctions de procureur général près la Cour des pairs, fut forcé de déclarer lui-même que j'avais été mis en liberté *sans conditions*. Vous trouverez ces paroles dans le *Moniteur* du mois de septembre. »

Voici le passage du réquisitoire de M. Frank-Carré invoqué par M. Louis Bonaparte. Le procureur général, après avoir résumé les faits principaux qui se rattachent à la conspiration de Boulogne, ajoute :
 « Quelle avait été l'issue ? Combien de temps avait-il
 » fallu pour que celui qui rêvait un trône se réveillât
 » dans les murs d'une prison dont une clémence
 » aussi libre que généreuse lui a ouvert les portes ?
 » Comment se fait-il qu'il n'ait pas été alors dés-
 » abusé ? Vaincu sans combats, pardonné sans con-
 » ditions, ne devait-il pas comprendre qu'on ne
 » redoutait ses entreprises ni comme un péril, ni
 » comme une menace ? »

Louis-Philippe s'est donc, dans cette circonstance, montré généreux jusqu'au bout. M. Louis Bonaparte le reconnaît du reste dans une lettre lue devant le jury de Strasbourg, par M^e Parquin, défenseur de son frère, l'un des accusés. « J'étais coupable contre le gouvernement ; or le gouvernement a été généreux envers moi. » M^e Parquin, en terminant sa lecture,

s'écria : « Parmi les défauts de Louis-Napoléon, il ne faut pas du moins compter l'ingratitude. »

M. Louis Bonaparte débarque à New-York le 3 avril 1837, reçoit dans cette ville une lettre de la reine Hortense lui annonçant qu'elle allait subir une grave opération, il s'embarque immédiatement, et il arrive en Europe à temps pour assister aux derniers moments de sa mère. Le gouvernement français, ému par la présence du conspirateur de Strasbourg sur le territoire suisse, demande son expulsion dans une note appuyée par l'Autriche et par la Prusse. Les troupes françaises, sur le refus du Vorort de donner satisfaction à cette note, s'avancent vers la frontière ; la Suisse arme son contingent. Louis Napoléon, ne voulant, dit-il, ni réclamer ni renier son droit de citoyen suisse, part pour l'Angleterre où il arrive le 14 octobre 1838.

L'opinion publique, qui n'aurait pas approuvé une guerre entreprise pour chasser un proscrit de son asile, prenait assez bien les railleries que les journaux faisaient pleuvoir sur le neveu de l'Empereur, renouvelant au tournoi d'Eglinton les prouesses des anciens chevaliers. Le gouvernement avait eu l'imprudence de traduire devant la Cour des pairs un des accusés de Strasbourg, M. Armand Laity, auteur d'une brochure intitulée : *Le prince Napoléon à Strasbourg, relation historique des événements du 30 octobre 1836*. La condamnation de l'auteur de cette brochure à cinq ans de prison rendit un peu d'intérêt au bonapartisme, qui, depuis la retraite de son représentant en Angleterre, n'était

pas en veine, quoiqu'il eût fait une récente et importante recrue dans la personne de M. de Crouy-Chanel, descendant d'Arpad, et prétendant lui aussi à une couronne, celle de Hongrie. M. de Crouy-Chanel, entrepreneur de restaurations, travaillait à celle des autres en attendant d'accomplir la sienne; il venait d'échouer dans son projet de relever au Mexique le trône d'Iturbide au profit de l'enfant don François, et il espérait se dédommager en rétablissant le trône de Napoléon I^{er} avec l'aide de M. Saint-Edme, homme de lettres, connu par de nombreuses compilations, de M. Charles Durand, rédacteur du *Journal de Francfort*, feuille dévouée à la Russie, et de M. Barginet (de Grenoble), grand maître des Templiers, auteur de la *Cotte rouge*, de la *Chemise sanglante*, surnommé le Walter Scott dauphinois. Les prétendants, dans ce temps-ci, ne peuvent se passer du concours de la presse. M. de Crouy-Chanel travaillait donc à la fondation du *Capitole*; M. Mocquard, de son côté, négociait l'achat du journal le *Commerce*, de compte et demi avec M. Mauguin.

M. Mocquard, dans les premières années de la Restauration, brillait parmi les illustrations élégantes de la capitale; avocat distingué, homme instruit, aimable, spirituel, nul ne portait avec plus d'élégance la botte à revers, le pantalon collant et la chaîne à breloques; ruiné par de fausses spéculations, retiré en Suisse, il fut présenté à la reine Hortense, devint son secrétaire, son confident, et, après sa mort, ne cessa de veiller sur les intérêts de son fils.

Le club des *Culottes de peau*, dans lequel figuraient

MM. de Montholon, de Vaudoncourt, de Mesonan, de Laborde, Voisin, Piat, Dumoulin, Bouffet de Montauban, et d'autres vieux officiers de l'Empire, se livrait de son côté à une propagande fort active en faveur du bonapartisme; des militaires ne pouvaient vivre en bonne intelligence avec des journalistes, d'incessantes querelles entre les culottes de peau et les rédacteurs du *Capitole* et du *Commerce* portaient le trouble dans le parti. Les dames travaillaient de leur côté à la restauration impériale : le *club des Cotillons*, composé de mesdames Salvage de Faveroles, Regnault Saint-Jean-d'Angely, Hamelin, etc., excitait les esprits au lieu de les calmer. Journalistes, culottes de peau et cotillons mettaient le public dans la confidence de leurs rivalités bruyantes, et les rieurs du côté du gouvernement. Louis-Philippe, croyant le bonapartisme tué par le ridicule, s'apprêtait à lui faire de magnifiques funérailles en ramenant le corps de l'Empereur à Paris. Personne ne songeait à M. Louis Bonaparte; lui-même, livré en apparence tout entier aux plaisirs de la vie aristocratique en Angleterre, semblait chercher à se faire oublier, lorsque, le 4 août 1840, le télégraphe apprit au gouvernement son débarquement sur les côtes de Vimeux, près de Boulogne-sur-Mer. Cette nouvelle tentative n'eut pas un résultat plus heureux que la première; le petit chapeau, l'épée d'Austerlitz, l'aigle apprivoisé servirent de point de mire aux plaisanteries des journaux; mais un général à demi gagné, un régiment presque embauché, une maison militaire réunie autour de M. Louis Bonaparte attestaient que la mise

en scène burlesque de cette conspiration cachait un fond sérieux. D'ailleurs, le ridicule rôle joué par le prétendant à Boulogne, l'embarras de sa tenue devant la Cour des pairs, allaient être effacés par sa longue captivité.

L'année précédente, le 12 mai 1839, Barbès appelant le peuple aux armes, s'était jeté sur le poste de la Conciergerie : la tentative républicaine et la tentative bonapartiste tendaient au même but, le renversement du gouvernement ; dans toutes les deux, le sang des défenseurs de l'autorité avait été versé. La déclaration de M. de Persigny devant M. Petit, président de chambre à la cour royale de Douai, démontre qu'à Boulogne ce ne fut pas la faute des conspirateurs s'il ne coula pas avec plus d'abondance qu'à Paris.

« Au moment où les troupes proclamaient le prince » et reconnaissaient le drapeau », dit M. de Persigny, « un officier du 42^e, qui m'a paru animé d'intentions » hostiles, est entré au quartier. J'étais alors habillé » en sous-officier d'infanterie, et j'avais un fusil à la » main ; je me suis élancé sur lui, et, au moment où » j'allais le tuer, le lieutenant Aladenize s'est élancé » sur moi et a détourné le coup que j'allais porter. » Telle a été l'énergie de son action que ma baïon- » nette a été ployée en deux. Un moment plus tard, » le capitaine des grenadiers du 42^e est arrivé, et un » nouveau conflit est survenu. Dans ce conflit, déter- » miné par les mêmes considérations, j'aurais infail- » liblement tué le capitaine, si M. Aladenize ne s'était » jeté de nouveau entre le capitaine et moi, et ne » m'avait retenu de la manière la plus énergique. »

La réprobation du parti de l'ordre n'atteignit pourtant que les insurgés de Paris; les royalistes trouvèrent très naturel que la Cour des pairs, après avoir frappé Barbès d'un arrêt de mort, créât pour Louis Bonaparte une peine spéciale qui n'existait pas dans le Code et qui n'emportait avec elle aucune flétrissure, *l'emprisonnement perpétuel*. La duchesse d'Orléans, après d'actives démarches faites à l'insu de Barbès, parvint à l'arracher au dernier supplice, malgré l'opposition des ministres, vivement encouragée par un grand nombre de conservateurs; mais pendant que le condamné du 12 mai, soumis au dur régime des prisonniers ordinaires, subissait sa peine dans la maison centrale de Doullens, le condamné du 30 octobre 1836 et du 6 octobre 1840 recevait ses amis dans son appartement particulier de la forteresse de Ham, écrivait librement dans les journaux, et publiait des livres.

M. de Persigny avait cherché, il est vrai, à atténuer l'odieuse violence de sa déposition devant le magistrat chargé de l'instruction, mais la vanité puérile qui déborde dans ses réponses au chancelier Pasquier paraissait peu faite pour exciter l'intérêt en sa faveur :

« Vous ne vous appelez pas Persigny, vous vous appelez Fialin.

— Je m'appelle Fialin sur mon acte de naissance, mais mon grand-père s'appelait Persigny.

— Votre grand-père joignait-il à son nom le titre de vicomte ?

— Mon bisaïeul était comte. »

M. de Persigny, malgré sa tentative de meurtre sur la personne de deux officiers, malgré son usurpation de titre, ne tarda pas à être transféré de la citadelle de Doullens à l'hôpital de Versailles, et bientôt il n'eut plus que la ville pour prison.

Cette différence de traitement entre les républicains et les bonapartistes choquait à peine quelques esprits droits. Les conservateurs qui, au nom seul de Barbès, entraient en fureur, ne prononçaient celui de M. Louis Bonaparte qu'avec un reste involontaire de respect. L'arrêt de la Cour des pairs fut cependant accepté par Louis-Philippe, comme une garantie contre l'impérialisme.

Les anciens serviteurs de la dynastie napoléonienne semblaient donner, par cet arrêt, un gage certain de dévouement à la dynastie régnante. Jamais, en effet, l'Empire n'avait été plus ouvertement renié. Les orléanistes ravis partageaient la satisfaction et la sécurité de Louis-Philippe. Qui leur eût dit que dans douze ans la plupart des noms inscrits au bas de la condamnation de M. Louis Bonaparte figureraient sur la liste des sénateurs, des conseillers d'État, des préfets et des chambellans de Napoléon III!

Le 6 octobre 1840, à quatre heures de l'après-midi, la sentence de la Cour des pairs fut lue à M. Louis Bonaparte. Un seul pair de France, M. Alton-Shée, avait opiné en faveur de l'application de la peine de mort au principal accusé. A minuit, le condamné monta en voiture, avec un colonel de la garde municipale chargé de l'accompagner jusqu'à Ham : le gé-

néral de Montholon et le docteur Conneau obtinrent l'autorisation de partager sa prison.

M. Louis Bonaparte aime à écrire; depuis la publication des *Idées napoléoniennes* remontant à son séjour en Angleterre après l'affaire de Suisse, il n'avait plus rien donné au public. Il s'essaya en prison au métier de journaliste en envoyant des articles à deux ou trois journaux des départements. Une brochure intitulée : *Extinction du paupérisme*, fut le fruit le plus important des loisirs de sa captivité. Cette brochure, dont le titre seul contient le résumé des doctrines socialistes et le plan même de la révolution sociale, aurait fort bien pu porter la signature de M. Louis Blanc. Le prisonnier de Ham, signataire de la liste de souscription pour la publication d'un journal fouriériste, ne négligeait pas les occasions de flatter les espérances ou les illusions de ces groupes épars d'utopistes qui devaient former plus tard le parti socialiste.

M. Louis Bonaparte, en devenant collaborateur de journaux républicains, évitait pourtant de s'engager avec les représentants de cette opinion : « La république », disait-il, « serait mon idéal, mais j'ignore si la France est républicaine. Je vois dans son histoire les deux éléments monarchique et républicain exister, se développer simultanément. Si le pays m'appelle un jour, je lui obéirai; je réunirai autour de mon nom plébéien tous ceux qui veulent la liberté et la gloire; j'aiderai le peuple à rentrer dans ses droits, à trouver la formule gouvernementale des principes de la révolution. » Liberté, gloire, droits du peuple,

formule du principe de la révolution, ces mots vagues pouvaient charmer la foule par leur vague même : comment des hommes intelligents étaient-ils assez aveugles pour les prendre au sérieux, et pour les considérer comme des engagements envers la République ?

Avec quel étonnement ne relit-on pas aujourd'hui des articles comme celui-ci, publié dans le *Progrès du Pas-de-Calais* le 28 octobre 1843 :

« Ce n'est plus un secret et nous n'en avons fait non plus à personne un mystère en annonçant que, depuis plus d'un an et trois mois, le prince Napoléon-Louis Bonaparte nous envoie des articles de sa prison de Ham.

» Notre numéro du 26 en refermait un semblable concernant le vœu émis par le conseil général de la Corse en vue d'obtenir que la famille Napoléon fût rappelée de l'exil, et que le prisonnier de Ham, après avoir été mis en liberté, pût jouir de ses droits de citoyen français.

» Quoique cet article contint la réclamation suivante : « La famille Bonaparte étant issue de la Révolution ne peut et ne doit reconnaître qu'un principe, celui de la souveraineté du peuple ; elle ne peut revendiquer que les droits de citoyen français, mais il y aurait injustice et petitesse à ne pas les lui concéder dorénavant. » — Malgré cette déclaration, le *Journal du Loiret* crut devoir demander au prince quelles seraient ses prétentions en rentrant dans la grande famille française. Le prince fit la réponse suivante :

« A Monsieur le rédacteur du *Journal du Loiret*.

» Fort de Ham, 21 octobre 1843.

» Monsieur,

» Je réponds sans hésiter à la bienveillante interpellation que vous m'adressez dans votre numéro du 8.

» Je n'ai jamais cru, je ne croirai jamais que la France soit l'appanage d'un homme ou d'une famille ; je n'ai jamais revendiqué

d'autres droits que ceux de citoyen français, et je n'aurai jamais d'autre désir que celui de voir le peuple entier réuni dans ses comices choisir en toute liberté la forme de gouvernement qui lui convient.

» Issu d'une famille qui doit son élévation à la volonté nationale, je mentirais à mon origine, à ma nature, et jusqu'au bon sens, si je ne reconnaissais la souveraineté du peuple comme la base de tout organisme politique.

» Jusqu'ici mes actions et mes prétentions s'accordent avec cette manière de voir. Si l'on ne m'a pas compris, c'est qu'on ne cherche pas à expliquer les défaites, mais plutôt à les condamner.

» C'est vrai, j'ai recherché une haute position, mais publiquement. J'avais une haute ambition, mais je la pouvais avouer : l'ambition de réunir autour de mon nom populaire tous les partisans de la souveraineté du peuple, tous ceux qui voulaient la gloire et la liberté. Si je me suis trompé, l'opinion publique doit-elle m'en vouloir ? La France peut-elle m'en punir ? Croyez bien, Monsieur, que, quel que soit le sort que me réserve la destinée, on ne pourra jamais dire de moi que dans l'exil ou dans ma prison je n'ai rien appris et rien oublié.

» Agréez l'assurance de ma considération,

» NAPOLÉON-LOUIS BONAPARTE. »

« *Le Journal du Loiret*, en publiant cette lettre, ajoute qu'il n'hésite pas à y voir un éclatant témoignage de la toute-puissance du principe démocratique, un exemple de la plus haute signification, « il félicite le prince des sentiments généreux exprimés dans sa lettre ». Ils annoncent un homme de cœur et d'esprit. »

L'article se termine ainsi : « Nous ne sommes qu'un faible écho de l'opposition nationale ; mais, au nom des idées dont nous sommes les organes, nous annonçons publiquement que notre sympathie est acquise au prince Louis-Napoléon. Il n'est plus à nos yeux un prétendant, mais un membre de notre parti, un soldat de notre drapeau. »

Le Progrès du Pas-de-Calais, en rendant compte de la brochure de M. Louis Bonaparte sur la question

des sucres, adresse à l'auteur ces encouragements :

« Que le prince continue dans sa prison à donner l'exemple du courage et de la résignation; qu'il continue à s'occuper de questions matérielles qui peuvent augmenter le bien-être du peuple; qu'il continue à étudier les publicistes qui reconnaissent aux peuples le droit de choisir eux-mêmes leurs gouvernements; qu'il se range sans arrière-pensée sous la célèbre devise de son oncle : « Si depuis le 21 janvier, de sanglante mémoire, un roi de France » ne sait pas gouverner par l'autorité de ses propres actions, il restera seul et abandonné, et même il deviendra un personnage » complètement inutile; » que le prince Napoléon reste toujours fidèle à son origine, qu'il soit toujours l'homme du peuple, et sa popularité s'étendra bien au delà des limites de son cachot. »

De pareils articles, mieux encore que toutes les brochures sur les sucres, étaient capables de rendre un homme populaire; ils donnent une idée des illusions d'un grand nombre de républicains honnêtes et sincères dans leur opinion, mais assez peu clairvoyants pour confondre les doctrines du pur impérialisme avec les principes de la vraie démocratie.

Une correspondance soigneusement entretenue avec la plupart des hommes célèbres de l'époque, Béranger, Chateaubriand, Thiers, George Sand, etc., les visites de MM. Louis Blanc, Frédéric Degeorges, Peauger et de plusieurs autres écrivains républicains, ouvraient au prisonnier des perspectives sur le monde extérieur qui faisaient de la forteresse de Ham plutôt une retraite qu'une prison. Il a protesté contre les traitements auxquels il était soumis : « Le gouvernement qui a reconnu la légitimité du droit de ma famille est forcé de me reconnaître comme prince et de me traiter comme tel. La politique a des droits que

je ne prétends pas contester. Que le gouvernement agisse à mon égard comme un ennemi, qu'il me prive des moyens de lui nuire, je n'aurai pas à me plaindre; mais en même temps sa conduite sera inconséquente s'il me traite comme un prisonnier ordinaire, moi, fils d'un roi, neveu d'un empereur et allié à tous les souverains de l'Europe ¹. » M. de Montholon va plus loin; il affirme que M. Louis Bonaparte a trouvé à Ham une captivité plus dure que celle de Sainte-Hélène : « Ce qui m'afflige le plus pour mon pays, c'est de penser que l'Empereur n'était pas si mal traité par les Anglais que ne l'est son neveu par des Français, dans une prison française ². »

Ces plaintes n'empêchaient pas M. Louis Bonaparte d'avoir un manège pour monter à cheval dans l'intérieur de la citadelle, de recevoir des visites, de joindre les exercices du corps à ceux de l'esprit, et de former le plan de nouveaux ouvrages. Il songeait à écrire la vie de Charlemagne, et il venait de s'adresser à M. Sismondi pour le prier de l'aider dans ses recherches, lorsque son père malade fit auprès de Louis-Philippe des démarches pour obtenir la liberté de son fils. Ces démarches ayant échoué, M. Louis Bonaparte écrivit au roi :

« Sire,

» Ce n'est pas sans une vive émotion que je viens m'adresser à Votre Majesté pour lui demander comme une faveur la permission

1. *Le prisonnier de Ham.*

2. *Idem.*

de quitter la France même pour un temps très court. Depuis cinq ans, le bonheur de respirer l'air de la patrie a compensé pour moi les tourments de la captivité; mais l'âge et les infirmités de mon père réclament impérieusement mes soins. Il a fait appel au concours de personnes bien connues par leur attachement à Votre Majesté, et il est de mon devoir de joindre mes efforts aux siens.

» Le Conseil des ministres n'a pas pensé que la question fût de sa compétence. Je m'adresse donc à Votre Majesté, plein de confiance dans l'humanité de ses sentiments, et je sou mets ma requête à sa haute et généreuse appréciation.

» Votre Majesté, j'en suis convaincu, comprendra une demande qui, d'avance, engage ma gratitude, et touchée de l'isolement d'un proscrit qui a su gagner sur le trône l'estime de toute l'Europe, elle exaucera les vœux de mon père et les miens.

» Je prie Votre Majesté d'agréer l'expression de mon profond respect. »

Louis-Philippe aurait, sur cette seule lettre, accordé la grâce demandée : le Conseil des ministres exigea des garanties plus positives sur lesquelles il ne fut pas possible de s'entendre. M. Louis Bonaparte résolut de recourir à la fuite.

Le gouverneur de Ham, convaincu qu'une évasion ne pouvait s'effectuer que par un secours extérieur, surveillait seulement l'approche de la forteresse; la sortie en était à peu près libre. Le valet de chambre de M. Louis Bonaparte demanda la permission de se rendre à Saint-Quentin. « Au moment où il devait sortir comme pour louer un cabriolet, le prince sortirait aussi lui-même sous un déguisement d'ouvrier. Le château était, en ce moment, l'objet de diverses réparations. On choisit le matin pour l'exécution de ce projet, parce que les précautions du commandant se concentraient sur la soirée, et parce que l'évadé se donnait la possibilité de gagner Va-

lenciennes assez à temps pour prendre le convoi de quatre heures au chemin de fer de Belgique¹. » Le 25 mai, les ouvriers arrivent et subissent l'inspection accoutumée. Le prisonnier coupe ses moustaches, prend un poignard, passe une blouse et un gros pantalon sur ses vêtements ordinaires; un vieux tablier de toile bleue, une perruque noire à cheveux longs, une casquette, complètent son déguisement; il chausse des sabots, met une pipe de terre à sa bouche, et l'épaule chargée d'une planche, il se dirige vers la porte. Il la franchit heureusement, et bientôt le voilà sur la grande route, où son valet de chambre l'attend avec un cabriolet; deux jours après, M. Louis Bonaparte était en Angleterre. Son père mourut à Florence le 27 juillet suivant; M. Castelveccchio, fils naturel du roi Louis, se trouva seul à son lit de mort.

Six mois avant la révolution de Février, le 29 septembre 1847, les cercueils du père de M. Louis Bonaparte et de son frère, mort dans l'insurrection des Romagnes, ramenés d'Italie, reposaient sur un catafalque au milieu de l'église de Saint-Leu-Taverny, ornée des armoiries, des attributs, des symboles de la monarchie impériale : couronne, croix d'honneur, aigle, abeilles. Le gouvernement de Louis-Philippe croyait prouver sa force en donnant ainsi le plus grand éclat aux cérémonies de l'impérialisme; les hommes d'État de l'époque déclaraient que l'Empire n'était plus qu'un souvenir à demi effacé : cependant

1. *Le prisonnier de Ham.*

TAXILE DELORD.

a monarchie constitutionnelle, victorieuse en apparence de l'impérialisme, avait été obligée de transiger en quelque sorte avec lui, d'abord en ne livrant pas le conspirateur de Strasbourg à la justice, ensuite en faisant un *casus belli* de sa présence sur le territoire suisse, enfin en traduisant le conspirateur de Boulogne devant la Cour des pairs, au lieu de le faire comparaître devant un jury. Non, l'impérialisme n'avait pas succombé dans sa lutte avec la monarchie de Juillet; les chapitres suivants le montreront aux prises avec la République.

CHAPITRE II

LE BONAPARTISME ET LA RÉVOLUTION DE FÉVRIER

SOMMAIRE. — M. Louis Bonaparte, réfugié en Angleterre, reçoit l'avis de se tenir prêt à rentrer en France. — La révolution de Février éclate. — Arrivée de M. Louis Bonaparte à Paris. — Sa lettre au gouvernement provisoire. — Il est invité à quitter immédiatement le territoire français. — M. Louis Bonaparte repart pour l'Angleterre. — Il tombe dans le découragement. — Les premiers bonapartistes en 1848. — La propagande bonapartiste. — M. de Persigny républicain. — M. Louis Bonaparte candidat malgré lui. — La soupente du bottier Devaux. — M. Louis Bonaparte entre dans la lice. — La presse bonapartiste. — Élection de M. Louis Bonaparte. — Les rassemblements bonapartistes. — Effet de l'élection de M. Louis Bonaparte. — Opinion de Proudhon. — Les ouvriers à la Villette signent une pétition pour demander que Louis Bonaparte soit proclamé Consul. — Attroupements bonapartistes sur les boulevards et autour de l'Assemblée. — Discussion sur la validité de l'élection de M. Louis Bonaparte. — M. Jules Favre se prononce pour la validité, et M. Buchez contre. — M. de Lamartine fait de vains efforts pour obtenir la prorogation de la loi de bannissement. — M. Ledru-Rollin. — Il appuie M. de Lamartine. — La validité de l'élection de M. Louis Bonaparte est prononcée aux deux tiers des voix. — Les rassemblements formés autour du Palais-Bourbon se retirent aux cris de : Vive Napoléon ! — Le représentant du bonapartisme a forcé les portes de l'Assemblée. — Lettres de M. Louis Bonaparte au président de l'Assemblée. — Il donne sa démission de représentant. — Il ne veut retourner en France que lorsque le calme aura reparu. — Faut-il maintenir la loi de bannissement contre les Bonaparte ?

« Depuis plusieurs semaines, sous le titre de comité démocratique de la gauche, le parti du *National*, réuni tantôt chez M. Marie, tantôt chez M. Goudchaux, s'était préoccupé de la formation d'un gouvernement provisoire. Le parti républicain

» dont nous parlons appelait de ses vœux la répu-
» blique, mais il était convaincu qu'on ne l'obtien-
» drait point sans de rudes combats. A ses yeux,
» l'inconnu le plus grave était la conduite de l'armée.
» L'armée était mécontente du rôle qu'on lui faisait
» jouer ; était-elle républicaine?... Les officiers et les
» sous-officiers que la propagande avait entraînés pen-
» saient que le nom d'un Bonaparte entraînerait plus
» facilement que tout autre.

» Une vive discussion eut lieu à ce sujet ; personne
» ne voulait du rétablissement de l'Empire. Mais tout
» le monde reconnaissait que, la première nécessité
» étant le renversement de la dynastie régnante, il
» était utile d'avoir sous la main un en-cas propre à
» surmonter les obstacles qu'on pouvait redouter du
» côté de l'armée. Auquel des membres de la famille
» Bonaparte fallait-il recourir?

» M. Napoléon Bonaparte, fils de l'ancien roi de
» Westphalie, avait protesté de ses sentiments répu-
» blicains et offrait de servir la révolution comme
» simple citoyen. Les partisans de ce jeune homme
» faisaient valoir qu'il n'avait figuré ni à Strasbourg,
» ni à Boulogne, et ne s'était fait connaître par au-
» cune velléité monarchique.

» Les amis de M. Louis Bonaparte reconnaissaient
» ce qu'il y avait de vrai dans ces considérations,
» mais ils ajoutaient que le fils adoptif de l'Empereur
» avait plus de chances auprès de l'armée.

» Cette opinion prévalut, et M. Louis Bonaparte
» qui, le 20 février, avait reçu l'avis de se tenir
» prêt à partir, reçut, le 22, l'invitation de passer en

» France et de s'y soustraire aux regards de la police¹. »

M. Louis Bonaparte arriva le 25 février à Paris, et, à peine installé rue du Sentier, chez M. Viellard, ancien gouverneur de son frère, il fit prévenir secrètement de sa présence à Paris le seul des membres du gouvernement provisoire qui fût au fait de ce qui se passait. Pourquoi ne pas l'avoir amené ? dit Marrast, j'aurais été bien aise de le voir avant d'entretenir le conseil de cet incident. Il faut qu'il nous écrive pour nous offrir ses services.

M. Louis Bonaparte devait-il se rendre à l'Hôtel de ville pour présenter ses hommages au gouvernement provisoire, ou se borner à lui écrire ? Le conseil intime de la rue du Sentier jugea que, dans ces premiers moments de trouble et d'émotion, le nouveau débarqué courait grand risque d'être accueilli avec indifférence ou même de n'être pas reçu du tout. Le gouvernement provisoire, donc, prit connaissance, entre minuit et une heure, de la lettre suivante, apportée à l'Hôtel de ville par M. de Persigny :

« Messieurs,

» Le peuple de Paris ayant détruit par son héroïsme les derniers vestiges de l'invasion étrangère, j'accours pour me ranger sous le drapeau de la République qu'on vient de proclamer.

» Sans autre ambition que celle de servir mon pays, je viens annoncer mon arrivée aux membres du gouvernement provisoire, et

1. Sarrans jeune, *Histoire de la Révolution de Février*.

les assurer de mon dévouement à la cause qu'ils représentent, comme de ma sympathie pour leurs personnes.

» Recevez, Messieurs, l'assurance de ces sentiments,

» NAPOLEON-LOUIS BONAPARTE. »

« Quelques instants avant la réception de cette lettre, qui n'était pas inattendue pour tout le monde, la nouvelle de l'arrivée de M. Louis Bonaparte avait été jetée dans la conversation : le conseil décida sans hésitation que le prétendant serait prié de rentrer immédiatement en Angleterre. En effet, à quatre heures du matin, un convoi spécial ramenait à Boulogne, en compagnie d'un ancien aide de camp du roi Murat, qui se trouva là par hasard, celui qui, dix mois plus tard, devait être président de la République ¹. »

Le gouvernement provisoire avait pris le meilleur moyen pour donner de l'importance à M. Louis Bonaparte, l'empêcher de commettre des fautes, et de s'user dans ses premiers moments où rien encore ne présageait le réveil du bonapartisme.

M. Napoléon Bonaparte, que sa ressemblance avec l'empereur Napoléon faisait aisément reconnaître, s'était en effet montré le 23 et le 24 février dans tous les groupes, sans produire une grande impression sur les masses. Il désirait vivement être présenté au gouvernement provisoire. Après plusieurs refus essuyés de la part de divers membres importants du parti républicain, il finit par trouver un ancien

1. Sarrans jeune, *Histoire de la Révolution de Février*.

député de la gauche qui consentit à lui servir de parrain, mais à l'Hôtel de ville on ne crut pas avoir besoin de son concours. M. Pierre Bonaparte, fils de Lucien Bonaparte, plus heureux que son cousin, offrit son épée à la République, qui s'empressa de le nommer chef de bataillon dans la légion étrangère.

Aux élections d'avril, pas une voix ne s'était portée sur M. Louis Bonaparte. Comment, deux mois après, sa candidature est-elle posée et soutenue, par quels moyens est-on parvenu à en assurer le succès? L'histoire, pour répondre à ces questions et pour débrouiller les origines de l'impérialisme, est obligée de consulter les souvenirs des contemporains, les documents publiés dans les journaux, les placards affichés sur les murs, les proclamations, les billets électoraux distribués de la main à la main, et dont on ne retrouve plus les traces que dans les collections particulières, enfin, les révélations publiées par quelques-uns des hommes qui, ayant pris part à cette propagande, ont voulu faire connaître leur dévouement, et se plaindre qu'il n'ait pas été récompensé.

L'avènement de la République, salué par l'enthousiasme général, l'unanimité et l'empressement des chefs militaires à s'y rallier, avaient jeté le découragement dans l'âme de M. Louis Bonaparte. L'unique force capable à ses yeux de l'aider à rétablir l'empire, l'armée, lui manquant, il avait cru devoir lui aussi, dans sa lettre au gouvernement provisoire, faire acte d'adhésion à la République. M. de Persigny et ses autres complices de Strasbourg et de Boulogne,

rendus à la liberté par la révolution de Février et devenus de chauds républicains, se moquaient eux-mêmes de leurs anciens projets de restauration impériale; quelques-uns cependant, plutôt par habitude que par conviction, essayaient d'organiser un semblant de propagande à laquelle ils ne croyaient pas plus que l'homme appelé à en recueillir les fruits. Des conférences avaient lieu de temps en temps entre les amis de l'ex-prétendant; elles se traînaient ordinairement dans des généralités : les affiliés déclaraient pour la centième fois que le nom de Napoléon I^{er} était toujours au fond du cœur du peuple, qu'on pouvait faire tourner ce souvenir au profit de son neveu, et qu'il convenait de dire et d'écrire en toute occasion que le prince Louis-Napoléon aimait et voulait la paix, qu'il serait le conciliateur entre les partis, la main ferme et puissante qui mettrait fin à l'anarchie. La conclusion ordinaire de ces conférences était l'envoi d'une lettre à M. Louis Bonaparte pour lui soumettre quelque plan nouveau de société ou de journal bonapartistes, et pour lui demander l'argent nécessaire à l'exécution de ces plans. L'approbation arrivait tout de suite, mais l'argent se faisait plus longtemps attendre. M. Louis Bonaparte était toujours dans la phase du découragement.

Les familles riches, à cette époque, quittaient Paris ou diminuaient leurs dépenses : le mécontentement du petit commerce pouvait être exploité dans l'intérêt du bonapartisme. L'un des affiliés de la première heure, banquier de profession, raconte qu'il manda tour à tour chez lui tous ses fournisseurs de

corps et de bouche : tailleur, chapelier, chemisier, bottier, épicier, boulanger, boucher, fruitier, marchand de volailles; ni le charbonnier, ni le porteur d'eau lui-même ne furent oubliés. « Voulez-vous, dit le banquier à chacun de ces mécontents, en finir avec une situation qui nous ruine tous ? Rien de plus facile. Il ne s'agit ni de faire des émeutes, ni de prendre le fusil, mais tout simplement de mettre dans l'urne électorale le nom du prince Louis-Napoléon, fils de la reine Hortense et petit-fils de l'impératrice Joséphine qu'on a tant aimée en France. Le Prince possède une fortune de plus de cinquante millions, l'armée est pour lui; l'élection sera le signal du mouvement militaire : nommez le Prince. Le lendemain on proclame l'Empire, et je vous fais nommer fournisseurs de la maison de l'Empereur ¹.

Un ancien valet de chambre figurait à la tête de petits spéculateurs à la Bourse; des domestiques en très grand nombre lui confiaient la gestion de leurs fonds; il s'enrôla sous les ordres du banquier bonapartiste en même temps qu'un courtier en fonds publics connu dans la *coulisse* depuis vingt ans. La liste des premiers bonapartistes de 1848 publiée par le banquier contient, outre les noms de cet ancien valet de chambre et de ce coulissier, ceux d'un capitaine et d'un lieutenant de la garde nationale, de deux ex-agents de change, d'un propriétaire, de M. Aguado, marquis de Las Marismas, et de M. Ligier, de la

1. Aristide Ferrer, *Révélations sur la propagande napoléonienne faite en 1818 et 1849*. Turin, 1863.

Comédie française. En tout, huit bonapartistes militants, sans compter les fournisseurs¹.

M. de Persigny, vers la même époque, dressait de son côté une liste des personnes sur lesquelles l'idée napoléonienne pouvait compter à Paris. Cette curiosité historique mérite d'être reproduite :

« M. *Besuchet de Saumois*, 14, rue de la Grange-Batelière ; M. le général *Sourd*, 14, rue d'Alger ; le colonel *Laborde*, 4, rue Vintimille ; madame *Gordon*, 57, rue de Provence ; M. le général *Montholon*, 12, rue Castellane ; M. *Pietri*, 319, rue Saint-Honoré ; M. *Pierre Bonaparte*, 9, rue de Verneuil ; M. *Napoléon Bonaparte*, rue d'Alger ; M. *Chabot*, 76, rue Saint-Antoine ; M. *Dupont*, marchand de tabac, rue du Faubourg-Saint-Honoré ; M. *Thelin*, débit de tabac, rue Geoffroy-Marie ; M. *Clapier*, tapissier, 59, rue Hauteville ; M. *Forestier*, 52, rue Louis-le-Grand ; M. *Ornano*, 57, rue Truffaud-Batignoles ; M. *Labrugat*, charbonnier, 4, rue Braque ; M. *Archambaud*, 12, rue du Rond-Point de l'École ; M. *Broulle*, tailleur de pierre, 96, avenue des Champs-Élysées ; M. *Holtier*, marchand de bois à Montmartre, près le cimetière ; M. *Devaux*, bottier, passage des Panoramas ; M. *Coffier*, fabricant de pianos, rue Saint-Antoine ; *Lecomte*, commandant des vieux de la vieille, rue de la Michodière ; X....., marchand de bois à Belleville². »

La liste des amis de M. Louis Bonaparte n'était ni nombreuse ni brillante. M. de Persigny répondait

1. Aristide Ferrer, *Révélations sur la propagande napoléonienne faite en 1848 et 1849*. Turin, 1863.

2. *Idem*.

cependant à ceux qui proposaient de rallier à sa cause des hommes importants, tels que le prince de la Moskowa et le comte de Morny, que « le Prince » n'apprendrait pas sans déplaisir qu'on eût fait des ouvertures à ces messieurs ». Les deux cousins de M. Louis Bonaparte eux-mêmes devaient ignorer pour le moment des tentatives auxquelles on verrait dans quelle mesure il serait possible de les associer plus tard.

Ceci se passait dans les premiers jours d'avril ; la froideur la plus complète régnait entre M. Louis Bonaparte et les personnages qui portaient les plus grands noms de l'Empire. Le bonapartisme s'agitait dans les bas-fonds de la société ; le gouvernement ne se doutait pas même ailleurs de son existence, lorsque, le 16 avril, le parti conservateur eut l'idée de faire ce qu'on appelait alors une manifestation pour obtenir du gouvernement provisoire le maintien des bonnets à poil de la garde nationale. Les partisans de cette coiffure, formés en légion et revêtus de l'uniforme civique, s'étaient dirigés vers l'Hôtel de ville dont ils trouvèrent les approches barrées. Les débris de la garde impériale, soit par suite d'une sympathie naturelle pour les bonnets à poil, soit qu'ils jugeassent l'occasion favorable pour montrer leurs uniformes, et pour faire eux aussi une manifestation, prennent le même chemin ; des cris de : *Vive la garde !* retentissent sur leur passage ; cependant les abords de la place restent interdits aux grenadiers de l'Empire comme aux grenadiers de la garde nationale. Le tambour de la vieille garde bat la charge ; les gro-

gnards font mine de forcer la ligne ennemie. Passeront-ils ou ne passeront-ils pas ? Le peuple semble prendre le plus vif intérêt à ce spectacle des derniers survivants de la garde impériale prêts à s'élancer sur les montagnards de la garde républicaine ; les rangs de ceux-ci finissent par s'ouvrir : les « vieux de la vieille » pénètrent enfin sur la place, au milieu des applaudissements de la foule. Les femmes surtout montrent un véritable enthousiasme en voyant la victoire de ces vieux soldats : la garde, en effet, ne s'était pas rendue.

Ce jour-là, on entendit à Paris, pour la première fois depuis la proclamation de la république, le cri de : Vive l'Empereur !

Des agents de la propagande bonapartiste s'étaient glissés dans les masses populaires ; l'un d'eux raconte qu'il allait de groupe en groupe, se mêlant aux conversations, prenant parti pour la garde nationale, répétant que la République ne pouvait durer, que les Bourbons étaient impossibles, qu'un Napoléon seul pouvait rétablir l'ordre, ramener la paix et le travail : « Jusque-là », dit-il, « on écoutait mes discours, et l'on répondait par ces mots : Oui, c'est vrai, mais il n'y a plus de Napoléon ! — Mais son neveu, disais-je. — Lequel ? — Le prince Louis qui est à Londres ! — Je confesse qu'arrivé à ce point, la conversation finissait souvent brusquement ; d'autres fois, elle se poursuivait avec avantage, et il me suffisait d'avoir quelques auditeurs attentionnés pour exprimer hautement mon opinion sur les facultés et le cœur du prince qu'on dénigrait, parce qu'on ne le connaissait

pas.— On m'écoutait en silence, je m'éloignais, mais la semence était jetée dans un fonds excellent et qui ne pouvait produire que de bons résultats ¹. »

Malheureusement, la propagande manquait du nerf indispensable, l'argent. M. Louis Bonaparte engagé, disait-il, dans une opération financière qui promettait les plus heureux résultats, priait ses amis d'en attendre l'issue. Les bonapartistes comptaient déjà dans leurs rangs plusieurs hommes de finance dont l'imagination féconde enfantait chaque jour un nouveau projet destiné à fournir à la propagande les fonds dont M. Louis Bonaparte ne pouvait disposer en ce moment. Parmi ces projets figurait la création d'une grande banque d'escompte au capital de 9 millions de francs, dont 6 millions versés par M. Louis Bonaparte, et 3 millions par le gouvernement, conformément au décret du ministre des finances. La somme de 6 millions formant l'apport de M. Louis Bonaparte serait avancée par le gouvernement russe que l'auteur du projet se chargeait de convertir à la cause napoléonienne, et acceptée par la banque nouvelle en rentes 5 pour 100 français au cours de cent quatorze francs, prix auquel la Banque de France les avaient vendues au czar. Une lettre de M. Louis Bonaparte a été imprimée comme preuve à l'appui de l'approbation donnée par lui à ce projet, mais les termes dans lesquels cette lettre est conçue ne permettent pas de lui donner le sens et la portée d'un acquiescement formel.

1. Aristide Ferrer, *Révolutions sur la propagande napoléonienne faite en 1848 et 1849*. Turin, 1863.

L'apôtre Persigny depuis la révolution de Février montrait moins de zèle à répandre l'évangile napoléonien; l'heure approchait même où il allait le renier dans ce passage de la profession de foi du fondateur de l'*Occident français* aux électeurs de la Loire :

« Quant à mes opinions, je vais vous les exposer avec franchise. Hier, je croyais sincèrement que, entre des habitudes monarchiques et la forme républicaine, but naturel de tous les perfectionnements politiques, il fallait encore une phase intermédiaire : et je pensais que le sang de Napoléon inoculé aux veines de la France, pouvait mieux que tout autre la préparer au régime des libertés publiques ; mais après les grands événements qui viennent de s'accomplir, je déclare que la République régulièrement constituée pourra compter sur mon dévouement le plus absolu. Je serai donc loyalement et franchement républicain..... Je termine par une dernière et solennelle déclaration. Délivré par le peuple, je dois ma vie au service du peuple. Tout ce que Dieu voudra m'accorder de courage, d'intelligence et de résolution sera désormais consacré à l'affranchissement de la seule servitude qui pèse encore sur lui, de la servitude de la misère.

» Signé : FIALIN-PERSIGNY. »

Une lettre adressée aux divers comités électoraux du département de la Loire accompagnait cette déclaration. La lettre se termine ainsi :

« J'espère que personne n'opposera à ma candidature des préventions basées sur l'amitié dont m'honore le prince Louis-Napoléon. Ainsi que j'ai eu l'honneur de le dire à M. de Lamartine, lorsque j'ai été chargé d'annoncer au gouvernement provisoire l'arrivée du Prince à Paris, le neveu de l'Empereur ayant reconnu le gouvernement provisoire de la République n'est plus qu'un *simple* citoyen. Il est prêt non seulement à servir son pays, à quelque titre que ce soit, mais même à rester volontairement en exil, si son nom peut être un embarras dans les circonstances présentes. Et quant à ses amis, ils feront toujours passer le dévouement au pays avant le dévouement à un homme. »

Les électeurs de la Loire n'ayant pas répondu à son appel, M. de Persigny revint à la religion napoléonienne. Après la journée du 15 mai, les royalistes se croyaient assez forts pour mettre en avant la candidature du prince de Joinville dans les élections partielles qui allaient avoir lieu à Paris. Quelques-uns des amis de M. Louis Bonaparte le pressaient de tenter à son tour les hasards du scrutin ; l'ex-prétendant, soit apathie naturelle, soit crainte d'éprouver un échec, répondait par des refus à leurs instances ; gardait ses doutes sur la sympathie du suffrage universel, et persistait à croire que le bonapartisme ne pouvait triompher que par le concours de l'armée.

Cependant, à peine l'affiche de la candidature du prince de Joinville est-elle placardée sur les murs de Paris, que les passants lisent à côté d'elle la proclamation suivante :

CANDIDATURE DE LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE AUX ÉLECTEURS DE PARIS

« Citoyens,

» La réaction ne se cache plus ; elle vous propose de nommer à l'Assemblée nationale le prince de Joinville, le fils de Louis-Philippe, chassé par vous, il y a trois mois :

» Deux fois ramenés par les baïonnettes étrangères, les Bourbons ont été deux fois expulsés de France. La nation n'en veut plus.

» Il est un autre nom qui fut toujours associé à nos triomphes et à nos malheurs. Quand nos drapeaux victorieux flottaient à Vienne, à Berlin, à Moscou, l'Empereur était à notre tête, les Bourbons maudissaient nos victoires. Quand les gardes étrangères inondaient notre territoire, les Bourbons triomphaient ; l'Empereur allait mourir à Sainte-Hélène !

» Prononcez et jugez.

» Nous vous proposons de nommer à l'Assemblée notre concitoyen Napoléon-Louis Bonaparte, enfant de Paris. Il s'est formé à la rude

école de l'exil et de la captivité. Soldat de l'indépendance italienne en 1831, il voulut plus tard, à Strasbourg et à Boulogne, arracher la France au joug de la honte en proclamant la souveraineté du peuple. Il a payé de sept ans de captivité l'honneur d'avoir précédé l'héroïque population de Paris.

» On l'a rangé parmi les prétendants. Il repousse loin de lui cette qualification; car il sait que le général Bonaparte était le plus grand citoyen de la France, avant d'en être le premier magistrat, et qu'aujourd'hui, comme alors, le pouvoir doit être au plus digne.

» Envoyez Napoléon-Louis à l'Assemblée, c'est un des nobles enfants de la France. Nous vous en répondons.

» Vive la République!

» UN VIEUX RÉPUBLICAIN DE 92, soldat de Zurich et de Waterloo.

» UN OUVRIER, combattant des barricades de Février. »

Ce vieux républicain de 92, ce combattant des barricades de Février, n'étaient que le double pseudonyme de M. Armand Laitz, qui, bravant la défense formelle de M. Louis Bonaparte, lui ouvrait le chemin de l'Empire.

Une seconde affiche, annonçant la candidature de M. Louis Bonaparte, suit bientôt celle qu'on vient de lire :

CANDIDATURE DE LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE

« Citoyens,

» Nous avons encore un membre de la famille Napoléon éloigné de France. Souvenez-vous, citoyens, que ce ne sont pas les Français qui ont exilé le glorieux martyr de Sainte-Hélène, mais les baïonnettes étrangères qui sont venues nous imposer une famille odieuse, qui a constamment travaillé à la ruine de notre patrie.

» Rappelons-nous tous les bienfaits de Napoléon et sa grandeur infinie.

» Rappelons-nous aussi les bienfaits et la grandeur d'âme de Joséphine la bien-aimée de la France.

» Nommons tous Napoléon-Louis Bonaparte, petit-fils de Joséphine, neveu du grand Napoléon; il est digne de son oncle par son courage et par ses idées démocratiques.

» Lisez l'*Extinction du paupérisme* qu'il a écrit à la prison de Ham. Je suis sûr que vous saurez apprécier son cœur, ses talents et son amour du peuple.

» Vive la République!

» Salut et fraternité.

» Signé : DAMERVAL, ancien militaire, aujourd'hui ouvrier vannier, 17, à la Halle aux Blés. »

Les murs se couvrent en quelques jours d'affiches bonapartistes qui présentent M. Louis Bonaparte comme un ardent républicain. « Le Prince, » dit M. de Montholon aux électeurs, « est un bon patriote, un républicain sincère qui fera tout ce qui dépendra de lui pour que la France soit et reste républicaine. » Un autre ami du candidat déclare que « le citoyen Napoléon Bonaparte a donné depuis longtemps des preuves incontestables de la vérité de ses opinions républicaines, en déclarant qu'il n'avait jamais cru et qu'il ne croirait jamais que la France fût l'apanage d'un homme ou d'une famille. — Le peuple a parlé, il a proclamé la république démocratique, Louis-Napoléon la défendra avec nous. » Un troisième parrain de M. Louis Bonaparte affirme que « la république grande, fraternelle, est dans le cœur, dans la pensée de Louis-Napoléon Bonaparte; comme nous, il veut le développement le plus complet du principe démocratique. » Enfin, pour ne pas trop multiplier ces citations, un quatrième s'écrie : « Cet enfant de Paris, notre frère à tous, une

fois assis au sein de l'assemblée où nous l'aurons envoyé, sa voix se réunira, messieurs, à celles qui demanderont l'application franche et loyale de notre immortelle devise :

« LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ. »

Les partisans du régime impérial qui passent devant la boutique du bottier située passage des Panoramas, galerie des Variétés, doivent se sentir saisis d'une religieuse émotion : c'est dans la soupente de cette boutique obscure que se réunissaient M. de Persigny, M. Laity et les principaux promoteurs de la candidature de M. Louis Bonaparte : ses agents venaient là recevoir leurs instructions ; de là partaient les hommes chargés de la pose des affiches, véritable mission de dévouement dans certains quartiers. Le colleur à la place Maubert, par exemple, menacé par les ouvriers, est obligé de se réfugier dans une maison où des femmes lui donnent asile : même scène sur la place de l'Hôtel de ville. Les cris de : Vive l'Empereur ! accueillent au contraire, sur la route d'Allemagne, la pose de la première affiche bonapartiste ; une femme à Belleville demande une affiche à l'homme qui vient de poser la dernière, elle l'arrache et s'enfuit en disant : « Mon mari est malade, et de savoir qu'on vote pour Napoléon, ça le guérira. »

M. Louis Bonaparte, qui jusque-là s'était tenu dans une complète abstention, prit enfin la résolution d'entrer personnellement dans la lice en adres-

sant des billets autographes aux personnes que M. de Persigny lui désignait comme les plus dévouées à son élection. Le charbonnier Labregal, le cordonnier Devaux, et presque tous les fidèles inscrits sur la liste insérée plus haut en reçurent; les subsides indispensables à la propagande arrivèrent en même temps de Londres.

Une lithographie représentant l'Empereur montrant du doigt Louis-Napoléon à la France, des biographies, des portraits, des médailles, sont répandus à foison; une avalanche d'amulettes bonapartistes tombe sur Paris; la musique se met de la partie : la candidature du citoyen Louis Bonaparte proposée aux prolétaires par M. Émile Thomas, directeur des ateliers nationaux, en attendant qu'il devienne rédacteur en chef du journal bonapartiste *le 10 Décembre*, et régisseur des biens du Prince-Président dans la Sologne, est chantée par des centaines de ténors nomades dans tous les carrefours, à grand renfort d'orgues de Barbarie :

Napoléon, rentre dans ta patrie !
Napoléon, sois bon républicain !

La presse vient en aide à la peinture, à la musique et à la poésie. Les anciens journaux bonapartistes, *le Capitole*, *la Colonne*, *l'Idée Napoléonienne*, *la Revue de l'Empire*, ont pour remplaçants : *l'Aigle républicain*, *le Petit Caporal*, *la Redingote grise*, *la Constitution*, journal de la République napoléonienne, *le Napoléonien*, *le Bonapartiste*, etc. Quelques-uns

de ces journaux sont rédigés par des gens qui paraissent naïfs et sincères dans leur admiration pour Napoléon I^{er}; le plus grand nombre se sert de l'Empereur et de l'Empire comme d'une arme à double tranchant pour attaquer la République et les hommes du gouvernement républicain. Les journalistes bonapartistes, s'ils n'ont pas toujours du talent, ne manquent pas d'habileté; les articles suivants le prouvent, le premier, emprunté au *Napoléon républicain*, est intitulé : *Mes proclamations*.

« Dans le silence du sépulcre où m'a cloué la mort, le bruit de voix qui jasant m'a réveillé. J'ai levé la tête, et j'ai regardé la France.

» Elle attendait encore cent jours après l'écoulement d'un trône, les bras croisés, qu'un signal énergique organisât ses travaux.

» Je me suis laissé dire qu'à cet effet le pays avait convoqué son élite.

» Ses chantiers étaient froids et déserts; l'enclume semblait morte; les bobines des filatures sommeillaient à leurs tiges rouillées.

» L'artiste pleurait sur ses pinceaux.

» On se demandait à la Bourse des nouvelles du crédit.

» Et je compris à ce dernier symptôme que ce repos universel n'était pas d'un jour de fête.

» Les voix jasaient toujours.

» Est-il vraiment possible qu'après quelques mille années d'histoire, l'organisation du travail n'est pas l'alphabet de la civilisation ?

» Est-ce que nos aïeux n'ont pas lancé des flottes, colonisé des landes, défriché des déserts, bâti des villes, construit des ponts, élevé des palais, des citadelles et des cathédrales ?

» J'ai vu, moi, le Simplon s'abaissant devant mes regards, des rivières se répandre à travers d'immenses campagnes, d'impraticables marais s'assainir, des arcs de triomphe s'élever comme par enchantement ?

» Ai-je épuisé notre pays par ma gloire ? La tête n'a-t-elle plus d'idées, le cœur plus de dévouement, le bras plus de muscles ? La République aurait-elle oublié l'Empire ?

» Dans l'intervalle des défis sanglants que m'adressait coup sur

coup l'Europe, je me suis bien gardé de jeter ma parole au vent. Concevoir des plans en silence, mettre en un clin d'œil des masses en mouvement pour les exécuter, tout cela n'était qu'un éclair de ma pensée. Je ne parlais que par proclamations, et la série de mes proclamations atteste celle de mes initiatives.

» Plus d'une fois la nuit, le panorama du pays s'est développé dans ma tête. Comme le père de famille, je ne songeais qu'à vous, sachant que je pouvais compter sur vous. Mon cœur était fécond de votre bon vouloir. Mon vocabulaire était riche parce qu'il était l'expression de mes actes. Le plus ridicule de tous les métiers, c'est de mâcher la phrase à vide.

» Fermez votre oreille à tous ces propagateurs de plans gigantesques, tout disposés à bâtir l'édifice de votre bonheur quand vous aurez eu la complaisance de leur donner des milliards. Vous devriez bien être las de leurs flagorneries et de leurs romans : « La France est un pays qui s'ennuie ! » disait, il n'y a pas longtemps, un de vos splendides orateurs.

» Dites-lui de ma part de faire son *meâ culpa*.

» NAPOLÉON. »

Le *Petit Caporal* explique ainsi son titre :

« Le petit caporal n'est pas cet empereur de théâtre habillé sur les dessins de David, mais le général avec sa redingote grise ; c'est le bourgeois de Paris qui se mêle aux groupes populaires les jours de fête, et qui apprend par les conversations particulières, les abus à réformer, les injustices à réparer ; c'est le chef d'armée qui n'oublie ni le nom ni la figure d'aucun de ses soldats, et qui, à défaut d'un grade quand l'instruction élémentaire manquait, savait récompenser le grognard ou le conscrit,

» En lui faisant jaillir une étoile du cœur.

» Non ! le petit caporal n'est pas mort, c'est le Christ de la gloire, et quand il reposait là-bas dans l'Atlantique, sous les mimosas brûlés de Sainte-Hélène, il n'eût fallu qu'un Pierre l'Ermite pour entraîner des millions de croisés à la conquête de son tombeau.

» Qu'avez-vous à lui reprocher au petit caporal ? D'avoir égorgé la République sa mère ? Mais elle-même lui avait dit : Frappe le ventre ! (*feri ventrem*) tant elle rougissait de sa dégradation. Ce n'était plus la femme forte et courageuse, mais une Messaline dans le boudoir du directeur Barras. Et puis il chassait les avocats, ce

choléra du monde politique, et le peuple aujourd'hui ne désire-t-il pas mélanger la tribune parlementaire encombrée de rhéteurs!

» Mais le petit caporal ne mourra pas ; comme le Christ présent dans l'hostie, il est présent, lui, dans toute idée de gloire et de grandeur, et le peuple communie avec lui, car le peuple qui lui doit le rétablissement du culte, n'oublie pas ses principes religieux ; il comprend trop qu'un État périclète quand il s'étaye sur des mœurs provisoires. Encore une fois, non, le petit caporal ne mourra pas!

L'association secondait l'action de la presse. La société des débris de l'armée impériale, formée à l'occasion du retour des cendres de l'Empereur, n'avait pas cessé d'exister, quoique non autorisée : un homme hardi jetait les fondements de la fameuse *Société du 10 décembre* ; elle comptait dans son comité : MM. Abbaticchi, Louis-Lucien Bonaparte, Antoine Bonaparte, général de Bar, Ferdinand Barrot, Bataille, Belmontet, Besuchet de Saunois, Bonjean, Briffaut, Caulaincourt, Clary, Conneau, l'abbé Coquereau, Benjamin Delessert, le maréchal Exelmans, le général Husson, Hyrvoix jeune, le général Hulot-d'Osery, Koenigswarter, le colonel Laborde, le colonel Langlois, le comte Lepic, le prince de la Moscowa, de Montour, Nogens-Saint-Laurent, d'Ornano, l'abbé Orsini, Peauger, le général Piat, le colonel de Tocqueville, Villemain, intendant militaire, Wolowski, etc. Le *club des Cotillons* redoublait d'efforts ; femmes, hommes, gens d'intrigue et gens de conviction, soldats, journalistes, s'étaient mis en campagne ; l'opinion dans la presse, dans la magistrature, dans le commerce, dans l'industrie, dans le clergé, refusait pourtant de prendre au sérieux la candidature de M. Louis Bonaparte. M. de Persigny, présenté par

un de ses amis aux directeurs de divers journaux pour leur demander l'insertion d'une note destinée à rectifier une assertion inexacte se rattachant à la prochaine élection, eut l'occasion de se convaincre qu'ils croyaient peu au succès de son ami. M. Armand Bertin, plus généreux que tous ses collègues, donnait d'avance 40 000 voix à M. Louis Bonaparte; M. de Girardin lui en accordait tout au plus 10 000.

Le dimanche matin, jour de l'ouverture du scrutin, il devint facile de s'apercevoir que le calcul de M. Armand Bertin lui-même resterait infiniment au-dessous de la vérité : les ouvriers arboraient à leur casquette le bulletin portant le nom de M. Louis Bonaparte en se rendant au siège électoral de leur circonscription; la foule, à Saint-Denis, portait le colleur des placards bonapartistes en triomphe jusque dans la salle du vote, renversait l'urne dans laquelle on avait déjà déposé des bulletins, et forçait le bureau de recommencer l'opération aux cris de : Vive Napoléon!

Le lendemain, M. Louis Bonaparte figurait le cinquième sur la liste des six représentants nommés par le département de la Seine; elle était ainsi composée :

Caussidière.....	157 000 voix.
Changarnier.....	105 539
Thiers.....	97 394
Victor Hugo.....	86 960
L. Napoléon.....	84 420
P. Leroux....	67 000

M. Louis Bonaparte fut nommé dans trois autres dé-

partements : l'Yonne, la Charente-Inférieure, la Corse. MM. de Persigny et Laity partirent immédiatement pour lui porter la nouvelle de son succès.

Le *Napoléonien*, dès le lendemain, sans attendre la proclamation officielle de l'élection de M. Louis Bonaparte, posait nettement sa candidature à la présidence de la République : « Disons-le bien haut, nous avons vu dans ce fait (l'élection de M. Louis Bonaparte) rapproché des circonstances où nous sommes, autre chose que l'élection d'un simple représentant. Nous y avons vu le vœu qu'une autre candidature fût portée devant le pays.

» C'est ce vœu qui nous semble général, qui est le nôtre, que nous venons proclamer. »

C'était aller un peu vite; au moins fallait-il savoir si le nouvel élu acceptait le titre de représentant. Or, ce titre, il le refusait; M. de Persigny, de retour à Paris, avait fait connaître à ces affidés cette décision; M. Louis Bonaparte s'apprêtait à la confirmer par une lettre adressée au président de l'Assemblée nationale.

Napoléon I^{er}, du haut de son rocher, a jeté aux quatre vents la semence du bonapartisme : égalité démocratique, gloire militaire, sentiments humanitaires, vagues idées de socialisme, que de germes de fermentation dans ces dictées fiévreuses de Sainte-Hélène! Le vent chaud d'une révolution favorisait le développement : ils venaient de produire l'élection du neveu de l'Empereur, cette élection agitait toutes les classes de la société, surtout les classes populaires. « Le peuple a voulu se passer cette fantaisie princière, qui n'est pas la première du genre, et Dieu

veuille que ce soit la dernière ! Il y a huit jours, le citoyen Bonaparte n'était qu'un point noir dans un ciel en feu ; avant-hier, ce n'était qu'un ballon gonflé de fumée ; aujourd'hui, c'est un nuage qui porte dans ses flancs la foudre et la tempête ¹. »

Les délégués du Luxembourg avaient inscrit le nom de M. Louis Bonaparte sur leurs bulletins ; les ouvriers de la Villette demandent déjà ce que l'Assemblée nationale attend pour proclamer Louis Bonaparte consul : une pétition dans ce sens circule et se couvre de signatures. Le rappel de la loi sur les attroupements n'intimide pas les masses réunies autour du Palais-Bourbon, où siège l'Assemblée nationale. Qu'y viennent-elles faire ? Attendre Louis Bonaparte. S'il est vrai, disent les orateurs de ces rassemblements, que l'Assemblée nationale ferme à l'élu de Paris les portes de la Patrie, le peuple saura bien les lui ouvrir !

Le gouvernement sentait la nécessité d'agir, mais la commission exécutive, avec ses éléments opposés, ses divergences, ses antipathies, ses luttes intestines, n'était que le Gouvernement provisoire, moins l'élan de février ; par quels moyens allait-elle combattre l'ennemi ?

M. de Lamartine, membre de la commission, s'était élevé, en 1840, contre le projet de translation des cendres de l'Empereur, et contre « ce culte de la force que l'on veut substituer, dans l'esprit de la nation, au culte sérieux de la liberté, ces spectacles,

1. *Le Représentant du Peuple*, journal de M. Proudhon.



ces récits, ces publications populaires, ces bills d'indemnité donnés au despotisme heureux ». M. de Lamartine avait sous les yeux les résultats de cette politique, il crut à la possibilité de les combattre en cherchant des auxiliaires dans le peuple : il prodigua vainement dans de nombreuses conférences avec les délégués du Luxembourg et avec les meneurs des clubs, l'éloquence, le raisonnement, les promesses de subvention pour fonder des sociétés ; rien ne put décider les ouvriers à organiser une manifestation populaire contre la rentrée du prétendant. Le gouvernement ne pouvait plus compter sur lui-même.

Les orateurs bonapartistes répandaient les bruits les plus propres à enflammer les esprits dans les rassemblements formés chaque soir à la porte Saint-Denis et à la porte Saint-Martin : la commission exécutive, disent-ils, veut faire annuler l'élection de Louis Bonaparte, sur ce motif qu'ayant accepté le titre de citoyen Suisse, il a perdu sa qualité de Français. Un coup aussi hardi était peu dans les allures du faible gouvernement qui siégeait au Luxembourg. Ce bruit rendait les rassemblements plus nombreux et plus animés ; ils se formaient en plein jour, et en si grand nombre, que la garde nationale ne suffisant plus pour les dissiper, on fut obligé de recourir à la garde mobile. Les bonapartistes s'avançaient quelquefois dans la rue de Rivoli jusqu'à la rue du Luxembourg, et menaçaient de forcer l'entrée de la place de la Concorde gardée par la garde nationale ; la garde républicaine les chargeait de temps en temps

pour les refouler jusqu'à la place Vendôme et jusqu'à l'église Saint-Roch.

Ces troubles de la rue nuisaient cependant à la cause bonapartiste en mécontentant le commerce, aussi les amis de M. Louis Bonaparte appelaient-ils de tous leurs vœux l'arrivée de la lettre qui devait mettre un terme au désordre en faisant connaître à tous la résolution prise par le neveu de l'Empereur de refuser le mandat de représentant. Cette lettre n'était point parvenue à Paris le 11 juin, veille du jour fixé pour la discussion sur la validité de son élection.

Le 12 juin, les rassemblements commencent à se former dès dix heures du matin ; bientôt ils entourent le palais de l'Assemblée, et refluent dans la rue Royale, jusque sur les boulevards. Un coup de feu retentit vers trois heures à l'entrée de la rue Royale, et le bruit se répand dans la foule qu'on vient de tirer sur le général Clément Thomas, commandant la garde nationale ; au même instant, l'attroupement de la place de la Concorde, refoulé par une charge de cavalerie, se disperse de tous côtés, avec une telle rapidité, que M. de Persigny est obligé, pour échapper aux sergents de ville, de se réfugier sous la porte cochère de la maison n° 3, place de la Madeleine, dont il a le temps de fermer la grille sur lui ¹.

L'Assemblée, pendant ce temps-là, discute pour savoir si le citoyen Louis Bonaparte est éligible, et si la loi de 1832, qui prononce le bannissement de tous les membres de la famille Bonaparte, est abrogée ?

1. Aristide Ferrer, *Révélation sur la propagande napoléonienne*.

Cette question s'était déjà posée à l'occasion de la loi de bannissement contre les membres de la famille d'Orléans, le représentant Vignerte l'avait tranchée par ces paroles : « Les deux branches de la maison de Bourbon sont venues toutes les deux dans les fourgons des cosaques, qu'elles s'en aillent ensemble ! Quant à la famille Bonaparte, nous l'adoptons provisoirement *parce qu'elle n'est pas dangereuse*. » Le représentant Ducoux s'était empressé d'ajouter : « La famille Bonaparte n'a plus qu'une valeur historique, elle n'est plus que la tradition glorieuse d'une époque que personne ne peut avoir la folie de recommencer. » Lorsque M. Pietri proposa l'abrogation formelle de l'article 6 de la loi du 10 avril 1832, relatif au bannissement des Bonaparte, M. Crémieux, ministre de la justice, déclara qu'il était virtuellement aboli par la révolution de Février. Les républicains s'armant, contre les prétentions du comte de Chambord et du prince de Joinville, des lois les plus contraires à l'esprit d'une révolution généreuse, les laissaient tomber devant M. Louis Bonaparte, non par sympathie, mais par un dédain qu'ils croyaient habile ; ils continuaient la politique qui avait si mal réussi à Louis-Philippe : ils croyaient que pour supprimer un danger, il suffit de déclarer que ce danger n'existe pas.

L'Assemblée, émue par l'attitude d'une partie du peuple, semblait disposée à sanctionner les mesures les plus rigoureuses ; le sentiment républicain, vivement surexcité en elle, choisissait toutes les occasions pour faire explosion. Le bruit ayant couru qu'un régiment,

en entrant à Troyes, avait répondu par le cri de : Vive l'Empereur ! aux cris poussés par la garde nationale de : Vive la République ! Le représentant Heeckeren, sans doute pour sonder le terrain, avait interpellé le gouvernement sur ce fait ; le général Cavaignac, ministre de la guerre, non content de le démentir, et de protester contre les sentiments qu'on prêtait à l'armée et contre les tentatives pour la détourner de ses devoirs, ajouta d'une voix vibrante : « Loin de ma pensée de porter une accusation aussi terrible contre un de mes concitoyens. Oui, je veux croire, je dois croire innocent l'homme dont le nom est si malheureusement mis en avant. Mais je le déclare aussi, je voue à l'exécration publique quiconque osera porter sa main sacrilège sur la liberté du pays. » L'Assemblée se leva tout entière en criant : Vive la République ! La commission exécutive, se croyant sûre d'obtenir la majorité, décide qu'elle présentera le lendemain, 12 juin, un décret destiné à mettre fin aux troubles suscités par les bonapartistes.

M. de Lamartine chargé de soutenir ce décret, monte donc à la tribune au début de la séance suivante.

Les modérés ne lui pardonnent pas d'avoir refusé de se faire l'exécuteur de leurs rancunes, en excluant M. Ledru-Rollin du pouvoir ; un froid silence l'accueille ; une atmosphère d'hostilité l'enveloppe. M. de Lamartine, habitué à la bienveillance et à l'admiration de l'Assemblée, cherche en vain à reconquérir son ascendant : monotone, verbeux, diffus, revenant sans cesse sur le passé, il semble plaider pour lui plutôt que contre le bonapartisme ; l'attention de l'auditoire

l'abandonne. Il s'arrête pour prendre un moment de repos. Pendant cette interruption, l'Assemblée prête l'oreille aux bruits du dehors. Des représentants annoncent que du péristyle du palais Bourbon on entend les cris de : Vive l'Empereur ! D'autres ajoutent que des coups de feu sont partis des rassemblements. M. de Lamartine remonte à la tribune, et, au milieu de l'émotion générale, il apprend à l'Assemblée que le gouvernement vient de recevoir les nouvelles les plus graves : le commandant en chef de la garde nationale et un officier de l'armée ont été blessés. L'orateur continue : « C'est le premier sang versé depuis la révolution éternellement pure et glorieuse de Février, et la révolution n'en est pas coupable. Gloire à la population, gloire aux différents partis de la République ! du moins ce sang n'a pas été versé par leurs mains ; il a coulé, non pas au nom de la liberté, mais du fanatisme des souvenirs militaires et d'une opinion naturellement, quoique involontairement peut-être, ennemie invétérée de toute République. »

La froideur de l'Assemblée avertit M. de Lamartine qu'il s'est fait l'écho trop empressé de ces bruits qui circulent si facilement pendant les troubles publics ; il poursuit : « Citoyens, en déplorant avec vous le malheur qui vient d'arriver, le gouvernement s'est armé contre les éventualités. Ce matin, avant la séance, nous avons signé d'une main unanime une déclaration que nous nous proposons de lire à la fin de la séance, et que la circonstance me force à lire à l'instant même. Lorsque l'audace des factieux est prise

en flagrant délit la main dans le sang français, la loi doit être votée d'acclamation. »

M. de Lamartine, au milieu des interruptions et des protestations, lit ce décret :

« La Commission du pouvoir exécutif, vu l'article 3 de la loi du 13 janvier 1816, déclare qu'elle fera exécuter, en ce qui concerne Louis Bonaparte, la loi de 1832 jusqu'au jour où l'Assemblée nationale en aura décidé autrement. »

De nouveaux renseignements ont succédé aux premiers : le coup de feu a été tiré par un garde national maladroit. M. de Lamartine, sommé de s'expliquer, se rejette dans le passé, au lieu de s'occuper des faits actuels ; les murmures de l'Assemblée augmentent son embarras ; il se perd au milieu de vaines digressions, il revient à chaque instant sur ses pas, s'étend longuement et inutilement sur les événements du 15 mai, et croit se défendre d'y avoir participé en jetant cette phrase à l'Assemblée : « J'ai conspiré avec Blanqui, Cabet, Sobrier, Barbès, Raspail ! oui, j'ai conspiré, mais comme le paratonnerre conspire avec le nuage qui porte la foudre. » Cette métaphore tue le décret, et par contre-coup la Commission exécutive.

Pendant la nuit qui suit cette séance, la police arrête M. de Persigny à son domicile, rue Saint-Georges. Le matin du 13, l'aspect de Paris n'est pas plus calme ; l'Assemblée doit entendre la suite des rapports des bureaux chargés d'examiner la validité de l'élection de M. Louis Bonaparte.

M. Jules Favre prend le premier la parole au nom

du septième bureau ; le défenseur du lieutenant Aladenise a conservé des relations avec les bonapartistes ; de récentes mésintelligences avec M. Ledru-Rollin attisent son hostilité contre la Commission exécutive ; son rapport est un mémoire en faveur de l'admission : « Le nouvel élu, dit-il, n'a justifié ici ni son âge, ni sa nationalité, cela est vrai ; mais s'arrêter à de telles chicanes serait indigne d'une grande Assemblée. Le gouvernement d'ailleurs n'a pas jugé sans doute que Louis-Napoléon Bonaparte ne fût pas éligible, puisqu'il n'a averti personne avant l'élection, ni l'électeur ni le citoyen Bonaparte. Loin de là, il a ici, par la bouche de son ministre de la justice, déclaré que la loi de 1832 est virtuellement abolie par la révolution de Février. » M. Jules Favre fait en outre remarquer que l'admission de trois Bonaparte a déjà tranché la question politique, et qu'il « faut prendre garde de grandir le représentant dont on contestait l'élection » ; après avoir déclaré impossible le retour d'entreprises *folles et misérables* comme celles de Strasbourg et de Boulogne, il ajoute : « Si le citoyen Bonaparte tentait une misérable parodie du manteau impérial qui ne va plus à sa taille, il serait à l'instant mis hors la loi et traîné sur la claie. »

M. Buchez, rapporteur du dixième bureau, ne partage point l'opinion de M. Jules Favre ; il refuse de valider l'élection du prétendant venu deux fois sur le sol français réclamer à main armée ses droits héréditaires, et salué maintenant des cris de : Vive l'Empereur ! Il fait remarquer que son silence depuis le commencement des troubles permet de douter de la

sincérité de sa conduite et de la pureté de ses intentions. A ces mots, M. Viellard, ancien précepteur de M. Louis Bonaparte, court à la tribune. Il y vient, dit-il, défendre un ami, un homme dont on veut faire un prétendant malgré lui, après l'avoir nommé représentant sans son consentement; son élection n'est point une conspiration, mais une protestation contre les traités de 1815. L'orateur invoque comme un argument en faveur du désintéressement patriotique de son élève, une lettre dans laquelle ce dernier se condamne à un exil volontaire; il en lit quelques passages : « Ma position aurait été très embarrassante à l'Assemblée, les regards de tous les mécontents attachés à moi, je me tiens à l'écart jusqu'au jour où la Constitution sera fixée..... Si la France avait besoin de moi, si mon rôle était tout tracé, si je pouvais croire être utile à mon pays, je n'hésiterais pas à passer sur toutes les considérations secondaires pour remplir mon devoir; mais, dans les circonstances actuelles, je ne puis être bon à rien, je ne serais tout au plus qu'un embarras : j'attendrai donc encore quelques mois ici que les affaires prennent en France une tournure plus calme et plus dessinée. »

Le citoyen Napoléon Bonaparte prend également la parole pour défendre son cousin : « Je veux parler, dit-il, du citoyen Napoléon-Louis. Je ne suis nullement » l'apologiste de son passé politique; je suis étranger » totalement à ses actes. Mais je crois qu'il est de » toute justice, de toute loyauté, d'exercer vis-à-vis de » lui comme vis-à-vis des autres (*lesquels autres?*) » certaines lois de justice et de loyauté.

» Il y a des partis opposés à la République, je crois
» et j'espère qu'ils sont en bien petite minorité, et que
» cette minorité est composée de ce qu'il y a de moins
» bon et de moins généreux dans la nation. Si le
» citoyen Bonaparte était coupable, je serais le pre-
» mier à le blâmer; mais il n'est pas coupable, je le
» jure! » L'orateur, parlant ensuite au nom de sa fa-
mille, ajoute : « L'Empire est un souvenir que per-
» sonne de nous n'entend invoquer ni pour le présent
» ni pour l'avenir! »

La lettre adressée à M. Viellard et l'allocution du citoyen Napoléon Bonaparte ne sont guère de nature à produire un grand effet sur l'Assemblée; mais les membres de la droite ont reporté sur la Commission exécutive leur vieille haine contre le Gouvernement provisoire : rejeter le décret, c'est frapper le pouvoir existant; ils n'hésitent donc pas à traiter la conspiration bonapartiste de chimère. Les membres de la gauche parlent de confiance, de magnanimité : M. Louis Blanc est de ce nombre. L'élection contestée ne cache à ses yeux aucun danger pour la République; il y a, d'ailleurs, selon lui, un moyen bien simple d'empêcher M. Louis Bonaparte de devenir président de la République, c'est de supprimer la présidence.

Il est temps qu'un orateur fasse entendre le langage de la politique dans cette discussion. M. Ledru-Rollin monte à la tribune.

M. Ledru-Rollin est de tous les membres du gouvernement, le moins agréable à la droite; seul des cinq députés portés au pouvoir dans la nuit du 24 au

25 février, il peut se dire républicain de la veille. M. Ledru-Rollin, d'abord avocat à la Cour de cassation, comme MM. Odilon-Barrot et Crémieux, fut nommé député par le département de la Sarthe, en remplacement de Garnier-Pagès, que la mort venait d'enlever aux espérances du parti démocratique; deux mémoires, l'un sur l'état de siège en 1832, l'autre sur les massacres de la rue Transnonain, l'avaient désigné à l'attention des électeurs. La mort du duc d'Orléans fournit au jeune député l'occasion d'appliquer à la loi de régence la théorie de la souveraineté du peuple. M. Ledru-Rollin soutint qu'à la mort du roi, le pouvoir passe non point au pouvoir législatif, qui est incapable de faire acte de pouvoir constituant, mais à la nation tout entière. Le radicalisme d'opinion du député de la Sarthe traversait l'atmosphère paisible de la Chambre des députés comme un orage qui ne laisse pas de traces; sa voix trouva plus d'écho dans les banquets de 1847; l'éloge de la Convention au banquet de Châlons; le toast : « Aux classes laborieuses » ! par lequel il fit remplacer au banquet de Lille le toast proposé par M. Odilon-Barrot : « A la sincérité des institutions conquises en Juillet » ; la revendication du suffrage universel au banquet de Dijon, et plusieurs autres discours pleins d'un sentiment démocratique peu commun alors, contribuèrent puissamment à l'agitation de cette époque. L'éloquence de M. Ledru-Rollin, sa taille élevée, ses traits ouverts et réguliers, la noble simplicité de son geste élégant et familier, sa voix sonore, sa parole nourrie de la science du jurisconsulte et animée de

l'ardeur du tribun, promettaient un grand orateur aux futures assemblées du suffrage universel.

La République serait depuis longtemps le gouvernement de la société française sans les divisions intestines qui ont rendu jusqu'ici la démocratie incapable de discipline, et qui transforment son gouvernement en luttes d'homme à homme et de coterie à coterie, on ne peut pas dire de parti à parti, car le jour où la démocratie sera parvenue à se constituer véritablement en parti, les destinées de la France et de l'Europe changeront.

L'opinion démocratique ne fut jamais plus divisée qu'à la veille de la révolution de Février : les hommes du *National* et les hommes de la *Réforme*, comme on disait alors, se faisaient une guerre acharnée. M. Ledru-Rollin prit une part très active à ces luttes ; un duel était même décidé entre lui et M. Armand Marrast, la révolution de Février l'arrêta. Les adversaires, en se retrouvant à la tête du gouvernement, n'avaient point peut-être assez oublié entièrement leurs anciennes querelles ; les partisans de la réaction ne perdaient aucune occasion de les exciter et de les grossir : ils étaient parvenus à faire à M. Ledru-Rollin une réputation d'intraitable révolutionnaire qui, en le grandissant peut-être pour l'avenir, lui ôtait quelque chose de son influence dans le présent ; la droite abandonnait par dépit M. de Lamartine, elle repoussait M. Ledru-Rollin par crainte ; la gauche modérée restait soupçonneuse et méfiante devant lui. Voilà en résumé la situation de l'homme sur lequel retombait la lourde tâche d'obtenir, d'une

minorité hostile et d'une majorité prévenue, ce qu'elles avaient refusé à M. de Lamartine.

M. Ledru-Rollin prit la parole avec une fermeté calme qui ne se démentit pas pendant tout son discours; il signala les menées du parti bonapartiste, les distributions de vin et d'argent, les embauchages pour une nouvelle garde impériale, il supplia l'Assemblée de consentir à l'exécution temporaire d'une loi nécessaire pour prévenir le *sang versé*. Les membres de la droite comprirent, en écoutant ce langage élevé, sobre, politique, qu'ils étaient en présence d'une grande force démocratique; ils ne voulurent pas l'augmenter par leurs votes. L'Assemblée, cependant, parut hésitante un moment; M. Bonjean, pour conjurer le danger, s'empressa de lire à son tour une lettre que lui avait écrite, il y a quelques jours, M. Louis Bonaparte :

« Londres, 23 mai.

» J'apprends par les journaux du 22 qu'on a proposé, dans les bureaux de l'Assemblée, de maintenir contre moi seul la loi d'exil qui frappe ma famille depuis 1816. Je viens demander aux représentants du peuple pourquoi je mériterais une semblable peine! Serait-ce pour avoir toujours publiquement déclaré que dans mes opinions la France n'était l'apanage, ni d'un homme, ni d'une famille, ni d'un parti? Serait-ce parce que, désirant faire triompher, sans anarchie ni licence, le principe de la souveraineté nationale qui, seule, pouvait mettre un terme à nos dissentiments, j'ai deux fois été victime de mon hostilité contre le gouvernement que vous venez de renverser? Serait-ce pour avoir consenti, par déférence pour le Gouvernement provisoire, à retourner à l'étranger après être accouru à Paris au premier bruit de l'insurrection? Serait-ce pour avoir refusé par désintéressement les candidatures à l'Assemblée qui m'étaient proposées, résolu de ne retourner en France que lorsque la nouvelle Constitution serait établie et la République affermie?



» Les mêmes raisons qui m'ont fait prendre les armes contre le gouvernement de Louis-Philippe me porteraient, si l'on réclamait mes services, à me dévouer à la défense de l'Assemblée résultat du suffrage universel. En présence d'un roi élu par deux cents députés, je pouvais me rappeler que j'étais l'héritier d'un empire fondé par l'assentiment de quatre millions de Français. En présence de la souveraineté nationale, je ne peux et je ne veux que revendiquer mes droits de citoyen français ; mais ceux-là, je les réclamerai sans cesse, avec l'énergie que donne à mon cœur honnête le sentiment de n'avoir jamais démerité de la patrie.

» Votre concitoyen,

» NAPOLÉON-LOUIS BONAPARTE. »

Cette lettre redouble l'ardeur des partisans de l'admission. M. Jules Favre l'appuie de nouveau avec force. M. Degousée propose en vain au décret un amendement qui maintient le bannissement jusqu'à l'exécution de la Constitution seulement. Le parti conservateur, éclairé par le peu de succès de la candidature du prince de Joinville, songeait dès lors à se ranger derrière M. Louis Bonaparte, pour attaquer la République ; la validation de l'élection contestée est prononcée, grâce à lui, aux deux tiers des voix. Les rassemblements formés autour de l'Assemblée se retirent aux cris de : Vive Napoléon !

La lettre attendue avec tant d'impatience par les amis de M. Louis Bonaparte était enfin arrivée. Le président de l'Assemblée nationale ouvrit, le lendemain, la séance par ces mots : « Je donne lecture à l'Assemblée de la lettre du citoyen Louis Bonaparte :

« Monsieur le Président,

» Je partais pour me rendre à mon poste, quand j'apprends que

mon nom sert de prétexte à des troubles déplorables, à des erreurs funestes. Je n'ai pas cherché l'honneur d'être représentant du peuple, parce que je savais les soupçons injurieux dont j'étais l'objet. Je rechercherais encore moins le pouvoir.

» Si le peuple m'imposait des devoirs, je saurais les remplir (mouvement; vive agitation; — Oh ! oh !); mais je désavoue tous ceux qui me prêtent des intentions que je n'ai pas.

» Mon nom est un symbole d'ordre, de nationalité, de gloire, et ce serait avec la plus vive douleur que je le verrais servir à augmenter les troubles et les déchirements de la patrie.

» Pour éviter un tel malheur, je resterais plutôt en exil. Je suis prêt à tout sacrifier pour le bonheur de la France. (Bruit.) Ayez la bonté, Monsieur le Président, de donner communication de ma lettre à l'Assemblée. Je vous envoie une copie de mes remerciements aux électeurs.

» Recevez l'expression de mes sentiments distingués.

» Signé : LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE. »

Les exclamations et les murmures qui succèdent à la lecture du président indiquent combien cette lettre, dans le fond et dans la forme, blesse les sentiments de l'Assemblée. La phrase : « Si le peuple m'imposait des devoirs, je saurais les remplir », excite sa colère; cette phrase se retrouve cependant, sous une forme ou sous une autre, dans toutes les lettres de M. Louis Bonaparte communiquées jusqu'ici à l'Assemblée. Le silence à peine rétabli, le général Cavaignac, ministre de la guerre, fait entendre ces paroles d'une voix émue :

« L'émotion qui m'agite ne me permet pas d'exprimer, comme je le voudrais, toute ma pensée. Mais je remarque dans cette pièce, qui devient un document historique, que le mot de République n'est pas une seule fois prononcé. Je me borne à signaler cette pièce à l'attention de l'Assemblée, et à l'attention et au souvenir de la nation. » (Très bien ! Très bien !)

Plusieurs représentants sont debout et demandent qu'on déclare à l'instant le citoyen Louis Bonaparte déchu de ses droits. Le général Cavaignac demande le renvoi de la discussion au lendemain.

M. Jules Favre, faisant en quelque sorte amende honorable de son discours de la veille, prend à son tour la parole :

» Dans cette Assemblée, il n'y a qu'un seul sentiment : c'est le sentiment de l'indignation si bien exprimé par le général Cavaignac (Oui ! oui ! de toutes parts), lorsque le septième bureau a proposé de valider l'élection de M. Louis Bonaparte... (Une voix : Il n'est plus citoyen.)

» J'entends dire « qu'il n'est plus citoyen ». J'engage l'Assemblée à ne pas substituer la passion à la raison dans ce débat. — Le citoyen Louis Bonaparte a été admis, dans des conditions qui ne nous semblent pas laisser de doute ; mais quand il arrive que le lendemain du jour où nous avons prononcé son admission, non pour lui, mais par respect pour le principe de la souveraineté nationale, quand il arrive qu'il porte atteinte à cette souveraineté, nous devons lui répondre, et c'est dans notre cœur que nous trouverons l'expression de notre indignation.

» L'Assemblée est unanime contre les tentatives insensées d'un citoyen qui voudrait la braver.

» J'ai dit qu'il devait être poursuivi si l'on a trouvé la trace de sa main dans les troubles qui ont éclaté ; quant à nous, nous devons être unanimes pour renvoyer la lettre et le document qui l'accompagne au ministre de la justice. »

Un procès ! quand autour du palais Bourbon des milliers de voix crient : Vive l'Empereur ! quand M. Clément Thomas, commandant en chef de la garde nationale, répond à M. Duclerc, ministre des finances, qui veut envoyer au lendemain les mesures à prendre contre les menées bonapartistes : « Demain ! mais la bataille commence. » En effet, déjà des compagnies de la garde nationale menacent de désobéir à

leurs chefs; les meneurs, dans les groupes populaires, renouvellent la proposition de nommer Louis Bonaparte consul; les représentants, M. Thiers surtout, sont accueillis par des huées à leur sortie de l'Assemblée; l'émeute gronde, elle est sur le point d'éclater.

L'Assemblée nationale, hésitante la veille, non dans ses sentiments contre M. Louis Bonaparte, mais dans les moyens de les traduire en fait, pouvait le lendemain prononcer sa déchéance civique. Les bonapartistes sentent le danger; ils font partir un émissaire pour Londres immédiatement après la séance. Cet envoyé se présente chez M. Louis Bonaparte, qui le reçoit en présence du docteur Conneau et de M. Briffaut; le prétendant apprend en même temps l'arrestation de M. de Persigny, l'irritation causée par la lettre et les suites que cette irritation peut avoir. Ces nouvelles produisent sur lui une impression d'autant plus vive qu'elles sont plus inattendues. L'arrestation de M. de Persigny et les intentions non douteuses de l'Assemblée le jettent dans une profonde méditation. Il en sort pour demander ce qu'il convient de faire? L'envoyé répond : « Écrire tout de suite au président de l'Assemblée une seconde lettre. » M. Louis Bonaparte l'écrit séance tenante et en lit le brouillon à haute voix. « Prince, dit M. Conneau, écrivez-la de votre plus belle main. »

M. Briffaut, chargé de porter cette lettre, part le soir de Londres à huit heures pour Douvres; il arrive à deux heures et demie à Boulogne; il descend de wagon à Paris à huit heures et demie; et la lettre

dont il est porteur, est remise à midi et demi entre les mains du président de l'Assemblée.

La séance commence à une heure; le président prend place au fauteuil : « J'invite, dit-il, l'Assemblée au silence. J'ai à lui faire une communication. Une nouvelle lettre (Ah! ah!) du citoyen Louis Bonaparte m'a été apportée ce matin. »

« Monsieur le Président,

» J'étais fier d'avoir été élu représentant du peuple à Paris, et dans trois autres départements; c'était à mes yeux une ample réparation pour trente ans d'exil et six ans de captivité : mais les soupçons injurieux qu'a fait naître mon élection, mais les troubles dont elle a été le prétexte, mais l'hostilité du pouvoir exécutif, m'imposent le devoir de refuser un honneur qu'on croit avoir été obtenu par l'intrigue.

» Je désire l'ordre et le maintien d'une politique sage, grande, intelligente, et puisque, involontairement, je favorise le désordre, je dépose, non sans de vifs regrets, ma démission entre vos mains.

» Bientôt, je l'espère, le calme renaîtra et me permettra de retourner en France comme le plus simple des citoyens, mais aussi comme un des plus dévoués au repos et à la prospérité de mon pays.

» LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE. »

Le président ajoute : « J'ai une simple observation à soumettre à l'Assemblée, c'est que l'admission du citoyen Bonaparte n'avait pas été prononcée d'une manière définitive, en ce sens que l'élection n'avait été que validée, et l'admission définitive ajournée jusqu'à production de pièces constatant l'âge et la nationalité.

» Mais, néanmoins, je crois devoir maintenant transmettre cette lettre, qui contient une démission

pure et simple, à M. le ministre de l'intérieur, afin qu'il avise conformément au décret de l'Assemblée. »

Le débat était clos : le bonapartisme et son représentant en sortaient fortifiés et grandis. Rien n'est fatal dans l'histoire : la loi de bannissement appliquée aux Bonaparte, les événements pouvaient suivre un autre cours ; le prétendant de Strasbourg et de Boulogne n'aurait peut-être point abandonné la partie, mais la bourgeoisie se rattachait insensiblement au principe républicain ; le gouvernement de la République ralliait l'armée par ses chefs les plus éminents ; le bonapartisme, s'il eût osé livrer bataille, aurait été frappé d'un coup mortel ; les tergiversations du gouvernement et de l'Assemblée donnaient au contraire une force nouvelle à l'idée de la dictature populaire, qui est le fond des aspirations bonapartistes.

Cette idée incarnée désormais dans un homme va gagnant chaque jour des prosélytes ; le gouvernement s'est borné à de stériles menaces contre les distributions d'argent et de vin, contre les cris séditieux, contre l'embauchage, signalés à la tribune par M. Ledru-Rollin ; M. de Persigny et M. Laity, arrêtés un moment, ont été promptement remis en liberté ; la propagande bonapartiste redouble d'activité et d'audace. Paris est à la veille des journées de Juin.

CHAPITRE III

LE BONAPARTISME PENDANT LES JOURNÉES DE JUIN

1848

SOMMAIRE. — Les ateliers nationaux. — M. de Falloux, nommé rapporteur du projet de loi sur la dissolution des ateliers nationaux, conclut à la dissolution immédiate. — Proposition du représentant Corbon repoussée. — Les journées de Juin. — Ce qu'il y a derrière les barricades. — L'idée française. — La dictature. — Caractère particulier de la guerre civile. — Effet qu'elle produit sur les imaginations. — Direction incertaine des opérations militaires. — Causes de cette incertitude. — L'Assemblée cherche une épée. — Réunion particulière présidée par M. Martin (de Strasbourg). — Il propose de nommer M. François Arago chef du pouvoir exécutif. — M. Achille de Vaulabelle prononce le nom du général Cavaignac. — Ce nom est accepté. — La réunion envoie une députation auprès du général Cavaignac. — Le général Cavaignac est nommé chef du pouvoir exécutif. — Défaite complète de l'insurrection. Rôle des divers partis dans les journées de Juin. — Comment l'Assemblée aurait pu sauver la République. — L'amendement Grévy. — Les candidats à la présidence de la République. — MM. Thiers, Bugcaud, Changarnier. — Le général Cavaignac. — M. Louis Bonaparte. — L'impérialisme. — Hésitation des catholiques. *L'alea jacta est* des partis conservateurs. — L'élection du 10 décembre. — Le général Cavaignac quitte le pouvoir.

La révolution de Février avait mis sur le pavé un certain nombre d'ouvriers. Le gouvernement provisoire, pour leur donner du travail, créa des ateliers de terrassement. La fraction modérée de ce gouvernement, cherchant un appui contre l'autre fraction, crut l'avoir trouvé dans la transformation des ateliers de terrassement en ateliers nationaux. Ces ateliers, organisés

militairement par le ministre des travaux publics, formaient une sorte d'armée destinée à neutraliser les forces populaires placées sous la direction des délégués du Luxembourg, obéissant au mot d'ordre de M. Louis Blanc. Les graves inconvénients de cette création sautaient aux yeux. Le gouvernement, l'Assemblée nationale, l'opinion publique, se trouvèrent bientôt d'accord pour la supprimer. Le principe de la suppression admis, comment la réaliser sans secousse violente? L'Assemblée nomma une commission chargée d'examiner cette question, mais la Commission exécutive décréta, sans même attendre le rapport, que les ouvriers des ateliers nationaux, âgés de dix-huit à vingt ans, seraient tenus d'opter entre leur départ de Paris pour aller dans les départements exécuter des travaux de terrassement, et leur incorporation dans l'armée.

Le 2 mars, d'après un état approximatif dressé à l'Hôtel de ville, on ne comptait pas plus de 17 000 ouvriers sans travail à Paris; ce chiffre, le 15 mars, s'élève à 49 000; le 20 juin, il dépasse 107 000. Dans ce nombre sont compris 15 000 individus entrés par fraude dans les ateliers nationaux, et 2 000 forçats ou réclusionnaires libérés. Plus de cent mille hommes passent donc toute leur journée à gratter la terre, et à la transporter d'un point à un autre. Quatre millions sont dépensés à cet exercice. Une espèce d'esprit de corps s'est formé dans ce camp de l'inutilité : les prétoriens de la brouette forment une armée qui, sous un chef intelligent, peut mettre en péril le gouvernement. La propagande bonapartiste porte donc

ses efforts de ce côté ; les nouveaux journaux bonapartistes fomentent avec audace l'esprit de révolte dans les ateliers nationaux ¹. Les représentants du peuple, selon ces feuilles, ne sont que des commis oisifs à raison de 25 francs par jour, qui, *lorsque le peuple demande du pain, lui donnent une pierre* ; elles transforment les membres de la Commission exécutive en Sardanapales gorgés d'or et repus de festins. La presse bonapartiste excite les pauvres contre les riches : elle en vient jusqu'à publier des listes de banquiers, de notaires et d'autres capitalistes, en donnant l'indication de leur fortune.

La mesure prise par la Commission exécutive blessait à la fois la justice et la politique. De quel droit le gouvernement chassait-il de Paris des milliers de citoyens, et les forçait-il d'opter entre l'exil et le régime ? Une mesure aussi grave pouvait-elle s'exécuter sans recourir à la force, et le gouvernement

1. On lit, par exemple, dans le numéro du 11 juin du *Napoléon républicain* : « Peuple, quand tes commis violent leur mandat, souviens-toi du drapeau rouge du Champ de Mars, et du courage de tes frères en 93. »

Le 16 juin, la même feuille s'adresse aux gardes mobiles, afin qu'ils éclairent les soldats de la ligne que la *terreur bourgeoise* voudrait transformer en bourreaux de leurs frères.

Cherchant à dépopulariser, l'un après l'autre, tous les républicains connus du peuple, le *Napoléon* appelle les membres du pouvoir exécutif *les cinq invalides à 20000 francs par mois*. En parlant de M. de Lamar-tine, il dit : « L'aigle de la République en est devenu la chouette. » A propos des rassemblements dissipés par M. Clément Thomas : « Pour n'être général que de la veille, on n'est pas tenu de faire sabrer le peuple de Paris. Ce sont de mauvais états de service que ceux que l'on écrit sur le pavé d'une capitale avec le sang de ses concitoyens (18 juin). » A l'occasion des troubles réprimés à Guéret, la feuille bonapartiste parle avec horreur des Français tués par des fusils français, et s'écrie : « Quand vos frères malheureux se trompent, vous ne savez que les tuer ou les emprisonner. »

disposait-il d'une force suffisante pour venir à bout d'une résistance inévitable et immédiate? Le lendemain même, en effet, du jour de la publication du décret de la Commission exécutive dans les ateliers nationaux, c'est-à-dire le 22 juin, les ouvriers, parcourant les rues par bandes nombreuses au chant de la *Marseillaise*, entremêlé du cri de : « Vive Napoléon ! » se rendent sur la place du Panthéon pour protester contre le décret d'expulsion ; ces bandes rencontrent un des lieutenants des ateliers nationaux qui les entraîne au Luxembourg, où siège la Commission exécutive. M. Marie, chargé de recevoir les délégués des ouvriers, engage avec eux une longue conversation. Les ouvriers déclarent qu'ils ne partiront pas. M. Marie répond : « Si les ouvriers ne veulent pas partir pour la province, nous les y contraindrons par la force ; par la force, entendez-vous ? — Par la force, c'est bien ; nous savons maintenant ce que nous voulions savoir ? — Et que vouliez-vous savoir ? — Que la Commission exécutive n'a jamais voulu sincèrement l'organisation du travail ¹. »

Les ouvriers présents interrompent ce dialogue par des sorties contre M. de Lamartine, contre M. Thiers, contre l'Assemblée, et mêlent le nom de Napoléon à leurs plaintes. Les mots : *Il faut en finir !* sortent à chaque instant de ces lèvres frémissantes de colère. Le lendemain l'insurrection commence.

Le rapporteur de la commission de l'Assemblée nationale chargée d'examiner la question des ateliers

1. Daniel Stern, *Histoire de la Révolution de 1848*.

nationaux était M. de Falloux, représentant de Maine-et-Loire, légitimiste comme M. Berryer, catholique comme M. de Montalembert, parleur facile, écrivain médiocre, historien, agriculteur, taillé sur le patron d'un aristocrate anglais, vicomte, et élève des jésuites. M. de Falloux, nommé député en 1846, avait prononcé un discours sur le mandat impératif, auquel M. Guizot s'était cru obligé de répondre : voilà tout son passé parlementaire. Le lendemain de la révolution de Février, il se hâta de rendre hommage aux vainqueurs : « Les instincts du peuple de Paris sont d'une générosité, d'une délicatesse qui surpassent celles de beaucoup de corps politiques qui ont dominé la France depuis soixante ans. On peut dire que les combattants, les armes à la main, dans la double ivresse du danger et du triomphe, ont donné tous les exemples sur lesquels n'ont plus qu'à se régler aujourd'hui les hommes de sang-froid ; ils ont donné à leur victoire un caractère sacré. » M. de Falloux ajoutait dans sa profession de foi : « Désormais, c'est le gouvernement de tous par tous qu'il s'agit d'organiser. C'est la société dans sa plus haute acception qu'il importe de défendre... Travaillez à faire comprendre au clergé des campagnes toute l'importance de son attitude dans le mouvement actuel. La religion fleurit dans les républiques américaines ; elle a fait, au moyen âge, la splendeur des républiques italiennes... Il n'y a plus, à cette heure, qu'un mot de l'unité française qui soit debout : la Patrie. Rallions-nous tous à ce glorieux et saint nom... » Les électeurs de Maine-et-Loire envoyèrent M. de Falloux à l'Assemblée natio-

nale, le dernier, il est vrai, sur la liste de leurs représentants. Les royalistes de la Constituante, en voyant cet élève des jésuites, si confit en douceur, si tendre, si souriant à la république, se dirent : Voilà notre homme, le vengeur d'Israël ! Le parti catholique avait eu son agitateur dans M. de Montalembert ; M. de Falloux lui promettait un chef ; sa maigreur ascétique, sa pâleur d'homme du Nord, sa calvitie précoce, lui donnaient la physionomie d'un inquisiteur ; la lecture de l'*Histoire de saint Pie V* et de l'*Histoire de Louis XVI*, les deux plus importants ouvrages de M. de Falloux, ajoutait la ressemblance morale à la ressemblance physique. Le premier de ces deux ouvrages contient sur la tolérance cette singulière théorie : « La tolérance n'était pas connue dans les siècles de foi, et le sentiment que ce mot nouveau représente ne peut être rangé parmi les vertus que dans un siècle de doute. Autrefois il y avait, en immolant l'homme endurci dans son erreur, des chances pour que cette erreur pût avec lui, et que les populations demeurassent dans l'orthodoxie. Aujourd'hui le pouvoir qui continuerait à immoler de pareils coupables commettrait des actes de rigueur sans cause, parce qu'ils seraient sans bénéfice pour la société et pour l'orthodoxie. Soyez tranquilles et rassurez-vous, le sang répandu ne l'était qu'avec la plus vigilante sollicitude pour l'âme des coupables que l'Église s'efforçait jusqu'au bout d'éclairer et de reconquérir. »

M. de Falloux ne saurait cependant être confondu sans injustice avec des catholiques qui demandent le rétablissement immédiat de l'inquisition et de la

mainmorte, la suppression de la liberté de la presse, la restitution de la dîme aux curés, la mise au pilori de ceux qui travaillent le dimanche; ces diverses restaurations ne peuvent s'accomplir que lorsque la société elle-même sera restaurée. M. de Falloux cherche donc avant tout à renverser les pouvoirs athées qui la dirigent. La liberté, détestable en elle-même, peut devenir, aux mains des gens honnêtes et habiles, un moyen de rendre à la société les institutions des âges de la foi. Le parti légitimiste, qui défendait ouvertement l'ancien régime, et qui en réclamait naïvement les privilèges, est mort en 1830; un nouveau parti légitimiste s'est formé d'après le système de M. de Falloux. Ce parti n'abandonne pas les privilèges de l'ancien régime, il les transforme en garanties pour la liberté: le droit d'aînesse devient la liberté de tester, la propriété de mainmorte représente la grande culture, et la sanctification forcée du dimanche la liberté des âmes. M. de Falloux dirigeait les néo-légitimistes de l'Assemblée constituante.

Les ennemis de M. de Falloux ont contesté à tort sa noblesse. M. de Falloux père a réellement reçu le titre de comte de Charles X: le brevet allait être signé la veille du départ des Bourbons pour l'exil; une main amie le glissa au milieu des papiers qui encombraient la table du premier garde des sceaux du roi Louis-Philippe; M. Dupont (de l'Eure) y mit son nom sans se douter qu'un des ses premiers actes, comme ministre de la révolution, était de faire un noble. Le fils de ce noble, le jeune vicomte de Falloux, avait empêché la légitimité de commettre une grande faute. Bien des

gens dans ce parti s'imaginent qu'il suffit de pousser le cri de : Vive le Roi ! pour que la Vendée se lève ; les partisans d'une tentative d'insurrection royaliste ne manquaient pas en 1848 ; M. de Falloux parvint à faire comprendre aux successeurs de Bonchamp et de Charette que la guerre civile, au nom du droit divin, ne servirait qu'à donner des forces à la République ; le meilleur système à employer contre elle était d'attendre ses fautes, de la pousser à en commettre et d'en profiter.

Tel est l'homme que les représentants républicains, trop occupés dans les clubs et dans les ministères ou trop indifférents pour suivre assidûment les opérations souvent si importantes des bureaux, ont laissé nommer à une grande majorité rapporteur de la loi sur les ateliers nationaux.

La bataille est engagée dans la rue. M. de Falloux lit son rapport, qui se termine par un décret ordonnant sous trois jours la suppression des ateliers nationaux. M. Corbon essaye vainement de faire adopter un projet de décret plus conforme aux garanties que les ouvriers sont en droit de demander ; l'Assemblée lui répond par le vote de la question préalable. Les représentants Considérant et Caussidière proposent alors d'adresser aux ouvriers une proclamation qui les rassure et qui prépare les voies à la conciliation ; MM. Baze, Bérard et Ducler repoussent cette motion comme contraire à la dignité de la représentation nationale : l'Assemblée ne songe qu'à exciter le zèle de la garde nationale ; elle l'exhorte à faire son devoir, à protéger la cité contre *l'incendie qui déjà la désole*, contre les

excitations au pillage qui se produisent sur les barricades, contre *les formules de communisme* invoquées par les insurgés. M. Degousée demande l'arrestation de tous les rédacteurs de journaux socialistes. L'Assemblée, qui s'est déclarée en permanence, conserve encore assez de sang-froid pour repousser ces mesures extra-légales; elle écoute dans un morne silence le général Cavaignac, ministre de la guerre, qui monte à la tribune à dix heures du soir pour donner des détails sur les résultats de la lutte pendant la journée : les barricades sont toujours debout; des renforts de troupes arrivent, ainsi que les gardes nationales des départements; pendant la nuit, des régiments resteront massés autour de l'Assemblée.

Qu'y a-t-il derrière les barricades? Les meneurs des rassemblements de la porte Saint-Denis et du palais Bourbon, les lecteurs des feuilles bonapartistes, les partisans et les propagateurs de la proposition de proclamer Louis Bonaparte consul, les orateurs et les auditeurs de ces clubs où se débattent les questions de l'égalité des salaires, de la communauté des biens, de la suppression de l'intérêt du capital; d'anciens combattants de la rue Transnonain, du cloître Saint-Merry et de la place du Châtelet, des membres des sociétés secrètes, des combattants de Février, purs républicains qui, ne comprenant pas les ménagements de la République pour ses ennemis, déchirent la cartouche de prairial; bonapartisme, socialisme, jacobinisme derrière les barricades; devant, des royalistes; des deux côtés, ce qui domine c'est l'idée fran-

çaise, la fatale utopie du progrès par la dictature.

Les insurgés invoquent le dictateur pendant le combat, les royalistes comptent bien le choisir après la bataille ; les uns se battent pour détruire ce qu'ils auraient voulu sauver, les autres pour défendre ce qu'ils voudraient détruire : de là, quelque chose de faux et de théâtral dans cette guerre civile de Juin qui troubla si étrangement les imaginations, et laissa dans tous les cœurs de si profondes traces. La peur, cette peur fatale qui troubla la vue ordinairement si nette de la France au point de lui cacher l'abîme où elle courait, s'empara d'elle pendant les journées de Juin 1848. Chaque genre de guerre a son caractère spécial, et exerce une influence particulière sur le moral des combattants et des spectateurs du combat. La guerre civile exalte surtout l'imagination. Les deux partis s'injurient et se calomnient pendant la bataille ; les soldats, surexcités par la crainte des embûches, sont plus timides et plus cruels à la fois : il semble toujours que l'ennemi leur fasse une guerre déloyale. Le nombre des généraux morts dans les journées de Juin, si hors de proportion avec celui des soldats, atteste que les officiers supérieurs furent obligés de se mettre comme de simples sous-lieutenants à la tête de leurs hommes, et de les enlever. Rien d'ailleurs ne fut épargné pour exciter les passions de la guerre civile et redoubler leurs déplorables effets ; il ne suffisait pas aux royalistes de triompher de l'insurrection, ils voulaient encore la déshonorer : gardes nationaux sciés entre deux planches, balles mâchées, armes empoisonnées, la presse

royaliste inventait à chaque instant contre les insurgés une nouvelle calomnie, la peur se hâtait de transformer la calomnie en légende, et la légende, s'emparant des esprits avec sa rapidité ordinaire, en défendait pour longtemps l'accès à la vérité. Que de fois, depuis cette époque, il a suffi, pour que la France fermât les yeux sur quelque nouveau coup porté à la liberté, de raviver la légende de Juin !

Une armée bien commandée, maîtresse de ses communications et de ses approvisionnements, doit triompher aisément d'une insurrection ; il faut, pour que les chances entre la population et l'armée deviennent égales, que les chefs de l'armée sentent fléchir en eux le sentiment de la responsabilité morale, en se voyant isolés du reste de la nation. La garde nationale, l'Assemblée constituante, dans les trois jours de Juin, marchaient à côté des généraux. Cependant la lutte traînait en longueur ; les mesures militaires manquaient d'ensemble ; les chefs, en gardant le courage qui fait risquer la vie, semblaient avoir perdu le coup d'œil qui permet de juger la force réelle des obstacles et qui aide à en triompher ; le Gouvernement, non moins menacé par le triomphe des insurgés que par celui des royalistes, hésitait et communiquait ses hésitations à tous ceux qui attendaient de lui l'impulsion. La bataille continuait au hasard dans les rues de Paris, pendant que la Commission exécutive cherchait une épée autant pour réduire l'insurrection que pour se défendre elle-même ; les épées ne manquaient pas, mais l'Assemblée constituante et le gouvernement voulaient une épée de

pure trempe républicaine : elle n'était pas facile à trouver.

Un représentant du peuple, membre influent de la réunion du Palais-Royal¹, revenait, le 24 juin, d'accompagner au cimetière du Mont-Parnasse le corps de son neveu, officier de la garde mobile : les périls de la chose publique ne laissaient à personne le temps de songer à ses douleurs particulières ; ce représentant se rendait à l'Assemblée nationale. Il traversait la salle des Pas-Perdus, lorsqu'un de ses collègues l'arrête, et l'engage à se joindre à quelques amis rassemblés dans le local du septième bureau, pour traiter une question d'où peut dépendre le salut de la République. Il se rend à cette invitation, et bientôt il se trouve au milieu d'une réunion de seize représentants. M. Martin (de Strasbourg), qui la préside, expose les périls du moment ; il ajoute que la situation de la République exige la concentration du pouvoir dans une seule main. La Commission exécutive prise dans le sein du gouvernement provisoire en continuait la tradition ; M. Martin (de Strasbourg) souhaitait donc que le chef élu du pouvoir exécutif fût choisi parmi les membres de cette Commission ; il proposait de confier les fonctions de chef du pouvoir exécutif à François Arago. Le représentant amené par hasard à la réunion demande si l'on ne craint pas d'imposer un trop lourd fardeau à un homme déjà vieux et récemment atteint d'une grave maladie ; le collègue qui lui a servi d'introduc-

1. M. Achille de Vaulabelle.

teur ¹ lui répond par ces mots prononcés d'un ton de mauvaise humeur : « Avez-vous une autre personne à nous proposer ? » L'auteur de l'observation ayant fait un signe de tête négatif, son interlocuteur reprend : « En ce cas, vous auriez mieux fait de ne rien dire. »

L'intimité de la réunion, l'amitié et la familiarité existant depuis longtemps entre ses membres, le besoin de prendre une décision prompte, expliquent suffisamment cette observation un peu brusque. Celui à qui elle s'adressait en ressentit une légère piqure : « Messieurs, dit-il, je crois, après y avoir réfléchi pendant quelques instants, qu'on pourrait proposer à votre choix un homme doublement lié à la République par le nom qu'il porte et par les engagements qu'il a pris, c'est le général Eugène Cavaignac, ministre de la guerre. »

Ce nom frappa les assistants ; celui de François Arago réunit cependant encore sept voix dans un scrutin improvisé. Trois membres de la réunion furent chargés de se rendre auprès du général Cavaignac et de lui demander si, dans le cas où la Commission exécutive se dissoudrait, il accepterait le pouvoir exécutif. Celui qui, le premier, avait prononcé le nom du général Cavaignac, refusa de faire partie de cette députation ; il connaissait, disait-il, trop bien les révolutions pour oublier quel sort est réservé à ceux qu'elles placent à leur tête : scrupule tardif de la part d'un homme qui venait de vouer

1. Dupont (de Bussac).

pour ainsi dire, Cavaignac à la Révolution, et de prendre une si grande part de responsabilité dans sa destinée.

La Commission exécutive était impuissante à dompter la guerre civile, ses membres furent obligés de donner leur démission le 24 juin; l'Assemblée, en permanence depuis la veille, mit Paris en état de siège et décerna la dictature au général Cavaignac. Le lendemain, l'insurrection était vaincue.

Quelle part le bonapartisme a-t-il prise à la longue bataille de Juin? Le tableau des arrestations opérées à Paris du 15 mai au 22 juin peut fournir quelques renseignements en réponse à cette question.

Pour le complot du 15 mai.....	130
Pour diverses manifestations des amis de Barbès.....	45
Pour le parti d'Henri V.....	36
Pour le parti bonapartiste.....	58
Pour le parti orléaniste.....	1

Les partis se présentèrent probablement dans les mêmes proportions numériques sur les barricades; les partisans d'Henri V entrèrent dans la lutte presque aussi nombreux que les bonapartistes et les républicains: « Durant l'insurrection, quelques positions furent occupées par les légitimistes. Au Marais, on les trouve dans la rue Saint-Louis, la rue d'Angoulême et les rues adjacentes. M. de Fouchécourt y fut pris. » Voici la déposition du témoin Isambert, lieutenant d'artillerie: « M. de Fouchécourt a répondu qu'il avait commandé aux barricades, et qu'il se battait pour la République démocratique et sociale. » Pendant ce temps, M. Bérard, représentant du peuple,

interrogeait M. de Fouchécourt fils, qui disait, lui, qu'il se battait pour la même cause que son père; que c'était en apparence pour la république rouge, mais qu'en réalité c'était pour la légitimité. M. de Fouchécourt, malgré les efforts des hommes influents de son parti, fut condamné à vingt ans de travaux forcés. Dans le quartier Saint-Jacques, près de Saint-Séverin, les légitimistes avaient établi une sorte d'état-major, d'où partaient leurs opérations. Ils distribuaient des médailles à l'effigie d'Henri V.....¹.

Le bonapartisme a aussi laissé des preuves de sa présence sur le champ de bataille.

« Un autre élément que l'insurrection de Juin mit un moment en relief, ce fut l'élément bonapartiste... Au faubourg Saint-Marcel, au faubourg Saint-Jacques, à Montmartre, à Belleville, il y eut des bonapartistes parmi les combattants. Toujours est-il qu'on en compta surtout à Gentilly, aux Deux-Moulins, à la barrière de Fontainebleau, et dans la zone enfin qui fut le théâtre de la mort du général Bréa.

» Un des principaux inculpés, un des plus sévèrement punis dans cette affaire du général Bréa, ce fut un conducteur des ponts et chaussées nommé Luc. Or, voici ce que raconte dans sa déposition le témoin Renaud, caporal de la garde nationale : « J'allai au logement de Luc, j'y trouvai un fusil et une baïonnette, et une lettre adressée par lui à Napoléon, qui était à Auteuil... »

» Nous avons reproduit un témoignage qui dit

1. Louis Blanc, *le Nouveau Monde*.

quelles étaient les relations épistolaires du condamné Luc. Longtemps avant les événements de Juin, un de ceux qui furent exécutés, Lahr, proclamait hautement son dévouement à la cause de Louis-Napoléon. Il racontait à ses voisins que, soldat dans un régiment d'artillerie en garnison au fort de Ham, M. Louis-Napoléon lui avait remis une fois 20 francs pour acheter des pipes et du tabac, et que, la commission faite, le neveu de l'Empereur avait généreusement refusé de prendre la monnaie.....¹. »

L'Assemblée nationale, en déclarant que le général Cavaignac avait bien mérité de la patrie, lui rendit, en le nommant chef du pouvoir exécutif, l'autorité qu'il s'était empressé de résigner entre ses mains. Terrible responsabilité que celle qui pèse sur le chef d'un pouvoir sorti de la guerre civile, et obligé de subir les conséquences de son origine : transportations sans jugement, arrestations arbitraires, suspension de la liberté de la presse, de la liberté de réunion. Ce n'est pas impunément qu'un gouvernement républicain donne l'exemple de la violation des libertés publiques : la République avait triomphé, en apparence, dans les journées de Juin, en réalité c'était la réaction. Sa victoire dans les guerres civiles ne profite pas à l'avenir, mais au passé ; les royalistes le savaient bien : la République, par l'enquête sur les journées de Juin, allait se livrer elle-même à leurs coups. Au moment même où le général Cavaignac recevait de l'Assemblée la confirmation de ses pouvoirs pour un

1. Louis Blanc, *le Nouveau Monde*.

temps indéterminé, les royalistes lui cherchaient un successeur, et se rapprochaient de M. Louis Bonaparte.

L'Assemblée nationale pouvait encore sauver la République, en déclarant dans la Constitution qu'à la place du suffrage universel encore sans expérience, et agité par toutes les passions du moment, elle se réservait le droit de nommer le président de la République; la majorité de la commission de constitution repoussa malheureusement cette idée par des raisons de sentiment plutôt que par des raisons politiques; l'Assemblée parut hésiter un moment; plusieurs représentants, pour trancher la difficulté, trouvaient plus simple de ne pas nommer de président. L'un d'eux, M. Félix Pyat, essaya de montrer le danger pour la liberté de créer un pouvoir égal par son origine au pouvoir de l'Assemblée, et d'établir une lutte qui ne pouvait se terminer qu'à l'avantage du pouvoir représenté par un homme. M. de Tocqueville, au nom de la commission, réfuta les arguments de M. Félix Pyat, et conjura l'Assemblée de ne pas se méfier du peuple, de s'en rapporter pleinement à lui pour l'élection du président de la République. Un homme d'une haute intelligence et d'un ferme dévouement à la République, le représentant Grévy, résuma les idées émises par M. Félix Pyat dans l'amendement suivant : « L'Assemblée nationale délègue le pouvoir exécutif à un citoyen qui prend le titre de président du conseil des ministres, élu pour un temps limité et qui est toujours révocable. »

Cet amendement, en définitive, ne faisait que con-

sacrer la forme de gouvernement que l'Assemblée venait de mettre à l'épreuve, et qui avait surmonté les plus terribles obstacles. L'homme en qui s'incarne le suffrage universel devient bientôt plus puissant qu'une Assemblée. Les élections de l'an X firent Bonaparte empereur. « Êtes-vous bien sûrs, demandait M. Grévy, que, dans cette série de personnages qui se succéderont tous les quatre ans au trône de la présidence, il n'y aura que de purs républicains empressés d'en descendre ? Êtes-vous sûrs qu'il ne se trouvera jamais un ambitieux tenté de s'y perpétuer ? Et si cet ambitieux est le rejeton d'une de ces familles qui ont régné en France, s'il n'a jamais expressément renoncé à ce qu'il appelle ses droits ; si le commerce languit, si le peuple souffre, s'il est dans un de ces moments de crise où la misère et la déception le livrent à ceux qui masquent sous leurs promesses leurs projets contre sa liberté, répondez-vous que cet ambitieux ne parviendra pas à renverser la République ? » Ces avertissements restèrent sans effet sur une Assemblée composée de républicains classiques, honnêtes gens avant tout, trop fidèles à la religion du serment pour croire les autres capables de la trahir : l'amendement de M. Grévy fut rejeté. Celui de M. Leblond, moins radical, aurait dû avoir un meilleur sort. M. Leblond proposait de confier à l'Assemblée le soin de choisir pour la première fois le président de la République. Le suffrage universel reprendrait ses droits aux élections suivantes. L'éloquence de M. de Lamartine l'emporta sur le bon sens de M. Grévy et de M. Leblond.

Boissy-d'Anglas, deux mois avant la chute de Robespierre, l'appelait l'*Orphée de la France*. M. de Lamartine méritait mieux ce surnom; exposé pendant deux mois à la violence des passions populaires, il les avait charmées par son éloquence mélodieuse. L'Assemblée nationale avait accueilli l'Orphée de Février comme un demi-dieu; mais M. de Lamartine, ayant couvert M. Ledru-Rollin de sa lyre divine, fut brusquement réduit par la majorité à son rang de simple mortel. L'ex-demi-dieu, nommé le quatrième sur les cinq membres appelés à former la Commission exécutive, n'avait rien à espérer de l'Assemblée dans le cas où elle serait investie, par la Constitution, du droit d'élire le chef du pouvoir exécutif; le choix de l'Assemblée ne pouvait se porter que sur le vainqueur de l'insurrection de Juin, sur l'heureux soldat à qui elle avait décerné la récompense des grands jours : « L'Assemblée nationale déclare que le général Cavaignac a bien mérité de la patrie. » M. de Lamartine comptait sur le suffrage universel pour le venger de l'ingratitude des représentants du peuple. Le clergé pouvait-il oublier l'auteur des *Méditations*; la jeunesse, le chantre d'Elvire; la bourgeoisie, le vainqueur du drapeau rouge; le peuple, l'historien des Girondins? M. de Lamartine, confiant dans sa popularité, César de l'illusion, fit passer le Rubicon à ses chimères, en prononçant ces mots fameux qu'il rattachait à la destinée de la République et à sa propre destinée : *Alea jacta est!*

Son discours en faveur de la nomination du président de la République par le suffrage universel sub-

jugua les plus fermes esprits. M. Dupont (de l'Eure) vota contre l'élection par l'Assemblée. Un de ses amis lui reprochait plus tard cette faute : « C'est vrai, répondit-il, je me suis trompé, Lamartine m'a entraîné. »

L'auteur de *Jocelyn* ne s'attendait pas seul à recevoir du suffrage universel la magistrature suprême de la République : M. Thiers, après la chute de la monarchie, s'était vu tout à coup l'objet des préoccupations et des avances de divers membres du gouvernement provisoire; M. de Lamartine et M. Armand Marrast, fort attentifs au parti qu'il prendrait dans les événements prochains, lui firent demander au nom du pouvoir nouveau une adhésion morale et même un concours direct, qui pouvaient très bien se concilier, d'après eux, avec son attachement pour la dernière monarchie : « Que me parlez-vous de mes affections pour la dynastie qui vient de périr, » répondit M. Thiers à leur envoyé; « sans doute, il eût peut-être mieux valu la redresser que la renverser, mais elle s'est précipitée elle-même dans un abîme d'où rien désormais ne saurait la tirer. Du reste, c'est fait de la monarchie en France; elle a devancé, il est vrai l'heure de sa chute, mais enfin elle a fait son temps; elle est finie, et j'adhère volontiers à la République, qui n'a rien à redouter de ma part ¹. » M. de Lamartine et M. Marrast s'abusaient sur l'effet que pouvait produire l'adhésion de M. Thiers, au milieu du déluge d'adhésions qui pleuvait alors sur

1. Sarrans jeune, *Histoire du 24 février*.

l'Hôtel de ville; leur insistance n'en était pas moins faite pour accroître chez M. Thiers le sentiment légitime qu'il a toujours eu de son importance. Les événements, loin de la diminuer, allaient encore l'accroître. *L'Histoire de la Révolution* de M. Thiers l'avait mis en bonne odeur auprès des Jacobins; sa grande admiration pour le Consulat lui assurait d'avance la sympathie des bonapartistes; les amis modérés de la Révolution se souvenaient de ce passage d'un de ses discours dans la discussion de la dernière adresse : « Entendez mon sentiment, je » suis du parti de la Révolution, tant en France qu'en » Europe; je souhaite que le gouvernement de la » Révolution reste dans les mains des hommes mo- » dérés. Je ferai tout ce que je pourrai pour qu'il con- » tinue d'y être. Mais quand le gouvernement passera » dans les mains des hommes qui sont moins modérés » que moi et que mes amis, fût-ce les *radicaux*, je n'a- » bandonnerai jamais ma cause pour cela; je serai » toujours du parti de la Révolution. » L'avènement de la République offrait à M. Thiers une belle occasion de tenir cet engagement.

M. Thiers s'était présenté aux élections pour la Constituante; sa candidature ayant échoué devant l'opposition du clergé, il comprit dès lors la puissance nouvelle que le suffrage universel donnait aux prêtres, et il se convertit non pas à la religion, mais à l'Église. La formation du parti cléricale en France date véritablement de 1848. Il se composait alors, comme aujourd'hui, de deux catégories : les cléricaux croyants, et les cléricaux politiques; les uns, dévoués à l'Église

parce qu'elle est l'Église, et disposés à lui obéir aveuglément ; les autres, alliés de l'Église parce qu'elle est une grande puissance avec laquelle il faut compter : ces derniers confondent leurs intérêts avec ceux de l'Église, sans lui sacrifier, — à ce qu'ils disent, — leurs convictions philosophiques. M. Thiers devint bientôt un des chefs de ces catholiques qui défendent le pouvoir temporel, et qui nient la divinité de Jésus-Christ. L'Église dans certains moments n'est pas exigeante, elle se contente de ce qu'on peut lui donner : « Je ne suis pas obligé de me mettre à la place de Dieu et de sonder les consciences ; mais apparemment, visiblement, M. Thiers est tout à fait revenu à nous. » Cette attestation de M. Fayet, évêque d'Orléans, représentant du peuple, ouvrit les portes de l'Assemblée constituante à M. Thiers.

Le nouvel élu fit une rentrée modeste dans la politique ; il se donnait comme un homme qui renonce désormais à conduire une armée, mais qui peut encore rendre quelques services en communiquant les fruits de son expérience aux jeunes officiers. Les parties monarchiques comptaient sur les bancs de la Constituante un assez grand nombre de représentants qui, dans les commencements, dissimulaient leur opinion sous une grande ferveur républicaine : légitimistes et orléanistes éprouvaient cependant le besoin de se rapprocher et de se réunir sous un chef commun. M. Thiers a l'instinct du commandement : il apprit aux soldats de la réaction, vétérans et conscrits, à marcher ensemble, à suivre un même plan qui consistait à prêter en apparence à la République l'appui du parti con-

servateur, en démolissant peu à peu tout ce que le gouvernement républicain avait fait depuis le 24 février.

M. Thiers, avant d'en venir à une hostilité ouverte et systématique contre la République, songea un moment à la confisquer à son profit. Si la présidence de la République avait pu échoir à un homme d'État du dernier règne, l'auteur de l'*Histoire de la Révolution* était seul en mesure d'y prétendre. M. Molé, se promenant dans l'Assemblée, son chapeau sous le bras, comme dans un salon, semblait faire de la politique en homme du monde et en simple amateur ; le pays le connaissait peu, bien qu'il eût été président du conseil des ministres. M. de Broglie était encore moins connu que M. Molé ; ce dernier avait eu du moins sa campagne de la coalition, et une répartition heureuse. M. Berryer, personification éclatante du passé, jouissait d'une de ces gloires incontestées qui donnent la popularité à un homme sans le rapprocher du pouvoir. La candidature du prince de Joinville, présentée comme une conquête du droit républicain, n'avait rien de sérieux. M. Thiers comptait des amis dans tous les camps : un rapprochement avec M. Marrast, qui, par la part active qu'il prenait à la rédaction et au vote de la Constitution, acquérait de jour en jour plus d'influence sur l'Assemblée, paraissait à M. Thiers le plus sûr moyen d'atteindre son but ; il s'efforça donc, par l'entremise de quelques amis communs, de renouer l'alliance électorale de 1845 et de 1848, offrant à M. Marrast, dans le cas où celui-ci l'aiderait à devenir président, la vice-présidence de la République. M. Thiers,

en même temps, resserrait ses liens avec le parti clérical et légitimiste, et sans se prononcer personnellement contre le général Cavaignac, il le faisait attaquer par son journal *le Constitutionnel*¹ . »

La monarchie de Louis-Philippe s'enorgueillissait de plusieurs illustres épées qui n'avaient pas tardé à se mettre au service du gouvernement provisoire. Le maréchal Bugeaud, le lendemain même du triomphe de la révolution, écrivait au ministre de la guerre :

« Les événements qui viennent de s'accomplir, le besoin d'union générale pour assurer l'ordre à l'intérieur et l'indépendance à l'extérieur, me font un devoir de mettre mon épée au service du gouvernement qui vient d'être institué.

» J'ai toujours considéré comme le plus saint des devoirs la défense du territoire de la patrie.

» Je vous prie de m'accuser réception de cette déclaration, et de recevoir l'assurance de ma haute considération.

» Signé : DUC D'ISLY. »

Le maréchal Bugeaud, quelques jours plus tard, offrit de nouveau son épée à M. de Lamartine et écrivit à François Arago pour demander une enquête sur les événements de juin 1832. « Le moment, disait-il, est venu de confondre la calomnie et de désabuser le peuple sur son compte, car, pour le servir utilement, la première condition est d'avoir sa confiance et son estime. »

Des qualités de soldat, exagérées par le besoin qu'éprouvent souvent les partis, en France, de grandir les hommes de guerre afin de s'en servir pendant

1. Daniel Stern, *Histoire de la Révolution de 1848*.



la paix avaient fait la réputation de Bugeaud ; sa mission de geôlier de la duchesse de Berry, une affaire de boudjous en Algérie, dans laquelle, il en convint lui-même, il avait manqué à la dignité du commandement, ne le dépopularisèrent point auprès du parti conservateur ; la presse officieuse de l'époque se plut à faire de lui un sage des camps, un Catinat sans la disgrâce. Le maréchal Bugeaud aimait à parler, à pérorer, à discourir sur l'agriculture, sur la politique, sur la philosophie même ; les convives d'un banquet fouriériste l'entendirent un jour porter un toast à l'abolition de la guerre : *Ense et aratro*, telle était la devise de ce soldat laboureur, qui colportait dans les comices agricoles sa politique de corps de garde et son agronomie d'almanach. Le prestige du maréchal Bugeaud ne fascinait plus que lui ; il se croyait cependant porté par tous les partis à la présidence de la République. « On me fait, écrit-il, de tous côtés des ouvertures : des hommes de toutes les nuances politiques, des journalistes de l'Ouest et du Midi offrent leur concours à ma candidature ; les légitimistes s'y rallient en même temps que les orléanistes ; les uns écrivent à Rome pour obtenir du pape des instructions propres à me donner l'appui du clergé ; les autres à Londres, pour engager de hauts personnages à joindre leurs efforts à ceux du parti conservateur en faveur de ma candidature¹. »

Les illusions du maréchal Bugeaud, en se dissi-

1. Lettre du maréchal Bugeaud à M. Léonce de Lavergne, reproduite en partie dans le *Journal des Débats*.

pant, firent place à une violente rancune contre celui de ses concurrents qui, dans la lutte pour la présidence, représentait la République avec le plus de chances d'être élu. Le maire de Saint-Brieuc, la veille de l'ouverture du scrutin, lui demanda dans une lettre : « Pour qui devons-nous voter, pour le général Cavaignac, ou pour le prince Louis ? » Le sage Bugeaud répondit : « Le général Cavaignac, c'est la République ; Louis Bonaparte, c'est l'inconnu, je vote pour l'inconnu. »

Le général Changarnier, autre candidat, avait porté la parole au nom des officiers généraux chargés d'offrir au prince de Joinville et au duc d'Aumale de les ramener d'Alger à Paris à la tête de l'armée. Les deux princes eurent la sagesse et le patriotisme de refuser cette offre. Ils étaient encore dans le port d'Alger le 3 mars. Ce jour-là même, à midi, le ministre de la guerre du gouvernement provisoire reçut cette lettre :

« Je prie le gouvernement républicain d'utiliser mon dévouement à la France.

» Je sollicite le commandement de la frontière la plus menacée ; l'habitude de manier les troupes, la confiance qu'elles m'accordent, une expérience éclairée par des études sérieuses, l'amour passionné de la gloire, la volonté et l'habitude de vaincre, me permettront sans doute de remplir avec succès tous les devoirs qui pourront m'être imposés.

» Dans ce que j'ose dire de moi, ne cherchez pas l'expression d'une vanité puérile, mais le désir ardent de vouer toutes mes forces au salut de la République.

» CHANGARNIER. »

Le général Changarnier, placé à la tête de la garde

nationale de Paris, ne trouvait pas ce commandement à la hauteur de son mérite ; le parti légitimiste se faisait l'écho de ses plaintes, avec un zèle et une unanimité qui ne permettaient guère de douter de l'existence d'une entente entre le commandant de la garde nationale et les partisans de la branche aînée de la maison de Bourbon. Le général Changarnier comptait sur les légitimistes pour assurer son élection à la présidence : les légitimistes, en revanche, espéraient que ses efforts et son influence ne tarderaient pas à leur rendre Henri V. M. de la Rochejaquelein s'offrait aux suffrages des amis de la monarchie légitime, mais son nom ne faisait que grossir la liste des candidats excentriques dont se moquaient les petits journaux.

Le général Cavaignac et M. Louis Bonaparte étaient les seuls candidats sérieux. Jamais occasion plus belle ne s'était offerte de fonder enfin un gouvernement libre en France. L'homme honnête et désintéressé chargé par l'Assemblée du pouvoir exécutif n'avait d'autre ambition que celle de s'associer à cette généreuse entreprise. Joindrait-il au courage et au dévouement l'habileté nécessaire pour la mener à bonne fin ?

Les membres républicains du ministère, les amis de Cavaignac l'engageaient à faire, pour le salut de la liberté, ce que d'autres gouvernements ont fait si souvent pour leur salut personnel ; ils lui conseillaient d'arracher la France aux troubles civils par la guerre. La République française pouvait alors faire une grande de chose, elle pouvait faire l'Italie. Manin appelait la France au secours de Venise menacée par l'Autriche. La France se rendrait-elle à son appel ? Lord Normamby,

ambassadeur d'Angleterre, consulté sur la pensée de son gouvernement au sujet d'une expédition française en Italie, répondit qu'elle ne serait pas vue par lui d'un bon œil ; lord Normamby proposait, au lieu de l'expédition, la réunion d'un congrès européen à Bruxelles, pour régler la question italienne.

M. de Beaumont, ambassadeur de la République française à Londres, était convaincu que lord Normamby exagérait les objections du gouvernement anglais contre l'expédition dont il ne cessait de presser l'envoi dans toutes ses dépêches. Quatre bâtiments étaient prêts à Marseille pour porter dans l'Adriatique une brigade commandée par le général Mollière. Manin avait reçu l'avis de tenir bon jusqu'à l'arrivée des Français, lorsque M. de Beaumont, en revenant de la campagne à Londres, apprit que la brigade Mollière avait reçu contre-ordre, à la grande surprise du gouvernement anglais, et qu'elle se rendait à Rome pour protéger la fuite du pape et le ramener en France.

Lord Normamby, comme on vient de le voir, avait fait briller aux yeux du général Cavaignac la prochaine réunion, à Bruxelles, d'un congrès européen ; M. de Tocqueville et M. Vivien étaient déjà désignés comme plénipotentiaires de la France à ce congrès fantastique. M. Freslon, ministre de l'instruction publique, attendait Pie IX à Marseille ; mais le pape, au lieu de s'embarquer pour cette ville, se réfugia dans le royaume de Naples, à Gaëte, d'où il s'empressa d'annuler tous les actes de son gouvernement à partir du 16 novembre.

La politique du gouvernement français devenait

ridicule; le général Cavaignac expiait la faute de s'être livré au tiers parti.

La salle de l'Assemblée, le jour de la discussion de la loi de bannissement des membres de la famille d'Orléans, avait été partagée, dans le but de faciliter les opérations du scrutin, en deux couloirs assez larges pour donner passage à deux représentants de front. Ces couloirs conduisaient aux urnes disposées pour recevoir les bulletins. Quel étonnement quand, du haut de leur tribune, les journalistes virent MM. Dufaure et Vivien, ministres de Louis-Philippe, montrer leur tête à l'extrémité du couloir de gauche, et déposer ensemble dans l'urne un vote de bannissement ! Quelle force de pareils hommes peuvent-ils apporter à un gouvernement républicain ? La France, dit-on, est *centre gauche*; ce qu'il y a de certain, c'est qu'elle ne l'est pas dans tous les temps. Le général Cavaignac le comprenait instinctivement; il résista longtemps aux instances de M. de Lamoricière qui lui demandait pour M. Dufaure « un petit ministère », celui de l'Algérie, par exemple. Le chef du pouvoir exécutif s'étant enfin décidé à l'accorder, M. Dufaure, devenu tout à coup plus exigeant, demanda le ministère de l'intérieur; le général Cavaignac se récria d'abord, toujours poussé par le général Lamoricière, et se décida enfin à confier, au moment de l'élection pour la présidence, le plus important de tous les portefeuilles à M. Dufaure, c'est-à-dire à remettre en quelque sorte sa destinée et celle de la République entre ses mains. Le protégé du général Lamoricière, sûr de n'être pas refusé, montra de nouvelles exigences; il ne con-

sentait à entrer dans le cabinet qu'à la condition que M. Vivien en ferait partie ; un portefeuille fut donné à M. Vivien et l'alliance entre le général Cavaignac et le tiers parti fut consommée. Cette alliance eut pour résultat de fortifier la candidature de M. Ledru-Rollin, d'éloigner M. Molé, et d'aider M. Thiers à mettre fin à ces incertitudes. M. Thiers, dans une entrevue qui eut lieu comme par hasard, entre lui et le général Cavaignac, dans un des bureaux de la Chambre, s'était répandu en éloges sur la politique du gouvernement ; la réserve froide et polie avec laquelle ces éloges furent reçus par le chef du pouvoir exécutif, son rapprochement avec le tiers parti, décidèrent M. Thiers à passer dans le camp bonapartiste, où MM. de Falloux et de Montalembert s'efforçaient de l'attirer depuis longtemps. M. Thiers s'est vanté d'avoir donné plus de deux cent mille voix à M. Louis Bonaparte ; il ne se mit pourtant en campagne qu'assez tard. « L'indécision de M. Thiers fut extrême, elle dura presque jusqu'au moment de l'élection. Tantôt il lançait des épigrammes contre M. Louis Bonaparte, et disait que son élection serait une honte pour la France ; tantôt il promettait aux amis du prince une neutralité bienveillante. Mais, dans les derniers jours, il se décida pour Louis Bonaparte et s'efforça de faire voter ses amis politiques en sa faveur ¹. » Les principaux d'entre eux, MM. de Rémusat, Duvergier de Hauranne, de Lasteyrie ne cédèrent point à ses exhortations et à son exemple.

1. Daniel Stern, *Histoire de la Révolution de 1848*.

La France n'était pas dans ses moments de centre gauche : la candidature du général Cavaignac, patronnée par M. Dufaure, perdait tous les jours du terrain ; la majorité républicaine de l'Assemblée se fractionnait en coteries, dont l'hostilité allait jusqu'à reprocher au général Cavaignac d'avoir trahi la Commission exécutive et favorisé l'insurrection de Juin dans un but d'ambition personnelle. Le général Cavaignac obligé de répondre à de pareilles accusations ! dans quel désarroi l'Assemblée était-elle tombée ?

M. Louis Bonaparte, conseillé par des gens habiles, manœuvrait plus adroitement. Il vivait à Auteuil, dans la retraite, pour éviter, disaient ses amis, les ovations populaires. Il avait vu Cabet, Proudhon et M. Louis Blanc avant son départ pour Londres ; Proudhon avait rompu avec lui : mais le bonapartisme, sûr de la majorité des votes socialistes, cherchait des appuis dans les classes élevées de la société. Quiconque avait un nom, une influence petite ou grande, était sûr d'être bien accueilli par M. Louis Bonaparte et de trouver en lui « un interlocuteur poli, modeste, interrogeant peu, écoutant beaucoup ; à l'Assemblée nationale, il affectait, dans ses rares conversations avec ses collègues, l'attitude d'un homme décidé à laisser faire la destinée sans la contraindre, et à obéir au vœu national sans le provoquer ¹ ».

L'idée napoléonienne se compose de deux élé-

1. *Le Parti catholique, ce qu'il a été, ce qu'il est devenu*, par le comte de Falloux.

ments : le bonapartisme et l'impérialisme : l'un, représentant la dictature exercée au profit du peuple ; l'autre, l'ensemble des institutions civiles et politiques fondées par l'empereur Napoléon I^{er}. Le bonapartisme n'a jamais existé qu'à l'état d'aspiration chez les classes ignorantes : aspiration étrange ! Bonaparte n'a rien fait pour le peuple ; le peuple l'effrayait quand il ne portait pas l'uniforme : toutes les lois industrielles de l'Empire sont des armes données au patron contre l'ouvrier. La Révolution avait aboli le remplacement militaire, les offices de la chicane, les droits scolaires, la gabelle ; Bonaparte les rétablit, sous d'autres noms ; la Révolution s'était faite contre une monarchie avide et prodigue, contre une noblesse corrompue, contre un clergé intolérant, contre la censure, les lettres de cachet, la corvée, l'ignorance, la misère ; Bonaparte restaura tout cela. Le peuple croyait que Bonaparte avait détruit réellement les institutions de l'ancien régime, tandis qu'il n'en avait changé que le nom ; il ignorait que la Révolution était précédée dans l'histoire par la renaissance, par la réforme, par le dix-huitième siècle ; les noms des auteurs de la Révolution elle-même s'effaçaient peu à peu de son esprit sous l'effort habile et persévérant d'une réaction qui appelait à la fois à son aide le silence et la calomnie. Le peuple ne savait, en définitive, de la Révolution que ce qu'il en apprenait dans les écoles, et dans les camps, ces vraies écoles de l'Empire : il croyait en Napoléon, rédempteur de la France et du peuple, crucifié par les rois sur le calvaire de Sainte-Hélène. L'histoire, la poésie,

la peinture, complices de cette légende, l'avaient profondément gravée au fond de son cœur.

L'impérialisme ne s'était pas complètement éteint dans la haute bourgeoisie. Quelques âmes fières protestaient sous Napoléon I^{er} contre le despotisme, et souffraient du mal de la liberté perdue, mais les classes riches en général ne reprochaient au gouvernement impérial que ses guerres trop prolongées : ce gouvernement était pour elle la garantie de la tranquille possession des biens nationaux. Le blocus continental n'avait point eu trop de conséquences fâcheuses pour leurs intérêts, au contraire ; des fabriques nombreuses, de nouvelles industries s'étaient créées et prospéraient. La haute bourgeoisie ne se plaignit que lorsqu'elle ne trouva plus de remplaçants pour ses fils ; le mot de liberté reparut alors sur ses lèvres, invoqué non comme un besoin, mais comme un remède.

Napoléon I^{er}, malgré les effroyables désastres de la fin de son règne, garda sa popularité dans les masses et dans les classes moyennes, parce qu'il était tombé enveloppé du drapeau tricolore, parce qu'en présence de l'étranger, on faisait acte de patriotisme en vantant sa gloire et son génie. La Restauration, mal conseillée par l'esprit de vengeance, frappa des guerriers vaincus, et ressuscita l'Empire par la pitié ; la presse libérale de la Restauration et la presse démocratique de la monarchie de Juillet le ressuscitèrent par le sentiment de la gloire ; les partis allaient le restaurer par haine contre la République. Les orléanistes et les légitimistes étaient d'accord pour

voter en sa faveur. Les catholiques hésitaient :

« Que promettait aux catholiques la candidature du prince Louis-Napoléon Bonaparte? Que lui apporterait-elle de nouveau, une force ou un obstacle?

» Cette candidature posée, des hommes politiques, en assez grand nombre, voulurent, avant de se prononcer pour ou contre elle, entrer en relation avec le prince. La plupart le firent isolément, à chacun son heure, selon sa préférence ou son hésitation. M. Molé, M. Thiers, n'entrèrent en pourparlers que dans des rencontres rares et concertées. Des dissidences très vives se firent jour entre le prince et eux, à l'occasion du manifeste électoral sur lequel il avait voulu appeler leurs conseils, et l'accord politique sembla plus d'une fois des deux parts près de se rompre. M. Berryer, dont les rapports avec le prince Louis dataient de la Conciergerie du Luxembourg, garda la réserve que lui imposait une vie tout entière vouée à la défense d'un seul principe qu'il revendiquait pour le salut des libertés du pays, et qu'il sentait menacé. Le prince n'eut qu'un entretien avec lui avant son élection. Cet entretien eut lieu dans une des salles inférieures de l'Assemblée, où tous deux marchèrent côte à côte, sous les yeux de leurs collègues attentifs à cet incident. M. de Montalembert eut plusieurs entretiens avec le prince. Il stipulait là, comme ailleurs, pour la liberté religieuse ¹. »

M. Louis Bonaparte ayant pris les engagements que M. de Montalembert était chargé de lui demander, les trois grandes fractions du parti conservateur, légitimistes, orléanistes, cléricaux, s'écrièrent à leur tour : *Alea jacta est!* Quelques membres du parti orléaniste seuls ne se laissèrent pas entraîner. La bourgeoisie, effrayée à la vue des fantômes évoqués par quelques journaux, se rappela le 18 brumaire. Le peuple, de son côté, tourmenté par ses aspirations et par la crainte de vagues dangers pour la Révolution, appela le héros de la légende à son aide. Il

1. *Le Parti catholique, ce qu'il a été, ce qu'il est devenu*, par le comte de Falloux.

est mort, qu'importe ! L'héritage d'un héros n'est qu'une incarnation. Le peuple nomma le neveu de Napoléon, comme il aurait nommé Napoléon lui-même.

Voici le résultat du scrutin ouvert le 10 décembre 1848 pour la nomination du président de la République :

Louis-Napoléon obtint.....	5 434 226 voix.
Cavaignac.....	1 448 107
Ledru-Rollin.....	370 719
Raspail.....	36 329
Lamartine.....	7 910

Les départements les plus socialistes : Saône-et-Loire, la Creuse, la Haute-Vienne, l'Isère et la Drôme donnèrent le plus grand nombre de voix à M. Louis Bonaparte. Le général Cavaignac eut la majorité des suffrages dans quatre départements : le Var, les Bouches-du-Rhône, le Morbihan, le Finistère.

Les légitimistes et les orléanistes croyaient avoir fait la contre-révolution à leur profit ; ils oubliaient que lorsqu'un principe succombe, la tendance irrésistible des esprits est d'aller tout de suite à l'extrémité du principe opposé. On ne s'arrête pas dans la réaction. La société menacée, disait-on, par la Révolution et par l'anarchie, devait nécessairement recourir au système qui, dans des circonstances analogues, avait triomphé de ces deux dangers : la véritable contre-révolution, c'était l'Empire.

Les Parisiens, forcés de se rendre, le 20 décembre, d'une rive de la Seine à l'autre, trouvent le jardin des Tuileries fermé ; les piquets d'infanterie et de cava-

lerie gardent les environs de l'Assemblée; une forte colonne de cavalerie et un bataillon d'infanterie légère occupent les Champs-Élysées; les troupes sont consignées dans les casernes. Les représentants, en entrant dans l'Assemblée, voient la salle des Pas-Perdus pleine de militaires en grand uniforme; les huissiers courent dans les couloirs; les conversations bruyantes empêchent d'entendre l'orateur qui parle à la tribune de la réimpression des œuvres de Laplace et de l'impression du *Moniteur*; la discussion se traîne au milieu de l'inattention générale. Il est quatre heures, la nuit arrive; les garçons de salle allument les lampes et les lustres. Un cortège formé d'une quarantaine de représentants se présente à l'entrée du couloir de droite; le général Lebreton, questeur de l'Assemblée, en grande tenue militaire, marche à la tête de ce cortège composé des membres de la commission chargée de vérifier les procès-verbaux des départements pour l'élection du président de la République. L'Assemblée prête à peine l'oreille au rapport de M. Waldeck-Rousseau; elle est impatiente de voir l'élu du suffrage universel. M. Louis Bonaparte entre enfin; il est en habit noir, cravate blanche et gants blancs; la rosette de représentant et la plaque de grand-croix de la Légion d'honneur brillent sur son habit. M. Waldeck-Rousseau termine son rapport par des remerciements au chef du pouvoir exécutif. Le général Cavaignac monte à la tribune et prononce ces quelques mots au milieu d'un profond silence :

« Citoyens représentants, les ministres m'ont tous envoyé ce matin leur démission; je viens, à mon tour, remettre entre vos mains les pouvoirs que vous m'avez confiés. Je n'ai pas besoin d'exprimer la reconnaissance que j'éprouve pour les bontés que l'Assemblée a toujours eues pour moi. »

L'Assemblée accueille ces paroles, prononcées d'une voix ferme, par des applaudissements qui durent encore au moment où le général Cavaignac se rasseoit à côté de M. Sénard.

M. Armand Marrast préside la séance; il se lève pour proclamer le résultat du scrutin :

« Au nom du peuple français,

» Attendu que le citoyen Louis Bonaparte, né à Paris, remplit les conditions d'éligibilité voulues par l'article 44 de la Constitution;

» Attendu que, dans le scrutin ouvert sur toute l'étendue du territoire de la République, il a réuni la majorité absolue, en vertu des articles 47 et 48 de la Constitution, l'Assemblée nationale le proclame président de la République française depuis ce jour jusqu'au deuxième dimanche de mai 1852.

» Aux termes du décret, j'invite le président à monter à la tribune pour prêter le serment. »

Le silence et l'émotion redoublent pendant que M. Louis Bonaparte monte à la tribune avec lenteur. Le président lit la formule du serment. La lueur des lampes à abat-jour redouble la gravité mélancolique répandue sur la physionomie ordinairement si vive et si enjouée d'Armand Marrast :

« En présence de Dieu et devant le peuple français, je jure de rester fidèle à la République démocratique et de défendre la Constitution. »

Un silence profond règne dans la salle. M. Louis

Bonaparte, pâle, l'œil baissé, étend le bras, et répond d'une voix légèrement voilée : « Je le jure. »

Une émotion profonde règne dans tous les cœurs, lorsque le président de l'Assemblée nationale ajoute d'une voix plus solennelle :

« Je prends Dieu à témoin du serment qui vient d'être prêté..... Il sera inséré au procès-verbal, au *Moniteur* et publié dans les formes prescrites pour les actes publics. »

M. Louis Bonaparte est désormais président de la République. L'Assemblée attend ses premières paroles ; il tire un papier de sa poche, et lit cette déclaration :

« Citoyens représentants, le suffrage de la nation, le serment que je viens de prêter, commandent ma conduite future, et me tracent mes devoirs.

» Je regarderais comme ennemis de la patrie tous ceux qui tenteraient par des voies illégales de changer la forme du gouvernement que vous avez établi.

» Entre vous et moi il ne peut y avoir de dissentiments : je veux comme vous asseoir la société sur ses véritables bases, je veux le bien-être de ce peuple intelligent et généreux qui m'a donné une si grande marque de confiance.

» La politique de la France doit être la paix à l'extérieur, et l'esprit de conciliation à l'intérieur.

» J'ai appelé près de moi des hommes honnêtes qui, partis d'origines diverses, sont une garantie de conciliation.

» Je dois remercier le pouvoir qui se retire des efforts qu'il a faits pour maintenir l'ordre. La conduite du général Cavaignac a été digne de son caractère et du mandat que l'Assemblée lui avait confié.

» Notre gouvernement ne sera ni utopiste ni réactionnaire ; nous ferons le bonheur du pays et nous espérons que, Dieu aidant, si nous ne faisons pas de grandes choses, nous tâcherons d'en faire de bonnes. »

La voix du président de la République parut s'animer en lisant le second paragraphe de son allocution; les applaudissements n'éclatèrent pas; un sentiment de doute indéfinissable retint les mains des représentants. La lecture de l'allocution se termina comme elle avait commencé, dans un profond silence. Le président de la République, en descendant de la tribune, prit place à côté de M. Odilon Barrot, au banc inférieur de l'extrême droite; le Bureau, après un moment d'attente, quitta l'estrade et s'avança pour le reconduire jusqu'à l'entrée de la salle des séances. M. Louis Bonaparte, avant de sortir, gravit les marches du centre gauche; tous les représentants debout le suivent du regard; il s'approche du général Cavaignac et lui tend une main que le général étonné accepte avec hésitation.

L'homme qui ce jour-là quittait le pouvoir avec tant de simplicité et de noblesse méritait de le conserver; son intelligence n'était au-dessous d'aucune situation, mais son caractère ne se prêtait pas à toutes les situations: il croyait à la religion du serment et de la parole donnée. Il accepta le pouvoir avec fermeté dans une heure de crise, il le défendit avec courage; il ne voulut ni le solliciter ni le prendre. Le général Cavaignac demandant, le lendemain des journées de Juin, à l'Assemblée nationale, de l'élever pour cinq ans à la présidence de la République, ou se proclamant lui-même président, n'avait à craindre ni refus ni résistance. Mais, dans ce soldat, il y avait un citoyen. Le général Cavaignac, avec plus de décision, aurait pu établir sur des bases durables

le régime républicain; malheureusement, il apporta dans le gouvernement non seulement les défauts de son caractère, mais encore ceux de son éducation : homme de hiérarchie, habitué dans l'armée au respect des hautes positions, il ne pouvait s'empêcher de concevoir des doutes sur la force de son parti, en voyant les grandes situations politiques, académiques, financières, industrielles, occupées par les royalistes. Il se sentait isolé au milieu de la foule de ses partisans; il lui fallait l'approbation d'une société qui ne pouvait que lui être hostile. Le général Cavaignac avait, en un mot, un grand défaut pour un homme appelé à fonder une république, il ne croyait pas aux républicains.



CHAPITRE IV

LE BONAPARTISME ET L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE

1848 — 1849.

SOMMAIRE. — Formation du ministère. — M. Odilon Barrot. — M. Léon de Malleville. — M. Léon Faucher. — M. de Tracy. — M. Hippolyte Passy. — M. Drouyn de Lhuys. — M. de Falloux. — La vice-présidence de la République. — M. Boulay (de la Meurthe); le général Baraguey-d'Hilliers. — M. Vivien. — Les dossiers des procès de Strasbourg et de Boulogne. — La proposition Râteau. — Les accusés du 15 mai. — Le 29 janvier. — Des méfiances s'élèvent entre les deux pouvoirs. — L'Assemblée nationale pouvait reprendre son ascendant. — Elle se voue au suicide. — A Rome ! à Rome ! — Premières discussions sur les affaires de Rome. — Le général Oudinot. — La République romaine. — L'armée française attaque Rome. — Indignation des représentants républicains. — Séance de nuit à l'Assemblée. — Lettre du président de la République au général Oudinot. — Conséquences de l'expédition romaine utiles au bonapartisme. — Fin de l'Assemblée constituante. — M. Armand Marrast. — La propagande de la peur. — Les petits livres de la rue de Poitiers. — Résultats de cette propagande. — Dissidences entre les bonapartistes. — Ouverture de l'Assemblée législative. — La réquisition directe et le général Forey. — M. Ledru-Rollin demande la mise en accusation du président de la République. — Le châtimement de M. Odilon Barrot. — L'appel aux armes. — Le général Changarnier triomphe sans combattre. — Paris en état de siège. — Vieyra, suivi d'une bande de gardes nationaux, ravage deux imprimeries. — La Chambre des mises en accusation déclare qu'il n'y a pas lieu à suivre. — M. Dufaure et la Dictature. — Les bonapartiste républicains se séparent de M. Louis Bonaparte. — Ledru-Rollin au Conservatoire des arts et métiers. — La République succombe moralement le 13 juin 1849.

La formation du ministère fut la première occupation du président de la République. Les chefs de la coalition qui venaient de porter M. Louis Bona-

parte au pouvoir, ne croyant pas de leur dignité de faire partie du cabinet, s'y étaient fait représenter par leurs lieutenants. Le ministère se trouva donc ainsi composé : M. Odilon Barrot, ministre de la justice et président du conseil; M. Léon de Malleville, ministre de l'intérieur; M. Léon Faucher, ministre des travaux publics; M. de Tracy, ministre de la marine; M. Passy, ministre des finances; M. Drouyn de Lhuys, ministre des affaires étrangères; M. de Falloux, ministre de l'instruction publique; M. Bixio, ministre du commerce; le général Rulhières, ministre de la guerre.

Le général Changarnier reçut le commandement des troupes de la première division militaire et des gardes nationales de la Seine; le maréchal Bugeaud, celui de l'armée des Alpes; le colonel de gendarmerie Rebillot devint préfet de police, et M. Carlier, chef de la police municipale. M. Baroche fut appelé au poste de procureur général près la Cour d'appel de Paris.

M. Odilon Barrot, chef pendant dix-huit ans de la gauche dynastique, inspirait à la France et à l'opposition elle-même plus d'admiration pour son talent oratoire que de confiance dans sa capacité politique; ministre le 23 février, entre l'abdication du matin et la fuite de l'après-midi, la révolution de 1848 l'avait brusquement réveillé au milieu du rêve de popularité qu'il caressait depuis dix-huit ans : sa présence au pouvoir ne suffisait pas à faire cesser les coups de fusil, le peuple persistant à « remettre en discussion les questions résolues par la révolution

de 1830 », quelle stupéfaction pour M. Odilon Barrot ! Il n'en était pas encore revenu lorsque M. Louis Bonaparte se présenta comme candidat à la présidence de la République. L'adhésion de l'ancien chef de la gauche dynastique à cette candidature ne fut ni molle ni tardive ; elle lui valut les sceaux et la présidence du conseil. La première de ces fonctions convenait à la gravité de M. Odilon Barrot ; quant à la seconde, le public se demandait comment M. Odilon Barrot allait s'y prendre pour appliquer à la situation actuelle la théorie de toute sa vie, et pour faire accepter à M. Louis Bonaparte l'axiome : « Le président de la République règne et ne gouverne pas. »

M. Léon de Malleville, ministre de l'intérieur, homme d'esprit, d'élocution facile et piquante, grand ennemi des doctrinaires, sous-secrétaire d'État de l'intérieur dans le cabinet du 1^{er} mars présidé par M. Thiers, n'avait rien, à part la particule, qui pût le brouiller avec la République ; il s' enrôla pourtant dans les rangs de la réaction ; M. Louis Bonaparte vint l'y chercher pour le nommer ministre de l'intérieur. M. de Malleville ne garda pas longtemps ce portefeuille.

Quelques jours après la formation du ministère, il reçut la lettre suivante :

« Élysée, le 27 décembre 1848.

» Monsieur le Ministre,

» J'ai demandé à M. le Préfet de police s'il ne recevait pas quelquefois des rapports sur la diplomatie ; il m'a répondu affirmativement, et il a ajouté qu'il vous a remis hier les copies d'une dé-

pêche sur l'Italie. Ces dépêches, vous le comprendrez, doivent m'être remises directement, et je dois vous exprimer tout mon mécontentement du retard que vous mettez à me les communiquer.

» Je vous prie également de m'envoyer les seize cartons que je vous ai demandés; je veux les avoir jeudi. Je n'entends pas non plus que le ministre de l'intérieur veuille rédiger les articles qui me sont personnels. Cela ne se faisait pas sous Louis-Philippe, et cela ne doit pas être.

» Depuis quelques jours aussi je n'ai pas de dépêches télégraphiques. En résumé, je m'aperçois que les ministres que j'ai nommés veulent me traiter comme si la fameuse constitution de Sieyès était en vigueur, mais je ne le souffrirai pas.

» Recevez, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute distinction.

» LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE. »

M. Louis Bonaparte, poussé par un instinct d'ancien conspirateur ou par un simple motif de curiosité, tenait à savoir si quelques-uns de ses amis intimes n'auraient point par hasard entretenu quelque correspondance avec les ministres de Louis-Philippe; les dossiers des affaires de Strasbourg et de Boulogne étaient précisément déposés au ministère de l'intérieur; il les fit demander à M. de Malleville, qui refusa de s'en dessaisir. Ce refus rendait désormais les rapports du ministre de l'intérieur avec le chef de l'État difficiles, sinon impossibles; aussi s'empressa-t-il de répondre à la lettre précédente par l'envoi de sa démission. M. Bixio, ministre de l'agriculture et du commerce, suivit son exemple. M. Léon Faucher remplaça le premier; il fut lui-même remplacé au ministère des travaux publics par M. Lacrosse, qui eut pour successeur M. Buffet.

M. Léon Faucher, ministre de l'intérieur, journaliste, député de l'opposition sous le dernier règne, avait

le droit de figurer, sinon parmi les républicains de la veille du moins au premier rang des socialistes du lendemain.

«... L'État, disait-il dans un plan de rénovation financière et économique de la France, publié dans les premiers jours du mois de mars 1848, a qualité pour mettre les instruments de travail à la portée du plus grand nombre par un bon système de banques, et par la réforme hypothécaire. Il peut favoriser l'élévation des classes laborieuses par l'éducation et par les institutions d'épargnes; il peut limiter l'*expansion* des classes supérieures en les appelant à supporter une plus grande part des charges publiques. L'impôt est le levier au moyen duquel il agit sur la répartition de la richesse. La réforme urgente aujourd'hui, la réforme populaire est celle qui portera sur l'assiette de l'impôt.

» Notre système comporte quelques exceptions fâcheuses, comme les taxes sur les boissons, l'impôt sur le sel, les octrois et les droits de douane établis sur les denrées alimentaires. Il présente aussi quelques lacunes que rempliraient un droit plus élevé sur les successions collatérales, des taxes de luxe, et dans une limite raisonnable, par exemple de la contribution mobilière, l'impôt progressif. Voilà ce que pourrait être un programme pratique d'amélioration.

» L'assiette de l'impôt conserve encore quelques traces du servage qui pesait dans le dernier siècle sur les rangs inférieurs de la société. L'impôt indirect et l'octroi accablent de tout leur poids l'ouvrier et l'artisan dans les villes. Les contributions sont établies, à certains égards, en sens inverse des facultés contributives. On voit trop que les propriétaires ont fait la loi et qu'ils l'ont faite dans leur seul intérêt.

» Je considère ce qui se passe aujourd'hui comme la juste punition des fautes que la bourgeoisie a commises. Je reconnais que les classes laborieuses, jusque dans leurs colères, sont les instruments de la Providence qui veut transférer le pouvoir en d'autres mains. »

Le gouvernement provisoire n'ayant pas accordé aux écrits et à la personne de M. Léon Faucher l'attention qu'ils méritaient, la République et les républicains n'eurent pas, à partir de ce jour, d'adversaire

plus implacable et plus crédule que lui : purée d'ananas de Louis Blanc, chasses royales de Ledru-Rollin, trône de Marrast au concert de Versailles, il acceptait sans sourciller les calomnies les plus niaises contre les membres du gouvernement provisoire. Dans son indignation burlesque, du haut de la tribune, il appela un jour sur leurs têtes les vengeances non pas d'un Tacite, mais d'un Suétone. Lamartine, Dupont (de l'Eure), Marie, Crémieux, Albert, Louis Blanc, poursuivis dans l'avenir par les révélations d'un historien dans le genre de celui des Césars ! menace singulière et risible. Mais M. Léon Faucher n'était pas de ceux qui s'aperçoivent du ridicule qu'ils se donnent aveuglément par l'amour-propre ; il épura l'administration avec l'ardeur d'un néophyte et la dureté d'un sectaire ; l'ivraie républicaine arrachée, il ne resta que le bon grain qui devait produire les préfets du coup d'État.

M. de Tracy, ministre de la marine, ancien membre de l'extrême gauche sous la Restauration, signataire du compte rendu en 1832, adversaire de l'hérédité de la pairie, quoique fils de pair, défenseur des réfugiés, promoteur de l'abolition de l'esclavage et de l'abolition de la peine de mort, s'était comme plusieurs de ses collègues, endormi républicain la veille de Février, et réveillé réactionnaire le lendemain. Le ministre des finances, M. Passy, entré comme officier dans un régiment de hussards, en sortit économiste ; il fit partie jeune encore de la Chambre des députés et joua bientôt dans le tiers parti le rôle d'économiste que M. Duchâtel remplissait dans le parti conserva-

teur. Ministre des finances dans le cabinet provisoire formé par M. de Bassano, plus tard ministre du commerce dans le cabinet du 22 février, il fut un moment sur le point de remplir les premiers rôles de la politique. Les journaux continrent deux fois cette note : « Le roi a fait appeler M. Passy. » Cela signifiait que M. Passy était chargé de former un cabinet ; le ministère du 13 avril, présidé par lui, n'eut que la durée des premières fleurs ; il tomba en entraînant la dotation du duc de Nemours ; M. Passy, trois ans après, entra à la Chambre des pairs ; il n'était plus, comme bien d'autres, qu'un revenant en 1848. M. Drouyn de Lhuys, ancien secrétaire d'ambassade, placé par M. Thiers en 1840 à la tête de la direction commerciale aux affaires étrangères, destitué pour son vote contre l'indemnité Pritchard, collaborateur du *Siècle*, avait fait la campagne des banquets, et signé la mise en accusation de M. Guizot. Le public ne lui connaissait pas d'autre titre à ses nouvelles fonctions.

Le parti légitimiste, étroitement uni au parti cléricale, après avoir contribué si puissamment à l'élection du 10 décembre, réclamait sa part de pouvoir ; le président de la République lui donna le ministère qu'il convoitait, celui de l'instruction publique. Les cléricaux, libres de désigner le titulaire de ce portefeuille, hésitèrent entre M. de Montalembert et M. de Falloux. La fougue du premier, dans ces moments de prise de possession, pouvait créer au parti des dangers que la prudence cauteleuse du second saurait éviter. Le parti cléricale avait doublement besoin d'être représenté dans les conseils du

gouvernement par un homme prudent et habile; la révolution triomphait à Rome; Pie IX s'était réfugié à Gaëte. Le pape hors de Rome, il n'y a plus de papauté; le parti clérical voulait ramener à tout prix le saint-père dans sa capitale; M. de Falloux avait songé à l'ambassade de Vienne; le prince Schwarzenberg consulté, selon l'usage, refusa de l'agréer; il fut introduit par les cléricaux dans les conseils de M. Louis Bonaparte pour obtenir de lui le retour du pape à Rome.

La Constitution donnait au président le droit de présenter au choix de l'Assemblée une liste de trois candidats à la vice-présidence de la République. M. Louis Bonaparte désigna MM. Boulay (de la Meurthe), le général Baraguey-d'Hilliers et Vivien. M. Boulay père, un des auteurs de la proscription de fructidor, un des agents les plus actifs du 18 brumaire, ministre d'État sous l'Empire, avait été pros crit à son tour par les Bourbons; son fils leur en garda une profonde rancune. Les jeunes gens qui, sous la Restauration, se destinaient à la vie politique, et qui voulaient se former aux luttes de la tribune, se réunissaient dans des conférences désignées sous le nom de *parlottes*. Le jeune Boulay fit partie de la conférence du Prado. Les membres de cette conférence se rappellent les apostrophes de leur confrère à la *Sainte Convention*! M. Boulay (de la Meurthe), calmé par l'âge, désabusé des grandes émotions politiques, partageait son temps entre la fondation de salles d'asile et la présidence de la Société d'encouragement de l'instruction primaire.

Le général Baraguey-d'Hilliers, fils d'un général disgracié par l'Empereur, avait eu un bras emporté à la bataille de Leipsick; très dévoué à la Restauration, qui le nomma colonel en 1830, après l'expédition d'Alger, il se montra non moins dévoué à la monarchie de Juillet; le zèle avec lequel il réprima un mouvement républicain à l'école de Saint-Cyr, qu'il commandait en second, lui valut le grade de maréchal de camp, puis de lieutenant général; M. Baraguey-d'Hilliers, mis en disponibilité après avoir exercé le commandement supérieur de Constantine, fut placé plus tard sur la liste des inspecteurs généraux d'infanterie, et nommé commandant de la division de Besançon. M. Louis Bonaparte comptait à son tour sur son dévouement, puisqu'il lui donnait une preuve si éclatante de sa confiance. Le public, qui ne connaissait guère le général Baraguey-d'Hilliers que par son refus d'accepter le commandement que le ministre de la guerre lui offrait dans les journées de Juin, et par son vote contre l'ordre du jour déclarant que le général Cavaignac avait bien mérité de la patrie, se demandait si ces deux actes étaient des titres bien suffisants pour occuper la seconde place de la République.

M. Vivien clôturait la liste des candidats. Ministre du général Cavaignac, pur de toute alliance avec le bonapartisme, l'Assemblée nationale aurait dû le choisir; elle aima mieux désigner M. Boulay (de la Meurthe), entièrement dévoué à la personne et aux idées du président de la République.

Le gouvernement se trouvait complété par ce choix.

Les premiers rapports réguliers établis entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif permirent de constater la diminution d'influence que le premier venait de subir. Les ennemis de l'Assemblée, au dedans comme au dehors, l'attaquèrent avec un redoublement de haine. La réaction, victorieuse par l'élection du 10 décembre, voulait pousser sa victoire à bout, et faire un 15 mai parlementaire, en obligeant la Constituante à se dissoudre elle-même immédiatement. M. Rateau, représentant de la Charente, cédant, d'après les bruits qui circulaient sur les bancs de l'Assemblée, aux suggestions de M. Dufaure, avait déposé sur le bureau une proposition dans ce sens. Les comités de législation et de justice se prononcèrent en vain contre sa prise en considération ; elle fut renvoyée à l'examen des bureaux, malgré le discours de M. Billault, adjurant l'Assemblée constituante, au nom de sa dignité et du salut de la République, de ne point abandonner son poste devant les intrigues des partis monarchiques. La majorité ne fut que de trois voix, mais le résultat est tout dans une question semblable.

Cette discussion, qui portait une première atteinte à la considération de l'Assemblée constituante, fut bientôt suivie d'autres discussions peu faites pour la relever ; dix mois après, le 15 mai 1848, elle discutait encore la question de savoir par quel tribunal les auteurs de l'invasion de l'Assemblée seraient jugés. Le jury n'était-il pas la seule juridiction possible, puisqu'il n'en existait pas d'autre lors de l'exécution du crime à punir ? MM. Ledru-Rollin, Crémieux, Dupont

(de Bussac), Jules Favre soutinrent ce principe éternel de morale et de justice, qui veut que l'accusé ne soit jamais puni qu'en vertu des lois existantes au moment où il a commis l'acte qui l'amène devant la justice. M. Odilon Barrot, qui vingt fois, comme avocat, avait soutenu ce principe, ne craignit pas de le violer comme ministre de la justice; la haute Cour reçut l'ordre de se réunir à Bourges.

La journée du 29 janvier vint bientôt donner une nouvelle preuve de la faiblesse de l'Assemblée.

Des bruits de coup d'État circulèrent dès le lendemain de l'avènement de M. Louis Bonaparte à la présidence de la République. Le rappel battu le 29 janvier, à sept heures du matin, dans plusieurs quartiers de Paris; les mouvements nombreux des troupes; les Champs-Élysées, la place de la Concorde remplis de soldats; le palais de l'Assemblée nationale lui-même investi par un véritable corps d'armée pretaient à ces bruits un air de réalité. Le représentant Hamard accourt au palais Bourbon; il réveille M. Degoussée, questeur, qui, en se rendant chez M. Marrast, rencontre M. Goudchaux. Tous les deux sont introduits dans la chambre du président de l'Assemblée. « M. Marrast ignorait tout. Il fallut, pour le convaincre, ouvrir les rideaux et lui montrer les troupes massées sous ses fenêtres ¹. »

Le bureau de l'Assemblée est réuni d'urgence. Le général Changarnier, sommé de lui donner des explications, répond deux heures après que, retenu auprès

1. Babaud-Larivière, *Histoire de l'Assemblée nationale constituante*.

du président de la République, il lui est impossible de se rendre à l'appel du président de l'Assemblée. Les troupes, ajoute-t-il, n'ont été réunies que pour combattre une insurrection ; le ministre de l'intérieur est averti.

Cette réponse n'était pas faite pour calmer l'irritation des membres du bureau. M. Émile Péam, l'un des secrétaires, propose d'investir le général Lamoricière du commandement d'une armée de 50 000 hommes chargée de défendre l'Assemblée et de mander à la barre les ministres et le général Changarnier. MM. Corbon, Goudchaux et Laussedat appuient cette proposition ; les généraux Lamoricière et Bedeau la trouvent trop radicale. Le bureau s'arrête à un terme moyen : le général Lebreton sera chargé de la défense du palais législatif, et le président informera l'Assemblée de cette décision.

M. Boulay (de la Meurthe), vice-président de la République, et M. Odilon Barrot, président du conseil des ministres, entrèrent quelques instants après dans le cabinet de M. Marrast. Que se passa-t-il dans cette entrevue ?... On l'ignore. M. Marrast a été accusé de faiblesse et presque de connivence avec le gouvernement pour avoir accepté ses explications ; mais le vrai coupable, c'est l'Assemblée, qui, au lieu de faire comparaître elle-même directement à la barre les ministres et le général Changarnier, au lieu de leur demander compte de l'occupation du palais législatif par la force armée, des mesures prises pour consigner les troupes dans Paris et pour diriger sur cette ville toutes les forces com-

prises dans un rayon de quarante lieues, se contenta de quelques mots de M. Odilon Barrot déclarant solennellement qu'une conspiration formidable, organisée dans la garde mobile, devait éclater dans la nuit, et que c'était par un simple malentendu que le président de l'Assemblée n'avait pas été prévenu du rassemblement de troupes formé pour réprimer l'émeute.

Que signifiait ce déploiement de troupes autour de l'enceinte législative : les chefs de l'armée voulaient-ils supprimer l'Assemblée par une révolution militaire ? Cela est difficile à prouver ; ce qui est certain cependant, c'est que M. Louis Bonaparte, en parlant, quelques années plus tard dans un discours public, des trois occasions dont il aurait pu profiter pour changer la forme du gouvernement, cite la journée du 29 janvier 1849.

L'opinion publique, dans ce conflit avorté entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif, s'était prononcée énergiquement en faveur du premier. Le président de la République, sorti à midi de l'Élysée pour passer les troupes en revue, fut salué sur son passage par les cris de : Vive la République ! L'Assemblée, à ce moment, pouvait reprendre son ascendant. La discussion d'une proposition analogue à celle de M. Râteau lui en offrait le moyen. La Convention avait décidé fort sagement que les deux tiers de ses membres feraient partie du Corps législatif appelé à lui succéder ; l'Assemblée constituante, si elle reculait devant cet exemple, pouvait du moins déclarer qu'elle ne se retirerait qu'après avoir voté les

lois organiques; elle aima mieux adopter la proposition Râteau, déguisée sous un amendement de M. Lanjuinais, portant qu'elle voterait seulement les lois électorales, du conseil d'État, de la responsabilité, et le budget des recettes et des dépenses.

L'Assemblée nationale se vouait au suicide au moment où un immense événement s'accomplissait en Italie.

Le peuple romain, imitant l'exemple du peuple français, vient de reconquérir sa souveraineté, et de faire légaliser sa révolution par le suffrage universel; l'Assemblée sortie de ce vote, a proclamé le gouvernement républicain; la République française, se donnant un démenti, interviendra-t-elle directement ou indirectement pour imposer un souverain à un peuple libre? Telle est la question qui se pose entre le pouvoir exécutif et l'Assemblée.

Le président de la République, s'entretenant un jour des affaires publiques avec un ancien ministre de la République, lui demanda: « Quelles sont, à votre avis, les fautes commises jusqu'ici par le gouvernement? » L'interlocuteur de M. Louis Bonaparte lui répondit: « La plus grande de toutes, c'est l'expédition de Rome; vous y êtes entré, je vous défie d'en sortir. »

M. Louis Bonaparte reprit, en montrant la porte de son cabinet de l'Élysée: « Cette porte ne s'est pas ouverte une seule fois depuis que je suis ici sans livrer passage à quelqu'un qui m'ait crié: « A Rome! » M. de Montalembert, M. Thiers, M. Berryer, m'ont répété sans cesse ces deux mots; le nombre des par-

tisans de l'expédition a grossi de jour en jour, de telle sorte qu'à la fin c'est devenu comme une marée. » Le président levait en même temps ses bras au-dessus de sa tête, comme pour dire : le flot m'a submergé.

Le 24 mai 1848, l'Assemblée nationale avait ainsi résumé sa pensée sur les affaires extérieures : « Pacte fraternel avec l'Allemagne, reconstitution de la Pologne, affranchissement de l'Italie. » M. Louis Bonaparte, dix mois après le vote, envoie un agent aux conférences des représentants des puissances catholiques réunis à Gaëte. M. Ledru-Rollin, dans la séance du 8 janvier, réclame contre cette sanction donnée aux traités de 1815. L'Assemblée n'aimait pas l'homme, mais elle écoutait l'orateur ; la cause de la République romaine ne pouvait souhaiter un meilleur défenseur. M. Ledru-Rollin intimida le ministère, qui lui répondit en traitant ses craintes de chimères, et en déclarant que la destruction de la République romaine n'entraînait dans la pensée de personne et qu'il ne fallait pas s'inquiéter d'événements impossibles.

Un coup d'œil rapide jeté sur les votes de l'Assemblée suffit pour démontrer, en effet, combien une intervention en faveur du pape était loin de la pensée de la majorité des représentants du peuple. Le gouvernement anglais et le gouvernement français, après l'abdication de Charles-Albert, avaient arraché à Radetzky un armistice qui sauvait momentanément le Piémont. L'Assemblée, pensant que de nouveaux efforts en sa faveur pouvaient devenir nécessaires, adopta, sur la proposition de M. Bixio, la déclaration suivante :

« Si pour mieux garantir l'intégrité du territoire piémontais et pour mieux sauvegarder les intérêts et l'honneur de la France, le pouvoir exécutif croit devoir prêter à ses négociations l'appui d'une occupation partielle et temporaire en Italie, il trouvera dans l'Assemblée nationale le plus entier concours. »

Cette déclaration acceptée avec empressement par M. Drouyn de Lhuys est le point de départ de la question. M. Billault, avant de voter la déclaration, exigeait des garanties; la politique du gouvernement déviait sensiblement, selon lui, de la ligne tracée par la Constituante dans la question romaine. M. Ledru-Rollin ajouta qu'en présence des engagements volontaires pris par l'Autriche de respecter l'intégrité du territoire piémontais, la proposition de M. Bixio ne signifiait rien. M. Flocon proposa cet ordre du jour : « L'Assemblée, persistant dans son ordre du jour du 24 mai, pour en assurer l'exécution, invite le gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour assurer l'affranchissement de l'Italie. » C'était la guerre. Le gouvernement n'en voulait pas ; l'ordre du jour de M. Bixio, amendé par M. Garnier-Pagès, fut enfin adopté le 30 mars. Quinze jours après, M. Odilon Barrot demandait l'allocation d'un crédit extraordinaire pour subvenir aux frais d'une expédition devenue nécessaire en Italie. La gauche ne consentit à les voter que sur la promesse que les armes françaises ne seraient pas tournées contre la République romaine. M. Odilon Barrot protesta de nouveau devant l'Assemblée et devant la commission que l'expédition n'était faite que pour maintenir notre

influence, sauvegarder nos intérêts, et défendre la civilisation; il ne pouvait donc exister aucune équivoque, aucun malentendu entre l'Assemblée et le gouvernement sur la cause et sur le but de l'intervention française en Italie.

Le général Oudinot, homme instruit, intelligent, ayant longtemps siégé sur les bancs de la Chambre des députés, réunissait toutes les conditions pour remplir convenablement une mission à la fois militaire et politique. Sa nomination au commandement du corps d'armée dirigé sur Rome surprit néanmoins beaucoup d'officiers siégeant à l'Assemblée; l'un d'eux, membre de la gauche, demanda, dans une réunion de bureau, à M. Odilon Barrot, quel motif avait déterminé le ministre de la guerre à mettre un général de cavalerie à la tête de l'expédition. — Le président du conseil répondit: « C'est vous qui nous l'avez désigné, en le nommant au commandement en chef de l'armée des Alpes. » M. Odilon Barrot se trompait. M. Oudinot, en sa qualité de plus ancien général de division, exerça simplement le commandement provisoire de l'armée des Alpes, en attendant l'arrivée du général en chef; il avait, à la vérité, cru devoir signaler son intérim en adressant à l'armée une proclamation qui contenait la phrase suivante : « La République française est amie de tous les peuples; elle a surtout de profondes sympathies pour les peuples d'Italie. » Le général Oudinot, en débarquant, semblait n'avoir pas oublié cette déclaration; sa proclamation, en date du 27 avril, annonçait aux Romains qu'il ne venait point exercer sur eux une

influence oppressive, ni leur imposer un gouvernement contraire à leurs vœux.

Les institutions nouvelles du peuple romain, expression libre et spontanée du vœu des populations légalement et librement interrogées, semblaient en effet n'avoir rien à redouter de la France républicaine. Le gouvernement romain, d'ailleurs, ne refusait point au gouvernement français le droit de se préoccuper, au point de vue du maintien de la paix en Europe, de la situation de Rome. Cette situation témoignait en faveur de la force du nouveau gouvernement. La République, pour se défendre contre les agitations inséparables d'une révolution, contre les menées des partis vaincus, contre leurs intérêts, contre leurs passions, n'avait pas d'armée; la question religieuse, maniée par des mains habiles, leur servait de levier pour soulever des populations ignorantes. Cependant, l'ordre régnait à Rome; pas une seule émeute depuis l'établissement de la République : l'assassinat de Rossi, condamné par tout le monde, provoqué peut-être par une conduite imprudente, acte d'un homme dont le mobile restait inconnu, n'était qu'un crime isolé. Une crise financière des plus intenses avait signalé le début de la Révolution, le papier romain ne s'escompta bientôt plus qu'à 42 pour 100; l'hostilité prévue des gouvernements augmenta la crise : le peuple supporta tout. Si quelques personnes s'étaient abstenues lors du vote de la Constituante, tout le monde aux élections municipales avait voté pour la République. Au milieu de la crise, en présence de l'invasion autrichienne, les finances

et le crédit s'améliorèrent ; en face même de l'intervention française, le papier put s'escompter à 12 pour 100. Lors de la réunion de l'Assemblée, quelques membres avaient pensé qu'il était peut-être prématuré de proclamer la République ; mais ils s'étaient prononcés à l'unanimité pour la suppression du pouvoir temporel. Le gouvernement français ne pouvait pas contester aux Romains le droit de se gouverner à leur guise ; mais, ce qui revient au même, il les empêchait de se défendre contre leurs ennemis. La République romaine résistait heureusement à Naples et à l'Autriche, lorsque la présence du corps expéditionnaire vint paralyser ses forces, en l'obligeant à concentrer ses troupes dans Rome, mouvement qui laissait sa frontière ouverte à l'invasion ; dix mille fusils achetés en France pour son compte avaient été mis sous le séquestre, ce qui faisait dix mille soldats de moins dans un pays où tout le monde est soldat devant l'étranger. Rien ne justifiait l'intervention française à Rome, si ce n'est les engagements du président de la République avec le parti clérical. L'opinion publique, pleine de tristes pressentiments, ne songeait qu'avec appréhension à cette fatale expédition romaine, lorsque tout à coup, dans la matinée du 7 mai, de funestes nouvelles commencèrent à circuler. Le sang français, disait-on, coule sous les murs de Rome ; les Romains se battent avec courage derrière les barricades construites à l'approche des Français ; un poteau se dresse dans chaque rue barricadée, devant chaque porte de la ville ; on lit sur ce poteau l'article 5 de la Constitution : « La Répu-

blique française n'attentera jamais à la nationalité d'un peuple. »

Les représentants républicains, indignés à la pensée que les régiments français font la besogne des troupes de Radetzky, que le drapeau tricolore flotte à côté de celui de Ferdinand de Naples et que la République française égorge la République romaine sa sœur, s'apprêtent à demander des explications au gouvernement; vingt orateurs se disputent la parole sur les bancs de la gauche. M. Odilon Barrot a l'air de mettre autant d'empressement à répondre que ses adversaires à l'interroger. L'Assemblée nomme, séance tenante, une commission pour entendre les ministres; elle tiendra une séance de nuit dans laquelle sera lu le rapport de la commission.

M. Sénard, soutenu presque à chaque phrase du geste et de la voix par le général Lamoricière, lit à dix heures du soir, à la tribune, un rapport très court mais très ferme, dans lequel il accuse le ministère d'avoir trompé l'Assemblée, méconnu sa décision souveraine, et violé la Constitution. Une longue discussion succède à la lecture de ce rapport; le président de l'Assemblée déclare enfin que la résolution suivante est adoptée : « L'Assemblée nationale invite le gouvernement à prendre sans délai les mesures nécessaires pour que l'expédition d'Italie ne soit pas plus longtemps détournée du but qui lui était assigné. » Il est deux heures du matin.

Ce vote venge l'honneur de l'Assemblée et de la République; il s'agit maintenant de le faire exécuter. L'Assemblée nationale dit à M. Louis Bonaparte de

s'arrêter; la réaction le pousse en avant. Le président de la République ne s'appartient plus; M. de Montalembert lui dicte en quelque sorte ces lignes au général Oudinot :

« Élysée national, 8 mai 1849.

« Mon cher général,

» La nouvelle télégraphique qui annonce la résistance imprévue que vous avez rencontrée sous les murs de Rome m'a vivement peiné; j'espérais, vous le savez, que les habitants de Rome, ouvrant les yeux à l'évidence, recevraient avec empressement une armée qui venait accomplir chez eux une mission bienveillante et désintéressée. Il en est autrement; nos soldats ont été reçus en ennemis. Votre honneur militaire est engagé, je ne souffrirai pas qu'il reçoive aucune atteinte. Les renforts ne vous manqueront pas. Dites à vos soldats que j'apprécie leur bravoure, que je partage leurs peines, et qu'ils pourront toujours compter sur mon appui et sur ma reconnaissance.

» Recevez, mon cher général, l'assurance de mes sentiments de haute estime.

» LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE. »

M. Ledru-Rollin monte le lendemain à la tribune, et comme réponse à la lettre précédente qu'il tient à la main, il demande la reconnaissance de la République romaine par l'Assemblée et la mise en accusation du président et de ses ministres, attendu que le pouvoir exécutif viole l'article 5 de la Constitution, qui défend à la République française de s'armer contre la liberté des peuples. M. Jules Favre, au lieu de la mise en accusation du président de la République, se contenterait d'une déclaration de non-confiance à l'égard du ministère. L'Assemblée nationale repousse ces deux propositions et passe à l'ordre du jour. M. Léon Faucher, ministre de l'intérieur, s'empresse d'annoncer ce résultat aux départements :

« 12 mai, onze heures du matin.

» Après une discussion très animée sur les affaires d'Italie, l'Assemblée nationale a repoussé par l'ordre du jour pur et simple, à la majorité de 329 voix sur 621 votants, la proposition de M. Jules Favre de déclarer que le ministère avait perdu la confiance du pays.

» Ce vote consolide la paix publique. Les agitateurs n'attendaient qu'un vote hostile pour courir aux barricades, et pour renouveler les affaires de Juin.

» Paris est tranquille.

» Parmi les représentants du département ont voté pour l'ordre du jour et pour le gouvernement MM..... Se sont abstenus ou étaient absents MM..... »

Les élections générales allaient commencer; l'Assemblée, soulevée d'indignation à la lecture de cette dénonciation aux électeurs, frappa son auteur d'un ordre du jour que M. Odilon Barrot n'osa pas combattre. M. Léon Faucher, deux heures après ce vote, envoyait sa démission au président de la République.

L'expédition de Rome coïncidait avec la publication d'un manifeste lancé par le czar Nicolas, au moment où son armée allait franchir la frontière pour étouffer l'insurrection hongroise. Ce manifeste, plein d'injures et de menaces contre les révolutions, redoublait l'irritation des républicains et faisait naître celle des bonapartistes qui jugeaient encore utile de confondre les intérêts du bonapartisme avec ceux de la révolution. M. Napoléon Bonaparte se fit l'organe de ces derniers; il déclara, d'un ton plein de véhémence, du haut de la tribune de l'Assemblée, qu'il ne reconnaissait qu'un seul souverain, le peuple, qu'il détestait la réaction, et que s'il avait cru jusqu'ici « Louis Bonaparte plus capable qu'aucun autre, par son nom, par ses écrits, par sa captivité,



d'asseoir d'une façon stable la République, il ne pouvait plus conserver cette opinion en le voyant livré à une politique déplorable, conduite par des hommes inhabiles ».

M. Napoléon Bonaparte était dans l'erreur. L'expédition romaine, gage de l'alliance conclue entre la catholicité et l'impérialisme, pouvait causer quelques embarras au gouvernement de M. Louis Bonaparte, mais elle devait rendre au gouvernement de Napoléon III le service de détourner pendant longtemps les esprits de la politique intérieure, de désunir les partis, de les empêcher de mettre en commun leurs efforts pour reconquérir la liberté. La question romaine a donné lieu à des équivoques, à des malentendus, à des animosités dont l'Empire a profité ; elle ne lui a pas créé des adversaires nouveaux, et elle lui a donné des auxiliaires inattendus ; elle lui a servi comme de bascule pour se maintenir en équilibre entre les partis.

L'Assemblée constituante termina son existence au milieu de ces discussions, le 26 mai 1849. Croyant racheter ses faiblesses politiques par des largesses fiscales, elle supprima l'impôt sur les boissons quelques jours avant de mourir ; elle eût bien mieux fait de voter l'amnistie. La transportation n'était plus qu'un acte de vengeance ; des juges avaient été donnés aux chefs de l'insurrection de Juin devant les conseils de guerre, pourquoi en refuser aux soldats, moins coupables parce qu'ils étaient plus ignorants ? Rien ne justifiait cette violation des formes ordinaires de la justice, « formes sacrées inventées par l'expérience

des siècles pour garder la vie des hommes de l'erreur des juges ». M. Thiers et ses amis, oubliant cette phrase écrite par lui à propos de l'exécution du duc d'Enghien, se joignirent aux membres du parti légitimiste, qui parle sans cesse du *meurtre* de Louis XVI, pour consacrer cet oubli des formes tutélaires de la justice, au détriment des transportés de Juin; les conservateurs de toutes les nuances condamnèrent des milliers d'individus à une peine aussi cruelle que la mort, sans que les condamnés pussent savoir de quel crime ils étaient coupables. Des représentants républicains refusèrent aussi l'amnistie aux vaincus de Juin; victimes de la proscription à leur tour, ils se sont étonnés de l'indifférence du peuple et quelques-uns la lui reprochent encore.

MM. Audry de Puyraveau, Buchez, Marie, Senard, avaient tour à tour occupé le fauteuil présidentiel à l'Assemblée nationale constituante; elle n'a eu cependant qu'un véritable président, Armand Marrast. Il ne fut pas réélu à l'Assemblée législative; plusieurs de ses anciens confrères se réjouirent de sa chute: quelques légers travers grossis par la malveillance, voilà tout ce qu'ils pouvaient lui reprocher. Armand Marrast, s'il avait quelques-unes des faiblesses de l'homme d'esprit, en possédait aussi toutes les grâces; il faisait avec beaucoup d'agrément et de dignité aimable les honneurs des fêtes brillantes auxquelles tout le monde souhaitait d'être invité, et dont les invités affectaient de se moquer ensuite. Les républicains l'accusaient d'être un marquis, les marquis ne lui pardonnaient pas de rester républicain. Les gens

impartiaux reconnaîtront que ce journaliste poussé par une révolution à la présidence d'une assemblée de neuf cents membres, dans laquelle figuraient les plus grands noms politiques de la France, se trouva tout de suite au niveau de ses hautes fonctions. Les émotions et les fatigues de cette terrible année avaient blanchi les cheveux d'Armand Marrast; il prononça en quelques mots simples et émus l'oraison funèbre de l'Assemblée nationale. Cette Assemblée, menacée dans son berceau par la guerre civile, attaquée par ceux qui l'avaient appelée de tous leurs vœux, regrettée de ceux qui avaient voulu la dissoudre par la force, mourait dans le découragement du présent et dans l'incertitude de l'avenir.

L'Assemblée constituante était républicaine; l'Assemblée législative qui lui succédait se composait en grande majorité de royalistes. Le bonapartisme avait uni ses efforts à ceux des partis conservateurs pour produire cette majorité; quelques comités bonapartistes, protestant contre une pareille alliance, repoussèrent pourtant ses candidats. Un de ces comités formé à Paris combattit la candidature de M. de Morny dans le Puy-de-Dôme; une lettre du président de la République lui-même eut de la peine à mettre fin à ses scrupules et à sa résistance. Les bonapartistes dissidents songèrent même un moment à présenter la candidature de M. Napoléon Bonaparte dans une vingtaine de départements. Le fils de l'ancien roi de Westphalie, nommé par son cousin ambassadeur de la République française à Madrid, avait dit à ses amis en passant à Bordeaux, que le président de la

République, « dominé par les chefs du mouvement réactionnaire, ne suivait pas librement ses inspirations; qu'impatient du joug, il était prêt à le secouer, et que, pour lui venir en aide, il fallait aux élections prochaines envoyer à la Chambre des hommes hostiles à son gouvernement plutôt que des hommes du parti modéré ¹. »

Ces disidences, en réalité peu sérieuses, n'empêchèrent pas le parti bonapartiste de se fondre tout entier au moment des élections dans ce qu'on appelait le grand parti de l'ordre, représenté par le comité de la rue de Poitiers. M. Thiers y siégeait à côté de M. de Persigny, M. d'Haussonville à côté du général Piat, M. de Broglie à côté de M. Lucien Murat, M. Duvergier de Hauranne à côté de M. Achille Fould. La légitimité, le bonapartisme et l'orléanisme, unis de cœur et d'intelligence, comprirent que leur devoir était de combattre les doctrines perverses qu'ils prêtaient à leurs adversaires. Une souscription ouverte le 28 mars parmi les membres du comité central de la rue de Poitiers produisit 50 000 francs en quelques heures. Le comité lançait, un mois après, dans la circulation 577 000 exemplaires de divers écrits pour la défense de la famille, de la propriété et de la religion.

On démoralise un peuple en lui prêchant des doctrines mauvaises; on ne le démoralise pas moins en lui prêchant la peur, qui est l'aveugle négation de toutes les doctrines. Le conservateur, non content

1. *Napoléon III*, par Mansfeld:

de combattre théoriquement le socialisme, prit à tâche d'effrayer les esprits et de rendre les socialistes odieux. La France, au moment des élections, fut inondée de petits livres pleins des plus odieuses calomnies contre les partisans de la démocratie; l'histoire doit tirer de l'oubli quelques-uns de ces misérables pamphlets pour le châtimement des partis qui les payèrent.

Dieu le voudra porte cette épigraphe : « Les républicains de bonne foi sont des idiots. » Ce que Dieu voudra, c'est le retour d'Henri V. L'auteur parle ainsi au lecteur : « Pour te donner une idée des vertus et des bontés de ce noble prince que tu as si misérablement proscrit en 1830, écoute les paroles sublimes que j'ai eu le bonheur d'entendre sortir de la bouche de ce noble enfant de la France au mois de décembre 1843, lors de son voyage à Londres; il venait de répondre à un nombre considérable de Français qui y étaient allés pour le visiter, et la main posée sur son cœur : « Fait pour la France et par la France ! »

Grandeurs et gloires de la maison de Bourbon; — *A bas la folie révolutionnaire et sociale*, sont aussi des pamphlets légitimistes. Le premier exhale un parfum clérical très prononcé : l'auteur approuve fort l'expulsion des juifs de l'Espagne par Philippe II; le second est spécialement dirigé contre la révolution de Juillet, qu'il traite de « folle et sanglante orgie révolutionnaire ». L'auteur de ce pamphlet, grand partisan de la légalité des ordonnances, nous apprend que Jacques Laffitte avait pour complices trois

forçats libérés dans sa conspiration contre la Restauration, et que les républicains sont « des croûtes, des crétins politiques, des bastringueurs, des culotteurs de pipes, des spadassins, des ruineurs de famille, des tapageurs, des barricadeurs », et enfin « les bouchers du peuple ».

Un autre pamphlétaire, après avoir exposé les titres de diverses maisons royales, s'écrie : « Eh bien ! peuple, tu as entendu ? quelle famille plus que celle des Bourbons a mérité de la France, de la patrie et de toi ?... C'est peut-être celle de Ledru-Rollin ?... tu rougis. Alors, c'est celle de Proudhon... tu fais le signe de la croix... J'entends, c'est celle de Flocon... Flocon !... nom d'une pipe ! je ne t'en demande pas davantage. Cependant, peuple, cette famille à laquelle tu dois tant est proscrite..., etc. »

La corde bonapartiste vibre surtout dans *Ce qui arriverait si... la vérité aux ouvriers, aux paysans, aux soldats*. D'après l'auteur, si la République était maintenue, « on supprimerait le traitement des légionnaires, on renverserait l'hôtel des Invalides, on jetterait au vent les cendres de l'Empereur, on vendrait ses vieux trophées ». Les républicains sont les alliés de l'étranger, ils empêchent qu'on ne fasse du bien aux ouvriers. Comment ont-ils traité la garde municipale en Février ? L'auteur répond : « La plume se refuse à l'écrire. Cette garde a été lâchement assassinée et chassée par les démagogues et leurs amis les repris de justice ; ses casernes ont été pillées et en partie incendiées. Leurs chevaux leur ont été volés par une horde de véritables brigands sortis on ne sait d'où. »

Le *Petit manuel du paysan électeur*, la *Lettre d'un maire de village à ses administrés*, et les *Partageux*, sont de curieux échantillons de la haine qui animait les orléanistes contre la République. Le premier forme un recueil de dialogues dans le goût du suivant : « M. HARDY : Les montagnards sont des républicains farouches, ou plutôt des espèces de tyrans ; ils sont pires que les sauvages de l'Amérique. Les socialistes et les communistes sont des montagnards renforcés ; c'est un ramassis d'aventuriers, d'hommes ruinés, criblés de dettes, échappés des prisons et des galères. — JEAN : Mais où veulent-ils donc en venir ? — AUGUSTIN : Parbleu, c'est bien clair, à mettre la mains dans nos poches. — M. HARDY : Rien de plus vrai. — AUGUSTIN : Ils prendront encore ta femme à ton nez, et tu n'auras rien à dire. »

Le second contient une physiologie complète du républicain : « Les républicains sont d'un rouge tendre ou d'un rouge sang ; mais le meilleur des rouges ne vaut pas grand chose. Vous savez, on dit : Tout bon ou tout mauvais. Les républicains, c'est tout mauvais. Et puis un rouge n'est pas un homme, c'est un rouge ; il ne raisonne pas, il ne pense plus, il n'a ni le sens du vrai, ni le sens du juste, ni celui du beau et du bien. Sans dignité, sans moralité, sans intelligence, il fait le sacrifice de sa liberté, de ses instincts, de ses idées, au triomphe des passions les plus brutales et les plus grossières ; c'est un être déchu et dégradé. Il porte bien, du reste, sur sa figure, le signe de cette déchéance : une physionomie abattue, abrutie, sans expression, les yeux ternes,

mobiles, n'osant jamais regarder en face, et fuyant comme ceux du cochon. » Il suffit maintenant de donner les titres des chapitres du dernier de ces pamphlets : *Orgies révolutionnaires*, — *les étrangleurs*, — *les ravageurs*, — *les chauffeurs*, — *les démolisseurs*, — *les terroristes*.

Ces ignobles petits livres n'étaient pas seulement répandus à la manière des bibles; les curés les lisaient à leurs paroissiens, les maires à leurs administrés, les notaires à leurs clients. La conspiration de la calomnie réussit. Le résultat des élections assura une majorité considérable au parti conservateur dans l'Assemblée législative.

Les athlètes royalistes du temps de la Restauration et de Louis-Philippe remontèrent sur la scène. M. Guizot seul ne rentra pas dans la carrière; les électeurs refusèrent de la rouvrir devant lui et devant M. Duchâtel. M. Guizot, dans sa circulaire, avait cependant fait acte complet d'adhésion au bonapartisme : « Le Consulat, l'Empire, la Restauration et 1830, disait-il aux électeurs du Calvados, ont été des gouvernements sérieux; les partisans de ces trois gouvernements, les hommes formés dans leurs cours et sous leur influence, sont des hommes d'ordre. Quand l'ordre est en péril, leur alliance est nécessaire. »

Le 28 mai, à midi, eut lieu l'ouverture de l'Assemblée législative, sous la présidence du doyen d'âge, M. de Kératry. L'histoire peut laisser de côté ces premières séances, où les partis montrèrent déjà leur animosité¹,

1. M. Ledru-Rollin, dans la séance du 29 mai, témoignant à la tribune la crainte de voir l'Assemblée menacée par les forces rassemblées pour a

pour arriver tout de suite à la journée du 13 juin.

Les opérations du siège de Rome traînaient en longueur. Le général Vaillant, chargé de la direction du siège, avait reçu, en partant, de M. Louis Bonaparte et avec le consentement des ministres, une patente de général en chef; on craignait que le général Oudinot ne fût pas capable de conduire l'entreprise à bonne fin. M. de Corcelles somma le général Vaillant de prendre le commandement en chef; il refusa péremptoirement, disant que la mission de tuer la République romaine ne convenait pas à la République française; le résultat des élections et la journée du 13 juin mirent fin à ses scrupules; il fit venir, dès que la nouvelle de ces événements fut connue au quartier-général, les pièces de siège restées sur le rivage à Fiumicino, et commença les opérations régulières; elles suivirent leur cours, et le 2 juillet les Français entraient à Rome.

Le 10 juin, à la nouvelle que l'armée française se bat sous les murs de Rome, une immense émotion s'empare de Paris et de l'Assemblée. M. Bac monte à la tribune pour demander au ministre des affaires étrangères des renseignements. M. Drouyn de Lhuys est absent; ses collègues n'ont pas entre leurs mains les dépêches reçues; la demande d'une séance noc-

défendre, sentit tout à coup tomber sur ses épaules quelque chose comme une grêle de coups de poing assénés par la main d'un enfant en colère; des mots entrecoupés accompagnaient ces violences. L'orateur se retourne pour chercher d'où peut lui venir cette attaque imprévue; il se trouve en face du doyen d'âge, qui continue d'une voix que la colère fait paraître encore plus cassée : « Ce sont vos commissaires qui envahissent les Assemblées, oui, oui, vos commissaires! » M. Ledru-Rollin se contenta de répondre, en montrant M. de Kératry : « Il me bat! »

turne est repoussée. La nuit s'écoule dans une fiévreuse inquiétude. Le lendemain, le comité démocratique socialiste formé pour les élections adresse à l'Assemblée une proclamation qui se termine ainsi :

« Membres de l'Assemblée nationale, souvenez-vous que vous êtes les mandataires du peuple souverain.

» Article 110 : L'Assemblée nationale confie le dépôt de la Constitution et des droits qu'elle confère à la garde et au patriotisme de tous les Français.

» Élus du département de la Seine, entre le peuple et vous, il a été dit le 13 mai :

» Si la Constitution est violée, les représentants du peuple doivent donner au peuple l'exemple de la résistance. »

La Montagne, obéissant à la tradition, se met également en communication directe avec le peuple; ses membres lancent cette déclaration :

« En face de la dépêche qui prouve jusqu'à l'évidence la violation audacieuse de la Constitution par Louis Bonaparte et ses ministres, et leur désobéissance à la délibération de l'Assemblée constituante en date du 7 mai dernier, la Montagne ne peut que protester énergiquement.

» Que le peuple reste calme. Il peut compter que la Montagne se montrera digne de la confiance dont il l'honore; elle fera son devoir. »

L'Association démocratique des amis de la Constitution proteste devant les nations contre toute solidarité qu'on voudrait infliger à la France dans un crime que le premier pouvoir de l'État, l'Assemblée constituante, avait voulu prévenir. « Que la responsabilité de ce grand attentat retombe donc tout entière sur ceux qui l'ont encourue ! »

De nombreuses protestations circulent dans les rangs de la garde nationale et se couvrent de signatures. L'aspect de Paris est triste ; de longues files de convois conduisent vers les cimetières les nombreuses victimes du choléra ; un air chaud et lourd communique aux esprits une lassitude mêlée d'irritation. Les nouvelles lugubres se succèdent : la Russie masse ses baïonnettes sur les frontières de la Gallicie ; la Prusse dirige une armée contre les insurgés de Baden-Baden. Ces nouvelles, au dehors comme au dedans de l'Assemblée, remplissent les cœurs d'une colère sourde. Une attente pleine d'anxiété pèse au début de la séance du 11 sur l'Assemblée.

M. Ledru-Rollin monte le premier à la tribune sa contenance est assurée, son geste calme, sa voix lente et mesurée. Peu de mots lui suffisent pour démontrer que l'article 5 de la Constitution a été violé et le vote de la Constituante du 7 mars foulé aux pieds. M. Ledru-Rollin ajoute qu'il ne vient pas adresser des interpellations au gouvernement, mais déposer un acte d'accusation contre le président de la République et contre ses ministres ; il termine ainsi, en parlant de l'échec de la villa Panfili : « Et maintenant un seul mot, et c'est le dernier. Il ne faut pas égarer l'opinion publique ; il ne faut pas faire croire que nous voulions aller contre notre drapeau. Nous sommes plus que personnes intéressés à la sauvegarde de notre honneur ; mais lors même que nous aurions subi un échec, il ne faut pas que nous aggravions notre position en cherchant à la réparer dans le sang, en rentrant dans Rome de vive force : car ce ne

serait pas une victoire, ce serait une honte. Il ne peut y avoir de victoire contre le droit. Il y a quelque chose de supérieur à la question d'honneur, c'est la question de droit, c'est la question de justice immortelle. »

A ces mots, un frémissement courut dans l'Assemblée.

Louis-Philippe avait fait contre l'Autriche l'expédition d'Ancône, expédition timide, insuffisante, au dire du chef de la gauche dynastique, indigne de la grandeur de la France; M. Odilon Barrot est obligé aujourd'hui de défendre une expédition qui ne peut se comparer qu'à la campagne d'Espagne en 1823. M. Odilon Barrot, plus gourmé, plus boursoufflé que jamais, se traîne dans de longues et filandreuses explications sur les origines de l'expédition, sur la part que l'Assemblée constituante y a prise, et sur le but que lui assigne le gouvernement français. Il s'efforce en vain de cacher sous la pompe des mots la honte des choses, et de rassurer l'opinion en déclarant que le président de la République en restaurant le pape n'entend nullement restaurer les abus de la papauté.

M. Ledru-Rollin descend lentement des bancs élevés de la gauche pour répondre au ministre; sous son calme apparent, on devine une émotion qu'il a de la peine à contenir : cette émotion augmente à mesure qu'il parle. L'orateur, à la fin de son discours, relève la tête, il promène fièrement ses regards autour de lui, et il jette cette menace au gouvernement et à l'Assemblée : « Les faits sont là, les textes de nos décisions sont explicites. Vous avez manqué à

votre devoir, vous avez manqué à votre mission. La Constitution a été violée, nous la défendrons par tous les moyens, même par les armes ! »

Les membres de la droite, debout, frémissants de colère, rappellent M. Ledru-Rollin à l'ordre ; il répond d'une voix qui domine les clameurs : « La Constitution est confiée au patriotisme de tous les Français. J'ai dit, et je le répète : la Constitution violée sera défendue par nous, même les armes à la main. »

Les amis de la République entendirent ces paroles généreuses avec un sentiment d'approbation et de douleur à la fois. L'opinion publique commençait à se rassurer ; les idées démocratiques gagnaient de jour en jour plus de terrain dans le peuple et dans la bourgeoisie. La politique du parti républicain se résu-mait par un seul mot : attendre ; il aima mieux en appeler aux armes, comme si un an après les journées de Juin, cet appel pouvait avoir de l'écho. Quelques centaines de gardes nationaux appartenant aux diverses légions répondirent seuls à la voix de M. Ledru-Rollin. Cette troupe, grossie d'une bande d'ouvriers, partit du Château-d'Eau le 13 juin, à onze heures du matin, et se dirigea vers la Madeleine en criant : Vive la Constitution ! Vive la République ! Vive l'Italie ! Le général Changarnier a pris ses dispositions. La colonne, parvenue à la hauteur de la rue de la Paix, se trouve en présence de trois régiments de cavalerie et de deux bataillons de gendarmerie, qui débouchent de la place Vendôme au pas de course, et jettent le désordre dans la foule ; ces troupes chargent le peuple sur toute la longueur des boulevards. Aucune

résistance ne leur est opposée; les auteurs de la manifestation se contentent de crier : Aux armes ! en se dispersant. Quelques fuyards sont foulés aux pieds des chevaux ou blessés par les baïonnettes des gendarmes; cinq ou six coups de feu partent des rangs des soldats près de la rue Laffitte, nulle part d'engagement sérieux. Quelques tentatives de barricades dans le quartier Saint-Martin sont bientôt réprimées.

A trois heures, Paris était tranquille et occupé militairement.

L'ordre du jour à l'Assemblée n'annonçait qu'une réunion dans les bureaux. Les représentants, convoqués à domicile vers une heure, accoururent au Palais législatif. Le président Dupin occupe le fauteuil; M. Odilon Barrot, du haut de la tribune, déclare de sa voix la plus lente et la plus solennelle, que des rassemblements considérables se sont formés, et qu'au besoin le gouvernement n'hésitera pas à demander les pouvoirs nécessaires pour réprimer l'insurrection. Une dépêche du ministre de l'intérieur lui est apportée; le président du Conseil, après l'avoir parcourue à la hâte, propose à l'Assemblée de se déclarer en permanence et de nommer une commission chargée de présenter d'urgence un rapport sur la mise en état de siège de Paris. Le rapporteur de la commission, M. Gustave de Beaumont, a terminé son travail à cinq heures. Les conclusions de ce rapport sont adoptées, et pour la seconde fois, depuis le mois de février 1848, la capitale de la France se trouve placée sous l'empire de la loi militaire.

Les journaux *la Réforme*, *le Peuple*, *la Démocratie*

pacifique, la Révolution démocratique et sociale, la Tribune des peuples, la Vraie République sont supprimés par décret. Cette mesure ne suffit pas. Des enragés de modération avaient formé le projet de briser les presses du *National* le jour du convoi des victimes de Fieschi; ils durent l'abandonner devant la réprobation publique. M. Dufaure étant ministre de l'intérieur en 1849, deux officiers de la garde nationale, les sieurs Vieyra et de Korcy, reçurent la mission de se porter sur les imprimeries des journaux supprimés, et de les mettre « dans un état qui ne leur permît pas de fonctionner pendant longtemps ».

MM. Boulé et Proust, propriétaires de ces imprimeries, prêtaient leurs presses à des journaux d'opinions les plus disparates. M. Proust, blessé en juin 1848, dans les rangs de la garde nationale, se trouvait encore dans les mêmes rangs au moment où des gardes nationaux saccageaient son établissement. M. Proust et M. Boulé déposèrent une plainte en justice contre les auteurs de ces attentats; la chambre des mises en accusation déclara qu'il n'y avait pas lieu à suivre.

La majorité royaliste victorieuse s'empresse de profiter de sa victoire: les demandes en autorisation de poursuites se succèdent, trente-trois représentants sont décrétés d'accusation; le règlement s'enrichit d'une nouvelle peine disciplinaire, l'exclusion temporaire du lieu des séances; le général Changarnier est rétabli dans le double commandement des gardes nationales de la Seine et de la 1^{re} division militaire; une loi provisoire suspend les clubs pendant

une année; la dissolution de trois légions de la garde nationale est maintenue. M. Dufaure présente un projet de loi contre la presse, qui punit les *offenses* envers la personne du président de la République, privilège royal ! La loi sur l'état de siège confère aux tribunaux militaires le droit de connaître des crimes et des délits contre la sûreté de la République, la Constitution, l'ordre et la paix publiques, quelle que soit la qualité des auteurs principaux et des complices. M. Grévy s'écrie : « C'est la dictature militaire. » M. Dufaure répond : « C'est la dictature parlementaire, l'application de l'antique maxime : « *Salus populi suprema lex esto.* »

Le bonapartisme comptait parmi ses adeptes un groupe de républicains honnêtes et candides, qui se plaisaient à voir dans M. Louis Bonaparte « le chef, l'initiateur, le modérateur à la fois de la grande démocratie française. » L'expédition romaine lui ouvrit enfin les yeux. M. Peauger, directeur de l'Imprimerie nationale, envoya sa démission à son ancien collaborateur du *Précurseur de l'Ouest*, en y joignant ces mots : « Ceux qui vous ont aimé et qui feraient encore des vœux pour vous, si les vœux pouvaient quelque chose, n'ont plus qu'un genre de service à vous rendre, s'il y a moyen, au vrai sentiment de votre situation et de votre origine. » Les bonapartistes républicains se faisaient illusion sur la situation et sur l'origine de M. Louis Bonaparte ; il devait le pouvoir non pas aux républicains, mais aux ennemis de la République ; quant à son origine, il était le fils adoptif de l'empereur Napoléon I^{er}, et

comme tel il avait deux fois revendiqué à main armée le trône de France comme sa propriété.

Les vainqueurs ne se contentaient pas de proscrire les vaincus, ils les calomniaient dans leurs journaux M. Ledru-Rollin, du fond de sa retraite à Londres, prit la plume pour leur répondre :

« Dans cette curée que les royalistes se sont ouverte, comme la
 » liberté, comme le peuple, comme mes amis, j'ai laissé ma part de
 » dépouilles ; mais ne pouvant assouvir sur ma personne leurs
 » implacables rancunes de Février et d'avant Février, mes loyaux
 » ennemis se sont jetés sur mon honneur, et, pendant quatre mois,
 » tous ces *braves* m'ont accusé de lâcheté, de désertion à l'heure
 » de la bataille. Je n'ai pas voulu répondre aux *Bayards* si connus
 » de Février et de Juillet... Que m'importait, d'ailleurs ? n'avais-je
 » pas pour me venger la preuve publique imminente au procès, les
 » témoignages à l'audience qu'on ne pouvait supprimer ni travestir :
 » n'étais-je pas certain qu'il serait fait justice, au grand jour, en
 » plein débat, de toutes ses fables burlesques, inventées ou ramas-
 » sées sous toutes les polices et perfidement enchâssées dans les
 » réquisitions, à cette honnête fin de frapper dans un des fonda-
 » teurs de la République, la République elle-même ?

» Aujourd'hui, quoique un arrêt ait supprimé violemment la dé-
 » fense générale de la cause et de ses martyrs, cette preuve que
 » j'attendais s'est faite par le témoignage de mes amis, dont la pro-
 » bité fidèle m'a touché profondément et me console de toutes ces
 » avanies.

» Dans la journée du 13 juin, au Conservatoire, nous avons vu la
 » mort d'assez près, quelques-uns de mes amis et moi, le long du
 » mur alignés, sans armes et sans défense, sous le feu d'un peleton
 » qui nous tenait ajustés, et qui n'attendait plus que le dernier
 » commandement. L'officier, ivre de fureur et de vin (disent plu-
 » sieurs témoins), levait son épée pour donner cet ordre de mort,
 » quand un chef supérieur, accourant à toute bride, n'eut que le
 » temps de relever les fusils. « Ils sont prisonniers, dit-il ; s'ils bou-
 » gent, on les fusillera tout à l'heure. » Oui, un instant de plus et
 » nous tombions assassinés, sans provocation, sans combat, sans
 » explication, sans jugement, comme un troupeau qu'on mène à
 » l'abattoir ! Eh bien, à ce moment suprême, un seul des hommes
 » rangés le long de ce mur a-t-il baissé la tête, a-t-il, en suppliant,
 » marchandé pour sa vie et fait prix pour son corps aux dépens de
 » son honneur ? Quels sont les lâches, de ceux qui se tiennent ainsi

» sous la mort, sans pâlir, ou de ceux qui insultent le lendemain,
» prudemment abrités derrière les canons de l'état de siège? Non,
» non, pendant cette journée de sacrifice, je n'ai point oublié un
» instant que de tous ses représentants, j'étais celui que la France
» venait d'honorer du plus grand nombre de ses suffrages!

» Et plus tard, en effet, lorsque j'ai quitté le Conservatoire y
» avait-il lutte? Avais-je des amis engagés dans un combat? Il n'y
» avait ni combat ni lutte. Sans avoir rendu ni le droit ni les armes,
» car je n'avais pas d'armes et mon droit restait entier sous la force,
» j'étais prisonnier de guerre dans une place mal gardée. Je me
» suis retiré librement, sans laisser derrière moi, ni ma parole que
» je n'avais pas donnée, ni mes amis; car, depuis plus d'un quart
» d'heure, il ne restait que quatre d'entre eux aux Arts et Métiers :
» Martin-Bernard, Considérant, Guinard et moi, ni par conséquent
» mon honneur. Depuis quand le prisonnier de guerre est-il lui-
» même justiciable de ses fers tombés ¹?... »

M. Ledru-Rollin, candidat à la présidence de la République, élu représentant par cinq départements, joignant à la grandeur de la position celle du talent, eut le tort d'oublier, le 13 juin, que sa place n'était pas dans la rue; ses amis auraient dû l'en faire souvenir. Un chef comme M. Ledru-Rollin ne se remplace pas aisément, non plus que des soldats comme ceux que la prison et l'exil allaient rendre inutiles à leur parti. Le mot de République est resté sur les monnaies jusqu'en 1853; la seconde République française est morte le 13 juin 1849.

1. *Le 13 juin*, par Ledru-Rollin. Paris, au bureau du *Nouveau Monde*.



CHAPITRE V

L'EXPÉDITION DE ROME A L'INTÉRIEUR.

1849-1850.

SOMMAIRE. — Le discours de Ham. — Le messager du 31 octobre. — La pensée du 10 décembre. — Changement de ministère. — M. de Rayneval. — MM. D'Hautpoul, Ferdinand Barrot, de Parieu, Rouher, Fould et Bineau. — Les deux fauteuils. — Le maréchal Jérôme Bonaparte. — La loi sur l'enseignement. — M. Thiers et M. de Montalembert parrains de la loi; alliance impossible de la religion et de la philosophie. — La loi sur l'enseignement et l'épiscopat. — Réorganisation des écoles militaires. — M. Leverrier appuie la suppression de la gratuité. — M. Carlier fait abattre les arbres de la liberté. — MM. Carnot, de Flotte et Vidal nommés représentants à Paris. — Terreur du gouvernement à la suite des élections du 10 mars. — Élection de M. Eugène Sue. — La grève des clients. — L'expédition de Rome à l'intérieur. — Moralisation de la presse. — L'Assemblée se proroge. — Wiesbaden et Claremont. — Voyages et discours du président de la République. — Revue de Satory. — L'Empire au bâton. — Message du 12 novembre. — Nouveaux conflits. — Préface du coup d'État. — Voyage de M. Fleury à la recherche d'un ministre de la guerre. — L'Empire es fait. — Le général Changarnier est destitué. — Le ministère de transition. — M. de Montalembert témoin de M. Louis Bonaparte. — Rejet de la dotation. — Reprise de l'expédition de Rome à l'intérieur. — Suspension du cours de M. Michelet. — Le discours de Dijon. — Réponse du général Changarnier. — Représentants du peuple, délibérez en paix !

Les conséquences de la fatale journée du 13 juin ne tardèrent pas à se montrer. Des élections nouvelles étant devenues nécessaires par suite d'option et de décès, le parti conservateur l'emporta dans les départements et à Paris. L'Assemblée, après ces élections, voudrait se proroger, mais le peut-elle sans

péril ? M. Dufaure, ministre de l'intérieur, répond de la tranquillité publique. Qui se permettrait, dit-il, d'accuser le président de la République de projets hostiles au pouvoir législatif, au moment même où il vient de se livrer à Ham à un acte de contrition si honorable pour lui et si rassurant pour l'Assemblée ? M. Dufaure faisait allusion au discours que M. Louis Bonaparte venait de prononcer. Le prisonnier avait voulu revoir sa prison, « non par orgueil, mais par reconnaissance ». Accueilli par des discours pompeux, il avait répondu : « Aujourd'hui, qu'élu par la France entière, je suis devenu chef légitime de cette grande nation, je ne saurais me glorifier d'une captivité qui avait pour cause l'attaque contre un gouvernement régulier. Quand on a vu combien les révolutions les plus justes entraînent de maux après elles, on comprend à peine l'audace d'avoir voulu assumer sur soi la terrible responsabilité d'un changement. » Le discours du président de la République prononcé dans un banquet se terminait par un toast en l'honneur « des hommes déterminés, malgré leurs convictions, à respecter les institutions dans leur pays ».

L'Assemblée, rassurée par ce repentir platonique, se prorogea du 13 août au 30 septembre.

Le bonapartisme et le parti conservateur vivaient, en apparence du moins, dans une cordiale intimité. M. Thiers a dit lui-même que pendant un an, à dater du 10 décembre 1848, il avait gouverné la France. M. Odilon Barrot comptait sur une longue durée de son pouvoir ; il polissait l'allocution qu'il devait prononcer comme ministre de la justice à la cérémonie

de l'institution de la magistrature, lorsque le message du 31 octobre éclata comme la foudre dans un ciel serein. En voici quelques extraits :

« J'ai laissé arriver aux affaires les hommes d'opinions les plus diverses, mais sans obtenir les résultats que j'attendais de ce rapprochement. Au lieu d'une fusion de nuances, je n'ai obtenu qu'une neutralisation de forces.

» Au milieu de cette confusion, la France inquiète, parce qu'elle ne voit pas sa direction, cherche la main, la volonté de l'élu du 10 décembre. Or cette volonté ne peut être sentie que s'il y a communauté entière de vues, d'idées, de convictions entre le président et ses ministres, et si l'Assemblée s'associe elle-même à la pensée nationale dont l'élection du pouvoir exécutif a été l'expression.

» Tout un système a triomphé par mon élection, car le nom de Napoléon est à lui seul un programme ; il veut dire : A l'intérieur, ordre, autorité, religion et bien-être du peuple ; à l'extérieur, dignité nationale. C'est cette politique, que je veux faire triompher avec l'appui du pays, de l'Assemblée et celui du peuple. Je veux être digne de la confiance de la nation en maintenant la Constitution que j'ai jurée. »

Les nouveaux ministres étaient-ils plus capables que les autres de faire sentir la pensée du 10 décembre ? M. de Rayneval, ministre des affaires étrangères, l'un des négociateurs de Gaëte, représentait avant tout la pensée du parti clérical. M. d'Hautpoul, ministre de la guerre, tour à tour légitimiste, orléaniste, républicain, ne représentait que son intérêt personnel. M. Ferdinand Barrot, ministre de l'intérieur, devait son portefeuille à son nom et à l'affection de M. Louis Bonaparte. M. de Parieu, ministre de l'instruction publique, n'était connu que par ses professions de foi républicaines, et par le discours remarquable qu'il avait prononcé dans la discussion de la Constitution, sur l'article concernant le pouvoir exé-

cutif; M. Rouher, ministre de la justice, avocat du barreau de Riom, présenté par M. de Morny à M. Guizot, repoussé par les électeurs censitaires en 1846, nommé représentant du peuple par le suffrage universel, était un homme de trente-cinq ans, de belle prestance, ambitieux, laborieux, assis sur son banc dès l'ouverture de la séance, en habit noir, en cravate blanche, parleur facile, mais sans autre grâce, sans autre littérature que celle d'un substitut tenant l'audience civile. M. Rouher avait sollicité du gouvernement républicain une présidence de cour d'appel, quitte, si ce gouvernement tombait, à traiter la révolution de Février de catastrophe. Le nouveau ministre de la justice, sans préjugé, sans opinion, oublieux de la veille, insoucieux du lendemain, ne voyant que le moment, représentait la pensée du 10 décembre comme il aurait pu représenter la pensée de M. Guizot ou celle du général Cavaignac.

M. Achille Fould, que personne ne se serait attendu à voir transformer en missionnaire de la pensée du 10 décembre, brillait au ministère des finances comme l'arc-en-ciel destiné à rassurer la Bourse. Qu'est devenu le temps où M. Fould disait à M. Goudchaux, ministre des finances de la République : « Vous ne pouvez faire honneur aux bons du Trésor ni aux livrets de la Caisse d'épargne; supprimez tout bonnement le paiement de la rente ! » Ce radicalisme financier, loin de nuire à M. Fould, le mettait en grande estime auprès des spéculateurs qui fondaient leur fortune sur celle du bonapartisme; ils n'étaient pas fâchés de voir à la tête des

finances un ministre capable de prendre une mesure hardie, si les circonstances l'exigeaient. M. Fould avait rendu à M. Louis Bonaparte un service considérable : les billets à ordre portant la signature du prétendant circulaient en grand nombre sur la place de Londres ; un spéculateur hardi ou un gouvernement pouvait, en rachetant ces titres à bas prix, tenir le scandale d'une incarcération suspendu sur la tête du débiteur. M. Fould fit un voyage à Londres et à son retour il remit une liasse de papiers à M. Louis Bonaparte, en lui disant : « Vous n'avez plus désormais qu'un seul créancier. » Le portefeuille des finances était la juste récompense de ce beau trait. M. Bineau, ministre des travaux publics, ancien élève de l'École polytechnique, ancien député du centre gauche, ancien commissaire extraordinaire de la République près les chemins du Centre et d'Orléans, n'était qu'une créature de M. Fould. M. Dumas, ministre de l'agriculture et du commerce, ancien pharmacien, chimiste distingué, commençait à jouer, avec moins de science que Cuvier et moins d'esprit que Thénard, le rôle de savant d'État rempli par ces deux personnages sous la Restauration et sous la monarchie de Juillet.

Le message, en attendant que le ministère révélât par ses actes la pensée du 10 décembre, la laissait entrevoir par l'affectation de son auteur à ne pas prononcer une seule fois le mot de liberté. La majorité lui pardonnait cet oubli, mais non l'intention évidente de transformer le message en une sorte de manifeste de gouvernement personnel ; la majorité n'attendait

qu'une occasion pour faire éclater son indignation.

Le gouvernement de la Restauration avait gardé la magistrature de l'Empire, la monarchie de Juillet conserva la magistrature de la Restauration. La Révolution de Février maintint la magistrature de la monarchie de Juillet; le gouvernement présidentiel fit, à son tour, ce qui se comprend plus facilement, un bail avec la magistrature de la République. Les conservateurs prétendent que les serments prêtés par les mêmes magistrats à tant de gouvernements si divers ajoutent beaucoup à la considération de la magistrature et aux garanties auxquelles les justiciables ont droit. Quoi qu'il en soit de cette théorie, les magistrats prêtèrent un nouveau serment à M. Louis Bonaparte; les grands corps de l'État figuraient à la cérémonie. Le fauteuil du président de l'Assemblée législative s'étant trouvé placé un peu plus bas que celui du président de la République, M. Desmousseaux de Givré protesta contre cet abaissement, et fit décider qu'à l'avenir l'Assemblée législative n'assisterait à aucune cérémonie publique : telle fut la réponse de la majorité au message.

Cet orage passé, la bonne intelligence semble renaître, dans les premiers jours de 1851, entre le pouvoir exécutif et la majorité. Cette dernière, toujours un peu taquine, trouve mauvais que le président de la République nomme son oncle maréchal de France; elle suppose que le traitement de maréchal, ajouté à celui de général en activité et de gouverneur des Invalides, forme un total considérable : cet acte de népotisme à rebours blesse la conscience sévère de



puritains de la droite. Les vieilles susceptibilités se réveillent des deux côtés, envenimées par la presse napoléonienne : le *Dix décembre*, le *Napoléonien* traitent les questions politiques avec la franchise de vieux grognards et la maladresse de conscrits peu habitués au maniement de la plume. Au milieu de ces escarmouches, un projet de loi est présenté à l'Assemblée pour augmenter la solde des sous-officiers. Le ministre de la guerre déclare que l'armée manque de bons sous-officiers, attendu que ceux-ci, dès qu'ils ont perdu l'espoir de passer officiers, s'empressent de quitter le service. Napoléon, ajoutait-il, l'a dit : « Il faut encourager par tous les moyens les soldats à rester sous les drapeaux, ce que l'on obtiendra facilement en témoignant une grande estime aux vieux soldats. Il faudrait augmenter la solde en raison des années de service ; car il y a une grande injustice à ne pas mieux payer un vétéran qu'un soldat. »

L'opposition, au lieu de combattre ces théories surannées, présente un projet analogue à celui du gouvernement, avec cette différence que l'augmentation des dépenses résultant de l'augmentation de la solde sera couverte au moyen d'une diminution de l'effectif de troupes. Le général Subervie et le colonel Charras parlent en faveur des sous-officiers ; M. Lagrange réclame à son tour pour les caporaux et pour les brigadiers. La Montagne croit ainsi se populariser dans l'armée. La majorité, ne voulant mécontenter ni l'armée ni le pouvoir exécutif, remplace l'augmentation par une prime allouée au rengagement.

Le projet de loi sur les sous-officiers avait excité les méfiances de l'Assemblée; le pouvoir exécutif cherchant à gagner l'armée, le pouvoir législatif devait de son côté pourvoir à sa sûreté; ces préoccupations donnèrent lieu à la présentation d'une proposition de M. Pradié sur la responsabilité des agents du pouvoir et sur la résistance légale.

Le parti conservateur cherchait depuis longtemps à se rendre maître de la direction de l'enseignement; il réclamait à grands cris la présentation du projet de loi sur l'instruction publique; la presse réactionnaire redoublait, en attendant, de calomnies contre les instituteurs primaires. Le conseil d'État ne se pressant pas de terminer l'examen de ce projet, M. de Parieu y suppléa par ce qu'il appelait « le petit projet », lequel consistait à placer, jusqu'à la promulgation de la loi organique sur l'enseignement, l'instruction publique dans les départements sous la surveillance des préfets, qui nommeraient, suspendraient, révoqueraient les instituteurs à leur gré. M. de Parieu demanda, le 15 décembre 1849, l'urgence pour la discussion; mais la majorité, naguère si impatiente, cherchait par tous les moyens à la retarder: le petit projet lui apparaissait comme la dictature du gouvernement en matière d'enseignement; qui pouvait assurer qu'il s'en servirait uniquement dans l'intérêt des corporations religieuses? M. de Parieu, pour arracher un vote favorable à l'urgence, est obligé de promettre que l'article 1^{er} de la loi provisoire fixera le délai, passé lequel elle cessera d'être applicable, encore l'urgence ne passe-t-elle, le 11

janvier, qu'à une voix de majorité. Deux jours après, la discussion s'ouvre.

L'Assemblée législative aurait montré une vive surprise et une grande hilarité si quelque représentant s'était avisé de lui soumettre les deux propositions suivantes :

« Le pouvoir législatif, désirant établir sur des bases solides la liberté de la presse, décide que la rédaction du *Moniteur* est transformée en conseil supérieur de la presse ; ce conseil n'aura pour membres que des collaborateurs des journaux du gouvernement ; des conseils analogues seront formés dans les départements : ils aideront le conseil supérieur à régler la composition de chaque journal, le choix de ses rédacteurs, la politique qu'il doit suivre et à infliger des punitions à ceux qui s'en écartent. »

« Le pouvoir législatif, voulant également assurer aux citoyens les bienfaits de la liberté du commerce, décrète que le conseil supérieur du commerce et les chambres de commerce régleront l'ordre des achats et des ventes, nommeront, surveilleront, suspendront les marchands, et traceront le programme de leurs opérations ; ils ne pourront s'écarter de ce programme sous peine d'être interdits, destitués. »

L'Assemblée législative organisait pourtant la liberté d'enseignement sur des données analogues.

La liberté de l'enseignement ne diffère pas de la liberté de la presse, ni de la liberté de l'industrie, ni des autres libertés. L'enseignement doit rester libre de s'organiser comme bon lui semble, de chercher ses livres, ses propagandes, ses méthodes. L'État doit

laisser aux maîtres la faculté d'enseigner ce qu'ils croient être la vérité : catholiques, qu'ils enseignent le catholicisme ; protestants, qu'ils prêchent selon Luther et Calvin ; juifs, qu'ils propagent la Bible et le Talmud ; philosophes, qu'ils soient rationalistes, ou éclectiques, peu importe. Que chacun enseigne ce qu'il croit et ce qu'il sait ; que toutes les intelligences, toutes les croyances se jettent dans cette grande lutte de la pensée d'où la vérité sort toujours triomphante ; que l'esprit humain soit à lui-même son guide, sa règle et son juge, l'unité doit sortir de cette diversité des opinions. La meilleure loi sur l'enseignement était l'article de la Constitution : « L'enseignement est libre. »

Tout enseignement suppose une doctrine enseignée. L'État a-t-il une doctrine, et s'il en a une, peut-elle être autre chose que la mobilité perpétuelle des doctrines ? S'il a une doctrine et s'il l'enseigne, il se transforme en Église, il y a une papauté universitaire.

Les rédacteurs de la loi nouvelle reconnaissaient parfaitement à l'État le droit d'enseigner, et ils faisaient consister la liberté d'enseignement dans le droit pour tous les citoyens d'enseigner en même temps que l'État, et d'exercer une surveillance et un contrôle sur l'enseignement de l'État.

M. de Montalembert et M. Thiers s'étaient constitués les parrains de la loi. Ils représentaient pourtant les principes les plus opposés. M. de Montalembert, fils soumis de l'Église, déclarait que l'Église catholique ne connaît pas de transaction avec ceux

qui l'ont vaincue ou reniée ici-bas. « On peut confisquer ses biens, la dépouiller de ses droits, lui interdire au nom de la loi la liberté qu'on laisse à l'erreur et au mal; mais nul ne saurait confisquer la sainte indépendance de sa doctrine, ni lui faire abdiquer un atome de sa toute-puissance spirituelle. Dépositaire de la seule vraie liberté, de la seule vraie égalité, elle n'acceptera jamais le partage des intelligences dont on lui attribue comme la plèbe en se réservant l'élite. Elle ne dit pas : Choisissez dans moi ce qui vous convient. Elle dit : Croyez, obéissez ou passez-vous de moi. Elle n'est ni l'esclave, ni la cliente, ni l'auxiliaire de personne; elle est reine ou elle n'est rien ¹. »

M. Thiers, fils de la révolution, avait proclamé que la révolution était sacrée : « Quand la révolution se sera développée en Europe sans autre complicité de notre part que Montesquieu, Descartes, Pascal, ces sublimes agitateurs de la pensée humaine, sans autre complicité de notre part que la prise de la Bastille et la révolution de Juillet; quand la révolution se sera développée ainsi, elle est sacrée et personne ne doit y toucher; personne : ce serait un attentat contre la nature et l'humanité ². »

Le fils de l'Église et le fils de la Révolution se donnent la main, quel est celui des deux qui s'est converti? M. de Montalembert et M. Thiers pré-

1. Montalembert, *Du devoir des catholiques*, 1846.

2. Discours de M. Thiers à la Chambre des députés, séance du 27 mars 1847.

tendent qu'il ne s'agit pas d'une apostasie, mais d'une transaction.

« La religion et la philosophie sont, d'après M. Thiers, deux sœurs immortelles placées près de Dieu dès l'origine du monde, la religion dans le cœur de l'homme et la philosophie dans son esprit; ces deux sœurs se séparent quelquefois, elles se combattent; elles finissent par rentrer dans la paix après avoir tiré de leurs luttes cet avantage que la religion y a gagné quelque chose du savoir humain, et la philosophie plus de respect pour les choses saintes. »

Le journal qui représente réellement le parti catholique, l'*Univers*, nie formellement la théorie de M. Thiers : « Cela est faux : il est faux que la religion et la philosophie sont deux sœurs immortelles; l'origine et le partage qu'on leur assigne sont faux. Non, il n'est pas vrai que Dieu ait placé la religion dans le cœur de l'homme et la philosophie dans sa tête; il n'est pas vrai que la religion et la philosophie aient jamais contracté des alliances; il faut que cette philosophie se révolte contre la religion ou qu'elle consente à être la servante, l'humble servante, *ancilla*, de cette reine. »

Ce langage a toujours été celui de l'Église, et M. de Montalembert, en repoussant l'opinion de l'*Univers*, rejetait la tradition de l'Église; mais il acceptait une transaction qui sacrifiait l'Université à la vieille et constante haine des catholiques ultramontains. M. Thiers, ministre d'une monarchie qu'on pourrait appeler parlementaire et universitaire, élevé par l'U-

niversité, nourri de son enseignement, avait découvert depuis la révolution de Février que cet enseignement était la cause de tous les périls qui menaçaient la société. M. Thiers et M. de Montalembert, d'accord sur ce point, auraient dû, pour se montrer logiques, demander la suppression de l'Université, et proclamer sur les ruines du monopole la liberté complète de l'enseignement. Mais ils avaient peur de cette liberté comme de toutes les autres; ils voulaient fortifier l'Église en lui donnant la surveillance de l'enseignement, et modifier l'enseignement en le confiant à l'Église, seule force capable à leurs yeux de contre-balancer la force du socialisme, l'implacable ennemi, disaient-ils, de la société chrétienne.

Il y a toujours dans l'air une idée qui menace la société; l'enseignement doit-il donc être tenu en tutelle permanente? La loi défendue par M. Thiers et par M. de Montalembert consistait en effet à confier la tutelle de l'enseignement à l'Église et à l'État. Ce n'était pas une loi de principes, mais une loi de salut public. M. de Montalembert disait à ses collègues : « La majorité a été envoyée pour combattre le socialisme, c'est là son mandat... Il faut choisir entre le catholicisme et le socialisme... » Il ajoutait que : « Le vaisseau de la monarchie constitutionnelle avait sombré; M. Thiers et lui périssaient si la Providence ne leur avait pas permis de se trouver sur le radeau... J'appelle le gouvernement actuel un radeau... Nous serons engloutis si nous n'abordons pas au rivage, et si nous ne remontons pas d'un bras vigoureux le courant du socialisme et de la démagogie. Or, vous ne

le remonterez qu'avec le secours de l'Église. »

Les catholiques laïques se résignaient bien à faire partie avec les philosophes convertis d'une coalition contre les affreux petits rhéteurs qui mettaient, selon M. de Montalembert, l'ordre social en péril, mais les prêtres résistaient : l'Église n'acceptait pas la part qu'on lui faisait dans la direction de l'enseignement; M. Parisis, évêque de Langres, et l'abbé Cazalès, montèrent à la tribune pour dégager la responsabilité de l'Église dans la rédaction de la loi. M. Thiers, qui, en ouvrant l'histoire du monde, y avait toujours vu, disait-il, l'Église et la philosophie se combattre et se réconcilier, n'assista pas cette fois au spectacle de cette réconciliation. M. Parisis « consentait par dévouement à prendre en considération une situation politique difficile », mais il protestait contre toute alliance de l'Église avec l'Université. L'Église, disait-il, n'a besoin de s'associer avec personne pour faire le bien.

L'Assemblée, entre deux délibérations de la loi de l'enseignement, s'était occupée de la réorganisation des écoles militaires; la majorité cherchait à combattre les dangereux effets du décret du 19 juillet 1848, établissant la gratuité de l'admission dans les Écoles polytechnique et militaire. M. Baraguey-d'Hilliers demanda la suppression de ce décret, premier jalon de la route qui, selon lui, ne pouvait manquer de mener à la gratuité de l'enseignement à tous les degrés.

Les élèves de cette école ouvrent entre eux, chaque année au commencement des classes, une souscrip-



tion dont le produit est consacré à payer la pension d'un certain nombre de leurs confrères pauvres. M. Leverrier, rapporteur de la commission chargée d'examiner la proposition de M. Baraguey-d'Hilliers, avait été l'un des boursiers de cette camaraderie. Admis, à la sortie de l'école, à l'Observatoire par la protection de M. Arago, ses calculs servirent à démontrer l'existence d'une planète. La France, qui s'ennuyait beaucoup alors, suivant l'expression de M. de Lamartine, s'empara de cette découverte pour se distraire. M. Leverrier, créature de M. Arago, un des chefs de l'opposition, devint en quelque sorte l'astronome de l'extrême gauche; les journaux radicaux célébrèrent sa découverte; des sérénades, des banquets l'accueillirent dans tous les pays où il voyageait.

Le gouvernement ne crut pas devoir abandonner cette gloire à l'opposition sans lui en disputer quelques rayons. M. de Salvandy, ministre de l'instruction publique, nomma M. Leverrier officier de la Légion d'honneur¹, commanda son buste et créa une chaire pour lui à la Faculté des sciences. L'heureux astro-

1. » J'ose faire au roi une demande au sujet de M. Leverrier, l'admirable inventeur des planètes, dont le cœur fond de joie et de reconnaissance sur cette croix d'officier qui a produit, Sire, le meilleur effet dans le public.

» Votre Majesté a appris l'ambition à ce jeune savant. Il a celle d'être admis à l'honneur de mettre aux pieds du roi la reconnaissance et la confusion de vos bontés.

» Il y a si peu de mathématiciens et de géomètres pensant si bien, que je supplie le roi de consentir à le voir ou le matin ou le soir, ou à présent au plus tard. Votre Majesté s'enchainera une conquête vraiment digne d'elle. » (Lettre de M. Salvandy, ministre de l'instruction publique, à Louis-Philippe I^{er}; *Revue rétrospective*, 2^e livraison.)

nome se laissait faire, chantant la *Marseillaise* avec les uns, criant : Vive le roi ! avec les autres, ne sachant pas trop s'il devait rester républicain ou devenir royaliste ; il se décida trop tôt ou trop tard à prendre ce dernier parti. M. Leverrier, redevenu républicain à la suite de la révolution de Février, se transforma en bonapartiste le lendemain de l'élection du 10 décembre. Il entra, en 1849, à l'Assemblée législative, sous l'influence de la réaction ; épousant aussitôt les passions, les préjugés et les rancunes de ses nouveaux amis, il alla jusqu'à proposer non seulement la suppression de la gratuité de l'enseignement à l'École polytechnique, mais encore sa translation à Meudon, sous prétexte d'en fermer l'accès aux passions politiques. La majorité n'osa pas suivre son rapporteur si loin, elle se contenta de supprimer la gratuité.

La réaction ne s'attaquait pas seulement aux lois de la République, elle s'en prenait aussi à ses symboles. Le peuple de Paris, le lendemain de la révolution de Février, avait planté, au milieu des acclamations de la foule et des bénédictions du clergé, des arbres de la liberté. M. Carlier, préfet de police, agent téméraire et vantard de la réaction, exécuter des hautes œuvres, donna tout à coup l'ordre d'abattre ces arbres ; l'exécution eut lieu pendant la nuit. Les habitants de la Croix-Rouge, de la place du Collège-Rollin, de la rue Furstemberg, de Charenton, de Ménilmontant, de Belleville, en se réveillant le matin, virent les arbres de la liberté couchés par terre. La police peu à peu s'enhardit, et la destruc-

tion s'accomplit au grand jour : les arbres de la liberté de la place du Château-d'Eau, des quais Montebello et Napoléon, de la barrière des Deux-Moulins, de la place Maubert, du parvis Notre-Dame, de la place Sorbonne, de la rue Montmartre, de la place de la Concorde, de la place de la Bourse et de l'Hôtel-de-Ville, tombèrent malgré les protestations de la population et de la garde nationale. Les ouvriers s'opposèrent, sur plusieurs points, à la destruction du peuplier républicain : au parvis Notre-Dame, la résistance obligea même les agents à se retirer. Le peuple crut qu'il préserverait de toute atteinte l'arbre planté devant la cathédrale, en y fixant un écriteau portant ces mots : « A M^{sr} Affre, » archevêque de Paris, pour son dévouement à l'humanité en 1848. » La police, dans la nuit, le scia sur pied. L'ainé de tous ces arbres avait été planté par le Gouvernement provisoire sur la place de l'Hôtel-de-Ville, au lieu même où tombèrent les têtes des quatre sergents de la Rochelle ; un autre arbre ombrageait aussi l'endroit où le maréchal Ney avait été fusillé : les arbres de la liberté fleurissent mal sur des tombes pareilles ; elles auraient dû cependant les protéger contre la cognée bonapartiste.

L'ardeur avec laquelle la majorité applaudit à ces mesures la dépopularisait bien plus que le gouvernement, qui se cachait et disparaissait derrière l'Assemblée ; les terreurs et les rancunes puériles du pouvoir législatif venaient d'ailleurs trop bien en aide aux secrètes intentions du pouvoir exécutif, pour qu'il ne cherchât pas à en profiter. Un décret partage la

France en cinq grands commandements militaires. Le clergé se plaint du débordement des mauvaises doctrines; M. Deschanel, professeur de rhétorique dans un collège de Paris, est suspendu pour un article publié dans la *Liberté de penser*, sous le titre : *Le catholicisme et le socialisme*, article « renfermant des attaques contre la religion et le clergé catholiques, et contenant une profession de foi de socialisme ». La majorité, depuis les élections partielles faites le 10 mars pour remplacer les représentants condamnés par la haute cour de Versailles, est saisie d'une terreur panique : MM. Carnot, de Flotte et Vidal ont été nommés à Paris. Les électeurs de la capitale, en choisissant M. Carnot, ministre de l'instruction publique sous le Gouvernement provisoire, et M. de Flotte, officier de marine, transporté de Juin, avaient voulu protester contre la loi sur l'enseignement et contre la transportation sans jugement. M. de Flotte, afin qu'on ne fît pas de son nom un symbole de haine et de vengeance, déclara qu'il signifiait justice, force invincible du droit, et qu'il le retirerait s'il pouvait signifier colère ou souvenir du passé : « Ma candidature n'est pas un défi ; elle veut dire : pour des citoyens non jugés, la liberté ou un débat public et des juges. Protester contre les lois exceptionnelles, c'est repousser à jamais de semblables lois ; protester contre la rétroactivité de la loi, c'est jurer de ne consentir jamais une loi rétroactive ; protester au nom des garanties de la liberté individuelle, c'est s'engager à ne jamais violer ces garanties. » La majorité, au lieu de se rassurer par ses paroles, et de ne voir dans

l'élection de M. Vidal, secrétaire de la commission du Luxembourg, qu'une espèce de revanche des circulaires menaçantes de M. Carlier contre le socialisme, est en proie à un paroxysme de répression : prorogation de la loi de suspension du droit de réunion, interdiction des réunions électorales, rétablissement du timbre et fixation du chiffre du cautionnement des journaux, ces moyens lui paraissent à peine suffisants pour sauver la société au moment où le scrutin va de nouveau s'ouvrir à Paris pour remplacer M. Vidal, qui a opté pour Strasbourg. Empêcher les réunions électorales, qui ne sont que des clubs déguisés ; supprimer de la liberté de réunion et de la liberté de la presse tout ce qu'il est possible d'en supprimer pour le moment, le salut de la société est à ce prix ; les orléanistes et les légitimistes sont d'accord pour le reconnaître, seulement les légitimistes voudraient qu'on profitât de l'occasion pour faire l'appel au peuple. M. de Larochejaquelein demande que la nation française, réunie dans ses comices, soit appelée à se prononcer pour ou contre la monarchie. Quelles que soient les mesures auxquelles la majorité est résolue d'avoir recours, il faut se hâter ; le socialisme, en choisissant Eugène Sue pour candidat, ne vient-il pas de jeter un nouveau défi à la société ?

La bourgeoisie, sous Louis-Philippe, lisait beaucoup de romans, particulièrement ceux d'Eugène Sue. Les dernières œuvres de ce romancier, empreintes d'une forte couleur socialiste, avaient paru dans le feuilleton des journaux les plus conservateurs. La bourgeoisie, s'imaginant que les fictions qui l'intéres-

saient tant autrefois, allaient se transformer en réalité, ne vit dans la candidature d'un écrivain sorti de ses rangs, d'un homme du monde, qu'une menace de guerre civile, et pour lui donner encore mieux cette signification, elle promena dans les comices le cadavre d'un jeune homme mort noblement en se battant dans les rangs de la garde nationale pendant les journées de Juin. La candidature offerte à M. Leclerc, père de cette jeune victime de nos troubles civils, ne fut pas couronnée de succès : le nom d'Eugène Sue sortit victorieux de l'urne le 28 avril 1850.

Le journal *l'Assemblée nationale*, à l'époque de l'élection de MM. Carnot, de Flotte et Vidal, avait publié, en la faisant précéder des lignes suivantes, la liste d'un certain nombre de marchands soupçonnés d'avoir voté pour l'opposition : « On sait à quelle brillante clientèle s'adressent les magasins que nous venons de citer. Il y a dans le vote de ces négociants sages d'autant plus de patriotisme qu'en donnant ainsi une leçon au pouvoir et au parti modéré, ils savaient bien qu'ils perdaient leur riche clientèle et qu'il y aurait peu d'électeurs du parti modéré assez faibles pour mettre désormais leurs pieds dans ces magasins peuplés de révolutionnaires. Nous poursuivrons notre revue socialiste sur les boulevards, dans la rue des Bourdonnais, dans la rue Richelieu, au Palais-Royal et jusque dans le faubourg Saint-Germain. »

Le terrorisme de la clientèle étant resté sans effet, l'électeur ne paraissant pas susceptible d'amendement, la majorité résolut d'amender le système électoral.

M. Baroche était entré au ministère de l'intérieur en remplacement de M. Ferdinand Barrot ; la majorité le trouva tout disposé à se prêter à une modification dans le sens restrictif du suffrage universel. Des écrivains bonapartistes ont prétendu que le président de la République manifesta une très vive répugnance contre toute mutilation de ce suffrage ; l'histoire ne trouve aucune trace de cette prétendue répugnance de M. Louis Bonaparte, ni dans ses discours, ni dans ses conversations, ni dans ses actes. M. Baroche y aurait au moins fait allusion dans ses pourparlers avec MM. Benoit d'Azy, Berryer, Beugnot, de Broglie, Buffet, de Chasseloup-Laubat, Daru, Léon Faucher, Jules de Lasteyrie, Molé, de Montalembert, de Montebello, Piscatory, de Sèze, le général Saint-Priest, Thiers, Vatimesnil, membres de la commission chargée de s'entendre avec le gouvernement sur la rédaction de la nouvelle loi électorale.

L'Assemblée décréta l'urgence. M. Léon Faucher lut, le 18 mai, son rapport ; le 31 mai, la loi fut votée.

Le suffrage universel donnait de temps en temps d'amers déboires au parti de l'ordre, mais il lui avait permis de se reconstituer peu à peu, et finalement d'avoir la majorité dans l'Assemblée. La loi du 31 mai faisait dépendre le droit d'élection de la constatation du domicile, et cette constatation de l'inscription des citoyens sur le rôle de la taxe personnelle ou de la prestation en nature, et exigeait deux ans de domicile. Près de trois millions de citoyens se trouvaient rayés des listes électorales ; la

loi du 31 mai frappait donc non seulement cette vile multitude dont parlait M. Thiers, mais encore une foule de gens honnêtes, laborieux et peu riches qui, dans les grandes villes et dans les communes où l'octroi remplace la taxe personnelle, ne sont inscrits ni sur le rôle de cette contribution, ni sur celui de la prestation en nature. La loi du 31 mai, première opération de cette guerre que M. de Montalembert appelait une expédition de Rome à l'intérieur, cette loi d'aveuglement et de frayeur, en rétablissant indirectement le cens électoral, violait la Constitution. Les républicains avaient le droit de déclarer que si le suffrage universel n'était pas rétabli avant les élections générales, ils se croiraient autorisés à le revendiquer les armes à la main.

Les chefs de l'expédition de Rome à l'intérieur ne bornaient pas leur plan de campagne à la suppression du suffrage universel ; la presse était depuis longtemps l'objet de leurs rancunes et de leurs haines les plus ardentes ; ils voulaient en finir avec cette vieille ennemie.

C'est par la liberté des autres qu'on se sent vraiment libre. La bourgeoisie française ne s'est point élevée jusqu'ici à la hauteur de ce sentiment ; elle est toujours portée à croire que l'usage que les autres font de la liberté contre elle ne peut être qu'un mauvais usage. La presse n'était donc point en faveur auprès des membres du parti conservateur ; l'Assemblée se vantait d'avoir moralisé le suffrage universel, elle voulut aussi moraliser la presse. La loi Tinguay imposa la signature aux journalistes. Cette obligation

est-elle favorable ou défavorable aux intérêts particuliers de l'écrivain ? La discussion est encore ouverte là-dessus ; mais, à coup sûr, rien ne pouvait être plus funeste à l'honneur des journaux que les arguments employés pour défendre la loi nouvelle. Les orateurs de la droite traitèrent le journal de tribunal wœhmique désignant ses victimes à des exécuteurs masqués, de barricade d'où le journaliste tire à l'abri d'un mur contre le soldat qui s'avance à poitrine découverte : juges du poignard, gens d'embuscade, prenant à leur solde un homme de paille, un gérant pour insulter leurs ennemis, ils n'épargnèrent aucune injure aux écrivains de la presse. Sans compter les éternels reproches adressés au journalisme de former un État dans l'État, de tenir école de scandale et d'être un club à domicile.

La presse justifiait-elle ces accusations ? Sans doute, la presse contribue aux révolutions, comme le livre et comme la tribune, mais son influence sur l'opinion publique ne résulte que de cette opinion elle-même ; la moralisation de la presse dépend du public et non d'une signature. Erostrate et Catilina auraient-ils reculé devant la signature de leurs articles ? Les journaux manqueraient-ils jamais de signataires de paille ? Les auteurs de la loi savaient bien que non, mais en imposant la signature au journaliste, leur but était de détruire la personnalité du journal. Cette loi qui frappait d'un timbre non seulement le journal, mais encore son feuilleton, quand il contenait un roman, reçut le surnom de loi de haine ; elle le méritait bien.

Le 8 août, la prorogation de l'Assemblée interrompit la campagne de Rome à l'intérieur, si brillamment commencée. La commission de vingt-cinq représentants élus au scrutin secret, qui devait, avec le bureau, remplacer l'Assemblée, fut composée de MM. O. Barrot, J. de Lasteyrie, Monet, général de Saint-Priest, Changarnier, d'Olivier, Berryer, Nette-ment, Molé, général Lauriston, Lamoricière, Beugnot, de Mornay, Montebello, colonel de Lespinasse, Creton, Rulhière, Varin, Léo de Laborde, Casimir Perier, de Crouseilhès, Druet-Desvaux, Combarel de Leyval, Garnon, Chambolle. Pendant que ces représentants veillent sur les destinées de la République, les orléanistes et les légitimistes se rendent en pèlerinage, les uns à Claremont, les autres à Wiesbaden. Le président de la République, profitant de la prorogation, reprend le cours de ses voyages. Déjà, dans les derniers jours de la session législative, au moment où la question des frais de représentation suscitait de si ardents débats dans l'Assemblée, il s'était rendu à Saint-Quentin pour présider à l'inauguration du chemin de fer. « Voyez-vous, dit-il aux ouvriers, en leur remettant des livrets de caisse d'épargne, mes amis les plus sincères et les plus dévoués ne sont pas dans les palais, ils sont sous le chaume ; ils ne sont pas sous les lambris dorés, ils sont dans les ateliers, sur les places publiques, dans les campagnes. Je sais, comme disait l'Empereur, que ma fibre répond à la vôtre, et que nous avons les mêmes intérêts ainsi que les mêmes instincts. »

Le président de la République se rendit le 12 août

à Lyon en traversant la Bourgogne, pays de bonapartisme et de socialisme à la fois ; il traversa Joigny, Auxerre, Dijon, accueilli sur son passage, tantôt par le cri de : Vive Napoléon ! tantôt par celui de : Vive la République ! La même réception l'attendait dans le département de Saône-et-Loire ; la population dans le Rhône, à Lyon surtout, devint plus bienveillante ; le maire de cette grande cité manufacturière et commerciale adressa un discours à M. Louis Bonaparte, qui lui répondit :

« Je ne suis pas le représentant d'un parti, mais le représentant des deux grandes manifestations nationales qui, en 1804, comme en 1848, ont voulu sauver par l'ordre les grands principes de la Révolution française. Fier de mon origine et de mon drapeau, je leur resterai fidèle ; je serai au pays tout entier, quelque chose qu'il exige de moi, abnégation ou persévérance.

» Des bruits de coup d'État sont peut-être venus jusqu'à vous, mais vous n'y aurez pas ajouté foi ; je vous en remercie. Les surprises et l'usurpation peuvent être le rêve des partis sans appui dans la nation ; mais l'élu de six millions de suffrages exécute les volontés du peuple, il ne les trahit pas. Le patriotisme, je le répète, peut consister dans l'abnégation comme dans la persévérance. »

M. Louis Bonaparte ne fit que développer ce thème en prenant la parole devant les populations de la Franche-Comté et de l'Alsace. L'accueil qu'il reçut dans ces contrées varia selon les lieux, mais la curiosité qu'il excita fut partout aussi vive. Le peuple, à Besançon, à Colmar, à Strasbourg, se montra froid et indifférent plutôt qu'hostile. La présence du président de la République au bal donné à la halle de Besançon devint cependant l'occasion d'une manifestation presque menaçante ; le conseil municipal de Strasbourg refusa de voter des fonds

pour sa réception ; le discours républicain d'un conseiller municipal remplissant les fonctions de maire, obligea M. Louis Bonaparte à se renfermer dans une courte réponse. Il put se dédommager au banquet que lui offrirent le commerce et l'industrie.

« Avant mon départ, on voulait me détourner de mon voyage en Alsace. On me répétait : Vous y serez mal venu ; cette contrée, pervertie par des émissaires étrangers, ne connaît plus ces nobles mots d'honneur et de patrie que son nom rappelle, et qui ont fait vibrer le cœur de ses habitants pendant quarante années. Esclaves, sans s'en douter, d'hommes qui abusent de leur crédulité, les Alsaciens se refuseront à voir dans l'élu de la nation le représentant légitime de tous les droits et de tous les intérêts. Et moi, je me suis dit : Je dois aller partout où il y a des illusions dangereuses à dissiper et de bons citoyens à raffermir ; on a calomnié l'Alsace. Dans cette terre des souvenirs glorieux et des sentiments patriotiques, je trouverai, j'en suis assuré, des cœurs qui comprendront ma mission et mon dévouement au pays. Je ne me suis pas trompé ; quelques mois, en effet, ne font pas d'un peuple profondément imbu des vertus solides du soldat et du laboureur un peuple d'ennemis de la religion, de la famille et de la propriété.

» D'ailleurs, Messieurs, pourquoi aurais-je été mal reçu ? Placé par le vote presque unanime de la France à la tête d'un pouvoir légalement restreint, mais immense par l'influence morale de son origine, ai-je été séduit par la pensée, par les conseils d'attaquer une constitution faite pourtant, personne ne l'ignore, en grande partie contre moi ? Non. J'ai respecté, je respecterai la souveraineté du peuple, même dans ce que son expression peut avoir de faux et d'hostile. Si j'en ai agi ainsi, c'est que le titre que j'ambitionne le plus est celui d'honnête homme. Je ne connais rien au-dessus du devoir. »

Ces émissaires étrangers qui ont changé l'Alsace, à ce que dit avec assez peu d'habileté M. Louis Bonaparte, il ne les trouve heureusement plus en Normandie ; son discours à Cherbourg indique qu'il a repris courage.



« Plus je parcours la France, plus je m'aperçois qu'on attend beaucoup du gouvernement. Je ne traverse pas un département, une ville, un hameau, sans que les maires, les conseils généraux et même les représentants me demandent ici des voies de communication, telles que canaux, chemins de fer, là l'achèvement de travaux entrepris, partout, enfin, des mesures qui puissent remédier aux souffrances de l'agriculture, donner de la vie à l'industrie et au commerce.

» Rien de plus naturel que la manifestation de ces vœux ; elle ne frappe pas, croyez-le bien, une oreille inattentive ; mais, à mon tour, je dois vous dire : ces résultats tant désirés ne s'obtiendront que si vous me donnez le moyen de les accomplir, et ce moyen est tout entier dans votre concours à fortifier le pouvoir et à écarter les dangers de l'avenir.

» Pourquoi l'Empereur, malgré la guerre, a-t-il couvert la France de ces travaux impérissables qu'on retrouve à chaque pas et nulle part plus remarquables qu'ici ? C'est qu'indépendamment de son génie, il vint à une époque où la nation fatiguée des révolutions, lui donna le pouvoir nécessaire pour abattre l'anarchie, combattre les factions, et faire triompher à l'extérieur par la gloire, à l'intérieur par une impulsion vigoureuse, les intérêts généraux du pays.

» S'il y a donc une ville en France qui doive être napoléonienne et conservatrice, c'est Cherbourg ; napoléonienne par reconnaissance, conservatrice par la saine appréciation de ses véritables intérêts. Qu'est-ce en effet qu'un port comme le vôtre, créé par de si gigantesques efforts, sinon l'éclatant témoignage de cette unité française poursuivie à travers tant de siècles et de révolutions, unité qui fait de nous une grande nation ? Mais une grande nation, ne l'oublions pas, ne se maintient à la hauteur de ses destinées que lorsque les institutions elles-mêmes sont d'accord avec les exigences de sa situation politique et de ses intérêts matériels. Les habitants de la Normandie savent apprécier de semblables intérêts, et m'en ont donné la preuve, et c'est avec orgueil que je porte aujourd'hui un toast à la ville de Cherbourg. »

Pendant que le président de la République soumet indirectement la question de la revision de la Constitution à l'examen de la France, les conseils généraux, réunis le 26 août, font de cette question l'objet de leurs délibérations ; M. Louis Bonaparte, en rentrant à Paris, passe en revue l'armée dans la plaine de Sa-

tory, comme pour lui demander d'exprimer à son tour son avis sur la loi de l'État. La cavalerie à cette demande, précédée de copieuses libations de vin de Champagne, répond : Vive l'Empereur ! L'infanterie reste muette. Le président de la République s'informe des causes de ce silence : il apprend que le général Neumayer, commandant la première division, a rappelé le règlement militaire qui ordonne le silence le plus rigoureux sous les armes, à un colonel qui lui demandait s'il devait laisser crier ou faire crier aux soldats : Vive l'Empereur ! Le général Neumayer est privé de son commandement le 31 octobre ; le général Changarnier fait lire, le 2 novembre, aux corps de troupes placés sous son commandement l'ordre du jour suivant :

« Aux termes de la loi, l'armée ne délibère point. Aux termes des règlements militaires, elle doit s'abstenir de toute démonstration, et ne proférer aucun cri sous les armes.

» Le général en chef rappelle ces dispositions aux troupes placées sous son commandement. »

Ce rappel d'une loi juste n'avait qu'un tort, celui de paraître une taquinerie. Les moyens employés par la majorité dans la lutte engagée entre elle et le pouvoir exécutif n'affectaient que trop souvent ce caractère ; la majorité, au lieu de seconder l'opinion publique qui penchait du côté de l'Assemblée plutôt que du côté de M. Louis Bonaparte, la décourageait par des mesures puériles. Les membres de la *Société du 10 décembre* exprimaient leur sentiment sur la révision de la Constitution en rossant, sur la place du

Havre, les passants qui refusaient de crier : Vive l'Empereur ! M. de la Guéronnière, rédacteur de la *Presse*, publia dans ce journal un article vigoureux contre les *décembraillards*. Cet article, intitulé : *l'Empire au bâton*, produisit une sensation dont malheureusement la commission de permanence de l'Assemblée législative atténua bientôt l'effet en envoyant chez le ministre de l'intérieur une députation composée de M. Baze et de M. Léon Faucher, chargés de lui révéler que vingt-six des membres les plus exaltés de la Société du 10 décembre venaient de tirer au sort à qui tuerait le général Changarnier et M. Dupin ; le commissaire de police attaché à l'Assemblée et son agent avaient découvert la conspiration. Assassiner M. Dupin ! Le public se moqua de cette invention burlesque, et de la commission de permanence ; sa crédulité enlevait beaucoup de leur sérieux aux craintes qu'elle manifestait sur l'imminence d'un coup d'État, le public cependant ne les supposait pas entièrement dénuées de fondement ; aussi le message présidentiel du 12 novembre 1850 causa-t-il à tout le monde une vive surprise. Voici la fin de ce document :

« Malgré la difficulté des circonstances, la loi, l'autorité ont recouvré à tel point leur empire que personne ne croit désormais au succès de la violence ; mais aussi plus les craintes sur le présent disparaissent, plus les esprits se livrent avec entraînement aux préoccupations de l'avenir. Cependant la France veut avant tout le repos ; encore émue des dangers que la société a courus, elle reste étrangère aux querelles des partis ou d'hommes si mesquines en présence des grands intérêts qui sont en jeu.

» J'ai souvent déclaré, lorsque l'occasion s'est offerte d'exprimer publiquement ma pensée, que je considérais comme de grands cou-

pables ceux qui, par ambition personnelle, compromettraient le peu de stabilité que nous garantit la Constitution. C'est ma conviction profonde; elle n'a jamais été ébranlée. Les ennemis seuls de la tranquillité publique ont pu dénaturer les plus simples démarches qui naissent de ma position.

» Comme premier magistrat de la République j'étais obligé de me mettre en relation avec le clergé, la magistrature, les agriculteurs, les industriels, l'administration, l'armée, et je me suis empressé de saisir toutes les occasions de leur témoigner ma sympathie et ma reconnaissance pour le concours qu'ils me prêtent; et surtout si mon nom comme mes efforts ont concouru à raffermir l'esprit de l'armée, de laquelle je dispose seul d'après les termes de la Constitution, c'est un service, j'ose le dire, que je crois avoir rendu au pays, car toujours j'ai fait tourner au profit de l'ordre mon influence personnelle.

» La règle invariable de ma vie politique sera, dans toutes les circonstances, de faire mon devoir, rien que mon devoir.

» Il est aujourd'hui permis à tout le monde, excepté à moi, de vouloir hâter la revision de notre loi fondamentale. Si la Constitution renferme des vices et des dangers, vous êtes tous libres de les faire ressortir aux yeux du pays. *Moi seul, lié par mon serment*, je me renferme dans les strictes limites qu'elle a tracées.

» Les conseils généraux ont, en grand nombre, émis le vœu de la revision de la Constitution. Ce vœu ne s'adresse qu'au pouvoir législatif. Quant à moi, élu du peuple, ne relevant que de lui, je me conformerai toujours à ses volontés légalement exprimées.

» L'incertitude de l'avenir fait naître, je le sais bien, des appréhensions en réveillant bien des espérances. Sachons tous faire à la patrie le sacrifice de ces espérances, et ne nous occupons que de ses intérêts. Si, dans cette session, vous votez la revision de la Constitution, une Constituante viendra refaire nos lois fondamentales et régler le sort du pouvoir exécutif. Si vous ne la votez pas, le peuple en 1852 manifestera solennellement l'expression de sa volonté nouvelle.

» Mais quelles que puissent être les solutions de l'avenir, entendons-nous, afin que ce ne soit jamais la passion, la surprise ou la violence qui décident du sort d'une grande nation; inspirons au peuple l'amour du repos en mettant du calme dans nos délibérations, inspirons-lui la religion du droit en ne nous en écartant jamais nous-mêmes; et alors, croyez-le, le progrès des mœurs politiques compensera le danger d'institutions créées dans des jours de défiance et d'incertitude.

» Ce qui me préoccupe surtout, soyez-en persuadés, ce n'est pas de savoir qui gouvernera la France en 1852, c'est d'employer le

temps dont je dispose, de manière que la transition, quelle qu'elle soit, se fasse sans agitation et sans trouble.

» Le but le plus digne et le plus noble d'une âme élevée n'est point de rechercher, quand on est au pouvoir, par quels expédients on s'y perpétuera, mais de veiller sans cesse aux moyens de consolider, à l'avantage de tous, les principes d'autorité et de morale qui défient les passions des hommes et l'instabilité des lois.

» Je vous ai loyalement ouvert mon cœur; vous répondrez à ma franchise par votre confiance, à mes bonnes intentions par votre concours, et Dieu fera le reste. »

Le général d'Hautpoul, ministre de la guerre, nommé gouverneur de l'Algérie, et le général Neumayer promu, par une sorte de transaction, à un commandement plus important, les deux pouvoirs, rivaux après le *message*, n'avaient plus qu'à se tendre la main; mais M. Baroche, ministre de l'intérieur, s'étant avisé de destituer le commissaire de police qui avait sauvé les jours de M. Dupin et du général Changarnier, M. Baze, questeur, protesta contre cet empiètement sur les attributions du président de l'Assemblée. M. Mauguin, arrêté pour dettes au milieu de l'effervescence causée par cet incident, ayant excipé vainement de son inviolabilité comme représentant pour obtenir sa mise en liberté, M. Baze, armé d'un vote de l'Assemblée, s'élança vers Clichy, et ramena en triomphe le prisonnier sur son banc.

Le pouvoir législatif se trompait en croyant accroître sa force et son prestige par de tels actes; il les compromettait au contraire dans des conflits où le vainqueur a plus à perdre que le vaincu.

M. Louis Bonaparte se rendait parfaitement compte des fautes du parti conservateur et déjà, disent ses historiens, il se mettait en mesure d'en profiter.

« Ou nous nous trompons fort, dit l'un d'eux¹, ou les premiers germes du coup d'État qui devait éclater dix mois plus tard couvèrent dès lors et devinrent une volonté arrêtée, et nous pouvons dire que si les événements dont nous retraçons l'histoire viennent en fait de se passer sous nos yeux, en principe leur nécessité avait été reconnue et leur éclosion rêvée depuis le premier mois de l'année actuelle. »

M. Louis Bonaparte travaillait depuis longtemps à s'assurer le concours de l'armée. « Mais, composé comme il l'était encore, l'état-major général — les généraux seuls étaient à craindre — n'offrait peut-être pas d'assez complètes garanties, car les plus âgés pouvaient manquer d'audace et la grande majorité des plus jeunes figurait dans le parlement. Une idée tout impériale triompha de cette alternative, et M. de Persigny, cet ardent et infatigable chevalier du napoléonisme, se voua avec enthousiasme à la réalisation de ce mot de génie jeté négligemment par le président, et dont l'expédition de Kabylie peut expliquer aujourd'hui la profondeur et la portée : « Si nous faisons des généraux ? »

» La graine n'en manquait pas. Un des plus brillants officiers de notre cavalerie, le brave et sympathique commandant Fleury, fut chargé d'apprécier les courages, d'évoquer les dévouements, de certifier les espérances². »

Le mot de *viveur*, servant à désigner une certaine classe de jeunes gens qui ne vivaient que pour le

1. P. Mayer, *Histoire du 2 décembre*.

2. *Ibidem*.

plaisir, date du règne de Louis-Philippe. Il y a eu, sans doute, des viveurs avant et après la monarchie constitutionnelle; il y en a encore aujourd'hui, il y en aura toujours; mais la physionomie du viveur n'est pas la même à toutes les époques. Les jeunes gens de ce temps-ci ne peuvent être comparés à ceux qui atteignaient leur vingtième année au moment où le duc d'Orléans partait pour sa première campagne en Algérie. La jeunesse d'alors, même dans ses excès et dans ses oublis, laissait à la morale des regrets mêlés d'espoir; il y avait en elle quelque chose qui résistait à la dissipation, et qui pouvait la remplacer un jour. Le *viveur* de l'ère constitutionnelle était souvent un homme instruit, se piquant de ne rester étranger ni à la littérature, ni à la politique, demandant à l'une ou à l'autre de lui fournir une carrière, quand l'heure de se ranger sonnait. La grâce, l'amabilité, l'aisance, une certaine ouverture d'esprit, une certaine aptitude à tourner agréablement les difficultés dans toute entreprise, ces fruits de l'expérience et des vicissitudes mondaines, suivaient le viveur dans sa carrière d'homme sérieux.

L'école des viveurs avait ce que l'École polytechnique appelle ses *fruits secs*. Le viveur qui, par suite d'une éducation négligée, ne pouvait entrer dans la carrière politique ou littéraire, s'engageait dans l'armée. Les habitués du Gymnase et du Théâtre-Français connaissent bien ce sujet de pièce: Un jeune homme ruiné, sans carrière, sans profession, mais conservant un reste d'énergie, s'engage comme simple soldat; son caractère facile, son habileté,

lui font des amis de ses chefs et de ses égaux : c'est à qui s'intéressera à lui, et à qui lui prêtera son aide pour franchir les échelons de la hiérarchie militaire. Les auteurs dramatiques, afin de jeter un intérêt plus vif sur leur héros, en font toujours un gentilhomme de haute lignée. Le jeune Fleury, fils d'un marchand de Paris, sauf le titre de duc, de comte ou de baron, réunissait les traits principaux de ce personnage de vaudeville. Viseur de seconde classe, ruiné, soldat, officier, M. Fleury avait été très protégé par les princes d'Orléans en Afrique, il en était revenu avec l'épaulette de chef d'escadron ; un changement de gouvernement, dans lequel il jouerait un rôle, lui ouvrait de nouvelles perspectives d'avancement ; on dit qu'il avait connu M. Louis Bonaparte à Londres ; il est avéré que lorsqu'au mois de septembre 1848, le futur président de la République vint s'installer à l'Hôtel du Rhin sur la place Vendôme, le commandant Fleury fut un des premiers officiers qui vinrent lui offrir leurs services et se mettre à sa disposition ; M. Louis Bonaparte ne tarda pas à le nommer son officier d'ordonnance. M. Fleury, envoyé en Algérie en remonte de généraux et d'officiers ne craignant pas de servir d'instrument aux projets médités contre l'Assemblée législative, n'eut pas de peine à remplir sa mission.

« Les généraux de division ou de brigade, colonels, lieutenants-colonels, aucun de ceux à qui son entraîante parole peignit les dangers du pays n'avait besoin d'être convaincu. Tous avaient une égale horreur du parlementarisme, du socialisme.

» C'est ainsi que les cadets devinrent les aînés, et que le cadre de l'armée active s'habitua aux noms de Saint-Arnaud, de Cotte, Espinasse, Marulaz, Rochefort, Feray, d'Allonville, Gardarens de Boisse, de Lourmel, Herbillon, Dulac, Forey, Courtigis, Canrobert et quelques autres¹. »

Ces militaires à qui la journée du 4 décembre 1851 devait assurer une si triste célébrité, se laissèrent aisément convertir par le racoleur; ils étaient peu connus. L'expédition de Kabylie fut résolue pour donner à leurs noms un peu de popularité, malgré la répugnance de l'Assemblée législative; le général Saint-Arnaud, désigné *in petto* comme ministre de la guerre, en avait le commandement; M. Fleury, afin de donner à ce général l'autorité nécessaire dans un poste si élevé, transmit aux journaux bonapartistes, de la part du président de la République, le mot d'ordre, qui consistait à mettre « en grande et belle lumière les rares mérites et les prochains services de M. le général de Saint-Arnaud dans la Kabylie² ».

Les entrepreneurs du coup d'État, convaincus qu'on peut faire un grand général comme un grand acteur par la réclame, préparèrent avec ardeur le succès du général Saint-Arnaud; l'expédition de Kabylie, malgré tous leurs efforts, obtint à peine un succès d'estime. Le coup d'État n'en eut pas moins dès lors son ministre de la guerre, et un nombre suffisant d'officiers prêts à tout faire sous ses ordres.

1. P. Mayer, *Histoire du 2 décembre*.

2. Le docteur Véron, *Nouveaux Mémoires d'un bourgeois de Paris*.

Mais il fallait avant tout enlever le commandement de l'armée de Paris au général Changarnier, et se débarrasser de ce surveillant plus incommode cependant que dangereux. La *Patrie*, feuille bonapartiste, publia donc, le 2 janvier 1851, des extraits d'instructions données aux chefs de corps de l'armée de Paris par le commandant en chef. Les plus graves étaient ceux-ci :

« Ne pas écouter les représentants.

» Tout ordre qui ne provient pas du général en chef est nul.

» Toute réquisition, sommation ou demande d'un fonctionnaire civil, judiciaire ou politique doit être rigoureusement écartée. »

La publication de ces extraits n'avait qu'un but, celui de brouiller le général Changarnier avec l'Assemblée. Le citoyen Napoléon Bonaparte s'empressa de dénoncer les instructions du commandant en chef de l'armée de Paris, et de proposer un vote de blâme contre lui ; mais la majorité ne songeait guère à se mettre en conflit avec le général Changarnier : le citoyen Napoléon Bonaparte en fut pour ses frais d'éloquence. Le général Changarnier s'était d'ailleurs empressé de déclarer que ces extraits dataient du mois d'octobre 1848, au moment où il avait pris le commandement de l'armée de Paris, et que dans aucune de ses instructions permanentes ou transitoires, le droit constitutionnel de l'Assemblée de requérir des troupes n'avait été mis en question, non plus que l'article du règlement qui défère à l'Assemblée l'exercice de ce pouvoir.

Le soin de donner ces explications revenait de droit au général Schramm, ministre de la guerre, supérieur hiérarchique du commandant en chef de l'armée de Paris, mais il demandait trois jours de réflexion pour les fournir ; l'Assemblée, pressée d'accorder un ordre du jour de confiance au général Changarnier, ne voulut pas attendre. Le général Schramm, atteint dans sa prérogative, donna sa démission ; ses collègues l'imitèrent. Le président de la République dut songer à former un nouveau ministère : tâche d'autant plus laborieuse que la destitution du général Changarnier était déjà résolue et qu'elle faisait partie du programme imposé aux futurs ministres. Une simple modification du cabinet mit fin à la crise ministérielle : MM. Baroche, Fould, Rouher, de Parieu gardèrent leurs portefeuilles ; M. Drouyn de Lhuys remplaça M. La Hitte aux affaires étrangères ; MM. Bonjean et Magne prirent, l'un le portefeuille de l'agriculture et du commerce, l'autre celui des travaux publics ; le général Regnault de Saint-Jean-d'Angely accepta le ministère de la guerre.

La destitution du général Changarnier et son remplacement par le général Baraguey-d'Hilliers à la tête de l'armée de Paris, et par le général Perrot à la tête des gardes nationales de la Seine, suivent de près ces arrangements ministériels : rude coup pour le parti conservateur ! M. de Rémusat exprime l'émotion de la droite par de vives interpellations au ministère ; il demande qu'une commission soit chargée, séance tenante, d'adopter les mesures que la situation peut commander. Il n'y en avait qu'une à prendre : la

formation d'une force parlementaire placée sous le commandement du général Changarnier; mais la majorité, au lieu d'agir, perd son temps à discuter avec le ministère sur la question de savoir qui, de l'Assemblée ou du président de la République, a sauvé la France, et à demander à M. Baroche quelle est la politique du cabinet. M. Baroche répond qu'il n'en a pas d'autre que celle du message du 12 novembre 1850, « nous sommes dans la Constitution, nous voulons y rester ». Le ministre ajoute qu'avant de juger le cabinet, il faut attendre au moins ses actes : « Attendre, répond M. Dufaure, après l'acte que vous venez de commettre, après les cris proférés à Satory! » Il semble donc qu'il n'y ait plus qu'à mettre le président de la République en accusation : la majorité garde une trop respectueuse fidélité aux fictions constitutionnelles pour adopter une telle conclusion; elle continue, comme si le président de la République était irresponsable, à diriger ses coups sur ses ministres. M. Baroche, un moment effrayé par l'attitude menaçante de la majorité, reprend courage; il riposte à l'accusation portée contre le pouvoir exécutif de vouloir renverser la Constitution par une accusation semblable contre le pouvoir législatif; il oppose les voyages à Wiesbaden et à Claremont aux revues de Satory.

M. Berryer monte à la tribune pour repousser cette accusation : « Il est allé à Wiesbaden pour voir un exilé qui est étranger à tous les événements accomplis dans son pays, qui n'a jamais démerité de la patrie, qui est exilé parce qu'il porte en lui le prin-



cipe qui, pendant une longue suite de siècles, a réglé en France la transmission de la souveraineté, qui est exilé parce que tout établissement d'un nouveau gouvernement en France est nécessairement contre lui une loi de proscription ; qui est exilé parce qu'il ne peut pas poser le pied sur le sol de cette France que les rois ses aïeux ont conquise, agrandie, constituée, sans être le premier des Français, le roi. » M. Berryer ajoute qu'il n'a fait le voyage de Wiesbaden que pour accomplir l'union et la fusion qui seules peuvent sauver la société française. Ah ! que cette majorité ne se brise pas, car si elle se brise, s'écrie l'orateur, « je déplore l'avenir qui est réservé à mon pays. Je ne sais pas quels seraient vos successeurs, je ne sais pas si vous aurez des successeurs ; ces murs resteront debout peut-être, mais ils ne seront habités que par des législateurs muets... C'est là ce que j'entrevois, et je dis que si la majorité est brisée, nous aurons à subir, en France, ou le mutisme d'une démagogie, la violence comme elle s'imposera, ou le mutisme qu'un absolutisme absurde tentera de placer sur le pays. » Prophétie menaçante ! mais la fusion suffit-elle à la conjurer ?

M. Thiers prend ensuite la parole pour expliquer les causes de son voyage à Claremont ; son discours ressemble fort à une confession générale. L'orateur commence par d'amers regrets sur la conduite du gouvernement qui brise le faisceau d'une majorité formée par le sacrifice mutuel de ses préférences ; après avoir constaté que le gouvernement s'en sépare le premier, il fait remarquer que c'est pourtant la

majorité qui a créé la présidence. Lui et ses amis, dit-il, ont longtemps hésité entre M. Louis Bonaparte et le général Cavaignac ; ils auraient pu prendre un candidat dans la majorité, ils ne l'ont pas fait pour ne pas se diviser. « S'ils avaient été des ambitieux capables de spéculer sur le règne d'une femme, l'occasion était bonne pour s'emparer du pouvoir. » Ils se rangèrent autour du nom vers lequel couraient les masses. Le président de la République ne connaissait pas la France, l'orateur se chargea de la lui révéler ; il voulait assurer sa popularité par quelque grande entreprise au dehors, par quelque grande fondation au dedans, c'est encore l'orateur qui le ramena bien vite au sentiment du possible. Lorsque le message du 31 octobre est venu rompre l'accord qui durait depuis deux ans, la majorité a pourtant continué son appui au président de la République, dont la politique a fini par amener ces élections du 11 mars qui ont terrifié la France. L'orateur, oubliant le passé, crut devoir alors conseiller la loi du 31 mai que le pouvoir trouve bonne, mais dont il décline la responsabilité. L'annonce seule de ce projet de loi, ajoute M. Thiers, rendit à la France sa sérénité. Vint la question de la dotation présidentielle. M. Thiers et ses amis craignaient que la dotation ne dénaturât l'institution de la présidence, ils l'ont votée pourtant pour ne pas rompre avec le pouvoir exécutif. La prorogation de l'Assemblée arrive, et avec elle des actes nouveaux que M. Thiers et ses amis ne pouvaient laisser passer. Le gouvernement répond à l'accusation d'avoir toléré des manifestations inconstitutionnelles en reprochant à la

majorité les voyages de Wiesbaden et de Claremont. « Pour lui, il n'a pas voulu laisser mourir, sans le voir, un roi dont il a combattu la politique en respectant sa personne ; il en a du reste averti le président. A son retour, il l'a fait prévenir aussi qu'il s'est assis entre une veuve et un enfant qu'il ne connaît que sous le nom de comte de Paris, attendu que la France ne lui en a pas donné d'autres. » Le président pendant ce temps-là passe des revues où l'on crie Vive l'Empereur ! comme au temps où les légions faisaient les Césars. On a destitué le général Changarnier pour de simples torts de caractère ; sa position, dit-on, est une anomalie. Il y a bien d'autres anomalies en France, sans compter celle à laquelle l'orateur a consenti en laissant créer dans la République quelque chose qui n'est pas la République ; les deux pouvoirs sont divisés, le pouvoir exécutif empiète sur le pouvoir législatif ; il faut, M. Thiers le déclare en finissant, que le premier s'incline devant l'autre, sinon tout est perdu. « Maintenant, je n'ajoute plus qu'un mot. Il n'y a que deux pouvoirs : le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif. Si l'Assemblée cède, il n'y en aura plus qu'un ; et quand il n'y aura plus qu'un pouvoir, la forme du gouvernement sera changée. Et soyez-en sûrs, les mots viendront plus tard, quand ? je ne sais, peu importe ; le mot viendra quand il pourra ! *l'Empire est fait.* »

La clairvoyance est un don inutile quand elle n'est pas secondée par l'action : à quoi sert à l'homme d'État de prévoir un danger pour son pays, s'il ne fait rien pour l'y soustraire ? M. Thiers et ses amis, comme

la plupart de ceux qui ont figuré sur le théâtre de la politique contemporaine, n'étaient pas des hommes d'action ; habiles à prévoir les événements, ils les jugeaient mieux qu'ils ne les dirigeaient. Il semble, après le prodigieux développement d'activité auquel a donné lieu la Révolution française, que l'intelligence fatiguée ne soit plus capable que de réflexion et de critique : les hommes d'État sont spectateurs plutôt qu'acteurs dans les événements qu'ils ont l'air de conduire ; politiques platoniques, ils voient admirablement ce qu'il faudrait faire, mais ils ne le font pas. M. Thiers avait prononcé le mot de la situation, et il laissait aux événements le soin de la dénouer.

Cette impuissance d'agir éclate aussi chez les hommes dont le métier est l'action. Pourquoi le général Cavaignac est-il tombé ? Parce qu'il a perdu son temps en paroles. Le général Changarnier, dont on n'attendait qu'un acte, laisse passer l'heure décisive ; la pompe de son langage à la tribune dissimule mal ce qu'il y a de ridicule pour lui dans cette destitution, que lui-même et ses amis qualifient pompeusement de chute. L'ancien général en chef de l'armée de Paris, appelé à donner des explications sur les motifs qui ont pu amener sa rupture avec le président de la République, établit d'abord qu'au moment de son élévation à ce poste cinq partis divisaient la France : républicains modérés, monarchistes traditionnels ou constitutionnels, démagogues et partisans de la dictature impériale, « même sans la gloire, même sans le génie de l'homme immortel dont l'univers s'entretient encore ». Il ajoute :

« Je n'ai voulu être et je n'ai été l'instrument d'aucun de ces partis. J'ai voulu ce que voulaient tous les hommes honnêtes; j'ai voulu l'exécution des lois, le maintien de l'ordre, la reprise des transactions commerciales, la sécurité de la France entière, et j'ai l'orgueilleuse satisfaction d'avoir un peu contribué à vous donner ces biens.

» Malgré d'odieuses insinuations propagées par l'ingratitude, je n'ai favorisé aucune faction, aucun conspirateur, et des partis que je vous signalais, les deux derniers m'ont voué des haines bien méritées, et qui, pour mon honneur, survivent à ma chute.

» J'aurais pu devancer cette chute par ma démission, qui eût été bien accueillie; mais ceux qui ont cru que j'aurais dû la donner, sont-ils bien sûrs que ma présence aux Tuileries ne leur ait pas été utile?

» Mon épée est condamnée au repos, au moins momentané, mais elle n'est pas brisée; et si un jour le pays en a besoin, il la trouvera bien dévouée et n'obéissant qu'aux inspirations d'un cœur patriotique et d'un esprit ferme, très dédaigneux des oripeaux d'une fausse grandeur. »

Deux ordres du jour sont proposés à la suite de la discussion. Le premier constate que : « L'Assemblée nationale, tout en reconnaissant que le pouvoir exécutif a le droit incontestable de disposer des commandements militaires, blâme l'usage que le ministère a fait de ce droit, et déclare que l'ancien général en chef de l'armée de Paris conserve tous ses titres au témoignage de confiance que l'Assemblée lui a donné dans sa séance du 3 janvier. »

Le second est ainsi conçu : « L'Assemblée déclare qu'elle n'a pas confiance dans le ministère, et passe à l'ordre du jour. »

L'Assemblée adopta le dernier amendement dans lequel le nom du général Changarnier n'était pas même prononcé.

Le général Changarnier, bon soldat, plein de décision et de fermeté sur les champs de bataille de

l'Afrique, manquait d'une condition essentielle pour jouer un rôle politique. Personne ne connaissait au juste son opinion; orléaniste, légitimiste, ou fusionniste, il apparaissait comme le Monk indécis d'une restauration inconnue. Ce surnom de Monk, dans un temps où les mots prenaient aisément la place des choses, flattaient l'amour-propre du général Changarnier et de ses amis; entre Monk et Changarnier, entre 1660 et 1851, quel abîme! Monk brillait surtout par la circonspection et par la clairvoyance; le général Changarnier avait les défauts contraires; Monk cachait sa personne autant que le général Changarnier aimait à étaler la sienne; Monk sentait toutes les difficultés de son rôle; le général Changarnier se berçait dans le sien; Monk brisa l'armée pour opérer la restauration des Stuarts; le général Changarnier ne pouvait compter que sur l'armée. L'armée régnait en Angleterre depuis le protectorat, il fallait la détrôner; rude tâche que celle de se défaire des cinquante mille puritains de Cromwell! Monk les désunit pour les dissoudre; l'armée d'Écosse, qu'il commandait, était jalouse de celle d'Angleterre; il mit la première du côté du Parlement, il isola la seconde pour la licencier plus aisément; Monk fit un coup d'État contre l'armée; le Parlement, héritier de la force militaire, rappela ensuite le prétendant. Le général Changarnier se croyait maître de l'armée; celle-ci n'appartenait qu'à ses intérêts, et elle ne discernait pas bien encore de quel côté ils étaient. Le général Changarnier, satisfait de son importance, se posant en arbitre d'une situation imaginaire, dicta-

teur de l'impossible, représentant de rêves qui se croyaient des prétentions, n'était qu'un simulacre de chef à la tête d'un parti qui n'avait que des velléités de règne.

Le général Changarnier devait encore une fois monter à la tribune, et y prononcer quelques phrases sonores bientôt démenties par les événements; mais son rôle finit dans cette séance. Ainsi disparut de la scène politique le dernier de ces généraux d'Afrique auxquels la France avait témoigné tant de confiance et de sympathie : Cavaignac, fils d'un conventionnel, appartenait à la Révolution par sa naissance; Lamoricière, à la légitimité, qu'il parut abandonner un moment et pour laquelle il est mort noblement; le général Changarnier voulait, dit-on, unir la légitimité et l'orléanisme. Un lien commun rattachait ces soldats divisés d'opinions, la probité. Cavaignac, Lamoricière, Changarnier et leurs camarades Duvivier, Bedeau, Le Flô, après la chute de Louis-Philippe, s'étaient rangés sous des bannières différentes, mais tous avaient la fierté et l'orgueil de servir la France et non un maître; ils étaient inaccessibles aux basses convoitises, ils avaient le mépris de l'argent, et sur le champ de bataille, à la tribune, dans l'exil ou dans la retraite, ils ont honoré l'armée, leur opinion et leur pays.

Le ministère était battu; il fallait le remplacer. M. Louis Bonaparte, profitant avec habileté des difficultés de cette entreprise pour rejeter sur l'Assemblée la responsabilité des inconvénients d'une crise ministérielle, écrivit la lettre suivante à M. Dupin :

« Monsieur le Président,

» L'opinion, confiante dans la sagesse du Gouvernement et de l'Assemblée, ne s'est point émue des derniers incidents. Néanmoins la France commence à souffrir d'un désaccord qu'elle déplore. Mon devoir est de faire ce qui dépend de moi pour en prévenir les résultats fâcheux.

» L'union des deux pouvoirs est indispensable au repos du pays; mais, comme la Constitution les a rendus indépendants, la seule condition de cette union est une confiance réciproque.

» Pénétré de ces sentiments, je respecterai toujours les droits de l'Assemblée en maintenant les prérogatives du pouvoir que je tiens du peuple.

» Pour ne point prolonger une dissidence pénible, j'ai accepté, après le vote récent de l'Assemblée, la démission d'un ministère qui avait donné au pays, à la cause de l'ordre, des gages éclatants de son dévouement : voulant toutefois reformer un cabinet avec des chances de durée, je ne pouvais prendre ses éléments dans une majorité née de circonstances exceptionnelles, et je me suis vu à regret dans l'impossibilité de trouver une combinaison parmi les membres de la minorité, malgré son importance.

» Dans cette conjecture, et après de vaines tentatives, je me suis résolu à former un ministère de transition, composé d'hommes spéciaux, n'appartenant à aucune fraction de l'Assemblée, et décidés à se livrer aux affaires sans préoccupation de parti. Les hommes honorables qui acceptent cette tâche auront des droits à la reconnaissance du pays.

» L'administration continue donc comme par le passé. Les préventions se dissiperont au souvenir des déclarations solennelles du message du 12 novembre. La majorité réelle se reconstituera; l'harmonie sera rétablie sans que les deux pouvoirs aient rien sacrifié de la dignité qui fait leur force.

» La France veut avoir tout le repos, et elle attend de ceux qu'elle a investis de sa confiance une conciliation sans faiblesse, une fermeté calme, l'impassibilité dans le droit.

» Agréiez, Monsieur le Président, l'assurance de mes sentiments de haute estime.

» L.-N. BONAPARTE. »

Ce cabinet transitoire comprenait : MM. le général Randon, à la guerre; Wäisse, à l'intérieur; de Germiny, aux finances; Magne, aux travaux publics;

Brenier, aux affaires étrangères; Royer, à la justice; Vaillant, contre-amiral, à la marine; Charles Giraud, à l'instruction publique et aux cultes; Schneider, à l'agriculture et au commerce.

Le général Randon, engagé volontaire en 1811, fut nommé chef d'escadron en 1830; il servait sous son oncle, le général Marchand, lorsqu'en 1815, Napoléon, après avoir débarqué à Cannes, se mit en marche sur Grenoble; le capitaine Randon eut le courage de rappeler au colonel du 5^e de ligne, vers lequel s'avancait l'empereur, qu'il avait reçu l'ordre de faire feu. La Restauration cependant ne rendit pas justice à cette conduite; peut-être la religion de M. Randon en fut-elle cause; il est né protestant. M. Randon, devenu colonel en 1838, fit la guerre en Afrique, à la tête du 2^e chasseurs; il quitta ce pays en 1847 avec le grade de lieutenant général. Nommé en 1848 directeur des affaires de l'Algérie, il commanda ensuite la division de Metz, et fit des inspections de cavalerie jusqu'au jour où le vice-président de la République, M. Boulay (de la Meurthe), le proposa comme ministre transitoire de la guerre. M. Vaïsse, avoué à Marseille, libéral fougueux sous la Restauration, vendit son étude pour prendre sa part de la curée de 1830; il obtint une place de sous-préfet, et devint plus tard secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône. Le général Darnémont, passant du commandement de la 8^e division militaire au gouvernement de l'Algérie, le transforma en secrétaire général du gouvernement de cette colonie; M. Guizot, après la mort du général

Damrémont, tué au siège de Constantine, nomma M. Vaïsse préfet des Pyrénées-Orientales. Il passa, grâce à la recommandation du général Baraguey-d'Hilliers tout-puissant, après le 10 décembre, de la préfecture des Pyrénées-Orientales à celle du Nord, où il se fit remarquer par l'ardeur de sa chasse aux mauvais livres. Béranger lui-même ne put trouver grâce devant lui. M. de Germiny était gendre de M. Humann, et receveur général. M. Magne, devenu, d'expéditionnaire avocat à Périgueux, d'avocat conseiller de préfecture de la Dordogne, de conseiller de préfecture député, de député sous-secrétaire d'État des finances, et de sous-secrétaire d'État des finances ministre des travaux publics, devait son élévation au maréchal Bugeaud, dont il avait été le protégé, et en quelque sorte l'homme d'affaires. M. Brenier quittait son cabinet de chef de la division de comptabilité au ministère des affaires étrangères pour monter dans celui du ministre. M. de Royer, ancien élève du collège de Marseille, avait appris le latin chez les descendants des Grecs; né poète, il devint substitut, puis avocat général, dans le procès de la haute Cour de Versailles, il se distingua sous M. Baroche, qui le désigna comme son successeur à la Cour d'appel. M. Charles Giraud enseignait le droit administratif à Aix, sa patrie, lorsque la protection de M. Thiers lui ouvrit les portes de l'administration de l'instruction publique; le ministre se servit de lui pour présider des concours; il lut quelques morceaux à l'Académie des sciences morales, si bien qu'il devint peu à peu académicien, vice-recteur à Paris, inspec-

teur général des Facultés, puis enfin ministre transitoire. M. Schneider dirigeait le Creuzot.

Un pareil ministère ne méritait pas l'honneur d'être interpellé sur sa formation ; mais la majorité, piquée dans son amour-propre parlementaire, indignée d'avoir de si minces personnages pour intermédiaires entre elle et le gouvernement, gardant d'ailleurs rancune au président de la République de la leçon qu'il lui donne dans sa lettre, croit devoir soumettre le cabinet transitoire à un interrogatoire en règle : Êtes-vous pour le message du 12 novembre ou pour le message du 31 décembre ? Admettez-vous l'indépendance des deux pouvoirs dont parle la lettre ? Consentez-vous ou ne consentez-vous pas à l'application de la loi du 31 mai, à l'élection du président de la République ? Le ministère a beau répondre avec douceur : Je ne suis ici que transitoirement, d'autres vous répondront plus tard, attendez, la majorité ne veut pas attendre ; elle est convaincue que ses efforts vont amener la formation d'un « grand ministère » dont M. Thiers et M. Molé feront partie. M. Thiers encourage chez ses amis et partage lui-même ces illusions ; la majorité s'acharne d'autant plus sur le ministère transitoire, qu'une occasion va s'offrir bientôt à elle d'imposer sa volonté au pouvoir exécutif.

L'Assemblée avait voté l'année précédente 2460000 francs de supplément de traitement au président de la République ; un supplément de 1 800 000 francs pour l'exercice 1851 était devenu nécessaire. M. de Germiny, ministre des finances, présenta donc, le

3 février, un projet de loi à ce sujet. La majorité votera le supplément, à la condition qu'un ministère parlementaire sera tout de suite formé; le président de la République peut refuser ce marché, mais qu'il sache bien alors que la majorité n'entend pas dénaturer l'institution démocratique de la présidence, et qu'il n'aura pas un sou de plus. M. de Montalembert cherche à ramener ses collègues à de meilleurs sentiments; mais cet orateur, qui a plus d'une fois exprimé les passions et les rancunes de la majorité, n'est point aimé d'elle. M. de Montalembert n'a, en effet, aucune de ces qualités extérieures qui appellent la sympathie; sa voix criarde, son menton et ses joues sans barbe, ses cheveux longs et tombant en mèches droites sur ses épaules, lui donnent la physionomie d'un dignitaire de l'Église qui a pris l'habit séculier pour plus de commodité, dans un voyage. Les membres de la majorité, aux premiers mots de M. de Montalembert : « Je ne suis ni le conseiller, ni le confident, ni l'avocat du président de la République, je suis son témoin », se regardent avec un étonnement qui ne fait que s'accroître à mesure que l'orateur continue son discours, et qu'il trace le tableau des services rendus à la cause de l'ordre par M. Louis Bonaparte. Rien n'est à reprendre dans sa conduite, si ce n'est la lettre à M. Edgar Ney ¹; la

1. Voici les passages importants de cette lettre :

« Élysée national, le 18 août 1849.

» La République française n'a point envoyé une armée à Rome pour y étouffer la liberté italienne, mais au contraire pour la régler en la préservant contre ses propres excès, et pour lui donner une base solide en



destitution du général Changarnier elle-même est justifiée par M. de Montalembert ; il proteste d'avance contre l'intention que l'on prête à l'Assemblée de ne pas accorder les 1 800 000 francs demandés, contre un refus qui serait « une des ingratitudes les plus aveugles et les moins justifiées de ce temps-ci ». La plus curieuse partie de ce discours est celle où M. de Montalembert, un des chefs de la coalition de la rue de Poitiers, après s'être élevé contre ces coalitions « qui, en détruisant le respect de l'autorité, contribuent bien plus aux révolutions que les émeutes », se sépare de ses anciens alliés les légitimistes, en leur déclarant que « il n'y a de légitime que ce qui est possible ». M. de Montalembert, en se ralliant à la doctrine des faits accomplis, prévoyait le coup d'État et cherchait d'avance à s'entendre avec lui.

Les discussions sur des questions d'argent répugnent à la France ; les royalistes, qui refusaient un supplément de traitement au président de la Répu-

remettant sur le trône pontifical le prince qui, le premier, s'était placé hardiment à la tête de toutes les réformes utiles.

» J'apprends avec peine que les intentions bienveillantes du Saint-Père, comme notre propre action, restent stériles en présence de passions et d'influences hostiles. On voudrait donner comme bases à la rentrée du pape la proscription et la tyrannie ; dites de ma part au général Rostolan qu'il ne doit pas permettre qu'à l'ombre du drapeau tricolore on commette aucun acte qui puisse dénaturer le caractère de notre intervention.

» Je résume ainsi le rétablissement du pouvoir temporel du pape : amnistie générale, sécularisation de l'administration, Code Napoléon et gouvernement libéral.

» J'ai été personnellement blessé, en lisant la proclamation des trois cardinaux, qu'il n'était pas même fait mention du nom de la France, ni des souffrances de nos braves soldats.....

» L.-N. BONAPARTE. »

blique, n'avaient d'ailleurs jamais rien marchandé, les uns à la Restauration, les autres à la monarchie de Juillet. Le refus de la dotation, au lieu d'être une affirmation du principe républicain, se changeait en une manifestation légitimiste rendue plus bruyante par l'arrivée d'une lettre de remerciement, adressée à M. Berryer, à la suite de son discours sur le voyage à Wiesbaden par le comte de Chambord. Ce prince, pour atténuer le mauvais effet d'une circulaire signée en son nom par M. de Barthélemy, promettait l'égalité devant la loi, la liberté de conscience, le libre accès de tous aux fonctions publiques, et il finissait ainsi : « Après tant de vicissitudes et d'essais infructueux, la France, éclairée par sa propre expérience, saura, j'en ai la ferme confiance, connaître elle-même où sont ses meilleures destinées. »

La publication de cette lettre datée de Venise, le 31 janvier 1850, précéda de quelques jours la discussion de la proposition Creton, ajournée à trois mois. M. Creton demandait l'abrogation de la loi qui interdisait le sol français aux membres des deux dernières familles régnantes ; un nouveau tournoi d'éloquence ne pouvait manquer de s'engager sur cette proposition, qui trouva M. Berryer parmi ses plus ardents adversaires. La légitimité, selon M. Berryer, n'a pas besoin que la loi constate ses droits ; ce n'est pas la loi qui l'exile, c'est la force ; la légitimité subit la force, elle repousse la générosité. La théorie légitimiste évoquait en quelque sorte la théorie opposée. M. Marc Dufrasse se chargea de développer ce principe que la loi de proscription politique ne frappe pas

seulement l'individu, mais encore la famille et la lignée. Aux clameurs dont l'orateur est poursuivi, qui se croirait dans une assemblée composée en grande partie de légitimistes proscriptionnaires des Bonaparte, d'orléanistes proscriptionnaires des Bourbons et de bonapartistes proscriptionnaires des Bourbons et des Orléans ? M. Berryer déclare qu'après le discours de M. Dufraisse, les opinions n'étant plus libres, il faut ajourner la proposition à six mois. Les partis, excités par cette discussion, reprennent leurs éternelles querelles, et passent le temps à se faire des niches, s'il est permis d'employer une semblable expression. M. Berryer propose le remboursement de l'impôt des 45 centimes ; M. Lagrange demande le remboursement du milliard des émigrés ; la majorité et l'opposition luttent de propositions absurdes. L'expédition de Rome à l'intérieur est reprise avec une nouvelle vigueur ; ses précédentes batailles ont été : le suffrage universel, la presse, l'enseignement ; il ne s'agit plus que d'atteindre la garde nationale. Un projet de loi est dirigé contre elle : en attendant la discussion de ce projet, le gouvernement doit-il procéder au renouvellement des officiers de la garde nationale dont le mandat est expiré d'après les prescriptions de l'ancienne loi ? La commission de l'Assemblée s'était entendue avec le ministère pour proroger l'ancienne loi par une loi nouvelle, afin de couvrir la responsabilité du président de la République ; le bruit se répand tout à coup que le gouvernement, changeant d'avis, va brusquement faire procéder aux élections, le 25 mars,

conformément au décret du Gouvernement provisoire. Les royalistes s'émeuvent et s'écrient que le gouvernement veut avoir deux suffrages, l'un régularisé pour les représentants du peuple, l'autre illimité pour le président et pour la garde nationale, et qu'avant d'abroger la loi du 31 mai, il emploie tous les moyens pour diminuer son influence morale : « Prenez garde, s'écrie le général Lamoricière, la prorogation des pouvoirs des officiers, on peut vous la demander pour d'autres pouvoirs. » N'aurait-on pas pu lui répondre : si la souveraineté législative se substitue à l'élection en étendant la durée des pouvoirs transmis par elle, qui l'empêchera de proroger les conseils municipaux, les conseils généraux, la présidence et elle-même ? Ces débats redoublaient l'impatience de la majorité de voter la loi nouvelle qui change le caractère démocratique de la garde nationale, car elle n'admet pas que tout électeur soit garde national, et elle établit le double degré pour l'élection des grades supérieurs. La majorité, après avoir supprimé ce qu'elle appelle le droit au fusil et moralisé la garde nationale, jette les yeux sur l'enseignement supérieur.

M. de Falloux n'est plus ministre de l'instruction publique, mais M. de Parieu, animé de son esprit, continue ses traditions : lycées, écoles, pensionnats, tous les établissements d'instruction publique ont subi l'épuration, il ne reste plus à réformer que le Collège de France. Le gouvernement ne peut pas, il est vrai, destituer un professeur de ce collège, mais il lui est permis de suspendre son cours : le ministre ne le destitue pas, il lui ferme la bouche. M. de Sal-

vandy avait usé de cette faculté pour suspendre les cours de MM. Michelet et Quinet. Les jésuites trouvaient déjà leur enseignement suspect à cette époque; pourquoi se montreraient-ils plus tolérants, aujourd'hui qu'ils sont tout-puissants ? Le clergé règle l'enseignement; aussi quelle ferveur et quelle orthodoxie dans toutes les chaires ! la Sorbonne elle-même n'ose plus parler à haute voix des écrivains du dix-huitième siècle; l'enseignement historique garde seul dans la bouche de M. Michelet son franc parler; dangereux exemple ! Qui ne s'humilie pas devant le jésuitisme, le brave; il faut fermer tout de suite la chaire rebelle; le moyen âge est de retour, l'enseignement libre devient un crime. Le cours de M. Michelet est supprimé, et la philosophie ne craint pas de s'associer aux vengeances de la théologie.

M. Barthélemy Saint-Hilaire, le jour où l'on discute à l'Assemblée la pétition des étudiants contre la suspension du cours de M. Michelet, déclare, en qualité d'administrateur du Collège de France, que les leçons de l'illustre historien compromettent « la dignité, les plus chers intérêts du Collège de France ». Ses plus chers intérêts ne sont-ils pas de défendre la liberté d'enseignement ? M. Barthélemy Saint-Hilaire ajoute : « Au lieu d'un cours d'histoire et de morale, titre de sa chaire, M. Michelet ne fait que de la politique. » M. Barthélemy Saint-Hilaire, philosophe distingué, traducteur d'Aristote, aurait été bien embarrassé pour marquer la séparation entre l'histoire et la politique, entre la morale et la politique. Peut-on raconter un fait qui change le monde, la Réforme,

par exemple, sans en déduire les conséquences politiques ? Un professeur parle du partage de la Pologne ; faudra-t-il donc suspendre son cours s'il attaque la moralité de cet acte ? M. Barthélemy Saint-Hilaire chassait la philosophie de l'histoire, il n'y laissait que des dates et des faits : il justifiait encore la suspension de M. Michelet par cette triste raison qu'il ne faisait pas le nombre des leçons imposées par le règlement, en échange de son traitement de 5000 francs par an. La mesure contre laquelle réclamaient les étudiants était un échec pour le Collège de France, bien plus que pour le professeur ; les grands établissements scientifiques et littéraires, les corps aristocratiques de l'enseignement, n'ont pas d'autre manière de se défendre que de devenir le centre de la défense commune contre le retour des hommes et des choses du passé.

Le moment de la discussion sur la révision de la Constitution approchait. Pendant que les royalistes fourbissaient leurs armes, le président de la République inaugurait la section du chemin de fer de Dijon ; l'accueil des populations et des autorités municipales de cette partie de la France s'éleva jusqu'à l'enthousiasme. Le maire de Dijon mit « aux pieds du prince héritier du nom qui porta le plus haut la gloire de la France, le dévouement de la nation, qui sans doute saurait, dans l'exercice de sa souveraineté, trouver la meilleure expression de sa reconnaissance. »

Voici la réponse du président de la République :

« Je voudrais que ceux qui doutent de l'avenir m'eussent accompagné à travers les populations de l'Yonne et de la Côte-d'Or. Ils se seraient rassurés, en jugeant par eux-mêmes de la véritable disposition des esprits. Ils eussent vu que ni les intrigues, ni les attaques, ni les discussions passionnées des partis ne sont en harmonie avec les sentiments ni avec l'état général du pays.

» La France ne veut ni le retour à l'ancien régime, quelle que soit la forme qui le déguise, ni l'essai d'utopies funestes et impraticables. C'est parce que je suis l'adversaire le plus naturel de l'un et de l'autre, qu'elle a placé sa confiance en moi.

» S'il n'en était pas ainsi, comment expliquer cette touchante sympathie du peuple à mon égard, qui résiste à la polémique la plus dissolvante et qui m'absout de ses souffrances.

» En effet, si mon gouvernement n'a pas pu réaliser toutes les améliorations qu'il avait en vue, il faut s'en prendre aux manœuvres des factions... *Depuis trois ans, on a pu remarquer que j'ai toujours été secondé par l'Assemblée quand il s'est agi de combattre le désordre par des mesures de compression. Mais, lorsque j'ai voulu faire le bien, améliorer le sort des populations, elle m'a refusé ce concours.*

» *Si la France reconnaît qu'on n'a pas eu le droit de disposer d'elle sans elle, la France n'a qu'à le dire : mon courage et mon énergie ne lui manqueront pas.*

» C'est parce que vous l'avez compris ainsi que j'ai trouvé dans la patriotique Bourgogne un accueil qui est pour moi une approbation et un encouragement.

» Je profite de ce banquet, comme d'une tribune, pour ouvrir à mes concitoyens le fond de mon cœur. D'un bout de la France à l'autre, les pétitions se signent pour demander la revision de la Constitution. J'attends avec confiance les manifestations du pays et les décisions de l'Assemblée qui ne seront inspirées que par la seule pensée du bien public.

» Depuis que je suis au pouvoir, j'ai prouvé combien, en présence des grands intérêts de la société, je faisais abstraction de ce qui me touche. Ses attaques les plus injustes et les plus violentes n'ont pu me faire sortir de mon calme.

» Quels que soient les devoirs que le pays m'impose, il me trouvera décidé à suivre sa volonté. Et, croyez-le bien, Messieurs, la France ne périra pas entre mes mains. »

M. Léon Faucher, ministre de l'intérieur, disait, quelques jours avant ce voyage, à l'un de ses amis : « Je serai probablement le dernier ministre

parlementaire de ce gouvernement, mais je tomberai avec le régime constitutionnel auquel je ne veux pas survivre, malgré ma vive affection pour le président. » Ce discours menaçait de donner bien vite raison au pressentiment de M. Léon Faucher; il fallait se hâter d'en atténuer l'effet; M. Léon Faucher, qui accompagnait le président, accourut à Paris pour expurger la fatale harangue avant son insertion au *Moniteur*. Les mots soulignés ne figurent pas en effet dans la feuille officielle. L'Assemblée en a cependant connaissance, et elle en témoigne sa colère d'une façon bruyante; la Bourse baisse. Le coup d'État va-t-il éclater? Le bruit se répand que l'armée est prête à marcher; la plus grande agitation règne parmi les représentants. Le général Changarnier monte à la tribune et prononce majestueusement les paroles suivantes :

« L'armée, profondément pénétrée du sentiment de ses devoirs, du sentiment de sa propre dignité, ne désire pas plus que vous de voir les hontes et les misères des gouvernements des Césars, alternativement proclamés ou changés par des prétoriens en débauche.

» Personne n'obligera les soldats à marcher contre le droit, à marcher contre cette Assemblée. L'armée n'obéira qu'aux chefs dont elle est habituée à suivre la voix. Mandataires de la France, délibérez en paix. »

Le général Changarnier regagne solennellement son banc au milieu des applaudissements de la majorité, moins rassurée cependant par les paroles de l'ex-

commandant en chef de l'armée de Paris que par cette déclaration du ministre de l'intérieur : « Le discours du président de la République a été publié ce matin dans le journal officiel ; le gouvernement n'en reconnaît pas d'autre. »

En comparant la situation du pouvoir législatif et du pouvoir exécutif au moment où l'année 1850 se termine au milieu de ces querelles, il est facile de s'apercevoir que jusqu'ici la majorité de l'Assemblée, soit qu'elle ait confondu sa cause avec celle du bonapartisme, soit qu'elle ait voulu s'en séparer, a merveilleusement servi les intérêts de son adversaire. Le parti conservateur, par la dissolution violente des ateliers nationaux, a provoqué le 24 juin, qui a produit le 10 décembre ; il a fait décréter sous un prétexte hypocrite l'expédition romaine, gage de l'alliance entre l'Église et l'Empire futur ; il a chassé la Constituante par la proposition Râteau ; il a rendu les masses indifférentes ou hostiles au pouvoir législatif en faisant de l'Assemblée un des foyers les plus ardents de la réaction ; il a familiarisé les esprits avec les législations les plus rigoureuses en votant la loi de l'état de siège ; il a, par l'envoi de commissaires extraordinaires et de proconsuls militaires dans les départements, habitué les populations à fléchir sous l'arbitraire et sous l'épée ; il a confisqué le droit d'association et le droit de réunion électorale ; il a porté le dernier coup à la presse par l'interdiction de la vente des journaux dans les rues ; il a édicté la loi de déportation à Nouka-Hiva ; enfin, après avoir demandé la translation du siège du gouvernement de

Paris à Versailles, l'état de siège permanent, il a consacré son œuvre par la suppression du suffrage universel. Le coup d'État peut venir, sa besogne est à moitié faite; le parti conservateur a détruit ou énervé toutes les forces qui pouvaient lui être opposées.

CHAPITRE VI

LA SENTINELLE INVISIBLE.

1851

SOMMAIRE. — M. Napoléon Bonaparte et la garde nationale. — Situation des partis au moment de la revision de la Constitution. — M. de Tocqueville est nommé rapporteur de la commission. — Discussion sur la revision. — Résultat de cette discussion. — Tous les partis s'injurient. — Le bonapartisme profite de cette lutte. — La bourgeoisie commence à ne pas se croire suffisamment protégée par le parti conservateur. — Le parti radical fait tout ce qu'il faut pour l'effrayer davantage. — Candidature de Nadaud à la présidence de la République. — La conspiration bonapartiste redouble d'efforts pour exciter l'armée. — Les toasts du banquet de l'École militaire. — Terreur croissante de la bourgeoisie. — Le projet de coup d'État préparé est ajourné et bientôt repris. — Grande réunion militaire chez Magnan. — Le ministère de dévouement. — Saint-Arnaud ministre de la guerre. — Saint-Arnaud dans les journées de Février. — Fortoul ministre de la marine. — M. Louis Bonaparte demande l'abolition de la loi du 31 mai. — Discours aux officiers. — Discours aux exposants. — La proposition des questeurs. — Le bonapartisme et la révolution. — Erreur persistante des démocrates. — La sentinelle invisible. — Rejet de la proposition des questeurs.

L'application de la loi du 31 mai aux élections communales et aux élections de la garde nationale soulevait des difficultés considérables, en attendant celles qui ne pouvaient manquer de surgir à l'heure solennelle de la double élection de l'Assemblée et du président de la République. La nouvelle loi sur la garde nationale avait rencontré dans M. Napoléon Bonaparte un de ses plus ardents adversaires : « Vous

voulez, disait-il aux défenseurs de cette loi, organiser la guerre civile, armer une partie de la nation contre l'autre, ériger la misère du peuple en système, et assurer votre domination par l'asservissement et l'oppression du pays. » Colonel de la deuxième légion de la garde nationale de la banlieue, il avait donné le signal de la protestation par une lettre dans laquelle, après avoir donné sa démission parce que ses pouvoirs étaient expirés, il ajoutait : « Nommé par le suffrage de mes concitoyens, je ne veux pas accepter une prorogation de la majorité de l'Assemblée. » L'ordre du jour dans lequel il faisait ses adieux aux gardes nationaux de sa légion se terminait ainsi : « Soyez les plus fermes soutiens de la République et de la grande cause de la démocratie. »

Ce langage donne une idée du ton auquel les partis sont montés au moment où la revision de la Constitution va les mettre aux prises.

Les légitimistes se proclament toujours les représentants du seul principe capable de sauver la société; le châtelain de Frohsdorf n'attend plus qu'un signe pour rendre à la France le bonheur et la prospérité. Mais ses partisans sont divisés sur les moyens d'obtenir ce résultat : les uns veulent faire quelques emprunts aux institutions parlementaires, les autres se refusent absolument à toute concession. Les orléanistes se partagent aussi en deux camps : ceux-ci, sans être complètement désabusés des principes constitutionnels, croient cependant qu'il est impossible de les réaliser sans l'appui des principes opposés; ils veulent réunir la tradition et la révo-



lution, fondre les deux monarchies du droit divin et du droit populaire en une seule monarchie ; ceux-là restent fidèles à la tradition semi-révolutionnaire de 1830 ; ces dissentiments se reproduisent dans les réunions particulières où les représentants des diverses nuances du parti conservateur cherchent à l'avance à former leurs opinions et à se concerter sur les mesures à prendre.

La première de ces réunions se tenait dans une des salles du Conseil d'État ; les légitimistes y exerçaient, par leur assiduité et par leur esprit de discipline, une prépondérance que le nombre seul n'aurait peut-être pas pu leur assurer ; les résolutions prises dans la réunion du Conseil d'État étaient discutées d'abord dans le cercle de la rue de Rivoli. Les orléanistes avaient à leur tour créé le cercle de la rue Richelieu, qui fut bientôt transféré rue des Pyramides. L'accord régnait peu entre ces deux cercles ; les membres de chaque cercle étaient eux-mêmes souvent divisés entre eux. Il avait fallu, pour pacifier les dissidences légitimistes, faire parler l'oracle, c'est-à-dire publier le manifeste de Wiesbaden signé de la main royale d'Henri V ; les légitimistes, dernièrement encore, venaient d'envoyer M. de Falloux en ambassade auprès du chef de la branche aînée de la famille des Bourbons, pour lui demander de ramener la paix parmi eux en leur traçant une ligne de conduite dont il serait interdit de s'écarter.

Les légitimistes avaient beau vanter la force de leur principe, la revision de la Constitution ne pouvait évidemment ramener la France aux pieds d'Henri V ;

aussi quelques membres de ce parti, plus clairvoyants que les autres, hésitaient-ils à provoquer le renversement de la Constitution républicaine tant qu'ils ne seraient passûrs de la remplacer par les institutions de la monarchie de saint Louis. La fraction du parti légitimiste favorable à la revision l'emporta cependant, grâce aux efforts de M. Berryer et de M. de Falloux qui, depuis son retour de Venise, semblait devenu l'interprète principal de la pensée royale; la question de revision devait donc être posée de façon à mettre la France en demeure d'opter entre l'anarchie ou la République et la royauté de droit divin.

La réunion orléaniste de la rue des Pyramides, présidée par le duc de Broglie, sans emprisonner sa résolution dans aucune alternative, demandait tout simplement que le peuple fût remis en possession du plein exercice de sa souveraineté et du droit de manifester librement ses sentiments sur la Constitution. Les membres de cette réunion soumettaient la Constitution au vote du peuple français, avec l'arrière-pensée que de ce vote sortirait peut-être une présidence décennale qui satisferait M. Louis Bonaparte et qui mettrait fin aux dangers de la situation.

La commission de revision, d'après des conventions conclues d'avance, fut composée de six membres de l'opposition, adversaires de la revision; de trois membres signataires de la proposition principale; de quatre membres légitimistes; de deux membres qui réservaient leur opinion et leur vote. La discussion au sein de cette commission porta bien moins sur la question elle-même que sur le choix du rapporteur.

M. de Tocqueville, après plusieurs scrutins infructueux, fut nommé, grâce à la voix de M. de Corcelles. Son rapport n'est certainement pas un des morceaux les plus remarquables sortis de sa plume. M. de Tocqueville se borne à exposer les raisons pour ou contre la revision; il signale les deux points les plus défectueux à ses yeux de la Constitution, les formes du suffrage universel, et l'antagonisme nécessaire des deux pouvoirs sortis de la même source avec des forces inégales, puis il conclut contre la revision.

L'Assemblée se trouvait en présence de cinq propositions :

1° La proposition de M. de Broglie : « Les représentants soussignés, dans le but de remettre à la nation l'entier exercice de la souveraineté, ont l'honneur de proposer à l'Assemblée nationale que la Constitution soit révisée. »

2° La proposition de M. Payer, dont le but est de rectifier quelques points de détail de la Constitution, et de développer les autres dans le sens républicain.

3° La proposition de M. Creton, qui demande la convocation d'une Assemblée munie de pouvoirs illimités pour choisir le gouvernement de la France.

4° Celle de M. Bouhier de l'Écluse, consistant à élire une assemblée constituante qui rendrait à la France ses lois fondamentales, ou plutôt qui se bornerait à les déclarer, ces lois n'ayant pu périr, car elles sont éternelles.

5° Celle de M. Larabit, sanctionnant le renouvellement de la présidence de la République dans les mains du titulaire actuel.

M. de Broglie, effrayé sans doute d'avoir invoqué le principe de la souveraineté populaire dans sa proposition, la transforma de la façon suivante : « L'Assemblée législative, vu l'article 3 de la Constitution, émet le vœu que la Constitution soit révisée en totalité conformément audit article. »

La discussion s'ouvrit le 14 juillet, anniversaire de la prise de la Bastille ; le président Dupin crut devoir l'inaugurer par une allocution solennelle recommandant le calme et la modération aux orateurs. M. Baroche, voulant apporter dans le débat l'opinion du gouvernement, ne tarda pas à faire l'épreuve de l'inutilité de ces conseils : l'ancien clubiste de Février s'attendait à recueillir les applaudissements de l'Assemblée en développant de nouveau cette idée que l'élection du 10 décembre était une protestation contre la Constitution de 1848 ; une tempête de cris formée sur les bancs mêmes de la majorité accueillit ses paroles. M. de Falloux prit ensuite la parole ; son discours, panégyrique d'idées et de sentiments qui ont besoin d'être réchauffés et rajeunis par une grande éloquence, laissa l'Assemblée froide et inattentive jusqu'au moment où, pour ajouter à l'impression de terreur qu'il voulait produire, il montra l'invasion étrangère prête à fondre sur la France et à mettre le comble aux maux causés par l'anarchie intérieure. M. de Falloux descendit de la tribune, poursuivi par les ardentes récriminations de la gauche contre une menace si imprudente dans la bouche d'un légitimiste.

Le général Cavaignac défendit le principe répu-

blicain par les arguments que M. de Falloux venait d'invoquer pour défendre la monarchie ; il fit du principe de l'inviolabilité du gouvernement démocratique presque un dogme. Michel (de Bourges) remplaça ces raisonnements mystiques, exposés avec plus de conviction que de clarté, par les éclats passionnés de son éloquence méridionale ; son discours, âpre réquisitoire d'un tribun de la révolution contre la monarchie, remplit deux séances. M. Berryer lui répondit : les deux orateurs se valaient. Le plaidoyer fut aussi éloquent que le réquisitoire ; mais l'éloquence de M. Berryer et de Michel (de Bourges) semblait, malgré tout, vide et déclamatoire, comme il arrive toutes les fois que le résultat d'une lutte est trop prévu.

M. Dufaure, l'un des auteurs de la Constitution de 1848, défendit son œuvre, plutôt par acquit de conscience que par conviction : la France, indifférente, selon lui, à la République ou à la monarchie, tenait à la République uniquement pour ne pas se donner la peine de changer de gouvernement ; la crainte d'une candidature inconstitutionnelle poussait quelques personnes à demander la revision, mais la présence de l'Assemblée doit suffire à les rassurer. M. Dufaure traita la question en avocat, et M. Odilon Barrot en professeur de droit constitutionnel qui expose à ses élèves les différentes formes du gouvernement et qui leur en montre les avantages et les inconvénients. Toutes ses formes avaient trouvé des défenseurs dans la discussion, hormis une seule, l'empire représentatif. Le théoricien de ce gouver-

nement siégeait pourtant sur les bancs de l'Assemblée. M. de Persigny crut devoir garder le silence; le moment de parler de l'empire n'était pas encore venu.

L'Assemblée, rassasiée d'éloquence, clôtura enfin cette discussion de cinq jours pendant lesquels le parlement s'était transformé en Académie des sciences morales et politiques; le scrutin, ouvert avec toute la solennité convenable sous la double forme du vote à la tribune et de l'appel nominal, donna les suivants. Sept cent cinquante représentants avaient répondu à l'appel: quatre cent quarante-six demandaient la revision; deux cent soixante-dix-huit la repoussaient. La majorité n'atteignait pas le chiffre des deux tiers fixé par la Constitution pour que la revision fût prononcée. MM. Thiers, de Rémusat, Cretton, Baze, Bedeau, s'étaient séparés de la droite et avaient voté contre la revision avec le parti républicain.

Qu'avaient produit ces longs débats? un prétexte à tous les régimes qui se sont succédé en France depuis 89 pour s'injurier mutuellement. Les partis, en échange de ce plaisir, avaient livré à l'ennemi la Constitution, leur unique sauvegarde.

L'opinion, toujours portée en France à rendre la liberté responsable des maux et des dangers du pays, sentait redoubler ses alarmes: les partis ne lui montraient que leur haine mutuelle et leur mutuelle impuissance; le parti révolutionnaire ne parlait que de descendre dans la rue: il faisait planer ce qu'il appelait l'échéance de 1852 comme une terrible et

mystérieuse menace sur la tête de tous. Il avait déjà fait choix, disait-on, comme candidat à la présidence de la République, d'un maçon nommé Nadaud, envoyé par les socialistes du département de la Creuse à l'Assemblée législative, citoyen honnête et intelligent, sans doute, mais peu conforme par ses manières et par son instruction à l'idéal que la bourgeoisie française s'était fait jusqu'ici d'un chef de gouvernement.

Les hommes du coup d'État suivaient attentivement ce mouvement des esprits, et se mettaient en mesure d'en profiter.

Le mois d'octobre est l'époque ordinaire des changements de garnison ; les quatre régiments les plus anciens de la garnison de Paris, et les deux régiments de cavalerie furent remplacés par quatre régiments arrivés récemment d'Afrique, et par deux régiments de lanciers, dont l'un, commandé par le colonel de Rochefort, s'était fait remarquer à Satory par la vigueur de ses cris de : Vive l'Empereur ! Des changements avait eu lieu en même temps parmi les généraux placés à la tête de l'armée de Paris.

Le colonel du 1^{er} régiment de lanciers sollicita l'autorisation, qui lui fut d'abord refusée, d'offrir un punch au corps d'officiers du 7^e lanciers et de l'escadron des guides. M. de Rochefort revint à la charge et obtint de ses supérieurs, désireux sans doute de le dédommager de son attente, la permission de disposer, pour la réunion projetée, des appartements de l'École militaire.

Quelques esprits timorés cherchèrent à détourner

le colonel de Rochefort de prononcer « son toast d'ouverture, signal de la charge à fond contre les anarchistes, leurs adhérents et leurs meneurs ¹ ; » mais rien ne put l'arrêter ; il fallait engager le combat et brûler ses vaisseaux. Voici donc la harangue qui précéda la charge qui devait couronner la victoire du 4 décembre, et qui terrassa pour longtemps sans doute l'hydre révolutionnaire ² :

« Rendons grâces, Messieurs, aux vieilles traditions de l'armée, nous leur devons la satisfaction de fêter aujourd'hui nos camarades du 7^e de lanciers. Rendons grâces à ce véritable esprit de corps qui, sans distinction de numéro ou d'uniforme, sait faire une même famille de l'armée tout entière. Oui, Messieurs, c'est à ce sentiment de fraternité militaire qui nous réunit ici, qui fait de tout soldat l'ami, le frère d'un autre soldat, que l'armée a dû de pouvoir traverser sans être entamée la période difficile dont le souvenir n'est pas encore effacé. Si l'affection entre les différents corps de l'armée est si sincère, si solide, c'est qu'elle repose sur une estime réciproque, sur l'habitude de dangers affrontés avec le même courage, ou de peines partagées avec le même dévouement. Félicitons-nous donc, Messieurs, de nous trouver tous réunis ici sous l'inspiration de cette généreuse pensée : si elle nous donne la joie et la sécurité dans le présent, c'est à elle que nous devons aussi demander confiance dans l'avenir.

» Je bois au 7^e de lanciers, et à son colonel ; mais avant ces santés, Messieurs, je vous demanderai de porter celle de l'homme que son courage, sa loyauté, son inébranlable fermeté ont fait, en quelque sorte, la personnification de l'ordre dont nous sommes les défenseurs. Nous boirons à *celui qui nous facilite si bien la tâche que nous devons accomplir*, au prince Napoléon, au chef de l'État ! »

Le colonel Feray prit à son tour la parole :

« Interprète du 7^e lanciers, Messieurs, je remercie nos camarades du 1^{er} et tous les corps de cavalerie de la garnison de Paris de

1. Le capitaine Mauduit, *Révolution militaire* du 2 décembre 1851.

2. *Ibidem*

l'accueil si cordial dont ils nous ont honorés. Le 7^e de lanciers, Messieurs, se félicite d'avoir à partager avec vous la tâche si patriotique, si glorieuse de défendre l'ordre et la société.

» L'armée a été l'ancre de salut de notre pays, dans les mauvais jours que nous avons traversés; c'est à la discipline, c'est à l'union qui règne dans ses rangs et dont elle renouvelle chaque jour l'exemple si peu suivi, que l'armée a dû de rester à la hauteur de la tâche qui lui était imposée.

» Gardons, Messieurs, ces nobles sentiments; gardons ce précieux dépôt que nous ont légué nos aînés, et qu'il nous soit aussi sacré que notre tâche elle-même, car c'est en lui que nous puiserons non seulement les sentiments de notre véritable devoir, mais aussi celui de l'accomplir dignement.

» Je bois au 1^{er} lanciers, à son colonel et à tous les corps de cavalerie de la garnison de Paris. »

Ces toasts tranchent trop avec le ton ordinaire des allocutions échangées dans ces réunions de joyeuse confraternité pour qu'on n'y voie pas l'intention bien arrêtée de stimuler l'ardeur des officiers pour un combat prochain. Les soldats eux-mêmes y étaient préparés. Une augmentation considérable dans l'effectif de la garnison de Paris et de la banlieue avait eu lieu vers cette époque; augmentation si considérable que les logements militaires devenant insuffisants, on caserna des compagnies dans les casernes des forts. Les garnisons de ces forts étaient consignées chaque jour jusqu'à midi, sous prétexte qu'il pouvait survenir de la place des ordres extraordinaires; les théories enseignées aux troupes portaient sur le service en cas de guerre dans la capitale, sur la guerre des rues, des fenêtres, des caves, etc.; les officiers supérieurs, assistés des adjudants-majors, avaient reçu l'ordre d'aller en habits bourgeois, reconnaître leur poste de bataille, et les maisons dont

l'occupation pouvait servir de point d'appui. L'armée n'attendait plus que le signal.

Les complots, les associations secrètes, les émeutes, les vaines démonstrations d'une politique de parade se succédaient, et augmentaient les craintes de la classe moyenne; l'idée d'en finir par la force avec une situation qui menaçait de la ruiner, pénétrait chaque jour plus profondément dans son esprit. Le gouvernement pouvait désormais sans crainte mettre les départements en état de siège sur un prétexte quelconque; bien des gens commençaient à trouver que de semblables mesures pouvaient seules sauver la société: les commerçants, les industriels se demandaient avec effroi si la France était condamnée à une agitation perpétuelle. Le parti révolutionnaire, au lieu de rassurer les caractères timides, redoublait de paroles et de manifestes menaçants. M. Louis Bonaparte, au contraire, tenait le langage le plus propre à toucher les bourgeois opprimés par un perpétuel cauchemar; ils respiraient en entendant le chef du pouvoir exécutif prononcer ces paroles à l'inauguration des Halles centrales: « En posant la » première pierre d'un édifice dont la population est » si éminemment populaire, je me livre avec confiance à l'espoir qu'avec l'appui des bons citoyens » et avec l'appui du ciel, il nous sera donné de jeter » dans le sol de la France quelques fondations sur » lesquelles s'élèvera un édifice social assez solide » pour fournir un abri contre la violence et la mobilité des passions humaines. »

Les préparatifs du coup d'État n'en continuaient

pas moins. Le général Magnan venait de succéder au général Baraguey-d'Hilliers dans le commandement de l'armée de Paris. Magnan s'était battu en Espagne et à Waterloo; capitaine dans la garde impériale et dans la garde royale, colonel à la prise d'Alger, général au service belge en 1831, sur le point de passer au service sarde en 1849, maréchal de camp en France entre ces deux dates, son nom cependant n'était guère connu du public, lorsque le procès de Boulogne lui donna une certaine célébrité. Magnan, signalé à M. Louis Bonaparte comme un homme capable de céder à l'entraînement de ses souvenirs napoléoniens et d'une grosse somme d'argent, se défendit avec indignation devant la Chambre des pairs de pareils soupçons. Il protesta de sa fidélité à la monarchie. Il accompagna, en effet, en grand uniforme la duchesse d'Orléans se rendant le 24 février à la Chambre des députés, et il assista comme simple témoin à la dernière séance de la Chambre de la monarchie, en attendant de mettre fin avec ses soldats aux séances de la dernière Assemblée républicaine.

L'Assemblée s'étant prorogée quelque temps après la discussion sur la revision de la Constitution, quelques-uns des conseillers intimes de M. Louis Bonaparte auraient voulu profiter de ce moment pour changer la forme du gouvernement; les deux chefs militaires du complot, Saint-Arnaud et Magnan, ne partagèrent point cet avis.

« Tout était prêt du côté de l'armée pour les éventualités d'un coup d'État. Il fut sur le point d'avoir lieu lors de la dernière pro-

rogation de l'Assemblée. C'eût été une faute, et une faute très grave.

» La France ne voyait pas encore assez complètement les complots parlementaires. Elle aurait pu croire que le Prince agissait dans un but personnel et d'ambition. Le préfet de police d'alors ¹ y poussait fortement. Beaucoup de personnages dévoués au Prince agissaient de même. Ce furent M. de Saint-Arnaud et le général en chef Magnan, principalement, qui firent abandonner ce projet en faisant valoir les raisons qui demandaient qu'on en ajournât l'exécution.

» Le président, ses ministres, quelques hauts fonctionnaires connaissent les conspirateurs ; mais cela ne suffisait pas. En dissolvant l'Assemblée en pleine paix, on se donnait les apparences de l'illégalité. L'Assemblée pouvait se réunir dans une ville de province, y rendre des décrets, dresser pouvoir contre pouvoir ; que serait-il advenu ? La moindre conséquence eût été une guerre civile acharnée. Le socialisme n'eût pas hésité à prendre provisoirement la Constitution pour drapeau, et les partis de l'Assemblée eussent accepté pour défenseurs les soldats de la Jacquerie. Tels étaient les motifs puissants qu'invoquaient les adversaires du coup d'État pendant la prorogation : « L'Assemblée trahira bien assez ses complots, disait le général Magnan ; attendons qu'elle nous donne barre ². »

Les généraux Magnan et Saint-Arnaud n'étaient pas les seuls à s'opposer à un coup d'État prématuré. Un homme très consulté alors par M. Louis Bonaparte, le docteur Véron, ancien directeur de l'Opéra, raconte comment, grâce à lui, l'Assemblée législative avait vécu quelques mois de plus :

« J'habitais alors la Tuilerie à Auteuil, et un ancien préfet de mes amis avait bien voulu y accepter l'hospitalité pendant la belle saison. M. Carlier y venait tous les jours conférer de son projet de coup d'État avec ce préfet ³. Il l'avait même chargé de rédiger

1. Carlier.

2. Belouino, *Histoire d'un coup d'État*.

3. Romieu. Un de ses amis, l'ayant vu tomber dans la rue à la suite de trois copieuses libations, mit sur son corps un de ces lampions qui servent à désigner, la nuit, les embarras aux voitures. Il figurait parmi les célèbres farceurs de son temps.

les décrets qui devaient, à un jour donné, être insérés au *Moniteur*. Par ces décrets, on supprimait le ministère de l'instruction publique, l'Ecole polytechnique, les octrois. De toutes les grandes écoles de droit, de médecine, d'Alfort, aucune n'était conservée dans la capitale. Quatre cents personnes étaient arrêtées, et immédiatement déportées.

» Le Prince président reçut communication de tout l'ensemble du coup d'État Carlier. Ce fut dans les premiers jours de septembre que le Prince réunit à ce sujet, au palais de Saint-Cloud, M. le comte de Morny, M. le comte de Persigny, M. Rouher et M. Carlier.

« On chassa dans la journée, on dina. Pendant la chasse et pendant le diner, il ne fut pas le moins du monde question du projet Carlier. On passa bientôt dans un des salons du palais. « Ce salon, » dit en s'asseyant le prince Louis-Napoléon, « est celui où le duc de » Raguse, après les journées de Juillet, rendit son épée au duc d'Angoulême... Maintenant, Messieurs, parlons de notre affaire. » On discuta le coup d'État Carlier. L'opinion qui prévalut fut celle-ci : la présence des députés dans les départements devait faire craindre que par leur influence ils ne parvinssent à organiser une résistance sérieuse. La guerre civile pouvait éclater sur plusieurs points. Les esprits les plus impatients, les cœurs les plus résolus reculèrent devant ce danger. L'avis de ceux-là était qu'il fallait attaquer la Chambre présente à Paris, vider la querelle face à face avec elle, et qu'il serait imprudent d'ouvrir la campagne contre les absents. Le Président de la République combattit surtout la mesure des arrestations. Il voulait qu'on n'arrêtât personne, il soutenait qu'il suffirait de faire un appel pur et simple à la nation. M. de Morny fit observer qu'on n'a plus à sévir contre des gens en prison, et que des arrestations faites avec intelligence et à temps, peuvent prévenir les malheurs de la guerre civile.

» Pour ma part, j'étais resté complètement étranger à l'élucubration du coup d'État Carlier. On en parlait bien haut comme pour y préparer le public. Ce peu de mystère et la présence des députés dans les départements me faisaient assister avec inquiétude à cette fiévreuse agitation dont j'étais témoin. Pour le succès, le moment me paraissait mal choisi, le projet trop ébruité.

» Ne sachant quel accueil serait fait au projet du coup d'État Carlier, je cherchai le moyen d'en entraver l'exécution. J'annonçai un matin devant tous ceux qui déjeunaient à la Tuilerie que j'allais publier dans le *Constitutionnel* un article contre les coups d'État. On en fut vite informé à l'Élysée. Le Prince président m'avait fait l'honneur, quelques jours auparavant, de me soumettre une brochure politique pour me demander mon avis sur l'opportunité de sa publication. M. Fleury vint me demander ma réponse : « Est-il

» vrai, » ajouta-t-il, « qu'il doit paraître demain dans le *Constitutionnel* un article contre les coups d'État? » — « Tenez, » lui répondis-je, « j'en corrige les épreuves. » I me témoigne le désir de soumettre cet article au président, il me fit promettre de ne pas le publier sans son adhésion. Le lendemain à midi, je me rendis à l'Élysée. Le Prince me fit l'honneur de me recevoir avec bienveillance et affabilité. « J'ai lu votre réponse sur cette brochure politique, » me dit-il, « vos conseils seront suivis. Permettez-moi, à mon tour, de vous donner mon avis sur cet article contre les coups d'État dont vous avez bien voulu m'envoyer les épreuves, je ne le crois ni opportun, ni utile; montrerez-vous, » ajouta-t-il en riant, « autant de déférence pour mes conseils que j'en ai pour les vôtres? » Je m'inclinai respectueusement, et j'avouai que je n'avais voulu que faire naître l'occasion de parler à cœur ouvert du coup d'État Carlier. J'appris que ce dernier projet était abandonné. Mon article ne parut pas ¹. »

Le général Magnan réunit, un mois plus tard, dans son salon tous les officiers généraux pourvus d'un commandement à Paris, et leur adressa cette allocution :

« Messieurs, il peut se faire que d'ici à peu de temps votre général en chef juge à propos de s'associer à une détermination de la plus haute importance. Vous obéirez passivement à ses ordres. Toute votre vie, vous avez compris et pratiqué le devoir militaire de cette façon-là. Du reste, si quelqu'un de vous hésite à me suivre dans cette voie, qu'il le dise; nous nous séparerons et nous ne cesserons pas de nous estimer. Vous comprenez ce dont il s'agit; les circonstances sont d'une immense gravité. Nous devons sauver la France, elle compte sur nous. Mais, quoi qu'il arrive, ma responsabilité vous couvrira. Vous ne recevrez pas un ordre qui ne soit écrit et signé de moi. Par conséquent, en cas d'insuccès, quel que soit le gouvernement qui vous demande compte de vos actes, vous n'aurez qu'à montrer pour vous garantir ces ordres que vous aurez reçus. Seul responsable, c'est moi, Messieurs, qui porterai, s'il y a lieu, ma tête à l'échafaud, ou ma poitrine à la plaine de Grenelle. »

1. Le docteur Véron, *Nouveaux mémoires d'un bourgeois de Paris*.



La réponse fut digne de ce discours; le général Reible ¹, le doyen de tous, prit la parole :

« Personne ne m'a chargé de parler, général, pourtant je le fais au nom de tous. Vous pouvez compter que nous vous suivrons, et que nous voulons engager notre responsabilité à côté de la vôtre ². »

Un autre historien du coup d'État ³ ajoute : « Une chaleureuse acclamation couvrit les paroles du général Reible. Toutes les mains se cherchèrent, et, dès ce moment, on peut dire avec certitude que la France allait sortir de l'abîme. »

L'Assemblée, au moment où le pouvoir exécutif se préparait à la dissoudre par la force, venait de reprendre ses travaux, lorsque, vers le milieu du mois d'octobre, le bruit se répandit que le président de la République était décidé à lui proposer le rappel de la loi du 31 mai, et que le ministère, ne voulant pas se prêter à l'abolition de cette loi qu'il avait proposée et défendue, donnait sa démission. Ce bruit ne tarda pas à se vérifier. M. Billault, chargé de composer un cabinet parlementaire, n'ayant pas réussi dans sa mission, M. Louis Bonaparte se contenta de nommer un ministère de dévouement dont quatre membres seulement, M. Fortoul, ministre de la marine, M. Casabianca, ministre du commerce, M. Leuillon de Thorigny, ministre de l'intérieur, M. Turgot, vice-président du comité général pour la revision de la Constitution, ministre des affaires étrangères, appar-

1. Il s'agit probablement ici du général Reybell.

2. Belouino, *Histoire d'un coup d'Etat*.

3. P. Mayer.

tenaient à l'Assemblée. M. Giraud, qui avait déjà fait partie du ministère transitoire, redevenait ministre de l'instruction publique ; M. Corbin, procureur général près la cour d'appel de Bourges, et M. Blondel, inspecteur des finances, persistant à refuser, l'un le ministère de la justice, l'autre le ministère des finances, furent remplacés par M. Daviel, procureur général près la Cour d'appel de Rouen, et par M. Magne. La présence du général Leroy de Saint Arnaud au ministère de la guerre donnait seule à ce cabinet une signification politique. Le ministre du coup d'État était à son poste.

M. Leroy, sous-lieutenant dans la garde royale en 1816, quitta l'armée à cette époque pour n'y rentrer qu'en 1830. Son régiment tenait garnison à Blaye ; le général Bugeaud, qui gardait la duchesse de Berry dans la citadelle de cette ville, trouva dans le sous-lieutenant Leroy un auxiliaire intelligent et complaisant pour l'aider dans ses fonctions de geôlier. Pourquoi M. Leroy quitta-t-il encore une fois l'armée à cette époque ? La lecture de son dossier pourrait seule fournir des renseignements utiles à ce sujet : l'histoire sera libre de consulter un jour ce document. Ce serait faire la plus grave injure à la mémoire du général ministre de la guerre Saint-Arnaud que de croire à sa disparition.

M. Leroy, rentré sous les drapeaux, sert en 1836 comme lieutenant dans la légion étrangère ; pendant les huit années qui suivent le siège de Constantine, il franchit tous les grades qui le séparaient du grade de colonel, et il obtint en 1845, grâce à son protec-

teur Bugeaud, le commandement d'un corps surnommé *la colonne infernale*, qui opéra dans le Chétif.

Le général Leroy Saint-Arnaud, en attendant qu'il soit possible d'écrire son histoire, a sa légende qui le montre exerçant vingt métiers : commis voyageur en France, comédien à Paris et à Londres, prévôt d'armes à Brighton; lancé en plein dans les hasards et les expédients de la vie nomade, vrai héros de la Bohême; homme d'esprit, goguenard, faiseur de bons mots et de calembours, rimeur de couplet, brave devant l'ennemi; peu tendre pour les Arabes, grand approbateur et imitateur de l'enfumement des grottes du Dehra. Une troupe d'Arabes s'étant, en effet, renfermée dans la caverne de Shelas, située sur le territoire de son commandement, le colonel Saint-Arnaud s'y rend et somme les réfugiés de faire leur soumission. Tous obéissent, sauf quelques centaines d'individus; instruit seul de ce détail, il fit boucher les ouvertures de la caverne avec des fascines, selon le procédé du général Pélissier, et il y mit le feu. « Personne n'entra dans les cavernes, personne ne sut que là-dessous se trouvaient cinq cents brigands qui ne tueront plus de Français. Un rapport confidentiel a tout raconté au maréchal sans étalage terrible, ni figures de rhétorique; mon frère, personne n'est aussi bon que je le suis par goût et par nature. Du 8 au 12, j'ai été malade; mais ma conscience ne me reproche rien, j'ai fait mon devoir et j'en agirais de même demain ¹.

1. Lettre adressée par le maréchal Saint-Arnaud à son frère; voyez sa correspondance.

« Le général Saint-Arnaud, chargé le 24 février de dégager les abords du Carrousel, avait enlevé à la tête de deux bataillons les barricades de la rue Richelieu. Mais deux coups de fusil partent de la rue Jeannisson, et du haut des fenêtres tombent des bouteilles et autres projectiles peu dangereux d'ailleurs. Aussitôt quelques sapeurs s'avancent vers la rue Jeannisson et font feu. Accident caractéristique de cette lutte étrange ! Comme la veille aux Capucines, comme le matin à la Bastille, les soldats obéissent machinalement à ce signal du hasard : sans ordre, sans direction, sans but, ils tirent à droite, à gauche, en avant, en arrière, en l'air, sur les fenêtres, sur les murs, partout où la poudre pousse les balles. Malheureusement plusieurs coups avaient atteint des personnes inoffensives : un porteur de pain était frappé à mort ; des hommes, des femmes étaient blessés. La colonne poursuivit sa route, ne trouva plus de résistance, détruisit les barricades, et revint au Carrousel.

» Quand elle y arriva, les barricades étaient relevées.

» Sans utilité réelle au point de vue militaire, ce coup de main produisit un effet moral très fâcheux. Ni l'agression, ni la résistance n'avaient été sérieuses. Ceux qui n'étaient pas hostiles blâmèrent une fusillade si peu mesurée. Le meurtre du porteur de pain exaspéra les autres, et l'irritation parut tellement vive, que le commissaire de police, M. Vassal, dut en informer le maréchal Bugeaud, qui lui remit une proclamation tracée de sa main ¹. »

Le général Saint-Arnaud commandait la colonne qui occupait la préfecture de police, et qui comptait un corps de gardes municipaux dans ses rangs ; cette colonne, obligée de capituler, n'avait dû son salut qu'au courage et au dévouement des gardes nationaux qui la défendirent contre la colère du peuple ; la colonne put, grâce à eux, quitter sans danger la préfecture de police ; elle marchait dans l'ordre suivant :

« Les chasseurs de Vincennes, deux compagnies du 70^e, les gardes municipaux à cheval, les gardes à pied. Le général Saint-Arnaud la conduit. Généreux et dévoués jusqu'au bout, les gardes nationaux la couvrent sur toutes ses faces. Le peuple, immobile, la regarde passer sans insulte ni de voix, ni de visage. Un seul cri

¹. Garnier-Pagès, *Histoire de la Révolution de 1848*.

retentit : « Respect aux vaincus ! » La rive gauche était libre, la prudence conseillait ce chemin. Mais le général, auquel les gardes municipaux ont reproché depuis d'avoir plus d'une fois manqué de présence d'esprit dans ce moment terrible, laisse la colonne s'engager vers la rive droite qu'encombrent les barricades et les combattants, la fait tourner à gauche par la rue de la Barillerie, et la dirige sur le pont au Change. Là n'est plus le même peuple qui a reçu la capitulation. Devant le quai aux Fleurs, des insurgés, voyant venir à eux cette longue file dont les premiers rangs sont armés, font feu. Cette démonstration hostile est à l'instant comprimée; le cri protecteur : « Respect aux vaincus ! » retentit de nouveau. La colonne continue son chemin par le pont au Change et le quai de Gèvres.

» A ce moment arrivait en sens contraire, par le quai Pelletier, un attroupement précédé d'un drapeau et commandé par un jeune homme à cheval. A la vue des municipaux, le sang échauffé s'allume : « Voilà les assassins du peuple ! » crient cent voix menaçantes, « il faut les désarmer. » Et, laissant passer les chasseurs de Vincennes et la ligne, ils déchargent leurs fusils sur les municipaux. Aussitôt débandade complète. Les municipaux à pied se dispersent dans toutes les directions; les cavaliers s'élancent au galop vers l'Hôtel de ville, escaladent les pavés roulants de la barricade dressée au coin de la place et du quai, débouchent à fond de train sur la place, culbutent la foule, prise par toutes les issues. A cette apparition subite, le peuple qui occupe l'Hôtel de ville, croit à un retour offensif, reçoit les municipaux à coups de fusil. Mais on s'aperçoit que les soldats sont désarmés; le feu cesse, la poursuite s'arrête, les maisons s'ouvrent aux vaincus, et tout le monde s'empresse à les secourir.

» Le général Saint-Arnaud, précipité de son cheval, fut assailli par une foule furieuse. Les gardes nationaux l'arrachèrent au péril. Il se jeta dans l'Hôtel de ville, et y trouva près du maire de Paris un refuge assuré ¹. »

Un instinct sûr guidait le commandant Fleury vers l'ex-commandant de cette colonne; le projet de renverser la République devait lui sourire. La campagne de Kabylie, entreprise pour le grandir, n'avait pas produit un grand effet au milieu des préoccupations

1. Garnier-Pagès, *Histoire de la Révolution de 1848*.

politiques de l'époque: sa figure maigre et pâle portait déjà les traces de la maladie qui devait l'emporter quatre ans plus tard; son œil fatigué, son air insolent plutôt que fier, son attitude qu'il s'efforçait de rendre hautaine, et qui n'était que provocante, décelaient l'homme usé, blasé, qui va tenter la dernière aventure d'une vie d'aventures.

Le ministre de la marine, seul parmi tous les autres membres du cabinet, méritait d'attirer un peu l'attention du public.

Certains écrivains de l'opposition qui n'avaient ni assez de conscience ni assez de talent pour montrer de la persévérance, voulant, comme on dit vulgairement, faire une fin, s'étaient, vers la fin du règne de Louis-Philippe, rapprochés du gouvernement. M. Fortoul, pauvre, fatigué, marié récemment à la fille de M. Pascalis, figurait dans le nombre; M. de Salvandy, ministre de l'instruction publique, créait précisément vers ce temps-là les chaires des Facultés départementales; M. Fortoul, nommé professeur de littérature étrangère à la Faculté de Toulouse, ne tarda pas à échanger cette chaire contre une chaire semblable à la faculté d'Aix. Il était censé travailler à une édition des papiers de Peiresc. Les amis de M. Fortoul assurent qu'il mettait la dernière main à cet ouvrage, lorsque la révolution de Février vint l'interrompre au milieu de ses occupations littéraires. Il jouissait déjà des honneurs du décanat de la Faculté d'Aix. M. Fortoul alors se souvint qu'il avait été saint-simonien, démocrate, et collaborateur de Louis Blanc et de Jean Reynaud; sentant se réveiller

en lui la fibre républicaine, il sollicita les suffrages des électeurs des Basses-Alpes, et s'empressa d'étaler devant eux ses titres démocratiques : articles nuageux, livres déclamatoires contre la monarchie ; rajeunis, il est vrai, corroborés par une profession de foi dont ses anciens amis MM. Carnot, Jean Reynaud et Charton ne pouvaient que se montrer très édifiés. Le citoyen Fortoul avait pour concurrent le citoyen Châteauneuf, ancien commissaire de la République ; la lutte fut vive ; le citoyen Fortoul l'emporta, mais son élection, suspecte de manœuvres frauduleuses, courait grand risque de n'être pas validée par l'Assemblée. MM. Jean Reynaud, Charton, Carnot se mirent en campagne ; le citoyen Fortoul, grâce à leurs efforts, devint représentant du peuple. M. Fortoul, plus heureux que ses protecteurs, réélu à l'Assemblée législative, ne tarda pas à s'affilier au bonapartisme par la publication d'une brochure sur la revision de la Constitution. Louis Bonaparte, dans la presse d'hommes d'État qu'il fit pour remplacer le cabinet de transition, le prit, et le mit au ministère de la marine. C'est sur son banc de quart que le dictateur du 2 décembre vint le chercher deux mois plus tard, pour lui confier la mission d'approprier l'Université à ses nouvelles destinées.

Le cabinet étant constitué, M. Leuillon de Thorigny monta, le 4 novembre, à la tribune pour lire le message qui demandait à la majorité de rétablir le suffrage universel.

Ce message, habilement rédigé, faisait ressortir le malaise général du pays, le ralentissement du travail,

la panique des intérêts, et, par conséquent, la nécessité de maintenir l'ordre, afin que les résolutions qui devaient décider du sort de la France fussent conçues dans le calme et adoptées sans contestation. Ces résolutions ne pouvaient émaner que d'un acte décisif de la souveraineté nationale. L'auteur du message, après avoir examiné s'il était sage de restreindre la base du suffrage universel, c'est-à-dire du principe qui a relevé l'édifice social en substituant un droit à un fait révolutionnaire, se demandait donc si ce n'était pas d'avance compromettre la stabilité des pouvoirs nouveaux appelés à régir les destinées du pays, que de laisser aux partis un prétexte de discuter leur origine et de nier leur légitimité. La loi du 31 mai était bien plus un acte politique, une loi de salut public qu'une loi électorale ; c'est à ce titre qu'il avait dû l'accepter des mains de la majorité comme un moyen énergique de sauver le pays, mais, ajoutait le président de la République, les mesures de salut public n'ont qu'un temps limité. D'ailleurs, cette loi dépasse le but qu'on voulait atteindre ; elle supprime trois millions d'électeurs dont les deux tiers sont des habitants honnêtes et paisibles des campagnes. Cette immense exclusion sert de prétexte au parti anarchique, qui couvre ses mauvais desseins de l'apparence d'un droit ravi à reconquérir. La loi du 31 mai, défectueuse lorsqu'elle est appliquée à l'élection d'une Assemblée, l'est bien davantage s'il s'agit de la nomination d'un président : car, poursuivait M. Louis Bonaparte, si une résidence de trois ans dans la commune peut paraître une garantie de discernement

imposée aux électeurs pour connaître les hommes qui doivent les représenter, à quoi bon une résidence si prolongée pour connaître le candidat qui doit gouverner la France ! Autre grave objection : la Constitution exige pour la validité de l'élection du président de la République par le peuple, deux millions au moins de suffrages ; si le candidat ne réunit pas ce nombre, le droit d'élire revient à l'Assemblée. La Constituante a donc décidé que sur dix millions de votants portés alors sur les listes, il suffira du cinquième pour valider l'élection. Aujourd'hui le chiffre des électeurs se trouvant réduit à sept millions, en exiger deux, n'est-ce pas intervertir la proportion, demander presque le tiers au lieu du cinquième, et dans une certaine éventualité ôter l'élection au peuple pour la donner à l'Assemblée ?

M. Louis Bonaparte faisait remarquer, en finissant, que l'argument principal des ennemis de la revision de la Constitution consistait à soutenir que l'œuvre d'une Assemblée issue du suffrage universel ne pouvait pas être modifiée par une Assemblée issue du suffrage restreint.

Le dépôt d'un projet de loi pour le rétablissement du suffrage universel suivit immédiatement la lecture de ce message accueilli par les murmures de la majorité. Le ministre de l'intérieur demanda qu'il fût discuté d'urgence. La majorité se donna le plaisir de faire subir un échec au ministère. Ce vote ressemblait à une déclaration de guerre. L'Assemblée voulait-elle résolument entamer la lutte avec le pouvoir exécutif ? On aurait pu le supposer, si la majorité, après

cette première escarmouche, ne s'était empressée de parler de conciliation, de concessions : les membres de la droite ne pouvaient parvenir à se mettre d'accord ; les uns, en maintenant la loi du 31 mai, consentaient à en modifier les conditions trop exclusives ; les autres adoptaient de nouveaux projets, en y introduisant tout ce qu'on pourrait conserver de la loi du 31 mai, notamment ses dispositions relatives au domicile. L'Assemblée perdait son temps dans les subtilités de la tactique parlementaire.

M. Louis Bonaparte agissait ; il s'adressait à l'armée et réclamait ouvertement son concours ; les officiers nouvellement arrivés à Paris lui avaient fait le 9 novembre leur visite officielle ; le président de la République s'était empressé de profiter de l'occasion pour leur adresser une allocution dont l'allusion suivante aux révolutions passées forme la péroraison : « J'espère que ces épreuves ne reviendront pas ; mais si la gravité des circonstances les ramenaient et m'obligeaient à faire appel à votre dévouement, il ne me faillirait pas, j'en suis sûr, parce que, vous le savez, je ne vous demanderai rien qui ne soit d'accord avec mon droit, *reconnu par la Constitution*¹, avec l'honneur militaire, avec les intérêts de la patrie ; parce que, si jamais le jour du danger arrivait, je ne ferais pas comme les gouvernements qui m'ont précédé, et je ne vous dirais pas : « Marchez, je vous suis ; mais je vous dirais : Je marche, suivez-moi ! »

1. Le Président ne prononça pas ces quatre mots, que le ministère fit ajouter par un scrupule que tout le monde comprit. Il y avait encore une constitution. (L. Mayer, *Histoire du 2 décembre*.)

Le général Bonaparte marcha, en effet, au 18 brumaire, quoique sans beaucoup d'entrain, mais en 1815 il se tint prudemment renfermé dans ce palais de l'Élysée qui venait d'entendre la belliqueuse déclaration de son neveu. Le duc d'Angoulême, fort brave sur le pont de Livron, ne quitta pas le château de Saint-Cloud pendant les trois journées. Louis-Philippe n'hésita point à se mettre à la tête des troupes et de la garde nationale pour étouffer l'insurrection de 1832, cependant le 24 février 1848 il abdiqua sans résistance. Les hommes placés à la tête des gouvernements ressemblent aux autres hommes ; tant qu'ils sont jeunes, ils jouissent de tous les avantages de la jeunesse : force, santé, décision ; l'opinion publique leur tient compte de ces qualités, lors même qu'elle n'approuve pas complètement l'usage qu'ils en font ; mais les années s'accumulent sur leur tête, ils changent sans s'en apercevoir, et sans se douter que tout change en même temps autour d'eux. Au moment du danger, ils ne retrouvent plus leur énergie ni celle des autres ; auraient-ils encore la force de crier : Suivez-moi ! personne ne les suivrait ; il ne leur reste qu'à se taire et à se résigner. Ce ne sont pas les hommes qui soutiennent les gouvernements, c'est l'opinion publique.

M. Louis Bonaparte, à cette harangue militaire, fit succéder un pacifique discours aux industriels français récompensés à l'occasion de l'exposition de Londres :

« Comme elle pourrait être grande la République française, s'il lui était permis de vaquer à ses véritables affaires, et de réformer

ses institutions au lieu d'être sans cesse troublée, d'un côté par les idées démagogiques, et de l'autre par les hallucinations monarchiques!

» Les idées démagogiques proclament-elles une vérité? Non, elles répandent partout l'erreur et le mensonge; l'inquiétude les précède, l'inquiétude les suit, et les ressources employées à les réprimer sont autant de pertes pour les améliorations les plus pressantes, pour le soulagement de la misère.

» Quant aux illusions monarchiques, sans faire courir les mêmes dangers, elles entravent également tout progrès, tout travail sérieux, on lutte au lieu de marcher. On voit des hommes, jadis ardents promoteurs des prérogatives de l'autorité royale, se faire conventionnels afin de désarmer le pouvoir issu du suffrage populaire. On voit ceux qui ont le plus souffert, le plus gémi des révolutions en provoquer une nouvelle, et cela dans l'unique but de se soustraire au vœu national, et d'empêcher le mouvement qui transforme les sociétés de suivre son paisible cours.

» Ces efforts seront vains. Tout ce qui est dans la nécessité des temps doit s'accomplir. L'inutile seul ne saurait revivre.

» Avant de nous séparer, Messieurs, permettez-moi de vous encourager à vous livrer à de nouveaux travaux; entreprenez-les sans crainte; ils empêcheront le chômage de cet hiver. Ne redoutez pas l'avenir; la tranquillité sera maintenue quoi qu'il arrive. Un gouvernement qui s'appuie sur la masse entière de la nation, qui n'a d'autre mobile que le bien public et qu'anime cette foi ardente qui vous guide sûrement même à travers un espace où il n'y a pas de route tracée, ce gouvernement, dis-je, saura remplir sa mission, car il a en lui, et le droit qui vient du peuple, et la force qui vient de Dieu! »

Les royalistes, mis sur le même rang que les démagogues, et accusés de contribuer autant qu'eux aux maux de la France, étaient fort embarrassés pour se tirer de la position difficile où les plaçait le projet de loi pour le rétablissement du suffrage universel; obligés de sacrifier cette loi du 31 mai, qu'ils considéraient comme une de leurs plus utiles conquêtes, ou de se mettre en hostilité ouverte avec le gouvernement en se refusant à son abrogation, ils cherchaient un terme moyen entre le besoin de sauvegarder leur



dignité et le désagrément d'obéir à la nécessité. La majorité crut l'avoir trouvé en déclarant qu'elle ne ferait point de loi spéciale pour les élections politiques, et qu'il lui suffirait d'introduire dans la loi communale un article tendant à diminuer la durée du domicile, en ajoutant que cette loi s'appliquerait aux élections politiques : subterfuge que Michel (de Bourges) n'eut pas de peine à dévoiler. Rien ne pouvait empêcher désormais le rétablissement du suffrage universel.

Plusieurs membres de l'opposition républicaine voyaient dans cette mesure la preuve certaine du désir de M. Louis Bonaparte de se rapprocher d'eux. Étrange méprise!

M. Louis Bonaparte avait pour lui le clergé, et par le clergé les hautes classes de la société, seules capables de lui fournir le personnel d'une administration forte et respectable aux yeux des populations qui, dans leur ignorance, prennent la richesse pour une vertu. L'élection du 10 décembre avait prouvé à M. Louis Bonaparte qu'il pouvait compter sur les campagnes; son alliance avec le clergé les rattachait encore plus fortement à sa cause; la gauche ne lui offrait que l'appui douteux des classes ouvrières, surexcitées par la révolution, rêvant une société chimérique, un ministère d'utopistes et de sectaires, une administration intérieure formée des orateurs des clubs et des écrivains de la presse radicale de Paris et des départements. Le choix de M. Louis Bonaparte, placé entre le parti conservateur et le parti révolutionnaire, pouvait-il être douteux un seul instant, lors

même que ses tendances et ses projets ne l'auraient pas rapproché des royalistes? Il suffit d'un peu de bon sens pour répondre à cette question ; plusieurs des représentants qui occupaient les bancs les plus élevés de la gauche n'en persistèrent pas moins jusqu'au dernier moment dans cette idée que le rétablissement du suffrage universel était une avance de M. Louis Bonaparte au parti démocratique. Illusion funeste qui n'a pas été étrangère au rejet de la proposition des questeurs dont l'adoption pouvait changer le cours des événements.

Le général Saint-Arnaud, en prenant possession du ministère de la guerre, avait adressé à l'armée un ordre du jour dans lequel il était impossible de voir autre chose qu'une protestation virulente contre le droit de requérir la force publique attribué par la Constitution au pouvoir législatif. Les questeurs de l'Assemblée, pensant avec raison qu'il était temps de prendre des mesures pour la protéger, rédigèrent une proposition inspirée par l'article 32 de la Constitution : « L'Assemblée nationale détermine le lieu de ses séances. Elle fixe l'importance des forces militaires établies pour sa sûreté, et elle en dispose. » La proposition des questeurs était ainsi conçue :

« Sera promulgué comme loi, mis à l'ordre du jour de l'armée, et affiché dans les casernes, l'article 6 du décret du 11 mai 1848 dans les termes ci-après :

» ARTICLE UNIQUE. — Le président de l'Assemblée nationale est chargé de veiller à la sûreté intérieure et extérieure de l'Assemblée.

» A cet effet, il a le droit de requérir la force armée et toutes les autorités dont il juge le concours nécessaire.

» Ses réquisitions peuvent être adressées directement à tous les officiers, commandants et fonctionnaires qui sont tenus d'y obtempérer immédiatement sous les peines portées par la loi. »

La Commission exécutive, lors de la réunion de l'Assemblée constituante, ayant réclamé l'honneur de veiller sur elle, les membres de cette Assemblée décidèrent, après un long débat, que si dans les circonstances normales on pouvait s'en rapporter à la vigilance des autorités ordinaires, le seul moyen d'assurer l'indépendance et la sécurité du pouvoir législatif était le droit de réquisition directe. L'Assemblée, avant même le vote de la Constitution, jouissait de ce droit, qui depuis l'élection du pouvoir exécutif n'avait pas cessé de lui appartenir : le gouvernement, sans nier ces faits, soutenait que c'était à titre d'Assemblée investie des pouvoirs constituants que la première Assemblée de la seconde République avait joui du droit de réquisition. M. Vitet, rapporteur de la commission, répondait : L'Assemblée constituante ne s'est-elle pas dépouillée, pour la seconde phase de sa vie parlementaire, du privilège constituant, en déclarant qu'elle se bornerait à faire certaines lois organiques ? A partir du 20 décembre, l'Assemblée constituante n'était plus qu'une Assemblée législative. Son règlement a-t-il été changé ? Pas le moins du monde. Un général de brigade, campé aux Invalides, le 29 janvier 1849, n'ayant pas obéi à une réquisition directe du président de l'Assemblée, le président du conseil, M. Odilon Barrot, et le ministre de la guerre, interpellés directement sur cet acte d'insubordination, se sont

empressés de répondre que le droit de réquisition directe appartenait incontestablement au président de l'Assemblée, et que ce droit était pour le pouvoir législatif la garantie de son indépendance. Le refus d'obéir n'était, selon M. Odilon Barrot, qu'un malentendu qui ne se reproduirait plus à l'avenir.

Le général Saint-Arnaud et ses collègues répliquaient que si l'article 32 de la Constitution contient vraiment ce qu'on y voit, cet article est complètement en contradiction avec les articles 50 et 64, qui confèrent au pouvoir exécutif le droit de « disposer » de la force militaire. Cette contradiction n'existe qu'en apparence, comme le faisait remarquer M. Vitet, puisque la Constitution limite les cas où le droit de réquisition directe peut être exercé par le pouvoir exécutif. Que devient donc alors, demandait le ministre de l'intérieur, le salubre principe de la division des pouvoirs ? Le rapporteur de la commission, en reconnaissant l'utilité de ce principe, ajoutait que la séparation entre le pouvoir judiciaire et le pouvoir législatif était aussi un grand principe, ce qui n'empêchait pas que, dans certains cas, l'Assemblée ne rendît elle-même la justice sans que tout fût bouleversé dans le domaine juridique.

M. de Thorigny et M. de Saint-Arnaud, quittant le terrain des considérations générales, avaient fini par déclarer que le décret du 11 mai 1848 se trouvait dans toutes les conditions d'existence légale, et ne cessait point d'être en vigueur. Le lendemain de cette discussion, une lettre de M. de Thorigny, contresignée par son collègue Saint-Arnaud, contenait cette

rétractation adressée à la commission : « Je déclare que dans ma conviction le décret du 11 mai 1848 ne peut être considéré comme étant encore en vigueur, et je n'ai pas dit un mot qui puisse établir le contraire. » M. Saint-Arnaud corroborait cette rétractation en donnant l'ordre d'arracher le décret du 11 mai 1848 affiché depuis 1849 dans toutes les casernes de Paris. Le gouvernement refuse à l'Assemblée le droit de se défendre ; à elle maintenant de montrer qu'elle était capable de l'exercer.

La commission se composait de trente membres : vingt-trois membres votèrent pour la prise en considération de la proposition ; un membre s'abstint ; six membres se prononcèrent contre, parce qu'il leur semblait inutile de faire une loi pour établir un droit consacré par la Constitution. La commission était donc unanime sur le principe : la même unanimité régnait dans l'Assemblée, mais l'application y soulevait de nombreuses divergences. Les membres de l'Assemblée constituante siégeant sur les bancs de l'Assemblée législative se rappelaient le billet écrit le 29 janvier 1849 par le général Changarnier au général Forey : « Si cet affreux petit drôle (M. Armand Marast, président de la Constituante) vous renouvelle sa proposition (celle d'augmenter de deux bataillons la garde de l'Assemblée), pirouettez sur les talons, et tournez-lui le dos. » D'autres se méfiaient de la droite, et craignaient que sa conversion à un principe pour lequel jusqu'ici elle avait témoigné plus que de la froideur, ne cachât une conspiration dirigée à la fois contre M. Louis Bonaparte et contre la Répu-

blique. Craintes chimériques : la majorité a eu la force en main au moment où le général Changarnier réunissait sous son commandement l'armée et la garde nationale ; quel usage en a-t-elle fait ? Comment supposer que cette majorité, usée, divisée, va retrouver l'énergie nécessaire pour opérer la contre-révolution ? Quelques-uns de ces membres songeaient peut-être à placer le général Changarnier à la tête de la force armée rassemblée par le pouvoir législatif, mais ce n'était là qu'un rêve ; la proposition des questeurs, adoptée grâce à l'adhésion de la gauche, le général Cavaignac ne devenait-il pas forcément l'homme de l'Assemblée ? n'était-il pas, en effet, le seul général capable de rallier l'armée, la bourgeoisie et une partie du peuple ?

Malheureusement une fraction de la gauche seulement partageait cette opinion ; encore avait-il fallu la négation formelle par le gouvernement du droit constitutionnel de l'Assemblée à requérir directement les forces nécessaires à sa défense, pour rallier cette fraction à la propositions des questeurs.

Le 17 novembre, jour fixé pour la discussion de cette proposition, les tribunes du corps diplomatique, de la maison du président de la République, et des journalistes, sont surchargées de spectateurs bien avant l'ouverture de la séance. Le général Magnan, l'air grave et soucieux, occupe avec ses aides de camp la tribune de l'état-major ; les rangs de l'Assemblée se garnissent rapidement ; les ministres sont à leur banc avant que le président Dupin monte à son fauteuil. Le général Saint-Arnaud, affectant une

assurance railleuse, la tête un peu penchée sur l'épaule droite, la main gauche dans l'ouverture de son habit bleu boutonné, traverse lentement l'espace qui sépare le banc des ministres de la place occupée par M. de Morny. Le nom de la mère de ce personnage qui avait choisi pour armoiries une fleur d'hortensia barrée, était bien connu ; les événements que tout le monde croyait prochains et auxquels on le supposait destiné à prendre la part la plus directe, attiraient au plus haut degré l'attention publique sur M. de Morny. Né à Paris dans un des plus beaux hôtels de la rue Ceruti ¹, emmené le lendemain même de sa naissance à Versailles, confié à un ancien noble qui lui donna son nom et son titre en le reconnaissant pour son fils, il resta toujours l'objet des soins et de la surveillance de son véritable père. Madame de Souza, mère de M. de Flahaut, marié au ministre de Portugal, était femme du monde et femme de lettres, joignant aux qualités de la femme du monde quelques-uns des défauts de la femme de lettres ; elle fut chargée cependant de veiller sur l'éducation du jeune de Morny. Elle aimait beaucoup le jeu, elle y perdit une somme de 200 000 francs, que la reine Hortense avait donnée à son pupille. C'est ainsi que le jeune de Morny entra pauvre dans la vie. M. de Flahaut n'avait d'autre fortune que celle de sa femme, qui ne voulut jamais admettre le jeune Morny dans sa maison. La fréquentation du général Carbonnel, ancien aide de camp du général Flahaut,

1. Aujourd'hui rue Laffite.

auquel ce dernier aimait à le confier, aurait pu exercer une heureuse influence sur le caractère du jeune homme. Le général Carbonnel voyait beaucoup le monde honnête et libéral de la monarchie de Juillet ; devenu chef d'état-major de la garde nationale de Paris, fort lié avec Lafayette, il conduisait souvent le jeune de Morny au château de Lagrange, où le pupille de madame de Souza recevait le plus affectueux accueil de l'hôte illustre dont il devait plus tard faire emprisonner les petits-fils et les gendres.

Le gouvernement de 1830 accorda un certain nombre de brevets d'officiers aux jeunes combattants des trois journées. M. de Morny, héros de Juillet sans le savoir, reçut cette récompense nationale, passa deux ans à l'école d'état-major, fit quelques campagnes en Afrique sous l'œil bienveillant du duc d'Orléans, et revint à Paris, où le bruit ne tarda pas à se répandre dans les salons qu'il succédait à son jeune général dans l'intimité d'une femme jolie et riche ; M. de Morny et la dame, réunissant leurs cœurs et leurs capitaux, avaient formé ce que dans le monde on appelle une liaison, et dans le commerce une raison sociale. Une fabrique de sucre de betteraves était le produit de cette union morganatique ; l'usine établie par l'amour ne réussit guère ; la société commerciale, sans se décourager, entreprit de nouvelles affaires. Les deux associés, pendant quinze ans fidèles à l'acte de société, ne se doutaient guère que les plus hauts personnages de l'État seraient un jour chargés d'opérer la liquidation difficile de leur maison de commerce.

M. de Morny siégeait sur les bancs de la Chambre des députés parmi les membres de cette fraction de la majorité composée de vieux jeunes gens qui cherchaient à ramener le courant de l'opinion de la politique aux affaires, et qui voulaient rajeunir le parti conservateur en le plongeant dans le Pactole ; il touchait à la politique, et il aimait les affaires ; il en avait, on peut dire, la passion et la vocation : il en a fait dans toutes les positions où il a été placé dans sa vie. Le coup d'État lui-même représentait une affaire à ses yeux ; il ne s'y était rallié que tardivement, après avoir fait argent de tout, vendu ses tableaux et ses objets précieux. Sa maison des Champs-Élysées contiguë à l'hôtel Lehon et surnommée « la loge à Fidèle » par les plaisants de salon, était en vente en ce moment par autorité de justice. M. de Morny affectait avant 1848, à Londres, de se retirer lorsqu'on annonçait M. Louis Bonaparte dans un salon, il figurait encore dans les rangs du parti orléaniste à l'époque des élections de 1849. Le comité bonapartiste combattit sa candidature dans le département du Puy-de-Dôme ; elle eut de la peine à réussir même avec l'appui du comité de la rue de Poitiers. M. Walewski rapprocha M. de Morny de M. Louis Bonaparte.

L'ancien protégé du duc d'Orléans, dont les affaires étaient très embarrassées, passait pour un des conseillers et un des organisateurs les plus actifs du futur coup d'État : aussi sa présence à l'Assemblée, où il se montrait rarement, et son entretien avec le général Saint-Arnaud étaient-ils l'objet de nombreux commentaires ; les deux interlocuteurs s'animaient,

riaient, gesticulaient, mais leur gaieté paraissait forcée, et leur enjouement affecté.

Le président Dupin est sur son siège; la séance commence. Le moment le plus grave est celui où le colonel Charras se lève pour expliquer comment l'audacieuse négation par le gouvernement d'un droit accordé par la Constitution à l'Assemblée l'a transformé en défenseur d'une proposition qu'il combattait auparavant, et dont l'opportunité est justifiée par la déclaration du ministre de la guerre. Le compte rendu de la séance constate ici plusieurs interruptions.

Un membre. — L'ennemi est dans les rangs de la majorité.

M. Charras. — On me dit que l'ennemi est là (la droite). Il est ailleurs aussi.

M. Mathé. — Le plus dangereux est là (la droite).

M. Charras. — Non. Je le dis en terminant, je ne crois pas que la majorité soit un danger plus sérieux pour la Constitution et la République, dans les termes où est posée la question maintenant, que le président qui siège à l'Élysée; non, je ne crois pas qu'il vienne de sa part un danger plus immédiat que celui qui peut venir de l'endroit que j'ai indiqué. (Rires.)

Mais la majorité se trouve sur le terrain du principe constitutionnel, sur le terrain de l'indépendance des assemblées. La majorité, à mon sens, est dans le vrai, c'est pour cela que je voterai avec elle.

M. Michel (de Bourges) succède au colonel Charras. Ce puissant orateur disait un jour, en montrant à l'un de ses collègues le sommet de la gauche, où il allait s'asseoir : « Qui sait ce qui va descendre aujourd'hui de ce Sinaï de démente? » Cette fois, c'est lui-même qui se charge de promulguer ses oracles.

« Il s'agit de périls théoriques. Savez-vous quand vous les avez découverts? Vous les avez découverts le 4 novembre, lorsqu'on a



retiré la loi du 31 mai. Voilà le péril. Le péril, c'est que la monarchie est menacée, c'est que la République commence à être inaugurée : voilà le péril. (Bruyants applaudissements à gauche.) Vous avez peur de Napoléon Bonaparte, et vous voulez vous sauver par l'armée. L'armée est à nous, et je vous défie, quoi que vous fassiez, si le pouvoir militaire tombait dans vos mains, de faire un choix qui fasse qu'aucun soldat vienne ici pour vous contre le peuple.

» Non, il n'y a point de danger, et je me permets d'ajouter que, s'il y avait un danger, il y a aussi une sentinelle invisible qui nous garde ; cette sentinelle, c'est le peuple. »

Les applaudissements qui accueillent cette métaphore sur les bancs de l'extrême gauche présagent le sort qu'elle réserve à la proposition. M. Vitet, en accusant Michel (de Bourges) et ses amis d'alliance intime avec M. Louis Bonaparte, les rend plus furieux. M. Thiers essaye en vain de réparer cette maladresse ; le tumulte ne lui permet pas d'achever son discours.

Le général Bedeau demande au ministre de la guerre si c'est lui qui a ordonné d'arracher le décret du 11 juillet. Oui, répond Saint-Arnaud. Ces disciples de la Convention s'indignent et répondent à l'agent du pouvoir exécutif par d'énergiques menaces. Il est bien temps ! N'ont-ils pas entendu sans sourciller tout à l'heure, ce soldat insolent prétendre que le pouvoir exécutif n'obéit pas plus au pouvoir législatif que la tête n'obéit au bras ? Le ministre de la guerre n'a-t-il pas déclaré qu'en fait de réquisition militaire, il ne reconnaissait pas à l'Assemblée d'autre droit que celui de fixer le nombre de troupes pour sa garde et de leur donner le mot d'ordre par les questeurs ? Les protestations de l'extrême gauche

viennent trop tard. Le ministre de la guerre en paraît cependant troublé; il sort en jetant un regard sur la tribune où se trouvent le général Magnan et M. de Maupas, qui se lèvent pour le suivre: « On fait trop de bruit dans cette maison, dit Saint-Arnaud à son voisin le ministre de l'intérieur, je vais chercher la garde! » Ce mot plaisant, reproduit dans le récit de tous les panégyristes du coup d'État, cadre peu avec la contenance de Saint-Arnaud pendant cette séance; une secrète anxiété perçait à travers le calme apparent dont il essayait de s'envelopper. Il était convenu, ajoutent les historiens officiels du 2 décembre, que, dans le cas où le résultat de la séance paraîtrait favorable à la proposition des questeurs, Saint-Arnaud et Magnan se réuniraient pour faire les derniers préparatifs du coup d'État. Magnan et Maupas auraient donc quitté l'Assemblée sur un signal de leur complice pour se rendre à cette réunion; assertion peu probable. Le général Saint-Arnaud, en abandonnant son banc, paraissait peu disposé à en appeler si brusquement aux armes: rien, à moins que ce ne soit sa forfanterie habituelle, ne permet de supposer qu'en apprenant le rejet de la proposition des questeurs, il se soit écrié: « Nous nous en serions bien passés¹ », il dut plutôt partager l'avis de M. Louis Bonaparte, qui se contenta de dire: « Cela vaut peut-être mieux² ».

Le rejet de la proposition des questeurs prouvait jusqu'à quel point l'esprit politique faisait défaut à

1. Belouino, *Histoire d'un coup d'État*.

2. Granier de Cassagnac, *Histoire de la chute de Louis-Philippe*.

cette Assemblée, qui vivait bien plus dans le passé que dans le présent.

Quelques représentants donnaient au sommet de la gauche, où ils siégeaient, le nom de *Montagne*, adopté avec empressement par les membres de la majorité, fiers de braver tous les jours les fureurs d'un Lacroix ou d'un Legendre. Les montagnards de 1848 avaient-ils du moins les qualités de leurs devanciers ? le grand esprit de discipline des jacobins revivait-il en eux ? Non : nulle entente entre les jacobins modernes. Des soldats n'écoutant pas leurs généraux ; des généraux se soumettant aux caprices et aux préjugés de leurs soldats ; des orateurs de talent cherchant le plus souvent à cacher de grandes fautes sous de grands mots, voilà ce qu'on appelait la *Montagne*, volcan factice exploité par les journaux conservateurs, qui dépeignaient la moindre de ses éruptions avec des couleurs à porter l'émotion et le trouble dans l'âme du bourgeois le plus intrépide.

Les partis, malheureusement, vivent plus longtemps que les idées qu'ils représentent. Qu'est-ce aujourd'hui que le jacobinisme, le girondinisme, l'hébertisme ? Des mots. Cependant, sur les bancs de la gauche, on était jacobin, girondin, robespierriste, dantoniste, etc. : tous ces partis divisés entre eux avaient les socialistes pour adversaires. Le socialiste traitait le jacobin du haut de sa grandeur, il le trouvait ridicule, ignorant, arriéré, manquant d'idées ; le socialiste, lui, au contraire, en était plein : religion, philosophie, économie politique, il connais-

sait à fond tous les problèmes, il en avait la solution : chaque solution était représentée par un chef d'école : autant d'écoles, autant de partis ; les socialistes, non contents d'injurier les jacobins, s'injuriaient entre eux sans cesse ; après à la discussion, noirs d'encre, rouges de haine, rappelant les argumentateurs furieux de la vieille scolastique, ils noyaient dans des flots de colère et de prose les idées qu'ils pouvaient avoir.

Les clubs de la révolution de Février ressemblaient à des académies où les ouvriers, avec la bonne foi naïve de gens dont l'intelligence vient de s'ouvrir, donnaient comme des découvertes les bribes de livres et de journaux restés dans leur mémoire. Ces ouvriers, envoyés en assez grand nombre à l'Assemblée, ne contribuaient pas médiocrement à augmenter la confusion parmi les membres de l'opposition. Si les jacobins de 1848 rappelaient fort peu les jacobins de 1793, les socialistes de Février rappelaient encore moins ceux de la première République. Quelle différence entre un puissant organisateur de conspirations, un intrépide sectaire comme Babeuf, et celui qu'on appelait le père Cabet ? entre la secte des *Égaux* et l'*Icarie* ? A l'époque où le communisme était représenté par des hommes aussi dangereux par la force de leur intelligence que par l'énergie de leur caractère, il ne faisait peur à personne ; cinquante ans après, la société, bien plus forte et mieux organisée, tremblait au seul mot de socialisme.

Pour comble d'anarchie dans les esprits, le Napoléon, messie de la Révolution, cette hallucination de

l'histoire, hantait encore les imaginations. Voyez plutôt l'idée qu'un des jacobins les plus éloquents de 1848 se faisait encore à ce moment du vote du 10 décembre :

« Il y avait de tout un peu dans son vote ; il y avait pour l'insurgé de Strasbourg, pour l'auteur socialiste, mais surtout pour le neveu de l'Empereur. Le peuple voulait surtout que le neveu continuât l'oncle, c'est-à-dire la Révolution. Ici, entendons-nous bien, je vous prie : l'Empire avait hérité de la République, mais sous bénéfice d'inventaire. Des trois grands principes de la Révolution française : Liberté, Égalité, Fraternité, il n'en avait gardé qu'un seul, l'égalité, qui lui suffit. Ces principes sont si forts, qu'un seul appliqué à peu près a fait l'Empire. Jugez de ce que feraient les trois. Donc l'Empire, c'était une partie de la Révolution ; c'était tant bien que mal l'égalité en pratique, la hiérarchie selon ses facultés ; oui, c'était le principe d'égalité contre le principe d'hérédité, l'idée de progression contre l'idée de conservation, le droit personnel, individuel, contre le privilège de race et de caste. L'Empereur lui-même était un parvenu ; chacun pouvait, à l'exemple du chef, s'affirmer suivant sa valeur, atteindre à son grade suivant son mérite, avoir son rang selon son droit. Il y avait, dit le proverbe, un bâton de maréchal dans la giberne de chaque soldat. L'Empire répondait plus ou moins au besoin de justice et d'élévation des masses..... »

» L'Empire exaltant le peuple, bouleversant le vieux monde, déplaçant nobles et rois, mettant la France sens dessus dessous pour introniser les plus braves, ce n'était donc pas tout à fait l'ordre, la conservation, la stabilité ; c'était tout le contraire ; c'était la Révolution, la Révolution personnifiée, couronnée, si vous voulez, mais enfin la Révolution.

» Le vieil idéal de la Révolution accomplie par un Bonaparte subsistait encore au fond des cœurs.

» Ce n'est pas sans raison que six millions de voix vous avaient appelé ! Six millions de voix ! Quel bonheur ! mais aussi quel devoir et quelle force ! une force proportionnée à la tâche ! vous auriez pu faire ce que vous auriez voulu avec l'aide du peuple ! vous auriez pu même lui enlever son droit ! Oui, si vous aviez bien compris votre élection, avec un peu de logique et de volonté à défaut de génie, il n'appartient pas à tous, vous auriez pu faire des miracles plus grands que ceux de votre oncle. Vous pouviez combattre, abattre comme lui, papes et rois, et deux autres tyrannies plus difficiles, plus glorieuses à vaincre, l'ignorance et la misère. Vous pou-

viez ainsi servir la France et délivrer le monde. Oui, monsieur, si vous vous fussiez mis à la tête de la Révolution chez nous et chez les autres; si vous eussiez par deux ou trois bonnes lois réduit l'impôt et constitué le crédit; si vous eussiez soutenu le droit contre le privilège et la force; si vous eussiez réclamé la liberté de l'Italie, de la Hongrie et de la Pologne, de toutes nos sœurs opprimées, la France vous aurait encore suivi au bout du monde contre les rois oppresseurs, non sans doute pour distribuer leurs trônes, mais pour affranchir leurs peuples, et alors aucune sorte de gloire n'eût manqué à votre nom, et peut-être alors la France éblouie..... J'ai eu peur un moment, je l'avoue : je sais mon pays si reconnaissant; mais j'ai été bien vite rassuré ¹. »

M. Louis Bonaparte avait-il renoncé définitivement à ce rôle d'initiateur de la démocratie ? La plupart des montagnards ne pouvaient se résigner à le croire : étrange illusion, produite par des préjugés que l'instruction n'avait pu détruire chez les uns et que le manque d'instruction fortifiait chez les autres.

Les membres du côté droit de l'Assemblée législative, de même que les membres du côté gauche, regardaient constamment derrière eux au lieu de regarder en avant.

La majorité, en reprochant à l'opposition son vote sur la proposition des questeurs, oubliait qu'en offrant une sorte d'entente à l'opposition, elle n'avait rien négligé pour la rendre impossible : la campagne de Rome à l'intérieur entretenait dans l'âme des vaincus du 13 juin une sourde colère; les prétentions royalistes irritaient les républicains. Les membres de la droite, pour la plupart hommes de

1. Lettre de Félix Pyat à M. Louis-Napoléon Bonaparte. Paris, Ch. Banet, libraire, 7, rue Chapon, 1851.

gouvernement, n'ignoraient pas que la politique n'est que la science de ce qui est possible ; or, il était bien possible de détruire la République, mais non de la remplacer par la monarchie. D'ailleurs, de quelle monarchie s'agissait-il ? Il y avait sur les bancs de la droite des monarchies pour tous les goûts, monarchie de saint Louis, monarchie de Louis XIV, monarchie des États, monarchie des Assemblées provinciales, monarchie des deux Chambres, monarchie avec charte, monarchie sans charte, monarchie de la branche aînée, monarchie de la branche cadette, monarchie gallicane, monarchie ultramontaine. La légitimité a été certainement une grande idée capable de communiquer, dans certains moments qui ne sont pas encore bien éloignés de nous, une force irrésistible à ceux qui l'ont représentée : Louis XVIII, après les désastres militaires de la France, quand la couronne était aux mains des vainqueurs étrangers incertains à qui leur intérêt commandait de la remettre, quand la voix du peuple, laissé pour mort sur le champ de bataille, semblait éteinte, avait bien pu imposer le droit divin aux souverains alliés comme un principe et à la France comme une transaction ; mais quel motif avait-elle en 1851 pour se jeter dans les bras de la légitimité ? une subite conversion aux idées du manifeste de Wiesbaden, ou la crainte de l'épée du général Changarnier ? Le parti légitimiste, en engageant la lutte, devait nécessairement trouver en face de lui les républicains, les bonapartistes et les orléanistes ; la restauration des Bourbons de la branche cadette n'était pas moins

impossible que celle des Bourbons de la branche aînée : le prince de Joinville ou le duc d'Aumale apportait à la France quoi ? la perspective d'une régence. Ce mot seul avait contribué pour une grande part au succès de la révolution de Février ; l'exil des Orléans datait d'ailleurs de deux ans à peine : il faut laisser aux dynasties le temps de faire oublier leur chute. Napoléon, en 1815, était revenu trop tôt. Les partisans des deux dynasties bourbonniennes pouvaient bien renverser la République, mais au profit du bonapartisme seulement ; leurs chefs le sentaient : mais entre le triomphe de M. Louis Bonaparte et la défaite de la République, ils choisirent la dernière comme une vengeance, car il n'est pas permis de croire que des hommes comme ceux qui dirigeaient le parti conservateur fussent en proie réellement à la peur du socialisme.

La Montagne crut que le rejet de la proposition des questeurs ne frappait que la monarchie ; la République était atteinte. Quelques représentants républicains cherchèrent à réparer la faute commise, en essayant d'introduire le droit de réquisition dans le projet de loi sur la responsabilité des agents du pouvoir ; il était trop tard.

Les affiches judiciaires annonçaient la vente prochaine de l'hôtel de M. de Morny aux Champs-Élysées. Le coup d'État ne pouvait pas tarder.

La majorité conspirait-elle contre le pouvoir exécutif ? Les panégyristes du coup d'État s'appuient pour l'affirmer sur des documents qui ne justifient nullement cette accusation. Des projets de décrets



préparés dans le cas où l'Assemblée serait obligée de requérir la force publique ne sont pas des actes de conspiration. Un homme dont la parole ne peut être suspectée, M. de Tocqueville, a écrit :

« Les amis de M. Louis-Napoléon, pour excuser l'acte qu'il vient de commettre, répètent qu'il n'a fait que prendre les devants sur les mesures hostiles que l'Assemblée allait adopter contre lui. Cette manière de se défendre n'est pas nouvelle en France. Tous nos révolutionnaires en ont usé pendant ces soixante dernières années. Aujourd'hui l'accusation intentée à l'Assemblée ne peut avoir cours que parmi des étrangers peu au courant de nos affaires.

» L'histoire a sans doute plus d'un reproche à faire à l'Assemblée qui vient d'être violemment dissoute; les partis qui la composaient n'ayant pu s'entendre, elle est devenue incapable de défendre la liberté des autres, ni sa propre existence, mais l'histoire ne ratifiera certainement pas l'accusation portée par Louis Bonaparte. Le *Moniteur* l'atteste d'avance.

» L'Assemblée, au mois d'août dernier, a voté à une immense majorité la revision de la Constitution. Pourquoi désirait-elle cette revision? Uniquement pour légaliser la réélection du président. Est-ce là conspirer contre Louis-Napoléon?

» L'Assemblée a voté le 31 mai la loi électorale, loi impopulaire dont Louis-Napoléon, pour capter la faveur du peuple, demande le retrait dans un message injurieux à l'Assemblée, après l'avoir lui-même proposée. Une majorité mais de trois voix seulement, repousse la nouvelle loi présentée; immédiatement, pour se conformer à la politique du président, l'Assemblée insère dans une loi rédigée par elle les réformes demandées par lui. Est-ce là conspirer contre Louis-Napoléon?

» La proposition des questeurs, dans le but de mettre le parlement en état de défense, ne peut être taxée de tendance inconstitutionnelle; elle se bornait à réglementer le droit de réquisition directe qui appartient à toutes les assemblées. Cependant, pour éviter tout conflit avec le pouvoir exécutif, le pouvoir législatif n'a pas cru devoir insister sur ce droit incontestable. Est-ce là conspirer contre Louis-Napoléon?

» Enfin, le Conseil d'État était depuis longtemps saisi d'une loi sur la responsabilité du président et des agents du pouvoir exécutif. Cette proposition n'émanait pas de l'Assemblée; le comité, pour montrer ses sentiments de conciliation, modifie le projet de façon à lui enlever tout ce qui peut déplaire au pouvoir exécutif. Est-ce là conspirer contre Louis-Napoléon?

» Que dans une assemblée de 750 membres, il y ait pu y avoir un certain nombre de conspirateurs, il serait absurde de le nier, mais la vérité prouvée par les actes, est que l'Assemblée, loin de conspirer contre Louis-Napoléon et lui chercher querelle, a poussé la modération et le désir de vivre avec lui en bonne intelligence presque à un degré voisin de la pusillanimité ¹. »

Une fraction notable de l'Assemblée, s'il faut en croire un écrivain dévoué au coup d'État ², loin de conspirer contre M. Louis Bonaparte, aurait conspiré en sa faveur :

« Tout le monde, dit cet écrivain, avait jusqu'alors plus ou moins rêvé son coup d'État.

» Le 29 janvier 1849, le général Changarnier laissa voir au président qu'il était disposé à profiter de l'émotion du moment pour rétablir militairement l'Empire.

» Pendant le ministère parlementaire, qui dura du 20 décembre 1848 au 30 octobre 1849, M. Thiers exprima l'avis de proroger jusqu'au terme de dix ans les pouvoirs du président.

» Après les élections socialistes de Paris du 10 mars 1850, M. Molé déclara hautement, en s'appuyant de l'opinion de lord Lyndhurst, que le rétablissement de l'Empire pouvait seul sauver la société.

» Au mois de novembre 1851, dans une réunion qui eut lieu chez M. Daru et à laquelle assistaient M. de Montalembert, M. Buffet, M. Chassaing-Goyon, M. Quentin-Bauchart, M. Baroche et M. Fould, M. Rouher lut et appuya un projet de décret ayant pour objet de reviser la Constitution, à la simple majorité, et d'imposer le vote à la minorité par la force si elle résistait. M. de Montalembert soutint le projet avec la plus grande énergie ; il alla même jusqu'à requérir l'emploi de la force, et à proposer de faire un appel au pays quand bien même le décret n'obtiendrait pas la majorité.

» Le 30 novembre, MM. de Mouchy, de Mortemart et de Montalembert portèrent au président, revêtue des signatures de cent soixante députés, la proposition d'un appel au peuple, qui devait être exécuté sur son adoption à une majorité simple.

1. Lettre adressée par M. de Tocqueville à M. Reeve, et insérée dans le *Times*, le 11 décembre 1852, sous ce titre : *A Narrative by a Member of the National Assembly*.

2. Granier de Cassagnac, *Récit des événements du 2 décembre*, nouvelle édition, INTRODUCTION.

» Le 1^{er} décembre au matin, une pareille proposition fut délibérée et adoptée dans une réunion qui eut lieu chez M. Dariste, et à laquelle assistaient M. Ferdinand Barrot, M. Bérard, M. Dabaux, M. Ducos, M. Dumas, M. Augustin Giraud, M. Leverrier, M. Mimetrel, M. de Rancé ¹, M. Vayse et M. Lebœuf. »

M. de Heeckeren, représentant du peuple, aujourd'hui sénateur, se serait présenté, s'il faut en croire l'écrivain que nous venons de citer, au palais de l'Élysée, le 1^{er} décembre 1851, à six heures du soir, demandant à entretenir le président de la République d'une affaire de la plus haute importance ;

1. M. de Rancé a écrit à ce sujet la lettre suivante au rédacteur en chef du *Pays* :

« Mouchy-Hummières (Oise), 16 décembre 1868.

» Monsieur,

» En lisant aujourd'hui, dans le journal l'*Étendard*, votre remarquable introduction au récit des événements du 2 décembre, j'y remarque le paragraphe suivant :

» Une pareille proposition fut délibérée et adoptée dans une réunion qui eut lieu chez M. *Dariste*, et à laquelle assistaient M. Ferdinand Barrot, M. Bérard, M. Dabaux, M. Ducos, M. Dumas, M. Augustin Giraud, M. Leverrier, M. de Rancé, M. Vayse et M. Lebœuf. »

» Permettez-moi, Monsieur, de vous demander à ce propos une rectification à laquelle vous comprendrez que j'attache de l'importance.

» Ce n'est pas chez M. *Dariste*, mais bien CHEZ MOI, rue Tronchet, n^o 30, qu'eut lieu, le 1^{er} décembre, la réunion dont vous parlez.

» Ce n'est pas non plus seulement le 1^{er} décembre que les honorables représentants que vous dénommez avec exactitude (à cela près de M. Bérard qu'il faut remplacer par M. André) se réunissaient *chez moi*.

» Ils y délibéraient entre eux, plusieurs fois par semaine, depuis plus d'un mois, avant le 2 décembre.

» L'esprit qui les animait et le but qu'ils poursuivaient étaient d'ailleurs conformes à ceux que vous indiquez.

» Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

» DE RANCÉ,

Ancien député de l'Eure, ancien représentant à la Constituante et à l'Assemblée législative. »

admis aussitôt en sa présence, M. de Heeckeren lui aurait déclaré qu'il venait, au nom de M. de Falloux et d'un grand nombre de membres du parti légitimiste, lui proposer de faire ensemble un coup d'État : M. de Falloux se serait offert pour demander à l'Assemblée de voter à la simple majorité la revision de la Constitution et la rééligibilité du président de la République; le représentant légitimiste, dans le cas où ce vote réunirait la majorité absolue, mais non les trois quarts des voix exigés par la Constitution, aurait proposé de dissoudre l'Assemblée par la force.

M. Louis Bonaparte, se montrant d'ailleurs très touché de cette offre de concours, répondit que la communication méritait réflexion : « Restez à dîner, dit-il à M. de Heeckeren, nous reprendrons la conversation dans la soirée. » Après le dîner, M. de Heeckeren, s'approchant du président, lui demanda : « Que répondrai-je à M. de Falloux? — Venez me voir demain à dix heures, nous causerons de cela. » La réponse de M. Louis Bonaparte précédait de quelques heures seulement l'exécution des premières mesures du coup d'État.

M. Thiers et M. de Falloux¹ ont énergiquement

1. Voici la protestation adressée par M. de Falloux au rédacteur en chef du *Pays* :

« Monsieur,

» Le *Pays* juge à propos de réimprimer une fable qui avait déjà paru dans le *Constitutionnel*, quelques jours après le 2 décembre, et contre laquelle je me hâtai de protester.

» Je renouvelle aujourd'hui cette protestation, bien qu'elle soit superflue pour tout lecteur impartial. Me prêter, le 1^{er} décembre 1851, la provo-

protesté contre les projets qu'on leur prête; d'autres les avouent. L'appel au peuple était une violation à la Constitution; le châtement de ceux qui l'invoquaient eût été d'être obligés de recourir aux mesures violentes qu'un semblable projet entraînait; ils ne les prévoyaient pas d'avance, car si leur pensée s'y était arrêtée un seul instant, ils auraient reculé devant l'exécution.

La conspiration du pouvoir exécutif contre le pouvoir législatif éclate dans mille preuves. M. de Persigny, dès les premiers jours d'avril 1851, avait eu une entrevue secrète avec le général Changarnier : « Quelle douleur pour moi, » s'était écrié le confident du président de la République, en entrant dans le modeste appartement du général, « de voir dans un si petit réduit un homme qui tient une si grande place dans le pays ! » Le général avait répondu :

cation à un coup d'État, appuyé sur la tribune et sur un ministère pris parmi les chefs de la majorité, c'est très gratuitement supposer l'absurde. Qui peut avoir oublié que, le 1^{er} décembre 1851, les chefs de la majorité étaient MM. Molé, Thiers, Dufaure, Odilon Barrot, Tocqueville, et celui que tous nomment d'avance, celui qui, sur son lit de mort, vous a laissé pour suprême adieu sa lettre sur la souscription Baudin ? Qui pouvait exprimer, au nom de tels hommes, les sentiments que vous m'attribuez, et qui pouvait parler, en dehors d'eux, au nom des chefs de la majorité ?

» Vous reprenez donc là, Monsieur, une thèse que l'approche des élections explique, mais que le bon sens et l'histoire ne ratifieront jamais

» Je vous demande, Monsieur, de vouloir bien insérer cette persévérante rectification dans votre plus prochain numéro, et j'ai l'honneur d'être

» Votre très humble serviteur.

» A. DE FALLoux.

» 16 décembre 1868, Bourg-d'Iré. »

Le *Pays* faisait suivre cette lettre de ces lignes :

« M. de Falloux parle d'une rectification dont il ne donne ni la date, ni les termes. Qu'il en adresse une nouvelle à M. de Heeckeren. Nous verrons ce qui sortira de ces débats. »

« C'est que j'ai besoin d'un petit cadre pour paraître grand. » La conversation engagée, M. de Persigny, parlant du triomphe assuré de M. Louis Bonaparte, ajoutait que tout était prêt pour l'accélérer; que déjà pendant la dernière crise ministérielle, en présence de la difficulté de former un ministère parlementaire, un cabinet extra-parlementaire dont lui, Persigny, faisait partie, se disposait à opérer immédiatement la *solution*; un manifeste rédigé par le président aurait rendu d'avance toute résistance impossible; le président, cependant, avait renoncé à son manifeste, préférant agir de concert avec l'Assemblée; un mot du général Changarnier, lors de la discussion sur la révision de la Constitution, pouvait amener cet accord; le général, en se prononçant, était sûr d'être récompensé dignement plus tard d'un acte si utile au pays.

Le général Changarnier, d'après le journal *l'Ordre*, cachant avec peine son indignation en présence d'avances si étranges, s'était contenté d'y opposer une froide et dédaigneuse politesse. M. de Persigny répondit à ce journal : « Je déclare que la visite que j'ai eu l'honneur de faire au général Changarnier ne m'a été inspirée que par des communications que j'ai dû croire émanées du général lui-même. J'ajoute que, loin d'avoir reçu une mission du président de la République, je lui ai laissé ignorer cette démarche. » L'entrevue et les propositions faites au général Changarnier restent donc un fait acquis à l'histoire.

M. Louis Bonaparte était soigneusement et exactement informé de tout ce qui se disait dans le sein de la commission de permanence; celle-ci, de son

côté, n'ignorait rien de ce qui se passait dans les conseils du président de la République. Ses amis ne dissimulaient nullement leur projet de tenter une contre-révolution bonapartiste; ils en discutaient les moyens et les chances avec les membres mêmes de la commission de permanence et du bureau de l'Assemblée, qui plus d'une fois se crurent à la veille d'engager la lutte; mais au moment d'agir, le pouvoir législatif reculait: « J'étais tranquillement chez moi à faire des cochons, disait dans son langage soldatesque le général Lamoricière à l'un de ses amis, mes collègues de la commission m'écrivent qu'on n'attend plus que ma présence pour marcher. J'accours, et l'on ne veut plus rien faire; je retourne à mes cochons! »

Cette incertitude, ces délais, servaient admirablement les intérêts du coup d'État. L'armée en ce moment gardait encore des scrupules; elle n'était pas complètement ralliée à la pensée de porter la main sur la Constitution; des généraux qui devaient quelques jours plus tard exécuter les principaux actes de la conspiration déclaraient au général Le Flo, l'un des questeurs de l'Assemblée, que si elle rendait un décret d'accusation contre le président de la République, ils lui obéiraient. Les chances entre les deux adversaires étaient égales, l'avantage semblait assuré à celui qui porterait le premier coup: l'Assemblée, qui avait le droit pour elle, n'eut pas le courage de le faire respecter. Parmi tant de généraux, tant d'hommes politiques qui composaient la majorité, il n'y eut pas un homme d'action. C'est ici le cas de le répéter: après les prodigieux efforts du commencement du

siècle, on eût dit que la nature se reposait; de l'action le monde passait à la critique. Dans l'histoire, dans la philosophie, tout était à la critique. Les hommes d'Etat s'écoutaient parler et se regardaient agir, mais ils n'agissaient pas réellement, tous s'étudiaient, se contemplaient. Les uns croyaient que faire un discours en faveur de la monarchie, c'était ressusciter la monarchie; les autres s'imaginaient que commenter sans cesse les formules républicaines, c'était fonder la République. Les conservateurs auraient dû comprendre que ce qui allait périr, ce n'était pas seulement la République, mais aussi la liberté. Les révolutionnaires auraient dû se dire : ce n'est pas la monarchie que nous allons détruire, mais la République. Au lieu de s'unir au dernier moment, ils se divisèrent plus que jamais : indécis, hésitants, ne sachant ni ce qu'ils voulaient, ni ce qu'ils pouvaient, ils laissèrent le champ libre à quelques individus dont la grande force était d'avoir un but précis et les moyens de l'atteindre. Le 17 novembre, l'Assemblée législative tint en réalité sa dernière séance.



CHAPITRE VII

LE COUP D'ÉTAT.

1^{er} AU 5 DÉCEMBRE 1851.

SOMMAIRE. — LA NUIT DU 1^{er} AU 2 DÉCEMBRE. — Occupation de l'Imprimerie nationale. — Les arrestations. — Morny s'installe au ministère de l'intérieur. — Maupas triomphe « sur toute la ligne ». — Reproche qu'on lui adresse. — JOURNÉE DU 2 DÉCEMBRE. — Les représentants cherchent à se réunir. — M. Dupin abandonne ses collègues. — Réunion des représentants à la mairie du X^e arrondissement. — Formation de la haute Cour de justice. — La haute Cour ne veut pas juger M. Louis Bonaparte sans l'entendre. — La réunion du X^e arrondissement prononce la déchéance du président de la République. — Elle refuse de faire appel à la population. — Où en est la discipline de l'armée. — La réunion est sommée de se disperser. — Les représentants sont conduits à la caserne du quai d'Orsay. — La nuit au quai d'Orsay. — Les représentants en voitures cellulaires. — Cause de leur impuissance. — JOURNÉE DU 3 DÉCEMBRE. — Tentatives de résistance. — Les représentants de la Montagne au faubourg Saint-Antoine. — Le peuple refuse de se joindre à eux. — Mort héroïque du représentant Baudin. — Réunion des représentants de la gauche chez M. Marie. — Situation de Paris. — JOURNÉE DU 4 DÉCEMBRE. — Distribution d'argent aux troupes. — Les barricades dans la matinée du 4 décembre. — Tentative sur la mairie du II^e arrondissement. — La barricade du faubourg Poissonnière. — Les troupes prennent position sur les boulevards. — La situation stratégique. — La fusillade du boulevard. — État moral de l'armée. — Les premières victimes. — Le coup d'État. — Les vingt millions enlevés à la Banque de France. — La fusillade sur la rive gauche. — La délation. — Mort héroïque de Denis Dussoubs. — Les arrestations du Divan. — La bourgeoisie se déclare sauvée. — Pourquoi les détails du coup d'État ne peuvent encore être bien connus. — Le chiffre des morts. — La campagne de Paris.

Le temps était loin où madame Salvage, l'ancienne amie de la reine Hortense, faisait les honneurs de la

résidence présidentielle à quelques habits noirs perdus dans deux salons à peine meublés ; l'attente d'événements graves et prochains rendait les réceptions du palais de l'Élysée très suivies et très animées. Celle du 1^{er} décembre semblait cependant plus languissante et moins nombreuse que de coutume ; les appartements et la galerie du rez-de-chaussée se dégarnissaient peu à peu avant l'heure ordinaire ; la dernière pièce de cette galerie, servant ordinairement de salle de conseil, restait fermée.

Les traits du président de la République montraient une pâleur¹ et une fatigue attribuées à une légère indisposition. Ses yeux, pendant qu'il causait, adossé à une cheminée avec quelques personnes, se promenaient de temps en temps sur le salon comme par distraction et peut-être aussi pour chercher quelqu'un. Un colonel de la garde nationale entra vers dix heures ; le président de la République et cet officier échangèrent rapidement un regard.

Le nouvel arrivant s'appelait Vieyra, homme d'affaires et de spéculations, qui s'était fait une espèce de nom comme homme de coup de main en dévastant l'imprimerie Boulé après la journée du 13 juin : le président de la République s'était empressé d'en faire un chef d'état-major de la garde nationale. Craignant que cette garde ne devînt un obstacle à ses projets, il en avait confié le commandement au général de Lavœstine, filleul de madame Adélaïde, sœur du roi Louis-Philippe, nommé successivement par lui

1. Baumont-Vassy, *Préface d'un coup d'État*.

maréchal de camp et lieutenant général, inscrit chaque année sur la liste des inspecteurs généraux, membre du comité de cavalerie, comblé de toutes les faveurs dont le ministère de la guerre du roi Louis-Philippe pouvait disposer, et malgré tout zélé bonapartiste. Le colonel de Lavœstine avait figuré parmi les principaux acteurs des scènes dont le café Tortoni devint le théâtre après le premier retour des Bourbons, scènes burlesques dans lesquelles des officiers de l'armée impériale, costumés en marquis de l'ancien régime, provoquaient les officiers émigrés qui se promenaient sur le boulevard avec leur brette, leur tricorne et leur uniforme démodé. M. de Lavœstine, bon officier de cavalerie, avait besoin d'un acolyte ou d'un tuteur dans un poste politique ; on lui donna M. Vieyra.

M. Louis Bonaparte et Vieyra étaient parvenus à se rapprocher. Le premier ouvrit l'entretien.

« Colonel, êtes-vous assez fort pour ne rien laisser apercevoir d'une vive émotion sur votre visage ?

— Mon prince, je le crois.

— Eh bien, ajouta le prince en souriant, c'est pour cette nuit !... Vous êtes maître de vous, votre visage n'a rien dit... Pouvez-vous m'affirmer que demain on ne battra pas le rappel ?

— Oui, prince, si j'ai assez de monde pour porter mes ordres.

— Voyez pour cela Saint-Arnaud. Allez... non, pas encore... vous auriez l'air d'exécuter un ordre ¹. »

1. Le docteur Véron, *Mémoires d'un bourgeois de Paris*.

M. Louis Bonaparte, dans un autre récit de la même conversation, débute ainsi en s'adressant à Vieyra.

« Vous couchez à l'état-major de la garde nationale aux Tuileries ?

— Prince, mon prédécesseur y étant installé, je loge chez moi.

— Il faut que vous couchiez ce soir à l'état-major (le prince baisse la voix), c'est pour cette nuit.

— Raison de plus pour que je couche chez moi ; si l'on me voyait passer la nuit dans un fauteuil à l'état-major, cela paraîtrait extraordinaire.

— Vous avez raison.... mais songez-y, à six heures du matin, je vous enverrai mes ordres. Qu'aucun garde national ne sorte en uniforme ¹ . »

Ce rapide entretien entre le président de la République et le chef de l'état-major Vieyra, qu'on savait prêt à tout, n'avait cependant point éveillé l'attention ; l'absence de MM. de Morny, de Persigny, Fleury, et de la plupart de ceux que l'opinion publique désignait comme des futurs exécuteurs du coup d'État, faisait d'ailleurs croire à son ajournement : les invités voyaient donc avec plaisir approcher la fin de la plus languissante et la plus monotone soirée à laquelle ils eussent depuis longtemps assisté.

M. de Morny, dont l'absence paraissait si rassurante aux hôtes du président, attendait au théâtre de l'Opéra-Comique, où l'on donnait la première représentation de la *Fée aux roses*, d'Halévy, l'heure de se rendre à l'Élysée ; là devait avoir lieu la dernière réu-

1. Belouino, *Histoire d'un coup d'État*.

nion des chefs du complot. Les généraux Cavaignac et Lamoricière occupaient une stalle à l'orchestre. M. de Morny, avec son front chauve et sa physionomie blafarde, se montrait sur les points de la salle : on eût dit qu'il mettait une certaine affectation à multiplier ses visites dans les loges ; la dernière dans laquelle il se laissa voir était occupée par la femme d'un ancien officier d'ordonnance de Louis-Philippe ¹ : « On assure, lui dit-elle avec quelque ironie, qu'on va balayer la Chambre : de quel côté vous mettrez-vous ? — Madame, s'il y a un coup de balai, je tâcherai de me mettre du côté du manche. » M. de Morny, après cette réponse plus cynique que spirituelle, se rendit vers le lieu où l'on préparait le balai. MM. Mocquard, de Persigny, de Maupas, préfet de police, le lieutenant-colonel de Béville, officier d'ordonnance du président de la République, de Saint-Arnaud, ministre de la guerre, l'attendaient dans le cabinet de M. Louis Bonaparte. M. Magnan avait promis son concours au coup d'État, à la seule condition qu'il n'apprendrait l'heure de son exécution qu'en recevant l'ordre même d'agir. M. Fleury surveillait une mesure délicate, la mise en mouvement du corps de troupes destiné à exécuter la première opération du plan des conjurés, l'occupation de l'Imprimerie nationale. « Personne ne se doute de rien », dit M. Louis Bonaparte en entrant ; et ouvrant le tiroir secret de son secrétaire avec la petite clef qu'il portait ordinairement attaché à la chaîne de sa montre ², il

1. M. Liadières.

2. Baumont Vassy, *Préface d'un coup d'État*.

en tire un paquet cacheté formé par M. Mocquard de tous les papiers relatifs à l'exécution du coup d'État. M. Louis Bonaparte prend dans un dossier, sur lequel est inscrit le mot *Rubicon*¹, un décret qu'il remet à M. de Morny, et qui nomme ce dernier ministre de l'intérieur. M. de Bévillè reçoit, pour les porter à l'Imprimerie nationale, les décrets et proclamations qui doivent être affichés le lendemain matin. M. de Persigny remplira les fonctions de commissaire spécial auprès du colonel Espinasse chargé de s'emparer du palais législatif. La nuit s'avance, les conjurés se retirent. M. Louis Bonaparte, dit un de ses historiens, reste avec M. Mocquard « à se promener de long en large dans l'appartement, et surtout à rire de la figure que feraient le lendemain les deux plus petits hommes de l'Assemblée législative, M. Thiers et M. Baze, lorsqu'ils se verraient prisonniers et en chemise. »

M. de Saint-Georges, directeur de l'Imprimerie nationale, initié au complot depuis longtemps, ignorait cependant le jour et l'heure de l'exécution. Ce fonctionnaire, invité à se trouver à onze heures à son poste, attendait avec impatience dans la cour de l'Imprimerie, déjà occupée par une compagnie de gendarmes mobiles, l'arrivée du messenger de l'Elysée chargé de lui donner l'explication de cette invitation. Un fiacre passe sous la porte cochère, M. de Bévillè met pied à terre. La voiture remisee et le cocher en lieu de sûreté, M. de Saint-Georges reçoit des mains

1. Le docteur Véron, *Mémoires d'un bourgeois de Paris*.

de l'aide de camp de M. Louis Bonaparte les papiers qu'il doit livrer à l'impression. Des ouvriers ont été consignés sous prétexte d'un travail d'urgence. Les ouvriers refusent d'abord de rien composer; M. de Bévillè fait alors demander si parmi les gardes municipaux il n'y aurait pas quelques anciens ouvriers typographes; trois ou quatre se présentent. Bientôt les ouvriers de l'Imprimerie nationale, cédant enfin aux menaces, consentirent à se mettre à l'ouvrage. M. de Bévillè donne de nouveaux ordres aux officiers de la gendarmerie mobile, les armes sont chargées, et des sentinelles placées aux portes et aux fenêtres : la consigne est de faire feu sur tout ouvrier qui essayerait de sortir ou qui s'approcherait d'une fenêtre; les manuscrits, livrés par fragments aux typographes, échappent à toute tentative pour en deviner le sens. Deux gendarmes postés entre chaque ouvrier rendent en même temps tout refus de travail impossible : les gendarmes, au moindre signe de rébellion, ont l'ordre de faire usage de leurs armes. Un de ces soldats disait en visitant la batterie de son fusil : « Nous aussi, mon vieux, nous allons causer politique. »

Toutes les pièces sont imprimées à trois heures et demie. Le fiacre qui a conduit M. de Bévillè à l'Imprimerie nationale le transporte, ainsi que M. de Saint-Georges, à la préfecture de police : ils remettent eux-mêmes à M. de Maupas les exemplaires encore humides des proclamations que ce dernier est chargé de faire afficher. Ces proclamations ont été lues aux soldats de l'Imprimerie nationale. La gendarmerie les a couvertes d'acclamations.

Des bureaux de police existent dans tous les quartiers de Paris; les agents de service, pendant le jour, s'y réunissent pour répondre à un dernier appel avant de rentrer chez eux. Le lundi 1^{er} décembre, les agents consignés dès onze heures du soir dans ces bureaux avaient reçu l'ordre d'y attendre l'arrivée d'un commissaire de police ou d'un officier de paix chargé de leur donner des instructions. Les agents réunis à la préfecture devaient obéir à des ordres semblables; les huit cents sergents de ville s'y trouvaient rassemblés à minuit... l'arrivée prétendue des principaux réfugiés de Londres servait de prétexte à ces mesures.

M. Carlier, en se livrant aux études préliminaires de son plan de coup d'État, n'avait point négligé le choix des commissaires de police. Ces magistrats, complices de tous les actes réactionnaires du gouvernement, n'envisageaient pas sans terreur le maintien de la République; le triomphe du bonapartisme ouvrait, au contraire, devant eux une agréable perspective de récompenses et d'avancement. M. Carlier comptait donc sur le concours des quarante commissaires de police qui déjà, sous sa direction, avaient soigneusement étudié et approfondi les parties du coup d'État dont l'exécution devait leur être confiée; ils connaissaient par eux-mêmes ou par leurs agents le genre de vie, les habitudes des personnes inscrites sur la liste d'arrestation; pas un de ces agents ne savait le but réel de sa mission, tous avaient des missions diverses et imaginaires. M. de Maupas était donc sûr d'avance de trouver dans les commissaires



de police des auxiliaires discrets et préparés de longue date à leur besogne.

Les quarante commissaires de police et les officiers de paix convoqués à domicile à trois heures et demie du matin sont réunis tous, une heure après, à la préfecture de police, par petits groupes dans des appartements séparés, pour éviter les questions. Mandés à cinq heures du matin par M. de Maupas, et admis l'un après l'autre dans son cabinet, ils reçoivent de sa bouche les indications, les instruments et les ordres nécessaires. « Les hommes avaient été appropriés avec un soin spécial au genre d'opération qui leur était confié ; tous partirent pleins de zèle et d'ardeur, résolus d'accomplir leur devoir à tout prix. Aucun d'eux n'a failli à sa promesse ¹.

Les commissaires trouvent dans les cours de la préfecture des voitures prêtes à les emporter sur le théâtre de l'action, d'autres voitures sont destinées aux agents et aux sergents de ville chargés de les seconder ; quelques commissaires s'arrêtent en passant devant les postes de police pour y prendre les hommes consignés. Les seize mandats contre les représentants du peuple sont décernés sous prévention de complot contre la sûreté de l'État.

Au moment même où les commissaires de police entraient dans le cabinet de M. de Maupas, le chef d'état-major Vieyra recevait la visite de M. de Menneval, officier d'ordonnance du président de la République, chargé de lui donner communication

1. *Récit complet et authentique des événements de décembre*, par A. Granier de Cassagnac.

d'une lettre autographe adressée au général Lawæstine. Cette lettre contenait injonction de s'opposer à toute prise d'armes de la garde nationale. M. Louis Bonaparte ajoutait que s'il avait besoin des légions dévouées, il donnerait des ordres ultérieurs pour les convoquer. Vieyra se rendit à l'état-major, et fit signer au général commandant en chef des lettres adressées à tous les colonels, et leur ordonnant de ne laisser, sous aucun prétexte, battre le rappel, sans un ordre exprès de l'état-major général. Les colonels devaient remettre un reçu au porteur de la lettre. Tous les tambours déposés à l'état-major furent crevés sous les yeux de Vieyra; il donna ensuite avis au ministre de l'intérieur et au ministre de la guerre que sept mille fusils environ et plus de cent mille cartouches étaient déposés dans les diverses mairies. Ces armes et ces munitions prirent dans la journée la route de Vincennes.

Les représentants sur lesquels la police avait l'ordre de mettre la main étaient : les généraux Cavaignac, Lamoricière, Changarnier, Bedeau, Le Flo, le lieutenant-colonel Charras, le capitaine Cholât, le lieutenant Valentin; MM. Thiers, Baze, Roger (du Nord), Greppo, Lagrange, Miot, Beaune. Une autre liste contenait les noms des citoyens Grignan, Stevenot, Michel, Artaud, Geniller, Vasbenter, Philippe, Breguet, Delpech, Gabriel, Schmidt, Beaune, frère du représentant, Houl, Cellier, Jacotier, Kuch, Six, Brun, Lemerie, Malapert, Hilbach, Lecomte, Meunier, Buisson, Musson, Bonvallet, Guiterie, Choquin, Bilotte, Voinier, Thomas, Curnel, Boireau, Crousse,

Baillet, Noguez, Lucas, Lasserre, Cahaigne, Magen, Polino, Deluc. Ce dernier put échapper aux agents, combattit vaillamment dans les journées suivantes, et parvint, après la défaite, à gagner la Belgique ¹.

Il est six heures du matin ; les sergents de ville se promènent silencieusement par pelotons dans chaque rue où doit s'opérer une arrestation, tandis que leurs patrouilles circulent dans tout le quartier, prêtes à agir au premier signal.

Le général Cavaignac, descendu du pouvoir sans autre fortune que sa retraite de général de division, occupait un modeste appartement à l'entre-sol de la maison n° 12 de la rue du Helder. Le concierge est réveillé à six heures cinq minutes par le commissaire de police Colin, qui monte directement à l'appartement de l'ancien chef du pouvoir exécutif.

La gouvernante du général, depuis longtemps attachée à sa famille, se lève au premier coup de sonnette ; elle répond à la sommation d'ouvrir au nom de la loi, que le général va être averti. Ce dernier, s'attendant à une arrestation prochaine, n'ouvrait sa porte qu'à des gens dont son concierge lui attestait l'identité. Le concierge ayant certifié que la personne qui se présente sous ce nom est bien réellement le commissaire de police, le général Cavaignac, qui s'est babillé pendant ces pourpalers, introduit chez lui l'agent du coup d'État. — « Vous venez m'arrêter, lui dit-il, je suis prêt à vous suivre. M'autorisez vous, en attendant, à écrire deux lettres ? » — Le général, sur la

1. Eugène Ténot, *Paris en décembre 1851*.

réponse affirmative du commissaire, entre dans son cabinet dont la porte reste ouverte.

Le général Cavaignac touchait au moment de se marier ; les deux lettres qu'il écrit sont adressées, la première, à sa future belle-mère ; la seconde, à sa fiancée : l'honneur, dans la position où les événements viennent de le placer, lui commande, dit-il, de rendre à l'une et à l'autre la parole qu'il en a reçue. Ce pénible devoir accompli, il se lève et déclare qu'il est prêt à marcher.

Un individu de haute taille, la main droite passée dans l'ouverture de sa redingote boutonnée, n'a pas un seul instant perdu de vue le général ; cet individu sombre, silencieux, toujours à côté du prisonnier, le suit pas à pas jusqu'à la porte, descend avec lui l'escalier, monte dans son fiacre et s'assoit en face de lui, la main toujours à la même place, où elle semble serrer une arme.

Le général Cavaignac jette un regard calme sur cet homme : « Je devine, lui dit-il, quelle est votre mission, mais je ne vous fournirai pas de prétexte pour la remplir. »

Il ne prononça pas d'autres paroles jusqu'à la prison de Mazas¹.

Le commissaire de police Lerat² et le capitaine de la garde municipale Baudinet, chargés d'opérer l'arrestation du général Changarnier, commandent un véritable corps d'armée composé, outre les sergents

1. *Récit recueilli de la bouche du général Cavaignac.*

2. Aujourd'hui receveur des finances à Bordeaux, pensionné sur la cassette de l'Empereur, et chevalier de la Légion d'honneur.

de ville et les agents en nombre ordinaire, de quinze agents d'élite, et de quarante-cinq gardes municipaux. L'expédition est dirigée sur la maison n° 3 de la rue Saint-Honoré, dans laquelle le général Changarnier occupe un petit logement à l'entresol. Des agents de police se sont emparés d'avance de la boutique d'un marchand de vin située en face du n° 3; plusieurs membres du parti bonapartiste, parmi lesquels on cite le général Flahaut, attendent dans cette boutique le résultat de l'expédition.

L'ancien commandant en chef de l'armée de Paris tenait de la bouche même de M. Carlier la nouvelle de l'ajournement du coup d'État; mais M. Carlier, suspect de relation avec les orléanistes, n'était plus dans le secret de M. Louis Bonaparte. Le général Changarnier dormait tranquillement, lorsque tout à coup le bruit de la sonnette qui, de la loge du concierge communique à sa chambre, le réveille; c'est le signal d'alarme depuis longtemps convenu. Le général se lève et cherche ses armes. Le concierge fait tous ses efforts pour retenir le commissaire de police et ses agents à la porte de la maison. L'un de ces derniers découvre un passage qui, de la boutique d'un épicier qui vient de s'ouvrir, conduit dans la cour; Lerat l'y suit. Il se trouve au premier étage, en présence d'un domestique tenant à la main la clef de l'appartement du général; les agents s'en emparent; la porte est ouverte, ils se précipitent dans la chambre à coucher. Le général s'avance, un pistolet à la main; Lerat, homme très vigoureux, le saisit par les deux bras; toute résistance est inutile. Le général déclare

qu'il est prêt à marcher; il achève de s'habiller, et bientôt il monte dans une voiture qui prend le chemin de Mazas, entre une double haie de gardes municipaux à cheval lancés au grand trot, sabre en main.

Le commissaire de police Blanchet, chargé de l'arrestation du général Lamoricière, moins heureux que ses collègues, n'avait pu se procurer un plan des lieux; il savait seulement que le général Lamoricière habitait, rue Las-Cases, la maison n° 11, mais il ignorait à quel étage; le courageux concierge refusait de lui donner les indications nécessaires et même de la lumière pour pénétrer dans la maison. Blanchet et ses agents montent cependant, et parvenus au premier étage, ils se trouvent en présence du domestique du général Lamoricière, qui souffle rapidement sur la lampe dont il est porteur, et se jette dans l'escalier de service en criant : « Au voleur ! » Les sergents de ville l'arrêtent à la porte de la maison; il se débat, et reçoit dans la bagarre un coup d'épée à la cuisse.

Cet homme, menacé par les agents, finit par les conduire à l'appartement de son maître. Le général se laisse emmener sans résistance; mais à peine dans le fiacre qui le conduit à Mazas, il met la tête à la portière, et, en passant devant les soldats qui occupent le poste de la Légion d'honneur, il fait un appel à leur patriotisme. Blanchet ramène violemment le prisonnier en arrière. « S'il ne se tait pas, il a, dit-il, un moyen infailible pour le réduire au silence; il sort en même temps de sa poche un mécanisme d'une forme étrange. Parmi les *instruments* distribués aux commissaires, il y avait des bâillons.

Hubault jeune, le commissaire de police à qui est confiée la tâche d'arrêter le général Bedeau, est d'abord singulièrement favorisé par le hasard. Il sonne à la porte du vice-président de l'Assemblée, qui demeure rue de l'Université, n° 70. Le domestique, en lui ouvrant, le prend pour M. Valette, secrétaire de la présidence de l'Assemblée, et se dirige vers la chambre à coucher pour l'annoncer. Le général Bedeau, au lieu du secrétaire de la présidence, trouve devant lui un commissaire de police qui le déclare en état d'arrestation. Le général proteste contre les violations de la constitution, il menace Hubault jeune d'une mise hors de la loi. L'agent de M. de Maupas force le général Bedeau à se lever. Celui-ci s'habille lentement; au moment de partir, il s'adosse contre la cheminée, et déclare qu'il ne sortira pas, à moins qu'on ne l'arrache de chez lui comme un malfaiteur. Hubault lui met la main au collet, ses agents le saisissent par les bras et par les jambes, et l'emportent dans la voiture qui l'attend à la porte. Les cris: « A la trahison ! aux armes ! » poussés par le général Bedeau, se font entendre jusqu'à l'entrée de la rue du Bac; là, des centaines de sergents de ville, l'épée à la main, entourent la voiture; d'autres dispersent les petits groupes formés à l'appel du prisonnier, les chevaux prennent le galop au tournant du pont Royal. Le général Bedeau, en arrivant à Mazas, retrouva encore assez d'énergie pour haranguer les soldats chargés de la garde de cette prison; ils l'écoutèrent, mais il est évident qu'ils ne comprenaient rien à ce qu'il leur disait.

Le commissaire de police Courteille put s'emparer sans coup férir du lieutenant-colonel Charras. La double arrestation du capitaine d'artillerie Cholat et du lieutenant de chasseurs Valentin compléta la série des arrestations militaires. La trahison d'un domestique permit aux agents du commissaire Dourlens d'envahir brusquement la chambre à coucher du lieutenant Valentin et de le prendre au moment où il sautait à bas de son lit.

Le chroniqueur officieux de ces arrestations ¹ raconte que M. Thiers dormait profondément lorsque le commissaire de police Hubault aîné pénétra dans son hôtel, situé place Saint-Georges, n° 1. Hubault, aîné, introduit dans la chambre à coucher, écarta les rideaux « de damas cramoisi doublés de mousseline blanche », et réveilla M. Thiers en lui signifiant sa qualité et son mandat. Le chroniqueur de la préfecture de police, qui est prodigue de détails, ajoute que M. Thiers se mit vivement sur son séant et porta sa main à ses yeux « sur lesquels s'abaissait un bonnet de coton blanc ». Une longue conversation s'engagea ensuite entre M. Thiers et Hubault aîné, sur la légalité constitutionnelle de la mission que ce dernier était en train de remplir. Cette conversation, si elle a eu lieu, témoigne de la parfaite liberté d'esprit dans laquelle se trouvait M. Thiers au moment où la police armée l'arrachait à son foyer et où il ignorait quelle destinée lui était réservée. Le prisonnier, mis en fiacre, s'efforça toujours, si l'on

1. Granier de Cassagnac.



s'en rapporte au chroniqueur, « par toute sorte de raisonnements comminatoires et captieux de détourner les agents de l'accomplissement de leurs devoirs. » M. Thiers était trop expérimenté pour s'imaginer que le raisonnement pût avoir quelque prise sur les hommes chargés de l'arrêter. Il en est de ces tentatives comme de l'attitude craintive et pleine d'hésitation dans ses mouvements, que lui attribue le metteur en œuvre des notes de la police; cette crainte et cette hésitation n'ont existé que dans l'imagination de ceux qui essayent de dissimuler l'odieux de leur rôle derrière le ridicule du rôle prêté à leurs adversaires. « Une perquisition faite dans le cabinet de M. Thiers n'amena la découverte d'aucune correspondance politique ¹. »

Le représentant Greppo, l'un des membres les plus actifs de la *Petite Montagne*, entretenait de nombreuses correspondances avec les démocrates des départements, et tenait les fils d'une organisation destinée à s'opposer au coup d'État : M. de Maupas attachait la plus grande importance à son arrestation. M. Greppo dormait lorsque, vers quatre heures du matin, le commissaire de police et les agents, munis de lanternes, se ruèrent dans son logement; l'un de ces derniers brandissait un merlin. M. Greppo protesta contre cette invasion en invoquant son titre de membre de l'Assemblée nationale. Le commissaire de police lui répondit que cette Assemblée elle-même venait, dans une séance de nuit, d'ordonner

1. Granier de Cassagnac.

son arrestation. M. Greppo avait dans la poche de son paletot un paquet de lettres destinées à partir le jour même pour les départements; feignant d'être pressé par un besoin, et ayant obtenu à grand'peine l'autorisation de passer dans un cabinet voisin, il se débarrassa de ses lettres : il lui en restait deux ou trois qu'il parvint à cacher dans les manches de sa femme, que les agents ne purent empêcher de monter en fiacre avec lui. Le commissaire de police se retira en emportant deux pistolets, un petit poignard, une hache marine et un de ces longs bonnets rouges que portent les pêcheurs catalans, saisis dans les tiroirs de bibliothèque.

M. de Morny avait tenu à ce qu'on arrêtât l'un de ses plus intimes amis, M. Roger (du Nord), dont il connaissait la fermeté et le courage : « Il lui eût été pénible d'avoir à sévir plus sévèrement contre lui ¹. » Nous n'avons rien dit encore de l'arrestation des deux questeurs de l'Assemblée, le général Le Flo et M. Baze; cette arrestation forme un épisode qui se rattache à l'occupation du palais législatif par la force armée.

M. de Persigny, désigné pour remplir les fonctions de ministre de l'intérieur, au moment du coup d'État, avait déjà rédigé et signé la circulaire destinée à faire connaître l'événement aux départements; les opinions de l'ancien rédacteur de l'*Occident français* firent craindre au dernier moment que sa présence au ministère ne donnât une couleur dangereuse à l'acte

1. Le docteur Véron, *Mémoires d'un bourgeois de Paris*

qui se préparait. M. de Morny prit la place de M. de Persigny : Il paraissait plus politique de choisir comme ministre du coup d'État un homme également dévoué et résolu, mais dont les affinités avec les classes moyennes et les relations amicales avec les représentants de tous les partis étaient de nature à rassurer les intérêts effrayés, en maintenant à la mesure le caractère exclusivement social qui la justifiait ¹. »

Le nom de M. de Morny était singulièrement choisi pour obtenir ce résultat.

M. de Persigny, au lieu de diriger le ministère de l'intérieur, fut tout simplement « chargé de surveiller, à la tête d'un piquet d'infanterie, la prise de possession du palais législatif ². » Arrivé à quatre heures du matin à l'École militaire, il remettait les ordres du ministre de la guerre au général Renault, chargé de toutes les opérations sur la rive gauche de la Seine.

Les troupes sont sur pied à cinq heures ; quatre compagnies d'élite du 42^e, précédées des sapeurs et formant l'avant-garde de deux bataillons de ce régiment, se mettent en marche sous les ordres du colonel Espinasse, un des officiers d'Afrique ralliés au coup d'État par le commandant Fleury. Le colonel Espinasse, est monté à l'assaut de Rome à la tête de son régiment ; avant de monter à l'assaut du palais législatif, il en a étudié soigneusement les

1. Joseph Delarosa, *Le duc de Persigny et les doctrines de l'Empire*, précédé d'une notice. Ce livre est dédié : AU FOREZ.

2. *Idem*.

PERSIGNY ET ESPINASSE ENTRENT PAR SURPRISE AU PALAIS. 305
approche, et la veille même il s'est livré à un dernier examen ¹.

Chaque régiment de la garnison de Paris fournissait à son tour les troupes nécessaires à la garde de l'Assemblée; le tour du 42^e, dont Espinasse était colonel, arrivait le 1^{er} décembre : un bataillon de ce régiment occupait donc le palais Bourbon. Le commandant de ce bataillon, M. Meunier, prenait les ordres du lieutenant-colonel Niel du 44^e de ligne, désigné par les questeurs comme gouverneur du palais Bourbon.

L'avant-garde du colonel Espinasse, marchant silencieusement le long des quais, fit halte à quelque distance de la grille placée devant la façade du palais Bourbon; le bruit pouvait donner l'éveil; Espinasse s'avança seul avec ses sapeurs : « Je vais frapper à cette porte, leur dit-il à voix basse; si on l'ouvre vous entrerez derrière moi; si on ne l'ouvre pas, vous l'enfoncerez. »

La plupart des officiers du bataillon de garde à l'Assemblée, mandés individuellement pendant la nuit au quartier général de l'École militaire, étaient dans le complot. L'adjudant-major ouvre la porte; les grenadiers accourent à la voix des sapeurs, le palais législatif est envahi.

Le chef de bataillon de garde, sortant de chez le lieutenant-colonel Niel, rencontre le colonel Espinasse, qui, à la tête de ses soldats, se dirige à grands pas vers l'hôtel de la présidence.

1. Paul Belouino, *Histoire d'un coup d'État*.

« Que venez-vous faire ici ? lui dit-il d'une voix émue.

— Exécuter les ordres du prince, répond Espinasse.

— Vous me déshonorez ! »

Le commandant Meunier arrache en même temps ses épaulettes, brise son épée, et les jette aux pieds d'Espinasse ¹.

Les commissaires de police Bertoglio et Primorin, à qui revenait la tâche d'arrêter les questeurs, s'étaient de leur côté ménagé des intelligences parmi les agents de police attachés à l'Assemblée. Le colonel Espinasse, guidé par un de ces agents, se porte rapidement sur le logement du commandant militaire du palais. Le lieutenant-colonel Niel achevait de s'habiller; Espinasse saute sur son épée : « Prenez-la, vous faites bien, lui dit cet officier, car je vous l'aurais passée au travers du corps ². »

Pendant qu'on met le lieutenant-colonel Niel en état d'arrestation les deux bataillons du 42^e, partis de l'Ecole militaire une demi-heure après l'avant-garde, arrivent devant le palais Bourbon, relèvent les postes, et s'emparent de toutes les issues. M. de Persigny quitte son piquet d'infanterie, et porte à l'Élysée la nouvelle de l'heureux coup de main auquel il vient de prendre part.

Bertoglio et Primorin avaient pénétré dans le palais en même temps qu'Espinasse : l'un devait procéder à

1. Le lendemain, ce loyal et brave officier donnait sa démission.

2. Eugène Ténat, *Paris en décembre 1851*.

l'arrestation du général Le Flo, l'autre à celle de M. Baze. Le général Le Flo ne se couchait pas depuis quelques temps sans avoir passé une revue des postes et des factionnaires; ce jour-là il était rentré chez lui à minuit, après son inspection. Rien ne lui avait paru suspect; cependant le chef de bataillon de garde, en apprenant que l'adjudant-major avait été mandé à l'École militaire sous un prétexte futile, attachait plus d'importance à certains indices qui l'avaient frappé; malheureusement, il ne put, faute de connaître l'endroit où était situé le logement du commandant du palais, lui faire tout de suite part de ses observations. Le commandant Meunier et le lieutenant-colonel Niel ne se rejoignirent que vers six heures du matin; il était trop tard. Bertoglio, suivi des agents, s'était introduit déjà dans l'appartement du général Le Flo, dont le fils, âgé de sept à huit ans, en s'éveillant, se mit à crier. Bertoglio parvint à le rassurer en lui disant qu'ils s'agissait seulement d'un important message à remettre au général; l'enfant, sans méfiance, le guida vers la chambre de son père. Le général Le Flo, au bruit des pas, avait sauté à bas de son lit; Bertoglio et ses hommes se précipitent sur lui, il résiste, une lutte s'engage. Le général, s'adressant aux soldats entrés en même temps que les agents, invoque en vain l'appui de ceux qu'il appelle ses compagnons d'armes; les cris de madame Le Flo, enceinte de cinq mois, les pleurs, le désespoir de son fils, qui se reproche d'avoir, en quelque sorte, livré son père, triomphent de sa résistance; il consent à suivre Bertoglio.



Espinasse surveille l'arrestation au bas de l'escalier; le général Le Flo, en descendant, se trouve face à face avec le colonel du 42^e. Les paroles adressées par le prisonnier à son geôlier ont été recueillies, elles seront publiées un jour. Les soldats reçoivent l'ordre de croiser la baïonnette sur le général, ils le poussent ainsi jusqu'au fiacre; sa voix ne cesse de protester, jusqu'au moment où les chevaux, fouettés par une main vigoureuse, l'emportent vers la prison de Mazas.

La résistance de M. Baze ne fut pas moins énergique. Le commissaire Primorin, accompagné d'agents nombreux, soutenu par une compagnie du 42^e, surprit le questeur au moment où, réveillé en sursaut, il passait une robe de chambre. Les hommes de la police se jettent sur lui; madame Baze, à demi vêtue, court à la fenêtre et appelle au secours. Les agents veulent l'arracher de là; elle se cramponne à l'espagnolette, pendant que M. Baze, vaincu dans la lutte inégale qu'il soutient, est traîné jusqu'au poste de la rue de Bourgogne; là, seulement, il peut achever de s'habiller avant de partir pour Mazas.

Les arrestations terminées, le palais législatif occupé, M. de Morny se rend au ministère de l'intérieur, accompagné du général de Flahaut, son conseiller intime, de M. Léopold Lehon et de M. Achille Boucher, homme de bourse, ses deux secrétaires. M. de Thorigny, ministre de l'intérieur, brusquement réveillé, apprend qu'il a un successeur. M. de Morny s'asseyait à son bureau en face de la petite machine

qui fait mouvoir les fils du télégraphe : le coup d'État a la main sur la France.

Le général Magnan a exécuté les ordres du ministre de la guerre, qui lui ont été portés à trois heures par M. de Persigny. La brigade Ripert occupe le palais législatif, et la brigade Forey le quai d'Orsay ; la brigade Dulac est massée dans le jardin des Tuileries ; la brigade de Cotte, sur la place de la Concorde ; la brigade Canrobert entoure l'Élysée ; la brigade de lanciers du général Reybell et la division de cuirassiers du général Korte tiennent les Champs-Élysées. Ces troupes, infanterie, cavalerie, artillerie, forment un corps de plus de trente mille hommes, qui peut, dans cette position, soutenir les opérations du coup d'État et au besoin protéger ses auteurs dans leur fuite.

Il est six heures du matin, M. Louis Bonaparte reçoit de la préfecture de police une dépêche qui, dans sa forme vulgaire, résume la situation : « Nous triomphons sur toute la ligne. »

M. de Maupas pouvait s'exprimer ainsi, car la police avait tout fait jusqu'ici. Son chef méritait les éloges de l'auteur et des complices du coup d'État ; ces derniers, cependant, lui ont reproché plus tard d'avoir omis dans ses visites domiciliaires de faire saisir les papiers¹.

Une pluie fine et froide tombait sur les rares passants arrêtés pour lire, aux lueurs douteuses de la matinée du 2 décembre, les proclamations suivantes :

1. Docteur Véron, *Mémoires d'un bourgeois de Paris*.

PROCLAMATION DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE.

Appel au peuple.

« Français !

» La situation actuelle ne peut durer plus longtemps. Chaque jour qui s'écoule aggrave les dangers du pays. L'Assemblée qui devait être le plus ferme appui de l'ordre est devenue un foyer de complots ; le patriotisme de trois cents de ses membres n'a pu arrêter ses fatales tendances : au lieu de faire des lois dans l'intérêt général, elle forge des armes pour la guerre civile ; elle attende au pouvoir que je tiens directement du peuple ; elle encourage toutes les passions ; elle compromet le repos de la France. Je l'ai dissoute, et je rends le peuple entier juge entre elle et moi.

» La Constitution avait été faite, vous le savez, dans le but d'affaiblir d'avance le pouvoir que vous alliez me confier. Six millions de suffrages furent une éclatante protestation contre elle, et cependant je l'ai fidèlement observée. Les provocations, les calomnies, les outrages, m'ont trouvé impassible. Mais aujourd'hui que le pacte fondamental n'est plus respecté de ceux-là mêmes qui l'invoquent sans cesse, et que les hommes qui ont déjà perdu déjà deux monarchies veulent me lier les mains afin de renverser la République, mon devoir est de déjouer leurs perfides projets, de maintenir la République et de sauver le pays en invoquant le jugement solennel du seul souverain que je reconnaisse en France, le peuple.

» Je fais donc un appel à la nation tout entière, et je vous dis : Si vous voulez continuer cet état de malaise qui nous dégrade et compromet l'avenir, choisissez un autre à ma place, car je ne veux plus d'un pouvoir qui est impuissant à faire le bien, me rend responsable d'actes que je ne puis empêcher, et m'enchaîne au gouvernail quand je vois le vaisseau courir vers l'abîme.

» Si, au contraire, vous avez encore confiance en moi, donnez-moi les moyens d'accomplir la grande mission que je tiens de vous.

» Cette mission consiste à fermer l'ère des révolutions en satisfaisant les besoins légitimes du peuple et en le protégeant contre les passions subversives ; elle consiste surtout à créer des institutions qui survivent aux hommes et qui soient enfin des fondations sur lesquelles on puisse asseoir quelque chose de durable.

» Persuadé que l'instabilité du pouvoir, que la prépondérance d'une seule assemblée sont des causes permanentes de trouble et de discorde, je sou mets à vos suffrages les bases suivantes d'une constitution que les Assemblées développeront plus tard :

» 1° Un chef responsable nommé pour dix ans ;

- » 2° Des ministres dépendant du pouvoir exécutif seul;
 - » 3° Un conseil d'État formé par les hommes les plus distingués, préparant les lois et en soutenant la discussion devant le Corps législatif;
 - » 4° Un Corps législatif discutant et votant des lois, nommé par le suffrage universel sans scrutin de liste qui fausse l'élection;
 - » 5° Une seconde Assemblée formée de toutes les illustrations du pays, pouvoir pondérateur, gardien du pacte fondamentale et des libertés publiques.
- » Ce système créé par le premier Consul au commencement du siècle a déjà donné à la France le repos et la prospérité, il les lui garantirait encore.
- » Telle est ma conviction profonde. Si vous la partager, déclarez-le par vos suffrages; si au contraire, vous préférez un gouvernement sans force, monarchique ou républicain, emprunté à je ne sais quel passé ou à quel avenir chimérique, répondez négativement.
- » Ainsi donc, pour la première fois depuis 1804, vous voterez en connaissance de cause, en sachant pour qui et pour quoi.
- » Si je n'obtiens pas la majorité de vos suffrages, alors je provoquerai la réunion d'une nouvelle Assemblée, et je lui remettrai le mandat que j'ai reçu de vous.
- » Mais si vous croyez que la cause dont mon nom est le symbole c'est-à-dire la France régénérée par la Révolution de 89 et organisée par l'Empereur, est toujours la vôtre, proclamez-le en consacrant les pouvoirs que je vous demande.
- » Alors la France et l'Europe seront préservées de l'anarchie, les obstacles s'aplaniront, les difficultés auront disparu, car tous respecteront, dans l'arrêt du peuple, le décret de la Providence. »

C'était pour sauver aussi la République que le général Bonaparte avait renversé la Constitution du 18 brumaire.

M. Louis Bonaparte s'adressa ensuite à l'armée:

« Soldats,

» Soyez fiers de votre mission, vous sauvez la patrie, car je compte sur vous, non pour violer les lois, mais pour faire respecter la première loi du pays, la souveraineté nationale, dont je suis le légitime représentant.

» Depuis longtemps vous souffriez comme moi des obstacles qui

s'opposaient au bien que je voulais vous faire et aux démonstrations de votre sympathie en ma faveur.

» Ces obstacles sont brisés ; l'Assemblée a essayé d'attenter à l'autorité que je tiens de la nation, elle a cessé d'exister.

» Je fais un loyal appel au peuple et à l'armée et je lui dis : ou donnez-moi les moyens d'assurer votre prospérité ou choisissez un autre à ma place.

» En 1830 comme en 1848, on vous a traités en vaincus. Après avoir flétri votre désintéressement héroïque, on consulte vos sympathie et vos vœux, et cependant vous êtes l'élite de la nation. Aujourd'hui, en ce moment solennel, je veux que l'armée fasse entendre sa voix.

» Votez donc librement comme citoyens ; mais comme soldats n'oubliez pas que l'obéissance passive aux ordres du chef du gouvernement est le devoir rigoureux de l'armée depuis le général jusqu'au soldat. C'est à moi, responsable de mes actions devant le peuple et devant la postérité, de prendre les mesures qui me semblent indispensables pour le bien public.

» Quant à vous, restez inébranlables dans les règles de la discipline et de l'honneur, aidez par votre attitude imposante le pays à manifester sa volonté dans le calme et dans la réflexion, soyez prêts à réprimer toute tentative contre le libre exercice de la volonté du peuple.

» Soldats, je ne vous parle pas des souvenirs que mon nom rappelle, ils sont gravés dans vos cœurs. Nous sommes unis par des liens indissolubles. Votre histoire est la mienne. Il y a entre nous dans le passé communauté de gloire et de malheur ; dans l'avenir communauté de sentiments et de résolutions pour le repos et la grandeur de la France.

» LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE. »

Le général Bonaparte, dans sa proclamation du 18 brumaire, ne craignit pas, au moment même où la République venait d'être sauvée à Zurich par Masséna, de montrer « l'ennemi passant les frontières, les arsenaux vides, les ressources de l'État épuisées, les soldats livrés sans défense. . . . » Son neveu imitait sa tactique en parlant des *malheurs* de l'armée française de cette armée que Paris tout entier avait couverte de fleurs et d'applaudissements à sa rentrée après les

journées de Février, qu'il saluait comme sa libératrice après les journées de juin ? Quel oubli du passé, quelle ingratitude dans cette insistance à rappeler comme des outrages pour le soldat, les trois journées de 1830, accueillies avec tant d'enthousiasme par les membres de la famille Bonaparte, qu'elles vengeaient les Bourbons, et celle de Février qui leur ouvraient la patrie !

Les proclamations qu'on vient de lire étaient conçues, d'ailleurs, de façon à ne point jeter une trop vive alarme dans la masse de la population. M. Louis Bonaparte protestait de sa ferme intention de maintenir la République ; M. de Maupas lui-même déclarait aux Parisiens que les mesures nocturnes dont il avait été l'exécuteur s'étaient accomplies « au nom du peuple, dans son intérêt, et pour le maintien de la République ». L'assemblée dissoute était très-impopulaire auprès des ouvriers, animés depuis quelque temps d'une violente hostilité contre elle par les propos des agents soudoyés, et par les suggestions de la société de Saint-Vincent de Paul, de Saint-Régis, et des nombreuses associations catholiques dévouées d'avance au coup d'État. Le peuple aurait eu besoin, dans ces premiers moments, pour s'éclairer sur la portée réelle de l'acte de M. Louis Bonaparte, de lire les journaux, mais les scellés étaient mis sur les presses du *National*, de la *République*, de la *Révolution* et de l'*Avénement du peuple* ; l'*Union*, l'*Ordre*, l'*Assemblée nationale*, l'*Opinion publique*, le *Messager*, le *Corsaire*, le *Siècle*, le *Charivari*, avaient d'eux-mêmes interrompu leur publication ; un bureau de censure, institué au ministère de l'intérieur, veil-

lait sur les journaux autorisés, à paraître, la *Presse*, le *Constitutionnel*, la *Patrie*, le *Journal des Débats*.

Un décret de M. Louis Bonaparte convoquait le peuple français le 14 décembre pour accepter ou rejeter le plébiscite suivant : « Le peuple français » veut le maintien de l'autorité de Louis-Napoléon » Bonaparte, et lui délègue les pouvoirs nécessaires » pour établir une Constitution sur les bases pro- » posées dans sa proclamation du 2 décembre. Dans » toutes les mairies s'ouvriront des registres sur » papier libre, l'un d'acceptation, l'autre de rejet, » conformément au mode de l'appel au peuple de » l'an VIII. Les citoyens consigneront ou feront con- » signer, dans le cas où ils ne sauraient pas écrire, » leur vote sur l'un de ces registres avec leurs nom » et prénoms. »

Les représentants du peuple restés libres, en apprenant à leur réveil l'arrestation de leurs collègues, cherchent tout de suite à se concerter et à opposer une résistance commune au coup d'État. Les uns se réunissent chez M. Yvan, l'un des secrétaires de l'Assemblée ; parmi eux figurèrent MM. Michel (de Bourges), Pierre Lefranc, Versigny, Dupont (de Bus-sac), Théodore Bac, etc. ; les autres chez M. Odilon Barrot, où ils signent cette protestation :

« Vu l'article 68 de la Constitution, considérant que, violant ses serments et la Constitution, Louis-Napoléon Bonaparte a dissous l'Assemblée, et employé la force publique pour consommer cet attentat ;

» Les membres de l'Assemblée soussignés, après avoir constaté la violence qui est apportée par les ordres du président à la réunion

légale de l'Assemblée et l'arrestation de son bureau et de plusieurs de ses membres ;

» Déclarent que l'article 68 de la Constitution trace à chaque citoyen le devoir qu'il a à remplir.

» En conséquence, le président est déclaré déchu de ses fonctions

» La haute cour de justice est convoquée. Défense est faite à tout citoyen d'obéir aux ordres du pouvoir déchu, sous peine de complicité.

» Les conseils généraux sont convoqués, et se réuniront immédiatement ; ils nommeront une commission dans leur sein, chargée de pourvoir à l'administration du département et de correspondre avec l'Assemblée dans le lieu qu'elle aura choisi pour se réunir.

• » Tout receveur général, ou percepteur, ou dédenteur quelconque des deniers publics qui se dessaisirait des fonds qui sont dans ses caisses sur un autre ordre que celui émané du pouvoir régulier constitué par l'Assemblée, sera responsable sur sa propre fortune, et, au besoin, puni des peines de la complicité.

» Fait et arrêté le 3 décembre 1851.

» Signé : Olidon Barrot, Chambolle, de Tocqueville, Gustave de Beaumont, Dufaure, Étienne, Mispoulet, Oscar Lafayette, Lanjuinais, Hippolyte Passy, Piscatory, de Broglie, Duvergier de Hauranne, de Corcelles, d'Hespel, de Luppé, de Sèze, Guillier de la Touche, Vaudoré, Chaper, Sainte-Beuve, Bocher, de Laboulié, Vitet, de Montigny, de Montebello, Thuriot de la Rosière, Mathieu de Redorte, Victor Lefranc, Benjamin Delessert, etc. »

La plus nombreuse de toutes ces réunions siège dans la maison de M. Daru, vice-président de l'Assemblée nationale ; des tentatives ont lieu pour former un faisceau de ces efforts épars, des messages s'échangent entre ces divers centres de résistance, une porte secrète du palais législatif, qu'on a oublié de fermer à clef, livre passage à une quarantaine de représentants. Cette porte, réservée à l'usage particulier du président de l'Assemblée, mène aux appartements de M. Dupin. Les représentants Canet et Favreau vont le chercher.

M. de Morny, informé immédiatement de cette reprise de possession du local de ses séances par une



partie de l'Assemblée, ordonne au colonel Espinasse d'expulser sans retard les représentants : le commandant de la gendarmerie mobile Saucerotte pénètre dans la salle, suivi de ses soldats. M. Monet l'avertit vainement du crime qu'il commet, vainement il lui lit l'article 18 de la Constitution ¹, le commandant Saucerotte déclare qu'il n'obéit qu'aux ordres de ses chefs. Les gendarmes mobiles marchent la baïonnette en avant, les représentants reculent en criant : *Vive la République! Vive la Constitution!* Le général Leydet, vieillard de soixante-quinze ans, pris au collet, lutte contre les soldats avec l'énergie de son vieux dévouement à la liberté. Le président Dupin, au lieu de venir à son aide, le rappelle au respect dû à la discipline, surtout par un ancien militaire. La consigne ! voilà le premier mot que prononce M. Dupin, en entrant dans la salle Casimir Périer, où MM. Canet et Favreau sont parvenus à le pousser de vive force ; il se débat contre M. Desmousseaux de Givré, qui réussit enfin à lui passer son écharpe. M. Dupin, comme un homme qui brûle d'en finir avec un devoir imposé, balbutie quelques mots à la troupe, et montrant les gendarmes à ses collègues, il ajoute : « Nous avons le droit, c'est évident ; mais

1. Voici cet article :

« Toute mesure par laquelle le président de la République dissout l'Assemblée nationale, la proroge ou met obstacle à l'exercice de son mandat, est un crime de haute trahison.

» Par ce seul fait, le président est déchu de ses fonctions ; les citoyens sont tenus de lui refuser obéissance ; le pouvoir exécutif passe de plein droit à l'Assemblée nationale. Les juges de la haute Cour de justice se réunissent immédiatement, à peine de forfaiture : ils convoquent les jurés dans le lieu qu'ils désignent pour procéder au jugement du président

ces Messieurs ont la force, partons ¹ ! » Il part, en effet.

Le colonel Espinasse n'ayant point reçu l'ordre d'arrêter les représentants expulsés, ceux-ci se partagent en divers groupes. Les uns se rendent chez M. Crémieux ; les autres, parmi lesquels MM. Fayolle, Treillard-Laterisse, Paulin-Durrieu, se dirigent vers la place de Bourgogne, où ils trouvent les représentants Arbey, Toupet-Desvignes, le général Radoult-Lafosse entre les mains des soldats qu'ils cherchent vainement à ramener au respect de la Constitution. Le colonel du 6^e de ligne, Gardarens de Boisse, les fait arrêter et conduire au ministère des affaires étrangères, où MM. Eugène Sue, Benoît (du Rhône), Chanay et d'autres représentants prisonniers ne tardent pas à les rejoindre. Les représentants réunis chez M. Crémieux éprouvent bientôt le même sort ; arrêtés par un détachement d'agents de police et de troupes, conduits à la Conciergerie, entre deux rangs de baïonnettes, ils sont entourés à la hauteur du Pont-Neuf par des groupes qui ont reconnu M. Crémieux. Le représentant Malardier (de la Nièvre), qui se trouve par hasard sur le passage des prisonniers, met son écharpe, et excite le peuple à leur délivrance ; l'attitude énergique du chef d'escorte contient la foule désarmée ².

Les membres de la réunion ayant à leur tête M. Daru,

et de ses complices ; ils nomment eux-mêmes les magistrats chargés de remplir les fonctions du ministère public. »

1. On cite une autre version : « Ces messieurs ont la force, flons ! »

2. Eugène Ténnot, *Paris en décembre 1851*.

l'un des vice-présidents de l'Assemblée législative, reçus à la pointe des baïonnettes par les chasseurs de Vincennes, qui défendent l'entrée du palais Bourbon, sont obligés de rebrousser chemin, non sans que quelques-uns d'entre eux n'aient été l'objet d'actes de violence de la part de ces soldats revenus la veille d'Afrique et gratifiés le matin d'une pièce de 5 francs par homme ¹ : l'habit de plusieurs représentants est percé par les baïonnettes ; quatre d'entre eux, MM. Daru, de Talhouët, Étienne et Duparc, sont même blessés légèrement.

La mairie du X^e arrondissement était située rue de Grenelle-Saint-Germain, près du carrefour de la Croix-Rouge. Le général Lauriston, colonel de la légion de la garde nationale de cet arrondissement, et représentant du peuple, avait convoqué, malgré les injonctions du chef d'état-major Vieyra, les officiers de sa légion à la mairie en costume bourgeois d'abord, puis en uniforme. Le rappel allait être battu lorsqu'un envoyé de Vieyra, nommé Albert Courpon, vint signifier à la mairie que tous les gardes nationaux qui descendraient en armes dans la rue seraient fusillés ; les tambours furent consignés. Cependant les représentants réunis d'abord chez M. Daru se rendirent à la mairie du X^e arrondissement, afin de se placer sous la protection de leur collègue le général Lauriston.

M. Daru arrêté dans sa propre maison, le général Bedeau en prison depuis le matin, la présidence de la

1. Alexis de Tocqueville. Lettre adressée par lui à l'éditeur du *Times* et insérée dans le numéro de ce journal du 11 décembre 1851.

réunion revenait à M. Vitet ou à M. Benoist d'Azy. Ce dernier précédait ses collègues, lorsque la réunion, suivie de ses secrétaires, de ses huissiers et de ses sténographes, prit place dans la grande salle de la mairie. Les représentants s'attendaient à en être bientôt expulsés ; M. Berryer fit tout de suite voter aux termes de l'article 68 de la Constitution, et vu les obstacles mis à l'exécution du mandat de l'Assemblée le décret suivant : « L'Assemblée décrète que Louis-Napoléon Bonaparte est déchu de la présidence de la République, et le pouvoir exécutif passe de plein droit à l'Assemblée nationale. »

Ce décret, fut adopté à l'unanimité ¹.

1. Plusieurs représentants ne purent pénétrer à la mairie, comme le prouve la lettre suivante adressée au rédacteur de l'*Union* :

« Monsieur et ancien Collègue,

» En donnant dans l'*Union* la liste des représentants du peuple qui se rendaient le 2 décembre à la mairie du X^e arrondissement, vous invitez ceux qui auraient été publiés à se faire connaître.

» A chacun sa part en cette journée :

» Je ne me suis pas trouvé, prévenu trop tard, dans la salle de la mairie du X^e arrondissement, dans laquelle mes collègues délibéraient mais je suis allé à cette mairie le 2 décembre, à une heure, pour me réunir à eux.

» Je venais du palais de l'Assemblée, où j'avais écrit mon nom à côté de celui de l'honorable M. Creton et de quinze autres représentants, et, très énergiquement protesté contre le coup d'État, en la personne du lieutenant-colonel d'infanterie et de plusieurs officiers, qui indécis, jusqu'à l'arrivée d'un capitaine d'État-major, m'en interdisaient l'entrée tout en repoussant toute responsabilité.

» En arrivant à la partie de la rue des Saints-Pères joignant la rue Taranne, je la trouvai remplie par une foule immense. Un ancien sergent de la garde royale, aujourd'hui gérant du journal la *France centrale*, M. Blazy, que je connaissais depuis longtemps, et qui se trouvait là, m'apprit que la mairie et les membres de l'Assemblée législative étaient cernés par la troupe de ligne.

» Il m'engagea à ne pas avancer.... Je continuai ma route cependant vers la mairie... A trente pas de là, et comme j'allais essayer d'y entrer,

Cette réunion contenait malheureusement des germes de dissidence qui commencèrent à se faire jour au moment de discuter les mesures pour assurer l'exécution du décret.

M. Benoist d'Azy. — Soyez calmes, Messieurs. Notre devoir est de rester en séance et d'attendre.

M. Pascal Duprat. — Vous ne vous défendrez que par la révolution.

M. Berryer. — Nous nous défendrons par le droit.

Voix Diverses. — Et la loi, la loi ; pas de révolution !

M. Pascal Duprat. — Il faut envoyer dans toutes les parties de Paris, et principalement dans les faubourgs, et dire à la population que l'Assemblée nationale est debout, que l'Assemblée a dans la main toute la puissance du droit, et qu'au nom du droit, elle fait un appel au peuple. C'est votre seul moyen de salut. (Agitations et rumeurs.)

M. Janne, papetier, passage Choiseul, me signala tout à la fois l'impossibilité où j'étais de me réunir à mes collègues et l'inutilité de cette démarche, tout en me proposant de les délivrer afin qu'ils pussent agir efficacement en se mettant à la tête du peuple.

» Je compris l'importance de cette proposition, je fis appel à la foule qui m'entourait, et au milieu de laquelle se trouvaient beaucoup d'autres représentants. Cet appel fut accueilli avec enthousiasme aux cris de : *Vive la Constitution ! Liberté aux représentants !...*

» On allait se ruer sur les soldats qui avaient euahi la mairie, lorsqu'une cinquantaine de personnes, habillées en gardes nationaux et en armes, semblant faire patrouille, arrivèrent près de nous... Je réclamai leur concours ; en silence, ils firent demi-tour et s'éloignèrent.

» A ce refus tacite d'agir, toute la foule cria : Aux armes ! aux armes et chacun s'éloigna pour en aller chercher.

» A quelques instants de là, lorsque je revins, j'appris que tous mes collègues avaient été enlevés de la mairie, et conduits à la caserne du quai d'Orsay. Je m'y rendis avec deux autres représentants. Là il n'avait aucun moyen d'agir.

» Agréez, Monsieur et cher collègue, l'assurance de mes meilleurs sentiments.

» A. BOUHIER DE L'ÉCLUSE,

» Ancien représentant de la Vendée.

» Château d'Unvoire, 26 novembre 1868. »

(L'Union du 29 novembre 1868.)

M. Pascal Duprat avait raison; la loi, le droit sont de faibles moyens à opposer à la force immédiate. Le sergent qui monte suivi d'une escouade de chasseurs de Vincennes comprendra-t-il les raisons tirées du droit qui, selon MM. Vitet et Chapot, doivent l'empêcher de franchir le seuil de la salle où les représentants sont réunis? cela n'est guère probable. Cependant les membres du bureau marchent au devant de la troupe, suivis de MM. Crévy, de Charencey, de plusieurs autres de leurs collègues, et de quelques personnes étrangères à la réunion, entre autres M. Beslay, ancien membre de l'Assemblée constituante. La conversation s'engage entre les représentants et les soldats.

M. le président Vitet (s'adressant au sergent). — Que voulez-vous? Nous sommes réunis en vertu de la Constitution.

Le sergent. — J'exécute les ordres que j'ai reçus.

M. le président Vitet. — Allez parler à votre chef.

M. Chapot. — Dites à votre chef de bataillon de monter ici.

Au bout d'un instant, un capitaine faisant les fonctions de chef de bataillon se présente au haut de l'escalier.

M. le président (s'adressant à cet officier). — L'Assemblée nationale est ici réunie. C'est au nom de la loi, au nom de la Constitution que nous vous sommons de vous retirer.

Le commandant. — J'ai des ordres.

M. Vitet. — Un décret vient d'être rendu par l'Assemblée, qui déclare qu'en vertu de l'article 68 de la Constitution, attendu que le président de la République porte obstacle à l'exercice du droit de l'Assemblée, le président est déchu de ses fonctions, que tous les fonctionnaires et dépositaires de la force et de l'autorité publique sont tenus d'obéir à l'Assemblée nationale. Je vous somme de vous retirer.

Le commandant. — Je ne puis pas me retirer.

M. Chapot. — A peine de forfaiture et de trahison à la loi, vous êtes tenu d'obéir sous votre responsabilité personnelle.

Le commandant. — Vous connaissez ce que c'est qu'un instrument; j'obéis. Du reste, je vais rendre compte immédiatement.



M. Grévy. — N'oubliez pas que vous devez obéissance à la Constitution et à l'article 68.

Le commandant. — L'article 68 n'est pas fait pour moi.

M. Beslay. — Il est fait pour tout le monde; vous devez lui obéir.

(M. le président Vitet et M. Chapot rentent dans la salle. M. Vitet rend compte à l'Assemblée de ce qui vient de se passer entre lui et le chef de bataillon).

M. Berryer. — Je demande que ce ne soit pas seulement par un acte du bureau, mais par un décret de l'Assemblée, qu'il soit immédiatement déclaré que l'armée de Paris est chargée de veiller à la défense de l'Assemblée nationale, et qu'il soit enjoint au général Magnan, sous peine de forfaiture, de mettre des troupes à la disposition de l'Assemblée. (Très bien !)

Ce décret est adopté à l'unanimité. Des représentants proposent d'ordonner au directeur de l'Imprimerie nationale d'imprimer tous les documents émanés de l'Assemblée; de mettre le télégraphe en réquisition; de défendre à tout détenteur des deniers publics de les livrer sur les ordres des fonctionnaires actuels; d'ordonner à tous les directeurs de maison de force ou d'arrêt de délivrer, sous peine de forfaiture, les représentants arrêtés.

Qui nommera-t-on au commandement des forces du pouvoir législatif? La réunion s'en remet pour ce choix à son président, qui désigne le général Oudinot.

Un membre de l'Assemblée déclarait tout-à-l'heure qu'il n'y avait plus de côté gauche ni de côté droit dans la réunion; le nom de M. Oudinot semble cependant retentir assez désagréablement à l'oreille de plusieurs représentants.

M. Tamisier. — Sans doute, le général Oudinot comme tous nos collègues fera son devoir, mais vous devez vous rappeler l'expé-

dition romaine qu'il a commandée. (Vives rumeurs. — Réclamations nombreuses.)

M. de Rességuier. — Vous désarmez l'opinion une seconde fois.

M. de Dampierre. — Taisez-vous, vous nous tuez!

M. Tamisier. — Laissez-moi achever, vous ne me comprenez pas.

M. le président Benoist d'Azy. — S'il y a des divisions parmi nous, nous sommes tous perdus.

M. Tamisier. — Ce n'est pas une division, mais quelle autorité aura-t-il sur le peuple?

L'observation de M. Tamisier ne manque pas de justesse. Le général Oudinot est nommé cependant à l'unanimité, il s'empresse d'offrir au capitaine Tamisier de lui servir de chef d'état-major, l'offre est acceptée, au milieu des bravos enthousiastes; il désigne en même temps M. Mathieu de la Redorte comme chef d'état-major de la garde nationale. Le général Oudinot vient à peine de choisir ses deux lieutenants qu'un officier du 6^e bataillon de chasseurs d'Afrique, muni de nouvelles instructions, se présente; le général Oudinot et le capitaine Tamisier s'avancent. Ce dernier lit à l'officier de chasseurs le décret qui investit le général Oudinot du commandement en chef de l'armée de Paris et des gardes nationales de la Seine.

Le général Oudinot, à l'officier. — Nous sommes ici en vertu de la Constitution. Vous voyez que l'Assemblée vient de me nommer commandant en chef. Je suis le général Oudinot, vous devez reconnaître mon autorité: si vous résistiez à mes ordres, vous encourriez les punitions les plus rigoureuses, immédiatement vous seriez traduit devant les tribunaux. Je vous somme de vous retirer.

L'officier (un sous-lieutenant du 6^e chasseurs de Vincennes). — Mon général, vous savez notre position, j'ai reçu des ordres.

(Deux sergents qui sont à côté de l'officier prononcent quelques mots, et semblent l'encourager à la résistance.)

Le général Oudinot. — Taisez-vous ! laissez parler votre chef, vous n'avez pas le droit de parler !

L'un des sergents. — Si, j'en ai le droit ¹.

Le général Oudinot. — Taisez-vous ! laissez parler votre chef.

Le sous-lieutenant. — Je ne suis que le commandant en second. Si vous voulez, faites monter le commandant en premier.

Le général Oudinot. — Ainsi, vous résistez !

L'officier, après un moment d'hésitation. — Formellement.

Le général Oudinot. — Il va vous être donné un ordre écrit. Si vous y désobéissez, vous en subirez les conséquences. (Un certain mouvement a lieu parmi les soldats.)

Le général Oudinot. — Chasseurs, vous avez un chef, vous lui devez respect et obéissance. Laissez-le parler.

Un sergent. — Nous le connaissons, c'est un brave.

Le général Oudinot. — Je lui ai dit qui j'étais ; je lui demande son nom.

Un autre sous-officier veut parler.

Le général Oudinot. — Taisez-vous ! ou vous seriez de mauvais soldats.

L'officier. — Je m'appelle Charles Guédon, sous-lieutenant au 6^e bataillon de chasseurs.

Le général Oudinot, à l'officier. — Vous déclarez donc que vous avez reçu des ordres, et que vous attendez les instructions du chef qui vous a donné la consigne ?

Le sous-lieutenant. — Oui, mon général.

Le général Oudinot. — C'est la seule chose que vous ayez à faire.

(M. le général Oudinot et M. Tamisier rentrent dans la salle, il est une heure un quart.)

L'intervention des sous-officiers dans ce débat, leur ton arrogant, font voir à quel point de relâchement en est la discipline dans l'armée ; les inférieurs imposent à leurs supérieurs les passions allumées en eux ; l'obéissance des soldats est au prix de celle des chefs.

M. Berryer, pendant ce colloque, ouvrant une des

1. Il se nommait Gros, natif de Valence (Drôme). Retraité peu de temps après, avec le grade d'adjudant sous-officier, la médaille militaire et la croix d'honneur.

fenêtres de la salle voisine, apprend aux citoyens groupés devant la mairie, que l'Assemblée, réunie en nombre plus que suffisant pour la validité de ses décrets, a prononcé la déchéance du président de la République, et nommé le général Oudinot commandant de l'armée et de la garde nationale. Quelques applaudissements et quelques cris : Vive la République ! Vive la loi ! lui répondent. M. Berryer revient annoncer ces bonnes nouvelles à l'Assemblée. M. Guilbot, chef du 3^e bataillon de la 10^e légion de la garde nationale, se présente au même instant en uniforme à la porte de la salle, et déclare au général Oudinot qu'il vient se mettre à la disposition de l'Assemblée ; M. Balot, chef de bataillon de la même légion, fait une déclaration semblable. Pendant que le général Oudinot les félicite de leur patriotique conduite, deux commissaires de police entrent, et, sur l'ordre du président, s'avancent près du bureau ; l'un d'eux, Lemoine-Bécherel, prend la parole : « Nous avons reçu l'ordre de faire évacuer les salles de la mairie ; êtes-vous disposés à obtempérer à cet ordre ? Nous sommes les mandataires du préfet de police. » Le président, M. Benoist d'Azy, en réponse à cette question, fait lire aux commissaires l'article 68 de la Constitution, et le décret de déchéance du président de la République ; il ordonne en même temps qu'il leur en soit remis une copie.

Lemoine-Bécherel réplique qu'il remplit avec son collègue Marlet une mission officieuse ; le préfet de police les a chargés d'inviter les représentants à se retirer, ils se bornent à cette invitation ; l'autorité

militaire donne seule des ordres; un détachement considérable de chasseurs de Vincennes, ajoute-t-il, est en marche pour les faire exécuter. Le président, M. Benoist d'Azy, répond que les représentants ne céderont qu'à la force. La conversation, assez calme jusque-là, change brusquement de caractère. Marlet, montrant l'ordre dont il est porteur, s'écrie : « Que ce soit à tort ou à raison, nous vous sommons de vous disperser sur-le-champ ! » Des murmures violents accueillent cette sommation. Un autre officier arrive : « Je reçois, dit-il, du général en chef Magnan, l'ordre suivant : « Commandant, en conséquence des ordres du ministre de la guerre, faites occuper immédiatement la mairie du X^e arrondissement, et faites arrêter les représentants qui n'obéissent pas à l'injonction de se disperser. » Je suis militaire, je reçois un ordre, je l'exécuterai. »

Les murmures de l'Assemblée redoublent au nom de Magnan. Un troisième officier donne aussi lecture au président de l'ordre qu'il vient de recevoir : « Le général en chef prescrit de laisser sortir de la mairie du X^e arrondissement tous les représentants qui s'y trouvent, et qui n'opposeraient aucune résistance. Quant à ceux qui ne voudraient pas obtempérer à cette injonction, ils seront arrêtés immédiatement et conduits avec tous les égards possibles à la prison de Mazas. »

La réunion avait hâte d'en finir ; de toutes parts le même cri se fait entendre : « Tous à Mazas ! » M. Émile Leroux propose que l'Assemblée s'y rende à pied. Le président Benoist d'Azy, sans perdre cette

fois son temps à lire l'article 68 de la Constitution, et le décret qui confère le commandement des forces publiques au général Oudinot, se contente de demander à l'officier s'il en a connaissance. M. de Larcy fait appel à son patriotisme comme Français; le général Oudinot ajoute en lui ordonnant de faire évacuer la mairie par ses troupes : « Allez-vous obéir ? »

L'officier. — Non, j'ai reçu de mes chefs des ordres, et je les exécute.

De toutes parts. — A Mazas ! à Mazas !

L'officier. — Au nom du pouvoir exécutif, nous vous sommons de vous dissoudre à l'instant même.

Voix diverses. — Non ! non ! il n'y a pas de pouvoir exécutif, faites-nous sortir de force, employez la force !

La salle est envahie par des soldats et par des agents de police ; le commissaire de police qui les conduit, et ses deux collègues Lemoine-Bécherel et Marlet, mettent la main sur les membres du bureau, sur le général Oudinot et sur le capitaine Tamisier ; le palier est encombré de représentants gardés par les soldats qui garnissent l'escalier ; leurs rangs s'ouvrent pour livrer passage aux derniers représentants arrêtés. Le général Forey attend dans la cour l'évacuation complète de la salle ; le général Oudinot échange quelques paroles avec lui, puis, se tournant vers ses collègues qui semblent espérer quelque chose de ce colloque, il leur transmet les paroles de son interlocuteur : « Nous sommes militaires, nous ne connaissons que nos ordres, et nous ne devons obéissance qu'au pouvoir exécutif. »

La porte de la cour de la mairie s'ouvre enfin ; les



agents ordonnent aux membres de la réunion de se mettre en marche. Les présidents Benoist d'Azy et Vitet déclarent qu'ils n'obéiront qu'à la force; les agents de police les prennent par le bras; les secrétaires, le général Oudinot, le capitaine Tamisier, sont amenés de la même façon dans la rue. L'Assemblée se met en marche entre deux haies de soldats; un agent de police tient M. Vitet au collet.

Quelques gardes nationaux, réunis dans la cour de la mairie, saluent le départ des représentants du cri de : « Vive la République! Vive la Constitution! Vive l'Assemblée! » Les mêmes cris retentissent de temps en temps sur le passage de la colonne précédée par le général Forey à cheval; elle suit les rues de Grenelle, Saint-Guillaume, Neuve-de-l'Université, de l'Université, de Beaune, le quai Voltaire et le quai d'Orsay, jusqu'à la caserne de cavalerie, en face du Pont-Royal. Les prisonniers entrent dans cette caserne, dont la porte se referme sur eux. Il est trois heures vingt minutes.

Le peuple français avait délégué le pouvoir législatif à une assemblée unique; les agents du pouvoir exécutif occupaient militairement le lieu des séances de cette Assemblée.

Le peuple français avait délégué le pouvoir exécutif à un citoyen recevant le titre de président de la République; ce citoyen se servait de son pouvoir pour détruire la République.

L'auteur du coup d'État était d'accord avec le conseil d'État et avec son président; de ce côté, aucune résistance n'était à craindre. Quant à l'admis-

tration intérieure du pays, il l'avait dans la main, et dès longtemps s'était assuré de son concours.

Mais, en suspendant l'action des pouvoirs politiques, en brisant tous les rouages de la machine du gouvernement, il avait oublié un de ses ressorts, celui de la justice; il ne s'était pas donné la peine de relire les dispositions de l'article 68 de la Constitution.

« Le président de la République, les ministres, les agents et dépositaires de l'autorité publique, sont responsables, chacun en ce qui le concerne, de tous les actes du gouvernement et de l'administration.

» Toute mesure par laquelle le président de la République dissout l'Assemblée nationale, la proroge ou met obstacle à l'exercice de son mandat, est un crime de haute trahison.

» Par ce seul fait, le président est déchu de ses fonctions; les citoyens sont tenus de lui refuser obéissance; le pouvoir exécutif passe de plein droit à l'Assemblée nationale. Les juges de la haute Cour de justice se réunissent immédiatement, à peine de forfaiture; ils convoquent les jurés dans le lieu qu'ils désignent pour procéder au jugement du président et de ses complices; ils nomment eux-mêmes les magistrats chargés de remplir les fonctions du ministère public.

» Une loi déterminera les autres cas de responsabilité, ainsi que les formes et les conditions de la poursuite. »

Les préoccupations si nombreuses du coup d'État avaient fait négliger le mode de procéder édicté par la Constitution, dans le chapitre VIII, qui traite du *Pouvoir judiciaire*.

« Art. 91. — Une haute Cour de justice juge, sans appel ni recours en cassation, les accusations portées par l'Assemblée nationale contre le président de la République ou les ministres.

» Elle juge également toutes personnes prévenues de crimes, attentats et des complots contre la sûreté intérieure ou extérieure de l'État, que l'Assemblée nationale aura renvoyées devant elle.

» Sauf le cas prévu par l'article 68, elle ne peut être saisie qu'en

vertu d'un décret de l'Assemblée nationale qui désigne la ville où la Cour tiendra ses séances. »

La procédure, aux termes de ces deux articles 68 et 91, était très explicite, très impérieuse, et ne pouvait permettre aucune équivoque.

« Par le seul fait du « crime de haute trahison » commis par le président de la République (art. 68), « les juges de la haute Cour de justice se réunissent immédiatement à peine de forfaiture ; » ils convoquent les jurés dans le lieu qu'ils désignent, pour procéder au jugement du président et de ses complices ; ils nomment eux-mêmes les magistrats chargés de remplir les fonctions du ministère public. »

La violation de la Constitution était flagrante, le pouvoir exécutif passait donc de plein droit à l'Assemblée nationale et les citoyens étaient tenus de refuser obéissance au président.

La haute Cour de justice avait des devoirs encore plus étroits ; elle devait, non seulement dans la personne des citoyens qui la composaient, refuser obéissance au président de la République, mais elle était obligée de prendre l'initiative de la poursuite, et de se réunir sans réquisition, sans mise en demeure, sans avertissement de son propre mouvement, sur la simple convocation de son président. A leurs devoirs de citoyens s'ajoutaient, pour les juges de la haute Cour, ceux de magistrats. Ils étaient saisis, *ipso jure*, par la Constitution elle-même, il étaient liés par le serment d'obéissance qu'ils lui avaient prêté. La haute Cour formait dans la machine gouvernementale un rouage fonctionnant avec son ressort spécial indépendam-

ment de toutes les autres force motrices. Ses juges étaient nominativement désignés ; ils faisaient partie de la Cour suprême, de la cour de cassation. Voici leurs noms : MM. Ardouin, président ; Pataille, Delapalme, A. Moreau, Cauchy, Renouard, juges ; Quenault, Grandet, Hardouin, Rocher, de Boissieu, Hello, juges suppléants ; Bernard, greffier en chef.

Tous ces magistrats, ou presque tous, avaient voté pour la présidence de Louis-Napoléon Bonaparte, en haine de Cavaignac, du gouvernement provisoire et de la République ; tous avaient peur du spectre rouge et considéraient que le président, en devançant les éventualités de l'élection présidentielle, en déjouant ce qu'on appelait alors la conspiration de l'Assemblée nationale, sauvait à la fois la France et la société.

Ils ne pouvaient donc pas s'empêcher d'approuver comme hommes, les actes de M. Louis Bonaparte. Mais comme magistrats, ils se considéraient comme forcés par leur serment de s'y opposer.

La situation de ces juges, en mettant de côté le sentiment de la conscience et la voix du devoir, ne laissait pas que d'être assez embarrassante. La victoire du président n'était rien moins que certaine ; l'Assemblée s'agitait, prenait des délibérations, promulguait des décrets comme un pouvoir constitué. Si le coup d'État avortait, la haute Cour s'exposait à être poursuivie comme n'ayant pas obéi à la Constitution, et si la victoire était douteuse, un arrêt rendu contre le président de la République pouvait arrêter l'effusion du sang.

L'arrestation des membres de la haute Cour aurait

mis fin à l'embarras de leur position ; leur mission entravée *manu militari*, ils n'encouraient plus aucune responsabilité ; mais malheureusement on ne songeait pas à eux, ils étaient obligés d'agir et de se réunir immédiatement à peine de forfaiture.

Pendant que les représentants délibéraient à la mairie du X^e arrondissement, sept magistrats de la plus haute juridiction, ayant parcouru tous les grades de la magistrature, ayant successivement occupé toutes les fonctions judiciaires, la plupart dans le parquet, sept hommes aux habitudes sévères, se réunirent donc pour rendre la justice sans appareil, sans avocats à la barre, sans public dans le prétoire, comme une sorte de haut conseil, exécutant un mandat sans réquisition.

La délibération ne pouvait être longue en présence du flagrant délit : le président violant la Constitution, les pouvoirs passaient entre les mains de l'Assemblée, et la haute Cour devait immédiatement prononcer la déchéance de M. Louis Bonaparte.

Mais la France est un pays habitué à la lenteur des formes de la procédure ; il répugne à la justice française de condamner un accusé sans l'entendre, et jamais un arrêt n'est rendu par un tribunal régulier et honnête sans que l'accusé soit mis en demeure de choisir un avocat et sans qu'à son refus le tribunal lui nomme d'office un défenseur.

La haute Cour, dans la première délibération, se préoccupa donc : 1^o de constater le flagrant délit ; 2^o de désigner un magistrat représentant le ministère public, chargé de requérir la peine ; 3^o de mander à

la barre de la Cour le président de la République, sous l'inculpation du crime de haute trahison.

L'arrêt ainsi rendu, M. Renouard, aujourd'hui encore conseiller à la Cour de cassation, fut nommé procureur général près la haute Cour, chargé de soutenir l'accusation; la Cour se réservait de faire comparaître le lendemain le président de la République. Au lieu de prendre tout de suite des mesures à ce sujet, elle s'ajourna donc purement et simplement au lendemain pour entendre le réquisitoire du ministère public, qui devait, avant tout, dresser l'acte d'accusation : ainsi l'exigeaient les règles immuables de la procédure.

Le Conseil d'État n'avait aucune action directe sur les événements ; il s'associa néanmoins à la résistance légale par une protestation signée des conseillers d'État : Bethmont, de Cormenin, Vivien, Bureau de Puzy, Édouard Charton, Cuvier, de Renneville, Horace Say, Boulatignier, Gautier de Rumilly, de Jouvencel, Dunoyer, Carteret de Fresne, Boucherie-Lefer, Rivet, Boudet, Pons (de l'Hérault).

La presse ne pouvait pas rester en dehors du mouvement. Les journalistes de 1851, se rappelant la protestation des journalistes de 1830, prirent, vers midi, sans mot d'ordre, et comme d'instinct, le chemin de l'ancien hôtel Colbert, situé rue du Croissant, n° 16, où presque tous les journaux républicains fondés depuis la révolution de 1830, le *National*, le *Bon-Sens*, le *Charivari*, la *Réforme*, ont été imprimés; Flocon, la veille de Février, y avait présidé le conseil des rédacteurs de la *Réforme*. Le *Siècle*

occupait seul en 1851 cet hôtel, dans lequel il laissait un coin au *Charivari*. Les ateliers sont déserts, la cour est silencieuse; les fenêtres de la salle de rédaction du *Charivari*, qui servait autrefois de cabinet de travail à Carrel, sont fermées. La clef est sur la porte du cabinet du rédacteur en chef du *Siècle*, tout le monde y entre; c'est une grande pièce dans laquelle cinquante personnes peuvent tenir à l'aise; elle se remplit peu à peu de journalistes de toutes les opinions, orléanistes, légitimistes, républicains, réunis par le malheur commun. La polémique des journaux conservateurs contre la révolution de Février s'était souvent inspirée de ces petits livres dont les fragments ont été publiés dans les chapitres précédents; ces outrages saignaient encore comme des blessures au cœur des républicains; leur conscience s'indignait à l'idée de mettre leurs noms à côté de ceux de leurs insulteurs, à protester contre le coup d'État avec les représentants des partis qu'ils accusaient d'en être la cause. Cependant on leur demandait d'oublier le passé; ils s'y résignèrent; la protestation fut bientôt rédigée, et couverte de signatures.

Les journalistes de 1830 jouaient-ils leur vie en protestant contre les ordonnances de juillet? Nul ne peut le dire; mais ils jouaient certainement leur fortune, sacrifice qui touche les esprits presque autant que celui de la vie. Cette consécration manquait à la protestation des journalistes de 1851; ils n'étaient pas propriétaires des journaux où ils écrivaient. Ils mettaient leur nom au bas de la protestation sans grande illusion sur l'effet de leur signature,

lorsque tout à coup la porte s'ouvre, M. Emile de Girardin tombe au milieu de la réunion, et demande à quoi l'on songe ? Il s'agit bien, ajoute-il, de perdre son temps en protestations inutiles ; il n'y a qu'une chose à faire, marcher sur la Bourse et la fermer.

Les confrères de M. de Girardin gardant un silence plein d'étonnement, le rédacteur en chef de la *Presse* promène un regard méprisant sur eux et disparaît sans ajouter un mot.

La protestation des journalistes signée, il s'agit de l'imprimer. Les ateliers du *Siècle* chôment et sont surveillés, mais on peut y pénétrer : qu'importe aux agents de police en surveillance dans l'intérieur de l'hôtel Colbert, que des hommes que l'habitude constante de voir pratiquer l'art typographique aurait dû avertir de leur erreur, s'imaginent qu'il suffit de quelques brosses et de quelques cornets de papier remplis de caractères enlevés aux casses des compositeurs pour improviser une imprimerie ? Les journalistes qui avaient compté sur ces moyens en comprirent bien vite l'inutilité : la protestation des journalistes n'a jamais été imprimée.

Le Palais-Royal n'est plus le forum de Paris, le boulevard des Italiens l'a remplacé. Le nouveau forum léger, bruyant, un peu sceptique, semblait pourtant vouloir lancer, lui aussi, sa protestation contre le coup d'État, protestation du bon mot, de la plaisanterie, du sarcasme, conspiration du ridicule organisée en plein vent. Le perron de Torton, tribune de ce forum, ne voyait pas s'agiter la foule des prolétaires ; peu de vestes, encore moins de blouses devant

les rostres. Les orateurs en habit noir montent à la tribune pour y apprendre aux auditeurs les nouvelles qui circulent, ou pour y lire le décret de déchéance prononcé par l'Assemblée du X^e arrondissement, l'arrêt de mise en accusation de M. Louis Bonaparte par la haute Cour de justice¹. Tous les bruits de la ville viennent aboutir à cet endroit ; gens du monde, bourgeois, écrivains, artistes, transportent dans la rue l'opposition des salons ; ils font des plaisanteries et des bons mots ; ils crient : « Vive la Constitution ! Vive la Liberté ! » et surtout : « A bas Soulouque ! » Ce dernier cri retentit sans cesse à l'oreille des troupes, qui ne comprennent pas.

Quelques représentants, reconnus dans la foule, sont pourtant suivis par une centaine de personnes. Le représentant Alphonse Esquiros leur adresse deux ou trois fois la parole ; mais ces groupes, quoique fort animés, ne semblent pas disposés à l'action ; ils attendent, disent-ils, une proclamation de l'Assemblée. La foule commence à bouilloner.

D'autres représentants, continuant leur marche le long des boulevards, s'étaient aventurés dans la rue Saint-Martin ; un groupe formé par une centaine d'hommes auxquels se mêlaient des gamins, se pressait autour d'eux. Des sergents de ville, l'épée nue, s'élançant sur l'un de ces petits rassemblements, et

1. Ces pièces ont été imprimées par M. Émile de Girardin, à l'imprimerie de la *Presse*, au nombre d'un millier d'exemplaires : une partie de ces exemplaires existe encore. Les autres documents révolutionnaires remis par les représentants eux-mêmes entre les mains de compositeurs d'autres imprimeries qui leur faisaient les plus belles promesses de les tirer et de les répandre, étaient portés à la préfecture de police, qui les a communiqués à ses historiens.

renversent deux personnes; les autres se dissipent. Les ouvriers se promènent de long en large au carré Saint-Martin; quelques-uns parlent d'élever des barricades, mais la plus grande défiance règne parmi eux.

Indécision dans la bourgeoisie, incertitude chez le peuple, voilà comment on peut résumer l'état moral de Paris dans la matinée et jusque vers le milieu de l'après-midi du 2 décembre. Quel était l'état moral des auteurs du coup d'État?

Aux bonnes nouvelles reçues de la préfecture par M. Louis Bonaparte, commencèrent vers neuf heures à succéder des nouvelles propres à faire naître une certaine appréhension. L'emplacement que la cavalerie de Saint-Germain et de Versailles devait occuper à l'entrée de l'avenue conduisant à la résidence de M. Louis Bonaparte restait vide; les dragons parurent enfin à neuf heures un quart: les états-majors de Saint-Germain et de Versailles n'avaient été prévenus qu'à sept heures et demie du coup d'État; les carabiniers et les cuirassiers n'arrivèrent de Versailles qu'à midi.

Le maréchal Jérôme Bonaparte, sa fille, madame Mathilde Demidoff-Bonaparte, M. de Flahaut, M. de Persigny et plusieurs généraux, se trouvaient depuis le matin à l'Élysée; quelques-uns de ces personnages réunis en conseil privé, décidèrent, après l'arrivée des dragons, qu'il était indispensable que M. Louis Bonaparte se montrât à la population. La scène de l'orangerie de Saint-Cloud, dans laquelle le général Bonaparte avait fait une si triste figure, attestait les



danger de l'intervention personnelle de l'organisateur d'un coup d'État sur le théâtre de l'action, mais il était habile de s'y montrer dans les entr'actes pour encourager les acteurs. M. Louis Bonaparte, docile à ces conseils, sortit à cheval de l'Élysée par la grille du jardin, suivi d'un cortège assez nombreux. Le maréchal Jérôme Bonaparte se tenait à sa droite, le maréchal Narvaez, en uniforme couvert de broderies d'or, à sa gauche; derrière s'avançaient le maréchal Exelmans, les généraux Saint-Arnaud, Magnan, de Flahaut, Roguet, Wast-Vimeux, Daumas, Lawestine, Le Pays de Bourjolly, le colonel Murat, les officiers d'ordonnance Fleury, de Béville, Edgar Ney et Lepic. Le cortège avait fait à peine quelques pas hors du jardin, qu'une alerte assez vive se répandit dans ses rangs; heureusement, il ne s'agissait que d'une erreur des vedettes du 12^e régiment de dragons qui, trop fidèles à leur consigne, donnaient mal à propos l'alarme aux avant-postes. Le cortège, un moment arrêté, reprit sa marche et se dirigea vers les Tuileries, en suivant la place de la Concorde et la rue de Rivoli. Vieyra, qui attendait M. Louis Bonaparte à l'entrée du guichet de la cour du Carrousel, et qui l'accompagna jusqu'à sa sortie, reçut de nouveau l'ordre d'empêcher à tout prix qu'aucun garde national ne sortît en uniforme.

L'historien éloquent, exact, impartial, qui, le premier, a donné un récit complet et détaillé des journées de décembre 1851 ¹, assure que M. Louis Bona-

1. Kinglake, *Invasion de la Crimée*.

parte, en se montrant au peuple de Paris, s'attendait à une de ces ovations qui poussent un homme au trône comme par un flot d'enthousiasme. M. Louis Bonaparte fut bien vite désabusé par l'attitude plus qu'indifférente des masses sur son passage; il mit fin à sa promenade, et revint à l'Élysée. Son ministre de l'intérieur l'y attendait : M. Louis Bonaparte et M. de Morny s'étaient séparés la veille à minuit; ils s'em brassèrent en se revoyant.

Les rares visiteurs qui se présentèrent dans la matinée à l'Élysée étaient reçus dans la salle des aides de camp. M. de Persigny, M. de Maupas et le docteur Véron, rédacteur en chef du *Constitutionnel*, étaient à peu près les seules personnes qu'on y vit. M. Louis Bonaparte, averti qu'il était indispensable qu'il se montrât aux troupes avant la fin de la journée, quitta son palais sur les quatre heures, entouré seulement de ses aides de camp et d'un grand nombre d'officiers d'état-major de la garde nationale commandés pour ce service. M. Louis Bonaparte, cette fois, revint plus content; les acclamations avaient été nombreuses.

M. Louis Bonaparte rentrait à la tombée de la nuit, au moment même où l'une des brigades de la division de cavalerie du général Korte exécutait une promenade ou plutôt une reconnaissance militaire de la Madeleine à la Bastille, « sans trouver d'autre résistance que les menaces contenues de la bourgeoisie des quartiers riches, et les injures vaines de la jeunesse dorée ¹ ». Les boulevards le soir avaient repris

1. Granier de Cassagnac, *Récit complet et authentique*.

leur physionomie habituelle ; les cafés, les restaurants, les magasins, les théâtres étaient ouverts ; la même tranquillité régnait dans les faubourgs du Temple, Saint-Marceau, Saint-Antoine, à la barrière du Trône, quoique le préfet de police eût signalé ces quartiers au général Magnan comme devant donner le signal de la formation des barricades.

« Les sections sont convoquées pour dix heures ; à dix heures quarante-cinq minutes chacun sera à son poste.

« Les munitions sont des bombes portatives. Le 44^e serait avec eux : trois cents hommes le suivent en criant : Vive la République sociale, et pas de prétendant !

» Ils ont l'intention de faire sonner le tocsin dans plusieurs églises, on fait couper les cordes.

» La nuit sera très grave et décisive. On a le projet de se porter la préfecture de police. Tenez du canon à ma disposition. Je vous le demanderai quand il faudra ¹. »

Les membres de l'Assemblée du X^e arrondissement avaient constaté par un dernier appel nominal, en arrivant à la caserne du quai d'Orsay, la présence de 218 représentants ; vingt représentants qui s'étaient fait arrêter volontairement, vinrent rejoindre leurs collègues ; MM. Bixio, Victor Lefranc et Valette figuraient parmi ces prisonniers volontaires : le dernier avait un double titre à être emprisonné ce jour-là : il était représentant et professeur de droit ². M. Molé n'ayant pu pénétrer dans la salle de la mairie, s'associa par une lettre adressée au *Journal des Débats* ³, à la conduite de ses collègues.

1. Lettre adressée par le préfet de police au général Magnan dans la journée du 2 décembre, et publiée par le docteur Véron dans les *Mémoires d'un bourgeois de Paris*.

2. La remarque est de M. Valette lui-même.

3. Le *Journal des Débats* ne fut pas autorisé à publier cette lettre.

Les pièces des étages supérieurs de la caserne, rapidement transformées en cellules, grâce à un lit de camp et à une chaise de paille, servirent de logement provisoire aux représentants qu'il était impossible de transférer le soir même à Mazas ou au mont Valérien. Ils furent conduits vers cinq heures du soir dans leur réduit par un sous-officier, escorté d'un peloton d'infanterie ; plusieurs de ces représentants, faute de lit, passèrent la nuit étendus sur des planches et presque sans nourriture ¹. Les voitures cellulaires rangées dans la cour attendaient les autres : douze ministres, dont neuf ayant servi M. Louis Bonaparte, et huit membres de l'Institut, y montèrent : « Le gendre du maréchal Bugeaud met dans la voiture des voleurs le petit-fils du maréchal Lannes », dit M. de Montebello en reconnaissant le colonel Feray qui présidait en personne aux préparatifs du départ.

Les membres de l'assemblée du X^e arrondissement s'étaient conduits en gens honorables, corrects, qui font strictement leur devoir, jusqu'au point où le devoir se confond avec le sacrifice. Ils étaient restés sur leur chaise curule pour y attendre la main d'un commissaire de police ; leur résistance, emprisonnée dans les formes de la légalité, devait se réduire en définitive aux simples proportions d'une simple procédure : que serait-il arrivé cependant si, obéissant aux conseils de M. Pascal Duprat, ils s'étaient décidés à faire un appel au peuple et à descendre dans la rue ? Le peuple de Paris voyait sans doute avec un certain plaisir la défaite d'une majorité constamment hostile

1. Lettre de M. de Tocqueville.

à ses instincts, à ses sentiments, à ses aspirations; mais ce peuple a de surprenants et prompts retours, il aime les grands noms, les grandes scènes, les grands effets; le drame l'émeut; la véritable tribune du moment, c'était la borne : M. Berryer, parlant aux masses du haut de ce piédestal, les aurait tirées de leur apathie. Ces généraux, ces amiraux, ces ministres, ces académiciens, ces orateurs, ces écrivains qui formaient la réunion du X^e arrondissement, se mêlant au peuple en plein jour au lieu de rester enfouis, pour ainsi dire, dans une salle de mairie, ne se seraient point adressés vainement aux instincts généreux de la population parisienne; la voix de tant d'hommes illustres, réveillants les classes élevées de la société, aurait pu consommer entre le peuple et la bourgeoisie cette alliance devant laquelle l'armée cède toujours, et qui a jusqu'ici amené tous les grands changements qui ont eu lieu en France. Malheureusement les membres de la réunion du X^e arrondissement n'étaient en réalité que les membres de l'ancienne majorité qui croyait à la nécessité de prendre des mesures de salut public pour défendre la société menacée; englobés dans ces mesures exécutées par un autre, ils s'étaient conduits, sinon tout à fait en citoyens, du moins en gens d'honneur; leur honneur sauf, ils se sentirent soulagés comme d'un grand poids : « Je l'avoue tout bas à cause de mes collègues », disait M. de Falloux, quelques jours plus tard à M. de Persigny, qui était venu le visiter dans sa prison, « mais au fond je pense que vous avez bien fait¹. » M. de Faloux pouvait

1. Daniel Stern, *Histoire de la Révolution de Février*.

parler à haute voix. Aucun de ses collègues, en consultant sa conscience, ne l'aurait démenti.

La majorité de la gauche républicaine n'attendant rien que la résistance les armes à la main, cherchait les moyens de l'organiser. M. Victor Hugo, dans une réunion tenue le 2, à midi, chez M. Coppens, rue Blanche, proposa de donner immédiatement le signal du combat. C'était trop tôt : la signification du coup d'État échappait aux masses ; elles n'y voyaient que le rétablissement du suffrage universel, et le châtiement des réactionnaires ; il fallait les éclairer. M. Victor Hugo rédigea cet appel au peuple :

« Louis-Napoléon est un traître !

» Il a violé la Constitution !

» Il s'est lui-même mis hors la loi !

» Les représentants républicains rappellent au peuple et à l'armée les articles 68 et 110 de la Constitution, ainsi conçus :

» Art. 68. — Toute mesure par laquelle le président de la République dissout l'Assemblée, la proroge, ou met obstacle à l'exercice de son mandat, est un crime de haute trahison. Par ce seul fait, le président est déchu de ses fonctions, les citoyens sont tenus de lui refuser obéissance.

» Art. 110. — L'Assemblée constituante confie la défense de la présente Constitution, et les droits qu'elle consacre, à la garde nationale et au patriotisme de tous les Français. »

» Le peuple désormais est à jamais en possession du suffrage universel ; le peuple, qui n'a besoin d'aucun prince pour le lui rendre, saura châtier le rebelle.

» Que le peuple fasse son devoir, les représentants républicains marchent à sa tête.

» Vive la République ! Vive la Constitution ! Aux armes !

» Signé : Michel (de Bourges), Schœlcher, général Leydet, Mathieu (de la Drôme), Lasteyrie, Brives, Breymand, Joigneaux, Chauffour, Cassal, Gilland, Jules Favre, Victor Hugo, Emmanuel Arago, Madier de Montjau, Mathé, Signard, Ronat (de l'Isère), Viguiier, Eugène Sue, de Flotte¹. »

1. P. Mayer, *Histoire* du 2 décembre.

M. Michel (de Bourges), suivi de plusieurs membres de la réunion Coppens, haranguait, deux heures après, la foule réunie sur le boulevard du Temple, du haut du balcon de la maison du restaurateur Bonvallet; la police envahit cet établissement sans pouvoir mettre la main sur aucun des représentants. M. Beslay, ancien constituant, qu'on a déjà vu dans la matinée à la séance du X^e arrondissement, ouvrit sa maison aux membres d'une nombreuse réunion, présidée par le représentant Joly; M. Forestier, colonel de la 6^e légion de la garde nationale, y assistait. La demeure du représentant Lafond (du Lot), quai Jemmapes, devint vers le soir le siège de la réunion dans laquelle le comité de résistance fut nommé; il se composait de MM. Victor Hugo, Carnot, Jules Favre, Michel (de Bourges), Madier de Montjau, Schœlcher, de Flotte.

L'agitation qui régnait sur le quai Jemmapes, malgré toutes les précautions prises par les représentants, les journalistes et les gardes nationaux pour s'introduire sans bruit chez le représentant Lafond, avait fait juger prudent de tenir chez M. Frédéric Cournet la réunion dans laquelle devaient être prises les dernières mesures avant d'engager le combat. La police prévenue de cette réunion, mais trompée par une similitude de nom, fit cerner la maison voisine par un bataillon de la ligne; elle s'y livrait encore à d'inutiles perquisitions, pendant que les républicains, la délibération finie, regagnaient isolément leur domicile au moment où le deuxième coup de minuit annonçait la fin de la journée du 2 décembre, anniversaire de la bataille d'Austerlitz.

La journée du 3 décembre s'annonçait froide et pluvieuse; les marchands du boulevard, quelques passants lisaient, au milieu de la brume du matin, la proclamation suivante, écrite à la main et fixée par quatre pains à cacheter sur le tronc mince d'un des arbres nouvellement plantés devant le passage Jouffroy :

AU PEUPLE.

« Art. 3. — La Constitution est confiée à la garde et au patriotisme de tous les Français.

» Louis-Napoléon est mis hors la loi.

» L'état de siège est aboli.

» Le suffrage universel est rétabli.

» Vive la République !

» Aux armes !

» Pour la Montagne réunie,

Le délégué : VICTOR HUGO. »



Le faubourg Montmartre et la rue des Martyrs jusqu'à Montmartre étaient tranquilles; les passants, moins nombreux que d'habitude à cette heure matinale, où cependant tout le monde se rend à ses travaux et à ses affaires, formaient de loin en loin de petits cercles devant des affiches semblables à celle qu'on vient de lire; l'une de ces affiches, collée sur les planches qui défendaient, au coin de la rue Richer et du faubourg Montmartre, le rez-de-chaussée d'une maison en réparation, était imprimée sur papier bleu. D'autres placards annonçaient au peuple le soulèvement de Lyon et de Strasbourg. Les ouvriers lisaient rapidement ces affiches, et s'éloignaient sans échanger la moindre réflexion entre eux, et sans même

attendre la sommation des sergents de ville. L'angle de la rue Ollivier et de la place de l'église Notre-Dame de Lorette présentait alors un pan de mur sur lequel depuis le 24 février, avait été apposés tous les arrêts, décrets et proclamations du Gouvernement provisoire, de la Commission exécutive, et de la présidence de la République, jusqu'à l'époque du 13 juin. Ce mur, oublié par les agents de M. de Maupas, ne portait aucun des documents relatifs aux actes du 2 décembre, si abondants sur tous les points de Paris; mais la pluie, la neige, les enfants, en faisant disparaître les couches successives de papier collé sur le plâtre, avaient ramené à la clarté du jour le numéro du *Moniteur* renfermant le compte rendu de la séance dans laquelle M. Louis Bonaparte avait pris possession de la présidence de la République; la page, maculée, noircie, déchirée en plusieurs endroits, ne conservait plus de lisible que le titre du discours prononcé à cette occasion par le chef de l'État, et dans ce discours que le passage suivant :

« Les suffrages de la nation, et le serment que je viens de prêter, commandent ma conduite future. Mon devoir est tracé, je le remplirai en homme d'honneur.

» Je verrai des ennemis de la patrie dans tous ceux qui essaieraient de changer par des voies illégales ce que la France entière a établi. »

Les yeux d'un passant s'étaient sans doute portés par hasard sur ces lambeaux; son attention éveillant celle des autres, un rassemblement nombreux se formait peu à peu, et déjà refluaient presque sur la

place. Les sergents de ville, avertis, accoururent pour le dissiper. Ces débris d'affiches et les autres placards avaient disparu avant neuf heures; la police s'était mise à l'œuvre en arrachant ceux des boulevards. Au moment où la proclamation de Victor Hugo disparaissait de l'arbre du passage Jouffroy, on entendit les tambours de la brigade du général Marulaz, qui suivait le boulevard pour se rendre à la place de la Bastille; quelques voix criaient : Vive la Constitution! Vive la ligne!

Les autres quartiers de Paris, d'après des rapports recueillis le jour même, n'offraient pas une physionomie bien différente de celle que présentaient le boulevard entre la Chaussée-d'Antin et le faubourg Montmartre, et les rues auxquelles il sert de débouché. Le *Moniteur*, distribué de bonne heure, apprenait aux habitués des cafés la formation d'une *commission consultative*, composée de :

MM. Abbatucci, d'Argout (gouverneur de la Banque), le général Achard, le général de Bar, le général Baraguez-d'Hilliers, Barbaroux, Baroche, Barth (premier président de la Cour des comptes), Ferdinand Barrot, de Beaumont, Benoit-Champy, Bérard, Bineau, Boinvilliers, J. Boulay (de la Meurthe), de Cambacérès, de Casabianca, l'amiral Cécile, Chadenet, Chassaigne, Goyon, Chasseloup-Laubat, Charlemagne, Colas, Darriste, Denjoy, Desjobert, Drouyn de Lhuys, Théodore Ducos, Dumas (de l'Institut), Maurice Duval, le maréchal Exelmans, le général d'Hautpoul, Léon Faucher, le général de Flahaut, Achille Fould, H. Fortoul, Fremy, de Gaslonde de Greslan, de Lagrange, de Lagrené, Garnier, Augustin Giraud Charles Giraud (de l'Institut), Godelle, de Goulard, de Heeckeren, Lacaze, Ladoucette, Lacrosse, de Lariboissière, Lebœuf, Lefebvre-Durufilé, Lemarrois, Leverrier, Magne, Maynard (président de chambre à la Cour de cassation), de Mérode, de Montalembert, de Morny, de Mortemart, de Mouchy, de Moustier, Lucien Murat, le général d'Ornano, Pepin Lehalleur, Joseph Périer (régent de la

Banque), de Persigny, le général Randon, Rouher, le général de Saint-Arnaud, Ségur d'Aguesseau, Seydoux, Suchet d'Albulfera, de Turgot, de Thorigny, Troplong (premier président de la Cour d'appel), Viellard, Vuillefroy, de Wagram.

Le président de la République, disait le préambule du décret, a voulu, jusqu'à la réunion du Sénat et du Corps législatif, s'entourer d'hommes qui jouissent à juste titre de l'estime et de la confiance du pays.

Le *Moniteur* du 3 contenait un décret bien plus important, dont voici les principales dispositions :

« Le peuple français est solennellement convoqué dans ses communes le 14 décembre, présent mois, pour accepter ou rejeter le plébiscite suivant : « Le peuple français veut le maintien de l'autorité de Louis-Napoléon Bonaparte, et lui délègue les pouvoirs nécessaires pour établir une Constitution sur les bases proposées dans sa proclamation du 2 décembre... » A la réception du présent décret, les maires de chaque commune ouvriront des registres sur papier libre, l'un d'acceptation, l'autre de non-acceptation du plébiscite. Dans les quarante-huit heures de l'acceptation du présent décret, les juges de paix se transporteront dans les communes de leur canton pour surveiller et assurer l'ouverture et l'établissement de l'un de ces registres, avec mention de leurs noms et prénoms... Le recensement des votes exprimés par le peuple français aura lieu à Paris, au sein d'une commission qui sera instituée par un décret ultérieur. Le résultat sera promulgué par le pouvoir exécutif. »

Ce décret changeait la nature du suffrage universel, au moment même où Louis Bonaparte se vantait de l'avoir rétabli dans toute sa pureté. Le suffrage universel, ainsi organisé, joignait à l'inconvénient d'être public, celui de n'être ni libre ni sincère.

La liste du nouveau ministère ne se trouvait pas dans le journal officiel, mais un placard officiel

apprenait au public que le cabinet était ainsi composé : MM. *de Morny*, ministre de l'intérieur ; *Fould*, ministre des finances ; *Rouher*, ministre de la justice ; *Magne*, ministre des travaux publics ; *Lacrosse*, ministre de la marine ; *de Casabianca*, ministre du commerce ; *de Saint-Arnaud*, ministre de la guerre ; *Fortoul*, ministre de l'instruction publique ; *Turgot*, ministre des affaires étrangères. M. de Persigny, désigné d'abord pour le ministère des travaux publics, en fut écarté, comme il l'avait été du ministère de l'intérieur.

Le général Magnan avait donné l'ordre, la veille, de débarrasser le plus tôt possible la caserne du quai d'Orsay des membres de la réunion du X^e arrondissement qui en occupaient encore les combles. Des omnibus stationnaient donc dès le matin dans la cour de cette caserne, attendant les représentants pour les conduire à Vincennes. Ces derniers, escortés par un escadron de lanciers du colonel Feray, suivaient le faubourg Saint-Antoine au trot assez peu rapide de leurs chevaux d'attelage, lorsque tout à coup des voix s'écrient : « Ce sont des représentants du peuple. Sauvons-les ! » Le premier omnibus est arrêté au même instant, des mains vigoureuses tiennent ses chevaux en bride ; la portière s'ouvre, mais les prisonniers, au lieu de descendre, supplient leurs libérateurs étonnés de ne pas les arracher à la prison qui les attend. M. Malardier, représentant du peuple, et M. Frédéric Cournet s'étaient jetés les premiers à la tête des chevaux ; ils se retirent, et les captifs volontaires reprennent joyeux le chemin de leur prison.

Les ouvriers rient de cette scène à laquelle ils n'ont pris part que comme spectateurs ; ils semblent vouloir garder ce rôle dans les scènes qui se préparent et dont la présence, dans le faubourg à cette heure matinale, de MM. Schœlcher, Madier de Montjau, Esquiros, Baudin, et de plusieurs représentants, qu'ils aiment et qu'ils estiment, leur révèle la gravité. Les ouvriers ont lu, plus d'une fois les écrits de M. Victor Schoelcher, le publiciste populaire de la *Revue républicaine*, de la *Revue du progrès*, de la *Revue indépendante* et de la *Réforme*, l'administrateur hardi et éclairé qui, en qualité de sous-secrétaire d'État de la marine en 1848, et de président de la commission formée pour préparer l'affranchissement des noirs, avait eu l'honneur d'attacher son nom à cette grande mesure. M. Madier de Montjau ne s'était-il pas formé sous leurs yeux au rôle d'orateur politique ? M. Alphonse Esquiros ne figurait-il pas au premier rang parmi les écrivains les plus aimés du peuple ? Les ouvriers savaient depuis juin 1848 quel courage, quelle fermeté calme et froide animaient l'âme de De Flotte. Le docteur Baudin, président du club l'*Avenir*, était plus connu des ouvriers et des pauvres du faubourg Poissonnière, que de ceux du faubourg Saint-Antoine ; il exerçait une grande influence sur la population des environs de la place du Caire où l'*Avenir* tenait ses séances, quartier plein de typographes, de lithographes, de cartonniers. Ces ouvriers raisonneurs et éclairés aimaient la parole de Baudin, parce qu'elle ne manquait pas d'éloquence, et parce qu'ils la savaient honnête.

M. Charamaule, représentant du peuple, vieux

lutteur des Chambres de la monarchie de Juillet, marchait à côté de ses collègues, les représentants Bourzat, Brillier, Bruckner, Maigne, Dulac, Madier de Montjau, Malardier, dont il avait plus d'une fois à la Constituante et à la Législative combattu les opinions. M. Alphonse Brives, membre de la Constituante, était là. M. Jules Bastide, ancien ministre des affaires étrangères de la République, ancien constituant, apportait à ses collègues son ferme courage excité par le sentiment du devoir. De toutes ces nobles poitrines sortit le cri : « Aux armes ! aux barricades ! Vive la République ! » Quelques ouvriers à peine le répétèrent, et vinrent se joindre à la petite phalange républicaine, en tête de laquelle marchaient les représentants du peuple, quelques journalistes, et quelques écrivains ¹, en tout cinquante ou soixante hommes !

Tous les endroits étaient bons pour la barricade à construire ; il ne s'agissait pas de stratégie, mais de morale et de droit. Les représentants s'arrêtèrent au premier coin de rue, à celui que forment les rues Cotte et Sainte-Marguerite : une charrette, deux voitures, un omnibus qui passent sont renversés ; la barricade est faite. Où sont les fusils ? Deux postes, l'un dans la rue de Montreuil, l'autre au Marché-Noir, désarmés par la petite troupe républicaine, en fournissent quelques-uns. Maintenant, il faut barrer le faubourg Saint-Antoine, afin de n'être pas pris à

1. MM. Xavier Durricu, Frédéric Cournet, Kesler, Lejeune, Aimable Lemaitre, Maillard, Ruin, Léon Watrion.

revers par les troupes qui occupent l'avenue de Vincennes; les représentants Madier de Montjau et Alphonse Esquiros vont remplir cette mission. Les ouvriers sont toujours là qui regardent élever la barricade; le représentant Baudin tend un fusil à l'un d'eux, qui lui répond dans son langage trivial :

« Plus souvent que nous nous ferons tuer pour vous conserver vos 25 francs !

» — Citoyen, tu vas voir comment on meurt pour 25 francs ! »

Le représentant Baudin vient à peine de prononcer ces paroles, que trois compagnies du 49^e régiment de ligne se montrent à l'entrée du faubourg. Les citoyens partis, il y a une heure, de la salle Roysin, les ouvriers, les curieux, les passants, se retirent, il ne reste plus sur la barricade que les huit représentants : Baudin, Brillier, Buckner, Dulac, de Flotte, Maigne, Malardier, Schœlcher, et derrière la barricade une dizaine de citoyens armés de fusils; il est convenu entre eux qu'on laissera les soldats tirer les premiers.

Les trois compagnies qui s'avancent sont commandées par un chef de bataillon ¹. Le capitaine qui marche à la tête de la première compagnie ² répond par un refus au signe de s'arrêter que lui fait le représentant Schœlcher; les représentants Baudin, Brillier, Bruckner, de Flotte, Dulac, Maigne et Malardier, descendent de la barricade et s'avancent de front vers les soldats; ceux-ci s'arrêtent instinctive-

1. M. Pujot.

2. M. Petit.

ment : « Au nom de la Constitution, s'écrie M. Schœlcher du haut de la barricade, écoutez notre appel. Venez avec nous défendre la loi, ce sera votre gloire ! — Retirez-vous, répond le capitaine ; j'ai des ordres, je vais faire tirer ! — Vive la République ! Vive la Constitution ! » Le commandement : Apprêtez armes ! répond à ces cris. Les représentants agitent leur chapeau au-dessus de leur tête ; mais l'ordre de faire feu n'est point donné, les soldats franchissent la barricade par rangs successifs ; les représentants sont respectés. Un sergent fourrier, après avoir couché en joue M. Bruckner, sans le faire pâlir, décharge son arme en l'air ; un soldat dirige sur M. Schœlcher la pointe de sa baïonnette, plutôt pour l'écarter que pour le blesser. Malheureusement un républicain a vu ce geste ; croyant M. Schœlcher menacé, il fait feu : un soldat est mortellement blessé ; la tête de la colonne, qui n'est plus qu'à trois ou quatre pas de la barricade, répond par une décharge générale. Le représentant Baudin tombe foudroyé, le crâne brisé par trois balles ; un ouvrier de dix-huit ans est atteint à ses côtés : heureusement il respire encore ; le citoyen Ruin, l'un des combattants de la barricade, le sauve¹. Deux cadavres gisent sur le sol, celui du soldat du 19^e et celui du représentant Baudin ; ils sont enlevés et transportés, l'un à l'hôpital Sainte-Marguerite, l'autre à la Morgue.

La barricade prise, les représentants, divisés en

1. M. Auguste Barbier, l'auteur des *Iambes*, notre poète national, a écrit l'histoire idéale de ce jeune martyr de la liberté dans la dernière nouvelle de son livre intitulé : *Trois passions*.

deux groupes, parcourent le faubourg en appelant le peuple aux armes ; vaine tentative ! « On nous saluait des portes et des fenêtres, on agitait les casquettes et les chapeaux, on répétait avec nous : Vive la République ! mais rien de plus. Il fallut bien nous avouer que le peuple ne voulait pas remuer ; son parti était pris ¹. »

La mort héroïque de Baudin ne fut connue dans Paris que vers deux heures ; la bourgeoisie l'apprit avec froideur : mourir sur une barricade, il y avait là quelque chose de suspect à ses yeux. La bourgeoisie, craignant d'ailleurs la victoire de ceux qu'elle appelait les républicains rouges, se serait rangée sans hésitation dans le camp du coup d'État fait par les siens et renfermé dans certaines limites, mais la formation du ministère et de la commission exécutive excitait en elle de graves inquiétudes. Le général Bonaparte, au 18 brumaire, avait Sieyès à ses côtés ; l'homme du tiers état, le Sieyès de la situation, où est-il ? Aucun des noms que la bourgeoisie est habituée à respecter ne figure dans les conseils de M. Louis Bonaparte ; M. Fould, seul de tous les membres du ministère composé entièrement de noms nouveaux et inconnus, lui inspire une certaine confiance fondée sur le bruit répandu depuis longtemps que ce banquier est en avance de sommes considérables avec Louis Bonaparte, et qu'il n'est entré au pouvoir que pour surveiller ses propres affaires en même temps que celles de l'État. La commission exécutive compte, il

1. Victor Schœleher.

est vrai, quelques noms capables de rassurer la bourgeoisie : M. Joseph Périer, régent de la Banque, M. Léon Faucher, M. de Montalembert ; mais M. Joseph Périer, s'est empressé d'adresser sa démission au *Moniteur*, et, furieux de ne pas la voir paraître dans le journal officiel, il a lui-même arraché l'affiche sur laquelle son nom ¹ figurait comme membre de la commission consultative. M. Faucher, s'avisant un peu tard que le bonapartisme détruisait non seulement la République, mais encore le régime parlementaire, et ne se résignant pas à rester au pouvoir pendant que ses amis étaient en prison, avait adressé directement sa démission à M. Louis Bonaparte :

« Monsieur le Président,

» C'est avec un étonnement douloureux que je vois mon nom figurer parmi ceux des membres d'une commission consultative que vous venez d'instituer ; je ne pensais pas vous avoir donné le droit de me faire cette injure : les services que je vous ai rendus, en croyant les rendre au pays, m'autorisaient peut-être à attendre de vous une autre reconnaissance. Mon caractère en tous les cas méritait plus de respect. Vous savez que dans une carrière déjà longue, je n'ai pas plus démenti mes principes de liberté que mon dévouement à l'ordre. Je n'ai jamais participé ni directement ni indirectement à la violation des lois, et pour décliner le mandat que vous me conférez sans mon aveu, je n'ai qu'à me rappeler celui que j'ai reçu du peuple, que je conserve.

» LÉON FAUCHER. »

M. de Montalembert montra quelque colère de l'incarcération des représentants, sans rompre cependant, ni avec le coup d'État, ni avec le gouvernement

1. Lettre de M. de Tocqueville au *Times*.



qui allait en sortir, et dont il pouvait se vanter d'être un des parrains ¹. L'irritation de l'orateur catholique ne fut pas d'ailleurs de longue durée, car son nom figurait quelques jours plus tard parmi ceux des membres supplémentaires de la commission consultative.

Le contraste entre les membres de cette commis-

1. La lettre suivante, publiée dans l'*Univers* du 14 décembre 1851, confirme cette assertion.

« Paris, 12 décembre 1851.

« Monsieur le Rédacteur,

» Je reçois chaque jour des lettres qui ont pour but de me consulter sur la conduite qu'il convient de tenir dans les circonstances présentes, et spécialement dans le scrutin qui va s'ouvrir le 20 de ce mois, pour répondre à l'appel que le président de la République a adressé au peuple, français. Il m'est matériellement impossible d'écrire à chacune des personnes qui me font l'honneur de m'interroger. Cependant, je serais désolé de ne répondre que par le silence et une apparente indifférence à la confiance qui m'est témoignée, et qu'ont pu me valoir vingt ans de luttes publiques pour la cause de l'Église et de la société.

» Permettez-moi donc, Monsieur le Rédacteur, d'user de la publicité de votre journal pour exprimer l'avis qui m'est demandé.

» Je commence par constater que l'acte du 2 décembre a mis en déroute *tous les révolutionnaires, tous les socialistes, tous les BANDITS de la France et de l'Europe*. C'est, à mon gré, une raison plus que suffisante pour que tous les honnêtes gens s'en réjouissent et que les plus froissés d'entre eux s'y résignent.

» *Je me dispense d'examiner si le coup d'État, que chacun prévogait pouvait être exécuté dans un autre moment et par un autre mode*. Il me faudrait pour cela remonter aux causes qui l'ont amené, et juger de personnes qui ne peuvent aujourd'hui me répondre.

» Je ne prétends pas plus garantir l'avenir que juger le passé. Je ne m'occupe que du présent, c'est-à-dire du vote à émettre dimanche en huit. Il y a trois partis à prendre : le vote négatif, l'abstention, le vote affirmatif.

» Voter *contre* Louis-Napoléon, c'est donner raison à la révolution socialiste, seule héritière possible, quant à présent, du gouvernement actuel. C'est appeler *la dictature des rouges* à remplacer la dictature d'un prince qui a rendu depuis trois ans d'incomparables services à la cause de l'ordre et du catholicisme. *C'est, en admettant l'hypothèse la plus favorable et la moins probable, rétablir cette tour de Babel qu'on appelait l'Assemblée*

sion formée des amis du bonapartisme et les personnages emprisonnés comme ses ennemis, les noms les plus obscurs au pouvoir, les plus grands de la France politique en prison, une armée battant les rues de Paris et ne trouvant pas d'adversaires, l'agitation d'une partie de la bourgeoisie menaçant de se communiquer au peuple jusque-là indifférent, il y avait là de quoi donner à réfléchir aux partisans du coup d'État. Les plus grands événements sont souvent suspendus à un

nationale, et qui, malgré tous les hommes distingués et honnêtes qu'elle comptait en si grand nombre, s'était si profondément divisée au milieu de la paix et de l'ordre légal, et serait à coup sûr impuissante devant la crise formidable qui nous domine.

» *S'abstenir*, c'est renier tous nos antécédents : c'est manquer au devoir que nous avons toujours recommandé et accompli sous la monarchie de Juillet comme sous la République ; c'est abdiquer la mission des honnêtes gens au moment même où cette mission est la plus impérieuse et la plus féconde.

» Du reste, pour les hommes qui déclarent hardiment qu'il n'y a en politique qu'un seul droit, et que la France ne peut être sauvée que par un seul principe, je conçois à la rigueur la possibilité de l'abstention, pourvu toutefois qu'ils se soient abstenus en 1848. *Mais, pour nous, catholiques avant tout, qui avons toujours professé que la religion et la société pouvaient s'accommoder de toutes les formes de gouvernement que n'excluent pas la raison et la foi catholique*, je cherche en vain un motif qui puisse justifier ou excuser notre anéantissement volontaire.

» Reste donc le troisième parti, le vote affirmatif. Or, voter *pour Louis-Napoléon*, ce n'est pas approuver tout ce qu'il a fait ; *c'est choisir entre lui et la ruine totale de la France*. Ce n'est pas dire que son gouvernement est celui que nous préférons à tout ; c'est dire simplement que nous préférons un prince qui a fait ses preuves de résolution et d'habileté, à ceux qui font aujourd'hui les leurs *par le meurtre et le pillage*.

» Ce n'est pas confondre la cause catholique avec celle d'un parti ou d'une famille, *c'est armer le pouvoir temporel*, le seul pouvoir possible aujourd'hui, de la force nécessaire pour dompter l'armée du crime, pour défendre nos églises, nos foyers, nos femmes contre ceux dont les convoitises ne respectent rien, qui *tirent à l'habit*, qui visent aux propriétés, et dont les balles n'épargnent pas les curés.

» Ce n'est pas sanctionner d'avance les erreurs ou les fautes que pourra commettre un gouvernement faillible comme toutes les puissances d'ici-

fil ; dans les opérations les mieux combinées, il y a une minute de laquelle tout dépend. Le 3 décembre, un acte de résolution et d'énergie émané d'un pouvoir public pouvait tout changer.

La classe moyenne en France est plus habituée à respecter la magistrature que le parlement : la délibération prise la veille par la haute Cour, imprimée et répandue dans Paris, avait donné une sorte de sanction à la résistance ; le coup d'État condamné par la haute Cour semblait plus coupable que le coup d'État condamné par l'Assemblée seulement. La

bas ; c'est déléguer au chef que la nation s'est déjà une fois choisi le droit de préparer une *Constitution qui ne sera certes pas plus dangereuse et plus absurde que celles dont les neuf cents représentants élus en 1848 ont doté la France*, et contre laquelle j'ai eu l'honneur de voter.....

» J'ajouterai qu'en revenant à l'unité de pouvoir sans exclure les tempéraments et les freins, qui sont le premier besoin de tout gouvernement on franchit l'étape la plus difficile dans la route de la véritable restauration sociale, celle des idées et des mœurs.

» Si Louis-Napoléon était inconnu, j'hésiterais, certes, à lui conférer une telle force et une telle responsabilité.

» Mais, sans entrer ici dans l'appréciation de sa politique depuis trois ans, je me souviens des grands faits religieux qui ont signalé son gouvernement, tant que l'accord entre les deux pouvoirs a duré : la liberté de l'enseignement garantie ; le Pape rétabli par les armes françaises ; l'Église remise en possession de ses conciles, de ses synodes, de la plénitude de sa dignité, et voyant graduellement s'accroître le nombre de ses collègues, de ses communautés, de ses œuvres de salut et de charité !

» Je cherche en vain hors de lui un système, une force qui puisse nous garantir la conservation et le développement de semblables bienfaits. Je ne vois que le *gouffre béant du socialisme vainqueur*. Mon choix est fait. Je suis pour l'autorité contre la révolte, pour la conservation contre la destruction, pour la société contre le socialisme, pour la liberté possible du bien contre la liberté certaine du mal ; et dans la grande lutte entre les deux forces qui se partagent le monde, je crois, en agissant ainsi, être encore, aujourd'hui comme toujours, pour le catholicisme contre la révolution.

» Agréez, Monsieur, l'assurance de toute ma sympathie.

» CH. DE MONTALEMBERT. »

foule devenait à chaque instant plus nombreuse et plus animée au forum du boulevard ; elle criait moins ; A bas Soulouque ! et un peu plus : Vive la liberté ! Vive la République ! Des escouades de sergents de ville, l'épée à la main, des bandes d'agents de police en bourgeois précédées de mouchards faisant le moulinet avec un bâton ou un casse-tête, essayaient de disperser les rassemblements sans oser cependant pénétrer au centre tumultueux de l'agitation ; la cavalerie seule s'y hasardait : la foule s'ouvrait, laissait passer les chevaux, et se reformait derrière eux en criant : Vive la République !

Les nouvelles favorables à la résistance affluaient de tous les points de la ville au boulevard : M. Jules Bastide et M. Madier de Montjau soulèvent, disait-on, le peuple aux Batignolles ; de Flotte construit des barricades dans le faubourg Saint-Marceau. Les hauts employés n'étaient pas tous tellement dévoués au coup d'État qu'ils ne laissassent transpirer quelque chose des nouvelles reçues à la préfecture de police. Les rapports des agents secrets de Maupas lui annonçaient que les sections s'étaient donné rendez-vous au faubourg Saint-Antoine ; que Ledru-Rollin, Causidière, Charras, Victor Hugo et Mazzini étaient attendus à Paris, et que le prince de Joinville allait débarquer à Cherbourg pendant que ses frères chercheraient à s'introduire en France par la frontière de terre. Chose plus sérieuse ! les mêmes rapports constataient que le coup d'État perdait d'heure en heure les sympathies populaires, qu'il ne rencontrait partout que des approbateurs tièdes et des adver-

saires acharnés. « La troupe seule, chefs et soldats, paraît décidée à agir avec intrépidité, elle l'a prouvé ce matin. C'est là qu'est notre force et notre salut ¹. »

La haute Cour était désormais le seul pouvoir public dont l'intervention pût assurer le succès définitif de la résistance. La fermeté de ce grand tribunal aurait certainement réveillé les consciences endormies. La haute Cour de justice ouvrit le matin du 3 sa seconde audience; M. Renouard allait commencer son réquisitoire, un huissier entre dans la salle. « Que venez-vous faire ici? lui dit le président, vous n'avez point été appelé. Retirez-vous. » L'huissier répond: « Monsieur le président, un commissaire de police demande à être introduit. — Retirez-vous, la Cour va en délibérer. » — L'hussier se retire; puis, après une courte délibération, il est rappelé, et la Cour déclare que le commissaire de police peut être introduit.

« Monsieur le président, Messieurs de la haute Cour, dit respectueusement le commissaire de police, je suis chargé de vous prier de vous séparer.

— Au nom de quelle autorité vous présentez-vous? demanda le président avec majesté.

— J'exécute l'ordre de mes chefs.

— Lesquels?

— M. le préfet de police.

— Le préfet de police n'a pas autorité sur la haute Cour. Ne troublez pas ses délibérations, elle agit en vertu des pouvoirs que lui donne la Constitution.

1. Rapports et dépêches publiés par le docteur Véron dans les *Mémoires d'un bourgeois de Paris*.

— Je suis obligé d'insister, monsieur le président, répond le commissaire avec l'humilité convenable, j'ai mission d'exécuter les ordres que j'ai reçus, fût-ce par la force. »

Le président, par un geste solennel, ordonne au commissaire de s'éloigner, puis, le rappelant pour se faire remettre l'ordre écrit, il ajoute, après avoir délibéré pendant quelque instants avec ses collègues :

« La Cour est décidée à accomplir son mandat et ne se séparera que si elle est contrainte par la force.

— J'en demande pardon à la Cour, mais je vais exécuter les ordres que j'ai reçus. »

Le commissaire de police sort et rentre avec un piquet de soldats, à la tête desquels est M. Montour, aide de camp du ministre de la marine. Le président de la haute Cour se lève, fait signe à la force armée de s'arrêter, et, suivi de tous ses collègues, il abandonne le sanctuaire de la justice.

Les membres de la haute Cour avaient fait leur devoir de même que les membres de l'Assemblée du X^e arrondissement; la résistance ne pouvait plus désormais prendre conseil que d'elle-même, les corps constitués l'abandonnaient.

Cette résistance, où était son centre?

La rue du Temple et la rue Montmartre sont les deux côtés d'un carré dont les boulevards et les quais forment les deux autres côtés. Les émeutes et les insurrections du temps de Louis-Philippe se formaient et se réfugiaient dans ce quadrilatère de rues étroites, de ruelles, de passages bordés de maisons noires habitées par des ouvriers.

L'appel aux armes de Victor Hugo, le récit de la mort de Baudin, affichés dans ce quartier, y avaient excité une assez vive émotion; des barricades s'élevaient dans la rue Rambuteau, à la hauteur des rues Saint-Denis et Saint-Martin. Mais l'insurrection s'y révélait à l'œil de l'observateur exercé autant comme une tradition de la localité que comme un effet de la situation présente; les comités de résistance qui fonctionnaient sur presque tous les points de Paris — certains quartiers en comptait plusieurs — trouvaient les bourgeois indécis entre la haine du coup d'État et la peur du socialisme; les ouvriers typographes, qui donnent ordinairement le signal de la bataille aux autres ouvriers, refusaient d'y prendre part. Cependant, après la mort de Baudin et après la lecture plus attentive du décret sur le rétablissement du suffrage universel, véritable confiscation de ce suffrage, un commencement de colère contrebalança la satisfaction éprouvée par les ouvriers à la vue de l'Assemblée dispersée. Une crise grave s'annonçait.

Le préfet de police fit afficher à trois heures de l'après-midi que tout rassemblement serait immédiatement dispersé par la force; tout cri séditieux, toute lecture en public, tout affichage d'écrit politique n'émanant pas d'une autorité régulièrement constituée, furent interdits en même temps.

Le ministre de la guerre, à la même heure, publia ce *bando* féroce qui rappelle les guerres civiles de l'Amérique du Sud :

« Habitants de Paris,

» Les ennemis de l'ordre et de la société ont engagé la lutte. Ce n'est pas contre le gouvernement, contre l'élu de la nation qu'ils combattent, mais ils veulent le pillage et la destruction.

» Que les bons citoyens s'unissent au nom de la société et des familles menacées.

» Restez calmes, habitants de Paris ! pas de curieux inutiles dans les rues : ils gênent les mouvements des braves soldats qui vous protègent de leurs baïonnettes.

» Pour moi, vous me trouverez toujours inébranlable dans la volonté de défendre et de maintenir l'ordre. »

« Le ministre de la guerre,

» Vu la loi sur l'état de siège,

» Décrète :

» Tout individu pris construisant ou défendant une barricade, ou les armes à la main, sera fusillé.

» *Le général de division, ministre de la guerre,*

« DE SAINT-ARNAUD. »

M. de Morny donna l'ordre d'occuper militairement les réunions de représentants légitimistes de la rue de Rivoli et de la rue de l'Université, et de faire fermer avec *douceur* la réunion bonapartiste de la rue des Pyramides. Les réunions secrètes de représentants républicains restèrent presque aussi nombreuses que les comités de résistance. L'un de ses comités, constitué en gouvernement provisoire, convoqua même les électeurs pour nommer une nouvelle assemblée et décerna les honneurs du Panthéon à Baudin.

Le plus importante des réunions républicaines eut lieu chez M. Marie ; les représentants de la montagne y signèrent la déclaration suivante :



DÉCLARATION.

Les représentants du peuple restés libres,

Vu l'article 68 de la Constitution ainsi conçu :

« Toute mesure par laquelle le président de la République dissout
» l'Assemblée nationale est un crime de haute trahison.

» Par ce seul fait, le président est déchu de ses fonctions; les
» citoyens sont tenus de lui refuser obéissance; le pouvoir exécutif
» passe de plein droit à l'Assemblée nationale; les juges de la haute
» Cour de justice se réunissent immédiatement, à peine de forfaiture;
» ils convoquent les jurés dans le lieu qu'ils désignent pour
» procéder au jugement du président et de ses complices. »

Décrètent :

I

Louis Bonaparte est déchu de ses fonctions de président de la République.

II

Tous citoyens et fonctionnaires publics sont tenus de lui refuser obéissance, sous peine de complicité.

III

L'arrêt rendu le 2 décembre par la haute Cour de justice et qui déclare Louis Bonaparte prévenu de crime de haute trahison, sera publié et exécuté.

En conséquence, les autorités civiles et militaires sont requises, sous peine de forfaiture, de prêter main-forte à l'exécution dudit arrêt.

Fait en séance de permanence, le 3 décembre 1851.

Une autre réunion se tint vers la fin de la journée chez M. Landrin, avocat distingué du barreau de Paris, républicain avant la révolution de l'évrier, procureur de la République à Paris le lendemain de cette révolution, et destitué par le gouvernement de la présidence.

Quarante représentants se trouvaient chez lui le

3 décembre, à cinq heures du soir, rue des Moulins, n° 10. La séance venait de commencer lorsque tout à coup M. Émile de Girardin ouvrit la porte. Ses collègues l'accueillirent, sinon avec une cordialité fraternelle, du moins avec l'empressement naturel qu'excite la présence de tout homme qui s'offre à vous dans un moment de péril.

M. Napoléon Bonaparte, pendant ce temps-là, cherchant à découvrir le lieu du rendez-vous des représentants, eut l'idée d'aller aux informations chez M. Jules Favre. Ce dernier avait donné l'ordre de ne rien répondre aux questionneurs. M. Napoléon Bonaparte mit une telle insistance à répéter au valet de chambre qu'il était attendu par son maître, qu'il consentit à monter dans la voiture de M. Napoléon Bonaparte, et à le conduire au lieu de la réunion.

M^{me} Landrin, noble et énergique femme, mêlée à tous les actes politiques de son mari, avait jugé prudent d'éloigner les domestiques; elle ouvrit la porte de son appartement aux représentants. Lorsque M. Napoléon Bonaparte se présenta, elle lui en refusa nettement l'entrée.

« Madame, dit le nouvel arrivant, ces Messieurs sont ici, je le sais, je suis convoqué par eux...

— Il se peut, répondit madame Landrin avec fermeté, que quelques amis soient réunis en ce moment chez moi, mais je ne puis pas vous recevoir.

— Et moi, je veux entrer! »

M. Napoléon Bonaparte, repoussant M^{me} Landrin avec assez de force pour la jeter sur une chaise, ouvrit lui-même la porte du salon, où sa présence fut

accueillie par les représentants avec un étonnement mêlé de froideur et de méfiance.

M. Émile de Girardin parlait en ce moment avec chaleur contre la résistance armée : faire le vide autour du coup d'État, voilà son système. M. Napoléon Bonaparte s'éleva non moins énergiquement que M. Michel (de Bourges) contre ce plan, combattu, d'ailleurs, par tous les membres de la réunion. M^{me} Landrin, rentrée dans son salon et assise sur son canapé, prêtait l'oreille à la discussion.

« Quelle est cette femme ? » demanda M. Napoléon Bonaparte avec son lorgnon dans l'œil.

« C'est la mienne, monsieur, » répond M. Landrin.

Un silence glacial suivit ces paroles. M. Napoléon Bonaparte partit avant la fin de la réunion, qui continua jusqu'à cinq heures : la police ne fit une descente chez M. Landrin que longtemps après le départ des représentants ; elle mit la même lenteur à se présenter chez M. Marie.

La nuit approchant, une colonne formée de deux bataillons de chasseurs, de deux bataillons de ligne, et d'une section d'artillerie avec un canon, était partie de l'Hôtel de ville sous les ordres du général Herbillon : cette colonne, longeant les rue du Temple et Rambuteau, et fouillant les rues voisines, parvint à la pointe Saint-Eustache, après avoir détruit quelques barricades dont les défenseurs s'enfuyaient à la vue des troupes en tirant parfois quelques coups de fusil, comme à la barricade de la rue Aumaire et de l'Imprimerie nationale.

Le colonel de Rochefort du 1^{er} lanciers maintenait la circulation sur les boulevards, depuis la rue de la Paix jusqu'à la rue du Temple. « Il lui avait été interdit de repousser de forces d'autres cris que ceux de : Vive la République démocratique et sociale ¹ ! » Les escadrons de lanciers allaient et venaient de la Madeleine à la Bastille, suivis sur les trottoirs d'une foule considérable criant seulement : Vive la République ! ce qui ne faisait pas tout à fait le compte de M. de Rochefort. Ce militaire, voulant à tout prix se servir de son sabre, eut recours à ce stratagème :

« Le colonel ayant reçu l'ordre de charger tous les groupes qu'il rencontrerait sur la chaussée, il se servit d'une ruse de guerre pour chatier tous ces vociférateurs *en paletots*. Il masqua ses escadrons pendant quelques instants dans un pli de terrain, près du Château-d'Eau, pour leur laisser croire qu'il était occupé du côté de la Bastille ; mais, faisant brusquement un demi-tour sans être aperçu, et prescrivant aux trompettes de l'avant-garde de rentrer dans les rangs, il se remit en marche jusqu'au moment où il se trouva à l'endroit le plus épais de cette foule compacte et incalculable, *avec l'intention de piquer* tout ce qui s'opposerait à son passage. Les plus audacieux, enhardis par la démonstration pacifique de ces deux escadrons, se placèrent en avant du colonel, et firent entendre les cris de : vive l'Assemblée ! à bas les traitres ! Reconnaissant à ce cri une provocation, le

1. Le capitaine Mauduit, *Révolution militaire du 2 décembre* 1851

colonel de Rochefort s'élance comme un lion furieux au milieu du groupe d'ou elle était partie en frappant d'estoc, de taille et de lance. Il resta sur le carreau plusieurs cadavres ¹. »

L'écrivain militaire à qui ce récit est emprunté, et qui appelle ce guet-apens une ruse de guerre, constate que : « Dans ces groupes, ne se trouvaient que peu d'individus en blouse » ; il ne parle pas d'une seconde prouesse du même colonel. M. de Rochefort, en ramenant ses escadrons du Château-d'Eau à la rue de la Paix, entendit sans doute proférer quelque cri blessant pour son oreille, car tout à coup les lanciers s'élancèrent eux aussi comme des lions sur la foule agglomérée sur le boulevard, et la poursuivirent dans les rues Taitbout et de la Chaussée-d'Antin ; les fuyards, par un mouvement instinctif, se jettent à plat-ventre, les chevaux les foulent aux pieds ; pendant qu'une partie des lanciers exécute cette charge folle, l'autre partie s'amuse à mettre la lance sous le nez des passants, et à faire voler en éclats les vitres des boutiques. Ce carrousel fini, on put ramasser les blessés et les transporter chez eux ou dans les pharmacies voisines.

Des coups de fusil retentissaient encore à neuf heures dans le quartier des Halles ; les barricades des rues Transnonain, Beaubourg, Gréneta, etc., étaient réoccupées, d'après les dépêches de Maupas, par les sociétés secrètes ; mais les confidences de son prédécesseur Carlier ont révélé au public comment

1. Le capitaine Mauduit, *Révolution du 2 décembre 1851*.

se recrutait depuis quelque temps le personnel des sociétés secrètes. Combien d'individus, parmi ceux qui se trouvaient sur ces obscures barricades du 3 décembre, auraient-ils pu dire où ils avaient pris le fusil qu'ils tenaient à la main ? De nombreux prisonniers furent faits dans le quartiers ; les soldats en passèrent quatre-vingts par les armes ¹, les vrais combattants ; les autres purent rentrer chez eux et attendre les ordres pour les barricades du lendemain.

Paris à minuit semblait tranquille ; on n'entendait dans les rues que les pas de quelques patrouilles. Les généraux Bedeau, Cavaignac, Changarnier, Lamoricière, Le Flo, MM. Baze, Charras et Roger, (du Nord), montaient à cette heure dans un convoi cellulaire dirigé sur la forteresse de Ham. M. Léopold Lehon, secrétaire de M. de Morny, commandait le convoi ; ses ordres portaient qu'en cas de tentative d'enlèvement ou d'évasion, les prisonniers seraient fusillés.

De nouvelles arrestations avaient été opérées dans cette journée ; quelques personnes arrêtées, parmi lesquelles M. Ducoux, ancien préfet de police, furent cependant remises en liberté. La série des dépêches adressées ce jour là par M. de Morny au préfet de police contient la dépêche suivante :

« Le ministre a de graves raisons pour qu'on n'inquiète pas Émile de Girardin ². »

1. Rapport du général Magnan.

2. Dépêches publiées par le docteur Véron dans les *Mémoires d'un bourgeois de Paris*.



Où en est le coup d'État à la fin du 3 décembre ? ses partisans doivent-ils se féliciter du résultat de cette journée ou s'en alarmer ?

Des doutes sur la certitude du succès commençaient à se faire jour même parmi les partisans du coup d'État accourus pour chercher des nouvelles au ministère de l'intérieur, et parmi les ministres réunis avec plusieurs généraux en conseil de guerre. La question de transporter la résidence de M. Louis Bonaparte aux Invalides avait été agitée dans ce conseil. Les fanfarons du bonapartisme qui, la veille demandaient des barricades, trouvaient moins de leur goût cette réponse faite par M. de Morny aux alarmés et aux alarmistes : « Vous vouliez hier des barricades, *on vous en fait*, et vous vous plaignez. » Une réflexion aurait dû rassurer les bonapartistes :

La défection de la garde nationale pendant les journées de février 1848 avait donné à l'insurrection l'adhésion ou la neutralité de la bourgeoisie parisienne. Les révolutions ne se font en France que par l'accord de cette classe de la société et du peuple ; celui-ci se bat contre les soldats, l'hostilité de la classe bourgeoise, représentant les richesses et les lumières du pays, paralyse l'action des chefs.

Le coup d'État de décembre 1851 n'avait point à redouter cette alliance entre le peuple et la bourgeoisie, jamais les divisions entre ces deux classes ne s'étaient plus nettement accusées. Le peuple et la bourgeoisie approuvaient, d'ailleurs, le coup d'État par certains motifs : le peuple, parce qu'il semblait

devoir porter un coup sensible à l'influence de la bourgeoisie ; la bourgeoisie, parce qu'il la rassurait contre les excès de la domination populaire ; l'un y trouvait la satisfaction de ses rancunes, l'autre la cessation de ses terreurs. Le premier craignait, en s'opposant au coup d'État, de relever les affaires de la bourgeoisie ; la seconde redoutait de voir de sa défaite sortir le triomphe de la révolution. Ni la bourgeoisie ni le peuple ne se ralliaient donc franchement au coup d'État ; il n'avait personne contre lui, ni personne pour lui.

Là était son vrai danger : s'il n'y a point eu d'insurrection la veille, sur quel prétexte le coup d'État établira-t-il le despotisme le lendemain ?

Un autre péril le menaçait : le peuple et la bourgeoisie, divisés aujourd'hui, ne pouvaient-ils pas se réunir demain ? De tels revirements ne sont pas rares, les événements mieux encore que les hommes se chargent d'en aplanir les difficultés ; le coup d'État ne serait plus qu'un coup de main manqué. C'est ce qu'il fallait empêcher à tout prix.

« Lorsque le Prince se décida, le 1^{er} décembre au soir, à sauver la société par une mesure décisive, il lui restait de toute sa fortune personnelle, de tout son patrimoine, une somme de 50 000 francs, il savait qu'en certaines circonstances mémorables, les troupes avaient faibli devant l'émeute, faute de vivres, et plus affamées que vaincues. Il prit donc jusqu'au dernier écu tout ce qui lui restait, et il chargea M. le colonel Fleury d'aller de brigade en brigade, et homme par homme, distribuer cette

dernière obole aux soldats vainqueurs de la démagogie ¹. »

Les troupes, d'après le plan adopté par le général Magnan, ne devant agir que par masses, il était peu probable que les vivres vinssent à leur manquer : cet argent distribué aux soldats devait servir à un autre usage : il ne fut pas difficile, en voyant la tenue des troupes pendant cette journée du 4 décembre, de savoir comment elles l'avaient dépensé.

Le plan du général Magnan laissait une singulière liberté aux faiseurs de barricades ; aussi les rues comprises entre les boulevards, les quais, la rue Montmartre et la rue du Temple, en étaient-elles couvertes dès le matin du 4, ainsi que le faubourg Saint-Martin jusqu'aux approches du canal. La plus considérable de ces barricades s'élevait à l'entrée de la rue Saint-Denis, du côté du boulevard. Une autre barricade sur le boulevard Bonne-Nouvelle vint bientôt faire face à celle-ci. Les barricades détruites la veille par les troupes dans le cloître Saint-Merry avaient été, comme on l'a vu, relevées immédiatement ; derrière ces barricades, n'y avait-il que des ennemies du coup d'État ? Ce peuple qui avait vu d'un œil indifférent la mort de Baudin, avait-il changé en une nuit ? Quoi qu'il en soit, ces barricades allaient du moins prouver encore une fois que le parti républicain a toujours une noble et généreuse élite prête à donner sa vie pour ses principes. Les dépêches de M. de Maupas à M. de Morny témoignent des craintes sérieuses du pre-

1. Granier de Cassagnac, *Histoire de la chute de Louis-Philippe*.

mier sur le résultat de la lutte près de s'engager. M. de Maupas, en exagérant le danger, restait dans son caractère et dans son rôle ; d'ailleurs, il ne savait pas tout ; la préfecture de police renfermait des agents supérieurs qui obéissaient à d'autres ordres que les siens, et qui auraient pu lui donner des renseignements rassurants sur la formation de plus d'une barricade.

Le boulevard, pendant la matinée du 4, était libre et livré à la circulation. La physionomie de ce quartier, de la Madeleine à la Bastille, n'avait pas changé depuis la veille : des groupes, et dans ces groupes, des redingotes principalement, peu, très peu de blouses ; de l'étonnement sur les figures, partout les événements tournés en dérision, et la pensée que le coup d'État allait finir dans les huées ; d'ailleurs, point de fort rassemblement, ni de grande animation. Un groupe formé vers dix ou onze heures fit une démonstration sur la mairie du II^e arrondissement, rue Grange-Batelière : les gardiens fermèrent la porte ; les assaillants se retirèrent sans autre résultat qu'un certain brouhaha, et une certaine émotion à cet endroit du boulevard. Un officier d'ordonnance de la garde nationale qui arrivait au galop du bas de la rue Richelieu, voulant tourner bride à la hauteur du café Cardinal, s'y prit si mal, que le poitrail de son cheval heurta le brancard d'une charrette ; le cheval et l'homme tombèrent : l'officier, entouré, menacé par la bande revenant de la mairie, aurait couru quelque danger, si des citoyens ne l'avaient arraché à l'exaspération croissante de ceux qui le serraient de plus

près. Toutes les portes s'étaient fermées, l'officier, poussé par deux journalistes¹ dans une boutique, qui, par une fenêtre d'arrière-pièce, communiquait avec la cour de la maison Frascati, alors occupée par un cercle, se trouva bientôt entre les mains de personnes qui lui prodiguèrent tous les soins réclamés par son état. Ils s'était légèrement blessé en tombant de cheval.

L'officier, porté au troisième chez un médecin, venait d'être saigné, lorsque les deux journalistes, membres du cercle, purent entrer eux-mêmes par la grande porte. L'officier les remerciant de *lui avoir sauré la vie*, ils lui répondirent qu'au cas où sa vie aurait été sauvée par eux, ce qui leur semblait un peu excessif, elle l'aurait été par des républicains. « Et moi, ajouta l'officier, je suis légitimiste... » Une demi-heure après, il rentrait chez lui à pied².

Cet incident n'avait eu d'autre résultat que d'augmenter le nombre des curieux sur le boulevard, qui se couvrait peu à peu d'une foule bruyante, gouailleuse comme celle de la veille, et surtout très intriguée de savoir ce que signifiait une grande barricade élevée pendant la nuit, en travers du boulevard Poissonnière, et qui se trouvait plantée là, toute seule, depuis le matin sans qu'aucune personne armée s'en fût approchée : chacun se regardait, comme si l'on avait une énigme à deviner. — Ébahissement, gorges

1. MM. Lireux et F. Ducuing.

2. Un mois après, en récompense de son *héroïsme*, après avoir déposé, nous dit-on, devant un conseil de guerre, « qu'on l'avait fait entrer dans une cour sur la rue Richelieu pour l'égorger », cet officier fut décoré et envoyé en Italie, chargé d'une mission qui le dispensa d'être utilement appelé en témoignage à Paris et confronté avec les *égorgeurs*.

chaudes, mais nulle part la moindre idée ou apparence de résistance et de lutte; cela dura jusques après midi.

Les premiers roulements de tambour se firent entendre vers une heure du côté du boulevard de la Madeleine. Les promeneurs s'apprêtaient à faire la haie comme d'habitude sur le passage de la promenade militaire, lorsqu'ils virent la foule, chassée par la troupe qui balayait le boulevard et supprimait toute circulation, refluer et se jeter dans les rues voisines.

Les membres du cercle Frascati, surpris dans le voisinage de cet établissement, se hâtèrent de s'y réfugier. MM. de Pixérécourt, Latour Saint-Ybars, Ponsard, A. Lireux, et quelques autres hommes de lettres, au nombre d'une douzaine environ, se trouvèrent claquemurés. Défense de la police d'ouvrir la porte des maisons sur toute cette partie du boulevard, y compris les portes des maisons d'encoignure.

Le cercle Frascati avait ouverture sur le boulevard Montmartre par une seule fenêtre d'entre-sol. Les réfugiés virent de cette fenêtre les régiments défiler, puis prendre position sur les deux allées du boulevard, laissant la chaussée libre.

Les fenêtres s'ouvraient de tous côtés : « Fermez!..... fermez!..... » criaient les soldats avec des gestes menaçants, les officiers en brandissant leurs sabres.

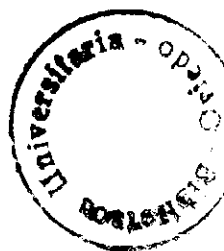
Les gendarmes étaient rangés en bataille en face de la fenêtre de l'entre-sol, sur l'allée gauche du boulevard (côté de la rue Grange-Batelière); l'infanterie de ligne sous la fenêtre même, sur l'allée droite du boulevard (côté de la rue Richelieu).

La division Carrelet, composée des brigades des généraux de Bourgon, de Cotte et Canrobert, suivies de quinze canons et de deux régiments de lanciers de la brigade de cavalerie du général Reybell, formait la colonne destinée à opérer sur les boulevards. Le général Dulac, avec une brigade de cette division, appuyée par une batterie d'artillerie, prenait position à la pointe Saint-Eustache. Les brigades Herbillon et Marulaz, formées en colonnes par le général de division Levasseur, gardaient les débouchés des rues du Temple, Saint-Martin et Saint-Denis. La brigade Courtigis s'avancait de la barrière du Trône sur le faubourg Saint-Antoine. Le général Renault occupait avec sa division le Luxembourg, la place Saint-Sulpice, l'Odéon, le Panthéon, la place Maubert, et maintenait le quartier des Écoles et le faubourg Saint-Marceau. Des forces imposantes gardaient la préfecture de police. Trente mille hommes dans de fortes positions, contre un millier d'individus disséminés sur des barricades menacées par un mouvement convergent des troupes, telle était la situation stratégique à Paris, le 4 décembre, à deux heures de l'après-midi.

Les soldats jusqu'à cette heure restèrent immobiles devant le cercle Frascati. Les membres du cercle, ne sachant rien du dehors que ce qu'ils voyaient à travers les vitres, ne prenaient pas la démonstration militaire au sérieux; ils se demandaient ce que voulait dire cette nouvelle mise en scène. Un grand brouhaha vint tout à coup, vers deux heures, de la partie haute du boulevard, du côté du faubourg Poissonnière : les soldats qui faisaient face au cercle et ceux

qui étaient au-dessous de la fenêtre reprirent précipitamment leur alignement; des coups de fusil, puis une fusillade générale, des feux de peloton, des coups de canon, éclatent à l'endroit d'où le tumulte est parti, à deux cent pas environ du cercle. Tout s'allume alors comme une traînée de poudre : les soldats qui sont sous la fenêtre et les gendarmes de l'autre allée se mettent à tirer sur les maisons qui leur font face. *Cette petite guerre* se prolonge pendant un quart d'heure environ. Les membres du cercle, par excès de prudence (ils croyaient faire excès de prudence), quittent la petite pièce d'entre-sol donnant sur le boulevard, et rentrent dans les salons intérieurs, en se demandant à quoi bon cette *pétarade du Cirque*, bien convaincus du reste que les soldats avaient tiré à poudre, pour l'effet moral. Comment penser autrement? La troupe était seule sur le boulevard; les maisons closes, muettes, ne donnaient pas signe de vie. M. Ponsard, seul des membres du cercle, secouait la tête, et par intuition ne voulait pas admettre l'innocence des coups de fusil.

Les membres du cercle restèrent jusqu'à trois heures et demie sans rien apprendre de ce qui se passait hors de chez eux. La porte de la maison Frascati s'ouvrit à ce moment par l'ordre de la troupe; des soldats de la ligne, commandés par un lieutenant et par un sergent-major, firent brusquement irruption dans les salons du cercle pour visiter la maison et trouver les *insurgés*. Ces hommes étaient fort animés par la boisson. Le sergent-major ébranlait le parquet à coup de crosse; il s'enflammait en frappant, au point



que le lieutenant, sur lequel la figure et l'attitude pleines d'étonnement des assistants avaient produit un effet calmant, essaya de s'interposer. Le sergent repoussa brusquement son officier, en lui disant : « *Cela ne vous regarde pas!...* »

M. Latour Saint-Ybars réussit cependant à se faire entendre des soldats et du sergent ; il leur servit de guide du haut en bas de la maison, dans les cuisines, dans les caves, partout où il leur plut d'aller. La troupe se retira et la porte de la maison Frascati se referma hermétiquement.

Racontons maintenant les événements dont le boulevard a été le théâtre depuis une heure de l'après midi.

Le 1^{er} de lanciers, commandé par le colonel de Rochefort, signalant son apparition par un nouvel exploit, avait fait les premières victimes de cette journée. Des négociants, des artistes, des journalistes, des femmes tenant leurs enfants par la main, formaient un groupe sur le trottoir du boulevard, à l'entrée de la rue Taitbout ; les hommes criaient : Vive la République ! Vive la Constitution ! Le colonel de Rochefort, suivi de ses lanciers, se rue à cheval au milieu des gens qui forment le groupe. « Bon nombre d'entre eux restèrent sur la place ; ce fut l'affaire d'un instant ¹. »

Le colonel de Rochefort prétend, au milieu du bruit des pas de cinq cents chevaux au grand trot, avoir entendu la détonation d'un coup de pistolet

1. Le capitaine Mauduit, *Révolution militaire du 2 décembre 1851*.

tiré du coin de la rue Taitbout. Quel insensé eût pu commettre un acte semblable ? Les soldats le tiennent cependant pour accompli : « A la suite de la cavalerie, la troupe de ligne s'élance, fouille les maisons suspectes, et fusille ceux qu'elle arrête les armes à la main ou qu'elle suppose avoir pris part à l'action. Là se passèrent des scènes regrettables, là eurent lieu de sanglantes méprises ¹. »

Les membres du *Cercle du commerce*, situé alors vis-à-vis du café Riche, au premier étage de la maison formant l'angle de la rue Lepelletier et du boulevard, gens paisibles, formant peut-être des vœux pour le succès du coup d'État, se virent sur le point de devenir eux-mêmes les victimes d'une de ces sanglantes méprises. Les lanciers commandés par le capitaine adjudant-major La Rochefoucauld et les soldats de la ligne, faisant irruption dans le cercle, avaient empoigné les premiers individus qui leur étaient tombés sous la main, et menaçaient de les fusiller. Le général Lafontaine se trouvait dans un des salons du cercle fort heureusement ; il parvint enfin, avec la plus grande peine, à se faire reconnaître des officiers et des soldats, et à sauver la vie aux malheureux négociants tremblants et consternés.

Le boulevard, de midi à une heure, resta libre de la Madeleine au faubourg Poissonnière ; des barricades interceptaient le passage entre le théâtre du

1. Lesur, *Annuaire historique universel*.

Ce recueil est le seul qui parle d'une action engagée et d'individus pris les armes à la main sur le boulevard ; mais l'*Annuaire*, rédigé dans un sens entièrement favorable au coup d'État, n'est pas suspect quand il raconte que des citoyens ont été fusillés par la troupe.

Gymnase et le théâtre de la Porte-Saint-Martin, ainsi que dans toutes les rues aboutissant à la porte Saint-Denis et à la porte Saint-Martin. La porte Saint-Denis formait le centre d'un quadrilatère de barricades ; la plus considérable, faite d'omnibus, de voitures de déménagement, du pavillon de bois de l'inspecteur des fiacres, de colonnes vespasiennes démolies et d'autres matériaux empruntés aux dalles et à la rampe de l'escalier de la rue de la Lune, fermait à peine le boulevard du côté de la rue Mazagran ; un jeune homme ayant coupé les cordes qui retenaient l'échafaudage suspendu à une maison en construction, toute issue se trouva fermée. Une centaine de combattants, parmi lesquels un vieillard à cheveux blancs et deux femmes avec des sabres au côté, occupaient cette barricade et lisaient l'appel au peuple des représentants de la gauche.

Quelques individus pénétrèrent vers la même heure dans les magasins *d'accessoires* du Gymnase et en sortirent avec des armes et un tambour empruntés à cet arsenal ; ces individus parvinrent à construire une espèce de barricade de carton en face du poste Bonne-Nouvelle, et s'y installèrent avec des fusils, mais point de munitions. Aucune lutte n'étant engagée, les curieux se demandaient pourquoi on voyait passer tant de civières portées par des infirmiers précédés de soldats tenant à la main un bâton surmonté de cet écriteau : *Service des hôpitaux militaires*.

Il était près de deux heures lorsque la charge du colonel Rochefort eut lieu. C'est alors que vers deux heures, deux obusiers furent braqués à quelques pas

de la petite barricade du poste Bonne-Nouvelle; une demi-heure après, la batterie ouvrit le feu : son premier boulet, passant par-dessus les barricades, alla tuer un enfant qui s'amusait sur le bord du bassin du Château-d'Eau.

Les boutiques et les fenêtres se fermèrent partout, sauf au cinquième étage de la maison à l'angle de la rue du Sentier. Les historiographes du coup d'État prétendent qu'un coup de fusil a été tiré, soit de cette maison, soit du toit de la maison faisant le coin de la rue Notre-Dame de Recouvrance et de la rue Poissonnière, soit de la maison formant la pointe de l'hôtel Mazagran; toujours est-il qu'à ce moment les curieux couvraient les trottoirs, et que la cavalerie, l'artillerie, l'infanterie, faisant volte-face en même temps, tournèrent leurs armes du côté de la foule. Le boulevard des Italiens s'était, comme on l'a vu, garni peu à peu de régiments, séparés par des batteries d'artillerie. Le peuple, refoulé par les troupes, se réfugia dans la rue Richelieu et dans les rues adjacentes, en criant : « Sauve qui peut ! » Les boutiques furent bientôt fermées; quelques coups de fusil se firent entendre dans la direction de la porte Saint-Denis. Tout à coup on vit les curieux lever les bras au ciel avec terreur, prendre la fuite ou se jeter à plat ventre sur le sol; une fusillade des mieux nourries et dirigée sur les rangs serrés de la foule partit de la tête de colonne des troupes, depuis le boulevard Poissonnière jusqu'à la Chaussée-d'Antin. La régularité et la vivacité du feu auraient pu faire croire à des salves pour célébrer la prise de quelque barricade,

si l'explosion sèche et stridente de la cartouche n'eût révélé la présence de la balle. Un capitaine de l'armée anglaise ¹ se trouvant avec sa femme sur le balcon d'une maison garnie, en face du restaurant Bonnefoy, regarde pour découvrir l'ennemi contre lequel un feu si vif était dirigé, un conscrit l'ajuste, ses camarades en font autant ; il se retire, entraînant sa femme, qui se jette sur le parquet. Il était temps : vingt balles percent les volets, s'aplatissent sur le balcon, et brisent le miroir et la pendule placés au-dessus de la cheminée.

Les maisons sont labourées de balles et de biscaïens ; les trottoirs jonchés de morts et de mourants : hommes, vieillards, jeunes filles, mères tenant leurs enfants à la main, tombent foudroyés ; les soldats tirent dans les boutiques et dans les soupiraux des caves. Le bazar Montmartre est troué d'obus et de boulets ; encore un coup de canon, et l'hôtel Sallandrouze va s'effondrer et écraser les maisons voisines. Le restaurant de la Maison d'Or, le café Tortoni sont pris d'assaut par les troupiers ; le café Leblond, à l'entrée du passage de l'Opéra, est plein de soldats qui font sauter le goulot des bouteilles de liqueur et de vin de Champagne. Cette espèce de mise à sac du boulevard dura pendant près de vingt minutes. Un libraire à côté de la maison Sallandrouze fermait sa devanture, des fuyards cherchent

1. Le capitaine Jesse, qui, dans sa lettre publiée dans le *Times* le 6 décembre 1851, et reproduite dans l'*Annual Register* de la même année, a fourni à l'Europe les premiers renseignements sur l'exécution du 4 décembre.

un asile dans sa boutique; les soldats s'y ruent, prétendant qu'on a tiré sur eux. L'honnête libraire essaye de défendre ses hôtes inconnus, les soldats l'arrachent à sa femme et à sa fille, et le tuent sur le seuil de sa demeure. Un libraire voisin subit le même sort.

La boutique du marchand de vin à côté du bazar de l'Industrie renfermait une cinquantaine de fuyards, parmi lesquels des femmes et des enfants; trois blessés étaient étendus sur le sol, l'un deux râlait. Un malheureux jeune homme ébranlait la porte, voulant à toute force sortir pour aller chercher sa femme dont la foule l'avait séparé.

La Bourse finit à trois heures, les coulissiers reviennent ordinairement à cette heure au passage de l'Opéra en suivant la rue Montmartre, la rue Vivienne et la rue Richelieu. Ces spéculateurs, causant des péripéties de leur partie de jeu quotidienne, n'étaient plus qu'à une faible distance du boulevard, lorsqu'ils se virent tout à coup en présence de soldats qui les couchaient en joue; ceux qui n'eurent pas le temps ou la présence d'esprit de se jeter dans l'embrasure des portes furent atteints par les balles. Un marchand de coco bien connu de tous les ouvriers typographes du quartier Montmartre, espérant à la vue du boulevard rempli de monde gagner une bonne journée, regagnait sa demeure en faisant entendre le tintement habituel; les soldats se retournent à ce bruit, et prennent le pauvre homme pour cible: il tombe sous une vingtaine de coups de feu, la face contre terre.

La fureur des troupes, si elle eût été réellement

causée par un coup de pistolet ou de fusil tiré sur elles d'une fenêtre, aurait dû se calmer à la première décharge; les soldats n'avaient point de combattants devant eux. La maison Sallandrouze n'était pas une barricade; cependant cet ancien hôtel d'un aspect monumental, ébranlé sur de puissants madriers, montrait plusieurs mois après les trous, les lézardes et les crevasses des boulets dont il avait été criblé. L'ivresse seule peut expliquer cet accès de sauvagerie des soldats; le lecteur n'a pas oublié les largesses faites l'avant-veille aux troupes par le commandant Fleury: comment ne pas attribuer à la fascination de l'or sa part d'influence dans le coup terrible que l'armée venait de frapper? Aussi le bruit courut-il, dans la soirée même, que M. Louis Bonaparte avait fait enlever 20 millions à la Banque de France pour les distribuer aux chefs de l'armée et aux soldats ¹.

1. Deux jours après, le ministre des finances, pour démentir ce bruit, écrivait au gouverneur de la Banque :

« Monsieur le gouverneur de la Banque,

» On a répandu le bruit que j'aurais, à l'occasion des derniers événements, retiré de la Banque, comme ministre des finances, une somme de 25 millions.

» Vous savez que ce bruit ne repose sur aucun fondement; que je me suis borné, par une dépêche du 27 novembre, à vous faire part de l'intention du gouvernement de disposer de cette somme en vertu du traité du 30 juin 1848, et que j'ai quitté le ministère sans avoir retiré ces 25 millions, que je voulais tenir en réserve pour les besoins du service.

» Veuillez, je vous prie, m'autoriser à rendre publique la réponse que vous me ferez l'honneur de m'adresser.

» Recevez, etc

» H. DE CASABIANCA. »

M. d'Argout répondit que les bruits dont parle M. de Casabianca ayant été démentis par la *Patrie* et par le *Constitutionnel*, il n'en restait plus

Les troupes de la rive gauche entendirent-elles aussi un coup de fusil parti d'une fenêtre? Il est certain que la fusillade commença dans leurs rangs à la même heure que dans les rangs des troupes du boulevard. Le représentant Alphonse Esquiros n'avait pas quitté le faubourg Saint-Antoine depuis la veille: bien que les membres des associations ouvrières persistassent à ne point se mêler à la lutte, il était parvenu à recruter çà et là quelques ouvriers qu'il avait connus autrefois dans les clubs; il se trouvait avec eux, à deux heures, derrière une faible barricade, bientôt enlevée par la troupe qui occupait l'entrée de chaque rue. M. Alphonse Esquiros parvint pourtant à s'échapper et à gagner le faubourg Saint-Jacques en traversant le pont d'Austerlitz; il était environ quatre heures et demie lorsqu'il se trouva de l'autre côté de l'eau, sur la montagne Sainte-Genève: des soldats adossés contre une maison de la place du Panthéon tiraient encore à droite et à gauche sur les passants.

La fusillade ayant cessé, les habitants du boulevard et des rues adjacentes ouvrirent timidement les portes

de trace, mais qu'il s'empressait de déclarer, puisqu'on le lui demandait que « le 27 novembre le ministre lui avait fait l'honneur de lui adresser une dépêche portant qu'il avait l'intention de réclamer pour le Trésor une somme de 25 millions formant le complément d'un prêt de 150 millions que la Banque s'était engagée à effectuer en vertu du traité du 19 juin. Le conseil de la Banque, délibérant le même jour sur cette demande, a reconnu qu'elle était conforme aux termes du traité dont les dernières époques d'exigibilité ont été successivement prorogées, d'abord jusqu'au 30 décembre 1850, ensuite jusqu'au 31 décembre 1851. Le Trésor, jusqu'à ce jour, 6 décembre, ne s'est point encore prévalu de cette exigibilité, et son compte n'a encore été crédité d'aucune portion de ces 25 millions. »



de leurs maisons et de leurs boutiques et ramassèrent les blessés que personne n'avait osé secourir jusqu'alors ; les cadavres restaient étendus dans la boue. Quelque chose de blanc et d'éclatant se détachait au milieu de l'ombre à l'endroit où la rue Notre-Dame-des-Victoires débouche dans la rue Montmartre : c'était le pauvre marchand de coco que des passants avaient relevé dans la rue et adossé au mur de la boutique Ganneron ; son tablier blanc était relevé sur ses yeux, une lanterne vénitienne jetait sa lueur tremblante sur le zinc poli de sa fontaine.

Les scènes terribles de l'après-midi produisaient sur l'imagination ébranlée de beaucoup de ceux qui en avaient été les témoins une impression de terreur voisine de l'hallucination ; plusieurs d'entre eux avaient fini non seulement par croire à la réalité d'une insurrection attestée par une si sanglante répression, mais encore par voir surgir à chaque pas des insurgés devant eux. M. Auguste Lireux, cet écrivain que nous avons vu le matin accourir au secours d'un officier blessé, rentrait chez lui entre six et sept heures du soir, boulevard Montmartre, 19. La porte lui est à peine ouverte qu'il voit l'abord de la loge obstrué par un groupe de locataires en proie à la plus vive émotion. La fusillade n'avait point été une plaisanterie, on ne le savait que trop dans la maison. Un des locataires, un tapissier, avait été tué par une balle dans son lit, où il était malade ; les projectiles avaient brisé des fenêtres, criblé les murs et les toitures, faussé les barreaux du balcon au sixième étage et troué la corniche : toute la maison se trou-

vait encore sous le coup de l'épouvante. Un locataire, un de ces hallucinés dont nous parlions tout à l'heure, fou de peur, en voyant M. Lireux entrer sous la porte cochère, court aux chasseurs de Vincennes qui défilaient, rentre avec quatre ou cinq d'entre eux et leur désigne M. Lireux en criant : « Prenez-le ! prenez-le !... » M. Lireux, sans autre explication, est empoigné et mis au milieu des rangs.

S'expliquer ? impossible ! les soldats sont ivres... quelques-uns tiennent encore à la main des bouteilles de vin de Champagne qu'ils boivent à la *régalade*... Ils n'ont pas le vin méchant : « Deux heures plus tôt, dit un caporal au prisonnier, nous vous aurions fusillé sur place. Marchez... si vous bougez, gare les baïonnettes. »

Pas un mot de plus à en tirer, pas d'explications à faire écouter. Un officier vient demander d'un air indifférent : « Qu'est-ce ? » On lui répond : « Un homme qui a tiré sur la troupe. — Bon, marchez !... »

M. Lireux suit les soldats dont l'ivresse augmente à chaque instant. Qui sait si tout à l'heure il ne leur prendra pas fantaisie de tourner sur sa poitrine ces carabines dont il a le canon béant sous les yeux ? Inutile de songer à la fuite, d'appeler au secours. M. Lireux essaye en vain de se faire entendre des chasseurs avinés : Marche ! c'est leur réponse. Le prisonnier marche en effet, songeant à sa famille, à ses amis, car un miracle seul peut le soustraire à son sort : c'est l'agonie au pas accéléré.

Le détachement qui entraîne M. Lireux est parvenu vis-à-vis de l'hôtel du ministère des affaires

étrangères, situé alors sur le boulevard des Capucines ; le commandant dit à un caporal, en montrant le prisonnier : « Donnez-le aux gendarmes du poste, ils en feront leur affaire. »

Trois hommes se détachent, conduisent M. Lireux au poste des affaires étrangères, l'y laissent avec un petit papier, un chiffon sale, sur lequel il est écrit : « Arrêté pour avoir tiré. »

Tiré, avec quoi ? sur qui ? où ? Le brigadier, commandant du poste, un gendarme alsacien, sans s'embarrasser des réclamations du prisonnier, se contente de dire à ses gendarmes : « Allumez le falot ! »

L'un d'eux prend la lanterne, les autres s'approchent du râtelier d'armes ; le brigadier ouvre une petite porte qui donne sur la cour de l'hôtel. Le prisonnier faisant un dernier appel à son énergie, proteste de toute sa voix et de toutes ses forces contre l'assassinat dont il craint de devenir la victime. Ses cris sont heureusement entendus par le secrétaire de M. Turgot, ministre des affaires étrangères, installé depuis le matin seulement ; il accourt au poste, et reconnaît M. Lireux, son ami.

Le secrétaire, à peine parti pour chercher les ordres nécessaires à la délivrance de M. Lireux, le brigadier, voulant se débarrasser de la responsabilité, puisqu'on ne peut pas en finir tout de suite, donne l'ordre à trois de ses hommes de conduire le prisonnier à la caserne de gendarmerie du Luxembourg : « Tirez dessus s'il crie ou s'il veut s'échapper. — Bon, bon ! » répondent les gendarmes. Après ce monosyllabe prononcé d'un ton d'indifférence sinistre, il n'y avait qu'à marcher

sans rien dire; d'ailleurs, pas une âme dans les rues. M. Lireux, arrivé à la caserne, est déposé entre les mains d'un maréchal des logis, qui en donne reçu, ainsi que du petit papier remis par le détachement de chasseurs.

Le prisonnier est introduit dans une pièce meublée de bancs et d'une grande table sur laquelle une chandelle brûle; on en allume une autre; le brigadier et les gendarmes s'asseoient autour de la table.

Le brigadier lit le papier « Arrêté pour avoir tiré », et le communique à ses camarades. M. Lireux, pendant que les gendarmes chuchotent entre eux, recommence ses explications, que personne n'écoute. Le secrétaire de M. Turgot ne revient pas; le maréchal des logis est plus expéditif que le brigadier. Le prisonnier, cette fois, se croit perdu, lorsqu'un chef de bataillon de la gendarmerie mobile, M. Saucerotte, qui, l'avant-veille, avait arrêté les représentants au palais législatif, entre dans le poste. M. Lireux trouve enfin un homme en état de l'écouter: il lui raconte sa journée, il lui indique des témoins. Le secrétaire de M. Turgot arrive porteur de l'ordre suivant, signé Maupas: « Remettre M. Lireux en liberté partout où on le trouvera, *s'il est encore en vie*¹. »

Les combattants pris sur les barricades étaient fusillés avec une rigueur que ne diminua point la cessation de la lutte; les prisonniers suspects de républicanisme furent traités sans miséricorde. Des

1. M. Lireux, arrêté un mois plus tard, jeté en prison, condamné sans être entendu par le conseil de guerre à la déportation, fut remis en liberté, grâce aux démarches et à l'intervention des gens de lettres.

fouilles pratiquées chez les marchands de vin de la rue Montorgueil amenèrent dans la soirée l'arrestation d'une centaine d'individus dénoncés comme républicains; ouvriers pour la plupart, ils avaient les mains noires: les soldats prétendirent qu'elles étaient noires de poudre; ces malheureux furent fusillés ¹. Le général Herbillon faisait donner le fouet aux prisonniers âgés de moins de vingt ans qu'on lui amenait comme insurgés. Les simples officiers rendaient la justice: des soldats découvrent un enfant caché dans le caisson d'un omnibus qui a servi à la construction d'une barricade à la pointe Saint-Eustache; un capitaine condamne cet enfant à passer la nuit dans une morgue improvisée où trois cadavres sont enfermés. D'autres prisonniers durent se mettre à genoux et demander pardon à des cadavres qu'ils étaient censés avoir tués ².

Vingt-cinq ou trente républicains, résolus à ne pas survivre à la perte de la liberté, se tenaient encore, fusil en main, à la tombée de la nuit, sur les barricades, martyrs inconnus, parmi lesquels l'histoire a recueilli le nom seul de Denis Dussoubs, neveu du représentant Gaston Dussoubs. Les barricades du faubourg Saint-Martin emportées, Dussoubs était venu se mêler aux combattants de la rue Montorgueil; debout sur la barricade, il haranguait les soldats, lorsqu'il tomba percé de vingt balles, en criant une dernière fois: Vive la République!

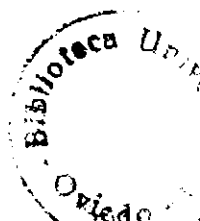
Le comité de résistance, réuni dans une maison du

1. Le capitaine Mauduit, *Révolution militaire du 2 décembre 1851*.

2. *Ibidem*.

boulevard, se dispersa en apprenant la mort de Denis Dussoubs; il avait cru toute la journée au succès de l'insurrection.

Les troupes défilèrent au son de la musique sur le boulevard, où les cadavres étaient encore amoncelés, et où, en bien des endroits, les pieds glissaient dans le sang; les cafés se rouvrirent. Le Divan, situé à l'entrée de la rue Lepelletier, à côté des bureaux du *National*, servait de lieu de réunion à un certain nombre d'artistes, de gens de lettres et de journalistes. Armand Marrast y faisait très assidûment sa partie de dominos dans les dernières années du règne de Louis-Philippe. La révolution de Février dispersa ces écrivains; plusieurs d'entre eux cependant, fidèles à ce lieu de rendez-vous, s'y trouvaient ce soir-là, remplis d'anxiété et d'impatience de connaître le sort de leurs amis et les résultats de la journée. La porte du Divan s'ouvre tout à coup, deux hommes entrent brusquement, suivis par une escouade de chasseurs de Vincennes, la baïonnette en avant. Le premier de ces hommes ouvre son habit et laisse voir une écharpe de commissaire de police; le second, c'est Delahode, le célèbre mouchard du dernier préfet de police de Louis-Philippe; Delahode, secrétaire de la préfecture de police après la révolution de 1848; Delahode qu'on avait vu marcher en grand deuil derrière les cercueils des morts de Février, qu'il trahissait vivants. Delahode inspirait cependant des soupçons; profitant de la confusion du moment, et de la position qu'il occupait sous Caussidière, il cherchait à s'introduire sous divers prétextes dans la salle de la



préfecture de police où sont enfermés les dossiers; ces tentatives réitérées augmentèrent la méfiance qu'il excitait; Caussidière fit ouvrir le dossier de Delahode en sa présence et en présence de plusieurs personnes convoquées exprès; il était plein des preuves de son crime. Un pistolet chargé fut mis entre les mains du traître; il le repoussa et partit. Il vécut de quelques pamphlets misérables contre les républicains, jusqu'au moment où la police bonapartiste lui donna un rôle dans le coup d'État. Delahode avait servi comme caporal; mis en prison par son colonel comme auteur de diverses chansons patriotiques, plusieurs journalistes s'étaient intéressés en sa faveur; il put, grâce à eux, à sa sortie de l'armée, insérer quelques chansons et quelques articles dans les journaux de l'opposition radicale. Il connaissait la plupart des écrivains du parti démocratique; M. de Maupas lui confia le soin de les désigner au commissaire de police chargé de les arrêter. Ce commissaire, nommé Boudrot, parcourait les salles du Divan, sa feuille à la main, et Delahode lui indiquait du doigt ceux qui s'y trouvaient portés; ces écrivains, conduits dans le petit jardin du Divan, gardé par une compagnie de chasseurs de Vincennes, formèrent bientôt un convoi destiné à peupler les casemates du fort d'Ivry.

Le convoi, escorté par les chasseurs de Vincennes, suivit les boulevards; les soldats faisaient ripaille. Les tables étaient dressées depuis la Chaussée-d'Antin presque jusqu'à la Bastille: les habitants de ces quartiers, convaincus par la fusillade de l'après-midi, n'hésitaient plus à se déclarer bien et dûment sauvés

de l'anarchie : ils témoignaient leur reconnaissance à leurs sauveurs par l'envoi de provisions de bouche, de vins et de liqueurs. Les soldats qui ne mangeaient pas, buvaient ; la flamme des punchs se mêlait aux feux des bivouacs. La journée du 4 décembre était finie, le coup d'État avait réussi.

Les complices de Bonaparte qui avaient trempé dans l'exécution du duc d'Enghien gardèrent le silence sur cet événement tant que dura l'Empire ; au retour des Bourbons, des accusateurs se levèrent de toutes parts contre eux. Les instigateurs et les exécuteurs du coup d'État de Vincennes — car la mort du duc d'Enghien est un coup d'État contre un seul homme — publièrent tous leur justification, c'est-à-dire l'acte d'accusation de leurs complices. Un jour éclatant se fit sur cet assassinat juridique.

Les exécuteurs du coup d'État, dont la vraie date est le 4 décembre, n'ont pas encore eu l'occasion de fournir de semblables moyens d'informations à l'histoire ; ils n'ont publié ni mémoires contemporains ou posthumes, ni correspondances particulières. L'accès des dépôts où sont renfermées les correspondances officielles est interdit au public ; l'historien ne peut raconter que ce qu'il a vu lui-même ou recueilli de la bouche de témoins dignes de foi ; encore ces récits ne doivent-ils être utilisés qu'avec réserve, car il serait souvent difficile d'appeler les narrateurs en témoignage ; les uns sont morts¹, les

1. Au nombre de ces morts regrettables, il faut placer celle de M. Blavier, chef de la police municipale, démissionnaire le 4 décembre.

autres ont parlé sous l'influence d'une émotion que le temps ou l'intérêt personnel a effacée.

« Allumez le falot ! » A l'oreille de combien de victimes innocentes ces mots ont-ils retenti pendant cette nuit du 4 au 5 décembre ? Des exécutions en masse ont-elles eu lieu dans les prisons, à la préfecture de police et au Champ de Mars ? Il est impossible de le savoir aujourd'hui. Le *Moniteur* du 30 août 1852 accuse un chiffre de 380 personnes tuées. Le relevé des morts enterrés dans les divers cimetières de Paris dans la journée du 5 pourrait seul nous apprendre si le chiffre du *Moniteur* est exact. Le conservateur du cimetière Montmartre en 1851 a souvent raconté qu'il avait reçu le 5 décembre plus de 350 cadavres avec ordre de les enterrer immédiatement, sans même les laisser reconnaître. Ce fonctionnaire, par intérêt pour les familles, n'hésita point à enfreindre cet ordre. Les vêtements soigneusement explorés, afin de mettre de côté les objets qui pourraient servir à les désigner, ne contenaient ni bourse, ni montre, ni bijou ; toutes les poches avaient été retournées par les soldats. Un peu de terre et de paille recouvrit les corps ; les parents écartaient cette paille pour voir leurs traits : tous furent reconnus.

Le général Magnan parle dans son rapport d'une centaine d'individus fusillés par les soldats. Est-ce le chiffre exact ? C'est le secret des généraux qui ont inscrit sur leurs états de service : *Campagne de Paris*.

1. M. de Vulaballe, frère de l'historien.

CHAPITRE VIII

LA DICTATURE.

1851 — 1852

SOMMAIRE. — M. Émile de Girardin et M. Napoléon Bonaparte. — Ils veulent prolonger la résistance. — Ils sont obligés de renoncer à cette idée. — *Te Deum* à Notre-Dame. — Le prince Napoléon et son fauteuil. — Les prisonniers de Ham conduits hors de France. — Quatre-vingts représentants sont bannis ou expulsés momentanément du territoire français. — Le premier convoi de transportés part du fort de Bicêtre pour le Havre. — La Constitution de 1852 et la Constitution de l'an VIII. — La Constitution de 1852, c'est l'Empire. — Décrets de confiscation des biens de la famille d'Orléans. — M. de Morny donne sa démission et quitte le ministère. — MM. Fould, Rouher et Magne imitent son exemple. — M. de Persigny, ministre de l'intérieur. — Lettre des princes d'Orléans. — Le gouvernement cherche quelqu'un pour défendre les décrets du 22 janvier. — Il trouve M. Granier de Cassagnac. — Indifférence de la majorité de la société française sur ces décrets. — Causes de cette indifférence. — Fin de la dictature.

Le 5 décembre, M. Louis Bonaparte, sur un rapport du ministre de la guerre, décrète que : « Afin de récompenser les services rendus à l'intérieur, comme ceux des armées au dehors, lorsqu'une troupe organisée aura contribué par des combats à rétablir l'ordre sur un point quelconque du territoire, ce service sera compté comme service de campagne. »

Le même jour, le préfet de police Maupas, cherchant un prétexte pour traquer les vaincus, déclare, dans une proclamation aux Parisiens, que les ex-

représentants montagnards, mettant à profit les derniers restes de leur ancien prestige, cherchent à entraîner le peuple à leur suite dans une folle résistance. Les agents de M. de Maupas auraient pu, il est vrai, le 5 au matin, surprendre le rédacteur en chef de la *Presse* corrigeant les épreuves d'un nouvel appel à l'insurrection; mais l'impossibilité de porter cet appel à la connaissance du peuple en présence des deux dragons qui montaient la garde, le pistolet au poing, à l'entrée de l'imprimerie, l'avait bientôt porté à renoncer au projet de recommencer la lutte. M. Napoléon Bonaparte, en ce moment dans les bureaux de la *Presse*, se résignait moins aisément à cette nécessité. Pendant que M. de Girardin prêtait l'oreille aux observations de ses collaborateurs, M. Napoléon Bonaparte, ouvrant tout à coup la porte d'une salle attenante au bureau de la rédaction, s'écria : — « Vous acceptez donc ce qui se fait ? — Et vous, lui demanda une des personnes présentes, en montrant la proclamation, signerez-vous cette pièce ? — Ma position ne me le permet pas, répondit M. Napoléon Bonaparte. — Ne conseillez pas alors aux autres ce que vous ne voudriez pas faire vous-même. »

M. de Girardin jeta ses épreuves au panier.

Le clergé de Paris avait gardé le silence pendant ces trois lugubres journées; le 6 décembre parut le décret qui rendait au culte l'ancienne église Sainte-Geneviève. Ce jour-là, sur le boulevard Poissonnière, on voyait encore « sur les marches du grand dépôt d'Aubusson, une mare de sang qu'on eût bien dû faire disparaître en enlevant les vingt-cinq ou trente

cadavres qu'on y avait rangés et laissés exposés pendant vingt-quatre heures aux regards d'un public consterné¹. » Des couches de sable jaune s'étendaient de distance en distance dans les rues voisines du boulevard; le sang avait disparu en se mêlant à la boue. Les charges du 1^{er} régiment de lanciers formaient encore le sujet des entretiens sur les boulevards : « La population habituelle de ce séjour de la flânerie en conservera longtemps le souvenir, et saura que s'il y a du courage à se battre sur une barricade, *on ne tire pas toujours impunément du fond d'un salon brillant, et même masqué par la poitrine d'une jolie femme, contre une troupe armée uniquement de lances et de pistolets.* »

» Plus d'un brave de cette espèce a payé cher ses injures et sa fusillade à la Jarnac... ; plus d'une amazone du boulevard a payé cher également son imprudente complicité à ce *nouveau genre de barricade*.... Puissent-elles en profiter pour l'avenir ! »

M. Louis Bonaparte avait récompensé les braves. M. de Morny se chargea de punir les gens sans cœur. « Dans plusieurs quartiers de Paris, écrit-il au général Lawœstine, plusieurs propriétaires ont eu l'*impudence*² de mettre sur leur porte : « Armes données. » On concevrait qu'un garde national écrivit : « Armes arrachées de force », afin de mettre à couvert sa responsabilité vis-à-vis de l'État, et son honneur vis-à-vis de ses concitoyens, mais inscrire

1. Le capitaine Mauduit, *Révolution militaire* du 2 décembre 1851.

2. Lettre de M. de Morny au commandant en chef de la garde nationale. Paris, 7 décembre.

sa *honte* sur le front de sa propre maison révolte le caractère français. » M. de Morny, pour éviter cette honte, se serait sans doute fait tuer en 1848, plutôt que de livrer sa panoplie. Le rigide ministre du coup d'État ajouta : « J'ai donné l'ordre au préfet de police de faire effacer ces inscriptions, et je vous prie de me désigner les légions où ces faits se sont produits, afin que je propose à M. le président de la République de décréter leur dissolution ¹. »

M. Louis-Napoléon Bonaparte déclare, dans sa proclamation du 8 décembre au peuple français, qu'il se conformera toujours à son arrêt, et qu'en attendant il ne reculera devant aucun sacrifice pour déjouer les projets des factieux. Dévouement inutile, puisque, d'après la proclamation, « la capitale a montré partout une attitude calme », puisque « dans ces quartiers populeux, où naguère l'insurrection se recrutait si vite, l'anarchie, cette fois, n'a pu rencontrer qu'une répugnance profonde pour ses détestables excitations », et puisque enfin « l'appel à la nation pour terminer la lutte des partis ne faisait courir aucun danger sérieux à la tranquillité publique ».

Un décret de la veille, malgré ces paroles rassurantes, déférait à la juridiction militaire la connaissance de tous les faits se rattachant à ce que le gouvernement appelle l'insurrection du 3 décembre et jours suivants, et le jugement des affaires des individus poursuivis à raison de ces faits; quatre commissions militaires, composées chacune de trois membres,

1. Le capitaine Mauduit, *Révolution militaire du 2 décembre 1851*.

présidées par un officier supérieur, se livreront aux opérations de l'instruction sous la présidence du général Bertrand, qui a déjà présidé aux transportations de Juin. Le 8 décembre, un autre décret porte que tout individu qui aura fait partie d'une société secrète, ou qui, placé sous la surveillance de la haute police, rompra son ban, pourra être transporté, par mesure de sûreté générale, dans une colonie pénitentiaire à Cayenne ou en Algérie. Le renvoi sous la surveillance de la haute police donnera dorénavant au gouvernement le droit de déterminer le lieu où le condamné devra résider à l'expiration de sa peine; le séjour de Paris et de la banlieue est interdit à tous les individus placés sous la surveillance de la haute police. En cas de contravention, ils pourront être transportés à Cayenne et en Algérie. Ce décret rétroactif menaçait des milliers de Français.

Trente-deux départements sont mis en état de siège; les arrestations atteignent presque au chiffre de cent mille. Loin de cesser à Paris, elles augmentent chaque jour¹. Les représentants Chauffour et Kestner sont arrêtés le 7. David, le statuaire, va rejoindre, deux jours après, dans un cabanon de la préfecture, Buchez, l'ex-président de l'Assemblée nationale, et son ami le docteur Cerise. Seize personnes, imprimeurs, compositeurs, employés, sont jetés en prison pour avoir appartenu au *National*. M. Hetzel, éditeur, ancien secrétaire du pouvoir exécutif, « reçoit l'ordre de quitter la France, et de n'y plus rentrer ». Les dé-

1. Le chiffre des arrestations, à Paris seulement, dépasse 26 000, d'après M. Granier de Cassagnac.

tenus ne font pas un long séjour dans les prisons de Paris, devenues trop étroites; ils sont transférés, au bout de deux ou trois jours, dans les forts. Les transfèrements s'opèrent entre minuit et une heure du matin; les soldats composant l'escorte ont le fusil chargé et l'ordre de fusiller quiconque tenterait de s'échapper. Chaque casemate reçoit un nombre réglementaire, mais souvent dépassé de cinquante prisonniers; le jour ne pénètre sous ces voûtes sombres et humides que par deux meurtrières qu'il faut boucher pour intercepter le vent glacial de décembre; une couverture, de la paille, quelquefois un matelas, forment le mobilier de chaque prisonnier. Une casemate longue de 20 mètres, large de 6, contient souvent cent personnes. Promenade d'un quart d'heure par jour dans un étroit préau; défense absolue de sortir sous aucun prétexte, voilà le règlement des casemates. Les détenus se plaignent vainement; les directeurs de ces geôles leur répondent qu'ils ne sont pas jugés et que par conséquent, ne sachant point s'ils ont réellement affaire à des détenus politiques, ils les mettent au régime et à l'ordinaire des voleurs.

Le règlement des prisons renferme des prescriptions qui, appliquées à certains détenus, deviennent des actes de véritable barbarie. M. Deville, docteur en médecine, renfermé dans la prison des conseils de guerre, rue du Cherche-Midi, demande, pour apprendre l'anglais, le *Vicaire de Wakefield*, roman de Goldsmith; l'aumônier s'oppose à son introduction. Les prisonniers des casemates, soumis à la fois à l'administration militaire et à l'administration civile,

relevaient du commandant du fort et d'un directeur : double contrainte.

Le pouvoir jusqu'à ce jour a, selon l'expression consacrée, agi *administrativement* ; le moment de procéder *judiciairement* est arrivé. Les juges d'instruction se présentent donc dans les forts, et soumettent les détenus à l'interrogatoire suivant : « — Vous avez pris part aux événements ? — Vous faites partie d'une société secrète ? — Comment avez-vous passé votre temps dans les journées des 2, 3 et 4 décembre ? » Le prisonnier répond quelques mots, et le juge prononce ! Pas de témoins à charge ou à décharge, pas de confrontation. Des détenus en grand nombre ne sont pas interrogés. Les membres des commissions militaires consultent sur chaque personne amenée devant eux les dossiers de la préfecture de police, l'opinion du juge d'instruction sèchement formulée à la suite du dossier. Le prisonnier, après cet examen, se trouve classé dans l'une des trois catégories : 1° individus pris les armes à la main ou contre lesquels il existe des charges graves ; 2° individus contre lesquels il existe des charges moins graves, mais de nature pourtant à motiver un jugement ; 3° individus *dangereux*. Les conseils de guerre jugeant sommairement attendent les premiers ; les seconds comparaitront devant divers tribunaux ; la déportation est réservée aux derniers.

Heureux encore les détenus de ce semblant d'instruction, à la suite de laquelle ils furent en assez grand nombre rendus à leur famille.

Les attributions de la commission consultative



furent enfin réglées le 11 décembre. Cette commission, après tant de vicissitudes, se trouva constituée d'une façon définitive sous la présidence de M. Baroche. Ce jour-là, cessèrent les missions confiées à M. Maurice Duval dans les départements des Côtes-du-Nord, du Finistère, d'Ille-et-Vilaine, de Maine-et-Loire, de la Mayenne, du Morbihan, de la Loire-Inférieure, de la Vendée; à M. Carlier dans les départements de l'Allier, du Cher, de la Nièvre et de l'Yonne; et à M. Bérard dans le département de la Somme.

Un crédit de deux millions est ouvert pour distribuer des secours aux anciens militaires; le cadre d'activité des officiers généraux et le cadre de l'état-major sont rétablis sur les anciennes bases, ainsi que le chiffre des divisions militaires réduit le 3 mai 1848. Aucun cabaret, café ou autre débit de boissons à consommer sur place, ne pourra s'établir désormais sans l'autorisation de l'administration.

Le mode d'organisation du suffrage universel emprunté à la législation du Consultat et de l'Empire avait été remplacé le 5 décembre par le mode employé en 1848. L'opinion publique demandait d'autres satisfactions; elle eût voulu que la question formulée dans le plébiscite fût autrement posée au peuple, et qu'il ne se trouvât pas réduit à répondre *oui* ou par *non* sur des faits accomplis, ni à ratifier le coup d'État sous peine de tomber dans l'anarchie; comment ne pas souhaiter surtout que le peuple puisse demander des conseils sur son vote aux journaux et aux réunions publiques? Mais les préfets, loin

de répondre à ces vœux légitimes, assimilent les réunions politiques aux sociétés secrètes. Le général d'Alphonse fait placarder dans le département du Cher que « tout individu cherchant à troubler le vote, ou en critiquant le résultat, sera immédiatement traduit devant un conseil de guerre ». Le préfet du Bas-Rhin arrête que « la distribution de bulletins de vote ou d'écrits est formellement interdite ». Le préfet de Toulouse fera poursuivre « tout distributeur ou colporteur d'écrits ou de bulletins imprimés ou manuscrits, s'il n'est muni d'une autorisation spéciale du maire ou du juge de paix ». La gendarmerie arrête des gens sous la prévention d'avoir excité des citoyens à voter contre le président de la République, d'autres pour avoir influencé l'élection ou distribué simplement des bulletins négatifs.

La commission consultative chargée de dépouiller les votes du scrutin des 20 et 21 décembre en présente, quelques jours après, le résultat au Prince-président, titre que tous les fonctionnaires donnent maintenant à M. Louis Bonaparte. Le chiffre officiel des bulletins portant *oui* était de 7 439 216; celui des bulletins portant *non*, de 646 737; celui des bulletins nuls de 36 880 seulement. M. Baroche, organe de la commission consultative, prononça les paroles suivantes, après avoir constaté ce résultat :

« Prenez possession, Prince, du pouvoir qui vous est si glorieusement déferé; servez-vous-en pour développer, par de sages institutions, les bases fondamentales que le peuple lui-même a consacrées par ses votes. Rétablissez en France le principe d'autorité trop ébranlé depuis cinquante ans par nos continuelles agitations;

combattez sans relâche ces passions anarchiques qui attaquent la société jusque dans ses fondements. Ce ne sont plus seulement des théories odieuses que vous avez à poursuivre et à réprimer, elles se sont traduites en faits et en horribles attentats. Que la France soit enfin délivrée de ces hommes toujours prêts pour le meurtre et le pillage, de ces hommes qui, au dix-neuvième siècle, font horreur à la civilisation, et semblent, en réveillant les plus tristes souvenirs, nous reporter à deux cents ans en arrière. »

Le Prince-président répondit :

« Je comprends toute la grandeur de ma mission nouvelle, je ne m'abuse pas sur ses graves difficultés ; mais avec un cœur droit, avec le concours de tous les hommes de bien qui, ainsi que vous, m'éclaireront de leurs lumières et me soutiendront de leur patriotisme, avec le dévouement éprouvé de notre vaillante armée, enfin avec cette protection que demain je prierai solennellement le ciel de m'accorder encore, j'espère me rendre digne de la confiance que le peuple continue de mettre en moi. J'espère assurer les destinées de la France en fondant des institutions qui répondent à la fois aux instincts démocratiques de la nation et au désir exprimé universellement d'avoir désormais un pouvoir fort et respecté. En effet, donner satisfaction aux exigences du moment en créant un système qui reconstitue l'autorité sans blesser l'égalité, sans fermer aucune voie d'amélioration, c'est jeter les véritables bases du seul édifice capable de supporter plus tard une liberté sage et bienfaisante. »

Le corps diplomatique et le clergé de Paris, à la suite de la commission consultative, offrirent leurs félicitations au Prince-président. Le nonce, en lui présentant ses collègues, garda le silence ; l'archevêque de Paris prononça ces paroles :

« Nous prions Dieu avec ferveur pour le succès de la haute mission qui vous est confiée, pour la paix et la prospérité de la République, pour l'union et pour la concorde de tous les citoyens. »

Le Prince-président entendit pour la première

fois, le lendemain 1^{er} janvier 1852, son nom mêlé aux prières du clergé sous les voûtes de Notre-Dame. Le chœur, après le *Te Deum*, entonna le *Domine, salvum fac Rempublicam*, et *salvum fac Ludovicum Napoleonem*. Tous les regards, pendant la cérémonie, se portaient sur le prince Napoléon Bonaparte, assis dans un fauteuil sur l'estrade, non loin du dais du dictateur, derrière lequel le prince Murat étalait le grand cordon de l'ordre de Naples. Le *Moniteur*, sous prétexte qu'avec la forme nouvelle de gouvernement sanctionnée par le peuple, la France peut adopter sans ombrage les souvenirs de l'Empire et les symboles qui rappellent sa gloire, publiait le matin même un décret remplaçant sur le drapeau français le coq gaulois par l'aigle romaine; un autre décret apprenait au pays que le palais des Tuileries allait redevenir la résidence officielle du chef de l'État.

Les femmes et les sœurs des prisonniers de Ham attendaient dans cette ville le moment de connaître le sort réservé à leurs maris et à leurs frères. Le 8 janvier, vers une heure du matin, la porte de l'auberge habitée par elles retentit de coups redoublés : c'est un messenger accouru de la citadelle pour leur apprendre l'arrivée de M. Léopold Lehon, qui a déjà présidé au transfert des généraux de Paris, à Ham; les prisonniers ne tarderont pas à être enlevés. M^{me} Lamoricière, M^{me} Le Flo, la sœur du général Bedeau, se rendent au château; impossible d'y pénétrer. L'émissaire de M. de Morny, qui sort de la prison, passe sans dire un mot au milieu de ces femmes, les pieds dans la neige, grelottantes, éplorées; le père de

M^{me} Le Flo, vieillard aux cheveux blancs, soutenait sa fille; les deux autres dames se précipitèrent à la portière de la voiture qui ramenait le secrétaire du ministre de l'intérieur : « De grâce, s'écrient-elles, laissez-nous voir nos maris et nos frères, dites-nous quel est leur sort! » M. Lehon entra sans répondre dans la cour de la citadelle. Un bruit de roues se fit bientôt entendre : une voiture passa sous la voûte au galop; l'une de ces dames, malgré la rapidité des chevaux, reconnut le général Changarnier, qu'on entraînait : « Général, où vous mène-t-on? » La voix du général Changarnier se perdit dans le bruit du vent, des coups de fouet et des roues. Le colonel Charras passa ensuite avec la même rapidité. Ces courageuses femmes attendaient encore à la porte du fort à cinq heures du matin; un employé du greffe, touché de pitié, leur apprit que les prisonniers de Ham étaient conduits hors de France. Ce bannissement fut suivi le lendemain, 9 janvier, d'un décret expulsant du territoire français, pour cause de sûreté générale, les anciens représentants : Valentin, Racouchot, Perdiguier, Cholat, Latrade, Renaud, Benoît (du Rhône), Burgard, Colfavru, Faure (du Rhône), Gambon, Lagrange, Nadaud, Terrier, Victor Hugo, Cassal, Signard, Viguiier, Charassin, Bandsept, Savoye, Joly, Combier, Boysset, Duché, Ennery, Guilgot, Hochstuhl, Michel Boutet, Baune, Bertholon, Schœlcher, de Flotte, Joigneaux, Laboulaye, Bruis, Esquiros, Madier de Montjau, Noël Parfait, Émile Pean, Pelletier, Raspail, Bac, Bancel, Belin, Bisse, Bourzat, Brives, Chavoix, Dulac, Dupont (de Bussac), Dus-

soubs, Guiter, Lafon, Lamarque, Lefranc, Leroux, Maigne, Malardier, Mathieu (de la Drôme), Milotte, Roselli-Mollet, Charras, Saint-Ferréol, Sommier, Testelin (du Nord). Un autre décret du même jour éloignait momentanément : le général Le Flo, le général Bedeau, le général Lamoricière, le général Changuarnier, Baze, Thiers, Chambolle, de Rémusat, Jules de Lasteyrie, Émile de Girardin, le général Laidet, Pascal Duprat, Edgar Quinet, Antony Thourey, Chauffour, Versigny.

Le premier convoi de transportés partit ce jour-là même de Bicêtre. Les prisonniers de ce fort entendirent les geôliers, à neuf heures du soir, répéter ce cri dans les couloirs des casemates : « Faites vos paquets, préparez-vous à partir. » Quatre cent vingt détenus se trouvèrent bientôt réunis dans une seule casemate. L'appel nominal fait à minuit, les prisonniers sortirent par couples, les mains attachées par des menottes, et à la fin par des ficelles, les menottes manquant : les malheureux devaient bien se garder de témoigner la moindre indignation d'un pareil traitement ; les geôliers serraient plus fort à la plus légère plainte. Cette opération terminée, les soldats chargent leurs armes ; les détenus sont prévenus que toute tentative de fuite sera réprimée par des coups de fusil : « Vous voyez, dit le commandant de l'escorte, que les fusils ne sont pas chargés à blanc. Tenez-vous donc pour avertis que la moindre velléité d'évasion sera punie de la façon la plus rigoureuse. »

Les transportés, placés au centre d'une escorte formidable, entrèrent dans Paris par le pont d'Aus-

terlitz ; ils saluèrent, en passant, du regard, la colonne de la Bastille, et suivirent les boulevards. Beaucoup d'entres eux, chaussés de sabots et peu habitués à cette chaussure, avaient de la peine à suivre la marche des soldats ; ceux qui perdaient leurs sabots étaient obligés d'achever la route pieds nus ; des vieillards, des malades, des enfants de treize à quatorze ans, chélifs, malingres, fatiguaient en vain leurs jambes à emboîter le pas militaire. Le convoi déboucha sur la place du Havre à minuit : les malheureux n'en pouvaient plus douter, Cayenne les attendait.

Le sifflement de la locomotive donne le signal du départ à trois heures du matin. Des wagons dont les quatre coins sont occupés par des gendarmes mobiles reçoivent les condamnés, tourmentés après une si longue marche, par la faim et surtout par la soif ; défense absolue de leur laisser rien prendre sur la route. Les gendarmes, touchés de compassion, approchent un morceau de pain et leur gourde des lèvres des malheureux près de s'évanouir. Le convoi entre en gare du Havre à midi. Les transportés, une demi-heure après, étaient entassés dans la cale de la frégate française *le Canada*.

Les bourgeois de Paris, pendant les nuits de ce mois de janvier consacré aux plaisirs du carnaval, entendirent plus d'une fois le bruit lugubre et confus de ces longs convois passant sous leurs fenêtres. Les journaux officieux avaient, dans un but facile à comprendre, averti le public à diverses reprises que le gouvernement supprimait les bagnes, et qu'il en-

voyait tous les forçats à Cayenne; les Parisiens répétaient donc, prêtant l'oreille aux pas des transports : « Ce sont des forçats qui partent ! » et ils se remettaient à la danse et au jeu.

Le 14 janvier, la nouvelle Constitution est promulguée. Cette Constitution remet tous les pouvoirs entre les mains du président de la République, nommé pour dix ans. Le chef de l'État commande les forces de terre et de mer; il fait les traités de paix, d'alliance et de commerce, et les règlements nécessaires pour l'exécution des lois, dont il a seul l'initiative, la sanction, et la promulgation; la justice se rend en son nom; il a seul le droit de faire grâce; les fonctionnaires lui prêtent serment; il peut ouvrir par simple décret des crédits extraordinaires en dehors du budget voté par le pouvoir législatif.

Le pouvoir législatif est déchu du droit d'initiative et du droit d'interpellation; le Corps législatif ne discutera que les questions qu'il plaît au pouvoir exécutif de lui soumettre. La Constitution stipule même qu'aucun amendement ne peut être soumis à la discussion, s'il n'est préalablement adopté par le Conseil d'État. Le Corps législatif est obligé de voter le budget par ministère, et non plus, par chapitres et par articles. Le sénat, sur la proposition du président de la République, pourvoit par des mesures d'urgence à tout ce qui est nécessaire à la marche du gouvernement, en cas de dissolution du Corps législatif, et jusqu'à sa convocation.

La Constitution, pour contre-balancer l'immense pouvoir du chef de l'État, lui impose la responsabi-



lité. L'article 5, en effet, est ainsi conçu : « Le président de la République est responsable devant le peuple français. » Mais, pour que cette responsabilité soit mise en jeu, il faut que le Président soumette lui-même au peuple les actes sur lesquels ils appelle son jugement. Le peuple, s'il veut manifester son opinion sur les affaires de l'État, est obligé d'attendre le renouvellement du Corps législatif, qui a lieu tous les six ans; encore le pouvoir exécutif se réserve-t-il de désigner des candidats au suffrage universel et de les faire soutenir par ses préfets, par ses maires qu'il nomme, par ses conseillers municipaux qu'il peut dissoudre et remplacer par des commissions, par ses juges de paix, par ses commissaires de police, par ses directeurs, procureurs généraux, ingénieurs, recteurs, inspecteurs, contrôleurs, vérificateurs, percepteurs, conducteurs, gendarmes, gardes champêtres.

La seconde République française avait fait preuve d'une grande naïveté, en croyant qu'il lui serait possible de vivre avec une armée permanente, une administration centralisée, une magistrature fonctionnaire; un clergé salarié par l'État. Le coup d'État devait en grande partie son succès au maintien de ces grandes institutions. La nouvelle Constitution remettait l'armée, l'administration, la magistrature et le clergé entre les mains du pouvoir exécutif le plus concentré, le plus étendu qu'il y ait eu jamais, puisqu'il se continue après la mort du titulaire. L'article 17 dit en effet : « Le chef de l'État a le droit, par un acte » secret, de désigner au peuple le nom du citoyen

» qu'il recommande, dans l'intérêt de la France, à la
» confiance du peuple et à ses suffrages. »

La Constitution place en face du pouvoir exécutif un Sénat conservateur nommé par lui. Ce Sénat gardien des libertés publiques, peut s'opposer à la promulgation des lois votées par le Corps législatif, et recevoir les pétitions des citoyens.

L'article 1^{er} de la Constitution « reconnaît, confirme et garantit les grands principes proclamés en 1789, et qui sont la base du droit public français ». Ces grands principes sont la liberté individuelle; l'inviolabilité du domicile, le secret des correspondances, la liberté des cultes, l'égalité civile, le droit de réunion, la liberté de la presse. L'application actuelle de ces principes étonnerait beaucoup les législateurs de la première Assemblée de la révolution de 89; ils se demanderaient si les mots de liberté individuelle, d'inviolabilité du domicile, de secret des correspondances, ont la même signification en 1852 qu'en 1789 : « Vous parlez, diraient-ils au législateur de 1852, d'égalité civile et vous créez des nobles; de liberté des cultes, et il faut une autorisation de l'État pour établir une chapelle ou un oratoire; du droit de réunion, et il n'existe même pas pendant les vingt jours qui précèdent les élections au Corps législatif ! »

La liberté de la presse aurait pu seule servir de contre-poids à l'omnipotence du pouvoir exécutif, mais ce dernier tenait entre ses mains les journaux comme toutes les autres forces du pays. La loi organique de la presse, promulguée le 17 du mois de février, n'était que la consécration du régime dictato-

rial auquel le journalisme se trouvait soumis depuis le 2 décembre ; le bon plaisir de l'administration pouvait s'adjoindre désormais aux rigueurs de la police correctionnelle.

Le décret de promulgation de la Constitution cherchait à la rattacher aux institutions politiques du Consulat et de l'Empire : « Puisque nous reprenons les symboles de l'Empire, pourquoi n'adopterions-nous pas aussi les institutions politiques de cette époque ? Créées par la même pensée », ajoutait l'auteur de la Constitution, « elles doivent porter en elles le même caractère de nationalité et d'utilité publique. En effet, ainsi que je l'ai rappelé dans ma proclamation, notre société actuelle, il est essentiel de le constater, n'est pas autre chose que la France régénérée par 89 et organisée par l'Empereur. »

Le système administratif de l'Empire avait en effet survécu à l'Empire. La France, sous la Restauration et sous la monarchie de Juillet, se croyait libre, mais elle ne l'était qu'en apparence ; elle jouissait d'une certaine liberté, sans comprendre les conditions de la liberté elle-même. Le maintien des institutions administratives de l'Empire préparait le retour de ses institutions politiques. Ce retour venait de s'accomplir, car la Constitution de 1852 établissait l'Empire. La Constitution de l'an VIII, à laquelle on essayait de la comparer, n'accordait au premier consul ni le titre de chef de l'État, ni le droit de déclarer la guerre et de signer des traités de paix sans la sanction législative : le premier consul ne nommait ni les juges de cassation, ni les juges de paix ; il ne pouvait

révoquer les magistrats civils ou criminels, dont la nomination lui était cependant conférée; privé du droit de faire grâce et de sanctionner les lois, il lui était impossible d'en arrêter l'application; la mise en état de siège d'une partie du territoire ne pouvait résulter que d'une loi, ou, en l'absence du Corps législatif, d'un décret provisoire fixant dans l'un de ses articles la date de la convocation de cette Assemblée, que le premier consul n'avait pas le pouvoir de dissoudre ou de proroger.

La Constitution de 1852, attribuant tous ces droits au chef de l'État, avait donc fait un Empereur. Cette Constitution ne devant entrer en vigueur que le jour où les corps qu'elle constitue seraient organisés, la dictature continuait. Elle fit, le 22 janvier, un nouvel emprunt à l'organisation impériale, en ressuscitant le ministère d'État; le Directoire avait légué le ministère de la police à l'Empire, la dictature accepta la succession. M. Casabianca, ministre des finances pendant le coup d'État, obtint le premier de ces deux ministères; le second échut à M. de Maupas.

Le *Moniteur* du 22 janvier publiait en même temps les décrets qui produisirent une très vive impression sur l'opinion publique.

Le premier était conçu dans ces termes :

« Le Président de la République,

» Considérant que tous les gouvernements qui se sont succédé ont jugé indispensable d'obliger la famille qui cessait de régner à

vendre les biens meubles ou immeubles qu'elle possédait en France;

» Qu'ainsi, le 12 janvier 1816, Louis XVIII contraignit les membres de la famille de l'empereur Napoléon de vendre leurs biens personnels dans le délai de six mois, et que le 10 avril 1832 Louis-Philippe en agit de même à l'égard des princes de la famille aînée des Bourbons;

» Considérant que de pareilles mesures sont toujours d'ordre et d'intérêt publics;

» Qu'aujourd'hui plus que jamais de hautes considérations politiques commandent impérieusement de diminuer l'influence que donne à la famille d'Orléans la possession de près de 300 millions d'immeubles en France ;

» Décrète :

» Art. 1^{er}. Les membres de la famille d'Orléans, leurs époux, leurs épouses et leurs descendants ne pourront posséder aucuns meubles et immeubles en France : ils seront tenus de vendre, d'une manière définitive, tous les biens qui leur appartiennent dans l'étendue du territoire de la République.

» Art. 2. Cette vente sera effectuée dans le délai d'un an, à partir, pour les biens libres, du jour de la promulgation du présent décret, et pour les biens susceptibles de liquidation ou discussion, de l'époque à laquelle la propriété en aura été irrévocablement fixée sur leur tête.

» Art. 3. Faute d'avoir effectué la vente dans les délais ci-dessus, il y sera procédé à la diligence de l'administration des domaines dans la forme prescrite par la loi du 10 avril 1832.

» Le prix des ventes sera remis aux propriétaires ou à tous autres ayants droit.

» Fait au palais des Tuileries, le 22 janvier 1852.

» LOUIS-NAPOLÉON.

» Par le Président.

» *Le ministre d'État : X. DE CASABIANCA.* »

Le second décret, précédé de très longs considérants sur l'ancien droit public de la France, cherchait à établir qu'en vertu de ce droit, les biens appartenant aux princes à leur avènement au trône, étaient à l'instant même et de plein droit réunis au domaine de la couronne. L'auteur des considérants,

soutenant en outre que la donation universelle sous réserve d'usufruit, consentie par Louis-Philippe au profit de ses enfants à l'exclusion de l'aîné de ses fils, avait eu pour but d'empêcher la réunion au domaine de l'État des biens considérables possédés par lui, et que si l'annulation de cette donation ne fut pas prononcée, c'est qu'il n'entraîtrait pas, comme sous l'ancienne monarchie, une autorité compétente pour réprimer la violation des principes de droit public dont la garde était anciennement confiée aux parlements.

M. Louis Bonaparte ajoutait que « sans vouloir » porter atteinte au droit de propriété dans la personne des princes de la famille d'Orléans, il ne » justifierait pas la confiance du peuple français s'il » permettait que des biens appartenant à la nation » soient soustraits au domaine de l'État. »

Ainsi donc, les membres de la famille d'Orléans, de même que leurs épouses et leurs descendants, étaient privés par ces décrets non seulement de posséder aucuns meubles et immeubles en France, et obligés de vendre d'une manière définitive tous les biens qui leur appartenaient dans l'étendue du territoire de la République, mais encore ils perdaient les biens de la famille faisant retour à l'État; ces biens étaient répartis de la façon suivante par le décret : Dix millions aux sociétés de secours mutuels, dix millions pour améliorer les logements des ouvriers, dix millions à l'établissement d'institutions de crédit foncier, cinq millions pour une caisse de retraite au profit des desservants pauvres; le surplus,

réuni à la dotation de la Légion d'honneur, devait servir à payer divers traitements aux officiers et soldats de terre et de mer, promus aux divers grades de la Légion d'honneur, et 100 francs de rente viagère aux porteurs de la médaille militaire, qui venait d'être créée. Le château de Saverne, restauré et achevé, était destiné à servir d'asile aux veuves des hauts fonctionnaires, civils et militaires, morts au service de l'État, et un château national de maison d'éducation aux filles ou orphelines indigentes des familles dont les chefs auraient obtenu la médaille militaire.

Deux cents officiers ministériels environ, notaires, avoués, huissiers, avaient été obligés, à la suite d'un arrêt de révocation, ou sur une simple injonction administrative, de se défaire de leurs charges immédiatement. Une vente dans de telles conditions équivalait, pour tant de familles, à la ruine complète. Ces attentats à la propriété commis sur de simples particuliers et sur des républicains avaient passé presque inaperçus ; les décrets ordonnant la vente des biens de la famille d'Orléans soulevèrent des plaintes énergiques dans la haute bourgeoisie, et une assez vive opposition au sein même du Conseil d'État. M. Reverchon, maître des requêtes, désigné par M. Baroche comme rapporteur du décret devant la section du contentieux, conclut contre son adoption : M. Reverchon, sommé de renoncer à ses fonctions de rapporteur, s'y refusa, et fut révoqué. Les conseillers d'État Maillart, Cornudet, Vuitry s'élevèrent avec force dans la discussion générale contre le décret. Les deux premiers reçurent le lendemain leur ordre

de destitution : M. Cornudet fut réintégré dans ses fonctions sur les instances de M. Vuitry, très-influent auprès de M. Fould ; M. Maillart fut appelé plus tard au Sénat.

M. de Mornÿ, dans cette circonstance, tint à prouver qu'il se souvenait de ses relations avec la famille d'Orléans, et quitta le ministère ; sa retraite entraîna celle de MM. Magne, Fould et Rouher. Les instances du chef de l'État réussirent seules à empêcher le général Saint-Arnaud, ministre de la guerre, de suivre l'exemple de ses collègues. Un parasite disait, en parlant de son amphitryon habituel dont il avait à se plaindre : « Je ne dînerai pas chez lui de huit jours. » Les ministres démissionnaires se contentaient de sortir du gouvernement par la porte du conseil pour y rentrer par la porte du Sénat ou du Conseil d'État.

M. de Persigny put enfin utiliser la circulaire préparée par lui au moment du coup d'Etat ; il remplaça M. de Mornÿ au ministère de l'intérieur. M. Abbattucci, Corse mélangé de Parisien, ancien député de la gauche, président de chambre à la cour d'Orléans, conseiller à la Cour de cassation, reçut les sceaux abandonnés par M. Rouher. M. Bineau, proposé par M. Fould, devint ministre des finances.

M. Dupin surprit tout le monde en quittant le siège de procureur général à la Cour de cassation, pour se joindre à MM. Laplagne-Barris, au duc de Montmorency, au comte de Montalivet et à M. Scribe, comme lui exécuteurs testamentaires de Louis-Philippe, qui protestaient et demandaient des juges. MM. Berryer, Vatisménil, Dufaure, Paillet, s'offrirent

pour combattre les décrets du 22 janvier devant les tribunaux. Les princes d'Orléans, Nemours et Joinville défendirent la mémoire de leur père dans la lettre suivante :

A MESSIEURS LES EXÉCUTEURS TESTAMENTAIRES DU ROI LOUIS-
PHILIPPE.

« Messieurs,

» Nous avons reçu la protestation que vous avez rédigée contre les décrets de confiscation rendus contre nous, et nous vous remercions bien sincèrement de vos efforts pour résister à l'injustice et à la violence.

» Nous avons trouvé tout simple que vous vous soyez occupés spécialement de droit sans faire ressortir ce que les considérants de ces décrets ont d'injurieux pour la mémoire du Roi notre père.

» Un moment nous avons songé à sortir de cette réserve que l'exil nous impose, et à repousser nous mêmes les attaques si indignement dirigées contre le meilleur des pères...

» Mais en y pensant plus mûrement, il nous a paru qu'à de semblables imputations le silence du dédain était la meilleure réponse.

» Nous ne nous abaisserons donc pas à relever ce que ces calomnies ont de plus particulièrement odieux à être reproduites par celui qui a pu deux fois apprécier la magnanimité du roi Louis-Philippe et dont la famille n'a reçu de lui que des bienfaits.

» Nous laissons à l'opinion publique le soin de faire justice des paroles aussi bien que de l'acte qu'elles accompagnent.

» Nous sommes heureux de constater que ces honteux décrets, et leurs considérants plus honteux encore, n'ont osé se produire que sous l'état de siège et après la suppression de toutes les garanties protectrices des libertés de la nation.

» Signé : LOUIS D'ORLÉANS, duc de Nemours,
FRANÇOIS D'ORLÉANS, prince de Joinville.

Une brochure rédigée dans les bureaux du ministère de l'intérieur n'était pas une réponse suffisante au mémoire et à la protestation des exécuteurs testamentaires de Louis-Philippe. Le gouvernement

chercha de tous côtés un journal qui consentit à défendre les décrets du 22 janvier. Le bureau de l'esprit public organisé au ministère de l'intérieur sous Louis-Philippe était une sorte de salle d'armes où le gouvernement entretenait des maîtres et des prévôts d'escrime, toujours prêts à ferrailler contre l'opposition. La caisse des fonds secrets fournissait la haute paye de ces employés. M. Granier de Cassagnac, l'un de ces ferrailliers politiques, se trouva, le lendemain du 24 février, sur le pavé avec sa brette et son plumet; le docteur Véron le recueillit au *Constitutionnel*, et fit cadeau de cette recrue au bonapartisme. Le gouvernement offrit au *Constitutionnel* et à M. Granier de Cassagnac de se charger de plaider en faveur de la confiscation des biens de la famille d'Orléans; ils ne reculèrent ni l'un ni l'autre devant cette tâche. Les articles de M. Granier de Cassagnac soulevèrent de vives répliques. Une partie des classes élevées prêta une attention suivie à ce débat, la majeure partie y resta étrangère ou indifférente: l'égoïsme eut plus de part que l'amour de la justice dans les critiques soulevées par ces décrets qui, aux yeux de bien des gens, ouvraient dans le droit de propriété une brèche menaçante; mais la logique des événements, plus forte que toutes les plaintes, en diminuait l'importance en attendant de leur imposer silence complètement; les classes riches sentaient bien qu'après avoir sacrifié, en acceptant le coup d'État, le droit éternel à ce qu'elles appelaient le salut de la société, elles auraient mauvaise grâce à refuser de lui faire le sacrifice des biens de la famille d'Orléans.



La dictature touchait à sa fin ; elle avait bien mis le temps à profit ; aux institutions remaniées par elle, il faut ajouter la garde nationale : une nouvelle loi enlève aux citoyens le droit de nommer leurs officiers, reconnu par l'ancien régime aux gardes bourgeoises ; les professeurs de l'Université privés de l'inamovibilité dont ils jouissaient et livrés à l'arbitraire ministériel ; l'inamovibilité de la magistrature menacée par la limite d'âge pour la retraite ; les attributions des préfets augmentées sous prétexte de décentralisation ; la presse placée sous la main du pouvoir, par la nécessité d'obtenir l'autorisation et de se conformer aux décisions de l'arbitraire administratif ; la rente de 5 pour 100 convertie en 4 1/2 pour 100 ; le crédit foncier et le crédit mobilier fondés ; le budget de 1852, que l'Assemblée législative n'a pu discuter, réglé par un décret : la dictature a fini sa tâche. Le dictateur abdique en levant partout l'état de siège, le 28 mars 1852, veille du jour où les corps constitués doivent se réunir pour la première fois.

CHAPITRE IX

LES CORPS CONSTITUÉS.

1852.

SOMMAIRE. — LE SÉNAT. — L'ancien et le nouveau Sénat. — Les consuls nomment le Sénat. — Le premier consul augmente les attributions du Sénat. — Les Sénatoreries. — Le Sénat sous l'Empire. — Le nouveau Sénat. — Son rôle dans l'État. — Les dignitaires du Sénat. — Composition du Sénat. — Sa première session. — LE CONSEIL D'ÉTAT. — Les *missi dominici*. — M. Baroche vice-président du Conseil d'État. — Les présidents de section. — M. de Parieu. — M. Rouher. — LE CORPS LÉGISLATIF. — Les ministres en sont exclus. — Faiblesse du pouvoir législatif. — La responsabilité ministérielle. — Une question qui se pose. — Les élections de 1852. — L'action et l'abstention. — La mission des députés. — Les candidatures officielles. — Les élections de Paris et de Lyon. — Le général Cavaignac et M. Carnot nommés à Paris. — M. Henon élu à Lyon. — Composition du Corps législatif. — Discours du Prince-président aux grands corps de l'État. — Les députés républicains refusent le serment. — Ils sont déclarés démissionnaires. — M. Billault président du Corps législatif. — Discussion sur la réhabilitation des condamnés. — Le Corps législatif est rappelé au respect de la Constitution. — Clôture de la première session du Corps législatif.

Le conseil des Cinq-Cents et le conseil des Anciens ne furent point dissous par Bonaparte, ces assemblées se dispersèrent. Vingt et un membres du conseil des Cinq-Cents et vingt et un membres du conseil des Anciens, réunis à la commission consulaire exécutive, discutèrent le projet de constitution de Siéyès. Le Sénat, d'après cette constitution, nommait le grand électeur placé à la tête du pouvoir exécutif et

chargé de désigner le consul de la paix et le consul de la guerre. Le Sénat avait encore d'autres privilèges : un magistrat lui déplaisait-il, il l'absorbait en le nommant sénateur malgré lui ; le Sénat pouvait en faire autant de tout citoyen portant ombrage à la République par son importance et par ses talents. Bonaparte mit le projet de Siéyès au feu, et il se contenta de composer le Sénat conservateur de membres inamovibles et à vie, âgés de quarante ans, choisis par lui-même, sur une liste de trois candidats présentés, l'un par le Corps législatif, l'autre par le tribunat, le troisième par le premier consul.

Le premier consul cessant ses fonctions devenait nécessairement sénateur ; les deux autres consuls déposant le glaive consulaire par démission entraient ou n'entraient pas au Sénat, selon leur volonté. Le Sénat nommait les législateurs, les tribuns, les consuls, les juges de cassation et les commissaires à la comptabilité ; il maintenait ou annulait les actes qui lui étaient déférés par le gouvernement ou par le tribunat comme inconstitutionnels, y compris les listes d'éligibles ; il se nommait lui-même ainsi que tous les autres pouvoirs de l'État, et se trouvait constitué gardien de la Constitution. Les membres du conseil des Anciens recevaient par an, comme indemnité, 3000 myriagrammes de froment ; il fallait pour faire partie de ce conseil être marié ou veuf. Le Sénat, qui remplaçait en quelque sorte le conseil des Anciens, fut doté des revenus d'un certain nombre de domaines nationaux dont le montant était affecté à ses dépenses ; le traitement annuel de chacun de ses

membres, pris sur ces revenus, et perçu non en froment, mais en espèces métalliques, était égal au vingtième du traitement du premier consul, lequel, étant de 500 000 francs, donnait un chiffre de 25 000 par sénateur. Les sénateurs n'étaient point, comme les Anciens, forcés de renoncer au célibat. Le Luxembourg était destiné à la résidence du Sénat; la Constitution de l'an XIII lui accordait des huissiers et une garde d'honneur. Siéyès, Roger Ducos, consul sortant, Cambacérès et Lebrun, second et troisième consuls, réunis au palais du Luxembourg pour former cette assemblée, nommèrent vingt-neuf sénateurs, qui en nommèrent vingt-neuf autres, qui tous réunis, élurent Siéyès président, Roger Ducos et Lacépède secrétaires.

Le premier consul se fit décerner plus tard le droit de prendre, en dehors de la liste des candidats désignés par les collèges électoraux, des citoyens distingués par leurs services et par leurs talents pour les faire entrer au Sénat; les membres du grand conseil de la Légion d'honneur devinrent sénateurs de droit, quel que fût leur âge. Le nombre des sénateurs resta fixé à cent vingt et un, et le Sénat cessa de nommer son président; il devait être présidé dorénavant par l'un des consuls. Les attributions du Sénat augmentèrent en même temps que le pouvoir exécutif étendit sur lui son influence. Le Sénat de l'an XIII réglait par un sénatus-consulte organique tout ce qui n'avait pas été prévu par la Constitution et qui était nécessaire à sa marche; il expliquait les articles de la Constitution donnant lieu à différentes inter-

prétations; il nommait le second et le troisième consul sur la présentation du premier; il suspendait pour cinq ans les jurés dans les départements où cette mesure était nécessaire; il déclarait, quand les circonstances l'exigeaient, les départements hors la Constitution, c'est-à-dire en état de siège; il déterminait le temps dans lequel les individus arrêtés en vertu de l'article 46 de la Constitution devaient être traduits devant les tribunaux lorsqu'ils ne l'avaient pas été dans les dix jours de leur arrestation; il annulait les jugements des tribunaux attentatoires à la sûreté de l'État; il jouissait du droit régalien de dissoudre le Corps législatif et le tribunal. Le Sénat était donc le maître de l'État? Non, car le pouvoir exécutif exerçait en réalité toutes les attributions précédentes par son intermédiaire.

Les consuls convoquaient seuls le Sénat et indiquaient les jours et les heures de ses séances. Le premier consul désignait celui des deux autres consuls qui devait présider à sa place. Il pouvait désigner un sénateur, quand il s'agissait d'élire les membres du Sénat, du Corps législatif, du tribunal, du tribunal de cassation, des commissaires de la comptabilité. Ce sénateur ne prenait que le titre de vice-président, et la durée de ses fonctions restait limitée aux séances pour lesquelles il était désigné; il siégeait à un bureau placé au-dessous de l'estrade, entre le bureau des deux sénateurs-secrétaires.

Le sénatus-consulte du 9 nivôse an XI avait créé des sénatoreries rappelant les starosties de la Pologne, avec cette différence que les sénatoreries étaient via-

gères et constituées non sur une famille, mais sur un homme. Chaque arrondissement de tribunal d'appel comptait une sénatorerie dotée d'un palais et d'un revenu annuel en domaines nationaux de 20 à 25 000 francs. Les sénatoreries étaient à vie; les sénateurs devaient y résider au moins trois mois chaque année, remplir les missions extraordinaires que le premier consul jugeait à propos de leur donner dans leur arrondissement et lui en rendre compte directement.

Le Sénat, sous l'Empire, subit de nouvelles modifications. Les princes français ayant atteint leur dix-huitième année, les grands dignitaires de la couronne augmentèrent la liste de ses membres, dont le nombre devint illimité; la commission sénatoriale de la liberté individuelle et la commission sénatoriale de la liberté de la presse furent instituées. Les personnes arrêtées et non mises en jugement après les dix jours de leur arrestation, les auteurs, imprimeurs ou libraires qui se croyaient fondés à se plaindre d'empêchement mis à l'impression ou à la circulation d'un ouvrage, pouvaient recourir directement par eux, leurs parents ou leurs représentants et par voie de pétition à ces deux commissions. Si la commission pensait que la prolongation de l'arrestation n'était pas justifiée par l'intérêt de l'État, elle invitait le ministre à remettre le détenu en liberté ou à lui donner des juges; la commission, après trois invitations successives dans l'espace d'un mois, si le détenu restait en prison, demandait une assemblée générale du Sénat, et, s'il y avait lieu, votait la déclaration suivante : « Il y a de fortes présomptions que X... est détenu arbi-

trairement. » S'il s'agissait d'un auteur ou d'un imprimeur, lorsque la commission estimait que les empêchements n'étaient pas justifiés par l'intérêt de l'État et que le ministre, après les trois sommations, maintenait sa décision, le Sénat déclarait que : « Il y a de fortes présomptions que la liberté de la presse a été violée. »

Toute loi adoptée par le Corps législatif pouvait être dénoncée au Sénat par un sénateur, comme tendant au rétablissement du régime féodal, comme contraire à l'irrévocabilité des ventes des biens nationaux, comme n'ayant pas été délibérée dans les formes prescrites par les constitutions de l'Empire, les règlements et les lois, comme portant atteinte aux prérogatives de la dignité impériale et à celles du Sénat. Si le Sénat, saisi d'une dénonciation de ce genre, la trouvait fondée, il exprimait l'opinion qu'il n'y avait pas lieu à promulguer la loi ; l'Empereur, après avoir entendu le Conseil d'État, adhéraît par un décret à la délibération du Sénat, ou faisait passer outre à la promulgation. Le Sénat pouvait, pour cause d'inconstitutionnalité, annuler les opérations d'un collège électoral ; il nommait le régent, si, à la mort de l'Empereur, personne ne se trouvait désigné par lui pour remplir ces fonctions, et si aucun des princes français n'était âgé de vingt-cinq ans accomplis. Le Sénat était obligé de prendre le régent parmi les titulaires des grandes dignités de l'Empire. La fixation du nombre et de l'époque des levées extraordinaires des conscrits figurait au nombre de ses prérogatives.

Telles étaient les attributions du Sénat sous le

premier Empire. Voici comment l'auteur de la Constitution du 14 janvier 1852 fixe celles du Nouveau Sénat :

ART. 25. — Le Sénat est le gardien du pacte fondamental et des libertés publiques. Aucune loi ne peut être promulguée avant de lui avoir été soumise.

ART. 26. — Le Sénat s'oppose à la promulgation : 1° des lois qui seraient contraires ou qui porteraient atteinte à la Constitution, à la religion, à la morale, à la liberté des cultes, à la liberté individuelle, à l'égalité des citoyens devant la loi, à l'inviolabilité de la propriété et au principe de l'immovibilité de la magistrature ; 2° de celles qui pourraient compromettre la défense du territoire.

ART. 27. — Le sénat règle par un sénatus-consulte : 1° la constitution des colonies et de l'Algérie ; 2° tout ce qui n'a pas été prévu par la Constitution et qui est nécessaire à sa marche ; 3° le sens des articles de la Constitution qui donnent lieu à différentes interprétations.

ART. 29. — Le Sénat maintient ou annule tous les actes qui lui sont déférés comme inconstitutionnels par le gouvernement ou dénoncés pour la même cause, par les pétitions des citoyens.

ART. 30. — Le Sénat peut, dans un rapport adressé à l'Empereur, poser les bases des projets de loi d'un grand intérêt national.

ART. 31. — Il peut également proposer des modifications à la Constitution ; si la proposition est adoptée par le pouvoir exécutif il y est statué par un sénatus-consulte.

ART. 33. — En cas de dissolution du Corps législatif et jusqu'à nouvelle convocation, le Sénat, sur la proposition du président de la République, pourvoit par des mesures d'urgence à tout ce qui est nécessaire à la marche du gouvernement.

Le Sénat est donc redevenu, comme sous le premier Empire, le gardien de la Constitution ; car il maintient ou annule tous les actes qui lui sont déférés comme inconstitutionnels par le gouvernement ; les actes du pouvoir législatif lui sont soumis pour qu'il les juge à ce point de vue ; il peut lui-même s'opposer à la promulgation de toutes les lois contraires ou portant atteinte aux grands principes dont il a la

garde; il est seul investi du droit de recevoir les pétitions des citoyens. On concevait que le Sénat pût dissoudre le Corps législatif, quand c'était lui qui le nommait; mais ce droit et celui de casser les jugements des tribunaux, motivé par certaines décisions judiciaires en matière de biens nationaux, n'avaient plus leur raison d'être. Le Sénat du premier Empire, considéré comme en état de permanence, était présidé par l'Empereur, ou par celui des titulaires des grandes dignités de l'Empire qu'il désignait, ou par un sénateur nommé président pour un an; le nouveau Sénat avait pour président un sénateur choisi par le chef de l'État pour chaque session, et assisté de vice-présidents. Deux sénateurs choisis par l'Empereur veillaient, sous le titre de préteurs, aux débats de l'administration intérieure de l'ancien Sénat; les préteurs étaient remplacés par un sénateur portant le titre de grand référendaire, moins romain et plus conforme aux traditions de l'ancien régime.

La Constitution de l'an VIII avait déclaré tout sénateur à jamais inéligible à toute autre fonction publique; le sénatus-consulte organique du 16 thermidor an X permit aux sénateurs d'être consuls, ministres, inspecteurs de l'instruction publique, employés dans des missions extraordinaires et temporaires. Les grands dignitaires de l'Empire étaient de droit membres du Sénat, la Constitution de 1852 accorde également ce privilège aux princes de la famille impériale, aux cardinaux, aux maréchaux, aux amiraux; elle ne crée ni incompatibilité ni catégorie: liberté illimitée de choix pour le souverain. L'armée

fournit le contingent le plus élevé au nouveau Sénat, presque le tiers des sièges. Des magistrats, des administrateurs, d'anciens ministres occupèrent les deux autres tiers. Le nouveau Sénat ne comptait à sa création que deux préfets en activité de service, nombre encore trop considérable aux yeux de plusieurs sénateurs, humiliés de siéger à côté de collègues amovibles comme préfets, inamovibles comme sénateurs, exposés comme fonctionnaires à recevoir les réprimandes d'un ministre, inférieur à eux en dignité.

La dignité de sénateur, d'après la Constitution, ne donnait droit en principe à aucun traitement, mais en fait le président de la République s'était réservé d'accorder à des sénateurs une dotation personnelle ne pouvant excéder 30 000 francs; trois catégories de dotations à 30 000, à 20 000 et à 15 000 furent donc établies. Les nouveaux sénateurs ne portaient pas de droit, comme les anciens, le titre de comte, transmissible à leur descendance directe et légitime, naturelle ou adoptive de mâle en mâle par ordre de primogéniture en se présentant devant le prince archi-chancelier de l'Empire et en constituant un majorat d'une valeur de 30 000 francs; ils ne pouvaient pas non plus instituer de leur vivant, en faveur de leur fils aîné ou puîné, un majorat auquel était attaché le titre de baron. Plus d'un sénateur souhaitait le rétablissement des majorats et regrettait le titre de comte; aucun d'eux, probablement, ne réclamait le privilège d'être enterré avec la pompe sénatoriale dans un caveau spécial de l'église de Sainte-Genève.

Le 29 mars 1852, le prince Jérôme Bonaparte, ancien roi de Westphalie, président du Sénat, ouvrit la session de cette Assemblée par un discours reproduisant les théories exposées par son neveu toutes les fois qu'il avait eu à s'expliquer publiquement sur la situation du pays. La philosophie de l'histoire pour les écrivains comme pour les orateurs de l'école bonapartiste se résume en ceci : « Rien ne peut être fondé en dehors du suffrage universel : les seules institutions que n'ait pas renversées le peuple sont celles que le suffrage universel a consacrées en l'an XII ; elles se sont même perpétuées sous les autres gouvernements ; tous se les ont plus ou moins appropriées. Le peuple, en 1848, a proclamé la République ; mais pour l'organiser, il fallait revenir nettement à ces institutions qui réalisent seules l'union de l'ordre avec la liberté ; le peuple a rappelé un prince du nom de Napoléon pour relever ces institutions et pour se donner à lui-même une revanche des malheurs et des trahisons de Waterloo. »

Le président du Sénat, après avoir développé ce vieux thème, traçait à l'Assemblée ses devoirs ainsi que ses droits.

La Constitution nouvelle avait réorganisé le Conseil d'État.

Le deuxième grand corps de l'État était redevenu, comme sous le Consulat et sous l'Empire, la cheville ouvrière du gouvernement. Rédiger les projets de loi et en soutenir la discussion devant le Corps législatif ; proposer des décrets qui statuent sur les affaires administratives, dont l'examen lui est déféré par les

dispositions législatives ou réglementaires, sur le contentieux administratif, sur les conflits d'attributions entre l'autorité administrative et l'autorité judiciaire; donner son avis sur tous les décrets d'administration publique ou qui doivent être rendus dans la forme de ces règlements; connaître des affaires de haute police administrative à l'égard des fonctionnaires, dont les actes sont déférés à sa connaissance par l'Empereur; enfin donner son avis sur toutes les questions qui lui sont soumises par l'Empereur et par les ministres : telles étaient ses nombreuses attributions.

Le Conseil d'État, chargé de rédiger les lois et d'en soutenir la discussion devant le Corps législatif, avait indirectement une part plus grande de la puissance législative que l'Assemblée élective, réduite à n'exercer le droit de discussion et d'amendement que sous les restrictions les plus sévères. Le *veto*, borné à certains cas fixés par la Constitution, ne donnait pas au Sénat, sur la confection des lois, une influence inférieure à celle du Conseil d'État.

Le Conseil d'État, aux attributions que nous venons d'énumérer, joignait le contrôle administratif direct par la création des inspections de préfecture confiées à ses membres. Les journaux du gouvernement vantèrent cette création comme une réminiscence des institutions de Charlemagne. Cette admiration aurait pu se comprendre si la France eût ressemblé à ces immenses possessions formant à peine une agrégation, que des historiens ont décorées du nom d'empire, vastes territoires sans liens politiques,

presque sans communications matérielles les uns avec les autres, qu'il fallait gouverner plutôt qu'administrer. Les *missi dominici* de Charlemagne, souverains voyageurs, avaient tous les droits à la royauté. MM. Vaisse, Carlier, Stourm, Dariste, J. Boulay (de la Meurthe), Boulatignier, Frémy, conseillers d'État en mission dans les départements, jouissaient de prérogatives moins étendues. Ces *missi dominici* devaient, dans une tournée de quelques mois, inspecter douze ou quinze départements, et constater spécialement les effets du décret relatif à la décentralisation administrative. On appelait ainsi le décret de 1852, qui conférait aux préfets le droit de nommer certains fonctionnaires, et d'étendre leur juridiction sur un plus grand nombre d'intérêts. Singulière décentralisation qui ne donnait pas une attribution de plus aux conseils représentant la commune, l'arrondissement et le département.

Le Conseil d'État se divisait en six sections : section de législation, justice et affaires étrangères ; section du contentieux ; section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes ; section de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ; section de la guerre et de la marine ; section des finances. Une septième section fut formée, celle des conseillers en service ordinaire hors section pouvant assister avec voix délibérative aux assemblées générales du Conseil d'État.

Le 21 juillet 1852, on lisait dans le *Moniteur* : « Le prince-président a décidé que M. Baroche, vice-président du Conseil d'État, prendrait part aux tra-

vaux du conseil des ministres », expression presque inconstitutionnelle, puisque la Constitution déclarait que les ministres ne formaient plus un conseil responsable, composé de ministres solidaires ; il est vrai qu'un conseil peut exister sans être responsable.

Le président du Conseil d'État assistait donc aux séances du conseil des ministres sans être lui-même ministre, et il fallait qu'il en fût ainsi, car autrement la Constitution lui aurait interdit l'entrée des Chambres. Le rôle du vice-président du Conseil d'État placé entre le souverain et les corps délibérants, pouvant servir d'intermédiaire entre eux, ne manquait pas d'importance. M. Baroche, ancien avocat, deux fois bâtonnier de l'ordre, entré dans la vie politique sous les auspices de M. Odilon Barrot, en était chargé. M. Baroche, candidat de l'opposition au collège de Nantes, échoua trois fois. Le colonel Dumas, aide de camp de Louis-Philippe, nommé général en 1847, se trouvait soumis à la réélection ; les électeurs de Rochefort lui demandaient des explications sur ses votes, il ne voulut pas en donner. M. Baroche fut nommé, grâce à l'appui de M. Bethmont. Le député de Rochefort vint à la Chambre juste à temps pour signer l'acte d'accusation rédigé contre les ministres de Louis-Philippe par M. Odilon Barrot ; il put donc, avec raison, se vanter en 1848 d'avoir devancé la justice du peuple. M. Baroche, le 24 février au matin, était aux Tuileries avec MM. Thiers et Barrot ; plus tard, il accompagnait ce dernier dans sa promenade équestre sur le boulevard. M. Baroche croyait sans doute qu'un ministère de gauche serait

le dénouement du drame de Février ; bientôt détrompé, il prit son parti de la chute de la monarchie. Son ancien ami, M. Odilon Barrot, président du conseil des ministres, le nomma procureur général près la Cour d'appel de Paris. Les procès ordinaires et extraordinaires ne manquaient pas en ce temps-là : haute Cour à Bourges, haute Cour à Versailles. M. Baroche soutint devant la première de ces Cours l'accusation contre Barbès, Albert, Blanqui, Sobrier, de Flotte et tous les accusés du 15 mai ; il porta la parole devant la seconde contre les accusés du 13 juin, Ledru-Rollin, Considérant, Boichot, Félix Pyat, et autres. M. Baroche, actif, agressif, violent, sans élévation de pensée ni de langage, avocat plutôt que magistrat, quitta la direction du parquet de Paris en 1850, pour passer au ministère de l'intérieur. Il hésita d'abord à recevoir ce portefeuille des mains du président de la République. M. Thiers, pour le décider, et pour faire taire ses scrupules royalistes, dut lui adresser ce petit billet :

« J'apprends que vous devenez ministre de l'intérieur, je me hâte de vous dire que cette nouvelle nous cause à tous le plus grand plaisir. Vous êtes un homme d'esprit et de cœur que nous appuierons de toutes nos forces ; comptez sur moi en particulier. Dans des temps comme ceux-ci, on doit son concours aux hommes qui savent se dévouer. »

M. Louis Bonaparte eut lieu de s'applaudir de son choix : M. Baroche, bientôt converti au bonapartisme, fut pour lui un ministre précieux et dévoué. Lors de la rupture définitive entre les royalistes de la majorité

et le président de la République, à l'occasion du retrait de la loi du 31 mai, le gouvernement ne pouvait décemment charger M. Baroche de demander le retrait de cette loi qu'il avait votée; M. Louis Bonaparte fut donc obligé de se séparer de lui. Tour à tour procureur général, ministre de l'intérieur, ministre des affaires étrangères; laborieux, souple, habile à se mettre au niveau de toutes les questions en les rabaissant; prêt à parler sur tout et partout, inépuisable, vulgaire, M. Baroche était le meilleur intermédiaire que le gouvernement pût choisir entre lui et le Corps législatif.

M. Rouher avait donné sa démission de ministre de la justice à l'occasion des décrets sur les biens de la famille d'Orléans; on ne sait trop pourquoi, moins que ce ne soit parce qu'il avait dit un jour à la tribune que la révolution de Février était une catastrophe. La mode en France se mêle même aux questions de droit et de justice, il est de bon goût et de bon ton d'avoir telle ou telle opinion; on a une morale selon la mode, et une fois la mode de protester contre une mauvaise action passée, on oublie l'action elle-même. Blâmer la spoliation de la famille d'Orléans à la suite de M. de Morny, c'était se poser en gentilhomme : cette mode dura quinze jours. M. Rouher, cependant, après s'être séparé avec un certain éclat du gouvernement comme ministre, pouvait-il, quinze jours plus tard, accepter au Conseil d'État la direction de la section de législation, justice affaires et intérieures? s'il y avait là une difficulté, l'agile auvergnat la franchit ou ne la vit pas.



M. de Parieu, président de la section des finances, était un des membres les plus notables du nouveau Conseil d'État ; sa famille comptait de nombreux conseillers au présidial d'Aurillac, où il était né. Élève du collège de Lyon et de la maison de Juilly, très versé dans la science du droit, il commençait à compter au barreau de Riom, lorsque la révolution de Février fit de lui un représentant du peuple. Son discours sur la Constitution, où il se prononçait pour la nomination d'un président par l'Assemblée, ne fut pas d'un avocat, mais d'un homme politique. Il connaissait fort bien les questions de finance, comme le prouvent ses rapports sur l'impôt progressif et sur l'impôt du revenu mobilier. Ministre de l'instruction publique dans le cabinet du 11 octobre 1849, il s'y montra comme un second Falloux, et supprima, pour ainsi dire, le rectorat par la loi qui créait quatre-vingt-six recteurs, minces personnages incapables de tenir devant un évêque. Son discours contre la proposition Pradié, sur la responsabilité des ministres du président de la République, avait été fort prisé à l'Élysée. Cependant le moment était aux hommes d'action, on ne songeait pas à lui. M. de Parieu, le matin du 2 décembre, s'était rendu à la bibliothèque de l'Assemblée ; la trouvant fermée pour cause de coup d'État, il rentra tranquillement chez lui, où l'on ne tarda pas à venir lui offrir la place de président de section du Conseil d'État : il accepta philosophiquement, en attendant la vice-présidence de ce corps, qui lui fut conférée en 1855.

Le Corps législatif venait après le Conseil d'État dans la hiérarchie des corps constitués.

Le Prince-président, suivi d'un aide de camp, descendait de sa voiture, le 16 janvier 1852, devant la petite porte du palais Bourbon donnant sur la rue de Bourgogne; la nuit tombait sur les décombres de la salle où il avait siégé comme représentant du peuple. Il entra dans l'ancienne chambre des députés en traversant le salon d'attente de Louis-Philippe, et la salle où se dressent les statues de Mirabeau, de Foy, de Bailly. Après un rapide coup d'œil jeté sur cette enceinte, où avaient retenti tant de voix éloquentes, il décida que les deux rangs de tribunes seraient réduits à un seul. Les séances du Corps législatif étaient publiques sous le premier Empire, mais il n'y avait place dans la salle que pour deux cents personnes : une publicité de ce genre semblait réservée au Corps législatif nouveau; plus de tribune spéciale pour les journalistes; la tribune des orateurs étant supprimée, désormais ils parleraient de leur place.

La nouvelle Constitution portait que tout Français âgé de vingt et un ans était électeur, à la condition de jouir de ses droits civils et politiques, d'habiter la commune depuis six mois. Chaque département comptait un député par 35 000 électeurs; à chacun des départements dans lequel le nombre excédant des électeurs dépassait le chiffre de 25 000, un député de plus était accordé. Le nombre des électeurs fournissait 261 députés élus pour six ans; ni les colonies ni l'Algérie n'étaient représentées au Corps législatif. Dans chaque commune, le maire dressait seul la liste électorale.

Le Corps législatif, choisi par le Sénat sous le premier Empire, n'était en réalité qu'une émanation de l'Empereur comme le Sénat lui-même. Sous la nouvelle Constitution, il émanait à la vérité du suffrage universel, mais le gouvernement, en désignant lui-même les candidats aux électeurs, et en pratiquant le système des candidatures officielles, substituait en quelque sorte au choix du Sénat celui de l'administration.

La Constituante de 89, croyant assurer le salut de la liberté en séparant aussi nettement que possible le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif, décida, malgré Mirabeau, que les ministres ne seraient point membres de l'Assemblée; l'ambition qu'on lui supposait le rendait suspect dans cette question. La nouvelle Constitution reprit sur ce point les traditions de la Constituante, mais pour assurer la prépondérance du pouvoir exécutif sur le pouvoir législatif; les ministres ne pouvaient donc point paraître devant le Corps législatif: toutes les affaires entre cette assemblée et le gouvernement devaient se traiter par l'intermédiaire de commissaires pris dans le conseil d'État.

Napoléon I^{er} demandait qu'on lui fît un Corps législatif trop faible pour pouvoir rien exiger de lui, et pourtant assez fort pour lui être utile; il voulait réduire le pouvoir législatif à n'être plus à craindre, et se soustraire à l'alternative de le supprimer ou d'être renversé par lui. Pendant dix ans, il crut avoir réussi; la campagne de Russie lui prouva qu'il se trompait. L'auteur de la Constitution de 1852 s'était évidem-

ment posé le même problème que l'auteur de la Constitution de l'an VIII. Serait-il plus heureux? Ne viendrait-il pas un jour où, moins préoccupé d'éviter l'apparence même de l'opposition contre le pouvoir exécutif, le pouvoir législatif éprouverait le besoin de sortir de sa réserve et de faire valoir ses droits? L'avenir seul pouvait répondre à cette question, que s'adressaient les rares personnes qui, en 1852, s'intéressaient encore aux questions politiques.

Le scrutin pour l'élection des députés au Corps législatif donna presque l'unanimité des suffrages aux candidats officiels.

Les partis vaincus, pour justifier leur faiblesse, inventent des systèmes qui ne sont que la théorie de cette faiblesse elle-même. Le système d'abstention, en vertu duquel la meilleure opposition à faire au gouvernement est de n'en pas faire du tout, berçait le découragement d'une partie de ceux qui avaient le plus profondément ressenti la chute de la République, et qui, attristés, abattus, ne se sentaient point encore en état de se livrer de nouveau à l'activité politique. L'homme le plus ferme, quand il éprouve un grand mécompte, se laisse aller quelquefois au découragement et au doute : les partis ressemblent aux hommes. Ce découragement qui privait les masses de leurs chefs ne tarissait pas le fond d'activité et d'ardeur qui est en elles ; abstention et abdication sont pour le peuple un seul et même mot, le peuple refusa d'abdiquer. Le parti républicain dressa une liste de candidats que le *Siècle* inscrivit en tête de ses colonnes : trois de ces candidats,

MM. Cavaignac, Carnot et Hénon, furent nommés.

Les autres partis n'engagèrent pas la lutte. M. de Larochejacquelein, dans une lettre adressée à la *Gazette de France*, crut devoir prévenir le public qu'il refusait la candidature qu'on lui offrait, disait-il, de tous côtés, ne voulant point, par des raisons personnelles, faire partie d'aucune assemblée parlementaire. Il avait été question de la candidature de M. de Morny à Paris, mais l'échec de ce nom eût été grave ; le gouvernement aimait mieux mettre en avant des noms inconnus ou n'ayant qu'une notoriété de cité et même de quartier : des hommes modestes pouvaient seuls, en effet, accepter la candidature au moment où le *Constitutionnel* traçait ainsi aux futurs députés la mission qu'ils auraient à remplir : « Renoncez à chercher l'influence que vous aviez sous le régime parlementaire, acceptez une situation modeste et occupée ; renoncez au fracas de ces séances théâtrales où l'on parlait pour des femmes oisives, pour des clubs, pour des cafés, pour des journaux, pour son ambition, pour sa vanité, pour sa rancune, pour sa haine, pour sa vengeance. » Le *Constitutionnel* disait ensuite aux électeurs qui se plaignaient de l'intervention du pouvoir : « Vous avez besoin d'être dirigés ; félicitez-vous que les préfets vous désignent les candidats les plus disposés à seconder le président, puisqu'ils vous fournissent comme une occasion naturelle de voter une seconde fois pour lui. » Le préfet de la Seine annonçait également aux électeurs de son département, qu'après avoir remis aux mains du Prince les destinées de la France, il ne leur restait

plus qu'à compléter leur œuvre en choisissant pour députés : MM. Guyard-Delalain, propriétaire, capitaine de la garde nationale ; — Devinck, ancien président du tribunal de commerce ; — Germain Thibaut ; — Perret, maire du VIII^e arrondissement ; — Foucher-Lepelletier, vice-président du conseil des prud'hommes ; — Monnin-Japy, ancien adjoint au maire du V^e arrondissement ; — Lanquetin, président de la commission municipale ; — Maximilien Kœnigswarter, ancien banquier ; — Véron, directeur du *Constitutionnel*.

Lyon et quelques grands centres démocratiques, à l'exemple de Paris, ne se résignèrent pas à l'abstention ; le parti républicain fit passer à Lyon un de ses candidats, M. Hénon. Le gouvernement, en somme, eut le Corps législatif qu'il voulait avoir, c'est-à-dire une sorte de conseil général de la France, composé de grands industriels, de grands manufacturiers et surtout de grands propriétaires ; plus d'un tiers des députés figurait dans la catégorie des maires urbains et ruraux ; douze députés étaient attachés à la maison du Prince. Le Corps législatif comptait quatre hommes de lettres : MM. Granier de Cassagnac, Achille Jubinal, Arthur de la Guéronnière et Belmontet ; M. de Montalembert représentait sur ses bancs les orateurs des anciennes Assemblées.

L'installation des grands corps de l'État eut lieu, le 29 mars, dans la salle des Maréchaux. Le Prince-président, salué par une salve de cent vingt et un coup de canon et par les acclamations des sénateurs, des députés, des conseillers d'État, prononça un dis-

cours écouté avec l'attention et la curiosité les plus vives. L'Empire semblait à tout le monde l'inévitable conséquence de la Constitution : l'opinion s'attendait à trouver dans le discours quelques indications sur la façon dont le Prince-président comptait opérer la transition; elle fut désappointée. Le chef de l'État se contenta de dire que s'il avait désiré rétablir l'Empire, cette transformation serait accomplie depuis longtemps : « Ni les moyens, ni les occasions, ajouta-t-il, ne m'ont manqué. Ainsi, en 1848, lorsque six millions de suffrages me nommèrent en dépit de la Constituante, le simple refus d'acquiescer à la Constitution pouvait me donner un trône. Mais une élévation qui devait entraîner de graves désordres ne me séduisit pas. Au 13 juin 1849, il m'était également facile de changer la forme du gouvernement : je ne le voulus pas. Enfin, au 2 décembre, si les considérations personnelles l'eussent emporté sur les graves intérêts du pays, j'eusse d'abord demandé au peuple, qui ne me l'eût pas refusé, un titre pompeux. Je me suis contenté de celui que j'avais. »

Ces appréciations historiques, qui soulevaient d'assez graves objections, étaient suivies d'une menace aux partis : le Prince-président rejetait d'avance sur eux la responsabilité du changement qu'il serait obligé de faire subir à la forme de l'État, « si, par leurs sourdes menées, ils cherchaient à saper les bases de mon gouvernement; si, dans leur aveuglement, ils niaient la légitimité de l'élection populaire; si, enfin, ils venaient sans cesse, par leurs attaques, mettre en question l'avenir du pays. » Le discours

se terminait ainsi : « Conservons la République, elle ne menace personne, elle peut rassurer tout le monde. » L'existence de la République dépendait, aux yeux de l'orateur, de trop de conditions pour que son vœu pût être exaucé.

Le nom seul de République importune le pouvoir absolu : Napoléon ne put se résigner à vivre à côté de la République, même sur une pièce de monnaie. La monarchie permet, d'ailleurs, les grands traitements, les grandes dotations, les grandes munificences, avec lesquels on récompense les grands dévouements. Ces dévouements, fort nombreux autour du Prince-président, attendaient leur salaire depuis le 2 décembre ; Louis-Napoléon devait devenir Empereur pour ne pas être ingrat.

Le ministre d'État, après le discours du président, lut la formule du serment des sénateurs et des députés : « Je jure obéissance à la Constitution et fidélité au président. » Ce serment ne pouvait être prêté que dans les termes précédents ; toute addition, modification, restriction ou réserve devait être considérée comme un refus. Le Prince Jérôme jura le premier en qualité de président du Sénat.

Le général Cavaignac, M. Carnot, nommés à Paris, M. Hénon, élu à Lyon, ne répondirent pas à l'appel de leurs noms. M. Billault président du Corps législatif, avait reçu d'eux cette lettre collective : « Les électeurs de Paris et de Lyon sont venus nous chercher dans notre retraite ou dans notre exil ; nous les remercions d'avoir pensé que nos noms protestaient d'eux-mêmes contre la destruction des libertés pu-



bliques et les rigueurs de l'arbitraire, mais ils n'ont pas voulu nous envoyer siéger dans un Corps législatif dont les pouvoirs ne vont pas jusqu'à réparer les violations du droit; nous repoussons la théorie immorale des réticences et des arrière-pensées. » Ces trois citoyens furent donc déclarés démissionnaires le lendemain dans la première séance du Corps législatif, dont M. Billault inaugura la session par un discours contenant l'éloge des institutions consulaires, et la critique du régime parlementaire, critique un peu usée, mais à laquelle le passé de M. Billault rendait un certain piquant: « Nous n'aurons plus, dit-il, autour de l'urne législative les évolutions des partis tenant sans cesse le ministère en échec, le forçant de s'absorber en un soin unique, celui de sa défense, et n'aboutissant trop souvent qu'à énerver le pouvoir. » M. Billault, ancien parlementaire converti au pouvoir absolu après avoir passé par le socialisme et par le droit au travail, esprit médiocre, mécontent, sans s'en douter peut-être lui-même, des démentis qu'il donnait à son passé, semblait gêné au fauteuil de la présidence; ni sa physionomie ni son caractère ne se prêtaient à ses nouvelles fonctions.

La réforme des monnaies, question politique au fond, sacre du visage, prise de possession de l'esprit par le regard, occupa les premières séances du Corps législatif. Un tournoi d'éloquence entre M. Granier de Casagnac et le docteur Véron fournit un épisode amusant à la loi sur la réhabilitation des condamnés. Le premier voulait assimiler le droit de réhabilitation au

droit de grâce, et le second repoussait cette augmentation d'attributions accordée au chef de l'État. Une modification au Code d'instruction criminelle sur les crimes commis à l'étranger, la loi relative aux interdictions de séjour dans le département de la Seine et dans les communes de l'agglomération lyonnaise, la prorogation du monopole des tabacs jusqu'en 1863, furent l'objet des délibérations des députés jusqu'à la discussion du budget. Le gouvernement, ne trouvant pas sans doute que l'impôt du timbre fût une assez lourde charge pour la presse, avait déposé un projet de loi établissant un impôt sur le papier. Ce projet fut retiré.

Le rapporteur du budget proposait une diminution de 18 millions prise sur l'armée et sur les gros traitements; le Conseil d'État consentait à la moitié de cette réduction seulement. La commission répondait que la rapidité de son travail ne lui permettant pas de pénétrer dans l'examen du budget soumis à ses études à une époque trop avancée de la session, ni même d'user des moyens que la Constitution donne aux députés de faire connaître leur opinion par le renvoi au Conseil d'État des articles qu'ils n'adoptent point, elle était restée au-dessous de ses vœux d'économie. Il y avait là une interprétation de la Constitution, contre laquelle le ministre d'État crut devoir protester dans une lettre adressée à M. Billault, et donnant le vrai sens de l'article 14 de la Constitution, relatif aux amendements déposés par les députés et rejetés par le Conseil d'État, le ministre d'État reprochait à la commission de méconnaître les dispositions formelles

de l'article 40 de la Constitution, et de l'article 51 du décret du 22 mars, aux termes desquels les amendements doivent être considérés comme non avenus, lorsque le Conseil d'État ne les adopte pas. Dans ce cas, le Corps législatif n'a pas le droit de les reproduire ; mais il peut rejeter le chapitre tout entier auquel ils se rapportent. Le ministre d'État terminait ainsi sa lettre : « Le président de la République est convaincu que le Corps législatif, qui a déjà donné tant de preuves de sagesse, ne s'engagera pas dans une voie qui aboutirait à la violation du pacte constitutionnel.

» Il importe à l'affermissement de nos institutions nouvelles, surtout la première fois où elles fonctionnent, que les grands pouvoirs de l'État se renferment religieusement dans les limites qu'elles ont posées. C'est ainsi qu'ils se conformeront au mandat que la France leur a confié. »

Ce rappel sévère à la Constitution fut entendu. Les membres de la commission, non plus que le rapporteur, n'avaient certes pas l'intention de porter atteinte au pacte constitutionnel ; la discussion générale du budget se termina en une séance. M. Audren de Kerdrel, député légitimiste, et M. de Montalembert qui se sentait de moins en moins affamé de repos et de silence, prononcèrent deux discours politiques. M. de Montalembert parla de tyrannie, d'institutions faussées, etc. La vivacité de son langage s'accrut encore pendant la discussion du budget des dépenses à propos des décrets relatifs aux propriétés de la famille d'Orléans. Le budget n'en fut pas moins adopté à l'unanimité, moins une voix.

Le Prince-président annonça le 28 juin, par un message au Corps législatif, la clôture de la session de 1852; il déclarait dans ce document que « l'épreuve qu'on venait de faire d'une Constitution d'origine française démontrait que la France possédait toutes les conditions d'un gouvernement fort et libre. »

CHAPITRE X

AVE, CÆSAR!

1852 — 1853.

SOMMAIRE. — La France s'attend à la proclamation de l'Empire. — Voyage du Prince-président. — L'Empire, c'est la paix. — Rentrée triomphale du Prince-président à Paris. — M. Berger, préfet de la Seine, demande le rétablissement de l'Empire au nom de la ville de Paris. — Marche du cortège sur les boulevards. — Les arcs de triomphe. — *Ave, Cæsar!* — L'élection du 20 décembre. — Le Sénat est chargé de modifier la Constitution. — Rapport de M. Troplong. — Le droit de succession au trône. — La famille impériale. — Les grands corps de l'État à Saint-Cloud. — Discours du président du Corps législatif et du premier vice-président du Sénat. — Réponses de l'Empereur. — Le maire de Sèvres a déjà proclamé l'Empire. — Causes de la Résurrection de l'Empire. — La bourgeoisie et l'Empire. — La Restauration amène une alliance entre les libéraux et les bonapartistes. — Les partis et les sectes sous Louis-Philippe. — Pourquoi la République est tombée. — La France manque des outils nécessaires pour se façonner un gouvernement libre. — Le catholicisme. — L'éclectisme. — Le Code civil crée une fausse égalité. — La littérature, le théâtre, les arts en France sont monarchiques. — Proclamation de l'Empire. — Entrée de l'Empereur aux Tuileries. — L'Empire proclamé à l'Hôtel de Ville. — La famille impériale et la famille de l'Empereur. — Le prince Jérôme. — Le prince Napoléon. — La princesse Mathilde. — Les dignitaires de la Cour. — La fête se termine sans amnistie.

L'Empire existait, on n'attendait plus que la proclamation de l'Empereur; le bruit se répandit qu'elle aurait lieu le 10 mai, à la suite de la distribution des aigles à l'armée. Une estrade était dressée ce jour-là au milieu du Champ de Mars; le Prince-président y

monta, entouré de son état-major, après avoir passé devant le front des troupes. L'archevêque de Paris et son clergé bénirent l'aigle latine comme ils avaient déjà béni le coq gaulois et le bonnet phrygien. Les représentants de l'armée s'avancèrent au-devant du chef de l'État, qui, ayant à ses côtés le maréchal Jérôme Bonaparte, son oncle, descendit quelques marches pour prononcer la harangue suivante :

« Soldats,

» L'histoire des peuples est en grande partie l'histoire des armées; de leurs succès ou de leurs revers dépend le sort de la civilisation et de la patrie : vaincues, c'est l'invasion ou l'anarchie; victorieuses, c'est la gloire et l'ordre.

» Aussi les nations, comme les armées, portent-elles une vénération religieuse à ces emblèmes de l'honneur militaire qui résument pour elles tout un passé de gloire et de triomphe.

» L'aigle romaine adoptée par l'empereur Napoléon au commencement de ce siècle fut la signification la plus éclatante de la régénération et de la grandeur de la France. Elle disparut dans nos malheurs. Elle devait revenir lorsque la France, relevée de ses défaites, maîtresse d'elle-même, ne semblerait plus répudier ses propres gloires.

» Soldats, reprenez donc ces aigles, non comme une menace contre les étrangers, mais comme le symbole de notre indépendance, comme le souvenir d'une époque héroïque, comme le signe de noblesse de chaque régiment.

» Reprenez ces aigles qui ont si souvent conduit nos pères à la victoire, et jurez de mourir pour les défendre. »

Ce langage si contraire à la vraie philosophie de l'histoire, mais si bien approprié à l'auditoire auquel il s'adressait, ce chauvinisme suranné, mais encore vivace au cœur des soldats, fut couvert d'acclamations. Le Prince-président quitta cependant le Champ de Mars sans être empereur; l'acclamation prétorienne

ne vaut pas le suffrage civil, et le Prince-président savait bien que désormais ce suffrage n'avait plus rien à lui refuser. L'aigle impériale blessée à mort sur le champ de bataille de Waterloo, et guérie par la liberté, enfonçait ses serres dans les flancs de sa bienfaitrice; les oreilles françaises s'accoutumaient à ces termes de sénatus-consultes, de plébiscites, de comices, vieux mots de la liberté ressuscités pour en cacher la perte; l'esprit monarchique, si voisin en France du césarisme, commençait à renaître. Les journaux, en parlant des préparatifs d'un bal, donné au chef de l'État par les officiers de l'armée, avaient ajouté : « Il n'y aura pas de quadrilles dans ce bal, parce que l'on veut placer les danseuses en galerie, sous les yeux du président, qui les contempera du haut de sa tribune. » Les femmes rangées en espalier ! Cela ne s'était fait ni pour Louis XIV ni pour Napoléon I^{er}.

Lorsque Napoléon I^{er} monta sur le trône, la France sortait d'une révolution qui avait armé la société tout entière : comme garde national, sectionnaire, réquisitionnaire, volontaire, insurgé, émigré, tout Français avait porté le fusil; des provinces levaient des armées; des villes soutenaient des sièges, partout la guerre civile. La nation, sans commerce, sans industrie, était toute préparée à la guerre; elle la fit avec d'autant plus de bonheur qu'elle ne tarda pas à placer à sa tête un des plus grands guerriers de tous les temps; les intérêts industriels et commerciaux devenus plus puissants exigeaient des garanties sérieuses. La bourgeoisie de ce temps-ci, cherchant

dans le despotisme un refuge contre les orages de la liberté, ne lui demandait plus la gloire mais la paix; le Prince la lui promit sur tous les tons dans sa visite aux principales villes de l'Alsace, du Centre, du Midi et du Sud. Les discours de Lyon, de Saint-Étienne, de Marseille avancèrent l'œuvre de la fondation de l'Empire; celui de Bordeaux l'acheva. « L'Empire, c'est la paix ». Cette phrase relevait une dynastie.

Les officiers de l'armée de Paris ont tenu à honneur d'entourer la voiture et de galoper à la portière du Prince-président partant pour sa tournée dans les départements, le 16 octobre. Le Sénat, le Corps législatif, le Conseil d'État, le Corps diplomatique français, la maison militaire et civile du Prince, les cours, les tribunaux, les états-majors de l'armée, l'attendent à son retour, au chemin de fer d'Orléans, dans la salle des voyageurs transformée en salle du trône. Les grands corps de l'État occupent la place que M. Feuillet de Conches, maître des cérémonies, leur a marquée; les écoles d'état-major, des mines, de Saint-Cyr, polytechnique, l'archevêque de Paris et son clergé, les consistoires protestant et israélite, les juges de paix, rien ne manque à ce champ de mai dans une gare, depuis l'Institut jusqu'à la chambre des notaires et des avoués, depuis le syndicat des agents de change jusqu'à celui des commissaires priseurs. Le canon, les musiques militaires, les cloches saluent à la fois le Prince-président à sa descente de wagon. Le prince Jérôme, précédé de M. Feuillet de Conches et suivi d'un brillant cortège, se rend au-devant de son neveu qui l'embrasse; ils entrent dans la salle et passent

devant les grands corps de l'État poussant le cri de : Vive l'Empereur ! Le Prince-président, arrivé devant le Corps législatif, s'arrête, et semble chercher quelqu'un dans la foule des députés ; il le découvre : c'est M. de Morny. Non content de tendre la main au ministre du 2 décembre, il l'attire dans ses bras. Les acclamations officielles sont si éclatantes au moment où le Prince-président monte sur le trône, qu'elles empêchent d'entendre les chœurs du Conservatoire qui entonnent une cantate.

La foule circule au dehors sous des arcs de triomphe qui forment presque voûte d'une extrémité à l'autre des boulevards. Le premier occupe la place du Jardin-des-Plantes ; là sont réunis le président du conseil municipal, M. Delangle, et le doyen des maires de Paris, M. Monnin-Japy, ayant à leur tête le préfet de la Seine, M. Berger, ancien héros de Février. Une colonne formée des compatriotes du préfet de la Seine, Auvergnats, marchands de charbon et forts de la Halle, armés de fusils, descendant le 24 Février, à dix heures du matin, de la place de la Bastille au pas accéléré, tambours en tête, serrée, résolue, marchait sur les Tuileries. M. Berger, notaire, député, maire des barricades, battait avec sa grosse tête la mesure à la *Marseillaise*, au milieu des bourgeois formant le premier rang de cette colonne ; l'ancien conquérant des Tuileries offrait, trois ans après, la couronne à Louis-Napoléon : « Cédez, Monseigneur, aux vœux d'un peuple tout entier ; la Providence emprunte sa voix pour dire de terminer la mission qu'elle vous a confiée, en reprenant la couronne de l'immortel fon-

dateur de votre dynastie. Ce n'est qu'avec le titre d'Empereur que vous pouvez accomplir les magnifiques promesses du magnifique programme que, de Bordeaux, vous venez d'adresser à l'Europe attentive. » M. Delangle et M. Monnin-Japy adressèrent les mêmes supplications au Prince-président. Le directeur des arènes impériales, au moment où le futur Empereur passa sous l'arc de triomphe, lança un ballon en forme d'aigle aux ailes déployées et tenant la couronne dans ses serres.

L'architecture des fêtes publiques, art ancien et routinier, s'était rajeunie et renouvelée depuis l'avènement de M. Louis Bonaparte à la présidence de la République ; les architectes à prix fixe, avec de la toile, du carton et quelques châssis, improvisaient de vrais monuments : arcs de triomphe, dais, trônes, sceptres, couronnes, clefs de ville ; d'honorables maisons de commerce fournissaient à l'instant le principal et les accessoires de toute cérémonie royale ou princière, à Paris, dans les départements et à l'étranger. Cette fois les Perrault à la détrempe s'étaient véritablement surpassés ; le cortège du Prince-président, en défilant sur les boulevards, traversa plusieurs arrondissements et passa devant une foule de théâtres ; arrondissements et théâtres, tous avaient leur arc de triomphe. Celui de l'Ambigu-Comique portait au fronton ces vers de Virgile :

Di patrii indigeles, tu Romule Vestaque mater,
Quæ Tuscum Tiberim et Romania palatia servas
Hunc saltem everso juvenem succurrere sæclo
Ne prohibete.....



L'arc de la porte Saint-Martin n'avait point d'inscription, non plus que celui du Gymnase ; le triomphateur, à partir de ce dernier théâtre, dut se contenter des simples faisceaux de drapeaux des cafetiers et des restaurateurs jusqu'à l'entrée de la rue Lepelletier, où s'élevait sous un *velum* le magnifique monument dressé en commun à la gloire du futur Empereur par les directeurs de l'Opéra et de l'Opéra-Comique. Le Prince-président seul, à cheval, en avant de son cortège, s'avancait lentement entre une haie de troupes et de corporations ouvrières, non moins bien disciplinées que les régiments. Parti à midi de l'embarcadère du chemin de fer d'Orléans, à trois heures seulement il arriva devant l'église de la Madeleine : le curé, revêtu de ses plus riches habits sacerdotaux, les cheveux au vent, debout sur les marches de l'ancien temple de la Gloire, s'inclina devant le triomphateur pendant que les lévites faisaient fumer l'encens en son honneur. Sur la place de la Concorde, au milieu d'une forêt de mâts à banderoles, s'élevait un arc de triomphe : « *A Napoléon III, sauveur de la civilisation moderne.* » C'était le dernier. Quelques pas séparaient à peine le Prince-président des Tuileries, où l'attendaient les princesses de sa famille ; va-t-il enfin, après un dernier salut aux troupes qui viennent de défiler, se reposer de ses fatigues ? Non ; les traditions monarchiques, réveillées comme par enchantement dans cette journée, l'obligent à prêter l'oreille au discours d'une jeune commère chargée, au nom des dames de la Halle, de demander le rétablissement de l'Empire.

La journée est finie : les troupes regagnent leurs casernes, où les tables du festin sont dressées ; les sons de la musique militaire se perdent peu à peu dans le lointain : les bannières des orphéons et des corporations se perdent dans la brume ; les ouvriers regagnent lentement leurs faubourgs en causant entre eux à voix basse, préoccupés et fatigués ; pas de gaieté, pas de chants, pas d'éclats de rire dans la foule. Quelque chose semble avoir déjà changé dans l'esprit français : on dirait que ce peuple n'est plus le peuple de Paris, mais celui de la Rome impériale livrée aux vieux instincts de la race latine, amoureuse de fêtes et de spectacles alors même qu'elle se plaît à les railler.

Les boulevards eux-mêmes n'ont plus la même physionomie ; les innombrables cafés, les restaurants qui se succèdent presque sans interruption, indiquent qu'une ère nouvelle a commencé, et qu'on ne songe plus qu'à l'argent et aux plaisirs. Quelques promeneurs perdus dans leurs réflexions suivent mélancoliquement les masses qui s'écoulent avec lenteur sur ces trottoirs d'où ils virent passer les cercueils du général Foy, de Lafayette et la pompe funèbre des morts de juillet 1830 et de février 1848. Pendant que ces philosophes remontent dans leur pensée jusqu'à ces premières années de la Restauration où l'on créait la légende impériale croyant qu'elle n'aurait de vertu magique que contre l'ancien régime, le gaz officiel s'allume au fronton des monuments, les lanternes vénitiennes aux fenêtres des maisons, les transparents à la façade des théâtres et de tous les établissements

publics : magasins, boutiques, échoppes, tout est illuminé. On lit sur le transparent d'un coiffeur de la rue Montmartre ces deux mots qui résument la journée et le moment :

AVE, CÆSAR!

Le *Moniteur*, le lendemain, contenait la note suivante : « La manifestation éclatante qui se produit dans toute la France en faveur du rétablissement de l'Empire impose le devoir au président de consulter à ce sujet le Sénat. »

Un décret convoque donc cette Assemblée pour le 4 novembre : s'il résulte de ces délibérations un changement dans la forme du gouvernement, le sénatus-consulte adopté à ce sujet sera soumis à l'approbation du peuple français. Le même décret réunit le Corps législatif appelé à constater la régularité des votes, à en faire le recensement et à en déclarer le résultat. Le Sénat et le peuple ont seuls, il est vrai, le droit de modifier la Constitution, mais le « Prince entend que le Corps politique, issu comme lui du suffrage universel, vienne attester au monde la spontanéité du mouvement national qui le porte à l'Empire, et qu'en constatant la liberté du vote et le nombre des suffrages, il fasse sortir de sa déclaration toute la légitimité de son pouvoir. »

Le *Moniteur* a parlé d'efforts considérables, de manœuvres de toutes sortes, employés par les partis pour entraver le vote de l'Empire : le journal officiel, en publiant la protestation du comte de Chambord et

les manifestes de quelques exilés de Londres, prouva cependant que le gouvernement n'e croyait pas avoir grand'chose à redouter de ces manœuvres et de ces efforts. En effet, sans liberté de la presse et sans liberté de réunion, toute opposition est impossible : l'élection du 21 décembre se fit sans discussion, avec le concours de toutes les forces d'un État puissant et centralisé. Le recensement général des suffrages donna 7 824 129 bulletins portant le mot *oui*, 253 149 portant le mot *non*; 63 126 bulletins nuls. Les procès-verbaux de quelques localités éloignées manquaient encore : mais le Corps législatif se crut autorisé, par l'immense majorité acquise au plébiscite, à proclamer sans délai le résultat du scrutin. M. Chapuis-Montlaville, préfet de la Haute-Garonne, avait déjà donné l'ordre de le graver sur le bronze pour tout le département; le simple marbre devait suffire à constater le vote de chaque commune. Le Corps législatif se contenta de déclarer que le peuple français réuni dans ses comices avait accepté le plébiscite suivant :

« Le peuple français veut le rétablissement de la dignité impériale dans la personne de Louis-Napoléon Bonaparte, avec hérédité dans sa descendance directe, légitime ou adoptive, et lui donne le droit de régler l'ordre de succession ainsi qu'il est dit dans le sénatus-consulte du 7 novembre 1852. »

Le prince, président du Sénat, Jérôme-Napoléon Bonaparte, « obéissant à des scrupules personnels, jaloux d'écarter jusqu'aux apparences d'une participation qui n'aurait pas exclusivement en vue les

rands intérêts de l'État », crut d'avoir laissé à un autre le soin de diriger la discussion. Le ministre d'État lut ensuite au Sénat un message dans lequel le Prince-président disait à cette Assemblée : « La nation vient de manifester hautement sa volonté de rétablir l'Empire ; si le Sénat adopte ce changement, il sera sans doute d'avis que la Constitution de 1852 doit être maintenue, sauf quelques modifications qui ne toucheront pas ses bases fondamentales. » Le Sénat, pour répondre à cette invitation, s'empressa de nommer une commission chargée de proposer ces modifications. Le rapporteur de cette commission, M. Troplong, membre de l'Académie des sciences morales, pair de France de la monarchie constitutionnelle, nommé, le 22 février 1848, président de la Cour royale par Louis-Philippe, avait fait, comme presque tous ses collègues de l'Académie, en 1848, son petit livre contre le socialisme, et contribué au triomphe de Cicéron sur Catilina. Mais comment supposer que ce vieux libéral passerait si vite au parti de César ?

M. Troplong, devenu le Cambacérès du règne, son Portalis, moins le Code civil, lut son rapport au Sénat, dans la séance du 6 décembre. Ce morceau abondait en lieux communs. M. Troplong, en déclarant que le prince Louis-Napoléon était le représentant de deux siècles et de deux esprits, du passé et du présent, de la royauté et du peuple, en un mot l'incarnation de la démocratie organisée, ne renouvelait-il pas un paradoxe usé, et n'appliquait-il pas au neveu ce que l'oncle avait répété à satiété de lui-

même? Le rapporteur du Sénat, en ajoutant que la France est monarchique par ses habitudes, ses instincts, et démocratique par ses mœurs, que l'Empire, contenant la monarchie et la république, est la synthèse du pouvoir, et qu'enfin la France est trop vaste pour former une République, ne rééditait-il pas tout simplement les banalités et les non-sens qui faisaient le fond de la polémique des journaux royalistes? Comment, en effet, des habitudes et des instincts monarchiques pouvaient-ils produire des mœurs démocratiques, et comment des mœurs démocratiques favorisaient-elles à leur tour les habitudes et les instincts monarchiques? Par quel mystère non moins étonnant que le dogme de la Trinité, la Monarchie, la République, l'Empire se trouvaient-ils ne plus former qu'un seul et même gouvernement? Le rapporteur, au lieu de répondre à ces questions, invoquait dévotement la théorie des hommes providentiels, et chantait la gloire du vainqueur d'Actium et du vainqueur de Marengo. M. Troplong, descendant des hauteurs de la philosophie de l'histoire, était d'avis que le futur Empereur des Français, pour rattacher son règne à celui de Napoléon le Grand et à celui de son fils proclamé constitutionnellement, sans avoir cependant occupé le trône, prît le nom de Napoléon III. Le rapporteur établissait ensuite l'hérédité d'après la loi salique : le droit d'adoption, à défaut d'enfant mâle, s'exercerait dans la descendance légitime et masculine des frères de Napoléon I^{er} ; ce droit interdit aux successeurs de Louis-Napoléon ne pouvait préjudicier aux enfants mâles de ce prince nés après

l'adoption. Dans le cas où l'Empereur ne laisserait aucun héritier direct légitime ou adoptif, il devait régler, par un décret organique adressé au Sénat et déposé dans les archives, l'ordre de succession au trône. Enfin, à défaut de tout héritier légitime de Louis-Napoléon et de ses successeurs en ligne collatérale qui prendraient leur droit dans le décret organique, un sénatus-consulte proposé au Sénat par les ministres formés en conseil, avec l'adjonction des présidents en exercice du Sénat, du Corps législatif et du Conseil d'État, nommerait l'Empereur et réglerait dans sa famille l'ordre héréditaire de mâle en mâle, à l'exclusion des femmes et de leur descendance. Ce sénatus-consulte devait être soumis à l'acceptation du peuple.

Les membres de la famille de Louis-Napoléon éventuellement appelés à l'hérédité et leur descendance des deux sexes feront partie de la famille impériale; un sénatus-consulte règle leur position. Ils ne pourront se marier sans l'autorisation de l'Empereur, sous peine de perdre, ainsi que leur descendance, tout droit à l'hérédité. Si toutefois il n'existe point d'enfant d'un tel mariage, en cas de dissolution, pour cause de décès, le prince qui l'aura contracté retrouve ses droits d'hérédité. Le rapporteur, en stipulant avec soin les conditions de l'hérédité, dans le cas où l'Empereur n'aurait pas d'enfant, exprima le vœu de la commission, que « dans un avenir non éloigné, une épouse vînt s'asseoir sur le trône, et qu'elle donnât à l'Empereur des rejetons dignes de ce grand nom et de ce grand pays; car, puisque l'Empire

était fait en vue de l'avenir, il devait porter en lui toutes les conséquences légitimes qui préservent cet avenir des incertitudes et des secousses. » Le sénatus-consulte confirmait toutes les dispositions de la Constitution qu'il n'abrogeait pas, et déclarait qu'il n'y pourrait être apporté de changement que dans les formes voulues par la Constitution elle-même. L'Assemblée vota le sénatus-consulte rétablissant l'Empire à l'unanimité, moins une voix, celle de M. Viellard, ancien précepteur du prince Louis-Napoléon.

Le 1^{er} décembre 1852, à huit heures du soir, au milieu d'un brouillard épais, deux cents voitures éclairées par des porte-torche à cheval traversèrent Boulogne et se dirigèrent vers le palais de Saint-Cloud, dont on voyait de loin briller les fenêtres. Ces voitures renfermaient les membres du Sénat, conduits par MM. Mesnard, Troplong, Baragney-d'Hilliers, leurs vice-présidents, et par M. d'Hautpoul, leur grand référendaire, portant au Prince-président le sénatus-consulte qui le nommait Empereur. Le Sénat prit place sur les bancs préparés dans la galerie d'Apollon, à la droite du trône, qui en occupait le fond; en face du Sénat, le Corps législatif; le Conseil d'État entra le dernier, précédé par ses présidents de section, MM. Rouher, de Parieu, Bonjean, Boudet, le général Allard et le vice-amiral Leblanc. M. Baroche, vice-président, siégeait au banc des ministres. M. Delangle, procureur général à la Cour de cassation, et M. de Royer, procureur général près la Cour impériale, avaient voulu figurer parmi leurs collègues du Conseil d'État.

M. Bacciocchi, un des futurs dignitaires de la future cour, dont le nom encore inconnu était destiné à une célébrité particulière, assistait M. Feuillet de Conches dans les fonctions de maître des cérémonies : ses traits effacés, ses cheveux blonds, son teint pâle, n'indiquaient guère son origine italienne. Les grands corps de l'État étaient réunis à neuf heures ; ils n'attendaient plus que le Prince-président, resté dans son appartement avec les ministres. M. Bacciocchi, l'ayant averti, revint bientôt, précédant le cortège qui s'avancait dans l'ordre suivant : Le maître des cérémonies, M. Bacciocchi ; le sous-maître des cérémonies, M. Feuillet de Conches ; les officiers d'ordonnance ; le secrétaire des commandements, M. Mocquard ; le bibliothécaire, M. Lefèvre-Deumier ; l'intendant général de la maison du Prince, M. Charles Bure. Le Prince-président portait l'uniforme de général de division, le prince Jérôme celui de maréchal de France, le prince Napoléon un habit noir. La galerie, au moment où le Prince-président s'assit sur le trône, retentit d'acclamations. M. Billault, président du Corps législatif, en remettant à Louis Bonaparte la déclaration adoptée dans la séance du jour, le salua le premier du titre impérial :

« Sire,

» Abritant dans un immense souvenir de gloire ce qu'elle a de plus précieux, son honneur au dehors, sa sécurité au dedans, et ses immortels principes de 89, bases désormais inébranlables de la nouvelle société française si puissamment organisée par votre oncle,

notre nation relève avec un orgueilleux amour cette dynastie des Bonaparte sortie de son sein, et qui ne fut point renversée par les mains françaises. »

M. Mesnard prit la parole à son tour au nom du Sénat, dont il était le premier vice-président :

« En rétablissant la dignité impériale dans la famille de Votre Majesté, en vous donnant la couronne qu'elle avait placée, il y a un demi-siècle, sur la tête du vainqueur de Marengo, la France dit assez haut quels sont ses vœux, et comment, rattachant le présent au passé, elle confond ses espérances avec ses souvenirs. »

L'Empereur répondit :

« Lorsqu'il y a quarante-huit ans, dans ce même palais, dans cette même salle et dans des circonstances analogues, le Sénat vint offrir la couronne au chef de ma famille, l'Empereur répondit : « Mon esprit ne serait plus avec ma postérité le jour où elle cesserait de mériter l'amour de la grande nation. » Eh bien ! aujourd'hui ce qui touche le plus mon cœur, c'est de penser que l'esprit de l'Empereur est avec moi, que sa pensée me guide, que son ombre me protège, puisque par une démarche solennelle vous venez au nom du peuple français me prouver que j'ai mérité la confiance du pays. Je n'ai pas besoin de vous dire que ma préoccupation la plus constante sera de travailler avec vous à la grandeur et à la prospérité de la France. »

Les cris de : Vive l'Empereur ! répondent à cette allocution. Sénateurs, députés, conseillers d'État, ministres unissent leurs voix pour saluer Napoléon III. Il quitte la galerie avec son cortège. Les torches se rallument dans la cour du palais, les voitures se succèdent sur le pont de Saint-Cloud ; peu à peu les dernières lueurs des lanternes et des flam-

beaux s'éteignent sur la Seine, le bourg et le château reprennent leur tranquillité¹.

L'Empire avait débuté dans ce château de Saint-Cloud, théâtre des exploits du général Bonaparte au 18 brumaire; Wellington et Blucher y avaient succédé en 1814 à l'empereur Napoléon, lorsque l'Empire succomba la première fois sous la lassitude de la nation autant que sous les coups de l'étranger. L'Empire vient de ressusciter; quelles sont les causes de sa résurrection?

Religion, presse, organisation des communes et des départements, représentation électorale, délégation du pouvoir, la Constitution de l'an III réglait tous ces points de manière à satisfaire ceux qui ne séparent pas le triomphe de la Révolution de celui de la liberté.

L'avenir du principe libéral reposait à cette époque sur la vigilance de la classe bourgeoise. La liberté est périlleuse à fonder et plus difficile à conserver; il faut sans cesse veiller sur ce trésor si menacé. La bourgeoisie aima mieux se débarrasser de son trésor que de le défendre; les théoriciens de la liberté la trahirent; Sieyès donna la main à Bonaparte, une

1. L'histoire doit constater que dès le mois de septembre, M. Mesnager maire de Sèvres, avait pris l'initiative de l'acte que venaient d'accomplir les grands corps de l'État, en faisant placarder l'affiche suivante sur les murs de la ville de Sèvres :

« La ville de Sèvres, obéissant à la puissance de ses souvenirs d'affection et de reconnaissance pour le prince Louis-Napoléon, l'envoyé de Dieu, l'élu de la France, son sauveur, le proclame Empereur des Français sous le nom de Napoléon III, et lui confère et à ses descendants l'hérédité.

» Fait à Sèvres l'an de grâce et de résurrection 1852, le 7 septembre. »
Suit la signature de M. Mesnager.

partie de la représentation nationale s'unit à l'armée, l'intelligence abdiqua devant la force, et le 18 brumaire eut lieu.

Les Français nés au moment de la chute définitive du premier Empire ont pu connaître les auteurs et les complices du 18 brumaire. Ces derniers n'invoquaient pour leur défense que la loi suprême du salut public : plagiaires des Jacobins, ils se flattaient de ne pas leur ressembler, parce qu'ils n'avaient, disaient-ils, décrété la terreur que contre les idées ; mais celle-ci ne va pas sans la terreur contre les personnes. Les auteurs du 18 brumaire essaieraient en vain de faire prendre le change à l'histoire ; la terreur de ce temps-là paraît moins terrible parce que la France fut plus docile ; elle accepta tout d'un pouvoir régulier en apparence, et se crut libre parce qu'elle était obéissante. La bourgeoisie avait fait le 18 brumaire avec l'armée ; quand elle s'aperçut des conséquences de cet acte, il était trop tard pour protester : elle chercha donc à se persuader que la gloire remplace la liberté ; il lui fallut pourtant bien un jour convenir que, malgré l'éclat qu'ils jetaient sur ses armes, les succès de Napoléon I^{er} mettaient en péril la fortune de la nation et la paix des familles. Mais, privée de toute énergie, elle ne put qu'assister en silence à sa ruine, et attendre du hasard et des événements la fin d'une tyrannie dont elle était à la fois la complice et la victime. La Restauration, sans aimer la liberté, donna cependant un gouvernement libre à la France ; mais qui donne la liberté se croit toujours maître de la reprendre. Aussi la Restaura-

tion, menaçant sans cesse de retirer la liberté comme une simple concession faite au pays, ne fut-elle en réalité qu'une lutte entre l'ancien régime et le nouveau ; républicains, bonapartistes, constitutionnels, doctrinaires, réunis par le danger commun, conclurent entre eux une alliance qui devait être aussi fatale à la Restauration qu'à la liberté. La génération née à la vie politique en 1830 n'aimait pas l'Empire ; habituée aux avantages de la tribune et de la presse, instruite des conditions d'existence d'un gouvernement libre, elle pouvait étudier les institutions de la Révolution à la source même. Après la chute des Bourbons, on vit reparaître les débris de cette glorieuse époque épargnés par l'exil ; les anciens partis de la Convention se trouvèrent encore en présence, ils défendirent leurs actes avec la même passion et la même éloquence. Cette défense ne devait pas tarder à être transformée en leçon par cette jeunesse de Juillet qui allait former le nouveau parti républicain et y porter les erreurs et les préjugés de l'ancien ; une autre école non moins jeune et non moins intelligente étudiait les rouages de la machine politique en Angleterre et aux États-Unis, afin d'y trouver les éléments d'une Constitution à la fois monarchique et démocratique applicable à la France moderne. La jeunesse romantique se livrait à l'adoration du moyen âge et au culte de l'art pour l'art, vrai mysticisme littéraire non moins énervant que le mysticisme épicurien, associé à la ferveur religieuse des novateurs, sous le déguisement et sous le nom de désenchantement. Les désenchantés ont produit la

race si féconde et si fatale des indifférents et des sceptiques en politique. Les saint-simoniens, proclamant la théorie du progrès de l'humanité par les hommes providentiels, fondaient l'Empire sur le sacerdoce, et le sacerdoce sur le génie ; le saint-simonisme, faisant dépendre la réforme sociale de la réforme industrielle, tendait à remplacer les hommes d'État par les hommes d'affaires, la politique par la Bourse. Les sectes pullulaient ; la monarchie ne tarda pas à s'écrouler au milieu de cette mêlée confuse d'opinions, d'idées, de théories, de sentiments. Des libéraux répétaient les refrains de Béranger et les odes bonapartistes de Victor Hugo ; des républicains affectaient de considérer le catholicisme comme le principal ressort du mouvement démocratique en France et dans le monde ; des royalistes constitutionnels se vantaient de leurs efforts pour transformer la monarchie de la seconde Charte en despotisme de l'immobilité. La révolution de Février, soulevant ce fond vaseux, ne put y jeter l'ancre ; l'anarchie des esprits, plus encore que celle de la rue, s'opposait à la fondation du gouvernement libre.

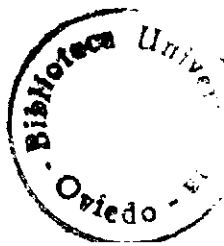
Religion, philosophie, législation, littérature, voilà, s'il est permis de s'exprimer ainsi, les quatre outils qui servent à un peuple pour se façonner un gouvernement. La France se dit catholique ; or, un État catholique peut avoir sa période de grandeur, mais qui aboutit toujours à une prompte décadence. La Constitution, dans les États de catholicisme mitigé, n'existe que de nom, ou bien il lui devient impossible de se développer dans un sens libéral. Ne pouvait-on, du

moins, à défaut d'une religion, opposer au catholicisme une philosophie ? L'éclectisme, seule philosophie de l'époque, n'était point propre à ce rôle. La religion et la philosophie en France ne pouvaient donc servir d'auxiliaires à la liberté ; il en est encore de même de la législation. Le Code civil maintient les inégalités les plus choquantes et les plus dangereuses ; il y a inégalité sociale là où il y a inégalité judiciaire. Ce qui constitue l'aristocratie, c'est le droit d'être jugé par ses pairs : la Révolution avait enlevé ce privilège à la noblesse ; le Code civil créa en France une aristocratie de trois cent mille fonctionnaires devant lesquels les citoyens sont aussi inégaux qu'ils l'étaient autrefois devant les nobles. Impossible de poursuivre un fonctionnaire sans l'autorisation de ses confrères du Conseil d'État. Le fonctionnaire se croit d'une caste supérieure à celle des autres citoyens, et se dispense de tout effort pour mettre son caractère au niveau de sa situation ; le citoyen, résigné à son infériorité, se fait humble devant cet ennemi qu'il ne peut atteindre. C'est là qu'il faut chercher le secret de la faiblesse de nos mœurs politiques, et dans la jurisprudence qui établit que la vie doit être murée, et qui interdit les preuves des faits allégués en matière de diffamation ; triste privilège qui brise le ressort des âmes en couvrant d'une égale protection le vice et la vertu.

La littérature française a atteint son apogée sous la monarchie, qui lui a imprimé son cachet ; plus tard, on a vu la littérature attaquer la monarchie, mais sans sortir du sentiment monarchique. Les hommes de la Révolution étaient les disciples du

xvii^e siècle en littérature et les admirateurs les plus ardents de ses œuvres; ils en aimaient la forme seulement; mais il n'est pas facile de séparer la forme du fond, et de ne pas croire à la grandeur d'un état social qui produit de si belles choses en littérature. Le romantisme passa le chapeau sur la tête devant le xvii^e siècle, et s'inclina devant le moyen âge: c'était toujours le passé qu'il adorait sous une forme plus pittoresque; en relevant les monuments du catholicisme, il relevait le catholicisme lui-même. Le romantisme chantait et partageait les joies et les tristesses aristocratiques. Son théâtre n'est point inspiré par une pensée libérale. Un seigneur espagnol, dépouillé de ses titres et de ses propriétés par Charles-Quint souverain, se fait bandit et dépouille les autres à son tour; il rentre en grâce, et devient le serviteur dévoué de son persécuteur: ce bandit, c'est *Hernani*. Le laquais *Ruy-Blas* devenu ministre peut fouler aux pieds la noblesse, lui rendre avec usure les mépris qu'il en a reçus, sans qu'il en résulte le moindre profit pour les idées libérales. *Triboulet* injuriant François I^{er}, ce n'est pas là un spectacle nouveau: les plus grands tyrans ont entendu souvent monter jusqu'à eux l'éclat de la colère de leurs victimes. *Antony*, bruyant et vide, n'est que le rhéteur de la bâtardise, et l'esclave déclamatoire de ses passions. Le vertige du césarisme dans la tête d'un poète passé dieu de son vivant, c'est le drame de *Chatterton*.

Le roman n'est pas plus que le théâtre une école de liberté; ses peintures, quoiqu'il attaquât parfois



avec vigueur les mœurs de la société, ne visaient en général qu'à l'amusement d'un public qui remplaçait par les émotions factices du feuilleton les émotions vivifiantes de la vie publique. L'art était monarchique comme la littérature. La peinture, la sculpture, reproduisaient les vieilles légendes, les anciennes traditions, qui prêtent plus à ses pinceaux que les tableaux de la vie moderne. L'art vivait dans le passé, dont il ne doit être ni l'ennemi ni l'esclave ; il copiait les deux derniers siècles dans l'ameublement, dans le costume des femmes, choses du corps qui ne sont point sans influence sur les habitudes de l'esprit. L'éducation ne pouvait-elle au moins faire des hommes libres ? Pendant que le clergé enseignait à la jeunesse le miracle dans la religion, l'Université lui enseignait le miracle dans l'histoire ; les enfants, à côté de l'humanité sauvée par un Dieu, ne voyaient que des nations gouvernées par un Dieu ; ils apprenaient la théorie de la Providence en religion et celle des hommes providentiels en politique. Une société bizarre, sans conscience d'elle-même, catholique et païenne, sceptique et religieuse, composée d'incrédules dévots et d'athées sans croyance, de démocrates sans liberté, de nobles sans aristocratie, de gens sans conviction, ou n'ayant que des convictions de mode et de parti pris, s'agitaient sur un de ces terrains d'argile, sable mouvant, sur lequel il est aussi difficile de réparer que de construire. Les révolutions dans une société pareille, peuvent être fréquentes, les gouvernements peuvent changer tous les vingt ans, le fond reste le même : le despotisme ne meurt pas,

il se dissimule ; il sait qu'il reparaitra, et il attend son heure.

Les paysans endimanchés, les jeunes filles de Saint-Cloud vêtues de blanc et grelottant dans la brume de la matinée du 2 décembre 1852, attendaient, le lendemain, l'Empereur à la grille du parc pour lui présenter des pétitions et des violettes. Le cortège, après une courte halte, reprit la route de Boulogne, qu'il traversa sous un immense arc de triomphe surmonté d'un aigle tenant un foudre dans ses serres. M. de Persigny, ministre de l'intérieur, chevauchait à droite de l'Empereur, et à gauche le ministre de la guerre Saint-Arnaud, qu'un décret venait de créer maréchal de France en même temps que les généraux de division Magnan et Castellane. Ce décret était motivé par leurs « titres exceptionnels à la reconnaissance publique pour services rendus en décembre 1851 ».

Le cortège, traversant le bois de Boulogne au trot, franchit la porte Maillot et suit l'avenue de Neuilly, bordée d'un côté par la garde nationale, de l'autre par la troupe de ligne. L'Empereur, au pied de l'arc de triomphe, reçoit le salut des autorités ; il descend ensuite les Champs-Élysées, pour se rendre à la place Vendôme dont il fait le tour, en passant devant le front des troupes ; puis il entre dans le jardin des Tuileries. M. Ségur d'Aguesseau s'était écrié dans la dernière réunion de la commission consultative : « La voix de Dieu vient de se faire entendre, la France a prononcé ; le grand acte du 2 décembre, cet admirable coup de vigueur contre l'anarchie, contre l'un

des foyers les plus ardents de la démagogie européenne, est désormais ratifié, consacré, glorifié par le peuple français. » Après cet exorde, l'orateur déplorant « la situation abaissée faite depuis trois ans au chef de l'État », avait demandé, « pour faire cesser ce scandale », que « le Président cessât d'être relégué dans un coin de la capitale et logeât dans l'antique palais des rois héréditaires, seule résidence digne de lui ». Le docteur Véron, serviteur non moins dévoué du Prince, n'était pas de cet avis; il conjurait au contraire Louis-Napoléon d'éviter cette demeure où l'on est exposé, disait-il, à prendre le vertige. Le palais des rois héréditaires n'avait servi jusqu'alors qu'aux réceptions et aux fêtes de la cour; les princes et les princesses de la famille impériale y attendaient en ce moment l'Empereur à l'un des balcons de gauche du pavillon de l'Horloge. Le prince Jérôme, le prince Napoléon, le prince Lucien Murat, le duc d'Hamilton, se tenaient debout au balcon de droite. Le burnous blanc d'Abd-el-Kader, auquel le Prince-président, en passant à Amboise, avait rendu la liberté, se détachait au milieu du grand salon, étincelant d'uniformes et d'habits dorés. De riches tentures de velours cramoisi recouvraient les grands balcons du pavillon de l'Horloge sur les deux façades du jardin et de la place du Carrousel. Un coup de canon retentit, et le drapeau tricolore se déploie sur le faite du palais, dans lequel le souverain fait son entrée. Napoléon III se montre au balcon donnant sur la cour, où sont massés 10 000 hommes; les tambours battent, les trompettes sonnent, les sol-

• dats présentent les armes. Le ministre de la guerre lit le plébiscite qui rétablit l'Empire.

La même cérémonie s'est accomplie quelques heures auparavant sur la place de l'Hôtel-de-Ville, pavoisée de drapeaux et de faisceaux tricolores réunis autour d'un écusson aux armes de l'Empereur; des tentures de velours rouge se balancent devant les croisées du premier étage; des bannières surmontent le beffroi; des guirlandes de feuilles retenues par des aigles d'or reliaient ces décors; un énorme transparent, dominé par un aigle masquant l'horloge, complète la décoration. Le préfet de la Seine, entouré de ses sous-préfets, des membres du conseil municipal, des maires de Paris et du département, a lu la déclaration du Corps législatif, les discours de MM. Billault et Mesnard, la réponse de l'Empereur et le décret de promulgation du sénatus-consulte du 7 septembre, devant trois bataillons de la garde nationale, un bataillon de la ligne et la cohorte des débris de la garde impériale. Le cortège des invités officiels, après avoir parcouru, sous la conduite de M. Berger, les superbes appartements de l'Hôtel de ville, a pris place à la table d'un banquet, terminé par un toast, dans lequel l'ex-maire des barricades a déclaré que le temps des surprises politiques est à tout jamais passé.

La fête de la proclamation de l'Empire ressemblait beaucoup à celle du retour du Prince-président, aussi la curiosité commençait-elle à s'épuiser: mêmes bannières, mêmes uniformes, même personnel, mêmes décors; moins de foule dans les rues, mais plus d'animation dans les entretiens. Le dernier sé-

natus-consulte divisait la famille de l'Empereur en deux catégories : 1° la famille impériale proprement dite, composée de personnes éventuellement appelées à l'hérédité, et de leurs descendants des deux sexes ; 2° les autres membres de la famille, formant la famille civile. Les noms si longtemps oubliés des frères et des sœurs de Napoléon sortaient de nouveau de toutes les bouches ; la descendance de ces princes pouvant être appelée à gouverner la France, et formant déjà une famille placée au-dessus de toutes les familles françaises, il était naturel qu'on cherchât à se reconnaître au milieu des branches innombrables des Bonaparte. Joseph, frère aîné de Napoléon, n'ayant pas laissé d'enfant mâle, la faculté d'adoption se trouvait concentrée sur les deux fils du mariage autorisé de Lucien et de Jérôme ; Charles et ses enfants, au nombre de trois ; Pierre et Antoine Bonaparte, nés de Lucien, second frère de l'Empereur ; Napoléon-Jérôme, né de Jérôme, dernier frère de l'Empereur. Les fils de Charles Bonaparte, prince de Canino : Joseph-Lucien, prince de Musignano, Lucien-Louis, Napoléon-Jacques, complétaient la partie masculine de la famille Bonaparte. La partie féminine était formée des princesses : Zénaïde-Charlotte, fille aînée de Joseph Bonaparte, femme du prince Canino ; Mathilde, fille de Jérôme Bonaparte, mariée à M. Démidoff. Les trois filles de Lucien Bonaparte : Lætitia, mariée à M. Thomas Wyse, membre catholique du parlement anglais ; Alexandrine, femme du comte Vincent Canino ; Constance, religieuse du Sacré-Cœur à Rome ; Jeanne, marquise Onorati,

auxquelles il faut ajouter les cinq filles du prince Canino ; en tout vingt et une personnes dont le sort était réglé par un sénatus-consulte, et qui ne pouvaient se marier sans le consentement de l'Empereur. On comptait dans la famille civile : la princesse Bacciocchi, fille d'Élisa Bonaparte et du prince Bacciocchi, mariée au comte Camerata ; Lucien Murat, fils de Caroline Bonaparte et de Murat, et son fils Achille Murat ; Lætitia Murat, comtesse Pepoli ; Louise-Caroline Murat, comtesse Rasponi. Un million par an devait être réparti par l'Empereur entre les membres de la famille qui ne recevraient pas une dotation de l'État.

Ces noms ne rappelaient rien à la génération présente. La restauration des Bonaparte n'avait point, comme celle des Bourbons, le prestige que donnent les malheurs supportés avec une fermeté et une constance que rien ne lasse. Bourbons et Condé avaient couru les mêmes dangers pour la monarchie, offert la même résistance à ce qu'ils appelaient l'usurpation ; mais ces Murat, ces Canino, qui assistent tous à l'honneur, se sont-ils également trouvés au péril ? Le prince Jérôme Bonaparte, son fils le prince Napoléon, sa fille la princesse Mathilde, reçoivent une dotation ; qu'ont-ils fait pour la mériter ? Jérôme Bonaparte, tour à tour général, roi, gouverneur des Invalides, maréchal de France, sénateur, prince impérial, avait rempli bien des postes. Pigaut-Lebrun projetait sur lui son ombre railleuse, même sous le dais princier : qui lui eût dit, lorsqu'il sollicitait l'honneur de s'asseoir sur les bancs du Luxem-

bourg, entre M. Viennet et M. de Boissy, qu'il prendrait place dans quelques années sur les marches du trône? Le prince Napoléon, son fils, ennemi du coup d'État et héritier du trône, grand-croix de la Légion d'honneur, général de division, croyait protester contre ces distinctions en se montrant en simple habit noir dans toutes les solennités : cet habit noir trahissait son embarras plutôt que son dédain des grandeurs monarchiques. La princesse Mathilde, sa sœur, mariée à l'un des plus riches particuliers de la Russie et de l'Europe, semblait une de ces étrangères qui viennent à Paris jouir de la vie de luxe et d'élégance dont elle pouvait affronter les dépenses, grâce à sa dotation de princesse et à sa pension de femme séparée de son mari.

Le journal officiel fournissait encore d'autres sujets de conversation à cette société qui, désormais, allait borner son activité et ses occupations à voir défiler devant elle des événements et des hommes. La maison de l'Empereur venait d'être formée, et le *Moniteur* du jour publiait les noms des titulaires de ses principales charges. L'Empereur avait un grand aumônier, M. Menjaud, évêque de Nancy; un grand maréchal du palais, le maréchal Vaillant; un grand écuyer, le maréchal Saint-Arnaud; un grand veneur, le maréchal Magnan; un grand chambellan, le duc de Bassano; un grand maître des cérémonies, le duc de Cambacérès. Grandes charges, gros traitements : M. Saint-Arnaud touchait 100 000 francs comme grand écuyer, lesquels joints à ses traitements de 130 000 francs comme ministre, de 40 000 francs

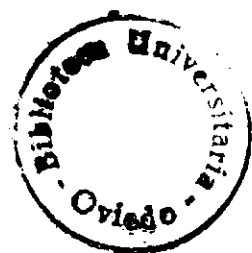
comme maréchal, de 30 000 francs comme sénateur, formaient un total de 300 000 francs inscrits en son nom au budget; le maréchal Magnan n'émargeait que pour 200 000 francs.

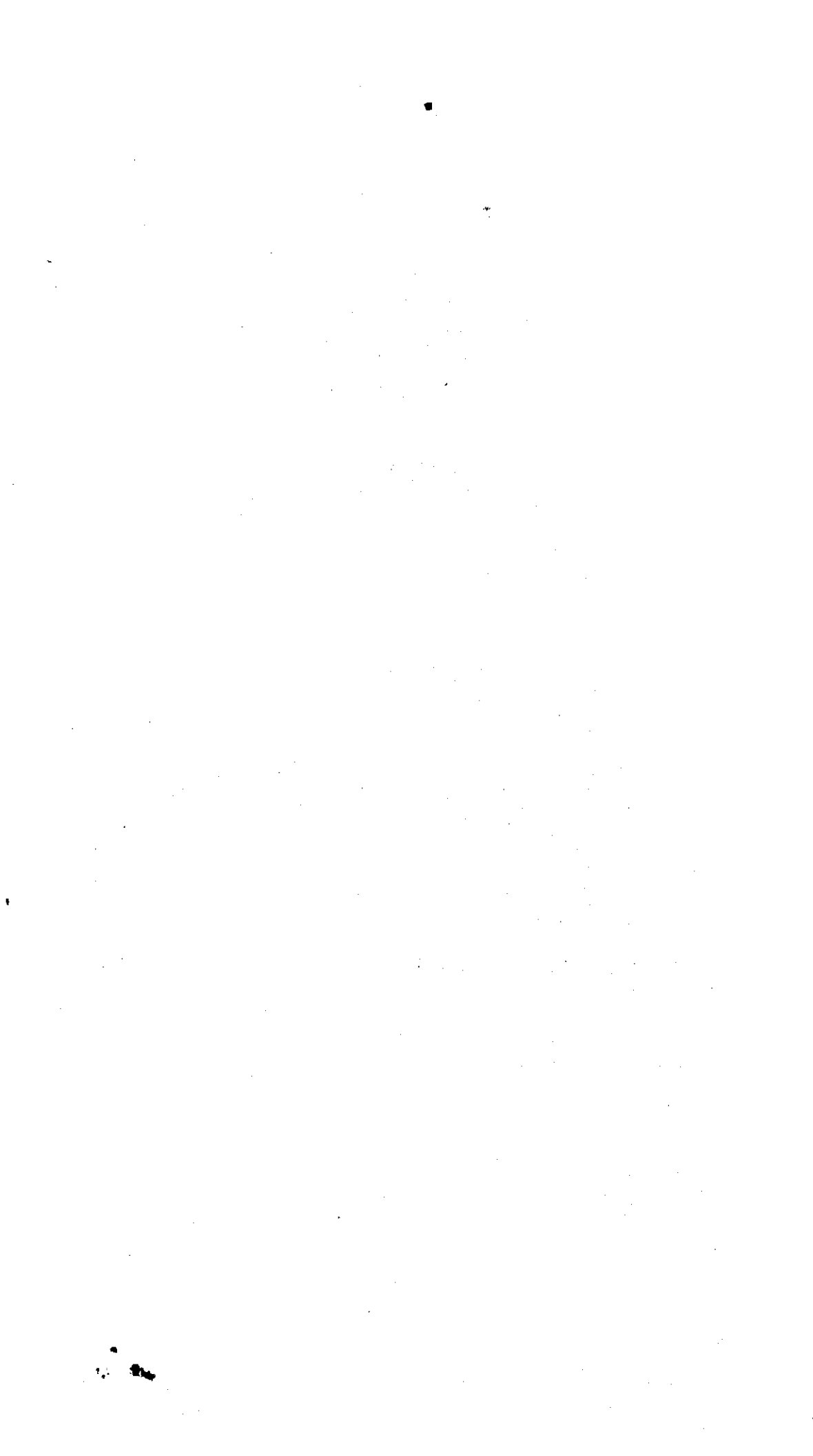
Le premier préfet du palais, le colonel de Bévill, le premier écuyer, le colonel Fleury, le premier veneur, le colonel Edgar Ney, non moins richement dotés que les grands titulaires, touchaient, le premier, 12 000 francs comme colonel du génie, 15 000 francs comme aide de camp, 60 000 francs comme préfet du palais, soit 75 000 francs; le second 95 000 francs. M. Menjaud recevait 100 000 francs comme premier aumônier et 25 000 francs comme évêque. Le premier chambellan ne pouvait être couché sur la feuille d'émargement pour une somme moindre que le premier écuyer. 12 000 francs avaient paru suffisants pour les simples chambellans, titre cher au premier Empire que le second n'avait pas manqué de ressusciter. Que de noms de la veille et du jour, du présent et du passé, prêtant tous plus ou moins au propos et à l'anecdote ! Le général Vaillant, élève de l'École polytechnique, officier d'artillerie sous l'Empire et d'état-major sous la Restauration, bon soldat, vieux soldat, était de plus en plus un homme heureux : il commandait les opérations du siège de Rome sous le général Oudinot; ce dernier, au moment du coup d'État, s'étant mis du côté de l'Assemblée, fut destitué par un décret de 1851. M. Vaillant, fait maréchal par le Président de la République, comte par le Pape, grand maréchal du palais par l'Empereur, devait bientôt ajouter à ses émoluments et titres divers celui de

membre de l'Institut. Le nom du comte Bacciocchi, premier chambellan, inconnu en France jusqu'à l'élection du 20 décembre, commençait à s'entourer d'une certaine auréole. Les lecteurs se souviennent sans doute du rôle joué par MM. Fleury et de Béville avant et pendant le coup d'État. Quant au duc de Bassano, grand chambellan, et au duc de Cambacérès, grand maître des cérémonies, ils continuaient dans la haute domesticité les services que leurs parents avaient rendus à la famille Bonaparte dans d'autres fonctions.

Le gouvernement nouveau, comme don de joyeux avènement, fit remise de l'emprisonnement et de l'amende aux condamnés pour délits et contraventions de presse et de librairie ; les avertissements donnés aux journaux furent considérés comme nuls et nonavenus. Point d'amnistie ; les exilés pouvaient rentrer « en reconnaissant la volonté nationale », c'est-à-dire en demandant leur grâce. La clémence absente et la monotonie des mêmes décorations, des mêmes bannières, des mêmes arcs, des mêmes transparents, rendirent la journée triste pour les uns, fatigante pour les autres, longue pour tous. Paris avait hâte de sortir de la mise en scène et d'entrer dans la réalité. Un banquet de soixante couverts et une simple réception firent les frais de la soirée chez le souverain. A minuit, un nouvel hôte s'endormait aux Tuileries. Voilà comment s'était fait l'Empire.

L'EMPIRE





L'EMPIRE

CHAPITRE PREMIER

1853.

SOMMAIRE. — Méfiance de l'Europe en présence de l'Empire. — Le droit ancien et le droit nouveau. — Situation des puissances. — L'Angleterre. — La Belgique. — Les petits États de l'Allemagne. — La Bavière et la Saxe. — L'Autriche. — La Prusse. — Elles veulent agir de concert avec la Russie. — Le czar Nicolas. — La question des Lieux saints. — Comment on envisage cette question en France et en Russie. — Importance du sentiment religieux dans ce dernier pays. — Préoccupations secrètes du czar au sujet de l'Orient. — Causes de son mécontentement. — Il reconnaît enfin l'Empire français. — Protestation du comte de Chambord. — Mademoiselle Eugénie de Montijo. — Le *Moniteur* annonce son mariage avec l'Empereur. — Surprise causée par cette union. — L'Empereur publie un manifeste pour annoncer son mariage à la nation. — Effet produit par ce manifeste. — Les journaux officiels et la famille Montijo. — Mariage de l'Empereur. — L'impératrice Eugénie et la nouvelle cour. — Influence de la cour sur la société. — L'étiquette. — La noblesse du second Empire. — Les ordres de chevalerie. — La réception du 1^{er} janvier 1853. — Le luxe. — Session législative. — Discours de l'Empereur à l'ouverture de la session. — Le couronnement de l'édifice. — M. Rouhier de l'Écluse proteste contre le serment. — Bal offert par le Corps législatif à l'Empereur et à l'Impératrice. — Une rupture est sur le point d'éclater à cette occasion entre le Corps législatif et le Sénat. — M. Billault parvient à l'empêcher. — Revision de la loi des prud'hommes, de la loi de 1850 sur la caisse des retraites pour la vieillesse, et du décret du 8 août 1848 sur la formation des listes du jury. — Discussion du budget en une séance. — Les biens de la famille d'Orléans. — M. de Montalembert et M. Granier de Cassagnac. — Revision des articles 86 et 87 du Code pénal relatifs aux attentats politiques. — Fin de la session.

Louis-Napoléon Bonaparte traduit devant la Cour des pairs pour l'attentat de Boulogne, avait dit à ses

juges : « Je représente devant vous un principe, une cause, une défaite. Le principe, c'est la souveraineté du peuple; la cause, celle de l'Empire; la défaite, Waterloo. — Le principe, vous l'avez reconnu; — la cause, vous l'avez servie; — la défaite, vous voulez la venger. » L'Europe, malgré cette déclaration, ne croyait pas l'empereur des Français très empressé de prendre sa revanche de Waterloo. L'Europe avait si souvent reconnu le principe de la souveraineté du peuple depuis la fin du dernier siècle, qu'elle ne pouvait plus le repousser; elle ne voyait cependant point sans une certaine méfiance la résurrection d'un gouvernement qui l'avait autrefois réunie tout entière contre lui; elle sentait tout ce que la suppression de la liberté en France créait pour elle de périls.

De quels sentiments allait vivre désormais cette nation ardente et mobile? Par quoi remplacerait-elle la liberté perdue? La nécessité de maintenir à l'armée la prépondérance qu'elle venait de conquérir était-elle compatible avec la déclaration de Bordeaux : « L'Empire, c'est la paix »? Voilà les questions qui préoccupaient les puissances. Quant à ce qu'on appelait le droit nouveau, elles ne protestaient point ouvertement contre l'application qui venait d'être faite en France de ce principe. Propriété et royauté sont synonymes. Qui a la couronne a le pays; le dépôt de la royauté une fois confié par la nation à une famille, impossible de le lui redemander, comme le voulait l'ancien droit. Le roi, maître du royaume à titre de propriété, pouvait en user et en abuser. Les efforts tentés jusqu'à la Révolution pour régler ce

droit n'avait réussi que dans certains pays. La Révolution déclara que la souveraineté résidait dans la nation, qu'elle ne pouvait s'en dessaisir que par un mandat temporaire, et qu'elle restait toujours maîtresse de la retirer au mandataire, et de le punir. Bonaparte proposa plus tard à la nation de limiter sa souveraineté à son profit, elle y consentit; en 1830, trois cents députés s'emparèrent de cette souveraineté pour créer la monarchie de Louis-Philippe. La doctrine de la souveraineté absolue et permanente triompha de nouveau en 1848. L'Europe, dans ces circonstances diverses, s'était abstenue de toute discussion de fait et de droit; rien ne s'opposait à ce qu'il en fût de même aujourd'hui. L'Angleterre, qui la première en Europe était parvenue à limiter le mandat royal, ne pouvait pas être prise d'une passion bien vive pour le droit ancien; l'Espagne, la Belgique, le Portugal, étaient gouvernés selon le droit nouveau. L'Europe comprenait qu'on ne pouvait plus invoquer le vieux droit; elle se demandait seulement si Napoléon III comprendrait le droit nouveau comme Napoléon I^{er}, qui croyait, parce qu'il était l'élu d'un peuple, qu'il pouvait disposer de tous les autres.

Les regards se portèrent d'abord sur l'implacable ennemie du premier Empire, sur cette Angleterre qui ne l'avait jamais reconnu. Le gouvernement anglais, d'abord méfiant, s'était rassuré. Les hommes politiques se partageaient en deux camps : les uns, comme lord Palmerston, avait approuvé hautement le coup d'État; les autres, comme lord Russell, avaient essayé de l'excuser; d'autres, comme sir

James Graham, sentaient le coup que venait de recevoir la liberté, et traduisaient leurs impressions en langage assez acerbe. La presse anglaise, plus libre de ton et d'allure, se montrait très violente contre l'Empire; le *Times* du 2 janvier 1853, après avoir montré par quels échelons Bonaparte s'était élevé à l'Empire, ajoutait : « Un Sénat plus lâche que celui de Tibère a donné à l'Empereur le plus exorbitant pouvoir, et tué d'un seul coup toutes les garanties qui restaient à la nation; des favoris gorgés d'honneurs, des fonctionnaires sans conscience, des exactions inouïes, des crimes, tel est le gouvernement. Mais le châtimement se prépare, l'Europe est déjà sur le qui-vive, et l'année ne se passera pas sans que quelque chose de terrible éclate. »

Le *Morning chronicle* du 1^{er} janvier disait : « Le bonapartisme sans gloire militaire et sans agrandissement territorial est un non-sens..... De tous côtés règne une profonde défiance à l'égard de Louis-Napoléon; sentiment qu'il faut attribuer, partie à son caractère, partie à ses actes, mais surtout au souvenir de l'Empire... L'usurpateur, conseillé par une bande d'aventuriers, s'est mis à réorganiser le gouvernement impérial... »

Le *Morning advertiser* du 7 janvier est encore plus violent : « Sur la surface du globe, il n'y a rien qu'on puisse comparer au despotisme qui pèse sur la France, et à la dégradation où elle est plongée; les libertés de ce pays sont placées sous les talons des bottes de Napoléon, qui n'est pas autre chose que le plus grand tyran, le parjure le plus criminel

qui ait foulé la terre. L'art d'écrire chez nos voisins sera bientôt abandonné. C'est un crime d'exercer ses talents littéraires, les intelligences sont mises aux fers. Personne n'ose ouvrir la bouche dans la rue, dans le monde... »

Le *Moniteur* publia un long article en réponse à ces accusations reproduites dans ses colonnes.

Le bruit de la formation d'une nouvelle coalition contre la France se répandait à Paris; cependant, malgré la colère des journaux anglais, il ne paraissait guère probable que la proposition de cette coalition vînt de l'Angleterre. Certes, le remplacement sur le trône de France des d'Orléans par les Bonaparte devait attrister la reine Victoria, des liaisons étroites d'amitié unissant la famille royale d'Angleterre à celle de France; mais le gouvernement anglais n'a pas l'habitude de perdre son temps à pleurer les causes perdues. Lord Palmerston avait vu avec plaisir la chute de la République; il s'était vu forcé, par suite de l'éclatante approbation donnée par lui au coup d'État, d'abandonner le ministère; l'opinion publique, fort alarmée d'abord, avait fini par se calmer, et déjà on préparait à Paris la salle du trône pour y recevoir en grand apparat les lettres de créance de lord Cowley. Cependant à la maison de Bourbon revient l'honneur d'avoir la première reconnu l'Empire : le baron Antonini, ministre du roi de Naples, fut le premier des représentants des puissances étrangères qui reçut ses lettres de créance; M. Firmin Rogier, ministre de Belgique, reçut les siennes presque en même temps. Il paraît certain

aujourd'hui que peu de jours après le 2 décembre, un décret d'annexion de la Belgique à la France avait été signé par le prince Louis-Napoléon; 100 000 hommes devaient entrer dans ce pays et l'occuper, pendant que le peuple sanctionnerait l'annexion par un plébiscite au moyen du suffrage universel. Les représentants les plus puissants des intérêts conservateurs, ralliés au nouveau régime, se liguèrent pour empêcher l'exécution de ce projet; M. Fould porta leurs plaintes au Prince-président et parvint à s'en faire écouter : le décret d'annexion fut déchiré, mais Léopold I^{er} était averti d'avoir à ménager son puissant voisin.

La Belgique, fort inquiète pour ses institutions, craignait qu'elles ne subissent le contre-coup des modifications subies par les institutions françaises. L'Empereur, par une lettre autographe, avait, disait-on, manifesté à Léopold I^{er} l'intention qu'il en fût ainsi. La presse belge causait des insomnies au gouvernement français, qui dénonçait surtout le *Bulletin français* et la *Nation*; il fit condamner les rédacteurs de ces journaux, et il voulut les faire expulser. Les traités commerciaux de 1845 expiraient, il fallait les renouveler. Le cabinet de Bruxelles s'opposait à ce renouvellement; le ministre français parla de représailles, et le ministre belge lui répondit, sur un ton d'indifférence feinte, que la France avait besoin des houilles belges et que la Belgique pouvait fort bien se contenter du *statu quo*.

Le baron Fagel, ministre de Hollande, était avisé de l'envoi prochain de ses lettres de créance; un

courrier parti de Turin apportait celles du marquis de Willamarina; le roi de Wurtemberg avait fait parvenir ses félicitations empressées au duc de Guiche, notre ministre à Stuttgart; le ministre d'État de Nassau avait témoigné à M. de Tallénay sa satisfaction du changement qui venait de s'opérer en France, et le grand-duc de Hesse-Darmstadt annonçait hautement l'intention de rétablir sa légation récemment supprimée à Paris. La Prusse, la Saxe et la Bavière, sans être hostiles, montraient un peu moins d'empressement à se rallier à l'Empire. Quant à l'Autriche et à la Russie, le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes menaçait directement leur existence; de là leur hésitation à le sanctionner. M. de Beust et M. de Pfordten dirigeaient les affaires de la Bavière et de la Saxe. M. de Pfordten, ancien *privat-docent* à Wurtzbourg, professeur de droit romain à Leipsick, siégeait à côté de Robert Blum dans les clubs de 1848, lorsque le roi de Saxe vint l'y chercher pour faire de lui un ministre de l'instruction publique. En 1849, il quitta le service de la Saxe pour devenir ministre des affaires étrangères dans son pays; le pouvoir en Saxe resta entre les mains de M. de Beust, l'homme du parti qui voulait effacer toutes les conquêtes de 1848, et englober les libéraux dans la ruine des démagogues. M. de Beust, champion ardent du fédéralisme contre l'Autriche et contre la Prusse, sentait bien pourtant qu'il ne pouvait prendre une décision sans elles ni contre elles dans la question de la reconnaissance de l'Empire, et il n'aurait pas été fâché de savoir ce que ces deux puissances comptaient faire.

M. de Pfordten se trouvait dans la même situation ; non moins fédéraliste que M. de Beust, il se flattait de relever la dynastie des Wittelsbach en Bavière, comme le prince Schwarzenberg avait relevé celle des Habsbourg en Autriche ; MM. de Beust et de Pfordten parlaient du groupe des petits États comme s'ils formaient une puissance véritablement unie ; la promptitude avec laquelle la Bavière obéit à l'Autriche, lorsqu'il s'agit d'exécuter la Hesse révoltée, prouva bientôt le contraire. Aux conférences de Dresde en 1851, et l'année suivante pendant la coalition de Darmstadt, on put se croire encore en face d'une troisième Allemagne. Courte illusion ! Le roi de Bavière s'entendait mieux à grouper autour de lui des poètes, des peintres, des historiens, des philosophes que des peuples. Pendant que dans son palais, entouré d'une espèce d'Académie, il présidait à des discussions littéraires, son ministre poussait à la réaction, et faussait de plus en plus le régime constitutionnel. M. de Beust imitait en Saxe la conduite de M. de Pfordten. Ces deux gouvernements, sous de pareils ministres, ne pouvaient pas vouloir au fond autre chose que la Russie, l'Autriche, la Prusse ; mais ces trois puissances que voulaient-elles ?

Le prince Schwarzenberg, homme d'esprit, grand semeur de mots et de phrases, trop disposé, comme tous les hommes d'esprit, à prendre ses mots et ses phrases pour des réalités, était premier ministre en Autriche. Cet homme d'État, fier d'avoir obligé le roi de Prusse à dissoudre le parlement d'Erfurth, après l'avoir lui-même convoqué, appuyé par le czar que le gouvernement autrichien consultait dans ce temps-là

sur toutes les questions importantes, se proposait de rétablir l'ancienne diète, et d'y faire entrer les peuples hongrois, slave, italien, roumain. La Bavière, la Saxe et le Wurtemberg consentaient à ce changement, qui mettait presque la Prusse à leur niveau. La France s'y opposa; le prince Schwarzenberg dut se contenter de l'ancienne diète. L'Autriche ne pouvait donc être en de très bonnes dispositions pour le gouvernement français. Pendant que le véritable Napoléon, façonné par Metternich à l'usage des puissances signataires du traité de 1815, dormait dans le caveau de l'église des Capucins à Vienne, elle voyait tout à coup sur le trône de France un autre Napoléon qu'elle avait trouvé derrière plus d'une conjuration tramée contre sa domination en Italie : il y avait là de quoi donner à réfléchir à l'Autriche. Elle n'aimait pas l'Empire, mais il était évident qu'elle suivrait l'impulsion de la Russie.

Plus de dix ans s'étaient écoulés depuis le temps où les poètes se défiaient de chaque côté du Rhin, et où Alfred de Musset répondait à Bœcker : « Nous l'avons eu votre Rhin allemand. » Alors retentissait la première explosion de l'unité allemande : ses apôtres, à l'avènement de Frédéric-Guillaume IV au trône de Prusse, crurent trouver l'homme capable de la réaliser; les états généraux de Berlin leur prouvèrent que le messie de l'unité n'était pas même un prince libéral. Les unitaires reprirent courage en 1848; les députés de Francfort étaient tous partisans de l'unité allemande, mais tous ne l'entendaient pas de la même façon.

Il y avait plusieurs Allemagnes en cours de prépa-



ration : la grande Allemagne (*Gross Deutsch*), comprenant l'Autriche et ses possessions : Lombardie, Gallicie, Hongrie, en tout 70 millions d'individus occupant le nord de l'Italie et la Toscane, maître de la Péninsule, absorbant le Danemark par le Sleswig-Holstein, les provinces danubiennes par les Valaques de la Transylvanie, les Slaves tures par ceux de la Croatie et du Banat, régnant sur la Baltique et sur la mer du Nord, sur la Méditerranée et sur la mer Noire. A côté de cette grande Allemagne, rêve perpétuel des Othon, des Hohenstauffen et des Habsbourg, la petite Allemagne (*Klein Deutsch*), aurait compris la Prusse, le Wurtemberg, la Bavière, la Saxe, le Hanovre, et les autres États composant la Confédération germanique. Il fallait un roi à la nouvelle Allemagne ; le roi de Prusse, malgré sa promesse, refusa la couronne que lui offrait le parlement de Francfort ; il ne voulait pas la recevoir des mains de la révolution ; il savait aussi que l'Autriche, soutenue par la Russie, la lui aurait disputée les armes à la main. Frédéric-Guillaume, malgré son refus, souhaitait passionnément l'agrandissement de son pays : le traité du 28 mai 1849 sembla lui donner un moment la suzeraineté sur les petits États. Les hommes modérés de l'ancien parlement de Francfort avaient formé le parti de Gotha ; le roi de Prusse et M. de Radowitz, son ministre, après avoir avec leur aide convoqué le parlement d'Erfurth, et soutenu les Holsteinois insurgés pour enlever le Sleswig au Danemark, et les libéraux hessois en lutte ouverte avec le ministre Hassenpflug, se flattaient de fonder l'unité allemande

sans le secours de la révolution et sans guerre avec l'Autriche.

Le roi de Prusse, irrésolu, changeant, tiraillé sans cesse entre ses préjugés légitimistes et ses caprices libéraux, était dans une position difficile. La Prusse, produit d'une révolte religieuse, chef-d'œuvre d'un roi philosophe, compromise par les fautes des successeurs de Frédéric le Grand, sauvée, rajeunie par Stein, mise par cet habile médecin au régime des idées de la révolution, n'en était pas moins encore un ardent foyer d'absolutisme ; le parti des hobereaux (*Junkerpartey*) y maintenait dans toute leur pureté les traditions de l'ancien régime germanique et le culte du droit divin. Le parti des hobereaux, enchanté du succès du coup d'État qui en France avait tué la République, déplorait néanmoins l'établissement dans ce pays d'une monarchie par le suffrage universel. Le roi, au fond, était de ce parti. Un de ses représentants les plus sincères, M. Otto de Bismarck-Schœnhausen, déclarait ouvertement que « le seul moyen d'en finir était de brûler les villes, ces foyers de révolutions ».

M. de Bismarck, fils d'un hobereau de l'Altmark, ancien officier de cavalerie, n'entra point d'abord dans l'armée comme tous les jeunes gens de son rang, mais dans l'administration ; grand buveur de bière, grand bretteur à l'université, employé à Berlin, puis à Aix-la-Chapelle, transformé par un héritage en grand propriétaire rural, il se mit à faire valoir ses terres de Saxe et de Poméranie. M. de Bismarck, élu par les hobereaux de cette province aux états généraux de

1847, ne reparut ni au parlement de Berlin ni à celui de Francfort ; nous le retrouvons à la Chambre prussienne, et au parlement d'Erfurth, où il se signale par son opposition à tout projet d'union entre le roi et la révolution. L'unité germanique n'avait pas de plus terrible adversaire que M. de Bismarck ; il répétait sans cesse : « On fondra la couronne de Prusse, on n'en fera pas un diadème impérial. » Contester le titre de puissance allemande à cette Autriche qui avait été le Saint-Empire germanique, et l'épée de l'Allemagne, lui semblait une faute et un crime. M. de Bismarck ne pouvait pas se sentir bien humilié en voyant le roi de Prusse, après avoir renvoyé M. de Radowitz, et pris pour ministre M. de Manteuffel, solliciter à Olmütz le pardon de l'Autriche, et l'obtenir en fermant le parlement d'Erfurth. Au contraire, il approuva fort la conduite du roi ; aussi, quand il fut question d'envoyer à la diète restaurée un représentant de la Prusse, le parti des hobereaux, grand partisan d'une alliance avec l'Autriche pour exterminer la révolution, ne crut pouvoir mieux agir dans ses intérêts qu'en faisant nommer à ce poste M. de Bismarck, le hobereau modèle, l'homme qui se vantait avec le plus de jactance d'appartenir au parti féodal, « à cette opinion du moyen âge et des ténèbres, et d'en avoir sucé les principes avec le lait de sa mère ».

Au moment de la réunion du parlement d'Erfurth, le public avait été surpris de voir un des conseillers les plus intimes et les plus importants du président de la République quitter Paris pour se rendre à Berlin. M. de Persigny était chargé d'une mission qui pouvait

modifier complètement la situation de l'Europe : la France, en échange d'une rectification de frontière sur le Rhin, offrait à la Prusse son alliance contre l'Autriche; la Prusse refusa, pour ne point paraître aux yeux du parti féodal s'allier avec la révolution. La question du Rhin n'allait-elle pas reparaître plus menaçante avec l'Empire lui-même? Frédéric-Guillaume pouvait certes le craindre; mais, dominé par l'Autriche et par la Russie, il était résigné à marcher à la suite de ces puissances. Les hommes politiques regardaient du côté de Vienne et de Saint-Petersbourg pour savoir ce qu'on ferait à Berlin; la nation prussienne semblait s'intéresser fort peu à cette question de la reconnaissance de Napoléon III : humiliée, froissée depuis Olmütz, détournant ses regards du roi, elle les reportait sur le prince de Prusse, qui vivait renfermé dans cette idée : réformer l'armée.

Le czar, gardien sévère des principes de légitimité et de droit divin, se voyait, pour la troisième fois depuis 1830, arraché par la France à son rôle majestueux de dompteur des révolutions; affectant de les traiter publiquement avec arrogance, il savait très bien les respecter quand cela devenait nécessaire. Ce double rôle avait fort diminué son prestige de représentant du droit divin; il le sentait, et il éprouvait contre le second Empire une mauvaise humeur, encore accrue par ce qui se passait en Orient. Une discussion très vive s'était élevée à Jérusalem entre les Grecs et les Latins : ceux-ci, pour arriver à la grotte en traversant l'église du Saint-Sépulcre, auraient-ils la clef de la porte de Bethléem, et l'une des

clefs des deux portes de la Crèche ? Devait-on leur reconnaître le droit de placer dans le sanctuaire de la Nativité une croix d'argent aux armes de France, de prier une fois par an dans l'église de Gethsemani, de construire une armoire, et enfin d'allumer une lampe dans le tombeau de la Vierge ? Oui, disaient les Latins, en invoquant les capitulations de 1740. Non, répondaient les Grecs, au nom de leurs privilèges. Peut-être auraient-ils cédé sur la croix d'argent, sur l'armoire, et même sur la lampe ; mais sur la clef, jamais. Quand le gouvernement français éleva ses premières réclamations en faveur des Latins, on n'y fit pas grande attention en France, quelque importance qu'eussent prise d'ailleurs les questions religieuses depuis l'élévation du prince Louis-Napoléon à la présidence de la République. L'opinion publique, malgré les lettres autographes du pape, exhortant les souverains catholiques à seconder les efforts de la France pour délivrer le Saint-Sépulcre, se préoccupait faiblement de ces querelles de moines.

Deux ambassadeurs s'étaient succédé à Constantinople depuis le 2 décembre : le général Aupick et M. de Lavalette. Ce dernier, homme d'esprit et homme du monde, était entré dans la diplomatie en 1837. Nommé à cette époque secrétaire de légation à Stockholm, il passa, quatre ans plus tard, des glaces du pôle aux chaleurs du tropique, de Stockholm à Alexandrie, où il prit le poste de consul général. M. de Lavalette, en 1846, était ministre à Cassel ; le Président de la République en fit en 1851 un ambassadeur à Constantinople. Il convenait en effet

à ce poste, où il faut se jouer au milieu des complications orientales, qu'il est bon souvent de ne prendre au sérieux qu'à demi. En 1853, cependant, devenu un obstacle à la solution de la question des Lieux saints, il quitta Constantinople, non sans avoir obtenu de la Porte une note favorable aux Latins. Deux hommes qui s'entendaient très bien ensemble, et avec lesquels on pouvait facilement négocier, Haali-Pacha et Fuad-Pacha, occupaient alors, l'un le vizirat, l'autre le ministère des affaires étrangères; malheureusement, une de ces disgrâces si fréquentes en Turquie, et dont il est difficile de bien connaître la cause, les fit rentrer dans la vie privée, la note favorable aux Latins empêchait l'ambassadeur russe de dormir; il sollicita du nouveau ministère un firman en faveur des Grecs et l'obtint; de là nouvelles réclamations de notre représentant à Constantinople.

En France, on est dévot sur place, les affaires lointaines de la religion intéressent médiocrement le public; on aurait peu goûté l'idée de faire la guerre pour une armoire et pour une clef : la race des pèlerins français à Jérusalem serait perdue sans quelques voyageurs riches qui s'y rendent chaque année en train de plaisir. Il n'en est pas de même en Russie : de nombreux fidèles appartenant à toutes les classes de la société font le saint pèlerinage. De tout les points de la Russie, ils affluent au lieu où Jésus fut crucifié, payant au prix des plus grandes fatigues, des plus dures privations, quelquefois même de la mort, le bonheur de prier un moment sur sa tombe. Les yeux sans cesse fixés sur Jérusalem, boyards, serfs, moujiks, soldats,

prennent part de loin avec passion aux antiques querelles entre les prêtres grecs et les prêtres latins : habitués à confondre le patriotisme avec la religion, ils ressentent chaque concession faite aux Latins comme une atteinte portée à leur dignité nationale. Le czar Nicolas attachait donc une grande importance aux moindres détails de cette affaire des Lieux saints ; il se sentait d'ailleurs, depuis l'avènement du prince Louis-Napoléon, en présence d'une résistance qui empruntait un caractère particulier à l'influence accordée aux intérêts religieux en France. Nicolas I^{er} roulait en outre dans sa tête certaines confidences qu'il voulait faire à sir Hamilton Seymour, ambassadeur d'Angleterre, au sujet du sultan ; il attendait une occasion favorable, bal ou soirée, pour engager l'entretien. Une glace ou un verre de punch à la main, au bruit d'une valse, on peut sans se compromettre causer d'une foule de choses, du *malade* des rives du Bosphore, des moyens de le guérir, de son héritage, de Constantinople et d'Alexandrie, etc. ; mais il fallait revenir à Paris, là était l'obstacle aux rêves caressés : le czar en prenait de l'humeur. A quel autre sentiment attribuer la cause de son opposition à la reconnaissance de Napoléon III par les puissances ? Napoléon II, disait-il, a beau avoir été proclamé en France, aucune puissance ne l'a reconnu. La théorie développée par M. Troplong dans son rapport, et tendant à démontrer que l'Empire repose sur une sorte d'hérédité en arrière, permet au gouvernement actuel de tenir pour nul tout ce que les gouvernements intercalés ont fait, et de se soustraire à leurs engagements. M. Drouyn

de Lhuys répondait qu'à ce compte l'Empereur, au lieu du chiffre de Napoléon III, aurait dû prendre celui de Napoléon IV, à cause de Joseph et de Louis son père ; pourquoi, d'ailleurs, ces scrupules d'arithmétique ? L'Empereur n'a-t-il pas solennellement déclaré au Sénat qu'il était solidaire de tous les gouvernements précédents ?

Il fallait faire la guerre ou se laisser convaincre ; le czar prit enfin ce dernier parti. Satisfait, en donnant à l'Empereur le titre de « bon ami » au lieu de « cousin et frère », d'avoir marqué la distance qu'il convient de mettre entre les autocrates de droit divin et un autocrate de par le suffrage universel, il reconnut enfin Napoléon III moyennant quelques réserves sur le plébiscite du 20 décembre et sur le sénatus-consulte qui l'avait suivi. Il était temps : la Prusse et l'Autriche semblaient lasses d'attendre : les fragments suivants de la dépêche de M. de Manteuffel à M. de Hatzfeld, ministre de Prusse, à Paris, en date du 28 décembre 1852, donnent une idée assez juste des sentiments avec lesquels les puissances acceptaient l'Empire.

« Monsieur le comte,

» J'ai mis sous les yeux du roi, notre auguste maître, la lettre du 3 courant, par laquelle M. le baron de Varennes m'a informé de l'avènement du prince Louis-Napoléon à la dignité impériale, lettre entièrement conforme à la communication que M. Drouyn de Lhuys vous avait fait parvenir sur le même objet le 1^{er} courant.

» D'après l'ordre du Roi, notre auguste maître, je ne tarde pas, Monsieur le comte, à vous donner connaissance des résolutions que Sa Majesté a prises à la suite de cet événement, et d'accord avec LL. MM. les empereurs d'Autriche et de Russie.

» En nous notifiant la forme nouvelle qui nous a été donnée pour l'avenir à l'exercice du pouvoir souverain en France, le gouvernement déclare en même temps positivement, que cette transformation ne modifiera en rien sa situation vis-à-vis des puissances étrangères. D'après les communications qui nous ont été faites, l'Empereur des Français reconnaît et approuve tout ce que le Président de la République a reconnu et approuvé depuis quatre ans, et donne, par l'organe de son ministre, l'assurance que les efforts du gouvernement français seront consacrés, sous la réserve de ses droits, au maintien de la paix générale. Ces intentions pacifiques se trouvant d'accord avec les sentiments des autres souverains, le ministre français exprime la ferme confiance que le repos du monde est assuré.

» Ces notifications, confirmées par les déclarations solennelles et publiques du chef de l'État, ont été reçues par le Roi; notre auguste maître, avec une vive satisfaction. Sa Majesté, en appréciant, comme ils le méritent, les services rendus par le prince Louis-Napoléon à la cause de l'ordre, considérera les déclarations susmentionnées du nouveau gouvernement comme un gage de son intention de persévérer dans la politique pacifique qu'il a suivie jusqu'à présent. Car, en même temps qu'il se montre pénétré d'une sincère estime pour les droits de tous, il s'engage à l'observation des traités existants et au maintien de la circonscription territoriale sur laquelle repose le système politique placé sous la sauvegarde de toutes les puissances européennes.

» Ces déclarations se trouvent en parfait accord avec les intentions du Roi, notre auguste maître. Sa Majesté, les recevant comme une garantie de la paix générale, reconnaît l'avènement du Président de la République française à la dignité impériale, et continuera d'entretenir avec le gouvernement de l'Empereur des Français les relations d'amitié et de bon voisinage qui subsistent si heureusement entre les deux pays. »

Les autres États du Nord et du Midi s'étaient déjà mis en règle avec l'Empire. Un seul souverain ne le reconnut pas : souverain sans royaume, il est vrai, le comte de Chambord. Il publia contre le nouveau gouvernement établi en France une assez longue protestation qui se terminait par ces mots solennels : « Quels que soient sur vous (Français) et sur moi les

» desseins de Dieu, resté seul de l'antique race de vos
 » rois, héritier de cette longue suite de monarques
 » qui, durant tant de siècles, ont accru et fait respecter
 » la puissance et la fortune de la France, je me dois,
 » je dois à ma famille et à ma patrie de protester
 » hautement contre des combinaisons mensongères
 » et pleines de dangers. Je maintiens donc mon droit,
 » qui est le plus sûr garant des vôtres, et prenant Dieu
 » à témoin, je déclare à la France et au monde que,
 » fidèle aux lois du royaume et aux traditions de mes
 » aïeux, je conserverai religieusement jusqu'à mon
 » dernier soupir le dernier dépôt de la monarchie
 » héréditaire dont la Providence m'a confié la garde,
 » et qui est l'unique port de salut où, après tant
 » d'orages, cette France, objet de tout notre amour,
 » pourra retrouver enfin le repos et le bonheur. »

Le second Empire français reconnu par l'Europe, ses partisans se demandèrent si l'Empereur ne se devait pas à lui-même et à eux de consolider sa dynastie par un mariage. Napoléon III songeait à répondre à ce vœu.

L'attention des gens appartenant au monde officiel se portait depuis quelque temps à l'Opéra sur une loge d'avant-scène occupée par deux dames, l'une jeune et belle, l'autre d'un âge mûr, mais conservant encore quelques restes de beauté. Le bruit seul de la porte de cette loge s'ouvrant après le lever du rideau forçait presque le chanteur ou la chanteuse à s'interrompre au milieu de l'air commencé; hommes et femmes, oubliant la scène, braquaient leur lorgnette sur les retardataires, et le nom d'une jeune Espa-

gnole, mademoiselle Eugénie de Montijo, courait sur toutes les lèvres.

Les journaux qui donnaient alors la liste des personnes invitées aux fêtes du Président de la République l'avaient souvent inscrit dans leurs colonnes, ainsi que celui de madame la comtesse de Montijo, sa mère. Mademoiselle Eugénie de Montijo, si admirée à l'Opéra, était encore plus charmante, disaient ces journaux, en costume du XVIII^e siècle, entraînant à sa suite les chasseresses de Compiègne et de Fontainebleau. De nombreux portraits ont familiarisé depuis longtemps le public avec les traits de mademoiselle de Montijo ; mais son visage entrevu pour la première fois à l'éclat des lustres, relevé par d'abondants cheveux blonds, par un teint d'une blancheur dorée, brillait de tant de jeunesse et de grâce, qu'on oubliait la petitesse des yeux resserrés sous un front qui manquait un peu de flamme. Cette jeune Espagnole, devenue la reine des fêtes du Président de la République, attirait les regards de la société riche et élégante, plus curieuse et plus désœuvrée que jamais ; les courtisans, observateurs attentifs par intérêt de tout ce qui se passe dans le cœur et dans l'esprit du maître, cherchaient à deviner quelle place y tenait réellement mademoiselle de Montijo et ils crurent d'abord qu'il ne s'agissait que d'un mariage morganatique entre elle et le Président de la République. Mademoiselle de Montijo excitait la curiosité au point de se voir obligée de renoncer à se rendre aux représentations de l'Opéra.

Bientôt, la nouvelle officielle de son mariage re-

doubla l'empressement des curieux ; ils s'attroupaient en foule devant les magasins où sa présence était signalée. Son mariage prochain donnait lieu à toutes sortes de bruits ; celui de l'adoption du fils de Jérôme Bonaparte par son cousin fit baisser les fonds publics ; le silence du *Moniteur* rassura la Bourse. Le journal officiel se contenta en effet d'annoncer le mariage de l'Empereur par la note suivante :

« Un événement heureux, destiné à consolider le gouvernement de Sa Majesté impériale et à assurer l'avenir de la dynastie, est sur le point de s'accomplir. L'Empereur épouse mademoiselle de Montijo, comtesse de Téba. Ce mariage doit être annoncé officiellement aux grands corps de l'État samedi prochain, 22. La célébration aura lieu le samedi suivant, 29. Mademoiselle de Montijo, d'une très grande famille de l'Espagne, est sœur de la duchesse d'Albe. Elle est aussi distinguée par la supériorité de son esprit que par les charmes d'une beauté accomplie. »

Ce mariage surprit le public, ainsi que les amis et les familiers de l'Empereur : les uns soutenaient qu'un mariage national eût cimenté une fois de plus l'union de l'Empereur avec la France ; ils annonçaient en même temps le prochain mariage du prince Napoléon avec la petite-fille du prince de Wagram ; les autres pensaient qu'une alliance avec une des familles régnantes n'eût pas été sans présenter des avantages au fondateur d'une dynastie nouvelle. L'Empereur avait partagé, lui aussi, cette opinion.

La duchesse Stéphanie de Baden, sa cousine, avait trois filles mariées, l'une au prince Wasa, fils de Charles XIII de Suède, et général autrichien, l'autre au prince de Hohenzollern, la dernière au duc d'Ha-

milon. M. Delaunoy, ministre de France à Vienne, chargé officieusement de négocier le mariage du prince Louis avec la fille de la princesse Wasa, se crut un moment sûr du succès ; le prince Wasa ne voulant rien faire sans cependant consulter le gouvernement autrichien, les choses traînaient en longueur. On apprit enfin, à la grande stupéfaction du monde officiel, que la princesse était fiancée au prince de Saxe : c'était un grave échec pour notre diplomatie, qui essaya de nouer un mariage avec la princesse de Hohenzollern ; mais le père de cette princesse, avant de conclure, attendait l'avis probablement défavorable de la Prusse. L'Empereur s'arrêta devant ce double refus, et fit un mariage d'inclination. Le manifeste suivant, adressé à la France, lui apprit les motifs de la détermination nuptiale prise par le chef de l'État :

« Je me rends au vœu si souvent manifesté par le pays en venant vous annoncer mon mariage.

» L'union que je contracte n'est pas d'accord avec les traditions de l'ancienne politique, c'est là son avantage.

» La France, par ses révolutions successives, s'est toujours brusquement séparée du reste de l'Europe ; tout gouvernement sensé doit chercher à la faire rentrer dans le giron des vieilles monarchies ; mais ce résultat sera bien plus sûrement atteint par une politique droite et franche, par la loyauté des transactions, que par des alliances royales qui créent de fausses sécurités et substituent souvent l'intérêt de famille à l'intérêt national. D'ailleurs les exemples du passé ont laissé dans l'esprit du peuple des croyances superstitieuses ; il n'a pas oublié que depuis soixante-dix ans les princesses étrangères n'ont monté les degrés du trône que pour voir leur race dispersée et proscrite par la guerre ou par la révolution. Une seule femme a semblé porter bonheur et vivre plus que les autres dans le souvenir du peuple, et cette femme, épouse modeste et bonne du général Bonaparte, n'était pas issue d'un sang royal.

» Il faut cependant le reconnaître : en 1810, le mariage de Napoléon I^{er} avec Marie-Louise fut un grand événement; c'était un gage pour l'avenir, une véritable satisfaction pour l'orgueil national, puisqu'on voyait l'illustre, l'antique et illustre maison d'Autriche qui nous avait si longtemps fait la guerre, briguer l'alliance du chef élu d'un nouvel Empire. Sous le dernier règne, au contraire, l'amour-propre du pays n'a-t-il pas eu à souffrir, lorsque l'héritier de la couronne sollicitait infructueusement, pendant plusieurs années, l'alliance d'une maison souveraine, et obtenait enfin une princesse accomplie sans doute, mais seulement dans des rangs secondaires et dans une autre religion?

» Quand en face de la vieille Europe on est porté par la force d'un nouveau principe à la hauteur des anciennes dynasties, ce n'est pas en vieillissant son blason et en cherchant à s'introduire à tout prix dans la famille des rois qu'on se fait accepter : c'est bien plutôt en se souvenant toujours de son origine, en conservant son caractère propre et en prenant franchement vis-à-vis de l'Europe la position de parvenu, titre glorieux lorsqu'on parvient par le libre suffrage d'un grand peuple.

» Ainsi, obligé de s'écarter des précédents suivis jusqu'à ce jour, mon mariage n'était plus qu'une affaire privée; il restait seulement le choix de la personne. Celle qui est devenue l'objet de ma préférence est d'une naissance élevée. Française par le cœur, par l'éducation, par le souvenir du sang que versa son père pour la cause de l'Empire, elle a, comme Espagnole, l'avantage de ne pas avoir en France de famille à laquelle il faille donner honneur et dignités. Douée de toutes les qualités de l'âme, elle sera l'ornement du trône, comme au jour du danger elle deviendrait un de ses courageux appuis. Catholique et pieuse, elle adressera au ciel les mêmes prières que moi pour le bonheur de la France. Gracieuse et bonne, elle fera revivre dans la même position, j'en ai le ferme espoir, les vertus de l'impératrice Joséphine.

» Je viens donc, Messieurs, dire à la France : J'ai préféré une femme que j'aime et que je respecte à une femme inconnue dont l'alliance eût eu des avantages mêlés de sacrifices. Sans témoigner de dédain pour personne, je cède à mon penchant, mais après avoir consulté ma raison et mes convictions. Enfin, en plaçant l'indépendance, les qualités du cœur, le bonheur de famille au-dessus des préjugés dynastiques et des calculs de l'ambition, je ne serai pas moins fort, puisque je serai plus libre.

» Bientôt, en me rendant à Notre-Dame, je présenterai l'Impératrice au peuple et à l'armée; la confiance qu'ils ont en moi assure leur sympathie à celle que j'ai choisie; et vous, Messieurs, en apprenant à la connaître, vous serez convaincus que cette fois encore j'ai été inspiré par la Providence. »



Les doléances des conservateurs ralliés à l'Empire succédèrent à celles des bonapartistes purs : les premiers constataient avec amertume le soin que prenait l'Empereur, dans son manifeste, de marquer la différence qui existait entre l'empire et la monarchie telle qu'on l'avait connue en France et ailleurs, son insistance à se vanter de son origine ; or, son origine, d'après eux, c'était la révolution. Le manifeste, par une contradiction qu'explique seul le besoin de faire partager à d'autres les mécomptes éprouvés, se parait de l'alliance de Napoléon I^{er} avec Marie-Louise, en montrant en même temps les inconvénients des unions royales : « Sous le dernier règne, disait l'Empereur, » l'amour-propre du pays n'eut-il pas à souffrir » lorsque l'héritier de la couronne sollicitait infructueusement pendant plusieurs années l'alliance » d'une maison souveraine, et obtenait enfin une » princesse accomplie sans doute, mais dans les rangs » secondaires et dans une autre religion. » Ceux qui connaissaient les refus opposés par le prince Wasa et par le prince de Hohenzollern aux ouvertures matrimoniales de la diplomatie française, sourirent à ces mots de *rangs secondaires*. Plus d'un cœur généreux put se sentir blessé par cette allusion au nom d'une mère, d'une veuve, d'une femme proscrite, glissé dans une espèce d'épithalame politique. La duchesse d'Orléans, en quittant la France, n'y avait laissé que des souvenirs de respect ; en y arrivant elle était déjà Française par ses tendances et par ses études ; les grands écrivains du xvii^e et du xviii^e siècle avaient trouvé en elle une élève capable de les com-

prendre; les écrivains contemporains se sentaient à leur aise devant cet esprit distingué, sérieux, honnête; sa religion même la rendait populaire. Le pays avait vu dans le mariage de l'héritier du trône avec une princesse protestante un gage donné par Louis-Philippe à la liberté de conscience; en était-il de même du mariage de Napoléon III avec une Espagnole?

Les gens de bon sens répondaient aux critiques soulevées par le mariage de Napoléon III, qu'un empereur a, comme un simple citoyen, le droit d'épouser la femme qui lui plaît. Mais les membres de la famille impériale n'étaient point de cet avis, s'il fallait s'en rapporter aux bruits répandus sur la résistance opposée par eux à l'union de l'Empereur avec mademoiselle de Montijo; il était question de scènes violentes dans lesquelles la princesse Mathilde serait allée jusqu'à se jeter aux pieds de son cousin pour le supplier, au nom des intérêts les plus chers de sa famille, de ne point contracter cette alliance. Ces répugnances, s'il est vrai qu'elles aient existé, s'effacèrent bientôt; la future Impératrice ne tarda pas à devenir, aux yeux de ses parents, une personne accomplie. Les sœurs de Napoléon I^{er} n'avaient pas voulu porter la queue de l'impératrice Joséphine au sacre de Notre-Dame, la princesse Mathilde se déclara prête à s'en charger pendant les fêtes nuptiales.

Les journaux officiels du gouvernement, en attendant ces fêtes, ne tarissaient pas de détails généalogiques; ils s'indignaient en même temps contre les

journaux étrangers qui puisaient leurs informations « on ne sait dans quelles antichambres ». Ils leur recommandaient d'ouvrir tout simplement *la Guia de forestieros*, où ils trouveraient du moins des renseignements authentiques sur la famille de Montijo : mademoiselle Eugénie de Montijo, née à Grenade d'une mère également andalouse, mais issue des Kirkpatrick de Closburn, Ecossais exilés pour la cause des Stuarts, sœur de la duchesse de Berwick et d'Albe, était fille de feu Montijo, duc de Penaranda, un des meilleurs officiers espagnols. Dévoué à la cause française qu'il servit comme colonel d'artillerie dans la Péninsule, et en 1814 sur les buttes Chaumont, où il tira le dernier coup de canon sur les alliés ; membre influent du Sénat espagnol, s'occupant dans les loisirs que lui laissait la politique d'entreprises patriotiques, d'améliorations rurales, d'associations utiles, le comte de Montijo était mort en 1839. Les journaux officieux ajoutaient qu'on gardait au musée d'artillerie de Madrid ses armes et son uniforme comme des reliques nationales. Les mêmes journaux faisaient remarquer que la comtesse de Montijo avait rempli la charge de *camerera mayor* de la reine Isabelle pendant le ministère Narvaez.

Les femmes, en Espagne, héritent des titres nobiliaires ; mademoiselle de Montijo réunissait sur sa tête trois grandesses de première classe : Teba, Mora, Banos, sans compter les titres de Guzman, Fernandez, Cordova, Leiva et Lacuna. L'Empereur des Français, devenu grand d'Espagne, se trouvait donc obligé, par les statuts de cette noblesse exceptionnelle, de faire

une déclaration en règle au duc de Montpensier, chef de la grandesse espagnole.

A ces détails généalogiques succédaient d'autres détails techniques sur le trousseau de la mariée et sur les artistes de l'un et de l'autre sexe qui y avaient mis la main ; une certaine robe de dentelle était surtout l'objet de l'admiration des journalistes de la cour ; ils regrettaient amèrement que le temps eût manqué pour modifier la forme un peu classique des diamants de la couronne. Ces diamants, depuis la nuit du 23 au 24 février 1848, étaient déposés au ministère des finances ; le ministre des finances les remit au ministre d'État avec une certaine pompe : cette remise annonçait l'approche du mariage.

La ville de Paris avait voté la somme de 600 000 fr. pour offrir un collier à l'Impératrice ; elle écrivit au préfet de consacrer cette somme à de bonnes œuvres.

Le 29 janvier au soir, le mariage civil de l'Empereur eut lieu aux Tuileries. Le grand maître des cérémonies était allé avec deux voitures de la cour chercher la fiancée impériale. Le grand chambellan, le grand écuyer, le premier écuyer, deux chambellans de service et les officiers d'ordonnance de service, l'attendaient au bas de l'escalier du pavillon de Flore, pour la conduire au salon de famille, où se trouvait l'Empereur entouré du prince Jérôme, des princes de sa famille désignés pour assister à la cérémonie, des cardinaux, des maréchaux, des amiraux, des ministres, des grands officiers de la maison civile et militaire, des ambassadeurs et des ministres plénipotentiaires français présents à Paris.

Le prince Napoléon et la princesse Mathilde vinrent au-devant de la future Impératrice jusqu'à l'entrée du premier salon. Le cortège s'étant mis en marche, le premier chambellan prit les devants pour annoncer à l'Empereur l'arrivée de sa fiancée. Napoléon III, en uniforme de général, portait le collier de la Légion d'honneur de Napoléon I^{er}, relique confiée par le prince Jérôme à son neveu, et le collier de la Toison d'or de Charles-Quint. Les diamants du collier commandé par la ville de Paris, et acheté par lui, brillaient au cou de sa fiancée ; les diamants et les saphirs de la ceinture de l'impératrice Marie-Louise serraient la fameuse robe de point d'Alençon, recouvrant une jupe de satin blanc.

Le grand maître des cérémonies ayant pris les ordres de l'Empereur, le cortège, à neuf heures, se dirigea vers la salle des maréchaux, où devaient s'accomplir les formalités du mariage civil.

Les deux fiancés, arrivés dans la salle des Maréchaux, prennent place sur deux fauteuils au haut d'une estrade ; le registre de l'état civil de la famille impériale, retrouvé dans les archives de la secrétairerie d'État, est ouvert sur une table à gauche. Le ministre d'État, officier de l'état civil, assisté du président du Conseil d'État désigné *ad hoc*, ayant reçu les affirmations de l'Empereur et de Son Excellence mademoiselle Eugénie de Montijo, comtesse de Teba, les déclare unis en mariage. Le président du Conseil d'État, sur l'invitation du grand maître des cérémonies, présente la plume à l'Empereur et ensuite à l'Impératrice, qui signent sans quitter leur place.

La comtesse de Montijo, les princes et princesses, l'ambassadeur d'Espagne, reçoivent la plume des mains du président du Conseil d'État et s'approchent de la table pour signer suivant leur rang. Les témoins désignés signent ensuite; d'abord, ceux invités à signer l'acte du mariage de l'Empereur, puis les autres témoins nommés pour signer l'acte du mariage civil. Les premiers étaient le prince Jérôme Bonaparte, le prince Napoléon-Joseph Bonaparte, la princesse Mathilde Bonaparte-Démidoff, le prince Lucien Bonaparte, le prince Pierre-Napoléon Bonaparte, la princesse Élisabeth Bacciocchi, comtesse Camerata, le prince Lucien Murat, membres de la famille de l'Empereur. Voici les noms des seconds : les cardinaux de Bonald, Dupont, Mathieu, Gousset, Donnet; les maréchaux Reille, Harispe, Vaillant, Castellane, Saint-Arnaud, Magnan; les amiraux Roussin, de Mackau; les président, premier vice-président, vice-président, secrétaire et grand référendaire du Sénat, Troplong, Mesnard, Baraguey d'Hilliers, Regnault de Saint-Jean d'Angely, Lacrosse, d'Hautpoul; le grand maître des cérémonies, Cambacérès; le président et les vice-présidents du Corps législatif, Billault, Reveil, Schneider; le président et le vice-président du Conseil d'État, Baroche et Rouher; les ministres : M. de Morny, etc.

Le cortège, les signatures terminées, se rend, au son de la marche des *Filets de Vulcain*, dans la salle de spectacle, où les artistes de l'Opéra exécutent une cantate¹, dont voici la première strophe :

1. Paroles de Méry, musique d'Auber.

Pour notre Impératrice, aux doux climats choisie,
Chantez, avec des voix qui savent nous ravir,
Les airs que redira l'écho d'Andalousie,
Aux collines du Tage et du Guadalquivir.
Espagne bien-aimée,
Où le ciel est vermeil:
C'est toi qui l'as formée,
D'un rayon de soleil.

Les survivants de la génération qui vit passer les voitures du sacre de Napoléon I^{er}, du mariage de l'Empereur avec Marie-Louise, et du baptême du roi de Rome, purent les reconnaître le lendemain 30 janvier 1853. L'Empereur et l'Impératrice, qui avaient entendu la messe et communiqué dans la chapelle de l'Élysée avant de se rendre à Notre-Dame, occupaient la première; le prince Jérôme et le prince Napoléon, chargés de porter les honneurs, étaient dans la seconde.

Napoléon I^{er}, le matin de son mariage religieux, assistant à la toilette de Marie-Louise, avait dit, en fixant lui-même la couronne du sacre sur la tête de sa femme :

« L'Impératrice portera cette couronne qui n'est pas belle, mais qui a un caractère particulier, et que je veux rattacher à ma dynastie. » Cette même couronne parait le front de la nouvelle Impératrice. Elle prit place à une heure en face de l'autel, et l'archevêque de Paris, s'adressant aux conjoints, selon le cérémonial arrêté, leur dit : « Vous vous présentez ici pour contracter mariage en face de la sainte Église? » Ils répondirent : « Oui, monsieur. »

L'évêque de Nancy, premier aumônier, présenta sur un grand plateau de vermeil les pièces d'or et l'anneau à l'archevêque qui les bénit. M. Sibour,

après les demandes et les réponses d'usage en pareil cas, remit à l'Empereur les pièces d'or et l'anneau. L'Empereur présenta d'abord les pièces d'or à l'Impératrice, en disant : « Recevez le signe des conventions matrimoniales faites entre vous et moi. » Ensuite il plaça l'anneau à son doigt, en ajoutant : « Je vous donne cet anneau en signe du mariage que nous contractons. » L'archevêque, étendant la main sur les deux époux à genoux, prononça la formule sacramentelle; les oraisons d'usage furent récitées. Les mariés remontèrent sur leur trône et la messe commença. Le prince Napoléon présenta les cierges de l'offrande à l'Empereur, et la princesse Mathilde à l'Impératrice; l'évêque de Nancy et l'évêque de Versailles tenaient le poêle. L'archevêque de Paris, accompagné du curé de Saint-Germain l'Auxerrois, paroisse des Tuileries, soumit, pendant le *Te Deum*, à la signature de l'Empereur et de l'Impératrice, le registre où est consigné l'acte du mariage religieux. Les témoins étaient, pour le marié : le prince Jérôme Napoléon et le prince Napoléon; pour la mariée : le marquis de Valdegamas, ambassadeur d'Espagne, le duc d'Ossuna, le marquis de Bedimar, grands d'Espagne, le comte de Galve et le général Alvarez Toledo.

L'Impératrice, en se levant, à l'Évangile, fit avec son pouce, à l'espagnole, de nombreux signes de croix sur son front, ses lèvres et son cœur. Les invités à la cérémonie purent admirer, lorsqu'elle se leva, les richesses qui la couvraient comme une madone : sa robe ruisselait de diamants; son cou, ses bras, sa tête, sa ceinture, en étaient chargés; au milieu de tous ces



feux, on distinguait cependant celui du Régent placé sur sa poitrine. Le duc de Brunswick, debout contre un pilier, luttait seul de diamants et d'éclat avec la mariée.

La cour, les ministres, les grands corps de l'État, les fonctionnaires, la magistrature, l'armée, remplissaient l'église; dehors fourmillait le nombreux personnel désormais immuable de toutes les fêtes : les communes avec le maire et le curé en tête, les associations ouvrières comprenant tous les corps d'états, depuis les charpentiers jusqu'aux allumeurs de réverbères; les jeunes filles en longues files blanches : de Notre-Dame aux Tuileries, c'était une procession sans fin. Les chemins de fer avaient versé plus de deux cent mille individus dans Paris, foule curieuse et indifférente. Quelques vivats se firent entendre lorsque les deux époux, de retour de la cérémonie, parurent au grand balcon des Tuileries. Le soir, le repas de famille terminé, la muse fit entendre de nouveau ses chants :

Célestes concerts,
Douce harmonie,
Glissez dans les airs :
Chantez la grâce unie
Au génie;
Chantez Eugénie
Et les amours
Durant toujours¹.

Cette cantate et les morceaux du concert qui la suivirent furent chantés en costume espagnol. La

1. Paroles de madame Mélanie Waldor.

présentation des grands corps de l'État et des dames de la cour, après le concert, mit fin à cette longue soirée.

Ce mariage avait été accueilli en France et en Europe comme un gage de paix. L'Empereur, pour prouver que la paix était bien en effet la base de sa politique, décréta le 8 mars qu'une Exposition universelle des produits agricoles et industriels, à laquelle toutes les nations seraient admises, s'ouvrirait le 1^{er} mai 1855 à Paris. Une députation du haut commerce de la Cité de Londres présenta une adresse à l'Empereur, signée de quatre mille négociants notables, exprimant l'espoir que la paix serait maintenue entre les deux grandes nations, et par conséquent dans le monde ; l'Empereur, dans sa réponse, attesta sa ferme intention de répondre à ce vœu. M. Louis Bonaparte avait publié autrefois un travail sur le canal de Nicaragua ; la compagnie anglaise pour la jonction des deux Océans, en sollicitant la protection de l'Empereur des Français, avait émis les mêmes vœux que les négociants anglais et reçu les mêmes assurances pacifiques.

Le commerce et l'industrie, comptant sur la paix, reprenaient leur essor ; le décret déclarant d'utilité publique l'achèvement de la rue de Rivoli avait ouvert l'ère des grands travaux de la ville de Paris ; la Bourse rappelait les beaux temps de Law et du Mississippi. L'ancienne société faisait place à une société nouvelle professant en matière de politique, d'art, de littérature, d'affaires et même de plaisirs, des opinions et des goûts diamétralement opposés aux siens. Cette

société improvisée, par conséquent un peu mêlée, et très exubérante, avait besoin d'être dirigée et contenue : ce rôle de pouvoir modérateur revenait en France, comme dans tous les pays monarchiques, à la royauté; la nouvelle Impératrice allait donc étendre son sceptre sur la société sortie du dernier changement politique.

L'Impératrice était-elle à la hauteur de ce gouvernement difficile? Les disciples de Lavater pouvaient seuls encore répondre à cette question en étudiant le caractère de S. M. Eugénie, d'après les traits de son visage exposés à la vitrine de tous les marchands d'estampes. M. de La Guéronnière avait déjà publié le résultat de ses observations; mais le public se méfiait un peu de ce physiognomoniste de cour en admiration, tantôt devant Louis-Napoléon, « figure douce et calme qui n'est que la marque d'une vie intérieure forte et puissante », tantôt devant le comte de Chambord, « l'une des plus belles têtes de l'Europe; la beauté physique n'est sur ses traits que le reflet de la beauté morale », tantôt enfin devant le prince de Joinville, « qui a toute la beauté de sa race ».

M. de la Guéronnière qui, dans une lettre imprimée, déclarait qu'il brisait ses crayons et s'indignait à la pensée qu'on pût croire son frère capable d'accepter une sous-préfecture d'un coup d'État, s'était d'ailleurs trop récemment converti pour qu'on crût à la fidélité scrupuleuse de son dessin et de ses observations. Il n'avait pas été bien inspiré par son modèle; la finesse du crayon, le modèle, le jour, étaient remplacés, dans l'étude sur l'Impératrice, par des divagations obscures

et banales dans le genre de celles-ci : « A la femme,
» le monde ne demande que les attraits qui charment
» son regard et son esprit, et la famille que les vertus
» modestes qui assurent son repos et son bonheur;
» à la reine, le peuple demande le patriotisme de cœur,
» qui n'est autre chose que le dévouement sans limite,
» l'amour sans préférence, l'abnégation sans calcul,
» et l'héroïsme de tous les sentiments nobles et géné-
» reux. » M. de La Guéronnière, nuageux dans tous
les détails du portrait, le terminait par une mala-
» dresse : « Nous n'hésitons pas à le dire, l'Empereur
» Napoléon III n'aurait réussi à épouser une prin-
» cesse des familles souveraines de l'Europe que par
» deux moyens également impossibles et déplorables
» une grande guerre ou une humiliation. Attaquer l'Eu-
» rope ou humilier l'Empire et la France, voilà la
» double alternative qui se présentait pour arriver à
» l'honneur d'une alliance dynastique. »

Mademoiselle de Montijo avait fait l'ornement et le charme des fêtes de Compiègne et de Fontainebleau, l'Impératrice connaissait donc d'avance sa cour. Reine ou Impératrice, métier difficile dans un pays comme la France et dans un temps comme celui où nous vivons !

Une Impératrice jeune, belle, élégante, dans un pays où la mode règne en despote, est imitée, copiée aveuglément ; diriger les modes, c'est régler le luxe, c'est exercer par conséquent une grande influence sur la fortune et sur les mœurs de la société. Les reines sous les Valois et sous les Bourbons jusqu'à Louis XIV, laissèrent cette dangereuse influence aux

maîtresses. Marie-Antoinette la prit sans le vouloir peut-être; elle devint comme la gravure de mode de la France et de l'Europe; tant de toiles, de pastels, de dessins, d'ivoires, d'émaux où elle est représentée dans des toilettes et des attitudes où respire la grâce affectée et voluptueuse du temps, en embellissant la femme, nuisaient à la reine. Lorsque Joséphine monta sur le trône, la France sortait à peine de la République; la mode n'avait pas eu le temps de s'organiser en gouvernement. Plusieurs femmes dont on cite encore les noms partageaient avec Joséphine la royauté de la mode. Marie-Louise ne fit que passer sur le trône pendant les années calamiteuses de l'Empire. La duchesse de Berry, sous la Restauration, essaya de porter de sceptre de la mode. La reine Marie-Amélie, et madame Adélaïde, sa belle-sœur, princesses qui avaient vu la fin de la société la plus élégante et la plus polie du monde, ne pouvaient, par leur âge, prétendre à ce genre d'influence. La France n'aperçut qu'un moment les filles de Louis-Philippe dans le modeste éclat de leur gracieuse jeunesse. La duchesse d'Orléans, veuve, et d'ailleurs d'un esprit grave, ne se montrait guère sous un aspect mondain; elle recevait néanmoins les poètes, les historiens, les hommes de lettres illustres de ce temps-ci; mais la tâche de mettre en communication la cour et la société paraissait plus spécialement dévolue aux fils du roi, princes jeunes, aimables et lettrés.

L'Impératrice Eugénie allait être chargée de cette tâche délicate : soutenir sans trouble comme sans hauteur les regards de tant d'individus qui vous exa-

minent sans cesse; prendre sans en avoir l'air sa part de responsabilité dans le gouvernement, et la plus dangereuse peut-être; se montrer à la fois sérieuse et frivole, femme d'intérieur et femme du monde; avoir de la religion plus que de la dévotion; s'occuper de modes sans affectation, de littérature sans pédanterie, de politique sans embarras; lire ce qu'il faut qu'une femme instruite ait lu, dire tout ce qu'une femme d'esprit peut dire; savoir parler aux femmes et aux hommes, aux jeunes gens et aux vieillards; être, en un mot, toujours en scène, c'est le rôle d'une reine. Celle qui allait le remplir savait tout ce qu'on peut apprendre au couvent du Sacré-Cœur de Londres et de Paris. Les voyages avaient pu aussi contribuer à son éducation. Madame de Montijo, sa mère, aimait la vie des eaux, des bains de mer, changeait souvent de résidence; elle recherchait la foule autant que le monde, et les gens amusants plus que les hommes d'esprit. Madame de Montijo, passant quelquefois l'hiver à Paris, avait un salon qui s'ouvrait après l'Opéra, où l'on parlait de tout, mais où l'on ne causait sur rien : l'Espagne n'est pas le pays de la conversation. Madame de Montijo recevait tout le monde et ne voyait personne. Mademoiselle de Montijo, sa fille, habituée à l'aimable liberté de la vie de voyage, n'avait point fait, au sein de la grande société, qui sait mettre l'intelligence et le talent au même rang que la fortune, l'apprentissage de sa nouvelle existence : régner et avoir pris naissance loin du trône, être reine improvisée au milieu de courtisans d'hier, difficile épreuve! Louis XIV avait pu vivre soixante

ans à Versailles sans s'ennuyer, au milieu d'une société qui, elle aussi, ne connaissait guère autre chose que Versailles. Mais Marie-Antoinette, élevée dans la simplicité familière de la cour d'Autriche, ne put jamais entièrement se ployer à l'étiquette de la nôtre; ses tentatives pour la violer, au lieu de la faire paraître plus aimable aux yeux de la nation, la rendirent suspecte. Nous vivons dans un temps où les reines sont plus en vue que jamais, où elles ne mettent pas une robe sans que cinquante journaux en disent la forme et la couleur, où vingt articles racontent chaque jour leurs fêtes, leurs plaisirs, leurs parures, leurs coiffures. Cette publicité nuit aux reines, on ne les voit plus que par leurs côtés futiles.

La femme de Napoléon III, jeune et belle, aurait dû s'attendre à l'appui bienveillant et cordial des amis et des partisans de l'Empire, de ceux qui lui devaient tout; le public ne tarda pas au contraire à s'apercevoir de leur hostilité, grâce au réveil de l'esprit courtisan. Cet esprit a produit en France une littérature particulière : couplets risqués, mots à double entente, quatrains, distiques, madrigaux croustillants. Cette littérature, qui atteint son apogée à la fin du XVIII^e siècle, s'enrichit peu, mais elle se transmet de règne en règne; les courtisans retournent les vieux couplets, quatrains, distiques, madrigaux, calembours, lorsqu'ils ne savent pas en inventer de nouveaux. A ces médisances rimées de boudoir et d'alcôve, on sentit bientôt qu'il y avait une cour. On s'en aperçut également au luxe qui envahissait toutes les classes de la société.

« Madame la maréchale, votre manteau est superbe; voilà déjà plusieurs fois que je le vois. » Voilà de quelle façon Napoléon I^{er} relevait les dames de sa cour du péché d'économie. Un des meilleurs lieutenants de l'Empereur reçoit une voiture à deux chevaux de sa part; il se confond en remerciements devant ce nouvel acte de munificence impériale. Le lendemain, le carrossier lui remet la facture. Sa Majesté avait voulu tout simplement donner une leçon assez chère à un général qui s'était permis de se rendre aux Tuileries en fiacre. Napoléon III imposait moins durement la consigne du luxe; il se contentait de donner aux dignitaires de sa cour et aux hauts fonctionnaires de l'Empire l'exemple des fêtes et des amusements. Le mot d'ordre passait ensuite aux possesseurs des grandes fortunes territoriales et industrielles : malheureusement les grandes fortunes ne sont pas seules susceptibles d'entraînement; les petites fortunes les imitent volontiers, et, dans toutes les classes de la société, c'est bientôt une émulation de dépenses qui la corrompt en attendant qu'elle la ruine. Le luxe subit inspire de la méfiance; quand d'énormes fortunes surgissent, on se demande d'où elles viennent. Deux mois après la proclamation de l'Empire, le *Moniteur* était déjà obligé de démentir « comme une infâme calomnie les bruits répandus à la Bourse sur des opérations financières qu'auraient faites des fonctionnaires d'un ordre élevé ». Le *Moniteur* ne parlait que de fonctionnaires, mais ce n'était pas sur eux seulement que se portaient les soupçons.

La cour existe donc, il faut en régler le cérémonial

et l'étiquette. La grave question du costume s'offre la première : sera-t-on admis en frac noir aux réunions des Tuileries, ou en habit habillé ? Ce dernier l'emporte. L'étiquette a fait en deux mois de tels progrès, que M. Sandfort, chargé d'affaires des États-Unis, avant de se présenter en habit noir dans un bal des Tuileries, croit nécessaire de faire pressentir M. Drouyn de Lhuys, ministre des affaires étrangères, sur ce point délicat. Les journaux étrangers, l'œil fixé sur les fêtes de la cour, citent comme ayant donné l'exemple de porter la culotte, les maréchaux Magnan et Saint-Arnaud, le général de Lawoëstine, commandant la garde nationale, et M. de Nieuwerkerke. Un homme hardi essaye de la poudre, l'histoire n'a pas conservé son nom ; on n'était pas encore mûr pour cette restauration. M. de Maupas, ministre de la police, fait cependant accepter une importation anglaise, celle de poudrer les cochers ; les journaux officiels le louent de cet acte d'initiative hardie. L'habit de fantaisie essaye d'entrer en lutte avec l'habit officiel ; on le traite d'abord en sédition, et l'on finit par le tolérer. Après la question des habits surgit celle des ordres étrangers de chevalerie. Quelques-uns de ces ordres donnent le droit de porter l'épaulette et l'uniforme : Parme, Naples, Modène, Malte, peuplaient les bals officiels de colonels et de chevaliers apocryphes. Des décrets règlent le port des ordres étrangers ; le *Moniteur* en rappellera plus d'une fois les sévères prescriptions, en ajoutant qu'elles seront rigoureusement appliquées. Dans la société française replacée sur ses véritables

fondements, les questions d'étiquette doivent reconquérir l'importance qu'elles ne perdent jamais sans danger pour l'ordre public : une commission, dans laquelle figurent M. Troplong, président du Sénat, et M. Abbaticci, garde des sceaux, règle les détails des préséances. Le *Moniteur*, lors de l'apparition de l'*Almanach impérial*, publie un *errata* pour restituer à MM. Billaut, Baroche et Troplong le titre d'*Excellence*, omis devant leur nom ; le *Constitutionnel* qui, par contre, a donné du *Monseigneur* au grand chambellan et au grand maître des cérémonies, est obligé de revenir sur cet excès de zèle. Les titres de noblesse, abolis par le gouvernement provisoire, avaient été rétablis par le Prince-président après le coup d'État.

« Nous sommes des ancêtres », ce mot des illustres soldats de l'Empire aurait pu être vrai si la société s'était reconstituée entièrement dans le sens démocratique. Le nom de Soult ne jurait pas avec le titre de duc de Dalmatie, mais le duché paraissait incompatible avec le milieu social. La noblesse de l'Empire, pas plus que celle de l'ancien régime, n'a pu se transformer en aristocratie politique. Le gouvernement de la Restauration et celui de Louis-Philippe encore plus ont comblé de faveurs les survivants de la noblesse impériale, mais le noble disparaissait sous le fonctionnaire. On se trompait en croyant la France guérie de la manie des titres : à peine l'Empire est-il rétabli, que les noms les plus bourgeois de la finance cherchent à se rehausser par la particule ; même à ceux qui peuvent invoquer une autre illustration, on tient à donner une origine nobiliaire. Lorsque madame

Achille Murat revint de la Floride en France, la *Patrie* fit remarquer qu'elle descendait des Plantagenets en qualité de petite-nièce de Washington. L'Empereur, à peine monté sur le trône, crée de nouveaux nobles; à ces titres, il joint quelquefois des dons magnifiques. Il y a près de Versailles un château bâti par madame de Montespan, et connu sous le nom de château de Beauregard : ce château, acheté par l'Empereur, est donné par lui à une Anglaise, miss Howard, et la résidence de l'ancienne maîtresse de Louis XIV, restaurée, embellie, donne son nom à la nouvelle propriétaire devenue comtesse.

L'amour du ruban rouge, qui commençait à n'être plus sous Louis-Philippe qu'une faiblesse chez quelques individus, redevint sous le second Empire une maladie générale. Naguère les solliciteurs heureux de la décoration de la Légion d'honneur ne se montraient pas le jour où leur nomination paraissait au *Moniteur*; ils sortaient pendant une semaine ou deux avec leur redingote boutonnée; leurs amis faisaient semblant de ne pas apercevoir le bout de ruban. Lorsque M. Clément Thomas, commandant de la garde nationale parisienne, appliqua l'expression de « hochet de la vanité » à la croix de la Légion d'honneur, tous ceux qui s'en indignaient sur les bancs de la droite étaient au fond de son avis; mais défendre les ordres de chevalerie, c'était défendre les institutions de la monarchie, et protester contre la République. Napoléon I^{er}, lors de la création de la Légion d'honneur, la défendit devant le Conseil d'État par des raisons très vulgaires; il prétendit qu'on gouverne les hommes

par leurs défauts, et surtout par leur vanité : d'où il résulte que la vraie science de gouvernement, c'est la corruption. Si l'institution nouvelle n'avait eu d'autre soutien que la vanité des hommes, elle aurait bien vite perdu son prestige ; mais, heureusement pour la Légion d'honneur, il restait encore alors dans les esprits un certain idéal de grandeur et d'héroïsme, dernier souffle du XVIII^e siècle et de la Révolution : les caractères, en s'abaissant, gardaient encore l'empreinte des nobles sentiments. La croix d'honneur sur la poitrine d'un homme était bien alors une croix d'honneur ; les savants, les gens de lettres, les artistes, beaucoup moins nombreux qu'aujourd'hui, laissaient à la croix d'honneur le principal caractère d'une récompense, la rareté : l'argent exerçait une moins grande influence sur les écrivains, qui obéissaient à des idées de désintéressement devenues maintenant plus rares. Le poète, qui, dans ce temps-là, mettait plusieurs années à composer une tragédie, cherchait à atteindre un autre but que l'auteur dramatique de nos jours, qui fait jouer trois ou quatre pièces par an ; la croix suspendue à sa boutonnière représentait bien l'honneur qu'il avait cherché : on était sûr de trouver dans chaque légionnaire, sinon un grand homme, du moins un honnête homme.

Aujourd'hui, les hommes de lettres se rassemblent pour juger la conduite d'un de leurs confrères accusé de certaines vilenies littéraires ; cet homme sort plus que sali de l'enquête : un mois après il est chevalier de la Légion d'honneur, et il étale effrontément son ruban dans tous les lieux publics. Le gouvernement



s'est trompé et aucun gouvernement n'est à l'abri de semblables erreurs. Ce n'est pas l'erreur du gouvernement, c'est l'indifférence du public qui est grave. Sous le premier Empire, un vengeur de l'opinion eût arraché le ruban à la boutonnière de cet homme. Personne, à cette époque, ne niait l'utilité de la police ; mais le gouvernement ne se croyait point obligé d'accorder à ses services les mêmes récompenses qu'à ceux de la science et des lettres. Il excluait les hommes d'argent des listes de promotion ; ils figurent maintenant dans presque toutes : tel financier est en prison ; jugé, condamné en première instance, acquitté en appel, il a fini par s'en tirer ; mais, fort compromis aux yeux des gens honnêtes, il n'en reste pas moins chevalier de la Légion d'honneur. Napoléon I^{er} décorait les industriels, mais ceux qui, partis de bas, à force de persévérance, d'intelligence, de probité, avaient fait leur fortune en dotant leur pays d'une industrie nouvelle. Il récompensait alors l'effort. Aujourd'hui, c'est le succès seul qui est récompensé dans l'industrie, dans les arts et dans les lettres. Cet homme qui étale si fièrement son ruban rouge, fait des romans détestables que le public lit avidement, et que les libraires lui payent chèrement. Qu'a de commun ce succès avec l'honneur ? Question qu'on peut également s'adresser à propos de ce vaudevilliste qui vient de recevoir la croix pour avoir écrit trente ou quarante moitiés, tiers ou quarts de vaudevilles. Pourquoi a-t-on aussi décerné la chevalerie à ce directeur de spectacle ? Parce que la foule va voir une pièce qui l'amuse. Ce ne sont pas là des

abus; les choses ne sauraient se passer autrement dans la société moderne. Les ordres de chevalerie reposaient sur le principe du choix, de l'exclusion; l'égalité des fonctions résulte de nos jours de l'égalité des récompenses: soldats, industriels, fabricants, écrivains, marchands, employés, tous ont droit à la croix d'honneur. La nuit, on entend rouler sur le pavé de lourdes charrettes desquelles les passants attardés s'éloignent à la hâte; elles appartiennent à une compagnie dont l'organisation, l'administration et les services valent ceux des autres compagnies; le *Moniteur* un jour nous apprendra que le directeur de cette compagnie a reçu la croix de la Légion d'honneur. La France, déjà si fertile en employés, a vu leur nombre doubler ou tripler depuis la création des chemins de fer; les expositions générales ou locales créent sans cesse aux industriels des occasions de se distinguer. D'ailleurs tout n'est-il pas occasion de ce genre, et ne décore-t-on pas le chef d'un orphéon aussi bien que l'inventeur d'une pâte pectorale?

Le ruban rouge eut beau être prodigué, personne ne s'en dégoûta, au contraire. La France, en revenant à la monarchie, en reprit les faiblesses; les tiroirs des ministères, du cabinet particulier de l'Empereur, des grands officiers de la couronne, furent encombrés de pétitions pour obtenir la croix de la Légion d'honneur. Le gouvernement ne s'en montra, du reste, point avare; tous ceux qui de près ou de loin avaient participé au coup d'État la reçurent; il décora jusqu'aux membres de la députation chargée de remettre

à l'Empereur, au nom du Corps législatif, le résultat du scrutin du 20 novembre.

Le chef de l'État, avant de fixer sa résidence aux Tuileries, y donnait des bals dont la princesse Mathilde et la marquise Douglas, fille de la duchesse Stéphanie de Baden, faisait les honneurs ; cinq mille invités, officiers français ou étrangers, fonctionnaires, dames étrangères, Italiennes, Russes, Espagnoles, Portugaises, Américaines, quelques Françaises, se pressaient aux fêtes et aux réceptions de la cour.

Les ministres se rendirent à la réception du 1^{er} janvier 1853 dans des voitures escortées d'un piquet de cavalerie sabre en main. Les journaux officiels célébrèrent la magnificence des livrées des dignitaires et des fonctionnaires. Les grandes et petites charges de l'ancienne cour impériale étaient rétablies, mais les restaurations ne sont jamais complètes. Les mousquetaires disparurent à la seconde rentrée des Bourbons ; le second Empire ne jugea pas opportun de rétablir les pages, il se contenta de chambellans. L'importance que ces charges allaient prendre dans l'État peut se mesurer à l'influence que le gouvernement attribuait au cérémonial sur les destinées de la société. Le *Moniteur* s'explique à ce sujet en rendant compte de la réception du 1^{er} janvier : « L'empressement à se rendre à cette solennité a été » si grand, que tous les corps étaient plus nombreux » qu'on ne les a vus, il y a bien des années. Chacun » a été frappé de voir la hiérarchie, l'ordre, le respect » mis si rapidement à la place de la confusion, de » l'oubli de toutes les règles et de tous les rangs. Ce

» changement est dû à l'influence de l'acte éner-
» gique qui a sauvé la France, et rétabli la société
» sur des bases solides parce qu'elles sont vraies.
» L'ordonnance de cette réception est due à M. le
» comte Bacciocchi, qui a présidé, assisté de M. Feuil-
» let de Conches. »

Malgré la haute surveillance du premier chambellan, de fréquents conflits d'étiquette s'élevaient entre les grands corps de l'État : le clergé de Paris et le Corps législatif prétendaient également au droit de saluer l'Empereur après le Sénat ; le Corps législatif obtint gain de cause. Le conseil de l'ordre des avocats réclama, lui aussi, par l'organe de son bâtonnier en exercice, mais ce fut contre le *Moniteur*, qui l'avait inscrit sur la liste des corps présentés aux Tuileries : « L'ordre des avocats, disait M. Berryer, » n'est ni un corps de fonctionnaires, ni une com- » pagnie d'officiers ministériels. Le conseil de l'ordre » ne s'est pas présenté le 1^{er} janvier aux réceptions » officielles, où il ne devait être appelé à aucun titre, » et où aucun rang ne pouvait lui être assigné. » L'ordre des avocats, remanié pour entrer dans le cadre de la société rétablie sur ses véritables bases par le coup d'État, ne nommait plus son bâtonnier au suffrage universel ; les membres du conseil de l'ordre pouvaient seuls conférer cet honneur.

Une cour donne toujours l'essor aux besoins et aux sentiments que le luxe et la vanité font naître. Le luxe a sa part d'influence sur toutes les manifestations de l'esprit humain ; il peut contribuer au progrès des arts, mais il aide puissamment aussi à leur décadence.

Quand les artistes travaillent uniquement pour les gens riches, ils cherchent à flatter leurs goûts et leurs instincts souvent vulgaires. Le règne de quelques souverains a coïncidé avec une grande époque de l'art ; ces souverains en ont profité, ils ont payé richement de grands travaux à de grands artistes : peut-on dire qu'ils les aient suscités ? Les belles époques de l'art sont les époques pauvres où les plus illustres artistes sont pauvrement payés. Dans les temps où la richesse domine, le luxe impose son goût à l'art, et il est rare qu'il crée des artistes originaux ; les peintres des époques de luxe se contentent de restaurer l'art ancien. L'argent des enrichis de l'époque actuelle n'a servi qu'à élever les tableaux, les statues, les objets d'art anciens à des prix fabuleux ; il a fait la fortune des marchands de bric-à-brac, mais voilà tout. Heureusement, il n'y a pas de mal à ce que les riches payent trop cher des tableaux qui ne valaient pas grand chose hier, et qui ne vaudront pas cher demain. Le luxe devient un danger, quand il pénètre dans certaines classes de la société. Sous l'ancien régime, si les nobles et les financiers se ruinaient à l'envi, les bourgeois restaient économes ; les employés, moins nombreux et mieux payés, supportaient plus aisément le fardeau des dépenses que leur imposait une place : il n'y avait pas dans ce temps-là un monde d'employés et de fonctionnaires. La cour donne un bal aujourd'hui, demain c'est le ministre, après-demain le directeur général, la semaine prochaine le chef de bureau. Le luxe sévit d'un degré à l'autre de l'échelle des familles comme une épidémie. Ce fléau moral

épuise la nation : dépenser plus qu'on ne gagne, voilà l'économie politique du luxe ; tous les moyens sont bons pour gagner de l'argent, telle est sa morale. Cette morale, sans doute, avait recruté de nombreux adeptes parmi les gens qui, sous le régime précédent, avaient suivi le fameux mot d'ordre de M. Guizot : « Enrichissez-vous ! » Mais le nouveau régime ne pouvait manquer d'en accroître le nombre.

Le Sénat, sur un exposé de motifs discuté au Conseil d'État, et revêtu de la signature de MM. Baroche, Rouher et Delangle, avait terminé par son sénatus-consulte du 23 décembre 1852 les modifications rendues nécessaires à la Constitution du 14 janvier 1854 par le rétablissement de l'Empire : son bureau remit cet acte à l'Empereur, au palais de Compiègne, après la messe du jour de Noël. Ces modifications n'avaient été ni longues ni difficiles à opérer. Douze millions de liste civile pouvaient suffire à la rigueur au président d'une république ou à un roi comme Louis-Philippe ; mais il n'eût pas semblé convenable au Sénat d'accorder moins à Napoléon III qu'à Napoléon I^{er}, lequel touchait vingt-cinq millions par an. Le Sénat vota cette somme, à laquelle le revenu des forêts de la couronne ajoutait trois millions par an, à charge, il est vrai, d'entretenir les palais et les manufactures. Les princes impériaux, moins bien traités, n'obtinrent qu'un million et demi, que l'Empereur répartissait à son gré. Le douaire de l'Impératrice devait être fixé par le Sénat au moment même du mariage de l'Empereur, sans qu'il pût donner lieu à un accroissement quelconque de la liste civile fixée pour la durée du

règne. En vertu de la tradition monarchique, les biens appartenant à l'Empereur au moment de son avènement étaient de plein droit réunis au domaine de la couronne.

Le même sénatus-consulte autorisa l'Empereur à modifier par décrets les dispositions du décret organique du 22 mai 1852, réglant les rapports des grands corps de l'État entre eux et avec le pouvoir exécutif; il déclara ensuite que, pour assurer plus d'impartialité au compte rendu des débats du Corps législatif, ce compte rendu devait être soumis à une commission formée du président de la Chambre et des présidents de bureau; le premier ayant voix prépondérante en cas de partage. Le mandat des députés et la dignité de sénateur cessaient d'être gratuits à dater de la promulgation de ce sénatus-consulte; une indemnité de 2500 francs par mois, pendant la durée de la session ordinaire et extraordinaire, était allouée à chaque député, et une dotation fixe de 30 000 francs à chaque sénateur.

Les traités de commerce faits en vertu de l'article 6 de la Constitution auront force de loi pour les modifications de tarifs qui y sont stipulées. Cette disposition alarmait fort les protectionnistes, qui se voyaient sans garantie contre les réductions de tarifs introduites dans les conventions diplomatiques; le gouvernement les calma par des promesses qui allèrent, s'il faut en croire leurs propres assertions, jusqu'à l'assurance d'un prolongement du système prohibitif pendant dix ans. Cependant, malgré ces promesses et ces engagements, sept voix au Sénat protestèrent

contre l'article du sénatus-consulte relatif aux modifications de tarifs. Un autre article portait : « Tous les » travaux d'utilité publique, toutes les entreprises » d'intérêt général, sont ordonnés et autorisés par » l'Empereur; une loi ratifiera l'engagement ou le » crédit si ces travaux exigent une allocation du » Trésor. S'il s'agit de travaux exécutés pour le » compte de l'État et ne pouvant devenir l'objet » de concessions, les crédits pourront être ouverts » suivant les mêmes formes que les crédits extraor- » dinaires, et seront soumis au Corps législatif dans » sa plus prochaine session. » Cet article introduisait de graves changements dans l'organisation de nos finances; la forme de l'examen du budget en subit de bien plus graves.

Le budget, présenté jusqu'alors au Corps législatif avec des subdivisions administratives par chapitres et par articles, devait désormais être voté par ministère; un décret de l'Empereur, rendu en Conseil d'État, réglait la répartition par chapitres du crédit accordé pour chaque ministère. Des décrets spéciaux, rendus dans la même forme, pouvaient autoriser des virements d'un chapitre à un autre, disposition applicable au budget de 1853. Cette révolution financière, quelle que fût alors la prostration des esprits, excita des craintes et même des murmures; le rapporteur de la commission chargée d'examiner le projet de sénatus-consulte, M. Troplong, se chargea de les calmer : « Ne faut-il pas, dit-il, que le monarque ait » toute possibilité de mesurer les mouvements sur » les nécessités imprévues d'une vaste administration,

» pour passer du domaine des prévisions au domaine
» des faits? Agir autrement, ce serait diminuer la
» prérogative de la couronne. » M. Troplong, pour
répondre à ces petits esprits qui trouvaient excessif le
droit du gouvernement, relativement au chiffre du
budget d'un ministère voté, de le dépenser et de le
répartir à son gré entre les divers chapitres, ajoutait :
« La bonne gestion des affaires ne dépend pas d'un
» budget émietté en parcelles infinies. Le temps est
» venu de résister à des préjugés impuissants! L'ex-
» périence a démontré le néant de ces abus de pré-
» cautions malveillantes. La France ne veut pas qu'on
» garrotte par des liens d'une suspicion mesquine un
» pouvoir posé par elle sur la puissante assise d'une
» confiance sans précédent. » L'autorisation rendue
applicable au budget de 1853, d'opérer des virements
d'un chapitre à un autre par décrets spéciaux, enle-
vait même la ressource d'une observation fondée sur
le principe général de la non-rétroactivité. Le sénatus-
consulte diminuait considérablement, on le voit, l'ac-
tion du Corps législatif; mais M. Troplong pouvait
répondre à ceux qui seraient tentés de s'en plaindre,
par cette phrase de son rapport : « Ce ne serait pas la
» peine d'ériger des monarchies, si c'était pour lier
» les mains du Prince dans d'indignes liens! »

Le Sénat n'avait pas eu grand chose à faire pour
approprier le Corps législatif aux nécessités du gou-
vernement impérial; cette Assemblée, réduite à voter
les lois et l'impôt, communiquant avec le public au
moyen du compte rendu officiel, rédigé par les soins
de son président sans qu'il fût permis aux journaux

d'en insérer un autre, se voyait en outre dépouillée de toute initiative par l'interdiction d'introduire aucun amendement dans une loi, si ce n'est du consentement du Conseil d'État; le Corps législatif ne trouvait plus dans la discussion de l'Adresse l'occasion de traiter les questions de politique générale, tout au plus pouvait-il les aborder indirectement au moment de la discussion du budget.

La séance de l'inauguration des grands corps de l'État de l'Empire devait fixer l'étiquette, le cérémonial, les règles de rang et de préséance adoptés par la cour. La princesse Mathilde se tint à la droite de l'Impératrice; la comtesse de Montijo à sa gauche; l'Empereur, debout devant le trône, entre le prince Jérôme et le prince Napoléon, lut ce discours destiné à célébrer la prospérité nationale, les progrès de notre colonisation, les succès de nos armes en Afrique, l'entreprise de grands travaux et l'Empire reconnu par l'Europe.

« Messieurs les Sénateurs, Messieurs les Députés,

» Il y a un an, je vous réunissais dans cette enceinte pour inaugurer la Constitution, promulguée en vertu des pouvoirs que le peuple m'avait conférés. Depuis cette époque le calme n'a pas été troublé; la loi, en reprenant son empire, a permis de rendre à leurs foyers la plupart des hommes frappés par une rigueur nécessaire. La richesse nationale s'est élevée à un tel point que la partie de la fortune mobilière, dont on peut chaque jour apprécier la valeur, s'est accrue à elle seule de deux milliards environ.

» L'activité du travail s'est développée dans toutes les industries; les mêmes progrès se réalisent en Afrique, où notre armée vient de se distinguer par des succès héroïques. La forme du gouvernement s'est modifiée légalement et sans secousse par le libre suffrage du peuple. De grands travaux ont été entrepris sans la création



d'aucun impôt et sans emprunt. La paix a été maintenue sans faiblesse. Toutes les puissances ont reconnu le nouveau gouvernement. La France a aujourd'hui des institutions qui peuvent se défendre d'elles-mêmes et dont la stabilité ne dépend pas de la vie d'un homme.

» Ces résultats n'ont pas coûté de grands efforts, parce qu'ils étaient dans l'esprit et dans les intérêts de tous. A ceux qui méconnaîtraient leur importance, je répondrais qu'il y a quatorze mois à peine le pays était livré aux hasards de l'anarchie. A ceux qui regretteraient qu'une part plus large n'ait pas été faite à la liberté, je répondrais : la liberté n'a jamais aidé à fonder d'édifice politique durable; elle le couronne quand le temps l'a consolidé.

» N'oublions pas d'ailleurs que si l'immense majorité du pays a confiance dans le présent et foi dans l'avenir, il reste toujours des individus incorrigibles, qui, oublieux de leur propre expérience, de leurs terreurs passées, de leurs désappointements, s'obstinent à ne tenir aucun compte de la volonté nationale, nient impudemment la réalité des faits et, au milieu d'une mer qui s'apaise chaque jour davantage, appellent des tempêtes qui les engloutiraient les premiers.

» Ces menées occultes de divers partis ne servent, à chaque occasion, qu'à constater leur impuissance, et le gouvernement, au lieu de s'en inquiéter, songe, avant tout, à bien administrer la France et à rassurer l'Europe. Dans ce double but, il a la ferme volonté de diminuer les dépenses et les armements, de consacrer à des applications utiles toutes les ressources du pays, d'entretenir loyalement les rapports internationaux, *afin de prouver aux plus incrédules que lorsque la France exprime l'intention formelle de demeurer en paix, il faut la croire, car elle est assez forte pour ne craindre et par conséquent pour ne tromper personne.*

» Vous verrez, Messieurs, par le budget qui vous sera présenté, que notre position financière n'a jamais été meilleure [depuis vingt années, et que les revenus publics ont augmenté au delà de toutes ses prévisions.

» Néanmoins, l'effectif de l'armée, déjà réduit de trente mille hommes dans le cours de l'année dernière, va l'être immédiatement encore de vingt mille.

» La plupart des lois qu'on vous présentera ne sortiront pas du cercle des exigences accoutumées, et c'est là l'indice le plus favorable de notre situation. Les peuples sont heureux quand les gouvernements n'ont pas besoin de recourir à des mesures extraordinaires.

» Remercions donc la Providence de la protection visible qu'elle a accordée à nos efforts; persévérons dans cette voie de fermeté et

de modération qui rassure sans hésiter, qui conduit au bien sans violence et prévient ainsi toute réaction. Comptons toujours sur Dieu et sur nous-mêmes, comme sur l'appui mutuel que nous nous devons, et soyons fiers de voir, en si peu de temps, ce grand pays pacifié, prospère au dedans, honoré au dehors. »

Le public ne retint de tout ce discours que la phrase si souvent rappelée : « A ceux qui regretteraient » qu'une part plus large n'ait pas été faite à la liberté, » je répondrais : La liberté n'a jamais aidé à fonder » d'édifice politique durable ; elle le couronne quand le » temps l'a consolidé. » L'Empereur, pour convaincre l'Europe de la possibilité d'un Empire pacifique, réduisit de vingt mille hommes l'effectif de l'armée, déjà réduit de trente mille hommes.

L'Empereur, pour démontrer la réalité de ses intentions pacifiques, décréta le 8 mars, quelques jours après l'ouverture de la session, qu'une exposition universelle de produits agricoles et industriels, à laquelle toutes les nations seraient admises, s'ouvrirait à Paris le 1^{er} mai 1855. L'Angleterre commençait à ne plus douter du maintien de la paix, quatre mille négociants de la Cité firent remettre à Napoléon III une adresse dans laquelle ils s'applaudissaient de l'heureuse entente qui existait entre les Anglais et les Français pour le repos du monde. L'Empereur s'empressa de répondre à cette manifestation :

« Je suis extrêmement touché de cette demande. Elle me fortifie dans la confiance que m'a toujours inspirée le bon sens de la nation anglaise. Pendant le long séjour que j'ai fait en Angleterre, j'ai admiré la liberté dont elle jouit grâce à la perfection de ses insti-

tutions. Un moment cependant, j'ai craint, l'année dernière, que l'opinion ne fût égarée sur le véritable état de la France et sur ses sentiments envers la Grande-Bretagne. Mais on ne trompe pas longtemps la bonne foi d'un grand peuple, et la démarche que vous faites auprès de moi en est la preuve éclatante. Depuis que je suis au pouvoir, mes efforts tendent constamment à développer la prospérité de la France. Je connais ses intérêts : ils ne sont pas différents de ceux de toutes les autres nations civilisées. Comme vous, je veux la paix, et pour l'affermir, je veux, comme vous, resserrer les liens qui unissent les deux pays. »

Le lendemain, la députation de la compagnie anglaise pour la jonction des deux Océans par le canal de Nicaragua, projet sur lequel M. Louis Bonaparte avait publié une brochure, se présenta devant l'Empereur pour solliciter son appui en faveur de cette grande entreprise. Ce fut pour le chef de l'État une nouvelle occasion d'exprimer ses sentiments pacifiques. Les rapports entre les cours de Londres et de Paris en étaient, le mois suivant, à ce point de courtoisie, que le gouvernement anglais remettait au gouvernement français le testament de Napoléon I^{er} déposé à la cour des *Common doctors*.

Le Corps législatif pendant ce temps-là continuait ses travaux. On lit dans le compte rendu de sa première séance : « Incident relatif à une lettre de M. Bouhier de l'Écluse, concernant le serment. » M. Bouhier de l'Écluse figurait parmi les rares légitimistes non ralliés qui, désobéissant au mot d'ordre du comte de Chambord, s'étaient présentés aux élections. M. Bouhier de l'Écluse, s'avisant qu'ayant prêté un premier serment comme député, personne n'avait le droit de lui en demander un second, crut pouvoir développer cette théorie dans une lettre que

M. Billault refusa de lire, même à huis clos. Le président du Corps législatif, non content de ce refus, avait déclaré que faute par M. Bouhier de prêter serment dans les termes prescrits par la loi, il serait réputé démissionnaire, conformément à l'article 49 du décret du 31 décembre 1852. M. Bouhier, persistant dans la croyance que cet article n'était applicable qu'aux députés nouvellement élus, fut purement et simplement déclaré démissionnaire. Les députés, en entrant le lendemain en séance, s'étonnèrent de voir un des surveillants du Corps législatif et un gendarme mobile placés derrière la porte d'entrée, dans la salle de la Rotonde; ces agents étaient là pour empoigner M. Bouhier dans le cas où il essaierait, comme il en avait manifesté l'intention, de pénétrer dans la Chambre. La force armée fut renvoyée au bout d'une demi-heure; le nouveau Manuel ne s'était point présenté.

Le Corps législatif pensant, sans doute, comme le Sénat, qu'il entraînait dans sa mission d'alimenter le luxe et de se faire honneur du traitement de ses membres, décida qu'à son tour il offrirait un grand bal à l'Impératrice. Les députés, depuis quelque temps, se plaignaient dans la salle des Conférences des ministres qui oubliaient fréquemment de les inviter à leurs fêtes; le bruit courut qu'un semblable oubli était à craindre de la part du Sénat : les têtes parlementaires s'échauffaient, les députés les plus ardents menaçaient d'user de représailles. M. Billault prit des informations officieuses; les députés furent couchés sur la liste sénatoriale, le calme ne

tarda pas à renaître dans les esprits. Les préparatifs du bal commencent; tout à coup la commission renonce à les poursuivre, tant les dépenses sont effrayantes. Les commissaires parlent tout simplement de convertir tout le palais Bourbon, y compris la salle des séances, en salle de bal; décors, toiles, statues, tous les ornements du bal sortiront des mains des meilleurs artistes; ils formeront ensuite une loterie dont les billets ne pourront être pris que par les députés. Le gagnant fera hommage de son lot au musée de son département. Projet grandiose, mais qui nécessite un budget énorme : la commission hésite à l'ordonnancer. Une séance chorégraphique a lieu dans l'ancienne galerie qui joint la présidence à la Chambre; la commission demande de nouveaux pouvoirs. La danse comptait des adversaires au sein du Corps législatif; l'un d'eux profita de l'occasion pour demander si un banquet monstre ne serait pas mieux en harmonie qu'un bal avec la dignité du Corps législatif. Le banquet souriait évidemment à plus d'un député; le président intervint : « Un bal a » été offert et accepté. Il ne saurait être question » d'autre chose. » Ces mots de M. de Morny mirent fin à la discussion.

L'habit noir comptait encore d'obstinés partisans. La veille du bal, une note des journaux officiels exhortait donc les invités à s'y présenter en habit habillé. Quatre mille habits habillés, c'est-à-dire brodés, passementés, dorés, répondirent à cet appel. L'Empereur et l'Impératrice, du haut de leurs fauteuils placés sur une échelle de gradins, virent

défiler devant eux tout ce que la capitale compte d'habits à la française et d'uniformes de chevaliers. Certains ordres de chevalerie se donnent, les autres s'achètent; ceux-ci existent encore un peu, ceux-là n'existent plus, mais tous confèrent à leurs membres le droit de porter un habit rouge, bleu ou jaune, mais toujours doré. Cette chevalerie remplissait surtout la salle des Conférences transformée en buffet. L'Empereur et l'Impératrice se retirèrent à minuit; le buffet était vide et le bal fini à quatre heures du matin.

Le Corps législatif se composant de 261 membres, il leur en coûta, pour donner ce bal, 460 francs par tête, dont il faut déduire cependant la souscription que M. de Montalembert refusa de payer et dont il envoya le montant à une association de jeunes apprentis fondée à Besançon. Le maire de cette ville, pensant qu'il est plus utile de faire danser les Parisiens que de venir en aide aux pauvres de Besançon, crut devoir, au nom des jeunes apprentis, refuser le don de M. de Montalembert.

Le Corps législatif, après quelques jours employés à faire disparaître les traces de la fête et à remettre le palais Bourbon dans son ancien état, reprit le cours de ses travaux austères. Il eut d'abord à résoudre la question suivante : « Les vice-amiraux et les contre-amiraux continueront-ils à passer de l'activité dans la réserve, les premiers à soixante-huit ans, et les seconds à soixante-cinq, tandis que les généraux de division et de brigade y passent à soixante-cinq et à soixante-deux? » On se rappelle les plaintes expri-

mées lors de la suppression de la deuxième section de l'état-major général sur terre et sur mer, et de la mise à la retraite d'une foule de vieux officiers généraux? L'Empire rétablit cette section, mais en ce qui concerne la marine il posa le principe sans fixer la limite d'âge pour passer d'une section dans l'autre. Un nouveau projet de loi assimilait les officiers généraux de mer à ceux de terre. Sur 216 votants la loi rencontra 31 opposants. Jusque-là tous les projets de loi avaient été votés à la presque unanimité.

La législation de 1848 sur les prud'hommes accordait une certaine prépondérance aux ouvriers; le gouvernement la remania, ainsi que la loi de 1850 sur la caisse de retraite pour la vieillesse et le décret du 7 août 1848 sur la formation de la liste du jury : il était urgent en effet de remplacer cette organisation trop démocratique, par une autre qui laisserait le plus d'influence possible au pouvoir central. La session devait être close le 10 mai; le 13 il n'était pas encore question de discuter le budget présenté au Corps législatif un mois après son ouverture. La session, prorogée de quinze jours, continua par la discussion de la loi sur les pensions civiles. Cette loi, étendant le droit à la pension à 80 753 fonctionnaires nouveaux, centralisait au Trésor les recettes et les dépenses relatives aux pensions, supprimait en conséquence les caisses spéciales de retraite, diminuait le taux de la pension et rendait plus difficiles les conditions de service et d'âge. La discussion dura six jours; l'article 1^{er}, consacrant le principe de la loi nouvelle, ne

fut voté que par 132 voix contre 100. Enfin, la Chambre en vint au budget.

Le budget des dépenses, en vertu du sénatus-consulte du 25 décembre 1852, doit être présenté au Corps législatif avec ses subdivisions administratives par chapitres et par articles, et par ministère. La répartition par chapitres du crédit accordé pour chaque ministère est réglée directement par l'Empereur, par décret en Conseil d'État; des décrets spéciaux rendus dans la même forme peuvent autoriser des virements d'un chapitre à un autre. Ces règles nouvelles soulevaient des questions d'une haute importance. A quoi sert le droit d'amendement, si son adoption ne peut pas entraîner le rejet des dépenses applicables à l'ensemble d'un département ministériel? A quoi sert même la discussion des chapitres, si, outre le droit de virement et de répartition des crédits, l'Empereur a la faculté de modifier les dispositions du budget de concert avec le Conseil d'État? M. Schneider, rapporteur du budget, passant ces questions sous silence, s'empessa de déclarer que le sénatus-consulte du 25 décembre 1852 n'avait ni modifié ni circonscrit le champ des prérogatives de la Chambre, et que la commission pouvait porter ses regards sur toutes les parties du budget. M. Schneider était dans la joie et l'admiration que lui inspiraient la richesse et la prospérité du pays; une seule crainte lui restait : « L'esprit d'entreprise touche à la spéculation, disait-il, la spéculation touche au jeu; n'est-il pas à craindre que la hausse rapide de toutes les valeurs, l'abondance des capitaux, les facilités de crédit, l'exemple



» des fortunes subites, n'excitent outre mesure les
» imaginations et n'occasionnent des entraînements
» et des excès regrettables? » A quoi bon s'élever
contre les effets d'un mal dont on accepte les causes?
Le moraliste financier condamnait la spéculation;
mais comment, dans chaque famille, satisfaire à des
dépenses sans cesse accrues, sans la spéculation, sans
la possibilité de faire une fortune rapide? M. Schnei-
der, critique et moraliste également inconséquent,
blâmait l'excès de la centralisation et la fréquence de
l'intervention de l'État, sa substitution à l'initiative
privée, le trop grand nombre des fonctionnaires,
après avoir applaudi à la fondation d'un des gouver-
nements les plus centralisés du monde, puisqu'il
repose sur la volonté d'un seul homme.

Une seule séance suffit à la discussion générale du
budget. M. de Flavigny y prit part, et son discours
fut taxé de discours d'opposition. Aux nombreuses
tâches imposées au gouvernement se joignait celle de
raviver l'esprit littéraire et de ramener le siècle de
Louis XIV. Le docteur Véron proposa donc, pour
venir en aide au pouvoir dans cette noble mission,
de créer un comité de publication, et de voter un
crédit spécial consacré à l'impression des œuvres de
mérite produites par des littérateurs pauvres et in-
connus.

Le débat sur le budget des recettes n'aurait pas
été plus animé que celui du budget des dépenses, si
M. de Montalembert n'eût refusé de voter le budget
des recettes de 1854, qui sanctionnait le sénatus-
consulte du 25 décembre 1852 et les décrets du

22 janvier de la même année, contre la famille d'Orléans.

M. Guizot, qui se servait, lorsqu'il était ministre, de certains hommes pour certaines besognes et qui les récompensait largement, se serait fort récrié pourtant si l'un de ces auxiliaires lui avait demandé de patronner sa candidature auprès d'un collège électoral. M. de Persigny, beaucoup moins scrupuleux, avait fait de M. Granier de Cassagnac un membre du Corps législatif. L'ancien employé du bureau de l'esprit public sous Louis-Philippe voulut répondre à M. de Montalembert. Le rédacteur ultra-orléaniste du *Globe* et de l'*Époque* se levant pour justifier la spoliation des princes d'Orléans, et récitant son article du *Constitutionnel*, quel spectacle !

La réforme de la législation applicable au crédit foncier, la revision des articles 86 et 87 du Code pénal relatifs aux attentats politiques, ainsi que la conversion des dettes des départements et des communes, restaient encore à voter. Le gouvernement provisoire, dans un de ses élans de générosité qui furent des actes de bonne politique, avait supprimé la peine de mort en matière politique : l'article 86 du Code pénal condamnait cependant à la peine des parricides les auteurs d'attentat commis contre la vie ou la personne du chef de l'État, et à la peine de mort les auteurs d'attentat contre la vie ou la personne des membres de la famille régnante. L'attentat dont le but est, soit de changer, soit de détruire l'ordre de successibilité au trône, — soit d'exciter les citoyens à s'armer les uns contre les autres, était puni de mort

par l'article 87, modifié par le décret de 1848 abolissant la peine de mort. Il s'agissait de lever tous les doutes des juges sur l'application de l'article 87, et de frapper de mort tous les attentats politiques, en les remplaçant sous le coup de l'article 86. La commission chargée d'examiner le projet ne voulait pas aller aussi loin : elle se bornait à demander la peine des parricides, c'est-à-dire la mort avec voile noir et poing coupé, pour les gens convaincus d'attentat contre la vie ou la personne de l'Empereur ; la mort pour les accusés coupables d'attentat contre la vie des membres de la famille impériale ; la déportation dans une enceinte fortifiée devait remplacer la mort pour le cas d'attentat contre la personne des membres de la famille impériale et pour les crimes prévus par l'article 87 du Code pénal. Un seul député, M. Caffarelli, se leva pour regretter qu'on n'eût pas adopté le projet du gouvernement.

M. Achille Jubinal, rapporteur du projet de loi sur la propriété littéraire, fit entendre, au moment où le Corps législatif allait se séparer, une bouillante protestation contre les retards qu'éprouvait la discussion de ce projet de loi, dont il demandait le vote immédiat. Vingt-quatre heures doivent s'écouler entre le dépôt et la discussion d'un projet de loi ; vingt-deux heures s'étaient passées, il y avait du temps encore pour la séance de nuit que demandait l'orateur : ses collègues, trop fatigués, repoussèrent sa demande. M. Jubinal les accusa « de commettre une barbarie législative ».

Les députés étaient bien en droit de se reposer.

M. Billault pouvait féliciter le Corps législatif du laborieux usage qu'il avait fait de son temps; il dépendait, à l'avenir, du Conseil d'État et de son empressement à remettre aux députés les pièces probantes qui doivent servir de base à leur travail, que ce temps fût encore mieux employé.

Les relations du Corps législatif avec la presse, et par conséquent avec le public, étaient à peu près nulles. Le fait suivant en fournit la preuve : M. Billault, dans les premiers jours de mai, s'était rendu chez l'Empereur pour l'informer que la Chambre serait loin d'avoir terminé les travaux à l'époque fixée pour sa clôture. L'Empereur lui répondit qu'il était décidé à ne pas emprisonner la session dans le délai qu'impose la Constitution et qu'un décret spécial y pourvoirait. Il y avait là une déclaration implicite d'une prorogation de la session; le public ne connut la réponse de l'Empereur que trois jours après. Le compte rendu analytique jetait très peu de lumière sur les séances du Corps législatif; la Constitution défendait absolument de parler de ce qui se passait au sein des commissions. Le mystère planant sur le palais Bourbon faisait comprendre la nécessité du rapport public, par le *Moniteur*, après chaque session. Le président du Corps législatif énumérait, dans ce rapport au chef de l'État, qui les avait lui-même proposées, le nombre et le but des lois votées dans la session.

CHAPITRE II

1854.

SOMMAIRE. — La question d'Orient. — Mission du prince Menschikoff. — Aali-pacha et Fuad-pacha. — Lord Radcliffe. — Ultimatum de la Russie. — Comment le czar est poussé à la guerre. — Les flottes anglaise et française franchissent le Bosphore. — La Russie compte sur le concours de l'Autriche. — Mission du comte Orloff à Vienne. — Il vient demander la neutralité de l'Autriche. — La Prusse. — Caractère de son roi. — Mission de M. de Budberg à Berlin. — Les petits États allemands. — Bataille de Sinope. — Colère du peuple anglais. — Hésitation de lord Aberdeen. — Il envoie un petit corps de troupes anglaises à Malte. — Traité du 18 avril entre la France et l'Angleterre. — Nicolas I^{er} autocrate et pape. — Il tombe dans le piège qui lui est tendu. — État de l'opinion au moment de la guerre. — La nation et l'armée. — La Russie repousse les quatre garanties. — Prise de Bomarsund. — Création de la garde impériale. — Lord Raglan et le général Saint-Arnaud. — Les Français débarquent à Gallipoli. — Le général Saint-Arnaud voudrait faire parvenir à Paris un bulletin de victoire le 15 août. — Il décide l'expédition de la Dobrutscha. — Plus de cinq mille hommes y meurent du choléra. — Bombardement d'Odessa. — Conseil de guerre sur le *Caradoc*. — L'embouchure de l'Alma est choisie comme lieu de débarquement. — Bataille de l'Alma. — Un Tartare apporte à Silistrie la nouvelle de la prise de Sébastopol. — Désappointement de l'opinion publique en apprenant la fausseté de cette nouvelle. — Marche des alliés sur Sébastopol. — Formation de l'armée de siège. — Bataille d'Inkermann. — Invasion du choléra. — Le champ de bataille des hôpitaux. — État des négociations. — Traité entre l'Autriche, la France et l'Angleterre. — Ouverture de la session législative. — Discours de l'Empereur. — Effet de ce discours. — L'emprunt de 250 millions. — La mort civile. — Nouvelle loi sur l'instruction publique. — Le livret des ouvriers. — Discussion du budget. — Demande en autorisation de poursuites contre M. de Montalembert.

Lord Stratford Canning, ambassadeur d'Angleterre en Turquie, expliquait ainsi à lord Palmerston, au

mois de mai 1850, les causes de la querelle engagée entre les Grecs et les Latins à l'occasion des Lieux saints : « Il s'agit du droit de possession de certaines » parties de l'église du Saint-Sépulcre à Jérusalem ; on » accuse les Grecs d'avoir usurpé des propriétés appartenant aux catholiques et d'avoir à dessein laissé » tomber en ruines les chapelles et les tombeaux de » Godefroy de Bouillon et de Guy de Lusignan. La légation française se croit autorisée, par l'article 33 » des capitulations de 1740, à revendiquer les droits » de l'Église latine. »

L'Espagne, le Piémont, Naples, la Belgique, au premier vent de cette affaire, s'étaient mis à la suite de la France. L'Autriche invoquait ses propres traités ; l'Angleterre, qui n'aime pas le bruit en Orient, restait neutre et mécontente.

La Porte ayant répudié toute intention de porter atteinte aux capitulations et de manquer à ses promesses envers la France, M. Drouyn de Lhuys, ministre des affaires étrangères, se déclara prêt à s'entendre avec la Russie. Cette dernière, malgré les conseils de l'Angleterre, n'y paraissait nullement disposée. M. le comte Nesselrode disait à l'ambassadeur anglais à Saint-Petersbourg : « Où est le terme moyen ? Je n'en vois pas » ; et il ajoutait : « Méchante affaire ! » Le ministre russe en convenait ; les concessions obtenues par la France n'étaient que de légères satisfactions données à la piété de quelques touristes catholiques. La Russie voulait davantage ; ses prétentions auraient transformé complètement les rapports existants entre elle et la Sublime-Porte ; elle les ap-

puyait sur deux articles du traité de Kainardji. Le premier disait : « La Porte promet de protéger la religion chrétienne et les églises, et il sera libre aux ministres de Russie de faire des représentations en faveur de la nouvelle église dont il est parlé dans l'article 15. » Le second article ajoutait : « Il est permis à la cour de Russie, outre la chapelle bâtie dans la maison du ministre, de construire dans un quartier de Galata, dans la rue nommée Bey-Oglou, une église publique du rite grec, qui sera toujours sous la protection du ministre russe et à l'abri de toute gêne et avarie. »

Au moment où la nouvelle parvenait à Saint-Pétersbourg, que la Porte autorisait les Latins à construire une armoire dans la grotte de Bethléem, Omerpacha dirigeait une expédition contre les chrétiens du Montenegro. L'Autriche, inquiétée par cette lutte sur ses frontières, crut devoir envoyer à Constantinople le comte de Linange, pour sommer la Sublime-Porte de retirer ses troupes de la montagne Noire. La Porte obéit.

Pourquoi la Russie ne suivrait-elle pas cet exemple ? Transformer la chapelle de la rue Bey-Oglou en église des Lieux saints, et le droit d'ériger cette paroisse en protectorat général sur tous les Grecs de l'Empire ; tel était le but de la mission qu'allait remplir à Saint-Pétersbourg Son Altesse sérénissime le prince Menschikoff, grand amiral de la flotte, gouverneur de la province de Finlande, général d'armée, homme d'esprit, d'ailleurs fécond en saillies piquantes, en aperçus humoristiques, anti-Allemand, profondément Slave.

Le czar hésita quelque temps entre lui et le comte Orloff; il finit par choisir le prince Menschikoff, parce qu'il était plus soldat que diplomate.

L'ambassadeur d'Angleterre à Saint-Pétersbourg, M. Hamilton Seymour, ayant demandé à M. de Nesselrode si la mission du prince Menschikoff se bornait aux Lieux saints, et s'il n'avait pas d'autre réclamation à présenter à la Porte, le chancelier répondit qu'il n'en connaissait pas d'autres, si ce n'est peut-être quelques réclamations privées. Cette réponse avait paru satisfaisante. Le cabinet anglais, tout en partageant la vive satisfaction de M. Hamilton Seymour, jugea cependant que le congé de son ambassadeur à Constantinople avait assez duré, et lord Stratford Canning reçut l'ordre de retourner à son poste.

Les fêtes de l'hiver étaient finies à Paris, et pendant que chacun se demandait ce qui allait désormais occuper l'attention publique, le prince Menschikoff voguait vers le Bosphore. Constantinople l'attendait dans une sorte d'anxiété. L'ambassadeur russe s'était fait précéder par une brillante troupe d'officiers d'état-major; Constantinople apprit en même temps la nouvelle de l'arrivée de Menschikoff au palais de l'ambassade russe, celle de l'avant-garde de Dannenberg en Moldavie, et la concentration de la flotte russe à Sébastopol.

Les Turcs n'écrivent pas de mémoires, pas de nouvelles à la main, pas de journaux. Ils ne vivent point dans les salons; rien n'est donc plus difficile que de connaître la famille et la vie d'un homme d'État turc. Autrefois un Sultan trouvait sur son passage un jeune

portefaix qui lui plaisait, il l'appelait, le faisait monter à cheval derrière lui, et le conduisait au sérail; le portefaix se changeait en domestique, le domestique en pacha, le pacha en vizir. Aujourd'hui ces fortunes rapides sont devenues plus rares et moins dangereuses; le favori disgracié ne reçoit plus le fatal cordon, on l'exile, et il n'est plus question de lui. Le sol de la Turquie, on le voit, n'est point favorable à la culture des arbres généalogiques; nul mieux qu'un Turc ne peut se dire fils de ses œuvres; la poésie, chez cette nation bizarre, loin d'être un titre d'exclusion pour l'homme d'État, lui ouvre, au contraire, les portes de la carrière politique. Les deux hommes placés à la tête des affaires de la Turquie, au moment de l'arrivée du prince Menschikoff, Aali-pacha, grand vizir, et Fuad-pacha, ministre des affaires étrangères, étaient les deux plus grands poètes de leur pays. Le jeune Aali, pendant que son père ouvrait aux passants la barrière du Capoudjibachi, une des portes de la ville de Constantinople, composait des vers que le grand vizir Rechid-pacha trouvait charmants et qui le faisaient admettre au bureau de traduction, sorte d'école d'administration et de diplomatie. Aali-pacha, secrétaire d'ambassade à Vienne, à Londres, à Paris, ambassadeur en Angleterre, ministre des affaires étrangères en Turquie, était devenu grand vizir en 1852; sa tête, d'une physionomie charmante relevée par des yeux pleins de charme et d'éclat, s'élevait sur un corps rapetissé par l'embonpoint; parlant et écrivant le français avec une facilité et une justesse étonnantes, très civilisé et très Turc en

même temps, discutant librement sur toutes les matières religieuses, et ne prenant pas une résolution comme grand vizir sans consulter un astrologue, Aali-pacha avait trouvé un ami et un collaborateur dévoué dans Fuad, poète à la fois et médecin. Fuad faisait des vers comme son père Izzet-Mollah, et sa tante Leïla-Kathoun ; son talent poétique l'avait fait entrer comme Aali au bureau de traduction, mais après avoir passé par l'École de médecine de Galata-Seraï, et par l'emploi de chirurgien de marine. Fuad, fin, enjoué, spirituel, avait reçu, dit-on, de Louis-Philippe, à l'époque des mariages espagnols, une mission de confiance auprès de la reine Isabelle ; auteur d'une brochure publiée en français, sur la question des Lieux saints, il s'était montré déjà hostile à la Russie, à l'époque de sa mission dans les Principautés. Fuad-pacha, en sa qualité de médecin, ne croyait nullement à la maladie de son pays, il lui trouvait une constitution robuste ; la gale seulement, disait-il quelquefois, et pas de soufre pour la guérir. Ce ministre, convaincu de la santé de la Turquie, la croyant éternelle, parce qu'elle est nécessaire, était aux yeux de la Russie un homme à écarter des conseils de la Porte.

Aussi ne fut-on pas surpris d'apprendre qu'en sortant de son audience de réception chez le grand vizir, le prince Menschikoff avait passé fièrement, sans y entrer, devant l'appartement du ministre des affaires étrangères, dont les abords étaient déjà encombrés de curieux. L'envoyé de Russie, par cette impolitesse volontaire, signifiait à Fuad-pacha et au divan qu'il

voulait un autre intermédiaire entre la Sublime-Porte et lui. Fuad-pacha donna sa démission; le prince Menschikoff le prit sur un ton si haut avec le grand vizir, qu'Aali ne dissimula pas au chargé d'affaires d'Angleterre l'extrême satisfaction avec laquelle il verrait la flotte britannique se rapprocher des Dardanelles. Le colonel Rose invita donc l'amiral Dundas à opérer ce mouvement; l'amiral ne crut pas devoir bouger. Heureusement l'escadre française d'évolutions s'était rendue dans les eaux de Salamine, et lord Stratford Canning était attendu à Constantinople.

L'ambassadeur d'Angleterre, cousin du grand ministre Canning, dont il porta le nom joint à celui de Stratford, était entré presque adolescent dans la diplomatie. Les aristocrates anglais sont hommes à l'âge où les nobles du continent ont encore un abbé pour guide et pour précepteur. Le jeune Stratford, âgé de vingt ans à peine, négocia le traité de Bucharest, qui permit au czar Alexandre I^{er} de retirer du Sud les troupes commandées par Tchitchagoff et de les lancer contre la grande armée. Son caractère, d'une fermeté voisine de la raideur, ne nuisait pas à son influence : le divan se sentait à la fois dominé et rassuré par lui; le czar Nicolas, qui avait refusé de le recevoir comme ambassadeur à Saint-Pétersbourg, allait l'avoir pour adversaire à Constantinople. Le 20 février 1853, lord Stratford Canning avait reçu l'ordre de retourner à son poste, en passant par Paris et Vienne. L'ambassadeur d'Angleterre était autorisé, en cas d'un pressant danger, à envoyer un

message à Malte pour requérir l'amiral de se tenir prêt, il devait cependant attendre les instructions du gouvernement pour lui enjoindre d'approcher des Dardanelles.

Lord Stratford, dans sa première entrevue avec les ministres turcs, leur arracha par lambeaux, pour ainsi dire, quelques confidences sur les ouvertures du prince Menschikoff. De ces ouvertures un peu confuses, il semblait résulter que le czar proposait de s'unir au Sultan par un traité secret, et de mettre à la disposition de ce dernier, dans le cas où il serait attaqué, une flotte et une armée; le czar demandait qu'une sorte de protection universelle des Grecs lui fût dévolue dans l'empire turc.

Le prince Menschikoff, voyant le grand vizir décidé à quitter le pouvoir plutôt que d'accepter ces propositions, se montra un peu plus accommodant: au lieu d'une alliance défensive, il se rabattit bientôt sur l'adjonction d'une convention au traité de Kainardji. Cette convention donnerait aux patriarches grecs dorénavant nommés à vie les garanties dont ils ont besoin pour remplir leurs fonctions; la Russie se contenterait d'un protectorat, purement religieux, sur les sujets grecs. C'était une grande concession, selon l'envoyé russe; il fallait l'accepter dans les vingt-quatre heures, sinon il partait pour Odessa. Le grand vizir ayant repoussé nettement ce projet de convention, le prince Menschikoff daigne consentir par amour de la paix à se contenter d'une garantie obligatoire sous forme de *sened*; mais qu'on se hâte de lui répondre, car cette fois le vaisseau qui doit



l'emporter est prêt à lever l'ancre. Le prince Menschikoff prévoyant un nouveau refus, et laissant là les ministres, parvient à obtenir une audience du sultan ; le grand vizir Aali, blessé dans sa dignité par la démarche du prince Menschikoff, se crut obligé à la retraite. Le nouveau vizir passait pour plus favorable aux prétentions de la Russie. Cependant les ministres, réunis en conseil extraordinaire aux principaux fonctionnaires de l'empire, repoussèrent la proposition de régler l'affaire du protectorat par une simple note. Le vote du conseil était unanime. Le lendemain, les habitants de Constantinople virent s'éloigner le navire du prince Menschikoff. Quelques jours plus tard, la Porte recevait un ultimatum de la Russie, et les troupes russes entraient dans les Principautés.

À Paris, à Vienne, à Berlin, à Londres, partout on s'imaginait que le règlement de la question des Lieux saints était l'unique mission du prince Menschikoff ; quand on le vit montrer de si hautaines exigences, on se dit que le fougueux diplomate avait certainement dépassé ses instructions. Plus d'illusion maintenant : le gouvernement anglais était très mécontent et très désappointé ; le gouvernement français éprouvait moins de désappointement, parce qu'il avait montré moins de confiance ; le chef du cabinet à Berlin, se contenta de déclarer que la conduite du gouvernement russe était formellement désapprouvée par l'opinion publique ; le gouvernement autrichien se mit en mesure de prévenir une rupture et de concilier le différend. Il n'y avait pas là de quoi faire reculer Nicolas ; il ne demandait pas autre chose, disait-il, que ce que

l'Autriche avait obtenu par la mission du prince de Linange.

Le czar, dans ses conversations intimes avec sir Hamilton Seymour, avait souvent exprimé la conviction que l'Angleterre, vouée désormais aux principes de l'école de Manchester, était tout à fait incapable de tenter la moindre aventure politique; il répondait à ceux qui lui parlaient de la possibilité d'une alliance entre l'Angleterre et la France : « Les vaincus de Waterloo ne feront jamais campagne avec leurs vainqueurs. » M. de Kisseleff, son ambassadeur à Paris, homme d'esprit, mais observateur trop superficiel pour s'apercevoir du changement que trente ans de paix avait apportés aux relations entre la France et l'Angleterre, l'entretenait dans cette illusion. Le gouvernement créé par le coup d'État du 2 décembre cherchait de tous côtés une alliance en Europe, surtout avec un gouvernement libre, moins encore pour sa sûreté que pour sa considération; il devait donc désirer l'alliance avec l'Angleterre. M. de Kisseleff ne le comprit pas, et par sa persistance à nier la possibilité d'une alliance entre le gouvernement impérial français et l'Angleterre, il confirma son maître dans ses idées et devint la cause de sa perte.

Menschikoff quitta Constantinople le 21 mai 1853; la Porte reçut un mois plus tard l'ultimatum de M. de Nesselrode, et les Russes franchirent le Pruth. Deux mois avant le 22 mai, l'escadre française avait fait voile pour Salamine. La flotte anglaise ne se rapprocha de Constantinople que plus tard; elle se trouvait dans la baie de Besika vers la fin de juin

1853 : les deux amiraux reçurent l'ordre de combiner désormais leurs mouvements. L'Angleterre, cependant, loin de perdre l'espoir de maintenir la paix, tenait à peu près ce langage à l'Autriche : « Le czar s'est mis dans une position fâcheuse ; nous avons intérêt à l'en tirer, vous surtout, car s'il continue à surexciter les populations chrétiennes soumises à la Turquie, elles se soulèveront. Prenez garde dans ce cas à vos provinces danubiennes : l'étincelle partie de là pourrait bien s'étendre à la Hongrie et à l'Italie, il faut empêcher la conflagration. L'Autriche et la Russie ont toutes deux des empereurs pour chefs ; ces empereurs sont unis par les liens d'une étroite amitié ; que l'empereur d'Autriche intervienne donc et propose une médiation. Le traité de 1841 place les droits du sultan sous la garantie des cinq puissances ; réunissons-nous donc à Vienne, et conférons sur les moyens de ramener la paix. »

La France avait fourni le modèle d'une note, l'Autriche se l'était approprié. Cette note, signée par la Prusse, avait été envoyée à la Russie, qui l'acceptait. Voilà donc la conférence terminée quelques jours après s'être réunie et la paix conclue ; on s'en flattait. Mais la Turquie, trouvant qu'on lui imposait de trop grandes concessions à la Russie, repoussa la note, malgré la déclaration formelle des puissances que ces concessions ne mettaient pas son autorité en péril. L'Angleterre et l'Autriche surtout témoignèrent une grande colère ; la France semblait plus calme. Malgré le refus de la Porte, la conférence de Vienne s'obstinait à maintenir la note de l'Autriche : elle la faisait

sienne en quelque sorte en la transmettant officiellement à Saint-Pétersbourg et à Constantinople. La Russie se garda bien de ne pas l'accepter; la Turquie soutint son refus, à moins de modifications importantes dans la note : ces modifications avaient été formulées dans un conseil tenu à Constantinople. Les puissances réunies pour protéger la Turquie allaient peut-être donner le spectacle inattendu de leur intervention armée dans ce pays pour le forcer à se rendre aux exigences contre lesquelles il s'agissait de le protéger, lorsque fort heureusement la Russie justifia la résistance de la Porte par ses imprudents commentaires sur la note de Vienne, d'où elle prétendait tirer le droit d'un protectorat immédiat sur les sujets du sultan et d'une immixtion permanente dans les affaires intérieures de la Turquie.

Le comte Nesselrode et M. de Buol étaient revenus d'Olmütz, où ils avaient suivi leurs maîtres, avec un nouveau projet d'arrangement. Les quatre puissances maintenaient la note de Vienne en adressant à la Porte une déclaration signée par elles en faveur de l'intégrité de l'empire ottoman; ce projet laissait debout les prétentions de la Russie; la Turquie déclara la guerre, et les deux flottes anglaise et française franchirent les Dardanelles dans les premiers jours d'octobre : elles étaient mouillées sous les murs de Constantinople, tandis que sur le bas Danube Omerpacha organisait l'armée.

M. de Castelbajac, ambassadeur du gouvernement français, quitta Saint-Pétersbourg dans les derniers jours de janvier, et le 4 février, M. de Kisseleff prit

ses passeports. Napoléon III, avant cette rupture, avait écrit à Nicolas I^{er} pour lui proposer de négocier directement avec la Turquie une convention sanctionnée ensuite par les puissances. Nicolas avait refusé. Il ne restait donc plus qu'à se battre. L'article 5 du traité du 10 avril entre l'Angleterre et la France invitait les autres puissances à coopérer à la guerre : qu'allaient-elles répondre ?

Le jeune empereur d'Autriche possédait toutes les qualités d'un sous-lieutenant ; Nicolas I^{er} remplissait auprès de lui le rôle de tuteur et presque de père. Une statuette de son pupille ornait le cabinet du czar, qui l'emportait avec lui dans ses voyages. Aux manœuvres d'Olmütz, on avait vu Nicolas prendre des mains du général Schlick le commandement de son régiment de lanciers autrichiens, dont il portait l'uniforme, et défiler devant François-Joseph, entouré de onze archiducs et de douze princes souverains. Nicolas, après le défilé, où figuraient quarante régiments, dont chaque premier bataillon déployait le drapeau de Marie-Thérèse orné de l'image de la sainte Vierge, avait pressé François-Joseph dans ses bras en pleurant, pendant que les généraux et les officiers agitaient leurs épées et que les soldats poussaient des hurrahs. Le czar, depuis la guerre de Hongrie, mettait grand soin à entretenir la fraternité d'armes entre l'Autriche et la Russie ; il traitait les généraux autrichiens mieux que les siens, et toutes les fois qu'il arrivait à Vienne, il faisait en simple camarade des visites aux plus importants d'entre eux, les comblant de croix et de présents. Les officiers autrichiens, sensibles à ces

avances, en étaient venus à considérer pour ainsi dire le czar comme leur empereur. Tirer l'épée contre lui leur semblait un manque de loyauté. François-Joseph ne devait-il pas à Nicolas la conservation de sa couronne et la vengeance tirée des chefs de l'insurrection hongroise ? Les potences d'Arad ne s'étaient-elles pas dressées sous la protection des baïonnettes russes ? Le jeune empereur d'Autriche oublierait-il ces services, pour s'allier à l'Angleterre qui servait d'asile à Kossuth, à l'Angleterre dont la capitale venait d'assister à l'humiliant spectacle du général autrichien Haynau fuyant devant les fouets des ouvriers anglais ? S'unirait-il à la France, c'est-à-dire avec l'inconnu ? Les conseillers de François-Joseph s'étaient leurrés de l'espoir qu'on désavouerait Menschikoff, que la Russie ne franchirait pas le Danube, et qu'on se maintiendrait dans un *statu quo* qui permettrait de préparer les éléments d'un arrangement. M. de Buol, pressé par l'Angleterre et la France d'entrer dans une action commune, jugeait inutile de donner un caractère européen à un débat qui, d'après lui, pouvait parfaitement se vider entre les Turcs et les Russes. François-Joseph écrivit à ce sujet une lettre à son puissant ami : l'ordre donné aux généraux de franchir le Danube et la publication d'un manifeste religieux aussi dangereux pour l'Autriche qu'un manifeste politique, telle fut la réponse de Nicolas.

Le 29 janvier 1854, le comte Orloff arrive à Vienne, chargé d'une mission de son maître. Est-ce la paix ou la guerre qu'apporte le confident de l'empereur Nicolas ? Personne n'en sait rien. La saison des bals

est ouverte, on dansait à la cour le jour même de l'arrivée du comte Orloff; impossible de parler d'affaires. M. de Buol et l'empereur ne pourront le recevoir que le lundi : le diplomate russe se prétend indisposé et ne veut voir personne le dimanche. Lord Westmoreland, ambassadeur d'Angleterre, ne lui demande cependant que de murmurer un mot, un seul mot consolant à son oreille ; il s'empressera de le transmettre à lord Clarendon, qui le glissera dans un paragraphe du discours que la reine est à la veille de prononcer à l'ouverture du parlement. Le comte Orloff reste impénétrable. On apprend enfin qu'il est venu demander à l'Autriche une déclaration de neutralité non seulement entre la Russie et la Turquie, mais encore entre la Russie et les puissances maritimes. Si du moins la Russie prenait l'engagement de respecter l'intégrité de l'empire ottoman et d'abandonner les provinces danubiennes ? Mais à cette demande de l'empereur François-Joseph, l'envoyé russe répond par le silence. Il ne restait plus à l'Autriche qu'à concentrer un corps d'armée sur le Danube. Le comte Orloff put en voir défiler l'avant-garde du haut de son balcon. Il partit en disant à M. de Buol : « Puisque vous nous rendez la guerre impossible, autant vaut nous la déclarer¹. » Le comte Orloff, après le résultat de sa mission, crut prudent de se donner une légère maladie et de s'arrêter en route ; il redoutait la première explosion de la colère de Nicolas. Le czar lut pourtant sa dépêche avec assez de calme ; mais

1. Kinglake, *Invasion de la Crimée*.

les aides de camp de service entendirent comme le bruit d'un objet projeté avec violence contre le mur du cabinet impérial. C'était Nicolas qui venait de briser la statuette de François-Joseph.

L'Autriche, sans se rapprocher de la France et de l'Angleterre, s'éloignait de la Russie. Que va faire la Prusse ? Il est indispensable, pour le savoir, de jeter un coup d'œil sur l'histoire de ce pays depuis la mort du père du roi actuel.

« A toi, mon cher Fritz, passe le gouvernement de » l'État, tout le poids de la responsabilité ; ne néglige » pas, autant qu'il sera en ton pouvoir, la paix entre » les puissances de l'Europe, mais avant tout, tâche de » maintenir la bonne intelligence entre la Prusse, la » Russie et l'Autriche. Leur union est comme la » pierre fondamentale de l'alliance européenne. » Le roi de Prusse se souvenait toujours de cette recommandation suprême d'un père qui aurait eu cependant d'assez bonnes raisons de se montrer beaucoup moins dévoué à la Russie. La Prusse aujourd'hui s'est refaite à sa guise ; mais ne devait-elle pas son ancienne carte aux géographes du congrès de Vienne, approuvés par la Russie ? La guerre qui se préparait pouvait fournir à la Prusse une bonne occasion de prendre une revanche et de se faire une part dans les changements futurs. Frédéric-Guillaume, artiste et poète, plein des plus doux sentiments de l'art, de la famille, de la religion, n'avait pas d'autre ambition, ne formait d'autre vœu que de vivre en paix avec tout le monde. Autour de lui, d'ailleurs, chambellans, aides de camp, généraux, ministres eux-mêmes, tout était

russe. Si M. de Manteuffel inclinait vers l'alliance occidentale, c'était bien légèrement ; les généraux de Gerlach, Wrangel, Groeben, formaient la société intime de l'envoyé militaire russe Benkendorf ; le vieux maréchal Johna allait répétant partout qu'il était entré deux fois à Paris et qu'il espérait bien y entrer une troisième. Le parti féodal ne demandait qu'à river la Prusse à l'alliance russe.

Les Anglais, qui sont si cruels dans leurs vengeances et dans leurs caricatures, représentaient le roi de Prusse, le genou ployé, la démarche chancelante, l'œil à demi fermé, l'air hébété, une bouteille de vin de Champagne de la maison Cliquot à la main. Ce pauvre roi Cliquot avait des chagrins qu'un dessinateur du *Punch* ne saurait comprendre : quelle douleur pour un fils si respectueux, pour un si fervent chrétien, de se sentir de jour en jour plus infidèle aux recommandations d'un père mourant et plus menacé de devenir l'ennemi de son beau-frère, juste au moment où le czar tire le glaive en faveur de ces malheureux chrétiens dont les souffrances lui arrachent des larmes ! La voix paternelle retentit sans cesse à l'oreille de Frédéric-Guillaume ; l'écho des gémissements de sa sœur chérie, assise sur le trône russe, trouble son sommeil. Si le czar défend à ses officiers de porter les décorations prussiennes, il est dans le désespoir ; s'il apprend au contraire que Nicolas, entouré de ses fils, a bien voulu assister aux funérailles du ministre de Prusse et que la czarine s'est montrée, à cette cérémonie, à la tête du régiment qui porte son nom, il renaît à la joie et à l'espérance. Nicolas,

avec des hommes comme l'empereur d'Autriche et le roi de Prusse, dut se croire plus d'une fois à la veille de rattacher les fils rompus de l'alliance du Nord, surtout lorsque la Prusse refusa de porter devant la diète la déclaration de neutralité qui aurait engagé la Confédération dans des questions embarrassantes. Le czar dut un moment se croire sur le point de triompher, mais la logique de la situation se trouvait plus forte que les sentiments particuliers des souverains. Nicolas ne parut pas le comprendre. M. de Budberg, chargé par lui d'une mission à Berlin, analogue à celle du comte Orloff à Vienne, prit des allures à la Menschikoff qui forcèrent le roi à ne plus le recevoir. En vain, le bon Fritz, par une lettre autographe à son beau-frère, essaye-t-il d'adoucir cette mesure, le czar ne reçoit plus l'ambassadeur de Prusse dans l'intimité de la famille, il ne communique avec lui qu'avec les formes de l'étiquette la plus glaciale. Les courtisans, à Potsdam, se répètent mélancoliquement les fatidiques paroles par lesquelles le czar a répondu à la défection de la Prusse : « Puisse-t-elle ne pas se repentir un jour de m'avoir abandonné. Frédéric-Guillaume se perd, et il perd la Prusse avec lui. »

Ces avertissements retentissent au cœur du roi, Signera-t-il le protocole du 9 avril ? Une vraie bataille se livre autour de lui : la reine, tous les grands et menus dignitaires de la couronne, toutes les notabilités de cour et d'antichambre, d'un côté ; de l'autre, M. de Manteuffel, le général de Bonin, ministre de la guerre, et M. Bunsen, ambassadeur à Londres.

M. de Manteuffel, voyant le roi pencher du côté de la cour, donne sa démission : c'est le moyen qu'il emploie ordinairement pour effrayer Frédéric-Guillaume et le ramener à son avis. Jusqu'ici, ce moyen a toujours réussi ; mais cette fois, le roi lui répond : « Passe encore si nous étions en carnaval, mais nous sommes en carême. »

Il y avait un parlement à Berlin et des chambres de commerce dans les principales villes prussiennes ; parlement et chambres de commerce étaient d'accord en faveur de l'alliance occidentale. Le ministre soumet au parlement un projet d'emprunt ; le parlement répond qu'il ne le votera que s'il est destiné à faire face aux dépenses que peut nécessiter la guerre contre la Russie. Les chambres de commerce se plaignent que le commerce anglais ne se serve plus des navires prussiens, et qu'à Hambourg on ne les assure qu'à des primes plus fortes que ceux des autres nations. Pendant que l'opinion publique se prononce avec tant de force contre la Russie, l'Autriche presse la Prusse de fixer ses relations avec elle et avec la Confédération germanique. Le baron Hess est envoyé de Vienne à Berlin pour discuter une convention militaire en vertu de laquelle un corps d'armée prussien garantira l'Autriche du côté de la Gallicie. Le roi résiste sur le cas de guerre, sur le chiffre des soldats, sur tout ; si bien que le baron Hess, impatienté, lui dit un jour : « Sire, faites-moi tout de suite discuter avec Paskewitch. » Enfin, la convention militaire est signée : la Prusse, dans le cas d'une occupation indéfinie des Principautés par la Russie et d'une tentative

quelconque de cette puissance pour franchir les Balkans, concentrera cent mille hommes dans les provinces orientales, et deux cent mille hommes si cela devient nécessaire.

L'Autriche et la Prusse signèrent, le 20 avril 1854, une convention par laquelle elles se garantissaient leurs possessions, allemandes ou non allemandes.

Les petits États, ameutés à Bamberg par M. de Beust et par M. de Pfordten, avaient imaginé de livrer bataille aux deux grandes puissances allemandes sur le terrain de cette convention. Les confédérés ne refusaient pas d'adhérer au traité, mais ils voulaient donner leur vote en séance diétale, attendu que la diète avait droit d'examiner les obligations imposées à la Confédération; ils demandaient aussi qu'on veillât non seulement à la liberté des eaux menant à la mer Noire, mais encore à la protection des sujets chrétiens de la Turquie et à la durée inviolable du royaume de Grèce, « dont la dynastie allemande avait de légitimes droits à la sympathie de l'Allemagne ». Le roi de Prusse et l'empereur d'Autriche, réunis à Teschen, répondirent aux confédérés qu'ils comptaient sur leur adhésion pure et simple au traité, sinon qu'ils se passeraient d'eux. M. de Beust et M. de Pfordten se le tinrent pour dit. Les représentants des petits États quittèrent Bamberg; tous les États secondaires adhérèrent à la convention, le Wurtemberg un peu tardivement, à cause de ses relations de famille avec la Russie. Le Mecklembourg seul résista et se maintint dans l'isolement. Les puissances occidentales ne pouvaient donc compter ni sur l'Autriche,

ni sur la Prusse, ni sur l'Allemagne. Le Piémont, l'Espagne, le Portugal, étaient avec elles; la Belgique, la Suède, le Danemark, Naples, restaient neutres; Naples avec le regret de ne pouvoir faire plus.

A Saint-Pétersbourg, quatre quakers, la joue rose, le menton rasé, la cravate blanche, le gilet noir, l'habit noir, un large chapeau à la main, débarqués le matin même de Londres, jugèrent le moment favorable pour se présenter chez le czar et lui prêcher la paix. Des quakers! minces personnages pour un autocrate de toutes les Russies. Nicolas reçut cependant ceux-ci de la façon la plus cordiale: « Vous » voulez la paix, frères; je la veux aussi, je la demande, je l'implore; mais faut-il livrer ces pauvres » chrétiens sans défense aux persécutions des infidèles? Les puissances m'abandonnent et se mettent » contre moi; votre reine aussi, et c'est là ce qui me » navre: une dame si vertueuse et si chrétienne! » A propos, avez-vous vu ma femme? C'est une personne bien pieuse aussi. » On vit le moment où S. M. Nicolas I^{er} allait charger un de ses aides de camp de prévenir mistress Romanof que son mari désirait la présenter à quatre quakers. Ces braves gens se retirèrent dans l'enchantement; mais le czar en fut pour ses frais de politesse. Le public se moquait des amis de la paix, plus encore à Londres qu'à Paris. Les quakers, à leur retour en Angleterre, avaient beau colporter de meeting en meeting le fameux: « Avez-vous vu ma femme? » l'auditoire riait et ne respirait que la guerre. Le gouvernement se montrait moins guerrier que la nation. L'escadre anglaise mouil-

lait, il est vrai, à côté de la flotte française dans la baie de Besika, mais uniquement pour protéger la Turquie contre un danger immédiat : les croiseurs de la flotte russe sortie triomphalement de Sébastopol capturaient des navires turcs et abordaient les vaisseaux neutres pour leur demander des nouvelles des escadres alliées.

Au mois de novembre, au moment où les escadres alliées jetaient l'ancre dans le Bosphore, sept navires russes à voiles et un vaisseau à vapeur croisaient devant Sinope et évoluaient autour de l'escadre turque. Cette escadre, poussée par un vent du nord-est, se dirige sur Sinope ; on sonne le branle-bas de combat à bord des navires turcs, mais après quelques manœuvres, l'ennemi porte au large et se met sous le vent. Le lendemain, les mêmes forces reparais-
sent ; le commandant turc fait part aux amiraux français et anglais, chargés de veiller sur l'intégrité de l'empire ottoman, des appréhensions que lui causent les manœuvres russes, il ne reçoit aucune réponse. Le 29 novembre, une dernière dépêche arrive à lord Stratford. Les flottes alliées avaient le temps d'accourir ; elles ne lèvent l'ancre que le 30 novembre. Ce jour-là précisément, l'amiral Nachimoff, avec six vaisseaux de ligne, attaquait la flotte turque à l'ancre. Les Turcs se battirent avec intrépidité, mais sans espoir ; quelques commandants ayant enfin amené leur pavillon, l'amiral russe feignit de ne pas les voir pour les écraser. Hormis un bateau à vapeur, tous les navires turcs furent détruits et quatre mille matelots périrent.

Que pouvaient Cobden, Bright, tous les membres de l'école de Manchester et tous les quakers réunis, contre un pareil événement ? Personne, ni dans le parlement, ni dans les meetings, n'écoutait plus leurs discours pacifiques : Sinope avait été ressenti comme une défaite nationale par l'Angleterre. Le peuple le plus sage du monde finit par faire des folies à force de s'entendre dire qu'il est incapable d'en faire : l'Angleterre en était là ; quant aux ministres, ils croyaient la guerre impossible et la rendaient inévitable. Lord Aberdeen, l'ami du czar, était premier ministre ; il avait pour collègue M. Gladstone ; lord Clarendon dirigeait le ministère des affaires étrangères. Lord Palmerston, relégué à l'intérieur, exerçait par la menace seule de sa démission une grande influence sur la politique de son pays ; il détestait profondément la République, et la manière dont Louis-Napoléon l'avait supprimée ne pouvait point lui déplaire ; il poussait donc à une alliance intime avec l'Empire français.

Pour les Français eux-mêmes, les mille nuances de leur caractère et de leurs opinions, les mille accidents imprévus qui naissent du jeu des partis, les résultats imprévus du choc de tant d'opinions diverses ne sont pas toujours faciles à expliquer ; l'unanimité trompe parfois en France, où les partis ne craignent pas d'imposer la plus énorme contradiction à leur principe, pourvu que cette contradiction blesse leurs adversaires. Comment les étrangers se rendraient-ils raison de nos contresens et de nos contrastes ? L'Empire renaissant les frappa de stupeur ; ils n'avaient pas

assez suivi l'histoire de notre théâtre, de notre peinture, de notre poésie, de notre tribune, pour comprendre que la politique, l'art, la littérature, avaient consacré trente ans à réhabiliter l'Empire; ils ne se rendaient pas compte de la part que sa résurrection devait aux circonstances; ils crurent que l'Empire renaissait avec ses prétentions et ses rancunes. Cette crainte générale en Europe ne fut nulle part plus vive qu'en Angleterre; plus elle avait fait contre le premier Empire, plus elle se croyait exposée aux vengeances du second.

Lord Aberdeen, toujours hésitant, même après Sinope, pensait que les instructions données aux amiraux anglais suffisaient pour empêcher le renouvellement d'un pareil désastre. Le gouvernement français voulait qu'on prît du moins des précautions pour le prévenir; il demandait que tout navire russe en croisière dans la mer Noire fût contraint de rentrer dans Sébastopol, et que toute attaque contre le pavillon ottoman fût repoussée par la force. Lord Palmerston ayant parlé de démission si l'on n'adoptait pas ce plan, lord Aberdeen s'y soumit.

Le colonel Ardant et sir John Burgoyne reçurent des deux gouvernements de France et d'Angleterre une mission dont le but était de chercher un plan de défense de l'empire ottoman; un petit corps anglais fut envoyé à Malte. Cela paraissait suffisant à lord Aberdeen et à ses collègues, sauf au duc de Newcastle, qui conseillait un envoi de troupes moins insignifiant. Mais la guerre était déjà commencée, et lord Aberdeen continuait à la croire impossible; il s'imaginait



que l'annonce de l'alliance anglo-française suffirait pour l'empêcher. Mais Nicolas doutait toujours de la réalité de leur entente; elle était pourtant décidée d'avance par l'opinion publique dans les deux pays. Quelques vieux tories avaient beau prétendre qu'une alliance séparée avec la France était inutile, qu'aucune divergence de vues entre l'Angleterre et les puissances allemandes ne la justifiait; le public anglais n'en entendit pas moins avec plaisir la reine attester devant le parlement qu'elle continuait à agir dans une coopération cordiale avec l'Empereur des Français. La guerre était populaire, non seulement dans le pays, mais encore dans l'armée. A l'avènement de l'Empire français, il y eut comme un choc électrique dans toutes les armées européennes; les moustaches se retroussèrent, les plumets semblèrent plus hauts, et les sabres plus traînants sur le pavé. L'armée anglaise avait, comme toutes les autres armées de l'Europe, ressenti cette commotion belliqueuse; il y avait dans l'idée de marcher à côté des Français après les avoir vus longtemps en face, et de remplacer par l'émulation de l'héroïsme l'ardeur des haines passées, de quoi agir sur l'imagination et remuer le cœur des soldats anglais.

Le 10 avril 1854, la vieille Angleterre apprit avec joie qu'un traité en règle venait d'être signé entre la reine Victoria et l'empereur Napoléon III.

Le czar ne s'était pas beaucoup effrayé de l'envoi de quelques régiments à Malte; quant aux puissances allemandes, pouvait-il croire à leur réelle hostilité en voyant les ambassadeurs d'Autriche et

de Prusse assister au *Te Deum* chanté à Saint-Pétersbourg pour célébrer la victoire de Sinope?

Nicolas I^{er}, autocrate et pape de toutes les Russies, croyait à sa papauté; les blessures faites au pape faisaient souffrir le souverain, et le souverain saignait des blessures du pape; il avait l'esprit religieux et mystique de son père. La Russie, avertie qu'il faisait la guerre pour une question religieuse, avait senti son fanatisme s'enflammer : il n'était plus permis au czar de reculer; personne, d'ailleurs, dans son entourage, ne lui conseillait de céder. M. de Nesselrode, trop habile pour ne pas voir où pouvait mener la guerre, mais désireux de mourir dans son fauteuil de grand chancelier, gardait ses observations pour lui et pour ses amis intimes.

L'intelligence de Nicolas manquait d'étendue et de finesse; mais il se faisait une grande idée de la majesté souveraine en général, et en particulier du rôle qu'il était appelé à jouer dans le monde : il se considérait comme le bras de la monarchie légitime; tous les monarques de son temps avaient été obligés de s'incliner devant la révolution, seul il était resté debout; il avait marché sur le corps d'une conspiration pour arriver au trône, et plus tard, son armée avait comprimé l'insurrection polonaise et l'insurrection hongroise; la présence d'une armée russe sur la frontière du duché de Posen n'avait pas peu contribué à rassurer le roi de Prusse en 1848. L'Europe conservatrice pouvait à chaque instant avoir besoin de lui; irait-elle jusqu'à le sacrifier à l'ennemi commun? La fière et prévoyante Angleterre

préférerait-elle longtemps à son alliance celle d'un parvenu qu'il n'avait pas cru devoir honorer du titre de frère ? Nicolas I^{er} se refusa longtemps à le croire ; quand les événements le détrompèrent, il se précipita dans la guerre en aveugle et en furieux.

Ses premières mesures militaires ne réussirent pas : faire la guerre à des centaines de lieues du centre de l'empire, s'obliger à défendre une ligne d'occupation qui, de Bucharest, en suivant la rive nord du Danube, s'étendait jusqu'au Banat, en s'engageant d'avance à ne point franchir le fleuve, tel fut son premier plan. Les désastreux résultats en sont connus. Paskewitch se chargea d'en exécuter un autre ; il mit le siège devant les murs de Silistrie, où les armes russes devaient subir un premier et mémorable échec.

Quelle amertume dans le cœur du czar, lorsqu'il reçut la lettre autographe de son « bon ami », lui proposant un armistice qui laisserait la voie ouverte aux négociations. Napoléon III, satisfait d'avoir mis l'Angleterre à sa suite et de poser en arbitre de l'Europe, cédait-il à la tentation de jouir de son triomphe et d'offrir la paix à l'ennemi, sachant bien qu'il ne l'accepterait pas ? Dans ce cas, il ne se trompa point dans son calcul ; le czar répondit non seulement par un refus, mais encore par des allusions blessantes aux désastres de 1812 : « La Russie ne lutte pas » pour les biens de ce monde, mais pour la foi. L'Angleterre et la France se sont rangées du côté des » ennemis du christianisme contre la Russie ; mais » la Russie ne déviara pas de sa mission divine, et si

» les ennemis viennent à attaquer ses frontières, nous
» irons à leur rencontre avec la fermeté que nos an-
» cêtres nous ont léguée. Ne sommes-nous pas la
» nation russe, de la valeur de laquelle les événe-
» ments mémorables de 1812 ont rendu témoignage ?
» Que le Tout-Puissant nous aide à le prouver par
» nos actes. »

Quel effet ce fier langage produisit-il sur la France ? Elle assistait aux préliminaires d'une grande guerre, avec la curiosité insouciante qui, pendant bien des années encore, devait être le seul de ses sentiments. La France, comme désintéressée d'elle-même, semblait résignée à se laisser conduire où voudrait la mener son gouvernement personnel ; la guerre n'excitait d'intérêt qu'au point de vue des affaires ; la Bourse commentait seule les dépêches, et suivait avec anxiété les phases diverses des négociations ; les intérêts étaient attentifs, les esprits indifférents, les cœurs froids. La France ne pouvait que lentement se relever de la terrible opération qu'elle venait de subir le 2 décembre ; il lui en restait une langueur morale difficile à guérir. La vue du drapeau anglais flottant à côté du nôtre rassurait d'ailleurs les intérêts ; la victoire entre la France et l'Angleterre d'un côté et la Russie de l'autre, ne semblait pas douteuse ; le public n'avait des craintes que pour les suites de la victoire ; les classes industrielles et commerçantes s'attendaient à des succès, sans être prêtes à supporter des revers.

Les amis de la liberté se méfiaient de la guerre par principe et par crainte de voir les dernières traces

des idées libérales s'effacer sous la main de la victoire. Les conservateurs, de toutes les nuances, déploraient la lutte engagée contre l'athlète de l'ordre uropéen; la défaite de Nicolas leur apparaissait dans le lointain comme le triomphe de la révolution : c'est ce qui la faisait accepter par beaucoup de révolutionnaires. Une lettre publiée par Barbès à cette époque explique bien les sentiments de la démocratie populaire à cet égard. La France, aux yeux de Barbès, ne pouvait être abaissée dans une guerre contre la Russie sans que la démocratie en souffrît ; l'affaiblissement de l'esprit militaire ou plutôt de l'esprit guerrier créait une perte sans compensation dans le présent et un grand danger dans l'avenir. L'armée c'était le peuple ; que deviendrait ce peuple s'il n'était pas même bon à mâcher la cartouche ? Voilà ce que pensaient Barbès et ses amis : convaincus des périls que la guerre faisait courir à la liberté, ils s'y résignaient en la voyant nécessaire ; eux-mêmes, s'ils avaient été au pouvoir, n'auraient pas laissé la Russie mettre tranquillement la main sur Constantinople. La révolution espérait, d'ailleurs, que l'intervention des puissances allemandes dans la lutte rendrait bientôt l'intérêt de la partie plus grand, et lui permettrait d'en tirer profit. Telles étaient les dispositions générales de la nation. Quant à l'armée, outre que son intérêt permanent la porte à souhaiter la guerre, elle la désirait d'autant plus ardemment qu'elle avait hâte d'être autre chose que l'armée du 2 décembre.

Les alliés débarquèrent au Pirée le 25 mai 1854. Les choses allaient déjà mal pour la Russie. Son

armée se retirait des Principautés; la Prusse avait beaucoup de peine à empêcher les États secondaires de conclure un traité d'alliance avec les puissances occidentales; l'Autriche s'apprêtait à soumettre à la Russie le programme des garanties moyennant lesquelles les bonnes relations entre la Turquie et la Russie pourraient être rétablies. Voici ce programme :

« 1^o Le protectorat exercé jusqu'à présent par la cour impériale de Russie sur les principautés de Moldavie et de Valachie et de Serbie cessera à l'avenir; les privilèges accordés par le sultan à ces provinces dépendantes de leur empire seront placés sous la garantie des puissances, en vertu d'un arrangement à conclure avec la Sublime Porte, et dont les dispositions régleront en même temps toutes les questions de détail.

» 2^o La navigation du Danube à ses embouchures sera délivrée de toute entrave, et soumise à l'application des principes consacrés par les actes du congrès.

» 3^o Le traité du 13 juillet 1841 sera révisé de concert par les hautes parties contractantes dans un intérêt d'équilibre européen.

» 4^o La Russie cessera de revendiquer le droit d'exercer un protectorat officiel sur les sujets de la Sublime Porte, à quelque rite qu'ils appartiennent; la France, l'Autriche, la Grande-Bretagne, la Prusse et la Russie se prêteront leur mutuel concours pour obtenir de l'initiative du gouvernement ottoman la consécration et l'observation des privilèges religieux des diverses communautés chrétiennes et mettre à profit, dans l'intérêt commun de leurs coreligionnaires, les généreuses intentions manifestées par Sa Majesté le Sultan, sans qu'il en résulte aucune atteinte pour sa dignité et l'indépendance de sa couronne. »

Les trois puissances se réservaient de mettre au rétablissement de la paix les conditions particulières qu'elles jugeraient utiles et qui devraient résulter de la marche des événements ou de la position et des intérêts spéciaux de chacune des puissances. L'Autriche, dans une note très fortement motivée, soumit,

le 8 août 1854, ces conditions à la Russie. La Prusse et la diète les approuvèrent, mais en s'appropriant seulement celles qui les intéressaient directement. L'Autriche n'avait pas fait du refus des quatre garanties un *casus belli*; cependant, devant le refus de la Russie, la France et l'Angleterre ne pouvaient hésiter à tirer l'épée.

La flotte française s'était réunie à la flotte anglaise dans la Baltique depuis le mois de mai 1854. Le jour même où la note de Vienne partait pour Saint-Petersbourg, les deux flottes attaquaient Bomarsund du côté de la tour occidentale. Le combat dura depuis quatre heures du matin jusqu'à quatre heures du soir; les alliés virent flotter un pavillon blanc à l'une des embrasures de la tour. Le commandant demandait un armistice de deux heures, qu'on lui accorda; il recommença le feu avant l'expiration de ce délai. Les batteries françaises renversaient les meurtrières, pendant que les chasseurs de Vincennes, dispersés en tirailleurs, abattaient les canonniers. La résistance cessa vers la nuit, la tour se rendit à trois heures du matin; un officier et trente hommes y furent faits prisonniers. Le lundi, on ne répondit pas aux provocations de la forteresse, on se préparait pour le lendemain. Le 15 août au matin, les Anglais attaquent la tour du nord; en six heures, trois de leurs gros canons suffisent pour entamer le granit et pour pratiquer une brèche de trente pieds. La tour du nord ne tarde pas à se rendre. Quatre vaisseaux anglais et deux français dirigent leur feu sur la grande forteresse; un pavillon blanc est hissé sur le rempart

du côté de la mer ; deux officiers de la flotte sont détachés auprès du gouverneur, qui leur dit : « Je me rends à la marine. » Cet officier n'avait que quelques morts et soixante-dix blessés ; mais la fumée remplissait les casemates mal construites, les bombes éclatant au milieu de la forteresse, sans compter la cabine des tirailleurs français, rendaient une plus longue résistance inutile. Les Français comptaient quarante morts ou blessés ; les Anglais quatre morts et douze blessés. Le capitaine Terch, défenseur de la tour occidentale, et le capitaine Jaquelin, commandant la garnison de Portoë, l'un Suédois, l'autre Français d'origine avaient seuls montré un vrai désir de se défendre ; le régiment finnois rendit ses armes après les avoir brisées ; les Russes et les Cosaques dansaient le soir même au son de la musique militaire qui célébrait leur défaite.

Les habitants de Stockholm illuminèrent et organisèrent des trains de plaisir pour visiter le lieu du combat ; mais il n'était pas question d'alliance entre la Suède et les alliés. Le canon des Invalides se fit entendre à Paris, et le général Baraguey-d'Hilliers fut nommé maréchal de France, pour la prise de ce Trocadéro de la Baltique.

L'Empereur, le 25 mai 1854, avait rétabli la garde impériale, quoique la commission d'officiers généraux formée pour discuter cette mesure se fût prononcée contre son adoption. Les inconvénients d'une troupe pareille avait déjà frappé plus d'un bon esprit du temps même des grandes guerres du premier Empire. L'élan de la garde était irrésistible, mais Napoléon I^{er} crai-

gnait de la prodiguer ; les hommes de fer qui formaient la garde lui coûtaient cher à fabriquer, et naturellement il cherchait à les épargner ; les officiers qui les commandaient étaient obligés de compter avec des vétérans exigeants et grognards qui excitaient la jalousie des autres corps et amenèrent les dissensions dans l'armée. Napoléon I^{er} créa la garde lorsque les souvenirs de la maison du roi n'étaient pas éteints ; l'existence d'un corps privilégié se comprenait encore : la Restauration eut une garde précisément pour rappeler les corps privilégiés : cependant, au moment du danger, à quoi cette garde avait-elle servi à Napoléon et à Charles X ?

La commission oubliait que les traditions de la garde impériale avaient puissamment contribué à la popularité du premier Empire. Le soldat qui ne fait que passer quelques années au régiment oublie, quand il est devenu père de famille, ce temps de service ; le vétéran n'a pas d'autres souvenirs que ceux du drapeau. Les soldats de la garde impériale formèrent dans les villes et dans les campagnes une légion de rhapsodes qui chantèrent pendant quinze ans la gloire de l'Empire et les exploits de l'Empereur ; les poètes et les peintres poétisèrent ces vieux soldats ; les vétérans de la garde, propagandistes, d'autant plus dangereux qu'ils étaient involontaires, formant sous la Restauration une société secrète au grand air, pour ainsi dire, organisèrent la conspiration de la tonnelle et du cabaret, plus redoutable que toutes les autres conspirations. La garde fut donc rétablie au nom des traditions de l'Empire ; elle devait faire

ses premières armes en Crimée à côté de la garde anglaise. Le commandement en chef de l'armée française fut donné au maréchal Saint-Arnaud.

L'armée anglaise reparaissait pour la première fois sur le continent, depuis les grandes guerres de l'Empire. Lord Raglan, qui la commandait, avait présenté M. Louis-Napoléon Bonaparte à Wellington : qui lui eût dit qu'il commanderait un jour les forces anglaises unies à celles de la France gouvernée par son protégé devenu Empereur des Français, dans une expédition contre un des plus anciens alliés de son pays ? Lord Raglan, né en 1788, s'appelait Fitzroy Somerset, lorsqu'il entra dans l'armée en 1804. Sir Arthur Wellesley, le futur duc de Wellington, attacha le futur lord Raglan à son état-major et le prit pour aide de camp jusqu'à la fin de la guerre. Le capitaine Somerset avait reçu la forte et brillante éducation de l'aristocratie anglaise ; il put remplir avec distinction, pendant la première Restauration : les fonctions de secrétaire d'ambassade à Paris. Le retour d'Elbe le rendit à sa première profession : il était à côté de Wellington à Waterloo ; un coup de feu lui enleva le bras droit. Somerset parvenu, à force d'énergie et d'application, à écrire couramment de la main gauche, put reprendre son poste à l'ambassade, à Paris ; il l'occupa jusqu'en 1819. Rappelé en Angleterre pour y remplir les fonctions de secrétaire du grand maître de l'artillerie (*master general of ordnance*), il suivit Wellington dans son ambassade en Russie, lors du sacre de Nicolas I^{er}, et jusqu'à la mort du duc en 1852, il resta sous ses ordres comme

secrétaire militaire du commandant en chef aux *horse guards*. Lord Raglan devint ensuite grand maître de l'artillerie, général en titre qui est le grade le plus élevé de l'armée après celui de feld-maréchal, conseiller privé et pair d'Angleterre. L'ami de Wellington, le mutilé de la Haie-Sainte, remontait à cheval pour soutenir à la fois l'honneur des armes de son pays et la renommée du grand homme de guerre dont il fut l'ami et dont il se trouvait le successeur. Il avait soixante-six ans, l'air encore jeune et vigoureux, la taille haute, le port droit, la physionomie noble et distinguée. Si le soldat anglais portant les armes à ce vieillard encore vert et bien en selle, pouvait dire avec orgueil : « C'est Waterloo qui passe », il était difficile, dans la vie privée, de reconnaître en lui le plus illustre soldat de l'Angleterre : lord Raglan n'avait rien de militaire que sa vie et sa renommée.

Lord Raglan et le maréchal Saint-Arnaud, ces deux hommes si dissemblables de corps et d'esprit, s'étaient rencontrés pour la première fois dans une réunion convoquée aux Tuileries, pour chercher les moyens d'éviter les collisions entre les deux armées. Cette réunion, présidée par l'Empereur, se composait, outre les deux généraux en chef, du prince Jérôme, du duc de Cambridge, du maréchal Vailant et de lord de Ross. Des précautions étaient bonnes à prendre en pareille circonstance : mais, à part quelques dissentiments personnels, quelques paroles un peu vives échangées entre des hommes de race différente, les armées alliées vécurent en bonne

intelligence ; il en fut de même de leurs chefs. Lorsque Saint-Arnaud eut l'idée singulière de se faire nommer général en chef de l'armée turque, lord Radcliffe et lord Raglan s'y opposèrent avec un calme et un bon sens qui suffirent pour que Saint-Arnaud y renonçât sans avoir l'air de céder.

L'Angleterre ne voulait d'abord envoyer sur le théâtre de la guerre que 10000 hommes et la France 20000, chiffre tout à fait disproportionné avec le but qu'elles se proposaient d'atteindre ; les deux puissances doublèrent leur effectif. Les troupes partirent après le rapport du général anglais Burgoyne et du colonel français Ardant, envoyés pour choisir le point de débarquement le plus favorable à l'expédition ; ils désignèrent Gallipoli. Des minarets se découpant sur le bleu du ciel, des maisons aux terrasses blanches ou aux toits rayés, des jardins verdoyants, de loin le plus riant tableau, de près, des taudis, des masures, des monceaux d'immondices, des flaques de sang devant les bouchers, des charognes que dévoilent les vautours, un borbier, un cloaque : voilà Gallipoli, le lieu de réunion des armées alliées. Les Français, en débarquant, prennent la pioche, la pelle et le balai : nettoyer, terrasser, remuer des terres pour creuser un fossé de défense ; tout cela ne se fait pas sans fièvres ; un malade sur dix hommes, tel est le résultat de ces travaux. L'armée cependant, en s'embarquant pour Varna au bruit du canon de Silistrie, se trouvait en assez bon état. Varna est un cloaque comme Gallipoli, mais plus vaste. L'armée russe occupait en 1828 les plateaux sur lesquels



l'armée française campe aujourd'hui ; on y arrive par de belles routes entre des jardins, des vignes et des vergers magnifiques ; une eau délicieuse coule et s'échappe de tous côtés.

L'expédition était partie sans plan bien arrêté. Porterait-elle la guerre en Asie ou en Crimée ? Les généraux discutaient là-dessus ; une solution devenait urgente, les troupes se lassaient de l'inaction et des maladies. Le plan de l'expédition de Crimée fut dressé, à la hâte, aux Tuileries ; l'Angleterre et l'Autriche l'adoptèrent avec empressement, l'une aléchée par la perspective de détruire une puissance maritime, l'autre par crainte de voir la guerre s'approcher de ses frontières, et la troubler dans la tranquille possession des Principautés.

Le choléra, résultat des fruits verts mangés par les soldats, des émanations d'un lac desséché par le soleil, de l'infection de Varna, enlevait dix ou quinze malades par jour, puis vingt, trente, cinquante, et enfin des centaines ; l'armée s'impatiait. Le maréchal Saint-Arnaud répondit à un rapport du général Canrobert sur l'état d'excitation des troupes : « Il » doit y avoir encore des Russes dans la Dobrutscha ; » donnez-leur la chasse, et remportez un avantage » quelconque dont nous puissions faire une victoire à » présenter à l'Empereur pour le 15 août. Espinasse » serait peut-être le général le plus propre à ce coup » de main. » Le général Espinasse, le même qui avait, comme colonel, pris une part si active au coup d'État, partit donc pour recueillir dans la Dobrutscha sa moisson de lauriers, à la tête de 10000 hommes,

portant quatre jours de vivres dans leurs sacs, quinze jours de vivres d'ordinaire, et suivi d'un nombre suffisant d'Arabes pour transporter le complément de vivres de toute espèce nécessaires à la nourriture du soldat pendant dix jours.

La Dobrutscha, désert marécageux, inondé par les crues du Danube, est un pays mortel aux étrangers : la première année de séjour, une armée y compte les malades dans les proportions de 6 à 10 pour 100, et la seconde dans une proportion de 60 à 90. Les Russes en avaient fait l'expérience en 1827 et en 1828. Ils venaient de la renouveler dans leur récente campagne du bas Danube ; on évaluait leurs pertes à 70 000 hommes ; l'armée turque n'avait habité ce pays que l'hiver, un tiers de son effectif cependant était atteint de la fièvre et du scorbut.

Les deux divisions françaises croyaient aller au-devant de l'ennemi. Un beau pays bien boisé facilitait leur marche ; les soldats ne se plaignaient que des retards qu'ils éprouvaient à cause des encombrements occasionnés dans ces sentiers étroits par les lourdes voitures des Bulgares. Au premier bivouac de Kapsaski, sur le bord d'un ravin où coule une belle fontaine, sauf quelques traînards et deux malades restés à l'ambulance, tout le monde répond à l'appel. La nuit, la température baisse ; les hommes ont des crampes et des refroidissements, le choléra s'annonce. On évacue les premiers malades sur Varna. Les plateaux que l'armée vient de quitter versent leurs eaux au milieu d'une vallée où se cache le charmant village de Tekké ; malheureusement le

terrain n'est pas propice à un campement régulier; il faut chercher un bivouac plus loin et se contenter, en attendant, d'une simple halte. Le pays change subitement. Avant d'arriver à Tchatal-Tchesme, le soldat chemine au milieu d'herbes à demi desséchées; un horizon à perte de vue, pas d'arbres; une eau saumâtre dans de rares puits, des herbes pourries sur place qui infectent l'air, quelques choux et quelques concombres autour des masures, d'où sortent des spectres en haillons; un troupeau de moutons et quelquefois de chevaux sauvages dans le lointain : les deux divisions sont en plein steppe. L'hiver, l'inondation couvre en partie ces plaines, que l'été transforme en marécages pestilentiels, dont les émanations font fuir les hommes et les troupeaux. Au milieu de ces boues s'élevaient autrefois des villes florissantes, Mangalia, Tomi où vécut Ovide; les soldats saluent les ruines de la muraille de Trajan, et s'endorment, exténués de fatigue, sur quelque tumulus où dort peut-être un Dace, tué par un légionnaire Romain.

De Varna à Tchabtar, rien que des puits d'une eau détestable. A Tchabtar, des eaux, des arbres, des jardins, des créatures animées, des poules et des coqs qui chantent. Après Tchabtar, la vraie Dobrutscha, c'est à dire le marais : la route est tracée au fond des marécages; pas une habitant, pas une hutte debout; tout a fui, tout a été brûlé, pillé par les Cosaques et les Bachi-bouzouks; aucune eau n'est potable, si ce n'est celle des petites sources produites par des filtrations. Le soldat marche, mange, dort,

sur un sol humide au milieu des hautes herbes dont la puanteur infecte l'air. A Orgkoukoï, il en est réduit à boire l'eau d'un marais plein d'herbes qui rouissent et dont les bords sont couverts de cadavres dévorés par les vautours. A Kustendji, les chevaux sauvages hennissent à l'entrée des villages brûlés; en quittant Airdoulou, une chaleur torride, d'énormes nuages présagent un orage terrible, qui verse sur les soldats la pluie après laquelle ils soupirent depuis si longtemps. Cette pluie qu'ils croient bienfaisante, c'est la mort. Plus d'un qui s'endort ce soir-là dans sa capote roidie ne se relèvera pas le lendemain¹.

L'armée, moins un bataillon laissé à la garde du camp, se dirige par une marche de nuit sur Karqualak, toujours le long des marais, sur d'étroits espaces où le soldat défile lentement, s'irrite et s'impatiente : au lieu des Russes que l'armée croit rencontrer à chaque instants, c'est le choléra qui s'avance.

Le 30 juillet, époque où l'air de la Dobrustcha commence à n'épargner personne, l'expédition est obligée de reprendre le chemin de Kustendji. Les Bachi-bouzouks ouvrent la marche, portant chacun un malade en croupe; les zouaves détachés rentrent dans la division, tous les régiments sont infectés. L'ambulance est dressée, mais les remèdes manquent, ainsi que les moyens de transport pour les malades; les soldats sacrifient leur tente-abri, et

1. *Souvenirs historiques, militaires et médicaux de l'armée d'Orient* par M. F. Quesnoy, médecin-major au 4^e régiment des voltigeurs de la garde.

avec des bâtons ils font des brancards. Il s'agit maintenant de marcher sans s'arrêter même pour creuser des fosses; mais les chariots sont souvent forcés de stationner: pour une place vide, vingt malades se présentent. Brancards et chariots atteignent enfin le camp. Les médecins espéraient pouvoir à Kustendji traiter les cholériques laissés par les zouaves et par le reste de la division, mais les Bachi-bouzouks occupent les maisons. Il y a heureusement dans le port de Kustendji un vapeur à l'ancre; on y met les hommes fatigués qui pourraient servir d'aliment à l'épidémie. En marche, chaque bivouac est un hôpital; les soldats qui ne sont pas malades se font médecins, ils ont appris sur les traits les uns des autres à reconnaître les symptômes de la maladie. Quand ils croient que l'un d'eux est sur le point d'être saisi par le fléau, ils l'entraînent, et ils le forcent à courir pour amener une réaction; si le malade a besoin d'être frictionné, ils s'y escriment. L'armée retourne à Varna; les vapeurs viendront prendre l'ambulance et les zouaves. Elle part, mais qu'elle nuit! A chaque instant, de nouveaux malades se présentent aux voitures; le soldat se couche pour toujours dans les hautes herbes, où il croit trouver un moment de repos en attendant l'arrière-garde: le fléau poursuit avec acharnement ses victimes. Plus de moyens de transport; les chevaux de main, les chevaux des généraux et des officiers, les bêtes de somme portent des malades; les infirmiers d'ambulance morts, les auxiliaires volontaires morts, chaque régiment envoie une escouade de bonne volonté qui soigne les ma-

lades. Une étape de plus est devenue impossible ; on est obligé d'attendre les navires sur un point voisin du littoral où la veille les Bachi-bouzouks ont établi leur camp et où ils ont comblé les puits de leurs morts : le choléra redouble. Les malheureux déposés sur la plage en attendant l'embarquement se lèvent pour éteindre le feu qui les brûle, en se jetant dans la mer dont ils entendent le bruit. Le personnel médical de la division est réduit à trois médecins. Jusqu'au 6, les journées sont terribles, tous les régiments sont atteints ; les officiers épargnés jusque-là succombent : tel qui creuse la fosse d'un camarade y tombe une heure après¹. Enfin, voici les navires portant du vin, du cognac, du tabac : on fait du vin chaud et du punch ; on embarque les malades qui, trempés par la pluie tombant par torrents, meurent sur les chalands avant d'aborder.

Le corps expéditionnaire, fort de 10500 hommes, parti le 21 juillet, ne comptait plus, le 10 août, époque de son retour, que 4500 hommes. Le reste était mort sur la route ou encomrait les hôpitaux. L'armée n'avait aperçu que quelques Cosaques fuyant à l'horizon.

L'escadre alliée n'était pas restée inactive. Le *Fury* avait été accueilli à coups de canon par les forts d'Odessa, où il venait sous pavillon parlementaire chercher le consul et les résidents anglais ; une escadre revint bientôt demander réparation de cette

1. *Souvenirs historiques, militaires et médicaux de l'armée d'Orient*, par M. F. Quesnoy, médecin-major au 4^e régiment des voltigeurs de la garde.

violation du droit des gens. Le commandant de l'escadre bombarda les fortifications d'Odessa, brûla les navires renfermés dans le port militaire et respecta les propriétés privées; l'escadre retourna vers Sébastopol sans rencontrer un seul navire russe. Lord Lyons, à la tête d'une division à vapeur, avait pour mission de détruire les établissements russes sur les côtes de la Crimée et du Caucase; l'ennemi se chargea lui-même de ce soin : Anapa, Redout-Kalé, Soukoum-Kalé, n'étaient plus que des décombres fumants, quand lord Lyons se présenta devant ces forteresses. Il était évident que la Russie se tiendrait sur la défensive; l'attaque immédiate de Sébastopol fut résolue dans un conseil tenu le 21 juillet.

Le chiffre des forces de la Russie en Crimée, d'après les renseignements fournis par le *Foreign-Office*, s'élevait à 45 000 hommes, y compris les 17 000 marins de la flotte. Ces renseignements étaient-ils bien authentiques? on pouvait en douter, mais on n'en avait pas de plus positifs. Quelques officiers parlaient comme d'une rumeur vague de 70 000 hommes, les autres allaient jusqu'à 170 000 hommes; au fond, personne ne le savait. Cependant, une dépêche secrète ordonnait aux généraux en chef de débarquer en Crimée et de mettre le siège devant Sébastopol. D'abord, cette idée ne fut pas plus goûtée de lord Raglan que du prince de Cambrigde, du prince Napoléon, et des amiraux des deux flottes. Le maréchal Saint-Arnaud, après avoir hésité un moment, s'y rallia; lord Raglan, entraîné par une partie de son état-major, finit par s'y résigner et par écrire

à lord Clarendon qu'il obéirait. Le maréchal Saint-Arnaud, crut devoir, par une proclamation, faire connaître à l'armée française, et par conséquent aux Russes, la résolution qui venait d'être prise.

Il n'y avait plus qu'à songer aux préparatifs du débarquement; la construction de bateaux plats demandait un délai de dix jours, on le mit à profit pour reconnaître la côte. Pendant qu'une partie de la flotte croise devant Sébastopol, le général Canrobert, le colonel Trochu, le général sir George Brown, le colonel d'artillerie Loke et quelques autres officiers de chaque nation, s'embarquent sur le *Fury*, commandé par sir Edmond Lyons, ancien ministre d'Angleterre en Grèce où il avait lutté contre les diplomates de la Russie avant d'affronter ses soldats. La vallée de la Katcha, après un examen attentif des lieux, parut offrir un bon point de débarquement, surtout en s'appuyant d'un faux mouvement sur Odessa et sur la Bessarabie.

Les deux chefs de l'expédition voguent, l'un sur la *Ville-de-Paris* et l'autre sur le *Caradoc*, incertains de la destinée qui les attend sur cette plage inconnue vers laquelle le vent les pousse; le maréchal Saint-Arnaud fait demander à lord Raglan de venir le rejoindre. La mer Noire est toujours couverte de brouillards sombres et agitée par un vent perpétuel; comment lord Raglan, avec un seul bras, aurait-il pu grimper, par une mer si mauvaise, l'échelle d'un vaisseau à trois ponts? Le colonel Steele, secrétaire militaire de lord Raglan, le général Rose et l'amiral Dundas se rendirent seuls à la conférence.

Le maréchal Saint-Arnaud, fort malade, présidait la séance dans son lit, autour duquel le colonel Trochu, les amiraux Hamelin, Bruat et Bouet-Villaumez avaient pris place. Un des assistants lut une note rédigée par des généraux et un grand nombre d'officiers du génie et d'artillerie de l'armée française, pour démontrer la nécessité de revenir sur le choix déjà fait d'un point de débarquement¹. Il paraît que l'Empereur, dans la lettre adressée plus tard au maréchal Saint-Arnaud, où il est question de « timides avis », a voulu faire allusion à cette note. Le projet primitif fut cependant maintenu dans une seconde réunion sur le *Caradoc*, à laquelle assistait cette fois lord Raglan ; les flottes remirent le cap sur la côte nord de Sébastopol. Le dimanche suivant, deux navires alliés, le *Primauguet* et le *Caradoc*, passaient assez près de cette ville pour entendre ses cloches et voir briller les coupoles dorées de ses églises. Les généraux Canrobert, Martimprey, Thierry, Bizot, le contre-amiral Bouet-Villaumez, les colonels Trochu et Leboeuf, les généraux Raglan, Brown, Burgoyne les suivaient, avec le contre-amiral Lyons, sur un autre navire, et exploraient une dernière fois le littoral.

Rien n'est changé sur toute la côte : la situation du port de Sébastopol et des vaisseaux russes est la même, mais des camps et des postes nouveaux protègent les principales positions de la Chersonèse et des rivières la Katcha et l'Alma. Les armées alliées doivent débarquer à l'embouchure de cette dernière,

1. Kinglake, *invasion de la Crimée*.

sur une longue bande de terrain située à l'endroit dit le *Vieux Fort*, non loin d'un village assez considérable, entouré de beaux pâturages et possédant un lazaret bien clos, assez vaste pour servir de réduit aux troupes débarquées. L'occupation d'Eupatoria résolue, le colonel Trochu et le colonel Steele, suivis d'un interprète et de quelques soldats, s'avancèrent vers le village, où ils ne trouvèrent d'autre résistance que celle du gardien du lazaret. Ce fonctionnaire modèle, fidèle à sa consigne, ne consent à ouvrir la lettre de sommation des généraux alliés qu'après l'avoir désinfectée; il ajoute que les débarqués ne seront admis en libre pratique qu'après s'être soumis aux précautions d'usage. Dans la nuit du 13, une forte bourrasque du nord-est retarde la marche de plusieurs bâtiments de convoi attachés aux vapeurs; l'amiral Hamelin jette à midi l'ancre à l'ouverture de la baie d'Eupatoria et envoie des vapeurs pour remorquer et pour rallier les bâtiments retardataires : il comptait partir le soir, et se trouver le lendemain à l'endroit du débarquement.

Les Anglais se sont plaints qu'une bouée mal placée les ait mis dans la nécessité de chercher un autre point pour débarquer; leur armée ne s'en trouva pas moins sur le rivage, sans autre retard que celui qu'exigeait le transbordement d'un millier de chevaux, seule cavalerie des troupes alliées. Les Turcs prirent terre les derniers. Nos soldats, sans bois, sans eaux, bivouaquaient sur un terrain aride. Les Tartares apportèrent au bivouac quelques provisions qu'on leur paya généreusement. Le maréchal Saint-

Arnaud comptait, après avoir traversé l'Alma, la Katcha et le Balbeck, se porter rapidement sur la rive gauche de cette rivière, y établir un camp retranché à son embouchure, et commencer le siège du fort Constantin, qui domine le port et la ville de Sébastopol. Sa proclamation à l'armée lui promettait une campagne courte, mais difficile; il rappelait aux soldats qu'ils étaient « l'espoir de la France, en attendant d'en être l'orgueil ».

Le général Menschikoff, posté à quelques lieues des alliés, ne fit rien pour s'opposer à leur débarquement.

Le drapeau français flottait pour la seconde fois depuis le commencement du siècle sur le sol russe; la fortune lui réservait-elle une revanche des désastres de 1812? Une bataille prochaine allait en décider. Le prince Menschikoff avait écrit à son maître que, reconnaissant l'impossibilité d'attaquer l'ennemi sur une plage commandée par le feu d'une grande flotte, il concentrerait la majeure partie de ses troupes dans une position avantageuse, où il se préparait à recevoir les assaillants; il ajoutait qu'enflammées de zèle et de dévouement au trône, les troupes placées sous ses ordres attendaient l'ennemi avec l'impatience de soldats prêts à vaincre ou à mourir.

L'armée du czar occupait l'extrémité de la falaise à pic qui suit la rive gauche de l'Alma, à quelque distance de la mer; son camp retranché dominant la hauteur, avec une batterie de trente canons, formait le centre de la ligne; le gros de l'armée à l'aile droite, l'aile gauche voisine de la mer, les deux ailes ap-

puyées par soixante-dix pièces de canon; la cavalerie à l'aile droite et à la réserve; dix bataillons s'échelonnaient de rampe en rampe du sommet de la colline à la mer. Il s'agissait d'enlever cette position.

La rupture diplomatique entre la Russie et les puissances continentales à peine connue, l'Empereur des Français avait reçu la lettre suivante :

» Sire, au moment où la guerre va éclater, je viens prier Votre Majesté de me permettre de faire partie de l'expédition qui se prépare.

» Je ne demande ni commandement important ni titre qui me distingue : le poste qui me semblera le plus honorable sera celui qui me rapprochera le plus de l'ennemi. L'uniforme que je suis si fier de porter m'impose des devoirs que je serais heureux de remplir, et je veux gagner le haut grade que votre affection et ma position m'ont donné.

» Quand la nation prend les armes, Votre Majesté trouvera, j'espère, que ma place est au milieu des soldats, et je la prie, de me permettre d'aller me ranger parmi eux pour soutenir le droit et l'honneur de la France.

» Recevez, Sire, l'expression de tous les sentiments de respectueux attachement de votre dévoué cousin.

» NAPOLÉON.

» Palais-Royal, 25 février 1854. »

Le prince Napoléon commandait la troisième division de l'armée de Crimée. « Vous êtes, depuis les croisés, les premiers Français entrés à Constantinople. » Les troupes auxquelles le prince Napoléon adressait ces paroles formaient le centre de l'attaque; le maréchal Saint-Arnaud s'était placé au milieu d'elles; l'aile droite du général Bosquet, appuyée à la mer avec quatre mille Turcs et la première division commandée par le général Canrobert, faisaient face



au gros de l'ennemi; la réserve, formée de trois divisions française, anglaise et turque, se tenait en arrière de la troisième division.

Le général Bosquet s'était convaincu le matin, à la suite d'une reconnaissance, que l'Alma était guéable à la barre et qu'après l'avoir traversée on pouvait, en tournant la hauteur, parvenir jusqu'au sommet de la falaise. Le terrain en face d'Altamamak permettait aussi de livrer passage à des fantassins, tandis que l'artillerie défilerait par la route du village, si cette dernière n'était pas rompue ou gardée. Le général Bosquet marche donc sur Altamamak, passe la rivière, et monte sur le plateau là où la route s'élève entre la falaise et la colline du télégraphe. Le général Bouat se porte vers la droite avec sa brigade et le contingent ture pour traverser la rivière à la barre, et amener ensuite ses troupes sur la hauteur. Les deux corps du général Bosquet se mettent en même temps en mouvement à travers Altamamak et les vignobles; les colonnes avancent, couvertes par les tirailleurs; déjà les hommes de Bouat ont passé sur la rive gauche. L'artillerie a reçu l'ordre de se joindre à la division d'Autemarre. Les matelots anglais, du haut des vergues de leurs vaisseaux, distinguent des points noirs au sommet de la dune, des chèvres peut-être? Non, des zouaves qui, par des sentiers perdus, ont gravi jusqu'au plateau. Un bataillon du régiment de Minsk, posté derrière la falaise avec quatre canons, les braque sur les zouaves, déjà formés en bataillon sur la dune, et attendant l'artillerie, dont un affût brisé a retardé la marche. Impossible de les déloger : le

mouvement tournant du général Bosquet est accompli.

Au moment où la tête de la colonne paraît sur les hauteurs, on donne le signal de l'attaque. « Le canon de Votre Majesté a parlé », écrit le maréchal Saint-Arnaud. Le succès de la bataille fut complet pour l'armée anglo-française.

Russes, Anglais, Français, tout le monde fit son devoir de soldat; aucun des commandants en chef des armées alliées ne fit preuve d'un grand génie militaire; le mouvement du général Bosquet est la seule combinaison stratégique de la journée. Les Russes se battirent bien, les Anglais aussi. Saint-Arnaud n'en écrivit pas moins dans son rapport : « Les zouaves sont les premiers soldats du monde; le général Canrobert a mérité les honneurs de la journée. » Ce général reçut une légère blessure; les journaux dévoués au gouvernement publièrent qu'il avait été miraculeusement préservé par une médaille, don pieux accepté des mains de l'Impératrice.

Le général Thomas, débarqué à Péra pour y être soigné d'une blessure grave, avait parlé d'une seconde bataille livrée le 21 septembre, c'est-à-dire le lendemain de la victoire de l'Alma. Un bateau pavoisé et illuminé descendant le Bosphore, le samedi suivant, salue de vingt et un coups la frégate à l'ancre devant le palais; celle-ci lui répond. Plus de doute, Sébastopol est pris; le grand maître de l'artillerie l'affirme, les kavas répandent la nouvelle; les maisons s'illuminent; la foule passe la nuit à attendre le supplément du journal officiel : tout Constantinople est en l'air et célèbre la grande nouvelle.

Le 30 septembre, l'Empereur, passant une revue au camp de Boulogne, disait dans sa proclamation d'adieu aux troupes :

» Sans doute, le séjour du camp sera rigoureux pendant l'hiver ; mais je compte sur les efforts de chacun pour le rendre profitable à tous. La patrie d'ailleurs réclame de chacun de nous un concours actif : les uns protègent la Grèce contre l'influence funeste de la Russie ; les autres maintiennent à Rome l'indépendance du saint-père ; les autres affermissent et étendent notre domination en Afrique ; d'autres enfin plantent peut-être aujourd'hui même nos aigles sur les murs de Sébastopol.

Le *Constitutionnel*, en reproduisant cette allocution, ajoutait qu'un courrier arrivé de Paris au moment où l'Empereur prononçait les paroles relatives à Sébastopol, portait une dépêche que l'Empereur avait immédiatement donnée à lire à l'Impératrice, et que cette dépêche annonçait la prise de cette ville.

A Paris, on disait qu'un Tartare avait apporté à Silistrie les nouvelles suivantes : Sébastopol est investi et dominé, six vaisseaux ont été brûlés : le général Menschikoff menace de le faire sauter ; six heures lui ont été données comme dernier délai pour faire ses réflexions ; il est question aussi d'une révolte de la garnison. Le *Moniteur* publiait ces dépêches en faisant ses réserves.

Le comte Buol communiquait, presque au même moment, au ministre de France à Vienne, une dépêche de l'agence impériale de Bucharest annonçant l'arrivée du Tartare : 18 000 Russes anéantis, 22 000 prisonniers, le fort Constantin détruit, les

autres forts pris avec 2000 canons, tels étaient les trophées de la victoire célébrée à Constantinople par deux jours consécutifs d'illumination. L'illusion fut complète à l'étranger et à plus forte raison en France. Quand la vérité fut connue, chacun parut consterné comme après une défaite; le public oublia l'Alma; il semblait même que personne ne voulût accepter comme compensation la série des mouvements heureux et des succès progressifs qui avaient conduit les alliés presque en vue de Sébastopol.

Les alliés, après deux jours donnés aux soins des blessés, à l'approvisionnement du camp et à l'entente sur les opérations ultérieures de l'armée, s'avancèrent le 23 jusqu'à la Katcha sans rencontrer aucun ennemi, et le lendemain jusqu'au Belbeck; quelques détachements occupaient seuls les retranchements élevés aux bouches de la rivière. Menschikoff, décidément, évitait une seconde bataille. 50 000 hommes se trouvaient en présence des ouvrages de Sébastopol et de l'armée russe, bientôt augmentée des renforts attendus d'Odessa par Pérékop. En persistant dans l'opération commencée contre les forts du nord, on pouvait compromettre les communications par terre avec Eupatoria, et s'exposer à une attaque sur ses derrières. Ces considérations, plus encore que les vaisseaux coulés à l'entrée de Sébastopol, déterminèrent la marche de flanc des alliés sur Balaklava; maîtres de ce port et de celui de Kamiesch, leurs derrières devenaient libres et la base de leurs opérations était mieux assurée. Des militaires expérimentés pensent que, protégés par

le succès de la marche de flanc, une brusque et vigoureuse attaque eût permis aux alliés de s'emparer du côté le plus faiblement occupé de la ville.

Le maréchal Saint-Arnaud, moins affaibli par la maladie, eût été peut-être capable de ce coup de main, mais atteint le 24 par le choléra, il expira le 29 à bord du *Berthollet*. Le général Canrobert, qui lui succéda, n'était pas un homme à tenter un coup aussi hardi. Les alliés se décidèrent, après bien des tâtonnements, à faire le siège régulier d'une forteresse qu'on ne pouvait cerner et dont la forte garnison appuyée par une armée de secours, échappait à tout danger sérieux de démoralisation. Le côté nord de Sébastopol seul était à l'abri d'un coup de main; un mur crénelé de deux lieues, renforcé de distance en distance par des tours casematées, formait ce qu'on appelle les fortifications du côté sud; l'enceinte commençant près la baie du Carénage, entourait la Karabelnaïa et la pointe du port militaire, et longeait ensuite le côté occidental de la ville jusqu'au fort de la Quarantaine. Les Russes essayèrent de renforcer cette faible enceinte par un fossé et par des bastions de terre.

L'armée française se divisa en deux corps : corps de siège, commandé par le général Forey; corps d'observation par le général Bosquet; l'un s'appuyant à gauche sur la baie de Stratelika, à droite sur le ravin, prolongeant le port militaire; l'autre sur la route de Balaklava. L'armée anglaise campa entre le ravin du port militaire et la Tchernaiïa. Les troupes couvraient le plateau qui s'étend de Saint-Georges

jusqu'à la Tchernaiïa, près d'Inkermann. Sur les hauteurs de Kamara, des corps anglais et turcs interceptaient toute communication et tout secours; le corps de Bosquet était à portée de les soutenir. Quelques redoutes construites par les Turcs et par les soldats de marine, sur le côté ouest de Kamara et sur les collines à l'est de Balaklava étant armées, et un matériel de siège suffisant étant arrivé au camp le 9 octobre, les sapeurs commencèrent à ouvrir les tranchées. Le 17, les batteries de la première parallèle et les batteries de la flotte bombardèrent la place; les batteries de terre firent plus de mal que celles de mer à l'ennemi, mais le résultat général fut insignifiant. On comprit qu'il ne fallait plus compter sur le concours de la flotte.

Menschikoff, après la bataille de l'Alma, s'était retiré avec trente mille hommes sur Batchi-Seraï; des renforts considérables lui étaient arrivés de l'armée du Danube. Le 25 octobre, les Russes commandés par Liprandi passent la Tchernaiïa, enlèvent les redoutes de Kamara et de Balaklava occupées par les Turcs et les tournent contre les alliés. — Les Anglais, emportés par une folie d'héroïsme qui prouve que le vertige de la bravoure peut s'emparer des têtes les plus froides, exécutent cette fameuse charge de Balaklava, qui fit dire le lendemain à un général russe : « C'est très beau, mais c'est très bête. » Les Russes s'étaient avancés sur la rive gauche de la Tchernaiïa, à une demi-heure de la ligne de retraite des Anglais; les alliés pour les chasser s'exposaient à compromettre leur position devant Sébastopol : Menschikoff

parlait de les jeter à la mer. Son plan consistait à se porter par Karabelnaïa et Inkermann sur l'aile droite des alliés, à soutenir cette attaque par une sortie de la garnison contre le flanc gauche de l'armée de siège, et à consommer la défaite des alliés en rompant la ligne de retraite.

Le 5 novembre 1854, pendant la nuit, les Russes amènent sur des points favorables une forte artillerie de position, concentrent leurs troupes renforcées du corps de Dannenberg arrivé la veille, et, à la faveur d'un brouillard épais, se ruent sur les avant-postes anglais. Les Français du corps d'observation accourent au bruit de la fusillade. « Serrez les rangs ! » Ce commandement répété est le seul que les Français, en montant la colline, entendent sortir de la bouche des officiers de la garde anglaise, inébranlable depuis six heures du matin sous le feu des Russes. Les Français, arrivés à huit heures du matin, se jettent à la baïonnette sur les carrés russes ; ceux-ci essayent de tourner les Français, qui les ramènent trois fois par des retours offensifs. Un véritable duel s'engage entre l'artillerie russe qui a pris position pendant la nuit et l'artillerie française ; les canons russes se taisent au bout de trois heures, et l'armée russe se replie. Les Français la poursuivent dans le ravin ; sa fuite se change en déroute sur le pont d'Inkermann. Jamais, sur un espace aussi rétréci, on ne vit tant de cadavres ; les chevaux, tremblants et les narines dilatées, refusaient d'avancer sur cette terre imprégnée de sang ; la baïonnette avait fait son office : rarement, d'après les militaires, on vit aussi beau choc à l'arme blanche.

Le succès de cette terrible bataille, à quoi avait-il tenu ? A l'hésitation des Russes à marcher en avant après avoir occupé le plateau d'Inkermann, et à l'ignorance de quelques officiers qui, interprétant mal les instructions de Dannenberg, s'étaient jetés dans des défilés où ils se trouvaient emprisonnés. La victoire fut si chèrement achetée, que les alliés n'auraient pu en payer une seconde au même prix. Les Russes recevaient chaque jour des renforts ; les renforts français s'embarquaient à peine à Toulon. Heureusement, le général en chef Gortschakoff, successeur de Menschikoff, soit manque d'énergie, soit confiance dans les négociations ouvertes à Vienne soit crainte de faire succéder à la guerre locale une conflagration universelle, soit confiance dans le fameux général Hiver, permit aux alliés de prendre le repos dont ils avaient tant besoin. Quelques généraux parlaient de risquer un assaut le lendemain du combat d'Inkermann. Lord Raglan s'y opposa. Les généraux en chef, avant de commencer de nouvelles opérations, résolurent d'attendre l'arrivée des renforts : les Russes, malgré leur défaite, se montraient pleins de confiance. Le général Hiver était arrivé.

Le choléra, depuis le débarquement, n'avait point quitté l'armée ; devenu moins violent cependant, il ne s'attaquait plus qu'aux hommes affaiblis par de longues affections intestinales. L'hiver lui redonna des forces : mauvais vêtements, chaussures usées, sol défoncé par les pluies incessantes, grâce à ces diverses causes, les malades ne tardèrent pas à devenir plus nombreux. Un ouragan, pire qu'une bataille, éclata

le 14 novembre ; pas d'autre abri que les tentes de campagne petites et usées ; pas d'autre protection qu'une demi-couverture en lambeaux. L'intendance attendait tous les jours de grandes tentes, des vêtements d'hiver, des sabots, des chaussons de laine ; ils n'arrivèrent presque qu'à la fin de l'hiver. Les hommes de tranchée ont de la peine à remuer un sol détrempé, la terre s'attache à leurs pieds et à leurs outils ; ils dépensent le double de force ; les fièvres, les diarrhées augmentent. Chaque nouveau régiment qui arrive sur le plateau de Chersonèse paye son tribut d'acclimatement au choléra. Pour quinze à vingt blessés, il y a des centaines de soldats atteints d'affections internes, diarrhées, dysenteries, fièvres intermittentes, affections de poitrine. Bientôt des hommes se présentent à la visite du médecin avec des douleurs vagues dans les membres, de la pâleur à la peau, du gonflement aux gencives : c'est le scorbut. D'autres, les pieds plongés tout le jour dans la neige fondue, voient leur sang perdre sa richesse et sa vitalité ; leur peau devient blanche et se ride ; ils ne se sentent plus marcher, la chaleur amène à leurs pieds des douleurs insupportables ; s'ils chaussent leurs souliers durcis par l'humidité, la gangrène naît sur chaque point comprimé. Les maladies augmentent avec les travaux et les fatigues de l'armée, et toute maladie prend un caractère grave : l'ambulance où l'on coupe les membres, où le sang coule, où l'on crie, n'est rien à côté de celle où, dans un milieu infecte et sans air, les malades sont entassés, où la suppuration des gangrenés se mêle à la fétidité des

haleines. Les malades sont évacués chaque jour sur Constantinople ; chaque jour, ils sont remplacés par d'autres malades. Il y a des convois de 6000 malades. Le 21 janvier, malgré les évacuations fréquentes, l'encombrement des malades produit son effet accoutumé, le typhus ; les infirmiers, les médecins sont frappés ; l'épidémie se répand dans les camps, elle ne quittera plus l'armée qu'à son retour en France¹.

Les Russes accumulaient de formidables ouvrages ; les Français, de leur côté, avaient mis en batterie 350 pièces approvisionnées, les unes à 550, les autres à 900 coups ; ils avaient un développement de 40 kilomètres de tranchées. L'état sanitaire s'était amélioré en mai ; on échangeait des coups de canon, on enlevait de temps en temps une place d'armes, et l'on se remettait à tuer des hommes en détail par la mitraille.

Les belligérants se battaient aussi dans la mer Blanche et dans l'océan Pacifique : la première était bloquée ; une escadrille anglaise brûlait la capitale de la Laponie russe ; les amiraux Price et Febvrier-Despointes avaient été moins heureux dans le Kamtchatka, devant Petropolawski.

L'hiver n'avait pas été perdu pour les négociations. La Prusse, après le combat d'Inkermann, s'était engagée, par un acte additionnel au traité du 20 avril, à défendre l'Autriche dans le cas où elle serait attaquée par la Russie. L'Autriche rassurée fit un pas en

1. *Souvenirs historiques, militaires et médicaux de l'armée d'Orient*, par M. F. Quesnoy, médecin-major au 4^e régiment des voltigeurs de la garde.

signant, le 2 décembre, un traité avec la France et l'Angleterre. L'Autriche s'engageait à défendre les Principautés danubiennes contre les Russes, à n'accueillir aucune proposition ni ouverture tendant à la cessation des hostilités sans s'entendre avec les alliés, à délibérer sur les moyens d'avoir la paix, si elle n'était pas faite le 1^{er} janvier 1855. Le traité devait être soumis à la Prusse.

La Russie, quelques jours après la signature du traité, proposa d'entamer une négociation, dont le point de départ serait l'acceptation des quatre garanties, mais en même temps le prince Gortschakoff donnait à ces garanties une interprétation qui les rendait complètement illusoires : il demandait, au lieu de la suppression pure et simple du protectorat des provinces danubiennes, la garantie collective pour le maintien des privilèges dont elles jouissaient; pas un mot de la destruction de la puissance russe dans l'Euxin. A quoi pouvaient servir de pareilles propositions ? Probablement, dans la pensée de la Russie, à donner le change aux puissances germaniques.

Revenons aux affaires intérieures. La session du Corps législatif, impatiemment attendue à cause des craintes provoquées par les affaires d'Orient, s'était ouverte le 2 mars 1854.

Le discours de l'Empereur roulait sur l'insuffisance des récoltes et sur la guerre. Dix millions d'hectolitres environ, représentant la valeur de près de 200 millions de francs, manquaient à la quantité de froment nécessaire à la consommation du pays. Le gouvernement, au lieu d'acheter lui-même ces

dix millions d'hectolitres sur tous les marchés du globe, avait mieux aimé s'adresser directement au commerce; seul capable de mener à bonne fin une si grande opération. Ce déficit ne permettait pas de se soustraire à l'inconvénient du prix élevé du blé; car si ce prix eût été inférieur en France à celui des pays voisins, il est évident que les marchés étrangers se seraient approvisionnés aux dépens des siens. La charité, ajoutait le discours impérial, ou le travail peut seul adoucir les misères causées par la cherté de la principale nourriture du pauvre. L'ouverture de crédits spéciaux, le concours des communes et des compagnies, amèneront une masse de travaux évaluée à plus de 400 millions, sans compter 200 millions affectés aux établissements de bienfaisance par le ministre de l'intérieur.

La *caisse de la boulangerie*, destinée à faciliter dans les années de mauvaise récolte les moyens de donner le pain à meilleur marché que la mercuriale, sauf à le faire payer plus cher dans les années fertiles, avait été créée à Paris. L'Empereur recommandait fort l'emploi, dans les grands centres de population, d'une institution de crédit qui, grâce à la supériorité généralement constatée du nombre des bonnes récoltes sur les mauvaises, au lieu de gagner d'autant plus que le pain est plus cher, est intéressée comme tout le monde à ce qu'il devienne à bon marché. Malgré cet éloge de la caisse de la boulangerie, il était permis de douter du succès d'un système qui compte principalement sur les deux choses dont le peuple manque le plus, la science économique et la résigna-

tion. Le système des bons de pain, déjà pratiqué en 1846 et en 1847, paraissait préférable à cette compensation entre les années maigres et les années grasses. Se résigner à payer le pain plus cher une année, parce qu'on l'a payé meilleur marché les années précédentes, grâce à la caisse de boulangerie, il y avait à faire là un effort de mémoire et de raisonnement dont les masses ne sont pas toujours capables. La conséquence de la création de la caisse de la boulangerie semblait donc devoir être, dans un temps prochain, l'inscription au passif de la ville de Paris de 24 millions de subventions accordés au nouvel établissement.

L'assurance donnée par l'Empereur, que sept millions d'hectolitres de froment avait été déjà livrés à la consommation, et que des quantités non moins considérables étaient en route ou dans les entrepôts, rassura le public plus que la caisse de la boulangerie.

« La disette à peine finie, la guerre commence. » A ces mots de l'Empereur, il se fit dans la salle un grand silence d'attention. L'orateur se hâta d'ajouter, après avoir montré l'Angleterre resserrant chaque jour davantage les liens d'une alliance intime avec son ancienne rivale, l'Autriche prête à en faire autant, et le reste de l'Allemagne renonçant à de vieilles méfiances contre la France :

« Voici la question telle qu'elle s'engage. L'Europe, préoccupée de luttes intestines depuis quarante ans, rassurée d'ailleurs par la modération de l'empereur Alexandre en 1815, comme par celle de son successeur jusqu'à ce jour, semblait méconnaître le danger

dont la menaçait la puissance colossale qui, par ses envahissements successifs, embrasse le nord et le midi, qui possède presque exclusivement deux mers intérieures, d'où il est facile à ses armées et à ses flottes de s'élancer sur notre civilisation. Il a suffi d'une prétention mal fondée à Constantinople pour réveiller l'Europe endormie.

» Nous avons vu en effet en Orient, au milieu d'une paix profonde, un souverain exiger tout d'un coup de son voisin plus faible des avantages nouveaux, et, parce qu'il ne les obtenait pas, envahir deux de ses provinces. Seul, ce fait devait mettre les armes aux mains de ceux que l'iniquité révolte ; mais nous avions aussi d'autres raisons d'appuyer la Turquie. La France a autant et peut-être plus d'intérêt que l'Angleterre à ce que l'influence de la Russie ne s'étende pas indéfiniment sur Constantinople, car régner sur Constantinople, c'est régner sur la Méditerranée, et, personne de vous, Messieurs, ne dira, je le pense, que l'Angleterre seule a des intérêts dans cette mer qui baigne trois cents lieues de nos côtes. D'ailleurs, cette politique ne date pas d'hier ; depuis des siècles, tout gouvernement national en France l'a soutenue, et je ne la désertai pas. »

L'Empereur, au milieu des applaudissements, dit encore que la France allait à Constantinople avec l'Angleterre et avec l'Allemagne : avec l'une, pour défendre la cause du sultan, les droits des chrétiens, la liberté des mers, et sa juste influence dans la Méditerranée ; avec l'autre, pour l'aider à conserver le rang dont on voulait la faire descendre, et pour assurer ses frontières contre la prépondérance d'un voisin trop puissant. Ce n'était plus la France, mais l'Europe, en quelque sorte, qui faisait la guerre à la Russie. La guerre, ainsi présentée, paraissait sans danger au Corps législatif et au pays ; le discours contenait d'ailleurs plus d'un passage propre à les rassurer, entre autres celui-ci :

« L'Europe sait maintenant, à n'en pas douter, que si la France tire l'épée, c'est qu'elle y aura été contrainte. Elle sait que la

France n'a aucune idée d'agrandissement : elle veut uniquement résister à des empiètements dangereux ; aussi, j'aime à le proclamer hautement, le temps des conquêtes est passé sans retour. Ce n'est pas en reculant les limites de son territoire qu'une nation peut désormais être honorée et puissante, c'est en se mettant à la tête des idées généreuses, en faisant prévaloir partout l'empire du droit et de la justice. »

Jamais assemblée française ne fut plus conservatrice que le Corps législatif du second Empire. Les légitimistes, qui formaient le fond de la majorité, se rappelaient avec douleur que leurs pères, en 1814, avaient salué comme un sauveur le père de celui qu'une armée française allait peut-être renverser de son trône ; le drapeau russe ne flottait-il pas à côté du drapeau blanc dans cette journée de Navarin, toujours citée comme une des plus belles pages de l'histoire des derniers Bourbons ? La Restauration avait espéré un moment faire oublier les tristesses de son origine en rendant, grâce au concours de la Russie, les rives du Rhin à la France. Le czar Nicolas, resté fidèle aux souvenirs de 1814, ressentant la révolution de Juillet presque comme une insulte personnelle, avait procuré aux vaincus la satisfaction d'humilier leur vainqueur. Abaisser en retour un monarque associé longtemps à leurs souvenirs et à leurs espérances, c'était une dure nécessité pour les légitimistes. Une autre pensée préoccupait les conservateurs : l'Europe, par suite des événements imprévus que peut amener une grande guerre, n'était-elle pas exposée à voir la révolution réoccuper la scène ? M. de Montalembert exprima ces alarmes à la tribune ; mais le Corps législatif ne s'était pas

associé seulement à la politique de l'Empire, il émanait de lui; tous ceux qui en faisaient partie, orléanistes, légitimistes, cléricaux, avaient jeté leur bouclier dans la mêlée, pour se mettre aux pieds de César. Le temps des conquêtes était passé, rien de plus vrai; mais l'action à l'extérieur n'en était pas moins la loi d'un gouvernement obligé de comprimer l'esprit libéral à l'intérieur.

Les placements en rentes sur l'État avaient pris depuis quelques années un développement immense : M. Bineau, dans le rapport précédant le projet de loi sur l'emprunt, les évaluait à 664 millions, dont plus de la moitié dans les départements; près d'un cinquième de ces placements était représenté par un coupon qui ne dépassait pas 20 francs. La consolidation des bons du Trésor avait considérablement accru le nombre des rentiers; il eût été absurde de livrer l'emprunt à tel capitaliste ou à telle institution de crédit, et de lui faire encaisser sur la négociation de l'emprunt un bénéfice qui pouvait fort bien profiter au public. Le projet d'emprunt de 250 millions fut voté le lendemain de l'ouverture du Corps législatif : la chambre voulut que son président, M. Billault, fût le rapporteur de la commission; elle se rendit tout entière aux Tuileries pour présenter à l'Empereur la loi qu'elle venait d'adopter. Le gouvernement eut donc recours à la *souscription publique*, dont le succès dépassa l'attente générale : la souscription ouverte du 14 au 25 mars s'éleva bien au-dessus de 468 millions, répartis entre 99 224 souscripteurs. La Chambre apprit cette victoire financière en même

temps que la déclaration de guerre des puissances alliées à la Russie. La voix de M. Baroche, chargé d'annoncer ces deux événements, fut couverte par les plus vives acclamations; le Corps législatif vota, dix jours après, un projet de loi qui élevait de 80 000 à 140 000 hommes le contingent de la classe de 1853.

Le projet de loi sur la mort civile était un des plus importants que le Corps législatif eût à discuter dans cette session. L'homme frappé de mort civile n'existe plus aux yeux de la loi; ses héritiers se partagent ses biens sous ses yeux; s'il acquiert d'autres biens après sa condamnation, l'État s'en empare; sa femme peut rester auprès de lui, mais le mariage est rompu, elle n'est plus que sa concubine : telle était la loi d'après le Code Napoléon. Plus d'une voix s'était élevée au sein des assemblées contre cette législation barbare. Une nouvelle loi remplaça en 1850, pour le condamné à la déportation, la mort civile par la perte des droits civils et l'interdiction légale; le condamné aux travaux forcés à perpétuité partagea cet adoucissement jusqu'au moment de la suppression des bagnes en 1853. Le condamné à mort encourant seul la mort civile, le débat perdait beaucoup de son intérêt; la mort civile fut abolie, du moins nominale-ment, car, sauf la dissolution du mariage, la privation des droits civils et l'interdiction légale entraînent à peu près les mêmes conséquences.

L'exécution de la peine des travaux forcés soulevait également depuis longtemps de vives controverses. Le condamné subira-t-il sa peine dans les bagnes du territoire, ou bien l'enverra-t-on désormais dans des

établissements pénitentiaires d'outre-mer? Le gouvernement s'était prononcé en faveur de ce dernier système, et un projet de loi rédigé dans ce sens fut soumis aux délibérations du Corps législatif. Le bagne trouva encore des défenseurs; ils soutenaient que la transportation des condamnés amoindrit la peine des travaux forcés, et la supprime en quelque sorte; ils ajoutaient que les condamnés des maisons centrales, plus dangereux peut-être que les galériens, restent en France, et que les autres condamnés, loin de contribuer à la prospérité des anciennes colonies ou au développement des nouvelles, les ruinaient. La Chambre ne partagea point ces craintes, elle vota le projet à la presque unanimité.

La loi de 1850 sur l'instruction publique créait des embarras nombreux et sans cesse renaissants au gouvernement, il résolut de la modifier : les quatre-vingt-six rectorats créés par cette loi furent réduits à seize. L'établissement au chef-lieu départemental d'un conseil d'instruction publique, présidé par un préfet, investi des attributions confiées au recteur par la loi du 15 mars 1850 et par le décret du 9 mars 1852, remettait la direction de l'instruction primaire publique ou libre aux mains du préfet. Les catholiques voyaient dans cette partie du projet de loi la suppression pure et simple de la liberté de l'enseignement. Les autres dispositions de la loi ayant pour but d'organiser l'enseignement supérieur, et de créer un budget spécial subventionné par l'État pour les établissements chargés de la collation des grades, n'éveillaient pas de bien grandes susceptibilités; les

recettes de ce budget devaient être alimentées par les droits d'examen et de diplôme : des caisses semblables existaient déjà pour les Invalides et pour la Légion d'honneur. Cet argument fut employé par le gouvernement comme réponse à ceux qui considéraient la création d'un nouveau budget annexe comme une dérogation aux règles financières et une violation de l'unité budgétaire.

La législation du livret des ouvriers datait de 1791 ; le gouvernement, pour l'adapter, dit-il, aux nécessités sociales, économiques et industrielles de notre époque, présenta un projet qui augmentait le nombre des professions assujetties au livret, et qui frappait d'une peine l'ouvrier rebelle à cette formalité et le patron négligent à la faire remplir. L'arrêté consulaire du 9 brumaire an XII restreignait la nécessité du livret aux *compagnons* et *garçons* ; ces désignations surannées permettaient du moins de soustraire à l'obligation du livret un très grand nombre d'ouvriers. La loi nouvelle l'imposait aux ouvriers de tous les états et des deux sexes ; hommes et femmes devaient à l'avenir être munis d'un livret délivré à Paris par le préfet de police, à Lyon par le préfet, dans les autres villes par le maire. Les chefs d'établissement ne pouvaient employer désormais aucun ouvrier sans livret. Le livret doit-il rester dans les mains du patron ou dans celles de l'ouvrier ? Le gouvernement se prononça pour le patron, la commission également ; le conseil d'État, frappé des arguments produits en faveur de l'autre système, y revint ; la commission, éclairée en même temps de nouvelles

lumières, en fit autant. L'ouvrier garda donc son livret, en droit, comme il le gardait presque toujours en fait.

Le budget fut présenté pour la première fois, dans cette session, selon la forme indiquée par l'article 12 du sénatus-consulte du 15 décembre 1852. L'ancienne division comprenant la dette publique, les dotations et dépenses du Corps législatif, les services généraux des ministères, des frais de régie et de perception, des remboursements, restitutions, non valeurs, primes et escomptes, était remplacée par la division par ministère. Le rapporteur, M. Paul de Richemont, rédigea promptement son rapport; la discussion générale et la discussion par articles prirent deux jours à la Chambre, le temps de constater l'équilibre établi entre les recettes et les dépenses par les efforts réunis de la commission du Corps législatif et du Conseil d'État. Les dépenses de la guerre menaçaient de compromettre singulièrement cet équilibre, comme le fit observer M. Guyard-Delalain. Ce député demanda d'abord au rapporteur s'il ne craignait pas que les recettes évaluées au point de vue du maintien de la paix, ne diminuassent sensiblement pendant la guerre? Ensuite il fit remarquer que pendant cette année encore on avait suspendu l'action de l'amortissement, et qu'on devait à cette mesure une augmentation anormale de 87 millions dans l'ensemble des ressources. M. Guyard-Delalain s'informa également si le gouvernement comptait toucher chaque année les 10 millions, produit d'une vente d'immeubles qui était venu grossir le budget

des recettes? Des réponses peu concluantes furent faites à toutes ces questions.

L'administration de l'Algérie, les autorisations de sociétés anonymes, l'organisation des budgets départementaux, l'état des routes, suscitèrent des critiques et des observations. M. Belmontet prit la parole à propos de l'augmentation de la subvention des théâtres. M. Belmontet, sans attaquer cette augmentation, en déplorait l'emploi au Théâtre-Français. L'orateur, rappelant le goût décidé de Napoléon I^{er} pour la tragédie, l'estime qu'il faisait des auteurs tragiques, sa déclaration que si Corneille avait vécu de son temps, il l'aurait fait prince, protestait contre l'abandon de cet art illustre; il adjurait le gouvernement de relever l'autel de Melpomène, et de faire passer la direction des Beaux-Arts des attributions du ministère d'État dans celle du ministère de l'instruction publique, de telle sorte que le Théâtre-Français servit désormais à compléter l'éducation de la jeunesse.

Un incident vint un moment troubler le calme de cette session. M. Billault, président du Corps législatif, reçut de M. Rouland, procureur général près la Cour impériale de Paris, une lettre dans laquelle ce magistrat demandait à la Chambre l'autorisation de poursuivre un de ses membres, M. de Montalembert. Grand étonnement à cette demande. De quel crime accusait-on le député du Doubs? Las de son inaction, désespérant de l'influence de sa parole, s'était-il jeté dans quelque conspiration ténébreuse? Le gouvernement avait-il mis la main sur une société secrète dite de la *fusion*? L'émotion se calma, lorsqu'on sut que

M. de Montalembert était prévenu de diffamation et de calomnie à l'endroit de M. Dupin aîné. L'ancien président de nos assemblées législatives aimait à prendre des airs rustiques, à endosser la blouse, à chausser les sabots, et à adresser des harangues de politique rurale aux paysans morvandots ; ces discours causaient toujours un certain agacement aux hommes nerveux, qui savaient où tendait cette fausse rusticité. M. Dupin, profitant du comice agricole de Corbigny, avait donné cours à sa verve pseudo-agricole de façon à remuer plus encore que de coutume la bile de M. de Montalembert, qui, prenant la plume, répondit d'inspiration à l'ancien ami de Louis-Philippe. M. de Montalembert, chemin faisant, rencontrant les institutions et les hommes du nouvel Empire, se permit de leur dire leur fait. M. Dupin répliqua. Tout se serait vraisemblablement borné à un échange de lettres particulières entre ces deux personnages, si la lettre de M. de Montalembert n'était tombée par hasard entre les mains d'un journal catholique de Liège, très-empressé à la communiquer à ses lecteurs : l'*Indépendance belge*, trouvant ce morceau de haut goût, en avait également régala ses abonnés. Les spéculateurs en scandales ne manquaient pas dans ces temps où les marchandises littéraires prohibées avaient un bon débit ; la lettre de M. de Montalembert circulait donc en brochure. Curiosité vaut estampille : la brochure avait fait son chemin, il était un peu tard pour l'arrêter ; mais à défaut des colporteurs, on pouvait toujours s'en prendre à l'auteur. Le titre de député le mettait à l'abri des coups du parquet. M. Rouland

ne doutait pas d'obtenir l'autorisation de poursuivre; il se trouva cependant cette fois que les membres de la commission ne furent pas de l'avis du gouvernement. Le rapporteur, M. Perret, avocat et maire du VIII^e arrondissement de Paris, conclut au rejet de la demande officielle; il lui semblait que M. le procureur général n'entourait pas cette demande de raisons suffisantes. M. de Montalembert ne niait pas l'authenticité de sa lettre, mais il déclarait sur l'honneur n'en avoir ni directement ni indirectement autorisé la publication. Les opinions étaient partagées dans la Chambre : les uns pensaient qu'un membre du Corps législatif devait être cru sur sa parole par ses collègues; les autres soutenaient que le principe de l'égalité devant la loi était fait pour les députés comme pour tout le monde, et qu'il n'y avait là qu'une question politique, celle de savoir si poursuivre un de ses membres c'était porter atteinte à l'indépendance de la Chambre. La discussion dura deux jours, soutenue par MM. Baroche et Rouher, ayant pour auxiliaires M. Remacle, futur préfet, et M. Langlais, futur conseiller d'État, et M. Nogens-Saint-Laurent. MM. Perret, rapporteur, de Flavigny, A. Lemer cier, Chasseloup-Laubat, d'Andelarre, défendirent les conclusions de la commission; M. Belmontet leur prêta le concours de sa poétique éloquence. Les souvenirs du passé, les lettres de M. de Montalembert en faveur du prince Louis-Napoléon, parlaient plus haut que l'éloquence même de M. Belmontet. L'accusé prit la parole. Il faut lui rendre cette justice, qu'il ne né-

gligea rien pour détruire le bon effet de ce qu'on avait dit pour le défendre; il attaqua le gouvernement, et prononça le mot de despotisme. Sa mise en accusation fut prononcée par 154 voix contre 51. Le public s'attendait donc à la lecture prochaine d'un procès intéressant, à moins cependant que le président de l'audience ne jugeât utile d'interdire la publicité des débats; mais le gouvernement usant de clémence ou craignant de faire un martyr, ne poussa pas jusqu'au bout son avantage contre M. de Montalembert. La chambre des mises en accusation mit fin à cet incident par une ordonnance de non-lieu.

CHAPITRE III

1855.

SOMMAIRE. — M. de Cavour malgré l'opposition des autres membres du cabinet sarde, fait adopter au roi son projet de se joindre aux alliés en Crimée. — Mort du czar Nicolas. — Les conférences de Vienne. — Faute commise par M. Drouyn de Lhuys, plénipotentiaire français. — Il est remplacé par M. Walewski au ministère des affaires étrangères. — Mort de Dupont (de l'Eure). — Session de 1855. — Lois sur le remplacement dans l'armée, sur l'organisation municipale. — Discussion du budget. — L'impôt sur les chiens. — Napoléon III à Londres. — Siège de Sébastopol. — L'opinion publique s'impatiente de ses longueurs. — Le général Pélissier remplace le général Canrobert dans le commandement de l'armée. — La reine d'Angleterre à Paris. — Insuccès du premier assaut donné à Sébastopol. — Combat de la Tchernaïa. — Prise de Sébastopol. — Les troupes revenues de Crimée défilent sur le boulevard. — Le gouvernement français se détache de l'Angleterre et incline vers la Russie. — Mission du général Canrobert en Suède. — Proclamation belliqueuse d'Alexandre II à son armée. — Discours de Napoléon III à la clôture de l'exposition de l'industrie. — Il est considéré comme une sommation à la Russie. — Le roi de Sardaigne à Paris. — M. de Cavour. — La Russie accepte les quatre garanties. — Le gouvernement britannique est peu favorable à la paix. — Ultimatum des journaux anglais. — Terreur panique à la Bourse. — La brochure Duveyrier. — L'Autriche adresse des propositions à la Russie. — M. de Seebach, ministre de Saxe à Paris, se rend à Saint-Petersbourg pour les appuyer. — Contre-propositions de la Russie. — Isolement de cette puissance. — Le czar se décide brusquement à faire la paix.

La guerre de Crimée, comme toute guerre qui pouvait amener de grands changements en Europe, était populaire en Italie. Au commencement des hostilités, un des parents de M. de Cavour lui demandait : pourquoi le Piémont n'enverrait-il pas dix mille

hommes en Crimée ? Un sourire mystérieux passa sur les lèvres du ministre de Victor-Emmanuel, mais il garda le silence. Quelques mois plus tard, la même question lui fut adressée par la même personne : « Eh bien ! partons-nous pour la Crimée ? » Cavour, cette fois, répondit : « Qui sait ? » Quels obstacles pouvait rencontrer un projet qui permettait à l'armée piémontaise de prendre sa revanche de Novare ? L'hostilité de tout le cabinet : Rattazzi, Dabornida, La Marmora, tous les collègues de M. de Cavour étaient contre lui. Une opposition très-vive se manifestait au sein du parlement. Les membres de la droite disaient : « Le Piémont est appauvri, son sang fume encore à quelques lieues de Turin, et vous voulez le lancer dans une guerre lointaine ; quelle force donneront deux ou trois régiments de plus à la France et à l'Angleterre ? » La gauche n'était pas moins hostile à une expédition qui, faisant du Piémont l'allié de l'Autriche, le complice de l'oppression du peuple, jetait l'Italie désarmée, ruinée, aux pieds de l'étranger. M. de Cavour aurait pu répondre : « La France et l'Angleterre ont besoin de ménager l'Autriche, et le Piémont a le plus grand intérêt, au jour de la victoire, à se trouver à côté de l'Autriche pour la contre-balancer. » Malheureusement, les bonnes raisons ne peuvent pas toujours se dire ; le roi de Piémont comprenait celles de M. de Cavour. Aussi malgré l'opposition, l'expédition placée sous le commandement du général La Marmora était-elle partie pour la Crimée, plutôt à la satisfaction de l'Angleterre, qui n'était pas fâchée de recruter vingt mille hommes qu'à celle de la France.

L'idée de faire abdiquer Nicolas et de l'envoyer cultiver des salades à Salone souriait assez aux spéculateurs, qui trouvaient les liquidations de la Bourse trop orageuses. Le bruit de l'abdication du czar se répétait souvent, mais personne ne songeait à sa mort, lorsque le 3 mars, à six heures du soir, un chambellan vient prévenir l'Impératrice que M. Billault, ministre de l'intérieur, demande instamment à être admis auprès d'elle. Impossible de le recevoir en ce moment, Sa Majesté s'habille pour le dîner. M. Billault insiste, il apporte, dit-il, une grande nouvelle : l'empereur de Russie est mort.

La maladie du czar était due à un refroidissement ; il passait des revues, visitait les casernes, surveillait les armements, jouait son rôle d'homme de fer, mais sa forte constitution était sourdement minée. Les despotes de notre temps ont une maladie que ceux d'autrefois ne connaissaient pas, la conscience ; des voix s'élevaient du fond de ses prisons, de ses citadelles, de ses mines d'Oural et de Sibérie, qui montaient jusqu'à lui, et dont l'écho troublait sa vie. Les forces d'un despote ont beau s'user à soutenir le fardeau de l'empire, il lui est interdit de se reposer ; s'il ne marche pas, tout s'arrête. Nicolas le savait ; il luttait avec une grande énergie contre la fatigue et contre le chagrin. Des fenêtres de Péterhoff, il avait suivi les évolutions de l'escadre anglaise ; il avait été vaincu par la Turquie ; il sentait trembler les pieds d'argile du colosse russe. L'Europe voyait son impuissance. Le czar, à chaque courrier, se sentait frappé ; ses joues pâlissaient, un jaune de cire s'étendait sur

son visage ; il voulut cependant passer une revue par un froid extraordinaire, même en Russie. Mandt, son médecin, lui dit qu'il y avait péril à sortir ; il retint son cheval par la bride en ajoutant : « Sire, c'est plus que la mort, c'est un suicide. » Nicolas passa outre.

Le czar rentra bientôt et se coucha, frissonnant et fiévreux. La czarine, qui, malade elle-même dans son appartement, ne pouvait voir son mari couché dans sa chambre du rez-de-chaussée, ne fut pas longtemps sans connaître le danger ; elle en avertit ses parents de Berlin. Nicolas, lui-même, n'ignorait pas que la mort approchait. Il fit venir son médecin Mandt, et il lui demanda : « Quand serai-je paralysé ? » Celui-ci ne répondant pas, il se tourna du côté de son autre médecin Carrell : « Quand étoufferais-je ? » lui dit-il. Le médecin lui répondit qu'il avait le temps de recevoir les sacrements. L'impératrice s'était rendue auprès de lui ; il l'avait chargée de rappeler au roi de Prusse, son frère, les paroles de leur père mourant. Il s'entretint plusieurs fois seul avec le czarewitch ; il prit congé, après avoir communiqué, de sa femme et de ses enfants ; il bénit séparément ces derniers, ainsi que ses petits-enfants ; car sa voix était forte et calme : un instant après, elle s'éteignit pour toujours.

Nicolas I^{er} avait le même idéal que Pierre le Grand, autant d'intelligence que Catherine, plus de fermeté qu'Alexandre ; mais il était venu dans un temps où l'Europe et la Russie elle-même croyaient moins au despotisme ; séparé du trône par deux de ses frères, il s'était résigné à mener l'inutile et fastueuse vie d'un grand-duc, lorsque tout à coup il fut appelé à ré-



gner par le testament d'Alexandre et par le refus de Constantin. A peine eut-il ceint la couronne, qu'il s'isola dans cette croyance qu'il représentait Dieu sur la terre ; il se trempa de cruauté et d'inflexibilité dans la répression de la grande conspiration militaire qui ouvrit son règne. Soupçonneux, froid, implacable, il inspirait une telle terreur à ses sujets, qu'après sa mort, un général prenant part à une conversation politique dans un salon où était son portrait, alla le retourner. Jamais il ne pardonna : le prince Sangusko est condamné à servir au Caucase ; sa sentence passe sous les yeux du czar, qui y ajoute ces mots : « *A pied.* » C'était un vrai tyran, brutal le plus souvent, aimable par boutades ; d'un luxe effréné dans sa cour, d'une grande simplicité pour lui ; dormant sur un lit de camp, portant des uniformes usés, ne buvant pas de vin, ne fumant pas ; n'aimant que la discipline, les manœuvres, les revues. Il craignait l'opinion de l'Europe et la raillerie des Français. En vouant son existence et celle de ses sujets à un but de domination universelle, il ne comprit certainement ni son pays, ni son siècle. Arts, littérature, science, industrie, commerce, tout dut céder aux idées de guerre et de conquête ; il les imposa à son peuple, qui n'était au fond ni guerrier, ni ambitieux : il épuisait les ressources de ses sujets pour entretenir une armée fort au-dessus des besoins de la défense ou de la police de son empire ; de gigantesques fortifications, des arsenaux, des casernes, absorbaient tout l'argent de la Russie. Bravant les obstacles de la nature et des circonstances, il improvisa une marine, destinée à périr

dans le port même d'où elle devait sortir pour conquérir le monde. Dépendant pour la culture de son sol d'emprunts annuels à l'étranger, il ruina son pays pour nuire par toutes sortes de tarifs, de quarantaines, de droits vexatoires à la prospérité de la Turquie. A quoi lui avaient servi les flots d'or versés dans les petites cours de l'Allemagne? il n'en tira pas un soldat. La Russie, dès la première campagne, était épuisée d'hommes; sa flotte s'engloutit à Sébastopol ou fut se cacher à Cronstadt. La Russie supportait ces revers avec une froideur silencieuse, mais Nicolas I^{er} sentait bien qu'elle ne lui pardonnerait pas; impuissant devant l'Europe, humilié devant son peuple, il mourait puni. Il serait mort vaincu, si les alliés n'avaient pas perdu une armée et une campagne à s'imaginer que les rois leur viendraient directement en aide contre le protecteur des rois. Les armées de tous les souverains d'Allemagne prirent le deuil à la mort de Nicolas; l'armée prussienne pour un mois, ainsi que l'armée autrichienne, à laquelle François-Joseph adressa l'ordre du jour suivant :

« Pour laisser dans mon armée un monument durable de la glorieuse mémoire de feu S. M. Nicolas I^{er}, en souvenir de l'appui qu'il a prêté à moi et à mon empire avec un noble et amical empressement dans un temps de rudes épreuves, j'ordonne que le régiment des cuirassiers n° 5 qui porte le nom de l'auguste défunt, le conserve à perpétuité et que, pendant les quatre semaines de deuil, ses étendards soient voilés d'un crêpe. »

Les fonds publics montèrent à toutes les bourses de l'Europe, excepté à Berlin; deux préfets français, plus pacifiques que chevaleresques, illuminèrent. Ces

fonctionnaires, un peu trop empressés à célébrer la paix, n'avaient tort que dans la forme : la mort de Nicolas c'était bien la paix. Les alarmistes avaient beau dire que la czarine était femme à monter à cheval comme Catherine, et ajouter que le parti de la guerre venait de triompher dans une émeute, à la suite de laquelle le grand-duc Constantin avait été proclamé empereur, le véritable obstacle à la paix, l'obstacle personnel n'existait plus. Sans s'attendre à la cessation des opérations de guerre, il était permis de ne pas attacher une grande importance à ces paroles du manifeste du nouveau czar :

« Fasse la Providence que, guidé et protégé par elle, nous puissions affermir la Russie dans le plus haut degré de puissance et de gloire ; que par nous s'accomplissent les vues et les désirs de nos illustres prédécesseurs, Pierre, Catherine, Alexandre le bien-aimé et notre père d'impérissable mémoire. »

Alexandre II savait combien ces vues et ces désirs étaient dangereux, et combien son père avait pris mal son temps pour les accomplir.

Le nouveau czar ne pouvait se montrer moins conciliant que son père ; les conférences de Vienne s'ouvrirent donc. La Prusse n'y fut point admise ; MM. de Buol et de Prokesch y représentaient l'Autriche ; M. de Bourqueney, la France ; lord John Russell et le comte de Westmoreland, l'Angleterre ; le prince Gortschakoff et M. de Titof, la Russie. La Russie cherchait à ménager l'Allemagne, elle n'éleva point de difficultés sur les deux premières garanties ; restait la domination de la mer Noire.

La Russie ne voulait pas reculer de deux siècles sur la route de Constantinople, mais elle était disposée à renoncer au protectorat des Grecs; ayant satisfait tout le monde sur ce point, elle se trouvait en face seulement des deux puissances les plus directement intéressées dans la question de la mer : la France et l'Angleterre. Elle demanda que la quatrième garantie fût discutée avant la troisième.

M. Drouyn de Lhuys, ministre des affaires étrangères, après une entrevue à Londres avec lord Palmerston, s'était rendu à Vienne, où se trouvait déjà lord John Russell. La France proposait d'assurer la quatrième garantie, soit par la neutralisation de la mer Noire, soit par la limitation des forces navales que la Russie pourrait entretenir dans cette mer. L'Autriche, sans faire de sa non-acceptation un cas de guerre, appuyait la limitation en donnant aux alliés le droit d'avoir dans la mer Noire autant de forces que la Russie. Cette puissance repoussait la délimitation comme blessante pour la dignité de son souverain; elle aurait voulu que la porte accordât indistinctement à toutes les nations le passage à travers les détroits pour se rendre de la mer Noire dans la Méditerranée, et de la Méditerranée dans la mer Noire : c'était neutraliser le Bosphore au lieu de l'Euxin¹. Lord Russell et M. Drouyn de Lhuys, entraînés par l'espoir de conclure une alliance avec l'Autriche, poussèrent cette puissance à donner à sa proposition la forme d'un ultimatum, ce qui

1. Klingake, *Invasion de la Crimée*

TANILÉ DELORD.

équivalait presque à l'acceptation ; mais ni le cabinet de Londres, ni celui de Paris n'approuvèrent la conduite de leur plénipotentiaire. Lord John Russell et M. Drouyn de Lhuys donnèrent leur démission ; M. Walewski remplaça M. Drouyn de Lhuys au ministère des affaires étrangères.

L'Autriche mit alors en avant un nouveau système de limitation, toujours sans en faire un cas de guerre. La France et l'Angleterre refusant d'en entendre parler, le prince Gortschakoff, pour laisser croire que la Russie souhaitait la paix, s'empressa de déclarer que la proposition lui paraissait de nature à être acceptée. La conférence se sépare ; il faut renoncer à l'espoir de voir l'Autriche tirer l'épée : la paix non-seulement n'est pas rétablie vers le milieu de décembre, mais encore l'Autriche prétend qu'ayant différé d'opinion avec ses alliés sur la troisième garantie, elle est libre de ses engagements. La diète germanique, où dominait l'influence russe, se montrait peu disposée à mettre les troupes en état de préparation de guerre ; il est évident que les Russes avaient raison de dire aux alliés : Avant de limiter nos forces, prenez au moins Sébastopol.

Il fallait le prendre.

La France, au milieu de l'émotion causée par la mort de Nicolas, apprit le même jour la fin de celui qu'on appelait le vertueux Dupont (de l'Eure). Ce grand citoyen représentait en effet une chose rare en ce monde, la probité politique. Député, ministre, président du Gouvernement provisoire, il terminait à quatre-vingts ans une carrière d'honneur et de

dévouement à la liberté. Les gens qui se croient habiles demandent parfois quels services la vertu politique peut rendre aux partis : celui de leur fournir des hommes capables de se faire entendre d'eux, et de les dominer dans les moments où ils sont le plus disposés à ne s'en rapporter qu'aux décisions de la force. Des hommes comme Lafayette et comme Dupont (de l'Eure) rendent les révolutions possibles en leur prêtant leur nom, et les contiennent par leur adhésion : on le vit en 1830 et en 1848. Dupont (de l'Eure) pouvait dire : « Maire, accusateur public, juge de paix, député, j'ai rempli toutes les fonctions créées par la révolution ; magistrat, j'ai résisté à Fouché, le puissant ministre de la police de l'Empire ; envoyé par mes collègues de la Chambre des représentants au camp des alliés, j'ai réclamé pour mon pays, devant les souverains, le droit d'être libre ; j'ai rédigé quelques jours après, avec Lanjuinais, la protestation contre la clôture de cette chambre. Partout j'ai fait mon devoir de citoyen. » La voix de tels hommes est la voix du peuple. Le jour où Dupont (de l'Eure), au nom du gouvernement provisoire, remit le pouvoir entre les mains de la première Assemblée élue par le suffrage universel, il parla comme il convenait au président de ce glorieux gouvernement provisoire de la République, qui ne crut qu'à la force morale et qui plus que tout autre obtint le libre assentiment de la France et l'admiration des peuples ; tous ceux qui sont venus à l'Hôtel de ville s'en sont retirés avec des conseils de sagesse et de générosité. Dupont (de l'Eure) mourut loin de Paris ;

on lit sur sa tombe à Neubourg : « Ici repose Jacques-Charles Dupont (de l'Eure), né au Neubourg le 25 février 1767, mort au Neubourg le 3 mars 1855. » Il n'avait pas voulu d'autre épitaphe.

Napoléon III allait partir pour Londres ; il voulut prendre congé du Corps législatif, et le remercier du concours qu'il lui avait prêté pour toutes les lois présentées dans cette importante session.

La première concernait le recrutement. La loi du 31 mars 1832 sur l'armée consacrait le régime de remplacement militaire, et ne contenait aucune disposition sur la constitution de l'armée et de la réserve ; le gouvernement s'appuya sur ces deux motifs pour remplacer cette loi par une loi nouvelle créant une dotation de l'armée, et organisant le rengagement, le remplacement et les pensions militaires sur de nouvelles bases. Rien n'était changé aux dispositions de la loi de 1832 concernant les appels, les conditions et la durée du service, la formation des contingents.

Les compagnies de remplacement versaient dans l'armée 28 pour 100 de l'effectif, c'est-à-dire une masse d'éléments bien inférieurs à ceux provenant des appels ; il était urgent de les éliminer de l'armée, mais par quel système remplacerait-on l'ancien ? Fallait-il proclamer le service obligatoire à tous les citoyens ? ou bien compter soit sur le rengagement comme moyen principal, soit sur le remplacement et le rengagement combinés ? Le premier de ces systèmes paraissait alors au gouvernement incompatible avec les mœurs et les idées de la France ; le second

offrait d'assez grandes difficultés en pratique. Le rengagement n'est pas chose aisée dans les sociétés modernes, où la vie civile offre plus d'avantages et plus d'agrément que la vie militaire; il fallait donc les compenser par de nouveaux encouragements donnés aux rengagements. Le gouvernement, pour stimuler les soldats, voulaient faire du service militaire une carrière à la fin de laquelle l'homme de guerre pût trouver une pension de retraite suffisante pour ses besoins. Le projet de loi portait donc que tout militaire contractant un premier rengagement, après sept ans de service, toucherait : 1° 1000 francs payables à diverses échéances; 2° une haute paye de 10 centimes par jour, qui s'élèvera à 20 centimes sans autre prime au second rengagement. Les engagements pour moins de sept ans donnaient droit pour quatorze ans de service : 1° à 100 francs par année, 2° à la haute paye de 10 centimes; le minimum et le maximum de la pension après vingt ans de service, fixés par la loi du 11 avril 1831, seraient augmentés pour les sous-officiers et soldats des corps se recrutant par la voie des appels.

A quelles conditions l'exonération du service personnel pourra-t-elle être obtenue par les jeunes gens compris dans le contingent annuel? Par un mode de prestation dont le gouvernement fixera chaque année le taux. Si le nombre des engagements et des rengagements après libération, comparé à celui des exonérations, est insuffisant, il pourvoira au complément de l'effectif par des remplacements effectués par voie administrative, et il augmentera, selon les circon-

stances, les avantages déjà énumérés; une caisse de la dotation de l'armée recevra, sous la surveillance et la garantie de l'État, le montant des prestations payées pour exonération du rengagement et du remplacement administratif.

Ce nouveau système perpétuait tous les inconvénients de l'ancien, il en avait même de nouveaux : le plus grave était d'obliger l'État à exercer l'industrie peu populaire des compagnies de remplacement militaire; l'État redevenait raccoleur; il perpétuait ce recrutement de mauvais soldats, toujours punis, qui envahissaient de plus en plus l'armée. La prime exposait, en effet, le soldat à de nombreuses tentations : le soldat, se donnant, grâce à la prime, tout le luxe que sa position comporte, le tabac, l'eau-de-vie à hautes doses, murmurant des paroles inintelligibles dans une langue de perroquet, faisant son service, répétant machinalement tous les mouvements de l'exercice, se transformait peu à peu en automate. Le métier de soldat a besoin d'illusion et même d'un certain idéal, qui se compose du respect du drapeau et du respect de ses chefs. La nouvelle loi menaçait de donner à la France une armée permanente, dans le plus mauvais sens du mot : c'est-à-dire une armée ne se renouvelant plus, ne se retrempant plus dans la nation, se séparant chaque jour davantage d'elle; composée de soldats rentiers, asservis à leurs aises, sachant le fort et le faible de la gloire; remplaçant le bâton de maréchal de France dans leur giberne par une fiole d'eau-de-vie; goguenards, se moquant de leurs chefs, insensibles aux beaux senti-

ments, les narguant même ; disciplinés par habitude ou se faisant une discipline à côté de la discipline ordinaire insensiblement modifiée par eux ; une armée de miliciens en un mot. Le gouvernement s'exposait à ce danger sans nécessité évidente, il changeait la constitution de l'armée pendant la guerre même. M. de Montalembert et d'autres orateurs se contentèrent de signaler les vices financiers du projet de loi, qui n'en fut pas moins adopté par 204 voix contre 46.

Une loi d'urgence destinée à parer aux nécessités du moment avait organisé provisoirement en 1852 l'administration municipale. La Constitution, dans son article 57, déclarait qu'une loi spéciale pourvoirait en temps et lieu à cette organisation ; le Corps législatif fut donc saisi d'un projet de loi divisé en quatre parties. La première partie règle la composition et le mode de nomination du corps municipal : ce corps est formé du maire, de un ou de plusieurs adjoints et conseillers, dont les fonctions sont gratuites ; les maires et les adjoints, dans les chefs-lieux de département, d'arrondissement et de canton, dans les communes de 3000 habitants et au-dessus, sont nommés par l'Empereur, dans les autres communes par le préfet ; les maires et les adjoints peuvent être pris en dehors du conseil municipal ; ils doivent être âgés de vingt-cinq ans et inscrits dans la commune au rôle d'une des quatre contributions directes ; leur mandat dure cinq ans ; un arrêté préfectoral peut les suspendre, un décret impérial est nécessaire pour les révoquer. La deuxième partie de la loi règle la tenue des assemblées municipales : quatre sessions de dix jours

sont obligatoires, le préfet et le sous-préfet peuvent autoriser d'autres sessions; chaque session est présidée par le maire, qui a voix prépondérante en cas de partage; l'adjoint qui le remplace a le même privilège; les adjoints pris en dehors du conseil n'y siègent qu'avec voix consultative; les séances ne sont pas publiques. La troisième partie décrit les formalités nécessaires pour la convocation des assemblées électorales, dénombre leurs opérations, et indique les voies de recours ouvertes contre le résultat du scrutin: ces contestations sont jugées par le conseil de préfecture et par le Conseil d'État. La quatrième partie décide que dans les chefs-lieux de département dont la population dépasse 40 000 âmes, les fonctions de préfet de police, telles qu'elles ont été réglées par l'arrêté du 12 messidor an VIII, sont remplies par le préfet, à l'exception de certaines attributions laissées aux maires sous la surveillance du préfet. Chaque année, les conseils municipaux de ces communes sont appelés à voter, sur la proposition du préfet, les allocations nécessaires aux attributions dont les maires sont déchargés; ces dépenses étaient obligatoires, et en cas de refus, inscrites d'office au budget par le préfet, le Conseil d'État entendu. La loi du 21 mars 1831, les dispositions spéciales du décret du 3 juillet 1848 et de la loi du 7 juillet 1852 étaient abrogées.

Les membres des conseils municipaux étaient élus par le suffrage universel; plusieurs membres de la commission s'opposèrent à cette disposition de la loi: il ne leur suffisait pas que par le droit de nommer, de révoquer, de suspendre les maires et les adjoints, de

les prendre partout où il le trouverait bon, la liberté municipale, comme toutes les autres libertés, fût placée sous la main du pouvoir et, en réalité, anéantie; les opposants voulaient encore priver les électeurs du droit de choisir les conseillers, sans songer à l'anomalie qui résulterait de la position d'un citoyen déclaré capable de nommer un député, et incapable de choisir un conseiller municipal. Le Conseil d'État tint bon pour le suffrage universel; il fut maintenu.

Le gouvernement, tenant compte des plaintes soulevées par la présentation tardive du budget, avait soumis le budget de 1856 au Corps législatif dès le 22 février; deux membres par bureau formèrent la commission, qui nomma M. Paul de Richemont son rapporteur. Les premières lignes de son rapport étaient parfumées d'encens en l'honneur du gouvernement et « de notre vaillante armée ». Le rapporteur, entrant ensuite dans la question, déclarait que l'ensemble des découverts après la liquidation de 1854, était de 839 347 623 francs; le rapporteur s'empressait d'ajouter: « Le gouvernement comprend comme vous la nécessité de réduire la dette flottante, et surtout d'en prévenir l'accroissement; nous en avons acquis la certitude de la bouche même de M. le président du Conseil d'État. » Le budget de 1856 mentionnait une nouvelle augmentation de 140 000 francs pour la subvention de l'Opéra, ce qui la portait à 800 000 francs. Le gouvernement avait eu sans doute à cœur de répondre à l'observation suivante, déposée dans le rapport du budget précédent: « C'est ici le

lieu de vous dire que votre commission ne croit pas devoir dissimuler le regret qu'elle éprouve de ne pas retrouver, dans certains de nos grands théâtres, cet ensemble complet que l'art lui-même exige, et que notre juste orgueil national réclame à bon droit. »

Le gouvernement ottoman avait besoin d'argent, mais il n'était guère probable qu'il en trouvât sans la garantie de ses alliés. Le ministère anglais, pour avoir promis celle du gouvernement britannique, fut sur le point d'être renversé; le gouvernement français, plus généreux, accorda la sienne sans se faire prier. La commission néanmoins tint à honneur de modifier l'article unique de projet de loi en y inscrivant le chiffre de l'emprunt qu'on avait oublié de mentionner. Une modification plus importante, obtenue par la commission du budget, avait trait aux crédits supplémentaires accordés en l'absence du Corps législatif pour des services prévus au budget, et aux crédits supplémentaires pour dépenses urgentes et imprévues qui n'auraient pas été couverts par des virements de chapitres. Le lecteur se rappelle les débats soulevés dans la session précédente par cette question. La commission du budget obtint que les décrets autorisant les crédits supplémentaires seraient soumis à la sanction législative, les premiers dans les premiers mois de la session, suivant des crédits extraordinaires, les seconds dans les deux premiers mois de la session, suivant la clôture de chacun des exercices sur lesquels les suppléments auraient été accordés. Ces suppléments ne pouvaient être employés avant la régularisation législative aux virements de chapitres

effectués en exécution de l'article 12 du sénatus-consulte du 25 décembre 1852.

M. de Remilly, maire et député de Versailles, s'était fait, sous le dernier règne, une certaine célébrité par sa persistance à demander l'établissement d'un impôt ou plutôt une taxe municipale sur les chiens. M. de Remilly, en 1847, après bien des efforts infructueux, croyait toucher au but de ses efforts ; la majorité de la Chambre, après une discussion fort longue et fort approfondie, semblait s'être rangée à sa proposition ; on put croire que la race canine allait enfin être taxée : une voix la sauva de l'impôt. L'année suivante, la monarchie tombait et la révolution de Février ouvrait le champ à d'autres préoccupations ; deux ans après, cependant, l'infatigable M. de Remilly revint à sa pensée favorite, et, cette fois encore, il crut que le but de sa vie était atteint : sa proposition échoua lors de la troisième lecture. Quatre ans s'étaient écoulés depuis cet échec, une révolution nouvelle avait eu lieu. M. de Remilly, découragé, ne songeait plus aux chiens, lorsque le gouvernement, frappé du développement de la race canine, résolut de s'opposer à sa trop grande multiplication ; un impôt de 5 francs en moyenne atteindrait ce but, en ajoutant 6 ou 7 millions au budget des communes. Il proposa donc d'établir, à partir du 1^{er} janvier 1856, dans toutes les communes de France et à leur profit, une taxe sur les chiens ne pouvant excéder 10 francs. Punirait-on les infractions à la loi nouvelle simplement par règlement administratif ou en édictant la peine dans la loi ? La

fixation des peines est l'attribut de la puissance législative; les adversaires de la loi lui reprochaient d'en faire le privilège d'un maire, le Conseil d'État protestait contre ce reproche: « Le maire, disaient les commissaires du gouvernement, détermine seulement les cas d'infraction, la loi fixe le maximum de la peine. » L'article 5, malgré ces explications, courut grand risque d'être rejeté; il eut 94 voix contre lui et 105 pour: 9 voix de plus, et l'idée de M. de Remilly échouait encore une fois. La lutte avait été vive sur le terrain de la prérogative. L'impôt fut voté, et les chiens ont continué à multiplier. L'homme, pour une question d'argent, n'a pas voulu rompre l'alliance avec ce gardien fidèle, qui s'est le premier rallié à lui; les pauvres ont payé l'impôt avec autant d'empressement que les riches.

L'Angleterre avait accordé l'hospitalité à Louis-Napoléon; l'Empereur reçut d'elle un bon accueil. L'Angleterre, habituée à reconnaître notre supériorité dans tout ce qui concerne la mode, admira beaucoup l'élégance des toilettes de l'Impératrice. La reine Victoria, assistée du prince Albert, voulut attacher au genou gauche de Napoléon III la Jarretière, que lui présentait le roi d'armes; elle lui passa de sa main le collier au cou en lui donnant l'accolade; le lord maire, à Guildhall, remit à Napoléon III le diplôme de bourgeois de la cité. Les journaux officiels du gouvernement français ne laissèrent ignorer aucun des nombreux détails de ces fêtes au public; ils lui désignèrent la place qu'occupaient dans la salle du festin les portraits du prince Jérôme et de la reine

Hortense, et ils lui apprirent de combien de pieds on avait exhaussé la taille des géants Gog et Magog.

La France ne savait plus rien de ses affaires que ce que l'Empereur voulait bien lui en apprendre : l'ouverture de l'Exposition universelle de l'industrie et des arts semblait une occasion toute naturelle de fournir au pays quelques renseignements sur la paix ou sur la guerre; le discours d'inauguration resta muet sur ce point.

Dans une époque si fière des progrès de l'art militaire, il était humiliant pour la France de s'éterniser au siège d'une place comme du temps de Louis XIV. L'opinion publique s'étonnait des lenteurs du siège de Sébastopol: les uns trouvaient que ce n'était point là le point vulnérable de la Russie; les autres craignaient qu'on ne fût forcé de lui faire la véritable guerre. S'avancer du Danube et du Pruth par la Bessarabie, repousser les Russes jusqu'au Dnieper et tendre la main aux Polonais, tel était le plan des partisans du principe des nationalités; ils auraient voulu que l'armée alliée débarquât près de Revel et de Riga pour s'emparer de Vilna et soulever la Pologne. C'était la guerre révolutionnaire; le parti conservateur frémissait rien qu'à cette idée. Prendre Sébastopol, faire provision de lauriers, se rembarquer, et venir prêter au maintien de la compression le secours de la gloire conquise, tel était l'idéal du parti conservateur. Le général Canrobert, un moment son idole, commençait à baisser dans son estime; il lui reprochait de permettre, par ses lenteurs, à la question révolutionnaire de se poser.

Rien n'indiquait la fin du siège, et cependant les officiers supérieurs du génie et de l'artillerie avaient déclaré au général Canrobert que leur tâche était finie. D'après le général Niel, envoyé pour s'entendre avec le général Bizot, le système suivi jusqu'à ce jour ne valait rien ; on sacrifiait en détail tout ce qu'on évitait de prendre en masse : il fallait, pour prendre Sébastopol, attaquer la tour Malakoff.

L'opinion publique, impatiente et lasse, se demandait si l'on ne pouvait pas trouver dans l'armée un homme capable d'en finir. Le bombardement, recommencé le 9 avril, n'avait pas produit de meilleurs résultats qu'au mois d'octobre précédent : les assiégés relevaient les ouvrages détruits ; ils recevaient des renforts en hommes et en munitions, tandis que les assiégeants furent obligés, au bout de quinze jours, de diminuer leur feu.

Le général Pélissier était gouverneur de l'Algérie. On lui demandait souvent son opinion sur le siège de Sébastopol ; il ne manquait jamais de répondre : « Il n'y a qu'un b..... capable de le prendre. — Et quel est ce b..... ? — Un nommé Pélissier. » Le gouvernement français, après le dernier échec du général Canrobert, prit le général Pélissier au mot. Le *Moniteur*, contrairement à l'usage, parut le jour de l'Ascension pour annoncer la nomination du nouveau commandant en chef de l'armée de Crimée. Le général Canrobert se retirait pour raison de santé.

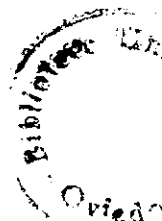
Le général Pélissier ne tarda pas à prouver qu'il savait faire parler le télégraphe : « Après de sanglants » et glorieux combats, nous avons enlevé aux Russes

» une grande place d'armes, et de là nous les avons
 » rejetés dans l'intérieur de la forteresse. » C'était
 son premier bulletin : « Les lignes de la Tchernaiïa
 » sont occupées ; l'ennemi a été contraint de se replier
 » à la hâte sur les montagnes ; nous avons pris les
 » ouvrages et nous nous y sommes solidement établis.
 » Les Russes ont perdu six milles hommes en morts
 » et en blessés. En conséquence, le 26 mai, il n'y a eu
 » aucune démonstration. Le 27 notre succès a été
 » complet aussi bien devant la place que devant la
 » Tchernaiïa. Kertch et Iénikalé ont été abandonnés par
 » l'ennemi. Nous avons fait sauter les magasins, les
 » batteries et les vapeurs qui s'y trouvaient ; nos flottes
 » occupent la mer d'Azof. »

Paris allait illuminer comme pour la prise de Sébastopol. Le lendemain de la réception de ces brillantes nouvelles, il vit bien qu'il y avait beaucoup à en rabattre : la grande place d'armes n'était plus qu'une contre-approche commencée la veille ; la perte des Russes était de 2500 hommes, et la nôtre de 3500 ; le feu croisé des Russes empêchait les Français de s'établir sur les ouvrages abandonnés : beaucoup de sang versé, voilà le résultat des combats des 22 et 23 mai. Il faut reconnaître cependant que la possession de la rive gauche de la Tchernaiïa et de la mer d'Azof, qui réduisait les Russes à la seule route de Pérékop pour renforcer et ravitailler leur armée, assurait un grand avantage aux alliés.

La reine Victoria, suivie du prince Albert, avait, pendant ce temps-là, rendu sa visite à Napoléon III.

Depuis l'époque où la fille de Henri IV, grelottant



dans le Louvre, tenait sa fille au lit, faute d'un fagot, et où la femme de Jacques II promenait les petits chiens de madame de Maintenon à Versailles, on n'avait pas vu de reine d'Angleterre en France. Victoria y était connue et respectée. La France, pays romanesque, savait l'histoire des amours et du mariage de la royale jeune fille avec son cousin. La reine Victoria, jolie et gracieuse autrefois, portait sur son visage la trace des fatigues d'une maternité féconde. Les Parisiens remarquèrent qu'elle arrivait à Paris le jour de la Sainte-Hélène. Jamais l'empressement du public pour voir un souverain n'avait été plus grand : des curieux payèrent un balcon de l'hôtel des Capucines 2000 francs, et un cabinet de restaurant 600 francs ; les boutiques et les maisons des restaurateurs, marchands, fournisseurs, enguirlandées, ornées de devises, de drapeaux, regorgeaient de spectateurs. Le général Lawœstine, au nom du neuvième bataillon de la garde nationale, de service à la gare, offrit un magnifique bouquet à la reine. Le cortège mit longtemps à se former et à défiler sur les boulevards ; il était neuf heures du soir lorsque Victoria put serrer la main de l'Impératrice et de la princesse Mathilde, qui l'attendaient au bas de l'escalier du palais de Saint-Cloud. Le matin de ce jour-là, le *Moniteur* avait publié un article de haut mysticisme politique, qui se terminait ainsi : « Il ne reste plus à » l'esprit qu'à s'incliner devant la Sagesse suprême, » dont la grandeur seule est immuable, et qui sou- » met nos passions les plus opiniâtres à l'harmonie » de ses desseins providentiels. »

Le mari de la reine d'Angleterre passait, comme tous les princes allemands, pour être un peu trop dans les intérêts de la Russie, reproche bien mal fondé. Le prince Albert, esprit libéral et sensé, comprenait la nécessité de l'alliance de l'Angleterre avec la France; ses observations et ses instances même n'avaient pas été inutiles pour décider la reine à passer le détroit. Victoria, pendant son séjour à Paris, resta toujours un peu triste, comme il convient à une mère de famille et à la reine d'un pays où la guerre désole le cœur des mères; elle voulut, au grand dîner qui eut lieu à Saint-Cloud en son honneur, que le général Canrobert fût à sa gauche, à cause de sa réputation d'humanité pour le soldat. La reine, recevant une députation des élèves de l'École polytechnique qui avaient eu des parents tués en Crimée, versa d'abondantes larmes; le prince Albert et la reine ne mirent les pieds dans aucun petit théâtre : l'opinion leur sut gré d'avoir pris la France au sérieux.

Le siège de Sébastopol continuait, et les efforts principaux des assiégeants s'étaient portés du côté de la Karabelnaïa; les Russes avaient établi, sur les hauteurs de la grande baie, de nombreuses redoutes appelées *Ouvrages Blancs*, et, au sud, un ouvrage plus fort sur le Mamelon Vert, éloigné de 700 à 800 pas de Malakoff. Les Français, après un bombardement de deux jours, se jettent sur les Ouvrages Blancs, pendant que les Anglais attaquent les embuscades du grand Redan. La première colonne française arrive en six minutes des tranchées au haut de l'ouvrage russe, mais, entraînés par leur

ardeur, les assaillants poursuivent les fuyards russes jusqu'au pied de Malakoff. Les Russes reviennent à la charge et les Français sont obligés d'abandonner leur conquête. Une seconde colonne d'assaut est lancée, et, pendant que le général Lavarande se fait tuer en enlevant les Ouvrages Blancs, la seconde colonne occupe définitivement cette position avancée, clef de toutes les opérations contre Sébastopol.

Dans un conseil de guerre tenu pour discuter les opérations du siège, plusieurs officiers du génie conseillaient de partir du point occupé pour attaquer Sébastopol au moyen des approches : le général Pélissier préféra l'assaut ; il choisit, pour le livrer, le 18 juin, anniversaire de Waterloo.

Le 17 juin, les canons des alliés tonnent à la fois ; l'armée sarde et l'armée turque, avec le corps réuni sur les monts Fedioukines, se préparent à opérer un mouvement pour s'emparer des hauteurs de Mackensie. Le 18, à la pointe du jour, leurs divisions, à un signal donné, se portent en avant ; par une inexplicable fatalité, l'attaque droite précède les autres. La droite est écrasée par la mitraille des batteries et des navires embossés dans le fond de la baie du Carénage ; les deux autres divisions commencent leur attaque. Une courtine relie Malakoff au grand Redan ; le général d'Autemarre la franchit et prend à revers la tourelle et les batteries ; mais, écrasé par les feux du fort et du Redan, contre lequel les alliés se sont lancés sans succès, il est obligé de battre en retraite ; le général Brunet a échoué de son côté : l'impossibilité de revenir à la charge avec de nou-

velles troupes étant bien démontrée, on sonne la retraite après deux heures de lutte. La perte des Français s'élève à 2000 hommes.

Le feu de l'ennemi faisait éprouver aux Français des pertes regrettables, mais bien inférieures à celle que leur causaient les maladies. Le choléra diminua heureusement en juillet, et les travaux d'approche, en face de Malakoff, furent poussés activement. Le général Gortschakoff opéra le 16 août, à quatre heures du matin, un mouvement offensif sur la Tchernaiïa; il essaya, avec des forces considérables, d'enlever les positions qu'occupaient l'armée sarde et les deux divisions françaises sur cette rivière. Les Russes, à la faveur du brouillard, traversèrent le pont de Traktir et le canal; mais, du haut du plateau, les troupes françaises et piémontaises fondirent sur eux à la baïonnette; leurs têtes de colonnes, en s'ébranlant, cédèrent peu à peu le terrain conquis par leur attaque imprévue.

Chaque combat amène de grandes accumulations de blessés, toujours marquées par la recrudescence des maladies produites par l'état sanitaire de l'hiver. La gangrène traumatique et la pourriture d'hôpital surgissent à l'état épidémique dans les ambulances de Constantinople; le choléra décroît, mais lentement. On continue à évacuer les malades sur Constantinople; les ambulances du Clocheton, de Karabelnaïa, du Carénage, viennent d'être pourvues abondamment d'objets de pansement et du matériel nécessaire aux transports des blessés; les ambulances divisionnaires sont prêtes: tout indique l'assaut prochain. Le général Péliissier seul en connaît l'heure et le jour.

Enfin, le 8 septembre, à midi, les trois colonnes d'assaut sont formées. Le général Mac-Mahon se jettera sur Malakoff; le général La Motte-Rouge sur la courtine reliant Malakoff au petit Redan; le général Dulac attaquera ce dernier ouvrage. Les premiers obstacles sont bientôt escaladés; mais à la courtine et au petit Redan, l'arrivée de nombreuses réserves et le feu des secondes lignes russes forcent les assaillants à se retirer; Malakoff cependant est resté entre leurs mains. Cette formidable position les rend maîtres de Sébastopol.

Si le danger des épidémies diminue en Crimée, il devient plus grand dans les hôpitaux sédentaires; la pourriture d'hôpital y fait d'affreux ravages; les moindres délais y entraînent la mort du blessé, la plus légère blessure compromet la vie; les vésicatoires eux-mêmes se couvrent d'une couenne pulpeuse. L'automne amène un peu de fraîcheur, le choléra s'apaise; mais bientôt la pluie recommence avec le cortège des maux de l'hiver, le scorbut, les congélations, etc. Le froid n'est plus humide, mais sec et intense; en un moment, la gangrène momifie les parties frappées. 11 000 malades en décembre, 13 000 en janvier, préparent par les émanations qu'ils dégagent le retour du typhus¹. Pendant ce temps-là, l'archevêque de Paris chante à Notre-Dame un *Te Deum*, et la troupe de l'Opéra une cantate pour célébrer la prise de Sébastopol; le général Pélissier est

1. *Souvenirs historiques, militaires et médicaux de l'armée d'Orient*, par M. F. Quesnoy, médecin-major au 4^e régiment des voltigeurs de la garde.

nommé maréchal de France ; les restaurants et les cafés pavoisent et illuminent leurs façades ; des fêtes se préparent pour les rois et les princes qu'on attend à Paris. Le duc et la duchesse de Brabant ouvrent la marche ; le roi de Sardaigne, Victor-Emmanuel, les suivra bientôt.

L'Empereur adressa, le 2 décembre 1855, sur la place de la Bastille, cette allocution aux troupes revenant de Crimée : « Je viens au-devant de vous » comme autrefois le Sénat romain allait aux portes » de Rome, au-devant de ses légions victorieuses. Je » viens vous dire que vous avez bien mérité de la » patrie. » L'émotion et les applaudissements du peuple sur le passage des vainqueurs de Sébastopol devaient plus les toucher que ces réminiscences romaines qui n'étaient plus de notre temps. Le général Canrobert s'avancait seul à quelque distance des troupes : « Allez, lui avait dit l'Empereur, vous mettre à la tête de cette armée que vous avez conservée à la France. » Cette explication, donnée par le *Moniteur* d'un honneur si extraordinaire, ne réussit pas à faire cesser l'étonnement du public.

Les troupes se mettent en marche après le discours de l'Empereur et suivent les boulevards : généraux, officiers et soldats mutilés, drapeaux en lambeaux de la garde et de la ligne se succèdent devant la foule émue ; les applaudissements semblent plus vifs à la vue des drapeaux de la ligne. L'Empereur assistait au défilé au pied de la colonne Vendôme ; l'Impératrice du haut du balcon du ministère de la justice. Les troupes poussaient des acclamations en passant, l'É-

cole polytechnique gardait le silence ; un banquet dans leur caserne et des représentations gratuites dans les théâtres attendaient les soldats.

Le duc de Cambridge, le prince Jérôme, le prince Napoléon, lord Cowley, les amiraux sir Edmond Lyons et Dundas, le major général Airy, le maréchal Vaillant, les généraux Canrobert, Bosquet, Niel, Martimprey, les amiraux Hamelin, Jurien de la Gravière, Reynaud, se réunissaient en conseil quelques jours après cette fête militaire, « non point, » selon le *Moniteur*, « pour arrêter le plan de la prochaine campagne, ni pour délibérer sur les considérations politiques qui pourraient faire préférer tel plan à tel autre, mais pour éclairer les gouvernements alliés sur les diverses combinaisons militaires de nature à être adoptées pour prévoir toutes les éventualités et en régler les exigences. » Au fond, c'était bien un conseil de guerre. L'Angleterre voulait une nouvelle campagne ; le *Times*, au commencement de 1856, « espérait que l'année nouvelle serait plus fertile en succès, que les armées alliées auraient des généraux plus entreprenants, et que l'armée anglaise, trop bien nourrie et trop confortablement installée en Crimée, cesserait d'offrir à l'ennemi l'appât du siège d'un camp plus riche que toutes les villes russes. » Le *Times* exprimait en outre la conviction que la Russie n'accepterait pas les propositions des puissances. Bien des gens à Paris partageaient cette opinion ; le bruit même se répandit à la Bourse qu'une émeute venait d'éclater à Saint-Pétersbourg, que la troupe avait refusé de tirer, et que le parti de la guerre était vain-

queur. Le *Siècle* et les *Débats* soutinrent l'un contre l'autre une polémique dans laquelle le premier de ces journaux exposa les raisons qui le portaient à douter de la paix; le *Moniteur* sembla donner gain de cause au *Siècle* en reproduisant son article, ce qui produisit une assez forte sensation. La paix pourtant, à cette époque, était faite dans l'esprit du chef du gouvernement français. Le duc de Cambridge, chargé de remettre la médaille de la reine d'Angleterre aux troupes françaises, passait des revues, et haranguait les soldats français à côté de l'Empereur; lord Cowley, le grand collier au cou et le manteau de l'ordre sur les épaules, procédait, sous un dais aux armes d'Angleterre, à l'investiture des généraux de l'armée française comme chevaliers du Bain, et donnait des banquets où s'échangeaient les toasts les plus chaleureux; les journaux officiels chantaient des dithyrambes en l'honneur de l'alliance avec l'Angleterre. Mais toutes ces démonstrations n'empêchaient pas le public de s'apercevoir que l'alliance chancelait, et que la France se tournait du côté de la Russie.

L'année 1855 venait de s'achever au milieu des espérances de paix: l'Autriche a soumis, disait-on, des propositions aux puissances sous forme d'ultimatum. Le 8 octobre François-Joseph avait adressé à Napoléon III une lettre autographe pour le complimenter sur la prise de Sébastopol: l'envoi tardif de cette lettre s'expliquait par l'éloignement de l'empereur d'Autriche et par le congé de M. de Buol; François-Joseph avait voulu d'ailleurs at-

tendre et étudier les rapports officiels pour ne pas s'en tenir aux banalités habituelles. Le gouvernement français acceptait ces explications; quelle était sa pensée réelle sur la situation? On la cherchait dans les journaux officiels, mais le *Constitutionnel* disait blanc, la *Patrie* disait noir. La présence de M. de Prokesch à Paris donnait lieu à des interprétations opposées: les uns le croyaient chargé d'une mission pacifique, les autres soutenaient qu'il n'avait pas de mission; le général Canrobert, au milieu de cette incertitude, reçut l'ordre de se rendre en Suède. Cette mission aurait dû rassurer l'opinion publique; elle savait à quoi s'en tenir sur la valeur politique de ce général. S'il eût été question de quelque négociation épineuse, on ne la lui aurait vraisemblablement pas confiée.

Le refus du roi Oscar d'occuper les îles d'Aland, après la prise de Bomarsund, avait inspiré aux puissances alliées quelque méfiance sur les intentions de la Suède. Oscar I^{er} restait, assurait-on, très dévoué aux traditions de Charles-Jean; il avait fait quelques difficultés pour reconnaître Napoléon III, mais il paraît que son refus d'occuper les Alands ne venait que de l'impossibilité où il se trouvait de les garder. Oscar I^{er} partisan au fond, ainsi que ses fils, de l'alliance occidentale, laissait croire le contraire, par crainte de la Russie et par amour du mystère. M. de la Pagerie, fonctionnaire de la cour de Napoléon, attaché par des liens de parenté à la famille royale de Suède, avait été chargé déjà de faire au roi des ouvertures dans le sens d'une alliance intime avec la France. Oscar I^{er}

y mettait pour condition la garantie de son territoire et un secours matériel. Cette proposition fut accueillie avec une certaine réserve, mais non repoussée; un Suédois, que l'Empereur avait connu dans son exil, le comte Bark, partit pour la Suède. Bientôt l'Empereur reçut du roi Oscar et de son fils des lettres autographes, un mémoire détaillé des forces de la Suède et de la Norvège et un projet d'alliance intime. Oscar I^{er} demandait, outre des subsides, un corps de 100000 alliés, auxquels se joindraient 60000 Suédois; la réunion de la Finlande à la Suède et sa participation aux conférences de la paix. Le voyage de l'Empereur à Londres, la résolution d'ajourner les opérations maritimes autres que celles sur la mer Noire, retardèrent la réponse à ces propositions. La prise de Sébastopol permettait de porter la guerre sur la Baltique. Le roi de Suède rouvrit les négociations, mais un premier insuccès lui commandait de prendre des précautions. Le directeur des musées avait fait demander le portrait du roi pour la collection des Tuileries. Le baron Bonde, homme de confiance du roi, apporta le portrait; il fut accueilli d'abord avec méfiance et presque comme un espion. M. Tascher de la Pagerie lui servit fort heureusement de garantie. Le baron Bonde était chargé par son maître d'offrir à l'Empereur l'ordre des Séraphins; cette offre fut bien accueillie, et bientôt un amiral suédois porteur de ces insignes les remit à Napoléon III, qui, en échange, conféra l'ordre de la Légion d'honneur à son cousin de Suède. Il fallait choisir un officier pour porter le grand cordon à Oscar I^{er}; le général Can-

robert allait remplir cette mission de bon augure.

Tous les ministres des petits États de l'Europe, M. Van de Pfordten, ministre de Bavière; M. de Beust, ministre de Saxe; le général Willisten, aide de camp du roi de Prusse; Vilain XIV, ministre des affaires étrangères de Belgique, arrivaient à Paris. Que venaient-ils y faire? Il était permis de poser cette question, surtout à propos des promoteurs de la conférence de Bamberg, si hostile à l'Occident. Les journaux prussiens soutenaient que ces hommes d'État venaient tout simplement à Paris pour voir l'exposition, et que la politique des États moyens de l'Allemagne restait toujours allemande, c'est-à-dire neutre comme celle de la Prusse; ces journaux alarmaient les partisans de la paix, qui, sans nier les charmes de l'exposition, pensaient que M. de Beust et M. de Pfordten n'avaient pas fait le voyage de Paris uniquement pour admirer des machines. La Bavière et la Saxe agissaient cependant franchement dans le sens de la paix. Il était même question de démarches de la Russie tendant à l'ouverture de nouvelles conférences; ce bruit prématuré laissait croire que le czar ne demandait pas mieux que de trouver un moyen de se tirer honorablement d'affaire, quoique le parti féodal à Vienne, comme à Berlin, prétendît qu'il ne ferait aucune concession. L'ordre du jour suivant du prince Gortschakoff à l'armée placée sous ses ordres en Crimée, sembla leur donner un moment raison :

« Sa Majesté impériale, notre maître, m'a chargé de remercier

en son nom, et au nom de la Russie, les vaillants guerriers qui ont défendu le côté sud de Sébastopol avec tant d'abnégation, de courage et de persévérance; elle est persuadée que l'armée, ayant acquis la liberté de ses opérations en campagne, continuera par tous les efforts possibles de défendre le sol de la sainte Russie contre l'invasion de l'ennemi. Mais, de même qu'il a plu à la sollicitude du père de la grande famille d'ordonner, dans sa haute prévoyance, la construction du pont, afin d'épargner, au dernier moment, le sang russe autant qu'il sera possible, l'Empereur m'a investi aussi de pleins pouvoirs pour continuer ou cesser la défense de nos positions en Crimée, selon les circonstances.

» Vaillants guerriers! vous savez quel est notre devoir. Nous n'abandonnerons point volontairement ce pays, où saint Wladimir reçut l'eau de la grâce après s'être converti au christianisme que nous défendons; mais il y a des conditions qui rendent quelquefois impraticables les plus fermes résolutions et inutiles les plus grands sacrifices. L'Empereur a daigné me laisser seul juge du moment où nous devons changer notre ligne de défense, si telle est la volonté de Dieu. C'est à nous de prouver que nous savons justifier la confiance illimitée du czar, venu dans notre voisinage pour y pourvoir à la défense de la patrie et aux besoins de son armée. Ayez confiance en moi comme vous l'avez fait jusqu'à présent à toutes les heures d'épreuves que la Providence nous a envoyées. »

Alexandre II s'apprêtait à se rendre en Crimée, et, pendant que Gortschakoff lançait cette proclamation, des pourparlers avaient lieu entre Berlin et Saint-Pétersbourg; la France et l'Angleterre ne trouvaient aucun inconvénient à favoriser cette nouvelle tentative du roi de Prusse pour jouer ce rôle d'intermédiaire et même de médiateur, dans lequel il s'était toujours flatté de réussir.

Le czar parcourait la Crimée, pleurait sur les ruines de Sébastopol, mais les propositions de paix n'arrivaient pas; l'opinion publique s'inquiétait: conférence de généraux et de diplomates russes à Varsovie, congrès à Dresde, des bruits nouveaux circulaient à chaque instant. La clôture de l'exposition pouvait fournir à

l'Empereur l'occasion de calmer les appréhensions du pays; son discours, attendu avec impatience, contenait ce passage :

« L'exposition qui va finir offre au monde un grand spectacle : c'est pendant une guerre sérieuse que, de tous les points de l'univers, sont accourus à Paris, pour y exposer leurs travaux, les hommes les plus distingués de la science, des arts et de l'industrie.

» Ce concours, dans des circonstances semblables, est dû, j'aime à le croire, à cette conviction générale, que la guerre entreprise ne menaçait que ceux qui l'avaient provoquée, qu'elle était poursuivie dans l'intérêt de tous, et que l'Europe, loin d'y voir un danger pour l'avenir, y trouverait plutôt un gage d'indépendance et de sécurité.

» Néanmoins, à la vue de tant de merveilles étalées à nos yeux, la première impression est un désir de paix ; la paix seule, en effet, peut développer ces remarquables produits de l'intelligence humaine : vous devez tous souhaiter comme moi que cette paix soit prompte et durable.

» Mais pour être durable, elle doit résoudre nettement la question qui a fait entreprendre la guerre. Pour être prompte, il faut que l'Europe se prononce ; car, sans la pression de l'opinion générale, les luttes entre grandes puissances menacent de se prolonger ; tandis qu'au contraire, si l'Europe se décide à déclarer qui a tort ou raison, ce sera un grand pas vers la solution.

» A l'époque de civilisation où nous sommes, les succès des armées, quelque brillants qu'ils soient, ne sont que passagers ; c'est en définitive l'opinion publique qui remporte toujours la dernière victoire.

» Vous tous donc qui pensez que les progrès de l'agriculture, l'industrie et le commerce d'une nation, contribuent au bien-être de tous les autres, et que, plus les rapports réciproques se multiplient, plus les préjugés nationaux tendent à s'effacer, dites à vos concitoyens, en retournant dans votre patrie, que la France n'a de haine contre aucun peuple, qu'elle a de la sympathie pour tous ceux qui veulent comme elle le triomphe du droit et de la justice.

» Dites-leur que, s'ils désirent la paix, il faut qu'ouvertement ils fassent au moins des vœux pour ou contre nous : car, au milieu d'un grave conflit européen, l'indifférence est un mauvais calcul et le silence une erreur. »

Le Corps diplomatique assistait à la solennité ; il entendit cet appel à l'opinion publique, qualifié par

quelques-uns de sommation aux gouvernements. Appel ou sommation, le discours impérial, commenté par une circulaire de M. Walewski aux agents français à l'étranger, eut son effet ; les neutres comprirent qu'il n'était plus temps de rester neutres au moins moralement : le bureau du czar fut bientôt encombré de dépêches, d'autographes de souverains allemands l'engageant à faire la paix. L'effet de ces exhortations ne tarda pas à se faire sentir ; l'acceptation par la Russie des quatre points de garantie parut bientôt certaine ; mais depuis huit mois les conditions de la paix avaient changé.

L'arrivée du roi de Sardaigne à Paris, le 23 novembre, fit un instant diversion aux préoccupations politiques. Une brillante réception officielle attendait Victor-Emmanuel ; la garde impériale faisait le service d'honneur à la gare de Lyon, où le prince Napoléon attendait le voyageur à la porte du salon d'attente. Le roi et le prince se donnèrent une cordiale poignée de main et prirent place seuls dans une voiture de gala, qui suivit la rue de Rivoli escortée par les cent-gardes et les guides. Le marquis de Villamarina, ministre de Sardaigne à Paris, le comte de Cavour, le chevalier d'Azeglio, membres du cabinet de Turin, montèrent dans une autre voiture. Un temps froid et pluvieux n'empêcha pas les curieux de faire la haie sur le passage du cortège. La foule était grande, surtout sur la place du Carrousel. Victor-Emmanuel fit son entrée aux Tuileries à deux heures. L'Empereur l'attendait au bas du grand escalier.

Le séjour du roi de Sardaigne ne fut pas unique-

ment rempli par la présentation des grands corps de l'État, par des diners, des chasses, des visites aux palais impériaux, au tombeau de Napoléon et à l'hôtel des Invalides, par le bal que M. Haussmann, préfet de la Seine, lui offrit comme une brillante inauguration des fêtes qu'il devait donner plus tard à presque tous les souverains de l'Europe. Victor-Emmanuel était accompagné de M. de Cavour, président du conseil, et de M. Maxime d'Azeglio. Ce dernier, gendre de Manzoni, poète, peintre, soldat, blessé grièvement à Vicence, attirait peut-être plus l'attention du public que M. de Cavour. Ce petit homme trapu, à l'œil caché derrière des lunettes, à l'air bourgeois, avait cependant été militaire lui aussi, et même page. Il laissa l'aiguillette de page à l'âge de quinze ans et l'épaulette de lieutenant du génie à vingt-sept ans, après avoir expié, par un séjour de trois mois au fort de Bar, quelques mots de blâme contre un de ses supérieurs. M. de Cavour, élevé par les deux sœurs de sa mère mariées à des Français, était presque un Français lui-même. Chargé de l'administration des terres de son père, il passait l'été à la campagne, l'hiver à Turin, ville d'un séjour bien monotone sous les rois Charles-Félix et Charles-Albert. Le gouvernement s'y montrait si soupçonneux, qu'une des tantes de M. de Cavour dut considérer comme une grande marque de faveur et de confiance la permission de recevoir le *Journal des Débats* ; lui-même nous donne une idée de l'atmosphère morale de la capitale du Piémont, dans ce passage d'une lettre écrite en 1843 à un de ses amis :

« Vous avez raison de parler de l'enfer, car depuis que je vous ai quitté je vis dans un enfer intellectuel, c'est-à-dire dans un pays où l'intelligence et la science sont réputées choses infernales par qui a la bonté de nous gouverner. Oui, mon cher, voilà bientôt deux mois que je respire une atmosphère pleine d'ignorance et de préjugés, que j'habite une ville où il faut se cacher pour échanger quelques idées qui sortent de la sphère politique et morale où le gouvernement voudrait tenir les esprits enfermés. »

La mère de M. de Cavour se plaignait de son horreur pour l'étude pendant son enfance. Jeune homme, il devint un travailleur : économiste, financier, agriculteur, fondateur de sociétés agricoles, rédacteur de la *Bibliothèque de Genève*, de l'*Anthologie* de Florence, plus tard fondateur du journal le *Resorgimento*, qui exerça une si grande influence sur les destinées de l'Italie, M. de Cavour déploya son activité dans toutes les directions. Le roi Charles-Albert, après la bataille de Novare, ayant maintenu le statut malgré l'armée qui lui imputait sa défaite, M. de Cavour fut nommé député par le parti conservateur. Une des premières lois proposées au parlement par M. d'Azeglio, président du conseil des ministres, fut la loi Siccardi, prononçant la suppression des tribunaux ecclésiastiques. M. de Cavour, au nom de la séparation entre le pouvoir temporel et le pouvoir spirituel, défendit cette loi fortement combattue par la droite. M. d'Azeglio offrit le ministère du commerce et de l'agriculture au député traité de renégat par ses anciens amis. Le roi Victor-Emmanuel, qui craignait M. de Cavour, dit à ses ministres, en prenant la plume à la fin du conseil pour signer la nomination de leur nouveau collègue : « Rappelez-vous qu'il vous

prendra vos portefeuilles à tous. » M. de Cavour avait en effet non seulement l'intelligence, mais encore la prodigieuse activité d'un ministre universel, dormant à peine la nuit, travaillant le jour, écrivant ses rapports, défendant ses actes à la Chambre, la tête pleine des travaux du moment et des projets de l'avenir, toujours en mouvement, toujours en action : telle était la vie de celui que sa mère appelait « un bon luron, fort tapageur, toujours en train de s'amuser ».

M. de Cavour avait fait enfermer dans un cadre l'uniforme de son neveu, mort frappé à Goïto d'une balle autrichienne. Ceux qui ont été témoins de l'attendrissement avec lequel il regardait ce cadre fixé au mur de son cabinet, et qui ont pu entendre les paroles touchantes qu'il lui adressait parfois, peuvent se faire une idée de son dévouement au Piémont et l'Italie. M. de Cavour pourtant n'était point populaire à l'époque de son voyage à Paris ; il venait de traverser une des crises les plus douloureuses peut-être de sa vie. L'armée sarde, en débarquant en Crimée, s'était trouvée en face du grand ennemi, le choléra. Que de braves soldats étaient morts sous ses coups ! Les familles du Piémont portaient presque toutes le deuil, et maudissaient presque le nom de l'auteur de cette fatale expédition qui ne pouvait, disait-on, rien rapporter à la patrie en échange de son sang. Ces plaintes retentissaient profondément au cœur de M. de Cavour. Le Piémont, après la victoire de Traktir, un peu consolé par la gloire, lui rendit justice. M. de Cavour espérait bien

que l'expédition de Crimée aurait pour le Piémont d'autres résultats que ceux d'une vaine gloire, et il était venu les demander à Paris. Victor-Emmanuel et son ministre avaient-ils réussi dans leur voyage, quels résultats M. de Cavour attendait-il de ses conférences avec Napoléon III ? Il ne le savait pas encore bien lui-même, mais en partant il songeait à cette demande que lui avait adressée Napoléon III : « Que pourrait-on faire pour l'Italie ? »

Les Chambres prussiennes s'ouvrirent quelques jours après le départ du roi de Sardaigne pour Londres. Le roi prononça en leur présence un discours, dont voici la partie politique :

« La continuation des complications politiques nous impose la nécessité de maintenir encore cette année, quoique à un degré moindre, les préparatifs de guerre ; la lutte qui a éclaté entre plusieurs puissances européennes et que j'ai déplorée, n'est pas encore terminée, à mon grand regret. Notre patrie, en attendant, jouit encore de la paix ; j'espère sauvegarder l'honneur et la puissance de la Prusse sans recourir à la guerre. Je sais qu'il n'est pas un peuple plus prompt que le peuple prussien à courir aux armes et à supporter des sacrifices pour défendre son honneur et ses intérêts. Cette certitude rassurante m'impose le devoir d'éviter des engagements dont on ne pourrait prévoir ni la portée politique, ni la portée militaire.

» La position prise par l'Autriche, la Confédération germanique et la Prusse, garantit une attitude indépendante, conciliante de tous côtés, et propre à préparer une paix équitable et durable, grâce à une appréciation bienveillante et impartiale des situations. »

Ce dernier paragraphe faisait craindre que l'Autriche ne cherchât à se rapprocher de la Prusse et de l'Allemagne ; cette crainte ne dura pas. Les bruits d'ouvertures pacifiques de la Russie, de congrès à

Vienne, Dresde ou Bruxelles, circulèrent de nouveau, confirmés par les journaux anglais. Le cabinet anglais, disait *the Press*, négocie depuis le 19 novembre sur des bases approuvées à Paris. Les petites puissances allemandes, ajoutait le *Morning Chronicle*, confèrent depuis quinze jours avec les ministres russes sur la question d'Orient. Le *Times* allait jusqu'à parler d'un ultimatum de l'Autriche à la Russie; ce qu'il y avait de certain, c'est que la Russie acceptait les quatre garanties comme bases des négociations, et consentait à se faire représenter dans des conférences pour y discuter les conditions de la paix.

Les journaux russes continuaient cependant à montrer les dispositions les plus belliqueuses; il n'était question dans leurs colonnes que de réunions de diplomates et de généraux russes à Saint-Pétersbourg, pour examiner les ressources de la Russie et discuter les futures opérations militaires. Le journal du gouvernement, *l'Abeille*, répétait chaque jour : « La guerre, maintenant, va devenir sérieuse. Sébastopol est détruit, on en rebâtera un plus considérable. » Vaines forfanteries : la Russie avait perdu 250 000 hommes dans la campagne; elle manquait d'argent; les banques avaient cessé de payer en espèces, et le public refusait le papier du gouvernement. Le mécontentement de la nation se trahissait à Saint-Pétersbourg par l'affectation qu'on mettait, dans les cercles et dans les lieux publics, à s'éloigner des militaires et à les traiter avec froideur, non sans doute à cause de leur défaite, mais parce qu'on les accusait de pousser le gouvernement à continuer la guerre. Les ressources de la France et

de l'Angleterre n'étaient pas encore sérieusement entamées. L'Angleterre, peu satisfaite des coups frappés par elle, voulait en frapper d'autres plus terribles ; les journaux anglais du moins manifestaient clairement ce désir, partagé par lord Palmerston, qui aurait voulu consulter la nation sur la continuation de la guerre. La reine se refusait à dissoudre le parlement ; lord Palmerston offrit sa démission. Cependant, par l'intermédiaire de l'Autriche, des pourparlers étaient engagés sur les conditions de la paix, et l'Angleterre y prenait part sans empressement, mais sans mauvaise volonté. Les journaux officiels du gouvernement français insinuaient que les nécessités seules du régime parlementaire obligeaient lord Palmerston à se montrer exigeant, mais qu'en réalité le gouvernement anglais penchait du côté de la paix, et qu'il ne fallait pas s'en rapporter au langage de la presse anglaise. Le *Morning Post* assurait que l'Angleterre ne se déclarerait point satisfaite, à moins que la Russie n'acceptât les conditions suivantes : exclusion de tous bâtiments de guerre de la mer Noire ; démantèlement des places fortes russes situées sur les côtes de cette mer ; renonciation de la Russie au protectorat des Principautés, ainsi qu'à tous les anciens droits d'intervention dans les États du sultan ; cession de la partie de la Bessarabie située sur les bouches du Danube. Ultimatum effrayant pour la Bourse ; la conclusion du traité avec la Suède vint heureusement la rassurer. Le gouvernement crut devoir retarder d'un jour la publication de ce document, pour ne pas donner matière à des spéculations sur les fonds ; mais

les principales clauses du traité étaient connues, et comme aucune d'elles n'avait trait à une alliance offensive et défensive entre la France et la Suède contre la Russie, les fonds publics, après une hausse rapide, baissèrent non moins rapidement. Ce fut une des journées les plus désastreuses de la guerre pour ceux qui, hommes d'État ou hommes de cour, exploitaient les nouvelles politiques à la Bourse.

Tout le monde au fond voulait la paix, même l'Angleterre ; le parti de la guerre, dans ce pays, ne s'appuyait que sur une question d'amour-propre national. La moisson de lauriers récoltée en Crimée pouvait paraître un peu mince à la nation anglaise, mais, à moins d'un grand et subit changement dans son caractère et dans son humeur, il n'était pas probable qu'elle se décidât à dépenser de nouveaux millions pour y ajouter quelques branches de plus ; quant à la Russie, la prise de Kars vint fort à propos lui donner la quantité de gloire sans laquelle elle se serait peut-être crue obligée de se faire écraser.

La France, depuis la suppression de la liberté de la presse, n'avait d'autres renseignements sur ses affaires que ceux qu'elle trouvait dans les journaux officieux et dans les brochures qui passaient pour inspirées par le gouvernement. Le bruit se répandit qu'une de ces brochures intitulée : *De la nécessité d'un congrès européen pour pacifier l'Europe*, avait passé sous les yeux de l'Empereur avant de paraître ; son retentissement fut immense : les traités de 1815 remis sur le tapis, l'Europe remaniée, les fins politiques voyaient tout cela dans cette brochure. Les

uns l'attribuaient à l'Empereur, les autres au prince Napoléon. M. Charles Duveyrier aurait seul pu dire quel en était le véritable auteur. Charles Duveyrier, ancien poète de Dieu, disciple bien-aimé du père Enfantin, auteur dramatique, journaliste, industriel, avait touché à toute chose, et dans toute chose il avait apporté un grand désintéressement; esprit original, rempli d'idées, il en faisait naître chez les autres : son intelligence s'intéressait à tout comme celle de Voltaire, dont malheureusement elle n'avait pas la clarté. Duveyrier, qu'il s'agit de reconstituer la France ou l'Europe, apportait son plan toujours ingénieux, sinon toujours praticable. Sa brochure eut raison sur un point : le congrès se tint à Paris; il ne fit pas tout ce que Duveyrier voulait, mais il fit quelque chose.

Le texte de l'ultimatum porté à Saint-Pétersbourg par le comte Valentin Esterhazy était connu; le voici :

« PRINCIPAUTÉS DANUBIENNES. — PROTECTORAT RUSSE. — La Russie n'exercera aucun droit particulier ou exclusif de protection ou d'ingérence dans les affaires intérieures des Principautés danubiennes.

» Les Principautés conserveront leurs privilèges et immunités sous la suzeraineté de la Porte, et le sultan, de concert avec les puissances contractantes, accordera en outre à ces Principautés ou y confirmera une organisation intérieure conforme aux vœux et aux besoins des populations.

» D'accord avec la puissance suzeraine, les Principautés adopteront un système défensif permanent, réclamé par leur situation géographique; aucune entrave ne saurait être apportée aux mesures extraordinaires de défense qu'elles seraient appelées à prendre pour repousser toute agression étrangère.

» En échange des places fortes et territoires occupés par les armées alliées, la Russie consent à une rectification de sa frontière avec la Turquie européenne. Cette frontière, ainsi rectifiée d'une



manière conforme aux intérêts généraux, partirait des environs de Choty, suivrait la ligne de montagnes qui s'étend dans la direction sud-est, et aboutirait au lac Salsyk. Le tracé serait définitivement réglé par le traité de paix, et le territoire concédé retournerait aux Principautés, et à la suzeraineté de la Porte.

» DANUBE. — La liberté du Danube et de ses embouchures sera efficacement assurée par des institutions européennes, dans lesquelles les puissances contractantes seront également représentées, sauf les positions particulières des riverains, qui seront réglées sur les principes établis par l'acte du congrès de Vienne en matière de navigation fluviale.

» Chacune des puissances contractantes aura le droit de faire stationer un ou deux bâtiments de guerre légers aux embouchures du fleuve, destinés à assurer l'exécution des règlements relatifs à la liberté du Danube.

» MER NOIRE. — La mer Noire sera neutralisée. Ouvertes à la marine marchande de toutes les nations, ses eaux resteront interdites aux marines militaires. Par conséquent, il n'y sera créé ni conservé d'arsenaux maritimes militaires. La protection des intérêts commerciaux et maritimes de toutes les nations sera assurée, dans les ports respectifs de la mer Noire, par l'établissement d'institutions conformes au droit international et aux usages consacrés dans la matière.

» Les deux puissances riveraines s'engageront mutuellement à n'y entretenir que le nombre de bâtiments légers, d'une force déterminée, nécessaire au service de leurs côtes. La convention qui sera passée entre elles, à cet effet, sera, après avoir été préalablement agréée par les puissances signataires du traité général, annexée audit traité, et aura même force que si elle en faisait partie intégrante. Cette convention séparée ne pourra être ni annulée, ni modifiée sans l'assentiment des puissances signataires du traité général.

» La clôture des détroits admettra l'exception applicable aux stationnaires mentionnés dans l'article précédent.

» POPULATIONS CHRÉTIENNES SUJETTES DE LA PORTE. — Les immunités des sujets rajahs de la Porte seront consacrées, sans atteinte à l'indépendance et à la dignité de la couronne du sultan. Des délibérations ayant lieu entre l'Autriche, la France, la Grande-Bretagne et la Sublime Porte, afin d'assurer aux sujets chrétiens leurs droits religieux et politiques, la Russie sera invitée, à la paix, à s'y associer.

» Les puissances belligérantes se réservent le droit qui leur appartient de produire, dans un intérêt européen, des conditions particulières en sus des quatre garanties. »

Cet ultimatum contenait les quatre points de garantie stipulés aux conférences de Vienne, interprétés plus rigoureusement. La Russie jusqu'ici s'était prononcée contre toute limitation de ses forces dans la mer Noire; que dirait-elle lorsqu'à la suppression complète de sa marine dans l'Euxin, il lui faudrait joindre la perte des bouches du Danube?

M. de Seebach, ministre de Saxe à Paris, gendre de M. de Nesselrode, protecteur des sujets russes en l'absence du représentant diplomatique de leur nation, s'était chargé d'amener le czar à faire la paix aux conditions précédentes.

Le comte Esterhazy remit son ultimatum le 27 décembre. Les habitants de Saint-Pétersbourg attendaient avec la plus profonde anxiété la réponse du czar : Alexandre II restait impénétrable. L'Allemagne et la Prusse doutaient du sérieux de l'ultimatum; la presse anglaise, de plus en plus belliqueuse, ne tarissait pas de détails sur les armements ordonnés par l'Amirauté. Personne, à Londres et à Bruxelles, ne croyait à l'acceptation de la Russie; le *Constitutionnel*, organe officieux du gouvernement, déclarait que la Russie ne se jugeait pas assez vaincue et qu'il fallait lui donner une leçon plus complète.

La Russie se décida enfin à répondre à l'ultimatum: un courrier, parti le 9 janvier de Saint-Pétersbourg, porta sa réponse à Vienne; peut-être espérait-elle pouvoir encore biaiser, et faire accepter des contre-propositions qu'elle adressait par le même courrier à l'Autriche? Cette puissance, en refusant de les discu-

ter, consentait néanmoins à en prendre connaissance. Les négociations vont-elles recommencer, ou bien la guerre continuera-t-elle?...

L'Autriche rappelle son ambassadeur ! Plus de doute, elle est avec les puissances occidentales : c'est la guerre ! Mais de la rupture des relations à la guerre, il y a bien des étapes ; l'Autriche les aura peut-être franchies au printemps ; elle consent maintenant à discuter les contre-propositions. Celles-ci ne différeraient pas essentiellement de l'ultimatum. La Russie adoptait la base des deuxième et quatrième points de garantie ; au lieu d'une rectification de sa frontière par une cession de territoire, elle acceptait les frontières naturelles du Danube. Quant à la neutralisation de la mer Noire, elle l'admettait en principe, avec quelques modifications de rédaction qui n'altéreraient pas, d'après elle, les conséquences légales de la troisième garantie. Elle offrait de rendre Kars à la Turquie ainsi que le territoire conquis par elle en Asie dans la dernière campagne, en échange des territoires et des places fortes occupés par les alliés. Elle repoussait purement et simplement le quatrième point, relatif au droit que se réservaient les puissances belligérantes de produire des conditions particulières en dehors des quatre garanties.

Le moment était grave pour la Prusse : la guerre, c'était l'entrée des Autrichiens en Bohême, le passage du Rhin par la France, le blocus de Dantzig par l'Angleterre. Fritz, quel que fût son désir d'obéir aux dernières recommandations de son père, donna brusquement à son neveu le conseil de céder. Ni la Saxe

et la Bavière, ni le ministre de Prusse à Paris, ne furent prévenus de ce changement, qui portait le coup de grâce à la Russie ; il ne lui restait d'autre allié que le roi des Deux-Siciles.

M. de Seebach, reçu par le czar avec la confiance d'un ami dont on a éprouvé les bons conseils, ignorait cependant s'ils seraient suivis, lorsqu'un matin il apprit de M. de Nesselrode et de M. de Fonton, qu'ils avaient été reçus au palais d'hiver, avec plus d'affabilité que de coutume, par le czar, qui leur avait parlé de la responsabilité qu'il encourait en repoussant les propositions de l'Autriche, surtout au moment où la prise de Kars et le succès de ses armes en Asie lui permettait des concessions. Le lendemain, l'ordre était donné de ralentir les travaux de défense sur la Néwa. Saint-Pétersbourg apprit subitement, le 16 janvier au soir, que le czar acceptait la paix ; ni grand-duc, ni prince, ni ministre, pas même M. de Nesselrode ne fut mis dans la confidence de cette résolution ; le czar ne prit conseil que de lui-même. Le grand-duc Nicolas, chargé de prévenir le grand-duc Constantin, se rendit chez son oncle. Deux jours après, les relations entre le prince Gortschakoff, ambassadeur de Russie en Autriche, et les ambassadeurs des puissances occidentales, avaient repris à Vienne.

CHAPITRE IV

1856.

SOMMAIRE. — Le congrès se réunit à Paris, le 21 février 1856, sous la présidence de M. Walewski. — Il siège à l'hôtel du ministère des affaires étrangères. — Premières séances. — Difficultés d'étiquette. — Concert donné par M. Walewski. — Le *Constitutionnel* déclare qu'il n'y aura pas de prorogation d'armistice. — Ouverture de la session législative. — Note du *Moniteur* relative aux affaires industrielles. — Les procès-verbaux du congrès ne rendent pas la physionomie des séances. — Séance du 8 avril. — M. Walewski appelle l'attention du congrès sur la situation de l'Italie. — Naissance du Prince impérial. — Réponses de l'Empereur aux félicitations du Sénat et du Corps législatif. — Mécontentement secret de cette assemblée. — Cause de ce mécontentement. — Napoléon III reçoit les plénipotentiaires aux Tuileries. — L'Empire est à son apogée.

L'idée émise par Charles Duveyrier dans sa brochure avait fait son chemin; le congrès se réunit à Paris, sous la présidence de M. Walewski, le 21 février 1856. Les curieux stationnaient, bien avant l'ouverture de la première séance, sur le pont de la Concorde et sur le quai d'Orsay; un piquet de soldats et une escouade de sergents de ville maintenaient la circulation dans la foule. Les deux plénipotentiaires sardes parurent les premiers au bas de l'escalier qui conduit à l'entrée d'honneur, comme s'ils eussent été impatients de prendre une place à laquelle leur pays n'aurait pas dû s'attendre; les deux ministres turcs vinrent après eux;

ensuite les deux ministres anglais, suivis des deux ministres de l'Autriche; les Russes arrivèrent les derniers. Le comte Orloff, malgré ses soixante-quinze ans, gravit avec une légèreté de jeune homme les marches de l'escalier. Les plénipotentiaires étaient en négligé du matin, ce qui désappointa visiblement la foule accourue pour voir les costumes.

Les plénipotentiaires se trouvèrent réunis à une heure et demie dans le salon des Ambassadeurs, situé au rez-de-chaussée. Cette salle fort belle sert, dans les temps ordinaires, de salle d'attente aux ambassadeurs; elle prend son jour par trois grandes fenêtres percées jusqu'au plafond du côté de la Seine; elle communique avec le salon de la rotonde qui conduit au jardin, et qui doit servir de fumoir aux membres du congrès; le salon des attachés est à droite et la salle de concert à gauche. Une grande table, recouverte d'un tapis vert et entourée de douze fauteuils dorés de satin cramoisi, occupe le milieu de la salle; papier, plumes, crayons, enveloppes, cire à cacheter, tous les objets nécessaires à la correspondance sont placés devant chaque diplomate. L'encrier dans lequel sera trempée la plume destinée à signer la paix est placé sur un petit bureau destiné aux plénipotentiaires qui voudront écrire en particulier. Cet encrier, vrai monument d'or massif, fait partie du mobilier du ministère des affaires étrangères depuis le premier Empire: il était destiné sans doute à figurer dans quelque cérémonie dont le souvenir s'est perdu; désormais il aura une histoire. La table placée contre

une des fenêtres est occupée par M. Benedetti, rédacteur des protocoles et secrétaire du congrès. Les plénipotentiaires prennent place, non plus selon l'ordre de présentation des plénipotentiaires aux Tuileries, mais selon l'ordre alphabétique : Autriche, France, Grande-Bretagne, Russie, Sardaigne.

Une presse autographique fonctionnera au deuxième étage, sous la surveillance d'un attaché du ministère : un chef imprimeur et un ouvrier recevront, des mains d'un attaché, le protocole écrit sur le papier autographique ; ils le décalqueront aussitôt sans le lire, et ils en tireront, sans temps d'arrêt, le nombre d'exemplaires fixé. L'imprimeur et l'ouvrier, après le tirage et l'effacement du décalque en présence de l'attaché du ministère, rentreront chez eux ; quelques journaux prétendirent à tort qu'ils seraient tenus en chartre privée et au secret.

L'Étiquette, cette déesse pointilleuse et gênante, ne pouvait manquer de saisir l'occasion d'un congrès pour donner des preuves de son mauvais caractère. Un poète épique aurait pu l'apercevoir traversant les airs, son flambeau ou plutôt sa torche à la main, et descendant chez le grave et silencieux lord Cowley, au moment où il vient de recevoir l'invitation de M. Walewski au dîner d'inauguration du congrès. Lord Cowley, inspiré par la susceptible déesse, se demande : Que suis-je ? le représentant direct de la reine d'Angleterre ; comme tel, le premier rang, la première place me sont dus, même en présence de mon chef immédiat, le ministre des affaires étran-

gères; passer derrière lord Clarendon, c'est passer également derrière M. de Buol, qui est aussi ministre des affaires étrangères. Plutôt que d'accepter cette humiliation, lord Cowley décide qu'il n'ira pas au dîner. — L'Étiquette se rend ensuite chez le plénipotentiaire turc, elle souffle à Mehmed-Djemil les mêmes scrupules. — L'Étiquette, satisfaite de ces premiers avantages, ne s'oppose pas à ce que lord Cowley et Mehmed-Djemil assistent à la soirée de M. Walewski. Le bruit du double refus de l'ambassadeur d'Angleterre et de l'ambassadeur de Turquie se répand, et la chronique, toujours à l'affût des nouvelles, prétend qu'un grave conflit s'est élevé entre les membres du congrès. La *Patrie* dément ce bruit et apaise l'émotion publique.

Ce récit aurait pu fournir le sujet du premier chant d'un de ces petits poèmes héroï-comiques à la mode sous le premier Empire. Le poème sur le congrès se serait composé d'un certain nombre d'autres chants non moins intéressants. L'auteur, après une description du dîner dans le goût de Berchoux, aurait ouvert à deux battants les portes des salons du ministère des affaires étrangères pour faire, au milieu des roulades de Mario, de mesdames Frezzolini et Borghi-Mamo, le dénombrement de toutes les illustrations présentes au concert donné par M. Walewski en l'honneur des plénipotentiaires. La haute stature du comte Orloff, son front ombragé d'épais cheveux bouclés, son cordon bleu de Saint-André, la croix de brillants resplendissant sur sa poitrine, le médaillon d'émail renfermant

les portraits du czar et de la czarine, les ordres innombrables sous lesquels fléchissait sa boutonnière, sans mériter un chant spécial, pouvaient fournir matière à un épisode. Les médaillons du comte Orloff produisirent un très grand effet : plus d'un secrétaire d'ambassade français sembla regretter que la diplomatie occidentale ne connût pas la récompense du portrait. La partie la plus amusante du poème eût été le chant intitulé : *Le salon des ambassadeurs*. Le poète aurait décrit l'émotion des dames jetant, en passant, un regard timide sur ce lieu redoutable, s'arrêtant un moment sur le seuil, s'enhardissant à faire un pas, puis à le franchir ; les dames, une fois dans le sanctuaire, reprennent peu à peu leur hardiesse, elles osent mettre la main sur ces plumes, sur ces crayons presque augustes, et tracer le mot *Paix* sur ce papier majestueux. Malheureusement, les femmes ne savent jamais s'arrêter à temps : les plus hardies s'emparent des plumes, des crayons, du papier, de la cire à cacheter, des couteaux de bois, des sabliers et mettent ces reliques dans leur poche. Le lendemain, Paris était inondé de plumes du congrès, la plupart neuves et n'ayant, par conséquent, aucun droit à figurer comme objet précieux dans une vitrine.

Le *Moniteur* annonça la première réunion du congrès en ces termes :

« La première réunion du congrès a eu lieu aujourd'hui, à l'hôtel du ministère des affaires étrangères, à une heure.

» La séance a duré jusqu'à quatre heures et demie.

» Il a été arrêté qu'il serait conclu entre les armées belligé-

rantes un armistice qui cessera de plein droit le 31 mars prochain. Cet armistice sera sans effet sur les blocus établis ou à établir. »

Le *Moniteur* ne mentionnait pas, à cause du secret que s'étaient juré les plénipotentiaires entre eux, la décision par laquelle le congrès avait attribué la valeur des préliminaires de paix à l'acte de Vienne du 1^{er} février. L'armistice devait durer jusqu'au 1^{er} avril; le comte Orloff fit remarquer en riant cette date.

Le congrès devait se réunir trois fois par semaine : lundi, mercredi, vendredi; le mercredi arrive, pas de séance. La *Patrie*, pour calmer les inquiétudes du public, s'empresse d'annoncer qu'il n'y a pas de jour fixé à l'avance pour la tenue des séances du congrès, que tout dépend du plus ou moins de travail exigé par la rédaction du procès-verbal, et que le temps écoulé depuis la première séance a été employé par les plénipotentiaires à rédiger l'armistice dans le cabinet du ministre. Les amis de la paix se félicitèrent de la prompte conclusion de l'armistice, promptitude qui prouvait chez les plénipotentiaires la ferme volonté de mener les choses rapidement et de mettre fin à tous les *casus belli*; malheureusement le *Constitutionnel* annonça brusquement que les alliés avaient déclaré aux plénipotentiaires russes qu'aucune prorogation d'armistice n'aurait lieu. D'où venait cette note? un membre avait-il trahi les secrets du congrès et manqué à la foi jurée? Un avertissement officiel donné en ce moment au *Constitutionnel* aurait fait trop de bruit; le

gouvernement crut devoir se borner à des remontrances à huis clos.

La séance dans laquelle devait se discuter la question la plus importante des négociations, c'est-à-dire le cinquième point, eut lieu le 1^{er} mars. Les plénipotentiaires russes montrèrent tant de modération, que M. Walewski ne put s'empêcher de les féliciter. Les journaux belges publièrent que l'Empereur annoncerait la signature des préliminaires de paix à l'ouverture de la session du Sénat et du Corps législatif; les journaux français gardaient le silence, mais la France était habituée à ne plus être instruite que par l'étranger de l'état de ses propres affaires.

L'Empereur ouvrit le 3 mars la session législative dans la salle des Maréchaux; tous les plénipotentiaires assistaient à la cérémonie. Des espérances de paix, mais pas de paix certaine, tel était en résumé ce discours. La Bourse s'en alarma : des fausses nouvelles circulèrent; il fallut que le *Pays* et la *Patrie* confirmassent par une note les espérances données par l'Empereur. Le *Constitutionnel*, qui avait traité fort légèrement la note insérée dans les deux journaux *ministériels* du soir, fut obligé de la publier le lendemain en tête de ses colonnes; un avertissement aurait pu le frapper, mais quoi! avertir un journal quand le congrès siégeait encore? Le ministère de l'intérieur aima mieux se montrer magnanime une seconde fois.

Les commérages se succèdent; la Bourse les escompte en attendant d'escompter la paix. L'ardeur des hommes d'affaires est si grande, que le *Moni-*

teur est obligé de les tenir en bride par la note suivante :

« La prévision de la paix fait naître de nombreux projets d'entreprises. Des compagnies nouvelles sont en voie de formation, et adressent chaque jour des demandes d'autorisation à l'administration. Il est du devoir du gouvernement de résister à des entraînements exagérés qui pourraient compromettre les affaires déjà engagées et porter atteinte au crédit. L'Empereur a décidé que, quelle que puisse être l'issue des négociations pendantes, le gouvernement se maintiendra dans la réserve qu'il s'est imposée, et qu'aucune entreprise donnant lieu à une émission de valeurs nouvelles ne sera autorisée pendant le cours de cette année. »

La Prusse se résignait-elle à rester en dehors du congrès ? ou bien l'Autriche et la Russie, dont elle avait si docilement suivi l'impulsion, l'oubliaient-elles ? M. Waleswki, en fixant la marche générale de la négociation, fit remarquer qu'au moment de la discussion du paragraphe relatif au renouvellement de la convention des détroits, il y aurait lieu de s'enquérir des puissances destinées à y concourir. Le comte Orloff et le comte de Buol ajoutèrent alors que la Prusse devait être appelée à prendre part à cette discussion ; lord Clarendon y consentit, sous la réserve qu'elle ne serait invitée à la négociation qu'après la fixation des principales clauses du traité général. M. Walewski, au moment où le congrès, le 10 mars, allait arrêter les bases de la convention relative aux Principautés, émit l'avis qu'au point où les négociations étaient arrivées, il convenait d'inviter la Prusse à se faire représenter ; en conséquence, il proposa d'envoyer à Berlin cette résolution : « Le congrès, considérant qu'il est d'un intérêt européen

que la Prusse, signataire de la convention de Londres du 13 juillet 1841, participe aux nouveaux arrangements à prendre, décide qu'un extrait du protocole de ce jour sera adressé à Berlin par les soins de M. le comte Walewski, organe du congrès, pour inviter le gouvernement prussien à envoyer des plénipotentiaires à Paris. » Le cabinet de Berlin, cette invitation à peine reçue, se hâta de faire partir pour Paris M. de Manteuffel et M. de Hatzfeld. Les plénipotentiaires prussiens arrivèrent dans cette ville le 17; lorsqu'ils se présentèrent à la porte de la salle des séances, le chef du cabinet de M. Walewski les pria d'attendre quelques instants. Ce retard inattendu était causé par les plénipotentiaires anglais qui discutaient encore sur la nature et la portée de la participation de la Prusse aux travaux du congrès, et qui ne voulaient pas qu'elle opinât sur une question autre que celle de la convention des détroits. Lord Clarendon s'échauffait et parlait de se retirer. M. Walewski se fit l'avocat de la Prusse; MM. de Manteuffel et de Hatzfeld, grâce à ses efforts, purent enfin entrer.

Le congrès, du 18 au 22 mars, ne tint pas de séance; il siégea tous les jours du 24 au 30; les plénipotentiaires voulaient signer la paix avant la fin de l'armistice. La paix semblait donc assurée; l'*Assemblée nationale* prétendit même que déjà lord Clarendon faisait ses visites pour quitter Paris. Les dîners et les bals se succédaient : bal au ministère des finances, bal au ministère de l'intérieur. Une grande revue est annoncée pour le 1^{er} avril. Le

congrès, d'après le *Constitutionnel*, tient depuis le lundi de Pâques une séance de cinq à six heures consécutives chaque jour, au lieu de trois séances par semaine.

La fée malicieuse qui préside à la destinée des congrès et qui les comble de tous les dons, sagesse, modération, prudence, glisse toujours dans le protocole, ou les clauses du traité, la phrase, l'article, quelquefois le mot qui doit en causer la rupture. La fée assistait invisible à la séance du congrès du 8 avril dans laquelle M. Walewski prit la parole pour faire remarquer à ses collègues que, « bien que réunis pour régler spécialement la question d'Orient, ils pourraient se reprocher de n'avoir pas profité de la circonstance pour élucider certaines questions, poser certains principes, exprimer des intentions dans le but d'assurer la paix du monde ».

Les procès-verbaux du congrès sont loin de rendre exactement la physionomie de ses séances; les plénipotentiaires avaient décidé d'un commun accord qu'on en effacerait toute parole vive, toute expression irritante échappée à l'entraînement de l'improvisation. M. Benedetti a consciencieusement rempli sa mission. Cependant il n'est pas impossible de retrouver dans ces analyses effacées la physionomie et le ton des orateurs. L'habitude de ne rien laisser deviner de ses impressions sur son visage est un talent du diplomate. L'ambassadeur ottoman ne laissa-t-il échapper aucun signe contraire à l'impassibilité de l'ambassadeur et du Turc à l'appel adressé par le président du congrès aux trois puissances garantes



pour mettre un terme à l'état fâcheux dans lequel se trouvait la Grèce? M. de Buol a-t-il gardé tout son sang-froid pendant que M. de Cavour, la taille serrée dans un étroit habit noir, le cou emprisonné dans une cravate militaire, le regarde avec des yeux pétillants de plaisir et de malice à travers le verre bleu de ses lunettes, au moment où M. Walewski appelle l'attention des puissances sur la situation du royaume de Naples, des États de l'Église, et sur les dangers de l'occupation de l'Italie par l'armée autrichienne? A-t-il pu rester impassible lorsqu'aux regards malicieux de M. de Cavour se sont joints ceux du comte Orloff qui semble dire à son collègue : « Tous les comptes ne sont pas réglés, nous allons voir ce que vous aura coûté votre ingratitude? » Lord Clarendon a bien certainement pris un air plus sérieux, en entendant M. Walewski ajouter ces mots au passage de son discours sur la presse belge : « Nous regretterions d'être placés dans l'obligation de faire comprendre nous-mêmes à la Belgique la nécessité rigoureuse de modifier une législation qui ne permet pas à son gouvernement de remplir le premier des devoirs internationaux, celui de ne pas tolérer chez soi des menaces ayant pour but avoué de porter atteinte à la tranquillité des États voisins. »

M. Walewski, après avoir exposé le programme des exigences de la politique du gouvernement français, termina par cette proposition :

« Maintenant, messieurs, je propose au congrès de terminer son œuvre par une déclaration qui constituerait un progrès notable

dans le droit international, et qui serait accueillie par le monde entier avec un sentiment de vive reconnaissance. Le congrès de Westphalie a consacré la liberté de conscience, le congrès de Vienne l'abolition de la traite des noirs et la liberté de la navigation des fleuves; il serait digne du congrès de Paris de mettre fin à de trop longues dissidences en posant les bases d'un droit maritime uniforme, en temps de guerre. Les quatre principes suivants atteindraient complètement ce but : 1° abolition de la course; 2° le pavillon neutre couvre la marchandise ennemie, excepté la contrebande de guerre; 3° la marchandise neutre, excepté la contrebande de guerre, n'est pas saisissable, même sous pavillon ennemi; 4° les blocus ne sont obligatoires qu'autant qu'ils sont effectifs. »

Les membres du congrès, quand ils interrompaient la séance, avaient l'habitude de passer dans le salon dit de la Rotonde, où un *lunch* était en permanence; les diplomates descendaient ensuite dans le jardin et continuaient la discussion en fumant un cigare. Le comte Orloff aimait à déployer sa bonne humeur pendant ces heures de récréation; lord Clarendon était, après lui, le plus gai des plénipotentiaires; aucun cependant des collègues de M. de Cavour ne se montra plus joyeux que lui, pendant l'interruption de la séance du 8 avril.

Lord Clarendon, en remontant dans son fauteuil, répondit à M. Walewski :

« Le traité du 30 mars ouvre une ère nouvelle. Ainsi que le disait l'Empereur au congrès, en le recevant après la signature du traité, cette ère est celle de la paix, mais, pour être conséquents, on ne doit rien négliger pour rendre cette paix solide et durable; représentant les puissances de l'Europe, le congrès manquerait à son devoir, si, en se séparant, il consacrait par son silence des situations qui nuisent à l'équilibre politique, et qui sont loin de mettre la paix à l'abri de tout danger dans un des pays les plus intéressants de l'Europe. Nous venons de pourvoir à l'évacuation des différents territoires occupés par les armées étrangères pen-

dant la guerre, nous venons de prendre l'engagement solennel d'effectuer cette évacuation dans le plus bref délai; comment ne nous occuperions-nous pas des occupations qui ont eu lieu avant la guerre, et nous abstiendrions-nous de rechercher les moyens d'y mettre fin? Il est inutile de rechercher les causes qui ont amené des armées étrangères sur plusieurs points de l'Italie; mais en admettant qu'elles soient légitimes, elles n'en ont pas moins produit un état anormal qui ne peut être justifié que par une nécessité extrême, et doit cesser quand cette nécessité n'existe plus; mais si l'on se contente de s'appuyer sur la force armée au lieu de remédier aux justes causes de mécontentement, il est certain que cette nécessité, peu honorable pour les gouvernements et nuisible pour les peuples, se maintiendra. L'administration des États romains, par exemple, pourrait faire naître des dangers qu'il est du devoir du congrès de prévenir, s'il ne veut pas servir les intérêts de la révolution. Il s'agit de combiner la retraite des troupes avec le maintien de la tranquillité publique. Une administration publique qui, en faisant renaître la confiance, rendrait inutile le secours étranger, pourrait seule résoudre ce problème. Cet appui étranger ne réussissant jamais à maintenir un gouvernement auquel l'opinion publique est hostile, il en résulte un rôle que la France et l'Autriche ne sauraient accepter pour leurs armées. Le bien-être des États pontificaux et l'intérêt de la souveraineté légitime du pape exigent la sécularisation de l'administration, et l'adoption d'un système en harmonie avec l'esprit du siècle; si cette réforme présente quelques difficultés en ce moment à Rome, rien n'empêche de l'appliquer tout de suite dans les Légations. Depuis huit ans, Bologne est en état de siège, le brigandage règne dans les campagnes; un régime administratif laïque et séparé, l'organisation d'une force nationale, ramèneraient rapidement la confiance dans le pays, et rendraient un plus long séjour des Autrichiens inutile.

» Quant au gouvernement napolitain, j'imiterai l'exemple de M. Walewski, et je passerai sous silence les actes qui ont eu un si fâcheux retentissement. Il est vrai, en principe, qu'aucun gouvernement n'a le droit d'intervenir dans les affaires intérieures des autres États; mais je crois qu'il est des moments où il est permis de faire exception à cette règle, et il me semble que le gouvernement napolitain a imposé ce droit et ce devoir à l'Europe. Puisque tous les gouvernements représentés au congrès entendent maintenir le principe monarchique contre la révolution, on doit élever la voix contre un système qui maintient l'agitation au sein des masses; nous ne voulons pas que la paix soit troublée, mais il n'y a pas de paix sans justice. Faisons donc parvenir au roi de Naples le vœu du congrès pour l'amélioration de son système de gouver-

nement, vœu qui ne saurait rester stérile, et demandons-lui une amnistie en faveur des personnes qui ont été condamnées, ou qui sont détenues sans jugement pour délits politiques.

» Quant aux observations présentées par M. Walewski sur les excès de la presse belge, et les dangers qui en résultent pour les pays limitrophes, nous en reconnaissons l'importance; mais représentants d'un pays qui compte la presse parmi ses institutions fondamentales, je ne saurais m'associer à des mesures de coercition contre la presse d'un autre État. En déplorant la violence à laquelle se livrent certains organes de la presse belge, je n'hésite pas à déclarer que les auteurs de ces exécrables doctrines auxquelles M. Walewski faisait allusion, et ceux qui prêchent l'assassinat comme moyen d'atteindre un but politique, sont indignes de la protection qui garantit à la presse sa liberté et son indépendance.

» En terminant, je rappellerai que l'Angleterre a, comme la France au commencement de la guerre, cherché tous les moyens d'en atténuer les effets, et que dans ce but, pendant la guerre qui vient de cesser, elle a renoncé au profit des neutres à des principes qu'elle avait invariablement maintenus jusqu'ici. J'ajouterai même que l'Angleterre est disposée à y renoncer définitivement, pourvu que la course soit également à tout jamais abolie. La course n'est autre chose qu'une piraterie autorisée et légale, le corsaire représente un des plus grands fléaux de la guerre; la civilisation et l'humanité exigent qu'on en finisse avec ces moyens qui ne sont plus de notre temps. Si le congrès tout entier se rallie à la proposition de M. le comte Walewski, il est bien entendu qu'elle n'engage qu'à l'égard des puissances qui y auront accédé, et qu'elle ne pourra être invoquée par les autres.

M. le comte Orloff. — Les pouvoirs dont j'ai été muni ayant pour unique objet le rétablissement de la paix, je ne me crois pas autorisé à prendre part à une discussion que mes instructions n'ont pas pu prévoir.

M. le comte Buol. — Je me félicite de voir les gouvernements de France et d'Angleterre disposés à mettre fin aussi promptement que possible à l'occupation de la Grèce. L'Autriche forme les vœux les plus sincères pour la prospérité de ce royaume, et, comme la France, elle désire que sous la protection du droit public, tous les pays jouissent d'une complète prospérité et de toute leur indépendance politique. Je ne doute pas qu'une législation combinée de façon à prévenir ou à réprimer les excès de la presse ne soit une des conditions nécessaires pour obtenir ce résultat. La répression des excès dont M. le comte Walewski a parlé est certainement un besoin européen, et j'espère que, dans tous les États continentaux

où la presse offre les mêmes dangers qu'en Belgique, les gouvernements sauront trouver dans leur législation les moyens de la contenir dans de justes limites, et qu'ils parviendront ainsi à mettre la paix à l'abri de nouvelles complications internationales.

» Quant aux principes de droit maritime dont M. le premier plénipotentiaire de la France propose l'adoption, j'en apprécie l'esprit et la portée, mais n'étant pas autorisé par mes instructions à donner mon avis sur une matière aussi importante, je me borne à annoncer au congrès que je consulterai à ce sujet mon souverain. Mais là doit se borner ma tâche; il me serait impossible en effet de m'entretenir de la situation intérieure d'États indépendants qui ne sont pas représentés au congrès. Nous avons reçu pour mission de nous occuper des affaires du Levant, et non d'adresser à des souverains indépendants des vœux relatifs à l'organisation intérieure de leur pays. Pour les mêmes motifs, je m'abstiendrai d'entrer dans l'ordre d'idées abordé par M. le premier plénipotentiaire de la Grande-Bretagne, et de donner des explications sur la durée de l'occupation des États romains par les troupes d'Autriche, tout en m'associant cependant aux paroles prononcées à ce sujet par M. le premier plénipotentiaire de la France.

M. le comte Walewski. — Je ferai remarquer qu'il ne s'agit ici ni d'arrêter des résolutions définitives, ni de prendre des engagements, encore moins de s'immiscer directement dans les affaires intérieures des gouvernements représentés ou non représenté au congrès, mais uniquement de consolider, de compléter l'œuvre de la paix en se préoccupant d'avance des nouvelles complications qui pourraient surgir, soit de la prolongation indéfinie et non justifiée de certaines occupations étrangères, soit d'un système de rigueurs inopportun et impolitique, soit d'une licence perturbatrice contraire aux intérêts internationaux.

M. le baron de Hubner. — Les plénipotentiaires de l'Autriche ne sont autorisés ni à donner une assurance, ni à exprimer des vœux. La réduction de l'armée autrichienne dans les Légations dit assez que le cabinet impérial a l'intention de rappeler ses troupes dès qu'une semblable mesure sera jugée opportune. »

Le premier plénipotentiaire prussien parlait rarement, et une curiosité d'autant plus vive s'attachait à ses paroles, que tous les plénipotentiaires savaient bien que la Prusse n'avait été admise au congrès qu'à la demande directe de la France. Une occasion s'offrait de lui en témoigner sa gratitude, la saisirait-elle?

M. le baron de Manteuffel. — Je connais assez les intentions du roi mon auguste maître pour ne pas hésiter à exprimer mon opinion, quoique je n'aie point d'instructions sur les questions dont le congrès a été saisi. Les principes maritimes que le congrès est invité à s'approprier ont toujours été professés par la Prusse, qui s'est constamment efforcée de les faire prévaloir; je me considère donc comme autorisé à prendre part à la signature de tout acte ayant pour objet de les faire admettre définitivement dans le droit public européen. Je ne méconnaiss nullement la haute importance des autres questions qui ont été débattues, mais je remarque qu'on a passé sous silence une affaire d'un intérêt majeur pour ma cour et pour l'Europe : je veux parler de la situation actuelle de la principauté de Neuchâtel, le seul point en Europe où, contrairement aux traités et à tout ce qui a été admis par les grandes puissances, domine un pouvoir révolutionnaire qui méconnaît les droits du souverain. Je demande que cette question soit comprise parmi celles qui seront examinées. Le roi mon souverain appuie de tous ses vœux la prospérité du royaume de Grèce; il désire ardemment la fin des causes qui ont amené l'occupation étrangère. Quant au royaume des Deux-Siciles, les démarches dont on parle pourraient offrir divers inconvénients; il est bon de se demander si des avis de la nature de ceux qui nous sont proposés ne susciteraient pas dans le pays un esprit d'opposition et des mouvements révolutionnaires. Je ne crois pas devoir entrer dans l'examen de la situation actuelle des États pontificaux, je me borne à exprimer le désir qu'il soit possible de placer ce gouvernement dans des conditions qui rendraient désormais superflue l'occupation étrangère. J'ajouterai, en terminant, que le gouvernement prussien reconnaît parfaitement la funeste influence qu'exerce la presse subversive et les dangers qu'elle sème en prêchant le régicide et la révolte, et la Prusse participera volontiers à l'examen des mesures qu'on jugerait convenables pour mettre un terme à ces menées.

Le plénipotentiaire piémontais écouta probablement ce discours en s'agitant, selon son habitude, sur sa chaise, et en retournant dans ses doigts une plume dont il écrasait de temps en temps le bec sur le tapis de la table. Le président lui donne la parole :

M. le comte de Cavour. — Je n'entends nullement contester le droit qu'a tout plénipotentiaire de ne pas prendre part à la dis-

cussion d'une question qui n'est pas prévue par ses instructions; il importe cependant que l'opinion émise par certaines puissances sur l'occupation de Rome soit constatée au protocole. L'occupation des États romains par l'Autriche prend tous les jours un caractère plus permanent; elle dure depuis sept ans sans qu'on puisse prévoir sa cessation; les causes qui y ont donné lieu subsistent toujours, l'état du pays ne s'est nullement amélioré; il suffit, pour s'en convaincre, de remarquer que l'Autriche se croit dans la nécessité de maintenir dans toute sa vigueur l'état de siège à Bologne, où il date de l'occupation même. La présence des troupes autrichiennes dans les Légations et dans le duché de Parme détruit l'équilibre politique en Italie, et constitue pour la Sardaigne un véritable danger; notre devoir est de signaler à l'Europe un état de choses aussi anormal que celui qui résulte de l'occupation indéfinie d'une grande partie de l'Italie par l'Autriche. Sur Naples, je partage entièrement l'avis de M. le comte Walewski et de M. le comte Clarendon, il importe au plus haut degré de suggérer des tempéraments qui, en apaisant les passions, rendraient moins difficile la marche régulière des choses dans les autres États de la Péninsule.

M. le baron de Hubner. — M. le premier plénipotentiaire de la Sardaigne a parlé seulement de l'occupation autrichienne, et a gardé le silence sur celle de la France; les deux occupations cependant ont eu lieu à la même époque, et dans le même but. On ne saurait admettre l'argument tiré de la permanence de l'état de siège à Bologne. Si un état exceptionnel est encore nécessaire dans cette ville, tandis qu'il a cessé depuis longtemps à Rome et à Ancône, cela semble tout au plus prouver que les dispositions des populations de Rome et d'Ancône sont plus satisfaisantes que celles de la ville de Bologne. Les États romains ne sont pas les seuls occupés en Italie. Les communes de Roquebrune et de Menton sont depuis huit ans occupées par la Sardaigne, et la seule différence qu'il y ait entre les deux occupations, c'est que les Autrichiens et les Français ont été appelés par le souverain du pays, tandis que les troupes sardes ont pénétré sur le territoire du prince de Monaco contrairement à ses vœux, et qu'elles s'y maintiennent malgré ses réclamations.

M. le comte de Cavour. — Je désire voir cesser l'occupation française aussi bien que l'occupation autrichienne, mais je ne puis m'empêcher de considérer l'une comme bien autrement dangereuse que l'autre pour les États indépendants de l'Italie : un faible corps d'armée à une grande distance de la France n'est menaçant pour personne, tandis qu'il est fort inquiétant de voir l'Autriche, appuyée sur Ferrare et sur Plaisance dont elle étend les fortifica-

tions contrairement à l'esprit, sinon à la lettre du traité de Vienne, s'étendre le long de l'Adriatique jusqu'à Ancône. Quant à Monaco, la Sardaigne est prête à retirer les cinquante hommes qui occupent Menton, si le prince est en état de rentrer dans ce pays sans s'exposer aux plus graves dangers. Je ne crois pas au reste qu'on puisse accuser la Sardaigne d'avoir contribué au renversement de l'ancien gouvernement afin d'occuper les États, puisque le prince n'a pu conserver son autorité que dans la seule ville de Monaco que la Sardaigne occupait en 1848 en vertu des traités.

M. le baron de Brunnow. — Je crois devoir signaler au congrès une circonstance particulière, c'est que l'occupation de la Grèce par les troupes alliées a eu lieu pendant la guerre, et que les relations se trouvant heureusement rétablies entre les trois cours protectrices, le moment est venu de se concerter sur les moyens de revenir à une situation conforme à l'intérêt commun. Les plénipotentiaires de la Russie ont accueilli avec satisfaction, et ils transmettront avec empressement à leur gouvernement les dispositions manifestées par messieurs les plénipotentiaires de la France et de la Grande-Bretagne, et la Russie s'associera volontiers à toutes les mesures propres à réaliser l'objet qu'on s'est proposé en fondant le royaume hellénique. Nous prendrons les ordres de notre cour sur la proposition soumise au congrès relativement au droit maritime.

M. le comte Walewski. — Je me félicite d'avoir engagé les plénipotentiaires à échanger leurs idées. On aurait pu peut-être se prononcer d'une manière plus utile et plus complète sur quelques-uns des sujets qui ont attiré l'attention du congrès, mais tel qu'il a eu lieu, l'échange peut avoir encore son utilité. Il ressort en effet : 1^o que personne ne conteste la nécessité d'améliorer la situation de la Grèce, et que les trois cours protectrices reconnaissent l'importance de s'entendre entre elles à cet égard ; 2^o que les plénipotentiaires de l'Autriche se sont associés au vœu exprimé par les plénipotentiaires de la France de voir les États pontificaux évacués par les troupes françaises et autrichiennes aussitôt que faire se pourra sans inconvénient pour la tranquillité du pays et pour la consolidation de l'autorité du saint-siège ; 3^o que les plénipotentiaires, et même ceux qui ont cru devoir réserver le principe de la liberté de la presse, n'ont pas hésité à flétrir hautement les excès auxquels les journaux belges se livrent impunément, et reconnaissent la nécessité de remédier aux inconvénients qui résultent de la licence effrénée dont il est fait si grand abus en Belgique ; 4^o qu'enfin l'accueil fait par tous les plénipotentiaires à l'idée de clore leurs travaux par une déclaration de principes en matière de droit maritime fait espérer qu'à la prochaine session ils auront reçu de leur gouvernement respectif l'autorisation d'adhérer à un acte qui, en cou-

ronnant l'œuvre du congrès de Paris, réaliserait un progrès digne de notre époque.

L'attitude future des puissances commença à se dessiner dans cette séance. L'Angleterre ne savait pas trop si elle devait être contente ou mécontente de la paix ; son embarras se trahissait par des propositions platoniques, comme celle de recourir à l'action médiatrice d'un État ami avant d'en appeler à la force en cas de dissentiment entre la Porte et une ou plusieurs puissances signataires, et d'étendre cet arbitrage à toutes les querelles entre des puissances quelconques ; l'Angleterre s'alarmait des menaces contre la presse belge qui s'adressaient au foud du gouvernement belge lui-même. L'Autriche, furieuse contre la presse piémontaise, n'était pas fâchée de tomber sur la presse belge, mais la tristesse se mêlait à sa satisfaction en songeant à la gravité des questions soulevées par la France. La Prusse approuvait les menaces contre la presse, et redemandait Neuchâtel ; mais, pour l'obtenir de l'Europe, il aurait fallu avoir fait quelque chose pour elle. Le Piémont seul était satisfait.

L'entrée de cet État au congrès n'était pas du goût de l'Autriche ; ses efforts pour l'en exclure furent tels, que le Piémont craignit un moment de n'y être point admis ; l'insistance de l'Angleterre, de la France et surtout de la Russie triompha des résistances de l'Autriche. M. de Cavour cependant n'avait pas mis grand empressement à se rendre à cette réunion : « A quoi bon aller là-haut ? » écrivait-il à un

ami, « pour être traité comme un enfant ! » Il craignait d'en être réduit au rôle de comparse par les puissances, qui croiraient avoir beaucoup fait pour le Piémont en lui ouvrant les portes du congrès. La paix avait surpris le ministre de Victor-Emmanuel, et ce n'était pas la dernière fois que cela devait lui arriver ; qu'attendait-il de la continuation de la lutte ? l'inconnu, l'imprévu. M. de Cavour, en étudiant les séances, en assistant aux discussions auxquelles il prenait la part modeste qui lui convenait en présence des grandes puissances, ne fut pas longtemps sans s'apercevoir que toutes ses espérances n'étaient pas perdues. La France s'était rapprochée de la Russie, et l'Angleterre de l'Autriche ; le Piémont attendait avec impatience que le nom de l'Italie fût prononcé. Le congrès touchait à sa fin, les stipulations essentielles étaient réglées, lorsque M. Walewski, président du congrès et chargé, à ce titre, d'introduire les sujets de délibération, appela tout d'un coup, comme on vient de le voir, l'attention des plénipotentiaires sur la situation de ce pays.

M. de Cavour, content de voir la question italienne se poser devant le congrès, ne comptait pas beaucoup sur cette assemblée pour la résoudre. Cette lettre, écrite par lui à M. Rattazzi, quatre jours après la séance dont le résumé est contenu dans les pages précédentes, montre à quel genre de moyens il était décidé à recourir afin de rendre l'indépendance à son pays.

« Cher collègue, j'envoie un courrier à Chambéry afin de pouvoir

vous écrire sans réticences ; j'aborde maintenant le second sujet de ma lettre, et le plus important. Convaincu que l'impuissance de la diplomatie et du congrès aura de funestes effets en Italie, et placera le Piémont dans des conditions difficiles et dangereuses, j'ai pensé qu'il convenait d'examiner s'il ne serait pas possible d'arriver à une solution complète par les moyens héroïques..... les armes. Dans ce but, j'eus hier matin la conversation suivante avec lord Clarendon : « Milord, ce qui s'est passé au congrès prouve deux choses : 1^o que » l'Autriche est décidée à persister dans son système d'oppression » et de violence envers l'Italie ; 2^o que les efforts de l'Italie sont im- » puissants à modifier son système. Il en résulte pour le Piémont » des conséquences excessivement fâcheuses. En présence de l'irri- » tation des partis d'un côté, et de l'arrogance de l'Autriche de » l'autre, il n'y a que deux partis à prendre : ou se réconcilier avec » l'Autriche et le pape, ou se préparer à déclarer la guerre à l'Au- » triche dans un avenir peu éloigné. Si le premier parti était pré- » férable, je devrais, à mon retour à Turin, conseiller au roi d'ap- » peler au pouvoir des amis de l'Autriche et du pape. Si au contraire » la seconde hypothèse est la meilleure, mes amis et moi nous ne » craignons pas de nous préparer à une guerre terrible, à une » guerre à mort, *the war to the knife*, la guerre jusqu'avec le cou- » teau. » Ici je m'arrêtai. Lord Clarendon, sans montrer ni étonnement, ni désapprobation, dit alors : « Je crois que vous avez raison, » votre position devient bien difficile ; je conçois qu'un éclat devienne » inévitable, seulement le moment d'en parler tout haut n'est pas » encore venu. » Je répliquai : « Je vous ai donné des preuves de » ma modération et de ma prudence, je crois qu'en politique il faut » être excessivement réservé en paroles, et excessivement décidé » quant aux actions. Il y a des positions où il y a moins de dangers » dans un parti audacieux que dans un excès de prudence. Avec La » Marmora, je suis persuadé que nous sommes en état de commencer » la guerre, et pour peu qu'elle dure, vous serez bien forcés de nous » aider. » Lord Clarendon répliqua avec une grande vivacité : « Oh ! » certainement, si vous êtes dans l'embarras, vous pouvez compter » sur nous, et vous verrez avec quelle énergie nous viendrons à » votre aide. »

Après quoi, je ne poussai pas plus loin et me bornai à quelques expressions d'amitié et de sympathie pour l'Angleterre et pour lord Clarendon. Vous pouvez juger vous-même de l'importance des paroles prononcées par un ministre qui a la réputation d'être prudent et réservé. L'Angleterre, que la paix afflige, verrait, j'en ai la certitude, naître avec plaisir l'opportunité d'une nouvelle guerre, et d'une guerre aussi populaire que l'affranchissement de l'Italie. Pourquoi donc ne pas profiter de la disposition, et tenter un effort

pour accomplir les destinées de la maison de Savoie et de notre pays ? Cependant, comme il s'agit d'une question de vie et de mort, il nous faut procéder avec une grande circonspection ; c'est pour cela même que je crois qu'il est convenable que je me rende à Londres pour m'y entretenir avec lord Palmerston et les autres chefs du gouvernement. Si ceux-ci partagent la manière de voir de Clarendon, il faut se préparer secrètement, faire l'emprunt de trente millions, et, au retour de La Marmora, adresser à l'Autriche un ultimatum qu'elle ne pourra accepter, et commencer la guerre.

» L'Empereur ne saurait s'opposer à cette guerre en secret il la désire. Il nous aidera certainement s'il voit l'Angleterre disposée à entrer en lice. Je tiendrai d'ailleurs, avant mon départ, à l'Empereur un discours analogue à celui que j'ai adressé à lord Clarendon. Les dernières conversations que j'ai eues avec lui et avec ses ministres étaient de nature à préparer la voie à une déclaration de guerre. L'unique obstacle à prévoir, c'est le pape. Qu'en faire dans le cas d'une guerre italienne ?

» J'espère qu'après avoir lu cette lettre vous ne me croirez pas atteint d'une fièvre cérébrale ou tombé dans un état d'exaltation morale. Au contraire, ma santé intellectuelle est excellente ; jamais je ne me suis senti aussi calme, je me suis fait une réputation de modération. Clarendon me l'a souvent dit, le prince Napoléon m'accuse de mollesse, et même Walewski me félicite de ma contenance. Mais en vérité, je suis persuadé qu'on pourra, avec grande chance de succès, essayer de l'audace. Comme vous pouvez en être convaincu, je n'assumerai aucun engagement ni prochain ni éloigné ; je recueillerai les faits, et, à mon retour, le roi et mes collègues décideront de ce qu'il y aura à faire.

» Aujourd'hui encore, il n'y a pas de conférence. Le procès-verbal de la séance orageuse de mardi n'a pas été préparé. Lord Clarendon est très disposé à ouvrir la lutte avec Buol, mais peut-être celui-ci cherchera-t-il à l'éviter, en ne faisant pas d'observation sur le protocole. Cependant Clarendon a envoyé Cowley auprès de Hubner pour lui dire que toute l'Angleterre serait indignée des paroles prononcées par le ministre autrichien quand elle en aurait connaissance. Aujourd'hui, dîner monstre chez l'Empereur ; il me sera difficile de lui parler. Je lui demanderai de m'accorder une audience particulière. »

Lord Clarendon, dans une séance de la Chambre des lords, a protesté plus tard contre les assertions de cette lettre ; mais il est évident que cette protestation ne lui

était arrachée que par la nécessité de parer à une publicité intempestive : il y a loin de la personne elle-même parlant, s'agitant, gesticulant, au papier. M. de Cavour avait donc pu se faire illusion sur le sens que lord Clarendon intérieurement attachait à ses paroles, et en dépasser la portée ; mais il ne se trompait pas en écrivant, dès le mois de mars, à l'un de ses amis : « Dans trois ans, nous aurons la guerre, la bonne. »

La paix étant décidée, M. Feuillet de Conches, chef du protocole, suivi de deux secrétaires, se rendit chez le directeur du Jardin des plantes, et se fit conduire devant la cage du grand aigle (*Aquila major*). Un garçon du Jardin, muni de ses instructions, s'introduit dans la cage, jette un chaperon sur la tête de l'oiseau, s'en empare et arrache à sa queue une magnifique plume, celle qui doit signer le traité. M. Feuillet de Conches ne tarda pas à verser avec le cérémonial convenable l'encre officielle dans l'encrier d'or.

Les rédacteurs en chef des journaux de Paris, convoqués le 25 avril, à midi, au ministère de l'intérieur, au moment même où l'Imprimerie impériale mettait sous presse les proclamations destinées à faire connaître la grande nouvelle de la paix à la population parisienne, apprirent de la bouche du chef de division de la presse que la consigne du silence était levée et qu'ils pouvaient parler. Les passants attardés qui, pendant la nuit, longèrent le quai, virent briller les vitres du bureau du protocole, où dix employés travaillaient sans relâche à

faire des copies du traité. A cinq heures du matin toutes les copies étaient finies.

Les plénipotentiaires, en grand costume, entrèrent à midi dans la salle de leurs délibérations, assistés de leurs secrétaires, et collationnèrent les instruments du traité présentés à leur signature par M. Feuillet de Conches. Le personnel tout entier du cabinet était sur pied, prêt à se rendre aux ordres du ministre. Les plénipotentiaires communiquaient de la salle du congrès dans le salon des attachés; toutes les portes furent fermées à une heure un quart; il ne resta plus dans le salon des attachés que M. de Billing, chef du cabinet, M. d'Héliand, secrétaire archiviste de la direction politique, et M. Gourdon, chef de section à la division de la presse au ministère de l'intérieur, chargé des rapports avec le ministre des affaires étrangères. La porte du grand salon s'entr'ouvrit au bout d'un quart d'heure; M. Walewski dit quelques mots à voix basse à son chef de cabinet; celui-ci s'élança sur le chemin des Tuileries pour annoncer à l'Empereur que la première signature venait d'être apposée au traité.

Trois cent quatre-vingt-douze signatures, ni plus ni moins, devaient figurer au bas du traité : la plume d'aigle taillée par M. Feuillet de Conches n'eût pas suffi à cette besogne; chaque plénipotentiaires'en servit une fois, et eut recours ensuite à une simple plume d'oie. Sept exemplaires du traité de l'acte additionnel et de ses deux annexes formaient un total de vingt-huit pièces à signer; en une heure tout fut terminé, et le congrès se rendit en corps aux Tuileries.

M. Walewski, en autorisant M. Gourdon à porter la nouvelle de la conclusion de la paix au ministre de l'intérieur, crut devoir ajouter quelques mots flatteurs pour la presse, dont « il avait été fort content pendant toute la durée du congrès ». Le préfet de police, averti à son tour de l'heureuse issue des négociations, fait couvrir Paris d'affiches, le canon des Invalides tonne, le *Moniteur* lance un supplément; la collection de drapeaux formée par les établissements publics depuis l'Empire se déploie aux fenêtres et au-dessous des enseignes, en attendant les illuminations du soir; le télégraphe s'agite, les courriers partent. La paix est signée, et cependant la Bourse ne monte pas !

Les garçons de bureau, qui croyaient, en entrant les premiers dans la salle du congrès, mettre la main sur quelque objet ayant appartenu à cette assemblée, aubaine innocente qui leur appartenait de droit, furent bien trompés dans leur attente : les plénipotentiaires, les secrétaires et les attachés s'étaient partagé ces dépouilles diplomatiques avant de se séparer.

Les membres du congrès, le corps diplomatique, l'archevêque de Paris, les ministres, les présidents des grands corps de l'État, prirent place, le lendemain, à un banquet donné par M. Walewski. Le président du congrès était élevé à la dignité de grand'croix de la Légion d'honneur ; M. de Bourqueney entrait au Sénat. Les fêtes finirent par la revue du 1^{er} avril. Cette fête, dirent les journaux du gouvernement, prouvait à l'étranger que la France, outre ses 300 000 soldats encore en ligne, avait une armée à l'intérieur.

L'étranger connaissait les ressources de la France, mais il connaissait aussi ses pertes.

Un événement important pour la famille impériale s'était accompli pendant les négociations.

Le 15 mars, M. de Morny, qui avait remplacé M. Billault comme président du Corps législatif, apprit à ses collègues que l'Impératrice entraînait dans les douleurs de l'enfantement; l'assemblée se déclara en permanence. Des bruits alarmants circulèrent bientôt dans la salle des conférences : l'accouchement, disaient les nouvellistes, est laborieux ; l'enfant se présente par la tête sans pouvoir sortir et court risque d'être étouffé. Les alarmistes ajoutaient : « Il est question de chloroformiser la patiente, et le médecin de la reine d'Angleterre, arrivé dans la nuit aux Tuileries, se tient prêt ; mais la crainte d'accidents nerveux plus graves empêche de recourir à ce moyen. »

L'Impératrice, au moment des grandes douleurs, serrait dans sa main un reliquaire que lui avait prêté l'Empereur et dont il ne se sépare jamais. Les douleurs, commencées à quatre heures du matin, s'apaisèrent ensuite de façon à lui permettre de communier une seconde fois. Les princes et les princesses de la famille impériale et de la famille de l'Empereur avaient été prévenus dès six heures du matin. Le prince Napoléon et le prince Lucien Murat étaient désignés pour assister à l'accouchement. Les douleurs reprirent vers les trois heures ; elles duraient encore à six heures.

Les plénipotentiaires du congrès dînaient justement ce jour chez M. Baroche, retenu aux Tuileries



comme président d'un des grands corps de l'État. Les députés, rentrés au palais législatif après avoir pris leur repas, se préparaient à y passer la nuit, mais une dépêche, en date de dix heures du soir, prévint M. de Morny que « l'état de S. M. l'Impératrice ne laissait pas prévoir un accouchement prochain ». M. de Morny le lendemain, à huit heures du matin, prit place au fauteuil : « Ce matin, à trois heures, Sa Majesté l'Impératrice est accouchée d'un prince impérial; en cette circonstance, je suis sûr que vous participerez tous à la joie de la France entière. » Les cris usités en pareil cas lui répondirent. Un député fit la proposition à ses collègues de se rendre en masse aux Tuileries, un autre de remercier le ciel par des prières publiques. M. de Morny leur fit remarquer que tout le monde pouvait se rendre au château, mais que la réception officielle était fixée par le programme, et que l'archevêque de Paris avait pourvu aux prières par son mandement.

Les personnes invitées à l'ondoiement du Prince impérial s'aperçurent que le fer avait laissé sur la figure de l'enfant quelques traces de meurtrissure. La cérémonie eut lieu dans la chapelle des Tuileries, en présence des grands dignitaires de la maison impériale, des cardinaux, du curé de Saint-Germain l'Auxerrois, du premier aumônier et de ses chapelains. L'abbé Desplaces, prédicateur de la station quadragésimale à la cour, prononça une allocution. Le nouveau-né fut apporté avec le cérémonial prescrit, et les grands dignitaires signèrent l'acte d'ondoiement de Jean-Joseph Napoléon, fils de France : le pape, son parrain, s'ap-

pelait Jean, et la reine de Suède, sa marraine, Joséphine.

L'expression d'enfant de France excita dans le public une certaine impression d'étonnement et de surprise. L'Empereur crut devoir s'en expliquer dans sa réponse aux félicitations du Sénat :

« Vous avez salué comme un événement heureux la venue au monde d'un enfant de France. C'est avec intention que je me sers de ce mot. En effet, l'empereur Napoléon mon oncle, qui avait appliqué au nouveau système créé par la Révolution tout ce que l'ancien régime avait de grand et d'élevé, avait repris cette ancienne dénomination des enfants de France. C'est qu'en effet, messieurs, lorsqu'il naît un héritier destiné à perpétuer un système national, cet enfant n'est pas seulement le rejeton d'une famille, mais il est véritablement encore le fils du pays, et ce nom lui indique ses devoirs. Si cela était vrai sous l'ancienne monarchie qui représentait plus exclusivement les classes privilégiées, à plus forte raison aujourd'hui que le souverain est l'élu de la nation, le premier citoyen du pays, et le représentant des intérêts de tous. »

L'Empereur reçut le 18 mars les félicitations des grands corps de l'État. Voici sa réponse à M. de MornÏ :

« J'ai été bien touché de la manifestation de vos sentiments à la naissance du fils que la Providence a bien voulu m'accorder. Vous avez salué en lui l'espoir dont on aime à se bercer de la perpétuité d'un système qu'on regarde comme la plus sûre garantie des intérêts généraux du pays ; mais les acclamations unanimes qui entourent son berceau ne m'empêchent pas de réfléchir sur la destinée de ceux qui sont nés dans le même lieu et dans des circonstances analogues. Si j'espère que son sort sera plus heureux, c'est que, confiant d'abord dans la Providence, je ne puis douter de sa protection en la voyant relever par un concours de circonstances extraordinaires tout ce qu'il lui avait plu d'abattre il y a quarante ans, comme s'il avait voulu vieillir par le martyre et par le malheur une nouvelle dynastie sortie des rangs du peuple. Ensuite l'histoire a des enseignements que je n'oublierai pas. Elle me dit, d'une part,

qu'il ne faut pas abuser des faveurs de la fortune, de l'autre, qu'une dynastie n'a de chance de stabilité que si elle reste fidèle à son origine, en s'occupant uniquement des intérêts populaires pour lesquels elle a été créée. Cet enfant que consacrent à son berceau la paix qui se prépare, la bénédiction du Saint-Père apportée par l'électricité une heure après sa naissance, enfin les acclamations de ce peuple français que *l'Empereur a tant aimé*, cet enfant, dis-je, sera digne des destinées qui l'attendent. »

Le langage assez habile de l'Empereur était affaibli par les arguments employés pour le corroborer ; les Bourbons remontés sur le trône après des souffrances et un exil qui valaient l'exil et les souffrance des Bonaparte, la France vaincue à Waterloo, l'Europe couverte des cadavres de ses enfants, le duc de Berry assassiné, Charles X exilé, la duchesse d'Angoulême reprenant le chemin de l'exil, Louis-Philippe sept fois en butte aux coups des assassins, la guerre civile de Juin, la Providence n'avait fait assister le monde à ces événements que pour la consécration de la dynastie des Bonaparte !

Les discours furent suivis du défilé des corps constitués devant le nouveau-né, couché dans un berceau tendu de bleu ; le ruban de la Légion d'honneur pendait sur l'un des rebords. Madame l'amirale Bruat, gouvernante des Enfants de France, madame de Brancion et madame Bizot, sous-gouvernantes, se tenaient debout derrière le berceau.

La naissance de l'héritier de la couronne fut suivie des munificences traditionnelles : billets pour retirer les effets du mont-de piété, distributions de secours, spectacles gratuits, doublement des appointements du mois à toutes les personnes attachées à la maison

impériale. Une tradition monarchique exige que les enfants nés le même jour que le prince aient le souverain et la souveraine pour parrain et marraine; elle fut soigneusement observée. Les généraux Canrobert et Bosquet apprirent à table, de la bouche même de Napoléon III, leur élévation à la dignité de maréchal. Des croix d'honneur furent largement distribuées; mais quelque considérable qu'ait été le nombre des élus, il est certainement resté bien au-dessous de celui des solliciteurs, car le nombre des demandes dépassa quatre-vingt mille.

La signature de la paix suivit de près la naissance du Prince impérial. Un message dont M. Fould, ministre d'État, donna lecture, annonça le 31 mars, ce grand événement au Corps législatif: « Messieurs, » je viens vous annoncer par ordre de l'Empereur » que, hier à une heure, les plénipotentiaires de la » France, de l'Autriche, de la Grande-Bretagne, de » la Prusse, de la Sardaigne, de la Russie et de la » Turquie, ont opposé leur signature au traité qui » met fin à la guerre actuelle, et qui, en réglant la » question d'Orient, assoit le repos du monde sur des » bases solides et durables. L'échange des ratifications » aura lieu à Paris dans quatre semaines, ou plus » tôt si faire se peut. L'Empereur, en portant cette » nouvelle à votre connaissance, me charge de vous » remercier du patriotique concours que vous lui avez » constamment donné, et qui, avec l'admirable dé- » vouement des armées et des flottes alliées, a si » puissamment contribué à l'heureuse issue de la » guerre. »

Le Corps législatif assista, pendant le reste de la session, au duel entre les deux vieilles ennemies : la liberté industrielle et la protection, à propos d'un certain nombre de décrets sur les mesures douanières prises dans l'intervalle des sessions selon le droit du gouvernement. Les libres échangeistes, excités par certains dégrèvements de tarifs destinés à faciliter l'arrivage des denrées alimentaires, avaient depuis quelque temps le verbe haut ; les protectionnistes, pour les mêmes motifs, n'étaient pas moins échauffés. Le Corps législatif en finit vite avec les tarifs pour passer à la question de principe. Les partisans de la liberté absolue des échanges ne déployèrent pas entièrement leur drapeau, ils se bornèrent à soutenir que l'administration pouvait, sans compromettre l'intérêt manufacturier, se lancer plus hardiment au nom de l'intérêt agricole, dans la voie des dégrèvements de tarifs. Les partisans de la protection, effrayés par la concurrence étrangère, supplièrent le gouvernement de ne rien faire pour la favoriser : ils demandèrent purement et simplement le *statu quo*. Le rapport de la commission conclut à sanctionner les décrets, mais à respecter le système protecteur comme l'arche sainte de la prospérité publique. Le gouvernement tint la balance et fit du juste milieu : réformer et maintenir le système protecteur, voilà son thème. « Ferme protectrice, prudemment progressive, telle a été la politique de la France depuis la paix ; nous ne nous en écarterons pas. » Ces paroles de M. Fould, adressées en 1851 aux partisans de la proposition faite par M. Sainte-Beuve à l'Assemblée législative, servirent

encore, dans la bouche des commissaires du gouvernement, de réponse aux libres échangistes de 1867; la majorité vota la loi avec les remaniements de tarifs qu'elle comportait. Les protectionnistes et les libres échangistes eurent l'occasion de lutter encore une fois lors de la discussion du projet de loi sur les sucres coloniaux, reprise de l'antique et solennel débat entre la betterave et la canne, entre les partisans du sucre gaulois et du sucre d'outre-mer, entre les ennemis de la législation maritime et des surtaxes de navigation et leurs partisans. Le tarif de faveur accordé pendant quatre ans à la canne comme dédommagement de l'abolition de l'esclavage devait-il être prorogé de cinq ans, sauf à en diminuer le taux annuel de façon à établir par degrés l'égalité de traitement entre les deux rivales? Le gouvernement résolut la question par un projet de loi attaqué par tout le monde, et voté par tout le monde, comme toutes les mesures de transaction.

Le droit d'interpellation n'existait plus. Quelques députés essayèrent de le faire renaître, à propos d'une question de la plus haute importance pour l'avenir du suffrage universel. La loi du 21 août 1849 affranchissant les électeurs des entraves apportées à la distribution des écrits par les lois de 1830 et de 1834 sur l'affichage et sur le colportage, avait été remplacée par l'article 10 de la loi du 16 juillet 1850, ainsi conçu : « Pendant les vingt jours qui précéderont » les élections, les circulaires et professions de foi » signées des candidats pourront, après dépôt au parquet du procureur de la République, être affichées

» et distribuées sans autorisation de l'autorité municipale. » Or, à l'époque des élections municipales, des citoyens avaient été poursuivis, en vertu des articles de la loi sur le colportage, pour distribution et colportage de bulletins portant le nom des candidats, sans avoir obtenu l'autorisation du préfet. Cette condamnation, annulée en appel, était revenue devant la Cour de cassation, qui, toutes chambres réunies, avait décidé que l'article 16 de la loi du 27 juillet 1849 sur la presse portant interdiction de distribuer des livres, écrits, brochures, sans autorisation du préfet, devait s'étendre aux bulletins électoraux. L'admission de M. de la Bédoyère comme député de la cinquième circonscription de la Seine-Inférieure parut à M. de Montalembert une occasion excellente de revenir sur cette question; mais comment y parvenir sans interpeller le gouvernement? M. de Morny voulut bien consentir à prendre les interpellations de M. de Montalembert pour de simples observations. M. de Montalembert put parler, mais à la condition que le gouvernement ne serait pas tenu de lui répondre, et que le président userait de son droit d'interrompre l'orateur s'il sortait du cercle que lui traçaient les convenances. M. de Montalembert démontra sans peine que la jurisprudence de la Cour de cassation, appliquée aux élections du Corps législatif, porterait un coup fatal au libre exercice du suffrage universel soumis en quelque sorte à la censure préalable, et ramènerait la France aux institutions du premier Empire, au temps où le Sénat nommait le Corps législatif, et où les préfets dési-

gnaient les conseillers municipaux. M. Baroche répondit que le Corps législatif n'avait pas le droit de reviser les arrêts judiciaires, et que l'arrêt conforme au texte de la loi de 1849 ne portait nulle atteinte à la liberté électorale ; personne plus que le gouvernement, ajouta M. Baroche, ne tient à cette liberté : la loi de 1850 qui, pendant les vingt jours précédant l'élection, autorise le candidat à distribuer par tous les moyens les circulaires et professions de foi portant son nom, n'en est-elle pas la preuve ?

M. Baroche, en invoquant la loi de 1850, invitait en quelque sorte M. Chasseloup-Laubat, son rapporteur, à se lever de son banc pour l'expliquer.

M. Chasseloup-Laubat déclara que, dans la pensée du législateur de 1850, les bulletins pouvaient être distribués sans autorisation du préfet ; il constata que la Cour de cassation, saisie d'une question relative à une élection municipale, n'avait point tranché la question des élections politiques. M. Baroche, pour clore le débat, réserva le droit absolu du gouvernement dans les élections municipales et autres, dans les limites qu'il venait d'indiquer. Le Corps législatif n'avait point de vote à émettre, mais les déclarations de M. Baroche ne le rassuraient qu'à demi. Une circulaire adressée par le ministre de l'intérieur aux préfets, pour les engager à user, dans la distribution, d'une tolérance qui ne devait cesser que devant le danger d'un trouble public, fut la seule satisfaction donnée au Corps législatif et à l'opinion.

L'année précédente, lors de la discussion du bud-

get des recettes pour 1856, une série de mesures libérales avaient transformé le tarif pour le transport des lettres; mais les dispositions relatives à la taxe des imprimés, éparses dans des lois, des ordonnances et des décisions ministérielles, inapplicables au temps présent et souvent contradictoires, avaient besoin d'être mises en harmonie avec les besoins de l'époque. Le gouvernement, en présentant cette année un projet de loi modifiant les taxes postales sur le transport des imprimés, des échantillons et des papiers d'affaires, n'avait pas tenu grand compte de ces besoins; le projet de loi diminuait bien le tarif des imprimés de certaines catégories en convertissant en tarif au poids l'ancienne taxe de dimension, mais il fallait, pour profiter de la diminution fiscale, diminuer en même temps le poids des livres en employant un papier plus léger et par conséquent moins durable : l'existence de deux minimums de taxe, l'un pour les écrits non politiques, l'autre pour les écrits politiques, et celui-ci plus fort que l'autre, créait en réalité un supplément de taxe postale pour la presse. M. de Montalembert prit la parole contre le projet : « A l'absence de tout frein a succédé, dit-il, l'excès de frein, et la France, qui ne peut jamais sommeiller complètement, s'est précipitée de la politique dans la spéculation, au grand détriment de la morale publique. La véritable source de tout mal, c'est l'anéantissement de l'esprit politique en France. » Des orateurs de la majorité critiquèrent la taxe différentielle qui frappait les journaux de départements : le projet

n'en passa pas moins à l'unanimité, moins une voix, celle de M. de Montalembert, dont le discours ne parut que tronqué et incomplet dans le compte rendu officiel. L'orateur, à l'occasion de la lecture du procès-verbal de la séance, se plaignit de ces mutilations. M. Reveil, vice-président, après avoir défendu l'impartialité du compte rendu officiel, approuvé par les présidents des sept bureaux de la Chambre, ajouta que ce compte rendu ne devait être qu'un résumé des discours. Mais pourquoi un résumé? N'était-il pas plus convenable de publier *in extenso* les discours, comme cela s'était fait jusqu'ici, et quel danger cela offrirait-il à la chose publique? Ces observations de M. de Montalembert restèrent sans réponse.

M. de Montalembert ne prit pas la parole dans la discussion du projet de loi relatif aux pensions des grands fonctionnaires de l'Empire, déjà si richement dotés. Le chef de l'État réclamait le droit d'accorder par décret à leurs veuves et à leurs enfants des pensions du maximum de 20 000 francs; le Corps législatif qui paye, tenait à ne pas se dessaisir du droit de voter ces pensions. Cela s'était toujours fait, et l'on ne voyait pas pourquoi cela cesserait de se faire: « Plus le prince est grand et généreux, dit M. Legrand en finissant son rapport, plus la sagesse commande de le garder contre les obsessions des solliciteurs de pensions, toujours si ingénieux à rehausser leurs services et à dissimuler leurs ressources. » Le Conseil d'État repoussa tous les amendements; la Chambre se soumit. L'Empereur resta

maître de pensionner qui bon lui semblait, à la condition que les pensionnés seraient notoirement sans fortune et ne cumuleraient pas la pension impériale avec d'autres pensions et traitements payés sur le Trésor; le fonds des pensions devait former chaque année un article spécial de la loi des finances, et le total général de ces pensions ne pouvait excéder 500 000 francs.

La discussion du budget n'offrit rien de bien remarquable. Le rapporteur, M. Alfred Leroux, constata que le découvert s'élevait à 900 millions environ; il établit, dans son rapport, la différence qui existe entre les crédits supplémentaires et les crédits extraordinaires. Le gouvernement, interrogé par lui sur ce qui restait de disponible des emprunts dernièrement contractés, répondit que toutes les dépenses connues de la guerre et de la marine étaient payées et que 300 millions provenant des derniers emprunts restaient libres. Le gouvernement, avec cette somme et les accroissements probables du revenu, espérait subvenir aux dépenses de la guerre, au transport de l'armée et à sa réintégration sur le territoire français.

Les compositeurs et les auteurs dramatiques les plus célèbres purent adresser une lettre de remerciement à M. Véron, qui avait enlevé à la pointe de son éloquence une subvention de 100 000 francs pour le Théâtre-Lyrique.

Le vieil esprit parlementaire donnait de temps en temps signe de vie. Les lecteurs du résumé analytique des débats parlementaires apprirent un jour

que le Corps législatif avait repoussé un projet de loi ! Heureusement, il ne s'agissait point d'un projet politique. Le gouvernement voulait imposer une taxe municipale sur les chevaux et les voitures circulant dans Paris. M. O'Quin traita cette taxe d'impôt somptuaire et la combattit comme contraire à l'égalité, puisque la capitale seule y était soumise. M. Baroche répondit que des charges lourdes grevaient la ville de Paris ; que les omnibus et les fiacres pourraient se plaindre à leur tour de la violation des principes de 89, puisqu'ils payaient une redevance dont le coupé et la calèche étaient exempts ; pouvait-on, d'ailleurs, assimiler à un impôt somptuaire une taxe qui ne produirait pas plus de 6 à 700 000 francs par an ? 179 voix contre 55 votèrent cet impôt, qui ne fut pas promulgué.

La session devait être close le 21 juin, un décret la prorogea jusqu'au 1^{er} juillet ; la Chambre avait à s'occuper d'une loi de finances départementales. Le département de la Seine demandait l'autorisation d'emprunter 50 millions et de s'imposer extraordinairement pendant trente ans 10 centimes additionnels, pour l'extinction d'une partie de sa dette et pour le service de la caisse de la boulangerie. Le régime de la *compensation* et celui des *bons de pain* se trouvaient de nouveau en présence ; les partisans et les adversaires de ces deux régimes reproduisirent les arguments qui s'étaient fait jour dans la session de 1854 où le Corps législatif, à une grande majorité, vota pour la compensation, plutôt par nécessité de payer une dépense faite que par préférence pour ce système.



La commandite, dans les premières années de l'Empire, bravait les censeurs moroses qui lui reprochaient ses mensonges, son audace, sa dépravation; le gouvernement cependant crut devoir prendre des mesures contre ses excès; la presse fut accusée de s'associer à la commandite et de transporter la réclame de la page d'annonces à la page du premier-Paris. Un député proposa d'interdire la publication des prospectus de la commandite; le Corps législatif repoussa cette motion, par respect pour la liberté.

La loi défendit aux sociétés en commandite de diviser leur capital en actions ou coupons d'actions de moins de 100 francs lorsque ce capital n'excédait pas 200 000 francs, et de moins de 500 francs lorsqu'il était supérieur. La société en commandite n'était légalement constituée qu'après la souscription de la totalité du capital social et le versement par chaque actionnaire du quart au moins des actions par lui souscrites; les membres du conseil de surveillance devenaient responsables dans certains cas comme les gérants. L'avenir montra bientôt l'insuffisance de ces garanties; les plus grandes affaires de spéculation se sont faites depuis cette loi. M. de Montalembert l'avait dit: « La cause de tout le mal, c'est l'anéantissement de l'esprit politique. »

Le Corps législatif enterra les projets de loi sur les marques de fabrique et sur le retrait des prohibitions inscrites au tarif des douanes. Le gouvernement avait présenté ce dernier projet le lendemain des inondations qui causèrent de si notables préjudices aux usines et aux fabriques. La grande ques-

tion du tarif et des prohibitions fut soumise aux conseils généraux, aux chambres de commerce et à une haute commission spéciale présidée par M. Baroche. Le *Moniteur* inséra une note destinée à répondre aux alarmes exagérées répandues dans le pays ; cette note terminait ainsi : « Éclairé par le rapport du » ministre sur la véritable situation de l'industrie, » l'Empereur a décidé que le projet de loi soumis » au Corps législatif serait modifié en ce sens que » la levée des prohibitions n'aurait lieu qu'à partir » du 1^{er} juillet 1861. L'industrie française, pré- » venue des intentions bien arrêtées du gouverne- » ment, aura tout le temps nécessaire pour se pré- » parer à un nouveau régime commercial. »

Le Corps législatif touchait à la fin de son existence légale ; la session de 1856 était l'avant-dernière de cette législature ; ses membres se vantaient d'avoir expédié rapidement les affaires du pays. C'est là sans doute un mérite, mais tout le mérite d'une assemblée délibérante n'est pas la rapidité dans l'expédition des affaires qui sont soumises. Le parlement est la grande école où les citoyens apprennent à s'occuper des affaires publiques avec plaisir et avec profit pour leur instruction ; il est un des plus féconds producteurs d'idées du pays ; il fournit des sujets aux livres et aux journaux : quand la source tarit, les courants expirent. La méditation solitaire, les grands efforts de la pensée humaine, ont sans doute leurs résultats sous tous les régimes, mais le mouvement ordinaire des idées ne s'accomplit qu'au moyen de la discussion parlementaire. Le Corps législatif, privé des droits qui

faisaient la force et l'utilité générale des anciens parlements, dépourvu de toute initiative, ne pouvant produire sa pensée soit par la discussion d'une adresse, soit par l'interpellation, se voyait encore entravé dans l'humble sphère qui lui était laissée par le défaut de publicité de ses séances. La loi n'interdisait pas au public l'entrée de ses tribunes, un compte rendu de ses séances était rédigé et publié tous les jours pendant la session, mais il n'y avait là que l'apparence de la publicité : la publicité véritable, dans les sociétés modernes, ne s'obtient que par la presse. Quelques curieux dans les tribunes, un froid résumé où le rédacteur du procès-verbal prend la parole à la place de l'orateur et parle successivement au nom de tous, tout cela n'est ni un public ni une publicité. L'orateur, pour publier son discours *in extenso*, avait besoin de l'autorisation formelle de la Chambre. Une chose non moins essentielle que la publicité manquait au Corps législatif : une contradiction sérieuse. Des conseillers d'État, hommes de talent souvent, souvent très inexpérimentés et ayant à se créer une autorité personnelle, faisant leur stage en défendant les projets du gouvernement, et parfois sans beaucoup de peine, s'il faut en croire un membre du Corps législatif, n'étaient pas des adversaires bien propres à exciter l'émulation des députés : « Rien » n'est plus affligeant, rien n'affaiblit plus la dignité, l'autorité du gouvernement, que le triste » spectacle d'un conseiller d'État défendant par les » plus pauvres arguments, d'une voix hésitante et » intimidée, le projet de loi qu'il est chargé de sou-

» tenir. Je ne veux nommer personne, mais j'ai
» assisté plus d'une fois en séance publique à un
» pareil spectacle. Que du moins le titre et les fonc-
» tions de conseiller d'État ne deviennent pas mon-
» naie courante de faveur ou de récompense pour ser-
» vices rendus ¹ ! »

« Il ne manque au Corps législatif que du jour et
» de la lumière, ajouta le même député, qui pourtant
» n'était pas un orateur ; la publicité de ses séances
» n'est que crépusculaire. Les analyses et les procès-
» verbaux du *Moniteur*, sans mouvement, sans vie, ne
» mettent en relief aucune des impressions que
» ressent le Corps législatif, nivellent tous les ora-
» teurs, font de la Chambre un corps sans âme, privé
» du sens moral, insensible au mal et au bien, à la
» vérité comme à l'erreur. » C'était peut-être aller un
peu loin, et il est probable qu'un journal ne s'en
serait pas tiré sans avertissement, s'il eût continué
sur ce ton : « M. Denis-Lagarde, qui prend le titre
» officiel de secrétaire-rédacteur, chef du service des
» procès-verbaux, est dans le *Moniteur* le rédacteur
» ordinaire et unique de la Chambre ; je le tiens cer-
» tainement pour un homme d'esprit et de talent,
» mais il remplit une difficile et triste tâche, celle de
» disséquer les discours, de les dépouiller de leurs
» muscles, de leurs nerfs, de leur sang artériel et
» vivifiant. On a, pour ainsi dire, fait de M. Denis-La-
» garde un costumier chargé de mettre un uniforme
» à la langue française ². »

1. *Quatre ans de règne, où en sommes-nous ?* par le docteur L. Véron.

2. *Ibidem.*

Le Corps législatif, composé de conservateurs convaincus que la sécurité du règne tient à l'infériorité politique des corps délibérants, et à la cessation de cette guerre de portefeuilles qui était l'unique raison d'être, disaient-ils, du régime parlementaire, avait en définitive le régime qu'il méritait. Mais telle est la logique des choses, que déjà cette assemblée se sentait atteinte d'un certain malaise ; elle manquait d'air et de lumière, elle aurait voulu appeler l'attention du public sur ses travaux, et prouver qu'elle savait quelquefois faire entendre des paroles d'indépendance : il y avait quelques orateurs sur ses banes, s'il fallait en croire les vagues rumeurs qui se répandaient quelquefois, et partout les orateurs veulent être entendus.

Le gouvernement permettait de temps en temps au Corps législatif d'émettre des vœux, et de temps en temps il les exauçait pour ne pas décourager l'activité parlementaire : malgré cette soupape de sûreté, un certain mécontentement régnait dans la salle des conférences ; des plaintes s'élevaient principalement sur les heures fixes des audiences ministérielles qui obligeaient souvent les députés à quitter les commissions et les séances publiques, pour se rendre soit dans les bureaux, soit chez les ministres. Ceci semblerait indiquer que sous le régime représentatif se perpétuaient certains abus du régime parlementaire. Les députés ayant appartenu aux anciennes assemblées regrettaient le temps où, à la place d'un conseiller d'État sec et poli, ils voyaient sur le banc ministériel un ministre souriant et toujours prêt à leur répondre. L'accumulation

des projets de lois fournissait un autre sujet de plainte. Le premier mois de chaque session n'était que du temps perdu, à cause des retards produits par la présentation de ces projets ; les commissions, surchargées de rapports à la fin de la session, étaient obligées de les rédiger au galop, pour éviter des sessions supplémentaires, gênantes et fatigantes pour la Chambre. Le Corps législatif, qui aurait pu le croire ? comptait non seulement des solliciteurs, mais encore des ambitieux « habiles à se faire nommer présidents de bureaux et membres des commissions ¹ », comme si l'on était encore au temps où les gouvernements avaient besoin de faire des conquêtes individuelles. L'auteur de la citation précédente ajoute qu'il « n'assurait pas que le conseil d'État ou le Sénat n'excitât pas au sein du Corps législatif quelques convoitises ».

Le Corps législatif n'était plus qu'une espèce de conseil général, mais tous ses membres ne se résignaient pas à cette diminution ; plusieurs d'entre eux en gémissaient dans ces conversations intimes qui se continuent chaque jour à l'écart dans la salle des conférences : là s'épanchaient entre elles « quelques âmes découragées, quelques cœurs abattus » se souvenant du passé, inquiets de l'avenir, inquiets » d'une politique cloîtrée, dans un cercle étroit et » intime, inquiets d'une politique qui ne peut guère » donner accès aux opinions désintéressées venant » du dehors, qui ne peut élargir ni fortifier la haute

1. *Quatre ans de règne, où en sommes-nous ?* par le docteur L. Véron.



» sphère du pouvoir par l'élévation d'hommes » nouveaux ¹ ». La résignation apparente du Corps législatif cachait, on le voit, un sourd mécontentement. Les membres de cette assemblée murmuraient d'en être réduits à fonctionner à huis clos, sous cloche, dans un lieu qui était la retraite la plus sûre pour se faire oublier, à voir les influences les plus utiles et les plus légitimes annulées, l'émulation anéantie ! Quelques-uns se permettaient même d'attaquer cet uniforme imposé aux corps constitués qui les transforme, disaient-ils, en légion où toute individualité se perd ; inconséquence familière aux hommes et qui est une des forces mystérieuses du progrès ! les députés ne s'apercevaient pas que leur rendre ce qu'ils demandaient, c'était rétablir ce qu'ils avaient voulu détruire.

L'Empire, victorieux cependant, était à l'apogée de sa puissance. Napoléon III, le jour où les plénipotentiaires du congrès vinrent en grand uniforme lui présenter le traité signé par eux, parut comme l'arbitre de l'Europe. Le gouvernement impérial saurait-il maintenir sa prépondérance actuelle ? Cette prépondérance reposait-elle sur des bases solides ? Cette double question laissait subsister bien des doutes dans les esprits. L'alliance intime entre la France et l'Angleterre qui, au début de la guerre, avait fait la sécurité du parti conservateur, n'existait plus que de nom, et la cause de cette rupture était comme une menace permanente suspendue sur tous les

1. *Quatre ans de règne, où en sommes-nous ?* par le docteur L. Véron.

intérêts. L'Angleterre, ardente à continuer la guerre contre la Russie, voulait qu'on attaquât par la Pologne; l'Empereur y consentait, mais, en échange des sacrifices qu'exigeait une telle entreprise, il avait demandé que l'Angleterre s'associât à une revendication des frontières du Rhin faite au nom de la France. Le gouvernement anglais répondit d'une façon peu encourageante à ces ouvertures; Napoléon III fit la paix avec la Russie.

Cette revendication des frontières du Rhin, pensée d'une politique et nécessité d'un règne, présageait une nouvelle guerre: les procès-verbaux des séances du congrès permettaient déjà de désigner le terrain sur lequel le gouvernement français s'apprêtait à engager la prochaine lutte. L'opinion publique sentait confusément que la paix n'était qu'un intermède; mais, pourvu que l'intermède durât quelques années, elle n'en demandait pas davantage. La guerre d'Italie n'eut lieu qu'en 1859. Un an à peine après le départ des plénipotentiaires, la plume d'aigle dont ils s'étaient servis pour signer le traité, et qui, placée sous verre, dans un cadre d'or, ornait le cabinet de l'Impératrice, était tout ce qui restait du congrès de 1856.

FIN DU TOME PREMIER.



TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE TOME PREMIER

INTRODUCTION

COMMENT L'EMPIRE S'EST FAIT.

CHAPITRE PREMIER. — LA FAMILLE BONAPARTE ET LA MONARCHIE DE JUILLET (1814-1848).....

Les membres de la famille Bonaparte ont-ils jamais cru au rétablissement de l'Empire? — La famille Bonaparte. — Madame Mère. — Joseph Bonaparte. — Lucien Bonaparte. — Louis Bonaparte. — Jérôme Bonaparte. — Napoléon-Jérôme Bonaparte. — Le prince Eugène. — Le roi de Rome. — Les sœurs de l'empereur. — Caroline Bonaparte et ses fils. — Élisa Bonaparte. — Pauline Bonaparte. — Hortense de Beauharnais. — Louis-Napoléon Bonaparte. — Sa foi dans sa destinée. — M. Fialin, secrétaire de Louis-Napoléon Bonaparte. — Conspiration de Strasbourg. — Elle échoue. — M. Louis Bonaparte est transporté sur l'*Andromède* aux États-Unis. — M. Louis Bonaparte s'est-il engagé à rester dix ans en Amérique? — Retour en Europe de M. Louis Bonaparte. — Il est obligé de quitter la Suisse. — Il se rend en Angleterre. — Menées du parti bonapartiste en France. — M. de Crouy-Chancel et ses acolytes. — M. Mocquart. — Fondation d'une presse bonapartiste. — Le *Capitole*. — Le *Journal du Commerce*. — La *Propagande bonapartiste*. — Le *Club des Culottes de peau*. — Le *Club des Cotillons*. — La conspiration de Boulogne. — Barbès et M. Louis Bonaparte. — Les deux tentatives ont le même but. — La bourgeoisie les envisage d'une façon différente. — L'impérialisme renié par lui-même. — M. Louis Bonaparte dans la forteresse de Ham. — Ses rapports avec les divers partis. — Évasion de M. Louis Bonaparte. — Le bonapartisme et la monarchie de Juillet.

CHAPITRE II. — LE BONAPARTISME ET LA RÉVOLUTION DE FÉVRIER. 52

M. Louis Bonaparte, réfugié en Angleterre, reçoit l'avis de se tenir prêt à rentrer en France. — La révolution de Février éclate. — Arrivée de M. Louis Bonaparte à Paris. — Sa lettre au gouvernement provisoire. — Il est invité à quitter immédiatement le territoire français. — M. Louis Bonaparte repart pour l'Angleterre. — Il tombe dans le découragement. — Les premiers bonapartistes en 1848. — M. de Persigny républicain. — M. Louis Bonaparte candidat malgré lui. — La soupente du bottier Devaux. — M. Louis Bonaparte entre dans la lice. — La presse bonapartiste. — Élection de M. Louis Bonaparte. — Les rassemblements bonapartistes. — Effet de l'élection de M. Louis Bonaparte. — Opinion de Proudhon. — Les ouvriers à la Villette signent une pétition pour demander que Louis Bonaparte soit proclamé consul. — Attroupements bonapartistes sur les boulevards et autour de l'Assemblée. — Discussion sur la validité de l'élection de M. Louis Bonaparte. — M. Jules Favre se prononce pour la validité, et M. Buchez contre. — M. de Lamartine fait de vains efforts pour obtenir la prorogation de la loi de bannissement. — M. Ledru-Rollin. — Il appuie M. de Lamartine. — La validité de l'élection de M. Louis Bonaparte est prononcée aux deux tiers des voix. — Les rassemblements formés autour du Palais-Bourbon se retirent aux cris de : Vive Napoléon ! — Le représentant du bonapartisme a forcé les portes de l'Assemblée. — Lettres de M. Louis Bonaparte au président de l'Assemblée. — Il donne sa démission de représentant. — Il ne veut retourner en France que lorsque le calme aura reparu. — Fallait-il maintenir la loi de bannissement contre les Bonaparte ?

CHAPITRE III. — LE BONAPARTISME PENDANT LES JOURNÉES DE JUIN (1848)..... 91

Les ateliers nationaux. — M. de Falloux, nommé rapporteur du projet de loi sur la dissolution des ateliers nationaux, conclut à la dissolution immédiate. — Proposition du représentant Corbon repoussée. — Les journées de Juin. — Ce qu'il y a derrière les barricades. — L'idée française. — La dictature. — Caractère particulier de la guerre civile. — Effet qu'elle produit sur les imaginations. — Direction incertaine des opérations militaires. — Causes de cette incertitude. — L'Assemblée cherche une épée. — Réunion particulière présidée par M. Martin (de Strasbourg). — Il propose de nommer M. François Arago chef du pouvoir exécutif. — M. Achille de Vaulabelle prononce le nom du général Cavaignac. — Ce nom est accepté. — La réunion envoie une députation auprès du général Cavaignac. — Le général Cavaignac est nommé chef du pouvoir exécutif. — Défaite complète de l'insurrection. — Rôle des divers partis dans les journées de Juin. — Comment l'Assemblée aurait pu sauver la République. — L'amendement Grévy. — Les candidats à la présidence de la République. — MM. Thiers, Bugeaud, Changarnier. — Le général Cavaignac. — M. Louis Bonaparte. — L'impérialisme. — Hésitation des catholiques. — *L'alea jacta est* des partis conservateurs. — L'élection du 10 décembre. — Le général Cavaignac quitte le pouvoir.

CHAPITRE IV. — LE BONAPARTISME ET L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE (1848-1849)..... 129

Formation du ministère. — M. Odilon Barrot. — M. Léon de Malleville. — M. Léon Faucher. — M. de Tracy. — M. Hippolyte Passy. — M. Drouyn de Lhuys. — M. de Falloux. — La vice-présidence de la République. — M. Boulay (de la Meurthe); le général Baraguey d'Hilliers. — M. Vivien. — Les dossiers des procès de Strasbourg et de Boulogne. — La proposition Rataeu. — Les accusés du 15 mai. — Le 29 janvier. — Des méfiances s'élèvent entre les deux pouvoirs. — L'Assemblée nationale pouvait reprendre son ascendant. — Elle se voue au suicide. — A Rome! à Rome! — Premières discussions sur les affaires de Rome. — Le général Oudinot. — La République romaine. — L'armée française attaque Rome. — Indignation des représentants républicains. — Séance de nuit à l'Assemblée. — Lettre du président de la République au général Oudinot. — Conséquences de l'expédition romaine utiles au bonapartisme. — Fin de l'Assemblée constituante. — M. Armand Marast. — La propagande de la peur. — Les petits livres de la rue de Poitiers. — Résultats de cette propagande. — Dissidences entre les bonapartistes. — Ouverture de l'Assemblée législative. — La réquisition directe et le général Forey. — M. Ledru-Rollin demande la mise en accusation du président de la République. — Le châtimement de M. Odilon Barrot. — L'appel aux armes. — Le général Changarnier triomphe sans combattre. — Paris en état de siège. — Vieyra, suivi d'une bande de gardes nationaux, ravage deux imprimeries. — La chambre des mises en accusation déclare qu'il n'y a pas lieu à suivre. — M. Dufaure et la Dictature. — Les bonapartistes républicains se séparent de M. Louis Bonaparte. — M. Ledru-Rollin au Conservatoire des arts et métiers. — La République succombe moralement le 13 juin 1849.

CHAPITRE V. — L'EXPÉDITION DE ROME A L'INTÉRIEUR (1849-1850). 168

Le discours de Ham. — Le message du 31 octobre. — La pensée du 10 décembre. — Changement de ministère. — M. de Rayneval. — MM. d'Hautpoul, Ferdinand Barrot, de Parieu, Rouher, Fould et Bineau. — Les deux fauteuils. — Le maréchal Jérôme Bonaparte. — La loi sur l'enseignement. — M. Thiers et M. de Montalembert parrains de la loi; alliance impossible de la religion et de la philosophie. — Le radeau de la *Méduse*. — La loi sur l'enseignement et l'épiscopat. — Réorganisation des écoles militaires. — M. Leverrier appuie la suppression de la gratuité. — M. Carlier fait abattre les arbres de la liberté. — MM. Carnot, de Flotte et Vidal nommés représentants à Paris. — Terreur du gouvernement à la suite des élections du 10 mars. — Élection de M. Eugène Sue. — La grève des clients. — L'expédition de Rome à l'intérieur. — Moralisation de la presse. — L'Assemblée se proroge. — Wiesbaden et Claremont. — Voyages et discours du président de la République. — Revue de Satory. — L'Empire au bâton. — Message du 12 novembre. — Nouveaux conflits. — Préface du coup d'État. — Voyage de M. Fleury à la recherche d'un ministre de la guerre. — L'Empire est fait. — Le général Changarnier est destitué. — Le ministère de transition. — M. de Montalembert témoin de M. Louis Bonaparte. —

Rejet de la dotation. — Reprise de l'expédition de Rome à l'intérieur. — Suspension du cours de M. Michelet. — Le discours de Dijon. — Réponse du général Changarnier. — Représentants du peuple, délibérez en paix!

CHAPITRE VI. — LA SENTINELLE INVISIBLE (1851)..... 225

M. Napoléon Bonaparte et la garde nationale. — Situation des partis au moment de la révision de la Constitution. — M. de Tocqueville est nommé rapporteur de la commission. — Discussion sur la révision. — Résultat de cette discussion. — Tous les partis s'injurient. — Le bonapartisme profite de cette lutte. — La bourgeoisie commence à ne pas se croire suffisamment protégée par le parti conservateur. — Le parti radical fait tout ce qu'il faut pour l'effrayer davantage. — Candidature de Nadaud à la présidence de la République. — La conspiration bonapartiste redouble d'efforts pour exciter l'armée. — Les toasts du banquet de l'École militaire. — Terreur croissante de la bourgeoisie. — Le projet de coup d'État préparé est ajourné et bientôt repris. — Grande réunion militaire chez Magnan. — Le ministère de dévouement. — Saint-Arnaud ministre de la guerre. — Saint-Arnaud dans les journées de Février. — Fortoul ministre de la marine. — M. Louis Bonaparte demande l'abolition de la loi du 31 mai. — Discours aux officiers. — Discours aux exposants. — La proposition des questeurs. — Le bonapartisme et la révolution. — Erreur persistante des démocrates. — La sentinelle invisible. — Rejet de la proposition des questeurs.

CHAPITRE VII. — LE COUP D'ÉTAT. (1^{er} au 5 décembre 1851)..... 286

LA NUIT DU 1^{er} AU 2 DÉCEMBRE. — Occupation de l'imprimerie nationale. — Les arrestations. — Morny s'installe au ministère de l'intérieur. — Maupas triomphe « sur toute la ligne ». — Reproche qu'on lui adresse. — JOURNÉE DU 2 DÉCEMBRE. — Les représentants cherchent à se réunir. — M. Dupin abandonne ses collègues. — Réunion des représentants à la mairie du X^e arrondissement. — Formation de la haute Cour de justice. — La haute Cour ne veut pas juger M. Louis Bonaparte sans l'entendre. — La réunion du X^e arrondissement prononce la déchéance du président de la République. — Elle refuse de faire appel à la population. — Où en est la discipline de l'armée. — La réunion est sommée de se disperser. — Les représentants sont conduits à la caserne du quai d'Orsay. — La nuit au quai d'Orsay. — Les représentants en voitures cellulaires. — Cause de leur impuissance. — JOURNÉE DU 3 DÉCEMBRE. — Tentatives de résistance. — Les représentants de la Montagne au faubourg Saint-Antoine. — Le peuple refuse de se joindre à eux. — Mort héroïque du représentant Baudin. — Réunion des représentants de la gauche chez M. Marie. — Situation de Paris. — JOURNÉE DU 4 DÉCEMBRE. — Distribution d'argent aux troupes. — Les barricades dans la matinée du 4 décembre. — Tentative sur la mairie du II^e arrondissement. — La barricade du faubourg Poissonnière. — Les troupes prennent position sur les boulevards. — La situation stratégique. — La fusillade du boulevard. — État moral de l'armée. — Les premières victimes. — Le coup d'État. — Les vingt millions enlevés

à la Banque de France. — La fusillade sur la rive gauche. — La délation. — Mort héroïque de Denis Dussoubs. — Les arrestations du Divan. — La bourgeoisie se déclare sauvée. — Pourquoi les détails du coup d'État ne peuvent encore être bien connus. — Le chiffre des morts. — La campagne de Paris.

CHAPITRE VIII. — LA DICTATURE (1851-1852)..... 386

M. Émile de Girardin et M. Napoléon Bonaparte. — Ils veulent prolonger la résistance. — Ils sont obligés de renoncer à cette idée. — *Te Deum* à Notre-Dame. — Le prince Napoléon et son fauteuil. — Les prisonniers de Ham conduits hors de France. — Quatre-vingts représentants sont bannis ou expulsés du territoire français. — Le premier convoi de transportés part du fort de Bicêtre pour le Havre. — La Constitution de 1852 et la Constitution de l'an VIII. — La Constitution de 1852, c'est l'Empire. — Décrets de confiscation des biens de la famille d'Orléans. — M. de Morny donne sa démission et quitte le ministère. — MM. Fould, Rouher et Magne imitent son exemple. — M. de Persigny ministre de l'intérieur. — Lettre des princes d'Orléans. — Le gouvernement cherche quelqu'un pour défendre les décrets du 22 janvier. — Il trouve M. Granier de Cassagnac. — Indifférence de la majorité de la société française sur ces décrets. — Causes de cette indifférence. — Fin de la dictature.

CHAPITRE IX. — LES CORPS CONSTITUÉS (1852)..... 410

LE SÉNAT. — L'ancien et le nouveau Sénat. — Les consuls nomment le Sénat. — Le premier consul augmente les attributions du Sénat. — Les Sénatoreries. — Le Sénat sous l'Empire. — Le nouveau Sénat. — Son rôle dans l'État. — Les dignitaires du Sénat. — Composition du Sénat. — Sa première session. — LE CONSEIL D'ÉTAT. — Les *missi dominici*. — M. Baroche, vice-président du Conseil d'État. — Les présidents de section. — M. de Parieu. — M. Rouher. — LE CORPS LÉGISLATIF. — Les ministres en sont exclus. — Faiblesse du pouvoir législatif. — La responsabilité ministérielle. — Une question qui se pose. — Les élections de 1852. — L'action et l'abstention. — La mission des députés. — Les candidatures officielles. — Les élections de Paris et de Lyon. — Le général Cavaignac et M. Carnot nommés à Paris. — M. Hénon élu à Lyon. — Composition du Corps législatif. — Discours du Prince-président aux grands corps de l'État. — Les députés républicains refusent le serment. — Ils sont déclarés démissionnaires. — M. Billault président du Corps législatif. — Discussion sur la réhabilitation des condamnés. — Le Corps législatif est rappelé au respect de la Constitution. — Clôture de la première session du Corps législatif.

CHAPITRE X. — AVE CÆSAR! (1852-1853)..... 435

La France s'attend à la proclamation de l'Empire. — Voyage du Prince-président. — L'Empire, c'est la paix. — Rentrée triomphale du Prince-président à Paris. — M. Berger, préfet de la Seine, demande le rétablissement de l'Empire au nom de la ville de Paris. — Marche du

cortège sur les boulevards. — Les arcs de triomphe. — *Ave Cæsar!* — L'élection du 20 décembre. — Le Sénat est chargé de modifier la Constitution. — Rapport de M. Troplong. — Le droit de succession au trône. — La famille impériale. — Les grands corps de l'État à Saint-Cloud. — Discours du président du Corps législatif et du premier vice-président du Sénat. — Réponses de l'Empereur. — Le maire de Sèvres a déjà proclamé l'Empire. — Causes de la résurrection de l'Empire. — La bourgeoisie et l'Empire. — La Restauration amène une alliance entre les libéraux et les bonapartistes. — Les partis et les sectes sous Louis-Philippe. — Pourquoi la République est tombée. — La France manque des outils nécessaires pour se façonner un gouvernement libre. — Le catholicisme. — L'éclectisme. — Le Code civil crée une fausse égalité. — La littérature, le théâtre, les arts en France sont monarchiques. — Proclamation de l'Empire. — Entrée de l'Empereur aux Tuileries. — L'Empire proclamé à l'Hôtel de ville. — La famille impériale et la famille de l'Empereur. — Le prince Jérôme. — Le prince Napoléon. — La princesse Mathilde. — Les dignitaires de la Cour. — La fête se termine sans amnistie.

L'EMPIRE.

CHAPITRE PREMIER (1853)..... 467

Méfiance de l'Europe en présence de l'Empire. — Le droit ancien et le droit nouveau. — Situation des puissances. — L'Angleterre. — La Belgique. — Les petits États de l'Allemagne. — La Bavière et la Saxe. — L'Autriche. — La Prusse. — Elles veulent agir de concert avec la Russie. — Le czar Nicolas. — La question des Lieux saints. — Comment on envisage cette question en France et en Russie. — Importance du sentiment religieux dans ce dernier pays. — Préoccupations secrètes du czar au sujet de l'Orient. — Cause de son mécontentement. — Il reconnaît enfin l'Empire français. — Protestation du comte de Chambord. — Mademoiselle Eugénie de Montijo. — Le *Moniteur* annonce son mariage avec l'Empereur. — Surprise causée par cette union. — L'Empereur publie un manifeste pour annoncer son mariage à la nation. — Effet produit par ce manifeste. — Les journaux officieux et la famille Montijo. — Mariage de l'Empereur. — L'impératrice Eugénie et la nouvelle cour. — Influence de la cour sur la société. — L'étiquette. — La noblesse du second Empire. — Les ordres de chevalerie. — La réception du 1^{er} janvier 1853. — Le luxe.

Session législative. — Discours de l'Empereur à l'ouverture de la session. — Le couronnement de l'édifice. — M. Bouhier de l'Écluse proteste contre le serment. — Bal offert par le Corps législatif à l'Empereur et à l'Impératrice. — Une rupture est sur le point d'éclater à cette occasion entre le Corps législatif et le Sénat. — M. Billault parvient à l'empêcher. — Revision de la loi des prudhommes, de la loi de 1850 sur la caisse des retraites pour la vieillesse, et du décret du 8 août 1848 sur la formation des listes du jury. — Discussion du budget en une séance. —

Les biens de la famille d'Orléans. — M. de Montalembert et M. Granier de Cassagnac. — Revision des articles 86 et 87 du Code pénal relatifs aux attentats politiques. — Fin de la session.

CHAPITRE II (1854)..... 522

La question d'Orient. — Mission du prince Menschikoff. — Aali-Pacha et Fuad-Pacha. — Lord Radcliff. — Ultimatum de la Russie. — Comment le czar est poussé à la guerre. — Les flottes anglaise et française franchissent le Bosphore. — La Russie compte sur le concours de l'Autriche. — Mission du comte Orloff à Vienne. — Il vient demander la neutralité de l'Autriche. — La Prusse. — Caractère de son roi. — Mission de M. de Budberg à Berlin. — Les petits États allemands. — Bataille de Sinope. — Colère du peuple anglais. — Hésitation de lord Aberdeen. — Il envoie un petit corps de troupes anglaises à Malte. — Traité du 18 avril entre la France et l'Angleterre. — Nicolas I^{er} autocrate et pape. — Il tombe dans le piège qui lui est tendu. — État de l'opinion au moment de la guerre. — La nation et l'armée. — La Russie repousse les quatre garanties. — Prise de Bomarsund. — Création de la garde impériale. — Lord Raglan et le général Saint-Arnaud. — Les Français débarquent à Gallipoli. — Le général Saint-Arnaud voudrait faire parvenir à Paris un bulletin de victoire le 15 août. — Il décide l'expédition de la Dobrutscha. — Plus de cinq mille hommes y meurent du choléra. — Bombardement d'Odessa. — Conseil de guerre sur le *Caradoc*. — L'embouchure de l'Alma est choisie comme lieu de débarquement. — Bataille de l'Alma. — Un Tartare apporte à Silistrie la nouvelle de la prise de Sébastopol. — Désappointement de l'opinion publique en apprenant la fausseté de cette nouvelle. — Marche des alliés sur Sébastopol. — Formation de l'armée de siège. — Bataille d'Inkermann. — Invasion du choléra. — Le champ de bataille des hôpitaux. — État des négociations. — Traité entre l'Autriche, la France et l'Angleterre. — Ouverture de la session législative. — Discours de l'Empereur. — Effet de ce discours. — L'emprunt de 250 millions. — La mort civile. — Nouvelle loi sur l'instruction publique. — Le livret des ouvriers. — Discussion du budget. — Demande en autorisation de poursuites contre M. de Montalembert.

CHAPITRE III (1855)..... 589

M. de Cavour, malgré l'opposition des autres membres du cabinet sarde, fait adopter au roi son projet de se joindre aux alliés de Crimée. — Mort du czar Nicolas. — Les conférences de Vienne. — Faute commise par M. Drouyn de Lhuys, plénipotentiaire français. — Il est remplacé par M. Walewski au ministère des affaires étrangères. — Mort de Dupont (de l'Eure). — Session de 1855. — Lois sur le remplacement dans l'armée, sur l'organisation municipale. — Discussion du budget. — L'impôt sur les chiens. — Napoléon III à Londres. — Siège de Sébastopol. — L'opinion publique s'impatiente de ses longueurs. — Le général Péliissier remplace le général Canrobert dans le commandement de l'armée. — La reine d'Angleterre à Paris. — Insuccès du premier assaut donné à Sébastopol. — Combat de la Tchernaïa. — Prise de Sébastopol. — Les

troupes revenues de Crimée défilent sur le boulevard. — Le gouvernement français se détache de l'Angleterre et incline vers la Russie. — Mission du général Canrobert en Suède. — Proclamation belliqueuse d'Alexandre II à son armée. — Discours de Napoléon III à la clôture de l'Exposition de l'industrie. — Il est considéré comme une sommation à la Russie. — Le roi de Sardaigne à Paris. — M. de Cavour. — La Russie accepte les quatre garanties. — Le gouvernement britannique est peu favorable à la paix. — Ultimatum des journaux anglais — Terreur panique à la Bourse. — La brochure Duveyrier. — L'Autriche adresse des propositions à la Russie. — M. de Seebach, ministre de Saxe à Paris, se rend à Saint-Pétersbourg pour les appuyer. — Contre-propositions de la Russie. — Isolement de cette puissance. — Le czar se décide brusquement à faire la paix.

CHAPITRE IV (1856)..... 634

Le congrès se réunit à Paris, le 21 février 1856, sous la présidence de M. Walewski. — Il siège à l'hôtel du ministère des affaires étrangères. — Premières séances. — Difficultés d'étiquette. — Concert donné par M. Walewski. — Le *Constitutionnel* déclare qu'il n'y aura pas de prorogation d'armistice. — Ouverture de la session législative. — Note du *Moniteur* relative aux affaires industrielles. — Les procès-verbaux du congrès ne rendent pas la physionomie des séances. — Séance du 8 avril. — M. Walewski appelle l'attention du congrès sur la situation de l'Italie. — Naissance du Prince impérial. — Réponses de l'Empereur aux félicitations du Sénat et du Corps législatif. — Mécontentement secret de cette assemblée. — Causes de ce mécontentement. — Napoléon III reçoit les plénipotentiaires aux Tuileries. — L'Empire est à son apogée.

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES DU PREMIER VOLUME.



Librairie GERMER BAILLIÈRE et C^{ie}

CATALOGUE

DES

LIVRES DE FONDS

(PHILOSOPHIE — HISTOIRE)

OCTOBRE 1883

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.		Pages.
COLLECTION HISTORIQUE DES GRANDS		BIBLIOTHÈQUE HISTORIQUE ET POLI-	
PHILOSOPHES.....	2	TIQUE.....	12
Philosophie ancienne.....	2	PUBLICATIONS HISTORIQUES ILLUS-	
Philosophie moderne.....	2	TRÉES.....	12
Philosophie écossaise.....	3	ENQUÊTE PARLEMENTAIRE SUR LES	
Philosophie allemande.....	3	ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA	
Philosophie allemande con-		DÉFENSE NATIONALE.....	13
temporaire.....	4	ENQUÊTE PARLEMENTAIRE SUR L'IN-	
Philosophie anglaise contem-		SURRECTION DU 18 MARS.....	13
poraine.....	4	BIBLIOTHÈQUE SCIENTIFIQUE INTER-	
Philosophie italienne con-		NATIONALE.....	14
temporaire.....	5	OUVRAGES DIVERS NE SE TROUVANT	
BIBLIOTHÈQUE DE PHILOSOPHIE CON-		PAS DANS LES BIBLIOTHÈQUES..	20
TEMPORAINE.....	6	BIBLIOTHÈQUE UTILE.....	28
BIBLIOTHÈQUE D'HISTOIRE CONTEM-		REVUE PHILOSOPHIQUE.....	32
PORAINE.....	10	REVUE HISTORIQUE.....	32

On peut se procurer tous les ouvrages qui se trouvent dans ce Catalogue par l'intermédiaire des libraires de France et de l'Étranger.

On peut également les recevoir FRANCO par la poste, sans augmentation des prix désignés, en joignant à la demande des TIMBRES-POSTE ou un MANDAT sur Paris.

PARIS

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108

Au coin de la rue Hautefeuille

Les titres précédés d'un astérisque sont recommandés par le Ministère de l'Instruction publique pour les Bibliothèques et pour les distributions de prix des Lycées et Collèges.

COLLECTION HISTORIQUE DES GRANDS PHILOSOPHES

PHILOSOPHIE ANCIENNE

- | | |
|--|--|
| <p>ARISTOTE (Œuvres d'), traduction de M. BARTHÉLEMY SAINT-HILAIRE.</p> <p>— Psychologie (Opuscules), trad. en français et accompagnée de notes. 1 vol. in-8..... 10 fr.</p> <p>— Rhétorique, traduite en français et accompagnée de notes. 1870, 2 vol. in-8..... 16 fr.</p> <p>— Politique, 1868, 1 v. in-8. 10 fr.</p> <p>— Traité du ciel, 1866; traduit en français pour la première fois. 1 fort vol. grand in-8..... 10 fr.</p> <p>— Météorologie, avec le petit traité apocryphe : <i>Du Monde</i>, 1863. 1 fort vol. grand in-8..... 10 fr.</p> <p>— La métaphysique d'Aristote. 3 vol. in-8, 1879..... 30 fr.</p> <p>— Traité de la production et de la destruction des choses, trad. en français et accomp. de notes perpétuelles. 1866. 1 v. gr. in-8. 10 fr.</p> <p>— De la logique d'Aristote, par M. BARTHÉLEMY SAINT-HILAIRE. 2 volumes in-8..... 10 fr.</p> | <p>* SOCRATE. La philosophie de Socrate, par M. Alf. FOUILLÉE. 2 vol. in-8..... 16 fr.</p> <p>* PLATON. La philosophie de Platon, par M. Alfred FOUILLÉE. 2 vol. in-8..... 16 fr.</p> <p>* — Études sur la Dialectique dans Platon et dans Hegel, par M. Paul JANET. 1 vol. in-8... 6 fr.</p> <p>* ÉPICURE. La Morale d'Épicure et ses rapports avec les doctrines contemporaines, par M. GUYAU. 1 vol. in-8..... 6 fr. 50</p> <p>* ÉCOLE D'ALEXANDRIE. Histoire de l'École d'Alexandrie, par M. BARTHÉLEMY SAINT-HILAIRE. 1 v. in-8..... 6 fr.</p> <p>MARC-AURÈLE. Pensées de Marc-Aurèle, traduites et annotées par M. BARTHÉLEMY SAINT-HILAIRE. 1 vol. in-18..... 4 fr. 50</p> <p>* FABRE (Joseph). Histoire de la philosophie, antiquité et moyen âge. 1 vol. in-18..... 3 50</p> |
|--|--|

PHILOSOPHIE MODERNE

- | | |
|---|--|
| <p>* LEIBNIZ. Œuvres philosophiques, avec introduction et notes par M. Paul JANET. 2 vol. in-8. 16 fr.</p> <p>* — La métaphysique de Leibniz et la critique de Kant, par D. NOLEN. 1 vol. in-8..... 6 fr.</p> <p>— Leibniz et Pierre le Grand, par FOUCHER DE CAREIL. In-8. 2 fr.</p> <p>— Lettres et opuscules de Leibniz, par FOUCHER DE CAREIL. 1 vol. in-8..... 3 fr. 50</p> <p>— Leibniz, Descartes et Spinoza, par FOUCHER DE CAREIL. 1 vol. in-8..... 4 fr.</p> <p>— Leibniz et les deux Sophie, par FOUCHER DE CAREIL. 1 vol. in-8..... 2 fr.</p> | <p>DESCARTES, par Louis LIARD. 1 vol. in-8..... 5 fr.</p> <p>* SPINOZA. Dieu, l'homme et la béatitude, trad. et précédé d'une introduction par M. P. JANET. 1 vol. in-18..... 2 fr. 50</p> <p>* LOCKE. Sa vie et ses œuvres, par M. MARION. 1 vol. in-18. 2 fr. 50</p> <p>* MALEBRANCHE. La philosophie de Malebranche, par M. OLLÉ-LAPRUNE. 2 vol. in-8..... 16 fr.</p> <p>* VOLTAIRE. Les sciences au XVIII^e siècle. Voltaire physicien, par M. Em. SAIGEY. 1 vol. in-8. 5 fr.</p> <p>BOSSUET. Essai sur la philosophie de Bossuet, par Nourrisson. 1 vol. in-8..... 4 fr.</p> |
|---|--|

- | | |
|---|---|
| <p>* RITTER. Histoire de la philosophie moderne, traduite par P. Challemel-Lacour. 3 vol. in-8. 20 fr.</p> <p>FRANCK (Ad.). La philosophie mystique en France au XVIII^e siècle. 1 vol. in-18... 2 fr. 50</p> <p>* DAMIRON. Mémoires pour servir à l'histoire de la philosophie au XVIII^e siècle. 3 vol. in-8. 15 fr.</p> | <p>* MAINE DE BIRAN. Essai sur sa philosophie, suivi de fragments inédits, par JULES GÉRARD. 1 fort vol. in-8. 1876..... 10 fr.</p> <p>* BERKELEY. Sa vie et ses œuvres, par PENJON. 1 v. in-8. 1878. 7 fr. 50</p> <p>HUME. Sa vie et sa philosophie, par Th. HUXLEY, trad. de l'anglais par G. COMPAYRÉ. 1 vol. in-8. 5 fr.</p> |
|---|---|

PHILOSOPHIE ÉCOSSAISE

- | | |
|---|---|
| <p>* DUGALD STEWART. Éléments de la philosophie de l'esprit humain, traduits de l'anglais par L. PEISSE. 3 vol. in-12... 9 fr.</p> | <p>* HAMILTON. La philosophie de Hamilton, par J. STUART MILL. 1 vol. in-8..... 10 fr.</p> |
|---|---|

PHILOSOPHIE ALLEMANDE

- | | |
|--|--|
| <p>KANT. Critique de la raison pure, trad. par M. TISSOT. 2 v. in-8. 16 fr.</p> <p>— Même ouvrage, traduction par M. Jules BARNI. 2 vol. in-8. 16 fr.</p> <p>* — Éclaircissements sur la critique de la raison pure, trad. par J. TISSOT. 1 volume in-8... 6 fr.</p> <p>* — Principes métaphysiques du droit, suivis du <i>projet de paix perpétuelle</i>, traduction par M. TISSOT. 1 vol. in-8..... 8 fr.</p> <p>— Même ouvrage, traduction par M. Jules BARNI. 1 vol. in-8... 8 fr.</p> <p>— Principes métaphysiques de la morale, augmentés des <i>fondements de la métaphysique des mœurs</i>, traduct. par M. TISSOT. 1 v. in-8. 8 fr.</p> <p>— Même ouvrage, traduction par M. Jules BARNI. 1 vol. in-8... 8 fr.</p> <p>* — La logique, traduction par M. TISSOT. 1 vol. in-8..... 4 fr.</p> <p>* — Mélanges de logique, traduction par M. TISSOT. 1 vol. in-8. 6 fr.</p> <p>* — Prolégomènes à toute métaphysique future qui se présentera comme science, traduction de M. TISSOT. 1 vol. in-8... 6 fr.</p> <p>* — Anthropologie, suivie de divers fragments relatifs aux rapports du physique et du moral de l'homme, et du commerce des esprits d'un monde à l'autre, traduction par M. TISSOT. 1 vol. in-8..... 6 fr.</p> <p>* — La critique de Kant et la métaphysique de Leibniz. Histoire et théorie de leurs rapports, par D. NOLEN. 1 vol. in-8. 1875. 6 fr.</p> <p>* FICHTE. Méthode pour arriver</p> | <p>à la vie bienheureuse, traduit par Fr. BOULLIER. In-8.... 8 fr.</p> <p>— Destination du savant et de l'homme de lettres, traduit par M. NICOLAS. 1 vol. in-8. 3 fr.</p> <p>* — Doctrines de la science. Principes fondamentaux de la science de la connaissance. In-8.. 9 fr.</p> <p>SCHELLING. Bruno ou du principe divin, trad. par Cl. HUSSON. 1 vol. in-8..... 3 fr. 50</p> <p>— Écrits philosophiques et morceaux propres à donner une idée de son système, trad. par Ch. BÉ-NARD. 1 vol. in-8..... 9 fr.</p> <p>* HEGEL. Logique, traduction par A. VÉRA. 2^e édition. 2 volumes in-8..... 14 fr.</p> <p>* — Philosophie de la nature, traduction par A. VÉRA. 3 volumes in-8..... 25 fr.</p> <p>* — Philosophie de l'esprit, traduction VÉRA. 2 vol. in-8. 18 fr.</p> <p>* — Philosophie de la religion, traduction par A. VÉRA. Tomes 1^{er} et 2^e..... 20 fr.</p> <p>* — Introduction à la philosophie de Hegel, par A. VÉRA. 1 vol. in-8..... 6 fr. 50</p> <p>— Essais de philosophie hegelienne, par A. VÉRA. 1 vol. 2 fr. 50</p> <p>— L'Hegelianisme et la philosophie, par M. VÉRA. 1 volume in-18..... 3 fr. 50</p> <p>— La Poétique, trad. par Ch. BÉ-NARD, Extraits de Schiller, Goethe, Jean, Paul, etc., et sur divers sujets relatifs à la poésie. 2 v. in-8. 12 fr.</p> |
|--|--|

- * **HEGEL. Esthétique.** 2 vol. in-8, traduit par M. BÉNARD 16 fr.
- * — **Antécédents de l'Hege-
lianisme dans la philosophie
française**, par BEAUSSIRE. 1 vol.
in-18..... 2 fr. 50
- * — **La dialectique dans Hegel
et dans Platon**, par Paul JANET.
1 vol. in-8..... 6 fr.
- HUMBOLDT (G. de). Essai sur les
limites de l'action de l'État**,
traduit de l'allemand, et précédé
d'une Étude sur la vie et les travaux
de l'auteur, par M. CHRÉTIEN. 1 vol.
in-18..... 3 fr. 50
- **La philosophie individualiste**,
étude sur G. de HUMBOLDT, par
CHALLEMEL-LACOUR. 1 vol. 2 fr. 50
- STAHL. Le Vitalisme et l'Ani-
misme de Stahl**, par Albert
LEMOINE. 1 vol. in-18.... 2 fr. 50
- LESSING. Le Christianisme mo-
derne.** Étude sur Lessing, par
FONTANÈS. 1 vol. in-18.. 2 fr. 50

PHILOSOPHIE ALLEMANDE CONTEMPORAINE

- L. BUCHNER. Nature et science**,
traduction de l'allemand, par le doc-
teur LAUTH. 1 v. in-8. 2^e éd. 7 fr. 50
- **Le Matérialisme contempo-
rain**, par M. P. JANET. 4^e éd.
1 vol. in-18..... 2 fr. 50
- CHRISTIAN BAUR et l'École de
Tubingue**, par Ed. ZELLER. 1 vol.
in-18..... 2 fr. 50
- HARTMANN (E. de). La Religion de
l'avenir.** 1 vol. in-18.. 2 fr. 50
- **La philosophie de l'incon-
scient.** 2 vol. in-8. 20 fr.
- **Le Darwinisme**, ce qu'il y a de
vrai et de faux dans cette doctrine,
traduit par M. G. GUÉROULT. 1 vol.
in-18, 2^e édition..... 2 fr. 50
- HÆCKEL. Hæckel et la théorie de
l'évolution en Allemagne**, par
Léon DUMONT. 1 vol. in-18. 2 fr. 50
- **Les preuves du transfor-
misme**, trad. par M. J. SOURY. 1 vol.
in-18..... 2 fr. 50
- **Essais de psychologie cel-
lulaire**, traduit par M. J. SOURY.
1 vol. in-18..... 2 fr. 50
- O. SCHMIDT. Les sciences natu-
relles et la philosophie de
l'inconscient.** 1 v. in-18. 2 fr. 50
- LOTZE (H.). Principes généraux de
psychologie physiologique**, trad.
par M. PENJON. 1 vol. in-18. 2 fr. 50
- STRAUSS. L'ancienne et la nou-
velle foi de Strauss**, étude
critique par VÉRA. 1 vol. in-8. 6 fr.
- SCHOPENHAUER. Essai sur le libre
arbitre.** 1 vol. in-18... 2 fr. 50
- **Le fondement de la morale**,
traduit par M. BURDEAU. 1 vol.
in-18..... 2 fr. 50
- **Essais et fragments**, traduit
et précédé d'une vie de Schopen-
hauer, par M. BOURDEAU. 1 vol.
in-18..... 2 fr. 50
- **Aphorismes sur la sagesse
dans la vie**, traduit par M. CANTA-
CUZÈNE. In-8..... 5 fr.
- **De la quadruple racine du
principe de la raison suffi-
sante**, suivi d'une Histoire de la
doctrine de l'idéal et du réel.
1 vol. in-8..... 5 fr.
- RIBOT (Th.). La psychologie alle-
mande contemporaine (HER-
BART, BENEKE, LOTZE, FECHNER,
WUNDT, etc.).** 1 vol. in-8. 7 fr. 50

PHILOSOPHIE ANGLAISE CONTEMPORAINE

- STUART MILL. La philosophie de
Hamilton.** 1 fort vol. in-8. 10 fr.
- **Mes Mémoires.** Histoire de ma
vie et de mes idées. 1 v. in-8. 5 fr.
- **Système de logique déduc-
tive et inductive.** 2 v. in-8. 20 fr.
- **Essais sur la Religion.** 1 vol.
in-8..... 5 fr.
- **Le positivisme anglais**, étude
sur Stuart Mill, par H. TAINÉ. 1 vo-
lume in-18..... 2 fr. 50
- **Auguste Comte et la philosophie
positive.** In-18..... 2 fr. 50
- **L'Utilitarisme**, traduit par M. LE
MONNIER. In-18..... 2 fr. 50
- HERBERT SPENCER. Les premiers
Principes.** 1 fort vol. in-8. 10 fr.
- **Principes de psychologie.**
2 vol. in-8..... 20 fr.

HERBERT SPENCER. **Principes de biologie.** 2 forts vol. in-8. 20 fr.
 — **Introduction à la Science sociale.** 1 v. in-8 cart. 6^e édit. 6 fr.
 — **Principes de sociologie.** 3 vol. in-8. 32 fr. 50
 — **Classification des Sciences.** 1 vol. in-18, 2^e édition. 2 fr. 50
 — **De l'éducation intellectuelle, morale et physique.** 1 vol. in-8, 3^e édition. 5 fr.
 — **Essais sur le progrès.** 1 vol. in-8. 7 fr. 50
 — **Essais de politique.** 1 vol. in-8. 7 fr. 50
 — **Essais scientifiques.** 1 vol. in-8. 7 fr. 50
 — **Les bases de la morale évolutionniste.** In-8. 6 fr.
 BAIN. **Des Sens et de l'Intelligence.** 1 vol. in-8. 10 fr.
 — **La logique inductive et déductive.** 2 vol. in-8. 20 fr.
 — **L'esprit et le corps.** 1 vol. in-8, cartonné, 2^e édition. 6 fr.
 — **La science de l'éducation.** In-8. 6 fr.
 DARWIN. **Ch. Darwin et ses précurseurs français,** par M. de QUATREFAGES. 1 vol. in-8. 5 fr.
 — **Descendance et Darwinisme,** par Oscar SCHMIDT. In-8, cart. 6 fr.
 — **Le Darwinisme,** ce qu'il y a de vrai et de faux dans cette doctrine, par E. DE HARTMANN. 1 volume in-18. 2 fr. 50
 — **Les récifs de corail,** structure et distribution, par Ch. DARWIN. 1 vol. in-8. 8 fr.
 CARLYLE. **L'idéalisme anglais,**

étude sur Carlyle, par H. TAINÉ. 1 vol. in-18. 2 fr. 50
 BAGEHOT. **Lois scientifiques du développement des nations** dans leurs rapports avec les principes de la sélection naturelle et de l'hérédité. 1 vol. in-8, 3^e édit. 6 fr.
 RUSKIN (JOHN). **L'esthétique anglaise,** étude sur J. Ruskin, par MILSAND. 1 vol. in-18. 2 fr. 50
 MATTHEW ARNOLD. **La crise religieuse.** 1 vol. in-8. 7 fr. 50
 MAUDSLEY. **Le crime et la folie.** 1 vol. in-8. 6 fr.
 — **La pathologie de l'esprit.** 1 vol. in-8. 10 fr.
 FLINT. **La philosophie de l'histoire en France et en Allemagne,** traduit de l'anglais par M. L. CARRAU. 2 vol. in-8. 15 fr.
 RIBOT (Th.). **La psychologie anglaise contemporaine** (James Mill, Stuart Mill, Herbert Spencer, A. Bain, G. Lewes, S. Bailey, J.-D. Morell, J. Murphy), 2^e éd. 1 vol. in-8. 7 fr. 50
 LIARD. **Les logiciens anglais contemporains** (Herschell, Whewell, Stuart Mill, G. Bentham, Hamilton, de Morgan, Beele, Stanley Jevons). 1 vol. in-18. 2^e édit. 2 fr. 50
 GUYAU. **La morale anglaise contemporaine.** Morale de l'utilité et de l'évolution. 1 vol. in-8. 7 fr. 50
 HUXLEY. **Hume, sa vie, sa philosophie,** traduit par G. COMPAYRÉ. 1 vol. in-8. 5 fr.
 JAMES SULLY. **Le pessimisme,** traduit par M. A. BERTRAND et GÉRARD. 1 vol. in-8. 7 fr. 50

PHILOSOPHIE ITALIENNE CONTEMPORAINE

SICILIANI. **Prolégomènes à la psychogénie moderne,** traduit de l'italien par M. A. HERZEN. 1 vol. in-18. 2 fr. 50
 ESPINAS. **La philosophie expérimentale en Italie,** origines, état actuel. 1 vol. in-18. 2 fr. 50
 MARIANO. **La philosophie contemporaine en Italie,** essais de philos. hegelienne. In-18. 2 fr. 50
 TAINÉ. **La philosophie de l'art en Italie.** 1 vol. in-18. 2 fr. 50

FERRI (Louis). **Essai sur l'histoire de la philosophie en Italie au XIX^e siècle.** 2 vol. in-8. 12 fr.
 — **La philosophie de l'association depuis Hobbes jusqu'à nos jours.** 1 vol. in-8. 7 fr. 50
 MINGHETTI. **L'État et l'Église.** 1 vol. in-8. 5 fr.
 LEOPARDI. **Opuscules et pensées.** 1 vol. in-18. 2 fr. 50

BIBLIOTHÈQUE
DE
PHILOSOPHIE CONTEMPORAINE

Volumes in-18 à 2 fr. 50

Cartonnés.... 3 francs. — Reliés.... 3 fr. 75.

H. Taine.

LE POSITIVISME ANGLAIS, étude
sur Stuart Mill. 2^e édit.

L'IDÉALISME ANGLAIS, étude sur
Carlyle.

* PHILOSOPHIE DE L'ART EN ITA-
LIE. 3^e édition.

* PHILOSOPHIE DE L'ART DANS LES
PAYS-BAS. 2^e éd.

* PHILOSOPHIE DE L'ART EN GRÈCE.
2^e édition.

Paul Janet.

* LE MATÉRIALISME CONTEMPORAIN

* LA CRISE PHILOSOPHIQUE. Taine,
Renan, Vacherot, Littré.

* PHILOSOPHIE DE LA RÉVOLUTION
FRANÇAISE.

* LE SAINT-SIMONISME.

* DIEU, L'HOMME ET LA BÉATITUDE.
(Œuvre inédite de Spinoza.)

LES ORIGINES DU SOCIALISME CON-
TEMPORAIN.

Odyse Barot.

PHILOSOPHIE DE L'HISTOIRE.

Alaux.

PHILOSOPHIE DE M. COUSIN.

Ad. Franck.

* PHILOSOPHIE DU DROIT PÉNAL.

PHILOS. DU DROIT ECCLÉSIASTIQUE.

LA PHILOSOPHIE MYSTIQUE EN
FRANCE AU XVIII^e SIÈCLE.

Charles de Rémusat.

* PHILOSOPHIE RELIGIEUSE.

Charles Lévêque.

* LE SPIRITUALISME DANS L'ART.

* LA SCIENCE DE L'INVISIBLE.

Émile Saisset.

* L'ÂME ET LA VIE, suivi d'une
étude sur l'Esthétique française.

* CRITIQUE ET HISTOIRE DE LA
PHILOSOPHIE (frag. et disc.).

Auguste Laugel.

* LA VOIX, L'OREILLE ET LA MU-
SIQUE.

* L'OPTIQUE ET LES ARTS.

* LES PROBLÈMES DE LA NATURE.

* LES PROBLÈMES DE LA VIE.

* LES PROBLÈMES DE L'ÂME.

Challemel-Lacour.

* LA PHILOSOPHIE INDIVIDUALISTE.

Albert Lemoine.

* LE VITALISME ET L'ANIMISME.

* DE LA PHYSIONOMIE ET DE LA
PAROLE.

* L'HABITUDE ET L'INSTINCT.

Milsand.

* L'ESTHÉTIQUE ANGLAISE.

A. Véra.

PHILOSOPHIE HEGELIENNE.

Beaussire.

* ANTÉCÉDENTS DE L'HEGELIANISME
DANS LA PHILOS. FRANÇAISE.

Bost.

LE PROTESTANTISME LIBÉRAL.

Ed. Auber.

PHILOSOPHIE DE LA MÉDECINE.

Leblais.

MATÉRIALISME ET SPIRITUALISME.

Ad. Garnier.

* DE LA MORALE DANS L'ANTI-
QUITÉ.

Schœbel.

PHILOSOPHIE DE LA RAISON PURE.

Ath. Coquerel fils.

PREMIÈRES TRANSFORMATIONS HIS-
TORIQUES DU CHRISTIANISME.

LA CONSCIENCE ET LA FOI.

HISTOIRE DU CREDO.

Jules Levallois.

DÉISME ET CHRISTIANISME.

Camille Selden.

LA MUSIQUE EN ALLEMAGNE.

Fontanès.

LE CHRISTIANISME MODERNE.

Stuart Mill.

AUGUSTE COMTE ET LA PHILOSO-
PHIE POSITIVE. 2^e édition.

L'UTILITARISME.

Mariano.
LA PHILOSOPHIE CONTEMPORAINE
EN ITALIE.
Salgey.
LA PHYSIQUE MODERNE, 2^e tirage.
E. Faivre.
DE LA VARIABILITÉ DES ESPÈCES.
Ernest Bersot.
* LIBRE PHILOSOPHIE.
A. Réville.
HISTOIRE DU DOGME DE LA DIVINITÉ
DE JÉSUS-CHRIST.
W. de Fonvielle.
L'ASTRONOMIE MODERNE.
C. Coignet.
LA MORALE INDÉPENDANTE.
Et. Vacherot.
* LA SCIENCE ET LA CONSCIENCE.
E. Boutmy.
* PHILOSOPHIE DE L'ARCHITECTURE
EN GRÈCE.
Herbert Spencer.
* CLASSIFICATION DES SCIENCES.
2^e édit.
Gauckler.
LE BEAU ET SON HISTOIRE.
Léon Dumont.
HAECKEL ET LA THÉORIE DE L'É-
VOLUTION EN ALLEMAGNE.
Bertauld.
* L'ORDRE SOCIAL ET L'ORDRE
MORAL.
DE LA PHILOSOPHIE SOCIALE.
Th. Ribot.
* LES MALADIES DE LA MÉMOIRE.
2^e édition.
LES MALADIES DE LA VOLONTÉ.
Al. Herzen.
* PHYSIOLOGIE DE LA VOLONTÉ.

Bentham et Grote.
* LA RELIGION NATURELLE.
Hartmann.
LA RELIGION DE L'AVENIR. 2^e édit.
LE DARWINISME. 3^e édition.
H. Lotze.
* PSYCHOLOGIE PHYSIOLOGIQUE.
Schopenhauer.
LE LIBRE ARBITRE. 2^e édit.
LE FONDEMENT DE LA MORALE.
PENSÉES ET FRAGMENTS. 3^e édit.
Liard.
* LES LOGICIENS ANGLAIS CONTEMP.
Marion.
* J. LOCKE. Sa vie, son œuvre.
O. Schmidt.
LES SCIENCES NATURELLES ET LA
PHILOSOPHIE DE L'INCONSCIENT.
Haeckel.
LES PREUVES DU TRANSFORMISME.
PSYCHOLOGIE CELLULAIRE.
Pi Y Margall.
LES NATIONALITÉS.
Barthélemy Saint-Hilaire.
* DE LA MÉTAPHYSIQUE.
A. Espinas.
* PHILOSOPHIE EXPÉR. EN ITALIE.
P. Siciliani.
PSYCHOGÉNIE MODERNE.
Léopardi.
OPUSCULES ET PENSÉES.
Roisel.
DE LA SUBSTANCE.
Zeller.
CHRISTIAN BAUR ET L'ÉCOLE DE
TUBINGUE.

Le volume suivant de la collection in-18 est épuisé ; il en reste quelques exemplaires sur papier vélin, cartonnés, tranche supérieure dorée :

JANET (P.). *Le cerveau et la pensée.* 1 vol.

5 fr,

ÉDITIONS ÉTRANGÈRES

Editions anglaises.

AUGUSTE LAUGEL. The United States during the war. In-8. 7 shill. 6 p.
ALBERT RÉVILLE. History of the doctrine of the deity of Jesus-Christ. 3 sh. 6 p.
H. TAINÉ. Italy (Naples et Rome). 7 sh. 6 p.
H. TAINÉ. The Philosophy of art. 3 sh.

PAUL JANET. The Materialism of present day. 1 vol. in-18, rel. 3 shill.

Editions allemandes.

JULES BARNI. Napoléon I. In-18. 3 m.
PAUL JANET. Der Materialismus unsere. Zeit. 1 vol. in-18. 3 m.
H. TAINÉ. Philosophie der Kunst. 1 vol. in-18.

BIBLIOTHÈQUE DE PHILOSOPHIE CONTEMPORAINE

FORMAT IN-8

Volumes à 5 fr., 7 fr. 50 et 10 fr.; cart., 1 fr. en plus par vol.; reliure, 2 fr.

JULES BARNI.

- * **La morale dans la démocratie.** 1 vol. 5 fr.

AGASSIZ.

- * **De l'espèce et des classifications.** 1 vol. 5 fr.

STUART MILL.

- * **La philosophie de Hamilton.** 1 fort vol. 10 fr.
* **Mes mémoires.** Histoire de ma vie et de mes idées, traduit de l'anglais par M. E. Cazelles. 1 vol. 5 fr.
* **Système de logique** déductive et inductive. Traduit de l'anglais par M. Louis Peisse. 2 vol. 20 fr.
* **Essais sur la Religion.** 1 vol. 5 fr.

DE QUATREFAGES.

- * **Ch. Darwin et ses précurseurs français.** 1 vol. 5 fr.

HERBERT SPENCER.

- * **Les premiers principes.** 1 fort vol. 10 fr.
* **Principes de psychologie.** 2 vol. 20 fr.
Principes de biologie. 2 vol. in-8. 20 fr.
* **Principes de sociologie :**
Tome I, traduit par M. Cazelles. 1 vol. in-8. 1878. 10 fr.
Tome II, traduit par MM. Cazelles et Gerschel. 1 vol. in-8. 1879. 7 fr. 50
Tome III, traduit par M. Cazelles. 1 vol. in-8. 1883. 15 fr.
* **Essais sur le progrès,** traduit par M. Burdeau. 1 vol. in-8. 7 fr. 50
Essais de politique, traduit par M. Burdeau. 1 vol. in-8. 7 fr. 50
Essais scientifiques. 1 vol. in-8, traduit par M. Burdeau. 7 fr. 50
* **De l'éducation physique, intellectuelle et morale.** 1 volume in-8, 3^e édition. 5 fr.
* **Introduction à la science sociale.** 1 vol. in-8, 6^e édit. 6 fr.
* **Les bases de la morale évolutionniste.** 1 vol. in-8, 2^e éd. 6 fr.
* **Classification des sciences.** 1 vol. in-8, 2^e édit. 2 fr. 50
Descriptive sociology, or groupes of sociological facts, FRENCH compiled by JAMES COLLIER. 1 vol. in-folio. 50 fr.

AUGUSTE LAUGEL.

- * **Les problèmes** (Problèmes de la nature, problèmes de la vie, problèmes de l'âme). 1 fort vol. 7 fr. 50

EMILE SAIGEY.

- * **Les sciences au XVIII^e siècle.** La physique de Voltaire. 1 vol. 5 fr.

PAUL JANET.

- * **Histoire de la science politique** dans ses rapports avec la morale. 2^e édition, 2 vol. 20 fr.
* **Les causes finales.** 1 vol. in-8, 2^e édition. 10 fr.

TH. RIBOT.

- L'hérédité psychologique.** 1 vol. in-8, 2^e édition. 7 fr. 50
La psychologie anglaise contemporaine. 1 v. in-8. 3^e éd. 7 fr. 50
La psychologie allemande contemporaine. In-8. 7 fr. 50

HENRI RITTER.

- * **Histoire de la philosophie moderne,** traduction française, précédée d'une introduction par M. P. CHALLEMEL-LACOUR. 3 vol. in-8. 20 fr.

ALF. FOUILLÉE.

- * **La liberté et le déterminisme.** 1 vol. in-8. 2^e édition. (S. presse.)
Critique des systèmes de morale contemporaine. 1 vol. in-8.
1883. 7 fr. 50

DE LA VÉLEYE.

- * **De la propriété et de ses formes primitives.** 1 vol. in-8.
3^e édit. 1882. 7 fr. 50

BAIN (ALEX.).

- * **La logique inductive et déductive,** traduit de l'anglais par
M. Compayré. 2 vol. 2^e édit. 20 fr.
* **Les sens et l'intelligence.** 1 vol., traduit par M. Gazelles. 10 fr.
* **L'esprit et le corps.** 1 vol. in-8, 4^e édit. 6 fr.
* **La science de l'éducation.** 1 vol. in-8, 4^e édit. 6 fr.
Les émotions et la volonté. 1 fort vol. (Sous presse.)

MATTHEW ARNOLD.

- La crise religieuse.** 1 vol. in-8. 7 fr. 50

BARDOUX.

- * **Les légistes, leur influence sur la société française.** 1 vol.
in-8. 1877. 5 fr.

HARTMANN (E. DE).

- * **La philosophie de l'inconscient,** trad. par M. D. Nolen, avec pré-
face de l'auteur pour l'édition française. 2 vol. in-8. 1877. 20 fr.

ESPINAS (ALF.).

- Des sociétés animales.** 1 vol. in-8. 2^e édition. 7 fr. 50

FLINT.

- * **La philosophie de l'histoire en France.** 1 vol. 7 fr. 50
* **La philosophie de l'histoire en Allemagne.** 1 vol. 7 fr. 50

LIARD.

- * **La science positive et la métaphysique.** 1 vol. 2^e édit. 7 fr. 50
Descartes. 1 vol. 5 fr.

GUYAU.

- * **La morale anglaise contemporaine.** 1 vol. 7 fr. 50

HUXLEY.

- * **Mume, sa vie, sa philosophie,** traduit de l'anglais et précédé
d'une introduction par M. G. Compayré. 1 vol. 5 fr.

E. NAVILLE.

- La logique de l'hypothèse.** 1 vol. in-8. 5 fr.
La physique moderne. 1 vol. in-8. 5 fr.

VACHEROT (ET.).

- Essais de philosophie critique.** 1 vol. in-8. 7 fr. 50
La religion. 1 vol. in-8. 7 fr. 50

MARION (H.).

- De la solidarité morale.** Essai de psychologie appliquée. 1 vol.
in-8. 2^e édition. 5 fr.

COLSENET (ED.).

- * **La vie inconsciente de l'esprit.** 1 vol. 5 fr.

SCHOPENHAUER.

- Aphorismes sur la sagesse dans la vie.** 1 vol. in-8. 5 fr.
De la quadruple racine du principe de la raison suffisante,
suivi d'une *Histoire de la doctrine de l'idéal et du réel.* 5 fr.

- BERTRAND (A.).
L'aperception du corps humain par la conscience. 1 vol. 5 fr.
- JAMES SULLY.
Le pessimisme, traduit par MM. Bertrand et Gérard. 7 fr. 50
- BUCHNER.
Science et nature. 1 vol. in-8, 2^e édition. 7 fr. 50
- EGGER (V.).
La parole intérieure. 1 vol. 5 fr.
- LOUIS FERRI.
La Psychologie de l'Association, depuis Hobbes jusqu'à nos jours.
1 vol. in-8. 7 fr. 50
- MAUDSLEY.
La pathologie de l'Esprit. 1 vol. in-8, traduit de l'anglais par
M. GERMONT. 10 fr.
-

BIBLIOTHÈQUE D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

Vol. in-18 à 3 fr. 50. — Vol. in-8 à 5 et 7 fr.

Cart., 1 fr. en plus par volume; reliure, 2 fr.

EUROPE

- SYBEL (H. De). **Histoire de l'Europe pendant la Révolution française**, traduit de l'allemand par M^{lle} DOSQUET. 3 vol. in-8. 21 fr.
Chaque volume séparément. 7 fr.
- DEBIDOUR. **Histoire diplomatique de l'Europe depuis 1815 jusqu'à nos jours.** 1 vol. in-8. (*Sous presse.*)

FRANCE

- CARLYLE. **Histoire de la Révolution française.** Traduit de l'anglais. 3 vol. in-18; chaque volume. 3 fr. 50
- CARNOT (H.). **La Révolution française**, résumé historique. 1 vol. in-12, nouvelle édition. 3 fr. 50
- ROCHAU (De). **Histoire de la Restauration.** 1 vol. in-18, traduit de l'allemand. 3 fr. 50
- * LOUIS BLANC. **Histoire de dix ans.** 5 vol. in-8. 25 fr.
Chaque volume séparément. 5 fr.
- 25 planches en taille-douce. Illustrations pour l'*Histoire de dix ans.* 6 fr.
- * ELIAS REGNAULT. **Histoire de huit ans (1840-1848).** 3 vol. in-8. 15 fr.
Chaque volume séparément. 5 fr.
- 14 planches en taille-douce. Illustrations pour l'*Histoire de huit ans.* 4 fr.
- * TAXILE DELORD. **Histoire du second empire (1848-1870).** 6 vol. in-8. 42 fr.
Chaque volume séparément. 7 fr.
- * BOERT. **La Guerre de 1870-1871**, d'après le colonel fédéral-suisse Rustow. 1 vol. in-18. 3 fr. 50
- LAUGEL (A.). **La France politique et sociale.** 1 vol. in-8. 5 fr.
- GAFFAREL (P.). **Les Colonies françaises.** 1 vol. in-8. 5 fr.
- WAHL. **L'Algérie.** 1 vol. in-8. 5 fr.

ANGLETERRE

- * SIR CORNEWAL LEWIS. **Histoire gouvernementale de l'Angleterre, depuis 1770 jusqu'à 1830.** 1 vol. in-8, traduit de l'anglais. 7 fr.
- * REYNALD (H.). **Histoire de l'Angleterre**, depuis la reine Anne jusqu'à nos jours. 4 vol. in-18. 2^e édition. 3 fr. 50
- * THACKERAY. **Les Quatre George.** Traduit de l'anglais par LEFOYER. 4 vol. in-18. 3 fr. 50
- * BAGEHOT (W.). **La Constitution anglaise**, traduit de l'anglais. 4 vol. in-18. 3 fr. 50
- * BAGEHOT (W.). **Lombart-Street.** Le marché financier en Angleterre. 4 vol. in-18. 3 fr. 50
- * LAUGEL (Aug.). **Lord Palmerston et lord Russel.** 4 vol. in-18 (1876). 3 fr. 50
- * GLADSTONE (E. W.). **Questions constitutionnelles** (1873-1878). — Le Prince-Époux. — Le droit électoral. Traduit de l'anglais, et précédé d'une introduction, par Albert GIGOT. 4 vol. in-8. 5 fr.

ALLEMAGNE

- * HILLEBRAND (K.). **La Prusse contemporaine et ses institutions.** 4 vol. in-18. 3 fr. 50
- * VÉRON (Eug.). **Histoire de la Prusse**, depuis la mort de Frédéric II jusqu'à la bataille de Sadowa. 4 vol. in-18. 3 fr. 50
- * VÉRON (Eug.). **Histoire de l'Allemagne**, depuis la bataille de Sadowa jusqu'à nos jours. 4 vol. in-18. 3 fr. 50
- * BOURLOTON (Ed.). **L'Allemagne contemporaine.** 4 volume in-18. 3 fr. 50

AUTRICHE-HONGRIE

- * ASSELINE (L.). **Histoire de l'Autriche**, depuis la mort de Marie-Thérèse jusqu'à nos jours. 4 vol. in-18. 3 fr. 50
- SAYOUS (Ed.). **Histoire des Hongrois et de leur littérature politique**, de 1790 à 1815. 4 vol. in-18. 3 fr. 50

ESPAGNE

- * REYNALD (H.). **Histoire de l'Espagne**, depuis la mort de Charles III jusqu'à nos jours. 4 vol. in-18. 3 fr. 50

RUSSIE

- HERBERT BARRY. **La Russie contemporaine**, traduit de l'anglais. 4 vol. in-18. 3 fr. 50
- CRÉHANGE (M.). **Histoire contemporaine de la Russie.** 4 volume in-18. 3 fr. 50

SUISSE

- DIXON (H.). **La Suisse contemporaine.** 4 vol. in-18, traduit de l'anglais. 3 fr. 50
- * DAENDLIKER. **Histoire du peuple suisse**, traduit de l'allemand par M^{me} Jules FAVRE, et précédée d'une introduction de M. Jules FAVRE. 4 vol. in-18. 5 fr.

AMÉRIQUE

DEBERLE (Alf.). **Histoire de l'Amérique du Sud**, depuis sa conquête jusqu'à nos jours. 1 vol. in-18. 2^e édition. (*Sous presse.*)

* LAUGEL (Aug.). **Les États-Unis pendant la guerre. 1861-1864.** Souvenirs personnels. 1 vol. in-18. 3 fr. 50

* DESPOIS (Eug.). **Le Vandalisme révolutionnaire.** Fondations littéraires, scientifiques et artistiques de la Convention. 1 vol. in-18. 2^e édition. (*Sous presse.*)

* BARNI (Jules). **Histoire des idées morales et politiques en France au dix-huitième siècle.** 2 vol. in-18, chaque volume. 3 fr. 50

* BARNI (Jules). **Les Moralistes français au dix-huitième siècle.** 1 vol. in-18 faisant suite aux deux précédents. 3 fr. 50

BARNI (Jules). **Napoléon I^{er} et son historien M. Thiers.** 1 vol. in-18. 3 fr. 50

BEAUSSIRE (Émile). **La guerre étrangère et la guerre civile.** 1 vol. in-18. 3 fr. 50

* CLAMAGERAN (J.). **La France républicaine.** 1 vol. in-18. 3 fr. 50

LAVELEYE (E. de). **Le socialisme contemporain.** 1 vol. in-18. 2^e édition. 3 fr. 50.

BIBLIOTHÈQUE HISTORIQUE ET POLITIQUE

Volumes in-8, à 5, 7 fr. 50 et 10 fr.

* ALBANY DE FONBLANQUE. **L'Angleterre, son gouvernement, ses institutions.** Traduit de l'anglais sur la 14^e édition par M. DREYFUS, avec introduction par M. H. BRISSON. 1 vol. in-8. 5 fr.

BENLOEW. **Les lois de l'Histoire.** 1 vol. in-8. 5 fr.

* DESCHANEL (E.). **Le peuple et la bourgeoisie.** 1 vol. in-8. 5 fr.

DU CASSE. **Les rois frères de Napoléon I^{er}.** 1 vol. in-8. 10 fr.

MINGHETTI. **L'État et l'Église.** 1 vol. in-8. 5 fr.

LOUIS BLANC. **Discours politiques (1848-1881).** 1 vol. in-8. 7 fr. 50

PUBLICATIONS HISTORIQUES ILLUSTRÉES

HISTOIRE ILLUSTRÉE DU SECOND EMPIRE, par Taxile DELORD
6 vol. in-8 colombier :

Chaque vol. broché, 8 fr. — Cart. doré, tr. dorées. 11 fr. 50

L'ouvrage est complet. On peut se procurer les livraisons de 8 pages au prix de 10 centimes.

HISTOIRE POPULAIRE DE LA FRANCE, depuis les origines jusqu'en 1815. — Nouvelle édition. — 4 vol. in-8 colombier :

Chaque vol., avec gravures, broché, 7 fr. 50 — Cart. doré, tranches dorées. 11 fr.

L'ouvrage est complet. Chaque livraison de 8 pages se vend séparément 15 centimes.

LES ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

(DU 4 SEPTEMBRE 1870 AU 8 FÉVRIER 1871)

ENQUÊTE PARLEMENTAIRE FAITE PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

RAPPORTS DE LA COMMISSION ET DES SOUS-COMMISSIONS

TÉLÉGRAMMES

PIÈCES DIVERSES — DÉPOSITIONS DES TÉMOINS — PIÈCES JUSTIFICATIVES
TABLES ANALYTIQUE, GÉNÉRALE ET NOMINATIVE

7 forts volumes in-4. — Chaque volume séparément 16 fr.

L'ouvrage complet en 7 volumes : 112 fr.

Cette édition populaire réunit en sept volumes, avec une Table analytique par volume, tous les documents distribués à l'Assemblée nationale. — Une Table générale et nominative termine le 7^e volume.

Rapports sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale, se vendant séparément :

E. RESSÉGUIER. — Toulouse sous le Gouv. de la Défense nat. In-4.	2 fr. 50
SAINT-MARC GIRARDIN. — La chute du second Empire. In-4.	4 fr. 50
<i>Pièces justificatives du rapport de M. Saint-Marc Girardin.</i> 1 vol. in-4.	5 fr.
DE SUGNY. — Marseille sous le Gouv. de la Défense nat. In-4.	10 fr.
DE SUGNY. — Lyon sous le Gouv. de la Défense nat. In-4.	7 fr.
DARU. — La politique du Gouv. de la Défense nat. à Paris. In-4.	15 fr.
CHAPER. — Le Gouv. de la Défense à Paris au point de vue militaire. In-4.	15 fr.
CHAPER. — Procès-verbaux des séances du Gouv. de la Défense nat. In-4.	5 fr.
DOREAU-LAJANADIE. — L'emprunt Morgan. In-4.	4 fr. 50
DE LA BORDERIE. — Le camp de Conlie et l'armée de Bretagne. In-4.	10 fr.
DE LA SICOTIÈRE. — L'affaire de Dreux. In-4.	2 fr. 50
DE LA SICOTIÈRE. — L'Algérie sous le Gouvernement de la Défense nationale. 2 vol. in-4.	22 fr.
DE RAINNEVILLE. Actes diplomatiques du Gouv. de la Défense nat. 1 vol. in-4.	3 fr. 50
LALLIÉ. Les postes et les télégraphes pendant la guerre. 1 vol. in-4.	1 fr. 50
DELSOL. La ligne du Sud-Ouest. 1 vol. in-4.	1 fr. 50
PERROT. Le Gouvernement de la Défense nationale en province. 2 vol. in-4.	25 fr.
BOREAU-LAJANADIE. Rapport sur les actes de la Délégation du Gouvernement de la Défense nationale à Tours et à Bordeaux. 1 vol. in-4.	5 fr.
<i>Dépêches télégraphiques officielles.</i> 2 vol. in-4.	25 fr.
<i>Procès-verbaux de la Commune.</i> 1 vol. in-4.	5 fr.
<i>Table générale et analytique des dépositions des témoins.</i> 1 vol. in-4.	3 fr. 50

ENQUÊTE PARLEMENTAIRE

SUR

L'INSURRECTION DU 18 MARS

1^{er} RAPPORTS. — 2^e DÉPOSITIONS de MM. Thiers, maréchal Mac-Mahon, général Trochu, J. Favre, Ernest Picard, J. Ferry, général Le Flô, général Vinoy, colonel Lambert, colonel Gaillard, général Appert, Floquet, général Cremer, amiral Saisset, Schœlecher, amiral Pothuau, colonel Langlois, etc. — 3^e PIÈCES JUSTIFICATIVES.

1 vol. grand in-4^o. — Prix : 16 fr.

BIBLIOTHÈQUE SCIENTIFIQUE

INTERNATIONALE

Publiée sous la direction de

M. Émile ALGLAVE

La *Bibliothèque scientifique internationale* n'est pas une entreprise de librairie ordinaire. C'est une œuvre dirigée par les auteurs mêmes, en vue des intérêts de la science, pour la populariser sous toutes ses formes, et faire connaître immédiatement dans le monde entier les idées originales, les directions nouvelles, les découvertes importantes qui se font chaque jour dans tous les pays. Chaque savant expose les idées qu'il a introduites dans la science et condense pour ainsi dire ses doctrines les plus originales.

On peut ainsi, sans quitter la France, assister et participer au mouvement des esprits en Angleterre, en Allemagne, en Amérique, en Italie, tout aussi bien que les savants mêmes de chacun de ces pays.

La *Bibliothèque scientifique internationale* ne comprend pas seulement des ouvrages consacrés aux sciences physiques et naturelles, elle aborde aussi les sciences morales, comme la philosophie, l'histoire, la politique et l'économie sociale, la haute législation, etc.; mais les livres traitant des sujets de ce genre se rattachent encore aux sciences naturelles, en leur empruntant les méthodes d'observation et d'expérience qui les ont rendues si fécondes depuis deux siècles.

Cette collection paraît à la fois en français, en anglais, en allemand, en russe et en italien : à Paris, chez Germer Baillière et C^{ie} ; à Londres, chez C. Kegan, Paul et C^{ie} ; à New-York, chez Appleton ; à Leipzig, chez Brockhaus ; et à Milan, chez Dumolard frères.

LISTE DES OUVRAGES PAR ORDRE D'APPARITION

VOLUMES IN-8, CARTONNÉS A L'ANGLAISE, A 6 FRANCS.

Les mêmes en demi-reliure veau avec coins, tr. supér. dorée,
non rogné..... 10 fr.

Les titres précédés d'un *astérisque* sont recommandés par le Ministère de l'Instruction publique pour les Bibliothèques des lycées et des collèges.

- * 1. J. TYNDALL. **Les glaciers et les transformations de l'eau**, avec figures. 1 vol. in-8. 3^e édition. 6 fr.
- * 2. MAREY. **La machine animale**, locomotion terrestre et aérienne, avec de nombreuses fig. 1 vol. in-8. 3^e édition. 6 fr.
- * 3. BAGEHOT. **Lois scientifiques du développement des nations** dans leurs rapports avec les principes de la sélection naturelle et de l'hérédité. 1 vol. in-8. 4^e édition. 6 fr.
- * 4. BAIN. **L'esprit et le corps**. 1 vol. in-8. 4^e édition. 6 fr.

- * 5. PETTIGREW. **La locomotion chez les animaux**, marche, natation. 1 vol. in-8, avec figures. 6 fr.
- * 6. HERBERT SPENCER. **La science sociale**. in-8. 5^e édit. 6 fr.
- * 7. SCHMIDT (O.). **La descendance de l'homme et le darwinisme**. 1 vol. in-8, avec fig. 3^e édition. 6 fr.
- * 8. MAUDSLEY. **Le crime et la folie**. 1 vol. in-8. 4^e édit. 6 fr.
- * 9. VAN BENEDEN. **Les commensaux et les parasites dans le règne animal**. 1 vol. in-8, avec figures. 2^e édit. 6 fr.
- 10. BALFOUR STEWART. **La conservation de l'énergie**, suiv. d'une étude sur la *nature de la force*, par M. P. de Saint-Robert, avec figures. 1 vol. in-8. 3^e édition. 6 fr.
- 11. DRAPER. **Les conflits de la science et de la religion**. 1 vol. in-8. 6^e édition. 6 fr.
- 12. SCHUTZENBERGER. **Les fermentations**. 1 vol. in-8, avec fig. 3^e édition. 6 fr.
- * 13. L. DUMONT. **Théorie scientifique de la sensibilité**. 1 vol. in-8. 2^e édition. 6 fr.
- * 14. WHITNEY. **La vie du langage**. 1 vol. in-8. 3^e édit. 6 fr.
- 15. COOKE et BERKELEY. **Les champignons**. 1 vol. in-8, avec figures. 3^e édition. 6 fr.
- * 16. BERNSTEIN. **Les sens**. 1 vol. in-8, avec 91 fig. 3^e édit. 6 fr.
- * 17. BERTHELOT. **La synthèse chimique**. 1 vol. in-8. 4^e édition. 6 fr.
- * 18. VOGEL. **La photographie et la chimie de la lumière**, avec 95 figures. 1 vol. in-8. 3^e édition. 6 fr.
- * 19. LUYK. **Le cerveau et ses fonctions**, avec figures. 1 vol. in-8. 4^e édition. 6 fr.
- * 20. STANLEY JEVONS. **La monnaie et le mécanisme de l'échange**. 1 vol. in-8. 2^e édition. 6 fr.
- * 21. FUCHS. **Les volcans et les tremblements de terre**. 1 vol. in-8, avec figures et une carte en couleur. 3^e éd. 6 fr.
- * 22. GÉNÉRAL BRIALMONT. **Les camps retranchés et leur rôle dans la défense des États**, avec fig. dans le texte et 2 planches hors texte. 2^e édit. 6 fr.
- * 23. DE QUATREFAGES. **L'espèce humaine**. 1 vol. in-8. 6^e édition. 6 fr.
- * 24. BLASERNA et HELMHOLTZ. **Le son et la musique**. 1 vol. in-8, avec figures. 2^e édit. 6 fr.
- * 25. ROSENTHAL. **Les nerfs et les muscles**. 1 vol. in-8, avec 75 figures. 2^e édition. 6 fr.
- * 26. BRUCKE et HELMHOLTZ. **Principes scientifiques des beaux-arts**, avec 39 figures. 2^e édit. 6 fr.
- * 27. WURTZ. **La théorie atomique**. 1 vol. in-8. 3^e édition. 6 fr.
- * 28-29. SECCHI (le Père). **Les étoiles**. 2 vol. in-8, avec 63 fig. dans le texte et 17 pl. en noir et en coul. hors texte. 2^e édit. 12 fr.
- * 30. JOLY. **L'homme avant les métaux**. In-8 avec fig. 3^e éd. 6 fr.
- * 31. A. BAIN. **La science de l'éducation**. 1 v. in-8. 4^e édit. 6 fr.
- * 32-33. THURSTON (R.). **Histoire des machines à vapeur**, précédé d'une introduction par M. HIRSCH. 2 vol. in-8, avec 140 fig. dans le texte et 16 pl. hors texte. 2^e édit. 12 fr.

- * 34. HARTMANN (R.). **Les peuples de l'Afrique.** 1 vol. in-8, avec figures. 6 fr.
- * 35. HERBERT SPENCER. **Les bases de la morale évolutionniste.** 1 vol. in-8. 2^e édit. 6 fr.
36. HUXLEY. **L'écrevisse**, introduction à l'étude de la zoologie. 1 vol. in-8, avec figures. 6 fr.
37. DE ROBERTY. **De la sociologie.** 1 vol. in-8. 6 fr.
- * 38. ROOD. **Théorie scientifique des couleurs.** 1 vol. in-8 avec figures et une planche en couleurs hors texte. 6 fr.
39. DE SAPORTA et MARION. **L'évolution du règne végétal** (les Cryptogames). 1 vol. in-8 avec figures. 6 fr.
- 40-41. CHARLTON BASTIAN. **Le cerveau, organe de la pensée chez l'homme et chez les animaux.** 2 v. in-8, avec fig. 12 fr.
42. JAMES SULLY. **Les illusions des sens et de l'esprit.** 1 vol. in-8 avec figures. 6 fr.
43. YOUNG. **Le Soleil.** 1 vol. in-8, avec figures. 6 fr.
44. De CANDOLLE. **L'origine des plantes cultivées.** 2^e édition. 1 vol. in-8. 6 fr.
- 45-46. SIR JOHN LUBBOCK. **Fourmis, Abeilles et Guêpes.** Etudes expérimentales sur l'organisation et les mœurs des sociétés d'insectes hyménoptères. 2 vol. in-8 avec 65 figures dans le texte, et 13 planches hors texte dont 5 coloriées. 12 fr.
47. PERRIER (Ed.). **La philosophie zoologique jusqu'à Darwin.** 1 vol. in-8. 6 fr.

OUVRAGES SUR LE POINT DE PARAÎTRE :

- STALLO. **La matière et la physique moderne.** 1 vol. in-8.
- CARTAILHAC (E.). **La France préhistorique d'après les sépultures.**
- POUCHET (G.). **Le sang.** 1 vol. in-8, avec figures.
- ROMANES. **L'intelligence des animaux.** 1 vol. in-8.
- SEMPER. **Les conditions d'existence des animaux.** 1 vol. in-8. avec figures.

LISTE DES OUVRAGES

DE LA

BIBLIOTHÈQUE SCIENTIFIQUE INTERNATIONALE

PAR ORDRE DE MATIÈRES

Chaque volume in-8, cartonné à l'anglaise.... 6 francs.

En demi-reliure veau avec coins, tranche supérieure dorée,
non rogné 10 francs.

SCIENCES SOCIALES

- Introduction à la science sociale**, par HERBERT SPENCER. 1 vol.
- Les Bases de la morale évolutionniste**, par HERBERT SPENCER
1 vol.
- Les Conflits de la science et de la religion**, par DRAPER, profes-
seur à l'Université de New-York. 1 vol.

Le Crime et la Folie, par H. MAUDSLEY, professeur de médecine légale à l'Université de Londres. 1 vol.

La Défense des États et des camps retranchés, par le général A. BRIALMONT, inspecteur général des fortifications et du corps du génie de Belgique. 1 vol. avec nombreuses figures dans le texte et 2 planches hors texte.

La Monnaie et le mécanisme de l'échange, par W. STANLEY JEVONS, prof. d'économie politique à l'Université de Londres. 1 vol.

La Sociologie, par DE ROBERTY. 1 vol.

La Science de l'éducation, par Alex. BAIN, professeur à l'Université d'Aberdeen (Écosse). 1 vol.

Lois scientifiques du développement des nations dans leurs rapports avec les principes de l'hérédité et de la sélection naturelle, par W. BAGEHOT. 1 vol.

La Vie du Langage, par D. WHITNEY, professeur de philologie comparée à Yale-College de Boston (États-Unis). 1 vol.

PHYSIOLOGIE

Les Illusions des Sens et de l'Esprit, par JAMES SULLY. 1 vol in-8.

La Locomotion chez les animaux (marche, natation et vol), suivie d'une étude sur l'*Histoire de la Navigation aérienne*, par J.-B. PETTIGREW, professeur au Collège royal de chirurgie d'Édimbourg (Écosse). 1 vol. avec 140 figures dans le texte.

Les Nerfs et les Muscles, par J. ROSENTHAL, professeur de physiologie à l'Université d'Erlangen (Bavière). 1 vol. avec 75 figures dans le texte.

La Machine animale, par E.-J. MAREY, membre de l'Institut, professeur au Collège de France. 1 vol. avec 117 figures dans le texte.

Les Sens, par BERNSTEIN, professeur de physiologie à l'Université de Halle (Prusse). 1 vol. avec 91 figures dans le texte.

PHILOSOPHIE SCIENTIFIQUE

Le Cerveau et ses fonctions, par J. LUYS, membre de l'Académie de médecine, médecin de la Salpêtrière. 1 vol. avec figures.

Le Cerveau et la Pensée chez l'homme et les animaux, par CHARLTON BASTIAN, professeur à l'Université de Londres. 2 vol. avec 184 figures dans le texte.

Le Crime et la Folie, par H. MAUDSLEY, professeur à l'Université de Londres. 1 vol.

L'Esprit et le Corps, considérés au point de vue de leurs relations, suivi d'études sur les *Erreurs généralement répandues au sujet de l'Esprit*, par Alex. BAIN, prof. à l'Université d'Aberdeen (Écosse). 1 vol.

Théorie scientifique de la sensibilité : le Plaisir et la Peine, par LÉON DUMONT. 1 vol.

ANTHROPOLOGIE

L'Espèce humaine, par A. DE QUATREFAGES, membre de l'Institut, professeur d'anthropologie au Muséum d'histoire naturelle de Paris. 1 vol.

L'Homme avant les métaux, par N. JOLY, correspondant de l'Institut, professeur à la Faculté des sciences de Toulouse. 2^e édition, 1 vol. avec 150 figures dans le texte et un frontispice.

Les peuples de l'Afrique, par R. HARTMANN, professeur à l'Université de Berlin. 1 vol. avec 93 figures dans le texte.

ZOOLOGIE

Descendance et Darwinisme, par O. SCHMIDT, professeur à l'Université de Strasbourg. 1 vol. avec figures.

Fourmis, Abeilles, Guêpes, par sir JOHN LEBBOCK. 2 vol. in-8, avec figures dans le texte et 13 planches hors texte dont 5 coloriées.

L'Écrevisse, introduction à l'étude de la zoologie, par Th.-H. HUXLEY, membre de la Société royale de Londres et de l'Institut de France, professeur d'histoire naturelle à l'École royale des mines de Londres. 1 vol. avec 82 figures.

Les Commensaux et les Parasites dans le règne animal, par P.-J. VAN BENEDEN, professeur à l'Université de Louvain (Belgique). 1 vol. avec 83 figures dans le texte.

BOTANIQUE — GÉOLOGIE

Les Champignons, par COOKE et BERKELEY. 1 vol. avec 110 figures.

L'Évolution du règne végétal, les *Cryptogames*, par G. DE SAPORTA, correspondant de l'Institut, et MARION, professeur à la Faculté des sciences de Marseille. 1 vol. avec 85 figures dans le texte.

Les Volcans et les Tremblements de terre, par FUCHS, professeur à l'Université de Heidelberg. 1 vol. avec 36 figures et une carte en couleur.

Origine des Plantes cultivées, par A. DE CANDOLLE, correspondant de l'Institut. 1 vol.

CHIMIE

Les Fermentations, par P. SCHUTZENBERGER, membre de l'Académie de médecine, professeur de chimie au Collège de France. 1 vol.

La Synthèse chimique, par M. BERTHELOT, membre de l'Institut, professeur de chimie organique au Collège de France. 1 vol.

La Théorie atomique, par Ad. WURTZ, membre de l'Institut, professeur à la Faculté des sciences et à la Faculté de médecine de Paris. 1 vol.

ASTRONOMIE — MÉCANIQUE

Histoire de la Machine à vapeur, de la Locomotive et des Bateaux à vapeur, par R. THURSTON, professeur de mécanique à l'Institut technique de Hoboken, près New-York, revue, annotée et augmentée d'une introduction par HIRSCH, professeur de machines à vapeur à l'École des ponts et chaussées de Paris. 2 vol. avec 160 figures dans le texte et 16 planches tirées à part.

Les Étoiles, notions d'astronomie sidérale, par le P. A. SECCHI, directeur de l'Observatoire du Collège Romain. 2 vol. avec 63 figures dans le texte et 16 planches en noir et en couleur.

Le Soleil, par C.-A. YOUNG, professeur d'astronomie au collège de New-Jersey. 1 vol. in-8 avec 87 figures.

PHYSIQUE

La Conservation de l'énergie, par BALFOUR STEWART, professeur de physique au collège Owens de Manchester (Angleterre), suivi d'une étude sur *la Nature de la force*, par P. DE SAINT-ROBERT (de Turin). 1 vol. avec figures.

Les Glaciers et les Transformations de l'eau, par J. TYNDALL, professeur de chimie à l'Institution royale de Londres, suivi d'une étude sur le même sujet par HELMHOLTZ, professeur à l'Université de Berlin. 1 vol. avec nombreuses figures dans le texte et 8 planches tirées à part sur papier teinté.

La Photographie et la Chimie de la Lumière, par VOGEL, professeur à l'Académie polytechnique de Berlin. 1 vol. avec 95 figures dans le texte et une planche en photoglyptie.

THÉORIE DES BEAUX-ARTS

Le Son et la Musique, par P. BLASERNA, professeur à l'Université de Rome, suivi des *Causes physiologiques de l'harmonie musicale*, par H. HELMHOLTZ, professeur à l'Université de Berlin. 1 vol. avec 41 figures.

Principes scientifiques des Beaux-Arts, par E. BRUCKE, professeur à l'Université de Vienne, suivi de *l'Optique et les Arts*, par HELMHOLTZ, professeur à l'Université de Berlin. 1 vol. avec figures.

Théorie scientifique des Couleurs et leurs applications aux arts et à l'industrie, par O.-N. ROOP, professeur de physique à Columbia-College de New-York (États-Unis). 1 vol. avec 130 figures dans le texte et une planche en couleurs.

RÉCENTES PUBLICATIONS

HISTORIQUES, PHILOSOPHIQUES ET SCIENTIFIQUES

Qui ne se trouvent pas dans les Bibliothèques.

-
- ALAUZ. **La religion progressive.** 1 vol. in-18. 3 fr. 50
- ARRÉAT. **Une éducation intellectuelle.** 1 vol. in-18. 2 fr. 50
- AUDIFFRET-PASQUIER. **Discours devant les commissions de réorganisation de l'armée et des marchés.** 2 fr. 50
- BALFOUR STEWART et TAIT. **L'univers invisible.** 1 vol. in-8, traduit de l'anglais. 7 fr. 50
- BARNI. Voy. KANT, pages 3, 8 et 29.
- BARNI. **Les martyrs de la libre pensée.** In-18, 2^e éd. 3 fr. 50
- BARNI (Jules). **Napoléon I^{er}.** 1 vol. in-8, édition populaire. 1 fr.
- BARNI (Jules). **Manuel républicain.** fr.
- BARTHÉLEMY SAINT-HILAIRE. Voy. ARISTOTE, pages 2 et 7.
- BAUTAIN. **La philosophie morale.** 2 vol. in-8. 12 fr.
- BÉNARD (Ch.). **De la philosophie dans l'éducation classique.** 1862. 1 fort vol. in-8. 6 fr.
- BELLECOMBE (André de). **Histoire universelle, première partie :** Chronologie universelle. 4 vol. gr. in-8; **deuxième partie :** Histoire universelle. 18 vol. gr. in-8 (sera continué).
Prix, les 22 volumes, 110 fr. ; le tome XVIII, séparément, 7 fr.
- BERTAUT. J. **Saurin**, et la prédication protestante jusqu'à la fin du règne de Louis XIV. 1 vol. in-8. 5 fr.
- BERTAULD (P.-A.). **Introduction à la recherche des causes premières. — De la méthode.**
3 vol. in-18. Chaque volume 3 fr. 50
- BLACKWELL (D^r Elisabeth). **Conseils aux parents**, sur l'éducation de leurs enfants au point de vue sexuel. 1 vol. in-18. 2 fr.
- BLANQUI. **L'éternité par les astres.** 1872. In-8. 2 fr.
- BOUCHARDAT. **Le travail**, son influence sur la santé (conférences faites aux ouvriers). 1863. 1 vol. in-18. 2 fr. 50
- BOUILLET (Ad.). **Les Bourgeois gentilshommes. — L'armée d'Henri V.** 1 vol. in-18. 3 fr. 50
- BOUILLET (Ad.). **Types nouveaux et inédits.** 1 vol. in-18. 4 fr. 50
- BOUILLET (Ad.). **L'arrière-ban de l'ordre moral.** 1 vol. in-18. 3 fr. 50
- BOURBON DEL MONTE. **L'homme et les animaux.** In-8. 5 fr.
- BOURDEAU (Louis). **Théorie des sciences**, plan de science intégrale. 2 vol. in-8. 1882. 20 fr.
- BOURDET (Eug.). **Principes d'éducation positive**, précédé d'une préface de M. Ch. ROBIN. 1 vol. in-18. 3 fr. 50
- BOURDET (Eug.). **Vocabulaire des principaux termes de la philosophie positive.** 1 vol. in-18. 1875. 3 fr. 50
- BOURLOTON (Edg.) et ROBERT (Edmond). **La Commune et ses idées à travers l'histoire.** 1 vol. in-18. 3 fr. 50
- BOUTROUX. **De la contingence des lois de la nature.** In-8. 1874. 4 fr.
- BROCHARD (V.). **De l'Erreur.** 1 vol. in-8. 1879. 3 fr. 50
- BUSQUET. **Représailles**, poésies. 1 vol. in-18. 3 fr.

- CADET. **Hygiène, inhumation, crémation.** In-18. 2 fr.
- CARETTE (le colonel). **Études sur les temps antéhistoriques.**
Première étude : *Le Langage*. 1 vol. in-8. 1878. 8 fr.
- CHASSERIAU (Jean). **Du principe autoritaire et du principe rationnel.** 1873. 1 vol. in-18. 3 fr. 50
- CLAMAGERAN. **L'Algérie, impressions de voyage.** 2^e édition.
1 vol. in-18. 3 fr. 50
- CLAVEL. **La morale positive.** 1873. 1 vol. in-18. 3 fr.
- CLAVEL. **Les principes au XIX^e siècle.** 1 v. in-18. 1877. 1 fr.
- CLOOD. **L'enfance du monde, simple histoire de l'homme des premiers temps.** In-12. 1 fr.
- CONTA. **Théorie du fatalisme.** 1 vol. in-18. 1877. 4 fr.
- CONTA. **Introduction à la métaphysique.** 1 vol. in-18. 3 fr.
- COQUEREL (Charles). **Lettres d'un marin à sa famille.** 1870.
1 vol. in-18. 3 fr. 50
- COQUEREL fils (Athanase). **Libres études (religion, critique, histoire, beaux-arts).** 1867. 1 vol. in-8. 5 fr.
- COQUEREL fils (Athanase). **Pourquoi la France n'est-elle pas protestante ?** 2^e édition. In-8. 1 fr.
- COQUEREL fils (Athanase). **La charité sans peur.** In-8. 75 c.
- COQUEREL fils (Athanase). **Évangile et liberté.** In-8. 50 c.
- COQUEREL fils (Athanase). **De l'éducation des filles, réponse à M^{re} l'évêque d'Orléans.** In-8. 1 fr.
- CORLIEU (le docteur). **La mort des rois de France, depuis François 1^{er} jusqu'à la Révolution française, études médicales et historiques.** 1 vol. in-18. 3 fr. 50
- CORMENIN (DE)-TIMON. **Pamphlets anciens et nouveaux. Gouvernement de Louis-Philippe, République, Second Empire.**
1 beau vol. in-8 cavalier. 7 fr. 50
- Conférences de la Porte-Saint-Martin pendant le siège de Paris.** Discours de MM. Desmarests et de Pressensé. — Coquerel : sur les moyens de faire durer la République. — Le Berquier : sur la Commune. — E. Bersier : sur la Commune. — H. Cernuschi : sur la Légion d'honneur. In-8. 1 fr. 25
- CORTAMBERT (Louis). **La religion du progrès.** In-18. 3 fr. 50
- COSTE (Adolphe). **Hygiène sociale contre le paupérisme** (prix de 5000 fr. au concours Péreire). 1 vol. in-8. 1882. 6 fr.
- DANICOURT (Léon). **La patrie et la république.** In-18. 2 fr. 50
- DANOVER. **De l'esprit moderne.** 1 vol. in-18. 1 fr. 50
- DAURIAC (Lionel). **Des notions de force et de matière dans les sciences de la nature.** 1 vol. in-8, 1878. 5 fr.
- DAVY. **Les conventionnels de l'Eure : Buzot, Duroy, Lindet, à travers l'histoire.** 2 forts vol. in-8. 1876. 18 fr.
- DELBOEUF. **La psychologie comme science naturelle.** 1 vol. in-8, 1876. 2 fr. 50
- DELBOEUF. **Psychophysique, mesure des sensations de lumière et de fatigue; théorie générale de la sensibilité.** In-18. 1883. 3 fr. 50
- DELBOEUF. **Examen critique de la loi psychologique, sa base et sa signification.** 1 vol. in-18. 1883. 3 fr. 50
- DESTREM (J.). **Les déportations du Consulat.** 1 br. in-8. 1 fr. 50
- DOLLFUS (Ch.). **De la nature humaine.** 1868, 1 v. in-8. 5 fr.
- DOLLFUS (Ch.). **Lettres philosophiques.** In-18. 3 fr.
- DOLLFUS (Ch.). **Considérations sur l'histoire. Le monde antique.** 1872, 1 vol. in-8. 7 fr. 50
- DOLLFUS (Ch.). **L'âme dans les phénomènes de conscience.**
1 vol. in-18. 1876. 3 fr.

- DUBOST (Antonin). **Des conditions de gouvernement en France.** 1 vol. in-8. 1875. 7 fr. 50
- DUFAY. **Études sur la Destinée.** 1 vol. in-18, 1876. 3 fr.
- DUMONT (Léon). **Le sentiment du gracieux.** 1 vol. in-8. 3 fr.
- DUMONT (Léon). **Des causes du rire.** 1 vol. in-8. 2 fr.
- DU POTET. **Manuel de l'étudiant magnétiseur.** Nouvelle édition. 1868, 1 vol. in-18. 3 fr. 50
- DU POTET. **Traité complet de magnétisme, cours en douze leçons.** 1879, 4^e édition, 1 vol. in-8 de 634 pages. 8 fr.
- DUPUY (Paul). **Études politiques,** 1874. 1 v. in-8. 3 fr. 50
- DUTASTA. **Le Capitaine Vallé, ou l'Armée sous la Restauration.** 1 vol. in-18. 1883. 3 fr. 50
- DUVAL-JOUE. **Traité de Logique,** 1855. 1 vol. in-8. 6 fr.
- Éléments de science sociale.** Religion physique, sexuelle et naturelle. 1 vol. in-18. 3^e édit., 1877. 3 fr. 50
- ÉLIPHAS LÉVI. **Dogme et rituel de la haute magie.** 1861, 2^e édit., 2 vol. in-8, avec 24 fig. 18 fr.
- ÉLIPHAS LÉVI. **Histoire de la magie.** In-8, avec fig. 12 fr.
- ÉLIPHAS LÉVI. **Clef des grands mystères.** In-8. 12 fr.
- ÉLIPHAS LÉVI. **La science des esprits.** In-8. 7 fr.
- EVANS (John). **Les âges de la pierre.** Grand in-8, avec 467 fig. dans le texte. 15 fr. — En demi-reliure. 18 fr.
- EVANS (John). **L'âge du bronze.** Grand in-8, avec 540 figures dans le texte, broché. 15 fr. — En demi-reliure. 18 fr.
- EVELLIN. **Infini et quantité.** Étude sur le concept de l'infini dans la philosophie et dans les sciences. 1 vol. in-8. 2^e édition. (Sous presse.)
- FABRE (Joseph). **Histoire de la philosophie.** Première partie : Antiquité et moyen âge. 1 vol. in-12, 1877. 3 fr. 50
- FAU. **Anatomie des formes du corps humain,** à l'usage des peintres et des sculpteurs. 1 vol. in-8 et atlas de 25 planches. 2^e édition. Prix, fig. noires. 20 fr. ; fig. coloriées. 35 fr.
- FAUCONNIER. **La question sociale.** In-18, 1878. 3 fr. 50
- FAUCONNIER. **Protection et libre échange.** In-8. 2 fr.
- FAUCONNIER. **La morale et la religion dans l'enseignement.** 1 vol. in-8. 1881. 75 c.
- FAUCONNIER. **L'or et l'argent,** essai sur la question monétaire. 1 br. in-8. 1881. 2 fr. 50
- FERBUS (N.). **La science positive du bonheur.** 1 v. in-18. 3 fr.
- FERRIÈRE (Em.). **Les apôtres,** essai d'histoire religieuse, d'après la méthode des sciences naturelles. 1 vol. in-12. 4 fr. 50
- FERRIÈRE. **L'âme est la fonction du cerveau.** 2 vol. in-18. 7 fr.
- FERRON (de). **Théorie du progrès.** 2 vol. in-18. 7 fr.
- FIAUX. **La femme, le mariage et le divorce,** étude de sociologie et de physiologie. 1 vol. in-18. 3 fr. 50
- FOX (W.-J.). **Des idées religieuses.** In-8. 1876. 3 fr.
- FRÉDÉRIQ. **Hygiène populaire.** 1 vol. in-12. 1875. 4 fr.
- FRIBOURG (E.). **Le paupérisme parisien.** 1 vol. in-12. 1 fr. 25
- GALTIER-BOISSIÈRE. **Sématotechnie, ou Nouveaux signes phonographiques.** 1 vol. in-8 avec figures. 3 fr. 50
- GASTINEAU. **Voltaire en exil.** 1 vol. in-18. 3 fr.
- GAYTE (Claude). **Essai sur la croyance.** 1 vol. in-8. 3 fr. 50
- GILLIOT (Alph.). **Études sur les religions et institutions comparées.** 2 vol. in-12, tome 1^{er}. 3 fr. — Tome II. 5 fr.

GOUET (Amédée). **Histoire nationale de France**, d'après des documents nouveaux :

Tome I. Gaulois et Francks. — Tome II. Temps féodaux. —

Tome III. Tiers état. — Tome IV. Guerre des princes. — Tome V.

Renaissance. — Tome VI. Réforme. — Tome VII. Guerres de

religion. (*Sous presse.*) Prix de chaque vol. in-8. 5 fr.

GRESLAND. **Le génie de l'homme**, libre philosophie. 1 fort

vol. grand in-8. 1883. 7 fr.

GUICHARD (V.). **La liberté de penser**. In-18. 3 fr. 50

GUILLAUME (de Moissy). **Nouveau traité des sensations**.

2 vol. in-8. 1876. 15 fr.

GUYAU. **Vers d'un philosophe**. 1 vol. In-18. 3 fr. 50

HAYEM (Armand). **L'être social**. 1 vol. in-18. 1881. 3 fr. 50

HERZEN. **Récits et Nouvelles**. 1 vol. in-18. 3 fr. 50

HERZEN. **De l'autre rive**. 1 vol. in-18. 3 fr. 50

HERZEN. **Lettres de France et d'Italie**. 1874. In-18. 3 fr. 50

HUXLEY. **La physiographie**, introduction à l'étude de la nature,

traduit et adapté par M. G. Lamy. 1 vol. in-8 avec figures dans

le texte et 2 planches en couleurs, broché, 8 fr. — En demi-

reliure, tranches dorées. 11 fr.

ISSAURAT. **Monuments perdus de Pierre-Jean**, observations,

pensées. 1868, 1 vol. in-18. 3 fr.

ISSAURAT. **Les alarmes d'un père de famille**, suscitées

par les faits et gestes de M^{gr} Dupanloup. In-8. 1 fr.

JACOBY. **Études sur la sélection dans ses rapports avec**

l'hérédité chez l'homme. 1 vol. gr. in-8. 1881. 14 fr.

JEANMAIRE. **L'idée de la personnalité dans la psychologie**

moderne. 1 vol. in-8. 5 fr.

JOZON (Paul). **De l'écriture phonétique**. In-18. 3 fr. 50

JOYAU. **De l'invention dans les arts et dans les sciences**.

1 vol. in-8. 5 fr.

KRANTZ (Emile). **Essai sur l'esthétique de Descartes**, rap-

ports de la doctrine cartésienne avec la littérature classique du

xvi^e siècle. 1 vol. in-8. 1882. 6 fr.

LABORDE. **Les hommes et les actes de l'insurrection de**

Paris devant la psychologie morbide. 1 vol. in-18. 2 fr. 50

LACHELIER. **Le fondement de l'induction**. 1 vol. in-8. 3 fr. 50

LACOMBE. **Mes droits**. 1869. 1 vol. in-12. 2 fr. 50

LA LANDELLE (de). **Alphabet phonétique**. In-18. 2 fr. 50

LANGLOIS. **L'homme et la Révolution**. 2 vol. in-18. 7 fr.

LA PERRE DE ROO. **La consanguinité et les effets de**

l'hérédité. 1 vol. in-8. 5 fr.

LAUSSEDAT. **La Suisse**. Études méd. et sociales. In-18. 3 fr. 50

LAVELEYE (Em. de). **De l'avenir des peuples catholiques**.

1 brochure in-8. 21^e édit. 1876. 25 c.

LAVELEYE (Em. de). **Lettres sur l'Italie (1878-1879)**. 1 vol.

in-18. 3 fr. 50

LAVELEYE (Em. de). **L'Afrique centrale**. 1 vol. in-12. 3 fr.

LAVELEYE (Em. de). **Le socialisme contemporain**. 1 vol.

in-18. 2^e édition. 3 fr. 50

LAVERGNE (Bernard). **L'ultramontanisme et l'État**. 1 vol.

in-8. 1875. 1 fr. 50

LÉDRU (Alphonse). **Organisation, attributions et responsa-**

bilité des conseils de surveillance des sociétés en

commandite par actions. Grand in-8. 1876. 3 fr. 50

- LEDRU (Alphonse). **Des publicains et des Sociétés vectigaliennes.** 1 vol. grand in-8. 1876. 3 fr.
- LEDRU-ROLLIN. **Discours politiques et écrits divers.** 2 vol. in-8 cavalier. 1879. 12 fr.
- LEMER (Julien). **Dossier des jésuites et des libertés de l'Eglise gallicane.** 1 vol. in-18. 1877. 3 fr. 50
- LIARD. **Des définitions géométriques et des définitions empiriques.** 1 vol. in-8. 3 fr. 50
- LITTRÉ. **Conservation, révolution et positivisme.** 1 vol. in-12. 2^e édition. 1879. 5 fr.
- LITTRÉ. **De l'établissement de la troisième république.** 1 vol. gr. in-8. 1884. 9 fr.
- LOURDEAU. **Le Sénat et la magistrature dans la démocratie française.** 1 vol. in-18. 1879. 3 fr. 50
- LUBBOCK (sir John). **L'homme préhistorique**, suivi d'une Description comparée des mœurs des sauvages modernes, 526 figures intercalées dans le texte. 3^e édition, suivie d'une conférence de M. P. BROCA sur les *Troglodytes de la Vézère*. 1 beau vol. in-8. (*Sous presse.*)
- LUBBOCK (sir John). **Les origines de la civilisation**, état primitif de l'homme et mœurs des sauvages modernes. 1877. 1 vol. gr. in-8 avec figures et planches hors texte. Traduit de l'anglais par M. Ed. BARBIER. 2^e édition. 1877. 15 fr.
Relié en demi-marquain avec tr. dorées. 18 fr.
- MAGY. **De la science et de la nature.** In-8. 6 fr.
- MARAIS (Aug.). **Garibaldi et l'armée des Vosges** 1 vol. in-18. 1 fr. 50
- MASSERON (I.). **Danger et nécessité du socialisme.**
- MAURICE (Fernand). **La politique extérieure de la France.** 1 vol. in-12. 3 fr. 50
- MAX MULLER. **Amour allemand**, traduit de l'allemand. 1 vol. in-18. 3 fr. 50
- MAZZINI. **Lettres de Joseph Mazzini à Daniel Stern** (1864-1872), avec une lettre autographiée. 3 fr. 50
- MENIÈRE. **Cicéron médecin.** 1 vol. in-18. 4 fr. 50
- MENIÈRE. **Les consultations de M^{me} de Sévigné**, étude médico-littéraire. 1884. 1 vol. in-8. 3 fr.
- MESMER. **Mémoires et aphorismes**, suivi des procédés de d'Eslon. 1846. In-18. 2 fr. 50
- MICHAUT (N.). **De l'imagination.** 1 vol. in-8. 5 fr.
- MILSAND. **Les études classiques et l'enseignement public.** 1873. 1 vol. in-18. 3 fr. 50
- MILSAND. **Le code et la liberté.** 1865. In-8. 2 fr.
- MORIN (Miron). **De la séparation du temporel et du spirituel.** 1866. In-8. 3 fr. 50
- MORIN. **Magnétisme et sciences occultes.** In-8. 6 fr.
- MORIN (Frédéric). **Politique et philosophie.** In-18. 3 fr. 50
- MUNARET. **Le médecin des villes et des campagnes.** 4^e édition. 1862. 1 vol. grand in-18. 4 fr. 50
- NOEL (E.). **Mémoires d'un imbécile**, précédé d'une préface de M. Littré. 1 vol. in-18. 3^e édition. 1879. 3 fr. 50
- NOLEN (D.). **La critique de Kant et la métaphysique de Leibniz.** 1 vol. in-8. 1875. 6 fr.
- NOURRISSON. **Essai sur la philosophie de Bossuet.** 1 vol. in-8. 4 fr.

- OGER. Les Bonaparte et les frontières de la France.** In-18. 50 c.
OGER. La République. 1871, brochure in-8. 50 c.
OLECHNOWICZ. Histoire de la civilisation de l'humanité,
 d'après la méthode brahmanique. 1 vol. in-12. 3 fr. 50
OLLE-LAPRUNE. La philosophie de Malebranche. 2 vol. in-8.
 16 fr.
PARIS (le colonel). Le feu à Paris et en Amérique. 1 vol.
 in-18. 3 fr. 50
PARIS (comte de). Les associations ouvrières en Angle-
terre (trades-unions). 1869. 1 vol. gr. in-8. 2 fr. 50
 Édition sur pap. de Chine : broché, 12 fr. ; rel. de luxe. 20 fr.
PELLETAN (Eugène). La naissance d'une ville (Royan).
 1 vol. in-18. 2 fr.
PELLETAN (Eug.). Jarousseau, le pasteur du désert. 1 vol.
 in-18. 1877. Couronné par l'Académie française. 6^e édition.
 3 fr. 50
PELLETAN (Eug.). Élisée, voyage d'un homme à la
recherche de lui-même. 1 vol. in-18. 1867. 3 fr. 50
PELLETAN (Eug.). Un roi philosophe, Frédéric le Grand.
 1 vol. in-18. 1878. 3 fr. 50
PELLETAN (Eug.). Le monde marche (la loi du progrès).
 In-18. 3 fr. 50
PENJON. Berkeley, sa vie et ses œuvres. In-8. 1878. 7 fr. 50
PEREZ (Bernard). L'éducation dès le berceau. In-8. 5 fr.
PEREZ (Bernard). La psychologie de l'enfant (les trois pre-
 mières années). 2^e édition entièrement refondue. 1 vol. in-12.
 3 fr. 50
PEREZ (Bernard). Thierry Tiedmann. — Mes deux chats.
 1 brochure in-12. 2 fr.
PEREZ (Bernard). Jacottot et sa méthode d'émancipation
intellectuelle. 1 vol. in-18. 3 fr. 50
PETROZ (P.). L'art et la critique en France depuis 1822.
 1 vol. in-18. 1875. 3 fr. 50
PHILBERT (Louis). Le rire, essai littéraire, moral et psycholo-
 gique. 1 vol. in-8. 7 fr. 50
PIÈTREMONT. Les chevaux dans les temps préhistoriques
et historiques. 1 vol. in-8. 15 fr.
POEY. Le positivisme. 1 fort vol. in-12. 1876. 4 fr. 50
POEY. M. Littré et Auguste Comte. 1 vol. in-18. 3 fr. 50
POULLET. La campagne de l'Est (1870-1871). 1 vol. in-8
 avec 2 cartes, et pièces justificatives. 1879. 7 fr.
QUINET (Edgar). Œuvres complètes. 28 volumes in-18.
 Chaque volume. 3 fr. 50

Chaque ouvrage se vend séparément :

- * I. — Génie des Religions. — De l'Origine des Dieux (nou-
 velle édition).
- * II. — Les Jésuites. — L'Ultramontanisme. — Introduction à la
 Philosophie de l'Humanité (nouvelle édition) avec Préface
 inédite. — Essai sur les Œuvres de Herder.
- * III. — Le Christianisme et la Révolution française. Examen de
 la vie de Jésus-Christ, par STRAUSS.
- * IV. — Les Révolutions d'Italie.
- * V. — Marnix de Sainte-Aldegonde.
- * VI. — Les Roumains. — Allemagne et Italie. — Mélanges.
- VII. — *Ahasverus*.
- * VIII. — Prométhée. — Les Esclaves.

Suite des Œuvres de EDGAR QUINET.

- * IX. — Mes Vacances en Espagne.
- * X. — Histoire de mes idées.
- XI. — L'Enseignement du Peuple. — La Croisade romaine. — L'État de siège. — Œuvres politiques, *avant l'exil*.
- * XII-XIII-XIV. — La Révolution, 3 vol.
- * XV. — Histoire de la Campagne de 1815.
- XVI. — Napoléon (poème), *épuisé*.
- XVII-XVIII. — Merlin l'Enchanteur, 2 vol.
- * XIX-XX. — Correspondance, *lettres à sa mère*, 2 vol.
- * XXI-XXII. — La Création, 2 vol.
- XXIII. — Le Livre de l'Exilé. — Œuvres politiques, *pendant l'exil*. — Le Panthéon. — Révolution religieuse au XIX^e siècle.
- XXIV. — Le Siège de Paris et la Défense nationale. — Œuvres politiques, *après l'exil*.
- XXV. — La République, conditions de régénération de la France.
- * XXVI. — L'esprit nouveau.
- * XXVII. — La Grèce moderne. — Histoire de la poésie. — Épopées françaises du XX^e siècle.
- XXVIII. — Vie et Mort du Génie grec.

Les tomes XI, XVII, XVIII, XIX, XX peuvent être fournis en format in-8. 6 fr. le volume.

RAMBERT (E.) et P. ROBERT. Les oiseaux dans la nature, description pittoresque des oiseaux utiles. 3 vol. in-folio contenant chacun 20 chromolithographies, 10 gravures sur bois hors texte, et de nombreuses gravures dans le texte. Chaque volume, dans un carton, 40 fr. ; relié, avec fers spéciaux. 50 fr.

RÉGAMEY (Guillaume). Anatomie des formes du cheval, à l'usage des peintres et des sculpteurs. 6 planches en chromolithographie, publiées sous la direction de FÉLIX RÉGAMEY, avec texte par le D^r KUHF. 8 fr.

RIBERT (Léonce). Esprit de la Constitution du 25 février 1875. 1 vol. in-18. 3 fr. 50

RIBOT (Paul). Matérialisme et spiritualisme. 1873. In-8. 6 fr.

ROBERT (Edmond). Les domestiques. In-18. 1875. 3 fr. 50

SALETTA. Principes de logique positive. In-8. 1^{re} p. 3 fr. 50

SECRÉTAN. Philosophie de la liberté. 2 vol. in-8. 10 fr.

SIEGFRIED (Jules). La misère, son histoire, ses causes, ses remèdes. 1 vol. grand in-18. 3^e édition. 1879. 2 fr. 50

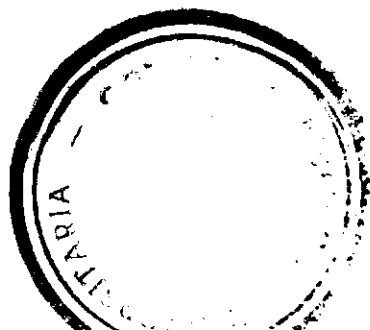
SIÈREBOIS. Autopsie de l'âme. Identité du matérialisme et du vrai spiritualisme. 2^e édit. 1873. 1 vol. in-18. 2 fr. 50

SMEE (A.). Mon jardin, géologie, botanique, histoire naturelle. 1876. 1 magnifique vol. gr. in-8, orné de 1300 fig. et 52 pl. hors texte. Broché, 15 fr. — Demi-rel., tranches dorées. 18 fr.

SOREL (ALBERT). Le traité de Paris du 20 novembre 1815. 1873. 1 vol. in-8. 4 fr. 50

STUART MILL (J.). La République de 1848, traduit de l'anglais, avec préface par SADI CARNOT. 1 vol in-18. 3 fr. 50

- TÉNOT (Eugène). **Paris et ses fortifications** (1870-1880).
1 vol. in-8. 5 fr.
- TÉNOT (Eugène). **La frontière** (1870-1881). 1 fort vol. grand
in-8. 1882. 8 fr.
- THIERS (Édouard). **La puissance de l'armée par la réduction du service**. 1 vol. in-8. 1 fr. 50
- THULIÉ. **La folie et la loi**. 1867. 2^e édit. 1 vol. in-8. 3 fr. 50
- THULIÉ. **La manie raisonnante du docteur Campagne**.
1870. Broch. in-8 de 132 pages. 2 fr.
- TIBERGHIEU. **Les commandements de l'humanité**. 1872.
1 vol. in-18. 3 fr.
- TIBERGHIEU. **Enseignement et philosophie**. In-18. 4 fr.
- TIBERGHIEU. **Introduction à la philosophie**. In-8. 6 fr.
- TIBERGHIEU. **La science de l'âme**. 1 v. in-12. 3^e édit. 1879. 6 fr.
- TIBERGHIEU. **Éléments de morale univ.** 1 v. in-12. 1879. 2 fr.
- TISSANDIER. **Études de Théodicée**. 1869. In-8 de 270 p. 4 fr.
- TISSOT. **Principes de morale**. In-8. 6 fr.
- TISSOT. Voy. KANT, page 3.
- TISSOT (J.). **Essai de philosophie naturelle**, tome I. 1 vol.
in-8. 12 fr.
- VACHEROT. **La science et la métaphysique**. 3 vol. in-18.
10 fr. 50
- VACHEROT. Voyez pages 7 et 9.
- VALLIER. **De l'intention morale**. 1 vol. in-8. 3 fr. 50
- VAN DER REST. **Platon et Aristote**. In-8. 1876. 10 fr.
- VALMONT (V.). **L'espion prussien**, roman anglais, traduit par
M.-J. DUBRISAT. 1 vol. in-18. 3 fr. 50
- VÉRA. **Strauss et l'ancienne et la nouvelle foi**. In-8. 6 fr.
- VÉRA. **Cavour et l'Église libre dans l'État libre**. 1874.
In-8. 3 fr. 50
- VÉRA. **L'Hégélianisme et la philosophie**. In-18. 3 fr. 50
- VÉRA. **Mélanges philosophiques**. 1 vol. in-8. 1862. 5 fr.
- VÉRA. **Platonis, Aristotelis et Hegelii de medio terminio doctrina**. 1 vol. in-8. 1845. 4 fr. 50
- VÉRA. **Introduction à la philosophie de Hegel**. 1 vol. in-8,
2^e édition. 6 fr. 50
- VERNAL. **Origine de l'homme**, d'après les lois de l'évolution
naturelle. 1 vol. in-8. 3 fr.
- VIDAL. **La croyance philosophique en Dieu**. 1 vol. in-18.
2^e édition. 2 fr.
- VILLIAUMÉ. **La politique moderne**. 1873. In-8. 6 fr.
- VOITURON (P.). **Le libéralisme et les idées religieuses**.
1 vol. in-12. 4 fr.
- YUNG (EUGÈNE). **Henri IV, écrivain**. 1 vol. in-8. 1855. 5 fr.
- ZABOROWSKI. **L'Anthropologie**, son histoire, sa place, ses
résultats. 1 brochure in-8. 1882. 4 fr. 25
- ZEVORT (Edgar). **Le marquis d'Argenson et le Ministère des
affaires étrangères du 18 novembre 1744 au 10 janvier 1747**.
1 vol. in-8. 2^e édition. (*Sous presse.*)



BIBLIOTHÈQUE UTILE

LISTE DES OUVRAGES PAR ORDRE D'APPARITION

Le vol. de 190 pages, broché, 60 centimes.

Cartonné à l'anglaise, 1 franc.

Le titre de cette collection est justifié par les services qu'elle rend et la part pour laquelle elle contribue à l'instruction populaire.

Les noms dont ses volumes sont signés lui donnent d'ailleurs une autorité suffisante pour que personne ne dédaigne ses enseignements. Elle embrasse *l'histoire, la philosophie, le droit, les sciences, l'économie politique et les arts*, c'est-à-dire qu'elle traite toutes les questions qu'il est aujourd'hui indispensable de connaître. Son esprit est essentiellement démocratique, le langage qu'elle parle est simple et à la portée de tous, mais il est aussi à la hauteur des sujets traités.

-
- I. — **Morand**. Introd. à l'étude des Sciences physiques. 2^e édit.
 - II. — **Cruveilhier**. Hygiène générale. 6^e édition.
 - III. — **Corbon**. De l'enseignement professionnel. 2^e édition.
 - IV. — **L. Pichat**. L'Art et les Artistes en France. 3^e édition.
 - * V. — **Buchez**. Les Mérovingiens. 3^e édition.
 - * VI. — **Buchez**. Les Carolingiens.
 - * VII. — **F. Morin**. La France au moyen âge. 3^e édition.
 - VIII. — **Bastide**. Luites religieuses des premiers siècles. 4^e éd.
 - IX. — **Bastide**. Les guerres de la Réforme. 4^e édition.
 - X. — **E. Pelletan**. Décadence de la monarchie française. 4^e éd.
 - XI. — **L. Brothier**. Histoire de la Terre. 4^e édition.
 - XII. — **Sanson**. Principaux faits de la chimie.
 - XIII. — **Turck**. Médecine populaire. 4^e édition.
 - * XIV. — **Morin**. Résumé populaire du Code civil. 2^e édition.
 - * XV. — **Zaborowski**. L'homme préhistorique. 2^e édition.
 - XVI. — **A. Ott**. L'Inde et la Chine. 2^e édition.
 - * XVII. — **Catalan**. Notions d'Astronomie. 2^e édition.
 - XVIII. — **Cristal**. Les Délassements du travail.
 - * XIX. — **Victor Meunier**. Philosophie zoologique.
 - XX. — **G. Jourdan**. La justice criminelle en France. 2^e édition.
 - XXI. — **Ch. Rolland**. Histoire de la maison d'Autriche. 3^e édit.
 - * XXII. — **E. Despois**. Révolution d'Angleterre. 2^e édition.
 - XXIII. — **B. Gastineau**. Génie de la Science et de l'Industrie.
 - XXIV. — **H. Leneveux**. Le Budget du foyer. Economie domestique.
 - * XXV. — **L. Combes**. La Grèce ancienne.
 - * XXVI. — **Fréd. Lock**. Histoire de la Restauration. 2^e édition.
 - XXVII. — **L. Brothier**. Histoire populaire de la philosophie.
 - * XXVIII. — **E. Margollé**. Les Phénomènes de la mer. 4^e édition.
 - XXIX. — **L. Collas**. Histoire de l'Empire ottoman. 2^e édition.
 - * XXX. — **Zurcher**. Les Phénomènes de l'atmosphère. 3^e édit.
 - XXXI. — **E. Raymond**. L'Espagne et le Portugal. 2^e édition.
 - XXXII. — **Eugène Noël**. Voltaire et Rousseau. 2^e édition.
 - XXXIII. — **A. Ott**. L'Asie occidentale et l'Egypte.
 - XXXIV. — **Ch. Richard**. Origine et fin des Mondes. 3^e édition.
 - XXXV. — **Enfantin**. La Vie éternelle. 2^e édition.
 - XXXVI. — **L. Brothier**. Causeries sur la mécanique. 2^e édit.
 - XXXVII. — **Alfred Doncaud**. Histoire de la marine française.
 - XXXVIII. — **Fréd. Lock**. Jeanne d'Arc.

- XXXIX. — **Carnot**. Révolution française. — Période de création (1789-1792).
- XL. — **Carnot**. Révolution française. — Période de conservation (1792-1804).
- XLI. — **Zurcher et Margollé**. Télescope et Microscope.
- * XLII. — **Blerzy**. Torrents, Fleuves et Canaux de la France.
- * XLIII. — **P. Secchi, Wolf, Briot et Delaunay**. Le Soleil, les Étoiles et les Comètes.
- XLIV. — **Stanley Jevons**. L'Économie politique, trad. de l'anglais par H. Gravez.
- XLV. — **Em. Ferrière**. Le Darwinisme. 2^e édit.
- XLVI. — **H. Leneveux**. Paris municipal.
- XLVII. — **Bolliot**. Les Entretiens de Fontenelle sur la pluralité des mondes, mis au courant de la science.
- * XLVIII. — **E. Zevort**. Histoire de Louis-Philippe.
- * XLIX. — **Geikie**. Géogr. physique, trad. de l'anglais par H. Gravez.
- * L. — **Zaborowski**. L'origine du langage. 2^e édition.
- LI. — **H. Blerzy**. Les colonies anglaises.
- LII. — **Albert Lévy**. Histoire de l'air.
- LIII. — **Geikie**. La Géologie (avec figures).
- LIV. — **Zaborowski**. Les Migrations des animaux.
- LV. — **F. Paulhan**. La Physiologie de l'esprit (avec figures).
- LVI. — **Zurcher et Margollé**. Les Phénomènes célestes.
- LVII. — **Girard de Rialle**. Les peuples de l'Afrique et de l'Amérique.
- LVIII. — **Jacques Bertillon**. La Statistique humaine de la France (naissance, mariage, mort).
- * LIX. — **Paul Gaffarel**. La Défense nationale en 1792.
- LX. — **Herbert Spencer**. De l'éducation.
- LXI. — **Jules Barni**. Napoléon I^{er}.
- LXII. — **Huxley**. Premières notions sur les sciences.
- * LXIII. — **P. Bondoïs**. L'Europe contemporaine (1789-1879).
- LXIV. — **Grove**. Continents et Océans (avec figures).
- LXV. — **Jouan**. Les îles du Pacifique (avec 1 carte).
- LXVI. — **Robinet**. La Philosophie positive.
- LXVII. — **Renard**. L'homme est-il libre ?
- LXVIII. — **Zaborowski**. Les grands singes.
- LXIX. — **Hatin**. Le journal.
- LXX. — **Girard de Rialle**. Les peuples de l'Asie et de l'Europe.
- LXXI. — **Doneaud**. Histoire contemporaine de la Prusse.
- LXXII. — **Dufour**. Petit dictionnaire des falsifications.
- LXXIII. — **Henneguy**. Histoire contemporaine de l'Italie.
- LXXIV. — **Leneveux**. Le travail manuel en France.
- LXXV. — **Jouan**. La chasse et la pêche des animaux marins.
- LXXVI. — **Regnard**. Histoire contemporaine de l'Angleterre.
- LXXVII. — **Bouant**. Histoire de l'eau (avec figures).
- LXXVIII. — **Jourdy**. Le patriotisme à l'école.
- LXXIX. — **Mongredien**. Histoire du libre échange en Angleterre.
- LXXX. — **Crelighton**. Histoire romaine.
- LXXXI. — **P. Bondoïs**. Mœurs et institutions de la France (des origines au XVII^e siècle).
- LXXXII. — **L. Bondoïs**. Mœurs et institutions de la France (du XVII^e siècle à la Révolution française).
- LXXXIII. — **Zaborowski**. Tableau des mondes disparus (avec figures).

CATALOGUE DE LA BIBLIOTHEQUE UTILE

PAR ORDRE DES MATIÈRES

Le volume de 190 pages, broché..... 60 centimes.

Cartonné à l'anglaise 1 franc.

HISTOIRE DE FRANCE.

* **Les Mérovingiens**, par BUCHEZ, ancien président de l'Assemblée constituante.

* **Les Carlovingiens**, par BUCHEZ, ancien président de l'Assemblée constituante.

Les luttes religieuses des premiers siècles, par J. BASTIDE, ancien ministre des affaires étrangères. 4^e édition.

Les guerres de la Réforme, par J. BASTIDE, ancien ministre des affaires étrangères. 4^e édition.

La France au moyen âge, par F. MORIN, ancien professeur de l'Université.

* **Jeanne d'Arc**, par Fréd. LOCK.

Décadence de la monarchie

française, par Eug. PELLETAN, sénateur. 4^e édition.

* **La Révolution française**, par CARNOT, sénateur (2 volumes).

La défense nationale en 1792, par P. GAFFAREL, professeur à la Faculté des lettres de Dijon.

* **Napoléon 1^{er}**, par Jules BARNI, membre de l'Assemblée nationale.

* **Histoire de la Restauration**, par Fréd. LOCK. 3^e édition.

* **Histoire de la marine française**, par Alfr. DONEAUD, professeur à l'Ecole navale. 2^e édition.

* **Histoire de Louis-Philippe**, par Edgar ZEVORT, inspecteur de l'Académie de Paris. 2^e édition.

Mœurs et Institutions de la France, par P. BONDOIS, professeur au lycée d'Orléans. 2 volumes.

PAYS ÉTRANGERS.

* **L'Espagne et le Portugal**, par E. RAYMOND. 2^e édition.

Histoire de l'empire ottoman, par L. COLLAS. 2^e édition.

La Grèce ancienne, par L. COMBES, conseiller municipal de Paris. 2^e édition.

L'Asie occidentale et l'Égypte, par A. OTT. 2^e édition.

* **L'Inde et la Chine**, par A. OTT. 2^e édition.

* **Les révolutions d'Angleterre**, par Eug. DESPOIS, ancien professeur de l'Université. 3^e édition.

Histoire de la maison d'Autriche, par Ch. ROLLAND. 2^e édition.

L'Europe contemporaine (1789-1879), par P. BONDOIS, professeur d'histoire au lycée d'Orléans.

Histoire contemporaine de la Prusse, par Alfr. DONEAUD. 1 vol.

Histoire contemporaine de l'Italie, par Félix HENNEGUY. 1 vol.

Histoire contemporaine de l'Angleterre, par A. REGNARD.

Histoire romaine, par CREIGHTON.

GÉOGRAPHIE. — COSMOGRAPHIE.

Torrents, fleuves et canaux de la France, par H. BLERZY, ancien élève de l'Ecole polytechnique.

* **Les colonies anglaises**, par le même.

Les îles du Pacifique, par le capitaine de vaisseau JOUAN (avec 1 carte).

Les peuples de l'Afrique et de l'Amérique, par GIRARD DE RIALLE.

Les peuples de l'Asie et de l'Europe, par le même.

* **Notions d'astronomie**, par L. CATALAN, professeur à l'Université de Liège. 4^e édition.

Géographie physique, par GEIKIE, professeur à l'Université d'Edimbourg (avec figures).

Continents et océans, par GROVE, membre de la Société royale de géographie de Londres (avec figures).

* **Les entretiens de Fontenelle sur la pluralité des mondes**, mis au courant de la science par BOILLOT.

* **Le soleil et les étoiles**, par le P. SECCHI, BRIOT, WOLF et DELAUNAY. 2^e édition.

* **Les phénomènes célestes**, par ZÜRCHER et MARGOLLÉ.

PHILOSOPHIE.

La vie éternelle, par ENFANTIN. 2^e édition.

Voltaire et Rousseau, par Eug. NOEL. 3^e édition.

Histoire populaire de la philosophie, par L. BROTHIER. 3^e édition.

* **La philosophie zoologique**, par Victor MEUNIER. 2^e édition.

* **L'Origine du langage**, par L. ZABOROWSKI.

Physiologie de l'esprit, par PAULHAN (avec figures).

L'Homme est-il libre ? par RENARD.

La philosophie positive, par le docteur ROBINET. 2^e édition.

SCIENCES.

* **Le génie de la science et de l'industrie**, par B. GASTINEAU.

* **Télescope et Microscope**, par ZURCHER et MARGOLLÉ.

* **Les phénomènes de l'atmosphère**, par ZURCHER, ancien élève de l'Ecole polytechnique. 4^e édition.

* **Histoire de l'air**, par Albert LÉVY, ancien élève de l'Ecole polytechnique, physicien titulaire à l'observatoire de Montsouris (avec figures).

* **Hygiène générale**, par le docteur L. CRUYELHIER. 6^e édition.

* **Causeries sur la mécanique**, par BROTHIER. 2^e édition.

* **Histoire de la terre**, par le même. 5^e édition.

* **Principaux faits de la chimie**, par SAMSON, professeur à l'Ecole vétérinaire d'Alfort. 5^e édition.

* **Médecine populaire**, par le docteur TURCK. 4^e édition.

* **Les phénomènes de la mer**, par E. MARGOLLÉ. 5^e édition.

Origines et fin des mondes, par Ch. RICHARD. 3^e édition.

L'homme préhistorique, par L. ZABOROWSKI. 2^e édition.

Histoire de l'eau, par BOUANT, agrégé de l'Université (avec figures).

* **Introduction à l'étude des sciences physiques**, par MORAND. 5^e édition.

* **Les grands singes**, par le même.

* **Le darwinisme**, par E. FERRIÈRE. 3^e édition.

* **Géologie**, par GEIKIE; traduit de l'anglais par H. Gravez, avec 47 figures dans le texte.

Les migrations des animaux et le pigeon voyageur, par ZABOROWSKI.

Premières notions sur les sciences, par Th. HUXLEY, membre de la Société royale de Londres.

Petit Dictionnaire des falsifications, avec moyens faciles pour les reconnaître, par DUFOUR.

La chasse et la pêche des animaux marins, par le capitaine de vaisseau JOUAN.

Tableau des mondes disparus, par L. ZABOROWSKI.

ENSEIGNEMENT. — ÉCONOMIE DOMESTIQUE.

De l'éducation, par HERBERT SPENCER.

La statistique humaine de la France, par Jacques BERTILLON.

Le Journal, par HATIN.

De l'enseignement professionnel, par CORBON, sénateur. 3^e édition.

Les délassements du travail, par Maurice CRISTAL. 2^e édition.

Le budget du foyer, par H. LENEVEUX, anc. conseiller municipal de Paris.

Paris municipal, ses services publics et ses ressources financières, par le même.

Histoire du travail manuel en France, par le même.

L'Art et les artistes en France, par Laurent PICHAT, sénateur. 4^e édit.

Économie politique, par STANLEY JEVONS, professeur à l'University College de Londres; traduit de l'anglais par H. Gravez, ingénieur. 3^e édition.

Le patriotisme à l'école. Guide populaire d'instruction patriotique et militaire, par JOURDY, capitaine d'artillerie.

Histoire du libre échange en Angleterre, par MONGREDIEN.

DROIT.

La loi civile en France, par MORIN. 3^e édition.

La justice criminelle en France par G. JOURDAN. 3^e édition.

REVUE PHILOSOPHIQUE

· DE LA FRANCE ET DE L'ÉTRANGER

Dirigée par **TH. RIBOT**

Agrégé de philosophie, Docteur ès lettres

(9^e année, 1884.)



La REVUE PHILOSOPHIQUE paraît tous les mois, par livraisons de 6 à 7 feuilles grand in-8, et forme ainsi à la fin de chaque année deux forts volumes d'environ 680 pages chacun.

CHAQUE NUMÉRO DE LA REVUE CONTIENT :

Plusieurs articles de fond; 2^o des analyses et comptes rendus des nouveaux ouvrages philosophiques français et étrangers; 3^o un compte rendu aussi complet que possible des *publications périodiques* de l'étranger pour tout ce qui concerne la philosophie; 4^o des notes, documents, observations, pouvant servir de matériaux ou donner lieu à des vues nouvelles.

Prix d'abonnement :

Un an, pour Paris, 30 fr. — Pour les départements et l'étranger, 33 fr.

La livraison..... 3 fr.

Les années écoulées se vendent séparément, 30 francs, et par livraisons de 3 francs.

REVUE HISTORIQUE

Dirigée par **G. MONOD**

(9^e année, 1884.)

La REVUE HISTORIQUE paraît tous les deux mois, par livraisons grand in-8 de 15 à 16 feuilles, de manière à former à la fin de l'année trois beaux volumes de 500 pages chacun.

CHAQUE LIVRAISON CONTIENT :

I. Plusieurs *articles de fond*, comprenant chacun, s'il est possible, un travail complet. — II. Des *Mélanges et Variétés*, composés de documents inédits d'une étendue restreinte et de courtes notices sur des points d'histoire curieux ou mal connus. — III. Un *Bulletin historique* de la France et de l'étranger, fournissant des renseignements aussi complets que possible sur tout ce qui touche aux études historiques. — IV. Une *analyse des publications périodiques* de la France et de l'étranger, au point de vue des études historiques. — V. Des *Comptes rendus critiques* des livres d'histoire nouveaux.

Prix d'abonnement :

Un an, pour Paris, 30 fr. — Pour les départements et l'étranger, 33 fr.

La livraison..... 3 fr.

Les années écoulées se vendent séparément 30 francs, et par fascicules de 6 francs. Les fascicules de la 1^{re} année se vendent 9 francs.

Table des matières contenues dans les cinq premières années de la Revue historique (1876 à 1880), par CHARLES BÉMONT.
1 vol. in-8, 3 fr. (pour les abonnés de la Revue, 1 fr. 50.)

C. 879

44 - 8

HISTOIRE
DU
SECOND EMPIRE

PAR
TAXILE DELORD

TOME PREMIER

PARIS
LIBRAIRIE GERMER BAILLIÈRE

17, RUE DE L'ÉCOLE-DE-MÉDECINE, 17

1869

LIBRAIRIE GERMER BAILLIRE ET C^{ie}

108, Boulevard Saint-Germain, 108

BIBLIOTHÈQUE DE PHILOSOPHIE CONTEMPORAINE

Volumes in-18 à 2 fr. 50 c. — Cartonnés, 3 fr.

- | | | |
|--|---|---|
| <p>H. Taine.
Le Positivisme anglais. 2^e éd.
L'Idealisme anglais.
Philosophie de l'art. 3^e éd.
Philos. de l'art en Italie. 2^e éd.
Philos. de l'art dans les Pays Bas.
Philos. de l'art en Grèce.</p> <p>Paul Janet.
Le Matérialisme contemp. 2^e éd.
La Crise philosophique.
Le Cerveau et la Pensée.
Philos. de la Révol. française.
2^e éd.
St-Simon et le St-Simonisme.
<i>Spinoza</i> : Dieu, l'homme.</p> <p>Odysse Barrot.
Philosophie de l'histoire.</p> <p>Alaux.
Philosophie de M. Cousin.</p> <p>Ad. Franck.
Philos. du droit pénal.
Philos. du droit ecclésiastique.
Philosophie mystique au dix-huitième siècle.</p> <p>E. Saisset.
L'âme et la vie.
Critique et histoire de la philosophie.</p> <p>Charles Lévêque.
Le Spiritualisme dans l'art.
La Science de l'invisible.</p> <p>Auguste Laugel.
Les Problèmes de la nature.
Les Problèmes de la vie.
Les Problèmes de l'âme.
La Voix, l'Oreille et la Musique.
L'Optique et les Arts.</p> <p>Challemel-Lacour.
La philos. individualiste.</p> <p>Charles de Rémusat.
Philosophie religieuse.</p> <p>Albert Lemoine.
Le Vital. et l'Anim. de Stahl.
De la Physion. et de la Parole.
L'Habitude et l'Instinct.</p> <p>Milsand.
L'Esthétique anglaise.</p> <p>A. Véra.
Essais de philos. hégélienne.</p> | <p>Beaussire.
Antécéd. de l'hégélianisme.</p> <p>Bost.
Le Protestantisme libéral.</p> <p>Ed. Auber.
Philosophie de la Médecine.</p> <p>Leblais.
Matérialisme et spiritualisme.</p> <p>Ad. Garnier.
De la morale dans l'antiquité.</p> <p>Schœbel.
Philos. de la raison pure.</p> <p>Tissandier.
Des sciences occultes.</p> <p>J. Moleschott.
La Circulation de la vie. 2 vol.</p> <p>L. Büchner.
Science et nature. 2 vol.</p> <p>Ath. Coquerel fils.
Transf. du christianisme.
La Conscience et la Foi.
Histoire du Credo.</p> <p>Jules Levallois.
Déisme et Christianisme.</p> <p>Camille Selden.
La Musique en Allemagne.</p> <p>Fontanès.
Le Christianisme moderne.</p> <p>Saigey.
La Physique moderne. 2^e tir.</p> <p>Mariano.
La Philos. contemp. en Italie.</p> <p>E. Faivre.
De la variabilité des espèces.</p> <p>J. Stuart Mill.
Auguste Comte. 2^e éd.</p> <p>Ernest Bersot.
Libre philosophie.</p> <p>Albert Réville.
La divinité de Jésus-Christ.
2^e éd.</p> <p>W. de Fonvielle.
L'astronomie moderne.</p> <p>C. Coignet.
La morale indépendante.</p> <p>E. Bont.
Philosophie de la civilisation en Grèce.</p> <p>E. Vacherot.
La Science et la Conscience.</p> | <p>Herbert Spencer.
Classification des sciences.</p> <p>Max Muller.
La science et la religion.</p> <p>Ph. Gauckler.
Le Beau et son histoire.</p> <p>L.-A. Dumont.
Hæckel et l'évolution.</p> <p>Bertaud.
L'ordre social et l'ordre moral.
Philosophie sociale.</p> <p>Th. Ribot.
La Philos. de Schopenhauer.
Des maladies de la mémoire.</p> <p>A. Herzen.
Physiologie de la volonté.</p> <p>Bentham et Grote.
La religion naturelle.</p> <p>Hartmann (E. de).
La religion de l'avenir. 2^e éd.
Le Darwinisme. 2^e éd.</p> <p>Lotze (H.).
Psychologie physiologique.</p> <p>Schopenhauer.
Essai sur le libre arbitre.
Le Fondement de la morale.
Pensées et fragments.</p> <p>Liard.
Logiciens anglais contemp.</p> <p>Marion.
Lock, sa vie et son œuvre.</p> <p>O. Schmidt.
Les sciences naturelles et l'Inconscient.</p> <p>Hæckel.
Les preuves du transformisme.
La psychologie cellulaire.</p> <p>Pi y Marghall.
Les nationalités.</p> <p>Barthélemy St-Hilaire.
De la métaphysique.</p> <p>Espinas.
Philos. expérin. en Italie.</p> <p>Siciliani.
Psychogénie moderne.</p> <p>Roisel.
La substance.</p> <p>Nolen.
La philosophie de Lange.
(Sous presse.)</p> |
|--|---|---|

HISTOIRE
DU
SECOND EMPIRE

II

PARIS. — IMPRIMERIE EMILE MARTINET, RUE MIGNON, 2.

10-10-9

6.159

VIII-106

R:

HISTOIRE

DE

SECOND EMPIRE

PAR

TAXILE DELORD

TOME DEUXIÈME

PARIS

GERMER BAILLIÈRE, LIBRAIRE-ÉDITEUR

RUE DE L'ÉCOLE-DE-MÉDECINE, 17

Londres

Hipp. Baillière, 219, Regent street.

New-York

Baillière brothers, 450, Broadway.

MADRID, C. BAILLY-BAILLIÈRE, PLAZA DE TOPETE, 46.

1870

Tous droits réservés.







HISTOIRE DU SECOND EMPIRE

1848 — 1869

L'EMPIRE (SUITE)

CHAPITRE PREMIER.

LA LOI DE RÉGENCE.

1856.

SOMMAIRE. — La fièvre de l'agiotage. — Fluctuations soudaines des fonds publics. — Ses dangers. — Cupidité universelle. — Le Gouvernement a l'air de combattre cette cupidité. — Lettres de l'Empereur à M. Ponsard et à M. Oscar de Vallée. — La spéculation et l'agiotage redoublent d'ardeur. — Embarras généraux du commerce et de l'industrie. — La Banque de France élève son escompte à 6 pour 100. — Insuffisance de la récolte en céréales. — Crise monétaire et financière. — Enchérissement des substances alimentaires. — Souffrances des classes bourgeoises et des classes pauvres. — Crise des loyers. — Avènement de M. Haussmann à la préfecture de la Seine. — Les inondations. — Voyage de l'Empereur dans les départements inondés. — Paris césarien. — Corruption des mœurs. — Affluence des princes étrangers dans la capitale. — Baptême du Prince impérial. — L'Impératrice reçoit la rose d'or. — Situation politique du Sénat. — Le Sénat et la Pairie. — Le Sénat reçoit un *avertissement* sous forme de note insérée au *Moniteur*. — Le Sénat s'oppose à la promulgation de la taxe sur les voitures. — Le sénatus-consulte sur la Régence est présenté au Sénat. — Vive discussion sur cette loi. — Le serment de Régence. — Contiendra-t-il l'engagement de faire exécuter le concordat ? — M. de La Valette propose un amendement dans ce sens. — Rejet de cet amendement. — Le sénatus-consulte est adopté à l'unanimité.

La France, depuis le rétablissement de l'Empire,
se livrait à la spéculation et à l'agiotage avec une

ardeur qui, en 1856, était devenue une véritable fièvre : 80 millions de francs en titres de rente 4 1/2 et 3 pour 100, jetés en moins de dix-huit mois sur la place de Paris par les emprunts du gouvernement, emprunts des départements et des communes pour subvenir aux travaux d'embellissement et d'utilité entrepris sur tous les points du territoire, emprunts des chemins de fer pour l'exécution des nouvelles lignes : quelle proie pour les agioteurs ! Le marché, surchargé d'un poids énorme d'actions et d'obligations, écrasait la rente. Les fonds publics, soumis aux fluctuations les plus soudaines, ruinaient le public et enrichissaient les spéculateurs audacieux qui, après avoir exploité pendant la guerre les moindres bruits diplomatiques, les moindres incidents du siège de Sébastopol, s'apprêtaient depuis la signature de la paix à moissonner dans le vaste champ de la commandite ; les gens d'affaires usaient des moyens d'influence que donnent l'intrigue et la corruption pour obtenir des concessions de chemins de fer ou tout autre privilège de nature à être mis en actions et escompté à la Bourse.

Un pouvoir créé par la force avec la rapidité d'un changement de décor à vue ne groupe autour de lui que des hommes assaillis d'embarras d'argent, prêts à embrasser la première cause qui leur offre une chance de se délivrer de leurs créanciers. Un tel régime absorbe les intrigants en disponibilité, les rebuts des régimes antérieurs. Le gouvernement né le 2 décembre aurait bien voulu se débarrasser des complices qui pesaient sur lui du poids de leur cu-

pidité et de leurs convoitises. M. Billault, ministre de l'intérieur, en signalant dans une lettre au préfet de police « certains individus qui, se vantant de l'influence qu'ils n'ont pas, ont réussi à en faire un véritable commerce », ajoutait « qu'il ne venait pas défendre l'administration, qui est au-dessus de tout soupçon, mais affranchir les soumissionnaires des grandes entreprises de cet impôt prélevé sur leur crédulité ». Le préfet de police, invité à prendre tous les moyens pour mettre fin à cette exploitation, crut devoir à son tour adresser une lettre aux commissaires de police; ces précautions ne rassurèrent personne. Le *Moniteur* avait déclaré qu'aucune entreprise donnant lieu à une émission de valeurs nouvelles ne serait autorisée dans le cours de l'année. Mais que pouvaient le préfet, les commissaires de police et le *Moniteur* contre la ligue permanente de l'intrigue et de la cupidité? L'amour de l'or était devenu le sentiment dominant des classes élevées de la société, de celles-là même qui se vantaient d'avoir pour uniques règles dans la vie le désintéressement et l'honneur. Le ministre de la guerre fut obligé de publier une circulaire pour empêcher les officiers de l'armée de s'adresser trop souvent à l'Empereur pour de l'argent. L'Empereur tenta lui-même de calmer cette fièvre : il prit la plume pour féliciter M. Ponsard, qui venait de faire représenter avec succès à l'Odéon une comédie intitulée : *la Bourse*.

* Palais de Saint-Cloud, 15 juin 1856.

» Monsieur, vous avez cru devoir, après la première représenta-

tion de *La Bourse*, vous dérober aux félicitations du public et aux miennes. Aujourd'hui l'envoi de votre pièce me donne l'occasion de vous les adresser, et je le fais bien volontiers, car j'ai vraiment été heureux de vous entendre flétrir de toute l'autorité de votre talent, et combattre par l'inspiration des sentiments les plus nobles le funeste entraînement du jeu. Je lirai donc votre pièce avec le même plaisir que je l'ai vu jouer. Persévérez, Monsieur, votre nouveau succès vous y engage, dans cette voie de moralité, trop rarement peut-être suivie au théâtre, et si digne pourtant des auteurs appelés comme vous à y laisser une belle réputation. Croyez à mes sentiments.

» NAPOLÉON. »

Cette lettre ne produisit aucun effet. Une autre lettre de félicitation et d'approbation adressée deux ans plus tard à M. Oscar de Vallée, avocat général à la Cour impériale de Paris sur son livre *les Manners d'argent* n'eut pas plus de succès; le gouvernement n'autorisait pas de nouvelles entreprises, mais les sociétés en commandite pouvaient se créer sans son autorisation. D'ailleurs, en autorisant l'organisation de puissantes machines financières comme le Crédit mobilier, n'avait-il pas pris l'engagement de leur fournir en quelque sorte la matière propre à les alimenter? La spéculation connaissait bien cette nécessité, elle se sentait puissamment soutenue par la logique du règne, aussi répondit-elle à la note du *Moniteur* par un redoublement d'animation qui se ralentit seulement devant la baisse des valeurs amenée par les embarras généraux du commerce et de l'industrie, par l'élévation des reports, et par les mesures restrictives adoptées par la Banque de France. Cet établissement porta son escompte à 6 pour 100, restreignit à soixante jours la durée des échéances et rendit plus rigoureuses les conditions

du prêt sur la rente et sur les actions des chemins de fer.

La Banque, voyant, malgré ces mesures, diminuer sa réserve métallique, était obligée de recourir à de perpétuels achats pour la remplacer. La récolte insuffisante des céréales et des soies en France obligeait les négociants français de payer en numéraire le supplément acheté à l'étranger; la monnaie d'argent est la seule qui ait cours dans l'Inde et dans la Chine. L'exportation métallique de la France, en 1856, atteignit près de 5 millions de francs. La Banque, pour combler ce vide et pour conserver son encaisse métallique, achetait chaque mois à l'étranger, moyennant des primes élevées, l'énorme quantité de lingots dont elle avait besoin : Crise financière, crise monétaire à la fois, que serait devenu le crédit public, si la continuation de la guerre avait nécessité l'émission d'un nouvel emprunt?

La paix fit naître d'autres craintes; les denrées alimentaires subirent une forte hausse. La viande de boucherie récemment taxée à Paris, le sucre, montèrent rapidement : la cherté se fit sentir sur les principaux articles de consommation; les classes pauvres souffraient, et rendaient largement les gros salaires dont elles étaient comblées. Les départements, les villes, avaient contracté des emprunts pour payer les dépenses dans lesquelles la politique du gouvernement les poussait; le service et le remboursement de ces emprunts rendaient nécessaire l'augmentation des droits d'octroi et des taxes locales, cause nouvelle de renchérissement. Paris, Lyon,

Marseille, jetaient leurs vieux quartiers à bas, et la diminution du nombre des habitations causait une hausse prodigieuse sur les loyers. Les ouvriers, les petits rentiers de Paris et des grandes villes murmuraient contre ces embellissements dont ils payaient trop cher les frais. Le gouvernement répondit aux plaintes des Parisiens par une note du *Moniteur*, d'où il résultait que le nombre des maisons construites dépassant celui des maisons démolies, une baisse prochaine ne pouvait manquer de se produire sur les loyers. Les habitants pauvres, en attendant, ne savaient où se caser. Le gouvernement fut obligé d'affecter de fortes subventions au logement des ouvriers : inutile palliatif. Le mal tenait à une cause trop générale pour être guéri par de semblables moyens.

Cette cause, c'était la transformation improvisée de Paris. M. Berger, préfet de la Seine, administrateur à l'ancienne mode, se croyait tout simplement appelé à continuer les traditions de son prédécesseur, M. de Rambuteau ; il ne comprenait ni le sens ni la portée de son rôle et de sa mission. Cette mission, essentiellement politique, demandait un fonctionnaire d'une trempe particulière, capable de comprendre et de mettre en pratique le principe que la fin justifie les moyens. M. Berger fut subitement remplacé par M. Haussmann et nommé sénateur. Furieux et ne comprenant rien à sa destitution, il courut demander des explications à Saint-Cloud. L'Empereur l'invita poliment à déjeuner et ne lui dit pas un mot des affaires de la ville. L'ancien maire des barricades revint à Paris, le conseil municipal lui vota une mé-

daille d'or et, le 2 juillet 1854, l'homme qui devait attacher son nom à l'œuvre césarienne de la transformation de Paris prit légalement possession de l'administration de la capitale et du département de la Seine.

M. Haussmann, destiné par sa famille aux honneurs du notariat, s'ennuyait de remplir les fonctions de deuxième clerc de notaire à Paris, lorsque la révolution de 1830 éclata. Le jeune Haussmann se souvint alors qu'il avait un grand-père conventionnel et un père lié avec les membres influents du parti libéral, notamment avec les frères Baudouin, libraires, très influents au *Constitutionnel*. Il sollicita une sous-préfecture, l'obtint, et resta sous-préfet pendant très longtemps sans que rien vînt révéler ses futures grandeurs administratives. Le président Louis-Napoléon, qui avait besoin de fonctionnaires dévoués, lui fit franchir enfin la barrière ; M. Haussmann devint préfet du Var, de l'Yonne, de la Gironde, et prit le titre de baron. M. Fremy, le directeur du Crédit foncier, était représentant de l'Yonne. Le représentant et le préfet de ce département, tous les deux anciens sous-préfets, se convinrent. M. Fremy, chargé en 1853 d'organiser sur de nouvelles bases le ministère de l'intérieur, parla de son ami à l'Empereur, en quête d'un remplaçant à M. Berger. M. Fremy eut grand'peine à faire passer M. Haussmann de Bordeaux à Paris ; il est protestant, et l'orthodoxie de l'Impératrice s'alarmait à la pensée qu'un hérétique pût être placé à la tête du département qui a la capitale pour chef-lieu. Elle finit cependant par céder aux instances de M. Fremy.



Le premier soin de M. Haussmann en arrivant à la préfecture de la Seine fut de renverser le budget préparé par son prédécesseur; plusieurs membres du conseil municipal se récrièrent contre ce procédé, le fonctionnaire chargé de la comptabilité et des finances de la ville de Paris donna sa démission. Le public, habitué encore à régler ses jugements d'après ses souvenirs, crut que le nouveau préfet succomberait devant une opposition si déclarée, le bruit courut même que M. Siméon était désigné pour le remplacer. M. Haussmann resta cependant à l'Hôtel de Ville, et l'année suivante, au mois d'avril, les charpentes des Tuileries et du Louvre tombaient, les Champs-Élysées étaient transformés, la rue de Rivoli et le boulevard de Strasbourg prolongeaient leurs perspectives, le bois de Boulogne montrait les traits principaux de ses embellissements, et l'avenue qui mène de l'Arc-de-Triomphe à ce parc était inaugurée en présence de l'Empereur et de l'Impératrice, qui accordait au préfet de la Seine l'autorisation de lui donner son titre.

Le fléau des inondations, attribué par plusieurs évêques, dans leurs mandements, à la non-observation du dimanche, avait, au printemps de l'année 1856, porté la désolation dans les départements du Rhône, de la Saône et de l'Allier. Ces fleuves ravagèrent les riches vallées à travers lesquelles ils circulent. La vallée du Rhône et celle de la Loire formaient deux immenses lacs : Lyon, Tours, Orléans, Blois étaient envahis par les eaux. L'Empereur se rendit sur les lieux du désastre, parcourut en barque

les villes et les campagnes inondées, vida des sacs-ches pleines d'or sur son passage et adressa de Plombières, le 19 juillet 1856, une longue lettre au ministre des travaux publics, dans laquelle il recommandait diverses mesures propres, selon lui, à empêcher le retour de semblables malheurs. Les journaux du gouvernement célébrèrent à l'envi ce voyage, les peintres et les dessinateurs en reproduisirent les scènes principales. Napoléon III fut salué par les flatteurs comme la providence visible du pays.

Le peuple qui sacrifie la liberté perd la force de se plaindre de ses maux et quelquefois même la faculté de les sentir : il s'en est remis à quelqu'un de ses destinées, il ne s'appartient plus, il se tait, il en veut même à ceux qui le font s'apercevoir qu'il souffre. Les Romains sous les Césars supportaient plus patiemment la famine que la suppression des jeux. Qui eût dit en voyant les théâtres, les restaurants, les cafés, les bals, les concerts publics toujours pleins que Paris était en proie à la double crise de la cherté des vivres et des loyers ? La nouvelle société, monde bizarre composé de hauts fonctionnaires à triples appointements, de financiers enrichis, de traitants, sous-traitants, d'intrigants et de courtisanes, répandait l'or à pleines mains, et vivait en fêtes perpétuelles. Le Pactole coulait à la Bourse. Le fleuve d'or semblait-il baisser, l'émission des actions d'une nouvelle compagnie en faisait remonter l'étiage. Jamais les courtisanes de l'ancienne Rome n'avaient déployé un faste plus insolent que celles de Paris, grâce à l'or des agioteurs et des financiers.

Deux des principaux banquiers de Paris, au moment de la répartition des actions du chemin de fer de Lyon, présentèrent la liste des personnes favorisées qu'ils voulaient gratifier d'un certain nombre d'actions de la compagnie au pair ; le banquier anglais Baring, en voyant des noms de femmes former en majorité cette liste privilégiée, ne put s'empêcher de manifester un vif étonnement ; ses collègues lui répondirent en riant qu'il venait de faire connaissance avec les plus célèbres courtisanes de Paris. Le financier puritain les raya de la liste, prétendant que ses deux collègues ayant l'un vingt-cinq mille actions, l'autre dix mille, ils pouvaient par conséquent être généreux pour leur compte.

Paris était devenu la capitale de l'agiotage universel, la Bourse y attirait tous les banquiers de l'Europe, l'Exposition tous les curieux, et le gouvernement tous les princes : le duc de Cambridge, le roi de Wurtemberg, l'archiduc Ferdinand d'Autriche, le prince Oscar de Suède, le prince Adalbert de Bavière, le prince régnant de Toscane, le prince Frédéric-Guillaume de Prusse se succédaient dans les résidences impériales. Tous les jours nouvelle revue au Champ de Mars et nouvelle fête aux Tuileries. La cérémonie du baptême du Prince impérial fut célébrée le 14 juin, avec toute la pompe monarchique, sous la voûte de Notre-Dame, colorée en bleu de ciel étoilé d'or et offrant à chaque nervure une nuance différente par cordon. Les murs cachés sous les tons doux des décorations du treizième siècle, les gros piliers recouverts de velours cramoisi galonné d'or,

les chapiteaux dorés, les noms des villes de France inscrits au bas d'une galerie drapée de cramoisi où s'enlaçaient des guirlandes, complétaient la décoration. L'église contenait près de cinq mille invités. Le cardinal Patrizzi, évêque d'Albano, légat du pape, et la grande-duchesse de Bade, représentaient l'un Pie IX, parrain du prince, et l'autre sa marraine, la reine de Suède. Les curieux se pressaient comme toujours sur le passage du cortège. Le légat, précédé de son porte-croix, s'avancait dans un carrosse traîné à huit chevaux; les maréchaux Canrobert et Bosquet chevauchaient aux portières du carrosse de l'enfant; les autres maréchaux entouraient la voiture impériale. Le légat, au moment du baptême, entama un discours qui ne figurait pas sur le programme; la musique étouffa sa voix.

L'Empereur et l'Impératrice, après la cérémonie, se rendirent à l'Hôtel de Ville où les attendait un banquet. Quatre-vingt-six évêques y prirent place; l'Empereur et l'Impératrice décidèrent, selon tradition monarchique, qu'ils seraient parrain et marraine des enfants nés le même jour que leur fils. Le nombre de ces enfants s'éleva pour la France à plus de quatre mille. Les élèves des écoles primaires reçurent leur part des dragées du baptême. Cinquante mille sacs de bonbons leur furent distribués. Quelques jours après cette fête, un rosier d'or au-dessus duquel s'élevait une rose bénite par le Pape fut déposé, en présence de toute la cour, sur l'autel de la chapelle des Tuileries. Le légat, après avoir lu le bref papal qui conférait à l'Impératrice la rose

consacrée, la prit et la lui remit de sa main. Une souscription, dont le chiffre était limité entre cinq et vingt centimes, s'ouvrit à Paris sous l'impulsion des maires et de nombreux comités dans le but d'offrir à l'Impératrice et à son fils un témoignage de l'amour de la population. Soixante mille francs furent recueillis. Cette somme, augmentée par l'Empereur d'une rente de trente mille francs, servit à la fondation de l'orphelinat du Prince impérial.

La naissance d'un héritier du trône obligeait le gouvernement à présenter la loi de régence. Un sénatus-consulte fut donc rédigé et soumis aux délibérations du premier corps de l'État.

La Constitution avait jugé nécessaire de couvrir d'un voile impénétrable les séances du Sénat. La France savait bien que cette assemblée était chargée de veiller à ce qu'aucune atteinte ne fût portée à la Constitution, à la religion, à la morale, à la liberté des cultes, à la liberté individuelle, à l'égalité des citoyens devant la loi, à l'inviolabilité de la propriété, à l'intégrité du territoire et au principe de l'inamovibilité de la magistrature, mais elle ignorait si l'occasion de protéger l'un de ces grands principes s'était présentée. Le Sénat lui-même ne se rendait peut-être pas bien compte des moyens qu'il pourrait employer, le cas échéant, pour rendre cette protection efficace. Investi du pouvoir constituant, il cherchait surtout les occasions d'exercer le pouvoir législatif; dominé par les vieilles habitudes de ses membres, au lieu d'examiner si le projet de loi ne menaçait aucun des grands principes énumérés plus

haut, il s'obstinait à en discuter les dispositions particulières, ne pouvant se faire à l'idée qu'on le condamnat à approuver silencieusement une loi qu'il trouvait mauvaise, comme si le pouvoir constituant devait s'abaisser à de pareilles préoccupations.

Les orateurs du gouvernement avaient beau dire au Sénat : cette loi est finie, l'Empereur n'attend plus pour y apposer sa signature et la promulguer que votre approbation ; il ne s'agit pas de savoir si la loi est bonne ou mauvaise, mais si elle est constitutionnelle ou si elle ne l'est pas, le Sénat se rendait à ces observations pour de petites lois sans importance, mais en présence de lois de premier ordre, comme, par exemple, la loi de M. Fortoul sur l'instruction publique, il voulait dire son avis. Cette loi contenait tout un système nouveau, elle modifiait profondément l'ancien programme de l'enseignement secondaire, les cléricaux lui reprochaient d'être hostile au clergé, l'un des cardinaux-sénateurs ne put s'empêcher de l'attaquer, or, ce cardinal siégeait justement sur le banc à côté du ministre de l'instruction publique. M. Troplong, qui n'avait pas interrompu le cardinal « par courtoisie », pouvait-il interdire la parole à M. Fortoul ? Un sénateur avait déjà émis cette maxime alarmante qu'il est de jurisprudence parlementaire de répondre à un ministre, que jamais chambre ne s'y est opposée. La jurisprudence parlementaire invoquée ! les vieilles hérésies se réveillaient donc ? les sénateurs échangeaient les plus bruyantes interpellations ! Le Sénat allait se

rendre coupable d'une violation de la constitution? Heureusement, le président du Conseil d'État, sommé de s'expliquer au nom du gouvernement, eut la présence d'esprit de refuser de prendre part à la discussion; la Constitution était sauvée, mais on côtoyait l'abîme, et les bureaux du Sénat devenaient le théâtre de discussions de plus en plus vives et ardentes; les rapporteurs s'amusaient à démolir article par article les lois dont ils ne combattaient cependant pas la promulgation. Il était temps d'aviser.

Le *Moniteur* du 41 janvier 1856 publia un article *ex professo*, dans lequel le gouvernement invitait le Sénat, sur un ton assez raide, à oublier désormais les prérogatives de la chambre des pairs, pour se souvenir un peu plus des siennes dont il n'avait seulement pas l'air de se douter. La surprise générale fut grande à la vue d'un *avertissement* aussi public donné à un corps aussi secret; les sénateurs le subirent en silence. M. Drouyn de Lhuys seul donna fièrement sa démission, pour rentrer, il est vrai, au Sénat peu de temps après. Les sénateurs trouvèrent cependant un moyen de témoigner leur mauvaise humeur de cette semonce. La taxe municipale des chevaux et des voitures circulant dans Paris passait des bureaux du Corps législatif vers les bureaux du Sénat, sûre d'avance d'être admise aux honneurs de l'estampille: les sénateurs, riches et vieux pour la plupart, avaient des chevaux et des voitures; ils se feraient sans doute un plaisir et un devoir de contribuer aux embellissements de la ville de Paris auxquels la taxe devait profiter; elle fut repoussée comme une dérogation

flagrante au grand principe de l'égalité : le Sénat déclara que le législateur n'avait pas respecté l'article I^{er} de la Constitution ainsi conçu : « La Constitution reconnaît, confirme et garantit les grands principes proclamés en 1789, et qui sont la base du droit public des Français. »

Le Sénat se ressentait encore de ces émotions lorsque le sénatus-consulte organique sur la régence fut soumis à ses délibérations le 8 juillet 1856.

L'histoire démontre l'inutilité des lois de régence en général. Ce sont cependant celles qu'on discute avec le plus de passion, car elles cachent des méfiances particulières et semblent toujours dirigées contre quelqu'un. Un motif particulier rendit encore plus vive la discussion de la loi de régence du second Empire.

Aucun sénateur n'ayant cru devoir prendre la parole sur l'ensemble du sénatus-consulte, le Sénat passa tout de suite à l'examen des deux premiers articles.

« ART. 1^{er}. — L'Empereur est mineur jusqu'à l'âge de dix-huit ans accomplis.

» ART. 2. — Si l'empereur mineur monte sur le trône sans que l'Empereur son père ait disposé de la régence de l'Empire, l'impératrice-mère est régente et a la garde de son fils mineur. »

Ces deux articles furent adoptés à l'unanimité. L'article 2 était relatif au mariage de l'Impératrice-Régente. Le projet du gouvernement portait tout simplement que l'Impératrice-Régente ne pouvait contracter un second mariage. La commission pensant qu'il n'était pas possible d'introduire dans le

sénatus-consulte, par exception au droit commun, un empêchement dirimant au mariage, proposa de remplacer l'article primitif par celui-ci : « L'Impératrice-Régente qui convolerait en secondes noces ne conserverait ni la Régence, ni la garde de son fils mineur. ».

Ce changement souleva un débat assez vif entre M. Portalis, rapporteur de la Commission, et le général de Cramayel. Ce dernier soutint que l'interdiction du second mariage s'adressait à la régente, et non à la veuve, qu'aucune raison ne motivait un changement dans la rédaction du gouvernement, et que celle de la Commission portait atteinte à la dignité de l'Impératrice, en ce sens qu'elle lui imposait en quelque sorte une destitution à la place d'une démission. L'orateur reprocha ensuite au projet de ne point organiser la transmission de la régence de l'Impératrice au régent qui lui succéderait, et de ne point fixer quelle autorité aurait la mission de retirer le pouvoir à l'Impératrice pour investir le nouveau titulaire. Il voulait qu'on ajoutât à l'article 3 du projet quelques mots pour dire que l'Impératrice n'était nullement mise en dehors du droit commun, mais qu'elle ne pouvait se remarier avant d'avoir renoncé formellement à la régence et à la garde de l'Empereur mineur. Il termina en faisant observer que sa proposition n'était qu'un retour aux dispositions adoptées par l'empereur Napoléon I^{er}.

L'amendement du général de Cramayel n'étant pas appuyé par cinq sénateurs, le Président allait mettre aux voix l'article du projet, lorsque M. Bonjean dé-

clara qu'en s'associant au rejet de l'amendement, il reconnaissait néanmoins que les principales critiques qu'on venait d'adresser à l'article 3 lui semblaient justifiées par la rédaction de la commission : « L'impératrice régente qui convolerait à de secondes noces ne *conserverait* ni la régence, ni la garde de son fils mineur. » Ce conditionnel, dit l'orateur, n'est pas conforme au style législatif. La loi, quand elle règle les conséquences qu'elle attache à un fait, parle au *présent* ou au *futur*, jamais au *conditionnel*. A quel moment précis l'Impératrice remariée cesse-t-elle d'être investie de la régence ? Faut-il, pour lui retirer ses pouvoirs, l'intervention d'une autorité quelconque, du Sénat par exemple ? La commission entend sans doute que par le seul fait du mariage, les pouvoirs de l'Impératrice cessent à l'instant ; pourquoi donc alors ne pas dire nettement : « L'Impératrice régente qui convole à de secondes noces perd de *plein droit* la régence et la garde de son fils mineur ? »

M. Bonjean ajouta que l'incertitude et le vague de la rédaction pouvaient devenir la cause de grands périls dans la transmission de la régence de l'Impératrice au nouveau régent : il était donc indispensable, pour les conjurer, que tout le monde pût savoir, sans qu'une autorité quelconque le proclamât, que l'obéissance cesse d'être due à l'Impératrice qui se remarie, et que le régent appelé dans l'ordre du sénatus-consulte y a seul droit. Il proposa de modifier ainsi la rédaction : « L'Impératrice régente qui convole à de secondes noces perd de plein droit la ré-



gence et la garde de son fils mineur. » Cette rédaction acceptée par la commission fut adoptée.

Le Sénat passa ensuite à l'examen de l'article 4.

« ART. 4. — Au défaut de l'Impératrice, la régence, si l'empereur n'en a autrement disposé par acte public ou secret, appartient au premier prince français, et, à son défaut, à l'un des autres princes français dans l'ordre de l'hérédité de la couronne. »

Le droit monarchique, à défaut de la mère du souverain mineur, décernait la régence à son plus proche parent. L'Empereur, par cet article, était investi du pouvoir de donner la régence à qui bon lui semblerait, à l'exclusion même du premier prince français, et des princes de sa famille. M. de Flahault ouvrit la discussion sur cet article en protestant qu'aucun motif d'exclusion personnelle n'avait guidé les membres de la commission, et que loin de borner le choix du prince, ils cherchaient à écarter toutes les entraves qui pouvaient gêner sa liberté. M. de Flahault fit ensuite remarquer que l'article 2 assure la régence à l'Impératrice, l'article 4 déclare que la régence appartient au premier prince français, et à son défaut, à l'un des autres princes français dans l'ordre de l'hérédité de la couronne, mais que la loi ne prévoit pas le cas où l'Impératrice, appelée à la régence à la mort de l'Empereur, vient à décéder quelque temps après. L'article 4 s'applique-t-il à ce cas, et le gouvernement et la commission entendent-ils que l'Empereur ait le droit de désigner, dans un acte secret, déposé aux archives du Sénat, le régent destiné à remplacer l'Impératrice si, pour une cause quelconque, la régence venait à cesser?

Le Sénat attendit avec un mouvement très vif de curiosité la réponse du président du Conseil d'État. M. Baroche maintint que le droit de l'Empereur de disposer de la régence, non seulement pour le moment de son décès, mais encore pour toutes les éventualités qui pouvaient se réaliser pendant la minorité de son fils, se trouvait parfaitement constaté par le texte et par l'esprit du projet de sénatus-consulte.

M. de la Rochejaquelein soutint que l'article 4 n'était pas assez explicatif, qu'il ne coupait pas court aux prétentions d'un prince français qui viendrait, cet article à la main, réclamer ce qu'il croirait être son droit. L'article 4, renvoyé à la commission, reçut cette rédaction définitive.

« ART. 4. — A défaut de l'Impératrice, qu'elle ait ou non exercé la régence, et si l'Empereur n'en a autrement disposé par acte public ou secret, la régence appartient au premier prince français dans l'ordre de l'hérédité de la couronne.

« L'Empereur peut, par acte public ou secret, pourvoir aux vacances qui pourraient se produire dans l'exercice de la régence pendant la minorité. »

L'article 5 contient la disposition suivante : « Immédiatement après la mort de l'Empereur, le Sénat est convoqué par le conseil de Régence. » Cette disposition ne paraissait pas suffisante à M. de la Rochejaquelein. Il aurait voulu que le Sénat, convoqué de droit, se réunît de droit. « Si les ministres, dit-il, trouvaient plus convenable de réunir le Sénat après avoir pris toutes les précautions qui pourraient leur convenir, quel serait pour le Sénat le moyen de se réunir ? il n'en aurait aucun. Il pourrait n'être con-

voqué que dans deux ou trois mois. Il y a de ces fins de non-recevoir auxquelles sont très habitués les anciens parlementaires. « *Immédiatement*, prétendrait-on, ne veut pas dire *tout de suite*, et pendant ce temps-là, on marcherait. »

Ces observations ayant été accueillies par des rumeurs et par des réclamations (1), M. de la Rochejacquelein répondit qu'elles s'adressaient aux ministres de l'avenir et non à ceux du présent. Le général de Lawœstine ne put contenir sa frayeur à la seule idée du Sénat se réunissant de sa propre volonté. « La réunion du Sénat sans convocation est une très mauvaise chose ; on a vu un Sénat se réunir ainsi, et chacun se rappelle ce qu'il a fait (*sensation*) (2). » M. Boulay (de la Meurthe), partageant les appréhensions de son collègue, s'écria « qu'il ne saurait se défendre de signaler dans la proposition de M. de la Rochejacquelein une possibilité de révolution, une chance pour un changement de dynastie..... » Le maréchal Magnan, plus calme, proposa de dire : « Dans les vingt-quatre heures qui suivront la mort de l'Empereur, le Sénat est convoqué par le conseil de régence. Dans le cas où il ne serait pas convoqué, le Sénat se réunira de plein droit après les vingt-quatre heures expirées depuis la mort de l'Empereur. » Ces précautions ne paraissant pas suffisantes au général Lawœstine et à ses amis, l'amendement fut rejeté.

(1) *Procès-verbaux des séances du Sénat*, t. IV, 1856, chez Ch. Lahure, imprimeur du Sénat et de la Cour de cassation.

(2) *Procès-verbaux des séances du Sénat*, t. VI, 1856.

La suppression de la mention de faire respecter le Concordat dans la formule du serment de régence avait d'autant plus vivement ému les partisans de ce traité que le clergé ne cessait de le battre en brèche, ainsi que les lois organiques qui en découlent. Un mois à peine avant la discussion de la loi de régence, les effets civils d'un mariage religieux célébré en Espagne avaient été ouvertement réclamés en France dans un procès fameux (1). Ce procès avait été perdu, mais après un premier jugement dans lequel le tribunal s'était partagé. Les sénateurs ne se rappelaient-ils pas d'ailleurs que la Reine-Régente d'Espagne Marie-Christine, grâce au mystère dont un prêtre complaisant peut entourer le mariage religieux, avait gardé, malgré la loi de l'État, la régence et la tutelle de sa fille, quoiqu'elle eût convolé en secondes noces avec un garde du corps et qu'elle eût des enfants de cette union. Les Cortès ne parvinrent jamais à en obtenir la preuve légale, quoiqu'elle ne fût un mystère pour personne. Les recherches faites dans toutes les paroisses d'Espagne restèrent infructueuses. La vérité ne fut connue seulement que le jour où Marie-Christine, pour marier en France une des filles nées de son second mariage, se vit obligée de constater son état civil.

Le serment que l'Impératrice régente devait prêter à l'Empereur mineur, d'après la formule de 1813, contenait l'engagement de respecter le concordat et

(1) Procès J.-P. Piscator, *Tribune judiciaire*, Borroni et Droz, éditeurs, 1856.

la liberté des cultes ; l'Impératrice Eugénie, née dans un pays où cette liberté n'est guère en faveur et où le gouvernement est habitué à la considérer comme un danger, s'était posée, depuis son avènement au trône, comme la protectrice des prétentions ultramontaines. Peu préparée par son passé mondain à pénétrer au fond des questions religieuses, elle les abordait avec le zèle maladroit d'une femme peu instruite et d'une Espagnole. Le parti clérical intolérant, haineux, mesquin, avait trouvé en elle une auxiliaire à la hauteur de ses petites passions et de ses petites rancunes, elle signalait à son mari et aux ministres les livres et les articles de journaux écrits par des libres penseurs qu'elle ne lisait pas, mais qui lui étaient désignés par son entourage de dévots. L'Impératrice poussait à la suppression de certaines feuilles, et elle mettait dans ses demandes l'ardeur tracassière d'une femme qui croit assurer son salut et son trône en punissant l'incrédulité religieuse. Ces dispositions alarmaient un assez grand nombre de partisans de la dynastie : M. de La Valette, ancien ambassadeur de France à Constantinople, demanda formellement que la partie du serment relative au Concordat fût rétablie, afin que si la conscience de l'Impératrice lui inspirait des scrupules sur son maintien, sa conscience lui fit aussi un scrupule de le détruire.

Voici l'article 17 :

« ART. 17. — Le serment prêté par l'Impératrice régente ou par le régent est conçu en ces termes :

» Je jure fidélité à l'Empereur ; je jure de gouverner conformé-

» ment à la Constitution, aux sénatus-consultes et aux lois de l'Empire; de maintenir dans leur intégrité les droits de la nation et ceux de la dignité impériale; de ne consulter, dans l'emploi de mon autorité, que mon dévouement pour l'Empereur et pour la France, et de remettre fidèlement à l'Empereur, au moment de sa majorité, le pouvoir dont l'exercice m'est confié. »

» Procès-verbal de cette prestation est dressé par le ministre d'État. Ce procès-verbal est adressé au Sénat et déposé dans ses archives.

» L'acte est signé par l'Impératrice régente ou le régent, par les princes de la famille impériale, par les membres du conseil de régence, par les ministres et par les présidents du Sénat, du Corps législatif et du Conseil d'État. »

M. de La Valette demanda la parole sur cet article, et s'exprima en ces termes :

« Messieurs, le gouvernement et la commission reconnaissent qu'il y a convenance, nécessité même à ce que le sénatus-consulte destiné à organiser la régence contienne dans un de ses articles la formule du serment que doit prêter, avant d'être investi du pouvoir, l'Impératrice régente ou le régent.

» Le sénatus-consulte, sur lequel nous délibérons, fait à cet égard ce qu'avait fait celui de 1813, en ce sens que le serment y est écrit dans toute sa teneur; mais la formule n'est pas la même, celle qui vous est proposée est générale et dit tout en un seul paragraphe.

» Celle, au contraire, que nous lisons dans le sénatus-consulte de 1813, après avoir embrassé en des termes indéterminés l'ensemble des obligations morales qu'il s'agit de placer sur la foi des serments, c'est-à-dire la fidélité à l'Empereur et l'engagement de respecter les constitutions, les sénatus-consultes et les lois, la formule de 1813 spécifie certains points importants, certains grands principes sur lesquels il a semblé utile, à cette époque, de faire porter le serment d'une manière particulière et distincte.

» Ainsi, par exemple, l'article 34 veut que l'impératrice jure d'observer les dispositions faites par l'Empereur sur l'exercice de la régence, qu'elle jure de maintenir l'intégrité du territoire et de faire respecter les lois du concordat et la liberté des cultes, qu'elle jure enfin de maintenir certains faits et certains principes considérés comme étant d'une si grande importance qu'on a pris soin de les mentionner.

» Je me suis demandé pourquoi on a cru devoir restreindre les

termes explicites du serment de 1813, pourquoi ce qui a paru nécessaire alors serait aujourd'hui jugé surabondant et inutile.

» M. le rapporteur nous a dit, en faveur d'une formule plus sommaire, que les choses qui pourraient être spécifiées dans un paragraphe additionnel font très certainement partie de la Constitution, et que jurer d'observer la Constitution, c'est jurer d'observer tout ce qu'elle contient.

» Cette raison pouvait être invoquée en 1813 comme aujourd'hui, et cette espèce de double emploi en matière de serment n'a pas dû échapper aux législateurs du premier empire. Cela ne les a pas empêchés d'adopter le dernier paragraphe de l'article 34 du sénatus-consulte du 2 février, et j'estime, pour ma part, qu'ils ont eu raison.

» Quel avantage trouve-t-on dans la formule qu'on nous présente ? Un peu plus de concision, j'en conviens, mais je crains fort qu'en nous faisant gagner quelques mots, on ne nous fasse perdre quelques garanties.

» Car l'empereur Napoléon I^{er} faisait grand cas du laconisme ; personne, plus que lui, n'était porté à élaguer, des discours et surtout du style législatif, toutes les longueurs.

» Ce grand homme, qui a tant écrit, est peut-être l'homme qui a le moins écrit de mots inutiles.

» Croit-on qu'en lisant l'article 34 du sénatus-consulte de 1813, il n'ait pas été frappé de ce fait que le dernier paragraphe de cet article disait, en détail, certaines choses déjà dites implicitement et en bloc dans le paragraphe qui le précède ?

» Il n'a pas reculé devant le pléonasmc, il a trouvé bon qu'après avoir généralisé on spécifiât, il a pensé qu'en fait de garanties morales, ce qui abonde ne vicie pas, mais sert.

» Qu'est-ce, en effet, qu'un acte organique de la régence d'un grand empire ? C'est un plan de défense, non seulement pour l'Empereur mineur, mais pour tous les principes les plus chers à une nation, principes qu'on peut croire exposés, pendant cet intérim de la personne régnante, à de plus grands périls que dans des conditions normales où celle-ci jouit de la plénitude du pouvoir monarchique.

» L'Empereur n'était pas homme à donner son adhésion à un système de défense incomplet.

» Il a jeté ce coup d'œil, auquel rien n'échappait, sur les points les plus essentiels de la Constitution, sur ceux qui lui ont paru les plus menacés, les plus ouverts aux entreprises des assaillants futurs, et là où il y a un danger spécial, il a mis une garantie spéciale, c'est-à-dire, qu'après avoir appliqué un serment général à l'ensemble, il a appliqué un serment particulier à chacune des parties sur laquelle un risque particulier apparaissait à son esprit.

» Le territoire de la France était alors immense et pouvait se prêter à des cessions. Il en plaçait l’intégrité sous la garantie d’un serment.

» L’égalité des droits, la liberté civile, n’avaient alors que vingt ans d’existence. Il donnait à ces droits, encore jeunes, la garantie d’un serment.

» La vente des biens nationaux n’avait reçu de consécration que des gouvernements issus de la révolution qui l’avait faite. Il en demandait l’irrévocabilité à la foi d’un serment.

» Il faisait jurer à la régence de n’établir aucun impôt et aucune taxe que pour les besoins de l’État et conformément aux lois fondamentales de la monarchie ; il craignait qu’on ne restaurât les abus de l’institution antique.

» La Légion d’honneur, enfin, était une institution récente et ne pouvait pas alors s’abriter sous la glorieuse adoption de six gouvernements successifs ; il lui donnait la protection d’un serment.

» Toutes ces choses, l’Empereur avait voulu les mentionner, et la mention alors en était inutile. Elle ne l’est plus aujourd’hui, car elles ont aujourd’hui cause irrévocablement gagnée dans toute la France. La formule du sénatus-consulte a raison de les omettre.

» Mais il y a encore un point qui était écrit dans la formule de 1813, point d’une importance incomparable : les lois du concordat et la liberté des cultes.

» Le sénatus-consulte de 1813 voulait que l’Impératrice jurât de les respecter ; je demande que le sénatus-consulte exige que le même serment soit imposé à toutes les régences possibles.

» Pourquoi ? dira-t-on.

» Ces lois et cette liberté ont reçu du temps la même consécration que tous les autres principes à l’égard desquels je considère la précaution d’un serment spécial comme superflu ; non, non, elles n’ont pas reçu la même consécration, et voici pourquoi :

» Intégrité du territoire, égalité des droits, liberté civile, biens nationaux, vote de l’impôt, Légion d’honneur, ce sont là des principes, des institutions, des faits, à l’égard desquels la France seule est partie et juge, et la France tout entière veut tout cela. Il n’y a pas de contestation.

» Mais le concordat et ce qui s’y rattache ?

» La question est bien différente.

» Ici la France n’est plus toute seule. Nous sommes deux. Les parties intéressées sont, d’une part, le gouvernement français, et de l’autre, le saint-siège. Le concordat, après tout, c’est un traité entre deux puissances, un traité dont l’interprétation peut n’être pas toujours et partout identique et sur lequel il peut y avoir de certaines réserves.

» L'empereur Napoléon I^{er} le savait, et s'il a placé le concordat sous la protection d'un serment, il faut y voir un effet de sa prévoyance supérieure et de sa profonde connaissance du cœur humain.

» La situation n'a pas changé. Ne changeons rien à la formule du serment de 1813.

» N'oublions pas un instant, Messieurs les sénateurs, que l'acte qui nous est soumis n'a pas seulement le caractère politique, c'est un acte organique qui doit régler, dans l'avenir, toutes les régence. Or, si ce grand principe que nous avons posé est accepté et pratiqué par les générations futures, que la régence naturelle est la régence des impératrices-mères, il est de notre devoir de les garantir et de les défendre contre des entraînements qui pourraient être d'autant plus dangereux que le principe en serait plus respectable et plus élevé.

» Supposons, en effet, qu'une Impératrice-régente, animée des intentions les plus pures, obéissant à un sentiment religieux des plus profonds, placât, à l'exemple de nos anciens rois, la direction des affaires de l'empire entre les mains d'un ministre revêtu de la plus haute dignité du sacerdoce.

» Il va sans dire que ce prélat réunit à la capacité qui lui a valu son rang dans l'État toutes les vertus qui sont l'attribut ordinaire de son rang dans l'État; mais il me sera permis de lui attribuer des opinions peu favorables à ce qu'on appelait autrefois les libertés de l'Église gallicane, à ce qui fait le fond du concordat, tel qu'il est interprété par la France, et aux lois organiques qui en ont appliqué les principes dans un sens conforme à l'interprétation française et qui peut n'être pas toujours celle du sacré collège de Rome.

» Ne serait-il pas naturel que dans de telles conditions le conseiller le plus influent de la régente employât la supériorité de son esprit et l'ascendant de son autorité religieuse pour obtenir d'elle son consentement à une tentative qui aurait pour but de modifier le concordat, et qui sait? de toucher peut-être à la liberté des cultes en vue de la restreindre, sinon de la supprimer. (*Mouvement d'approbation.*)

» Messieurs, si pour résister à une telle influence dont l'action pourrait être si persévérante, la régente n'avait en elle que le rempart d'un serment général à la Constitution et aux lois de l'Empire, j'ose dire que cette unique sauvegarde ne suffirait pas pour me rassurer et qu'elle pourrait bien être impuissante.

» Car, enfin, un politique habile, un adversaire intelligent des lois du concordat pourrait invoquer la Constitution contre la Constitution elle-même.

» Il montrerait que la Constitution a prévu l'éventualité de modifications et qu'elle contient les moyens de les opérer. Ce droit de

modifier à sa limite, et il ne va pas, dira-t-on, jusqu'à ce terrain inviolable.

» Soit, j'en suis, pour ma part, très convaincu; mais alors c'est un point litigieux à décider par les lumières de l'esprit, c'est une question de droit, et une régence peut n'être pas juriste, son serment général peut n'être pas un guide suffisant.

» Il en sera autrement si l'Impératrice mère a juré, non seulement de respecter la Constitution, mais de respecter les lois du concordat et la liberté des cultes.

» Oh! ne lui demandez plus alors de toucher à cette liberté, de changer ces lois, en lui démontrant, à l'aide d'arguments plus ou moins réels, qu'elle le peut faire.

» Elle n'écontera pas vos raisonnements, elle vous répondra, en effet, qu'il est possible que la Constitution se prête à de tels changements, mais que son serment s'y refuse, car il porte précisément sur le point dont on l'engageait à s'écarter.

» J'ai envisagé une éventualité, mais il est des intérêts plus actuels et une politique plus pratique qui me paraissent dignes de notre sollicitude. Les minorités sont défiantes et injustes. Les cultes dissidents pourraient se préoccuper de cette omission, dont le caractère et la portée seraient d'autant plus faciles à dénaturer que vos séances ne sont pas publiques. Ils pourraient se demander, et les partis hostiles les aideraient volontiers à cette interprétation, pourquoi le texte du serment de 1856 ne contient pas la même énonciation sur la liberté des cultes que celui de 1813. Ne leur laissons pas cette préoccupation ou cette inquiétude.

» Nous sommes tous d'accord, au fond, sur le principe de liberté et sur la noblesse de ces doctrines professées aujourd'hui par l'immense majorité de notre clergé catholique tout le premier. Ne nous arrêtons donc pas à la crainte d'une énonciation surabondante et disons ce qui a été utilement dit en 1813. En cela nous faisons que, si cette crise, toujours redoutable, d'une régence, se réalisait à une époque quelconque pour notre pays, le pouvoir qui devra la traverser aura enlevé à ses ennemis une arme dont ils chercheraient volontiers à abuser; en considérant notre silence comme l'abandon de ces idées de tolérance et de liberté qui sont une des précieuses conquêtes de notre temps. (*Nouvelle approbation.*)

» Messieurs, sur un autre terrain et dans des circonstances bien différentes, j'ai lutté, avec toute l'énergie de ma conscience, pour la liberté de la foi catholique, je suis conséquent avec moi-même en vous disant d'entourer, dans l'avenir, de toutes les garanties possibles la liberté des autres. » (*Très bien! très bien!*)

M. le Président, après ce discours, ayant demandé



à M. de La Valette quel serait son amendement, l'orateur répondit qu'il consisterait à intercaler après ces mots « de la dignité impériale », ceux-ci : *de respecter et de faire respecter les lois du concordat et la liberté des cultes*.

L'amendement fut appuyé par un grand nombre de membres.

Le cardinal Gousset se leva le premier pour le combattre, non dans le fond, mais dans la forme ; il ne mettait pas d'obstacle à ce que, dans la formule du serment, fût compris pour l'Impératrice-régente ou le régent l'engagement de faire observer le concordat ; mais il n'en pouvait être de même des articles organiques qui, selon lui, n'étaient pas obligatoires. Le cardinal Morlot s'associa complètement aux paroles de son collègue, « la formule du serment est complète, et quand on a obtenu une formule complète, il est toujours dangereux de la refaire ». Le cardinal Morlot ne pouvait donc, ajouta-t-il, voir sans une inquiétude que partagerait peut-être le pays, l'addition proposée précisément sur le point le plus délicat ; il y avait là quelque chose qui ressemblait à de la défiance et une défiance mal justifiée.

C'était bien en effet un vote de méfiance que les défenseurs de l'amendement de M. de La Valette demandaient, sans s'en douter, il faut le croire, au Sénat. M. Portalis, rapporteur, défendit la rédaction de la commission par des arguments tirés de la différence des temps entre 1813 et 1856 ; les principes de tolérance ont jeté, dit-il, de telles racines

dans les esprits depuis le premier Empire, que le progrès de la raison publique les défend mieux que toute sanction législative. La discussion se prolongeant, la passion commençait à s'y mêler; plusieurs sénateurs demandèrent la clôture; mais M. Charles Dupin, malgré les cris : *Aux voix! aux voix!* voulut répondre aux considérations de M. Portalis sur l'inutilité de la partie du serment de régence concernant le concordat.

« Non, il n'est jamais inutile, quand on prête un serment de cette nature, de comprendre sous sa protection les grandes et nobles idées comme la liberté des cultes. La proposition était apparue tout d'abord sous un autre aspect; pourquoi à cette première impression semble-t-il y avoir succédé un entraînement si marqué en sens contraire? Prenez garde au vote que vous allez émettre; s'il est négatif, il semblerait en résulter qu'on aurait proposé de mettre dans le serment la liberté des cultes, que le Sénat ne l'aurait pas voulu. »

Des réclamations nombreuses parmi lesquelles on remarqua celle de M. Baroche, président du Conseil d'État, s'élevèrent contre cette assertion.

M. le Président consulta le Sénat sur l'amendement de M. de La Valette; deux épreuves par assis et levé furent déclarées douteuses. Il fallut procéder à un scrutin qui donna les résultats suivants :

Bulletins blancs pour l'adoption, 56.

Bulletins bleus contre, 64.

Le Sénat en conséquence n'adopta pas l'amendement (1).

Les sénateurs qui votèrent contre la proposition de

(1) *Procès-verbaux des séances du Sénat*, t. IV, 1856, chez Ch. Lahure, imprimeur du Sénat et de la Cour de cassation.

M. de La Valette donnèrent pour prétexte qu'il ne convenait pas de témoigner à l'Impératrice une méfiance injuste sur les questions de religion. Mais le serment de fidélité à son fils imposé à l'Impératrice n'est-il pas une marque de défiance? prendre des garanties contre la mère et négliger d'en formuler contre la dévote; supposer la première capable de méconnaître les intérêts de son fils, et déclarer la seconde incapable de violer la liberté des cultes, c'était tomber dans une étrange inconséquence.

Les débats sur la loi de la régence prouvent que la vivacité n'était pas exclue des discussions du Sénat, mais que le défaut de publicité diminuait singulièrement leur importance. Les sénateurs choisis et nommés directement par l'Empereur avaient peut-être plus d'intérêt que les députés à faire connaître leurs votes, et à prouver qu'ils savaient garder leur indépendance de législateurs; obligés d'attendre la juste récompense de leurs travaux de l'histoire ou de la patience de quelques écrivains curieux de lire leurs discours et de les déterrer dans les froids procès-verbaux du Sénat, ils demandaient comme les députés de l'air et de la lumière.

Le sénatus-consulte sur la régence complète les lois organiques de l'Empire. Le moment est venu de jeter un coup d'œil sur sa situation intérieure, de se rendre compte de la force des partis et des obstacles qu'ils peuvent apporter à la marche du gouvernement.

CHAPITRE II.

LE PARTI RÉPUBLICAIN.

1852-1857.

SOMMAIRE. — Le coup d'État et les associations ouvrières. — Les condamnés dans les départements. — Les prisons départementales. — Les internés. — Les transportés. — Les pontons. — Le *Canada*. — Le *Duquesclin*. — Chiffre approximatif des expulsions. — Situation du parti républicain. — Mort d'Armand Marrast. — Mort et enterrement de Lamennais. — Les conspirations. — Affaire de la Reine-Blanche. — La machine infernale de Marseille. — Arrestation de M. Goudchaux à Paris. — Arrestation du docteur Guépin et de M. Mangin, rédacteur du *Phare de la Loire* à Nantes. — Complot de l'Hippodrome. — Complot de l'Opéra-Comique. — Attentat de Pianori. — Son jugement. — Son exécution. — Bellemare tire un coup de pistolet sur une voiture de la cour. — Il est reconnu fou. — Des arrestations ont lieu à la suite de cette affaire. — Arrestation de l'ancien colonel de l'artillerie de la garde nationale, Guinard. — Il est remis en liberté. — La machine infernale de Derenches. — L'échauffourée d'Angers. — La *Marianne*. — Faux bruits de nouveaux attentats sur la personne de l'Empereur. — Encore des arrestations dans les départements. — État moral du parti républicain.

Le coup d'État du 2 décembre 1851 ne fut point seulement fatal à la liberté : l'esprit d'association reçut ce jour-là une atteinte dont il se relèvera difficilement ; les sociétés ouvrières disparurent presque toutes ; la police parisienne fit enlever les emblèmes de fraternité qu'on voyait à la porte des magasins et arrêta la plupart des gérants. Les membres de la commission exécutive de la *Société des ménages*, qui comptait à Paris et dans la banlieue plusieurs établissements, furent emprisonnés. La société des *Travailleurs-unis* à Lyon possédait seize magasins

dont une boulangerie avec trois fours, un entrepôt de vins et de charbons. Elle avait mis en circulation des bons d'échange de 1 franc acceptés par les ouvriers dans leurs transactions journalières et fondé un établissement des invalides du travail. Le 4 décembre 1851, des soldats et des agents envahirent ses magasins, et dispersèrent ou arrêtaient ses associés; plusieurs des caisses particulières furent brisées et leur contenu enlevé. Un gardien ou séquestre, imposé à la société et payé des deniers de celle-ci, prit résidence au dépôt central. Ce gardien, accusé plus tard de diverses malversations fort graves, arrêté, puis mis en jugement après une détention préventive de plus d'un an, fut acquitté faute de preuves suffisantes. Le gérant et divers sociétaires étaient incarcérés, plusieurs en fuite, tous les autres se tenaient à l'écart, redoutant le sort de leurs camarades. A peine quelques-uns osèrent-ils se présenter pour faire valoir leurs droits et réclamer leur part de l'actif social qui s'élevait à 45 000 francs. Le capital social avait été deux fois décuplé en trois ans (1).

Voilà donc des sociétés commerciales en pleine activité dissoutes violemment et liquidées en dehors des formalités protectrices indiquées par la loi. Un jugement du tribunal de commerce de Lyon, en date du 9 janvier 1852, constate avec regret : « que les associations dites fraternelles sont liquidées immédiatement par un commissaire de police sans formalités de justice. » Cette mesure illégale fut appli-

(1) *L'Association* du 20 avril 1866.

quée dans toute sa rigueur à la société dite des *Castors*, dont le matériel dut être vendu dans les cinq jours sur la place publique.

Un arrêté signé de Castellane, et daté du quartier général de Lyon du 31 décembre 1851, déclara dissoute l'*Association fraternelle des travailleurs unis de la ville de Vienne*. Les intéressés essayèrent vainement de représenter à l'autorité militaire que leur entreprise était de nature commerciale, que grâce à elle les économies de l'ouvrier, au lieu d'être dépensées au cabaret, entreraient désormais dans la caisse sociale et que l'aisance deviendrait plus grande dans les familles de travailleurs ; les juges du quartier général n'écoutèrent rien : l'entreprise sombra. Les naufragés partagèrent entre eux les épaves ; chacun reçut DIX FOIS sa mise, et un reliquat de 1800 francs fut remis au bureau de bienfaisance par ces hommes traités avec tant de rigueur.

Au moment du coup d'Etat, 229 sociétés existaient dans toute la France ; quinze seulement survécurent. Celles de Paris, de Lyon, ont laissé des traces de leur chute dans la presse. Les associations de la vie à bon marché du groupe de l'Aisne, les associations des *Cordonniers*, des *Menuisiers*, des *Bouchers*, des *Fabricants de chaises*, des *Ouvriers tailleurs*, des *Peintres*, de Montpellier périrent obscurément le 2 décembre, ainsi que les associations des *Menuisiers*, des *Traceurs carriers*, des *Tailleurs de pierre* de la ville d'Auch ; les associations de Nancy formées par les *Coiffeurs*, les *Ouvriers ébénistes*, les *Artistes musiciens*, les *Ouvriers cordonniers*, les sociétés qui composaient



le groupe de Clermont-Ferrand et qui réunissaient les *Menuisiers en fauteuil*, les *Cordonniers*, les *Ouvriers charpentiers*, les *Ebénistes*, subirent le même sort. Les sociétés des *Bottiers-Cordonniers*, des *Corroyeurs*, des *Tourneurs de chaises*, des *Ouvriers ébénistes*, des *Ouvriers tailleurs de Strasbourg* furent violemment dissoutes.

Les boucheries sociétaires de *Sedan*, de *Neumanil*, dans les Ardennes, de *Grasse*, dans l'Aude, de *Caen*, de *Bordeaux*, de *Montpellier*, de *Cherbourg*, de *Nancy*, de *Clermont-Ferrand*, de *Poitiers*, succombèrent le 2 décembre, ainsi que les boulangeries sociétaires de *Sedan*, de *Dijon*, de *Nantes*, les auberges sociétaires fondées dans les Ardennes, le *Restaurant sociétaire de Toulon*, l'*Association pour la vie à bon marché de Roisel*, dans la Somme, la *Société alimentaire de Dijon*.

Le coup d'Etat détruisit les associations des bottiers-cordonniers de *Sedan*, de *Cettes*, de *Colmar*, de *Schelestadt*; des tailleurs de *Sedan*, de *Bordeaux*, du *Mans*, de *Mulhouse*; des ouvriers en laine de *Formies*, dans le département du Nord; des ferronniers de *Vrigneaux-Bois*, de *Vivier-Aucourt* installés dans les solitudes de la forêt des Ardennes; des *corroyeurs* de Limoges, des *Tonneliers de Beaune*, l'*Assurance fraternelle contre la perte des bestiaux* de Bobligno, dans le département de Seine-et-Marne; l'*Association de l'humanité* de Lille, des *Travailleurs* de Metz, la *Philanthropie* de Caen, l'*Union fraternelle* d'Orléans, la *Mutualité* de Valenciennes, la *Concorde* de Versailles, l'*Alliance* de Rouen!

Il est impossible de fixer aujourd'hui le chiffre des citoyens arrêtés à la suite du 2 décembre. Celui des condamnés s'élève approximativement à plus de 10 000 ; le département du Var, sur 2900 accusés, fournit 718 victimes à l'Algérie ; les Basses-Alpes, 953 sur 1994, plus 41 déportés à Cayenne ; les prisons de la Drôme renfermaient, le 14 décembre, 500 chefs de famille : « Plus de 500 prévenus pris sur tous les points du département actuellement sous la main de la justice, rendront bientôt compte de leur conduite et des *détestables projets qu'ils voulaient réaliser* (1). L'arrondissement de Béziers comptait, à lui seul, 1500 détenus ; le département du Gers près de 800 ; celui de Lot-et-Garonne au moins 700 ; celui des Pyrénées-Orientales 900 ; Vaucluse, le Gard, les Bouches-du-Rhône, figurent aussi pour un chiffre considérable sur les tables de proscription, ainsi que les départements de Saône-et-Loire, de l'Allier, de la Garonne, de la Haute-Saône ; le chiffre des détenus dans la Nièvre dépassait 1300 : « On peut calculer », dit le *Journal de la Nièvre* du 24 février 1852, « que notre département fournira à la transportation un millier d'individus au moins, soit à Cayenne, soit en Afrique. Ce chiffre énorme est destiné encore à s'accroître par suite des arrestations journalières de la justice. »

Le gouvernement aurait lui-même aujourd'hui beaucoup de peine à fixer le chiffre réel des arrestations, car il a dû s'épargner le soin de réunir les élé-

(1) Rapport du général Lapène (*Moniteur* du 20 décembre 1851).

ments d'une statistique susceptible de se transformer plus tard en acte d'accusation contre lui. Le but des vainqueurs du 2 décembre étant de propager et de surexciter la terreur des esprits pour justifier leur victoire, les emprisonnements s'opéraient en masse par les ordres des préfets, des sous-préfets, des maires, des généraux, qui toléraient chez leurs agents inférieurs des attentats semblables contre la liberté individuelle des citoyens, tout ce qui portait une épaulette, une écharpe, une carte d'agent de police, se croyait en droit d'ordonner des incarcérations. Nulle différence entre les départements soumis à l'état de siège et les autres départements, partout l'arbitraire tempéré uniquement par le caractère et par l'humeur des fonctionnaires. Le commandant militaire dans les Basses-Alpes installa des garnisaires chez les fugitifs et fit placer leurs biens sous le séquestre. Tout individu convaincu d'avoir donné des secours en vivres et en argent à un citoyen qualifié d'insurgé, et de lui avoir accordé un asile, était considéré comme complice de l'insurrection et traité avec toute la rigueur des lois militaires.

Les hommes du 2 décembre se posaient en sauveurs de la société. Chaque département fut donc obligé de fournir à la déportation son contingent, qui varia selon le zèle des préfets, trop bien servi par les jalousies, les rancunes, les haines de petite ville et par les dénonciations arrachées aux paysans effrayés. Des convois de prétendus insurgés sillonnaient toutes les routes, sans compter les prisonniers que les voitures cellulaires dérobaient aux regards.

Un fait pourra cependant donner une idée du nombre des victimes : les bras manquèrent pour les travaux de la campagne dans les départements du Var et des Basses-Alpes ; les olives, la richesse du pays, ne purent être cueillies.

Le château d'If, le fort Saint-Nicolas à Marseille, le château des Papes à Avignon, la vieille tour de Nevers, les casemates de Paris, vieux donjons et citadelles neuves, servaient de prisons à des milliers de citoyens. Les prisonniers de Nevers étaient renfermés au nombre de dix ou douze dans une chambre avec un baquet non bouché qu'ils vidaient chacun à leur tour : un quart d'heure de promenade sur le préau, défense d'introduire ni tabac ni cigare dans la prison, obligation de faire maigre le vendredi pour les prisonniers nourris du dehors, voilà le règlement appliqué partout avec la même rigueur, tantôt par des employés de l'administration des prisons, tantôt par des commandants militaires. Les républicains, attachés comme des voleurs, traversaient les villes, les villages, les campagnes, suivis de leurs femmes, de leurs filles, de leurs sœurs en pleurs, et défilaient devant leur maison abandonnée ; plusieurs furent traînés en prison par une corde à nœud coulant serrée autour du cou ; des milliers de paysans, d'ouvriers, d'artisans, passaient de la lumière et de l'air libre aux ténèbres des tours féodales et des entre-ponts des navires de guerre ; plus malheureux peut-être encore ceux qui avaient réussi à passer la frontière, le sabotier du Morvan perdu dans les rues de Bruxelles, ou le portefaix du Midi errant dans les brouillards de Londres.

La préfecture de police reçut les prisonniers du coup d'État faits à Paris. Ils étaient dirigés de là sur la prison cellulaire de Mazas et sur les forts de Bicêtre et d'Ivry. Les prisonniers qui ont séjourné au dépôt de la préfecture de police, déclarent que nulle part, même sur les pontons, leurs souffrances n'ont été aussi grandes. Huit cent trente-trois personnes sont restées pendant trois jours et trois nuits dans une salle sans air, entassées les unes sur les autres au point de ne pouvoir ni marcher, ni s'asseoir, et d'être obligées de s'engrener pour ainsi dire les unes dans les autres afin de dormir un moment. On sait qu'un certain nombre de représentants avaient été conduits à Mazas; ils y trouvèrent un tel encombrement que l'un d'eux, M. Lemaire, représentant de l'Oise, partisan du président Louis Bonaparte, dut entrer dans une cellule de punition vidée pour le recevoir. L'espace manquant de jour en jour, la police fit mettre eu liberté successivement les prévenus de vagabondage et les prévenus de la police correctionnelle; d'honnêtes citoyens dont le seul crime était d'être suspects à la tyrannie remplaçaient ces coquins. La prison de Sainte-Pélagie reçut les prisonniers de quelque importance, représentants ou non, sur le sort desquels le gouvernement ne semblait pas encore fixé; M. Duvergier de Hauranne eut le temps de s'y rencontrer (1) avec MM. Marc Dufraisse, Greppo et Miot.

Les arrestations sous les plus futiles prétextes

(1) C'est par suite d'une erreur que le nom de M. Duvergier de Hauranne ne figure pas dans notre premier volume sur la liste des représentants arrêtés par les ordres du président Louis-Napoléon Bonaparte.

continuèrent longtemps après la victoire des bonapartistes ; M. Leman, médecin de Phalsbourg, fut emprisonné et banni, au bout de quarante-huit jours de détention, comme colporteur de journaux sans autorisation ; des habitants de Brest, coupables de garder chez eux un buste de Ledru-Rollin, subirent la peine du bannissement. Tout était devenu prétexte à incarceration. Le gouvernement célébrait-il quelque fête, la police arrêtait « les hommes que leurs antécédents politiques rendent dangereux ». Des emprisonnements eurent encore lieu, le 29 mai 1852, à Orléans, par suite d'un nouvel examen des dossiers. Le gouvernement inventait chaque jour de nouveaux délits : Défense absolue, par exemple, de déposer des couronnes au pied de la colonne de la Bastille. Une double condamnation frappa les citoyens Guilbert et Ameline, l'un pour avoir jeté des immortelles par-dessus la grille, l'autre pour s'être présenté sur la place avec une branche de laurier ornée de faveurs rouges ; un citoyen, à Bordeaux, ayant crié : *Vive la République !* sur le passage des prisonniers politiques, les gendarmes s'en emparent et le forcent à prendre place dans le convoi. Les conseils de guerre fonctionnaient partout avec le même zèle, entravant autant que possible la défense, et dictant en quelque sorte leurs discours aux avocats. Le défenseur du commandant Degroni reçut du président du conseil de guerre de la Gironde l'ordre de ne pas parler dans sa plaidoirie de la violation de la constitution, et ce même président s'appuya sur cette même constitution pour appliquer la peine.

Le gouvernement allait trop loin, il le comprit : M. de Persigny, ministre de l'intérieur, adressa, le 23 janvier 1852, une circulaire aux membres des commissions militaires « pour rendre à leurs familles, quel que soit d'ailleurs l'état de l'instruction commencée, tous les détenus qu'ils jugeraient n'avoir été qu'égarés ». Les commissions mixtes furent instituées en même temps par une ordonnance portant la signature de MM. de Persigny, ministre de l'intérieur, Abbaticchi, ministre de la justice, et Saint-Arnauld, ministre de la guerre. Ces commissions, composées du préfet, du procureur général et du général commandant la division militaire, pouvaient ordonner le renvoi devant les conseils de guerre, la transportation à Cayenne et en Algérie, l'expulsion, l'éloignement momentané, l'internement, la comparution devant la police correctionnelle, la mise sous la surveillance, peines appliquées avec une extrême rigueur. La proclamation suivante, concernant les simples internés, peut donner une idée de la dureté avec laquelle les autres condamnés étaient traités.

« M. le ministre de la police générale est informé que des insurgés de décembre, internés ou placés sous la surveillance de la police, se *permettent* de quitter, sans autorisation signée de moi, la résidence qui leur a été assignée et même de se diriger sur Paris sans passeports.

» Ces *individus* se mettent dans le cas d'être arrêtés et traduits dans les tribunaux pour fait de *rupture de ban*, et d'être par suite expulsés du territoire français.

» Je vous invite à donner connaissance de cette dispositions aux individus internés ou en surveillance dans les localités dont l'administration vous est confiée.

» Vous ne leur laisserez pas ignorer que s'ils y contreviennent, ce ne sera *pas impunément*.

» Recevez, etc.

» *Le préfet de l'Yonne, Rodolphe D'ORNANO.* »

L'internement avait lieu quelquefois sur place, c'est-à-dire qu'il était interdit aux républicains de quitter la ville qu'ils habitaient au moment du coup d'État; MM. Emmanuel Arago et Ferdinand de Lasteyrie ne purent s'éloigner de Paris tant que dura ce caprice de gouvernement.

Trois mille quatre cent dix-sept chefs de famille étaient transportés en Algérie; deux cents travaillaient aux routes sous les ordres de sergents habitués à conduire les ateliers de boulet. L'un d'eux avait commis le crime de cacher chez lui le docteur Lachamp (de Thiers); M. Miot, représentant du peuple, en route pour Cayenne, fut tout à coup, sans connaître la cause de ce changement, dirigé sur l'Algérie. D'autres condamnés, parmi lesquels M. Souesme (du Loiret), partirent pour la Guyane avec les forçats. Le gouvernement, dans toute la ferveur de sa récente alliance avec le clergé, poursuivait les délits religieux avec la même rigueur que les délits politiques. Sur une liste donnée par la *Patrie* figurait un citoyen transporté à Cayenne pour outrage à la religion.

L'histoire ne saura exactement le nombre et le chiffre des transportés que lorsque les archives du ministère de la marine lui auront été ouvertes. Le premier convoi partit, comme on l'a vu dans le volume précédent, le 9 janvier du fort de Bicêtre pour le Havre; le lendemain, les 420 citoyens qui en faisaient

partie furent embarqués à bord de la frégate à vapeur *le Canada* et entassés, 180 dans la batterie, 240 par moitié dans les deux loges du faux pont, et 80 en deux parts dans les deux cabines du gaillard d'avant; défense aux premiers d'ouvrir les sabords malgré la chaleur produite par l'agglomération des prisonniers et celle produite par la machine installée à côté d'eux. Les seconds, enfermés au nombre de 120 dans un espace de 14 mètres de long sur 4^m,40 de large, et environ 1^m,80 de haut, recevaient à peine la quantité suffisante d'air nécessaire à la respiration; l'air et la lumière n'arrivaient aux troisièmes que par une lucarne d'un pied carré; les prisonniers de la batterie pouvaient du moins guetter la lame et ouvrir les sabords malgré la défense, mais ceux du faux pont restaient privés de cette ressource sous peine d'être noyés par les vagues qui longeaient la frégate. La manche à vent, énorme sac pareil à celui d'une trémie, mais plus long, et fixé au milieu du mât par un triangle de toile présentant ensuite la bouche du tube à l'air qui s'y engouffre, faisait parvenir un peu de fraîcheur dans cet enfer, mais chaque prison n'en pouvait jouir que pendant deux heures sur vingt-quatre. Les émanations d'un grand baquet placé au centre de chaque loge et destiné à tout le monde, corrompaient le peu d'air respirable qui restait aux déportés; le commandant aurait pu leur éviter cette torture en leur permettant de monter aux quatre pou-laines voisines, il s'y refusa.

Journées terribles, nuits plus affreuses encore! le roulis, le mal de mer, l'obscurité, une couverture de

cheval pour lit ! Encore si chaque prisonnier avait pu s'étendre ; mais, faute d'espace, la moitié des condamnés restaient debout attendant que l'autre moitié vint prendre sa place ; pour toute nourriture celle des forçats : débris de biscuits, baquet de bouillon maigre sur lequel nageaient de gros pois secs pleins de charançons, légumes assaisonnés de quelques gouttes d'huile puante et pleine de vers morts. Chaque prisonnier en partant reçut une ration de onze centilitres de vin ; M. Ducos, ministre de la marine, crut devoir interdire cette distribution par dépêche télégraphique, sous prétexte que les règlements de la marine française défendaient d'accorder du vin aux prisonniers de guerre — les républicains du *Canada* étaient considérés comme tels — ; impossible de se procurer des provisions pour de l'argent ; le commandant, pendant une relâche forcée de quatre jours dans la rade de Cherbourg, ne voulut autoriser aucun achat en ville.

La difficulté de boire était une des plus grandes souffrances des prisonniers : approchant leurs lèvres brûlantes des caisses à eau attachées aux murailles de la frégate, ils tetaient l'eau, car c'est l'expression véritable, par les siphons ; les hommes valides parvenaient à calmer un peu leur soif, mais comment mettre fin à la torture endurée par les malheureux que la maladie empêchait de se lever ? « Un des prisonniers, après avoir pris de l'eau dans sa bouche, la versait dans un gobelet, et l'apportait en rampant à celui de ses compagnons d'infortune dont le mal de mer anéantissait les forces ; quand les gobelets man-

quaient, il fallait verser l'eau de sa bouche, comme font les pigeons pour leurs petits, dans la bouche du malade dévoré de soif (1). »

Les prisonniers de la batterie, privés de cette triste ressource, allaient, aux heures des repas, chercher dans les bidons une certaine quantité d'eau potable, bientôt épuisée ; impossible de la renouveler la nuit, c'est-à-dire au moment de la plus suffocante température. La tempête joignit ses souffrances aux rigueurs de cette discipline de bagne : les transportés du *Canada*, roulant les uns sur les autres, dans un enfer de chaleur et de puanteur, restèrent pendant quatre jours les écoutes fermées ; la frégate arriva enfin en rade de Brest. Le gouvernement avait, dit-on, fait croire au commandant du *Canada* que les hommes qu'il transportait sur son navire étaient des repris de justice. Cette erreur seule peut expliquer sa dureté. Les matelots de l'équipage cependant ne s'y trompèrent point ; ils se montrèrent humains et compatissants pour les transportés, parmi lesquels figuraient MM. Michot-Boutet, Alexandre Martin, représentants du peuple pour le département du Loiret, M. Pereira, ancien commissaire de la république et préfet de ce département, le colonel Mouton, vieux soldat de Waterloo, le fabuliste Lachambaudie, le docteur Deville, les journalistes Cahaigne, Xavier Durrieu et Magen.

MM. Pereira, Alexandre Martin, Michot-Boutet, avaient tenté d'organiser à Orléans la résistance lé-

(1) Récit de M. Cahaigne reproduit dans le livre de M. Victor Schœlcher : *Le gouvernement du 2 décembre*.

gale contre la violation de la constitution. Voilà pourquoi ils étaient sur la route de Cayenne. M. Abbatucci, revêtu du titre de ministre de la justice, avait été l'ami du premier et le collègue des deux autres, il demanda leur grâce sans pouvoir d'abord l'obtenir. Heureusement le *Canada*, chassé par la tempête, fut obligé de se réfugier à Cherbourg. M. Abbatucci put recommencer ses démarches qui cette fois furent couronnées de succès. M. Deville père, ancien constituant, était emprisonné à Belle-Isle pendant que son fils, médecin, attaché aux travaux anatomiques de la Faculté, roulait dans la cale d'un vaisseau de l'État. La Faculté s'adressa, pour le sauver, à M. Fortoul, ministre de l'instruction publique, qui renvoya les sollicitateurs au ministre de la guerre ; ce dernier répondit : « Il est trop tard, le navire qui porte M. Deville vient de partir. » Il se trompait : MM. Martin, Michot, Pereira et Deville furent débarqués à Brest et enfermés dans le château de cette ville. Le *Duquesclin* attendait dans le port les autres transportés du *Canada* pour les conduire à Cayenne : le transbordement de ces infortunés s'opéra le 17 janvier devant quatre pièces de canon et deux équipages armés jusqu'aux dents ; les transportés descendirent dans la batterie basse fermée de chaque côté par des corps de garde en planches cuirassées de plaques de fer. Les gendarmes, carabine chargée au bras, occupaient ces corps de garde d'où leur regard pouvait plonger dans la batterie ; quatre caronnades à l'arrière et deux à l'avant, avec les artilleurs aux pièces, menaçaient les transportés toutes les fois



qu'ils étaient autorisés à monter sur le pont pour respirer.

Pourquoi MM. Alexandre Martin et Michot-Boutet étaient-ils traités avec plus de rigueur que tant d'autres représentants coupables, puisqu'il faut employer ce mot, des mêmes tentatives de résistance? Impossible de répondre à cette question, car le hasard fut la seule règle chargée de présider aux sentences des hommes du coup d'État.

Le commandant et le commandant en second du *Duguesclin* ne furent guère plus humains pour les transportés que le commandant du *Canada* : même régime à peu près, même traitement. Le directeur de la prison d'Ivry avait fait distribuer une cuiller par homme ; heureux ceux qui n'oublièrent pas ce précieux ustensile ; M. Deville, en quittant le *Canada*, laissait la sienne ; ses compagnons se la disputèrent comme un trésor : sur le *Canada* ils avaient du moins une cuiller par dix hommes ; sur le *Duguesclin* ils mangeaient par force avec leurs doigts. Le poète Lachambaudie était, comme on l'a vu, au nombre des prisonniers. L'aile blanche d'un goëland qui rasait l'étroit sabord de sa prison, lui inspira des vers (1)

(1)

LES GOELANDS.

J'ai vu les goëlands sur la mer écumante
 Dormir insoucieux au sein de la tourmente.
 Si l'un d'eux quelquefois poussait des cris plaintifs,
 C'était par son doux nid penché sur des récifs.
 Ainsi de nous, pauvres captifs !
 Sur la paille des casemates
 Et sur les humides sabords
 De la plus vieille des frégates,
 Nos âmes reposaient calmes et sans remords.

touchants qui circulèrent dans Brest et ouvrirent les cœurs à la pitié ; les dames de cette ville s'émurent au récit des souffrances des républicains ; elles cherchèrent à les adoucir ; une souscription fut ouverte : les prisonniers, entre autres objets précieux, reçurent trois cents cuillers et du savon !

Cependant la privation d'air et d'exercice, la détention prolongée dans un espace insuffisant, les émanations pestilentielles de l'espèce de fosse commune où les transportés étaient entassés, le chagrin, l'incertitude de l'avenir, la nostalgie, ne tardèrent pas à produire leur effet ordinaire : une affreuse maladie pédiculaire se déclara parmi les prisonniers, gale d'un genre particulier dont les plaies envenimées par la vermine causaient d'intolérables souffrances ; l'infirmerie fut bientôt encombrée de malades pour lesquels les médecins demandèrent une ration de vin, ces derniers déclarèrent également qu'il était nécessaire de l'étendre aux autres prisonniers. La réponse des bureaux fut un refus. L'infirmerie du bord n'étant plus assez vaste pour contenir les malades, il fallut les transporter à l'hôpital de Brest.

Le gouvernement, n'osant pas réaliser ses projets de transportation générale à Cayenne, quelques-uns des prisonniers du *Duguesclin* furent mis en liberté ; les autres figurèrent dans trois catégories : expulsés, internés, transportés à Cayenne et en Algérie. Le

Si des pleurs se mêlaient à nos voix gémissantes,
C'est que nous regrettions nos familles absentes.
Mais du moins les oiseaux retournaient à leurs nids !
Et nous, les malheureux bannis,
Hélas ! reviendrons-nous vers nos foyers bénis ?

12 mars il ne restait plus à bord du *Duguesclin* que trois malheureux républicains, condamnés à suivre les forçats à Cayenne ; les autres voguaient sur le *Mogador* vers l'Algérie ; ils chantèrent la *Marseillaise* jusqu'au moment où les côtes de France disparurent à l'horizon.

La persécution ne se ralentissait pas en France. Les conseils de guerre ayant relâché des suspects, faute de preuves et de témoignages, le gouvernement en conçut un vif mécontentement, et la police redoubla de violence et de sévérité. « M. de Maupas », dit un journal belge, en parlant des détenus dans les prisons de la capitale, « fait *bluter* de nouveau tous leurs antécédents ; ils quitteront Paris non comme insurgés, mais comme *pirates* ». Des hommes, démoralisés sans doute par la peur, ne craignaient pas de venir en aide à la police et d'applaudir à ses exécutions. Plusieurs propriétaires, dans le département de l'Allier, firent des battues pour s'emparer des républicains fugitifs ; les membres d'un cercle à Moulins se mirent à la fenêtre pendant qu'un convoi de ces malheureux passait, et le poursuivirent de leurs ignobles railleries. Le parti conservateur se montrait aussi impitoyable contre les vaincus que le parti bonapartiste : un journal légitimiste, *l'Union*, appelait les républicains traqués de tous côtés, ou entassés dans les prisons, les geôles, les casemates, les cales de navires, « le parti du crime ». Le conseiller d'État Quentin-Bauchart, envoyé en mission avec Canrobert et Espinasse lorsque le gouvernement crut devoir faire semblant de s'adoucir, dit dans son

rapport « qu'il ne voit d'hésitation pour la clémence que parmi les hommes connus pour appartenir aux anciens partis ».

La *Patrie* portait le chiffre des expulsions seulement à 6000; l'*Indépendance belge* du 16 avril 1852 compte 3200 expulsés, internés, transportés, rien que dans l'Hérault, au moment de la dissolution de la commission mixte de ce département. Les commissaires maintinrent 9144 condamnations, après les revisions et les grâces, dans les vingt-huit départements visités par eux. Les républicains semblaient être tout simplement mis hors la loi : le Prince-président s'approchait-il d'une ville, on les enfermait comme suspects. « Hier et avant-hier, dit un journal de Nîmes (1), quelques arrestations ont été faites dans notre ville. Un certain nombre de personnes placées sous la surveillance de la police, avant l'acte sauveur du 2 décembre, à cause de leur exaltation politique, ont été l'objet de cette mesure toute de prévoyance. Nous croyons savoir que leur relaxation aura lieu aussitôt après le départ du Prince. » Des mesures semblables furent prises à Moulins, Clamecy, Lyon, Saint-Etienne, etc. Malheur aux républicains qui se mêlent encore de politique. MM. Mezaisse et Josse (de Caen), à l'époque des élections pour le Corps législatif, écrivent à leurs amis : « Le parti a résolu de s'abstenir. » Leur écriture est reconnue, ils sont arrêtés sous la prévention de « manœuvres électorales frauduleuses ». Ces deux

(1) *Courrier du Gard*, 4 octobre 1852.



citoyens, mis au secret pendant trois jours, détenus préventivement pendant trois semaines, enfin acquittés par le tribunal, restèrent en prison trois semaines de plus par la seule volonté du préfet du Calvados (1), qui leur fit signifier verbalement un beau matin qu'ils avaient quatre jours pour quitter la France.

La police signalait le moindre acte d'opposition, et les tribunaux le punissaient avec sévérité : M. Selles, ancien conseiller à la cour d'appel de la Martinique, et M. Coqueray, directeur d'assurances à Versailles, furent condamnés à la prison pour résistance aux agents qui voulaient les forcer à saluer le Prince-président.

Le 1^{er} janvier 1853, le nombre des soumissions, c'est-à-dire des citoyens rentrés après avoir pris l'engagement de « se soumettre à la volonté nationale si clairement manifestée dans le scrutin, et de ne rien faire désormais contre le gouvernement de l'élu du pays », dépasse à peine le chiffre de 1200, gens sans opinion pour la plupart, arrêtés par hasard, victimes de la faim. Les soumis n'ont d'ailleurs qu'à se bien tenir. Si le préfet juge qu'ils violent leur engagement, que leur présence redevient un danger, ou « qu'ils se montrent indignes de leur pardon », ce fonctionnaire peut les replacer dans la situation où ils se trouvaient auparavant en France : M. Morlac, interné gracié, s'étant mis sur les rangs comme conseiller municipal à Verneuil, « M. le préfet de l'Eure a dû

(1) Pierre Leroy.

le rappeler à la loi de la pudeur violée, et lui a expédié des gendarmes qui l'ont conduit dans la prison d'Evreux, où il va séjourner jusqu'à ce que l'autorité dont il a affronté la sévérité le fasse réintégrer dans le lieu où il devait rester interné (1). »

Les transportés en Algérie, victimes des mauvais traitements matériels et des souffrances morales, mouraient en plus grand nombre de jour en jour. Le gouvernement, effrayé de la responsabilité de tant de malheurs, proclama le 8 février 1853, une amnistie qui s'étendait à une faible partie de proscrits. La mort en attendait encore un grand nombre loin de leur famille et de leur pays. Le coup d'État du 2 décembre restera dans l'histoire comme l'une des plus terribles proscriptions que le monde ait vues, l'antiquité n'en connut pas de pareille, des femmes y furent comprises, parmi elles, M^{me} Pauline Roland, auteur d'écrits éloquents, mère de trois enfants auxquels on l'enleva pour la transporter en Algérie. M^{me} Pauline Roland et ses compagnes de captivité, couchant sur la paille, soumises à la ration militaire sans vin ni café, occupaient, au nombre de quinze, une pièce des plus étroites de la Casbah d'Oran, n'ayant pour se promener deux fois par jour qu'un préau aussi étroit que leur dortoir, sans un seul arbre pour les abriter du soleil d'Afrique. M^{me} Roland, transportée d'Oran à Sétif et de Sétif à Bone par les ordres du général Randon, qui voulait la punir d'avoir refusé de demander sa grâce, fut enfin autorisée à

(1) *Gourrier de l'Eure*, 29 juillet 1852.

rentrer à Paris ; elle mourut en route, à Lyon, épuisée de fatigue, sans avoir revu ses enfants.

Le sentiment républicain survivait cependant à toutes les persécutions du bonapartisme, et le gouvernement en redoutait tellement les manifestations, qu'il ne craignit pas d'aller jusqu'à empêcher les vaincus d'enterrer librement leurs morts, et jusqu'à leur interdire le dernier adieu sur la tombe de leurs amis. La mère de M. Ledru-Rollin étant morte, la police fit enlever le matin son corps, personne ne put le suivre au cimetière. Le gouvernement se montra plus tolérant pour la dépouille mortelle du président de l'Assemblée constituante, Armand Marrast; en quittant le fauteuil de la présidence, avait essayé de reprendre sa plume de journaliste. Il frappa d'abord à la porte du *National*, qui aurait dû être pour lui comme une patrie, c'est à peine si on l'y reconnut; il voulut s'acclimater ailleurs, il écrivit quelques articles dans le journal *le Crédit*, mais la plus terrible de toutes les maladies, le découragement, le prit; il se renferma dans la solitude; ses amis le rencontraient quelquefois, amaigri, pâle, errant dans les rues, au milieu des brouillards des plus froides matinées d'hiver; les médecins l'obligeaient à sortir tous les jours malgré les rigueurs de la température; il était perdu. Armand Marrast mourut dans le courant de l'hiver de 1853. Ses amis l'accompagnèrent à sa dernière demeure; mais, par ordre de l'autorité, aucun discours ne fut prononcé sur sa tombe.

Le mercredi des Cendres de l'année suivante, à huit heures du matin, la voiture du préfet de police

s'arrêta devant la porte de la maison n° 12, rue du Grand-Chantier, au Marais, où l'auteur des *Paroles d'un croyant* venait de mourir. Le préfet monta dans l'appartement mortuaire où il resta peu de temps. Une affiche placardée la veille à dix heures du soir, au milieu des rumeurs du mardi gras, avait signifié à la population de Paris que les parents et les exécuteurs testamentaires de Lamennais seraient seuls admis à suivre la dépouille mortelle au cimetière. Le lendemain cependant un assez grand nombre de citoyens, aux aguets pour ainsi dire, attendaient dans la rue enveloppée de brouillard, le moment de se joindre au convoi formé du corbillard des pauvres et de deux voitures de l'administration des pompes funèbres. Le départ du préfet de police fut le signal de la mise en marche du cortège, qui au bout de la rue se trouva en présence d'une rangée de sergents de ville. Un officier de paix, dont aucun signe extérieur ne révélait les fonctions, s'écria d'une voix brève : « Sergents de ville, faites sortir cet homme, sa place n'est pas ici. » Il montrait en même temps un prêtre suivant le corbillard en tricorne et en soutane. Les agents de police se jetèrent sur lui ; le prêtre essaya de protester ; les sergents de ville l'enlevèrent.

Les journaux avaient reçu l'ordre de ne publier ni le jour ni l'heure des funérailles de Lamennais, mais son nom se transmettait de bouche en bouche, et les ouvriers prenaient place à la suite du convoi. Leur nombre grossit en traversant le faubourg Saint-Antoine. L'officier de paix, quand il fut parvenu à la rue de Charonne, cria : « Coupez la queue ! » Les

sergents de ville barrèrent brusquement la rue. La même manœuvre fut répétée trois fois. Les ouvriers, à la troisième fois, tentèrent de s'y opposer : une lutte s'engagea entre eux et les sergents de ville ; le bruit en venait jusqu'à l'entrée du cimetière du Père-Lachaise, dont les portes ne s'ouvrirent que devant MM. Montanelli, David (d'Angers), Henri Martin, Carnot, Henri Barbet, Béranger ne put les franchir ; M. E. Forgues, chargé par Lamennais de la publication de sa correspondance, parvint cependant à fléchir la consigne. Le cercueil fut descendu, selon la volonté du mort, dans une de ces longues tranchées où l'on enterre les pauvres. Des troupes occupaient les abords de la tranchée désignée ; deux régiments avaient pris position sur les hauteurs du Père-Lachaise.

Des ouvriers et des étudiants, faisant le tour du cimetière, étaient parvenus à s'y introduire par une porte de service, à la suite d'un chariot de maçon. Ils arrivèrent sur le bord de la fosse commune au moment où le cercueil y glissait. Lorsqu'il fut recouvert de terre, le fossoyeur demanda : « Faut-il une croix ? — Non, » répondit simplement l'un des exécuteurs testamentaires de Lamennais (1). Au même instant, un individu vêtu de noir s'avancant vers les ouvriers et les étudiants leur cria :

« Que faites-vous ici ? — Nous pleurons nos morts, répondit l'un d'eux, n'avons-nous plus ce

(1) Lamennais avait dit dans son testament : « On ne mettra rien sur ma fosse. »

droit? » Cet homme, ouvrant son paletot, laissa voir l'écharpe d'officier de paix, et ajouta en les menaçant : « Au nom de la loi, retirez-vous. »

Les jeunes gens descendirent la butte et se dirigèrent vers la grande allée qui conduit à la principale porte. Ils la trouvèrent occupée par les soldats, et prirent une autre voie sur la gauche; poursuivis par des agents de police vêtus en bourgeois, ils parvinrent cependant à s'échapper en se glissant le long des tombes; sortis du cimetière, ils parcoururent quelques rues en criant : « Respect aux morts ! » et en chantant la *Marseillaise*; mais les boutiques et les cabarets pleins de masques avinés se fermèrent sur leur passage. — Défense absolue aux journaux de dire un mot de cet enterrement.

Retournons maintenant de deux ans en arrière et entrons dans le récit de la lutte entre les proscrits républicains et l'Empire. Les vaincus organisèrent en arrivant en Angleterre trois centres de résistance contre le gouvernement qui venait de s'établir en France à la suite du coup d'État, les deux premiers, le *Comité révolutionnaire* et la *Révolution* à Londres, le troisième à Jersey. Ces comités publièrent dans le courant du mois d'octobre 1852 les trois manifestes suivants (1) :

I.

« Citoyens,

» La démocratie a dû s'imposer quelques mois d'attente et de souffrance avant de frapper le brigand qui souille notre pays, afin de se réorganiser malgré la terreur bonapartiste.

(1) *Moniteur* du 15 novembre 1852.



» Soyez donc prêts à tout et à chaque instant. Tâchez de vous voir et de vous rassembler souvent par deux, par quatre, par six, par dix, s'il est possible ; formez des groupes et des centres qui communiquent entre eux de vive voix. Conspirez enfin avec courage et prudence, car la persécution doit rendre ardents ceux qu'elle voudrait anéantir. Quand la grande nouvelle vous arrivera, qu'elle vous trouve debout, sans vous surprendre comme celle du 2 décembre ; rappelez-vous que, ce jour-là, vous avez attendu en vain un signal de la part des traîtres ou des lâches qui se disaient vos chefs ; ne soyez donc plus des moutons qu'on mène, soyez des hommes.

» Aussitôt que vous apprendrez que l'infâme Louis Bonaparte a reçu son juste châtement, quel que soit le jour ou l'heure, partez de tous les points à la fois pour le rendez-vous convenu entre plusieurs groupes, et de là marchez ensemble sur les cantons, les arrondissements et les préfectures, afin d'enfermer dans un cercle de fer et de plomb tous les vendus, qui, en prêtant le serment, se sont rendus complices des crimes de leur maître. Purgez une bonne fois la France de tous les brigands qu'elle nourrit et qui la rongent. Depuis quatre ans, vous avez appris à les connaître. Lorsque luira le jour de justice, que ni votre cœur ni votre bras ne faiblissent, car vos ennemis généreusement épargnés redeviendraient bientôt vos persécuteurs et vos bourreaux. En punissant les pervers, le peuple devient le ministre de la justice de Dieu !...

» N'oublions pas aussi que la France est chargée des malédictions de la démocratie européenne qui attendait de notre initiative son signal de délivrance. Malgré nos faiblesses et nos défaillances, les nations lèvent encore vers nous leurs mains enchaînées et leurs yeux où brille un dernier rayon d'espoir ; montrons-nous dignes de la sublime mission de progrès et d'avenir que le monde entier semble nous avoir confiée ; ouvrons aux peuples le chemin de la république universelle par la révolution démocratique et sociale de la France !

» LE COMITÉ RÉVOLUTIONNAIRE.

» Octobre 1852. »

II.

AU PEUPLE.

« Citoyens,

» Lorsque nos pères, il y a près de cinquante ans, laissèrent monter au trône le soldat d'Arcole et de Toulon, en un seul vote ils consommèrent tous les crimes contre la patrie, plus tard souillée par deux invasions : crime contre l'humanité qu'ils jetèrent dans

les crises et dans le sang ; crime contre la pensée libre qu'ils livrèrent à la force insolente ; crime contre leurs enfants par eux dépouillés et dont le patrimoine à reprendre a coûté deux révolutions ; crime, enfin, contre eux-mêmes et contre leur mémoire, car ils se suicidèrent en se déshonorant.

» Aujourd'hui, citoyens, on vous invite à renouveler ce bail infâme de la servitude ; on vous convie au second empire, et ce n'est pas la victoire cette fois qui lui sert de marraine, c'est la police, et ses campagnes d'Italie s'appellent Mazas, Cayenne, Lambessa.

» Si la France, éblouie par les éclairs d'une grande épée, se déshonora pourtant et se perdit aux calendes de l'an IV, que dirait-on de vous par toute la terre, de vous, citoyens majeurs, chevronnés par deux révolutions et venant aujourd'hui, comparses de la police, couronner le César du guet-apens ?

» La conscience n'a qu'un nom pour un pareil suicide : lâcheté ; et l'histoire n'aurait qu'une place pour un tel peuple : les gémonies !

» Citoyens ,

» L'exercice de la souveraineté n'est qu'une abominable trahison et la plus triste des comédies humaines quand la liberté ne tient pas les urnes ; or, qui les tient aujourd'hui ? la dictature de l'assassinat, le 2 décembre !

» Le vote au scrutin, même secret, n'est que le vol organisé, quand c'est le mensonge qui dépouille, sous les auspices et sous les faisceaux de la force. Or, qui les dépouille aujourd'hui ces bulletins effacés, tombés dans l'urne sous l'œil des gendarmes ? Le mensonge incarné, le parjure hypocrite et sanglant, le système du 2 décembre !

» Un peuple peut voter pour ou contre, sur l'impôt, sur la paix, sur la guerre et sur les formes relatives de la souveraineté, quand elles n'engagent pas le fond ; mais sur l'existence elle-même de cette souveraineté, sur le droit inaliénable, éternel, sur le principe et l'essence de la vie, *tout vote est un crime ; on ne doit répondre que par les armes !*

» Quelle est, aujourd'hui, la question posée ? L'Empire, l'Empire héréditaire ! c'est-à-dire l'abdication de la souveraineté se couchant dans la servitude éternelle comme un soleil éteint dans la mer, l'aliénation à perpétuité de soi-même et de ses enfants, la mort volontaire, sans réveil et déshonorée.

» Citoyens, vous ne commettrez pas cet attentat horrible ; vous n'étendrez pas, comme un suaire, sur la tombe de la République scellée par vous, la pourpre souillée d'un César de carrefour ; vous

ne porterez pas une main impie sur vos révolutions, sur vos trophées, sur vos espérances, sur la civilisation qui ne vit que de liberté, sur vos enfants et sur vous-mêmes !

» Vous ne consommerez pas ce grand meurtre de l'honneur et du devoir : vous ne voterez pas !

» Laissez la police et les parasites de tous les temps travailler à la guirlande impériale, et vous, préparez le chanvre vengeur.

» Oui, la nuit, le jour, au milieu des foules comme dans l'ombre, reconnaissez-vous, organisez-vous, fortifiez-vous. Que chacun vive dans tous et dans chacun ; qu'une foi commune vous anime, la foi révolutionnaire, implacable, persévérante, hardie comme celle de nos pères de 92, et toujours prête à se lever, à frapper.

» Citoyens, devant un tyran, un parjure, un assassin des libertés publiques, voilà le seul grand devoir à remplir.

» La Société LA RÉVOLUTION.

» Octobre 1852. »

III.

AU PEUPLE.

« Citoyens,

» L'Empire va se faire. Faut-il voter ? Faut-il continuer de s'abstenir ? Telle est la question qu'on nous adresse.

» Dans le département de la Seine, un certain nombre de républicains, de ceux qui jusqu'à ce jour se sont abstenus, comme ils le devaient, de prendre part, sous quelque forme que ce fût, aux actes du gouvernement de M. Bonaparte, sembleraient aujourd'hui ne pas être éloignés de penser qu'à l'occasion de l'empire une manifestation opposante de la ville de Paris, par la voie du scrutin, pourrait être utile, et que le moment serait peut-être venu d'intervenir dans le vote. Ils ajoutent que, dans tous les cas, le vote pourrait être un moyen de recensement pour le parti républicain ; grâce au vote, on se compterait.

» Ils nous demandent conseil.

» Notre réponse sera simple ; et ce que nous dirons pour la ville de Paris peut être dit pour tous les départements.

» Nous ne nous arrêterons point à vous faire remarquer que M. Bonaparte ne s'est pas décidé à se déclarer empereur sans avoir au préalable arrêté avec ses complices le nombre de voix dont il lui convient de dépasser les 7 500 000 de son 20 décembre. A l'heure qu'il est, 8 millions, 9 millions, 10 millions, son chiffre est fait. Le scrutin n'y changera rien. Nous ne prendrons pas la peine de vous

rappeler ce que c'est que « le suffrage universel » de M. Bonaparte, ce que c'est que les scrutins de M. Bonaparte. Manifestation de la ville de Paris ou de la ville de Lyon, recensement du parti républicain, est-ce que cela est possible ? Où sont les garanties du scrutin ? où est le contrôle ? où sont les scrutateurs ? où est la liberté ? Songez à toutes ces dérisions. Qu'est-ce qui sort de l'urne ? la volonté de M. Bonaparte ; pas autre chose. M. Bonaparte a les clefs des boîtes dans sa main, les *Oui* et les *Non* dans sa main, le vote dans sa main. Après le travail des préfets et des maires terminé, ce gouvernant de grands chemins s'enferme tête-à-tête avec le scrutin et le dépouille. Pour lui, ajouter ou retrancher des voix, altérer un procès-verbal, inventer un total, fabriquer un chiffre, qu'est-ce que c'est ? Un mensonge, c'est-à-dire peu de chose ; un faux, c'est-à-dire rien.

» Restons dans les principes, citoyens. Ce que nous avons à vous dire, le voici :

» M. Bonaparte trouve que l'instant est venu de s'appeler *Majesté*. Il n'a pas restauré un pape pour le laisser à rien faire ; il entend être sacré et couronné. Depuis le 2 décembre, il a le fait, le despotisme ; maintenant il veut le mot, l'empire. Soit.

» Nous, républicains, quelle est notre fonction ? quelle doit être notre attitude ?

» Citoyens, Louis Bonaparte est hors la loi ; Louis Bonaparte est hors l'humanité. Depuis dix mois que ce malfaiteur règne, le droit à l'insurrection est en permanence et domine toute la situation. A l'heure où nous sommes, une perpétuel appel aux armes est au fond des consciences. Or, soyons tranquilles, ce qui se révolte dans toutes les consciences arrive bien vite à armer tous les bras.

» Amis et frères, en présence de ce Gouvernement infâme, négation de toute morale, obstacle à tout progrès social ; en présence de ce Gouvernement meurtrier du peuple, assassin de la République et violateur des lois, de ce Gouvernement né de la force et qui doit périr par la force, de ce Gouvernement élevé par le crime et qui doit être terrassé par le droit, le Français digne du nom de citoyen ne sait pas, ne veut pas savoir s'il y a quelque part des semblants de scrutin, des comédies de suffrage universel et des parodies d'appel à la nation ; il ne s'informe pas s'il y a des hommes qui votent et des hommes qui font voter, s'il y a un troupeau qu'on appelle le Sénat, et qui délibère, et un autre troupeau qu'on appelle le peuple, et qui obéit ; il ne s'informe pas si le pape va sacrer, au maître-autel de Notre-Dame, l'homme qui — n'en doutez pas, ceci est l'avenir inévitable — sera ferré au poteau par le bourreau ; en présence de M. Bonaparte et de son Gouvernement, le citoyen digne

de ce nom ne fait qu'une chose et n'a qu'une chose à faire : charger son fusil et attendre l'heure.

» Vive la République !

» Les proscrits démocrates-socialistes de France résidant à Jersey, et réunis en assemblée générale le 31 octobre 1852.

» Pour copie conforme :

» *La commission,*

» VICTOR HUGO, FOMBERTAUX, PHILIPPE FAURE. »

Les proscrits républicains, après avoir protesté contre l'avènement de Louis Bonaparte à l'Empire, se préparèrent à le combattre.

Le gouvernement issu des trois conspirations de Strasbourg, Boulogne et Paris, pouvait-il être renversé par une conspiration ? Les exilés, habitués pour la plupart à conspirer sous Louis-Philippe, répondirent à cette question par l'affirmative. Le gouvernement de Bonaparte leur parut attaquant à la fois par les conspirations militaires et par les conspirations civiles.

L'armée ne s'était pas ralliée tout entière et sans répugnance au coup d'État. Le général Canrobert, uniquement retenu, disait-il, par le point d'honneur militaire, s'était engagé à se séparer du gouvernement après ce qu'il appelait le combat ; le maréchal Saint-Arnaud fut sur le point de donner sa démission à la suite des décrets du 22 janvier ; la citadelle de Lille avait servi de lieu de prison à un grand nombre d'officiers détenus pour refus de serment. Les exilés crurent donc d'abord à la possibilité de faire servir l'armée à leurs desseins ; ils comptaient particuliè-

rement sur l'armée d'Afrique, et le dictateur sembla prévoir le danger qui pouvait lui venir de ce côté en insérant dans le décret d'expulsion des représentants « bannis du territoire français *et de l'Algérie* ». Le général Bosquet devait son avancement à la république, et il lui resta fidèle, du moins en pensée, jusqu'à la fin de la campagne de Crimée. Ce général exerçait sur les troupes d'Afrique une certaine influence dont ses anciens compagnons d'armes, restés ses amis politiques, espéraient profiter dans leurs tentatives contre l'Empire. Un plan de conspiration militaire a-t-il été tracé, des préparatifs sérieux ont-ils eu lieu pour le mettre à exécution? L'histoire ne peut que le soupçonner, tant que les correspondances de plusieurs généraux de cette époque n'auront pas été publiées. Il est évident toutefois que le parti républicain ne devait pas s'attendre à exercer une action bien grande sur l'armée; les conspirations militaires répugnaient d'ailleurs aux républicains de l'intérieur. Le nom du général Cavaignac pouvait être utilement invoqué devant les soldats, mais n'était-ce pas déjà trop pour la France que l'armée se fût associée une fois à un coup de main contre le pouvoir? Le général Cavaignac en était trop sincèrement convaincu pour servir de point de ralliement aux conspirateurs de l'armée. Le bruit de la découverte d'un complot militaire à Saint-Omer circula cependant à la veille de la proclamation de l'Empire. Des officiers de la garnison de Lille formèrent, dit-on, le projet de frapper le dictateur dans un bal donné en son honneur à l'Hôtel de ville. Ces complots, s'ils



ont jamais été sérieux, ne trouvaient guère alors que des incrédules.

Le dictateur se tenait sur ses gardes, et sa police voyait partout des conspirateurs. Quinze cents billets d'un bal organisé à l'École militaire ayant disparu du tiroir où ils étaient renfermés, la crainte d'un complot fit changer la couleur des cartes d'entrée; une conspiration dont les membres se réunissaient dans une maison isolée de la rue de la Reine-Blanche, presque en face des Gobelins, ne tarda pas à être dénoncée. La police, en pénétrant dans cette maison, trouva les conspirateurs occupés à entourer des tubes en fonte de toile de coutil goudronnée destinés à remplir l'office de canons; des perquisitions à leur domicile amenèrent la découverte d'une association ayant, d'après les feuilles du gouvernement, les plus vastes ramifications; de nombreuses arrestations furent opérées. Le *Moniteur* déclara cependant quelques jours après qu'il ne fallait pas attacher une trop grande importance au complot de la *Reine-Blanche*. Le tribunal de police correctionnelle n'en prononça pas moins, le 18 septembre 1852, les condamnations suivantes contre les accusés Viguier, ancien officier de marine, deux ans de prison (par défaut); Durand père, trois ans; femme Durand, deux ans; Durand fils, quinze mois; Corbet, trois ans; Ménard, dix-huit mois; Berthé, trois ans; Paté, deux ans; Carpeza, deux ans; Brasseur, vingt mois; Marchinal, dix-huit mois; Pelletier, deux ans; Gradelet, quinze mois; femme Desmares, deux ans; Henri Favre, médecin, deux ans. Ces citoyens montrèrent une grande fermeté

pendant les débats, et ils accueillirent le jugement aux cris de *Vive la République!*

Le Prince-président allait commencer dans le Midi son voyage à la recherche d'une couronne; M. Sylvain Blot, préfet de police à Marseille, met aussitôt la main sur une machine infernale se composant de 250 canons de front, plus de quatre canons de tromblon divisés en 28 assemblages, déposés dans une maison du grand chemin d'Aix.

La police s'introduit dans cette maison et s'empare de deux hommes : Baekler et Gaillard. Ce dernier s'échappe. Des arrestations ont lieu à Paris et dans toute la France. Les journaux du gouvernement apprennent à leurs lecteurs que la machine infernale de Marseille a été fabriquée par les membres d'une société secrète dite des *invisibles*, dont le but est la mort du chef de l'État, le pillage et la ruine de la société. Les projets incendiaires des invisibles vont se dérouler devant la cour d'assises, car Gaillard a été entouré, pris et garrotté à Saint-Étienne dans le bureau même du commissaire de police où il est venu chercher un passe-port. Les journaux officiels s'étendent sur l'arrestation de cet homme et sur ses révélations touchant la terrible société dont il est évidemment le chef. Le lendemain ils sont obligés de se rétracter : l'homme en prison à Saint-Étienne n'est qu'un faux Gaillard, le vrai est en fuite, mais on ne tardera pas à l'arrêter. La machine infernale, en attendant, est déposée au greffe de la cour d'assises d'Aix qui a commencé l'instruction de l'affaire. Le plébiscite pour le rétablissement de l'Empire ayant

été adopté à une majorité considérable, la machine infernale fut mise de côté.

Blanqui s'étant échappé de Belle-Isle, et quelques troubles ayant eu lieu à Paris à l'enterrement de l'ouvrier Lebon, de nouvelles arrestations désolèrent les familles dans les départements et à Paris. Le procès de la machine infernale de Marseille allait, dit-on, être repris, mais bientôt l'attention publique fut attirée par la presse du gouvernement sur une nouvelle conspiration. La police venait, à les en croire, de s'emparer des émissaires du comité de la *Commune révolutionnaire* de Londres, porteurs d'une liste de gens auxquels ils pouvaient s'adresser pour contracter un emprunt. Les vexations et les persécutions redoublèrent à cette occasion contre les républicains. Le préfet de Vaucluse lança des circulaires pour empêcher les réunions aux funérailles; le commissaire central saisit à Marseille le produit d'une quête qui se faisait, d'après lui, dans un but essentiellement politique. Les prisons se remplirent de nouveau; la police prétendit avoir trouvé chez certains individus arrêtés des *diplômes* de « membres de la sainte cause ».

La misère était grande parmi les réfugiés à Londres. Le comité de la *Commune révolutionnaire* eut l'idée d'émettre des bons à un franc, qui, joints au produit de la vente de divers manifestes républicains sortis de la plume de Félix Pyat, viendraient en aide aux familles des proscrits. La police mit la main sur les émissaires partis de Londres pour placer à Paris ces bons et ces manifestes. Elle découvrit une partie de

leurs papiers dans la boutique d'une fruitière de la rue Neuve-des-Augustins, la veuve Libersalle ; elle eut aussitôt recours à sa tactique ordinaire. Elle groupa les personnes arrêtées en diverses catégories, forma un faisceau de faits isolés, de façon à le présenter comme le résultat d'un complot. La justice se chargea du reste. Les débats de l'affaire de la *Commune révolutionnaire* s'ouvrirent le 22 juillet 1853 devant la police correctionnelle ; vingt et un individus étaient inculpés.

Premièrement : Félix Pyat, Boichot, Caussidière, L. Avril, Rougée, Raoul Bravard, Aug. Berlier, Génin, Alph. Gravier, veuve Libersalle, Bardot, Cordier, Laugénie, Merlet et Vigneaud, d'avoir, en 1852 et en 1853, fait partie d'une société secrète ;

Deuxièmement : Félix Pyat, Boichot, Caussidière, L. Avril, Rougée, Bravard et Berlier, d'avoir été les chefs et fondateurs de ladite société ;

Troisièmement : Bravard, Berlier, Génin, Gravier, veuve Libersalle, femme Foubard, époux Obin et Desenfants, d'avoir à Paris, en 1853, distribué des écrits sans autorisation ;

Quatrièmement : Bravard, Berlier, Génin, Gravier, veuve Libersalle, femme Foubard, époux Obin et Desenfants, d'avoir, par l'un des moyens énoncés en l'art. 1^{er} de la loi du 17 mai 1819, en vendant et en distribuant l'écrit intitulé : *Lettre au peuple français*, daté de Londres le 22 septembre 1852, et signé : F. Pyat, Caussidière et Boichot : 1^o attaqué la constitution ; 2^o attaqué le principe de la propriété et les droits de la famille ; 3^o excité à la haine et au mépris

du gouvernement ; 4° commis le délit d'attaque contre les droits et l'autorité que le président de la République tenait de la Constitution, et d'offenses envers sa personne ; 5° adressé aux militaires des armées de terre et de mer des provocations ayant pour but de les détourner de leurs devoirs et de leur obéissance à leurs chefs ; 6° attaqué le respect dû aux lois et l'inviolabilité des droits qu'elles ont consacrés ; 7° cherché à troubler la paix publique en excitant la haine ou le mépris des citoyens les uns contre les autres ; 8° outragé et tourné en dérision les religions dont l'établissement est légalement reconnu en France ; 9° provoqué au crime d'assassinat sans que ladite provocation eût été suivie d'effet ; 10° provoqué à l'attentat ayant pour but, soit d'exciter la guerre civile en portant les citoyens à s'armer les uns contre les autres ; soit de porter la dévastation, le meurtre, dans une ou plusieurs communes, sans que ladite protestation eût été suivie d'effet ; 11° provoqué à l'attentat ayant pour but d'exciter les citoyens et habitants à s'armer contre le gouvernement, sans que ladite provocation eût été suivie d'effet ;

Cinquièmement : Félix Pyat, Caussidière, Boichot, d'avoir, en écrivant, pour être publié, et en le leur envoyant pour être vendu et distribué, l'écrit ci-dessus désigné, fourni sciemment aux inculpés ci-dessus nommés les moyens de commettre les délits ci-dessus qualifiés, et de s'être ainsi rendus leurs complices.

Sixièmement : Vergès et Roiné, d'avoir, en 1853, été trouvés détenteurs, sans autorisation, de munitions de guerre ;

Septièmement : Vigneaud, d'avoir commis divers vols et détournements au préjudice de personnes restées inconnues.

MM. F. Pyat, Caussidière, Boichot, L. Avril, Rougée, François Bardot et Victor Desenfans étaient absents.

Raoul Bravard, suivi par la police depuis son départ de Londres, avait pris un passe-port sous un nom étranger; le président lui en faisait un crime. Il répondit : « J'étais condamné par délit de presse; on parlait d'une amnistie pour tous les délits de ce genre. Quelques réfugiés placés dans les mêmes conditions s'étaient présentés à la frontière, la gendarmerie les renvoya avec une feuille de route portant ce mot : *Refoulés*. Voilà pourquoi j'ai pris un passe-port qui n'était pas le mien. » Il ajouta qu'il ne connaissait aucun des coprévenus, excepté Berlier. « Je travaillais dix heures par jour à Londres. Je n'avais pas le temps de m'occuper de société secrète; j'ai d'abord appartenu à une société de secours, je voyais mes amis avec bonheur, mais bientôt le travail m'a empêché de me rendre aux réunions de cette société. »

L'interrogatoire de Berlier jette un jour nouveau sur la façon de procéder des commissions mixtes. Le président lui rappelle qu'il a été condamné à huit jours de prison pour outrage à un magistrat.

» Oui, à un maire, mon parent, à l'élection duquel j'avais contribué. On se plaignait dans la commune de la mauvaise répartition du pain aux indigents. J'en parlai au maire; les membres du conseil municipal s'en mêlèrent : le maire m'assigna devant la police correctionnelle sous prétexte que je l'avais appelé voleur. Les débats durèrent deux jours; on entendit dix-huit témoins. A la seconde



audience, je demandai au boulanger quand il faisait une livraison de 200 pains quel bon il recevait. Sur l'interpellation de M. le président, il avoua qu'il recevait un bon de 400. Je fus renvoyé des fins de la plainte. En appel on m'a condamné à huit jours de prison. Plus tard, cela m'a valu d'être expulsé. »

Repondant à l'accusation d'avoir fait partie d'une société secrète, il ajoutait :

» Je n'ai fait partie que d'une société fraternelle. Voici comment : A l'origine, il y avait une société de secours dont tout le monde faisait partie ; un jour on se réunit et l'on reçoit soixante démissions. A la fin de la semaine, quand il s'agit de faire la distribution des quatre schellings qu'on donnait à chacun pour huit jours, on annonça qu'il n'y avait plus de fonds. Il y avait, à ce moment, de pauvres gens de mon pays, des paysans qui ne savaient même pas le français et qui arrivaient du pays de Galles, dans une misère affreuse. Je travaillai un peu ; un ami travaillait comme moi ; nous nous cotisâmes pour venir au secours de ces malheureux : c'est ainsi que s'est formée la société à laquelle j'ai appartenu. »

L'attitude ferme et républicaine de la plupart des prévenus augmentait encore pour les défenseurs les embarras d'une tâche déjà rendue très difficile par l'extrême susceptibilité des magistrats. M. Jules Favre, avocat de Raoul Bravard et de la veuve Libersalle, prit le premier la parole pour répondre à l'ensemble du réquisitoire.

» Ma situation est difficile : si l'on envisage isolément les faits, il est complètement impossible de leur imprimer le caractère de la criminalité et d'en faire sortir un texte de condamnation. Il faut, pour arriver à cette conséquence, les réunir, les colorer, et j'ose dire que ce travail n'a été fait par le ministère public que dans la première partie de son réquisitoire, dans le jugement qu'il a porté sur la politique du pays en général, et tant sur l'opinion des prévenus qui sont sur ces bancs que sur les opinions de ceux avec lesquels ils sont intimement liés. C'est là une sorte de fantôme qui s'est dressé au seuil de la prévention et qui a projeté ses ombres

sur le tout. S'il était possible de faire disparaître ce fantôme, il ne resterait plus que des faits de colportage d'écrits séditieux qui sont constants, mais qui ne permettraient pas au ministère public de maintenir ses réquisitions dans toute leur étendue.

» Or, ce travail qui a été facile pour le ministère public, l'est beaucoup moins pour la défense. Dans les affaires politiques aujourd'hui, — s'il y a encore des affaires politiques, — les positions ne sont plus ce qu'elles étaient. Messieurs les avocats impériaux me paraissent se tromper de temps et de lieu ; ils parlent comme si nous étions sous un régime qui permit le libre essor de la pensée publique. Cependant, M. le substitut l'a reconnu par un mot en disant que la publicité ne devait pas éclairer ce débat. Comme il n'y a plus de publicité, il n'y a plus de liberté ; non pas que je veuille dire que les magistrats mettront des limites à la défense, à Dieu ne plaise, mais la Constitution de notre pays proscriit la défense de certains actes, de certains faits sur lesquels le ministère public, qui n'est gêné par rien, peut s'exprimer librement, de telle sorte qu'il est bien difficile d'arriver à la manifestation de la vérité.

» Eh bien ! sans l'appréciation politique de l'accusation, la criminalité disparaît ici, et cette appréciation politique, je suis dans l'impossibilité d'y répondre. Ah ! dans les temps où nous vivons, je comprendrais bien qu'on vint dire : « Voici la loi, elle oblige tous les citoyens, il faut s'incliner devant elle : cette loi a été violée par vous. » Je le répète, je comprendrais ce langage, il serait digne, et je suivrais avec plaisir le ministère public sur le terrain où il m'aurait appelé. Mais à l'heure qu'il est, vouloir faire — passez-moi l'expression — la philosophie de la prévention, essayer d'emprunter ses moyens aux vérités éternelles et aux lois primordiales qui devraient gouverner la société, ah ! c'est là une grande témérité. Et que voudrait-on que je répondisse à cette partie du réquisitoire qui représente les prévenus comme étant les instruments d'une armée permanente de désordre, campant sur nos frontières, et rêvant la destruction et le pillage !

» Que veut on encore que je réponde à ces attaques si ardentes, dirigées contre les pros crits politiques avec lesquels le ministère public suppose que les prévenus sont en complète intimité ? Messieurs, je l'avoue, — et je n'aurai pas de peine à être cru du tribunal, — c'est avec une douleur véritable que j'ai entendu les paroles qui sont tombées des lèvres de l'organe de la loi ; et, quelque étroite que soit la limite dans laquelle je veuille et je doive m'enfermer, il ne m'est pas possible de ne pas protester contre elles au nom de l'honnêteté et de la vérité.

» Les pros crits auxquels vous avez fait allusion, monsieur l'avocat impérial, ne méritent pas de telles incriminations. Que parmi eux se soient glissés des hommes ardents, téméraires ; qu'on fasse circu-

ler sous leur nom des écrits dont personne ne veut assumer la responsabilité; ah! je serai le premier à le reconnaître. Mais les flétrir en masse comme vous l'avez fait, les représenter aux yeux de la société tout entière comme des hommes qui ont renié toute espèce de morale et de vertu, qui veulent déchaîner sur leur patrie — d'où ils ont été chassés — les fléaux du meurtre, de la destruction, du pillage; c'est là une exagération inqualifiable, et M. l'avocat impérial aurait dû, ce me semble, se souvenir que parmi les hommes qu'il attaquait avec si peu de ménagement, il s'en rencontrait qui avaient été proscrits pour avoir fait ce que je me glorifie d'avoir fait moi-même, pour avoir défendu la loi contre la force... M. l'avocat aurait dû se souvenir encore qu'il en est d'autres qui ont été proscrits par des pouvoirs occultes dont j'ai eu le regret de trouver le nom dans la bouche de l'organe de la loi : par des commissions mixtes, qui ont bien pu exercer le rôle de victorieux vis-à-vis des vaincus, mais qui n'ont pu prononcer de condamnation... Rayez ce mot-là de votre répertoire, car nous sommes aux pieds de la justice;... il n'y a pas de condamnations là où il n'y a pas de juges.

» Quand de toutes parts se sont produits des faits qui sont de nature à fausser les notions de la vérité et du droit, vous allez vous indigner que parmi des hommes qui sont ainsi chassés de leur pays, se produisent des faits propres à provoquer la sévérité des magistrats!... Mais de ces hommes il en est beaucoup, si vous vous trouviez en leur présence, à qui vous, monsieur l'avocat impérial, à qui vous-même vous tendriez la main.

» Ah! vous avez prononcé un mot que je regrette amèrement, et qui, j'en suis sûr, n'était pas au fond de votre cœur; vous avez dit que ces hommes avaient cessé d'être nos frères... Non! non! vous avez beau faire, il ne vous est pas donné d'effacer de leurs fronts le sceau que Dieu y a mis.

» Ils n'auraient pas cessé d'être nos frères parce qu'ils seraient égarés; ils n'ont pas cessé davantage d'être nos frères parce qu'ils sont malheureux!

» Ces hommes qui sont ainsi chassés de leur pays, est-ce que vous ne comprenez pas tout ce qu'ils doivent souffrir? Est-ce que vous ne savez pas qu'ils doivent aspirer à la patrie avec toute l'ardeur d'un cœur profondément blessé? Ces douleurs, ces irritations, ne sont-elles pas l'histoire de toutes les émigrations? Est-ce qu'il ne peut pas se glisser dans ces âmes souffrantes des sentiments d'exagération?...

» Vous avez dit que ces hommes sont des ennemis, qu'ils campent sur nos frontières. Ah! il n'y a qu'un moyen de les ramener à d'autres sentiments que ceux que vous leur prêtez, c'est de leur ouvrir les portes de leur pays.

» Quant à ces exagérations que vous avez signalées, elles sont la

conséquence inévitable, elles sont le résultat fatal de mesures rigoureuses et qui se prolongent indéfiniment.

» Mais ce sont là, direz-vous, des considérations étrangères ou privées. Je recherche la cause de ces publications, et je rencontre cette cause dans les persécutions politiques qui produisent toujours des fruits si amers. Du reste, si j'examine ces publications elles-mêmes, qu'est-ce que je trouve ? la *Lettre au peuple français*... Elle n'est ni plus ni beaucoup moins violente que beaucoup d'autres écrits dont nous sommes inondés, ... et ce déluge d'imprimés de toutes sortes n'est-il pas, lui, un fait forcé de la situation dans laquelle nous sommes?...

» Il y a des erreurs, il y a des exagérations au fond de la société. Quand on s'oppose à ce qu'elles se produisent au grand jour qui les confondrait, savez-vous ce qui arrive ? Elles minent souterrainement cette société ; et le travail mystérieux de leur destruction marche avec une rapidité effrayante. A la surface, pour un œil confiant, tout est calme, tout est bien ; mais si l'on va au fond des choses, quel changement ! Ce que je pense et ce que je veux dire, c'est que les institutions de ce pays conspirent contre son propre repos, et qu'un jour il se pourra faire que sur ce sol qu'on croyait si parfaitement uni, il y a un gouffre ouvert dans lequel nous descendons sans nous en douter.

» Tenez, il y a cent ans, le despotisme le plus pur régnait en France. La Bastille était ouverte pour quiconque avait offensé les maîtresses des souverains : quiconque avait eu des pensées trop hardies était sûr d'aller passer des années entières à l'ombre de ses murailles ; le bourreau était prêt à brûler les œuvres des philosophes et des mécréants, et cependant les livres qui étaient brûlés sur la place de l'Hôtel-de-Ville, les *Lettres persanes* qui étaient condamnées par le Parlement, elles sont aujourd'hui dans nos bibliothèques. Je suis sûr que M. l'avocat impérial les a dans la sienne... Pourquoi ? Vous connaissez les révolutions accomplies. Le droit et la vérité finissent tôt ou tard par l'emporter sur la force.

» Il ne faut pas s'insurger contre les grands faits qui sont dans la loi forcée de la nature, dans cette loi qui a été faite par un souverain plus puissant que ceux qui gouvernent les hommes.

» Je n'ai pas à critiquer ce qui se passe, mais je le constate avec mon droit de citoyen et devant des magistrats qui ont pour mission de défendre ce droit.

» Parmi les hommes pour lesquels vous vous êtes montré si sévère, monsieur l'avocat impérial, les uns ont été condamnés, mais les autres ont été proscrits par la politique, et je proteste contre cette proscription. Vous vous étonnez que leurs écrits ne soient pas empreints du calme le plus parfait ; vous vous étonnez qu'on trouve des choses qui vont jusqu'à blesser les règles de la raison ;

mais tout cela n'est pas nouveau. Je n'avais pas lu la *Lettre au peuple français*, je ne la connais que par ce que M. l'avocat impérial en a lu. Est-ce qu'il pense, par hasard, que cette théorie sur le gouvernement personnel est dangereuse?

» M. l'avocat impérial s'est indigné de la phrase sur l'armée, dont le drapeau, dit-il, est la sauvegarde de l'honneur et de la vertu.

» L'armée! est-ce que je ne peux pas me demander : et Cavaignac! Qu'est-ce que ce nom de Cavaignac? son épée vous l'avez bénie... Elle est brisée!... Et Lamoricière; et Bedeau; et Changarnier, qui a été l'idole de tous les fonctionnaires...

» Ceux-là, ils ont été fidèles à leur serment. Est-ce qu'il y a deux drapeaux, est-ce qu'il y a deux serments?... Ce dont je suis sûr, c'est qu'il n'y a pas deux consciences.

» Je ne veux pas user de tous mes avantages contre M. l'avocat impérial... Ces discussions générales vers lesquelles il a fait un retour sont désormais impossibles; elles manquent de grandeur, d'éclat et de sincérité... L'avocat qui se laisserait aller aux inspirations de son cœur, courrait à chaque instant le risque d'être interrompu, et même s'il n'était protégé par des magistrats dévoués à leurs devoirs, on requerrait contre lui parce qu'il aurait dit la vérité.

» Quant à la prévention, je crois qu'elle se réduit à peu de chose et que j'en aurai raison en très peu de mots.

» Mais j'ai entendu M. l'avocat général assimiler l'insurrection de Milan à un crime contre le souverain; quant à moi, je dis que les Italiens, en se soulevant contre leurs oppresseurs, en essayant de chasser les Autrichiens de leur chère patrie, sont dans leur droit vis-à-vis de leur conscience et vis-à-vis de Dieu..... »

Le gouvernement, jaloux d'étouffer tout ce qui pouvait réveiller les âmes, trouva un complice dans le président du tribunal, le compte rendu des débats fut interdit. La noble protestation de M. Jules Favre ne dépassa point l'étroite enceinte du tribunal. Le devoir de l'histoire est de la produire au grand jour, comme une preuve que même dans ces temps de morne silence et d'affaissement la voix de la justice et de la vérité se faisait quelquefois entendre.

Le jugement fut prononcé le 24 juillet. L'au-

dience, qui d'ordinaire commence à dix heures et demie, ne s'ouvrit qu'à deux heures; le tribunal délibérait dans la salle du conseil. Le résultat de cette délibération fut la condamnation des prévenus à un temps plus ou moins long de prison et de surveillance de la haute police. La veuve Libersalle, cette fruitière vieille et infirme dont la police avait voulu faire une héroïne de conspiration, n'en fut pas quitte à moins de six mois de prison.

Ce procès à peine jugé, le gouvernement se plaignait déjà de la persistance des sociétés secrètes, d'autant plus dangereuses qu'elles étaient insaisissables. Cependant il était parvenu à mettre la main sur une de ces sociétés dite le *Cordon sanitaire*; elle ne se composait pas précisément de gens d'action, mais de membres des anciennes sociétés secrètes, hommes d'expérience révolutionnaire, sachant organiser et diriger un mouvement. La société plus militante des *Consuls du Peuple*, fondée par un républicain nommé Ruault, s'était réunie au *Cordon sanitaire* et à la société des *Deux cents* composée d'étudiants. Les trois sociétés, marchant d'accord, se servant des mêmes moyens, recueillant des souscriptions, faisant de la propagande en même temps, disposaient aussi d'une presse clandestine; cent cinquante francs avaient été recueillis pour fabriquer des canons, ce qui n'est pas cher; il s'agissait, il est vrai, de canons de zinc entourés de cordes faisant corps avec le métal au moyen de colle forte et de goudron. La presse clandestine avait été fournie par Jean Bratiano, réfugié mol-



dave, dont le frère faisait partie du comité central européen à Londres. Les membres de la conspiration se réunissaient dans les fossés des fortifications.

La seconde de leurs réunions eut lieu le dimanche 4 juin 1853, du côté de la plaine des Vertus; le comité décida qu'à partir du 7 il se tiendrait en permanence.

L'Empereur devait se rendre le 7 de Saint-Cloud à l'Hippodrome. L'occasion parut favorable aux conspirateurs pour frapper un coup, mais l'attention de la police était éveillée : ses agents remarquèrent que les abords du théâtre présentaient, le jour indiqué, un aspect inaccoutumé; des groupes placés de distance en distance échangeaient des signaux; des individus parcouraient ces groupes, et semblaient leur donner des instructions. La police prit aussitôt des précautions qui firent comprendre aux chefs des groupes que le complot était découvert. Les conjurés persistèrent cependant dans leurs projets. Le lendemain Ruault et plusieurs de ses associés assistèrent à une réunion de la société secrète d'étudiants dite des *Deux cents*, qui se tint dans le jardin du Luxembourg; Ribault de Laugardière, Laflize, étudiants en médecine, et Arthur Ranc, étudiant en droit, s'y trouvaient. Il fut question dans cette réunion de s'emparer de l'Empereur le jour où il se rendrait à l'exposition de la Société d'horticulture. Ruault avait été mis en rapport avec les étudiants par un médecin de l'hôpital militaire de Lille, qui promettait de livrer la citadelle de cette ville et de faire marcher le 1^{er} régiment d'infanterie qui s'y

trouvait en garnison. La police jugea que le moment d'arrêter Ruault ainsi que son principal complice Lux était venu. Les deux conjurés furent pris dans la nuit du 8 au 9 juin. Le 16 du même mois, la police s'empara de l'imprimerie clandestine déposée chez Bratiano. Ces mesures semblaient devoir couper les fils de la conspiration, mais un Belge nommé de Meren parvint à les renouer et à organiser une nouvelle tentative contre la vie de l'Empereur. Toutes les précautions étaient prises par les conjurés. De Meren avait même averti le docteur Follot, demeurant dans la même maison que lui, de se rendre avec sa trousse aux abords de l'Opéra-Comique pour soigner les blessés.

Le 6 juillet 1853, à onze heures du soir, les voitures revenant des Champs-Élysées furent arrêtées à la hauteur de la Chaussée-d'Antin par un ordre de la police. Une heure auparavant, à la suite d'une échauffourée dont le public n'avait pas pu comprendre la nature, et qui s'était produite d'ailleurs sur un terrain fort circonscrit, les sergents de ville et les agents accourus, en proie à une émotion fort grande, avaient immédiatement interdit toute circulation de la rue de Richelieu à la Chaussée-d'Antin; un fort peloton de cuirassiers et de guides, massé devant l'Opéra-Comique, attendait l'Empereur qui assistait à la représentation d'ouverture après la restauration de la salle; des escouades de sergents de ville sillonnaient les boulevards en jetant des regards soupçonneux sur les groupes et sur les fenêtres. Le bruit ne tarda pas à se répandre

qu'une tentative d'attentat sur la personne de l'Empereur motivait ce déploiement de forces. Voici comment les choses s'étaient passées :

L'entrée de la loge impériale donne sur la rue Marivaux ; trois individus , par leur persistance à stationner devant cette porte, avaient attiré les soupçons de la police depuis longtemps sur les traces d'un complot. Les trois individus suspects furent arrêtés avec plusieurs de leurs complices qui essayaient de les délivrer ; les prisonniers, conduits à la préfecture, sont fouillés, et l'on trouve sur eux des armes. Les sergents de ville arrêtent pendant ce temps-là d'autres individus qui tentaient de se glisser de nouveau dans la rue Marivaux ; Laugardière , Arthur Ranc , Laflize , attendaient à l'estaminet du *Grand Balcon* le moment de « jouer un rôle plus actif aussitôt que l'assassinat aurait ouvert la porte à l'insurrection (1) ». L'Empereur mort, Paris devait se couvrir de barricades, les conjurés proclamaient la République et plaçaient Blanqui à la tête d'un comité de salut public.

Un journal officieux prétendit que le *Complot de l'Opéra Comique* avait été révélé à la police par un prêtre qui en reçut la confidence en confession ; un autre ajouta que le prince de Joinville en avait informé lord Palmerston qui s'empressa d'en faire part à l'Empereur ; des papiers importants et de mystérieuses correspondances avec l'étranger auraient été saisies ; des mouvements simultanés de-

(1) Voyez l'acte d'accusation.

vaient éclater dans les Bouches-du-Rhône et dans la Drôme ; mille autres bruits du même genre circulèrent dans Paris et dans les départements. La presse officieuse profita de l'occasion pour s'élever comme à l'ordinaire contre les sociétés secrètes, contre les tristes extravagances révélées, disait-elle, par l'instruction. La saisie d'une tête de mort sur laquelle les prévenus faisaient d'affreux serments devint pour elle une source féconde de déclamations.

Louis Folliet, employé au chemin de fer de Strasbourg ; Joseph Ruault, tailleur de pierres ; Canivet, Auguste Montchirond, teneur de livres ; Lanoix, marchand de futailles ; Joseph Lux, fabricant de chaussons à la mécanique ; Thirès, cordonnier ; Brattiano, propriétaire à Bucharest ; Gérard, tailleur ; Deney, tailleur ; Copinot, papetier ; de Kleren dit le Belge, comptable ; Baillet, cordonnier ; Mariet, papetier ; Mazelle, menuisier ; Turenne, tailleur ; Gabrat, tailleur ; Jaud, bijoutier ; Commès, mécanicien ; Joiron, cordonnier ; Baudy, cordonnier ; Follot, médecin ; Ribault de Laugardière, étudiant en médecine ; Arthur Ranc, étudiant en droit ; Laflize, étudiant en médecine ; Martin, étudiant, comparurent devant la cour d'assises, comme accusés d'avoir concerté et arrêté entre plusieurs personnes une résolution ayant pour but : 1° de commettre un attentat contre la vie de l'Empereur ; 2 de détruire ou changer le gouvernement, laquelle résolution a été suivie d'actes commis ou commencés, crimes prévus par les articles 86, 87, 89 du Code pénal, et par la loi du

10 juin 1853. Deux accusés, Jaubert et Poisson, étaient absents.

M. Zangiacomi, présidant la Cour d'assises, portait un nom tristement célèbre dans l'histoire de la justice politique sous le règne de Louis-Philippe, il ne négligea rien pour accroître cette célébrité. M. Rouland, chargé de soutenir l'accusation en qualité de procureur général, avait passé par tous les emplois du parquet : substitut et procureur du roi de première instance, substitut et avocat général de cour royale, puis avocat général à la cour de cassation, député sous Louis-Philippe, il n'avait du magistrat et de l'homme politique que la phraséologie. Le gouvernement de Louis Bonaparte fut trop heureux, dans sa disette d'hommes, de lui rendre la place d'avocat général à la cour de cassation qu'il avait perdue après la révolution de Février, et le plaça plus tard à la tête du parquet de Paris ; M. Rouland, violent, borné de langage, d'esprit, abondant en paroles, convenait au poste de procureur général à cette époque.

Le gouvernement, cherchant à tenir les esprits dans cet état d'alarme qui contribua si puissamment au succès du coup d'État, ne perdait aucune occasion de signaler Londres comme le foyer d'une conspiration permanente organisée par les proscrits républicains contre la vie de l'Empereur, M. Rouland, chargé de soutenir l'accusation, tout en convenant que le complot dénoncé au jury ne pouvait être rattaché directement aux menées de Londres, chercha néanmoins à prouver, en citant quelques phrases échappées aux accusés, que les réfugiés en Angleterre

y avaient une part. La présence de M. Bastide, « qui fut longtemps un membre actif des sociétés secrètes, et l'ami des principaux réfugiés de Londres », dans une réunion d'étudiants où figuraient quelques-uns des accusés, lui parut tenir sa place « au premier » rang, des considérations qui permettraient de » rattacher le complot de Paris à une origine lointaine, à une organisation redoutable et puissante. » Ce qui est du moins bien certain, c'est que, par » leurs œuvres et par leurs écrits, les éternels ennemis » de l'ordre social ont pesé sur les imaginations, sur » les esprits, sur les actes des conjurés; que si » aujourd'hui les Ruault, les Gérard et tant d'autres » ont un compte terrible à rendre devant la justice » de leur pays, la réprobation qu'ils ont encourue » doit remonter à leurs corrupteurs, aux écrits infâmes, aux doctrines sanguinaires des hommes qui » composent le comité révolutionnaire européen, le » club de la révolution, la commune révolutionnaire. »

M. Rouland termina son réquisitoire par ces mots: « La justice ne faillira pas à sa haute et sainte mission; elle saura venger et défendre le Souverain » que la France s'est choisi, les institutions qu'elle » s'est données, l'édifice tout entier de la civilisation » encore une fois menacé par les barbares. »

Les débats de ce procès fourniraient de nombreux arguments aux adversaires du système judiciaire français qui transforme souvent le président de la cour d'assises en adversaire de l'accusé dont il devrait être le protecteur. M. Zangiacomi, changeant l'inter-



rogatoire en acte d'accusation, achevant la phrase commencée par l'accusé, déposant pour ainsi dire à sa place, n'épargnant rien pour l'amener à trahir les autres ou à se trahir lui-même, était plutôt un accusateur qu'un président.

Deney, tailleur, accuse Gérard de l'avoir perdu en lui faisant lire l'*Événement*. Il paraît disposé à des aveux. M. Zangiacomi l'excite à persister dans cette voie.

« D. Il faut tout dire ici. Ayez du courage; c'est du vrai courage. Nous savons les menaces qui ont été faites; parlez, la justice est assez puissante pour vous protéger : dites comment les choses devaient se passer. — R. J'ai entendu dire qu'au cri de : « *Vive l'Empereur!* » on se précipiterait sur la voiture de l'Empereur et qu'on l'assassinerait.

» D. Et après que devait-on faire? — R. On devait proclamer la république rouge et abîmer le corps de l'Empereur.

» D. On devait aussi renouveler le hideux spectacle donné à une autre époque à la population ou plutôt à la populace. On devait traîner...? — R. Ah! oui; on devait traîner le corps de l'Empereur sur les boulevards.

D. Et proclamer la république rouge? — R. Oui. »

Est-ce l'accusé qui répond ou le président? Le gouvernement, pour des motifs que le lecteur connaîtra plus tard, n'aurait pas été fâché de compromettre M. Goudehaux, ancien ministre des finances sous la République, et de lui donner un petit rôle dans le complot : il fallait que Deney secondât les efforts de l'accusation.

« M. l'avocat général Mongis : N'est-ce pas à vous, Deney, que Gérard a dit qu'il avait fait ouvrir un crédit aux étudiants chez le banquier Goudehaux?

» Deney : C'est un étudiant qui avait dit ça à Gérard ; il devait se faire ouvrir un crédit pour la même chose.

» *D.* Quelle même chose ? — *R.* Pour avoir de l'argent, afin d'avoir des hommes pour commettre l'attentat.

» *Gérard* : C'est faux.

» *M. le président* : Prenez-y garde, Gérard ; tout ceci est grave et votre position est désespérée ; il vient d'être dit un mot très-grave... On peut changer le titre d'une accusation... Prenez-y garde ; asseyez-vous. »

Les natures énergiques peuvent seules résister à de telles insinuations et à de telles menaces. Les natures faibles cèdent, mais après avoir cédé elles reviennent quelquefois sur leurs aveux. M. Zangiacomi redoublait alors d'efforts pour les pousser à une nouvelle rétractation, et si l'accusé persistait, il lui reprochait d'avoir peur.

« *M. le président, à Copinot* : Eh bien ! Copinot, voilà un exemple que vous donne Deney. Vous avez d'abord nié ; puis, voyant que d'autres parlaient, vous avez dit : « Je vois qu'il n'y a pas ici un » homme de cœur pour garder un secret. » Et vous avez parlé. Vous avez fait partie d'une société secrète ?

» *Copinot* : Quelle société ?

» *D.* Qu'est-ce que c'est que cette question ? Avez vous fait partie d'une société quelconque ? — *R.* Oui.

» *D.* Ah ! nous ne vous demandons pas laquelle, nous le savons. On ne sait pas assez combien ces sortes de sociétés sont percées à jour. Quel était le but de cette société à laquelle vous appartenez ? — *R.* D'attenter à la vie de l'Empereur et de faire une insurrection. Mais je ne savais pas qu'il s'agissait de ça ; je croyais qu'il s'agissait de résister à une attaque légitimiste-orléaniste.

» *D.* Vous auriez donc défendu l'Empire ? — *R.* Non ; j'aurais fait comme en 1848, j'aurais défendu la République.

» *D.* Ah ! vous auriez fait comme en 1848 ! Ça découvre un homme, cela. Vous êtes allé à l'Hippodrome ? — *R.* Oui.

» *D.* Qu'y alliez-vous faire ? — *R.* Assister à une expérience en ballon dirigeable.

» *D.* Vous êtes allé le lendemain au Luxembourg ? — *R.* Oui.

» *D.* Quoi faire ? — *R.* Chercher des livres à relier.

» *D.* C'est bien. Et il n'a pas été question d'attenter à la vie de l'Empereur s'il venait à l'Exposition d'horticulture ? — *R.* Non.

» *D.* Allons, vous vous étiez relevé un instant en disant la vérité, maintenant vous avez peur. Asseyez-vous.

» *D.* Mariet, vous avez connu le complot? — *R.* Oui.

« *D.* Vous avez su qu'il devait y avoir un attentat? — *R.* Il ne devait rien se commettre contre Bonaparte.

» *M. le président* : Le mot dont vous vous servez n'est pas le mot convenable. Quand on parle du chef de l'État, il faut lui donner la qualité en vertu de laquelle il est reconnu par la loi. Vous vouliez proclamer la république et par conséquent attenter à la vie de l'Empereur? — *R.* Nous voulions la république.

» *D.* Mais il n'y a pas de république sans attentat. — *R.* Un républicain n'assassine pas.

» *D.* Oh! arrêtez! Et d'abord nous ne vous permettrons pas de poser ici. Vous n'êtes pas sur un piédestal ici. Vous avez dit dans votre interrogatoire que vous étiez entré dans la société pour attenter à la vie de l'Empereur? — *R.* Je n'ai pas dit ça.

» *D.* C'est-à-dire que vous revenez par peur sur vos aveux. Vous revenez, mais à quel prix? En accusant un magistrat de mensonge. Vous avez parlé de deux sociétés, l'une de l'attaque, c'était la vôtre. Vous êtes allé à l'Hippodrome? — *R.* Oui, monsieur.

» *D.* Qu'y alliez-vous faire? — *R.* J'y allais sur convocation.

» *D.* Vous étiez armé? — *R.* Par pure ostentation, par parade.

» *D.* Vous avez dit au juge d'instruction que vous étiez philosophe matérialiste. — *R.* Je lui ai dit cela en conversation.

» *D.* Il n'y a de conversation entre un juge et un prévenu que sous forme d'interrogatoire. Vous dites que vous étiez sous les armes pour le cas où l'Empereur serait assassiné. — *R.* Ou emprisonné.

» *D.* Bien! Par les légitimistes ou les orléanistes? — *R.* Ou par une fraction du parti dominant. Il ne m'appartient pas de vous expliquer cela. Je voulais, dans tous les cas, m'opposer au triomphe des légitimistes et des orléanistes.

» *D.* Vous avez su qu'on faisait des canons? — *R.* Oui.

» *D.* Vous avez dit qu'ils ne serviraient que si l'armée ne tournait pas. Vous vous attendiez donc à la voir fidèle? — *R.* Il faut s'attendre à tout.

» *D.* Et l'imprimerie? — *R.* On devait me la remettre.

» *D.* Dans quel but et chez qui était-elle? — *R.* Je ne peux le dire.

» *D.* C'est dire que vous êtes coupable. — *R.* Je ne me proclame pas comme innocent. Je ne voulais pas l'effusion du sang; je suis homme de foi.

» *D.* Nous ne savons ce que vous entendez par un homme de foi. — *R.* En effet, dans ce siècle, il y en a si peu! J'ai toujours

refusé l'effusion du sang, parce que ça ne cimente pas le parti qui s'en sert.

» *M. le président* : Allons, taisez-vous et cessez cette indigne comédie... Vous ne voulez pas l'effusion du sang... et vous armez vos complices ! »

L'accusé Turenne déclare qu'en le conduisant chez le préfet de police, les agents lui ont dit qu'on allait le fusiller. Le président l'interrompt avec colère et traite son assertion de fable. Tous les moyens lui sont bons contre les accusés. L'accusation ne craint pas d'évoquer contre Thirez l'immorale déposition de certains membres de sa famille qui le traitent « d'homme aussi astucieux que méchant qui parvient à se tirer de tous les mauvais pas ». Quand un accusé se défend avec adresse comme Lux, M. Zangiacomi lui interdit la parole :

« Le juge d'instruction a fait placer des agents qui ne me reconnaissent pas, et le juge d'instruction a dit : « Comment, c'est Lux, » et vous ne le reconnaissez pas ! »

» *D.* Allons, nous ne vous permettrons pas d'insulter un magistrat. — *R.* Je n'injurie pas, j'explique les choses.

» *D.* Je vous dis de vous taire. — *R.* Si je ne peux pas parler, condamnez-moi innocent.

» *D.* On ne vous condamnera pas innocent, mais je ne vous laisserai pas insulter un magistrat ».

Alix, auquel le procureur général reproche d'avoir consacré son patrimoine à l'étude des escargots sympathiques, se permet-il de dire : « M. le juge d'instruction, que je regrette de ne pas voir ici... »

« *D.* Ah ! permettez. — *R.* Mais permettez aussi.

» *D.* Je ne permets rien contre le juge d'instruction ! — *R.* Vous permettez tout ce qui est la vérité. J'ai dit que j'avais été arrêté en

juin 1849 pendant quelques instants ; on a cru que j'avais été arrêté en juin 1848. J'ai protesté, et M. le juge d'instruction, ne tenant pas compte de ma rectification, a mis que j'étais un insurgé de juin. »

De Meren essaye-t-il d'expliquer une de ses réponses au juge d'instruction :

« D. Vous avez dit un mot grave qui a été écrit sous votre dictée : « On ne sait pas comment je suis entré là-dedans : je ne suis qu'un » instrument. » Instrument de qui ? Vous arrivez de Londres... ce ne serait pas difficile à deviner... — R. Je n'ai pas dit ce mot. En me parlant de Londres, l'instruction m'a tendu un piège où je ne suis pas tombé.

» M. le président : Non, c'est le juge d'instruction qui l'a inventé. Taisez-vous si vous n'avez rien autre chose à dire. »

M. Zangiacomi use de l'intimidation sur les témoins : il reproche à l'un d'eux d'avoir un frère déporté ; il ne veut même pas que l'on prononce le mot de citoyen :

« D. On a dit, ce que vous avez signé, qu'à la réunion il a été question d'une insurrection qui devait avoir lieu après un attentat. Vos souvenirs sont peu exacts. Vous êtes frère d'un ancien représentant déporté. — R. C'est vrai, j'ai cet honneur-là.

» D. Prenez garde, ce mot n'est pas heureux. En tout cas, ceci explique beaucoup de choses.

» M. le président : Lafize, votre situation est la même que celle de Ranc.

» Lafize : Je n'ai jamais fait partie de sociétés secrètes.

» D. Êtes-vous allé à l'Hippodrome ? — R. Non.

» D. Vous êtes démenti par le Mariet d'autrefois.

» Mariet : Pardon, j'ai vu Alavoine ; quant à ces citoyens...

» M. le président : Qu'est-ce que c'est que ça ?...

» Mariet : Pardon ! Si ce mot est de trop, je le retire. J'ignorais que ce mot ne fût pas *dialectique*. »

M. Frédéric Morin, un des professeurs de philoso-

phie les plus distingués de l'Université, démissionnaire par refus de serment après le 2 décembre, auteur de plusieurs ouvrages remarquables, figurait au procès comme témoin. Il assistait quelque fois à des réunions d'étudiants. Le président Zangiacomi lui reproche un plus grand crime : « D. On a trouvé chez vous des pièces d'or à l'effigie de Napoléon avec un trou au con. Il faut prendre garde à ces choses-là. Ce n'est pas chez un professeur qu'on devrait trouver de pareils objets. — R. Si presque toutes les pièces qui circulent sont marquées ainsi, qu'y puis-je ? »

La pensée d'abaiser le caractère d'un ministre de la République en le mêlant à des complots de jeunes gens n'était pas étrangère à la comparution de M. J. Bastide, successeur de Lamartine aux affaires étrangères, M. Zangiacomi profita de l'interrogatoire pour lui faire la leçon du haut de son fauteuil :

« *M. le président* : Vous connaissez un sieur Morin ?

» *M. Bastide* : Oui, monsieur.

» *M. le président* : Il vous aurait conduit dans une réunion de jeunes gens où il était question d'économie politique ?

» *M. Bastide* : Oui, monsieur le président.

» *M. le président* : Vous rappelez-vous ce qui s'est passé dans la réunion Barjaud, d'abord ?

» *M. Bastide* : Je suis allé un jour avec Morin rendre une visite à un de ses amis. Je crois qu'on a parlé d'économie politique, mais il y a si longtemps que je ne me rappelle pas ce qui a été dit.

» *M. le président* : On a parlé d'organisation de la magistrature ?

» *M. Bastide* : C'est possible. On a passé d'un sujet à l'autre... Je crois avoir parlé des affaires d'Italie, et avoir raconté des anecdotes.

» *M. le président* : Des anecdotes ! des anecdotes importantes ! car il a été question de faits qui auraient peut-être dû rester dans les cartons de l'État et n'être pas divulgués à des jeunes gens, il a été



question du siège de Venise, d'armes fournies, et puis, et puis... d'autres choses qu'il ne fallait pas livrer à la curiosité indiscrete de jeunes gens.. Un ancien homme d'Etat a des devoirs ; vous comprenez ce que je veux dire ?

« *M. Bastide* : Je le comprends si bien, que je ne répondrai pas à votre question, précisément pour observer ce devoir dont vous me parlez.

» *M. le président* : Vous êtes allé chez Laflize ?

» *M. Bastide* : Je lui ai rendu une visite qu'il m'avait faite.

» *M. le président* : Mais on s'est étonné, avec raison peut-être, que vous vous soyez trouvé avec les mêmes personnes qui s'étaient trouvées chez Barjaud. Il est impossible de ne pas remarquer qu'il eût été désirable de ne pas vous voir avec des jeunes gens qui, quelque temps après ces réunions, sont assis sur ces bancs. Vous avez protesté contre l'assassinat et les sociétés secrètes, ce sont de bons sentiments.

» *M. Bastide* : Je ne crois pas qu'on suppose que ces jeunes gens aient rien fait par mes conseils. On a dit que j'avais autrefois fait partie de sociétés secrètes, c'est pour cela que je n'engagerai jamais la jeunesse à en faire partie.

» *M. le président* : Il est heureux que vous disiez cela, et il est bon que cela soit connu.

» *M. Bastide* : Je dois protester contre le rôle que l'accusation paraît vouloir se prêter.

» *M. le président* : On ne vous accuse pas, croyez-le bien... On regrette seulement qu'ayant occupé des fonctions publiques élevées, vous vous soyez mêlé à ces réunions. Vous comprenez cela, monsieur, et vous comprenez aussi que la justice a le droit de faire cette observation... Au reste, je le répète, l'accusation n'entend en aucune façon faire remonter jusqu'à vous les faits dont il s'agit ici... J'aime, au contraire, à répéter l'énergique protestation que vous avez fait entendre dans l'instruction contre l'assassinat politique.

» *M. Bastide* : Telle a toujours été ma pensée. L'assassinat politique ne peut jamais être approuvé, et il est toujours funeste aux partis qui l'emploient.

» *M. le président* : C'est bien, monsieur Bastide, vous pouvez vous retirer. »

M. Zangiacomi, non content de diriger les débats avec tant d'âpreté, rendit la tâche des avocats presque impossible. L'accusé Bratiano avait pour défenseur M^e Jules Favre. L'habileté de parole de cet orateur,

ses précautions de langage, ne le mirent pas à l'abri des interruptions et des avertissements du président. M^e Jules Favre, après s'être efforcé de démontrer que le ministère public se trompait en rangeant Bratiano parmi ces réfugiés qui portent le trouble dans les pays qui leur donnent l'hospitalité, crut pouvoir ajouter :

» Ah ! certes, le ministère public a eu raison de le faire remarquer, rien n'est plus coupable que la conduite de ces hommes qui, sur le territoire français, abusant de la protection que leurs malheurs leur ont méritée, viennent se mêler à nos discordes civiles, et jettent dans les rangs du peuple les brandons d'une éloquence de carrefour ; ceux-là sont condamnables. Mais votre police, — vous en avez fait assez souvent l'éloge pour que nous puissions y croire, — elle a cent yeux ; elle a beaucoup plus de bras ; elle voit tout, elle sait tout, elle décachette les correspondances et les lettres...

» *M. le président* : Nous n'admettons pas cela.

» *M^e Jules Favre* : Nous en avons vu beaucoup décacheter.

» *M. le président* : Pourriez-vous en donner des preuves ? Dans les instructions criminelles, cela s'est fait, cela s'est vu, cela doit être ; mais nous n'admettons pas que la police décachette les lettres.

» *M^e Jules Favre* : L'arrêt de la Cour de cassation est là.

» *M. le président* : Il y avait une instruction.

» *M^e Jules Favre* : Mais d'après l'arrêt, le préfet de police, qui n'appartient pas à l'ordre judiciaire...

» *M. le président* : Arrivez à l'imprimerie Bratiano. Vous êtes à la barre de la Cour d'assises, et, je l'ai déjà dit, la barre de la Cour d'assises n'est pas une tribune politique. Vous avez à défendre un homme chez lequel on a trouvé une imprimerie. A tort ou à raison, on rattache la présence de cette imprimerie à un complot. Voilà le terrain ; maintenant entrez-y et discutons, car, s'il y a toujours des excursions dans le domaine politique, dans le domaine des droits judiciaires, il n'y a pas de raison pour que nous ne restions pas ici indéfiniment.

» *M^e Jules Favre* : Si nous sommes ici ce n'est pas notre faute.

» *M. le président* : Pas de plaisanterie, maître Jules Favre ! Soyons tous sérieux.

» *M^e Jules Favre* : Si je ne puis répondre...

» *M. le président* : Vous savez bien que vous pouvez répondre et vous savez comment vous devez répondre.

» *M^e Jules Favre* : Je n'engagerai pas une lutte qui serait inutile. »

M. Rouland, ayant insisté dans son réquisitoire sur cette coïncidence que les caractères trouvés chez Bratiano ont été vendus par l'imprimeur Saintin et que Saintin est créancier d'Alix, M. Jules Favre répond :

« Oh ! voilà quelque chose de bien fort ! Le ministère public s'en est emparé. Que voulez-vous ? Quand on n'a rien, on prend ce qu'on peut, et M. l'avocat général, en acceptant ceci comme une preuve, a atteint les dernières limites du zèle et du dévouement.

» *M. le président* : Arrêtez-vous, maître Favre, vous venez de dire une chose que vous n'avez pas le droit de dire. Tâchez donc de respecter quelque chose.

» *M^e Favre* : Monsieur le président, je respecte la vérité, et je la rétablis quand elle est obscurcie.

» *M. le procureur général* : Vous n'avez pas le droit de dire ici tout ce que vous y dites. Nous avons le droit, nous, d'intervenir dans cet incident pour vous empêcher de dire, à propos d'une argumentation qui, à tort ou à raison, a pu vous déplaire, que le magistrat du ministère public a atteint les dernières limites du zèle et du dévouement. Nous vous dirons, pour parler net, que c'est une insulte déguisée sous les artifices du langage.

» *M. le président* : C'est bien cela.

» *M^e Favre* : Ce n'était nullement dans ma pensée, je le déclare hautement. Tout ce que j'ai voulu dire, c'est que M. l'avocat général, en se servant de cet argument, a atteint la limite du zèle comme magistrat, la limite du zèle et du dévouement dans le devoir.

» *M. le président* : Ah ! comme magistrat ! Bien ! bien ! c'est entendu ; cette explication était nécessaire.

» *M. l'avocat général* : Il est désormais bien entendu que M^e Favre est éloigné de toute insinuation mauvaise, et a voulu seulement parler de l'accomplissement d'un devoir. La rectification est complète. Que M^e Favre continue sa plaidoirie.

» *M^e Favre* : J'avais fini. »

L'avocat se tut. Il avait raison, la défense n'était pas libre. M. Jules Favre ne fut pas seul à s'en aper-

cevoir. Le ministère public, dans son réquisitoire, se faisait un argument contre Laflize des opinions politiques de son père, et de la peine de l'internement à laquelle ce dernier avait été soumis après le coup d'État. M^e Martin (de Strasbourg) voulut combattre ce moyen d'accusation, M. Zangiacomi se hâta d'intervenir.

« *M. le président* : Il est entendu, maître Martin, que M. Laflize père n'a en aucune façon à répondre des opinions de son fils.

» *M. l'avocat général* : Le ministère public n'a pas dépassé la limite de son droit. Il maintient ce qu'il a dit.

» *M^e Martin* : Ah ! vous maintenez ce que vous avez dit. Eh bien ! je réponds : quant à la surveillance, c'est une erreur, et vous devez regretter de l'avoir commise. Quant à la mesure judiciaire, M. Laflize a été, il est vrai, interné à Metz pendant quelque temps ; c'était par décision administrative, dont l'autorité n'est pas, pour l'honneur de la justice...

» *M. le président* : Je ne vous laisserai pas dire cela ici ! L'autorité de ces décisions...

» *M^e Martin* : Je maintiens le droit de dire sur ces décisions ce que j'ai à en dire. Je ne veux pas élever ici une tribune politique...

» *M. le président* : Et ce n'est pas très utile pour les accusés, je vous en avertis.

» *M^e Martin* : Je dis que ces décisions sont sans autorité juridique.

» *M. le président* : Ce mot ne peut être admis. Il ne reste aux débats que sous réserves.

» *M^e Martin* continue sa plaidoirie et arrive à ce qui a été dit de M. Goudchaux dans le réquisitoire. Les quittances qu'on a trouvées chez lui constatent les secours nombreux qu'il accorde...

» *M. le président* : C'est entendu sur ce point ; tout est dit ; mais encore sous toutes réserves, car il y a une instruction commencée.

» *M^e Martin* : Je me tais, si mes explications sont admises.

» *M. le président* : Sous toutes réserves, toujours. »

Les interruptions que M. Zangiacomi fait subir à la plaidoirie de M^e Maillard, défenseur de Lux, donnent encore mieux l'idée des écueils qui se dressent à chaque instant devant la défense.

» *M^e Maillard* : Quiconque a lu l'acte d'accusation, quiconque a lu les charges relevées contre Lux, condamné trois fois pour cause politique, a dû être convaincu de la culpabilité de Lux. Vous l'avez été vous-mêmes, messieurs les jurés. Je l'ai été moi-même d'abord ; mais ensuite j'ai compris que ma conviction ne devait se faire qu'après les débats.

» L'avocat examine ensuite les faits reprochés à Lux par l'accusation et discute les charges. Il récusé le témoignage de Folliet, qui, dans cette affaire, a voulu faire du zèle par ses aveux : « Si j'étais à l'Hippodrome, si j'avais poussé le cri, a dit Lux, on aurait dû m'arrêter. » Ce mot a frappé le défenseur, qui trouve que l'administration, instruite du complot, l'aurait arrêté avant le 7 juin s'il y avait eu complot. L'administration, qui était instruite...

» *M. le président* : Elle ne l'était pas, elle veillait.

» *M^e Maillard* : Elle était prévenue depuis le mois d'avril ; elle a donc eu un mois et quelques jours pour veiller.

» Quoi qu'il en soit, on dit que si Alix n'avait pas été arrêté à l'Hippodrome, on l'avait suivi jusqu'à son domicile pour savoir son nom ; mais son nom, un agent a dit qu'on le savait depuis le 6 juin.

» Quoi qu'il en soit encore, Lux a été arrêté le 8. Pourquoi ? L'administration avait été avertie qu'il se tramait quelque chose, elle s'est émue ; elle a pris les dossiers des hommes le plus gravement compromis, et elle les a fait arrêter.

» *M. le président* : Nous ne laisserons pas dire que l'administration arrête arbitrairement.

» *M^e Maillard* : Je n'accuse pas l'administration ; mais je demande à rappeler un fait : je veux parler du complot de Marseille. A la nouvelle de cette affaire, l'administration s'est fait apporter les dossiers, et elle a fait arrêter à Paris un grand nombre de personnes qui ont été mises en liberté deux jours après.

» *M. le président* : Je ne laisserai pas dire que l'administration arrête des citoyens innocents ; que c'est sur le vu de dossiers qu'on arrête des citoyens. La justice, et non l'administration, — la justice, il faut dire le mot, — ne provoque l'arrestation que des personnes contre lesquelles s'élèvent des charges suffisantes. Ne parlez pas, vous, maître Maillard, de l'affaire de Marseille.

» *M^e Maillard* : M. le président vient de dire : Maître Maillard, ne parlez pas de l'affaire de Marseille. C'est vrai, j'ai été arrêté pour avoir pris part au complot de Marseille ; mais j'ai été mis en liberté. Pourquoi ? Parce que, de loin ni de près, je n'avais pris part à ce complot.

» *M. le président* : N'engagez pas votre personnalité dans ce débat.

» *M^e Maillard* : Qui donc l'y a engagée ? Je suis défenseur, monsieur le président, et je veux rester défenseur. »

M^e Hubbard, défenseur de Commès, cherche à expliquer la présence de cet accusé dans le complot par l'ardeur d'une imagination trop facile à l'émotion et à l'entraînement : « Commès a été excité, on lui a parlé de la république, du 2 décembre, de la terreur qui régnait à cette époque..... »

» *M. le président* : Qu'est-ce que cela ?

» *M^e Hubbard* : C'est Commès qui parle.

» *M. le président* : Vous vous êtes mis sur un diapason que vous ne pourrez pas garder... Il est impossible de voir un contraste plus frappant que celui qui existe entre vos jeunes confrères qui avaient été désignés d'office et vous, maître Hubbard, qui avez été aussi désigné d'office.

» *M^e Hubbard* : C'est vrai, monsieur le président, et je vous en remercie.

» *M. le président* : Vous n'avez pas à m'en remercier.

» *M. de Mongis, avocat général* : Vos jeunes confrères vous avaient donné un exemple que nous espérions vous voir suivre.

» *M^e Hubbard* : Que M. le président me permette de le lui dire : quand j'ai accepté la défense d'office qu'il a bien voulu me confier, je m'en suis chargé avec la résolution bien arrêtée de suivre les inspirations de ma conscience de défenseur. J'ai communiqué avec l'accusé. Il m'a fait part de son système de défense ; ce que je vous répète ici, c'est Commès qui vous le dit. Je vais vous le dire. (*Mouvement.*)

» *M. le président* : Qu'est-ce que cela ? Il y a des gardes ici ! S'il y a un seul murmure, faites évacuer la salle. »

Les questions posées au jury étaient au nombre de 82, il rentra dans la salle à trois heures du matin, et son président prononça son verdict dans la forme ordinaire.

Étaient déclarés non coupables :

« Thirez, Bratiano, Baudy, Ranc, Laffize et Martin. »

Étaient déclarés coupables :

« Folliet, sur toutes les questions avec circonstances atténuantes ; Ruault, sur toutes les questions ; Montchirond, sur toutes les questions, circonstances atténuantes ; Decroix, sur les deux questions principales, avec circonstance aggravante écartée ; Lux, sur toutes les questions ; Alix, sur toutes les questions avec circonstances atténuantes ; Deney, même décision ; Mailliet, même décision ; Turenne ; même décision ; Jaud, même décision ; Commès, même décision ; Joiron, même décision ; la question d'excuse résultant de ce qu'il aurait procuré l'arrestation de plusieurs coupables est résolue négativement ; Gérard sur toutes les questions ; Copinot, sur toutes les questions ; De Meren, sur toutes les questions ; Mariet, sur toutes les questions ; Gabrat, sur toutes les questions ; Matz, sur les deux questions principales, circonstance aggravante écartée, Mazille, même décision ; Follot, même décision, avec circonstances atténuantes ; Ribault de Laugardière, même décision, avec circonstances atténuantes.

Les accusés gardent le plus profond silence en entendant la lecture de ce jugement.

M. le président demande aux défenseurs et aux accusés s'ils ont des observations à faire sur l'application de la peine.

La Cour, après les observations des défenseurs, qui réclament l'indulgence dans l'application de la peine, se retire pour délibérer.

Le silence des accusés est le même pendant le délibéré.

L'arrêt condamne :

« Ruault, Lux, Gérard, Copinot, de Meren, Mariet et Gabrat à la peine de la déportation ; Montchirond, à dix ans de détention ; Maltz, Mazille et Turenne, à sept ans de détention ; Deney, Mailliet, Jaud, Commès et Joiron, à cinq ans de détention ; Folliet, Decroix et Alix, à huit ans de bannissement ; Laugardière, à cinq ans d'emprisonnement ; Follot, à trois ans d'emprisonnement. »

Les accusés acquittés furent retenus en prison pour répondre à une prévention nouvelle, celle du

délit de société secrète, qui devait les amener, ainsi que leurs coaccusés, le 10 janvier suivant, devant la police correctionnelle.

M^e Hubbard, arrêté chez lui quelques jours après ce jugement, est conduit et écroué à Mazas. Son emprisonnement met le palais en émoi. La plaidoirie du jeune avocat n'en était pas la cause, comme on le crut d'abord. Un des témoins l'avait reconnu à l'audience et signalé à la justice comme la personne accompagnant chez Bratiano le porteur de la presse qui avait joué un rôle dans les débats. Le procureur impérial l'accusait d'être le complice de son client, et de faire partie d'une société secrète dont étaient membres les accusés du premier procès et dix-neuf nouveaux prévenus qu'on leur adjoignit. MM. Hubbard, Bratiano, Ribault de Laugardière et Furet étaient en outre prévenus de détention d'une imprimerie clandestine ; Deney, Commès et Ruault, de détention d'armes de guerre ; Augot, d'exercice de la profession de libraire sans brevet.

La 6^e chambre du tribunal correctionnel, présidée par M. d'Herbelot, jugea cette affaire. Presque tous les accusés refusèrent de répondre ; Lux et plusieurs autres déclarèrent que n'acceptant pas le gouvernement, ils n'acceptaient pas les juges nommés par lui. Le tribunal acquitta quatre prévenus sur quarante-six, et déclara que Ruault, Lux, Gérard, Copinot, de Meren, Folliet, Montchirond, Ribault de Laugardière, Mariet, Gabrat, Decroix, Alix, Mazille, Turenne, Matz, Joiron, Commès, Jaud, Deney, Maillet



et Follot avaient fait partie d'une société secrète, avec cette circonstance, à l'égard des huit premiers, qu'ils en étaient les chefs ou fondateurs ; le jugement déclara également que Watteau, Furet, François, Bratiano, Alavoine, Thirez, Boudy, Ranc, Laflize, Martin, Lamy, Doton, Delbos, Angot, Robin, Poisson, Caron, Jaubert, Bronsin et Pierre-Eugène Régnier avaient fait partie d'une société secrète, avec cette circonstance que les cinq premiers en auraient été chefs ou fondateurs.

Watteau, Furet, François, Bratiano et Alavoine furent condamnés chacun à trois ans de prison et 500 francs d'amende ; Thirez, Baudy, Ranc, Laflize, Martin, Lamy, Doton, Delbos, Angot, Robin, Poisson, Caron, Jaubert, Bronsin et Régnier (Pierre-Eugène), chacun à un an de prison et 100 francs d'amende et à la privation de leurs droits civiques pendant cinq ans.

M. Hubbard, atteint subitement d'une maladie grave, ne put être jugé que le 22 mars. Il fut, malgré l'éloquente plaidoirie de Berryer, condamné à trois ans de prison et 500 francs d'amende, comme chef fondateur de la société secrète, et, comme détenteur d'une presse clandestine, à 10 000 francs d'amende et six mois de prison, se confondant avec les trois ans ci-dessus prononcés, plus cinq ans d'interdiction des droits civiques.

Ce procès fut suivi d'une certaine agitation que le gouvernement chercha d'abord à grossir : Arrestation à Paris de M. Delescluze, ancien commissaire général de la République dans le départe-

ment du Nord; arrestation à Nantes du docteur Guépin; visites domiciliaires dans cette ville chez MM. Mangin père et fils, journalistes, et chez M. Rocher, ancien commissaire de la République dans les cinq départements de l'Ouest; arrestations à Tours et à Lyon, alerte et doublement des postes dans cette ville. On aurait dit qu'une insurrection était à la veille d'éclater, mais tout à coup le gouvernement se ravisa, et le journal officiel réduisit les choses à leur juste valeur. Aucun désordre ne s'est produit; on n'a doublé les postes à Lyon que sur de fausses indications qui n'exigeaient pas tant de précautions. « Nous ne sommes plus, » ajoute le *Moniteur*, au temps où une poignée de » perturbateurs suffisait à inquiéter les esprits; les » éléments de si faciles désordres n'existent heureu- » sement plus en France. »

Le gouvernement, par ses agents secrets et par les accusés qu'il savait intimider ou corrompre, était initié d'avance aux complots et guidé dans leur répression, mais il aurait voulu découvrir surtout la source où les comités de Londres puisaient l'argent nécessaire à leurs projets : il crut enfin l'avoir trouvée. Les républicains proscrits et leurs familles avaient besoin de secours. M. Goudchaux, ancien banquier, ministre des finances de la République, homme de cœur et de dévouement, se chargea de recueillir des souscriptions : dès le matin, il sortait de chez lui et commençait sa quête; rien ne l'arrêtait; il frappait à toutes les portes, montait quelquefois trente étages en un jour et recommençait le lendemain; tant de

fatigues altérèrent sa santé, et l'on peut dire qu'il est mort quelques années plus tard, martyr de la charité démocratique.

M. Goudchaux est réveillé le 4 octobre 1854 à quatre heures du matin : il se lève, il demande le nom de la personne qui se présente ainsi chez lui avant le jour. — « Vous ne me connaissez pas, mais il est indispensable que je vous entretienne un moment. » Goudchaux sur cette réponse ouvre sans défiance, et le visiteur lui dit en montrant son écharpe : — « Je suis le commissaire de police, remettez-moi vos clefs. » Le gouvernement, qui croyait trouver chez Goudchaux des fonds considérables, pour ainsi dire le trésor de la révolution, ne saisit que 142 liasses de papier, formées pour la plupart de reçus de secours portant la signature de proscrits ou de femme de proscrits. Le commissaire de police, après quatre heures de perquisition, crut indispensable de s'assurer de la personne de M. Goudchaux. L'arrestation de ce citoyen entouré de l'estime universelle produisit sur l'opinion publique, en ce moment bien peu susceptible pourtant, une si fâcheuse impression que le gouvernement le fit mettre en liberté. M. Goudchaux en fut quitte pour une journée passée au dépôt de la préfecture de police, en compagnie des voleurs et des honteux rebuts de la population parisienne.

Les gouvernements des pays voisins de la France, intimidés par la dictature bonapartiste, expulsèrent presque tous les Français réfugiés chez eux depuis 1848. L'Angleterre devint leur principal asile. Les

manifestes des proscrits en Angleterre nous sont connus.

Le premier procès de la *Commune révolutionnaire* nous a révélé les tentatives de son comité pour imprimer une direction au parti révolutionnaire. Des comités de la même société furent organisés à Paris. Ces comités, trompés par une illusion bien étonnante, s'imaginèrent en 1854, au moment même où la guerre de Crimée commençait, que l'heure d'agir avait sonné. M. Boichot, chargé par ses collègues de s'assurer si les rapports des comités de Paris étaient exacts, quitta Londres secrètement et se rendit d'abord en Hollande, puis en Belgique, d'où il pénétra en France. Il fut convaincu, à peine arrivé à Paris, de l'exagération des renseignements transmis au comité de Londres sur les forces insurrectionnelles. La seule apparition du proscrit dans la demeure de ses amis y jetait le trouble et l'effroi. Le premier chez lequel il se présenta refusa de lui donner un logement, le second offrit de le conduire hors de Paris. La terreur du 2 décembre pesait encore comme un cauchemar sur les imaginations, le proscrit parvint enfin à trouver un asile dans le faubourg du Temple. Pendant trois jours, il visita un grand nombre de républicains ; il se rendit dans les casernes de la banlieue ; et, bien vite convaincu de l'impossibilité d'un appel aux armes, il résolut de retourner à Londres. La veille de son départ il rencontra, par hasard, un démocrate qui l'engagea fortement à venir le lendemain, à onze heures, chez lui où il le mettrait en rapport avec un groupe d'anciens montagnards.



M. Boichot se rendit sans défiance à l'invitation et, après la séance, deux amis dévoués vinrent le chercher pour le conduire à Plaisance, où l'attendaient, disaient-ils, un grand nombre de citoyens affilés à la *Commune révolutionnaire*. L'idée lui vint en passant devant la maison d'un peintre, son vieil ami, de profiter de l'occasion pour lui serrer la main ; la frayeur de son hôte le força d'abréger sa visite. Des ouvriers en blouse l'abordèrent dans la rue : « Vous êtes découvert et nous sommes chargés de vous cacher. » — Il les suit non sans méfiance, mais comment s'échapper ? Deux des prétendus ouvriers dirigent chacun un pistolet sur sa poitrine, pendant que les autres se précipitent sur lui, l'entraînent et le jettent dans un fiacre. Le préfet de police Piétri suivait le fiacre dans sa voiture et semblait donner des ordres sur son passage. Le prisonnier, amené d'abord à la préfecture, fut écroué vers quatre heures à Mazas (1).

M. Boichot avait été condamné par défaut à la déportation, pour tentative de renversement de la République et de la Constitution à la suite des événements du 13 juin. Le temps légal pour purger sa contumace n'étant pas encore expiré, il aurait dû être traduit de nouveau devant la haute cour. Les violateurs de la Constitution n'osèrent pas poursuivre devant leurs tribunaux un citoyen sous l'accusation d'un crime dont eux-mêmes s'étaient rendus coupables le 2 décembre 1851, ils se bornèrent à le traduire en police correctionnelle.

(1) *Souvenir d'un prisonnier d'État sous le second Empire*, par M. A. Boichot. Leipzig, C. Muquardt, 1869.

Le représentant Boichot n'était pas seul prévenu dans cette affaire.

Marie-Antoinette Vanderwale, femme Coingt, cinquante-trois ans, rentière, et Félix-Édouard Poirier, vingt et un ans, mécanicien, comparurent le 24 août 1854 devant le tribunal de police correctionnelle présidé par M. d'Herbelot. Les autres accusés, Félix Pyat, Rougée, Vallière, Collavru, Alavoine et Bianchi étaient absents.

La prévention reproche à tous les accusés d'avoir fait partie de la société secrète connue sous le nom de *Commune révolutionnaire*, et à Marie-Antoinette Vanderwale, femme Coingt, ainsi qu'à Poirier, d'avoir commis le délit de distribution d'imprimés sans autorisation, en distribuant trois brochures intitulées : l'une, *Lettre à l'armée* ; l'autre, *L'Empire, la Famine et la Honte* ; la troisième, *Lettre à la bourgeoisie* ; brochures qui auraient été écrites et qui leur auraient été envoyées par les autres prévenus, et d'avoir, en les vendant ou distribuant, commis les délits d'attaque contre la constitution ; d'excitation à la haine et au mépris du gouvernement ; de provocation à des militaires pour les détourner de leurs devoirs ; d'attaque contre les lois ; d'excitation au mépris et à la haine des citoyens les uns contre les autres ; d'outrages à la religion ; d'offenses à l'Empereur ; de provocation à la guerre civile ; de provocation à l'assassinat non suivie d'effet ; de provocation à l'attentat contre la vie de l'Empereur non suivie d'effet ; et enfin de provocation à détruire la forme du gouvernement actuel.

Les autres prévenus qui ont écrit et envoyé les bro-

chures sont considérés comme complices de ces délits par le ministère public.

Les gardes de Paris amènent Poirier et madame Coingt. Poirier a une figure d'enfant qui ne manque ni d'intelligence ni de régularité. Madame Coingt est une femme de cinquante ans qui ne paraît pas avoir son âge. Sa figure brune ne manque ni de finesse ni de douceur. Unie depuis longues années par d'étroits liens à l'un des accusés, elle avait, comme elle le dit elle-même, plus d'affection encore que d'opinions. Sa mise était simple, sa tenue modeste et ferme. Les auditeurs se demandent où est le principal prévenu, Boichot, qui a été amené le matin au dépôt de la préfecture. Le président du tribunal, après avoir rappelé à Poirier et à madame Coingt les délits qui leur sont imputés, ajoute : « Boichot a refusé de comparaître. » Un huissier a été commis par nous à l'effet de le » sommer de se présenter à l'audience. Le procès- » verbal de l'huissier constate que Boichot a déclaré » qu'il ne comparaitrait pas, ne reconnaissant pas le » tribunal appelé à le juger, et qu'il protestait » d'avance contre tout ce qui serait fait à son égard. »

Conformément à ces conclusions, le tribunal déclare qu'il sera passé outre aux débats et qu'on statuera en l'absence de Boichot, à qui lecture sera faite par le greffier du procès-verbal de l'audience et du jugement.

Madame Coingt se refusa de répondre à l'interrogatoire, elle s'en tint à ce qu'elle avait dit au juge d'instruction. Le président d'Herbelot se laissa aller envers elle jusqu'à la grossièreté :

« *D.* (à Poirier). Qui vous avait engagé à vous mettre en rapport avec cette femme ? — *R.* C'est une personne séparée de son mari, pour laquelle on faisait une loterie ; je suis allé chez madame pour lui porter des billets. Elle m'a parlé des misères des exilés et je me suis chargé de vendre des brochures dont le produit leur était destiné.

» *D.* Vous vendiez la *Lettre à la bourgeoisie* 40 à 50 centimes ? — *R.* Oui.

» *Le président* (à la dame Coingt) : Ainsi, voyez, il y a quelque chose de déplorable dans votre conduite ; voilà un malheureux enfant que vous compromettez, que vous chargez de distribuer ce poison...

» *La prévenue* : Je n'ai rien à répondre.

» *Le président* : Vous n'avez pas plus de cœur que de réponse. Asseyez-vous. »

M. Duprez-Lassalle, substitut, rappelle qu'un jugement du 22 juillet 1853 (1) a déjà frappé les chefs et fondateurs de la *Commune révolutionnaire*, ainsi que plusieurs de ses affidés. « Si douze voleurs de profession étaient choisis dans les bagnes pour produire un plan de société politique conforme à leurs habitudes et à leurs passions, ils ne trouveraient certainement pas mieux que le programme de la *Commune révolutionnaire*. » Tel était alors la violence du langage de la magistrature : « On dira que le tribunal n'a devant lui qu'une femme et un enfant, qu'il peut se montrer miséricordieux, mais la clémence ne doit intervenir que quand la justice a frappé. »

Le tribunal rend un jugement qui déclare les prévenus coupables des délits qui leur sont imputés, et condamne : Boichot, Félix Pyat, Rougée, Vallière, Colfavru, Alavoine et Bianchi, à cinq ans de prison,

(1) Voyez plus haut, p. 60.

10000 francs d'amende et dix ans d'interdiction des droits civiques ; Marie-Antoinette Vanderwale, femme Coingt, à deux ans de prison, 500 francs d'amende ; Poirier à un an de prison, 500 francs d'amende et cinq ans d'interdiction.

Les mesures de précaution pour la vie de l'Empereur étaient poussées à un tel point de sévérité dans ce temps-là, que M. Pagnerre, ancien secrétaire du gouvernement provisoire et de la commission exécutive au sein de laquelle il avait voix délibérative, homme honorable et des plus modérés, quoique ferme dans ses opinions républicaines, fut obligé de quitter Dieppe par ordre de la police pendant le séjour de Napoléon.

Ces précautions furent cependant mises en défaut. Le 29 avril 1855, l'Empereur remontait à cheval le côté droit de l'avenue des Champs-Élysées, entre ses deux aides de camp Ney et Valabrègue, vers cinq heures et demie du soir ; il arrivait à la hauteur des terrains Beaujon au coin de la rue Balzac, lorsqu'un homme, qui stationnait depuis un moment devant le Château des fleurs, s'approche d'un air très naturel et décharge son pistolet sur lui sans l'atteindre. Un agent de la brigade corse servant de garde personnelle à Napoléon III s'élance le poignard à la main sur l'inconnu et le blesse au moment où il va tirer une seconde fois. L'assassin est conduit à la barrière de l'Étoile ; on trouve sur lui un revolver et des papiers constatant son origine romaine et son nom de Liverani. Il portait en dessous un second habillement destiné à faciliter sa fuite ; une jeune femme

avait été vue sur le trottoir opposé à celui où se commettait le crime, tenant la main sur la portière d'un fiacre prête à l'ouvrir à quelqu'un qu'elle attendait avec impatience.

Le ministre de la justice Abbatucci et le préfet de police Piétri soumirent Liverani à un premier interrogatoire. Le meurtrier répondit que réfugié à Londres après la chute de la République romaine, il avait résolu de la venger par la mort de son destructeur. Les renseignements arrivés d'Italie apprirent bientôt aux magistrats instructeurs de l'affaire que Liverani était un faux nom inscrit sur un passe-port sarde, et que l'assassin s'appelait Pianori, natif de Faenza, cordonnier de son état, ancien volontaire de Garibaldi, et âgé de vingt-huit ans. Des informations du chargé d'affaires de France constataient que Pianori était marié, père de deux enfants, et réfugié à Genève, « d'où il revenait souvent dans son pays pour y commettre de nouveaux crimes ». D'autres renseignements émanés de la police romaine le donnaient comme condamné à douze ans de bague comme assassin et comme incendiaire.

Les journaux officieux s'empressèrent de faire retomber sur le parti républicain la responsabilité du crime de Pianori. Ce crime, à les en croire, était attendu d'avance par les révolutionnaires, qui sur divers points du territoire, à Toulouse notamment, avaient déjà mis les sociétés secrètes sur pied. M. Turgot, ambassadeur de France en Espagne, avait écrit, dit-on, de Madrid à l'Impératrice qu'il se tramait quelque chose contre l'Empereur; le

Pape avait été prévenu de l'attentat par une lettre anonyme.

Les débats du procès s'ouvrirent le 1^{er} avril et firent cesser tous ces bruits. M. Benoît-Champy, membre du conseil de l'ordre, désigné pour présenter d'office la défense de Pianori, avait figuré sous Louis-Philippe dans les rangs du parti républicain ; ami de Lamennais, ministre de la république française en Toscane, il montra dans ce poste une très vive sympathie pour la cause italienne. Le choix d'un tel défenseur répondait à la situation particulière de l'accusé. Tout le monde avant l'audience s'attendait à une plaidoirie chaleureuse dans laquelle l'avocat chercherait, sinon à excuser, du moins à expliquer le crime de l'accusé par l'excès d'un patriotisme mal compris ; Pianori lui-même invoquait ce sentiment. Quel ne fut pas l'étonnement des membres du barreau et des spectateurs présents aux débats en écoutant le défenseur, qui, oubliant son rôle, vint en aide à l'accusation, et transforma sa plaidoirie en réquisitoire contre son client ! Le scandale fut grand. Le prétendu défenseur de Pianori, exclu du conseil de l'ordre des avocats à l'époque de son renouvellement par l'élection, reçut en revanche du gouvernement la croix d'officier de la Légion d'honneur et le fauteuil de président du tribunal de première instance de la Seine.

Pianori, dans un patois baroque, composé de mots français et italiens, protesta contre les crimes qu'on voulait faire peser sur sa mémoire, et déclara qu'il mourait pour la liberté de son pays. Il fut condamné à la peine des parricides.

Le condamné, resté à la Conciergerie contrairement à l'usage, subit dans cette prison des interrogatoires fréquents. La justice espérait de lui des aveux sur ses complices, mais il ne cessa de protester qu'il avait seul conçu l'idée de son crime. Il fallait en finir. Le 13 mai, à dix heures du soir, une voiture cellulaire, escortée par des gardes à cheval, franchit la grille de la prison de la Roquette : Pianori en descendit pour être conduit dans la cellule des condamnés à mort. L'échafaud se dressait presque en même temps devant la prison.

Le parquet comptait que l'approche de l'exécution ferait fléchir le condamné. Un des substituts du procureur général fut introduit à trois heures du matin dans la cellule où Pianori dormait, sous la surveillance d'un gardien de la prison, d'un soldat de la ligne et de deux agents de police : le gardien l'éveilla ; il apprit qu'il ne lui restait plus qu'une heure et demie à vivre. — « C'est bon, dit-il, je suis prêt ; que l'on fasse de moi ce que l'on voudra. » Il se lève et met ses vêtements. Le substitut l'adjure une dernière fois, mais en vain, de décharger sa conscience, et de nommer les instigateurs de son crime. Le gardien l'avertit de la visite de l'aumônier de la prison : il fait un mouvement de tête en ajoutant : « C'est inutile, je prierai bien tout seul. » Cédant enfin aux exhortations, il cause pendant quelques instants avec le prêtre avant d'entrer au greffe, où se fait la toilette des condamnés. L'aumônier lui demanda s'il veut prendre quelques aliments ; il répond : « Je n'ai besoin de rien. »



L'exécuteur s'empare alors du condamné, coupe ses cheveux, et lui fait revêtir une espèce de blouse blanche; il se dispose à jeter sur sa tête le voile noir du parricide : « Je ne veux pas de cela, s'écrie Pianori, j'irai bien sans cela, je n'en veux pas. » — C'est la loi, dit l'exécuteur. Pianori se tait; le voile est attaché; on lui retire ses chaussures.

Cinq heures du matin sonnent au moment où les portes de la prison s'ouvrent; le condamné, pieds nus, voilé, paraît entre deux aides de l'exécuteur. Le pied sur la première marche de l'échafaud, il cria d'une voix forte : « Vive la République ! » — L'exécuteur veut le faire taire; Pianori, debout sur la plateforme, répète : « Vive la République ! » Un huissier audiencier lit l'arrêt de condamnation. Pianori essaye de parler, mais l'exécuteur serrant le voile sous le menton paralyse sa voix. La lecture de l'arrêt terminé et le voile noir enlevé, Pianori cherche encore à s'adresser au peuple : les aides de l'exécuteur le jettent sur la bascule. Le couteau tombe. Quelques minutes après, une voiture recouverte conduite en poste emporte les restes du supplicié, et les témoins de l'exécution, au nombre d'un millier tout au plus, car la police gardait les avenues du lieu du supplice, se retirent en silence. Il était six heures du matin.

Le *Moniteur* annonça l'exécution de Pianori en quatre lignes. Les autres journaux reçurent du ministère de l'intérieur l'injonction de se borner à la reproduction de la note officielle.

Pianori est-il le premier individu qui ait tenté isolément d'assassiner Napoléon III ? Il est plus facile de poser cette question que de la résoudre. La justice ordinaire dans ce temps-là n'était pas appelée à punir tous les crimes, la police s'en chargeait parfois elle-même. L'événement suivant va le prouver :

» Près d'un an après le 2 décembre, on put lire dans les journaux ce fait divers communiqué par la préfecture de police : « Dans un cabaret de Montrouge, une lutte terrible s'est engagée entre des forçats en rupture de ban et des agents du service de sûreté qui ont dû faire usage de leurs armes. Force est restée à la loi.

» Les agents avaient dit aux nombreux ouvriers attirés par le bruit, qu'ils arrêtaient trois forçats qui avaient, la nuit précédente, assassiné une femme.

» Les trois hommes arrêtés à main armée *n'étaient point des forçats libérés*, mais deux Italiens et un Français dénoncés à la police comme arrivant de Londres. On avait donné l'ordre de s'emparer d'eux, coûte que coûte. Le Français s'appelait Frédéric Kelsch, et il était lieutenant d'infanterie, démissionnaire.

» Ils déjeunaient chez un marchand de vin de Montrouge, dans l'arrière-boutique, séparée de la pièce principale par une cloison vitrée. Les agents de police cernèrent la maison, puis les plus hardis entrèrent le pistolet au poing.

» Que se passa-t-il alors ? Kelsch, lorsqu'il fut ensuite transporté à l'Hôtel-Dieu, affirmait que les agents de police avaient fait feu au moment même où ils ouvraient la porte, avant que ses compagnons et lui eussent le temps de se lever.

» Ce qui est certain, c'est que Kelsch et l'un des Italiens, blessés, couverts de sang, se jetèrent tête baissée sur la meute assaillante et se firent jour ! Ils passèrent à travers vingt hommes et purent se croire sauvés ! Mais l'Italien, à bout de forces, s'abattit vingt pas plus loin, et Kelsch, que l'on suivait à la trace de son sang, fut arrêté une heure après chez un de ses frères.

» Les deux Italiens s'appelaient, l'un Rassinini, l'autre Galli.

» Il n'y eut pas, cette fois, de procès.

» Les deux Italiens et Kelsch, à peine guéris, furent administrativement embarqués pour Cayenne.

» Là-bas, Kelsch obtint, peu de temps après son arrivée, d'être mis en liberté. Il est mort l'an dernier en Chine, où il servait en

qualité d'officier instructeur. Rassini et Galli ne sont pas sortis de Cayenne (1). »

Cet épisode, raconté différemment, figure également dans les *Mémoires* (2) écrits par un agent de la police secrète de l'Empire. Voici le récit de cet homme qui se vante d'avoir été le principal acteur de ce drame sanglant :

« M. Walewski, étant ambassadeur à Londres, adressa une dépêche télégraphique chiffrée à Napoléon, lui apprenant qu'un certain Kelsch, évadé de Lambessa et à la solde de Mazzini, venait à Paris pour y assassiner l'Empereur. Sa Majesté Impériale fit appeler immédiatement le préfet de police, lui donna connaissance de la dépêche et lui demanda un agent intelligent, dévoué et énergique. Bien que je fusse tout nouveau dans le métier, M. Piétri me désigna au chef de l'État qui lui répondit :

» — Amenez-le-moi ce soir à l'Opéra ! Je vous ferai appeler dans un entr'acte....

» En sortant des Tuileries, M. le préfet me fit appeler et me communiqua les ordres de l'Empereur. Je poussai un cri de joie, puis un éblouissement, pareil à ceux que j'ai eus toutes les fois que j'ai été sur le terrain et qu'il y a du sang, me prit.. M. Piétri me dit :

» — Qu'as-tu ?

» — Rien... à présent... Mais dans cette affaire il y aura du sang...

» Le soir, à la fin du premier acte, nous fûmes introduits, M. Piétri et moi, dans la loge impériale. En passant derrière l'Impératrice, qui occupait le devant de la loge avec M^{me} de Bassano, Sa Majesté demanda :

» — Qui est ce monsieur qui entre avec le préfet ?

» — C'est un Corse, répondit M. le maréchal Vaillant qui était sur le derrière avec le général d'Espinasse.

» — Alors il doit avoir un stylet ! — et un éclat de rire succéda à ce mot : de stylet-corse.

» Sa Majesté impériale, le préfet et moi nous nous retirâmes sur le derrière de la loge, sur la terrasse qui fait l'angle de la rue Rossini et de la rue Lepelletier. Là, Napoléon s'assit en nous ordonnant d'en faire autant ; il me parla en ces termes :

(1) *Le Diable à quatre*, par A. Ranc.

(2) *Mémoires* de Griscelli. Bruxelles 1868.

» — Griscelli, je suis enchanté que vous soyez Corse. Tous les hommes de cette île ont été, de tout temps, dévoués à ma famille... M. Piétri, qui vous porte beaucoup d'intérêt, m'a dit que vous joignez au dévouement l'intelligence et l'énergie. Vous aurez besoin de tout cela dans le service que nous allons vous confier, car il s'agit d'un certain Kelsch qui arrive de Londres avec des intentions criminelles et pour lequel il faut une surveillance extraordinaire de tous les instants, afin de savoir si ce qu'on me signale est vrai. Maintenant il faut le trouver et ne pas le perdre de vue. Dès que vous l'aurez trouvé, il faudra me le montrer et attendre mes ordres...

» J'avais écouté sans dire un mot. C'était la première fois que le berger corse, qui n'avait jamais vu que ses maquis, se trouvait en présence d'une tête couronnée. Dès que je vis que Sa Majesté Impériale avait fini, je répondis :

» — Sire, il me sera très facile de le trouver si M. le préfet veut me confier le dossier de cet homme ; je saurais où il demeurerait, son signalement, son âge, les personnes qu'il fréquentait.

» — Très bien, dit M. Piétri, je n'avais pas pensé à cela.

» — Vous le montrer, Sire, je ne puis le promettre.

» — Et pourquoi ? dit l'Empereur.

» — Parce que si Kelsch s'approche de Sa Majesté Impériale avant que j'aie le temps de le lui montrer, je le poignarde.

» Le préfet de police se mit à rire et Napoléon dit :

» — Diable, comme vous y allez !

» Puis, se tournant vers Piétri, il lui ordonna de me donner 1000 francs et de mettre à ma disposition, pour ce service, tout ce dont j'aurais besoin.

» — Je prévienrai également Fleury pour qu'il mette à votre disposition les chevaux et les voitures qui vous seront nécessaires. Demain je sortirai du château à deux heures pour aller au bois de Boulogne. Je serai à cheval.

» Ainsi se termina cette première entrevue que j'eus avec Napoléon III que je devais voir de si près tant de fois. Je pensais à mon vieil oncle s'il avait pu me voir de sa cabane parlant à Napoléon, à l'Opéra, au milieu de tout ce que la France a de plus illustre dans les sciences et dans les arts !

» A la sortie du théâtre, nous accompagnâmes Leurs Majestés Impériales aux Tuileries, puis nous allâmes à la préfecture de police y prendre 1000 francs et voir le dossier de Kelsch, que Balestrino, chef de la police municipale, nous donna. M. Piétri lui fit croire que Sa Majesté Impériale voulait le gracier.

» — Le gracier ! répondit Balestrino ; mais c'est l'homme le plus dangereux que je connaisse. Le jour qu'on l'a arrêté sur la barricade de la porte Saint-Martin, quatorze agents ont eu toutes

les peines du monde pour le conduire au poste. Il a fallu l'attacher. C'est un hercule redoutable...

» En parcourant son dossier, je vis : 5 pieds 7 pouces, stature herculéenne, homme dangereux, demeurant chez son frère, rue du Transit, à Vaugirard. Il va très souvent chez Desmaret, même rue, restaurant où il fait la cour à la fille de l'aubergiste. Muni de ces renseignements et de mes 1000 francs, je rentrai chez moi pour me coucher tout habillé sur mon lit. Il était trois heures et je voulais aller de bonne heure rue du Transit, espérant y voir Kelsch ou y trouver quelques renseignements.

» A six heures, bien que nous fussions au mois de décembre, j'étais placé en face de la maison de son frère. Une heure après, une jeune fille descendit, appela un commissionnaire, lui donna une lettre en lui recommandant de ne la remettre qu'à lui-même. Cette recommandation de la jeune fille me parut digne d'être notée. Je suivis donc le porteur de la missive qui traversa Paris et ne s'arrêta qu'à Ménilmontant. Il sonna dans une maison bourgeoise. Un homme, Kelsch lui-même, descendit, prit la lettre et dit au porteur :

» — Je vous remercie. Je vais y aller de suite. Je serai arrivé avant vous.

» Sa vue, sa voix, ne me firent aucune impression; mais si je n'eus pas d'éblouissement, je remarquai, en revanche, comme de mauvais augure, que nous étions un vendredi... Comme il l'avait annoncé à l'homme qui lui avait porté la lettre, un instant après il descendit, prit la rue Ménilmontant jusqu'au boulevard du Temple, où il prit une voiture et se fit conduire chez son frère, en descendant les boulevards jusqu'à la Madeleine, la place de la Concorde, boulevard des Invalides, rue de Vaugirard, etc. Aussitôt que sa voiture arriva à la porte, toute la famille descendit précipitamment, lui sauta au cou et le fit entrer dans la maison, en renvoyant la voiture.

» Deux hommes environ après, il sortit accompagné de son frère et ils se rendirent rue du Transit, n° 13, chez Desmaret, restaurateur. Là, également on le fêta. La demoiselle surtout ne le quittait pas et prit le café avec les deux frères, pendant que dans un cabinet attenant à la salle je mangeais une côtelette que je payai d'avance.

» Dès qu'ils eurent pris le café, ils sortirent pour se rendre aux Champs-Élysées chez Crémieux, loueur de chevaux. Là les deux frères se quittèrent, et je saisis au vol les paroles de Kelsch :

» — La police de Napoléon est trop bête pour me trouver; elle me croit endormi à Londres. Il est inutile que je couche chez Girard, je viendrai coucher à la maison. Ne crains rien, à ce soir!

» Pauvre Kelsch, il ne savait pas que ses paroles seraient recueillies justement par un agent de police de Napoléon, chargé de

ne pas le perdre de vue, et qu'avant peu il aurait le désagrément de se trouver face à face avec lui. Quoique je ne veuille pas anticiper sur les événements, j'annoncerai à mes lecteurs qu'en entrant chez Desmaret j'eus un éblouissement si fort que je faillis me trouver mal. Était-ce un pressentiment du drame qui devait s'y jouer quelques jours après, ou bien qu'était-ce ?

» En voyant sortir Kelsch à cheval de chez Crémieux et se diriger vers les Tuileries, je courus rue Montaigne (aux écuries impériales), fis seller un cheval et me rendis place de la Concorde, où, à mon contentement, je retrouvai l'assassin chevauchant en cavalier accompli sur un cheval pur sang.

» A deux heures précises, Sa Majesté Impériale, le colonel Fleury et le capitaine Merle arrivaient sur la place, en venant par la rue de Rivoli. Kelsch, qui se trouvait alors vers le pont Royal, accourut au galop au-devant de Napoléon. J'étais déjà derrière lui, la tête de mon cheval touchait la croupe du sien quand l'Empereur passa près de nous. De la main gauche je tenais les rênes de mon cheval, la main droite était sur le manche de mon poignard.

» Kelsch ne fit aucun mouvement : sa mort ne devait pas arriver aux Champs-Élysées.

» Aussitôt que Sa Majesté Impériale fut passée, elle prit le galop de chasse jusqu'à l'Arc de triomphe. Plus de trente cavaliers suivirent avec Kelsch et moi jusqu'au lac ; là, Napoléon, voulant se débarrasser de la foule qui l'entourait, prit de nouveau le galop jusqu'à la porte Maillot. Puis nous descendîmes au pas jusqu'au pont de Neuilly et l'on entra aux Tuileries par le parc Monceau et le faubourg Saint-Honoré. Kelsch nous quitta rue de la Paix... Je ne répéterai pas tous les incidents que cette surveillance occasionna pendant quinze jours et quinze nuits, ce serait allonger ce chapitre déjà trop long. Mais je tiens à ce qu'on sache que Kelsch fut constamment gardé à vue : j'ai mangé à la même table, pris bien souvent le café dans le même cabinet ; à cheval, en voiture ou à pied nous n'avons jamais cessé de nous voir, et jamais le séide, tant il était aveuglé de l'idée de son assassinat, ne s'est aperçu qu'il était surveillé. Toutes les lettres qu'il recevait de Londres et celles qu'il écrivait étaient décachetées, lues et envoyées ensuite à leurs adresses.

» Sa Majesté Impériale, qui m'avait appelé plusieurs fois pendant ce temps, me fit mander le 14, au matin, dans son cabinet. Pendant que j'y étais, M. Piétri y arriva pour donner connaissance d'une lettre que Kelsch écrivait à Mazzini pour lui annoncer que l'Empereur serait assassiné dans deux jours. Malgré les prières du préfet de police qui voulait faire arrêter Kelsch immédiatement, Napoléon refusa, m'ordonnant seulement de changer de cheval pour la sortie



à deux heures qui aurait lieu comme à l'ordinaire vers le bois de Boulogne.

» A l'heure indiquée, pendant que Kelsch, en casquette, bottes à l'écuyère, jaquette verte, sous laquelle il perçait quelque chose, faisait caracoler son cheval, Sa Majesté Impériale et M. Fleury arrivaient sur la place de la Concorde. En les voyant, Kelsch se porta au triple galop vers eux, qui, voyant cela, prirent l'avenue de l'Étoile à fond de train. J'eus le temps de dire aux jockeys de serrer de près Sa Majesté Impériale et de ne laisser passer personne devant eux. En arrivant au bois de Boulogne, commença un steeple-chase furibond. Murs, ruisseaux, allées, lacs furent tournés et franchis au triple galop. Les promeneurs qui nous voyaient passer, disaient que le chef de l'État était ou fou ou ivre...

» Hélas ! il n'était ni l'un ni l'autre... mais il avait peur pour sa vie. Après trois heures d'une course effrénée, nous passions la porte Maillot pour rentrer aux Tuileries. En passant par l'avenue de l'Étoile nos chevaux étaient blancs d'écume. En remontant l'avenue, celui de Kelsch refusa de marcher, malgré les éperons et la cravache de son cavalier. La vue de ce cheval qui refusait d'avancer m'inspira une idée irréfutable et audacieuse. Je piquai des deux pour dépasser Sa Majesté Impériale. En passant à côté d'elle, je saluai en criant :

» — Vive à jamais les Napoléon ! l'assassin est vaincu !

» Sa Majesté Impériale se retourna, et voyant que le séide payé était resté au bas de la côte, m'ordonna de le suivre au château. En rentrant dans son cabinet, Napoléon, baigné de sueur, ouvrit un tiroir et me donna 5000 francs en me disant :

» — Allez vous reposer ; on aura besoin de vous, et envoyez-moi Piétri.

» Une heure après, ce dernier venait m'éveiller rue des Moulins, pour m'ordonner de venir à son cabinet à minuit.

» Minuit sonnait quand je me présentai à la préfecture, où je fus étonné de trouver quarante agents de sûreté que le chef de la police voulait m'imposer pour arrêter Kelsch. Après une vive discussion devant le préfet, je consentis à en prendre trois avec moi, et même je dis que si l'on voulait Kelsch mort, je n'avais besoin de personne.

» Hébert, Letourneur et moi, nous sortîmes du cabinet avec mandat d'arrêter l'assassin, mort ou vif. A six heures précises, encore un vendredi, nous arrivions chez Desmaret, où notre homme venait tous les jours prendre l'absinthe ; nous y commandâmes un dîner pour six personnes. A huit heures arrivait un certain Morelli, qui venait de Londres pour assister à la curée de l'Empereur ; il demanda à Desmaret où était Kelsch. On lui répondit qu'il arriverait

à neuf heures. A l'heure dite, Kelsch arriva. Pendant qu'il prenait son verre, j'ordonnai à Letourneur d'arrêter Morelli ; Hébert et moi nous empoignâmes Kelsch, qui, quoique nous fussions à deux, nous échappa à travers la salle à manger, le salon, les chambres, et, sautant par une fenêtre, tomba au dedans du mur d'enceinte, au fond duquel se trouvait une porte. Si cette porte eût été ouverte, l'assassin était sauvé, la surveillance de quinze jours était perdue. Mais nous étions un vendredi, la maison Desmaret portait le numéro 13, j'avais eu deux éblouissements ; il devait y avoir du sang, il y en eut. Ne pouvant pas se sauver par la porte et sentant que son crime était découvert, Kelsch, en homme de cœur, voulut vendre chèrement sa vie. Il s'arrêta, arma son pistolet. Je fis comme lui : nous étions à trente pas l'un de l'autre ; les deux coups ne firent qu'une détonation. Il tomba baigné dans son sang ; — ma balle lui était entrée entre le nez, le front et l'œil droit, et lui était sortie derrière l'oreille gauche. La sienne m'avait sifflé à l'oreille. Son complice Morelli accourut au coup de pistolet. Pendant qu'il sautait dans le mur d'enceinte, je lui cassai l'épaule avec mon autre pistolet.

» A dix heures, les deux mandataires de la révolution étaient dans la cour de la préfecture. M. Piétri me sauta au cou et courut annoncer la nouvelle aux Tuileries et aux ministres, qui, à cause de la première tentative, attendaient tous avec impatience la nouvelle de cette importante arrestation. »

Ces pages, grossièrement écrites, pleines de détails et de particularités dont l'invraisemblance saute aux yeux, ne mériteraient pas d'être reproduites par l'histoire, si elle n'était obligée de recourir à tous les moyens pour jeter quelques lucurs sur une époque enveloppée de ténèbres que le temps lui-même ne parviendra peut-être pas à dissiper complètement.

Pianori trouva bientôt un imitateur. L'Empereur devait assister à la représentation de clôture de la troupe italienne au théâtre Ventadour. La loge impériale a une entrée réservée donnant sur la rue Marsollier. Le bâtiment des décors, fermé le soir, s'élève en face de la grille ; la rue est assez déserte ; un homme posté sous le bec de gaz du trottoir et dissi-

mulé dans l'ombre attendait là depuis l'ouverture des bureaux. Cet homme s'avança au roulement de la première voiture de la cour qui débouchait dans la rue, et tira un coup de pistolet sur la glace de la berline occupée par trois dames d'honneur de l'Impératrice et par un chambellan de l'Empereur ; une des dames fut égratignée par les éclats du verre. Les sergents de ville accoururent et s'emparèrent de l'assassin qui tenait encore à la main l'arme dont il venait de se servir, un pistolet dit *coup de poing*. Cet homme était un cordonnier nommé Bellemarre, âgé d'une vingtaine d'années, enfermé pendant quelque temps comme aliéné à Bicêtre, d'où il n'était pas sorti dans un état de guérison complète. La police profita de cette circonstance pour faire de nouvelles arrestations dans le parti républicain, qu'elle essayait de rendre complice de l'acte d'un fou.

M. Arthur Ranc, qui figurait dans le complot de l'Hippodrome, fut arrêté l'un des premiers. Il a raconté lui-même les suites de son arrestation.

« Cela se passait à neuf heures ; à minuit j'étais arrêté ; à la même heure on arrêtait un ouvrier cordonnier, Pascal Lange, qui, lui aussi, avait connu Bellemarre à Sainte-Pélagie. Lange fut interrogé une fois par M. le juge d'instruction Brault, puis il n'entendit plus parler de rien ; moi je ne fus pas interrogé du tout. J'étais du reste fort tranquille, n'ayant absolument rien fait qui pût me compromettre, et certain que Bellemarre était incapable de porter contre moi une accusation fausse. En effet, plus tard, lorsque j'allai en Afrique, un de mes gendarmes me montra ma feuille signalétique, et j'y vis qu'on me reprochait seulement « d'avoir connu les projets de Bellemarre ».

» Néanmoins les jours se suivaient et se ressemblaient au Dépôt de la préfecture. On ne m'interrogeait pas, mais je ne sortais pas pour cela ; un jour j'appris que Bellemarre, « reconnu atteint d'alié-

nation mentale », avait été conduit à Bicêtre. Donc il n'y aurait pas de procès ! donc j'allais être mis en liberté !

» Ah bien oui ! Les semaines s'écoulèrent sans que rien fût modifié dans ma situation. Enfin un jour, au bout de trois mois, je fus mandé à la préfecture : je descendis et je me trouvai en face d'un commissaire de police qui me lut un arrêté de M. Billault, ministre de l'intérieur, portant en substance que, vu le rapport de M. Piétri, préfet de police ; vu le décret de 8 décembre 1851 ; vu le jugement du tribunal correctionnel qui m'avait condamné à un an de prison pour société secrète, j'allais être transporté à Cayenne.

» Cet arrêté était fort en règle ; le décret du 5 décembre très formel : il n'y avait rien à dire. Je me bornai donc à demander au commissaire de police quand aurait lieu le départ et si j'aurais le temps de faire quelques préparatifs. Le commissaire, fort poli du reste et presque ému, me répondit qu'il l'ignorait et de m'enquérir auprès de M. le préfet. Je m'adresse au préfet, pas de réponse. Cela sentait mauvais, et me voilà m'attendant à être enlevé le soir même, sans pouvoir embrasser ma mère, sans voir mon père qui était en ce moment absent.

» Heureusement, nous n'étions à Paris que deux politiques en partance, et l'on ne pouvait pas faire pour nous seuls les frais du transfèrement. On attendit qu'il y eût à la Roquette assez de forçats disponibles pour emplir une voiture cellulaire. Grâce à ce répit, ma famille put se mettre en campagne. Une parente de ma mère, qui connaissait quelques personnes du monde officiel, s'employa avec cette activité que savent mettre les femmes quand on en appelle à leur dévouement, et elle parvint à faire changer Cayenne en Lambessa. Je lui en fus profondément reconnaissant, surtout pour les miens, dont la douleur et les inquiétudes étaient ainsi allégées de moitié, car, pour moi, j'ai la vie dure et j'ai idée que je me serais tiré de Cayenne comme de Lambessa.

» Enfin, un soir, on m'emmena à la Roquette. Je trouvai au greffe Pascal Lange qui arrivait de Mazas. Lui aussi s'était attendu, pendant deux mois, tous les jours, à être mis en liberté ; lui aussi on l'avait mandé devant un commissaire de police qui lui avait lu un arrêté de transportation. Seulement sa pauvre vieille mère, sa mère infirme qu'il soutenait de son travail, n'avait pas de relations en haut lieu, et il s'en allait à Cayenne !

» A la Roquette, on nous rase, on nous coupe les cheveux, on nous déshabilla, l'on nous revêtit de l'habit gris, l'habit des condamnés pour vol. Le lendemain, nous partions pour Marseille et Toulon, en voiture cellulaire : trente-six heures de route, par un froid glacial, les fers aux pieds ! Jem'arrêtai à Marseille ; Lange continua sa route jusqu'à Toulon. On sait par le récit que M. Delescluze a publié dans

le *Réveil* comment les choses se passaient dans cette dernière ville. Quant à moi, sans vouloir insister et sans donner de détail, j'affirme — car il faut que ces choses-là soient sues — que de Marseille jusqu'au jour de mon arrivée à Lambessa je vécus en promiscuité absolue avec quatre forçats, couchant sur le même lit de camp, mangeant à la même gamelle, accouplé avec l'un d'eux quand nous traversions une ville, enchaîné par les pieds à la même barre sur le bateau. Je dois dire du reste que ces quatre malheureux étaient fort convenables, discrets, et que je n'eus aucunement à m'en plaindre. Pascal Lange ne resta pas à Cayenne jusqu'à l'amnistie, il fut transféré en Algérie. Mais, hélas ! son séjour à la Guyane dura assez pour qu'il y ait contracté les premiers germes d'une cruelle maladie ; et maintenant, Pascal Lange, un des esprits les plus libres et les plus joyeux, un des cœurs les plus dévoués et les plus généreux que j'aie connus, qui de Cayenne et d'Algérie trouvait le moyen d'envoyer à sa mère un peu d'argent, Lange est brisé par la souffrance : il est paralysé des membres inférieurs. Il a trente-six ans à peine ; il a conservé toute son intelligence, toute sa volonté, et il est condamné à l'inaction, à l'immobilité presque absolue.

» De Bellemarre on n'a jamais entendu parler. Est-il mort à Bicêtre ? vit-il dans quelque cabanon ? nul ne le sait (1). »

L'enterrement de la mère du représentant Dornès, tué en cherchant à rétablir l'ordre dans les journées de Juin, fournit à la police l'occasion de nouvelles captures. M. Guinard, ancien commandant de l'artillerie de la garde nationale parisienne en 1848, fut pris à cette cérémonie ainsi que plusieurs ouvriers. M. Guinard était connu pour la loyauté de son caractère ; son arrestation produisit le même effet que celle de M. Goudchaux. Le gouvernement prétendit, pour s'excuser, que M. Guinard avait été arrêté par erreur pour paiement des frais du procès de Bourges. Le mois d'août 1855 fut également fécond en arrestations. Les journaux citèrent parmi les prison-

(1) Lettre de M. A. Ranc à la fin du *Procès de l'Hippodrome*, par A. Fermé.

niers le frère de Pianori et un autre Italien, arrivés ensemble à Biarritz où se trouvait alors l'Empereur.

La cour d'assises de Douai jugea dans le même mois les accusés d'un complot découvert à Perenchies, village à 10 kilomètres de Lille. La pluie ayant amené quelques dégâts sur le chemin de fer et enfoncé l'un des rails, les surveillants découvrirent, en faisant leur ronde, une boîte de fer enfouie que le dernier orage laissait à fleur de terre. Cette boîte, d'après l'instruction, était une machine infernale destinée à éclater sous le convoi au prochain passage de l'Empereur sur le chemin de fer de Lille à Calais. Les deux frères Jacquin, mécaniciens, accusés d'avoir fabriqué la machine et organisé le complot, se réfugièrent en Belgique; le gouvernement belge refusa leur extradition. Huit accusés comparurent devant le jury; la cour en condamna deux.

Une échauffourée dont Angers fut le théâtre à la fin d'août 1855 attira l'attention du public sur une nouvelle société secrète, *la Marianne*, dont voici l'origine :

M. Alphonse Gent, représentant du peuple à la Constituante, homme intelligent et énergique, avait formé en 1849 une vaste organisation politique dite du *Sud-Est*, embrassant tous les départements compris dans la région qui s'étend de la Saône aux Alpes et à la mer. Les délégués de cette association, les délégués du comité de résistance de Paris, dix représentants de la Montagne, parmi lesquels figurait Michel (de Bourges), se réunirent à Mâcon en

septembre 1850, le jour même de la foire de cette ville. Les délégués du Jura, de l'Alsace, d'Orléans, de Nantes et de plusieurs autres villes assistaient également à la réunion où la résolution fut prise d'étendre au reste de la France l'association du *Sud-Est*. MM. Bruys et Alphonse Gent se rendirent en Suisse pour rallier l'émigration à la pensée de la nouvelle association. M. Alphonse Gent, de retour à Lyon le 23 octobre, fut arrêté le lendemain, accusé de complot, et condamné à la déportation à Nouka-Hiva. Les cercles, cafés et cabarets de la *Montagne*, très nombreux avant le coup d'État, donnaient une idée peut-être un peu exagérée de la puissance de la société qui avait pris ce nom. Elle n'en comptait pas moins de nombreux adhérents qui entrèrent dans l'organisation du *Sud-Est*. Les membres de cette association, après la condamnation d'Alphonse Gent, fondirent leurs cadres dans ceux de la *Montagne*. Des groupes nouveaux s'étendirent de ramifications en ramifications sur la France entière, et formèrent une association sous ce nom : *la Marianne*, qui désignait la République.

Paris apprit avec étonnement par le *Moniteur* que, dans la nuit du 26 au 27 août 1855, une bande armée de cinq à six cents hommes, forçant et saccageant la caserne de gendarmerie de Trélazé, s'était jetée dans Angers par la rue du Faubourg-Bressigny, jusqu'à la rencontre de la rue Desjardins. Cette bande, croyant surprendre la ville, avait été chargée et dispersée par les soldats, les gendarmes et les agents de police. Les insurgés étaient des ouvriers des ardoisières de

Trélazé et des Ponts de Cé, affiliés depuis peu à la *Marianne*.

Les prisonniers faits dans la bagarre furent enfermés dans le château d'Angers. Ils ne savaient guère que répondre quand on leur demandait : « Qu'est-ce que la *Marianne*? qu'alliez-vous faire à Angers? » Quelques-uns répondaient : « Nous allions pour le *pain*. » Attibert, un des chefs de l'échauffourée, aurait dit, d'après l'acte d'accusation, aux ardoisiers : « La France est en insurrection, la République démocratique et sociale est proclamée, voici le moment de tuer et de voler, celui qui refusera de marcher sera fusillé. » Le gouvernement prit des précautions comme s'il s'agissait de dompter une Vendée démocratique. Les armes déposées chez les armuriers furent démontées ou transportées au château.

Une forte garnison occupa la ville et la forteresse féodale. La moitié des accusés se composait d'hommes faits ou vieux, presque tous ayant de bons antécédents, très peu sachant lire; le ministère public, lorsqu'ils comparurent devant la cour d'assises de Maine-et-Loire convoquée extraordinairement, n'en attribua pas moins leur conduite à des lectures dangereuses.

Les bruits d'assassinat sur la personne de l'Empereur se renouvelaient sans cesse. La nouvelle courut en septembre 1855 qu'un cent-garde avait tenté de tuer Napoléon III d'un coup de poignard ou d'un coup de pistolet. Les cent-gardes demandèrent une enquête. L'Empereur répondit que l'esprit du corps



était trop connu pour qu'on le supposât capable de pareilles actions.

Le premier mois de l'année 1856 est signalé par des arrestations nombreuses dans la Charente, la Charente-Inférieure, la Dordogne et quelques autres départements. La *Marianne* sert de prétexte à ces mesures qui portent la terreur dans les familles et donnent lieu à mille petites persécutions locales dont les victimes n'osaient pas même se plaindre. La police française, toujours en éveil, saisit, dans le commencement du mois de juillet 1857, trois lettres de Mazzini : l'une à Campanella, son ancien collaborateur à la *Gazetta del popolo* ; l'autre à Massarenti ; la troisième, un simple billet, était adressée à Tibaldi, ouvrier opticien, demeurant à Ménilmontant. Mazzini recommandait, dans ce billet à Tibaldi, de finir au plus tôt « l'affaire de Paris » ; il lui adressait en même temps deux hommes d'action : Bartolotti et Grilli, capables de l'aider dans sa besogne.

Les agents de police, munis de ces renseignements, pénétrèrent dans le logement de Tibaldi, s'emparent de sa personne et découvrent, chez une de ses voisines où il avait déposé divers objets, une caisse renfermant cinq poignards et vingt pistolets chargés. Les poignards parurent d'abord empoisonnés ; on reconnut bientôt qu'ils étaient enduits seulement d'une substance grasse.

Une souricière dressée devant la maison de Tibaldi amena la prompte capture de Bartolotti et de Grilli. Bartolotti fit tous les aveux que pouvait désirer l'in-

struction. Il prétendit que Massarenti l'avait amené d'York à Londres en lui payant son voyage ; arrivés dans cette dernière ville, ils se rendirent immédiatement chez un homme *très maigre* ; ils le trouvèrent en conférence avec un homme *très gros*, qui l'appelait Mazzini. Lorsque l'homme gros partit, l'homme maigre lui dit : *Bona sera, Drou-Rollin*. Bartolotti, du reste, n'entendit rien de la conversation entre l'homme gras et l'homme maigre, car le premier partit presque au moment où il entra. L'ancien membre du gouvernement provisoire fut donc englobé avec Mazzini, Massarenti, Campanella, Tibaldi, Bartolotti et Grilli, dans une accusation de complot contre la vie de l'Empereur, « ledit complot ayant été suivi d'un acte commis ou commencé pour en préparer l'exécution ».

Un sieur Adolphe Gereaux, condamné pour société secrète à quatre années d'emprisonnement, appelé aux débats pour confirmer les assertions de Bartolotti, déclara sur le ton du plus profond repentir que, cinq ans auparavant, Ledru-Rollin l'ayant chargé de remettre 500 francs à un individu qu'il trouverait sur la place de la Madeleine, et qui lui dirait : *Je suis Beaumont* ; il s'était acquitté de la commission. Cette déposition singulière servit de texte au président pour s'élever contre l'ignorance dans laquelle vivaient les exilés au sujet des véritables dispositions d'esprit de leurs compatriotes. Le président, faisant allusion aux tentatives d'assassinat auxquelles l'Empereur avait échappé, rappela le fait suivant : « Il faut savoir ce que c'est que l'exil ; on ne sait

» rien de ce qui se passe en France. Je croyais l'em-
» pire impossible, mais quand j'ai vu ce qui se pas-
» sait ici, j'ai changé d'idée. Il y a dans l'exil une
» foule d'hommes de cœur qui changeraient aussi
» d'idées s'ils connaissaient la vérité. »

Les auditeurs se demandèrent ce que c'était que ce Kelsch dont ils entendaient le nom pour la première fois. Le lecteur connaît sa terrible aventure. Si des poursuites avaient eu lieu, comme l'affirmait le président, elles étaient restées bien secrètes.

Plusieurs lettres saisies chez Tibaldi étaient écrites dans un langage convenu que la police déchiffra tout de suite : *guérir le malade* voulait dire assassiner l'Empereur, *mon oncle* désignait Mazzini, *Drou-Rolline* Ledru-Rollin. La cour d'assises, siégeant sans jury, ayant admis ce système de traduction, Mazzini, Massarenti, Campanella, Tibaldi et Ledru-Rollin furent condamnés à la déportation; Bartolotti et Grille, à quinze ans de réclusion. *L'Indépendance belge* annonça, quelques jours après, que Bartolotti et Grilli, renvoyés de France, avaient reçu de l'argent pour faire leur route.

Ledru-Rollin protesta contre sa condamnation; il offrit de se faire juger par un jury anglais. Tibaldi, qui s'était enfermé dans un mutisme complet à l'audience, partit pour Cayenne, où il est encore (1).

(1) On lit dans le *Journal d'un transporté*, par Charles Delescluze :

« Des divers compagnons que j'avais rencontrés à l'île du Diable, celui pour lequel j'avais le plus de sympathies, le seul que je visse le plus habituellement, c'était Tibaldi. La douceur de son caractère, la distinction de ses manières et la dignité de sa conduite l'avaient, autant que son infortune, désigné tout spécialement à mon estime et à mon affection. Jeune

Les tentatives du parti républicain, soit pour renverser le gouvernement par un coup de main, soit pour ranimer les esprits par la propagande, entretenaient bien une certaine agitation à sa surface, mais cette agitation n'en atteignait pas le fond. Les républicains, retenus par l'obligation de prêter le serment constitutionnel, et découragés d'avance par les difficultés de la lutte sur le terrain légal, ne se présentaient guère aux élections pour les assemblées départementales et municipales. L'esprit français est prompt à donner aux influences passagères qu'il subit la forme d'une théorie politique; il croit ainsi les justifier. Le découragement qui s'empare des partis au lendemain de leur défaite, transformé en doctrine de l'abstention, se propageait sous la forme d'un principe. La plupart des notabilités du parti républicain, en professant cette opinion peu comprise des masses, que la meilleure manière d'agir contre le gouvernement était de ne pas agir du tout, allaient au-devant des vœux du pouvoir, et retardaient comme à plaisir le réveil des idées républicaines. Cette politique de l'abdication ne pouvait pas être de longue durée. La jeunesse studieuse n'avait heureusement pas abdiqué; la nomination de M. Sainte-Beuve à la chaire de

encore, Tibaldi portait dans les yeux l'énergie et la douceur, et sa belle et noble figure respirait la forte et digne résignation qui se retrouve chez tous les hommes habitués au sacrifice. Sans nouvelles de sa famille, n'entendant plus parler de ses amis de France, il n'accusa jamais personne; jamais plainte ni regret ne sortit de sa bouche. Son empressement à oblige, l'égalité de son humeur, étaient de nature à le faire aimer partout, et, ce qui le prouve mieux que toutes les paroles, c'est qu'à l'île du Diable, où les caractères n'étaient pas empreints d'une excessive aménité, il avait beaucoup d'amis et pas un ennemi. »

poésie latine au Collège de France, lui fournit une occasion de montrer, presque au lendemain du coup d'État, que ses vieux instincts d'honneur, de liberté, d'indépendance, vivaient toujours.

M. Sainte-Beuve, ami de Carrel et rédacteur du *National*, cessa bientôt de se plaire dans les rangs de la démocratie. Le gouvernement constitutionnel de Juillet lui offrit la croix d'honneur et une place de bibliothécaire qu'il accepta, mais en homme qui ne se croit point payé à son prix, qui proteste intérieurement et qui attend l'occasion de dire leur fait à ceux qui l'ont marchandé. La révolution de Février, ravivant en lui le souvenir et peut-être le remords de sa défection républicaine, il éprouva le besoin de se voir persécuté, et partit pour la Belgique. Personne ne songeait à lui. Il revint de l'exil à l'appel du docteur Véron, pour se porter au secours de la société, de la famille et de la religion menacées. M. Sainte-Beuve, devenu rédacteur du *Constitutionnel*, bonapartiste, conservateur et surtout dévot, reparut sous les traits d'un *ultra* de la Restauration, relevé d'une pointe de mysticisme. Il s'en prit non seulement à l'athéisme et à l'irréligion, mais même à un certain libéralisme innocent et catholique. Il signala comme un délit social la publication des *Ruines* et du *Catéchisme de la loi naturelle de Volney*. Un jour vint même où la liberté de conscience telle que l'entendaient Marguerite de Novarre, Lhospital et Bayle lui parut incompatible avec l'existence d'un gouvernement stable.

M. Sainte-Beuve, converti au despotisme en littérature comme en politique, regrettait qu'il eût man-

qué à la littérature de 1830 un Boileau soutenu par Louis XIV. C'est un tort de croire, disait-il, qu'on ne dirige pas l'esprit public, et pour le prouver il se mit à le diriger à sa façon, remplissant le rôle de critique d'État, rectifiant, gourmandant, prêchant tous les lundis les écrivains de l'opposition, applaudissant aux déplorables réformes universitaires de M. Fortoul et surtout à la bifurcation.

Les anciens amis de M. Sainte-Beuve, gens d'esprit et d'expérience indulgente, connaissant son caractère facile aux rancunes, patient aux vengeance, prompt au changement, ne s'étonnèrent point de sa métamorphose et s'amusèrent de ses attaques contre l'opposition de l'Académie française dont il faisait partie, contre les salons de la monarchie de Juillet dont il avait été l'humble protégé. Mais le cœur généreux de la jeunesse s'indigna en voyant M. Sainte-Beuve se séparer, au lendemain de leur défaite, des hommes avec lesquels il avait passé sa jeunesse, le meilleur temps de la vie, se moquer de leur tristesse et traiter leur fidélité au passé de voile transparent dont se couvrent les envieux, les jaloux, les détracteurs du temps présent. Les étudiants résolurent de profiter de la nomination de M. Sainte-Beuve à la chaire de poésie latine au Collège de France pour lui témoigner leurs sentiments; ils se portèrent à son cours le jour de l'ouverture et l'empêchèrent de parler. M. Sainte-Beuve accepta la condamnation, et donna sa démission.

M. Nisard, quelques années plus tard, en 1855, reçut une leçon pareille. Tour à tour républicain,



orléaniste, impérialiste, comme M. Sainte-Beuve, ses travaux sur les poètes latins de la décadence lui valurent la place de maître de conférences à l'École normale pour la littérature française. Le retentissement donné par la polémique des journaux à son article sur la *littérature facile* rendit son nom presque célèbre, et le fit député de la Côte-d'Or, professeur d'éloquence latine au Collège de France, chef du secrétariat au ministère de l'instruction publique, maître des requêtes et chef de la division des sciences et des arts. M. Nisard perdit tout cela en Février. Ayant bien vite fait acte d'adhésion à l'Empire et proclamé dans les journaux son dévouement au nouveau maître, M. Fortoul lui donna comme première récompense l'inspection générale de l'enseignement supérieur, puis la chaire d'éloquence française à la Sorbonne, vacante par la mise à la retraite de M. Villemain. M. Nisard n'était pas homme à refuser son concours à l'œuvre réparatrice du ministère de l'instruction publique, et s'il regretta quelque chose, ce fut de n'être pas chargé de l'accomplir lui-même. La jeunesse lui reprochait d'avoir déclaré en pleine Sorbonne, le jour où M. Duruy soutenait sa thèse de doctorat, qu'il y a deux morales, l'une bonne pour le vulgaire, l'autre à l'usage des hommes politiques et des faiseurs de coups d'État. M. Nisard s'est défendu depuis d'avoir jamais professé une pareille doctrine. Mais dans les premiers moments, les étudiants, sans attendre la justification de M. Nisard, et profitant de cette occasion pour protester contre les palinodies honteuses dont ils étaient journellement témoins, se

rendirent à son cours et le sifflèrent. Les sergents de ville ayant opéré des arrestations, un procès eut lieu, à la suite duquel les étudiants Roland (1), Rogeard (2), Lefort et plusieurs autres furent condamnés à l'amende et à la prison.

L'enterrement civil du sculpteur David (d'Angers) eut lieu le 7 janvier 1856 (3). Le chansonnier Béranger, reconnu dans la foule, fut salué par les étudiants aux cris de *Vive la liberté!* Ce cri que Paris n'avait pas entendu depuis le 2 décembre était d'un bon augure, sorti du cœur de la jeunesse, et donna lieu à des arrestations. Les générations nouvelles appartenaient à la république, mais leur jour n'était pas encore venu; les anciennes générations, accablées par leurs défaites, fatiguées, incertaines, ne pouvaient opposer de sérieux obstacles à la marche du gouvernement. Le parti républicain, privé de chefs, énervé par l'abstention, n'était cependant pas mort. Le peuple de Paris n'avait pas tardé à comprendre la faute commise par lui le 2 décembre en se croisant les bras devant le coup d'État, il n'attendait que des guides et un signal pour commencer la lutte contre l'Empire.

(1) Fils de M^{me} Pauline Roland.

(2) Auteur de : *Les propos de Labienus*.

(3) Une chanson manuscrite, attribuée à Béranger, fut mise en circulation à cette époque. En voici un couplet :

Oui, j'ai chanté l'épopée héroïque
Des habits bleus par la victoire usés,
C'étaient les fils de notre république
Battant vingt ans les rois coalisés;
Mais ce soldat bien brossé qui nous guette,
Qui nous tuerait pour passer officier,
Est-ce le mien trinquant à la guinguette?
Ah ! pardonnez au pauvre chansonnier.

CHAPITRE III.

LA LÉGITIMITÉ. — L'ORLÉANISME. — LA FUSION.

1850-1857.

SOMMAIRE. — Le parti légitimiste. — Manifeste de Wiesbaden. — Le duc de Lévis, le duc Des Cars, le marquis de Pastoret, le général de Saint-Priest, Berryer, désignés comme ses mandataires par le comte de Chambord. — Manifestes du comte de Chambord. — La majorité du parti légitimiste se rallie à l'Empire. — Défection de MM. de la Rochejacquelein, de Mouchy, de Pastoret. — Mesure du gouvernement français contre les correspondants légitimistes. — Arrestations de MM. de Saint-Priest, duc d'Almazan, René de Rovigo, de la Pierre, Villemessant, Virmaître, Aubertin, de Coetlogon, de Mirabeau. — Le gouvernement, pour tenir la balance égale entre les partis, fait arrêter MM. Théodore Pelloquet, Eugène Chatard, Charles Monselet, Vergniaud, Charreau père, Étienne, Gérard. — Procès des *Correspondants*. — Poursuites contre les légitimistes dans les départements. — Le complot de Vincennes. — La *Ligue fédérale*. — Décadence du parti légitimiste. — Le Jockey-Club et la légitimité. — Le comte de Chambord et le Crédit foncier. — Les légitimistes et la Russie. — L'orléanisme et la légitimité. — Les orléanistes et les républicains. — Le stathoudérat. — Procès du *Bulletin français* à Bruxelles. — Les décrets du 24 janvier au Conseil d'État. — Démission de M. Reverchon, conseiller d'État. — Procès de M. Bocher. — La fusion. — Son origine. — Entrevue entre le comte de Chambord et le duc de Nemours à Vienne. — Mort du dernier Louis XVII. — Brochures bonapartistes contre la fusion. — M. Troplong descend dans la lice. — Le comte de Chambord à Nervi. — La fusion est rompue.

Sous la République, le parti légitimiste était en proie à des dissensions qui dataient du règne de Louis-Philippe ; une fraction de ce parti, représentée par la *Gazette de France*, visait à reconstituer la monarchie héréditaire légitime sur la base du suffrage universel, par une sorte de fusion mystique entre le droit divin et la souveraineté populaire. Les partisans du droit divin pur n'attendaient qu'une occasion so-

lennelle pour faire condamner cette hérésie par le représentant même du principe de la légitimité.

Le comte et la comtesse de Chambord s'étaient rendus à Ems en 1849. M. de la Rochejacquelein, alors en grande faveur auprès du prétendant, avait présidé dans cette ville une sorte de congrès légitimiste. L'année suivante, pendant le mois d'août, l'héritier des Bourbons de la branche aînée, profitant de la prorogation de l'Assemblée législative, établit sa résidence à Wiesbaden, où « de tous les points de la » France des hommes représentant les diverses posi- » tions sociales accoururent avec un religieux empres- » sement pour présenter leurs hommages au petit- » fils de Henri IV ». Les membres royalistes de l'Assemblée législative se sont fait un devoir de se rendre les premiers à Wiesbaden ; le comte de Chambord les a reçus chacun en particulier, afin de se faire une idée exacte du mouvement des esprits et des divers intérêts des populations dans chaque département. Le comte de Chambord, dans ces différents entretiens, « s'est montré constamment préoccupé » de la ligne de conduite qu'en ce moment plus que » jamais il importe de suivre avec ensemble pour » activer le progrès des opinions légitimistes, et » maintenir en même temps les principes au-dessus » de toute atteinte (1) ».

Cette note s'adressait aux rédacteurs de la *Gazette de France* et à leurs adhérents. Les amis du comte de Chambord lui conseillèrent, pour corroborer et pré-

1) *L'Union*.

ciser le sens de la leçon, de publier une déclaration qui marquerait le but et les résultats de son voyage.

L'influence de M. de la Rochejacquelein avait considérablement baissé à cette époque. La déclaration parut avec la signature de M. de Barthélemy ; elle se terminait ainsi :

« M. le comte de Chambord a déclaré qu'il se réservait la direction de la politique générale.

» Dans la prévision d'éventualités soudaines et pour assurer cette unité complète de vue et d'action qui seule peut faire notre force, il a désigné les hommes qu'il délèguera en France pour l'application de sa politique.

» Cette question de conduite devait nécessairement amener l'appréciation définitive de l'appel au peuple.

» Le comte de Chambord condamne formellement le système de l'appel au peuple comme impliquant la négation du grand principe national de l'hérédité monarchique.

» Il repousse d'avance toute proposition qui, reproduisant cette pensée, viendrait modifier les conditions de stabilité qui sont le caractère essentiel de notre principe, et doivent le faire regarder comme l'unique moyen d'arracher enfin la France aux convulsions révolutionnaires.

» Le langage de M. le comte de Chambord a été formel, précis ; il ne laisse aucune place au doute, et toute interprétation qui en altérerait la portée serait essentiellement inexacte.

» *Tous* ceux qui sont venus à Wiesbaden ont connaissance de cette décision ; *tous* ont entendu M. le comte de Chambord se prononcer avec la même fermeté, tandis que l'émotion profonde et l'expression du vrai bonheur qu'il pouvait remarquer sur *tous* les fronts semblaient lui promettre que cette déclaration venue de l'exil serait désormais une règle *absolue* pour *tous* les légitimistes de France. Mettre fin à toutes ces dissidences qui l'ont si vivement attristé et qui n'aboutissent qu'à notre amoindrissement ; abandonner sincèrement, *absolument*, tout système qui pourrait porter la moindre atteinte aux droits dont il est le dépositaire ; revenir à ces honorables traditions de discipline qui seules peuvent relever, après tant de révolutions, le sentiment de l'*autorité* ; rester inébranlable sur les principes, modéré et conciliant pour les personnes : tel est le résumé de toutes les recommandations qu'il nous a adressées,

et qui, nous en avons la confiance, seront fécondes en heureux résultats.

» Ce qui en ressort incontestablement, c'est que, la direction de la politique générale étant réservée par M. le comte de Chambord, aucune *individualité*, soit dans la presse, soit ailleurs, ne saurait désormais être mise en avant comme représentation de cette politique. En dehors de M. le comte de Chambord, il ne peut y avoir aux yeux des légitimistes que les mandataires qu'il a désignés, et qui sont : MM. le duc de Levis, le général de Saint-Priest, Berryer, le marquis de Pastoret, le duc Des Cars.

» De retour en France, j'aurai comme par le passé l'honneur de vous transmettre leurs instructions, et j'ai la confiance que vous voudrez bien me continuer votre précieux concours et me tenir au courant de la situation de votre département. »

Ces idées étaient peu faites pour rallier les esprits libéraux à la monarchie du droit divin. Le comte de Chambord, averti du mauvais effet de son manifeste, en publia un second sous la forme d'une lettre de félicitation adressée à M. Berryer sur son discours dans la séance du 16 janvier 1851. Le comte de Chambord s'adressa de nouveau à la nation le 27 avril 1852, et le 27 octobre avant la proclamation de l'empire. Voici le passage le plus important de son manifeste à ce sujet :

« Français, vous voulez la monarchie, vous avez reconnu qu'elle seule peut rendre, avec un gouvernement régulier et stable, cette sécurité de tous les droits, cette garantie de tous les intérêts, cet accord permanent d'une autorité forte et d'une sage liberté qui fondent et assurent le bonheur des nations. Ne vous livrez pas à des illusions qui tôt ou tard vous seraient funestes. Le nouvel empire qu'on vous propose ne saurait être cette monarchie tempérée et durable dont vous attendez tous ces biens. On vous trompe, et l'on se trompe quand on vous le promet en son nom. La monarchie véritable, la monarchie traditionnelle, appuyée sur le droit, héréditaire et consacrée par le temps, peut seule vous remettre en possession de ces précieux avantages et vous en faire jouir à jamais. Le génie et la gloire de Napoléon n'ont pu lui suffire à fonder rien

de stable ; son nom et son souvenir y suffiraient bien moins. On ne rétablit pas la sécurité en ébranlant le principe sur lequel repose le trône. On ne consolide pas tous les droits en méconnaissant celui qui est parmi nous la base nécessaire de l'ordre monarchique. La monarchie en France, c'est la maison royale de France indissolublement unie à la nation. Mes pères et les vôtres ont traversé les siècles en travaillant de concert, selon les mœurs et les besoins des temps, au développement de notre belle patrie. Pendant quatorze cents ans, seuls entre tous les peuples de l'Europe, les Français ont toujours eu à leur tête des princes de leur nation et de leur sang. L'histoire de mes ancêtres est l'histoire de la grandeur progressive de la France, et c'est encore la monarchie qui l'a dotée de cette conquête d'Alger, si riche d'avenir, si riche déjà par les hautes renommées militaires qu'elle a créées, et dont la gloire s'ajoute à toutes nos gloires. »

Le comte de Chambord finissait par cet engagement solennel : « Fidèle aux lois du royaume et aux traditions de mes aïeux, je conserverai religieusement jusqu'à mon dernier soupir le dépôt de la monarchie héréditaire dont la Providence m'a confié la garde et qui est l'unique port de salut où, après tant d'orages, cette France, objet de tout notre amour, pourra retrouver enfin le repos et le bonheur. »

Cette protestation, lancée des rives du Rhin par le comte de Chambord, à la tête d'un corps d'armée, aurait pu produire un certain effet ; mais partie du fond d'un château de la Bohême, elle n'éveilla point d'échos. Le gouvernement la fit publier tout entière dans le *Moniteur* du 15 novembre 1852.

La majorité du parti légitimiste semblait plus disposée à suivre l'exemple du clergé devenu ardent bonapartiste qu'à se rallier à la voix de l'héritier des lis. La célébration officieuse de l'anniversaire du 21 janvier, l'empressement des plus hauts fonction-

naires à contremander leurs fêtes ce jour-là, l'engagement de rendre à la noblesse son ancien lustre et de poursuivre les usurpateurs de titres, le projet de tailler en Algérie des espèces d'apanages au profit des serviteurs du règne, la publication de brochures parlant complaisamment du droit d'aînesse et du mariage religieux, engageaient beaucoup de légitimistes à se rapprocher de l'empire. Qu'est-ce, après tout, que le droit divin? un dogme religieux qu'il faut bien se garder de confondre avec le principe dynastique. L'histoire démontre que les races et les familles s'éteignent; les derniers Mérovingiens, tondus et jetés au cloître, n'avaient-ils pas fait place à une nouvelle dynastie à laquelle le pape conféra la légitimité par le sacre de Charlemagne? L'Église conférant la légitimité, le premier Napoléon a donc pu être investi régulièrement de ce droit par la cérémonie du sacre. Le comte de Chambord, d'ailleurs, n'ayant pas d'enfant, où trouver un rejeton du tronc bourbonien? Sur la branche usurpatrice d'Orléans, sur la branche de Naples, d'Espagne ou de Parme? La greffe risquait fort de ne pas prendre. Ne valait-il pas mieux se rallier tout de suite à la dynastie des Bonaparte?

La majorité du parti légitimiste se prononça pour l'affirmative et se rapprocha du gouvernement du 2 décembre. S'il y eut de notables exceptions, si des hommes d'honneur continuèrent à défendre les opinions royalistes dans la presse, si d'autres refusèrent le serment comme maires ou membres de conseil général, le plus grand nombre des légitimistes se

laissèrent aller à accepter presque tous les postes administratifs de l'Empire. Ses membres sollicitèrent les honneurs de la candidature officielle au Corps législatif ; grands décentralisateurs en apparence, mais au fond connaissant les avantages de la centralisation et sachant la faire fonctionner à leur profit, ils peuplèrent, grâce à l'appui du pouvoir les conseils généraux, les conseils d'arrondissement et les conseils municipaux.

Le Sénat faillit compromettre cependant la bonne intelligence entre les légitimistes et les bonapartistes en « rétablissant » l'empire. Ce verbe *rétablir* employé par les auteurs du sénatus-consulte du 4 novembre 1852, semblait reléguer les règnes de Louis XVIII et de Charles X au rang des faits purement révolutionnaires. La démission de M. Audren de Kerdel comme député montra combien cette expression blessait la conscience de certains légitimistes hésitants. « S'il ne s'agissait, dit-il dans une lettre adressée au président du Corps législatif, que de contribuer librement à la confection des lois de mon pays, je verrais ce que j'aurais à faire ; mais appelé à proclamer l'Empire, je n'hésite plus et je donne ma démission. » Le Président de la République, dans son discours d'acceptation du trône, calma ces scrupules en proclamant la solidarité des règnes. La démission de M. Audren de Kerdel ne fut point imitée ; le gros du parti resta fidèle à l'alliance conclue avec l'empire. Un homme qui s'imaginait avoir une grande situation politique parce qu'il portait un grand nom, M. de la Rochejacquelein, crut justifier son entrée au Sénat

en déclarant dans une brochure qu'il ne voulait pas contribuer à une nouvelle usurpation orléaniste, et que, ne pouvant arriver à la monarchie traditionnelle, il se rattachait à l'empire en restant légitimiste. Lorsqu'on vit paraître sur une liste de sénateurs les trois noms de MM. de la Rochejacquelein, de Mouchy et de Pastoret, le *Constitutionnel* eut beau dire que ces trois noms représentaient l'alliance de la France féodale et chevaleresque avec l'esprit moderne, la réconciliation du passé avec l'avenir, l'opinion publique ne vit rien de chevaleresque dans cette triste défection.

La bonne harmonie existant entre le parti légitimiste et le gouvernement rendait ce dernier plus sensible aux attaques des royalistes dissidents, qui, retranchés derrière les journaux étrangers, dirigeaient contre lui des attaques incessantes. Impossible d'atteindre les journaux belges, suisses ou anglais, mais rien de plus facile que de mettre la main sur leurs correspondants français. Le gouvernement commença par épurer la domesticité du château et par casser aux gages une dizaine d'individus employés soupçonnés d'indiscrétion. Le *Moniteur* publia ensuite les lignes suivantes : « Un certain nombre d'agences » secrètes, de correspondances politiques, s'étaient » depuis longtemps formées sous les inspirations des » anciens partis, et de ces centres de diffamation et » d'anarchie partaient tous les jours par des voies » détournées ces odieux et infâmes libelles qui désho- » norent une partie de la presse étrangère, et qui » tendaient à appeler le mépris de l'Europe sur le

» gouvernement que la France s'est librement choisi.
» Le gouvernement ne pouvait tolérer un pareil
» scandale, des « mesures d'intérêt public » seront
» prises pour y mettre une terme.»

Le gouvernement donna donc l'ordre d'arrêter, le 6 février 1853, à six heures du matin, MM. Charles de Saint-Priest, René de Rovigo, De la Pierre, Villemessant, Virmaître, Pagès-Duport, Coetlogon, de Mirabeau, comme auteurs des correspondances signalées. Ces arrestations donnèrent lieu à divers quiproquo.

Les agents chargés d'arrêter M. Charles de Saint-Priest s'adressent précisément à son père qu'ils trouvèrent au lit. A cette question : « Êtes-vous Charles de Saint-Priest ? » il répond : « Oui, et je suis prêt à vous suivre. » Il se lève, et pendant qu'il s'habille il dit quelques mots en langue étrangère à son domestique, qui a le temps de prévenir M. Charles de Saint-Priest. MM. de Mirabeau frères appartenaient l'un au camp légitimiste, l'autre au camp bonapartiste. La police arrêta le second au lieu du premier. M. de Saint-Priest père fut mis en liberté le même jour.

MM. Anatole de Coetlogon et Aubertin, rédacteurs du *Corsaire*, s'étaient retirés à Bruxelles après la suppression de ce journal. La police française les dénonçait non seulement comme auteurs de certains articles des deux journaux belges *l'Observation* et *la Nation*, mais encore comme y faisant insérer des articles envoyés de France par divers écrivains, parmi lesquels figuraient MM. Virmaître, Planhol et de Chantelauze. Une descente de la police chez ces der-

niers amena la saisie de lettres au moyen desquelles le parquet parvint à inculper MM. Anatole et Alfred de Coetlogon, Virmaître, Rovigo, Planhol, Flandrin, Herbert, de la Pierre, du délit de société secrète.

La presse légitimiste se montrait disposée à venir en aide au gouvernement dans toutes les occasions où il frappait sur la démocratie. L'arrestation de ces écrivains, tous connus pour professer des opinions favorables à la légitimité, les fouilles brutalement pratiquées dans leurs papiers, la saisie de leurs lettres, même de celles qui étaient tout à fait étrangères à la politique, firent voir à la presse légitimiste que l'arbitraire se retourne bientôt contre ceux qui l'approuvent quand il atteint les autres. Les journaux de la légitimité subirent à leur tour, de la part des feuilles officieuses, les injures qu'ils n'épargnaient pas à la démocratie vaincue. Le *Pays* du 8 février 1853 contenait ce passage : « Depuis quelque temps surtout » les nations étrangères sont inondées des inventions » les plus monstrueuses, écrites et répétées dans un » style qui rappelle celui du *Père Duchêne* et du » *Journal de la canaille*. Le gouvernement pouvait-il » laisser traîner dans la boue de la calomnie la souveraineté nationale dont il est la représentation ? » Le *Constitutionnel* ne se montra pas moins irrité : « On pousse maintenant à la guerre comme il y a » deux ans on poussait à l'anarchie, avec l'espoir de » ramasser une couronne dans la honte d'une invasion, ne comptant plus la ramasser dans le sang » d'une révolution. »

Les journaux légitimistes répondirent avec indi-



gnation aux journaux officieux : « Comment les » écrivains d'une certaine presse ne rougissent-ils de » prévenir l'esprit public contre des détenus muets » et sans défense. L'instruction est à peine com- » mencée, vous n'en connaissez pas les éléments. Sur » quoi repose la prévention ? Vous l'ignorez, et, dans » cette ignorance, avec une coupable légèreté vous » bâtissez l'échafaudage « d'une propagande clan- » destine » ; vous parlez de « coup redoutable porté à » l'autorité » ; vous osez prononcer ces mots terribles : » d'agitation, de complots, des conspirateurs ! » Bien » plus, vous présentez ces inconnus comme for- » mant une ligue d'ennemis du bien public, obéis- » sant à un « concert » qui « révèle l'action des » partis », et dont les effets aboutissaient à « une » panique universelle ».

» Voilà ce que du fond de votre cabinet, et sans » péril de la contradiction, vous ne craignez pas de » dénoncer à des milliers de lecteurs ! Ce rôle usurpé » d'accusateur public est un scandale qui soulève l'in- » dignation. On ne voit ici que la violence et le mépris » des droits les plus élémentaires de l'humanité. »

Le rédacteur de l'*Union* oubliait, en écrivant ces lignes, qu'il eût été facile de remettre sous ses yeux vingt passages de ce journal contre le parti républicain non moins violents et non moins injustes que ce qui soulevait son indignation.

Le gouvernement, ne voulant pas avoir l'air de frapper uniquement sur les journalistes légitimistes, mit la main sur quelques écrivains appartenant à d'autres partis : MM. Chatard et Charreau père, de

l'Estafette; Théodore Pelloquet, du *National*; Venet, Vergniaud, Monselet, Étienne Gérard, accusés de correspondances clandestines, et sur quelques correspondants italiens et allemands. Un Polonais, M. Tanski, ancien rédacteur du *Journal des Débats*, qui avait reçu des lettres de grande naturalisation de M. Guizot, et qui devait plus tard être mis à la tête du bureau de police de l'armée de Crimée, fut également incarcéré. M. Walewski et M. de Rothschild le réclamèrent vainement; il resta plusieurs jours en prison, ainsi que M. Monselet (1).

MM. Aubertin, de Chantelauze, Virmaître, Planhol et Flandrin, traduits en police correctionnelle, subirent une condamnation dont le ministère public crut devoir interjeter appel à *minima*; les condamnés en

(1) M. Charles Monselet adressa la lettre suivante au rédacteur de l'*Assemblée nationale* :

« Paris, 12 février 1853.

» Monsieur,

» Les motifs de mon arrestation ont été diversement interprétés, je tiens à rétablir les faits.

» Je dînais dimanche dernier chez un de mes amis, en compagnie de plusieurs personnes estimables, lorsque vers le milieu du dessert un commissaire de police se présenta escorté de ses agents.

» Le commissaire de police procéda séance tenante à une perquisition minutieuse. Il trouva chez mon ami deux pistolets en mauvais état, un fusil sans batterie, des brochures politiques et une statuette de la Liberté, petit module.

» Lorsque des personnes que je connais pour être parfaitement honorables m'invitent à dîner, je n'ai pas l'habitude de m'enquérir si elles sont ou non bonapartistes. On m'a prouvé que c'était un tort.

» En dépit du mince résultat de la saisie, nous fûmes conduits à la préfecture de police. Nous y passâmes la nuit dans un parloir dallé. Le lendemain matin, M. Boudrot, commissaire des délégations, me conduisit en voiture à mon domicile, afin que j'y fusse témoin des recherches que l'on voulait faire. Décidément, moi, l'auteur de dix ouvrages réactionnaires, j'étais suspect de démagogie.

• Les premiers objets qui frappèrent la vue du commissaire furent une

appelèrent aussi, car leur condamnation soulevait une question de la plus haute importance. Toute preuve est-elle bonne pour la justice de quelque part qu'elle vienne, et le préfet de police a-t-il le droit sans limite de saisir et d'arrêter les lettres ? Le tribunal de première instance avait répondu : Oui ; la cour infirma son jugement sur ce point, et dans les considérants de son arrêt elle restreignit le droit du préfet de police au flagrant délit, à charge pour lui d'en prévenir la justice.

Le gouvernement, en insérant au *Moniteur* le manifeste du comte de Chambord, s'était donné des airs de traiter avec la plus souveraine indifférence les actes du prétendant et de son parti. L'évêque de Luçon et M. de Vogué apprirent à leurs dépens que

copie du *Dernier appel des victimes de la terreur*, de Charles Muller, et le portrait de Guétry. Sur le bureau étaient éparpillés des épreuves de l'*Histoire du tribunal révolutionnaire*, et les lecteurs de l'*Assemblée nationale* savent l'esprit qui a dicté cette histoire.

» Cela n'empêcha pas M. le commissaire de se livrer à des recherches minutieuses qui amenèrent la découverte d'une lettre de M. Lamoricière me remerciant d'un article publié par moi dans la *Revue de Paris*, et d'une foule de lettres autographes signées : Cuvillier-Fleury, Sainte-Beuve, Arsène Houssaye, Philarète Chasles, etc.

» Ces deux heures de remue-ménage passées, je crus à ma mise en liberté immédiate, d'autant que j'avais écrit le matin à M. le préfet de police pour me réclamer de sa bienveillance très connue, et lui offrir les plus honorables cautions. Il faut croire que la bienveillance de M. le préfet a été empêchée dans cette circonstance, car, incarcéré le dimanche, je ne suis sorti que le vendredi soir de la Conciergerie, après une instruction de cinq minutes.

» J'ai appris que les conspirateurs mes coaccusés avaient été mis en liberté le même jour.

» Je n'ai rien à ajouter, Monsieur, à la narration de cet événement singulier auquel j'accorderais volontiers le nom de mystification, si les temps prêtaient davantage à la plaisanterie.

» Recevez, Monsieur le Rédacteur, mes compliments empressés.

» CH. DE MONSELET. »

le gouvernement s'était ravisé. Le juge d'instruction et le procureur impérial près le tribunal de première instance de Fontenay se présentèrent chez le prélat, escortés de la brigade de gendarmerie commandée par un lieutenant, et se livrèrent aux perquisitions les plus sévères. La maison de M. de Vogué fut visitée du haut en bas avec le même soin. D'autres perquisitions eurent lieu en 1853 en Vendée. Des légitimistes de Douai et de Bourges, traduits devant les tribunaux sous la prévention d'avoir fait circuler la protestation du comte de Chambord, ayant été acquittés à la suite d'une plaidoirie de Berryer, le gouvernement se promit de prendre les légitimistes en flagrant délit de société secrète.

Les journaux officieux ne tardèrent pas en effet à révéler au public l'existence de la *Ligue fédérale*. Un libraire, un compositeur de musique, un passementier, un ex-greffier, un papetier, un médecin et un invalide composaient, disaient-ils, cette association « essentiellement militaire ». On ne s'en serait guère douté, sans la présence d'un invalide dans ses rangs. La police avait depuis longtemps les yeux sur la *Ligue fédérale*. Le 14 mai 1853, elle saisit chez un corroyeur du quai Saint-Michel des brevets portant au milieu d'un cachet : « *Liberté, égalité, fraternité!* » et en exergue : « *Justice aux provinces. Tout pour le peuple et par le peuple.* » En tête de ces brevets brillait la devise : « *Fides, robur sic normannis victoria semper* » ; puis ces mots : *France, Deus, rex, patria, récompense* ». Ces brevets étaient destinés aux officiers ; on lisait au bas : « Nourriture : viande, légu-

mes, pain blanc, 1 kilo; vin, 1 litre, ou 2 litres de cidre pur; tabac, 16 grammes; eau-de-vie, 3 petits verres. En campagne, le nombre des rations augmentera selon les règles établies pour tous les grades. Les jours de fête, la broche. »

Un certain Adjutor Dubuisson, réfugié en Belgique, expulsé de Turin pour la publication du prospectus d'un journal intitulé *l'Étendard*, dirigeait la *Ligue fédérale*. Dubuisson, résidant à l'étranger, comptait principalement sur un papetier du passage Choiseul, nommé Jeanne, pour recruter l'armée royale : « Tra-
» vaillez le plus possible, lui écrit-il, le roi et la reine
» ont déclaré qu'à la première occasion ils monte-
» raient à cheval, et se feraient tuer ou qu'ils entre-
» raient à Paris. Donc nous devons redoubler de
» travail pour avoir une belle armée pour les rece-
» voir. Excitons Poissy; envoyez-moi le plan de
» Vincennes, il faut embaucher l'officier de Vincen-
» nes : je vous autorise à promettre grades et faveurs;
» tâchons de nous créer un parti à Vincennes ou au
» Mont-Valérien. Il faut que nous enlevions ces deux
» forts. » Adjutor Dubuisson, dans sa correspon-
dance, se montrait parfois peu respectueux pour
certains chefs du parti légitimiste. « Pastoret se con-
» duit mal, aussi je vous recommande de ne rien
» dire au gros... Il y en a que vous croyez excellents,
» et qui sont plus canailles que Pastoret... L'ordre
» est de ne rien dire au gros, il faut se méfier d'eux
» comme de reptiles; le patron les connaît bien, aussi
» ce sont ses instructions que je vous transmets. »

Le papetier Jeanne, chargé d'enlever Vincennes et

le Mont-Valérien, ne demandait pas mieux que d'agir, mais il s'alarmait des bruits répandus sur la réconciliation entre les deux branches de la maison de Bourbon. L'idée d'une fusion répugnait à sa conscience; Adjutor Dubuisson s'empresse de le rassurer : « Jamais de fusion, le patron aimerait mieux ne jamais » revenir. Il accordera le pardon, si on le lui demande, » rien de plus. Pour le patron, la fusion est seule- » ment une soumission de la part des Orléans, et il » a une tête à lui. Il prétend qu'après Louis XIX, » c'est Henri V qui a été roi, et non pas Louis- » Philippe l'usurpateur. »

Les conspirateurs se méfiaient aussi de la noblesse. « Il n'est que trop vrai, leur répond Adjutor Dubuis- » son, la noblesse est gangrenée; mais patience, on » l'anéantira. » Ce qui le préoccupait encore plus que l'avenir de la noblesse, c'était la possession de Vincennes; il lui faut cette forteresse : « Tout est là. Le » patron veut débiter par Paris en maître, et moi » je tiens à lui assurer une retraite en cas de mal- » heur. Personne ne doit connaître les intentions du » patron; il a secoué son indifférence apparente, et » à présent il parle en maître et en roi qui est dis- » posé à imiter Henri IV, et cela très prochainement. » Dubuisson pressait d'autant plus le papetier Jeanne de s'emparer de Vincennes, que des rapports sûrs lui faisaient connaître que les Orléans étaient à la tête d'une immense organisation, que leur parti se tenait prêt à agir, et qu'il fallait, officiers et soldats, se tenir sur le qui-vive pour profiter de la victoire.

Adjutor Dubuisson ne comparut pas devant la cour,

la police se garda bien de mettre la main sur lui. Parmi les accusés on remarquait deux jeunes ouvriers, Sicard et Germain, qui figuraient dans une lithographie publiée à l'époque du voyage de Wiesbaden, et représentant le comte de Chambord présidant la table royale, ayant à ses côtés une paysanne bretonne et M. Berryer. Un nommé Piégeard, ancien mouchard de 1816 à 1830, à qui son titre de beau-père de Proudhon donnait une espèce de célébrité, et un Jamet que M. de la Rochejacquelein avait fait nommer directeur du théâtre des Délassements, figuraient parmi les accusés. Ce Jamet, avant de devenir directeur de spectacle et conspirateur, avait arraché des dents « dans l'intérêt légitimiste », dit l'accusation. M. de la Rochejacquelein, interrogé sur le compte d'Adjutor Dubuisson, répondit : « Je déclare que moi » qui ai joué un assez grand rôle dans le parti légitimiste, je ne connais pas Dubuisson. J'ignore même » s'il existe. » M. de Blamont, adjudant-major à l'hôtel des Invalides, interrogé sur l'invalides Alvarez, membre de la *Ligue fédérale*, ne savait rien sur ses opinions politiques. « Les invalides causent beaucoup » entre eux, ajouta-t-il, mais nous avons un tiers de » nos pensionnaires qui ne savent ce qu'ils disent. » L'invalides n'échappa point cependant à la condamnation qui frappa ses coaccusés. Ce procès ridicule accéléra la chute de M. de Maupas et la suppression du ministère de la police.

Les défections augmentaient chaque jour dans le parti légitimiste militant. La messe annuelle d'actions de grâces pour la naissance du duc de Bordeaux

n'avait réuni en 1853 qu'un petit nombre de fidèles, peu de chefs marquants, point d'ouvriers. Le clergé, qui forme une des fractions importantes du parti, se rattachait chaque jour plus étroitement à l'empire ; l'évêque de Cambrai, M^{sr} Parisis, s'était mis en quelque sorte aux pieds de l'Empereur à son passage en Flandre. Quelques rares pèlerins allaient chercher à Frohsdorf un mot d'ordre qu'on ne pouvait pas leur donner. Les conseillers du comte de Chambord étaient divisés. M. de Lévis proposait de rester dans une politique expectante ; le duc Des Cars et le marquis de Saint-Priest auraient voulu un peu plus de mouvement et d'action : des dons aux communes, aux écoles, aux églises. Pourquoi le comte de Chambord ne publierait-il pas en outre un livre sur une des questions économiques, politiques, financières, philosophiques, soulevées depuis cinquante ans ? Un prétendant essayant de reconquérir son royaume par l'économie politique, c'était une tentative nouvelle assurément.

Une grande victoire vint enfin compenser les échecs de l'opposition légitimiste. Le *Jockey-Club* et le *Club de l'Union*, les deux cercles les plus aristocrates de Paris, renouvellent leur bureau chaque année. L'habitude est de réélire les membres du bureau. Le président du *Club de l'Union*, M. de Crouseilles, venait d'être nommé sénateur, en même temps que M. Delamarre, président du *Jockey-Club* ; ils ne furent renommés ni l'un ni l'autre : l'un fut remplacé par M. de Chalais ; l'autre par M. de Biron. La lutte fut si vive et l'on attachait tant d'importance au résultat, que les membres du *Jockey-Club*, aides de camp, offi-

ciers d'ordonnance ou écuyers de l'Empereur, abandonèrent leur service à Saint-Cloud pour mettre leur bulletin dans l'urne.

Le gouvernement, alarmé sans doute par cet échec, redoubla de surveillance et de précautions contre les légitimistes. Le comte de Chambord ayant demandé à emprunter au Crédit foncier 800 000 francs sur le domaine de Chambord, le directeur de cet établissement ne crut pas pouvoir, sans en référer au chef de l'État, conclure une affaire « qui pouvait devenir une sorte d'assurance contre les éventualités politiques ». La police, en août 1855, fit des perquisitions très sévères et très minutieuses chez des marchands du faubourg Saint-Germain pour découvrir des emblèmes légitimistes.

Les journaux du gouvernement jugèrent à propos, au moment de la guerre de Crimée, d'accuser les légitimistes de rester indifférents aux succès de nos armes. M. de la Rochefoucauld, duc de Doudeauville, protesta contre ce qu'il appelait une insigne calomnie : « Française avant tout, l'opinion légitimiste ne vit » que d'abnégation et de dévouement, elle chérit la » patrie, et s'il est pas permis de ne pas partager ses » sentiments, il ne l'est pas de les méconnaître. » Un des membres les plus ardents du parti légitimiste, M. Léo de Laborde, prit à son tour la plume pour déclarer qu'il n'avait pas attendu si longtemps pour remercier Dieu d'avoir rendu à son pays le rang qui lui appartient dans le monde : « Il y a plus de vingt- » cinq ans, je bénissais la Providence, quand le dra- » peau français flotta sans partage sur les murs

» d'Alger la guerrière, deux mois après qu'un ministre de Charles X avait apporté à l'Angleterre menaçante l'éclatant défi de s'y opposer, et j'ajoute avec orgueil, et à l'impérissable mémoire du gouvernement légitime, que la France était libre au dedans, quand son roi la fit grande et glorieuse au dehors. »

L'affaire suivante, dans laquelle la police française joua un rôle, servit sans doute de prétexte aux accusations portées contre les légitimistes. Le comte de Montemolin crut devoir, à l'exemple de son cousin le comte de Chambord, lancer en 1854 un manifeste à la nation espagnole pour l'engager à rétablir « dans toute son intégrité et dans son ancienne splendeur cette gloire incomparable qui, dans d'autres temps, faisait des Espagnols un sujet d'envie pour l'univers ». Le comte de Montemolin ajoutait : « Pour atteindre ce but, trois choses suffisent : un trône à l'abri des tempêtes populaires, des hiérarchies et des classes modératrices qui éclairent le trône de leurs conseils, le défendent de leurs bras, et soient une représentation nationale véritable et indépendante. » M. de Montemolin offrait aux Espagnols son nom « comme une consolation et une espérance » ; il « les embrassait comme un ami, comme un père, avec l'accent de la vérité et avec la voix de l'histoire ». Le gouvernement espagnol eut bientôt réprimé les tentatives d'insurrection légitimiste qui eurent lieu en Catalogne et en Navarre à la suite de la publication de ce manifeste. Les insurgés carlistes se plaignirent des rigueurs du gouvernement français. Les journaux légitimistes s'étant faits les



interprètes de leurs plaintes, la presse officieuse leur répondit : « Le mouvement insurrectionnel espagnol » s'est organisé en France, les légitimes français sont » les complices des légitimes espagnols, le comte » Montemolin et le comte de Chambord s'entendent. » MM. Des Cars et Chapot, leurs agents communs, se » sont rendus en Russie, où le duc de Lévis les a pré- » cédés, et ils ont eu une entrevue avec le prince » Gortschakoff pour décider le czar à subventionner » la guerre civile en Espagne. »

La police française avait en effet saisi chez le général espagnol Elliot un rapport écrit de sa main, exposant que M. le duc Des Cars et M. Chapot, porteurs d'une lettre du comte de Chambord pour le czar, étaient parvenus, après beaucoup d'efforts, à obtenir un entretien du prince de Gortschakoff. Le ministre des affaires étrangères russe avait vu quelque temps auparavant le duc de Lévis, il lui avait parlé de l'Espagne; mais ce dernier n'ayant aucun pouvoir, il n'avait pas pu entamer de négociation avec lui. Gortschakoff hésita longtemps à remettre au czar la lettre apportée par le duc Des Cars; il lui demandait toujours : « Savez-vous ce qu'elle contient? » Il finit pourtant par la recevoir. Une diversion en Espagne ne déplaisait pas au gouvernement russe. Le parti légitimiste ne demandait que quelques millions. Qu'était-ce, donc quelques millions de plus ou de moins, quand on avait l'Europe sur les bras et qu'on en dépensait des centaines? Le czar lut la lettre. Le parti légitimiste se crut un moment sûr du succès de sa démarche auprès de lui. Cabrera n'attendait qu'un

signal pour entrer en Espagne ; ce signal ne fut pas donné. Le comte de Montemolin s'apercevant bientôt qu'il ne pouvait pas compter sur la Russie, ne songea plus qu'à se procurer d'autres subsides par un emprunt souscrit par lui, l'infant, le duc de Modène, le comte de Chambord et « la Berry ». C'est le mot dont se sert le général Elliot.

Le duc Des Cars et M. Chapot protestèrent contre le rôle qu'on leur attribuait dans la pièce saisie par la police ; mais l'insulte faite à quelques-uns des membres les plus marquants de l'opposition légitimiste, accusés de menées antipatriotiques, n'empêcha point le parti légitimiste tout entier de rester fidèle à son alliance avec le gouvernement. La légitimité, loin d'être un danger pour l'empire, contribuait puissamment, au contraire, à sa sécurité, en lui assurant le concours de l'aristocratie toujours si forte dans un pays comme la France.

L'orléanisme faisait-il courir des dangers plus sérieux à l'empire ?

La bourgeoisie, qui avait abandonné la monarchie de Louis-Philippe, la veille du 24 février, se rattacha plus tard au gouvernement du général Cavaignac qu'elle aurait voulu conserver, et qu'elle laissa périr par peur du socialisme. La classe moyenne, encore en proie à cette terreur et à celle du 2 décembre, se sentait trop épiée, trop surveillée (1), pour oser seu-

(1) La circulaire suivante prouve de quel réseau d'espionnage le gouvernement impérial enveloppait la société française :

« Monsieur le commissaire de police,

» Je vous adresse une première instruction dont je vous invite à méditer l'esprit et la lettre.

lement donner signe de vie. L'orléanisme, qui recrutait autrefois ses partisans dans cette partie de la société, perdait ainsi sa principale force. L'armée et la magistrature, ses deux autres appuis, lui manquant également, il n'était pas pour l'empire un ennemi plus redoutable que la légitimité. Il ne perdit pas cependant tout de suite l'espoir de rétablir la monarchie constitutionnelle.

La nouvelle du coup d'État fut connue à Londres le 3 décembre dans l'après-midi. Le prince de Joinville et le duc d'Aumale s'embarquèrent dans la soirée à Folkestone, emmenant avec eux le comte de

» Vous devez correspondre directement avec moi pour tout ce qui concerne la police générale de la sûreté de l'État.

» Vous ne devez donner à qui que ce soit communication de nos dépêches, portant en titre le mot *confidentielle*.

» A partir du 1^{er} avril prochain, vous m'adresserez régulièrement un rapport le 1^{er} et le 15 de chaque mois.

» Vous me ferez connaître avec la plus grande exactitude les noms, demeures et professions de tous les individus, sans distinction de rang, de fonctions ou de professions, qui, par des paroles, des actes, des écrits, des menées ou des provocations quelconques, manifesteront, soit à l'égard du gouvernement, soit envers la personne du chef de l'État, des *opinions* hostiles ou des *intentions* malveillantes.

» Vous m'adresserez ensuite l'état nominatif, avec indication de la résidence de tous les fonctionnaires actuellement en exercice dans l'étendue de votre arrondissement.

» L'état général comprendra : le clergé ; — les officiers généraux ; — les officiers de recrutement ; — les officiers et sous-officiers de gendarmerie ; — les magistrats, juges et conseillers ; — les juges de paix ; — les greffiers ; — les huissiers ; — les notaires ; — les avoués ; — les commissaires priseurs ; — les membres du conseil général ; — les maires des cantons et des communes ; — les adjoints ; — les conseillers municipaux ; — les professeurs et instituteurs ; — les ingénieurs et conducteurs des ponts et chaussées ; — les employés des finances ; — les employés des contributions directes et indirectes ; — les employés des poids et mesures ; — les administrateurs des hospices, des bureaux de bienfaisance et des caisses d'épargne ; — les médecins et officiers de santé ; — les pharmaciens et sages-femmes ; — les employés des caisses de retraite, des compagnies d'assurance, des entreprises de messageries, etc., etc.

» Signé DE RANCÉ. »

Paris et le duc de Chartres. Le lendemain ils étaient en France. Les voyageurs se dirigèrent sur Paris par la Picardie. Le prince de Joinville fut obligé par une indisposition grave de s'arrêter à Ham, où d'ailleurs il espérait se mettre en relation avec les généraux prisonniers dans la forteresse, et faciliter leur évation. Le duc d'Aumale, arrivé aux portes de Paris, s'arrêta dans la maison de campagne d'un serviteur dévoué de sa famille avec ses deux neveux. Son intention était de faire appel à l'armée, et de restaurer le régime parlementaire avec son concours. Les princes d'Orléans comptaient sans doute un grand nombre d'amis particuliers dans l'armée, mais l'armée elle-même était-elle orléaniste ? L'armée, comme tous les grands corps, n'obéit, ainsi que nous l'avons dit, qu'à ses propres intérêts. Menacée de changements radicaux dans son organisation par le triomphe des républicains, elle assura celui du bonapartisme. L'arrestation des généraux Cavaignac, Lamorcière, Changarnier, Bedeau, Le Flô, lui causa sans doute un certain mécontentement ; elle sentit bien qu'en emprisonnant ses chefs les plus glorieux, elle avait rempli une tâche peu honorable ; mais ne devait-elle pas donner des gages et prouver son adhésion au nouveau régime ? Les généraux du coup d'État y étaient rivés ; aussi le général Canrobert, qui s'était engagé à donner sa démission, ne se contenta pas de manquer à cette promesse ; il accepta le titre d'aide de camp de Louis Bonaparte, pour l'aider à sauver la société. Le colonel Espinasse, tiré par le duc d'Aumale des mains des Arabes, ne marchait

pas l'expression de sa reconnaissance à son sauveur, mais il gardait son dévouement pour l'homme qui avait sauvé la France de l'anarchie. Le pays avant tout. Les chefs de l'armée, même ceux qui entretenaient des correspondances avec les princes d'Orléans, croyaient justifier leur défection par ce prétexte. Le duc d'Aumale s'aperçut bientôt que toute tentative de séparer l'armée du bonapartisme était inutile pour le moment. Les généraux prisonniers à Ham avaient été mis hors du territoire. Le prince de Joinville, le duc d'Aumale et leurs neveux regagnèrent l'Angleterre.

La magistrature trouva le prétexte de l'armée commode et s'empessa de s'en servir pour couvrir sa défection. L'application du décret du 2 mars 1852 sur la limite d'âge atteignit deux conseillers à la Cour de cassation, six premiers présidents de cour d'appel, douze présidents de chambre, soixante-deux conseillers, vingt et un présidents de chambre, dans les tribunaux de première instance, huit vice-présidents, quarante-six juges. Les magistrats mis de plein droit à la retraite restaient cependant, aux termes du décret, en possession de leur charge jusqu'à ce qu'il fût pourvu à leur remplacement. Démissionnaires de droit, ils devenaient amovibles de fait. Le gouvernement, par ce décret, tenait une partie de la magistrature. La dynastie de Juillet comptait encore parmi les magistrats un grand nombre de partisans protégés par l'inamovibilité. Le public s'attendait à des protestations éclatantes de leur part; mais, chose triste à dire, tous, sauf deux ou trois placés sous le coup du décret du 2 mars, se rendirent le 4 avril à

l'Élysée pour prêter le serment prescrit par la Constitution entre les mains du Président. MM. Portalis, Dupin, Matter, Delangle, Plougoulm, Dessauret, Poulle, Chegaray, Amilhau, Barthe, Merilhou, Franck-Carré, dont les noms sont si intimement liés à l'histoire de Louis-Philippe, les juges qui avaient condamné le prince Louis-Bonaparte, les membres mêmes de la haute cour qui, l'année précédente, prononçaient sa mise en accusation, jurèrent de lui être fidèles.

Le « grand parti de l'ordre », voyant dans le camp opposé les forces qui lui servaient autrefois d'appui, la magistrature et l'armée, faisait céder ses rancunes à ses craintes, et se résignait à subir l'empire pour éviter la république. L'entente entre les membres de ce parti n'avait point d'ailleurs survécu au coup d'État ; la discorde séparait non seulement les deux grandes fractions de ce parti, mais encore chaque fraction était divisée. M. de Montalembert, rallié un moment au coup d'État, expiait ce moment d'erreur sous les coups du journal de l'orléanisme militant imprimé à l'étranger (1) ; M. de Falloux se tenait dans une espèce de réserve ; les journaux des deux partis se livraient à d'amères récriminations les uns contre les autres.

(1) « M. de Montalembert peut durer encore quelque temps avant que son personnage s'évanouisse, comme c'est la destinée de tous ceux qui, dans la vie politique, n'ont eu de l'homme d'État que l'apparence et la vanité ; mais l'heure est marquée où il doit à son tour disparaître dans cette ombre qui a déjà reçu tant de fonctions depuis 1848. Et là, qu'est-ce qui subsistera de lui ? La mémoire de quelques jolies impertinences, de quelques postiches littéraires, et d'un bon nombre d'étourderies. » L'au-

Ces récriminations qui auraient dû, semble-t-il, cesser du côté des légitimistes devant la confiscation des biens de la maison d'Orléans, s'envenimèrent à cette occasion. La *Gazette de France* répondit à l'*Assemblée nationale* qui s'apitoyait sur une vente de tableaux de la duchesse d'Orléans : « L'*Assemblée nationale* contient une élégie sur une prétendue » collection de tableaux ayant appartenu au duc » d'Orléans et que sa veuve fait vendre à la criée. Le » décret du 22 janvier, qui sert ici de prétexte à cette » vente, ne s'opposait nullement à ce que M^{me} la » duchesse d'Orléans fit venir à Eisenach ou à » Claremont les tableaux choisis par son mari pour » l'instruction de son fils. Le souvenir d'un époux » ou d'un père devait rendre cette collection plus » précieuse pour M^{me} la duchesse d'Orléans que » les cent mille francs qui résulteront de cette vente. » Le sujet est donc assez mal choisi par l'*Assemblée nationale* pour une élégie sentimentale.

» Que n'y joignait-on aussi des doléances sur le » malheur de ces princes faisant vendre à Dreux les » fleurs qui décoraient les tombes de leurs parents, » et jusqu'à la cloche de la chapelle funèbre, afin de

teur de ce portrait ajoutait pour compléter la physionomie : « Nous n'avons jamais pensé qu'il lui manquât une certaine conviction de son choix : il n'a pas été inutile à la cause de l'ordre, toutes les fois qu'elle offrait un thème commode à ses passions, et nous le prendrions volontiers pour le meilleur chrétien du monde, si la plus vive reconnaissance qu'il sente en lui-même à l'égard de Dieu n'était pas de lui avoir donné tout l'esprit qu'il a. Mais M. de Montalémbert n'a point l'âme noire : ceux qui l'en soupçonnent n'en jugent que par les dehors : au fond, c'est un étourdi, mais, répétons le mot, et comme l'on disait aussi du temps de la Fronde, un important : les deux vont assez bien ensemble. » (*Bulletin français* du 8 janvier 1852.)

» pouvoir ajouter quelques mille francs à leur fortune encore colossale?... »

Cette acrimonie s'explique par une lettre que M. de Falloux, sortant de la réserve dans laquelle il s'était tenu jusqu'alors, crut devoir publier précisément à la veille de l'apparition du décret du 22 janvier. Cette lettre, favorable au gouvernement bonapartiste, causa une surprise très pénible aux amis du comte de Chambord et des princes d'Orléans. Le *Bulletin français* se fit l'interprète de l'irritation des orléanistes : « Quelles que soient les qualités personnelles et toutes viriles de M. de Falloux, il lui manque la plus indispensable peut-être de celles qu'il faut pour mener une politique : il n'a pas l'esprit sûr. Il est quelqu'un par lui-même, par sa contenance, par son sang-froid ; mais il s'efface trop vite devant les faits accomplis, et s'amuse à les commenter au moyen des lieux communs d'une philosophie superficielle, plutôt qu'il ne les domine avec le simple bon sens d'un homme d'État. »

Les relations entre les orléanistes et les républicains ne pouvaient pas être bien intimes. Les journaux des deux partis cependant ne cherchaient pas les occasions de se livrer à des polémiques irritantes. Le colonel Charras avait écrit à M. de Sévigny, comme conseiller général du Puy-de-Dôme, une lettre de refus de serment qui se terminait ainsi : « Pour les républicains il n'y a qu'un engagement à prendre, et celui-là je l'ai déjà pris, c'est de hâter de tous leurs efforts le moment où la France brisera le joug

» qui lui a été imposé en un jour de surprise et de
» défiance... » Le *Bulletin français* ajoutait après
avoir reproduit cette lettre : « Les anciens républicains
» honnêtes et sensés, comme le colonel Charras,
» comprennent, selon ses propres paroles, qu'ils n'ont
» plus maintenant « qu'un engagement à prendre » :
» c'est celui qu'ils peuvent prendre avec nous et que
» nous pouvons prendre avec eux : l'engagement sacré
» de travailler à la délivrance du pays. »

Des tentatives eurent lieu pour amener une action commune entre les deux partis sur le terrain orléaniste et républicain d'un pouvoir personnel à vie, sorte de stathoudérat décerné à l'un des princes d'Orléans en dehors de la loi de l'hérédité ; mais ces tentatives ne pouvaient pas avoir à cette époque de résultat sérieux.

L'orléanisme, composé de gens instruits, appartenant aux professions libérales, est un parti qui fait de la tactique plutôt que de la conspiration. C'est par la tactique parlementaire et par la presse qu'il était parvenu à ébranler la république. Celle-ci avait accordé à ses ennemis le champ libre et le *fair play*. L'empire se montra moins généreux. Les orléanistes ne purent l'attaquer qu'à l'étranger, dans le *Bulletin français* dont nous venons de citer quelques extraits, publié à Bruxelles depuis les premiers jours du mois de janvier 1852. Ce journal, rédigé par M. Alexandre Thomas, ancien professeur de l'Université, démissionnaire pour refus de serment, rédacteur de la *Revue des deux mondes*, et M. d'Haussonville, qui avaient quitté la France après le coup d'État, excitait

les susceptibilités et les alarmes du gouvernement impérial. Le *Bulletin français*, tiré à un nombre considérable d'exemplaires, défiait toutes les saisies de la police, grâce aux précautions de l'éditeur, qui faisait circuler son journal en l'intercalant dans d'autres publications, notamment dans la *Belgique communale*. M. Quinette, ministre de France à Bruxelles, reçut l'ordre d'exiger la suppression ou tout au moins la suspension du journal orléaniste. M. Quinette ajoutait à l'appui de sa demande : « On ne saurait objecter que la législation en vigueur en Belgique ne permet pas la suspension d'un journal imprimé et édité par des nationaux ; car évidemment il ne s'agit pas ici d'une feuille périodique destinée à la Belgique, mais d'un pamphlet que son titre dénonce comme une œuvre étrangère, et dont le contenu doit être exclusivement attribué à des plumes françaises. » M. Tesch, ministre de la justice, en transmettant cette lettre au procureur général et en lui demandant son avis sur les mesures à prendre, ajoutait que quels que fussent les rédacteurs, les éditeurs et les imprimeurs d'un journal, il ne se croyait pas autorisé à procéder contre eux préventivement ou par voie administrative.

M. d'Haussonville, ancien chargé d'affaires de France en Belgique, connaissait la plupart des hommes politiques de ce pays. M. Rogier, ministre de l'intérieur, ne lui cacha pas qu'il serait peut-être contraint de l'expulser du territoire belge. M. de Bassano, devenu ambassadeur de France à Bruxelles, se montrait en effet plus pressant encore que son

prédécesseur M. Quinette. Il écrivait le 14 février 1852 au ministre pour « provoquer des poursuites immédiates » contre le septième numéro du *Bulletin français* daté du 12 février. Le gouvernement belge ne manquait pas dans ce moment de bonnes raisons pour redouter le mécontentement du gouvernement français. Il se rappelait ce passage du rapport adressé par Saint-Arnaud au Président de la République le 25 décembre 1851 : « La 6^e division militaire est celle de Strasbourg, destinée par sa force et sa position à ne changer jamais *tant que les frontières elles-mêmes ne changeront pas.* » La crainte d'une invasion française n'était pas encore calmée. Le ministre de la justice découvrit donc une loi de 1816, dirigée contre les rédacteurs du *Nain jaune*, et qui parut applicable aux rédacteurs du *Bulletin français*. MM. Alexandre Thomas, d'Haussonville et Tardieu, sténographe du *Moniteur*, furent traduits devant le jury. MM. Berryer et Odilon-Barrot, autorisés par le président de la cour d'assises de Bruxelles, devaient défendre les accusés ; mais avertis qu'en venant en Belgique ils s'exposaient à ne plus rentrer en France, ils restèrent à Paris. Leur éloquence n'était pas du reste indispensable aux accusés, certains d'avance d'un acquittement. Le séjour de la Belgique fut interdit administrativement à MM. d'Haussonville et Thomas, mais le *Bulletin français* reparut à Londres sous le nom de *Nouveau Bulletin français*.

Un autre procès jugé en France attira de nouveau l'attention publique sur le parti orléaniste. Ils'agissait de la confiscation de l'héritage de Louis-Philippe.

Le lendemain de la révolution de Février, les biens de la famille d'Orléans avaient été frappés d'un séquestre provisoire. M. Jules Favre demanda l'annulation de l'acte du 7 août 1830, par lequel le nouveau roi avait fait passer ses biens sur la tête de ses enfants, ainsi que l'avait fait Charles X, sans qu'aucune mesure ait été prise pour annuler l'acte de ce dernier. Cette proposition, renvoyée au comité des finances de l'Assemblée constituante, où siégeaient en grande majorité des républicains, ne fut pas prise en considération. Louis-Napoléon Bonaparte, moins scrupuleux, reprit la proposition et l'appliqua, comme on le sait, par trois décrets insérés au *Moniteur* le 23 janvier 1852 (1).

M. Teste, ancien ministre des travaux publics, condamné comme concussionnaire, consentit à les rédiger. Il obtint sa mise en liberté pour prix de ce service. Ces décrets devaient être soumis à l'examen du Conseil d'État. M. Reverchon, chargé par M. Mailard, président de la section du contentieux, de prendre la parole au procès en qualité de commissaire du gouvernement, fut tout surpris de recevoir un matin la visite de M. le président du Conseil d'État, Baroche, qui amena bientôt la conversation sur l'importante affaire qui occupait tous les esprits. M. Baroche émit son opinion, comptant par cette marque de confiance s'attirer celle de son interlocuteur. Mais M. Reverchon se tint sur la réserve. « Je suis magistrat, dit-il, je ne dois faire connaître mon opi-

(1) Voyez tome I^{er}, p. 396.



nion qu'à l'audience.» M. Baroche protesta qu'il n'avait nullement l'intention de pénétrer dans la conscience du juge, qu'il parlait à un collègue et à un ami. M. Reverchon, se laissant aller à un mouvement d'abandon, convint de son intention de conclure contre les décrets. M. Baroche aussitôt de lui insinuer qu'il ferait sagement de remettre le dossier entre ses mains. Il parle d'abord en égal et bientôt en maître : l'ami, le collègue, cèdent la place au supérieur ; le président du Conseil d'État exige que les pièces soient remises entre ses mains. M. Reverchon refuse et va rendre compte de sa conduite à M. Maillard, qui le félicite de sa belle résistance. Il se retire. A peine rentré chez lui, il reçoit de ce même M. Maillard une lettre dans laquelle il lui redemande le dossier pour le confier à M. Magne. M. Baroche s'était rendu chez le président de la section du contentieux, et sa visite avait suffi pour amener ce brusque changement.

Neuf conseillers d'État devaient, dit-on, voter contre le décret ; huit en effet déposèrent un vote négatif ; le neuvième était M. Wäisse, ancien préfet du temps de Louis-Philippe, ancien ministre de l'intérieur dans le cabinet provisoire de la fin de 1851. On lui fit comprendre qu'il s'agissait d'un acte politique, et qu'il allait se prononcer pour ou contre le prince. Son choix ne fut pas douteux ; il ne tarda pas à en être récompensé par la préfecture de Lyon, et plus tard par le titre de sénateur.

M. Bocher, ancien préfet et représentant du peuple à l'Assemblée législative, appelé à continuer la liqui-

dation et l'administration des biens de la famille d'Orléans, ne pouvait laisser sans réponse les décrets du 22 janvier qui portaient une si rude atteinte à la mémoire de Louis-Philippe et aux intérêts de ses enfants ; il se contenta de réunir en brochure et de publier la lettre de démission que M. le procureur général Dupin avait écrite aussitôt qu'il eut eu connaissance de ces décrets ; une lettre de MM. Dupin, de Montalivet, Scribe, Laplagne-Barris, de Montmorency, exécuteurs testamentaires du roi, et une consultation judiciaire signée des principaux avocats du barreau de Paris. Les journaux anglais admis en France avaient donné à ces documents une publicité considérable. M. Bocher crut donc pouvoir les adresser aux principaux membres du clergé, aux chefs de l'armée, à la magistrature et au barreau ; il eut recours pour ses envois dans Paris à une maison dont l'industrie consiste à distribuer des imprimés. M. Bocher fut arrêté au moment où il se rendait chez cet industriel, dont les employés subirent les interrogatoires les plus rigoureux ; il comparut en police correctionnelle pour répondre à la prévention de distribution d'écrits prohibés.

M. Odilon-Barrot, qui avait tant contribué à ouvrir au prince Louis-Napoléon Bonaparte le chemin du trône, défendit avec beaucoup d'éloquence la famille d'Orléans menacée dans sa fortune, dit-il, « par un... décret, par un... jugement... comment appellerai-je cet acte ? » — M. le substitut : « C'est une loi. » — M. Odilon-Barrot vivement : « Non, ce n'est pas une » loi, car la loi ne s'applique qu'à des droits généraux

» et règle l'avenir. Il n'y a pas de loi qui frappe pré-
» ventivement une famille dans son patrimoine, dans
» son bien ; ce n'est pas non plus un jugement mo-
» tivé, comme le serait un jugement émané de votre
» justice, car il manque de toutes les conditions qui
» constituent un décret judiciaire ; il dépouille une
» famille, il annule le plus respecté des actes de
» droit civil : le partage d'une succession faite par
» un père à ses enfants... »

Ce passage de la plaidoirie émut profondément l'auditoire. Le président du tribunal n'avait pas usé du droit dont il était investi par la nouvelle loi sur la presse, d'interdire la publicité de ce procès, mais le soir même un commissaire de police vint prévenir les journaux que toute reproduction des débats entraînerait une suspension immédiate. Le public apprit seulement la condamnation de M. Bocher comme coupable d'une contravention à la loi du colportage. Le ministère public fit appel à *minima* et la cour aggrava légèrement la peine. Un des membres les plus en vue du parti orléaniste, M. d'Haussonville, fut sur le point de succéder à M. Bocher sur les bancs de la police correctionnelle, pour répondre à l'accusation de lèse-majesté. L'ancien rédacteur du *Bulletin français* conduisait son fils au catéchisme. Son fiacre est arrêté au coin du Pont-Royal par la file des voitures des sénateurs et des députés qui se rendaient aux Tuileries à l'ouverture de la session. Il se décide à gagner l'église à pied, et dit en marchant à l'enfant : « Ils font bien de l'embarras pour un homme. » Un agent de police l'entend et le dénonce à un sergent de ville qui le conduit

au poste. Le commissaire de police eut le bon sens de faire relâcher tout de suite le prisonnier.

La confiscation des biens de la famille d'Orléans avait déjà créé de sérieux embarras au Président de la République, au moment où il cherchait à convertir d'avance les gouvernements étrangers au changement qu'il méditait dans la forme du gouvernement de la France. M. de Heeckeren était parti de Paris le 10 mai, après la distribution des aigles, chargé d'une mission de confiance auprès de l'empereur Nicolas, qui se trouvait alors à Berlin. Il s'agissait, non seulement de préparer les puissances du Nord à reconnaître prochainement le second empire français, mais encore à consentir à la convocation d'un congrès chargé de la revision des traités de 1815. Ce congrès devait se charger par surcroît de proclamer l'abolition du régime parlementaire dans l'Europe entière.

L'étiquette de la cour de Russie s'oppose à ce qu'un diplomate étranger soit présenté au czar hors de ses États. M. de Heeckeren eut cependant un entretien avec Nicolas, et les journaux bonapartistes signalèrent comme une victoire cette infraction à une règle jusqu'alors très rigoureusement observée. Ils n'avaient pas grand sujet de s'en réjouir au fond ; Nicolas, apercevant M. de Heeckeren, s'était borné à lui dire : « Je veux du bien au prince Louis-Napoléon, mais je regrette que dans son intérêt il ait commis une faute aussi énorme que la confiscation des biens de la maison d'Orléans, qui lui a fait autant de tort à l'étranger qu'en France. » Le czar se retira sans attendre une réponse.

L'opinion publique en France avait en effet manifesté contre les décrets du 22 janvier une répugnance qui se faisait jour à toutes les occasions. Le procès de M. Bocher en est la preuve, mais la petite agitation qu'il fit naître ne fut pas de longue durée. L'orléanisme, après ce procès, en fut réduit à recommencer dans les salons une opposition qui n'avait guère plus de portée que celle du parti légitimiste.

Une fraction du parti orléaniste et une fraction du parti légitimiste s'étaient réunies pour former un troisième parti connu sous le nom de *Fusion*. L'origine de ce parti remonte presque au lendemain de la révolution de Février. Les ultra-conservateurs légitimistes et orléanistes, après avoir décidé dans les derniers mois de l'Assemblée constituante que la république était incompatible avec le maintien de la société, se mirent à la recherche d'un principe capable de la sauver : la légitimité leur parut réunir toutes les conditions nécessaires pour remplir cette mission. Ils résolurent donc de rallier autour de ce principe les partisans de la branche aînée et de la branche cadette de la maison de Bourbon ; mais comment le faire adopter par les orléanistes ? Avouer qu'on s'est trompé toute sa vie sur les idées, sur les hommes, sur les faits, renier son passé, c'est dur, et pourtant les orléanistes ne pouvaient pas s'allier aux légitimistes sans s'infliger à eux-mêmes et à leurs opinions un démenti complet. M. Guizots'y résignait. M. Duchâtel aussi. La fusion, en effet, pouvait seule les ramener un jour au pouvoir. Le comte de Chambord remonté sur le trône ne manquerait pas, sans

doute de faire au parti orléaniste la gracieuseté d'appeler au ministère les deux membres les plus importants du dernier cabinet de Louis-Philippe, mais il fallait, pour entraîner les autres serviteurs de la maison d'Orléans, que son chef fît amende honorable à son neveu. Henri V pardonnerait alors à Louis-Philippe; il lui rendrait ses titres, honneurs, droits et prérogatives de prince du sang; de sorte que les lois ordinaires de l'hérédité étant observées, il n'était pas impossible que le comte de Paris devînt un jour roi de France et de Navarre.

Un ancien ministre de Louis-Philippe, rencontrant M. Guizot qui revenait de Londres, lui demanda : « Que fait le roi ? » M. Guizot répondit : « Le roi sait bien ce qu'il y aurait à faire, mais il ne le fera pas. » Louis-Philippe en effet n'était nullement disposé à demander pardon de son règne, et à faire amende honorable à la légitimité; « en s'éclairant sur la Révolution, le roi ne s'en était pas entièrement affranchi (1) ». L'affranchissement de M. Guizot, de M. Duchâtel, de M. de Salvandy, de M. Sauzet, était complet; ils avaient réussi à convertir à la fusion un certain nombre d'anciens serviteurs de la monarchie de Juillet, le général Lamoricière entre autres. Ce dernier, causant un jour avec un de ses collègues au ministère sous la République, lui dit en faisant allusion à l'empire : « Ceci durera-t-il ? Je n'en sais rien. Vous autres républicains vous êtes violents, » intolérants, il n'y a pas moyen de rien faire avec

(1) Guizot, *Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps*.

» vous ; la royauté seule a des chances, mais la famille
» royale est représentée par deux branches, par deux
» chefs ; il lui faut un seul représentant. Or, quel est
» le chef des deux branches de la famille royale ? Le
» comte de Chambord, n'est-ce pas ? Je suis donc
» pour l'union des deux branches sous le comte de
» Chambord. » Les notabilités du parti légitimiste,
des hommes comme le duc de Valmy et M. Laurentie,
directeur de l'ancienne *Quotidienne* devenue l'*Union*,
partageaient l'opinion du général Lamoricière sur la
possibilité de faire vivre ensemble la légitimité et l'usur-
pation : « Nous avons deux monarchies, la monarchie
de droite et la monarchie de gauche, disait un jour
M. Laurentie à M. de Valmy ; et, vous voyez ! elles sont
éternellement en bataille. Pendant ce temps, la révo-
lution s'avance entre l'une et l'autre, et ceci est sans
fin. — Eh bien ! le remède ? demanda vivement M. de
Valmy. — Le remède ! il est simple ; il s'agit de
réunir ce qui est divisé... — Je vais vous embrasser,
s'écria le duc de Valmy, pour cette bonne parole ; et
tout à l'heure, s'il le faut, je pars pour porter nos
conseils à la duchesse d'Orléans. » Les circonstances
favorisaient les illusions des partisans du droit divin.
Le parti légitimiste semblait avoir gagné en influence
sociale ce qu'il avait perdu en force politique. Le
comte de Chambord s'aperçut de l'augmentation de
ses partisans au nombre toujours croissant des de-
mandes de lettres de noblesse. La haute bourgeoisie
presque tout entière s'était ralliée à la fusion comme
à un parti de bon ton. « Votre opposition à la fusion
est un crime, écrivait un néo-légitimiste à un pro-

scrit du 2 décembre, ami de la maison d'Orléans, vous en répondez devant la France; vous ne comprenez pas la situation, on voit bien que vous êtes un exilé.»

Les idées sentimentales enflamment facilement les esprits et les cœurs généreux, mais les hommes de sang-froid n'en sont pas dupes. Rien de plus opposé à la fusion que la politique de la maison d'Orléans telle qu'elle est formulée par Louis-Philippe lui-même dans le passage suivant d'un petit volume publié le lendemain de sa mort (1) :

« Les ducs d'Orléans intriguer! les ducs d'Orléans conspirer! Ah! ça n'a jamais été leur politique, ni dans le présent, ni dans le passé, ni sous la première République, ni sous l'Empire, ni sous la Restauration.

» Leur politique à eux que le hasard de la naissance avait placés à deux pas du trône, a toujours été une politique expectante. Ce n'est pas qu'elle attende dans l'indifférence ou dans l'incurie : loin de là, elle est attentive aux péripéties du présent, et, le regard fixé sur l'avenir, elle s'efforce de n'être jamais au-dessous ou en dehors des circonstances. C'est cette politique que j'avais coutume de définir la politique d'*idonéité*.

» On peut dire des d'Orléans qu'ils se sont toujours appliqués d'être en mesure de donner à leur patrie, au jour et à l'heure voulus par l'intérêt général, leur dévouement, leur épée, leur intelligence et leur vie. Mais qu'on ne les accuse pas d'avoir jamais hâté ni devancé les événements, l'accusation porterait à faux. Seulement, quand les besoins et la volonté du pays réclament les services de la famille d'Orléans, elle est là. »

Les fils de Louis-Philippe n'éprouvaient pas plus de penchant que leur père pour une alliance intime avec la légitimité. La théorie de l'*idonéité* contient un fond de républicanisme, puisque, d'après elle, le rôle des Orléans consiste à se tenir à la disposition de la nation

1) *Abdication du roi Louis-Philippe racontée par lui-même.*



et à recevoir le pouvoir selon la volonté et dans la forme qu'il lui plaît de lui donner. Les partisans les plus fidèles et les plus intelligents de la monarchie orléaniste ne lui sont attachés que parce qu'elle est le contraire de la monarchie de droit divin ; obligés de choisir entre la légitimité et la république, ils opteraient peut-être pour la république. Quel intérêt les fils de Louis-Philippe avaient-ils donc à une fusion qui les obligeait à remplacer leurs amis dévoués par des amis douteux.

Les hommes n'ont pas toujours l'intention de se tromper les uns les autres, mais ils obéissent souvent à des idées qui les trompent eux-mêmes. Les partisans de la fusion étaient certainement de bonne foi, pourtant ils cherchaient l'avantage de leur parti dans cette alliance. M. Berryer disait, en parlant du comte de Chambord et du comte de Paris : « Donnons un enfant à ce père, donnons un père à cet orphelin. » Paroles touchantes, mais adoption dont les conditions n'étaient pas faciles à régler. Les fusionnistes, en demandant aux fils de Louis-Philippe de renoncer à la politique de l'idonéité, c'est-à-dire à leurs chances personnelles en vue de l'hérédité lointaine et douteuse du comte de Paris, leur proposaient en somme de s'annuler et de travailler pour le comte de Chambord.

L'*Assemblée nationale*, organe des rancunes et des haines du parti conservateur, qui regrettait de n'avoir pu faire à son profit le coup d'État du 2 décembre, défendait seule, sous l'inspiration de M. Duchâtel, la fusion dans la presse orléaniste. M. de Salvandy, l'un des patrons de cette feuille, esprit chimérique et ro-

manesque, se présenta le premier à Wiesbaden au comte de Chambord ; il lui offrit son dévouement et son concours pour préparer les voies à la réconciliation entre les deux branches de la maison de Bourbons. M. de Salvandy s'imagina que cette réconciliation était conclue parce que le comte de Chambord fit célébrer un service funèbre en l'honneur de Louis-Philippe, et qu'il y invita tous les Français présents à Wiesbaden. Un autre événement redoubla cette illusion : le duc d'Aumale, par suite de la mort du prince de Salerne, son beau-père, fut obligé de se rendre à Naples avec sa femme ; le duc et la duchesse de Parme firent à la même époque dans la capitale des Deux-Siciles un voyage qu'ils n'auraient pas entrepris sans l'agrément du comte de Chambord. Le duc d'Aumale et le duc de Parme ainsi que leurs femmes se rencontrèrent dans la loge royale au théâtre d'*Il Fondo*. Le public napolitain parut vivement impressionné par cette entrevue : c'était la première fois depuis 1830 qu'un prince de la branche aînée de la maison de Bourbon et un prince de la branche cadette se montraient ensemble.

M. Berryer, M. Benoist d'Azy, le général de Saint-Priest, ne tardèrent pas à se rendre à Londres pour supplier la reine Marie-Amélie de consentir à la fusion. Le cœur affectueux, l'âme dévote, l'esprit peu politique de la femme de Louis-Philippe, s'y prêtaient dans l'espoir de voir renaître l'union entre les Bourbons. Le membre le plus difficile à convaincre de la famille de Louis-Philippe était la duchesse d'Orléans. Le testament de son mari à la main, elle protestait

contre toute idée d'une rupture entre la Révolution et son fils ; les conseillers et ses amis, MM. Thiers, de Rémusat, Jules de Lasteyrie, l'encourageaient dans une résistance qu'approuvaient aussi ses beaux-frères le duc d'Aumale et le prince de Joinville. Le duc de Nemours, de son côté, montrait plus d'empressement à se réconcilier avec son cousin. Mais tout était difficile et délicat dans la négociation qui devait amener cette réconciliation. Les diplomates de la fusion étaient parvenus à décider le duc de Nemours à écrire au comte de Chambord, mais quel titre lui donner ? *Mon cousin*, c'était bien froid ; *Monsieur le comte*, bien cavalier ; *Sire*, impossible. Pendant qu'on cherchait à vaincre la difficulté, le fils de Louis-Philippe fit une démarche directe.

L'opinion publique avait conçu contre le duc de Nemours des préventions que rien ne justifiait, assurèrent ses amis, si ce n'est un port de tête un peu dédaigneux, et une tournure raide quoique distinguée. Les personnes qui ont gardé la mémoire des petits événements du temps du règne de Louis-Philippe se rappellent sans doute l'obligation de prendre la culotte courte imposée aux personnes invitées aux soirées particulières du duc de Nemours ; cette culotte enleva toute popularité à ce prince. Personne donc en France ne s'étonna en apprenant que M. de Jarnac, ancien chargé d'affaires de France à Londres, s'était rendu à Frohsdorf pour s'entendre avec M. de la Ferronnays sur les moyens de conclure régulièrement la fusion. Les deux diplomates essayèrent de jeter sur le papier quelques mots pour servir de base

à une sorte de traité ; impossible d'y parvenir. Il est des choses qui ont besoin d'être brusquées. Le duc de Nemours, pensant que dans la chaleur d'une première entrevue les deux intéressés parviendraient plus facilement à s'accorder, proposa de se rendre chez son cousin. L'offre acceptée, M. Reille, chef d'escadron, son aide de camp, de concert avec M. de Lévis, régla les préliminaires de la visite. M. de Monti, aide de camp du comte de Chambord, monté dans une voiture royale, attendit le duc de Nemours à quatre lieues de Frohsdorf et le conduisit dans cette résidence. La maison du comte de Chambord était réunie pour recevoir le fils de Louis-Philippe dans un cabinet précédant le grand salon ; le comte de Chambord en sortit, et s'avancant vers son hôte il lui prit la main en disant : « Mon cousin, combien je me félicite de votre bonne visite ! » — A quoi le duc de Nemours répondit : « Mon cousin, je ne sais vous exprimer combien je suis heureux de cette démarche que je voulais faire depuis longtemps en mon nom et au nom de mes frères ; je vous déclare que nous ne reconnaissons plus en France d'autre royauté que la vôtre, et que nous hâtons de tous nos vœux le moment où l'aîné de notre maison s'assoira sur le trône. »

L'histoire, en recueillant cette réponse dans les correspondances des journaux légitimistes, doit faire remarquer qu'elle est un peu solennelle pour la circonstance ; il semble que de pareilles paroles n'aient pas besoin d'être échangées, la simple démarche suffit. Les deux princes restèrent seuls ensemble pendant trois quarts d'heure. Le duc de Nemours se

retira, laissant son cousin et la comtesse de Chambord ainsi que les serviteurs de la maison enchantés de lui, surtout le comte de Montbel qu'il félicita de sa fidélité, et qui vantait fort l'à-propos avec lequel le duc de Nemours avait rappelé que le jour de l'entrevue était l'anniversaire de sa nomination au grade de colonel de chasseurs par Charles X. Le duc de Nemours demanda, dit-on, à présenter sa femme et ses enfants au comte de Chambord, qui lui répondit : « Nous parlerons à Vienne de votre séjour ici. » Le comte de Chambord ne tarda pas à rendre dans cette ville une visite à son cousin, et, par égard pour lui, il voulut bien prendre le deuil de la reine de Portugal, sœur de la princesse de Joinville, et alliée aux Orléans par les Cobourg. Le duc de Nemours fut très complimenté sur sa conduite par l'empereur d'Autriche et surtout par sa mère l'archiduchesse Sophie. Le comte de Chambord vint l'année suivante en Angleterre, et son premier soin fut d'accourir à Claremont auprès de la reine Marie-Amélie. L'entrevue fut très affectueuse : « Ma tante ! Mon neveu ! » Ces mots employés dans la conversation rappelaient les liens de famille qui existaient entre la reine et le comte de Chambord et coupaient court à toute difficulté d'étiquette.

Le duc de Montpensier voulut à son tour, l'année suivante, déposer ses hommages aux pieds du chef de la maison de Bourbon. Il arriva subitement à Vienne le 29 août 1855. Le ministre d'Espagne lui remontra les inconvénients de cette démarche. Le prince répondit qu'il avait de trop graves questions

dynastiques à traiter avec le comte de Chambord pour tenir compte de ces observations. Le cabinet de Madrid blâma sa visite, et la reine d'Espagne lui ordonna de se rendre immédiatement en Suisse.

Le duc de Nemours et le comte de Chambord avaient beau échanger des politesses, la fusion, tant que le comte de Paris n'y avait pas donné son assentiment, semblait peu solide. La duchesse d'Orléans, qui vivait retirée à Eisenach, offrit l'hospitalité, pendant quelques jours, dans ce château, au roi et à la reine de Prusse; elle publia, peu de temps après, une lettre où elle déclarait n'avoir pris et ne vouloir prendre aucun engagement au nom de son fils mineur.

Le public regardait ces allées et venues des princes de la maison de Bourbon avec curiosité, mais sans y attacher aucune importance. Il ne prenait pas la fusion au sérieux. Le gouvernement s'en préoccupait beaucoup au contraire, et faisait publier contre elle brochures sur brochures; le *Moniteur* lui-même en inséra une toute entière, qui était intitulée : *Du principe d'autorité depuis 1789*, et portait pour signature le nom de Prieur qui cachait celui de M. Troplong, président du Sénat. M. Troplong s'efforçait de prouver que les deux branches de l'ancienne dynastie n'étaient plus qu'un souvenir historique, une tradition impuissante, et que la dynastie napoléonienne seule avait la force et la volonté d'unir l'autorité à la liberté, et de faire sortir du dogme de 89 une nouvelle forme du principe d'autorité.

Le parti de la fusion avait aussi un ennemi intrai-



table dans la personne du baron de Richemont, dont le procès en usurpation de titre eut un si grand retentissement sous le règne de Louis-Philippe. Il figurait parmi les détenus à Sainte-Pélagie à l'époque où un grand nombre de républicains y étaient renfermés à la suite des journées de juin 1832. Le faux Louis XVII, toujours très préoccupé des soins de la table, ne dédaignait pas quelquefois de prendre lui-même la casserole, quoique fils de Louis XVI et légitime héritier du trône de France et de Navarre. « Sire, lui disait Marrast qui partageait alors sa captivité, nous mangerions bien volontiers une de ces omelettes que la main de Votre Majesté retourne avec une grâce vraiment royale. » D'autres prisonniers moins polis s'amusaient à lui dire : « Capet ! un bifteck pour ce soir. »

La condamnation de cet aventurier comme faux Louis XVII n'empêchait pas beaucoup de gens d'être cependant convaincus qu'il disait vrai en parlant de son auguste origine ; plusieurs légitimistes s'étaient cotisés pour lui fournir une pension ; il avait trouvé des fonds pour fonder un journal, *l'Inflexible*, dont la mission principale était de défendre ses droits. Le faux Louis XVII, en 1848, avait eu la singulière idée de proposer au gouvernement provisoire de le reconnaître comme dauphin. Lorsque les bruits d'une fusion entre les Orléans et les Bourbons se répandirent dans le public, le duc de Richemond s'étonna fort de n'avoir pas été consulté sur un acte qui ne pouvait être valable sans lui, et qu'il désapprouvait du reste formellement. La mort mit fin à ses protes-

tations, et délivra les fusionnistes d'un de leurs plus ardents adversaires.

Les progrès de la fusion étaient d'autant plus lents que les fusionnistes eux-mêmes formaient deux camps : celui de la fusion pure et simple au nom des sentiments de la famille et des intérêts de la politique, et celui de la fusion du pardon. Le passé était oublié dans l'un ; on se contentait de l'amnistier dans l'autre. Les pièces officielles publiées de temps en temps levaient parfois le voile sur les obscures négociations des diplomates fusionnistes, sans mettre fin à l'incertitude sur leur résultat. Une lettre du comte de Paris protestant contre la fusion circula dans le courant du mois de juillet 1856 ; le comte de Chambord, de son côté, en chargeant M. Pageot, le 25 décembre de la même année, d'être son interprète auprès de la veuve et des enfants de Salvandy dont il venait d'apprendre la mort, proclama l'accomplissement de la fusion :

« Personne n'apprécie plus que moi cet homme de bien, de tant d'intelligence, de talent et de cœur. Je n'ai pas oublié surtout que c'est lui qui, le premier, est venu me voir avec vous à Wiesbaden, et, en m'apportant les franches et nobles assurances de son entier dévouement, m'offrir le concours de son zèle et de ses constants efforts pour préparer les voies à cette réconciliation désirée qui, depuis, s'est heureusement accomplie, et que la France est en droit d'envisager aujourd'hui comme une des plus fermes garanties de l'avenir. »

Le public se demandait lequel des deux princes avait raison, lorsque la reine Marie-Amélie vint passer l'hiver de 1856 à Nervi, sur les bords de la rivière de Gênes. Le comte de Chambord habitant Parme ne

pouvait se dispenser de faire une visite à sa tante ; un grand dîner lui fut offert par la reine ; il prit place à côté d'elle. Le repas fini, l'entretien s'engagea entre quelques-unes des personnes présentes. « La *comtesse de Neuilly*, dit M. de la Feronnays, a vraiment bon visage. » Le docteur Gueneau de Mussy, sans se douter, peut-être, qu'il allait faire un acte politique, répondit : « Oui, la santé de *la reine* ne laisse rien à désirer. » M. de la Feronnays reprit : « Ce climat convient à la *comtesse de Neuilly*. » M. Gueneau de Mussy, averti par le ton de M. de la Feronnays, reprit en insistant sur le mot : « La *reine* s'en trouve en effet très bien. » La conversation cessa ; les deux interlocuteurs comprirent qu'ils ne devaient pas aller plus loin ; ils se séparèrent poliment. Le duc de Nemours était à Nervi avec sa mère. Averti de ce qui venait de se passer entre le docteur Gueneau de Mussy et M. de la Feronnays, il ne tarda pas à écrire à son cousin une lettre qui ne devait pas être très favorable à la fusion, si l'on en juge par la réponse du comte de Chambord :

« Mon cousin ,

» J'ai lu votre lettre avec un profond sentiment de tristesse et de regret. J'aimais à penser que nous avions compris de la même manière la réconciliation accomplie entre nous il y a quatre ans. Ce rétablissement de nos rapports politiques et de famille, en même temps qu'il plaisait à mon cœur, semblait à ma raison un gage de salut pour la France, et une des plus fermes garanties de son avenir.

» Pour justifier mon espérance, pour rendre notre union efficace et digne tout ensemble, il ne fallait que deux choses qui étaient bien faciles : rester de part et d'autre également convaincus de la nécessité d'être unis, nous vouer une confiance inébranlable en nos mutuels sentiments.

» Je n'ai pas douté de votre dévouement au principe monarchique. Personne ne peut mettre en doute mon attachement à la France, mon respect de sa gloire, mon désir de sa grandeur et de sa liberté; ma sympathique reconnaissance est acquise à ce qui s'est fait pour elle, à toutes les époques, de bon, d'utile et de grand. Ainsi que je n'ai cessé de le dire, j'ai toujours cru et je crois toujours à l'inopportunité de régler, dès aujourd'hui et avant le moment où l'obéissance nous en imposerait le devoir, des questions que résoudront les intérêt et les vœux de notre patrie. Ce n'est pas loin de la France et sans la France que l'on pourra disposer d'elle.

» Je n'en conserve pas moins la conviction profonde que c'est dans l'union de notre maison et dans les efforts communs des défenseurs des institutions monarchiques que la France trouvera un jour son salut; les plus douloureuses épreuves n'ébranleront pas ma foi. »

La fusion était rompue par celui des princes d'Orléans qui s'en était montré jusqu'alors le plus chaud partisan. Quelques fusionnistes persévérèrent dans leur foi, mais le parti de la fusion, créé dans l'intention d'unir les forces de l'orléanisme et de la légitimité, ne servait qu'à les diviser davantage. Les légitimistes militants et les orléanistes étaient donc, encore moins que les républicains, en mesure de faire obstacle à la marche de l'Empire, appuyé sur l'armée, sur le clergé et sur la grande majorité du parti légitimiste lui-même.

CHAPITRE IV.

LE JOURNALISME

1851-1857.

SOMMAIRE. — La presse devant l'opinion publique. — La presse anglaise et la presse française. — Causes du peu de sympathie d'une partie du public français pour la presse. — La presse à bon marché. — L'annonce et la presse. — Conséquences de la réforme de M. de Girardin. — M. Charles Duveyrier. — Il fonde la régie générale des annonces. — Le roman-feuilleton. — La presse au lendemain du coup d'État. — La nouvelle législation sur la presse. — Précautions prises par le gouvernement contre les journaux français et étrangers. — Les journaux autorisés. — Journaux du gouvernement. — M. Mirès achète le *Constitutionnel* et à M. de Morny et à M. Véron leur part de gérance du *Constitutionnel* au prix de douze cent mille francs. — Effet produit sur le public par l'énormité de cette somme. — M. Arthur de la Guéronnière, désigné par M. Mirès, est agréé par le gouvernement comme directeur politique du *Constitutionnel* et du *Pays*. — M. Arthur de la Guéronnière. — La *Patrie*. — M. Delamarre, rédacteur en chef de la *Patrie*. — Journaux de l'opposition. — Le *Siècle*. — M. Havin, directeur politique du *Siècle*. — Le *Journal des Débats*. — MM. Armand Bertin, Saint-Marc Girardin, de Sacy. — L'Assemblée nationale. — La *Gazette de France*, M. Lourdoux. — L'*Union*, M. Laurentie. — Journaux religieux : l'*Univers*, M. Veuillot. — Situation spéciale de la *Presse*. — M. Émile de Girardin. — Le journalisme sous le régime administratif. — Le *Figaro*, M. de Villemessant. — Rôle de la chronique et de la presse cléricale. — M. de Villemessant et M. Louis Veuillot.

Les petits peuples de l'antiquité, pour être libres, n'avaient besoin que d'une tribune ; des nations modernes ne peuvent jouir du même avantage sans le journal. La liberté de la presse défend et propage les autres libertés : liberté individuelle, liberté de conscience, liberté d'enseignement, liberté du commerce

et de l'industrie, toutes les libertés reposent sur la liberté de la presse. Cependant, ce privilège que s'arroge le premier venu de discuter les actes du gouvernement et des citoyens paraît exorbitant à ceux qui n'aperçoivent point les relations secrètes qui unissent la liberté de la presse à la sûreté de la société et à la dignité des individus, ni les compensations par lesquelles l'équilibre se maintient entre ses avantages et ses inconvénients.

La presse française n'a point grandi peu à peu comme la presse anglaise, elle est sortie tout armée du front de la Révolution. A peine née, elle se jette dans la lutte, elle attaque les partis et les pouvoirs; les partis l'attaquent à leur tour, les pouvoirs veulent la dominer; les esprits les plus modérés et les plus violents se livrent aux mêmes colères contre elles. Barnave donne le premier, à la tribune de l'Assemblée constituante, l'exemple de ces sorties contre le journalisme; le nombre de ses ennemis s'accroît de jour en jour, et leur haine devient si forte que Lacroix propose à la Convention de mettre les représentants journalistes en demeure d'opter entre leurs fonctions législatives et leurs occupations de « folliculaires ». Thuriot leur reproche de voler l'indemnité qu'ils reçoivent de la nation, à laquelle ils doivent tout leur temps; Duhem les traite « d'êtres immondes » et demande que le comité de sûreté générale les tienne en bride; un de ses collègues consent « à ce qu'on » laisse ces vils insectes coasser dans la boue et dans » la fange », mais à la condition qu'on leur enlèvera la place qu'ils occupent à la Convention : « Je viens

» attaquer les vrais assassins de la patrie, s'écrie
» Talot, dans la séance du 5 brumaire an V, au con-
» seil des Cinq-Cents; je viens dénoncer une tren-
» taine de gredins qui s'emparent de l'opinion pu-
» blique et déchirent chaque jour le gouvernement...
» Les clubs ont rendu des services dans les com-
» mencements de la Révolution, bientôt ils ont fini
» par se corrompre et par devenir dangereux; eh
» bien! chaque journal est un club ambulante prê-
» chant la révolte et la désobéissance aux lois. Il est
» impossible qu'un gouvernement subsiste et réta-
» blisse l'ordre au milieu d'éléments aussi destruc-
» teurs. Il faut une loi qui réprime enfin la liberté
» de la presse, ou bien permettre à chacun de se
» servir de la même liberté pour *presser* les omoplates
» de son calomniateur. » La haine contre le journa-
lisme et les arguments qu'elle emploie datent, comme
on le voit, d'assez loin.

Les partis faisaient porter à la liberté de la presse la peine de leurs propres excès; ils la traitèrent de telle façon, que réunir la propriété d'un journal au domaine de l'État et en distribuer les parts à ses favoris, conseillers d'État, maîtres des requêtes, chambellans, préfets du palais, secrétaires des ministères, etc., parut bientôt un acte fort simple aux yeux de Napoléon I^{er}. Les dons étaient acceptés par les fonctionnaires de l'Empire avec aussi peu de scrupule que les produits de la confiscation par les gentilshommes de l'ancien régime. Napoléon I^{er}, qui, dans l'éclat de sa puissance, s'arrogea ce droit d'aubaine sur la presse, lui fit amende honorable à

l'heure de ses revers. Les gens qui se partagèrent les dépouilles des journalistes voulurent bien reconnaître plus tard que la propriété d'un journal était aussi sacrée que toute autre propriété : les événements procurent de ces satisfactions aux défenseurs de la liberté, mais elles durent peu, comme toutes les conversions inspirées par l'intérêt. La bourgeoisie parut comprendre l'utilité du journalisme lorsque, au bout de cette longue carrière de gloire et de revers à laquelle Napoléon I^{er} l'avait associée, elle voulut de nouveau prendre part à la direction de ses affaires; la presse eut quelques beaux jours sous la Restauration. La fortune des journaux ne dépendait pas alors de l'annonce; leur polémique, circonscrite aux idées et aux besoins du moment, ne touchait point aux questions sociales. La classe moyenne craignait la Révolution, mais elle était obligée de la défendre contre l'ancien régime encore debout et menaçant; les journaux, rédigés par des hommes sortis de ses rangs, dévoués à ses intérêts, plaisaient à la bourgeoisie plus que la liberté de la presse elle-même. Le bourgeois anglais, familiarisé avec la libre discussion, lit sans s'émouvoir les attaques les plus violentes des radicaux et des chartistes contre la constitution de son pays; le bourgeois français se crut perdu parce que quelques journaux exposaient sur le rôle de la démocratie des idées plus larges que les siennes. La monarchie de Juillet appela beaucoup d'écrivains politiques aux emplois, et cela fit un grand tort au journalisme dans un pays comme la France, où le public, poussé par un sentiment très



vif d'égalité, n'aime pas que les fonctions publiques aient l'air d'être réservées à une seule classe de la société, même quand cette classe est la mieux préparée à la remplir. Les ennemis du journalisme affectaient de demander si la plume remplaçait le parchemin, et si le droit de l'écritoire était substitué à celui de la naissance, comme si l'on pouvait être surpris que, sous un régime de discussion, on arrivât à tout par le talent de discuter.

Le gouvernement de Louis-Philippe ne manquait pas de défenseurs dévoués et honnêtes, il en eut aussi d'un genre opposé. Les gouvernements, de même que les individus, ont leurs haines, leurs passions, leurs rancunes ; ils emploient des hommes tarés, corrompus, violents, pour les satisfaire : ceux qui prodiguent l'injure savent se la faire payer. Des subventions sur les fond secrets, des privilèges de théâtre, d'autres faveurs lucratives, devinrent le prix avérés de certains dévouements. Le mépris mérité par quelques journalistes vendus rejaillit sur le journalisme tout entier et servit de thème au parti de la réaction, après 1848, pour faire des lois qui, sous prétexte de moraliser la presse, contribuèrent à la déconsidérer et à la livrer sans défense aux coups du bonapartisme, qui la traita, en décembre 1851, comme il l'avait traitée cinquante ans auparavant.

La révolution de Février prouva que le nombre des partisans sérieux de la liberté de la presse n'était pas bien considérable en France. Les violences des journaux révolutionnaires de 1848 en furent, dit-on, la cause. Tous les partis ont montré la même vio-

lence dans la presse, et ils lui ont fait porter la peine de leurs propres excès. Le parti conservateur, après 1848, déploya contre la presse une ardeur aussi passionnée qu'imprudente : il imposa de nouveau le cautionnement et le timbre aux journaux ; il obligea l'écrivain à signer ses articles, obligation rendue plus blessante par les arguments employés pour la soutenir. Le journalisme, disait-on, est une Sainte-Wehme dont les juges restent masqués, une barricade derrière laquelle s'embusquent des gens pour tirer sur ceux qui s'avancent à visage découvert, un État dans l'État, un foyer perpétuel de révolutions ; les réclamations du parti conservateur sur la nécessité de *moraliser* le journalisme le minaient lentement. Personne ne se doutait, en le voyant si vivant en apparence, au lendemain de la révolution de Février, qu'il était frappé d'une maladie mortelle : « Qui » n'eût écouté que les journalistes eût pu se croire » au sein de la nation la plus passionnée pour ses » libertés et la plus occupée des affaires publiques. » Jamais leur langage n'avait été plus enflammé, » leurs clameurs plus vives, qu'au moment où ils » allaient se taire pour quinze ans. Si l'on veut con- » naître la vraie puissance de la presse, il ne faut » jamais faire attention à ce qu'elle dit, mais à la » manière dont on l'écoute. Ce sont ces ardeurs » mêmes qui quelquefois annoncent ses faiblesses et » présagent sa fin. Ses clameurs et ses périls ont sou- » vent la même voix. Elle ne crie si haut, que parce » que son auditoire devient sourd, et c'est cette sur- » dité du public qui un jour permet de la réduire

» impunément au silence (1). » Le coup d'État se chargea de démontrer la vérité de cette réflexion.

Le prix d'abonnement aux journaux, depuis 1814 jusqu'à 1836, n'avait guère varié. L'élévation de ce prix n'empêchait pas le nombre des abonnés de certains journaux d'être très considérable : le *Constitutionnel* comptait, sous la Restauration, plus de vingt mille souscripteurs. M. de Villèle, voulant justifier une augmentation de timbre sur les journaux, produisit à la tribune le bilan du *Constitutionnel*, qui accusait un bénéfice de plus de 800 000 francs, somme qu'aucune feuille, à beaucoup près, n'a depuis encaissée annuellement. Le journalisme, comme industrie, se trouvait dans des conditions florissantes et normales qui assuraient son indépendance; mais l'abonné en avait-il, comme on dit vulgairement, pour son argent? M. de Girardin répondit à cette question par la création de la *Presse* à 40 francs, qui repose sur ce système : regagner par l'annonce ce qu'on perd sur l'abonnement. Les journaux actuels sont deux fois plus grands que les journaux d'autrefois; mais le lecteur qui s'occupe de politique, de littérature, d'histoire n'y a pas beaucoup gagné. La place occupée par les questions politiques, littéraires, historiques, dans les journaux d'autrefois, est restée presque la même dans ceux d'aujourd'hui; la place réservée aux annonces seule s'est agrandie. Les anciens journaux n'avaient point d'annonces ou très peu; la *Gazette de France* donne, à partir

(1) *Œuvres et correspondances inédites* d'Alexis de Tocqueville.

de 1818, et seulement deux fois la semaine, ou trois fois au plus, un supplément d'annonces à ses lecteurs. Le journalisme politique mit longtemps son amour-propre à se passer du secours de l'annonce industrielle; il se contentait de l'annonce de librairie. La *Presse* à 40 francs comptait au contraire sur l'annonce pour vivre, mais l'exploitation directe de sa publicité par le journal lui-même offrait des difficultés et des inconvénients graves. Comment les éviter?

M. Charles Duveyrier était un des plus aimables disciples du père Enfantin. Esprit actif, pénétrant, habile à prévoir les situations, philosophe dans l'industrie, industriel dans la philosophie, poète, orateur, publiciste, auteur dramatique, apôtre au besoin, prodigue d'idées, inventeur désintéressé d'une foule d'entreprises qui ont enrichi les autres, Charles Duveyrier, aimable, spirituel, toujours prêt à fonder et à renverser, à réparer et à détruire, cherchant aujourd'hui à consolider une dynastie, demain à créer un chemin de fer, faisant des drames et des brochures, des vaudevilles et des encyclopédies, toujours en train d'enfanter, mourut pauvre des suites de cet apostolat universel. Charles Duveyrier, portant un jour son regard sur l'ensemble des choses humaines, le laissa tomber par hasard sur le coin que l'annonce occupait à la quatrième page des journaux : il se dit que l'industrie française comprenait mal la publicité et qu'il était temps de lui apprendre à user du système anglais, qui consiste à résumer l'annonce en quelques lignes et qui par conséquent,

en diminua le prix. Duveyrier eut l'idée de traiter, en 1845, avec le *Journal des Débats*, le *Constitutionnel*, la *Presse*, et d'affermir leurs annonces. Les frères Pereire et M. Arlès Dufour mirent 600 000 francs dans cette affaire. Duveyrier ouvrit soixante bureaux, fit courir dans les rues de petites voitures pour recueillir les annonces anglaises. Le public industriel resta sourd à son appel; heureusement, le succès de l'annonce française ordinaire suffit pour donner des bénéfices à la société. La révolution de Février fut pour elle un moment de crise dont on pouvait la tirer aisément; mais son directeur, tout entier à la politique au lieu de songer aux annonces, ne s'occupait que des moyens de refaire la société. Charles Duveyrier, renonçant de gaieté de cœur à la perspective assurée d'une grande fortune, se jeta dans le journalisme et livra son entreprise à des industriels qui en ont fait la grande compagnie qui dispose aujourd'hui de la publicité de presque tous les journaux de Paris et des départements.

La diminution du prix de l'abonnement n'a guère augmenté la fortune et la considération des journaux, quoique, grâce à elle, le nombre des lecteurs de journaux se soit accru dans une proportion assez grande. Malheureusement, en augmentant le nombre des abonnés, la presse à 40 francs n'augmenta pas l'esprit politique en France : elle transforma le journal en cabinet de lecture. Tout journal doit faire une part dans sa rédaction à la curiosité, à l'information, à la nouvelle; si toutes ces informations ne mènent pas directement le lecteur à la politique, du moins

elles ne l'en éloignent pas ; le roman, au contraire, faussa l'éducation publique, il fit de plus en plus de la France une nation romanesque, avide d'émotions et de spectacles. Le succès des journaux ne dépendit plus des rédacteurs politiques, mais des romanciers du feuilleton. Un roman d'Eugène Sue, le *Juif errant*, remit à flot la barque de *Constitutionnel*, sur laquelle s'embarquèrent, remorqués par le roman, M. Thiers et les membres du tiers-parti. La presse, après avoir vécu pendant quinze ans sur l'annonce et sur le roman, se trouva subitement en face du coup d'État. La réforme de M. de Girardin était jugée : elle n'avait, au point de vue politique, produit que de tristes résultats ; la considération du journal, liée à l'annonce, avait baissé ; l'annonce elle-même n'aurait peut-être bientôt plus suffi à faire vivre les journaux si le décret de janvier 1852, en imposant l'autorisation préalable à tout nouveau journal, n'avait créé au profit des journaux autorisés un monopole qui permit de concentrer la publicité entre les mains d'une grande compagnie.

Le décret de 1852, sans abroger la juridiction ordinaire, plaça les journaux sous la juridiction administrative. En dehors des avertissements, la police correctionnelle seule à la place du jury était désormais chargée de réprimer les délits de presse. Une seule condamnation encourue dans l'année pour crime commis par la voie de la presse, deux condamnations pour délits et contraventions, entraînaient de plein droit la suppression du journal. Le gouvernement, même après une seule condamnation

pour crime ou délit, se réserva deux mois pendant lesquelles il restait maître de prononcer la suspension ou la suppression; une simple décision ministérielle suffit d'ailleurs pour suspendre un journal pendant deux mois après deux avertissements. La suspension, à moins que le journal ne fût supprimé par mesure de sûreté générale, devait toujours précéder la suppression; cette dernière ne pouvait, en aucun cas, être ordonnée que par un décret spécial du chef de l'État inséré au *Bulletin des lois*.

Le ministre de l'intérieur eut seul le droit de désigner tout rédacteur en chef de journal sur la présentation des propriétaires, et de le destituer. Le moindre changement dans le personnel des gérants, rédacteur en chef, administrateur et propriétaire d'un journal, ne s'opéra plus sans l'autorisation du ministre. La distribution des annonces judiciaires, enlevée aux tribunaux, devint entre les mains des préfets une véritable subvention au profit de certaines feuilles. L'augmentation du cautionnement et du timbre rendit désormais impossible la publication de feuilles politiques à bon marché.

Le gouvernement, rassuré du côté de la presse française, prit également ses précautions contre la presse étrangère; les journaux étrangers ne circulèrent plus qu'avec son autorisation.

La dictature trouva bon de laisser un organe à chacune des grandes fractions de l'opinion : les républicains eurent le *Siècle* et le *Charivari*; les orléanistes le *Journal des Débats*; les légitimistes l'*Union* et la *Gazette de France*; les fusionnistes l'*Assemblée*

nationale. Sous la direction de M. Émile de Girardin, la *Presse* put suivre une politique toute personnelle; le *Constitutionnel*, la *Patrie* et le *Pays* furent admis à l'honneur de défendre le gouvernement.

La décadence du *Constitutionnel*, si influent sous la Restauration, date de 1830: le *Constitutionnel* était moribond en 1842; M. Véron, fondateur de la *Revue de Paris* et directeur de l'Opéra, l'acheta. Dans ce temps-là, pour ressusciter un journal, il suffisait d'avoir beaucoup d'argent et de commander un roman à l'un des trois ou quatre romanciers en vogue. M. Véron paya cent cinquante mille francs le *Juif errant* à M. Eugène Sue, et ce roman remit le *Constitutionnel* à flot. Le *Constitutionnel* se fit remarquer en 1848 par l'éclat de son adhésion au gouvernement provisoire et par la vivacité de sa reconnaissance pour les combattants de Février. Cet enthousiasme dura peu. M. Véron, légitimiste rallié à la monarchie de Juillet, plein d'une secrète rancune contre ce dernier régime, qui n'avait trouvé en lui que l'étoffe d'un directeur de théâtre, furieux contre la République, qui se passait de ses conseils, se jeta dans le bonapartisme. Si la France, comme le prétendait M. Véron, ne pouvait trouver la fortune et la prospérité que sous un Bonaparte, il n'en était pas de même du *Constitutionnel*. Ce journal, dès le lendemain du coup d'État, vit non-seulement partir peu à peu ses abonnés, mais encore il apprit par deux avertissements reçus coup sur coup que le despotisme permet encore moins la discussion à ses amis qu'à ses ennemis: M. Véron essaya inutilement d'une forte réduction du prix de l'abon-



nement. Que faire ? Emprunter ou revenir à l'ancien prix ? Question d'autant plus grave que le *Pays* joignait sa concurrence à celle que le *Moniteur* faisait dès lors aux journaux officiels. Le *Pays* se trouvait entre les mains d'un financier, M. Mirès. M. Véron lui proposa de l'acheter. M. Mirès répondit : « Je ne vends pas mon journal, mais si vous voulez j'achète le vôtre. »

Cette proposition ne sonna point mal aux oreilles de M. Véron, mais la propriété du *Constitutionnel* se divisait en deux parts : commandite et gérance. M. de Morny ayant acheté moyennant la somme de cent mille francs la moitié des droits de M. Véron comme gérant, il fallait son consentement pour vendre le *Constitutionnel*. M. Mirès courut chez M. de Morny et ne le quitta qu'après avoir échangé contre la somme de cinq cent mille francs sa moitié de gérance.

Un bénéfice de 400 000 francs pouvait à la rigueur suffire à M. de Morny ; mais le docteur Véron, gérant et de plus rédacteur du *Constitutionnel*, se payait richement ses articles ; il n'avait pas de traitement fixe, mais il touchait 1 000 francs par mois dont il ne rendait compte à personne. Il entendait bien être indemnisé de tout cela. « Soit, lui dit M. Mirès, vous aurez 180 000 francs de plus que M. de Morny, et si, rendu aux loisirs de la vie privée, vous éprouvez le besoin de faire valoir votre argent, je vous apporterai des affaires à choisir. » M. Mirès, qui ne lésinait sur rien, offrit en outre 4 000 francs par action du *Constitutionnel* ; un acheteur ordinaire n'en aurait pas donné

4 000 francs; le marché ne pouvait manquer de se conclure.

L'intervention des hommes de finance et d'industrie dans le journalisme n'était pas nouvelle en France. M. Aguado, sous Louis-Philippe, avait été propriétaire du *Messenger* et du *Journal du commerce*, mais cette intervention cherchait à se dissimuler; la vente du *Constitutionnel* la mit à nu. Un journal payé un tiers de plus que sa valeur, une place de gérant estimée à près de douze cent mille francs et ne rapportant que mille francs par mois, il y avait là de quoi donner à penser au public sur la source des bénéfices des journalistes. L'alliance entre le gouvernement et la spéculation fit naître également en lui des réflexions de plus d'un genre, lorsqu'il vit M. Mirès, propriétaire du *Constitutionnel* et du *Pays*, mettre immédiatement ces deux journaux à la disposition du pouvoir, qui s'empressa d'accepter leur concours et de les placer sous la direction de M. Arthur de la Guéronnière.

M. de la Guéronnière avait fait ses premières armes dans un journal de Limoges fondé par les légitimistes de l'endroit, l'*Avenir national*. Journaliste de vingt ans, il mêlait l'ode à l'article; poète et publiciste, il dédiait sa prose à Henri V et ses vers à M. de Lamartine. L'auteur des *Méditations*, ayant définitivement cessé d'être légitimiste et s'apprêtant à promulguer du haut du Sinaï de Mâcon une loi nouvelle, se rappela le jeune poète de Limoges; il en fit l'enfant de chœur de son église; M. Arthur de la Guéronnière devint l'un des collaborateurs du *Bien public*.

Ce journal, bientôt à l'étroit dans une préfecture de troisième classe, vint en 1846 se fixer à Paris dont le climat malheureusement ne lui fut point favorable. M. Arthur de la Guéronnière, après la mort du journal de M. de Lamartine, devint l'un des collaborateurs de M. Émile de Girardin. La grâce bonapartiste ne l'avait point encore touché : contempteur de la vérité, persécuteur des croyants, il lançait contre les « décebraillards » des articles terribles dans la *Presse*. Un de ces articles, intitulé *l'Empire au gourdin*, produisit une assez vive sensation ; c'était l'époque où la *Société du 10 décembre* se livrait sur la place du Havre aux prouesses qu'on a pu lire dans le premier volume de cette histoire. M. de la Guéronnière ne fit pas longtemps partie de la rédaction de la *Presse*. M. de Lamartine, pour remplacer le *Bien public*, avait fondé le *Pays*. Désirant en confier la rédaction en chef à une lyre amie, il s'empressa de s'adresser à M. Arthur de la Guéronnière, qui eut l'ingénieuse idée de transformer le *Pays* en galerie de portraits historiques. Buffon mettait des manchettes pour écrire, M. Arthur de la Guéronnière prit la coiffe blanche d'une sœur de charité ; il peignit toutes les infortunes, consola tous les partis. Le prince Louis-Napoléon, le prince de Joinville et le comte de Chambord passèrent tour à tour sous son pastel : « La figure de Napoléon III est douce et calme, mais elle n'est que le masque d'une vie intérieure forte et puissante. » Le prince de Joinville « reflète le fatalisme sur son visage comme l'ombre mystérieuse d'une destinée humaine ». Quant au

comte de Chambord : « sa beauté physique n'est sur ses traits que le reflet de la beauté morale ». M. de la Guéronnière se joignait-il aux martyrs de la société du 10 décembre autrefois persécutés par lui, passait-il à l'orléanisme, ou revenait-il au culte de sa jeunesse ? Non. M. Arthur de la Guéronnière, en distribuant la louange à tous les prétendants, restait fidèle à ses convictions républicaines. « Le fourbe ! » s'écriait-il le 2 décembre sur la place de la Concorde en parlant du Président de la République, au milieu d'un groupe de représentants du peuple et de journalistes, « comme il nous a trompés ! » Un de ces représentants, pressé par le besoin d'argent, manifestait cependant la plus vive répugnance à se présenter à la caisse de l'Assemblée législative pour toucher son indemnité : « Que craignez-vous ? » s'écria M. de la Guéronnière, tout le monde sait bien que nous sommes pauvres, nous autres démocrates ! »

M. de la Guéronnière s'indignait à la pensée seule qu'on pût croire un des siens capable de servir le gouvernement du coup d'État. Il écrivit, pour démentir l'acceptation d'une place de sous-préfet par son frère, une lettre qui n'a pas été imprimée en France, mais dont de nombreuses copies circulèrent dans Paris. M. de la Guéronnière ne tarda pas cependant à se réconcilier avec le nouveau régime, il eut sa vision de Damas. L'ami de Lamartine, le démocrate de la *Presse*, l'adversaire du coup d'État, élu par la grâce de l'administration député au Corps législatif et directeur du *Constitutionnel* et du *Pays*, essaya en se drapant dans sa phrase brodée des

grands mots : société, religion, famille, autorité, gouvernement des intelligences, de faire oublier la mouvante légèreté de ses opinions. Il se mit à la recherche de nouveaux moyens pour assurer le salut de la société, pour opposer des barrières aux progrès de l'esprit de désordre. La commission du colportage et l'estampille ne lui suffisant pas, il proposa de créer les *bibliothèques communales* et la *librairie de colportage* : les premières, essentiellement ecclésiastiques, confiées au curé, fourniraient aux ouvriers une nourriture morale sans danger ; les secondes, alimentées par des livres que le gouvernement ferait confectionner et distribuer gratis comme la Société biblique, mettraient en circulation des publications morales à l'usage de tout le monde.

Les deux journaux de Mirès et du gouvernement semblaient suivre, sous la direction de M. Arthur de la Guéronnière, une route sinon brillante du moins sûre ; mais qui peut répondre que le journal le plus dévoué ne laissera pas un jour échapper un mot imprudent ? Le *Pays* reçut un beau matin un avertissement pour s'être exprimé légèrement sur les finances turques. M. Arthur de la Guéronnière aurait dû, en rédacteur en chef généreux, couvrir ses collaborateurs ; il s'empressa de déclarer que, depuis l'ouverture de la session des conseils généraux, il était étranger à la direction politique du *Pays* et du *Constitutionnel*.

La *Patrie* formait avec ces deux feuilles le trio des journaux chargés de la défense officieuse du gouvernement. M. Delamarre, ancien garde du corps de

Charles X, devenu banquier, avait quitté la finance pour le journalisme. L'ambition d'être un homme politique lui était montée au cerveau comme au docteur Véron, il acheta la *Patrie*.

M. Goudchaux, ministre des finances de la République, avait reçu de M. Delamarre le conseil de pourvoir à la pénurie du Trésor en frappant une contribution nationale sur les principaux banquiers de Paris dont il donnait la liste avec le chiffre de leur fortune. M. Goudchaux repoussa ce conseil avec indignation. M. Delamarre passa dans le camp bonapartiste. Il se croyait destiné à devenir ministre des finances ; grand interrogateur de tables tournantes, il évoquait les esprits à volonté, et vivait en perpétuelle communication avec le monde invisible. Des relations plus utiles le liaient aux principales administrations de la ville de Paris qui lui réservaient la primeur de leurs informations. Ce privilège était bien dû à l'homme qui, dans les journées de décembre, transforma les bureaux de son journal en corps de garde pour les sergents de ville armés de fusils à deux coups. La *Patrie* était la feuille de Paris la mieux fournie de ces crimes, catastrophes et accidents qui intéressent un si grand nombre de lecteurs ; les nouvelles politiques que le gouvernement voulait porter à la connaissance du public, jointes à ces informations, faisaient de la *Patrie* un journal très lu, mais sans influence.

Le *Siècle*, héritier du *National*, de la *Réforme*, de la *République*, servait d'organe à l'opinion démocratique. La suppression de ce journal avait été

demandée, à l'époque du coup d'État, au sein du conseil intime de M. Louis Bonaparte, mais M. de Morny s'étant fait l'interprète et le défenseur des intérêts de ses actionnaires, on lui permit de reparaitre. La logique de la situation contribua pour le moins autant à sauver le *Siècle* que la protection de M. de Morny; le gouvernement laissant un organe à toutes les opinions, ne pouvait pas faire une exception pour l'opinion républicaine.

M. Havin, ancien député de la Manche, membre du conseil de surveillance du *Siècle*, avait été chargé d'exercer une sorte de direction officieuse sur ce journal, en attendant que le conseil eût fait choix d'un homme pour remplacer M. Louis Perrée, rédacteur en chef, mort récemment. Cette surveillance, en réalité, c'était la rédaction en chef; M. Havin la prit, s'en acquitta à la satisfaction du conseil de surveillance, et finit par la garder. M. Havin ne se doutait pas en 1848 qu'il passerait les dernières années de sa vie dans le journalisme. Député pendant dix-huit ans, il était entré à la Chambre dans les premiers jours de la monarchie de Juillet, à la limite d'âge permise, c'est-à-dire à trente ans, et il était l'un de ses doyens, non par les années, mais par la durée du service. Il siégeait sur les bancs de la gauche dynastique, tenant convenablement son rôle au second rang, parlant peu, chargé de rapports importants, tacticien politique, actif, habile, sachant agir sur les hommes et les grouper, très apprécié à cause de ces qualités qui ne sont pas communes. L'opposition dynastique n'avait rien de bien farouche : un député,

en faisant la guerre au ministère, ne perdait pas de vue les intérêts de ses électeurs. La politique, quand il s'agissait du clocher, fermait les yeux : tel député qui aurait rougi à la seule pensée de solliciter une place pour lui, ne craignait pas de faire quelques concessions pour doter ses amis d'un bureau de tabac ou de papier timbré. Le député de l'opposition ne s'en retrouvait pas moins aux grands jours homme de conviction forte et arrêtée, mais il fallait les grands jours.

M. Havin, fils d'un conventionnel, très dévoué à la Révolution, aurait approuvé le 18 brumaire, et servi le Consulat et l'Empire qu'il confondait avec la Révolution elle-même, comme beaucoup d'hommes de sa génération. L'erreur s'explique aisément. Qu'on se rappelle l'insolence et les menaces de la noblesse émigrée, les colères du clergé après le renversement de l'Empire ; quelle dut être la joie des révolutionnaires en lisant l'acte additionnel ! La Révolution représentée par Washington à cheval, c'était leur idéal ; il le crurent réalisé ; leurs yeux restèrent éblouis par cette vision de la liberté unie à la gloire. Les bancs de la gauche dynastique, sous la monarchie de 1830, étaient en grande partie occupés par des gens nés à la politique pendant les Cent-Jours. Un gouvernement comme celui de Louis-Philippe n'était qu'à demi leur fait ; ils le virent tomber avec résignation. La formation d'un ministère Barrot aurait sans doute fait plus de plaisir à M. Havin que l'avènement du gouvernement provisoire ; il accepta beaucoup plus franchement pourtant la République

que bien des gens qui la saluèrent de leurs acclamations. M. Ledru-Rollin, son ancien collègue, le pria de la servir. Il accepta les fonctions de commissaire dans le département de la Manche. Un jour, il vit arriver de Paris à Saint-Lô un républicain de la veille envoyé pour le seconder, un peu aussi pour le surveiller. Ce républicain était M. Viellard, ancien précepteur du fils aîné de la reine Hortense. M. Havin n'eut pas de peine à s'entendre avec ce démocrate farouche ; ils furent envoyés tous les deux à l'Assemblée constituante, M. Havin le premier sur la liste des représentants de la Manche ; cette Assemblée le choisit pour un de ses vice-présidents. Très ferme et très courageux devant les barricades de juin, ses votes avaient compromis sa réélection dans son département dominé par la réaction ; il accepta les fonctions de conseiller d'État dont les membres étaient alors élus par le pouvoir législatif.

Le 2 décembre trouva M. Havin occupé à se tirer des difficultés de ses nouvelles fonctions de directeur politique du *Siècle*. Il connaissait fort peu les hommes et les choses de la presse ; il avait à se mêler au milieu des prétentions d'un monde difficile, à se tirer des pièges d'une législation plus que sévère, à prévoir les avertissements, à les conjurer, à en adoucir les conséquences ; il était fort propre à cette diplomatie. Quoique, en sa qualité de Normand, on lui trouvât plus de finesse que d'esprit, il avait autant de l'un que de l'autre.

Le directeur politique du *Siècle*, sans renier ce qu'il y avait dans son passé de républicain, ne por-

tait cependant pas le deuil de la République ; il voyait même, avant qu'il fût question du couronnement de l'édifice, l'horizon se colorer des feux d'un nouvel acte additionnel. Que la France avec la gloire reconquît la somme de liberté dont elle jouissait sous Louis-Philippe, M. Havin ne demandait rien au delà. Homme pratique, peu disposé à admettre les raisonnements d'une nuageuse abstention, il poussait le parti démocratique à l'action, et il y entraît lui-même, avec l'heureuse confiance de ceux qui croient aux sommeils alternatifs et aux réveils de la France. Le parti républicain aurait souhaité que le *Siècle*, héritier des journaux tués par le coup d'État, se souvînt mieux de cet héritage ; il lui demandait plus d'audace, plus de passion. Le *Siècle* ne répudiait pas la succession de la presse démocratique, mais il voulait la défendre à sa façon ; là des tiraillements, des accusations, des récriminations fréquentes entre ce journal et les républicains : le général Cavaignac, qui faisait partie du conseil de surveillance, donna sa démission ; quelques personnages marquants du parti républicain s'associèrent à des tentatives pour substituer un autre directeur politique à M. Havin. Le parti républicain ne pouvait rien gagner au change : le successeur de M. Havin aurait été obligé d'imiter sa conduite ou de sacrifier la propriété du *Siècle*. M. Havin, indifférent à tout ce qui dans la politique ne touche pas uniquement à l'intérêt du moment, au débat quotidien, dévoué à la Révolution, homme d'honneur, incapable de trahir les devoirs que sa situation lui im-

posait, mais voulant les remplir à sa manière, était bien l'homme qui convenait en ce moment à la direction politique du *Siècle*, avec des collaborateurs comme MM. Louis Jourdan, Eugène Pelletan, Léon Plée, Émile de la Bédollière, Edmond Texier, dont l'influence personnelle et le talent déteignaient favorablement sur lui.

Le *Journal des Débats* avait traversé des épreuves plus dures que celles qui l'attendaient sous le règne d'un nouveau Napoléon. M. Armand Bertin, rédacteur en chef de ce journal, avait pu recueillir de la bouche de son père et de son oncle l'histoire des persécutions subies par le *Journal des Débats* sous Napoléon I^{er}, et apprendre par leur exemple à subir la force sans y céder. M. Armand Bertin, très ferme dans ses opinions libérales quoique comptant parmi ses proches parents et parmi ses associés dans la propriété du *Journal des Débats*, des serviteurs et des amis du gouvernement, groupait autour de lui MM. Saint-Marc Girardin, Sylvestre de Sacy, Louis Alloury, John Lemoine, polémistes éminents, et Jules Janin, qui allait faire voir dans cette seconde partie de sa carrière tout ce que le talent de l'écrivain peut emprunter d'éclat et de force à la fidélité de l'homme à ses principes. Le gouvernement du coup d'État s'était mis en frais de coquetterie pour M. Saint-Marc Girardin, à qui il offrit vainement une place dans le conseil de l'instruction publique. M. Saint-Marc Girardin avait été l'un des défenseurs les plus constants de la monarchie constitutionnelle. Ses fonctions de professeur et de député, ses doutes

sur les résultats de la politique de M. Guizot, avaient fini par rendre sa collaboration au *Journal des Débats* moins assidue. M. de Sacy ne quitta pas un seul instant son poste, ses articles firent pendant dix-huit ans les délices de la majorité et de la cour. Louis-Philippe, qui n'aimait pas trop les journalistes, lui fit pourtant l'insigne faveur de lui adresser une invitation à dîner, ce qui fut un événement à cette époque. M. de Sacy s'excusa de ne la point accepter : il vivait modestement dans une sorte de clair-obscur ; étoile lointaine et voilée du journalisme conservateur, ses rayons ne brillaient que sur un public d'élite. La renommée, cette déesse bruyante, entrait chez lui discrètement : il se laissait admirer, mais de loin, il vivait blotti dans le nid parlementaire que lui avait ménagé le gouvernement dans une des bibliothèques de Paris. La République se garda bien de l'y troubler. Élu à l'Académie, comblé de toutes les faveurs et de toutes les récompenses du parti libéral, rien ne faisait présager qu'il serait un jour sénateur.

L'Assemblée nationale représentait la fusion.

La Révolution de 1830, en renversant la royauté des Bourbons de la branche aînée, laissa la liberté de la presse à ses partisans. Les membres du parti légitimiste se groupèrent, dans les grandes comme dans les petites villes, autour d'un journal qui maintint la discipline et la foi parmi eux. La légitimité comptait, à Bordeaux, à Lyon, à Toulouse, à Marseille, à Nîmes, à Rennes, etc., des organes que la révolution de Février respecta, et qui devinrent



même plus nombreux, grâce à l'esprit libéral des dispositions fiscales de la loi sur la presse. Les journaux légitimistes venaient de faire une brillante campagne contre la République, le coup d'État se garda bien de les supprimer : ils n'étaient pas un obstacle, ils pouvaient même devenir des auxiliaires. M. de Genoude, rédacteur en chef de la *Gazette de France*, avait créé un système de droit divin mélangé de suffrage universel, effroi des partisans de la légitimité pure; M. de Lourdoueix continua la tradition de son prédécesseur. M. Laurentie, entouré de MM. de Riancey, Poujoulat, Nettement et d'autres écrivains distingués, eut toute latitude pour démontrer dans le journal l'*Union* que la liberté émane du droit divin et ne peut fleurir qu'à l'abri du trône et de l'autel.

La presse cléricale, représentée par l'*Univers*, avait passé, depuis le 24 février 1848, par des phases bien diverses et bien opposées. L'*Univers*, en 1848, accueillit avec enthousiasme la chute de la monarchie : « Immorale avec Louis XIV, scandaleuse avec Louis XV, despotique avec Napoléon, » inintelligente jusqu'en 1830, astucieuse, pour ne pas dire plus, jusqu'en 1848, la monarchie succombe sous le poids de ses fautes. » Sa mort ne surprit nullement l'*Univers* : « La monarchie meurt de gangrène sénile. » Elle attend à peine qu'on lui dise : « Nous ne voulons plus de toi, va-t'en. Le coup n'est pas nécessaire, le geste suffit. » L'*Univers* ajoute : « Qui songe aujourd'hui en France à dé-fendre la monarchie? Qui peut y songer? La

» France croyait encore être monarchique, et elle
» était républicaine. » Il ne suffit pas à l'*Univers*
que la France soit républicaine, il faut que l'Europe
le devienne : « La destruction du vieil édifice euro-
» péen est aujourd'hui consommée, elle sera com-
» plète et irrémédiable. Sur quoi ce vieil édifice
» repose-t-il en partie ? Sur l'Autriche ; cet appui ne
» durera pas longtemps. Personne ne sait en France
» si, à l'heure où nous écrivons, l'empereur d'Au-
» triche est encore sur le trône ; ce que tout le monde
» sait très bien, c'est qu'il n'y est pas pour longtemps.
» Un tel pouvoir ne tombera pas à demi. Dans tous
» les cas, cette grande puissance de la maison d'Au-
» triche, ce joug qui étouffait tant de nationalités est
» à jamais brisé. » L'*Univers* devance le *Siècle* dans
la défense du principe des nationalités. Il reconnaît
« le droit de la Sicile à se soustraire à la domination
napolitaine ». Les journaux démocratiques atta-
quaient fort cette domination ; mais il n'était venu
à la pensée d'aucun d'eux d'accuser Ferdinand II
d'avoir voulu faire mourir les Siciliens par la peste.
L'*Univers*, moins scrupuleux, assure que le roi de
Naples « voulut et réussit à faire présent à la Sicile
» de ce dernier fléau. Violant par la force les lois
» sanitaires, et cela malgré les réclamations et les
» protestations des autorités locales, il fit aborder à
» Palerme un bâtiment chargé d'uniformes de soldats
» portés par les militaires morts à Naples du choléra,
» et il eut ainsi la satisfaction cruelle d'inoculer à la
» Sicile cette maladie terrible qui moissonna dans la
» seule ville de Palerme quarante mille habitants ».

L'*Univers*, après les journées de juin, partage les tristesses des républicains ; il n'a qu'une crainte, c'est « qu'on ne fasse expier à la liberté le crime des factions ». Quant au socialisme, ce n'est point là ce qui l'effraye ; il remarque même que le socialisme vient du christianisme : « Un certain nombre de socialistes » ont été élevés dans les séminaires. En perdant la » foi, ils avaient à choisir entre divers systèmes d'erreurs ; ce qui restait de christianisme dans leur » âme les a entraînés de ce côté. Qui s'en étonnerait ? » Plusieurs socialistes, les phalanstériens entre autres, demandaient que le gouvernement leur fournît de l'argent pour mettre leurs théories en pratique ; l'*Univers* veut qu'on leur ouvre les coffres de l'État : « La France est généreuse, elle paye volontiers la gloire et la folie de ses enfants ; nous ne lui » reprocherons jamais d'employer en pure perte les » millions qu'elle emploiera à éclaircir un problème » dont dépend le sort des travailleurs. Elle fera pour » le phalanstère de M. Considérant ce qu'elle a déjà » fait pour les ateliers nationaux de M. Louis Blanc, » elle s'exécutera de bonne grâce. Que M. Considérant demande une lieue carrée de terrain, elle ne » lui sera pas refusée, pas plus que d'autres secours » si c'est nécessaire. »

L'*Univers* est d'avis que « le droit d'insurrection peut être le plus saint des devoirs dans certains cas ». Son opinion sur la liberté de la presse est que : « Tout principe illibéral est anti-chrétien ; le refus de la liberté de la presse est un scandale. » Quant à la liberté de conscience, son dévouement à ce principe

est absolu : « liberté d'association et liberté de conscience, voilà notre mot d'ordre et de ralliement... » Nous exigeons une adhésion franche et absolue à ces deux principes qui peuvent seuls relever la France et sauver la République. »

Interrogez l'*Univers* de cette époque sur la liberté des cultes, il vous répondra : « La liberté des cultes est chose sacrée pour nous, nous l'avons toujours demandée dès 1846, et si nous la revendiquons en notre faveur, nous la voulons au même titre pour toutes les sectes dissidentes. » Comment l'*Univers* ne serait-il pas dévoué à la démocratie ? « Le grand mouvement démocratique qui agite l'Europe, et qui vient de s'épanouir si glorieusement en France, a eu son berceau dans Rome où la démocratie, cette héroïne sauvage, a reçu le baptême des mains de Pie IX. » Pourquoi d'ailleurs l'*Univers* redouterait-il la liberté ? « Plus la monarchie est forte, plus l'Église est asservie. L'Église n'est tout à fait libre que dans la grande et glorieuse République des États-Unis. » L'*Univers* n'est pas moins dévoué à la liberté de conscience qu'à toutes les autres libertés : « Plus de chaînes pour les croyances, plus de verrous pour les doctrines, plus de bourreaux contre ceux qui s'offrent aux luttes de la raison ! La loi religieuse a cessé d'être la loi politique : depuis longtemps déjà Rome a muré les prisons du Saint-Office, et les foudres pontificales ne sont qu'un jugement de l'esprit contre l'esprit dont la presse et l'opinion sont ici-bas les seuls exécuteurs. »

Le bonapartisme commençait à peine alors à se

montrer, et déjà l'*Univers* frémissait et s'indignait : « Ce n'est pas le comité de salut public qui a détruit la France, c'est le code Napoléon. » Ne lui parlez pas de l'ordre rétabli par Bonaparte : « L'Empire n'était pas une monarchie, c'était un despotisme ; le despotisme n'est autre chose qu'une forme de l'anarchie, une halte durant laquelle le désordre régularise et fortifie son action. » Que fait Louis Bonaparte ? « il court après une dictature qui ne sera jamais qu'une parodie ».

L'*Univers* perdit cependant peu à peu sa ferveur républicaine. En 1850, il se fit légitimiste : « A » moins d'un miracle qui change nos mœurs, qui » efface nos souvenirs, qui transforme les défauts de » notre caractère national, nous ne pourrions reve- » nir à l'ordre que par la monarchie avec la branche » aînée des Bourbons. Voilà le terrain où toutes les » espérances, où toutes les volontés doivent se » réunir. » L'*Univers* était trop dévoué à la maison de Bourbon pour ne point appuyer la fusion : « L'un » des plus grands maux de la société consiste dans » l'atteinte qui a été portée aux lois, aux droits de la » famille. La famille des Bourbons, la première de » la France et du monde, n'est pas dans l'ordre, il » faut qu'elle y rentre. Il faut que toute division soit » bannie de son sein, que toute contestation cesse. » Voilà l'exemple que les Bourbons doivent au » monde, le devoirs qu'ils ont à remplir, la seule » politique dont ils puissent attendre des résultats » qui ne fassent pas gémir la justice et qui n'ensan- » glantent pas l'humanité. »

Un an s'est à peine écoulé. L'*Univers* est à genoux devant l'Empire sorti du coup d'État : « Si jamais, » depuis un siècle, on a pu espérer une restauration » sociale, c'est en ce moment. Devant quelle entre- » prise de pacification politique et intellectuelle se » sentirait-il trop faible, le pouvoir privilégié qui a » le profit de tout ce que Napoléon I^{er} a fait de grand » et d'utile, qui n'a la responsabilité d'aucune de » ses fautes, et à qui une expérience de quarante » années permet de les corriger ? Il ne peut rien re- » douter sérieusement de ses ennemis révolution- » naires dont les doctrines font horreur, ni de ses » adversaires parlementaires dont les entêtements » font pitié. Contre cette troupe en désarroi, deux » armées se donnent la main pour sa cause au sein » du peuple qui les a fournies et qui l'aime. L'une » composée de quatre cent mille hommes de guerre, » pleins de discipline et de confiance dans le vieil hon- » neur de leur drapeau ; et l'autre, celle que Napo- » léon I^{er} n'eut pas, et qu'aucun peuple n'eût jamais » peut-être vue si florissante et si belle, l'armée de » charité forte de quarante mille prêtres et de cin- » quante mille religieuses. »

L'homme qui tour à tour républicain, légitimiste, fusionniste, bonapartiste, sautait ainsi pour tout le monde, était un ancien employé de l'esprit sous Louis-Philippe, nommé Louis Veuillot, journaliste nomade, commis-voyageur de l'ordre public, allant de département en département prêter à tant par mois le secours de sa plume aux feuilles de préfecture ; M. Louis Veuillot s'était converti au catholi-

cisme en admirant les pompes de la semaine sainte à Rome. Ce singulier néophyte, tour à tour secrétaire de M. Bugeaud, chef du bureau de la presse au ministère de l'intérieur, rédacteur en chef de l'*Univers*, sans sortir de son obscurité, allait, favorisé par les circonstances, devenir un personnage. La haute bourgeoisie sous Louis-Philippe ne songeait pas encore à se rallier au catholicisme; attaquer Molière, Voltaire, Montesquieu, J.-J. Rousseau, c'était alors perdre son temps. Le coup d'État opéra la conversion des libres penseurs de la monarchie de Juillet. M. Louis Veuillot put donc briser, aux grands applaudissements des voltairiens devenus dévots, les idoles du libéralisme. La religion, comme la farine, rend les farceurs plus drôles : M. Louis Veuillot enfariné de dévotion obtint un succès immense. L'Église tressaillit d'allégresse en voyant que la Providence lui envoyait un railleur, ce n'était qu'un sottisier. La cour de Rome l'adopta et lui sacrifia l'épiscopat; M. de Montalembert et ses amis furent obligés de compter avec M. Louis Veuillot devenu père de l'Église et chef véritable du parti catholique. Ce parti ne voit dans la religion qu'une institution politique; la défense des dogmes lui est facile. Il n'y a qu'un dogme pour lui, le pape; Lamennais avait essayé d'établir philosophiquement le principe de l'autorité, M. de Maistre déclare tout simplement que l'autorité est infaillible parce qu'elle est l'autorité. Discutant comme on fait de l'escrime, sans scrupule dans les accusations, ardent à l'hyperbole, donnant à sa pensée une forme paradoxale, présentant un lieu

commun comme une grande découverte, solennel et comique à la fois, tenant d'une main la croix, de l'autre la marotte, tranchant, cassant, mêlant l'anathème au sarcasme, l'auteur du *Pape* est le créateur d'une école de journalistes mal élevés, tapageurs, sans conviction réelle, dans laquelle M. Louis Veuillot prit le premier rang. Un homme de sa trempe devait facilement s'entendre avec le gouvernement du coup d'État. Le despotisme impérial n'eut pas, en effet, dans les premiers temps de son existence, d'apologiste plus effronté que l'*Univers*.

Nous avons dit que la *Presse* suivait, sous la direction de M. Émile de Girardin, une voie particulière. Le rédacteur en chef de la *Presse* offre dans son esprit un plus singulier mélange de bon sens et de folie, de logique et de sophistique, se jetant dans toutes les questions, devançant l'heure ou ne l'entendant pas sonner, oubliant le lendemain ce qu'il a dit la veille, insensible aux démentis qu'il peut recevoir des autres et de lui-même, célèbre sans être influent, on ne l'écoute pas, mais on le lit. Révolutionnaire quand il se croit conservateur, et conservateur quand il s' imagine être révolutionnaire, il a, tout en se déclarant partisan de la liberté illimitée de la presse, soutenu les lois les plus opposées à cette liberté, comme le compte rendu uniforme des débats législatifs, l'obligation de la signature imposée aux journalistes. Éloigné de la France par le décret du 9 janvier 1852, il y rentra deux mois après. La *Presse*, avec MM. Alph. Peyrat, Pelletan et Nefftzer pour rédacteurs, appartenait à l'opposition, quoique



son chef ne fût pas un opposant. M. de Girardin, en effet, depuis longtemps en relations intimes avec le prince Napoléon, facile à séduire par l'audace heureuse, ne pouvait pas être très hostile au régime impérial.

Il voyait passer devant lui le défilé des expédients du règne, laissant à ses collaborateurs la liberté de les apprécier, regardant les événements sans s'y mêler, et la polémique de ses collaborateurs sans y prendre part. Fatigué cependant du rôle de rédacteur honoraire, qu'il s'était donné à lui-même, il se décida à vendre sa part de propriété de la *Presse* à un homme d'affaires célèbre, M. Millaud, moyennant 800 000 francs.

MM. Peyrat et Pelletan quittèrent ce journal. MM. Darimon et Capo de Feuillide y restèrent. M. de Girardin déclara, dans une lettre rendue publique, qu'il ne comprenait pas la conduite des deux écrivains démissionnaires. « Depuis la proposition Tinguay, chacun, dans un journal, n'est responsable moralement, légalement, politiquement, que de ce qu'il a signé; il y a responsabilité, il n'y a plus de solidarité. MM. Proudhon et de Céséna pourraient écrire dans la même feuille sans que le rapprochement de leurs articles impliquât, comme en 1848, communauté d'idées. M. de Girardin ajoutait : « Selon moi, Peyrat a courbé la tête sous la routine, » tandis que Darimon, lui, s'en est affranchi. Qui » connaît l'esprit des deux hommes ne s'en étonnera pas. Peyrat est un infatigable liseur qui se » complait dans l'étude du passé, Darimon est un

» patient chercheur qui, lui, préfère l'étude de
» l'avenir. »

M. de Girardin oubliait que l'anonyme est aussi une liberté, et que la signature imposée au journaliste blesse l'égalité, puisque l'auteur du livre n'y est point soumis. La signature seule ne crée pas la solidarité entre les collaborateurs d'un journal, mais elle en augmente la force et la nécessité; la considération d'un homme dépend de la considération même de ceux qu'il fréquente. Qu'un journal, intitulé *le Pour et le Contre*, publie sur la même page un article de M. Proudhon et un article de M. de Céséna, c'est son métier; mais les rédacteurs de l'*Univers* pourraient-ils écrire impunément à côté des rédacteurs du *Siècle*? Le principe de M. de Girardin admis, on verrait donc les partis les plus opposés, la légitimité et l'orléanisme, acheter un journal à frais communs, exalter le comte de Paris à la première page, et chanter les louanges du comte de Chambord à la seconde; le droit divin et l'orléanisme, trop pauvres pour avoir un journal dans telle ou telle ville, s'adjoindraient un noyau de bonapartistes et de républicains, créeraient un journal à frais communs, et la signature sauverait tout! Avant la loi sur la signature, on avait vu, assure-t-on, des hommes écrire à la fois dans des journaux d'opinions opposées; le seul avantage de la signature était de rendre ce scandale impossible et d'accroître les liens de la solidarité en la rendant publique. M. de Girardin donnait à cette solidarité le nom de communisme. « Si le journal
» où personne ne signe, où chacun répond pour tous,

» où tous répondent pour chacun, où il est impos-
» sible de reconnaître et de séparer ce qui appar-
» tient à l'un de ce qui appartient à l'autre, où la
» responsabilité ne se divise point et ne s'individua-
» lise pas; si un tel journal n'est pas le communisme
» déguisé sous le faux nom d'unité, qu'est-ce donc
» que le communisme? » C'est précisément le con-
traire de la responsabilité libre et de la solidarité
acceptée; la règle n'est pas la solidarité; la règle
fait les couvents, la solidarité les partis.

Le ministère de la police, rétabli le 22 janvier 1852 et supprimé le 10 juin 1853, avait la surveillance des journaux dans ses attributions. M. Latour-Dumoulin fut le premier chargé de la division de la presse. M. de Maupas et les préfets, dans une période de quatorze mois, infligèrent quatre-vingt-onze avertissements à la presse, et trois suspensions pour deux mois, l'une au *Journal de la Meuse*, l'autre au *Corsaire*, et la troisième à la *Gazette du Languedoc*.

Ces avertissements étaient motivés par les causes les plus diverses et les plus futiles : tantôt par une « critique acerbe du décret du 29 mars 1852 sur les sucres », tantôt par un article dans lequel Napoléon I^{er} est traité de missionnaire de la révolution, « article qui outrage la vérité autant que le héros législateur auquel la France reconnaissante a dû son salut, le rétablissement de la religion, sa législation, et son organisation modèle ». Le ministre de la police intervient dans toutes les discussions, et donne aux journaux des leçons de philosophie de l'histoire. Aujourd'hui, il discute avec un journal légitimiste

qui « s'attache avec une regrettable partialité à représenter la souveraineté nationale en France comme aboutissant fatalement, soit à l'anarchie, soit au despotisme, qui sont des faits accidentels inhérents à la fragilité des hommes bien plus qu'au vice des institutions » ; le lendemain il redresse une autre feuille qui se permet d'assimiler la chute de Charles X et de Louis-Philippe à celle de Napoléon : « L'histoire démontre, au contraire, que si le trône des Bourbons a été renversé par des mouvements populaires, Napoléon n'a succombé, après des efforts héroïques de la part de l'armée, que devant la coalition étrangère ; et les événements contemporains attestent combien la France est restée fidèle à la mémoire du grand homme, et si elle a jamais été complice de la chute de l'Empereur. »

M. de Maupas n'épargne pas plus les amis de l'Empire que ses ennemis. Le *Constitutionnel* reçoit deux avertissements pour avoir douté de la véracité d'une note du *Moniteur*. La police est très orthodoxe ; elle n'entend pas que les journaux s'expriment librement sur la religion catholique. Un ministre protestant écrit-il dans un journal religieux protestant : « Cinq personnes viennent d'abjurer à Édimbourg les erreurs du catholicisme romain » ; le préfet du Finistère lui donne aussitôt un avertissement. Les préfets ne se contentent pas de réprimer les écarts politiques de la presse, ils veillent également sur ses écarts littéraires ; ils se chargent de faire son éducation au point de vue de la politesse et du bon goût : *L'Ami des salons*, de Béziers, est rappelé à l'ordre

pour un feuilleton dramatique qui « contient une appréciation aussi injuste que malveillante d'un acte de l'autorité municipale, et qui dépasse les bornes d'une critique convenable et modérée » ; le *Papillon*, d'Agen, à cause de « sa persistance dans sa polémique acrimonieuse contre les personnes ». Le préfet de la Loire-Inférieure frappe d'un avertissement l'*Union bretonne* et l'*Espérance du Peuple*, parce que, dans une polémique récente, ces deux feuilles ont, s'il faut s'en rapporter à lui, « dépassé les bornes du bon goût ». Quelquefois le préfet ne prend pas la peine de motiver l'avertissement. L'*Indicateur du Nord* fut averti « vu les articles publiés dans ses numéros des 4 et 11 de ce mois ».

M. de Maupas mande un jour les rédacteurs de la partie financière des journaux, pour les avertir qu'il a l'œil ouvert « sur tout ce qui pourrait ressembler, de près ou de loin, à des exagérations intéressées », et que « le cas échéant, il n'hésitera pas à faire de sévères exemples ». Le gouvernement ne perdait pas une occasion de tonner contre l'agiotage, mais les journalistes n'attaquaient pas impunément les agioteurs. Les grands exploiters financiers du moment, au moindre mot hostile d'un journal, accouraient au ministère et déposaient leur plainte ; le journaliste recommandé recevait le lendemain l'invitation de se rendre au cabinet du directeur de la division de la presse ; il y trouvait un chef ou bien un simple commis qui, debout devant la cheminée, une jambe croisée sur l'autre, le pouce dans l'entournure de son gilet, voulait bien prendre la peine

de le prémunir contre le danger de servir involontairement d'instrument à des manœuvres illicites, et de se livrer à des attaques qui pouvaient paraître intéressées. Que lui répondre ? Malgré toutes les précautions de langages qu'il pouvait prendre, le journaliste n'en était pas moins indirectement accusé de se livrer à cette ignoble industrie qui s'appelle le *chantage*. L'administration ne se contentait pas de veiller sur l'honneur de Turcaret, elle protégeait aussi le talent de Camargo. Le feuilleton de théâtre a été plus d'une fois averti d'avoir à prendre garde à ses opinions sur les pirouettes des demoiselles du corps de ballet de l'Opéra !

La direction de la presse fut rendue au ministère de l'intérieur lorsque M. de Persigny en devint titulaire. Ce ministre, dans l'espace d'un an, du 10 juin 1853 au 20 juin 1854, date de sa première sortie du ministère, frappa les journaux de Paris et des départements de trente-deux avertissements. Le premier est adressé à la *Gazette du Languedoc*, « pour avoir » publié sous le titre : *A monseigneur le comte de Chambord*, une pièce qui, n'empruntant en rien la » forme ordinaire des articles de presse, est un véritable manifeste dans lequel le signataire, parlant » au nom d'une collection d'individus, déclare que » ce parti est uni de pensées et de sentiments pour » espérer que le comte de Chambord sera le sauveur » de la France ». Le coup d'Etat n'avait guère laissé subsister que des feuilles légitimistes dans les départements ; M. de Persigny déploya contre elles une certaine sévérité. A Paris, son zèle de répression alla



jusqu'à faire peser sur les journaux même du gouvernement les imputations les plus déshonorantes. Le *Constitutionnel* ayant publié un bulletin hebdomadaire de la Bourse, contenant des appréciations qui n'étaient pas de son goût, sur certaines opérations financières, M. de Persigny l'avertit, « attendu que, » sans tenir compte des avis officieux qui lui ont été » donnés, ce journal persiste, dans un but de spéculation privée, à exalter systématiquement certaines » affaires industrielles et à en déprécier d'autres, en » les discréditant, à l'aide d'appréciations erronées » et malveillantes. » Le *Journal des Économistes* est également averti, « attendu que, dans un article sur la taxe du pain et sur le service de la caisse de la boulangerie, ce journal cherche à discréditer, au profit d'intérêts privés, une institution d'intérêts publics ». Le *Progrès du Pas-de-Calais*, ce journal dont l'Empereur avait été le collaborateur, ne put lui-même échapper à la vindicte de M. de Persigny ; il fut averti à cause d'un article sur le service de la remonte, et de « ses tendances générales, qui ont fait naître à plusieurs reprises de vives réclamations de la part des autorités religieuses et judiciaires ».

Le *Siècle*, s'étant élevé contre l'arrestation d'un membre du barreau de Paris, M. Hubbard, et réclamant trop vivement sa mise en liberté, reçoit un avertissement, « attendu qu'en dénaturant un acte de la justice ordinaire, il tend à exciter à la haine et au mépris de l'autorité publique ». Le gouvernement tient absolument à ce que le public ne connaisse que par lui les nouvelles politiques, les journaux officieux

ne doivent ouvrir la bouche que sur son ordre. La *Patrie* reçoit un avertissement motivé sur ce qu'elle a publié des nouvelles de Constantinople « probables », mais « non officielles ». Un avertissement est donné au *Lorientais*, qui se permet de publier les mouvements de la marine ; un autre à la *Gazette de Flandre et d'Artois*, pour avoir fait un article « en opposition avec le sentiment national » ; un autre à l'*Union*, qui « persiste dans ses attaques contre les alliés de la France ». La presse ne peut pas même traiter librement la question des engrais. Le préfet des Côtes-du-Nord, Rivaud de la Raffinière, donne un avertissement au *Journal de Loudéac* : « Considérant » que la polémique ouverte dans ce journal, au sujet » des engrais industriels, est de nature à infirmer la » valeur et les résultats des mesures de vérification » prises par l'administration, et qu'elle ne peut porter » que l'indécision dans l'esprit des acheteurs. » L'*Assemblée nationale* fut suspendue pour deux mois, sous l'administration de M. de Persigny.

M. Billault le remplace le 23 juillet 1854. Le nombre des avertissements donnés pendant son ministère s'élève à cinquante-sept, dont six dans l'année 1855 seulement sont motivés par des articles contenant des attaques contre des gouvernements alliés à la France. La *Presse* est avertie à cause d'un feuilleton de George Sand, intitulé *Daniella*, dans lequel le ministre a découvert des passages offensants contre le pape ; l'*Écho agricole*, « attendu que, » nonobstant les avertissements officieux qui lui ont » été donnés, ce journal n'a pas cessé de peser sur

» les transactions en matière de subsistances par
» une polémique systématiquement alarmante, et de
» nature à produire une hausse factice ». Il est in-
terdit à l'*Observateur de la Corse* de discuter la
question de la vaine pâture, « cette polémique pou-
vant exciter le mécontentement d'une classe de
citoyens ». Le gouvernement n'entend pas que les jour-
naux se servent de la forme dubitative : *d'après l'agence*
Havas, quand ils empruntent à cette correspondance
certains détails relatifs à l'Empereur. Le *Phare de la*
Loire imprime-t-il dans son compte rendu de la
séance d'ouverture de la session : « L'Empereur a
» prononcé ensuite le discours que nous avons publié,
» et qui, *d'après l'agence Havas*, a provoqué à plusieurs
» reprises les cris de : vive l'Empereur, vive l'Im-
» pératrice ! vive le Prince impérial ! » Ce journal est
averti, « considérant que cette formule dubitative
» est inconvenante en présence de l'enthousiasme si
» éclatant que les paroles de l'Empereur ont inspiré
» aux grands corps de l'État et à tous les bons
» citoyens ». Les avertissements sont parfois motivés
de la façon la plus vague : un article de l'*Union du Var*
attire sur ce journal le courroux administratif, « at-
» tendu que cet article est très inconvenant et très
» malveillant pour les actes du gouvernement ».

Le *Correspondant*, dans son numéro du 25 avril
1857, insère un article intitulé : *De l'appel comme*
d'abus, portant la signature de M. de Montalembert, le
ministre lance aussitôt un avertissement contre cette
revue, « considérant que cet article contient une exci-
tation au mépris des lois, et tend à semer la discorde

entre l'État et l'Église ». Le *Siècle*, dans un article relatif aux élections de 1857, se faisant l'organe des craintes des amis de la révolution, en présence de l'alliance entre le gouvernement et les cléricaux, déclare-t-il que voter pour les candidats officiels, c'est porter atteinte indirectement aux principes de 1789; cet article, signé par son directeur politique, attire un avertissement à ce journal. Il en avait déjà reçu deux. Un troisième, aux termes de la loi, le menaçait de la suspension; heureusement, le gouvernement, voulant avoir l'air de laisser à la lutte électorale la plus grande latitude, déclara qu'il ne voulait pas « frapper aux derniers jours de cette lutte même l'un des organes les plus vifs et les plus agissants d'une opposition dont l'opinion publique appréciera la portée ». Le *Siècle*, averti une troisième fois, ne fut donc pas suspendu. La *Revue de Paris*, moins heureuse, avait été frappée d'une suspension de deux mois, le 24 janvier 1857. L'*Écho de l'Aude* eut son tour le mois suivant : ce journal déclara, en recevant le décret de suspension, qu'il cessait de paraître. Le mois de juillet fut signalé par la suspension de l'*Assemblée nationale* et de la *Foi bretonne*. L'année 1857 se termina par la suspension de la *Presse* et par la suppression de la *Gazette du Languedoc*.

Le gouvernement, outre l'avertissement, qui constituait une pénalité, s'était réservé le droit de répondre aux journaux sous forme de *communiqué*. Le *communiqué*, ne portant aucune signature, rédigé presque toujours en termes cassants, souvent impolis, devait être inséré en tête du journal avant tout autre

article. L'administration lui donnait toutes les formes, même celle du réquisitoire : le sous-préfet de Cherbourg termine un *communiqué* adressé au journal de cette ville par ces mots : « l'article suivant ne pourra être précédé ni suivi d'aucune rectification, d'aucun commentaire, ni même du présent *réquisitoire* ». Le *Journal de la Côte-d'Or*, ayant publié le mémoire de M. Bocher sur les biens de la famille d'Orléans, est obligé de reproduire les articles publiés par M. Granier de Cassagnac dans le *Constitutionnel*, pour justifier cette mesure ; l'*Union* est également forcée d'insérer la réponse officielle faite à un article de M. Anot de Mézières, inspecteur d'Académie à Versailles, destitué lui-même pour le fait de sa publication. Les fonctionnaires de tout ordre se croyaient le droit d'adresser des *communiqués* aux journaux, et ils en usaient largement.

Le gouvernement était trop maître de la presse pour qu'elle pût lui inspirer la moindre inquiétude. L'opinion publique, qui fait la force de la presse, ne lui revenait qu'avec une lenteur qui s'explique surtout par des circonstances particulières. La France était lancée en plein dans un mouvement industriel, cause de fortunes et de ruines nombreuses. Le journalisme avait pris par l'annonce une part active à ce mouvement. Toutes les précautions étaient bien prises dans les journaux pour s'opposer à la trop grande influence de l'annonce : elle fut complètement aux ordres de la politique, elle obéit à sa censure, elle se soumit à son visa. Si on lui fermait la porte du journal, elle s'en allait sans murmurer ; le rédacteur en chef

avait droit de vie et de mort sur elle, mais un homme a-t-il la conscience bien libre pour exercer ce droit lorsque sa fortune, celle de ses actionnaires, de ses collaborateurs, de ses ouvriers, dépendent des recettes d'une compagnie qui a pris à bail sa page d'annonces ? Voilà ce que se demandait un public défiant, comme si le mouvement industriel auquel il s'associait lui-même avec tant d'ardeur n'avait été qu'une espèce de conspiration de la filouterie et de l'annonce. Le mouvement industriel a produit de bonnes et mauvaises entreprises, mais les meilleures elles-mêmes n'auraient pas pu se constituer sans le secours de la publicité des journaux ; malheureusement, le public français veut que tout le monde le protège, il ne lui suffit pas que son journal lui dise : « je n'accepte pas la responsabilité de mes annonces » ; il n'attache pas toujours assez d'importance à cette déclaration, et s'il perd de l'argent dans une affaire, il s'en prend à son journal. La présence de financiers célèbres à la tête de plusieurs journaux n'était pas faite pour diminuer la méfiance contre le journalisme. Le public entendait parler tous les jours de fortunes faites par certains journalistes, et il les suspectait tous. Quelques-uns furent ouvertement désignés. La *Patrie* se crut obligée de publier cette note :

« Le public s'est ému de la présence trop fréquente à la Bourse de plusieurs personnes attachées au journal la *Patrie*, en cela le public a eu raison, un journal ne peut mériter sa confiance qu'à la condition de ne donner lieu à des soupçons d'aucun genre.

» En ce qui nous concerne personnellement, nous croyons pouvoir déclarer, et le public le sait d'ailleurs, que jamais nous ne nous sommes livré à aucune spéculation de bourse ; mais ce n'est

pas assez, et nous considérons comme indispensable qu'il en soit de même de toutes les personnes qui sont sous nos ordres.

» Par ces considérations nous avons dû faire quelques modifications dans le personnel attaché au journal, et le public peut être assuré qu'au besoin les mesures les plus sévères seront prises ultérieurement pour qu'il ne lui reste aucun motif de défiance sur les nouvelles qui lui seront transmises par la *Patrie*. »

Le public croyait peu à ces protestations. Il avait pu remarquer, après le coup d'État, que des journaux sérieux publiaient un plus grand nombre d'articles sur l'industrie, et consacraient ce qu'on appelle le *Premier Paris* à des affaires industrielles. Il lui semblait que, par un accord tacite entre la presse et le pouvoir, celui-ci eût offert à celle-là la richesse en échange de la liberté. Les journaux étrangers annonçaient, sans que personne en parût surpris, que l'intention de l'Empereur était de donner une pension à chaque écrivain un peu en vue, et de mettre à la disposition des « écrivains du jour » 5000 francs pour rédiger l'*Encyclopédie du XIX^e siècle*.

La liberté crée l'opinion publique; sans esprit public, point d'esprit individuel. Le Français, si la liberté ne l'aide pas à s'élever au-dessus de lui-même, tombe au-dessous de ce qu'il est réellement. La conversation vit de passions et d'idées. La société nouvellement sortie du coup d'État ne l'alimentait plus que de cancans. Des journaux se fondèrent donc pour recueillir les bruits du jour. La chronique se mit à écouter aux portes, à rôder dans les antichambres, et dans les boudoirs des femmes que leur indignité même aurait dû protéger contre la publicité. Les courtisanes devinrent, grâce à cette presse qui

prit si mal à propos le nom de littéraire, l'objet de l'attention, non seulement du public désœuvré, usé, blasé, qui foisonne dans les grandes villes, riches étrangers, chevaliers d'industrie, faux écrivains, faux artistes, écume des estaminets, des foyers et des coulisses, mais encore des bourgeois honnêtes. L'apathie énerve les ressorts de l'intelligence, une curiosité malsaine les fausse et les rend incapables de servir à un usage sérieux. La société française, ne s'occupant plus des grandes questions politiques qui la remuaient autrefois, désintéressée de ses affaires les plus importantes, ne s'affaiblissait pas seulement, elle se corrompait; uniquement occupée d'oisives médisances, de frivoles bavardages, elle passait son temps à commenter la chronique scandaleuse de la ville et de la cour.

L'exemption du timbre accordée aux feuilles littéraires leur permettait de se répandre, l'indulgence intéressée du pouvoir leur permettait de déployer parfois sur les hommes et sur les choses du temps une hardiesse qui dépassait de beaucoup celle des feuilles politiques. La chronique pouvait répondre à ceux qui s'étonnaient de son audace : « Je suis un dérivatif, un instrument de règne; en fournissant à la France son scandale quotidien je l'empêche de s'ennuyer. Je tiens boutique de révélations, j'imprime les mémoires des filles, les lettres de leurs galants, l'histoiette des hommes marquants. Je conduis le public chez eux, il les suit avec moi dans tous les coins et recoins de leur existence intime, car il n'y a pas de mystères pour moi. Cette lettre était destinée



à rester secrète, je l'imprime, tant mieux si elle force deux hommes honorables à mettre l'épée à la main, je raconterai le duel, et je vendrai mille exemplaires de plus de mes feuilles; la vie privée autrefois était murée, aujourd'hui c'est la vie publique; le pouvoir me livre la première en échange de la seconde. J'ai patente pour le commerce des scandales. » La chronique allait quelquefois si loin, qu'il fallait lui retirer sa patente, les tribunaux se voyaient obligés d'intervenir, et le journal littéraire était menacé de périr étouffé entre deux procès. Souple, insinuant, sachant s'humilier à propos, frappant à toutes les portes, profitant de toutes les occasions, il parvenait à se sauver : le *Figaro*, sur le point d'être supprimé, put se glisser aux Tuileries et déposer dans le berceau du prince impérial une demande en grâce qui lui fut accordée.

M. de Villemessant, créateur de journaux de modes sous la monarchie de juillet, et de journaux satiriques sous la république, légitimiste au demeurant, possédait toutes les qualités nécessaires au fondateur de cette presse littéraire destinée à prendre un si rapide développement : l'audace, l'expérience, le frottement de la vie de Paris, et pas de scrupules. Le journal de M. de Villemessant et le journal de M. Veillot se partagèrent bientôt l'influence sur la société de l'Empire : le *Figaro* était lu dans les sacristies autant que l'*Univers* dans les salons et dans les coulisses. Le gouvernement rendit hommage au zèle de M. Louis Veillot en lui offrant une place de conseiller d'État; M. de Villemessant se contenta de la

protection et de la complicité du pouvoir. L'Empire devait bien une récompense à ces insulteurs quotidiens des idées et des hommes restés debout en face du césarisme.

Les esprits enclins à la sévérité et au découragement reprochaient au journalisme d'accepter la vie dans de pareilles conditions, de consentir à jouer un rôle dans cette comédie de la discussion ; ne valait-il pas mieux, disaient-ils, plutôt que de mener cette vie sans honneur, rejoindre par un suicide éclatant les journaux frappés au 2 décembre ? C'était conseiller l'abstention sous une forme particulière. Si la politique repousse l'abstention, les intérêts la comprennent bien moins : des journaux nouveaux auraient sollicité les privilèges abandonnés par les anciens ; le gouvernement se serait empressé de les accorder. A quoi eût servi leur sacrifice ? Les journaux se plièrent donc aux conditions qui leur étaient imposées depuis le coup d'État ; les journalistes de l'opposition, ceux-là même qui se faisaient le moins d'illusion sur leur dure position, s'y résignèrent par honneur : ils avaient demandé à la presse puissante la renommée et l'influence, ils ne marchandèrent pas le dévouement à la presse vaincue ; dévouement bien méritoire quand on songe que le journaliste, sur une invitation portée par un employé, quelquefois par un garçon de bureau, était obligé de comparaître devant un fonctionnaire chargé de le rappeler en maître à son devoir ; heureux encore quand ce fonctionnaire, chargé de lui faire la leçon, n'était pas lui-même un de ces journalistes errants, sous la mo-

narchie constitutionnelle et sous la République, à la recherche d'une position sociale, recueillis par l'Empire et chargés de surveiller la presse qui n'avait jamais voulu d'eux.

Le journalisme retrouvera un jour la liberté et la considération auxquelles il a droit; mais les journalistes qui ont traversé la période des quinze dernières années garderont comme empreinte de ces tristes temps une tristesse composée d'humiliation et de doute, une crainte vague que la liberté du présent ne devienne encore une fois la déception de l'avenir.

CHAPITRE V.

LE CLERGÉ.

1848-1857.

SOMMAIRE. — Les querelles religieuses renaissent avec l'Empire. — La monarchie de Juillet et l'Église. — La révolution de Février et l'Église. — La loi sur l'instruction publique. — L'Église et le bonapartisme. — Les congrégations et les sociétés religieuses travaillent à la fondation de l'Empire. — M. Sibour archevêque de Paris. — Alliance entre la philosophie et la religion. — La fête des Écoles. — Le *ver rongeur*. — La question des études classiques. — Lettre entre l'*Univers* et l'archevêque de Paris. — Une partie de l'épiscopat se déclare en faveur de l'*Univers*. — L'Encyclique du 21 mars 1853. — Défaite de l'archevêque de Paris. — Le sacre de Napoléon III. — Conditions que le pape met à son voyage en France. — Surveillance exercée sur la chaire. — Le sermon du père Lacordaire à Saint-Roch. — Les catholiques libéraux et les ultramontains. — L'Immaculée Conception. — Proclamation de ce dogme.

Le feu des querelles religieuses s'était rallumé depuis l'avènement de Napoléon III; la discussion ne roulait plus sur la question de savoir si le pape peut commander et ordonner, soit en général, soit en particulier, sur les choses temporelles, ou bien si sa puissance de simple suzerain des choses spirituelles est bornée par les canons des anciens conciles reçus en France; le clergé qui, dans la déclaration de la Faculté de théologie de Paris en 1663, et par celle du clergé de France en 1682, avait traduit ce dernier principe en langage théologique, n'existait plus; ses successeurs, sous l'empire même du concordat, s'éloignaient chaque jour davantage de ses

idées. Quelques pauvres prêtres, relégués dans d'obscurs presbytères de campagne, relisant l'histoire de l'Église au moment de la révolution de Février et voyant surgir le suffrage universel, se dirent peut-être que l'Église pourrait bien un jour reprendre pour règle ce précepte du temps des apôtres : « Celui qui commande à tous doit être élu par tous ; » mais la majorité du clergé inclinait vers des doctrines contraires. Le Saint-Siège avait grandi par ses luttes avec l'Empire, par les services qu'il lui avait rendus et par la persécution dont il en avait été récompensé ; l'ultramontanisme, représenté et défendu par des hommes comme de Maistre, de Bonald, Lamennais, avait fait de notables progrès sous la Restauration. L'Église, ébranlée par la révolution, privée des institutions qui lui servaient d'appui, devenue de propriétaire riche et puissante, simple salariée de l'État, était poussée à chercher hors d'elle-même l'appui qui lui manquait et à fortifier son unité par une alliance de plus en plus étroite avec Rome. Les catholiques français, d'un autre côté, éclairés par l'exemple de leurs coreligionnaires de Belgique, avaient compris la nécessité de lutter avec leurs ennemis sur le terrain de la liberté : liberté d'enseignement. Tel est le mot d'ordre qu'ils adoptèrent sous Louis-Philippe ; le hasard leur donna à cette époque non un chef, mais ce qui vaut quelquefois mieux, un agitateur dans M. de Montalembert, pair de France héréditaire, qui avait trouvé une tribune à l'âge où la loi refusait aux roturiers même le droit d'être électeurs. M. de Montalembert commença sa

carrière par une lutte en faveur de la liberté d'enseignement; ses efforts ne furent pas perdus; un parti catholique béni par Grégoire XVI et encouragé par M. Guizot existait en France à la fin du règne de Louis-Philippe. L'ami des libres penseurs du temps de la Restauration, en vieillissant, avait l'air de se convertir; M. de Salvandy, depuis longtemps converti, préparait un projet de loi sur l'enseignement dont les catholiques ne se montraient pas trop mécontents.

Le clergé, malgré les avances du gouvernement, se rapprochait chaque jour davantage de Rome. L'attitude de Pie IX, récemment élevé au pontificat, était faite pour rassurer d'ailleurs les esprits défiants. Les catholiques saluèrent la révolution de Février avec enthousiasme; cette révolution ne s'était point, il est vrai, dès ses débuts, montrée anti-catholique comme la Révolution de 1830; diverses écoles, et le saint-simonisme lui-même, avaient infusé du sang catholique dans ses veines. M. Buchez, passant, après la défaite du carbonarisme ses émotions de la lutte politique aux méditations de la philosophie et de l'histoire, avait été ramené à la pensée chrétienne et au catholicisme par la lecture du *Nouveau Christianisme* de Saint-Simon. Dieu entre Jésus et Robespierre, telle était la trinité Buchésienne, la religion du nouveau révélateur; elle enseignait que tout le mouvement civilisateur qui aboutit à la révolution française, n'est qu'un développement de l'idée chrétienne, et que, loin d'inaugurer une civilisation aussi distincte du christianisme, que celui-ci l'était du

paganisme et du judaïsme, la révolution française n'est qu'une évolution du catholicisme. M. Frédéric Arnaud (de l'Ariège), dévoué comme Buchez à la révolution, s'était refait Gibelin pour imposer au pape la tâche d'assurer la liberté universelle. Les romantiques, quoique un peu revenus de leur ferveur pour le moyen âge, gardaient au catholicisme un reste d'attachement; les souvenirs de l'Église constitutionnelle, un vieux ferment de jansénisme, poussaient encore la révolution de Février vers le sanctuaire et lui faisaient croire que l'arbre de la liberté pousserait mieux arrosé d'eau bénite. L'erreur des républicains ne fut pas de longue durée. Le clergé ne tarda pas de son côté à se tourner contre la République et à seconder les efforts des partisans de la candidature de M. Louis Bonaparte à la présidence. Les catholiques laïques travaillaient également au succès de cette candidature. « M. de Mont- » lembert eut plusieurs entretiens avec le prince. Il » stipulait là comme ailleurs pour la liberté reli- » gieuse. Toutes les idées patriotiques et sages furent » agitées dans ces audiences confidentielles; toutes » les paroles utiles à la France y furent prononcées; » tout ce qui pouvait naître des préoccupations du » présent et de l'avenir s'y fit jour (1). »

Les chefs de l'ancien parti libéral, dupes de leurs terreurs et de leurs préjugés, ayant déclaré que le rétablissement de l'ordre était impossible sous la république, ne pouvaient manquer de se rapprocher

(1) De Falloux, *Le parti catholique*. Paris, 1856.

des chefs du parti catholique et de mettre leurs efforts en commun pour sauver la société. Le suffrage universel venait de révéler aux catholiques leur puissance; ils avaient bien exercé une certaine influence sur les élections censitaires où leurs voix pouvaient décider du résultat, mais qu'était ce faible appoint en comparaison des populations rurales marchant au scrutin précédées de leurs curés? Les libéraux, état-major sans armée, durent accepter le mot d'ordre auquel ils s'étaient montrés jusque-là si rebelles : liberté de l'enseignement. M. de Falloux, ministre de l'instruction publique après le 10 décembre, se chargea de faire passer dans la pratique ce principe reconnu théoriquement par la constitution. M. de Falloux n'était pas homme à se contenter des expédients secondaires, à glisser en fraude quelques jésuites dans l'enseignement, sous le couvert ministériel, à autoriser quelques établissements catholiques; le *Moniteur* annonça, dès les premiers jours de son entrée au ministère, la formation de deux commissions chargées de préparer une loi sur l'instruction publique :

« Les membres de la commission qui avaient professé de tout temps leurs convictions en faveur de la liberté d'enseignement étaient : M. l'abbé Dupanloup, M. l'abbé Sibour, MM. de Montalembert, de Corcelles, de Melun, de Riancey, Fresneau, Cochin, de Montreuil. L'Université était représentée dans cette commission par MM. Cousin, Saint-Marc Girardin, Dubois, Poulain de Bossay, Laurentie, directeur de l'*Union*, Roux-Lavergne, rédacteur de l'*Univers*. La partie flottante ou neutre de la commission, portant tour à tour son appoint à sa droite ou à sa gauche, comptait dans ses rangs MM. Freslon, ancien ministre de l'instruction publique sous le général Cavaignac; Janvier, conseiller d'État; Cuvier, pasteur pro-



testant; Peupin, représentant du peuple; Michel et Bellaguet, chefs d'institution du département de la Seine.

» La présidence de la commission était réservée au ministre; la commission nomma M. Thiers vice-président. C'était lui en effet qui devait exercer et exerça réellement l'action la plus directe sur l'œuvre commune. Assidu à toutes les séances, ardent à toutes les enquêtes, M. Thiers déploya, durant trois mois, un infatigable dévouement et la douleur patriotique qui jaillit du fond de son âme révélait un intime sentiment de l'état moral du pays.

» Assailli en sens contraire par les lumières de son grand esprit et par de chères et paternelles illusions, M. Cousin combattit souvent M. Thiers corps à corps; néanmoins quand il s'agissait de sonder les plaies de la société moderne, nul ne le surpassa en fécondité d'aperçus et d'éloquence. Il repoussait le mode, non le but; en dehors de la commission, il faisait cause commune avec M. Thiers pour la défense du christianisme et pour la défense du saint-siège.

» M. Saint-Marc Girardin n'avait à vaincre ni ses antécédents ni lui-même : c'était le trait d'union de toutes les nuances difficiles à rapprocher, et quand l'esprit de conciliation eut besoin de l'esprit pratique, la délicatesse de ses inspirations ne fit jamais défaut (1). »

Le parti catholique ne se sentait pas encore assez fort pour détruire l'Université :

« Substituer brusquement un clergé déshabitué d'enseigner, garrotté d'étroits liens, à une Université largement privilégiée, en possession de longues préparations; faire soudain apparaître une soutane partout où il y avait un frac, ce n'eût pas été seulement prendre la forme pour le fond, c'eût été constituer un mal énorme et certain, c'eût été faire calomnier par une imitation trompeuse et informe, comme presque tout ce qui est improvisé, l'enseignement religieux tel qu'il peut être quand le temps et les vocations lui ont prêté leur force (2). »

Le parti catholique se contenta pour le moment de modifier le conseil de l'instruction publique, de créer un recteur et un conseil académique par dé-

(1) De Falloux, *Le parti catholique*. Paris, 1856.

(2) De Falloux, *Le parti catholique*. Paris, 1856.

partement. Trois archevêques ou évêques, désignés par leurs collègues, entrèrent dans le conseil de l'instruction publique, l'évêque ou son délégué fit partie du conseil académique en même temps que le préfet et les conseillers généraux; les grades cessèrent d'être rigoureusement exigibles pour les directeurs d'institutions, pour les collaborateurs secondaires, notamment pour les surveillants. Les chefs de corporations religieuses autorisées par l'État purent créer des instituteurs par lettre d'obédience.

Ce projet de loi, qui assurait au clergé une si large part d'influence sur l'instruction publique, ne suffisait pas à l'*Univers* : « Aucune sollicitation, » quelque affectueuse qu'elle fût, aucune séparation, » quelque douloureuse qu'elle dût être, n'eut le » pouvoir de l'éclairer ou de le fléchir. En vain on » essaya de lui soumettre les symptômes évidents du » retour vers le catholicisme; en vain on le conjura » de ne pas entraver par des contradictions de détail » l'ensemble d'un mouvement réparateur; en vain » on lui rappela que les tempéraments de la prudence consolident plus de victoires que les emportements n'en font gagner; toutes les instances » furent inutiles (1). »

Le projet de loi reparut devant l'Assemblée en novembre 1849, dans un moment où l'Assemblée, en proie à l'accès de réaction qui l'avait prise après le 13 juin, était encore agitée par le choix de la commission de permanence durant la suspension de ses

(1) De Falloux, *Le parti catholique*. Paris, 1856.

travaux, et par une crise ministérielle. Il s'agissait d'abord de vider la question du renvoi de la loi au conseil d'État. L'Assemblée, malgré le rapporteur, décida que le renvoi aurait lieu. L'*Univers* se réjouit de ce vote autant que les journaux démocratiques : « Nous avons exhorté les représentants catholiques à voter pour le renvoi au conseil d'État.... Plusieurs l'ont fait, d'autres se sont abstenus. Si nous avons pu exercer quelque influence sur leur détermination, nous sommes loin d'en éprouver le moindre regret.... Nous consentirions de bon cœur à ce que le bulletin, l'unique bulletin qui a formé la majorité fût tombé de notre main. »

M. de Parieu présenta sur ces entrefaites la loi provisoire sur l'instruction publique, et la commission, profitant de l'excitation produite chez les membres de la majorité par quelques lettres d'instituteurs primaires habilement triées, obtint que la première délibération aurait lieu le 14 janvier 1850.

La loi avait contre elle non seulement l'opposition, mais encore une fraction de la majorité composée de dissidents du côté de M. Thiers, et de dissidents du côté de M. de Montalembert. M. Thiers s'adressa pathétiquement aux catholiques de l'*Univers* et à ses propres amis : « On nous reproche d'avoir substitué l'alliance à la lutte. Oui, messieurs, j'ai fait la guerre et je l'ai aimée, mais je n'ai pas cru que la guerre fût la première nécessité du pays. Au contraire, j'ai pensé qu'en présence du danger commun, des circonstances si graves et si menaçantes où nous sommes, et en présence aussi (pourquoi ne

le dirais-je pas?) des dispositions que je rencontrais chez des hommes que nous avons été habitués à regarder comme des adversaires, le premier de nos devoirs était de répondre à ces dispositions nouvelles, et c'est à cette pensée honorable que j'ai consacré depuis un an toute l'activité et tout le dévouement de mon âme. » M. Thiers, à la fin de son discours, conjura ses anciens amis de ne pas l'abandonner : « Maintenant je m'adresse plus particulièrement aux hommes qui m'ont suivi dans ma carrière, qui ont partagé toutes mes opinions, que j'ai vus quelquefois soucieux du projet que nous proposons, se demander, après avoir entendu tant de fois que la conciliation était impossible, si elle était possible en effet. Eh bien ! oui, messieurs, je crois à cette conciliation.... En présence des dangers qui menacent la société, j'ai tendu la main à ceux que j'avais combattus. Ma main est dans la leur, elle y restera, j'espère, pour la défense commune de cette société qui peut être indifférente à quelques-uns, mais qui nous touche profondément. »

La loi fut votée, et ce vote consacra l'alliance entre le clergé et le bonapartisme qui s'apprêtait à lui donner de nouveaux gages.

Un décret présidentiel fut rendu le 31 janvier 1852 expressément pour faciliter aux congrégations de femmes les moyens d'obtenir leur reconnaissance. L'Eglise comptait déjà mille cent trente-six établissements religieux, parmi lesquels quatre-vingt-quinze congrégations de femmes à supérieure générale et deux cent vingt-quatre à supérieure locale ;

les premières avaient le droit de fonder des établissements sur toute l'étendue du territoire français; les secondes seulement dans la circonscription du diocèse ou des diocèses mentionnés dans le décret qui les a reconnues; cinq cents maisons religieuses étaient dispensées de la reconnaissance légale. Treize associations religieuses d'hommes voués à l'enseignement primaire tenaient 1749 écoles; les congrégations, depuis la loi du 15 mars 1850, avaient repris leur place dans l'enseignement secondaire; les jésuites dirigeaient 16 établissements libres soutenus par les souscriptions, les offrandes, les dons volontaires des fidèles et des membres de la compagnie elle-même. Le père de Blacas donna une somme de 600 000 francs au collège de Sainte-Marie à Toulouse; les dominicains ou frères prêcheurs, les bénédictins reprirent le cours de leurs anciens travaux dans l'enseignement ou dans la science.

Cinq congrégations pour la conversion des païens avaient leur principal point d'appui dans l'*Œuvre de la propagation de la foi* établie à Lyon en 1822; un *pater* et un *ave* appliqués tous les matins à la conversion des gentils et cinq centimes par semaine font un membre de cette association, et lui donnent droit à toutes les indulgences dont elle dispose; un percepteur reçoit les dons de dix membres, un autre percepteur est institué pour dix de ces dizaines, un troisième percepteur prend cette recette et la verse dans la caisse centrale; deux conseils siégeant l'un à Paris, l'autre à Lyon, répartissent les fonds entre les congrégations. La recette totale s'élève à peu près à trois

millions et demi dont deux millions fournis par la France. De nombreuses associations laïques venaient au secours des associations religieuses. La société de Saint-Vincent de Paul, la plus puissante de toutes, avait pour but de ramener le pauvre à la pratique des devoirs religieux, de remplacer les unions illicites par le mariage, d'établir des écoles ; le centre de cette société était à Paris, elle y comptait cinquante de ses conférences, son revenu dépassait 200 000 francs par an.

La force dont disposait cette armée religieuse avait été mise au service du coup d'État. Le clergé régulier s'associa dès le début de la dictature à la fortune du dictateur. Quelle fut la conduite du clergé séculier ?

Le gouvernement du général Cavaignac avait donné pour successeur à M. Affre, archevêque de Paris, M. Sibour, évêque de Digne, auteur d'un livre dans lequel il réclamait une plus grande indépendance pour les chapitres et pour le clergé inférieur. M. Sibour, choisi par les électeurs des Basses-Alpes comme candidat aux élections de 1848, avait refusé ce mandat pour se consacrer tout entier à ses fonctions épiscopales. Dès son arrivée à Paris, il s'empessa de visiter les ateliers, prêcha les ouvriers, leur parla de la rédemption du prolétariat et du devoir de défendre la constitution. Le diocèse de Paris, sous l'active impulsion de son archevêque, donna le premier l'exemple de la tenue des conciles provinciaux. Un décret sur la conduite que le clergé devait tenir dans les affaires politiques, fut l'acte le plus important du



concile de Paris; M. Sibour lui donna une gravité particulière, en le publiant avec des commentaires dans son mandement de janvier 1850. Il disait à ses collaborateurs que l'Église n'a pas été établie en faveur de tel ou tel gouvernement, que les prêtres doivent se tenir en dehors des luttes politiques, et ne point se présenter aux élections, ni écrire dans les journaux, leur devoir est de prêcher le respect des lois et l'amour de la patrie. L'évêque de Chartres prit feu contre ce mandement, et M. Sibour fut obligé de déférer la critique peu mesurée de son collègue au saint-siège, qui se contenta de conseiller au bouillant Clausel de Coussergues de retirer les expressions blessantes dont il avait pu se servir contre un de ses collègues de l'épiscopat.

Le concile de Paris avait porté un autre décret contre *les erreurs qui renversent les fondements de la justice et de la charité*, sorte de réponse aux théories socialistes de l'époque; M. Sibour, portant ce décret à la connaissance des prêtres de son diocèse dans son mandement de juin 1851, s'enhardit à proposer au nom de la religion une alliance à la philosophie pour rétablir la morale et la société. Ce n'était pas trop, selon lui, de toutes les lumières réunies de la foi et de la science, « pour dissiper les épaisses ténèbres qui nous environnent, et nous faire sortir du dédale dans lequel nous nous trouvons enfermés ».

Lorsque Venise, de sa voix expirante, invoqua le secours de la France, M. Sibour ne craignit pas d'ordonner des prières pour elle; le bruit se répandit même dans le clergé de Paris qu'il avait écrit au

pape, à Gaète, pour lui conseiller de renoncer au pouvoir temporel. L'archevêque de Paris avait institué la *Fête des écoles* : chaque année, le dimanche qui précède l'Avent, le ministre de l'instruction publique et les principaux employés du ministère, les membres de l'Institut, les notabilités des sciences, des lettres et de l'enseignement, les professeurs, les élèves des écoles spéciales supérieures, les élèves les plus distingués des lycées et des institutions publiques, les représentants de la presse devaient être conviés à une messe après laquelle les membres de la réunion liraient des vers, prononceraient l'éloge d'un saint connu par sa science, et célébreraient dans un discours l'alliance entre la philosophie et la religion. Le programme de la fête instituée par M. Sibour proposait un prix de 1000 francs à l'auteur du meilleur mémoire sur les rapports entre la science et la foi. Le jour où la fête des écoles eut lieu pour la première fois, ce prix ne fut pas distribué faute de concurrents. Le programme de la seconde fête des écoles portait comme sujet de prix pour l'année suivante : « De l'influence du christianisme sur le droit public européen. » La fête des écoles parut froide malgré le *Te Deum*, la bénédiction du saint-sacrement, le discours de M. Sibour sur saint Augustin, et la présence de M. Fortoul, ministre de l'instruction publique ; la lettre pastorale, dans laquelle l'archevêque de Paris explique sa pensée, n'en reste pas moins comme le manifeste du clergé libéral.

Un tel pasteur ne pouvait pas être du goût du parti représenté par l'*Univers*. Ce journal avait seul pro-

testé contre la loi sur l'enseignement, fruit, disait-il, d'une dangereuse collaboration ; il s'efforça d'entraîner l'épiscopat à refuser la part de surveillance qui lui revenait sur les écoles ; plusieurs ecclésiastiques du diocèse de Langres protestèrent, à l'exemple de l'*Univers*, contre l'adhésion donnée à la loi par M. Parisis, leur évêque ; l'*Univers* ne cessait de provoquer le clergé à semblables protestations ; il aurait mis le feu à l'Église si le pape n'était intervenu pour éteindre ce commencement d'incendie.

L'*Univers*, trouvant les noms de Maistre et de Bonald trop usés, avait inscrit sur son drapeau le nom de M. Donoso Cortez, journaliste espagnol converti, député revenu des erreurs parlementaires, nommé marquis de Valdegamas et ministre d'Espagne à Paris par la reine Isabelle, auteur d'un gros livre de philosophie politique et religieuse, dont tous les principes peuvent se résumer ainsi : Il n'y a d'autorité que dans l'Église, ni de gouvernement logique que dans la théocratie ; en politique comme en religion, tout découle du principe d'autorité ; la liberté, fille de l'enfer et du péché originel, cause de tous les désordres qui ont ensanglanté la terre, mère du libéralisme lequel a procréé le socialisme, est le fléau universel ; dans la société il n'y a pas de droits pour les citoyens, mais des devoirs, car s'il existait des droits, on pourrait s'insurger pour se défendre, et se soustraire à l'obéissance due à toutes les puissances, depuis le pape souverain seigneur et les rois jusqu'aux nobles et aux chefs. Si les sujets se révoltent contre les rois, l'Église les condamne ; si les rois se révoltent

contre l'Église, elle les dépose. L'Église, domptant ainsi la tyrannie et la révolte, devient l'arbitre du monde. Les théories de M. Donoso Cortez n'étaient au fond que celles de M. de Maistre gonflées d'emphase espagnole.

La scolastique de saint Thomas avait trouvé une politique dans le livre de M. Donoso Cortez, *l'Univers*, réduit au silence sur la loi de l'enseignement, essaya de tirer de cet ouvrage une littérature ; il porta la discussion sur le terrain des livres et des méthodes, et parla de transformer l'éducation. La littérature du moyen âge convenait seule à la réforme proposée ; l'abbé Gaume se chargea de le démontrer dans un livre intitulé *le Ver rongeur*. La littérature, d'après l'auteur, se partage en deux époques : l'une, la bonne, comprise entre la chute de Rome et la fin du moyen âge ; l'autre, la mauvaise, commençant à la renaissance et finissant à nos jours. L'abbé Gaume trouvait encore bien du paganisme chez les pères de l'Église, depuis la renaissance il y a du paganisme chez tous ceux qui ont écrit ; ce ver rongeur communique aux sociétés modernes sa terrible maladie qui les fait périr. La renaissance, en substituant le culte de l'antiquité classique à l'étude de la littérature chrétienne du moyen âge, et en abandonnant saint Grégoire, saint Léon, saint Thomas et les latinistes du huitième siècle, bien supérieurs, malgré leurs barbarismes, à ceux du siècle d'Auguste, pour les remplacer dans les écoles par Virgile, Horace, Cicéron, Tite-Live, Tacite, rendra cette maladie inguérissable, si l'on ne se hâte de changer le système des études. L'Église parut sur-

prise devant l'*ultimatum* brusquement posé par l'abbé Gaume et soutenu par l'*Univers*. L'Église se vante souvent et se fait un titre d'honneur d'avoir propagé les études classiques par ses papes, ses cardinaux et ses corporations religieuses ; il semblait dur à quelques prélats de renoncer pour elle à cette gloire. M. Dupanloup, qui faisait jouer des tragédies grecques par les élèves de son petit séminaire d'Orléans, se jeta courageusement dans la polémique suscitée par le livre de M. Gaume, et publia des mandements qui contiennent des réponses fort vives contre le rédacteur en chef de l'*Univers* ; il finit par l'excommunier en quelque sorte, en interdisant la lecture de l'*Univers* aux curés de son diocèse. M. Dupanloup réunit en faveur de l'étude des classiques quarante-cinq adhésions parmi ses collègues ; les autres évêques se rangèrent plus ou moins ouvertement du côté de l'abbé Gaume ; ceux-là même qui avaient la prétention de rester neutres dans la querelle laissaient échapper le secret de leurs préférences réelles dans des lettres comme celle-ci, adressée par l'évêque de Gap à l'évêque d'Orléans :

» Monseigneur,

» Je crois en Dieu, créateur de l'Univers, mais je ne crois pas à la bonne foi de ceux qui veulent détruire l'*Univers*.

» Je crois en Jésus-Christ qui a établi son Église avec les docteurs chrétiens, mais non avec les doctes du paganisme.

» Je crois au Saint-Esprit qui a parlé par les prophéties et non par les Sibylles.

» Je crois à la communion des Saints, mais je ne veux pas être de celle du *Siècle*, des *Débats*, de la *Presse* et du *Charivari*.

» Je crois à la résurrection des morts, mais je crains beaucoup celle des gallicans et des parlementaires.

» Je crois à la vie éternelle, mais je ne veux pas de celle des Champs-Élysées, quelque belle que la fassent les poètes païens.

» C'est-à-dire, monseigneur, que je suis pour l'adoption des auteurs chrétiens dans une juste proportion, sans renoncer aux chefs-d'œuvre de Rome et d'Athènes soigneusement expurgés de ce qu'ils ont trop souvent de contraire aux bonnes mœurs et à la foi catholique. »

L'*Univers*, soutenu par la moitié de l'épiscopat, put redoubler de vigueur dans la campagne entreprise contre M. Sibour et contre les classiques. L'archevêque de Paris, ayant averti une première fois ce journal, fut obligé de le suspendre. Le mandement de suspension de l'*Univers* était motivé par « ses insultantes et calomnieuses accusations contre quelques évêques, sa persistance à railler avec un rire imité de Voltaire les prêtres qui défendent l'Église à l'aide d'une méthode que les écoles du monde catholique ont consacrée, ses tentatives pour rendre quelques prélats odieux ». Il ajoutait dans son dernier considérant « : L'*Univers* a méconnu les règles de la controverse chrétienne et même de la simple honnêteté; au lieu de discuter avec mesure et modération pour établir ses opinions ou ses doctrines, il a eu recours aux facéties, au persiflage le plus insultant pour déconsidérer les personnes, il a calomnié des prêtres et des évêques français en répétant avec affectation qu'on poursuit en lui un journal ultramontain. »

L'*Univers*, suspendu par l'archevêque de Paris, trouva un défenseur dans l'évêque de Moulins, qui déclara publiquement que « la suppression et même la suspension de ce journal serait un malheur pour le catholicisme ». L'archevêque de Paris répondit à



ses adversaires par un mandement qui se termine ainsi : « Nous n'avons qu'un juge en dernier ressort » des actes de notre administration, le chef visible de » l'Église, notre saint-père le pape ; le recours à son » tribunal est ouvert non seulement aux écrivains du » journal l'*Univers*, mais aussi à ceux de nos vénéra- » bles collègues qui apprécieraient autrement que » nous la situation qui nous est faite par le présent » acte de notre autorité. »

M. Sibour, renouvelant le blâme qu'il avait infligé à l'*Univers* le 20 août 1850, défendit à tous les ecclésiastiques et à toutes les communautés religieuses de son diocèse de lire ce journal, et aux ecclésiastiques d'y écrire ; les journaux et les revues catholiques du diocèse furent en même temps priés de ne plus reproduire dans leur rédaction, en manière de qualificatifs injurieux, les termes d'ultramontains et de gallicans, Comme si interdire les mots, c'était supprimer les choses.

« Comprimée dans la société civile, avait dit M. Si- » bour dans une lettre adressée aux journaux reli- » gieux, la démagogie a fait invasion dans l'Église » par le moyen d'une partie de la presse appelée » catholique. La démagogie dans l'Église, c'est le » presbytérianisme et le laïcisme voulant se substi- » tuer à l'épiscopat pour l'enseignement et pour le » gouvernement des âmes. La démagogie tend au » renversement de la constitution de l'Église, et, sous » le masque du plus grand dévouement au saint-siège, » elle attaque d'abord l'autorité épiscopale en atten- » dant l'heure de se tourner contre le saint-siège

» lui-même. » Le saint-siège ne parut nullement effrayé de ce péril; il n'y avait, en effet, ni presbytériens dans le camp de l'*Univers*, ni gallicans dans celui de l'archevêque de Paris; le temps n'était plus où Lamennais se plaignait avec tant d'amertume du gallicanisme épiscopal, et où M. d'Astros, archevêque de Toulouse, dénonçait les doctrines de l'*Avenir*. Le haut clergé, de plus en plus ultramontain, consentait à recevoir la liturgie romaine, et tous les décrets des congrégations romaines y compris celle de l'*Index*; il considérait la suspension de l'*Univers* comme un malheur pour le catholicisme; les curés s'inquiétaient de savoir s'ils pourraient lire ce journal; l'évêque de Châlons répondit à ce sujet à un de ses collaborateurs : « Vous me demandez si je trouve bon qu'on » lise l'*Univers*. A vous parler franchement, je n'ai » pas de raison de le trouver mauvais. Le rédacteur » de ce journal est un homme de zèle et de probité; » il est homme de foi et homme d'esprit. Cette qua- » lité qui le rend supérieur à tels et tels qui courent » la même carrière, n'est pas propre à le leur faire » aimer; il y a de l'homme partout, et beaucoup. » Quant à moi, je suis abonné à l'*Univers*, et je con- » tinuerai à l'être; c'est vous dire assez qu'on peut » en faire autant. Si l'on m'en demandait la raison, » je répondrais ou ne répondrais pas, n'ayant de » compte à rendre qu'à Dieu, en de telles affaires, de » mes actes et de mes actions. » Accuser un archevêque, un collègue, un prêtre, de n'obéir dans une circonstance aussi grave, directement ou indirectement, qu'à la jalousie littéraire, cela n'avait rien de

digne ni de charitable. La querelle s'envenimait et se changeait en véritable combat entre les derniers gallicans et les ultramontains. M. de Dreux-Brézé, évêque de Moulins, publia une réfutation de la lettre de M. Sibour et un plaidoyer en faveur de l'*Univers*, à la grande surprise du public qui se demandait comment un prélat légitimiste pouvait se faire le champion d'un journal auquel, d'après lui-même, on pouvait reprocher « d'accepter tous les événements avec trop de complaisance, d'acclamer avec excès l'autorité et la liberté selon le souffle du moment, de paraître convier le clergé à n'apprécier l'une et l'autre qu'au point de vue de son avantage, et de compromettre ainsi la dignité du prêtre devant la conscience publique ». M. de Dreux-Brézé, sans nier « les tristes habitudes de polémique de l'*Univers*, ni son fatal oubli du sens moral dans son acception la plus élevée », ajoutait : « s'il tâche d'exercer une pression sur les évêques et de fomenter le presbytérianisme, au moins cela ne se produit pas à Nevers. »

M. Sibour, en déférant au pape la lettre de M. de Dreux-Brézé, constate que la portée naturelle de cet acte, c'est de frapper de blâme une sentence rendue par un évêque dans l'exercice canonique de ses fonctions. M. Sibour éprouve, on le sent à son langage, une vive émotion : « Moi vivant, la presse religieuse » sera surveillée, et au besoin réprimée par les armes » dont je dispose, les armes spirituelles ; elle restera » dans son devoir ou elle sortira du diocèse, elle ira » chercher ailleurs une juridiction plus complaisante » pour prêcher le mépris de la hiérarchie et faire la

» guerre à l'autorité que je tiens de la miséricorde
 » divine et de la grâce du saint-siège apostoli-
 » que. »

Les rédacteurs de la feuille interdite, devançant l'archevêque de Paris, avaient soumis son mandement au pape ; la décision du saint-siège était attendue avec impatience : Pie IX hésitait. M. Salinis, évêque d'Amiens, ancien disciple de Lamennais, réussit à mettre fin aux hésitations du saint-père. Les ultramontains, sûrs du triomphe, répandaient déjà le bruit qu'un avertissement secret serait adressé à M. Sibour, et que cet avertissement serait rendu public s'il ne se soumettait pas tout de suite.

Une lettre encyclique du pape adressée aux cardinaux, archevêques et évêques de France, et une autre lettre adressée à M. Veuillot par M. Fioramonti, secrétaire du pape, mirent fin au débat. Voici le passage important de cette seconde lettre :

» Vous n'avez jamais rien mis au-dessus de la doctrine catholique, vous vous êtes appliqué à donner sur les autres la prééminence aux institutions et aux statuts de l'Église romaine, voilà pourquoi votre journal excite tant d'intérêt partout, et on le regarde comme très propre à traiter les choses qui doivent l'être dans le temps présent. Il n'est pas étonnant que des personnes qui tiennent fortement à certains principes, à certains usages, à certaines coutumes, soient d'un autre avis, et que, ne pouvant rejeter ouvertement les doctrines de votre journal, elles cherchent à voir s'ils n'auraient pas autre chose à reprendre que la vivacité de son langage et sa manière de l'exprimer. Les autres rédacteurs religieux vous attaquent avec une vivacité d'autant plus déplorable qu'elle retarde le mouvement de plus en plus marqué qui entraîne les populations vers l'obéissance et l'amour du saint-siège apostolique, et contrarie la nation qui se fait manifestement remarquer par le vif désir de se voir unie par des liens plus étroits à la mère et

maîtresse de toutes les Églises... Continuez, mais soyez prudent, ceux qui vous attaquent finiront par reconnaître votre talent et votre zèle. »

Le 7 avril 1853, l'*Univers* publiait la note suivante en tête de ses colonnes :

« Nous, Marie-Dominique-Auguste Sibour, par la miséricorde divine et par la grâce du saint-siège apostolique, archevêque de Paris;

» Après avoir pris connaissance de la lettre encyclique adressée par notre saint-père Pie IX aux cardinaux, archevêques et évêques de France, sous la date du 21 mars 1853;

» Voulant mettre en pratique les conseils qui y sont contenus, et entrer, pour notre part et sans réserve, dans les intentions du chef de l'Église;

» Désirant contribuer par là à l'apaisement des discussions qui ont été soulevées dans ces derniers temps et réjouir le cœur du souverain pontife;

» Nous levons spontanément les défenses portées dans notre ordonnance du 17 février. »

Les remarquables lettres pastorales de M. Guibert, évêque de Viviers, contre l'*Univers*, avaient fort diminué l'influence de ce journal; l'archevêque de Paris l'accrut en engageant avec lui une lutte d'où il sortit vaincu. Les rédacteurs de l'*Univers* publièrent une déclaration relative à la levée de l'interdit épiscopal dans laquelle, à travers une feinte modestie, perce l'accent du triomphe : « Cet acte nous impose » une nouvelle et plus étroite obligation de n'user de » la liberté qui nous est laissée que pour corriger » dans notre œuvre ce qui a besoin d'être corrigé... » Nous devons surtout nous attacher à éviter tout ce » qui pourrait paraître contraire à cette modération » chrétienne qui n'exclut pas la défense libre, franche, » énergique de la vérité... Notre rédacteur en chef,

» M. Louis Veuillot, est encore à Rome ; mais les
» sentiments que nous exprimons furent toujours les
» siens, et dans les lettres que nous avons publiées
» récemment, il a déjà pris, en son nom et au nôtre,
» les engagements que nous sommes heureux de
» renouveler aujourd'hui. »

Les rédacteurs de l'*Univers* se rendirent en corps à l'archevêché pour offrir leurs hommages respectueux M. Sibour. L'archevêque de Paris dut se sentir profondément humilié de cette réconciliation : accuser les gens d'être scandaleux, impérieux, diffamateurs, et les embrasser pour obéir au pape, c'était le triomphe de la discipline ecclésiastique, mais non de la dignité épiscopale.

Le pape, en se rangeant du côté de l'*Univers* contre un évêque, avait pris une résolution grave. Les cardinaux italiens étaient trop fins, trop éclairés, pour se tromper sur le compte des rédacteurs de l'*Univers* : leur esprit devait répugner au ton, au langage de ce journal ; mais l'Église ne parle pas uniquement aux gens lettrés, délicats, aux consciences scrupuleuses, aux esprit sérieux ; elle a besoin de se faire écouter aussi de la plèbe ignorante et vulgaire, immense public qui demande prédication à sa taille.

Les moines de tous les ordres catéchisaient autrefois ce public. L'Église cherchait à remplacer le moine par le journaliste, le sermon par l'article. A quoi bon combattre la philosophie ? Ne vaut-il pas mieux turlupiner les philosophes ? M. Veuillot et les rédacteurs de l'*Univers* remplaçaient pour l'Église les anciens sermonnaires de la borne et du carrefour.



Le saint père demandait dans son encyclique qu'on encourageât les laïques à écrire pour la défense de la religion : « s'ils se trompent, qu'on les redresse avec douceur. » Les laïques répondirent en foule à cet appel. M. Sauzet, ancien ministre, ancien président de la chambre des députés sous Louis-Philippe, demanda que le mariage civil et le mariage religieux fussent réciproquement obligatoires. C'était transporter le mariage et par conséquent la société dans la religion, et défaire l'œuvre de la révolution, M. Sauzet s'était, comme tant d'autres libéraux, réveillé au lendemain de la révolution de Février légitimiste et ultramontain ; sa proposition soulevait les questions les plus importantes : L'acte de mariage serait-il inscrit sur l'état civil au moment même de sa célébration ? le bifferait-on s'il n'était pas suivi du mariage religieux ? Après quel délai le mariage civil ne sera-t-il porté sur le registre qu'après preuve donnée de l'accomplissement du mariage religieux ? Se marierait-on en deux fois, et la première serait-elle en quelque provisoire ? Le mariage, quelle que fût la solution donnée à ces questions, dépendait en réalité du prêtre, libre de ne pas admettre le mariage mixte et de refuser l'absolution au mari. M. Sauzet ne se préoccupait pas de savoir quel serait l'effet du mariage civil dans le cas où l'un des conjoints viendrait à mourir entre les deux mariages. L'essentiel était d'en finir avec une législation qui n'était aux yeux du parti cléricale que la sanction du concubinage.

Les exigences de ce parti ne se bornaient pas à la suppression du mariage civil ; il voulait le droit ex-

clusif de désigner et de nommer les évêques, le retrait des articles organiques du concordat, l'observation du dimanche; à ce prix, mais à ce prix seul, Pie IX consentirait à se rendre à Paris pour sacrer Napoléon III.

Les cérémonies et les fêtes du mariage de l'Empereur terminées, il fallait bien trouver d'autres motifs de fêtes et de cérémonies. Quel programme plus vaste à remplir que celui d'un sacre? L'idée de renouveler le couronnement de Napoléon I^{er} à Notre-Dame devait sourire à Napoléon III; un voyage en France n'était pas non plus désagréable au pape. Les choses d'apparat et de mise en scène ne lui déplaisaient pas : il serait donc venu avec plaisir à Paris, dût cette course ne lui rapporter, au lieu de la suppression des articles organiques, que le plaisir de traverser la France et de bénir Paris. Ses conseillers ordinaires eurent de la peine à lui faire comprendre qu'un pape peut, à la rigueur, se déplacer pour sacrer un fondateur de dynastie, mais qu'un métropolitain suffit à couronner un empereur ordinaire. Le pape ne quitta donc pas Rome, et Paris dut renoncer au spectacle d'un sacre; il le comprit le jour où il lut dans le *Moniteur* un démenti fort sec donné à tous les bruits qui circulaient sur les prétendues modifications du concordat.

Malgré quelques accès de mauvaise humeur l'un contre l'autre, le clergé et le gouvernement vivaient en bonne intelligence. Si quelques prêtres faisaient entendre un autre langage que celui de l'éloge, on leur imposait vite silence; la chaire était surveillée.

Le père Lacordaire prononça devant le cardinal Donnet et devant l'archevêque de Paris, à Saint-Roch, un sermon qui contenait ces passages : « Il ne » faut pas faire le mal pour que le bien en sorte, » quelque puissantes que soient les vues, quelque » grand que puisse être le résultat, même quand il » s'agit de ce qui s'appelle sauver un pays... Dieu » permet qu'il y ait des empereurs et des bourreaux » pour qu'il y ait des saints et des martyrs.... » La police fit son rapport, les ministres se réunirent ; le préfet de police se rendit par leur ordre à l'archevêché et somma M. Sibour de lui dire tout ce qui s'était passé à l'église de Saint-Roch. Le prélat convint que le père Lacordaire avait pu, sans y songer, prononcer quelques mots dont l'esprit de parti pouvait s'emparer, et quelques citations inopportunes. Le père Lacordaire, qui s'était retiré à Flavigny dans une maison de son ordre, déclara dans une lettre que la sténographie de son discours était inexacte, et qu'il avait parlé comme il parle depuis vingt ans. Le gouvernement se contenta de cette déclaration, et l'affaire n'eut pas d'autres suites.

Les catholiques libéraux auraient peut-être approuvé en 1849 l'*Univers* stimulant par les phrases suivantes le zèle des maires à combattre le colportage démocratique : « Avec les ridicules idées de liberté » et de respect des opinions, avec l'opprobre public » jeté sur l'inquisition et la crainte de la *faire revivre*, » avec l'absence de foi et de règle dans les con- » sciences, peut-on supposer que les maires soupçon- » neront qu'ils ont en ce point (le colportage) quel-

» que devoir à remplir? » Mais, en 1853, les catholiques libéraux commençaient à trouver qu'il n'était pas bon de vanter l'inquisition non plus que la Saint-Barthélemy et la révocation de l'édit de Nantes. On sait de quelle vénération les légitimistes entourent les parlements et leurs grands magistrats, les Lamignon, les Malesherbes, etc. Quelle ne dut pas être leur douleur en lisant dans l'*Univers* que « si » Louis XVI avait transformé en parlement quelques » compagnies de gardes françaises, il en aurait reçu » de meilleurs conseils que de tous ces robins entichés de leur importance et de leur popularité », et que Louis XVI était un roi auquel « les idées philosophiques avaient brouillé toute espèce d'idée de » justice et de devoir ».

La querelle entre l'*Univers* et le parti catholique libéral était si ardente, que la feuille ultramontaine s'emporta jusqu'à répondre à un journal qui figurait au premier rang de ses adversaires : « Si l'*Union* était » catholique ou même honnêtement protestante, elle » ne consacrerait pas ses apologies au système de gouvernement inauguré en 1814. Elle lutterait plutôt » contre la pente qui y entraîne tant d'esprits aujourd'hui et qui en rend le retour trop facile; car, pour » le voir remis en pratique, il n'y aurait plus besoin » d'un prince aussi profondément pervers de cœur » et d'esprit que l'auteur de la Charte : il suffirait » d'un prince faible. » L'*Univers*, en 1850, imposait d'autorité la fusion aux princes bannis; en 1856, il traite cette fusion « d'alchimie, de ridicule mixture », et il la flétrit comme « un acte de scepticisme ».

Le réveil de la croyance au merveilleux coïncide toujours avec le réveil de l'esprit religieux. Les tables tournantes, prises au sérieux par des prélats, leur fournirent l'occasion de lancer des mandements pleins de considérations profondes sur les bons et sur les mauvais esprits. Les fidèles, prévenus que Satan avait reparu sur la terre, se mettent à trembler; les curés se lancent dans l'érudition. L'un d'eux écrit à l'*Univers* que le trépied de Delphes était une table tournante et parlante : « l'Écriture sainte a consacré » cette expression pour nous raconter les prouesses » de l'Esprit des ténèbres; il nous tente en *tournant* » autour de nous, *circuit querens quem devoret.* » Les démons ne sont pas, heureusement, les seuls à faire des miracles. Deux enfants, Maximin Giraud et Mélanie Mathieu, laissant leur troupeau sous la garde des chiens, dormaient, par une chaude matinée du mois de septembre 1853, au bord d'une fontaine sur la Salette, montagne des Alpes du Dauphiné; tout à coup ils sont réveillés par une dame dont la tête est surchargée d'une coiffure en pain de sucre; une robe blanche brodée d'une tenaille et d'un marteau, un sabot jaune frangé d'argent, et une écharpe ornée d'une guirlande de roses forment son costume; elle est chaussée de souliers blancs à pompons. Cette dame dit au berger et à la bergère : « Je suis la Vierge; on danse trop, on ne va pas assez à la messe, on fait gras; si cela continue, les pommes de terre, qui sont déjà passablement malades, périront tout à fait; que ceux qui ont du blé ne le sèment pas, ou les insectes le mangeront; une grande famine est prochaine, sans

compter une mortalité générale ; les hommes feront pénitence par la faim, à moins qu'ils ne se convertissent ; alors les pierres se changeront en blé, et l'on n'aura pas besoin de semer les pommes de terre pour les cueillir. » La Vierge, en quittant les enfants, leur communiqua un secret important en leur recommandant de le faire passer à « son peuple ».

Les deux enfants racontent l'apparition au curé de leur village. Ce dernier l'annonce à son évêque, qui fait part de ce miracle à quatre cents religieuses en retraite annuelle à Correne ; le bruit s'en répand de paroisse en paroisse. Une première commission refuse de certifier le miracle. Le pastoureau et la pastourelle sont mis au couvent. Maximin, Vert-Vert en sabots, choyé, dorloté, seriné par les nonnes ; Mélanie, devenue l'objet d'une espèce de culte, ne tarissent pas en détails sur l'apparition. L'évêque de la Rochelle prend le miracle sous sa protection. Le diocèse de Grenoble est partagé en deux camps : les incrédules, rappelant le fameux secret dont la mère de Dieu a fait part aux enfants, demandent pourquoi ils ne le communiquent pas au peuple comme la Vierge leur en a donné l'ordre ; on leur répond que le pape doit en avoir la primeur. Les enfants, sous la dictée du prêtre, écrivent séparément une lettre au saint père ; le supérieur du séminaire, rapporteur de la commission épiscopale pour l'examen du miracle, s'offre pour porter les lettres à Rome. En vain plusieurs prêtres soumettent-ils leurs doutes au pape au sujet de ce miracle, en vain lui font-ils remarquer que plusieurs faux miracles ont été admis dans le dio-

cèse; que la grâce ne produit pas le moindre effet sur Maximin et Mélanie qui ne font que se contredire; que les relations adoptées dans les livres composés en faveur de la Salette ne sont point celles qui ont été données en principe; en vain les signataires de la protestation insistent-ils sur la rétractation de l'un des enfants, et sur l'impossibilité dans laquelle on a toujours été de pouvoir faire concorder les faits racontés; en vain prouvent-ils que c'est par l'emploi de tous les moyens humains et de tous les genres de propagande que la Salette s'est établie; la cour romaine n'écoute que le supérieur du petit séminaire de Grenoble. Cet ecclésiastique revient de Rome avec des indulgences spéciales pour le pèlerinage de la Salette; l'évêque de Grenoble reconnaît la vérité de l'apparition, institue une dévotion particulière en son honneur, et fait bâtir un sanctuaire avec oratoire aux stations où se reposa la Vierge. Une source avait surgi là où elle s'était arrêtée; cette eau miraculeuse, guérissant toutes les maladies, était rapidement devenue l'objet d'un commerce fructueux. L'anniversaire du miracle fut célébré en grande pompe. Les évêques publièrent des mandements, et permirent de prêcher dans leurs diocèses l'apparition de Notre-Dame de la Salette. Aussi les miracles allèrent-ils se multipliant. L'évêque de Luçon avait, le premier, donné le signal de la propagande en leur faveur, en annonçant, sur l'autorité d'un visionnaire du département de Vaucluse, que les yeux d'une image de la Vierge remuaient, et que des villes et des provinces voisines on venait contempler ce miracle

qui durait pendant des mois entiers, et faisait rentrer les spectateurs dans les voies du salut.

La loi d'enseignement avait reçu de profondes modifications; la grande part d'action réservée aux corps électifs, comme les conseils municipaux et les conseils généraux, se trouvait singulièrement restreinte au profit de celle des préfets; l'intervention du clergé dans la surveillance et dans la direction de l'enseignement était notablement affaiblie. Le parti catholique libéral s'en alarmait, mais comme le clergé régulier et séculier jouissait de la plus grande liberté pour fonder des établissements de charité publique, d'instruction et de prosélytisme religieux, ses réclamations étaient très modérées. Quant au parti ultramontain, comme les nominations des évêques se faisaient toujours dans son sens, et qu'elles exerçaient une grande influence sur le clergé des campagnes toujours disposé à penser comme les évêques, il ne trouvait de comparable au règne de Napoléon III dans l'histoire de l'Église que le règne de Charlemagne et de Constantin; il arborait plus haut que jamais le drapeau de l'absolutisme dans l'Église et dans l'État. L'école du *Correspondant* et de l'*Ami de la religion* luttait avec plus de talent que de succès contre ces théories, que Rome ne démentait pas, lorsqu'un grand événement eut lieu dans l'Église.

La chute d'Adam et le péché originel transmis à sa race et effacé par le baptême est un des dogmes essentiels du christianisme; Marie, seule des filles d'Ève, a-t-elle été exempte du péché originel et

conçue immaculée dans le sein de sa mère? L'Église catholique, en professant, au dire de plusieurs théologiens, cette croyance de temps immémorial, avait négligé d'en faire un de ces articles qu'un catholique est obligé de croire pour être sauvé. Le moment parut propice au pape pour transformer cette croyance en article de foi. Le pape, en vertu de son autorité apostolique et comme vicaire de Jésus-Christ, créerait-il et proclamerait-il *ex cathedra* ce dogme réservé mais non pas nouveau, parce que tout jugement dogmatique du pape ou de l'Église n'est que la déclaration de ce qui est contenu explicitement ou implicitement dans la doctrine de Jésus-Christ et des apôtres?

Le saint-père se décida, d'après les traditions de l'Église, à consulter tous les évêques de la catholicité, pour savoir si la naissance immaculée de la Vierge est une croyance universelle, et si l'on peut en faire une définition dogmatique. Deux évêques seulement répondirent d'une façon négative sur la question d'opportunité. Le 8 décembre 1854, le pape convoqua donc les évêques à Rome, et définit en leur présence le dogme de l'Immaculée Conception. Les gallicans, en se soumettant à cette décision, considérèrent pourtant le procédé employé par Rome comme portant un nouveau coup à leurs doctrines qui n'admettent point l'infaillibilité du pape, et ne regardent ses décisions dogmatiques comme infaillibles que lorsqu'elles ont été acceptées par les évêques de la catholicité réunis en concile. Si les catholiques en masse respectèrent au fond la

décision dogmatique de Pie IX, qui correspondait aux vieilles et chères croyances de l'Église, il y eut des dissidents de deux sortes : ceux qui désiraient ne rien changer à l'enseignement traditionnel de l'Église par une définition *ad hoc*, et ceux qui, au lieu d'exalter la Vierge, auraient voulu que son culte ne dépassât pas les bornes d'une saine théologie. Quelques prêtres allèrent jusqu'à protester : l'abbé Laborde de Lectoure se rendit à Rome pour déposer aux pieds du saint-père sa protestation contre le nouveau dogme ; le lieutenant de police de conscience l'arrêta, fit des perquisitions chez lui, et saisit sa supplique au pape ; le tribunal de l'inquisition lui donna vingt-quatre heures pour partir, et la gendarmerie le reconduisit à Civita-Vecchia.

La bulle relative au dogme de l'Immaculée Conception fut envoyée au conseil d'État par la section de l'instruction publique et des cultes. Il s'agissait de savoir si sa publication serait autorisée en France. Une discussion fort vive s'engagea ; les avis furent partagés. M. Cormenin et M. Cornudet se déclarèrent pour l'incompétence du conseil d'État, attendu qu'il s'agissait d'un dogme ; les trois autres membres de la section se prononcèrent dans un sens contraire. Le président Bonjean et M. Boulay (de la Meurthe) défendirent la législation gallicane. La bulle fut autorisée.

Une question d'un autre genre divisait le clergé, celle de la liturgie ou des prières et des cérémonies en usage dans le culte public de l'Église. *L'Univers*,



approuvé par Rome, avait déclaré une guerre acharnée aux liturgies particulières de l'Église de France en opposition, selon lui, avec l'esprit et les canons de l'Église, bien que ces liturgies, surtout celles de Lyon et de Paris, eussent été au moins tolérées par les papes. La lutte entre les partisans des deux liturgies fut très vive, mais les liturgies des diocèses de France, calquées sur celles de Paris et de Lyon, cédèrent peu à peu la place à la liturgie romaine. Celle de Lyon fut sensiblement modifiée dans le sens romain, malgré les suppliques adressées au saint-père par le clergé lyonnais. En 1856 il ne restait plus en France que deux diocèses, Paris et Orléans, ayant conservé la liturgie de Paris, qui est regardée comme un chef-d'œuvre littéraire.

Les évêques n'avaient pas attendu le visa du conseil d'État pour proclamer le dogme de l'Immaculée Conception dans leurs diocèses. Partout cette proclamation fut célébrée par des fêtes et des processions. L'Église eut ses grands spectacles publics comme l'État : illuminations, processions, cortèges, solennités musicales. Des vierges de carton-pierre furent installées à la place où devaient se dresser plus tard les statues de pierre que le gouvernement permettrait aux fidèles d'élever : promenades, clochers, places publiques, buttes, collines, montagnes, aucun lieu propice ne fut négligé. L'Empereur, non content de fournir de sa cassette aux dépenses de tous ces monuments, décida qu'une partie des canons pris à Sébastopol serait fondue pour la statue de Notre-Dame-du-Puy. Cette statue, érigée sur le

rocher de Corneille, devait par ses dimensions servir de pendant au saint Charles Borromée du lac Majeur, aux anciens colosses du forum de Néron et de Dioclétien, et porter jusqu'aux nues le témoignage éclatant de l'alliance entre l'Empire et l'Église.

CHAPITRE VI.

L'ACADÉMIE. — L'UNIVERSITÉ. — LA LITTÉRATURE

1850-1857.

SOMMAIRE. — L'opposition à l'Académie. — Les partis à l'Académie. — Réception de MM. de Montalembert, Alfred de Musset, Dupanloup. — Le prix de morale partagé entre le père Gratry et M. Jules Simon. — M. Berryer demande à ne pas faire la visite traditionnelle à l'Empereur. — Correspondance à ce sujet entre M. Berryer et M. Mocquart. — Séances secrètes de l'Académie. — Réception de M. de Broglie. — *Laboremus*. — M. de Sacy. — Mort de M. Molé. — M. de Falloux. — M. Guizot. — Son influence sur l'Académie. — Une nouvelle classe de l'Académie des sciences morales et politiques. — Dix académiciens par décret. — Le décret de réforme. — Les salons. — L'Université. — M. Fortoul ministre de l'instruction publique. — Réforme de l'Université. — M. Dumas est nommé vice-président du Conseil général de l'instruction publique à la place de M. Thiers. — Suppression de l'enseignement philosophique dans les lycées. — La bifurcation. — Mort de M. Fortoul. — La littérature. — Quelques écrivains seulement se rallient à l'Empire. — MM. Sainte-Beuve, Prosper Mérimée, Théophile Gauthier.

L'idée de réunir les principaux hommes de lettres d'un pays en une sorte de corporation placée sous la protection de la couronne est vraiment monarchique ; l'avantage qu'on en peut tirer pour l'ornement et pour l'éclat du trône n'échappa point à la sagacité du cardinal de Richelieu, ni à celle de Louis XIV, qui fut le second fondateur de l'Académie française. Une institution qui faisait de lui le centre des beaux esprits, comme il était le centre des gentilshommes de son royaume, devait plaire à sa vanité ; la monarchie créait à chaque instant de nouveaux privilèges,

il semblait tout simple que la gloire littéraire émanât de la puissance royale et qu'il y eût des hommes de lettres du roi. Les gens de lettres au dix-septième siècle ne pouvaient se passer de la protection des grands; le roi leur offrit la sienne, ils la préférèrent naturellement à celle des seigneurs. L'Académie française éleva en quelque sorte l'homme de lettres au grade de fonctionnaire; l'académicien exerçait en effet une fonction, celle de contribuer à la formation et au progrès de la langue.

Une corporation comme l'Académie semble incompatible avec la société moderne; mais les contradictions sont nombreuses dans cette société. L'Académie française, abolie par la Convention, refondue, remaniée par le Directoire, refaite par l'Empire, est au nombre des institutions de l'ancien régime qui lui ont survécu; elle eut ses périodes de grandeur et de décadence; elle a servi quelquefois d'asile et de refuge à la liberté dans les temps où le despotisme imposait silence à la plume et à la parole; elle n'a pas servi à grand'chose quand la nation eut une tribune et des journaux libres.

Le public s'occupait peu de l'Académie sous les règnes de Louis XVIII, de Charles X et de Louis-Philippe. Les romantiques lui redonnèrent un peu de vie en l'attaquant et en montrant le plus vif empressement à occuper ses fauteuils; les chefs de la révolution poétique de 1830 s'imaginèrent qu'ils entraient à l'Académie en conquérants. Grande erreur: la seule manière de triompher des corporations, c'est de les dissoudre; elles absorbent ceux auxquels elles

ouvrent leurs rangs : le jour où M. Victor Hugo sollicita de l'Académie l'honneur de l'admettre dans son sein, l'Académie triompha du romantisme. Elle serait retombée dans l'oubli après cette victoire, si, au milieu du silence qui se fit en France au lendemain du coup d'Etat, elle n'avait pas eu seule le droit de parler.

Les ennemis de l'Académie lui ont souvent reproché de ne pas choisir ses candidats parmi les gens uniquement voués à la profession des lettres. Il est facile en prenant, à toutes les époques, dans le théâtre, dans le roman, dans le feuilleton, les quarante auteurs les plus populaires, les plus connus par leurs succès, de se convaincre des incompatibilités morales qui existent entre la vie privée des écrivains et le titre d'académicien. Ce titre exige des conditions de mœurs, de caractère, de fortune, qui ne sont pas souvent réunies chez les hommes voués aux hasards et aux servitudes de la vie littéraire. Pourquoi d'ailleurs restreindre le domaine de la littérature ? pourquoi se plaindre lorsque l'Académie nomme un prélat, un avocat, un savant, un orateur politique et même un grand seigneur ? L'éloquence de la chaire, du barreau et de la tribune ne fait-elle point partie de la littérature ? Les grands seigneurs ne représentent-ils pas cet esprit de conversation dont les Français sont si fiers, et qui, disent-ils, contribue tant à la popularité de la langue française en Europe.

L'Académie, fidèle à ces principes, a toujours ouvert avec empressement ses portes aux hommes politiques. M. de Montalembert avait parlé à l'Assem-

blée législative d'un radeau sur lequel s'étaient réfugiés les partis monarchiques. Ce radeau c'était l'Académie : légitimistes, fusionnistes, orléanistes, les vieux partis s'y réfugièrent tous, et y formèrent la majorité. Le premier résultat de leur entente fut l'élection de M. de Montalembert en remplacement en remplacement de M. Droz, auteur de l'*Art d'être heureux* et d'une *Histoire de Louis XVI*. Belle occasion pour parler de la révolution et pour l'attaquer. M. de Montalembert ne manqua pas d'en profiter : il prouva dans son discours de réception que la révolution est incompatible avec le principe nouveau et le principe ancien, et qu'il faut en finir avec elle si l'on veut que la civilisation l'emporte sur la barbarie.

M. Alfred de Musset, reçu après M. de Montalembert, n'était pas cependant un homme d'opposition. Une pièce de vers publiée par lui et intitulée le *Rêve d'Auguste*, prouve que l'Empire avait trouvé en lui un courtisan plutôt qu'un adversaire. Ce choix était une satisfaction donnée en même temps aux bonapartistes et à ceux qui pensent que l'Académie n'est faite que pour les gens de lettres. Le nouvel élu, dans son discours de réception, ne crut pas cependant devoir s'abstenir de politique. Il n'avait jamais connu son prédécesseur, M. Dupaty, et il s'en prit aux révolutions « qui brisent le commerce du monde et les relations aimables des gens d'esprit ». M. de Musset et M. Dupaty habitaient Paris tous les deux, ils étaient poètes tous les deux, ils vivaient tous les deux en dehors des affaires : quel obstacle les révolutions



pouvaient-elles donc avoir mis entre ces deux hommes ?

Ce fut un piquant contraste de voir Alfred de Musset succédant à Dupaty, et l'auteur de *Rolla* faisant l'éloge de l'auteur des *Voitures versées*. M. Alfred de Musset eut l'air de réclamer l'indulgence pour sa jeunesse un peu turbulente, et de fournir en quelque sorte des explications sur sa présence au milieu des membres de l'illustre compagnie. Le bon goût défendait à M. Nisard, chargé en quelque sorte de recevoir ses soumissions, d'abuser de cette humilité et de transformer la séance de réception en classe et le récipiendaire en écolier qui reçoit une réprimande. M. Nisard ne le comprit pas. Il protesta en pédant contre les écarts poétiques de l'auteur des *Contes d'Espagne et d'Italie*, et trouva moyen, à propos de *Mardoche*, de faire l'apothéose de Boileau et de parler des « doctrines sauvages de 1848 ». Il félicita ensuite M. de Musset de n'avoir pas voulu être autre chose qu'un homme de lettres, éloge difficile à comprendre. L'écrivain, qu'il soit poète, historien, philosophe, dramaturge, romancier, journaliste, doit compte de sa pensée à un parti. Cette nécessité a donné à la littérature française son cachet particulier d'élévation et d'utilité pratique. Les gens de lettres n'auraient pas sans elle occupé depuis 1789 la première place dans le gouvernement. Le discours de M. Nisard n'était qu'une reproduction des articles de M. Sainte-Beuve, ne cessant de répéter aux gens de lettres : « Ne vous mêlez pas de politique », et jetant le cri d'alarme dans le *Constitutionnel* à propos du sujet

de concours choisi par l'Académie : *L'éloquence parlementaire chez les Anglais*.

M. Cousin exerçait une grande influence sur l'Académie. Réconcilié sinon avec le christianisme, du moins avec l'Église, il croyait à la possibilité de l'alliance entre la philosophie et la religion ; l'idée de nouer cette alliance par l'élection d'un membre du clergé à l'Académie ne lui déplaisait pas. M. de Falloux, qui se mêlait de faire des académiciens en attendant de le devenir lui-même, mit en avant la candidature de M. Dupanloup, évêque d'Orléans. M. Dupanloup fut le premier prêtre admis à l'Académie depuis la restauration : il avait commencé sa carrière en 1825 sous les auspices de M. Feutrier, qui lui fit donner une place de vicaire à l'Assomption, alors une des paroisses les plus aristocratiques de Paris. Le catéchisme est après la confession le moyen le plus sûr pour assurer l'influence du clergé sur les familles. Le prêtre, en préparant les enfants à la première communion, se met en communication avec les parents, et plus tard il renoue avec les jeunes gens les relations d'une sorte de paternité spirituelle. M. Dupanloup, grâce à ses fonctions de catéchiste, prit bientôt une telle prépondérance dans la paroisse, que le curé jaloux demanda le changement de son vicaire. M. Dupanloup, éloigné de l'Assomption et nommé chanoine honoraire, entra comme préfet des études au séminaire de Saint-Nicolas. M. Ollivier, curé de Saint-Roch, qui devait, comme évêque d'Evreux, être menacé par les ultramontains d'une déposition, le prit en qualité de vicaire sur la recom-

mandation de M. de Quélen. Il avait été désigné pour remplir les fonctions de confesseur du duc de Bordeaux; la révolution de Juillet lui enleva son pénitent; il se tint à l'écart et comme sous l'égide de M. de Quélen pendant les premières années du règne de Louis-Philippe.

L'abbé Dupanloup avait préparé à la première communion les petites nièces du prince de Talleyrand. L'ancien évêque d'Autun, vieux et presque retiré du monde, ne recevait plus qu'un nombre très restreint d'amis. La vue d'un visage nouveau semblait lui être désagréable. L'étonnement fut donc très grand dans son entourage familial quand on apprit qu'il avait invité à déjeuner un abbé nommé Dupanloup. Ce dernier, quoique vivant dans des relations assez étroites avec plusieurs personnages du monde aristocratique, affectait de les éviter et de ne les accepter que comme un devoir inhérent à ses fonctions religieuses. Ce devoir rempli, il se déroba à toutes les invitations. Il refusa donc celle du prince de Talleyrand. Ce dernier allait se mettre à table avec quelques convives lorsqu'il reçut le billet froid et respectueux contenant le refus de l'abbé Dupanloup. Talleyrand, après l'avoir lu, dit d'un ton bref : « Voilà un prêtre qui ne sait pas son métier. » Les convives se regardèrent ; un long silence suivit cette réflexion.

L'abbé Dupanloup, sollicité par les membres de la famille du prince, revint cependant à l'hôtel de la rue Saint-Florentin, et figura bientôt parmi ses hôtes les plus assidus. Sa présence, ses entretiens intimes avec le maître de cette demeure, devinrent l'objet des

plaisanteries et des sarcasmes de M. de Montrond, le familier du prince, qui affectait d'estropier le nom de l'abbé Dupanloup et de le changer en celui de Cantalou. Personne ne se faisait illusion sur la cause des colloques fréquents entre le prince et l'abbé. Les grands seigneurs du dix-huitième siècle n'avaient au fond aucune croyance religieuse ; fidèles à un certain décorum, ils croyaient convenable et de bon goût de mourir en chrétiens après avoir vécu en philosophes. M. de Talleyrand n'entendait pas faire exception à la règle commune des gens de sa caste. Il choisit l'abbé Dupanloup, non pas pour le réconcilier avec l'Église, la chose était faite depuis longtemps, mais pour remplir les dernières formalités de la vie avec un prêtre éclairé et de bon sens. M. de Talleyrand reçut de l'abbé Dupanloup, à qui il montra le bref du pape qui le relevait de ses vœux et qui sanctionnait son mariage, l'absolution et la communion avec l'indifférence de son caractère, de son âge et de sa maladie.

L'abbé Dupanloup avait été nommé grand vicaire à Paris par M. de Quélen. Le successeur de ce dernier, M. Affre, lui enleva ces fonctions en lui laissant le titre de vicaire général honoraire ; il fut appelé en 1841 à la chaire d'éloquence sacrée à la Faculté de théologie de Paris, et profita de l'occasion pour lancer contre Voltaire une diatribe violente. Le ministre de l'instruction publique suspendit son cours. M. de Falloux, ministre légitimiste d'un gouvernement républicain présidé par un Bonaparte, vint, sept ans plus tard, chercher M. Dupanloup, son ami, au séminaire de Saint-Nicolas pour le nommer à l'évêché

d'Orléans; il devint bientôt dans cette ville riche et dévoté un évêque selon Dieu, mais un peu aussi d'après Fénelon. M. de Salvandy, qui connaissait son faible, lui dit, en le recevant à l'Académie, qu'il s'était formé à l'école du cygne de Cambray. M. Dupanloup se rangea du côté des classiques contre l'abbé Gaume, c'était un titre pour l'Académie. Son discours de réception se fit remarquer par un éloge éloquent des lettres anciennes : le *Siècle* le reproduisit tout entier.

L'élection de M. Dupanloup ne fut pas le seul gage donné par l'Académie à l'union entre la religion et la philosophie : elle partagea ses palmes entre un ancien professeur de philosophie à la Sorbonne, M. Jules Simon, et le père Gratry, appartenant à cette nouvelle école de l'Oratoire qui fait sa part à la raison, et qui, marchant sur les traces de saint Augustin, de saint Anselme, de saint Thomas, nourris eux-mêmes de Platon et d'Aristote, reste fidèle à l'école spiritualiste moderne de Descartes et de Leibnitz, de Bossuet et d'Euler. Le prêtre et le philosophe reçurent chacun un prix de 2500 francs; l'un pour son traité de la *Connaissance de Dieu*, l'autre pour son livre intitulé *le Devoir*. M. de Salvandy présidait la séance de la distribution des prix; il annonça que, vu l'heure avancée, il supprimerait une partie de son discours, très virulent contre Voltaire. L'Académie l'avait prié de la passer sous silence; elle eut de la peine à obtenir ce sacrifice.

M. Berryer, nommé en 1854, fit quelque difficulté d'insérer dans son discours de réception l'éloge tra-

ditionnel du chef de l'État. Le célèbre orateur succédant à M. Henri de Saint-Priest, ancien pair de France, ne pouvait se dispenser de parler de la Restauration, du régime parlementaire, de la tribune, sujets assez délicats à traiter à cette époque. La réception de M. Berryer finit pourtant par avoir lieu le 23 février 1855, au milieu de toutes les notabilités du parti légitimiste. M. Berryer, son cahier à la main, surpris de voir sa pensée présente sans qu'il l'eût appelée, et embarrassé de lire des phrases qui ne naissaient pas en lui au moment où il les prononçait, resta fort au-dessous de lui-même.

L'Académie nomme ses membres, mais si son choix déplaît au gouvernement elle est obligée de recommencer l'élection. Le *veto* royal ou impérial s'exerce rarement, mais la tradition exige que le nouvel académicien, après sa réception, se rende auprès du chef de l'État pour le remercier d'avoir bien voulu lui donner l'estampille ; c'est en quelque sorte le quart d'heure de Rabelais des académiciens de l'opposition. M. Berryer, dans cette extrémité, écrivit à M. Mocquart, chef du cabinet de l'Empereur :

« Paris, 22 février 1855.

» Je fais appel aux souvenirs de mon ancien confrère, M. Mocquart, pour réclamer de lui un bon office. Je viens d'être reçu à l'Académie française. Il est d'usage à peu près constant que chaque académicien aille présenter aux Tuileries son discours de réception. La situation particulière qui m'a été faite en décembre 1851 rend cette présentation tout à fait impossible de ma part.

» Je crois avoir acquis, il y a quinze ans, le droit de m'abstenir aujourd'hui d'une formalité dont l'accomplissement ne serait pas

pénible pour moi seul. M. Mocquart sait bien que par principe comme par caractère, j'ai autant de répugnance pour le bruit inutile et les vaines manifestations que pour un manque d'égards personnels ; je le prie donc de vouloir bien sans retard faire connaître la détermination qu'un sentiment honorable m'impose.

» Je prie M. Mocquart de recevoir les compliments de ma vieille confraternité.

» BERRYER.

» Avocat, ancien membre de l'Assemblée législative. »

M. Berryer ne se bornait pas à négliger l'observation d'une simple formalité, M. Mocquart le lui rappela :

« L'ancien confrère s'est empressé de se rendre à l'appel de M. Berryer ; la réponse suivante en est la preuve.

» L'Empereur regrette que dans M. Berryer les inspirations de l'homme politique l'aient emporté sur les *devoirs* de l'académicien. Sa présence aux Tuileries n'aurait pas causé l'embarras qu'il semble redouter. De la hauteur où elle est placée, Sa Majesté n'aurait vu dans l'élu de l'Académie que l'auteur et l'écrivain, dans l'adversaire d'aujourd'hui que le défenseur d'autrefois.

» M. Berryer est parfaitement libre d'obéir à ce que lui prescrit l'usage ou à ce que ses répugnances lui conseillent. »

M. Mocquart ajouta :

« L'ancien confrère est heureux, dans cette circonstance, d'avoir pu rendre à M. Berryer ce qu'il appelle, ce qu'il croit un bon office, et il lui offre les compliments sincères de la vieille et cordiale confraternité. »

Cette affaire, considérée en dehors des personnes mêmes qu'elle mettait en jeu, avait son importance ; elle pouvait créer un précédent. L'Académie profiterait-elle de l'occasion pour rendre facultative une démarche qui jusqu'alors avait été considérée comme

obligatoire? Se partagerait-elle désormais en membres visitants et non visitants? La docte compagnie tint à ce sujet plusieurs séances secrètes. M. Sainte-Beuve fit constater, dans le procès-verbal, qu'il protestait d'avance contre tous les précédents qu'on pourrait invoquer par suite de la conduite de M. Berryer; M. Nisard accusa M. de Salvandy d'avoir, dans cette circonstance, méconnu ses devoirs de directeur. M. de Salvandy répondit que la demande d'audience avait été adressée au grand chambellan dans les délais ordinaires, mais que, dans l'intervalle, M. Berryer avait jugé à propos de se soustraire à une obligation toujours respectée. Les académiciens timorés s'évertuèrent à montrer les dangers de la situation de l'Académie menacée d'une dissolution. Il y eut vote sur la question, et « l'Académie déclara » qu'elle n'entendait pas considérer ce fait personnel » et non approuvé comme l'abandon de l'usage qui » est à la fois un privilège et un devoir dont elle » s'honore ».

M. Ponsard, appelé à remplir le fauteuil de M. Baour de Lormian, appartenait de droit à l'Académie par son talent de poète tragique; quelle fraction de l'Académie allait-il grossir? M. Ponsard, républicain en 1848, avait, au lendemain même du coup d'Etat, accepté la place de bibliothécaire du Sénat; il donna, il est vrai, presque tout de suite sa démission. Son discours de réception, sans couleur politique bien tranchée, mais plein de beaux sentiments, contenait un éloge de Victor Hugo et de Lamartine, fort applaudi par les auditeurs et par les journaux.



M. le duc de Broglie, ministre des affaires étrangères sous Louis-Philippe, auteurs de plusieurs articles publiés dans les journaux et dans les revues, n'était pas membre de l'Académie française. Elle répara cet oubli dans les commencements de l'année 1856. Les journaux crièrent beaucoup contre cette élection et contre l'influence que le *parti des ducs* prenait à l'Académie, ils ne purent cependant s'empêcher de louer son discours de réception dont la péroraison produisit une très profonde impression sur l'auditoire. « L'empereur Sévère, soldat porté au » trône des Césars par la fortune, surpris par la mort » à York lorsqu'il accourait des extrémités de l'Asie » pour repousser une invasion de Calédoniens, disait » à l'ami qui, penché sur sa couche, soutenait sa tête » accablée : « J'ai été toutes choses et rien ne vaut ; » *omnia fui et nihil expedit.* » Puis voyant s'avancer » le centurion qui chaque matin venait lui demander » le mot d'ordre, il se leva sur son séant et lui dit » d'une voix ferme : « *Laboremus*, travaillons. » Ce » fut sa dernière parole. — Que ce soit aussi la » mienne en ce moment, que ce soit la nôtre aussi » longtemps qu'il sera donné à chacun de nous de » vivre et d'élever une voix entendue de notre pays : » *Laboremus.* »

L'orateur avait malheureusement consacré une partie de son discours à la défense du 18 brumaire, L'Empereur s'en souvint et l'en félicita lorsqu'il vint, selon l'usage, lui présenter ce morceau d'éloquence. M. de Broglie essaya de faire des réserves et d'établir une différence entre le 18 brumaire et le 2 décembre.

L'Empereur lui répondit : « L'histoire jugera qui de nous deux a raison. »

M. Silvestre de Sacy, rédacteur du *Journal des Débats*, avait été élu académicien dans le même scrutin que M. Dupanloup, en remplacement de M. Jay, rédacteur du *Constitutionnel*. M. de Sacy, dans ces temps heureux où les journalistes n'avaient pas de signature, mais où ils se faisaient un nom, aimait à se dérober dans les vapeurs lointains de la politique. Détaché de toutes les ambitions terrestres, sans envie, sans autre passion que celle des livres et de l'ordre public, il vivait en sage, loin du bruit et de l'agitation. Le gouvernement constitutionnel dut lui faire violence pour attacher un bout de ruban rouge à sa boutonnière. M. de Sacy ne paraissait jamais dans les salons ministériels, encore moins à la cour. Des bureaux des *Débats* à sa cellule en traversant la boutique des libraires, voilà sa vie ; cénobite du journalisme, il dirigeait la conscience du parti conservateur comme ces directeurs d'autrefois que leurs pénitents ne voyaient pas et n'entretenaient que par correspondance. Cette existence, toute confite en littérature et en dévotion, touchait profondément les cœurs en faveur de cet homme de solitude et de renoncement. Défenseur de la monarchie constitutionnelle et de la liberté, il reçut de l'Académie la simple couronne de laurier à laquelle il avait droit ; la presse fit taire ses divergences pour chanter son élection ; le journalisme se sentit pour ainsi dire académicien en lui ; c'est par là surtout que sa réception fut une réception politique.

La mort de M. Molé en 1856 laissa un fauteuil vacant à l'Académie. M. Molé, jusqu'au 2 décembre, n'avait point passé pour un ennemi bien farouche du prince Louis-Napoléon ; le grand parti de l'ordre le soupçonnait même d'entretenir des relations assez intimes avec l'Élysée. Une réunion d'hommes politiques appartenant à ce parti eut lieu vers la fin du mois de novembre aux Tuileries, dans les appartements occupés par le général Changarnier, en qualité de commandant en chef de l'armée de Paris. Le général Changarnier aurait, s'il faut en croire le *Constitutionnel*, proposé d'arrêter le président, de le mettre à Vincennes, de fermer l'enceinte législative en prorogeant l'Assemblée à six mois, et de s'emparer de la dictature. Louis Bonaparte aurait été prévenu de ce projet, toujours au dire du *Constitutionnel*, par M. Molé en personne. M. Molé démentit ce journal avec indignation. Les membres de la commission de surveillance de l'Assemblée législative s'étaient pourtant plaints ouvertement de ses rapports avec le président de la République. Quant à l'Académie, elle ne pouvait guère douter du bonapartisme de M. Molé en songeant à la verte semonce que M. de Vigny s'attira de sa part, le jour de sa réception, pour avoir critiqué l'Empire ; les choses allèrent si loin, que le récipiendaire, justement blessé, refusa de se faire présenter au roi, suivant l'usage, par le confrère qui l'avait traité si peu convenablement.

M. Molé n'avait pas d'autre titre à l'Académie qu'un petit livre publié dans sa jeunesse sous ce titre : *Essais de morale et de politique* ; il serait resté

le plus obscur des moralistes français sans la protection de Cambacérès et sans la faiblesse de Napoléon I^{er} pour les noms de l'ancien régime. M. Molé, successivement maître des requêtes, conseiller d'État, préfet, directeur des ponts et chaussées, ministre de la justice, et comte par-dessus le marché, se trouva chargé de justifier le sénatus-consulte qui enlevait au Corps législatif le droit de désigner les candidats à la présidence : « Il peut arriver, dit M. Molé dans » son rapport, que les hommes portés sur la liste des » candidats, quelque honorables et distingués qu'ils » soient par leurs lumières, n'aient jamais été connus » de l'Empereur. Or, il est dans le palais des éti- » quettes, des formes, qu'il est convenable de con- » naître, et qui, faute d'être bien connues, peuvent » donner lieu à des méprises, à des lenteurs, que les » corps interprètent toujours mal. Tout cela est évité » par la mesure que nous proposons. » Voilà comment M. Molé justifiait une mesure qui violait ouvertement la constitution.

M. Molé se rallia tout de suite à la Restauration, ce qui ne l'empêcha point pendant les Cent-Jours de reprendre la place de directeur des ponts et chaussées qu'il avait occupée sous l'Empire. Les corps constitués vinrent tour à tour, selon l'usage, débiter au pied du trône impérial restauré une de ces longues tirades de flatterie et de mensonge qu'on appelle des adresses. Celle du conseil d'Etat parlait de liberté de la presse, de liberté individuelle, d'égalité de droits, de revision des institutions par une grande assemblée représentative. Elle fut signée par tous

les conseillers d'Etat, à l'exception de M. Molé, à qui sa conscience défendait de reconnaître la souveraineté du peuple. Trois mois après, se glorifiant de ce refus auprès des Bourbons, il le motivait sur sa haine pour l'usurpation et par son dévouement à la légitimité. Serviteur de la monarchie constitutionnelle et usurpatrice de Louis-Philippe, il était revenu à la fin de sa carrière aux impressions et aux sentiments de son origine et de sa première jeunesse. Le comte de Chambord recevait ses visites, et il figurait parmi les plus ardents entremetteurs de la fusion.

M. Molé passait l'été à son château de Champlâtreux. Le jour de sa mort il présidait au dîner, entre M. de Montalembert et M. de Falloux, et jamais il n'avait montré tant de lucidité, lorsque tout à coup il devint très pâle, et eut par deux fois une sorte de hoquet convulsif; sa tête s'inclina légèrement sur sa poitrine. Retrouvant son énergie par un effort de sa volonté, il se redressa, et appuyé sur son gendre il rentra chez lui en cherchant d'une voix ferme à rassurer ses convives. M. Molé se mit au lit, et quoiqu'il eût reçu précédemment la communion des mains de M. Dupanloup, il fit appeler le curé de son village, bénit sa fille et sa petite-fille, et pendant que son médecin traçait une ordonnance, il mourut dans une légère convulsion à l'âge de soixante-quinze ans.

A qui son héritage académique était-il destiné? La presse démocratique s'indigna en entendant prononcer le nom de M. de Falloux. Elle avait pris l'Académie sous sa protection: mais l'élection de M. de Broglie et la candidature de M. de Falloux prouvaient

que sa protégée ne la payait que d'ingratitude. Le *Siècle* commença par contester ses titres de noblesse; s'il ne parvint pas à prouver qu'il descendait d'un marchand de chandelles d'Angers, il fit rire le public en racontant comment son père, nommé comte par Charles X quelques jours avant sa chute, avait prêté serment entre les mains de l'usurpateur Louis-Philippe I^{er}.

M. de Falloux, quoique comte, n'a point le style gentilhomme; sa phrase est courte, sèche, guindée; ses amis, pour atténuer les hostilités soulevées par sa candidature à l'Académie, répétaient partout qu'il s'était complètement retiré de la vie politique et que, tout entier aux travaux de l'agriculture, il drainait ses champs, engraisait ses bestiaux, sans autre ambition que celle d'obtenir les couronnes du concours de Poissy; on le trouvera certainement à la charrue, disaient-ils, le jour où on lui apportera la couronne académique. L'opinion publique ne se laissait pas persuader. La polémique des journaux contre l'élection de M. de Falloux devenait chaque jour plus ardente; entamée au moment où les représentants des puissances allaient se réunir à Paris pour mettre fin à la guerre d'Orient, elle partagea presque l'attention publique avec les délibérations du congrès.

Le grand protecteur de M. de Falloux à l'Académie, M. Guizot, avait pris à tâche d'écarter les ronces sur les pas de son candidat de prédilection, de convaincre les académiciens, de rallier le nombre de voix nécessaires à son succès. Le dernier chef de cabinet de Louis-Philippe avait transporté sur le



terrain académique ses haines et ses rancunes contre la révolution française. Cette révolution, entreprise pour assurer le triomphe de la liberté et de l'égalité, n'avait réalisé jusqu'alors que la seconde partie de son programme, la plus facile du reste, celle que la nation française devait comprendre le mieux. Quoique l'idée de liberté n'ait pas encore pénétré jusqu'à présent assez profondément dans l'esprit d'un peuple formé depuis dix siècles au despotisme, la liberté et la révolution n'en sont pas moins inséparables en principe. M. Guizot s'est toujours montré ardent à empêcher cet accord. Des hommes politiques, dont le dévouement à la monarchie de Juillet n'était pas douteux, proposèrent de la faire sanctionner à son origine par le suffrage universel. M. Guizot et ses amis crièrent à la révolution, et l'ère du quasi-droit divin fut inaugurée. Cependant, quand les diverses fractions du parti monarchique, réunies en 1849 sous le nom de grand parti de l'ordre, rappelèrent leurs anciens chefs sous les drapeaux, M. Guizot, seul, fut mis à la retraite la veille de la bataille. Représentant des opinions conservatrices, sans avoir été le représentant du parti conservateur, ce n'était pas sa chute en 1848 qui le rendait inutile à son parti, mais son passé tout entier, ou pour mieux dire lui-même. N'admettant ni l'élection, ni le droit divin, faisant résulter le droit d'un contrat conclu en dehors de la souveraineté du peuple et de l'hérédité, entre une monarchie sans sujets et une révolution sans révolutionnaires, M. Guizot, las d'offrir à la France un dogme dont il était l'unique créateur et le

dernier adepte, avait fini, en désespoir de cause, par se réunir à la fusion. L'Académie étant le seul lieu où il pût faire de la politique et exercer encore une certaine influence, il se mêlait beaucoup des élections : celle de M. de Falloux fut son œuvre.

La presse démocratique protesta contre cette élection, comme si les destinées de la liberté dépendaient du vote de l'Académie; c'était s'exagérer singulièrement son importance. Le spectacle de la salle du palais des Quatre-Nations s'ouvrant pour recevoir la portion de la société française fidèle encore à la littérature, à l'histoire, à la philosophie, à toutes les nobles études que la société de l'Empire avait l'air de rejeter comme inutiles et dangereuses, aurait paru plus grand si les attaques contre Voltaire, le dix-huitième siècle et la révolution n'avaient formé le fond des discours des orateurs. Les hommes vraiment libéraux n'attachaient qu'une importance relative aux séances de l'Académie. Quant au gouvernement, il se consolait des épigrammes et des allusions qui pleuvaient sur lui aux jours de réception, en songeant qu'elles lui permettaient de se glorifier à peu de frais de la liberté de parole qu'il laissait à ses ennemis.

L'opposition de l'Académie française n'était pas pourtant sans causer quelques ennuis au pouvoir. L'Académie avait été plus d'une fois avertie qu'elle finirait par obliger le gouvernement à prendre des mesures contre elle. M. Fortoul tenait suspendu sur sa tête un règlement menaçant. Il s'en prit d'abord à l'Académie des sciences morales et politiques.

Napoléon I^{er}, qui n'aimait pas, comme on sait, les idéologues, avait supprimé, le 3 pluviôse an XI, la classe de l'Institut dite des sciences morales et politiques, où ils s'étaient réfugiés; M. Guizot, qui ne se mettait pas souvent en opposition avec l'esprit de dévotion et de conservation, eut la fantaisie, en 1832, de proposer à Louis-Philippe de la rétablir; le roi répondit : « Elle sera utile pourvu qu'elle ne soit pas pressée de se faire écouter, et qu'ailleurs on ne fasse pas trop de bruit. » Mais comment reconstituer cette Académie? Louis-Philippe n'eût pas consenti à instituer des académiciens de droit divin; heureusement à cette époque tous les membres de la classe supprimée n'étaient pas morts; Daunou, Garat, Lacuée, Cessac, Merlin, Pastoret, Reinhart, Rœderer, Sieyès, Talleyrand, Destutt de Tracy, de Gerando, vivaient encore, le noyau de l'institution existait, il ne s'agissait plus que de la compléter. Le gouvernement eut d'abord la pensée de porter à vingt le nombre des membres commençant la liste de la nouvelle Académie, en leur adjoignant ceux des membres de l'Institut qui s'étaient fait connaître par des ouvrages relatifs aux sciences morales et politiques. Réunis aux douze premiers membres, les huit autres auraient complété par voie d'élection le nombre de trente; mais le choix de ces nouveaux académiciens était difficile, il imposait à la puissance royale la nécessité de l'arbitraire. Ces huit académiciens auraient été choisis mais non élus. Le plus convenable était donc de charger les douze survivants de désigner quatre nouveaux membres pris dans l'Institut : le titre de

ces nouveaux membres désignés par leurs pairs équivaldrait à une élection régulière. Les choses se passèrent ainsi. L'Académie, constituée au nombre de seize membres, en nomma sept autres, et elle choisit ensuite, sauf l'approbation du roi, un secrétaire perpétuel.

Ces précautions n'étaient pas faites pour un homme comme le ministre de l'instruction publique ; M. Fortoul créa du même coup une nouvelle section dite de politique, d'administration, de finances, dont personne ne voyait bien la nécessité, et il pourvut en même temps à coups de décrets au choix de ses membres, qui furent : MM. d'Audiffret, Barthe, Bineau, Pierre Clément, Cormenin, Greterin, Laferrière, Mesnard, général Pelet. Les membres de l'Académie française furent par là prévenus qu'on pouvait créer des fauteuils d'académicien, et trouver des gens se passant fort bien d'y siéger par suite du suffrage de leurs collègues, pensant que l'investiture impériale vaut bien celle du scrutin.

Aussi le bruit d'une réforme de l'Académie française circulait-il toujours. Les journaux étrangers annonçaient même la prochaine publication au *Moniteur* d'un décret ainsi conçu :

« Considérant que le chiffre des membres de notre
 » Académie française n'est plus en rapport avec le
 » chiffre de la population, et que la diffusion des
 » lumières a augmenté le nombre des gens qui s'oc-
 » cupent de littérature, avons arrêté et arrêtons ce
 » qui suit :

» 1° Le nombre des membres de notre Académie » est porté de quarante à cinquante.

» 2° Sont nommés membres de l'Académie fran- » çaise : MM. Théophile Gautier, Achille Jubinal, » Granier de Cassagnac, Amédée Thierry, Arthur de » la Guéronnière, etc. »

Louis XVIII, en expulsant Sieyès, Cambacérès, Regnault Saint-Jean d'Angely, Lucien Bonaparte, Fontanes, Étienne, Roederer, Arnault, Maret, Maury, avait réduit un moment l'Académie à trente membres. La *Quotidienne* lui conseilla, en pourvoyant aux vacances, d'augmenter le nombre des fauteuils. « Quoi ! répondit-il, on ne dirait plus les quarante ? » Il refusa. Louis XVIII aimait à maintenir les traditions ; M. Fortoul s'en souciait médiocrement.

La crainte de ne trouver aucun écrivain sérieux résigné à devenir académicien d'État ne pouvait l'empêcher de présenter à la signature de l'Empereur un décret analogue à celui qui avait ajouté une nouvelle classe de dix membres à l'Académie des sciences morales et politiques. M. Bineau, seul parmi les membres nommés par l'Empereur pour faire partie de la classe créée à l'Académie des sciences morales et politiques, refusa une fonction qu'il ne tenait pas de l'élection ; ce précédent était de nature à encourager le ministre de l'instruction publique.

M. Fortoul n'aimait pas l'Institut où il aurait voulu entrer, et où il n'obtint une place (1) qu'après de longues sollicitations et de pénibles manœuvres. Il

(1) A l'Académie des inscriptions et belles-lettres.

s'était souvent demandé si son organisation était bien conforme à la pensée du règne, et s'il avait été mis en rapport comme toutes les autres forces enseignantes avec les nouvelles institutions. N'y avait-il pas là quelque fissure par où les mauvaises doctrines pouvaient se glisser dans la société? Les hommes d'Etat de l'Empire ne croyaient qu'à l'influence de l'or. M. Fortoul, pour rattacher les membres de l'Institut au nouveau gouvernement, avait eu l'idée de porter à six mille francs le traitement annuel des académiciens et d'augmenter l'indemnité des rédacteurs du *Journal des savants* dans une proportion semblable. C'était mal comprendre l'esprit des académiciens et les sentiments qui guident les écrivains dignes de ce nom. « On voit bien, répondit M. Biot à M. Fortoul, qui lui parlait de ces projets, que les ministres ont envie d'être de l'Académie et les chambellans aussi. »

M. le ministre, ne pouvant séduire les académiciens, ne renouça pas à son plan de mettre en harmonie le régime intérieur de l'Institut avec les institutions nouvelles; il fit paraître un décret qui peut se résumer ainsi : Les cinq académies se réuniront en séance publique et générale le jour de la Saint-Napoléon; le ministre de l'instruction publique règlera lui-même l'ordre et l'époque des séances publiques particulières à chacune des cinq Académies, la police des séances lui appartiendra, c'est-à-dire qu'il se chargera de la distribution des billets, et qu'il *fera sa salle* d'avance comme certains directeurs de spectacle. Le scandale de certaines séances

où l'Académie et l'auditoire ont poussé l'esprit d'opposition presque jusqu'à la sédition, exige que ces précautions soient prises; les bibliothécaires, les préposés des académies, forment un nombreux personnel d'employés jouissant d'avantages qui ne doivent pas servir à encourager l'esprit de faction; le ministre, à l'avenir, nommera les titulaires de ces emplois. Il y avait là ce qu'on appelle un coup de balai à donner : l'intrépide M. Fortoul avait déjà saisi l'instrument par le manche, mais M. Prosper Mérimée se chargea de voir l'Empereur et de lui faire comprendre qu'il n'avait aucun intérêt, pour le plaisir de nommer quelques employés, à se brouiller complètement avec une corporation littéraire encore puissante. M. Fortoul reçut l'ordre d'arrêter l'exécution de son projet; le gouvernement se contenta de prouver aux employés de l'Académie, en les confirmant dans leur emploi, qu'il pouvait au besoin les destituer.

L'œil du ministre réformateur n'avait pas pu voir sans en être ébloui le chiffre des sommes destinées aux prix annuels. Quel chagrin de songer que tout cet or s'en allait, par des canaux souterrains, féconder les travaux des écrivains de l'opposition; impossible de mettre la main sur ces prix; mais ne pouvait-on au moins associer le gouvernement à leur distribution? M. Fortoul chercha beaucoup; il finit par trouver qu'il était bon que l'État fît concurrence à l'Académie, et cherchât à se rattacher les gens de lettres par l'appât de récompenses considérables. Le gouvernement, ne voulant pas paraître moins géné-

reux que l'Académie, et pour avoir l'air d'éprouver une grande sollicitude pour les progrès de l'esprit humain, institua donc un prix de 20 000 francs décerné dans les trois ans, par les cinq Académies, à l'ouvrage ou à la découverte qu'elles jugeront le plus propre à honorer le peuple français.

Napoléon III s'était souvenu des scrupules de Louis XVIII. Le décret du 13 juillet 1855 ne contenait aucune disposition nouvelle relative au nombre des membres de l'Académie ; mais il supprimait plusieurs de ses prérogatives. Le bureau de l'Académie, composé de MM. de Noailles, Dupanloup et Villemain, se rendit aux Tuileries pour remettre à l'Empereur un mémoire renfermant de respectueuses observations au sujet de ce décret. M. de Noailles fit remarquer au chef de l'État que la mission du bureau était de défendre le passé et le présent de l'institution académique, et que les privilèges de leurs prédécesseurs formaient un héritage qu'ils devaient transmettre intact à leurs successeurs. L'Empereur répondit que, loin de vouloir diminuer l'Académie, il songeait à en augmenter l'éclat ; mais qu'en laissant de côté des choix qu'il ne voulait pas contrôler, on lui avait dit que l'Académie avait apporté de fâcheuses préférences politiques dans la distribution des prix. Était-ce une allusion au prix décerné au *Devoir*, par M. Jules Simon, ancien membre de la Constituante et du conseil d'État de la République, professeur de l'Université, démissionnaire par refus de serment ?

L'Empire, plus qu'à demi brouillé avec l'Académie,

ne vivait pas en meilleure intelligence avec les salons. Ils prennent une grande importance dans les pays où il n'y a ni tribune ni journaux libres; les salons, quand tout le monde se tait, parlent encore et il est impossible de leur imposer silence; mais, par leur tendance à mépriser ce qui ne vient pas d'eux et à régenter l'opinion publique, ils finissent par l'indisposer et par lui inspirer une sorte de méfiance contre leurs hommes d'État et contre leurs hommes d'esprit; leur opposition dans certains moments est cruelle cependant, et les gouvernements la redoutent d'autant plus qu'ils ne peuvent rien contre elle. L'Empereur s'y montrait d'autant plus sensible que l'opposition de l'Université et de presque tous les hommes de lettres se joignait encore contre lui à celle de l'Académie et des salons.

M. Fortoul était ministre de la marine lorsqu'on vint le chercher sur son banc de quart pour le charger d'approprier l'Université à ses nouvelles destinées, et pour l'organiser d'une façon conforme au jeu des institutions du second empire. Il avait pour consigne de ne laisser subsister de l'ancienne Université que ce qui était indispensable pour prouver qu'elle n'était pas supprimée. M. Fortoul accepta cette tâche avec empressement. Un décret imposa le serment politique aux membres de l'Université, et força ses professeurs les plus illustres, depuis M. Guizot jusqu'à M. Barthélemy Saint-Hilaire, depuis M. Vacherot jusqu'à M. Michelet, à se retirer de l'enseignement découronné par leur retraite. MM. Barni, Frédéric Morin, Challemel-Lacour,

Despois, Morel et bien d'autres encore donnèrent noblement leur démission.

Le ministre se mit ensuite à bouleverser le conseil de l'instruction publique. MM. Thiers, Beugnot, Orfila, Dubois, Cousin et Flourens en furent expulsés; M. Dumas en eut la vice-présidence à la place de M. Thiers, M. Désiré Nisard remplaça M. Saint-Marc Girardin comme secrétaire. M. Fortoul aurait voulu que ce dernier acceptât l'inspection générale de l'enseignement des lettres, mais les plus pressantes sollicitations restèrent vaines. La section permanente du conseil général fut supprimée. M. Fortoul, pour appliquer les principes propres à rétablir l'ordre et la hiérarchie dans le corps enseignant, fit perdre à l'Université la garantie de l'inamovibilité dont elle jouissait, comme l'armée et comme la magistrature.

Les facultés, le Collège de France, le Muséum d'histoire naturelle, l'École des langues orientales, le bureau des longitudes, soumis à une réforme complète, au lieu de se recruter eux-mêmes comme autrefois, durent admettre parmi eux des professeurs et des membres nommés par l'État sur la présentation du ministre. Ce dernier, dans le cas de nominations à faire dans les établissements particuliers, put désormais joindre aux deux candidats présentés par les professeurs et par les membres de la classe correspondante de l'Institut, un troisième candidat connu par ses travaux. Le ministre se réserva toutes les nominations dans l'enseignement secondaire, dans les écoles préparatoires de médecine et de phar-



macie, ainsi que dans tous les établissements d'enseignement de l'État.

M. Fortoul, s'imaginant que ce qu'on enlève à l'étude des lettres profite à l'étude des sciences, et que ce qu'on ôte à l'étude des langues anciennes doit servir à l'étude des langues modernes, établit ensuite une division radicale entre les études scientifiques et les études littéraires : deux divisions furent créées dans les lycées. L'enfant, après un premier cours élémentaire, devait choisir la division dans laquelle il voulait entrer; c'est ce que M. Fortoul appela la bifurcation. L'étude de la philosophie fut rayée du programme des études, et remplacée par un cours de logique portant sur les méthodes et sur les procédés de l'esprit humain. M. Fortoul voulait faire des hommes sans leur apprendre ce que c'est que l'homme. L'enseignement religieux devint obligatoire pour tous les internes, à quelque classe qu'ils appartenissent; le cours de religion devait avoir lieu une fois par semaine dans chaque division, durer une heure et donner lieu à des compositions. Des prix de dogme furent institués; l'enseignement religieux devait être inspecté par l'évêque diocésain ou par ses délégués.

L'enseignement de la théologie se trouvait ainsi à moitié restauré. M. Fortoul porta ensuite sur l'École normale un regard investigateur : il voulait qu'au lieu d'élèves pour l'agrégation, on n'y formât plus que des professeurs; le concours d'agrégation fut supprimé. Les études littéraires occupaient à son gré une place trop exclusive; elle sera partagée à l'avenir

entre l'étude de la langue et celle de la littérature; l'étude de la langue doit être placée au premier rang, elle devient le fond même de l'enseignement, les élèves n'apprennent plus la grammaire à l'école, mais à la faculté. M. Fortoul, après ces réformes, ne pouvait laisser l'enseignement de la philosophie dans l'état où il se trouvait; il devait empêcher le virus de se répandre. L'enseignement de la philosophie à l'École normale fut donc réformé d'après le principe consacré par le décret sur les lycées : Première année : revision et développement du cours de logique; deuxième année : étude de l'histoire de la philosophie limitée aux époques classiques; troisième année : étude et démonstration des points fondamentaux de la théodicée, de la morale et de l'esthétique. Les autres parties de l'enseignement de la philosophie furent éloignées de l'enseignement comme vaines subtilités. L'infatigable réformateur ajouta un choix des pères de l'Église et des morceaux tirés de Tertullien et d'Augustin, à la liste des auteurs profanes dont les textes furent scrupuleusement choisis; une chaire nouvelle de langue et de littérature françaises au moyen âge fut créée; la chaire de littérature prit le nom de chaire de langue et de littérature françaises modernes; la chaire des langues et littératures de l'Europe méridionale fut réunie à celle des langues et littératures d'origine germanique.-

La loi de 1850 n'avait été acceptée que comme une concession insuffisante par les catholiques. Ils trouvaient que cette loi laissait une part trop grande à l'intervention de l'État dans l'enseignement : l'État,

selon eux, gouverne, mais n'enseigne pas. L'enseignement est l'affaire de l'Église, qui, grâce aux congrégations religieuses sorties de son sein, peut satisfaire à toutes les nécessités de l'instruction publique. Les catholiques ajoutaient que la liberté d'enseignement pour tous, hormis pour l'État, est le seul principe capable de rendre à la religion l'influence qui lui appartient, et de purifier l'esprit de la France des illusions et des préjugés sans nombre que lui ont inculqués le dix-huitième siècle et la révolution française.

M. Fortoul, dans son rapport sur la situation de l'instruction publique en 1853, justifia le langage des catholiques par les accusations qu'il fit peser sur l'Université. Les doctrines détestables qui alarmaient justement l'Europe avaient, à l'entendre, des adhérents dans les écoles de l'État ; les facultés, sans lien entre elles et sans règle certaine, ne pouvaient pas utiliser le savoir des professeurs ; les chaires de Paris semblaient plutôt remplies pour la satisfaction de maîtres brillants que pour l'éducation régulière de la jeunesse. L'École normale, uniquement occupée de philosophie et d'histoire, négligeait la haute culture littéraire, et oubliait les conditions laborieuses et modestes de l'art d'enseigner ; les concours d'agrégation, tournois ingénieux et brillants sans utilité pratique, ne servaient qu'à gêner l'initiative du pouvoir, de même que l'obligation de choisir certains titulaires sur une liste de candidats ; les règlements semblent faits plutôt pour garantir la position du professeur que pour garantir l'État contre ses écarts ;

le baccalauréat n'était plus qu'une simple formalité mnémotechnique et un commerce déshonoré par des fraudes sans répression. Le rapport de M. Fortoul était un véritable acte d'accusation contre l'Université.

Le recrutement des corps enseignants par l'élection étant supprimé, et le droit de présentation réduit à l'état de formalité vaine, puisque le ministre n'est nullement tenu de s'y conformer, M. Fortoul s'arroge les pouvoirs disciplinaires les plus étendus, il nomme à son gré, révoque, suspend à tous les degrés de la hiérarchie et sur les plus futiles motifs; un jour il rend un arrêté qui condamne à la réprimande un professeur de la Faculté de Grenoble pour avoir publié dans un journal une pièce de vers dédiée à M. Philoxène Boyer, ancien professeur lui-même. Les changements succèdent aux changements : l'Université était divisée en vingt-sept Académies; le recteur, assisté de deux ou trois inspecteurs, avait sous ses ordres plusieurs départements; il était un personnage même à côté de l'évêque. M. Fortoul décide en 1850 qu'il y aura désormais autant d'académies que de départements; le recteur n'est plus qu'un petit fonctionnaire admis au bas bout de la table où siègent le préfet, les magistrats, les membres du clergé; un an s'est à peine écoulé, et l'on réduit les Académies à seize; M. Fortoul, dans son discours au concours général de 1854, se félicite d'avoir rétabli le *trivium* et le *quadrivium*, comme au temps où la théologie était l'unique science d'où découlaient toutes les autres; il parle ensuite de la

chevalerie, de Louis XIV, des desseins que l'Empereur a sur la jeunesse française, et il émet cette maxime obscure que, dans la lutte de la civilisation, il n'est permis de ramener le passé qu'à ceux qui sont dévoués au présent.

La bifurcation avait eu pour effet inévitable de détourner la moitié au moins de la jeunesse française des études philosophiques et littéraires. Le système et le ministre qui l'avait appliqué furent bientôt jugés. M. Fortoul, dans son passage au ministère, avait touché à tout, bouleversé tout, menacé tout, sa mission était finie; épuisé de fatigues, il mourut à Ems, le 7 juillet 1856, trop tôt pour voir crouler son œuvre et un autre reconstruire l'ancien édifice. C'eût été le châtiment de M. Fortoul, si on ne lui avait pas laissé à lui-même le soin de démolir son œuvre, tâche qu'il eût acceptée avec empressement, car les hommes comme lui ne demandent pas à administrer, mais à servir.

M. Rouland, procureur général à la cour impériale, fut désigné à l'Empereur comme ministre de l'instruction publique par M. Chaix-d'Est-ANGE, qui avait envie de sa place. Il entra en fonctions le 13 août 1856. La bifurcation fut remplacée par l'enseignement spécial, invention non moins fâcheuse. Un enseignement intermédiaire entre l'instruction primaire et l'instruction secondaire était sans contredit nécessaire, mais il fallait l'instituer au profit du peuple en le rendant gratuit. Le prix des collèges nouveaux était trop élevé pour le peuple, et l'enfant riche n'y recevait que des leçons médiocres et tech-

niques. Il n'est pas même nécessaire d'être bachelier pour enseigner dans ces établissements.

Le Collège de France gardait encore ses franchises; elles inquiétaient le gouvernement. Un décret daté du camp de Châlons le 8 octobre 1857 les supprima. L'assemblée des professeurs perdit le droit presque absolu d'administration dont elle était investie : ordre et succession des cours, époque de l'ouverture et de la fin des cours, l'assemblée réglait tout cela. Un administrateur nommé par le ministre de l'instruction publique était dorénavant chargé de ce soin. Le ministre avise lorsqu'un cours devient une occasion de plaintes ou de désordres; il ne statue dans les cas disciplinaires, sauf dans les cas urgents, qu'après avoir entendu le conseil des professeurs; il nomme aux chaires vacantes sur la présentation du conseil, et aux suppléances dont l'institution n'est valable que pour un an.

L'asservissement de l'Université était complet, cependant elle se résignait à remplir son devoir sans élever de plaintes. L'esprit d'opposition ne pouvait pas se faire jour aussi facilement chez elle, quoiqu'il existât chez elle aussi fort que dans l'Académie, dans les salons et dans la littérature.

MM. Sainte-Beuve, Alfred de Musset, Prosper Mérimée, Émile Augier, Théophile Gautier, seuls parmi les hommes de lettres entourés de quelque popularité, osaient en effet se montrer les partisans d'un régime hostile aux lettres par essence, non moins que par la profonde indifférence affichée par les hommes du pouvoir. M. Sainte-Beuve s'était fait

bonapartiste pour satisfaire quelques vieilles rancunes; M. Alfred de Musset, esprit flottant, cœur indécis, après avoir chanté la naissance du comte de Paris, racontait les rêves d'Auguste; M. Mérimée avait reçu son brevet de sénateur comme un témoignage d'amitié de l'Impératrice, qu'il connaissait depuis son enfance et à qui il servit, dit-on, de secrétaire avant son mariage; Émile Augier, camarade du duc d'Aumale, petit-fils de Pigault-Lebrun, le secrétaire et l'ami de Jérôme Bonaparte, roi de Westphalie, suivait une tradition de famille en se ralliant à l'Empire; M. Théophile Gautier, incapable d'aucune idée et d'aucune conviction politique, obéissait, en se rangeant parmi les écrivains du bonapartisme, à cette théorie commode que les hommes de talent sont faits pour vivre grassement aux dépens de tous les gouvernements. La presse, l'Académie, les salons, l'Université, toutes les forces intellectuelles du pays, sauf le clergé, étaient donc en hostilité ouverte ou cachée contre le gouvernement, réduit à les comprimer pour assurer son existence.

CHAPITRE VII.

1857.

SOMMAIRE. — Assassinat de l'archevêque de Paris. — L'assassin est un prêtre interdit nommé Verger. — Condamnation à mort et exécution de Verger. — Dernière session de la législature de 1852-1857. — Le libre échange et la protection. — Loi de dotation de 100 000 francs au maréchal Pélissier. — Révision du code militaire. — Rejet des circonstances atténuantes. — Renouvellement du privilège de la banque de France. — Le projet de loi est faiblement défendu par M. Devinck. — M. Koenigswaster l'attaque avec vigueur. — Il est adopté par la Chambre. — Les paquebots transatlantiques. — Loi sur les grands travaux de Paris. — L'impôt sur la propriété immobilière. — Le Grand-Central. — Rachat de l'habitation de Longwood. — Les élections. — Mort de Béranger. — Inauguration du Louvre. — Mort du général Cavaignac. — Ouverture de la session. — Vérification des pouvoirs. — Trois élections contestées. — Procès Migeon. — Fin de l'année 1857.

Les premiers jours de l'année 1857 furent marqués par l'assassinat de l'archevêque de Paris. M. Sibour recevait depuis quelque temps des lettres anonymes. La veille du jour de l'an, répondant aux félicitations du clergé, il avait fait avec tristesse et mélancolie allusion aux menaces qu'elles contenaient ; de sombres pressentiments l'agitaient au moment où il inaugurait, le 3 janvier, à l'église Saint-Étienne du Mont, la neuvaine de Sainte-Geneviève.

Les cérémonies venaient de finir ; quatre heures et demie sonnaient. L'archevêque, sortant du chœur pour passer dans la sacristie, est arrêté par un homme qui écarte sa chape et le frappe au cœur en criant :

« A bas les déesses ! » L'abbé Surat, grand vicaire du diocèse, accourt trop tard pour repousser l'assassin ; une dame est légèrement blessée en essayant de retenir son bras. L'auteur du crime jette des regards de joie sur l'archevêque qui tombe en défaillance.

L'assassin était un prêtre interdit nommé Verger, natif de Neuilly, attaché à la paroisse de Saint-Germain l'Auxerrois, et un moment porte-croix de la chapelle impériale. « J'ai prévenu tout le monde, dit-il plus tard, parquet, police, de mon projet de tuer Sibour ! » Transféré à la mairie du Panthéon, il subit divers interrogatoires du préfet de police, du procureur général, du procureur impérial et d'un aide de camp de l'Empereur. Ses réponses incohérentes se terminaient par des menaces ; il répétait sans cesse : « Ce n'est pas la fin ! ce n'est pas la fin ! »

Verger, vêtu en laïque, portait un paletot bourré d'écrits et de brochures. Il s'était servi pour commettre son crime d'un couteau catalan acheté quelques jours auparavant chez un coutelier de la rue Dauphine. L'ornement brodé et passementé de l'archevêque aurait amorti le coup, mais au centre était une place unie ; c'est là que Verger avait frappé. Conduit à la Conciergerie, ses premiers mots en arrivant furent : « Donnez-moi à manger ; je suis à jeun depuis ce matin. — Pourquoi, lui demanda le procureur impérial, n'avez-vous pas mangé ? — Afin que ma main ne tremblât pas. — Comment avez-vous pu commettre ce crime ? — La faute en est au célibat des prêtres ; pourquoi ne voulez-vous pas qu'ils se marient ? » Interrogé sur ce cri : « A bas les déesses ! »

il répondit qu'il s'adressait à l'Immaculée Conception, contre laquelle il avait prêché, et à la confrérie des Génovéfains.

Le mélange d'incohérence et de cynisme dont Verger fit preuve dès ses premiers interrogatoires s'explique par sa vie. Élevé par le curé de Saint-Germain l'Auxerrois, il répond à ses bienfaits par la plus complète ingratitude ; renvoyé du séminaire de Saint-Nicolas du Chardonnet, puis vicaire à Meaux, collaborateur du cardinal Wiseman pour répandre le catholicisme en Angleterre, curé de Cerris, il consacre une brochure à la défense d'une empoisonneuse condamnée à Melun et injurie les juges de cette femme. Une instruction à ce sujet est commencée, la justice n'y donne pas suite, mais les supérieurs de Verger le frappent d'interdiction ; il se donne alors en spectacle sur l'escalier de l'église de la Madeleine à Paris avec un écriteau sur la poitrine portant ces mots : « J'ai faim et ils ne m'ont pas nourri. J'ai froid et ils ne m'ont pas vêtu. Prêtre interdit. » M. Sibour, après avoir retiré l'interdiction qui pesait sur Verger, se vit forcé, en présence de ces excentricités, de la rétablir. Le malheureux, sachant cette punition définitive, s'était vengé.

Verger, désireux de se défendre lui-même, se pourvut contre l'arrêt de la chambre des mises en accusation, dans l'espoir de faire remettre les débats à la deuxième quinzaine de janvier, mais la cour de cassation, délibérant sur-le-champ, prononça le rejet du pourvoi. Le public, en se présentant le jour de l'ouverture des débats pour occuper la partie de la

salle qui lui est ordinairement réservée, la trouva envahie par des personnes munies de billets de faveur. Le nombre des banquettes était doublé et le banc des accusés envahi; nul ne pouvait circuler dans l'intérieur du palais s'il n'était muni d'une carte; des agents postés à chaque porte du prétoire plaçaient les arrivants selon la couleur de leur carte, comme au théâtre. La foule était déjà énorme à huit heures, et la cour n'entrait en séance qu'à dix heures et demie : l'ambassadeur turc, le secrétaire des commandements de l'Impératrice, des chambellans, le prince Murat, des actrices, des femmes galantes, attendaient que le spectacle commençât.

Triste spectacle ! Un petit homme, malingre, assis non loin d'une serviette renfermant les pièces à conviction, l'étole, le surplis tachés de sang, examine les documents de la procédure et de ses mains couvertes de gants de coton blanc les remet à l'avocat qui lui a été donné d'office, M. Nogent-Saint-Laurens. Verger a la parole : Tantôt se plaignant d'être une victime de l'inquisition papale et de l'inquisition judiciaire qui refuse d'admettre la liste de ses témoins, tantôt protestant contre les coups qu'il a reçus au moment de son arrestation et contre les deux sous que lui a coûtés sa chaise à l'église de Saint-Etienne du Mont, il laisse échapper de sa bouche un torrent de plaintes absurdes, d'idées sans suite et de menaces incohérentes. Le vicaire de Saint-Germain l'Auxerrois, sur lequel l'accusé a fait peser les plus ignobles calomnies, prête le serment légal de dire la vérité. La colère de Verger déborde en écoutant sa déposition; il se démène, il

trépigne, il écume ; les gendarmes sont obligés de l'emporter hors de la salle ; il crie : « Peuple, défends-moi ! » Des voix lui répondent du fond de l'auditoire : « Assassin ! calomniateur ! »

Le procureur général menace Verger qu'on vient de ramener de continuer les débats hors de sa présence, il réplique : « Je m'en moque ! » Le ministère public ne crut pas nécessaire de prononcer un réquisitoire. M. Nogent-Saint-Laurens invoqua en faveur de son client la circonstance atténuante de la folie ; le jury, après le résumé du président Delangle, déclara l'accusé coupable sans circonstances atténuantes, et la cour prononça contre lui la peine de mort. Vergès se pourvut à la fois en cassation et en grâce.

La porte de la Conciergerie donnant sur la cour du Mai s'ouvre le lendemain devant un homme maigre, pâle, les yeux hagards, vêtu de la veste jaune de la prison, et conduit par les gardiens vers la voiture cellulaire qui doit le transporter à la Roquette ; cet homme, c'est Verger. En voyant les curieux rassemblés dans la cour, il devient livide et fait un pas en arrière ; il croit qu'on le mène à l'échafaud. Les gardiens le rassurent ; il fait mettre sous ses bras attachés les quatre cahiers de papiers noircis par lui dans sa prison : « C'est pour mon frère, dit-il, cela vaut un million ! » Plusieurs personnes s'adressèrent à ce malheureux pour lui demander des autographes.

Le directeur de la Roquette, en faisant mettre la camisole de force à Verger, permit qu'on lui laissât la

main droite libre pour écrire. Le condamné comptait que la peine de mort serait commuée pour lui, d'après ses expressions, en un exil honorable : « Vous n'avez pas le droit de me tuer, cria-t-il, quand on lui eut annoncé la terrible nouvelle, accordez-moi une heure seulement, je me défendrai ! » Il se cramponnait en même temps à son lit ; les gardiens l'habillèrent de force. Après avoir subi la toilette dans un état complet de prostration, il parut plus résigné en marchant à l'échafaud : il cria sur la plate-forme, en baisant le crucifix : « Vive le Dieu d'amour ! vive notre Seigneur Jésus-Christ ! » Un instant après, sa tête tomba, et l'on put écrire une fois de plus que la justice des hommes était satisfaite par la mort de cet halluciné.

Les ultramontains laissèrent entrevoir que la fin de M. Sibour était le châtement de son opposition au dogme de l'Immaculée Conception. L'archevêque de Paris avait en effet adressé au pape une note contre ce dogme, que le cardinal Gousset lui fit la malice de publier dans un livre sur cette matière. La crainte des ultramontains troubla l'agonie de l'archevêque de Paris : les quatre dernières lignes écrites par lui du presbytère de Saint-Étienne du Mont sont adressées à l'abbé Cognat, rédacteur de l'*Ami de la religion*. Dans ces lignes, il le prie de voir M. Dufaure, afin que celui-ci prenne en main sa défense contre l'*Univers* dans le procès intenté par ce journal à l'auteur de la brochure *l'Univers jugé par lui-même*.

L'émotion produite par l'assassinat de l'archevêque de Paris était à peine calmée, lorsque la session s'ouvrit le 16 février. M. Schneider remplaçait au

fauteuil présidentiel M. de Morny, chargé d'une mission en Russie.

Le libre échange et la protection engagèrent une escarmouche dès les premières séances. Il ne s'agissait que de convertir en lois les décrets rendus en matière de tarifs, décrets dont l'utilité n'était pas contestée ; mais le gouvernement avait trop clairement manifesté l'intention de lever les prohibitions pour que les protectionnistes ne dressassent pas l'oreille. La commission, par l'organe de son rapporteur M. Randoing, député de la Somme, crut devoir faire une grande manifestation et protester contre toute atteinte portée au régime protecteur. Le libre échange ne jugea pas à propos d'engager la bataille ; l'agriculture se borna, par l'intermédiaire de M. de Kergorlay, à présenter quelques observations sur les tarifs des machines à fabriquer les tuyaux de drainage et sur la taxe différentielle qui frappait le guano à l'importation ; M. de Kergorlay demandait que ces articles fussent admis à de meilleures conditions, et qu'on ouvrit les portes de la frontière à l'exportation de l'écorce à tan.

Le ministre d'État avait présenté un projet de loi relatif à une dotation annuelle de 100 000 francs pour le maréchal Pélissier, duc de Malakoff. L'opinion publique se demandait pourquoi le gouvernement tenait à cœur de récompenser les grands faits de guerre, plutôt que les grands faits de littérature, de science ou d'art. Le gain d'une bataille contribue sans doute à la gloire d'une nation, et met quelquefois en lumière le génie d'un homme, mais à quoi se



réduit la question du siège de Sébastopol et de tous les sièges? à faire arriver le plus promptement le plus grand nombre de troupes sur un point, soit pour l'attaquer, soit pour le défendre; le talent des officiers du génie retarde quelquefois le dénouement d'un siège, mais ne l'empêche jamais. Or, on savait depuis longtemps que la France et l'Angleterre pouvaient mieux pourvoir aux dépenses d'hommes, de matériel et d'argent nécessitées par les besoins de l'attaque, que la Russie aux frais de la défense; la victoire à Sébastopol n'était qu'une question de temps et d'argent. La restauration avait pris Alger, et la monarchie de Juillet Anvers, sans décerner aucune récompense pécuniaire aux auteurs de ces grands faits d'armes. L'honneur d'attacher son nom à un siège mémorable devait suffire au maréchal Pélistier, qui d'ailleurs touchait déjà près de 100 000 francs par an de l'État. Ces sentiments, exprimés assez ouvertement dans le public, ne trouvèrent pas d'écho au Corps législatif. La dotation fut votée.

Les lois pénales militaires appelaient depuis longtemps une revision. En attendant que cette réforme, commencée sous la Restauration, interrompue par la révolution de Juillet, fût menée à bonne fin, les anciennes lois pénales avaient été adoucies. Le meilleur adoucissement, c'était un code. Le gouvernement en fit élaborer un en 227 articles par une commission spéciale; une question des plus importantes aurait pu être soulevée par la discussion de ce code : Le soldat doit-il avoir d'autres juges que les citoyens? mais cette question était d'avance tranchée par la loi

qui reconnaît au plus petit fonctionnaire le droit de se soustraire à la juridiction commune ; les militaires français ne pouvaient être responsables de leurs crimes et délits que devant la juridiction spéciale des conseils de guerre. Ce privilège n'existe pas en *Angleterre, où le gouvernement, chaque année, soumet au vote du parlement un projet de loi autorisant les autorités militaires à appliquer aux soldats certaines dispositions d'une loi spéciale.*

L'ancien code militaire français contenait presque à chaque ligne la peine de mort et les châtimens infamans ; ces peines étaient plus rares dans le code nouveau, mais l'arbitraire y tenait toujours une grande place. Le président du conseil de guerre pourra-t-il admettre des militaires au rôle de défenseurs, ou sera-t-il obligé de les prendre exclusivement parmi les avocats et les avoués ? Un long débat engagé à ce sujet se termina par l'adoption de l'article qui sanctionnait le droit du président de choisir des militaires. Le colonel Reguis demanda l'admission des circonstances atténuantes ; il fut appuyé par M. Riché. Les généraux Allard et Niel, commissaires du gouvernement, ce dernier surtout, se prononcèrent contre l'introduction des circonstances atténuantes dans le code militaire. M. Niel s'appuya sur cette singulière raison que la peine des travaux forcés était infamante, et que la peine de mort ne l'était pas toujours. Les circonstances atténuantes ne furent donc pas admises, et la nouvelle loi, malgré ses adoucissements, n'en resta pas moins une loi à la marque du passé.

Le privilège de la banque de France n'expirait que dans dix ans ; on avait donc du temps devant soi pour le renouveler. Le gouvernement, craignant cependant d'être pris au dépourvu, proposa brusquement à la Chambre un projet ainsi conçu : « Le privilège de la » banque de France est prorogé du 1^{er} janvier 1867 » au 31 décembre 1897, c'est-à-dire de trente ans ; » la banque verse dans les caisses du trésor 100 mil- » lions en échange de la quantité de rentes 3 pour 100 » nécessaires pour former la contre-valeur de ce ver- » sement. »

Ce projet arrivait au moment même où la Chambre allait se séparer, elle l'accueillit avec une certaine méfiance. Lier l'État avec la banque jusqu'à la fin du siècle et sans intervalle fixé où l'on pourrait résilier le bail, c'était grave. La commission proposa un amendement qui fut repoussé par le conseil d'État ; M. Devinck, financier habile à montrer les inconvénients des mesures qu'il finissait presque toujours par voter, soutenait le projet à contre-cœur ; son rapport, peu fait pour échauffer la majorité, devait être discuté, en même temps que la loi, le lendemain même du jour où il avait été distribué ; c'était aller en besogne plus vite que la Chambre n'aurait voulu.

M. Koenigswarter attaqua vigoureusement le projet, M. Devinck lui répondit avec mollesse, et en déplorant la non-adoption des amendements de la commission ; M. Vuitry, commissaire du gouvernement, s'efforça de prouver que la mesure était aussi bonne pour l'État que pour la banque ; M. Baroche qui lui succéda ne parvint pas aisément à démontrer

que le droit donné à la banque d'élever au-dessus de 6 pour 100 le taux de ses escomptes et l'intérêt de ses avances, était compatible avec la loi de 1807 relative à la fixation du taux de l'intérêt. Prorogation de trente ans; doublement du capital; attribution des actions nouvelles aux détenteurs des anciennes; versement de 100 millions en 1859 dans le trésor public en atténuation des découverts; inscription sur le grand livre de la dette de rentes 3 pour 100 nécessaires pour l'emploi de ces 100 millions; transfert des rentes à la banque au cours moyen du mois qui précédera chaque versement, sans que ce prix puisse être inférieur à 75 francs; autorisation à la banque de faire des avances sur les obligations émises par la Société du crédit foncier, d'élever de 6 pour 100 le taux de ses escomptes et l'intérêt de ses avances, et d'abaisser à 50 francs la moindre coupure de ses billets, tels sont les principaux articles de la loi votée par 225 voix contre 15. Les premières dispositions de la Chambre faisaient prévoir un autre résultat.

Une commission était chargée depuis 1855 de préparer le cahier des charges d'un système complet de navigation transatlantique; son travail servit de base au projet par lequel le ministre des finances était autorisé à s'engager, au nom de l'État, au versement annuel d'une subvention ne pouvant dépasser 14 millions pour l'exploitation de trois lignes de bateaux à vapeur entre la France et 1° New-York; 2° les Antilles, le Mexique, Aspinwall et Cayenne; 3° le Brésil et Buenos-Ayres.

Le projet de loi fut mieux accueilli que le cahier

des charges. La Chambre craignait qu'en voulant satisfaire à la fois le Havre, Bordeaux et Nantes, en les faisant têtes de ligne de New-York, des Antilles et du Brésil, on ne rendit irréalisable une affaire de cette importance; aussi, en présence de l'antagonisme des ports, elle adopta le projet sans que cette adoption impliquât l'approbation du cahier des charges.

Le préfet de la Seine continuait à démolir Paris; l'Empire voulait une capitale neuve et stratégique : boulevards et casernes, c'était le mot d'ordre; il exigeait beaucoup d'argent; où le prendre? dans la caisse municipale ou dans le trésor public? Le gouvernement décida qu'on puiserait dans ce dernier 12 millions et demi pour l'achèvement du boulevard de Sébastopol et de la rue des Écoles. M. Desmolles, député, soutint que la France ne devait pas payer les embellissements de Paris, et qu'il n'y avait aucune utilité à dépeupler les campagnes pour concentrer tous les ouvriers dans une seule ville; M. Lanquetin, député de la Seine, le réfuta par les plus poétiques considérations de patriotisme et d'honneur national. La majorité n'aimait pas beaucoup Paris; mais M. Roulleaux-Dugage, rapporteur, parvint, par un ingénieux artifice, à faire accepter le boulevard de Sébastopol et la rue des Écoles comme des routes impériales, à la création desquelles l'État était obligé de participer.

M. Alfred Leroux, ancien agent de change, paraissait préposé par la Chambre à l'examen des budgets. Celui de 1858 fut soumis encore à ses investigations.

Son rapport, souriant d'un bout à l'autre, insinuait cependant que « l'excédent final était obtenu par des éléments de recettes transitoires qu'il serait peut-être difficile de continuer dans les exercices prochains ». En effet, on ne pouvait pas considérer comme des recettes permanentes la réserve de l'amortissement encore suspendu pour 1858 et le montant des impôts créés pendant la guerre et dont le gouvernement demandait le maintien pour une année encore. Le Corps législatif voulait entraver la spéculation sur les valeurs de bourse; le gouvernement admit donc dans le projet de budget un droit de transmission des titres et valeurs des sociétés ou entreprises industrielles quelconques. Le produit de ce droit était estimé à 11 millions. MM. de Beauverger et Leroy de Beaulieu demandèrent en outre l'allègement des charges de la propriété foncière. « Je suis surchargée d'impôts, dit la propriété foncière, dégrevez-moi. » La propriété immobilière répondit : « Je le suis aussi, si vous me grevez encore, vous frappez l'esprit d'association et d'entreprise, la vraie force du monde moderne. » Un orateur, oubliant l'engagement pris par l'État envers ses prêteurs, soutint que la rente devait être imposée. L'impôt était voté en principe, mais le Corps législatif voulait simplement affirmer ses tendances en matière d'impôt et rassurer la fortune immobilière. MM. Gouin, de Belleyme, Alfred Leroux, André, du Miral, Lequien, Chasseloup-Laubat s'y employèrent de leur mieux, et prouvèrent que le Corps législatif, gardien de toutes les propriétés, n'entendait pas sacrifier



l'une à l'autre. Après cette discussion académique, chaque député, pour ainsi dire, parla en faveur de ses pauvres : M. Paul Dupont pour les employés dont les appointements n'étaient pas à la hauteur du prix des denrées ; MM. de Champagny, Leroy de Beau lieu, de Piré, Dalloz, pour les employés des préfectures et sous-préfectures ; le colonel Reguis pour les officiers en retraite décorés : 138 députés se joignirent à lui, et réclamèrent pour ces officiers le traitement que le décret du 22 janvier attribue aux divers grades de la Légion d'honneur. La propriété foncière et la propriété immobilière firent valoir leurs prétentions à l'occasion de l'impôt sur la rente.

Le Corps législatif vota la loi sur les marques de fabrique, sur le défrichement des landes de Gascogne, et la fusion du chemin de Lyon avec celui de la Méditerranée. Une charge assez lourde fut imposée à cette compagnie : MM. de Pourtalès et de Seraincourt, propriétaire des mines d'Aubin, avaient chargé deux ingénieurs d'étudier un projet de chemin de fer de Clermont à Montauban passant par leurs mines. MM. de Pourtalès et de Seraincourt, gens en grand crédit, mirent à la disposition de leurs ingénieurs les cartes des ponts et chaussées de l'état-major, et même les dessinateurs de ce corps. M. de Pourtalès, ces études terminées, forma une société en vue d'obtenir la concession de ce chemin qui donnait un débouché sur ses mines. Le gouvernement ayant refusé les subventions et les garanties d'intérêt qu'il demandait, M. de Seraincourt et son associé eurent l'idée de construire 300 kilomètres de chemins sans

subvention et sans garantie, à condition que le gouvernement accorderait en cinq ans 600 autres kilomètres dont il solderait les terrains, les terrassements et les travaux d'art. M. de Morny se chargea de faire réussir la demande ; il forma une compagnie anglo-française, en se réservant le droit d'en nommer les administrateurs. Telle fut l'origine du Grand-Central dont les actions firent à la Bourse une prime de 70 à 80 francs, avant qu'on eût donné un seul coup de pioche aux travaux. Ce chemin, après bien des vicissitudes, était tombé en déconfiture, et pour l'honneur des compagnies il fallait à tout prix le sauver. Les chemins d'Orléans et de Lyon y étaient directement intéressés ; ils prirent les sections du Grand-Central et se les partagèrent contre indemnité au propriétaire qu'ils liquidaient. Les grands industriels de l'époque cessèrent d'être choqués par la vue de ce misérable chemin ruiné ; le Grand-Central fut absorbé, malgré les efforts de M. Anatole Lemercier qui s'effrayait de voir diminuer le nombre des compagnies et augmenter les grands monopoles. Le gouvernement traitait à cette époque une grave affaire aux États-Unis : l'Empire et le célèbre industriel Barnum se trouvaient en concurrence pour l'achat de la maison où mourut Napoléon. L'Empire se faisait fort d'évincer son concurrent avec la somme de 80 000 francs : « L'habitation de Longwood a été » appropriée aux convenances d'une exploitation » agricole. La maison que Napoléon habitait a été » convertie en un bâtiment de ferme ; une grange se » rencontre sous les voûtes où il dictait sa pensée ; la

» chambre où il a rendu le dernier soupir est aujourd'hui une étable. Son tombeau a également subi de déplorables transformations; le terrain appartient à un particulier, et la spéculation américaine en dispute la possession au patriotisme de la France. » Ainsi s'exprimait M. Conti dans son rapport. Le Corps législatif vota d'enthousiasme les fonds demandés; Barnum recula devant une surenchère.

Le gouvernement proposait cette même année de voter 100 000 hommes pour le contingent, au lieu de 80 000, et de considérer à l'avenir ce chiffre comme normal; il était question aussi d'organiser une réserve. M. Legrand s'efforça de prouver que rien ne forçait la France à tenir une armée de 600 000 hommes sur pied, et qu'avant de créer la réserve, il convenait d'attendre du moins que les autorités militaires se missent d'accord. Le général Allard persista dans ses demandes au nom du gouvernement; il fallait augmenter ou la durée du service ou le contingent. L'intérêt des familles conseillait le premier moyen; l'appel de 100 000 hommes fut accepté à l'unanimité. Le gouvernement fit valoir en faveur de ce vote cette considération que, grâce au système des réserves, les appelés pourraient n'être astreints qu'à deux ans de présence sous les drapeaux, et que ce système élèverait de 1 à 2 pour 100 le chiffre des exemptions accordées aux soutiens de famille.

Pendant que le Corps législatif se livrait aux travaux de sa dernière session, Paris assistait aux fêtes

données au grand-duc Constantin et à Maximilien II, roi de Bavière. Des préoccupations plus dignes de la capitale d'un grand peuple allaient remplacer ces distractions vaines. Le décret de dissolution du Corps législatif, le décret de convocation des collèges électoraux pour le 21 du mois de juin, et le décret déterminant les circonscriptions électorales, parurent le 29 mai au *Moniteur*.

Chaque département, d'après la constitution, a un député à nommer à raison de 35 000 électeurs. Les départements où le chiffre de l'excédent atteint 35 000 choisissent un député de plus. Ce système avait porté le nombre des députés en 1852 à 261. Le recensement électoral arrêté au 31 mars dernier donnait un député de plus aux départements de la Seine et de la Loire, mais il en enlevait un à neuf départements (Côtes-du-Nord, Gers, Indre-et-Loire, Puy-de-Dôme, Haute-Saône, Sarthe, Seine-et-Marne, Somme, Var). Le Corps législatif n'aurait donc plus compté que 254 députés au lieu de 261.

Un projet de loi fut présenté le 12 mai au Corps législatif pour réduire la fraction de 35 000 à 17 000; mais le gouvernement; effrayé bientôt à l'idée de faire trancher une question constitutionnelle par le pouvoir parlementaire, remplaça ce projet de loi par un sénatus-consulte portant : « Il y aura un député » au Corps législatif à raison de 35 000 électeurs. » Néanmoins, il est attribué un député de plus à » chacun des départements dans lequel le nombre » excédant des électeurs dépasse 17 000. » Un décret fixa le nombre des députés à élire à 267.

Le *Moniteur* du 12 juin se chargea de prononcer l'oraison funèbre du Corps législatif défunt. Nos archives s'étaient enrichies, grâce à lui, d'un millier de lois nouvelles, mais ce nombre prodigieux de lois enregistrées plutôt que votées touchait peu le public. Ce dernier, ne connaissant les débats de la Chambre que par un procès-verbal sans vie et sans couleur, ne croyait pas à une discussion sérieuse. L'opinion publique s'inquiétait peu d'ailleurs de ce Corps législatif dont les membres, placés pour ainsi dire sous la haute surveillance du pouvoir, étaient durement menacés de perdre son patronage à la moindre velléité d'indépendance (1), un Corps législatif n'ayant pas même la liberté de nommer son président, sans aucune prise sur les ministres, recevant les projets de loi élaborés par le Conseil d'État, obtenant à grand'peine de temps en temps l'admission de quelques amendements timides, ne pouvant agir sur le budget qu'en rejetant en bloc des chapitres

(1) Au mois de juillet 1852, M. Chasseloup-Laubat se présente comme conseiller général pour le canton de Marennes, dans la Charente-Inférieure ; le préfet adresse cette proclamation aux électeurs :

« Électeurs,

» Déjà vous devez l'avoir pressenti, l'attitude, les actes et le langage de M. le comte de Chasseloup-Laubat, dans la dernière session du Corps législatif, n'ont pas justifié la confiance du gouvernement. Ces actes et ce langage n'ont malheureusement que trop prêté le flanc à de regrettables équivoques et servi même, à l'insu de leur auteur, de nouvel et dangereux stimulant aux funestes passions qui rêvent le bouleversement de la société.

» Électeurs de Marennes ! vous êtes sincèrement, sans arrière-pensée ni détours, dévoués au Prince-président et à la cause que vous savez très bien n'être au fond que celle de l'ordre social en France. Dans les circonstances graves où nous sommes encore, je dois vous prémunir contre un choix qui ne serait pas d'accord avec vos véritables sentiments. »

dont le vote était indispensable à la marche du service public.

Cette assemblée sans droit d'initiative et n'exerçant aucun contrôle sérieux, composée de députés désignés par les ministres et nommés par les préfets, faisait dire à bien des gens : « A quoi bon nous déranger pour nommer des députés, le gouvernement ne ferait-il pas mieux de les nommer lui-même? »

M. Billault, ministre de l'intérieur, était fermement résolu à suivre les errements de son prédécesseur M. de Persigny et à pousser la force administrative jusqu'à l'intimidation. La fameuse circulaire sur les élections des 28 et 29 février 1852 lui servit de modèle (1). M. Billault déclara que, « sauf quelques » exceptions commandées par des nécessités spéciales, le gouvernement considérait comme juste » et politique de présenter à la réélection tous les » membres d'une assemblée qui avait si bien » condé l'Empereur et servi le pays ». Il voulait bien

(1) « La nouvelle constitution ne permet plus sans doute ces vaines agitations parlementaires qui ont si longtemps paralysé les forces du pays ; mais il ne suffit pas d'avoir rendu ce régime impuissant à faire le mal, il faut rendre le gouvernement puissant à faire le bien. Comme c'est évidemment la volonté du peuple d'achever ce qu'il a commencé, il faut que le peuple soit mis en mesure de discerner quels sont les ennemis du gouvernement qu'il vient de fonder.

» En conséquence, monsieur le préfet, prenez des mesures pour faire connaître aux électeurs de chaque circonscription de votre département, par l'intermédiaire des divers agents de l'administration, par toutes les voies que vous jugerez convenables, selon l'esprit des localités, et au besoin par des proclamations affichées dans les communes, celui que le gouvernement de Louis-Napoléon juge le plus propre à l'aider dans son œuvre réparatrice. » (Circulaire Persigny pour les élections des 28 et 29 février 1852.)

permettre cependant à d'autres candidatures de se produire, on va voir dans quelles conditions :

« En face de ces candidatures hautement avouées, résolument soutenues, d'autres pourront également se produire. On a dans les derniers temps calomnié notre législation sur la distribution des bulletins de vote, les règles en sont pourtant simples et libérales. Pendant les vingt jours qui précèdent l'élection, tout candidat qui aura soumis à la formalité du dépôt légal un exemplaire signé de lui, de ses professions de foi, circulaires ou bulletin de vote, pourra, sans qu'il soit besoin d'aucune autorisation, les faire afficher et distribuer en pleine liberté. Tout électeur qui, non content d'écrire ou de faire écrire son vote, et d'exercer son droit individuel, voudra propager une candidature, en pourra librement distribuer les bulletins, si, sur l'un de ces bulletins légalement déposé, la signature du candidat constate son assentiment. Certes, dans ces conditions, on peut dire que l'éligible et l'électeur auront une entière liberté, l'un pour se produire, l'autre pour exprimer son choix et le proposer à ses concitoyens. Si cependant les ennemis de la paix publique croyaient trouver dans cette latitude l'occasion d'une protestation sérieuse contre nos institutions; s'ils tentaient d'en faire un instrument de trouble ou de scandale, vous connaissez vos devoirs, monsieur le préfet, et la justice saurait aussi sévèrement remplir les siens; mais ces excès ne se produiront pas : vinssent-ils à se produire, la répression n'en porterait aucune atteinte à la liberté du suffrage universel; trois fois sacré par lui, l'Empereur l'invoque avec confiance. »

Cette circulaire, pleine de menaces, permettait la distribution des bulletins, mais à condition que les noms portés sur ces bulletins conviendraient au gouvernement. Elle se terminait par un appel énergique « aux loyaux travailleurs des campagnes, et aux intelligents ouvriers de nos villes ». Surtout, disait M. Billault, pas d'abstention! Les préfets devaient pousser les électeurs au scrutin, afin de « noyer dans une immense manifestation populaire l'imperceptible minorité des partis hostiles ».

Le nouveau Corps législatif allait donc, comme le précédent, être choisi par les préfets et nommé par les électeurs. Cette parodie du suffrage à deux degrés est la loi même du gouvernement impérial, qui, représentant la volonté personnelle d'un homme, n'accepte que l'apparence du contrôle législatif exercé par des députés fonctionnaires. Le pouvoir personnel et le suffrage universel libre ne sauraient vivre en bonne intelligence ; voilà pourquoi le système des candidatures officielles a été inventé ; il n'est pas dans la constitution, mais seul il la rend possible. Voyons par quels moyens on le fit triompher en 1857.

La faiblesse des partis, la terreur dans laquelle vivaient les populations depuis le coup d'État, donnaient beau jeu au gouvernement. Le parti catholique, quoique dévoué au pouvoir, présenta quelques candidats partiens. *L'Univers* appuya à Strasbourg dans les termes suivants la candidature de M. de Schauenburg, conseiller général, contre M. A. de Bussierre, candidat officiel appartenant à la religion réformée. Les deux rivaux étaient d'ailleurs également disposés à soutenir la politique impériale :

« Les électeurs qui ont pris cette détermination veulent protester par leurs votes contre la participation de M. de Bussierre dans les décrets surpris au gouvernement pour la construction de temples protestants à Huguenu et à Benfeld, et pour l'érection en pastorat du vicariat protestant de Saverne ; cette extension administrative du culte protestant n'étant justifiée en rien, dans ces différentes localités, par l'état des choses...

» Nous engageons vivement nos amis à voter pour M. de Schauenburg. Le vote est toujours une protestation plus ferme et plus efficace que l'abstention. »



Les préfets de l'Empire étaient décidés à employer tous les moyens pour assurer le triomphe de leurs candidats. M. de Lowsay de Lonwy, préfet des Deux-Sèvres, écrit aux fonctionnaires de son département : « Imposez silence aux adversaires s'ils s'en rencontrent ; empêchez énergiquement leurs manœuvres. »

M. Sencier, préfet de la Somme, impose lui aussi le silence aux adversaires de l'administration, mais d'une façon indirecte, en défendant de distribuer des bulletins dans les cabarets.

M. Fonsard, préfet de Saône-et-Loire, va plus loin : il interdit la publication et l'affichage des circulaires et professions de foi du candidat non officiel. Ce candidat était précisément son prédécesseur dans l'administration du département, un préfet du coup d'État, M. de Romand. *L'urne du bien* et *l'urne du mal*, voilà comment un préfet désigne les urnes où les électeurs du gouvernement et ceux de l'opposition déposent leur vote.

M. E. Le Roy, préfet de la Seine-Inférieure « devançant l'opinion publique », explique aux maires la nature de leurs devoirs en matière d'élection :

« Le devoir de l'administration, à tous les degrés de la hiérarchie, est tracé. Il faut laisser à l'élection une liberté complète, mais il faut aussi éclairer et diriger l'esprit des populations.

» Il vous appartient, monsieur le maire, d'aider dans ces limites le zèle des électeurs de votre commune. Rappelez-leur combien il importe que ce nouvel exercice de leurs droits de citoyens consacre une fois de plus leur étroite union avec la politique impériale. Engagez-les à se rendre tous au scrutin et à y déposer le témoignage de leur sympathie pour les hommes honorables présentés à leur choix par l'administration. Elle a la conscience de servir les intérêts de la population en appelant sur ces candidats la préférence des

électeurs, et par cette déclaration franche elle entend favoriser, comme elle espère devancer la véritable expression de l'opinion publique. »

La circulaire de M. Tonnet, préfet du Calvados, contient cette phrase significative :

« Dans cette grande manifestation de l'opinion publique, c'est un devoir pour chacun de nous d'apporter dans l'urne notre bulletin de vote. C'est un témoignage de reconnaissance que nous devons au gouvernement de l'Empereur, et s'il m'était permis de mêler à ces sentiments l'expression de l'estime que vous portez à mon administration, je serais heureux d'en avoir la mesure par votre empressement à répondre à mon appel. »

Voter pour les candidats extra-officiels c'était donc montrer des sentiments peu sympathiques non seulement au gouvernement de l'Empereur, mais encore à l'administration départementale.

M. Remacle, préfet du Tarn, donne aux sous-préfets et maires les instructions suivantes :

« Vous mettrez un soin particulier à presser les électeurs, principalement dans les campagnes, de se rendre au scrutin. Pleins de confiance dans l'élu de la nation et témoins de sa sollicitude pour toutes les classes de citoyens, ils s'en remettront volontiers à lui du soin de tous leurs intérêts. Montrez-leur qu'il s'agit de fonctionnement régulier de la constitution que l'Empereur lui-même nous a donnée ; qu'en allant nommer leurs députés ils feront preuve d'attachement aux institutions impériales ; qu'il s'agit d'une grande manifestation populaire servant à faire ressortir l'insigne faiblesse des partis hostiles, s'ils osent se produire, et que toute hésitation doit cesser devant ce grand but politique à atteindre. »

M. le préfet des Deux-Sèvres recommande l'unité du vote, gage de l'unité de sentiments :

« Imposez silence aux adversaires, s'il s'en rencontre ; empêchez énergiquement leurs manœuvres. Excitez ceux qui voudraient s'abstenir ; rappelez-leur que le temps n'est pas encore bien loin où ils tremblaient pour leurs intérêts les plus chers. Rassurés aujourd'hui, voudraient-ils risquer de ralentir les progrès de la politique glorieuse et réparatrice de Napoléon III ? Ingrats et imprudents ! ils seraient les premiers à gémir et à regretter. »

M. le préfet de la Nièvre, en recommandant aux maire de la 1^{re} circonscription électorale la candidature de M. le général baron Petiet, député sortant, leur trace ces règles de conduite :

« Aucun comité électoral, aucune réunion spéciale ne doivent être tolérés. La liberté du suffrage universel n'a pas besoin de ces moyens pour s'exercer avec sincérité. »

M. Belurgey de Granville, préfet de l'Aube, s'adresse en ces termes à ses agents :

« Pour nous, fonctionnaires publics, à quelque degré de la hiérarchie que nous soyons placés, nous n'oublierons pas que l'autorité et la légitime influence que donnent les fonctions que nous tenons de la confiance du gouvernement, doivent tout entières être consacrées à faire prévaloir ses décisions et à faire respecter les lois.

» Dans cette ligne de conduite, toute simple et toute loyale, aucun fonctionnaire, aucun agent de l'administration, j'en suis convaincu, ne fera défaut. »

M. Bourlon de Rouvre, préfet des Vosges, apprécie ainsi la candidature extra-officielle de M. Buffet :

« L'ex-ministre se plaint d'être signalé aux électeurs comme sollicitant les suffrages pour faire de l'opposition à celui qui fut son bienfaiteur.

» Il ne nie pas qu'il est l'adversaire du gouvernement impérial. Il prend même soin, par des attaques plus violentes et plus injustes

que celles contenues dans sa circulaire du 14 de ce mois, de mieux indiquer les sentiments haineux qui l'ont déterminé à se mettre sur les rangs pour la députation.

» *Il nie donc les bienfaits dont il a été comblé par le chef de l'Etat.*

» Les électeurs des arrondissements de Mirecourt et de Neufchâteau sont appelés à décider si l'homme qui manifeste sa reconnaissance de cette manière mérite leur confiance.

» Ils n'hésiteront pas à donner une leçon sévère à M. Buffet. »

De nombreux journaux, entretenus aux frais du gouvernement par les subventions et par les annonces judiciaires quand les subventions ne suffisent pas, servent d'auxiliaires dévoués aux préfets. Les uns, comme le *Journal du Tarn*, célèbrent la grandeur de la candidature officielle :

« Ce qui assure le succès des honorables candidats, ce qui donnera un grand éclat à leur triomphe, c'est la désignation que le gouvernement a faite d'eux pour les circonscriptions dans lesquelles ils se présentent. A leurs titres personnels viennent se joindre, dès ce moment, ceux que le gouvernement lui-même présente à la confiance et à la reconnaissance du pays. Représentants de sa cause, ils reçoivent de lui leur principale force, ils deviennent ses hommes, et les suffrages de ses amis, c'est-à-dire des amis de l'ordre, leur appartiennent tous sans exception. »

Le *Mémorial de la Creuse* fait valoir l'influence du candidat officiel :

« Nos lecteurs apprendront avec plaisir que, sur la recommandation de M. Sallandrouze de Lamornaix, S. Exc. M. le ministre des cultes vient d'accorder un secours de 3000 francs à l'école chrétienne communale de notre ville... »

» Nous avons la douce assurance que M. Sallandrouze de Lamornaix, notre député, qui connaît et sait si bien servir les intérêts des arrondissements qu'il représente, recevra dans quelques jours, de la part de ses concitoyens, un nouveau et éclatant témoignage de confiance, d'estime et d'affection. »

Le *Napoléonien*, seul journal désigné pour l'insertion des annonces légales et judiciaires de l'arrondissement de Troyes, — tel est son titre, — trace ce portrait flatteur du candidat qui se présente avec l'appui de M. le préfet :

» *De mœurs faciles*, d'un abord accessible à tous, M. Moreau ne sera jamais plus heureux que lorsqu'il pourra se faire, auprès du gouvernement, l'interprète de ses compatriotes. Son mandat lui sera rendu par sa position indépendante, les fonctions qu'il a remplies, ses relations de famille et la haute confiance dont l'honore l'Empereur... »

Le *Var* est plus le ingénieux et le plus fécond avocat pour M. Lescuyer-d'Attainville :

« La même activité que M. d'Attainville a déployée dans les questions de l'embranchement de Draguignan et de la route de Vence, il va la mettre au service des intérêts de ce canton qui attend avec anxiété la solution des affaires relatives aux chemins du Muy à Sainte-Maxime, et de Sainte-Maxime à Roquebrune. L'opposition du génie pèse sur ces voies de communication projetées, mais nous espérons qu'avec un tel avocat l'intérêt des populations finira par triompher. »

Une loterie a été tirée à Angoulême : la *Charente napoléonienne* saisit habilement cette occasion pour faire l'éloge de M. le général Gellibert des Seguins, candidat de l'administration :

« Trois mille cent billets ont été pris et deux cent vingt-trois lots tirés. Le beau lot donné par S. M. l'Empereur a été gagné par l'honorable général Gellibert des Seguins, qui a représenté la Charente avec tant de dignité, et qui a su, pendant le cours de son existence parlementaire, acquérir de beaux droits aux suffrages des électeurs. »

Les journaux subventionnés ne se contentent pas de chanter les louanges des candidats officiels, ils combattent à outrance les autres. La *Franche-Comté* prête à M. de Montalembert l'intention de se présenter aux élections, en se résignant « à avoir contre lui les campagnes et le clergé ». M. de Montalembert réplique qu'il se représente, mais qu'il ne renonce point à l'appui « des honnêtes gens, sans distinction entre les villes et les campagnes, entre les prêtres et laïques ». M. le comte de Montalembert ajoute :

« Je n'ai renoncé à aucun des principes, à aucune des croyances qui m'ont valu trois fois l'honneur de représenter les électeurs indépendants du Doubs, et j'ai la conscience de ne leur avoir fourni aucun motif légitime de changer d'opinion sur mon compte. »

La *Franche-Comté* reprend avec indignation :

« Tant que le député du Doubs a défendu, avec le talent que chacun se plaît à lui reconnaître, le grand principe d'autorité, ses commettants l'ont applaudi et lui ont maintenu leur confiance ; mais, depuis qu'aux yeux du clergé catholique il s'est fait le chef d'une petite Église et qu'aux yeux des habitants des campagnes il s'est montré l'adversaire du gouvernement de celui qu'ils ont acclamé comme le sauveur et la gloire de la France, à quel titre M. de Montalembert pourrait-il revendiquer leurs suffrages ? »

La *Franche-Comté* trouve ensuite, pour démolir la candidature de M. de Montalembert et pour défendre celle de M. de Conegliano, des arguments qui ne manquent ni d'imprévu ni d'originalité :

« M. de Montalembert ne doit compte qu'à lui-même et à l'histoire



des errements de sa vie politique. Mais nous dirons aux électeurs : Votre ancien député a perdu la confiance de l'Empereur ; voyez si vous voulez lui conserver la vôtre. Il s'est posé en adversaire déclaré de ces institutions que vous avez fondées, de cet ordre de choses que vous avez fait, de ce gouvernement que vous aimez parce qu'il est votre œuvre, parce qu'il répond essentiellement à vos instincts et à vos besoins, parce qu'enfin il a porté la France au plus haut degré de prospérité et de grandeur ; voyez si vous voulez vous déjuger.

» Et à ceux qui discuteront les titres de M. le marquis de Congliano, nous ne répondrons que ceci : Quand on a l'honneur d'être le petit-fils du maréchal Moncey, on peut se présenter avec confiance devant des Francs-Comtois. »

M. J. Brame, candidat dans le département du Nord, a commis l'imprudence de se dire indépendant ; le *Mémorial de Lille* trouve l'épithète surannée et impliquant une *antithèse injurieuse* pour son concurrent et pour le gouvernement qui propose celui-ci aux suffrages des électeurs. Le *Mémorial de Lille* n'admet pas qu'un candidat veuille même causer un déplaisir au gouvernement. Voici le dilemme dans lequel il place M. Brame :

« En résumé, ou M. Jules Brame est un adversaire de la politique impériale, et il ne doit pas être nommé par une population intelligente, laborieuse, dévouée, qui a si grand intérêt à ce que l'avenir soit calme pour permettre à l'Empereur d'achever son œuvre ; ou bien M. Jules Brame a la même foi politique que M. Th. Descat, et il ne devrait pas jeter la division parmi les électeurs, provoquer un acte qui, en même temps qu'il serait empreint d'ingratitude envers un député qui a fait son devoir, ressemblerait à une tentative d'opposition, et apporterait, sinon une entrave, au moins un déplaisir au gouvernement de l'Empereur. »

M. Louis Bazile, député sortant pour les arrondissements réunis de Châtillon et de Semur (Côte-d'Or), a pour concurrent M. L. Philippon de Larrey. Le

Moniteur de la Côte-d'Or ne publie point la circulaire électorale de ce dernier, mais il la critique vivement. Deux choses dans cette circulaire ont le privilège de l'indigner :

« M. Philippon « désirerait, dit-il, que le gouvernement rendit de » l'initiative aux mandataires du pays et ouvrît un champ plus large » à la discussion ». C'est-à-dire que M. Philippon voudrait nous replacer précisément dans la situation périlleuse d'où le 2 décembre nous a si heureusement fait sortir...

» Tout le monde a déjà remarqué que M. Philippon garde un silence absolu sur les institutions impériales, qu'il n'exprime pas la moindre adhésion à ces institutions qui ont rendu à la France sa force, sa gloire, sa grandeur et sa prospérité.

» Les électeurs qui connaissent M. Philippon sauront parfaitement ce que veut dire ce silence intentionnel.... »

M. de Romand dit dans sa circulaire aux électeurs de Saône-et-Loire : « Je me suis assuré depuis long- » temps de l'agrément du gouvernement de l'Em- » pereur, en ce qui concerne mon entrée au Corps » législatif. » Et plus loin : « J'ai prévenu de mes » intentions le gouvernement de l'Empereur, ainsi » que M. le préfet du département. »

Le *Journal de Saône-et-Loire* s'élève contre cette affirmation :

» Il est vrai que M. le baron de Romand se garde bien de dire quel accueil ont reçu ses dernières ouvertures, et nous comprenons fort bien sa réserve. Mais que lui importe que son nom n'ait pas été l'objet d'une désignation officielle ? Il s'en console aisément, et, à l'aide d'une interprétation ingénieuse, il trouve le moyen de donner au langage de M. le ministre de l'intérieur un sens favorable à ses vœux... »

Le *Périgord* insère la note suivante : « Le gouver-

» nement dément formellement l'assertion que
 » M. Gibiat s'est permis d'insérer dans sa lettre aux
 » électeurs, en affirmant qu'il *se présente* à leurs
 » suffrages *avec l'autorisation du gouvernement*. Sa
 » candidature est, au contraire, complètement désa-
 » vouée ». M. E. Gibiat renonce alors à la candida-
 ture pour ne pas engager ses amis dans une voie qui
pourrait devenir périlleuse pour eux.

Le *Corrézien de Tulle*, déconcerté dans sa marche par la publication tardive de la circulaire de M. le ministre de l'intérieur, expose avec une naïve tristesse les inconvénients de la position d'un journaliste de province :

« La province n'a plus d'opinion ; elle l'attend par le courrier. Nous avons compris autrement notre mission. Depuis tantôt sept ans que nous écrivons dans ce département, nous avons voulu, avant tout, être *nous*, c'est-à-dire ne jamais accepter les jugements tout faits, et suivre la ligne que nous nous sommes tracée, sans emportement mais aussi sans faiblesse, car nous ne sacrifions nos convictions à quelque intérêt que ce soit.

» Cette indépendance, qui n'exclut pas la prudence, n'est pas suffisamment comprise et appréciée autour de nous. »

La *Charente napoléonienne* publie un article destiné à prémunir les électeurs contre les fausses nouvelles :

« Il faut vous défier des parents, des amis, des agents intéressés : ils transforment en réalité ce qu'ils espèrent.

« Nous engageons les lecteurs à ne pas se laisser surprendre, à se défendre des égarements dans lesquels on tente de les entraîner, et à réserver leurs suffrages pour les candidats qui représentent le mieux leurs véritables sentiments, pour les candidats présentés par le gouvernement. »

Le *Courrier de la Rochelle* dit le vrai mot sur le rôle de la presse en ce moment :

« La presse départementale étant condamnée à se mouvoir dans un cadre si restreint qu'elle craint à chaque instant de se heurter contre un danger imprévu, son rôle se réduit à exposer simplement les faits. »

Aucun candidat, quelque dévoué qu'il soit au gouvernement, n'ose solliciter les suffrages des électeurs s'il n'en a pas obtenu l'autorisation officielle. Des renseignements particuliers, adressés à la *Patrie* par son correspondant du département de Vaucluse, affirment qu'il était question de remplacer M. Millet par M. Pamard, maire d'Avignon, et chaudement appuyé par le préfet, M. Durand Saint-Amand. M. Pamard, maire d'Avignon, s'empresse de répondre à la *Patrie* qu'il ne croit pas devoir accepter la candidature qui lui a été offerte par un certain nombre de ses concitoyens, tant que le gouvernement ne s'est pas décidé à l'appuyer.

Les préfets ne sont pas seuls à imposer leurs candidats aux électeurs, l'Empereur a aussi les siens. Voici la lettre qu'il adresse à un de ses protégés :

« AU BARON MARIANI.

» Mon cher commandant,

» Le ministre de l'intérieur a dû vous dire que j'avais décidé que vous seriez en Corse le candidat du gouvernement. Vous pouvez donc le proclamer hautement, car je serais très heureux que la confiance des électeurs vous amène à la Chambre. Croyez à mes sentiments d'amitié.

» NAPOLEON.

» Tuileries, le 7 mai 1837.

Le parti catholique soutint, comme on l'a vu, quelques candidats isolés. Les légitimistes purs et les orléanistes restèrent sous leur tente; les républicains étaient divisés : les uns voulaient nommer des députés qui prêteraient serment et qui siègeraient à la Chambre; les autres consentaient bien à désigner des candidats, à la condition que les élus refuseraient le serment constitutionnel; une troisième fraction, la moins nombreuse de toutes, était pour l'abstention complète.

Les républicains proscrits furent consultés sur le parti à prendre définitivement. M. Louis Blanc, en réponse à cette question, publia la lettre suivante qui donnait gain de cause aux partisans du refus du serment, en ajoutant à ce refus la condition de le motiver publiquement :

« Aide-toi, le ciel t'aidera ! » Voilà tout d'abord ce que je réponds à ceux qui m'ont demandé : « Aux prochaines élections, que faut-il faire ? »

» ... Il est vrai que les difficultés de la situation sont immenses; qu'un mur de baïonnettes entoure Paris désarmé, et que le peuple, dans une atmosphère de délation, suffoque. Quel mouvement d'ensemble est possible, quand la rencontre de vingt personnes sur un même lieu est réputée crime ? Raison de plus pour qu'on ne néglige aucun des moyens d'actions qui restent. La politique d'abstention serait fatale, évitez que la paralysie ne soit réduite en système. S'abstenir ne servirait qu'à décourager les bons, à réjouir les pervers, à fournir un masque aux sceptiques, à livrer les hommes de cœur et à protéger les lâches. Le nœud gordien ne se dénoue pas de lui-même. Si vous ne savez rien oser ni tenter, attendez-vous à voir la France passer de l'engourdissement de l'habitude dans le sommeil de la honte, et du sommeil de la honte dans celui de la mort...

» Autre question : Que feront les candidats élus s'il est permis de croire à une victoire électorale même partielle ? Iron-ils prendre rang parmi les législateurs eunuques, dans l'antichambre officielle

del'Empire ? impossible. Prêter serment avec intention de le tenir serait un crime sous forme de suicide. Le prêter sérieusement avec arrière-pensée de le violer serait une bassesse. Que faire alors ? La seule chose possible, selon moi, serait de tracer aux candidats, comme condition des suffrages obtenus, un rôle de nature à produire en France, non pas une agitation superficielle, mais une émotion profonde et durable. Supposons que, dans une occasion solennelle, à propos d'un de ces événements qu'on ne peut ni taire ni voiler parce qu'ils fixent les yeux du monde, des hommes d'une position sociale élevée se fussent mis d'accord pour exprimer courageusement, au nom de la France, ce qu'elle pense, ce qu'elle veut, ce qu'elle souffre, le but que je viens d'indiquer ne serait-il pas atteint ? Eh bien ! l'ouverture du Corps législatif fournit l'occasion désirée. Que les élus du peuple, ce jour-là, ne se bornent pas au refus du serment. Ce qu'il faut, c'est un refus motivé de telle sorte qu'on y entende vibrer ce grand cri qu'a retenu au fond des consciences le succès prolongé de l'attentat par où la liberté de la tribune et celle de la presse ont péri ; interrompus, que les élus de la nation insistent ; menacés, qu'ils résistent, jusqu'à ce que la force brutale, intervenant, les empoigne.

» Je me sers à dessein de ce mot grossier parce qu'il a une valeur historique. Qui ne sait combien fut favorable à la cause de la liberté, sous le règne de Louis XVIII, le scandale parlementaire qui montra Manuel *empoigné* sur son banc par des gendarmes. Ce traitement indigne, loin de le flétrir, lui fut un impérissable titre de gloire. J'avoue que, sous le règne de Louis XVIII, l'opinion publique avait plus de force que ne semble lui en laisser le régime impérial ; et je pense qu'aujourd'hui toute protestation individuelle serait de nul effet, si même elle n'en avait un funeste, en jetant sur ceux qui ne s'y seraient point associés l'ombre d'un triste contraste. Mais comment mettre en doute la portée d'un déploiement *collectif* d'énergie, résultant d'une entente préalable entre les élus du peuple ?

» Qu'arriverait-il ?

» Le gouvernement impérial se contenterait-il de dévorer un pareil affront?... Les opposants seraient-ils emprisonnés, jugés ou proscrits sans jugement ? et quand bien même cela serait ? La France a besoin d'hommes dont le talent, la position sociale et la renommée rendent le dévouement utile. Des cœurs dévoués battent certainement sous la blouse de l'ouvrier et sous l'humble habit du paysan ; mais du complet asservissement de la presse, il résulte que les sacrifices individuels venant d'hommes obscurs ne peuvent qu'être perdus. Nul ne les connaît : comment contribueraient-ils au réveil de l'esprit public ? Mais que des hommes éminents donnent,

dans une circonstance solennelle, un grand exemple de courage civique, croit-on que cet exemple serait inefficace ?

» Le parti que je propose aurait, en outre, l'avantage de placer Louis Bonaparte dans l'alternative, ou de s'humilier devant un jugement qui serait un des faits les plus saillants de l'histoire contemporaine, ou de frapper, dans la personne d'un certain nombre de ses élus, le corps électoral tout entier. Et quelle ne serait pas l'impression produite en France, quel démenti ne serait pas donné en Europe à ceux qui affectent de croire au respect de l'Empire pour le suffrage universel, si Louis Bonaparte était amené à étouffer avec scandale la voix de cette même souveraineté du peuple dont il ne craint pas de prétendre que son pouvoir dérive ! Laissez-le, laissez-le, s'il l'ose, mettre à nu les seuls vrais fondements de son despotisme. C'est à nos amis en France de décider jusqu'à quel point il est possible d'y réaliser le projet en question, et quelles seraient les précautions à prendre pour le mener à bonne fin. En tout cas, la difficulté ne saurait être de rassembler un nombre suffisant d'hommes de cœur dans un pays où il y a toujours eu des milliers de citoyens prêts à immoler au bien public ou à une croyance forte leur fortune, leur repos, leur famille, leur vie. Le peuple, en France, à chaque page de nos modernes annales, témoigne de son dévouement ; et si les membres de la bourgeoisie avaient besoin d'être rappelés au sentiment de leur devoir, ils n'auraient qu'à relire l'histoire de leurs pères. Là, ils verront comment les membres du tiers état (20 juin 1789) réussirent à reconquérir leurs droits...

» Voilà l'héritage que ceux qui le tiennent de leurs pères doivent à leurs enfants. Je n'ignore pas que les héros du 2 décembre sont gens à ne reculer devant rien. Soit. La question est de savoir si la France possède des moyens capables de mettre quelquefois de plus tant d'audace à l'épreuve. Que l'homme le plus robuste soit condamné à un état d'incessante violence, il tombera bientôt d'épuisement. Il en est de même du despotisme... Le mal est que la terreur servit presque toujours aux causes qui l'engendrèrent. Le danger passé, la peur reste, et de là vient que la tyrannie, même sans aucune vitalité intrinsèque, peut vivre longtemps sur la réputation de force que lui a faite un seul jour d'heureuse témérité. Poussez droit au fantôme, il s'évanouira.

» Pour moi, je ne mets pas en doute un instant l'aptitude de la France à racheter son honneur... Elle se retrouvera debout, soyez-en sûrs, à la voix de ceux qui oseront l'aimer par-dessus tout, l'aimer à tout prix. Osez ! »

Ce système d'opposition dramatique, qui n'était

qu'une forme pittoresque de l'abstention, ne pouvait pas être du goût d'un homme pratique et positif comme le directeur du *Siècle*; il voulait opposer des candidats sérieux aux candidats officiels, mais où les trouver? M. Havin, dont la vie s'était passée dans l'ancienne Chambre des députés, en connaissait admirablement le personnel, mais son horizon ne s'étendait pas au delà de la salle du Palais-Bourbon. Cet homme, qui dans les circonstances les plus délicates, aurait fait autrefois le choix le plus prompt et le plus sûr du meilleur candidat pour une commission importante, pour des fonctions au bureau de la Chambre, et même pour une combinaison ministérielle, semblait ne pas se douter que des hommes politiques eussent surgi depuis février. Heureusement il avait un goût naturel pour la jeunesse; il savait interroger les gens compétents et se faire une idée juste des hommes par ce qu'on lui en disait.

M. de Benazé, avoué, ancien maire du I^{er} arrondissement, sous la République, membre du conseil de surveillance du *Siècle*, homme d'esprit et de bon sens, très ferme dans ses opinions républicaines, exerçait une certaine influence sur la direction politique de ce journal. M. de Benazé aimait à s'entourer de jeunes écrivains et de jeunes avocats amis de ses fils. Parmi ces jeunes gens promis tous à un brillant avenir, figuraient MM. Émile Durier, Émile Ollivier, Hérold, Ernest Picard, etc. M. de Benazé ouvrit même à ce dernier les portes du conseil de surveillance du *Siècle*; il fit à M. Havin la proposition de présenter MM. Émile Ollivier et Darimon comme candidats à

la députation. M. Ollivier représentait la jeune république. M. Darimon, ancien rédacteur du *Peuple*, ami et familier de Proudhon, se flattait de réunir les voix des ouvriers socialistes.

Le gouvernement provisoire de 1848 avait envoyé dans les départements des hommes jeunes pour la plupart, mais non nouveaux. M. Émile Ollivier, seul de tous les commissaires de la République, n'avait encore figuré à aucun titre dans les rangs du parti républicain, lorsque M. Ledru-Rollin qui, dit-on, avait contribué aux frais de sa pension de l'institution de Sainte-Barbe, lui confia l'administration du département des Bouches-du-Rhône à la recommandation de son père, l'un des chefs de l'opposition démocratique dans le Midi, sous le règne de Louis-Philippe. M. Démosthène Ollivier, nommé représentant du peuple, inaugura la tribune de la Constituante, en demandant que tous les représentants du peuple fussent astreints à prêter serment de fidélité à la République.

M. Émile Ollivier, dans toute la ferveur de ses vingt ans et de son enthousiasme républicain, remplit ses fonctions en apôtre plutôt qu'en proconsul : avocat débutant, prompt aux harangues et aux allocutions, s'il parla plus qu'il n'agit, il parla du moins avec la douceur et l'onction d'un Chaumette. Ce jeune homme attendri, larmoyant, sermonneur, donnant la main aux républicains rectilignes de la veille et souriant aux républicains douteux du lendemain, devint bientôt suspect aux uns et aux autres. Marseille eut ses journées de juin de même que Paris et

Lyon. M. Émile Ollivier, comme tous les fonctionnaires républicains qui craignaient le triomphe de l'anarchie non moins que celui de la réaction, fut accusé par les vaincus de trahison, et par les vainqueurs de connivence avec l'émeute. Le gouvernement du général Cavaignac lui fit descendre un degré de l'échelle administrative ; il passa de la préfecture des Bouches-du-Rhône à celle de la Haute-Marne. M. Ollivier accepta philosophiquement sa disgrâce, et garda son poste après l'avènement de M. Louis Bonaparte à la présidence, jusqu'au jour où M. Léon Faucher, exécuter des hautes œuvres du parti de l'ordre, le frappa de destitution. L'ex-préfet de la Haute-Marne revint à Paris et reprit la robe d'avocat. Les clients n'affluaient pas dans son cabinet. Les avoués, effrayés de sa réputation de républicain, n'osaient pas lui confier des affaires à plaider, il fut obligé de donner des répétitions de droit pour vivre.

M. Émile Ollivier, très ardent républicain, n'ayant que des antécédents républicains, orateur de talent, pouvait être opposé avec succès par le *Siècle* aux candidats de l'opposition républicaine soupçonnés de ne chercher, dans le mandat de député, qu'une occasion de protester contre le gouvernement : M. Havin le comprit tout de suite ; le jeune avocat malheureusement ne semblait pas disposé non plus à sortir de l'abstention. Un des rédacteurs du *Siècle*, candidat lui-même dans un département du Midi, rencontra M. Ollivier à la porte du cabinet de M. Havin : « Eh bien, lui dit-il, vous voilà donc candidat ? — Non, répondit avec animation M. Émile Ollivier, je ne

saurais accepter un rôle dans cette comédie qui se joue au Palais-Bourbon, et je vous engage à suivre mon exemple. » Le collaborateur du *Siècle* apprit, une heure après, que l'ardent partisan de l'abstention, séduit par l'éloquence de M. Havin, acceptait la candidature.

Ce sacrifice était fait depuis longtemps dans l'esprit de M. Émile Ollivier, s'il faut s'en rapporter à cette lettre écrite à l'un de ses amis (1) :

« Mon cher ami,

» J'espère que Picard vous trouvera : il vous parlera de nos-projets pour Dampierre.....

» Je vous remercie de vos renseignements. En l'état de choses, je crois que l'arrondissement qu'il faut que je choisisse est Toulon *extra-muros*. J'ai écrit dans ce sens dans le Var et à M. Comte lui-même. J'espère donc que cela ira. Du reste, ils feront ce qu'ils voudront. Si j'écoutais ma raison, je n'aurais pas ces ardeurs de cheval de bataille qui m'emportent quelquefois.

» Amitiés à vous.

» *Toto corde*.

» ÉMILE OLLIVIER.

» Dans votre comité soyez sage, et surtout ne vous pressez pas. Que la liste paraisse quinze jours ou douze jours avant, cela suffit. »

Le comité auquel M. Ollivier faisait allusion se réunissait chez un des avocats les plus distingués de Paris, M. Desmarest, 10, rue Gaillon. Il se composait de MM. Amiel, chef d'institution ; F. Arnaud (de l'Ariège), ancien représentant ; Jules Bastide, ancien représentant, ancien ministre ; Bethmont,

(1) M. Hérold, avocat à la Cour de cassation, membre du comité électoral de la rue Gaillon.

ancien représentant, ancien ministre ; Buchez, ancien président de l'Assemblée constituante ; Carnot, ancien représentant, ancien ministre ; le général Eugène Cavaignac ; Ed. Charton, ancien représentant, ancien conseiller d'État ; A. Corbon, ancien membre de l'Assemblée nationale constituante ; Degoussée, ancien questeur de l'Assemblée constituante ; Degouve-Denuncques, ancien préfet ; Hippolyte Duboy, avocat à la Cour de cassation ; L. Laurent Pichat, directeur de la *Revue de Paris* ; Armand Lefrançois, secrétaire du comité de rédaction de la *Revue de Paris* ; de Montfleury, ancien adjoint du II^e arrondissement, Frédéric Morin ; Eugène Pelletan ; Jean Reynaud, ancien membre de l'Assemblée constituante, ancien conseiller d'État ; F. Sain, ancien représentant ; Jules Simon, ancien représentant, ancien conseiller d'État ; E. Vacherot, ancien directeur de l'École normale.

Les fonctions de secrétaire étaient remplies par M. Lefrançois tenant la plume, et par M. Hérold chargé des communications extérieures.

Plusieurs citoyens, sans faire précisément partie du comité, MM. Guinard et Labélonge entre autres, suivaient avec assiduité ses séances. M. Havin, directeur politique du *Siècle* ; M. Husson, rédacteur ; MM. de Benazé et Picard, membres du conseil de surveillance de ce journal ; M. Dumont, rédacteur en chef de l'*Estafette* ; M. Félix Mornand, rédacteur en chef du *Journal de Paris* ; M. Darimon, rédacteur de la *Pressé*, assistaient aux réunions du comité en qualité de représentants du journalisme. MM. Bu-



chez, Garnier-Pagès et Carnot occupaient tour à tour le fauteuil présidentiel.

Le comité, dès sa première séance, se prononça nettement contre l'abstention. Des conférences commencèrent ensuite sur le choix des candidats pour les diverses circonscriptions du département de la Seine. Le général Cavaignac fut proposé pour la 3^e circonscription, Garnier-Pagès pour la 4^e, M. Carnot pour la 5^e, M. Goudchaux pour la 6^e, M. Havin pour la 2^e qui n'était pas alors composée comme aujourd'hui. M. Bethmont n'y ayant échoué qu'à mille voix environ de minorité, nul doute que M. Havin secondé par des amis plus résolus n'y eût réussi.

M. Havin n'accepta pas la 2^e circonscription ; il annonça même à M. Garnier-Pagès son intention de poser sa candidature dans la 3^e circonscription, de reporter celle du général Cavaignac dans la 4^e, celle de M. Garnier-Pagès dans la 5^e, et celle de M. Carnot dans la 6^e à la place de M. Goudchaux qui avait manifesté l'intention formelle de refuser le serment. M. Garnier-Pagès ne crut pas devoir accepter ces modifications qui déplaçaient le général de sa circonscription, et écartaient M. Goudchaux de la liste ; mais, pour faciliter une nouvelle combinaison, il annonça son désistement.

Telle était la situation, lorsque le général Cavaignac, absent jusque-là, revint à Paris. Les membres du comité, les journalistes, plusieurs démocrates, furent convoqués pour le 9 juin, à l'effet de fixer définitivement la liste des candidats. La 2^e circonscription fut de nouveau offerte à M. Havin, qui finit par

la refuser après des hésitations plus sincères que les membres du comité ne le crurent.

L'opinion générale du comité était de présenter le général Cavaignac dans la 3^e circonscription, où il avait été nommé en 1852. Le représentant du *Siècle* fit remarquer que c'était dans la 3^e que ce journal avait le plus d'abonnés. Cela parut une raison de plus pour y porter Cavaignac. Ce dernier fut de cet avis. L'observation du *Siècle* fit supposer aux membres du comité que M. Havin voulait la 3^e circonscription pour lui-même. Le comité la lui aurait donnée sans l'attitude de Cavaignac, et comme dédommagement il aurait eu la 4^e s'il l'avait demandée, mais il flottait incertain, ne sachant quelle résolution prendre devant l'opposition que rencontrait sa candidature de la part du conseil de surveillance du *Siècle*.

M. Labélonye, malgré le désistement de M. Garnier-Pagès, le proposa pour la 4^e circonscription; une timide objection fut faite sur son impopularité. MM. Desmarest, Labélonye et Corbon la repoussèrent avec chaleur; M. Garnier-Pagès se retranchait derrière son désistement, mais le général Cavaignac s'écria : « Monsieur Garnier-Pagès, vous étiez candidat hier, il ne faut pas que l'on puisse dire que vous avez cessé de l'être le lendemain de mon arrivée. » M. Garnier-Pagès répondit : « Après vos paroles, il ne m'est plus possible de me retirer; j'accepte. » Son nom fut adopté pour la 4^e, sans autre difficulté et sans un mot de la part du *Siècle*, quoique MM. Havin et Picard fussent évidemment contre lui.

Plusieurs membres du comité n'attendaient qu'un signe de ces derniers pour les appuyer, non par hostilité contre Garnier-Pagès, mais par désir de donner satisfaction au directeur politique du *Siècle*. MM. Havin et Picard ne firent aucune objection.

Jean Reynaud était mis en avant pour la 1^{re} circonscription. M. de Benazé proposa M. Laboulaye; M. Hérold le combattit comme fonctionnaire du 2 décembre. On objecta alors que si M. Laboulaye était candidat, on avait chance de faire publier la liste par le *Journal des Débats*. MM. Jules Simon et Husson furent chargés de faire, séance tenante, une démarche auprès du directeur de ce journal : elle n'eut aucun résultat positif. Il fut convenu que M. Laboulaye serait adopté si les *Débats* adhéraient publiquement à la liste de l'opposition, et que Jean Reynaud le remplacerait dans le cas contraire.

Les noms proposés pour la 7^e et la 8^e circonscription étaient ceux de MM. Bastide et Jules Simon. Ceux-ci, présents, hésitaient à se prononcer. La question du serment était au fond de leur hésitation ; mais comme alors le serment n'était pas *préalable* ; comme, sur la liste, il y avait déjà des hommes décidés à le refuser, entre autres Goudchaux, et d'autres décidés à le prêter, entre autres Garnier-Pagès ; comme le *Siècle*, qui était *pour* le serment, acceptait résolument Goudchaux, qui était *contre*, tout le monde s'accordait à dire que ce serait une question à résoudre par les candidats *élus*.

M. Bastide hésitait encore à donner son acceptation parce qu'il voulait une liste homogène ; le *Siècle*

et la *Presse* semblaient préférer la candidature de M. Vavin à la sienne. Le résultat de la discussion fut que le *Siècle* pourrait mettre Vavin à la 8^e, dans les mêmes conditions que Laboulaye à la 1^{re}, et que Jean Reynaud ou Bastide serait alors placé à la 7^e. On était toujours sûr d'avoir un candidat, parce que Jean Reynaud s'était purement et simplement mis à la disposition du comité sans tenir à une circonscription plutôt qu'à une autre.

L'intérêt se portait principalement sur la 10^e circonscription : elle était mauvaise, mais on les croyait toutes mauvaises alors, excepté celles de MM. Carnot, Goudehaux et Cavaignac. M. Havin déclara qu'il lui paraissait de bonne politique de porter dans la 10^e M. Émile Ollivier, fils d'un proscrit et jeune homme d'un grand avenir ; un autre membre, en approuvant cette pensée, mit en avant le nom de François-Victor Hugo. Une longue discussion s'engagea sur les deux candidats. M. Havin ne dit que ces quelques mots en faveur de M. Émile Ollivier : « Jeune homme de talent. » On parla des pères des candidats, deux exilés ! La majorité convenait qu'Ollivier avait une certaine valeur politique ; quelques membres, M. Bastide entre autres, ne dissimulaient pas leur défiance contre lui. Le principal argument en faveur de F.-V. Hugo était l'immense notoriété de son père. M. Guinard et M. Hérold soutinrent chaleureusement la candidature Ollivier. Cavaignac partit avant le vote sans exprimer d'opinion, les journalistes s'abstinrent. M. Ollivier obtint onze voix et F.-V. Hugo dix. M. Hérold inscrivit aussitôt le nom de M. Émile Olli-

vier sur la liste du comité comme candidat dans la 10^e circonscription.

Les membres de la réunion se séparèrent tard, persuadés que la liste serait publiée par le *Siècle* et par la *Presse*, soit le lendemain, soit le surlendemain, selon le moment où l'on serait fixé sur l'attitude des *Débats*. Mais l'intention de M. Émile Ollivier n'était nullement de faire une campagne inutile, et comme une espèce de stage électoral ; il ne se contentait pas d'un succès moral, d'une belle minorité de consolation, il voulait la majorité. Il lui fallait une circonscription où la victoire fût à peu près certaine. M. Havin, de son côté, éprouvait sans aucun doute un certain regret d'avoir vu échouer la combinaison dont il avait parlé à M. Garnier-Pagès ; mais la question personnelle n'était pas la seule à exercer de l'influence sur son esprit. Une question d'un intérêt plus élevé le préoccupait : il savait que M. Garnier-Pagès était pour la prestation du serment. Or, M. Carnot élu et M. Goudchaux écarté, M. Carnot aurait probablement adopté la ligne de conduite de M. Garnier-Pagès dans cette grave circonstance. Le général Cavaignac serait donc resté seul et libre, grâce à sa position spéciale, de prendre une détermination différente. Il s'agissait donc pour le directeur politique du *Siècle* d'introduire au Corps législatif des députés radicaux.

Le 11 juin, parut dans le *Siècle* et dans la *Presse* une liste entièrement différente de celle du comité. M. Havin se désistait définitivement et présentait M. Bethmont à sa place ; M. Ollivier était indiqué

pour la 4^e au lieu de M. Garnier-Pagès, et M. Darimon remplaçait M. Bastide dans la 7^e. Voici quelle était la liste complète des candidats :

1^e circonscription, Laboulaye ; 2^e, Bethmont ; 3^e, Cavaignac ; 4^e, E. Ollivier ; 5^e, Carnot ; 6^e, Goudchaux ; 7^e, Darimon ; 8^e, Vavin ; 9^e, Ferd. de Lasteyrie ; 10^e, Reynaud.

Le comité se réunit le 12 au matin, au milieu d'une vive agitation provoquée par la lecture de la liste du *Siècle* et de la *Presse*. MM. Goudchaux, Bethmont et Carnot, portés à la fois par les journaux et par le comité, étaient présents ainsi que Cavaignac ; ils déclaraient tous qu'ils se considéraient comme solidaires du comité. M. Reynaud, porté à la 10^e circonscription par le *Siècle*, s'apprêtait à faire savoir publiquement qu'il n'était pas candidat. Le comité résolut de publier la liste arrêtée le 9 en présence des journalistes, en la complétant seulement par les circonscriptions dont les candidats n'avaient pas été définitivement choisis. M. Jean Reynaud fut désigné comme candidat dans la 1^{re} circonscription, M. Bastide dans la 7^e, Jules Simon dans la 8^e, tous trois présents et acceptant. Le comité, qui ne pouvait cependant se méprendre sur l'attitude de M. Émile Ollivier, crut devoir le maintenir sur la liste comme candidat dans la 10^e circonscription, parce qu'il avait été adopté dans la séance du 9, sans condition résolutoire, à la différence de MM. Laboulaye et Vavin, et qu'en d'ailleurs il n'avait pas encore fait connaître formellement ses intentions. La liste fut donc dressée et signée des citoyens présents, au nombre de vingt-quatre. Cava-



gnac n'était pas là : un délégué se rendit chez lui pour le prier de signer, ce qu'il fit immédiatement. Deux autres membres du comité, absents, Catalan et Albert Leroy, signèrent quelques jours après.

Le comité, qui était en permanence, ne tarda pas à savoir que M. Émile Ollivier, porté par le *Siècle* à la 4^e circonscription, ne signerait pas de bulletin pour la 10^e. Il devenait impossible de le maintenir. M. Pelletan fut proposé pour le remplacer et adopté à l'unanimité. La liste fut envoyée aux journaux, le *Courrier de Paris* et l'*Estafette*. Elle se composait des noms suivants : 1^o J. Reynaud, 2^o Bethmont, 3^o Cavaignac, 4^o Garnier-Pagès, 5^o Carnot, 6^o Goudchaux, 7^o Bastide, 8^o J. Simon, 9^o F. de Lasteyrie, 10^o Pelletan.

Un des membres les plus actifs du comité ayant rencontré, en quittant le lieu des séances, M. Ernest Picard, dont le zèle s'était exercé en faveur de la candidature de M. Émile Ollivier : « De quel droit avez-vous refait la liste du comité? — Du droit du plus fort, » répondit-il. Le *Siècle*, en effet, était maître des élections à cette époque.

Ces divisions intestines, si utiles au gouvernement, étaient mises à nu avec le plus vif empressement par la presse fusionniste et légitimiste ; il semblait qu'il s'agissait beaucoup moins pour elle de défendre la liberté électorale contre le gouvernement, que de se réjouir des faiblesses de l'opposition. L'*Assemblée nationale*, l'*Union*, la *Gazette de France*, au lieu de défendre la liberté électorale, ne songèrent qu'à s'amuser aux dépens du parti républicain et de ses

querelles : « Les légitimistes, répondit la *Gazette* à un journal étranger qui s'étonnait de sa conduite, combattent la révolution dans toutes ses manifestations et dans toutes ses formes, voilà tout. »

Le comité publia dans l'*Estafette* un récit de ce qui s'était passé. M. Ollivier écrivit à M. Garnier-Pagès la lettre suivante :

« Mon cher Garnier-Pagès,

» Je vais faire appel à votre cœur, nos deux noms sont un des principaux obstacles à l'unité.

» Je vous sacrifierais sans hésiter le mien si je n'étais engagé avec le *Siècle* et la *Presse* avant la publication de la liste du comité. Je ne puis manquer à ma parole. Du reste, ma retraite ne terminerait rien.

» Votre retraite, au contraire, change les termes de la question, ménage tous les amours-propres, me permet de vous *imiter*. Ensuite, tous les deux réunis, nous tenterons une fusion entre les deux listes et, après l'exemple que nous aurons donné, personne n'osera résister à notre action.

» La force de notre idée a toujours été dans le désintéressement et le sacrifice.

» Donnons-en un exemple :

» Ce qui se passe à Paris en ce moment est l'objet des entretiens de l'Europe ; nos ennemis se réjouissent de nos discordes. Je vous en prie, je vous en conjure, au nom de la mémoire de votre frère, au nom de nos proscrits, au nom de tous ceux qui souffrent, qui pleurent pour la vérité, faisons cesser ce spectacle.

» Vous êtes naturellement à la hauteur de tout ce qui est magnanime. Vous proposer une bonne action, c'est être sûr qu'elle sera accomplie. Je ne vous supplie plus, je vous remercie.

» D'ailleurs, croyez-moi, notre Montaigne l'a dit : Il est des défaites triomphantes à l'envi des victoires.

» A vous de cœur.

» ÉMILE OLLIVIER.

» Samedi, 13 juin 1857. »

M. Ollivier ajoutait dans un post-scriptum que

cette lettre ne devait être lue que par le général Cavaignac.

M. Garnier-Pagès ne pouvait se désister sans consulter le comité. Ce dernier, irrité de la conduite du *Siècle*, exigea de M. Garnier-Pagès qu'il maintînt sa candidature. Il répondit à M. Émile Olivier par la lettre suivante, dans laquelle il lui conseillait de ne pas faire son entrée sur la scène politique en rompant avec les décisions de son propre parti :

« Mon cher monsieur Ollivier,

» Vous vous méprenez étrangement sur la situation.

» Dans le comité, malgré un premier refus, j'ai été désigné comme candidat de la quatrième circonscription, parce qu'elle comprend l'arrondissement habité par des commerçants au milieu desquels j'ai passé ma vie entière. Sur la proposition de M. Havin, vous avez, après débats, été accepté pour le dixième circonscription.

» Voilà les faits ! ils sont bien simples.

» Maintenant, que penseriez-vous de moi si, transportant ma candidature de la circonscription indiquée par le comité, je la posais contre un de mes amis porté sur la même liste ?

» Jugez-en vous-même ; vous diriez, certes, que j'ai commis un acte de félonie envers vous !

» Eh bien ! voilà ce que l'on veut vous pousser à faire pour servir des amours-propres que je n'ai jamais cherché à froisser ou des rancunes que je n'ai jamais méritées.

» Croyez-moi, c'est mal débiter dans la vie politique. Je vous plains sincèrement de vous voir perdre l'avenir brillant qui sourit à votre talent.

» Je vous le dis pour vous et non pour moi ; car, dans les circonstances actuelles, je n'ai accepté la candidature que comme un lourd fardeau et comme un devoir à remplir, devant lequel je puis, ni ne dois, ni ne veux reculer.

» Croyez à mes sentiments affectueux.

» GARNIER-PAGÈS.

» Paris, 11 juin 1857. »

Les électeurs parisiens ne montraient aucun pen-

chant pour l'abstention, sous quelque forme que ce fût. Plusieurs d'entre eux se rendirent chez Cavaignac pour savoir à quoi s'en tenir sur ses intentions relativement au serment : il refusa de répondre, laissant chacun libre de voter ou de ne pas voter pour lui. La presse officieuse exploita ce silence, qui plaçait Cavaignac dans une assez fausse position et qui faillit le faire échouer au second tour de scrutin.

Quelques hommes marquants du parti républicain essayaient vainement de rétablir la paix entre le *Siècle*, représentant la théorie de la double candidature dans chaque circonscription, et le comité, défendant la candidature unique. Les partisans de la double candidature avaient beau soutenir que c'était le meilleur moyen d'augmenter le nombre des électeurs, les gens de bon sens ne se dissimulaient pas le tort qu'elle faisait au parti démocratique, en ravivant des divisions qui auraient dû être oubliées dans la commune infortune. M. Garnier-Pagès, voyant qu'on ne parvenait pas à s'entendre, offrit alors de prendre pour arbitres M. Ledru-Rollin et les comités des exilés à Londres et à Bruxelles. La proposition fut acceptée. M. Garnier-Pagès était à Londres le lendemain matin, et le surlendemain à Bruxelles. Le mercredi 17, il rentrait dans Paris porteur d'une lettre de M. Ledru-Rollin, à laquelle avaient adhéré les républicains de Belgique. Cette lettre se prononçait sans hésitation en faveur de la candidature unique dans chaque circonscription. La question était de savoir lequel des deux partis s'effacerait devant l'autre. Aucun d'eux ne voulut céder. Les élections

étaient une guerre civile entre le parti républicain plutôt qu'une bataille contre le gouvernement.

Le scrutin allait s'ouvrir. Le *Siècle* publia tout à coup la lettre de M. Ollivier à M. Garnier-Pagès, et la réponse de celui-ci, suivie de cette réplique :

« Monsieur,

» Un refus précédé d'une injure, voilà votre réponse à une lettre pleine d'effusion et de respect.

» Je n'insisterai pas sur vos procédés. Vous avez sur moi l'avantage de l'âge, et, bien qu'ayant été fatal au peuple, vous avez eu l'honneur de le représenter.

» Je ne l'oublie pas et je me borne à rétablir la vérité de la situation.

» Ce qu'a décidé votre comité m'importe peu, je n'en ai pas fait partie ; et, quoiqu'il contint quelques hommes que je vénère, et d'autres qui sont des amis très chers, je ne reconnais aucune force à ses décisions, par deux motifs :

» 1° Les candidats dont les noms étaient mis en avant ont assisté aux réunions ; vous notamment. Par là, toute liberté a été enlevée aux délibérations ; ceci est élémentaire.

» 2° Au lieu d'être une large représentation des éléments divers de l'opinion démocratique, ce comité n'a été que la réunion de quelques-uns de ses groupes.

» L'autorité de votre comité écartée, que reste-t-il ?

» Quelque chose de bien simple. *Avant que votre liste fût publiée*, MM. Havin et Nefftzer, qu'alors je n'avais pas l'avantage de connaître, me proposèrent une candidature au nom d'un certain nombre d'électeurs. On voulait, disaient-ils, honorer en moi la vie de dévouement et de souffrances de mon père, la mémoire de mon frère, et enfin accorder un encouragement à l'avenir et appeler au maniement des affaires publiques un de ces jeunes gens qu'on tient à l'écart.

» J'avais écrit dans le Var, dans les Bouches-du-Rhône, dans la Haute-Marne, que je refuserais toute candidature et que je ne voulais pas me distraire même un instant de mes travaux de jurisconsulte. En présence de telles raisons et de l'insistance de ces messieurs, je me suis laissé vaincre et j'ai accepté.

» *Deux jours après*, votre liste parut.

» Si j'avais été libre, je me serais retiré à l'instant, ne fût-ce que pour éviter d'aussi misérables débats.

» J'ai consulté mes amis, ceux qui sont l'honneur et la lumière de notre foi, ils m'ont répondu : Vous êtes lié. Un des plus distingués, empruntant le langage théologique, est allé plus loin : « Un concile œcuménique lui-même ne pourrait pas vous rendre votre parole. M. Garnier-Pagès peut seul vous délier en changeant la situation par sa retraite. »

» C'est alors que je me suis adressé à vous.

» Cette conduite est-elle une félonie ?

» Est-ce mal débiter que de prouver à mes amis comme à mes adversaires que ma parole est un roc sur lequel on peut bâtir avec confiance ?

» Vous me plaiguez de mon bel avenir perdu. Vous avez tort. La fidélité à un engagement, dût-elle, en effet, me faire perdre ce que vous appelez un bel avenir, je ne la regretterais pas.

» Mais, à vous dire le vrai, je n'ai pas besoin de ce stoïcisme ; je ne crains rien. On peut contester mon intelligence, mes opinions, mes jugements ; quoique jeune encore, j'ai acquis le droit de ne pas redouter qu'on suspecte jamais mon désintéressement et ma probité.

» J'ai retenu cette lettre et je suis resté sous l'outrage aussi longtemps qu'une réconciliation a été possible ; maintenant que la lutte est inévitable, je me relève.

» EMILE OLLIVIER.

» Samedi, 20 juin 1857, »

M. Garnier-Pagès attendit le résultat du scrutin. Il avait laissé prendre pendant son voyage beaucoup d'avance à son concurrent.

Le lendemain de cette publication, les électeurs de la Seine reçurent à domicile la lettre suivante :

« PRÉFECTURE DU DÉPARTEMENT DE LA SEINE.

Paris, 21 juin 1857.

» Monsieur,

» Les élections des députés au Corps législatif ont commencé ce matin.

» Chacun est libre d'user ou de ne pas user du droit que la Constitution lui confère ; mais, alors que certains partis érigent

l'abstention en système, beaucoup d'électeurs regretteraient peut-être de s'y trouver associés involontairement par suite d'un oubli ou de quelque préoccupation d'affaires.

» Je prends donc la liberté de vous rappeler que le scrutin restera ouvert, demain lundi, de huit heures du matin à quatre heures du soir.

» Recevez, monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

» *Le préfet de la Seine.*

» G. H. HAUSSMANN. »

Le gouvernement ne se contentait pas de pousser ses partisans au scrutin, il en écartait ses ennemis. Le dimanche matin, premier jour de l'élection, M. Garnier-Pagès, sortant de chez M. Carnot, rue du Cirque, pour se rendre avec lui et Jean Reynaud dans une réunion d'électeurs qui devaient l'entendre comme candidat, fut abordé par trois messieurs qui déclarèrent avoir une communication importante à lui faire et qui le prièrent de monter dans un fiacre. Ces messieurs étaient un commissaire de police, le secrétaire général de la préfecture de police, et le secrétaire particulier du préfet. Ils annoncèrent à M. Garnier-Pagès qu'ils étaient porteurs d'un mandat de perquisition : « En ce cas, répondit-il, vous pouvez vous rendre chez moi, j'ai une course pressée à faire, je vous rejoindrai aussitôt après. » Le commissaire reprit : « Notre mandat est également un mandat d'amener, vous n'êtes plus libre, remettez-moi votre portefeuille. »

M. Garnier-Pagès, appelant alors MM. Carnot et Jean Reynaud, spectateurs de cette scène, les pria de se rendre auprès des électeurs et de trouver une

excuse pour son absence, en leur cachant son arrestation.

La voiture partit et s'arrêta un quart d'heure après rue Chaptal, devant la maison de M. Garnier-Pagès. La perquisition opérée par les agents de la police resta sans résultat. Les correspondances relatives aux élections avaient été mises en lieu de sûreté. Les agents de la préfecture de police rendirent à M. Garnier-Pagès sa liberté. Il exprima le désir d'être conduit chez le préfet de police pour lui demander l'explication de son étrange mesure. M. Piétri se retrancha derrière l'obéissance qu'il devait aux ordres de ses supérieurs (1). Le bruit de l'arrestation de M. Garnier-Pagès se répandit dans Paris. Il n'était point fait pour rassurer les électeurs. Le *Siècle* avait été frappé d'un avertissement, le 18, en pleine agitation électorale. Le gouvernement ne voulait pas tolérer qu'il se posât comme l'unique représentant des principes de 89. « Déjà atteint par deux avertissements, il pourrait être suspendu, aux termes de la loi, mais le gouvernement, qui a laissé à la lutte électorale la plus grande latitude, ne veut pas frapper, aux derniers jours de cette lutte même, l'un de ses organes les plus vifs, les plus agissants d'une opposition dont l'opinion publique appréciera la portée. »

(1) Une autre perquisition eut lieu le lendemain des élections chez M. Desmarest, avocat au barreau de Paris, chez lequel était établi le siège du comité électoral. Le gouvernement espérait cette fois mettre la main sur les lettres et les listes électORALES; il ne fut pas plus heureux que chez M. Garnier-Pagès. Ce dernier reçut une assignation pour comparaître devant le juge d'instruction, mais après un premier interrogatoire l'affaire en resta là.

Cet avertissement n'en était pas moins une menace redoutable. Le *Siècle* ne s'effraya pas cependant et, la veille de l'élection, il publia en faveur de la candidature de M. Émile Ollivier un article suivi de quelques lignes très chaudes de M. Ernest Picard. L'article du *Siècle* se terminait par ces paroles significatives :

» N'était-ce pas un devoir de préférer ce nom?
» Ceux qui l'ont exclu de leur liste ne se sont pas
» sans doute rappelé les rapports qu'il avait avec les
» souffrances de l'exil ; autrement, ils l'eussent re-
» commandé plus que tout autre aux électeurs de
» Paris comme pouvant leur servir à adoucir de trop
» longues peines ; qu'il aille, c'est notre vœu le plus
» cher, porter au dehors souvenir et consolation. »

Le gouvernement l'emporta dans la 1^{re}, la 2^e, la 8^e, la 9^e et la 10^e circonscription. M. Carnot fut nommé dans la 5^e ; M. Goudchaux dans la 6^e. Dans la 4^e, la 3^e et la 8^e, il y eut ballottage entre le général Cavaignac et M. Germain Thibault, entre MM. Ollivier et Varin, entre MM. Darimon et Lanquetin. MM. Cavaignac, Ollivier et Darimon furent élus au second tour de scrutin. Paris, en nommant M. Émile Ollivier, ancien commissaire de la République, fils d'un proscrit, dont la candidature était présentée par le *Siècle* comme une consolation à l'exil, inaugurerait donc cette série de choix empreints d'une hostilité particulière, qui à chaque élection sont comme la protestation individuelle de Paris contre le coup d'État.

Le lendemain des élections, le comité de la rue Gaillon publia la pièce suivante :

« La différence des listes de candidats adoptées par le comité électoral démocratique de Paris et par les deux journaux le *Siècle* et la *Presse* ayant causé une certaine préoccupation dans le public, le comité a résolu, avant de se dissoudre, de publier la note suivante :

» Dans le courant du mois de mai, une réunion de membres du parti démocratique s'est formée en vue des élections de Paris, et, dès sa première séance, deux résolutions ont été prises : 1° de se rassembler aussi fréquemment que possible ; 2° de se constituer régulièrement en comité électoral dès l'ouverture de la période légale des vingt jours précédant l'élection.

» Le 2 juin, le comité s'est constitué avec l'adjonction des représentants des journaux. A la séance du 9, le comité, avec la participation de MM. de Benazé, Havin, Husson et Picard, représentant le journal le *Siècle*, et Darimon, représentant le journal la *Presse*, consentit, afin d'éviter toute difficulté de la part des journaux, à présenter aux élections une liste de transaction. La liste ainsi arrêtée de commun accord par le comité et les journaux fut immédiatement transmise par le télégraphe dans les départements.

» Le lendemain, sans aucun avertissement au comité, le journal la *Presse* et, le surlendemain, le journal le *Siècle*, publièrent une autre liste différant notablement de la liste arrêtée de commun accord dans la séance du comité.

» Le comité, délivré de tout engagement par suite de cette rupture inattendue, se résolut immédiatement à présenter au suffrage des électeurs une liste homogène. Cédant à son autorité morale, MM. Jules Bastide, Eugène Pelletan, Jean Reynaud, Jules Simon consentirent à la candidature qui leur était ainsi offerte ; et la liste, adoptée à l'unanimité, fut publiée ce jour même, 12 juin, dans le journal l'*Estafette*.

» Après avoir décidé la publication de cette liste par tous les moyens en son pouvoir, le comité, afin de ne pas augmenter les divisions, prit, dans la même séance, les deux résolutions suivantes : 1° de n'opposer aucune récrimination aux candidats présentés en dis-sidence par le *Siècle* et par la *Presse* ; 2° de ne porter ces débats devant le public qu'à la fin de la lutte électorale.

» Pour le comité :

» CARNOT, F. HÉROLD, E. VACHEROT. »

Les élections de 1857 laissèrent subsister dans le parti républicain à Paris un ferment de discorde qui



fit encore sentir son influence sur les élections suivantes. Les républicains des départements restèrent en dehors de ces luttes. Leur action ne fut pas très sensible dans les élections. Comment auraient-ils pu lutter, sans liberté de la presse, sans droit de réunion, contre les forces du gouvernement, dont un voile mystérieux couvrait toutes les manœuvres ? Télégrammes des ministères, circulaires des préfets, allocutions des juges de paix, menaces des maires, des commissaires de police et des gardes champêtres, arrestations illégales des citoyens, urnes à doubles clefs, violation des urnes, soupières, boîtes, vases et engins de toute sorte à contenir les votes, la pratique générale de tous ces moyens de fausser le suffrage n'avait rien à craindre de la publicité ; les citoyens, en présence des décrets qui mettaient leur liberté individuelle à la merci de l'autorité, et la presse, menacée par le régime des avertissements, étaient sobres de plaintes et de réflexions. Le gouvernement, libre de tout contrôle, joignant la force à l'arbitraire, pouvait se livrer, sans crainte de rencontrer de résistance sérieuse, à cette parodie de l'élection. L'opposition parvint à grand'peine à faire passer six ou sept candidats à Paris, Lyon, Bordeaux et Lille ; mais l'écrasante majorité obtenue par le gouvernement fut due surtout aux votes des campagnes. Les villes avaient montré moins d'obéissance aux préfets, un nombre considérable de voix et souvent la majorité attestaient la résistance des grands centres de population à s'abandonner à la direction des autorités de l'Empire ; aussi peut-on dire que les élections de 1857, malgré leur

résultat favorable au gouvernement, donnèrent le signal du réveil de l'opinion publique.

Le gouvernement, pendant les élections, mit fin au différend entre la Prusse et le canton de Neuchâtel. Le pays de Neuchâtel, par suite des traités de 1815, était à la fois canton suisse et principauté prussienne; plus tard, il avait brisé les liens qui le rattachaient à la Prusse. Le parti royaliste prussien, croyant le moment venu de prendre une revanche, essaya, le 3 septembre 1856, de s'emparer de Neuchâtel et d'y rétablir l'ancien état de choses. L'insurrection ayant été battue, ses chefs, pris les armes à la main, furent traduits devant les tribunaux.

Le gouvernement prussien consentait à régler cette question, mais à une condition : l'élargissement sans jugement des détenus neuchâtelois. Napoléon III appuya cette demande. Le conseil fédéral répondit qu'il amnistierait les détenus si la Prusse s'engageait d'avance à ratifier l'indépendance de Neuchâtel.

Napoléon III avait confidentiellement engagé le général Dufour à user de son influence sur le gouvernement fédéral pour le pousser à un arrangement. Le général Dufour, ayant fait connaître ces ouvertures au conseil fédéral, fut envoyé en mission extraordinaire en France. Il avait pour instructions d'accorder l'amnistie, en échange d'une renonciation sans aucune réserve impliquant une dépendance quelconque vis-à-vis de l'étranger et la moindre restriction de la législation et de l'administration du canton.

La mission du général Dufour échoua, et la Prusse

s'adressa directement au conseil fédéral; son ministre en Suisse reçut l'ordre d'exiger d'abord l'élargissement des prisonniers, en ajoutant que la Prusse était prête à entrer ensuite en négociations. Le refus d'acquiescer à cette proposition amena une rupture de rapports diplomatiques entre la Prusse et la Suisse. Les deux gouvernements se livrèrent à des préparatifs militaires. Le conseil fédéral, après une tentative vaine des ministres étrangers résidant à Berne pour opérer une réconciliation, ouvrit un crédit illimité au département de la guerre; le cabinet de Berlin de son côté prépara le décret de mobilisation de ses troupes, pour lesquelles il s'était déjà assuré un libre passage à travers la Saxe, la Bavière, le Wurtemberg et le grand-duché de Bade. Le *Moniteur*, dans un article rédigé par une plume officielle, attribuait les exigences de la Suisse à l'influence des partis extrêmes; les autres puissances soutenaient la Prusse. Le conseil fédéral, voyant son isolement, envoya en France le docteur Kern, député au conseil des États, porteur d'une note déclarant qu'il était prêt à demander aux conseils législatifs la suppression de la procédure contre les insurgés de Neuchâtel s'il recevait du gouvernement français l'assurance que l'arrangement auquel il promettait de travailler ne contiendrait aucune clause incompatible avec l'indépendance absolue de Neuchâtel.

Les plénipotentiaires signataires du protocole de Londres s'assemblèrent à Paris le 5 mars 1857, et ils formulèrent le vœu, au nom de l'Europe, que le roi de Prusse voulût bien céder ses droits sur Neuchâtel :

le roi de Prusse y consentit à condition que ses héritiers et successeurs conserveraient le titre de prince de Neuchâtel et de comte de Valengin, qu'il recevrait une indemnité de deux millions, que les biens sécularisés en 1848 seraient rendus à l'Église et que la Constitution de Neuchâtel serait révisée dans un délai qui permît aux royalistes compromis dans l'insurrection de rentrer dans leur pays pour exercer leurs droits. La Suisse refusait d'insérer la clause relative au titre de prince de Neuchâtel dans le traité, mais elle l'admettait dans un protocole, en repoussant toutes les autres demandes. Les plénipotentiaires, faisant ce qu'on appelle une cotte mal taillée, réduisirent l'indemnité d'un million, laissèrent à l'État les biens de l'Église, à l'Église les revenus de ces biens, et repoussèrent tout ajournement à la Constitution. Le conseil fédéral s'empessa d'accepter ; le roi de Prusse, satisfait de voir le principe de l'indemnité reconnu, refusa d'en toucher le montant, il se contenta de voir son titre de prince de Neuchâtel figurer dans les protocoles de la conférence. L'Empereur des Français put se réjouir d'avoir joué encore une fois le rôle d'arbitre.

Les élections à peine terminées, on apprit la révolte des Cipayes dans les Indes et la mort de Béranger.

Béranger était de ce XVIII^e siècle où, depuis la publication de *l'Émile*, on cherchait à faire des hommes plus que des savants. La mémoire de Rousseau devrait être à jamais bénie, lors même qu'il n'aurait fait que ressusciter le respect et l'amour de

l'enfance oubliés par l'ancien régime, et créer le dévouement à l'instruction et à l'éducation des enfants, sans lequel la Révolution restera toujours incomplète. Rousseau, bien plus que Voltaire, a fait cette bourgeoisie intelligente et dévouée d'où sortirent les premières générations révolutionnaires. Jusqu'au moment où fut créée l'Université, qui mit aux mains de l'État le monopole de l'instruction publique, les tentatives de solution du difficile problème de l'éducation des enfants et des jeunes gens furent dues à des disciples de Rousseau. M. Ballue de Bellenglise, membre de l'Assemblée législative, établit à Péronne des écoles gratuites sur un plan où l'on sent tout de suite la pensée de Rousseau. L'école était modelée sur la commune et sur l'État. Les élèves choisissaient parmi eux des juges, des membres du district, un maire, des officiers municipaux, un juge de paix. Deux fois par semaine, ils formaient un club dont les séances étaient publiques et auxquelles assistaient les habitants de Péronne.

On a dit souvent que l'homme tout entier est en germe dans l'enfance; il y a des exceptions à cette règle. Qui retrouverait, par exemple, dans l'homme timide, ennemi du bruit, de l'éclat, que la France a connu, le jeune Béranger, président du club de son école, haranguant les conventionnels de passage à Péronne, prononçant des discours de sa composition dans les cérémonies publiques, où, par suite d'une mesure excellente, les écoles primaires avaient leur place marquée, rédigeant même, dans les grandes circonstances, des adresses à la Convention.

Le tribun de douze ans, devenu chef d'une maison de banque à dix-sept ans, empruntait de l'argent à 3 pour 100 par mois, et le faisait valoir avec bénéfice. C'était le moment de la dépréciation complète des assignats ; le numéraire avait alors une valeur énorme ; des gens de toute sorte se mêlaient de commerce ; beaucoup d'anciens nobles cherchaient dans les opérations de banque une compensation aux pertes éprouvées pendant la Révolution. La contre-révolution faisait des affaires pour payer ses conspirations. Le père de Béranger, grand partisan de l'ancien régime, entiché même de noblesse au point de joindre la particule à son nom, de parler de ses parchemins et d'avoir chez lui son arbre généalogique, était le banquier et même un peu le complice des royalistes. Le jeune Béranger, pour obéir aux ordres paternels, dut souvent porter aux conspirateurs l'argent arrivé de Londres. C'est ainsi qu'il fit la connaissance de M. de Bourmont, venu à Paris pour se mettre à la tête d'un mouvement royaliste, et qui, en attendant, se tenait caché au milieu des jardins d'un ancien hôtel de la rue des Marais-au-Temple.

Béranger, philosophe précoce, déjà mûri à dix-huit ans par l'expérience et par le malheur, observait, du haut de son comptoir de banquier, cette société bizarre, où tant d'éléments opposés s'amalgamaient dans une fermentation commune, où deux courants contraires s'entre-choquaient avant de se confondre ; époque d'insouciance et de calcul, de colère et d'apaisement, pendant laquelle le père de

Béranger, ruiné par suite de ses menées légitimistes, se vit réduit à tenir un cabinet de lecture au coin de la rue Saint-Nicaise. Plus d'une fois, le futur chansonnier du *Marquis de Carabas* et de la *Marquise de Pretintailles* s'assit à la modeste table paternelle, à côté de marquis et de comtesses qui ne savaient où trouver un dîner, et qui devaient plus tard se refaire des privations du Directoire avec le milliard d'indemnité de la Restauration. Béranger regagnait son logis, lorsque la terrible explosion de la machine infernale eut lieu : deux minutes plus tôt, il était tué. Le hasard ne fut pas cette fois du côté des Bourbons ; il sauva en même temps l'homme qui allait les remplacer sur le trône et celui qui devait achever de détruire leur prestige en France.

Béranger vit le 18 brumaire et la chute de la République avec tristesse, il nous le dit lui-même : « Bien » moins homme de doctrine qu'homme d'instinct et » de sentiment, je suis de nature républicaine. Je » donnai des larmes à la République, non de ces » larmes écrites avec points d'exclamation, comme » les poètes en prodiguent tant, mais de celles » qu'une âme qui respire l'indépendance ne verse » que trop réellement sur les plaies faites à la patrie » et à la liberté. » Les premières années de l'Empire nous montrent Béranger dans les appréhensions continuelles de l'homme qui n'a point satisfait à la loi sur le recrutement, ne dormant que d'un œil, craignant sans cesse d'être surpris au gîte, chassé, relancé par les limiers de la police. Sa calvitie précoce, son air maladif et vieux avant l'âge le sauvèrent

des gendarmes ; il n'avait qu'à les saluer : son front dénudé lui servait de certificat.

Béranger fut tiré de la misère par Lucien Bonaparte, et nommé à un modeste emploi, grâce aux sollicitations d'Arnault. Il vécut modeste et ignoré au milieu de quelques amis obscurs comme lui, jusqu'en 1813, époque à laquelle sa réputation commença : le *Sénateur*, le *Petit homme gris*, les *Gueux*, le *Roi d'Yvetot*, copiés à la main, avaient révélé au public l'existence du chansonnier. Son nom n'était plus inconnu lorsque arriva la chute de l'Empire. Les hommes qui ont vécu sous la Restauration n'oublieront pas l'effet des premières chansons de Béranger sur eux-mêmes et sur le peuple. Faut-il maudire l'auteur aujourd'hui parce qu'elles ont contribué au rétablissement de l'Empire ? Malédiction puérile qui devrait s'étendre à presque tous les poètes de son temps. Ils sont rares les républicains âgés de cinquante ans qui n'ont pas partagé les sentiments de Béranger. S'il n'a point fait, comme beaucoup d'eux, un *meû culpâ* éclatant de son admiration pour Napoléon I^{er}, jamais il ne voulut voir Napoléon III. L'Impératrice lui fit une visite et lui écrivit plusieurs fois ; Béranger reçut ces avances avec la politesse due à une femme, lors même qu'elle n'obéit qu'à un mot d'ordre. Le monde blasé, désœuvré, sans opinion où la jeunesse de l'Impératrice s'était écoulée ne connaissait point, en effet, Béranger ; le monde où elle fut plus tard appelée à vivre le détestait ; elle-même, Espagnole et dévote, ne devait guère l'aimer ; mais la femme

de l'Empereur ne pouvait rester en froideur avec cette gloire. Elle envoya donc plusieurs fois prendre des nouvelles de Béranger pendant sa maladie ; elle lui offrit un bois de lit machiné avec des ressorts épargnant toute espèce de mouvement au malade, et construit sur le modèle du lit préparé pour elle avant ses couches.

L'Impératrice, le jour de la mort de Béranger, devait se rendre au théâtre de la Porte-Saint-Martin ; le régisseur, au lever du rideau, vint annoncer au public que Sa Majesté n'assisterait pas à la représentation et qu'elle désirait que sa loge restât vide pendant le spectacle.

Béranger répétait souvent à ses amis : « Mon vœu » le plus cher est de mourir tout entier, mais si je » perds mes facultés par la maladie ou par l'âge, » vous connaissez les idées que j'ai professées toute » ma vie, c'est à vous à veiller sur moi. » Les amis de Béranger n'eurent pas besoin de remplir ce devoir. Le poète avait encore toute son intelligence quand le curé de la paroisse vint le voir ; il le reçut en voisin. Le curé le bénit en partant : « Et moi » aussi, je vous bénis, priez pour moi, je vais prier » pour vous... Nous avons pris une voie diffé- » rente pour arriver au même but, voilà tout. » Telles furent les dernières paroles adressées à l'homme d'église par l'auteur du *Dieu des bonnes gens*.

Le 15 juillet, les journaux du soir publièrent la note suivante :

« La France vient de faire une perte douloureuse :

» Béranger a succombé aujourd'hui à une longue et
» pénible maladie.

» L'Empereur, voulant honorer la mémoire de ce
» poète national, dont les œuvres ont si puissamment
» contribué à maintenir le culte des sentiments pa-
» triotiques en France et à populariser la gloire de
» l'Empire, a décidé que les frais de ses funérailles
» seraient faits par la liste civile impériale. »

Le préfet de police fit placarder le lendemain l'affiche suivante :

« OBSÈQUES DE BÉRANGER.

» La France vient de perdre son poète national !

» Le gouvernement de l'Empereur a voulu que des honneurs publics fussent rendus à la mémoire de Béranger ; ce pieux hommage était dû au poète dont les chants consacrés au culte de la patrie ont aidé à perpétuer dans le cœur du peuple le souvenir des gloires impériales.

» J'apprends que des hommes de parti ne voient dans cette triste solennité qu'une occasion de renouveler des discordes qui, dans d'autres temps, ont signalé de semblables cérémonies.

» Le gouvernement ne souffrira pas qu'une manifestation tumultueuse se substitue au deuil respectueux et patriotique qui doit présider aux funérailles de Béranger.

» D'un autre côté, la volonté du défunt s'est manifestée par ces touchantes paroles :

« Quant à mes obsèques, si vous pouvez éviter le bruit public,
» faites-le, je vous prie, mon cher Perrotin. J'ai horreur, pour les
» amis que je perds, du bruit de la foule et des discours à leur
» enterrement. Si le mien peut se faire sans public, ce sera un de
» mes vœux accomplis. »

» Il a donc été résolu, d'accord avec l'exécuteur testamentaire, que le cortège funèbre se composera exclusivement des députations officielles et des personnes munies de lettres de convocation.

» J'invite les populations à se conformer à ces prescriptions. Des mesures sont prises pour que la volonté du gouvernement et celle du défunt soient rigoureusement et religieusement respectées.

» *Le sénateur, préfet de police,*

» PIETRI.

L'Empire essayait de confisquer à son profit la gloire de Béranger ; mais, grâce à la présence de MM. Lamartine, Thiers, Mignet, Alfred de Vigny, Auguste Barbier, etc., la tentative resta vaine. Le gouvernement, pour justifier sa conduite et pour fournir un prétexte à ses précautions, parlait de projets de trouble dont le parti républicain n'avait pas même la pensée. Le peuple se contenta de sourire tristement à l'appareil officiel de ce convoi menteur. MM. Perrotin et Benjamin Antier, les plus vieux amis de Béranger, un ouvrier imprimeur et un sous-chef de musique, ses cousins, conduisaient le deuil. Une voiture de la cour, occupée par M. de Cotte, aide de camp de l'Empereur, suivait le corbillard. Les boulevards étaient gardés par des forces considérables, ainsi que les rues aboutissantes. Le peuple fut éloigné du cortège de Béranger comme il l'avait été de celui de Lamennais. Cependant, le préfet de police, qui, cette fois encore, s'était chargé de diriger le convoi, n'osa pas lui faire traverser la place de la Bastille. Le corps de Béranger, conduit au Père-Lachaise, fut descendu dans le caveau de Manuel au milieu des larmes de quelques amis.

La popularité sans nuage de Béranger avait été troublée dans les derniers temps de sa vie. Il se consolait des attaques de ceux qui le traitaient presque comme un complice du 2 décembre, en songeant qu'on lui rendrait justice après sa mort. En effet, si la gloire, rehaussée par la simplicité de la vie et par la générosité du cœur, mérite le respect des hommes, celle de Béranger est destinée à grandir. Homme

d'opinion et non de parti, maître de sa destinée, obstiné à repousser la fortune, et, ce qui est plus rare en France, les honneurs, Béranger vit naître trois gouvernements de qui il aurait pu tout obtenir, la monarchie de Louis-Philippe, la République de février, le second Empire. Il ne leur demanda rien, pas même un ruban ; il ne fut ni chevalier de la Légion d'honneur, ni membre de l'Académie française, dans le sein de laquelle il aurait pu cependant entrer, présenté par Châteaubriand.

La renommée poétique de Béranger faiblira peut-être, mais sa renommée d'honnête homme grandira par la comparaison avec les caractères de l'époque qui a suivi la sienne.

Les mois de juillet et d'août 1857 s'écoulèrent, pour la cour, en voyages. L'Empereur, au retour de Plombières, se rendit avec l'Impératrice à Osborne, où il passa quelques jours auprès de la reine d'Angleterre. La médaille de Sainte-Hélène fut instituée le 13 du mois d'août. Le lendemain, eut lieu l'inauguration du Louvre.

Lorsqu'en 1564 Pierre Lescot, architecte de Henri II, continuait sur les fondations du vieux Louvre de Philippe-Auguste l'élégant Louvre commencé par François I^{er}, et lorsque, en même temps, Philibert Delorme construisait les Tuileries pour Catherine de Médicis, ces deux architectes, élevant deux palais, sans parenté de plan ni de style, sans rapport d'aile ni de niveau, ne se doutaient pas qu'ils seraient un jour réunis. Cette réunion, décrétée par la République, avait été accomplie en quatre ans, du



moins à l'extérieur, car rien n'était terminé à l'intérieur, et la cérémonie de l'inauguration se fit dans la salle placée au-dessus de la galerie du rez-de-chaussée et décorée provisoirement : tentures en toile, moulures en grisaille, faux plafond en toile et verre dépoli, murs en tapisserie de Beauvais, deux trônes de bois doré sous une estrade à draperie de velours rouge à crêpines d'or, telle était la mise en scène. L'Empereur, l'Impératrice, le prince Jérôme, le prince Napoléon, la princesse Mathilde étaient présents. Les dignitaires ayant pris place, M. Fould prononça un discours assez terne sur la mort de MM. Visconti et Simart, qui avaient présidé aux premiers travaux du Louvre ; pas un mot sur la pensée intime du monument. Une de ces interminables distributions de récompenses dont l'Empire a tant abusé suivit le discours. Un banquet, offert dans la même salle aux architectes, sculpteurs, entrepreneurs et ouvriers, termina la fête. Le monument était ce qu'il pouvait être après les études précipitées, les erreurs corrigées, les raccords improvisés, les oppositions de style dont il portait les traces.

M. Lefuel, successeur de M. Visconti, architecte de l'Empereur, avait modifié le plan général ; les incertitudes, les repentirs, le défaut de symétrie, le décousu, les erreurs de goût se trahissaient partout dans les détails et dans l'ensemble, mais il fallait faire vite, et, dans quatre ans, 436 280 mètres de superficie avaient été couverts de bâtisses. L'Empire pouvait loger dans le même édifice les chefs-d'œuvre

de l'art, le surintendant des beaux-arts, ses soldats, ses écuries et ses cuisines.

Une autre inauguration, celle des kiosques, suivit de près l'inauguration du Louvre. La vente des journaux sur la voie publique avait pris un grand développement, favorisée d'ailleurs par le gouvernement. C'était un privilège qu'il pouvait accorder ou retirer à volonté et, par conséquent, un nouveau moyen d'action sur le journalisme. Des kiosques élégants remplacèrent sur les boulevards et dans plusieurs autres lieux fréquentés de Paris les petites baraques des marchands de journaux.

Les curieux, deux mois après, se pressaient autour des kiosques pour connaître les détails d'un événement qui excitait au plus haut degré la curiosité publique. Il s'agissait du départ de l'Empereur des Français pour Stuttgart, où se trouvait le czar de Russie. Les ministres des affaires étrangères de France et de Russie, MM. Walewski et Gortschakoff, accompagnaient leurs souverains. Rien ne transparaissait cependant sur les causes et les résultats de cette entrevue, bientôt suivie d'une rencontre à Weymar entre le czar et l'empereur d'Autriche; le roi de Prusse l'avait préparée. Elle amena un rapprochement entre les deux cours de Vienne et de Saint-Pétersbourg, en froideur depuis les difficultés soulevées en 1856 par la question de Belgrade.

L'année 1857 touchait à sa fin, lorsque la nouvelle de la mort du général Cavaignac se répandit dans Paris.

Cavaignac était atteint depuis quelques années d'une maladie de cœur qu'il savait mortelle.

« Je vous suppose, écrivait-il à un de ses amis(1) quelques jours avant sa mort, partageant comme toujours votre temps entre le palais et Saint-Cloud ; moi, mon cher, je ne me partage pas, je me pelotonne et me ratatine au contraire dans un coin de la Sarthe, où je me suis arrangé un gourbi, tâchant d'oublier que je passe ma vie à étouffer et à palpiter et m'apercevant qu'il n'y a rien de moins grand qu'un gros cœur. »

Il vivait au fond du département de la Sarthe, dans sa propriété d'Ourne, commune de Flée ; il se promenait, un fusil à la main, dans son jardin, lorsque, se sentant pris d'un violent mal de tête, il remet son fusil à son garde ; ses jambes fléchissent. Conduit et soutenu par le garde et par un de ses serviteurs jusqu'à un fauteuil qui se trouvait dans le vestibule de sa maison, il s'assied en poussant un soupir. Ce fut le dernier.

M^{me} Cavaignac accourt ; quelques amis, prévenus dans le voisinage se rendent à son appel ; l'embarcadère du chemin de fer n'est pas éloigné d'Ourne, mais le chef de gare ne peut accorder de train spécial sans une autorisation de Paris. Le télégraphe fonctionne, l'autorisation arrive, et la courageuse veuve, plaçant le cadavre de son mari entre elle et son fils, arrive à Paris, où elle dit à son enfant : « Embrasse une dernière fois ton père. »

Le général Cavaignac était mort de la blessure faite à la liberté le 2 décembre. Homme de cœur avant tout, c'était par le cœur qu'il devait périr. Personne ne poussa plus loin que lui la fierté et le désintéressement. Lorsque les affaires commerciales

(1) M. Sénard.

de son beau-père, banquier à Paris, s'embarrassèrent, il voulut que la dot de sa femme fit retour aux créanciers. Un matin, deux personnes demandent à le voir pour une affaire importante ; il quitte les amis qui devaient partager son déjeuner et entre dans son salon : « Général, lui dit l'un des deux visiteurs, je me nomme Dupoty ; compagnon des luttes de votre frère, je lui ai prêté trente-cinq mille francs pour soutenir la *Réforme*. Il devait me les rendre à la mort de sa mère ; voici X..., que vous connaissez et qui vous certifiera la vérité de mes paroles. » Le général Cavaignac se lève, ouvre son secrétaire et en tire trente-cinq billets de mille francs, qu'il remet à Dupoty. C'était le produit de la vente récente d'une maison à Bordeaux. Il ne lui restait plus rien de l'héritage maternel.

Paris vit passer avec une émotion respectueuse le cercueil du général Cavaignac ; une simple couronne d'immortelles y eût été mieux placée que les insignes militaires de son grade. Le citoyen avait fait oublier le soldat. Cavaignac fut véritablement citoyen, lorsque, au lendemain des journées de juin, placé entre sa conscience et son ambition, il n'obéit qu'à sa conscience en repoussant la dictature. La France estimera peut-être un jour ce genre d'héroïsme à sa juste valeur.

Eugène Cavaignac fut enterré au cimetière Montmartre, dans le même tombeau que son frère Godefroy. Il n'y eut pas de discours prononcé. Le gouvernement confisqua son oraison funèbre comme il avait confisqué celles de Marast, de Lamennais et de Béranger ; les journaux officiels balbutièrent quel-

ques mots d'éloges qu'il aurait méprisés, et le *Constitutionnel* se crut habile en plaçant le fier et honnête soldat républicain, le prisonnier de décembre, à côté des généraux d'Afrique « de la génération brillante des Saint-Arnaud, des Canrobert, etc. »

Un décret du 2 juillet avait constitué le bureau du Corps législatif et maintenu M. de Morny dans les fonctions de président, et MM. Schneider et Reveil dans celles de vice-président. La Chambre fut convoquée pour le 28 du mois de novembre, l'article 46 de la Constitution exigeant que le Corps législatif élu à la suite d'une dissolution fût réuni dans le délai de six mois. Le ministre d'État déclara, le jour de l'ouverture de la session, que l'Assemblée procéderait uniquement à sa constitution, à la vérification des pouvoirs, et qu'elle serait ensuite prorogée au 18 janvier pour l'expédition des affaires. M. de Morny termina une courte allocution dans laquelle il rappelait les services rendus par l'Empereur au pays, par cet appel banal : « Restons fidèles aux principes qui ont » dirigé la précédente législature, ne nous laissons » pas écarter de cette politique qui avait pour pro- » gramme que la véritable indépendance n'est ni » dans une approbation aveugle, ni dans une oppo- » sition constante, que l'accord des grands pouvoirs » de l'État est la première condition du repos public » et que la plus parfaite constitution ne saurait fonc- » tionner sans la sagesse des hommes. » Le président reçut ensuite le serment des membres présents à la séance. MM. Curé, nommé à Bordeaux par l'opposition démocratique, Darimon et Émile Ollivier rem-

plirent cette formalité. MM. Carnot et Goudchaux, élus à Paris, et M. Hénou, élu à Lyon, écrivirent au président trois lettres qu'il lut dans la séance du 1^{er} décembre. Les deux premiers déclaraient persister dans la résolution, déjà manifestée par eux en 1852, de refuser le serment prescrit par la Constitution. Ils furent donc déclarés démissionnaires. M. Hénou rappelait également son refus de serment en 1852, en ajoutant que, ses électeurs l'ayant nommé, cette fois, non plus pour rester sur le seuil de l'Assemblée, mais pour le franchir, il donnait son adhésion à la formule du serment, quoique son avis n'eût pas changé sur le fond des choses. M. Hénou était présent à la séance, le président lui ayant fait observer que sa lettre ne pouvait pas tenir lieu du serment et qu'il fallait savoir s'il voulait le prêter oui ou non, il le prêta en déclarant qu'il avait tenu seulement à expliquer sa conduite. Le septième des élus opposants, le général Cavaignac, venait de mourir. Il avait manifesté plus d'une fois avant sa mort la ferme intention de refuser le serment.

Trois élections seulement étaient contestées : celles de M. de Ségur dans la Meuse, de M. Cambacérès dans l'Aisne, et de M. Migeon dans le Haut-Rhin. M. de Ségur prit le parti de donner sa démission pour empêcher la discussion des abus relevés contre lui, comme si, en bonne règle parlementaire, la retraite du candidat pouvait supprimer les manœuvres illégales employées pour faire réussir son élection. M. Emile Ollivier, voulant, à propos de l'élection de M. de Ségur, engager un débat général sur les élec-



tions de 1857, proposait à la Chambre de repousser la démission. Le président, malgré ses vives réclamations, lui retira la paroles, en alléguant que, par suite de l'acceptation de la démission du député de la Meuse, il n'y avait plus rien en délibération. L'élection de M. de Cambacérès fut annulée, le candidat n'ayant pas l'âge exigé par la loi ; mais il se représenta quelques semaines plus tard et fut nommé sans difficulté, de sorte qu'une violation de la loi servit à rendre nulle la volonté du législateur. Quant à M. Migeon, député du Haut-Rhin, il avait déjà siégé sur les bancs de la droite à l'Assemblée législative. Réélu en 1852 comme candidat du gouvernement, il s'était montré fidèle à son mandat. Cependant, l'administration, l'en jugeant brusquement indigne en 1857, choisit à sa place un autre candidat. M. Migeon persista néanmoins à se présenter aux électeurs, qui le réélurent à une forte majorité. C'était d'un mauvais exemple. Le gouvernement, pour rétablir la discipline parmi les électeurs et parmi les candidats, fit procéder à une enquête administrative, à laquelle succéda une instruction judiciaire. Le parquet de Colmar, à la suite de cette instruction, intenta une action en police correctionnelle contre M. Migeon, pour avoir répandu de fausses nouvelles, de fausses promesses d'emploi et de fausses menaces de retrait d'emploi ; pour avoir, par des paroles et par des écrits, porté atteinte à la considération de fonctionnaires, pour avoir porté le titre de comte, la croix d'honneur et d'autres croix sans autorisation.

Ce procès venait trop tard ; les deux derniers délits

imputés à l'inculpé étaient antérieurs à la dissolution du Corps législatif. Les poursuites, exercées après l'élection de M. Migeon, ressemblaient trop à une vengeance du gouvernement pour produire l'effet qu'il en attendait. Les débats du procès éveillèrent au plus haut point la curiosité publique : un maire faisant voter les électeurs dans la salle du cabaret où il vend des liquides, un zouave qui s'empare de l'urne électorale, des enfants votant pour leurs pères, des pères votant pour leurs enfant, un sous-préfet, M. de Barthélemy, s'écriant, en parlant de M. Migeon et en faisant allusion à sa qualité de député autrefois élu par le concours de l'administration : « Quand on a un mauvais domestique, on le chasse sans lui donner de raisons ; » le président du tribunal disant à un témoin : « Vous étiez un des colporteurs les plus actifs de Migeon, vous devez vous estimer heureux de n'avoir pas été plus inquiété ; » vingt autres faits du même genre, en montrant ce qu'était le suffrage universel sous l'Empire, permirent à M. Jules Favre de soutenir avec vérité, dans sa plaidoirie pour M. Migeon, que ce procès n'était qu'un fragment brisé du miroir dans lequel la France pouvait se voir tout entière.

M. Migeon, condamné à un mois de prison pour port illégal de la Légion d'honneur, n'était pas déchu de son titre de député. Il donna cependant sa démission dans une lettre où il annonçait l'intention de se représenter de nouveau devant ses électeurs.

L'année 1857 se termina par une suspension de deux mois infligée à la *Presse* pour un éloquent article de son rédacteur en chef, M. Alphonse Peyrat,

sur les dernières élections. La société de l'Empire, tout entière à ses plaisirs, semblait ignorer qu'il y eût dans le monde autre chose que le bal, le jeu et la table. Le préfet de police adressa pour la forme des circulaires aux cercles pour les exhorter à modérer le jeu de leurs habitués ; l'or inondait chaque soir les tapis verts ; des loteries redoublaient les effets du jeu. Le clergé les patronnait avec ardeur.

La charité des fidèles ne suffisant plus à payer les frais de toutes les églises qu'on était en train de bâtir, on imagina un moyen d'avoir l'argent des profanes. Des billets de loterie donnant droit à une pendule ou à une messe pour vingt sous s'étalèrent à la vitrine des coiffeurs et des bureaux de tabac, à côté des billets du bal Mabille. La presse est, sans contredit, une invention de Satan, mais les journaux dénoncés tous les matins au prône étaient des auxiliaires indispensables pour le placement des billets de loterie. Les curés traitèrent avec les fermiers d'annonces. Les billets se placèrent, l'église se bâtit, la passion du jeu se mêlant ainsi aux sentiments les plus respectables et les plus délicats de l'âme.

Conduire un cotillon, voir des jambes de femmes au théâtre, telle fut la vie de la jeunesse élégante et riche de l'époque. Ce qui restait à la société de son ancienne activité intellectuelle se résumait dans une sorte de curiosité banale effleurant et confondant les hommes et les choses, l'homme d'État et le comédien, la grande dame et la courtisane, et ne se complaisant qu'aux détails puérils de la chronique. La princesse de Lieven est morte : personne ne parle de

son rôle politique, mais chacun raconte qu'elle a légué en mourant un carrosse et deux chevaux à M. Guizot. Eugène Sue, de Musset, Gustave Planche disparaissent dans l'année ; la chronique laisse de côté leurs œuvres pour apprendre au public que le premier ne dinait jamais qu'en manchettes, que le second ne se procurait l'ivresse qui lui était devenue nécessaire que par un terrible mélange d'absinthe et de bière, que le troisième enfin ne se lavait pas les mains. Les défauts et les vices des hommes illustres intéressent seuls le public ; leur talent est oublié. Les sociétés sans opinion et sans croyance sont toujours hypocrites. La société de l'Empire affichait la dévotion. Malheur à ceux qui ne suivaient pas exactement les pratiques de l'Église ! M. Viellard, sénateur et ami particulier de l'Empereur, meurt : on trouve dans son testament une clause qui défend de porter son corps à l'église. Le chambellan ou l'aide de camp envoyé par l'Empereur pour assister aux funérailles se retire et déclare qu'il ne suivra pas le mort au cimetière. Voilà où en était la France.



CHAPITRE VIII.

1858.

SOMMAIRE. — Réception du corps diplomatique aux Tuileries le 1^{er} janvier 1858. — Discours du nonce. — Réponse de l'Empereur. — Tranquillité générale des esprits. — Attentat d'Orsini. — Antécédents de l'auteur de l'attentat. — Orsini en Angleterre. — Il cherche des complices. — Fabrication des bombes. — Orsini et Pieri à Paris. — La police aurait pu les arrêter. — Orsini fixe le jour de l'attentat au 14 janvier. — Arrestation de Pieri sur le trottoir de la rue Le Peletier. — Cette arrestation ne change rien aux dispositions ordinaires de la police. — La triple explosion. — L'Empereur, l'Impératrice, le général Roguet. — L'Empereur à l'Opéra. — Attitude morale de la foule sur les boulevards. — L'Empereur et l'Impératrice aux Tuileries. — Arrestation des auteurs de l'attentat. — Procès d'Orsini et de ses complices. — Lettre d'Orsini à l'Empereur. — A-t-il jamais été sérieusement question de faire grâce à Orsini ? — Testament d'Orsini. — Dernière lettre d'Orsini à l'Empereur. — Exécution d'Orsini.

Le 1^{er} janvier 1858, l'Empereur répondit au nonce chargé de lui présenter les souhaits du corps diplomatique : « Je suis toujours heureux de recevoir les vœux du corps diplomatique. J'aime à croire que l'année qui s'ouvre, comme celle qui vient de finir, verra se raffermir encore l'union entre les souverains et la concorde entre les peuples. Je vous remercie de vos souhaits. »

L'Empereur s'approcha ensuite de lord Cowley, lui serra la main, ainsi qu'à l'ambassadeur de Russie, et passa sans leur adresser la parole devant les ambassadeurs de Turquie et d'Autriche. Cette dernière circonstance n'excita pas beaucoup l'attention ; il

suffisait, pour rassurer l'opinion publique sur le maintien de la paix, que le gouvernement parût en bonne entente avec l'Angleterre et avec la Russie. Les dernières élections avaient donné une majorité considérable au gouvernement, aucune cause d'émotion intérieure n'était à craindre ; rien ne semblait donc devoir entraver l'essor de la France dans la seule voie ouverte à son activité, celle des affaires, lorsque l'attentat d'Orsini vint montrer au pays sur quelles bases frêles reposaient sa fortune et sa tranquillité.

Orsini avait trente-neuf ans, la taille haute, la figure pleine, l'œil petit, mais brillant, les cheveux noirs déjà parsemés de fils d'argent. Fils d'un père tombé en 1831 sous la balle d'un soldat pontifical dans cette insurrection de la Romagne à laquelle prit part le fils aîné de Louis Bonaparte, il entra de bonne heure dans les conspirations. Prisonnier en 1839, dans la citadelle de Civita-Castellano, et condamné aux galères à perpétuité comme conspirateur contre tous les gouvernements de l'Italie, il fut amnistié en 1846 et erra dans toute l'Italie jusqu'en 1848. Devenu membre de la Constituante romaine, envoyé en qualité de commissaire extraordinaire à Ancône, il souleva les Marches contre les Autrichiens, qui le prirent et l'enfermèrent dans la citadelle de Mantoue ; il en sortit par une évasion qui semble tenir du prodige. Fixé à Londres en 1855, il revit Mazzini, mais ses relations avec lui cessèrent bientôt à la suite de dissentiments politiques.

Orsini, dans les derniers mois de 1857, semblait

uniquement occupé de la correction des épreuves de ses Mémoires et de la fondation à Londres d'un journal destiné à combattre les idées et la politique de Mazzini. Une lettre de lui, datée du 16 novembre 1857, est relative à l'impossibilité où il se trouve de publier ce journal pour le moment : « Une crise » commerciale sévit en Angleterre, la banque a été » autorisée à émettre de nouveaux billets, le cours » forcé est prévu, les faillites se succèdent sans in- » terruption, on ne trouve d'argent nulle part (*non si » trova danaro di sorta*). »

Orsini ajoute que son départ pour les États-Unis est ajourné, car la situation de ce pays est encore moins brillante que celle de l'Angleterre; en attendant, il continue à voyager pour affaires commerciales.

Orsini, absorbé par l'idée fixe de rendre l'indépendance à sa patrie ou de mourir, crut Napoléon III seul capable de délivrer l'Italie; mais bientôt, voyant se resserrer chaque jour les liens qui l'unissaient au parti conservateur, il se dit : Il faut supprimer cet obstacle : « *Allora dissi fra me che bisognava toglierlo di mezzo* (1). » Il chercha donc les moyens de tuer l'Empereur. Quelques réfugiés avaient été poursuivis et condamnés à Bruxelles en 1854 pour avoir fabriqué des bombes d'un genre particulier. Ces bombes restèrent exposées dans une collection scientifique où Orsini les vit. Il résolut d'en fabriquer de nouvelles.

(1) Cette phrase ne figure pas dans l'allocution d'Orsini reproduite par le *Moniteur*.

Orsini était en relation avec un nommé Pieri, qui s'occupait de recueillir l'argent des souscriptions pour ses conférences publiques sur la situation de l'Italie; il lui fit des ouvertures; Pieri les accueillit avec empressement; ils convinrent que, le seul moyen d'opérer un changement en Italie étant de faire une révolution en France, la mort de l'Empereur pouvait seule la rendre possible; ils parlèrent de leur projet à un certain Allsop et au docteur Simon Bernard, ancien chirurgien de marine, ancien rédacteur du journal républicain *l'Indépendance des Pyrénées-Orientales*, réfugié en Angleterre (1). Allsop (2) reçut d'Orsini les instructions nécessaires pour la fabrication des bombes et les transmit à un ingénieur de Birmingham :

« 16 octobre 1857.

» Faire une boule en fer fondu de la meilleure et de la plus dure qualité, de la dimension exacte du grand modèle; les trous devant être faits de la même dimension et dans la même direction, le haut devant être fait avec les mêmes matériaux et arrangé de manière à visser parfaitement dessus et à s'adapter très fortement; une grosse vis pour le haut devra être faite de manière à s'adapter très exactement et très fortement, et faire saillie d'un quart à l'intérieur et à l'extérieur d'une petite rainure, afin de permettre de la visser très fortement, attendu que la rainure ne se projettera qu'au-dessous de la convexité. Les petites vis devront être également adaptées avec beaucoup de netteté et faire saillie d'un quart environ à l'intérieur.

» L'extérieur devra être pareil au modèle; toutes les petites

(1) Le docteur Simon Bernard est présenté dans l'acte d'accusation comme l'âme du complot du 14 janvier. Traduit devant un jury anglais à raison des faits que lui reprochait le procureur général Chaix-d'Est-Ange, il fut acquitté.

(2) La police, qui signala Allsop en même temps que Simon Bernard, ne put découvrir sa trace. Il ne figura point au procès.

vis devront être perforées exactement comme celle qui a été envoyée et adaptées avec grande précision et serrées fortement. On devra faire exactement de même pour le petit modèle ; deux de chaque.

» *N. B.* Les modèles devront être conservées soigneusement et renvoyés.

» Trois douzaines de vis en plus pour chaque trou.

» Vis ou cheminées semblables à celles des fusils.

» M. CH. ALLSOP,

» Hôtel Ginger, pont de Westminster. »

Allsop commanda les bombes à M. Taylor, à Birmingham, le 5 février 1857 ; cet industriel en fabriqua cinq ou six. Orsini affirme n'en avoir jamais eu que cinq à sa disposition ; les bombes, transportées en Belgique, furent remises à Bruxelles à un garçon du *Café suisse*, Casimir Zeguers, chargé de conduire le cheval d'Orsini à Paris ; il n'en reçut que quatre et la partie supérieure de la cinquième, le reste de la pièce fut porté à Paris par Pieri.

Orsini arriva le 12 décembre dans cette ville, portant dans son sac de nuit les capsules commandées par Allsop, en même temps que la poudre fulminante fabriquée à Londres et destinée à charger les bombes. Elle était enveloppée de papiers et de chiffons qu'il mouillait de temps en temps. Orsini descendit à l'hôtel de Lille et d'Albion, rue Saint-Honoré. Les cinq bombes, déposées par Casimir Zeguers à cette adresse, s'étalèrent longtemps sur un divan dans l'antichambre de l'hôtel.

Orsini ne resta que trois jours à l'hôtel de Lille et d'Albion. Se donnant pour un Anglais, il s'installa rue du Mont-Thabor, n° 10, dans un appartement

garni où il reçut bientôt les visites d'un soi-disant Allemand nommé Piercy; il prit pour domestiques Gomez, parent de Piercy, et Rudio, qui se disait ancien commis voyageur.

Ces allées et ces venues n'éveillèrent nullement l'attention de la police, fait d'autant plus surprenant que M. de Morny, dans son discours d'ouverture du Corps législatif, avait dit que le gouvernement savait que les sociétés secrètes des départements s'attendaient, vers le milieu du mois de janvier, à une catastrophe suivie d'un mouvement. Le *Moniteur*, en outre, a déclaré, après l'attentat, que, depuis le mois de juin précédent, le gouvernement surveillait la fabrication en Angleterre de bombes d'un genre nouveau, destinées à être jetées sous la voiture impériale; une dépêche télégraphique du ministre de France en Belgique avait prévenu le ministre de l'intérieur que le nommé Pieri se rendait à Paris, avec un autre individu, dans l'intention de tuer l'Empereur. Le préfet de police avait donc prescrit au chef de la police municipale de se livrer à d'actives recherches pour opérer l'arrestation de Pieri. Ces recherches semblaient d'autant plus faciles que l'officier de paix chargé de la surveillance des logements garnis et des réfugiés politiques connaissait Pieri. Cet employé reçoit chaque matin la liste des noms, prénoms, âge, lieu de naissance de chaque voyageur logé dans un garni, ainsi que l'indication de la ville d'où il vient. Pieri avait sa femme et son fils à Paris : l'une habitait la rue du Champ-d'Asile, à Montrouge; l'autre était en apprentissage place Dauphine. La

prévision naturelle que Pieri viendrait les voir aurait dû engager la police à établir autour de ces demeures une surveillance particulière. Elle n'y songea pas.

Pieri et Gomez, partis de Londres le 6 janvier, arrivèrent à Calais à une heure et demie du matin ; ils quittèrent immédiatement cette ville pour aller à Lille, où Gomez attendit le retour de Pieri, qui s'était rendu à Bruxelles. Les deux voyageurs arrivèrent le 8 janvier à Paris. Pieri descendit rue Montmartre, n° 132, à l'hôtel de France et de Champagne, qui lui avait été indiqué à Bruxelles. Il ne prit d'autre précaution que celle de changer, en se faisant inscrire sur le registre de l'hôtel, son nom de Joseph André Pieri en celui de Joseph Andreas Piercy. Pieri, loin de se cacher, dînait tous les jours à table d'hôte, prolongeait la conversation après le dîner, lisait les journaux dans la salle commune, fréquentait les cafés, les promenades, les théâtres, allait voir sa femme et son fils absolument comme s'il n'eût pas été placé sous la surveillance spéciale de la police.

Orsini avait-il eu, comme l'a dit l'acte d'accusation, des relations avec un professeur de chimie ? Est-il l'inventeur de la poudre fulminante, ou bien est-ce Allsop qui l'a fabriquée ? Ces points n'ont jamais été bien éclaircis. Il est probable cependant qu'Orsini eut connaissance de certaines expériences sur la poudre fulminante, faites à Bruxelles par un réfugié français, et qu'il en savait le maniement.

Si la police s'était présentée chez lui dans l'après-midi du 14 janvier, elle l'aurait trouvé, la montre et le thermomètre à la main, faisant sécher près du feu

la poudre dont il chargeait ses bombes ; une étincelle pouvait le faire sauter, ainsi que toute la maison ; Orsini, aidé par Gomez, boucha les bombes à demi remplies avec les vis adaptées à la partie supérieure de chaque projectile. Ce travail terminé, il fut rejoint par Pieri et Rudio ; ils sortirent ensemble, et se dirigèrent vers l'Opéra, portant chacun une bombe et des pistolets. Orsini avait deux bombes. Il pouvait être huit heures du soir. Pieri marchait en avant. Les agents de police l'avertirent plusieurs fois de quitter le trottoir de la rue Le Peletier, interdit pour le moment à la circulation ; il ne tint aucun compte de ces avertissements ; un agent plus soupçonneux que les autres, le heurtant à dessein, crut sentir sous son coude quelque chose ayant la forme d'une crosse de pistolet. L'officier de paix, averti, accourut aussitôt et reconnut enfin Pieri, qu'il fit arrêter.

Les autres conjurés aperçurent leur complice au milieu des agents : mais, sans comprendre son clignement d'yeux, qui voulait dire : « Je suis pris ; » ils se rangèrent contre la maison qui portait le n° 21, derrière la foule, attendant l'arrivée de l'Empereur.

Les quatre brigades des agents de la police politique, la brigade du service de sûreté, la brigade des garnis reçoivent l'ordre, lorsque l'Empereur se rend au théâtre, de se trouver à la descente de voiture. Le chef de la police municipale fait inscrire sur un carré de papier l'heure et le lieu où les brigades doivent se trouver : les chefs de brigade signent ce papier et partent pour l'endroit indiqué ; leur consigne est de placer les agents devant la foule. Les

projets depuis longtemps annoncés, l'arrestation de Pieri, sur lequel on avait trouvé un poignard, un revolver et une bombe, auraient dû conseiller d'autres précautions; il fallait faire évacuer la rue Le Peletier, refouler la foule dans les rues adjacentes; le temps ne manquait pas pour cela. Pieri avait été arrêté vingt-cinq minutes avant l'arrivée de l'Empereur.

La soirée était douce, malgré la saison; les portes du Divan à l'entrée de la rue Le Peletier étaient ouvertes; le bruit des roues de la voiture et des chevaux de l'escorte de l'Empereur venait à peine de cesser; tout à coup les habitués de cet établissement entendirent une explosion sourde et étouffée qui ne ressemblait pas aux explosions ordinaires; elle fut bientôt suivie d'une seconde explosion et d'une troisième; il y eut entre les deux dernières un intervalle plus long qu'entre la première et la seconde; des acclamations suivirent la dernière. Le pressentiment général fut, dès la première explosion, qu'un attentat venait d'être commis sur la personne de l'Empereur. Au moment de l'arrivée de la voiture impériale, Gomez, en effet, avait jeté la première bombe, qui éclata un peu au-devant des chevaux. « Jette la tienne, » dit Orsini à Rudio; dont la bombe fit explosion sous la voiture impériale même. La troisième fut-elle lancée par Orsini? L'instruction l'affirme; Orsini l'a toujours nié.

Les bombes avaient porté la mort dans les rangs de la foule pressée aux abords de l'Opéra. L'extinction subite du gaz redoubla l'épouvante générale, on

crut que les assassins voulaient continuer leur œuvre de destruction dans les ténèbres, mais bientôt la lumière reparut et vint éclairer une scène de désolation : des morts, des blessés, des chevaux, des débris de voiture couvraient le sol ensanglanté. Le nombre des personnes atteintes s'élevait à 141. Un projectile avait traversé le chapeau de l'Empereur, dont le nez était légèrement écorché par un éclat de vitre ; le général Roguet, son aide de camp, était blessé.

Orsini, atteint à la figure par un éclat de bombe, était parmi les blessés qui reçurent les premiers soins à la pharmacie Vautrin, rue Laffite. Un passant lui donna le bras pour le conduire à la plus prochaine station de voitures ; un fiacre le ramena chez lui, où il se mit au lit. Rudio, rentré également dans sa chambre, s'était aussi couché. La police, qui se livrait à des perquisitions dans tous les hôtels et les garnis, l'interrogea et le laissa libre. Gomez, soupçonné plus tard de trahison par ses complices, était entré après l'attentat dans la salle du restaurant Broggi, rue Le Peletier, n° 19, où il se lamenta avec une véhémence telle sur les conséquences que pouvait avoir l'attentat, que les garçons de l'établissement, étonnés de l'exagération de son désespoir, en conçurent des soupçons ; ils les communiquèrent à un sergent de ville. Gomez fut arrêté. Dans son interrogatoire, il déclara être le domestique d'un Italien nommé Orsini, il donna son adresse et permit à la police de mettre la main sur le principal auteur de l'attentat.

La triple détonation des bombes, répercutée dans la

salle de l'Opéra, y avait semé une vague épouvante. Les spectateurs s'interrogeaient mutuellement du regard et cherchaient à se rassurer en parlant d'une explosion de gaz, mais un secret pressentiment leur faisait redouter un autre malheur. Il y eut un moment d'anxiété terrible pour les fonctionnaires, les agioteurs, les industriels, les gens d'affaires de tous les genres, qui représentaient la société nouvelle et dont la fortune était si étroitement liée à celle de l'Empire. Bientôt l'Empereur et l'Impératrice parurent sains et saufs dans la loge impériale; les spectateurs apprirent en même temps l'attentat et son insuccès, et ils éclatèrent en applaudissements et en acclamations. Le duc de Saxe-Cobourg, qui assistait à la représentation, se rendit dans la loge impériale pour féliciter Napoléon III et sa femme.

La nouvelle des grands événements se transmet d'une extrémité à l'autre de Paris comme par un fluide mystérieux. Une demi-heure ne s'était pas écoulée depuis l'attentat, et déjà une foule immense, composée en grande partie d'ouvriers, couvrait les boulevards depuis la rue Montmartre jusqu'à la Chaussée-d'Antin. Ni bruit ni tumulte dans cette foule sérieuse et attentive. Les détails de l'attentat n'étaient pas encore bien connus, ils circulaient de groupe en groupe, et excitaient peu de réflexions. L'incertitude, plus que tout autre sentiment, se lisait sur tous les visages. Que serait-il arrivé si la bombe destinée à Napoléon III l'avait frappé mortellement? Un seul cri serait certainement parti des rangs serrés

de ce peuple : Vive la République ! Ce cri, il aurait fallu le réprimer à la minute et l'éteindre dans le sang de vingt mille hommes ou se résigner à l'entendre répété dans tout Paris. L'Empereur sauvé, le peuple se taisait. Un bruit de chevaux et d'armes retentit du côté de l'Opéra vers minuit ; la voiture impériale, entourée d'une forte escorte, suivit le boulevard, illuminé, jusqu'à l'entrée de la rue de la Paix, entre une double haie de spectateurs curieux et silencieux. Un quart d'heure après, l'Empereur et l'Impératrice rentraient aux Tuileries ; la foule regagnait les faubourgs ; il n'y avait plus que quelques promeneurs sur le boulevard.

Le prince Jérôme avait été prévenu au Théâtre-Lyrique. Le prince Napoléon donnait une soirée intime à laquelle assistaient la princesse Mathilde et le prince Murat. Mademoiselle Plessy, actrice du Théâtre-Français, jouait devant les invités le proverbe d'Alfred de Vigny : *Quitte pour la peur*. Le prince Napoléon et le prince Murat coururent à l'Opéra : l'Empereur donna l'ordre au prince Napoléon de retourner auprès de ses invités. La nouvelle de l'attentat parvint à M. de Morny au Cirque : arrivé au château et admis tout de suite en présence de l'Empereur et de l'Impératrice, il les trouva furieux et donnant un libre cours aux émotions qu'ils avaient été obligés de contenir pendant si longtemps. L'Impératrice, éplorée, accusait le préfet de police qui la gardait si mal. L'Empereur, appuyé sur le rebord de son lit, réfléchissait profondément. Au bout de quelques minutes, il dit au chef de son cabinet,



M. Mocquart : « Qu'on aille me chercher le dossier du procès de la machine infernale. »

Personne ne pouvait dire encore quels étaient les auteurs de l'attentat de la rue Le Peletier, et déjà, comme le premier consul son oncle, Napoléon III était résolu à en faire porter la peine aux républicains.

L'Empereur, le lendemain, visita le lieu de l'attentat, après avoir reçu les félicitations du corps diplomatique et des grands corps de l'État. Les journaux bonapartistes, comme s'ils avaient reçu le même mot d'ordre, se mirent avec un ensemble effrayant à tenir le langage le plus menaçant contre l'Angleterre; la presse officieuse parlait tout simplement d'exiger du gouvernement anglais la transportation de Mazzini en Amérique. Les mesures les plus violentes à l'intérieur étaient annoncées; il était question de convoquer la haute cour, d'interdire la vente des journaux, d'imposer le serment aux rédacteurs en chef et de supprimer l'Institut.

Les auteurs de l'attentat étaient sous la main de la justice. M. Jules Favre avait reçu d'Orsini une lettre qui le priait de se charger de sa défense, mais il hésitait. Il avait trouvé dans le dossier de l'accusé deux lettres destinées, l'une à Berryer, l'autre à M. Lachaud, prouvant qu'il avait aussi songé à les choisir pour défenseurs. La façon dont le crime avait été exécuté lui répugnait autant que le crime lui-même; tant de vies sacrifiées pour en atteindre une seule! Mais Orsini exerçait autour de lui une espèce de fascination que M. Jules Favre subit peut-être à

son insu. La pensée de l'Italie demandant grâce pour un de ses fils égaré mit surtout fin à ses hésitations. Il consentit, comme il le dit lui-même en parlant d'Orsini, « à l'assister à l'heure suprême, non » pour présenter une inutile défense, non pour le » glorifier, mais pour faire luire sur son âme immortelle un rayon de cette vérité qui peut protéger sa mémoire contre des accusations imméritées ».

Orsini et ses complices comparurent le 25 février devant la Cour d'assises, présidée par M. Delangle, premier président de la Cour impériale; M. Chaix d'Est-Ange occupait le siège du ministère public; Orsini fut celui qui dirigea réellement les débats. Il s'insinuait dans le cœur de ses juges par sa grâce italienne, par l'aisance et la douceur de ses manières, et il les dominait par sa fermeté sans forfanterie et par sa présence d'esprit, exempte de finesse; singulier produit de la vieille civilisation italienne et de la civilisation moderne, homme du moyen âge et de l'ère actuelle, tribun diplomate, Rienzi et Machiavel, moitié condottière, moitié prêtre, Orsini, sans se draper dans son crime, le portait fièrement et parvenait à le faire oublier parfois. Assassin par patriotisme, il faisait moins horreur que pitié. M. Chaix d'Est-Ange n'était pas de taille à se mesurer avec un tel crime et un tel criminel : il se montra faible et déclamateur dans son réquisitoire. M^e Jules Favre prononça un plaidoyer d'une grande éloquence, qui, selon le vœu de l'accusé, n'était pas une défense et qui mérite d'être conservé par l'histoire :

« Messieurs les jurés,

« Je voudrais pouvoir un instant écarter de mon âme les émotions douloureuses qui l'assiègent et la dominent, pour rendre un public et sincère hommage au talent de l'orateur éminent que vous venez d'entendre; il a longtemps illustré notre ordre, où sa place est restée vide, sa personne regrettée; il devait jeter un vif éclat sur les fonctions redoutables qu'il a acceptées et qui empruntent à sa parole un prestige rehaussant singulièrement leur autorité; et cependant, messieurs les jurés, si un écueil pouvait s'offrir à lui, dans cette cause, c'était de ne rencontrer aucun obstacle; de se trouver, dans ce lugubre débat, sans adversaire sérieux.

» Il n'avait pas en effet besoin, messieurs les jurés, de faire devant nous cet appel éloquent à la pitié, cette mâle invocation au respect de la vie humaine, pour que nous fussions comme lui saisis d'horreur au récit de la sanglante tragédie dans laquelle tant de victimes sont tombées mutilées! Qui de nous n'a frémi à la peinture de cette hécatombe nouvelle offerte au fanatisme politique?

» Avant d'entrer dans cette enceinte, tous, nous étions prêts à déplorer les destinées de notre nation, trop de fois exposée au retour de pareils faits.

» Certes, on peut ici rencontrer des opinions différentes sur bien des choses, et pour ma part, — que M. le procureur général me permette de le dire, — je suis loin de m'incliner devant tous les principes, tous les actes, tous les hommes qu'il défend. Oui, messieurs les jurés, malgré les temps où nous vivons et qui s'opposent à la libre expression de ma pensée, je n'en conserve pas moins au fond de mon cœur, avec une fierté jalouse, le dépôt sacré de mes sentiments et de mes croyances, mais leur symbole n'a jamais été le glaive ni le poignard. Je suis de ceux qui détestent la violence, qui condamnent la force toutes les fois qu'elle n'est pas au service du droit. — Je crois qu'une nation se régénère par les mœurs et non par le sang. — Si elle était assez malheureuse pour tomber sous le joug d'un despote, ce n'est pas le fer d'un assassin qui briserait sa chaîne. Les gouvernements périssent par leurs propres fautes, et Dieu, qui compte leurs heures dans les secrets de sa sagesse, sait préparer à ceux qui méconnaissent ses éternelles lois des catastrophes imprévues, bien autrement terribles que l'explosion d'une machine de mort imaginée par des conspirateurs.

» Voilà ma foi, messieurs, ma foi profonde, et cependant, quand Orsini m'a appelé, je ne l'ai point repoussé, j'ai senti le poids de cet horrible fardeau: j'ai mesuré la grandeur de l'effort et sa vanité. J'ai vu se dresser devant moi ces ombres lamentables, dont l'image

m'assiège. J'ai deviné toutefois qu'un aussi grand crime ne pouvait avoir pour mobile ni la convoitise, ni la haine, ni l'ambition. La cause d'un pareil attentat devait se trouver dans l'égarement d'un patriotisme ardent, dans l'aspiration fiévreuse à l'indépendance de la patrie, qui est le rêve de toutes les nobles âmes. — J'ai dit à Orsini : Je condamne votre forfait, je le proclamerai bien haut ; mais vos malheurs me touchent, votre constance à combattre les ennemis de votre pays, cette lutte acharnée par vous entreprise, ce sacrifice de votre vie, je les comprends, ils vont à mon cœur. Italien, j'aurais voulu souffrir comme vous pour mon pays ; m'offrir aussi en holocauste ; verser mon sang pour sa liberté ; tout, excepté ces meurtres que ma conscience réprouve. Mais vous confessez votre crime, vous l'expiez, vous donnez votre tête à la loi, que vous avez violée, vous êtes prêt à mourir pour subir la peine de votre attentat à la vie d'autrui ; eh bien ! je vous assisterai à cette heure suprême...., non pour présenter une inutile défense, non pour vous glorifier, mais pour essayer de faire luire sur votre âme immortelle qui va retournée au sein de Dieu un rayon de cette vérité qui peut protéger votre mémoire contre des accusations imméritées.

» Me voici donc, messieurs, devant vous, non, encore une fois, pour excuser, mais pour expliquer le coupable entraînement auquel cet infortuné n'a pu résister. Il ne m'appartient pas, et je n'en ai pas la liberté, il ne m'appartient pas, dis-je, de faire devant vous l'œuvre de l'histoire et de rechercher les causes qui ramènent si fréquemment dans notre pays le retour de pareils actes. Mais à ce moment solennel où la société va frapper, qu'il me soit permis d'étendre quelques instants ma faible main sur la tête du malheureux Orsini et d'examiner avec vous l'intérêt et le mobile de l'acte dont on demande l'expiation, et je ne désespère pas de faire entrer dans vos cœurs une partie des sentiments qui agitent le mien.

» M. le procureur général se trompe. Non, messieurs les jurés, le crime d'Orsini n'a été dicté ni par la convoitise, ni par la haine, ni par l'ambition ; ce n'est pas en semant la mort et les ruines autour de lui qu'il a voulu conquérir la puissance ; non, il n'a pas voulu monter au pouvoir par ces degrés sanglants... Quelle est donc cette histoire, monsieur le procureur général ? Elle n'est pas celle d'Orsini. — Qu'a-t-il voulu ? — Affranchir sa patrie. Il nous le dit, accusez-le de folie, mais ne contestez pas la loyauté de sa déclaration, nous en avons pour caution sa vie tout entière ; je n'en connais pas de plus inflexiblement logique. Il l'a usée sans partage dans une lutte énergique, incessante, contre les étrangers qui foulaient son pays. Il n'en pouvait être autrement : la haine de l'étranger,

messieurs les jurés, il l'a puisée au berceau dans le lait de sa mère, dans le sang de son père.

» Le père d'Orsini était capitaine dans l'armée italienne organisée par Napoléon I^{er}, il a suivi nos légions jusque dans les glaces de la Russie, il a mêlé son sang au nôtre sur tous les champs de bataille, il n'a déposé les armes qu'après avoir vu tomber le dernier soldat de la cause bonapartiste, qui, alors, était celle de l'indépendance.

» Quand le dernier soldat de cette noble cause fut tombé, que fit-il ? Ce que plus tard a fait son fils. Après avoir mis son épée au fourreau, il conspire. En 1831, on le voit attaquer le pouvoir pontifical avec d'illustres complices dont l'histoire retient les noms et dont l'un d'eux est tombé sous les balles des sbires.

» Félix Orsini avait douze ans à peine quand il fut témoin de ces malheurs ; il vit la pierre du foyer domestique brisée, son père fugitif, jeté en exil, condamné à une vie errante. Et vous ne voulez pas qu'il ait senti naître en son cœur cette haine ardente, vivace, inflexible, qui l'anime contre les ennemis de sa patrie ! Toutes les autres passions de son âme ont cédé devant ce sentiment profond qui a été comme un flambeau auquel son cœur s'est embrasé. Il n'y a qu'un instant, M. le procureur général vous dépeignait Orsini comme un conspirateur vulgaire, ne travaillant à la chute des gouvernements que pour monter au pouvoir et s'y livrer aux enivremments des voluptés et de la puissance. Je l'ai dit, M. le procureur général n'a pas fait l'histoire d'Orsini. Je ne veux pas d'ailleurs discuter avec lui sur ce point, ni aggrandir ce débat. Seulement, je le lui demande : Italien, ne souffrirait-il pas du mal qui dévore l'Italie, ne sentirait-il pas le poids des chaînes de la patrie, et tous ses efforts ne seraient-ils pas employés à secouer le joug odieux de l'étranger ? Orsini l'a tenté, sa vie entière a été consacrée à ce noble but. L'indépendance, l'unité de l'Italie a été aussi la pensée de Napoléon I^{er}. Pour y arriver, que fallait-il ? Briser le pouvoir temporel du pape. Telle était la croyance d'Orsini ; entraîné par cette pensée dans un complot, il est condamné en 1845 par le gouvernement pontifical. Amnistié, on lui fait prêter le serment de ne rien entreprendre à l'avenir contre le pouvoir papal. Quoi qu'on nous en ait dit, ce n'est pas lui qui violera son serment ; il quitte les États romains, toujours pour conspirer, mais en Toscane, contre les Autrichiens.

» Les événements de 1848 éclatent. Je n'ai pas à m'expliquer ici, sur ces événements ni à reprendre le récit de l'expédition de Rome, si diversement jugée et qui a donné lieu à des débats si animés, à des incidents si funestes. Je me borne à constater l'état des esprits en ce moment. Le manifeste de Lamartine avait fait luire l'espoir de

l'indépendance en Italie, et cet espoir était salué avec enthousiasme par beaucoup d'hommes qui tiennent aujourd'hui un tout autre langage. L'Autriche, épouvantée, repliait son drapeau derrière le Tagliamento. La France tout entière applaudissait à cette délivrance. Telles étaient nos promesses à cette époque. Le gouvernement pontifical est renversé, Orsini n'avait pas changé ; mais il n'a pas violé son serment, on ne peut l'accuser d'avoir alors conspiré le renversement du pouvoir du pape. S'il entre dans l'Assemblée constituante, c'est par le suffrage universel qu'il y arrive. Comment en est-il sorti ? Dieu me garde, messieurs les jurés, de laisser tomber de mes lèvres des paroles amères ou imprudentes, mais peut-on ne pas dire que cette assemblée, issue, comme nos institutions à cette époque, du suffrage universel, a été renversée par l'Europe ? Et qui l'a dispersée ? Le canon de la France !

» Alors cet homme, condamné à la vie de proscrit, chassé par la violence, que va-t-il faire ? Obéira-t-il aux anciens ennemis de la patrie ? Le patriotisme du vieux soldat de l'Empire, ce patriotisme ardent que son père a allumé en lui par ses exemples et par ses malheurs, s'éteindra-t-il dans son cœur ? Non, il sera plus brûlant encore ; Orsini n'aura désormais ni paix, ni trêve qu'il n'ait brisé les fers de sa patrie. Que fait-il, en effet ? Il conspire, il parcourt l'Italie, réchauffe les courages, organise la résistance. En Piémont, en Toscane, à Lucques, à Modène, partout même pensée. Arrêté à Gênes en 1853, il est mis en liberté, mais exilé. Il traverse la Suisse et la France, et se dirige sur Londres. En mars 1854, sous le nom de Tito Celsi, il essaye une expédition dans le duché de Parme, il échoue ; arrêté en Suisse, il échappe par miracle. En 1855, il se rend à Vienne sous le nom d'Herwag, toujours poursuivi par le même démon, par la même folie, diront les sages du temps. Il va chercher des soutiens, préparer des soulèvements, mais il est découvert, arrêté, chargé de chaînes et jeté dans la citadelle de Mantoue, un véritable tombeau. Pendant dix mois il voit, sans fléchir, la mort, une mort ignominieuse, suspendue sur sa tête. Les juges eux-mêmes reconnaissent en secret la noblesse de son âme et la pureté de son patriotisme. Cependant, il est condamné. Mais la générosité et le dévouement veillent près de lui. Une femme, sachant qu'un jeune patriote italien allait mourir, s'intéressa à cet infortuné... Grâce à des miracles de tendresse, à des prodiges de divination dont les femmes seules sont capables, des moyens de salut sont préparés, des intelligences ménagées jusque dans l'intérieur de la prison. Enfin, l'heure de la délivrance est arrivée..... Huit barreaux sont sciés..... les instruments d'évasion miraculeusement fournis !!! Vous dirai-je, messieurs les jurés, le temps, la patience nécessaire à tous ces efforts ? Je le voudrais en vain. Orsini, à l'aide d'un lien bien fra-

gile, essaye de descendre d'une hauteur de quarante mètres ; le lien se brise, et le fugitif tombe à demi brisé dans les fossés de la forteresse ; il se traîne néanmoins et reste vingt-quatre heures dans un lac glacé où des chasseurs viennent le recueillir..... Vous le voyez, messieurs les jurés, la Providence ne voulait pas qu'il mourût..... Pourquoi ne l'a-t-elle pas voulu ? Mais est-ce bien à nous, faibles vermisseaux que nous sommes, qu'il appartient de l'interroger ? Que savons-nous, que pouvons-nous savoir de ses desseins ? Cependant le voici encore subjugué par les mêmes idées. Vaincu par les entraînements de toute sa vie, le voici de nouveau précipité dans l'entreprise horrible que je condamne, mais que je viens d'expliquer.

» Après ce que je viens de vous faire entendre, aurai-je besoin d'une défense ultérieure ? Me faudra-t-il encore discuter des preuves et des témoignages ? Ne seriez-vous pas dès à présent persuadés qu'Orsini n'a eu en vue qu'une seule chose, la délivrance, l'affranchissement de sa noble et chère patrie ? Encore une fois, cette pensée, ce désir ne peuvent pas excuser un pareil attentat, ni la mort de ces tristes victimes auxquelles Orsini, il vous le disait hier, voudrait pouvoir rendre la vie au prix de tout son sang, mais ils l'expliquent : des sentiments impérieux, dominateurs, ont armé son bras.

» Nous-mêmes, messieurs les jurés, n'avons-nous pas subi l'empire de ces redoutables sentiments ? Parfois, dans les cabinets des rois, il arrive que leurs conseillers politiques essayent de disposer de la vie et de la puissance des nations. La nôtre a été l'objet d'une de ces tentatives dans un temps qui n'est pas encore bien loin de nous. Dans les pages récentes de notre histoire, ne rencontrons-nous pas les sanglants souvenirs de 1815 ? Napoléon I^{er}, malgré le prestige de son nom, malgré sa puissance, n'a-t-il pas été précipité du pouvoir par les nations alliées ? Le gouvernement qui a remplacé le sien n'est-il pas resté impopulaire, parce qu'il était imposé ? N'a-t-il pas été attaqué par les conspirateurs, ne lui ont-ils pas fait une guerre incessante et acharnée, et le pays enfin n'a-t-il pas, sinon glorifié, au moins plaint les victimes tombées dans cette lutte patriotique ? Eh bien ! messieurs, vous avez devant vous un Italien qui a voulu faire pour l'Italie ce qu'elles ont fait pour la France. Descendez dans son cœur, et voyez le mobile de son crime ; vous ne le mépriserez pas, et surtout vous n'ajouterez pas à ce crime le sang des malheureuses victimes enveloppées dans cet horrible attentat. La responsabilité de ce sang répandu, il la portera devant Dieu, mais elle ne peut peser sur lui devant la justice des hommes ; la loi le défend ; pour elle, le crime, vous le savez, n'est que dans l'intention. M. le procureur général l'a compris comme nous ; aussi, dans son loyal

réquisitoire, s'est-il peu étendu sur ce point. Je n'en dirai donc pas davantage moi-même sur ces accusations accessoires.

» Faudra-t-il parler plus longuement des réticences dans lesquelles Orsini a cru devoir envelopper ses explications, des contradictions, des dénégations contenues dans ses interrogatoires ? Quoi ! messieurs, est-ce qu'il est ici douteux pour personne que cet infortuné offre sa tête en expiation de son crime ? Il a nié d'abord, il est vrai, son forfait ; mais en face d'accusés qui niaient comme lui, il ne voulait pas les compromettre ; ils avaient nié, il les a suivis dans cette voie. Vous voulez qu'il ait eu peur ? Oh ! non, non, vous ne le croyez pas ! Enfin, voici le jour de la justice, le jour où il se trouve en face du jury, c'est en ce moment qu'il doit vous apporter et qu'il apporte ses dernières explications. Eh bien ! dissimule-t-il, et dans ses justifications entendez-vous une seule parole de forfanterie ou de faiblesse ? Encore une fois, il avoue franchement, courageusement, et sa faute et ses desseins. Le voici donc, messieurs, devant vous, prêt à mourir.... mais désireux encore que son sang soit utile à la cause de l'indépendance italienne ; il a formulé ce vœu dans un testament suprême, dans un écrit que du fond de son cachot il adresse à l'Empereur. Vous allez voir de nouveau, messieurs les jurés, dans ce document que je dois vous lire, après en avoir obtenu la permission de celui-là même à qui il a été adressé, se révéler la pensée de toute la vie d'Orsini :

« A NAPOLEON III, EMPEREUR DES FRANÇAIS.

» Les dépositions que j'ai faites contre moi-même dans le procès
» politique intenté à l'occasion de l'attentat du 14 janvier sont suffi-
» santes pour m'envoyer à la mort, et je la subirai sans demander
» grâce, tant parce que je ne m'humilierai jamais devant celui qui
» a tué la liberté naissante de ma malheureuse patrie que parce
» que, dans la situation où je me trouve, la mort est pour moi un
» bienfait.

» Près de la fin de ma carrière, je veux néanmoins tenter un der-
» nier effort pour venir en aide à l'Italie, dont l'indépendance m'a
» fait jusqu'à ce jour traverser tous les périls, aller au-devant de
» tous les sacrifices. Elle fut l'objet constant de toutes mes affections,
» et c'est cette dernière pensée que je veux déposer dans les paroles
» que j'adresse à Votre Majesté.

» Pour maintenir l'équilibre actuel de l'Europe, il faut rendre
» l'Italie indépendante ou resserrer les chaînes sous lesquelles l'Au-
» triche la tient en esclavage. Demanderai-je pour sa délivrance
» que le sang des Français soit répandu pour les Italiens ? Non, je



» ne vais pas jusque-là. L'Italie demande que la France n'intervienne pas contre elle ; elle demande que la France ne permette pas à l'Allemagne d'appuyer l'Autriche dans les luttes qui peut-être vont bientôt s'engager. Or, c'est précisément ce que Votre Majesté peut faire, si elle le veut ; de cette volonté donc dépend le bien-être ou le malheur de ma patrie, la vie ou la mort d'une nation à qui l'Europe est en grande partie redevable de sa civilisation.

» Telle est la prière que de mon cachot j'ose adresser à Votre Majesté, ne désespérant pas que ma faible voix ne soit entendue. J'adjure Votre Majesté de rendre à l'Italie l'indépendance que ses enfants ont perdue en 1849 par la faute même des Français. Que Votre Majesté se rappelle que les Italiens, au milieu desquels était mon père, versèrent avec joie leur sang pour Napoléon le Grand partout où il lui plut de les conduire ; qu'elle se rappelle qu'ils lui furent fidèles jusqu'à sa chute ; qu'elle se rappelle que, tant que l'Italie ne sera pas indépendante, la tranquillité de l'Europe et celle de Votre Majesté ne seront qu'une chimère.

» Que Votre Majesté ne repousse pas le vœu suprême d'un patriote sur les marches de l'échafaud ; qu'elle délivre ma patrie, et les bénédictions de 25 millions de citoyens la suivront dans la postérité.

» *Signé* : FÉLICE ORSINI.

» De la prison de Mazas, le 11 février 1858. »

» Telle est, messieurs, la dernière parole de cet homme qui se résigne à son sort. Elle est, vous le voyez, conséquente avec tous les actes de sa vie.

» Cependant, jé le reconnais, c'est une sorte de témérité de sa part de s'adresser à celui-là même qu'il voulait détruire comme un obstacle à la réalisation de ses desseins ; mais, encore une fois, toujours fidèle à la conviction, à la passion de toute sa vie, il ne veut pas que son sang versé soit inutile à son pays. Oui, messieurs les jurés, Orsini, engagé dans l'entreprise qu'il a tentée et dans laquelle il a échoué, grâce à Dieu, s'incline ; il ignore, il va mourir !... Du bord de la tombe il adresse cette solennelle prière à celui contre lequel il n'a eu aucun sentiment de haine personnelle, à celui qui fut l'ennemi de son pays, mais qui peut en être le sauveur : Prince, vous vous glorifiez d'être sorti des entrailles du peuple, venez au secours des nationalités opprimées, secourez un peuple ami de la France, relevez le drapeau de l'indépendance italienne que votre vaillant prédécesseur avait restaurée ! Prince, ne souffrez pas que cette contrée si belle, si noble, si infortunée, soit éternellement la proie des enfants du Nord qui l'étreignent ; ne vous laissez pas prendre

aux démonstrations hypocrites des vieilles royautés qui vous trompent ! Prince, les racines de votre maison sont la souche révolutionnaire, soyez assez fort pour rendre à l'Italie l'indépendance et la liberté, soyez grand et magnanime, et vous serez invulnérable !

» Voilà, messieurs les jurés, ses paroles ; il ne m'appartient pas de les commenter, je n'en ai ni la puissance ni la liberté ; mais ces paroles dernières d'Orsini vous disent clairement et la pensée et le but de son acte. J'ai fini, messieurs, ma tâche est terminée. Vous n'aviez pas besoin des adjurations de M. le procureur général pour faire votre devoir sans passion comme sans faiblesse. Mais Dieu, qui nous jugera tous, Dieu, devant qui les grands de ce monde, dépouillés du cortège de leurs courtisans et de leurs flatteurs, apparaissent tels qu'ils sont, Dieu, qui seul mesure l'étendue de nos fautes, la force des entraînements qui nous égarent et l'expiation qui les efface, Dieu prononcera son arrêt après le vôtre, et peut-être ne refusera-t-il pas un pardon que les hommes auront cru impossible sur la terre.

L'arrêt est du 26 février ; les trois accusés furent condamnés à mort et signèrent le lendemain matin leur pourvoi en cassation : « Si je signe ce pourvoi, » disait Orsini, ce n'est pas par faiblesse, mais pour » avoir le temps de régler quelques intérêts de famille ; car je ne me fais pas illusion, il y aurait des » moyens de cassation gros comme les tours de » Notre-Dame qu'on ne les verrait pas. »

Le même jour, Orsini, Pieri et Rudio furent conduits de la Conciergerie à la Roquette, dans trois fiacres, où chacun des condamnés se trouvait avec trois agents du service de sûreté ; ces voitures n'étaient suivies d'aucune escorte.

Les condamnés, arrivés à la Roquette, furent placés séparément dans une de ces chambres qu'on nomme « Chambres des morts ». Ils ne se virent ni à leur départ de la Conciergerie, ni à leur arrivée à la Ro-

quette. Rudio manifesta, en entrant dans cette prison, une grande satisfaction, espérant qu'on lui retirerait la camisole de force. Pietri montra, en prison comme aux débats, un grand penchant au verbiage. Orsini, calme et poli avec tous, ne fit entendre ni plainte, ni récrimination, ni regret, ni repentir.

Son défenseur voulut lui faire ses adieux. Il le trouva dans la prison, comme sur les bancs de la cour d'assises, calme, souriant, résigné. M. Jules Favre, craignant de se laisser aller à l'attendrissement, abrégé sa visite. Orsini s'est souvenu de lui dans son testament :

« Prison de la Roquette ou Dépôt des condamnés, 10 mars 1858.

» Près de finir mes jours, j'écris de ma propre main les suivantes dispositions que je veux qui soient exécutées exactement et qu'elles aient force d'acte de ma volonté libre et indépendante :

» 1^o Je veux que M. Enrico Cernuschi (de Milan), Italien, demeurant à Paris (1), retire mon argent qui m'a été saisi à l'instant de mon arrestation (2), et qui a été déposé près le procureur général de la Seine, en leur laissant préalablement les frais du procès, qui me regardent.

» 2^o Je veux que l'argent qui reste, prélevés les frais susnommés, en dispose comme suit :

» A. Il achètera une montre d'or et une chaîne d'or pour donner un souvenir à M. Jules Favre, avocat, qui m'a défendu. Le tout de la valeur de 800 francs au moins (huit cents francs). Sur la montre il fera graver les noms suivants : Felice Orsini, à M. Jules Favre, souvenir. »

» B. Je veux que mon cadavre soit mis dans une caisse en bois ordinaire et qu'il soit envoyé à Londres, parce que je veux être enterré dans le cimetière où se trouvent les dépouilles du patriote ita-

(1) « Avec la coopération de M. de Lasalle, directeur de la prison de la Roquette, si ses fonctions le lui permettent. »

FELICE ORSINI.

(2) « Plus les objets existants. »

FELICE ORSINI.

lien Ugo Foscolo et mis à son côté. — M. Cernuschi fera les frais nécessaires avec l'argent susnommé, etc., etc. »

» C. Une fois accomplis tous ces frais, l'argent qui reste, je veux qu'il soit envoyé à mon oncle Orso Orsini ou à mon frère Leonida Orsini, tous deux demeurant ensemble à Imola, États romains (Italie); lesquels en devront disposer seulement à profit de mes deux petites filles Ernestina et Ida Orsini, demeurantes à Nice, États sardes (Italie).

» 3° J'autorise T. D. P. Hodge (de Glastonbury near Bath-Somersetshire) en Angleterre, de retirer près de soi ma fille aînée, Ernestina Orsini, née à Nice-Maritime, États sardes (Italie), le 9 avril 1852 et demeurant dans la même ville.

» 4° J'autorise M. Peter Stuart, de Liverpool (Angleterre), de retirer près de soi ma seconde fille, Ida Orsini, née à Nice-Maritime le 12 mars 1853, et demeurant avec l'aînée dans la même ville.

» 5° Je recommande avec tout mon cœur à mes amis intimes T. D. P. Hodge (de Glastonbury) et à Peter Stuart (de Liverpool) mes deux petites filles susnommées, afin que l'éducation qu'elles recevront soit tout à fait conforme aux principes de l'honnêteté, de la vraie vertu, de la sagesse et du vrai amour de la patrie.

» 6° Je veux que tous mes effets de vestiaire, de livres, etc., existant près de M. Lasalle, directeur de la Roquette, soient envoyés à miss Elisa Cheney (de Londres), demeurant à Londres (Angleterre) n°2, Grafton street. Aland Road Kensith New Town — N° 10. — Londres. Miss Elisa Cheney en disposera selon sa volonté libre et indépendante, ainsi que des autres effets que je lui ai déjà laissés avant mon arrestation et pendant mon emprisonnement. Tout ce que j'ai fait pour elle, ce n'est qu'un très humble et très petit souvenir pour la bonté et le dévouement extrême qu'elle m'a porté en toute circonstance. Je recommande à mes amis d'Angleterre cette demoiselle honnête et vertueuse.

» 7° Je veux, en dernier lieu, que M. Enrico Cernuschi susnommé soit l'exécuteur des dispositions ci-énoncées à Paris, et quant à celles qui doivent être exécutées en Angleterre, qu'il ait la coopération de M. Vincenzo Caldesi de Faenza, États romains (Italie), demeurant à Londres.

» Le tout écrit de ma propre main.

» FELICE ORSINI. »

La lettre citée par M. Jules Favre dans son plaidoyer avait été publiée. Orsini se montra très recon-

naissant de cette publicité. Il en remercia l'Empereur dans cette lettre :

« A. S. M. NAPOLEON III, EMPEREUR DES FRANÇAIS.

» Sire,

» L'autorisation donnée par Votre Majesté Impériale à l'impression de ma lettre du 11 février est une preuve de sa générosité. Elle me montre que les vœux qui y sont exprimés en faveur de ma patrie trouvent un écho dans son cœur. Les sentiments de sympathie de Votre Majesté pour l'Italie ne sont pas pour moi un mince reconfort au moment de mourir

» Bientôt je ne serai plus. Je déclare, avant de rendre le dernier souffle vital, que l'assassinat, de quelque prétexte qu'il se couvre, n'entre pas dans mes principes, bien que par une fatale aberration d'esprit j'aie organisé l'attentat du 14 janvier. Non, l'assassinat politique ne fut jamais mon système, et je l'ai combattu au péril de ma vie par mes écrits et par les actes de ma vie politique.

» Que mes compatriotes, au lieu de compter sur ce moyen de l'assassinat, apprennent de la bouche d'un patriote prêt à mourir que leur abnégation, leur dévouement, leur union, leur vertu, peuvent seuls assurer la délivrance de l'Italie, la rendre libre, indépendante et digne de la gloire de nos aïeux.

» Je vais mourir avec calme et je veux qu'aucune tache ne souille ma mémoire.

» Quant aux victimes du 14 janvier, je leur offre mon sang en sacrifice, et je prie que les Italiens, devenus indépendants, dédommagent un jour ceux qui en auront souffert.

» Que Votre Majesté me permette, en finissant, de lui demander grâce de la vie non pour moi, mais pour ceux de mes complices condamnés à mort.

» Je suis, avec le plus profond respect,

» De Votre Majesté Impériale,

» FÉLICE ORSINI.

» De la prison de la Roquette, 9 mars 1858. »

La Cour de cassation rejeta ce jour-là son pourvoi. Orsini ne signa pas de recours en grâce, mais la clémence régaliennne n'a pas besoin d'être provoquée

pour venir trouver un condamné dans son cachot. M. Jules Favre, subitement atteint d'une maladie qui mit ses jours en péril, trouva des forces pour écrire à l'Empereur une lettre dans laquelle il faisait valoir les raisons qui pouvaient militer en faveur de la grâce de son client. Cette lettre n'a jamais reçu de réponse. Le conseil des ministres, sous la présidence de l'Empereur, s'occupa de la question de commutation de peine ; elle était encore l'objet de ses délibérations le 12 mars au matin. M. Pietri était d'avis d'accorder la grâce. Ses adversaires exhumèrent des Archives une lettre de Napoléon I^{er} écrite à l'occasion, de la condamnation des accusés de la machine infernale de la rue Saint-Nicaise : « ... Si ma personne » seule eût été en danger, disait l'Empereur dans cette » lettre, et si autour de moi ne fussent pas tombées » autant de victimes, je n'aurais pas hésité à faire » grâce... » Le crime du 14 janvier avait atteint, lui aussi, trop de victimes. Napoléon III ne crut pas pouvoir accorder la vie à son principal auteur ; Rudio seul devint l'objet de la clémence impériale. La peine de mort fut commuée pour lui en celle des travaux forcés à perpétuité.

La foule, depuis une semaine, stationnait toutes les nuits sur la place de la Roquette ; les étudiants y étaient fort nombreux. La nouvelle se répandit le 12 mars que l'ordre était donné de procéder à l'exécution d'Orsini le lendemain ; les curieux, dès onze heures du soir, s'acheminaient vers le lieu du supplice. L'échafaud fut dressé à deux heures du matin. Les premiers arrivés croyaient conserver leur

place ; mais, à quatre heures du matin, un bataillon de ligne et un bataillon de gardes de Paris balayèrent la place ; bientôt arrivèrent plusieurs escadrons de cavalerie fournis par le 3^e hussards, la gendarmerie de la Seine et des gardes de Paris à cheval. Les troupes étaient sous les ordres d'un général de division. La foule, refoulée à 100 mètres au moins des abords de la place, se dispersa dans les rues Bas-froid, Saint-Maur et de la Roquette. Impossible de passer la barrière du boulevard extérieur. Cinquante mille personnes étaient accourues pour assister à ce spectacle, mille peut-être purent le voir.

Le directeur de la prison de la Roquette, accompagné des aumôniers de cette maison et de ceux de la Conciergerie, se rendit à cinq heures trois quarts aux cellules des condamnés ; Orsini dormait d'un sommeil paisible et léger ; il se leva et dit : « Je suis prêt. » Pieri s'écria en se réveillant en sursaut : « Ah ! ah ! c'est aujourd'hui jour de barbe ; me voilà ! » Les deux condamnés, conduits à la chapelle, y restèrent environ une demi-heure.

Orsini et Pieri entrèrent à sept heures moins un quart dans l'avant-greffe, où se fait la toilette. Pieri demanda du café ; on lui en servit. Comme il portait les cheveux très ras, on n'eut pas de peine à les lui couper, sa chemise et son gilet de flanelle rouge furent échancrés par derrière. « Ne me serrez pas » tant, dit-il, pendant qu'on le liait, je ne veux pas » me sauver... vous me faites mal. » Il aperçut, en se retournant, Orsini, qu'il n'avait pas vu depuis la cour d'assises : « Eh bien, c'est aujourd'hui ! Chan-

» tons mon hymne patriotique. » Orsini lui recommanda le calme. « Oh ! du calme, j'en ai, mais je » veux chanter. » L'un des aides de l'exécuteur s'étant baissé pour lui retirer ses bas, Pieri lui dit : « Heu- » reusement, je me suis lavé les pieds. » Quand on lui jeta le voile noir sur la tête, il ajouta : « Je vais » ressembler à une vieille coquette. »

Orsini ne demanda rien ; pendant tout le temps que durèrent les apprêts du supplice, il conserva sa fierté calme, son teint rosé, son sourire gracieux ; on eût dit un homme du monde au milieu d'un salon. Il s'entretint avec M. le directeur de la prison et avec MM. les aumôniers, mais à voix basse.

Pieri, avant de partir, voulut embrasser le brigadier préposé à sa garde. Les deux condamnés se mirent ensuite en marche, le voile noir sur la tête et les pieds nus. Pieri s'appuyait sur l'un des aumôniers. L'exécuteur des hautes-œuvres de Rouen marchait à sa droite ; l'exécuteur des hautes-œuvres de Paris se tenait à côté d'Orsini.

Pieri, au moment de franchir le seuil de la prison, entonna ce chant :

Mourir pour la patrie
C'est le sort le plus beau,
Le plus digne d'envie.....

Sa voix était tellement forte que, malgré la pièce d'étoffe de laine noire qui retombait sur sa bouche, on put l'entendre facilement. Orsini, la tête haute sous son voile, l'engageait à garder le silence.

Les condamnés franchissent d'un pas ferme les



degrés de l'échafaud. Un huissier de la Cour lit à haute voix l'arrêt qui les condamne à la peine des parricides. L'exécuteur s'empare de Pieri, qui pousse le cri : « Vive l'Italie ! vive la République ! » Orsini, en se livrant à l'exécuteur, crie : « Vive la France ! »

Au moment où le couteau tomba, toutes les têtes se découvrirent et saluèrent celui qui savait mourir.

A sept heures dix minutes, tout était fini. Les journaux reçurent l'ordre de garder le silence sur cette exécution.

CHAPITRE IX.

1858.

SOMMAIRE. — Attitude du gouvernement après l'attentat d'Orsini. — Suppression de la *Revue de Paris* et du *Spectateur*. — Création des grands commandements. — L'Impératrice est désignée régente. — Formation du conseil privé. — Adresses des colonels. — Menaces contre l'Angleterre. — Motion de M. Milner-Gibson au parlement anglais. — Démission de lord Palmerston — Discussion de la loi de sûreté générale au Corps législatif. — Le général Espinasse ministre de l'intérieur et de la sûreté générale. — Les transportations de 1858. — Élections partielles à Paris : MM. Jules Favre, Ernest Picard et Perrot sont élus. — Suite de la session du Corps législatif. — La loi sur l'exonération militaire. — Le budget. — Loi sur la noblesse. — Loi sur les grands travaux de Paris. — Fin de la session. — Renouvellement des conseils généraux. — Circulaire sur les établissements de bienfaisance. — Elle cause la chute d'Espinasse. — M. Delangle le remplace. — Le prince Napoléon ministre de l'Algérie et des colonies. — Voyage à Cherbourg. — Procès de M. de Montalembert. — Mort de la duchesse d'Orléans.

Les premiers coups du gouvernement après l'attentat portèrent sur la presse. Le *Spectateur* (ancienne *Assemblée nationale*) et la *Revue de Paris*, qui avait pour gérants MM. Laurent Pichat et Maxime Du Camp, furent supprimés : l'un « pour n'avoir cessé de faire aux institutions de l'Empire une guerre sourde, mais constante, déguisée sous les formes les plus adroites » ; l'autre, « pour s'être fait le centre d'une sorte d'agitation par correspondances, dont le gouvernement venait de trouver la trace dans plusieurs départements ». La terreur planait sur tous les journaux : il était question d'imposer le serment

à leurs gérants, comme aux préfets et aux procureurs généraux; de spécifier les sujets livrés à l'appréciation des journalistes, enfin de ne plus tolérer qu'un seul journal, le *Moniteur*. Tous les journaux avaient témoigné spontanément leur indignation contre l'attentat d'Orsini. M. Granier de Cassagnac dénonça dans le *Constitutionnel* les hommes de parti qui gardaient le silence. Ces hommes de parti n'étaient pas tous, à ce qu'il paraît, dans la presse, car les feuilles officielles menaçaient l'Institut d'une dissolution par décret.

Le territoire militaire de l'Empire fut divisé en cinq grands commandements confiés à des maréchaux de France, et ayant leurs sièges à Paris, Nancy, Lyon, Toulouse et Tours.

Le gouvernement s'occupa ensuite de réorganiser la régence. Si l'Empereur eût été tué le 14 janvier, à quelles mains le pouvoir eût-il été confié? Le sénatus-consulte du 17 juillet 1856 ne conférait la régence à l'Impératrice ou, à son défaut, aux princes français que si l'Empereur n'en avait autrement disposé par acte public ou secret. L'Empereur dissipa l'incertitude que cet article laissait planer sur la régence en la conférant expressément, par lettres patentes du 1^{er} février 1858, à l'Impératrice et, à défaut de l'Impératrice, aux princes français suivant l'ordre de l'hérédité de la couronne. Un décret impérial de la même date constitua un conseil privé qui, avec l'adjonction des deux princes français les plus proches par ordre de l'hérédité, deviendrait conseil de régence par le seul fait de l'avènement de

l'Empereur mineur, si, à ce moment, l'Empereur n'en avait pas institué un autre par acte public. L'archevêque de Paris, M. Morlot, le maréchal Pélissier, le président du sénat, Troplong, MM. Fould, Baroche, de Morny, de Persigny furent nommés membres du conseil privé. Le prince Jérôme-Napoléon reçut en même temps l'autorisation d'assister aux conseils ordinaires et extraordinaires des ministres de l'Empire, avec droit de les présider pendant les absences de l'Empereur.

Le corps diplomatique et les grands corps de l'État avaient été reçus le 16 janvier en audience solennelle aux Tuileries. Les présidents du Sénat, du conseil d'État, du Corps législatif dénoncèrent avec une indignation véhémence l'hospitalité accordée en certains pays aux auteurs d'attentats. Les adresses des corps constitués de Paris et des départements succédèrent aux discours ; le *Moniteur* en fut inondé ; celles des colonels de l'armée se firent remarquer par un langage menaçant contre l'Angleterre.

M. Walewski, ministre des affaires étrangères, avait adressé sans perdre de temps, le 20 janvier, à M. de Persigny, ambassadeur de France à Londres, une dépêche menaçante sur la question des réfugiés. Cette dépêche, déposée par lord Palmerston le samedi suivant sur le bureau de la Chambre, contenait cette accusation : « C'est en Angleterre que Pianori a formé le dessein d'attaquer l'Empereur ; c'est de Londres que, dans une affaire dont le souvenir est encore frais, Mazzini, Ledru-Rollin et Campanella ont dirigé les sicaires dont ils avaient armé les mains.

C'est là aussi que les auteurs de la conspiration ont préparé à leur aise les moyens d'action... » M. Walewski voulait bien reconnaître que l'Angleterre avait horreur de ces tentatives et que l'hospitalité voulait être respectée; mais comment le gouvernement britannique pouvait-il hésiter à donner à la France une garantie de sécurité qu'aucun État ne saurait refuser à un État voisin? M. Walewski ne voulait pas indiquer de mesures, il s'en rapportait à la loyauté du cabinet anglais.

Lord Palmerston consentit à présenter un bill tendant à modifier la loi relative aux conspirations ayant pour but l'assassinat. Le premier ministre, en soumettant ce bill à la Chambre, fit remarquer, au milieu des applaudissements, qu'il ne s'agissait pas de prendre des mesures pour expulser les étrangers sur un simple soupçon; une telle loi donnerait lieu à tant d'abus que n'importe quel gouvernement reculerait devant cette proposition et que le Parlement ne la sanctionnerait pas. Cependant, ajouta-t-il, puisque les légistes reconnaissent qu'il y a des modifications utiles à faire au code criminel, pourquoi reculerait-on devant la crainte d'avoir l'air de céder à la pression des adresses de divers corps militaires français? Le gouvernement de Sa Majesté ayant d'ailleurs informé celui de France du fâcheux effet de ces menaces, M. Walewski n'a-t-il pas chargé M. de Persigny de déclarer que leur insertion n'eut lieu au *Moniteur* que par suite d'une inadvertance?

La modification proposée par lord Palmerston à l'ancienne législation anglaise consistait en ceci : le

complot pour assassinat sera considéré comme félonie et puni de la *penal servitude* depuis cinq ans jusqu'à la perpétuité; la loi s'appliquera aux étrangers et aux Anglais, que le complot ait été dirigé contre un Anglais ou contre un étranger. Lord Russell fit remarquer que le gouvernement français voulait avant tout obtenir l'expulsion des réfugiés et que, s'il était vrai, comme il le prétendait, qu'on prêchât ouvertement à Londres l'assassinat de l'Empereur, l'ancienne législation suffisait pour mettre un terme à ces prédications et qu'il fallait tout simplement poursuivre les délinquants. Lord Russell, pour prouver que la loi permettait cette poursuite, cita l'exemple de lord Hawkesbury, qui fit mettre en jugement Peltier, accusé d'avoir conseillé l'assassinat du premier consul Bonaparte et d'avoir insulté le gouvernement d'une nation amie. La première lecture du bill fut adoptée; M. Milner-Gibson, à la deuxième lecture, présenta une motion qui mit lord Palmerston en échec. M. Milner-Gibson, en exprimant le regret que le complot eût été préparé en Angleterre, se plaignait que « le gouvernement anglais, avant » d'inviter la Chambre à modifier la loi, n'eût pas » cru devoir faire une réponse à la menaçante dépêche du gouvernement français en date du 20 janvier 1858 ». Cette dépêche avait vivement ému l'opinion en Angleterre. De nombreux meetings s'étaient formés pour protester contre toute concession aux exigences du gouvernement français et contre toute atteinte portée au droit d'asile dont la vieille Angleterre est à bon droit si fière. La Chambre,

qui partageait les sentiments de la nation, adopta la motion de M. Milner-Gibson, et le ministère Palmerston se retira. Voilà tout le fruit que le gouvernement impérial, qui se flattait de forcer l'Angleterre à déporter Mazzini en Amérique, recueillit des demandes de M. Waleswki.

Revenons maintenant en France. Le Corps législatif se réunit le 18 janvier, quatre jours après l'attentat d'Orsini. Le discours de l'Empereur roula principalement sur les progrès accomplis dans les principales branches de l'administration : « On a » souvent prétendu que pour gouverner la France, il » fallait sans cesse donner comme aliment à l'esprit » public quelque grand incident théâtral. Je crois, au » contraire, qu'il suffit de faire le bien pour mériter » la confiance du pays. » Les finances, d'après le discours, n'avaient jamais été dans un état plus prospère : « Le budget de 1859 qui vous sera pré- » senté se soldera par un excédent de recettes; l'ac- » tion de l'amortissement pourra être rétablie, le » grand livre fermé, la réduction de la dette flottante » assurée. » L'Empereur faisait ressortir le bon état de nos alliances en Europe, ajoutant que, si notre attitude était partout bien appréciée, « c'est que » nous avons le bon esprit de ne nous mêler que des » questions qui nous intéressent directement ».

L'Empereur expliquait ensuite comment l'Empire a pour but de dégager les principes de 89 de toute théorie abstraite et de les faire rayonner sur le monde sans porter cependant la moindre atteinte au principe d'autorité. « Une liberté sans entrave est

» impossible tant qu'il existe dans un pays une frac-
» tion obstinée à méconnaître les bases fondamen-
» tales du gouvernement... Je ne crains pas de vous
» le déclarer : quoi qu'on en dise, le danger n'est pas
» aujourd'hui dans les prérogatives excessives du
» pouvoir, mais plutôt dans l'absence des lois ré-
» pressives. »

Le refus de serment de MM. Goudchaux et Carnot avait été très sensible au gouvernement. Aussi l'Empereur demanda-t-il des mesures pour rendre à l'avenir de pareils refus impossibles. Il ajouta, comme une menace à ses ennemis : « La pacifications des esprits
» devant être notre but constant, vous m'aidez à
» rechercher les moyens de réduire au silence les
» oppositions extrêmes et fâcheuses. En effet, n'est-
» il pas pénible, dans un pays calme, prospère, res-
» pecté en Europe, de voir d'un côté des personnes
» décrier un gouvernement auquel elles doivent la
» sécurité dont elles jouissent, tandis que d'autres
» ne profitent du libre exercice de leur droit poli-
» tique que pour miner les institutions. »

La présentation du projet de loi de sûreté générale, destiné, d'après l'exposé des motifs, à en finir avec les chefs de « l'armée du désordre », suivit de très près ce discours. M. de Morny, rapporteur de la commission, déclara d'abord que la nouvelle loi « n'était pas une loi de suspects, comme on l'avait qualifiée avec une frayeur plus ou moins vraie ». Le gouvernement n'a montré jusqu'ici que trop de tolérance aux ennemis de l'ordre, « l'émotion causée par la loi trahit l'indéfinissable malaise de ceux qui

ont à se reprocher des actes d'opposition ». Le rapporteur, passant ensuite à des considérations fort vagues et fort légères sur la constitution des partis, reprochait au parti légitimiste d'être privé de ce qu'il appelait la première condition d'existence d'un parti, la possession du pouvoir, et au parti orléaniste d'être fondé sur un fait et de n'avoir aucune raison d'exister après la suppression de ce fait. M. de Morny termina son rapport par un pathétique appel au parti de l'ordre, dont la « division impose des moyens de défense exceptionnels et nous force d'ajourner la liberté ».

Le projet de loi relatif à des mesures de sûreté générale (1) contenait les dispositions suivantes :

« ART. 1^{er}. — Est puni d'un emprisonnement de deux à cinq ans et d'une amende de 500 à 10 000 francs tout individu qui a provoqué publiquement, d'une manière quelconque, aux crimes prévus par les articles 86 et 87 du Code pénal, lorsque cette provocation n'a pas été suivie d'effet.

» ART. 2. — Est puni d'un emprisonnement d'un mois à deux ans et d'une amende de 100 à 2 000 francs, tout individu qui, dans le but de troubler la paix publique ou d'exciter à la haine ou au mépris du gouvernement de l'Empereur, a pratiqué des manœuvres ou entretenu des intelligences, soit à l'intérieur, soit à l'étranger.

» ART. 3. — Tout individu qui, sans y être légalement autorisé, a fabriqué, débité ou distribué : 1^o des marchandises meurtrières agissant par explosion ou autrement ; 2^a de la poudre fulminante, quelle qu'en soit la composition, est puni d'un emprisonnement de six mois à cinq ans et d'une amende de 50 à 300 francs.

» La même peine est applicable à quiconque est trouvé détenteur ou porteur, sans autorisation, des objets ci-dessus spécifiés.

» Ces peines sont prononcées sans préjudice de celles que les cou-

(1) Nouvelle rédaction adoptée par la commission et le conseil d'État.

pables auraient pu encourir comme auteurs ou complices de tous autres crimes et délits.

» ART. 4. — Les individus condamnés par application des articles précédents peuvent être interdits, en tout ou en partie, des droits mentionnés en l'article 42 du Code pénal, pendant un temps égal à la durée de l'emprisonnement prononcé.

» ART. 5. — Tout individu condamné par l'un des délits prévus par la présente loi peut être, par mesure de sûreté générale, interné dans un des départements de l'Empire ou en Algérie, ou expulsé du territoire français.

» ART. 6. — Les mêmes mesures de sûreté générale peuvent être appliquées aux individus qui seront condamnés pour crimes ou délits prévus : 1^o par les art. 86 à 101, 153, 154 § 1^{er}, 219 à 221, 223 à 224 du Code pénal ; 2^o par les art. 3, 5, 6, 7, 8 et 9 de la loi du 24 mai 1834 sur les armes et munitions de guerre ; 3^o par la loi du 7 juin 1848 sur les attroupements ; 4^o par les art. 1 et 2 de la loi du 27 juillet 1849.

» ART. 7. — Peut être interné dans un des départements de l'Empire ou en Algérie, ou expulsé du territoire, tout individu qui a été, soit condamné, soit interné, expulsé ou transporté par mesure de sûreté générale à l'occasion des événements de mai et juin 1848, de juin 1849 ou de décembre 1854, et que des faits graves signalaient de nouveau comme dangereux pour la sûreté publique.

» ART. 8. — Les pouvoirs accordés au gouvernement par les art. 5, 6 et 7 de la présente loi cesseront au 31 mars 1865, s'ils n'ont pas été renouvelés avant cette époque.

» ART. 9. — Tout individu interné en Algérie ou expulsé du territoire qui rentre en France sans autorisation peut être placé dans une colonie pénitentiaire, soit en Algérie, soit dans une autre possession française.

» ART. 10. — Les mesures de sûreté générale autorisées par les art. 5, 6 et 7 seront prises par le ministre de l'intérieur, sur l'avis du préfet du département, du général qui y commande et du procureur général. L'avis de ce dernier sera remplacé par l'avis du procureur impérial dans les chefs-lieux où ne siège pas une Cour impériale. »

M. Émile Ollivier ouvrit la discussion générale en prouvant d'abord que la loi était fondée sur un faux prétexte, l'attentat du 14 janvier n'étant pas un crime français ; qu'elle confondait le pouvoir judi-

ciaire et le pouvoir exécutif; qu'elle supprimait les garanties légales, et ne définissait point les crimes et les délits qu'elle était destinée à frapper; enfin, qu'elle avait un effet rétroactif. « Les hommes que » vous voulez atteindre ont déjà été punis. Les lois » existantes sont assez nombreuses et assez efficaces » pour réprimer les conspirateurs, repoussez celle » qu'on vous propose par dévouement pour votre » gouvernement. » M. d'Andelarre, après M. Émile Ollivier, fit remarquer que la loi violait à la fois le principe de non-rétroactivité et celui qui défend qu'un citoyen soit soustrait à ses juges naturels. La loi étendait, en outre, ses menaces jusqu'aux propos échangés autour du foyer; elle créait un nouveau genre de délit, le délit de conversation. Les salons s'effrayèrent : M. Riché crut les rassurer en déclarant que les auteurs du projet n'entendaient nullement menacer leurs franchises, qu'il s'agissait uniquement de réfréner les partisans avoués ou secrets du socialisme. « La loi n'est pas dirigée contre les honnêtes gens, ceux-ci n'ont point à s'en occuper. » Plus d'un honnête homme, quelques jours plus tard, devait commenter sur la route de Lambessa ou de Cayenne ces paroles de M. Riché. Une pareille loi dépassait tout ce que l'esprit de conservation le plus exalté pouvait exiger. Les partisans du régime de compression s'en alarmèrent; MM. Plichon, d'Andelarre et de Pierres se firent vainement l'écho de leurs plaintes.

M. Baroche clôtura la discussion générale en déclarant nettement que le projet de loi continuait la

politique de réparation et de conservation inaugurée le 2 décembre, que « l'Empire repoussait ce système » de concessions, ce respect exagéré des scrupules » des légistes qui ont amené les révolutions de 1830 » et de 1848, et qu'il lui fallait une arme contre les » débris des corps insurrectionnels de 1848 ».

M. Legrand parla contre l'article 2, rédigé avec un vague si terrible, et soutint, contre M. Riché, que la loi devait être faite contre tout le monde et non exclusivement contre les malhonnêtes gens, « catégorie dans laquelle on a toujours vu chaque régime faire tour à tour entrer ses adversaires ». M. de Talhouët pria le gouvernement d'exposer avec netteté quels étaient les faits et les personnes que l'article 2 voulait atteindre. Cet article punissait d'un emprisonnement d'un mois à deux ans et d'une amende de 100 à 2000 francs, tout individu qui, dans le but de troubler la paix publique ou d'exciter à la haine et au mépris du gouvernement de l'Empereur, a provoqué des manœuvres ou entretenu des intelligences soit à l'intérieur, soit à l'étranger. Qu'était-ce donc que des « manœuvres » et des « intelligences » ? M. Baroche disserta longuement sur ces mots sans qu'on pût rien conclure de son discours, sinon que les tribunaux apprécieraient la nature des faits. Il voulut bien ajouter que les légitimistes et les orléanistes n'avaient rien à redouter de cet article, puisqu'ils ne conspiraient pas et qu'ils se bornaient à faire une guerre d'allusions et d'épigrammes au gouvernement qui les sauvait. La nouvelle loi, ajouta M. Baroche, n'est point « dirigée contre ceux qui



» vivent sous l'empire de regrets et de souvenirs ou
 » même d'espérances assurément futiles et déraison-
 » nables, mais contre ceux qui applaudissent aux
 » actes les plus détestables. »

Les dispositions de l'article 5, portant que tout individu condamné pour l'un des délits prévus par la loi nouvelle peut être, par mesure de sûreté générale, interné dans un des départements de la France, ou en Algérie, ou expulsé du territoire français, augmentaient la gravité de l'article 2. Le droit d'user de toutes ces mesures exceptionnelles était remis par l'article 10 entre les mains du ministre de l'intérieur, des préfets, des généraux et des procureurs généraux. Ces dispositions draconiennes furent adoptées sans discussion.

M. Aymé se plaignit que la commission, en rejetant un amendement présenté par lui, eût refusé de motiver son rejet. M. Legrand souleva un incident du même genre et protesta contre une pratique portant atteinte aux prérogatives de la Chambre. Ces plaintes n'obtinrent aucune réponse.

La loi de sûreté générale fut discutée et votée en une séance, le 18 février 1858, par 126 voix contre 24. Le nombre des membres portés *comme absents* au *Moniteur* fut de 14.

Le devoir de l'historien est de conserver les noms de ceux qui ont fait à leur pays et à la civilisation l'outrage de voter cette loi :

Scrutin sur le projet de loi relatif à des mesures de sûreté générale.

Nombre des votants..... 241

Majorité absolue.....	121
Pour l'adoption.....	217
Contre.....	24

Le Corps législatif a adopté.

Une majorité si considérable avait de quoi surprendre ceux qui connaissaient les répugnances manifestées par beaucoup de députés contre cette loi et leur intention de ne pas y attacher leur nom. Un signe du maître avait suffi pour briser leur résistance. Comment ne lui auraient-ils pas obéi, eux qui n'étaient que ses créatures, ses serviteurs obéissants et tremblants, jusqu'à ne pas oser, sous l'œil du président de la Chambre, adresser la parole à un des trois députés républicains !

M. Billault, ministre de l'intérieur, voulut, après l'attentat du 14 janvier, réorganiser la police et la concentrer dans ses mains ; l'Empereur n'ayant pas goûté ses vues, il donna sa démission le 6 février. M. Pietri quitta également la préfecture de police. Quel serait le successeur de M. Billault ? M. Rouland, membre de l'instruction publique ; M. Laity, un des conspirateurs de Strasbourg, ou M. de Royer, ministre de la justice ? Pendant que les novellistes discutaient les chances de ces trois candidats et parlaient comme d'une chose certaine du rétablissement du ministère de la police, confié au général Niel, l'Empereur avisa le général Espinasse dans le salon des aides de camp de service aux Tuileries.

Espinasse était un homme de quarante ans environ, né dans le Midi, d'une physionomie vulgaire et d'une intelligence nulle, sorti avec un assez mauvais

numéro de l'école militaire de Saint-Cyr lieutenant du 47^e de ligne. Quand ce régiment fut appelé d'Algérie en France, il obtint de passer dans la légion étrangère, ce qui lui permit de rester en Afrique, où les occasions d'avancer se présentent fréquemment. La légion étrangère fit dans l'Aurès une expédition commandée par le duc d'Aumale. Le capitaine Espinasse, placé au combat de Mediounes à la tête d'une compagnie de l'extrême arrière-garde, attaqué par les Kabyles, blessé de trois coups de feu, allait périr abandonné de ses soldats, lorsque le duc d'Aumale courut à son secours et le sauva du yatagan déjà levé sur lui. Le duc d'Aumale s'attacha désormais au capitaine Espinasse en raison du service qu'il lui avait rendu, et le capitaine Espinasse sut exploiter ce sentiment naturel aux âmes généreuses. Militaire brave, mais ignorant, incapable de s'intéresser aux questions politiques, économiques, ethnographiques et sociales soulevées par la colonisation, ne connaissant ni les besoins, ni les mœurs, ni la langue des Arabes, il serait resté longtemps capitaine sans le duc d'Aumale ; il fut nommé, grâce à son protecteur, chef de bataillon aux zouaves en 1845. Le prince ayant quitté la France après la révolution de Février, le commandant Espinasse chercha un appui auprès du général Cavaignac, qu'il poursuivit de ses sollicitations, et ensuite auprès du président Louis Bonaparte, qui le nomma lieutenant-colonel. Espinasse commanda vaillamment une colonne au siège de Rome et revint en Afrique, où M. Fleury, chargé de recruter des complices au coup d'État, entra en rela-

tions avec lui. L'expédition de Kabylie s'organisait à cette époque dans l'intention de fournir à quelques officiers dévoués à la fortune du président Bonaparte l'occasion de faire parler d'eux, et au président de la République Bonaparte le prétexte de les élever dans la hiérarchie. Le lieutenant-colonel Espinasse fit partie de cette expédition ; la campagne terminée, il fut nommé colonel du 42^e régiment de ligne dans la promotion où figuraient Saint-Arnaud comme général de division et Marulaz comme général de brigade. M. Fleury n'avait trouvé dans tout le corps expéditionnaire que ces trois officiers pour signer le pacte avec le futur dictateur. Ils furent tous les trois pourvus de commandements à Paris.

Le 42^e régiment tenait garnison à Boulogne, à Saint-Omer et dans quelques places du département du Pas-de-Calais à l'époque de l'échauffourée du prince Napoléon à Boulogne. Le colonel Husson, commandant le 42^e, passait pour secrètement favorable à la conspiration ; le lieutenant Aladenize, qui en faisait partie, servait dans ce régiment ; d'autres officiers n'attendaient que le succès pour se prononcer. C'est à la tête du 42^e qu'Espinasse occupa le siège de l'Assemblée nationale, exploit qui lui valut la place d'aide de camp du prince à 30 000 francs d'appointements par an, et le grade de général de brigade, malgré la loi sur l'avancement qui exige deux années du grade inférieur en temps de paix et une année en temps de guerre. Espinasse était colonel depuis sept mois à peine. Le même homme, quinze jours avant le coup d'État, écrivait au duc d'Aumale

une lettre dans laquelle Louis Bonaparte était traité d'aventurier.

Espinasse, nommé après le coup d'État l'un des trois commissaires chargés par Louis Bonaparte de réviser les dossiers des citoyens condamnés par les commissions mixtes, prononça deux ou trois cents commutations de peine sur quinze mille; le rapport d'Espinasse, rédigé par Granier de Cassagnac, injurieux et violent contre les victimes, froissa le sentiment public même au milieu de la prostration matérielle et morale dans laquelle la France se trouvait plongée. Espinasse, envoyé ensuite en Algérie, avec la mission de provoquer des demandes en grâce de la part des quinze mille transportés entassés dans des cabanons malsains, s'y montra vindicatif et cruel, sans obtenir des républicains autre chose que le mépris de ses promesses et de ses menaces. C'est à cet homme vulgaire, à ce soldat brutal que l'Empereur eut l'idée de remettre l'administration intérieure de l'Empire et la vie et la fortune des trente-six millions de Français auxquels s'appliquait la loi de sûreté générale.

L'Empereur lui demanda s'il accepterait le ministère de l'intérieur; Espinasse répondit qu'il obéirait en tout à l'Empereur. Un quart d'heure après, le décret qui le nommait ministre de l'intérieur et de la *sûreté générale* était signé : le général Espinasse interrompit son service pour se rendre à l'hôtel du ministère.

Le ministre de l'intérieur et de la sûreté générale commença par mander tous les préfets à Paris. Il

reçut chacun d'eux en audience particulière. Voici le dialogue échangé entre ces fonctionnaires et le général Espinasse : « Vous êtes préfet? — Oui, Excellence. — De quel département? — De la Sarthe (1). — Ah! vous êtes préfet de la Sarthe (il consultait une liste où les départements étaient inscrits avec des chiffres en regard), la Sarthe, *tant* d'arrestations. — Mais, monsieur le ministre, qui faut-il arrêter? — Qui vous voudrez, je vous ai donné le nombre, le reste vous regarde. »

Les préfets s'empressèrent de mettre à exécution ces instructions sommaires.

L'affaire d'Orsini avait prouvé, de la façon la plus irréfragable, que la France était restée complètement étrangère à l'attentat du 14 janvier. Les vrais coupables punis, le gouvernement aurait dû, semblait-il, se tenir pour satisfait; mais la demande faite par l'Empereur du dossier du procès de la machine infernale indiquait que les traditions et la politique du Consulat et de l'Empire seraient encore suivies et que Napoléon III profiterait de l'occasion pour frapper les républicains comme le premier consul Bonaparte profita du complot légitimiste de la rue Saint-Nicaise pour déporter les débris du parti de la révolution.

Le Sénat ne s'opposa nullement à la promulgation de la loi, et un décret impérial du 27 février 1858 la rendit exécutoire sur toute l'étendue de l'Empire français. Les prisons cependant étaient pleines avant le

(1) Ou tout autre nom.

décret et même avant la présentation de la loi. Les membres restants du *comité de résistance*, Louis Combes, Eugène Fombertaux, Frédéric Gérard, Chardon, Goudounèche, G. Tilliers et quelques autres, furent désignés les premiers à la police. Frédéric Gérard, employé au ministère de la guerre, naturaliste distingué, était mort : les agents surprirent par leur visite sa famille, encore en deuil. M. Chardon, instituteur, fut arraché à la prison par son frère, officier d'artillerie; M. Fombertaux fut emporté par la voiture cellulaire sans avoir pu dire adieu à sa femme; M. Goudounèche, maître de pension, ancien rédacteur en chef du journal *l'Avenir*, subit le même sort; M. Georges Tilliers, homme de lettres, traîné de prison en prison, tondu, rasé, jeté à la Roquette, attendit, au milieu des condamnés dont il portait le costume, le départ de onze forçats avec lesquels il fut conduit à Marseille. Sa mère et sa fiancée étaient, pendant ce temps-là, jetées dans une prison de Nevers. M. Benjamin Gastineau, rédacteur en chef du *Guetteur de Saint-Quentin*, et plusieurs autres journalistes des départements furent arrêtés et prirent également le chemin de Marseille et de l'Afrique.

Pour donner une idée de ce qui se passa alors dans toute la France, nous citerons une page de l'ouvrage de MM. E. Ténot et A. Dubort (1) :

« Les voilà, ces hommes, chassés de leur patrie, arrachés à
» leur famille, à leurs amis, jetés dans les cachots et transportés en
» Afrique !

(1) *Les Suspects en 1858.*

» Qui sont-ils ? Nous ne craignons pas de le dire : ils sont tous d'honnêtes gens, contre lesquels nous défilions qu'on relève le moindre délit ! Médecins, avocats, officiers ministériels, négociants, artisans, ils ne s'occupaient plus de politique : qui donc s'en occupait depuis 1852 ? Ils descendaient, non pas gaiement, comme on le leur conseillait, le fleuve de la vie, mais laissant à d'autres le souci des affaires publiques ! Ils regrettaient le passé, et ils s'en font gloire, mais en silence !

» Les uns étaient couchés, moribonds, sur leur lit de douleur ; les autres vivaient retirés au fond des montagnes, évitant avec soin jusqu'au mot qui pouvait donner prise au gendarme. Ceux-ci revenaient, depuis quelques mois à peine, d'exil, de Cayenne ou de Lambessa ; ceux-là étaient morts depuis des années !

» Une nuit, entre minuit et deux heures, à peu près partout, le jour anniversaire de la révolution de février, on va frapper à la porte des vivants et jusqu'aux tombeaux des morts ! « Qui va là ? — La police. — Que me veut-elle ? — Tu es républicain ? — Il ne m'est pas permis de le dire. — Tu l'es, tu as défendu la république en 1848, la constitution et la loi en 1851. Suis-moi, tu es un gibier de prison, un pensionnaire désigné de Cayenne ou de Lambessa ! Viens, et suis-nous, la chaîne au cou et les menottes aux mains ! Tu es malade ? tu vas mourir ? En voiture cellulaire, c'est bien bon pour un républicain ! — Mais pourquoi ? — L'Italien Orsini a tiré sur l'Empereur.

» Et toi, qui es-tu ? — Vous demandez mon père ? il est mort depuis deux ans. — Mon mari ? il est dans une maison de fous. — Mon frère ? il est aux États-Unis. — Mon autre frère ? il est encore en Afrique, où vous l'avez transporté en 1852.

» — Ton père est mort ? ce n'est pas vrai, puisqu'il est sur la liste. Tu soutiens toujours qu'il est mort ? Viens avec nous, il nous faut quelqu'un de ce nom. »

» Et ailleurs : « Et vous, madame, vous êtes la femme d'un républicain, vous êtes républicaine vous-même ; votre mari revient de Cayenne ? Allons, laissez là votre mari, vos enfants, vos affections, votre ménage, vos occupations ; suivez-nous au cachot et en Afrique. »

» Et ailleurs encore : « Qui es-tu, toi ? — Moi ? que me voulez-vous ? » Et la fille aux gendarmes : « Que voulez-vous à mon père ? — Retirez-vous ; retirez-vous ; nous l'emmenons en prison. Et l'enfant et la femme tombent étendues sans vie sur le parquet.

» Et ce colloqué se continue, se prolonge, s'étend pendant des mois et dans tous les coins de la France entre les gendarmes et près de 2000 citoyens français. »



Le préfet, dans chaque département, prenait au hasard le nombre d'individus fixé par ordre ministériel. Les zélés bonapartistes, les gens poussés par des haines ou par des intérêts particuliers signalaient aux préfets les individus dont ils voulaient se défaire. Quelques préfets s'y prirent à deux fois pour compléter leur liste : il y a eu deux transportations en 1858, la première du 24 au 26 février, la seconde après cette époque. Le département du Gard fut terrorisé à deux reprises différentes, M. Pougeard-Dulimbert, préfet de ce département, avait pris une part cruelle au coup d'État comme préfet des Pyrénées-Orientales. C'était un fonctionnaire tout à fait selon le cœur d'Espinasse. La femme d'un insurgé, mère depuis huit jours, ne voulait pas révéler la retraite de son mari, elle fut sans son enfant mise au cachot, où la fièvre de lait la prit ; un citoyen, espérant exciter la pitié du préfet pour cette malheureuse, lui dit qu'elle se mourait et que ses seins allaient éclater : « *C'est ce qu'il faut*, répondit-il, *son secret » sortira par là.* »

M. Pougeard-Dulimbert, peu de temps après avoir pris possession de la préfecture du Gard, reçut, comme tous ses collègues, après l'attentat d'Orsini, un paquet de lettres de cachet signées en blanc ; comme il ne se souciait pas de se mettre mal avec la bourgeoisie nîmoise, il choisit ses premières victimes parmi les citoyens plus obscurs.

M. Eugène Ducamp (1), condamné de 1852, ré-

(1) Aujourd'hui membre du conseil général du département du Gard.

fugé en Suisse et rentré au bout de trois ans sur la foi d'un sauf-conduit qu'il n'avait ni sollicité ni payé, donnait prise autant que qui que ce soit aux mesures dites de sûreté, mais il appartenait à une des meilleures familles de Nîmes ; il fut d'abord épargné. Malheureusement, il était devenu depuis deux ans, à la suite de sacrifices d'argent très importants, agent général de la *Compagnie du Phénix*, poste qui lui donnait par an près de 30 000 francs de bénéfices et dont le portefeuille, propriété du titulaire, valait plus de 150 000 francs.

La place était belle ! le préfet promettait depuis longtemps une place de receveur particulier au maire de Nîmes, qui, outre une promesse formelle, invoquait de grands services, entre autres celui d'avoir accepté les fonctions de maire, dont personne ne voulait. Le gouvernement l'avait décoré, c'est vrai ! mais cela rapporte peu. La place d'agent général de la *Compagnie générale du Phénix* valait mieux.

M. Eugène Ducamp, deux mois après la première razzia du général Espinasse, le 21 avril, vers midi, se promenant sur le boulevard, devant la porte de ses bureaux, fut accosté par un individu de mauvaise mine, râpé, canne à la main, col de crin, moustache grise en brosse, qui lui dit de la part de M. le préfet que celui-ci désirait lui parler. Arrivé à la préfecture, il se trouva en présence, non du préfet, mais du commissaire central, qui lui dit :

« Vous me voyez navré, j'ai une bien triste mission à remplir ;
» chargé de veiller sur votre conduite, je ne puis que vous en louer,

» mais il faut que quelque mauvais drôle vous ait dénoncé, et je
» suis obligé de vous arrêter. »

M. Ducamp répondit : « J'ai été appelé en audience par le préfet ;
» a-t-il voulu me tendre un guet-apens ? S'il n'est pas un misérable,
» il faut que je le voie, que je lui parle ; c'est à lui que j'ai affaire. »
— Le commissaire reprit : « Le préfet est occupé, vous lui écrirez
» de la prison ; du calme ; le plus sage est de vous rendre tranquil-
» lement à la maison d'arrêt, comme vous êtes venu ici, sans bruit
» fâcheux, sans esclandre. — Je suis venu ici en visite, de mon
» plein gré, vous voulez que j'aile en prison de même ! Pour qui
» me prenez-vous ? Pour un voleur ? Si quelqu'un doit rougir de tout
» ceci, ce n'est pas moi ; je n'irai en prison que par force, et j'irai le
» front haut. »

Le commissaire fit emmener le prisonnier par quatre sergents de ville, après lui avoir remis sa lettre de cachet signée : *Espinasse*, et portant la date de Paris 21 avril, le jour même où cette scène se passait ; c'était donc une pièce signée en blanc, oubliée au fond d'un tiroir et exhumée sans motif politique.

Les gardiens attendaient à la geôle. Ils invitèrent M. Ducamp à déposer tout ce qu'il avait sur lui, sa montre, ses clefs, son argent, et, comme l'un d'eux mettait brutalement la main sur lui pour le fouiller, il fit involontairement un geste de dégoût et un mouvement en arrière... « Oh ! oh ! mon petit, dit le
» principal gardien, c'est comme ça ! allons ! allons !
» apportez les petites machines, nous allons ap-
» prendre à ce monsieur qu'il n'est pas le maître
» ici. »

Les gardiens lui mettent les fers aux mains ; un des bracelets qu'on lui passe étreignant trop un de ses poignets, il en fait l'observation. — « Tu t'y
» feras, mon bonhomme, ça prête ! d'ailleurs ça fait
» entrer l'amitié. »

Celui qui s'exprimait avec cette grossièreté avait cent fois parlé chapeau bas au prisonnier, du temps que M. Ducamp était avocat : « En avant ! » reprit le chef, et M. Ducamp fut entraîné, bousculé à travers un corridor et jeté la tête en avant dans un cachot en contre-bas de deux marches ; il tomba sur ses mains enchaînées pendant que les verrous et la serrure criaient derrière lui ; il resta accroupi à terre. En jetant les yeux autour de lui, il reconnut la cellule où, quelques années auparavant, il avait vu un misérable enfant de vingt ans que son défenseur n'avait pu sauver de la guillotine, hurler les angoisses de sa dernière nuit ; il se trouvait à côté d'un vase cylindrique de terre grossière de 50 centimètres de haut, et d'une paillasse immonde, éventrée en plusieurs endroits, grabat du crime et de la misère, d'où s'échappait une paille concassée et pulvérulente. Il était escamoté, supprimé, il pensait à sa fortune engloutie, à sa mère désolée mourant loin de son fils. L'humidité des dalles le fit lever. Un peu avant la nuit, on glissa près du baquet, par la porte entrebâillée, une casserole où nageaient quelques légumes et une cuiller de bois ; il regardait cela stupidement, en se disant : « Qui sait ? tu te décideras peut-être à » manger de ça demain ou un peu plus tard. »

Soutenu par la fièvre, il allait dans l'ombre le long du mur opposé à la paillasse, comptant les heures une à une. Deux heures du matin sonnèrent ; il entendit passer un camion ou quelque chariot lourdement chargé ; il songea tout de suite aux voitures cellulaires. Des pas se firent entendre dans le cor-

ridor, sa porte s'ouvrit, le gardien-chef, une lanterne à la main, pénétrait dans le cachot entre deux soldats la baïonnette en avant, et dit : « Levez-vous ! vous allez partir. » Quatre gendarmes le conduisirent à la gare ; deux brigades, l'arme au poing, se promenaient le long de l'esplanade et de l'avenue ; à la gare, il fut remis à deux gendarmes qui s'installèrent avec lui dans un compartiment spécial. Il descendait à Marseille à six heures du matin et traversait enchaîné un groupe d'employés dont plusieurs avaient, l'année auparavant, collaboré avec lui à la grande assurance de la Compagnie Paris-Lyon-Marseille, et à qui il avait à cette occasion offert à diner ; ces jeunes gens pâlirent à sa vue, et il leur dit doucement : « Vous » savez que je ne suis pas un coquin ! »

M. Ducamp entra dans le préau de la maison d'arrêt à sept heures. Les malfaiteurs, qui jouaient au bouchon, s'empressèrent autour du nouveau venu et lui adressèrent insolemment quelques questions cyniques ; l'un d'eux, changeant tout à coup de ton en voyant le silence méprisant du nouveau venu, lui dit : « Ah ! vous êtes un politique, venez ! vous avez » là-bas un camarade. »

Ce camarade était un brave ouvrier cordonnier d'Orléans, nommé Lenormand, qui, assis sur une marche, lisait dans un vieux livre ; il apprit à M. Ducamp qu'il partait le matin même à neuf heures pour l'Afrique avec un autre, et que cet autre c'était sans doute lui. Aller en Afrique en redingote noire, chapeau desoie, bottes vernies et pas un sou en poche ! — M. Ducamp courut au guichet : « Pardon, monsieur !

» dit-il au guichetier, pourrais-je savoir si c'est moi
» qui pars ce matin avec l'honnête homme que voilà
» là-bas. » — Un gendarme intervint : « Je vais vous
» le dire tout de suite, c'est moi qui mène le convoi,
» comment vous appelez-vous ? » M. Ducamp dit son
nom. — « C'est bien ça, reprit le gendarme, nous
partirons à huit heures. » L'attente ne devait pas être
longue ; les deux prisonniers furent menés dans la
cour, on leur mit les menottes, et, par les rues étroites
et noires du vieux Marseille, on les dirigea tout droit
sur le port de la Joliette ; au débouché d'un carrefour,
ils rejoignirent quinze individus enchaînés conduits
par une brigade baïonnette au bout du fusil ; c'était
le convoi ; autrefois, on disait : *la chaîne*.

Un bateau à vapeur, ses feux allumés, n'attendait
plus que le convoi pour partir ; le troisième jour à
l'aube, il touchait à Stora, qui n'est qu'un abri où l'on
débarque avant de se rendre à Philippeville. Un
groupe de transportés attendait dans cette dernière
ville le courrier de Bône à Alger, *le Titan*, pour être
déposés les uns à Djidjelli, les autres à Bougie. Ce
navire avait été quelque temps auparavant le théâtre
d'une scène ignoble : des prisonniers politiques furent
ce qu'on appelle mis à la broche (1) sur le pont ; in-
famie inscrite injustement par les transportés au
compte du commandant Leroux, du *Titan*, qui appli-
qua la même mesure aux transportés dont faisait
partie M. Ducamp, mais qui le fit le cœur navré, et

(1) C'est-à-dire enchaînés à la file l'un de l'autre, et maintenus par
une tringle de fer passée dans les anneaux de la chaîne.

par suite d'un ordre ajouté en marge par le contre-amiral Fourrichon, commandant la marine à Alger, ancien gouverneur de Cayenne. Le frère de M. Ducamp servait comme lieutenant de vaisseau sous les ordres de cet officier général. Voulant demander la grâce de son frère à l'Empereur, il sollicita un congé pour affaires de famille. M. Fourrichon lui répondit : « Je sais pourquoi vous voulez ce congé, vous ne » l'aurez pas. »

Pendant ce temps-là, le maire de Nîmes, qui se posait comme ayant fait un voyage à Paris dans l'intérêt de M. Ducamp, disait avec mélancolie à son retour : « Le pauvre garçon n'était pas défendable ; » on m'a montré un dossier effrayant. » La place du « pauvre garçon » était donc définitivement vacante ; rien n'empêchait cet honnête homme de la prendre pour lui. Il y fut nommé *gratuitement*, alors que des négociants très honorables de Nîmes s'engageaient, s'ils avaient la préférence, à verser entre les mains de l'ancien titulaire des sommes variant de soixante à cent mille francs. La Compagnie confisqua le portefeuille, la propriété, la fortune de M. Ducamp et en nantit purement et simplement son successeur, sous prétexte que le gouvernement voulait avoir un agent de confiance dans ce poste important par le grand nombre de sous-agents qui en dépendent.

Pendant que l'application de la loi de sûreté générale couvrait la France de deuil, les électeurs de Paris avaient été convoqués pour le 27 avril. Ils se réunirent donc ce jour-là pour choisir trois députés en remplacement du général Cavaignac et de

MM. Goudchaux et Carnot, démissionnaires pour refus de serment. Le gouvernement présenta comme candidats : le général Perrot, ancien commandant supérieur des gardes nationales de la Seine, et MM. Eck et Perret. Un comité composé de MM. Hénon, Darimon, Havin, directeur politique du *Siècle*, Nefftzer, rédacteur en chef de la *Presse*, Émile Ollivier, Émile Durier, Philis, Ernest Picard, s'occupa du choix des candidats. Les noms de MM. Havin, Jules Favre et Alphonse Peyrat furent mis en avant. La candidature de M. Peyrat était, dans les circonstances actuelles, un hommage au journalisme et une leçon au pouvoir, qui avait frappé l'année précédente la *Presse*, dont il était alors le rédacteur en chef, d'une suspension de deux mois. M. Émile Durier, chargé d'inviter M. Peyrat à une réunion électorale chez M. Émile Ollivier, le trouva décidé à décliner d'avance toute candidature. Il consentit néanmoins à se rendre à la réunion, qui eut lieu le jour même où expirait le délai pour le dépôt de la déclaration légale. Une décision devenait urgente. M. Peyrat persista dans son refus ; le comité attendait avec impatience l'arrivée de M. Havin. « Messieurs, » dit ce dernier en entrant, je vous apporte une mauvaise nouvelle ; le conseil de surveillance du *Siècle* » trouve que ma candidature dépasse la mesure de » l'opposition que ce journal croit pouvoir en ce moment faire au gouvernement. Je me sou mets à son » appréciation, et j'en suis d'autant plus fâché que la » députation de Paris aurait été le couronnement de » ma carrière. »

Le plan du comité était renversé. Que faire ? M. Jules Favre, obligé de soutenir un procès à Rouen, était parti en laissant à M. Ernest Picard sa déclaration en blanc, et en lui recommandant de n'en faire usage qu'après avoir pris l'avis de quelques hommes politiques qu'il lui désigna, et qui appartenaient tous au parti républicain. M. Picard les consulta ; ils déclarèrent à l'unanimité que l'élection de l'avocat d'Orsini était un acte qui devait faire renoncer tous les électeurs à l'abstention : la déclaration de M. Jules Favre fut déposée. Le comité fit en même temps des démarches pressantes et longtemps infructueuses pour décider M. Liouville, ancien bâtonnier de l'ordre des avocats, à remplacer M. Havin. M. Liouville ne se décida que sur les instances de M. Émile Ollivier et de M. Picard, son secrétaire, M. Peyrat restait à remplacer : le nom de M. Ernest Picard avait été prononcé, ses amis le poussaient vivement à se mettre sur les rangs, il résistait par modestie : « Je ne suis pas assez connu, disait-il, ma candidature va paraître ridicule. » Comme il se sentait assez de talent pour justifier bientôt les prétentions de ses amis pour lui, ceux-ci n'eurent pas de peine à triompher de ses scrupules. Le conseil de surveillance du *Siècle*, dont M. Picard était membre, ayant déclaré à l'unanimité la candidature du directeur politique du journal périlleuse pour ses intérêts, ne trouvait pas non plus que la candidature d'un de ses membres fût sans danger. Le jeune candidat ne crut point devoir s'arrêter devant les observations de ses collègues. Le *Siècle* publia cependant son nom, en même temps

que celui des autres candidats de l'opposition, en tête de ses colonnes, mais M. Picard donna sa démission, après l'élection. M. Jules Favre fut nommé. M. Liouville, qui ne voulut pas même se donner la peine de faire une profession de foi, n'échoua qu'à quelques centaines de voix de minorité. M. Picard passa le 10 mai 1858, au second tour de scrutin. Paris, en élisant le défenseur d'Orsini, resta fidèle à ce système d'hostilité qui lui avait fait choisir le général Cavaignac pour protester contre le 2 décembre, et M. Emile Ollivier pour consoler l'exil. La capitale de la France prouvait ainsi qu'elle avait pu subir le coup d'Etat, mais qu'elle n'acceptait pas le gouvernement qui en était sorti.

Le Corps législatif, qui s'était prorogé après le vote de la loi de sûreté générale, reprit ses travaux par la discussion de la loi sur l'exonération.

La loi du 25 avril 1855 avait substitué l'exonération au remplacement. La caisse de dotation de l'armée servait d'intermédiaire entre l'Etat et les citoyens désireux de se libérer, moyennant finances, du service militaire. Le remplacement était devenu un acte administratif, et l'exonération un impôt dont le gouvernement fixait seul le taux annuel. Les familles pauvres, sous l'ancien système, usaient d'une méthode de remplacement consistant à échanger les numéros du tirage au sort entre les appelés du même contingent cantonal, usage de plus en plus apprécié à mesure que le régime de l'exonération produisait ses conséquences naturelles. La loi de 1855 avait pour but non seulement de remplacer un trafic im-

moral, mais encore de diminuer le prix des remplaçants, et le taux de l'exonération n'a cessé cependant de s'accroître depuis cette loi; il finit par atteindre le chiffre presque normal de 2500 francs, à peu près le double de celui de 1848. C'est au moment où le droit de substitution devenait plus précieux pour les pauvres que la loi nouvelle le supprimait en quelque sorte par cet article : « La substitution de numéros » ne pourra plus avoir lieu qu'entre frères et parents » jusqu'au sixième degré. »

L'exposé des motifs du projet pour justifier cette restriction établissait une comparaison entre l'usage des substitutions comme trafic et l'ancien remplacement. M. Guyard-Delalain fit remarquer que si, en effet, on recourt plus à la substitution qu'autrefois, c'est que le prix de l'exonération est plus élevé. Les habitants des campagnes, obligés de renoncer à la ressource de la substitution, demandent un dédommagement : ne pourrait-on pas, ajouta l'orateur, sauvegarder les intérêts de la caisse de dotation, qui tiennent tant à cœur au gouvernement, en maintenant le droit de substitution, mais uniquement dans le cercle de la commune rurale ? Le général Allard, commissaire du gouvernement, repoussa cette demande ; il profita de l'occasion pour essayer de répondre au reproche de poursuivre la suppression des substitutions afin de grossir les recettes de la caisse de dotation. Le gouvernement poussait, en effet, aux exonérations, au risque de les voir devenir plus nombreuses que les rengagements. L'élévation du contingent de 80 000 à 100 000 hommes avait pour conséquence

également de provoquer des exonérations multipliées. Le système d'exonération inspirait à la majorité du Corps législatif une répugnance que sa docilité le portait à dissimuler, mais qu'elle ne parvenait pas à lui faire entièrement oublier. Les attaques contre le projet furent nombreuses. M. Clary s'étonna que, depuis la loi de 1855, il fût plus coûteux de se faire exonérer après un an de service qu'au moment du tirage au sort. M. Corneille demanda que, au moyen d'une somme de 800 à 1 000 francs, le remplacement fût assuré aux paysans à titre de forfait. M. Allard répondit à M. Clary qu'il fallait bien que l'État rentrât dans ses frais d'équipement et d'installation. M. Corneille n'obtint pas de réponse à sa demande, qui équivalait, il est vrai, à la suppression de l'exonération. M. Boissy d'Anglas essaya de prendre encore une fois la défense du droit de substitution; ce droit fut sacrifié par 226 voix contre 9. Le lendemain, le projet de loi appelant sous les armes un contingent de 100 000 hommes fut voté sans discussion par 226 voix contre 2.

Le règlement définitif du budget de 1856 eut de la peine à ranimer les débats du Corps législatif; un mois s'écoula, du 22 février au 9 avril, sans discussion importante. Le 3 mai, la Chambre adopta la substitution du Crédit foncier à l'État pour les prêts à faire, jusqu'à concurrence de 100 millions, en vertu de la loi sur le drainage. M. de Pierres fit remarquer que les 100 millions de crédit votés en 1856, n'avaient guère profité aux propriétaires, surtout aux petits.

La discussion du budget de 1859 commença le 26 avril.

Les commissions du budget réclamaient, depuis 1853, pour la Chambre des moyens plus sérieux de contrôler les dépenses. M. Devinck déclara que, le gouvernement étant entré dans une période de paix et de gloire, il convenait « de faire retour aux prin- » cipes d'une bonne administration financière, c'est- » à-dire à l'équilibre réel, celui qui ne compte pas » comme ressource normale sur le décime de guerre, » et qui s'obtient par le classement distinct des » dépenses extraordinaires, par la régularité des » moyens employés pour les couvrir, et par l'amor- » tissement ». M. Devinck répondait de l'avenir des finances si le gouvernement consentait à joindre à l'observation de ces règles la suppression des crédits supplémentaires et extraordinaires, et la diminution des dépenses ordinaires. L'accroissement régulier des recettes ne permettant pas de dégrever les contribuables du second décime de guerre, M. Devinck proposa de rogner les dépenses des neuf ministères, qui, en quatre années, avaient grossi de 80 millions. « Le » gouvernement doit se pénétrer de l'impossibilité » qu'il y a de consacrer 1 736 millions aux dépenses » ordinaires. Le ministère de la guerre, ajouta M. De- » vinck, absorbe la plus grande partie des ressources » du pays, soit 51 pour 100, et les dépenses de ce mi- » nistère s'accroissent tout les jours : de 1853 à » 1858, elles se sont augmentées de 32 millions par » la création de la garde impériale. » M. Devinck n'en termina pas moins son rapport par cette singulière

péroration : « Ce sera une des gloires de l'Empire » d'avoir reçu les finances de la France en mauvais » état et d'y avoir rétabli l'équilibre. »

M. Calley Saint-Paul contesta formellement cet équilibre, en se plaignant que les vœux émis par le Corps législatif n'eussent d'autre sanction que le rejet d'un ou de plusieurs budgets ministériels et que le Corps législatif n'eût pas d'autres moyens pour manifester son opinion que les propositions de la commission du budget ; M. Calley Saint-Paul, tout en respectant la constitution, regrettait que le Conseil d'État ne tînt pas mieux compte des vœux de cette commission. M. Vuitry, chef de la section des finances au conseil d'État, répondit sèchement à l'orateur que le budget était si économiquement dressé que la commission n'avait trouvé à y retrancher que 2 600 000 francs. M. Saint-Paul répliqua : « C'est » qu'elle a été retenue par son respect pour le gouver- » nement et par son dévouement à l'Empereur. »

Le budget fut discuté et voté en trois séances.

Le gouvernement provisoire de février avait aboli les titres de noblesse. Les ducs, les comtes, les marquis et les barons durent se marier et mourir sans titre, avec leur simple nom, comme des vilains. Cela dura quelques mois. L'avènement d'un prince à la présidence de la République rendit leur ancien lustre aux titres nobiliaires ; le rétablissement de l'Empire leur en donna un nouveau. Un des premiers soins de Napoléon III fut de restaurer la noblesse par un décret qui la rangeait au nombre des *institutions de l'État*. Cela ne lui suffit pas : il voulut punir de peines

correctionnelles « quiconque, sans droit et en vue de » s'attribuer une distinction honorifique, aurait pu- » bliquement pris un titre de noblesse, changé, altéré » ou modifié le nom que lui assignent les actes de » l'état civil ». Cette loi, née de cette manie de répression qui est le cachet de l'Empire, est inutile, car le Code pénal suffit pour punir les fripons de leurs entreprises sur la crédulité des sots; elle est dangereuse, car elle peut jeter le pouvoir dans de graves embarras, en créant un délit spécial dans une matière où le droit est inconnu de ceux qui l'appliquent. Il faut en effet, pour juger les questions de droit nobiliaire, des connaissances particulières qui manquent aux juges, et le législateur renvoie le juge chargé de résoudre ces insolubles problèmes du droit nobiliaire aux « usages de l'ancienne monarchie », comme si l'ancienne monarchie n'avait autre chose à présenter en fait d'usages qu'un chaos d'incertitudes et de contradictions.

Le projet de loi pour réprimer l'usurpation des titres de noblesse trouva des adversaires au sein du Corps législatif. M. Belmontet protesta contre toute résurrection des institutions du passé; M. Taillefer vit dans le rétablissement même de la noblesse une faute politique : « Une noblesse sans privilège, dit-il, » est une institution qui ne peut apporter aucune » force à l'État. En voulant ressusciter les vieilles » institutions du passé, on attaque l'Empire dans ce » qui constitue sa vitalité et sa force. » MM. Lélut, Legrand, Émile Ollivier prirent ensuite la parole. Le premier voulait maintenir la tolérance de la lé-

gislation de 1832, attendu qu'il n'y a de possible, en France, que les distinctions personnelles et viagères. M. Émile Ollivier développa la même pensée, en ajoutant que l'existence d'une noblesse héréditaire est contraire aux principes de la révolution. Ce discours fut plusieurs fois interrompu par la majorité. M. Jules Favre assistait à cette séance du 7 mai. Il paraissait pour la première fois au Corps législatif. M. Picard, nommé le 10 mai, vint, quelques jours plus tard, compléter ce groupe des *Cinq* qui garde une place dans l'histoire comme protestation officielle de Paris contre l'Empire.

M. Legrand attaqua la loi avec vigueur : « Il n'y a dans la constitution, dit-il, d'autre droit régalien que celui de faire grâce, celui de créer des nobles n'y est pas inscrit, le suffrage universel a remplacé les parchemins par une carte d'électeur ; il est plus urgent de « couronner l'édifice » en donnant la liberté au pays que de créer une noblesse. » La Chambre entendit ces paroles en frémissant. M. du Miral, petit-fils d'un conventionnel, se chargea d'y répondre ; il défendit le droit pour l'Empereur de faire des nobles comme la chose la plus conforme aux sentiments de la nation, aux souvenirs de l'histoire et aux *nécessités des institutions monarchiques*. Or, à ses yeux, « l'Empire actuel ce n'est pas la démocratie, c'est la » monarchie ». M. Rigaud, prenant la parole après M. du Miral, déclara « que le souverain ayant le droit » de conférer la noblesse, le premier venu ne peut » se décerner à lui-même ce qui doit émaner de » la prérogative du souverain ; l'Empire, ajoutait-il,

» n'est pas d'ailleurs un gouvernement démocratique ;
 » la France, en plaçant à sa tête un prince, un pré-
 » tendant, l'héritier d'une dynastie, n'a point fait
 » acte de démocratie. » M. de Beauverger, et M. Granier de Cassagnac, autre gentilhomme, défendirent la noblesse comme une propriété semblable à toutes les autres propriétés.

Cette loi laissait croire au pays qu'il existait en France une noblesse, c'est-à-dire une institution protégée par une législation faite pour elle seule et par un droit qui n'est pas le droit commun. Les esprits éclairés savaient qu'il n'en était rien, que les titres n'étaient pas la noblesse, et qu'il n'y avait plus de privilège ni dans les mœurs, ni dans les lois ; aussi quelques députés craignaient-ils que le gouvernement ne fût entraîné à rétablir les majorats et les substitutions. M. Baroche protesta contre ces « vaines » terreurs, et le projet de loi fut voté par 214 suffrages contre 23 (1).

La loi sur la noblesse, comme toutes les lois qui ne sont pas le produit naturel de l'état social où elles sont nées, ne peut fonctionner qu'avec les plus grandes précautions ; il faut pour la faire vivre l'entourer de

(1) Voici les principaux titres français *conservés* ou *confirmés* depuis le rétablissement du conseil des sceaux des titres :

Comte Boulay (de la Meurthe) ; comte Casabianca ; comte de Peluze (Marey-Monge, petit-fils du sénateur) ; comte Sieyès (par l'évolution de l'oncle) ; duc de Cambacérès ; duc de Magenta ; duc de Malakoff ; duc de Plaisance ; duc de Tascher ; comte de Kératry ; duc de Galague ; comte de Palikao ; duc de Morny ; Fialin, duc de Persigny (écartelé au 1^{er} et 4^e d'azur, semé d'aigles de l'Empire d'or, qui est de concession impériale ; aux 3^e et 4^e d'argent à la bande d'azur, chargée de trois coquilles du champ, qui est Fialin. Devise : *Je sers*) ; duc de Feltre (Goyon) ; duc de

ménagements, d'accommodements. Il n'est indifférent à personne de laisser usurper le nom de son père, la loi qui protège le vilain devrait suffire au noble. Le gouvernement impérial, en lui cherchant d'autres garanties, n'a fait que donner une consécration à la vanité d'une société bâtarde, parée de titres frelatés servant le plus souvent d'enseigne et de plastron à des chevaliers d'industrie.

Le gouvernement né du coup d'État avait été obligé d'entreprendre de gigantesques travaux dans Paris, véritable liste civile de la classe ouvrière; le Corps législatif ne connut qu'en les sanctionnant les sommes dépensées. Il vota douze millions et demi pour la participation de l'État aux travaux du boulevard de Sébastopol. C'était le commencement. Le préfet de la Seine et le ministre de l'intérieur conclurent un traité par lequel la Ville s'engageait à ouvrir, dans le délai de dix ans, vingt grandes voies dont les frais, évalués à 180 millions, devaient être payés en partie par l'État. Sa part, fixée à un tiers, s'élevait à 60 millions.

La lutte fut très vive entre le conseil d'État et la commission, qui voulait réduire la subvention de

Montmorency (Talleyrand); comte Bourqueney; baron de Bussièrès, député; baron Graffenrod de Villars; vicomte Pernety, gendre du baron Haussmann; comte Welles de la Valette, fils adoptif du ministre de l'intérieur; comte Mimerel, sénateur.

Voici aussi les titres étrangers autorisés à partir de 1858, en vertu du rétablissement du conseil des sceaux des titres :

Comtes romains : vice-amiral Casy; vice-amiral Cécille; Clot-Bey; Janvier de la Motte, député; général de division Rostolan; Talleyrand-Périgord, prince de Sagan (Prusse); Colet, évêque de Luçon; F. de Corcelles; maréchal Vaillant.

l'État de 60 à 50 millions. Deux orateurs, également dévoués à l'Empire, M. Nogent-Saint-Laurens et M. Clary, ouvrirent la discussion par deux discours tout à fait opposés. M. Nogent-Saint-Laurens voyait dans l'exécution d'un projet « portant l'empreinte de » la grandeur nationale du pain assuré pour dix ans » à la population ouvrière, et l'émeute supprimée par » la destruction des vieux quartiers ». M. Clary soutint au contraire que la Bastille avait été prise par les ouvriers accumulés à Paris pour la construction du mur d'enceinte, et qu'il fallait redouter les effets d'une agglomération analogue, sans compter ceux de l'augmentation des loyers, M. Rouleaux-Dugage, grand défenseur du projet, retorqua les arguments de M. Clary et s'aventura jusqu'à prédire la prochaine diminution des loyers. M. de Kerveguen et M. Leclerc d'Osmonville s'élevèrent contre la part que Paris absorbe dans la répartition des ressources générales du pays. Quoi ! s'écria M. Baroche, de 1831 à 1858, les départements n'ont-ils pas reçu 1 milliard 713 millions ? On aurait pu lui répondre que cette somme comprenait les routes et chemins de fer, mais le Corps législatif était pressé de voter des travaux « destinés à assurer la tranquillité du pays ». Cependant quarante-cinq voix, chiffre énorme pour l'époque, protestèrent contre la subvention de 60 millions. Le Corps législatif vota ensuite un crédit supplémentaire de 300 000 francs, destiné à compléter le traitement des instituteurs primaires. On leur faisait attendre leur traitement quelquefois cinq et même six mois. Un autre crédit de 500 000 francs fut ouvert pour l'achat

de la collection ornithologique du prince Charles Bonaparte, et les députés se séparèrent aux cris de : Vive l'Empereur !

Les élections pour le renouvellement de la deuxième série des conseils généraux avaient été fixées au 12 et au 13 juin ; le gouvernement nomma les conseillers généraux comme il avait nommé les députés. Le général Espinasse n'avait plus qu'à recueillir le fruit de son succès ; malheureusement, il s'était laissé aller à signer une circulaire pour recommander aux établissements de bienfaisance la conversion en rentes sur l'État de leurs biens immobiliers. Ces propriétés, d'une valeur de 500 millions de francs environ, ne produisaient en moyenne qu'un revenu de 2 1/2 pour 100. Les administrations charitables, chargées de diriger les biens des hospices, s'en contentaient. Elles furent très émues de la perspective de changer les biens fonds des hospices en rentes sur l'État, dont la valeur était si susceptible de changement. Les membres des commissions envoyèrent en grand nombre leur démission ; le clergé, intéressé à ce que rien ne fût changé dans l'administration financière des établissements de bienfaisance, se plaignit vivement. Le gouvernement comprit qu'il avait fait une faute. Le général Espinasse reçut l'ordre de reprendre sa place aux Tuileries sur le banc des aides de camp de service, et M. Delangle, premier président de la Cour d'appel, devint ministre de l'intérieur quelques jours avant le 14 juin.

Un décret créa le ministère de l'Algérie et des colonies, qui fut confié au prince Napoléon. C'était la

réalisation d'une idée du règne de Louis-Philippe que la nomination du duc d'Aumale comme gouverneur général fit abandonner.

La retraite du général Espinasse avait été vue avec une grande satisfaction par l'opinion publique et par les journaux.

Le *Siècle*, frappé de plusieurs avertissements, tremblait d'avoir le même sort que le *Spectateur* et la *Revue de Paris*; il savait que le parti cléricale ne se lassait pas de demander sa suppression. Ce parti, vivement soutenu par l'Impératrice, allait-il cette fois l'emporter? Le conseil de surveillance de la Société des actionnaires du *Siècle* avait de graves raisons de le craindre.

L'existence de plus de mille personnes dépendait du *Siècle*; la propriété de ce journal représentait une somme considérable répartie entre un très grand nombre d'actionnaires, presque tous petits bourgeois, marchands et artisans. Les membres du conseil de surveillance se demandèrent si leur devoir n'était pas de faire tous les efforts compatibles avec la dignité et l'honneur pour sauver leur propriété, et ils chargèrent M. Havin de proposer au gouvernement un arrangement en vertu duquel la rédaction et le conseil de surveillance du *Siècle* se retireraient, à la condition que la menace de suppression ne fût suivie d'aucun effet.

M. Havin, jugeant qu'il valait mieux, dans un cas pareil, s'adresser à l'Empereur qu'à son ministre, écrivit au grand-chambellan une lettre pour solliciter une audience. La réponse du grand-chambellan ne se

fit pas attendre. M. Havin était invité à se rendre tout de suite aux Tuileries.

M. Havin avait siégé sur le même banc que le représentant Louis Bonaparte à l'Assemblée constituante. M. Viellard, son *alter ego* dans l'administration du département de la Manche, était l'ami du prétendant ; des relations s'établirent par son intermédiaire entre le futur président de la République et le vice-président de l'Assemblée nationale. L'Empereur et M. Havin étaient donc d'anciennes connaissances. Le directeur politique du *Siècle*, en se retrouvant devant son ancien collègue, lui exposa la situation périlleuse dans laquelle ce journal se trouvait placé. Il ajouta qu'il ne pouvait pas croire que l'intention de l'Empereur fût de supprimer purement et simplement une propriété nécessaire à l'existence de tant de familles, mais que cependant les ennemis du *Siècle*, les cléricaux, annonçaient hautement sa suspension prochaine et sa suppression inévitable. L'Empereur, continua M. Havin, doit savoir si ces prédictions sont fondées et si la politique du *Siècle* constitue un danger pour son gouvernement ; ne trouverait-il pas convenable, dans ce cas, de donner aux administrateurs de ce journal le temps nécessaire pour permettre à la propriété de passer entre les mains d'hommes nouveaux et sans engagement qui leur permît de mieux conformer la polémique du *Siècle* aux nécessités de la situation ?

L'Empereur répondit qu'il ne se passait guère, en effet, de jour sans que, d'un côté ou de l'autre, on ne

lui demandât la suppression du *Siècle*, mais que, quant à lui, il n'avait aucun parti pris contre ce journal. Les deux interlocuteurs, après avoir causé pendant quelques instants, se séparèrent en échangeant une poignée de main. Le *Siècle* était sauvé pour cette fois, mais le parti clérical, si persistant dans ses haines et si puissamment secondé par l'Impératrice, ne prendrait-il pas un jour sa revanche ? M. Havin emporta ce doute et cette crainte de son entretien avec l'Empereur, heureusement l'idée d'une guerre en Italie commençait à germer dans la tête de Napoléon III ; il allait bientôt avoir besoin du *Siècle*.

Les inquiétudes, diminuées à l'intérieur, redoublaient sur les questions extérieures. L'alliance anglaise semblait compromise depuis l'insertion des adresses des colonels au *Moniteur*. Cette alliance rassurait trop les intérêts industriels et commerciaux pour que le gouvernement ne fit pas tous ses efforts pour la renouer. Le maréchal Pélissier fut nommé, le 23 mars, ambassadeur en Angleterre. La présence à Londres du vainqueur de Malakoff, rappelant les souvenirs d'une guerre glorieusement terminée par les armées des deux pays, pouvait contribuer à leur rapprochement ; le maréchal Pélissier, assez froidement accueilli à son début, lui-même en convient (1), vit la froideur générale cesser quand le *Moniteur* eut déclaré que la France ne préparait pas d'armement extraordinaire ; l'Empereur invita la reine d'Angleterre à l'inauguration des travaux du port de Cher-

(1) Première dépêche du maréchal : « Reçu à Londres avec respect mais sans enthousiasme. »

bourg. Napoléon III, en faisant tomber les voiles qui couvraient la statue de Napoléon I^{er}, prononça un discours des plus pacifiques; les gens d'affaires respirèrent, les fonds montèrent à la Bourse de Paris.

L'Empire, après le 14 janvier, s'était retrempé à sa source, la violence. Allait-il détendre ses ressorts et tenter de se raffermir par la douceur? Le procès intenté à M. de Montalembert répondit à cette question.

M. de Montalembert avait publié, dans le *Correspondant* du 25 octobre 1858, un article intitulé : *Un débat sur l'Inde au Parlement anglais*. Cet article, d'une centaine de pages, était une sorte de réponse aux journaux catholiques qui avaient prit parti pour les fanatiques Indiens à l'époque de la révolte des Cipayes, en même temps qu'un parallèle entre le gouvernement libre de l'Angleterre et le gouvernement de la France. Le parquet aussitôt prit feu et releva dans cet article les délits d'excitation à la haine et au mépris des citoyens entre eux, d'attaque au respect dû aux lois, d'attaque aux droits et à l'autorité que l'Empereur tient de la Constitution et du suffrage universel, d'excitation à la haine et au mépris du gouvernement.

M. de Montalembert et M. Douniol, gérant du *Correspondant*, furent cités à comparaître, le 17 novembre 1858, devant la sixième chambre du tribunal de première instance de la Seine, jugeant en police correctionnelle. M^e Berryer, défenseur de M. de Montalembert, demanda et obtint la remise de l'affaire à huitaine, c'est-à-dire au 24 novembre.

Dès le matin, des groupes stationnent aux abords

du Palais de Justice ; plusieurs escouades de sergents de ville les surveillent. La salle d'audience est bientôt envahie par les privilégiés, porteurs de cartes, par les magistrats et les avocats ; MM. Villemain, le duc de Broglie, Odilon Barrot, lord Howden, M. et M^{me} Boucher, M^{me} de Montalembert, un grand nombre d'anciens députés et de notabilités administratives assistent aux débats.

MM. de Montalembert et Douniol sont assis à côté de leurs avocats, M^e Berryer et M^e Dufaure.

Le siège du ministère public est occupé par M. le procureur impérial Cordoën, assisté de M. le substitut Ducreux. L'audience s'ouvre à midi.

M. le président Berthelin, s'adressant à l'auditoire :
« Je préviens les assistants que toute marque d'appro-
» bation ou d'improbation est sévèrement interdite,
» qu'elle serait réprimée immédiatement et que
» nous saurions, pour cela, faire usage de la force
» dont nous disposons. » Le président, s'adressant ensuite à M. Douniol, rappelle les divers chefs de la prévention ; le prévenu déclare qu'il n'a lu l'article qu'après sa publication, et qu'il s'en rapporte à ce que diront ses défenseurs.

L'interrogatoire de M. de Montalembert commence ainsi :

« D. Comte de Montalembert, quel est votre prénom ?

» R. Charles.

» D. Votre profession ?

» R. Ancien pair de France, membre de l'Académie française. »

M. le président rappelle à M. de Montalembert

qu'il est poursuivi pour avoir contrevenu aux lois des 11 août 1848 et 17 juillet 1849 sur la presse. M. de Montalembert répond qu'il n'a jamais eu l'intention d'attaquer des lois par lui votées, et qu'en écrivant son article il s'est borné à constater des faits, sans aucune arrière-pensée d'injure ou de dénigrement. M. le président lui fait observer qu'il est précisément poursuivi pour avoir constaté de prétendus faits, et qu'il aggraverait sa situation en renouvelant publiquement à l'audience le délit qui lui est reproché. M. de Montalembert ajoute qu'il ne peut pas mentir à sa conscience en niant, par exemple, que la France ne soit pas aussi libre que le Canada. Le président reprend son interrogatoire :

« D. Vous avez, dans un des passages incriminés, divisé la société française en deux camps : l'élite des *honnêtes gens*, dans laquelle vous vous rangez, et les *lâches*, c'est-à-dire, suivant vous, les huit millions de Français qui ne partagent pas votre manière de voir ?

» R. Il a toujours été permis de dire qu'il y a dans le monde des honnêtes gens et des lâches ; je n'ai désigné personne individuellement.

» D. Vous connaissez mieux que personne la valeur des mots, et si, dans un salon, vous divisiez ceux qui s'y trouvent en lâches et en honnêtes gens, croyez-vous que ceux que vous désigneriez comme des lâches ne se trouveraient pas outragés ?

» R. Si je disais qu'il y a de par le monde des lâches et que quelqu'un me répondit : Vous parlez de moi ; je lui dirais : J'en suis fâché pour vous, mais vous vous désignez vous-même.

» D. Au début de votre article, vous nous comparez à ces soldats vaincus dont parle Horace :

Suave mari magno turbantibus æquora ventis...

M. Villemain, en entendant attribuer à Horace un passage de Lucrèce, ne put retenir une exclama-



tion. « Sergents de ville, s'écria le président, veillez, » et expulsez la personne qui troublerait l'audience. »

M. Cordoën, procureur impérial, bon administrateur du parquet, orateur nul, traita l'article du *Correspondant* d'œuvre « impie et antifranaïaise ». Il fit ensuite la leçon au prévenu. « Ce qui vous porte, » monsieur, à attaquer la dynastie, c'est l'orgueil, ce » sentiment qui fait que les hommes qui s'éloignent » du pouvoir deviennent les ennemis de l'autorité ; ce » que vous auriez dû emprunter à l'Angleterre, c'est » son respect pour la loi et pour l'autorité. Vous vous » prétendez privé de liberté en France, vous vous » trouvez enchaîné, bâillonné par les lois : eh bien ! » je vous dirai, moi, que la France ne craint pas la » comparaison avec l'Angleterre : elle a la liberté de » la presse, la liberté de l'enseignement, la liberté de » conscience, l'égalité civile, l'inaéiovibilité de la » magistrature, un corps électif nommé par le suffrage » universel, et, quoi que vous en disiez, j'affirme que » je vis sous un gouvernement libre. » M. Cordoën, après cette solennelle affirmation de la liberté française, et comme pour mieux la constater, invoqua l'enthousiasme spontané des populations sur le passage de l'Empereur. « Ce spectacle, ajouta-t-il, en s'adressant une dernière fois à M. de Montalembert, est un spectacle plus grand que celui des meetings anglais. » M. de Montalembert et son défenseur, M^e Berryer, méritaient un adversaire plus éloquent. M^e Berryer répondit au réquisitoire :

« D'abord peut-on faire un reproche à M. de Montalembert d'avoir affirmé qu'en France le journaliste, l'écrivain, l'éditeur lui-

même ne doit jamais se départir de la *salutaire terreur de l'avertissement*.

» En vérité, messieurs, je me demande comment il y aurait là un délit ; *l'avertissement est légal*, l'administration peut dire à chaque instant à l'écrivain : je vous avertis une fois, *deux fois*, et faites-y bien attention, à la troisième fois *je vous supprime*, j'anéantis votre journal, la pensée même de votre propriété ne m'arrêtera pas ; c'est donc un avertissement salutaire que celui qui peut prévenir une pareille suppression, et le mot salutaire est juste.

» Mais, pour qui sait les choses, et ici il faut dire toute ma pensée, car dans un débat judiciaire on ne peut parler à demi-mot et à voix basse comme on le ferait dans la chambre d'un malade : — Le bâillon officiel, c'est autre chose que l'avertissement légal ; il n'y a pas un journal qui n'ait reçu, à certain jour, la visite d'un monsieur en habit noir, ayant quelquefois l'apparence d'un homme respectable, et qui, envoyé par ordre officiel, vient, sous forme d'invitation, dire au gérant ou à l'éditeur : dans tel procès vous ne parlerez pas de ceci, dans telle discussion vous ne répondrez pas à telle attaque ; vous voudrez bien ne pas reproduire telle pièce..... Il y a même des fêtes dont on avertit de ne pas parler. »

M. le président interrompt l'orateur :

« Maître Berryer, vous parliez tout à l'heure de la chambre d'un malade, vous vous trompiez ; mais, maintenant, vous vous croyez à la tribune, vous vous êtes défendu de la pensée d'attaquer les lois, et c'est précisément ce que vous alliez faire.

» M^e Berryer : C'est précisément ce que je n'allais pas faire (*rires prolongés*), car le bâillon officiel qui intervient pour empêcher le journalisme de s'aventurer sur un terrain périlleux, ce n'est pas *l'avertissement loyal*, c'est l'avertissement administratif, avertissement qui, lui aussi, quoique illégal, doit inspirer de salutaires craintes. Et cet avertissement, on peut bien, sans crainte d'être accusé d'attaquer les lois, l'appeler *bâillon*. Ce n'est pas l'attaque à une loi, c'est tout au plus la censure de certains actes de l'administration, censure qui, aux termes mêmes des lois que vous invoquez, est expressément autorisée. »

M^e Berryer termina sa plaidoirie par cette péroraison :

« M. de Montalembert a obéi à une double inspiration : il a

voulu exprimer son regret des libertés perdues et protester énergiquement contre les écrivains soi-disant religieux, soi-disant catholiques, qui, méconnaissant tous les principes de la religion, de l'humanité et de l'honneur, ne craignaient pas d'insulter l'Angleterre et d'applaudir aux massacres de Delhi et de Cawnpore.

» En glorifiant l'Angleterre, M. de Montalembert n'a commis aucun délit, on le reconnaît ; et, quant au contraste mis en relief par l'écrit incriminé entre les institutions des deux pays, M. de Montalembert ne l'a pas cherché, il l'a trouvé. Dire que ce contraste doit cesser, le désirer, l'espérer ; ce n'est pas insulter la France, c'est l'honorer.

» Quant aux lois que vous invoquez, elles ont été faites pour défendre les institutions que M. de Montalembert défend et regrette ; vous ne voudrez donc pas les lui appliquer, et vous ne le pouvez pas, car en matière pénale on ne procède pas par analogie.

» Ah ! messieurs, ne nous faites pas un crime de nos légitimes regrets. Nous vieillissons, nous n'avons plus qu'une chaleur qui s'éteint, laissez-nous mourir tranquilles et fidèles ! Nous sommes assez malheureux de voir notre cause, notre sainte et glorieuse cause, trahie, vaincue, reniée, insultée ; laissez-nous croire que nous pouvons lui garder, au fond de nos cœurs, un inviolable attachement, laissez-nous le penser, laissez-nous le dire ! Laissez-nous garder et rappeler le souvenir de ces grands combats de la parole qui nous ont fait connaître, qui nous ont fait aimer les généreuses institutions que nous avons défendues, que nous défendrons toujours, et auxquelles nous serons fidèles jusqu'à notre dernière heure. »

M. Cordoën montra dans sa réplique la même faiblesse que dans le réquisitoire.

Le tribunal, après la plaidoirie de M^e Dufaure pour l'imprimeur Douniol, entra dans la salle du Conseil. Sa délibération dura plus d'une heure. M. le président Berthelin fit précéder le prononcé du jugement de cette allocution : « Audienciers, faites entrer les » sergents de ville (une escouade de quinze sergents » de ville est introduite dans la salle d'audience). » Gardes, surveillez attentivement le public, et si le

» moindre signe d'approbation ou d'improbation se
» fait entendre, saisissez immédiatement l'interrup-
» teur et amenez-le à la barre. Le tribunal statuera. »

M. le président lut ensuite, au milieu d'un profond silence, le jugement suivant :

« Attendu que dans la revue dite le *Correspondant*, a paru, le 25 octobre 1858, un article intitulé : *Un débat sur l'Inde au Parlement anglais* :

» Attendu qu'au cours de cet article, écrit dans un esprit de dénigrement systématique, l'auteur, par le contraste perpétuel qu'il se plaît à faire ressortir entre les institutions que la France s'est données et celles d'une puissance alliée de la France, prend à tâche de déverser l'ironie et l'outrage sur les lois politiques, les hommes et les actes du gouvernement; que trois délits : 1^o le délit d'excitation à la haine et au mépris du gouvernement; 2^o le délit d'attaque contre le principe du suffrage universel et les droits de l'autorité que le chef de l'État tient à la Constitution; et 3^o le délit d'attaque contre le respect dû aux lois et l'inviolabilité des droits qu'elles ont consacrés, ressortent de l'ensemble dudit article, et particulièrement des passages commençant par ces mots : « Quand les oreilles me tintent » page 205; « Je concède », page 205; « Au Canada », page 209; « Nous avons non seulement », page 215; « J'en étais pour ma part » page 252. « En un mot, la force », page 260; « Pendant que les réflexions », page 261; « J'ai déjà indiqué », page 266.

» Quant au quatrième délit imputé aux prévenus :

» Attendu que si, aux passages incriminés, se rencontrent des expressions qui ne devraient pas se trouver sous la plume d'un écrivain qui se respecte, et si ces expressions sont de nature à semer la désunion et l'excitation parmi les citoyens, elles ne manifestent pas suffisamment, de la part de l'auteur, l'intention de troubler la paix publique; que ce dernier délit ne se trouve donc pas complètement caractérisé;

» Que le comte de Montalembert et Douniol demeurent convaincus d'avoir commis les trois délits ci-dessus relevés à leur charge; délits prévus et punis par les articles 1^{er} et 4 du décret du 11 août 1848, 1^{er} et 3 de la loi du 27 juillet 1849.

» Faisant desdits articles application aux prévenus :

» Condamne le comte de Montalembert à six mois d'emprisonnement et 3 000 francs d'amende;

» Douniol à un mois d'emprisonnement et 1000 francs d'amende ;
 » Dit qu'ils seront solidairement tenus desdites amendes ;
 » Les renvoie sur le surplus des chefs de la prévention, les condamne aux dépens, et fixe à un an la durée de la contrainte par corps. »

La peine de six mois de prison infligée à M. de Montalembert était sévère. Heureusement ses amis apprirent, quelques jours après le procès, par l'*Indépendance belge*, qu'il ne la subirait pas. L'archevêque de Paris, d'après ce journal, sollicitait sa grâce auprès de l'Impératrice, et se croyait sûr de l'obtenir. M. de Montalembert ne pouvait accepter de pareilles sollicitations, il écrivit aussitôt la lettre suivante au prélat :

» Paris, le 29 novembre 1858. »

» A. S. ÉM. LE CARDINAL-ARCHEVÊQUE DE PARIS.

» Monseigneur,

» Le numéro de l'*Indépendance belge*, arrivé aujourd'hui à Paris, annonce que Votre Éminence, après avoir déjà fait diverses démarches dans mon intérêt, se proposerait d'intervenir auprès de l'Impératrice, à l'effet d'obtenir remise de la peine qui vient d'être prononcée contre moi.

» Je sais qu'il ne faut pas attacher une foi entière à des assertions de cette nature, mais l'immense publicité dont jouit le journal qui la contient, l'émotion que cette nouvelle a produite chez mes amis, tout me fait un devoir de signaler ce langage à Votre Éminence, et de protester, au besoin, contre les intentions qu'il suppose.

» Fier et honoré d'une condamnation qui constate ma fidélité aux principes politiques de ma vie entière, et qui vient si à propos pour justifier aux yeux de l'Europe tout ce que j'ai dit ou pensé sur la condition actuelle de la France, je n'ai en ce moment d'autre ambition que de laisser à mes juges la responsabilité de leurs actes. Je ne pourrais donc regarder que comme une véritable injure la moindre faveur émanée du pouvoir impérial.

» Au milieu des variations dont j'ai été témoin et des épreuves dont j'ai été victime, mon honneur est resté intact; c'est pour le préserver de toute atteinte, même apparente, que je me permets d'exprimer à Votre Éminence une inquiétude, peut-être superflue, mais profondément légitime.

» J'ai l'honneur d'être, Monseigneur, avec un profond respect, de Votre Éminence le très humble et très obéissant serviteur,

» CH. DE MONTALEMBERT. »

L'archevêque de Paris répondit qu'il n'avait jamais eu l'intention que lui attribuait l'*Indépendance*. M. de Montalembert s'apprêtait à vider son appel, lorsque le *Moniteur* du 2 décembre publia cette note :

« S. M. l'Empereur, à l'occasion du 2 décembre, a fait grâce à M. le comte de Montalembert de la peine prononcée contre lui. »

M. de Montalembert s'empressa d'écrire au rédacteur en chef de la feuille officielle :

« Paris, 2 décembre 1858.

» Monsieur le rédacteur,

« Le *Moniteur* de ce matin contient, dans sa partie non officielle, une nouvelle que j'apprends en le lisant. Il s'exprime ainsi :

« S. M. l'Empereur, à l'occasion du 2 décembre, a fait grâce à M. le comte de Montalembert de la peine prononcée contre lui. »

» Condamné le 24 novembre, j'ai interjeté appel de la sentence prononcée contre moi.

» Aucun pouvoir en France n'a eu, jusqu'à présent, le droit de faire remise d'une peine qui n'est pas définitive.

» Je suis de ceux qui croient encore au droit et qui n'acceptent pas de grâce.

» Je vous prie, et au besoin je vous requiers de vouloir bien insérer cette lettre dans votre prochain numéro.

» Agréez, etc.

CH. DE MONTALEMBERT. »

La note du *Moniteur* parut d'abord une spirituelle vengeance. La réflexion corrigea bientôt cette impression. Un gouvernement ne déploie pas inutilement l'appareil de la justice, il ne met pas ses organes en mouvement pour les faire servir à une malice. La grâce d'ailleurs met obstacle aux effets de la condamnation, mais elle ne la supprime pas. Le jugement subsiste. M. de Montalembert, dispensé de la prison et de l'amende, n'en restait pas moins sous le coup de la loi de sûreté générale; il figurait dans la catégorie de ceux qu'on pouvait envoyer à Cayenne ou à Lambessa.

M. de Montalembert, assisté de M^e Berryer, avait lui-même fait enregistrer son appel de jugement correctionnel. Cet appel vint devant la Cour impériale présidée par M. Perrot de Chezelles; M. le conseiller Treilhard fit le rapport de l'affaire; M. Chaix d'Est-Ange, procureur général, prononça le réquisitoire.

M. Chaix d'Est-Ange, qui avait été avocat brillant, spirituel, lettré, fut toujours possédé du démon de la politique. Député insignifiant sous Louis-Philippe, il comprit que sa médiocrité trouverait sa place sous l'Empire : il se rallia. L'idée de porter à son tour la toque au triple galon d'or de procureur général près la Cour impériale de Paris lui souriait, mais M. Rouland la tenait ferme sur sa tête. Lorsque M. Fortoul mourut, on lui chercha un successeur? M. Chaix d'Est-Ange eut l'occasion de parler de M. Rouland à l'Empereur, et de le proposer comme ministre de l'instruction publique. Il fut accepté; sa place de procureur général devint vacante, et M. Chaix d'Est-

Ange n'eut pas de peine à l'obtenir. Moins ferme que M. Rouland, plus éloquent que M. Vaïsse, il montra qu'un avocat mordant peut n'être qu'un filandreux orateur de parquet; aussi faible sur son siège de magistrat que sur son banc de député, il s'acquitta du travail de sa charge sans la remplir. M. de Montalembert, ancien *témoin* du président de la République, se posant en ennemi de l'Empereur, le promoteur de la campagne de Rome à l'intérieur, attaquant l'arbitraire impérial, prêtait le flanc à l'attaque. M. Chaix d'Est-Ange manqua de vigueur et fournit à l'accusé une occasion qu'il cherchait depuis longtemps d'expliquer sa conduite à l'époque du coup d'État, M^e Berryer se chargea de ce soin :

» Arrive le 2 décembre 1851. Le 2 décembre, quelle a été la conduite de M. de Montalembert? La voici : il faut des explications entières.

» M. de Montalembert faisait partie d'une réunion de représentants qu'on appelait le *Cercle des Pyramides*, et il la présidait.

» Le 2 décembre paraît une proclamation du président contenant ces mots : Mon devoir est de maintenir la République..... ; ma cause est celle de la France régénérée en 1789 ; » mais contenant encore bien d'autres choses. A la nouvelle de la violation de la constitution, la majorité des représentants se réunit à la mairie du X^e arrondissement. Là, sur ma propre motion, la déchéance du président de la République est prononcée ; injonction est faite à la haute Cour de justice de procéder par lui comme prévenu du crime de haute trahison.

» De son côté, M. de Montalembert apprend l'arrestation de 240 de ses collègues, les violences qui ont été exercées ; aussitôt, il se rend au lieu des séances de la réunion qu'il préside, et là, il propose une protestation et la signe comme président de la réunion de la rue des Pyramides. La protestation la voici :

» *M. le président* : M^e Berryer, il me semble que ce que vous dites là est inutile à la défense.

M^e Berryer : Je vous demande pardon, monsieur le président ; je

défends un homme politique que l'on accuse d'être inconséquent avec lui-même ; et je ne sache pas que, pour un homme à qui l'on vient dire qu'il a désiré, prôné et voté un gouvernement, il ne soit pas d'un besoin impérieux de mettre en lumière ses véritables actes.

» *M. le président* : Vous croyez donc la lecture de cet acte bien nécessaire ?

» *M^e Berryer* : Je la crois indispensable.

» *M. le président* : Eh bien ! alors, faites-la rapidement.

» *M^e Berryer* : Très rapidement. Voici la protestation :

« *Dans l'impossibilité de se réunir au palais de l'Assemblée, les soussignés, représentants du peuple à l'Assemblée législative, déclarent protester contre la dissolution de l'Assemblée nationale et contre sa dispersion par la violence.*

» *Fait à Paris, le 2 décembre 1851, à deux heures après midi.*

CH. DE MONTALEMBERT, LÉON FAUCHER, etc. »

» Il y a soixante signatures. Cette protestation est un acte public. Elle a été portée au président de l'Assemblée, M. Dupin. M. Dupin en a accusé réception par une lettre que j'ai entre les mains et dont voici le texte :

« *Mon cher collègue, selon votre désir, j'ai fait effectuer le dépôt de votre protestation qui demeurera jointe à la mienne dans les archives de l'Assemblée. Mon frère a aussi adhéré.*

» (Rires prolongés.)

» DUPIN. » (Les rires redoublent.)

» Une commission consultative est nommée par le dictateur. Le nom de M. de Montalembert y est porté avec plusieurs autres. Voici la lettre que les élus ont adressée au rédacteur du *Moniteur*, le 3 décembre 1851 (1), dont l'insertion a été refusée, mais dont les signatures que voici sur l'original garantissent l'authenticité :

« Monsieur le rédacteur,

» Dans votre numéro de ce matin, vous annoncez que nous sommes appelés à faire partie d'une commission consultative créée par un décret d'hier.

(1) L'insertion de cette lettre a été refusée par ordre des ministres réunis en conseil.

» Nous vous prions de vouloir bien faire savoir à vos lecteurs que,
» en présence de l'injuste et douloureuse incarcération d'un si
» grand nombre de nos collègues et amis, nous n'acceptons pas ces
» fonctions.

» Aux termes de la loi, nous vous demandons l'insertion de cette
» lettre.

» Agrérez, etc. »

(Suivent les signatures.)

» Voilà pour les journées du 2 et du 3 décembre. Postérieurement M. de Montalembert écrit une lettre publique, en date du 12 décembre, lettre qui a eu du retentissement, et qui, en effet, comme l'a dit M. le procureur général, a pour but d'engager à voter pour le président de la République, à l'occasion du plébiscite qui allait être soumis au suffrage universel. Dans cette lettre, il examine trois questions : Faut-il voter contre ? Faut-il s'abstenir ? Faut-il voter pour ? M. de Montalembert, le 12 décembre, croit que, vu les circonstances, il n'y a pas d'autre parti à prendre que de voter pour le président de la République. « Je me dispense d'examiner, dit-il, si
» le coup d'État, que chacun prévoyait, pouvait être exécuté dans un
» autre moment et par un autre mode. Il me faudrait, pour cela,
» remonter aux causes qui l'ont amené, et juger des personnes qui
» ne peuvent aujourd'hui me répondre. » -- Plus loin, il examine les différents partis : voter contre, c'est inutile ; s'abstenir, ce serait renoncer à sa qualité de citoyen : « Voter pour Louis-Napoléon, ce
» n'est pas approuver ce qu'il a fait ; c'est choisir entre lui et la
» ruine totale de la France.... Ce n'est pas sanctionner d'avance les
» erreurs ou les fautes que pourra commettre un gouvernement,
» faillible comme toutes les puissances d'ici-has.... Remarquez bien
» que je ne prêche ni la confiance absolue, ni le dévouement illi-
» mité ; je ne me donne sans réserve à personne. » — Voilà la lettre de M. de Montalembert, voilà son adhésion. Le vote du 20 décembre a lieu : il ne s'agit pas de critiquer ; mais il faut bien rappeler quels sont les actes qui suivent immédiatement le 20 décembre. M. de Montalembert a le droit de protester contre l'inconséquence dont vous l'accusez.

» Que voit-il ? Quelques jours après, un décret d'omnipotence qui expulse, qui expatrie, qui chasse de France quatre-vingts citoyens des plus distingués, et parmi eux ces illustres généraux à qui la capitale devait de n'avoir pas été livrée au pillage et de n'être pas devenue un monceau de décombres.

» A ce décret, que voit-il succéder ? Le 22 janvier 1852, le décret relatif aux biens de la maison d'Orléans, un décret qui porte atteinte au principe de la propriété. M. de Montalembert

le considère comme la violation d'un droit fondamental de la société.

» *M. le président* : Maître Berryer, vous ne pouvez pas attaquer un acte souverain.

» *M^e Berryer* : Je n'attaque en aucune manière ; je dis seulement que cet acte a dû être jugé par un homme qui croyait qu'il y avait là une confiscation. La pensée de M. de Montalembert était celle de M. le procureur général ; pas de vous, monsieur le procureur général, mais de l'autre qu'on a restitué à la cour de cassation. (*Nouveau mouvement.*) Voici en quels termes (je ne lirai pas cette lettre en entier) M. Dupin s'exprimait : « En ce moment, au point » de vue du droit civil, du droit privé, de l'équité naturelle et de » toutes les notions chrétiennes du juste et de l'injuste, que je » nourris dans mon âme depuis plus de cinquante ans, comme juris- » consulte et comme magistrat, j'éprouve le besoin de me démettre » de mes fonctions de procureur général (1). » (*La voix de l'orateur est couverte par les éclats de rire de l'auditoire.*)

Voilà l'impression de M. Dupin ; c'était aussi celle de M. de Montalembert : le même jour il avait protesté aussi publiquement qu'il l'avait pu en quittant la commission consultative ; le *Moniteur* le constate.

» Ensuite est venu le *décret organique de la presse* du 17 janvier 1852. C'est la loi ; il ne s'agit pas de la discuter. Mais ne perdons pas de vue les impressions qui ont dû dominer l'âme de M. de Montalembert, surtout en présence des dispositions de l'article 32 de cette loi. C'est sous l'empire de ces impressions qu'il s'est séparé de vous. Il n'y a plus à lui opposer sa conduite au 2 décembre : c'est un reproche injuste à l'aide duquel on s'efforce de diminuer son caractère. C'est à cela que j'ai voulu répondre ; je crois l'avoir fait. »

M. de Montalembert se lavera difficilement du reproche d'avoir contribué au coup d'État par l'éclat de ses terreurs, par ses déclamations contre la presse, contre les réunions publiques, par l'exagération de son langage sur les dangers que le socialisme faisait courir à la France, par son alliance avec M. Louis-Napoléon Bonaparte. Le gouvernement, en lui cher-

(1) Lettre de M. Dupin aîné au Prince-président de la République. Paris, 23 janvier 1852.

chant en quelque sorte une querelle personnelle, lui permit, sinon de se disculper entièrement de toute complicité dans l'avènement de l'Empire, du moins de proclamer de la façon la plus éclatante sa rupture avec lui : ses amis profitèrent tout de suite de cet avantage, et le proclamèrent bien haut : « Les banes » de la police correctionnelle n'auront pas nui à » M. de Montalembert. Il s'y est présenté ayant pour » loyaux témoins et pour défenseurs illustres ceux » qu'il avait autrefois combattus, pour accusateurs » ceux qu'il avait un moment secourus ; il a eu l'oc- » casion de venger l'honneur et l'unité de sa vie con- » tre d'injustes attaques ; il est sorti de cette épreuve » plus grand aux yeux de l'Europe, plus libre envers » son propre passé qu'il n'y était entré (1). »

Un autre bénéfice de ce procès fut, pour M. de Montalembert, de n'être plus exposé à être envoyé à Lambessa et à Cayenne, car la Cour, amendant l'arrêt du tribunal, ne visa pas l'art. 1^{er} du 27 juillet 1849 qui l'assujettissait à l'application de la loi de sûreté générale.

L'Empereur, condamné de son côté à la clémence, fit insérer une seconde note dans le *Moniteur* :

« L'Empereur, renouvelant sa première décision, a fait remise à M. le comte de Montalembert des peines définitivement prononcées contre lui par l'arrêt de la Cour impériale de Paris du 21 décembre 1858.

» Sa Majesté a également fait remise à M. Douniol, gérant du *Cor-*

(1) *Procès de M. de Montalembert au sujet de son écrit intitulé : Un débat sur l'Inde au Parlement anglais* (avant-propos). Bruxelles, Librairie polytechnique, 1859.

respondant, de la peine d'emprisonnement prononcée contre lui par le jugement du 24 novembre. »

L'effet de ce procès fut grand surtout à l'étranger. L'écho des débats ne put s'étendre et se prolonger en France. Le décret organique du 15 février 1852 interdisait aux journaux la reproduction des procès de presse; la sentence seule pouvait être publiée.

La mort, quelques mois avant cette affaire, avait enlevé la duchesse d'Orléans à ses enfants et à ses amis.

La duchesse d'Orléans, en quittant la Chambre des députés, le 24 février, s'était réfugiée aux Invalides, où M. Odilon Barrot vint la prévenir qu'il fallait chercher une autre retraite. Elle se rendit à pied, donnant le bras à M. de Mornay et suivie du comte de Paris tenant la main de M. de Lasteyrie, chez M. Anatole de Montesquieu : elle repartit bientôt pour le château de Bligny appartenant au fils de son hôte. Le duc de Chartres, séparé d'elle depuis deux jours, l'y rejoignit le 27 février; elle se mit en route, au milieu d'une tempête affreuse, traversa la Belgique et s'établit à Eisenach dans les premiers jours de mars 1848; c'est là que lui parvint la nouvelle du coup d'État du 2 décembre.

La fusion avait été, entre la duchesse d'Orléans et sa famille, l'occasion de dissentiments d'une certaine vivacité : « Sur une question qui ne pouvait avoir au » plus qu'un intérêt d'avenir éloigné, elle a parlé au- » trement que quelques-uns de ses amis et que les » conseillers naturels auxquels elle aurait le plus vo-

» lontiers cédé sur tout, sauf sur ses devoirs, tels
» qu'elle les envisageait. Deux idées ont dirigé toute
» sa conduite, l'une à l'égard de son pays, l'autre à
» l'égard de ses enfants. Vis-à-vis de son pays, de
» cette partie du moins qui n'avait pas voulu le
» 24 février, elle se croyait engagée par le pacte
» de 1830, qui confiait à la famille d'Orléans le dépôt
» de ses libertés; vis-à-vis de ses enfants, elle se
» croyait le devoir de garder leur avenir intact et sans
» engagement. Elle ne se croyait pas libre de disposer
» de ce qu'elle regardait comme un dépôt entre ses
» mains, jusqu'au moment où elle en rendrait compte
» à ses fils (1). »

La duchesse d'Orléans passa l'hiver de 1856 en Italie. Le printemps la ramena en Angleterre. Elle y vécut pendant un an encore, au milieu des soins minutieux que sa faible santé rendait toujours nécessaires. Le 9 mai, elle fut prise de quintes de toux suivies de syncopes et de crises nerveuses; personne n'eut l'idée d'un danger pour elle, et elle moins que personne. Sa conversation n'avait rien perdu de sa vivacité ordinaire, elle augmentait quand ses fils entraient dans sa chambre. Le médecin la suppliait de ne pas tant leur parler : « Laissez-moi au moins les regarder, » lui dit-elle.

Le 17 mai, elle resta quelque temps sans connaissance à la suite de suffocations et de faiblesses. Le médecin s'approcha d'elle pour lui tâter le pouls. S'étonnant de tant de soins : « Vous me croyez donc

(1) *Madame la duchesse d'Orléans*, 1 vol. in-18. Michel Lévy.

bien malade? » dit-elle. M. Gueneau de Mussy, déjà troublé, éluda la question et reprit : « Et vous, madame, comment vous trouvez-vous? — Mais pas mal : j'ai été bien souvent ainsi... Je voudrais me reposer. »

M. Gueneau de Mussy, retiré dans la pièce voisine, écrivait des billets pour donner des nouvelles de la malade. Le silence était si profond, qu'une amie, restée près de la porte, fut traversée d'un affreux pressentiment. « Il me semble qu'on est bien silencieux ici, » dit-elle à M. de Mussy. Il rentra dans la chambre de la princesse, jeta un regard sur elle, et sortit en levant les bras au ciel. Le passage d'une vie à l'autre avait été si doux, que les deux femmes restées près de son lit, les yeux fixés sur elle, n'avaient pas aperçu une altération dans ses traits, un changement dans sa physionomie; seulement son visage, sur lequel était revenue la jeunesse presque enfantine, avait pris une blancheur plus mate. La tolérance de l'évêque catholique permit de la déposer dans la chapelle de Weydbrige, entre la duchesse de Nemours et Louis-Philippe. Elle demanda dans son testament de reposer, plus tard, dans la chapelle mortuaire de Dreux auprès de son mari (1).

(1) *Madame la duchesse d'Orléans.*

CHAPITRE X.

COMMENCEMENT DE LA GUERRE D'ITALIE.

1859.

SOMMAIRE. — Situation morale de l'Empire. — Il est obligé de *faire quelque chose*. — Il se décide à faire la guerre. — Il hésite entre une guerre en faveur de la Pologne et une guerre en faveur de l'Italie. — Cause de son irrésolution. — Il se décide pour la guerre italienne. — La Sardaigne et l'Italie. — M. de Cavour. — Il est mandé à Plombières. — La réception du 1^{er} janvier. — Mariage du prince Napoléon avec la princesse de Savoie. — Discours de l'Empereur à l'ouverture de la session législative. — Comment Paris et la France apprennent qu'une nouvelle guerre est probable. — Discussion au Corps législatif sur la guerre. — Proposition de M. Jules Brame. — Proposition de M. Ernest Picard. — Situation de l'Italie. — Les duchés. — Naples. — Le muratisme. — Le gouvernement cherche à tromper l'opinion publique sur le maintien de la paix. — Note du *Moniteur*. — Le Codgès. — Alarques de M. Cavour. — Préparatifs de guerre. — Formation de l'armée. — L'opinion publique et la guerre. — L'Impératrice est déclarée régente. — Ultimatum de l'Autriche. — Départ de l'Empereur pour l'armée. — Premières opérations militaires. — Combat de Montebello, de Palestro et de Turbigo. — Bataille de Magenta. — Entrée des Français à Milan.

L'Empire, maître de l'administration, du budget, de l'armée, du clergé, du Corps législatif et du Sénat, arbitre souverain de la presse, armé d'une loi qui lui permettait d'envoyer à volonté ses ennemis à Cayenne ou à Lambessa, n'avait jamais paru si fort, en apparence et plus assuré de sa durée. En réalité, il était toujours aussi inquiet du lendemain et toujours aussi tourmenté de l'impuissance de vivre par lui-même. Il se sentait encore une fois acculé à la nécessité de

faire quelque chose pour secouer la France de ce silence mystérieux, de ce calme menaçant qui est le résultat et en même temps l'effroi de la tyrannie. Ce *quelque chose* c'était la guerre. L'Empire avait entrepris l'expédition de Crimée pour faire oublier à la nation la campagne de Décembre, et à l'armée ses anciens chefs. Une nouvelle guerre devenait nécessaire pour faire oublier à la France la liberté. L'Empereur, jetant un regard sur la carte de l'Europe, y chercha le théâtre d'un nouveau drame militaire. La Pologne et l'Italie lui parurent deux terrains propices. Lequel choisirait-il ?

Le gouvernement impérial semblait décidé, au printemps de l'année 1855, à pousser vigoureusement la guerre contre la Russie et à l'attaquer par son côté le plus vulnérable. La guerre de Crimée, pour employer une expression alors en usage, ne passionnait pas l'opinion. Le gouvernement impérial comprit qu'il fallait en modifier le caractère et lui donner un double but : rendre à la fois leur indépendance à la Turquie et à la Pologne. M. de Persigny reçut donc l'ordre de sonder le gouvernement anglais pour savoir s'il se prêterait à une revendication des traités de 1815 en ce qui concerne la Pologne. L'Angleterre visait la Russie d'un autre côté. Les ouvertures de M. de Persigny restèrent sans résultat. La question polonaise aurait pu surgir de nouveau si le gouvernement impérial n'avait pas été si pressé d'escompter la prise de Sébastopol. Les négociations s'étant ouvertes à la mort de Nicolas, le gouvernement impérial s'efforça d'y faire comprendre le rétablissement du royaume

de Pologne dans les conditions stipulées par le congrès de Vienne ; l'Angleterre refusa encore une fois de s'associer à cette tentative. Napoléon III, piqué contre son alliée, se rapprocha de la Russie. Après avoir poussé si vivement à la guerre contre cette nation, il se montra dans le congrès très amical pour son ancienne ennemie, tandis que l'Angleterre, si lente à se mettre en campagne, devint très hostile à la Russie et seconda les exigences de l'Autriche qui, sans avoir rien fait, voulait tout avoir. Le rapprochement entre la France et la Russie inquiétait cependant l'Angleterre ; elle mit à son tour la Pologne en avant. L'Autriche, en se joignant à elle, aurait servi ses propres intérêts plus qu'elle ne le supposait ; elle ne le fit pas ; c'est alors que la question italienne fut posée.

Napoléon III, craignant d'éveiller les soupçons du parti clérical tout prêt à se rallier à l'idée d'une guerre en faveur de la Pologne, hésita longtemps avant de s'engager sur le terrain de l'Italie. « On a osé me parler de la Pologne, » dit le Czar à ses ministres en rentrant à Saint-Pétersbourg après l'entrevue de Stuttgart. Cette réponse prouve que Napoléon III espéra longtemps que la Russie consentirait à faire quelque chose en faveur de la Pologne. La froideur avec laquelle les ouvertures de Napoléon III furent reçues par Alexandre II, désabusa le chef du gouvernement impérial sans troubler la bonne intelligence entre les deux souverains. La France et la Russie, entraînant la Prusse avec elles, votèrent ensemble contre l'Angleterre et l'Autriche dans toutes

les conférences qui eurent lieu pendant les quatre années qui succédèrent à la guerre de Crimée. Le gouvernement impérial, grâce à l'appui de la Russie et de la Prusse, put mener à bonne fin l'union administrative des provinces danubiennes, prélude de l'union complète opérée par le suffrage populaire, premier essai d'une politique qui devait être imitée bientôt dans d'autres pays. L'union des provinces danubiennes fut un vrai coup de théâtre. L'Angleterre se demanda par quel brusque changement Napoléon III, après avoir sacrifié tant d'hommes et tant de millions pour maintenir l'intégrité de l'Empire ottoman, devenait le défenseur de ses vassaux révoltés et de ses ennemis en créant un hospodar indépendant, en envoyant les vaisseaux *l'Algésiras* et *l'Impétueuse* dans les eaux de Raguse pour protéger le prince de Montenegro, et en favorisant en Serbie un changement de dynastie contraire aux vœux de la Porte.

L'Italie avait pour champion le roi de Sardaigne secondé par M. de Cavour. Napoléon III avait dit un jour à ce ministre : « Il n'y a que trois hommes en » Europe, nous deux et un troisième que je ne nom- » merai pas (1). » M. de Cavour méritait cet éloge. Véritable dictateur du royaume, il dirigeait tout, l'intérieur et l'extérieur, et subordonnait tout à ce but : la guerre. Faut-il qu'elle éclate, vaisseaux, artillerie, fortifications, argent, tout est prêt ; M. de Cavour, ministre des finances, y a pourvu. L'opinion publique

(1) L'Empereur avait eu l'occasion de voir M. de Bismark.

a-t-elle besoin d'être excitée, les lettres de Joseph de Maistre, brûlantes de patriotisme et de haine contre l'Autriche, sont publiées par les soins de M. de Cavour, ministre de l'intérieur. Le Piémont cherche-t-il des alliés, M. de Cavour, ministre des affaires étrangères, lui en trouvera; il caresse la Prusse, il gagne la Russie, il s'efforce de regagner l'Angleterre. Il donne à la cause de l'indépendance italienne deux appuis : le sentiment monarchique se confiant à la révolution, et la révolution donnant la main à la monarchie par sentiment national. Turin est devenu la ville sacrée de la Péninsule, tous les peuples de l'Italie et de l'Europe ont les yeux sur elle, et l'Europe a les yeux sur Cavour.

La nouvelle de l'attentat d'Orsini tomba sur lui comme un coup de foudre. Quel effet cet attentat commis par un Italien allait-il produire sur Napoléon III, déjà peut-être ébranlé dans ses projets par la froideur de l'Angleterre? L'empereur des Français, sans s'expliquer, commença par exiger du Piémont une loi contre les réfugiés, semblable à celle dont la présentation venait de causer la chute de lord Palmerston. M. de Cavour dut se résigner à présenter cette loi qui ne fut pas votée sans de vives et pénibles discussions. Le chef du cabinet de Turin, toujours inquiet sur les intentions du maître de la France au sujet de l'Italie, était allé chercher quelques jours de repos en Suisse. Une lettre de Napoléon III vint le trouver à Genève, dans les premiers jours du mois de juillet. L'Empereur lui donnait rendez-vous à Plombières.

M. de Cavour se rendit dans cette ville par un détour avec un passeport portant un nom supposé. Les détails exacts de la conférence qui eut lieu entre Napoléon III et le ministre italien resteront probablement toujours secrets. Les clauses de la convention conclue entre la France et le Piémont sont pourtant connues, sauf la première qui déterminait la nature, le lieu et le prétexte de la rupture avec l'Autriche : elles portaient la création d'un royaume d'Italie du Nord s'étendant jusqu'à l'Adriatique et comprenant les duchés de Parme et de Modène, et la Toscane agrandie de la portion des États pontificaux située au versant des Apennins. Le Piémont, en retour, cédait à la France Nice et la Savoie.

Le reste de l'année 1858 s'écoula pour le Piémont en préparatifs militaires.

Le 1^{er} janvier 1859, un ancien officier autrichien, le major Frazer, connu dans le monde du jockey-club, parut à midi sur le boulevard des Italiens devant le passage de l'Opéra, où se réunissent les courtiers marrons de la Bourse. Le major Frazer donna l'ordre à l'un de ces courtiers de vendre pour son compte une certaine quantité de rente. Les financiers du passage de l'Opéra, qui connaissaient les relations du major Frazer avec la diplomatie, accoururent et lui demandèrent quelle nouvelle lui faisait croire à la baisse; il répondit en racontant qu'une espèce de scène venait de se passer aux Tuileries entre l'Empereur et l'ambassadeur d'Autriche, scène dont M. de Hubner venait de lui faire le récit. La nouvelle se répandit du passage de l'Opéra dans

Paris, et de là dans la France entière, qui, réveillée brusquement de sa quiétude, se trouva en présence d'une guerre à laquelle personne ne s'attendait. Les alarmes étaient d'autant plus grandes, que le *Moniteur* gardait le silence sur l'incident de la réception officielle du 1^{er} janvier. Le 4 seulement, on lut dans le *Constitutionnel* la note suivante :

« A la réception du Corps diplomatique aux Tuileries le 1^{er} janvier, l'Empereur a adressé à M. de Hubner, ambassadeur d'Autriche, des paroles qui, commentées dans le public, ont produit une certaine émotion. Nous sommes en mesure de reproduire textuellement le langage de Sa Majesté :

« Je regrette que nos relations avec votre gouvernement ne soient » pas aussi bonnes que par le passé. Je vous prie de dire à l'Em- » pereur que mes sentiments personnels pour lui ne sont pas » changés. »

Ces lignes officieuses impressionnèrent si vivement l'opinion, que le gouvernement jugea nécessaire d'en combattre l'effet par cette note du *Moniteur* :

« Depuis quelques jours, l'opinion publique est agitée par des bruits alarmants auxquels il est du devoir du gouvernement de mettre un terme, en déclarant que rien dans nos relations diplomatiques n'autorise les craintes que ces bruits tendent à faire naître. »

La cause du refroidissement survenu dans les relations entre Paris et Vienne, c'était l'Italie; personne n'en doutait; cependant la presse officieuse, obéissant à un mot d'ordre et cherchant à donner le change, attribuait ce refroidissement aux affaires des principautés danubiennes et à celles de Servie.

La note suivante, quelque temps après, insérée au

Moniteur, démentait cette tactique; elle était un indice certain de graves et prochains événements en Italie :

« Par décret impérial en date du 12 janvier 1859, M. Rouher, ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, est chargé de l'intérim du ministère de l'Algérie pendant l'absence de S. A. I. le prince Napoléon.

» *Paris, 13 janvier.* — Le prince Napoléon est parti ce soir pour Turin. L'absence de Son Altesse Impériale sera de peu de durée. »

Le *Constitutionnel* ajoutait que le prince Napoléon allait se marier avec la fille de Victor-Emmanuel, et que les fiançailles du prince seraient célébrées le 17 janvier. Le général Niel, aide de camp de l'Empereur, avait été chargé de faire la demande de mariage. Le roi de Sardaigne, en annonçant l'union prochaine de sa fille aux députations des deux Chambres qui venaient lui présenter l'adresse en réponse au discours du trône, termina son discours par ces paroles significatives : « L'année commence » bien, j'espère qu'elle se terminera mieux encore; » cette alliance pourra devenir une source d'avantages pour les éventualités futures. »

Le ministère de l'intérieur en France faisait, pendant ce temps-là, interdire la distribution de l'*Indépendance belge*, parce que ce journal persistait dans ses assertions relatives à l'existence d'un traité offensif et défensif entre la France et le Piémont. Ces mesures n'empêchaient pas le public de se dire que le roi de Sardaigne n'aurait pas consenti à s'allier à la famille Bonaparte sans un intérêt pressant, celui

de s'assurer un auxiliaire contre l'Autriche. La signature du contrat de mariage de la princesse Clotilde avait été précédée en effet de la signature du traité annoncé par l'*Indépendance belge*. Le mariage fut célébré le 30 janvier. Les deux époux arrivèrent le 4 février à Paris, où l'Empereur et l'Impératrice les attendaient aux Tuileries.

L'ouverture de la session législative eut lieu trois jours après l'arrivée de la princesse Clotilde. Le discours de l'Empereur, attendu avec la plus vive impatience, contenait ce passage relatif à la grande question du moment :

» Depuis quelque temps, l'état de l'Italie et sa
» situation anormale ne peuvent être maintenus que
» par des troupes étrangères qui inquiètent juste-
» ment la diplomatie. Ce n'est pas néanmoins un
» motif suffisant de croire à la guerre. Que les uns
» l'appellent de tous leurs vœux sans raisons légi-
» times ; que les autres, dans leurs craintes exagé-
» rées, se plaisent à montrer à la France les périls
» d'une nouvelle coalition, je resterai inébranlable
» dans les voies du droit, de la justice et de l'hon-
» neur national, et mon gouvernement ne se lais-
» sera ni entraîner, ni intimider, parce que ma poli-
» tique ne sera ni pusillanime, ni provocatrice.

» Loin de nous donc ces fausses alarmes, ces
» défiances injustes, ces défaillances intéressées. La
» paix, je l'espère, ne sera point troublée. Reprenez
» avec calme le cours de vos travaux. »

M. de Morny, prenant le lendemain la parole comme président du Corps législatif, développa cette



double pensée, que rien ne peut s'accomplir de notre temps sans le concours de l'opinion publique, et que rien n'est plus efficace que la part d'influence réservée par la constitution aux élus du pays. Propositions hardies, dans un moment où la guerre la plus discutée par l'opinion publique allait commencer sans que le pays eût été le moins du monde consulté, et chez une nation où le contrôle de la Chambre s'exerçait dans les tristes conditions que nous savons.

Ces deux discours ne changèrent rien à la disposition des esprits, fort partagés au sujet de la prochaine guerre. Les partisans de l'ancien régime, les légitimistes de toutes les nuances, les cléricaux, les conservateurs timorés, criaient aussi haut contre la guerre que les agioteurs et les banquiers; plusieurs chambres de commerce parlaient déjà de se réunir pour rédiger des adresses contraires à la politique du gouvernement en faveur de l'Italie. Le gouvernement coupa court à ces manifestations pacifiques, mais en même temps, pour tenir la balance et laisser les esprits en suspens, il frappa d'un avertissement le journal *la Presse*, à cause d'un article belliqueux sur la crise italienne, « considérant qu'une telle » polémique est de nature à jeter dans les esprits des » inquiétudes mal fondées ».

Le 5 mars, le *Moniteur* publia une note très violente contre les auteurs de « rumeurs vagues et » absurdes » signalant l'imminence de la guerre : « Qui donc peut avoir le droit d'égarer aussi outre- » geusement les esprits, d'alarmer aussi gratuitement » les intérêts ! Qui pourrait montrer les éléments, si

» menus qu'on le veuille, de ces accusations générales que la malveillance invente, que la crédulité colporte et que la sottise accepte ! » La note officielle ajoutait qu'il était impossible à un homme de bon sens de croire à la guerre, en présence des faits les plus propres à « rassurer les esprits sincères et à » faire justice des allégations des hommes intéressés » à jeter du doute sur les pensées les plus loyales, » et des nuages sur les situations les plus claires ».

Les torys avaient remplacé les wighs au pouvoir en Angleterre ; l'Italie ne perdait pas grand'chose au change. Lord Palmerston ne montrait plus, depuis quelque temps, que de l'aigreur au Piémont ; lord Derby se tint sur la réserve. Le commerce de Gênes était si convaincu pourtant de l'hostilité de l'Angleterre, qu'au mois de mars 1859 on n'aurait pas trouvé un armateur capable de fréter un navire à destination pour Liverpool. Le bruit d'un congrès commençait à circuler et à défrayer les conversations à Turin ; M. de Cavour n'y voulait pas croire. Un de ses amis, se rendant chez lui, trouva dans le vestibule son valet de chambre qui lisait les journaux : « Eh bien, lui dit-il, nous avons la paix. — Ah ! pour cela non, répondit le valet ; les gazettes ne savent pas ce qu'elles disent, M. le comte est trop content. » La paix, en effet, c'était la ruine du Piémont, il lui fallait la guerre à tout prix, et M. de Cavour tremblait de perdre l'occasion de l'engager. « Nous avons été amenés » peu à peu à entreprendre une œuvre pleine de gloire » et de justice, mais excessivement périlleuse. Nous » n'avons pas assez tenu compte de l'égoïsme déve-

» loppé dans les sociétés modernes par les intérêts matériels. Malgré cet obstacle, j'espère que nous réussirons. L'Italie est mûre : l'expérience acquise en 1848 a porté ses fruits. Il n'y a plus ni Guelfes ni Gibelins. Sauf quelques exceptions insignifiantes, des Alpes à l'Adriatique il n'y a qu'un drapeau : celui de Victor-Emmanuel (1). »

Napoléon III, toujours incertain et irrésolu, influencé tantôt par le prince Napoléon, tantôt par l'Impératrice, mettant dans la balance les avantages et les inconvénients de cette guerre au point de vue de ses intérêts dynastiques, et ne sachant quel plateau l'emportait décidément, passait à chaque instant d'une résolution à l'autre. La crainte d'allumer un incendie général l'avait longtemps empêché d'aborder résolument la question italienne. La Russie pouvait seule, par son appui, permettre à la guerre de garder un caractère local. Il devint bientôt certain que la Russie se prêterait à toutes les combinaisons pour amener ce résultat. L'Angleterre inquiète envoya lord Cowley à Vienne, avec la mission difficile de trouver un arrangement de nature à empêcher une rupture entre l'Autriche et le Piémont, par conséquent entre l'Autriche et la France. Évacuation des États romains par les troupes françaises et autrichiennes ; renonciation, par l'Autriche, aux traités signés avec les princes italiens et à l'occupation de leurs États ; préparation des réformes sollicitées par les peuples italiens, tels étaient les points sur lesquels

(1) Lettre écrite par M. de Cavour à M. W. de la Rive, 20 mars 1859.

portaient les négociations des diplomates anglais. L'Autriche demanda si ces concessions lui assureraient la garantie de ses possessions en Italie. L'Angleterre s'adressa tout de suite à la Sardaigne pour recevoir des éclaircissements à ce sujet. La réponse de M. de Cavour ne laissa guère d'illusion à l'Autriche; elle déclarait que les dangers d'une guerre ou d'une révolution ne pouvaient être conjurés momentanément que par la création d'un gouvernement national séparé pour la Lombardie et pour la Vénétie, la cession de l'occupation des Romagnes, la reconnaissance du principe de non-intervention, l'établissement, à Modène et à Parme, d'institutions analogues à celles du Piémont, le rétablissement de la constitution en Toscane. M. de Cavour terminait ainsi « Puisse l'Angleterre obtenir la réalisation de » ces conditions! L'Italie soulagée et pacifiée la bénira, et la Sardaigne, qui a tant de fois invoqué son » concours et son aide en faveur de ses concitoyens » malheureux, lui vouera une reconnaissance irrép- » rissable. »

L'Angleterre ne pouvait plus se faire illusion sur le succès de la mission de lord Cowley. La guerre était imminente. La presse anglaise accusait le gouvernement impérial de se livrer à des armements considérables et d'entretenir l'effervescence des esprits en Italie. Le *Moniteur* du 5 mars 1859 publia une note en réponse à ces accusations :

« L'Empereur n'a rien à cacher, rien à désavouer, soit dans ses préoccupations, soit dans ses alliances. L'intérêt français domine sa politique et justifie sa vigilance.

» En face des inquiétudes mal fondées, nous aimons à le croire qui ont ému le Piémont, l'Empereur a promis au roi de Sardaigne de le défendre contre tout acte agressif de l'Autriche, il n'a promis rien de plus, et l'on sait qu'il tiendra parole.

» Est-ce là des rêves de guerre ? Depuis quand n'est-il plus conforme aux règles de la prudence de prévoir les difficultés plus ou moins prochaines et d'en peser les conséquences ?

» Nous venons d'indiquer ce qu'il y a de réel dans les pensées, dans les devoirs et dans les dispositions de l'Empereur ; tout ce que les exagérations de la presse y ont ajouté est *imagination, mensonge et délire*. »

Lord Cowley cherchait toujours à Vienne la possibilité d'un arrangement. Le prince Gortschakoff invoqua le vœu exprimé par les plénipotentiaires du Congrès de Paris que les États entre lesquels s'élèverait un dissentiment sérieux, acceptassent la médiation d'une puissance amie avant d'en venir aux armes. Il proposait un congrès. Les cabinets de Paris, de Londres et de Berlin l'acceptèrent. Le Piémont qui en était exclu protesta.

L'Autriche, le 22 mars 1859, consentit à se rendre au Congrès, à la condition qu'il y aurait désarmement préalable de la part du Piémont. L'Angleterre insistait auprès de Napoléon III pour qu'il engageât le Piémont à se résigner à cette condition. Napoléon III consentit à prêter ses bons offices pour amener le désarmement, à condition que le Piémont et tous les autres États italiens feraient partie du congrès.

L'Angleterre demanda dans la note suivante, qui fut le dernier acte de l'espèce de médiation qu'elle avait tentée :

« 1° Qu'on effectuerait au préalable un désarmement général et simultané ;

» 2^o Que ce désarmement serait réglé par une commission militaire indépendante du congrès, et composée de six commissaires, un pour chacune des cinq puissances¹, le sixième pour la Sardaigne ;

3^o Qu'aussitôt cette commission réunie, le congrès procéderait la discussion des questions politiques ;

4^o Que les représentants des États italiens seraient invités, par le congrès, à siéger avec les représentants des cinq grandes puissances absolument comme à Laybach. »

Le désarmement du Piémont n'était pas facile. Comment renvoyer dans leurs foyers ces volontaires réunis de tous les points de l'Italie pour tenter un suprême effort ? La France, la Russie et l'Angleterre pensaient que le Piémont serait bien obligé de se résigner devant leur accord.

M. de Cavour, informé vers la fin du mois de mars 1859 qu'un changement contraire à l'Italie s'opérait dans l'esprit de Napoléon III, accourut à Paris. Sa première entrevue avec l'Empereur laissa le ministre italien convaincu qu'il ne pouvait plus compter sur son ancien allié, et qu'il ne lui restait qu'à faire un suprême appel aux forces révolutionnaires de l'Italie. Le baron Hübner, instruit des progrès du parti de la paix, presque certain de l'abandon de la Sardaigne par Napoléon III, pressait M. de Buol de le prendre sur un ton plus haut avec le cabinet de Turin. Le langage de l'Autriche ne tarda pas à prouver que ces conseils étaient écoutés.

L'Empereur, toujours en proie aux incertitudes de son caractère et de sa position, abandonna cependant bientôt ses intentions pacifiques sur les instantes sollicitations de son cousin le prince Napoléon, et bien-

tôt M. de Cavour put repartir pour Turin avec la certitude d'une prochaine déclaration de guerre à l'Autriche, tandis que le baron Hübner, plus que jamais convaincu de l'inutilité du voyage de son adversaire, rassurait de plus en plus son gouvernement ; le cabinet de Vienne redoubla donc d'insolence envers le Piémont. M. de Cavour laissa l'Autriche s'engager dans cette voie jusqu'au moment où elle lança son ultimatum qui équivalait à une déclaration de guerre :

« Le gouvernement impérial, Votre Excellence le sait, s'est empressé d'accéder à la proposition du cabinet de Saint-Petersbourg de réunir un congrès des cinq puissances, pour chercher à aplanir les complications survenues en Italie.

» Convaincus, toutefois, de l'impossibilité d'entamer avec des chances de succès des délibérations pacifiques, en présence du bruit des armes et des préparatifs de guerre poursuivis dans un pays limitrophe, nous avons demandé la mise sur pied de paix de l'armée sarde, et le licenciement des corps francs ou volontaires italiens, préalablement à la réunion du congrès.

» Le gouvernement de Sa Majesté Britannique trouva cette condition si juste et si conforme aux exigences de la situation, qu'il n'hésita pas à se l'approprier, en se déclarant prêt à insister, conjointement avec la France, sur le désarmement immédiat de la Sardaigne, et à lui offrir, en retour, contre toute attaque de notre pays, une garantie collective à laquelle, cela s'entend, l'Autriche aurait fait honneur.

» Le cabinet de Turin paraît n'avoir répondu que par un refus catégorique à l'invitation de mettre son armée sur pied de paix, et d'accepter la garantie collective qui lui était offerte.

» Ce refus nous inspire des regrets d'autant plus profonds que, si le gouvernement sarde avait consenti au témoignage de sentiments pacifiques qui lui était demandé, nous l'aurions accueilli comme un premier symptôme de son intention de concourir, de son côté, à l'amélioration des rapports malheureusement si tendus entre les deux pays depuis quelques années. En ce cas, il nous aurait été permis de fournir, par la dislocation des troupes impériales stationnées dans le royaume Lombardo-Vénitien, une preuve de plus

qu'elles n'y ont pas été rassemblées dans un but agressif contre la Sardaigne.

» Notre espoir ayant été déçu jusqu'ici, l'Empereur, mon auguste maître, a daigné m'ordonner de tenter directement un effort suprême, pour faire revenir le gouvernement de Sa Majesté Sarde sur la décision à laquelle il paraît s'être arrêté.

» Tel est, monsieur le comte, le but de cette lettre. J'ai l'honneur de prier Votre Excellence de vouloir bien prendre son contenu en sa plus sérieuse considération, et de me faire savoir si le gouvernement royal consent, oui ou non, à mettre sans délai son armée sur pied de paix, et à licencier les volontaires italiens.

» Le porteur de la présente, auquel vous voudrez bien, monsieur le comte, faire remettre votre réponse, a l'ordre de se tenir, à cet effet, à votre disposition pendant trois jours.

» Si, à l'expiration de ce terme, il ne recevait pas de réponse, ou que celle-ci ne fût pas complètement satisfaisante, la responsabilité des graves conséquences qu'entraînerait ce refus retomberait tout entière sur le gouvernement de Sa Majesté Sarde. Après avoir épuisé en vain tous les moyens conciliants pour procurer à ses peuples la garantie de paix sur laquelle l'Empereur est en droit d'insister, Sa Majesté devra, à son grand regret, recourir à la force des armées pour l'obtenir.

» Dans l'espoir que la réponse que je sollicite de Votre Excellence sera conforme à nos vœux tendant au maintien de la paix, je saisis, etc.

» BUOL.

» Vienne, le 19 avril 1859. »

La présentation par M. Baroche de deux projets de loi, l'un autorisant le gouvernement à élever à 140 000 hommes le contingent de la classe de 1858, l'autre lui donnant la faculté d'émettre un emprunt de 500 millions était bien faite pour atténuer le bon effet de la note du *Moniteur* annonçant la proposition de désarmement faite par l'Angleterre, aussi M. de Morny crut-il devoir faire suivre la présentation de ces deux projets de quelques commentaires. Le président du Corps législatif, en déplorant l'inutilité des efforts de l'Empereur pour maintenir la paix, se féli-

cita du moins que la guerre n'offrit aucun danger de conflagration générale, et qu'il ne s'agit que « d'une » question purement italienne, qui ne cachait aucun » projet de conquête, et qui ne pouvait enfanter aucune révolution ». Le Corps législatif accueillit ces explications avec une confiance et une docilité d'autant plus surprenantes que, jusqu'alors, suivant l'expression de son président, il « avait montré un esprit très pacifique » ; il est vrai que, n'étant saisi de la question qu'en présence des faits accomplis, toute observation de sa part devenait inutile. Le contingent fut immédiatement voté à l'unanimité au cri de : *Vive l'Empereur!* M. Émile Ollivier protesta contre le rôle muet imposé au Corps législatif :

« M. Émile Ollivier dit que depuis quatre mois l'esprit public s'est ému : on s'est demandé avec anxiété si la France conserverait la paix ou si elle s'engagerait dans la guerre. L'orateur regrette que pendant ce long temps, il n'y ait eu de renseignements fournis que par les discussions du parlement anglais ou sarde, et que le Corps législatif ne soit enfin saisi de la question qu'en présence des faits accomplis (1). »

L'emprunt de 500 millions donna lieu à une discussion sérieuse. M. Anatole Lemer cier, quoique rassuré par le respect de l'Empereur pour le Saint-Siège, demanda que le gouvernement voulût bien affirmer que toutes les précautions avaient été prises pour sauvegarder l'indépendance du pape et l'intégrité du territoire de l'Église. La réponse de M. Ba-

(1) C'est sous cette forme plus que succincte que les débats du Corps législatif étaient reproduits dans le compte rendu officiel du *Moniteur*.

roche fut si satisfaisante, que M. de La Tour se leva pour « garantir la vive reconnaissance que les paroles » de l'orateur du gouvernement exciteraient au sein » des populations bretonnes ».

M. Plichon exprima ses doutes et ses inquiétudes sur la guerre et sur ses résultats : La guerre conduirait-elle à l'unité ou à la fédération de l'Italie? serait-elle la confirmation ou la négation de la campagne de Rome en 1849? M. Baroche fit à M. Plichon cette singulière réponse, que rien n'était plus anti-patriotique qu'une discussion sur ce terrain, car elle pouvait porter le découragement dans l'âme des jeunes soldats qui rejoignaient leur drapeau. La Chambre couvrit d'applaudissements les paroles de M. Baroche qui ne la satisfaisaient nullement, et de murmures celles de M. Plichon qui étaient l'expression de sa pensée.

M. Jules Favre demanda la parole pour la première fois. M. de Morny, avant de la lui accorder, crut devoir prendre une précaution constatée par le *Moniteur* du 30 avril :

« M. le président, en donnant la parole à M. Jules Favre, recommande le silence à la Chambre. M. Favre est assez maître de sa parole pour que la Chambre soit certaine d'avance que le discours de l'orateur sera approprié à la gravité des circonstances. M. le président prie donc la Chambre d'écouter ce discours sans l'interrompre. »

M. Jules Favre interrogea le gouvernement sur la cause et sur le but d'une guerre capable d'embraser l'Europe, et engagée sans que les représentants de la France eussent été consultés. Il montra la domina-

tion autrichienne, fondée sur la violence en Italie, et toutes les tyrannies de la Péninsule y compris le gouvernement pontifical restauré en 1849 par la France, chancelant au premier souffle de liberté parti du Piémont. L'Empire rétablira-t-il ces monarchies si la guerre les renverse? et « si le gouvernement des cardinaux est brisé, versera-t-il le sang des Romains pour le relever? » M. Baroche resta muet devant cette question. L'emprunt de 500 millions fut voté par 247 voix. M. Walewski, trois jours après (3 mai 1859), annonça officiellement la déclaration de guerre à la Chambre, qui adopta, dans la même séance, deux projets de loi pour lever 140 000 hommes par anticipation sur le contingent de 1859, et pour ouvrir un crédit de 90 millions pour dépenses urgentes. Quelques orateurs essayèrent vainement de ranimer la discussion sur la question italienne, la poudre allait parler.

M. Devinck déposa son rapport sur le budget le 3 mai, le jour de la déclaration de guerre à l'Autriche. « Nous avons reçu, dit le rapport, l'assurance que le gouvernement avait l'espoir que la » paix ne serait pas troublée, et qu'il emploierait tous » les moyens de conciliation pour obtenir une solution pacifique des difficultés pendantes. Nous » sommes heureux de le reconnaître, le gouvernement n'a négligé aucun moyen d'assurer, autant » qu'il était en lui, ce résultat désirable. Mais les » événements ont rendu stériles les efforts qu'il n'a » cessé de faire dans un esprit de conciliation. » Le rapporteur du budget, toujours optimiste, célébra

ensuite les améliorations introduites dans la situation financière, surtout l'amortissement élevé un moment à 60 millions et ramené à 40 ; il se félicita de voir les accroissements survenus dans les dépenses évaluées depuis 1853 à 228 millions, balancés par une somme correspondante dans les accroissements de recettes. Le budget de 1860 sortit des mains de la commission équilibré de la façon suivante :

Dépenses.	1 824 957 778 fr.
Recettes	1 825 854 379

La commission présenta cinquante-deux amendements réclamant des réductions s'élevant à 4 446 302 francs.

Le Conseil d'État en admit trente-neuf.

Les crédits supplémentaires de 1859 avaient donné lieu à des réclamations repoussées aussitôt par un vote. M. Devinck les renouvela. Le Corps législatif demandait non point l'abrogation des crédits indispensables pour faire face aux besoins qui se manifestent dans l'intervalle des sessions, mais leur fixation par des règles déterminées. Les crédits depuis 1852 n'étaient plus soumis à aucune restriction : « Ils peuvent être indifféremment ouverts pour tous les chapitres du budget, quelle que soit la nature de la dépense ; leur rectification n'est soumise au Corps législatif que durant la session qui suit la clôture de l'exercice, c'est-à-dire lorsque le fait est consommé depuis deux ans. » M. Devinck gémit sur cet état de choses, mais avec discrétion, et mitigea ses

critiques par les plus lyriques effusions sur l'incroyable prospérité des finances de l'Empire.

M. Jules Brame, profitant de la discussion du budget pour se plaindre de l'omnipotence des hauts fonctionnaires, demanda la création d'inspecteurs destinés à surveiller les préfets. » Tout contrôle, dit-il, a cessé sur les administrations départementales : la presse, soumise au régime des avertissements, a perdu toute indépendance ; quant aux députés, sans influence à Paris, ils sont aussi, par suite, sans action sur les préfets. » M. Brame proposait un mauvais remède ; des fonctionnaires contrôlant des fonctionnaires, *quis custodiet custodes !* M. Devinck répondit à son collègue que le contrôle exercé sur les hauts fonctionnaires était plus que suffisant : « Jamais le gouvernement ne fut entouré de » plus de dévouement ; le dévouement se produit » tous les jours dans le sein du Corps législatif. Tous » les faits qu'il importe au gouvernement de con- » naître, lui sont à l'instant signalés. » M. Devinck aurait bien fait d'expliquer comment une assemblée privée du droit d'interpellation pouvait signaler un abus quelconque ; mais ce député n'était pas optimiste à demi, il trouva la situation financière non-seulement améliorée, mais encore « satisfaisante ». Le Corps législatif, partageant cette satisfaction, vota le budget par 255 suffrages contre 5.

La Chambre discuta, le 16 mai, le projet de loi demandant une garantie d'intérêt pour les Compagnies de chemin de fer. Le Grand-Central, concédé en 1853 à M. de Morny et tombé presque en faillite,

avait donné naissance, en 1857, au système des fusions, et par suite au partage du territoire entre six grands monopoles ; la convention du 11 août 1857, ratifiée par le Corps législatif sans soulever le moindre débat, ne suffisait pas aux Compagnies ; elles se plaignirent de ne pouvoir, sans de grandes pertes, exploiter les embranchements secondaires qui leur avaient été imposés par la convention de 1857. Le gouvernement, sans les décharger de leurs obligations, consentit à diviser l'ensemble des lignes concédées en réseau ancien et en réseau nouveau, et à garantir un intérêt *minimum* de 4 fr. 65 pour 100. Il se réservait de prélever sur les produits de l'ancien réseau ce qui dépasserait le *minimum* de garantie, et d'entrer, dans une certaine limite, en partage avec les Compagnies. Dans la pensée des rédacteurs du projet, il s'agissait de relever, par un effet moral, le crédit ébranlé des chemins de fer.

MM. Darimon et Picard prirent la parole contre le projet. M. Darimon montra le lien qui unit la politique aux affaires, les inconvénients des grands monopoles, le commerce ruiné par des tarifs différentiels, les voies navigables annulées par la confiscation et par la concurrence ; il insista sur le prix élevé des transports, sur les capitaux détournés du commerce et de l'agriculture, enfin sur la moralité du pays mise en péril par les scandales de la Bourse. Il parla en tribun de l'économie politique. M. Picard repoussa des conventions préparées sans le concours du Corps législatif et non discutées par la presse, il demanda le rejet d'un projet contraire aux principes de bonne

administration, et la formation d'une sorte de jury national chargé d'examiner les tracés, et d'aviser, dans le cas où une ligne ne donnerait pas de produits. M. Plichon défendit si bien le projet, que M. Baroche déclara s'en rapporter à ce qu'il venait de dire ; M. Calvet-Rognat fit une histoire de la fusion du Grand-Central avec les Compagnies d'Orléans et de Lyon, dont M. Émile Ollivier contredit plusieurs passages. Finalement le vote du projet eut lieu par 221 voix contre 11.

Le Corps législatif s'occupa ensuite de l'annexion des communes renfermées dans l'enceinte des fortifications, et de la conversion en loi des décrets rendus en matière de douanes. Grand émoi parmi les partisans du régime protecteur ; vives doléances au sein de la commission, rapport fougueux de M. Pouyer-Quertier. Les décrets qu'il s'agissait de sanctionner avaient produit leur effet ; le rapport et la discussion ne pouvaient donc porter que sur la fixation de la limite assignée par la loi de 1814 aux droits du gouvernement en matière de règlements de douanes. M. d'Andelarre soutint que le gouvernement, en signant plusieurs décrets soumis en ce moment au Corps législatif, en particulier celui relatif aux céréales, avait donné à cette loi une extension abusive. Réponse de M. Greterin, conseiller d'État ; réplique de M. d'Andelarre, M. Baroche demande la clôture d'un débat portant sur une question sans solution. Les protectionnistes seuls avaient parlé jusqu'ici ; M. Curé prit la parole pour protester contre les doctrines formulées dans le

rapport de M. Pouyer-Quertier, doctrines rétrogrades et entièrement contraires aux principes de 89. Cette discussion remplit la dernière séance de la session de 1859.

Les discussions du Corps législatif, peu faites dans ce temps pour passionner les esprits, perdaient encore de leur importance, en présence de la gravité des événements extérieurs. Le public ne songeait qu'à la guerre.

Examinons maintenant la situation intérieure de l'Italie.

Quelle était la situation politique de l'Italie au moment où la guerre allait commencer ? Le grand-duc de Toscane, Léopold II, redoutait non seulement la liberté, mais encore la vie ; endormeur et endormi, son idéal eût été de régner dans les limbes. Les Toscans faisaient à son gouvernement une opposition littéraire en applaudissant les tragédies de Nicolini et en payant les amendes d'un imprimeur condamné pour avoir publié les *Histoires* de Fra Paolo Sarpi sans autorisation de la censure ecclésiastique. Le grand-duc avait choisi précisément le moment de l'algarade impériale à M. de Hubner pour se rendre à Naples, sous le prétexte d'assister au prochain mariage du duc de Calabre, mais en réalité pour s'entendre avec Ferdinand VII et avec Pie IX, qu'il vit à Rome en passant. Le grand-duc, en rentrant dans ses États, le 19 février, trouva les ressorts du gouvernement un peu relâchés et essaya de les tendre, mais rien ne put empêcher les volontaires de s'enrôler en foule dans l'armée du Piémont. Les fils des plus

illustres familles partirent. La tentative d'un congrès provoqua la rédaction d'un Mémoire adressé par les notables Toscans aux futurs plénipotentiaires pour demander des institutions représentatives. Le congrès n'eut pas lieu, mais les espérances qu'il avait fait naître subsistèrent. La colère des Florentins fut grande, en apprenant, le 24 avril, que le grand-duc, invité à s'allier à la France et au Piémont, avait répondu qu'il voulait garder la neutralité. L'agitation grandissant, l'archiduc Charles, second fils du grand-duc, commandant l'artillerie toscane, convoqua, le 27 avril, les officiers de ce corps, au fort du Belvédère, pour leur communiquer un plan de bombardement de Florence. Les officiers déclarèrent qu'ils ne pouvaient compter sur leurs soldats; ils refusèrent d'obéir et s'emparèrent de la forteresse. L'archiduc demanda s'il était prisonnier. « Nullement; partez, et conseillez à votre père de s'allier avec le Piémont: il en est temps encore. » Le grand-duc, pendant ce temps, promettait à la population entourant son palais de conclure cette alliance, et, pour gage de sa parole, il faisait arborer le drapeau tricolore au balcon du palais Pitti. Quelques jours plus tard, le peuple lui demanda son abdication. Il consentit à partir, à condition que le corps diplomatique garantirait sa sortie de Florence contre tout danger. Le grand-duc fit ses paquets, signa une protestation contre les faits accomplis, et prit la route de Bologne. Le roi de Naples, alors fort malade, dit, en apprenant sa fuite: « C'est la seconde fois qu'il quitte Florence, il n'y rentrera plus. »

La duchesse-régente de Parme; sœur du comte de Chambord, avait livré depuis longtemps son duché à l'Autriche, qui, non contente d'augmenter la garnison de Parme et de la forteresse, fit de la ville une espèce de camp retranché.

François V, duc de Modène, régnait, mais un major autrichien gouvernait. Carrare, capitale du duché, comptait 18 000 habitants : 100 étaient aux galères, 800 en prison, 4 ou 500 en exil ; les autres habitants vivaient sous la loi martiale ; cinq d'entre eux furent condamnés à mort pendant la durée de l'état de siège. François V était un idiot cruel : ni commerce, ni chemins dans ses États, mais des impôts écrasants et la bastonnade en permanence. François V, revenu de Vienne avec le grade de lieutenant général autrichien, s'amusait à passer des revues, ce qui n'empêchait pas ses soldats de désertir tous les jours en Piémont. Ceux qui lui restaient fidèles s'amusaient à faire feu dans les rues sur les gens qui chantaient des chansons patriotiques. Le grand-duc avait pris d'avance ses précautions pour s'enfuir au premier signal de danger, il emporta en Vénétie les richesses du Trésor, l'or, l'argent, les pierreries de la couronne, les pierres et médailles des musées, les manuscrits des bibliothèques. Il se fit même suivre de 80 prisonniers politiques, écroués par son ordre dans les cachots de Mantoue.

Le modèle et l'exemple de tous ces souverains, le *Roi*, était Ferdinand II de Naples ; né dans l'exil, il n'entendit parler à son retour que de prison, de galères, de confiscation, d'exil, de vengeance. Son



précepteur fut un prêtre désigné par le prince de Canosa, le même qui, plus tard, chassé de Naples, vint fonder à Modène la *Voce della Verità*, journal ultra-catholique dont la polémique furieuse a été si bien imitée depuis. Il aimait les casernes, les parades, plus que la science et les lettres, mais son instinct guerrier n'était que du caporalisme. Il avait une haute idée de la puissance absolue de la royauté. Le testament de son père contenait des legs en grand nombre et des dispositions gênantes, il n'hésita pas à le déchirer. Une volonté sans scrupule jointe à un bonheur constant exerçait toujours une grande influence sur l'imagination du peuple. Ferdinand était un roi détesté mais populaire. Jamais prince ne montra un si grand mépris de la monarchie constitutionnelle : « Nous ne sommes pas du bois dont on » fait les toupies. » *Di chisto legno non se fanno strummoli*, dit-il dans le patois napolitain à ceux qui lui parlaient d'un de ses frères comme candidat au trône de Belgique.

Le Napolitain a un heureux naturel, mais son ignorance rend quelquefois très dangereux ce bohème, ce lazzarone traditionnel, partageant son temps entre l'Église et Polichinelle, dinant d'une pastèque, sou-pant d'une tarentelle et dormant à la belle étoile. La férocité qu'il déploya contre les partisans et les défenseurs de la République Parthénopéenne est connue. Depuis cinquante ans, qu'avait-on fait pour ce peuple, pour secouer son ignorance et ses haillons? Rien. Le lazzarone, enfoncé dans la paresse et dans le vice, n'avait pas cessé d'être une espèce de sauvage prêt

à se ruer, au signal des prêtres et des sbires, contre ceux qui osent penser, et qui ne courbent pas la tête sous le bâton.

Un édifice enfumé, sale, sombre, à la fois tribunal, prison et bazar, s'élève près de la *Porta Capuana*, au centre d'un des quartiers les plus pauvres et les plus peuplés de Naples; les hommes d'affaires, les plaideurs, les marchands de cornes en corail, de tabatières en laves, étourdissent le passant de leurs offres bruyantes; ici les mendiants crient, là les sbires poussent un prisonnier qui se lamente. C'est la prison de la *Vicaria*. Cimarosa expia dans un des cachots de cette prison le crime d'avoir écrit la musique d'un hymne à la liberté. Le savant Dolomieu, en noircissant un peu d'eau avec les résidus de sa lampe, y écrivit sur les marges d'un livre de chasse, le seul qu'on voulut lui laisser, son *Traité de minéralogie*. Les arrêts de mort des victimes de toutes les réactions : 1789, 1815, 1820, 1848, ont retenti sous les voûtes sombres de la *Vicaria*. Là siégeait la commission des *bastonnades*, là un tribunal secret prononçait la sentence et la faisait exécuter sous ses yeux.

Le lazzaronisme et la bastonnade, voilà les ressorts du gouvernement napolitain. M. Gladstone avait révolté la conscience de l'Europe en publiant sa brochure sur les prisons de Naples. Les défenseurs de Ferdinand II auront beau contester telle ou telle assertion, tel ou tel détail contenu dans cette brochure; la vérité est que les hommes de cœur ont le droit d'accuser le roi de Naples d'avoir forfait à sa mission en abrutissant des milliers d'âmes, en tenant

dans l'ignorance un peuple dont l'éducation lui était confiée, en profanant la morale chrétienne et la dignité humaine par l'emploi de châtimens qui sont un attentat à toutes les deux.

La bourgeoisie napolitaine, menacée dans sa vie et dans ses biens par la convoitise et le fanatisme de la populace, comprimée par la plus ombrageuse des tyrannies, était cependant libérale et voulait une constitution, ou, à défaut de constitution, un despotisme éclairé qui la protégeât dans sa personne et dans ses biens contre les persécutions de la police et les coups de main du lazzaronisme. La république de 1799, si généreuse et si pure, vivait encore dans quelques souvenirs ; les républicains, sans être en mesure de dominer la situation, pouvaient influencer sur elle ; la promptitude avec laquelle s'est développé plus tard le parti démocratique à Naples a prouvé sa vitalité latente : ce parti acceptait d'ailleurs alors la monarchie de Savoie.

Le muratisme comptait fort peu de partisans à Naples malgré les efforts de ses agents. Les libéraux, sans méconnaître les services matériels (routes, canaux, monuments) rendus au pays par la royauté de Joachim I^{er}, savaient par expérience que le despotisme bourbonnien avait trouvé ses plus habiles et ses plus impitoyables auxiliaires chez les muratistes. Le fils de Joachim I^{er} ne désespérait pas cependant de reconquérir la couronne de son père ; il répandait dans Naples des brochures en sa faveur (1). L'une de ses

(1) *Question italienne, Murat et les Bourbons.*

brochures contient la lettre suivante de Lucien Murat à son neveu :

« Puisqu'il me semble comme à toi que je suis la seule solution possible, je me suis interdit toute initiative.

« Bien fou celui qui croirait que pour être né seulement sur les marches du trône, la couronne lui appartient, et considère l'héritage de tout un peuple comme sa propriété de la même manière qu'un simple particulier hériterait d'un troupeau.

» Que l'Italie m'appelle, et je serai fier de la servir. J'ajouterai même qu'elle n'en trouvera pas d'autres qui la serviront mieux que moi.

» Ses ennemis sont les miens, et il y a un compte bien terrible à régler entre nous. Mais si l'Italie faisait un autre choix, je ne ferais pas moins de vœux pour elle, et pour l'aider à réussir, je donnerais jusqu'à la dernière goutte de mon sang.

» Bienheureux celui qui sera l'élu de l'Italie : la mission est bien facile. Contiens-toi et souviens-toi de cette vérité qui pour être ancienne n'en est pas moins bonne : Noblesse oblige.

» LUCIEN MURAT. »

Les puissances avaient plusieurs fois demandé au roi de Naples d'adoucir les rigueurs d'une administration plus propre à enflammer les passions révolutionnaires qu'à les calmer. Il répondit à ces exhortations avec une verdeur que l'Autriche dut calmer, car il ne lui convenait pas qu'on mit le feu aux poudres. Ferdinand II, malgré le conseil de ses amis, se faisait souvent de mauvaises affaires avec les puissances. L'emprisonnement des mécaniciens du *Cagliari*, sujets britanniques, l'avait mis dans la nécessité de payer une indemnité de 4000 livres sterling. Le mariage de son fils n'adoucit point le chagrin que lui causa cet échec. Ce mariage eut lieu à Bari, sur la côte de l'Adriatique; le roi avait été obligé de

marcher quatre heures à pied dans la neige, il tomba malade le 9 janvier 1859. La reine, pour le décider à quitter Bari où il ne pouvait trouver aucun secours, fut obligée de recourir à un moine renommé par sa fervente piété. Ferdinand II, débarqué à Portici, se renferma dans son palais de Caserte avec ses médecins, mais il était atteint d'une maladie mortelle. Les nouvelles de la haute Italie lui donnèrent le coup de grâce. Il ordonna de signifier sa neutralité aux puissances et de destituer un employé dont le fils était allé comme volontaire rejoindre Garibaldi. Ce fut le dernier acte de sa volonté. Il mourut le 22 mai 1859 au milieu des intrigues de ses courtisans pour assurer la couronne au comte de Trani, son fils aîné du second lit. L'héritier légitime fut cependant reconnu et monta sur le trône.

L'ultimatum lancé par l'Autriche à la Sardaigne n'était pas acceptable et rendait inutile la proposition de congrès faite par la Russie. La guerre était décidée et le gouvernement français était parvenu à éviter qu'elle devînt générale.

Le baron Kellesberg, porteur de l'ultimatum du gouvernement autrichien, fut renvoyé à Milan avec le refus du gouvernement sarde d'y accéder. A l'expiration du troisième jour, le général Giulai reçut l'ordre d'envahir la Sardaigne.

La France avait disposé ses forces militaires de façon à pouvoir intervenir dans les affaires de Sardaigne dès que son intervention serait nécessaire. Les troupes furent concentrées sur divers points des frontières ; elles étaient réparties de la façon suivante :

« Le maréchal Magnan, commandant de l'armée de Paris, quartier général à Paris.

» Le maréchal Pélissier, duc de Malakoff, commandant l'armée d'observation, quartier général à Nancy.

» Le maréchal de Castellane, commandant de l'armée de Lyon, quartier général à Lyon.

» Le maréchal Baraguay d'Hilliers, commandant du premier corps d'armée des Alpes.

» Le général de division de Mac-Mahon, commandant du 2^e corps.

» Le maréchal Canrobert, commandant du 3^e corps.

» Le général de division Niel, aide de camp de l'Empereur, commandant du 4^e corps.

» S. A. I. le prince Napoléon, commandant un corps séparé.

» Le général Randon, major général de l'armée des Alpes. »

Les 1^{er} et 2^e corps s'embarquèrent de Marseille, de Toulon et d'Alger, les 3^e et 4^e franchirent le mont Cenis et le col de Genève. La garde impériale partit de Toulon.

Voici quelle était la composition de l'armée par divisions :

GARDE IMPÉRIALE.

« Première division d'infanterie : général Mellinet. — Deuxième division d'infanterie : général Camou. — Division de cavalerie : général Morris.

1^{er} CORPS.

» Première division : général Forey. — Deuxième division : général de Ladmirault. — Troisième division : général Bazaine. — Division de cavalerie : général Desvaux.

2^e CORPS.

» Première division : général de la Motte-Rouge. — Deuxième division : général Espinasse.

3^e CORPS.

» Première division : général Renault. — Deuxième division : gé-

néral Trochu. — Troisième division : général Bourbaki. — Division de cavalerie : général Partouneaux.

4^e CORPS.

» Première division d'infanterie : général Vinoy. — Deuxième division d'infanterie : général de Failly. — Troisième division d'infanterie : général de Luzy de Pélissac.

5^e CORPS.

» Première division d'infanterie : général d'Autemarre. — Deuxième division d'infanterie : général Ulric. »

L'Empereur, le 3 mai, adressa la proclamation suivante au peuple français :

« Français !

» L'Autriche, en faisant entrer son armée sur le territoire du roi de Sardaigne, notre allié, nous déclare la guerre. Elle viole ainsi les traités, la justice, et menace nos frontières. Toutes les grandes puissances ont protesté contre cette agression. Le Piémont ayant accepté les conditions qui devaient assurer la paix, on se demande quelle peut être la raison de cette invasion soudaine : c'est que l'Autriche a amené les choses à cette extrémité, qu'il faut qu'elle domine jusqu'aux Alpes, ou que l'Italie soit libre jusqu'à l'Adriatique ; car, dans ce pays, tout coin de terre demeuré indépendant est un danger pour son pouvoir.

» Jusqu'ici la modération a été la règle de ma conduite ; maintenir l'énergie devient mon premier devoir.

» Que la France s'arme et dise résolument à l'Europe : Je ne veux pas de conquête, mais je veux maintenir sans faiblesse ma politique nationale et traditionnelle ; j'observe les traités à condition qu'on ne les violera pas contre moi ; je respecte le territoire et les droits des puissances neutres, mais j'avoue hautement ma sympathie pour un peuple dont l'histoire se confond avec la nôtre, et qui gémit sous l'oppression étrangère.

» La France a montré sa haine contre l'anarchie ; elle a voulu me donner un pouvoir assez fort pour réduire à l'impuissance les facteurs de désordre et les hommes incorrigibles de ces anciens partis qu'on voit sans cesse pactiser avec nos ennemis ; mais elle n'a pas pour cela abdiqué son rôle civilisateur. Ses alliés naturels ont

toujours été ceux qui veulent l'amélioration de l'humanité, et quand elle tire l'épée, ce n'est point pour dominer, mais pour affranchir.

» Le but de cette guerre est donc de rendre l'Italie à elle-même, non de la faire changer de maître, et nous aurons à nos frontières un peuple ami qui nous devra son indépendance.

» Nous n'allons pas en Italie fomenter le désordre, ni ébranler le pouvoir du Saint-Père, que nous allons replacé sur le trône, mais le soustraire à cette pression étrangère qui s'appesantit sur toute la Péninsule, contribuer à y fonder l'ordre sur des intérêts légitimes satisfaits.

» Nous allons enfin sur cette terre classique, illustrée par tant de victoires, retrouver les traces de nos pères; Dieu fasse que nous soyons dignes d'eux!

» Je vais bientôt me mettre à la tête de l'armée. Je laisse en France l'Impératrice et mon fils. Secondée par l'expérience et les lumières du dernier frère de l'Empereur, elle saura se montrer à la hauteur de sa mission.

» Je les confie à la valeur de l'armée qui reste en France pour veiller sur nos frontières, comme pour protéger le foyer domestique; je les confie au patriotisme de la garde nationale; je les confie enfin au peuple entier, qui les entourera de cet amour et de ce dévouement dont je reçois chaque jour tant de preuves.

» Courage donc, et union! Notre pays va encore montrer au monde qu'il n'a pas dégénéré. La Providence bénira nos efforts; car elle est sainte aux yeux de Dieu la cause qui s'appuie sur la justice, l'humanité, l'amour de la patrie et de l'indépendance.

» NAPOLÉON.

» Palais des Tuileries, 3 mai 1859. »

L'Empereur quitta les Tuileries en calèche découverte le 10 mai à cinq heures. La cérémonie religieuse qui devait avoir lieu dans la vieille cathédrale de Paris fut contremandée; la foule immense qui se pressait dès le matin sur le parvis en fut pour ses frais de déplacement. La famille impériale entendit la messe à midi dans la chapelle des Tuileries.

Les ministres se réunirent à cinq heures dans les salons du palais, ainsi que les membres du conseil

privé. L'Empereur, en petite tenue de général de division, coiffé d'un képi, vint leur faire ses adieux. A cinq heures et demie, il monta dans une calèche découverte où l'Impératrice prit place auprès de lui. Les Parisiens étaient dans une très grande émotion. Cette guerre, qui avait pour but l'affranchissement de l'Italie, provoquait dans toutes les classes un grand enthousiasme. On applaudissait les régiments qui traversaient Paris, et lorsque l'Empereur s'achemina vers la gare de Lyon on acclama celui qui allait prendre le commandement de notre armée et la mener sur le champ de bataille pour une noble cause. La rue de Rivoli, la rue Saint-Antoine, la place de la Bastille et la rue de Lyon étaient encombrées d'une population compacte à travers laquelle le cortège avait peine à se frayer un passage. Il y avait du monde à toutes les fenêtres et jusque sur les toits.

Un grand nombre de maisons étaient pavoisées aux couleurs de France et de Sardaigne. Dans la cour du débarcadère, des mâts plantés de distance en distance portaient des trophées et des écussons. La haie était faite par les 14^e et 15^e bataillons de la garde nationale, un bataillon de la gendarmerie de la garde et un bataillon du 80^e de ligne. Ces troupes étaient sous les ordres du général Soumain, commandant la place de Paris.

A l'une des extrémités de la grande salle d'attente du chemin de fer de Lyon était ménagée une salle de réception tendue de velours vert que bordaient des crépines d'or, et sur lesquelles se détachaient des écussons ou des panoplies. Dans cette salle se trou-

vaient le prince Jérôme, le prince Napoléon, la princesse Clotilde, le préfet de la Seine et le préfet de police, le maréchal Magnan, le général Lawœstine, plusieurs sénateurs, députés, conseillers d'État, les membres du conseil d'administration du chemin de fer. Peu d'instants avant l'Empereur, arrivèrent à la gare les personnes qui devaient partir avec lui. C'étaient le maréchal Vaillant, major général; les généraux Roguet, de Montebello, de Béville, Fleury, de la Moskowa; le colonel de Waubert de Genlis, chef d'état-major de la 2^e division de la garde impériale; Reille, lieutenant-colonel, chef d'état-major de la 1^{re} division de la garde impériale; M. Conneau, médecin; le baron Larrey, chirurgien; l'abbé Laine, aumônier de l'état-major général; les officiers d'ordonnance et les écuyers de l'Empereur.

Le convoi se composait de dix wagons : quatre wagons salons, un wagon terrasse, trois wagons de 1^{re} classe et deux wagons de charge. Après avoir embrassé les princes de sa famille et serré la main des principaux dignitaires, l'Empereur partit à six heures dix minutes. L'Impératrice ne le quitta qu'à Montreuil; elle était de retour à Paris à dix heures et demie.

L'Empereur, en touchant le sol italien, lança son premier ordre du jour à l'armée d'Italie :

« Soldats !

» Je viens me mettre à votre tête pour vous conduire au combat. Nous allons seconder la lutte d'un peuple revendiquant son indépendance et le soustraire à l'oppression étrangère. C'est une cause sainte qui a les sympathies du monde civilisé.

» Je n'ai pas besoin de stimuler votre ardeur : chaque étape vous rappellera une victoire. Dans la voie sacrée de l'ancienne Rome les inscriptions se pressaient sur le marbre pour rappeler au peuple ses hauts faits ; de même aujourd'hui, en passant par Mondovi, Marengo, Lodi, Castiglione, Arcole, Rivoli, vous marcherez dans une autre voie sacrée, au milieu de ces glorieux souvenirs.

» Conservez cette discipline sévère qui est l'honneur de l'armée. Ici, ne l'oubliez pas, il n'y a d'ennemis que ceux qui se battent contre vous. Dans la bataille, demeurez compacts et n'abandonnez pas vos rangs pour courir en avant. Défiez-vous d'un trop grand élan, c'est la seule chose que je redoute.

» Les nouvelles armes de précision ne sont dangereuses que de loin. Elles n'empêcheront pas la baïonnette d'être, comme autrefois, l'arme terrible de l'infanterie française.

» Soldats ! faisons tous notre devoir, et mettons en Dieu notre confiance. La patrie attend beaucoup de vous. Déjà d'un bout de la France à l'autre retentissent ces paroles d'un heureux augure : « La nouvelle armée d'Italie sera digne de sa sœur aînée. »

» NAPOLEON.

» Gênes 12 mai. »

Les grands corps de l'État, avant de se séparer, le 27 mai, voulurent donner une nouvelle preuve de dévouement à l'Empereur, en manifestant le désir de voir le Prince impérial. L'Impératrice les reçut et leur adressa une petite allocution de remerciement.

L'Autriche, prête à la guerre depuis le commencement de 1859, aurait dû passer immédiatement la frontière, mais son armée ne franchit le Tessin, à Gravellone, que le 29 mars. Le général Giulai envahit le Piémont par les deux rives du Pô et adressa la proclamation suivante à son armée :

« Soldats,

» S. M. l'Empereur vous appelle sous les drapeaux pour rabaisser une troisième fois la vanité du Piémont et vider le repaire des fana-

tiques et des destructeurs de la paix générale de l'Europe. Soldats de tous grades, marchez contre un ennemi que vous avez constamment mis en fuite ; rappelez-vous seulement Volta, Sommacompagna, Curtatone, Montanara, Rivoli, Santa Lucia, et une année plus tard, à la Cava, à Vigevano, à Mortara et enfin à Novare, où vous l'avez dispersé et anéanti. Il est inutile de vous recommander la discipline et le courage : pour la première, vous êtes uniques en Europe, et pour le second, vous ne le cédez à aucune armée. Que votre mot d'ordre soit : *Vive l'Empereur et vivent nos droits !*

» GIULAY. »

Deux divisions du corps d'armée reçurent l'ordre de traverser le Tessin, d'occuper les provinces de la Novarèse et de la Lomellina, en poussant une pointe sur la Sésia pour occuper la ville de Verceil, pendant qu'un autre corps d'armée traverserait le Pô et s'emparerait de la province de la Voghera.

Victor-Emmanuel appela l'Italie aux armes le 2 mai :

« Soldats,

» L'Autriche, qui, sur nos frontières, grossit ses armées et menace d'envahir notre territoire, parce qu'ici la liberté règne avec l'ordre, parce que non la force, mais la concorde et l'affection entre le peuple et le souverain régissent ici l'État, parce que les cris de douleur de l'Italie opprimée trouvent de l'écho, l'Autriche ose nous enjoindre, à nous armés seulement pour la défense, de déposer les armes et de nous mettre à sa merci !

» Cette outrageante injonction devait recevoir la réponse qu'elle méritait : je l'ai dédaigneusement repoussée. Soldats, je vous en fais part, certain que vous prendrez pour faite à vous l'insulte faite à votre roi, à la nation. L'annonce que je vous donne est une annonce de guerre.

» Aux armes, soldats !

» Vous trouverez en face de vous un ennemi qui n'est pas nouveau pour vous. Mais, s'il est brave et discipliné, vous ne craignez pas la comparaison, et vous pouvez vous vanter des journées de Goïto, de Pastrengo, de Santa Lucia, de Sommacompagna, de Custoza même,

où quatre brigades seulement ont lutté pendant trois jours contre cinq corps d'armée. Je serai votre chef. Déjà, à diverses reprises, nous nous sommes connus; une grande partie d'entre vous et moi combattons aux côtés de mon magnanime père, dans l'ardente mêlée où j'ai admiré avec orgueil votre bravoure.

» Sur le champ de l'honneur et de la gloire, vous saurez, j'en suis certain, conserver, même accroître, votre renom de bravoure. Vous aurez pour compagnons ces intrépides soldats de la France, vainqueurs en tant de batailles signalées, dont vous fûtes les frères d'armes à la Tchernafïa, et que Napoléon III, que l'on trouve toujours là où il y a une juste cause à défendre et la civilisation à faire prévaloir, envoie généreusement à notre aide en nombreux bataillons. Marchez donc, confiants dans la victoire, et ornez de lauriers fraîchement cueillis votre drapeau, ce drapeau qui, avec ses trois couleurs et avec la jeunesse d'élite accourue de toutes les parties de l'Italie et groupée sous ses plis, vous indique que vous avez pour tâche l'indépendance de l'Italie, cette œuvre juste et sainte qui sera votre cri de guerre.

» VICTOR EMMANUEL. »

L'armée régulière de Sardaigne comprenait cinq divisions d'infanterie de 13 000 hommes : deux bataillons de bersagliers, un régiment de cavalerie, trois batteries d'artillerie de 6 canons, et une compagnie de sapeurs étaient joints à chaque division.

La cavalerie, sous les ordres du général Sambuy, formait 16 escadrons, plus deux batteries d'artillerie représentant une force de 2 200 chevaux et de 12 pièces d'artillerie. Les généraux Mollard, Cialdini, Cuchiari, Fanti et Durando étaient à la tête des cinq divisions d'infanterie; le Roi, ayant le général Morozzo della Roca comme chef d'état-major, et le général la Marmora pour lieutenant, commandait en chef l'armée échelonnée depuis Casale jusqu'à Alexandrie, et depuis cette forteresse jusqu'à Tortone et Novi. La division de cavalerie se repliait lente-

ment du Tessin sur la Sésia, tandis que la division de Cialdini occupait la ligne de Dora Baltea, fortifiée par le général Menabrea.

Giulay, pendant ce temps-là, montrait une grande incertitude dans ses plans de campagne. Tournerait-il ses forces principales vers le pays qui s'étend entre Casale et Alexandrie? Il courait risque de se heurter à plusieurs forteresses, sans parler des corps de Canrobert et de Niel. Persisterait-il dans un mouvement menaçant contre Turin? Il s'exposait à être assailli sur son aile gauche, et à voir ses communications avec l'armée principale interceptées. Au lieu de se livrer à ces tâtonnements perpétuels, il eût pu, en marchant au début sur Turin ou sur Alexandrie, et en prenant possession du chemin de fer, battre les Français débouchant par le défilé de Novi et les Sardes séparés du reste de l'armée alliée. Le temps perdu par Giulay en inutiles démonstrations, en révélant ses hésitations, permit de prévoir l'issue de la campagne.

Le 3^e et le 4^e corps de l'armée française, descendant du mont Cenis et du mont Genève, marchaient sur Turin par la vallée de Dora-Riparia; le premier et le second corps, la garde impériale et le matériel de l'armée, débarqués à Gênes, traversaient les Apennins et occupaient la vallée de la Scrivia.

Le quartier général français était à Alexandrie. Napoléon III, en y arrivant le 14, trouva dans la maison où il reçut l'hospitalité la carte sur laquelle le premier consul Bonaparte dressa le plan de la bataille de Marengo. Le quartier général sarde, à

Occimiano, couvrait le passage du Pô à Casal et celui de la Sésia à Verceil. Les alliés formaient un croissant dont le 1^{er} et le 2^e corps de l'armée française occupaient l'extrême point.

L'armée française s'était concentrée à Alexandrie ; les Autrichiens poussaient leurs patrouilles jusqu'aux villages de Montebello et de Casteggio. Le général Forey, à la tête de deux bataillons d'infanterie et de deux escadrons piémontais, quitta, le 17, Casteggio pour explorer le terrain ; les routes qui conduisent à Stradella et Casatica furent barricadées par ses ordres, et Montebello ainsi que Casteggio mis en état de défense.

Les rapports reçus par Giulay lui faisaient croire que les Français avaient l'intention de se porter avec des forces considérables sur Plaisance. Il se décida enfin à tâter son adversaire, et poussa une forte reconnaissance sur la rive droite du Pô. C'est à Montebello qu'il devait rencontrer l'ennemi.

Le champ de bataille de Montebello est compris entre les hauteurs de Casteggio, un des contre-forts des Apennins, et la plaine du Pô. Les barbares avaient pénétré plus d'une fois en Italie par cette vallée ; une grande route, l'ancienne voie Émilienne, et un chemin de fer la traversent ; la route, en quittant Genestrello, laisse les montagnes sur sa gauche et traverse un cours d'eau. C'est là que le combat allait s'engager. Giulay avait dirigé, le 20 mai, sur Casteggio le 9^e corps d'armée, commandé par le général Stadion, fort de 22000 hommes, avec 7 batteries, 6 escadrons de cavalerie. La division Urban, s'avan-

cant sur la route de Stradella et Voghera, flanquée à gauche, jusqu'à Casatica, par deux brigades, formait le centre de la ligne d'attaque; une autre brigade, sous le commandement du prince de Hesse, s'étendait à droite. Deux bataillons et demi avec l'artillerie composaient la réserve.

Les Autrichiens, à onze heures du matin, tombent à l'improviste sur les avant-postes piémontais établis entre Montebello et Casteggio, les repoussent et s'emparent de Casteggio, que les alliés n'ont pas occupé : l'avant-garde d'Urban pousse, sans trouver de résistance, une pointe sur Montebello; la cavalerie s'avance jusqu'à Genestrello, d'où les Autrichiens essayent de déloger les Français. Le général Forey, averti de leur approche, part de Voghera à la tête de deux bataillons du 74^e; le reste de sa division le rejoint rapidement. Il place ses bataillons à droite et à gauche de la route de Voghera à Montebello, à la hauteur du ruisseau de Fossagazzo, l'un couvrant la chaussée à la Cascina-Nuova, l'autre appuyant le 84^e régiment; deux pièces, sur le pont du ruisseau, prennent la route en enfilade. Une vive fusillade s'engage aussitôt sur toute la ligne entre les tirailleurs des deux troupes.

L'avantage semble d'abord du côté des Autrichiens qui emportent Genestrello : leurs colonnes débouchent déjà de ce hameau; le feu des deux pièces françaises les arrête; l'artillerie autrichienne riposte, les combattants maintiennent leurs positions, les forces sont à peu près égales; mais, vers une heure et demie, le reste de la division Forey débouche par

la route de Voghera. Les Français, formés sur deux colonnes, se jettent sur l'ennemi qui résiste énergiquement aux forces supérieures qui l'attaquent; menacé sur sa droite et tourné sur sa gauche, il se retire en combattant sur Montebello. Les Français, maîtres de Genestrello, tournent, vers quatre heures et demie, leurs efforts contre ce village où les Autrichiens se sont retranchés : un combat corps à corps s'engage dans les rues que les Français enlèvent maison par maison; le général Beuret est tué par un coup de feu. Les Autrichiens, après une résistance opiniâtre, se fortifie dans le cimetière; ils sont enfin forcés de l'abandonner; les Français reprennent leurs positions de la veille, abandonnant Montebello comme un point trop avancé et trop rapproché des forces ennemies.

Les Autrichiens avaient combattu avec la plus grande bravoure, mais leur but, qui avait été de reconnaître les positions de l'ennemi, était manqué. La cavalerie piémontaise soutint bravement la belle réputation acquise par elle dans la campagne de 1848, soit en chargeant l'ennemi, soit en restant sous le feu de son artillerie et de sa mousqueterie. Giulay, en voyant l'opiniâtreté des alliés à défendre leurs positions en avant de Voghera, crut qu'ils voulaient pousser leurs attaques contre Plaisance; il fit rapprocher du Pô une division du 3^e corps d'armée, pour empêcher l'ennemi de franchir ce fleuve au-dessus de l'embouchure du Tessin.

La campagne était commencée depuis vingt jours. Bonaparte, dans la campagne de 1796, avait, en

moins de temps, enlevé les trente lieues de montagnes presque inaccessibles qui ferment la rivière de Gênes à l'occident, forcé les défilés des Apennins, battu les Piémontais et les Autrichiens, et ouvert les plaines du Piémont et de la Lombardie à son armée. La campagne, commencée le 29 avril 1859, avait été conduite des deux côtés avec une bien grande lenteur. L'indécision régnait dans les mouvements des belligérants : les plans et les ordres de bataille variaient à chaque instant. Vingt-trois jours s'écoulèrent sans attaque de part et d'autre ; vingt-trois jours d'inaction entre deux armées qui se touchaient presque. Cette lenteur, qui paralysait l'élan national italien et qui contrastait tant avec l'activité des soldats français, était due à l'absence d'un plan de campagne, toujours très difficile à concerter entre deux alliés, surtout quand ces alliés gardent entre eux certaines réticences politiques.

Cependant l'abandon de Verceil par les Autrichiens indiquait clairement que leur intention n'était pas de disputer à l'ennemi le passage du Pô, mais de l'arrêter au passage de la Sésia, et au besoin de couvrir la route de Milan, en se repliant derrière le Tessin et en occupant le fort triangle formé par le Gravelone, la Polesine et le Pô. Giulay, en portant sa ligne de bataille sur la rive gauche du Tessin, surprit l'état-major français, qui essaya de lui faire prendre le change par une feinte attaque du défilé de Stradella, clef de la route de Plaisance ; mais toutes les feintes manœuvres ne pouvaient guère l'alarmer depuis son changement de ligne.

Le premier corps d'armée française, après le combat brillant, mais sans grand résultat stratégique, de Montebello, occupe ce village ainsi que Casteggio et les hauteurs qui le dominent ; le 2^e corps se porte sur Voghera ; le 3^e corps, abandonnant Tortone, conserve son quartier général à Ponte Curone et occupe Castelmoro. Les 1^{er} et 2^e corps tiennent la route de Pavie et les crêtes qui bordent au nord-est la Scrivia. Le rappel de la division d'Autemarre de Bobbio, l'occupation de Verceil par les Piémontais, la concentration de leur armée sur la droite de la Sesia, les mouvements incessants de troupes sur le chemin de fer d'Alexandrie à Casale, et de Casale à Verceil, enfin l'expédition de Garibaldi étaient des mesures peu propres à persuader aux Autrichiens que les alliés voulaient attaquer leur gauche ; elles pouvaient tout au plus les faire hésiter sur la question de savoir si c'était leur droite ou leur gauche qui allait être débordée sur Novare ou sur Mortara.

Le général Mac-Mahon reçut l'ordre de feindre de jeter un pont sur le Pô pour faire croire à l'ennemi que la ligne de Pavie était menacée. Les travaux commencèrent le 27 mai. Deux ponts de chevalets furent bientôt construits, pendant que les officiers du génie exploraient les passages de la Sesia et choisissaient entre Prarolo et Palestro un point propre à l'établissement d'un pont véritable auquel le gué d'Albano, à 10 kilomètres de Verceil, devait servir d'auxiliaire.

Garibaldi, pendant que ces mouvements étaient en train de s'accomplir, surveillait le passage du Pô à

Ponte-Stura et la route de Casale à Turin. Il avait été appelé à Turin par Cavour, vers le milieu d'avril 1859. Ces deux hommes, visant au même but, mais divisés sur les moyens de l'atteindre, séparés par la naissance, par le caractère, par l'éducation, avaient plus d'estime que de goût l'un pour l'autre. Garibaldi pourtant se rendit avec empressement à l'appel du ministre. Le jour commençait à peine à naître lorsqu'il entra sous la voûte du palais de *Piazza-Castello*. Le chef républicain, introduit dans la chambre rouge où le roi l'avait déjà reçu plus d'une fois, se trouva en présence de Victor-Emmanuel, de Cavour et de Farini.

Cavour entama le premier la conversation : « Eh bien, général, le jour si longtemps attendu est arrivé ; la patience du comte de Buol est presque épuisée, nous avons besoin de vous ! »

Garibaldi répondit : « Je suis toujours prêt à servir mon pays, mais quel est votre plan ? Allez-vous attaquer l'Autriche avec la force irrésistible d'une insurrection nationale ? »

« — Je n'ai pas, reprit Cavour, une foi aussi grande que vous dans l'efficacité d'une insurrection populaire pour vaincre les armées de l'Autriche ; notre armée régulière est trop faible pour lutter contre les 200 000 hommes que nos ennemis ont à la frontière ; nous avons dû nous ménager l'appui d'un allié puissant. Les paroles adressées par l'empereur des Français à l'ambassadeur autrichien, le 1^{er} janvier, vous disent assez quel est cet allié. » Garibaldi répliqua : « L'Italie se bat, mon premier devoir est de lui offrir mon épée : mon cri de ralliement sera désormais l'unité de l'Italie sous la royauté constitutionnelle de Victor-Emmanuel ; mais n'oubliez pas que l'aide de l'étranger coûte toujours très cher. Je souhaite que l'homme qui nous a promis son secours puisse racheter le 2 décembre aux yeux de la postérité en contribuant à rendre à l'Italie son indépendance. »

Le roi répondit à Garibaldi : « Napoléon III a toujours eu le désir de s'associer à cette œuvre. Aurais-je consenti, ajouta-t-il, au mariage de ma fille avec le prince Napoléon, si je n'étais certain des bonnes intentions de l'Empereur. »

Garibaldi partit le lendemain pour Biella, où il prit le commandement des *chasseurs des Alpes*, corps de volontaires composé de jeunes patriotes et de vétérans ayant pris part à la défense de Rome en 1849. Après avoir rejoint Cialdini à Casale, il quitta cette ville le 8 mai pour soulever les populations lombardes dans tout le pays situé aux pieds de la partie méridionale des Alpes. A la tête de ses volontaires, il se glisse le long des montagnes et arrive à Chivasso le 10 ; le 12, il est à San-Germano, où des renforts portent l'effectif de sa troupe à 3180 hommes formant six bataillons et un escadron de guides : ces forces réunies en deux colonnes partent de Borgomanco dans la nuit du 22 au 23, et se dirigent, l'une du côté du nord par Orta, l'autre du côté du sud par Arona. Il entre à Castelletto le 23, franchit le Tessin sur un bac, surprend Sesto-Calende dans lequel il laisse une faible garnison, et, suivant la route de Côme, il entre dans Varèse avant la fin du jour ; il organise sans perdre de temps la défense de cette ville : les rues sont barricadées et les maisons crénelées forment autant de forteresses prêtes à soutenir l'assaut.

Sur ces entrefaites, le général autrichien Urban s'avance avec deux bataillons et demi tirés de la brigade restée dans le Milanais, une demi-batterie de 12 et deux chevalets de fusées ; le général Melzer lui amène plus tard des renforts avec lesquels il attaque résolument Varèse ; mais Garibaldi, dérobant sa marche derrière un rideau de collines, tombe sur le flanc des Autrichiens et les oblige à se retirer en

abandonnant trois canons sur le champ de bataille : il rentre à Varèse. Ce premier succès le décide à prendre l'offensive et à tenter une surprise sur Côme avant que l'ennemi puisse réunir sur ce point des forces considérables ; il prend donc la grande route de Benazi ; puis, tout d'un coup, rebroussant chemin et formant son corps en deux colonnes, il dirige la première sur Camerlata, la seconde de Brillo à Chisso sur le territoire de la Suisse, le long d'un étroit sentier qui serpente entre les montagnes du lac de Côme. Les Autrichiens occupent l'extrémité de ce défilé ; pendant qu'ils se préparent à recevoir les chasseurs des Alpes à Camerlata, ils sont attaqués à San Fermo : après une lutte acharnée, les Autrichiens sont poursuivis la baïonnette dans les reins jusqu'à l'entrée des faubourgs de Côme que Garibaldi finit par emporter.

Giulay, attaqué de front par l'armée alliée, voyait ainsi son flanc droit menacé par Garibaldi, et ses communications coupées par la population lombarde à moitié soulevée ; la marche du 2^e corps d'armée français faisait naître en lui de nouvelles inquiétudes sur la sécurité de son flanc gauche. Cependant, au lieu de laisser du monde en Lombardie pour couvrir sa droite, de s'opposer aux progrès des chasseurs des Alpes et de contenir les montagnards de Varèse, il avait rappelé à l'armée centrale Urban et les autres généraux détachés. Garibaldi partit de Côme dans la matinée du 30 mai et se dirigea par Varèse sur le fort de Laveno qu'il espérait surprendre. Ce fort, situé sur le lac Majeur, était armé de 22 pièces de gros

calibre, et défendu par deux compagnies d'infanterie, un détachement de sapeurs du génie, une section d'artillerie, une compagnie de marins de la flottille. Garibaldi, maître des hauteurs, tenta d'enlever le fort par un coup de main à l'aube du 1^{er} juin, mais il fut repoussé avec perte.

Le général Urban, ayant reçu l'ordre de reprendre l'offensive avec trois brigades et quatre batteries et de couper la retraite à Garibaldi sur le Tessin, était rentré le 31 mai à Varèse. La position des chasseurs des Alpes devenait critique : il ne leur restait plus qu'à se jeter dans les montagnes pour gagner Côme par des routes qui pouvaient, à chaque instant, leur être fermées. Heureusement les alliés s'étant remis en mouvement, Urban abandonna brusquement Varèse et se replia sur Gallerata.

Les Autrichiens, à la suite de leurs opérations sur la Sesia et à Varèse, s'étaient rapprochés de la ligne du Tessin, resserrant leur front de bataille et reportant leur aile droite plus en arrière ; il ne restait à Novare qu'un détachement du 7^e corps qui couvrait la route de Milan, ayant ses avant-postes sur l'Agogna. L'armée sarde, moins la 5^e division laissée à la défense de la rive droite du Pô à Casale s'ébranla le 30 mai pour se rendre de Verceil à Palestro, et assurer le passage de la Sesia à l'armée française. Cette rivière est guécable, mais souvent les grandes pluies la font monter considérablement ; son étroite vallée, couverte de forêts, de saussaies, de canaux, de rivières barrées par des digues, de chemins, de fossés, forme un labyrinthe au milieu duquel s'élè-

vent les villages de Casalina, Vinzoglio, Confienza et le gros bourg de Palestro, qui commande la plaine environnante. Les Autrichiens avaient concentré là de grands moyens de défense : les hauteurs étaient couronnées d'un parapet garni de deux canons qui battaient le passage de la Sesia et la route de Verceil. Des créneaux couronnaient les premières maisons du village ; une ligne de tirailleurs se dissimulait derrière le rideau des arbres ; les petits ponts servant de passage sur les canaux d'irrigation étaient gardés.

Les Piémontais commencent, le 30 mai, de grand matin, à franchir le fleuve sur deux ponts de chevaux près de Verceil ; le passage est terminé à midi. Le roi Victor-Emmanuel marche avec la 4^e division, commandée par le général Cialdini, sur Palestro, qui est la clef de la position ; les 3^e, 2^e et 1^{re} divisions ayant à leur tête les généraux Durando, Fanti et Castelborgo, se dirigent l'une sur Vinzaglio, les deux autres sur Confienza. La 4^e division, malgré les tirailleurs embusqués derrière les arbres ou cachés dans les hautes herbes, franchit successivement les canaux, déloge les défenseurs des maisons et s'empare de la grande route de Palestro et de l'église. Les Autrichiens, retranchés dans le cimetière, battent en retraite, après une longue défense, pas à pas, en combattant avec acharnement de maison en maison.

Pendant que la 4^e division piémontaise se battait à Palestro, une colonne ennemie forte de trois compagnies et 2 pièces d'artillerie, avait été détachée de Robbio pour soutenir les défenseurs de Palestro, en attaquant le flanc gauche des assaillants. Cette



colonne, parvenue à Vinzaglio, est subitement attaquée par les troupes de la division Durando, qui vient de chasser les Autrichiens du village ; le commandant de la colonne autrichienne, après une lutte très vive, se retire en bon ordre vers Palestro qu'il croit encore au pouvoir des siens ; arrivé à proximité du village, il est entouré par les Piémontais ; il parvient à se dégager et à s'ouvrir une retraite sur Robbio, en abandonnant ses deux pièces de canon et un grand nombre de prisonniers.

La 2^e division piémontaise avait aussi passé la Sesia et traversait Borgo-Vérceil, lorsqu'elle se trouve en face d'un corps de cavalerie autrichienne arrivant en reconnaissance d'Orfengo par la route de Novare. L'artillerie piémontaise tire quelques volées de mitraille sur l'ennemi qui disparaît ; la 2^e division continue sa marche en deux colonnes sur les hauteurs de Catalina : l'une prenant la direction de Vinzaglio pour se relier à la 3^e division, et l'autre se portant sur le village de Confianza que l'ennemi vient d'abandonner.

Giulay, à la suite de ces combats, porta son quartier général à Mortera ; il se rendit le 31 mai, dans la soirée, à Robbio, afin de se concerter avec le général Zobbel sur les moyens de reprendre les positions perdues. Le général Zobbel n'avait que quatre brigades, formant un total de 18 000 hommes environ, à mettre en ligne contre un ennemi supérieur en nombre, car l'armée piémontaise se trouvait déjà réunie sur la rive gauche de la Sesia. Palestro, défendu par la 4^e division piémontaise forte de 11 à

12 000 hommes appuyés à des retranchements et couverts par le 3^e régiment des zouaves français, était capable de résister à des forces plus imposantes ; le 3^e et le 4^e corps de l'armée française, qui se préparaient à franchir la Sesia, formaient derrière elle une seconde ligne. Les alliés occupaient donc Verceil et les environs avec 14 divisions d'infanterie et 7 brigades de cavalerie.

Les Autrichiens commencent l'attaque à six heures du matin ; leur avant-garde enlève les avant-postes piémontais et atteint les premières maisons de Palestro ; là, elle est obligée de reculer jusqu'au cimetière, entraînant dans ce reflux la colonne qui s'avance derrière elle. Les Piémontais, lancés sur l'ennemi, sont arrêtés par la réserve. Une brigade autrichienne venant de Confienza sans rencontrer d'obstacle tourne à gauche vers Palestro ; l'artillerie des alliés l'arrête. Une autre brigade, accourue en suivant la berge étroite de la rivière, traverse le canal, passe à gué la Sesia et ouvre bientôt le feu sur Palestro. Les boulets autrichiens atteignent un pont de bateaux construit par les Français.

Les chasseurs autrichiens poussent hardiment en avant et chassent les Piémontais de la Cascina di San Piéto. Enhardis par ce premier succès, ils s'avancent vers Palestro par le pont du canal, mais ils sont canonnés par une batterie française établie sur la rive gauche de la Sesia ; le 3^e de zouaves, dont jusque-là les blés et une allée de peupliers ont dissimulé la présence, paraît sur le champ de bataille et attaque le flanc gauche des assaillants ; une batterie

autrichienne, favorablement placée sur la hauteur, tire sur les zouaves qui s'avancent l'arme au bras, sans brûler une amorce, et jonchent la terre de leurs morts; un canal les sépare de l'artillerie ennemie; ils se jettent à l'eau, franchissent cet obstacle, courent sur la batterie et tuent les canonniers sur leurs pièces.

Les Autrichiens essayent, sous la protection de deux de leurs pièces, de reformer leurs bataillons et de résister de nouveau jusqu'à l'arrivée de leur brigade de réserve. Les Piémontais, joints aux zouaves, les repoussent. Un nouveau combat s'engage derrière le pont jeté sur la Bridda, défendu par deux pièces de canon et par une ferme composée de plusieurs bâtiments; mais bientôt les défenseurs de cette position sont refoulés par les alliés après une vigoureuse résistance. Les Autrichiens se retirent en désordre, poursuivis la baïonnette aux reins jusqu'au canal dans lequel ils sont précipités en grand nombre; les canonniers se sauvent avec leurs chevaux et abandonnent leurs pièces, le bataillon des chasseurs tyroliens se fait cependant admirer par le calme et le sang-froid avec lesquels il couvre la retraite sur Rivoltella.

Trois colonnes autrichiennes avaient concouru simultanément à la même attaque; elles avaient été battues chacune isolément par un ennemi qui, à la supériorité du nombre joignait la force de la position. La quatrième colonne, forte de quatre bataillons seulement qui se trouvaient en réserve, entra à son tour en action contre 14 000 hommes fiers de leurs succès.

Le général Zobbel avait pris position à la Cascina di San Pietro ; les Autrichiens s'élancent de là sur les Piémontais et les font reculer jusque dans les vignes et les vergers qui garnissent les approches de Palestro. Le général Zobbel s'apercevant que, malgré cet avantage, toute tentative pour reprendre l'offensive est inutile, se retire sur Confienza, en se repliant d'abord sur Robbio pour éviter la 2^e division piémontaise. Le 3^e corps d'armée français, qui devait passer sur la rive gauche de la Sesia, ne put effectuer ce passage que très tard, vers sept heures et demie, à cause d'une crue soudaine des eaux. Cette circonstance, qui pouvait compromettre les alliés si Giulay avait employé pour l'attaque de Palestro des forces plus considérables, sauva le corps de Zobbel d'un désastre.

Le général français Renault porte alors deux de ses bataillons en avant de Palestro, sur la gauche de la grande route conduisant à Robbio, et laisse en arrière de Palestro le reste de ses troupes. La 2^e brigade de la division Trochu garde le pont sur la Sesia ; la 1^{re} brigade se retire derrière la position occupée le matin par les zouaves. La division Bourbaki couvre les ponts en deçà de la Sesia ; l'artillerie de cette division canonne les colonnes ennemies en les prenant à revers, tandis que l'artillerie de la division Trochu les prend de front ; le 3^e corps contribua ainsi pour sa part au succès de la journée de Palestro. Les Autrichiens, restés sur la rive gauche du Pò, à Robbio, à Mortara, à Novare, se retirent le 2 juin derrière le Tessin, en faisant sauter le pont de San Mar-

tino, et se concentrent autour de Rosale, où Giulay fixa son quartier général.

Le lendemain du combat de Palestro, un sous-lieutenant de cavalerie de Nice se présenta devant le colonel français Chabrol, chargé d'escorter les prisonniers autrichiens à Verceil. La présence de ce jeune officier, grand, mince, d'une tournure élégante, parlant le français le plus pur, étonna le colonel, qui ne put s'empêcher de lui demander quel était son pays : « Je suis Français, répondit-il, je suis de Chartres. — Comment êtes-vous venu de la Beauce servir en Sardaigne ? L'officier reprit en riant : Mon nom est de Chartres ; je suis le second fils du duc d'Orléans. »

Le mouvement de concentration des alliés entre Alexandrie et Voghera s'était heureusement accompli ; grâce à la victoire de Palestro, l'armée piémontaise, rassemblée sur la rive gauche de la Sesia, à deux étapes de Casale, s'était portée sur la rive gauche sans éveiller l'attention de l'ennemi ; l'armée française, de son côté, s'était déployée entre Alexandrie et Voghera, en quatre jours de marche ; elle avait passé par Casale sur la rive droite du Pô, puis sur la rive de la Sesia ; 160 000 Franco-Piémontais s'y trouvèrent un moment réunis. Cette masse, éparpillée sur la longue ligne de Turin à Gênes passant par Casale, Alexandrie, Valenzia et Voghera, s'était, en dix jours, rassemblée tout entière sur la Sesia, en franchissant deux fleuves en présence de l'ennemi.

Les transports des troupes françaises par le chemin de fer et les mouvements de leurs différents

corps pour franchir le Pô avaient été signalés, dès le 28 mai, à l'état-major autrichien ; le 21 mai, la division Cialdini s'était mise en mouvement de Casale pour Verceil ; depuis ce jour, il y avait eu, sur les deux rives de la Sesia, une série de manœuvres et de combats qui auraient dû prouver à l'ennemi qu'il ne s'agissait pas d'une démonstration de la part des alliés, mais d'une grande opération de guerre qu'il fallait empêcher par une bataille ; lorsque toute l'armée piémontaise se fut portée sur la Sesia, suivie par le 3^e corps d'armée français, il était facile de voir que les alliés avaient voulu transporter le théâtre de la guerre sur la rive gauche du Pô.

Le général Giulay, après le combat de Palestro, franchit de nouveau le Tessin. L'armée française, sans interrompre sa marche sur la rive droite du Pô, entre à Novare, où le quartier général s'établit ; le 3 juin, elle se dirige sur le Tessin ; la division Espinasse occupe Trécate. La division Camou des voltigeurs de la garde gagne Robbio sur la rive gauche du Tessin : elle a reçu l'ordre de franchir cette rivière en face de Turbigo, village situé à 9 kilomètres du pont de Buffalora, et de protéger l'établissement d'un pont de bateaux qui doit servir, le lendemain, pour le passage du 2^e corps d'armée. C'est là que va se livrer le second combat de la campagne.

Cinq batteries et un équipage de pont précédés d'un escadron de cavalerie suivent la division Camou, qui arrive à Turbigo sans avoir rencontré d'ennemis, et place aussitôt en batterie 12 pièces de l'artillerie de la garde sur les hauteurs, à gauche de la grande

route, et 12 pièces sur la rive basse pour obtenir des feux rasants. Cette artillerie bat les abords du point choisi pour l'établissement du pont. Quatre compagnies de chasseurs à pied de la garde, destinées à couvrir la jetée du pont dont les premiers travaux s'exécutent avec rapidité, passent le Tessin. Une tête de pont est bientôt prête et armée de 2 pièces. Le lendemain, à deux heures du matin, la brigade Manèque, avec une batterie, occupe le village de Turbigo ; la brigade Decaen opère des reconnaissances sur la rive droite du Tessin. La construction du pont sur ce fleuve étant achevée, le 2^e corps se met en marche pour le franchir le 3 juin, à cinq heures ; la 3^e division doit rallier à Turbigo la première division venant de Novare. Le général Mac-Mahon, qui, avec son état-major, précède la 1^{re} division pour reconnaître le terrain, atteint à trois heures le campement de la brigade Decaen ; il se rend à Turbigo pour recevoir les rapports du général Camou mis sous ses ordres. L'ennemi ne s'est montré nulle part. Le général Mac-Mahon, suivi de son état-major, se rend à Robecchietto.

Ce village, placé sur la rive gauche du Tessin, à 2 kilomètres de Turbigo, s'élève sur un monticule qui domine de 13 à 20 mètres la vallée du Tessin ; deux routes praticables pour l'artillerie conduisent de Turbigo à Robecchietto : l'une aboutit à la partie sud du village, l'autre à l'ouest. La route qui conduit à Buffalora et à Magenta se dirige vers l'est. Le général Mac-Mahon, du haut d'une éminence d'où il pouvait embrasser une grande étendue de terre, aperçut sur

cette route une division autrichienne déjà parvenue à l'entrée du village, d'où le général la Motte-Rouge reçut l'ordre de la déloger; la division ennemie débouchait à peine du pont, le général la Motte-Rouge n'avait à sa disposition que le 3^e régiment de tirailleurs algériens.

Ce régiment, formé en colonne, court tête baissée sur le village et force l'ennemi à la retraite. Le 45^e régiment appuie le mouvement des Algériens; le 65^e, qui traverse en ce moment le pont du canal, reçoit l'ordre, dès qu'il aura débouché sur le plateau, de se former à gauche de la 1^{re} brigade pour couvrir le flanc des colonnes d'attaque. La 1^{re} brigade de la 2^e division sortie de Galliate s'approche du défilé qui conduit au pont; la 2^e brigade de cette division ne doit quitter Trécate que lorsqu'elle aura été relevée dans ses positions par les grenadiers de la garde. Les Autrichiens, au nombre de quatre bataillons et de deux escadrons de hussards avec 4 pièces, prennent position à 300 mètres environ en arrière de Robecchietto, et ouvrent les premiers le feu avec leur artillerie. Les Français ripostent; le combat se prolonge sans résultat des deux côtés; le général autrichien, s'apercevant que des colonnes ennemies débouchent du pont de Buffalora, se retire laissant une pièce démontée au pouvoir des Français. Le 45^e de ligne va s'élancer à la poursuite de l'ennemi, lorsque, tout à coup, deux escadrons de hussards servant d'éclaireurs à la colonne mobile du général Urban se montrent sur la gauche. Un bataillon français du 65^e avec 2 pièces se porte en avant

et fait rebrousser chemin à cette cavalerie. Un détachement de chasseurs tyroliens, qui cherche à enlever le pont sur le canal de navigation, est repoussé par le 2^e voltigeurs de la garde; à cinq heures, ces divers combats sont terminés. La victoire de Turbigo, prélude de celle de Magenta, permet à l'armée alliée de s'établir à cheval sur le Tessin et de prendre sa ligne de bataille.

Le 4 juin, le 2^e corps, renforcé par la division des voltigeurs de la garde impériale et suivi de l'armée sarde, quitta Turbigo pour se diriger sur Buffalora et Magenta, tandis que la division des grenadiers de la garde impériale allait s'emparer de la tête du pont de Buffalora, sur la rive gauche du Tessin. Le 3^e corps doit passer ce fleuve à Buffalora; le 6^e corps devra bivouaquer à Treocate; le 1^{er} corps s'établira dans les fortes positions d'Olengo, de la Bicoque de Castellazzo et de la Cavalotta. L'extrême droite de ce corps, appuyée à l'Agogna, sera couverte par la division Desvaux. La division de cavalerie du général Partouneau soutiendra la gauche du 1^{er} corps en la ralliant au 4^e. La ligne de bataille est donc celle d'Olengo à Magenta, perpendiculaire à la ligne de bataille des Autrichiens, ce qui place la droite des Français dans une position assez difficile.

La division Urban formait, à Gallarate et à Varèse, l'extrême droite des Autrichiens; la division Clam, renforcée de quatre bataillons et de deux batteries, occupait Magenta; une brigade de cette division était restée à Turbigo, après avoir détaché quelques bataillons à la tête du pont de San Martino, armée de

grosses pièces. Cette tête de pont fut évacuée dans la nuit du 2 au 3. Les Autrichiens firent sauter le pont de Bussoletta : deux arches seulement furent renversées par l'explosion ; elles avaient, en tombant l'une sur l'autre, donné aux voûtes une pente oblique qui permettait de les franchir. La position du général Clam pouvait donc être attaquée de front et de flanc par le pont de Bussoletta.

Le 2^e corps d'armée autrichien, déjà sur la rive gauche du Tessin, marchait vers Magenta pour soutenir Clam. La division Reischach reçut l'ordre de se porter aussi en avant que possible. La cavalerie de réserve, au bruit du canon, prit la route de Magenta. Le quartier général autrichien, qui s'était transporté pendant le combat de Robecchietto, de Belsguardo à Rosale, où se rendit aussi le feld-maréchal Hess arrivé de Vienne, fut le soir même transféré à Abbiategrasso. Les 2^e, 7^e et 3^e corps d'armée, ainsi que la cavalerie formant une seule colonne dans l'ordre indiqué, passèrent le Tessin sur le pont de Vigevano. Le 8^e corps fut retardé dans sa marche sur Binasso par la nécessité de laisser défiler un grand transport de blessés, l'artillerie de réserve de l'armée, les équipages de pont, les voitures et le 5^e corps. Tous les mouvements de marche étant finis dans la nuit du 3 au 4 juin, l'armée autrichienne se trouva placée ainsi : 1^{er} et 2^e corps à Magenta et dans les environs ; le 5^e corps à Abbiategrasso ; le 5^e corps à Fallavecchia, entre Rosale et Coronate ; le 8^e corps à Belsguardo et vers Binasco ; le 9^e corps en route vers Pavie ; la cavalerie de réserve à Corbetta. Il y avait

autour de Magenta 41 000 hommes, autour d'Abbiategrosso 17 000 hommes; en arrière de Fallavecchia 47 000 hommes, derrière Pavie 21 000 hommes; à Varèse, Urban avec 11 000 hommes; à Milan, une division du 1^{er} corps, 13 000 : total 160 000 hommes. Ces troupes, qui venaient de faire de longues marches, eurent un jour de repos. Celles qui devaient s'opposer aux alliés sur la gauche du Tessin, distribuées depuis Magenta jusqu'à Belsguardo, occupant une étendue directe de sept lieues, avaient besoin d'une heure de marche pour se concentrer.

La ligne de bataille des Autrichiens se développait sur les élévations de terrain qui dominent la route de Buffalora à Milan, formant comme un arc de cercle dont cette route était la corde, ayant à sa gauche Ponte Vecchio di Magenta, le centre à Ponte Nuovo di Magenta, et la droite au village de Buffalora, bâti sur les deux rives du *Naviglio grande*, éloigné environ de 1500 mètres du pont de Buffalora construit sur le Tessin. Leur ligne de défense était couverte par le *Naviglio grande*, canal dérivé du Tessin, large de 30 pieds et profond de 5 à 6 pieds, coulant à mi-côte entre deux rives escarpées, et franchissable sur trois ponts, vis-à-vis les villages de Buffalora, Magenta et Robecchio.

Les bords du *Naviglio* s'élèvent de 5 à 6 pieds au-dessus du terrain : leurs pentes escarpées sont de 25 à 30 pieds de hauteur, couvertes de bois et maçonnées en plusieurs endroits. Des chemins bien entretenus courent sur les bords et traversent la ligne du chemin de fer, presque à fleur d'eau, sur des ponts

formant comme des portes au-dessous desquelles passe la voie ferrée partant du pont de Buffalora. Cette voie se prolonge à droite en décrivant une courbe presque insensible vers les hauteurs qu'elle franchit à environ 600 mètres de Ponte Nuovo di Magenta. Ce hameau est donc le point d'intersection du canal et de la grande route de Milan ; il se compose de quatre fermes situées sur les deux côtés du canal et de la route.

Le pont du chemin de fer s'élève à 400 mètres environ en aval de Ponte Nuovo. Le hameau de Ponte Vecchio di Magenta est bâti sur les deux bords du canal en aval, à 1200 mètres environ de Ponte Nuovo di Magenta. Robecchio est situé à environ 3200 mètres plus loin. Magenta se trouve sur la route de Buffalora à Milan, à la distance d'environ trois lieues de cette ville, et à 2300 mètres environ de Ponte Nuovo di Magenta.

Le village de Magenta est accessible de tous les côtés ; le mouvement prononcé des Français qui s'avancent par la route de Milan et par la ligne du chemin de fer partant du pont du Tessin, fait de ce village la clef de la position des Autrichiens et leur point de ralliement.

Le terrain compris entre Ponte Nuovo di Magenta et le chemin de fer est coupé de rivières. L'espace entre la position des Autrichiens, les routes de Milan et le canal du *Naviglio grande* est couvert de haies, de broussailles épaisses, de bouquets d'arbres, de vignes, de mûriers, de prés et de rizières ; des courants d'eau et des fossés profonds le traversent. Un

fantassin aurait de la peine à surmonter les obstacles de ce terrain, et il est presque impossible à l'artillerie et à la cavalerie de s'y mouvoir.

Les Autrichiens ont joint à ces obstacles naturels la fortification des bâtiments de la station du chemin de fer et de la douane, et deux banquettes, l'une en avant, l'autre en arrière du pont de Magenta, pour défendre l'approche du canal; deux traverses avec parapet s'élèvent sur la ligne du chemin de fer, aux deux points où cette ligne se voûte pour laisser passer deux courants d'eau. Une redoute, défendue par des abattis, commande la ligne du chemin de fer, à l'endroit où il s'encaisse entre les hauteurs précédant le *Naviglio grande*.

Le comte Clam, commandant le 1^{er} corps d'armée autrichien, avait sous ses ordres 13 000 hommes de son corps et tout le 2^e corps fort de 17 000. Il distribua ses troupes de la façon suivante : une brigade derrière le *Naviglio*, établie solidement aux ponts de la route et du chemin de fer sur le canal; trois brigades à Magenta, une brigade à Robecchio, avec ses avant-postes à Ponte Vecchio di Magenta et sur trois autres points voisins. Cette position, jointe à leur nombre, assurait aux Autrichiens un grand avantage sur la partie de l'armée alliée qui se trouvait séparée par le Tessin du reste de l'armée divisée elle-même sur la route de Novare à Buffalora, en plusieurs tronçons se livrant à des marches et à des contre-marches pour se rejoindre.

Les Autrichiens, en repassant sur la rive gauche du Tessin, avaient vainement cherché à faire sauter

le pont de Buffalora. Le génie français put aisément le rendre praticable en posant sur les arches endommagées un tablier factice; le génie, à côté de ce pont stable, construisit un autre pont de bateaux sur lequel la brigade des grenadiers de la garde, commandée par le général Wimpffen, franchit le Tessin à huit heures du matin avec 2 pièces de canon, et prit position à droite et à gauche de la route de Milan.

Le général Clam, à la nouvelle de l'approche des Français, pourvut à la défense des ponts du chemin de fer et de la route de Milan à Ponte Nuovo di Magenta; un bataillon occupa le retranchement situé en avant du chemin de fer, quelques pièces furent mises en batterie de façon à enfiler la route; un autre bataillon prit place comme réserve, derrière le retranchement; une ligne épaisse de tirailleurs occupa le remblai qui longe le *Naviglio*; le resté de la brigade se tint en réserve derrière le canal. Une brigade de soutien se mit à cheval sur la route et le chemin de fer, à demi-distance entre le canal et Magenta; une demi-brigade resta comme réserve générale à Magenta.

La brigade Wimpffen, parvenue à mi-chemin des maisons de Ponte Nuovo di Magenta, après avoir engagé le feu entre ses tirailleurs et les avant-postes ennemis, se retira pour prendre position à 500 mètres en amont de Buffalora.

La 1^{re} brigade de la division Mellinet s'établit derrière ce pont; le 3^e corps français, au lieu de se diriger sur Turbigo, reçut l'ordre de passer le Tessin

au pont de Buffalora, et l'armée sarde celui de hâter sa marche pour rejoindre le 2^e corps.

L'armée française, avant de s'engager, voulait attendre des renforts afin de concourir à l'attaque générale en même temps que la colonne venant de Turbigo. La division la Motte-Rouge quitta Robecchetto le 4 juin à neuf heures et demie du matin et se dirigea vers Valeggio. Le 7^e chasseurs éclairait la marche de cette division; le général Mac-Mahon marchait en tête de sa colonne; la 2^e division du 2^e corps d'armée se dirigeait vers le même village. La division Camou suivait les traces de la division la Motte-Rouge.

Les 2^e et 3^e divisions sardes, arrivées le 3 juin au soir à Galliate, où elles avaient passé la nuit, franchirent vers midi le Tessin à Turbigo; la 2^e division se mit en marche vers Magenta, la 1^{re} et la 4^e division prirent position à Galliate. L'armée sarde et les corps de Niel et de Canrobert, se dirigeant sur le Tessin, étaient trop en arrière pour soutenir le 2^e corps et les voltigeurs de la garde dans la lutte contre le général Clam à Magenta. Ce général avait disposé ses troupes, comme nous l'avons vu, derrière le canal avec le front vers l'ouest, mais il allait être attaqué aussi vers le nord. La colonne de droite de la division la Motte-Rouge traverse alors Induma et Cuggione sans rencontrer d'ennemis, puis elle se dirige vers Casale et Rubone : les avant-postes autrichiens échangent quelques coups de fusils avec les tirailleurs algériens marchant en tête de la colonne; ils se replient en combattant sur Buffalora par Bernate; les Algériens

se lancent au pas de course sur ce village et l'enlèvent.

Les Autrichiens se rallient, à 2 kilomètres environ, aux premières maisons de Buffalora, mais le 2^e corps ne se trouve point encore en posture de seconder l'attaque de Buffalora. Le général Mac-Mahon s'aperçoit qu'il a devant lui des colonnes considérables s'étendant de Cuggione à Magenta et pouvant l'accabler et le séparer de la division Espinasse. Il fait cesser l'attaque sur Buffalora et masse la 1^{re} division par bataillons entre les deux cascines de Velegio et de Malassella, où Mac-Mahon attend qu'Espinasse se mette en ligne avec la 1^{re} division et que les voltigeurs de la garde accourent se ranger derrière la 1^{re} division.

L'état-major est établi sur le pont de Buffalora. Les décharges réitérées de l'artillerie et la vive fusillade du côté du village de Casate, faisant supposer que le général Mac-Mahon est là avec son corps d'armée, ordre est donné à la division Mellinet d'attaquer la position occupée par l'ennemi en avant de Ponte di Magenta afin d'appuyer l'attaque de Mac-Mahon. Les 3^e et 4^e corps hâtent leur marche. La brigade Wimpffen, laissée en avant du pont de Buffalero sur la rive gauche du Tessin, s'ébranle à dix heures; le 3^e grenadiers suit la route à droite; le 2^e grenadiers, éclairé par des compagnies de zouaves, marche à gauche; quatre pièces sont en batterie sur la route, trois compagnies de zouaves forment la réserve, pendant que le 1^{er} grenadiers observe le flanc droit par lequel une attaque est possible. Le 3^e grenadiers

surmonte tous les obstacles du terrain sous le feu de l'ennemi; il s'avance vers le mamelon sur lequel s'élève la redoute de Monte Rotondo. Arrêté un moment par les ravages que fait dans ses rangs le feu de l'artillerie ennemie, il revient à la charge et s'empare de la redoute. Les Autrichiens en se retirant veulent mettre le feu aux mines préparées sous les ponts du canal, mais le sergent qui s'approche la mèche à la main est tué. Les grenadiers s'avancent alors sur la droite de la redoute dans la direction de Ponte Vecchio di Magenta; là ils se trouvent en face de forces considérables échelonnées le long du *Naviglio grande*. Le général français appelle à lui les trois compagnies de zouaves; l'ennemi est sur le point de s'emparer du pont du chemin de fer et d'écraser les grenadiers qui en défendent la chaussée. Les zouaves s'avancent résolument, mais ils vont être repoussés par la supériorité du nombre, lorsque le 3^e bataillon de grenadiers et les zouaves de la brigade Cler arrivent. Les Français, traversant le canal malgré les obstacles de toute nature et le feu meurtrier de l'ennemi, occupent les maisons qui défendent les abords de Ponte Nuovo. Ils vont franchir le *Naviglio grande*. Le général Clain, les voyant approcher de Casale, et redoutant leur double attaque, adresse un rapport sur la situation à Giulay, à Abbiategrasso. Le général en chef autrichien ordonne aussitôt à une division du 7^e corps de marcher sur Magenta, au 3^e corps sur Robecco, et à une autre division du 7^e corps de se rendre de Castelletto par Albairate à Cosbella; les 3^e et 8^e corps devront hâter leur marche pour arriver

à Robecco. Une grande bataille va donc s'engager là où il semblait n'y avoir de prétexte que pour un combat d'avant-garde. Si Giulay, au lieu d'envoyer toutes ses troupes à Magenta où elles ne pouvaient arriver que tard, avait fait retirer celles de Clam en livrant de petits combats derrière le *Naviglio grande*, les Français se seraient trouvés en présence de toute l'armée autrichienne réunie dans une belle et forte position sur le flanc de la route de Milan (1). Ils occupaient la rive gauche du *Naviglio*; lorsque Giulay parut sur le champ de bataille, il était deux heures.

Giulay fait avancer une brigade de réserve vers Marcallo où vient d'arriver le 2^e corps d'armée français, puis il se rend à Robecco pour diriger les préparatifs d'une attaque contre le flanc droit de la division des grenadiers de la garde impériale française, qui de Ponte Nuovo di Buffalora s'est, comme on l'a vu plus haut, avancée vers le *Naviglio*; les grenadiers et les zouaves courent grand risque d'être enveloppés; quelques pelotons de chasseurs à cheval sont les seules forces qu'on puisse envoyer à leur secours. Cette petite troupe, lancée vigoureusement par le général Cassagnolles contre les colonnes ennemies, exécute quelques charges brillantes, mais infructueuses.

Les grenadiers de la brigade du général Wimpffen se portent en avant pour contenir l'ennemi, quatre pièces d'artillerie placées en même temps sur la route lancent des volées de mitraille qui font de

(1) *Histoire inédite de la guerre de 1859 en Italie*, par le général Jérôme Elloa.

grands ravages dans les rangs des Autrichiens ; ceux-ci ne tardent pas à répondre à ce feu avec un nombre égal de pièces, le combat devient aussi sérieux sur la gauche que sur la droite ; les grenadiers français sont menacés d'être débordés par un ennemi supérieur en nombre ; des ordres pressants détachent du 4^e corps la division Vinoy qui s'élance au pas de course vers le pont de Buffalora. La première division du 3^e corps, commandée par le général Renault, hâte aussi sa marche ; une brigade de cette division, arrivée vers trois heures et demie au pont de Buffalora, se jette sur la droite pour appuyer le général Wimpffen. Le général Picard qui la commande arrive à temps pour dégager les grenadiers de la garde. Le régiment autrichien Archiduc-Sigismond se replie lentement sur les contre-forts qui séparent Ponte Vecchio des rizières ; les Autrichiens, barricadés dans ce village, dirigent une fusillade des plus vives sur les troupes du général Picard qui, à la tête de sa brigade, s'élance sur le village et s'en empare. L'ennemi laisse entre ses mains un grand nombre de prisonniers, mais il rompt le pont, s'embusque dans les maisons de la rive gauche du canal et de là dirige une vive fusillade sur les Français qui occupent l'autre partie du village.

Les Autrichiens font de nouveaux efforts pour reprendre la rive droite du *Naviglio*. Le général Reischach, à peine arrivé avec sa division à Magenta, se porte à la tête de la brigade Gablentz vers Ponte Nuovo par la route de Milan, se jette sur les Français, les repousse sur le pont, et leur prend un canon. Le général Cler est tué à la tête de ses grenadiers, et les

Autrichiens réoccupent les maisons sur le canàl sans pouvoir franchir le canal lui-même. Le général Lebzeltern, à peine suivi par deux bataillons, s'était dirigé sur Buffalora peu de temps après le départ de Gablentz; arrivé près du village, il fait attaquer par un de ses bataillons les maisons défendues par les Français. Lebzeltern est blessé en conduisant l'attaque; les Autrichiens essayent de la renouveler; ils sont repoussés une seconde fois.

Le 3^e corps de l'armée autrichienne s'avance sur Robecco. Le prince Schwartzemberg, à la tête d'une brigade du 2^e corps, qui se trouve à Robecco, se porte au delà de Ponte Vecchio sur la rive ouest du canal vers le flanc des Français. Son projet est de couper la division des grenadiers et de la repousser entre le Tessin et le *Naviglio*; mais tous ses efforts sont vains. Le général Picard conserve Ponte Vecchio. La position des Français n'en est pas moins critique; toutes les oreilles sont tendues pour savoir si le canon de Mac-Mahon ne se fait pas entendre sur la gauche. Les renforts du 4^e corps n'arrivent pas, le 3^e corps rencontre de grandes difficultés dans sa marche, la grande route étant entièrement couverte par l'artillerie et les équipages militaires; Canrobert n'atteint le pont de San Martino qu'à quatre heures; les généraux demandent des renforts de tous côtés, mais on manque de troupes; les Autrichiens s'avancent en grandes masses sur la route de Milan et menacent de forcer le passage du canal; leur 3^e corps est à Robecco prêt à pousser en avant. La brigade Hartung se porte sur la rive ouest du *Naviglio* vers Ponte

Vecchio, la brigade Durrfeld à gauche se dirige par Carpenzago vers San Damiano, et la brigade Wetzlar gagne du terrain dans la vallée même, le général Ramming déborde Ponte Vecchio et se met en communication avec l'aile gauche de la division Reischach. Le général Hartung déloge les quelques bataillons de la brigade Picard de leur position.

Le général Picard se précipite en vain avec le reste de sa brigade pour les soutenir, il est forcé de céder le terrain; voyant que le général Wimpffen court de nouveau risque d'être enveloppé, il fait des efforts inouïs et reprend le village de Ponte Vecchio qu'il est bientôt obligé d'abandonner. L'ennemi le déborde, il va être coupé de la brigade Wimpffen, lorsque le colonel du 9^e de ligne prend position à la tête de deux bataillons de son régiment entre le canal et Ponte Vecchio. Le colonel tombe frappé de cinq balles en repoussant une colonne ennemie; les Autrichiens, pendant ce temps-là, massant de grandes forces sur la droite des Français, tâchent de rejeter la division Mellinet et la brigade Picard au delà du pont de Buffalora sur la rive droite du Tessin. Ces troupes opposent une résistance héroïque à l'ennemi sur le *Naviglio*; le salut de l'armée dépend de la possession de ce cours d'eau. Les renforts ne paraissent pas; il y a là un moment d'angoisse mortelle; enfin les voici! il est cinq heures et demie.

La division du 4^e corps, commandée par le général Vinoy, paraît la première sur le champ de bataille; le général Niel, commandant le 4^e corps, détache deux bataillons de la brigade Martimprey, chargés

de chasser les Autrichiens de la ferme qu'ils occupent; le reste de la brigade vole au secours de Wimpffen et de Picard. La brigade Charrière de la même division débouche du pont de Buffalora et se porte sur le canal. La lutte se soutient donc à Ponte Vecchio, à la redoute et à Ponte Nuovo. Le maréchal Canrobert, du 3^e corps, rejoint la brigade Picard, qui se bat depuis quatre heures. Le général Vinoy s'empare de la partie du village de Ponte Vecchio située sur la gauche du canal et fait 200 prisonniers à l'ennemi; l'autre partie du village sur la rive droite résiste à toutes ses attaques. Sa position n'est pas sans danger à cause du peu de troupes dont il dispose; impossible de rallier la brigade de Martimprey qui marche dans la direction de Magenta; le général Vinoy demande des secours : la brigade Jaurès de la division Renault du 3^e corps d'armée arrive à six heures, les détachements du 3^e corps autrichien se retirent sur tous les points. Quelques bataillons français, au moment où ils sortent de Ponte Vecchio, sont chargés par trois escadrons du régiment des hussards du roi de Prusse, venant de Carpenzago. Le maréchal Canrobert et les officiers de son état-major, entraînés dans la bagarre, mettent le sabre à la main; les hussards autrichiens, après avoir poursuivi l'ennemi jusqu'au canal, essuient en revenant sur leurs pas le feu des Français logés dans les maisons du village.

Cette charge brillante permet à deux régiments d'infanterie de se retirer sans être attaqués. Au même instant, de sourdes et lointaines détona-

tions se font entendre, un cri s'échappe de toutes les poitrines : c'est le canon de Mac-Mahon !

Ce général était en avant de Cuggione au moment où la division Espinasse entrait en ligne avec la division la Motte-Rouge qui avait pour mission d'enlever le village de Buffalora qu'on supposait occupé par l'ennemi. La division Camou se porte en avant pour remplir l'espace entre les deux divisions du 2^e corps et le 7^e régiment de cavalerie augmenté de deux escadrons du 4^e régiment de chasseurs placé à sa gauche. Le général Mac-Mahon marche dans cet ordre de bataille contre la droite des Autrichiens. Ciulay n'avait pu d'abord lui opposer qu'une brigade qui, placée devant Marcallo, ne retarde pas longtemps le mouvement du général Espinasse. Recueillant quelques détachements épars, il les envoie sur le champ de bataille. Le général Gablentz prend le commandement de deux brigades en remplacement du général Reischach blessé. La lutte sur le point de s'engager du côté du nord à Magenta doit décider du sort de la bataille.

La 1^{re} division de la Motte-Rouge, soutenue par deux bataillons en réserve, s'avance contre Buffalora, mais l'ennemi vient d'abandonner le village en rompant le pont qui relie les premières habitations à celles qui sont placées sur l'autre rive du canal. Le 2^e grenadiers de la garde impériale occupait ces maisons, n'ayant pu passer sur l'autre rive du canal défendue par des forces supérieures ; mais après la retraite des Autrichiens, il franchit le canal sur une passerelle construite à la hâte et rejoint le reste de

la division Mellinet, qui occupe Ponte di Magenta. Le 73^e traverse à son tour le canal; la division la Motte-Rouge, trouvant Buffalora aux mains des Français, se porte en convergeant sur la route de Buffalora à Magenta. La tête de cette division engage la lutte avec l'ennemi solidement retranché dans la Cascina Nuova. Cette ferme est enlevée après un rude combat : 6 à 700 Autrichiens mettent bas les armes. Le général Mac-Mahon s'avance toujours de l'autre côté. La division Espinasse est arrivée jusqu'à Marcallo sans rencontrer d'ennemis, mais au sortir de ce bourg, le 71^e se trouve en présence des Autrichiens. Le général Espinasse, chassant l'ennemi des maisons qui ont vue sur la route qu'il occupe, se porte à la tête de la brigade Cassagne sur la droite dans la direction de Gustafama et rejette l'ennemi sur Magenta; Mac-Mahon, attaquant alors l'ennemi avec toutes ses forces, pousse après une série de combats sur Magenta avec ses trois divisions réunies.

Giulay avait rassemblé dans ce village tous les détachements des différentes brigades encore en état de combattre; il ne comptait, en fait de troupes fraîches, que sur une division arrivée à quatre heures. Mac-Mahon donne l'ordre de prendre Magenta. La division Espinasse l'aborde par la droite; la division la Motte-Rouge appuie cette attaque en se tenant en réserve sur la gauche. L'artillerie suit pour protéger les mouvements des troupes dans toutes les directions. Les assaillants s'ébranlent à la fois; un feu très vif d'artillerie et de mousqueterie les reçoit à l'entrée du village; il faut pour s'en emparer prendre d'abord

la gare du chemin de fer. Le général la Motte-Rouge dirige ses attaques sur ce point; bientôt la mêlée devient générale, on combat à la droite, au centre, à la gauche, sur toute la ligne; les Français sont déjà parvenus à la hauteur du chemin de fer; ils menacent le centre du village sur lequel Mac-Mahon dirige tous ses efforts. Les combattants des deux côtés rivalisent de bravoure, le général Espinasse franchit la chaussée du chemin de fer et s'avance vers la rue qui conduit à Magenta; l'entrée de cette rue est défendue par deux pièces et par une grande maison à plusieurs étages que les chasseurs tyroliens occupent.

Les Français forcent l'entrée de Magenta et s'emparent de la grande maison; Espinasse est tué d'un coup de feu. Le général Castagny s'engage résolument avec sa brigade dans le village et en déloge les Autrichiens de maison en maison. La résistance de l'ennemi est aussi opiniâtre sur les autres points du village : la brigade Gault, laissée à la garde de Marcallo, est rappelée à Magenta; suivie des 1^{er} et 2^e régiments, elle franchit la chaussée du chemin de fer et rejoint la brigade Castagny à la droite du village. Le général Martimprey, cherchant à rallier le 2^e corps, s'est engagé à la tête de deux bataillons du 52^e de ligne sur la route de Magenta; il rencontre l'ennemi, s'empare d'une ferme où il essaye de résister à des forces supérieures, n'y pouvant réussir, il parvient à rejoindre la division la Motte-Rouge.

Cette division, après s'être emparée de la gare du chemin de fer, s'est portée en avant. Une partie des troupes qui la composent, franchissant la voie ferrée,

s'est mise à cheval sur la route de Milan. L'autre partie, sous les ordres du général Polhès, a délogé les Autrichiens de l'église de Magenta. Le général Auger commandant l'artillerie a placé en batterie 30 pièces qui couvrent le village de leurs boulets. Les Autrichiens, débordés de tous côtés, se retirent lentement en défendant les maisons une à une et le terrain pied à pied. Une batterie de fusées couvre leur retraite. Magenta est enfin au pouvoir des Français à sept heures et demie.

Les deux armées campèrent sur le champ de bataille. Les pertes étaient considérables des deux côtés : les Français comptaient : morts ou blessés, 246 officiers, 3463 hommes et 735 disparus ; les Autrichiens, 281 officiers, 3432 hommes et 4000 disparus, mais le résultat de la bataille était d'ouvrir Milan aux Français.

La nature du terrain sur lequel la bataille avait eu lieu permit aux Français de déployer leurs qualités naturelles. Ce terrain ne se prêtait qu'à des rencontres isolées, dans lesquelles, plus agiles de corps, plus prompts d'intelligence que les Autrichiens, ils devaient avoir l'avantage sur eux. Les corps d'armée autrichiens, accourus à la hâte pour disputer aux alliés le passage du Tessin, pas plus que les alliés, ne s'attendaient à une grande bataille, la lutte fut pour ainsi dire improvisée. L'armée française, grâce à sa vigueur à maintenir l'offensive malgré les pertes très graves subies par sa droite, et grâce à la décision du général Mac-Mahon, restait victorieuse, mais la victoire lui avait été très disputée, et peut-être lui au-

rait-elle échappé sans la lenteur de Giulay à renforcer sa droite à Magenta, et à faire entrer en ligne les troupes appartenant aux 3^e, 7^e et 5^e corps d'armée. Giulay avait commis trois grandes fautes : d'abord en n'attaquant pas avec vigueur l'armée piémontaise à son entrée en campagne, ensuite en ne profitant pas de l'imprudence des alliés le 2 juin, lorsqu'ils abandonnèrent leur ligne de défense et de retraite défendue seulement par une partie du 1^{er} corps français ; enfin, en laissant les Français passer tranquillement sur la rive gauche du Tessin. Cependant les champs de Magenta, théâtre d'engagements acharnés, d'alternatives de succès et d'échecs, jonchés de morts et de blessés, n'auraient peut-être prêté leur nom qu'à une journée indécise sans le départ des Autrichiens le lendemain de la bataille ; les vainqueurs ne les gênèrent nullement dans leur retraite. La nécessité de donner du repos aux troupes n'explique pas seule cette inaction, car l'armée piémontaise et un corps d'armée français n'avaient pas été engagés dans la lutte, mais l'armée française, encore disloquée, avait ses différents corps séparés par le *Naviglio* et le Tessin ; un succès des Autrichiens sur un point quelconque de sa position pouvait la compromettre tout entière. Les Français, attaqués sur la rive gauche du *Naviglio*, n'auraient pu réunir que la moitié de leurs forces. Ils se concentrèrent donc au lieu de poursuivre l'ennemi. Une seule escarmouche eut lieu à la hauteur de Carpenzano ; plusieurs généraux autrichiens étaient d'avis de s'arrêter là, de donner quelques heures de repos aux troupes

et de livrer une seconde bataille. Cet avis ne fut pas suivi.

L'Empereur, deux jours après le combat, apprit lui-même au général Mac-Mahon qu'il le nommait maréchal de France et duc de Magenta. Le général Regnault de Saint-Jean d'Angely obtint la même dignité. Un *Te Deum* solennel fut chanté le 7 juin à Notre-Dame de Paris en l'honneur de cette victoire.

Les Autrichiens se retirèrent derrière le Tessin et ensuite derrière le Mincio. Ils abandonnèrent Milan, où le maréchal Mac-Mahon entra le 7 juin à la tête du 2^e corps, au milieu des acclamations d'une population ivre de joie.

La nouvelle de la bataille de Magenta ne pouvait manquer de produire une grande impression en Allemagne. Les Allemands se sentirent atteints dans leur amour-propre national. Les gouvernements de la Confédération ne paraissaient pas cependant disposés à faire la guerre au profit de l'Autriche. La diète fédérale et la Prusse se bornèrent à des préparatifs militaires encore bien éloignés d'une entrée en campagne.



CHAPITRE XI.

1859.

SOMMAIRE. — Retraite des Autrichiens derrière le Mincio. — Ils construisent des ouvrages de campagne à Melegnano. — Importance de cette position pour la sûreté des Français sur le Tessin. — Combat de Melegnano. — Prise de ce village. — Les Autrichiens se concentrent derrière le Mincio. — L'échiquier de l'armée autrichienne. — Incertitudes au quartier général français sur les mouvements de l'ennemi. — Ascension aérostatique de Godard. — L'empereur d'Autriche prend le commandement de ses troupes. — Les deux armées se rencontrent inopinément. — Le village de Solferino. — Les armées s'ébranlent. — Bataille de Solferino. — Entrevue de Villafranca. — M. de Cavour au quartier général. — Il quitte le ministère. — Rentrée de l'Empereur à Paris. — Son discours aux grands corps de l'État. — Le traité de Zurich. — L'Italie et la papauté.

Aussitôt après le départ des Autrichiens, la municipalité de Milan rédigea une adresse au roi de Sardaigne par laquelle elle renouvelait le pacte de l'annexion de la Lombardie au Piémont signé en 1848. Une autre adresse, remise le même jour à l'empereur Napoléon, exprimait les sentiments unanimes de reconnaissance de tous les citoyens. L'armée française établit ses bivouacs sur les remparts près de la porte de Pavie. Le 1^{er} corps ayant quitté les campements en avant de Buffalora, porta son quartier général à San Pietro l'Olmo. Le 1^{er} corps se rendit le 8 juin à San Donato et prit position sur la route de Melegnano à San Donato, afin d'intercepter la marche des Autrichiens qui se retiraient sur Lodi.

La brigade Roden, appartenant à la division d'arrière-garde Berger du 8^e corps d'armée autrichien, s'était arrêtée à Melegnano et y élevait des ouvrages de campagne. Il fallait arrêter la construction de ces fortifications, et déloger les Autrichiens de leur position sur le canal autour de Milan en les rejetant au delà de l'Adda, si l'on ne voulait pas que la bataille de Magenta restât pour les alliés une journée brillante mais stérile.

Le maréchal Baraguey d'Hilliers reçut donc l'ordre d'enlever Melegnano. La nature du terrain coupé de canaux et de fossés remplis d'eau, les défenses élevées par les Autrichiens, donnaient à cette position une grande importance, quoiqu'elle ne se trouvât pas sur la ligne d'opération des alliés : il était urgent de chasser les Autrichiens de Melegnano et de hâter leur mouvement de retraite derrière l'Adda. Tant que les Autrichiens se maintiendraient en force sur la route de Milan à Lodi, les alliés ne seraient pas en sûreté dans leurs positions sur la gauche du Tessin.

Les dispositions suivantes furent prises pour obtenir ce résultat : Le 2^e corps marche sur San Giuliano; il devait, parvenu à ce village, se jeter sur la gauche pour tourner la droite de Melegnano, rejoindre la route de Cassano à Lodi, et s'y établir en coupant la ligne de l'ennemi. Le général Forey, avec la 4^e division du 4^e corps, prit la droite de la chaussée pour tourner la position des Autrichiens et concourir à l'attaque principale. La 2^e division, commandée par le général de Ladmirault, se porta dans

la direction de la ferme de San Brera, pour attaquer la gauche de l'ennemi, pendant que la division du général Bazaine le prendrait de front.

Les Autrichiens retranchés dans Melegnano occupaient solidement le vieux château, les maisons et les rues barricadées, l'entrée de la ville défendue par une batterie de quatre pièces de canon couvertes par un épaulement, et le cimetière dont les murs étaient crénelés.

La 3^e division du 1^{er} corps, commandée par le général Bazaine s'avancant par la grande chaussée de la route sur Melegnano, attaqua hardiment ce village. Elle soutenait seule, depuis plusieurs heures, un combat très vif, lorsque le général Forey, avec la 1^{re} division du même corps d'armée, se porta rapidement jusqu'à Pedriana, et ouvrit de là le feu de deux batteries de 12 pièces qui prenaient en écharpe Melegnano. Le général Ladmirault, à la tête de la 2^e division, s'était joint à l'attaque de la 3^e déjà bien éprouvée par le feu de l'ennemi. La 2^e brigade de cette division, placée en seconde ligne derrière la 1^{re} brigade, et obligée de parcourir un plus long chemin, marchait dans la direction de Carpianello et de San Brera. Son artillerie, franchissant avec peine les obstacles accumulés sur sa route, traversée par de larges cours d'eau, avait atteint San Brera. Le général Ladmirault, sans l'attendre, courut à travers les vergers, les jardins et les champs placés sur le flanc gauche de Melegnano, au secours de la 3^e division, chassa l'ennemi d'une ferme située sur la crête d'un plateau, et déborda ainsi l'attaque du centre.

Une partie de l'infanterie passa ensuite le Lambro au moyen d'une écluse à San Brera, se glissa le long du ruisseau jusqu'à Melegnano, surprit un bataillon autrichien près du pont, le mit en fuite et s'empara de 6 pièces d'artillerie. La division Bazaine, malgré ses pertes, parvint, de l'autre côté, à forcer l'entrée de Melegnano et à refouler de tous côtés les Autrichiens qui se retirèrent en se défendant jusqu'au vieux château situé au milieu du village et aux abords du pont conduisant sur la route de Lodi.

La 2^e brigade autrichienne, placée derrière Melegnano, se porte en avant pour protéger la retraite des défenseurs de ce village. Un bataillon de cette brigade charge les Français à la baïonnette et reprend le pont et les canons. Le général autrichien Bauer, quoique blessé, opère sa retraite sur la rive gauche du Lambro : la lutte continue encore dans les rues ; un orage d'une violence extraordinaire éclate tout à coup et paralyse le feu des deux côtés ; l'orage calmé, les Autrichiens, en sortant du village, accablent la portion de la 2^e division arrêtée sur le Lambro, une batterie de la 2^e division du 2^e corps d'armée français canonne les détachements ennemis qui défilaient à sa portée. Ce corps d'armée dut borner son rôle à cette canonnade ; arrivé plus tôt, il aurait rendu impossible la retraite de l'ennemi sur Lodi. Le général Bauer mourut de sa blessure pendant la retraite. Les pertes des deux côtés en morts ou blessés furent très grandes. Les Autrichiens laissèrent une pièce de canon au pouvoir des Français.

L'armée autrichienne avait successivement aban-

donné les rives du Pô et les lignes du Tessin et de l'Adda pour se concentrer derrière le Mincio. Les alliés, tandis que les Autrichiens resserraient leurs forces, s'affaiblissaient au contraire en s'éloignant de leur base d'opération, et en s'élargissant ; mais, autant les Autrichiens dans leur retraite avaient intérêt à éviter toute espèce d'engagement sérieux, autant les alliés auraient dû se montrer empressés de mettre obstacle à leurs mouvements rétrogrades. La maxime de faire un pont d'or à l'ennemi qui se sauve n'est pas toujours vraie, et, dans ce cas, elle était mal appliquée. Précisément, parce que les Autrichiens voulaient éviter la bataille pour la livrer ensuite dans des conditions meilleures, il fallait les obliger à une lutte incessante. Ce ne fut pourtant que huit jours après la bataille de Magenta que les Français, voyant que la retraite de l'ennemi sur le Mincio laissait libre leur flanc droit, se portèrent sur Brescia, par la route de Milan.

Les différents corps de l'armée autrichienne s'exerçaient chaque année en reproduisant sur le terrain même le simulacre des opérations de guerre du temps de la Révolution française. Ces leçons allaient-elles recevoir une éclatante application ? La position des deux armées permit bientôt de croire qu'une grande bataille ne tarderait pas à se livrer dans ces lieux célèbres où, dans la campagne de 1796, s'étaient livrés les combats de Lonato et de Castiglione.

L'empereur François-Joseph, qui venait de prendre le commandement en chef de son armée, était parti de Vérone le 18 juin, se dirigeant sur

Lonato pour passer ses troupes en revue. Les deux empereurs étaient en présence.

La marche en avant des alliés, malgré la retraite des Autrichiens, s'opérait à petites journées; les divers corps s'avançaient resserrés l'un contre l'autre, toujours prêts à former leur ligne de bataille défensive. Cette lenteur contrastait singulièrement avec les marches hardies et les conceptions rapides des généraux du temps de la République, époque où la vapeur, les chemins de fer, les télégraphes électriques ne servaient cependant pas d'auxiliaires à la tactique, et où les chefs avec des soldats mal payés, mal habillés, mal chaussés, obtenaient cependant des résultats prodigieux par leur importance et par leur promptitude, tandis que les généraux modernes, après une campagne signalée par tant de combats meurtriers et par une sanglante bataille, n'avaient réalisé que des avantages stratégiques presque insignifiants en comparaison des efforts tentés et du sang versé.

L'armée alliée venait enfin d'atteindre les limites de la Lombardie; elle allait se trouver en face de l'ennemi qui avait eu tout le temps nécessaire pour relever le moral de ses troupes, leur donner du repos, disposer ses moyens de défense, réorganiser les colonnes d'attaque, assurer les communications et les lignes de retraite. La lenteur des Français peut, du reste, s'expliquer par les résultats si chèrement achetés de la bataille de Magenta, par la forte résistance qu'ils avaient rencontrée à Melegnano en attaquant seulement une partie de l'armée autrichienne;

ils craignaient de s'engager au milieu des masses ennemies et de s'éloigner de leur centre d'approvisionnement. La Lombardie renfermait plus de 300 000 combattants des deux côtés, masse énorme et sans exemple dans l'histoire des guerres d'Italie. Les ressources fournies par les plus grandes villes de cette province, la plus riche de la Péninsule, suffisaient à peine à la nourriture du soldat pendant une journée; l'administration des vivres, obligée de nourrir ces masses d'hommes sans recourir aux réquisitions forcées, se trouvait souvent dans la nécessité d'envoyer chercher du pain jusqu'à dix lieues à la ronde; il fallait donc ralentir les opérations militaires, afin de donner aux fournisseurs de l'armée le temps de remplir leur mission.

Les Autrichiens, en voyant trois corps d'armée français massés autour de Melegnano, avaient pu leur prêter deux projets : l'un consistant à suivre la ligne d'opérations de Lodi à Pizzighetone, Crémone, Goïto, Mantoue, pour bloquer cette place, prendre Legnano et, après avoir franchi l'Adige, attaquer Vérone par les deux rives de cette rivière; l'autre à forcer le passage du Mincio à Goïto, d'y construire une double tête de pont, de descendre à Volta et à Brescia pour franchir le haut Mincio, attaquer Peschiera et enlever les hauteurs de Vérone. Les Français, par cette manœuvre, évitaient la plaine de Meldola, située au pied de Castenedolo, où l'ennemi, avec sa nombreuse et belle cavalerie, pouvait tenter le sort d'une bataille avec chance de succès. Mais une fois les alliés massés autour de Brescia, Cialdini

et Garibaldi détachés pour fermer les débouchés du Tyrol, nul ne pouvait se tromper sur le véritable objectif de guerre des Français : c'était le camp retranché de Vérone et Peschiera qu'ils voulaient attaquer après avoir forcé le passage du Mincio.

La cause de la retraite des Autrichiens derrière ce fleuve n'était pas difficile à deviner, c'était le désir de livrer bataille sur un échiquier connu. Les Français, maîtres de Milan et arrivés sur la Chiese, devaient-ils marcher en avant avec circonspection, prêts à provoquer la bataille ou à l'accepter, ou attendre l'attaque de l'ennemi dans les campements de Brescia, au risque de perdre entièrement le fruit de la bataille de Magenta ? Les commandants des divers corps d'armée se réunirent sous la présidence de l'Empereur, le soir du 19 juin, pour discuter sur la suite des opérations. Le résultat de cette délibération fut que les alliés se porteraient en avant.

Le 4^e corps, qui formait l'extrême droite, après avoir franchi la Chiese sur un pont de bateaux, s'établit au delà de cette rivière, à Carpenedolo. Les divisions de cavalerie des généraux Desvaux et Partouneaux, l'une du 1^{er} corps et l'autre du 3^e, furent mises sous le commandement du général Niel et destinées à s'établir devant Carpenedolo pour éclairer le pays. Le 3^e corps établit ses bivouacs à Mezzano, en deçà de la Chiese, éclairant surtout la position du côté de Mantoue. Le 2^e corps, après avoir traversé la Chiese sur deux ponts laissés par les Autrichiens, se porta en avant sur les routes de Goïto, Castiglione et Lonato ; le 1^{er} corps resta en deçà de la Chiese, en

suivant d'abord le chemin de Lonato. La garde impériale occupait la route de Castenedolo sur la droite du 2^e corps.

L'armée piémontaise s'était portée au delà de la Chiese ; le 2^e corps à Castiglione : la garde impériale l'avait remplacée à Montechiaro, résidence du quartier général.

Les alliés, depuis le 21 et 22 juin, restèrent dans leurs positions, sans faire le moindre mouvement, retenus par la singulière incertitude régnant au quartier général sur les projets de l'ennemi. Des reconnaissances poussées sur la route de Goïto par un capitaine, à la tête de 40 chevaux, révélèrent l'existence des avant-postes autrichiens au delà de Ceresara ; le capitaine se retira en enlevant un petit poste de quatre hommes ; le 3^e et le 4^e corps multiplièrent en vain leurs reconnaissances. Napoléon III, espérant avoir des renseignements précis par le moyen des ascensions aérostatiques, envoya M. Godard au maréchal Mac-Mahon, à Castiglione. Cet aéroneute s'éleva en ballon, mais il ne découvrit rien. Le 1^{er} corps quitta cependant, le 23 juin, sa position, et traversa la Chiese pour se poster entre Lonato et Castiglione, reliant ainsi par sa gauche l'armée sarde, qui formait l'extrême gauche. Celle-ci était ainsi répartie :

La 1^{re} et la 2^e division sur les hauteurs qui dominent Lonato, Desenzano et Rivoltella ; la 3^e au delà de Lonato sur la route de Peschiera ; la division de cavalerie en arrière de Lonato.

Les Autrichiens occupaient le terrain montueux

au sud du lac de Garde ; leur arrière-garde appuyée sur la Chiese. En cas d'attaque ils pouvaient se développer sur les coteaux entre Lonato et Vella. Leur état-major était partagé entre ces deux plans : prendre l'offensive sur cet excellent échiquier de guerre, ou bien continuer la retraite, laisser l'armée se reposer, se renforcer derrière le Mincio, reprendre ensuite l'offensive et rejeter les alliés au delà de la Chiese.

L'empereur d'Autriche, en prenant en personne, le 16 juin, le commandement de son armée, lui avait adressé cet ordre du jour :

« En prenant aujourd'hui le commandement en chef de mon armée, je veux continuer, à la tête de mes braves troupes, le combat que l'Autriche a été forcée d'entreprendre pour son honneur et pour son bon droit. Soldats, votre dévouement pour moi, votre bravoure si brillamment prouvée, sont pour moi des garanties que vous obtiendrez sous mes ordres ces succès que la patrie attend ! »

Le feld-maréchal-Hess fut mis à la tête de la chancellerie impériale, avec le général Ramming pour sous-chef d'état-major. L'empereur d'Autriche donna, le même jour, l'ordre d'arrêter la marche en arrière de ses troupes et de réunir tous les détachements échelonnés, de sorte que l'armée put occuper, le 19, la ligne de Lonato à Acqua Fredda. Mais une partie des troupes avait déjà gagné le Mincio ; la difficulté des approvisionnements sur un terrain déjà épuisé, les dangers auxquels les différents détachements, retournant sur la Chiese, auraient été exposés, toutes ces considérations durent em-

pêcher le retour offensif des Autrichiens; leurs différents corps d'armée restèrent donc ainsi distribués : Le 7^e corps à Lonato, le 1^{er} et la division de cavalerie à Essente, le 8^e à Castiglione. Ces troupes avaient leurs avant-postes sur la Chiese, le 5^e était à Nolta, le 3^e à Evoito, le 2^e à Castelvechio, à l'ouest de Mantoue. L'armée autrichienne, pour passer de la défensive à l'offensive, eût été obligée de faire un changement de front sur l'aile gauche, Lonato formant le point de pivot.

La retraite des Autrichiens sur le Mincio continua le 21 et le 22; la rive droite du Pô fut abandonnée; les deux brigades de garnison d'Ancône et de Bologne se retirèrent derrière le Pô. Les derniers détachements autrichiens franchirent ce fleuve le 21 juin. L'empereur d'Autriche réunit dans le quadrilatère presque toutes les forces dont il pouvait disposer.

Le 23 juin on avait reçu au quartier général français des rapports annonçant que les Autrichiens se trouvaient sur la gauche du Mincio, ayant même abandonné la position qu'il occupaient sur la droite de cette rivière. Il fut donc décidé que l'armée tout entière marcherait. Rencontrerait-elle l'ennemi au delà de la Chiese ou sur les bords du Mincio? Serait-elle attaquée dans sa marche ou dans la nouvelle position qu'elle allait occuper? Graves sujets de préoccupation pour l'homme chargé de la responsabilité du commandement plutôt que du commandement lui-même. L'heure approchait de la grande bataille qui devait décider des destinées de l'Italie et du second empire français. L'Empereur avait commis un

grand acte de témérité en s'engageant dans une guerre européenne avec un seul allié, le Piémont : cet État venait de montrer la faiblesse de ses ressources ; il ne possédait ni armée de réserve, ni arsenaux ; appeler les populations italiennes à son aide, c'était proclamer la guerre révolutionnaire. Napoléon III, après la perte d'une bataille, devait donc se résigner à soutenir seul la lutte contre un ennemi enhardi par sa victoire et disposant de grandes ressources de guerre amassées dans son quadrilatère ; il y avait là de quoi le faire réfléchir, lorsqu'il se trouva tout à coup, sans s'en douter, le 23 juin au matin, en face de 160 000 Autrichiens munis de 650 pièces de canon.

Les deux armées prirent leur ligne de bataille à la fin de la journée ; les bagages et les approvisionnements défilaient encore à la nuit close par les ponts sur le Mincio. Les Autrichiens avaient leur droite et leur centre appuyées à d'excellentes positions défensives ; leur gauche occupait, dans la plaine, une position très favorable à l'offensive. L'empereur d'Autriche crut le moment favorable pour mettre à exécution le projet d'attaquer, avec l'aile droite et le centre de son armée, les campements des alliés établis sur la Chiese, et de les rejeter au delà de la Chiese jusqu'aux montagnes : il espérait qu'une partie seulement de l'armée alliée aurait passé la Chiese. Il se trompa sur ce point ; mais ne se trompait-il pas aussi en croyant possible d'envelopper, avec 160 000 hommes, 151 000 vaillants soldats ?

La Chiese et le Mincio versent leurs eaux au sud

dans le Pô, et baignent des deux côtés une zone de terrain de 13 milles de largeur, dont un tiers se compose d'une suite non interrompue de collines, de mamelons et de contre-forts; le reste forme une magnifique plaine couverte de vignes, de mûriers, de maïs, de jardins. Ces collines s'élèvent et s'abaissent de Volta jusqu'à Lonato. Elles décrivent, en passant par Castiglione, comme un arc de cercle adossé à la plaine; des bourgs clair-semés s'élèvent sur ces collines ou à leurs pieds. Le village de Solferino domine cette chaîne de collines avec son donjon appelé l'espion de l'Italie (la *spia d'Italia*) parce que la vue embrasse, de son sommet, un horizon qui s'étend jusqu'aux Alpes et jusqu'à la mer. Un château, entouré de cyprès et de murs s'élève au nord de Solferino, non loin du cimetière entouré, lui aussi, de murailles. Plusieurs chemins conduisent à Solferino; le moins escarpé de tous est celui qui monte par Castiglione et redescend vers San Casciano.

Un autre plus abrupt effleure la dernière pente du cimetière : l'église de la *Madonna della Scoperta* s'élève près de ce sentier. Un troisième chemin longe au midi les hauteurs de la colline d'où se détachent comme des rameaux *Fenile della grotta* et *Fenile delle fontane*. Ces hauteurs, du côté du couchant, font face à Castiglione, et du côté du levant aux petites collines de Cavriana. Le sol est entrecoupé de ravins; les troupes sont obligées de se frayer un passage à travers les mûriers et les vignes entrelacés; de grands fossés et de longues murailles peu élevées mais très larges servent de limites aux fermes. Le plateau de

San Martino, que l'on aperçoit de loin, est seul assez large pour qu'un corps nombreux de troupes puisse y manœuvrer. Ce plateau est entouré au couchant et au nord d'escarpements assez semblables à des bastions. La route qui, de Rivoltella, coupe le chemin de fer Peschiera, est d'une pente très roide ; de nombreuses petites fermes couvrent des côteaux couronnés de pins. San Martino est une position très forte. Une vallée, s'ouvrant au midi de Solferino, va se perdre dans des marécages ; au pied des collines, les grandes routes de Castiglione et de Carpenedolo qui, par Guidezzolo et Medole, mènent au pont de Goïto sur le Mincio, partent de cette vallée. Le carré compris entre Pozzolengo, Volta, Medole et Rivoltella forme à peu près le même terrain où fut livrée, en 1796, la bataille de Castiglione. Les Français et les Autrichiens vont se rencontrer une seconde fois dans ce champ clos.

Les alliés marchaient en ordre serré, et préparés à toutes les éventualités de la guerre, lorsqu'ils se trouvèrent en face des Autrichiens qui avaient l'avantage de la position, mais qui étaient accablés par la fatigue d'une longue marche de nuit et tourmentés par la soif et la faim, n'ayant reçu qu'une double ration d'eau-de-vie. Les alliés, nouvel avantage, s'avançaient en ordre de combat, tandis que les Autrichiens, sur le point de prendre l'offensive, allaient être obligés de changer leurs positions.

L'armée alliée s'ébranla le 24 à la pointe du jour.

Le maréchal Baraguey d'Hilliers, prévenu la veille que l'ennemi occupait le village de Solferino, avait

réglé l'ordre de marche de son corps d'armée; la 2^e division, chargée d'attaquer le village de Solferino, partit à trois heures du matin. La 1^{re} division, destinée à appuyer la droite de la 2^e, se mit en route à quatre heures, se dirigeant par Castiglione; la 3^e division devait marcher sur les traces de la 1^{re}, et ne quitter Esenta qu'à six heures du matin.

Ces mouvements s'opérèrent lentement, à cause de la difficulté du terrain et de l'ignorance où étaient les Français sur les intentions et sur les positions de l'ennemi. La 1^{re} division du général Forey rencontra des postes autrichiens au petit village de la *Fontana*; elle arriva à la hauteur du second hameau; le 74^e en délogea les Autrichiens, qui se retirèrent sur le *Monte Fenile*, d'où ils furent encore une fois chassés. La division Ladmirault, formée sur trois colonnes, se porta en avant et dispersa successivement quelques postes détachés. La division Bazaine, qui n'avait quitté ses bivouacs qu'à six heures, marcha derrière la division Forey. Le corps de Baraguey d'Hilliers avait, dès huit heures, balayé le terrain et assuré le déploiement de ses forces.

Le 5^e corps autrichien, à la nouvelle de l'approche des Français, avait occupé le bord ouest de Solferino. La brigade qui venait de s'opposer à la marche de Forey formait l'avant-garde : elle se dirige sur Monte-Mezzano, petite hauteur à l'ouest de Solferino, où elle doit être appuyée à sa droite par la brigade Fes-tetitz, établie sur le mont Carnol. Le bataillon des chasseurs de cette brigade est envoyé à Contrada San Martino et à Pagliote di Solferino. La brigade Pucher

est développée en face de Monte Fenile. Il faut enlever ces positions pour atteindre Solferino.

Les Français placent quatre pièces sur le Monte Feline, et ouvrent le feu contre les contre-forts de Solferino et contre l'artillerie autrichienne qui en couvre les abords. La brigade Dieu, de la division Forey, quoique appuyée par cette batterie, ne réussit pas à gagner la hauteur qui en est la plus voisine, vers l'est. La division Ladmirault, formée sur trois colonnes, entre en ligne avec la division Forey. Les colonnes de droite et de gauche se montrent sur le flanc de la position; celle du centre, avec 4 pièces, soutient cette attaque. Ces troupes ne peuvent pas aborder les contre-forts supérieurs de Solferino; elles sont repoussées avec de grandes pertes. Le 1^{er} corps d'armée ne fait pas de progrès. Le 3^e corps, parti de Castiglione à trois heures du matin sur la route de Castiglione à Giudizzolo, se heurte avec les Autrichiens en marche par la même route de Giudizzolo à Castiglione. L'avant-garde est aussi arrêtée aux abords de la Casa Morino, ferme considérable située sur le chemin de Medole à Solferino, un peu au-dessus du point d'intersection de cette voie avec la grande route qui conduit de Castiglione à Mantoue.

Les avant-postes du 3^e corps autrichien occupant la ligne entre Casa Morino et le village de Giudizzolo, la fusillade s'engage à cinq heures du matin. Le 2^e corps français se déploie en bataille sans pousser en avant.

Mac-Mahon envoie un aide de camp au quartier général pour l'avertir qu'il se trouve en face de l'ar-

mée ennemie occupant la ligne de Solferino à Cavriana. Le maréchal Mac-Mahon seul, séparé des 3^e et 4^e corps dont il n'a pas de nouvelles, n'ose pas engager le combat; il reste en place, en attendant les ordres du quartier général et des nouvelles du 4^e corps qui doit couvrir son flanc droit. Ce corps, parti de Carpenedolo à trois heures du matin, suivait la route de Carpenedolo à Medole; les deux divisions de cavalerie Desvaux et Partouneaux, provisoirement sous les ordres du général Niel, avait pris la grande route de Castiglione à Goïto qui touche à Giudizzolo, après avoir traversé une plaine de 3 à quatre kilomètres de largeur. Niel s'avancait sur une seule colonne, ayant son artillerie entre la 2^e et la 3^e division.

La pointe de l'avant-garde de ce corps, composée de deux escadrons de chasseurs à cheval, rencontre, à deux heures passées, un fort détachement de hulans autrichiens sur la hauteur, près d'une ferme placée sur la route, à peu de distance de Medole; aussitôt le combat s'engage entre les deux avant-gardes; bientôt, l'ennemi se replie en bon ordre sur le village de Medole occupé par deux bataillons d'infanterie, par une brigade de dragons et par quatre escadrons de hussards, établis dans le cimetière de Medole. La 1^{re} division française marche en tête formée sur trois colonnes dont deux, au delà des deux canaux qui bordent la route, doivent tourner la droite et la gauche de la position ennemie, tandis que la 3^e avec son artillerie va l'attaquer par la route principale. Mais les Autrichiens, trop faibles pour résister à des forces si supérieures, battent en retraite. Medole, 2 canons

et 900 prisonniers sont, à sept heures du matin, au pouvoir des Français.

Le général autrichien Schafftogsche, commandant le 9^e corps, informé de la présence des Français du côté de Medole, dirige deux brigades vers le point menacé, laissant la troisième en réserve à Giudizzolo. La brigade de la division Creneville, qui a déjà deux de ses bataillons à Medole et un détachement à Casa Morino, est portée sur ce dernier point; une autre brigade de la même division s'avance en seconde ligne pour la soutenir, et la brigade de cavalerie est formée en colonne prête à appuyer et à rallier les escadrons de la brigade qui couvre son flanc droit dans la plaine.

Le maréchal Canrobert, commandant le 3^e corps français, devait établir ses campements à Medole; mais, pour éviter de se jeter sur le 4^e corps, au lieu de prendre la route de Carpenedolo, il suit le chemin beaucoup plus long d'Acqua Fredda et Castel Effredo. Le 3^e corps ayant franchi la Chiese, près du village de Visano, au sud de Mezzano, se met donc en marche à deux heures et demie du matin; arrivé près de Castel Goffredo, il est arrêté par un régiment de husards autrichiens qui occupe cette petite ville entourée d'une muraille et dont les portes sont barricadées. Les Français cependant y pénètrent, en chassent l'ennemi et poursuivent leur marche. Le maréchal Canrobert, empressé d'aller au secours du 4^e corps, apprend que la division de Luzy de ce corps, après avoir enlevé Medole, est menacée dans son mouvement du côté de la route de Ceresara : il veut l'ap-



puyer, mais la Chiese l'arrête. Il met deux heures à franchir cette rivière.

Les trois divisions piémontaises sont à l'extrême gauche du front de marche de l'armée alliée. Ces divisions, précédées par leurs avant-gardes respectives, éclairent la zone de terrain comprise entre le lac de Garde et Pozzelengo, dans la direction de Peschiera. La première division s'avance par Castel Venzago sur Madonna della Scoperta et gagne Pozzolengo, où est fixé le rendez-vous général. La 2^e division marche vers Solferino pour lier l'armée piémontaise au corps de Baraguey d'Hilliers ; les 3^e et 4^e divisions, poussant des reconnaissances sur tout le pays qui se trouve entre le lac de Garde et la chaussée du chemin de fer de Venise, se dirigent par la route de Rivoltella sur Pozzolengo.

La Madonna della Scoperta est une église entourée de bâtiments, perchée sur une crête. Les Piémontais attaquent les Autrichiens à sept heures et demie du matin et les repoussent ; mais une brigade du 5^e corps, qui se trouve au pied du Monte Croce, à 1600 mètres environ de Solferino, se porte en avant pour déloger les Piémontais. Cette brigade, retardée dans sa marche par les cours d'eau, rejoint la 2^e brigade de la 2^e division du même corps. Les Autrichiens attaquent à leur tour avec vigueur les Piémontais et les rejettent jusqu'à *Fenile Vecchio*, au carrefour de la cascina Rondato. Pendant ce temps, l'avant-garde de la 5^e division piémontaise, forte d'un bataillon de bersagliers, de deux escadrons de cheveu-légers et de deux pièces d'artillerie, laisse sur la droite les hauteurs de San

Martino, et s'avance par la Strada Lugana, vers Pozzolengo, refoulant les avant-postes du 8^e corps autrichien.

Le général Benedeck, à l'approche des Piémontais, fait garnir les crêtes par les troupes de la brigade d'avant-garde, tandis que les avant-postes escarmouchent avec l'ennemi; puis il rassemble ses troupes et se porte en avant.

Benedeck avait éparpillé 25 000 hommes sur une grande étendue de terrain. Des six brigades dont il dispose, il en avait détaché deux. Les Piémontais ne surent pas tirer parti de cette faute. Benedeck, après avoir repoussé l'avant-garde de la 5^e division piémontaise, menace de lui couper la retraite; mais le général Mollard, à la tête de la 3^e division piémontaise, accourt au bruit du canon, par la Strada Lugana, menaçant à son tour le flanc droit des Autrichiens. Le général Mollard, à neuf heures sonnées, réunit la 1^{re} brigade de sa division et attaque les hauteurs de San Martino. Deux fois 6 000 Piémontais montent à l'assaut, deux fois ils sont repoussés par des forces supérieures; Mollard se retire enfin sur la route directe de Rivoltella. Les Autrichiens le poursuivent et s'emparent des cascines situées devant leur front. La 5^e division, accélérant sa marche, arrive de Rivoltella sur le champ de bataille; la brigade Mollard revient à la charge; mais elle perd bientôt les positions qu'elle a reconquises, les Piémontais battent en retraite jusqu'à Rivoltella, où ils se rallient autour de la 2^e brigade de la division Mollard. Quelques détachements piémontais, qui n'ont pas con-

servé le meilleur ordre dans la retraite, reculent jusqu'à San Zeno. Les troupes, fatiguées, avaient besoin de repos; le brave général Mollard, avec une seule brigade fraîche, ne voulut pas renouveler l'attaque.

Pendant que, sur les lignes des deux armées, se livrent ces combats partiels, les deux aides-de-camp des maréchaux Mac-Mahon et Baraguey d'Hilliers annoncent au quartier général que l'ennemi déploie de fortes colonnes sur les hauteurs de Solferino et de Cavriana.

L'Empereur, à sept heures, se rend avec son état-major et sa garde de Montechiaro à Castiglione. Tous les corps d'armée se trouvent en marche à une grande distance les uns des autres; il est urgent de les rallier, afin qu'ils puissent se soutenir mutuellement. La cavalerie de la garde impériale, destinée comme réserve à couvrir, dans la plaine, la droite du 2^e corps, découverte par l'absence du 4^e corps, est mise sous le commandement de Mac-Mahon. Le 3^e corps reçoit l'ordre d'appuyer le 4^e et de se garder à droite contre un corps autrichien qui, d'après les avis reçus, doit se porter de Mantoue sur Assola; la 2^e division piémontaise quitte la route de Solferino pour soutenir les 3^e et 5^e divisions battues à San Martino, et la 1^{re} batterie se rend à Madonna della Scoperta. La situation des alliés, malgré ces dispositions, n'est pas sans danger. Les Piémontais, à leur gauche, sont dispersés et maltraités. Au centre, Baraguey d'Hilliers, séparé par une grande distance de l'armée piémontaise, a son flanc gauche découvert et son

flanc droit menacé par l'ennemi, qui occupe, avec des forces considérables, la vaste étendue de Solferino à Giudizzolo; son front de bataille est engagé en face de la formidable position de Solferino. Le 2^e corps, déployé perpendiculairement à la route de Castiglione à Goïto, se trouve isolé; il doit empêcher l'ennemi de s'avancer par les intervalles qui le séparent sur la gauche du 1^{er} corps et sur la droite du 4^e, qui ne peut encore déboucher dans la plaine de Medole. Le sort de la bataille dépend du résultat de l'attaque de Solferino.

Les Français dirigent leurs plus grands efforts sur ce point. Le général Forey reçoit l'ordre de s'avancer, ayant une brigade du côté de la plaine, l'autre sur la hauteur, contre le village de Solferino. La division des voltigeurs de la garde, commandée par le général Camou, doit appuyer cette attaque. L'artillerie de la garde va prendre position à 300 mètres de l'ennemi. La garde impériale entre en ligne à onze heures avec la division Forey.

Cette double attaque, soutenue par le feu d'une batterie de l'artillerie de réserve du 1^{er} corps et de deux pièces de bataille placées sur le Monte Fenile, doit décider du succès au centre de la ligne.

L'Empereur d'Autriche, dès le commencement de l'action, avait quitté son quartier général avec tout son état-major pour se rendre à Volta, où il reçut la nouvelle du choc des Français contre Solferino; il avait donné, à neuf heures et demie, les ordres suivants : La 2^e armée, commandée par le général Schlick, défendra Solferino aussi longtemps que pos-

sible; le 8^e corps, après avoir repoussé les Piémontais sur le lac de Garde, enverra des détachements pour soutenir le 3^e corps. La 1^{re} armée continuera son mouvement comme il lui a été prescrit et dégagera le centre, attaqué par l'ennemi. La division de cavalerie de réserve Mensdorff est chargée de soutenir la 1^{re} armée pendant sa marche.

Cette armée devait donc se porter en avant et atteindre Carpenedolo; le 1^{er} corps de la 1^{re} armée était déjà en marche vers Solferino. La 1^{re} division du 7^e corps se porta en avant pour soutenir le 5^e corps; la 2^e division du même corps, qui n'avait pas encore fait sa soupe, suivit la 1^{re}.

Revenons maintenant à Solferino, contre lequel gronde le canon du Monte Fenile. La 2^e brigade de la division Forey se porte rapidement en avant pour gagner la hauteur la plus voisine vers l'est de Solferino, mais elle est repoussée par une forte colonne autrichienne qui débouche de la plaine boisée sur la droite de la position. La brigade française, accablée par la supériorité du nombre, est soutenue par le général Manèque, à la tête de trois bataillons des voltigeurs de la garde, qui repoussent l'ennemi jusqu'au pied du Monte Sacro, où la lutte devient plus acharnée. La 2^e brigade de la division Forey cherche à tourner le flanc droit de la tour de Solferino, mais le feu de mousqueterie et de mitraille de l'ennemi fait au milieu d'elle de cruels ravages. Les Autrichiens se défendent avec bravoure et opiniâtreté.

La division Ladmirault, à son tour, s'est portée à l'assaut du cimetière et du château, défendus par

deux brigades. Les Français sont disposés en colonnes : le général Douay à droite, le général Négrier à gauche. Un escadron du 2^e chasseurs, en profitant des inégalités du terrain pour masquer sa faiblesse, couvre le flanc gauche de l'attaque pour empêcher l'ennemi de se jeter dans l'intervalle qui sépare l'armée piémontaise du 1^{er} corps. Ces colonnes d'attaque rencontrent la plus vive résistance ; le général Ladmirault, en atteignant les premiers retranchements de l'ennemi, est blessé à l'épaule par une balle ; il reste à son poste et lance contre l'ennemi sa réserve, forte de quatre bataillons ; une seconde balle l'atteint : le 1^{er} régiment des zouaves appuie la droite de la 2^e division, mais tous les efforts des assaillants s'épuisent contre les feux croisés du mamelon des Cyprès et du cimetière et contre les difficultés du terrain. Le maréchal Baraguey d'Hilliers appelle vainement au secours de cette attaque une grande partie de la division Bazaine.

Les Autrichiens, décimés et accablés de fatigue, après une lutte de six heures, sont devenus incapables de la continuer. Ils attendent avec impatience le 1^{er} corps, qui n'arrive pas. Le comte Stadion retire ses troupes des retranchements de Solferino, et confie la garde du château, de la tour et du cimetière à sa brigade de réserve et à des détachements de renfort envoyés par le général Zobel.

Le maréchal Baraguey d'Hilliers, convaincu qu'il ne mènera son attaque à bonne fin qu'en tournant la position, tente de s'emparer de la tour de Solferino et du mamelon des Cyprès ; de là il prendra l'église et le

cimetière à revers. Les troupes gravissent les collines sous une grêle de projectiles pendant qu'une batterie de la garde, dirigée par le général Lebœuf, prend position avec l'artillerie du 1^{er} corps sur le point très exposé où se joignent le Monte Carnal et le Monte Mezzana. Cette artillerie bat le cimetière, le château de Solferino et le mamelon des Cyprès, où les Autrichiens ont également placé de l'artillerie ; l'ennemi résiste bravement, mais les Français redoublent d'énergie et se rendent enfin maîtres du mamelon des Cyprès, ainsi que du mur qui relie ces formidables hauteurs.

Tandis que le 1^{er} corps français est engagé à Solferino, le 2^e corps lutte avec le 1^{er} corps autrichien, commandé par le général Clam. Les Autrichiens occupent la position de San Cassiano et Cavriana, et menacent d'isoler le maréchal Mac-Mahon. Heureusement, le succès obtenu à Solferino va permettre de le dégager. Les grenadiers du général Mellinet remplissent l'intervalle qui sépare le 1^{er} corps du 2^e ; mais le général Manèque et la batterie de la garde dirigée par le général Lebœuf, se trouvant à Monte Sacro en face de forces supérieures, ont besoin d'être secourus. Les grenadiers accourent sur ce point. Le général Manèque, à l'arrivée de ce renfort, se jette avec ses voltigeurs sur l'ennemi et le chasse de la position de Casal del Monte. Le général Manèque se maintient sur le plateau de Monte Sacro ; la brigade des grenadiers est chargée de soutenir la gauche du 2^e corps. Le général Noël, qui commande cette brigade, se porte avec ses grenadiers sur le village de

San Cassiano. Le maréchal Mac-Mahon, grâce à ces puissants renforts, peut non seulement contenir l'ennemi, mais encore prendre l'offensive.

Pendant que les troupes de Baraguey d'Hilliers se groupent sur les hauteurs de Solferino, le général Decaen se porte perpendiculairement à la route de Mantoue. Le maréchal Mac-Mahon s'avance ensuite jusqu'au camp de Medole, plaine d'une lieue carrée; il se place sur les deux côtés en ligne avec la 2^e division; la droite dans la direction de Medole, couverte par un pli de terrain qui la met à l'abri de l'artillerie ennemie. La 2^e brigade se tient en réserve derrière Casa Marino, reliant le 1^{er} corps au 2^e; 24 pièces d'artillerie, qui battent le camp de Medole, sont placées devant le front de l'infanterie. Les deux divisions de cavalerie Partouneaux et Desvaux, à peine arrivées avec leurs deux batteries, sont placées de façon à occuper l'espace libre entre Medole et Monte Medilano. La division Partouneaux, à la gauche de la 2^e division du 4^e corps, général Vinoy, est masquée par les bois de Medole. La division Desvaux est déployée entre la route de Giudizzolo et les bois. Le 2^e corps résiste, dans cette position, au feu continu de l'artillerie ennemie; la brigade Hartung, du 5^e corps autrichien, venant de Giudizzolo, à neuf heures du matin, par la route de Mantoue, s'avance vers Casa Marino. Les Autrichiens mettent en batterie leur artillerie à 1000-1200 mètres du front de bataille du 2^e corps, et ouvrent un feu très vif. Le maréchal Mac-Mahon fait avancer les quatre batteries de la 1^{re} et de la 2^e division de son corps et les

batteries à cheval de la garde qui se sont jointes à son artillerie : leur feu prend en écharpe l'artillerie autrichienne, inférieure en nombre, et l'oblige à chercher une nouvelle position en arrière. Mac-Mahon, protégé pendant ce temps-là par le feu de son artillerie, conservait sa position sans pouvoir secourir le 1^{er} corps à Solferino, ayant son flanc gauche découvert et menacé par la division de cavalerie du général Mensdorff.

Six escadrons de hussards tentent, vers huit heures, de tourner la gauche de Mac-Mahon ; ils rejettent devant eux les patrouilles de cavalerie française, chargent à la hauteur de Casa Marino les bataillons de la division Decaen, refoulent un bataillon de chasseurs français, poussent en avant et, rencontrant un détachement de cavalerie de la garde impériale, ils le repoussent en désordre sur la grande route de Castiglione.

Le 2^e corps attendait l'entrée en ligne du 4^e corps ; pour hâter la jonction du 2^e corps au premier. Mac-Mahon reçoit l'ordre d'opérer un mouvement de conversion à gauche ; il fait en même temps remplir, par la division de cavalerie de la garde, le vide que le 2^e corps laisse sur la droite. Cette division n'avait quitté Castenedolo qu'à huit heures, retardée, comme on vient de le voir, dans sa marche par les hussards autrichiens ; elle arrivait cependant à temps sur le champ de bataille.

Mac-Mahon, averti que le général Niel est en mesure de se porter sur Cavriana, prend l'offensive en faisant avancer la 1^{re} division vers Solferino pour

opérer sa jonction avec la brigade des grenadiers, restée devant San Cassiano. La 2^e division, commandée par le général Decaen, doit suivre le mouvement. La division la Motte-Rouge, couverte par les tirailleurs algériens, tourne à droite San Cassiano et Cavriana, où il y a des forces considérables. Un combat acharné va se livrer sur ce point. Les Algériens se sont déjà emparés d'une redoute sur le premier mamelon du Monte Fontana ; mais le prince de Hesse, parti plus tard et retardé dans sa marche par les équipages et les voitures qui encombrent la route, vient d'entrer en ligne avec sa division. Ce général, établi dans une position défendue par une suite de mamelons, résiste intrépidement aux Français, repousse leur première attaque et, se repliant sur la crête, il se porte en avant, à la tête de deux brigades, repousse les Français et reprend la redoute occupée par les tirailleurs algériens. Les Français reviennent à la charge et s'emparent du mamelon Fontana, qui retombe une seconde fois aux mains des Autrichiens.

Le prince de Hesse continue sa marche sur San Cassiano ; les grenadiers de la garde et l'artillerie accourent de Solferino. Le général d'artillerie Sevelinge prend en écharpe et d'enfilade la route de Cavriana. Quatre pièces sont portées à bras au sommet du Monte Fontana, quatre autres sur le flanc de la colline. Cette artillerie ouvre un feu très vif, auquel l'artillerie autrichienne, d'une portée inférieure, répond faiblement.

L'Empereur d'Autriche, même après la perte de ses positions de Solferino, conservait encore l'espoir

de la victoire. Il donne l'ordre de rassembler toutes les troupes de la 2^e armée en état de combattre sur les hauteurs de Cavriana. Il espère qu'un succès dans la plaine changera le sort du combat. Le 7^e corps est intact : une brigade du 3^e corps et la division de cavalerie de Mensdorff, formant un total d'environ 24 000 hommes, établies dans une bonne position, peuvent encore lutter contre les 34 000 Français appartenant au 2^e corps d'armée et à la garde impériale. Laissons François-Joseph à ses espérances, et revenons au 4^e corps, laissé au-delà de Medole.

La tête des colonnes du 3^e corps d'armée autrichienne paraît à Medole à neuf heures et demie du matin. Le général Luzy, commandant la 1^{re} division, serré de près par une division autrichienne, envoie aussitôt demander des renforts au maréchal Canrobert, qui donne l'ordre à deux brigades de la division Renault de soutenir la droite du 4^e corps. Le maréchal, croyant, sur de fausses informations fournies par l'Empereur, qu'un corps ennemi, fort de 20 à 30 000 hommes, est sorti de la place de Mantoue, ordonne à la 2^e et à la 3^e division, encore échelonnées sur la Chiese, de se tenir prêtes à repousser l'ennemi. La division du général de Luzy venait de soutenir des combats acharnés au moment où la division Renault, marchant par la route de Medole, se portait en avant, dans la direction de Rebecco.

L'Empereur François-Joseph, de la hauteur de Cavriana, où il s'est rendu à dix heures, s'aperçoit que le mouvement du général Wimpffen par Medole

sur Carpendolo a complètement séparé la 1^{re} armée de la 2^e ; il ordonne au général Wimpffen de se diriger, avec le gros de ses forces, sur Castiglione, à cheval sur la grande route, pour faire échouer l'attaque de l'ennemi sur ce point. Le 11^e corps se trouvant vers midi à la hauteur de Giudizzolo, deux de ses brigades sont dirigées sur Rebecco pour soutenir le 9^e corps, et deux autres pour servir de réserve au 3^e corps ; au nord de la route, une cinquième brigade forme la réserve générale. La division autrichienne Crenneville se retire devant Canrobert, après avoir échangé quelques coups de canon avec l'artillerie du général Renault, montrant ainsi qu'elle renonce au projet de tourner l'extrême droite du 4^e corps pour rompre la gauche en attaquant la division Vinoy, postée, au sortir de Medole, dans la direction de Casanuova sur la route de Mantoue, à 2 kilomètres de Giudizzolo. Cette division, dans sa marche pour joindre la route de Castiglione à Goïto, d'où elle doit prendre à droite pour se rendre à Giudizzolo, rencontre la division Crenneville ; un combat acharné s'engage. Le général Niel, craignant, s'il s'avance dans la plaine, d'être accablé par les fortes colonnes d'infanterie et de cavalerie autrichiennes, appuyées par une nombreuse artillerie, ordonne au général Vinoy de se rapprocher du 2^e corps ; le général de Failly entre en ligne avec le général Vinoy. Le général Niel fait, en même temps, demander pour la seconde fois des secours au maréchal Canrobert.

Le 9^e corps autrichien, appuyé à la ferme de Casanuova, sur la lisière du bois, prend en ce moment

l'offensive. Les Autrichiens s'avancent vers Medole, mais ils sont repoussé par la division Luzy. Deux brigades autrichiennes attaquent la division Vinoy, qui, protégée par les batteries de réserve, se maintient en position. L'infanterie et la cavalerie autrichiennes, décimées par l'artillerie française, se retirent. La brigade Hartung, du 3^e corps autrichien, arrive sur le champ de bataille et tente en vain de réoccuper la ferme de Casanuova; la division Vinoy se porte en avant, et cherche à se rapprocher de Castiglione à Giudizzolo. Il est midi; les deux divisions de cavalerie Desvaux et Partouneaux, débouchant dans la plaine, les deux batteries de ces divisions se joignent à l'artillerie du général Soleille. Les attaques du 9^e corps autrichien contre Casanuova étaient manquées. Ce corps avait trop éparpillé ses forces pour réussir dans son dessein.

Pendant que le général Vinoy prend position à Casanuova, le général Douay s'empare de Rebecco; mais il s'épuise à s'y maintenir contre les attaques continuelles de l'ennemi renforcé. Le général Niel envoie au secours du général Douay une demi-brigade de la division Vinoy: les Autrichiens se jettent entre ces deux généraux, lorsque, vers dix heures, apparaît la tête de la division de Failly. Le 2^e et le 4^e corps, avec 3 500 chevaux des deux divisions de cavalerie, forment une masse de 44 000 hommes.

Les 3^e, 9^e et 11^e corps autrichiens et la division de cavalerie Mensdorff, qui leur étaient opposés, comptaient 65 000 hommes; mais le 9^e corps et une brigade du 3^e combattaient seuls; le reste se trouvait

encore en arrière. Les Français, attaqués par des forces supérieures en nombre, conservent bravement leurs positions autour de Casanuova, dont ils ont fait le pivot de leur position. Le 4^e corps lutte pendant plusieurs heures, perdant et regagnant du terrain. Le général Douay, grièvement blessé à Rebecco, a dû quitter le commandement ; sa brigade a été repoussée du village, mais, bientôt renforcée de quatre bataillons de la division Luzy, elle reprend la position.

La division Renault, du 3^e corps, vient d'arriver à Rebecco ; trois bataillons de cette division sont destinés à renforcer la position. Le maréchal Canrobert, ne voyant pas paraître d'ennemis sur sa droite, envoie enfin au général Niel la 1^{re} brigade de la division Trochu, commandée par le général Bataille.

Ces renforts de troupes fraîches permirent au général Niel de pousser, dans la direction de Giudizzolo, une partie des divisions de Luzy et de Faily. Ces troupes se trouvent en face de forces supérieures : le général Trochu se porte en avant pour les soutenir. Mensdorff reprend l'offensive à trois heures et demie. Il fait avancer ses troupes sur trois colonnes : la 1^{re}, par la route de Giudizzolo à Castiglione ; la 2^e, par celle qui mène à Rebecco ; la 3^e, par un chemin creux qui se trouve entre ces deux points. Le flanc gauche du général Trochu est menacé par une colonne de cavalerie qui couvre la marche d'une forte colonne d'infanterie hongroise. Le général Desvaux charge l'ennemi, qui, formé en carrés, repousse son attaque. Les Français reviennent à la charge ;

mais la mitraille et la mousqueterie ennemie font des ravages dans les deux lignes de la division française ; un orage mêlé de grêle, d'éclairs et de tonnerre, suivi d'une pluie torrentielle, met fin au combat.

Le général Wimpffen tente de nouveau de chasser le général Vinoy de la ferme de Casanuova ; il pousse en avant les réserves des 3^e, 9^e et 10^e corps, et il fait converger sur ce lieu le feu de plusieurs batteries de canons et de fusées. Les Autrichiens, sous la protection de ce feu, se lancent à l'assaut et arrivent jusqu'au mur même de la ferme.

Le prince de Windischgraetz dirige l'attaque à la tête de son régiment ; son cheval est tué et deux balles le renversent lui-même, ainsi que son lieutenant-colonel. Les Autrichiens continuent l'assaut. La position des Français va devenir périlleuse, lorsque trois bataillons arrivent à leur secours, attaquent de flanc l'infanterie autrichienne et la forcent à la retraite.

Il était quatre heures.

Le général Wimpffen, ayant employé ses dernières réserves, bat en retraite sous la protection du 11^e corps, et pendant l'effroyable ouragan dont nous venons de parler, avant même que le maréchal Canrobert eût déployé toutes ses forces. Niel était sauvé, grâce à l'héroïsme de ses soldats, mais au prix de 5 000 hommes morts ou blessés.

L'Empereur d'Autriche, au milieu de ses troupes, soutient encore à Cavriana l'honneur de ses armes : son centre enfoncé, sa droite menacée, sa position n'est plus tenable, il faut qu'il se retire sur le Mincio.

La retraite des Autrichiens sur le Mincio dépendait de la bravoure de la division Hesse, chargée de défendre le terrain de Cavriana jusqu'à Volta. Il était trois heures et demie lorsque la 3^e armée se mit en retraite vers Volta ; Mac-Mahon, poussant ses attaques avec une grande vivacité, avait ordonné au général la Motte-Rouge de soutenir, avec la brigade de réserve, la colonne composée des tirailleurs algériens et des brigades des grenadiers qui venaient d'être repoussées par le prince de Hesse. La 2^e division suit le mouvement : cette division appuyait, avec la première colonne, la droite de la 2^e division, et se reliait, avec ses deux autres colonnes, à la division de cavalerie Desvaux. Les Autrichiens, ne pouvant résister à l'impétuosité d'attaques toujours renouvelées, se retirent au-delà de la crête du Monte Fontana et gagnent le vallon en avant de Cavriana. Pendant que le général la Motte-Rouge prend position sur les crêtes du Monte Fontana, la division Decaen chasse l'ennemi des fermes qui se trouvent devant elle dans la plaine.

Une colonne de cavalerie autrichienne qui menaçait de tourner la droite est chargée en flanc par le général Cassaignolles ; les Autrichiens sont refoulés, Cavriana est au pouvoir des Français.

La lutte entre les Piémontais et les Autrichiens continue pendant ce temps-là ; Benedeck n'a pas encore quitté la position de San Martino, et le général Gaal tient encore à Madonna delle Scoperte. Ce général avait tenté un mouvement contre les Piémontais, qui cherchaient à se mettre en communication avec l'aile

gauche du 1^{er} corps français dans la direction du nord. Le maréchal Baraguey d'Hilliers, s'apercevant que Gaal va tourner l'armée piémontaise et ne pouvant l'arrêter avec de l'infanterie, vu la distance qui les sépare, donne l'ordre au général Forgeot de diriger contre l'ennemi le feu de son artillerie. Six pièces placées à la *Contrada San Martino* prennent les colonnes ennemies en flanc et les forcent à rebrousser chemin. Gaal quitte la position de la *Madonna delle Scoperta*.

Le roi Victor-Emmanuel attendait la division française qui devait l'aider à renouveler les attaques. Cette division, partie de Lonato à onze heures, ne put prendre part à la lutte que vers quatre heures et demie, lorsque déjà la journée était décidée en faveur des Français.

Le général Fanti lance la brigade Piémont dans la direction de Pozzolengo, pour soutenir le général Durando.

La 2^e brigade est dirigée vers San Martino pour appuyer la 5^e division et la 3^e, général Mollard. Cette brigade et les 5^e et 3^e divisions, protégées par le feu de quatre batteries, abordent les hauteurs de San Martino sous une grêle de balles, les enlèvent avec une grande bravoure et s'emparent de trois pièces. Le général Mollard occupe les cascines, derrière lesquelles il prend position et où il se tient ferme malgré tous les efforts que fait l'ennemi pour le déloger. La 1^{re} division, commandée par le général Durando, s'est aussi avancée dans la direction de San Martino, mais elle a rencontré l'ennemi et n'a pu arriver au

lieu de sa destination. La 1^{re} brigade de la division Fanti, avec le bataillon des bersagliers, s'avance vers Pozzolengo et bat l'ennemi posté sur le mont Fenile. Le général Fanti avait fait mettre en batterie sur le mont San Giovanni quatre obusiers qui, prenant par derrière les défenseurs de San Martino, contribuèrent au succès du général Mollard. Benedeck, qui a reçu l'ordre de se retirer, quitte successivement toutes ses positions. Son arrière-garde tient bon jusqu'à neuf heures du soir. Benedeck, fier d'avoir défendu la position de San Martino pendant toute la journée, se retire en bon ordre après avoir fait éprouver des pertes sensibles aux Piémontais.

Le 7^e corps de la 2^e armée autrichienne est destiné à couvrir la retraite. Au centre, les troupes du 7^e corps, qui retournaient à leurs premières positions près de Quaderni, et les détachements des différents corps sous les ordres du général Clam, à Volta, sont rassemblés au pont de Valeggio : les Autrichiens, pour faciliter la retraite, jettent un pont de bateaux sur le Mincio, à la hauteur de Campagnola. Deux brigades de la division du prince de Hesse se sont dirigées sur Volta, d'où elles facilitent le passage à l'artillerie par Borghetto et Valeggio : la 2^e armée se trouva ainsi le lendemain sur la rive gauche du Mincio. La 1^{re} armée, qui avait à parcourir un chemin plus long, put néanmoins transporter toutes ses troupes et son matériel de guerre au delà du fleuve avec un ordre parfait : son arrière-garde occupa Giudizzolo jusqu'à dix heures du soir et commença seulement alors la retraite sans être inquiétée. Le quartier général de la



1^{re} armée fut établi à Goïto; celui de la 2^e à Valeggio; le quartier impérial à Villafranca; le commandant du 2^e corps d'armée autrichienne s'était, le 24, porté en avant; mais, apprenant que l'avant-garde de la division d'Autemarre se trouvait à Piadena, il entra dans Mantoue.

Les Français victorieux bivouaquèrent sur le champ de bataille.

L'immense étendue de terrain occupé la veille par les deux armées était couverte de cadavres d'hommes et de chevaux, de corps mutilés, de membres épars, de débris d'armes rougies de sang; les routes, les fossés, les ravins, les prés jonchés de morts, les champs ravagés, les haies renversées, les murs des maisons des villages percés par les boulets et prêts à s'écrouler, un espace de plus de 20 kilomètres retentissant du cri des mourants et des blessés demandant du secours, voilà le spectacle qu'éclaira le soleil du lendemain. L'ensevelissement des morts dura trois jours et trois nuits.

On répète qu'il faut se garder de la furie française, mais que si l'on arrête son premier élan, il est facile de la dompter, tandis que les Allemands, manquant d'entrain dans l'attaque, sont inébranlables dans la résistance. La bataille de Solferino dément cette assertion qui semble passée à l'état d'axiome. Les 2^e et 4^e corps français résistèrent à des forces très supérieures avec un sang-froid admirable. A la ferme de Casanova et à Rebecco, ils restèrent immobiles et imperturbables comme s'ils avaient pris racine dans le sol. La conduite des Autrichiens à Casanuova, à

Rebecco, à Monte Fontana, à San Marino, les charges de la division Hesse, les attaques du 35^e régiment sous les ordres du prince Windischgraetz, et les brillantes charges du régiment des hussards commandé par le colonel Edelsheim, prouvèrent que les Allemands savaient, eux aussi, être impétueux et brillants. Les Piémontais ne démentirent pas leur vieille renommée de vaillants soldats.

Les deux armées s'étaient, comme on l'a vu, trouvées à l'improviste en face l'une de l'autre, les Autrichiens occupant une forte position, étudiée longtemps d'avance, et formant une ligne de défense d'environ quatre lieues, dont le centre dominait les ailes; cette position pouvait servir de pivot à cette ligne dans toutes les manœuvres des troupes placées aux deux ailes. Les alliés avaient donc commis une grande faute en laissant les Autrichiens se retirer tranquillement après le combat de Melegnano et en les perdant de vue. Si le grand art de la guerre est d'imposer la bataille, aucun des deux généraux en chef ne peut se vanter de l'avoir pratiqué. L'armée française, obligée d'accepter la bataille de Solferino, remporta la victoire, grâce à son organisation et au caractère du soldat français, qui ne se laisse pas dominer par l'imprévu. Les différents corps de l'armée française, en attendant les ordres de l'état-major général, se mirent en mouvement selon les positions de leur front de marche, subordonnant leurs opérations à celles des corps à leur proximité. L'armée autrichienne ne pouvait montrer la même élasticité. Les commandants des différents corps, dépendant des

généraux en chef des grandes armées, n'osaient rien faire sans leurs ordres ; quoique l'attaque eût commencé de très bon matin, les corps ne reçurent leurs instructions particulières qu'à dix heures ; le 5^e et le 8^e corps, attaqués l'un à Solferino et l'autre à Madonna della Scoperta et à San Martino, furent seuls sérieusement engagés jusqu'à cette heure. L'armée autrichienne dut à la bravoure et à l'intrépidité du 5^e corps, sous les ordres du général comte Stadion, de n'avoir pas subi une défaite plus complète. Le succès de ce corps jusqu'à dix heures resta infructueux à cause de la lenteur du 1^{er} et du 7^e corps appelés à son secours, et à cause de la 1^{re} armée, qui, malgré sa grande supériorité numérique (65 000 hommes), ne parvint à entamer aucun des deux corps français isolés.

Le maréchal Baraguey d'Hilliers ne gagna du terrain qu'après midi seulement. Le mouvement des deux armées autrichiennes avait déjà commencé, elles purent prendre l'offensive sur la droite et sur la gauche et renforcer le centre ; les Autrichiens, massés vers midi dans les dernières positions autour de Solferino, avaient alors l'avantage de la position et du nombre.

Les Piémontais, à l'arrivée de la 1^{re} division sur le champ de bataille vers une heure, pouvaient réunir 22 000 hommes environ et se jeter avec cette force sur les 18 000 Autrichiens de San Martino, mais ils se fractionnèrent dans l'attaque, et Benedeck put les repousser successivement. L'avantage des Autrichiens à San Martino et leur vaillante résistance à

Solferino auraient peut-être changé le sort de la journée s'ils avaient manœuvré au centre et à leur gauche avec plus d'ensemble et en masse. Le général Schlik, qui avait eu l'idée d'envelopper le flanc gauche de Mac-Mahon, n'employa pour cette manœuvre décisive que six escadrons de hussards qui causèrent cependant un certain désordre dans la division Decaen. Cette manœuvre, exécutée par toute la division de cavalerie de Mensdorff, appuyée par des batteries d'artillerie à cheval, pouvait compromettre Mac-Mahon et délivrer Solferino.

Le 1^{er} corps d'armée, chargé d'appuyer le 5^e, ne prit aucune part à la bataille de Solferino ; le 7^e corps, qui devait également soutenir le comte Stadion, arriva tard à son poste et se trouva partagé en deux divisions, l'une en arrière de Solferino, l'autre à San Cassiano. Pendant l'attaque de Solferino, les 3^e, 9^e et 11^e corps et la cavalerie de Mensdorff ne parvinrent pas à déloger le 4^e corps français. Les Autrichiens, selon leur habitude, combattaient en fractions de la force d'une brigade, tandis que les Français agissaient presque toujours par divisions s'appuyant entre elles. L'artillerie autrichienne, malgré sa supériorité numérique, se trouva toujours inférieure en nombre dans les combats partiels. Les Autrichiens n'employèrent pas de grandes masses dans les attaques, ils négligèrent de réunir de grosses réserves de sorte que lorsque la 1^{re} armée commença son mouvement de conversion pour tourner l'aile droite des Français dans la plaine, il était déjà trop tard, car le 2^e corps, resté sur la défensive à Casa Marino, s'était porté en avant et se

trouvait en communication avec le 4^e corps et celui-ci avec le 3^e. Plus de 30 000 Français se montrant en ligne, Wimpffen ne pouvait plus réussir dans sa manœuvre tournante. S'il eût agi dès le commencement de la journée selon son inspiration et d'après les conditions du combat, il aurait pu, profitant de sa supériorité numérique et de sa belle et nombreuse cavalerie, envelopper le 4^e corps qui se trouvait isolé et battre le 2^e et le 3^e; mais il voulut attendre les ordres du quartier impérial. Ces ordres arrivèrent tard, et la gauche des Autrichiens perdit l'occasion. Une autre faute des Autrichiens fut aussi de n'avoir pas organisé une forte réserve pour l'engager utilement sur les points décisifs et au moment opportun. Le général Hesse avait conseillé d'employer dans ce but le 6^e et le 10^e corps. Cette réserve aurait pesé d'un grand poids dans la balance des forces qui luttèrent avec des chances égales pendant plusieurs heures.

La victoire restait aux Français, mais ils n'avaient pas poursuivi l'ennemi; les résultats de la victoire étaient donc incomplets, cependant l'espoir d'atteindre le but fixé par la proclamation de Napoléon III au commencement de la campagne animait tous les cœurs. La lutte allait recommencer; telle était la conviction générale. M. de Cavour, deux jours après Solferino, avait trouvé Napoléon III très dégoûté des querelles de ses généraux, profondément impressionné par les horribles scènes de guerre dont pour la première fois de sa vie il avait été témoin, mais, par dessus tout, fier et enchanté de la gloire militaire que la France venait d'obtenir. L'Empereur avait

même donné à entendre au ministre piémontais que, pour assurer la défaite totale de l'ennemi, il n'hésiterait pas à faire appel aux Hongrois. M. de Cavour était donc revenu plein d'espoir du quartier général. La certitude du succès augmentant sa gaieté naturelle, il dit à un de ses compatriotes, correspondant du *Daily News* (1) : « Quand comptez-vous aller à Mantoue embrasser votre famille? — Le correspondant répondit : Vous en savez sans doute le jour mieux que moi. — Eh bien ! je fixe votre entrée solennelle à Mantoue le 1^{er} août, car je ne partage nullement l'opinion générale sur la difficulté d'entrer dans Vérone ; qu'un corps français débarque sur les côtes de la Dalmatie et le quadrilatère sera bientôt pris. »

Les officiers les plus distingués de l'émigration hongroise avaient déjà obtenu la permission de suivre l'état-major des armées alliées ; leurs allées et venues continuelles entre Turin et le quartier général, la présentation de Kossuth à Napoléon III par le sénateur Pietri, et par dessus tout, les ordres donnés à la flotte française dans l'Adriatique, faisaient croire qu'un mouvement révolutionnaire ne tarderait pas à éclater sur le Danube. L'Autriche semblait toucher à sa perte. Les Italiens comptaient sur une délivrance complète. Tout à coup l'inquiétude vint se mêler à ces espérances. Les observateurs froids remarquaient que depuis le passage du Mincio les armées alliées n'avaient pas montré l'activité nécessaire dans les circonstances où elles se trouvaient, et qu'elles ne

(1) M. Arrivabene, membre du parlement italien.

s'empressaient guère de prendre avantage de la désorganisation complète dans laquelle se trouvait l'armée autrichienne. Le 6 juillet 1859, l'Empereur avait envoyé un plénipotentiaire à Vérone; de quelle mission était-il chargé? Le bruit se répandit qu'il était porteur d'une proposition d'armistice. Les officiers français et italiens se refusaient d'autant plus à y croire, que de grands mouvements de troupes s'effectuaient sur la route de Valleggio : le corps du maréchal Canrobert s'était déjà formé en ligne de bataille dans la plaine; on s'attendait à un combat. La nouvelle n'était que trop fondée. Le général Fleury, au moment où s'opéraient ces mouvements sur la route de Valleggio, recevait de François-Joseph l'acceptation de l'armistice proposé par Napoléon III, et réglait les conditions d'une entrevue entre les deux souverains.

Napoléon III et François-Joseph se rencontrèrent le 11 à Villafranca dans la maison de Gaudini Morelli Bugna, à Contrada Cappuccini. Cette entrevue dura un peu moins d'une heure; la conversation se fit en italien et en allemand. Rien ne fut écrit. L'encrier et le papier, après le départ des deux interlocuteurs, étaient intacts sur la table où on les voit encore; l'empereur d'Autriche, s'il faut s'en rapporter à une brochure publiée sous l'inspiration du cabinet de Vienne (1), n'eut qu'à faire appel aux intérêts dynastiques de son vainqueur pour en obtenir tout ce qu'il pouvait souhaiter : « Vous et moi, lui dit-il, nous sommes

(1) *La paix de Villafranca*, par le chevalier Debrauz.

» deux pères; préoccupons-nous moins de nos intérêts personnels que de l'avenir de nos héritiers, et
» nous tomberons facilement d'accord; quant à moi,
» je vous en donne l'assurance la plus solennelle, je
» ne me prêterai jamais à aucune coalition destinée
» à faciliter un changement de dynastie en France. »
Le traité de paix, signé bientôt après entre les deux gouvernements impériaux sous le nom de *Préliminaires de Villafranca*, prouve que François-Joseph avait touché la corde sensible :

PRÉLIMINAIRES DE VILLAFRANCA.

« Les deux souverains favoriseront la création d'une confédération italienne. Cette confédération sera sous la présidence honoraire du Saint-Père.

« L'empereur d'Autriche cède à l'empereur des Français ses droits sur la Lombardie, à l'exception des forteresses de Mantoue et de Peschiera, de manière que la frontière des possessions autrichiennes partirait du rayon extrême de la forteresse de Peschiera, et s'étendrait en ligne droite le long du Mincio jusqu'à La Grazie, de là à Scarzarolo et Luzarra au Pô, d'où les frontières actuelles continueraient à former les limites de l'Autriche.

» L'empereur des Français remettra les territoires cédés au roi de Sardaigne.

» La Vénétie fera partie de la confédération italienne, tout en restant sous la couronne de l'Empereur d'Autriche.

» Le grand duc de Toscane et le duc de Modène rentrent dans leurs États en donnant une amnistie générale.

» Les deux empereurs demanderont au Saint-Père d'introduire dans ses États des réformes indispensables.

» Amnistie pleine et entière est accordée de part et d'autre aux personnes compromises à l'occasion des derniers événements dans les territoires des parties belligérantes.

» 11 juillet 1859. »

Les deux souverains, après être restés pendant une heure en tête à tête, descendirent dans la rue et se

présentèrent mutuellement les principaux personnages de leur suite.

François-Joseph était pâle et triste.

Victor-Emmanuel apprit le soir même de la bouche de Napoléon III que si François-Joseph acceptait les préliminaires que le prince Napoléon était allé lui porter à Vérone, la paix serait bien vite conclue. Le roi de Piémont répondit d'un ton froid : « Quelle » que soit la décision de Votre Majesté, je garderai » toujours la plus vive gratitude pour ce qu'elle a fait » pour l'indépendance de l'Italie, et je vous prie de » croire que dans n'importe quelle occasion vous » pouvez compter sur ma fidélité. »

M. de Cavour, à la nouvelle de la conclusion de l'armistice, crut d'abord qu'il ne s'agissait que d'assurer aux troupes le temps de repos dont elles avaient grand besoin. Un courrier français qui se rendait à Paris, rencontrant un de ses collègues piémontais à la gare de Turin, lui fit part de ce qui se passait au quartier général ; le courrier en informa M. de Cavour. Voilà comment le premier ministre du royaume de Sardaigne apprit l'entrevue prochaine des deux empereurs ; il partit aussitôt pour Monzanbano avec son secrétaire M. Nigra. Les deux voyageurs trouvèrent le chemin de fer coupé à Dezenzano, et le pays en fermentation : des groupes animés, s'entretenant à voix haute des événements du jour, couvraient la place publique ; le café dans lequel les deux voyageurs entrèrent en attendant une voiture de poste, retentissait d'injures et de malédictions contre l'empereur des Français ; l'un l'accusait de trahison, l'autre

s'écriait que cette triste fin de la guerre avait été prédite par Mazzini, quelques semaines auparavant, dans son journal *Pensiere ed azione*. Ces discussions passionnées donnaient à M. de Cavour une idée de l'effet que la brusque conclusion de la paix allait produire, et du danger qui pouvait en résulter pour son gouvernement.

M. de Cavour put enfin trouver une voiture délabrée qui le conduisit au quartier général. Les officiers qui le virent descendre de la *timonella* eurent de la peine à le reconnaître, tant sa figure si ouverte et bienveillante avait une expression de mauvaise humeur et de dureté; il répondit à peine à leurs saluts, demanda brusquement où était le roi, et se dirigea vers la *Casa Melchiori* où il logeait. Victor-Emmanuel et son ministre restèrent longtemps ensemble. Le lendemain ils eurent une seconde entrevue dans laquelle le roi apprit à son ministre que le sacrifice était consommé. M. de Cavour ne put se contenir à cette nouvelle; il laissa échapper des mots très irrévérencieux pour l'empereur des Français et même pour le roi de Sardaigne : « L'Italie, trahie et blessée dans sa dignité, il ne restait plus à Victor-Emmanuel que deux partis à prendre : rejeter les propositions de paix en retirant son armée de la Lombardie, ou abdiquer. » La violence de son langage, la rudesse de ses expressions, obligèrent M. de Cavour à se tenir pendant quelque temps éloigné du roi.

M. de Cavour sortit exaspéré de la *Casa Melchiori*, M. Nigra et son secrétaire essayaient en vain de le

calmer. Des officiers et des correspondants de journaux, profitant du moment où il buvait un verre d'eau dans un café, s'approchèrent pour avoir des nouvelles. M. Nigra, se penchant à l'oreille du correspondant du *Daily News*, lui dit : « Vous pouvez écrire en Angleterre que le comte de Cavour n'est plus le conseiller de la couronne, et que Rattazzi ne tardera pas à être chargé de former un ministère. »

La voiture stationnait devant le café. Le ministre, déçu dans ses plus chères espérances, y remonta sans prononcer une parole, et donna de la main le signal au cocher. La voiture partit au milieu des cris de : « Vive Cavour ! »

M. de Cavour atteignit Dezenzano au moment même où quatre voitures dans lesquelles se trouvaient Napoléon III, le prince Napoléon et leur suite, arrivaient au quartier général. Le roi Victor-Emmanuel reçut ses hôtes à la porte de la villa, et les conduisit dans la salle où le couvert était mis. La figure de l'Empereur n'indiquait comme d'habitude aucune émotion ; le prince Napoléon parlait avec volubilité aux généraux sardes ; Victor-Emmanuel gardait le silence en s'efforçant de paraître empressé. Le roi de Sardaigne, après le dîner triste et rapide, conduisit ses hôtes à la *Casa Melchiori* ; quelques mots à peine furent échangés entre eux pendant le trajet ; une politesse sèche et froide remplaçait déjà la cordialité dans les rapports entre les officiers des deux nations : ils se parlaient encore ; quelques jours plus tard, ils ne se saluèrent plus.

Le 12 juillet, Napoléon III adressa cet ordre du jour à l'armée :

» Soldats !

» Les bases de la paix sont arrêtées avec l'Empereur d'Autriche. Le but principal de la guerre est atteint, l'Italie va devenir pour la première fois une nation. Une confédération de tous les États de l'Italie, sous la présidence honoraire du Saint-Père, réunira en un faisceau les membres d'une même famille ; la Vénétie reste, il est vrai, sous le sceptre de l'Autriche : elle sera néanmoins une province italienne faisant partie de la confédération

» La réunion de la Lombardie au Piémont nous crée de ce côté des Alpes un allié puissant qui nous devra son indépendance. Les gouvernements restés en dehors du mouvement ou rappelés dans leurs possessions comprendront la nécessité des réformes salutaires. Une amnistie générale fera disparaître les traces des discordes civiles. L'Italie, désormais maîtresse de ses destinées, n'aura plus qu'à s'en prendre à elle-même si elle ne progresse pas régulièrement dans l'ordre et la liberté.

» Vous allez bientôt retourner en France ; la patrie reconnaissante accueillera avec transport ces soldats qui ont porté si haut la gloire de nos armes à Montebello, à Palestro, à Turbigo, à Magenta et à Solferino, qui, en deux mois, ont affranchi le Piémont et la Lombardie, et ne se sont arrêtés que parce que la lutte allait prendre des proportions qui n'étaient plus en rapport avec les intérêts que la France avait dans cette guerre formidable.

» Soyez donc fiers de vos succès, fiers des résultats obtenus, fiers surtout d'être les enfants bien-aimés de cette France qui sera toujours la grande nation, tant qu'elle aura un cœur pour comprendre les nobles causes et des hommes comme vous pour les défendre.

» Au quartier impérial de Valeggio, le 12 juillet 1859. »

L'Empereur partit le même jour pour la France. Le silence de la foule qui remplissait les rues de Milan et de Turin sur son passage lui révéla les sentiments des Italiens sur cette paix de Villafranca qui laissait la Vénétie à la merci de l'étranger, et rendait les duchés à l'Autriche en les restituant aux archi-

ducs. Napoléon III, dans sa réponse au discours du gouverneur de Milan, s'étonna cependant de l'ingratitude des Italiens.

Le lendemain de son arrivée aux Tuileries, il reçut les grands corps de l'État et leur adressa ce discours :

« Messieurs,

» En me retrouvant au milieu de vous qui, pendant mon absence, avez entouré l'Impératrice et mon fils de tant de dévouement, j'éprouve le besoin de vous remercier d'abord, et ensuite de vous expliquer quel a été le mobile de ma conduite.

» Lorsque, après une heureuse campagne de deux mois, les armées française et sarde arrivèrent sous les murs de Vérone, la lutte allait inévitablement changer de nature, tant sous le rapport militaire que sous le rapport politique. J'étais fatalement obligé d'attaquer de front un ennemi retranché derrière de grandes forteresses, protégé contre toute diversion sur ses flancs par la neutralité des territoires qui l'entouraient, et, en commençant la longue et stérile guerre des sièges, je trouvais en face l'Europe en armes, prête, soit à disputer nos succès, soit à aggraver nos revers.

» Néanmoins, la difficulté de l'entreprise n'aurait ni ébranlé ma résolution, ni arrêté l'élan de mon armée, si les moyens n'eussent pas été hors de proportion avec les résultats à atteindre. Il fallait se résoudre à briser hardiment les entraves opposées par les territoires neutres, et alors accepter la lutte sur le Rhin comme sur l'Adige. Il fallait partout franchement se fortifier du concours de la révolution. Il fallait répandre encore un sang précieux qui n'avait que trop coulé déjà; en un mot, pour triompher, il fallait risquer ce qu'il n'est permis à aucun souverain de mettre en jeu que pour l'indépendance de son pays.

» Si je me suis arrêté, ce n'est donc pas par lassitude ou par épuisement, ni par abandon de la noble cause que je voulais servir, mais parce que dans mon cœur quelque chose parlait plus haut encore : l'intérêt de la France.

» Croyez-vous donc qu'il ne m'en ait pas coûté de mettre un frein à l'ardeur de ces soldats qui, exaltés par la victoire, ne demandaient qu'à marcher en avant.

» Croyez-vous qu'il ne m'en ait pas coûté de retrancher ouvertement devant l'Europe de mon programme le territoire qui s'étend du Mincio à l'Adriatique ?

» Croyez-vous qu'il ne m'en ait pas coûté de voir dans des cœurs

honnêtes de nobles illusions se détruire, de patriotiques espérances s'évanouir ?

» Pour servir l'indépendance italienne, j'ai fait la guerre contre le gré de l'Europe ; dès que les destinées de mon pays ont pu être en péril, j'ai fait la paix.

» Est-ce à dire maintenant que nos efforts et nos sacrifices aient été en pure perte ? Non. Ainsi que je l'ai dit dans les adieux à mes soldats, nous avons droit d'être fiers de cette courte campagne. En quatre combats et deux batailles, une armée nombreuse, qui ne le cède à aucune en organisation et en bravoure, a été vaincue. Le roi de Piémont, appelé jadis le gardien des Alpes, a vu son pays délivré de l'invasion et la frontière de ses États portée du Tessin au Mincio. L'idée d'une nationalité italienne est admise par ceux qui la combattaient le plus. Tous les souverains de la Péninsule comprennent enfin le besoin impérieux de réformes salutaires.

» Ainsi, après avoir donné une nouvelle preuve de la puissance militaire de la France, la paix que je viens de conclure sera féconde en heureux résultats ; l'avenir les révélera chaque jour davantage pour le bonheur de l'Italie, l'influence de la France, le repos de l'Europe. »

La paix surprit la France autant que l'Italie. Aussi ce discours est-il plein de l'embarras dans lequel se trouvait Napoléon III pour justifier sa conduite. Ne savait-il pas, avant de commencer la guerre, qu'il serait obligé de compter avec la révolution ? Les mouvements de l'Allemagne étaient-ils plus menaçants après Solferino qu'après Magenta ? Aucune réponse satisfaisante ne pouvait être faite à ces interrogations. Quelle preuve l'Empereur pouvait-il donner à l'appui de cette assurance, que tous les souverains de la Péninsule comprenaient le besoin impérieux de réformes salutaires ? Le contraire était évident. Quoique l'Empereur eût répondu au corps diplomatique, admis le 21 à lui présenter ses félicitations, qu'il comptait sur la durée de la paix, le sentiment public ne prit point le change, et les doutes à ce sujet

redoublèrent dans tous les esprits au moment même où l'armée opérait son retour en France. Elle fit son entrée triomphale à Paris, le 14 août, au milieu des acclamations publiques. Les maréchaux, les généraux et les principaux officiers supérieurs de l'armée d'Italie furent réunis par l'Empereur dans un banquet aux Tuileries, et le lendemain le silence commença à se faire sur ses exploits, comme il s'était fait sur les prouesses de l'armée de Crimée.

Le refus du maréchal Canrobert de marcher sur Rebecco à trois heures donna lieu entre lui et le maréchal Niel à une correspondance qui, sans l'intervention personnelle de l'Empereur, se serait terminée par un duel. Le maréchal Canrobert, atteignant Medole de bonne heure et aidant Niel au début de l'action, aurait pu couper l'aile gauche des Autrichiens et changer leur défaite en une déroute complète. Son indécision, fatale à l'Italie, comme elle l'avait été à la France en Crimée, rendit possible et presque nécessaire le compromis de Villafranca, d'où la guerre générale fut sur le point de sortir.

CHAPITRE XII.

LES PROSCRITS.

1848-1859

SOMMAIRE. — Les réfugiés de 1848 et de 1849. — Histoire de la proscription en Belgique. — Les premiers proscrits. — Mesures rigoureuses du gouvernement belge contre eux. — Vie des proscrits en Belgique. — Le refuge et la proscription en Angleterre de 1848 à 1859. — Les journaux : *la Voix du Proscrit, le Proscrit*. — Les proscrits de 1851. — Les sociétés : *la Commune révolutionnaire, la Révolution*. — Duel entre Barthélemy et Cournet. — Les proscrits chassés de Jersey. — Les proscrits en Suisse. — Les proscrits en Italie. — Les proscrits en Espagne. — Les amnisties partielles. — L'amnistie de 1859. — Les proscrits doivent-ils l'accepter ! — Discussion à ce sujet. — Rentrée des proscrits.

Le gouvernement impérial, dominateur absolu de la France, vainqueur dans deux grandes campagnes, visant à une sorte d'autocratie européenne, restaurateur de la liberté des peuples, ne pouvait avoir l'air de trembler devant quelques républicains. L'amnistie était devenue une nécessité. Le *Moniteur* publia, le 13 août 1859, le décret suivant :

» NAPOLÉON,

» Par la grâce de Dieu et la volonté nationale empereur des Français,

» À tous présents et à venir, salut,

» Avons décrété et décrétons ce qui suit :

» ART. 1^{er}. — Amnistie pleine et entière est accordée à tous les individus qui ont été condamnés pour crimes et délits politiques, ou qui ont été l'objet de mesures de sûreté générale.

TAXILE DELORD.

II. — 38

» ART. 2. — Notre garde des sceaux ministre de la justice et notre ministre de l'intérieur sont chargés de l'exécution des présentes.

» Fait au palais des Tuileries, le 16 août 1859.

» NAPOLEON.

Par l'Empereur :

» *Le garde des sceaux, ministre
secrétaire d'État au dépar-
tement de la justice,*

» DELANGLE.

*Le ministre secrétaire d'État
département de l'intérieur.*

Duc DE PADoue. »

Avant de parler des suites de ce décret, il est indispensable de revenir de quelques années en arrière. La proscription a son histoire qui mérite d'être racontée. Elle commence au lendemain de la révolution de février. Les principaux acteurs du 15 mai prirent les premiers le chemin de l'exil. Ils passèrent en Belgique. Le gouvernement de ce pays ne se montra pas très hospitalier pour les réfugiés de cette époque ; Louis Blanc fut arrêté, déposé dans le *Mammeloker*, une des prisons de Gand, puis conduit à Ostende par des gendarmes qui ne le quittèrent que sur le pont du bateau à vapeur partant pour l'Angleterre. Les journées de juin 1848 et du 13 juin 1849 amenèrent de nouveaux réfugiés en Belgique. Ledru-Rollin, Martin Bernard, Étienne Arago, Considérant, Boichot, Nattier, franchirent la frontière ; la police de Bruxelles leur intima l'ordre de vider le pays dans les vingt-quatre heures. Félix Pyat, et Thoré, rédacteur en chef de la *Vraie République*, échappèrent à ces ordres rigoureux par l'isolement et l'obscurité de leur existence. L'opinion publique en Belgique protesta plus d'une fois contre cette sévérité ; aussi, lorsque MM. Cantagrel, ex-représentant, Servient,

Songeon, Périer, ex-lieutenant-colonel de la légion de Belleville, le bottier Morel, le vétérinaire Talende, Tessié du Mothay, ingénieur, arrivèrent plus tard en Belgique, le mauvais effet produit par les précédentes expulsions empêcha la police de les mettre à la porte : il en fut de même pour Étienne Arago, revenu d'Angleterre, ainsi que pour Songeon, Favre, Ménars, Victor Borie, Boucher arrivé l'un des premiers en Belgique sous un nom d'emprunt, Lengrand, Jean Courmot (de Reims), Camus (du Loiret) et Anquetil, tous condamnés pour délits de presse. Ces proscrits vivaient de leur travail, attendant que l'année 1852 sonnât pour eux l'heure de la délivrance.

Les républicains réfugiés en Angleterre : Louis Blanc, Ribeyrolles, Martin Bernard, Naquet, accoururent en Belgique à la nouvelle du coup d'État; Étienne Arago, Félix Pyat, Favre, Moreau, Angibert, Songeon, Servient, Anquetil, Camus, Boucher, Borie, franchirent la frontière française, et purent la repasser sans être pris; Naquet pénétra même jusqu'à Paris. Les proscrits, après le coup d'État de Louis Bonaparte, sortant des casemates, des prisons, des pontons, des geôles, affluèrent bientôt en Belgique, les uns conduits par des gendarmes, les autres munis de feuilles de route. Le *Moniteur* publia, le 7 janvier 1852, un décret qui fermait les portes de la patrie aux citoyens « dont la présence en France pourrait empêcher le calme de se rétablir »; un autre décret du lendemain partagea ces hommes en trois catégories. La première comprenant les déportés à la Guyane ou à Alger : Marc Dufraisse, Greppo, Miot,



Maltié et Richardet. La seconde les citoyens expulsés : Édouard Valentin, Paul Racouchot, Agricol Perdiguiér, Eugène Cholat, Louis Latrade, Michel Renaud, Joseph Benoît (du Rhône), Joseph Bayard, Jean Colfavru, Joseph Dautre (du Rhône), Pierre-Charles Gambon, Charles Lagrange, Martin Nadaud, Barthélemy Perrier, Victor Hugo, Cassal, Signard, Viguiér, Charrassin, Bandsept, Savage, Joly, Cambier, Boisset, Duché, Ennery, Guilgot, Hochstuhl, Michot-Boutet, Baune, Bertholon, Schœlcher, de Flotte, Joigneaux, Laboulaye, Bruys, Esquiros, Madier de Montjau, Noël Parfait, Émile Pean, Pelletier, Raspail fils, Théodore Bac, Bancel, Belin (de la Drôme), Besse, Bourzat, Brives, Chavoix, Dulac, Dupont (de Bous-sac), Gaston Dussoubs, Guitter, Lafon, Lamarque, Pierre Lefranc, Jules Leroux, Francisque Maigne, Malardier, Mathieu (de la Drôme), Millotte, Roselli-Mollet, Charras, Saint-Ferréol, Pommier, Testelin (du Nord). La troisième catégorie se composait de MM. Duvergier de Hauranne, Créton, Baze, Thiers, Chambolle, de Rémusat, Jules de Lasteyrie, Émile de Girardin, général Laydet, Pascal Duprat, Quinet, A. Thouret, Victor Chauffour, Versigny, les généraux Lamoricière, Changarnier, Le Flo, Bedeau, Laydet; ils étaient momentanément expulsés comme « s'étant fait remarquer par leur violente hostilité au gouvernement ».

Les généraux Changarnier, Lamoricière, Bedeau, Le Flo, le colonel Charras, et M. Baze, apprirent en effet le 8 janvier que la prison de Ham s'ouvrirait pour eux à condition de s'engager à partir pour l'An-

gleterre; ils finirent cependant par obtenir l'autorisation de se rendre sur le continent. Le général Le Flo seul fut conduit par des agents de police jusqu'à Douvres. Le général Changarnier et le colonel Charras choisirent comme retraite la Belgique. Le général Lamoricière et M. Baze, se rendant l'un à Aix-la-Chapelle, l'autre à Cologne, ne firent que traverser Bruxelles, escortés de même que le général Le Flo, par des agents. Le général Changarnier et le colonel Charras, arrivés le matin dans cette ville, en repartirent le lendemain pour Liège et pour Louvain. Le général Bedeau arriva le dernier à Bruxelles.

Le général Cavaignac fut mis en liberté le 17 décembre 1851. M. de Morny apprit sa délivrance à M^{me} Odier, par ce billet :

» Madame,

» Connaissant les opinions de votre famille et désirant lui donner la preuve de l'intérêt amical qu'il lui porte, le président me charge de vous dire qu'il verrait avec peine la cérémonie du mariage de votre fille avec l'honorable général Cavaignac attristée par les murailles d'une prison, et de vous envoyer un ordre pour qu'il soit mis en liberté. »

Le général Cavaignac écrivit aussitôt à M. de Morny :

» Si le gouverneur de Ham avait reçu l'ordre pur et simple de m'ouvrir les portes de cette prison, j'aurais aussi purement et simplement repris ma liberté, qui m'a été illégalement ravie. Mais l'ordre qui m'élargit est accompagné d'une lettre que vous n'avez pu considérer comme confidentielle et qui m'a été naturellement communiquée.

» Les commentaires qui s'y trouvent et les motifs qu'elle attribue au pouvoir, au nom duquel vous agissez, ne sont pas de nature à être acceptés par moi. Assurément, personne n'a plus souffert et

ne souffre plus que moi des tristes retards de mon union avec mademoiselle Odier, mais je ne crains pas qu'elle y voie elle-même un motif d'accepter ma mise en liberté.

» Je ne dois pas quitter ce lieu, Monsieur le ministre; je n'ai rien fait pour y être amené. Je n'ai point le désir de rester ici prisonnier malgré ceux qui m'ont illégalement arrêté, mais je ne veux pas, et mon honneur y est intéressé, accepter aucune transaction contraire à ce que je me dois à moi-même. »

Les représentants expulsés par le décret du 9 janvier retrouvèrent à Bruxelles quelques-uns de leurs anciens collègues de la Constituante, Laussedat, Besse, Bourzat, Brives, Bruys, Burgard, le docteur Gambon, Fleury (de l'Indre), Buvignier, Démsthènes Ollivier, Vergnes, Simiot, et plusieurs autres compatriotes parmi lesquels Carion ancien commissaire de la République, Arsène Meunier, Geniller, Gentil Sarre, Amable Lemaître, Hippolyte Magen, hommes de lettres. Les représentants Michel (de Bourges), Kestner, Bayard, Rey, Arnaud (de l'Ariège), Aubry (du Nord), Fayole (de la Creuse), Bourke, Bochat, Barthélemy (d'Eure-et-Loir), Crétin, avaient quitté la France sans être atteints par le décret du 9 janvier. Victor Hugo débarqua en Belgique sous la blouse et avec le livret d'un ouvrier, Schœlcher déguisé en prêtre, Deluc en maçon; le représentant Ferrier sauva son beau-frère condamné à mort, en l'habillant en femme et le faisant passer pour sa fille. Les illusions sont permises aux proscrits; elles naissent facilement, surtout dans les premiers jours de l'exil. Victor Hugo s'imagina qu'il déciderait le roi des Belges à faire marcher son armée à laquelle un corps de réfugiés servirait d'avant-garde, non pas

sur la France, mais contre le gouvernement du 2 décembre dont Léopold I^{er} ne songeait, au contraire, qu'à s'assurer les bonnes grâces. Les réfugiés ne tardèrent pas à s'en apercevoir. Cournet, l'un des chefs de la barricade du Château-d'Eau pendant les journées de Juin, qui vint de Londres à Bruxelles le 4 décembre avec l'autorisation du bourgmestre, M. de Brouckère, d'y passer cinq jours, fut mis aux arrêts, gardé à vue dans son hôtel, et, les cinq jours expirés, renvoyé en Angleterre. Bianchi, rédacteur en chef du *Journal de Lille*, fut empoigné sur le territoire belge, et conduit en prison les menottes aux mains; il n'en sortit que pour se rendre en Angleterre. Cœurderoy subit à peu près le même traitement. Victor Schœlcher abandonna bientôt Bruxelles, où il lui était impossible de publier son *Histoire du coup d'État*; Nadaud et Malardier, ses collègues, le suivirent en Angleterre; Pascal Duprat s'y rendit pour publier ses *Tables de proscription*.

Les proscrits arrivés en Belgique sans papiers légalisés par l'ambassade belge à Paris, ou ne justifiant pas de leurs moyens d'existence, étaient expulsés; les autres restaient soumis à la surveillance de la police qui leur imposait les plus dures conditions de séjour : ne rien écrire, ni faire, ni dire, qui pût porter ombrage au gouvernement français, ne pas exercer leur profession s'ils étaient médecins, avocats ou professeurs, enfin accepter l'internement dans les villes de l'intérieur. La misère était grande parmi eux. Le gouvernement leur refusait les moyens de gagner leur vie. M. Labrousse, ancien sous-directeur

de l'École polytechnique en France, eut l'idée de reconstituer à Bruxelles l'école centrale du commerce et de l'industrie qu'il y avait fondée lors de son premier exil : MM. Deschanel et Challemel-Lacour, anciens élèves de l'École normale ; Chauffour, professeur de l'Université ; Baune, ancien directeur de l'École municipale de Lyon ; Servient et Deluc, répétiteurs à l'École polytechnique ; Rambert, professeur de chimie à l'École de Saint-Cyr, devaient occuper des chaires dans l'établissement de M. Labrousse : le colonel Charras avait consenti à se charger du cours d'histoire militaire, Bancel du cours d'éloquence, Laussedat du cours d'anatomie, Versigny du cours de philosophie du droit, Pascal Duprat du cours d'économie politique, Marc Dufraisse du cours de la législation comparée (1). Le gouvernement belge n'accorda pas à M. Labrousse l'autorisation de fonder cette école. MM. Joly, Dupont (de Bussac), Madier de Montjan, avocats distingués, ne purent obtenir leur inscription sur aucun tableau d'avocats en Belgique. Les docteurs Laussedat et Testelin, après plusieurs demandes infructueuses, renoncèrent à solliciter l'autorisation d'exercer la médecine. La permission d'ouvrir une conférence fut refusée à MM. Versigny, Challemel-Lacour et Madier de Montjau. Il n'y avait pas de cabinet de lecture à Bruxelles, un réfugié eut l'idée d'en fonder un ; le gouvernement s'y opposa. Greppo, chargé d'installer des métiers à la Jacquard à Deynze,

(1) Il professe encore, en ce moment, ce cours avec le plus grand éclat à l'École polytechnique de Zurich.

fut obligé de rompre son traité parce qu'on voulait le séparer de son collègue Benoît menacé d'être chassé de Belgique. Il partit pour Londres. Le docteur Gambon soignait gratuitement à Termonde les malheureux atteints de la fièvre de marais ; les médecins du pays le dénoncèrent comme exerçant illégalement la médecine et le firent condamner à l'amende. A. Morel, ancien rédacteur du *National*, et Geniller, professeur de mathématiques, parvinrent cependant à se créer peu à peu une position des plus honorables en donnant à Liège des leçons et des conférences. M. Challemel-Lacour put enfin parler à Anvers, ce qui lui était interdit à Bruxelles ; Arsène Meunier, ancien instituteur, Agricol Perdiguier donnèrent des leçons. Michot-Boutet reprit à Louvain son métier de menuisier. Charles Bruys, Laboulaye, David, Maigne et Saint-Ferréol (1) vivaient retirés à Bruges, où ils étaient internés avec le capitaine d'artillerie Cholat et Lagrange.

Eugène Sue, retiré sur les bords du lac d'Annecy, ne put obtenir l'autorisation de rendre visite à ses amis en Belgique. M. Étienne Arago et le colonel Charras en furent expulsés : M. Edgar Quinet n'obtint la permission de prendre les bains de mer à Blankenberghe que par une délibération du conseil des ministres. La surveillance, l'espionnage incessant auxquels il était soumis l'engagèrent à se rendre en Suisse. Les proscrits dont le gouvernement croyait avoir à se plaindre n'étaient pas toujours renvoyés de

(1) Auteur du livre *les Proscrits français en Belgique*. Plusieurs détails de ce chapitre sont empruntés à cet ouvrage intéressant.

Belgique; on se contentait quelquefois de les interner. M. Camille Berru, coupable d'avoir, dans une revue théâtrale, fait rire aux dépens de la police, fut relégué pour un mois à Ostende par M. Nothomb. Le gouvernement n'eut bientôt plus à craindre une invasion de réfugiés. Ceux qui se présentaient à la frontière étaient des écrivains condamnés pour des délits de presse, et qui préféraient l'exil à un emprisonnement de plusieurs années. Les autres proscrits nouveaux venus, obligés de se cacher, perdaient patience et cherchaient asile ailleurs. Quelques-uns, vaincus par la misère, se faisaient prendre par la police et emprisonner comme Attibert, échappé de Cayenne. Le parquet, avant de l'expédier en Angleterre, lui fit faire trois mois de prison avec les voleurs. Maradix, le maire de Beaumont qui, condamné à la transportation, avait quitté l'asile où il se cachait pour mettre un *non* dans l'urne du plébiscite du 20 janvier 1852, fut pris dans un café où il ne se rendait qu'à la nuit et conduit à l'*Amigo*.

Barbès, à qui sa grâce avait été imposée en 1855, et qui avait vu s'ouvrir les portes de sa prison, n'aurait pas voulu rester une heure de plus en France, mais de quel côté devait-il se diriger? La frontière belge était fermée à tous les proscrits politiques anciens et nouveaux. Il parvint pourtant à la franchir, grâce au dévouement d'un ami, M. Colard, qui fut la providence des exilés (1). Mais l'autorisation de sé-

(1) M. Colard était un ouvrier tailleur qui s'était établi à Bruxelles après avoir fait son apprentissage à Paris et qui avait fréquenté la jeunesse républicaine sous Louis-Philippe. Devenu riche, il vint généreusement au

journer en Belgique lui fut impitoyablement refusée. Il quitta Bruxelles pour se rendre à la Haye (1). Raspail, gracié également à son insu quelque temps après Barbès, et mis en liberté malgré sa résistance, parvint comme lui à se réfugier en Belgique. Il n'y serait pas resté plus longtemps que Barbès sans l'intervention de M. Vilain XIIII, député cléricale, qui lui offrit un asile dans sa maison, et qui déclara qu'on ne lui arracherait son hôte que par la force. M. Vilain XIIII, devenu plus tard ministre des affaires étrangères, se montra dans une autre occasion importante le défenseur des réfugiés. Les journaux bonapartistes de Paris ne craignirent pas de déclarer que l'abbé Verger, l'assassin de l'archevêque de Paris, était un agent des sociétés secrètes belges et des proscrits français, demandaient au gouvernement belge l'extradition des prétendus complices du meurtrier. M. Vilain XIIII répondit, dans la séance du 30 janvier 1857, aux députés qui s'informaient de la vérité ou de la fausseté de ces accusations, qu'il ne connaissait pas de sociétés secrètes en Belgique, et que les Français étaient dignes de l'hospitalité qu'ils recevaient.

La situation des proscrits belges s'améliora pourtant à la longue, grâce à l'influence de MM. Charles de Brouckère, Tielemans et Gendebien. Le fabuliste

secours des réfugiés en leur ouvrant sa bourse et ses vastes ateliers d'habillements confectionnés où il admettait comme ouvriers surnuméraires les proscrits que la police voulait expulser parce qu'ils ne justifiaient pas de leurs moyens d'existence. Colard est mort il y a quelques années, et son souvenir reste cher à ceux qui l'ont connu dans l'exil.

(1) Où il est encore.

Lachambaudie eut la permission de faire des lectures, M. Bancel d'ouvrir des conférences à l'Université, M. Deschanel au Cercle artistique et littéraire, et M. Madier de Montjau à la Société philharmonique. M. Erdan exposa ses théories sur la création d'une langue universelle; les médecins devinrent libres d'exercer leur profession, mais les avocats, M. Baze excepté, ne parvinrent jamais à se faire inscrire au tableau. Le moderne barreau belge se montrait moins hospitalier que l'ancien qui avait ouvert ses rangs aux proscrits de la Restauration.

MM. Bertal, juge de paix; Lefebvre, notaire; Aubanel, licencié en droit et docteur en philosophie; Poron, notaire; Amable Lemaître, journaliste, se firent professeurs dans diverses institutions, ainsi que Laboulaye et Ennery, MM. Louchet, Carion, Labrousse, Fleury, Brives, Fargin-Fayole, Saint-Prix, Oscar Gervais, tentèrent les chances du commerce des vins; le juge Delort se fit directeur de théâtre; Rousseau, avoué, teneur de livres et répétiteur; Aisière (de Clamecy), blanchisseur; Camille Berru et Saillant dirigèrent pendant quelque temps une école de natation couverte et chauffée; Buvignier était correcteur d'imprimerie; Tapon, ancien avocat, et Rudoux, ancien architecte, s'adonnèrent à la photographie; Popelu se fit souffleur dans un théâtre; Thérin utilisa comme chantre sa voix de basse-taille pour ne pas être à charge à la caisse de secours.

Les proscrits publièrent à Bruxelles un grand nombre de brochures anonymes. Le représentant Callet, qui avec le rédacteur de la *Gironde*, Campan,

représentait la proscription orléaniste, se distingua dans cette guerre de pamphlets par la vigueur de ses attaques. La *Nation* ouvrit courageusement ses colonnes aux proscrits jusqu'au jour où elle cessa de paraître. La police belge ne permit le séjour de la Belgique qu'aux proscrits qui justifiaient de leurs moyens d'existence. Les autres étaient ramenés à la frontière française, d'où on les renvoyait à la frontière belge. Une seule issue leur restait ouverte : la mer ; ils passaient en Angleterre. Six mille républicains français traversèrent la Belgique en décembre 1851 et janvier 1852, quatre cents environ y restèrent. L'union demeura toujours assez grande parmi eux.

La *Société d'assistance fraternelle*, formée pour recueillir les souscriptions, distribuer les secours et défendre les exilés devant la police, pouvait, sur la demande des intéressés, se changer en tribunal de famille ; cela ne lui est arrivé que trois fois pendant la longue durée de la proscription. Nous allons trouver plus de discordes en Angleterre.

Les conventionnels proscrits par la Restauration, ne voulant pas demander un asile à l'ennemi implacable de la révolution, se réfugièrent partout, excepté en Angleterre. Le rapprochement opéré entre les Anglais et les Français depuis trente ans, délivra les accusés du 15 mai, du 24 juin 1848, et du 13 juin 1849 de ces scrupules de haine patriotique ; ils trouvèrent donc en Angleterre l'asile que leur refusait la Belgique. Landolphe, représentant, Kersausie, Delescluze, Fombertau, Léclanché, Berjeau, Ribeyrolles, s'y réfugièrent.

MM. Louis Blanc et Caussidière y retrouvèrent Casavan, Barthélemy, le docteur Lacambre évadés de la prison de l'Abbaye. Ledru-Rollin, Martin Bernard, Étienne Arago, Considérant, Boichot, Nattier, expulsés de la Belgique où ils avaient espéré trouver un refuge après le 13 juin 1849, se rendirent également à Londres qui était le lieu d'asile des proscrits de toutes les nations. Ils se réunirent au nombre d'une vingtaine : Berjeau, Daratz, Ch. Delescluze, Dupont (de Paris), Étienne Arago, le général Ernest Haugh, L. Léclanché, Ledru-Rollin, Martin Bernard, Joseph Mazzini, D. Pilette, Podolecki, Rattier, Charles Ribeyrolles, Worcell, pour fonder le *Proscrit, journal de la république universelle*, paraissant tous les mois par livraisons de 48 pages in-8°. Le premier numéro, portant la date du 1^{er} juillet 1850, débutait par un manifeste de Ledru-Rollin :

AU PEUPLE.

» Peuple, ceux qui te guident se trompent ou te trahissent.

» Ils se trompent, en demandant à l'habileté, au calcul, à l'inaction, le succès que tes ennemis n'attendent que de leur témérité.

» Ils te trahissent, s'ils te disent qu'après avoir subi, sans protester, le plus monstrueux des attentats, tu te retrouveras vaillant et tout entier au jour du dernier péril, car il est plus facile de ne point accepter le joug que de le briser.

» L'audace, cette force des révolutions, elle qui t'as toujours fait victorieux, serait-elle passée de ton cœur au cœur de tes ennemis ?

» Écoute-les parler : ce n'est pas de soixante ans, c'est de six siècles que la France doit reculer ; ce qui leur faut, ce n'est même pas la monarchie bourgeoise, c'est la monarchie des bons vieux temps, avec son ignorance, ses superstitions, ses aristocraties insolentes, ses castes, ses extorsions, ses fureurs sanguinaires.

» Ainsi qu'à la veille de la Saint-Barthélemy, ils saluent tous les jours, dans leurs gazettes, la guerre civile comme la plus sainte de toutes les guerres, la plus agréable au Dieu des prêtres et des rois.

» Ils sanctifient l'épée, ils déifient la force.

» Étouffer la République, pour eux n'est point assez ; il faut supprimer par le fer jusqu'au dernier des penseurs, des soldats de la révolution.

» Dans les vertiges de leurs terreurs, ils en arrivent, les insensés, jusqu'à rappeler de leurs vœux les atrocités salutaires de la sainte inquisition, ses tourmenteurs et ses bûchers.

Et c'est en présence de ces énormités sauvages, c'est pendant que la République, mortellement frappée, crie vengeance par toutes ses blessures, comme par autant de bouches sanglantes, qu'on t'endort, sans se demander si la République agonisante sera encore debout à ton réveil !

» Ah ! combien ces conseils de la pusillanimité doivent peser à ton courage, et avec quelle anxiété ne dois-tu pas désirer d'entendre, au milieu de cette muette coalition de la peur, quelque-une de ces voix inspirées qui te parlent le grand langage de la révolution !

« Peuple, te dirait-elle, plus de faiblesse, plus de repos, la République est en danger ! Partout la royauté l'a minée à l'intérieur, et l'étranger est à tes portes. Ils ne t'entretiennent que du nombre de leurs soldats, aie confiance dans le droit impérissable, dans le dévouement, dans l'idée, dans la foi de tes pères. Elle fut leur épée invisible, leur dieu des armées, et tout se dissipa devant elle. »

» Eh bien ! cette rude parole du devoir, du sacrifice, puisqu'elle ne trouve plus d'apôtres officiels au sein de la patrie, nous essaierons, nous proscrits, de la faire pénétrer jusqu'à toi.

» Nos noms ne te sont point inconnus ; depuis vingt ans, ils ont été mêlés à toutes les luttes de la liberté.

» Notre politique à l'extérieur pourrait se résumer dans une date : c'est la guerre aux rois, la fraternité des peuples, la république universelle, la solidarité humaine. C'est la croisade de la délivrance et non la politique de la conquête ; il faut qu'on puisse répéter de la France d'aujourd'hui ce que Shakspeare lui-même disait si justement de celle du XII^e siècle : « La France à qui la conscience a ceint l'armure, et que le zèle et la charité ont conduite sur les champs de bataille, *comme le véritable soldat de Dieu* ! »

» Au dedans, notre programme c'est celui de la révolution, c'est celui des idées mûres et qui se peuvent appliquer demain ; c'est, en un mot, celui que, dans des temps meilleurs, la Montagne et la presse socialiste élaborèrent en commun.

» C'est la République, c'est-à-dire l'homme dans toute sa dignité

et en possession de lui-même; l'homme fort de la nourriture de l'esprit et de la nourriture du corps;

» C'est le suffrage universel, direct, s'exerçant toujours, en révoquant le pouvoir à son gré;

» C'est le droit au travail;

» Le crédit;

» L'association volontaire;

» L'éducation gratuite et obligatoire;

» L'établissement d'un impôt unique, proportionnel et progressif;

» L'abolition de tout impôt direct et de tout monopole;

» Peuple, ces biens, ils sont à toi, si tu les veux, mais à quelles conditions?

» A la condition de redevenir révolutionnaire, et de ne plus te laisser aller aux utopies et aux vaines paroles. Crois-le bien : à chaque succession de temps sa tâche; assez de solutions sont prêtes pour qu'on ne se lance pas, chimériquement, à la suite d'esprits orgueilleux et funestes, dans les champs de cet avenir qu'il n'est pas plus donné à notre faiblesse d'entraîner que de devancer.

» A la condition de ne plus compter que sur toi-même, de ne plus demander à tes directeurs, à tes chefs, ce que doivent suffire à te dicter ton intrépidité et ta conscience.

» Sois toujours prêt pour la défense de la République, comme les premiers chrétiens étaient toujours prêts pour la mort, et comme eux tu triompheras.

» La direction, au surplus, d'où pourrais-tu l'attendre?

» De la presse? Après t'avoir engagé, de loin, à la résistance, elle s'est rabattue sur le refus de l'impôt, puis sur la transformation de l'impôt, puis... que sais-je? Elle a peur.

» Les derniers représentants socialistes par toi nommés, ces hommes de feu qui devaient tout embraser, ces révélateurs de l'avenir, près de qui tout était obscurantisme et passé, ils ne se sont pas donné le temps de s'asseoir, de laisser sonner la douzième heure, que déjà ils avaient renié trois fois la Révolution et abdiqué entre les mains de la réaction.

» Et la Montagne, il faut bien lui dire ici ce que lui dira l'histoire. Elle s'est montrée indigne du grand nom dont ses ennemis l'avaient honoré. Dépourvue de mandat, elle a laissé mettre aux voix deux questions au-dessus de toutes les questions : la Constitution et le suffrage universel; elle a donc, en votant, habilité, autant qu'elle l'a pu, une majorité radicalement incapable, et légitimé l'usurpation. Puis, l'attentat commis, elle est demeurée sur ses sièges, comme s'il pouvait encore y avoir une opposition sérieuse, des garanties de droit là où ne règne plus que la force, et un peuple à représenter quand il a été mis au ban de la Constitution.

» Encore un coup, peuple, n'aie plus foi qu'en toi seul, mais aussi ne rends plus, désormais, personne responsable des lâchetés que tu pourrais commettre.

» Semblable à cet homme de guerre que Bossuet compare à un aigle qu'on voit toujours, soit qu'il vole au milieu des airs, soit qu'il se pose sur quelque rocher, porter de tous côtés des regards perçants et tomber si sûrement sur sa proie, qu'on ne peut éviter ses ongles non plus que ses yeux ; aussi vifs doivent être tes regards, aussi vite et impétueuse ton attaque, aussi fortes et inévitables tes redoutables mains.

» Pas de vaines terreurs ; que toutes tes forces demeurent entières pour les vrais périls, mais, aussi, que tout soit prêt dans le cas suprême, et, comme dit le prophète : Que toutes les flèches soient aiguës, que tous les arcs soient tendus ! R. L. »

Un article de Mazzini suit le manifeste de Ledru-Rollin. Voici sa conclusion : « Il faut que la démocratie européenne se constitue. Il faut qu'à la ligue des pouvoirs corrompus ou mensongers vienne enfin s'opposer, dans sa réalité et dans sa puissance, la **SAINTE-ALLIANCE DES PEUPLES**. Il faut poser en commun la première pierre du temple sur le fronton duquel l'avenir inscrira : **DIEU EST DIEU, ET L'HUMANITÉ EST SON PROPHÈTE**. La victoire est à ce prix. L'initiative est à tous. »

Les rédacteurs du *Proscrit* se montrèrent très préoccupés d'abord de la crainte d'une invasion des armées de la Sainte-Alliance en France. « L'invasion de la France est un fait menaçant, prochain, inévitable ; et cette invasion, appuyée par les factions royalistes, serait infailliblement victorieuse, si la France n'avait pour auxiliaire le ferment d'esprit républicain disséminé dans toute l'Europe. » Ils ne cessaient de demander que l'armement et les manœuvres de l'armée française fussent mis au

niveau des progrès accomplis par les armées étrangères.

Le comité central démocratique européen, constitué en Angleterre vers la fin de l'année 1849, publia dans le *Proscrit* son premier manifeste *Aux peuples*, signé : Ledru-Rollin, Joseph Mazzini, Albert Darasz, Arnold Ruge.

Le *Proscrit* n'eut que deux numéros ; il fut remplacé par la *Voix du Proscrit, organe de la République universelle*, publiant un numéro par semaine. Ce journal débute par un deuxième manifeste du comité central démocratique européen, proposant un rapprochement, une fusion, entre les fractions du parti démocratique. De ce travail intérieur devait sortir un comité national ; les délégués des comités nationaux constitueraient le comité central de la démocratie européenne.

Ces journaux de l'exil, pleins des passions que l'exil fait naître ou fortifie, débattaient avec violence les questions qui entretenaient depuis longtemps la discorde dans les rangs du parti républicain, et ils la rendaient plus visible. Ce parti était surtout divisé depuis la loi du 31 mai sur la question de savoir s'il devait prendre part aux élections municipales, départementales et législatives qui se feraient sous l'empire de cette loi.

La *Voix du Proscrit* prêchait l'abstention : « Partout où il y a une élection à faire les électeurs » doivent s'abstenir de voter jusqu'au rétablissement » absolu du suffrage universel. » Comme s'il ne valait pas mieux choisir des représentants capables

de proposer ce rétablissement que de l'attendre d'une protestation muette.

La *Voix du Proscrit* soutenait, en même temps que l'abstention électorale, la théorie du *gouvernement direct du peuple*. « Le peuple, exerçant sa souveraineté sans entrave, d'une *façon permanente*, dans les assemblées électorales, dont la police a été réglée par la constitution de 1793 ;

» Ayant, aux termes de cette même constitution, l'*initiative* de toute loi qu'il juge utile ;

» Votant expressément les *lois*, adoptant ou rejetant par oui ou par non les lois discutées et préparées par une assemblée de délégués ;

» Une assemblée de délégués ou *commissaires nommés annuellement*, préparant les lois et pourvoyant par des *décrets* aux choses secondaires et de grande administration ;

» Un président du pouvoir exécutif chargé de pourvoir à l'application de la loi, *président élu et toujours révocable* par la majorité de l'assemblée ;

» Tel est, disait ce journal à la veille du coup d'État, le principe le plus propre à assurer la victoire ; tel est l'étendard sous lequel tout démocrate, sans abdiquer ses croyances, peut se ranger et servir la République. Qu'il nous soit donc permis de faire un dernier et suprême appel à nos confrères des départements qui ne se sont point encore groupés autour de ce drapeau. »

M. Louis Blanc publiait aussi un journal, *le Monde nouveau* ; des polémiques très violentes s'élevèrent non seulement entre ces deux organes de l'émigra-

tion, mais entre eux et les journaux de l'opposition radicale à Paris. Les choses allèrent si loin entre la *Voix du Proscrit* et le *Vote universel* qui représentait les opinions d'une fraction de la montagne, qu'un duel parut inévitable. Ces guerres intestines affaiblissaient le parti républicain au moment où il avait le plus besoin d'union, c'est-à-dire à la veille même du coup d'État.

La *Voix du Proscrit* fut remplacée le 29 novembre 1851 par le *Peuple, journal des Proscrits de la République universelle*, journal hebdomadaire qui n'eut qu'un numéro. La disparition de ce journal ne rétablit pas la concorde parmi les proscrits après le coup d'État. Des sociétés rivales se formèrent dans les commencements de l'été de 1852 : la *Commune révolutionnaire*, où dominait Félix Pyat, avec des lieutenants comme Cœurderoy, de Jacques, Barthélemy, etc., et la *Révolution*, qui reconnaissait pour chef Ledru-Rollin. Cette société avait nommé par régions des présidents parmi lesquels figuraient Delescluze, Naquet, Cournet, Camus, Dupont (de Paris), etc. En dehors de ces deux grandes fractions, une autre, moins importante, affectait des prétentions plus tranchées au socialisme : Greppo, Nadaud, Duché, Chevassus, Couturat, Veillard, en faisaient partie. Louis Blanc se fit recevoir franc-maçon dans cette société ; sans appartenir précisément à aucune société, il était en relations avec les membres de la *Commune* plutôt qu'avec ceux de la *Révolution*.

Le public de Londres, assez indifférent à l'existence des proscrits, ignorait les divisions intérieures

qui régnaient entre eux, lorsque le duel entre Cournet et Barthélemy appela l'attention sur elles.

Barthélemy, condamné vers 1840 aux travaux forcés pour avoir tué un sergent de ville, sortit du bagne après la révolution de Février ; il fut pris sur les barricades de Juin, et s'évada, comme nous l'avons dit, des prisons du conseil de guerre ; il parvint jusqu'en Angleterre, où il devint l'un des membres les plus ardents de la *Commune révolutionnaire* ; il répétait partout que si lui et ses amis rentraient en France, le premier coup de fusil serait pour Ledru-Rollin. Ce propos peut donner une idée des sentiments que nourrissaient, les uns à l'égard des autres, les membres de la *Commune* et ceux de la *Révolution* ; les premiers affublant dédaigneusement les seconds du titre de *ministres*, de *préfets*, pendant que ceux-ci les traitaient de *communistes* et de *partageux*.

Les Anglais apprécient difficilement la persistance du sentiment social qui force un Français à craindre un refus de duel comme une tache indélébile. Cependant, plusieurs journaux de Londres avaient récemment trouvé malséante la conduite d'un officier qui semblait faire quelque difficulté pour se rendre sur le terrain. Le bruit se répandit tout à coup qu'un duel avait eu lieu entre des proscrits français, et que l'un d'eux était resté sur le carreau. Le *Morning Advertiser* publia bientôt une lettre signée Arthur R. Reeves qui dînait, disait-il, tous les jours à Grafton street dans le même restaurant que les réfugiés, et qui racontait les principales circonstances du duel.



Les deux combattants étaient Cournet et Barthélemy. Cournet, arrivé à Londres l'année précédente pendant l'exposition avec un paquet confidentiel pour Barthélemy, prit des renseignements sur celui-ci et apprit qu'il protégeait une maison de mauvais renom. Il préféra envoyer le paquet plutôt que de le remettre lui-même : de là une brouille, des explications, et finalement le duel. La rencontre décidée, ils s'étaient rendus à Windsor en fumant. Sur le terrain, les pistolets furent chargés et remis à chaque combattant, placé à une distance de quarante pas. Cournet tire le premier et manque son adversaire ; Barthélemy, sans quitter sa place, dit : « Il est encore temps de vous rétracter, faites-le ? » Cournet refuse. Barthélemy vise son adversaire et presse la détente, mais son pistolet ne part pas : Cournet lui donne le sien ; cette fois le pistolet part et Cournet tombe mort. L'auteur de la lettre ajoutait : « Cournet a succombé après trois » heures de douloureuse agonie. Je ne finirai pas » cette lettre sans dire, à l'honneur des réfugiés français, que tous étaient opposés à ce duel, et qu'il n'y » a eu que de la faute du défunt qui avait refusé de » comparaître devant le tribunal fraternel français à » Londres. Dieu merci pour l'humanité, il n'y avait » pas de femmes mêlées dans cette affaire, il n'y a eu » là qu'un sentiment d'honneur poussé trop loin. » La presse anglaise reprit à cette occasion la thèse du duel. Reeves ayant ajouté, dans sa lettre, que la rencontre était non seulement nécessaire mais inévitable, le *Morning Herald* déclara qu'aucun duel ne peut être nécessaire, parce qu'un duel ne peut être juste, ni

moralement, ni religieusement, ni socialement. « Il » paraît, ajouta le même journal, que le motif du tragique épisode d'Egham n'est point, comme nous » l'avons dit, une affaire d'amour, mais une discussion politique, et que la malheureuse victime, qui » avait un grade élevé dans la marine française, laisse » une femme et des enfants. Nous savons par les interprètes de l'interrogatoire d'hier, que les étrangers arrêtés pour s'être mêlés de cette affaire ont » allégué qu'ils étaient allés à Windsor pour leur » plaisir, et que leur ami, après avoir escaladé une » haie, s'était suicidé. Cette version est tout à fait » contradictoire avec les déclarations de divers témoins. La victime de ce duel était, dit-on, un ami » intime du républicain Ledru-Rollin, honneur réclamé par deux autres personnes arrêtées, MM. Bar- » ronnet et Edmond Allain. »

L'affaire passa devant la cour d'assises, selon le vœu de la loi anglaise. Londres n'eut pas d'autre préoccupation pendant le cours des débats; le jury acquitta Barthélemy, qui ne pouvait évidemment pas, dans cette affaire, être considéré comme un assassin. Il n'en fut pas de même quelques années après : Barthélemy, continuant sa vie de débauche à Londres, tua le père de sa maîtresse, ainsi que le policeman qui accourait pour s'emparer de sa personne. Il passa devant la cour d'assises, fut condamné à mort et exécuté.

Les amis de Cournet lui firent de touchantes funérailles. Le corps, transporté à une heure de Barley-now-inn dans le cimetière paroissial d'Egham sur les

épaules de six de ses compatriotes, était suivi de cent cinquante Français proscrits parmi lesquels Ledru-Rollin qui excitait particulièrement la curiosité générale, Schœlcher, Savoye, Xavier Durieu, Martin Bernard, Pflieger, Delescluze, Ribeyrolle, Cahaigne, Gustave Naquet ; le cortège marchait précédé d'une bannière entourée d'un crêpe noir avec cette inscription : *République démocratique et sociale*. M. Delescluze prononça un discours, et le cri de *Vive la République* retentit comme un dernier adieu sur la tombe. Le *Morning Chronicle* s'indigna d'une telle profanation et somma en quelque sorte l'évêque de Winchester d'ordonner une enquête.

La mort de Cournet mit le comble à l'antagonisme entre les proscrits, et amena bientôt la dislocation des deux sociétés. Le nombre des proscrits diminuait d'ailleurs tous les jours. Soixante réfugiés, médecins, artistes, artisans, craignant de ne pas pouvoir exercer leur art ou leur industrie à Londres, demandèrent à être envoyés en Amérique. Lord Granville les fit partir, paya leur passage, les recommanda à l'ambassadeur anglais chargé de leur remettre 100 francs à chacun à leur arrivée. Les représentants Hochstul, Lafon, Bruckner, s'embarquèrent aussi pour l'Amérique, où Caylus du *National* avait déjà trouvé un refuge, ainsi que Victor Considérant.

Un certain nombre de proscrits, parmi lesquels Victor Hugo et sa famille, Ribeyrolles, ancien rédacteur de la *Réforme*, le docteur Deville, Amiel, professeur de chimie, Frank, photographe, ancien commandant de la garde nationale de Vienne, le docteur

Barbier etc., avaient fixé leur résidence à Jersey. Ribeyrolles fonda dans l'île un journal intitulé *l'Homme*. Ce journal publia, au mois d'octobre 1855, une lettre sur le voyage de la reine d'Angleterre à Paris, dans laquelle Félix Pyat reprochait à S. M. Victoria d'avoir abjuré sa pudeur de femme en acceptant l'hospitalité de la famille impériale de France. Une protestation contre cette lettre est aussitôt placardée sur tous les murs de la ville : « Hommes de » Jersey, vous qui vous vantez avec raison de votre » loyauté, souffrirez-vous que la première dame du » pays, votre reine bien-aimée, soit insultée impunément ! » Les citoyens de Jersey, enflammés de colère et d'indignation, convoquent ensuite un meeting dans lequel, tout en protestant du respect dû à l'hospitalité, ils demandent la suppression de *l'Homme*. Les journaux de Londres et le *Times* surtout sont furieux contre la lettre et contre son auteur : « Que » le citoyen Pyat et ses amis se tiennent pour avertis, » ou ils pourraient bien avoir à faire bientôt des com- » plots démocratiques et sociaux sur quelque sol » éloigné et plus sympathique. »

Tandis que le *Times* lançait ainsi ses menaces contre les exilés, l'agitation redoublait à Jersey. Ribeyrolles et les collaborateurs de *l'Homme* étaient tous les jours désignés par des affiches à la vengeance populaire ; des rassemblements menaçants restaient en permanence devant les bureaux de *l'Homme*. Un centenier avertit les réfugiés de ne sortir qu'armés. Le gouverneur de Jersey, cédant aux injonctions des membres du meeting, dressa une liste d'expulsion

composée de trente noms, sur laquelle se trouvaient ceux de Victor Hugo et de ses fils. Le ministre de l'intérieur, Georges Grey, confirma la sentence; trente-trois réfugiés reçurent vers la fin du mois d'octobre 1855 l'ordre de quitter immédiatement l'île. Beaucoup d'entre eux y gagnaient leur vie : MM. Deville et Barbier comme médecins; M. Amiel comme professeur de chimie; M. Frank y avait ouvert un atelier de photographie.

L'expulsion brutale de Victor Hugo et des autres proscrits de Jersey fit grand bruit en Angleterre. Un meeting présidé par un membre du Parlement eut lieu à Londres pour protester contre la conduite du ministre de l'intérieur. Cobden, malade, s'excusa de ne pouvoir s'y rendre, et déclara qu'il s'associait d'avance à ses résolutions. Le président du meeting rappela que l'Angleterre, après avoir accueilli Charles X, Louis-Napoléon, Louis-Philippe, n'avait aucune raison de refuser son hospitalité à des républicains; la Turquie, ajouta-t-il, s'est honorée en refusant de livrer les réfugiés polonais, et cette conduite n'a pas été sans influence sur l'empressement du peuple anglais à prendre sa défense contre la Russie. L'expulsion, condamnée avec indignation par le meeting, fut maintenue par le gouvernement. Les réfugiés quittèrent Jersey le mercredi soir, 18 octobre, en nombre et bien armés, car une troupe de gens porteurs de gourdins les attendait au passage. La police empêcha tout conflit. Tandis que les autres proscrits se dispersaient dans différentes directions, Victor Hugo avec sa famille se fixa à Guernesey; c'est là

qu'il écrivit le fameux pamphlet *Napoléon le petit*, et l'immortel livre intitulé *les Châtiments*.

La publication à Londres d'un manifeste démocratique, au plus fort même de l'affaire de Jersey, révéla une fois de plus au public les divisions intestines des proscrits. Ce manifeste portait les trois signatures de Ledru-Rollin, de Mazzini et de Kossuth. M. Louis Blanc se plaignit dans les journaux anglais qu'ils n'eussent pas consulté leurs amis avant de publier cette pièce. « Pourquoi révéler nos secrets? Puisque » vous l'avez fait, j'ai le droit de vous dire mon avis. » Il est bon d'organiser le parti républicain, mais sur » l'unité des principes, de quel droit êtes-vous ses » chefs! Il faut pour s'entendre que l'on discute, » surtout avec des hommes de nuances opposées; » Mazzini peut compter sur le concours des républi- » cains pour délivrer l'Italie, mais les socialistes » qu'il a calomniés ne lui permettront pas de se poser » en arbitre des destinées de la France. »

Ces discussions, bien oubliées aujourd'hui et bien inutiles, trompaient du moins les ennuis de l'exil. L'Angleterre est d'ailleurs un pays libre de discussion, et son gouvernement, moins soumis que celui de la Belgique aux influences extérieures, pouvait se montrer plus tolérant envers les proscrits. L'opinion publique, quoique parfois peu indulgente pour eux, maintenait cependant le droit d'asile comme un honneur national et comme une tradition patriotique. Le gouvernement impérial de France essaya vainement, comme on l'a vu, de forcer l'Angleterre à le violer, il se crut même un moment sur le point de

réussir, car ses instances répétées allèrent jusqu'à forcer le cabinet britannique à délibérer sur l'extradition de Ledru-Rollin, mais les ministres, même les plus prévenus en faveur de l'empire français, reculèrent devant cette honte, et le droit d'asile fut respecté.

Les représentants Kopt, Hochstul, Beyer, Janot, Menaud, Avril, Holzeman, Roujot, Kœnig, Hofer, avaient été condamnés par contumace par la haute cour de Bourges après l'affaire du 13 juin ; ils s'étaient réfugiés en Suisse, ainsi qu'un grand nombre d'habitants de Lyon et des départements voisins, obligés de quitter leur patrie pour éviter les poursuites provoquées par la journée du 13 juin. Landolphe, Kersausie, Delescluze, Fomberteau, Ribeyrolles, Madier de Montjau jeune, y séjournèrent également quelque temps avant de se rendre en Angleterre. Ferdinand Flocon, l'ancien membre du gouvernement provisoire, et les républicains de la Drôme, du Rhône, du Gard, de l'Ardèche, du Doubs, du Jura, gagnèrent aussi en grande partie la Suisse après le coup d'État. Ils n'y trouvèrent pas d'abord une hospitalité bien sûre. Le Conseil fédéral suisse avait expulsé dès le 4 mars 1851 : Louis Avril, Berger, Cœurderoy, Lhomme, Mathey, Parin, Pflieger, Pyat, Rigaut, Boichot, Péchaut, Thoré, coupables d'avoir adressé une proclamation au peuple français. La sévérité du Conseil fédéral redoubla naturellement lorsque la dictature de Bonaparte s'affirma davantage en France. Il ordonna l'expulsion de M. Thiers, et menaça la duchesse d'Orléans, qui séjournait dans

le canton d'Argovie, d'une semblable mesure. Le Conseil fédéral finit cependant par s'adoucir. Les républicains français trouvèrent enfin un asile assuré dans des cantons qui se montrèrent fiers de leur offrir l'hospitalité.

Les habitants des départements du Var, des Basses-Alpes et de Vaucluse s'insurgèrent après le coup d'État. Le manque de prévoyance, l'absence de plan et les menées des faux démocrates firent avorter l'insurrection : ceux qui y prirent part et qui furent assez heureux pour échapper aux dénonciations et à la rage des soldats, cherchèrent presque tous un refuge dans les États sardes et particulièrement à Nice. Le nombre des proscrits dans cette ville, au mois de janvier 1852, était évalué à cinq ou six cents. Ils furent disséminés plus tard sous différents prétextes dans des villes des États sardes. Le gouvernement français s'effrayait de voir tant de républicains réunis dans une ville frontière.

Les proscrits en Italie se comportèrent en honnêtes gens et en bons citoyens. Les uns créèrent à Nice et dans les environs des établissements de commerce et d'industrie ; les autres exercèrent des professions libérales dans les limites qu'autorisaient les lois ; d'autres enfin vécurent du travail manuel ; les ouvriers se firent remarquer par leur intelligence et par leur assiduité au travail. L'un d'eux fonda un atelier de mécanicien, un autre une fabrique de noir animal, un autre découvrit un procédé nouveau pour la fabrication de l'alcool ; d'autres établirent des ateliers d'ébénisterie, de serrurerie, etc. M. Elzéar.

Pin, ancien constituant, qui avait dirigé le mouvement dans le département de Vaucluse pour la défense de la constitution et des lois, propagea des procédés nouveaux d'agriculture et obtint une médaille au concours agricole de Nice.

Giraud, réfugié et aubergiste à Nice, avait été, au moment du coup d'État, l'un des héros d'une terrible histoire : Giraud et un autre insurgé ayant été surpris par une bande de gendarmes, le capitaine de cette troupe décide qu'ils seront fusillés. Deux cavaliers emmènent les prisonniers au fond d'une vieille chapelle, et tirent à chacun d'eux un coup de pistolet derrière l'oreille. Le trot des chevaux avait fait descendre la charge des pistolets de façon à lui enlever la plus grande partie de sa force. Le coup les étourdit seulement. Les gendarmes les croient morts et s'éloignent. Giraud sort bientôt de son engourdissement et secoue son camarade qui donne signe de vie à son tour. Ils se cachent dans un bois, attendant la nuit, puis ils se séparent et chacun regagne son gîte. Giraud avait confié à l'un des gendarmes sa montre et sa bourse pour qu'il les remît à sa femme. Il arrive pendant la nuit et se cache chez lui. Sa femme reçoit, bientôt après, la visite du gendarme, qui, sans parler de la bourse, lui raconte la mort de son mari ; elle fond en larmes, et joue admirablement son rôle. Le lendemain elle prend le deuil, pendant que, grâce à des amis dévoués et intelligents, son mari franchit la frontière.

Les proscrits de Nice organisèrent une Société de secours, qui malheureusement ne dura pas, grâce

aux menées de prétendus républicains qui cherchaient toutes les occasions de jeter le trouble et la discorde dans leurs rangs. On fut obligé de recourir à des cotisations cachées dont le résultat fut moins complet, mais le zèle des vrais républicains sut grandir avec les difficultés, et les malheureux proscrits purent faire parvenir leur obole à leurs camarades sans travail et sans ressource.

L'émigration dans les États sardes comprenait des avocats, des médecins et des pharmaciens, des magistrats, parmi lesquels un président de tribunal, des officiers de terre et de mer. Plusieurs d'entre eux se fixèrent dans la presqu'île de Saint-Jean. Il s'y forma un petit cénacle dont les membres discutaient les affaires politiques, les questions d'économie politique, de littérature et d'art ; des lectures et des récits intéressants les aidaient à supporter les peines de l'exil.

Les proscrits qui demandèrent au gouvernement l'autorisation de rentrer en France, avant l'amnistie, étaient généralement des ouvriers sans travail et séparés de leur famille. Ceux qui possédaient quelques ressources ou qui pouvaient s'en créer par leur industrie, n'ont regagné leurs foyers qu'après l'amnistie générale. Le gouvernement sarde se montra toujours bienveillant pour les républicains français, qui n'eurent qu'à se louer de tous ses fonctionnaires et particulièrement de M. de la Marmora, frère du général de ce nom, alors intendant à Nice ; le fait suivant en est la preuve :

Quatre proscrits du département de Vaucluse, ne

pouvant résister au désir de revoir leur pays et leur famille, avaient franchi le pont du Var et s'étaient dirigés vers la France. Des gendarmes les rencontrent et leur demandent s'ils ont des passe-ports. Sur leur réponse négative ils sont conduits à Grasse. Le sous-préfet de cet arrondissement les interroge, ils répondent qu'ils sont ouvriers et que, ne trouvant pas d'ouvrage à Nice, ils retournent chez eux. Le sous-préfet ne prend pas le change, et donne l'ordre aux gendarmes de faire repasser le pont du Var aux prétendus ouvriers. Les voilà bientôt en présence des carabiniers sardes. Les fugitifs sont retenus prisonniers dans la caserne voisine; un proscrit exerçant une industrie près de là est informé de l'événement, il court chez un ancien représentant du peuple et le prévient de la mésaventure de ses compatriotes. Celui-ci se rend aussitôt chez l'intendant de la Marmora qui est, lui dit-on, au cirque philharmonique; il l'y trouve en effet jouant au whist. M. de la Marmora, après quelques mots échangés avec le représentant, se fait remplacer à la table de jeu, et ils arrivent ensemble chez le commandant des carabiniers qui délivre en leur présence l'ordre de mettre les prisonniers en liberté. Tout ceci se passait entre onze heures et minuit.

Un autre fait encore : Le gouvernement français réclamait impérieusement l'extradition de deux réfugiés, Cote et Jourdan, du département des Hautes-Alpes, pour crime de droit commun. C'est ainsi qu'il qualifiait les actes de ceux qui avaient combattu pour le droit et la loi. L'intendant de Nice refusait

de livrer ces deux citoyens, mais bientôt les ordres de Turin devenant pressants et formels, il fallut obéir. « Rassurez-vous, dit l'intendant aux amis des deux proscrits, *nous sommes petits*, nous ne pouvons rompre en visière, mais nous savons tourner les difficultés. » Bientôt après, des passe-ports furent remis aux deux proscrits, et sous un déguisement ils purent gagner la Suisse.

L'Allemagne ne pouvait guère, à cause des difficultés de sa langue, attirer les proscrits; Seinguerlet et Hibruit furent à peu près les seuls qui s'y fixèrent. L'Espagne, au contraire, ouvrit ses villes à la plupart des exilés de l'Aude, des Pyrénées, de la Garonne; Richardet, Salmon, Duputz, Raynal, Hippolyte Magen, Xavier Durieu, vinrent s'y établir à des époques différentes.

La capitale du Brésil garde les cendres de Ribeyrolles, mort à Rio-de-Janeiro; Montevideo, celles d'Amédée Jacques; Charles Quentin et Antide Martin attendirent dans cette ville la fin de leur exil. Quelques proscrits pénétrèrent jusqu'en Australie et en Chine. Miot, moins heureux que ses collègues frappés par le décret de janvier ou par les commissions mixtes, fut seul, parmi les représentants, soumis à la transportation. Il subit courageusement cette peine jusqu'à l'amnistie, en Algérie, dans une forteresse isolée sur la frontière du désert.

La politique conseillait au dictateur de faire oublier le plus tôt possible les horreurs du 2 décembre. Les proscrits, sauf des exceptions, furent, bientôt après le coup d'État, libres de rentrer dans leurs



foyers en s'engageant à renoncer à la politique et à reconnaître les faits accomplis. Une simple demande signée par un proscrit ou par un de ses amis suffisait à lui rouvrir la patrie. Les ouvriers, les paysans, les individus désignés au hasard par les commissions mixtes, obtinrent ainsi leur grâce. Le gouvernement impérial avait intérêt à augmenter le nombre de gens recourant à sa clémence : gendarmes, gardes-chiourmes, geôliers, faisaient les plus grands efforts auprès des transportés et des prisonniers pour les engager à signer leur recours en grâce. Malheur à ceux qui la refusaient ! Les plus durs travaux, les plus cruels châtimens les attendaient. Les transportés de Cayenne, plutôt que de s'humilier devant l'Empire, « aimaient mieux braver les exhalaisons em- » poisonnées d'une plage meurtrière où tombaient » chaque jour à côté d'eux de nouvelles victimes, » comme Agenon (de Marseille), Ailhaud (du Var), » Rottau (d'Angers); d'autres s'exposaient pour fuir » à toutes les rigueurs des geôliers, et ils venaient de » voir Eugène Millelot (de la Nièvre), condamné, » pour tentative d'évasion, à recevoir cent coups de » corde, succomber au vingt et unième coup en » présence de son père, de son frère et de ses amis, » forcés d'assister à ce cruel spectacle (1) ! »

Plusieurs amnisties avaient précédé celle de 1859 : la première eut lieu à l'occasion du mariage de l'Empereur; elle comprenait les représentants à la Constituante ou à la Législative : Huguenin (de

(1) *Les proscrits français en Belgique*, par Amédée de Saint-Ferréol

Saône-et-Loire), Astouin, Pégot-Ogier et Mulé (de la Haute-Garonne); huit rédacteurs de journaux des départements : Ousby, du journal l'*Aveyron républicain*; Desolme, du *Journal de Périgueux*; Lami-Serret, du *Républicain de Lot-et-Garonne*; et MM. Naclens, à Condom; Amouroux, à Châteauroux; Vinchot, à Dijon; Duportal, à Toulouse; Jolibois, à Colmar; etc.

MM. Créton, Duvergier de Hauranne, Chambolle, Thiers, de Rémusat, F. de Lasteyrie, Laydet et Thouret furent autorisés, le 1^{er} avril 1852, à rentrer en France dont ils étaient *éloignés momentanément*.

Le représentant Michel Renaud, voyant son nom sur cette liste, répondit : « Avant d'user de la faculté » de rentrer dans mon pays, j'ai besoin de consulter » ma conscience. Je ne dois rien, en tout cas, à » l'homme du 2 décembre; je n'en excepte que mon » mépris et une haine éternelle. » Le *Moniteur* du 31 janvier 1853, en annonçant qu'à l'occasion du mariage de l'Empereur, plus de trois mille grâces avaient été accordées à des personnes ayant pris part aux troubles de décembre 1851, ajouta qu'à la suite de cette mesure de clémence, il resterait encore environ douze cents personnes soumises soit à l'expulsion, soit à la transportation. Le gouvernement, jouant une triste comédie, s'excusait de sa générosité et insistait sur les restrictions qu'il y mettait, comme si le pays eût été effrayé et mécontent de sa clémence.

Le 24 février 1853 parut une nouvelle liste de cent cinquante graciés, parmi lesquels MM. Ayraud-

Degeorges, du *Progrès du Pas-de-Calais*, et Jules Huart, du *Propagateur des Ardennes*.

Quelques grâces individuelles avaient été demandées par des tiers. Le docteur Véron crut devoir à son tour, dans ses *Mémoires d'un bourgeois de Paris*, solliciter la rentrée d'Eugène Sue, qui se hâta de lui adresser la lettre suivante :

« Annecy-le-Vieux, 16 octobre 1853.

« On m'écrit, monsieur, que dans le premier volume de vos *Mémoires* vous dites en parlant de moi : « Puissent ces renseignements vrais sur cet écrivain faire cesser pour lui les souffrances de l'exil. » Sans apprécier autrement le sentiment qui a dicté ces lignes, vous trouverez bon, monsieur, qu'au nom de ma dignité, je déclare publiquement que jamais je n'ai, directement ou indirectement, autorisé personne à intervenir dans la position qui m'est faite et que j'accepte.

» Agréez, etc. »

Le poète languedocien Jasmin, dînant à Saint-Cloud à la table de l'Empereur, comme il avait dîné autrefois dans le même lieu à la table de Louis-Philippe, se piqua d'émulation et demanda en vers patois à l'Impératrice la cessation de l'exil de son compatriote M. Baze. Ce dernier apprit bientôt qu'il pouvait rentrer sans conditions; il refusa, mais le décret n'en parut pas moins au *Moniteur*.

Barbès, emprisonné à Belle-Isle, avait écrit à un de ses amis, le 18 septembre 1854, au moment de la guerre de Crimée :

« ... Je suis bien heureux de te voir aussi dans les sentiments que tu m'exprimes. Si tu es affecté de chauvinisme parce que tu ne fais pas de vœux pour les Russes, je suis encore plus chauvin que toi, car j'ambitionne des victoires pour nos Français. Oui! oui

qu'ils battent bien à bas les Cosaques, et ce sera autant de gagné pour la cause de la civilisation et du monde ! Comme toi, j'aurais désiré que nous n'eussions pas la guerre ; mais, puisque l'épée est tirée, il est nécessaire qu'elle ne rentre pas dans le fourreau sans gloire. Cette gloire profitera à la nation qui en a besoin plus qu'à personne. Depuis Waterloo, nous sommes les vaincus de l'Europe, et, pour faire quelque chose de bon, même chez nous, je crois qu'il est utile de montrer aux étrangers que nous savons manger de la poudre. Je plains notre parti s'il en est qui pensent autrement. Hélas ! il ne nous manquait plus que de perdre le sens moral, après avoir perdu tant d'autres choses. »

Cette lettre passa par hasard sous les yeux de Balestrino, chef de la police municipale. Il demanda l'autorisation de la montrer à M. Pietri, préfet de police, celui-ci la fit voir à l'Empereur, qui, après l'avoir lue, écrivit immédiatement au ministre de l'intérieur :

« Saint-Cloud, 3 octobre.

« Monsieur le ministre,

» On me communique l'extrait suivant d'une lettre de Barbès. Un prisonnier qui conserve, malgré de longues souffrances, de si patriotiques sentiments, ne peut pas, sous mon règne, rester en prison. Faites-le donc mettre en liberté sur-le-champ et sans condition.

» Sur ce, je prie Dieu qu'il vous ait en sa sainte garde.

» NAPOLÉON. »

Barbès, indigné que l'homme du coup d'État prétendît lui infliger sa clémence, répondit au *Moniteur* :

« Monsieur le directeur,

» J'arrive à Paris, je prends la plume, et je vous prie d'insérer bien vite cette note dans votre journal.

» Un ordre, dont je n'examine pas les motifs, car je n'ai pas l'habitude de désigner les sentiments de mes ennemis, a été donné au directeur de la maison de détention de Belle-Isle.

» Au reçu de cette nouvelle, j'ai frémi d'une indicible douleur de vaincu, et j'ai refusé, tant que je l'ai pu, pendant deux jours, de quitter ma prison.

» Je viens ici pour parler de plus près et mieux me faire entendre. Qu'importe à qui n'a pas droit sur moi que j'aime ou que je n'aime pas mon pays ?

» Oui ! la lettre qu'on a lue est de moi, et la grandeur de la France a été, depuis que j'ai eu une pensée, ma religion.

» Mais, encore un coup, qu'importe à qui vit hors de ma foi et de ma loi que mon cœur ait ces sentiments ? Décembre n'est-il pas là et, pour toujours, un abîme entre moi et celui qui l'a fait.

» A part donc ma dignité personnelle blessée, mon devoir de loyal ennemi est de déclarer, à tous et à chacun ici, que je repousse de toutes mes forces la mesure prise à mon endroit.

» Je vais passer à Paris un jour pour qu'on ait le temps de me remettre en prison, et, ce délai passé, je vais de moi-même chercher l'exil.

» A. BARBÈS. »

Cette lettre parut dans le journal officiel en même temps que la note suivante :

» Barbès proteste contre l'acte de clémence dont il a été l'objet : il ne le comprend pas. »

C'est l'Empereur qui ne comprenait pas qu'il n'est pas facile pour un homme comme Barbès de jouer le rôle de comparse dans une comédie de générosité.

Les républicains proscrits se demandèrent à la nouvelle de l'amnistie générale de 1859 : « Faut-il » l'accepter, au risque de donner à l'homme du » 2 décembre le droit de dire qu'il a pardonné à ses » ennemis, et que ceux-ci, convaincus de leur im- » puissance, sont rentrés comme des brebis égarées » au bercail ; ou bien la repousser au nom du droit

» et de la justice? » La réponse à cette question est dans les lettres qui suivent :

EXTRAIT DE L'UNION COMMERCIALE D'ANVERS.

« Le *Moniteur* vient de nous apporter la fameuse AMNISTIE SANS CONDITIONS, annoncée, il y a deux ou trois jours, par l'*Indépendance*.

» Vous me connaissez assez, j'espère, mon cher ami, pour être d'avance certain que, *sans conditions* comme avec conditions, moi, ancien représentant du peuple à l'Assemblée violée par le coup d'État, je n'accepterai pas, à la face du monde, pour moi et pour le corps illustre dont j'ai fait partie, le *pardon* de l'auteur même du coup d'État. Avec Dante, mon illustre prédécesseur dans l'exil, je dis :

« Moi, je consentirais à être reçu en grâce comme un enfant ! Je » pourrais rendre hommage à ceux qui m'ont offensé, comme s'ils » avaient bien mérité de moi ! Ce n'est pas par ce chemin que je » veux rentrer dans ma patrie... Si je ne rentre pas par un autre » chemin, je ne rentrerai jamais. Eh quoi ! le soleil et les étoiles » ne se voient-ils pas par toute la terre ? Ne pourrai-je méditer, » sous toute zone du ciel, la douce vérité ? Non, et, je l'espère, le » pain même ne me manquera pas. »

» Qu'importe, cher ami, qu'on ne me demande pas, comme à lui, une sorte d'amende honorable ? N'est-ce pas la plus réelle et la plus grave d'accepter un *pardon* pour le devoir accompli, la liberté et le droit de la patrie défendus ? N'est-ce pas la plus réelle et la plus grave de reconnaître un tel pouvoir, en se résignant à vivre sous son administration et sous sa loi ; à être coudoyé par ses agents, les plus hauts comme les plus humbles ; à répondre à l'occasion à leur appel ; à s'éloigner sur leur ordre ? Dieu me garde d'agir ainsi ! Je ne sais ce que feront mes compagnons ; comment ils envisageront la question. Des cœurs droits, des consciences loyales, peuvent errer ; mais plus nombreux seraient ceux qui, par leur rentrée en France, *amnistieraient* involontairement le 2 décembre, consacraient et excuseraient l'oubli de ce grand attentat, trop oublié ou trop excusé déjà, plus je regarderais comme une obligation rigoureuse de continuer, autant qu'il est en moi, par la renonciation volontaire à la patrie, la protestation du droit contre le fait.

» UN ANCIEN REPRÉSENTANT DU PEUPLE (1). »

(1) M. A. Madier de Montjau aîné.

A LOUIS BONAPARTE.

» Vous décrêtez une amnistie ; vous pardonnez à ces milliers de citoyens depuis si longtemps jetés par vous sur la terre étrangère, par vous tenus à la chaîne sous le climat meurtrier de l'Afrique, dans les marais empestés de Cayenne.

» Ils défendaient contre vous la Constitution issue du suffrage libre et universel, cette Constitution qui avait reçu votre serment solennel de fidélité et que vous avez trahie.

» C'est pour cela que vous les avez frappés naguère.

» Maintenant, vous les amnistiez. Le criminel pardonne à ses victimes ; vous deviez emprunter ce nouveau trait aux Césars de Rome dégénérée. Devant l'opinion publique, devant l'histoire, je ne veux pas me prêter à ce perfide changement de rôle. A qui viola la loi il n'appartient pas de faire grâce à qui la défendit.

» Votre amnistie est un outrage à ceux qu'elle atteint ; elle cache un piège, un guet-apens, comme chacune de vos paroles, comme chacun de vos serments ; cela ne me touche pas.

» Mais le représentant du peuple que vous avez violenté, emprisonné, banni ; l'officier que vous avez spolié, moi que vous avez persécuté jusque sur la terre d'exil, je le déclare, je ne vous amnistie pas. Je ne vous pardonne pas la mort de quinze mille Français massacrés en décembre, dévorés par vos prisons et vos bagnes, par les misères et les chagrins de l'exil. Je ne vous pardonne pas l'attentat à la Constitution que vous aviez jurée, la destruction de la République qui vous avait rendu la patrie.

» Enfin, je ne vous pardonne pas d'avoir déshonoré le suffrage universel par la fraude et la terreur, d'avoir asservi et systématiquement démoralisé mon pays.

» Certes, loin de la famille, loin de la patrie, la vie a bien des amertumes ; mais dans la servitude, elle serait plus amère encore.

» Le jour où la liberté, le droit, la justice, ces augustes proscrits, rentreront en France pour vous infliger le plus mérité des châtimens, j'y rentrerai. Ce jour-là est lent à venir, mais il viendra ; et je sais attendre.

» CHARRAS.

» Zurich, 24 août 1859. »

A MONSIEUR LE RÉDACTEUR DU NATIONAL.

» Monsieur le rédacteur,

» C'est au nom de huit années d'exil que je vous prie de vouloir bien insérer les lignes ci-jointes dans votre estimable journal.

» Agréiez, monsieur, l'expression de ma considération la plus distinguée,

» EDGARD QUINET.

» Je ne suis ni un accusé ni un condamné ; je suis un proscrit. J'ai été arraché de mon pays par la force, pour être resté fidèle à la loi, au mandat que je tenais de mes concitoyens.

» Ceux qui ont besoin d'être amnistiés, ce ne sont pas les défenseurs des lois ; ce sont ceux qui les renversent. On n'amnistie pas le droit et la justice.

» Je ne reconnais à personne le droit de me proscrire, de me rappeler à son gré dans mon pays, sauf à me proscrire encore. Je ne puis me prêter à ces jeux, où se perd et s'avilit la nature humaine.

» En rentrant aujourd'hui dans mon pays, je devrais renoncer à le servir, puisque mes mains seraient liées.

» Les exilés, pour rentrer dans leur pays, n'ont besoin du consentement de personne ; ils ont pour eux la loi ; ils sont seuls juges du moment où il leur conviendra de retrouver une patrie que nul n'a eu le droit de leur ôter.

» La loi a été proscrire avec eux ; elle doit être rétablie avec eux. Est-ce leur rendre une patrie, que leur accorder, au lieu de la France qu'ils ont connue, une France sans droit, sans dignité possible, sans sécurité, dépouillée, par la violence et par la ruse, de tout ce qu'elles ont pu lui enlever ?

» Si tant d'années souffertes par nous d'exils, de transportations, de déportations et de mort, ne doivent pas être perdues pour la justice et pour l'humanité, je réclame, avant tout, pour la France, au nom de tant de tortures injustement subies, les réparations suivantes :

» Je demande que les garanties ordinaires chez les peuples modernes soient rétablies pour les Français ; que nul ne puisse être enlevé et séquestré par voie administrative, ni banni, ni transporté soit en Afrique, soit à Cayenne, ni expulsé de son pays, sans un jugement régulier et une décision du jury ; que la publicité des débats ne soit plus interdite ; que les condamnations prononcées par les tribunaux ne puissent plus être changées et aggravées par l'arbitraire ; que la peine de deux années de détention ne puisse plus être transformée en un bannissement perpétuel, c'est-à-dire, le plus souvent, en peine de mort ; que les biens confisqués soient rendus à leurs légitimes propriétaires ; et, comme garantie qui renferme toutes les autres, que la liberté de la tribune et celle de la presse soient restituées à la nation.

» Quant au droit de proscription, je demande qu'il soit considéré

comme nul et non avenu, n'ayant jamais existé, n'ayant pu ni ne pouvant donner aucun titre légal ni pouvoir quelconque contre ceux auxquels il a été ou serait appliqué.

» Tel est, en effet, le seul moyen de fermer la porte à l'ère des proscriptions dans laquelle le monde est rentré. Car, si l'on est quitte envers l'humanité pour rappeler de l'exil, après dix ou vingt ans, ceux qui survivent; si l'on ne tient aucun compte des morts que ceux-ci laissent après eux, ni de ceux que la souffrance a minés et qui ne reviennent dans leur pays que pour y mourir; si la violence n'est plus prise au sérieux par les hommes; si elle n'entraîne, contre celui qui l'exerce, aucune conséquence; si elle n'éveille aucune idée de justice ni de réparation; si, au contraire, tout doit se changer en reconnaissance, qui voudra, à l'avenir, s'abstenir d'une violence heureuse?

» C'est donc l'ère des proscriptions indéfinies qui est consacrée; et, chacun faisant à son tour ce qui a été admis par celui qui a précédé, tout changement, tout renouvellement de parti sera marqué par l'expulsion de tous les partis contraires.

» Voilà la perversion absolue de la conscience humaine qu'il s'agit d'empêcher; et, puisque l'Europe, même libre, se tait, puisqu'elle semble accepter le droit de proscription, comme autorisé par le succès et entré dans les mœurs, c'est au proscrit de revendiquer la justice, de faire parler la conscience, non à son profit, mais à celui des autres.

» Je ne veux pas que les proscripteurs d'aujourd'hui soient les proscrits de demain.

» Je ne veux pas que la France et le monde retombent dans cette ère où chaque parti, à son avènement, expulse, bannit, extirpe en masse les partis opposés.

» Je ne veux pas que ce gouffre déjà si profond se creuse davantage, de manière à engloutir tout ce qui reste du droit parmi les hommes.

» Voilà pourquoi, moi proscrit, je proteste, pour aujourd'hui et pour demain et pour tous les temps à venir, contre ce droit de proscrire qui est le contraire du droit et ne peut rien fonder.

» La conscience d'un homme semble, en ce moment, bien peu de chose; mais peut-être le moment viendra où l'on trouvera bon de se rappeler que des exilés ont emporté et gardé le droit avec eux, et que toute justice n'est pas encore morte sur la terre.

» EDGARD QUINET.

» Veytaux (Suisse), 30 août 1859. »

A M. LE RÉDACTEUR DU TIMES.

» Monsieur,

» Je pensais que le silence du mépris eût été notre meilleure réponse à la mesure qui vient d'être prise par le gouvernement du 2 décembre au sujet des Français réfugiés à l'étranger, les faux rapports publiés par certains journaux à mon égard m'obligent à une explication.

» Mon vœu le plus cher est de rentrer en France, je ne me préoccupe pas du nom que les Bonaparte, avec tant de mauvais goût, donnent à leur acte. Quoiqu'ils aient écrit *Amnistie* sur la porte, la trouvant ouverte, je passerais, s'il était possible de passer avec sécurité. Je n'ai pas la prétention d'être un *émigré*, ni un martyr imaginaire; d'un autre côté, je ne veux pas être un *transporté* volontaire.

» Grâce au respect de soi-même manifesté par le peuple anglais, nous pouvons maintenir et nous maintenons dans le monde le drapeau de la République française. Les décembristes, désespérant de pouvoir étouffer notre voix ici, cherchent à nous tendre un piège pour nous hâillonner. Là est le véritable but de cette mesure, car personne ne peut leur attribuer des motifs généreux. C'est un nouveau piège tendu par des hommes experts en *coup de Jarnac*. Quelle confiance peut-on placer dans leur décret? Sera-t-il plus sacré à leurs yeux qu'un serment? Quelle garantie peut-on trouver dans la parole de leur chef? Cet homme sans principes n'a-t-il pas violé les engagements les plus solennels et n'a-t-il pas trahi tout le monde? M. Bonaparte n'est pas un *gentleman* (homme d'honneur); sa parole a moins de poids qu'une feuille morte entraînée dans la boue à tous les vents. Nous ne pouvons nous fier à lui ni à ses complices. Des hommes qui peuvent se jouer des engagements qu'ils ont pris ne se considéreront jamais comme liés par quelques mots insérés dans le *Moniteur*, un journal désigné par l'Europe comme le *menteur* depuis qu'il est dans leurs mains.

» Nous ne pouvons jamais oublier le 2 décembre, l'hypocrisie, la lâcheté, et le massacre de ce temps; nous ne pouvons jamais oublier que les exécrables auteurs de ces attentats ont dit, en les commettant, que tout était *pour sauver la République en danger*. Ce serait folie à nous de nous livrer à des ennemis qui trempent leurs mains dans le sang, le mensonge et le parjure. Entre nous et l'Empire, il n'y a pas de communauté possible, car l'Empire c'est le crime.

» Pour ma part, j'attendrai, pour rentrer dans mon pays à mes risques et périls, le moment où je pourrai aider à y rétablir, avec la République, le règne des lois et de la liberté.

» Puisque j'ai pris la plume, permettez-moi de protester contre ces expressions d'*amnistie*, de *pardon*, de *clemence*, etc., que je trouve même dans des journaux anglais. M. Bonaparte n'a pas plus qualité pour nous accorder une amnistie, qu'il n'en a jamais eu pour nous envoyer en exil. Il serait absurde de lui reconnaître ce droit. Le pouvoir qu'il possède, il le possède par le vol ; par conséquent, il ne l'a pas. Fortifiez et développez ce pouvoir comme vous voudrez, il ne ressemblera jamais qu'à la force de l'assassin. Un assassin peut vous arracher la vie ; il ne peut vous condamner à mort. Pourquoi alors nous parler de *pardon* ? Toutes les notions de bien et de mal, de justice et d'injustice ont-elles péri dans le naufrage de la République française ? Depuis quand les violateurs de la loi sont-ils autorisés à pardonner à ses défenseurs ?

» Le décret de M. Bonaparte est un tissu d'immoralités. Lui, nous donner l'amnistie ! Comment le pourrait-il ? Il est sous le poids d'une accusation de la haute cour de justice de France, du 2 décembre 1851, qui le renvoie devant les tribunaux pour crime de haute trahison. Il est vrai que des soldats, conduits par des généraux tarés, ont jeté les juges dehors ; mais ce fut un acte de force brutale qui ne peut altérer des principes éternels. Aussitôt que l'autorité de la loi sera rétablie dans notre pays, le premier gendarme venu le mettra en prison pour être jugé. Les droits, la justice, sont inaltérables. J'attends avec confiance leur exercice.

» Je suis, monsieur, votre très obéissant serviteur.

» VICTOR SCHÆLCHER.

» Londres, 2 septembre 1859. »

A MONSIEUR LE RÉDACTEUR DU NATIONAL.

» Monsieur,

» Serait-ce trop réclamer de votre obligeance, dans le but de mettre fin aux questions qui me sont adressées de divers côtés, que de vous prier de vouloir bien reproduire dans votre journal les lignes suivantes ?

» J'ai une foi trop vive en mon pays pour ne pas préférer l'exil au spectacle de sa dégradation. A ceux qui me demandent si je rentrerai en France par une porte ouverte par l'homme du 2 décembre, je réponds : Jamais !

» CLÉMENT THOMAS.

» Moestroff, 9 septembre 1859. »

A MONSIEUR LE RÉDACTEUR DE LA REVUE DE NAMUR.

« Monsieur le rédacteur,

» Je vous remercie des termes obligeants dans lesquels vous avez bien voulu parler de moi, à propos de l'amnistie. Je vous sais gré surtout d'avoir rappelé à vos lecteurs que l'*outrage aux mœurs* pour lequel on affecte aujourd'hui, dans les journaux des départements, au ministère de l'intérieur à Paris, et à l'étranger dans les bureaux d'ambassade, de dire que j'ai été condamné, n'est rien de plus que la publication d'un gros livre dans lequel j'ai cru prouver que l'Église n'entend rien à la morale, et que, par son dogme, par sa casuistique et par son culte, elle la corrompt. C'est même à la fausse doctrine de l'Église qu'il faut, selon moi, attribuer les honteux excès dans lesquels nous voyons tomber à chaque instant les membres du clergé, tant régulier que séculier.

» Malheureusement, je suis obligé de rectifier vos paroles en ce qui concerne ma prochaine rentrée en France. Le décret d'amnistie ne m'est point applicable, attendu que le caractère de cette amnistie est essentiellement politique, et que, depuis la loi du 25 février 1852, les délits de presse, ou commis par la voie de la presse, ne sont plus que des délits ordinaires, lesquels ne tombent pas dans les termes du décret. La note du *Moniteur*, qui a étendu le bénéfice de l'amnistie aux journaux frappés d'avertissements ou de condamnations, ne m'est pas applicable non plus, puisque, d'après la loi précitée, cette note ne peut constituer qu'une exception et que l'exception confirme la règle.

» Comme tout le monde, j'ai cru, sur la foi de quelques journaux belges qui se sont empressés de publier des catégories d'amnistiés, parmi lesquels figuraient mon nom, j'ai cru, dis-je, un moment que j'étais compris dans l'amnistie. Il m'a suffi de jeter les yeux sur les textes du *Moniteur* pour me détromper : je n'ai pas eu besoin pour cela, comme on l'a écrit, d'envoyer ma femme en consultation ou sollicitation à Paris.

» Vous dirai-je maintenant, monsieur le rédacteur, ma pensée sur cette amnistie, à propos de laquelle on a fait tant de suppositions et jusqu'à des protestations ? Toute chose se définit par ce qu'elle contient et par ce qu'elle ne contient pas. Que le vainqueur de Solferino et de Magenta amnistie les ennemis de son pouvoir, cela s'explique : il se juge trop haut désormais, trop bien assis, pour avoir à les craindre, de près ni de loin ; mais qu'en même temps le pacificateur de Villafranca ait cru devoir laisser là où ils sont les ennemis condamnés de l'Église, on le comprend encore mieux.

Tranquille sur l'avenir de sa dynastie, Napoléon III est loin d'être aussi rassuré sur la solidité du Saint-Siège et la perpétuité de l'Église; et c'est pour cela que nous nous trouvons exclus de l'amnistie, M. Erdan, M. de la Châtre, moi et bien d'autres.

» Peut-être que je me trompe, peut-être que les intentions de l'Empereur n'ont pas été comprises, et que le rédacteur du décret, par sottise ou méchanceté, aura jugé à propos de ne faire les choses qu'à moitié. Je voudrais qu'il en fût ainsi. Je voudrais savoir si Napoléon III se figure qu'il a vaincu pour deux, pour l'Église et pour lui. J'aurais le plaisir, je l'avoue, d'aller voir si la France est aussi jésuite et encapuchonnée qu'on le suppose; oui, j'irais, au risque de me voir condamner de nouveau *pour outrage aux mœurs*.

» Je suis, avec la plus parfaite considération, monsieur le rédacteur,

» Votre très humble et obligé,

» P. J. PROUDHON.

» Bruxelles, 27 août 1859. »

Ces protestations suffisant à la sauvegarde du principe, il était inutile d'imposer l'exil à tous les amnistiés, de les séparer de leurs familles, de leurs amis, de leurs intérêts, pour un temps d'une durée indéterminée. M. Louis Blanc émit donc l'idée de diviser les proscrits en deux catégories : l'une restant comme une revendication vivante à la frontière, l'autre rentrant dans la patrie commune pour y continuer la lutte du parti républicain contre l'Empire. « Louis » Bonaparte ayant étouffé la voix de la France, il est » intéressé à l'étouffer au delà des frontières. On ne » fut jamais tyran à demi. Un cri d'enfant fait tres- » saillir le démon du silence; la lueur d'une lampe » lointaine fatigue les yeux du hibou. Quelle victoire » pour l'Empire s'il était parvenu à nous mettre, à » nous aussi, un bâillon à la bouche, et à éteindre » jusqu'aux flambeaux portés sur le sol étranger par

» des mains françaises ! Il fallait donc déjouer ces
» projets trop faciles à deviner ; il fallait enlever à
» Louis Bonaparte la tentation de frapper ceux qui
» rentraient, en leur conservant des défenseurs dans
» ceux qui ne rentraient pas, et en ôtant à l'homme
» qui allait disposer de leur sort, l'espoir d'arriver
» par leur destruction à l'anéantissement du parti
» tout entier (1). »

Félix Pyat, au nom de la *Commune révolutionnaire*, s'était associé aux protestations de ses compagnons d'exil. Le parti républicain semblait unanime dans sa détermination, lorsqu'une lettre portant sa signature parut tout à coup dans le *Courrier de l'Europe* à l'adresse de Louis Blanc. Félix Pyat, revenant sur la question de l'amnistie, exprimait ses regrets que M. Louis Blanc, nommé naguère en même temps que Victor Hugo, quatre autres citoyens et lui Pyat, membres d'un comité d'union pour les proscrits, n'ait pu s'aboucher et s'entendre avec ses collègues sur une déclaration commune. Félix Pyat ajoutait qu'il se voyait forcé de lui donner publiquement les motifs qui avaient fait adopter aux membres du comité d'union une décision différente de la sienne :

« Les proscrits français ayant le pouvoir comme le droit d'être en France, serviront-ils mieux la France en Angleterre ? serviront-ils plus utilement et plus dignement la liberté dehors que dedans ? Le différend n'est que là, n'exagérons ni en plus ni en moins l'influence des proscrits. Vous dites qu'ils l'exerceront mieux de loin. Nous disons, nous, s'ils en ont une, ils l'exerceront mieux de près. Nous disons : l'amnistie est un moyen pour l'Empire. Pourquoi ne serait-elle pas un moyen pour la liberté ? Pourquoi rejeter ce

(1) *Le parti républicain et l'amnistie*, par Louis Blanc. Bruxelles.

moyen d'avance, sans savoir s'il n'aura pas son jour et son heure d'opportunité? Pourquoi nous engager d'abord et quand même à ne pas l'employer? Pourquoi nous refermer volontairement le passage? Pourquoi nous condamner à l'impuissance, quelles que soient l'occasion, la convenance, l'utilité, la nécessité d'agir? Ce n'est pas le tout que de mépriser l'ennemi en perspective, ce n'est pas le tout que de protester en hommes dignes et libres, ce n'est pas le tout que d'écrire en anglais pour la France, qui lit peu, même le français, et qui ne lit jamais qu'avec la permission de l'autorité. Pourquoi donc réduire à priori les restes du parti à rien, tous les hommes d'action à néant? »

Félix Pyat et Louis Blanc engagèrent une discussion à laquelle se mêlèrent bientôt des récriminations personnelles et dont il n'était pas facile de saisir le sens et l'utilité. Félix Pyat reconnaissait comme Louis Blanc que le droit d'amnistier les victimes ne saurait appartenir au persécuteur, et qu'il est bon de le dire très haut; Louis Blanc, de son côté, admettait comme Félix Pyat que le droit des proscrits de rentrer en France quand ils le jugeraient à propos, n'en restait pas moins entier, et que ceux-là mêmes qui faisaient entendre les plus vives protestations contre l'amnistie, se réservaient de revenir dans leur patrie, aussitôt qu'ils pourraient y rentrer en citoyens en vertu de leur droit et pour faire leur devoir. La discussion roulait évidemment sur des arguties; mais la conscience, lors même qu'elle se crée des scrupules exagérés, mérite le respect de tous. Il est permis cependant, sans adresser aucun reproche aux proscrits qui refusaient alors l'amnistie et qui la repoussent encore aujourd'hui, de leur rappeler l'exemple des conventionnels bannis par la Restauration, qui, moins subtils que leurs descendants,

aussitôt la porte de la patrie entr'ouverte même par des amnisties partielles, se précipitaient pour y entrer.

Ledru-Rollin, à qui seul il était interdit de profiter du bénéfice de l'amnistie, exhortait, dans une lettre au *Daily News*, avec beaucoup de bon sens politique, les autres à en user :

A MONSIEUR LE RÉDACTEUR DU DAILY NEWS.

» Monsieur,

» Quand j'ai reçu la première nouvelle de l'amnistie, ma pensée a aussitôt embrassé les climats meurtriers de la Guyane et de l'Afrique, qui ne garderont déjà que trop de tombes, et je me suis écrié : « Enfin ! » et je me suis réjoui sincèrement ; ensuite je me suis dit que, pour un grand parti, il y a quelque chose de moins stérile que l'indignation mentale et le dédain ; ce sont les actes.

» Pourquoi donc renoncer à ces actes, à cette activité quand ils sont possibles ? Bannis sans droit, rappelés sans droit, par la seule force, chacun de nous, dans mon opinion, a à se faire cette question : « Est-il probable que j'agirai plus utilement, que je servirai » mieux notre cause, si, au lieu de protester, je m'empresse de » mettre à profit un fait existant, ou si, du moins, je me réserve la » faculté d'en profiter, à mon jour et à mon heure, suivant l'occa- » sion ? »

» Telle était, à mon avis, la conduite la plus pratique, par conséquent, la plus politique à tenir ; c'est pourquoi mon avis a toujours été contraire à toute protestation, chaque fois que, des diverses régions de la proscription, mes amis m'ont fait l'honneur de me le demander.

» En cela, pour ce qui me regarde, il me semble que j'ai suivi une heureuse inspiration. Il se trouve que toute espèce de protestation de ma part aurait été non seulement importune, mais encore ridicule, puisque les portes de la France, rouvertes pour tous, devaient rester fermées pour moi, le gouvernement déclarant que je ne suis pas compris dans l'amnistie.

» Non pas, cependant, que je sois nominativement exclu, c'eût été un appel à la sympathie publique, je suis exclu sans bruit, jésuitiquement, à l'aide d'une de ces distractions inattendues, que Tartuffe aurait enviées. On refuse simplement de me considérer

comme un condamné politique, je ne suis qu'un meurtrier ordinaire. O hypocrites ? si le piège est, au premier abord, trop grossier pour tromper personne, il révèle du moins un caractère odieux de plus, de cette persécution par contumace soulevée contre moi, il y a quelque deux ans, et dont le sens véritable a paru alors inexplicable à bien des gens. « Pourquoi, se demandait-on, le condamner deux fois à la même peine ? »

» En fait, on ne cherchait pas à me condamner d'une façon plus grave, mais on voulait me condamner sous un chef différent, afin d'abord, de me dépouiller, si c'était possible, de mon droit de refuge, et, à tout hasard, de m'exclure, sans même mentionner mon nom, d'une amnistie générale tôt ou tard inévitable.

» Je ne veux pas revenir sur cette énormité légale ; le sentiment public l'a condamnée. A quoi servirait-il, d'ailleurs, de rappeler, pour la plus grande confusion des cours judiciaires de France, qu'un homme que je n'avais jamais vu, un homme dont j'ignorais même le nom, un homme qui n'était pas même capable d'articuler mon nom à moi, ayant déclaré qu'il croyait m'avoir vu dans un certain endroit, d'où j'étais parti sans même avoir prononcé un seul mot, cela a été jugé suffisant pour me frapper comme un de ses complices ? Il est vrai que, pour ce service, il n'a pas tardé à obtenir son pardon.

» Je le répète, il serait inutile d'insister plus longtemps sur ce grotesque et misérable mensonge, auquel personne n'a cru, pas même le cabinet anglais de cette époque. Certes, il semblait tout disposé à me livrer ; nous étions à ce moment dans les plus beaux jours des concessions et de l'alliance. Néanmoins, les ministres ont depuis reconnu publiquement, par l'organe de lord Clarendon, que les allégations portées contre moi étaient d'une nature si futile, que l'extradition ne pouvait qu'être refusée péremptoirement.

» Tels sont les faits fondamentaux de la cause.

» Quant à son caractère au point de vue juridique, j'ai été mis en accusation pour complot ayant pour objet un attentat contre le chef d'un État.

» Or, en vertu de la loi française, un complot indique nécessairement un délit politique.

» Un attentat implique également de toute nécessité un crime politique, les deux mots ayant été spécialement introduits dans le langage de la jurisprudence pour mieux désigner un crime d'un caractère exceptionnel et public.

» C'est même par le fait de la fiction politique la plus forcée, la plus outrageusement impudente qui se puisse imaginer, que ce crime (un attentat) a été élevé, dans l'échelle des pénalités, aux proportions d'un parricide. L'homme du 2 décembre, un père de

ses sujets ! Ah ! certes, ce n'est pas la nature, c'est la politique seule qui est capable de se livrer à d'aussi monstrueuses assimilations.

» Permettez-moi d'ajouter que la déportation, la peine même qui m'a été infligée, est une pénalité exclusivement politique.

» Donc l'accusation et la pénalité caractérisant clairement l'offense, un pareil crime, en supposant qu'il eût jamais existé, n'était jamais et ne pouvait jamais être qu'un crime politique.

» Je désile tous les juriconsultes français de dénier l'exactitude de cette conclusion, sans même en excepter ceux qui ont, à force de bassesses, déshonoré ce titre respectable, les Dupin, les Baroche, les Troplong.

» Maintenant, la fraude étant dévoilée, que reste-t-il en réalité ? Deux ennemis politiques, face à face, dont l'un juge utile de frapper l'autre d'ostracisme.

» C'est bel et bon. Mais cette haine si grossièrement envenimée contre un homme, ne s'égare-t-elle pas quelque peu et ne manque-t-elle pas d'habileté ?

» Lui qui se proclame assis d'une manière inébranlable sur son trône, qui a l'audace de bâtir en granit et en porphyre le mausolée de sa dynastie ; lui, qui surtout prétend faire trembler l'Europe devant lui, joue-t-il un jeu bien habile en paraissant trembler au seul prononcé de mon nom ? L'opinion publique décidera.

» Quant à moi, si ce n'était l'impuissance à laquelle je suis réduit pour servir la cause de la liberté, je n'ai pas l'occasion de me plaindre de ce nouveau coup. J'ai servi à M. Bonaparte la même politique qu'il m'applique, avec cette différence cependant que j'ai agi ouvertement, franchement, sans organiser la fausseté en système, et sans mettre en œuvre les plus perfides machinations.

» Ministre de l'intérieur, j'ai ordonné que M. Bonaparte fût appréhendé au corps, comme hors la loi ;

» Membre du gouvernement provisoire, j'ai voté contre le rappel des lois qui bannissait sa famille ;

» Membre de la commission exécutive, j'ai été chargé de défendre devant l'Assemblée le maintien de ces lois ;

» Et j'ai rempli cette tâche avec ardeur, parce que je sentais qu'il était nécessaire de protéger les masses contre leurs impressions erronées ; parce que je prévoyais que le peuple, à peine émancipé, ne tarderait pas, sous le charme décevant de la tradition, à être plongé de nouveau dans la servitude du premier empire. L'histoire dira si j'avais tort.

» Il est une chose, en tout cas, que j'ai le droit d'affirmer, parce qu'elle est attestée par l'évidence manifeste : si M. Bonaparte avait été tenu loin de la France, si tout espoir de retour lui avait été fermé pour jamais, il n'aurait pas eu le loisir ni les moyens de pré-

parer, de concert avec le parti réactionnaire, ces sanglantes et néfastes journées de juin 1848, qui ont été le tombeau de la République.

» Si cette force a constamment agi, pour le mal et la tyrannie, d'une façon lente, patiente et incessante, pourquoi alors, nous qui n'avons en vue que le bien public et le triomphe de la liberté, nous priverions-nous de nos moyens d'agir ?

» N'oublions pas que tout républicain qui revient en France sans s'être dégradé, est, en dépit de tout, un foyer rayonnant de lumière et un soldat prêt pour le jour prochain.

» J'ai l'honneur, etc.

» LEDRU-ROLLIN.

» Londres, 14 septembre 1859. »

Tous les proscrits que la mort a épargnés sont aujourd'hui, à part quelques exceptions volontaires, rentrés dans leur patrie. L'histoire doit leur rendre cette justice, que, dans un long exil, ils ont fait honneur au parti républicain, à la France, et que leur présence n'a pas été inutile aux pays où ils ont trouvé un asile, à la Belgique surtout, qui gardera longtemps les traces de l'enseignement des Bancel, des Madier de Montjau, des Deschanel, et à l'Angleterre même, qui a pris dans les rangs de la proscription des professeurs comme Esquiros, Savoye, Cassal, Boucher, Dupont, pour plusieurs de ses établissements d'instruction publique. Tous les proscrits, ouvriers, commerçants, hommes de lettres, dans la mesure de leurs forces, ont satisfait à la grande loi du travail. Victor Hugo a composé dans l'exil le livre des *Châtiments*, les *Contemplations*, la *Légende des siècles*, les *Misérables* ; Ledru-Rollin publia un livre plus éloquent que vrai, la *Décadence de l'Angleterre* ; Schœlcher, l'*Histoire de la terreur bonapartiste* ; Eugène Sue, l'*Histoire d'une famille du peuple* ;

Edgard Quinet, la *Révolution*; Charras, la *Campagne de 1813 et de Waterloo*; Marc Dufraisse, le *Droit de paix et de guerre*. D'autres, comme Ribeyrolles, comme Amédée Jacques, comme Rosier le poète (de l'Aveyron), ont été empêchés par la mort d'achever leurs œuvres commencées. Honneur à leur mémoire et à celle des victimes du coup d'État qui ont succombé loin de leur patrie avant le jour de la justice et de la liberté.

CHAPITRE XIII.

POLITIQUE INTÉRIEURE.

1859-1860.

SOMMAIRE. — Discours des présidents des Conseils généraux. — Amnistie à la presse. — Expédition au Maroc. — Création de l'*Opinion nationale*. — Embarras de la politique impériale en Italie. — Expédition en Chine. — M. Billault remplace le duc de Padoue au ministère de l'intérieur. — Signature et inutilité du traité de Zurich. — Fin de l'année 1859. — M. Thouvenel est nommé, le 4 janvier 1860, ministre des affaires étrangères en remplacement de M. Walewski. — Embarras de la politique impériale à l'intérieur. — Le programme du 5 janvier. — Le traité de commerce. — La session législative. — Révision des pouvoirs. — Élections contestées de M. de Ferrière et de M. de Dalmas, sous-chef du cabinet de l'Empereur. — Discussion sur les affaires d'Italie. — Lettre de l'Empereur au pape. — L'encyclique du 19 janvier. — Le Père Lacordaire à l'Académie française. — Dépêche de M. Thouvenel. — Procès du *Siècle* contre l'évêque d'Orléans. — Lamoricière est nommé commandant en chef de l'armée papale. — La cocarde blanche à Rome. — Faiblesse de l'Empire dictatorial.

Les Conseils généraux, réunis le 22 août, votèrent des adresses de félicitations à l'Empereur au sujet de la guerre d'Italie qu'ils avaient toujours désapprouvée. Le *Moniteur* publia les discours de ceux de leurs présidents qui par leurs relations avec le gouvernement passaient pour être initiés à sa politique. M. de Morny, président du Conseil général du Puy-de-Dôme, déclara que l'Empire était plus que jamais la paix; que l'Empereur savait tout le prix de l'alliance anglaise, et qu'il entendait la maintenir. Une pareille affirmation, dans un moment où le langage

de la presse britannique contre la politique impériale commençait à effrayer le commerce et l'industrie par sa violence, ne pouvait manquer d'être bien accueillie à la Bourse, qui salua également de ses acclamations la fin du discours de M. de Morny annonçant l'intention bien arrêtée de l'Empereur « de lancer la France dans les travaux de la paix ».

Un décret publié le 16 août annula les avertissements donnés aux journaux; M. de la Guéronnière, ancien journaliste, fut nommé par un second décret directeur de la presse au ministère de l'intérieur. Les feuilles belges introduites en France avec l'autorisation du gouvernement virent, on ne sait trop pourquoi, dans cette nomination le présage de prochaines modifications dans le régime de la presse, et même de la suppression du décret du 17 février 1852. Les journaux français, espérant que le gouvernement allait les soustraire à la juridiction administrative, traitèrent naïvement la question de savoir lequel valait mieux du jury ou du tribunal correctionnel pour juger les délits de presse. Le *Moniteur* souffla bientôt sur ces illusions en publiant une circulaire de M. le duc de Padoue, ministre de l'intérieur, aux préfets, traçant à ces fonctionnaires les règles de conduite à tenir à l'égard des journaux. Le gouvernement ne songeait pas le moins du monde à modifier la législation en vigueur. L'effet de cette circulaire ne paraissant pas suffisant, une note fort sèche, corroborée par plusieurs avertissements, « prévint loyalement les journaux que le gouvernement était décidé à ne plus tolérer des excès de



» polémique qui ne pouvaient être considérés que » comme des manœuvres de partis ». Les journaux se le tinrent pour dit, et rentrèrent dans leur mutisme ordinaire.

Le gouvernement impérial ne borna pas sa générosité à l'amnistie pour la presse : un nouveau journal reçut l'autorisation de paraître. M. Adolphe Guérout, ancien saint-simonien, ancien rédacteur du *Temps*, du *Journal des Débats*, de la *République*, de la *Presse*, homme de talent, socialiste pratique, croyant, comme tous les saint-simoniens, plutôt aux intérêts qu'aux idées, indifférent à la forme des gouvernements et aux programmes des partis, les avait servis tous parce que, d'après sa doctrine, ils ont tous leur raison d'être, et qu'il n'en est pas un seul dont on ne puisse tirer quelque chose dans l'intérêt général. L'Empire démocratique, opposant à la vieille Europe le principe des nationalités, ébranlant le vieux catholicisme par la ruine du pouvoir temporel des papes, parut à M. Adolphe Guérout une phase inévitable à traverser. Il voulut fonder un journal pour soutenir cette politique. Obtenir l'autorisation de créer un nouvel organe de publicité, c'était, même pour un homme pouvant compter sur les protections les plus puissantes, comme celle du prince Jérôme, un but difficile à atteindre. Les efforts de M. Adolphe Guérout auprès des ministres restèrent longtemps infructueux ; il s'adressa à l'Empereur et il en obtint une audience. Napoléon III lui témoigna sa satisfaction de la politique de la *Presse*, dont il était le rédacteur principal pendant la guerre d'Italie, en

lui reprochant seulement « d'avoir quelquefois trop » tôt démasqué les batteries ». M. Adolphe Guérout reçut en même temps la promesse formelle que l'autorisation de fonder un journal lui serait accordée. Restait à obtenir des bureaux de la presse au ministère de l'intérieur l'accomplissement des formalités nécessaires pour la publication. Malheureusement l'Impératrice ne voyait pas d'un bon œil la faveur accordée, les bureaux traînèrent les formalités en longueur, espérant les rendre inutiles. Il fallut les leur arracher. L'*Opinion nationale* parut enfin le 30 septembre avec une sorte de dédicace au prince Jérôme à qui elle devait la vie.

A cette époque, le gouvernement impérial envoyait un corps d'armée pour châtier les tributs marocaines sur les frontières de l'Algérie, et encourageait l'Espagne dans ses préparatifs d'expédition contre le sultan de Maroc qui avait insulté son pavillon. Le cabinet de Londres ne pouvait voir d'un œil indifférent cette double expédition contre un souverain son allié, ni les prétentions de l'Espagne à s'établir en face de Gibraltar, dans un pays uni par d'étroites relations de commerce avec l'Angleterre. Il cherchait donc à susciter des obstacles à la politique impériale en soutenant la politique d'annexion en Italie, et en pesant de toute son influence sur les ministres du sultan, dans l'intention d'entraver le percement de l'isthme de Suez, entrepris par M. de Lesseps sous le patronage du vice-roi d'Égypte.

Les négociations de Zurich se traînaient péniblement, et la paix de Villafranca menaçait de briser

l'œuvre de l'indépendance italienne. Une confédération présidée par le pape, comptant dans son sein l'empereur d'Autriche, resté maître de la Vénétie, et les archiducs rétablis sur leur trône, c'était un mince résultat des efforts et des sacrifices du peuple français et du peuple italien.

Mantoue et Peschiera, demandées dans la première proposition d'armistice, étaient les clefs de la Lombardie ; elles restèrent entre les mains de l'Autriche, qui, retranchée dans son quadrilatère, pouvait attendre l'heure et le jour de reprendre sa conquête. L'Italie menacée sentit dès lors le besoin de se concentrer et de s'unir. Le roi de Sardaigne se serait peut-être contenté pour le moment de fonder un royaume puissant dans la vallée du Pô, mais l'Italie voulait autre chose. M. de Cavour, un moment abattu, le sentit et laissa Napoléon III signer un traité inexécutable, en disant : « Je l'ai fait se jeter à l'eau, il faudra bien qu'il nage. »

Le soulèvement des Romagnes, qui s'unirent au gouvernement provisoire des duchés, porta un nouveau coup à la domination temporelle du pape. M. de Cavour n'était plus ministre, il semblait même en disgrâce, mais sa politique lui survivait. La signature du traité de Zurich, le 10 novembre 1859, ne produisit aucun effet sur l'opinion. Ces actes, — car il y eut trois traités séparés, — qui furent rédigés d'après les bases posées dans les préliminaires de Villafranca, laissaient des points fort importants, et en particulier la question des duchés, sans solution.

L'Italie avait déjà mis la main sur les deux tiers

du territoire pontifical, elle voulait Rome. L'Empereur, croyant toujours à la possibilité de réconcilier l'Italie et la papauté, avait dit à l'archevêque de Bordeaux en traversant cette ville au mois d'octobre 1859 : « Le pouvoir temporel du saint-père n'est point opposé à la liberté et à l'indépendance de l'Italie. » Le 31 décembre de la même année, il écrivit au pape lui-même : « Ce qui me paraîtrait le » plus conforme aux véritables intérêts du saint- » siège, ce serait de faire le sacrifice des provinces » révoltées. Si le saint-siège, pour le repos de l'Église, » renonçait à ces provinces qui depuis cinquante ans » suscitent tant d'embarras à son gouvernement, et » qu'en échange il demandât aux puissances de lui » garantir la possession du reste, je ne doute pas du » retour immédiat de l'ordre. Le saint-siège assure- » rait ainsi à l'Italie naissante la paix pendant de » longues années, et au saint-siège la possession paisible des États de l'Église. »

L'Italie et le saint-siège étaient bien éloignés d'une pareille transaction.

La situation des affaires extérieures préoccupait vivement l'opinion publique ; le gouvernement impérial chercha une diversion à cette inquiétude des esprits. L'entrée du fleuve Pei-ho ayant été refusée aux ministres de France et d'Angleterre envoyés à Pékin pour échanger les ratifications du traité de 1858, l'escadre anglaise avait vainement essayé de forcer le passage. Un seul navire, *le Ducheyla*, portait à côté de cette escadre le pavillon français. Le gouvernement impérial prit pour lui la moitié de

l'offense, et s'empressa d'annoncer qu'il allait se concerter avec l'Angleterre pour obtenir des Chinois la réparation de l'insulte faite aux deux nations. Une expédition contre la Chine devait entraîner des dépenses considérables, mais les hommes d'affaires ne regardaient pas à l'argent pour rétablir l'entente entre l'Angleterre et l'Empire. Deux nations unies sur mer pouvaient-elles se faire la guerre sur terre? La Bourse hâtait donc de tous ses vœux la fin des préparatifs de l'expédition qui plus d'une fois parut ajournée, à la grande terreur des financiers. La nomination officielle du général Cousin-Montauban au commandement de l'expédition mit fin à leurs appréhensions.

La Bourse, comptant désormais sur l'entente entre l'Angleterre et le gouvernement impérial, n'attachait pas une grande importance à la question romaine; elle ne fit nulle attention à l'article publié par M. de Montalembert d'abord dans le *Correspondant* et ensuite en brochure; l'avertissement donné au journal et la saisie de la brochure passèrent inaperçus. La Bourse, rassurée sur la politique, ne s'alarmait plus que de la langueur des transactions, augmentée par le conflit judiciaire entre les agents de change et les courtiers marrons vulgairement appelés *coulissiers*. Ces derniers, frappés d'interdiction par les tribunaux, demandaient la revision de la loi conférant un privilège aux agents de change. Le gouvernement tenta de mettre fin à cette lutte par le décret du 13 novembre qui permit aux agents de change de s'adjoindre deux commis sous le nom d'*assesseurs*. Ce

décret et les modifications introduites par le syndicat de la corporation des agents de change dans le régime des liquidations, des primes, et des courtages, ne satisfirent personne. La ville de Paris avait fait placer des tourniquets payants à chaque entrée de la Bourse; ces tourniquets furent maintenus malgré les réclamations des boursiers, qui les accusaient d'éloigner les spéculateurs.

M. Billault était redevenu ministre de l'intérieur à la place du duc de Padoue, sans que ce changement fût justifié par d'autre raison qu'un dissentiment entre M. Haussmann et le ministre de l'intérieur sur les attributions de la préfecture de la Seine et de la préfecture de police. L'expédition de Maroc avait pris fin le 20 novembre; celle de Chine allait mettre à la voile : mince sujet de diversion au milieu des inquiétudes renaissantes au sujet de l'Italie.

D'après les termes du traité de Zurich, les Italiens, à peine débarrassés de l'étranger, étaient sommés de lui tendre la main, de s'unir avec lui, et de compter pour la défense de leur indépendance sur des princes qui avaient combattu contre eux : la confédération se rompait avant d'avoir existé. L'Italie, plus que jamais menacée, avait soif d'union. Napoléon III le voyait bien, mais il craignait en conformant publiquement sa politique à cette nécessité, de se brouiller avec les légitimistes et les cléricaux. De là, ces conseils donnés en sachant bien qu'ils ne seraient pas suivis; ces promesses qu'il était bien sûr de ne pas tenir; ces avances, tantôt à la révolution, tantôt à l'Église, dont la révolution et l'Église se méfiaient

également; de là, ces instructions écrites démentant les instructions verbales; ces attestations publiques, contredites par les assertions secrètes; de là, cette politique incertaine, indécise, ne sachant où elle veut aller, s'opposant à tout sans rien empêcher, politique de mensonge et de duplicité dont aucun gouvernement n'avait donné l'exemple depuis le premier empire. La nouvelle d'un congrès pour régler les affaires d'Italie fut accueillie avec colère par le parti clérical qui s'attendait à y voir triompher la solution proposée dans la brochure *le Pape et le Congrès*, écrite par M. de la Guéronnière sous l'inspiration de l'Empereur. L'*Univers* et l'évêque d'Orléans protestèrent avec violence contre cette brochure qui concluait à l'affranchissement des Romagnes et à des changements dans les institutions politiques des États romains. L'espoir d'un congrès s'évanouit en même temps que l'année 1859, qui s'annonçait sous de sombres auspices.

Le bruit se répandit que le nonce du pape déclinerait sous un prétexte quelconque l'honneur qui lui revenait, en qualité de doyen du corps diplomatique, d'adresser les félicitations habituelles à l'Empereur à l'occasion du jour de l'an. Ce bruit était faux. Le nonce, en prenant la parole, se borna simplement à offrir à l'Empereur « les hommages et les » vœux du corps diplomatique ». Napoléon III répondit : « Qu'il était heureux de rappeler que, depuis » son entrée au pouvoir, il avait toujours professé le » plus profond respect pour les droits reconnus, et » que le but constant de ses efforts serait de rétablir

» partout, autant qu'il dépendrait de lui, la confiance » et la paix. » Ces assurances vagues agitèrent les esprits au lieu de les calmer. Le 4 janvier, parut au *Moniteur* un décret contenant la nomination de M. Thouvenel, ambassadeur à Constantinople, au poste de ministre des affaires étrangères en remplacement de M. Walewski, qui passait pour tenir fort au maintien du pouvoir temporel et à l'exécution du traité de Zurich. Quelques journaux, oubliant qu'il n'y a aucune conclusion à tirer de l'opinion personnelle des ministres sous un régime comme celui de l'Empire, virent dans le départ de M. Walewski un heureux augure pour la cause de l'Italie. Cette cause, presque abandonnée par le gouvernement impérial, recevait des encouragements directs de l'Angleterre qui cherchait à recueillir l'héritage de popularité de Napoléon III. L'Autriche pressait ses armements en Vénétie. Le roi de Naples, comme si les batailles de Magenta et de Solferino n'avaient pas eu lieu, déclarait qu'il entendait rester complètement étranger à la confédération italienne, le pape en repoussait la présidence et réclamait impérieusement la restitution des Romagnes. La situation du gouvernement impérial à l'extérieur se compliquait des craintes de l'Allemagne, des susceptibilités de la Russie, et des empiétements de Victor-Emmanuel qui, sourd aux avertissements, aux notes, aux lettres de Napoléon III, continuait le cours de ses annexions.

Les embarras n'étaient pas moins nombreux à l'intérieur, grâce à l'ardeur pétulante avec laquelle les évêques se portaient à la défense du pouvoir tempo-

rel des papes, élevé par eux presque à la hauteur d'un dogme. Leurs mandements irrités répondaient du haut de la chaire à l'auteur de la brochure *le Pape et le Congrès*, à ce « catholique sincère qui, au » milieu des supplications et des génuflexions les » plus touchantes, demande à Pie IX l'abdication » de sa souveraineté temporelle ». Le parti clérical, excité par la prédication épiscopale, menaçait de rompre l'alliance avec l'Empire, se répandait en récriminations et en injures contre l'Empereur, et faisait entendre les plus terribles menaces contre son gouvernement. L'inquiétude gagnait peu à peu tous les esprits; l'expédition de Chine était, nous l'avons dit, un dérivatif bien insuffisant, le remède ordinaire du gouvernement impérial, c'est-à-dire une grande guerre, était chose impossible pour le moment. Il eut recours à un petit coup de théâtre. Le *Moniteur* du 5 janvier publia la lettre suivante au ministre d'État :

« Monsieur le ministre,

» Malgré l'incertitude qui règne encore sur certains points de la politique étrangère, on peut prévoir avec confiance une solution pacifique. Le moment est donc venu de nous occuper des moyens d'imprimer un grand essor aux diverses branches de la richesse nationale.

» Je vous adresse dans ce but les bases d'un programme dont plusieurs parties devront recevoir l'approbation des Chambres, et sur lequel vous vous concerterez avec vos collègues, afin de préparer les mesures les plus propres à donner une vive impulsion à l'industrie et au commerce.

« Depuis longtemps on proclame cette vérité qu'il faut multiplier les moyens d'échange pour rendre le commerce florissant; que, sans concurrence, l'industrie reste stationnaire et conserve des prix élevés qui s'opposent aux progrès de la consommation; que, sans

une industrie prospère qui développe les capitaux, l'agriculture elle-même demeure dans l'enfance. Tout s'enchaîne donc dans le développement successif des éléments de la prospérité publique ! Mais la question essentielle est de savoir dans quelles limites l'État doit favoriser ces divers intérêts, et quel ordre de préférence il doit accorder à chacun d'eux.

» Ainsi, avant de développer notre commerce étranger par l'échange des produits, il faut améliorer notre agriculture et affranchir notre industrie de toutes les entraves extérieures qui la placent dans des conditions d'infériorité. Aujourd'hui, non-seulement nos grandes exploitations sont gênées par une foule de règlements restrictifs, mais encore le bien-être de ceux qui travaillent est loin d'être arrivé au développement qu'il a atteint dans un pays voisin. Il n'y a donc qu'un système général de bonne économie politique qui puisse, en créant la richesse nationale, répandre l'aisance dans la classe ouvrière.

» En ce qui touche l'agriculture, il faut la faire participer aux bienfaits des institutions de crédit : défricher les forêts situées dans les plaines et reboiser les montagnes ; affecter tous les ans une somme considérable aux grands travaux de dessèchement, d'irrigation et de défrichement. Ces travaux, transformant les communaux incultes en terrains cultivés, enrichiront les communes sans appauvrir l'État, qui recouvrera ses avances par la vente d'une partie de ces terres rendues à l'agriculture.

» Pour encourager la production industrielle, il faut affranchir de tout droit les matières premières indispensables à l'industrie, et lui prêter exceptionnellement à un taux modéré, comme on l'a déjà fait à l'agriculture pour le drainage, les capitaux qui l'aideront à perfectionner son matériel.

» Un des plus grands services à rendre au pays est de faciliter le transport des matières de première nécessité pour l'agriculture et l'industrie ; à cet effet, le ministre des travaux publics fera exécuter le plus promptement possible les voies de communication, canaux, routes et chemins de fer, qui auront surtout pour but d'amener la houille et les engrais sur les lieux où les besoins de la production les réclament, et il s'efforcera de réduire les tarifs, en établissant une juste concurrence entre les canaux et les chemins de fer.

» L'encouragement au commerce par la multiplication des moyens d'échange viendra alors comme conséquence naturelle des mesures précédentes. L'abaissement successif de l'impôt sur les denrées de grande consommation sera donc une nécessité, ainsi que la substitution de droits protecteurs au système prohibitif qui limite nos relations commerciales.

» Par ces mesures, l'agriculture trouvera l'écoulement de ses produits ; l'industrie, affranchie d'entraves intérieures, aidée par le gouvernement, stimulée par la concurrence, luttera avantageusement avec les produits étrangers, et notre commerce, au lieu de languir, prendra un nouvel essor.

» Désirant avant tout que l'ordre soit maintenu dans nos finances, voici comment, sans en troubler l'équilibre, ces améliorations pourraient être obtenues :

» La conclusion de la paix a permis de ne pas épuiser le montant de l'emprunt. Il reste une somme considérable disponible qui, réunie à d'autres ressources, s'élève à environ 160 millions. En demandant au Corps législatif l'autorisation d'appliquer cette somme à de grands travaux publics et en la divisant en trois annuités, on aurait environ 50 millions par an à ajouter aux sommes considérables déjà portées annuellement au budget.

» Cette ressource extraordinaire nous facilitera non seulement le prompt achèvement des chemins de fer, des canaux, des voies de navigation, des routes, des ports, mais elle nous permettra de relever en moins de temps nos cathédrales, nos églises, et d'encourager dignement les sciences, les lettres et les arts.

» Pour compenser la perte qu'éprouvera momentanément le Trésor par la réduction des droits sur les matières premières et sur les denrées de grande consommation, notre budget offre la ressource de l'amortissement, qu'il suffit de suspendre jusqu'à ce que le revenu du public, accru par l'augmentation du commerce, permette de faire fonctionner de nouveau l'amortissement.

» Ainsi, en résumé : Suppression des droits sur la laine et les cotons

» Réduction successive sur les sucres et les cafés ;

» Amélioration énergiquement poursuivie des voies de communication ;

» Réduction des droits sur les canaux et, par suite, abaissement général des frais de transport ;

» Prêts à l'agriculture et à l'industrie ;

» Travaux considérables d'utilité publique ;

» Suppression des prohibitions ;

» Traité de commerce avec les puissances étrangères.

» Telles sont les bases générales du programme sur lequel je vous prie d'attirer l'attention de vos collègues, qui devront préparer sans retard les projets de lois destinés à le réaliser. Il obtiendra, j'en ai la ferme conviction, l'appui patriotique du Sénat et du Corps législatif, jaloux d'inaugurer avec moi une nouvelle ère de paix et d'en assurer les bienfaits à la France.

» Sur ce, je prie Dieu qu'il vous ait en sa sainte garde

» NAPOLEON.

La France apprit presque en même temps par le discours de la reine d'Angleterre au parlement qu'un traité de commerce venait d'être signé entre elle et l'Empereur des Français. Ce traité se serait fait attendre longtemps encore si l'annexion de la Savoie et de Nice n'avait pas refroidi les rapports entre le cabinet des Tuileries et les autres cabinets européens. Si la brochure *le Pape et le Congrès* fut écrite en vue de flatter les instincts et les intérêts protestants de l'Angleterre par une manifestation contre le pouvoir temporel, le traité de commerce eut pour origine le besoin de maintenir lord Palmerston au pouvoir, s'il faut s'en rapporter à la lettre (1) écrite par l'un des hommes qui ont le plus contribué à sa conclusion : « Ace mo-
« ment, une négociation entre la France et l'Angle-
» terre pour le changement du tarif des douanes
» françaises et la modification des articles du tarif
» anglais concernant certaines productions impor-
» tantes de la France, se présentait comme ayant des
» chances favorables par le concours qu'y donnait
» l'intérêt politique des gouvernements. Le cabinet
» dirigé par lord Palmerston devait, s'il faisait un
» traité pareil, s'attacher les représentants des villes
» manufacturières et renforcer d'autant sa majorité,
» qui en avait grand besoin. De son côté, l'empe-
» reur Napoléon III craignait le renversement de
» lord Palmerston, chez lequel il trouvait, dans ce
» temps-là, des dispositions amicales, tandis que le
» parti tory lui montrait des sentiments hostiles. Il

(1) Lettre de M. Michel Chevalier à M. Bonamy Price.

» devait donc être bien aise de donner des forces à
» lord Palmerston. »

M. Michel Chevalier se rendit en Angleterre au mois d'octobre 1859, pour présider le congrès international des poids et mesures réuni à Bradford, mais l'objet principal de son voyage était le traité de commerce (1). Il arriva le 8 à Londres, et le lendemain même il eut une conférence avec Richard Cobden. M. de Persigny, ambassadeur du gouvernement impérial en Angleterre, était dans la confidence des négociations. M. Michel Chevalier, admis le 15 au soir, après la réunion du cabinet, auprès de M. Gladstone, chancelier de l'Échiquier, lui fit connaître l'article de la Constitution de 1852, qui donnait à l'Empereur le droit de négocier les traités de commerce : « *en trois quarts d'heure* tout fut convenu » entre le chancelier de l'Échiquier et moi. Les dispositions sur lesquelles nous fûmes d'accord furent » à peu près celles que porte le traité de commerce » définitivement signé le 23 janvier 1860 (2). »

M. Michel Chevalier et Richard Cobden se retrouvèrent à Paris le 22 novembre. L'Empereur les reçut séparément à Saint-Cloud le 27 ; il leur fit part de son adhésion au traité, en leur recommandant le secret. Les négociations commencèrent au retour de l'Empereur de Compiègne. Les négociateurs du côté de la France étaient M. Rouher, ministre du commerce, et M. Baroche, ministre des affaires étrangères par intérim, en l'absence de M. Thouvenel ;

(1) Lettre à M. Bonamy Price.

(2) Lettre à M. Bonamy Price.

du côté de l'Angleterre, Richard Cobden et lord Cowley. M. Michel Chevalier assistait aux conférences et y prenait part. M. Achille Fould, ministre d'État, entretenait l'Empereur dans des dispositions favorables. M. Magne, ministre des finances, et M. Gréterin, directeur des douanes, grands partisans du système restrictif, n'étaient pas dans le secret.

Le silence absolu recommandé par l'Empereur fut bien gardé par tout le monde. M. Rouher se méfiait de ses bureaux, où la direction du commerce extérieur était confiée à un homme fort honorable, mais ami déclaré de la prohibition ; ils ignoraient donc complètement le travail auquel se livraient les négociateurs (1). Les termes du traité à peu près réglés, le conseil des ministres en eut connaissance. L'opposition de quelques membres n'empêcha pas la conclusion de cet acte. L'Angleterre l'accepta et ne cessa pas de garder rancune au gouvernement impérial de l'annexion de Nice et de la Savoie. Lord Russell ne tarda pas même à prononcer l'arrêt de mort de l'alliance anglo-française telle qu'elle avait existé pendant la guerre de Crimée, en déclarant que l'Angleterre « ne devait pas se séparer du reste des » nations de l'Europe, qu'elle devait être toujours » prête à agir avec les divers États, si elle voulait ne » pas redouter aujourd'hui telle annexion, et demain » entendre parler de telle autre. »

Le 21 mars 1860, une députation savoisienne reçue aux Tuileries avait exprimé ses vœux pour la réunion

(1) Lettre à M. Bonamy Price.

de la Savoie à la France. L'Empereur, après la signature du traité de cession qui eut lieu le 24 mars, envoya MM. Laity et Pietri, sénateurs, à Chambéry et à Nice pour procéder à la formalité du vote. Le *Moniteur*, pendant ce temps-là, remplissait ses colonnes avec les adresses des corps constitués, des tribunaux, des hospices, des couvents, des confréries et des archi-confréries religieuses, en faveur de l'annexion. La Suisse protestait cependant, au nom d'une convention de 1564 et des traités de 1815, contre l'incorporation à la France de certains districts neutralisés de la Savoie. Le gouvernement offrit à l'Angleterre et à la Suisse de réunir une conférence à laquelle seraient invitées les puissances signataires des traités de 1815 pour concilier les dispositions de ces actes diplomatiques avec celles du traité du 24 mars; mais les formalités diplomatiques sont longues à échanger, et le sénatus-consulte du 13 juin réunit trois départements à l'Empire français avant que les puissances eussent pu se mettre d'accord. L'annexion supprima la conférence.

L'ouverture de la session était attendue avec une vive impatience. Le Corps législatif, composé de partisans des idées conservatrices en politique aussi bien qu'en industrie, ne pouvait voir d'un bon œil les atteintes portées au principe légitimiste, au pouvoir temporel du pape en Italie, et en France au vieux régime de la prohibition et de la protection. L'Empereur, dans son discours d'ouverture de la session, fit des efforts visibles pour calmer d'avance le mécontentement. Après avoir prononcé d'un ton de regrets

l'oraison funèbre du traité de Zurich, et constaté sans l'approuver l'annexion des Romagnes et des duchés au royaume d'Italie, il ajouta : « Je ne puis passer » sous silence l'émotion d'une partie du monde catholique. Le passé, qui devait être une garantie de l'avenir, a été tellement méconnu, les services rendus tellement oubliés, qu'il m'a fallu une conviction bien profonde pour garder le calme; les faits cependant parlaient hautement d'eux-mêmes : depuis onze ans je soutiens seul le pouvoir du Saint-Père. »

L'Empereur, parlant ensuite des Romagnes soulevées pour faire cause commune avec lui contre l'Autriche, demanda si l'on pouvait les livrer à une nouvelle occupation : « Mes premiers efforts ont été » pour les réconcilier avec leur souverain, et, n'ayant pas réussi, j'ai tâché du moins de sauvegarder le principe du pouvoir temporel du pape... D'après ce qui précède, vous voyez que si tout n'est pas terné, il est permis d'espérer une solution prochaine. » Laquelle? L'Empereur n'en disait rien, et l'accueil fait par le Saint-Père à la brochure *le Pape et le Congrès* faisait présager celui réservé aux propositions du même genre.

L'Empereur ne doutait pas cependant de la prochaine pacification de l'Italie. Il n'y avait donc plus, selon lui, qu'à entrer dans l'ère de paix et de prospérité préparée par la fin prochaine du régime des prohibitions et par la signature du traité de commerce : « Afin que ce traité puisse produire ses meilleurs effets, je réclame votre concours le plus éner-

» gique par l'adoption des mesures qui doivent en
» faciliter la mise en pratique. »

M. de Morny paraphrasa comme d'habitude les paroles de l'Empereur. Le penchant de la France à la réglementation fut l'objet de ses plus vives attaques ; il établit un long parallèle entre les doctrines de protection et de libre échange, terminé par l'éloge de « l'entière liberté civile, source unique de prospérité d'un pays ». Le président du Corps législatif, passant de l'économie politique à la religion, reprocha durement au clergé d'oublier les services rendus par l'Empereur au catholicisme, et termina son allocution par un appel à la concorde sur le terrain de l'économie politique : « Votons avec empressement » les lois qui se rattachent à ces questions économiques, et entrons résolument dans une ère nouvelle » de paix, de progrès et de liberté. »

Le Corps législatif aurait aimé à dire tout de suite son sentiment sur les affaires d'Italie et sur le traité de commerce, mais le règlement l'obligeait à remettre les éclaircissements sur la première question au vote du contingent militaire, et sur la seconde à la discussion d'une loi déposée sur les cotons. Il s'occupa, en attendant, de quelques élections contestées. M. de Ferrière, candidat officiel, avait été nommé dans l'Orne contre M. de Torcy, candidat dévoué mais non officiel. Le préfet de l'Orne ne recula devant rien pour assurer le triomphe du candidat officiel. Il lança contre M. de Torcy la terrible accusation de « faire » alliance avec les partis hostiles, et de porter atteinte » à la liberté du suffrage universel par une coalition ».

La validation de l'élection était douteuse. M. de Ferrière, suivant l'exemple de M. de Ségur, donna sa démission avant la discussion. M. Ernest Picard ne se contenta pas de cette satisfaction, il prit la parole, et l'élection de M. de Ferrière fut annulée. Le préfet resta en place; la Chambre mit les excentricités de sa circulaire sur le compte d'une rédaction trop précipitée.

Une autre élection fut l'objet d'un débat encore plus orageux. La constitution proclame l'incompatibilité entre les fonctions publiques rétribuées et le mandat législatif; mais il était devenu de jurisprudence que les aides-de-camp, chambellans, secrétaires et employés de l'Empereur, de l'Impératrice et des Princes, ne seraient plus considérés comme fonctionnaires. Le total de ces députés s'élevait à une quarantaine environ. M. de Dalmas, sous-chef du cabinet de l'Empereur, éprouva le besoin d'augmenter ce nombre. Il fut donc candidat officiel dans la circonscription de Fougères et de Vitré où personne n'avait jamais entendu parler de lui, contre M. Le Beschu de Champsavin, conseiller à la cour impériale de Rennes.

Le candidat expédié en Bretagne, reçu par le préfet et recommandé chaudement par lui aux électeurs, les agents de l'autorité se mirent en campagne, et les prêtres, sommés comme les autres fonctionnaires de prêter leur concours au sous-secrétaire de l'Empereur, ne s'y épargnèrent point. Un curé s'écria du haut de sa chaire : « Voter pour M. de Dalmas, c'est » voter pour l'agrandissement de l'Église. » L'arche-

vêque de Rennes aurait bien voulu soutenir M. Le Beschu, mais comment se hasarder à combattre M. de Dalmas, un homme désigné aux suffrages bretons par l'Empereur lui-même ? Il essaya de garder une espèce de neutralité. Quant au préfet, il déclara nettement en se mettant en campagne qu'aucun des candidats « n'était mieux en position de le seconder dans l'accomplissement des œuvres de bien public qu'il avait commencées ; voter contre ce candidat, c'est voter contre l'Empereur ». M. Thil, sous-préfet de Fougères, ne voulant pas rester au-dessous d'un si beau zèle, adressa cette circulaire aux maires de cet arrondissement :

« Monsieur le maire,

» Le scrutin ouvre demain.

» J'ai l'honneur de vous rappeler que vous devez l'ouvrir immédiatement après la première messe ; que vous aurez sur le bureau un certain nombre de bulletins portant le nom de M. Dalmas, et *pas d'autres* ; qu'il est important que des personnes intelligentes et sûres, munies de bulletins portant le nom de Dalmas, occupent les abords de la mairie et protègent les électeurs si bien intentionnés de votre commune contre l'erreur et le mensonge.

» Un cantonnier restera à votre disposition pendant les deux jours du scrutin.

» Trois candidats sont en présence :

» M. Le Beschu de Champsavin ;

» M. Dréo, gendre de Garnier-Pagès, fondateur de la république de 1848, un de ceux qui décrétèrent les 45 centimes, dont vous avez gardé le souvenir.

» M. de Dalmas représente le principe du dévouement au gouvernement, à l'autorité, à l'ordre, et peut seul, par sa position, favoriser le développement des nombreux intérêts de l'arrondissement.

» M. Dréo représente la république, le socialisme, la misère !

» Entre ces deux candidatures opposées, la candidature de l'honorable M. Le Beschu doit s'effacer devant les intérêts de l'ordre et de la société menacés.

« Faites voter en masse, monsieur le maire, pour M. de Dalmas, candidat du gouvernement; et, par votre conduite éclairée et patriotique, vous servirez à la fois le gouvernement de l'Empereur et l'intérêt général du pays.

» *Le sous-préfet de Fougères,*

» THIL. »

Les bulletins du candidat indépendant ne furent pas distribués par suite de la peur faite à ses distributeurs.

Les distributeurs de M. de Dalmas menaçaient les électeurs qui avaient reçu le bulletin de M. Le Beschu, en leur disant : « Livrez-nous ce bulletin, nous avons le bon, M. le préfet ne veut pas qu'on en mette d'autre dans l'urne. » Les distributeurs de M. Le Beschu étaient également terrifiés par les brigadiers de gendarmerie. Ces faits restèrent constatés devant la commission, il fut prouvé qu'un maire avait voté pour ses électeurs. Le sénateur de Lariboissière, président du Conseil général du département, appelé comme témoin, déclara que dans son propre salon le préfet avait promis au maire d'une commune de faire nommer son fils secrétaire général, et que pendant l'élection la terreur régnait dans la circonscription de Fougères et de Vitré, au point que les électeurs indépendants n'osaient pas voter. Les fonctionnaires tremblaient, un facteur fut suspendu, et le préfet alla jusqu'à révoquer un fossoyeur !

L'élection de la 3^e circonscription d'Ille-et-Vilaine eut lieu le 18 décembre 1859. M. Le Beschu de Champsavin, le candidat vaincu, adressa directement sa protestation à la Chambre le 17 février 1860. Le



6^e bureau devint comme un champ clos où combattirent tour à tour le préfet d'Ille-et-Vilaine, M. de Lariboissière, président du Conseil général, l'archevêque de Rennes, MM. de Dalmas et Le Beschu. Ce dernier accusait M. de Dalmas de s'être prévalu oralement et par écrit de l'appui de l'archevêque de Rennes, alors que ce prélat avait toujours voulu garder la plus stricte neutralité.

Les abus de la candidature officielle ne furent jamais mieux dévoilés. Personne cependant ne réclama contre le principe, l'archevêque de Rennes déclara même que c'eût été un bonheur pour lui de se mêler à l'élection, qu'il l'aurait fait s'il n'avait écouté que son dévouement sincère à l'Empereur, et si un sentiment de délicatesse que M. de Dalmas avait paru comprendre ne l'en avait empêché. L'archevêque ajouta, il est vrai, « mais aujourd'hui, des raisons » bien autrement déterminantes pour une âme honnête me font plus que jamais l'obligation de garder » une réserve qui me coûte beaucoup, croyez-le bien, » je veux parler du dégoût que m'inspirent les agissements qu'on se permet, me dit-on, pour faire » réussir une candidature qui n'avait nul besoin de » pareils moyens, et qui, permettez-moi, mon cher » monsieur, de vous le dire en vrai Breton, sous le » rapport du candidat et de son auguste patron, méritait d'être traitée avec plus de respect. »

La Chambre des députés sous Louis-Philippe annula deux fois l'élection de Louviers, par ce motif que le candidat avait promis un embranchement de chemin de fer à cette ville. M. Plichon invoqua

vainement cet exemple contre l'élection de Vitré. M. Rigaud, rapporteur, lui répondit que, dans sa conviction, la protestation de M. Le Beschu était due à son ressentiment de n'avoir pas vu sa candidature appuyée par l'administration. M. Picard, avec un courage infatigable, prit de nouveau la parole dans cette discussion. Il lut le manifeste du sous-préfet de Feugères, et se contenta d'ajouter : « Je ne demande » aucune rigueur contre son auteur, j'espère seulement qu'il ne recevra pas de récompense. »

M. Baroche se hâta de répliquer que la circulaire de M. Thil avait été blâmée par le ministre de l'intérieur, et de se rejeter sur le grand argument qui consiste à mettre en balance la faible minorité obtenue par le candidat indépendant et la formidable majorité du candidat officiel ; il s'agissait de justifier les moyens employés pour l'obtenir. M. Baroche employa ce raisonnement qui n'avait encore rien perdu de son effet : « Si on laissait le suffrage universel sans » direction aux prises avec les passions locales, il » pourrait devenir un grand danger. » La Chambre repoussa donc la demande d'enquête, mais l'admission de M. de Dalmas n'eut lieu qu'à une majorité de 14 voix : 123 contre 109. La signification morale du débat se trouve dans ces paroles de M. de Flaviigny : « La discussion a prouvé que si l'on peut valider » cette élection, on ne peut plus la réhabiliter. »

Trois députés, MM. de Cuverville, Keller, Anatole Lemercier, avaient publié dans la *Bretagne* une lettre à l'Empereur, pour le prévenir que si les incertitudes au sujet du pouvoir temporel du pape se pro-

longeaient, « cela séparerait tous les catholiques » sincères de Napoléon et de sa dynastie. » M. Anatole Lemer cier se chargea de commenter cette lettre dans la séance du 11 avril où s'ouvrit la discussion d'une proposition tendant à réduire à 100 000 hommes le contingent militaire élevé l'année précédente à 140 000 hommes. L'orateur clérical soutint que la guerre avait changé la politique du gouvernement impérial à l'égard de la papauté, qu'il aurait pu empêcher l'annexion de la Romagne. Pourquoi ne l'a-t-il point fait? « Les arguments employés pour » justifier l'annexion des Romagnes s'appliqueraient » tout aussi bien aux autres possessions du saint- » siège ; or, le gouvernement est-il toujours disposé » — comme on a le droit de l'espérer après des pro- » messes solennelles maintes fois répétées — à faire » respecter le domaine temporel dans toute son » intégrité? »

M. Jules Favre répondit à M. Lemer cier et aux orateurs qui avaient parlé dans le même sens. On vit alors pour la première fois se poser à la tribune le contraste et le danger d'un Corps législatif sans influence sur la politique extérieure, et d'un chef de l'État pouvant décider sans consulter personne toutes les questions de paix et de guerre, promettant le 3 mai à l'Italie de la rendre libre des Alpes à l'Adriatique, et signant le 12 juillet les préliminaires de Villafranca, condamnant le pouvoir temporel dans des brochures comme *le Pape et le Congrès*, et proclamant officiellement la nécessité de son maintien. « Il est temps, dit M. Jules Favre, que des explica-

» tions catégoriques mettent fin à une politique de
» malentendus, de démentis et de volte-faces inac-
» ceptables pour le pays. »

Un tumulte violent succède à ces paroles ; le président rappelle l'orateur à l'ordre. Le tumulte redouble quand, s'expliquant sur la peine dont il vient d'être frappé, il dit qu'il a voulu tout simplement démontrer « qu'une nation qui renonce à ses droits » s'expose à tous les périls et à toutes les aventures ». La Chambre finit par s'apaiser, et M. Granier de Cassagnac, remplaçant M. Jules Favre à la tribune, s'efforça de rassurer le clergé sur les intentions de l'Empereur : « Son dévouement pour le trône pontifical est sans limites, mais ses moyens d'action sont bornés. »

Le moment était venu pour le gouvernement de répondre aux questions posées par M. Lemercier ; M. Baroche se chargea de ce soin. « Le gouverne-
» ment français, dit-il, considère le pouvoir temporel
» comme une condition essentielle de l'indépendance
» du saint-siège. Le pape ne saurait être réduit à la
» condition d'un simple évêque placé sous la domi-
» nation d'un souverain... Le vœu de l'Empereur est
» que le pouvoir temporel soit respecté de tous.
» Quant à lui, il a conscience de l'avoir toujours
» respecté. Si une intervention morale avait suffi, le
» Saint-Père, affranchi de l'occupation étrangère,
» règnerait paisiblement sur ses sujets. L'Empereur
» sera toujours un défenseur zélé et respectueux du
» pouvoir temporel ; il saura remplir à la fois ses
» devoirs de citoyen et de catholique. »

M. Baroche ne parlait pas de la restitution des Romagnes ; quant aux assurances données par lui sur le maintien du pouvoir temporel des papes, elles semblaient fort équivoques, car ce pouvoir réduit à Rome existait-il encore ? Est-ce à cette ville que le gouvernement impérial entendait le réduire ? M. Lemer cier constata que l'affirmative résultait de la discussion même. M. Baroche se contenta de répondre qu'il n'acceptait pas cette conclusion.

Le Corps législatif s'occupa enfin du contingent de 100 000 hommes. Il fut voté malgré l'opposition de M. d'Andelarre qui demandait une diminution. Le général Allard lui répondit qu'il fallait une armée de 600 000 hommes à la France. « L'Empereur l'a de- » mandée, tous les militaires l'ont demandée, toutes » les commissions de défense l'ont demandée. » La Chambre n'avait plus qu'à s'incliner. Le projet fut voté à l'unanimité moins huit voix.

L'Empereur ayant manifesté sa volonté, le traité de commerce ne pouvait manquer d'être accueilli avec enthousiasme par les feuilles officieuses qui, la veille, étaient protectionnistes. Les conversions éclatèrent. Le gouvernement, malheureusement, n'avait pas pris la peine d'avertir les journaux dévoués à la prohibition, que la prohibition était condamnée ; ils manquèrent du temps nécessaire pour préparer le public à leur changement, et ils passèrent brusquement dans le camp du libre-échange. Quelques grands industriels eurent plus de peine à se résigner ; ils menacèrent leurs ouvriers d'une diminution de salaire et d'une suspension de travail, mais comme

l'agitation pouvait avoir des conséquences d'une gravité imprévue, ils se calmèrent et préparèrent leurs arguments pour l'enquête. Les derniers murmures de la tempête soulevée par ce coup d'État commercial de l'Empereur s'apaisèrent dans le pays en attendant que l'orage recommençât à la Chambre.

Le programme du 5 janvier avait tranché la question de la liberté commerciale ; le traité de commerce avec l'Angleterre était conclu ; il ne restait plus aux protectionnistes qu'à voter les mesures pour les aider à soutenir la concurrence contre l'étranger, contenues dans le projet de loi destiné à diminuer les tarifs d'entrée sur les laines, les cotons et les autres matières premières. La discussion dura depuis le 28 avril jusqu'au 2 mai. M. de Flavigny repoussa le projet de loi en se plaçant au point de vue politique : « Le système dans lequel on entre tend à déposséder » la Chambre de ses droits qui sont la garantie du » pays. Je ne puis donner mon assentiment à des dis- » positions qui déshéritent le Corps législatif de » droits inscrits au frontispice de la constitution ; et » pour caractériser mon dissentiment, je voterai » contre la loi. » M. Jérôme David, qui prononçait son discours de début, « se dit partisan déclaré d'un » traité qui présageait une prospérité commerciale » et industrielle dont on ne saurait fixer les limites » ; il fit cependant les mêmes réserves que M. de Flavigny : « Je regrette que le pouvoir législatif, appelé depuis » un demi-siècle à régler les moindres détails du » régime des douanes, soit privé d'intervenir dans » les décisions qui fixeront pour dix ans le sort de

» l'industrie française... Je regrette qu'on ait laissé
» à l'État un concours qui, il est vrai, pourrait être
» gênant en maintes circonstances, mais qui ne sau-
» rait se remplacer dans les moments difficiles. Il
» existe dans la vie des gouvernements comme dans
» la vie des individus, des organes essentiels qu'il ne
» faut pas affaiblir sous peine de les trouver dénués
» de vitalité dans un moment suprême. »

M. Jérôme David semblait, par ce discours, se ranger parmi les défenseurs les plus sincères de la liberté : « Je la désire ardemment, s'écria-t-il, car, » sans elle, le génie d'un homme peut resplendir » dans l'histoire du monde ; sans elle, on peut donner » des moments de répit et même d'éclat à une société » chancelante, mais on ne la sauve pas. » Qui ne se serait attendu à voir cet orateur descendant de la tribune prendre place entre MM. Jules Favre et Ernest Picard ? Il alla s'asseoir à l'extrémité de la droite, parmi les partisans les plus ardents du pouvoir personnel.

Le projet de loi soulevait une question d'interprétation constitutionnelle. Le texte d'un traité signé par l'Empereur équivaut-il à une loi ? M. Baroche se prononça pour l'affirmative, et invoqua le sénatus-consulte du 14 février 1852, dont l'article 6 est en effet formel, et celui du 23 décembre de la même année, où il est dit : « Les traités de commerce faits » en vertu de l'article 6 de la Constitution, *ont force » de loi pour les modifications de tarif qui y sont sti- » pulées.* » M. Baroche crut le moment favorable pour défendre le traité lui-même, il le fit avec succès.

Il était plus facile, en effet, de justifier l'acte que la façon dont il avait été accompli.

M. Émile Ollivier, après avoir approuvé le traité parce qu'il promettait d'exercer une heureuse influence sur le bien-être de tous, profita de l'occasion pour opposer l'ardeur de certains députés à disputer au pouvoir les prérogatives en matière de douanes, à la facilité avec laquelle ils faisaient abandon entre ses mains de toutes les libertés vitales d'un pays : liberté d'écrire, liberté de parler, liberté de se réunir et de s'associer. « Sans doute, dit-il, on doit regretter qu'une question aussi considérable que celle du traité de commerce n'ait pas été soumise à l'appréciation du pays ; mais ce n'est pas la première fois que des droits importants ont été mis en oubli. Quand les réclamations se sont fait entendre dans cette assemblée, les protectionnistes les ont-ils appuyées ? Aujourd'hui qu'ils se croient atteints, ils se plaignent amèrement ; ils doivent pourtant en prendre leur parti : ce qui vient de se passer n'est qu'un premier pas fait dans une voie où il faut avancer toujours dès qu'on y est entré. Au lieu de se lamenter, qu'ils acceptent donc courageusement la lutte, de concert avec cette grande famille ouvrière qui les entoure ; qu'ils aident le traité à produire ses résultats ; enfin, qu'ils commencent à aimer la liberté, non pas telle ou telle liberté, non pas la liberté économique, non pas même la liberté civile, mais la liberté sans épithète, la liberté qui est une source de biens et de maux, mais qui porte en elle-même le remède aux maux qu'elle peut produire. »

La discussion n'alla pas plus loin. Le projet de loi sur les laines, cotons et autres matières premières fut adopté par 249 voix. Quatre députés seulement, MM. Plichon, de Cuverville, Lespérut, de Flavigny, crurent devoir « caractériser leur dissentiment » par une boule noire.

Un débat technique sur les sucres absorba les quatre séances suivantes. L'abrogation des perceptions interdisant la sortie des écorces à tan, des bois à brûler, et de certaines essences employées par l'industrie, occupa ensuite le Corps législatif. M. Picard, au milieu de cette discussion, fit une tentative hardie : Le *Courrier de Paris* avait été frappé d'un avertissement pour avoir discuté les articles du Code pénal sur les coalitions d'ouvriers. M. Picard voulut signaler l'étrange contraste entre le silence imposé aux journaux sur les questions relatives à la liberté du travail, et la conduite du gouvernement improvisant la solution des plus graves questions économiques : « Si j'avais le droit d'interpellation... » M. de Morny l'interrompit brusquement : « Vous ne l'avez pas... » — Ne l'ayant pas, je me rassois... »

Le rachat par l'État des principaux canaux appartenant encore à l'industrie, l'emploi de 31 millions restés disponibles sur l'emprunt de 500 millions contracté pour la guerre d'Italie, furent l'objet des délibérations de la Chambre. Le gouvernement proposait d'employer ces 31 millions à des travaux d'utilité publique dont la dépense fixée d'abord à 150 millions, fut ramenée au chiffre de 45 millions. Il ne présentait aucune pièce justificative, aucun docu-

ment propre à indiquer au Corps législatif la somme sur laquelle il était appelé à voter. M. Émile Ollivier insista sur cette lacune et sur la nécessité d'écouter les vœux si souvent renouvelés des commissions du budget en faveur du rétablissement de la spécialité : « Comment le Corps législatif pourrait-il consentir à » voter en bloc et par ministère les 45 millions qu'on » lui demande ? Il ne s'agit pas du budget : l'article 12, » dont la Chambre d'ailleurs a demandé l'abrogation ou la modification, est ici inapplicable. Il faut » respecter cette règle impérieuse de comptabilité, » qui veut que tout crédit spécial soit l'objet d'un » vote spécial. Quand le Corps législatif présentera » quelque vœu à l'avenir, quelle autorité aura-t-il, » s'il offre aujourd'hui ce fâcheux spectacle d'une » assemblée qui a demandé la spécialité des dépenses, » et qui déclare ensuite elle-même que ses vœux » n'ont aucune valeur, puisqu'elle donne la première l'exemple du mépris de ses propres désirs ? »

M. Vuitry, commissaire du gouvernement, répondit à l'orateur de l'opposition, après l'avoir rappelé au respect de la Constitution, que la discussion par chapitre ayant été définitivement supprimée par l'article 12, le chapitre n'existait plus au point de vue législatif, et que les lois des crédits supplémentaires devaient être votées par le ministère comme le budget. M. Louvet, rapporteur de la commission, approuva le commissaire du gouvernement ; M. Ségris fit quelques réserves au profit de la spécialité des crédits extra-budgétaires. Ce débat platonique se

termina par une adhésion générale de la Chambre aux vues du gouvernement.

L'Empereur avait inséré dans sa lettre du 5 janvier la promesse formelle de secourir l'industrie; le gouvernement, jaloux de le mettre en situation de tenir des engagements, présenta un projet de loi affectant une somme de 40 millions à des prêts à l'industrie pour renouveler ou améliorer son matériel. C'était de la protection déguisée, l'argent de tous employé à soutenir les entreprises de quelques-uns. Aussi ce projet fut-il vivement combattu dans les bureaux. Le gouvernement voulait être autorisé à prêter directement de l'argent aux industriels. La commission proposait de leur faire des avances de fonds par l'intermédiaire d'un comptoir spécial garanti par l'État. La loi porta la double empreinte de ces deux systèmes; elle n'avait au fond aucune utilité, comme le fit très bien voir M. Brame, parlant au nom de la commission : « On a prétendu que » l'industrie attendait avec impatience cette loi des » 40 millions. Moi, je crois pouvoir dire qu'elle n'y » attache aucune importance; elle sait que cela ne » servira qu'à favoriser un petit nombre de per- » sonnes; elle sait que quand une loi ne peut se- » courir utilement que quatre-vingts individus, alors » qu'il y en a des milliers qui souffrent, cette loi ne » peut être bonne à rien. Le système du gouverne- » ment est mauvais. L'industrie et la commission le » repoussent énergiquement. Maintenant le système » de la commission est-il excellent? Elle ne le pré- » tend pas; c'est seulement un germe que l'on peut

» développer. » La Chambre, en désapprouvant cette loi, se croyait obligée de la voter pour dégager la parole du chef de l'État; elle aurait cependant voulu l'amender, mais elle était comme privée du droit d'amendement par les précautions prises dans le but de le régler.

Le rapport de M. Busson sur le budget ne fut déposé que le 30 juin. En vain aurait-on cherché dans ce document les conseils et les admonestations stéréotypés de M. Devinck. C'est à peine si, au milieu des accents de l'optimisme le plus lyrique, un faible vœu était exprimé en faveur de l'extension du contrôle financier du Corps législatif. Grâce à une réduction sur les recettes de 1 845 700 francs à 1 840 100 000 francs, l'équilibre était parfait et la situation financière admirable. M. Busson s'arrêtait respectueusement, sans y toucher, devant les gigantesques budgets de la guerre et de la marine. « Ici » nous nous trouvons en présence des considérations » les plus graves, car cette dépense touche à l'honneur et à la sécurité du pays. Qui donc alors peut » en être aussi bon juge que celui qui a si bien » vegardé ces grands intérêts? » La théorie de M. Busson tendait à rendre le contrôle législatif inutile. M. Darimon ayant proposé un amendement portant sur les dépenses de la loi de sûreté générale, M. Busson s'empessa de déclarer que la commission l'avait rejeté de peur d'avoir l'air de provoquer, à propos de questions financières, l'abrogation d'une loi politique.

M. Émile Ollivier, à l'occasion de la discussion du

budget, essaya de jeter un coup d'œil sur la situation intérieure du pays. La conduite de l'administration à l'égard des journaux fut sévèrement jugée par lui dans un discours interrompu presque à chaque phrase par M. de Morny. Le président du Corps législatif n'entendait pas que la discussion du budget servît de prétexte aux orateurs de l'opposition pour adresser des questions au gouvernement. Il arrêta M. Ollivier lorsque celui-ci voulut caractériser le régime de la presse, en lui faisant observer que ce régime était étranger au budget, « que le décret organique sur les journaux se liait à la Constitution » jurée par l'orateur, et que cette Constitution avait » supprimé les interpellations auxquelles il revenait » par voie indirecte. Si l'on vous laissait, dit-il, interroger le gouvernement sur toute espèce de sujet, » la discussion de la loi de finance serait interminable. » M. Baroche prit la parole à son tour pour déclarer qu'il était impossible de laisser ainsi attaquer « les lois organiques sans lesquelles la Constitution ne pourrait ni fonctionner, ni durer. » Le droit d'interpellation rendrait nécessaire la présence des ministres au Corps législatif, « ce qui est antipathique à la Constitution ». M. Baroche engagea ensuite les députés désireux de présenter des observations sur la marche des affaires, à user de la liberté de la brochure. Malheureusement il ne promettait pas de garantir la liberté de l'imprimeur. M. Jules Favre essaya de prouver que les principes de 89 inscrits au frontispice de la Constitution étaient partout violés ; il ne lui fut pas même permis de soutenir

que la presse ne jouissait d'aucune liberté : « La presse est libre pour le bien, lui répondit M. Belmontet, elle ne l'est pas pour le mal, et cela doit suffire. »

M. Jules Favre protesta contre le maintien du décime de guerre. La protestation semblait naturelle dans la bouche d'un orateur de l'opposition ; mais qu'un membre de la majorité comme M. Larrabure ne craignît pas de se plaindre de l'insuffisance des attributions du Corps législatif, d'affirmer que le Conseil d'État seul faisait les budgets de la France, et que le déficit était permanent depuis 1852, il y avait là de quoi surprendre. M. Larrabure ajouta que si l'on n'avait pas eu sans cesse recours à des moyens extraordinaires : suppression de l'amortissement, surtaxe des alcools, décime de guerre, emprunts, etc., tous les budgets se seraient soldés par des découverts. Que devenait l'optimisme de M. Busson ? Le Corps législatif aurait bien voulu appuyer M. Larrabure de quelques *très-bien* ! mais il les garda dans son cœur par respect pour le gouvernement, et le budget fut voté à l'unanimité moins *cinq* voix.

Le chemin de fer de Graissessac était, comme le Grand-Central, une de ces affaires en déconfiture, que le gouvernement aurait bien voulu relever, ne fût-ce que pour l'honneur de la spéculation. Il s'agissait de lui appliquer le bénéfice des mesures prises en 1859 dans l'intérêt des grandes lignes. Le rapport jetait un voile prudent sur les vicissitudes traversées par cette entreprise, qu'il prétendait être d'utilité publique, tandis que le chemin de fer de Graissessac

à Béziers avait été construit tout simplement pour créer un débouché aux produits du bassin houillier de Graissessac. Sa concession datait de 1852, ère féconde de la grande spéculation. Un Corse, dont le nom figure dans plusieurs affaires de ce temps, était l'un des concessionnaires. Les mines de Graissessac ne devaient pas de longtemps donner un produit réel; c'était le cas d'agir prudemment. Les concessionnaires acceptèrent cependant la concession de quatre-vingt-dix-neuf ans sans subvention et sans garantie d'intérêts. Étaient-ils riches? Non, car ils furent obligés de s'adresser à des entrepreneurs de travaux publics pour verser leur cautionnement de 200 000 francs. L'entreprise des travaux passa quelques jours après dans les mains des concessionnaires du chemin; lesquels la cédèrent à leur tour moyennant une prime de 2 millions 300 mille francs aux entrepreneurs qui avaient versé le cautionnement. Ces entrepreneurs eux-mêmes firent plus tard une rétrocession au profit d'autres entrepreneurs qui, outre la prime de 2 millions 500 mille francs s'obligèrent à verser 1 million 700 mille francs entre les mains des cédants directs. Les actionnaires étaient donc débiteurs d'une somme de plus de 4 millions avant même d'avoir été appelés à verser leurs capitaux.

Accorder une subvention de plus d'un million par an à une entreprise qui avait déjà donné lieu à des procès scandaleux dont plusieurs étaient encore pendants, et qui résumait les plus mauvaises pratiques de la spéculation, M. Darimon s'en indigna; il pro-

testa vivement contre toute tentative d'assimiler le chemin de Graissessac aux chemins à qui l'État avait garanti l'année dernière un minimum d'intérêt pour leurs obligations, et un minimum de dividende pour leurs actions. Le compte rendu officiel résume ainsi son discours : « L'orateur est de ceux qui, en matière » économique et financière, sont pour la stricte justice » et le droit un peu étroit. Les garanties données par » l'État, à quelque titre que ce soit, lui semblent des » aumônes faites à l'intérêt privé au détriment des » affaires publiques. Dans les affaires, liberté, responsabilité, telle est sa devise. En réalité, il n'y a » ici qu'un intérêt en jeu ; c'est l'intérêt de la morale » publique. Il ne faudrait pas que la Chambre émit » un vote qui pourrait être interprété comme un bill » d'indemnité donné aux actes qui viennent d'être » signalés. »

M. Léopold Le Hon, rapporteur, plaida les circonstances atténuantes en faveur de ce « chemin terrible », comme l'appela M. Ernest Picard. La discussion prit deux séances. Le discours de M. Darimon et les spirituelles observations de M. Picard empêchèrent les contribuables de payer les fredaines de quelques industriels véreux. Le projet de loi fut ajourné et retiré plus tard de l'ordre du jour.

Des velléités de résistance accueillirent deux autres projets, l'un pour substituer le Crédit foncier au Comptoir d'escompte de Paris, pour toutes les opérations de ce comptoir avec le sous-comptoir des entrepreneurs ; l'autre autorisant le Crédit foncier à faire des prêts aux communes, aux départements et



aux associations agricoles. Quant au Crédit agricole, le gouvernement présenta, pour venir à son aide, une loi par laquelle une subvention de 400 mille francs par an était accordée pendant cinq ans à une Société spéciale. Une autre loi basée sur les dispositions de la loi de 1857, sur les landes de Gascogne, régla les dispositions à prendre pour arriver au reboisement des montagnes.

La réforme des tribunaux donna naissance à deux incidents constitutionnels. Le gouvernement avait proposé un projet de loi pour réduire le nombre des conseillers et des juges dans les cours et dans les tribunaux où les procès étaient moins nombreux, et pour l'augmenter dans les autres. Le patriotisme local et l'intérêt personnel avaient là de quoi s'émouvoir. Comment les contenter tous les deux ? Les influences entrèrent en lutte au Conseil d'État et dans la commission : il en résulta que la loi, en voulant contenter tout le monde, ne contenta personne. Les deux premiers articles du projet ne furent adoptés qu'après une assez vive discussion. Le troisième paragraphe, qui mettait en coupe réglée la cour de Poitiers, devint l'objet d'amères allusions au favoritisme qui avait dicté les dispositions de la loi. M. Roques-Salvaza proposa l'ajournement. Les orateurs du gouvernement se récrièrent à ce mot, et contestèrent à la Chambre le droit d'ajourner les projets de loi. Son unique droit consistait, selon eux, à tenter de les amender par l'intermédiaire de sa commission. Tout projet déposé devait être accepté ou rejeté en bloc. M. de Parieu, vice-président du Conseil

d'Etat, invoqua l'autorité du pacte fondamental contre ce qu'il appelait une tentative de rétablir le droit d'amendement direct, supprimé par la Constitution et par un sénatus-consulte. La Chambre persistant, un conflit allait-il éclater? On chercha un moyen pour l'empêcher. Le chemin de Graissessac devint bon à quelque chose, il fournit au Corps législatif et au gouvernement un faux-fuyant pour se tirer d'affaire. Le projet de loi ne fut pas ajourné mais suspendu.

M. Sax, fabricant d'instruments de musique, faillit aussi devenir la cause d'un attentat du même genre contre la Constitution. Le Corps législatif demandait l'ajournement du projet de loi relatif à la prolongation de ses brevets. Les commissaires du gouvernement s'y refusaient par les mêmes raisons constitutionnelles. M. de Morny jugea prudent d'intervenir :
« Le Corps législatif se plaint souvent d'abdiquer
» tout contrôle entre les mains d'une commission ;
» il regrette qu'il lui soit impossible, même en étant
» d'accord avec le gouvernement, d'améliorer une
» loi qui lui paraît défectueuse... Je suis aussi d'avis
» qu'il y a quelque chose à faire ; qu'il me soit permis
» de donner à la Chambre un conseil : les concessions s'obtiennent par l'esprit de conciliation. »
M. Sax, grâce à l'esprit de conciliation des députés, eut gain de cause, mais le règlement de la Chambre était jugé et condamné par ses ambiguïtés, par ses contradictions perpétuelles entre le principe du régime représentatif qu'il contient à l'état de théorie, et le principe du régime consultatif qu'il traduit en

fait. Ce règlement supprimait en quelque sorte le droit de voter l'impôt et les lois, droit reconnu par la Constitution au Corps législatif. Les projets suspendus ou retirés reparaissaient sous forme de décrets. Les députés murmuraient contre leur impuissance, mais sans oser se permettre un acte direct d'opposition. MM. Plichon, de Flavigny, de Pierres, Hallez-Claparède, Lemercier seuls ne craignaient pas quelquefois d'être d'un autre avis que le gouvernement sur les questions politiques; MM. Larrabure, Ségris, Devinck, hasardaient de temps en temps quelques timides observations sur les finances; l'opposition des autres députés impérialistes se cachait dans le huis clos des bureaux. Les *cinq* essayaient de lutter à ciel ouvert et de parler au public par les fenêtres, mais elles étaient hermétiquement fermées par un compte rendu propre à intercepter toute clarté. La petite phalange ne se décourageait pas cependant, et elle continuait à porter au gouvernement personnel des coups dont l'écho parvenait de temps en temps aux oreilles du public.

La session finit le 20 juillet; ouverte le 1^{er} mars, continuée sans animation jusqu'au 11 avril, les séances devinrent plus fréquentes à partir de cette époque, mais le 30 mai, date de la clôture approchant, l'état peu avancé des travaux du Corps législatif rendit une prorogation au 30 juin nécessaire. Une nouvelle prorogation de vingt jours permit seule d'achever la discussion du budget, quoique M. de Morny eût pris, comme on l'a vu, toutes les précautions nécessaires pour qu'elle ne se prolongeât pas.

Maintenant que nous avons obéi à la nécessité de ne pas interrompre les travaux de la session, nous allons revenir aux premiers jours de l'année 1860, au moment où le *Moniteur* publia la réponse du pape aux félicitations qui lui étaient adressées le 4^{er} janvier par le général de Goyon, au nom des officiers de la division française en garnison à Rome :

« Monsieur le général,

» Si chaque année nous avons reçu avec plaisir les vœux que vous nous avez présentés au nom des braves officiers et de l'armée que vous commandez si dignement, ces vœux nous sont doublement chers aujourd'hui à cause des événements exceptionnels qui se sont succédé, et parce que vous nous assurez que la division française qui se trouve dans les États pontificaux y est placée pour la défense des droits de la catholicité. Que Dieu vous bénisse donc, vous et toute l'armée française; qu'il bénisse également toutes les classes de cette généreuse nation !

» En nous prosternant aux pieds de ce Dieu qui fut, est et sera dans l'éternité, nous le prions, dans l'humilité de notre cœur, de faire descendre abondamment ses grâces et ses lumières sur le chef auguste de cette armée et de cette nation, afin qu'éclairé de ces lumières il puisse marcher sûrement dans sa route difficile, et reconnaître encore la fausseté de certains principes qui ont été produits ces jours derniers dans un opuscule qu'on peut appeler un monument insigne d'hypocrisie et un tissu ignoble de contradictions. Nous espérons qu'à l'aide de ces lumières, disons plus, nous sommes persuadé qu'à l'aide de ces lumières il condamnera les principes contenus dans cet opuscule; nous en sommes d'autant plus convaincu que nous possédons quelques pièces qu'il y a quelque temps Sa Majesté eut la bonté de nous faire parvenir, et qui sont une véritable condamnation de ces principes. C'est avec cette conviction que nous implorons Dieu pour qu'il répande ses bénédictions sur l'Empereur, sur son auguste compagne, sur le prince Impérial et sur toute la France. »

La fameuse brochure née de l'inspiration impériale, *le Pape et le Congrès*, traitée de monument in-

signe d'hypocrisie et de tissu ignoble de contradictions par un souverain régnant depuis dix ans, grâce à l'unique appui de l'Empereur, il y avait de quoi se sentir blessé ; mais le *Moniteur* se contenta de déclarer que cette allocution n'aurait peut-être pas été prononcée, si Sa Sainteté eût déjà reçu la lettre que S. M. l'Empereur lui avait adressée à la date du 31 décembre, lettre dont il donna le texte :

« Très saint-père,

» La lettre que Votre Sainteté a bien voulu m'écrire le 2 décembre m'a vivement touché, et je répondrai avec une entière franchise à l'appel fait à ma loyauté.

» Une de mes plus vives préoccupations, pendant comme après la guerre, a été la situation des États de l'Église, et certes, parmi les raisons puissantes qui m'ont engagé à faire si promptement la paix, il faut compter la crainte de voir la révolution prendre tous les jours de plus grandes proportions. Les faits sont une logique inexorable, et, malgré la présence de mes troupes à Rome, je ne pouvais échapper à une certaine solidarité avec les effets du mouvement national provoqué en Italie par une lutte contre l'Autriche.

» La paix une fois conclue, je m'empresserai d'écrire à Votre Sainteté pour vous soumettre les idées les plus propres, selon moi, à amener la pacification des Romagnes, et je crois encore que si, dès cette époque, Votre Sainteté eût consenti à une séparation administrative de ces provinces et à la nomination d'un gouverneur laïque, elles seraient rentrées sous son autorité. Malheureusement cela n'a pas eu lieu, et je me suis trouvé impuissant à arrêter l'établissement du nouveau régime. Mes efforts n'ont abouti qu'à empêcher l'insurrection de s'étendre, et la démission de Garibaldi a préservé les Marches d'Ancône d'une invasion certaine.

» Aujourd'hui le congrès va se réunir. Les puissances ne sauraient méconnaître les droits incontestables du Saint-Siège sur les Légations ; néanmoins il est probable qu'elles seront d'avis de ne pas recourir à la violence pour les soumettre. Car si cette soumission était obtenue à l'aide de forces étrangères, il faudrait encore occuper les Légations militairement pendant longtemps. Cette occupation entretiendrait les haines et les rancunes d'une grande portion du peuple italien, comme la jalousie des grandes puissances :

ce serait donc perpétuer un état d'irritation, de malaise et de crainte.

» Que reste-t-il donc à faire ? car enfin cette incertitude ne peut pas durer toujours. Après un examen sérieux des difficultés et des dangers que présentaient les diverses combinaisons, je le dis avec un regret sincère, et, quelque pénible que soit la solution, ce qui me paraîtrait le plus conforme aux véritables intérêts du Saint-Siège, ce serait de faire le sacrifice des provinces révoltées. Si le Saint-Père, pour le repos de l'Europe, renonçait à ces provinces qui, depuis cinquante ans, suscitent tant d'embarras à son gouvernement, et qu'en échange il demandât aux puissances de lui garantir la possession du reste, je ne doute pas du retour immédiat de l'ordre. Alors le Saint-Père assurerait à l'Italie reconnaissante la paix pendant de longues années, et au Saint-Siège la possession paisible des États de l'Église.

» Votre Sainteté, j'aime à le croire, ne se méprendra pas sur les sentiments qui m'animent ; elle comprendra la difficulté de ma situation ; elle interprétera avec bienveillance la franchise de mon langage, en se souvenant de tout ce que j'ai fait pour la religion catholique et pour son auguste chef.

» J'ai exprimé sans réserve toute ma pensée ; et je l'ai cru indispensable avant le congrès ; mais je prie Votre Sainteté, quelle que soit sa décision, de croire qu'elle ne changera en rien la ligne de conduite que j'ai toujours tenue à son égard.

» En remerciant Votre Sainteté de la bénédiction apostolique qu'elle a envoyée à l'Impératrice, au Prince impérial et à moi, je lui renouvelle l'assurance de ma profonde vénération.

» De Votre Sainteté, votre dévot fils,

» NAPOLEON.

» Palais des Tuileries, 31 décembre 1859. »

Céder quelque chose du pouvoir temporel ! le parti clérical n'en admettait pas même la pensée. Il répondit à la proposition impériale en imprimant un redoublement de vigueur à l'agitation que depuis longtemps il avait organisée au moyen des journaux, des mandements et surtout des Sociétés religieuses de bienfaisance à la tête desquelles marchait la Société de Saint-Vincent de Paul dirigée par son comité central siégeant à Paris, et dirigeant à son tour neuf

cents comités ou *conférences* dans les départements. Le gouvernement chargea le *Constitutionnel* de donner un avertissement indirect à la Société de Saint-Vincent de Paul et aux autres Sociétés du même genre. « Si les associations, dit ce journal, cessaient » de rester sur le terrain charitable, si elles venaient » à s'immiscer dans les querelles des partis, on verrait alors surgir des questions de légalité qu'il est » prudent de laisser dormir. Il faudrait s'attendre » par suite à voir les journaux qui les ont toujours » vues avec défiance, *signaler leur illégalité et mettre le gouvernement en demeure de faire respecter la loi.* »

La presse anti-cléricale saisit avec ardeur l'arme que lui fournissait le gouvernement : « Est-ce que » l'organisation de ces diverses sociétés ne donne pas » à réfléchir? Quoi! pour une seule société neuf cents » comités, trois en moyenne par arrondissement administratif. Cinq cents à l'étranger, et tous relevant » d'un comité supérieur siégeant à Paris, qui sans » doute relève lui-même du sacré collège! Jamais » organisation plus complète et plus savante a-t-elle » jamais existé? N'est-ce pas un second État dans » l'État? Si nos populations n'étaient pas aussi sages, » si heureusement elles n'étaient pas indifférentes à » toutes les indignations factices, est-ce qu'il n'y aurait pas là un danger? Ce danger, nous l'avons » déjà signalé il y a plusieurs années; avions-nous » tort (1)? »

(1) Le *Siècle*, 11 janvier.

Le pouvoir temporel avait, dans les salons et dans les académies, des avocats éminents mais impopulaires qui le défendaient sans le servir. M. Villemain lança une brochure en son honneur; M. Thiers se préparait, disait-on, à imiter son collègue de l'Académie française. Les avertissements, en attendant, continuaient à pleuvoir sur les journaux cléricaux : l'*Union de l'Ouest* et l'*Écho de la frontière* furent frappés le même jour pour la seconde fois. Rien ne ralentissait leur ardeur; ils rendaient menace pour menace aux feuilles démocratiques : « Si, par mal- » heur, les œuvres de charité recevaient quelque » atteinte, si la liberté du bien en souffrait, si les mi- » sères immenses auxquelles se dévouent les associa- » tions charitables étaient moins aisément et moins » abondamment secourues, les pauvres sauraient à » qui s'en prendre... au *Siècle* (1). »

Quelles étaient les intentions réelles du gouvernement impérial à l'égard du Saint-Siège? Le pays en était réduit à interroger les moindres actes et les moindres paroles de ses agents; tantôt la nomination d'un fonctionnaire, tantôt le discours d'un ministre à une solennité quelconque. M. Rouland, ministre de l'instruction publique, président la distribution des prix des associations polytechnique et philotechnique, glissa dans son discours cette phrase : « Je ne » vous parlerai pas des complications créées par la » force d'événements imprévus, et qui peuvent en- » traîner les plus loyales résolutions à se modifier

(1) L'*Union*.

» elles-mêmes. » Ces quelques mots parurent l'indice de prochaines modifications aux arrangements de Villafranca.

L'encyclique du 19 janvier redoubla l'ardeur et le courage du parti clérical :

PIE IX, PAPE.

« Vénérables frères,

» Salut et bénédiction apostolique.

» Nous ne pouvons, par aucune parole, vous exprimer, vénérables frères, de quelle consolation et de quelle joie nous ont pénétré, au milieu de nos très grandes amertumes, le témoignage éclatant et admirable de votre foi, de votre piété, de votre dévouement, de la foi, de la piété, du dévouement des fidèles confiés à votre garde, envers nous et envers le siège apostolique, et l'accord si unanime, le zèle si ardent, la persévérance à revendiquer les droits du Saint-Siège et à défendre la cause de la justice.

» Dès que, par notre lettre encyclique du 18 juin de l'année dernière, et par les deux allocutions que nous avons ensuite prononcées en consistoire, vous avez connu, l'âme remplie de douleur, de quels maux étaient accablées en Italie la société religieuse et la société civile, et quels actes audacieux et abominables de révolte étaient dirigés, soit contre les princes légitimes des États italiens, soit contre la souveraineté légitime et sacrée qui nous appartient à nous et à ce Saint-Siège, répondant à nos vœux et à nos soins, vous vous êtes empressés, sans aucun retard et avec un zèle que rien ne pouvait arrêter, d'ordonner dans vos diocèses des prières publiques.

Vous ne vous êtes pas contentés des lettres si pleines de dévouement et d'amour que vous nous avez adressées; mais, à la gloire de votre nom et de votre ordre, faisant entendre la voix épiscopale, vous avez publié des écrits aussi pleins de science que de piété pour défendre énergiquement la cause de notre très sainte religion, et pour flétrir les entreprises sacrilèges dirigées contre la souveraineté civile de l'Église romaine.

» Défendant constamment cette souveraineté, vous vous êtes fait gloire de confesser et d'enseigner que, par un dessein particulier de la Providence divine qui régit et gouverne toutes choses, elle a été donnée au pontife romain afin que, n'étant soumis à aucune

puissance civile, il puisse exercer dans la plus entière liberté et sans aucun empêchement, dans tout l'univers, la charge suprême du ministère apostolique qui lui a été divinement confiée par le Christ Notre-Seigneur. Instruits par vos enseignements et excités par votre exemple, les enfants bien-aimés de l'Église catholique ont pris et prennent encore tous les moyens de nous témoigner les mêmes sentiments.

» De toutes les parties du monde catholique nous avons reçu des lettres dont le nombre se peut à peine compter, souscrits par des ecclésiastiques et par des laïques de toute condition, de tout rang, de tout ordre, dont le chiffre s'élève parfois à des centaines de mille, qui, en exprimant les sentiments les plus ardents de vénération et d'amour pour nous et pour cette chaire de Pierre, et l'indignation que leur causent les actes audacieux accomplis dans quelques-unes de nos provinces, protestent que le patrimoine du bienheureux Pierre doit être conservé inviolable dans toute son intégrité et mis à l'abri de toute attaque.

» Plusieurs des signataires ont en outre établi, avec beaucoup de force et de savoir, cette vérité par des écrits publics. Ces éclatantes manifestations de vos sentiments et des sentiments des fidèles, dignes de tout honneur et de toute louange, et qui demeureront inscrites en lettres d'or dans les fastes de l'Église catholique, nous ont causé une telle émotion, que nous n'avons pu, dans notre joie, nous empêcher de nous écrire : « Béni soit Dieu, père de Notre-Seigneur Jésus-Christ, père des miséricordes et Dieu de toute consolation, qui nous console dans toutes nos afflictions ! »

» Au milieu des angoisses dont nous sommes abreuvé, rien ne pouvait mieux répondre à nos désirs que ce zèle unanime et admirable avec lequel, vous tous vénérables frères, vous défendez les droits de ce Saint-Siège, et cette volonté énergique avec laquelle les fidèles qui vous sont confiés agissent dans le même but. Vous pouvez donc facilement comprendre combien s'accroît chaque jour notre bienveillance paternelle pour vous et pour eux.

» Mais tandis que votre zèle et votre amour admirables envers nous, vénérables frères, et envers ce Saint-Siège, et les sentiments semblables des fidèles adoucissaient notre douleur, une nouvelle cause de tristesse nous est survenue d'ailleurs. C'est pourquoi nous vous écrivons ces lettres pour que dans une chose d'une si grande importance les sentiments de notre cœur vous soient de nouveau très clairement connus.

» Récemment, comme plusieurs de vous l'ont déjà appris, le journal parisien intitulé le *Moniteur* a publié une lettre de l'empereur des Français par laquelle il a répondu à une lettre de nous, où nous avions prié instamment Sa Majesté Impériale qu'elle vou-

lût protéger de son très puissant patronage dans le congrès de Paris l'intégrité et l'inviolabilité de la domination temporelle de ce Saint-Siège, et l'affranchir d'une rébellion criminelle. Dans sa lettre, rappelant certain conseil qu'il nous avait peu auparavant proposé au sujet des provinces rebelles à notre domination pontificale, le très haut Empereur nous conseille de renoncer à la possession de ces mêmes provinces, voyant dans cette renonciation le seul remède au trouble présent des affaires.

» Chacun de vous, vénérables frères, comprend parfaitement que le souvenir du devoir de notre haute charge ne nous a pas permis de garder le silence après avoir reçu cette lettre. Sans aucun retard, nous nous sommes hâté de répondre au même Empereur, et, dans la liberté apostolique de notre âme, nous lui avons déclaré clairement et ouvertement que nous ne pouvions en aucune manière adhérer à son conseil, parce qu'il porte avec lui d'insurmontables difficultés, vu notre dignité et celle du Saint-Siège ; vu notre sacré caractère et les droits de ce même siège, qui n'appartiennent pas à la dynastie de quelque famille royale, mais à tous les catholiques.

» Et en même temps nous avons déclaré « que nous ne pouvons pas céder ce qui n'est point à nous, et que nous comprenions parfaitement que la victoire qui serait accordée aux révoltés de l'Émilie serait un stimulant à commettre les mêmes attentats pour les perturbateurs indigènes et étrangers des autres provinces, lorsqu'ils verraient l'heureux succès des rebelles ».

» Et entre autres choses, nous avons fait connaître au même Empereur « que nous ne pouvons pas abdiquer les susdites provinces de notre domination pontificale sans violer les serments solennels qui nous lient, sans exciter des plaintes et des soulèvements dans le reste des États, sans faire tort à tous les catholiques, enfin sans affaiblir les droits non seulement des princes de l'Italie qui ont été dépouillés injustement de leurs domaines, mais encore de tous les princes de l'univers chrétien, qui ne pourraient voir avec indifférence l'introduction de certains principes très pernicieux ».

» Nous n'avons pas omis d'observer que « Sa Majesté n'ignore pas par quels hommes, avec quel argent et quels secours les récents attentats de rébellion ont été excités et accomplis à Bologne, à Ravenne et dans d'autres villes, tandis que la très grande majorité des peuples demeurerait frappée de stupeur sous le coup de ces soulèvements qu'elle n'attendait aucunement et qu'elle ne se montre nullement disposée à suivre ».

» Et d'autant que le très sérénissime Empereur pensait que ces provinces devaient être abdiquées par nous à cause des mouve-

ments séditions qui y ont été excités de temps en temps, nous lui avons opportunément répondu que cet argument n'avait aucune valeur parce qu'il prouvait trop, puisque de semblables mouvements ont eu lieu très fréquemment et dans les régions de l'Europe et ailleurs; et il n'est personne qui ne voie qu'on ne peut de là tirer un légitime argument pour diminuer les possessions d'un gouvernement civil.

» Nous n'avons pas omis de rappeler au même Empereur qu'il nous avait adressé une lettre très différente de sa dernière avant la guerre d'Italie, lettre qui nous apporta la consolation, non l'affliction. Et comme d'après quelques mots de la lettre publiée par le journal précité, nous avons cru avoir sujet de craindre que nos provinces rebelles de l'Émilie ne fussent gardées comme déjà distraites de notre domination pontificale, nous avons prié Sa Majesté, au nom de l'Église, qu'en considération de son propre bien et de son utilité, elle fit complètement évanouir notre appréhension.

» Ému de cette paternelle charité avec laquelle nous devons veiller au salut éternel de tous, nous avons rappelé à son esprit que tous un jour devront rendre un compte rigoureux devant le tribunal du Christ et subir un jugement très sévère, et qu'à cause de cela chacun doit faire énergiquement ce qui dépend de lui pour mériter d'éprouver plutôt l'action de la miséricorde que celle de la justice.

» Telles sont les choses, entre autres, que nous avons répondues au très grand empereur des Français. Et nous avons cru devoir vous en donner communication, pour que vous d'abord, et tout l'univers catholique, connaissiez de plus en plus que, moyennant l'aide de Dieu, selon le devoir de notre très grave ministère, nous essayons tout sans peur et n'omettons aucun effort pour défendre courageusement la cause de la religion et de la justice; pour conserver intègre et inviolé le pouvoir civil de l'Église romaine avec ses possessions temporelles et ses droits qui appartiennent à l'univers catholique tout entier; enfin, pour garantir la cause juste des autres princes.

» Appuyé du secours de Celui qui dit : « *Vous serez opprimés dans le monde, mais ayez confiance, j'ai vaincu le monde* (Jean, xvi, 33), et : *Bienheureux ceux qui souffrent persécution pour la justice* (Matt., v. 10), nous sommes prêts à suivre les traces illustres de nos prédécesseurs, et mettre en pratique leurs exemples à souffrir les épreuves les plus dures et les plus amères, à perdre même la vie avant que d'abandonner en aucune sorte la cause de Dieu de l'Église et de la justice. Mais vous pouvez facilement deviner, vénérables frères, de quelle amère douleur nous sommes accablé en voyant l'affreuse guerre qui, au grand dommage des âmes,

afflige notre très sainte religion, et quelle tourmente agite l'Église et ce Saint-Siège.

» Vous pouvez aussi facilement comprendre quelle est notre angoisse quand nous savons quel est le péril des âmes dans ces provinces troublées de notre domination, où des écrits pestilentiels ébranlent chaque jour plus déplorablement la piété, la religion, la foi et l'honnêteté des mœurs. Vous donc, vénérables frères, qui avez été appelés au partage de notre sollicitude et qui avez témoigné avec tant d'ardeur votre foi, votre constance et votre courage pour protéger la cause de la religion, de l'Église et de ce siège apostolique, continuez à défendre cette cause avec encore plus de cœur et de zèle; enflammez chaque jour davantage les fidèles confiés à votre soin, afin que, sous votre conduite, ils ne cessent jamais d'employer tous leurs efforts, leur zèle et l'application de leur esprit à la défense de l'Église catholique et de ce Saint-Siège, ainsi qu'au maintien du pouvoir civil de ce même siège et du patrimoine de saint Pierre, dont la conservation intéresse tous les catholiques.

» Nous vous demandons principalement et avec les plus vives instances, vénérables frères, de vouloir bien, en union avec nous, adresser sans relâche, ainsi que les fidèles confiés à votre soin, les prières les plus ferventes au Dieu très bon et très grand, pour qu'il commande aux vents et à la mer, qu'il nous assiste de son secours le plus efficace, qu'il assiste son Église, qu'il se lève et juge sa cause; pour que dans sa bonté il éclaire de sa grâce céleste tous les ennemis de l'Église et de ce siège apostolique; enfin, que par sa vertu toute-puissante il daigne les ramener dans les sentiers de la vérité, de la justice et du salut.

» Et afin que Dieu invoqué incline plus facilement son oreille à nos prières, aux vôtres et à celles de tous les fidèles, demandons d'abord, vénérables frères, les suffrages de l'immaculée et très sainte mère de Dieu, la vierge Marie, qui est la mère très aimante de nous tous, notre espoir le plus fidèle, la protection efficace et la colonne de l'Église, et dont le patronage est le plus puissant auprès de Dieu.

» Implorons aussi les suffrages du bienheureux prince des apôtres, que le Christ Notre-Seigneur a établi la pierre de son Église contre laquelle les portes de l'enfer ne pourront jamais prévaloir; implorons également les suffrages de Paul, son frère dans l'apostolat, et enfin ceux de tous les saints qui règnent avec le Christ dans les cieux. Connaissant, vénérables frères, toute votre religion et le zèle sacerdotal qui vous distingue éminemment, nous ne doutons pas que vous ne vouliez vous conformer avec empressement à nos vœux et à nos demandes.

» Et, en attendant, pour gage de notre charité très ardente pour vous, nous vous accordons avec amour et du fond du cœur à vous-mêmes, vénérables frères, et à tous les clercs et fidèles laïques confiés aux soins de chacun de vous, la bénédiction apostolique, jointe au souhait de toute vraie félicité.

» Donné à Rome, près Saint-Pierre, le 19 janvier de l'an 1860, l'an quatorze de notre pontificat. »

Les journaux reçurent, le 30 janvier seulement, l'autorisation de publier ce document arrivé en France dix jours auparavant. Les évêques redoublèrent de mandements; les simples prêtres signèrent des lettres d'adhésion à l'encyclique. L'*Indépendant de l'Ouest*, averti l'année précédente, reçut un nouvel avertissement pour avoir reproduit une adresse du clergé des diocèses du Mans et d'Angers au pape Pie VI, le 23 mars 1792.

Les félicitations du pape à l'évêque d'Orléans pour sa réponse à la brochure impériale *le Pape et le Congrès* arrivèrent à Paris le 14 février, le jour même où la *Gazette de France* recevait un deuxième avertissement. Le gouvernement répondit avec fracas à l'encyclique par la plume de M. Rouland. Le ministre de l'instruction publique adressa ensuite une circulaire à l'épiscopat, dans laquelle il demandait naïvement au pape, « sans cesser de croire que nous sommes de bons catholiques, qu'il voulût bien, en sa » qualité de souverain d'un État italien, envisager » les événements comme la Providence elle-même » les laisse se dérouler dans la longue histoire de » l'humanité. »

L'épiscopat accueillit avec dédain la circulaire ministérielle, et le clergé inférieur redoubla d'ardeur

et d'audace; non content d'injurier en chaire les ennemis du pouvoir temporel et de les vouer aux peines éternelles, il fit remonter ses anathèmes jusqu'au chef de l'État. Le ministre de l'intérieur effrayé s'empressa d'adresser, lui aussi, une circulaire aux préfets; les préfets, à leur tour, envoyèrent des circulaires aux sous-préfets, les sous-préfets aux maires; le ministre de la justice stimula en même temps le zèle des procureurs généraux. Tous les fonctionnaires furent prévenus d'avoir à se tenir sur leurs gardes contre les conspirations cléricales. La justice administrative ne cessa pas de sévir contre la presse religieuse, mais les avertissements, il faut lui rendre cette justice, ne parvinrent pas à l'intimider.

L'élection du père Lacordaire à l'Académie devint, au milieu de ces luttes, un événement politique. La passion des honneurs littéraires, des distinctions académiques, survit à tout dans l'âme des Français; elle trouble le prêtre à l'autel, et le moine au fond de sa cellule.

Il est vrai que le moine moderne ne ressemble guère à celui d'autrefois. L'abbé Lacordaire s'était jeté dans un cloître sans pour cela renoncer au monde; le père Lacordaire avait porté un moment la rosette de représentant sur son froc de dominicain; il voulut l'orner de palmes vertes, et le voilà frappant à la porte de messieurs les membres de l'Académie française. Quelle anomalie et quel scandale, disaient les impies, de voir un prêtre sollicitant le suffrage d'un athée! Car M. Mérimée a montré son parfait dédain pour la Divinité dans une brochure

bien connue des amateurs de curiosités littéraires (1), ou d'un hérétique comme M. Guizot que l'ordre des Dominicains aurait fait brûler il y a cinq siècles. Un moine parlant à ses futurs confrères de leurs œuvres, plus ou moins légères, vantant à tel auteur dramatique le succès de ses pièces, félicitant un romancier de l'excellent style de sa dernière production; quel scandale de la part du vicaire général de la province de France! Quelques journaux doutaient encore de sa candidature, lorsque M. Marcellus, honoré aux dernières élections académiques du plus grand nombre de suffrages après l'élu, déclara qu'il s'apprêtait à lutter contre tout autre rival, mais qu'il se reprocherait d'enlever un seul vote à l'éloquent et catholique orateur. « J'aurais bien mal profité, ajoute-t-il, » de ses enseignements, si je ne savais pas immoler, » même ma plus chère ambition, à l'éclat et à l'at- » trait que ses saintes prédications et ses excellents » écrits peuvent recevoir encore de la couronne aca- » démique. »

Les journaux démocratiques et les journaux cléricaux débattaient avec ardeur cette candidature. Les premiers reprochaient au père Lacordaire d'être prêtre; plus que prêtre, moine; plus que moine, dominicain; les seconds répondaient: « Qu'importe! » cela ne l'empêche pas d'être un partisan ardent, » trop ardent peut-être, de la liberté, car on l'a ac- » cusé de se montrer républicain parfois, et même » un peu socialiste. C'est comme représentant des

(1) Cette brochure a pour titre H. B. Elle contient la biographie d'Henri Beyle, plus connu sous le pseudonyme de Stendhal.

» idées libérales que l'Académie le nommera. Ceux
» qui l'attaquent se font les auxiliaires du pouvoir. »
— « Le père Lacordaire n'est ni un républicain ni un
» socialiste, reprenaient les journaux libres penseurs,
» nous en avons pour garants M. le comte de Marcel-
» lus, M. le comte de Falloux et M. le comte de Mon-
» talembert. Ils ne sont pas gens à laisser leur
» patronage s'égarer sur un démagogue. Le père
» Lacordaire est-il ce qu'on nomme un libéral? pas
» davantage. Que les dominicains aient changé à leur
» avantage depuis saint Dominique, nous voulons
» bien le croire, mais qu'ils se soient convertis à la
» liberté, c'est autre chose. N'y aurait-il pas ici
» quelque confusion, par hasard? Le mot de liberté
» a-t-il réellement la même signification pour un
» dominicain que pour nous? »

Le père Lacordaire élu, la guerre continua, non plus sur le terrain académique, mais devant les tribunaux. Le *Constitutionnel*, répondant à une brochure de l'évêque d'Orléans, avait rappelé à ce prélat certains passages très hostiles au pouvoir temporel des papes, tirés des écrits d'un de ses prédécesseurs au même siège, M. Rousseau, ancien prédicateur de Louis XVI. Le *Siècle* ne manqua pas de les reproduire. M. Dupanloup répondit au *Constitutionnel* une longue lettre dans laquelle, au milieu d'attaques violentes contre la mémoire de M. Rousseau, les rédacteurs du *Siècle* étaient qualifiés de gens sans honneur. MM. Havin, directeur politique, Louis Jourdan, Léon Plée, Taxile Delord, rédacteurs de cette feuille, intentèrent un procès en calomnie à

l'évêque d'Orléans; les arrière-neveux de M. Rousseau imitèrent leur exemple. Ces petits événements détournaient l'opinion publique de préoccupations plus sérieuses, à la grande satisfaction du gouvernement que la cession de deux provinces de l'Italie à la France menaçait de graves complications. La *Presse* reçut un avertissement pour les avoir signalées.

Quels changements la retraite de M. Walewski avait-elle apportés dans la politique impériale relativement au saint-siège? Aucun indice ne pouvait mettre sur la trace les esprits curieux, lorsque, à la surprise générale, le *Siècle*, qui n'avait pas pour habitude de recevoir les communications officielles du gouvernement, publia en tête de ses colonnes une note du ministre des affaires étrangères dans laquelle M. Thouvenel s'efforçait de prouver que Napoléon III ne s'était jamais engagé à rétablir à tout prix les dynasties de Toscane, de Parme et de Modène, ni à garantir l'intégrité du domaine temporel, mais s'avancait beaucoup en déclarant qu'aucune insurrection nouvelle ne serait tolérée en Italie.

Les plus hauts personnages se mêlaient à la lutte religieuse, et lorsqu'elle semblait près de finir, de nouveaux incidents venaient la ranimer. Les journaux cléricaux s'emparèrent de la lettre de félicitation adressée par le comte de Chambord à M. Villemain pour recommencer les hostilités. Le gouvernement leur répondit par de nombreux avertissements. Le *Siècle*, voyant l'administration sévir contre les feuilles religieuses, crut pouvoir en conclure qu'elle allait se relâcher de sa sévérité contre la presse dé-



vouée à la libre pensée. M. Laroque, ancien recteur de l'Académie de Lyon, avait publié un livre intitulé : *Examen critique de la religion chrétienne*; ce livre, imprimé à Bruxelles, saisi à Paris comme suspect d'attaque à la religion, avait été l'objet d'une ordonnance de non-lieu, attendu que le fait de la publication en France n'apparaissait pas suffisamment prouvé, il n'y avait pas lieu à examiner si le délit d'attaque à un culte reconnu y était contenu. M. Louis Jourdan, en rendant compte de ce livre dans le *Siècle*, signala l'arrêt de la chambre des mises en accusation comme une preuve du rétablissement de la libre discussion. M. Billault lui prouva qu'il se trompait, en le frappant d'un avertissement motivé sur les attaques contenues dans son article contre les principes fondamentaux du christianisme, attaques « plus coupables encore, propagées par la voie » de la presse périodique que lorsqu'elles se produisent dans des ouvrages qui, par leur forme et » leur nature, ne s'adressent qu'à un nombre très » limité de lecteurs ».

Le procès du *Siècle* et de la famille Rousseau contre M. Dupanloup, évêque d'Orléans, fut appelé le 15 mars devant la première chambre de la Cour impériale de Paris, sous la présidence de M. le premier président Devienne. M. le procureur général Chaix-d'Est-Ange devait porter la parole au nom du ministère public. M. Dupanloup avait confié sa défense à M^{es} Berryer et Dufaure; la famille de M. Rousseau remit la sienne à M^e Plocque, bâtonnier de l'ordre des avocats, M^e Jules Favre étant obligé de

partir pour Lyon, M^e Senard resta seul chargé de soutenir la plainte du *Siècle*. Une foule considérable, au milieu de laquelle on remarquait M. de Montalembert, M. de Broglie fils, le général Oudinot faisait queue dès huit heures du matin à la porte de la première chambre. Le prince Napoléon, le maréchal Magnan, M. de Royer, vice-président du Sénat, M. Dupin, procureur général à la Cour de cassation, M. Benoit-Champy, président du tribunal de la Seine, M. Napoléon Daru eurent de la peine à trouver place dans la salle. L'affaire prit trois audiences ; les journaux ne purent en rendre compte par deux motifs : d'abord, parce qu'il s'agissait d'un délit de diffamation, et ensuite parce que le délit avait été commis par la voie de la presse. Les débats ne répondirent point par leur vivacité à la curiosité générale. L'arrêt de la cour débouta les rédacteurs du *Siècle* de leur plainte, et déclara qu'il n'y avait pas lieu d'examiner celle des héritiers Rousseau, attendu que la diffamation contre la mémoire d'un mort ne constitue pas un délit prévu par la loi pénale. La loi de 1819, qui régleme la répression en fait d'injure ou de diffamation, ne contient en effet aucune disposition relative à ce délit : elle définit la diffamation l'imputation d'un fait portant atteinte à l'honneur d'une *personne*, mot qui, dans le langage du droit et du droit répressif, ne désigne jamais qu'une personne vivante. « Si les héritiers Rousseau, dit l'arrêt, ont été blessés » par la publication de documents appartenant à la » vie privée de leur parent, et qu'ils devaient croire » à l'abri de toute divulgation dans le dépôt où leur

» confiance les avait laissés ; s'ils ont été cruellement
» troublés dans leurs sentiments de famille par une
» discussion à la fois hautaine et ironique de souve-
» nirs qu'ils regardent comme placés sous la garde
» même de celui qui les a si durement réveillés, ils
» sont forcés de reconnaître eux-mêmes que ces vio-
» lences, que les entraînements des passions poli-
» tiques ou religieuses expliquent sans les justifier,
» n'étaient point dirigées contre eux personnelle-
» ment. »

L'évêque d'Orléans ayant répudié par l'organe de son avocat toute intention d'insulter à l'honneur des rédacteurs du *Siècle*, ces derniers n'interjetèrent pas appel, mais le procureur général près la Cour de cassation se pourvut dans l'intérêt de la loi.

Le bruit causé par ce procès se calmait, lorsque le parti clérical jeta tout à coup un cri de triomphe et de défi aux adversaires du Saint-Siège. Le général Lamoricière venait d'accepter le commandement en chef de l'armée du pape, car Pie IX, pour répondre à ceux qui lui reprochaient de ne pouvoir se défendre lui-même, avait résolu de se donner une armée. Il lui fallait un général pour la commander. Le général Changarnier avait dit à un ami dévoué du pape : « Si
» le Saint-Père veut créer une armée, qu'il nous
» appelle Lamoricière ou moi, et nous la lui organi-
» serons. » Le vainqueur d'Abd-el-Kader, titre sous lequel les journaux cléricaux aimaient à désigner Lamoricière, essayait de tromper les ennuis de la retraite par les pratiques de la dévotion. Légitimiste dans son enfance, saint-simonien dans sa jeunesse,

sceptique dans son âge mûr, il était revenu, en vieillissant, à ses premières impressions politiques et religieuses. Général de la garde nationale parisienne dans les derniers jours du règne de Louis-Philippe, ministre du général Cavaignac, ambassadeur du président Louis-Napoléon Bonaparte, enfant gâté de tous les gouvernements, plein de confiance dans son génie, il s'occupait de tout sans rien approfondir : politique, finances, administration. Parlant sur tout sujet avec une facilité voisine de la loquacité, il avait pu aisément se faire une grande popularité dans un pays comme la France, indulgent aux militaires et aux parleurs. Exagérant ses croyances de même qu'il avait exagéré toutes les opinions qu'il avait traversées, dévot comme il était autrefois républicain, il recevait les gens son livre de prières à la main, comme sous la République il les recevait au ministère de la guerre avec son brûle-gueule à la bouche. La légitimité, depuis le coup d'État du 2 décembre, l'avait ressaisi en même temps que le catholicisme; mais, orléaniste ou républicain, légitimiste ou catholique, c'était toujours Lamoricière, c'est-à-dire un homme vif, courageux, un peu tapageur, cherchant à frapper l'imagination des autres, et ne préservant pas toujours la sienne des exagérations et des illusions.

M. de Corcelles, ancien envoyé du général Cavaignac à Rome, se chargea de lui faire les premières ouvertures de la part de Pie IX; il reçut cette réponse : « C'est une cause pour laquelle j'aimerais » bien à mourir; » mais la crainte de perdre des

droits acquis comme officier général, la nécessité de solliciter du gouvernement impérial la permission de servir à l'étranger, et par conséquent de révéler par cette demande les projets encore secrets de Pie IX, firent naître dans l'esprit de Lamoricière des hésitations qui durèrent jusqu'à la fin de l'hiver. M. de Mérode, camérier secret de Sa Sainteté, ancien officier de l'armée d'Afrique, parent de M^{me} de Lamoricière, arriva, dans les premiers jours du mois de mars 1860, chez le général, alors retenu par la goutte dans son château de Prouzel en Picardie; il lui portait les états de situation de l'armée pontificale; ils n'étaient guère satisfaisants. Lamoricière, malgré son désir de servir le saint-siège, ne put s'empêcher d'en faire la remarque et de présenter quelques objections sur la difficulté de recruter une armée au sein de populations hostiles au gouvernement. M. de Mérode parvint à lever ces objections. Lamoricière, décidé à remplir le mandat qu'on lui offrait, composa tout de suite son état-major particulier de MM. de Pimodan, autrefois attaché à l'état-major de Radetski; de Chévigné, ex-aide de camp du duc de Modène; Caïmi, officier d'artillerie au service de la duchesse de Parme; et de Charette. Il quitta secrètement son château le 19 mars, après avoir écrit cette lettre au général Bedeau :

» Cher ami,

» Je déplore de plus en plus de n'avoir pu vous rencontrer à Nantes, et je suis désolé de ne pouvoir en ce moment aller vous embrasser. Je charge ma femme, ou un de nos amis communs, — si ma femme ne peut aller à Nantes, — de vous dire le parti que j'ai

pris. Je n'ai vraiment d'espoir qu'en Dieu. Car, d'après ce que je sais, la force d'un homme ne peut suffire à l'œuvre que je vais entreprendre. Ce n'est pas de l'audace, qui pourtant, j'espère, ne me manquera pas au besoin, c'est du dévouement que j'attends la récompense là-haut bien plus assurément qu'ici-bas.

» Adieu ; je pars dans un quart d'heure et je dis au revoir à des gens qui ne savent pas où je vais.

» Tout à vous, bien cher ami,

» DE LAMORICIÈRE.

» Prouzel, 19 mars 1860. »

Lamoricière était le soir même à Bruxelles, d'où il repartit le lendemain avec M. de Mérode après un entretien avec le père Dechamps (1), qui l'avait ramené à la pratique du catholicisme. Les voyageurs traversant l'Allemagne s'arrêtèrent deux jours à Vienne, où la police autrichienne les tint aux arrêts dans leur chambre ; ils s'embarquèrent à Trieste pour Ancône. M. de Corcelles, envoyé par le pape au-devant de Lamoricière, l'attendait dans cette ville. Le général en chef prit plaisir à inspecter les fortifications de cette ville, où il passa en revue pour la première fois les soldats qu'il allait commander.

Lamoricière, arrivé le 1^{er} avril à Rome, eut dès le lendemain une audience du pape qui lui donna sa bénédiction, en même temps que l'autorisation d'entrer à son service, qu'il s'était chargé de demander lui-même au gouvernement impérial. La nomination du général Lamoricière au commandement en chef de l'armée pontificale parut le 7 avril dans le *Journal de Rome*, et le lendemain, jour de Pâques, il adressa la proclamation suivante à ses troupes :

(1) Depuis évêque de Vannes et archevêque de Malines.

» Soldats,

» Sa Sainteté le pape Pie IX ayant daigné m'appeler à l'honneur de vous commander pour défendre ses droits méconnus et menacés, je n'ai point hésité à reprendre mon épée.

» Aux accents de la grande voix qui, naguère, du haut du Vatican, faisait connaître au monde les dangers du patrimoine de Saint-Pierre, les catholiques se sont émus, et leur émotion s'est bientôt répandue sur tous les points de la terre.

» C'est que le christianisme n'est pas seulement la religion du monde civilisé, il est le principe et la vie même de la civilisation ; c'est que la papauté est la clef de voûte du christianisme, et toutes les nations chrétiennes semblent avoir aujourd'hui la conscience de ces grandes vérités, qui sont notre foi.

» La révolution, comme autrefois l'islamisme, menace aujourd'hui l'Europe, et aujourd'hui comme autrefois, la cause du pape est celle de la civilisation et de la liberté dans le monde.

» Soldats ! ayez confiance, et croyez que Dieu soutiendra notre courage à la hauteur de la cause dont il confie la défense à nos armes. »

Malheureusement, l'armée destinée à préserver l'Europe d'une seconde invasion des musulmans n'était pas dans un état des plus brillants : composée en grande partie de troupes étrangères, sans magasins, sans arsenaux, sans services administratifs, commandée par des officiers manquant d'instruction, très souvent de considération, cumulant avec leur grade des emplois et des industries n'ayant rien de commun avec la guerre, cette armée n'existait que sur le papier. Le commandant en chef entreprit la réorganisation avec sa pétulance habituelle. Les volontaires français et belges, ainsi que les secours matériels affluaient à Rome. M. de la Roche-foucauld offrit au saint-père deux batteries de canons rayés. Les catholiques lyonnais se chargèrent de sub-

venir aux frais des fortifications d'Ancône; des sommes considérables — plus de trois cent mille écus — furent envoyées de tous côtés au général Lamoricière, qui, ne voulant pas empiéter sur les attributions du ministre des finances, fit nommer une commission composée de trois cardinaux de nationalités différentes, les cardinaux Wiseman, Villcourt et Reisach, et de l'évêque Ferrari, ministre des finances, pour recueillir et pour centraliser les secours (1). Les inspections succèdent aux revues, les tournées, aux inspections. Le général Lamoricière, toujours en route, parcourt les Marches et l'Ombrie, visitant les casernes, les hôpitaux, les champs de manœuvres, s'arrêtant dans les villes et dans les villages, tantôt jouant au tyran et déclarant qu'il noiera dans le sang toute tentative d'insurrection ou d'embauchage, tantôt s'amusant à de petites scènes de magnanimité arrangées pour la circonstance. Un postillon le verse-t-il au coin d'une rue de Pérouse, le directeur de la police fait arrêter le maladroit et le transforme en révolutionnaire qui a voulu attenter aux jours du commandant en chef. Lamoricière le fait venir : « Vous allez, lui dit-il d'un ton de vieux » Romain, me conduire à Gubbio, examinez la » voiture : s'il arrive un malheur, ce sera un » malheur pour vous. » Une autre fois le cuisinier d'une auberge est accusé de vouloir l'empoisonner.

Lamoricière, avant de se mettre à table avec

(1) *Lamoricière à Rome*, par Maxime de la Rochetterie.

ses officiers, mande cet homme et lui adresse ces paroles : « Vous voulez m'empoisonner ; tant pis pour vous si je meurs, je vais ajouter un article à mon testament en vertu duquel vous serez pendu aussitôt après ma mort. » Les Italiens faisaient semblant d'être effrayés, mais ils riaient intérieurement de ces comédies qui se changeaient quelquefois en véritables gamineries. Les habitants de Pérouse avaient l'habitude d'abandonner le *Corso* dès que la musique militaire venait y jouer, et de se réfugier sur une autre promenade ; c'était leur façon de protester contre le gouvernement. Lamoricière fit suivre de retraite en retraite par cette musique les *dilettanti* récalcitrants, obligés ainsi de subir les polkas et les valse pontificales.

Les journaux légitimistes se complaisaient dans le récit des actes les plus ordinaires de Lamoricière et s'efforçaient de le grandir. Il semblait que l'armée pontificale fût appelée à restaurer non seulement le pouvoir temporel du pape, mais la légitimité dans toute l'Italie et dans l'Europe entière. Un événement inattendu vint surexciter encore les passions du parti légitimiste et clérical. Garibaldi, pendant que Lamoricière organisait son armée, avait fait voile de Gênes vers la Sicile dans la nuit du 5 au 6 mai. Le 7, du pont de son navire il appelait par une proclamation les sujets du pape à la révolte : « Que les Marches, » l'Ombrie, la Sabine, la campagne de Rome, le » pays napolitain, s'insurgent afin de diviser les forces » de l'ennemi... Demain les prêtres de Lamoricière » vous diront que quelques musulmans ont envahi

» votre territoire. Eh bien ! ces musulmans sont ceux
» qui se sont battus pour l'Italie, à Montevideo et à
» Rome, etc. »

Le récit des événements militaires dont l'Italie fut le théâtre à cette époque trouvera sa place au commencement du volume suivant. Le parti clérical en attendait l'issue avec la plus grande confiance ; cependant les grandes chaleurs commençaient ; l'armée pontificale, habituée en tout temps et surtout dans la saison chaude au *far niente* des garnisons, à la fraîcheur des casernes, aux douceurs de la sieste, se vit tout à coup soumise à un régime bien différent : marches, contre-marches, ascensions de montagnes, ordres de départ donnés à l'improviste, exercices soudains, brusques manœuvres ; cette activité fébrile n'allait guère aux officiers pontificaux. Quinze d'entre eux donnèrent à la fois leur démission dans un seul régiment ; les hôpitaux étaient encombrés ; comment remplir les vides de l'état-major et des cadres ? Les rivalités des puissances catholiques, le mauvais vouloir des autres puissances rendaient le recrutement difficile.

L'empereur François-Joseph n'aurait pas mieux demandé que de fournir des hommes à Lamoricière, mais « il ne fallait pas que l'Autriche parût cher-
» cher à Rome une revanche de Solferino et es-
» sayât de faire d'Ancône où abordaient ses recrues
» une tête de ligne contre le royaume naissant
» d'Italie. L'ombrageuse sollicitude du gouverne-
» ment français s'inquiétait de tout ce qui semblait
» menacer l'existence ou le développement futur de

» cet enfant gâté et mal venu pour lequel il avait de
» si inconcevables tendresses (1). »

Napoléon III avait encouragé le pape à former une armée, espérant qu'il lui demanderait un de ses généraux pour la commander. Le choix de Lamoricière, la composition de son état-major, les nombreux légitimistes réunis autour de lui, étaient autant de piqures pour le gouvernement impérial. Le comte de Chambord, toujours prudent et mesuré, avait beau recommander aux volontaires de n'arborer d'autres couleurs que les couleurs pontificales, ils ne tenaient nul compte de ses recommandations. La cocarde blanche était portée publiquement dans Rome. Le gouvernement impérial, se croyant menacé par une vaste conspiration légitimiste, redoubla de rigueur contre la presse de cette nuance, et de taquinerie contre le clergé. La *Gazette de Lyon* fut supprimée par un décret du 20 octobre; le ministre de l'intérieur, quelques jours après, ordonna par une circulaire aux préfets d'appliquer aux mandements et aux lettres pastorales des évêques la loi générale prescrivant pour les imprimés la double formalité de la déclaration et du dépôt, et dans certains cas l'obligation du timbre. Cette loi recevait tous les jours une dérogation exceptionnelle en faveur des publications de l'autorité religieuse; M. Billault ne s'en aperçut que lorsque le clergé se permit d'attaquer les brochures sur le pouvoir temporel sorties des officines officielles. Il jugea qu'il était temps de faire rentrer

(1) *Lamoricière à Rome*, par M. de la Rochetterie.

les évêques dans le droit commun, et de distinguer entre les mandements en placard pour être affichés et lus dans les églises, et ceux qui, sous le format de la brochure, se mêlaient aux débats temporels. Les malheureux imprimeurs, comme si ce n'était pas assez des mille embûches des lois sur la presse, étaient chargés de faire la distinction : « C'est à eux » que sont imposées les obligations du dépôt et du » timbre, c'est contre eux que serait dirigée la pour- » suite s'ils ne les remplissaient pas. »

Le clergé, que l'attitude du gouvernement dans la polémique sur les associations religieuses aurait dû avertir de l'inutilité présente de ses tentatives pour en accroître le nombre, ne désespérait pas cependant de donner une organisation hiérarchique au denier de Saint-Pierre ; l'évêque d'Orléans avait même déjà tracé le plan d'une Société. M. Billault lui signifia par une note du *Moniteur* d'avoir à en déchirer les statuts.

L'année 1860 fut dure pour les journaux. La *Presse*, la *Gazette de France*, l'*Univers*, le *Correspondant*, la *France centrale*, la *Gironde*, l'*Union de l'Ouest*, l'*Océan de Brest*, l'*Indépendant de l'Ouest*, l'*Écho de la Frontière*, frappés de deux avertissements ; le *Siècle*, l'*Opinion nationale*, le *Courrier du Dimanche*, le *Journal des villes et des campagnes*, le *Mémorial de l'Allier*, l'*Espérance de Nantes*, le *Mémorial de Niort*, l'*Espérance de Nancy*, l'*Écho de l'Aveyron*, avertis une fois ; la *France centrale* et le *Journal de la Guadeloupe* suspendus ; l'*Univers*, la *Gazette de Lyon*, la *Bretagne*, l'*Algérie nouvelle* sup-

primés, étaient là pour témoigner des sévérités de l'administration. La suppression de l'*Univers*, qui avait eu lieu dans les commencements de l'année, excite peu de pitié. Ce journal n'avait-il pas déclaré que « le bras séculier des gendarmes est de beaucoup » le meilleur défenseur de la liberté de conscience ? Ne s'était-il pas fait une joie de répondre aux partisans de la monarchie constitutionnelle et de la République qui déploraient la perte de la liberté : « Quant » à nous, nous sommes suffisamment libres ? » La liberté de parler et d'écrire ne devait-elle pas, selon lui, être refusée « à ceux qui ne se confessent point ? » Non content d'approuver la législation sur la presse, calquée, disait-il, sur celle de l'Église à laquelle l'avertissement et la suppression étaient empruntés, ne s'était-il pas drapé fièrement dans cette théorie ? « Quand je suis le plus faible, je vous demande la » liberté parce que tel est votre principe ; mais quand » je suis le plus fort, je vous l'ôte parce que tel est le » mien. » Personne ne plaignit l'*Univers* le jour où il apprit à ses dépens ce que vaut la liberté restreinte à ceux qui se confessent, et où le gouvernement lui dit, en empruntant ses propres paroles : « Quand » j'ai besoin de vous, je vous donne la liberté parce » que tel est mon intérêt, et quand je n'en ai plus » besoin, je vous l'ôte s'il m'est utile de vous l'ôter. »

Le gouvernement, en frappant les défenseurs du Saint-Siège, tenait néanmoins à paraître en excellents termes avec lui. Une épée ayant été offerte à Napoléon III, au nom des habitants de Rome, à l'occasion de la guerre d'Italie, il eut soin de faire re-

marquer que ce témoignage spontané des sentiments des Romains devait d'autant plus le toucher « que » le gouvernement du Saint-Père y avait donné son » approbation ».

Pendant toute cette année de 1860, nous assistons à une longue série de combats, d'escarmouches, de taquineries entre le parti clérical et le gouvernement impérial. Le Saint-Père ayant besoin d'argent, en demanda naturellement aux capitalistes; les mandements relatifs à l'emprunt romain se multiplièrent, les évêques le prêchaient comme un jubilé ou comme une distribution d'indulgences. Le gouvernement impérial, importuné de ce bruit, autorisa les journaux à publier le compte rendu de la séance du Sénat dans laquelle M. Dupin aîné avait fait le rapport d'une pétition relative à l'observation des lois sur les associations religieuses. La presse démocratique profita de l'occasion pour signaler le développement considérable pris par ces associations qui possédaient déjà des propriétés immobilières dépassant 80 millions de revenus, soit plus de deux milliards de francs en capital. Elle fit ensuite remarquer que ces corporations puissantes ne se distinguaient, comme le prouvaient les nombreux procès jugés contre elles pendant les dernières années, ni par de bien vifs scrupules sur les moyens de s'approprier ces biens, ni par un bien grand caractère d'utilité. Nulle association religieuse ne peut, selon les prescriptions de la loi, se former sans l'autorisation de l'État. Les associations religieuses s'en passaient et tout était dit. Des milliers d'associations religieuses existant

en France sans être autorisées, des associations laïques pouvaient-elles agir avec ce sans-façon?

Le gouvernement impérial, en se servant de la presse démocratique, tenait à marquer qu'il n'était pas l'esclave de son auxiliaire. Il venait de donner aux journaux libres penseurs toute liberté d'attaquer les sociétés religieuses, il procura aux sociétés religieuses, par un de ces coups de bascule qui lui étaient familiers, la satisfaction d'entendre dénoncer la presse comme coupable d'un attentat quotidien à la morale. M. Billault versa, le 1^{er} juillet 1860, dans le sein des préfets l'aveu de la douleur que lui causait l'immoralité du roman-feuilleton : « Monsieur le » préfet, ce n'est pas seulement pour le maintien de » l'ordre que l'administration a reçu de la loi sur la » presse des pouvoirs spéciaux, c'est aussi pour la dé- » fense de la morale publique. Le roman-feuilleton, » qui, dans les colonnes intérieures d'un journal, » blesse les sentiments honnêtes, fait autant et peut- » être plus de mal que les excitations qui, dans les » colonnes supérieures, tenteraient d'agiter les es- » prits. » M. Billault ne se contentait pas d'attaquer le roman-feuilleton des grands journaux : « A côté » des feuilles politiques lui prêtant leur publicité en » échange des abonnements qu'elle peut attirer ou » retenir, nous avons vu surgir une foule de petites » publications uniquement destinées à l'exploitation » de cette littérature malsaine et la livrant chaque » semaine à vil prix, par centaine de mille exem- » plaires, à l'avidité des lecteurs. Pour qui conserve » encore quelque respect de la décence et du bon

» goût, un tel débordement est déplorable ; il est plus
» que temps d'y mettre un terme. L'intelligence du
» peuple a droit à des aliments meilleurs, et il ne faut
» pas plus laisser corrompre les cœurs que pervertir
» les esprits. »

Une presse libre aurait répondu à ces déclamations hypocrites : « La plus grande part de responsabilité
» dans cette démoralisation ne revient-elle pas au
» gouvernement qui protège, en exemptant du timbre
» et du droit de poste, cette petite presse qui ne vit
» que de cancan, de romans ignobles, et qui la
» comble de ses faveurs parce qu'il espère avec la
» petite presse détruire la grande en commençant
» par la déshonorer. »

La France seule, avait dit Napoléon III, combat pour une idée. Cette idée, pour le second Empire comme pour le premier, n'était-elle que l'augmentation de son territoire ? L'annexion de la Savoie et de Nice pouvait le faire craindre. Le second Empire ayant repris possession de sa frontière naturelle du côté des Alpes, ne la réclamerait-il pas du côté du Rhin. Le prétexte de la conquête sous le premier Empire c'était le Code civil ; sous le second, le principe des nationalités. Hongrie, Pologne, Vénétie, tous ces pays n'avaient-ils pas aussi le droit de s'appartenir comme l'Italie ? Le *Moniteur* eut beau déclarer que l'Empereur était animé des intentions les plus pacifiques et « faisait ses efforts pour réta-
» blir en Europe la confiance ébranlée », les déclarations du *Moniteur* ne faisaient plus d'effet. L'Empe-

reur profita de la présence à Baden du prince-régent de Prusse, des rois de Wurtemberg, de Bavière et de Hanovre, de cinq ducs et grands-ducs, pour passer le Rhin le 15 juin et s'offrir lui-même comme une note vivante à l'Allemagne alarmée. Le *Moniteur* ne manqua pas d'appuyer sur cette visite et de proclamer qu'elle ne pouvait manquer de « faire cesser le » concert unanime de bruits malveillants et de fausses » appréciations » qui circulaient en Europe. Le bruit d'un nouvel emprunt fut la réponse de l'opinion publique à cette note. Il fallut recourir encore au *Moniteur* pour le démentir.

Le gouvernement impérial n'aurait pas été fâché d'intervenir dans l'Italie méridionale et de réconcilier François II et Victor-Emmanuel, mais l'Angleterre ne se montrait guère favorable à cette intervention. La froideur régnait plus que jamais entre les cabinets des Tuileries et de Windsor. Le premier proposait-il un expédient, le second le repoussait aussitôt. La question d'Orient, comme si ce n'était pas assez de celle d'Italie, se dressa tout à coup en face des deux gouvernements. Les Druses massacraient les Maronites, et la Porte était impuissante à réprimer ces massacres. Le président du Conseil d'État, interrogé par un membre du Corps législatif sur les mesures prises pour protéger la vie et les propriétés des chrétiens européens et maronites, répondit qu'il agirait, mais que, ne pouvant agir seul, il allait s'entendre avec les puissances. L'intervention française en Syrie était aussi impopulaire chez les Anglais que l'intervention à Naples. Des meetings se succédaient

à Londres et retentissaient de menaces et d'injures contre l'Empereur; même hostilité dans le langage des journaux. Les volontaires s'organisaient et s'exerçaient dans tous les comtés, le gouvernement armait les côtes, levait des marins, renforçait les escadres. La crainte d'une guerre avec l'Angleterre se répandit de nouveau. L'Empereur comprit qu'il n'était pas assez fort pour imposer une pareille guerre à la France, et il écrivit le 1^{er} août à M. de Persigny, son ambassadeur en Angleterre, une lettre publiée dans tous les journaux. Napoléon III, après avoir désavoué toute idée de conquête, nié une prétendue augmentation de son armement, et protesté que l'humanité seule rendait nécessaire l'expédition en Syrie, adjurait les ministres anglais « de laisser les jalousies » mesquines et les défiances injustes », pour s'entendre loyalement avec lui. Le gouvernement anglais finit par se rendre et par signer le protocole relatif à l'expédition de Syrie le 3 août à Paris.

Les assurances pacifiques prodiguées par l'Empereur aux souverains allemands à Baden, et au gouvernement anglais dans sa lettre à M. de Persigny, n'avaient d'autre valeur que celle que l'intérêt personnel lui-même peut donner aux promesses de l'intérêt personnel. Les puissances s'en rendaient bien compte; Napoléon III le sentait, et il aurait bien voulu les réunir en congrès afin d'agir plus aisément sur elles. Ce désir est nettement exprimé dans ce passage de la note du 29 septembre qui précède l'envoi de nouveaux renforts à Rome : « Il ne saurait ap- » partenir qu'aux grandes puissances réunies en

» congrès de prononcer un jour sur les questions
» posées en Italie par les événements; mais jusque-là
» le gouvernement de l'Empereur continuera à rem-
» plir, conformément à la mission qu'il s'est donnée,
» les devoirs que lui imposent ses sympathies pour
» le Saint-Père, et la présence de notre drapeau
» dans la capitale de la catholicité. » Un congrès!
c'était le rêve perpétuel du gouvernement impérial :
l'empereur d'Autriche, l'empereur de Russie et le
prince-régent de Prusse se chargèrent cette fois de
le dissiper, en se donnant rendez-vous pour le mois
d'octobre à Varsovie.

L'impression de cette nouvelle fut énorme. Est-ce
le réveil de la Sainte-Alliance, le prélude d'une nou-
velle coalition? Que va-t-il se passer du 22 au 26 oc-
tobre dans cette réunion de souverains où il sera
probablement plus question de la France que de
l'Italie? Nul moyen de le savoir. Un seul homme,
maître de diriger les événements, en fait connaître
ce qu'il veut au pays. La France, plongée depuis le
coup d'État dans une somnolence malade, attend
que le lendemain lui apporte la paix ou la guerre.
Triste et périlleuse condition pour le gouvernement
lui-même. Cette nation endormie se réveillera-t-elle
à l'heure d'un suprême danger pour l'Empire? Le
gouvernement impérial se sentait en outre affaibli
par ses tergiversations, par sa mauvaise foi, par la
rupture presque complète de son alliance avec le
clergé, par la force que les passions religieuses don-
naient à la faction du parti légitimiste qui ne s'était
pas ralliée à lui, par l'argument que le parti démo-

cratique tirait de cette antithèse de l'Italie rendue à l'indépendance et à la liberté politique par un gouvernement qui supprimait cette liberté à la France. La jeunesse, symptôme significatif dans un pays comme la France, s'éloignait de plus en plus de l'Empire; la haine du régime sorti du 2 décembre se montrait aussi vive dans les lycées (1) que dans les écoles. Le Corps législatif devenait lui-même un sujet d'inquiétude pour le gouvernement. Les députés, pendant la session, montrèrent une certaine impatience de leur rôle qui se bornait à sanctionner des textes élaborés sans leur concours, à légaliser uniquement les volontés ministérielles formulées en chapitres du budget au lieu de régler les dépenses de l'État, à souscrire aux traités de paix ou de commerce signés par l'Empereur au lieu de les discuter. L'Empire, déjà épuisé au bout de quelques années, effrayé de sa faiblesse et de son isolement, se demanda où il pourrait trouver la force nécessaire pour prolonger son existence. La réponse à cette question se trouvera dans le volume suivant.

(1) L'ancien roi de Westphalie étant mort cette année, M. Rouland donna pour matière de la composition en vers latins au concours général : *Le prince Jérôme Bonaparte*. Un des jeunes concurrents, enlevé quelques années plus tard aux lettres qu'il aurait cultivées avec succès, composa sur ce sujet une pièce de vers satiriques qui courut tout Paris en manuscrit, et qu'on trouvera quelques pages plus loin.



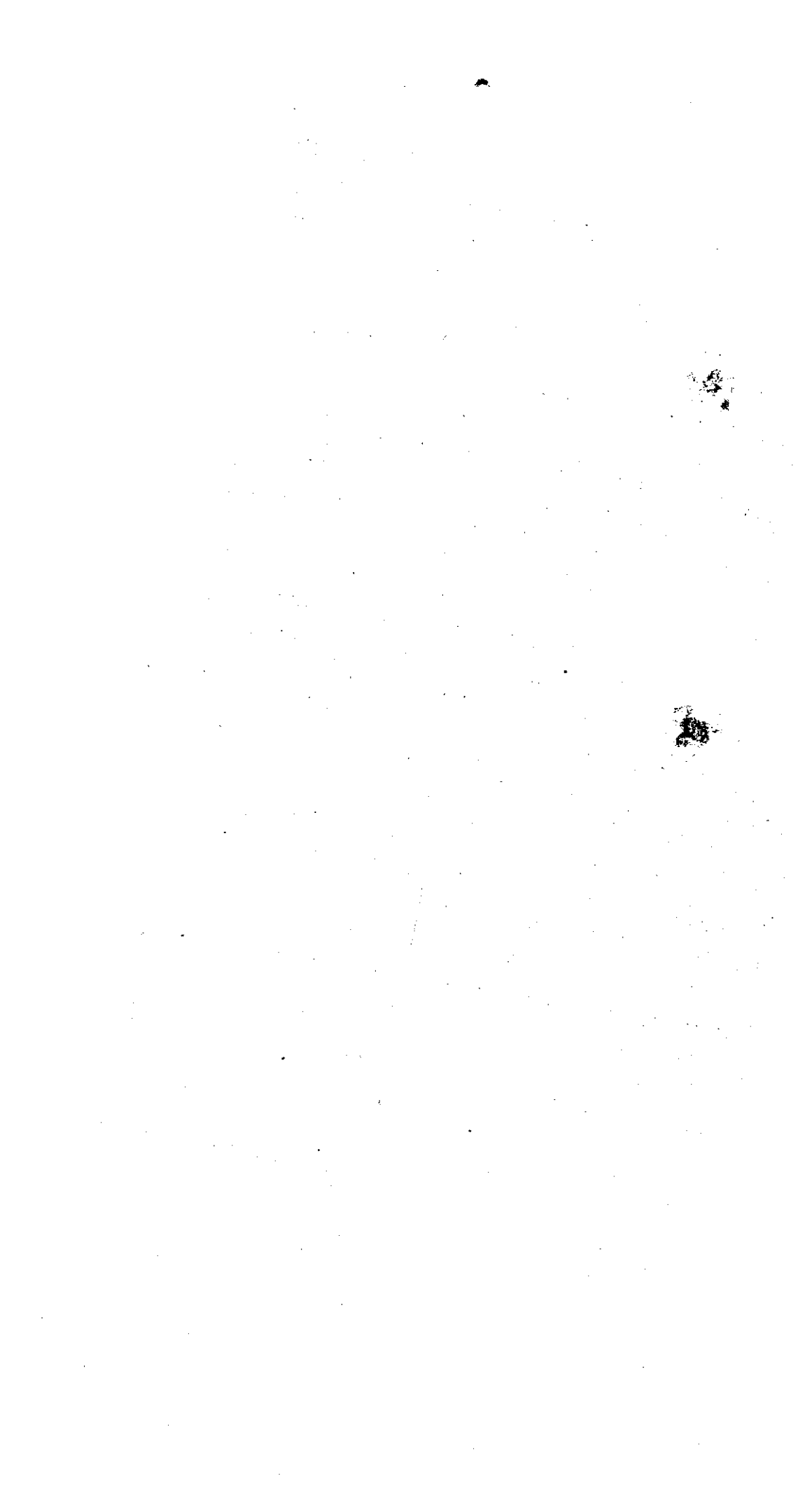


TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE TOME DEUXIÈME.

L'EMPIRE.

(SUITE)

CHAPITRE PREMIER. — LA LOI DE RÉGENCE (1856). 1

La fièvre de l'agiotage. — Fluctuations soudaines des fonds publics. — Ses dangers. — Cupidité universelle. — Le Gouvernement a l'air de combattre cette cupidité. — Lettres de l'Empereur à M. Ponsard et à M. Oscar de Vallée. — La spéculation et l'agiotage redoublent d'ardeur. — Embarras généraux du commerce et de l'industrie. — La Banque de France élève son escompte à 6 pour 100. — Insuffisance de la récolte en céréales. — Crise monétaire et financière. — Enchérissement des substances alimentaires. — Souffrances des classes bourgeoises et des classes pauvres. — Crise des loyers. — Avénement de M. Haussmann à la préfecture de la Seine. — Les inondations. — Voyage de l'Empereur dans les départements inondés. — Paris césarien. — Corruption des mœurs. — Affluence des princes étrangers dans la capitale. — Baptême du Prince impérial. — L'Impératrice reçoit la rose d'or. — Situation politique du Sénat. — Le Sénat et la Pairie. — Le Sénat reçoit un *avertissement* sous forme de note insérée au *Moniteur*. — Le Sénat s'oppose à la promulgation de la taxe sur les voitures. — Le sénatus-consulte sur la Régence est présenté au Sénat. — Vive discussion sur cette loi. — Le serment de Régence. — Contiendra-t-il l'engagement de faire exécuter le concordat ? — M. de La Valette propose un amendement dans ce sens. — Rejet de cet amendement. — Le sénatus-consulte est adopté à l'unanimité.

CHAPITRE II. — LE PARTI RÉPUBLICAIN (1852-1857). 31

Le coup d'État et les associations ouvrières. — Les condamnés dans les départements. — Les prisons départementales. — Les internés. — Les

transportés. — Les pontons. — Le *Canada*. — Le *Duquesclin*. — Chiffre approximatif des expulsions. — Situation du parti républicain. — Mort d'Armand Marrast. — Mort et enterrement de Lamennais. — Les conspirations. — Affaire de la Reine-Blanche. — La machine infernale de Marseille. — Arrestation de M. Goudchaux à Paris. — Arrestation du docteur Guépin et de M. Mangin, rédacteur du *Phare de la Loire*, à Nantes. — Complot de l'Hippodrome. — Complot de l'Opéra-Comique. — Attentat de Pianori. — Son jugement. — Son exécution. — Bellemare tire un coup de pistolet sur une voiture de la cour. — Il est reconnu fou. — Des arrestations ont lieu à la suite de cette affaire. — Arrestation de l'ancien colonel de l'artillerie de la garde nationale, Guinard. — Il est remis en liberté. — La machine infernale de Perenchies. — L'échauffourée d'Angers. — La *Marianne*. — Faux bruits de nouveaux attentats sur la personne de l'Empereur. — Encore des arrestations dans les départements. — État moral du parti républicain.

CHAPITRE III. — LA LÉGITIMITÉ. — L'ORLÉANISME. — LA FUSION (1850-1857). 128

Le parti légitimiste. — Manifeste de Wiesbaden. — Le duc de Lévis, le duc Des Cars, le marquis de Pastoret, le général de Saint-Priest, Berryer, désignés comme ses mandataires par le comte de Chambord. — Manifestes du comte de Chambord. — La majorité du parti légitimiste se rallie à l'Empire. — Défection de MM. de la Rochejacquelein, de Mouchy, de Pastoret. — Mesure du gouvernement français contre les correspondants légitimistes. — Arrestations de MM. de Saint-Priest, duc d'Almazan, René de Rovigo, de la Pierre, Villemessant, Virmaître, Aubertin, de Coetlogon, de Mirabeau. — Le gouvernement, pour tenir la balance égale entre les partis, fait arrêter MM. Théodore Pelloquet, Eugène Chatard, Charles Monselet, Vergniaud, Charreau père, Étienne, Gérard. — Procès des *Correspondants*. — Poursuites contre les légitimistes dans les départements. — Le complot de Vincennes. — La *Ligue fédérale*. — Décadence du parti légitimiste. — Le Jockey-Club et la légitimité. — Le comte de Chambord et le Crédit foncier. — Les légitimistes et la Russie. — L'orléanisme et la légitimité. — Les orléanistes et les républicains. — Le stathoudérat. — Procès du *Bulletin français* à Bruxelles. — Les décrets du 24 janvier au Conseil d'État. — Démission de M. Reverchon, conseiller d'État. — Procès de M. Bocher. — La fusion. — Son origine. — Entrevue entre le comte de Chambord et le duc de Nemours à Vienne. — Mort du dernier Louis XVII. — Brochures bonapartistes contre la fusion. — M. Troplong descend dans la lice. — Le comte de Chambord à Nervi. — La fusion est rompue.

CHAPITRE IV. — LE JOURNALISME (1851-1857). 178

La presse devant l'opinion publique. — La presse anglaise et la presse française. — Causes du peu de sympathie d'une partie du public français pour la presse. — La presse à bon marché. — L'annonce et la

presse. — Conséquences de la réforme de M. de Girardin. — M. Charles Duveyrier. — Il fonde la régie générale des annonces. — Le roman-feuilleton. — La presse au lendemain du coup d'État. — La nouvelle législation sur la presse. — Précautions prises par le gouvernement contre les journaux français et étrangers. — Les journaux autorisés. — Journaux du gouvernement. — M. Mirès achète le *Constitutionnel* et à M. de Morny et à M. Véron leur part de gérance du *Constitutionnel* au prix de douze cent mille francs. — Effet produit sur le public par l'énormité de cette somme. — M. Arthur de la Guéronnière, désigné par M. Mirès, est agréé par le gouvernement comme directeur politique du *Constitutionnel* et du *Pays*. — M. Arthur de la Guéronnière. — La *Patrie*, M. Delamarre, rédacteur en chef de la *Patrie*. — Journaux de l'opposition. — Le *Siècle*. — M. Havin, directeur politique du *Siècle*. — Le *Journal des Débats*, MM. Armand Bertin, Saint-Marc Girardin, de Sacy. — L'Assemblée nationale. — La *Gazette de France*, M. Lourdoueix. — L'*Union*, M. Laurentie. — Journaux religieux : l'*Univers*, M. Veuillot. — Situation spéciale de la *Presse*. — M. Émile de Girardin. — Le journalisme sous le régime administratif. — Le *Figaro*, M. de Villemessant, — Rôle de la chronique et de la presse cléricale. — M. de Villemessant et M. Louis Veuillot.

CHAPITRE V. — LE CLERGÉ (1848-1857). 228

Les querelles religieuses renaissent avec l'Empire. — La monarchie de Juillet et l'Église. — La révolution de Février et l'Église. — La loi sur l'instruction publique. — L'Église et le bonapartisme. — Les congrégations et les sociétés religieuses travaillent à la fondation de l'Empire. — M. Sibour archevêque de Paris. — Alliance entre la philosophie et la religion. — La fête des Écoles. — Le *ver rongeur*. — La question des études classiques. — Lettre entre l'*Univers* et l'archevêque de Paris. — Une partie de l'épiscopat se déclare en faveur de l'*Univers*. — L'Encyclique du 21 mars 1853. — Défaite de l'archevêque de Paris. — Le sacre de Napoléon III. — Conditions que le pape met à son voyage en France. — Surveillance exercée sur la chaire. — Le sermon du père Lacordaire à Saint-Roch. — Les catholiques libéraux et les ultramontains. — L'Immaculée Conception. — Proclamation de ce dogme.

CHAPITRE VI. — L'ACADÉMIE. — L'UNIVERSITÉ. — LA LITTÉRATURE (1850-1857). 262

L'opposition à l'Académie. — Les partis à l'Académie. — Réception de MM. de Montalembert, Alfred de Musset, Dupanloup. — Le prix de morale partagé entre le père Gratry et M. Jules Simon. — M. Berryer demande à ne pas faire la visite traditionnelle à l'Empereur. — Correspondance à ce sujet entre M. Berryer et M. Mocquart. — Séances secrètes de l'Académie. — Réception de M. de Broglie. — *Laboremus*. — M. de Sacy. — Mort de M. Molé. — M. de Falloux. — M. Guizot. — Son influence sur l'Académie. — Une nouvelle classe de l'Académie des sciences morales et politiques. — Dix académiciens par décret. — Le

décret de réforme. — Les salons. — L'Université. — M. Fortoul ministre de l'instruction publique. — Réforme de l'Université. — M. Dumas est nommé vice-président du Conseil général de l'instruction publique à la place de M. Thiers. — Suppression de l'enseignement philosophique dans les lycées. — La bifurcation. — Mort de M. Fortoul. — La littérature. — Quelques écrivains seulement se rallient à l'Empire. — MM. Sainte-Beuve, Prosper Mérimée, Théophile Gauthier.

CHAPITRE VII (1857). 297

Assassinat de l'archevêque de Paris. — L'assassin est un prêtre interdit nommé Verger. — Condamnation à mort et exécution de Verger. — Dernière session de la législature de 1852-1857. — Le libre échange et la protection. — Loi de dotation de 100 000 francs au maréchal Pélissier. — Revision du code militaire. — Rejet des circonstances atténuantes. — Renouvellement du privilège de la banque de France. — Le projet de loi est faiblement défendu par M. Devinck. — M. Kœnigswaster l'attaque avec vigueur. — Il est adopté par la Chambre. — Les paquebots transatlantiques. — Loi sur les grands travaux de Paris. — L'impôt sur la propriété immobilière. — Le Grand-Central. — Rachat de l'habitation de Longwood. — Les élections. — Mort de Béranger. — Inauguration du Louvre. — Mort du général Cavaignac. — Ouverture de la session. — Vérification des pouvoirs. — Trois élections contestées. — Procès Migeon. — Fin de l'année 1857.

CHAPITRE VIII (1858). 374

Réception du corps diplomatique aux Tuileries le 4^{er} janvier 1858. — Discours du nonce. — Réponse de l'Empereur. — Tranquillité générale des esprits. — Attentat d'Orsini. — Antécédents de l'auteur de l'attentat. — Orsini en Angleterre. — Il cherche des complices. — Fabrication des bombes. — Orsini et Pieri à Paris. — La police aurait pu les arrêter. — Orsini fixe le jour de l'attentat au 14 janvier. — Arrestation de Pieri sur le trottoir de la rue Le Peletier. — Cette arrestation ne change rien aux dispositions ordinaires de la police. — La triple explosion. — L'Empereur, l'Impératrice, le général Roguet. — L'Empereur à l'Opéra. — Attitude morale de la foule sur les boulevards. — L'Empereur et l'Impératrice aux Tuileries. — Arrestation des auteurs de l'attentat. — Procès d'Orsini et de ses complices. — Lettre d'Orsini à l'Empereur. — A-t-il jamais été sérieusement question de faire grâce à Orsini ? — Testament d'Orsini. — Dernière lettre d'Orsini à l'Empereur. — Exécution d'Orsini.

CHAPITRE IX (1858). 403

Attitude du gouvernement après l'attentat d'Orsini. — Suppression de la *Revue de Paris* et du *Spectateur*. — Création des grands commandements. — L'Impératrice est désignée régente. — Formation du conseil privé. — Adresses des colonels. — Menaces contre l'Angleterre. —

Motion de M. Milner-Gibson au parlement anglais. — Démission de lord Palmerston. — Discussion de la loi de sûreté générale au Corps législatif. — Le général Espinasse ministre de l'intérieur et de la sûreté générale. — Les transportations de 1858. — Élections partielles à Paris : MM. Jules Favre, Ernest Picard et Perrot sont élus. — Suite de la session du Corps législatif. — La loi sur l'exonération militaire. — Le budget. — Loi sur la noblesse. — Loi sur les grands travaux de Paris. — Fin de la session. — Renouvellement des conseils généraux. — Circulaire sur les établissements de bienfaisance. — Elle cause la chute d'Espinasse. — M. Delangle le remplace. — Le prince Napoléon ministre de l'Algérie et des colonies. — Voyage à Cherbourg. — Procès de M. de Montalembert. — Mort de la duchesse d'Orléans.

CHAPITRE X. — COMMENCEMENT DE LA GUERRE D'ITALIE (1859). 463

Situation morale de l'Empire. — Il est obligé de *faire quelque chose*. — Il se décide à faire la guerre. — Il hésite entre une guerre en faveur de la Pologne et une guerre en faveur de l'Italie. — Cause de son irrésolution. — Il se décide pour la guerre italienne. — La Sardaigne et l'Italie. — M. de Cavour. — Il est mandé à Plombières. — La réception du 1^{er} janvier. — Mariage du prince Napoléon avec la princesse de Savoie. — Discours de l'Empereur à l'ouverture de la session législative. — Comment Paris et la France apprennent qu'une nouvelle guerre est probable. — Discussion au Corps législatif sur la guerre. — Proposition de M. Jules Brame. — Proposition de M. Ernest Picard. — Situation de l'Italie. — Les duchés. — Naples. — Le muratisme. — Le gouvernement cherche à tromper l'opinion publique sur le maintien de la paix. — Note du *Moniteur*. — Le Congrès. — Alarmes de M. de Cavour. — Préparatifs de guerre. — Formation de l'armée. — L'opinion publique et la guerre. — L'Impératrice est déclarée régente. — Ultimatum de l'Autriche. — Départ de l'Empereur pour l'armée. — Premières opérations militaires. — Combat de Montebello, de Palestas et de Turbigo. — Bataille de Magenta. — Entrée des Français à Milan.

CHAPITRE XI (1859) 542

Retraite des Autrichiens derrière le Mincio. — Ils construisent des ouvrages de campagne à Melegnano. — Importance de cette position pour la sûreté des Français sur le Tessin. — Combat de Melegnano. — Prise de ce village. — Les Autrichiens se concentrent derrière le Mincio. — L'échiquier de l'armée autrichienne. — Incertitudes au quartier général français sur les mouvements de l'ennemi. — Ascension aérostatique de Godard. — L'empereur d'Autriche prend le commandement de ses troupes. — Les deux armées se rencontrent inopinément. — Le village de Solferino. — Les armées s'ébranlent. — Bataille de Solferino. — Entrevue de Villafranca. — M. de Cavour au quartier général. — Il quitte le ministère. — Rentrée de l'Empereur à Paris. — Son discours aux grands corps de l'État. — Le traité de Zurich. — L'Italie et la papauté.

CHAPITRE XII. — LES PROSCRITS (1848-1859). 593

Les réfugiés de 1848 et de 1849. — Histoire de la proscription en Belgique. — Les premiers proscrits. — Mesures rigoureuses du gouvernement belge contre eux. — Vie des proscrits en Belgique. — Le refuge et la proscription en Angleterre de 1848 à 1859. — Les Journaux : *La Voix du Proscrit*, le *Proscrit*. — Les proscrits de 1851. — Les sociétés : *La Commune révolutionnaire*, la *Révolution*. — Duel entre Barthélemy et Cournet. — Les proscrits chassés de Jersey. — Les proscrits en Suisse. — Les proscrits en Italie. — Les proscrits en Espagne. — Les amnisties partielles. — L'amnistie de 1859. — Les proscrits doivent-ils l'accepter ? — Discussion à ce sujet. — Rentrée des proscrits.

CHAPITRE XIII. — POLITIQUE INTÉRIEURE (1848-1859) . . . 646

Discours des présidents des conseils généraux. — Amnistie à la presse. — Expédition au Maroc. — Création de l'*Opinion nationale*. — Embarras de la politique impériale en Italie. — Expédition en Chine. — M. Billault remplace le duc de Padoue au ministère de l'intérieur. — Signature et inutilité du traité de Zurich. — Fin de l'année 1859. — M. Thouvenel est nommé, le 4 janvier 1860, ministre des affaires étrangères en remplacement de M. Walewski. — Embarras de la politique impériale à l'intérieur. — Le programme du 5 janvier. — Le traité de commerce. — La session législative. — Revision des pouvoirs. — Élections contestées de M. de Ferrière et de M. de Dalmas, sous-chef du cabinet de l'Empereur. — Discussion sur les affaires d'Italie. — Lettre de l'Empereur au pape. — L'encyclique du 19 janvier. — Le père Lacordaire à l'Académie française. — Dépêche de M. Thouvenel. — Procès du *Siècle* contre l'évêque d'Orléans. — Lamoricière est nommé commandant en chef de l'armée papale. — La cocarde blanche à Rome. — Faiblesse de l'Empire dictatorial.

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES DU DEUXIÈME VOLUME.



PARIS — IMPRIMERIE ÉMILE MARTINET, RUE MIGNON, 2.

Librairie GERMER BAILLIÈRE et C^{ie}

CATALOGUE DES LIVRES DE FONDS (PHILOSOPHIE — HISTOIRE)

OCTOBRE 1883

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.		Pages.
COLLECTION HISTORIQUE DES GRANDS		BIBLIOTHÈQUE HISTORIQUE ET POLI-	
PHILOSOPHES.....	2	TIQUE.....	12
Philosophie ancienne.....	2	PUBLICATIONS HISTORIQUES ILLUS-	
Philosophie moderne.....	2	TRÉES.....	12
Philosophie écossaise.....	3	ENQUÊTE PARLEMENTAIRE SUR LES	
Philosophie allemande.....	3	ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA	
Philosophie allemande con-		DÉFENSE NATIONALE.....	13
temporaire.....	4	ENQUÊTE PARLEMENTAIRE SUR L'IN-	
Philosophie anglaise contem-		SURRECTION DU 18 MARS.....	13
poraine.....	4	BIBLIOTHÈQUE SCIENTIFIQUE INTER-	
Philosophie italienne con-		NATIONALE.....	14
temporaire.....	5	OUVRAGES DIVERS NE SE TROUVANT	
BIBLIOTHÈQUE DE PHILOSOPHIE CON-		PAS DANS LES BIBLIOTHÈQUES..	20
TEMPORAINE.....	6	BIBLIOTHÈQUE UTILE.....	28
BIBLIOTHÈQUE D'HISTOIRE CONTEM-		REVUE PHILOSOPHIQUE.....	32
PORAINE.....	10	REVUE HISTORIQUE.....	32

On peut se procurer tous les ouvrages qui se trouvent dans ce Catalogue par l'intermédiaire des libraires de France et de l'Étranger.

On peut également les recevoir FRANCO par la poste, sans augmentation des prix désignés, en joignant à la demande des TIMBRES-POSTE ou un MANDAT sur Paris.

PARIS

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108

Au coin de la rue Hautefeuille

Les titres précédés d'un astérisque sont recommandés par le Ministère de l'Instruction publique pour les Bibliothèques et pour les distributions de prix des Lycées et Collèges.

COLLECTION HISTORIQUE DES GRANDS PHILOSOPHES

PHILOSOPHIE ANCIENNE

- | | |
|--|--|
| <p>ARISTOTE (Œuvres d'), traduction de M. BARTHÉLEMY SAINT-HILAIRE.</p> <p>— Psychologie (Opuscules), trad. en français et accompagnée de notes. 1 vol. in-8..... 10 fr.</p> <p>— Rhétorique, traduite en français et accompagnée de notes. 1870, 2 vol. in-8..... 16 fr.</p> <p>— Politique, 1868, 1 v. in-8. 10 fr.</p> <p>— Traité du ciel, 1866; traduit en français pour la première fois. 1 fort vol. grand in-8..... 10 fr.</p> <p>— Météorologie, avec le petit traité apocryphe : <i>Du Monde</i>, 1863. 1 fort vol. grand in-8..... 10 fr.</p> <p>— La métaphysique d'Aristote. 3 vol. in-8, 1879..... 30 fr.</p> <p>— Traité de la production et de la destruction des choses, trad. en français et accomp. de notes perpétuelles. 1866. 1 v. gr. in-8. 10 fr.</p> <p>— De la logique d'Aristote, par M. BARTHÉLEMY SAINT-HILAIRE. 2 volumes in-8..... 10 fr.</p> | <p>* SOCRATE. La philosophie de Socrate, par M. Alf. FOUILLÉE. 2 vol. in-8..... 16 fr.</p> <p>* PLATON. La philosophie de Platon, par M. Alfred FOUILLÉE. 2 vol. in-8..... 16 fr.</p> <p>* — Études sur la Dialectique dans Platon et dans Hegel, par M. Paul JANET. 1 vol. in-8... 6 fr.</p> <p>* ÉPICURE. La Morale d'Épicure et ses rapports avec les doctrines contemporaines, par M. GUYAU. 1 vol. in-8..... 6 fr. 50</p> <p>* ÉCOLE D'ALEXANDRIE. Histoire de l'École d'Alexandrie, par M. BARTHÉLEMY SAINT-HILAIRE. 1 v. in-8..... 6 fr.</p> <p>MARC-AURÈLE. Pensées de Marc-Aurèle, traduites et annotées par M. BARTHÉLEMY SAINT-HILAIRE. 1 vol. in-18..... 4 fr. 50</p> <p>* FABRE (Joseph). Histoire de la philosophie, antiquité et moyen âge. 1 vol. in-18..... 3 50</p> |
|--|--|

PHILOSOPHIE MODERNE

- | | |
|--|--|
| <p>* LEIBNIZ. Œuvres philosophiques, avec introduction et notes par M. Paul JANET. 2 vol. in-8. 16 fr.</p> <p>* — La métaphysique de Leibniz et la critique de Kant, par D. NOLEN. 1 vol. in-8..... 6 fr.</p> <p>— Leibniz et Pierre le Grand, par FOUCHER DE CAREIL. In-8. 2 fr.</p> <p>— Lettres et opuscules de Leibniz, par FOUCHER DE CAREIL. 1 vol. in-8..... 3 fr. 50</p> <p>— Leibniz, Descartes et Spinoza, par FOUCHER DE CAREIL. 1 vol. in-8..... 4 fr.</p> <p>— Leibniz et les deux Sophies, par FOUCHER DE CAREIL. 1 vol. in-8..... 2 fr.</p> | <p>DESCARTES, par Louis LIARD. 1 vol. in-8..... 5 fr.</p> <p>* SPINOZA. Dieu, l'homme et la béatitude, trad. et précédé d'une introduction par M. P. JANET. 1 vol. in-18..... 2 fr. 50</p> <p>* LOCKE. Sa vie et ses œuvres, par M. MARION. 1 vol. in-18. 2 fr. 50</p> <p>* MALEBRANCHE. La philosophie de Malebranche, par M. OLLÉ-LAPRUNE. 2 vol. in-8..... 16 fr.</p> <p>* VOLTAIRE. Les sciences au XVIII^e siècle. Voltaire physicien, par M. Em. SAIGEY. 1 vol. in-8. 5 fr.</p> <p>BOSSUET. Essai sur la philosophie de Bossuet, par Nourrisson, 1 vol. in-8..... 4 fr.</p> |
|--|--|

- | | |
|---|---|
| <p>* RITTER. Histoire de la philosophie moderne, traduite par P. Challemel-Lacour. 3 vol. in-8. 20 fr.</p> <p>FRANCK (Ad.). La philosophie mystique en France au XVIII^e siècle. 1 vol. in-18... 2 fr. 50</p> <p>* DAMIRON. Mémoires pour servir à l'histoire de la philosophie au XVIII^e siècle. 3 vol. in-8. 15 fr.</p> | <p>* MAINE DE BIRAN. Essai sur sa philosophie, suivi de fragments inédits, par JULES GÉRARD. 1 fort vol. in-8. 1876..... 10 fr.</p> <p>* BERKELEY. Sa vie et ses œuvres, par PENJON. 1 v. in-8. 1878. 7 fr. 50</p> <p>HUME. Sa vie et sa philosophie, par Th. HUXLEY, trad. de l'anglais par G. COMPAYRÉ. 1 vol. in-8. 5 fr.</p> |
|---|---|

PHILOSOPHIE ÉCOSSAISE

- | | |
|---|---|
| <p>* DUGALD STEWART. Éléments de la philosophie de l'esprit humain, traduits de l'anglais par L. PEISSE. 3 vol. in-12... 9 fr.</p> | <p>* HAMILTON. La philosophie de Hamilton, par J. STUART MILL. 1 vol. in-8..... 10 fr.</p> |
|---|---|

PHILOSOPHIE ALLEMANDE

- | | |
|--|---|
| <p>KANT. Critique de la raison pure, trad. par M. TISSOT. 2 v. in-8. 16 fr.</p> <p>— Même ouvrage, traduction par M. Jules BARNI. 2 vol. in-8. . 16 fr.</p> <p>* — Éclaircissements sur la critique de la raison pure, trad. par J. TISSOT. 1 volume in-8... 6 fr.</p> <p>* — Principes métaphysiques du droit, suivis du <i>projet de paix perpétuelle</i>, traduction par M. TISSOT. 1 vol. in-8..... 8 fr.</p> <p>— Même ouvrage, traduction par M. Jules BARNI. 1 vol. in-8... 8 fr.</p> <p>— Principes métaphysiques de la morale, augmentés des <i>fondements de la métaphysique des mœurs</i>, traduct. par M. TISSOT. 1 v. in-8. 8 fr.</p> <p>— Même ouvrage, traduction par M. Jules BARNI. 1 vol. in-8... 8 fr.</p> <p>* — La logique, traduction par M. TISSOT. 1 vol. in-8..... 4 fr.</p> <p>* — Mélanges de logique, traduction par M. TISSOT. 1 vol. in-8. 6 fr.</p> <p>* — Prolégomènes à toute métaphysique future qui se présentera comme science, traduction de M. TISSOT. 1 vol. in-8... 6 fr.</p> <p>* — Anthropologie, suivie de divers fragments relatifs aux rapports du physique et du moral de l'homme, et du commerce des esprits d'un monde à l'autre, traduction par M. TISSOT. 1 vol. in-8..... 6 fr.</p> <p>* — La critique de Kant et la métaphysique de Leibniz. Histoire et théorie de leurs rapports, par D. NOLEN. 1 vol. in-8. 1875. 6 fr.</p> <p>* FICHTE. Méthode pour arriver</p> | <p>à la vie bienheureuse, traduit par Fr. BOUILLIER. In-8.... 8 fr.</p> <p>— Destination du savant et de l'homme de lettres, traduit par M. NICOLAS. 1 vol. in-8. 3 fr.</p> <p>* — Doctrines de la science. Principes fondamentaux de la science de la connaissance. In-8.. 9 fr.</p> <p>SCHELLING. Bruno ou du principe divin, trad. par Cl. HUSSON. 1 vol. in-8..... 3 fr. 50</p> <p>— Écrits philosophiques et morceaux propres à donner une idée de son système, trad. par Ch. BÉNARD. 1 vol. in-8..... 9 fr.</p> <p>* HEGEL. Logique, traduction par A. VÉRA. 2^e édition. 2 volumes in-8..... 14 fr.</p> <p>* — Philosophie de la nature, traduction par A. VÉRA. 3 volumes in-8..... 25 fr.</p> <p>* — Philosophie de l'esprit, traduction VÉRA. 2 vol. in-8. 18 fr.</p> <p>* — Philosophie de la religion, traduction par A. VÉRA. Tomes 1^{er} et 2^e..... 20 fr.</p> <p>* — Introduction à la philosophie de Hegel, par A. VÉRA. 1 vol. in-8..... 6 fr. 50</p> <p>— Essais de philosophie hegelienne, par A. VÉRA. 1 vol. 2 fr. 50</p> <p>— L'Hegelianisme et la philosophie, par M. VÉRA. 1 volume in-18..... 3 fr. 50</p> <p>— La Poétique, trad. par Ch. BÉNARD, Extraits de Schiller, Goethe, Jean, Paul, etc., et sur divers sujets relatifs à la poésie. 2 v. in-8. 12 fr.</p> |
|--|---|

- * **HEGEL. Esthétique.** 2 vol. in-8, traduit par M. BÉNARD 16 fr.
- * — **Antécédents de l'Hege-
lianisme dans la philosophie
française**, par BEAUSSIRE. 1 vol.
in-18..... 2 fr. 50
- * — **La dialectique dans Hegel
et dans Platon**, par Paul JANET.
1 vol. in-8..... 6 fr.
- HUMBOLDT (G. de). Essai sur les
limites de l'action de l'État**,
traduit de l'allemand, et précédé
d'une Étude sur la vie et les travaux
de l'auteur, par M. CHRÉTIEN. 1 vol.
in-18..... 3 fr. 50
- **La philosophie individualiste**,
étude sur G. de HUMBOLDT, par
CHALLENEL-LACOUR. 1 vol. 2 fr. 50
- STAHL. Le Vitalisme et l'Ani-
misme de Stahl**, par Albert
LEMOINE. 1 vol. in-18.... 2 fr. 50
- LESSING. Le Christianisme mo-
derne.** Étude sur Lessing, par
FONTANÈS. 1 vol. in-18 . 2 fr. 50

PHILOSOPHIE ALLEMANDE CONTEMPORAINE

- L. BUCHNER. Nature et science**,
traduction de l'allemand, par le doc-
teur LAUTH. 1 v. in-8. 2^e éd. 7 fr. 50
- **Le Matérialisme contempo-
rain**, par M. P. JANET. 4^e édit.
1 vol. in-18..... 2 fr. 50
- CHRISTIAN BAUR et l'École de
Tubingue**, par Ed. ZELLER. 1 vol.
in-18..... 2 fr. 50
- HARTMANN (E. de). La Religion de
l'avenir.** 1 vol. in-18... 2 fr. 50
- **La philosophie de l'incon-
scient.** 2 vol. in-8. 20 fr.
- **Le Darwinisme**, ce qu'il y a de
vrai et de faux dans cette doctrine,
traduit par M. G. GUÉROULT. 1 vol.
in-18, 2^e édition..... 2 fr. 50
- HÆCKEL. Hæckel et la théorie de
l'évolution en Allemagne**, par
Léon DUMONT. 1 vol. in-18. 2 fr. 50
- **Les preuves du transfor-
misme**, trad. par M. J. SOURY. 1 vol.
in-18..... 2 fr. 50
- **Essais de psychologie cel-
lulaire**, traduit par M. J. SOURY.
1 vol. in-18..... 2 fr. 50
- O. SCHMIDT. Les sciences natu-
relles et la philosophie de
l'inconscient.** 1 v. in-18. 2 fr. 50
- LOTZE (H.). Principes généraux de
psychologie physiologique**, trad.
par M. PENJON. 1 vol. in-18. 2 fr. 50
- STRAUSS. L'ancienne et la nou-
velle foi de Strauss**, étude
critique par VÉRA. 1 vol. in-8. 6 fr.
- SCHOPENHAUER. Essai sur le libre
arbitre.** 1 vol. in-18... 2 fr. 50
- **Le fondement de la morale**,
traduit par M. BURDEAU. 1 vol.
in-18..... 2 fr. 50
- **Essais et fragments**, traduit
et précédé d'une vie de Schopen-
hauer, par M. BOURDEAU. 1 vol.
in-18..... 2 fr. 50
- **Aphorismes sur la sagesse
dans la vie**, traduit par M. CANTA-
CIZÈNE. In-8..... 5 fr.
- **De la quadruple racine du
principe de la raison suffi-
sante**, suivi d'une *Histoire de la
doctrine de l'idéal et du réel*.
1 vol. in-8..... 5 fr.
- RIBOT (Th.). La psychologie alle-
mande contemporaine** (HER-
BART, BENEKE, LOTZE, FECHNER,
WUNDT, etc.). 1 vol. in-8. 7 fr. 50

PHILOSOPHIE ANGLAISE CONTEMPORAINE

- STUART MILL. La philosophie de
Hamilton.** 1 fort vol. in-8. 10 fr.
- **Mes Mémoires.** Histoire de ma
vie et de mes idées. 1 v. in-8. 5 fr.
- **Système de logique déduc-
tive et inductive.** 2 v. in-8. 20 fr.
- **Essais sur la Religion.** 1 vol.
in-8..... 5 fr.
- **Le positivisme anglais**, étude
sur Stuart Mill, par H. TAINE. 1 vo-
lume in-18..... 2 fr. 50
- **Auguste Comte et la philosophie
positive.** In-18..... 2 fr. 50
- **L'Utilitarisme**, traduit par M. LE
MONNIER. In-18..... 2 fr. 50
- HERBERT SPENCER. Les premiers
Principes.** 1 fort vol. in-8. 10 fr.
- **Principes de psychologie.**
2 vol. in-8..... 20 fr.

- HERBERT SPENCER. **Principes de biologie**. 2 forts vol. in-8. 20 fr.
- **Introduction à la Science sociale**. 1 v. in-8 cart. 6^e édit. 6 fr.
- **Principes de sociologie**. 3 vol. in-8. 32 fr. 50
- **Classification des Sciences**. 1 vol. in-18, 2^e édition. 2 fr. 50
- **De l'éducation intellectuelle, morale et physique**. 1 vol. in-8, 3^e édition. 5 fr.
- **Essais sur le progrès**. 1 vol. in-8. 7 fr. 50
- **Essais de politique**. 1 vol. in-8. 7 fr. 50
- **Essais scientifiques**. 1 vol. in-8. 7 fr. 50
- **Les bases de la morale évolutionniste**. In-8. 6 fr.
- BAIN. **Des Sens et de l'Intelligence**. 1 vol. in-8. 10 fr.
- **La logique inductive et déductive**. 2 vol. in-8. 20 fr.
- **L'esprit et le corps**. 1 vol. in-8, cartonné, 2^e édition. 6 fr.
- **La science de l'éducation**. In-8. 6 fr.
- DARWIN. Ch. **Darwin et ses précurseurs français**, par M. de QUATREFAGES. 1 vol. in-8. 5 fr.
- **Descendance et Darwinisme**, par Oscar SCHMIDT. In-8, cart. 6 fr.
- **Le Darwinisme**, ce qu'il y a de vrai et de faux dans cette doctrine, par E. DE HARTMANN. 1 volume in-18. 2 fr. 50
- **Les récifs de corail**, structure et distribution, par Ch. DARWIN. 1 vol. in-8. 8 fr.
- CARLYLE. **L'idéalisme anglais**, étude sur Carlyle, par H. TAINÉ. 1 vol. in-18. 2 fr. 50
- BAGEHOT. **Lois scientifiques du développement des nations** dans leurs rapports avec les principes de la sélection naturelle et de l'hérédité. 1 vol. in-8, 3^e édit. 6 fr.
- RUSKIN (JOHN). **L'esthétique anglaise**, étude sur J. Ruskin, par MILSAND. 1 vol. in-18. ... 2 fr. 50
- MATTHEW ARNOLD. **La crise religieuse**. 1 vol. in-8. 7 fr. 50
- MAUDSLEY. **Le crime et la folie**. 1 vol. in-8. 6 fr.
- **La pathologie de l'esprit**. 1 vol. in-8. 10 fr.
- FLINT. **La philosophie de l'histoire en France et en Allemagne**, traduit de l'anglais par M. L. CARRAU. 2 vol. in-8. 15 fr.
- RIBOT (Th.). **La psychologie anglaise contemporaine** (James Mill, Stuart Mill, Herbert Spencer, A. Bain, G. Lewes, S. Bailey, J.-D. Morell, J. Murphy), 2^e éd. 1 vol. in-8. 7 fr. 50
- LIARD. **Les logiciens anglais contemporains** (Herschell, Whewell, Stuart Mill, G. Bentham, Hamilton, de Morgan, Beele, Stanley Jevons). 1 vol. in-18. 2^e édit. ... 2 fr. 50
- GUYAU. **La morale anglaise contemporaine**. Morale de l'utilité et de l'évolution. 1 vol. in-8. 7 fr. 50
- HUXLEY. **Hume, sa vie, sa philosophie**, traduit par G. COMPAYRÉ. 1 vol. in-8. 5 fr.
- JAMES SULLY. **Le pessimisme**, traduit par M. A. BERTRAND et GÉRARD. 1 vol. in-8. 7 fr. 50

PHILOSOPHIE ITALIENNE CONTEMPORAINE

- SICILIANI. **Prolégomènes à la psychogénie moderne**, traduit de l'italien par M. A. HERZEN. 1 vol. in-18. 2 fr. 50
- ESPINAS. **La philosophie expérimentale en Italie**, origines, état actuel. 1 vol. in-18. 2 fr. 50
- MARIANO. **La philosophie contemporaine en Italie**, essais de philos. hegelienne. In-18. 2 fr. 50
- TAINÉ. **La philosophie de l'art en Italie**. 1 vol. in-18. 2 fr. 50
- FERRI (Louis). **Essai sur l'histoire de la philosophie en Italie au XIX^e siècle**. 2 vol. in-8. 12 fr.
- **La philosophie de l'association depuis Hobbes jusqu'à nos jours**. 1 vol. in-8. 7 fr. 50
- MINGHETTI. **L'État et l'Église**. 1 vol. in-8. 5 fr.
- LEOPARDI. **Opuscules et pensées**. 1 vol. in-18. 2 fr. 50

BIBLIOTHÈQUE
DE
PHILOSOPHIE CONTEMPORAINE

Volumes in-18 à 2 fr. 50

Cartonnés.... 3 francs. — Reliés.... 3 fr. 75.

H. Taine.
LE POSITIVISME ANGLAIS, étude
sur Stuart Mill. 2^e édit.
L'IDÉALISME ANGLAIS, étude sur
Carlyle.
* PHILOSOPHIE DE L'ART EN ITA-
LIE. 3^e édition.
* PHILOSOPHIE DE L'ART DANS LES
PAYS-BAS. 2^e éd.
* PHILOSOPHIE DE L'ART EN GRÈCE.
2^e édition.
Paul Janet.
* LE MATÉRIALISME CONTEMPORAIN
* LA CRISE PHILOSOPHIQUE. Taine,
Renan, Vacherot, Littré.
* PHILOSOPHIE DE LA RÉVOLUTION
FRANÇAISE.
* LE SAINT-SIMONISME.
* DIEU, L'HOMME ET LA BÉATITUDE.
(Œuvre inédite de Spinoza.)
LES ORIGINES DU SOCIALISME CON-
TEMPORAIN.
Odyse Barot.
PHILOSOPHIE DE L'HISTOIRE.
Alaux.
PHILOSOPHIE DE M. COUSIN.
Ad. Franck.
* PHILOSOPHIE DU DROIT PÉNAL.
PHILOS. DU DROIT ECCLÉSIASTIQUE.
LA PHILOSOPHIE MYSTIQUE EN
FRANCE AU XVIII^e SIÈCLE.
Charles de Rémusat.
* PHILOSOPHIE RELIGIEUSE.
Charles Lévêque.
* LE SPIRITUALISME DANS L'ART.
* LA SCIENCE DE L'INVISIBLE.
Émile Saisset.
* L'ÂME ET LA VIE, suivi d'une
étude sur l'Esthétique française.
* CRITIQUE ET HISTOIRE DE LA
PHILOSOPHIE (frag. et disc.).
Auguste Laugel.
* LA VOIX, L'OREILLE ET LA MU-
SIQUE.
* L'OPTIQUE ET LES ARTS.
* LES PROBLÈMES DE LA NATURE.

* LES PROBLÈMES DE LA VIE.
* LES PROBLÈMES DE L'ÂME.
Challemel-Lacour.
* LA PHILOSOPHIE INDIVIDUALISTE.
Albert Lemoine.
* LE VITALISME ET L'ANIMISME.
* DE LA PHYSIONOMIE ET DE LA
PAROLE.
* L'HABITUDE ET L'INSTINCT.
Milsand.
* L'ESTHÉTIQUE ANGLAISE.
A. Véra.
PHILOSOPHIE HEGELIENNE.
Beaussire.
* ANTÉCÉDENTS DE L'HEGELIANISME
DANS LA PHILOS. FRANÇAISE.
Bost.
LE PROTESTANTISME LIBÉRAL.
Ed. Auber.
PHILOSOPHIE DE LA MÉDECINE.
Leblais.
MATÉRIALISME ET SPIRITUALISME.
Ad. Garnier.
* DE LA MORALE DANS L'ANTI-
QUITÉ.
Schoebel.
PHILOSOPHIE DE LA RAISON PURE.
Ath. Coquerel fils.
PREMIÈRES TRANSFORMATIONS HIS-
TORIQUES DU CHRISTIANISME.
LA CONSCIENCE ET LA FOI.
HISTOIRE DU CREDO.
Jules Levallois.
DÉISME ET CHRISTIANISME.
Camille Selden.
LA MUSIQUE EN ALLEMAGNE.
Fontanès.
LE CHRISTIANISME MODERNE.
Stuart Mill.
AUGUSTE COMTE ET LA PHILOSO-
PHIE POSITIVE. 2^e édition.
L'UTILITARISME.

Mariano.
LA PHILOSOPHIE CONTEMPORAINE
EN ITALIE.

Saigey.
LA PHYSIQUE MODERNE, 2^e tirage.

E. Faivre.
DE LA VARIABILITÉ DES ESPÈCES.

Ernest Bersot.
* LIBRE PHILOSOPHIE.

A. Réville.
HISTOIRE DU DOGME DE LA DIVINITÉ
DE JÉSUS-CHRIST.

W. de Fonvielle.
L'ASTRONOMIE MODERNE.

C. Colgnét.
LA MORALE INDÉPENDANTE.

Et. Vacherot.
* LA SCIENCE ET LA CONSCIENCE.

E. Boutmy.
* PHILOSOPHIE DE L'ARCHITECTURE
EN GRÈCE.

Herbert Spencer.
* CLASSIFICATION DES SCIENCES
2^e édit.

Gauckler.
LE BEAU ET SON HISTOIRE.

Léon Dumont.
HAECKEL ET LA THÉORIE DE L'É
VOLUTION EN ALLEMAGNE.

Bertauld.
* L'ORDRE SOCIAL ET L'ORDRE
MORAL.
DE LA PHILOSOPHIE SOCIALE.

Th. Ribot.
* LES MALADIES DE LA MÉMOIRE.
2^e édition.

LES MALADIES DE LA VOLONTÉ.

Al. Herzen.
* PHYSIOLOGIE DE LA VOLONTÉ.

Bentham et Grote.
* LA RELIGION NATURELLE.

Hartmann.
LA RELIGION DE L'AVENIR. 2^e édit.
LE DARWINISME. 3^e édition.

H. Lotze.
* PSYCHOLOGIE PHYSIOLOGIQUE.

Schopenhauer.
LE LIBRE ARBITRE. 2^e édit.
LE FONDAMENT DE LA MORALE.
PENSÉES ET FRAGMENTS. 3^e édit.

Liard.
* LES LOGICIENS ANGLAIS CONTEMP.

Marion.
* J. LOCKE. Sa vie, son œuvre.

O. Schmidt.
LES SCIENCES NATURELLES ET LA
PHILOSOPHIE DE L'INCONSCIENT.

Haeckel.
LES PREUVES DU TRANSFORMISME.
PSYCHOLOGIE CELLULAIRE.

Pi Y Margall.
LES NATIONALITÉS.

Barthélemy Saint-Hilaire.
* DE LA MÉTAPHYSIQUE.

A. Espinas.
* PHILOSOPHIE EXPÉR. EN ITALIE.

P. Siciliani.
PSYCHOLOGIE MODERNE.

Léopardi.
OPUSCULES ET PENSÉES.

Roisel.
DE LA SUBSTANCE.

Zeller.
CHRISTIAN BAUR ET L'ÉCOLE DE
TUBINGUE.

Le volume suivant de la collection in-18 est épuisé ; il en reste quelques exemplaires sur papier vélin, cartonnés, tranche supérieure dorée :

JANET (P.). Le cerveau et la pensée. 1 vol.

5 fr,

ÉDITIONS ÉTRANGÈRES

Editions anglaises.

AUGUSTE LAUGEL. The United States during the war. In-8. 7 shill. 6 p.
ALBERT RÉVILLE. History of the doctrine of the deity of Jesus-Christ. 3 sh. 6 p.
H. TAINÉ. Italy (Naples et Rome). 7 sh. 6 p.
H. TAINÉ. The Philosophy of art. 3 sh.

PAUL JANET. The Materialism of present day. 1 vol. in-18, rel. 3 shill.

Editions allemandes.

JULES BARNI. Napoléon I. In-18. 3 m.
PAUL JANET. Der Materialismus unsere Zeit. 1 vol. in-18. 3 m.
H. TAINÉ. Philosophie der Kunst. 1 vol. in-18.



BIBLIOTHÈQUE DE PHILOSOPHIE CONTEMPORAINE

FORMAT IN-8

Volumes à 5 fr., 7 fr. 50 et 10 fr.; cart., 1 fr. en plus par vol.; reliure, 2 fr.

JULES BARNI.

- * **La morale dans la démocratie.** 1 vol. 5 fr.

AGASSIZ.

- * **De l'espèce et des classifications.** 1 vol. 5 fr.

STUART MILL.

- * **La philosophie de Hamilton.** 1 fort vol. 10 fr.

- * **Mes mémoires.** Histoire de ma vie et de mes idées, traduit de l'anglais par M. E. Cazelles. 1 vol. 5 fr.

- * **Système de logique** déductive et inductive. Traduit de l'anglais par M. Louis Peisse. 2 vol. 20 fr.

- * **Essais sur la Religion.** 1 vol. 5 fr.

DE QUATREFAGES.

- * **Ch. Darwin et ses précurseurs français.** 1 vol. 5 fr.

HERBERT SPENCER.

- * **Les premiers principes.** 1 fort vol. 10 fr.

- * **Principes de psychologie.** 2 vol. 20 fr.

- Principes de biologie.** 2 vol. in-8. 20 fr.

- * **Principes de sociologie :**

Tome I, traduit par M. Cazelles. 1 vol. in-8. 1878. 10 fr.

Tome II, traduit par MM. Cazelles et Gerschel. 1 vol. in-8. 1879. 7 fr. 50

Tome III, traduit par M. Cazelles. 1 vol. in-8. 1883. 15 fr.

- * **Essais sur le progrès,** traduit par M. Burdeau. 1 vol. in-8. 7 fr. 50

- Essais de politique,** traduit par M. Burdeau. 1 vol. in-8. 7 fr. 50

- Essais scientifiques.** 1 vol. in-8, traduit par M. Burdeau. 7 fr. 50

- * **De l'éducation physique, intellectuelle et morale.** 1 volume in-8, 3^e édition. 5 fr.

- * **Introduction à la science sociale.** 1 vol. in-8, 6^e édit. 6 fr.

- * **Les bases de la morale évolutionniste.** 1 vol. in-8, 2^e éd. 6 fr.

- * **Classification des sciences.** 1 vol. in-8, 2^e édit. 2 fr. 50

- Descriptive sociology,** or groupes of sociological facts, FRENCH compiled by JAMES COLLIER. 1 vol. in-folio. 50 fr.

AUGUSTE LAUGEL.

- * **Les problèmes** (Problèmes de la nature, problèmes de la vie, problèmes de l'âme). 1 fort vol. 7 fr. 50

EMILE SAIGEY.

- * **Les sciences au XVIII^e siècle.** La physique de Voltaire. 1 vol. 5 fr.

PAUL JANET.

- * **Histoire de la science politique** dans ses rapports avec la morale. 2^e édition, 2 vol. 20 fr.

- * **Les causes finales.** 1 vol. in-8, 2^e édition. 10 fr.

TH. RIBOT.

- L'hérédité psychologique.** 1 vol. in-8, 2^e édition. 7 fr. 50

- La psychologie anglaise contemporaine.** 1 v. in-8, 3^e éd. 7 fr. 50

- La psychologie allemande contemporaine.** In-8. 7 fr. 50

HENRI RITTER.

- * **Histoire de la philosophie moderne,** traduction française, précédée d'une introduction par M. P. CHALLEMEL-LACOUR. 3 vol. in-8. 20 fr.

ALF. FOUILLEE.

- * **La liberté et le déterminisme.** 1 vol. in-8. 2^e édition. (S. presse.)
Critique des systèmes de morale contemporaine. 1 vol. in-8.
1883. 7 fr. 50

DE LAVELEYE.

- * **De la propriété et de ses formes primitives.** 1 vol. in-8.
3^e édit. 1882. 7 fr. 50

BAIN (ALEX.).

- * **La logique inductive et déductive,** traduit de l'anglais par
M. Compayré. 2 vol. 2^e édit. 20 fr.
* **Les sens et l'intelligence.** 1 vol., traduit par M. Cazelles. 10 fr.
* **L'esprit et le corps.** 1 vol. in-8, 4^e édit. 6 fr.
* **La science de l'éducation.** 1 vol. in-8, 4^e édit. 6 fr.
Les émotions et la volonté. 1 fort vol. (Sous presse.)

MATTHEW ARNOLD.

- La crise religieuse.** 1 vol. in-8. 7 fr. 50

BARDOUX.

- * **Les légistes, leur influence sur la société française.** 1 vol.
in-8. 1877. 5 fr.

HARTMANN (E. DE).

- * **La philosophie de l'inconscient,** trad. par M. D. Nolen, avec pré-
face de l'auteur pour l'édition française. 2 vol. in-8. 1877. 20 fr.

ESPINAS (ALF.).

- Des sociétés animales.** 1 vol. in-8. 2^e édition. 7 fr. 50

FLINT.

- * **La philosophie de l'histoire en France.** 1 vol. 7 fr. 50
* **La philosophie de l'histoire en Allemagne.** 1 vol. 7 fr. 50

LIARD.

- * **La science positive et la métaphysique.** 1 vol. 2^e édit. 7 fr. 50
Descartes. 1 vol. 5 fr.

GUYAU.

- * **La morale anglaise contemporaine.** 1 vol. 7 fr. 50

HUXLEY.

- * **Hume, sa vie, sa philosophie,** traduit de l'anglais et précédé
d'une introduction par M. G. Compayré. 1 vol. 5 fr.

E. NAVILLE.

- La logique de l'hypothèse.** 1 vol. in-8. 5 fr.
La physique moderne. 1 vol. in-8. 5 fr.

VACHEROT (ET.).

- Essais de philosophie critique.** 1 vol. in-8. 7 fr. 50
La religion. 1 vol. in-8. 7 fr. 50

MARION (H.).

- De la solidarité morale.** Essai de psychologie appliquée. 1 vol.
in-8. 2^e édition. 5 fr.

COLSENET (ED.).

- * **La vie inconsciente de l'esprit.** 1 vol. 5 fr.

SCHOPENHAUER.

- Aphorismes sur la sagesse dans la vie.** 1 vol. in-8. 5 fr.
De la quadruple racine du principe de la raison suffisante,
suivi d'une *Histoire de la doctrine de l'idéal et du réel.* 5 fr.

- BERTRAND (A.).
L'aperception du corps humain par la conscience. 1 vol. 5 fr.
- JAMES SULLY.
Le pessimisme, traduit par MM. Bertrand et Gérard. 7 fr. 50
- BUCHNER.
Science et nature. 1 vol. in-8, 2^e édition. 7 fr. 50
- EGGER (V.).
La parole intérieure. 1 vol. 5 fr.
- LOUIS FERRI.
La Psychologie de l'Association, depuis Hobbes jusqu'à nos jours.
1 vol. in-8. 7 fr. 50
- MAUDSLEY.
La pathologie de l'Esprit. 1 vol. in-8, traduit de l'anglais par
M. GERMONT. 10 fr.
-

BIBLIOTHÈQUE D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

Vol. in-18 à 3 fr. 50. — Vol. in-8 à 5 et 7 fr.

Cart., 1 fr. en plus par volume; reliure, 2 fr.

EUROPE

- SYBEL (H. De). **Histoire de l'Europe pendant la Révolution française**, traduit de l'allemand par M^{lle} DOSQUET. 3 vol. in-8. 21 fr.
Chaque volume séparément. 7 fr.
- DEBIDOUR. **Histoire diplomatique de l'Europe depuis 1815 jusqu'à nos jours.** 1 vol. in-8. (*Sous presse.*)

FRANCE

- CARLYLE. **Histoire de la Révolution française.** Traduit de l'anglais. 3 vol. in-18; chaque volume. 3 fr. 50
- CARNOT (H.). **La Révolution française**, résumé historique. 1 vol. in-12, nouvelle édition. 3 fr. 50
- ROCHAU (De). **Histoire de la Restauration.** 1 vol. in-18, traduit de l'allemand. 3 fr. 50
- * LOUIS BLANC. **Histoire de dix ans.** 5 vol. in-8. 25 fr.
Chaque volume séparément. 5 fr.
- 25 planches en taille-douce. Illustrations pour l'*Histoire de dix ans.* 6 fr.
- * ÉLIAS REGNAULT. **Histoire de huit ans (1840-1848).** 3 vol. in-8. 15 fr.
Chaque volume séparément. 5 fr.
- 14 planches en taille-douce. Illustrations pour l'*Histoire de huit ans.* 4 fr.
- * TAXILE DELORD. **Histoire du second empire (1848-1870).** 6 vol. in-8. 42 fr.
Chaque volume séparément. 7 fr.
- * BOERT. **La Guerre de 1870-1871**, d'après le colonel fédéral-suisse Rustow. 1 vol. in-18. 3 fr. 50
- LAUGEL (A.). **La France politique et sociale.** 1 vol. in-8. 5 fr.
- GAFFAREL (P.). **Les Colonies françaises.** 1 vol. in-8. 5 fr.
- WAHL. **L'Algérie.** 1 vol. in-8. 5 fr.

ANGLETERRE

- * SIR CORNEWAL LEWIS. **Histoire gouvernementale de l'Angleterre, depuis 1770 jusqu'à 1830.** 1 vol. in-8, traduit de l'anglais. 7 fr.
- * REYNALD (H.). **Histoire de l'Angleterre, depuis la reine Anne jusqu'à nos jours.** 1 vol. in-18. 2^e édition. 3 fr. 50
- * THACKERAY. **Les Quatre George.** Traduit de l'anglais par LEFOYER. 1 vol. in-18. 3 fr. 50
- * BAGEHOT (W.). **La Constitution anglaise,** traduit de l'anglais. 1 vol. in-18. 3 fr. 50
- * BAGEHOT (W.). **Lombart-Street.** Le marché financier en Angleterre. 1 vol. in-18. 3 fr. 50
- * LAUGEL (Aug.). **Lord Palmerston et lord Russel.** 1 vol. in-18 (1876). 3 fr. 50
- * GLADSTONE (E. W.). **Questions constitutionnelles (1873-1878).** — Le Prince-Époux. — Le droit électoral. Traduit de l'anglais, et précédé d'une introduction, par Albert GIGOT. 1 vol. in-8. 5 fr.

ALLEMAGNE

- * HILLEBRAND (K.). **La Prusse contemporaine et ses institutions.** 1 vol. in-18. 3 fr. 50
- * VÉRON (Eug.). **Histoire de la Prusse, depuis la mort de Frédéric II jusqu'à la bataille de Sadowa.** 1 vol. in-18. 3 fr. 50
- * VÉRON (Eug.). **Histoire de l'Allemagne, depuis la bataille de Sadowa jusqu'à nos jours.** 1 vol. in-18. 3 fr. 50
- * BOURLOTON (Ed.). **L'Allemagne contemporaine.** 1 volume in-18. 3 fr. 50

AUTRICHE-HONGRIE

- * ASSELINE (L.). **Histoire de l'Autriche, depuis la mort de Marie-Thérèse jusqu'à nos jours.** 1 vol. in-18. 3 fr. 50
- SAYOUS (Ed.). **Histoire des Hongrois et de leur littérature politique, de 1790 à 1815.** 1 vol. in-18. 3 fr. 50

ESPAGNE

- * REYNALD (H.). **Histoire de l'Espagne, depuis la mort de Charles III jusqu'à nos jours.** 1 vol. in-18. 3 fr. 50

RUSSIE

- HERBERT BARRY. **La Russie contemporaine,** traduit de l'anglais. 1 vol. in-18. 3 fr. 50
- CRÉHANGE (M.). **Histoire contemporaine de la Russie.** 1 volume in-18. 3 fr. 50

SUISSE

- DIXON (H.). **La Suisse contemporaine.** 1 vol. in-18, traduit de l'anglais. 3 fr. 50
- * DAENDLIKER. **Histoire du peuple suisse,** traduit de l'allemand par M^{me} Jules FAVRE, et précédée d'une introduction de M. Jules FAVRE. 1 vol. in-18. 5 fr.

AMÉRIQUE

DEBERLE (Alf.). **Histoire de l'Amérique du Sud**, depuis sa conquête jusqu'à nos jours. 1 vol. in-18. 2^e édition. (*Sous presse.*)

* LAUGEL (Aug.). **Les États-Unis pendant la guerre. 1861-1864.** Souvenirs personnels. 1 vol. in-18. 3 fr. 50

* DESPOIS (Eug.). **Le Vandalisme révolutionnaire.** Fondations littéraires, scientifiques et artistiques de la Convention. 1 vol. in-18. 2^e édition. (*Sous presse.*)

* BARNI (Jules). **Histoire des idées morales et politiques en France au dix-huitième siècle.** 2 vol. in-18, chaque volume. 3 fr. 50

* BARNI (Jules). **Les Moralistes français au dix-huitième siècle.** 1 vol. in-18 faisant suite aux deux précédents. 3 fr. 50

BARNI (Jules). **Napoléon I^{er} et son historien M. Thiers.** 1 vol. in-18. 3 fr. 50

BEAUSSIRE (Émile). **La guerre étrangère et la guerre civile.** 1 vol. in-18. 3 fr. 50

* CLAMAGERAN (J.). **La France républicaine.** 1 vol. in-18. 3 fr. 50

LAVELEYE (E. de). **Le socialisme contemporain.** 1 vol. in-18. 2^e édition. 3 fr. 50.

BIBLIOTHÈQUE HISTORIQUE ET POLITIQUE

Volumes in-8, à 5, 7 fr. 50 et 10 fr.

* ALBANY DE FONBLANQUE. **L'Angleterre, son gouvernement, ses institutions.** Traduit de l'anglais sur la 14^e édition par M. DREYFUS, avec introduction par M. H. BRISSON. 1 vol. in-8. 5 fr.

BENLOEW. **Les lois de l'Histoire.** 1 vol. in-8. 5 fr.

* DESCHANEL (E.). **Le peuple et la bourgeoisie.** 1 vol. in-8. 5 fr.

DU CASSE. **Les rois frères de Napoléon I^{er}.** 1 vol. in-8. 10 fr.

MINGHETTI. **L'État et l'Église.** 1 vol. in-8. 5 fr.

LOUIS BLANC. **Discours politiques (1848-1881).** 1 vol. in-8. 7 fr. 50

PUBLICATIONS HISTORIQUES ILLUSTRÉES

HISTOIRE ILLUSTRÉE DU SECOND EMPIRE, par Taxile DELORD
6 vol. in-8 colombier :

Chaque vol. broché, 8 fr. — Cart. doré, tr. dorées. 11 fr. 50

L'ouvrage est complet. On peut se procurer les livraisons de 8 pages au prix de 10 centimes.

HISTOIRE POPULAIRE DE LA FRANCE, depuis les origines jusqu'en 1815. — Nouvelle édition. — 4 vol. in-8 colombier :

Chaque vol., avec gravures, broché, 7 fr. 50 — Cart. doré, tranches dorées..... 11 fr.

L'ouvrage est complet. Chaque livraison de 8 pages se vend séparément 15 centimes.

LES ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

(DU 4 SEPTEMBRE 1870 AU 8 FÉVRIER 1871)

ENQUÊTE PARLEMENTAIRE FAITE PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

RAPPORTS DE LA COMMISSION ET DES SOUS-COMMISSIONS

TÉLÉGRAMMES

PIÈCES DIVERSES — DÉPOSITIONS DES TÉMOINS — PIÈCES JUSTIFICATIVES
TABLES ANALYTIQUE, GÉNÉRALE ET NOMINATIVE

7 forts volumes in-4. — Chaque volume séparément 16 fr.

L'ouvrage complet en 7 volumes : 112 fr.

Cette édition populaire réunit en sept volumes, avec une Table analytique par volume, tous les documents distribués à l'Assemblée nationale. — Une Table générale et nominative termine le 7^e volume.

Rapports sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale, se vendant séparément :

E. RESSÉGUIER. — Toulouse sous le Gouv. de la Défense nat. In-4.	2 fr. 50
SAINT-MARC GIRARDIN. — La chute du second Empire. In-4.	4 fr. 50
<i>Pièces justificatives du rapport de M. Saint-Marc Girardin.</i> 1 vol. in-4.	5 fr.
DE SUGNY. — Marseille sous le Gouv. de la Défense nat. In-4.	10 fr.
DE SUGNY. — Lyon sous le Gouv. de la Défense nat. In-4.	7 fr.
DARU. — La politique du Gouv. de la Défense nat. à Paris. In-4.	15 fr.
CHAPER. — Le Gouv. de la Défense à Paris au point de vue militaire. In-4.	15 fr.
CHAPER. — Procès-verbaux des séances du Gouv. de la Défense nat. In-4.	5 fr.
DOREAU-LAJANADIE. — L'emprunt Morgan. In-4.	4 fr. 50
DE LA BORDERIE. — Le camp de Coulie et l'armée de Bretagne. In-4.	40 fr.
DE LA SICOTIÈRE. — L'affaire de Dreux. In-4.	2 fr. 50
DE LA SICOTIÈRE. — L'Algérie sous le Gouvernement de la Défense nationale. 2 vol. in-4.	22 fr.
DE RAINNEVILLE. Actes diplomatiques du Gouv. de la Défense nat. 1 vol. in-4.	3 fr. 50
LALLIÉ. Les postes et les télégraphes pendant la guerre. 1 vol. in-4.	1 fr. 50
DELSOL. La ligne du Sud-Ouest. 1 vol. in-4.	1 fr. 50
PERROT. Le Gouvernement de la Défense nationale en province. 2 vol. in-4.	25 fr.
BOREAU-LAJANADIE. Rapport sur les actes de la Délégation du Gouvernement de la Défense nationale à Tours et à Bordeaux. 1 vol. in-4.	5 fr.
<i>Dépêches télégraphiques officielles.</i> 2 vol. in-4.	25 fr.
<i>Procès-verbaux de la Commune.</i> 1 vol. in-4.	5 fr.
<i>Table générale et analytique des dépositions des témoins.</i> 1 vol. in-4.	3 fr. 50

ENQUÊTE PARLEMENTAIRE

SUR

L'INSURRECTION DU 18 MARS

1^o RAPPORTS. — 2^o DÉPOSITIONS de MM. Thiers, maréchal Mac-Mahon, général Trochu, J. Favre, Ernest Picard, J. Ferry, général Le Flô, général Vinoy, colonel Lambert, colonel Gaillard, général Appert, Floquet, général Cremer, amiral Saisset, Schœlcher, amiral Pothuan, colonel Langlois, etc. — 3^o PIÈCES JUSTIFICATIVES.

1 vol. grand in-4^o. — Prix : 16 fr.

BIBLIOTHÈQUE SCIENTIFIQUE

INTERNATIONALE

Publiée sous la direction de

M. Émile ALGLAVE

La *Bibliothèque scientifique internationale* n'est pas une entreprise de librairie ordinaire. C'est une œuvre dirigée par les auteurs mêmes, en vue des intérêts de la science, pour la populariser sous toutes ses formes, et faire connaître immédiatement dans le monde entier les idées originales, les directions nouvelles, les découvertes importantes qui se font chaque jour dans tous les pays. Chaque savant expose les idées qu'il a introduites dans la science et condense pour ainsi dire ses doctrines les plus originales.

On peut ainsi, sans quitter la France, assister et participer au mouvement des esprits en Angleterre, en Allemagne, en Amérique, en Italie, tout aussi bien que les savants mêmes de chacun de ces pays.

La *Bibliothèque scientifique internationale* ne comprend pas seulement des ouvrages consacrés aux sciences physiques et naturelles, elle aborde aussi les sciences morales, comme la philosophie, l'histoire, la politique et l'économie sociale, la haute législation, etc.; mais les livres traitant des sujets de ce genre se rattachent encore aux sciences naturelles, en leur empruntant les méthodes d'observation et d'expérience qui les ont rendues si fécondes depuis deux siècles.

Cette collection paraît à la fois en français, en anglais, en allemand, en russe et en italien : à Paris, chez Germer Baillière et C^{ie} ; à Londres, chez C. Kegan, Paul et C^{ie} ; à New-York, chez Appleton ; à Leipzig, chez Brockhaus ; et à Milan, chez Dumolard frères.

LISTE DES OUVRAGES PAR ORDRE D'APPARITION

VOLUMES IN-8, CARTONNÉS A L'ANGLAISE, A 6 FRANCS.

Les mêmes en demi-reliure veau avec coins, tr. supér. dorée,
non rogné..... 10 fr.

Les titres précédés d'un *astérisque* sont recommandés par le Ministère de l'Instruction publique pour les Bibliothèques des lycées et des collèges.

- * 1. J. TYNDALL. **Les glaciers et les transformations de l'eau**, avec figures. 1 vol. in-8. 3^e édition. 6 fr.
- * 2. MAREY. **La machine animale**, locomotion terrestre et aérienne, avec de nombreuses fig. 1 vol. in-8. 3^e édition. 6 fr.
- * 3. BAGEHOT. **Lois scientifiques du développement des nations** dans leurs rapports avec les principes de la sélection naturelle et de l'hérédité. 1 vol. in-8. 4^e édition. 6 fr.
- * 4. BAIN. **L'esprit et le corps**. 1 vol. in-8. 4^e édition. 6 fr.

- * 5. PETTIGREW. **La locomotion chez les animaux**, marche, natation. 1 vol. in-8, avec figures. 6 fr.
- * 6. HERBERT SPENCER. **La science sociale**. in-8, 5^e édit. 6 fr.
- * 7. SCHMIDT (O.). **La descendance de l'homme et le darwinisme**. 1 vol. in-8, avec fig. 3^e édition. 6 fr.
- * 8. MAUDSLEY. **Le crime et la folie**. 1 vol. in-8. 4^e édit. 6 fr.
- * 9. VAN BENEDEN. **Les commensaux et les parasites dans le règne animal**. 1 vol. in-8, avec figures. 2^e édit. 6 fr.
- 10. BALFOUR STEWART. **La conservation de l'énergie**, suiv. d'une étude sur la *nature de la force*, par M. P. de Saint-Robert, avec figures. 1 vol. in-8. 3^e édition. 6 fr.
- 11. DRAPER. **Les conflits de la science et de la religion**. 1 vol. in-8. 6^e édition. 6 fr.
- 12. SCHUTZENBERGER. **Les fermentations**. 1 vol. in-8, avec fig. 3^e édition. 6 fr.
- * 13. L. DUMONT. **Théorie scientifique de la sensibilité**. 1 vol. in-8. 2^e édition. 6 fr.
- * 14. WHITNEY. **La vie du langage**. 1 vol. in-8. 3^e édit. 6 fr.
- 15. COOKE et BERKELEY. **Les champignons**. 1 vol. in-8, avec figures. 3^e édition. 6 fr.
- * 16. BERNSTEIN. **Les sens**. 1 vol. in-8, avec 91 fig. 3^e édit. 6 fr.
- * 17. BERTHELOT. **La synthèse chimique**. 1 vol. in-8. 4^e édition. 6 fr.
- * 18. VOGEL. **La photographie et la chimie de la lumière**, avec 95 figures. 1 vol. in-8. 3^e édition. 6 fr.
- * 19. LUYB. **Le cerveau et ses fonctions**, avec figures. 1 vol. in-8. 4^e édition. 6 fr.
- * 20. STANLEY JEVONS. **La monnaie et le mécanisme de l'échange**. 1 vol. in-8. 2^e édition. 6 fr.
- * 21. FUCHS. **Les volcans et les tremblements de terre**. 1 vol. in-8, avec figures et une carte en couleur. 3^e éd. 6 fr.
- * 22. GÉNÉRAL BRIALMONT. **Les camps retranchés et leur rôle dans la défense des États**, avec fig. dans le texte et 2 planches hors texte. 2^e édit. 6 fr.
- * 23. DE QUATREFAGES. **L'espèce humaine**. 1 vol. in-8. 6^e édition. 6 fr.
- * 24. BLASERNA et HELMHOLTZ. **Le son et la musique**. 1 vol. in-8, avec figures. 2^e édit. 6 fr.
- * 25. ROSENTHAL. **Les nerfs et les muscles**. 1 vol. in-8, avec 75 figures. 2^e édition. 6 fr.
- * 26. BRUCKE et HELMHOLTZ. **Principes scientifiques des beaux-arts**, avec 39 figures. 2^e édit. 6 fr.
- * 27. WURTZ. **La théorie atomique**. 1 vol. in-8. 3^e édition. 6 fr.
- * 28-29. SECCHI (le Père). **Les étoiles**. 2 vol. in-8, avec 63 fig. dans le texte et 17 pl. en noir et en coul. hors texte. 2^e édit. 12 fr.
- * 30. JOLY. **L'homme avant les métaux**. In-8 avec fig. 3^e éd. 6 fr.
- * 31. A. BAIN. **La science de l'éducation**. 1 v. in-8. 4^e édit. 6 fr.
- * 32-33. THURSTON (R.). **Histoire des machines à vapeur**, précédé d'une introduction par M. HIRSCH. 2 vol. in-8, avec 140 fig. dans le texte et 16 pl. hors texte. 2^e édit. 12 fr.

- * 34. HARTMANN (R.). **Les peuples de l'Afrique.** 1 vol. in-8, avec figures. 6 fr.
- * 35. HERBERT SPENCER. **Les bases de la morale évolutionniste.** 1 vol. in-8. 2^e édit. 6 fr.
36. HUXLEY. **L'écrevisse**, introduction à l'étude de la zoologie. 1 vol. in-8, avec figures. 6 fr.
37. DE ROBERTY. **De la sociologie.** 1 vol. in-8. 6 fr.
- * 38. ROOD. **Théorie scientifique des couleurs.** 1 vol. in-8 avec figures et une planche en couleurs hors texte. 6 fr.
39. DE SAPORTA et MARION. **L'évolution du règne végétal** (les Cryptogames). 1 vol. in-8 avec figures. 6 fr.
- 40-41. CHARLTON BASTIAN. **Le cerveau, organe de la pensée chez l'homme et chez les animaux.** 2 v. in-8, avec fig. 12 fr.
42. JAMES SULLY. **Les illusions des sens et de l'esprit.** 1 vol. in-8 avec figures. 6 fr.
43. YOUNG. **Le Soleil.** 1 vol. in-8, avec figures. 6 fr.
44. De CANDOLLE. **L'origine des plantes cultivées.** 2^e édition. 1 vol. in-8. 6 fr.
- 45-46. SIR JOHN LUBBOCK. **Fourmis, Abeilles et Guêpes.** Etudes expérimentales sur l'organisation et les mœurs des sociétés d'insectes hyménoptères. 2 vol. in-8 avec 65 figures dans le texte, et 13 planches hors texte dont 5 coloriées. 12 fr.
47. PERRIER (Ed.). **La philosophie zoologique jusqu'à Darwin.** 1 vol. in-8. 6 fr.

OUVRAGES SUR LE POINT DE PARAÎTRE :

- STALLO. **La matière et la physique moderne.** 1 vol. in-8.
- CARTAILHAC (E.). **La France préhistorique d'après les sépultures.**
- POUCHET (G.). **Le sang.** 1 vol. in-8, avec figures.
- ROMANES. **L'intelligence des animaux.** 1 vol. in-8.
- SEMPER. **Les conditions d'existence des animaux.** 1 vol. in-8. avec figures.

LISTE DES OUVRAGES

DE LA

BIBLIOTHÈQUE SCIENTIFIQUE INTERNATIONALE

PAR ORDRE DE MATIÈRES

Chaque volume in-8, cartonné à l'anglaise... 6 francs.

En demi-reliure veau avec coins, tranche supérieure dorée,
non rogné 10 francs.

SCIENCES SOCIALES

- Introduction à la science sociale**, par HERBERT SPENCER. 1 vol.
- Les Bases de la morale évolutionniste**, par HERBERT SPENCER. 1 vol.
- Les Conflits de la science et de la religion**, par DRAPER, professeur à l'Université de New-York. 1 vol.

Le Crime et la Folie, par H. MAUDSLEY, professeur de médecine légale à l'Université de Londres. 1 vol.

La Défense des États et des camps retranchés, par le général A. BRIALMONT, inspecteur général des fortifications et du corps du génie de Belgique. 1 vol. avec nombreuses figures dans le texte et 2 planches hors texte.

La Monnaie et le mécanisme de l'échange, par W. STANLEY JEVONS, prof. d'économie politique à l'Université de Londres. 1 vol.

La Sociologie, par DE ROBERTY. 1 vol.

La Science de l'éducation, par Alex. BAIN, professeur à l'Université d'Aberdeen (Écosse). 1 vol.

Lois scientifiques du développement des nations dans leurs rapports avec les principes de l'hérédité et de la sélection naturelle, par W. BAGEHOT. 1 vol.

La Vie du Langage, par D. WHITNEY, professeur de philologie comparée à Yale-College de Boston (États-Unis). 1 vol.

PHYSIOLOGIE

Les Illusions des Sens et de l'Esprit, par JAMES SULLY. 1 vol in-8.

La Locomotion chez les animaux (marche, natation et vol), suivie d'une étude sur l'*Histoire de la Navigation aérienne*, par J.-B. PETTIGREW, professeur au Collège royal de chirurgie d'Édimbourg (Écosse). 1 vol. avec 140 figures dans le texte.

Les Nerfs et les Muscles, par J. ROSENTHAL, professeur de physiologie à l'Université d'Erlangen (Bavière). 1 vol. avec 75 figures dans le texte.

La Machine animale, par E.-J. MAREY, membre de l'Institut, professeur au Collège de France. 1 vol. avec 117 figures dans le texte.

Les Sens, par BERNSTEIN, professeur de physiologie à l'Université de Halle (Prusse). 1 vol. avec 91 figures dans le texte.

PHILOSOPHIE SCIENTIFIQUE

Le Cerveau et ses fonctions, par J. LUYS, membre de l'Académie de médecine, médecin de la Salpêtrière. 1 vol. avec figures.

Le Cerveau et la Pensée chez l'homme et les animaux, par CHARLTON BASTIAN, professeur à l'Université de Londres. 2 vol. avec 184 figures dans le texte.

Le Crime et la Folie, par H. MAUDSLEY, professeur à l'Université de Londres. 1 vol.

L'Esprit et le Corps, considérés au point de vue de leurs relations, suivi d'études sur les *Erreurs généralement répandues au sujet de l'Esprit*, par Alex. BAIN, prof. à l'Université d'Aberdeen (Écosse). 1 vol.

Théorie scientifique de la sensibilité : le Plaisir et la Peine, par LÉON DUMONT. 1 vol.

ANTHROPOLOGIE

- L'Espèce humaine**, par A. DE QUATREFAGES, membre de l'Institut, professeur d'anthropologie au Muséum d'histoire naturelle de Paris. 1 vol.
- L'Homme avant les métaux**, par N. JOLY, correspondant de l'Institut, professeur à la Faculté des sciences de Toulouse. 2^e édition, 1 vol. avec 150 figures dans le texte et un frontispice.
- Les peuples de l'Afrique**, par R. HARTMANN, professeur à l'Université de Berlin. 1 vol. avec 93 figures dans le texte.

ZOOLOGIE

- Descendance et Darwinisme**, par O. SCHMIDT, professeur à l'Université de Strasbourg. 1 vol. avec figures.
- Fourmis, Abeilles, Guêpes**, par sir JOHN LUBBOCK. 2 vol. in-8, avec figures dans le texte et 13 planches hors texte dont 5 coloriées.
- L'Écrevisse**, introduction à l'étude de la zoologie, par Th.-H. HUXLEY, membre de la Société royale de Londres et de l'Institut de France, professeur d'histoire naturelle à l'École royale des mines de Londres. 1 vol. avec 82 figures.
- Les Commensaux et les Parasites** dans le règne animal, par P.-J. VAN BENEDEN, professeur à l'Université de Louvain (Belgique). 1 vol. avec 83 figures dans le texte.

BOTANIQUE — GÉOLOGIE

- Les Champignons**, par COOKE et BERKELEY. 1 vol. avec 110 figures.
- L'Évolution du règne végétal, les Cryptogames**, par G. DE SAPORTA, correspondant de l'Institut, et MARION, professeur à la Faculté des sciences de Marseille. 1 vol. avec 85 figures dans le texte.
- Les Volcans et les Tremblements de terre**, par FUCHS, professeur à l'Université de Heidelberg. 1 vol. avec 36 figures et une carte en couleur.
- Origine des Plantes cultivées**, par A. DE CANDOLLE, correspondant de l'Institut. 1 vol.

CHIMIE

- Les Fermentations**, par P. SCHUTZENBERGER, membre de l'Académie de médecine, professeur de chimie au Collège de France. 1 vol.
- La Synthèse chimique**, par M. BERTHELOT, membre de l'Institut, professeur de chimie organique au Collège de France. 1 vol.
- La Théorie atomique**, par Ad. WURTZ, membre de l'Institut, professeur à la Faculté des sciences et à la Faculté de médecine de Paris. 1 vol.

ASTRONOMIE — MÉCANIQUE

Histoire de la Machine à vapeur, de la Locomotive et des Bateaux à vapeur, par R. THURSTON, professeur de mécanique à l'Institut technique de Hoboken, près New-York, revue, annotée et augmentée d'une introduction par HIRSCH, professeur de machines à vapeur à l'École des ponts et chaussées de Paris. 2 vol. avec 160 figures dans le texte et 16 planches tirées à part.

Les Étoiles, notions d'astronomie sidérale, par le P. A. SECCHI, directeur de l'Observatoire du Collège Romain. 2 vol. avec 63 figures dans le texte et 16 planches en noir et en couleur.

Le Soleil, par C.-A. YOUNG, professeur d'astronomie au collège de New-Jersey. 1 vol. in-8 avec 87 figures.

PHYSIQUE

La Conservation de l'énergie, par BALFOUR STEWART, professeur de physique au collège Owens de Manchester (Angleterre), suivi d'une étude sur *la Nature de la force*, par P. DE SAINT-ROBERT (de Turin). 1 vol. avec figures.

Les Glaciers et les Transformations de l'eau, par J. TYNDALL, professeur de chimie à l'Institution royale de Londres, suivi d'une étude sur le même sujet par HELMHOLTZ, professeur à l'Université de Berlin. 1 vol. avec nombreuses figures dans le texte et 8 planches tirées à part sur papier teinté.

La Photographie et la Chimie de la Lumière, par VOGEL, professeur à l'Académie polytechnique de Berlin. 1 vol. avec 95 figures dans le texte et une planche en photoglyptie.

THÉORIE DES BEAUX-ARTS

Le Son et la Musique, par P. BLASERNA, professeur à l'Université de Rome, suivi des *Causes physiologiques de l'harmonie musicale*, par H. HELMHOLTZ, professeur à l'Université de Berlin. 1 vol. avec 41 figures.

Principes scientifiques des Beaux-Arts, par E. BRUCKE, professeur à l'Université de Vienne, suivi de *l'Optique et les Arts*, par HELMHOLTZ, professeur à l'Université de Berlin. 1 vol. avec figures.

Théorie scientifique des Couleurs et leurs applications aux arts et à l'industrie, par O.-N. ROOS, professeur de physique à Columbia-College de New-York (États-Unis). 1 vol. avec 130 figures dans le texte et une planche en couleurs.

RÉCENTES PUBLICATIONS

HISTORIQUES, PHILOSOPHIQUES ET SCIENTIFIQUES

Qui ne se trouvent pas dans les Bibliothèques.

- ALAUX. **La religion progressive.** 1 vol. in-18. 3 fr. 50
- ARRÉAT. **Une éducation intellectuelle.** 1 vol. in-18. 2 fr. 50
- AUDIFFRET-PASQUIER. **Discours devant les commissions de réorganisation de l'armée et des marchés.** 2 fr. 50
- BALFOUR STEWART et TAIT. **L'univers invisible.** 1 vol. in-8, traduit de l'anglais. 7 fr. 50
- BARNI. Voy. KANT, pages 3, 8 et 29.
- BARNI. **Les martyrs de la libre pensée.** In-18. 2^e éd. 3 fr. 50
- BARNI (Jules). **Napoléon I^{er}.** 1 vol. in-8, édition populaire. 1 fr.
- BARNI (Jules). **Manuel républicain.** fr.
- BARTHÉLEMY SAINT-HILAIRE. Voy. ARISTOTE, pages 2 et 7.
- BAUTAIN. **La philosophie morale.** 2 vol. in-8. 12 fr.
- BÉNARD (Ch.). **De la philosophie dans l'éducation classique.** 1862. 1 fort vol. in-8. 6 fr.
- BELLECOMBE (André de). **Histoire universelle, première partie :** Chronologie universelle. 4 vol. gr. in-8; *deuxième partie :* Histoire universelle. 18 vol. gr. in-8 (sera continué).
Prix, les 22 volumes, 110 fr. ; le tome XVIII, séparément, 7 fr.
- BERTAUT, J. **Saurin**, et la prédication protestante jusqu'à la fin du règne de Louis XIV. 1 vol. in-8. 5 fr.
- BERTAULD (P.-A.). **Introduction à la recherche des causes premières. — De la méthode.**
3 vol. in-18. Chaque volume 3 fr. 50
- BLACKWELL (Dr Elisabeth). **Conseils aux parents**, sur l'éducation de leurs enfants au point de vue sexuel. 1 vol. in-18. 2 fr.
- BLANQUI. **L'éternité par les astres.** 1872. In-8. 2 fr.
- BOUCHARDAT. **Le travail**, son influence sur la santé (conférences faites aux ouvriers). 1863. 1 vol. in-18. 2 fr. 50
- BOUILLET (Ad.). **Les Bourgeois gentilshommes. — L'armée d'Henri V.** 1 vol. in-18. 3 fr. 50
- BOUILLET (Ad.). **Types nouveaux et inédits.** 1 vol. in-18. 1 fr. 50
- BOUILLET (Ad.). **L'arrière-ban de l'ordre moral.** 1 vol. in-18. 3 fr. 50
- BOURBON DEL MONTE. **L'homme et les animaux.** In-8. 5 fr.
- BOURDEAU (Louis). **Théorie des sciences**, plan de science intégrale. 2 vol. in-8. 1882. 20 fr.
- BOURDET (Eug.). **Principes d'éducation positive**, précédé d'une préface de M. Ch. ROBIN. 1 vol. in-18. 3 fr. 50
- BOURDET (Eug.). **Vocabulaire des principaux termes de la philosophie positive.** 1 vol. in-18. 1875. 3 fr. 50
- BOURLOTON (Edg.) et ROBERT (Edmond). **La Commune et ses idées à travers l'histoire.** 1 vol. in-18. 3 fr. 50
- BOUTROUX. **De la contingence des lois de la nature.** In-8. 1874. 4 fr.
- BROCHARD (V.). **De l'Erreur.** 1 vol. in-8. 1879. 3 fr. 50
- BUSQUET. **Représailles**, poésies. 1 vol. in-18. 3 fr.

- CADET. **Hygiène, inhumation, crémation.** In-18. 2 fr.
- CARETTE (le colonel). **Études sur les temps antéhistoriques.**
Première étude : *Le Langage*. 1 vol. in-8. 1878. 8 fr.
- CHASSERIAU (Jean). **Du principe autoritaire et du principe rationnel.** 1873. 1 vol. in-18. 3 fr. 50
- CLAMAGERAN. **L'Algérie, impressions de voyage.** 2^e édition. 1 vol. in-18. 3 fr. 50
- CLAVEL. **La morale positive.** 1873. 1 vol. in-18. 3 fr.
- CLAVEL. **Les principes au XIX^e siècle.** 1 v. in-18. 1877. 1 fr.
- CLOOD. **L'enfance du monde, simple histoire de l'homme des premiers temps.** In-12. 1 fr.
- CONTA. **Théorie du fatalisme.** 1 vol. in-18. 1877. 4 fr.
- CONTA. **Introduction à la métaphysique.** 1 vol. in-18. 3 fr.
- COQUEREL (Charles). **Lettres d'un marin à sa famille.** 1870. 1 vol. in-18. 3 fr. 50
- COQUEREL fils (Athanase). **Libres études** (religion, critique, histoire, beaux-arts). 1867. 1 vol. in-8. 5 fr.
- COQUEREL fils (Athanase). **Pourquoi la France n'est-elle pas protestante ?** 2^e édition. In-8. 1 fr.
- COQUEREL fils (Athanase). **La charité sans peur.** In-8. 75 c.
- COQUEREL fils (Athanase). **Évangile et liberté.** In-8. 50 c.
- COQUEREL fils (Athanase). **De l'éducation des filles, réponse à M^{re} l'évêque d'Orléans.** In-8. 1 fr.
- CORLIEU (le docteur). **La mort des rois de France, depuis François I^{er} jusqu'à la Révolution française, études médicales et historiques.** 1 vol. in-18. 3 fr. 50
- CORMENIN (DE)-TIMON. **Pamphlets anciens et nouveaux.** Gouvernement de Louis-Philippe, République, Second Empire. 1 beau vol. in-8 cavalier. 7 fr. 50
- Conférences de la Porte-Saint-Martin pendant le siège de Paris.** Discours de MM. Desmarests et de Pressensé. — Coquerel : sur les moyens de faire durer la République. — Le Berquier : sur la Commune. — E. Bersier : sur la Commune. — H. Cernuschi : sur la Légion d'honneur. In-8. 1 fr. 25
- CORTAMBERT (Louis). **La religion du progrès.** In-18. 3 fr. 50
- COSTE (Adolphe). **Hygiène sociale contre le paupérisme** (prix de 5000 fr. au concours Péreire). 1 vol. in-8. 1882. 6 fr.
- DANICOURT (Léon). **La patrie et la république.** In-18. 2 fr. 50
- DANOVER. **De l'esprit moderne.** 1 vol. in-18. 1 fr. 50
- DAURIAC (Lionel). **Des notions de force et de matière dans les sciences de la nature.** 1 vol. in-8, 1878. 5 fr.
- DAVY. **Les conventionnels de l'Eure : Buzot, Duroy, Lindet, à travers l'histoire.** 2 forts vol. in-8. 1876. 18 fr.
- DELBOEUF. **La psychologie comme science naturelle.** 1 vol. in-8, 1876. 2 fr. 50
- DELBOEUF. **Psychophysique, mesure des sensations de lumière et de fatigue; théorie générale de la sensibilité.** In-18, 1883. 3 fr. 50
- DELBOEUF. **Examen critique de la loi psychologique, sa base et sa signification.** 1 vol. in-18. 1883. 3 fr. 50
- DESTREM (J.). **Les déportations du Consulat.** 1 br. in-8. 1 fr. 50
- DOLLFUS (Ch.). **De la nature humaine.** 1868, 1 v. in-8. 5 fr.
- DOLLFUS (Ch.). **Lettres philosophiques.** In-18. 3 fr.
- DOLLFUS (Ch.). **Considérations sur l'histoire. Le monde antique.** 1872, 1 vol. in-8. 7 fr. 50
- DOLLFUS (Ch.). **L'âme dans les phénomènes de conscience.** 1 vol. in-18. 1876. 3 fr.



- DUBOST (Antonin). **Des conditions de gouvernement en France.** 1 vol. in-8. 1875. 7 fr. 50
- DUFAY. **Etudes sur la Destinée.** 1 vol. in-18, 1876. 3 fr.
- DUMONT (Léon). **Le sentiment du gracieux.** 1 vol. in-8. 3 fr.
- DUMONT (Léon). **Des causes du rire.** 1 vol. in-8. 2 fr.
- DU POTET. **Manuel de l'étudiant magnétiseur.** Nouvelle édition. 1868, 1 vol. in-18. 3 fr. 50
- DU POTET. **Traité complet de magnétisme, cours en douze leçons.** 1879, 4^e édition, 1 vol. in-8 de 634 pages. 8 fr.
- DUPUY (Paul). **Études politiques,** 1874. 1 v. in-8. 3 fr. 50
- DUTASTA. **Le Capitaine Vallé, ou l'Armée sous la Restauration.** 1 vol. in-18. 1883. 3 fr. 50
- DUVAL-JOUE. **Traité de Logique,** 1855. 1 vol. in-8. 6 fr.
- Éléments de science sociale.** Religion physique, sexuelle et naturelle. 1 vol. in-18. 3^e édit., 1877. 3 fr. 50
- ÉLIPHAS LÉVI. **Dogme et rituel de la haute magie.** 1861, 2^e édit., 2 vol. in-8, avec 24 fig. 18 fr.
- ÉLIPHAS LÉVI. **Histoire de la magie.** In-8, avec fig. 12 fr.
- ÉLIPHAS LÉVI. **Clef des grands mystères.** In-8. 12 fr.
- ÉLIPHAS LÉVI. **La science des esprits.** In-8. 7 fr.
- EVANS (John). **Les âges de la pierre.** Grand in-8, avec 467 fig. dans le texte. 15 fr. — En demi-reliure. 18 fr.
- EVANS (John). **L'âge du bronze.** Grand in-8, avec 540 figures dans le texte, broché. 15 fr. — En demi-reliure. 18 fr.
- EVELLIN. **Infini et quantité.** Étude sur le concept de l'infini dans la philosophie et dans les sciences. 1 vol. in-8. 2^e édition. (Sous presse.)
- FABRE (Joseph). **Histoire de la philosophie.** Première partie : Antiquité et moyen âge. 1 vol. in-12, 1877. 3 fr. 50
- FAU. **Anatomie des formes du corps humain,** à l'usage des peintres et des sculpteurs. 1 vol. in-8 et atlas de 25 planches. 2^e édition. Prix, fig. noires. 20 fr. ; fig. coloriées. 35 fr.
- FAUCONNIER. **La question sociale.** In-18, 1878. 3 fr. 50
- FAUCONNIER. **Protection et libre échange.** In-8. 2 fr.
- FAUCONNIER. **La morale et la religion dans l'enseignement.** 1 vol. in-8. 1881. 75 c.
- FAUCONNIER. **L'or et l'argent,** essai sur la question monétaire. 1 br. in-8. 1884. 2 fr. 50
- FERBUS (N.). **La science positive du bonheur.** 1 v. in-18. 3 fr.
- FERRIÈRE (Em.). **Les apôtres,** essai d'histoire religieuse, d'après la méthode des sciences naturelles. 1 vol. in-12. 4 fr. 50
- FERRIÈRE. **L'âme est la fonction du cerveau.** 2 vol. in-18. 7 fr.
- FERRON (de). **Théorie du progrès.** 2 vol. in-18. 7 fr.
- FIAUX. **La femme, le mariage et le divorce,** étude de sociologie et de physiologie. 1 vol. in-18. 3 fr. 50
- FOX (W.-J.). **Des idées religieuses.** In-8. 1876. 3 fr.
- FRÉDÉRIQ. **Hygiène populaire.** 1 vol. in-12. 1875. 4 fr.
- FRIBOURG (E.). **Le paupérisme parisien.** 1 vol. in-12. 1 fr. 25
- GALTIER-BOISSIÈRE. **Sématotechnie,** ou Nouveaux signes phonographiques. 1 vol. in-8 avec figures. 3 fr. 50
- GASTINEAU. **Voltaire en exil.** 1 vol. in-18. 3 fr.
- GAYTE (Claude). **Essai sur la croyance.** 1 vol. in-8. 3 fr. 50
- GILLIOT (Alph.). **Études sur les religions et institutions comparées.** 2 vol. in-12, tome I^{er}. 3 fr. — Tome II. 5 fr.

- GOUET (Amédée). **Histoire nationale de France**, d'après des documents nouveaux :
- Tome I. Gaulois et Francks. — Tome II. Temps féodaux. — Tome III. Tiers état. — Tome IV. Guerre des princes. — Tome V. Renaissance. — Tome VI. Réforme. — Tome VII. Guerres de religion. (*Sous presse.*) Prix de chaque vol. in-8. 5 fr.
- GRESLAND. **Le génie de l'homme**, libre philosophie, 1 fort vol. grand in-8, 1883. 7 fr.
- GUICHARD (V.). **La liberté de penser**. In-18. 3 fr. 50
- GUILLAUME (de Moissy). **Nouveau traité des sensations**. 2 vol. in-8. 1876. 15 fr.
- GUYAU. **Vers d'un philosophe**. 1 vol. In-18. 3 fr. 50
- HAYEM (Armand). **L'être social**. 1 vol. in-18. 1881. 3 fr. 50
- HERZEN. **Récits et Nouvelles**. 1 vol. in-18. 3 fr. 50
- HERZEN. **De l'autre rive**. 1 vol. in-18. 3 fr. 50
- HERZEN. **Lettres de France et d'Italie**. 1871. In-18. 3 fr. 50
- HUXLEY. **La physiographie**, introduction à l'étude de la nature, traduit et adapté par M. G. Lamy. 1 vol. in-8 avec figures dans le texte et 2 planches en couleurs, broché, 8 fr. — En demi-reliure, tranches dorées. 11 fr.
- ISSAURAT. **Monuments perdus de Pierre-Jean**, observations, pensées. 1868, 1 vol. in-18. 3 fr.
- ISSAURAT. **Les alarmes d'un père de famille**, suscitées par les faits et gestes de M^{re} Dupanloup. In-8. 1 fr.
- JACOBY. **Études sur la sélection dans ses rapports avec l'hérédité chez l'homme**. 1 vol. gr. in-8. 1881. 14 fr.
- JEANMAIRE. **L'idée de la personnalité dans la psychologie moderne**. 1 vol. in-8. 5 fr.
- JOZON (Paul). **De l'écriture phonétique**. In-18. 3 fr. 50
- JOYAU. **De l'invention dans les arts et dans les sciences**. 1 vol. in-8. 5 fr.
- KRANTZ (Emile). **Essai sur l'esthétique de Descartes**, rapports de la doctrine cartésienne avec la littérature classique du xvi^e siècle. 1 vol. in-8. 1882. 6 fr.
- LABORDE. **Les hommes et les actes de l'insurrection de Paris** devant la psychologie morbide. 1 vol. in-18. 2 fr. 50
- LACHELIER. **Le fondement de l'induction**. 1 vol. in-8. 3 fr. 50
- LACOMBE. **Mes droits**. 1869. 1 vol. in-12. 2 fr. 50
- LA LANDELLE (de). **Alphabet phonétique**. In-18. 2 fr. 50
- LANGLOIS. **L'homme et la Révolution**. 2 vol. in-18. 7 fr.
- LA PERRE DE ROO. **La consanguinité et les effets de l'hérédité**. 1 vol. in-8. 5 fr.
- LAUSSEDAT. **La Suisse**. Études méd. et sociales. In-18. 3 fr. 50
- LAVELEYE (Em. de). **De l'avenir des peuples catholiques**. 1 brochure in-8. 21^e édit. 1876. 25 c.
- LAVELEYE (Em. de). **Lettres sur l'Italie (1878-1879)**. 1 vol. in-18. 3 fr. 50
- LAVELEYE (Em. de). **L'Afrique centrale**. 1 vol. in-12. 3 fr.
- LAVELEYE (Em. de). **Le socialisme contemporain**. 1 vol. in-18. 2^e édition. 3 fr. 50
- LAVERGNE (Bernard). **L'ultramontanisme et l'État**. 1 vol. in-8. 1875. 1 fr. 50
- LEDRU (Alphonse). **Organisation, attributions et responsabilité des conseils de surveillance des sociétés en commandite par actions**. Grand in-8. 1876. 3 fr. 50

- LEDRU (Alphonse). **Des publicains et des Sociétés vectigaliennes.** 1 vol. grand in-8. 1876. 3 fr.
- LEDRU-ROLLIN. **Discours politiques et écrits divers.** 2 vol. in-8 cavalier. 1879. 12 fr.
- LEMER (Julien). **Dossier des Jésuites et des libertés de l'Église gallicane.** 1 vol. in-18. 1877. 3 fr. 50
- LIARD. **Des définitions géométriques et des définitions empiriques.** 1 vol. in-8. 3 fr. 50
- LITTRÉ. **Conservation, révolution et positivisme.** 1 vol. in-12. 2^e édition. 1879. 5 fr.
- LITTRÉ. **De l'établissement de la troisième république.** 1 vol. gr. in-8. 1881. 9 fr.
- LOURDEAU. **Le Sénat et la magistrature dans la démocratie française.** 1 vol. in-18. 1879. 3 fr. 50
- LUBBOCK (sir John). **L'homme préhistorique**, suivi d'une Description comparée des mœurs des sauvages modernes, 526 figures intercalées dans le texte. 3^e édition, suivie d'une conférence de M. P. BROCA sur les *Troglodytes de la Vézère*. 1 beau vol. in-8. (*Sous presse.*)
- LUBBOCK (sir John). **Les origines de la civilisation**, état primitif de l'homme et mœurs des sauvages modernes. 1877. 1 vol. gr. in-8 avec figures et planches hors texte. Traduit de l'anglais par M. Ed. BARBIER. 2^e édition. 1877. 15 fr.
Relié en demi-marroquin avec tr. dorées. 18 fr.
- MAGY. **De la science et de la nature.** In-8. 6 fr.
- MARAIS (Aug.). **Garibaldi et l'armée des Vosges** 1 vol. in-18. 1 fr. 50
- MASSERON (I.). **Danger et nécessité du socialisme.**
- MAURICE (Fernand). **La politique extérieure de la France.** 1 vol. in-12. 3 fr. 50
- MAX MULLER. **Amour allemand**, traduit de l'allemand. 1 vol. in-18. 3 fr. 50
- MAZZINI. **Lettres de Joseph Mazzini à Daniel Stern** (1864-1872), avec une lettre autographiée. 3 fr. 50
- MENIÈRE. **Cicéron médecin.** 1 vol. in-18. 4 fr. 50
- MENIÈRE. **Les consultations de M^{me} de Sévigné**, étude médico-littéraire. 1884. 1 vol. in-8. 3 fr.
- MESMER. **Mémoires et aphorismes**, suivi des procédés de d'Eslon. 1846. In-18. 2 fr. 50
- MICHAUT (N.). **De l'imagination.** 1 vol. in-8. 5 fr.
- MILSAND. **Les études classiques et l'enseignement public.** 1873. 1 vol. in-18. 3 fr. 50
- MILSAND. **Le code et la liberté.** 1865. In-8. 2 fr.
- MORIN (Miron). **De la séparation du temporel et du spirituel.** 1866. In-8. 3 fr. 50
- MORIN. **Magnétisme et sciences occultes.** In-8. 6 fr.
- MORIN (Frédéric). **Politique et philosophie.** In-18. 3 fr. 50
- MUNARET. **Le médecin des villes et des campagnes.** 4^e édition. 1862. 1 vol. grand in-18. 4 fr. 50
- NOEL (E.). **Mémoires d'un imbécile**, précédé d'une préface de M. Littré. 1 vol. in-18. 3^e édition. 1879. 3 fr. 50
- NOLEN (D.). **La critique de Kant et la métaphysique de Leibniz.** 1 vol. in-8. 1875. 6 fr.
- NOURRISSON. **Essai sur la philosophie de Bossuet.** 1 vol. in-8. 4 fr.

- OGER. **Les Bonaparte** et les frontières de la France. In-18. 50 c.
 OGER. **La République**. 1871, brochure in-8. 50 c.
 OLECHNOWICZ. **Histoire de la civilisation de l'humanité**,
 d'après la méthode brahmanique. 1 vol. in-12. 3 fr. 50
 OLLE-LAPRUNE. **La philosophie de Malebranche**. 2 vol. in-8.
 16 fr.
 PARIS (le colonel). **Le feu à Paris et en Amérique**. 1 vol.
 in-18. 3 fr. 50
 PARIS (comte de). **Les associations ouvrières en Angle-**
terre (trades-unions). 1869. 1 vol. gr. in-8. 2 fr. 50
 Édition sur pap. de Chine : broché, 12 fr. ; rel. de luxe. 20 fr.
 PELLETAN (Eugène). **La naissance d'une ville** (Royan).
 1 vol. in-18. 2 fr.
 PELLETAN (Eug.). **Jarousseau, le pasteur du désert**. 1 vol.
 in-18. 1877. Couronné par l'Académie française. 6^e édition.
 3 fr. 50
 PELLETAN (Eug.). **Élisée, voyage d'un homme à la**
recherche de lui-même. 1 vol. in-18. 1867. 3 fr. 50
 PELLETAN (Eug.). **Un roi philosophe, Frédéric le Grand**.
 1 vol. in-18. 1878. 3 fr. 50
 PELLETAN (Eug.). **Le monde marche** (la loi du progrès).
 In-18. 3 fr. 50
 PENJON. **Berkeley**, sa vie et ses œuvres. In-8. 1878. 7 fr. 50
 PEREZ (Bernard). **L'éducation dès le berceau**. In-8. 5 fr.
 PEREZ (Bernard). **La psychologie de l'enfant** (les trois pre-
 mières années). 2^e édition entièrement refondue. 1 vol. in-12.
 3 fr. 50
 PEREZ (Bernard). **Thiery Tiedmann. — Mes deux chats**.
 1 brochure in-12. 2 fr.
 PEREZ (Bernard). **Jacottot et sa méthode d'émancipation**
intellectuelle. 1 vol. in-18. 3 fr. 50
 PETROZ (P.). **L'art et la critique en France** depuis 1822.
 1 vol. in-18. 1875. 3 fr. 50
 PHILBERT (Louis). **Le rire**, essai littéraire, moral et psycholo-
 gique. 1 vol. in-8. 7 fr. 50
 PIETREMENT. **Les chevaux dans les temps préhistoriques**
et historiques. 1 vol. in-8. 15 fr.
 POEY. **Le positivisme**. 1 fort vol. in-12. 1876. 4 fr. 50
 POEY. **M. Littré et Auguste Comte**. 1 vol. in-18. 3 fr. 50
 POULLET. **La campagne de l'Est** (1870-1871). 1 vol. in-8
 avec 2 cartes, et pièces justificatives. 1879. 7 fr.
 QUINET (Edgar). **Œuvres complètes**. 28 volumes in-18.
 Chaque volume. 3 fr. 50

Chaque ouvrage se vend séparément :

- * I. — **Génie des Religions**. — De l'Origine des Dieux (nou-
 velle édition).
- * II. — **Les Jésuites**. — L'Ultramontanisme. — Introduction à la
 Philosophie de l'Humanité (nouvelle édition) avec Préface
 inédite. — Essai sur les Œuvres de Herder.
- * III. — **Le Christianisme et la Révolution française**. Examen de
 la vie de Jésus-Christ, par STRAUSS.
- * IV. — **Les Révolutions d'Italie**.
- * V. — **Marnix de Sainte-Aldegonde**.
- * VI. — **Les Roumains**. — Allemagne et Italie. — Mélanges.
- VII. — **Ahasverus**.
- * VIII. — **Prométhée**. — Les Esclaves.

Suite des Œuvres de EDGAR QUINET.

- * IX. — Mes Vacances en Espagne.
- * X. — Histoire de mes idées.
- XI. — L'Enseignement du Peuple. — La Croisade romaine. — L'État de siège. — Œuvres politiques, *avant l'exil*.
- * XII-XIII-XIV. — La Révolution, 3 vol.
- * XV. — Histoire de la Campagne de 1815.
- XVI. — Napoléon (poème), *épuisé*.
- XVII-XVIII. — Merlin l'Enchanteur, 2 vol.
- * XIX-XX. — Correspondance, *lettres à sa mère*, 2 vol.
- * XXI-XXII. — La Création, 2 vol.
- XXIII. — Le Livre de l'Exilé. — Œuvres politiques, *pendant l'exil*. — Le Panthéon. — Révolution religieuse au XIX^e siècle.
- XXIV. — Le Siège de Paris et la Défense nationale. — Œuvres politiques, *après l'exil*.
- XXV. — La République, conditions de régénération de la France.
- * XXVI. — L'esprit nouveau.
- * XXVII. — La Grèce moderne. — Histoire de la poésie. — Épopées françaises du XX^e siècle.
- XXVIII. — Vie et Mort du Génie grec.

Les tomes XI, XVII, XVIII, XIX, XX peuvent être fournis en format in-8. 6 fr. le volume.

- RAMBERT (E.) et P. ROBERT. **Les oiseaux dans la nature**, description pittoresque des oiseaux utiles. 3 vol. in-folio contenant chacun 20 chromolithographies, 10 gravures sur bois hors texte, et de nombreuses gravures dans le texte. Chaque volume, dans un carton, 40 fr. ; relié, avec fers spéciaux. 50 fr.
- RÉGAMEY (Guillaume). **Anatomie des formes du cheval**, à l'usage des peintres et des sculpteurs. 6 planches en chromolithographie, publiées sous la direction de FÉLIX RÉGAMEY, avec texte par le D^r KUHFF. 8 fr.
- RIBERT (Léonce). **Esprit de la Constitution** du 25 février 1875. 1 vol. in-18. 3 fr. 50
- RIBOT (Paul). **Matérialisme et spiritualisme**. 1873. In-8. 6 fr.
- ROBERT (Edmond). **Les domestiques**. In-18. 1875. 3 fr. 50
- SALETTA. **Principes de logique positive**. In-8. 1^{re} p. 3 fr. 50
- SECRÉTAN. **Philosophie de la liberté**. 2 vol. in-8. 10 fr.
- SIEGFRIED (Jules). **La misère, son histoire, ses causes, ses remèdes**. 1 vol. grand in-18. 3^e édition. 1879. 2 fr. 50
- SIÈREBOIS. **Autopsie de l'âme**. Identité du matérialisme et du vrai spiritualisme. 2^e édit. 1873. 1 vol. in-18. 2 fr. 50
- SMEE (A.). **Mon jardin**, géologie, botanique, histoire naturelle. 1876. 1 magnifique vol. gr. in-8, orné de 1300 fig. et 52 pl. hors texte. Broché, 15 fr. — Demi-rel., tranches dorées. 18 fr.
- SOREL (ALBERT). **Le traité de Paris du 20 novembre 1815**. 1873. 1 vol. in-8. 4 fr. 50
- STUART MILL (J.). **La République de 1848**, traduit de l'anglais, avec préface par SADI CARNOT. 1 vol in-18. 3 fr. 50

- TÉNOT (Eugène). **Paris et ses fortifications** (1870-1880).
1 vol. in-8. 5 fr.
- TÉNOT (Eugène). **La frontière** (1870-1881). 1 fort vol. grand
in-8. 1882. 8 fr.
- THIERS (Édouard). **La puissance de l'armée par la réduction
du service**. 1 vol. in-8. 1 fr. 50
- THULIÉ. **La folie et la loi**. 1867. 2^e édit. 1 vol. in-8. 3 fr. 50
- THULIÉ. **La manie raisonnante du docteur Campagne**.
1870. Broch. in-8 de 132 pages. 2 fr.
- TIBERGHIEU. **Les commandements de l'humanité**. 1872.
1 vol. in-18. 3 fr.
- TIBERGHIEU. **Enseignement et philosophie**. In-18. 4 fr.
- TIBERGHIEU. **Introduction à la philosophie**. In-8. 6 fr.
- TIBERGHIEU. **La science de l'âme**. 1 v. in-12. 3^e édit. 1879. 6 fr.
- TIBERGHIEU. **Éléments de morale univ.** 1 v. in-12. 1879. 2 fr.
- TISSANDIER. **Études de Théodicée**. 1869. In-8 de 270 p. 4 fr.
- TISSOT. **Principes de morale**. In-8. 6 fr.
- TISSOT. Voy. KANT, page 3.
- TISSOT (J.). **Essai de philosophie naturelle**, tome I. 1 vol.
in-8. 12 fr.
- VACHEROT. **La science et la métaphysique**. 3 vol. in-18.
10 fr. 50
- VACHEROT. Voyez pages 7 et 9.
- VALLIER. **De l'intention morale**. 1 vol. in-8. 3 fr. 50
- VAN DER REST. **Platon et Aristote**. In-8. 1876. 10 fr.
- VALMONT (V.). **L'espion prussien**, roman anglais, traduit par
M.-J. DUBRISAY. 1 vol. in-18. 3 fr. 50
- VÉRA. **Strauss et l'ancienne et la nouvelle foi**. In-8. 6 fr.
- VÉRA. **Cavour et l'Église libre dans l'État libre**. 1874.
In-8. 3 fr. 50
- VÉRA. **L'Hégélianisme et la philosophie**. In-18. 3 fr. 50
- VÉRA. **Mélanges philosophiques**. 1 vol. in-8. 1862. 5 fr.
- VÉRA. **Platonis, Aristotelis et Hegelii de medio terminis
doctrina**. 1 vol. in-8. 1845. 1 fr. 50
- VÉRA. **Introduction à la philosophie de Hegel**. 1 vol. in-8,
2^e édition. 6 fr. 50
- VERNIAL. **Origine de l'homme**, d'après les lois de l'évolution
naturelle. 1 vol. in-8. 3 fr.
- VIDAL. **La croyance philosophique en Dieu**. 1 vol. in-18.
2^e édition. 2 fr.
- VILLIAUME. **La politique moderne**. 1873. In-8. 6 fr.
- VOITURON (P.). **Le libéralisme et les idées religieuses**.
1 vol. in-12. 4 fr.
- YUNG (EUGÈNE). **Henri IV, écrivain**. 1 vol. in-8. 1855. 5 fr.
- ZABOROWSKI. **L'Anthropologie**, son histoire, sa place, ses
résultats. 1 brochure in-8. 1882. 4 fr. 25
- ZEVORT (Edgar). **Le marquis d'Argenson et le Ministère des
affaires étrangères du 18 novembre 1744 au 10 janvier 1747**.
1 vol. in-8. 2^e édition. (*Sous presse.*)

BIBLIOTHÈQUE UTILE

LISTE DES OUVRAGES PAR ORDRE D'APPARITION

Le vol. de 190 pages, broché, 60 centimes.

Cartonné à l'anglaise, 1 franc.

Le titre de cette collection est justifié par les services qu'elle rend et la part pour laquelle elle contribue à l'instruction populaire.

Les noms dont ses volumes sont signés lui donnent d'ailleurs une autorité suffisante pour que personne ne dédaigne ses enseignements. Elle embrasse *l'histoire, la philosophie, le droit, les sciences, l'économie politique et les arts*, c'est-à-dire qu'elle traite toutes les questions qu'il est aujourd'hui indispensable de connaître. Son esprit est essentiellement démocratique, le langage qu'elle parle est simple et à la portée de tous, mais il est aussi à la hauteur des sujets traités.

-
- I. — **Morand**. Introd. à l'étude des Sciences physiques. 2^e édit.
 - II. — **Cruveilhier**. Hygiène générale. 6^e édition.
 - III. — **Corbon**. De l'enseignement professionnel. 2^e édition.
 - IV. — **L. Pichat**. L'Art et les Artistes en France. 3^e édition.
 - * V. — **Buchez**. Les Mérovingiens. 3^e édition.
 - * VI. — **Buchez**. Les Carolingiens.
 - * VII. — **F. Morin**. La France au moyen âge. 3^e édition.
 - VIII. — **Bastide**. Luites religieuses des premiers siècles. 4^e éd.
 - IX. — **Bastide**. Les guerres de la Réforme. 4^e édition.
 - X. — **E. Pelletan**. Décadence de la monarchie française. 4^e éd.
 - XI. — **L. Brothier**. Histoire de la Terre. 4^e édition.
 - XII. — **Sanson**. Principaux faits de la chimie.
 - XIII. — **Turek**. Médecine populaire. 4^e édition.
 - * XIV. — **Morin**. Résumé populaire du Code civil. 2^e édition.
 - * XV. — **Zaborowski**. L'homme préhistorique. 2^e édition.
 - XVI. — **A. Ott**. L'Inde et la Chine. 2^e édition.
 - * XVII. — **Catalan**. Notions d'Astronomie. 2^e édition.
 - XVIII. — **Cristal**. Les Délassements du travail.
 - * XIX. — **Victor Meunier**. Philosophie zoologique.
 - XX. — **G. Jourdan**. La justice criminelle en France. 2^e édition.
 - XXI. — **Ch. Rolland**. Histoire de la maison d'Autriche. 3^e édit.
 - * XXII. — **E. Despois**. Révolution d'Angleterre. 2^e édition.
 - XXIII. — **B. Gastineau**. Génie de la Science et de l'Industrie.
 - XXIV. — **H. Leneveux**. Le Budget du foyer. Economie domestique.
 - * XXV. — **L. Combes**. La Grèce ancienne.
 - * XXVI. — **Fréd. Lock**. Histoire de la Restauration. 2^e édition.
 - XXVII. — **L. Brothier**. Histoire populaire de la philosophie.
 - * XXVIII. — **E. Margollé**. Les Phénomènes de la mer. 4^e édition.
 - XXIX. — **L. Collas**. Histoire de l'Empire ottoman. 2^e édition.
 - * XXX. — **Zurcher**. Les Phénomènes de l'atmosphère. 3^e édit.
 - XXXI. — **E. Raymond**. L'Espagne et le Portugal. 2^e édition.
 - XXXII. — **Eugène Noël**. Voltaire et Rousseau. 2^e édition.
 - XXXIII. — **A. Ott**. L'Asie occidentale et l'Egypte.
 - XXXIV. — **Ch. Richard**. Origine et fin des Mondes. 3^e édition.
 - XXXV. — **Enfantin**. La Vie éternelle. 2^e édition.
 - XXXVI. — **L. Brothier**. Causeries sur la mécanique. 2^e édit.
 - XXXVII. — **Alfred Doneaud**. Histoire de la marine française.
 - XXXVIII. — **Fréd. Lock**. Jeanne d'Arc.

- XXXIX. — **Carnot**. Révolution française. — Période de création (1789-1792).
- XL. — **Carnot**. Révolution française. — Période de conservation (1792-1804).
- XLI. — **Zurcher et Margollé**. Télescope et Microscope.
- * XLII. — **Blerzy**. Torrents, Fleuves et Canaux de la France.
- * XLIII. — **P. Secchi, Wolf, Briot et Delaunay**. Le Soleil, les Étoiles et les Comètes.
- XLIV. — **Stanley Jevons**. L'Économie politique, trad. de l'anglais par H. Gravez.
- XLV. — **Em. Ferrière**. Le Darwinisme. 2^e édit.
- XLVI. — **H. Leneveux**. Paris municipal.
- XLVII. — **Boillot**. Les Entretiens de Fontenelle sur la pluralité des mondes, mis au courant de la science.
- * XLVIII. — **E. Zevort**. Histoire de Louis-Philippe.
- * XLIX. — **Geikie**. Géogr. physique, trad. de l'anglais par H. Gravez.
- * L. — **Zaborowski**. L'origine du langage. 2^e édition.
- LI. — **H. Blerzy**. Les colonies anglaises.
- LII. — **Albert Lévy**. Histoire de l'air.
- LIII. — **Geikie**. La Géologie (avec figures).
- LIV. — **Zaborowski**. Les Migrations des animaux.
- LV. — **F. Paulhan**. La Physiologie de l'esprit (avec figures).
- LVI. — **Zurcher et Margollé**. Les Phénomènes célestes.
- LVII. — **Girard de Rialle**. Les peuples de l'Afrique et de l'Amérique.
- LVIII. — **Jacques Bertillon**. La Statistique humaine de la France (naissance, mariage, mort).
- * LIX. — **Paul Gaffarel**. La Défense nationale en 1792.
- LX. — **Herbert Spencer**. De l'éducation.
- LXI. — **Jules Barni**. Napoléon 1^{er}.
- LXII. — **Huxley**. Premières notions sur les sciences.
- * LXIII. — **P. Bondois**. L'Europe contemporaine (1789-1879).
- LXIV. — **Grove**. Continents et Océans (avec figures).
- LXV. — **Jouan**. Les îles du Pacifique (avec 1 carte).
- LXVI. — **Robinet**. La Philosophie positive.
- LXVII. — **Renard**. L'homme est-il libre ?
- LXVIII. — **Zaborowski**. Les grands singes.
- LXIX. — **Hatin**. Le journal.
- LXX. — **Girard de Rialle**. Les peuples de l'Asie et de l'Europe.
- LXXI. — **Doncaud**. Histoire contemporaine de la Prusse.
- LXXII. — **Dufour**. Petit dictionnaire des falsifications.
- LXXIII. — **Henneguy**. Histoire contemporaine de l'Italie.
- LXXIV. — **Leneveux**. Le travail manuel en France.
- LXXV. — **Jouan**. La chasse et la pêche des animaux marins.
- LXXVI. — **Regnard**. Histoire contemporaine de l'Angleterre.
- LXXVII. — **Bouant**. Histoire de l'eau (avec figures).
- LXXVIII. — **Jourdy**. Le patriotisme à l'école.
- LXXIX. — **Mongredien**. Histoire du libre échange en Angleterre.
- LXXX. — **Creighton**. Histoire romaine.
- LXXXI. — **P. Bondois**. Mœurs et institutions de la France (des origines au xvii^e siècle).
- LXXXII. — **L. Bondois**. Mœurs et institutions de la France (du xvii^e siècle à la Révolution française).
- LXXXIII. — **Zaborowski**. Tableau des mondes disparus (avec figures).

CATALOGUE DE LA BIBLIOTHÈQUE UTILE

PAR ORDRE DES MATIÈRES

Le volume de 190 pages, broché..... 60 centimes.

Cartonné à l'anglaise 1 franc.

HISTOIRE DE FRANCE.

* **Les Mérovingiens**, par BUCHEZ, ancien président de l'Assemblée constituante.

* **Les Carolingiens**, par BUCHEZ, ancien président de l'Assemblée constituante.

Les luttes religieuses des premiers siècles, par J. BASTIDE, ancien ministre des affaires étrangères. 4^e édition.

Les guerres de la Réforme, par J. BASTIDE, ancien ministre des affaires étrangères. 4^e édition.

La France au moyen âge, par F. MORIN, ancien professeur de l'Université.

* **Jeanne d'Arc**, par Fréd. Lock.

Décadence de la monarchie

française, par Eug. PELLETAN, sénateur. 4^e édition.

* **La Révolution française**, par CARNOT, sénateur (2 volumes).

La défense nationale en 1792, par P. GAFFAREL, professeur à la Faculté des lettres de Dijon.

* **Napoléon I^{er}**, par Jules BARNI, membre de l'Assemblée nationale.

* **Histoire de la Restauration**, par Fréd. Lock. 3^e édition.

* **Histoire de la marine française**, par Alfr. DONEAUD, professeur à l'Ecole navale. 2^e édition.

* **Histoire de Louis-Philippe**, par Edgar ZEVORT, inspecteur de l'Académie de Paris. 2^e édition.

Mœurs et Institutions de la France, par P. BONDOIS, professeur au lycée d'Orléans. 2 volumes.

PAYS ÉTRANGERS.

* **L'Espagne et le Portugal**, par E. RAYMOND. 2^e édition.

Histoire de l'empire ottoman, par L. COLLAS. 2^e édition.

La Grèce ancienne, par L. COMBES, conseiller municipal de Paris. 2^e édition.

L'Asie occidentale et l'Égypte, par A. OTT. 2^e édition.

* **L'Inde et la Chine**, par A. OTT. 2^e édition.

* **Les révolutions d'Angleterre**, par Eug. DESPOIS, ancien professeur de l'Université. 3^e édition.

Histoire de la maison d'Autriche, par Ch. ROLLAND. 2^e édition.

L'Europe contemporaine (1789-1879), par P. BONDOIS, professeur d'histoire au lycée d'Orléans.

Histoire contemporaine de la Prusse, par Alfr. DONEAUD. 1 vol.

Histoire contemporaine de l'Italie, par Félix HENNEGUY. 1 vol.

Histoire contemporaine de l'Angleterre, par A. REGNARD.

Histoire romaine, par CREIGHTON.

GÉOGRAPHIE. — COSMOGRAPHIE.

Torrents, fleuves et canaux de la France, par H. BLERZY, ancien élève de l'Ecole polytechnique.

* **Les colonies anglaises**, par le même.

Les îles du Pacifique, par le capitaine de vaisseau JOUAN (avec 1 carte).

Les peuples de l'Afrique et de l'Amérique, par GIRARD DE RIALLE.

Les peuples de l'Asie et de l'Europe, par le même.

* **Notions d'astronomie**, par L. CATALAN, professeur à l'Université de Liège. 4^e édition.

Géographie physique, par GEIKIE, professeur à l'Université d'Edimbourg (avec figures).

Continents et océans, par GROVE, membre de la Société royale de géographie de Londres (avec figures).

* **Les entretiens de Fontenelle sur la pluralité des mondes**, mis au courant de la science par BOILLOT.

* **Le soleil et les étoiles**, par le P. SECCHI, BRIOT, WOLF et DELAUNAY. 2^e édition.

* **Les phénomènes célestes**, par ZURCHER et MARGOLLÉ.

PHILOSOPHIE.

La vie éternelle, par ENFANTIN. 2^e édition.

Voltaire et Rousseau, par Eug. NOEL. 3^e édition.

Histoire populaire de la philosophie, par L. BROTHIER. 3^e édition.

* **La philosophie zoologique**, par Victor MEUNIER. 2^e édition.

* **L'Origine du langage**, par L. ZABOROWSKI.

Physiologie de l'esprit, par PAULHAN (avec figures).

L'Homme est-il libre ? par RENARD.

La philosophie positive, par le docteur ROBINET. 2^e édition.

SCIENCES.

* **Le génie de la science et de l'industrie**, par B. GASTINEAU.

* **Télescope et Microscope**, par ZURCHER et MARGOLLÉ.

* **Les phénomènes de l'atmosphère**, par ZURCHER, ancien élève de l'Ecole polytechnique. 4^e édition.

* **Histoire de l'air**, par Albert LÉVY, ancien élève de l'Ecole polytechnique, physicien titulaire à l'observatoire de Montsouris (avec figures).

* **Hygiène générale**, par le docteur L. CRUVEILHIER. 6^e édition.

* **Causeries sur la mécanique**, par BROTHIER. 2^e édition.

* **Histoire de la terre**, par le même. 5^e édition.

* **Principaux faits de la chimie**, par SAMSON, professeur à l'Ecole vétérinaire d'Alfort. 5^e édition.

* **Médecine populaire**, par le docteur TURCK. 4^e édition.

* **Les phénomènes de la mer**, par E. MARGOLLÉ. 5^e édition.

Origines et fin des mondes, par Ch. RICHARD. 3^e édition.

L'homme préhistorique, par L. ZABOROWSKI. 2^e édition.

Histoire de l'eau, par BOUANT, agrégé de l'Université (avec figures).

* **Introduction à l'étude des sciences physiques**, par MORAND. 5^e édition.

* **Les grands singes**, par le même.

* **Le darwinisme**, par E. FERRIÈRE. 3^e édition.

* **Géologie**, par GEIKIE; traduit de l'anglais par H. Gravez, avec 47 figures dans le texte.

Les migrations des animaux et le pigeon voyageur, par ZABOROWSKI.

Premières notions sur les sciences, par Th. HUXLEY, membre de la Société royale de Londres.

Petit Dictionnaire des falsifications, avec moyens faciles pour les reconnaître, par DUFOUR.

La chasse et la pêche des animaux marins, par le capitaine de vaisseau JOUAN.

Tableau des mondes disparus, par L. ZABOROWSKI.

ENSEIGNEMENT. — ÉCONOMIE DOMESTIQUE.

De l'éducation, par HERBERT SPENCER.

La statistique humaine de la France, par Jacques BERTILLON.

Le Journal, par HATIN.

De l'enseignement professionnel, par CORBON, sénateur. 3^e édition.

Les déclassés du travail, par Maurice CRISTAL. 2^e édition.

Le budget du foyer, par H. LENEVEUX, anc. conseiller municipal de Paris.

Paris municipal, ses services publics et ses ressources financières, par le même.

Histoire du travail manuel en France, par le même.

L'Art et les artistes en France, par Laurent PICHAT, sénateur. 4^e édit.

Économie politique, par STANLEY JEVONS, professeur à l'University College de Londres; traduit de l'anglais par H. Gravez, ingénieur. 3^e édition.

Le patriotisme à l'école. Guide populaire d'instruction patriotique et militaire, par JOURDY, capitaine d'artillerie.

Histoire du libre échange en Angleterre, par MONGREDIEN.

DROIT.

La loi civile en France, par MORIN. 3^e édition.

La justice criminelle en France par G. JOURDAN. 3^e édition.

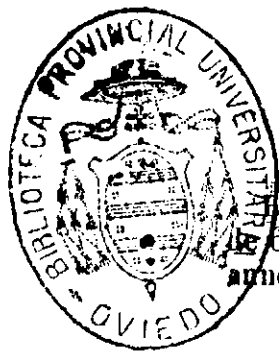
REVUE PHILOSOPHIQUE

DE LA FRANCE ET DE L'ÉTRANGER

Dirigée par **TH. RIBOT**

Agrégé de philosophie, Docteur ès lettres

(9^e année, 1884.)



La REVUE PHILOSOPHIQUE paraît tous les mois, par livraisons de 6 à 7 feuilles grand in-8, et forme ainsi à la fin de chaque année deux forts volumes d'environ 680 pages chacun.

CHAQUE NUMÉRO DE LA REVUE CONTIENT :

1^o Plusieurs articles de fond; 2^o des analyses et comptes rendus des nouveaux ouvrages philosophiques français et étrangers; 3^o un compte rendu aussi complet que possible des *publications périodiques* de l'étranger pour tout ce qui concerne la philosophie; 4^o des notes, documents, observations, pouvant servir de matériaux ou donner lieu à des vues nouvelles.

Prix d'abonnement :

Un an, pour Paris, 30 fr. — Pour les départements et l'étranger, 33 fr.

La livraison..... 3 fr.

Les années écoulées se vendent séparément, 30 francs, et par livraisons de 3 francs.

REVUE HISTORIQUE

Dirigée par **G. MONOD**

(9^e année, 1884.)

La REVUE HISTORIQUE paraît tous les deux mois, par livraisons grand in-8 de 15 à 16 feuilles, de manière à former à la fin de l'année trois beaux volumes de 500 pages chacun.

CHAQUE LIVRAISON CONTIENT :

I. Plusieurs *articles de fond*, comprenant chacun, s'il est possible, un travail complet. — II. Des *Mélanges et Variétés*, composés de documents inédits d'une étendue restreinte et de courtes notices sur des points d'histoire curieux ou mal connus. — III. Un *Bulletin historique* de la France et de l'étranger, fournissant des renseignements aussi complets que possible sur tout ce qui touche aux études historiques. — IV. Une *analyse des publications périodiques* de la France et de l'étranger, au point de vue des études historiques. — V. Des *Comptes rendus critiques* des livres d'histoire nouveaux.

Prix d'abonnement :

Un an, pour Paris, 30 fr. — Pour les départements et l'étranger, 33 fr.

La livraison..... 3 fr.

Les années écoulées se vendent séparément 30 francs, et par fascicules de 6 francs. Les fascicules de la 1^{re} année se vendent 9 francs.

Table des matières contenues dans les cinq premières années de la Revue historique (1876 à 1880), par CHARLES BÉMONT.
1 vol. in-8, 3 fr. (pour les abonnés de la Revue, 1 fr. 50.)

C. 879

44-3

HISTOIRE
DU
SECOND EMPIRE

PAR
TAXILE DELORD

TOME DEUXIÈME

PARIS
GERMER BAILLIÈRE, LIBRAIRE-ÉDITEUR
RUE DE L'ÉCOLE-DE-MÉDECINE, 17

1870

HISTOIRE
DU
SECOND EMPIRE

III

PARIS. — IMPRIMERIE DE E. MARTINET, RUE MIGNON, 2.

10-10-9

5.159

VIII-107

HISTOIRE

DU

SECOND EMPIRE

PAR

TAXILE DELORD

MEMBRE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

TOME TROISIÈME

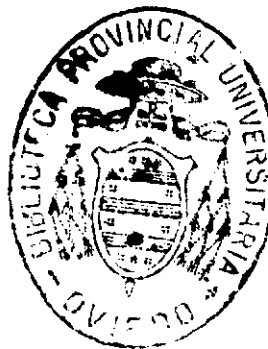
PARIS

LIBRAIRIE GERMER BAILLIÈRE

RUE DE L'ÉCOLE DE-MÉDECINE, 17

1873

Tous droits réservés



101.
100
100



HISTOIRE DU SECOND EMPIRE

1848 — 1870

L'EMPIRE

(SUITE)

CHAPITRE PREMIER.

1860.

EXPÉDITIONS DE CHINE ET DE SYRIE.

SOMMAIRE. — EXPÉDITION DE CHINE. — Traité de Tien-tsin. — Retard éprouvé dans l'échange des ratifications. — L'Angleterre et la France décident l'envoi d'une expédition en Chine. — Lord Elgin et le baron Gros sont nommés envoyés extraordinaires des deux puissances. — Prise des forts de Pé-ho. — Négociations pour la paix. — Elles sont interrompues. — Les alliés marchent sur Pé-king. — Bataille de Pa-li-kao. — Fuite de l'empereur de la Chine en Mantchourie. — Prise et pillage du Palais d'Été. — Situation difficile des alliés. — Destruction du Palais d'Été. — Le prince Hong-kong et le général Ignatieff décident le gouvernement chinois à signer la paix. — L'armée rentre en France. Préparatifs de l'expédition de Cochinchine.

EXPÉDITION DE SYRIE. — Le Liban. — État de l'Orient depuis la révolte des Cipayes et la guerre de Crimée. — Les massacres du Liban et de Damas. — La nouvelle de ces événements parvient en France. — Napoléon III se prépare à secourir les chrétiens de Syrie. — Préliminaires diplomatiques de l'expédition. — Résistance de la Turquie. — Difficultés soulevées par l'Angleterre et par la Russie. — Le Piémont est exclu des négociations. — Proclamation de l'Empereur à l'armée. — Fuad-Pacha à Beyrouth et à Damas. — Lenteurs de la répression. — L'indemnité de guerre. — Exigences de l'Angleterre. — Résultat de l'expédition à la fin de l'année 1860.

La France et l'Angleterre avaient conclu avec la Chine, dans le courant du mois de juillet 1858, à Tien-tsin, un traité dont les ratifications devaient être échangées le 26 juin de l'année suivante à Pé-king.

M. Bruce, ministre d'Angleterre, M. de Bourboulon,



ministre de France, M. Ward, ministre des États-Unis, se mirent donc en route pour la capitale du Céleste-Empire, après avoir arrêté avec les commissaires impériaux les conditions de leur voyage, sous la protection d'une escadre composée de sept bâtiments à vapeur, de dix canonnières et de deux transports commandés par l'amiral Hope. Les ministres, arrivés à l'embouchure du Pé-ho, furent arrêtés par les fortifications qui ferment l'entrée de ce fleuve.

L'amiral Hope, estimant ses forces suffisantes pour l'ouvrir, attaqua les forts du Pé-ho dont les Chinois avaient considérablement augmenté et perfectionné les défenses. Une tentative de débarquement fut repoussée avec de graves pertes. L'amiral Hope tomba sous une balle. Il fallut se retirer.

L'annonce d'une nouvelle expédition entreprise pour réparer l'honneur du pavillon français fut assez mal accueillie par l'opinion. La France n'avait, en effet, aucun intérêt sérieux à défendre, aucune conquête utile à faire en Chine, les éléments d'un commerce permanent entre les deux nations manquant complètement. Quel parti la France tirait-elle du traité conclu en 1844 entre elle et la Chine? Les deux nations qui entretiennent avec ce pays des relations bien autrement importantes que les siennes, la Russie et les États-Unis, sont toujours en paix avec lui; s'il en est autrement de l'Angleterre, c'est qu'elle est obligée de vendre à la Chine son opium le pistolet au poing.

Le gouvernement anglais, soit qu'il fût guidé par des motifs d'économie et d'intérêt commercial, soit par la crainte de se montrer trop souvent dans les mers de l'extrême Orient à côté de la France, paraissait peu disposé d'abord à recourir aux moyens extrêmes. Le gouvernement

français, désireux de prouver à l'Europe que l'alliance anglo-française pouvait se renouer et de donner satisfaction aux intérêts religieux soutenus avec ardeur par l'impératrice, penchait au contraire pour une réparation complète, et voulait donner de grands développements à l'expédition de Chine. Il était même question au ministère de la guerre de créer quatre nouveaux régiments de zouaves avec les volontaires qui se présenteraient, et de leur adjoindre, sur la demande du ministre de Belgique, un millier de soldats belges formant un bataillon ; l'effectif des troupes de débarquement devait être de 15 à 18 000 hommes.

Le gouvernement anglais, enfin rallié aux idées de Napoléon III, ne pouvait cependant admettre que les forces françaises employées à la prochaine expédition fussent supérieures aux siennes. Napoléon III réduisit donc son armée à des proportions plus modestes, quoique le quart de l'armée se fût présenté en réponse à l'appel que le ministre de la guerre avait fait aux volontaires.

Les avantages qu'il leur offrait étaient à la vérité assez grands : pour les soldats, la solde de Paris augmentée de 10 centimes ; pour les officiers subalternes, 9 francs de solde par journée passée à terre ; pour les officiers supérieurs, 12 francs. Le général en chef pouvait doubler cette paye pour les officiers isolés ou en mission, un congé renouvelable d'une année leur était promis au retour. Le général en chef avait également le droit de nommer à tous les emplois vacants, sauf ratification de l'Empereur, les grades de colonel, de lieutenant-colonel et de sous-lieutenant exceptés. Si l'élan pour faire partie de l'expédition fut très-vif chez les soldats, le même empressement ne se manifesta point chez les officiers, surtout chez les

officiers supérieurs. Un corps d'armée de deux brigades fut rapidement formé. Le général de division Cousin de Montauban, vieux soldat d'Afrique ayant les qualités et les défauts que développe la guerre d'Afrique, et les défauts plus que les qualités; homme habile, spirituel, de manières faciles, ne dépassant pas dans ses mœurs militaires la limite des scrupules qu'on se trace habituellement dans les bureaux arabes; sachant prendre les gens et les temps comme ils viennent et, par conséquent, capable de bien vivre avec des alliés susceptibles, reçut le commandement de l'expédition.

L'armée, moins un bataillon de chasseurs à pied et un régiment de marine partant des ports de l'Océan, s'embarqua le 5 décembre 1859 à Toulon, et prit la route du Cap. Le général de Montauban ne quitta la France que le 12 janvier. Ses instructions portaient : dépasser l'embouchure du Pé-ho, débarquer et emporter les forts qui ferment l'entrée de ce fleuve, prendre une position menaçant Pé-king, marcher sur la ville de Tien-tsin et, en cas extrême, sur Pé-king; s'emparer de la haute direction des affaires, poursuivre la guerre aussi loin qu'il le croirait nécessaire; rester juge de suspendre les hostilités ou de les reprendre, indiquer au ministre français le moment où il faudrait négocier; enfin s'entendre sur tous les points avec son collègue de l'armée anglaise.

M. de Montauban, nommé général en chef des forces de terre, apprit en arrivant en Chine que la flotte était placée sous les ordres de l'amiral Charner. La gravité de la situation avait en outre engagé les cabinets de Londres et de Paris à séparer les pouvoirs diplomatiques des pouvoirs militaires, et à confier leurs intérêts à des ambassadeurs extraordinaires, lord Elgin et le baron Gros, négociateurs et signataires des

traités de 1858. L'amiral Charner prit son commandement le 19 avril à Shang-haï. M. Cousin de Montauban n'était plus que général d'armée.

La flotte portant les troupes françaises arriva dans le port chinois de Woosoung après une traversée de cinq mois et demi, sans avoir éprouvé de trop grandes pertes.

L'armée anglaise, qui l'avait précédée, s'organisait à Talicou-houan ; l'armée française qui devait procéder à la même opération à Tché-fou sur les deux côtés du golfe de Pé-tchi-li, débarqua dans les premiers jours de juin et se répandit aussitôt dans les villages voisins maraudant beaucoup, pillant un peu, forçant les gens du pays à prendre la fuite, ce qui rendait les vivres frais fort rares au camp, se livrant à tous les désordres d'une troupe indisciplinée, jusqu'au 19 juillet où il fut décidé dans un conseil composé des généraux, des amiraux et des ambassadeurs, que le 28 les flottes alliées se réuniraient dans le golfe de Pé-tchi-li, qu'on consacrerait la journée du 29 ou du 30 à faire une reconnaissance, puis qu'on attaquerait les forts de Pé-tang d'où l'on se porterait selon la tournure des événements, soit sur le Pé-ho, soit sur la ville de Tien-tsin.

Les deux flottes étaient mouillées le 28 dans la baie de Cha-lui-tien, à six milles des forts du Pé-tang. Les deux colonnes de débarquement franchirent le 30 juillet la barre du Pé-tang, s'emparèrent du pont du village de Pé-tang et occupèrent ce village qui fut livré au pillage et à toutes les horreurs d'une ville prise d'assaut. Les Chinois, pour soustraire leurs femmes à la brutalité des soldats, les égorgeaient et les jetaient dans des puits, d'où l'on essayait en vain de les retirer ; elles repoussaient tout secours et préféraient la mort à l'idée de tomber entre les mains des barbares.



Une brigade anglaise et une brigade française lancées, le 3 août, sur la chaussée qui mène au fort du Pé-ho, échangèrent quelques coups de fusil avec un corps de dix mille cavaliers tartares appuyés par de l'infanterie. Les obus lancés sur cette cavalerie ne lui firent pas lâcher pied. Les grandes opérations ne pouvaient commencer qu'après le débarquement du matériel de l'armée française ; il avançait avec une telle lenteur que le général en chef anglais crut devoir avertir le général de Montauban que s'il ne terminait pas ses préparatifs, il agirait seul. La pluie le força d'attendre. Les deux armées marchèrent ensemble le 30 août sur les forts du Pé-ho, dont elles s'emparèrent presque sans coup férir. Le général de Montauban voulait après cela opérer sur la rive droite du Pé-ho, le général Hope préférait attaquer les forts de la rive gauche et ne pas disséminer l'armée sur les deux rives.

Les alliés avaient reçu une lettre du gouverneur du Pé-tchi-li demandant une suspension des hostilités pendant laquelle de nouvelles instructions seraient demandées à Pé-king. Ces propositions faites par les Chinois pour gagner du temps donnèrent lieu à des allées et des venues qui fournirent aux alliés l'occasion de se procurer des renseignements qui leur révélèrent l'existence à 1000 mètres en avant du village de Si-kon, résidence du gouverneur, d'un camp retranché contenant un nombre assez considérable de troupes.

Les alliés, après avoir relié les deux rives du fleuve par un pont de bateaux et fait des reconnaissances sur la rive gauche suivant les plans du général anglais, attaquèrent le 21 les forts du Pé-ho sur la rive gauche ; ils ne s'en rendirent maîtres qu'après un combat assez vif. Restait à prendre le fort en aval de la rive droite. Les mandarins

parlèrent de nouveau de négociations, de lettres écrites à Pé-king, de réponses à recevoir, etc. L'autorisation d'entrer dans le Pé-ho serait accordée si l'on suspendait les hostilités. On leur répondit en leur donnant une heure pour rendre le fort. Les Français, l'heure expirée, s'avancent au pas de course sur la position, qui d'un moment à l'autre pouvait les foudroyer; l'infanterie de marine franchit le premier fossé, l'infanterie de ligne le passe à quatre pattes sur une échelle tendue horizontalement; le second fossé est également franchi; on est devant le troisième et dernier fossé. Les soldats, au moment de le sauter, aperçoivent entre les créneaux les baïonnettes de l'infanterie de marine qui a pénétré dans le fort par les passages ouverts sur le fleuve. Ils essayent d'abaisser le pont-levis, mais il est impossible d'en ouvrir la porte; ils se hissent par des cordages que leur tendent leurs camarades, et derrière les remparts ils trouvent quatre mille Tartares qui leur demandent la vie à genoux.

Les troupes alliées avaient sans doute fait preuve d'un grand courage en se lançant sur les forts, et ce n'est pas leur faute si elles n'avaient pas trouvé une résistance plus acharnée; mais si de tels exploits donnent lieu à des bulletins pompeux, où l'on voit figurer cinq forts, deux camps retranchés, cinq cent dix-huit canons pris, deux ou trois mille ennemis tués, quatre mille prisonniers, il faut songer que quarante hommes seulement ont été tués du côté des vainqueurs, et mesurer la valeur des résultats au chiffre de ces pertes.

Quel effet avait produit la prise du deuxième fort sur le gouverneur du Pé-tchi-li? Des officiers lui furent dépêchés avec mission d'exiger l'abandon de toutes les défenses du Pé-ho. Ces officiers en se rendant à Si-kon où ils devaient

rencontrer le gouverneur, essayèrent vainement d'intimider le mandarin tartare qui commandait le grand fort de la rive droite. Ils furent plus heureux auprès de son supérieur qui, après un long débat, consentit à la remise des forts et des camps de la rive droite avec leurs canons et munitions de guerre, et à l'envoi d'officiers tartares pour indiquer l'emplacement des mines, et pour fournir tous les renseignements sur les barrages du Pé-ho. Ces conditions furent signées dans la nuit du 22, et le matin les flotilles entrèrent dans le Pé-ho, portant 2000 hommes à Tien-tsin où ils s'établirent le 26, les Français sur la rive droite et les Anglais sur la rive gauche du fleuve.

Tien-tsin est le point où le grand canal conduisant à Pé-king se réunit au Pé-ho. C'est une ville fortifiée, centre d'un immense commerce d'entrepôt, et entrepôt général de sel. Un mandarin de première classe à globule rouge, se disant plénipotentiaire de l'empereur de la Chine, arriva le 31 août à Tien-tsin. Les ambassadeurs alliés engagèrent aussitôt avec lui des pourparlers qui aboutirent à la signature de préliminaires de paix. Les ambassadeurs songeaient déjà à former l'escorte qui devait les accompagner à Pé-king où aurait lieu l'échange des ratifications du traité. Des écharpes bleu de ciel, des cravates, des burnous écarlates furent même distribués aux chasseurs d'Afrique et aux spahis qui s'apprêtaient à parader dans les rues de Pé-king, lorsqu'on apprit que le plénipotentiaire chinois avait disparu. Ces négociations n'étaient qu'une ruse de guerre, pour donner au général en chef, San-ko-li-tsin, le temps d'organiser la défense du pays.

L'approche de l'hiver commandait aux alliés d'agir promptement. Les généraux se décidèrent à marcher sur Pé-king. Le trajet était long, le pays inconnu, les appro-

visionnements difficiles à réunir et à transporter par terre ainsi que les soldats malades ou éclopés. L'armée partit sur trois colonnes échelonnées à un jour de distance l'une de l'autre; la première avec le général Grant et lord Elgin, la seconde avec le général de Montauban et le baron Gros. La première colonne partit le 9 septembre.

La colonne française établit son premier bivouac au village de Pou-kao après 17 kilomètres de marche. On s'aperçut là que les Chinois requis à Tien-tsin s'étaient sauvés avec leurs attelages. Impossible d'aller plus loin. Le canal impérial put heureusement être utilisé grâce aux pontonniers. Les malades retournèrent à Tien-tsin dans les jonques qui devaient ramener les provisions et les munitions, pendant qu'une autre escadrille de jonques chargées de bagages et de vivres suivrait la marche des troupes. L'armée apprit, au moment de se remettre en route, que le prince Tsai, membre de la famille impériale, et le ministre de la guerre Khou se rendaient au devant des alliés. Elle les rencontra en effet le 14 septembre à Rho-se-wou.

La leçon qu'ils venaient de recevoir n'empêcha pas pourtant les ambassadeurs alliés d'entrer en pourparlers avec ces prétendus plénipotentiaires sans même demander à examiner leurs pouvoirs. Il fut convenu entre eux qu'une dernière entrevue aurait lieu à Toung-chao, ville à deux lieues de laquelle les alliés pourraient approcher.

Les Chinois ne cherchaient encore qu'à gagner du temps. Les approvisionnements abondants jusqu'à ce jour devenaient de plus en plus rares. Deux interprètes anglais envoyés à Toung-chao pour acheter des denrées trouvèrent chez les Chinois une mauvaise volonté inaccoutumée. Divers endroits sur la route portaient des traces récentes de campements de cavalerie. Un messenger n'en partit pas moins

pour prévenir le général Collineau resté à Tien-tsin d'accourir au plus vite s'il voulait assister à l'entrée d'honneur qu'on devait faire à Pé-king.

Les alliés se dirigèrent le 17 sur Toung-chao avec une telle confiance qu'un certain nombre d'officiers, auxquels se joignirent quelques personnes qui suivaient l'expédition (1), se lancèrent en avant pour préparer les approvisionnements des deux armées et pour voir le pays. L'armée s'arrêta à onze heures et demie du matin à Ma-tao, village abandonné, et offrant les traces encore fraîches d'un grand bivouac de cavalerie. On n'y prit pas garde. Les alliés, le lendemain à six heures du matin, quittent Ma-tao. Au bout d'une heure de marche, quatre mandarins, dont un à globule bleu d'un rang supérieur, se présentent so-disant pour régler la question des vivres à fournir aux alliés. Une conférence s'établit en plein air, pendant laquelle la présence d'une force tartare fut signalée.

Le capitaine d'état-major Chanoine, qui venait de quitter la petite troupe chargée de réunir les approvisionnements, accourut sur ces entrefaites pour prévenir les alliés que l'armée chinoise tout entière était échelonnée entre le point où ils se trouvaient et Toung-chao. Les Chinois voulaient s'opposer à son passage, mais les mandarins, connaissant la mission pacifique qu'ils venaient de remplir, avaient fait respecter sa liberté. Un officier d'administration arrivé presque en même temps annonça que les alliés avaient devant eux plus de 15 000 cavaliers et

(1) Bawley, correspondant du *Times*; de Bastard, secrétaire d'ambassade; d'Escayrac de Lauture; Walker, lieutenant-colonel chef d'état-major de la cavalerie; Anderson, lieutenant de dragons, avec un dragon et dix-neuf cavaliers indiens; Parker et Locke, interprètes de l'ambassade; Norman, attaché à la légation de Shangai; Foullon de Grandchamps, colonel d'artillerie; Chanoine, capitaine d'état-major; Caïd Osman, sous-lieutenant de spahis; Dubut, sous-intendant militaire; Oder et Gagey, comptables. Chaque officier avait son ordonnance.

une grande quantité de fantassins armés de mousquets dont la mèche était allumée. La simple prudence ordonnait de retenir tout de suite les mandarins en otages, mais quand on y songea les rusés Chinois avaient pris les devants. Il était huit heures du matin. Attaquerait-on tout de suite? Le général Montauban était de cet avis, le général Grant se prononçait dans un sens contraire, dans la crainte d'exposer la vie des officiers partis pour Tang-chao. L'arrivée du lieutenant-colonel Walker et de cinq cavaliers, qui, à travers une vive fusillade de l'ennemi, accouraient vers l'armée anglaise, décida la question; le combat s'engagea pour finir au bout de deux heures par la défaite complète de 50 000 Tartares. Les alliés n'éprouvèrent que des pertes insignifiantes.

Le sort des officiers partis en éclaireurs donnait toujours de vives inquiétudes; s'ils étaient prisonniers le résultat de la bataille engagerait sans doute l'ennemi à les mettre en liberté, mais un interprète anglais envoyé pour les réclamer n'obtint qu'un refus. Les Chinois n'avaient rien perdu de leur confiance; pleins de mépris pour leur infanterie à laquelle les alliés avaient eu affaire jusqu'ici, ils comptaient, pour les exterminer, sur la cavalerie tartare placée sous les ordres de l'invincible San-ko-li-tsing, qui, dégradé pour la reddition des forts du Pé-ho, commandait l'armée sous le nom d'emprunt de Sen-wang.

Les alliés étaient le 21 septembre devant Toung-chao, dont les vastes faubourgs sont couverts par deux canaux, celui du Pé-ho et celui de Pé-king que l'on passe sur deux ponts dont l'un pour les piétons seulement; l'autre, d'une plus grande largeur, appelé Pa-li-kao, avec ses garde-fous ornés de statues de marbre d'animaux placés sur des pieds-droits présente un aspect assez imposant. La route de

Toung-chao à Pé-king, dallée en énormes blocs de pierre, se relie au pont de Pa-li-kao. La cavalerie tartare campait échelonnée le long du canal du Pé-ho depuis Toung-chao jusqu'en face du pont à piétons : un corps d'infanterie avec du canon occupait le village de Oua-kaua-yé, qui, situé au milieu et un peu en avant de ces camps, formait une position très-propre en cas d'échec à faciliter la retraite de la cavalerie. Les alliés, sans guides, ignoraient ces dispositions, et marchaient au hasard, les Français vers le pont de Pa-li-kao, les Anglais, reliés à la gauche des Français, vers l'autre pont.

La droite de l'armée alliée, tenue par les Français, aperçut bientôt la cavalerie tartare formant un immense demi-cercle et masquant ses manœuvres derrière de nombreux bouquets d'arbres. Les généraux en chef, comprenant la nécessité de rétrécir leur ligne de bataille, envoyèrent des renforts au général Collineau pour lui permettre de communiquer plus facilement avec les Anglais en obliquant à gauche. Le général Montauban et le général Jamin gardèrent le reste des forces. Les deux colonnes françaises se trouvèrent bientôt au centre du demi-cercle formé par la ligne ennemie, avec une assez grande séparation entre elles.

Les Tartares firent aussitôt converger vers leur centre menacé les masses de cavalerie formant leurs ailes. Ce mouvement, opéré derrière la ligne de bataille, produisit l'effet d'une retraite à la droite et à l'extrême droite des alliés ; mais bientôt ils virent deux masses de cavalerie fondre sur eux au galop. La gauche reçut les Tartares à la pointe de la baïonnette ; rien n'était prêt à la droite. Les tirailleurs eurent à peine le temps de se replier, et le 101^e régiment de se former en carré. Les Tartares, accueillis par une vive fusillade, hésitent et se retirent au pas de leurs

chevaux, sans abandonner ni un mort ni un blessé sur le terrain. Quelques chefs essayent de ramener leurs escadrons qui refusent d'avancer. La cavalerie repoussée par le général Collineau menace cependant de le prendre à revers par un mouvement tournant. La cavalerie anglaise le dégage. Les Français enlèvent alors le village de Oua-kaua-yé, en chassant la masse ennemie qui se retire en assez bon ordre. Le général Collineau marche alors devant lui pour réunir les deux ailes sur le pont de Pa-li-kao, couvert de fortifications et de canons dont, heureusement, les coups mal dirigés passent au-dessus de sa tête. Débouchant par la gauche, il bat le pont en écharpe par une batterie de 4, et de plein fouet par une batterie de 12. La prise du pont décidait du succès de la journée; Chinois et Tartares avaient cette fois montré un égal courage; les soldats de la garde impériale, à la robe jaune bordée de noir, se firent tuer à leur poste. Le combat avait commencé à sept heures du matin; les Français campaient à midi sous les tentes des vaincus, près du pont de Pa-li-kao. Les armées alliées eurent 6 hommes tués et 34 blessés : 2000 Chinois tués ou blessés restèrent sur le champ de bataille. Le chiffre de leur armée peut être évalué à 55 000 hommes, dont 30 000 de cavalerie.

La route de Pé-king était ouverte, mais les alliés manquaient de munitions et attendaient des renforts de Tientsin; il fallut s'arrêter à Toug-chao. Les généraux eurent un moment l'idée de détruire cette ville, théâtre de la trahison des mandarins; mais ils comprirent qu'il valait mieux la convertir en marché.

Le prince Kong, frère puîné de l'empereur, chargé de reprendre et de continuer désormais les négociations, demanda la cessation des hostilités. Les alliés exigeaient

avant tout la remise des prisonniers; les Chinois ne voulaient les rendre qu'après la paix et l'évacuation du Pé-ho. Les généraux de Montauban et Grant, résolus à ne point laisser de temps à l'ennemi pour remonter le moral de ses soldats, se mirent en marche sur Pé-king. Ils abandonnèrent le 4 octobre le camp de Pa-li-kao, à dix heures du matin, et ils arrivèrent bientôt à un village entouré d'énormes fours à briques du haut desquels on apercevait parfaitement les murailles et les édifices de la capitale de la Chine. Un camp tartare était adossé aux murailles du Nord. Le lendemain, les alliés quittèrent ce village, chaque soldat portant trois jours de vivres sur son dos, pour se diriger sur Pé-king dont ils trouvèrent le rempart abandonné; l'ennemi s'était retiré sur le Palais d'Été (Yuen-min-yuen), situé à 10 kilomètres au nord-est de la capitale. Les alliés s'y portèrent sans délai.

Les Français, parvenus à la nuit tombante à l'entrée d'un village dont les habitants les regardaient passer avec plus de surprise que de crainte, suivirent une route encaissée par de hautes murailles qui les conduisit à une vaste plaine plantée de grands arbres, bornée à gauche par un lac, et à droite par le palais impérial défendu par une douzaine d'hommes armés d'arcs et de fusils à mèche, qui, à leur aspect, s'enfuirent en jetant leurs armes. Le palais fut fouillé et l'on put se convaincre qu'il était abandonné complètement. La nuit ne permit pas de visiter les appartements, mais le lendemain à huit heures du matin le général de Montauban et son état-major, ses chefs de service, et un brigadier anglais accompagné de ses officiers, pénétrèrent dans la résidence d'été de l'empereur de la Chine. M. de Montauban avait autorisé chacun des membres du cortège à choisir un objet à sa convenance comme souvenir, ajoutant qu'il comptait sur l'honneur de tous pour respecter les

richesses contenues dans le palais jusqu'à l'arrivée de lord Elgin et du général Grant.

Le Palais d'Été, chef-d'œuvre de l'architecture chinoise, annonçait bien par son aspect extérieur les merveilles de l'ornementation intérieure. Sa porte, flanquée sur chacun de ses côtés d'un lion colossal de bronze, posé sur un piédestal de marbre blanc de plus de 3 mètres de hauteur, donnait sur une place dallée. Un bâtiment ayant la forme d'un parallélogramme s'offrait ensuite à la vue ; on y pénétrait par un escalier de marbre blanc conduisant à une salle immense, à l'extrémité de laquelle s'élevait un trône de bois noir sculpté à jour du plus merveilleux travail ; plusieurs degrés y menaient entre deux rangées de brûle-parfums cloisonnés et de gigantesques vases émaillés ornés de toutes sortes d'animaux. Un tableau peint sur soie et représentant des vues des palais impériaux couvrait le mur de gauche. Des étagères circulant autour de la salle supportaient des vases émaillés, sculptés, cloisonnés, d'une beauté sans pareille, des piles d'albums, des livres écrits de la main des empereurs, les trésors les plus précieux de l'art chinois, le plus raffiné de tous les arts.

Une seconde salle du trône, moins riche, mais plus élégante que la première, était entourée d'appartements remplis de nouvelles merveilles : « Armes damasquinées, coupes de jade vert et blanc ; châsses d'or ou d'argent incrustées de turquoises verdies par le temps, de perles, de diamants, contenant des idoles d'or massif ; fleurs, fruits de perles fines, petits palais, arbres où se tordaient et s'amalgamaient les matières les plus précieuses. Les yeux en étaient éblouis et les désirs comme saturés (1). »

(1) *Expédition de Chine*, par Paul Varin.

Les visiteurs, en sortant de ces appartements féeriques, se trouvèrent devant un lac artificiel entouré de rochers et de montagnes rapportés ; un pont jeté sur un canal menait dans une troisième salle aussi élégante que les précédentes, mais d'une élégance plus intime. Le magasin de fourrures et de robes, les appartements de l'Empereur et de l'Impératrice venaient ensuite : « Il faut renoncer à décrire ce que contenaient ces appartements. Les mots manquent pour en peindre les richesses matérielles et artistiques. Ce qu'on avait vu jusque-là n'était qu'un misérable échantillon du spectacle qui s'offrit alors. C'était une vision des *Mille et une Nuits*, une féerie telle, qu'une imagination en délire ne saurait en rêver de comparable à la palpable vérité qu'on avait devant soi (1). »

L'admiration dans laquelle les visiteurs s'étaient renfermés jusqu'ici faisait place peu à peu dans leur âme à un sentiment plus vulgaire : l'envie de posséder les richesses qu'ils couvaient des yeux et qu'ils touchaient d'une main fiévreuse ; sous l'influence de cette ardente convoitise, la parole donnée fut oubliée, et sans qu'on puisse savoir qui donna l'exemple, Français et Anglais se livrèrent aux préliminaires de la grande opération qu'on appela plus tard le « déménagement du Palais d'Été ». Les passions cupides de l'armée étaient déjà si fortement surexcitées, que les soldats menaçaient de faire irruption dans le palais à la suite du général en chef ; la compagnie d'infanterie de marine préposée à la garde de la porte n'était plus une protection suffisante, « la tentation était trop forte, elle avait gagné les officiers et les soldats de garde » (2).

Les précautions nécessaires furent prises pour procéder

(1) *Expédition de Chine*, par Paul Varin.

(2) *Ibid.*

à un pillage méthodique qui commença le jour même, et qui ne laissa inexploré aucun coin ni recoin du palais.

« Un officier débouchant d'un couloir sombre dans un enfoncement plus sombre encore, et perdu dans ces ténèbres, recourut à la clarté fugitive d'une allumette chimique. Il était dans une salle qu'il inonda bientôt de lumières grâce aux nombreux candélabres chargés de bougies dont elle était ornée. Alors surgit à ses yeux le plus splendide des spectacles. A gauche et à droite de cette salle s'élevaient deux autels merveilleusement parés, sur lesquels brillaient des brûle-parfums, des chandeliers et des vases d'or massif, ciselés et incrustés de perles et de pierres précieuses. Au centre d'un de ces autels, une petite châsse d'or, ornée de turquoises que l'antiquité avait verdies, renfermait une idole de pierre noire surmontée d'une tête d'animal, loup ou renard. La châsse portait quatre inscriptions ; à droite et à gauche de la châsse étincelaient de pierreries deux crânes humains montés en forme de coupe. L'éclat de l'illumination attira bientôt du monde dans la salle qui devint ce que devenaient à cette heure toutes choses dans le palais de l'Empereur de la Chine. C'était sa chapelle particulière (1). »

Un second lac plus vaste que le premier s'étendait derrière le palais. Trois édifices : la chancellerie, contenant des monceaux d'écrits et de boîtes d'encre de Chine, le magasin des étoffes et le magasin des meubles, vastes amas de richesses, s'élevaient près d'une immense pagode formant à l'intérieur une infinité de petits temples remplis d'offrandes splendides. On y trouva une armure dont le casque portait au cimier une perle grosse comme un œuf de pigeon et du plus pur orient (2). En face de la pagode, un palais transformé en magasin était encombré de pièces de soie, de velours, de satin, brochées d'or et ornées du dragon à cinq griffes. Le palais des concubines de l'empereur mirait dans les eaux d'un lac ses toits de laque et les fenêtres de ses appartements regorgeant de tout ce que la fantaisie et la délicatesse féminines peuvent rêver de plus admirable. Meubles, vases, bijoux, objets d'art cloisonnés,

(1) *Expédition de Chine*, par Paul Varin.

(2) L'armure et le casque furent offerts à l'Empereur. On prétend que la perle se perdit en route.

craquelés, jades, laques rouges, on fit main basse sur les trésors accumulés d'une des plus anciennes civilisations du globe. Le déménagement dura jusqu'à l'arrivée du général Grant, à deux heures. Une commission composée d'un colonel et de deux officiers fut alors nommée dans chaque armée pour procéder au choix, au classement et au partage des objets dignes d'être offerts à LL. MM. l'empereur des Français et la reine de la Grande-Bretagne, dont les palais allaient se parer des dépouilles d'un souverain auquel ils prétendaient apporter les lumières de la civilisation. Le produit de la vente qui eut lieu après ce prélèvement fut distribué aux troupes. La part de chaque soldat fut de 100 francs environ.

Les Français et les Anglais, qui depuis leur départ pour Tang-chao n'avaient point encore rejoint l'armée, qu'étaient-ils devenus? Divers objets leur ayant appartenu trouvés dans le palais permettaient d'espérer qu'ils étaient vivants, mais on n'avait encore sur eux aucune nouvelle certaine au moment où l'armée française quitta cet étrange bivouac du Palais d'Été, où les chevaux avaient pour litière un demi-pied de soie jaune impériale, et où le soldat, après avoir dormi sur les étoffes les plus précieuses, à côté des plus admirables objets d'art, déchirait, brisait, foulait aux pieds tout ce qu'il ne pouvait pas emporter, jetant jusqu'à l'argent à cause de son poids. « Plus d'un soldat donna un lingot de 500 francs pour une bouteille d'eau-de-vie ou d'absinthe (1). » Grenadiers, voltigeurs, soldats du centre, le képi entouré de soieries précieuses rouges, jaunes, bleues, marchaient suivis d'un Chinois chargé de leur butin et attaché à leur sac par sa longue queue en cheveux.

Les alliés, pendant cette marche, apprirent enfin que les

(1) *Expédition de Chine*, par Paul Varin.

prisonniers allaient leur être rendus. Le récit des tortures subies par eux en présence et pour l'amusement de l'empereur et de la famille impériale adoucit, sans le justifier aux yeux des rares moralistes de l'armée, la tristesse du spectacle auquel ils venaient d'assister.

Les armées alliées campèrent le 9 octobre au soir sous les murs de Pé-king. Leur position n'était pas des plus brillantes. La cavalerie tartare pouvait, en se répandant sur les 140 kilomètres qui les séparaient de Tien-tsin, les couper de leur ligne d'approvisionnement, et les placer dans la nécessité de forcer l'entrée d'une ville immense sans les moyens nécessaires pour le tenter, car les murs seuls de Pé-king offrent une épaisseur plus forte que celle d'aucune forteresse européenne. Aussi les généraux attendaient-ils avec impatience la réponse du gouvernement chinois aux propositions des ambassadeurs, en continuant les opérations d'un siège qu'ils savaient bien ne pouvoir mener à bonne fin. Les mandarins heureusement cédèrent aux conseils du général Ignatieff, ministre de Russie, et se décidèrent à livrer une des portes de Pé-king aux alliés le 14 octobre à midi.

Les Anglais, arrivés avant l'heure convenue, pénétrèrent les premiers dans la ville, sans attendre leurs alliés, voulant sans doute accréditer le bruit déjà répandu par eux que l'armée française faisait la guerre sous leur direction et à leur solde. L'aigreur était donc grande entre les officiers des deux armées, mais le sentiment de leur isolement au bout du monde maintenaient entre eux une concorde apparente, pendant que les pourparlers entre les diplomates continuaient, mais avec une lenteur habituelle aux Chinois, et très-nuisible aux alliés. L'hiver, si dur dans ces climats, commençait à faire sentir ses rigueurs. Il fallait



prendre une décision. Lord Elgin voulait que l'armée, bravant le danger de s'établir au milieu d'une population immense qui n'aurait qu'à se resserrer pour l'étouffer, prît ses quartiers d'hiver à Pé-king. Le général de Montauban se prononça pour la retraite sur Tien-tsin. Lord Elgin finit par y consentir, mais avant de se décider au départ il menaça de brûler le Palais d'Hiver si le traité n'était pas signé le 23, et comme pour donner les arrhes de cette menace, il fit mettre le feu au Palais d'Été : bibliothèques pleines des produits littéraires de plus de quarante générations, pagodes deux ou trois fois plus vieilles que les plus anciens monuments de l'Europe, palais, kiosques, ponts pittoresques, terrasses, vases, statues de granit et de marbre, tout cela n'est plus aujourd'hui qu'un amas de décombres noirs tachés de marques sulfureuses, gardé par les deux énormes lions de bronze placés à l'entrée du palais détruit, qu'on n'a pas pu emporter à cause de leur dimension et de leur poids.

Les Anglais, auxquels on reproche cet acte de vandalisme, répondent que lord Elgin n'avait que trois moyens d'obtenir justice des traitements cruels infligés à ses compatriotes : paiement d'une amende préalablement à toute signature de traité ; érection d'un monument aux dépens du gouvernement chinois, avec une inscription constatant les circonstances qui ont accompagné l'arrestation et le meurtre de sujets anglais ; destruction du palais d'été. Lord Elgin éprouvait une vive répugnance à admettre une compensation en argent pour un pareil crime. Il était impossible d'ailleurs, dans l'état de désorganisation où se trouvait le gouvernement chinois, d'obtenir de lui une indemnité pécuniaire, à moins de mettre la main sur les revenus des douanes, en lui laissant cependant une por-

tion de ce revenu, suffisante pour qu'il s'intéressât à la continuation du commerce des indigènes avec les étrangers. Or, la somme équivalant au chiffre de l'indemnité réclamée en ce moment au nom du gouvernement de la reine et du gouvernement impérial représentait déjà 40 pour 100 des recettes douanières.

Lord Elgin aurait pu, il est vrai, exiger que les individus coupables de cruautés envers les étrangers ou de violation du drapeau parlementaire lui fussent livrés ; mais quelques malheureux Chinois, au-dessous de la grâce comme du châtiment, n'étaient pas des victimes dignes de sa colère. En désignant spécialement Sang-ko-lin-tsin, dont la culpabilité en ce qui concerne la violation du drapeau parlementaire était suffisamment établie pour le faire condamner par un conseil de guerre, ne s'exposait-il pas à faire au gouvernement chinois une demande qu'il eût accordée peut-être, mais qu'il n'eût certainement pu mettre à exécution ? La destruction du Yuen-ming-yuen était donc le châtiment préférable ; résidence favorite de l'empereur, l'orgueil aussi bien que les sentiments de ce souverain ne pouvaient manquer d'être profondément atteints par la ruine de ce palais. C'est là d'ailleurs que les malheureux Anglais avaient subi les plus affreuses tortures, qu'on avait trouvé les chevaux, les uniformes, les décorations arrachées de la poitrine des soldats. C'est là que devait avoir lieu l'expiation.

Les Anglais prétendent que la crainte de voir cette destruction se renouveler sur le palais d'hiver dans Pé-king même rendit les Chinois plus traitables, et contribua puissamment à tirer les alliés de la position critique dans laquelle ils se trouvaient. L'empereur de la Chine, en s'enfuyant dans la Mantchourie, leur enlevait en effet tout espoir de traiter.

L'influence du prince Kong, cousin de l'empereur, moins hostile aux Européens que les autres membres de la famille impériale, et l'entremise du général Ignatieff, ambassadeur de Russie, firent heureusement plus que les ruines du Palais d'Été pour changer la face des choses. La paix, grâce à leurs efforts communs, fut signée le 25 octobre 1860 par le baron Gros, lord Elgin et le prince chinois :

Résidence des ministres étrangers à Pé-king, ouverture de Tien-tsin au commerce, indemnité de huit millions de taëls, autorisation accordée à l'émigration chinoise, cession du territoire de Coa-loun à l'Angleterre; le prince Kong souscrivit sans hésiter à toutes les conditions qui lui furent imposées. L'échange des ratifications eut lieu le 25 octobre.

Les résultats de cette campagne, dans laquelle les alliés armés d'engins perfectionnés avaient détruit à distance, partout où elle osa se montrer, l'armée chinoise qui comptait encore un grand nombre de soldats armés de fusils à mèche et d'arcs, qui ne savaient que se faire tuer avec le mépris ordinaire des Asiatiques pour la mort, se résumèrent dans quelques phrases de la presse officieuse française sur la bataille de Pa-li-kao comparée à celle d'Héliopolis et d'Isly, et sur le drapeau tricolore déployé sur les murs de Pé-king. En admettant que les Tartares fussent aussi braves que les Mameluks ou les Arabes, il resterait toujours aux vainqueurs d'Héliopolis et d'Isly la gloire d'être rentrés pauvres dans leur pays et de n'avoir pas compromis, par le trafic public d'un butin conquis sans peine, la réputation de désintéressement de l'armée française. La paix rendait disponibles la flotte et une partie du corps expéditionnaire. Le gouvernement français entreprit aussitôt une nouvelle expédition en Cochinchine dont il confia le commandement au vice-amiral Charner, commandant en chef

des forces navales depuis le commencement de la guerre de Chine.

L'expédition de Chine avait eu pour origine la nécessité de venger le meurtre d'un missionnaire et de protéger les chrétiens chinois, une cause semblable donna lieu à l'expédition de Syrie.

Le traité de Paris avait placé les populations chrétiennes de l'empire turc sous la protection de l'Europe, grands mots qui cachaient de très-petits résultats. L'action de l'Europe, humiliante pour les musulmans, inefficace pour les chrétiens, mécontenta tout le monde et créa de nouveaux griefs au lieu d'apaiser les anciens. Les ambassadeurs des grandes puissances, satisfaits de l'exactitude affectée avec laquelle la Porte tenait la main à l'exécution des réformes dans Constantinople, ne portaient pas leurs regards au delà des murs de la capitale, et, jaloux les uns des autres, ils se surveillaient au lieu de surveiller le gouvernement turc.

La révolte des Cipayes avait produit une profonde émotion dans le monde de l'Islam ; les événements de l'Inde traduits par l'imagination des populations si profondément ignorantes de l'Orient prirent des proportions extraordinaires à leurs yeux.

Les vrais croyants pensaient que l'heure était venue d'exterminer les mécréants. Des émissaires venus de la Mecque prêchaient secrètement et depuis longtemps la guerre sainte dans les centres principaux où se trouvaient groupées les populations chrétiennes.

Le patriotisme et le zèle religieux des Turcs, offensés par les concessions accordées aux chrétiens depuis la guerre n'attendaient qu'un moment pour faire explosion. Les autorités turques qui connaissaient l'état des esprits, au lieu

d'interdire aux populations du Liban de renouveler par des achats leurs munitions laissèrent au contraire les Druses s'approvisionner de poudre et d'armes et retirèrent toutes les troupes régulières de Syrie, laissant Damas, la capitale de cette province, sous la garde de quelques centaines de soldats.

La route de Beyrouth à Damas divise le Liban en deux parties : les chrétiens occupent exclusivement les districts situés au nord ; les districts du sud sont habités par les Druses et les Maronites ; ces derniers y forment la majorité. Des cheicks et des émirs appartenant aux deux religions administraient les montagnards sous l'autorité d'un chef héréditaire commun à tout le Liban, recevant l'investiture de la Porte et lui payant tribut. Le traité du 14 juillet 1840 remplaça la Syrie et le Liban sous l'autorité directe de la Turquie, qui, après bien des tentatives pour réduire le Liban à l'état de simple pachalick, se contenta de le partager et de donner un chef chrétien aux districts chrétiens, et un chef druse aux districts druses où, cependant, l'élément chrétien domine. Nulle combinaison n'était plus propre à susciter les rivalités de race et de religion.

La guerre, sous l'influence de ces causes diverses, ne pouvait pas manquer d'éclater dans le Liban. Les consuls de France, d'Angleterre, de Russie et des autres puissances demandèrent, au début des hostilités, au pacha de Beyrouth et au vice-roi de Damas des garanties pour la vie et les propriétés des chrétiens, mais l'accord sur la nature des mesures à prendre ne régnait pas, malheureusement, dans le corps consulaire ; les Turcs avaient donc toute liberté pour laisser le feu s'étendre, et, au besoin, pour l'attiser.

L'attaque par les Druses d'une troupe nombreuse de Maronites, le 27 mai 1860, fut le signal des meurtres et

du pillage. Un chef puissant et célèbre, Saïd Djemblat, pille et rançonne les chrétiens du district de Djezzïn qui se réfugient à Saïda sous la protection des Turcs. Les Musulmans et les Druses se portent au-devant des fugitifs, enfants, vieillards, femmes, prêtres, exténués, blessés, et les massacrent devant les Turcs indifférents ou complices.

Les Druses du Hauram, district voisin de Damas, mettent le siège devant Hasbeya et Rascheya où habitent les chrétiens du rite grec non soumis à l'organisation de la montagne, et où résident des gouverneurs ayant sous la main une assez forte garnison turque; les chrétiens de Hasbeya se défendent, mais les vivres leur manquent, ils demandent protection aux Turcs. Le lieutenant-colonel Osman offre aux chrétiens de les accueillir s'ils déposent leurs armes. Ils acceptent et sont livrés aux Druses. Rascheya est le théâtre d'une semblable trahison.

Les chrétiens, après ce désastre, conservaient encore deux positions importantes : Deïr-el-Kamar et Zahlé. Les habitants de cette ville assiégés par les Druses refusèrent de laisser les Maronites, accourus à leur aide, entrer dans leur ville, sous prétexte que leur chef, Joseph Karam, voulait s'en emparer. Les consuls demandèrent le 12 juin à Kurchid-Pacha d'envoyer des troupes à Zahlé. Il promit d'agir, à condition que les chefs chrétiens se tiendraient en dehors de la lutte. Quelques centaines de soldats turcs et d'artilleurs, sous les ordres de Noury-Bey, marchèrent sur Zahlé. Les Druses n'en attaquèrent pas moins cette ville qui succomba le 19 juin, sous le canon d'une batterie montée et servie par l'artillerie turque.

Des hordes sauvages portèrent le pillage, l'incendie et le massacre dans un rayon de six lieues autour de Zaïda. Les chrétiens furent livrés à la fureur des Druses à Hasbeya

et à Deïr-el-Kamar, dans le palais même du sérail où ils s'étaient réfugiés. Le massacre eut lieu en présence, sinon par les ordres du commandant de la garnison : églises dévastées, maisons pillées et incendiées, hommes sans défense assommés à coups de hâche, femmes chrétiennes et sœurs de charité soumises aux derniers outrages, les mêmes excès se commettaient partout. La terreur qui régnait dans la montagne remplit Beyrouth et Damas de fugitifs. Chaque maison chrétienne accueillit une ou deux familles : le patriarcat grec, les khans, les églises, pouvaient à peine contenir ces malheureux ; les rues étaient pleines de gens qui, riches hier, tendaient la main aujourd'hui. Les vivres avaient triplé et cependant la charité chrétienne s'exerça largement. Les chrétiens, habitants de Damas, désarmés et parqués dans un quartier, ne pouvaient ni résister ni fuir : n'ayant pour unique protection que mille *bachibouzouks*, cinq cents hommes de troupes qu'on nomme régulières en Turquie, et les soldats qui avaient suivi Abd-el-Kader dans son exil. Ces Arabes arrachèrent aux assassins un grand nombre de victimes en leur ouvrant un asile dans la maison de l'émir et dans la citadelle où ils forcèrent le gouverneur Ahmet-Pacha, plongé dans une criminelle apathie, à les recevoir.

Napoléon III reçut la nouvelle des événements de Syrie à Baden où il s'était rendu pour rassurer le régent de Prusse et les souverains allemands sur les prétendus projets de guerre et de conquête qu'on lui prêtait. Des difficultés existaient depuis quelque temps entre les cabinets de Londres et de Paris au sujet de la conduite à tenir envers le royaume de Naples. Le gouvernement impérial voulait intervenir pour réconcilier le roi de Piémont et le roi de Naples. Le ministère anglais se prononçait énergiquement contre cette

intervention. Ce n'était pas le moment d'en tenter une nouvelle en Syrie au risque de réveiller la question d'Orient, mais la pensée de déployer le drapeau tricolore sur le Liban devait d'autant plus tenter un gouvernement habitué à rechercher les effets de mise en scène, qu'une partie du clergé nourrissait l'idée qu'il ne serait pas plus difficile de constituer un royaume chrétien s'étendant du Liban à Jérusalem et de la Méditerranée au Jourdain, qu'il ne l'avait été de former un royaume de Grèce (1).

Napoléon III fit, dès le 6 juillet, écrire à son ambassadeur à Constantinople qu'il comptait que la Porte remplirait les devoirs que lui imposait sa responsabilité. Une dépêche adressée le même jour aux représentants de l'Empereur à Londres, Berlin, Saint-Petersbourg et Vienne, insista sur la nécessité de réprimer l'insurrection et de former une commission des délégués des puissances et de la Porte, pour rechercher la cause des derniers conflits, indemniser les victimes et réorganiser le pays de façon à rendre de pareils malheurs impossibles à l'avenir. L'ordre fut donné en même temps d'augmenter les forces navales du littoral syrien et de les tenir à la disposition des consuls.

M. Thouvenel manda quelques jours plus tard à M. de Persigny, ambassadeur impérial à Londres, que l'ordre donné aux commandants des escadres de mettre leurs équipages à la disposition des consuls ne permettait pas d'atteindre l'insurrection dans son foyer, et qu'un corps de troupes pouvait seul remplir cette tâche, d'accord avec la Porte et avec les puissances. Il le chargea en même temps de proposer au gouvernement anglais d'envoyer un corps de troupes anglo-françaises en Syrie. M. de Persigny lui

(1) Discours du cardinal Donnet au Sénat, séance du 14 mai.



répondit dès le lendemain que le cabinet anglais acceptait en principe sa proposition, mais que, ne pouvant fournir des soldats, il augmenterait considérablement la station anglaise des côtes de Syrie, afin de protéger plus efficacement les populations du littoral. Le cabinet anglais ne jugeait pas nécessaire de demander que des forces russes ou prussiennes se joignissent à l'expédition, et il attachait une grande importance à ce que l'occupation française n'eût lieu qu'en vertu d'une convention dont lord Russel priait M. Thouvenel de rédiger le projet.

Ce n'était pas sans peine que l'on avait amené l'Angleterre à se résigner. Il fallut que Napoléon III, dans une lettre (1) à M. de Persigny, plaidât pour ainsi dire sa cause auprès de lord Palmerston. « Les choses me semblent si embrouillées, grâce à la défiance semée partout depuis la guerre d'Italie, que je vous écris dans l'espoir qu'une conversation à cœur ouvert avec lord Palmerston remédiera au mal actuel. Lord Palmerston me connaît, et quand j'affirme une chose, il me croira. » Les efforts de l'Empereur pour convaincre son ami de ses intentions pacifiques n'en sont pas moins considérables. Sa pensée depuis Villafranca a été, assure-t-il, d'inaugurer une ère de paix avec tous ses voisins, surtout avec l'Angleterre. « J'avais même renoncé à la Savoie et à Nice ; l'accroissement du Piémont me fit seul revenir sur le désir de voir réunies à la France ces provinces essentiellement françaises. » Napoléon III, après avoir repoussé le reproche d'augmenter ses armements, ajoutait qu'il ne voulait faire des conquêtes qu'en France, que l'Algérie lui coûtait assez cher, et qu'il ne cherchait pas l'occasion de jouer un nouveau rôle et de

(1) *Journal d'un diplomate en Italie*, par Henri d'Ideville (pièces justificatives).

faire une petite guerre. Si les engagements pris à Villafranca l'avaient empêché de s'entendre avec l'Angleterre au sujet de l'Italie du centre, il ne demandait pas mieux que de s'entendre avec elle au sujet de l'Italie méridionale : « En résumé voici le fond de ma pensée : Je désire que l'Italie se pacifie n'importe comment, mais sans intervention étrangère, et que mes troupes puissent quitter Rome sans compromettre la sécurité du pape. »

L'Autriche et la Russie accueillirent sans trop de répugnance la proposition d'intervention de la France. La Turquie s'y opposa très-vivement : « Le projet d'une expédition », disait-elle, dans une note remise le 26 juillet au corps diplomatique à Constantinople, « par l'impression qu'elle ne manquera pas de produire sur les musulmans et les chrétiens, aura des conséquences que nul ne peut prévoir, de telle sorte qu'en voulant protéger les chrétiens dans une partie de l'Empire, on provoquera dans d'autres une grande effusion de sang. » La Porte prétendait, d'ailleurs, avoir des forces suffisantes pour rétablir l'ordre en Syrie.

Le cabinet de Londres ne tarda pas, en voyant l'opposition de la Turquie, à modifier ses dispositions. Lord Russell, sans revenir sur son consentement, aurait voulu d'abord qu'on ne recourût à l'intervention des troupes étrangères que dans le cas où les troupes turques ne suffiraient pas à rétablir l'ordre, ensuite que le commandant de ces troupes fût seul juge de l'opportunité de l'intervention, et enfin que l'occupation européenne ne durât que six mois. Ces obstacles indirects élevés contre l'expédition ne pouvaient la retarder longtemps. M. Thouvenel n'eut pas de peine à démontrer que l'obligation de ne recourir à l'emploi de moyens militaires que

sur le consentement de la Porte était une chose tout à fait incompatible avec la sûreté du corps expéditionnaire et l'indépendance du commandement.

La Russie montrait à son tour des dispositions moins bienveillantes à l'égard du projet de Napoléon III et commençait même à lui susciter des difficultés. Elle proposait d'ajouter à la convention un article dans lequel les puissances, « d'accord avec la Turquie, et conformément à ses engagements solennels, prendraient des mesures efficaces pour améliorer la situation des chrétiens dans tout l'Empire, pour mettre un terme aux intolérables abus qu'on venait encore une fois de signaler, et pour en empêcher le retour par des mesures administratives organiques ». Les puissances se seraient engagées de plus, si des troubles sanglants se reproduisaient ailleurs, à agir de concert avec la Turquie comme elles seraient convenues de le faire à l'égard de la Syrie.

La Russie, en généralisant ainsi la question, restait fidèle à la politique suivie par elle, non sans succès, depuis 1856, et qui consistait à reprendre son rôle de protectrice des chrétiens d'Orient. Le gouvernement français, malgré son penchant à seconder en toute circonstance les vues de la Russie, ne pouvait consentir à changer le sens restreint de son intervention en Syrie. Une sorte de satisfaction fut néanmoins donnée à la Russie par un protocole additionnel dans lequel les puissances déclaraient qu'elles n'entendaient poursuivre aucun avantage territorial, aucune influence exclusive, ni aucune concession touchant le commerce de leurs sujets qui ne pourrait être accordée au commerce de toutes les autres nations. Les signataires de la convention ajoutaient : « Néanmoins, ils ne peuvent s'empêcher, en rappelant

ici les actes émanés de S. M. le Sultan, dont l'article 9 du traité du 30 mars 1856 a constaté la haute valeur, d'exprimer le prix que leurs cours respectives attachent à ce que, conformément aux promesses solennelles de la Sublime-Porte, il soit adopté des mesures administratives sérieuses pour l'amélioration du sort des populations chrétiennes de tout rite, de l'empire ottoman. »

Le Piémont, qui avait figuré au congrès de Paris, fut, malgré ses réclamations, exclu de ces arrangements. Les puissances objectèrent à ses demandes qu'il n'avait pris aucune part aux traités de 1840, de 1842 et de 1845.

Les puissances consentaient enfin à l'intervention française ; les troupes formant l'expédition de Syrie, sous le commandement du général d'Hautpoul-Beaufort, quittèrent le camp de Châlons le 7 août. L'Empereur leur adressa cette proclamation bien emphatique si on la compare aux résultats obtenus :

« Soldats,

» Vous partez pour la Syrie, et la France salue avec bonheur une expédition qui n'a qu'un but, celui de faire triompher les droits de la justice et de l'humanité.

» Vous n'allez point en effet faire la guerre à une puissance quelconque, mais vous allez aider le Sultan à faire rentrer dans l'obéissance des sujets aveuglés par le fanatisme d'un autre siècle.

» Sur cette terre lointaine, riche en grands souvenirs, vous ferez votre devoir et vous vous montrerez les dignes enfants de ces héros qui ont porté glorieusement dans ce pays la bannière du Christ.

» Vous ne partez pas en grand nombre, mais votre courage et votre prestige y suppléeront, car partout aujourd'hui où l'on voit passer le drapeau de la France, il y a une grande cause qui le précède, et un grand peuple qui le suit. »

L'armée française était suivie d'une commission internationale, chargée de rechercher les circonstances ayant amené les derniers conflits, de déterminer la part de responsabilité des chefs de l'insurrection et des agents de

l'administration locale, les réparations dues aux victimes, et enfin d'étudier les dispositions qui pourraient être adoptées pour conjurer de nouveaux malheurs. Cette commission, intervention diplomatique de l'Europe à côté de l'intervention militaire, ne plaisait pas plus que celle-ci au gouvernement ottoman (1).

Le débarquement prochain de l'expédition décida la Turquie à envoyer en Syrie un représentant, Fuad-Pacha, muni de pleins pouvoirs, pour rétablir l'ordre. Il arriva le 17 juillet à Beyrouth dont il destitua le gouverneur, Kurchid-Pacha; Achmet-Pacha, gouverneur intérimaire de Damas eut le même sort. Ces deux fonctionnaires furent dirigés sur Constantinople où ils devaient être livrés à la justice turque, fort suspecte en pareille circonstance; les réclamations de M. de Lavalette, ambassadeur impérial, décidèrent enfin le gouvernement à les renvoyer en Syrie pour y être jugés par les soins de la commission européenne.

Fuad-Pacha fit le 29 juillet son entrée à Damas à la tête de 3000 hommes de troupes régulières. Sept cents individus ayant figuré parmi les principaux auteurs des attentats dont la ville avait été le théâtre le mois précédent, furent emprisonnés. Ils appartenaient aux dernières classes de la société. Les coupables d'un rang plus haut, vainement désignés par le consul de France, restèrent en liberté.

La répression ne data réellement que du débarquement des troupes françaises à Beyrouth, le 16 août; cent cinquante-huit condamnations à mort furent exécutées quatre jours après, sans atteindre encore aucun des hauts instigateurs et complices des meurtres. Fuad-Pacha espérait satisfaire

(1) *La Syrie en 1861*, par M. Saint-Marc-Girardin.

ainsi l'Europe, sans porter un coup trop sensible à l'influence du parti musulman en Syrie, mais, sur l'insistance de la commission européenne, il dut se résigner à mettre en jugement les membres du grand conseil de Damas.

Les chefs druses, principaux auteurs du massacre, s'étaient réfugiés dans le Liban; le général d'Hautpoul-Beaufort, décidé à s'en emparer, avait manifesté l'intention formelle de pénétrer dans la montagne; l'occupation de Damas, la ville sainte, par les infidèles devait être la suite de ce mouvement. Fuad-Pacha, pour l'empêcher, se résigna enfin à faire fusiller Achmet-Pacha, gouverneur intérimaire de Damas, le colonel Ali-Bey, qui avait livré au poignard des Druses les chrétiens confiés à sa garde, le lieutenant-colonel Osman-Bey, gouverneur de Hasbeya, et le chef de bataillon chargé de défendre Rhasbeya. Le 18 septembre, huit misérables de la populace furent également exécutés, pendant que les membres du grand conseil comparaissaient devant leurs juges. Le principal accusé fut condamné à une détention perpétuelle, et sa famille au bannissement. Des condamnations à dix, à cinq années de détention et à sept ans d'exil frappèrent douze de ses collègues. Les autres condamnés transportés à Beyrouth y restaient pendant ce temps-là en pleine liberté; les énergiques réclamations de la commission internationale mirent un terme à ce scandale.

Le général d'Hautpoul, résolu malgré tout à poursuivre son expédition, se mit en marche à la tête d'une colonne à laquelle Fuad-Pacha fut obligé de joindre ses troupes. La petite armée partit dans les derniers jours du mois de septembre 1860. Le plan consistait à combiner les opérations militaires de façon à attaquer les Druses par Beyrouth et à intercepter en même temps leur retraite sur



le Hauran. Le général d'Hautpoul eut l'imprudence de confier aux Turcs l'exécution du principal mouvement : les Druses passèrent entre leurs lignes complices, et l'expédition eut pour tout résultat la capture de quelques centaines d'individus obscurs qui passèrent devant un tribunal spécial au nombre de 290, sur lesquels 20 furent condamnés à mort, les autres acquittés.

Les coupables de Damas étaient seuls punis, encore des doutes subsistaient-ils sur l'exécution des plus importants d'entre eux ; beaucoup de gens niaient celle d'Achmet-Pacha (1).

La commission internationale exigeait, comme indemnité pour les victimes, 40 millions de piastres ; mais la Porte, prétendant que le droit de fixer le montant des indemnités n'appartenait qu'à elle seule, ne voulait accorder que 10 millions de piastres payés par les habitants de Damas, et 10 millions payés par elle. Le gouvernement impérial repoussait cette offre, quoiqu'elle fût appuyée très-vivement par l'Angleterre ; la commission, en attendant le règlement de l'indemnité pécuniaire, exigeait des Druses, dans le délai de cinq jours, une contribution en objets mobiliers et en grains au profit des chrétiens. L'Angleterre, non contente de s'y opposer, demandait que le corps d'occupation français quittât la montagne et se concentrât sur le littoral.

Tel était l'état des choses en Syrie à la fin de l'année 1860.

(1) Discours de M. de la Rochejacquelein au Sénat, séance du 14 mai.

CHAPITRE II

1860

SUITES DE LA GUERRE D'ITALIE

SOMMAIRE. — Impuissance de la convention de Villafranca. — Ses causes. — Le gouvernement impérial modifie sa politique dans un sens favorable à l'Italie. — La brochure *Le Pape et le Congrès*. — Difficultés soulevées par la proposition du Congrès. — Les quatre propositions. — Annexion de la Savoie et de Nice à la France. — Expédition de Sicile. — Entrevue de Chambéry. — Préparatifs d'une guerre. — Les troupes piémontaises pénètrent sur le territoire pontifical. — Bataille de Castelfidardo. — Le royaume de Naples. — Sa situation intérieure. — Tentatives pour amener une alliance entre Naples et le Piémont. — Garibaldi passe le détroit. — Conquête du royaume de Naples par Garibaldi. — François II à Gaète.

La convention de Villafranca n'était qu'un expédient dont les événements démontrèrent bientôt la fragilité. Son exécution loyale exigeait que l'empereur d'Autriche fît de la Vénétie une province italienne, et du quadrilatère un moyen d'attaque et de défense contre lui-même ; que les princes absolus de l'Italie centrale consentissent à devenir des souverains constitutionnels, et surtout des souverains italiens ; que le roi de Naples leur donnât l'exemple de cette transformation, et enfin que le Pape se mît à la tête du mouvement libéral dans ses États et dans la Péninsule.

Les illusions sur la possibilité de tels changements se dissipèrent bientôt, et la question italienne resta posée de la façon suivante : reconstituer l'Italie ancienne d'avant Magenta ou Solférino, ou permettre à l'Italie nouvelle de naître et de se développer. Les Italiens commençaient à désespérer de devoir jamais ce résultat à leur allié de Magenta et de Solférino, lorsque la politique du gouvernement impérial à l'égard de l'Italie subit un changement annoncé dans la brochure *Le Pape et le Congrès*. Le rem-

placement de M. Walewski par M. Thouvenel au ministère des affaires étrangères donnait plus d'importance à ce revirement qui eut pour première conséquence la rentrée de M. de Cavour aux affaires. La Chambre fut dissoute, et pendant qu'on dressait les listes électorales dans le Piémont et dans la Lombardie, M. de Cavour hâtait l'annexion de l'Italie centrale.

L'Autriche pourtant ne perdait pas tout espoir de refaire l'Italie ancienne ; elle comptait sur le congrès proposé par Napoléon III, mais ce congrès se réunirait-il ? La Russie et la Prusse ne consentaient à s'y faire représenter qu'à la condition de garder leur liberté d'action ; l'Angleterre demandait qu'il fût convenu d'avance que les princes italiens dépossédés ne pourraient être rétablis par la force ; la cour de Rome exigeait au contraire que les décisions du Congrès fussent exécutoires par les armes.

Le gouvernement impérial sentait de plus en plus le poids des difficultés soulevées par sa proposition de congrès. L'Angleterre, pour le remercier de la signature du traité de commerce, lui vint en aide, en soumettant à son acceptation et à celle du cabinet de Vienne les propositions suivantes : 1° renonciation de la France et de l'Autriche à toute intervention en Italie sans l'autorisation des puissances ; 2° rappel de l'armée française du nord de l'Italie et de Rome dans un délai convenable ; 3° organisation intérieure de la Vénétie laissée en dehors des négociations entre les puissances ; 4° invitation au roi de Sardaigne par l'intermédiaire de l'Angleterre et de la France de ne pas envoyer de troupes dans les États de l'Italie centrale, jusqu'au jour où les populations auraient fait connaître leurs vœux par un nouveau vote.

Le gouvernement impérial modifia ces propositions et en

réduisit le nombre aux trois suivantes : annexion des duchés de Parme et de Modène au Piémont ; administration temporelle des légations, de Ferrare et de Bologne sous la forme d'un vicariat exercé par le roi de Sardaigne au nom du Saint-Siège ; rétablissement du grand-duché de Toscane dans son autonomie politique et territoriale. Le gouvernement impérial déclarait en même temps que si la Sardaigne repoussait ces propositions, il revendiquerait l'indépendance de sa politique et la liberté de ses résolutions.

Un refus de Victor-Emmanuel pouvait lui enlever l'appui de Napoléon III, et le discours de l'Empereur à l'ouverture des Chambres confirmait cette appréhension. M. de Cavour ne craignit pas cependant de laisser aller les choses en ce qui concerne le vote de l'Italie centrale, persuadé que la politique secrète du gouvernement impérial était bien différente de celle que les circonstances lui commandaient de suivre publiquement, et qu'il ne méconnaîtrait pas les arrêts du suffrage universel. Quant au vicariat, il y consentait d'autant plus aisément qu'il était bien sûr du refus du Pape.

Le suffrage universel dans la Toscane et l'Émilie se prononça pour l'annexion à une immense majorité. Le Pape menaça Victor-Emmanuel d'excommunication ; l'Autriche et les princes dépossédés protestèrent ; la Russie et la Prusse témoignèrent leur mécontentement. L'Angleterre parut tout approuver jusqu'au jour où l'annexion de l'Italie centrale au Piémont détermina le gouvernement français à presser l'exécution des conventions relatives à l'annexion de Nice et de la Savoie à la France. Le gouvernement anglais éleva tout à coup des réclamations contre ces conventions dont il connaissait cependant l'existence, car le

mécontentement du parlement menaçait l'existence ministérielle de lord Palmerston.

Le parti révolutionnaire italien de son côté protestait avec indignation contre toute pensée de cession de territoire. M. de Cavour aurait voulu, pour lui donner une fiche de consolation, garder Nice. Il essaya de traîner les choses en longueur et d'amener le gouvernement impérial à soumettre la question des annexions aux puissances. L'Empereur feignit de prêter l'oreille à ces ouvertures, dans l'intention de permettre à lord Palmerston de consolider sa position fortement ébranlée, et avec la volonté de n'accepter aucune décision contraire à ses vues.

Les Italiens crurent un moment que Napoléon III se contenterait de la Savoie, et qu'il abandonnerait ses prétentions sur Nice en présence de la protestation du gouvernement anglais. M. de Cavour qui partageait cette illusion fut désagréablement détrompé lorsque en rentrant d'un bal offert au roi par les notables négociants de Milan, il reçut des mains même de M. de Talleyrand, ministre du gouvernement impérial, un télégramme arrivé dans la nuit même avec l'ordre de le communiquer sans nul retard au chef du cabinet italien. Ce télégramme annonçait le rappel de l'armée d'occupation française, et donnait l'ordre de reprendre tout de suite les négociations au sujet de la cession de Nice et de la Savoie. « Il tient donc beaucoup à la Savoie et à cette malheureuse ville de Nice », dit-il en froissant entre ses mains ce télégramme qui contenait à la fois un ordre et une menace. M. de Cavour les braverait-il ? On assure qu'il y songea un moment, mais il avait besoin d'un appui, et l'Angleterre, dont le ministre à Turin l'avait souvent encouragé dans ses velléités de résistance aux volontés de Napoléon III, n'était pas une alliée sur laquelle

il pût sérieusement compter. L'intervention des puissances dans une question résolue d'avance n'était qu'un rêve. Il se résigna. Le traité dressé en quarante-huit heures, et signé le 24 mars dans le cabinet de M. de Cavour, ne porte pas les mots d'annexion ou de cession, mais celui de réunion de la Savoie et de Nice à la France. Ce fut la seule concession qu'il obtint.

Le plébiscite fut fixé au 15 avril pour Nice et au 22 pour la Savoie. M. Thouvenel se chargea d'en faire accepter le résultat aux puissances signataires des traités de 1815. La Suisse seule présenta des observations. Le Conseil fédéral soutint que les traités de 1815 en rendant la Savoie à la Sardaigne avaient établi par une disposition spéciale qu'en cas de guerre entre les puissances voisines, une portion du territoire de la Savoie, le Faucigny et le Chablais participeraient à la neutralité de la Suisse. Le traité de Turin du 24 mars constatait cette neutralité, mais le Conseil fédéral exigea qu'elle fût de nouveau sanctionnée par les puissances signataires des traités de 1815.

Le nouveau royaume d'Italie ne devait pas tarder à compenser par des annexions plus qu'équivalentes la diminution du territoire qu'il subissait par suite de la perte de la Savoie et de Nice.

Le gouvernement pontifical, qui recrutait depuis longtemps des soldats en Autriche, se flattait d'avoir une armée. Il ne lui manquait plus qu'un chef capable de la conduire à la victoire. Le général Lamoricière avait, comme on l'a vu, accepté le commandement en chef de l'armée pontificale à condition qu'il n'aurait pas à solliciter lui-même du gouvernement impérial l'autorisation officielle qui seule pouvait lui permettre de l'exercer sans cesser d'appartenir à l'armée française. Le gouvernement romain s'était chargé de la de-

mander. Le cardinal Antonelli ne pouvait douter de l'empressement, du moins apparent, de Napoléon III à donner au général Lamoricière l'autorisation de servir à l'étranger ; il délivra cependant la commission avant d'avoir reçu la réponse de Paris, comme pour indiquer qu'il saurait s'en passer au besoin. Le général Lamoricière, à peine en règle avec le gouvernement impérial, accourt à Rome où sa présence devient le signal de bruyantes manifestations. Des députations légitimistes se font présenter avec pompe à Sa Sainteté. Leurs orateurs tiennent aux pieds du trône pontifical un langage empreint de la plus grande exaltation royaliste. M. de Gramont écrit au ministre des affaires étrangères le 11 avril : « Hier un air de mystère régnait au Vatican : on arrêtait les visiteurs en leur demandant : « Êtes-vous Bretons ? » et on leur expliquait que les salles étaient momentanément fermées, parce que le Saint-Père y recevait l'hommage de la Bretagne qui venait protester contre l'Empereur. Samedi dernier, c'était le tour des Lyonnais. Un Français, qui, bien que catholique fervent, n'a pas cru devoir répudier des sentiments conformes à sa nationalité, fut interpellé vivement en ces termes : « Monsieur, on est sujet du pape avant d'être sujet de son souverain ; si vous n'êtes pas dans ces idées, que venez-vous faire ici ? »

M. de Gramont ajoutait : « Tout ce que je vois ne fait que confirmer mon opinion sur l'opportunité du départ des troupes. »

Les amis les plus ardents du pape ne contestaient point ses torts et blâmaient sa conduite provocante. Ils comptaient sur le temps pour l'adoucir, mais le temps et les changements qu'il apporte avec lui semblent ne pas exister pour la cour de Rome. On pouvait en dire autant de la cour de

Naples. Le maintien des Bourbons sur le trône des Deux-Siciles devenait de jour en jour plus difficile au milieu des changements amenés par le triomphe de l'esprit libéral en Italie. La situation de ce royaume était réellement affreuse. 180 000 suspects (*attendibili*) inscrits sur les registres de la police, soumis à la surveillance, étaient internés dans leur province ou dans leur commune et exclus des professions libérales. L'autocratie bourbonnienne, brouillée avec presque toutes les puissances, voyait ses périls sans pouvoir et même sans vouloir les conjurer. François II, fils et successeur de Ferdinand, aurait-il la main assez habile et assez forte pour réparer le trône vermoulu de son père sans que la vieille machine tombât en ruines ?

L'état de trouble et d'anarchie dans lequel se débattait l'Italie depuis la paix de Villafranca ne pouvait se prolonger sans amener l'intervention de la révolution. La note suivante publiée par la *Gazette de Milan* du 26 avril 1860 donna le signal de son entrée en scène :

« Les volontaires désireux de se rendre en Sicile doivent s'adresser pour les instructions au bureau du journal. »

La Sicile, à peine remise des blessures reçues pendant son insurrection et la répression qui en avait été la suite, était-elle prête à s'insurger de nouveau ? Les chefs du parti révolutionnaire n'en doutaient pas. Garibaldi seul n'avait qu'une médiocre confiance dans le succès de la tentative à la tête de laquelle ses amis lui proposaient de se mettre, et dont ils activaient les préparatifs sans que le gouvernement, qui ne pouvait les ignorer cependant, y mît obstacle. Garibaldi opposa une longue résistance au projet d'une expédition en Sicile. Il ne s'y prêta qu'après avoir décliné d'avance la responsabilité de l'insuccès qu'il redoutait, et dans la nuit du 5 au 6 mai un corps de 1000 volontaires

partait de Gênes sur le *Lombardo* et le *Piemonte*, navires à vapeur enlevés à la compagnie Rubattino. Garibaldi avant de s'embarquer écrivit au roi Victor-Emmanuel :

« Sire,

» Le cri de détresse de la Sicile qui parvient à mes oreilles a ému mon cœur et celui de quelques centaines de mes vieux compagnons d'armes. Je n'ai pas conseillé le mouvement insurrectionnel de mes frères de la Sicile, mais du moment qu'ils se sont soulevés au nom de l'unité italienne dont Votre Majesté est la personnification, contre la plus infâme tyrannie de notre époque, je n'ai pas dû hésiter à me mettre à la tête de l'expédition. Je sais que je m'embarque dans une entreprise dangereuse ; mais je mets ma confiance en Dieu et dans le courage de mes compagnons.

» Notre cri de guerre sera toujours : Vive l'unité de l'Italie ! Vive Victor-Emmanuel, son premier et son plus brave soldat ! Si nous échouons, j'espère que l'Italie et l'Europe libérale n'oublieront pas que cette entreprise décidée par des motifs purs de tout égoïsme est entièrement patriotique. Si nous réussissons, je serai fier d'orner la couronne de Votre Majesté d'un nouveau et peut-être plus brillant fleuron, à la condition toutefois que Votre Majesté s'opposera à ce que ses conseillers cèdent cette province à l'étranger, ainsi qu'on l'a fait pour ma ville natale.

» Je n'ai pas communiqué mon projet à Votre Majesté ; je craignais en effet que par suite de mon dévouement à sa personne, Votre Majesté ne réussît à me persuader de l'abandonner.

» De Votre Majesté, Sire, le plus dévoué sujet,

» GARIBALDI. »

L'Italie accueillit avec enthousiasme la nouvelle du départ de l'expédition. L'armée entière aurait voulu en faire partie. Le gouverneur de Gênes fut obligé de consigner la garnison. Le général Fanti, ministre de la guerre, prit des mesures sévères pour empêcher les désertions, la brigade qui portait le nom de la ville de Gênes fut dissoute. Les corps constitués votaient, malgré le gouvernement, des fonds pour subvenir aux frais de la campagne ; les souscriptions destinées à payer les navires de la compagnie Rubattino affluaient de toutes parts ; les vœux et les espérances de la nation suivaient les hardis soldats de l'unité italienne.

Garibaldi, au lieu de se diriger directement sur la Sicile,

fit escale à Talamone, petit port sur la côte Toscane, aux environs d'Orbitella. Il y laissa environ 100 hommes chargés d'opérer une diversion dans les États romains. C'est de ce port qu'il data une proclamation aux sujets du pape. Le gouvernement intercepta la proclamation et fit désarmer tous les volontaires sur la frontière.

Garibaldi repartit le 8 mai se dirigeant sur Marsala, son port de débarquement. La mer, peu profonde, empêche les navires de guerre d'en approcher, et les accidents de terrain de Marsala à Palerme sont très-favorables à une guerre de partisans comme celle qu'il allait entreprendre.

Le *Piemonte* et le *Lombardo*, aperçus par les frégates napolitaines *Stromboli* et *Capri*, prirent chasse devant elles. Les paquebots garibaldiens avaient quatre heures d'avance sur les frégates, mais celles-ci gagnaient une lieue toutes les heures, elles n'étaient plus qu'à une demi-lieue du port lorsque le *Piemonte* et le *Lombardo* y entrèrent et se rangèrent derrière deux navires anglais l'*Argus* et l'*Indépendance*. Les commandants des frégates sommèrent les capitaines des navires de se retirer ; ils répondirent qu'ils ne pouvaient s'y refuser, mais qu'ils étaient obligés auparavant de rallier leurs marins descendus à terre ; deux heures s'écoulèrent dans cette attente. Les volontaires purent débarquer en laissant leurs canons à bord.

Garibaldi se rendit sans retard de Marsala à Salemi. Les recrues lui arrivaient en foule de l'intérieur. Il avait au bout de trois jours plus de 4000 hommes sous ses ordres. Cette petite armée se mit en marche le 15 mai sur Palerme.

L'anxiété et le trouble pendant ce temps-là redoublaient à Naples. M. Carafa, ministre des affaires étrangères, convoqua le corps diplomatique pour lui offrir des concessions de la part de son maître en échange de garanties données

par l'Europe, comme si les ambassadeurs des puissances étrangères étaient munis d'avance des pouvoirs indispensables pour prendre de tels arrangements. M. Carafa se rabattit à demander l'intervention des consuls étrangers pour conclure un armistice pendant lequel l'armée royale effectuerait sa retraite. Garibaldi, à la suite de plusieurs combats sanglants, étant entré à Palerme le 27 mai, François II se décida, dans les premiers jours de juin 1860, à invoquer la médiation de Napoléon III.

Le gouvernement impérial n'avait point cessé, depuis le départ de Garibaldi, d'adresser au cabinet de Turin des notes menaçantes au sujet de l'expédition de Sicile, et M. de Cavour ne se lassait pas de son côté de la désavouer, mais le ministre de Victor-Emmanuel l'avait dit au baron de Talleyrand en signant le traité de cession de la Savoie et de Nice : « Maintenant nous sommes complices » (1). Aussi s'inquiétait-il peu des représentations du cabinet des Tuileries. Sa situation n'en devenait pas moins de jour en jour plus difficile par suite du brusque changement survenu dans la politique du roi de Naples. François II accordait une constitution à ses sujets et offrait une alliance au Piémont. Les deux royaumes de l'Italie du Nord et de l'Italie du Sud auraient résolu la question romaine en se partageant le fidéicomis pontifical par un double vicariat. Le gouvernement français appuyait ces offres et le gouvernement anglais, quoiqu'il eût refusé de se joindre à lui pour interdire à Garibaldi de franchir le détroit, ne dissimulait pas l'importance qu'il attachait à la conservation du royaume de Naples.

L'inaction du gouvernement italien, enchaîné par la di-

(1) *Journal d'un diplomate en Italie*, par Henri d'Ideville.

plomatie, formait un dangereux contraste avec l'activité déployée par la Révolution. Le roi n'avait d'autre alternative que d'abdiquer en sa faveur ou de se mettre à sa tête. Victor-Emmanuel opta pour ce dernier parti; M. Farini et le général Cialdini portèrent à Napoléon III, alors à Chambéry, une lettre autographe du roi délibérée en conseil dans laquelle il lui exprimait les nécessités auxquelles il était forcé d'obéir. Les deux envoyés insistèrent sur les raisons qui forçaient le gouvernement d'agir. Napoléon III se contenta de leur répondre : « Faites, mais faites vite. »

Jamais instructions ne furent plus vite comprises ni plus rapidement exécutées : concentration de l'armée depuis le lac de Garde jusqu'à Arezzo; mobilisation de la garde nationale; réunion d'un corps de troupes à Gênes prêt à être transporté par mer à Naples ou sur tout autre point; transfert du quartier général de Cialdini de Bologne à Forlì où se forma un corps de 30 000 hommes; appel de 15 000 volontaires à la frontière des Marches; toutes ces mesures furent prises en quelques jours. M. de Cavour adressa le 8 septembre au cardinal Antonelli une note demandant la dissolution immédiate des corps étrangers au service du Saint-Siège, et quatre jours après les troupes piémontaises passaient la frontière pontificale pour « rétablir l'ordre dans les villes désolées, et pour donner » aux peuples la liberté d'exposer leurs vœux, non pour » combattre des armées puissantes, mais pour délivrer les » malheureuses provinces italiennes de bandes d'aventuriers étrangers ».

La déclaration de guerre du Piémont fut lancée le 10 septembre. Le général Lamoricière faisant halte le 16 à Monte-Santo, entre Macerata et Spolète, reçut du

ministre de la guerre à Rome communication de la dépêche suivante, adressée précédemment par le duc de Gramont au consul de France à Ancône :

« L'Empereur a écrit de Marseille au roi de Sardaigne que si les troupes piémontaises pénètrent sur le territoire pontifical, il sera forcé de s'y opposer ; des ordres sont déjà donnés pour embarquer des troupes à Toulon, et ces renforts doivent arriver sans retard. Le gouvernement de l'Empereur ne tolérera pas la coupable agression du gouvernement sarde. Comme vice-consul de France, vous devez régler votre conduite en conséquence.

» Signé GRAMONT. »

Le général Lamoricière comptant sur ces assurances, et se sentant appuyé, n'hésita plus à se porter en avant. Le consul de France lui confirma le jour même de son entrée à Ancône, le 18 septembre, la teneur de cette dépêche. Il la transmit en même temps au général Cialdini, en marche de Sinigaglia sur Ancône. Cialdini en accusa réception et continua sa marche (1).

M. de Gramont, obligé de donner plus tard des explications sur cette dépêche, a répondu en se plaignant de la falsification qu'elle avait subie (2) de la main du premier ministre des armes M. de Mérode, qui, à ces mots : « l'Empereur a écrit au roi de Piémont pour lui déclarer que, » s'il attaquait les États du pape, il s'y opposerait », aurait ajouté « par la force ». M. de Mérode, il faut en convenir cependant, s'il n'a pas respecté la lettre, est resté fidèle à l'esprit de cette dépêche, car il est difficile de s'imaginer que dans les circonstances où l'on était alors le gouvernement impérial pût songer à s'opposer à l'invasion des États pontificaux par d'autres moyens que par la force.

Les ennemis cependant allaient se trouver en présence ;

(1) Note du général Lamoricière dans le *Journal de Rome* du 24 octobre 1860.

(2) Réponse de M. de Gramont adressée au cardinal Antonelli.

le général Lamoricière descendit le 18 septembre, vers dix heures du matin, des hauteurs de Lorette suivi des Franco-Belges, des Allemands, des Suisses et enfin des Romains; arrivé au rivage, il marcha parallèlement à la rencontre de l'ennemi. Les Piémontais, faibles sur ce point, se replièrent sur la colline de Castelfidardo. Les volontaires franco-belges transformant en forteresses les fermes et les maisons de campagne voisines, y luttèrent vaillamment contre les Piémontais revenus à la charge avec des renforts et de l'artillerie : les Italiens de l'armée pontificale commençaient à se débander lorsque le général de Pimodan tomba percé de trois balles. Le général Lamoricière ne pouvant tenir en rase campagne se retira suivi d'une faible colonne sur Ancône où il espérait prolonger sa résistance. L'armée pontificale était détruite ou errait dans la campagne sans espoir de se joindre à la garnison de cette ville. Cialdini, laissant devant cette place les forces nécessaires pour en commencer le siège, rejoignit, le surlendemain de la bataille, Fanti qui, de Lorette, se préparait à diriger les opérations contre Ancône. Le bombardement de cette ville commença le 19 ; le blocus fut déclaré le 22 ; le général Lamoricière demanda le 28 six jours d'armistice qui lui furent refusés, et le 29 il se rendit à l'amiral Persano.

Le gouvernement impérial, obligé de prendre une résolution en présence de ces événements, renforça le corps d'occupation de Rome et publia cette note dans le *Moniteur* : « Il ne saurait appartenir qu'aux grandes puissances réunies en congrès de prononcer un jour sur les questions posées en Italie par les événements, mais jusque-là le gouvernement de l'Empereur continuera à remplir, conformément à la mission qu'il s'est donnée, les devoirs que lui imposent ses sympathies pour le Saint-Père et la présence



de notre drapeau dans la capitale de la catholicité. » L'Empereur revenait à son idée favorite d'un congrès, mais ses correspondances diplomatiques et ses journaux officiels s'efforçaient en vain d'en démontrer l'efficacité. On y croyait d'autant moins, que l'empereur de Russie, l'empereur d'Autriche et le prince-régent de Prusse étaient sur le point de se réunir à Varsovie, où ils tinrent, le 22 octobre, une conférence qui semblait exclure toute idée de congrès.

La dynastie de Naples ne pouvait être sauvée que par une alliance sincère avec le Piémont, alliance conseillée par toutes les cours d'Europe, excepté par l'Autriche; mais le gouvernement italien n'était plus maître de la situation; M. La Farina, chargé par M. de Cavour de prendre la direction du gouvernement à Palerme, en avait été en quelque sorte chassé. Garibaldi, homme de sentiment plus que de raison, poussé par son patriotisme vers M. de Cavour, éloigné de lui par ses amis, sujet loyal et rebelle à la fois, résistait aux demandes réitérées du roi d'évacuer la Sicile. « Sire, lui écrivit-il, Votre Majesté sait de quel respect et de quel attachement je suis pénétré pour sa personne et combien je désire lui obéir; mais Votre Majesté doit bien comprendre dans quel embarras me placerait aujourd'hui une attitude passive en face de la population du continent napolitain que je suis obligé de contenir depuis si longtemps et à qui j'ai promis mon appui. L'Italie me demanderait compte de mon inaction et il en résulterait un mal immense. Au terme de ma mission je déposerai aux pieds de Votre Majesté l'autorité que les circonstances m'ont conférée, et je serai bien heureux de lui obéir. »

L'anarchie, pendant ce temps-là, faisait chaque jour de

nouveaux progrès dans le royaume de Naples. Les Sanfedistes s'étaient emportés jusqu'à frapper le ministre de France dans sa voiture. Le 15 juillet, une émeute militaire avait eu lieu aux cris de : *Vive le roi ! A bas la constitution !* et le roi refusant au ministère la dissolution du régiment des grenadiers de la garde, principal acteur dans ces troubles, le cabinet en masse s'était retiré. Les désordres recommencèrent le 20 ; le renvoi des troupes mercenaires ayant été vainement demandé par le peuple et par la garde nationale, le général Nunziante, un des serviteurs les plus dévoués de la monarchie, envoya sa démission à François II, et, dans un ordre du jour adressé aux troupes sous ses ordres, il les exhorta à ne se battre que pour la patrie.

La division régnait même parmi les membres de la famille royale ; le comte d'Aquila, oncle du roi, qui ne signait plus que « Louis-Marie Bourbon », accusait les nouveaux ministres de trahison ; les ministres l'accusaient à leur tour de viser à la royauté ; son neveu l'exila : les journaux furent suspendus, la ville subit de nouveau l'état de siège. Le gouvernement, aveuglé par le péril et cherchant tous les moyens de le détourner, imagina de proposer à Garibaldi de lui livrer passage par les Pouilles et les Abruzzes pour attaquer les Marches et l'Ombrie, et de lui fournir des transports, des vivres, des munitions. La flotte napolitaine et un corps de 50 000 hommes seraient ensuite mis à sa disposition pour délivrer Venise (1). Rien n'indique mieux qu'un pareil projet le

(1) M. La Cecilia, qui avait obtenu des ministres l'autorisation de faire ces propositions à Garibaldi, les a révélées dans une lettre reproduite le 10 septembre par le *Journal officiel* de Naples. MM. de Martino et Liborio Romano répondirent à cette lettre pour dégager leur responsabilité personnelle. M. Romano reconnaît en même temps la vérité des assertions de M. La Cecilia.

désarroi moral du gouvernement napolitain, et l'imminence de sa chute. Garibaldi, en effet, n'attendait plus, pour passer sur le continent, que d'avoir réuni les barques nécessaires au transport des troupes.

Une armée comme la sienne, composée de soldats de toutes les nationalités, Italiens du Nord et du Midi, Français, Anglais, Polonais, Hongrois, brave mais indisciplinée, ne pouvait vivre qu'en agissant ; il fallait marcher, aller à Naples, puis à Rome, puis à Venise. Garibaldi, en attendant qu'il pût réaliser ces rêves, pénétrait la nuit dans le port même de Castellamare et essayait d'enlever à l'abordage le *Monarca*, vaisseau de la marine royale. Les Napolitains vivaient dans les transes d'un bombardement semblable à celui que la flotte royale avait dirigé sur Palerme. Les légations, les consulats étaient assiégés par des gens qui venaient y chercher asile à la première nouvelle d'un débarquement des garibaldiens dans les Calabres pendant la nuit du 8 au 9 août. L'ex-représentant du peuple de Flotte, ancien officier de marine, trouva la mort du soldat dans cette descente. Garibaldi traversa le détroit, le 18, sur le *Franklin* et descendit à Mileto.

Un autre oncle du roi de Naples, le comte de Syracuse, l'engagea, dans une lettre rendue publique, à suivre l'exemple de la duchesse de Parme et à préférer l'abdication au sang versé. François II ne songea plus qu'à rassembler les troupes fidèles, surtout les régiments étrangers, et à transporter la défense entre le Vulture et le Garigliano. Il partit le 26, n'ayant à ses côtés que M. de Martino et le président du conseil Spinelli, que son père avait tenu deux ans en prison et douze ans en surveillance. Le corps diplomatique, moins les ministres de France et d'Angle-

terre, vint le rejoindre le lendemain à Gaëte, où il s'était réfugié.

Garibaldi fit son entrée à Naples, le 7 septembre vers le soir, dans une voiture de louage, accompagné de quelques officiers de son état-major. Le gouvernement révolutionnaire qui s'était formé fut dissous et remplacé par une dictature confiée au chef de l'armée victorieuse ; l'amiral Persano prit le commandement de la flotte napolitaine ; les fonds montèrent de 88 à 93 francs.

Cette situation brillante ne pouvait pas être de longue durée : le dictateur, le ministère, les gouverneurs des provinces constituaient trois gouvernements, sans compter le gouvernement occulte de Mazzini, accouru à Naples en même temps que Garibaldi. L'armée improvisée en Sicile se trouvait en présence d'une armée réduite à ses plus sérieux éléments, enfermée dans des lignes stratégiques et appuyée sur la forteresse de Gaëte. Les annexionistes, divisés en deux partis, demandaient, les uns l'annexion immédiate, les autres l'annexion après la conquête de Rome et de Venise ; partisans de l'autonomie napolitaine, mazziniens, absolutistes attendant leur revanche de l'anarchie, trois ou quatre partis ouvertement ou secrètement hostiles s'agitaient autour du dictateur, ardents à lui souffler leurs haines, leurs passions et leurs chimères. Garibaldi, assez fin pour démêler leurs projets, trop faible pour se soustraire à leur influence, passant de l'un à l'autre à chaque instant, dirigeait un de ces gouvernements d'incertitude et d'expédients qui fatiguent un peuple autant que la tyrannie elle-même et qui la lui font quelquefois regretter. L'armée garibaldienne s'épuisait en faits d'armes brillants mais inutiles devant Capoue. Les troupes de François II tenaient ferme ; les volontaires diminuaient tous les jours ; l'armée napolitaine

ne s'organisait pas; l'importante position de Cajasso avait été reprise, après un combat meurtrier, par les troupes royales. François II, avec de l'audace, aurait pu marcher sur Naples, mais ses généraux ne se battaient que pour l'honneur militaire; les Piémontais d'ailleurs étaient à Ascoli, sur la frontière. La bataille livrée le 1^{er} octobre sur le Vulture avec tant de bravoure et d'acharnement par les garibaldiens, qui tinrent en échec l'armée de François II, prouva néanmoins l'impossibilité de prendre Capoue avec leurs seules forces. 8000 Piémontais arrivèrent, le 9 octobre, à Naples par mer; 4000 allèrent renforcer les assiégeants.

Les Piémontais coupèrent promptement les communications entre Gaëte et Capoue, qui se rendit le 1^{er} novembre; maîtres alors de trois passages sur le Garigliano, ils obligèrent les forces de François II à se replier sur Gaëte en suivant les bords de la mer: l'amiral Le Barbier de Tinan protégea leur retraite, mais un corps napolitain considérable n'en fut pas moins forcé de se réfugier sur le territoire pontifical. Victor-Emmanuel n'avait plus qu'à venir à Naples; il y entra le 7 novembre en voiture, ayant Garibaldi à son côté.

L'entente paraissait cordiale entre le roi et le conquérant des Deux-Siciles, mais au fond elle était rompue. Garibaldi croyait que sa présence à Naples avec le titre de lieutenant général et des pouvoirs illimités était nécessaire pendant un an encore pour consolider la conquête. Les conseillers de Victor-Emmanuel étaient convaincus, au contraire, que la présence de Garibaldi ne servait qu'à perpétuer l'anarchie à Naples. Victor-Emmanuel offrit à Garibaldi, en échange de sa retraite volontaire, l'ordre de l'Annonciade, un des châteaux de la liste civile, le grade de

général d'armée, une dotation princière pour son fils aîné et pour sa fille, le grade d'officier d'ordonnance du roi pour son fils cadet. C'était mal comprendre l'homme qui venait de conquérir la Sicile. Garibaldi, n'était pas un grand général, quoiqu'il eût de sérieuses qualités militaires et qu'il eût mieux fait la guerre que bien des capitaines célèbres, s'il est vrai que l'art de la guerre consiste à obtenir de grands résultats avec de petits moyens; il ne pouvait pas non plus passer pour un grand orateur, quoique personne ne remuât plus profondément les masses par sa parole; ni pour un grand homme d'État, quoiqu'aucun politique n'eût montré un plus sûr instinct pour choisir l'heure et le moment d'agir; mais intrépide, généreux, patriote jusqu'au fanatisme, capable de communiquer ce fanatisme à un peuple et à une armée, Garibaldi, pour employer un mot qui trouvera de plus en plus rarement désormais son application, était un héros. L'argent et les honneurs le touchaient peu; il repoussa les offres du roi, et partit pour Caprera avec 50 francs dans sa bourse.

L'artichaut italien n'avait plus que deux feuilles à détacher, les plus difficiles il est vrai, Rome et Venise. Victor-Emmanuel ne pouvait y porter la main sans l'autorisation de son fidèle allié Napoléon III; celui-ci, après avoir rappelé son ambassadeur au moment de l'invasion des États romains, refusait de reconnaître le blocus de Gaëte déclaré par l'amiral Persano, et maintenait la flotte française devant les murs de cette ville. Cependant, comme il devenait chaque jour plus évident qu'il ne s'agissait plus seulement pour François II de sauver l'honneur militaire, mais encore d'attendre les événements, sa résistance prenait un caractère tout politique. Le gouvernement impérial comprit qu'il

n'en pouvait partager plus longtemps la responsabilité. Le *Moniteur* annonça donc que l'Empereur, placé entre le désir de donner un témoignage d'intérêt à un prince malheureux et d'observer le principe de non intervention, était obligé de retirer sa flotte. François II comprit enfin qu'il fallait capituler. Les conditions les plus honorables lui furent accordées; il s'embarqua, le 13 février, sur le navire français la *Mouette*, qui le conduisit à Civita-Vecchia, d'où il se rendit à Rome.

Le gouvernement impérial, entouré de gouvernements constitutionnels, jouant en quelque sorte son existence pour assurer l'indépendance de l'Italie constitutionnelle, et restant confiné lui-même dans son organisation quasi despotique, il y avait dans ce contraste quelque chose qui blessait trop profondément le bon sens et la logique pour être durable. La France et l'Europe le sentaient, l'Europe peut-être plus vivement encore que la France. Napoléon III, pressentant cet état général de l'opinion, s'appliquait à détourner autant que possible les esprits des réflexions que leur suggérait la contradiction flagrante existant entre sa politique intérieure et sa politique extérieure. Il y était parvenu jusqu'ici par toutes sortes de petits moyens, mais la pensée des résultats désastreux que pouvait avoir la guerre d'Italie, la réunion récente des empereurs de Russie, d'Autriche et du régent de Prusse à Varsovie, faisaient naître dans les esprits des inquiétudes et des préoccupations dont l'Empereur ne pouvait plus se flatter de triompher par les procédés ordinaires. M. de Morny lui fit entrevoir qu'un retour apparent aux formes des gouvernements libres, mais ne changeant rien au fond même du gouvernement personnel, ferait facilement prendre le change à l'opinion en la rassurant; il se rendit à ce conseil,

et le public apprit brusquement par le *Moniteur* du 24 novembre que « l'Empereur, voulant donner aux grands corps de l'État une participation plus directe à la politique de son gouvernement et un témoignage éclatant de sa confiance », décrétait ce qui suit :

« ART. 1^{er}. — Le Sénat et le corps législatif voteront tous les ans à l'ouverture de la session une adresse en réponse à notre discours.

» ART. 2. — L'adresse sera discutée en présence des commissaires du gouvernement, qui donneront aux Chambres toutes les explications nécessaires sur la politique intérieure et extérieure de l'Empire.

» ART. 3. — Afin de faciliter au Corps législatif l'expression de son opinion dans la confection des lois, et l'exercice du droit d'amendement, l'article 54 de notre décret du 22 mars 1852 est remis en vigueur et le règlement du Corps législatif est modifié de la manière suivante :

» Immédiatement après la distribution des projets de loi et au jour fixé par le président, le Corps législatif, avant de nommer sa commission, se réunit en comité secret; une discussion sommaire est ouverte sur le projet de loi, et les commissaires du gouvernement y prennent part.

» La présente disposition n'est applicable ni aux projets de loi d'intérêt local ni dans le cas d'urgence. »

Les comptes rendus des séances du Sénat et du Corps législatif, rédigés par des secrétaires-rédacteurs placés sous l'autorité du président de chaque assemblée, devaient en outre être adressés chaque soir à tous les journaux. Les débats de chaque séance, reproduits par la sténographie, figureraient *in extenso* dans le journal officiel du lendemain.

L'Empereur, pendant la durée des sessions, désignerait des ministres sans portefeuille pour défendre devant les Chambres, de concert avec le président et les membres du Conseil d'État, les projets de loi du gouvernement.

Le même décret supprimait le ministère de la maison de l'Empereur et le ministère de l'Algérie. M. de Chasseloup-Laubat passait à la marine, l'amiral Hamelin à la grande chancellerie de la Légion d'honneur, le maréchal Pélissier prenait le gouvernement de l'Algérie.



Les journaux officieux, qui, la veille encore, repoussaient avec indignation la pensée seule d'apporter la moindre modification à la constitution, s'aperçurent tout à coup que l'action des grands corps de l'État ne se manifestait pas assez aux yeux du pays, que le gouvernement et la nation manquaient de moyens pour se mettre en communication, que les discussions de la Chambre étaient gênées par des restrictions si étroites, que la politique n'y entraît qu'en contrebande, et enfin que le Sénat, le Corps législatif, le gouvernement lui-même, souffraient d'une situation à laquelle fort heureusement, selon le *Constitutionnel*, « l'Empereur, attentif à des symptômes qui pouvaient échapper à d'autres », venait de porter remède.

Ce premier acte de la comédie de libéralisme que l'Empire essayait de jouer réussit médiocrement. M. de Persigny écrivit en vain aux préfets : « Beaucoup d'hommes » honorables et distingués des anciens gouvernements, tout » en rendant hommage à l'Empereur pour les grandes choses » qu'il a accomplies, se tiennent encore à l'écart par un » sentiment de dignité personnelle. Témoiniez-leur les » égards qu'ils méritent ; ne négligez aucune occasion de » les engager à faire profiter le pays de leurs lumières et » de leur expérience, et rappelez-leur que, s'il est noble de » conserver le culte des souvenirs, il est encore plus noble » d'être utile à son pays. » Les hommes auxquels M. de Persigny s'adressait accueillirent le décret du 24 novembre avec indifférence. Le parti du 2 décembre s'en montra fort alarmé : Un maître et des esclaves, du pain et des spectacles, de l'argent et du silence, à quoi bon, selon les bonapartistes, détourner les esprits de ce régime auxquels ils étaient déjà faits ?

Aucun symptôme n'avait révélé à l'Empereur la nécessité d'apporter le moindre changement à la législation de 1851 sur la presse.

Le décret du 24 novembre fut soumis au Sénat dans la forme ordinaire. M. Troplong, président et rapporteur de la commission, lut son rapport dans la séance du 29 janvier. Ce document, d'une excessive longueur, presque uniquement consacré à l'éloge de la constitution de 1852, surtout de la partie concernant la presse, prouvait que M. Troplong n'avait pas grande confiance dans l'utilité du décret du 24 novembre, et de la restitution du droit d'adresse au Corps législatif. La France ressentait-elle un goût bien prononcé pour le retour de ces joutes politiques qui, jadis, ébranlaient les ministères, et dont le décret de novembre allait de nouveau donner le signal ? M. Troplong en doutait fort ; la France, satisfaite de l'œuvre de 1852, n'y demandait, selon lui, aucun changement ; il finissait cependant par se résigner à la réforme en songeant « qu'un gouvernement sage a raison de prévoir l'avenir. Pourquoi d'ailleurs s'effrayer par des comparaisons prises dans un passé épuisé ? L'adresse, au lieu d'être un champ de bataille, ne sera qu'une information loyale et patriotique sur les besoins du pays. On discutera pour éclairer le pouvoir, non pour le conserver. La parole des orateurs sera plus impartiale, maintenant que l'ambition des portefeuilles n'en est plus l'excitation. »

Le président du Sénat parut moins rassuré sur les effets du compte rendu des débats des Chambres. Les journaux, sous le régime parlementaire, avaient eu le droit, inséparable de la liberté elle-même, de reproduire les débats des assemblées par la main de leurs sténographes et de

les apprécier par la plume de leurs rédacteurs. Ces comptes rendus indirects et dissimulés qui jadis, sous prétexte de faire apprécier la séance, n'étaient, d'après le président du Sénat, qu'une caricature insultante et la satire des personnes, seraient désormais interdits aux disciples frivoles d'Aristophane et de Pétrone.

M. Troplong, en traitant avec ce dédain les écrivains honorables et même illustres qui, dans les journaux, avaient jadis apprécié les débats des Chambres, montrait autant de mauvais goût que de mauvaise volonté contre les journaux, dont il niait même l'utilité. La brochure, selon lui, ne suffit déjà que trop aux besoins de la pensée. Le « funeste » *Contrat social* et le « pamphlet » *Qu'est-ce que le Tiers-État?* n'en sont-ils pas la preuve?

Le compte rendu du *Moniteur* était exempt du timbre; cette exemption fut étendue aux comptes rendus donnés en supplément par tous les journaux; mais comme une disposition fiscale ne pouvait guère trouver place dans un sénatus-consulte, les commissaires du gouvernement en retirant celle-ci prirent l'engagement d'en faire l'objet d'une présentation de loi au Corps législatif.

Trois amendements au projet de sénatus-consulte avaient été présentés, l'un par la commission, l'autre par M. Bonjean, le troisième par M. Ernest Leroy. L'amendement de la commission avait pour but d'autoriser les journaux à choisir dans la sténographie officielle un sujet de délibération entre plusieurs autres qui y seraient contenus, et à passer les autres sous silence. Celui de M. Bonjean portait que tout discours reproduit intégralement dans un journal, conformément à l'édition officielle du *Moniteur*, pourrait être, de la part de ce journal, un objet de critique, de discussion ou de réflexions. L'amendement de M. E. Leroy

tendait à obliger les journaux ayant commencé à reproduire les débats d'une discussion à les insérer en entier.

M. Troplong discuta ces trois amendements dans son rapport. Après avoir découvert dans celui de la commission « une tactique insidieuse qui sépare l'orateur du milieu » qui la soutient, et lui livre à l'écart un combat singulier » ; attendu, — et cette fois il ne se trompait pas, — qu'il est impossible *à priori* de marquer légalement la limite qui sépare le compte rendu de la discussion, il repoussa l'amendement de M. Bonjean comme une source de difficultés, de malentendus et d'embarras pour la presse. L'amendement de M. E. Leroy trouva seul grâce devant lui.

M. Troplong crut devoir, en finissant, rassurer ceux qui craignaient que la France ne fût à la veille « de revenir » à des institutions dont le pays n'avait que trop connu la « faiblesse et les dangers », et les ministres qui par un singulier scrupule redoutaient, paraît-il, en s'associant au décret du 24 novembre, de violer les principes de 89. « Vous tous qui êtes les serviteurs zélés de l'Empire, per- » sévérez dans votre dévouement, vous n'avez point failli » aux principes de 89. » Une éloquente péroration en l'honneur de l'Empereur terminait ce rapport, dont la discussion n'aurait donné lieu à aucun incident si M. le marquis de la Rochejacquelein n'avait cru devoir profiter de l'occasion pour se plaindre de la circulaire de M. de Persigny, qu'il trouvait trop libérale, et pour accuser le ministre de l'intérieur de capter la popularité. Il lut à l'appui de cette accusation un passage du journal *le Siècle*, transformé par lui en protecteur du gouvernement. Le président du Sénat répondit majestueusement à M. de Larochejacquelein : « Le gouvernement n'a pas besoin de la protection du » *Siècle*. Il ne se place pas sous ce patronage-là. »

Le Sénat n'approuvait pas plus que son président le décret du 24 novembre, mais redoutant sans doute de passer pour moins libéral que le gouvernement, il s'empressa d'adopter le sénatus-consulte à la majorité de 119 voix contre 2. Les opposants furent le cardinal Mathieu et le prince de Wagram.

CHAPITRE III

1861

POLITIQUE INTÉRIEURE

SOMMAIRE. — Réception du premier jour de l'an aux Tuileries. — Réponse de l'Empereur au corps diplomatique. — Application du décret du 25 mars 1852 sur la décentralisation à la ville de Paris. — Bruits de dissolution du Corps législatif. — Embarras de la situation. — Réception du père Lacordaire à l'Académie française. — L'Impératrice assiste à la séance. — Arrestation du financier Mirès. — Rapport de M. Delangle. — La brochure du duc d'Aumale : *Lettres sur l'histoire de France*, adressée au prince Napoléon. — Saisie chez l'auteur, de l'ouvrage : *Vues sur le gouvernement de la France*, par le duc de Broglie. — Procès Blanqui. — Inauguration du boulevard Malesherbes. — Les 25 millions des chemins vicinaux. — La transformation de Paris. — Crise industrielle et financière. — Les obligations trentenaires. — Mémoire adressé à l'Empereur par M. Achille Fould, ministre des finances. — Les agents de change demandent l'autorisation de dresser une statue à l'Empereur dans la salle de la Bourse. — Procès Plassiart.

Les réceptions officielles du 1^{er} janvier eurent lieu aux Tuileries selon le cérémonial accoutumé. Lord Cowley offrit en ces termes les vœux du corps diplomatique à l'Empereur :

« Sire,

» Les membres du corps diplomatique réunis ici ont l'honneur d'offrir à Votre Majesté, par mon organe, l'expression de leurs hommages respectueux à l'occasion du nouvel an.

» Le corps diplomatique, Sire, est toujours heureux de pouvoir renouveler ses vœux pour le bonheur de Votre Majesté et pour celui de son auguste famille. »

L'Empereur répondit :

« Je remercie le corps diplomatique des souhaits qu'il vient de m'adresser. J'envisage l'avenir avec confiance, persuadé que l'entente des grandes puissances amènera le maintien de la paix qui est le but de tous mes désirs. »

L'Empereur prononça ensuite, en se tournant vers le Sénat, ces mots que le *Moniteur* ne jugea pas à propos de

reproduire : « Messieurs, je compte sur vous pour préparer les réformes qui sont utiles à la France. »

De quelles réformes s'agissait-il ? En attendant que l'avenir expliquât ce mystère, un décret rendit applicables à la ville de Paris les dispositions du décret du 25 mars 1852 sur la décentralisation. Ce décret, en remettant au préfet le contrôle de nombreux actes municipaux soumis jusqu'alors à la sanction du ministre, faisait une exception à l'égard de Paris, où le magistrat municipal et le préfet se confondent. La suppression de cette exception vint ajouter une anomalie aux particularités du régime municipal de Paris. Le préfet de la Seine, n'étant plus soumis comme maire au contrôle supérieur du ministre, cessait d'être un préfet pour devenir presque un ministre.

Les vœux de M. Haussmann étaient à moitié remplis. Une rivalité des plus ardentes existait depuis longtemps entre M. de Persigny et lui. Le préfet de la Seine, las de la situation qu'une « ombrageuse susceptibilité » (1) s'obstinait à lui faire, adressa sa démission à l'Empereur, qui naturellement la refusa. M. Haussmann, cherchant alors un moyen de mettre fin à ces tiraillements, crut l'avoir trouvé dans la combinaison suivante : Comme maire de Paris et administrateur du département, il relèverait directement de l'Empereur ; comme préfet, c'est-à-dire comme organe des intérêts généraux, il resterait dans les mêmes conditions que par le passé. Un projet de décret était joint à cette proposition (2). Le titre de *ministre de Paris*, que

(1) Lettre et note de M. Haussmann (*Papiers et correspondance de la famille impériale*, 18^e livraison).

(2) RÉDACTION PROPOSÉE. — Le baron Haussmann, préfet de la Seine, a rang de ministre et a séance, en cette qualité, dans nos conseils.

L'autorité ministérielle lui est dévolue dans son ressort, en matière d'administration départementale et communale.

Il continuera d'exercer, en matière d'administration générale, les attributions

M. Haussmann aurait voulu prendre, plus encore que le crédit de M. de Persigny la fit repousser ; M. Haussmann, obligé de rester préfet de la Seine, dut se contenter de la promesse que lui fit l'Empereur, et qu'il tenait en ce moment, de rendre sa position indépendante du ministre de l'intérieur.

Le décret du 24 novembre n'avait pas cessé depuis sa publication d'être l'objet des appréciations les plus diverses. Les uns y voyaient le commencement d'un retour sérieux aux pratiques du régime parlementaire, les autres une simple manœuvre pour donner le change à l'opinion publique. Le bruit se répandit cependant que l'Empereur, pour donner la mesure de l'importance des changements apportés dans le caractère et les attributions du Corps législatif, se proposait de le dissoudre et de faire un appel aux électeurs. Ce bruit ne tarda pas à être démenti ; Napoléon III se contenta d'accorder une amnistie pour les délits de presse.

Les événements extérieurs qui avaient marqué l'année précédente, n'encourageaient pas les esprits à partager la confiance témoignée par l'Empereur dans sa réponse au corps diplomatique : expédition de Garibaldi en Sicile, invasion des Marches par Victor-Emmanuel, rappel de l'ambassadeur impérial près la cour de Turin, la politique de l'Empereur n'avait subi que des échecs ; sa grande création de Villafranca, la confédération italienne, était détruite. L'Autriche gardant la Vénétie, la France restant à Rome, faute de savoir comment en sortir, la politique impériale ne représentait plus que l'impuissance décorée

conférées au préfet de la Seine par les lois, décrets et règlements ; et les affaires de cet ordre seront réglées et soumises à notre décision comme dans le passé par les ministres compétents.

Il prendra le titre de *ministre de Paris*.



du nom de principe de non intervention. Les préoccupations politiques, plus vives que profondes en France dans tous les temps, et surtout du temps de l'Empire, firent bientôt place, heureusement pour Napoléon III, aux émotions littéraires excitées au plus haut point par la prochaine réception du père Lacordaire à l'Académie. M. Guizot devait répondre au récipiendaire. Un dominicain reçu académicien par le plus illustre représentant du protestantisme français, cela ajoutait un certain piquant à l'attrait d'une séance que devaient remplir deux des plus grands orateurs de l'époque, chargés pour ainsi dire de conclure enfin devant l'Académie cette alliance entre la foi et la raison que les plus nobles apôtres de l'une et de l'autre avaient si souvent et si inutilement tentée.

L'Impératrice, qui jusqu'alors n'avait pas montré un goût bien vif pour les séances académiques, voulut assister à celle-ci. Le bureau, composé de MM. Guizot directeur, Villemain secrétaire perpétuel, de Laprade chancelier, vint la recevoir selon le cérémonial accoutumé. L'auditoire regarda la jolie femme avec curiosité, et accueillit l'Impératrice avec froideur.

Le père Lacordaire succédait à M. de Tocqueville; il avait dans son prédécesseur un noble modèle d'homme et d'écrivain à prendre. Le célèbre dominicain se tira faiblement de sa tâche. L'analyse du plus important ouvrage de M. de Tocqueville ne fournit au récipiendaire qu'une comparaison déclamatoire entre la démocratie aux États-Unis, et cette démocratie européenne dont « les disciples, idolâtres de ce » qu'ils appellent l'État, prennent l'homme dès son berceau » pour l'offrir en holocauste à la toute-puissance publique, » professant que l'enfant, avant d'être la chose de la famille, » est la chose de la cité, et que la cité, c'est-à-dire le peuple

» représenté par ceux qui le gouvernement, a le droit de for-
 » mer son intelligence sur un modèle uniforme et légal; ces
 » démocrates pensent que la commune, la province et toute
 » association, même la plus indifférente, dépendent de l'État
 » et ne peuvent ni agir, ni parler, ni vendre, ni acheter, ni
 » exister enfin sans l'intervention de l'État, et dans la me-
 » sure déterminée par lui, faisant ainsi de la servitude civile
 » la plus absolue, le vestibule et le fondement de la liberté
 » politique. » La démocratie que le père Lacordaire définis-
 sait ainsi n'est qu'une sorte de communisme, c'est-à-dire
 une secte qui ne saurait passer pour la véritable démocratie
 qu'à l'aide d'une équivoque. Le récipiendaire ne serra pas
 les choses de plus près dans le reste de son discours :
 catholique ou protestant, juif ou musulman, il suffisait
 d'appartenir à l'une des nombreuses religions qui recon-
 naissent un Dieu unique, pour avouer hautement les
 idées du père Lacordaire sur la divinité et la néces-
 sité des croyances religieuses. La partie politique de son
 discours se ressentit un peu de cette tolérance qui touchait
 au scepticisme. L'illustre orateur, en regrettant la légiti-
 mité, déclara que la monarchie de Juillet aurait mérité de
 réussir; quant à la République, pour rester en paix avec
 ses souvenirs personnels, il n'en dit pas de mal, mais il
 termina son discours par un dithyrambe en l'honneur de
 l'expédition de Rome.

M. Guizot, en s'adressant au récipiendaire, l'appellerait-il
 « mon père, » ou « monsieur ? » M. Guizot n'employa que
 ce dernier mot, formant un assez singulier contraste avec
 la robe du père Lacordaire. La séance ne tint pas tout ce
 qu'elle promettait. « Le nouvel élu semblait avoir quelque
 crainte d'être lui-même, et il ne l'a pas été assez. » Cette
 phrase d'un journal ami de l'orateur résuma fort bien l'im-

pression générale. C'était la dernière fois que le père Lacordaire faisait entendre sa voix éloquente à un grand auditoire. Il mourut dix mois après à Sorèze, le 25 novembre, laissant le souvenir d'un puissant orateur, d'un cœur généreux, d'un esprit élevé mais inconséquent, d'une forte imagination mais usée dans la vaine recherche de ce problème d'alchimie religieuse qui consiste à extraire la liberté du creuset de la théocratie.

Caussidière, ancien préfet de police, membre de la Constituante de 1848, mourut deux jours après la réception du père Lacordaire à l'Académie. Mêlé à toutes les sociétés politiques secrètes organisées sous le règne de Louis-Philippe, il tenta, en 1848, de les neutraliser l'une par l'autre au profit de la République et de la société qu'elles menaçaient ; s'il ne réussit pas toujours dans cette politique si scabreuse qui consiste à faire de l'ordre avec le désordre, il préserva du moins pendant un certain temps Paris de très-grands périls. Caussidière avait repris dans l'exil d'où il rentrait à peine son ancien commerce de commis-voyageur en vin. Le gouvernement, craignant une manifestation populaire, fit enlever le corps et changer l'heure du convoi. Quelques amis seulement purent l'accompagner au cimetière.

Le second Empire, comme la Régence, avait fait surgir, des bas-fonds de l'agiotage, une nouvelle couche de financiers cherchant à dissimuler comme leurs prédécesseurs de la rue Quincampoix sous un vernis menteur de politesse leur grossièreté native ; ces gens usés, quoique jeunes encore, par les hasards d'une vie d'aventures, étalaient sans vergogne la honte de leurs commencements, afin qu'on pût mesurer la hauteur où ils étaient parvenus à la bassesse de leur point de départ. Insoucieux d'être mal-

honnêtes, à la condition de passer pour habiles, cherchant l'esprit et ne trouvant que le cynisme, leurs bons mots, leurs dîners, leurs bals remplissaient tous les jours les journaux à chroniques ; sans amis honorables, ils avaient des associés haut placés ; tel gentilhomme, tel grand personnage qui ne les eût pas reçus à sa table, ne dédaignait pas de mettre son nom à côté de leur nom sur des prospectus tirés à des milliers d'exemplaires.

L'un de ces financiers les plus connus était un juif bordelais nommé Jules Mirès. Le coup d'État le trouva dans les coulisses de la Bourse, vivotant moitié de courtage, moitié de jeu. Soutenu par l'instinct et le pressentiment des grands jours qui allaient naître pour la spéculation, voyant dans la publicité un levier capable de soulever le monde, il profita de quelques coups heureux à la Bourse pour fonder un journal ; il cherchait une enseigne à y mettre. Lamartine était là. Mirès créa pour lui le *Conseiller du peuple* et le *Civilisateur*. Devenu bientôt millionnaire, pressé de s'assurer la tolérance et presque la complicité du gouvernement dans ses incessantes spéculations, il apprend que ce dernier serait charmé d'avoir un journal qui servît d'interprète voilé à sa pensée, d'avocat discret à ses projets, sans cesser de paraître indépendant et de parler en son propre nom. Mirès achète le *Constitutionnel* et l'offre au ministère qui l'accepte ; le voilà de la maison. Les affaires naissent sous ses pas, journaux, emprunts, mines, ports, chemins de fer, il entreprend tout. Un jour il crée les chemins de fer romains, et reçoit les félicitations des cardinaux et du pape ; vingt agents de change exécutent ses ordres à la Bourse dont il est l'arbitre ; sénateurs, chambellans, membres de la plus haute noblesse, anciens pré-

fets, figurent dans ses conseils d'administration. Les actions de ses plus hasardeuses entreprises industrielles sont recherchées avec un empressement fébrile par le public, surtout par ce public qui, commençant au petit rentier et finissant au concierge, comprend cette masse ignorante, économe, un peu cupide, dont le besoin ordinaire de bien-être était encore surexcité par la vue du luxe déployé autour d'elle.

Mirès avait vu pendant longtemps le succès couronner toutes ses entreprises; les jours difficiles étaient venus. L'année 1861 s'annonçait mal au point de vue des intérêts matériels; la crise des États-Unis menaçait de fermer un des principaux débouchés de la fabrique française; le coton allait manquer par suite du blocus des ports du Sud; la spéculation à la Bourse faiblissait; le mauvais état des affaires rendait le public irritable et soupçonneux. Mirès était à la tête d'un établissement de crédit, la *Caisse des chemins de fer*, qui recevait en dépôt des valeurs pour les faire fructifier. Le bruit se répandit parmi les dépositaires qu'il avait mis la main sur cette caisse pour s'en faire des ressources à la Bourse. Une sorte de panique s'empara de Paris tout entier.

La passion du lucre ne souffre guère de rivale dans le cœur de l'homme; Mirès et les financiers fournissaient un aliment à cette passion, le gouvernement leur savait gré de ce service, mais, rempli pour eux dans l'intimité de complaisances secrètes, il affectait de les traiter de haut en public. Les financiers étaient sûrs d'obtenir de lui aujourd'hui tout ce qu'ils voulaient, à la condition de se résigner à être sacrifiés demain si la politique l'exigeait. Mirès fut donc arrêté le 17 février, et la justice mit les scellés sur sa caisse et sur ses livres.

Des doutes s'élevaient néanmoins sur les conséquences plus ou moins sérieuses de cette arrestation. Le gouvernement, sommé par l'opinion publique de s'expliquer, répondit par l'insertion au *Moniteur* du rapport de M. Delangle, ministre de la justice, sur l'emprisonnement de Mirès.

« Cette mesure, que réclamaient la gravité des inculpations et l'importance des intérêts compromis, a eu un grand retentissement. Elle a été l'objet de jugements divers et, comme toujours, en pareil cas, la calomnie s'est efforcée d'en grossir les proportions.

» On répand que par des faits d'une générosité suspecte, Mirès a su se créer des protecteurs assez puissants pour le soustraire, si les accusations dirigées contre lui se vérifient, aux châtimens de la justice ; que des tiers à qui leur position interdit non-seulement de toucher à des gains qu'on ne peut avouer, mais de se mêler aux opérations légitimes du commerce et de l'industrie, se sont clandestinement associés à sa destinée ; que le mal est si général, si grand, qu'au risque de sauver des coupables, le gouvernement a résolu d'étouffer l'affaire, aimant mieux éviter un scandale dont les résultats sont incalculables, que de mettre à nu les plaies qu'a faites la corruption.

» Ces assertions impliquent tellement l'honneur de la justice et du gouvernement que je crois nécessaire de les signaler immédiatement à l'Empereur, non que je sente le besoin de défendre la magistrature contre des soupçons de connivence et de faiblesse ; la conscience publique désavoue cette injure.

» Tout le monde, en France, amis, ennemis, indifférens, tout le monde sait et proclame qu'aucune considération ne détourne le magistrat de son devoir ; que devant lui, comme devant la loi, tous les citoyens sont égaux et qu'il exerce avec modération et réserve son redoutable ministère ; les coupables jamais n'échappent à son action. La magistrature est pénétrée de cette salutaire pensée, que si les nécessités de cette répression sont parfois douloureuses, l'impunité des fautes reconnues est un déshonneur pour la justice, un danger pour la société.

» Mais ce qu'on ne peut être toléré, c'est qu'on prête à un gouvernement honnête le dessein de jeter un voile sur des actes auxquels sont réservées les sévérités de la loi pénale. Je me bornerai, si l'opinion publique avait besoin d'être rassurée contre de telles suppositions, à rappeler en quels termes, au moment où le procès éclatait, Votre Majesté a tracé la conduite de la magistrature :

« Je veux que, dans cette triste affaire, la justice aille jusqu'au fond des choses, résolûment et sans aucune considération personnelle. Le soupçon planant aujourd'hui sur tout le monde, les innocents sont compromis dans une accusation générale qui ne désigne pas les coupables. Il est indispensable que le jour se fasse. »

» Sire, les magistrats se conforment à ces intentions. L'instruction se

fait avec un soin scrupuleux, avec une patience que ne déconcertent pas les obstacles. Tous les éléments de la comptabilité, tous les papiers sont soumis à un examen sévère. Rien n'échappe aux investigations de la justice ; le jour se fera et si, contre mon attente, les accusations que l'esprit de parti a soulevées et que propagent l'irréflexion et la malignité ne tombent pas devant les informations commencées, la justice ne manquera pas à sa mission. »

Les suites de cette affaire si féconde en péripéties appartiennent bien plus à la chronique judiciaire qu'à l'histoire. Il suffit de dire ici que le Tribunal correctionnel de Paris prononça, le 11 juillet 1861, un jugement condamnant Mirès et Solar, son associé, à cinq ans d'emprisonnement. Le jugement portait que le sénateur Siméon, président du conseil d'administration de la *Caisse des chemins de fer*, payerait les dépens, comme civilement responsable avec les condamnés. Le baron de Pontalba, le comte de Chassepot, le comte de Porret, membres de ce conseil, furent renvoyés des fins de la plainte. Le jugement du Tribunal correctionnel de Paris fut cassé, le 21 avril, par la Cour de Douai, après vingt audiences. La Cour de cassation, statuant sur le pourvoi formé dans l'intérêt de la loi, cassa l'arrêt de la Cour de Douai.

La sensation produite par l'arrestation du financier Mirès venait à peine de se calmer, lorsque la publication d'une brochure : *Lettre sur l'histoire de France adressée au prince Napoléon*, fit naître une émotion d'un autre genre.

Le prince Napoléon, dans un discours prononcé le 1^{er} mars au Sénat, avait mêlé des attaques très-vives contre les princes de la maison de Bourbon, et surtout contre les princes d'Orléans, à ses arguments pour justifier la politique de Napoléon III et de Victor-Emmanuel dans la question de la fondation de l'unité italienne. Quelques mots, prononcés par un des membres

du Sénat, avaient fourni au prince Napoléon l'occasion de son inconvenante sortie contre des exilés :

« Il y a quelques paroles dont je tiens à remercier M. le sénateur de Heeckeren, ce sont celles par lesquelles il a justement flétri ces membres des familles royales qui, voulant se faire une situation anormale, injuste, immorale, trahissent leur drapeau, leur cause et leur prince, pour se faire une fallacieuse popularité personnelle.

» Il a eu parfaitement raison et j'approuve ses paroles. Je ne suis pas étonné que cette observation soit venue à son esprit en parlant de la famille des Bourbons, car cette famille, *partout et toujours, dans tous les pays où elle a régné*, nous a donné ce scandaleux exemple de luttes et de trahisons intérieures. En France, rappelez-vous Philippe-Égalité ; en Espagne, les affaires de Bayonne et Ferdinand VII invoquant le secours de l'étranger contre son père Charles IV, et, en dernier lieu, le comte de Montemolin luttant contre la reine d'Espagne. »

Le ministre de l'intérieur avait fait afficher le discours du prince Napoléon dans toutes les communes de France, après l'avoir signalé aux préfets par la dépêche suivante :

« Un magnifique discours vient d'être prononcé au Sénat par S. A. I. le prince Napoléon. Il a occupé toute la séance et produit une immense sensation. »

Le duc d'Aumale répondit au cousin de l'Empereur par une brochure intitulée : *Lettre sur l'histoire de France adressée au prince Napoléon*. Il commençait par se demander :

« L'exil m'a-t-il fait perdre le droit le plus naturel, le plus sacré de tous, celui de défendre ma famille publiquement outragée, et, avec elle, le passé de la France ? Cette attaque injurieuse qu'un pouvoir si fort et qui vous inspire tant de confiance a endossée, propagée, affichée sur tous les murs, ma réponse peut-elle la suivre et se produire, en se conformant aux lois, sur le sol même de la patrie ? J'en veux faire l'expérience ; si elle tourne contre mes vœux, et si, au mépris des plus simples notions de la justice et de l'honneur, vous étouffez ma voix en France, dans une cause si légitime, elle aura du moins quelque écho en Europe, et ira, en tout pays, au cœur des honnêtes gens. »

L'auteur de la lettre ne reculait pas devant des représailles justement méritées d'ailleurs contre les personnes, en soulevant le voile qui couvrait l'histoire de la famille



Bonaparte pendant le règne de Louis-Philippe ; aussi les révélations suivantes produisirent-elles un très-grand effet :

« Ah ! quand vous pensez à la révolution de Février, je conçois votre colère. Si elle eût éclaté quelques mois plus tard, elle eût trouvé votre père à la Chambre des pairs, pourvu d'une bonne dotation réversible sur votre tête. Auriez-vous, par hasard, oublié les démarches faites par le roi Jérôme et par vous, leur heureux succès en 1847, la faveur qui fut accordée de rentrer en France, d'où la loi vous bannissait, et l'accueil plein de bienveillance qui vous fut fait à Saint-Cloud ? Mais, parmi les huissiers qui remplissent l'antichambre de l'Empereur, vous pourriez reconnaître celui qui vous introduisit dans le cabinet de Louis-Philippe, lorsque vous veniez le remercier de ses bontés et en solliciter de nouvelles.

» Ouvrez l'*Annuaire militaire*, regardez la liste des généraux en retraite. Vous y trouverez le nom de l'aide de camp de ce même roi qui, en 1830, fut chargé de recevoir à Paris la reine Hortense et son fils, aujourd'hui votre empereur. Le roi avait violé la loi en permettant à votre tante d'entrer en France et, qui pis est, il l'avait fait à l'insu de ses ministres : c'est, je crois, le seul acte inconstitutionnel qu'on puisse lui reprocher. Mais il y a dans cette aventure quelques détails qui méritent de vous être rapportés.

» Le lendemain du jour où le roi des Français avait donné audience à la reine Hortense, il y avait conseil des ministres. « Quoi de nouveau, » messieurs ? dit le roi en s'asseyant. — Une nouvelle fort grave, Sire, » reprit le maréchal Soult ; je sais, à n'en plus douter, par les rapports » de la gendarmerie, que la duchesse de Saint-Leu et son fils ont traversé » le midi de la France. » Le roi souriait. « Sire, dit alors M. Casimir » Périer, je puis compléter les renseignements que le maréchal vient de » vous fournir. Non-seulement la reine Hortense a traversé le midi de la » France, mais elle est à Paris : Votre Majesté l'a reçue hier. — Vous » êtes si bien informé, mon cher ministre, reprit le roi, que vous ne me » laissez pas le temps de vous rien apprendre. — Mais moi, Sire, j'ai » quelque chose à vous apprendre. La duchesse de Saint-Leu ne vous » a-t-elle pas présenté les excuses de son fils retenu dans sa chambre » par une indisposition ? — En effet. — Eh bien ! rassurez-vous, il n'est » pas malade : à l'heure même où Votre Majesté recevait la mère, le fils » était en conférence avec les principaux chefs du parti républicain, et » cherchait avec eux le moyen de renverser plus sûrement votre trône. » Louis-Philippe ne tint pas compte de cet avis ; mais, les menées continuant, le ministre, un peu plus indépendant que ceux qui exposent aujourd'hui si clairement aux Chambres les intentions de votre cousin, prit sur lui de mettre fin au séjour de la reine Hortense et de son fils. »

Le passage suivant frappait plus haut que le prince Napoléon :

A mesure que j'écris, vos griefs contre la maison d'Orléans me reviennent à la mémoire. Il y a une de vos maximes de gouvernement,

maxime essentielle, que Louis-Philippe, trop débonnaire à votre gré, a négligé d'appliquer : « Que des légitimistes, avez-vous dit, ou des républicains exaltés venant d'Angleterre (vous oubliez les orléanistes, mais je vous fais grâce de l'omission, que je tiens pour purement accidentelle), essayent donc de faire avec mille ou quinze cents hommes une descente sur nos côtes, nous les ferions bel et bien fusiller. » Or, sous le gouvernement de Juillet, il y a eu une incursion à Strasbourg et une descente à Boulogne, et il n'y a eu personne de fusillé ! Grave faute sans doute ! Eh bien ! ces d'Orléans sont incorrigibles, et ce serait à recommencer que je crois vraiment qu'ils seraient aussi cléments que par le passé ! Mais pour les Bonaparte, quand il s'agit de faire fusiller, leur parole est bonne. Et tenez, prince, de toutes les promesses que vous et les vôtres avez faites ou pouvez faire, celle-là est la seule sur l'exécution de laquelle je compterais. »

La brochure du duc d'Aumale se trouva bientôt dans toutes les mains. Comment y était-elle parvenue dans ce temps où la police exerçait une surveillance si sévère sur toutes les publications ? Par une suite de calculs fort problématiques que la fortune prit soin de vérifier. Les personnes chargées de remplir les formalités ordinaires du dépôt s'en étaient acquittées à Versailles le vendredi 12 avril et non à Paris ; elles présupposèrent que le procureur impérial et les substituts, trompés par le titre de la brochure, ne prendraient pas la peine de la lire, et que le parquet de Paris s'en rapporterait au parquet de Versailles. Les choses se passèrent ainsi. L'éditeur chargé de la vente à Paris, ne recevant le lendemain aucun de ces avis officieux devant lesquels s'arrêtait toute publication, mit la brochure en vente à une heure après midi : l'édition tout entière fut enlevée en deux heures. Lorsque la police, enfin avertie, se présenta chez l'éditeur pour opérer la saisie, elle n'y trouva plus un seul exemplaire de la brochure.

Le *Moniteur* publia, le lendemain, ces deux seules lignes :

« Une brochure ayant pour titre : *Lettre sur l'histoire de France*, et pour éditeur M. Dumineray, a été saisie. »

Les préfets furent immédiatement avertis par une dépêche de faire, sans retard, annoncer la saisie de la brochure du duc d'Aumale dans les mêmes termes que le *Moniteur*, et d'empêcher l'insertion dans les journaux de tout extrait ou commentaire de la publication séditieuse. La direction de la presse avait pris ses précautions avec les journaux de Paris ; ils se bornèrent à reproduire la première note du *Moniteur*. Une seconde note parut le 20 avril :

« Dans son numéro du 15 avril, le *Moniteur* a annoncé la saisie d'une brochure intitulée : *Lettre sur l'histoire de France, qui contenait une attaque personnelle contre le prince Napoléon*. Dès que Son Altesse Impériale a su qu'une instruction était dirigée contre l'éditeur de cette brochure, elle s'est empressée d'écrire à l'Empereur pour demander qu'il ne fût pas donné suite à la saisie. Il n'a pas paru possible d'accéder au vœu du prince et d'interrompre le cours de la justice. »

Le *Siècle* publiait le même jour la lettre suivante :

« Sire,

» Le duc d'Aumale a publié une brochure en réponse à un discours que j'ai prononcé au Sénat, il y a quelques semaines.

» Le parquet y a vu un délit contre les lois de l'Empire et une attaque à votre gouvernement. Ne s'inspirant que du droit commun, il a saisi et déferé cette publication aux tribunaux.

» C'était son devoir.

» J'ai vu hier M. le ministre de l'intérieur pour le prier de trancher par une mesure exceptionnelle une situation exceptionnelle.

» Je suis attaqué dans l'écrit du prince d'Orléans, c'est un motif de plus d'insister auprès de Votre Majesté afin d'arrêter les poursuites.

» Étouffer n'est pas répondre. Je vous supplie, Sire, de laisser circuler librement la réponse de M. le duc d'Aumale, certain que le patriotisme de la France jugera ce pamphlet comme il mérite de l'être, et que le bon sens du peuple fera justice de cette soi-disant leçon d'histoire qui n'est qu'un *manifeste orléaniste*.

» Veuillez agréer, Sire, etc.

» NAPOLÉON JÉRÔME. »

Le prince Napoléon, en traitant la lettre du duc d'Aumale de manifeste orléaniste obligeait le gouvernement à le poursuivre. M. Dumineray, libraire-éditeur à Paris,

et M. Beau, imprimeur à Saint-Germain-en-Laye, furent en effet traduits devant la police correctionnelle, et condamnés malgré les efforts de M. Dufaure et de M. Hébert, leurs défenseurs, le premier à une année d'emprisonnement et 5000 francs d'amende, le second à six mois d'emprisonnement et 5000 francs d'amende.

Le bruit courut que le prince Napoléon provoqué en duel par le duc d'Aumale avait refusé de se battre ; c'était le témoignage des dispositions fâcheuses de l'opinion publique à son égard. Le prince Napoléon, malgré l'esprit et l'intelligence que ses amis lui prêtaient, ne savait ni se faire aimer, ni se faire craindre, ni se faire estimer. Republicain rallié à l'Empire, il vivait de l'Empire en l'attaquant sans cesse ; César en disponibilité, il se croyait à la tête d'un parti parce qu'il vivait entouré d'une cour d'artistes et de gens de lettres sans opinion, et de quelques démocrates convertis, il rêvait la dictature en émargeant au budget. La cour impériale, perpétuellement en proie à ses mauvais propos, se réjouit de sa mésaventure, car c'en était une véritable pour lui que la lettre du duc d'Aumale. L'Impératrice affectait de montrer cette brochure ouverte sur sa table à tous ceux qui entraient chez elle. Il fut bientôt de bon ton d'avoir lu la lettre, mais au bout de huit jours on ne parla plus de cette publication, que le parti orléaniste considéra comme une grande victoire et qui n'était qu'un incident grossi par la curiosité d'une époque cancannière et désœuvrée.

Le gouvernement impérial affichait la prétention de décentraliser l'administration. Le ministre de l'intérieur décida par un arrêté que les affaires locales, dont l'examen était renvoyé à l'administration centrale, seraient soustraites aux interminables longueurs nécessitées par leur

renvoi forcé, des bureaux du préfet à ceux du ministre de l'intérieur, et qu'elles auraient désormais les préfets pour juges en dernier ressort ; ces fonctionnaires nommeraient en outre directement les commissaires de police dans les villes de six mille âmes et au-dessous, les surnuméraires des contributions directes et indirectes, les employés des maisons d'arrêt, de justice et de correction, les titulaires des débits de tabac. Ils auraient également la faculté de donner une infinité d'autorisations, de certificats, sans être astreints, comme autrefois, à consulter le ministre de l'intérieur, et de lui transmettre une multitude de relevés, de rapports périodiques, d'avis, d'états annuels, trimestriels, numériques, statistiques ou nominatifs.

L'expédition des affaires gagnait certainement beaucoup à ces changements, mais il aurait fallu bien d'autres conditions pour donner à ces mesures un véritable caractère de décentralisation. La décentralisation ne pouvait s'opérer réellement que par l'extension des attributions des corps électifs qui concourent, avec les préfets, à l'administration des départements et des communes, et par un accroissement de garanties, du droit de discussion et de contrôle proportionné à l'augmentation des attributions des préfets.

Le gouvernement s'était montré fort occupé du léger mouvement d'opinion excité par la brochure du duc d'Aumale. M. de Persigny avait adressé, le 13 mai, une circulaire aux préfets pour les inviter à surveiller toutes les tentatives de correspondance faites au nom de personnes bannies ou exilées du territoire. « De quelque nature que » puissent être ces publications, sous quelque forme qu'elles » se produisent, livres, journaux, brochures, vous devez

» procéder sur-le-champ à une saisie administrative, m'en
» référer et attendre mes instructions. » Le ministre de
l'intérieur ne s'en tint pas là : Le duc de Broglie n'était ni
proscrit ni exilé du territoire ; retiré depuis longtemps de la
vie politique, il avait consacré ses loisirs à la composition
d'un ouvrage intitulé : *Vues sur le gouvernement de la France*.
L'existence de cet ouvrage non imprimé, non publié,
lithographié à un petit nombre d'exemplaires communi-
qués à quelques amis particuliers de l'auteur, parut un dan-
ger public au gouvernement. Un commissaire de police
opéra une descente chez le duc de Broglie et s'empara du
manuscrit. Peut-être aurait-on fait un procès à l'auteur s'il
n'eût invoqué l'article de la constitution qui soumettait les
grands-croix de la Légion d'honneur à la juridiction du
Sénat.

Les anciens partis, divisés sur presque toutes les questions
politiques et religieuses, ne pouvaient inspirer aucune
crainte au gouvernement ; le parti révolutionnaire seul
essayait de donner de temps en temps signe de vie. Un
maniaque de conspiration, condamné sous Louis-Philippe
et sous la République de Février, Blanqui, reparut devant
la police correctionnelle. La police avait saisi, le 19 juillet,
900 enveloppes de lettres chez sa sœur et chez une femme
de ses amies, des listes sur lesquelles se trouvaient à
côté des noms de plusieurs personnes, les mots : *bon à
affilier....., actif....., homme de bataille....., etc.* Blanqui,
traduit en police correctionnelle avec quelques individus
obscurs, fut condamné à quatre ans de prison. Les débats
du procès avaient prouvé son peu d'importance, mais
l'imagination soupçonneuse de M. de Persigny lui inspirait
des terreurs qui se firent jour deux mois après le jugement
de Blanqui dans la circulaire suivante :



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.

(Très-confidentielle et pour le préfet seul.)

Le ministre de l'intérieur.

« Paris, 26 septembre 1861.

» Monsieur le préfet,

» Par une circulaire en date du 6 juin 1859, mon prédécesseur, M. le duc de Padoue, vous a prescrit les mesures à prendre dans le cas où un événement grave et imprévu amènerait la transmission du pouvoir au prince impérial sous le nom de Napoléon IV.

» En vous confirmant ces instructions, dont je vous envoie une copie, je crois devoir les compléter par les suivantes :

» Aussitôt après la réception de cette lettre, vous établirez une liste de tous les hommes dangereux, quelles que soient leurs opinions et leur position sociale.

» Après avoir étudié avec soin cette liste, vous y désignerez les hommes qui, ayant une valeur quelconque, soit pour la délibération, soit pour l'action, pourraient, à un moment donné, se faire le centre d'une résistance ou se mettre à la tête d'une insurrection.

» Vous formulerez personnellement, et vous signerez des mandats d'arrêt pour chacun des hommes annotés sur votre liste, afin que, au premier ordre qui vous serait donné, leur arrestation ait lieu immédiatement et sans perdre une minute.

» Vous me donnerez communication de la liste dressée par vous. Tous les mois, vous réviserez cette liste, ainsi que les mandats d'arrêt qui s'y rapportent.

» *Le ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur,*

» F. DE PERSIGNY. »

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.

(Très-confidentielle.)

Note annexée à la circulaire n° 2.

« 1° Les listes comprendront tous les hommes dangereux, *républicains, orléanistes, légitimistes, par catégorie d'opinions.*

» 2° Elles seront tenues exactement à jour, au fur et à mesure que quelque fait nouveau parviendrait à la connaissance du préfet; les personnes inscrites sur ces listes devront, du reste, être l'objet d'une certaine surveillance.

» 3° Les formules de mandat seront imprimées à Paris et remises à MM. les préfets, qui n'auront qu'à les remplir de leur main et à les signer.

» 4° Les préfets conserveront ces mandats par devers eux, en les divisant par circonscriptions de commissaires de police.

» 5° Les préfets, dans leurs réunions, détermineront le mode qui sera employé pour faire opérer, sans perte de temps, les arrestations dans les divers arrondissements.

» 6° *Prévoir, pour chaque département, les lieux où seraient transférées les personnes arrêtées.* »

Les fêtes de la cour excitaient plus vivement que jamais la curiosité publique. Les journaux officieux, toujours empressés à lui fournir des aliments, avaient rempli leurs pages des détails de la réception solennelle faite le 18 juin aux ambassadeurs siamois à Fontainebleau. Deux trônes occupés l'un par l'Empereur, l'autre par l'Impératrice, parée des diamants de la couronne, avaient été dressés dans la galerie d'Henri III. La cour ayant pris place sur les bancs qui lui étaient réservés, on vit entrer, au signal du maître des cérémonies six hommes vêtus de pantalons et de casaques de brocart d'or, coiffés d'un immense chapeau conique, qui se jetant à quatre pattes s'avancèrent vers les trônes en rampant sur les coudes et les genoux. L'ambassadeur en chef tenait dans chaque main une coupe avec les lettres de son souverain, ce qui augmentait singulièrement pour lui les difficultés de l'ascension de l'estrade impériale, au sommet de laquelle il parvint cependant tenant toujours ses coupes, après des prodiges d'équilibre. La peinture a conservé à l'histoire le spectacle de cette triste cérémonie dans laquelle une cour désœuvrée sacrifiait si tristement les droits de la dignité humaine au besoin de se distraire et de passer le temps.

Les mêmes journaux ne tardèrent pas à publier le programme d'une nouvelle cérémonie : l'inauguration du boulevard Malesherbes, destiné à mettre en communication le nouveau quartier Monceaux avec la Madeleine. Il y eut à cette occasion, entre l'Empereur et le préfet de la Seine, un échange de discours où ils se congratulèrent de l'accomplissement progressif de cette œuvre de la transformation de Paris, qui fut la grande pensée

du règne et dont les funestes conséquences politiques et sociales apparaissaient déjà aux observateurs clairvoyants.

Personne depuis la création des chemins de fer ne niait la nécessité d'apporter de grands changements dans la topographie de Paris. Les tracés des chemins de fer français y convergeaient. Les lignes étrangères cherchaient à se rattacher à ce centre. Une augmentation considérable de la population était la conséquence certaine de cette double tendance. Comment s'opéreraient les changements devenus inévitables? Il y avait là un problème d'une grande importance morale, économique et politique à résoudre.

Les corps de métiers sous l'ancien régime étaient groupés par quartiers. Paris conserva longtemps encore après la révolution quelque chose de cette organisation. Certains faubourgs restèrent la résidence de telle ou telle industrie. Les ouvriers de commerce se répandirent dans toute la ville. Paris avec ses quartiers de physionomies diverses, les uns plus spécialement habités par les riches, les autres par les pauvres, mais dans lesquels il n'y avait pas uniquement des riches et des pauvres, était vraiment la capitale industrielle et commerciale de la France. L'ouvrier trouvant à s'y loger partout, à côté ou non loin de son patron, vivait avec lui sur un certain pied de relations familières utile à tous les deux. Il restait dans son quartier, il recherchait l'estime des gens de son quartier, où toutes les classes de la société étaient représentées et se mêlaient de façon à empêcher que le pauvre ne vécût dans un isolement complet du riche. Plus de quatre cent mille personnes, hommes, femmes, enfants, commerçants, ouvriers, industriels, se trouvaient ainsi réunies dans les conditions les plus favo-

rables à la prospérité de l'industrie, à l'aisance de la vie, à l'honnêteté des mœurs.

Napoléon III n'aimait pas ce qui restait de ce Paris de l'ancien régime et de la révolution; il en voulait un autre mieux approprié à ses besoins, à ses tendances, à ses craintes. Il rêvait un Paris sans autre industrie, sans autre commerce que l'industrie et le commerce ayant trait aux plaisirs. L'Empereur et son préfet de la Seine, marquant d'un crayon rouge le plan de Paris, y avaient donc tracé, sur des données stratégiques, des rues, des avenues, des squares et des boulevards destinés à remplacer les usines, les fabriques et les logements des ouvriers. Une armée de démolisseurs se mit à l'œuvre : quelques riches industriels prévenus de cette irruption purent accaparer les terrains près des tronçons de canaux et des gares de chemins de fer, mais les autres ne trouvèrent pour reconstruire leurs usines que des plaines sans routes et même sans chemins, autour de Paris. Les ouvriers, logés autrefois dans le voisinage des usines, se logèrent comme ils purent et fort cher, dans des villages ou des hameaux souvent très-éloignés de leurs ateliers. Les gares, le fleuve introduisaient autrefois à bon marché dans Paris les matières premières. L'exportation des objets fabriqués s'opérait par les mêmes voies à des prix modiques; le fabricant qui avait sa demeure dans ses ateliers pouvait s'entendre directement avec l'ouvrier, lui communiquer ses observations et recevoir les siennes; l'ouvrier, passant d'un atelier dans l'autre sans changer de demeure, restait à la portée du contre-maître qui l'avait toujours sous la main dans les moments de besoin et qui l'utilisait selon ses aptitudes connues. La transformation de Paris rendit l'ouvrier et le patron étrangers l'un à l'autre; l'ouvrier aujourd'hui ne connaît du patron que

son luxe qu'il envie parce qu'il le croit uniquement alimenté par son travail ; il n'y a plus entre eux de relations, l'ouvrier a le temps à peine de connaître le contre-maître ; l'ouvrage cesse, il s'en va ; obligé de déménager à chaque instant, il n'a plus de mobilier. Des entrepreneurs lui construisent des logements composés d'une pièce principale à l'entrée, avec une arrière-cuisine de un mètre carré, placée dans un des angles, une très-petite chambre à coucher ; cela lui coûte de 250 à 300 francs de loyer, le double du prix de son logement d'autrefois avec la moitié moins d'air et d'espace (1).

Les ouvriers de commerce et en bâtiment, menuisiers, serruriers, peintres, cordonniers, tailleurs, chassés du centre de Paris où ils avaient leurs habitations, ont aujourd'hui trois heures de marche, en moyenne, pour se rendre de chez eux au chantier et pour en revenir chargés de leurs outils. Leurs femmes, leurs filles, autrefois ouvrières à la journée dans leurs quartiers, n'y trouvent plus d'ouvrage. Le fils n'a plus d'école. Le patron paye la journée plus cher, l'ouvrier est plus pauvre. La maladie, c'est l'hôpital pour lui et la misère pour les siens. Aussi est-il moins gai, moins ouvert qu'autrefois. Il habite trop loin de Paris, même pour se distraire par la vue de ses monuments ; il s'enferme le dimanche dans le cabaret voisin de son campement.

L'ouvrier de commerce travaillait autrefois dans sa chambre, peu éloignée du logement du patron ; il pouvait sans peine communiquer directement avec lui, se rendre à son appel, écouter ses observations ; ces rapports quotidiens sont maintenant impossibles. Le centre commercial

(1) *Le nouveau Paris industriel* (journal *le Temps* des 6, 7 et 8 août 1871).

est encore la Bourse, mais les ouvriers demeurent à la Chapelle, à la Villette, à Belleville, à Grenelle, à Vaugirard, à la Maison-Blanche ; la distance oblige les fabricants à centraliser les travaux de couture dans les ateliers et à supprimer le travail en chambre. La difficulté pour les filles d'ouvriers de travailler dans leur famille les rend plus accessibles à la paresse et à ses tentations. On cherche d'où vient le flot de femmes qui alimente la prostitution à tous ses degrés ; il faut le demander à la transformation de Paris.

L'intelligence, l'habileté, le goût qui distinguent l'ouvrier parisien, de même que le bon sens, la clarté, l'esprit des écrivains français sont le produit de l'esprit de sociabilité qui caractérise la France et qui a son foyer à Paris. La société aristocratique et la société bourgeoise n'existaient pas seules autrefois à Paris ; il y avait à côté d'elles une société ouvrière : contre-maîtres, dessinateurs, simples ouvriers, se rencontraient fréquemment, causaient entre eux, échangeaient leurs observations, amélioraient leurs travaux par la critique de leurs inventions nouvelles. Cet échange perpétuel de rapports produisait des ouvriers d'élite. Le nombre de ces ouvriers diminue chaque jour depuis que la transformation de Paris ne leur permet plus d'échanger leurs pensées, leurs méthodes, leurs moyens d'exécution.

L'influence de la transformation de Paris s'est fait sentir d'une façon aussi fâcheuse sur la classe bourgeoise que sur la classe ouvrière. Les lieux que l'homme habite ne sont point sans effet sur ses mœurs ; le quartier, le logement sont des milieux où se forme aussi le caractère. L'homme que l'on force à en sortir brusquement y laisse une partie de la force morale qui lui vient de la tradition et des souvenirs de famille, sans gagner les qualités

du nouveau milieu où il est transporté. C'est ce qui est arrivé au bourgeois de Paris chassé de ses pénates par l'expropriation. La bourgeoisie de Paris, si diversifiée, si nuancée autrefois par les quartiers, prend chaque jour un cachet plus prononcé d'uniformité et de monotonie; perdue dans l'immensité d'une ville cosmopolite, elle s'intéresse de moins en moins à la politique, à la littérature, aux arts; elle assiste au spectacle de la vie et de la société comme si elle n'en faisait plus partie. La transformation de Paris a hâté la décadence morale de la bourgeoisie parisienne.

Les départements éprouvaient une certaine jalousie de cette transformation dont ils se plaignaient d'être obligés de payer les frais. L'Empereur, pour calmer leurs plaintes et pour prouver que sa sollicitude providentielle s'étendait à tous les besoins du pays, ouvrit sans s'arrêter aux règles de la législation financière, en l'absence du Corps législatif, un premier crédit sur les 25 millions qu'il accordait aux chemins vicinaux. Cette décision devint pour les conseils généraux, dont la session s'ouvrit quelques jours après, le signal de l'explosion de l'enthousiasme dynastique le plus ardent. Leurs adresses enflammées remplirent pendant un mois les colonnes du *Moniteur*. L'argent manquait cependant pour continuer les travaux innombrables entrepris sur tout le territoire. L'insuffisance de la récolte des céréales rendait 300 millions de francs nécessaires pour payer les 40 millions d'hectolitres de blé formant le déficit. L'absence d'une somme aussi considérable ne pouvait manquer de se faire sentir dans les transactions usuelles, surtout au moment où les dernières barrières de la prohibition pour les fils et les tissus étaient à la veille de tomber, au grand effroi des fabricants.

Il fallait donc emprunter en rouvrant le grand-livre, ou trouver un autre moyen. Le gouvernement eut recours à l'émission d'obligations spéciales, offertes en souscription publique. Il demanda 132 millions représentés par 300 000 obligations, émises à 440 francs, remboursables en trente ans à 500 francs et recevant 25 francs d'intérêt. Le ministère des finances, à la nouvelle de cette émission, fut aussitôt assiégé par un ramassis de gens de bas étage et de vagabonds qui se chargeaient de souscrire au profit des spéculateurs. Le jour, la porte des bureaux était encombrée par la foule formant une queue bruyante et obscène comme celle des théâtres du boulevard ; la nuit, un camp de bohémiens s'installait sous les arcades de la rue de Rivoli. Jour et nuit, les bulletins de versement se côtoient dans cette bourse du ruisseau. L'empressement pour souscrire était prodigieux. Près de 4 700 000 titres, soit en valeur près de 2 milliards furent souscrits. Le ministre vit « dans l'abondance des capitaux offerts, une manifestation imposante de la puissance financière du pays et une preuve nouvelle de la confiance qu'inspirait le gouvernement ». Les apparences étaient brillantes, mais en réalité il n'y avait pas là de quoi tant se vanter ; les désastres et les faillites ne tardèrent pas à le prouver.

Les mesures financières adoptées par le gouvernement avaient le grand inconvénient de paralyser l'initiative privée. Le public prenait l'habitude de confier son épargne à l'État au lieu de la faire fructifier lui-même. Cette épargne des particuliers servait, il est vrai, à l'État pour pousser à la construction des chemins de fer, mais si l'initiative privée continuait à faiblir, ces chemins ne finiraient-ils pas par n'avoir plus rien à transporter ? L'empressement des souscripteurs, dont le gouvernement se montrait si fier, était

dû d'ailleurs à l'appât de la prime. Le ministre des finances pouvait y compter toutes les fois qu'il offrirait aux souscripteurs des obligations ou de la rente au-dessous du cours. Un autre résultat non moins fâcheux de l'émission des obligations trentenaires fut l'inauguration d'une nouvelle forme d'emprunt remboursable et d'une nouvelle nature de titres négociables à terme, quoique la loi ne reconnût pas les marchés à terme.

La souscription représentait la somme de 2 milliards, mais les versements ne produisirent que le dixième environ excédant le capital demandé. La réduction eut lieu dans des proportions énormes. 147 000 titres acquis aux souscripteurs unitaires laissaient 153 000 titres à répartir. Sur 100 obligations souscrites, on en obtint $2 \frac{3}{4}$, c'est-à-dire qu'après avoir consacré 4000 francs au premier versement de 40 francs, le souscripteur reçut des titres pour une valeur de 1250 francs environ et fut obligé de reprendre le surplus avec la perte d'un mois d'intérêt.

L'État avait obtenu 400 millions environ destinés à la continuation de ses travaux. Une somme de 300 millions pour les blés sans compter les sommes nécessaires pour payer les expéditions de Chine, de Syrie, de Cochinchine et l'expédition du Mexique, dont les préparatifs se poursuivaient en secret, manquait encore au Trésor. L'accroissement des recettes ne compensait pas l'accroissement des dépenses, aussi les esprits attentifs et prudents commençaient-ils à concevoir des alarmes sérieuses qui se firent jour dans un article de la *Revue des deux mondes*. Le ministre des finances, M. Forcade de la Roquette donna un avertissement à ce recueil « qui s'efforçait, par les assertions les plus mensongères, de » propager l'alarme dans le pays », sans se douter qu'au moment où il fulminait cet arrêté, l'Empereur, au fond de

son château de Compiègne où s'éteignait à peine le bruit des fêtes données en l'honneur du prince-régent de Prusse et du roi de Hollande, méditait sur un mémoire que son fidèle serviteur M. Fould lui avait fait parvenir secrètement, dès le mois de septembre, sur les dangers de la situation financière.

M. Fould demandait que d'importantes modifications fussent apportées au sénatus-consulte du 26 décembre 1852, en exécution des engagements pris devant le Corps législatif lors de la discussion du budget rectificatif; il démontrait que le droit du Corps législatif à voter l'impôt restait un droit illusoire et qu'un contrôle s'exerçant dix-huit mois après qu'une dépense a été faite n'était qu'une pure fiction. On en peut dire autant, ajoutait-il, de la discussion du budget au Conseil d'État et au Corps législatif, si en dépit des réductions consenties ou imposées, le gouvernement augmente les dépenses après la session. M. Achille Fould appuyait ses observations des calculs suivants: 2 milliards 400 millions de crédits extraordinaires ont été ouverts de 1851 à 1858; la dette publique et les découverts du Trésor se sont accrus de 400 millions de crédits extraordinaires pour les trois dernières années; le crédit sous toutes ses formes, les ressources des établissements spéciaux sous la direction de l'État les emprunts en rente, atteignent au moins au chiffre de deux milliards. Le Trésor a absorbé les 100 millions d'augmentation de capital imposés à la Banque lors du renouvellement de son privilège et 135 millions de la caisse de dotation de l'armée, sans compter les 132 millions des obligations trentenaires; il était d'autant plus urgent de s'arrêter que le découvert à la fin de l'année s'élèverait à près d'un milliard, et que, pour conjurer une crise imminente, il fallait supprimer les crédits



extraordinaires et supplémentaires. L'Empereur, en renonçant à la faculté de les ouvrir, coupera court, disait M. Fould, aux demandes sans cesse renaissantes des communes et des particuliers ; il calmera les inquiétudes des puissances qui se croient obligées à des armements coûteux pour être toujours prêtes à se défendre contre un souverain, maître de disposer à chaque instant, et sans intermédiaire, des ressources d'une grande nation. « En rendant au Corps législatif ses attributions les plus incontestables, l'Empereur le » solidariserait avec son gouvernement ; il obtiendrait, pour » prix de cette concession, un budget où les allocations » seraient plus en rapport avec les besoins réels. En un » mot, il réaliserait de la manière la plus certaine la pensée » pleine de prévoyance qui a inspiré le décret du 24 novembre. »

L'Empereur, jugeant qu'un homme aussi intéressé que M. Fould au maintien de l'Empire ne pouvait lui donner que de bons conseils, lui écrivit que les conclusions de son mémoire étaient les siennes et que son intention était de réunir le Sénat le 2 décembre pour formuler ses résolutions en sénatus-consulte ; il l'invitait en même temps à passer du ministère d'État au ministère des finances. M. Forcade de la Roquette, nommé sénateur, dut être tenté, en se rendant au Luxembourg, de s'arrêter au bureau de la *Revue des deux mondes* pour lui offrir ses excuses au sujet de l'avertissement qu'il lui avait infligé.

L'auteur du mémoire apparut un instant aux yeux des populations le front orné du nimbe de premier ministre, grâce au décret du 1^{er} décembre portant : « Aucun décret, » autorisant ou ordonnant des travaux ou des mesures quelconques pouvant avoir pour effet d'ajouter aux charges » budgétaires, ne sera soumis à la signature de l'Empereur,

» qu'accompagné de l'avis du ministre des finances. » Les autres ministres, réduits à l'emploi de commis, n'auraient pas manqué, au temps des « cabinets », de donner leur démission collective ; mais les conseillers de l'Empire n'ayant de responsabilité que devant la personne impériale, pouvaient très-bien se prêter à l'exécution de tous les systèmes financiers ou politiques qu'il lui plairait d'adopter. Ils se résignèrent donc à l'élévation de l'homme qui venait de leur donner une si verte leçon, et ils consentirent à tous les changements d'attributions jugés nécessaires par M. Fould pour les surveiller de plus près.

La réforme financière ne pouvait être sérieuse qu'à la condition de supprimer non-seulement la faculté d'ouvrir des crédits supplémentaires et extraordinaires en l'absence des Chambres, mais encore celle d'opérer des virements de fonds d'un chapitre à l'autre, et d'une section à l'autre de chaque budget ministériel. Il n'y a pas en effet de bonne administration des finances publiques sans la spécialité des crédits. La faculté des virements laissée au gouvernement, c'est-à-dire à l'Empereur, équivalait à celle des crédits extraordinaires et supplémentaires.

Une autre réforme, due aussi à l'influence de M. Fould, eut lieu presque en même temps. Le préfet de la Seine, toujours en quête de ressources, avait fait placer à l'entrée de la Bourse des tourniquets qu'on ne franchissait qu'en payant un droit d'entrée. Les agents de change se lamentaient sans cesse sur cet impôt, qui produisait à peine 800 000 francs à la ville, et qui n'était, selon eux, qu'une gêne pour le public, et une cause de plus au malaise des affaires. Napoléon III, cédant tout à coup à ces doléances, supprima les tourniquets. Les agents de change, dans une lettre de remerciements à l'Empereur,

signalèrent cette suppression comme « un véritable bien-fait pour le crédit de la France, » comme « le prélude d'une grande période nouvelle d'activité et de richesse pour le pays, » comme l'une des conséquences de ce nouveau programme financier si « noblement » adopté dans la lettre du 12 novembre au ministre d'État ; « Votre Majesté, ajoutaient-ils, a su en dix ans de règne pacifier les esprits, relever le crédit public et inscrire de nouvelles victoires sur notre drapeau. Il n'appartenait qu'au génie de l'Empereur d'accomplir cette tâche si difficile, de donner en même temps satisfaction à l'amour-propre du pays pour la gloire et à ses intérêts légitimes. Nous avons, Sire, naguère applaudi avec la France entière à votre grandeur dans la guerre, applaudissons aujourd'hui à votre grandeur dans la paix. » Ces burlesques flagorneries se terminaient ainsi : « Permettez-nous d'élever un monument de notre reconnaissance, en plaçant Votre Majesté dans l'enceinte du palais de la Bourse. Le guerrier aura sur la voie publique ses colonnes triomphales, la statue du prince pacificateur dans le palais de la Bourse protégera ces négociations qui fécondent le travail des peuples et proclament la sagesse des souverains. » Tant de gloire à propos de tourniquets ! L'Empereur refusa, « quelque flatteuse que soit la proposition ». Il songeait sans doute déjà que sa statue équestre en costume d'apothéose serait mieux placée au fronton du Louvre.

Les élections pour les conseils généraux avaient eu lieu dans le courant de l'été. « La Révolution relève la tête, et c'est le canton de Chabeuil qu'elle a choisi pour tenter l'essai de sa résurrection ; il importe que ce canton, qui fut toujours si dévoué à l'ordre, donne une sévère leçon aux révolutionnaires et que les candidats qu'ils opposent

» aux candidats de l'administration soient repoussés de
» l'urne d'une façon si éclatante, qu'ils soient à tout jamais
» dégoûtés, et qu'ils comprennent enfin que le peuple n'est
» pas disposé à se placer sous leur joug. » Ce singulier mot
d'ordre, donné par le préfet à un canton du département
de la Dordogne et aussi docilement suivi à Chabeuil que
dans tous les autres cantons de la France, fut le prélude
de la défaite de la révolution, défaite d'autant plus com-
plète que le gouvernement aux forces écrasantes de la
centralisation administrative avait pu joindre celles de la
centralisation religieuse. L'évêque auxiliaire de Marseille
et ses deux vicaires capitulaires adressèrent aux curés une
circulaire pour les exhorter à voter et à faire voter leurs
paroissiens en faveur des candidats officiels, quoiqu'ils
eussent pour concurrents les chefs du parti dévoué aux
intérêts temporels et spirituels de la papauté. L'exemple
du clergé de Marseille fut suivi dans les autres diocèses,
aussi l'opposition réussit-elle à peine à faire passer deux
ou trois de ses candidats. Les protestations cependant
furent nombreuses. Celle de M. de la Bigotterie donna lieu
à un procès célèbre.

Les électeurs de Coulonjes (département des Deux-Sèvres)
avaient un conseiller général à élire. MM. Plassiart et de
la Bigotterie se présentèrent; M. Plassiart fut nommé;
M. de la Bigotterie protesta, le conseil de préfecture cassa
l'élection par le motif que l'élu avait porté atteinte à la
sincérité des opérations électorales.

M. de la Bigotterie ne s'était pas contenté d'une protes-
tation : il avait déposé une plainte devant l'autorité judi-
ciaire contre M. Plassiart, pour fraude en matière électorale
et pour diffamation. Une longue instruction eut lieu, dans
laquelle plus de cent cinquante personnes furent entendues ;

M. Plassiart, son fils, la directrice des postes de Coulonjes, le garde-champêtre de la commune et un maire des environs comparurent en police correctionnelle. Le procès Migeon avait déjà montré en gros ce que c'était que le régime électoral de l'Empire, le procès Plassiart fit pénétrer dans les détails de la tyrannie d'un maire de village, usant effrontément de tous les pouvoirs qui lui sont confiés, dans l'intérêt de son ambition, promettant à l'un de réparer son chemin, à l'autre d'obtenir le maintien de son fils dans ses foyers, à l'expiration de son congé, menaçant des rigueurs administratives ceux qui refusent de voter pour lui, ayant pour agent impitoyable un garde-champêtre, cafetier, entrepositaire de bière pour tout le canton, crieur public, agent de la société centrale de la mortalité des animaux, trésorier de la société de secours mutuels, etc. Plassiart envoyait aux électeurs des cartes avec son bulletin collé par un pain à cacheter dont l'adhérence devait lui permettre quand il présiderait le bureau de connaître les votes ; il lisait même au besoin son nom à la place d'un autre candidat et il ne craignait pas de violer le secret des lettres pour surveiller les démarches des électeurs. Tels étaient les délits reprochés à Plassiart, nommé chevalier de la Légion d'honneur pour le récompenser des services rendus par lui au canton de Coulonjes. Des condamnations sévères frappèrent Plassiart et ses complices, mais combien de fonctionnaires presque aussi coupables que lui restaient impunis !

Les principes posés dans le mémoire de M. Fould devaient recevoir une application législative. Le Sénat, convoqué extraordinairement par l'Empereur, se réunit le 2 décembre 1861 pour examiner un projet de sénatus-consulte, portant modification des articles 4 et 5 du sénatus-

tus-consulte du 25 décembre 1852. La lecture du rapport de M. Troplong remplit toute la séance du 17 ; c'était un livre plutôt qu'un rapport. L'auteur commençait par expliquer comment, la constitution reposant sur un contrat formulé par les comices nationaux et que seuls ils pourraient modifier, il n'était nullement question de lui faire subir le moindre changement. Le projet soumis aux délibérations du Sénat apportait une simple modification à l'article 12 du sénatus-consulte du 25 décembre 1852, réglant le mode de votation du budget. M. Troplong n'était pas bien convaincu de la nécessité de cette modification, mais puisque le Corps législatif, « poussé par cette fausse activité que les jurisconsultes romains appelaient *nimiam atque miseram diligentiam*, » demandait le vote par chapitre au lieu du vote par ministère, il conseillait au Sénat de consentir à cet examen. L'important, selon lui, était de s'assurer si les sections énumérées dans le rapport offraient des généralités assez spacieuses pour que les ministres pussent s'y mouvoir librement. Le Corps législatif se mêlerait sans cela de l'administration, car la spécialité n'était pas autre chose, aux yeux du président du Sénat, que l'administration elle-même.

La nomenclature des sections annexées au sénatus-consulte devenait constitutionnelle par suite de cette annexion. Mais ne fallait-il pas faire la part de l'imprévu ? Des circonstances fortuites ne pouvaient-elles pas se jouer d'une rigoureuse affectation ? M. Troplong avait craint d'abord qu'on n'eût oublié de prévoir ces nécessités, mais il s'était bientôt rassuré et réjoui en voyant le sénatus-consulte y pourvoir par le droit de virement. Un décret rendu au Conseil d'État permettra de s'écarter des spécialités constitutionnelles ; le virement, ajoutait M. Troplong, sans rien changer à

l'ensemble du budget, supprimera le crédit extra-budgétaire qui comptait toujours sur la dette flottante. Les virements, s'opérant de section à section par le crédit total affecté au ministère, pouvaient, il est vrai, causer un dérangement dans les chiffres spécialement affectés à chaque section par le Corps législatif, mais M. Troplong s'y résignait aisément, ainsi qu'au reproche adressé aux virements étendus à toutes les sections d'un même ministère, de diminuer singulièrement le droit d'amendement. Il admettait même le virement qui, par son importance, pouvait donner naissance à des crédits nouveaux, pourvu qu'il fût justifié par la nécessité. La crainte d'être mis en accusation par le Sénat, la responsabilité devant l'Empereur, suffisaient, selon lui, pour assurer d'avance cette justification.

M. Troplong mena rondement la discussion du sénatus-consulte ; un amendement de M. Bonjean demandant que les virements n'eussent lieu que pour causes urgentes et imprévues sur des économies déjà assurées, sans toucher au service ordinaire, aux *secours*, aux *primes*, aux *subventions*, *bourses*, etc., et que la faculté de se faire ouvrir des crédits extra-budgétaires sans le concours du Corps législatif fût laissée uniquement aux ministres de la guerre et de la marine, n'obtint aucun succès. M. Troplong vit dans cet amendement la négation du sénatus-consulte lui-même et de ce projet de loi « qui n'avait pas été conçu sous le » coup d'embarras accumulés, et qui n'était qu'un change- » ment de marche et non le désaveu d'un glorieux passé ».

M. de la Rochejacquelein aurait souhaité que le gouvernement voulût bien dissiper certains doutes que pouvait faire naître le décret impérial. M. Troplong, tremblant de voir l'interpellation parlementaire renaître de ses cendres,

pria le gouvernement de ne pas répondre. M. Magne expliqua pourtant en quelques mots que la contradiction entre le projet de M. Fould et le commencement de l'exposé de la situation de l'Empire en 1861, signalé par M. de la Rochejacquelein, n'était qu'une illusion.

Il y eut un bulletin contre le sénatus-consulte.



CHAPITRE IV

1861

SESSIONS DU SÉNAT ET DU CORPS LÉGISLATIF

SOMMAIRE. — SESSION LÉGISLATIVE. — Discours de l'Empereur au Sénat et au Corps législatif.

SÉNAT. — Discussion de l'adresse. — Discours du prince Napoléon. — Amendement sur les encouragements aux lettres et aux arts. — L'amendement des cardinaux. — Son rejet. — M. Dupin et la presse. — Timbre sur le roman-feuilleton.

CORPS LÉGISLATIF. — Application du décret du 24 novembre. — Discussion de l'adresse au Corps législatif. — Amendement des *Cinq*. — Discours de M. Émile Ollivier. — Étonnement causé par ce discours. — Incident du procès-verbal. — Discours de M. Picard sur les finances de la ville de Paris. — Vote de l'adresse. — Discussion et vote du budget.

L'Empereur, accompagné de l'Impératrice, ouvrit en grande pompe, le 4 février, la session législative au Louvre, au milieu d'un public de plus en plus avide de tous les spectacles où se déployait l'appareil extérieur de la puissance impériale, avec ses maîtres de cérémonie, ses officiers, ses chambellans dorés, brodés, empanachés. Les femmes, surtout celles qui s'occupent le moins de politique, formaient la plus grande partie de l'auditoire pressé sur les bancs de la salle des États et s'apprêtant à saisir au passage, pour les couvrir de ses applaudissements, quelques phrases du discours très-sympathiques, disait-on, au pape et au roi de Naples. Cette petite manifestation ne réussit qu'à demi. Les dames purent battre des mains en l'honneur du roi de Naples en entendant l'Empereur s'apitoyer sur « une infortune noblement supportée », mais la glorification du principe de non intervention, quoique démenti

par la présence d'une armée française à Rome, refroidit l'enthousiasme excité par l'éloge du pape.

Le projet d'adresse de la commission du Sénat n'était que la paraphrase la plus stricte, la plus sèche et la plus prosaïque du discours de la Couronne. Ce discours demandait au Sénat une discussion approfondie, indépendante de ses actes, des conseils réels, efficaces, de nature à le guider, des lumières et des solutions; le Sénat se contentait de lui répondre : « Tout ce que vous ferez sera bien. »

M. de la Rochejacquelein ouvrit la discussion générale par un violent discours contre la politique du gouvernement italien, mais l'autorité de l'homme manquait à la parole de l'orateur. Il en était de même de celui qui lui succéda. M. de Heeckeren exprima les mêmes idées que M. de la Rochejacquelein avec la même violence. M. Piétri leur répondit sur un ton pareil. Le prince Napoléon prit la parole à son tour pour défendre à la fois son beau-père et l'unité italienne. M. de Heeckeren avait placé dans son discours des allusions contre le prince, qu'il accusait de suivre dans un intérêt personnel une conduite en opposition avec l'intérêt de l'Empereur et de sa dynastie. Le prince Napoléon, répondant à son adversaire personnel et à ceux de l'Italie, passa en revue dans un discours de plus de deux heures tous les actes de la politique italienne depuis deux ans, et il les justifia tous en mêlant à cette justification des attaques peu convenables dans sa bouche contre l'Autriche, contre le pape et contre les Bourbons. De telles attaques appelaient des représailles. Le duc d'Aumale les exerça bientôt dans sa brochure une *Leçon d'histoire de France* dont nous avons parlé dans le chapitre précédent. M. Billault, obligé de répondre au prince-sénateur, s'efforça surtout de dégager la politique de Napoléon III de celle de son cousin.

La discussion des paragraphes de l'adresse commença le 4 mars. M. de Boissy, qui parla le premier, commença par regretter qu'on n'eût pas décrété l'admission du public aux séances du Sénat ; il demanda ensuite le renvoi du premier paragraphe à la commission et il ne cessa pas de prendre la parole ou plutôt de se livrer, sur chaque amendement, à un bavardage que tout l'esprit du monde ne pouvait faire passer. Quelques sénateurs timides comme MM. Ferdinand Barrot et de La Grange versèrent dans le sein de leurs collègues l'aveu des craintes que leur inspirerait les concessions du 24 novembre, mais le Sénat, sans les écouter, s'empressa de passer à la discussion de l'amendement de MM. Poniatowski, de Sauley, Lebrun, Mérimée et Dumas, relatif aux encouragements à donner aux œuvres de l'intelligence : « Nous avons confiance que ces encouragements, insuffisants jusqu'à ce jour, deviendront plus dignes du règne de Votre Majesté et du grand empire qu'elle gouverne. »

Il y a trois manières, dit M. Mérimée, d'encourager les gens de lettres et les savants : les pensions, les souscriptions, les missions scientifiques. Les pensions sont rarement accordées à des gens de lettres militants (grande erreur), elles sont données à de malheureuses veuves, à des filles infortunées d'hommes de lettres distingués. Le chiffre des pensions lui paraissait insuffisant ; quant aux souscriptions, il compara la dotation du musée britannique, qui est de 250 000 francs pour acquisitions d'imprimés, de 25 000 pour reliures et de 50 000 pour acquisitions de manuscrits, à celle de la bibliothèque impériale qui avait dépensé, l'année précédente, 25 000 francs pour acheter des imprimés et à peine 15 000 pour des reliures.

Le musée de Cluny créé pour le peuple doit se contenter

de 10 000 francs de frais d'entretien ; les arts ont cependant une influence considérable sur la fabrication française ; le bon goût des ouvriers parisiens assure la préférence à leurs produits sur tous les marchés de l'Europe. M. Mérimée avait raison. Les grands établissements scientifiques et littéraires de la France, comparés à ceux de l'Angleterre, étaient subventionnés avec une parcimonie affligeante, mais s'il avait recherché la cause de cette différence entre l'Angleterre et la France, il l'aurait trouvée dans ceci : que le gouvernement anglais ne se croit pas obligé de se mêler de tout, qu'il ne subventionne point les théâtres, qu'il laisse à la société qui demande des spectacles de luxe le soin de les payer, tandis qu'en France, où l'on donnait près de 2 millions de subvention aux théâtres, on était forcé de faire des économies sur les bibliothèques.

M. de la Riboisière invoqua contre l'amendement l'inconvénient d'ajouter aux charges d'un budget déjà trop lourd ; M. Magne le repoussa, non point pour ne pas charger le budget des recettes qui, déposé la veille sur le bureau du Corps législatif, constatait, dit-il, un excédant de plus de 10 millions, mais parce qu'il semblerait impliquer une critique indirecte du gouvernement qui comblait les artistes de ses largesses. L'amendement fut donc rejeté.

M. Thayer avait profité de la discussion de ce paragraphe pour signaler au ministre d'État le danger de l'invasion des grandes scènes par des pièces destinées autrefois aux théâtres vulgaires. M. Chapuys-Montlaville rechercha de son côté les moyens d'arracher les Français « aux excitations de l'imagination, brillante faculté quand elle s'exerce » sous l'empire du bon sens, flamme qui brûle et qui sème

» l'incendie autour d'elle, quand elle est abandonnée à sa
» seule nature, et de maintenir entre l'imagination et la
» raison l'équilibre nécessaire pour calmer l'emportement
» des facultés de l'esprit, qui est le défaut du caractère
» national depuis les Gaulois jusqu'à nos jours ». Le moyen
proposé par l'honorable sénateur était l'établissement d'un
timbre spécial sur le roman-feuilleton, et l'interdiction de
la vente des journaux de roman.

M. de Ladoucette reprit la question des théâtres et demanda si les prix proposés pour les auteurs dramatiques avaient produit un bon effet.

Le comte Siméon, membre du Sénat, président de la Société de la *Caisse des chemins de fer*, était impliqué civilement dans le procès du financier Mirès. M. Dupin profita de l'occasion pour s'élever contre les abus de l'agiotage, et pour sommer les hommes publics de refuser leur solidarité aux hommes d'affaires ; M. Dupin cita le chancelier de l'Hospital, tonna contre ceux qui s'enrichissent par tous les moyens *per fas et nefas*, et contre ceux qui reculent devant les charges du mariage *onera matrimonii*, à tel point qu'il faudra, dit-il, finir par établir des lois contre le célibat, *leges de maritandis ordinibus* ; il signala l'augmentation du prix de toutes choses coïncidant avec l'augmentation du luxe, le capital quittant la terre pour la bourse, la rente pour les dividendes, et le patrimoine des familles s'engloutissant dans le gouffre de l'agiotage. Le gouvernement ne peut-il prévenir le mal en accordant plus rarement certaines autorisations qui deviennent comme des lettres de marque dans les mains de ceux qui les obtiennent ? M. Dupin s'en prit aussi aux journaux : « La presse, » dans ces derniers temps, n'a pas fait son devoir envers » le public. Chacun a pu lire une foule d'articles destinés

» à préconiser certaines opérations où, pour étaler aux
» yeux du peuple les avantages qu'il aurait à porter son
» argent à certaines caisses, on a parlé avec emphase et
» jusqu'à satiété des gros intérêts promis, jusqu'à 10 et
» 11 pour 100 pour telle et telle négociation... » Et pas
un journal n'a ajouté : « Mais, citoyens, prenez-y garde,
» car un intérêt si fort ne se donne jamais qu'en courant
» le risque à peu près certain de perdre la plus grande
» partie de son capital. »

M. Dupin termina son discours par ces mots : « Hono-
» rons la religion et la morale, prêtons force aux lois,
» ranimons dans les cœurs cet amour désintéressé du pays
» qui inspire les grands dévouements et recommande les
» généreux sacrifices : *Honneur et patrie* ! là se trouve le
» germe de ces vertus civiques qui font la force des peu-
» ples et la durée des États. »

M. Billault s'empressa de s'associer à ces nobles sentiments ; il apprit au Sénat qu'une enquête allait être ouverte sur l'affaire Mirès et que personne n'échapperait au jugement destiné à punir les auteurs de ces désastres qui ruinent les familles, et dont la responsabilité remonte, disait-il comme M. Dupin, à la presse qui les encourage par sa complicité.

La société et le gouvernement sortis du coup d'État reposaient sur les entreprises flétries par M. Dupin. Elles en alimentaient le luxe et les besoins matériels. M. Siméon, voyant une allusion personnelle dans le discours de M. Dupin, se contenta de lui répondre qu'il était aussi utile et aussi licite de se livrer à l'industrie qu'à l'agriculture, que trop de gens recherchent les fonctions publiques ou les professions qu'on appelle libérales, et que la plupart de ceux qui critiquent les fondateurs des grandes entreprises

industrielles ne se font aucun scrupule de s'y associer indirectement en prenant leurs actions.

Quant à la presse, elle aurait pu dire : Monsieur Billault, vous étiez ministre de l'intérieur lorsque l'emprunt ottoman, dont vous me reprochez d'avoir soutenu l'émission, a été contracté, et vous, monsieur Dupin, vous occupiez le siège le plus élevé de la magistrature française, et aucun de vous n'a dit un seul mot pour signaler le péril que couraient nos capitaux. M. le ministre de l'intérieur, puisqu'il trouvait cet emprunt immoral, n'aurait eu qu'un signe de tête à faire, et il eût été compris par les journaux. Dira-t-on que des convenances internationales empêchaient le gouvernement d'intervenir ? Mais l'intérêt français doit, ce nous semble, tout dominer, et les pères de famille qui ont perdu le fruit de leurs économies avaient bien droit eux aussi à des égards.

La presse, nul ne le savait mieux que M. Billault, n'était pas libre de parler. Vingt fois des journalistes avaient reçu des admonestations officieuses pour avoir signalé au public les dangers des entreprises de certains financiers.

Le Sénat s'occupa ensuite d'une pétition ayant pour objet de soumettre à l'Empereur des observations contre le projet de prolonger la rue Corneille à travers le jardin du Luxembourg et sur l'emplacement de la fontaine de Médicis. Le Sénat était aussi contraire à ce projet que les pétitionnaires eux-mêmes ; il avait un président, un grand référendaire, une commission de comptabilité, pourquoi ce personnel n'agissait-il pas pour faire abandonner le prolongement en question ? M. d'Hautpoul, grand référendaire, en donna la raison : « M. Haussmann agissant en qualité de » préfet de la Seine est venu dans mon cabinet et m'a présenté son plan ; je lui ai fait toutes les objections utiles : je

» l'ai combattu autant qu'il dépendait de moi; c'est alors
» que, me présentant un papier, il me dit : connaissez-vous
» cette signature. C'était la signature de l'Empereur. Je me
» suis incliné. »

Le projet d'adresse, dans l'opinion d'un grand nombre de sénateurs, n'exprimait pas d'une façon assez formelle la volonté de maintenir le pouvoir temporel du pape. Les cardinaux surtout, transformant le Sénat en concile, voulaient lui faire déclarer ce qui n'est de la compétence d'aucun sénat, que le pouvoir temporel est indispensable à l'exercice du pouvoir spirituel.

Un amendement qui bien que signé par des sénateurs laïques, le général Gêmeau, l'amiral Romain Desfossés, de Suleau, de Padoue et Leverrier, exprimait l'idée des cardinaux et portera leur nom dans les annales du second sénat, fut discuté dans la séance du 6 mars; il consistait à ajouter dans le projet d'adresse, après les mots : « Nous » continuerons à placer notre confiance dans le monarque » qui couvre la papauté du drapeau français, » ceux-ci : « ... Et maintient à Rome la souveraineté temporelle du » Saint-Siège, sur laquelle repose l'indépendance de son » autorité spirituelle. »

M. Barthe, ancien carbonaro, président de la Cour des comptes, défendit l'amendement dans un long et habile discours dont M. Baroche, président du Conseil d'État, et M. de Casabianca eurent beaucoup de peine à combattre l'effet. L'amendement ne fut repoussé qu'à une majorité de 9 voix.

MM. Saint-Marc Girardin, président du comité en faveur des chrétiens de Syrie, Auguste Cochin, Adolphe Crémieux, le père Gratry (de l'Oratoire), de Pressensé, ministre du Saint-Évangile, vice-présidents, avaient adressé aux rédac-

teurs en chef des principaux journaux de la presse périodique, un appel en faveur des chrétiens de Syrie. Le Sénat reçut, du 15 avril au 7 mai, 75 pétitions de Paris et 88 des départements, répondant à l'appel du comité.

Les juristes du Sénat s'effrayèrent et se demandèrent : est-ce bien là le droit de pétition tel que l'a prévu et ouvert la constitution de 1852 ? Agit-il là dans toute sa liberté et dans toute sa spontanéité ? se contient-il dans ses limites naturelles et légales ? Le Sénat se décida pourtant à examiner ces pétitions en songeant que « l'autorité est, dans » tous les cas, armée de pouvoirs suffisants pour empêcher, » au besoin, l'exercice du droit de pétition de dégénérer » en agitation publique ». La commission proposait l'ordre du jour, quelques sénateurs demandaient le renvoi au ministre des affaires étrangères. Le gouvernement s'y opposa en demandant au Sénat un vote unanime, afin qu'on ne pût pas dire qu'il y eût deux opinions dans l'assemblée sur sa conduite, et afin que les minorités hostiles n'eussent pas l'occasion de prétendre que, dominé par des influences étrangères, il avait faibli et oublié les capitulations. Le Sénat vota donc par acclamation. « Les sénateurs » quittent leurs places et forment dans l'hémicycle des » groupes très-animés, au milieu desquels éclatent des » témoignages de satisfaction, causée par l'unanimité du » vote. » (*Moniteur.*)

Les amis du fameux Libri, croyant que le moment était favorable pour tenter sa réhabilitation, avaient conseillé à sa femme d'adresser une pétition au Sénat pour demander l'annulation de sa condamnation. Ce Libri, membre de l'Institut, professeur à la Faculté des sciences et au Collège de France, chargé de missions dans les bibliothèques des départements, avait été condamné par contumace comme

voleur de livres et de manuscrits précieux dans les bibliothèques et dépôts publics.

La dame Libri dénonçait la condamnation de son mari *comme une erreur de justice*. « Elle espère, dit-elle en » s'adressant aux sénateurs, que vous trouverez dans nos » lois les moyens de faire casser une procédure irrégulière ; » de faire rayer une expertise coupable, de faire annuler un » jugement erroné, et que si vous ne les y trouvez pas, vous » sentirez le besoin de combler une si regrettable lacune. »

M. Delangle, mis en cause dans un document publié à Londres, répondit à la pétitionnaire que la justice avait poussé l'indulgence envers Libri jusqu'à ne pas publier dans l'acte d'accusation, selon son devoir et les usages, des faits dont elle avait des preuves authentiques, et qui atteignaient à la fois son honneur et celui de son père. « Il » importe que le Sénat soit initié et connaisse les faits sur » lesquels repose cette étrange supposition. Ce récit sera le » châtiment de Libri et des auteurs de la pétition. » L'ordre du jour fut adopté presque à l'unanimité après le discours de M. Delangle.

La discussion de l'adresse était finie ; la confusion la plus grande avait régné dans ces débats plutôt par la faute des choses mêmes que par celle du président. Comment en effet diriger avec ordre et clarté un débat parlementaire dans lequel n'interviennent pas des partis organisés, et qui ne peut avoir aucun résultat pratique ? Le gouvernement n'avait obtenu que 9 voix de majorité dans le vote de l'amendement des cardinaux ; le ministère eût donné sa démission du temps des partis politiques, mais il n'y avait au Sénat que des opinions en présence d'autres opinions ; les partis n'existent qu'à la condition d'exercer une influence sur la direction des affaires.



Les débats sur l'adresse étaient à peine clos au Sénat, qu'ils s'ouvraient au Corps législatif; le président, M. de Morny, dans la première séance, passa en revue, dans un long discours, les droits nouveaux dont le Corps législatif était investi : « Libre d'examiner la politique intérieure et » extérieure du gouvernement, sa critique pourra désor- » mais atteindre tous les actes; maître d'amender une loi en » discussion, il ne sera plus, comme sous le règlement » précédent, placé entre un acte insensé et une soumission » regrettable, il n'aura plus recours à ces ajournements » embarrassés où sa dignité avait à souffrir ». Le président, après avoir annoncé que les conseillers d'État chargés de soutenir les projets du gouvernement étaient dispensés de siéger en uniforme « détail futile en apparence, mais » adopté dans un esprit de fusion et de rapprochement » entre les deux corps dont les points de contact sont si » fréquents », avertit solennellement le Corps législatif que « de l'usage intelligent et modéré qu'il saurait faire de ses » nouvelles prérogatives, résulterait infailliblement l'éta- » blissement durable de la liberté politique ».

Ce discours fut suivi de la présentation au Corps législatif d'un exposé de la situation de l'empire, recueil contenant les documents diplomatiques les plus importants de l'année 1860, et la chambre passa tout de suite à l'examen des élections qui avaient eu lieu dans l'intervalle de la session : quelques-unes étaient contestées.

M. Dabeaux, ancien préfet de l'Aude, démissionnaire depuis le 18 juin 1860, avait été élu député le 17 décembre dernier par la 2^e circonscription du département qu'il administrait, en violation de l'article 8 du décret organique de 1852, portant que lorsqu'il se fait une vacance dans une circonscription électorale, les électeurs de cette cir-

conscription seront convoqués dans le délai de six mois. Or, la deuxième circonscription de l'Aude ayant été convoquée sept mois et cinq jours après la déclaration de vacance, la commission conclut à l'annulation de l'élection.

M. Billault, ministre sans portefeuille, soutint qu'avant de casser une élection pour violation de la loi il fallait se rendre compte de l'effet particulier de cette violation et du lieu où elle s'était produite, comme si la loi n'était pas la même partout et comme si sa violation ne produisait pas un scandale aussi grand dans un hameau que dans une grande ville ? M. Billault ne craignit pas, en outre, pour défendre l'élection de l'ancien préfet, de mettre en avant cet argument singulier dans la bouche d'un jurisconsulte, que si le texte de la loi avait été violé dans le but de rendre possible une candidature qui, sans cela, ne l'eût pas été, *il n'était résulté de là aucun dommage.*

Une protestation signée d'un nom honorable dénonçait au Corps législatif la violation des urnes électorales par les fonctionnaires chargés de leur dépôt, crime puni de cinq à dix ans de réclusion. M. Billault répondit que « les » faits dénoncés avaient été l'objet d'une enquête confiée » aux juges de paix, et que la plupart des *signataires* de la » protestation avaient renié leurs signatures ». La Chambre seule avait le droit de faire cette enquête, seule elle pouvait neutraliser les effets de la terreur exercés sur les populations rurales par un juge de paix, et un juge de paix procédant à des informations escorté par des gendarmes. Aussi M. Lemercier eut-il raison de s'écrier : « Je tiens pour » des héros les paysans qui ont maintenu leur nom au bas » de la protestation. »

Quelque désir qu'eût la majorité de se rendre aux argu-

ments de M. Billault, la violation flagrante du décret de 1852 fit casser l'élection de l'Aude.

Le 3^e bureau, chargé de vérifier l'élection des Alpes-Maritimes, s'était prononcé pour la validation. M. Brame fit connaître les raisons qui avaient décidé la minorité de ce bureau à voter contre : maires déclarant le vote obligatoire pour le candidat du gouvernement ; personnes étrangères à la circonscription admises à voter ; gendarmes et membres du bureau déchirant les bulletins du candidat non officiel ; abstention de 8229 électeurs sur 40 273 inscrits ; cartes d'électeurs distribuées sous des noms supposés ou retirées aux titulaires ; ces moyens ne paraissant pas suffisants pour assurer le succès du candidat officiel, la dépêche suivante fut lancée, le 9 décembre, à l'heure de l'ouverture du scrutin : « Le préfet est invité à faire connaître » que M. Avigdor n'a pas le droit d'invoquer d'augustes » recommandations, et que M. Lubonis est seul candidat » du gouvernement. Faites-le savoir à l'évêque. » Il y avait là de quoi justifier les scrupules de la minorité du 3^e bureau, mais la Chambre ne les partagea pas et l'élection de M. Lubonis fut validée.

Le projet d'adresse, rédigé par une commission de dix-huit membres, dont M. de Morny faisait partie, fut lu le 27 février en séance publique ; il témoignait de l'enthousiasme du Corps législatif « fier et reconnaissant » de la confiance que venait de lui témoigner l'Empereur et d'une réforme qui « rendait plus efficace le dévouement des députés à la dynastie ». Le projet célébrait ensuite l'excellente situation agricole, commerciale, industrielle et surtout financière du pays : « Sire, nous apprenons » avec satisfaction que le budget nous sera présenté en » équilibre, sans qu'il ait été nécessaire de recourir au crédit

» ou à de nouveaux impôts. Les ressources de la France » sont inépuisables comme son activité et son énergie... » Après avoir insinué timidement que la législation douanière avait besoin de fixité et de stabilité, il applaudissait à la façon dont les choses avaient été conduites en Syrie comme en Chine, au Maroc comme en Italie ; il remerciait surtout l'Empereur « d'avoir, par ses constants efforts, assuré à la » papauté sa sécurité et son indépendance, et sauvegardé la » souveraineté temporelle autant que l'avaient permis la force » des choses et la résistance à de sages conseils » ; il ajoutait que, du reste, sur cette question, — et il aurait pu dire sur toutes les autres — le Corps législatif s'en rapportait entièrement « à la sagesse de l'Empereur ».

La discussion générale de l'adresse se trouva retardée par un incident : Le lendemain de la séance du Sénat, dans laquelle le prince Napoléon avait fait une si longue et si virulente sortie contre le pouvoir temporel du pape, une dépêche affichée dans toutes les communes de France et portant la signature de M. de Persigny, ministre de l'intérieur, recommandait aux populations « le magni- » fique discours de Son Altesse Impériale le prince Napoléon ». M. de Flavigny demanda des explications au sujet de cette dépêche, et « d'un discours prononcé dans » une autre Chambre ». M. Baroche ne manqua pas de profiter de la faute échappée à l'orateur ; il lui fit remarquer qu'on ne s'occupait jamais dans une chambre des paroles prononcées dans une autre. C'était la règle, en effet. L'inexpérience parlementaire de M. de Flavigny tira le gouvernement d'embarras.

Le paragraphe de l'adresse qui souleva les plus vifs débats fut celui qui avait trait à la politique du gouvernement impérial en Italie. MM. Kolb-Bernard, Plichon et Keller,



défendirent avec une grande passion le pape et son pouvoir temporel. M. Plichon s'emporta jusqu'à l'invective contre Victor-Emmanuel « en voyant le représentant d'une des plus anciennes maisons de l'Europe compromettre son trône et l'honneur de ses ancêtres par des attentats déloyaux ». M. de Morny, interrompant l'orateur, le menaça de lui retirer la parole sous prétexte « qu'il n'y a pas convenance à attaquer les absents, même quand ils sont sur le trône ». M. Plichon devait-il donc se rendre à Turin pour dire son fait à Victor-Emmanuel, et la discussion parlementaire en matière d'affaires étrangères peut-elle avoir lieu sans que les absents y jouent un rôle ?

L'orateur clérical soutint ensuite qu'abandonner Rome et même maintenir le *statu quo* en Italie, c'était adhérer à la Révolution, attaquer Venise et enfin amener une coalition. M. de Morny eut beau s'écrier : « On ne se croirait pas » dans une Chambre française ! » et M. Kœnigswarter ajouter : « Ce discours serait applaudi dans un parlement » autrichien ! » ces exclamations n'effrayèrent nullement M. Keller, qui succéda à M. Plichon, et ne l'empêchèrent pas de se montrer encore plus violent que lui. Le gouvernement, qui avait fait nommer à tour de bras ce jeune candidat contre M. Migeon, pouvait-il se douter que jusqu'ici docile et muet, approbateur de toutes les lois présentées, y compris les diverses mesures qui avaient précédé et suivi l'expédition d'Italie, M. Keller allait si brusquement se tourner contre lui et se transformer en tribun du pouvoir temporel ?

La majorité du Corps législatif, loin de s'indigner aux traits lancés par l'orateur contre le gouvernement impérial, semblait au contraire y prendre un vif plaisir ; le passage où il plaçait hardiment la crainte d'un nouvel Orsini parmi les

causes de le guerre d'Italie fut souligné par une approbation silencieuse sur tous les bancs ; l'alliance entre la majorité et le gouvernement allait-elle se rompre ? on pouvait le craindre en voyant des hommes modérés, de la nuance de MM. Ancel et O'Quin, attaquer dans un amendement l'unité italienne comme contraire aux intérêts religieux et aux intérêts français.

M. de Morny comprit qu'il était temps d'intervenir et de révéler à la Chambre la vraie théorie de l'adresse, qui, en matière de pouvoir temporel, comme en toute autre matière, ne pouvait être, selon lui, qu'une façon de dire à l'Empereur : « Sire, nous nous remettons à vous du soin de » résoudre cette question. » Un député lui répondit au milieu des applaudissements de ses collègues : « A quoi » bon alors nous demander des conseils ? » M. de Morny, redoublant de chaleur, d'onction et de pathétique, fit appel au dévouement de la majorité : « Est-ce cette majorité qui est devant moi, cette majorité qui a acclamé l'empire, qui l'a aidé dans toutes ses phases depuis dix ans ; est-ce cette majorité qui lui refuserait un vote de confiance ? »

— *Plusieurs voix* : Non, non !

— *Un membre* : En ce cas il n'y a plus de liberté !

M. de Morny reprit presque avec des larmes dans la voix : « Et quel moment choisirait-elle pour le lui refuser ? Le moment où l'Empereur vient de son côté de se montrer très-confiant en étendant nos institutions. Messieurs, la confiance ne définit pas, ne limite pas, elle laisse toute latitude... »

MM. Ancel et O'Quin, attendris, retirèrent leur amendement, et la majorité reconquise appuya une fois de plus les variations et les contradictions de la politique impériale en Italie.

Le paragraphe relatif à l'équilibre du budget fournit à M. Gouin l'occasion d'envisager sous son vrai jour la situation des affaires financières. Ce député, loin d'admettre avec les rédacteurs du projet d'adresse que le budget de 1862 ne nécessiterait pas de nouveaux emprunts, prouva que l'équilibre n'était qu'un ballon gonflé de taxes nouvelles et de ressources irrégulières. La surtaxe de 63 millions sur le tabac, le maintien du décime de guerre de 35 millions, les fonds de la caisse d'exonération : « Voilà » par quels éléments se complète le prétendu équilibre » du budget. En outre, la dette flottante, qui était en 1870 » de 758 millions, va être augmentée de 40 millions. Ainsi » notre dette a été presque doublée dans l'espace de six » ans ; nos dépenses ont pris annuellement une extension » si considérable, que nous ne parvenons à les couvrir que » par des moyens admissibles seulement par des temps de » crise. Nous employons la suspension complète de l'amor- » tissement, la prolongation presque indéfinie du décime de » guerre, enfin nous recourons au crédit public pas des em- » prunts dont nous rejetons par là la charge sur l'avenir. »

M. Gouin conclut en demandant que le Corps législatif exerçât désormais plus d'influence sur la fixation des dépenses. M. Darimon ajouta que le droit de discuter le budget était plus important que celui de discuter l'adresse, et que ce droit ne pouvait être utilement exercé par une assemblée obligée de le rejeter ou de l'accepter en bloc.

La discussion générale terminée, après trois séances, la Chambre discuta les amendements aux divers paragraphes de l'adresse. Celui des *Cinq* au premier paragraphe était ainsi conçu : « Pour que le droit de contrôle, restitué aux représentants du pays dans les limites restreintes du dernier décret, puisse porter ses fruits, il est nécessaire d'abroger

la loi de sûreté générale et toutes les autres lois d'exception ;

» De dégager la presse du régime de l'arbitraire ;

» De rendre la vie au pouvoir municipal et au suffrage universel sa force, par la sincérité des opérations et le respect de la loi. »

M. Jules Favre, chargé de défendre l'amendement, soutint que l'asservissement de la presse, l'anéantissement des franchises municipales, les mauvaises pratiques de l'administration dans les luttes électorales, les lois d'exception rendaient impossible la réalisation des principes de 1789 qui formaient cependant la base de la Constitution. L'impossibilité d'obtenir l'autorisation de fonder un journal et de se soustraire à l'arbitraire des avertissements donnait une idée suffisante de la façon dont le gouvernement entendait la liberté de la presse. M. Jules Favre, invoquant ensuite la nécessité de la responsabilité ministérielle dans un gouvernement libre, avait dit : « Les hommes éminents qui sont les représentants du gouvernement devant les Chambres ne sont-ils pas exposés à se trouver appelés à soutenir des pensées contraires à leur sentiment ? » M. de Morny l'interrompit presque en fureur : « Discutez la politique du gouvernement, non le passé, ni la personnalité de ses représentants ; ce ne serait pas de la discussion loyale et convenable. Je ne vous laisserai pas aller dans cette voie. »

La réponse de M. Baroche au discours de M. Jules Favre peut se résumer ainsi : un gouvernement appuyé sur six millions de suffrages doit bien se garder de livrer ces six millions de suffrages à eux-mêmes, car ils seraient exposés à commettre de grandes erreurs. Le gouvernement ne saurait donc se passer ni de lois sur la presse, ni

de candidatures officielles ; les lois sur la presse ont besoin d'être sévèrement exécutées ; les candidatures officielles veulent être soutenues par de bons préfets, et les bons préfets ne peuvent marcher sans des maires sur lesquels ils puissent compter ; les critiques de l'opposition tombent donc d'elles-mêmes.

M. Jules Favre avait pu dire sans être démenti : « Nous » sommes ici deux cent cinquante députés ; eh bien ! j'ose » affirmer qu'il n'y en a pas dix qui aient été élus sans » l'appui de l'administration. » Comment un corps législatif ainsi formé aurait-il désapprouvé les théories de M. Baroche ?

M. Émile Ollivier prit à son tour la parole sur le régime de la presse. M. Jules Favre avait attribué le décret du 24 novembre à un « murmure respectueux de l'opinion ». M. Ollivier en fit remonter uniquement l'honneur à l'Empereur, auquel il ne se permettait pas de demander la liberté de la presse absolue, « car l'absolu n'est pas de ce monde », mais des améliorations que le retour du gouvernement aux principes de 89 rendait possibles dès à présent, et qui consistaient dans la suppression de l'autorisation préalable pour la publication d'un journal et dans la restitution du jugement des délits de presse au jury. La fin de ce discours produisit une émotion non moins vive au dehors qu'au dedans de la Chambre.

« Sire, quand on est acclamé comme on vous le dit chaque jour par trente-cinq millions d'hommes, quand on dispose du monde en ce sens qu'on entraîne la fortune du côté où l'on va, quand on a épuisé toutes ses faveurs et toutes ses leçons, quand on a eu cette chance unique dans l'histoire de sortir d'une prison pour monter sur le trône, après avoir passé par l'exil, il reste encore une joie ineffable à connaître. Ce serait d'être l'initiateur courageux d'un grand peuple à la liberté : de repousser les conseils pusillanimes, et de se placer en face de la nation elle-même : le jour où cet appel lui serait adressé, il pourrait y avoir en France des hommes fidèles aux souvenirs du passé et aux espérances de l'avenir ; mais

l'immense majorité admirerait et aiderait, et l'appui qu'elle vous prêterait, Sire, serait d'autant plus efficace qu'il serait plus désintéressé. » (*Très-bien ! très-bien ! sur plusieurs bancs.*)

Ce passage du compte rendu officiel n'était pas d'une complète exactitude ; certaines paroles de l'orateur en avaient été retranchées. Le lendemain, à l'ouverture de la séance, M. Gillibert des Seguins, après la lecture du procès-verbal, demanda pourquoi il n'y voyait pas figurer la profession de foi que M. E. Ollivier avait faite la veille à la tribune. M. de Morny répondit :

« C'est moi qui ai fait supprimer au *Moniteur* les mots prononcés hier par M. E. Ollivier : « Moi, qui suis républicain. » Je n'ai pas voulu rappeler à l'ordre, à propos d'une parole échappée sans doute à l'improvisation, un de nos collègues dont le discours avait présenté un tel caractère de modération et d'honnêteté, et rendait si bien justice au gouvernement dans la mesure de ses opinions, qu'un blâme aurait semblé immérité. Ce n'est pas au moment où M. E. Ollivier disait qu'il se rallierait au gouvernement malgré ses opinions républicaines antérieures, si la politique impériale entraînait dans ses vues encore plus largement libérales, que j'aurais cru convenable et nécessaire de lui rappeler son serment.

» Il est libre, s'il le désire aujourd'hui, de reproduire ses expressions. »

M. E. Ollivier ne réclama pas. Son silence, non moins que son discours, attisa les méfiances qui s'étaient fait jour au moment de son élection. Les électeurs de Paris blessés et alarmés s'attendaient à une protestation, soit de l'opposition, soit de la presse ; mais les collègues de M. Émile Ollivier et les journaux démocratiques se turent par une commune faiblesse et laissèrent le parti républicain à ses doutes et à ses pressentiments.

Le Corps législatif comptait parmi ses membres M. de Pierre, orateur d'un esprit ingénieux, mordant, habile à cacher d'utiles vérités sous une forme ironique et paradoxale. Les Anglais estiment ce genre d'esprit, parce qu'ils l'ont naturellement ; les Français affectent de le trai-

ter avec dédain parce qu'ils y visent. M. de Pierre, à propos du second paragraphe de l'adresse : « Les libertés nouvelles développent le principe de la constitution en appropriant d'une manière sagement progressive son mécanisme et son jeu à l'état présent de la société », mit en lumière la contradiction flagrante existant entre le droit de contrôle rendu au Corps législatif par le décret du 24 novembre et l'impossibilité de l'exercer, faute d'avoir devant soi une autre responsabilité que celle de l'Empereur : « Jamais, dit M. de » Pierre, je ne contredirai le souverain ; je veux un ministre » responsable à qui je puisse m'adresser, et en exprimant ce » désir, je déclare que je n'ai jamais mieux compris et mieux » apprécié qu'à présent les anciennes fictions constitution- » nelles. » L'orateur déclara qu'il voterait contre l'adresse, parce qu'il ne peut jouir réellement du droit de critique consacré par ce décret sans s'attaquer au chef de l'État. « Je n'ai pu prendre au sérieux l'invitation qui nous est » faite de donner notre avis sur toute la politique exté- » rieure. Notre souverain nous a déjà dit une fois, je ne » dois des comptes qu'à ma conscience, à la postérité et » à Dieu. Je m'en tiens là. »

L'orateur, poursuivant sa piquante démonstration de la nécessité de la responsabilité ministérielle, demanda la suppression dans l'adresse de tous les conseils qui pouvaient avoir trait à la politique, puisqu'ils étaient sans utilité et sans but, et que le Corps législatif n'avait devant lui personne qui pût être responsable de la paix et de la guerre ; le Corps législatif n'était pas une assemblée politique. M. Lemercier s'écria : « Nous ne sommes donc qu'un conseil général ! » C'était la vérité.

M. Billault avait dit, en parlant du gouvernement impérial pendant le débat sur les affaires d'Italie : « Jamais gou-

» vernement n'a été attaqué avec cette violence. » M. de Pierre en convint, mais à ses yeux, la situation était beaucoup plus violente que les orateurs.

« Oui, c'est la situation qui est violente ; car lorsque vous n'avez en face de vous que le chef de l'État, la moindre contradiction est séditieuse. Du reste, il m'est impossible de prendre au sérieux les conditions dans lesquelles on nous donne la liberté. Jamais il ne m'arrivera de discuter ici les actes du souverain, parce qu'il me faut des ministres qui soient responsables devant nous. Je n'avais pas compris jusqu'à présent la sagesse de ces fictions constitutionnelles ; ce n'est que d'aujourd'hui que j'apprends à les connaître. »

M. de Pierre finit ainsi :

« Il faut qu'une porte soit ouverte ou fermée ; on ne donne pas des libertés et on ne les retient pas ensuite ; si vous donnez la liberté, donnez-nous en même temps toutes les conditions nécessaires pour que nous puissions nous en servir. »

M. de Morny essaya vainement de détruire l'effet de ce discours en traitant l'orateur avec un dédain affecté, en l'accusant de ne pas parler sérieusement et de ravalier la dignité du Corps législatif ; il aurait fallu pour persuader cela aux autres y croire soi-même, et M. de Morny sentait bien qu'il ne disait pas la vérité.

Les *Cinq* avaient présenté au 12^e paragraphe de l'adresse l'amendement suivant :

« Les villes de Paris et de Lyon assistent avec inquiétude aux entreprises immodérées d'administrations municipales dépourvues de frein et de contrôle.

» Jamais elles n'ont plus vivement regretté l'absence de conseils municipaux élus, et l'oubli de ce principe élémentaire de notre droit public, qui assure au contribuable le droit de nommer ceux qui votent l'impôt et qui en disposent. »

M. Ernest Picard engagea le débat sur cet amendement dans la séance du 19 mars. Paris, dit-il, a eu le bonheur, de 1834 à 1847, d'être régi par un Conseil municipal élu.

Le budget de la ville de Paris était en 1837 de 46 millions ; en 1861, il est de 172 millions. Ce n'est pas tout : la ville de Paris a fait appel à l'emprunt : elle a emprunté trois fois et elle a fait entrer dans ses caisses 298 millions. Il lui reste, d'après les chiffres officiels tirés du petit nombre de documents que sa comptabilité laisse voir au public, 139 millions de dépenses extraordinaires à payer. Son actif offre le chiffre plein d'enseignements de 135 millions de terrains à vendre par son entremise. Telle est la situation financière et commerciale de la ville de Paris.

L'expropriation, ajouta M. Ernest Picard, est aujourd'hui en permanence ; un gouvernement révolutionnaire des immeubles siège à l'Hôtel de Ville, mystérieuse dictature qui, depuis 1852, a consacré 321 millions à indemniser les propriétaires expropriés.

La Cité va disparaître, il s'agit d'y abattre 106 maisons, c'est-à-dire d'expulser 6000 personnes. L'habitant du quartier dont la maison est livrée au pic et à la pioche demande en vain à s'inscrire d'avance pour acheter un nouveau terrain, on lui répond que tous les terrains disponibles de la Cité seront occupés par une caserne et par un hôpital. Le dictateur municipal entame dans la plaine Monceaux une entreprise gigantesque. Il a dit : le boulevard Malesherbes ira rejoindre celui de Neuilly, la rue de Rome ne s'arrêtera qu'au chemin de fer ; il s'agit à tout prix de hâter ce déplacement fantaisiste de Paris, qui est non-seulement un déplacement d'immeubles, mais encore un déplacement de capitaux. On agrandit le bois de Vincennes, et l'on rétrécit le boulevard de la Madeleine. La dictature dépèce les quartiers quand elle ne les supprime pas. On lit sur certaines habitations, dans telle ou telle rue : *Cette maison ne sera pas abattue*. Les projets surgissent à chaque

instant; heureux les spéculateurs qui les connaissent d'avance, malheureux les gens qui occupent de petits appartements, qui exercent de petites industries et qui n'ont pas songé qu'on détruisait aujourd'hui un quartier plus aisément qu'autrefois une maison.

Le décret du 25 mars 1852 sur la décentralisation administrative donnait aux préfets le droit de régler le budget départemental, le budget des établissements de bienfaisance, et de nommer les membres des conseils de surveillance de ces administrations. Le département de la Seine seul n'y était pas soumis. Réunir, en effet, dans les mêmes mains les pouvoirs de préfet de la Seine et de maire de Paris, donner au préfet l'administration du budget des hospices, c'eût été lui confier des attributions exorbitantes. L'œuvre de la transformation de Paris exigeant cette concentration de pouvoirs aux mains de M. Haussmann, un décret en date du 9 janvier 1861, rendu sans que le Conseil d'État ait été entendu, a déclaré que l'article 7 du décret du 25 mars 1852 sur la décentralisation administrative était rapporté, et que les dispositions s'appliqueraient désormais au département de la Seine en ce qui concerne l'administration départementale, celle de la ville et des établissements de bienfaisance. Ainsi se trouva constitué le « ministère de Paris ».

La séparation salutaire entre la caisse municipale et la caisse qui garde le bien des pauvres a disparu. Le préfet peut vendre les rentes des hospices, les transférer et les appliquer comme bon lui semble. Il ne le fera pas, mais il peut le faire, et cela s'est fait sous le premier empire. M. Picard, après avoir signalé cette accumulation de pouvoirs, rappela les reproches et les soupçons qu'attira sur lui Armand Marrast en ressuscitant, au lendemain de la



révolution de Février, le titre de maire de Paris qui mettait dans ses mains l'administration d'une ville immense et un maniement de fonds considérable. Armand Marrast, sous l'empire des circonstances, avait cru devoir prendre cette mesure ; il eut tort. Mais il a répondu aux reproches qui lui ont été adressés à ce sujet, en mourant assez pauvre pour que ses amis aient dû faire les frais de son tombeau.

Le député de Paris, continuant sa revue, fit remarquer qu'il restait encore pour 3 ou 400 millions de travaux à exécuter, et qu'on démolissait toujours, tandis que l'ancienne banlieue manquait de chaussées, et que ses habitants recevaient leurs lettres comme s'ils demeuraient à Marseille, moins régulièrement peut-être. Les travaux se portent sur le centre de la ville ou près du centre ; on vend et l'on revend les terrains de l'Opéra : ce qu'on fait et ce qu'on ne fait pas, d'ailleurs personne ne peut le dire ; M. le préfet prend tout sous sa responsabilité ; mais cela ne suffit pas. Il faut des pièces probantes, et l'on n'en trouve pas. La Cour des comptes n'est-elle pas là ? Elle n'a pas fait entendre la moindre plainte jusqu'ici. Oui, ajoute M. Picard, la Cour des comptes dit que tout est bien, sauf que la comptabilité de la ville n'est pas régulière, que l'état des immeubles et créances n'est pas produit, que les aliénations et que les adjudications se font contrairement à la loi, etc. La Cour des comptes, en posant des questions sur ces différents points, a laissé une page blanche pour les réponses. Elle les attend encore.

Jamais critique plus forte, plus mordante, plus spirituelle n'avait été faite de l'administration de M. Haussmann. M. Ernest Picard avait produit une très-vive impression sur la majorité. Il fallait lui répondre : ce n'était pas facile. M. Billault se chargea de cette tâche, quoique, dit-il, « au

lieu de ces questions municipales », il eût mieux aimé traiter « les grandes questions politiques du moment qui grandissent les débats du Corps législatif », comme si les questions qui se rattachent à l'avenir de Paris pouvaient les rapetisser. Réfuter en détail le discours de M. Picard était chose impossible. M. Billault avait trop d'habileté pour ne pas comprendre que la seule manière de se tirer du débat était de le dénaturer en le faisant tourner brusquement à la politique, et en excitant les passions de la majorité ; « c'est de la politique que fait l'amendement, j'en vais faire aussi. L'honorable préopinant a traduit la pensée de l'amendement sous une forme pittoresque. Il a dit que Paris était aux Parisiens, comme la France était aux Français. Il a dit : Quand nous rendrez-vous Paris ? — Eh bien ! voici ma réponse : Nous ne vous le rendrons pas. (*Rires d'adhésion.*)

» *Plusieurs voix* : Très-bien ! bravo !

» *M. Picard* : Nous le reprendrons. (*Rumeurs.*)

» *Plusieurs voix* : A l'ordre ! à l'ordre ! »

M. Billault fit valoir ensuite les raisons de stratégie, de salubrité, de morale, de politique, si souvent invoquées en faveur de la transformation dictatoriale de Paris. M. Picard lui répliqua qu'il ne s'agissait que de comptabilité. « L'admi-
» nistration municipale de Paris, continua-t-il, a toujours
» trompé la Chambre. Elle lui disait, il y a deux ans, qu'elle
» ne ferait pas de nouvel Opéra ; elle le fait. M. le ministre
» m'engage à me rendre dans les bureaux de la Ville où il
» me sera facile de pénétrer tous les mystères ; il m'invite,
» si je connais des faits précis, des faits graves, à les dé-
» noncer, afin que les tribunaux en fassent justice. M. le mi-
» nistre croit-il que j'ignore la loi qu'il a faite en 1852 et qui
» ne permet pas de fournir la preuve par témoins en matière

» de diffamation ? Accuser, ce serait donc aller au-devant
» d'une condamnation. Est-il possible d'apporter devant la
» Chambre des dossiers, des dénonciations et des preuves ? »
(*Rires.*)

Le Corps législatif ne pouvait se flatter de discuter le budget tant que chaque article de la loi des finances ne serait pas l'objet d'une décision particulière. La Chambre se serait contentée du vote par chapitre. Les *Cinq*, qui avaient proposé un amendement dans ce sens, se rallièrent à celui de MM. Gouin, Devinck et Ancel. « L'attribution la plus
» essentielle du Corps législatif est celle du vote de l'impôt ;
» l'impôt est la conséquence de la fixation de la dépense.
» Vous nous avez demandé la vérité, Sire. Nous ne répon-
» drions pas à votre confiance si nous ne vous faisons pas
» connaître que le vote du budget par ministère est une en-
» trave à notre liberté d'action pour le vote de l'impôt. Votre
» Majesté nous donnerait cette liberté et compléterait l'œuvre
» libérale de son décret du 24 novembre en rendant au
» Corps législatif le droit de voter le budget par chapitres,
» ainsi qu'il l'exerçait antérieurement au sénatus-consulte
» du 25 décembre 1852. »

M. Devinck, en développant cet amendement, démontra que le caractère essentiel du budget était d'être limitatif des dépenses et qu'il avait perdu ce caractère depuis 1852. Il prouva de plus que les ressources de la France, loin d'être inépuisables, se trouvaient épuisées. M. de Morny protesta du haut de son fauteuil, et M. Magne s'écria qu'il ne pouvait abandonner le sénatus-consulte de 1852 « qui,
» en laissant aux Chambres le vote des impôts et des dé-
» penses et au chef de l'État le gouvernement et l'admi-
» nistration, a non-seulement résolu le grave problème
» de la séparation des pouvoirs, mais encore en n'admet-

» tant que le vote du budget par masses, est parvenu à
» empêcher les empiétements possibles du pouvoir légis-
» latif sur le pouvoir exécutif ». M. Magne, voyant pour-
tant la Chambre peu convaincue de l'inutilité des obser-
vations de M. Devinck, voulut bien reconnaître que la
proposition de remplacer les chapitres du budget par
de grandes divisions concilierait peut-être l'indépendance,
la responsabilité, la liberté des mouvements du souve-
rain avec le droit de la Chambre, et il promit de s'en
occuper. M. Devinck et ses amis renoncèrent à leur amen-
dement.

Le projet d'adresse proposé par la commission fut adopté,
sans aucun changement, par 245 voix contre 13.

La Chambre, avant de passer à la discussion du budget,
adopta la loi consacrant l'achat par la France des terri-
toires de Menton et de Roquebrune au prix de 4 millions
de francs payés à « Monseigneur le prince de Monaco ». M. Kœnigswarter trouva que nous payions Menton et Roque-
brune « un peu cher..... Je voudrais, dit-il, autant que
» possible, ne pas assister trop souvent au beau spectacle
» dont nous parle le rapport : celui d'une grande nation
» traitant avec un très-petit souverain et lui payant ce
» qu'elle achète beaucoup plus cher que cela ne vaut. »
Une mesure plus importante fut la suppression des droits
de douane sur les grains, les farines et autres substances
alimentaires.

L'entrée des céréales en France était presque libre et
leur sortie à peu près prohibée avant 1814. Le système de
l'échelle mobile, souvent modifié mais gardant toujours ses
caractères principaux, fut substitué à cet état de choses.
Les droits variaient, sous ce régime qui se prêtait aux
mesures de circonstance, et qui servait, croyait-on, à mo-

dérer les mouvements de baisse et de hausse sur les grains. Le moment était venu de supprimer ce vieux mécanisme. Le gouvernement décida que désormais les droits variables n'existeraient plus, que les grains seraient importés et exportés librement.

Les prétendus défenseurs de l'agriculture nationale accompagnèrent de leurs doléances et de leurs prédictions sinistres cette loi, résultat de longues discussions d'une enquête patiente et minutieuse, qui établit définitivement la liberté des céréales, et qui permit d'atténuer l'année suivante les effets de la mauvaise récolte.

Le traité de commerce conclu l'année précédente avec l'Angleterre et les tarifs qui en avaient été la suite étaient, de la part d'un certain nombre d'industriels, l'objet de plaintes exprimées dans la précédente session, et renouvelées dans celle-ci. Le gouvernement négociait avec la Belgique une convention commerciale, et les partisans de la protection craignaient qu'elle ne fût la source de nouvelles concessions dont profiteraient les produits britanniques. Le traité fixait au 1^{er} octobre 1861 l'époque à laquelle les droits seraient substitués aux prohibitions pour les fils et tissus, et malgré les déclarations de M. Magne au Sénat on craignait que cette date ne fût rapprochée par un simple décret. MM. Pouyer-Quertier et Brame s'élevèrent avec leur violence habituelle contre le traité. M. Schneider critiqua d'un ton plus calme l'abus des droits en matière de douanes, mais ni lui ni les deux précédents orateurs ne purent amener M. Baroche à s'expliquer sur la date du 1^{er} octobre, autrement que par des phrases vagues sur la nécessité de laisser au gouvernement sa liberté d'action pour fixer l'époque de l'application du nouveau tarif. La menace d'un amendement hostile dont l'adoption paraiss-

sait probable put seule l'amener à déclarer que l'époque fixée ne serait pas changée sans que la mesure fût préalablement soumise au Corps législatif.

La discussion s'engagea ensuite sur la situation financière. Le projet d'adresse, tout en exprimant la satisfaction du Corps législatif en apprenant « que le budget de 1862 serait présenté en équilibre, sans qu'il fût nécessaire de recourir au crédit ni à de nouveaux impôts », formait le vœu « qu'il ne se présenterait plus de circonstances assez impérieuses pour que des crédits extraordinaires et complémentaires viussent modifier sensiblement les prévisions du budget ». La rédaction des paragraphes relatifs aux finances donna lieu à de vives critiques et à des amendements importants.

M. Busson était rapporteur du budget ; la situation financière ne pouvait donc pas se présenter sous un jour bien noir à la Chambre et au pays ; les observations et les critiques, qui s'étaient fait jour lors de la discussion générale de l'adresse, semblaient peu importantes au rapporteur, comparées aux ressources non pas *inépuisables*, mais *immenses* de la France. M. Busson convenait cependant que la surtaxe des alcools, le décime de guerre, l'augmentation du prix des tabacs, la dotation entière de l'amortissement, maintenus au budget pour faire face aux dépenses permanentes, ne permettaient pas de parler d'équilibre ; sans vouloir faire des critiques rétrospectives il remarquait aussi qu'aux dépenses portées au budget venaient plus tard s'ajouter, par voie de crédits extraordinaires et supplémentaires chaque année plus nombreux, ouverts presque toujours dans l'intervalle des sessions et troublant l'équilibre budgétaire, d'autres dépenses qui créaient des découverts, lesquels, après avoir grossi la dette flottante, prenaient place



dans les dépenses permanentes du pays, par la consolidation forcée de cette dette. Le budget, si les crédits extraordinaires ne sont pas rigoureusement écartés, ajoutait le rapporteur, cesse d'être limitatif de la dépense ; il demandait, en conséquence, un retour vers la spécialisation pour le vote de la loi des finances ; mais craignant d'avoir poussé trop loin la hardiesse en rappelant l'engagement pris par M. Magne, il se hâtait de s'en remettre entièrement à la sagesse de l'Empereur : « Qu'il sache bien que le Corps » législatif ne cède pas au désir de voir augmenter ses attributions ; il remplit seulement un devoir en signalant ce » qui est un inconvénient dans la législation actuelle. »

Le total des dépenses proposées pour 1861 était de *dix-huit cent quarante millions cent vingt et un mille huit cent cinquante-huit francs*. Il s'élevait, pour l'année 1862, à *dix-neuf cent vingt-neuf millions quatre cent quarante-huit mille sept cent vingt-cinq francs*, soit environ *quatre-vingt-neuf millions* d'augmentation sur 1861. La commission, par ses amendements, demandait une réduction d'un peu plus de *huit millions*. Le Conseil d'État en accorda une de *sept cent soixante et onze mille trois cent quarante et un francs*.

La discussion du budget fournit aux orateurs l'occasion d'exprimer leurs vues, non-seulement sur les finances, mais encore sur la politique du gouvernement. M. Kœnigswarter proposa la création d'un impôt sur le revenu, vivement combattu par M. Magne ; M. E. Ollivier s'éleva contre le penchant du gouvernement pour les expéditions lointaines et pour les coûteuses constructions ; M. Plichon, en traitant la question de Syrie, réclama pour les chrétiens de ce pays l'appui énergique du gouvernement.

M. Keller, en se plaignant des encouragements donnés par le pouvoir à la presse irréligieuse, cita l'exemple du

procès intenté à M. About et à l'*Opinion nationale* par le maire de Saverne. M. Ed. About écrivait dans l'*Opinion nationale* des feuilletons intitulés : *Lettres d'un bon jeune homme à sa cousine Madeleine*. Le maire de Saverne, se croyant diffamé par un de ces feuilletons, déposa une plainte au parquet contre l'auteur, qui fut renvoyé devant le Tribunal correctionnel. L'affaire était inscrite au rôle pour le 31 mai 1861; le maire, cédant à l'influence de la préfecture, retire tout à coup sa plainte. Ce désistement, adressé le 21 mai au ministre de l'intérieur, transmis par celui-ci au garde des sceaux, parvint au parquet de Colmar. Le ministère public se trouvait donc dessaisi, mais non le tribunal devant lequel les prévenus avaient été régulièrement cités. Comment faire? Le procureur général de Colmar, en vertu d'instructions supérieures, se rendit à Saverne et demanda tout simplement que la cause fût rayée du rôle.

Le substitut, à la grande surprise de son chef, résiste si bien, que le procureur général est obligé d'exiger la remise du dossier qu'il emporte à Colmar. Le procureur impérial, ne voulant pas encourir la responsabilité d'un pareil acte, donne sa démission.

La Cour de Colmar, tout de suite convoquée par son président, déclare que le procureur général « a mis par » un acte de violence la justice dans l'impossibilité de remplir ses fonctions, et qu'il est devenu nécessaire de rétablir le cours de la justice violemment interrompu ».

La Cour de Colmar, en même temps qu'elle dénonçait ces faits au garde des sceaux, lui donnait un mois « pour satisfaire à ses justes susceptibilités. » Il fallut recourir à la Cour de cassation, qui annula cet arrêt d'injonction. Les poursuites commencées contre M. About et contre l'*Opinion nationale* demeurèrent donc comme non avenues.

Le récit de M. Keller produisit une certaine émotion ; M. Baroche la calma sans trop de peine en affirmant que le député alsacien se trompait, ou du moins qu'il ne présentait pas les faits avec une exactitude rigoureuse.

Le budget enfin voté par 242 voix contre 5, le Corps législatif n'en avait pas encore fini avec les questions financières. Il adopta sans discussion quatre projets de loi qui engageaient les ressources de l'État dans des proportions assez sérieuses. Le premier de ces projets, conséquence du système inauguré en 1860 sous prétexte d'employer les 30 ou 35 millions disponibles sur l'emprunt de la guerre d'Italie, ouvrait sur l'exercice de 1861 un crédit de 45 millions pour de grands travaux d'utilité générale ; le second créait, sous le nom d'*obligations trentenaires*, un nouveau papier orné de tous les privilèges des valeurs publiques, véritable emprunt sous forme détournée dont nous empruntions le titre à l'Angleterre, à qui, selon M. Magne, nous ne pouvions que l'envier, car il manquait à notre système financier. Lorsque par suite de cette lacune « nous avons » recours au crédit, nous nous trouvons renfermés dans » l'alternative de la dette flottante ou de l'emprunt. » N'avons-nous pas bien fait dès lors de créer les obligations trentenaires, qui n'ont ni l'inconvénient des rentes » consolidées, ni l'inconvénient des bons du Trésor ? »

L'émission des obligations trentenaires, destinées à faire face aux dépenses de l'État pour la construction des chemins de fer, n'était, quoi qu'en pût dire M. Magne, qu'un expédient malheureux.

Les compagnies se procurent l'argent dont elles ont besoin en émettant des obligations que l'État garantit, et qui sont recherchées avec un empressement qui s'était manifesté lors de la dernière émission de ces titres par

l'intermédiaire de la Banque de France. Le public avait offert six fois plus d'argent qu'on n'en demandait.

L'État, qui, lui aussi, avait besoin d'argent, pour payer sa part contributive dans l'achèvement des chemins de fer, au lieu de recourir à la voie de l'emprunt en rentes, émettait des obligations remboursables en vingt-huit annuités : il faisait non-seulement concurrence aux compagnies de chemins de fer, mais encore à lui-même en mettant obstacle à l'élévation de la rente française qui, comparativement à la rente anglaise, était dans un état d'infériorité regrettable. Les obligations trentenaires équivalaient à du 5 pour 100 à 60 fr. 5 c., c'est-à-dire à du 5 pour 100 au pair. Comment la rente aurait-elle pu s'élever ? L'émission des obligations trentenaires constituait un emprunt de la pire espèce, puisque les fonds nécessaires à son remboursement devaient être pris sur les ressources budgétaires. L'État, lorsqu'il fait une émission de rentes pour subvenir à des besoins extraordinaires, comme ceux de la guerre de Crimée ou de la guerre d'Italie, demande de l'argent à des prêteurs qui savent qu'il ne leur remboursera jamais les sommes prêtées, mais qu'il leur en payera perpétuellement l'intérêt. Il n'en était plus de même ici ; l'État demandait de l'argent en échange de ses obligations ; mais au jour de l'échéance, c'est tout le monde qui devait faire les fonds du remboursement.

La France désormais compterait donc trois dettes : la dette consolidée, la dette flottante et la dette des obligations.

Le troisième projet de loi autorisait le gouvernement à consacrer le prix de la vente de certains terrains domaniaux aux frais de construction d'une salle d'Opéra. M. Gouin attaqua cette dépense engagée avant le consentement du Corps législatif. M. Devinck, sans nier l'irrégularité de la

forme, plaida la nécessité et l'urgence ; le quatrième projet ouvrait un crédit de *quatre millions huit cent mille francs* pour l'acquisition du musée Campana. Il fut voté et sans discussion.

Le Corps législatif, avant d'entamer les débats de l'adresse, avait adopté une loi ayant pour objet, à ce que prétendait le gouvernement, de faciliter aux journaux la reproduction des débats législatifs ; il abrogea ensuite le paragraphe du décret de 1852 qui déclarait supprimé de plein droit un journal condamné pour contravention ou pour délit. Plusieurs feuilles avaient succombé de 1852 à 1861 sous cette prescription d'une rigueur aveugle. La *Gironde* allait périr pour un oubli de signature et pour une condamnation à 50 francs, lorsqu'un décret d'amnistie la sauva. Les *Cinq* ne pouvaient pas attaquer un projet qui abolissait partiellement l'article 33 du décret de 1852, mais ils en profitèrent pour appeler l'attention sur la situation de la presse. M. Jules Favre prouva dans un discours très-étendu que la censure vaut mieux que le régime des avertissements sous lequel « il n'existe en France qu'un seul journaliste, le gouvernement ».

Le rapporteur de la commission chargée d'examiner le projet d'abrogation s'étant permis d'avancer que le décret du 24 novembre n'était qu'un premier pas fait dans la voie du libéralisme, s'attira cette verte réplique de M. Billault : « Le décret de novembre a dit son dernier mot ; il ne produira aucune conséquence ultérieure, il a fait à la France toutes les concessions dont elle est digne : elle ne doit plus rien réclamer. »

Quelques députés élevèrent des plaintes contre une modification opérée par ordre du président du Corps législatif dans le compte rendu analytique et sténographique de

ses séances. Aucune distinction n'avait existé jusqu'alors entre les orateurs qui lisent leurs discours et les autres. La parole est à M. X... qui *lit* le discours suivant. — Cette formule désormais officielle blessa d'innocents amours-propres, sans rendre plus rapides les débats du Corps législatif. M. de Morny, qui pourtant n'improvisait jamais, était un grand ennemi de l'éloquence écrite, quoiqu'elle ait de tout temps joué un fort grand rôle dans l'histoire parlementaire.

Le Corps législatif termina ses séances le 27 juin après avoir été, comme l'année précédente, prorogé par trois décrets successifs, grâce à son règlement qui imposait aux députés des loisirs infinis, et les obligeait ensuite à voter au pas de course les lois les plus importantes. La discussion de l'adresse avait excité dans le public la curiosité plutôt qu'un véritable intérêt politique, car le décret du 24 novembre en appelant les assemblées à discuter les affaires publiques, à condition que la discussion n'aurait aucune sanction, enlevait toute importance réelle aux débats du Corps législatif.

CHAPITRE V

1861

L'EMPIRE ET LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

SOMMAIRE. — Maladie du roi de Prusse. — Son frère, héritier présomptif de la couronne, prend la régence. — Entrevue de Napoléon III et du régent de Prusse à Baden. — M. de Bismarck est nommé ambassadeur de Prusse à Saint-Petersbourg. — Avènement de Guillaume I^{er} au trône de Prusse. — La réforme de l'armée. — Réveil de l'esprit unitaire. — La politique du nouveau règne. — Attentat de Böcker. — Influence de cet attentat sur le roi. — Guillaume I^{er} à Compiègne. — Couronnement du roi de Prusse. — État de l'opinion publique en Allemagne. — Le principe des nationalités. — La question des duchés. — Effet de la révolution de Février sur l'Allemagne. — La campagne des corps-francs. — Conférence de Londres. — La question des duchés s'assoupit. — Le prince-régent de Prusse la réveille en 1859. — Menace d'exécution fédérale. — Le Danemark compte sur la France et sur l'Angleterre. — La Russie et Napoléon III. — La Pologne et les puissances. — Le *Poète anonyme*. — Premières émeutes à Varsovie. — Dissolution de la Société agricole. — Mort du prince Adam Czartoriski. — Italie. — Mort de Cavour. — L'Italie reconnue par Napoléon III. — M. Ricasoli succède à M. de Cavour. — États-Unis. — La question de l'esclavage aux États-Unis. — Élection d'Abraham Lincoln. — La guerre de sécession. — Fin de l'expédition de Syrie. — Ses résultats.

Les symptômes de la maladie mentale qui s'étaient manifestés chez le roi de Prusse Frédéric-Guillaume IV, dans le courant du mois d'octobre 1857, avaient obligé son frère Frédéric-Guillaume-Louis, héritier présomptif de la couronne, à prendre la direction des affaires, et, un an plus tard, le titre de régent du royaume. Son premier acte fut le remplacement du ministère Manteuffel, qui pesait depuis dix ans sur la Prusse, par un ministère plus libéral présidé par le prince Charles-Autoine de Hohenzollern. La politique prussienne à l'extérieur loin de subir aucun changement tendit au contraire à rapprocher de plus en plus la Prusse de l'Autriche. L'attitude menaçante que le

prince-régent fit prendre à l'Allemagne au moment de la guerre d'Italie contribua puissamment à décider Napoléon III à signer les préliminaires de Villafranca ; le régent de Prusse avait même essayé, dans l'entrevue qu'il eut à Varsovie avec l'empereur d'Autriche et l'empereur de Russie, d'établir entre les trois puissances une entente contre le nouvel ordre de choses qui se fondait en Italie, mais la Russie était entrée dans la phase du recueillement ; l'Autriche se voyait obligée d'en faire autant, et la triple alliance ne put se former. La froideur, pour ne pas dire l'hostilité de la Prusse, préoccupait Napoléon III. La Prusse était la puissance avec laquelle il lui semblait qu'il pouvait le mieux s'entendre pour opérer sur la carte de l'Europe les changements dont le rêve ne cessait de hanter son cerveau nuageux. Il songeait donc aux moyens de la rattacher étroitement à ses vues. Le régent de Prusse se trouvait justement à Baden dans l'été de 1860, en compagnie de la plupart des petits princes allemands, au moment où Napoléon III assistait aux manœuvres du camp de Châlons. L'Empereur, prétextant que le séjour du futur roi de Prusse, si près de la frontière de France, lui imposait l'obligation de lui offrir ses félicitations, se rendit à Baden où M. de Bismarck, ambassadeur à Saint Pétersbourg, soit hasard, soit préméditation, était venu passer son temps de congé. Le prince de Hohenzollern en prenant la direction des affaires avait cru devoir se priver des services de quelques fonctionnaires dont les opinions trop absolutistes pouvaient nuire au vernis de libéralisme qu'il voulait se donner. M. de Bismarck, représentant de la Prusse près de la Diète germanique, se trouvait au nombre de ces fonctionnaires sacrifiés, mais sa disgrâce n'avait pas été de longue durée. Il apprit en mars 1859 sa nomination au poste d'ambassadeur à Saint-



Pétersbourg de la bouche même du prince-régent, qui eut la gracieuseté d'ajouter que ce poste était le premier de tous dans la diplomatie prussienne. Un grand changement s'était opéré dans les sentiments de l'ancien membre du Parlement de Francfort relativement à l'Autriche ; il en a lui-même quelques années plus tard fait la confidence :
« Il y a seize ans, je vivais en gentilhomme campagnard,
» lorsque la volonté souveraine me désigna comme envoyé à
» la Diète de Francfort. J'avais été élevé dans le culte de la
» politique autrichienne. Il ne me fallut pas beaucoup de
» temps pour perdre mes illusions de jeunesse à l'endroit de
» l'Autriche et pour devenir son adversaire déclaré. L'abais-
» sement de mon pays, l'Allemagne sacrifiée à des intérêts
» étrangers, une politique cauteleuse et perfide, tout cela
» n'était pas fait pour me plaire. J'ignorais que l'avenir dût
» m'appeler à jouer un rôle, mais je conçus, dès cette époque,
» l'idée dont je poursuis la réalisation aujourd'hui, celle de
» soustraire l'Allemagne à la pression autrichienne, du
» moins cette partie de l'Allemagne unie par son esprit, sa
» religion, ses mœurs et ses intérêts, aux destinées de la
» Prusse, l'Allemagne du Nord (1). »

La présence de M. de Bismarck à Baden au moment de la visite de Napoléon III au régent de Prusse donnait fort à penser aux princes allemands qui n'ignoraient ni le langage tenu par lui contre la Diète, alors qu'il représentait la Prusse à Francfort, ni le conseil donné à son maître d'en finir avec cette vieille institution, ni le mirage de la couronne d'Allemagne qu'il faisait luire à ses yeux en échange d'une Savoie quelconque à trouver sur le Rhin ou ailleurs. Mais le régent de Prusse était loin encore d'avoir

(1) *L'œuvre de M. de Bismarck*, par Vilbort.

subi la même transformation que M. de Bismarck ; conservateur respectueux des institutions existantes, il s'indignait à l'idée seule qu'on pût le croire capable de vouloir les modifier, et, pour couper court aux soupçons que des entretiens particuliers avec Napoléon III auraient pu faire naître dans l'esprit des souverains allemands, il affecta de ne jamais le voir seul.

Frédéric-Guillaume IV mourut à Sans-Souci le 27 janvier 1861. La Prusse, qui sous son règne n'avait joué qu'un rôle effacé, quelquefois humiliant pour l'amour-propre national, espéra que de l'avènement de Guillaume I^{er} daterait pour elle une ère nouvelle, qu'enfin elle ne graviterait plus comme un humble satellite dans l'orbite de l'Autriche, et qu'elle marcherait d'un pas ferme dans la voie du progrès libéral.

Le passé du nouveau souverain ne justifiait pas trop cependant de semblables espérances. Le prince de Prusse Frédéric-Guillaume-Louis, frère du roi, obligé, à cause de l'impopularité que lui avaient value ses opinions rétrogrades ouvertement affichées, de se retirer en Angleterre à la suite du triomphe passager de la révolution de 1848, en était revenu sans que le spectacle de la vie d'un peuple libre eût exercé sur lui la moindre influence. La réaction en 1849 n'eut rien de plus pressé que de lui confier la tâche d'en finir avec les révolutionnaires. Les insurgés des Provinces rhénanes et du pays de Baden trouvèrent en lui un ennemi cruel pendant la lutte, et impitoyable après la victoire. Défenseur ardent et convaincu des idées absolutistes, recherchant les occasions de les avouer franchement alors qu'il était éloigné du pouvoir, c'est à peine si depuis que la maladie de son frère l'avait mis à la tête des affaires il consentait parfois à les atténuer vaguement par les for-

mules de ce libéralisme de convention dont les pouvoirs nouveaux affectent volontiers de se parer.

La proclamation adressée par Guillaume I^{er} au peuple prussien le lendemain de son avènement, ne sortait pas du cadre ordinaire des documents de ce genre. L'augmentation toujours croissante du budget de l'armée était l'objet de vives critiques de la part d'un grand nombre de députés. Guillaume I^{er}, comme s'il eût tenu à prouver sans retard que ces critiques le trouveraient toujours insensible, s'empressa, dans son discours d'ouverture des Chambres, de déclarer que le principal devoir de la Prusse consistant à sauvegarder l'intégrité du territoire allemand, ce devoir exigeait une armée fortement organisée. L'armée prussienne se divise en trois catégories : Troupes de ligne ou armée permanente, landwehr et landsturm. Le service est obligatoire, le remplacement interdit. L'effectif de l'armée permanente était encore fixé de 120 à 130 000 hommes, chiffre qui, en 1815, où il fut établi, correspondait au total de la population qui ne dépassait pas dix millions d'habitants. La Prusse, au bout de cinquante ans, ayant atteint le chiffre de dix-sept millions, et comptant plus de conscrits que n'en comportaient les cadres, se trouvait dans la nécessité d'augmenter l'effectif de l'armée régulière ou de diminuer le temps de service. La routine protégeait le *statu quo*, la faveur le transformait en abus contre lesquels les palliatifs restaient impuissants. Une réforme était devenue nécessaire dans la constitution même de l'armée. Elle consistait à prolonger le service dans la ligne, à l'abrégé dans la landwehr, à fournir à celle-ci des cadres permanents et à élever la levée annuelle jusqu'à 60 ou 80 000 hommes, ce qui nécessitait une augmentation de subsides à demander aux Chambres.

La réforme de l'armée, pensée dominante du roi, semblait s'imposer à lui par des nécessités politiques qu'il n'avouait pas ouvertement, mais qui se faisaient jour dans tous ses discours, surtout dans ceux où il s'adressait à des militaires : « J'ai été appelé au trône, dit-il dans sa harangue aux généraux présents à Berlin le lendemain de l'ouverture des Chambres, à une époque pleine de dangers et avec la perspective de combats dans lesquels j'aurai besoin de tout votre dévouement. » Le langage mystérieux et belliqueux du roi, ses allusions fréquentes à l'intégrité du territoire germanique, exaltaient les imaginations de tous les Allemands, et réveillaient les espérances du parti unitaire dont les regards, par une sorte d'attrait magnétique, se portèrent de nouveau sur ces rives de l'Eyder que l'Allemagne n'avait pas pu franchir en 1848, et qu'elle n'avait pas cessé de convoiter depuis cette époque. L'assemblée du *Nationalverein*, tenue le 25 janvier à Berlin, vota par acclamation l'unité de l'armée allemande sous le commandement de la Prusse et l'occupation du Sleswig par les troupes fédérales.

La discussion de l'adresse de la Chambre des députés donna lieu également à des manifestations unitaires qui n'avaient pas l'air de déplaire au gouvernement, ardent lui-même à saisir toutes les occasions de témoigner de son patriotisme allemand. Le parti libéral présentait un amendement dans lequel, après avoir félicité le roi de sa résolution de maintenir l'intégrité du territoire allemand, il l'engageait à ne point considérer la consolidation du royaume d'Italie comme opposée à l'intérêt de la Prusse ni l'Allemagne. M. de Schleinitz, ministre des affaires étrangères, répondit vertement à M. de Wincke chargé de soutenir cet amendement, que la possession de la Vénétie par l'Autriche était indispensable au point de vue stratégique, non-

seulement à la sûreté de cette puissance, mais encore à celle de l'Allemagne.

L'opinion publique, sensible aux efforts du roi pour relever le sentiment national, s'alarmait de son penchant à maintenir et à ressusciter les traditions féodales. Guillaume I^{er}, non content de rétablir la vieille cérémonie du couronnement, étala dans le manifeste qui annonçait sa célébration, un absolutisme dogmatique et un mysticisme légitimiste vraiment singuliers dans la bouche du petit neveu de Frédéric II et du représentant d'une des plus jeunes monarchies de l'Europe. Ces tendances rétrogrades, les lenteurs et les incertitudes de la politique royale sur le point qui touchait le plus la nation, c'est-à-dire sur la fondation de l'unité allemande, avaient fait naître dans les esprits un malaise, un trouble, une irritation, qui n'étaient point sans danger, comme on ne tarda pas à s'en apercevoir. Le roi de Prusse, suivi à quelque distance par son aide de camp, faisait le 14 juillet, entre huit et neuf heures du matin sa promenade habituelle dans l'allée de Lichtenthal à Baden, quand un jeune homme passa près de lui en le saluant respectueusement. Un coup de feu retentit presque en même temps. L'aide de camp accourt et saisit le jeune homme qui, après avoir tiré, restait immobile à une distance de quatre ou cinq pas. Le collet de la redingote du roi était traversé par une balle qui, après avoir frôlé la cravate, avait occasionné une légère contusion au cou de Sa Majesté. L'auteur de l'attentat se fit aussitôt connaître pour un étudiant de Leipzig nommé Oscar Boecker.

Boecker avait remis à l'aide de camp un portefeuille en ajoutant qu'il y trouverait une déclaration expliquant les motifs de son crime. Elle était ainsi conçue : « J'ai résolu » l'action que je vais commettre, parce que je suis d'avis que

» Sa Majesté le roi de Prusse, malgré de nombreux et louables
» efforts, n'est pas capable de vaincre les obstacles qui s'op-
» posent à l'accomplissement de la mission qu'en sa qualité
» de roi de Prusse il doit remplir pour l'unification de l'Al-
» lemagne. Je le sais, beaucoup méconnaîtront mon action,
» d'autres la réprouveront et même la trouveront ridicule ;
» je connais les suites qu'elle aura pour ma personne, mais
» je reste dans l'espoir qu'elle aura une heureuse influence
» pour l'avenir de l'Allemagne. Puissent enfin les Allemands
» sortir de leurs inutiles discussions et passer à l'action. »

Cette tentative d'assassinat produisit sur le roi de Prusse, une impression aussi forte que celle que la tentative d'Orsini avait produite sur l'empereur des Français. La reine Augusta exerçait sur l'esprit de son mari une influence qui en augmentait encore l'incertitude naturelle. Depuis cet événement, elle cessa d'être consultée par lui sur les affaires, et M. de Bismarck put s'apercevoir que le germe des résolutions qu'il avait déposé dans la tête de son maître commençait à fermenter.

Napoléon III, à la première nouvelle de l'attentat de Boecker, s'empressa d'envoyer à Berlin son aide de camp, le prince de la Moskowa, pour féliciter le roi de Prusse d'avoir échappé au danger. Guillaume I^{er} se trouva d'autant plus engagé à rendre à Napoléon III la visite qu'il en avait reçue l'année précédente à Baden. L'entrevue des deux souverains, fixée d'abord dans les premiers jours de septembre au camp de Châlons, n'eut lieu que le 6 octobre à Compiègne.

Le récit des fêtes et des chasses dont la résidence impériale devint le théâtre amusa le public, sans tromper les hommes politiques. La conversation entre deux souverains, l'un à peine monté sur un trône où tant de raisons

le sollicitaient de prendre une attitude nouvelle, l'autre toujours en quête de combinaisons pour se maintenir sur le sien, ne pouvait se passer en lieux communs de vénérie. Ne suffisait-il pas d'ailleurs de se rappeler avec quel sang-gêne M. de Bismarck parlait à Francfort de réorganiser l'Allemagne aux dépens de la maison de Habsbourg, pour être autorisé à supposer que le roi de Prusse venait chercher un allié en France contre l'Autriche. Les journaux anglais s'alarmaient déjà pour la vieille alliée de leur pays. Le *Times* en vint jusqu'à comparer les avantages que la Prusse avait tirés de son alliance avec l'Angleterre à ceux qu'elle pouvait attendre de son alliance avec la France. Aucune rivalité n'existait entre la Prusse et l'Angleterre; en était-il de même entre la Prusse et la France? Si la Prusse, craignant d'être attaquée, continuait le *Times*, a besoin d'un appui, Napoléon III lui fera payer le sien de l'abandon des Provinces rhénanes, comme il a déjà fait payer son concours à son allié sarde de l'abandon du versant occidental des Alpes. Si la Prusse s'alliait avec la France, il ne resterait plus aux petits princes allemands qu'à se jeter dans les bras de l'Autriche. Le *Daily News* insistant sur cette éventualité faisait en outre remarquer qu'en gardant ses anciennes alliances, la Prusse était sûre de se trouver bientôt à la tête de l'Allemagne du Nord, tandis que l'Autriche serait obligée de descendre vers le Danube.

Le langage de la presse allemande aurait dû rassurer les journaux anglais. Les feuilles absolutistes de l'autre côté du Rhin repoussaient toute alliance avec un gouvernement comme celui de Napoléon III, issu du suffrage universel; les journaux démocratiques, toujours un peu gallophobes, regardaient presque comme une humiliation la visite de

Guillaume I^{er} à Napoléon III. Le roi de Prusse seul au milieu de cette cour impériale jouait, à leurs yeux, le rôle d'un marchand venu là pour trafiquer des destinées de l'Allemagne. Guillaume I^{er}, désireux de ne pas compromettre sa popularité et pressé par l'approche de son couronnement, hâta son retour dans ses États.

La cérémonie du couronnement, instituée par l'électeur de Brandebourg Frédéric III monté le premier sur le trône de Prusse, n'avait plus été célébrée depuis 1701. Guillaume I^{er}, non content de la renouveler comme un jubilé centenaire, voulait qu'elle fût précédée de la prestation de foi et hommage à sa personne. Les représentations des ministres l'amènèrent, non sans peine, à renoncer à cette réminiscence trop féodale, mais on ne put pas l'empêcher, deux jours avant le couronnement qui devait avoir lieu le 18 octobre à Kœnigsberg, de réunir les généraux et les colonels de son armée pour leur rappeler qu'il tenait la couronne des mains de Dieu et qu'il comptait sur la fidélité de son armée pour la défendre contre ses ennemis, « de quelque côté qu'ils puissent venir. » Le lendemain, du haut du grand escalier de l'hôtel de ville de Kœnigsberg, il répondit aux discours des présidents des deux Chambres et des représentants des états provinciaux : « Par la grâce de » Dieu, les rois de Prusse portent depuis cent soixante- » dix ans la couronne. Je suis le premier qui soit monté » sur le trône depuis qu'il a été entouré d'institutions con- » formes à l'esprit du temps, mais la couronne vient de » Dieu. L'union doit subsister entre le roi et le peuple. Pla- » cés sur la voie du droit juré, nous pouvons résister aux » dangers d'un temps agité. »

L'affirmation affectée du droit divin, la préoccupation visible chez le roi de se réserver, en ce qui concerne

les affaires publiques, un pouvoir distinct du pouvoir des Chambres, menaçaient de porter le trouble dans les relations entre le gouvernement et la représentation nationale ; mais le dissentiment, on le sentait bien, ne pouvait prendre un caractère alarmant que dans le cas où la politique extérieure du roi froisserait le sentiment de la nation possédée par une idée fixe, l'unité de l'Allemagne, et prête à tout pardonner à celui qui la réaliserait. Le gouvernement prussien comprenant cette disposition des esprits, et voulant profiter de ses avantages, fournit à l'opinion publique une nouvelle cause d'excitation et d'espérance par l'importance qu'il fit prendre à la question des duchés danois.

L'histoire en constatant la tendance de certaines nations à se constituer par agglomération d'individus de même langage et de même origine, démontre aussi qu'une tendance contraire a souvent présidé à la formation des peuples, et que le principe des nationalités est une affaire de sentiment pour le moins autant qu'une question de sang et de race, Napoléon III manifestait pourtant la prétention de fonder un droit européen nouveau, sur ce principe obscur, compliqué, fertile en conséquences dangereuses et contradictoires, pouvant être invoqué au nom de la liberté et du despotisme. La conduite de l'Allemagne à l'égard du Danemark depuis quarante ans ne prouvait-elle pas en effet quel parti un gouvernement puissant peut tirer du principe des nationalités contre un gouvernement plus faible que lui ?

Le prétexte employé par la Prusse pour s'immiscer dans les affaires du Danemarck, c'était la conformité d'origine avec les Allemands de quelques milliers d'individus soumis à la domination du roi de Danemark et habitant le Sleswig ; ce duché, objet des convoitises de la Prusse, se compose du duché qui ne fit jamais partie

de l'empire d'Allemagne et du margraviat qui en fut séparé dès l'année 1026. Le Sleswig isolé des États formant la monarchie danoise proprement dite, n'ayant d'autres rapports avec elle que ceux d'un fief héréditaire de la maison royale, servit d'apanage à ses cadets.

Les comtes de Holstein reçurent en 1375 l'investiture du duché, des mains de la reine Marguerite de Danemark, par suite du manque d'héritiers mâles dans la lignée de Sleswig. Le Holstein et le Sleswig vécurent ainsi sous le sceptre des mêmes princes jusqu'au jour où le duc de Sleswig-Holstein Adolphe VIII étant mort sans postérité en 1454, les États de Sleswig-Holstein se placèrent sous la suzeraineté de Christian I^{er}, roi de Danemark, qui reconnut par lettre patente l'autonomie du Sleswig-Holstein, et qui confirma l'union des deux pays fondée sur une constitution et sur une diète communes. Le Sleswig cependant restait un duché souverain, tandis que le Holstein faisait partie de l'empire germanique.

Le duché de Lauenbourg, autre possession du Danemark, moitié autonome, moitié dépendant du Holstein par le contingent militaire, se rattachait par ce lien à la Confédération germanique. La monarchie danoise était donc formée du royaume de Danemark proprement dit, du duché de Sleswig indépendant en droit et uni en fait au Holstein, du duché de Holstein rattaché par des liens de suzeraineté au Danemark et par des liens politiques à la Confédération germanique, et enfin du Lauenbourg dont les rapports avec le royaume de Danemark, le Holstein et la Confédération germanique, viennent d'être expliqués. Le roi de Danemark était membre de cette assemblée comme suzerain des duchés de Holstein et de Lauenbourg.



Les enchevêtrements politiques et administratifs de cette organisation offraient de trop grands inconvénients pour que le Danemark n'essayât pas de s'y soustraire ; ses efforts constants tendirent à séparer le Sleswig du Holstein afin de pouvoir se l'incorporer plus tard. L'Allemagne sentit le danger. Avant de lancer ses soldats, elle mit en avant ses savants. Ils n'eurent pas de peine à extraire des vieux parchemins une théorie historique démontrant l'existence d'une solidarité (*nexus socialis*) entre les institutions du Holstein et du Sleswig qui ne pouvait être rompue sans briser la constitution du pays. C'était la pierre d'attente sur laquelle l'Allemagne devait élever plus tard ses prétentions.

Les guerres de l'Empire ajournèrent la lutte entre l'élément allemand et l'élément danois ; elle devint très-vive à dater de 1816, et quatre ans après la révolution de juillet, elle présageait un prochain conflit. Frédéric VI crut le prévenir par la constitution de 1834, mais la théorie du *nexus socialis* entre les deux duchés, très-répandue dans le Holstein, avait fait de grands progrès dans le Sleswig. Un parti du Sleswig-Holsteinisme se forma et trouva des appuis secrets jusque sur les marches du trône dans le duc Christian Auguste d'Augustenbourg, beau-frère du roi régnant Frédéric VI et dans le prince de Roër, frère du duc Christian. Ces deux princes, comblés de marques de faveur et de confiance de leur souverain, se firent les agents de la propagande germanique sous son règne et sous celui de son successeur Christian VIII qui monta sur le trône en 1839.

L'année 1840 est la première étape de l'Allemagne vers l'unité. C'est alors que, se croyant à la veille d'être attaquée par la France, elle entonna la chanson de Becker, *le Rhin allemand*. L'orage de 1840 s'apaisa ; l'Allemagne cessa ses chants belliqueux, mais les rêves de conquêtes qui

se mêlent souvent aux pensées de défense ne s'effacèrent pas de son esprit; sentant sa faiblesse du côté de la mer, elle ne perdit plus des yeux les ports du Holstein et du Sleswig qui l'attiraient comme un lointain mirage.

Christian VIII avait adopté, à l'égard du Sleswig-Holsteinisme, la politique de ménagement de son prédécesseur. Ce parti, enhardi par cette modération, poussait à une révolution. Le danger réveilla le roi de Danemark qui, par sa lettre patente du 8 juillet 1846, maintint ses droits incontestables sur le Sleswig, et tenta d'unir toutes les parties de la monarchie danoise par une constitution unique. L'Allemagne tout entière, Chambres, universités, réunions publiques, retentit de protestations violentes. La diète, dans une résolution du 17 septembre 1846, prise avec éclat, réserva « les droits de tous et de chacun, spécialement de la Confédération germanique et des agnats ». Lorsque la révolution de février éclata deux ans après, un changement de règne vint encore compliquer les difficultés de la situation : le Holstein s'insurgea, sous prétexte de tirer le nouveau roi Frédéric VII des mains des Danois qui, disaient les révoltés, le tenaient prisonnier. Les princes d'Augustenbourg levèrent le masque; un gouvernement provisoire s'installa sous leur direction à Rendsbourg, et les volontaires allemands, formés en corps-francs, pénétrèrent dans le Sleswig pour délivrer leurs compatriotes, victimes, assuraient-ils, de l'oppression danoise. Ils ne tinrent pas devant l'armée de Frédéric VII. La Prusse se hâta de venir à leur secours et, sans même attendre l'appel de la Diète, elle s'empressa de donner au feld-maréchal Wrangel l'ordre d'occuper les duchés.

Le parlement de Francfort siégeait à cette époque, mais si les unitaires favorisaient le mouvement révolution-

naire qui poussait les volontaires sur le Danemark, les représentants de l'ancien ordre de choses en Allemagne étaient loin de s'y associer. Un député de la Marche de Brandebourg, M. de Bismarck, allait jusqu'à qualifier la guerre, dans les duchés, d'expédition inique, entreprise au profit de la révolution contre un souverain légitime auquel on cherchait querelle sans motif. La guerre, malgré ces plaintes, n'en aurait pas moins continué contre le Danemark si les puissances ne s'étaient empressées d'arrêter la Prusse. La Russie, peu disposée alors à seconder l'Allemagne dans ses tentatives unitaires, provoqua une entente entre elle et les cabinets de Paris et de Londres. Les trois puissances se réunirent à Londres, signèrent dans cette ville, le 4 juillet 1850, un protocole qui établissait en principe pour l'avenir, « l'intégrité de la monarchie danoise », et qui réglait l'ordre éventuel de succession. Le prince Christian de Glucksbourg fut reconnu comme héritier légitime de tous les États du Danemark. Le czar renonça en sa faveur à tous ses droits comme représentant la branche aînée des Holstein-Gottorp; les autres branches agnatiques ou cognatiques (le landgrave de Hesse, le prince Frédéric de Hesse, la princesse Marie d'Anhalt) suivirent son exemple. Le duc Christian-Auguste d'Augustenbourg, qui avait également des titres à faire valoir, vivait retiré et besogneux à Francfort. M. de Bismarck, alors représentant de la Prusse à la Diète, se chargea d'obtenir sa renonciation en échange d'une somme convenable.

Le traité de 1850 ne mettait pas un terme aux difficultés de la situation. La position du roi de Danemark, en face de la Diète germanique comme suzerain du Holstein, et en face du Sleswig à la fois autonome et partie intégrante de la monarchie danoise, était la source d'embar-

ras incessants. Le traité de 1850 aurait dû séparer le Holstein du Danemark sous un prince allemand et rendre au Danemark la liberté de ses mouvements en lui permettant de rompre ses liens avec la Confédération germanique. Il eût été sage, du moins, à défaut de cette mesure radicale, de définir le *satu quo* de façon à constater que le roi de Danemark était souverain du duché allemand de Holstein, comme le roi de Hollande l'était également du duché de Luxembourg, et que les provinces extra-fédérales du Danemark restaient aussi étrangères à la Confédération germanique que les provinces extra-fédérales de la Néerlande.

Les Prussiens, entrés dans les duchés en 1848, les occupaient encore pendant que la diplomatie négociait cet insuffisant traité. La Prusse consentait cependant à retirer ses troupes, mais elle tenait auparavant à connaître l'organisation nouvelle que le roi de Danemark donnerait à la monarchie. Les explications entre les cabinets de Copenhague et de Berlin amenèrent des négociations qui se prolongèrent jusqu'à l'époque de la guerre d'Italie. La régence du prince de Prusse fournit bientôt aux esprits qui devenaient de jour en jour plus susceptibles sur la question des nationalités, de nouveaux éléments d'excitation. Le prince de Prusse, dans son discours d'ouverture des Chambres, le 17 janvier 1859, fit entendre quelques paroles qui réveillèrent les échos au delà de l'Eyder. Le 3 mai suivant, un membre de la chambre des députés exhortait le gouvernement prussien à prendre en mains la cause du Sleswig « indignement opprimé par le Danemark ». Le ministre des affaires étrangères répondit qu'il avait cette affaire fort à cœur, et qu'il ne laisserait échapper aucune occasion de le prouver. Les relations s'aigrirent

entre les cabinets de Berlin et de Copenhague; la Diète soutint que le duché de Holstein ne devait avoir d'autres lois que celles consenties par ses États, quoiqu'il eût avec le Danemark des institutions communes, telles que l'armée et la marine. La Confédération germanique dont le Holstein faisait partie aurait donc pu, en vertu de ce principe, se mêler indirectement du règlement des questions relatives à l'organisation des forces danoises. La Diète ne reculait pas devant cette conséquence. Les associations nationales soutenaient ses prétentions. L'Autriche, poussée par le désir de ne pas paraître, aux yeux des populations, moins ardente pour une cause si chaleureusement embrassée par la puissance qui lui disputait la suprématie en Allemagne, parla très-haut au Danemark. Ce dernier comptant sur son droit, sur l'opinion publique en Europe, sur la France qui, croyait-il, ne pouvait l'abandonner, sur l'Angleterre qui ne consentirait sans doute jamais à voir les ports du Sleswig-Holstein aux mains d'une autre puissance que le Danemark, et enfin sur la rivalité de la Prusse et de l'Autriche, attendait sans trop y croire l'exécution fédérale dont la Diète le menaçait.

Napoléon III était à la veille de se jeter dans l'aventure du Mexique; préoccupé d'assurer la prépondérance de la race latine dans le nouveau monde, il ne la croyait nullement menacée dans l'ancien par la question des duchés. L'appui de l'Angleterre et de la Russie, si elle devenait plus grave, ne lui permettait-il pas de la résoudre? Ces deux puissances n'avaient en effet aucun intérêt à s'associer aux prétentions de l'Allemagne, bien au contraire. Une alliance intime unissait d'ailleurs les deux empereurs de Paris et de Saint-Pétersbourg. Napoléon III croyait donc pouvoir librement porter ses vues du côté de l'Amérique,

lorsque l'insurrection polonaise changea brusquement la situation.

La prise de Sébastopol n'avait pas semblé d'abord devoir mettre fin à la guerre. La Pologne pouvait donc fournir un second champ de bataille aux alliés. Le gouvernement impérial, bien loin de professer en 1855, pour les traités de 1815, l'hostilité qu'il témoigna plus tard contre eux, sonda l'Angleterre sur la possibilité de rappeler au souverain de la Russie les stipulations de 1815 relatives au royaume de Pologne. L'Angleterre montra une très-grande froideur pour l'idée de rendre à la Pologne une partie de son indépendance. Napoléon III se ressouvint alors de ses projets sur l'Italie. Sentant le besoin d'un appui pour les exécuter, il hâta la paix et montra les dispositions les plus bienveillantes pour la Russie au sein du congrès. L'Angleterre voulut alors remettre la Pologne sur le tapis, mais le gouvernement impérial, soit qu'il ne vît dans la conduite de son ancienne alliée qu'une tactique, soit qu'il se considérât comme engagé avec la Russie, ferma l'oreille à son tour à ces ouvertures. Le consentement donné à l'union des principautés fut la première marque de reconnaissance d'Alexandre II à Napoléon III. L'entente entre les deux gouvernements de Paris et de Saint-Pétersbourg parut encore plus étroite au moment de l'annexion de Nice et de la Savoie au territoire français; la Russie, se séparant des autres puissances, affecta de considérer cette annexion comme « une transaction très-régulière ».

L'année 1860 fut une époque de transes et d'appréhensions pour les puissances grandes et petites. On ne parlait que de prochains remaniements de la carte de l'Europe. Ces bruits accueillis partout avec la plus grande facilité portèrent à Madrid la nouvelle que Napoléon III allait

annexer à son empire les provinces du nord de l'Espagne, jusqu'à l'Èbre. Ces bruits avaient fait naître dans l'esprit de l'empereur d'Autriche et du régent de Prusse des craintes qui leur inspirèrent le désir d'avoir à Varsovie une entrevue avec l'empereur de Russie. Napoléon III, craignant de voir se nouer une nouvelle coalition, demanda des explications à son ami le czar qui protesta contre une pareille pensée. Alexandre II ne s'était rendu, s'il fallait l'en croire, à Varsovie qu'avec la ferme intention de faire de la conciliation ; il priait seulement Napoléon III de vouloir bien, pour faciliter sa mission, lui faire connaître dans quelle mesure il croirait pouvoir seconder les efforts qu'allait tenter la Russie « pour conjurer la crise dont l'Europe était menacée ». Les puissances ne demandaient à Napoléon III qu'un seul engagement, celui de ne point secourir le Piémont s'il attaquait l'Autriche dans la Vénétie. L'Autriche et la Prusse, en échange de cet engagement, accepteraient l'annexion de la Savoie et de Nice. Napoléon III s'empressa de prendre cet engagement ; Alexandre II, de son côté, reconnut le royaume d'Italie et décida la Prusse à suivre son exemple. L'empereur de Russie et l'empereur des Français étroitement unis semblaient devoir désormais marcher à la tête de l'Europe, lorsque le grand obstacle qui s'était toujours opposé à la formation d'une alliance véritable entre la France et la Russie, la Pologne, surgit de nouveau.

La Pologne, depuis 1831, travaillait à se reconstituer par l'effort incessant d'un travail intérieur. L'émancipation des paysans et leur avènement à la propriété étaient nécessaires pour intéresser la masse de la nation à l'œuvre de la résurrection nationale. Le parti aristocratique et le parti démocratique dirigeaient de ce côté les ressorts d'une pro-

pagande, différente dans les moyens, semblable dans les résultats. L'Autriche, comprenant le danger, suscita la guerre sociale et les massacres de Galicie. Le travail de vingt années fut perdu. La révolution de Février qui semblait devoir être si favorable à la Pologne lui enleva la sympathie d'une grande partie de la bourgeoisie française, indignée de voir le drapeau polonais flotter à côté de celui des agitateurs du 15 mai 1848.

La nationalité polonaise, abandonnée par l'opinion au moment même du réveil de toutes les nationalités, trouva cependant en elle-même assez de force pour survivre à l'indifférence et à l'oubli et pour chercher les éléments d'une reconstitution. Manin à Venise en quittant le terrain politique pour transporter la lutte sur le terrain des affaires et de l'administration avait donné un exemple suivi à Varsovie par le comte André Zamoyski, ministre de l'intérieur pendant la révolution de 1831. Le comte Zamoyski, resté en Pologne après la défaite de l'insurrection, s'était adonné à l'industrie et à l'agriculture; créateur de la compagnie de navigation de la Vistule, du Crédit foncier, des haras, du journal *les Annales d'agriculture*, fondateur de la Société agricole, qui joua un rôle si important au début de l'insurrection de 1861, il se servit de ces entreprises en guise d'armes de guerre contre la Russie; mais le patriotisme a besoin d'être excité par une force autre que celle des intérêts matériels, il la trouva dans un recueil de poésie. Le fils d'un général polonais qui s'était séparé de la cause nationale en 1831, Sigismond Krasinski, le *poète anonyme*, promenait son désespoir dans un exil volontaire, cachant son nom à ceux dont ses vers consolaient l'infortune et ranimaient l'espoir. Les intérêts matériels et la poésie s'unissaient donc pour rendre ses forces à la Pologne, lorsque Alexandre II



signala son avènement au trône par une amnistie qui rouvrit les portes de la patrie à un grand nombre d'exilés qui revenaient de France, d'Allemagne, d'Angleterre, de Sibérie et du Caucase, les uns enflammés des passions et des idées de l'Europe, les autres calmés par la solitude et par la souffrance. La Pologne, sous l'empire de ces diverses influences, vivait ainsi dans l'attente d'une explosion dont l'heure seule était inconnue. La froide réception faite aux souverains réunis à Varsovie, le service commémoratif pour les morts de la bataille de Grochow, où l'armée polonaise luttait pendant trois jours contre les Russes en 1831, furent le prélude d'une suite de manifestations qui devaient se terminer par une explosion plus ou moins éloignée, mais certaine.

Le service pour les morts de Grochow eut lieu le 25 février. Le peuple, réuni dans les églises et sur la place de la Vieille-Ville à Varsovie, entonna des cantiques en l'honneur des héros tombés dans cette journée. La police essaya de faire évacuer la place; les chanteurs repoussèrent les soldats. Des blessés nombreux et quelques morts restèrent sur le carreau. L'enterrement des victimes du 25 devint l'occasion d'un nouveau conflit. La Société agricole s'était entremise pour rétablir l'ordre; elle délibérait sur les moyens d'y parvenir au moment où le convoi passa devant le lieu de ses réunions. Les membres de la Société interrompent leur séance et sortent pour le saluer. Une décharge de mousqueterie les accueille; six d'entre eux tombent mortellement frappés. Le peuple enlève les cadavres et les présente à la porte du consulat de France en criant : Justice !

Les principaux citoyens de Varsovie, en tête desquels figuraient l'archevêque et presque tous les fonctionnaires, se rendirent le lendemain chez le prince Gortschakoff et

lui remirent une adresse à l'empereur, dans laquelle, après avoir exposé les douloureux événements des jours précédents, ils ajoutaient : « Notre nation, qui pendant des » siècles a été régie par des institutions libérales, endure » depuis plus de soixante ans les plus cruelles souffrances ; » privée de tout organe légal pour faire parvenir au trône » les doléances et l'expression de ses besoins, elle est forcé- » ment réduite à ne faire entendre sa voix que par le cri des » martyrs que chaque jour elle offre en holocauste. Au fond » de l'âme de chaque Polonais brûle un sentiment indestruc- » tible de nationalité ; ce sentiment résiste au temps et à » toutes les épreuves ; le malheur, loin de l'affaiblir, ne fait » que le fortifier ; tout ce qui le blesse ou le menace bou- » leverse et inquiète les esprits. »

La réponse de l'empereur ne se fit pas attendre. Il chargea le prince Gortschakoff de préparer une nouvelle organisation du royaume sur les dispositions suivantes : Conseil d'État, mi-parti de fonctionnaires et de membres libres ; conseils municipaux électifs dans toutes les villes du royaume ; conseil d'éducation chargé de la réorganisation complète de l'instruction publique. Le prince Gortschakoff devait en outre s'entourer de personnes recommandables par leur caractère et par leurs lumières, afin de se concerter avec elles sur les autres réformes nécessaires dans l'administration du pays.

La Société agricole qui possédait la confiance du peuple n'en fut pas moins dissoute, malgré ces belles promesses. Cette nouvelle à peine connue, de nombreux rassemblements se forment devant le palais du prince Gortschakoff. La foule, sommée de se disperser, refuse d'obéir ; la cavalerie charge, l'infanterie tire, des centaines de victimes tombent, et la ville est occupée militairement. Tout signe

de deuil est interdit par un arrêté du prince Gortschakoff, qui remercie, au nom de l'empereur, le général Chrulew et ses troupes d'avoir rétabli l'ordre à Varsovie.

L'opinion publique s'émut tout de suite en France de ces rigueurs, mais le gouvernement impérial se hâta de publier dans le *Moniteur* une note peu encourageante pour la Pologne et pour ses amis. Les Polonais se réunirent cependant le 3 à Paris pour célébrer l'anniversaire de la proclamation de la constitution de 1791. Le prince Czartoriski prononça un discours sur les derniers événements de Varsovie et sur l'avenir de la Pologne. Ce fut son dernier acte politique ; il mourut dix jours après.

Le prince Adam Czartoriski était né deux ans avant le partage de la Pologne. Amené dès l'enfance à Saint-Pétersbourg pour servir d'otage à l'impératrice Catherine II, il fut élevé avec le grand-duc Alexandre. La faveur du prince fit naître en lui le rêve qu'il devait poursuivre toute sa vie, la reconstitution de la nationalité polonaise par les mains de ceux-là mêmes qui l'avaient détruite.

Le prince Adam Czartoriski appelé aux affaires par l'insurrection de Varsovie en 1830, investi même un moment de l'autorité suprême, se berçait encore de l'espoir d'une transaction et d'un retour aux stipulations des traités de 1815. Un mouvement populaire l'avait porté au pouvoir, un mouvement populaire l'en fit descendre. L'ancien ministre d'Alexandre, l'ancien sénateur voïvode du royaume de Pologne, âgé de soixante et un ans, prit le fusil et combattit comme simple soldat sous les ordres du général Ramorino ; obligé de s'enfuir après la chute de Varsovie il devint dans l'exil le représentant naturel de la Pologne dans les hautes régions de la diplomatie européenne, et le doyen de l'émigration ; ce fut une perte pour elle.

Le prince Gortschakoff ne tarda pas à suivre le prince Czartoriski dans la tombe. Le gouverneur général Suchozanet, son successeur, crut donner satisfaction aux plaintes de la Pologne en installant le nouveau Conseil d'État, mais l'agitation ne fit que s'accroître, et le 4 octobre le royaume fut mis en état de siège. Le lendemain même, un service funèbre pour l'anniversaire de la mort de Kosciusko devait avoir lieu dans toutes les églises de Varsovie. Les patriotes s'y étaient donné rendez-vous. Les troupes russes après avoir envahi la cathédrale les arrêterent jusqu'au pied des autels. L'archevêque Bialobrzieski ordonna la fermeture des églises profanées. Le général Luders le fit arrêter à son tour et conduire, quoique malade, à la citadelle.

Les sentiments que les événements de Varsovie éveillaient chez les puissances, étaient de nature diverse : L'Angleterre, mécontente de l'intimité qui régnait entre le cabinet de Paris et celui de Saint-Pétersbourg, n'était pas avare de témoignages de sympathie à la Pologne ; lord Russel, au mois de mai 1861, ne craignait pas de présager dans la Chambre des lords « un avenir glorieux et libre à une nation qui malgré tant de vicissitudes, tant de calamités, tant de persécutions, a su conserver intact le sentiment de la patrie ». L'Autriche ne pouvait voir avec déplaisir les faits justifier, aux dépens de la Russie, les alarmes que le principe des nationalités lui inspirait. Les premières agitations du mois de mars à Varsovie furent signalées par le premier ministre autrichien, M. de Rechberg, comme de nature à exercer une immense influence sur la politique générale de l'Europe, en ébranlant tous les pays compris entre la Baltique et la mer Noire. Cet ébranlement, en donnant de l'occupation à la Russie, aurait fait le compte

de l'Autriche. La Prusse, identifiée pour ainsi dire avec la Russie, s'apprêtait à seconder aveuglément sa politique; quant à Napoléon III, lié par les souvenirs de l'empire, par le principe des nationalités dont il se posait comme le représentant, il maudissait intérieurement une insurrection qui pouvait l'obliger à rompre son alliance avec la Russie dont il promettait de merveilleux effets. La note publiée le 23 avril 1861, dans le *Moniteur*, pour mettre la presse et l'opinion publique « en garde contre la supposition que le gouvernement de l'Empereur encourageait des espérances qu'il ne pouvait satisfaire » et pour déclarer que « les idées généreuses du czar étant un gage certain » de son désir de réaliser les améliorations que comporte » l'état de la Pologne, il fallait faire des vœux pour qu'il n'en » fût pas empêché par des manifestations irritantes » fut bientôt suivie par l'envoi au consul de France à Varsovie d'instructions pour amener les Polonais à des idées de conciliation. L'opinion publique semblait convaincue néanmoins que le gouvernement impérial ne persévérerait pas dans ce système favorable à la Russie. Le prince Napoléon avait dit au Sénat le 19 mars : « Soyez sûrs que l'Empereur fera quelque chose pour la Pologne..... Comment? Par quels » moyens? je ne saurais vous le dire, je n'ai pas devant moi » le portefeuille du prince de Metternich ; mais l'Empereur » fera quelque chose pour la Pologne. »

Les difficultés qui venaient de surgir au Nord de l'Europe n'étaient pas les seules que Napoléon III eût à résoudre. L'Italie sollicitait également son attention. L'ouverture du premier parlement italien eut lieu le 18 février 1861. L'Angleterre reconnut deux mois après le royaume d'Italie. Les États-Unis, la Belgique, la Hollande, suivirent cet exemple. La situation intérieure de l'Italie s'améliorait,

quoique le parti d'action ne cessât pas de parler de marcher sur Rome et sur Venise. M. de Cavour n'ignorait point l'engagement formel pris par Napoléon III d'abandonner le Piémont s'il attaquait l'Autriche en Vénétie, mais il savait aussi que les manifestations morales ne lui seraient pas interdites. Le Parlement déclara donc solennellement Rome capitale de l'Italie. Le nouveau royaume avait plus que jamais besoin d'un guide habile et ferme pour surmonter les obstacles de la route périlleuse où il était engagé; malheureusement M. de Cavour, trois mois après ce vote important, avait cessé d'exister.

Le premier ministre de Victor-Emmanuel rentrant chez lui, le 29 mai, préoccupé et fatigué après un long et orageux débat à la Chambre des députés, répondit à son domestique qui l'engageait à prendre quelques jours de repos : « Je n'en peux plus, mais il faut travailler quand même, peut-être cet été pourrai-je aller me reposer en Suisse. » Il dîna, selon son habitude, avec son frère et son neveu, s'entretint d'affaires de famille avec eux et engagea vivement son frère à restaurer le château de Santena. « C'est là, ajouta-t-il, que j'entends reposer un jour auprès des miens. » Le dîner fini, il alla fumer son cigare sur le balcon, mais de légers frissons l'obligèrent à rentrer dans son appartement pour s'y livrer à sa sieste accoutumée; son réveil fut pénible et suivi de violents vomissements; l'état de malaise indéfinissable dans lequel il se trouvait l'engagea à se mettre au lit. La nuit fut assez bonne, la fièvre disparut au bout de deux jours.

M. de Cavour, le vendredi 31 mai, malgré les recommandations de son médecin, tint un conseil des ministres qui dura près de deux heures et travailla pendant le reste de la matinée avec ses secrétaires. Il se sentait parfaite-

ment guéri; « si l'on ne m'avait pas saigné trois fois, disait-il, j'aurais fait une maladie de quinze jours, et je n'ai pas le temps d'être malade ». Ceci se passait le samedi 1^{er} juin. Le lendemain matin dimanche, le docteur trouvant le malade sans fièvre lui permit de lire; M. de Cavour demanda le dernier volume de l'*Histoire du Consulat et de l'Empire*, mais bientôt il le rendit à son domestique en disant : « C'est extraordinaire, je ne sais plus lire. »

La nuit fut si mauvaise que le lundi matin le docteur Rossi demanda une consultation. L'état du malade s'aggravait, l'agitation augmentait, la respiration devenait de plus en plus courte et plus intense : « Ma tête, dit-il à son » médecin ordinaire, s'embrouille, et j'ai besoin de toutes » mes facultés pour traiter de graves affaires : faites-moi » saigner encore, une saignée peut seule me sauver. » La saignée fut pratiquée, mais le sang ne jaillit pas.

Le prince de Carignan se rendit à neuf heures du soir chez M. de Cavour. La visite du prince dura un quart d'heure environ. Le malade, pendant le reste de la soirée, fut assez calme; il parlait en termes très nets de la reconnaissance de l'Italie par la France, de la nécessité de créer une flotte et d'unir la marine napolitaine à la marine piémontaise; mais, à une heure, il tomba dans le délire. Le matin le calme étant revenu, il dit à son valet de chambre : « Il faut nous quitter; quand il sera temps tu » enverras appeler le père Jacques, curé de la Madone » des Anges, qui m'a promis de m'assister à mes derniers » moments. »

M. de Cavour, témoin de l'esclandre religieux qui attrista les derniers moments de Santa-Rosa, et craignant que le clergé n'en fit naître un semblable à son occasion, avait depuis longtemps pris les précautions nécessaires pour

l'éviter. Santa-Rosa faisait partie du cabinet présidé par M. Siccardi auteur de la loi soumettant les ecclésiastiques à la juridiction commune pour les délits communs. Santa-Rosa, sur le point de mourir au moment où la promulgation de cette loi excitait le plus vivement la colère du clergé, réclama les secours de l'Eglise. L'archevêque de Turin les lui refusa à moins qu'il ne désavouât la part prise par lui à la loi Siccardi. Cette nouvelle répandue aussitôt dans Turin y excita la plus vive émotion. La foule accourut devant la maison de Santa-Rosa auquel ses parents s'efforçaient en vain d'arracher un consentement aux conditions de l'archevêque. Le peuple suivait avec anxiété les péripéties de ce drame. Le moribond tient ferme, disait-on, mais affaibli de minute en minute par la maladie, résistera-t-il jusqu'au bout aux larmes et aux prières de sa famille ? Les uns disaient oui, les autres disaient non, des paris étaient sur le point de s'ouvrir, lorsqu'on apprit que Santa-Rosa était mort sans se rétracter. M. de Cavour, présent à ces scènes, se promit de ne pas leur fournir une occasion de se renouveler ; recevant le même jour un prêtre, intermédiaire habituel de ses aumônes, il lui dit : « Ce n'est pas vous, père Giacomo, qui refuseriez de m'assister à mes derniers moments. » La réponse de ce prêtre permettait à M. de Cavour de s'adresser à lui en toute sûreté. Le père Giacomo accourut à son appel ; quand il se présenta, la nièce de M. de Cavour désolée, tremblante, eut à peine la force de dire à son oncle : « Le père Jacques est venu prendre de vos nouvelles, voulez-vous le recevoir un instant ? » Il répondit : « Qu'il entre. » — Le père Jacques entra et se retira au bout d'une demi-heure. M. de Cavour fit alors venir M. Farini et lui dit : « Je viens de me confesser et de recevoir l'absolution, plus » tard il me donnera la communion. Que le peuple de Turin



» sache bien que je meurs en bon chrétien. Je suis tranquille,
» n'ayant jamais fait de mal à personne. »

Victor-Emmanuel avait voulu voir une dernière fois son ministre. Le roi, vers neuf heures, entra chez M. de Cavour par un escalier dérobé pour éviter la foule qui encombraait la maison. Le moribond le reconnut. « Sire », lui dit-il, « j'aurais bien des choses à vous communiquer, » mais je suis trop malade, je vous enverrai Farini demain, » il vous parlera de tout en détail. Votre Majesté n'a-t-elle » pas reçu de Paris la lettre qu'il attendait ? L'Empereur est » mieux pour nous maintenant, bien mieux. Et nos pauvres » napolitains si intelligents ? Il y en a qui ont beaucoup de » talent, il y en a aussi qui sont corrompus. Ceux-ci, il faut » les laver, Sire, oui, *si lavi, si lavi.* » Le roi pressa la main de son ministre mourant et partit ; M. de Cavour continua comme s'il se parlait à lui-même : « L'Italie du Nord » est faite, il n'y a plus ni Lombards ni Piémontais, ni Tos- » cans, ni Romagnols ; nous sommes tous Italiens ; mais il y » a encore les Napolitains. Oh ! il y a beaucoup de corruption » dans leur pays. Pauvres gens ! ils ont été si mal gouvernés. » Non, non, un pareil gouvernement ne peut être restauré, la » Providence ne le permettra pas. Pas d'état de siège, pas de » ces moyens des gouvernements absolus. Tout le monde sait » gouverner avec l'état de siège. Je les gouvernerai avec la » liberté et je montrerai ce que peuvent faire de ces belles » contrées dix années de liberté.

» Garibaldi, poursuivit-il, est un galant homme. Il veut » aller à Rome et à Venise, et moi aussi, personne n'est plus » pressé que moi, quant à l'Istrie et au Tyrol ce sera pour » une autre génération. Nous avons bien assez fait, nous » autres, nous avons fait l'Italie. Puis cette Confédération » germanique est une anomalie, elle se dissoudra et l'unité

» allemande sera fondée ; mais la maison de Habsbourg ne
 » saurait se modifier. Que feront les Prussiens ? Ils mettront
 » cinquante ans à faire ce que nous avons fait en trois ans.
 » Tandis que la fièvre d'unité s'empare de l'Europe, ne
 » voilà-t-il pas que l'Amérique s'avise de se diviser ! Y
 » comprenez-vous quelque chose, vous autres, à ces que-
 » relles intestines des États-Unis ? »

Le malade, oubliant la politique, dit tendrement adieu aux siens et sembla prendre un moment de repos, mais le pouls baissait. Le frère Giacomo était debout près du moribond, qui après un moment de silence murmura en lui serrant la main : *Frère ! frère ! l'Église libre dans l'État libre !* (1). Ce furent ses dernières paroles.

La mort de M. de Cavour jeta la consternation dans Turin, où tout le monde le connaissait et l'aimait, où chacun saluait ce petit homme rond, vêtu d'une redingote étroite, d'un gilet et d'un pantalon toujours un peu courts, et qui, le cou emprisonné dans un de ces cols de satin noir depuis longtemps répudiés par la mode, les yeux pétillant derrière le verre de ses lunettes, riant d'un rire franc qui faisait tressaillir ses joues rubicondes et animait son front intelligent, surmonté de cheveux courts, réunissait dans sa personne les caractères principaux de la physionomie du militaire et du paysan.

Son père, homme d'administration plutôt que de politique, joignait à une instruction solide un jugement très-sûr ; sa mère, Genevoise et protestante convertie, femme d'un naturel excellent, eut deux sœurs qui partagèrent la tendresse et les soins dont elle entoura son fils. L'une

(1) « *Fràte ! Fràte ! libera chiesa, in libero stato.* » (Récit des derniers moments du comte de Cavour, par la comtesse Alfieri, sa nièce ; publié à la suite du *Comte de Cavour*, par de la Rive.)

était mariée à un gentilhomme d'Auvergne, directeur de la police dans les départements au delà des Alpes, sous l'Empire, et fixé après la Restauration à Turin, où il joua un rôle important dans le parti absolutiste. C'est lui, dit-on, qui parvint à décider le prince de Carignan à rompre avec la révolution. Cet oncle, très-instruit, grand causeur, ayant l'art et le goût de la discussion, contribua beaucoup à façonner, à aiguïser l'intelligence du jeune Camille de Cavour. Mis à l'âge de dix ans à l'École militaire, et inscrit en 1820 sur la liste des pages du prince de Carignan, titre fort peu en harmonie avec sa personne et avec son caractère, il saisit avec empressement la première occasion de renvoyer ses aiguillettes. « Enfin, s'écria-t-il, en déposant l'habit brodé, je quitte le bât. » Camille de Cavour, nommé lieutenant du génie, était en garnison à Gênes lorsque la révolution de Juillet éclata. Sans s'associer directement aux efforts du parti libéral en train de se réorganiser, il allait partout disant son avis sur le gouvernement despotique et sur la nécessité d'affranchir l'Italie ; si bien qu'il reçut l'ordre d'aller voir, au milieu des neiges et des glaces des Alpes, si les réparations de la citadelle de Bard étaient en bon train d'exécution. Le poste n'avait rien d'agréable, aussi le jeune lieutenant donna-t-il sa démission en 1831. Ses relations étroites avec la société genevoise, où il se trouvait naturellement introduit par ses alliances maternelles, datent de cette époque ; admis malgré sa jeunesse à l'intimité des Sismondi, des Rossi, des Candolle, il quitta Genève pour Londres ; il rapporta de son séjour de cette capitale une très-vive admiration pour les institutions anglaises et pour l'aristocratie anglaise, si empressée à seconder le mouvement des esprits et des intérêts, et si jalouse de marcher à la tête du pays. M. de Cavour dési-

reux de suivre l'exemple des membres de cette aristocratie, ne cessa dès lors de s'occuper de la prospérité matérielle de son pays ; fondateur de la Société d'agriculture de Turin, introducteur du drainage, dont il fit dans ses propriétés les premiers essais, créateur d'une compagnie des bateaux à vapeur sur le lac Majeur, d'une banque, et de la Société pour construire le chemin de fer d'Alexandrie, il profita de quelques concessions accordées à la presse par le gouvernement pour publier le journal *Il Resorgimento*.

M. de Cavour, comme un grand nombre d'hommes marquants de son temps, entra donc dans la carrière politique par le journalisme, mais plus fidèle que beaucoup d'entre eux à son origine, il a toujours respecté la liberté d'écrire : *Non si tocchi alla stampa !* ne touchez pas à la presse ! s'écria-t-il en 1851, au moment où l'on pouvait craindre en Piémont le contre-coup de la réaction qui se produisait en France ; et depuis lors il est toujours resté fidèle à ce sentiment.

Les hommes illustres ont parfois un pressentiment de leur destinée. Cavour, dans ses rêves de jeunesse, se voyait déjà ministre du roi d'Italie. De là le peu d'influence qu'ont exercée sur lui les opinions politiques de ses parents. Du jour où il quitte sa livrée de page, il devient un homme tout à fait moderne ; rédigeant le *Resorgimento* ou surveillant ses plantations, ou cherchant à maintenir ses asperges de Santena en possession de la renommée dont elles jouissent auprès des gastronomes piémontais, ce grand seigneur bat en brèche les traditions : « La noblesse s'écroule de toutes parts, écrit-il, les princes comme les peuples tendent également à la détruire ; le patriciat, pouvoir municipal et restreint, n'a plus de place dans l'organisation sociale actuelle. Est-ce un bien, est-ce un mal ?

je n'en sais rien, mais c'est à mon avis l'inévitable avenir de l'humanité. Préparons-nous-y, ou du moins préparons-y nos descendants. »

M. de Cavour fut proposé au roi par M. d'Azeglio pour occuper le ministère de l'instruction publique, devenu vacant par la mort de M. Santa-Rosa; Victor-Emmanuel répondit assez brusquement : « Quant à moi, je le veux bien, mais rappelez-vous qu'il prendra non-seulement votre portefeuille, mais encore celui de tous vos collègues. » Cette prédiction devait en effet se réaliser en 1859, époque où l'on vit Cavour, tout à la fois président du conseil, ministre de la marine, des affaires étrangères, de l'intérieur et de la guerre; il avait transporté son lit dans un des bureaux de ce dernier ministère, où il passait le jour et se promenait la nuit à donner tour à tour des ordres relatifs à l'artillerie, à la police ou aux affaires diplomatiques. Au milieu d'une de ces veilles fiévreuses, au moment où il allait prendre un peu de repos, son valet de chambre vint lui dire : « Il y a un homme qui demande à voir M. le comte. Il n'a pas voulu donner son nom; il s'appuie sur un gros bâton et ses traits sont cachés sous un grand chapeau; il prétend que M. le comte l'attend. » — « Ah ! reprit Cavour en se levant, faites entrer. » Cet homme au gros bâton et au grand chapeau, c'était Garibaldi.

Cavour et Garibaldi ne devaient plus se trouver en face l'un de l'autre qu'au parlement italien, dans la mémorable séance du 20 avril 1860, où une lutte terrible s'engagea entre un homme d'État façonné à toutes les exigences de la politique et un soldat qui n'écoute que sa passion. M. de Cavour, dans sa réponse à Garibaldi, s'éleva jusqu'à ces hautes régions de l'émotion qui semblaient lui être interdites. M. de Cavour avait une grande qualité : il savait

rendre justice à ses adversaires. Il répondait toujours à ceux de ses amis qui lui reprochaient d'avoir associé Garibaldi à son action politique, qu'il ne s'en repentait pas. Un jour, dans son salon de la *Casa Cavour*, causant au sortir de table, debout contre la cheminée, les mains dans les poches, une cigarette à la bouche, il disait à des Français venus à Turin pour assister à l'inauguration de la statue de Manin : « Il ne faut comparer Garibaldi à » personne ; Garibaldi est lui, ses moyens sont à lui ; » les autres ne feraient pas ce qu'il fait, et il ne pourrait » pas faire ce que font les autres. Garibaldi est plus qu'un » général, c'est un drapeau ! Nous nous sommes compris » un moment, et je suis sûr que si personne n'était entre » nous deux, nous nous comprendrions encore. »

M. de Cavour à la tribune ne visait pas aux grands effets de l'éloquence ; il cherchait à réunir les qualités nécessaires à ce que les Anglais appellent un bon *debatter*. Heureusement il était plus que cela, car un simple *debatter* n'aurait pas suffi à porter le poids de la discussion dans un parlement comme celui de Piémont, qui représentait toutes les passions d'un pays en révolution, et auquel il s'agissait non-seulement de faire accepter les mesures les plus opposées à ses sentiments et à ses instincts, la cession de Nice et de la Savoie, par exemple, ou le projet de loi relatif aux conspirations contre les souverains étrangers, mais encore les résolutions les plus audacieuses, comme l'envoi d'une armée en Crimée. M. de Cavour alla même jusqu'à lui demander sa propre abdication, le jour où il lui proposa de conférer au roi les pleins pouvoirs. Si l'éloquence de M. de Cavour se montrait à la hauteur du sujet dans ces graves circonstances, il savait, dans les occasions ordinaires, aborder la discussion



sans prétention, sans emphase, y mêler hardiment certains traits d'imprévu et de gaieté, interpréter les faits avec un tact merveilleux et tirer un excellent parti de l'histoire.

M^{me} de Cavour, parlant dans une lettre de son fils encore enfant, le représente comme un « bon luron, fort tapageur, toujours en train de s'amuser, et ayant peu de goût pour l'étude ». Il était resté quelque chose à M. de Cavour du bon luron en politique ; quant à son éloignement pour l'étude, il disparut de bonne heure, car jamais homme ne fit preuve d'une ardeur aussi vive à s'instruire en toute matière ; il étudiait sans cesse et lisait tous les livres, même les romans. Il fallait un aliment perpétuel à son activité. Après les émotions de la politique celles du whist à 500 francs la fiche (1). Cavour, au milieu de ce débordement de vie, avait des accès de mélancolie et songeait souvent à la mort. Un jour, se trouvant avec M. de Rothschild au moment où les intérêts alarmés voyaient en lui la cause principale des prochains bouleversements de l'Europe, il lui demanda si sa mort ferait baisser la rente d'un franc : « Vous valez mieux que cela, lui répondit le financier ; elle baisserait de 3 francs au moins. » Il revenait une autre fois de l'une de ces courses rapides qui interrompaient à de rares intervalles ses travaux. A quelques milles de Turin il regarda à travers la vitre de la portière et dit à son secrétaire : « Voyez-vous là-bas cette flèche à demi cachée dans les arbres ? c'est le clocher de l'église de Santana ; là est le château héréditaire de ma famille ; c'est là que je veux reposer. » Il y repose en effet ; l'Italie, pour laquelle il est mort épuisé de travail et de fatigue, lui doit en grande partie son indé-

(1) *Le comte de Cavour*, par W. de la Rive.

pendance, et le monde l'exemple d'une grande révolution accomplie sans avoir rien coûté à la liberté.

Napoléon III, dans l'entrevue de Plombières, avait dit à Cavour : « Il n'y a en Europe que trois hommes : moi, vous et un troisième que je ne nommerai pas. » Il se trompait sur lui-même, mais il rendait justice à Cavour ; il le regretta beaucoup, car il le savait assez rompu aux allures de sa politique ambiguë pour ne point s'en trop alarmer, assez souple pour s'accommoder aux nécessités du présent en vue de l'avenir, assez habile pour ne pas lui créer des périls et encore moins des embarras. Le choix de son remplaçant était pour lui un grave sujet de préoccupation. Cavour n'avait que deux successeurs possibles : M. Ratazzi, homme fin, orateur distingué, investi de la confiance et de l'amitié particulière du roi, et le baron Ricasoli, grand propriétaire, ex-dictateur de la Toscane, annexée par ses soins, et passant pour avoir des vues encore plus nettes que M. de Cavour sur la question romaine. Sa fermeté en Toscane avait fait échouer les restaurations décidées en principe à Villafranca. Si le parti d'action lui savait gré de sa conduite, il n'en pouvait être de même de l'empereur des Français. Ce dernier, comme Victor-Emmanuel, préférait Ratazzi au baron Ricasoli. Mais la majorité de la nation appelait au pouvoir le gentilhomme toscan, et le baron Ricasoli fut nommé le 11 juin président du conseil des ministres. Cependant Napoléon III, pour compenser la perte que venait de faire son allié Victor-Emmanuel dans la personne de M. de Cavour, reconnut le royaume d'Italie, d'assez mauvaise grâce, il est vrai, et en protestant d'avance contre « toute solidarité avec des entreprises de nature à troubler la paix de l'Europe ». Le Saint-Siège, loin de lui savoir le moindre gré de ces réserves, remit aux ministres

de Belgique, de Bavière et d'Autriche une protestation dans laquelle il accusait formellement Napoléon III d'être venu à Rome, non pour protéger le trône de saint Pierre, mais pour le livrer à ses ennemis. Napoléon III aurait bien voulu rappeler de Rome les troupes qui l'occupaient, malgré le principe de non-intervention et le principe des nationalités dont il se disait le représentant, mais la crainte de se brouiller en France avec le parti catholique le retenait. Il voyait le danger de sa politique en Italie sans oser en changer ; il laissait aller les choses, comptant sur le temps et sur le hasard pour le tirer d'une situation difficile. Si l'ancien monde n'ouvrait que des perspectives peu rassurantes à la politique de Napoléon III, il crut apercevoir dans le nouveau monde des horizons plus brillants et plus favorables à certains projets qu'il caressait. Pendant que le gouvernement de Victor-Emmanuel avait raison dans l'Italie méridionale de bandits comme Chiavone, et d'aventuriers politiques comme Borgès ; pendant que le brigandage essayait vainement de prolonger sa résistance dans les montagnes, et que les derniers soldats bourbonniens occupant les citadelles de Messine et de Civitella-del-Tronto, les remettaient aux chefs de l'armée nationale, et que l'œuvre de M. de Cavour se consolidait, celle de Washington semblait près de périr sous les coups de la guerre civile.

La conquête a formé presque entièrement les États de l'Europe ; les États-Unis d'Amérique, au contraire, se sont créés par le consentement mutuel des parties. Le lien qui les unissait, quoique très-mince, avait été respecté jusqu'ici malgré les divergences d'intérêts entre le nord, pays de manufactures, et le sud pays agricole. Cette rivalité, qui remonte presque à l'origine de la république, avait abouti

peu à peu à une véritable prépondérance du Sud sur la direction des affaires de l'Union ; on était si bien habitué depuis longues années à voir les présidents élus représenter les idées et les intérêts du Sud, que quand le Nord se fut décidé, en 1861, à soutenir un candidat à la présidence, personne ne voulut d'abord croire à la réalité de ce bruit ; on douta d'autant moins de l'abandon de cette résolution par les hommes du Nord, que les hommes du Sud, effrayés du progrès des idées abolitionnistes, répétaient hautement que la nomination d'un candidat contraire à leurs idées serait le signal de leur sortie de l'Union.

Les représentants des diverses colonies anglaises, devenues des États en signant la constitution des États-Unis, avaient cependant bien la conscience qu'ils formaient une nation, si l'on en juge par la déclaration des membres de la convention réunie pour préparer la Constitution ; ces membres déclarent : « Dans toutes nos délibérations, nous » avons eu constamment en vue la consolidation de notre » union, gage de notre prospérité, de notre sécurité, de » notre existence nationale. » La Constitution elle-même dit : « Nous, le peuple des États-Unis, pour assurer une » union plus parfaite et pour assurer les bienfaits de la » liberté à nous-mêmes et à notre postérité, nous ordon- » nons et établissons cette Constitution. »

Elle fut donc adoptée, non par des citoyens de tel ou tel État, mais par un peuple qui commit la faute d'y insérer un article consacrant l'esclavage. Le Congrès, investi du droit de refuser ou d'admettre les territoires au rang des États, pouvait, à la vérité, lui imposer des limites, mais les efforts du Sud tendirent perpétuellement à les supprimer. Le compromis du Missouri permit que toute la portion des territoires cédés par la France au sud du 36° degré de

latitude, fût ouverte au travail servile. Le bill de Nebraska amena bientôt après la suppression de toute barrière géographique entre le domaine du travail libre et celui du travail servile.

Les adversaires de l'esclavage, renonçant à le supprimer, bornèrent leur ambition à rétablir dans toute sa force l'autorité du Congrès sur les territoires. Le colonel Frémont, qui le premier au nom du parti républicain sollicita la présidence, inscrivit sur son programme la prohibition de l'esclavage dans les territoires.

Le candidat du parti républicain, en 1860, Lincoln, alla plus loin : il manifesta l'intention de limiter le domaine de l'esclavage dans les États. Le Sud se prépara dès lors à la révolte. La conscience publique ne s'émut pas de ce qu'elle considérait comme une vaine menace, et Abraham Lincoln fut élu. Son grand-père, l'un de ces hardis pionniers qui payèrent de leur vie la conquête du Kentucky, avait été tué par les Indiens. Son père était mort prématurément en 1815, laissant une veuve sans fortune et plusieurs enfants dont l'aîné, qui devait devenir président de la république, reçut la simple éducation des pionniers : la lecture, l'écriture, un peu d'arithmétique et le maniement du mousquet, de la hache et de la charrue. Lincoln, tour à tour pâtre, apprenti scieur, conducteur de trains, et batelier sur le Wabash et le Mississipi, poseur de rails, était à l'âge de vingt et un ans garçon de ferme à Springfield ; l'année suivante commis marchand, puis capitaine d'une compagnie de volontaires enrégimentés contre les Indiens de la tribu des Faucons-Noirs ; mais garçon de ferme, commis, chef de partisans, pâtre, scieur de planches ou batelier, Lincoln avait toujours su trouver, au milieu de ces occupations diverses, du temps pour s'in-

struire, même dans la science du droit, si bien qu'il put débiter avec succès au barreau.

Élu représentant de l'Illinois en 1846, il se refusa en 1849 à une réélection, pour se livrer à l'exercice de sa profession d'avocat et à l'éducation de ses enfants. Les républicains l'opposèrent comme gouverneur de l'Illinois à M. Douglas, l'un des grands orateurs de l'Amérique. Les deux rivaux parcoururent cet État pendant deux mois, prononçant chaque jour un discours nouveau, et se prenant quelquefois corps à corps. Lincoln eut plus de voix que son rival, mais l'inégale répartition des districts électoraux donna l'avantage à Douglas; cette brillante campagne attira sur lui l'attention. La Convention de Chicago le choisit en 1860 comme candidat à la présidence. Il fut élu, et son élection considérée par les États du Sud comme une menace, donna le signal de la guerre civile.

Le président Buchanan ne devait quitter la Maison-Blanche que le 4 mars. Complice du Sud, il profita de ce délai pour dégarnir les arsenaux dans tous les États libres et pour disséminer les navires de la marine fédérale dans toutes les mers. Il ordonnait pendant ce temps-là des prières et des jeûnes pour apaiser la colère céleste appesantie sur la République. Le président Lincoln fut installé le 4 mars 1861. Jefferson Davis avait déjà pris le 18 février les rênes de la Confédération du Sud à Richmond.

Les partisans de Napoléon III et du principe d'autorité, ravis de voir la grande République en proie à la guerre civile, en saluaient d'avance le dénoûment. Ils voyaient déjà la Maison-Blanche transformée en palais et une députation du Congrès traversant l'Atlantique pour offrir la couronne d'Amérique à quelque prince en disponibilité. L'État, en Amérique, remplacerait désormais les États; la bureaucratie

s'emparerait du plus vaste théâtre ouvert au monde pour l'activité humaine ; la tutelle du gouvernement remplacerait l'essor de l'énergie individuelle, et l'Amérique échapperait à l'anarchie par une centralisation copiée sur la centralisation impériale. Les journaux officieux, enflammés par ce beau rêve, se firent tout de suite les défenseurs ardents de la cause du Sud. Que voulait-il ? Porter à son gré l'esclavage dans les vastes territoires destinés à augmenter le nombre des États ; forcer le Nord à exécuter la loi qui prescrit la restitution des esclaves fugitifs et mettre un terme aux prédications contre l'esclavage. Le Nord ne demandait pas la suppression de l'esclavage, mais sa limitation. M. Lincoln, dans le discours d'inauguration qu'il prononça sur les marches du Capitole, fit appel à la Constitution et déclara qu'il n'avait nulle intention de détruire l'esclavage là où il existait, qu'il considérait l'Union comme durant toujours en droit, qu'il ferait exécuter les lois fédérales, et qu'il se bornerait pour le moment à reprendre les forts et les propriétés fédérales dont le Sud s'était emparé. Il était résolu d'ailleurs à attendre le premier acte d'agression. Il n'attendit pas longtemps.

Le fort Sumter, attaqué le 12 avril 1861 par le général séparatiste Beauregard, fut rendu le même jour par le major Anderson privé de secours et de munitions. Les forts et arsenaux de l'Union situés dans les États rebelles avaient été livrés presque tous à la nouvelle confédération par les officiers appartenant généralement au Sud. Du haut des terrasses des maisons de Washington on ne tarda pas à voir les tentes du camp des rebelles.

Le gouvernement fédéral n'avait, lorsqu'il connut la prise du fort Sumter, que 15 000 hommes de troupes régulières éparpillées sur tous les points de l'immense terri-

toire de la République. Lincoln appela 75 000 miliciens. Le vieux général Scott, quoique Virginien de naissance, avait refusé le commandement de l'armée sécessionniste dont le colonel Lee, son chef d'état-major, s'était chargé à sa place. Le général Scott déploya l'activité d'un jeune homme, quoiqu'il eût soixante-quinze ans, et malgré l'absence d'administration militaire, malgré le dénûment des arsenaux et des magasins, malgré le manque d'états-majors par suite de la désertion des officiers du Sud, il parvint à organiser les forces nationales et à fortifier Washington.

La première bataille entre les deux armées du Nord et du Sud fut livrée sur les bords d'un torrent nommé *Bull's run*, le 21 juillet 1861. Le général sudiste Beauregard remporta la victoire. Lincoln, un peu irrésolu jusqu'alors, comprit que tout arrangement était devenu impossible et prit toutes les mesures nécessaires afin de poursuivre la guerre à outrance.

La marine militaire et la marine marchande des États-Unis se recrutaient presque entièrement dans le Nord. Les États du Sud, plus particulièrement agricoles, étaient loin d'avoir une force maritime suffisante à opposer à leurs adversaires. Les côtes du Sud se trouvèrent bientôt bloquées depuis le Chesapeake jusqu'à la frontière du Mexique ; le gouvernement fédéral chercha ensuite à occuper les points importants près des rades et des mouillages.

La première expédition fédérale fut dirigée contre la Caroline du Nord, dont les côtes sont longées par un étroit banc de sable séparé de la terre ferme par deux détroits formant des espèces de baies intérieures et communiquant à la mer par des passes dont la plus importante, celle du Nord, est défendue par deux forts. Une division de frégates et de canonnières débarqua des troupes sur le grand banc, le 31 août 1861, enveloppa les confédérés, qui durent se



rendre, et s'établit solidement à Hatteras, d'où elle menaçait les ports de la Caroline du Nord et les villes situées sur les cours d'eau aboutissant dans la baie.

Une autre expédition s'empara de Port-Royal, sur les côtes de la Caroline du Sud, qui défend l'entrée de la baie au fond de laquelle se trouve Beaufort, point central du chemin de fer de Charleston à Savannah. Cette expédition occupa l'île située à l'entrée de la baie de Savannah et mit le siège devant le fort Pulasky. Ces succès maritimes, qui compensaient en partie les revers de l'armée de terre, ranimèrent l'ardeur du Nord. Les chantiers se couvrirent de navires de guerre en construction ; des vapeurs de commerce furent armés. Il fallait à tout prix intercepter les communications du Sud avec le reste du monde et l'empêcher d'exporter son coton et d'importer des munitions de guerre.

La guerre ainsi faite soulevait de grandes questions relatives à l'application du droit maritime, si compliqué et si mal défini. Le blocus, d'après l'ancienne doctrine anglaise, pouvait être fictif, c'est-à-dire exister par suite d'un simple décret ; la déclaration du Congrès de Paris exigeait la présence de forces suffisantes pour en garantir l'efficacité. Les États-Unis avaient toujours professé cette dernière opinion contre l'Angleterre, dans les guerres de la fin du xviii^e siècle et sous l'Empire ; celle-ci vint tout à coup leur en disputer le bénéfice en prétendant que les flottes du Nord ne fermaient pas réellement les ports du Sud. La preuve cependant que le blocus était effectif, c'est qu'aucune balle de coton, aucune lettre n'arrivait des États du Sud en Europe.

Au moment où la question du blocus des ports du Sud préoccupait le plus vivement les puissances maritimes, le paquebot anglais *Trent*, parti de la Havane pour l'Eu-

rope, fut arrêté le 8 novembre 1861 en pleine mer par la corvette fédérale *San-Jacinto*, commandée par le capitaine Wilkes. M. Slidell, ancien sénateur pour la Louisiane, et M. Masson, ancien ministre plénipotentiaire des États-Unis en France, se rendant le premier à Paris et le second à Londres en qualité de chargés d'affaires de la Confédération du Sud, étaient à bord. Le commandant Wilkes les arrêta comme « contrebande de guerre. » Le gouvernement approuva la conduite du commandant Wilkes; il fut élevé au grade de commodore à la grande satisfaction des journaux et des meetings.

Les annales maritimes de l'Angleterre comptaient plus d'un acte analogue à celui du *San-Jacinto*. La Grande-Bretagne, en vertu de ce principe abusif, que l'intérêt des belligérants devait être la mesure du droit des neutres, avait exercé un véritable despotisme sur toutes les nations maritimes. C'est elle pourtant qui éleva les plus vives plaintes contre la conduite du commandant du *San-Jacinto*; le gouvernement les appuya par des préparatifs de guerre dont on peut mesurer l'étendue en songeant qu'ils lui coûtèrent 300 millions en deux mois. Le Sud, plein d'espérance, s'attendait à une rupture immédiate entre l'Angleterre et les États-Unis, et à une guerre terrible à laquelle le gouvernement impérial de France ne pouvait manquer de prendre part à côté de son ancienne alliée de Crimée.

L'opinion, en France, n'était pas sans s'alarmer à la perspective d'une lutte dont les conséquences pouvaient être si fatales à la fortune publique, aussi le message du président Lincoln, qui devait contenir la réponse du gouvernement fédéral aux réclamations des puissances, était-il attendu avec une vive impatience. Ce document trompa l'attente générale. Le président Lincoln, muet sur l'affaire

du *Trent*, ne s'occupait que des affaires intérieures de la République; il reprochait aux confédérés de rompre violemment l'admirable faisceau de l'Union américaine, de nier le suffrage universel, les droits du peuple, les principes sur lesquels l'Amérique avait si rapidement élevé l'édifice de sa prospérité. « Dévorés par une plaie intérieure, » par un fléau social qui est une offense à votre foi, une » offense à votre Dieu, vous n'osez pas, ajoutait-il, prononcer ce mot d'esclavage, qui est pourtant la seule cause » du dissentiment qui vous sépare de vos frères et afflige » toutes les démocraties de l'Europe. »

Le président, envisageant ensuite avec fermeté la tâche immense qu'il avait à remplir, se montrait prêt à tous les sacrifices pour maintenir les institutions qui avaient fait la grandeur de l'Amérique. « Nous voyons d'un coup d'œil, » disait-il, ce qu'a produit dans un temps donné le principe populaire appliqué au gouvernement par le mécanisme des États et de l'Union; nous voyons aussi ce que » ce principe, s'il est fermement maintenu, promet pour » l'avenir. Il y a déjà parmi nous des hommes qui, si l'Union » est conservée, vivront assez pour y compter 250 millions » d'âmes. La lutte que nous soutenons n'est donc pas pour » aujourd'hui seulement, elle est pour un vaste avenir. Confians dans la Providence, et d'autant plus fermes et déterminés, travaillons à la grande tâche que les événements » nous ont dévolue. » Le président demandait en finissant 400 000 soldats et 400 millions de dollars. Ce n'était que le dixième du nombre d'hommes en état de porter les armes dans les États fidèles, et à peine la vingt-troisième partie des valeurs possédées par les citoyens décidés à les sacrifier pour sauver l'Union. Le Congrès lui donna 100 000 hommes et 400 millions de dollars de plus.

Le gouvernement impérial, assez fortement engagé déjà dans l'expédition du Mexique, ne pouvait voir sans un certain plaisir les États-Unis occupés d'une guerre qui laissait toute liberté à l'action qu'il rêvait d'exercer sur le nouveau monde. Les journaux officieux s'efforçaient de prouver qu'il fallait admettre les sudistes comme belligérants, en attendant qu'on reconnût la République du Sud elle-même. Le gouvernement impérial, quelque envie qu'il eût de suivre ces conseils, comprit qu'il fallait attendre, et que le rôle de conciliateur était celui qui lui convenait le mieux en ce moment. Il s'entremet donc entre l'Angleterre et les États-Unis pour amener ces deux puissances à s'entendre sur l'affaire du *Trent*. Une dépêche de M. Thouvenel, ministre des affaires étrangères de l'Empire à Washington, corroborée de l'adhésion de l'Autriche et de la Prusse, ne fut pas étrangère à la décision que prit le gouvernement américain de faire des concessions approuvées par tous ses amis en Europe.

Une question moins importante que celles dont on vient de parler, mais qui pouvait cependant amener de sérieuses complications, occupa la diplomatie dans le courant de l'année 1861.

L'Angleterre, qui supportait avec impatience la présence des Français en Orient, demanda dans les derniers jours de l'année précédente à Napoléon III de concentrer ses troupes sur le littoral de la Syrie. M. Thouvenel lui répondit par un refus, motivé sur cette raison que le séjour des forces françaises dans la montagne était indispensable à la sécurité des chrétiens, et que d'ailleurs le général en chef devait seul fixer la position de ses détachements.

Le gouvernement impérial, voyant cependant la méfiance croissante et le mauvais vouloir de plus en plus marqué de

L'Angleterre contre l'expédition de Syrie, adressa le 18 janvier 1861 une circulaire aux puissances dans laquelle M. Thouvenel leur demandait si, conformément au traité de l'année dernière, les troupes françaises devaient quitter ce pays le 5 mars 1861, ou bien si l'humanité et la prudence ne conseillaient pas d'attendre pour l'évacuation, non pas le terme du traité, mais le moment où la répression des troubles serait complète et où des garanties d'ordre et de pacification auraient été données par la Porte. Le ministre des affaires étrangères ne faisait point d'ailleurs une question de la prolongation du séjour des soldats français en Syrie, et il se déclarait prêt à exécuter le traité si toutes les puissances ne se mettaient pas d'accord sur la nécessité de prolonger l'occupation ; dans le cas contraire, il se montrait tout disposé à faire participer leurs troupes à la protection des chrétiens.

Ni l'Autriche, ni la Russie, ni la Prusse n'étaient en disposition de prêter l'oreille à ces ouvertures. Ces deux puissances dissimulaient sous un vernis d'impartialité leur peu d'empressement à soutenir les demandes du gouvernement impérial ; la Prusse marchait à la suite de la Russie. La Porte, convaincue, comme de raison, de l'inutilité de l'occupation, consentait néanmoins, pour prouver ses bonnes intentions, à la prolonger pendant le temps à peu près nécessaire pour préparer l'évacuation, c'est-à-dire jusqu'au 5 mai.

La conférence décida pourtant, le 15 février 1861, que l'occupation serait prolongée dans les mêmes conditions jusqu'au 5 juin suivant. La concession était mince, et le gouvernement impérial avait d'autant moins à s'en glorifier, que la Porte, secondée par l'Angleterre, quelquefois par la Russie et par l'Autriche, ne perdait aucune occasion

de faire échec à sa politique et mettait son habileté la plus persévérante à éluder les arrêts de ses propres tribunaux contre les auteurs des massacres du Liban et pour le paiement des indemnités. Le féroce Saïd-Bey Djemblalt aurait probablement échappé au châtiment, si la maladie ne l'avait frappé dans la prison de Beyrouth. La peine de mort prononcée contre les Druses à Beyrouth et à Moktara fut commuée en déportation. Quant aux indemnités et aux amendes dues par eux, la Porte mit tant de lenteur et souleva tant d'obstacles pour en fixer le chiffre que la commission internationale souscrivit, de guerre lasse, à un arrangement en vertu duquel la Porte payerait une somme totale de 75 millions de piastres turques aux victimes des troubles du Liban; une commission mixte en cas de désaccord réglerait le différend. C'était mettre les réclamants à la merci des fonctionnaires tures.

Plusieurs plans furent proposés pour la réorganisation du Liban : Division de la montagne en plusieurs caïmacamies, administration du Liban par un fonctionnaire turc, maintien des immunités des chrétiens de la montagne. Le premier de ces plans était présenté par la Turquie, le second par l'Angleterre, le troisième par la France. La discussion entre les représentants de ces puissances était vive et menaçait de s'éterniser. Le ministre de Prusse, en se prononçant pour un gouvernement unique, proposa de ne pas spécifier si le gouverneur serait indigène ou non. Cette transaction fut acceptée. L'Autriche s'était dès le commencement de la discussion ralliée au plan de Napoléon III. La Russie se contenta de demander avec l'appui de l'Angleterre l'établissement dans la ville de Zahlé d'un régime spécial en faveur des Grecs non unis. Le règlement accordait simplement aux Maronites chrétiens sept fois plus



nombreux que les Druses, huit fois plus que les Grecs schismatiques, douze fois plus que les Grecs catholiques, vingt fois plus que les Métualis, et trente fois plus que les Musulmans, le sixième des voix dans les assemblées du Liban, c'est-à-dire l'égalité (1). Les soldats tures restaient chargés de la police du Liban en attendant la formation d'une force indigène.

L'Europe, qui s'était associée à l'expédition française pour amener son avortement, pouvait s'applaudir du succès de son plan : il fallait l'impudence habituelle des journaux officieux du gouvernement impérial pour donner comme un triomphe de sa politique les minces résultats de cette expédition, entreprise avec tant de fracas « pour une grande idée au nom d'un grand peuple ».

(1) *La Syrie en 1861*, par M. Saint-Marc Girardin.

CHAPITRE VI

L'ANNÉE 1862

SOMMAIRE. — Réception du jour de l'an aux Tuileries. — Programme financier de M. Fould. — Procès et arrestations. — Société du Prince impérial. — Lettre de l'Empereur sur la question romaine. — Voyage de l'Empereur et de l'Impératrice dans le centre de la France. — M. de Morny est nommé duc. — Revirement de la politique impériale dans la question romaine. — M. Thouvenel donne sa démission. — M. Drouyn de Lhuys le remplace. — Napoléon III et la médiation aux États-Unis. — Interdiction des conférences de la rue de la Paix. — Polémique au sujet du *Fils de Giboyer*. — Inauguration du boulevard du Prince-Eugène. — M. Budberg, ambassadeur de Russie, remet à l'Empereur ses lettres de créance. — Discours de l'Empereur. — Souscription en faveur des ouvriers cotonniers. — Résurrection du titre de chevalier. — L'administration et la presse. — Coup d'œil rétrospectif sur la presse depuis 1860 jusqu'en 1862. — Expulsion de M. Ganesco, rédacteur-proprétaire du *Courrier du dimanche*. — M. d'Haussonville et M. Billault. — Destitution de M. Victor de Laprade. — Vente de la *Presse*. — Démission des rédacteurs.

Les réceptions du 1^{er} janvier 1862 eurent lieu, aux Tuileries, avec le cérémonial accoutumé. L'Empereur répondit au doyen du corps diplomatique : « Je remercie le corps diplomatique des vœux qu'il veut bien m'exprimer. L'année qui vient de s'écouler a été tristement marquée par de nombreuses agitations sur divers points du monde et par des pertes cruelles dans les familles royales.

» J'espère que l'année qui commence sera plus heureuse pour les rois comme pour les peuples. »

Ces paroles parurent de favorable augure pour le maintien de la paix. La fin de la réponse de l'Empereur au président du Sénat : « Je compte sur vous pour m'aider à perfectionner la constitution tout en maintenant intactes les bases fondamentales sur lesquelles elle repose, » fut également acceptée comme un heureux présage pour le développement de la liberté.

M. Fould publia, le 22 janvier, son programme finan-

cier sous la forme d'un rapport adressé à l'Empereur. Distinguer les dépenses ordinaires et les dépenses extraordinaires, comprendre ces dernières dans une loi spéciale ouvrant en même temps les ressources destinées à y faire face, puiser dans une augmentation d'impôts les moyens de combler le déficit de 75 millions du budget de 1863 ; tel était le plan du ministre des finances. M. Fould demandait en outre la création d'un impôt sur les voitures de luxe, l'augmentation de certaines taxes d'enregistrement et de timbre ; quant au budget extraordinaire dont la dotation intéressait à un si haut degré les grands travaux publics, il proposait d'y affecter la somme de 130 à 150 millions, produite jusqu'à concurrence de 67 millions par l'émission du solde des obligations trentenaires créées en 1854, et par une annuité de l'indemnité chinoise ; l'établissement d'une surtaxe temporaire sur le sel et sur le sucre fournirait le reste de la somme.

Le chiffre des découverts atteignait un milliard. Il était possible, selon M. Fould, de les ramener à des proportions moins considérables sans recourir à un emprunt, en procédant à la conversion facultative de la rente 4 1/2 en 3 pour 100, au moyen d'une combinaison qui laisserait aux mains du Trésor le produit de la soulte formant la différence de valeur entre le capital des deux fonds.

Le succès de cette conversion tenait fort à cœur au gouvernement. Le ministre de l'intérieur adressa donc le 17 février 1862 aux préfets, une circulaire pour les engager à expliquer à leurs administrés les avantages de cette mesure, et à « les faire pénétrer dans l'esprit des masses » trop souvent victimes dans des circonstances analogues de « l'esprit de parti ou de conseils intéressés ».

Cette opération à peine commencée, le Conseil d'État fut

saisi d'un projet de loi, aux termes duquel une rente serait inscrite au grand livre de la dette publique et affectée à récompenser par des pensions ou dotations les actions d'éclat des généraux, officiers et soldats des armées de terre et de mer et les services exceptionnels qu'ils auraient rendus en temps de guerre. Des décrets impériaux constitueraient ces pensions et dotations, en détermineraient les conditions de jouissance et, s'il y avait lieu, de reversibilité.

La France aime, sans doute, la gloire militaire, mais elle ne pouvait admettre que dans un ensemble de mesures destinées à récompenser les services éclatants rendus à l'État, les services rendus par les lettres, les sciences et les arts ne prissent point place à côté des services de guerre. Elle accueillit donc avec méfiance un projet de loi qui mettait à la disposition de l'État une sorte de budget supplémentaire dans lequel il pourrait puiser au profit de ses favoris. On ne s'expliquait guère d'ailleurs la nécessité d'une telle mesure, au moment où un guerrier plus ou moins illustre pouvait toucher en même temps les traitements de maréchal, de ministre, de sénateur, de dignitaire de la couronne, s'élevant au chiffre de plus de 150 000 francs.

Les partis n'avaient pas cessé, depuis la fondation de l'Empire, d'être, de la part de la police impériale l'objet d'une surveillance incessante, minutieuse, et par cela même touchant au ridicule. M. Ferdinand Taule, étudiant en médecine et rédacteur d'un journal intitulé *le Travail*, désireux d'en envoyer un exemplaire à M. Ledru-Rollin, à Londres, avait demandé son adresse à M. Martin-Bernard, ancien représentant du peuple, qui la lui avait donnée. Ils furent traduits tous les deux pour ce fait, le 4 avril, devant le Tribunal correctionnel, sous la prévention de manœuvres pratiquées à l'étranger dans le but de troubler la

paix publique en France et d'exciter à la haine et au mépris du gouvernement de l'Empereur. M. Taule fut condamné à six mois de prison et 200 francs d'amende. Le Tribunal acquitta M. Martin-Bernard. Deux anciens représentants du peuple, MM. Greppo et Miot, également arrêtés un mois après et mis au secret, sortirent de prison sans avoir pu deviner quel motif les y avait fait mettre.

Le procès des ouvriers typographes, prévenus du délit de coalition, se termina par la condamnation de quatre d'entre eux à dix jours de prison et 16 francs d'amende. L'Empereur, sur leur demande, leur fit grâce de la prison.

Le gouvernement avait à cette époque déclaré aux sociétés religieuses de bienfaisance une guerre dont on trouvera le récit dans un des chapitres suivants, et qui avait pour but d'user de leur influence à son profit ou de les remplacer par des institutions créées par lui. Le refus formel opposé par les conférences de la *Société de Saint-Vincent de Paul* à la proposition d'accepter un directeur suprême de la main du gouvernement, lui fournit l'occasion qu'il cherchait d'opposer à la Société récalcitrante la *Société du Prince impérial* ou *des prêtres de l'enfance au travail*, créée sous le patronage de l'impératrice sur le modèle exact de la Société de Saint-Vincent de Paul, dont il demandait lui-même à modifier l'organisation comme contraire à la loi. Les journaux prirent une part très-vive à la lutte engagée entre le gouvernement et la *Société de Saint-Vincent de Paul*; la curiosité publique, aussi prompt à s'éveiller qu'à se lasser, finit par trouver qu'elle se prolongeait trop. La publication d'une de ces lettres que l'Empereur lançait de temps en temps comme des coups de foudre la détourna d'ailleurs sur un autre sujet. Cette lettre, adressée à M. Thouvenel, ministre des affaires étrangères, parut dans

le *Moniteur* du 20 mai. L'Empereur déclarait qu'il y avait urgence à résoudre la question romaine et conviait Pie IX et Victor-Emmanuel à s'entendre sur les conditions d'une transaction « qui, en maintenant le pape libre chez lui, » abaisserait les barrières qui séparent aujourd'hui ses » États du reste de l'Italie ». M. Thouvenel précisa les choses dans une lettre du 30 mai à M. de Lavalette, ambassadeur du gouvernement impérial à Rome : *statu quo* territorial, renonciation de l'Italie à Rome, engagement de l'Italie de respecter le territoire pontifical et de se charger de la dette romaine ; telles étaient les bases de l'entente proposée par le ministre des affaires étrangères. L'Empereur proposait en outre aux États catholiques d'offrir au souverain pontife une sorte de liste civile. Il offrait, pour la part de la France, 3 000 000 de francs, dont les titres inscrits sur le grand livre de la dette publique seraient remis entre les mains du pape. Pie IX répondit qu'il ne savait pas ce que c'était que le grand livre, et qu'il n'accepterait, en cas de transaction, que la restitution du revenu des *Annates*, mais que d'ailleurs il n'était nullement disposé à transiger.

L'échec des propositions faites au pape, en amenant un nouveau revirement de la politique impériale dans la question romaine, rendit le remplacement de M. Thouvenel nécessaire : M. Drouyn de Lhuys, qui avait occupé le ministère des affaires étrangères une première fois après l'élection présidentielle de Louis Bonaparte, et une seconde fois à la fin de 1851, mais pendant quelques jours seulement, fut appelé à le remplacer. M. Drouyn de Lhuys, rallié au coup d'État, membre de la commission consultative, vice-président du Sénat, entra de nouveau comme remplaçant de M. de Turgot au ministère des affaires étran-

gères le 28 juillet 1852 ; il l'occupait encore au moment où l'expédition de Crimée fut résolue. Croyant encore à la paix et convaincu que sa présence à la conférence de Vienne empêcherait la guerre d'éclater entre les puissances occidentales et la Russie, il se rendit dans cette ville au mois d'avril 1855 ; l'inutilité de cette démarche le mit dans l'obligation de donner sa démission. L'année suivante, il quitta sans motif apparent le Sénat, à la suite du message de l'Empereur destiné à réveiller l'esprit d'initiative de ce corps. M. Drouyn de Lhuys présidait le comité agricole de Melun, la Société d'acclimatation, le conseil d'administration du chemin de fer de l'Est, lorsque Napoléon III vint l'arracher à ces nombreuses fonctions pour lui confier une troisième fois le portefeuille des affaires étrangères. M. Thouvenel apprit son remplacement par cette lettre assez énigmatique :

« Saint-Clouf, 15 octobre 1862.

» Mon cher monsieur Thouvenel,

» Dans l'intérêt même de la politique de conciliation que vous avez loyalement servie, j'ai dû vous remplacer au ministère des affaires étrangères ; mais, en me décidant à me séparer d'un homme qui m'a donné tant de preuves de son dévouement, je tiens à lui dire que mon estime et ma confiance en lui ne sont nullement altérées.

» Je suis persuadé que dans toutes les positions que vous occuperez, je pourrai compter sur vos lumières comme sur votre attachement, et je vous prie, de votre côté, de croire toujours à ma sincère amitié.

» NAPOLEON. »

La circulaire de M. Drouyn de Lhuys aux agents diplomatiques de l'Empire ne suppléait guère à l'obscurité de cette lettre. Le nouveau ministre disait tout simplement : « Le gouvernement, invariablement fidèle aux principes qui l'ont guidé jusqu'ici, continuera de consacrer tous ses efforts à l'œuvre de conciliation qu'il a entreprise en Italie. »

La circulaire du ministre de l'intérieur aux préfets résumait ainsi l'état des choses : « La politique de l'Empereur reste la même, mais elle subit un temps d'arrêt. » Un journal récemment fondé par des sénateurs et qui passait pour avoir des rapports très-intimes avec plusieurs membres du gouvernement, *la France*, crut devoir à son tour éclaircir la situation par cette déclaration : « La politique » de l'Empereur n'a pas changé, mais la direction de cette » politique s'est profondément modifiée. »

Le premier acte diplomatique de M. Drouyn de Lhuys après sa circulaire, fut une note adressée le 30 octobre 1862 aux cours d'Angleterre et de Russie, pour leur proposer d'offrir en commun leurs bons offices aux belligérants des États-Unis, afin d'amener une suspension d'armes de six mois. C'était l'intervention et la médiation déguisées. L'Angleterre et la Russie refusèrent d'accéder à cette proposition. Presque au même moment, M. de Bismarck, ambassadeur de Prusse auprès de Napoléon III, nommé récemment président provisoire du conseil des ministres, vint à Paris pour remettre ses lettres de rappel. Sa présence n'y passa point inaperçue. Un article du *Journal des Débats* apprit au public « que le ministre prussien s'était rendu » à Paris non-seulement pour y remplir une formalité » diplomatique, mais encore pour compléter sur place » l'étude de nos institutions politiques, de notre adminis- » tration civile, de notre organisation militaire, et de notre » situation financière ». Le journal ajoutait : « M. de Bis- » marck a beaucoup appris pendant le peu de jours qu'il a » passés parmi nous, et il est reparti de Paris très-satisfait » de ce qu'il y a vu et entendu. »

L'Empereur et l'Impératrice quittèrent le 5 juillet Fontainebleau pour visiter l'Auvergne. Le prince Louis-Napo-

l'éon, qui trouvait « aussi illogique de créer des ducs sans » duchés que de nommer des colonels sans régiments, car si » la noblesse avec privilège est opposée à nos idées, sans » privilège elle devient un ridicule » (1), conféra cependant en passant à Clermont le titre de duc à M. de Morny. L'Empereur et l'Impératrice firent ensuite une visite à M. de Persigny dans son château de Chamarande. L'Empereur, qui avait beaucoup voyagé cette année, allant de l'Auvergne à Vichy, de Vichy à Biarritz, de Biarritz aux haras du Pin, termina ses pérégrinations par un court séjour au château de Ferrières, chez M. de Rothschild, où eurent lieu de grandes chasses en son honneur.

La réforme financière, à travers laquelle semblait apparaître la perspective d'une réforme politique, avait fait espérer que le gouvernement ne tarderait pas à entrer dans une voie plus libérale. On s'aperçut bientôt, au contraire, qu'il n'entendait se relâcher en rien de la surveillance jalouse qu'il exerçait sur les esprits. Cent cinquante ou deux cents personnes des deux sexes se réunissaient trois fois par semaine dans un rez-de-chaussée de la rue de la Paix pour entendre des discours et des lectures sur divers sujets d'histoire, de littérature, de poésie, de géographie. Le gouvernement, après avoir consulté le conseil supérieur de l'instruction publique, décida qu'il était temps de soustraire le public à l'influence funeste que pouvaient avoir sur lui les doctrines subversives de M. Deschanel sur Corneille et sur Molière, et de fermer le salon de la rue de la Paix. Il défendit également la représentation d'un drame tiré du roman de Victor Hugo, *les Misérables*.

M. Émile Augier fut plus heureux. La représentation sur la

(1) *Progrès du Pas-de-Calais*, 1844.

scène du Théâtre-Français de sa comédie, *le Fils de Giboyer*, avait excité les plaintes de la presse religieuse, indignée que l'auteur eût « osé faire comparaître sur les planches » les hommes mêmes contre lesquels on voudrait amener l'opinion ». Le public avait en effet reconnu le plus célèbre des écrivains cléricaux sous les traits d'un des personnages de la comédie de M. Émile Augier ; mais les feuilles religieuses avant de se plaindre auraient dû se rappeler les applaudissements qu'elles prodiguaient aux Aristophanes de 1848. Un acteur n'emprunta-t-il pas à cette époque la figure, les vêtements, les lunettes d'un socialiste fameux ? Une actrice, copiant les traits d'une femme à qui la France doit peut-être ses plus vives émotions littéraires, n'essaya-t-elle pas de la livrer à la risée publique sous le nom de l'héroïne d'un de ses romans ? Mais si les feuilles cléricales, qui tressaient des couronnes aux auteurs de ces charges ignobles, n'étaient pas en droit de se plaindre du portrait tracé par l'auteur du *Fils de Giboyer*, elles pouvaient du moins constater que la scène n'étant pas libre, M. Émile Augier jouissait d'immunités particulières, et qu'il frappait ses adversaires avec des armes dont il ne leur serait certainement pas permis de se servir contre lui. Les amis de l'auteur du *Fils de Giboyer* répondirent en rappelant aux journaux religieux leurs fières déclarations à l'époque de la dissolution du conseil général de la Société de Saint-Vincent de Paul. Ne disaient-ils pas alors, en effet, que c'est ne rien entendre à la liberté que de ne pas respecter dans autrui les droits dont on est privé soi-même, et que la liberté pour n'être que le privilège de quelques-uns n'en est pas moins la liberté ?

Le journalisme religieux fit remonter ses plaintes jusqu'à l'Empereur, auquel il reprocha d'avoir autorisé la repré-

sensation du *Fils de Giboyer* malgré la censure. Le *Moniteur* du 8 décembre 1862 se crut obligé de démentir cette assertion :

« Un journal du soir prétend que la pièce de M. E. Augier aurait été défendue par la commission d'examen, et que l'Empereur serait intervenu personnellement pour faire lever l'interdit.

» Cette double assertion est dénuée de fondement. La pièce de M. E. Augier n'a jamais été défendue et la haute intervention de Sa Majesté ne s'est exercée en aucune façon au sujet de cet ouvrage. »

M. Émile Augier ne craignit pas de discuter cette note dans une lettre adressée au rédacteur en chef de l'*Opinion nationale* :

« Mon cher monsieur Guérout,

» Au fond, la rectification du *Moniteur* est une question de mots : elle est juste en ce sens que ma pièce n'a pas été *défundue* ; mais seulement *retenue* par la commission de censure, pour des modifications qu'elle voulait m'imposer et que je ne voulais pas faire.

» Après vingt et un jours d'attente et, de guerre lasse, j'ai retiré la pièce du théâtre ; le lendemain, elle a été autorisée sans conditions et sans examen par une libéralité qui a bien voulu me juger capable de porter la responsabilité de mes actes.

» Agréez, etc.

» ÉMILE AUGIER. »

Une de ces cérémonies théâtrales dont le retour fréquent émoussait l'attrait, l'inauguration du boulevard du Prince-Eugène, fournit à l'Empereur entouré de ses maréchaux, ayant à ses côtés le prince Napoléon et le prince Murat et en face de lui l'Impératrice assise sur une estrade, l'occasion de prononcer un de ces discours vides et pompeux dont il était si prodigue, et dans lequel se trouvaient mêlées, à l'éloge fort exagéré du prince Eugène, des digressions sur la boulangerie, l'assistance publique et le prêt d'honneur, « l'œuvre de l'Impératrice qui, mettant des capitaux à la » portée des artisans honnêtes et laborieux, fera mentir le » vieux proverbe *qu'on ne prête qu'au riche* ».

M. Haussmann, préfet de la Seine, partagea les honneurs de la fête avec le prince Eugène. L'Empereur le félicita surtout d'ouvrir des rues spacieuses, des jardins, des monuments, en développant l'assistance publique, en multipliant les édifices religieux et les bâtiments scolaires, « sans compromettre en rien l'état prospère des finances de la Ville ».

Le conseil municipal avait donné le nom de la reine Hortense à l'un des boulevards voisins de celui que l'Empereur inaugurerait. Napoléon III, après avoir exprimé combien il était touché de « ce mouvement spontané de la population », ajouta : « Les noms à inscrire sur le marbre ne doivent pas être le privilège de ma famille. » La nouvelle voie de communication destinée à remplacer le canal Saint-Martin, au lieu de porter le nom de la reine Hortense, devait donc prendre celui de Richard Lenoir, « qui de » simple ouvrier devint l'un des premiers manufacturiers » de France, que l'Empereur décora de sa main, et qui » employa une fortune noblement acquise à soutenir ses » ouvriers pendant les mauvais jours et à les armer lorsqu'il fallut repousser l'invasion étrangère ».

Le soir, une brillante illumination appela la foule sur le parcours de ce nouveau boulevard, dont les maisons n'attendaient plus que des locataires.

La réception de M. de Budberg pour remettre à l'Empereur les lettres qui l'accréditaient en qualité d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de l'empereur de Russie, eut lieu aux Tuileries quelques jours après l'inauguration du boulevard du prince Eugène. Les discours prononcés à cette occasion tranquilliserent un peu les esprits alarmés par les événements de Pologne. L'Empereur affecta, dans sa réponse à M. de Budberg, une très-grande cordialité. Après s'être félicité des rapports qui existaient depuis six ans



entre l'empereur de Russie et lui, il ajouta : « Ils ont d'autant plus de chance de durée qu'ils sont nés d'une sympathie mutuelle et des intérêts véritables des deux empires. »

Le coton américain n'arrivait plus en Europe, par suite de la guerre entre les États du Nord et ceux du Sud ; les souffrances des ouvriers cotonniers devenaient chaque jour plus poignantes. Le *Siècle* ouvrit en leur faveur une souscription dont le produit dépassa 100 000 francs. Un comité se forma d'un autre côté pour recueillir les dons. Le pape et le comte de Chambord lui envoyèrent chacun la somme de 10 000 francs. Le chef de la branche aînée de la maison de Bourbon semblait chercher depuis quelque temps à attirer sur lui l'attention publique. Il figura parmi les nombreux curieux que l'exposition de l'industrie attirait à Londres, et les journaux annoncèrent que pendant son séjour dans cette ville, il avait fait une visite à la reine Marie-Amélie. On crut cette fois que la fusion allait enfin réussir, mais on sut bientôt que tout s'était borné entre la tante et le neveu à une entrevue personnelle à laquelle les fils de Louis-Philippe n'assistaient pas. Le duc de Montpensier et le comte de Chambord se rencontrèrent à l'exposition sans se reconnaître. Les journaux légitimistes affectèrent d'attacher une grande importance au voyage du chef des Bourbons de la branche aînée à Londres. L'un d'eux s'applaudissait de ce que le comte de Chambord s'était « mis en » communication intime avec l'esprit commercial, industriel » et artistique de la France » ; un autre s'écriait, en parlant de la présence du royal voyageur en Angleterre : « Son » séjour à Londres est un fait mémorable dans la vie de » l'auguste prince ; il y puisera de nouvelles espérances et » de nouvelles forces pour accomplir ses destinées. »

L'année 1862 vit la résurrection officielle du titre de

duc décerné à M. de Morny et fut également témoin de la résurrection du titre de chevalier. Napoléon I^{er}, qui n'osa pas faire des marquis, créa des chevaliers. Napoléon III paraissait vouloir se borner à faire des ducs, tout au plus des comtes, mais le nombre des demandes relatives au titre de chevalier héréditaire de l'Empire adressées au conseil des sceaux était si considérable, que cédant à l'empressement des solliciteurs il donna l'ordre de faire droit à celles qui se trouvaient dans les conditions voulues. Les mesures de ce genre, qu'un ridicule mérité aurait dû atteindre, n'arrivaient même pas à la connaissance du public. Les journaux les passaient sous silence, ne pouvant les critiquer par crainte des avertissements ; car le gouvernement profitait de toutes les occasions et de tous les prétextes pour appesantir son bras sur eux avec une rigueur qui, loin de fléchir, redoublait avec le temps. L'histoire de la presse, depuis le coup d'État jusqu'à la fin de 1860, n'est en effet qu'un long martyrologe. La persécution recommence le 29 janvier 1861, par un avertissement donné au *Courrier du dimanche* et par l'expulsion hors du territoire français de M. Ganesco, auteur de l'article qui a motivé la mesure de rigueur prise contre le journal.

M. de Persigny, pour justifier cette brutale expulsion d'un homme investi du titre de rédacteur en chef, malgré son origine étrangère bien connue, eut recours à l'artifice d'une lettre adressée à un de ses amis d'Angleterre dans laquelle, en protestant de son penchant pour la libre discussion des actes du gouvernement, il déclara que sa tolérance n'irait jamais jusqu'à permettre des attaques contre le principe des institutions impériales et la dynastie.

Le sénatus-consulte autorisant la publicité des séances du Sénat et du Corps législatif au moyen de la reproduc-

tion du compte rendu sténographique officiel, avait créé une nouvelle cause de conflits entre le gouvernement et la presse, et par conséquent une nouvelle cause d'alarmes pour elle. Tout était ténèbres dans l'interprétation de ce sénatus-consulte. Une circulaire de M. de Persigny permettait bien toute discussion, à l'exception de celles qui touchent au principe du gouvernement, mais le décret du 17 février 1852 n'interdisait pas non plus formellement l'appréciation, le jugement des débats du Corps législatif, et cependant peu de temps après la promulgation de ce décret, un journal, qui s'était cru le droit de discuter une séance, reçut un avertissement; les autres se le tinrent pour dit, et depuis, aucune feuille n'avait osé se risquer sur ce terrain. Les journaux étaient-ils privés du droit dont ils jouissaient sous les régimes antérieurs, de recueillir par un sténographe attaché à leur rédaction les débats législatifs, de restreindre telle portion de ces débats et de développer telle autre, selon qu'elle leur paraîtrait plus ou moins intéressante, ou en empruntant la sténographie du *Moniteur*, seraient-ils obligés de l'emprunter en totalité? Le sénatus-consulte relatif aux modifications à introduire dans le régime du Corps législatif et par conséquent dans celui de la presse ne contenait aucune disposition formelle à ce sujet; M. Troplong se contentait de dire dans son rapport que les journaux conservaient la faculté de reproduire, d'après le compte rendu officiel exclusivement, la partie des débats qui leur semblerait la plus utile à communiquer à leurs lecteurs, avec l'obligation de la publier textuellement, ainsi que les parties du compte rendu des séances ultérieures qui s'y rattachaient. L'appréciation des débats était libre, selon le président du Sénat, à la condition de ne pas tomber dans le compte rendu. Mais comment éta-

blir la distinction entre l'appréciation et le compte rendu? Le gouvernement refusait de s'expliquer, et ce refus cachait évidemment l'intention de créer une équivoque qui lui permit de tenir la menace d'un avertissement ou d'un procès, suspendue sur la plume du journaliste, et de l'empêcher ainsi de donner aux séances de la Chambre cette forme saisissante et dramatique qui en redoublait l'importance sous les précédents régimes parlementaires. Le gouvernement comptait bien d'ailleurs que le public, fort affairé de nos jours, ne lirait pas des comptes rendus d'une longueur considérable comme ceux que ses sténographes allaient rédiger à l'usage des journaux. Il espérait aussi que les journaux, réduits pendant six mois de l'année à remplir leurs colonnes avec ces interminables débats, perdraient une partie de leur attrait et par conséquent de leurs abonnés. Le gouvernement n'avait qu'une politique à l'égard de la presse : la déconsidérer, l'intimider et la transformer de plus en plus en simple rouage de la machine administrative, au moyen de l'autorisation, de l'avertissement officiel ou officieux et de la suppression. Aussi suivait-il d'un œil vigilant tous les détails de l'existence des journaux ; le moindre changement dans la propriété ou dans la rédaction ne pouvait s'effectuer sans qu'il intervînt pour le sanctionner ou pour y mettre obstacle. Un certain Prost, bien et dûment autorisé par le ministère, avait acheté en 1860 de l'abbé Migne le journal *la Vérité*, dont il changea le titre en celui de *Courrier de Paris*. Ce journal, bientôt réduit aux expédients pour vivre, voulut s'associer au *Messenger*, appartenant à M. Achille Jubinal, député au Corps législatif, bien connu par son dévouement à l'Empereur ; les frais des deux journaux, n'ayant qu'une composition et une rédaction, auraient diminué de moitié.

Cette combinaison ayant été repoussée par le bureau de la presse, le propriétaire du *Courrier de Paris* fut obligé de le mettre en vente.

M. Leymarie, déjà rédacteur en chef du *Courrier du dimanche*, croyant acheter non pas un journal sans abonnés, mais l'autorisation en vertu de laquelle ce journal existait et dont il espérait se servir pour fonder une nouvelle entreprise, se rendit acquéreur du *Courrier de Paris* au prix de 100 000 francs. M. Arthur de la Guéronnière, chef de la division de la presse au ministère de l'intérieur, après avoir promis cette autorisation, montrait de jour en jour plus d'hésitation à tenir sa promesse, et répondait aux instances de M. Leymarie par des demandes réitérées de renseignements : d'où venait le capital du journal? était-il de 500 000 francs ou de 1 000 000, comme le bruit en courait? de quels écrivains la rédaction devait-elle se composer? et bien d'autres questions qui trahissaient l'inquiétude et les soupçons du gouvernement.

Un homme que l'Empire avait, dès son origine, trouvé au nombre de ses adversaires les plus résolus, M. d'Haussonville, se proposait, d'après la rumeur publique, de prendre une part active à la rédaction du journal de M. Leymarie, et de là venaient les lenteurs et les hésitations du chef de la division de la presse au ministère de l'intérieur. M. de la Guéronnière finit par déclarer que, dans une aussi grave affaire, il ne pouvait rien prendre sur lui, et qu'il en remettait la décision au ministre de l'intérieur, M. Billault. Ce dernier, dans une audience accordée à M. d'Haussonville, convint que sa prétention d'user du droit d'exprimer sa pensée sur les affaires publiques par la voie des journaux, était fort légitime sans doute, mais que le ministre, chargé par la confiance du chef de l'État

de veiller à ce que l'administration ne fût pas inquiétée dans ses allures, avait le droit de se tenir sur la défensive contre une opposition qui pourrait lui créer des embarras (1). M. d'Haussonville ayant tout de suite donné à son interlocuteur l'assurance que le *Courrier de Paris* ne sortirait jamais du terrain constitutionnel, M. Billault lui répondit en lui rappelant l'exemple de l'opposition constitutionnelle mais fort vive du *Courrier du dimanche*. Il ajouta que la loyauté de M. d'Haussonville était au-dessus du soupçon, et qu'il était armé d'ailleurs d'un pouvoir discrétionnaire suffisant pour réprimer les écarts de la polémique, mais qu'il était toujours désagréable pour un gouvernement d'être obligé de recourir à ce pouvoir. La conclusion de M. Billault fut que la question devait être soumise aux ministres en conseil. M. Leymarie n'obtint pas son autorisation. Il crut pouvoir alors rétrocéder le *Courrier de Paris* à un acheteur qui offrait de prendre l'engagement de ne donner aucune part dans la propriété ni dans la rédaction à M. d'Haussonville. Nouveau refus de M. Billault. La propriété d'un journal cessait ainsi d'être une propriété, puisque le propriétaire n'était pas libre d'en disposer à son gré. Le *Courrier de Paris* resta donc par force dans les mains de ses premiers propriétaires, et M. Hippolyte Castille, ancien rédacteur de la *Révolution démocratique et sociale*, reçut du ministre l'investiture de sa rédaction en chef. Il ne resta pas longtemps dans ce poste ; les principaux articles du *Courrier de Paris* portèrent bientôt la signature de M. Clément Duvernois, ancien gérant de l'*Algérie nouvelle*, journal qui s'était récemment attiré du ministre de l'Algérie les terribles reproches formulés dans

(1) *Histoire d'une demande en autorisation de journal*. Paris, 1860.



ce rapport spécial adressé à l'Empereur par le ministre de l'Algérie :

« Sire,

» Je viens demander à Votre Majesté de vouloir bien, par application de l'article 32 du décret organique du 17 février 1852, ordonner la suppression du journal publié à Alger sous le titre de *l'Algérie nouvelle*.

» Méconnaître tous les services rendus ; répandre contre l'armée des attaques aussi injustes que violentes ; chercher à jeter entre elle et les fonctionnaires de l'ordre civil les excitations d'une rivalité qu'heureusement le bon sens et le dévouement surent toujours repousser ; faire naître dans l'esprit des colons la méfiance qui produit le découragement ; représenter l'état de la colonie sous un aspect qui devait en éloigner ceux qui pourraient y porter leur industrie, leurs capitaux ; exposer le pays à d'incessantes agitations par une polémique menaçante pour bien des intérêts, et peut-être paralyser ainsi les efforts du gouvernement ; telle semble être la tâche que *l'Algérie nouvelle* s'est imposée. Et je pourrais pourtant ajouter encore que ce journal ne suffisait pas aux passions des hommes qui le dirigeaient, car ils voulurent recourir à d'autres modes de publicité pour outrager, sans exception, tous les fonctionnaires les plus élevés, et descendre dans une autre publication aux plus grossières et aux plus mensongères allusions contre les dépositaires du pouvoir dans la colonie.

» Ni la longanimité de l'administration, qui entendait laisser à la discussion de ses actes la plus entière liberté, ni ses avis officiels n'avaient pu prémunir ces excès ; ses avertissements, ainsi que ceux de la justice, n'ont pu les faire cesser.

» Ces excès, Sire, qui déjà avaient amené de déplorables scènes dans la ville d'Alger, ont de nouveau menacé d'avoir des conséquences qu'il a fallu toute la fermeté de l'autorité pour empêcher de dégénérer en véritable trouble apporté à l'ordre public.

» En France, de semblables écarts ne sauraient être tolérés ; encore moins le peuvent-ils être dans cette colonie nouvelle qui, pour grandir et profiter des bienfaits que votre sollicitude ne cesse de répandre sur elle, a besoin de travail, qui ne peut exister sans la confiance et le calme.

» J'ai donc la conviction, Sire, de donner satisfaction à tous les hommes sincèrement attachés à la prospérité de l'Algérie, à tous ceux qui veulent réellement le progrès de ses institutions civiles, et qui ont accueilli avec tant de gratitude tout ce que l'Empereur a fait dans cet intérêt, lorsque je viens demander à Votre Majesté d'approuver le décret qui prononce la suppression du journal *l'Algérie nouvelle*.

» Je suis, etc.

» *Le ministre de l'Algérie et des colonies,*

» Comte DE CHASSELOUP-LAUBAT. »

M. de Persigny, qui avait succédé à M. Delangle au ministère de l'intérieur, vécut en paix avec les journaux jus-

qu'au 11 juillet 1861. Un article intitulé : *Le budget et le Corps législatif* valut ce jour-là un avertissement à la *Gironde*. Cet article, qui contenait une appréciation de notre situation financière moins alarmante que le mémoire de M. Fould, fut néanmoins considéré par M. de Persigny non-seulement comme « une attaque », mais encore comme « un outrage aux institutions que la France s'est données ».

Le préfet de Maine-et-Loire donne le 22 juillet un avertissement à l'*Ami du peuple* d'Angers, pour un article concernant Oscar Boeker et sa tentative d'assassinat sur le roi de Prusse. Le 16 août, l'*Écho d'Oran* est averti, pour s'être permis des attaques contre le gouvernement espagnol. Le journal de Bône, *la Seybouse*, est frappé le 26; l'*Écho de l'Aveyron*, le 19 septembre; la *France centrale* de Blois, le 14 octobre; la *Revue des deux mondes*, le 16, pour un article sur les finances. Un résumé de la quinzaine attire le 30 novembre un avertissement au *Propagateur* de la Martinique; l'*Ami de la religion* est averti le 10 décembre pour un article portant ce titre : *Premier pas en Russie vers la responsabilité ministérielle*.

M. le duc d'Aumale, nommé président de la Société des antiquaires à Londres, avait porté deux toasts au banquet annuel de cette Société. M. Léon Masson eut l'idée de publier les deux discours qui suivaient les toasts. M. Dumineray, libraire, se chargea d'éditer la brochure et M. Wittersheim de l'imprimer. Elle allait paraître lorsque la circulaire de M. de Persigny du 13 mai 1861 ordonna la saisie de toutes les publications faites au nom des personnes bannies ou exilées du territoire, « de quelque nature que puissent être ces publications, sous quelque forme qu'elles se produisent, livres, journaux, brochures ». M. Wittersheim refusa im-

médiatement d'exécuter ses conventions verbales avec M. Dumineray, et il lui fit part de son refus dans une lettre qui peut donner une idée des périls journaliers que créait aux imprimeurs la loi sur l'imprimerie et la librairie :

« Une seule fois j'ai été, par suite d'un brusque événement, dans une fausse position ; mais, grâce à un haut et puissant personnage, je m'en suis heureusement tiré. Je redouble de surveillance depuis, car c'est jouer trop gros jeu, et le bénéfice n'est rien en comparaison des risques que l'on court. Je préfère ne pas gagner que de gagner avec de telles chances qui vous font toujours mal noter. La circulaire du 13 mai est à mes yeux la plus formelle défense d'imprimer qui puisse être formulée ; ne s'agirait-il que d'un simple calendrier, dès qu'il serait signé de personnes bannies et exilées, je refuse et refuserai toujours mon concours. Je ne veux pas tomber sous le coup d'une saisie administrative. Ma fortune et mon avenir dépendent de l'administration, elle tient entre ses mains mon brevet ; or, il se commet tous les jours des infractions dans les maisons les mieux tenues auxquelles je ne saurais échapper, alors elle a le droit de nous saisir légalement. Si elle ne procède pas rigoureusement, c'est qu'elle est bienveillante ; mais, pour ne pas craindre ses rigueurs et mériter sa bienveillance dont j'ai toujours besoin, le simple bon sens me conseille de ne pas la braver.... »

Le titre d'organe officieux du gouvernement ne portait pas bonheur aux journaux qui en étaient décorés. Le *Constitutionnel* notamment voyait chaque jour diminuer le nombre de ses abonnés. Le conseil de surveillance de ce journal pensa que la meilleure manière de le relever était d'en confier de nouveau la direction au docteur Véron. Deux lettres placées en tête du *Constitutionnel* du 22 octobre 1861 annoncèrent solennellement cette nouvelle au public. Le docteur Véron déclarait que le *Constitutionnel* saurait allier désormais l'indépendance la plus complète au plus sincère dévouement.

La *Patrie*, craignant la concurrence, se hâta d'annoncer elle aussi qu'elle entrait dans la voie de l'indépendance et du dévouement, en s'autorisant de l'exemple de Chateaubriand, que sa fidélité à la Restauration n'avait pas em-

pêché, dans certaines circonstances, de se séparer de ce gouvernement. Le *Constitutionnel* aussitôt d'avertir la *Patrie* avec terreur de bien se garder de confondre l'indépendance avec l'opposition « terrible, effrénée, impitoyable » de l'adversaire de M. de Villèle. Querelles de boutique et luttes d'influence ! Chaque journal officieux avait alors son « inspirateur », ministre, candidat ministre ou sénateur ; et ces hommes d'État, cachés derrière les journaux, se battaient comme les dieux d'Homère, cachés derrière les nuages.

L'année 1861 touchait à sa fin, lorsque M. Victor de Laprade, membre de l'Académie française, professeur de littérature française à la Faculté des lettres de Lyon, poète d'un grand talent et homme de cœur, voyant l'empressement avec lequel des écrivains comme M. Sainte-Beuve, par exemple, venaient en aide à l'Empire dans son œuvre de démoralisation des esprits et des caractères, exprima son indignation dans une éloquente pièce de vers intitulée : *Les Muses d'État*. M. Rouland, ministre de l'instruction publique, se hâta, dans un rapport adressé à l'Empereur, de proposer la destitution de l'auteur de ces vers, remplis « d'allusions injurieuses envers le souverain issu du suffrage universel et envers la nation qu'il gouverne glorieusement ». Le *Correspondant*, qui avait publié la satire, en fut quitte pour un avertissement.

Le rapport de M. Rouland articulait contre M. de Laprade le délit d'excitation à la haine et au mépris du gouvernement. Simple citoyen, il eût été traduit devant les tribunaux, et par conséquent il eût couru les chances d'un acquittement ; journaliste, on se serait contenté de l'avertir ; professeur, on le frappait sans débat contradictoire de la peine la plus rigoureuse. Cette disproportion

dans la pénalité montra combien il était nécessaire de rétablir la justice spéciale devant le conseil de l'instruction publique, qui existait sous la Restauration, à l'usage des membres de l'Université. Les évêques n'avaient-ils pas gardé le privilège d'être soumis à la juridiction spéciale du Conseil d'État ?

M. Saint-Marc Girardin clôt la liste des journalistes avertis en 1861. Il est piquant de voir cet écrivain, d'une expérience si consommée et d'une si parfaite modération, accusé par M. de Persigny d'avoir, dans un article du *Journal des Débats*, « porté atteinte à la foi dans la force et dans la durée de nos institutions ».

L'*Orléanais* ouvre la marche funèbre des victimes de l'administration pendant l'année 1862. Il est frappé le 10 janvier d'un premier avertissement pour avoir commenté un décret de l'Empereur en termes injurieux ; il s'attire un second avertissement le 13 juillet, parce que sa revue politique « contient un article relatif à la reconnaissance du royaume d'Italie par la Russie, qui, en outrageant un souverain ami de la France, attaque indirectement le gouvernement de l'Empereur ». M. Rouland, chargé de l'intérim du ministère de l'intérieur, signale en même temps à l'Empereur ce journal qui, averti deux fois pour excitation à la haine et au mépris du gouvernement, « continue un système d'attaques violentes et d'opposition déloyale ». L'*Orléanais*, en effet, ne s'est-il pas permis de soutenir que « l'état de l'industrie des couvertures est déplorable dans le département du Loiret ». Un décret impérial daté de Vichy ne tarda pas à punir par la suppression la dangereuse assertion de l'*Orléanais*.

L'*Opinion nationale*, qui « se livre à des appréciations injurieuses et déverse l'outrage sur un des grands corps de

l'État », est avertie le 27 février. Un second avertissement ne tarde pas à punir sa persistance « à dénaturer les intentions libérales de l'Empereur, en les attribuant à des influences que ce journal appelle cléricales ».

Les correspondances adressées de Paris aux journaux des départements étaient devenues l'objet de la surveillance la plus active de la part du bureau de la presse. La correspondance parisienne de la *France centrale* de Blois attire le 27 février à ce journal un deuxième avertissement, pour excitation à la haine et au mépris du gouvernement. La correspondance de l'*Espérance du peuple*, « conçue dans une pensée factieuse », vaut à ce journal deux avertissements consécutifs du 1^{er} au 4 mars. Les articles sur la Chambre ne cessent pas d'être un grave sujet de préoccupation et d'inquiétude pour les journaux. Le compte rendu officiel des séances des Chambres donnait lieu à de graves reproches d'inexactitude. M. Ernest Picard avait signalé le 19 mars à la tribune du Corps législatif une différence notable entre le texte des débats du Sénat inséré au *Moniteur* et celui que le président de cette assemblée faisait rédiger pour les journaux. Il s'agissait d'une phrase retirée du discours prononcé par le sénateur Siméon dans une discussion sur les affaires du banquier Mirès auxquelles il était mêlé. Les journaux pouvaient-ils se permettre des réflexions sur ce changement, sans s'exposer à les voir transformées en appréciation de la séance dans un moment où la moindre réflexion passait pour compte rendu « injurieux et infidèle » aux yeux de M. de Persigny? L'avertissement donné à la *Presse* le 22 février prouva qu'elle avait eu tort de le croire.

Un avertissement au sujet de quelques lignes vives et spirituelles sur le général de Goyon, commandant en chef

de l'armée d'occupation à Rome, prévint le *Charivari* que l'Empire ne permettait pas aux petits journaux la piquante et inoffensive raillerie, tolérée par tous les gouvernements : le *Progrès de Lyon*, le *Mémorial des Deux-Sèvres*, la *Guienne*, la *Gironde* sont, après le *Charivari*, les seuls journaux avertis, du mois de juin au mois de septembre ; le *Progrès de Lyon* et la *Gironde* reçoivent deux avertissements dans cet espace de temps. La *Chronique de l'Ouest*, l'*Opinion du Midi*, coupables de prétendre que les catholiques « ont besoin de se coaliser pour se procurer une protection qu'ils ne trouvent pas auprès du gouvernement », sont frappés dans le courant de septembre.

Le *Siècle* est également atteint, le 14 novembre, des foudres ministérielles dans la personne de son directeur politique, M. Havin, signataire d'un article sur la fixation du nombre des députés, considéré par l'administration comme « une atteinte au respect dû à la Constitution et aux lois ». L'auteur de la correspondance parisienne du *Phare de la Loire* excite à « la haine et au mépris du gouvernement en excitant une catégorie de citoyens à prendre contre lui la défense des libertés publiques ». Dans un article sur les élections, le gouvernement le rappelle au sentiment de ses devoirs, et termine l'année par la suppression du *Propagateur de la Martinique*, coupable de la publication de mauvaises nouvelles du Mexique.

La presse avait à se défendre non-seulement contre les rigueurs du gouvernement, mais encore contre les tentatives des hommes d'affaires, toujours désireux d'avoir un journal pour soutenir leurs entreprises financières, et ne reculant devant aucun sacrifice d'argent pour se procurer cet auxiliaire ; c'est ainsi qu'on vit à la fin de cette année M. Millaud, banquier, ancien associé de Mirès, devenir

propriétaire de la *Presse*. Les rédacteurs de ce journal adressèrent tout de suite la lettre suivante au gérant :

« Monsieur,

» Nous vous prions de bien vouloir annoncer que nous sommes à dater d'aujourd'hui étrangers à la rédaction de la *Presse*.

» Agréez, etc.

» A. PEYRAT, ELIAS REGNAULT, E. D. FORGUES,
JULES JUIF, GUSTAVE HÉQUET, AD. GAIFFE. »

CHAPITRE VII

1860-1862

LE CLERGÉ

SOMMAIRE. — Le clergé et le roi Jérôme. — Mandements et cérémonies funèbres. Oraison funèbre du zouave Gicquel. — *La France, Rome et l'Italie*, par M. de la Guéronnière. — L'évêque de Poitiers déferé comme d'abus au Conseil d'État. — Le prosélytisme religieux. — Procès devant la Cour de Lille. — Le clergé soumis à la juridiction administrative. — Circulaire de M. Delangle. — La Société de Saint-Vincent de Paul. — Conférence de Lusignan. — Le gouvernement et la Société de Saint-Vincent de Paul. — Circulaire de M. de Persigny. — Le gouvernement veut accaparer la direction de la Société. — Le *Siècle* et la Société de Saint-Vincent de Paul. — Procès de Riom. — Encore le prosélytisme religieux. — Circulaire de M. Rouland. — Suppression de quelques maisons religieuses. — Les évêques et la canonisation des martyrs du Japon. — M. Renan nommé à la chaire d'hébreu du Collège de France. — Sa destitution. — Le jubilé de Toulouse.

Le gouvernement et le clergé continuaient à offrir le spectacle de deux puissances qui, en restant d'accord sur l'ensemble et sur le fond des choses, se disputent sur certains détails. La vivacité de la lutte n'empêchait pas le clergé de prêter son appui au gouvernement dans les occasions importantes et de déployer dans les autres un très-grand zèle courtoisanesque auprès de l'Empereur et des membres de la famille impériale, si l'on en juge par ce passage d'une lettre de condoléance écrite à Napoléon III par le cardinal Donnet, archevêque de Bordeaux, à l'occasion de la mort du prince Jérôme, son oncle : « La » mort de S.A. I. le prince Jérôme, en affligeant le cœur » de Votre Majesté, a excité de douloureuses sympathies » dans la France entière. Vos sujets, qui ont toujours été si » heureux de vos prospérités, ont été atteints dans le plus » intime de leur âme par ce cruel événement. » Le prélat

terminait sa lettre en joignant ses regrets « à ceux de l'Empereur et de l'Impératrice, dont l'âme si sensible a dû » particulièrement souffrir de la perte d'un oncle qu'elle a » toujours entouré de son pieux respect et de sa filiale » affection ».

Quelques évêques cherchaient, il est vrai, à faire acte d'opposition au gouvernement en célébrant en grande pompe des services funèbres pour le repos de l'âme des défenseurs du pape, morts à Castelfidardo, qu'ils fussent obscurs ou illustres, roturiers ou nobles. M^{sr} Pie, évêque de Poitiers, ajoutait aux prières de l'Eglise des morceaux oratoires dont les lecteurs des journaux religieux faisaient leurs délices. M^{sr} Pie, quelques jours après avoir prononcé l'oraison funèbre du général de Pimodan, rendit le même honneur à un simple zouave nommé Jean Gicquel, qui « avant de voler au secours du Saint-Siège » était venu lui demander sa bénédiction. « Je n'oublierai jamais, » dit l'orateur sacré, « l'impression de bonheur qui brillait sur son visage quand il se releva. » Cette oraison funèbre émut profondément l'auditoire; elle se terminait ainsi :

« Notre héroïne vendéenne n'a-t-elle pas raconté dans des pages immortelles la courageuse hospitalité que les soldats de nos armées catholiques du Poitou recevaient des soldats bretons? Hélas! tu ne rencontrerais plus au pays natal ni père, ni mère, ni sœur pour pleurer ta mort, mais Poitiers, ta ville adoptive, te donne en ce moment des larmes; ma parole en fait couler dans bien des yeux, mais ce n'est pas assez; nous voulons qu'aux flancs de cette colline de Tibur où tu es couché, non pas sur le frais gazon et dans la molle attitude du poëte : *udum Tibur, supinum Tibur*, mais dans ton linceul de sang, dans ton suaire de martyr, nous voulons qu'un modeste monument recouvre ta tombe. On y lira ces mots : « A Louis Gicquel, mort pour la défense des États de l'Eglise, » ses frères d'armes partis comme lui de Poitiers. » Et sur ce marbre, les noms les plus nobles de notre province mêlés à ceux de plusieurs enfants du peuple viendront faire cortège au tien. »

Ces cérémonies, où les légitimistes se rendaient en foule, n'étaient pas sans porter ombrage au gouvernement, dont

le mécontentement se trahit bientôt par le langage de ses journaux. Le *Journal d'Arras* établit un rapprochement entre la pompe bruyante des funérailles des victimes de Castelfidardo et l'oubli dans lequel le clergé laissait les soldats morts dans la récente expédition de Chine et de Cochinchine; il rappela que les feuilles cléricales avaient pourtant salué de leurs acclamations le départ des troupes pour l'extrême Orient. « La France reprend, disaient-elles, ses glorieuses traditions, son épée sort du fourreau pour protéger le catholicisme. » Et maintenant l'Église n'avait pas de prières pour ceux qui étaient morts pour défendre ces traditions.

M^{gr} Parisis répondit au journal officieux de sa métropole par d'amères récriminations contre des guerres qui n'avaient servi, selon lui, qu'à fournir aux persécuteurs des prétextes spécieux qu'ils n'avaient pas jusque-là : les chrétiens pourchassés, non-seulement comme chrétiens, mais comme Français ou comme alliés de la France, les chrétientés autrefois florissantes, errant maintenant comme des troupeaux sans pasteur à la merci des loups, les rebelles détruisant les églises; tels étaient les résultats de ces « lamentables expéditions ». Le prélat ajoutait : « Et c'est dans » ces circonstances que l'on vient nous inviter, presque » officiellement, à célébrer le triomphe de la vraie foi en » Chine! »

L'allocution du pape du 17 décembre 1860 arriva en France dans ce moment : « La perfidie, la trahison règnent » maintenant partout, et notre âme est fortement attristée » de voir que l'Église est persécutée, même en France, où le » chef du gouvernement s'était montré si bienveillant pour » nous et avait feint d'être notre protecteur (*si era finto » nostro protettore*). Maintenant il nous est difficile de savoir

» si nous sommes protégés par des amis, ou si nous sommes
» mis en prison par des ennemis : *Petrus est in vinculis.* »
Les évêques français ne pouvaient manquer de répondre à ce cri de douleur du Saint-Père. Les mandements et les lettres pastorales devenant chaque jour plus nombreux et plus violents, le gouvernement crut devoir leur imposer les formalités du dépôt et du timbre. M. de la Guéronnière, conseiller d'État, directeur de l'imprimerie et de la librairie, venait de publier sa brochure : *la France, Rome et l'Italie*, inspirée par l'Empereur et reproduite *in extenso* dans le *Siècle*. M. de la Guéronnière attaquait sans ménagement le parti catholique, « ce parti qui a exploité la charité elle-même, qui s'est servi de vastes associations, qui a transformé de sublimes textes de l'Évangile en sophismes de son ambition, et qui a fait de la charité un piège tendu aux âmes généreuses », et dirigeait contre MM. de Falloux et de Montalembert les insinuations les plus perfides. M^{sr} Dupanloup lui répondit, dans une brochure, que ces deux hommes étaient précisément ceux qui depuis dix ans avaient eu le moins d'influence sur le Saint-Siège, auquel ils ne cessaient de conseiller des réformes, tandis « qu'une autre école s'était formée parmi les catholiques pour les humilier, eux, et qui fut à l'Empire, tout à l'Empire ».

L'évêque de Poitiers, M^{sr} Pie, suivit son collègue d'Orléans dans l'arène ; il salua l'avènement de la brochure dans un mandement qui n'était lui-même qu'une brochure : « S'agit-il de populariser une idée quelconque, une entreprise quelconque, les tuteurs d'office et les conseillers établis de la multitude s'avancent sur la scène... La brochure est annoncée plusieurs jours à l'avance, les mieux instruits ont chuchoté à demi-voix des confidences mysté-



» rieuses ; au signal donné, toutes les trompettes de la re-
 » nommée sonnent à la fois, l'orchestre est au grand com-
 » plet, l'écrit fait fureur : il circule en France, à l'étranger,
 » non sans quelques privilèges ; une entente habile s'est
 » établie entre la presse dite conservatrice et la presse dite
 » de l'opposition, entre la presse de la capitale et des pro-
 » vinces et la presse étrangère ; quelques critiques timides,
 » quelques réserves calculées se mêlent à l'éloge, le concert
 » n'a qu'à gagner à cette variété de tons et de modulations.
 » En définitive le tour est fait. »

Ces derniers mots, d'un style un peu familier, étaient suivis d'une comparaison assez juste entre ces brochures et le chloroforme : « C'est à l'aide du vaste appareil de la
 » presse périodique, moyennant l'inhalation artistement
 » pratiquée de certaines vapeurs éthérées et stupéfiantes,
 » qu'on parvient à se rendre maître du cerveau d'une
 » nation entière et qu'on parvient à l'endormissement si
 » complet de ses facultés, qu'elle ne verra qu'images heu-
 » reuses, que rêves dorés, tandis qu'on lui amputera sa
 » religion, sa foi, son honneur. » Si le prélat eût ajouté le mot de liberté, sa comparaison eût été plus vraie.

M^{sr} Pie, après avoir refait dans son mandement l'histoire de Pilate, « qui pouvait tout empêcher et qui laissa tout faire », s'écriait : « Lave tes mains, ô Pilate ! la postérité
 » repousse ta justification, un homme figure cloué au pilori
 » du symbole catholique, marqué du stygmate déicide ; ce
 » n'est ni Hérode, ni Caïphe, ni Judas : c'est Ponce-Pilate,
 » et cela est justice ; Hérode, Caïphe, Judas ont eu leur part
 » dans le crime, mais enfin rien n'eût abouti sans Pilate ;
 » Pilate pouvait sauver le Christ, et sans Pilate on ne pou-
 » vait pas mettre le Christ à mort. Le signal ne pouvait venir
 » que de lui : *Nobis non licet interficere*, disaient les Juifs. »

M^{sr} Pie n'avait pas besoin d'apprendre à ses lecteurs à qui faisait allusion cette réminiscence de Pilate.

La publicité de ce mandement sous forme de brochure et sa reproduction dans les journaux auraient pu, selon l'opinion exprimée par M. de Persigny dans une lettre adressée aux préfets, donner lieu à une répression judiciaire, mais il avait pensé « qu'il serait contraire aux intérêts du » gouvernement de dérober de pareils excès au jugement » de l'opinion publique ». La lettre du ministre de l'intérieur se terminait ainsi : « Je n'ai donc voulu prendre aucune » mesure pour empêcher la publication d'un document » où se révèle avec tant d'audace la pensée d'un parti » qui, sous le voile de la religion, n'a d'autre but que de » s'attaquer à l'élu du peuple français. » M. de Persigny, pour rester conséquent avec lui-même, aurait dû se dispenser de déférer l'évêque de Poitiers comme d'abus au conseil d'État, juridiction impuissante d'ailleurs et ridicule contre l'auteur d'un mandement dans lequel il signalait les délits suivants : « Ingérence dans la critique des actes » du gouvernement, offenses à la personne de l'Empereur, » contravention aux lois de l'empire, procédés pouvant » alarmer la conscience des citoyens. »

Un procès destiné à jeter une lueur alarmante sur les procédés du prosélytisme religieux détourna un moment l'attention publique de ces petites querelles entre l'épiscopat et le gouvernement.

Un instituteur israélite et sa femme avaient huit enfants, dont cinq filles; l'aînée, née en 1825, vint à Paris pour se placer comme institutrice. Un de ses compatriotes à qui elle était recommandée la mit en communication avec l'abbé Ratisbonne, israélite converti, directeur de la maison de Sion, destinée à recevoir les néophytes juifs. La jeune

israélite y reçut le baptême sous le nom de Marie Sionna. Elle y attira successivement une de ses sœurs et son père, et plus tard trois autres de ses sœurs ; tous reçurent le baptême des mains de l'abbé Ratisbonne.

Sionna, placée comme institutrice dans une maison de Cambrai, y fit la connaissance d'un chanoine de l'église métropolitaine nommé Mallet. Leurs efforts réunis amenèrent la conversion d'un frère de Sionna. Sa mère, fidèle au judaïsme, partit pour Londres avec ses autres filles, mais bientôt lasse de sa solitude elle revint à Cambrai où elle trouva Sionna installée chez le chanoine avec une de ses sœurs, et ses autres filles placées dans divers couvents. L'une d'elles, cachée successivement dans diverses maisons religieuses de Douai et d'Ams en Belgique, sous un faux nom, y recevait les visites fréquentes du chanoine Mallet qui, non content de lui inculquer la haine et le mépris pour sa mère, lui dictait des lettres destinées à lui faire croire qu'elle était à Jérusalem. L'abbé Ratisbonne reçut une de ces lettres et la fit mettre à la poste à Alexandrie. La justice, sur la plainte des parents, ne put se refuser, dans l'intérêt des familles et de la morale publique, à des investigations dont le résultat fut la comparution de Mallet devant la cour d'assises du Nord, sous l'accusation de détournement de mineures.

Les débats du procès contiennent des détails qui ne seraient point à leur place ici, mais qui, répandus par les journaux, produisirent une très-vive impression sur l'opinion publique, en lui révélant les tristes pratiques du prosélytisme religieux tel que le clergé semblait le comprendre et le pratiquer. Si l'homme qui croit avoir la vérité a le droit et le devoir de l'exposer publiquement, le prosélytisme au delà de cette limite devient un attentat à la

liberté de conscience et une excitation à l'oubli de toute morale. Le prosélytisme le plus exalté s'excuse quand il est ennobli par le danger, mais ce cauteleux prosélytisme qui s'insinue dans les familles, qui s'adresse surtout aux femmes, qui ne craint pas d'exciter les instincts de cupidité, et qui, en un mot, achète des âmes, mérite le mépris des honnêtes gens. L'abbé Ratisbonne qui avait joué un rôle important dans cette triste affaire, parut devant la Cour en témoin, mais en témoin moralement incriminé. Il ne sembla nullement embarrassé de sa situation, et il soutint que le prosélytisme est un droit supérieur à la justice et que la loi humaine doit céder à la loi religieuse. Cette doctrine, en vertu de laquelle le pape avait baptisé le jeune Mortara, parut d'autant plus menaçante que, de l'aveu d'un témoin, il existait en France une association de conversion possédant 130 maisons et comptant 30 000 mères de familles parmi ses affiliées. Le prosélytisme s'opérait donc sur la plus vaste échelle et se dérobaît à toute surveillance en faisant passer les enfants convertis de l'une à l'autre de ces mystérieuses maisons. Mallet fut condamné le 3 mars à six années de réclusion, maximum de la peine portée par la loi (1). La foule indignée le poursuivit de ses huées quand il passa devant elle pour retourner en prison.

Le nombre de plus en plus grand des mandements dans lesquels la politique avait la première place obligea le garde des sceaux, M. Delangle, à lancer le 10 avril 1861 une circulaire pour rappeler aux membres du clergé catholique, qui verbalement ou par écrit traitent publiquement et dans l'exercice de leurs fonctions de matières que la loi leur interdit de discuter, que ces abus sont prévus

(1) La Cour de cassation ayant admis le pourvoi de l'abbé Mallet, la Cour d'assises de la Somme réduisit sa peine à cinq années d'emprisonnement.

par les lois et qu'il les réprimera. « S'il ne l'a pas fait » jusqu'ici, c'est que l'attitude du clergé a été jusqu'à présent respectueuse et réservée, et que le gouvernement » dans son indulgence a mieux aimé tolérer des écarts isolés » que de poursuivre devant les tribunaux, au détriment » peut-être de la religion elle-même, des prêtres imprudents. »

Le cardinal Mathieu protesta dans la séance du Sénat du 31 mai 1861 contre cette circulaire; mais ce qui toucha l'épiscopat bien plus que les menaces de M. Delangle, ce fut de voir des ecclésiastiques cités directement à la barre de l'administration, sans informations préalables auprès de leurs supérieurs, en vertu de ce qu'on appelle en langage canonique un *veniat ad audiendum verbum*, et soumis comme de simples journalistes à la discipline secrète des préfets. Le pire, c'est que l'administration se permettait d'infliger des peines et de suspendre les traitements. L'épiscopat fit entendre à ce sujet des plaintes fort vives, que les cardinaux portèrent au Sénat. L'orateur du gouvernement leur répondit que du mois de janvier au mois de mai 1861 les procureurs généraux avaient pu constater plus de cent faits pouvant donner lieu à des poursuites contre des prêtres, et que par conséquent il ne se croyait pas tenu à de plus grands ménagements à l'égard de gens qui comparaient le souverain qui a le plus comblé l'Église de bienfaits à Pilate et à Judas. De quel droit le clergé opposant se plaindrait-il de ce que le gouvernement aime mieux agir sur lui « par la voie des conversations amicales que par la voie judiciaire (1) » ?

L'hostilité d'une partie de l'épiscopat était si vive que le

(1) Billault, séance du Sénat du 13 juin 1861.

gouvernement éleva des doutes sur le dévouement des fonctionnaires qui entretenaient des rapports étroits avec certains évêques. Les préfets furent chargés de les mettre en demeure d'opter entre ces relations et leurs places. Voici la lettre curieuse que le préfet du Loiret écrivit à ce sujet aux fonctionnaires de son département :

« Monsieur X...,

» J'ai l'honneur d'appeler confidentiellement votre attention sur la nature des relations des fonctionnaires publics avec le chef du diocèse de ce département.

» Pour quiconque s'inspire, dans l'observation des faits, d'un réel dévouement à l'Empereur, l'attitude de l'évêque d'Orléans apparaît avec les caractères de la plus claire évidence comme empreinte d'une hostilité politique qui ne laisse plus aucune trace aux illusions pouvant naître de la complexité des questions où ce prélat a cru devoir intervenir.

» S'il s'agissait simplement de discussions religieuses, tout le monde sait de quelle entière liberté de publicité elles sont entourées et de quelle indépendance d'appréciation chacun jouit à leur égard.

» Mais lorsque, se plaçant sur le terrain des questions politiques, un évêque offre un drapeau aux ennemis du gouvernement auquel il doit son siège et toutes les prérogatives qui s'y rattachent, le sentiment du devoir l'emporte pour nous sur toute autre considération et nous dicte une attitude nouvelle.

» Je sais, monsieur X..., que la plupart des fonctionnaires ont déjà compris ainsi leur ligne de conduite en présence des démarches et des invitations dont ils ont été l'objet de la part de l'évêché. Mais je crois savoir aussi que quelques-uns ayant d'anciens rapports avec le prélat hésitent à se séparer de lui.

» S'il en est ainsi, il nous appartient de leur rappeler que le gouvernement de l'Empereur compte sur leur dévouement exclusif et ne saurait dans le cas actuel admettre de semblables hésitations, jusqu'au jour où l'évêque d'Orléans, en cessant ses hostilités, nous aura permis de reprendre des rapports dont ses actes seuls ont amené la rupture.

» Je vous prie, monsieur X..., d'assurer, en ce qui vous concerne, l'exécution de la présente dépêche et de m'en accuser réception.

» Agréé, etc.

» Le préfet du Loiret,

• » LE PROVOST DE LAUNAY. »

Le gouvernement, malgré son apparente sévérité, n'en cherchait pas moins à adoucir le clergé par des concessions secrètes. Une actrice du Théâtre-Français, de passage à

Lyon, crut qu'il lui serait permis de se faire applaudir du public de cette ville dans le rôle d'Elmire de *Tartufe*. La représentation, plusieurs fois annoncée et sans cesse remise, n'aura pas lieu par suite, assuraient plusieurs personnes, des sollicitations du cardinal-archevêque de Lyon auprès du ministre d'État. Les journaux demandèrent une explication. Le *Moniteur* leur répondit par cette note ambiguë :

« Un journal de Lyon a prétendu, et plusieurs journaux » de Paris l'ont répété, que la représentation de *Tartufe* » avait été interdite à Lyon par le ministre d'État. Cette » nouvelle est dénuée de fondement. Le ministre d'État » n'a pris à cet égard aucune disposition. »

La brochure *la France, Rome et l'Italie* contenait contre les associations religieuses de bienfaisance des insinuations que les journaux anti-cléricaux ne tardèrent pas à étendre et à préciser. Les ennemis de la révolution avaient, disaient-ils, longtemps cherché quelle forme ils donneraient à la réaction contre elle. Prendrait-elle son point d'appui dans la noblesse? Elle n'existe que de nom. Dans la bourgeoisie? Elle est encore trop voltairienne. Dans le peuple? Il redoute trop l'ancien régime. Il ne leur restait donc plus que cette force qui s'exerce sur toutes les classes de la société sans les dominer exclusivement, qui agit sur celui-ci par le sentiment, sur celui-là par l'intérêt, sur un autre par le préjugé, un peu sur tout le monde par l'habitude, la force religieuse en un mot. Rome fait donc mouvoir les ressorts de ces innombrables associations religieuses qui, sous prétexte de charité, forment la milice de la contre-révolution. En vertu de quel droit ces diverses Sociétés existent-elles? surtout une Société comme celle de Saint-Vincent de Paul, héritière de la fameuse *congrégation*, et couvrant la France du réseau le plus puissant

qu'on ait vu depuis la Ligue et depuis la Société des jacobins?

Les cléricaux répondaient que lorsque Ozanam fonda, en 1833, la Société de Saint-Vincent de Paul, en compagnie de quelques jeunes gens, sa pensée consistait non pas seulement à soulager les pauvres par des aumônes, mais encore à créer entre les personnes charitables et les malheureux ces rapports qui doublent l'efficacité de l'aumône en soignant l'âme avec le corps. Empêcher la Société de Saint-Vincent de Paul de remplir cette mission, n'est-ce point méconnaître le plus sacré des devoirs, celui de secourir ses semblables?

Les journaux libres penseurs étaient loin de contester aux catholiques le droit de s'associer pour remplir ce devoir ; ils demandaient seulement à le partager avec eux. S'il existait, disaient-ils, en France une société de bienfaisance placée sous l'invocation de Voltaire, ayant partout un comité, se réunissant à la mairie, présidée par le maire, investie du droit de faire des quêtes, d'avoir des caisses particulières et une caisse centrale, de tenir des conférences, les catholiques ne s'empresseraient-ils pas de solliciter l'autorisation de fonder une société pareille? Les libres penseurs ne demandaient pas autre chose que le droit commun. Qu'il nous soit permis, ajoutaient-ils, de nous associer, ou qu'on le défende à tout le monde. Leurs adversaires se hâtaient de répliquer : Les loges maçonniques, les journaux existent, comme les sociétés religieuses, en vertu d'un privilège ; trouveriez-vous bon qu'on exigeât leur suppression? Les libres penseurs répliquaient à leur tour que l'action de chaque loge et de chaque journal restait isolée et que le gouvernement ne tolérerait pas qu'une vingtaine de loges maçonniques et les représen-

tants d'une vingtaine de journaux se réunissent pour s'occuper de matières relatives à la franc-maçonnerie, ou pour faire entendre de menaçantes plaintes sur l'esclavage de la presse. Les journaux, cela est triste, existent en vertu d'un privilège dont il faut demander la suppression, mais le gouvernement en attendant n'accorde pas à tel journal, au *Siècle* par exemple, la liberté de ne pas payer l'impôt du timbre acquitté par les autres journaux. Quand la liberté pour tous n'existe pas, la liberté de quelques-uns est la pire des tyrannies.

Le gouvernement ne pouvait que se féliciter de cette polémique. En lutte ouverte avec une partie du clergé, il s'alarmait, surtout en prévision du renouvellement prochain du Corps législatif, du succès des associations religieuses de bienfaisance, de l'organisation habile de ces sociétés, du nombre de jour en jour plus considérable de leurs adhérents : il y avait là une force qu'il fallait non-seulement empêcher de tourner contre soi, mais encore s'approprier, si c'était possible. Le gouvernement cherchait donc depuis longtemps un prétexte pour intervenir dans l'administration des sociétés de bienfaisance ; il le trouva dans la réunion générale des conférences de la Société de Saint-Vincent de Paul de l'Ouest, qui eut lieu, le 22 septembre 1861, à Lusignan.

Les discours prononcés dans cette réunion témoignent d'une grande exaltation des esprits. « Ne craignez pas » d'avouer que vous êtes enfants de Dieu, s'écriait l'évêque » d'Angoulême ; nous ne devons pas craindre Judas, mais » nous devons craindre Jésus-Christ. Et vous, vaillants soldats de Saint-Vincent de Paul, serrez vos bataillons... » Le curé de Coulommiers terminait ainsi son discours : « On » nous dit : Mais la religion n'est point menacée. Et moi, je

» soutiens que la religion est menacée, elle est en danger
 » de périr, et c'est vous, vaillants soldats de Saint-Vincent
 » de Paul, qui avez reçu mission de la secourir et de l'em-
 » pêcher de crouler, noble et sainte mission remplie de
 » dangers dans ce temps de persécution. »

Les journaux anti-cléricaux relevèrent avec vivacité ces paroles imprudentes, et M. de Persigny, se sentant soutenu, jugea le moment favorable pour adresser, le 16 octobre, aux préfets, une circulaire sur la « nécessité de faire rentrer » dans les conditions de la loi les associations de bienfaisance dont l'existence et l'action n'ont point été régulièrement autorisées, et de mettre un terme à une situation dont le temps n'a fait qu'aggraver les inconvénients ». M. de Persigny voulait bien cependant reconnaître que ces sociétés de bienfaisance, autorisées ou non, méritaient l'intérêt du gouvernement par les bienfaits qu'elles répandent sur le pays, « soit qu'elles revêtent un caractère religieux, » comme les sociétés de Saint-Vincent de Paul, de Saint-François Régis, de Saint-François de Salles, soit qu'elles » aient une organisation purement philanthropique, comme » la franc-maçonnerie ». La circulaire, non contente d'assimiler, au grand scandale des catholiques, Saint-Vincent de Paul au Grand-Orient, faisait un grand éloge de la charité et du patriotisme des quatre cent soixante-dix groupes ou ateliers de la franc-maçonnerie, et déclarait qu'il ne « pouvait être qu'avantageux d'autoriser et de » reconnaître son existence ».

Le ministre ne s'attaquait pas directement à la Société de Saint-Vincent de Paul et aux autres sociétés du même genre, dont « l'esprit paraît en lui-même étranger aux » préoccupations politiques, — car, formées d'hommes religieux appartenant indistinctement à toutes les opinions,



» elles comptent dans leur sein un grand nombre de fonctionnaires et d'amis du gouvernement », mais il s'élevait contre « ces conseils ou comités provinciaux qui, sous l'apparence d'encourager les efforts particuliers des diverses conférences, s'emparent chaque jour davantage de leur direction, les dépouillent du droit de choisir elles-mêmes leurs présidents et leurs dignitaires, et s'imposent ainsi à toutes les sociétés d'une province comme pour les faire servir d'instrument à une pensée étrangère à la bienfaisance ». Le ministre terminait sa circulaire en déclarant que le gouvernement ne pouvait plus longtemps tolérer l'existence, à Paris, d'un conseil supérieur « qui, sans être nommé par les sociétés locales, se recrutant de lui-même, s'arroge le droit de les gouverner pour en faire une sorte d'association occulte dont il étend les ramifications au delà des frontières de la France, et qui prélève sur les conférences un budget dont l'emploi reste inconnu ».

La circulaire, ne pouvant expliquer une telle organisation par l'intérêt seul de la charité, se demandait quel besoin les personnes charitables de Lyon, de Marseille, de Bordeaux, avaient d'être dirigées par un comité de Paris, et s'il était nécessaire que la charité chrétienne, pour s'exercer, prît la forme d'une société secrète. La loi interdit ces associations. Les préfets n'autoriseront en conséquence que les sociétés religieuses de bienfaisance et de maçonnerie en général qui auront rempli les formalités légales. Quant à la Société de Saint-Vincent de Paul en particulier, si les délégués des conférences d'une seule ville veulent se réunir, le préfet leur en donnera la permission, et, si ces conférences expriment le désir d'avoir à Paris une représentation centrale, le préfet transmettra l'expression de leurs vœux au ministre, qui, après avoir pris les

ordres de l'Empereur, décidera d'après quels principes et sur quelles bases aura lieu l'organisation de cette représentation centrale. Les réunions de tout conseil supérieur central ou provincial étaient interdites jusque-là.

Organiser la représentation centrale de la Société de Saint-Vincent de Paul, c'était s'emparer de la direction de la société elle-même. Les membres du comité supérieur et les journaux religieux ne s'y trompèrent pas et firent entendre les protestations les plus vives.

M. de la Rochejacquelein voulut s'interposer entre les deux partis, mais sous le voile de la conciliation il cachait une proposition dont l'adoption eût été la consécration des projets d'envahissement du gouvernement : il aurait voulu que l'Empereur se déclarât « protecteur » de toutes les sociétés de bienfaisance. Le projet du gouvernement, beaucoup plus simple, consistait à s'attribuer le droit de désigner le président de la Société de Saint-Vincent de Paul.

Deux procès où l'intérêt religieux était en jeu éclatèrent au moment le plus vif de cette discussion, dont on lira bientôt le dénouement. Le Tribunal correctionnel de Laval condamna Louis Gicquel, le prétendu mort de Castelfidardo dont l'évêque de Poitiers avait si éloquemment célébré le dévouement et la fin héroïque, à quinze mois de prison pour diverses escroqueries. Le ministère public opposa sa biographie véritable à son oraison funèbre avec une malice préméditée qui ne dut point échapper à Mgr Pie. L'autre procès, d'une nature plus grave, fut jugé devant les assises de la Cour de Riom, et ranima les alarmes sur les dangers du prosélytisme religieux.

Il s'agissait encore d'une jeune juive orpheline qui refusait de se rendre auprès de ses parents, encouragée dans

sa résistance par des amis à qui ils l'avaient confiée, et qui, enflammés du désir de la convertir au catholicisme, lui procurèrent un lieu de refuge au couvent des carmélites de Riom. Le dépôt était dangereux à garder. La sous-prieure des carmélites avait sa mère à Tours (Puy-de-Dôme); elle lui adressa l'orpheline vêtue en veuve, la chargeant de la garder chez elle jusqu'à ce qu'on lui eût trouvé un autre asile chez les dames de Bon-Secours à Riom, où on lui accorda l'hospitalité comme à une jeune fille malade et abandonnée par ses parents. Elle était déguisée cette fois en bergère.

Les parents de la juive se livraient cependant à d'actives recherches, et pour les déjouer, les convertisseurs avaient recours à des manœuvres auxquelles se trouvaient encore mêlés plusieurs ecclésiastiques. Des lettres mises à la poste par des complices dans des localités diverses, pendant que la néophyte était à Riom, servaient à dépister les parents. La justice, saisie de leurs plaintes, fit enfin commencer les perquisitions : le couvent de Bon-Secours fut fouillé, mais inutilement, la juive était cachée dans un placard. Les recherches pouvaient se renouveler, la supérieure ne voulant pas garder plus longtemps une hôtesse dangereuse ; celle-ci court de cachette en cachette, déguisée tantôt en vieille, tantôt en homme un cigare à la bouche, jusqu'à ce qu'elle trouve un refuge chez une carmélite du tiers-ordre. Là elle écrit sous sa dictée une lettre au procureur impérial, pour lui déclarer sa résolution irrévocable de se faire chrétienne et de ne plus revoir des parents qui, « après l'avoir abandonnée, la réservaient à la prostitution ».

Une dame d'origine anglaise, connue par sa piété et par sa fortune considérable, consentit à se charger de l'orpheline ; elle la mit au couvent de Combronde sous un faux

nom, puis à Paris, au couvent de Sainte-Marie de Sion, dirigé, comme on l'a vu, par l'abbé Ratisbonne ; elle y prit le nom de Marie-de-la-Croix. Son séjour n'y fut pas cependant de longue durée ; l'abbé Ratisbonne, averti par l'affaire du chanoine Mallet, fit mander à la dame anglaise d'avoir à retirer la juive compromettante ; le garde des sceaux, saisi de l'affaire, ayant manifesté l'intention de la poursuivre vigoureusement, elle fut remise à ses parents à Auxerre. Les convertisseurs n'en furent pas moins traduits devant la Cour d'assises de Riom. Les parents de la convertie se portèrent partie civile.

L'abbé Ratisbonne comparut de nouveau comme témoin à Riom, et développa avec la même assurance les arguments exposés par lui à Cambrai pour justifier sa conduite. Le président de la Cour ayant manifesté son étonnement de l'ignorance dans laquelle il prétendait avoir toujours été relativement aux recherches de la justice, attendu qu'un abbé, son secrétaire, lui avait fait remarquer que l'admission de la néophyte était contraire à la loi, l'abbé Ratisbonne répondit fièrement que ce prêtre étant son inférieur ne se serait pas permis de lui faire la moindre observation. S'il avait gardé l'orpheline pendant cinq mois, quoiqu'il n'eût, dit-il, aucune confiance dans son caractère, c'était par pure charité ; le président lui ayant fait remarquer que ses appréciations sur la jeune fille étaient en contradiction avec celles d'autres témoins, l'abbé Ratisbonne répliqua d'un ton dégagé qu'elles étaient superficielles en effet et qu'il n'y tenait pas autrement. Ainsi un prêtre admettait à la conversion une jeune fille dont le caractère ne lui inspirait aucune confiance ou dont il n'avait même pas étudié le caractère. Une triste dispute s'éleva entre l'abbé Ratisbonne et le frère de la juive, qu'il accusa

d'avoir voulu spéculer sur le scandale en venant lui demander sa sœur. Les accusés ne craignirent pas de recourir à ce moyen de défense, et d'ajouter que la sœur était la complice du frère. Telle est, en effet, la tactique ordinaire de ces convertisseurs : après avoir cherché à excuser l'ardeur de leur prosélytisme par la ferveur et la bonne foi du prosélyte lui-même, ils n'hésitent pas, si leur intérêt l'exige, à l'accuser de mensonge et de duplicité. Ce système, qui blesse profondément la raison et la justice, n'empêcha pas les accusés d'être acquittés. La partie civile obtint 3000 francs de dommages-intérêts.

Les craintes des amis de la liberté de conscience, déjà fort excitées par le procès du chanoine Mallet, s'accrurent encore par les débats de cette nouvelle affaire. La persistance mise à soustraire une mineure aux recherches de sa famille, et la facilité à la cacher, grâce à la complicité des prêtres et des supérieures de couvent, n'avaient rien en effet de rassurant. Le ministre des cultes, pour calmer l'opinion publique, adressa une circulaire aux préfets pour les engager à surveiller rigoureusement le prosélytisme religieux à l'égard des enfants mineurs, et il fit fermer quelques maisons religieuses, malgré les protestations des évêques diocésains.

L'agitation religieuse du xvi^e siècle agrandit les esprits, régénéra les cœurs, et prépara les fortes croyances du siècle suivant; les querelles incessantes entre le clergé et le gouvernement, tantôt sur la question de savoir si les filles du Saint-Esprit ou de tout autre ordre du même genre avaient le droit de distribuer des préparations pharmaceutiques aux malades pauvres et d'en vendre aux autres, tantôt sur l'oubli dans lequel tombaient fréquemment certains prêtres au sujet du *Domine salvum fac Imperatorem*,

abaissaient les questions religieuses au niveau de vulgaires taquineries. M^{sr} Dupanloup, évêque d'Orléans, avait beau s'écrier, dans sa réponse à la brochure de M. de la Guéronnière : « Cinq cents évêques qui dans le monde entier » hier ont fait entendre leur voix pour le pape recueille- » raient encore au besoin l'antique denier de saint Pierre, » et le monde catholique lui donnerait même des soldats » s'il le fallait. » Ou bien : « Croyez-vous donc que le sang » chrétien ait oublié de couler dans nos veines, et que nos » cœurs ne battent plus dans nos poitrines? Prenez-y garde, » vous finiriez par nous blesser », on sentait qu'en s'efforçant de paraître menaçant, il n'était que fanfaron. Le temps des grandes luttes religieuses était passé. Des querelles administratives comme celle que vint raviver une lettre de M. Baudon, président général de la Société de Saint-Vincent de Paul, les remplaçaient depuis longtemps. M. Baudon avait adressé, dans les premiers jours de l'année 1862, aux présidents des conférences, une lettre pour leur annoncer que le conseil se trouvant empêché, et l'unité de la Société ne reposant plus que sur sa tête, il se voyait obligé de prendre des précautions pour le cas où, soit par force majeure, soit par maladie ou mort, cette unité n'existerait plus, et de déléguer ses pouvoirs aux trois présidents de Bruxelles, de La Haye et de Cologne qui, s'il venait à mourir, feraient élire un président général. « Une telle mesure aura pour effet, j'espère, de sau- » vegarder l'unité de la Société. S'il plaît à Dieu de lui » faire subir une crise nouvelle, elle doit rassurer les » conférences hors de France, puisqu'elle leur prouve que, » si je meurs, l'unité et la direction de la Société ne doi- » vent pas souffrir. »

Les conférences consultées, suivant les prescriptions de la



circulaire de M. de Persigny, pour savoir si elles voulaient être reliées entre elles par un conseil central ayant pour président un haut dignitaire de l'Église nommé par l'Empereur (1), ou si elles aimaient mieux fonctionner isolément, repoussèrent, à la majorité de 766 contre 88, l'existence d'un conseil central présidé par un prélat qui ne serait en réalité qu'un fonctionnaire de l'Empire. Restait la triple présidence organisée par M. Baudon. M. de Persigny s'était empressé de mander aux préfets que les conférences, en se soumettant au comité de trois membres étrangers institué par M. Baudon, commettraient une infraction aux lois du pays que le gouvernement ne saurait tolérer. M. Baudon fut obligé de déclarer que sa lettre concernait uniquement les conférences étrangères, et que les conférences françaises étaient résignées à remplir isolément leur mission de charité. Ainsi se termina cette lutte, dans laquelle la Société de Saint-Vincent de Paul expia le tort d'avoir à sa tête les notabilités du parti légitimiste et clérical, dont le gouvernement se méfiait et dont il redoutait l'action sur les populations.

Le gouvernement ne tarda pas à être en proie à d'autres alarmes. Le cardinal Caterini, préfet de la congrégation du concile, avait adressé au nom du Saint-Père une lettre aux évêques de la catholicité, pour les engager à se rendre à Rome le jour de la Pentecôte pour assister à la canonisation des martyrs du Japon. Cette lettre, publiée en France sans avoir été communiquée au ministre des cultes, devint le sujet d'une demande d'explication à laquelle le secrétaire d'État du Saint-Siège répondit qu'il ne s'agissait que d'une simple invitation sans caractère obligatoire, n'entraînant

(1) Le cardinal Donnet, archevêque de Bordeaux.

pas l'observation des formalités ordinaires. Le gouvernement n'en témoigna pas moins son mécontentement public aux évêques, qui ne devaient, dit le ministre des cultes, quitter leur diocèse et s'éloigner du territoire que dans le cas où de graves intérêts les appelleraient à Rome. Ces intérêts existaient aux yeux d'un grand nombre de catholiques, qui se flattaient de l'espoir que la convocation des évêques n'était que le prélude de la formation d'un concile œcuménique pour régler les affaires de l'Eglise, satisfaire à des besoins nouveaux, modifier la discipline dans ce qui peut être modifié, et promulger des règlements en harmonie avec les nécessités présentes. La papauté, disaient ces catholiques, a un caractère trop italien et pas assez universel; ses conseillers sont tous ou presque tous Italiens; le moment ne serait-il pas venu de faire dans le sacré collège et dans les congrégations chargées de régler les affaires ecclésiastiques, une plus large part aux autres pays? Un gouvernement trop personnel est aussi nuisible aux intérêts religieux qu'aux intérêts politiques.

La convocation d'un concile œcuménique était en effet dans la volonté du pape; il l'annonça officiellement aux évêques réunis à Rome. Mais la pensée qui devait y présider s'éloignait singulièrement des espérances dont se berçaient certains catholiques de France.

L'État doit-il, comme le veulent les ultramontains, renoncer à tout enseignement et se borner à garantir la liberté des citoyens qui n'ont rien à lui demander de plus que le plein et libre exercice de leurs forces et de leurs facultés; ou bien usera-t-il de la faculté que les gallicans lui laissent d'enseigner, à la condition que son enseignement soit rigoureusement orthodoxe? L'Eglise, dans ses rapports avec l'État, a toujours flotté jusqu'ici entre ces deux systèmes, et

l'État, en n'osant ni affirmer son indépendance ni se résigner au joug, penche tantôt d'un côté, tantôt de l'autre, au gré de ses intérêts; les deux puissances s'observent donc sans cesse sur ce terrain et l'enseignement est l'objet de la surveillance incessante des journaux religieux, quelle que soit leur nuance. L'*Ami de la religion*, ayant lu dans une feuille de Bruxelles que « l'antique chaire d'hébreu du Collège de France » allait être transformée en une chaire de linguistique comparée, jeta le cri d'alarme. « L'État, » qui doit professer le respect de la religion, peut-il accré- » diter, par la mesure projetée, des théories subversives de » toutes les religions? » La linguistique comparée effrayait moins l'*Ami de la religion* que le nom du savant chargé de la professer. M. Renan en effet ne se recommandait guère par ses antécédents à la confiance des catholiques, et comme il avait suffi plus d'une fois de quelques mots de blâme d'un journal religieux pour faire annuler une mesure du gouvernement, le public se demandait si la presse cléricale serait assez forte cette fois pour empêcher la nomination du professeur de linguistique comparée. Un décret du 11 janvier, précédé d'un rapport de M. Rouland, prouva le contraire. Les catholiques furieux se rendirent à l'ouverture du cours de M. Renan, dans l'espoir de trouver dans son discours quelque phrase qui leur permettrait de crier au scandale; leur espoir ne fut pas tout à fait trompé. L'orateur semblait trahir une espèce d'arianisme dans un passage où il désignait Jésus-Christ par ces mots : — « Un » homme incomparable — si grand, que bien qu'ici tout » doive être jugé au point de vue de la science positive. » je ne voudrais pas contredire ceux qui frappés du caractère exceptionnel de son œuvre l'appellent *Dieu*. » Les catholiques protestèrent aussitôt contre l'expression un

homme incomparable, dont pourtant les apôtres se servent eux-mêmes pour désigner Jésus-Christ. M. Rouland, cédant à leurs clameurs appuyées par l'Impératrice, suspendit, le 18 janvier, le cours de M. Renan, par un arrêt motivé sur le discours d'ouverture dans lequel « le professeur a exposé » des doctrines qui blessent les croyances chrétiennes, et « qui peuvent entraîner des agitations regrettables ».

Les journaux libéraux s'élevèrent à leur tour avec beaucoup de force contre cette suspension. Le *Constitutionnel*, pour la justifier, publia un article dans lequel il laissait entrevoir que le gouvernement n'avait consenti à la nomination du professeur suspendu qu'en échange de certains engagements pris par lui. M. Renan répondit nettement à ces insinuations : « M. le ministre de l'instruction publique » connaissait trop bien mon caractère, pour croire que je » pusse accepter aucune condition. »

Le gouvernement au fond n'était pas fâché de ces petites agitations, qui détournaient les esprits de préoccupations plus graves, et malheureusement le clergé semblait rechercher avec avidité toutes les occasions de les renouveler.

Le parlement et les capitouls de Toulouse, désirant perpétuer la mémoire de la lutte sanglante engagée entre les catholiques et les protestants, le 17 mai 1562, et terminée par le massacre de ces derniers, avaient institué une procession annuelle, connue sous le nom de *délivrance de la ville* ; un jubilé fondé par le pape venait à chaque anniversaire séculaire augmenter l'importance de cette commémoration. L'archevêque de Toulouse annonça l'intention de célébrer avec éclat l'anniversaire séculaire d'un jour « qui rappelle en même temps la bonté de Dieu et l'inter- » cession de ces saints. Toulouse ne saurait manquer au » devoir que lui impose son histoire. »

Les catholiques modérés ne voyaient pas sans tristesse et sans inquiétude le clergé faire appel à ces vieux témoignages des guerres religieuses, dont les ultramontains semblaient parfois appeler le retour. Le mandement de l'archevêque de Toulouse sur le jubilé de 1562 fut considéré par les feuilles anti-cléricales comme un défi. L'autorité civile n'a point, disaient-elles avec raison, à intervenir dans l'établissement de nouvelles fêtes religieuses, mais l'autorité ecclésiastique doit se concerter avec elle toutes les fois qu'il s'agit d'organiser une cérémonie publique. Si l'archevêque de Toulouse avait proposé au préfet de la Haute-Garonne et au maire de Toulouse de s'entendre avec lui au sujet de la procession, ces fonctionnaires n'auraient pas manqué de lui rappeler l'article 45 de la loi du 18 germinal an X, portant qu'aucune cérémonie religieuse n'aura lieu hors des édifices du culte catholique dans les villes où il y a des temples destinés aux différents cultes. Est-il bon d'ailleurs de perpétuer le souvenir des guerres religieuses qui ont ensanglanté notre pays, et le véritable sentiment chrétien ne les condamne-t-il pas à l'oubli? Le gouvernement se prononça en faveur de cette opinion en interdisant toutes les processions ou cérémonies extérieures relatives à la célébration du jubilé toulousain.

Le cardinal Morlot, archevêque de Paris, sénateur, membre du conseil privé, grand-aumônier de l'Empereur, primicier au chapitre impérial de Saint-Denis, était mort le 29 décembre 1862. Il laissait une succession difficile à remplir, car il fallait un prêtre dévoué et exempt des passions ultramontaines, un prêtre « sachant », selon l'expression de M. Rouland, « être fidèle à Dieu, au Saint-Père et à l'Empereur ». Le pape ne montrait pas une bien grande

tendresse à cette sorte de prêtres; l'abbé Maret, doyen de la Faculté de théologie et gallican, avait été nommé évêque de Vannes; Rome éleva tant de difficultés pour confirmer cette nomination, à cause des opinions de M. Maret sur le pouvoir temporel, et surtout parce qu'il passait pour un conseiller de la politique religieuse du gouvernement, qu'il dut se contenter d'un évêché *in partibus*; c'est tout ce que le gouvernement put obtenir pour lui. Rome cependant se montrait quelquefois moins sévère ou plus facile à tromper, si l'on en juge par ce passage d'une lettre de l'évêque de Saint-Brieuc à l'Empereur, pour le remercier de sa nomination : « Les exagérations d'un » parti extrême, qui n'a jamais compris ni la France ni la » religion, ont fait un mal profond en divisant les esprits » et en pervertissant la notion des rapports de l'Église et » de l'État, tels que nos grands évêques les ont toujours » compris. » Le prélat heureusement « avait foi depuis » longtemps en la mission providentielle de l'Empereur, » qui a produit de si grandes choses et qui en prépare » de non moins grandes pour l'avenir ».

L'Empire et l'Église malgré tout vivaient extérieurement en bonne intelligence. C'est à peine si les rapports de la gendarmerie signalaient quelques propos hostiles et malsonnants tenus par des prêtres en chaire, quelques *Domine salvum fac imperatorem* oubliés, quelques lis en papier blanc glissés parmi les fleurs ornant les reposoirs des processions ou les autels des chapelles de séminaire. Les petits désagréments que cet état de choses pouvait causer au gouvernement étaient bien compensés par l'avantage qu'il retirait de la division entretenue parmi les amis de la liberté en France par la question romaine. Le gouvernement, trop maître du clergé pour en craindre quelque

chose de sérieux, profitait d'une situation qui rendait impossible l'alliance entre les partis libéraux dans le présent et difficile dans l'avenir. La question du pouvoir temporel, visiblement insoluble dans les circonstances présentes, prolongeait l'existence de l'empire en détournant de la revendication de la liberté les esprits passionnés pour ou contre le maintien d'un pouvoir contraire aux principes de 89, et par cela même condamné à périr dans un avenir plus ou moins prochain.

CHAPITRE VIII

1862

SESSIONS DU CORPS LÉGISLATIF ET DU SÉNAT

SOMMAIRE. — Session législative de 1862. — Sénat. — Discussion de l'adresse. — La question religieuse. — M. de Persigny traité de Polignac. — Discussion sur les affaires de Rome. — Discours de M. Piétri. — Fin de la discussion générale. — Discussion des articles. — Discours de M. de la Rochejacquelein et du prince Napoléon. — Les sociétés religieuses et les congrégations. — M. de la Guéronnière et le prince Napoléon. — Le Mexique. — Vote de l'adresse. — Corps législatif. — Les obligations trentenaires. — La dotation Pa-li-kao. — Discussion de l'adresse. — Les amendements des *Cinq*. — Discours de M. Picard. — L'appel de M. Roques-Salvaza. — L'enquête sur le libre-échange. — Présentation d'un income-tax par MM. Granier de Cassagnac et Roques-Salvaza. — Discussion du budget. — Fin de la session.

L'ouverture des Chambres eut lieu le 27 janvier 1862. L'Empereur, dans son discours, se déclarait très-satisfait de ses relations avec les puissances étrangères. La visite de plusieurs souverains avait contribué à rassurer ses liens d'amitié avec elles. « Le roi de Prusse a pu s'assurer par » lui-même de notre désir de nous unir davantage à un » gouvernement et à un peuple qui marchent d'un pas » calme et fier vers le progrès. » L'Empereur avait reconnu le royaume d'Italie « avec la ferme intention de » contribuer par des conseils sympathiques et désintéressés » à concilier deux causes dont l'antagonisme trouble par- » tout les esprits et les consciences ». La guerre civile en Amérique compromettait nos intérêts ; l'Empereur déclarait cependant que tant que l'intérêt des neutres serait respecté, il se contenterait de faire des vœux pour que ces dissensions aient leur terme. Le discours mentionnait pour la première fois l'expédition du Mexique, « entreprise



» de concert avec l'Espagne et l'Angleterre pour protéger
» nos nationaux et réprimer des attentats contre l'huma-
» nité et le droit des gens. »

Le discours de l'Empereur contenait un passage sur la question financière, dont la conclusion était que la situation n'avait plus rien d'inquiétant, grâce à l'abandon des crédits extra-budgétaires et à la mise en pratique du plan de M. Fould : « L'application sévère de ce nouveau système » nous aidera à asseoir notre régime financier sur des » bases inébranlables. » Une esquisse du budget de 1863, suivie du projet de la conversion des rentes et de l'indication de nouveaux impôts, « qui ne devaient être que temporaires », complétait ce discours.

Le Sénat et le Corps législatif reçurent le 28 janvier communication de l'exposé de la situation de l'Empire et du recueil de documents diplomatiques se rattachant aux négociations engagées en 1861. Le même jour ils commencèrent leurs délibérations.

La discussion générale de l'adresse au Sénat s'ouvrit le 20 février 1862, par un discours de M. Larabit sur la Pologne, en faveur de laquelle il fit appel aux sentiments généreux du czar Alexandre II. M. Ségur d'Aguesseau passa en revue toutes les questions religieuses du moment, depuis le maintien du pouvoir temporel jusqu'à la dissolution de la Société de Saint-Vincent de Paul ; après avoir déploré la nouvelle politique qui semblait, selon lui, porter le gouvernement à sacrifier Rome au Piémont, il s'éleva contre la protection accordée à une presse dont la licence dépassait toute mesure. Le *Siècle* et l'*Opinion nationale* attaquent, dit-il, avec l'appui de l'administration les associations religieuses, la religion, le souverain pontife, et une circulaire signée par le ministre de l'intérieur désigne comme

candidat du gouvernement au conseil général de la Manche le directeur d'un de ces journaux. La gravité de la situation ne peut échapper à personne, il est temps de la signaler à l'Empereur, « afin qu'il puisse pendant qu'il en est temps encore empêcher M. de Persigny de devenir le Polignac de l'Empire ». M. de Persigny, présent à la séance, garda le silence, mais M. Walewski demanda le rappel à l'ordre de l'orateur, qui après s'être expliqué tant bien que mal, s'en prit à M. de la Guéronnière dont il traita les brochures de pamphlets. Le projet d'adresse se bornait à qualifier « d'immodérées » les prétentions du Piémont. Le fougueux sénateur demanda le renvoi du projet à la commission, afin qu'elle y introduisît un passage « plus digne d'elle et du Sénat ».

M. de Persigny lui répondit le lendemain, non pas comme ministre, la Constitution le lui défendait, mais comme sénateur. La réponse fut très-insignifiante.

M. Piétri souleva de nombreuses protestations en soutenant au nom de la Constitution « perfectible de sa nature, et susceptible de se prêter à de nouvelles améliorations de notre organisation politique », que le gouvernement devait « briser sans retard les entraves mises à la liberté individuelle et à la liberté de la presse, sans négliger d'assurer » la sincérité de la liberté des élections ». Ces déclarations dans une telle bouche cachaient une arrière-pensée, et reposaient d'ailleurs sur une équivoque; elles ne pouvaient être prises au sérieux par les vrais libéraux. L'orateur, passant ensuite à la question romaine, demanda que le gouvernement impérial, après avoir insisté de nouveau auprès du pape pour lui faire accepter un arrangement de nature à garantir son pouvoir spirituel, retirât son armée de Rome en cas d'un refus. « Il est temps de conjurer les

» tempêtes semées par la politique de temporisation et
 » d'immobilité ; Rome, où tous les évêques sont convoqués
 » sous prétexte de canoniser les martyrs du Japon, va deve-
 » nir plus que jamais le foyer des intrigues bourbonniennes ;
 » il faut craindre de jeter l'Italie dans la révolution et
 » dans le schisme, et se hâter de résoudre la question ro-
 » maine pour réduire l'armée de 100 000 hommes et le
 » budget de 100 millions. »

M. Piétri avait parlé de certains catholiques qui font une spéculation de la religion. M. de Grossolles-Flamareus s'écria qu'une telle accusation demandait à être expliquée. M. Piétri lui répondit : « Si je fais la biographie de ces
 » hommes, vous pourrez la lire, mais je n'ai pas dit qu'ils
 » fussent dans cette enceinte. » M. de Heeckeren prit la parole à son tour : « Je ne sais à qui s'adresse M. Piétri. Je
 » sais seulement qu'il a été préfet de police, et je ne com-
 » prends pas qu'il menace une assemblée comme celle-ci
 » de ses biographies. »

« *M. Piétri* : Je n'ai nullement entendu faire ici des per-
 » sonnalités. Lorsque je reproche à certains hommes de
 » n'avoir pas dans le cœur les sentiments qui sont sur leurs
 » lèvres, je ne fais allusion à aucune personne siégeant dans
 » cette enceinte. Je ne comprends pas la susceptibilité de
 » M. Heeckeren. Il sait lui-même son histoire beaucoup
 » mieux que moi. Je n'ai ni à le condamner ni à le juger. »

La discussion générale fut close après onze jours de débats très-ardents. La discussion des articles donna lieu à des séances non moins animées.

M. de la Rochejacquelein attendait avec impatience le moment de prendre la parole ; dans une sorte de discours-revue où il était question de Garibaldi, de M. de Lavalette, ambassadeur à Rome, du *Siècle* et de plusieurs autres

journaux, il développa un programme bien différent de celui de M. Piétri. La presse fut surtout l'objet de ses attaques. Il essaya de démontrer par des citations empruntées à divers journaux que le décret de 1852 sur la presse était une arme impuissante entre les mains de l'administration, qu'il était temps de la lui enlever et de confier à la magistrature seule la surveillance de la presse. M. de la Rochejacquelein s'étendit longuement sur un banquet donné par les journalistes à M. Ratazzi, en s'indignant qu'on y eût bu à Garibaldi et non à l'Empereur dont le buste n'était pas même dans la salle. « A Rome, sous les Césars, » c'eût été un crime de lèse-majesté. On a entendu dans ce » banquet un toast à la prompt solution de la question » romaine, et celui qui l'a porté adressait naguère aux électeurs de Torigny-sur-Vire une circulaire dans laquelle » on lit : M. le ministre de l'intérieur m'a offert spontanément de me faire recommander, et j'ai refusé. » M. de la Rochejacquelein fit remarquer en outre que dans cette circulaire il était question d'une lettre de M. Mocquart offrant l'appui du cabinet de l'Empereur au candidat de Torigny-sur-Vire, et le remerciant comme directeur du *Siècle* de son patriotique concours pendant la guerre d'Italie.

L'orateur accusa ensuite l'école démocratique de prendre un masque de religiosité pour mieux tromper le peuple et corrompre les âmes. Elle nie, s'écria-t-il, au fond tous les principes du droit et de la justice. Elle nie que tout pouvoir humain vienne de Dieu, et elle n'admet pas, par conséquent, que l'Empereur se dise souverain par la grâce de Dieu. Le droit de notre époque, selon la démocratie, est un droit nouveau, l'hérédité monarchique a fait son temps. Erreur, répliquait l'orateur, l'élection de l'Empereur a été

la consécration du principe d'autorité. « On nous appelle » les hommes des vieux partis parce que nous défendons » ce principe. La France et l'Empereur s'y rallient. »

M. de la Rochejacquelein n'épargna pas dans son discours la presse du gouvernement : « Cette presse dont on » croit qu'il dispose, elle ne lui appartient pas. Si on révèle » lait les noms de ceux à qui elle appartient réellement, le » Sénat verrait bien des promiscuités compromettantes (1). » Il est des journaux qui pour la politique appartiennent au » gouvernement et pour le reste à des gens qui ont été » condamnés (2). » La presse avait au Sénat, dans la personne de M. Leverrier, un adversaire plus impitoyable encore que M. de la Rochejacquelein. Les journaux les plus dévoués à l'Empire ne trouvaient pas grâce devant lui. M. de la Rochejacquelein ayant prononcé le nom du *Constitutionnel*, M. Leverrier cria de sa place : C'est le plus mauvais de tous !

M. Baroche répondit à M. de la Rochejacquelein que le régime qu'il demandait pour la presse existait dans toute sa plénitude, que les avertissements reçus par le *Courrier du dimanche*, le *Temps*, l'*Opinion nationale*, le *Monde*, l'*Union*, n'avaient pas empêché de les poursuivre pour divers délits. Les tribunaux ont du bon, mais les avertissements aussi, ajouta M. Baroche, et ce n'est pas parce qu'on reproche au gouvernement de n'en avoir pas assez usé qu'il faut lui ôter le droit d'en user à l'avenir. M. de la Rochejacquelein avait cité des fragments injurieux des journaux non cléricaux ; M. Baroche en fit connaître du même genre empruntés aux feuilles cléricales. M. de la Rochejacquelein avait signalé un passage d'un discours prononcé par

(1) Allusion à quelques actions du *Siècle* ayant appartenu à M. Bilault.

(2) Le *Constitutionnel* et le *Pays* appartenaient à M. Mirès.

M. Maret, évêque de Sura *in partibus*, doyen de la Sorbonne, comme suspect d'hérésie révolutionnaire. M. Barroche, après avoir lu et commenté ce passage fort inoffensif, ajouta : « C'est une chose profondément regrettable » que ce prélat soit le seul des évêques nommés par » l'Empereur qui n'ait pas reçu l'investiture pontificale. »

Le prince Napoléon crut devoir intervenir dans le débat. Il opposa lui aussi aux citations empruntées par M. de la Rochejacquelein aux journaux libéraux pour faire ressortir l'impunité de leurs excès, des citations tirées des journaux cléricaux. Il expliqua la différence qui existe entre l'hérédité fondée sur le droit divin et l'hérédité fondée sur le droit populaire, et rappela cette thèse vieillie, que Napoléon I^{er} n'était monté sur le trône que pour couronner avec lui les grands principes de la Révolution. « Savez-vous, ajouta-t-il, à quels cris l'Empereur a été ramené du golfe Jouan aux Tuileries? C'est aux cris de : « à bas les nobles ! à bas les émigrés ! à bas les traîtres ! » Ces mots sont à peine prononcés que les sénateurs, en proie à la plus violente émotion, se lèvent en gesticulant et en criant : « A l'ordre ! à l'ordre ! » Ils avaient cru entendre : « A bas les *prêtres* ! » De là leur émotion, peu justifiée d'ailleurs, car ce cri, s'il eût été prononcé en 1815, aurait tout simplement voulu dire : plus de dîme, plus de mainmorte, plus de religion d'État, en un mot, plus de ces anciens privilèges que le clergé semblait réclamer depuis la Restauration ou que ses amis réclamaient pour lui.

Le prince Napoléon revint sur la question du banquet offert par la presse à M. Ratazzi : « Le buste de l'Empereur » était dans la salle du banquet démocratique ; mais savez-vous, s'écria-t-il, où il est insulté, brisé, c'est dans l'armée » du pape. » Le prince ajouta que la politique de MM. Sé-

gur d'Aguesseau et de la Rochejacquelein conduisait directement au rétablissement de l'ancien régime : « Si l'on rétablit le pouvoir temporel, si l'on replace les princes légitimes sur leur trône de l'autre côté des Alpes, il faut de ce côté-ci rappeler Henri V, et M. de la Rochejacquelein, pour être logique, aurait dû proposer un amendement à l'adresse dans le but de provoquer un retour à la politique de 1823 : intervention de la France partout où le droit divin est menacé. » Le gouvernement ne pouvait se dispenser d'intervenir. M. Billault, ministre sans portefeuille, déclina toute solidarité au nom du gouvernement avec « les théories aventureuses et périlleuses » qui, dans la bouche d'un prince, avaient inquiété le Sénat, et demanda qu'on oubliât cet incident pour se livrer aux discussions sérieuses.

Les séances du Sénat n'étaient pas publiques, mais les indiscretions des sénateurs et le compte rendu sténographique, bien que rédigé sous les yeux du président, qui atténuait autant que possible la vivacité des paroles échangées, révélaient suffisamment les ardeurs d'une séance que la prudence du président avait cru devoir clore brusquement.

M. de Boissy le lendemain demanda la publicité des séances du Sénat, se plaignit de la longueur des paragraphes de l'adresse, parla de la Chine, de l'Amérique, du discours du prince Napoléon et de la nécessité d'empêcher l'Angleterre de former une nouvelle coalition contre l'Empire. Ces divagations, parfois spirituelles, remplirent toute la séance, et fournirent à l'orateur l'occasion de reprendre la parole le lendemain pour se plaindre (M. de la Rochejacquelein en avait déjà fait autant) du manque de sincérité du compte rendu officiel des séances. Le *Moni-*

teur lui avait fait dire : « Quand il (le Sénat) a pu croire qu'on venait lever le drapeau de la branche cadette en face de la branche aînée », au lieu de : « Quand il a vu arborer le drapeau de la branche cadette contre le drapeau de la branche aînée. » M. de Boissy exprima ensuite le regret de trouver dans la sténographie même la trace des ciseaux de la censure. Pourquoi le rapport officiel cité par lui sur les traitements infligés par les Anglais aux femmes dans l'Inde avait-il été retranché du *Moniteur*? M. Troplong répondit qu'il contenait des paroles cyniques qui seraient une souillure pour les procès-verbaux du Sénat.

La séance du mercredi 26 février 1862 s'ouvrit encore par une réclamation du procureur général Dupin contre l'exactitude du compte rendu. « Je trouve, dit-il, dans le discours de M. Billault cette phrase, qui est comme la sentence et la moralité du discours lui-même : « Le gouvernement fera tout pour satisfaire les désirs, les tendances des esprits religieux, mais si l'on touche à la plus petite partie de la couronne qui représente le pouvoir temporel, il la défendra énergiquement. » (*Mouvement.*) Cette indication est conforme à la vérité, le Sénat a applaudi à l'exposé de principes que venait de faire M. le ministre. Or, je trouve dans le *Moniteur* des termes qui ne sont pas identiques avec ceux du compte rendu. Voici ce que dit le *Moniteur* : « Cette nécessité de maintenir les bons rapports entre l'Eglise et l'État importe trop à la liberté de conscience pour que le gouvernement n'en tienne pas grand compte ; il fera tout ce qu'il pourra légitimement faire pour que les tendances de l'esprit religieux soient satisfaites ; mais quant à laisser toucher à la plus petite partie de cette couronne, symbole du pouvoir temporel, non certes, il ne le souffrira pas. » Combien cette phrase dé-



» cousue et flasque, dit M. Dupin, ressemble peu à la première. J'en demande le rétablissement. »

La Société de Saint-Vincent de Paul eut la parole le lendemain. MM. Amédée Thayer et le baron Dupin prirent les premiers sa défense, dans la séance du 27. Les cardinaux Morlot et Mathieu repoussèrent le reproche que lui adressaient certains journaux de vouloir traiter d'égal à égal avec l'État et de se refuser à toute concession. Pourquoi, demanda le cardinal Mathieu, ne remettrait-on pas la question à l'étude ? Le gouvernement s'apercevrait sûrement qu'il s'est trompé. M. Billault répondit, en résumé : La question est suffisamment connue ; la Société de Saint-Vincent de Paul, qui a pour protecteur un cardinal romain, refuse de prendre pour président un cardinal français : société laïque, elle ne veut pas se soumettre aux formalités civiles que le concordat impose même aux sociétés religieuses ; elle cumule les avantages d'une société reconnue avec les moyens d'action d'une société secrète ; en se vantant de son origine française, elle s'enorgueillissait d'être cosmopolite. Qu'elle renonce à ses prétentions et qu'elle rentre dans le droit commun.

Les défenseurs de la Société répliquèrent que si l'on avait tenu toujours le même langage qu'aujourd'hui à la Société, si on lui avait dit qu'elle était une cause d'inquiétude, « elle » se serait immédiatement dissoute et confondue dans la » poussière de l'humilité » ; c'était la circulaire de M. de Persigny du 16 octobre 1861 qui avait fait tout le mal, à en croire le cardinal Mathieu et M. Ségur d'Aguesseau. Ce dernier allait jusqu'à laisser entrevoir que l'auteur de cette circulaire pourrait bien être traduit devant la haute cour.

La commission de l'adresse, en demandant une augmentation de traitement pour le clergé, avait signalé par un

contraste ressemblant assez à une critique, l'abondance des libéralités prodiguées aux congrégations. Le cardinal Donnet protesta contre les appréciations erronées du public sur leur fortune qui, sauf deux ou trois, étaient dans la pauvreté et dans la gêne, après avoir conservé au monde le trésor des gloires de l'art et de la littérature ; ces congrégations, dans un temps où l'amour des plaisirs joue un si grand rôle, donnent l'exemple de l'abnégation et de toutes les vertus ; surveillées par les évêques, elles défiaient, au dire de l'orateur, les accusations de captation, de détournement de mineurs, dont on était si prodigue à leur égard. Et quel temps choisit-on, continua le prélat, pour répandre ces affreuses calomnies ? Celui où l'assaut est livré à la famille, à la propriété, à la religion ; où l'on entend dans les chaires publiques s'élever des voix pour nier la divinité de Jésus-Christ.

Le *Moniteur* annonçait le matin même la suspension du cours de M. Renan. Le cardinal Donnet, à qui le fait fut signalé, en rendit de publiques actions de grâce au gouvernement.

Une circulaire de M. Rouland, relative à la nécessité de poser les limites dans lesquelles le prosélytisme religieux doit se renfermer, excita les critiques des cardinaux. M. Rouland, parlant comme sénateur et non comme ministre puisque la Constitution le lui interdisait, défendit ses actes, et M. Billault maintint pour le gouvernement le droit de surveillance sur les congrégations. Cette surveillance, à laquelle il ne pouvait renoncer sans de graves inconvénients pour la paix publique, entravait-elle le développement des congrégations ? Non : il y a en France aujourd'hui vingt-trois communautés d'hommes autorisées et quarante-neuf non autorisées. Les communautés de femmes autorisées sont au nombre de trois mille soixante-quinze, et il s'en

établit de quatre-vingts à cent nouvelles chaque année.

Le cardinal Mathieu avait exprimé le désir de savoir comment les dons et les legs se répartissaient entre le clergé séculier et le clergé régulier. M. Billault répondit que de 1856 à 1860 les legs et dons aux diocèses, évêchés, séminaires, fabriques, paroisses et cures, s'élevaient à 13 375 951 francs; les dons et legs aux congrégations religieuses, dans la même période, à 6 519 000 francs; mais tandis que pour les premières sommes tout se passait au grand jour, sous le contrôle de l'autorité, il n'en était pas de même pour les secondes. Le gouvernement connaissait les dons pour lesquels l'autorisation lui était demandée, mais il ne savait rien des autres.

Les frères des écoles chrétiennes, qui sont autorisés, ont fourni le détail des dons reçus par eux. Ils s'élèvent à 800 000 francs pour une période de cinq années. C'est là le chiffre officiel, mais les frères de ces écoles ont acquis dans une seule ville un immeuble de 700 000 francs.

Il y a donc à côté du bilan officiel un actif inconnu, que le gouvernement, avec une appréciation très-moderée, ne peut pas porter à moins de 100 millions.

Cette statistique produisit une impression assez vive sur le Sénat; mais la discussion sur les congrégations n'avait été qu'une sorte d'escarmouche. Le débat sérieux entre le gouvernement et le parti catholique s'ouvrit sur le paragraphe relatif à la question romaine.

Le projet d'adresse, cherchant à rallier toutes les opinions, constatait d'un côté la *résistance* et l'*immobilité de la papauté*, et de l'autre les *prétentions immodérées de l'Italie*: ce contraste traditionnel ne pouvait satisfaire personne, ni les partisans de l'Italie ni les amis du pouvoir temporel; ces derniers demandèrent que l'adresse fût

amendée dans un sens nettement favorable au pouvoir pontifical. M. Bonjean prononça un savant discours historique et théologique sur l'origine du pouvoir temporel, qui n'avait jamais été, selon lui, pour la papauté qu'une entrave, dont elle devrait se délivrer dans l'intérêt de son indépendance spirituelle. M. de la Guéronnière prit la parole après M. Bonjean et témoigna une amère tristesse de voir qu'aux partisans du pouvoir temporel on dit toujours : « Vous êtes des réactionnaires », et qu'on répète sans cesse à ceux qui croient que l'autorité politique du Saint-Siège doit accepter les transformations imposées par les circonstances et le progrès des idées : « Vous êtes des révolutionnaires. » Il venait donc s'interposer « entre ces deux intolérances, » entre ces passions extrêmes au sein desquelles s'agite ce » grand intérêt contenu seulement dans sa vérité, dans sa » mesure exacte, par la politique si sage, si modérée de » l'Empereur. »

Ce discours se terminait par une espèce de dithyrambe en l'honneur de l'Empire, de l'Empereur, et même du prince Napoléon qui, « par sa parole entraînant, persuasive, détermina l'empereur François-Joseph à accepter les » conditions de paix qui étaient le triomphe de notre modération ». Le prince se plaignit que l'orateur le plaçât dans une position difficile et déclara qu'il n'avait fait qu'exécuter les ordres de l'Empereur. — « Non, Monseigneur, lui répondit courageusement M. de la Guéronnière, je ne crois » pas avoir placé Votre Altesse dans une situation difficile, » mais dans la meilleure des situations, en rappelant un » fait historique auquel son nom est si noblement associé. »

Le prince Napoléon prit la parole dans la séance du 1^{er} mars, où il fit un long exposé des abus de la cour et de la politique romaines à l'aide des dépêches des ambas-

sateurs de l'ancien régime, de l'Empire, de la Restauration et de la monarchie de Juillet. Il conclut en demandant le départ des troupes françaises et la fin d'un *statu quo* intolérable pour l'Italie, pour la France et pour l'Europe.

M. Billault donna une nouvelle édition de son discours de l'année précédente : « L'Empereur ne veut pas livrer les » provinces pontificales à la réaction, ni le pape à la révolution ; il veut une transaction, il veut que les faits agissent sur la raison de tous, de façon à amener l'Italie, la » France et l'Europe à comprendre toutes les nécessités. »

La question mexicaine se posa pour la première fois devant le Sénat dans la séance du 27 février, à l'occasion du neuvième paragraphe, et elle ne donna lieu d'ailleurs qu'à cette simple question de M. de Boissy : La commission dit : « Puisse l'expédition concertée avec l'Espagne et l'Angle- » terre être poursuivie énergiquement..... » A-t-elle voulu exprimer un vœu qui laisse une place au doute, ou entend-elle l'énoncer dans le sens d'une affirmation ? La demande de M. de Boissy était justifiée par la contradiction existant entre les dépêches officielles et les débats du parlement britannique. Les dépêches déclaraient que les trois puissances devront s'entendre sur la conduite de l'expédition, sur ce qui se fera dans le présent et dans l'avenir, tandis que le ministère anglais avait répondu aux interpellations d'un membre de la Chambre des communes, que les troupes britanniques n'avaient pris ni tentes ni bagages, parce qu'elles ne devaient pas s'enfoncer dans les terres et que leur départ était fixé avant la mauvaise saison. S'il en était ainsi, que devenait la convention du 31 octobre 1861 ? M. Billault refusa de répondre, quoiqu'il sût bien que la convention n'existait déjà plus.

L'adresse fut votée le 3 mars, à la majorité de cent

vingt-quatre voix contre six. Les quatre cardinaux présents faisaient partie de la minorité.

Le Corps législatif avait, comme le Sénat, commencé ses délibérations le 28 janvier.

M. de Morny ouvrit la séance par une allocution aux députés : « En théorie comme en fait », leur dit-il, « nous » possédons le gouvernement qui convient le mieux au caractère de la nation. » Il fit ressortir l'étendue des concessions faites au Corps législatif : « Vous avez obtenu toutes » les réformes que vous avez seulement indiquées », et il s'étendit principalement sur celle du 14 novembre qui, selon lui, mettait le Corps législatif en possession d'un contrôle efficace sur les finances de l'État. M. le président du Corps législatif consacra un paragraphe tout entier de son discours à la critique de l'éloquence écrite ; il proposa presque qu'il fût interdit à l'avenir de prononcer des discours écrits à la Chambre. Il y avait là une question de liberté et d'art. Les électeurs, avant de savoir si un candidat est honnête homme et connaît leurs besoins, seraient-ils forcés désormais de s'informer s'il était improvisateur ? Improviser est sans doute un don précieux quand on y joint les autres qualités de l'orateur ; c'est par l'improvisation qu'on s'élève au plus haut degré de l'éloquence, mais elle n'est pas pourtant l'éloquence tout entière, les plus beaux discours peut-être prononcés à la tribune française sont des discours écrits ; la clarté, la concision, ne sont pas plus inhérentes à l'éloquence parlée qu'à l'éloquence écrite ; il y a des improvisations aussi lourdes et aussi prolixes que le plus lourd et le plus prolix des discours écrits. M. de Morny, en manifestant l'intention formelle d'épargner le temps de la Chambre en coupant court aux discours lus au milieu de l'inattention et de l'indifférence générales, s'engageait

par cela même à mettre fin également aux discours que l'improvisation ne suffirait pas à protéger, et, dans les deux cas, il portait une sensible atteinte à la liberté de la tribune.

La Chambre inaugura ses travaux en vérifiant quelques élections contestées, entre autres celle de M. Pamard, maire d'Avignon, présenté aux électeurs comme « candidat impérial ». Cette qualification avait soulevé quelques protestations que le rapporteur de la commission se hâta de repousser : Loin de blâmer l'intervention du gouvernement, il trouvait « qu'elle moralise l'élection ». M. Lemer cier, en combattant cette théorie, convint néanmoins « que le » suffrage universel avait encore besoin d'être dirigé par » l'administration ».

M. de Morny avait insisté dans son allocution sur l'urgence du projet de conversion de la rente et des obligations trentenaires. La commission fut nommée le 31 janvier, et le renvoi immédiat aux bureaux ordonné. M. Gouin était président et rapporteur, et M. Léopold Lehon secrétaire. La discussion ne s'ouvrit cependant que le 7 février. M. Darimon, quoique partisan de l'unification de la dette, attaqua le projet, qui poussait les porteurs de rentes à spéculer sous le coup d'une mesure d'ailleurs irréalisable autrement que par des manœuvres tentées à la bourse pour opérer une hausse factice et pour faciliter une opération qui consistait tout simplement à procurer au Trésor, par un emprunt déguisé, 200 à 250 millions qu'il n'osait pas demander à l'emprunt direct. M. Kœnigswarter reprocha au projet de jeter la perturbation parmi les petits rentiers; MM. Picard et Ollivier se mêlèrent à la discussion sans parvenir à empêcher la Chambre d'adopter la conversion, vivement défendue par M. Gouin, rapporteur, et par

MM. Vuitry et Baroche, commissaires du gouvernement.

La discussion de cette loi avait démontré que les établissements publics, les hospices et les communautés religieuses se trouveraient dans l'impossibilité de prendre part à la conversion, faute de ressources suffisantes pour payer la soulte. Le gouvernement présenta d'urgence un projet de loi autorisant ces établissements à se faire avancer les sommes nécessaires par le Crédit foncier. Les adversaires de la conversion s'empressèrent, à l'occasion de la discussion de ce projet, de signaler le préjudice causé au budget de la charité par l'emprunt auquel il était condamné ; mais leurs efforts restèrent encore une fois inutiles.

Le gouvernement avait présenté le 19 février un projet de loi tendant à accorder au général Cousin-Montauban, récemment nommé sénateur et comte de Pa-li-kao, une pension de 50 000 francs à perpétuité et réversible de mâle en mâle. La Chambre à la lecture de ce projet fit entendre des murmures, qui se traduisirent dans les bureaux par le choix de commissaires pris parmi les députés qui lui étaient les plus notoirement hostiles. Le général de Montauban écrivit à l'Empereur pour le prier de retirer le projet. L'Empereur lui répondit le 22 qu'il n'en ferait rien. La lettre impériale se terminait par ces paroles hautaines et blessantes : « Les nations dégénérées marchandent seules la reconnaissance publique. » C'était un défi. La commission le releva par l'organe de M. de Jouvenel, son rapporteur, qui conclut au rejet de la dotation !

Ce refus était motivé par le droit public, qui s'oppose formellement à l'institution des majorats, et par la possibilité où se trouvait l'Empereur de disposer de nouvelles ressources pour récompenser un général, même après l'avoir nommé sénateur et comte, enfin par le danger de rem-

placer dans les âmes le sentiment de l'honneur par l'appât de l'argent. La commission repoussait du reste tout amendement. C'était une crise. La première entre l'Empereur et le Corps législatif. Qui céderait? ce fut l'Empereur. On lui fit comprendre qu'il était inutile de convoquer les députés, s'il ne leur était pas permis d'avoir une opinion. Il écrivit donc le 4 mars à M. de Morny une lettre dans laquelle, en déplorant ce qu'il appelait un malentendu, il annonçait l'intention de remplacer le projet de loi par une autre proposition plus conforme aux vœux d'un grand nombre de députés. La Chambre, convoquée extraordinairement le 5 mars pour recevoir communication de cette lettre, entama le lendemain la discussion de l'adresse.

Le projet d'adresse rédigé par la commission, sous la présidence de M. de Morny, n'était, comme l'adresse du Sénat, qu'une paraphrase du discours de l'Empereur un peu plus accentuée sur la politique extérieure et sur les finances. Elle se prononçait nettement en faveur de la paix. « Nous » savons que l'Empereur ne se laissera entraîner à la guerre, » ni par des prétentions ambitieuses, ni par des préjugés qui » seraient également contraires à nos intérêts et aux idées » de notre époque. » L'Italie, cette grande cause de perturbations possibles, avait été reconnue par l'Empereur; l'adresse contenait un paragraphe favorable à cette reconnaissance. « La France est catholique et libérale, elle veut » que le chef de la religion soit respecté, mais elle favorise » toujours la vraie liberté ainsi que le progrès moral et matériel des populations. » Le Corps législatif, par la plume des rédacteurs de l'adresse, s'associait au système financier de M. Fould, en recommandant de supprimer les dépenses improductives, d'équilibrer les budgets, d'établir la stabilité dans les droits de douanes et d'impôts, et de supprimer

les entraves que l'excès de réglementation impose aux forces productives du pays.

MM. Plichon, Kœnigswarter, Kolb-Bernard, Guyard-Delalain, le marquis de Pierre, prirent part à la discussion générale. M. Plichon, dans un tableau très-sombre de la situation intérieure, signala le réveil des passions qui avaient alarmé la société en 1848. « Le mal déjà fait est grand, il » ne tardera pas à devenir immense et le gouvernement en » sera la première victime. » La responsabilité de ce mal, selon M. Plichon, revenait à « une certaine presse » à laquelle on laissait toute liberté, tandis que la presse conservatrice et religieuse ne pouvait vivre qu'à la condition de tout approuver et de se taire. M. Plichon, il faut lui rendre cette justice, ne demandait pas un simple changement de bascule, mais la liberté.

M. de Pierre, qui ferma la discussion générale, jeta sur la situation les vives lueurs de son ironie. « M. Magne nous » a dit l'année dernière : l'Empereur veut régner, gouver- » ner et administrer. Mon Dieu ! Messieurs, je voudrais » même qu'il pût rendre la justice : à coup sûr elle serait » rendue de haut (*bruit*) ; mais avez-vous compris le danger » de prendre à la lettre cette fiction ? L'Empereur admi- » nistre, et vous, messieurs les ministres, n'administrez- » vous pas quelque peu ? Faut-il donc toujours faire re- » monter l'appréciation de vos actes à l'Empereur ? Si la » Cour des comptes blâme quelque part le détournement » des fonds des enfants trouvés au profit des embellisse- » ments d'un mobilier de préfecture, ce blâme doit-il » remonter à l'Empereur, et sommes-nous obligés de croire » que c'est là un auguste virement ? (*Hilarité générale.*) » Quand le souverain désavoue officiellement une poli- » tique compromettante, est-ce le même souverain qui

» la propage par le télégraphe? L'administrateur qui a envoyé au *Moniteur* ce cri d'alarme de M. Fould sur l'état de nos finances, est-ce le même qui a envoyé à la *Revue des deux mondes* un avertissement parce qu'elle avait élevé quelques doutes sur la bonne conduite de nos finances avec cent fois plus de respect et de timidité que le *Moniteur*? » (*Plusieurs voix : très-bien! très-bien!*)

L'orateur, après avoir décrit la puissance du ministre de l'intérieur, maître d'imposer silence à la France en général et à chaque Français en particulier, et de disposer de la fortune d'une classe de citoyens par la suppression d'un journal, ajouta : « Je ne sais si une pareille dictature peut être confiée à quelqu'un qui n'en soit pas responsable, mais quand personne, excepté nous, n'a le droit de faire entendre la moindre plainte, je me considérerais comme un bien grand coupable si je laissais expirer mon mandat sans dire que la France de 89 est humiliée de ce régime. Vous me demanderez alors si je veux la liberté de la presse. Hélas ! oui, je la voudrais, car ces dix ans de vie politique ont achevé mon éducation. Mais je vous en manderai à mon tour, pouvez-vous la supporter ? Si vous ne pouvez pas la supporter, n'en parlons plus ; mais soyons modestes et ne nous parlez ni de votre force, ni de 89. Quelqu'un qui n'est pas pressé a dit ailleurs que ce gouvernement nous avait donné l'ordre, que la liberté viendrait plus tard, et que tout vient à point à qui sait attendre ; mais à coup sûr un peu de liberté arriverait fort à propos en ce moment. »

Ce piquant résumé de la situation mit fin à la discussion générale et le Corps législatif passa le lendemain à la discussion des articles.

Les cinq membres de l'opposition avaient déposé l'amen-

dement suivant, qui est presque un programme, au premier paragraphe de l'adresse : « La confiance publique ne » peut renaître que par un retour sincère au régime » de la liberté. La presse doit cesser d'être un monopole » soumis à une censure occulte qui altère les manifes- » tations de l'opinion publique. Le jury, seule juridic- » tion compétente en matière politique, doit connaître » des délits de presse et les juger publiquement. Des » élections faites par les électeurs et non par des préfets; » avec le droit de réunion et avec des chances égales » de publicité et de protection pour la liberté de tous; le » pouvoir municipal émanant de la commune et non du » gouvernement, de telle sorte que l'intérêt public ne soit » plus subordonné aux exigences de la politique; la liberté » individuelle garantie par un ensemble de mesures dont » la première doit être l'abrogation de la loi de sûreté gêné- » rale; telles sont les principales conditions d'un système » politique qui s'autorise des principes de 1789; telle est » la réforme qu'exigent impérieusement l'intérêt moral du » pays, sa dignité, le développement de son activité et de » sa richesse, et qui ne peut être ajournée sans que la » France soit placée dans un état d'infériorité vis-à-vis des » autres nations. »

M. Ernest Picard et M. Jules Favre soutinrent l'amendement avec une énergie qui provoqua de la part de M. Baroche, président du Conseil d'État, des répliques non moins vives. La lutte s'était engagée sur le même terrain que les années précédentes; il s'agissait toujours, d'un côté, d'attaquer le caractère anormal des lois nées du coup d'État du 2 décembre, et de l'autre, de les justifier et de les défendre. Les orateurs de l'opposition ne pouvaient se flatter de l'espoir d'agir sur les députés de la majorité, mais le si-

lence dans lequel ces derniers se renfermaient n'avait rien de bien honorable. Le nombre des partisans du gouvernement était bien plus considérable au Corps législatif qu'en aucun temps et en aucune assemblée, et pourtant des rangs si serrés de la majorité, pas une voix ne s'élevait pour défendre la politique du gouvernement et pour venir en aide aux orateurs officiels. M. Roques-Salvaza adjura ses collègues de défendre l'adresse, qui était l'œuvre de la commission et par conséquent de la majorité elle-même. Cet appel généreux resta vain. Le poids de la discussion continua comme par le passé à retomber tout entier sur les orateurs du gouvernement.

L'opposition avait déposé un amendement relatif à la politique étrangère dont la question italienne fit presque tous les frais. M. Jules Favre démontra que la politique de conciliation annoncée par l'Empereur et approuvée par l'adresse, n'était qu'une chimère. M. Jérôme David répondit que c'était en revenant aux stipulations de Villafranca que l'Italie permettrait au pape d'opérer dans ses États les réformes qui rendaient possible le départ des troupes françaises de Rome. M. Keller accusa l'amendement de l'opposition de n'être qu'un produit de l'esprit révolutionnaire ; le gouvernement et le Corps législatif ne voulant pas que l'armée quitte Rome, pourquoi, demanda-t-il au gouvernement, attaquez-vous sans cesse par une contradiction flagrante la politique du Saint-Siège ? S'agit-il d'appuyer un nouveau projet de transaction dont le rejet aurait pour effet l'évacuation ; ou bien, quoi qu'il arrive, maintiendrez-vous toujours au pape Rome et le patrimoine de saint Pierre ? La réponse de M. Billault était prévue : « Il s'agit » d'opérer sur l'échiquier des intérêts humains, il ne s'agit » pas d'une question de foi et de dogme, mais d'une ques-

» tion purement politique et du domaine temporel. Eh
» bien ! sur cet échiquier où l'on s'engage, il faut savoir
» garder sa situation. Le gouvernement ne livre pas la
» sienne, il la garde. »

Le gouvernement n'avait jamais marqué aussi nettement la séparation entre l'intérêt religieux et l'intérêt politique, ni avoué aussi franchement la violation du principe de non-intervention. « Le seul droit qui envers nous pourrait
» être invoqué, » dit M. Billault, « ce serait le droit des
» populations romaines. Nous admettons en effet que les
» populations sont maîtresses d'elles-mêmes. Le principe de
» la souveraineté du peuple est la base de notre droit pu-
» blic.... Je reconnais que chez les Romains, ce droit est
» suspendu ; que nous méconnaissions chez eux le principe
» qui nous régit en France ; mais il est malheureusement
» parfois des circonstances exceptionnelles où des intérêts
» d'un ordre supérieur commandent ces sacrifices momen-
» tanés de la liberté populaire ». M. Jules Favre s'em-
pressa de constater que M. le ministre était contraint de
déclarer que la France ne restait à Rome qu'en vertu de la
suppression momentanée d'un des plus grands principes
du droit public ; M. Billault en faisait l'aveu, mais il s'ex-
cusait en ajoutant que l'armée française ne pouvait quitter
Rome sans la livrer à la révolution ou à une autre puis-
sance protectrice, et que le gouvernement n'y consentirait
jamais. A ces mots la majorité couvrit de ses applaudisse-
ments l'orateur officiel, qui se retournant vers M. Keller,
reprocha vertement aux catholiques de pousser le pape à
résister aux conseils d'un gouvernement qui le soutenait
depuis quinze ans, et de rendre toute conciliation impos-
sible. Il comptait à l'avenir sur une meilleure conduite des
catholiques et sur la Providence « pour placer sur une base

désormais inébranlable la liberté du Saint-Père et l'indépendance de l'Italie ». C'était encore le *statu quo*.

La séance du 13 fut consacrée à la discussion du paragraphe sur la guerre d'Amérique et sur les affaires du Mexique. L'opposition proposa d'ajouter à ce paragraphe l'article additionnel suivant : « Nous faisons des vœux pour » que le grand principe de l'abolition de l'esclavage sorte » victorieux de la lutte dont il est la cause. » M. Billault repoussa cet article, sous prétexte qu'il engageait le gouvernement dans la voie de l'intervention dans les affaires intérieures d'un gouvernement étranger.

M. Jules Favre mit à nu les inconvénients, les dangers et même les impossibilités du plan d'invasion et de réorganisation du Mexique, prêté au gouvernement et faiblement répudié par M. Billault. L'orateur officiel, après avoir demandé si une discussion sur une expédition déjà commencée était bien opportune et bien patriotique, parla de la convention conclue entre les trois puissances et de leur accord parfait, juste au moment où un membre de la Chambre des communes, demandant au gouvernement si l'Angleterre était en guerre ou en paix avec le Mexique, venait de recevoir de M. Layard, sous-secrétaire d'État des affaires étrangères, cette réponse : « La guerre n'est ni » déclarée ni commencée, et il est extrêmement probable » qu'un arrangement à l'amiable va se conclure. »

M. Favre avait parlé de la candidature de l'archiduc Maximilien au trône. M. Billault prétendit que c'était là un simple propos d'officier, et la preuve c'est que l'ambassadeur d'Angleterre s'en étant ému, « il est allé chez notre » ministre des affaires étrangères, qui lui a répondu : *Cela* » *n'est pas*. Voilà les faits. » Cette déclaration catégorique fit un sensible plaisir à la Chambre, peu enthousiaste

d'une nouvelle guerre lointaine entreprise sans son concours.

Le Corps législatif, après cette excursion à l'étranger, fut ramené aux affaires intérieures, soit par les amendements des *Cinq*, soit par les observations de divers membres de la majorité. M. Devinck opposa quelques teintes sombres au riant tableau de la situation financière présenté par M. Magne, ministre sans portefeuille, et finit en émettant timidement de légers doutes sur l'efficacité du sénatus-consulte modifiant les conditions de la présentation du budget; M. Picard réclama pour Paris et Lyon le droit d'élire leurs conseils municipaux. La Société de Saint-Vincent de Paul trouva dans M. A. Lemer cier un défenseur intrépide, et le libre-échange d'ardents adversaires dans MM. Brame et Pouyer-Quertier.

M. Pouyer-Quertier, député de la Seine-Inférieure, orateur chez qui la prolixité et l'incorrection du langage n'excluaient pas une certaine vigueur d'argumentation que semblaient encore tripler sa haute taille, son torse robuste et son infatigable larynx, remplit presque toute la séance du 19, par un discours dans lequel il signalait, avec une complaisance passionnée, les résultats désastreux que les traités de commerce conclus avec l'Angleterre avaient eus, selon lui, pour l'industrie française. M. Granier de Cassagnac se déclara profondément offensé dans son patriotisme par une discussion qui ne pouvait plaire qu'à ceux que la grandeur du pays offusque. « Il est temps, s'écria-t-il, que cette campagne finisse! » M. Brame, ne tenant nul compte de ce vœu, vint appuyer les accusations de M. Pouyer-Quertier et se joindre à lui pour demander une enquête sur les résultats du libre-échange. M. Baroche, dans sa longue réponse aux deux députés protectionnistes,

leur reprocha de se conduire en mauvais citoyens en révélant les souffrances du pays. M. Brame répliqua qu'il remplissait, au contraire, le plus sacré des devoirs, et qu'il aurait été coupable de garder le silence en « député obéissant ».

M. de Morny : Que voulez-vous dire par là ?

Une voix : Il n'y a pas ici de député obéissant.

La discussion arrivait à son terme.

M. de Pierre, dont l'ironie fine et mordante se faisait jour dans des discours écrits qui n'étaient probablement pas étrangers à l'ostracisme parlementaire que M. de Morny voulait infliger à ce mode d'éloquence, clôtura les débats en remerciant l'Empereur de la restitution du droit d'adresse ; il fit pourtant remarquer que cette liberté qui consistait à remplacer brusquement six mois d'admiration par vingt jours de critique ne valait pas une liberté continue ; les vérités qui s'échappent une à une en temps opportun ne sont-elles pas préférables à une masse de vérités venant trop tôt ou trop tard ?

M. de Morny, avant de procéder au scrutin sur l'ensemble de l'adresse, remercia les députés « du concours et de l'appui qu'ils lui avaient prêté pendant cette longue et laborieuse discussion » ; il crut devoir, en même temps, rendre compte « d'une manière toute spontanée, des impressions que cette discussion lui avait laissées ». M. de Morny établit d'abord que le décret du 24 novembre, en « accordant le droit d'adresse », — « en le restituant, » interrompit M. Picard ; — en l'accordant, insista M. de Morny, je maintiens mon mot, — n'avait pas voulu donner aux députés une liberté plus grande de discussion. Cette liberté existait déjà. Mais l'adresse était devenue l'occasion de récriminations, d'accusations, d'attaques directes et

personnelles, d'énonciations de petits faits..... (*Voix nombreuses : Très-bien ! très-bien !*)

M. Jules Favre : Nous protestons !

M. Picard : Vous n'avez pas le droit de tenir ce langage, monsieur le président !

M. le Président : Vous m'écoutez jusqu'au bout.....

M. de Morny continua en effet sa petite allocution sans qu'on en pût conclure cependant que la nouvelle prérogative de la Chambre courût un danger immédiat, et l'adresse fut votée le 20 mars par 244 voix contre 9.

Le règlement de la Chambre, en mettant aux prises une commission de dix-huit membres avec le Conseil d'État libre de repousser les amendements, réduisait souvent les représentants du pays à l'oisiveté et rendait impossible une bonne organisation des travaux parlementaires. Le Corps législatif serait resté pendant un mois dans une inaction complète, s'il n'eût voté la loi de révision des délais de procédure en matière civile et commerciale, la prorogation pour dix ans du monopole des tabacs, et la liberté de mettre en société les charges d'agent de change.

La discussion générale du budget de 1863 s'ouvrit le 16 juin.

M. Alfred Leroux, l'un des rapporteurs du budget, s'attacha dans la première partie de son travail à dégager le Corps législatif de toute responsabilité dans la situation financière. « Le Corps législatif n'a été ni aveugle » ni imprévoyant, et ce n'est pas faute d'avertissements » que s'est développée la situation à laquelle il faut » aujourd'hui porter remède. » Le rapporteur ajoutait : « Les pouvoirs qui nous sont rendus par le sénatus-con- » sulte du 31 décembre 1861, nous donnent une force » et nous imposent une responsabilité; nous acceptons

» l'une et l'autre, décidés à nous servir du droit et à remplir le devoir. »

Le rapporteur, après cette fière déclaration, fit remarquer « combien le besoin de la paix, qui tient une place » considérable dans les conseils comme dans les déclarations » de tous les États, est en contradiction avec la désastreuse » émulation des gouvernements en ce qui regarde les pré- » paratifs militaires ». Il multiplia les assurances capables de calmer l'inquiétude générale causée par ce contraste, et il conclut ainsi : « L'économie partout, l'économie tous » jours, telle est désormais la règle proclamée ; et ce » qu'elle peut causer de bien est aussi incalculable que la » somme de maux que cause son oubli. »

M. Leroux, dans la seconde partie de son rapport, en suivant, chapitre par chapitre, toute la loi de finances, fit l'exposé sommaire des discussions de la commission avec le Conseil d'État. Le budget ordinaire des dépenses de 1863, présenté avec une augmentation de 71 461 105 francs sur celui de 1862, avait pu être, grâce aux efforts des commissaires, réduit du chiffre de 62 millions. Le budget extraordinaire avait subi, de son côté, une réduction de même importance. La commission, pour faire face à l'accroissement des dépenses, admettait le rétablissement de la taxe du sucre, l'augmentation du papier timbré, le double décime sur l'enregistrement, un droit sur les bordereaux d'agent de change, enfin un impôt sur les chevaux et les voitures.

La discussion générale du budget fournit à deux membres de la majorité, MM. Granier de Cassagnac et Roques-Salvaza, l'occasion de proposer, par un amendement, la création d'un impôt sur les revenus mobiliers qui s'affichent et se publient, tels que rentes sur l'État et actions

dans les compagnies industrielles, soit anonymes, soit en commandite. C'était introduire partiellement l'*income-tax* dans le système financier de la France. La fortune mobilière n'existait pas, disaient les auteurs de l'amendement, lorsque l'impôt a été établi; on avait été forcé de frapper la propriété foncière et les objets de consommation. Les choses sont bien changées aujourd'hui : le développement de la fortune mobilière rend équitable et nécessaire sa soumission à un impôt dont l'application partielle supprime les mesures inquisitoriales auxquelles on redoute qu'il donne lieu. M. Granier de Cassagnac ajouta que parler de réduction d'impôt quand la situation de la France était si extraordinairement prospère, quand les dépenses accrues depuis dix ans fournissaient une preuve si convaincante de l'accroissement des ressources, était une anomalie. Le seul reproche qu'on pût adresser aux propositions de M. Fould était celui « de ne pas répondre à cette » situation de la France, de présenter un budget pauvre » au nom d'un pays riche, de laisser croire au dehors que » nous n'avons pas les ressources de nos prétentions, de » notre influence, de nos droits et presque de notre dignité ».

Ce reproche d'insuffisance et de mesquinerie, adressé à un budget de 2 milliards 416 millions, sembla surprendre un peu la Chambre. Une voix pourtant cria : « C'est vrai ! »

Le projet fut combattu par M. Segris, par M. Magne et par M. Émile Ollivier. Ces orateurs n'acceptaient l'impôt sur le revenu que comme impôt unique, condition sans laquelle il n'était qu'une iniquité, car les auteurs du projet reconnaissaient eux-mêmes qu'une partie importante du revenu mobilier échapperait à la taxe. Les rentiers avaient le droit de le considérer comme une sorte de confiscation, puisque l'État leur reprenait sous forme d'impôt une



partie de la dette contractée envers eux. Quant au crédit public, il ne pouvait en recevoir qu'une fâcheuse atteinte. L'amendement fut repoussé.

L'adresse avait dit : « Le Corps législatif ne peut avoir » qu'une opinion favorable sur l'état de nos finances, car » il en a toujours minutieusement surveillé l'emploi. » Or, le Corps législatif, par l'organe de la commission, caractérisait la situation financière en ces termes : « La proportion » entre la dépense et la recette était rompue, et un pareil » état de choses ne pouvait durer ; il aurait justement alarmé » tous les intérêts et réagi sur notre situation, à l'intérieur » comme à l'extérieur ; il aurait rapidement réalisé les » sinistres pronostics de ceux qui déclarent que les finances » nous mèneraient à notre perte. »

M. Picard, après avoir demandé que le Corps législatif se mît d'accord avec lui-même, passa en revue les dispositions du décret de novembre, et déclara qu'il échangerait volontiers la suppression du droit de crédits extra-budgétaires contre le retour pur et simple à la spécialité des anciens gouvernements, à ce système dont M. Royer-Collard disait : « Ce n'est pas une question de principe, c'est une question de probité. » Exprimant ensuite un des sentiments les plus vifs du pays, il demanda qu'on mît un terme au scandaleux cumul des traitements autorisé depuis 1852. L'orateur de l'opposition montra certains personnages touchant, grâce au cumul, les uns 250, les autres 230, les autres 200 000 francs de traitement, et un groupe de soixante et quelques fonctionnaires absorbant à lui seul 5 à 6 millions par an. Il établit que la dépense des grands corps de l'État l'emportait de 20 millions sur celle de ces mêmes corps sous le règne de Louis-Philippe. La liste civile était de 12 millions, elle est de 25 ; la dotation

des princes et des princesses est de 4 500 000 francs au lieu de 1 300 000 ; le Conseil d'État coûte 2 277 000 francs au lieu de 816 000 francs ; la dépense des ministres sans portefeuille est de 310 000 francs, etc. « Nous ne sommes gouvernés à un si haut prix que parce que nous sommes trop gouvernés ; les pouvoirs de l'État ont trop à faire, je le reconnais ; ils ne sont pas payés à raison de tout ce qu'ils ont à accomplir. Ils se sont chargés de notre bonheur qu'ils ne nous donnent pas, mais enfin ils en ont pris la charge. » Ici l'orateur fut arrêté par une interruption qu'il ne put saisir, et que M. le président s'empressa de traduire en ces termes : « On vous dit que c'est du vaudeville ; parlez sérieusement. »

M. Picard, d'après le procès-verbal sténographié du *Moniteur*, se serait jeté d'un autre côté de la question sans répliquer à M. de Morny ; de telle sorte qu'il aurait eu l'air de reconnaître, avec le président du Corps législatif, que parler sur l'abus des traitements cumulés, ce n'était pas parler sérieusement. M. Picard demanda le lendemain une rectification au compte rendu de la séance de la veille : « M. le président m'aurait dit : *Parlez plus sérieusement* ; si j'avais entendu cette observation, je ne l'aurais pas acceptée ; je ne l'accepte pas davantage aujourd'hui. »

Le chapitre du budget relatif à l'administration départementale appela M. Plichon à la tribune. L'orateur, après avoir démontré que l'administration est partout toute-puissante ; et qu'il n'y a pas de recours pour ceux qui ont à lutter contre elle, traça le tableau des luttes électorales telles qu'elles se passent sous ce régime de compression et de silence. Le préfet du Nord, qui s'était signalé par l'énergie peu scrupuleuse de son intervention dans les luttes électorales, fut vivement pris à partie par M. Pli-

chon qui finit ainsi : « Je sais que le gouvernement re-
» pousse d'ordinaire par une simple dénégation les accusa-
» tions de ce genre. Eh bien, Messieurs, si une semblable
» dénégation se produit aujourd'hui, je lui opposerai l'affir-
» mation la plus absolue, l'affirmation d'un homme d'honneur
» qui a été témoin de tous ces faits, et ce témoin, c'est moi. »

M. Baroche s'efforça d'atténuer l'effet de ces paroles en insinuant que M. Plichon déposait comme témoin dans sa propre cause. Le préfet du Nord dont M. Plichon venait de signaler les méfaits était un des plus éminents et des plus anciens préfets de France, « et je le dis bien haut, ajouta » le président du Conseil d'État, c'est l'un des fonctionnaires » que moi personnellement j'honore le plus ». La question dès lors fut jugée. Le ministre honorait le préfet du Nord, la Chambre n'avait pas besoin d'autre certificat.

Les listes électorales du département de la Seine présentaient ce phénomène singulier, qu'à mesure que la population augmentait, le nombre des électeurs inscrits diminuait. Paris, avec un accroissement de 532 000 habitants, aurait-il cinq députés de moins à élire ? Un débat très-vif s'engagea à ce sujet entre MM. Ollivier, Picard et Baroche, dans la séance du 18. Le président du Conseil d'État soutint que dans une ville comme Paris, dans laquelle se succèdent si rapidement de nouvelles couches de population, l'inscription électorale devait être soumise à des conditions différentes que dans les autres villes. Une phrase échappée à M. Baroche semblait présager au Corps législatif qu'il n'irait pas jusqu'au bout de son mandat ; le président du Conseil d'État s'empessa d'en atténuer la portée, sans parvenir cependant à rassurer tout à fait une Chambre toujours prête à dresser l'oreille au moindre mot d'élection. Les *Cinq* avaient soumis à la commission un

amendement tendant à réduire à 600 000 francs le crédit de 2 millions inscrit au budget pour les dépenses de la sûreté publique. M. Hénon, en soutenant cet amendement, fit entendre de fortes paroles contre cette fameuse loi de sûreté générale qu'on avait présentée comme transitoire, et qui menaçait de s'éterniser, quoiqu'elle fût si peu en rapport avec l'état des mœurs et des esprits.

La situation financière était réglée jusqu'alors par deux projets de loi. Le premier portait fixation du budget *ordinaire* des recettes et des dépenses. Le second fixait le budget *extraordinaire*. M. Fould, dans son rapport à l'Empereur, avait divisé les dépenses en trois classes : les dépenses *ordinaires*, qui ont pour objet de pourvoir aux services obligatoires et permanents (dette, justice, perception, armée, etc.); les dépenses *pour ordre*, c'est-à-dire celles qui, soldées au moyen des impositions que votent les conseils locaux, ne sont inscrites au budget général que pour satisfaire aux règles de la comptabilité publique. « Portées en recettes et en dépenses, » disait le ministre, elles ne peuvent en réalité être considérées comme des charges de l'État. » Comme si les dépenses de cette catégorie n'imposaient pas aux contribuables des charges tout aussi réelles que les dépenses qui passent par les mains de l'administration centrale ; — enfin les dépenses *extraordinaires*, qui, tout en étant utiles, ne sont pas rigoureusement obligatoires (grands travaux, constructions nouvelles, excédants temporaires de l'effectif de l'armée, etc.).

M. Fould, en vertu de cette classification, proposait de ne placer dans le budget proprement dit que les dépenses normales et obligatoires des services publics, en inscrivant à côté les ressources permanentes destinées à les couvrir ; de consacrer un titre à part aux services rattachés *pour*

ordre à la loi de finances; enfin de renfermer dans une loi distincte toutes les dépenses extraordinaires, en leur affectant des ressources spéciales et définies qui auraient, comme les charges auxquelles elles devraient faire face, un caractère temporaire. Cet ordre avait été suivi dans le budget actuel.

La Chambre, avant la réforme financière, aurait été dans la nécessité de voter les crédits de chacune de ces sections en bloc. Le gouvernement lui aurait dit : « Voici le chiffre que je demande pour le ministère de la guerre : 366 millions ; les accordez-vous ou les refusez-vous ? » La Chambre aurait en vain essayé de répondre : « Je voudrais bien ne donner que 360 millions. » — Accordez ou refusez, pas d'explication. — Si le vote par ministère ne plaçait plus le député, selon l'expression de M. de Morny, « entre un refus insensé et une soumission regrettable », le vote par section était loin de lui rendre son indépendance. Le gouvernement disait : « J'ai besoin de 366 millions pour les services du ministère de la guerre ; je partage cette somme en cinq sections, dont l'une (solde et entretien des troupes) s'élève au chiffre minime de 282 millions. Accordez-vous ou refusez-vous de voter cette somme ? » Le député se trouvait toujours dans l'alternative de repousser brutalement par une simple boule noire un total de 282 millions, ou de l'accepter aveuglément.

Le Corps législatif, après avoir examiné et discuté les crédits des neuf ministères, section par section, avait donc voté le paragraphe 1^{er} du titre I^{er} du budget ordinaire. La discussion s'ouvrit sur le paragraphe 2 contenant 38 articles, tous relatifs aux nouvelles impositions. M. E. Ollivier prit le premier la parole. Il condamna le double décime comme pesant sur la propriété foncière, déjà surchargée, et

comme rendant la justice plus coûteuse. Quant à la taxe du sucre, elle était une preuve nouvelle de la déplorable mobilité du gouvernement en matière commerciale et financière. « Chaque année, dit l'orateur aux ministres, » vous changez de langage et de projets; vous préconisez » les virements, puis vous les abandonnez, puis vous les ré- » tablissez. Vous rétablissez l'amortissement en 1858, » l'année suivante vous le supprimez; vous nous présentez » les obligations trentenaires comme une merveille finan- » cière, l'année suivante vous les biffez. Vous dégrevez » l'impôt sur le sucre en 1860, vous relevez les droits en » 1862. Et, pour que ces contradictions soient permanentes, » nous avons toujours en présence deux ministres des fi- » nances : le ministre *tant mieux* et le ministre *tant pis*; » l'honorable M. Magne, avec un talent qui me convainc » toujours, me prouve que les finances sont dans le meilleur » état, et l'honorable M. Fould, avec une conviction qui » m'émeut, établit qu'elles sont dans un état pitoyable. »

M. Ollivier raconta comment les négociants et les armateurs, plus effrayés encore de l'inconstance financière de l'administration que de ses exigences, avaient demandé en grâce à la commission de placer la taxe sur les sucres non au budget *extraordinaire*, c'est-à-dire parmi les ressources momentanées, mais au budget *ordinaire*, c'est-à-dire parmi les ressources permanentes. « Frappez-nous, pourvu que nous soyons sûrs que vous nous frapperez toujours de même. » M. Magne répondit à l'orateur en lui reprochant de prendre le rôle très-aisé de critiquer les impôts nouveaux, sans en proposer d'autres. Quels moyens avez-vous de les remplacer? « Les économies », répondit M. Picard. — M. Javal ajouta : « La réduction de l'armée, et un meilleur emploi des ressources. »

La discussion sur la taxe sur les chevaux et les voitures de luxe donna le spectacle inattendu d'un assaut livré par la majorité à un projet de loi présenté par le gouvernement. Le rejet de l'article 4, renfermant toute l'économie de la loi, rendait impossible la discussion sur les neuf articles suivants. La réglementation à laquelle la Chambre était soumise empêchait non-seulement le débat sur l'impôt des voitures, mais encore enlevait au rapporteur tout moyen de connaître dans quel sens il devait interpréter le vote du Corps législatif. Comment sortir d'embarras ? La Chambre finit par renvoyer à l'examen de la commission tous les articles du projet, depuis l'article 4 jusqu'à l'article 13 inclusivement.

La dernière grande question abordée par le Corps législatif fut la question mexicaine. Le gouvernement, après avoir d'abord présenté l'expédition comme une démonstration comminatoire plutôt que comme une guerre, et affiché ensuite la plus entière confiance dans le peu de durée de la campagne, se décida enfin à avouer la gravité des embarras dans lesquels il s'était engagé. Cette gradation peut être établie par des textes. Le rapport de M. Leroux disait : « Nos espérances et celles du gouvernement sont que l'année 1862 verra finir l'expédition du Mexique. » Le rapport de M. O'Quin déclarait un peu plus tard que 48 millions seraient affectés à l'expédition du Mexique et aux stations de l'Indo-Chine dans le service de la marine, et 11 millions pour le Mexique seul dans le service de la guerre. Le même rapporteur venait quelques jours après réclamer un supplément de 15 millions. Le gouvernement confessait en même temps que l'effectif de l'expédition qui, au début, était de 2000 soldats, venait d'atteindre le chiffre de 33 000 hommes. La guerre avec le

Mexique dévorait déjà 83 millions en 1862, c'est-à-dire 20 millions de plus que le produit des impôts nouveaux et des taxes nouvelles.

M. Jules Favre, dans l'avant-dernière séance de la session, prononça un magnifique discours sur cette expédition. L'orateur avait avec lui, cela peut se prouver par des extraits empruntés à divers documents, discours ou rapports, le sentiment intime de l'assemblée. Les applaudissements et les adhésions furent pour M. Billault. Le ministre sans portefeuille s'exprima d'une façon si violente au sujet du général Prim, plénipotentiaire espagnol, que le *Moniteur* suspendit pendant un jour l'insertion de cette partie de son discours. Elle parut le lendemain revue, corrigée et diminuée.

Tous les efforts de la commission avaient abouti, en résumé, à rogner 5 millions sur les 397 millions du budget de la guerre. Le chiffre maintenu était donc de 392 millions. La dépense totale approuvée, pour la marine et la guerre réunies, s'élevait à 557 millions. Le budget de 1862 s'élevait à *dix-neuf cent millions* et celui de 1863 à *deux milliards soixante-quatre millions*.

La réforme financière de M. Fould laissait décidément quelque chose à désirer.

CHAPITRE IX

1808-1861

L'EXPÉDITION DU MEXIQUE

SOMMAIRE. — Le Mexique sous la domination espagnole. — Guerre de l'indépendance. — Défaite des Espagnols. — Empire d'Iturbide. — Sa chute. — Effet des *pronunciamientos*. — Formation du parti libéral. — Lutte entre le parti libéral et le parti clérical. — L'emprunt Jœcker. — Le Mexique et Santa-Anna. — Triomphe du parti libéral. — Présidence de Benito Juarez. — La république du Mexique et les puissances. — Le parti monarchique mexicain à l'étranger. — Il entoure l'Empereur et l'Impératrice. — Causes de son succès. Appui que lui donne M. de Morny. — Les bons Jœcker. — M. Dubois de Saligny remplace M. de Gabriac. — Il commence par présenter la réclamation Jœcker. — Juarez est obligé de suspendre le paiement des recettes des douanes. — L'Espagne, l'Angleterre, la France. — Les États-Unis. — La guerre se prépare. — Ses prétextes et ses causes. — Négociations diplomatiques pour une entente entre l'Espagne, l'Angleterre et la France. — Les États-Unis se tiennent à l'écart. — La convention de Londres.

Le Mexique se compose de vingt-quatre États, du district fédéral et d'un territoire, la basse Californie, le tout représentant une superficie cinq fois plus grande que celle de la France. Le plateau que forme la majeure partie du pays, s'appuie sur des rochers traversés par de riches filons d'argent, de cuivre, de fer, et n'est exposé qu'à des chaleurs modérées quoique placé sous la zone torride. Les climats les plus divers, la terre chaude, *tierra caliente*, le pays froid, *tierra fria* et la terre tempérée *tierra templada*, se succèdent sur ses pentes. La population du Mexique qui, à la fin du siècle dernier, s'élevait à peine à 5 millions d'habitants, est aujourd'hui de 8 millions, sur lesquels les Indiens comptent 4 millions, les métis 3 millions, et les blancs 1 million.

Le Mexique conquis par Fernand Cortez devint une colonie de l'Espagne, c'est-à-dire selon l'économie poli-

tique d'alors, un marché pour les produits de la métropole et un lieu de production réglé sur ses besoins. L'Espagne est de toutes les nations celle qui a usé de l'ancien système colonial avec le plus de rigueur : elle ne voyait dans le Mexique qu'une mine et dans les Mexicains que des mineurs ; elle leur laissait à peine cultiver la terre. L'ordre d'arracher la vigne dont la culture commençait à se répandre, donna le signal de la révolte qui devait rendre le Mexique indépendant.

Les nobles ruinés que l'Espagne envoyait au Mexique pour y refaire leur fortune n'avaient que trois soucis : diriger la production et la consommation dans un sens favorable aux intérêts de la métropole ; inventer de nouveaux impôts ; maintenir la séparation et l'antagonisme des classes sans lesquels leur tyrannie n'eût pas été possible. Les Espagnols étaient investis de tous les emplois, les créoles étaient exclus du gouvernement même alors qu'ils étaient nés de parents espagnols, les métis, les Indiens jaloux les uns des autres, tour à tour protégés ou négligés par l'administration, rendaient sa tâche facile par leurs divisions. Nulle liberté de la presse, nulle liberté individuelle ; interdiction aux villes de plus de 40 000 âmes d'avoir une imprimerie. A quoi d'ailleurs l'imprimerie pouvait-elle servir dans un pays où l'on traitait ceux qui savaient lire comme des ennemis de l'ordre social ?

La domination espagnole a laissé au Mexique des traces qui subsistent encore aujourd'hui ; entre autres l'esclavage, sous le nom de *péonage*. Un homme pauvre (un prolétaire, en Europe) reçoit d'un autre homme une avance de quelques piastres, qu'il s'engage par corps à lui rembourser en travail, à défaut d'argent. Le débiteur, après la déclaration du prêt faite par le créancier devant le

juge de l'endroit, passe à l'état de *péon* (1); il appartient à son créancier devenu son maître, jusqu'à ce qu'il se soit acquitté envers lui, ou bien qu'il ait trouvé, pendant les quelques jours de liberté que la loi lui accorde chaque année pour faire cette recherche, un autre maître qui se charge de payer sa dette.

Cette faculté annuelle de changer de maître est d'un usage presque impossible pour les péons relégués dans des fermes éloignées, instruits d'ailleurs par l'expérience que leur sort est le même partout, que l'intérêt des maîtres est de ne point faciliter leur changement, et qu'un traitement plus dur les attend après l'insuccès de leur tentative.

Le Mexicain, imprévoyant par nature, a un penchant à s'endetter; l'institution du péonage se recrute donc facilement par l'effet du caractère national, et elle se fortifie par l'héritage, car la famille du péon qui meurt sans acquitter sa dette reste engagée envers le créancier. Il est rare que le Mexicain né ou devenu péon ne reste pas péon toute sa vie. Les moyens pour le retenir dans les liens du péonage, outre son insouciance naturelle, ne manquent pas à des maîtres peu scrupuleux. Le péon reçoit d'ailleurs un salaire trop minime pour faire la moindre économie, surtout s'il a une femme et des enfants; et ce salaire même est fictif: il est inscrit sur le registre du créancier, le péon n'en touche rien; il reçoit en échange les denrées alimentaires que son maître lui vend au prix fixé par lui-même. Le péon, libre constitutionnellement, n'en est pas moins la propriété du créancier, pour lequel il travaille sans espoir de s'acquitter, aussi méprisé et plus maltraité que l'esclave; il est, comme l'esclave, une cause d'impuissance et de

(1) *Peon*, mot espagnol signifiant dans l'origine piéton, homme qui va à pied, et employé depuis dans le sens de manœuvre, journalier.

ruine pour le pays où il existe ; il avilit les maîtres autant que les esclaves, il voue les premiers à la routine, les seconds à la paresse, et la nation tout entière à un état complet d'infériorité morale et matérielle à l'égard des autres nations. L'aristocratie qui naît du péonage s'en sert pour avilir les masses ; le corps judiciaire qui lui donne la sanction légale, le clergé qui le proclame d'institution divine et qui l'exploite avec âpreté, l'armée, composée des malheureux qui le subissent, au lieu de fortifier la société, ne sont pour elle que des causes de dépravation et de faiblesse. L'esclavage n'est pas incompatible avec la grandeur, du moins passagère, d'une société ; le péonage la rend impossible.

Les conquérants du Mexique en partagèrent les terres avec la couronne d'Espagne et avec le clergé. La part faite à ce dernier représentait le cinquième environ de la propriété foncière. Cette part s'accrut de concessions gratuites de terres et de dons considérables en argent, faits par le domaine royal et par les vice-rois, et destinés à favoriser l'établissement des couvents dans un pays qu'on voulait conquérir par la religion et par la force. Les donations entre-vifs et par testament, la dîme prélevée d'abord en nature sur tous les produits agricoles et plus tard convertie en une somme d'argent, les prémices (*premiericias*) exigées jusqu'en 1833 sur les bénéfices commerciaux, industriels, gains de toute nature, les droits paroissiaux, le casuel, les droits et frais prélevés par les membres du clergé chargés de l'état civil sur les actes de naissance, mariages et décès, étaient pour lui la source de revenus immenses, qu'il employa en prêts sur hypothèques au taux de 5 et de 6 pour 100, et qui firent de la caisse du clergé à peu près l'unique établissement de crédit au Mexique. Ces sources portèrent

pendant trois siècles et demi la fortune du clergé à un chiffre qu'un historien du Mexique (1) évalue au quart et même au tiers de celle du Mexique tout entier. La nécessité de veiller à la conservation de ces biens immenses ne permettait pas au clergé de se désintéresser des affaires temporelles et de se soustraire à l'influence qu'exerce la trop grande richesse sur les corps constitués aussi bien que sur les individus. Le clergé prêtait donc son appui à l'État en façonnant les esprits à l'obéissance passive ; l'État, de son côté, laissait le clergé maître de s'enrichir et d'agrandir son immense domaine.

L'exemple de l'Amérique du Nord secouant le joug de la mère patrie, et de la France accomplissant sa grande révolution, ne passa point cependant inaperçu au Mexique. Le pouvoir de l'inquisition et celui des vice-rois en reçurent un ébranlement dont les effets se manifestèrent au début de la guerre entreprise par Napoléon I^{er} contre l'Espagne. L'*ayuntamiento* de Mexico, à cette époque, demanda quelques réformes au vice-roi Hurigarray. L'aristocratie espagnole, voyant que celui-ci ne paraissait pas éloigné de les accorder, n'hésita pas à frapper un grand coup. Le vice-roi fut enfermé dans les cachots de l'inquisition, l'*ayuntamiento* dissous, et les conspirateurs signifièrent aux partisans des réformes que, « tant qu'il y aurait au Mexique » un mulot de Castille, c'est à lui que le pouvoir appar- » tiendrait, et non à un Mexicain. »

La révolution couvait cependant dans les rangs du bas clergé, composé de créoles, de métis et d'Indiens, repoussés de toutes les dignités ecclésiastiques. Le curé Hidalgo, arrivé à l'âge de soixante ans, leva l'étendard de la révolte,

(1) Savala.

se battit comme un jeune homme, remporta de nombreux succès et menaça même Mexico ; mais, livré par un de ses officiers aux Espagnols, il fut passé par les armes. Morales, autre curé, continua la lutte commencée par Hidalgo et tomba comme lui sous les balles espagnoles. Deux choses manquaient à l'insurrection : un chef capable de réunir les guérillas éparses, et l'appui des créoles, encore unis aux Espagnols. Iturbide lui apporta cette double force. Créole lui-même, officier de l'armée espagnole, entièrement dévoué au clergé, il avait fait une guerre impitoyable aux insurgés ; cependant depuis l'acceptation de la constitution par Ferdinand VII, le clergé mexicain, voyant ses biens indirectement menacés par les lois des Cortès pour la sécularisation des biens de l'Église, crut devoir favoriser la cause de l'indépendance avec l'arrière-pensée de faire tourner son triomphe au profit de ses intérêts. Iturbide devint son homme, et, sous la direction de ce chef, le mouvement insurrectionnel, inspiré jusqu'alors par l'exemple des États-Unis et de la France, cessa, par l'accession de l'armée et du clergé, d'être national et républicain pour devenir monarchiste et semi-espagnol ; car le *plan d'Iguala*, dans lequel Iturbide formula les articles de l'organisation future du Mexique, tout en proclamant la séparation entre ce dernier et l'Espagne, offrait la couronne à Ferdinand VII ou à un infant. Iturbide, bientôt victorieux, entra le 21 septembre 1821 à Mexico. Le vice-roi O'Donoju reconnut l'indépendance du Mexique par le traité de Cordova. Le refus des Cortès de ratifier ce traité rompit les derniers liens entre l'Espagne et son ancienne colonie. Les évêques et les généraux mexicains déclarèrent que le salut de la patrie exigeait la création immédiate d'un monarque. Ils improvisèrent Iturbide empereur, et les

habitants de Mexico eurent le spectacle d'un sacre imité de celui de Napoléon I^{er} et, bientôt, d'une cour avec sa hiérarchie et son étiquette.

Les membres du bas clergé, les mineurs, les paysans avaient levé les premiers l'étendard de l'indépendance sous l'inspiration républicaine; le haut clergé et les officiers de l'armée se rallièrent habilement à la cause de l'insurrection, lorsque son triomphe n'était plus qu'une question de temps, et la détournèrent de sa direction première. Ils recueillirent, par la réalisation du *plan d'Iguala*, les fruits d'une révolution qu'ils avaient combattue; l'élément civil ou républicain, l'élément clérical, l'élément militaire, réunis un moment, ne tardèrent pas à se séparer et à entamer sur un terrain nouveau la lutte qui explique seule l'histoire du Mexique depuis la guerre de l'indépendance. Le nouvel empereur s'aperçut promptement qu'en croyant fonder une monarchie il n'avait fait qu'ouvrir l'ère des *pronunciamientos* militaires.

Les frères d'armes d'Iturbide, jaloux de sa fortune, se réunirent pour le renverser. Le général Santa-Anna et Guadalupe Vittoria, l'un des chefs des vieilles guérillas, chassèrent Iturbide, et l'empire fit place à une république dont Guadalupe Vittoria fut élu président. Iturbide, exilé, rentra bientôt au Mexique pour tenter une restauration; il y trouva la mort.

Un *pronunciamiento* avait fondé l'empire, un *pronunciamiento* fonda la république. Le Mexique, devenu dès lors le théâtre permanent de conspirations de caserne, n'eut plus pour tout régime qu'une dictature, tantôt absolutiste, tantôt libérale, selon le caractère ou les intérêts du dictateur. Le clergé et l'armée, quelquefois divisés, jetaient périodiquement le trouble dans la République. Les chefs de bande ne

manquaient pas, d'ailleurs, et trouvaient aisément des soldats dans une population ignorante et ruinée. Le clergé leur fournissait au besoin des subsides ; la guerre civile était, grâce à lui, en permanence. Le parti clérical, devenu républicain par nécessité, travaillait à faire prévaloir la forme centraliste ; tandis que le parti libéral, à l'exemple des États-Unis, restait fidèle à la forme fédérative et cherchait à la défendre avec ses faibles ressources contre les attaques d'un clergé appuyé sur l'armée et maître de toutes les richesses du pays.

L'histoire du Mexique, depuis 1824 jusqu'en 1855, n'est en quelque sorte que l'histoire de Santa-Anna. Il commence par s'effacer derrière Guadalupe Vittoria ; mais, à peine Pedraza vient-il de succéder à ce dernier, qu'il se prononce contre lui au cri de : *Dehors les Espagnols !* Pedraza est chassé, Guerrero prend sa place, et Bustamente devient vice-président. Les Espagnols sont expulsés. Le gouvernement de Madrid, à la faveur des dissensions auxquelles le Mexique est en proie, tente vainement d'y rétablir sa prépondérance. Les partis, un instant ralliés contre l'étranger, se séparent ; la guerre civile recommence, Guerrero est obligé d'abandonner Mexico, et Bustamente prend la présidence ; Guerrero tente de nouveau la fortune, il est pris et fusillé. Bustamente ne jouit pas longtemps de sa victoire, Santa-Anna le renverse et rétablit Pedraza, président éphémère auquel les élections de 1833 donnent Santa-Anna lui-même pour successeur.

La constitution fédérative de 1824 gênait Santa-Anna, mais il n'osait la supprimer *proprio motu*. Le général Durosa se met fort à propos à la tête d'une insurrection pour forcer le président à prendre la dictature. Santa-Anna, indigné, marche contre les rebelles aux acclama-

tions du parti libéral, les bat, et exile leurs chefs Durosa et Arista. Les libéraux sont dans l'enchantement, ils ont enfin un homme sur lequel ils peuvent compter. Le Congrès vote une loi pour supprimer les privilèges du clergé et de l'armée. Santa-Anna se retourne aussitôt contre lui, le disperse, rapporte les lois de réforme, et rouvre le Mexique aux Espagnols, qu'il en a lui-même chassés. Le nouveau Congrès, élu sous l'influence du clergé et de l'armée, promulgue la constitution de 1835, qui concentre tous les pouvoirs aux mains de Santa-Anna.

La comédie politique jouée par Santa-Anna avait réussi ; mais la guerre qu'il entreprit contre les Texiens, qui voulaient se séparer du Mexique, ne fut pas aussi heureuse. Le président, battu, et n'osant pas rentrer à Mexico, se réfugie à Vera-Cruz ; le Congrès confie la présidence intérimaire à don José Caro. Santa-Anna n'en sollicite pas moins les suffrages des électeurs aux élections suivantes ; il obtient à peine quelques voix. C'est Bustamente qui est élu.

Le premier démêlé du Mexique avec la France surgit sous la seconde présidence de Bustamente. L'escadre du contre-amiral Baudin parut devant Vera-Cruz ; Santa-Anna, saisissant l'occasion de réparer sa défaite, demande le commandement des troupes ; il est battu, et il perd une jambe en voulant s'opposer au débarquement des Français. Le bombardement de Saint-Jean d'Uloa, suivi de l'acceptation de l'ultimatum de la France, mit fin à la guerre, le 19 août 1839.

Ces événements avaient fort affaibli le parti clérical et rendu quelque force au parti libéral, qui prit bientôt les armes. Santa-Anna revient à lui, prend le commandement de ses forces, met en déroute l'armée de Bustamente,

remonte au fauteuil présidentiel et rétablit la constitution de 1824 ; mais, pendant qu'il guerroyait contre les dissidents, le Congrès le dépose et proclame Herrera président. Santa-Anna revient pour lui disputer le pouvoir ; il est vaincu et exilé à perpétuité en 1845, au moment où le gouvernement américain allait annexer le Texas à la république des États-Unis. Santa-Anna quitte la Havane où il s'était réfugié, débarque à Vera-Cruz, prêche la guerre à outrance et est porté à la présidence par le flot des passions populaires qu'il soulève. Battu sous les murs de Mexico, il est obligé de se démettre de ses fonctions ; son successeur traite avec les États-Unis, et leur cède le Texas et la Californie. La paix ramène Herrera au pouvoir jusqu'aux élections, qui donnent la présidence à Arista, l'un des chefs du parti libéral. Le clergé soudoie des bandes nombreuses ; Arista, découragé, donne sa démission. Don Juan Caballos, nommé président provisoire, est renversé à la suite d'un *promunciamiento* par Lombardini, qui ne tarde pas à céder la place à l'inévitable Santa-Anna ; cette fois il se présente en maître, s'adjuge la dictature à vie et le titre d'Altesse sérénissime ; c'était un pas vers le rétablissement de la monarchie. M. Gutierrez de Estrada, chargé par lui à cette époque, c'est-à-dire en 1853, au moment où l'Empire s'établissait en France, de se rendre en Europe et de colporter le sceptre du Mexique de cour en cour, n'en trouve pour le moment aucune disposée à l'acheter. Son Altesse sérénissime était-elle de bonne foi dans ses propositions, ou Santa-Anna, alléché plutôt qu'effrayé par le sort d'Iturbide, cherchait-il à créer un courant de sentiments monarchiques qui le porterait plus tard lui-même au trône ? C'est un point resté douteux ; ce qui est certain, c'est que, pendant qu'il manigançait en Europe par l'in-

termédiaire de Gutierrez de Estrada, les libéraux, soulevés contre sa dictature, gagnaient chaque jour du terrain sous le commandement d'Alvarez et de Comonfort, qui l'obligèrent, le 9 août 1855, à s'enfuir de Mexico, où il ne devait plus rentrer.

Le clergé et l'armée jusqu'ici, sauf pendant de courts intervalles, ont gardé le pouvoir. La chute définitive de Santa-Anna est le point de départ d'une situation nouvelle. Le parti républicain fédéraliste entre en scène sérieusement. Alvarez, organisateur du mouvement contre Santa-Anna, cède presque immédiatement la présidence à son collègue Comonfort, après avoir convoqué une Constituante qui rédige la nouvelle constitution sous l'inspiration d'un simple avocat indien, M. Benito Juarez, né en 1809 dans le petit village de San-Pablo Guelatao, près de Oajaca. Son père et sa mère, de pure race indienne, travaillaient aux champs pendant qu'il gardait les troupeaux. Il perdit ses parents fort jeune. L'orphelin, recueilli et maltraité par un oncle, s'enfuit à Oajaca chez sa sœur, qui le plaça dans la maison d'un carme déchaussé. Ce moine le mit au séminaire, après lui avoir appris à lire et à écrire. Il voulait le faire prêtre; mais l'enfant, préférant le droit à la théologie, quitta le séminaire pour l'école de droit. Benito Juarez était avocat en 1834, député à la législature d'Oajaca en 1836, secrétaire du gouvernement de l'État en 1845, et l'année suivante député au Congrès national. Le président venait de proposer une loi pour autoriser le gouvernement à contracter un emprunt de 14 millions de dollars hypothéqués sur les biens du clergé. Le Congrès, partagé en deux camps, hésitait; Juarez enleva le vote en faveur de l'impôt. Le parti clérical, battu sur le terrain légal, s'empressa d'en appeler à la force. Un *pronuncia-*

mento rendit le pouvoir à Santa-Anna : le Congrès fut dispersé, et Juarez, rentré dans sa province, fut nommé en 1847, par ses compatriotes, au poste de gouverneur de l'État, qu'il conserva jusqu'en 1852; envoyé en exil à la Havane par Santa-Anna, il quitta cette île pour se rendre à la Nouvelle-Orléans, où il resta jusqu'en 1855. Traversant alors l'isthme de Panama, il se rendit à Acapulco, où Alvarez et Comonfort tenaient la campagne à la tête des forces libérales. Le premier, devenu président, nomma Juarez ministre de la justice. Le nouveau ministre, convaincu de la nécessité de supprimer les privilèges de l'armée, d'établir le suffrage universel et de résoudre la question des biens du clergé, rencontra dans Comonfort un partisan peu résolu, sinon un adversaire de ses idées. Juarez, néanmoins, parvint à faire signer au président une loi de réforme judiciaire qui supprimait les tribunaux exceptionnels, ecclésiastiques et militaires.

Juarez prit une grande part aux débats du Congrès constituant. Les progressistes l'opposèrent à Comonfort, aux élections présidentielles. Celui-ci l'ayant emporté, Juarez fut nommé président de la Cour suprême, titre auquel est attaché, en vertu de la constitution, la fonction de vice-président de la République.

La nouvelle constitution établissait l'égalité des cultes, l'état civil et la suppression des juridictions exceptionnelles. Il n'en fallait pas davantage au clergé pour recommencer la guerre civile. Le général Zuloaga se souleva, le 17 décembre 1857, au cri de : Abrogation de la constitution, dictature de Comonfort ! Ce dernier, faible et indécis, se laissa facilement entraîner, sous la double influence de l'armée et du clergé, à renverser, le 17 décembre 1857, la Constitution à laquelle il avait prêté serment seize jours auparavant.

Comprenant bientôt qu'il n'était qu'un instrument aux mains de la réaction, il voulut résister, mais n'ayant pour lui ni le droit qu'il avait violé, ni la légalité représentée par l'assemblée nationale, ni la force, il partit pour l'Europe, et Zuloaga fut proclamé président à Mexico par les cléricaux; mais la possession de la capitale n'est pas tout dans une république fédérative. L'assemblée s'était retirée à Guanajuato; le président de la Cour suprême de justice, Benito Juarez, était devenu président de la République en vertu de l'article 7 de la constitution. Le gouvernement légal n'était donc plus à Mexico, mais là où se trouvait l'assemblée. Zuloaga, installé à Mexico et suivant docilement les ordres de la réaction, se garda bien de réunir un congrès. Une assemblée de trente notables le nomma président, et par un étonnant mépris de tous les principes du droit public et de la logique, les ministres étrangers s'empresèrent de reconnaître un président si singulièrement nommé. L'élu des trente notables s'empressa d'abolir de sa propre autorité la loi de *desamortizacion*, força les acquéreurs des biens du clergé à les restituer, et rétablit les juridictions exceptionnelles; mais ses coffres restaient vides. Zuloaga émit pour plusieurs millions de bons portant la signature du clergé et mit sur le pays une contribution de 1 pour 100 sur tout capital meuble et immeuble, employé ou pouvant être employé dans une industrie quelconque. La guerre civile recommença; les partisans de Zuloaga se divisèrent, et les dissidents firent des ouvertures à Juarez qui les repoussa. Robles, chef des dissidents cléricaux, renversa Zuloaga, réunit une assemblée cette fois de dix-sept notables, qui proclama président un jeune chef de bandes nommé Miramon, lequel de détrousseur de voyageurs et de voleur de diligences, était devenu pillard de fermes; de

pillard de fermes chef de guérillas, et qui, une fois chef de guérillas, s'était nommé général.

Miramon fit semblant de refuser la place de son ami Zuloaga, et il se contenta du titre de commandant en chef des armées du Mexique. Zuloaga, rétabli par Miramon et ne voulant pas être en reste de générosité envers lui, lui céda le pouvoir au bout de huit jours, pouvoir nominal s'il en fut jamais, car le pays appartenait aux libéraux. Zuloaga avait triplé le montant des impôts, Miramon les quadrupla et en fit surtout retomber le fardeau sur les étrangers; obligé enfin de prendre la fuite, son départ fut signalé par le pillage de la légation anglaise, exécuté par une bande sous les ordres d'un de ses souteneurs nommé Marquez, célèbre pour avoir fait fusiller sept médecins qui soignaient les blessés libéraux à Tucubaya et qui allait bientôt occuper un poste élevé dans les rangs de l'armée d'invasion.

Les deux actes les plus importants de la présidence cléricale de Miramon, furent deux traités signés l'un avec l'Espagne, l'autre avec la maison de banque Joecker et compagnie. Ces deux traités méritent qu'on s'y arrête un moment.

Le Mexique a deux sortes de dettes, la dette extérieure et la dette intérieure, représentées par des bons. La dette intérieure, soumise à tous les hasards de la spéculation et des événements, était par conséquent tenue presque toujours dans des cours très-bas. Les bons de cette dette se trouvaient en grand nombre entre les mains des spéculateurs espagnols, qui prétendaient les faire figurer dans le total des dettes reconnues par un projet de convention entre l'Espagne et le président Comonfort. Le gouvernement espagnol, désespérant d'obtenir la signature de Comonfort, toujours promise et jamais donnée, rompit



les relations diplomatiques avec le Mexique. La rupture dura jusqu'au renversement de Comonfort. L'Espagne alors s'empessa de reconnaître le gouvernement de Miramon, dans l'espoir qu'il se montrerait plus accommodant que son prédécesseur à l'égard des porteurs de bons espagnols. Le général Almonte, représentant de Miramon à Paris, signa en effet le 28 septembre 1859, avec M. Mon, ambassadeur d'Espagne, un traité en vertu duquel les bons de la dette intérieure étaient compris dans la convention enfin conclue avec le Mexique et qui ne reçut pas d'exécution, Juarez de retour à Mexico, dix-huit mois après, ayant refusé de la reconnaître comme inconstitutionnelle.

Les bons de la dette intérieure formaient deux catégories : l'une portant la signature du gouvernement antérieur au coup d'État de Comonfort, l'autre portant la signature des dictateurs Zuloaga et Miramon. Les premiers circulaient assez facilement ; les seconds étaient tombés de 3 pour 100 au-dessous de leur valeur nominale. Un banquier suisse nommé Joecker fit à Miramon la proposition de retirer de la circulation tous ces bons, en les remplaçant par d'autres titres s'élevant à la somme de 75 000 000 de francs, dont l'émission lui serait exclusivement confiée. Les détenteurs des anciens bons les échangeaient contre des nouveaux, moyennant une soulte de 25 pour 100, soit 25 piastres pour chaque bon de 100 piastres. Le gouvernement toucherait 10 piastres sur les 25, les 15 autres resteraient dans la caisse du banquier Joecker, qui garantirait pendant cinq années aux détenteurs des bons nouveaux un intérêt de 3 pour 100 par an. L'opération était plus avantageuse au banquier qu'au public. Le banquier, détenteur de 15 piastres sur chaque bon, en rendait en effet au propriétaire 3 la première année, 3 sur 12 la seconde année, 3 sur 9 la

troisième année, 3 sur 6 la quatrième année, et au bout de la cinquième année il restituait les 3 dernières piastres au prêteur, qui touchait seulement 3 pour 100 d'intérêt, dans un pays où l'argent est si cher. Miramon, pressé par d'incessants besoins, conclut avec le banquier Jœcker cet arrangement qui, par l'appât des bénéfices énormes qu'il pouvait procurer, devint une des causes de l'expédition contre le Mexique.

Pendant que Miramon en était réduit au vol et au pillage pour se procurer de l'argent, Juarez établi à Vera-Cruz continuait son œuvre de réforme en réorganisant la justice, en constituant le jury, la liberté de la presse, et en diminuant le nombre des couvents. Le pays ne pouvait hésiter entre un gouvernement régulier comme celui de Juarez et le gouvernement révolutionnaire de Miramon ; aussi en 1860 l'autorité de Juarez était-elle reconnue par 21 États sur 24. Les ministres étrangers, toujours enclins à protéger la faction cléricale, jugèrent à propos de choisir ce moment pour proposer une médiation entre les deux partis. Juarez, qui aurait eu cependant à invoquer de si fortes raisons contre l'intervention de la diplomatie, ne craignit pas de l'accepter dans les conditions suivantes : convocation des électeurs, et nomination d'une assemblée qui déciderait entre lui et Miramon. Le parti clérical prétendait ne recourir qu'à une assemblée de notables, sa ressource ordinaire. Juarez ne pouvait tomber dans le piège. Les choses en restèrent là. Le clergé était décidé pourtant à empêcher le triomphe d'un gouvernement qui avait supprimé la main-morte, établi le mariage civil et enlevé les registres de l'état civil aux prêtres. L'archevêque de Mexico donna l'ordre de livrer à Miramon l'or, l'argent et les objets précieux qui se trouvaient dans les églises. Il obtint, sur ces gages, l'argent

nécessaire pour équiper une dernière armée, à la tête de laquelle il se fit battre par le général Ortega, le 22 décembre 1860, à Calpulalpam. Juarez entra dans Mexico, et quelques jours après son gouvernement était reconnu dans toute l'étendue des États mexicains.

Le parti libéral, enfin vainqueur du cléricalisme et du militarisme, avait besoin d'appui pour consolider sa victoire, mais à qui le demander ? L'Espagne, indépendamment de ses griefs actuels, espérait toujours reprendre son empire au Mexique, et elle n'avait aucun intérêt à mettre fin aux troubles qui le désolaient ; indulgente aux gouvernements cléricaux de qui elle avait reçu toutes les offenses qui formaient l'objet de ses plaintes, elle s'apprêtait à en demander satisfaction au gouvernement libéral ; les États-Unis où dominait la politique sudiste, ne pouvaient être que satisfaits d'un état de trouble favorable aux annexions ; l'Angleterre, uniquement attentive aux intérêts de son commerce, était restée neutre entre les deux partis qui s'étaient jusqu'alors disputé la prédominance au Mexique ; mais la nécessité où se trouvait Juarez de chercher une alliance aux États-Unis, la rapprochait elle-même du parti clérical. La France aurait pu exercer une heureuse influence sur l'établissement d'un ordre de choses régulier au Mexique. Les Français établis dans ce pays appartenaient en majorité au parti libéral, son programme était soutenu par la presse française de Mexico, bien rédigée et très-influente ; mais les représentants officiels du gouvernement allaient dans le sens opposé, non point à coup sûr par des raisons tirées de l'intérêt de leurs compatriotes, car jamais les Français ne furent plus maltraités que sous les gouvernements cléricaux, mais par le besoin de réunir dans leurs salons les membres de la haute société qui, au Mexique pas plus

qu'en France, ne séparait ses intérêts de ceux du parti clérical.

Le parti libéral avait en outre un adversaire, obscur mais redoutable, dans le parti monarchique, qui depuis la chute d'Iturbide n'avait pas renoncé à ses projets de restauration. M. Gutierrez de Estrada, l'ami particulier et le commis voyageur de Santa-Anna, avait même publié en 1840 une brochure sur la nécessité de rétablir la royauté au Mexique. Les protestations s'élevèrent de tous côtés contre cette idée. La plus ferme fut celle du général Almonte, ministre de la guerre.

« Si par impossible nous venions à ressentir les effets d'un projet antinational, tendant à établir dans notre pays une monarchie gouvernée par un prince étranger arrivant appuyé par une armée étrangère, et si nous étions forcés de combattre de nouveau pour l'indépendance nationale, le résultat de la lutte est certain, car si le héros d'*Iqualuda*, avec tous ses titres à la gratitude nationale, a couru à une catastrophe, quel sort n'est-il pas réservé à tout autre ! Jamais le Mexique ne supportera la domination d'un roi et d'un roi étranger, les républicains du Mexique et ceux du continent tout entier se ligueraient contre lui. »

Le républicain Almonte devait plus tard changer d'opinion. M. Gutierrez de Estrada et quelques rares amis parcouraient en attendant les diverses cours de l'Europe pour y prêcher la résurrection de la monarchie au Mexique, et n'obtenaient pas un grand succès, lorsque le prince Louis Bonaparte fut nommé président de la République française.

L'Amérique était un des sujets sur lesquels ce prince aimait le mieux à promener sa pensée nuageuse et ses obscures rêveries. Il occupait ses loisirs dans sa prison de Ham à combiner un plan de percement de l'isthme de Tehuantepec qu'il se proposait de diriger lui-même lorsque la liberté lui aurait été rendue. Les hommes politiques qui l'approchèrent dans les premiers temps de sa puissance, étonnés que les rares paroles échappées à sa taciturnité se

rapportassent moins à la France et à l'Europe qu'à l'Amérique, attribuèrent complaisamment ses phrases nuageuses sur l'avenir des races latines dans le nouveau monde, à la profondeur d'un homme d'État qui se perd en conversations vagues et en projets fantastiques pour ne pas livrer ses véritables desseins; ses confidents intimes ne s'abusaient pas cependant sur la réalité de ces tendances, et le plus habile de tous, M. de Morny, s'appropriait à les exploiter. Il n'était pas seul. Les émissaires royalistes mexicains, obéissant à ce besoin qui pousse les partisans des causes désespérées à se rapprocher des aventuriers heureux, et à ce secret instinct qui leur fait deviner les hommes capables de s'associer à leurs chimères, devinrent les visiteurs les plus assidus de l'Élysée. Gutierrez de Estrada voyait le prince-président presque tous les jours. Quels rêves fit-il naître dans son esprit? l'imagination de chacun peut seule répondre à cette question. Ce qu'il y a de certain, c'est que l'attention publique à cette époque fut vivement excitée par l'entreprise de M. de Raousset-Boulbon, qui annonçait son prochain départ pour le Mexique, où il se rendait en apparence pour organiser l'exploitation d'une mine sous la raison sociale Jœcker, Torre et C^{ie}, mais en réalité pour réaliser certains projets sur lesquels il ne s'expliquait pas clairement, mais qui avaient, disait-il, l'approbation des plus hauts personnages.

Raousset-Boulbon, à peine arrivé au Mexique, fut l'objet des avances du dictateur Santa-Anna, qui lui proposa le grade de général, offre peu séduisante; il est vrai, dans un pays où tout le monde porte ce titre ou celui de colonel; Alvarez, qui commençait sa campagne contre Santa-Anna, lui fit également des propositions brillantes; le chef de flibustiers Walker et une de ces compagnies de capitalistes

américains toujours prêts à commanditer les aventuriers audacieux, tentèrent vainement d'entrer en arrangement avec lui. Raousset-Boulbon voulait rester seul. Avait-il des prétentions personnelles ou agissait-il dans l'intérêt d'un prétendant inconnu? les cinq balles qui lui trouèrent la poitrine, après sa défaite de Goyacos dans la Sonora, le 13 juillet 1854, ont emporté son secret; mais l'appui qu'il trouva tout de suite chez les agents du gouvernement impérial au Mexique et l'indifférence qu'ils lui témoignèrent lorsqu'il fut mis en jugement, semblent le mettre au rang de ces aventuriers qu'on renie ou qu'on récompense selon leur fortune (1).

Le prince Louis-Napoléon, devenu empereur et mari de mademoiselle Eugénie de Montijo, se trouva en relations encore plus étroites avec les monarchistes mexicains. Paris, rendez-vous de tous ceux dont l'unique occupation est de dépenser leur argent dans les amusements d'une ville de plaisir, était le séjour de prédilection d'un grand nombre de familles mexicaines soupirant sans cesse après le rétablissement dans leur patrie d'un ordre de choses où l'ancienne noblesse espagnole dont elles prétendaient descendre retrouverait quelques-uns de ses privilèges. Si cette prétention n'était pas justifiée pour quelques-unes de ces familles par des parchemins, elle s'appuyait pour toutes du moins sur des écus. Les belles Mexicaines, ornements de la nouvelle cour, qu'elles illuminaient de l'éclat de leurs diamants et de leurs yeux, dévotes, passionnées, vaniteuses, agissaient sur l'impératrice Eugénie en invoquant la com-

(1) L'auteur a eu sous les yeux un grand nombre de pétitions adressées à Napoléon III, dont les signataires invoquaient, à l'appui de leur demande, des services rendus à Raousset-Boulbon. En marge de presque toutes ces pétitions, on lit : *Accordé*.

munauté d'origine et en flattant sa vanité de l'idée de rétablir la religion et la monarchie au Mexique.

L'Impératrice contribuait donc à entretenir son mari dans ses rêveries sur les races latines, mais son influence stimulée par les émigrés n'aurait peut-être pas suffi à décider Napoléon III à se jeter dans l'expédition du Mexique, si M. de Morny, toujours en quête de quelques millions, et voyant dans cette expédition un moyen de se les procurer, n'avait triomphé des incertitudes impériales.

Le banquier Jœcker s'était rendu à Paris après la chute de Miramon pour y chercher des influences puissantes qui l'aideraient à obtenir de Juarez l'exécution du traité des *bons*, conclu par lui avec son prédécesseur. Le nom de M. de Morny se présenta le premier à sa pensée. Il parvint à lui être présenté, et il lui soumit son affaire. Une association fut bientôt conclue entre eux. Le banquier Jœcker y apportait sa créance sur le gouvernement mexicain, et M. de Morny s'engageait à la faire figurer au premier rang des réclamations pécuniaires adressées par le gouvernement impérial au Mexique. Le paiement de la créance effectué, le total devait en être partagé entre les deux principaux associés et les autres intéressés, car cette affaire avait besoin d'auxiliaires pour être menée à bonne fin.

L'histoire ne saurait, sans se transformer en chronique scandaleuse, remonter trop haut dans les origines de l'association entre M. de Morny et le banquier Jœcker ; elle doit se borner à en constater l'existence. Les deux lettres suivantes, publiées par ordre du président Juarez dans *el Monitor*, journal officiel de la République, ne laissent rien à désirer à cet égard.

NOUVELLE CORRESPONDANCE INTERCEPTÉE.

Légalement autorisés par le citoyen ministre de l'intérieur et de l'extérieur, nous publions la correspondance suivante, adressée à Joecker et interceptée par le quartier général de l'armée d'Orient, qui l'a adressée audit citoyen ministre. (Rédaction du *Monitor*.)

« Paris, 14 septembre.

» Cher oncle,

» L'arrivée du vapeur apportant la malle du Mexique à Saint-Nazaire, n'est pas encore signalée et il sera impossible, pour cette fois, de répondre courrier par courrier. Ma lettre ne sera guère que le complément des nouvelles que je vous mandais par le dernier du 1^{er} septembre. Je n'ai pu avoir, depuis cette époque, de conversation particulière avec M. le receveur, et par conséquent de certitude sur le rôle qu'il destine à M. de Ch..., retenu qu'il est, depuis une vingtaine de jours au Puy, par la réunion des conseils généraux. Néanmoins, il a pu s'y occuper très-utilement de vos affaires, car votre lettre a dû aller l'y trouver au moment même où il recevait sous son toit son ami, qui s'était rendu dans son département à l'occasion de son nouveau titre. M. de Ch... a trouvé celle que vous écriviez à papa et dont je lui ai lu un extrait, il y a quelques jours, assez important par l'opposition que vous y faites de la conduite de Prim à celle de Saligny, pour aller la communiquer à M. le duc, jugeant qu'il pouvait en tirer un parti avantageux pour asseoir davantage le crédit de M. de Saligny, en la faisant voir à Sa Majesté. Je n'ai pas su le résultat de l'audience, car tous ces messieurs étaient sur le point de partir, les uns allant à Biarritz où se rend l'Empereur, les autres allant à la campagne.

» Je crois néanmoins, d'après les conversations que j'ai eues avec M. de Ch..., que l'intention de ces messieurs, comme je vous l'ai déjà dit, est d'attendre les premières dépêches de Forey à Sa Majesté, pour pénétrer la direction qu'il donnera à sa politique, voir ses appréciations sur la conduite de M. de Saligny, sur les affaires qu'il a soutenues et l'impression qu'elles produiront sur l'esprit de Sa Majesté, si elles sont défavorables au ministre. Dans cette hypothèse et si les choses en viennent au point de forcer M. de Saligny à se démettre de ses fonctions, on enverra M. de Ch... qui, libre alors de ses actions et n'étant plus dépendant de personne, comme il l'aurait été de M. de Saligny, à cause des liens d'amitié qui les unissaient, pourra protéger la maison dans ses affaires secondaires, en utilisant la puissante influence qu'il représentera. Quant à l'affaire des bons, on la fera alors de suite passer ici (comme Billault l'a dit aux Chambres) au comité des contentieux, qui rendra alors un jugement sans appel et de suite exécutoire s'il est favorable, comme tout le fait supposer. Il y aurait des lenteurs, de la publicité peut-être, et ces messieurs, je crois, le craindraient, malgré l'éclatant démenti jeté aux calomnies par un jugement favorable des contentieux ; depuis quelque temps, en effet, les mêmes bruits qui s'affichent si ouvertement au Mexique commencent à circuler sourdement à Paris, et ils auraient hâte de voir l'affaire vidée et oubliée,

avant que ces rumeurs ne prennent trop de consistance. Mais en admettant que les appréciations de Forey soient favorables à M. de Saligny, et que celui-ci sache marcher d'accord avec lui, ils laisseront l'affaire suivre son cours à Mexico, et comme ils connaissent le zèle du ministre ils l'appuieront; et en peu de temps, sans rien laisser paraître, ils lui feront rendre sa liberté d'action et ses pouvoirs, que l'arrivée de Forey suspendra peut-être momentanément; car si ce dernier est chargé de soumettre le pays, sa mission est aussi d'apprécier les choses accomplies dès le début de l'expédition, et Sa Majesté attend son opinion pour élucider la sienne. Mais Forey aspire au maréchalat, et il a les meilleures raisons de se ménager des protections, si tant est qu'il soit quelque chose, car on a longtemps hésité à s'ouvrir même à M. de Ch.... Ce monsieur ne partirait alors pas, car M. le receveur juge que, dans cette éventualité, sa présence ne serait utile que pour presser l'accomplissement de vos engagements, dans le cas (et il ne l'admet pas) où vous ne vous empresseriez pas de le faire vous-même. L'individu dont je vous ai parlé dans ma dernière lettre, l'attaché d'Almonthe, leur suffirait probablement, quoiqu'il sache peu de choses et qu'on se soit fort peu avancé avec lui; aussi est-il peu à considérer; c'est un personnage d'intrigue; au commencement de l'expédition, Jurien de la Gravière lui payait déjà mensuellement 500 francs de la part du ministère des affaires étrangères, je ne sais à quel titre.

J'ai bien fait comprendre à M. de Ch..., dans la dernière entrevue que j'ai eue avec lui, qu'il fallait se hâter vers une solution de l'affaire des bons, et lui résumant à peu près l'impression générale qui ressort de toute votre correspondance, je lui ai dit que tous les renseignements donnés sur la maison de divers côtés à ces messieurs étaient réels; qu'il y avait en effet des ressources immenses, mais qu'il fallait d'abord rendre à la maison sa liberté d'action par la reconnaissance des *bons*, qui la dégagait rapidement vis-à-vis de ses créanciers, soit par le crédit qu'elle lui procurerait, et que semblable à un char momentanément embourbé, elle ne tarderait pas à reprendre son cours.

» Il m'a paru convaincu; et comme il se rendait immédiatement chez M. le duc, il m'a bien promis de s'employer de toutes ses forces à lui persuader que le doute et la stagnation indéfiniment continus, seraient la ruine de la maison. Ce monsieur est en rapports presque aussi intimes avec M. le duc que le receveur ou M. de G...; il a été au collège avec lui et a chez lui ses entrées à toute heure. Il a une certaine fortune, est marié et a malheureusement maintenant des affaires particulières qui l'occupent; avant que M. le receveur ne prît la résolution soudaine de retarder son départ, il n'avait renoué aucune relation, et pour tout le monde il était encore au Mexique; depuis, il a repris ses occupations, et je ne pourrai plus en tirer le même profit qu'auparavant. Il a des appointements fixes et un 2 1/2 pour 400 dans les bénéfices définitifs, à ce qu'il m'a dit. Ces messieurs ont des projets de diverse nature, quelques-uns fort ingénieux; en voici un qu'il m'a communiqué en grand secret et dont vous pourriez peut-être tirer avantage dans la suite.

» Quand l'armée française sera à Mexico, il y aura un grand va-et-vient de convois entre Vera-Cruz et Mexico. Les chariots viendront pleins et s'en retourneront à vide. Des personnes, soutenues par une grande influence et recommandées près des chefs militaires, pourraient, à titre de

concession gratuite ou peu onéreuse, obtenir une certaine charge dans les convois de retour, 300 kilogrammes par chariot, par exemple. Vous pénétrez facilement le reste : la charge serait faite en piastres ; on pourrait ainsi, moyennant une faible remise, entreprendre en grand l'expédition en Europe des conduites d'argent, puisque les steamers anglais et de Saint-Nazaire prendraient les conduites à leur arrivée à Vera-Cruz : tout serait gratuit, les mules, les chariots, l'escorte ; et tout serait profit.

» C'est votre lettre du 28 juillet qui, la première, a apporté à Paris la nouvelle de la non-ratification du traité de Prim-Doblado ; j'ai de suite fait un article destiné à mettre en vue l'habile conduite de M. de Saligny opposée à celle de Prim, et à relever autant qu'il était en moi, dans l'opinion publique, ce ministre si utile à la maison. La *Patrie* l'a inséré le soir même ; la nouvelle, en l'absence de toute autre, a fait grand effet ; les journaux espagnols ont voulu la démentir, mais peu à peu les renseignements sont arrivés de tous côtés, et il y a eu dans toute la presse, surtout espagnole, un *tolle* général sur l'incapacité de Prim. Le crédit de Saligny en a haussé d'autant ; il est du reste à remarquer que l'opinion publique se modifie beaucoup à son égard, car en voyant la manière dont Juarez a joué ses collègues on rend justice à son habileté.

» Il existe à Londres, d'après ce que m'a dit M. de Ch..., une compagnie qui s'organise pour exécuter le passage à travers les lacs de Nicaragua et de Léon ; vous le savez sans doute. Il n'a pu me donner des renseignements très-étendus ; il le sait seulement parce qu'il y a deux mois on a fait des ouvertures à son ami, le prince Lucien Murat, pour lui en offrir la présidence. Celui-ci consulta l'Empereur et crut devoir refuser. M. le receveur, qui est un peu léger, avait confondu avec Tehuantepec et induit en erreur M. de Ch.... Je lui en parlerai quand je pourrai l'aborder et rassemblerai tous les renseignements qui pourront vous intéresser sur ce sujet.

» Papa combat le projet du Nicaragua dans le mémoire qu'il a remis à M. le duc sur le Tehuantepec, par tous les arguments fournis par vous, par Baiss, Reichtoffen, Humboldt, Sassey et par son imagination ; mais je crois que l'Empereur y est attaché ; quand il était au fort de Ham, en 1842, il s'occupa de ce projet par le Nicaragua, et il y a même de lui une étude imprimée qu'on trouve encore. A cette époque aussi M. Castellon, envoyé par les États de Panama et Honduras pour réclamer la protection de Louis-Philippe, s'aboucha avec Louis-Napoléon, et rentré dans son pays plus tard, entretint avec lui une correspondance (également imprimée) où l'on voit que le prince fut sur le point de partir pour mettre ce projet, qui avait l'assentiment des autorités du pays, à exécution.

» Rien n'a paru et rien ne paraîtra, j'en suis sûr, du mémoire Payno. Don Ramon Pacheco est enfin arrivé à Londres, le 42 septembre, après un voyage plein de péripéties ; il s'y repose et s'y reposera, Dieu sait combien de temps, laissant Juarez crouler tout à son aise. M. de G... s'est fait fort de changer ses opinions et de le rendre tout à fait inoffensif, pourvu qu'il ait avec lui une conversation avant qu'il n'ait entrepris ses démarches. J'ai prié M. Maguin, qui sait tout et entend tout comme le solitaire, de surveiller son arrivée ; j'ai ajouté qu'il y allait de son intérêt, de sorte que Don Ramon Pacheco ne sera pas deux heures à Paris avant de recevoir la visite de M. G... ; et s'il apporte le mémoire Payno, on aura soin qu'il le

laisse dormir ; du reste, le directeur de la presse ne le laisserait pas paraître. Ces messieurs jugent toujours, comme je vous l'ai dit, qu'il serait imprudent de rien publier sur l'affaire des bons avant qu'elle ne soit reconnue, surtout si personne ne l'attaque, comme maintenant : la presse libérale est trop puissante et trop avide de scandale ; ce serait un débordement de calomnies.

» Votre acte de naturalisation doit être entre les mains de M. de Saligny ; il a été envoyé à M. Delon, son secrétaire, après l'inventaire des papiers de M. de P... à Vera-Cruz et non remporté ici ; en attendant, je vous envoie un nouvel exemplaire du *Bulletin des lois*, pensant qu'il pourra vous être utile.

» Papa ne vous écrit pas par ce courrier, n'ayant aucune nouvelle importante à vous mander ; il me charge de vous assurer de ses sentiments affectueux et de vous prier de lui envoyer le détail de vos réclamations autres que les bons, qu'il vous a déjà demandé une fois.

» Ces messieurs n'ont pas abandonné le projet de faire escompter par la maison les traités sur l'armée, mais ils attendent que la situation se débrouille un peu, que la maison se dégage et soit en mesure d'avoir un certain roulement de fonds.

» Adieu, cher oncle, j'espère que ma lettre suivra et ne précèdera pas les Français à Mexico. Disposez de moi pour tout.

» Votre neveu tout dévoué,

» LOUIS ELSSESER.

» Dont copie conforme.

» JUAN DE DIOS ARIAS.

» Mexico, le 3 octobre 1862. »

« Porentruy, 3 septembre 1862.

» Mon cher X...,

» Nos amis tiennent à ce que tout ce qu'on envoie à notre maison lui parvienne sous ton couvert ; tu auras donc à renseigner ton oncle oralement, en même temps que tu l'instruiras sur nos affaires et les siennes. Malgré qu'aucune de nos lettres n'ait fait le sujet des publications du *XIX^e siècle* à Mexico, on n'est jamais trop prudent. Tes lettres du 28 juillet et celles de ton oncle nous sont parvenues ; c'est Louis, qui seul est à Paris, qui a pu y répondre par le même courrier, et a donné de sérieux renseignements à M. J.... Je crois t'avoir dit que de tous ces projets dont on s'est entretenu, il n'y en aurait pour le moment qu'un seul exécutable, à savoir : de fournir des traites sur Paris pour l'armée, contre les espèces qu'on lui livrerait là-bas ; il y aurait le change à gagner et à partager en deux pour le gain. Je prie Louis d'en parler, et moi-même je m'en occupe, d'autant plus qu'on me dit qu'il ne faut pas grandes sommes pour cela ; je pense que si, à l'entrée des Français, la maison recouvre du crédit, cela pourra se faire. Quant à tous les autres projets dont faute de mieux nous nous sommes entretenus depuis longtemps, je ne trouve pas à propos de m'y arrêter pour le moment, et j'en ai déduit les raisons ; car dans l'état de souffrance où gémissent nos créanciers, on ne doit viser qu'à liquider pour les satisfaire. M. Joëker me parle de ses mines, de l'avenir réservé

à Catorce, Tasco et, je crois, Santa-Anna. Dieu veuille qu'on y rencontre une veine grande!

» Je puis te dire que si la maison a acquis pour un demi-million de francs et cinquante mille francs d'épingles, l'immeuble de M. Dar..., sa situation près de Chapultepec, nous permettra de nous en défaire sans grande perte. Louis travaille beaucoup pour la maison et avec succès; je ne pense pas qu'il y ait eu d'indiscrétion... On a dès l'origine, comme le dit le mémoire d'Ozeguera, dû rechercher les causes d'une si grande protection pour un Suisse, et comme au Mexique tout se fait avec de l'argent, on s'est épuisé en conjectures.... Quand l'armée, à laquelle les gens de Juarez ont persuadé que notre maison était cause de la guerre, verra le drapeau tricolore sur les dômes de Mexico, elle ne nous en voudra plus, car le pays est beau et riche, et elle a dû souffrir en restant confinée à Orizaba.

» Si M. de Saligny sait s'entendre avec Forey, qui est un peu ours, tout ira bien; mais je crains des froissements, et c'est pourquoi je désire que l'affaire se termine vite, si c'est possible; quand même « pro forma » on devrait faire quelques concessions.

» C'est l'avis de M. de Ch..., qui n'est pas retourné là-bas, mais qui pourrait bien y retourner le 15 octobre par Saint-Nazaire.

» Louis vous a donné le portrait de Forey, qui sera une sorte de dictateur; si M. Joecker a de l'empire, il faut qu'il l'engage à être modéré, à tâcher de ramener Forey à son opinion, à lui céder au besoin; car cet homme sera imbu des préjugés qui ont cours contre nous dans l'armée. En effet, Juarez n'est pas si benêt que le croyait notre parent; il a fait usage d'un grand levier, la Presse, et s'est servi de Wyke; il a entretenu des agents à Paris, dans l'armée, etc., avec le produit de ses exactions, et tout cela pour nous perdre. Son intérêt lui ordonnait de feindre que tout convergeait autour de nous, que sans nous tout s'arrangerait.... et on l'a cru.... Maintenant 45 000 hommes, 30 vaisseaux de guerre doivent faire comprendre que nous ne sommes plus même un prétexte plausible.... On doit penser aux États-Unis, au protectorat du Mexique, à la colonisation.... Vraiment Wyke par ses intrigues a amené un terrible déluge sur ce pays. S'il avait pu le prévoir.... à mon sens il a dépassé le but en congédiant Prim.... C'est un fin diplomate, mais pas si roué que Juarez. Cela fera bien plaisir au Duc. Qu'on ne vous inquiète pas, il m'a toujours paru le craindre pour les intérêts français qui se lient à la maison, à cause de M. J... des amis !... Mais je pensais à ton oncle et à toi tout simplement.... Remercions la Providence, l'heure de la solution a frappé : bonne ou mauvaise, cela vaut mieux que l'attente; donc encore du courage, donnez-en à Eugène et ne gronde pas trop, sans toutefois partager l'optimisme de ton autre cousin.

» Ces messieurs pensent encore qu'il ne faut faire en ce moment aucune publication !....

» Mille choses affectueuses de toute notre famille et de ton frère.

» Dont copie conforme :

» JUAN DE D. ARIAS.

Ces lettres devancent de deux années les événements ; elles jettent cependant sur le passé une lumière qui en dissipe en partie les obscurités, et qui permet de se rendre compte des influences qui, fortifiées par la dépravation d'une époque entraînée par un penchant secret vers les entreprises véreuses, jetèrent Napoléon III dans l'entreprise du Mexique.

M. Gutierrez de Estrada, en quittant le Mexique pour remplir en Europe la mission dont Santa-Anna l'avait chargé, nourrissait, en bon catholique qu'il était, le désir et l'espoir de s'entendre avec un prince de la maison essentiellement catholique d'Autriche. Il ne pouvait pas cependant se dispenser de sonder les intentions des cours de Paris et de Madrid au sujet du rétablissement de la royauté au Mexique. Sa grande crainte en s'abouchant avec Napoléon III était qu'il ne mît en avant le prince Napoléon, son cousin ; mais il fut bientôt rassuré en apprenant de la bouche même de l'Empereur qu'il n'avait pas de candidat. Quant à la reine d'Espagne, elle avait il est vrai son cousin, l'infant don Juan de Bourbon, et son oncle, l'infant don Sébastien à pourvoir ; mais l'option entre les deux offrait à Isabelle II des difficultés qui l'engageraient peut-être à y renoncer. Les princes espagnols étaient d'ailleurs fort inconnus, tandis que l'archiduc Maximilien d'Autriche venait de donner des preuves de sa capacité dans l'administration du royaume lombardo-vénitien. L'abandon par le prince de la haute position qu'il occupait à Milan et sa retraite à Miramar dans une espèce de disgrâce, permettaient d'espérer qu'il ne serait pas insensible à l'idée d'exercer son activité sur le vaste théâtre qu'on ouvrait à son intelligence et à son ambition. Des ouvertures dans ce sens lui furent faites. La chute de Santa-Anna les rendit

inutiles pour le moment ; mais M. Gutierrez de Estrada n'était pas homme à renoncer à son projet. Il entreprit d'y associer Miramon et Zuloaga, les deux auteurs du coup d'État de 1857. La défaite de Miramon et le triomphe de Juarez redoublèrent le zèle des royalistes au lieu de l'abattre. Il fallait empêcher à tout prix la consolidation du gouvernement libéral. Le général Almonte, représentant du gouvernement de Miramon à Paris, s'était converti à la monarchie et aux idées de M. Gutierrez de Estrada ; ces deux agents royalistes s'étaient mis en rapport avec l'archiduc Maximilien, et avaient sondé la cour de Vienne, dans le courant de l'automne de l'année 1861, pour savoir si l'on devait s'attendre à un refus dans le cas où, sur l'initiative de Napoléon III et avec le consentement de l'Angleterre, un archiduc de la maison d'Autriche, notamment l'archiduc Ferdinand-Maximilien, serait appelé au trône du Mexique. MM. Almonte et Gutierrez de Estrada insinuèrent en même temps que l'archiduc était disposé à se rendre, avec l'approbation de son frère et souverain, aux vœux de la nation mexicaine, si elle le chargeait de ses destinées. La réponse, sans être négative, faisait comprendre que de pareilles ouvertures ne pouvaient avoir de suite que si elles étaient accompagnées de garanties de nature à sauvegarder la dignité de Son Altesse Impériale et Royale et de son auguste maison. Ces garanties devaient être explicitement formulées au moment où le projet prendrait lui-même une allure plus déterminée. Il était bien convenu d'ailleurs que le gouvernement autrichien garderait une attitude passive dans cette affaire, et qu'il attendrait le jour où une offre formelle, reposant sur l'acceptation des conditions dont il vient d'être question, serait faite, pour s'occuper de l'examen à fond de la

proposition et fixer les conditions définitives de l'acceptation (1).

D'obscurcs négociations ne tardèrent pas, d'un autre côté, à se nouer entre la cour des Tuileries et celle de Schoenbrunn.

François-Joseph et Maximilien vivaient depuis longtemps en assez mauvaise intelligence; le départ de l'archiduc ne devait pas causer une vive peine à l'empereur son frère. Mais lorsque Napoléon III, toujours poursuivi par sa chimère des races latines, et poussé par toutes les influences intérieures et extérieures que l'on connaît, fit les premières propositions, François-Joseph voulut, avant de répondre, envoyer au château de Miramar, près de Trieste, résidence habituelle de l'archiduc Maximilien, le comte de Rechberg, ministre des affaires étrangères, chargé de lui apprendre la haute situation à laquelle la volonté du peuple mexicain et les sympathies personnelles de Napoléon III se réservaient de l'appeler, à l'issue heureuse de l'expédition française, et de lui déclarer que l'empereur François-Joseph, comme chef de la famille impériale, lui laissait liberté pleine et entière de prendre un parti.

Le Mexique, sans se douter des destinées qu'on lui préparait en Europe, continuait pendant ce temps-là à faire ses efforts pour se soustraire à celles que la guerre civile lui imposait depuis si longtemps. Il y serait parvenu avec un peu d'aide, mais il ne trouvait partout que des hostilités. M. Dubois de Saligny, ministre du gouvernement impérial, arrivé le 12 décembre 1860 à Mexico, succédait à M. de Gabriac, que son dévouement absolu au parti clérical avait rendu aussi impopulaire parmi les Mexicains que

(1) *Gazette de Vienne*, organe semi-officiel.

parmi les Français. Il se montra tout de suite disposé à suivre les traces de son prédécesseur. Il refusa de reconnaître le gouvernement légal, même après que Juarez eut été installé à Mexico. Il ne s'aperçut de sa présence qu'à l'occasion d'une perquisition faite par ordre du ministre de la justice dans la maison mère des sœurs de charité, où il soupçonnait la supérieure du couvent de la Conception d'avoir caché des valeurs appartenant à son monastère et destinées à fournir des ressources à Miramon et à Zuloaga, unis de nouveau pour continuer la guerre civile.

M. de Saligny s'empressa, le lendemain, d'écrire à M. E. Zarco, ministre des affaires étrangères : « Votre » gouvernement a-t-il donc résolu de me pousser à bout et » de se brouiller avec la France? Je dois le croire en le » voyant persister dans les déplorables outrages dont le cou- » vent de la Charité est le théâtre depuis trente-six heures.... » Je n'assisterai pas plus longtemps à un pareil spectacle, » qui est une offense directe et préméditée envers le gou- » vernement de l'Empereur, sous la protection duquel ces » saintes femmes sont placées dans le monde entier. » Il menaçait en finissant M. Zarco, s'il ne faisait pas cesser immédiatement les perquisitions, de renoncer à nouer toute espèce de relations avec un gouvernement « pour lequel il n'y avait rien de sacré ». M. de Saligny justifiait son intervention dans cette affaire par cette raison singulière, que la communauté mère des sœurs de charité étant établie à Paris, le ministre de l'empereur des Français avait le droit de prendre les succursales sous sa protection; comme si le fait d'appartenir à une communauté religieuse conférait à ses membres la nationalité du pays où la maison-mère de l'ordre est établie. M. de Saligny ne pouvait prendre son raisonnement au sérieux; mais une rupture était indispen-



sable à ses vues, et tous les moyens lui paraissaient bons pour arriver à ce but. Le gouvernement mexicain crut devoir céder à ses prétentions, dans l'espoir de l'amener à présenter ses lettres de créance : il se décida enfin à remplir cette formalité.

M. de Saligny ne prenait pas seulement à cœur les intérêts des religieuses ; ceux des porteurs des bons Jœcker étaient de sa part l'objet d'une sollicitude non moins vive, comme le démontre cette lettre adressée au ministre des affaires étrangères, plus de deux mois après l'entrée de Juarez à Mexico :

« Mexico, 2 mai 1862.

» Monsieur le Ministre,

» J'ai eu l'honneur d'entretenir *fréquemment* (1) Votre Éminence, *depuis trois mois*, d'une question importante, dans laquelle les intérêts et l'honneur de la France se trouvent gravement impliqués : *Je veux parler de la question relative aux bons Jœcker.*

» Après les conversations échangées entre Votre Éminence et moi, je crois pouvoir me dispenser d'entrer, pour le moment, dans les détails de cette affaire. Il me paraît également superflu de discuter ici un principe incontestable, incontesté, qui préside au rapport de toutes les nations civilisées, et que Votre Éminence elle-même n'a pu se refuser à admettre : *le principe de la solidarité, au point de vue des engagements internationaux, des divers gouvernements qui se succèdent dans un pays.* Ce principe, la France, au milieu des différentes phases qu'elle a traversées dans les cinquante dernières années, l'a toujours respecté, quelquefois au prix de douloureux sacrifices présents encore aujourd'hui à la mémoire de tous. Elle a donc le droit et le devoir d'exiger qu'il soit respecté par les autres nations ; et, quelle que soit d'ailleurs la bienveillance très-sincère et très-vive dont le gouvernement de l'Empereur soit animé à l'endroit du gouvernement mexicain, il ne saurait reconnaître à celui-ci la faculté de s'affranchir de ce principe et *de créer, à son profit, un nouveau droit des gens en opposition formelle à celui qui a servi de règle jusqu'ici à toutes les relations internationales.*

» Ainsi que je vous l'ai fait pressentir et que je ne vous l'ai pas laissé ignorer, j'ai reçu, d'abord, il y a douze jours, par le *Tenessee*, puis, par le dernier packet anglais, *des ordres précis et péremptoires de mon gouvernement sur cette question.*

» J'avais espéré qu'éclairé par vous sur les *nécessités* et les *périls* de

(1) M. Rouher a déclaré plus tard au Corps législatif que l'affaire Jœcker n'avait été considérée que comme une affaire française, et que M. de Saligny n'en avait jamais entretenu le ministre Zarco.

la situation, ainsi que sur les incontestables obligations qui lui incombent, le gouvernement de S. Exc. le président se serait hâté de terminer cette affaire, la seule qui puisse susciter de graves difficultés entre les deux pays et empêcher la France de donner un libre cours à ses intentions amicales envers le Mexique. Mon espoir a été malheureusement trompé. Je ne saurais prendre sur moi de différer plus longtemps l'exécution des ordres du gouvernement de l'Empereur. Toutefois, avant de vous les notifier d'une manière officielle, j'ai tenu à vous donner une nouvelle preuve de l'esprit de conciliation dont je suis personnellement animé, et je viens, guidé par un sentiment que vous voudrez bien apprécier, je l'espère, vous prier de me faire savoir, sans le moindre retard, les intentions définitives de votre gouvernement.....

» Je prie Votre Éminence, etc.....

» Signé A. DE SALIGNY. »

Le congrès avait procédé, le 18 juillet, à l'élection du président de la République, et les suffrages de la majorité s'étaient portés sur Juarez, dont la position restait toujours très-difficile. Le parti réactionnaire, vaincu sur le champ de bataille, reprit la lutte sur le terrain législatif et administratif, sans négliger d'entretenir ça et là des petites bandes dans les lieux où il était difficile de les atteindre et où elles se livraient aux plus graves excès contre les personnes et contre les propriétés. Juarez, loin d'être en mesure de payer les dettes contestables du gouvernement révolutionnaire auquel il succédait, n'avait pas même les ressources suffisantes pour faire face aux plus pressants besoins de l'État. Les revenus des douanes, affectés au payement des dettes extérieures du Mexique en vertu des conventions conclues entre les puissances, étaient l'unique ressource du gouvernement. Il en fut réduit à soumettre, le 17 juillet 1861, au congrès une loi qui suspendait pendant deux ans l'exécution des conventions financières.

M. de Saligny répondit à cette suspension par un ultimatum dans lequel il donnait au gouvernement mexicain vingt-quatre heures pour opter entre la reprise des paiements et une rupture de relations avec la France. Juarez

ne pouvant revenir sur cette mesure, M. Dubois de Saligny réalisa sa menace, mais il resta cependant à Mexico, où il ne cessait d'encourager les ennemis de la République. Son hôtel était même devenu l'asile de plusieurs d'entre eux.

M. Thouvenel, en apprenant la suspension des conventions financières, avait prescrit à M. de Saligny d'exiger le retrait de la loi du 17 juillet, et d'imposer à la République l'installation, dans les ports de Vera-Cruz et de Tampico, de commissaires chargés d'assurer la remise entre les mains des puissances des fonds qui devaient être prélevés à leur profit. M. de Saligny devait quitter Mexico si ces conditions n'étaient pas acceptées. Il n'avait pas attendu ces ordres pour rompre ses relations avec le gouvernement mexicain ; il quitta Mexico le 6 décembre. Sir Charles Wike, représentant de l'Angleterre, semblait devoir montrer plus de patience ; le comte Russell avait fait dernièrement à une députation de négociants anglais chargée de le prier d'intervenir en leur faveur, une réponse qui permettait au Mexique d'espérer qu'il pourrait s'entendre avec l'Angleterre ; mais sir Charles Wike reçut l'ordre de se rendre à la Jamaïque. L'Angleterre se laissait entraîner peu à peu à subir l'influence du gouvernement impérial. Les États-Unis étaient le seul appui qui restât au Mexique ; ils avaient des griefs contre lui, mais M. Seward se rendait parfaitement compte de la situation ; il écrivait, le 6 avril 1861, au ministre américain, M. Corwin : « Malgré les sujets de » plaintes des États-Unis contre le Mexique, le président » attendra, pour les faire valoir, que le gouvernement » actuel ait eu le temps de remonter son autorité. »

Les difficultés pendantes entre l'Espagne et le Mexique, au moment de la promulgation de la loi du 17 juillet, avaient trait à l'expulsion de son ministre M. Pacheco, à

la ratification explicite du traité Mon-Almonte par le paiement des sommes échues à partir du jour où M. Comonfort en avait suspendu l'exécution, et enfin à l'indemnité pour la capture pendant la guerre civile du bâtiment marchand *la Concepcion*. L'expulsion de M. Pacheco, causée par sa conduite personnelle, n'était qu'un prétexte de rupture avidement saisi par l'Espagne; le ministre des affaires étrangères du Mexique, se flattant d'arranger directement cette affaire avec M. Pacheco, lui avait demandé une entrevue avant son départ. M. Pacheco répondit : Il est trop tard ! Le gouvernement espagnol lui-même n'avait pas daigné accuser réception d'une note dans laquelle M. Zarco répudiait toute intention d'insulte contre l'Espagne.

M. Antonio de la Fuente, ministre de la république du Mexique à Paris, avait reçu l'ordre de se mettre en rapport avec le cabinet de Madrid pour régler le différend, en le soumettant à l'arbitrage du gouvernement impérial, offre que l'Espagne s'était hâtée de repousser. Elle faisait preuve en même temps de son peu de bonne volonté à rendre une entente possible en exigeant la ratification du traité Mon-Almonte et le paiement d'une indemnité aux propriétaires de *la Concepcion*. Le négociateur de ce traité, M. Mon, en avait lui-même condamné les exigences, en stipulant (1) que « cet acte ne pourrait jamais servir de base ni de précédent, dans des cas de même nature, pour obtenir de semblables concessions. » Le gouvernement actuel du Mexique, en reconnaissant à M. Almonte, représentant d'un gouvernement sorti d'un coup d'État, le droit de l'engager par un traité, aurait admis par cela même la légitimité de ce gouvernement. Le paiement de l'indemnité

(1) Article 4.

aux propriétaires du navire *la Concepcion*, capturé au moment où il essayait d'introduire dans Vera-Cruz un chargement d'armes et de munitions de guerre pour le compte de l'insurrection, aurait entraîné la même conséquence. Le gouvernement d'Isabelle II se serait-il donc cru obligé de céder aux exigences d'une puissance lui réclamant la reconnaissance d'un traité signé avec don Carlos, et le paiement d'armes fournies aux carlistes ?

Le gouvernement impérial profitait, comme le gouvernement espagnol, de la loi du 17 juillet pour résumer ses griefs contre le Mexique. Ils consistaient, à l'en croire, surtout en violences commises contre la personne des résidents français « obligés de chercher leur salut dans la fuite » après le pillage et l'incendie de leurs propriétés (1). » Les violences dont se plaignait le gouvernement impérial avaient eu lieu sous le gouvernement insurrectionnel, qu'il s'était empressé de reconnaître contrairement aux principes du droit international. Par quel singulier mépris de la justice et de l'équité un pouvoir régulier, réduit à lutter pendant trois ans contre un pouvoir insurrectionnel, devenait-il responsable d'excès commis par ce pouvoir ?

(1) Note du *Moniteur*, novembre 1861.

CHAPITRE X

1861-1862

EXPÉDITION DU MEXIQUE

(SUITE)

SOMMAIRE. — Négociations diplomatiques. — La convention de Londres. — Les Espagnols devançant les Anglais et les Français au Mexique. — Ils occupent Vera-Cruz. — Manifeste des commissaires alliés. — Préliminaires de la Soledad. — Leur rupture. — Conférence d'Orizaba. — La conférence se sépare brusquement. — Dénonciation de la rupture des préliminaires. — Attaque d'Orizaba par le général Lorencez. — Pronunciamento de cette ville en faveur d'Almonte. — Marche sur Puebla. — Échec de l'armée française. — Suite des affaires de l'intervention. — Période Lorencez. — Envoi de nouvelles troupes au Mexique. — Le général Forey remplace le général Lorencez. — L'opinion publique et le Mexique à la fin de l'année 1862.

Les motifs invoqués par l'Espagne et par le gouvernement impérial pour porter la guerre au Mexique n'étaient que des prétextes. La vérité est que les royalistes mexicains, soutenus par le clergé espagnol, avaient trouvé auprès de la reine Isabelle II, toujours ardente à soutenir les intérêts de l'Église, le même accueil qu'auprès de l'impératrice Eugénie. D'obscures intrigues relatives à une candidature possible au trône futur du Mexique, s'étaient nouées à Londres dans le courant du mois de juillet. La perspective d'une couronne éblouissait plus d'un personnage, en Espagne, en dehors même de la famille royale. Quant à Napoléon III, outre ses mobiles personnels, haine du césarisme contre la république, amour-propre de distributeur de couronnes, besoin d'occuper les esprits, de satisfaire l'activité et l'ambition de l'armée, mirage de l'or, appât des richesses à extraire du sol le plus riche en métaux précieux et en diamants, il suivait l'impulsion secrète communiquée par M. de Morny à lui et à ceux qui l'approchaient.

La promulgation de la loi du 17 juillet suspendant la remise des recettes des douanes aux puissances, permit à ces causes diverses et puissantes de produire leurs effets, et fournit aux gouvernements de Madrid et de Paris un prétexte pour donner le change à l'opinion. Le parti conservateur en Espagne et une notable fraction du parti libéral demandaient à grands cris que le gouvernement agît contre le Mexique, dût-il agir seul. Le gouvernement ne demandait pas mieux, mais il n'aurait pas été fâché cependant d'échanger quelques idées à ce sujet avec les cabinets de Paris et de Londres. Le ministre d'État espagnol, M. Calderon Collantès, écrivait au ministre de la reine à Londres : « Si l'Angleterre et la France conviennent d'agir » d'accord avec l'Espagne, les forces des trois puissances se » réuniront tant pour obtenir la réparation de leurs injures » que pour *établir un ordre régulier et stable au Mexique*. Si » elles se séparent de l'Espagne, le gouvernement de la reine » obtiendra les satisfactions qu'il est en droit de demander en » employant ses propres forces. » Le ministre d'État, conformément à cette dépêche, donna des ordres au capitaine général de Cuba, le 11 septembre, de faire les préparatifs pour diriger des forces sur le Mexique, et par une autre dépêche du 16, il chargea son représentant à Washington d'informer le secrétaire d'État, M. Seward, de la résolution prise par le gouvernement de la reine.

Le gouvernement anglais, prévoyant les complications de l'avenir, fit demander à Madrid « si le gouvernement de la reine Isabelle voyait un inconvénient à compter avec les États-Unis pour combiner une action collective au Mexique. » Le ministre d'État répondit qu'il n'avait pas d'objection à faire contre cette proposition, en ajoutant cependant, comme si l'on eût été encore au temps de Charles-Quint :

« que l'Espagne ne renoncerait jamais à sa pleine liberté » d'action, pour traiter en la forme convenable les questions avec cette république. »

Le gouvernement espagnol ainsi lancé ne pouvait plus reculer, mais il ne voulait pas non plus renoncer à l'accord avec l'Angleterre et avec Napoléon III ; il cherchait à « couper court à la lutte barbare engagée au Mexique », par la prompte conclusion d'une convention conclue entre les trois puissances qui, après l'avoir signée, dirigeraient leurs forces vers le Mexique sans attendre la décision des États-Unis. Napoléon III ne répugnait nullement à l'idée d'une convention, mais « sans s'obliger d'avance, ignorant l'avenir » ; les mois de septembre et d'octobre furent remplis par les négociations relatives à cette convention ; négociations d'autant plus délicates et d'autant plus difficiles que l'une des parties contractantes ne voulait pas aller trop loin dans ses engagements, et que les deux autres poursuivant un but semblable au fond, mais fort différent dans la forme, cherchaient à se tromper mutuellement sur leurs intentions, quoiqu'elles les connussent fort bien.

Le gouvernement anglais ne se dissimulait point les difficultés de l'entreprise à laquelle on lui proposait de s'associer. Le comte Russell déclarait encore le 27 septembre 1861, au ministre des États-Unis, à Londres, qu'il « craignait » autant que lui de voir s'élever sur la base des sommes dues » et des dommages causés, la prétention d'organiser un nouveau gouvernement au Mexique ; qu'il était convaincu que » ce dernier était de tous les pays celui où une intervention » dans les affaires intérieures causerait le désappointement le » plus vif à ses auteurs. » Le comte Russell, dans d'autres circonstances, avait exprimé la même opinion. Les cours des Tuileries et de Madrid, sentant la nécessité de le rassurer

sur leurs intentions en lui laissant la faculté de poser lui-même la limite de ses engagements, le chargèrent de rédiger le projet de la convention qui devait lier les trois puissances.

L'Espagne n'avait pas obtenu sans peine d'être admise à ces négociations. L'impression défavorable causée par ses prétentions au gouvernement impérial et au gouvernement anglais, est visible dans la réponse adressée par M. Thouvenel à la commission des porteurs de bons mexicains, qui s'était depuis quelque temps mise en campagne et qui poussait vivement à l'intervention. L'Espagne, payant d'audace, parla d'agir seule. Le ministre du Mexique près les cours des Tuileries et de Saint-James et le ministre des États-Unis à Paris n'ignoraient pas, — ce dernier en avait été prévenu par son collègue de Madrid, — que le plan des Espagnols était de se faire demander par leurs amis du Mexique un prince de la famille royale pour roi, et d'envoyer au Mexique un corps de troupes pour soutenir la nouvelle monarchie. Les États-Unis, informés de cette intention et connaissant l'accord existant entre la France et l'Angleterre, offraient aux puissances de garantir pendant cinq ans l'intérêt des dettes contractées par le Mexique à leur égard. Le représentant de ce pays à Londres espérait que lord Russell accepterait cette offre et que l'Angleterre ne refuserait pas au Mexique le temps nécessaire pour se constituer en gouvernement régulier ; mais lord Russell lui répondit, avec une sévérité inattendue, que le Mexique avait manqué à toutes ses obligations, qu'il ne pouvait se contenter de la garantie des États-Unis pour la dette extérieure, attendu qu'il avait d'autres revendications à exercer ; la France, ajouta-t-il, la refuse également, l'Espagne et l'Angleterre vont s'unir pour présenter au Mexique leurs conditions, et il espère que celui-ci les acceptera. Lord

Russell avertit en outre le représentant du Mexique que, chargé de la rédaction de ces conditions, il allait s'en occuper, et, qu'après en avoir arrêté les termes, il examinerait s'il devait s'en entendre avec lui.

Le comte Russell rédigea en effet un projet de convention qu'il est bon de placer en regard de la convention définitive, afin qu'il soit plus facile de se rendre compte du sens et de l'importance des changements qu'on lui fit subir :

PROJET PRIMITIF DE LA CONVENTION.

S. M., etc.....

... se considérant obligées par la violation de toutes les lois et l'abominable conduite des autorités de la République mexicaine, d'exiger de celle-ci protection pour les personnes et les propriétés de leurs sujets, ainsi que l'exécution de tous les traités contractés entre LL. MM. et ladite République, ont résolu d'établir entre elles une Convention afin de combiner leurs moyens d'action à l'égard du but précité, et ont nommé à cet effet, en qualité de leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. la Reine du Royaume-Uni, etc.....

S. M. la Reine d'Espagne, etc....

Et S. M. l'Empereur des Français, etc....

Lesquels, après s'être mutuellement communiqué leurs pleins pouvoirs, ont arrêté en commun les articles suivants :

ART. 1^{er}. — S. M. la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, S. M. la Reine d'Espagne et S. M. l'Empereur des Français s'engagent à faire, immédiatement après la signature de la présente Convention, les préparatifs néces-

CONVENTION DU 31 OCTOBRE 1861.

S. M. la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, S. M. la Reine d'Espagne et S. M. l'Empereur des Français, se trouvant placées par la conduite arbitraire et vexatoire de la République du Mexique dans la nécessité d'exiger de ces autorités une protection plus efficace pour les personnes et les propriétés de leurs sujets, ainsi que l'exécution des obligations contractées envers elles par la République du Mexique, se sont entendues pour conclure entre elles une Convention dans le but de combiner leur action commune, et, à cet effet, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le Très-Honorable Jean, Comte Russell, Vicomte Amberley de Amberley et Ardsalla, Pair du Royaume-Uni, conseiller de S. M. Britannique en son conseil privé, principal secrétaire d'État de S. M. pour les affaires étrangères.

S. M. la Reine d'Espagne, Don Xavier de Isturitz y Montero, chevalier de l'Ordre insigne de la Toison d'Or, grand'croix de l'Ordre royal et distingué de Charles III et de l'Ordre impérial de la Légion d'honneur de France, chevalier des Ordres de la

saires pour envoyer sur les côtes du Mexique, dans l'Océan Atlantique, une expédition combinée, militaire et navale, dont la force totale devra cependant être suffisante pour s'emparer des différentes forteresses et points militaires de toute la côte du Mexique ; pour les occuper, les conserver et établir un rigoureux blocus des villes, des ports et des baies de cette côte.

La susdite occupation devra se faire au nom et en faveur des hautes puissances contractantes, sans qu'il soit nécessaire de prendre en considération la nationalité des forces qui seront chargées de l'occupation.

ART. 2. — Immédiatement après l'occupation de Vera-Cruz et des forts adjacents, *les chefs des forces alliées adresseront une note collective aux autorités établies dans la République du Mexique*, afin de leur faire connaître les motifs pour lesquels les puissances alliées ont recours aux moyens coercitifs, *et les inviter à entrer immédiatement en négociation*, en donnant des garanties suffisantes pour l'exécution des conventions à intervenir à l'égard des réparations des injures faites et des préjudices causés aux sujets des hautes parties contractantes, et pour l'accomplissement des obligations antérieures contractées par ladite République envers les puissances dont il s'agit.

Les chefs ci-dessus nommés déclareront aux autorités de la République que les mesures de coaction seront maintenues, et même, s'il le faut, augmentées, jusqu'au jour où les arrangements pris avec elles auront été approuvés par les gouvernements des hautes parties contractantes, lesquels se réservent en outre le droit de prendre les mesures qu'ils jugeront convenables pour veiller à l'exécution des nouvelles conventions et les rendre effectives.

ART. 3. — Les hautes parties con-

Concepcion de Villaviciosa et du Christ du Portugal, sénateur du royaume, ancien président du Conseil des ministres, premier secrétaire d'État de S. M. Catholique et son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. Britannique ;

Et S. M. l'empereur des Français, S. E. le comte de Flahault de la Billarderie, sénateur, grand'croix de la Légion d'honneur, ambassadeur extraordinaire de S. M. Impériale près S. M. Britannique.

Lesquels, après s'être mutuellement communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, qui ont été trouvés en bonne et due forme, ont arrêté en commun les articles suivants :

ART. 4^{er}. — S. M. la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, S. M. la Reine d'Espagne et S. M. l'Empereur des Français s'engagent à faire, aussitôt après la signature de la présente Convention, les dispositions nécessaires pour envoyer sur les côtes du Mexique des forces de terre et de mer combinées dont l'effectif sera déterminé par un échange ultérieur de communications entre leurs gouvernements, mais dont l'ensemble devra être suffisant pour pouvoir saisir et occuper les différentes forteresses et positions du littoral mexicain.

Les commandants des forces alliées seront, en outre, autorisés à entreprendre et à poursuivre toutes les opérations militaires qu'ils jugeront nécessaires pour assurer la réussite de l'expédition, conformément au but indiqué dans le préambule de la présente Convention, et particulièrement à prendre les mesures nécessaires pour garantir la vie et assurer les propriétés des sujets alliés résidant au Mexique.

Toutes les mesures dont il s'agit dans cet article seront prises au nom et pour le compte des hautes parties

tractantes s'engagent mutuellement à ne pas distraire les forces dont elles vont faire usage en vertu de la présente Convention, pour les employer à un objet, quel qu'il soit, différent de ceux qui sont spécifiés dans son préambule, et s'interdisent *spécialement* d'intervenir dans les affaires intérieures de la République.

ART. 4. — Les hautes parties contractantes s'engagent également, en faisant usage des moyens de coaction prévus dans la présente Convention, à ne chercher pour elles-mêmes aucune acquisition de territoire ni aucun avantage spécial; à n'exercer aucune influence dans les affaires intérieures de la République, et à ne point restreindre le droit qui appartient à la nation mexicaine de choisir la forme de gouvernement qu'elle veut se donner et de la maintenir (4).

ART. 5. — Les hautes parties contractantes désirant, en outre, que les moyens qu'elles veulent adopter n'aient aucun caractère d'exclusion, et sachant que le gouvernement des États-Unis a, comme elles-mêmes, des réclamations à exercer contre la République mexicaine, s'engagent, immédiatement après la signature de la présente Convention, à en envoyer une copie au gouvernement des États-Unis en l'invitant à s'unir à elles; et dans le cas où ce gouvernement y consentirait, les hautes parties contractantes autorisent d'avance leurs ministres à Washington à conclure et à signer, séparément ou collectivement, avec le plénipotentiaire que le Président nommera à cet effet, une convention ayant le même but et rédigée dans les mêmes termes (mais en supprimant le présent article), que celle qui se signe en ce moment au nom des susdites hautes

contractantes sans acception de la nationalité particulière des forces employées à les exécuter.

ART. 2. — Les hautes parties contractantes s'engagent à ne rechercher pour elles-mêmes, dans l'emploi des mesures coercitives prévues par la présente Convention, aucune acquisition de territoire ni aucun avantage particulier; et à n'exercer dans les affaires du Mexique aucune influence de nature à porter atteinte au droit de la nation mexicaine de choisir et de constituer librement la forme de son gouvernement.

ART. 3. — Une commission composée de trois commissaires, un nommé par chacune des puissances contractantes, sera établie avec plein pouvoir de statuer sur toutes les questions que pourrait soulever l'emploi ou la distribution des sommes d'argent qui seront recouvrées au Mexique, en ayant égard aux droits respectifs des parties contractantes.

ART. 4. — Les hautes parties contractantes désirent, en outre, que les mesures qu'elles ont l'intention d'adopter n'aient pas un caractère exclusif, et sachant que le gouvernement des États-Unis a, de son côté, des réclamations à faire valoir contre la République mexicaine, s'engagent, d'un commun accord, à communiquer une copie de la présente Convention au gouvernement des États-Unis immédiatement après qu'elle aura été signée, en l'invitant à y accéder; et en prévision de cette accession, leurs ministres respectifs à Washington seront investis de pleins pouvoirs à l'effet de conclure et de signer, collectivement ou séparément, avec le plénipotentiaire désigné par le Président des États-Unis, une convention identique, sauf suppression du pré-

(4) Cet article a été reproduit presque littéralement dans l'article 2 de la convention définitive.

parties contractantes par leurs plénipotentiaires respectifs.

Toutefois, comme un retard quelconque dans l'accomplissement des stipulations qui font l'objet des articles I, II, III et IV de la présente Convention pourrait compromettre les espérances qui animent les hautes parties contractantes, elles déclarent que le désir d'obtenir la coopération du gouvernement des États-Unis ne retardera pas le commencement des opérations qui font l'objet de la présente Convention, au delà du terme nécessaire pour réunir dans les environs de Vera-Cruz les forces des hautes parties contractantes.

ART. 6. — La présente convention, etc.

sent article, à celles qu'elles signent à la date de ce jour.

Mais comme un retard quelconque dans l'accomplissement des stipulations qui font l'objet des articles I et II de la présente Convention pourrait compromettre le succès de l'expédition, les hautes parties contractantes sont tombées d'accord pour ne pas différer, dans le but d'obtenir l'accession du gouvernement des États-Unis, le commencement des opérations ci-dessus mentionnées au delà du moment où leurs forces combinées pourront être réunies dans le voisinage de Vera-Cruz.

ART. 5. — La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Londres, dans les quinze jours qui suivront sa signature.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés l'ont signée et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait triple à Londres, le 31 octobre de l'an de grâce 1861.

Signé RUSSELL,

XAVIER DE ISTURITZ,
FLAHAULT.

Le projet, rédigé par le comte Russell d'une façon aussi claire et aussi précise que possible, définit de la manière la plus simple le but de l'expédition : « obtenir protection » en faveur des personnes et des propriétés des sujets » étrangers ». Il affirme, ainsi que M. Billault lui-même 'a reconnu devant le Corps législatif, « que les hautes parties contractantes s'engageaient d'avance à ne point faire » usage des forces qu'elles allaient employer en vertu de » cette convention, pour des objets autres que ceux qui » étaient spécifiés dans son préambule, et, *spécialement*, » à ne point s'en servir pour intervenir dans les affaires » intérieures de la République » ; il ajoute : « immé-

» diatement après l'occupation de Vera-Cruz et des ports
» adjacents, les chefs des forces alliées devront adresser
» une note collective *aux autorités établies par la Répu-*
» *blique*, afin de faire connaître les motifs pour lesquels
» les alliés avaient recours aux moyens coercitifs et *les invi-*
» *ter à entrer immédiatement en négociation.* »

Les plénipotentiaires des gouvernements français et espagnol acceptèrent sans observation le projet du comte Russell pour ne pas exciter sa méfiance ; mais au moment de le convertir en acte public, M. Calderon Collantès chargea les représentants accrédités d'Isabelle II près les cours de Saint-James et des Tuileries de communiquer aux ministres de ces cours les observations que le projet du comte Russell lui suggérait, et les modifications qu'il jugeait convenable d'y introduire (1).

Le préambule de la convention, disait le ministre d'État, détermine avec clarté le motif de l'action commune des trois puissances, et exprime en termes énergiques les causes qui l'ont rendue nécessaire. Il mérite, ainsi que l'article 2, l'approbation la plus complète du gouvernement de Sa Majesté ; « bien que les dispositions contenues dans ce dernier pourraient peut-être se réserver, afin de les consigner dans les instructions qui doivent se remettre au chef des forces unies. » M. Calderon Collantès jugeait néanmoins nécessaire de définir exactement dans la convention quelle devait être la conduite des généraux alliés à partir du moment où ils se présenteraient sur les côtes du Mexique, et bien plus encore après l'occupation de Vera-Cruz et des points importants dont ils devaient s'emparer sur cette côte.

(1) Dépêche du 22 octobre 1861.

L'article 3 du projet était entièrement conforme aux idées constamment manifestées par le gouvernement de la Reine. Ce dernier avait toujours pensé en effet qu'on devait laisser aux Mexicains liberté entière pour constituer leur gouvernement de la manière la plus conforme à leurs intérêts, à leurs coutumes, à leurs croyances. Mais le ministre d'État ajoutait que si le gouvernement de la reine a cru et croit encore que les Mexicains doivent être les arbitres de leurs destinées, il pense également « qu'il est nécessaire de les mettre en état de pouvoir examiner sans passion et sans égarement la situation où les ont conduits leurs erreurs, afin qu'ils puissent adopter les moyens les plus convenables pour l'améliorer. » Un armistice conclu entre le gouvernement mexicain et les chefs des forces belligérantes permettrait, selon M. Calderon Collantès, de discuter et de résoudre pacifiquement les questions intérieures, et la présence des forces alliées suffirait pour mettre fin à la guerre civile, mais dans le cas cependant où « les horreurs dont » la République a été le théâtre pendant si longtemps prendraient, au contraire, plus d'extension encore, il serait » imprudent de renoncer d'une manière absolue, et par » anticipation, à une action qui pourrait être nécessitée » plus tard par des événements imprévus. »

M. Calderon Collantès se demandait ensuite si l'article 3 ne paraîtrait pas aussi précis et aussi clair si le gouvernement de Sa Majesté Britannique consentait à en supprimer la dernière période et à le terminer au mot *preamble*, de façon à ne point laisser planer d'obscurité sur le but de la convention, et à ne point limiter d'avance l'action des alliés « dans les choses que les circonstances peuvent exiger. » Il proposait donc de rédiger l'article 3 de la manière suivante : « Les hautes parties contractantes s'engagent mutuelle-

» ment à ne pas distraire les forces dont elles vont faire
» usage en vertu de la présente convention, pour les em-
» ployer à un objet, quel qu'il soit, différent de ceux qui
» sont spécifiés dans *son préambule*. »

L'article 4 pouvait sans inconvénient être refondu avec le premier, selon le ministre d'État ; mais comme l'Espagne avait constamment protesté de son désintéressement et qu'elle n'aspirait à aucun avantage matériel en dehors de ceux que peuvent obtenir les deux nations amies, M. Calderon Collantès invitait ses représentants à Londres et à Paris à signaler seulement les inconvénients de la répétition d'une même idée qu'on pourrait interpréter comme l'expression d'une méfiance sans motifs, ou comme « la déclaration formelle de la volonté irrévocable de laisser le peuple mexicain abandonné à ses déplorables habitudes, car le découragement que la crainte d'un pareil abandon pourrait produire sur les caractères droits et sur les personnes bien intentionnées, rendrait impossible l'organisation d'un gouvernement raisonnable ». M. Calderon Collantès déclarait du reste que lors même que cet article conserverait la rédaction qu'on lui avait donnée, et ne s'arrêterait pas au mot d'*avantage spécial*, « ce qui, dans l'opinion du gouvernement de la Reine, serait tout ce qu'il devrait contenir », ses intentions et ses désirs n'en seraient encore nullement contrariés.

« Il est inutile de dire, continuait-il, que le gouvernement de la Reine considère la forme monarchique comme préférable à toutes les autres formes de gouvernement ; mais il ne mettra pas en avant son opinion sur l'intérêt qu'aurait le peuple mexicain à se constituer définitivement sous cette forme de gouvernement. Si pourtant il se décidait à choisir un souverain, l'Espagne ne pourrait demeurer in-

différente dans une question aussi grave, surtout si un candidat quelconque était désigné au choix des Mexicains par l'un ou l'autre des gouvernements amis. Sur ce point, le gouvernement de la Reine croit fermement que si l'on veut faire quelque bien au Mexique, si l'on veut éviter des complications qui pourraient amener, sinon des périls, du moins de grands embarras aux trois gouvernements, ils doivent tous garder la plus grande réserve, et laisser au peuple mexicain la liberté la plus ample, la plus absolue, pour se prononcer à cet égard de la manière qui lui conviendra le mieux. »

M. Calderon Collantès se berçait encore de l'espoir de placer un infant sur le trône du Mexique, et, tout en protestant de son respect pour la souveraineté du peuple mexicain, il visait à l'escamoter sous prétexte qu'il était nécessaire de le mettre en état d'examiner sans passion et sans égarement la situation où l'ont conduit ses erreurs, et d'adopter les moyens les plus convenables pour l'améliorer. La phrase par laquelle il insinue « qu'il serait imprudent de renoncer d'une manière absolue, et par anticipation, à une action qui pourrait être nécessitée plus tard par des événements imprévus », et l'insistance avec laquelle il demande la suppression de la dernière partie de l'article 3, indiquent d'ailleurs très-clairement chez le gouvernement espagnol l'intention préméditée de recourir aux moyens coercitifs pour amener la nation mexicaine à ses vues.

Le gouvernement impérial n'avait aucune objection à faire contre les changements demandés par le gouvernement espagnol ; le comte Russell y consentit, soit légèreté, soit qu'il n'attachât pas grande importance aux suites d'une expédition à laquelle l'Angleterre ne devait en tout cas prendre qu'une part restreinte, et le projet que l'on

a lu plus haut devint la convention du 31 octobre 1861.

Pendant que les négociateurs des trois puissances cherchaient à Londres à introduire dans la convention les moyens de l'éluder plus tard ou de l'interpréter selon leurs intérêts, M. Thouvenel, fidèle au système d'ambiguïté qui n'avait cessé de régner dans ces négociations, s'efforçait d'établir la ligne de démarcation qui existe entre une intervention par la force et « une incitation indirecte ayant pour but d'engager les Mexicains à profiter de la présence des alliés pour secouer le joug de la tyrannie. » Lord Russell déclarait à ce sujet que, « dans le cas où les Mexicains, comme les grenouilles de la fable, demanderaient un roi, il ne voyait pas de motif de les empêcher de se passer cette fantaisie ». L'Espagne, de son côté, insinuait au ministre d'Angleterre à Madrid une théorie assez semblable à celle de M. Thouvenel. Le gouvernement anglais ne répondait pas assez nettement à ces insinuations au gré de Napoléon III et du cabinet espagnol; ce dernier avait, comme on l'a vu, déjà donné ses ordres au gouverneur de Cuba, où depuis près de deux mois la flotte, ayant à son bord 5600 hommes de troupes de toutes armes, n'attendait que le signal de lever l'ancre et de se diriger vers les parages du Mexique. Elle partit le 29 novembre 1861, et après une heureuse traversée elle arriva dans les eaux de Vera-Cruz le 8 décembre suivant.

Le commandant des forces espagnoles embossé en face de cette ville adressa une sommation au gouverneur contenant une récapitulation insultante des griefs de son gouvernement contre celui du Mexique. Le gouverneur de Vera-Cruz, après avoir dans sa réponse présenté comme preuve de l'exagération de ces griefs la sécurité dans laquelle les Espagnols vivaient même dans ce moment au

Mexique, ajouta que, conformément aux ordres de son gouvernement, il allait abandonner la ville, en y laissant seulement l'ayuntamiento; mais toute la population le suivit, hormis les gens trop pauvres pour quitter leurs foyers. Les anciens conquérants du Mexique débarquèrent donc comme la première fois sur cette terre en violant le droit des gens et avant toute déclaration de guerre.

La nouvelle de ce débarquement parvint dans les premiers jours du mois de janvier en Europe. Lord Russell manifesta en termes énergiques l'étonnement que lui causait cette violation de la convention de Londres; le gouvernement impérial en profita pour déclarer que, la conduite de l'Espagne étant de nature à accroître les difficultés de l'entreprise, il se trouvait dans la nécessité d'augmenter de 3 à 4000 hommes le chiffre de ses troupes déjà envoyées au Mexique. Lord Russell, en « regrettant cette mesure », ne s'y opposait pas. « Il paraissait inévitable *maintenant*, » disait-il, que les troupes alliées s'avancassent dans l'intérieur du Mexique; et non-seulement la force convenue » serait insuffisante, mais l'opération elle-même devait » prendre un caractère tel que l'Empereur ne pourrait pas » permettre que l'armée française se trouvât dans une posi- » tion d'infériorité vis-à-vis de l'armée espagnole, ni que » celle-ci courût le risque d'être compromise (1). »

Lord Russell ne prenait pas la peine de dire pourquoi le caractère de l'intervention était changé et pourquoi une marche à l'intérieur était devenue nécessaire. Il se contentait d'exprimer de simples regrets sur des changements qui équivalaient à l'abandon de la convention du 31 octobre.

(1) Le comte Russell au comte Cowley, 20 janvier 1862 (livre bleu).

Lord Russell se méfiait surtout de l'ambition du gouvernement espagnol ; il écrivit à son représentant à Madrid pour lui expliquer « le genre d'intervention qu'il appuyait et celui qu'il n'appuyait pas ». Il le chargeait, en outre, de faire remarquer aux ministres d'Isabelle que « les troupes alliées ne doivent pas être employées à priver les Mexicains de leur droit incontestable de choisir la forme de gouvernement qui leur convient ». Le comte Russell ajoutait que, si l'on essayait d'agir dans le sens contraire, « la discorde » et le désappointement seraient les seuls résultats de cette tentative, et que les gouvernements alliés n'auraient qu'à choisir entre une retraite honteuse et l'extension de leur intervention au delà des limites et de l'objet de la triple convention signée à Londres ».

Le bruit se répandit à cette époque dans Paris que le général Lorencez, commandant les renforts envoyés au Mexique, avait reçu l'ordre de ne tenir aucun compte des engagements que les commissaires alliés auraient pu prendre avec le gouvernement mexicain, et de préparer le pays à l'érection d'une monarchie à la tête de laquelle serait placé l'archiduc Maximilien. Lord Cowley fit part de ces bruits au comte Russell, qui les transmit à sir Charles Wike, en l'informant de l'envoi des renforts : « On suppose » que ces forces marcheront sur Mexico avec les troupes » françaises et espagnoles déjà réunies au Mexique ; on dit » même que l'archiduc Maximilien sera invité par un grand » nombre de Mexicains à monter sur le trône de ce pays, » et que le peuple acceptera ce changement de gouverne- » ment avec plaisir. J'ai peu de chose à ajouter à mes » instructions à ce sujet. Si le peuple mexicain, par un » mouvement spontané, place l'archiduc sur le trône, nous » n'avons pas d'intérêt à l'empêcher ; mais nous ne pou-

» vous pas prendre part à une intervention armée dans ce » but. »

L'une des trois puissances signataires de la convention de Londres en prévoyait déjà les conséquences et se préparait à la rompre; l'Espagne, par des motifs différents, ne devait pas tarder à en faire autant. Le Mexique, en attendant, fort effrayé de la coalition qui le menaçait, montrait un très-grand désir de conciliation, surtout à l'égard du gouvernement impérial et de l'Angleterre; une guerre avec l'Espagne, au contraire, ne lui paraissait pas au-dessus de ses forces. Le ministère venait d'être renversé, et le général Doblado n'avait consenti à se charger de la formation du cabinet et de la direction des affaires étrangères qu'à la condition d'être investi par le Congrès de pleins pouvoirs pour terminer le différend entre le Mexique et les puissances.

M. Dubois de Saligny, arrivé à Vera-Cruz le jour même de la prise de possession des Espagnols, en fut surpris et inquiet. Le général Uruga, commandant des forces mexicaines, et Doblado arrivèrent à la Téjeria, aux environs de Vera-Cruz. Le général Uruga invita les ministres étrangers à se rendre à son quartier général. M. Dubois de Saligny accepta l'invitation, avec l'intention de n'épargner aucune promesses pour engager le général mexicain à s'associer aux projets du gouvernement impérial. Il alla même jusqu'à lui déclarer d'avance qu'on ne traiterait pas avec Juarez, mais tous ses efforts pour entraîner Uruga restèrent impuissants.

Les forces réunies de France et d'Angleterre arrivèrent à Vera-Cruz le 7 janvier 1862. Les trois contingents s'élevaient ensemble à 40 000 hommes, dans lesquels la France avait fourni 3000 hommes, l'Espagne 6000, et l'Angle-

terre 1000 environ. La direction de l'expédition était confiée au commissaire espagnol, le général Prim.

MM. de Saligny et Jurien de la Gravière, commissaires français ; Dunlop et sir Charles Wike, commissaires anglais ; le général Prim, commissaire espagnol, adressèrent le 10 janvier, à la nation mexicaine, un manifeste dont voici les principaux passages :

« ... Ils vous trompent ceux qui prétendent que, derrière de justes réclamations, les alliés cachent des plans de conquête, de restauration ou d'intervention dans votre administration.

» Trois nations qui acceptent loyalement, et qui reconnaissent votre indépendance, méritent qu'on les croie animées de sentiments nobles et généreux, et non de pensées qui ne sont pas de notre époque.

» Telle est la vérité... Et nous ne vous la disons pas en » vous déclarant la guerre. Il vous appartient à vous, uni- » quement à vous, sans aucune intervention étrangère, de » vous constituer d'une façon durable et solide... »

Les représentants des puissances alliées se réunirent le lendemain de leur arrivée. Les deux premières conférences se passèrent à merveille. Le général Prim exprima, dans la seconde, l'opinion qu'il serait bon de savoir à quoi chaque commissaire s'engageait en appuyant les réclamations de ses collègues. La conférence du 13 fut tout entière consacrée à la lecture de ces réclamations.

Le gouvernement impérial avait formulé les siennes dans la note suivante, adressée sous forme d'ultimatum au gouvernement mexicain :

« Les soussignés, représentants de la France, ont l'honneur, conformément à ce qui est dit dans la note collective adressée sous cette date au gouvernement mexicain par les plénipotentiaires de France, d'Angleterre et d'Espagne, de formuler ainsi qu'il suit l'*ultimatum* dont ils ont l'ordre,

au nom du gouvernement français, d'exiger l'acceptation *simple et complète* de celui du Mexique.

» ART. 1^{er}. — Le Mexique s'obligera à payer à la France la somme de *douze millions de piastres* (60 000 000 de francs) à laquelle est évalué le total des réclamations françaises pour les faits commis jusqu'au 31 juillet dernier, sauf les exceptions comprises dans les articles 2 et 4, et dont il sera parlé ci-après.

» Quant aux faits qui ont eu lieu depuis le 31 juillet dernier, faits pour lesquels ils introduisent une réserve expresse, le montant des réclamations auxquelles ils pourront donner lieu *sera fixé ultérieurement par les plénipotentiaires français*.

» ART. 2. — Le reliquat des sommes dues en vertu de la convention de 1853, reliquat qui n'a point été compris dans l'article 1^{er} ci-dessus, devra être payé aux ayant droit, conformément aux obligations stipulées dans la susdite convention de 1853.

» ART. 3. — *Le Mexique s'obligera à l'exécution PLEINE, LOYALE ET IMMÉDIATE du contrat passé au mois de février 1859, entre le gouvernement mexicain et la maison Jæcker.*

» ART. 4. — Le Mexique s'obligera au paiement immédiat de 44 000 piastres (55 000 francs) reste de l'indemnité stipulée en faveur de la veuve et des enfants de M. Riche, vice-consul de France à Tepic, assassiné au mois d'octobre 1859.

» Le gouvernement mexicain devra en outre, ainsi qu'il s'y est déjà engagé, destituer de ses grades et emplois et punir d'une manière exemplaire le colonel Rojas, un des assassins de M. Riche, avec la condition expresse que le susdit Rojas ne pourra, dans l'avenir, exercer aucun emploi, aucun commandement, aucune fonction publique.

» ART. 5. — Le gouvernement mexicain s'obligera également à rechercher les nombreux assassinats commis contre les Français, spécialement contre M. Davesne, et à punir les assassins (1).

» ART. 6. — Les auteurs des attentats commis le 14 août dernier contre le ministre de l'Empereur et des insultes adressées au représentant de la France dans les premiers jours du mois de novembre 1864 seront soumis à un châtiment exemplaire, et le gouvernement mexicain devra donner à la France et à son représentant toutes les réparations et satisfactions dues pour de pareils excès (2).

» ART. 7. — Pour assurer l'exécution des articles 5 et 6 relatés ci-dessus et le châtiment de tous les attentats qui ont été commis ou qui pourraient être commis dans la suite contre les Français qui résident dans la République, le ministre de France aura toujours le droit d'assister personnellement ou par l'intermédiaire d'un délégué qu'il désignera à cet effet, à toutes les instructions qui seront faites par la justice criminelle du pays.

» *Il sera investi du même droit dans toutes les instructions criminelles intentées contre les nationaux.*

(1) M. de Saligny a tenu depuis sous sa main le chef bien connu d'une de ces bandes, Marquez. Non-seulement ce dernier n'a pas été puni en vertu de cet *ultimatum*, mais encore il a reçu la croix de commandeur de la Légion d'honneur.

(2) Les recherches avaient été faites en présence de M. de Saligny lui-même et avaient abouti à une ordonnance de non-lieu.

» ART. 8. — Les indemnités stipulées dans le présent *ultimatum* bénéficieront, depuis le 17 juillet dernier et jusqu'à leur paiement intégral, d'un intérêt annuel de 6 pour 100.

» ART. 9. — Pour garantir l'accomplissement des conditions pécuniaires et autres énoncées dans le présent *ultimatum*, la France aura le droit d'occuper les ports de Vera-Cruz et de Tampico, ainsi que tous ceux qu'elle croira nécessaire et d'y établir des commissaires nommés par le gouvernement impérial. La mission de ces derniers sera *d'assurer aux puissances qui y auront droit la dévolution des fonds qui devront être séparés à leur profit sur tous les revenus des douanes maritimes, conformément aux conventions, et la remise aux agents français des sommes dues à la France.*

» Les commissaires dont il est ici question auront en outre le droit de réduire de moitié, ou en moindre proportion, selon qu'ils le jugeront convenable, les droits que la loi perçoit actuellement dans les ports de la République.

» Il sera établi d'une manière expresse que les marchandises qui auront déjà payé les droits d'importation, ne pourront en aucun cas, ni sous aucun prétexte, être soumises par le gouvernement suprême ou par les autorités des États à des charges additionnelles excédant de 15 pour 100 le montant des sommes payées pour droits d'importation.

» ART. 10. — Toutes les mesures qui seront jugées nécessaires pour régler la répartition entre les parties intéressées des sommes prélevées sur le produit des douanes, définir le mode et les termes des paiements et garantir l'exécution des clauses contenues dans le présent *ultimatum*, seront arrêtées de concert entre les plénipotentiaires de France, d'Angleterre et d'Espagne.

» Signé E. JURIEU, A. DE SALIGNY.

« Vera-Cruz, 12 janvier 1862. »

La lecture de cet *ultimatum* excita l'étonnement des plénipotentiaires; sir Charles Wike témoigna très-vivement sa désapprobation de l'article relatif à la créance Jœcker. Il connaissait, en sa qualité de résident à Mexico, tous les détails de cette affaire, dans laquelle 750 000 piastres avaient été échangées contre 14 millions en bons du trésor. M. Dubois de Saligny n'assistait pas à la réunion. L'amiral Jurieu de la Gravière, fort embarrassé, demanda l'ajournement de la discussion au lendemain; M. de Saligny était présent cette fois. Les plénipotentiaires anglais et espagnols, lui ayant demandé communication des titres sur lesquels reposait sa réclamation, il reconnut qu'il n'avait pas de

pièces justificatives à produire et qu'il avait fixé à 60 millions de francs le montant des sommes dues aux sujets de l'empire, parce que ce chiffre lui semblait le plus voisin de la vérité ; personne, ajouta-t-il, n'avait d'ailleurs le droit d'examiner le plus ou moins de valeur de sa réclamation. Les plénipotentiaires ne pouvant admettre une si étrange façon d'agir dans une entreprise commune, décidèrent que chaque commissaire ferait valoir isolément les réclamations de son gouvernement, sans engager l'action de ses collègues. C'était ce que voulait M. Dubois de Saligny. Il connaissait trop bien le Mexique pour le croire en état de satisfaire à ses exigences, mais il voulait, en le forçant à les repousser, rendre la guerre inévitable.

Les plénipotentiaires avaient formé une commission chargée de porter à Mexico la note collective contenant les explications demandées par le gouvernement mexicain, et de le prévenir que pendant les négociations les troupes alliées, pour échapper à l'influence meurtrière du climat du littoral s'installeraient à l'intérieur dans des campements sains. La commission partit le 14 avec la note dont voici le résumé :

« Les plénipotentiaires sont chargés d'exiger pleine
» réparation des griefs et préjudices soufferts, mais en déclarant que la première chose à faire est de procurer à
» la République les moyens de se constituer d'une manière
» stable et qui la mette dans la possibilité de remplir ses
» engagements. »

La cinquième conférence eut lieu le 25. Les représentants de l'Angleterre déclarèrent à leurs collègues, qu'ayant appris l'arrivée prochaine de Miramon à Vera-Cruz, ils étaient décidés à s'opposer au débarquement de celui qui avait pillé la caisse de la légation anglaise. Une discussion

très-vive eut lieu entre sir Charles Wike et M. Dubois de Saligny, protecteur de Miramon, qui ne put cependant pas débarquer.

Les membres de la commission revinrent le 28 janvier de Mexico, très-satisfaits de l'accueil qui leur avait été fait partout et des dispositions du gouvernement mexicain, qui paraissait prêt à donner toutes les satisfactions demandées. M. Zacomana, ministre de Juarez, les accompagnait, portant une dépêche du général Doblado, invitant les plénipotentiaires à se rendre avec une garde d'honneur de 2000 hommes à Orizaba, où des commissaires mexicains les attendaient pour entamer des négociations, pendant lesquelles le restant des forces étrangères seraient embarquées pour que rien ne parût gêner la liberté des délibérations. Les alliés répondirent par un refus d'embarquer les troupes et par l'avertissement qu'elles allaient faire un pas en avant vers une zone plus salubre et qu'elles se mettraient en marche, du 18 au 20 février, sur Orizaba, ou Jalapa. Comme il était impossible de faire sortir les troupes de leur campement actuel avant une vingtaine de jours, terme nécessaire pour rassembler les approvisionnements et les moyens de transport, l'annonce anticipée de ce départ inquiétait Juarez, qui chargea le général Doblado de demander aux représentants des puissances de vouloir bien préciser l'objet de leur mission. Le général Doblado adressa donc, le 6 février 1862, aux plénipotentiaires une lettre qui se terminait ainsi :

« Comme le gouvernement de la République ignore quelle peut être la mission qui conduit au Mexique les commissaires des puissances alliées, d'autant plus que, jusqu'à présent, les commissaires n'ont donné que des assurances amicales, mais vagues, dont rien ne fait connaître l'objet réel, il ne peut permettre aux forces envahissantes d'avancer, à moins que l'on ne fixe d'une façon précise les intentions des alliés, par suite desquelles des négociations ultérieures pourront avoir lieu avec la garantie due aux intérêts importants qui doivent être discutés.

» Le citoyen président me donne l'ordre de fournir, de plus, à vos Excellences l'explication que si Vos Excellences envoient promptement un commissaire à Cordova pour discuter avec un autre commissaire du gouvernement mexicain les bases ci-dessus mentionnées, avant le présent mois de février, l'ordre sera donné à ces forces d'avancer vers les points sur lesquels on sera tombé d'accord. »

Cette lettre contenait une véritable injonction aux alliés de ne pas faire un pas en avant. Il fallait s'y soumettre faute de forces suffisantes pour la braver. Les plénipotentiaires réunis à Vera-Cruz décidèrent donc, le 9 février, que des pleins pouvoirs seraient donnés au comte de Reuss pour s'entendre avec le commissaire mexicain. Un incident faillit le lendemain rendre toute négociation inutile. Le général Zaragoza venait de remplacer le général Uruga dans le commandement de l'armée; jeune, ardent, ignorant les négociations engagées entre son gouvernement et les plénipotentiaires, le général Zaragoza entendant parler d'un mouvement en avant des alliés, n'hésita pas à signifier aux plénipotentiaires qu'il considérait ce mouvement comme une déclaration de guerre. Les plénipotentiaires, dans l'impuissance où ils se trouvaient de recourir aux armes, se plaignirent au gouvernement, qui donna des instructions pacifiques au général Zaragoza. Il ne restait plus qu'à fixer le jour et le lieu d'une entrevue. Ce double choix ne souleva point de difficultés, et le 19 février le comte de Reuss et le général Doblado se réunirent dans une maison du village de la Soledad. Le général Prim, mari d'une Mexicaine, était arrivé au Mexique avec les projets que la situation de ce pays pouvait faire naître dans l'âme ardente et inquiète d'un ambitieux comme lui. La volonté secrète de Napoléon III, en s'opposant à la haute fortune qu'il rêvait, le désintéressement forcé auquel il était réduit lui rendirent son impartialité. Il fut frappé de l'unanimité avec laquelle dans chaque État,

dans chaque district, dans chaque ville, village, hameau, bourgade, on obéissait aux autorités établies par la constitution ; si quelques bandes de dissidents survivaient à trois ans de guerre civile, elles étaient commandées par des bandits avérés comme Marquez ou par des Espagnols. Le gouvernement espagnol n'avait plus de son côté aucun intérêt à s'associer à une guerre pour installer un archiduc sur le trône d'un pays dont il regrettait la possession. Le général Prim était donc résolu à borner le résultat de l'intervention à la réparation des offenses faites aux puissances et au paiement des dommages causés à leurs nationaux. Le gouvernement mexicain se montrait très-disposé à donner toutes les satisfactions désirables pour les outrages, les exactions, les actes arbitraires, dont se plaignaient avec raison les étrangers et dont la fin de la guerre civile et la pacification de la République par la consolidation de l'œuvre constitutionnelle, élevée avec tant de peine sur les débris du passé, pouvaient seules empêcher le retour.

Le général Prim et le général Doblado se réunirent, le 19 février 1862, à la Soledad et signèrent ces préliminaires de paix.

PRÉLIMINAIRES DONT SONT CONVENUS M. LE COMTE DE REUSS ET LE MINISTRE
DES RELATIONS EXTÉRIEURES DE LA RÉPUBLIQUE DU MEXIQUE.

« Attendu que le gouvernement constitutionnel qui régit actuellement la République mexicaine a manifesté aux commissaires des puissances alliées qu'il n'a pas besoin des secours qu'ont offerts ces derniers avec tant de bienveillance au peuple mexicain, et qu'il possède en lui-même les éléments de force et d'opinion nécessaires pour se maintenir contre toute révolte intestine, les alliés entrent de suite sur le terrain des traités et sont prêts à formuler toutes les réclamations qu'ils ont à faire au nom de leurs nations respectives.

» I. — A cet effet, les représentants des puissances alliées protestant, comme ils protestent, qu'ils n'ont l'intention de rien tenter contre l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité du territoire de la République, les négociations s'ouvriront à Orizaba, ville dans laquelle se rendront les commissaires et deux ministres du gouvernement de la République, sauf

le cas où, d'un commun accord, on conviendrait de nommer des représentants délégués par les deux parties.

» II. — Pendant les négociations, les forces des puissances alliées occuperont les trois centres de population de Cordova, Orizaba et Tehuacan, avec leurs rayons naturels.

» III. — Pour qu'on ne puisse supposer, même d'une manière éloignée, que les alliés ont signé ces préliminaires pour se procurer le passage des positions fortifiées qu'occupe l'armée mexicaine, il est stipulé qu'au cas malheureux où les négociations viendraient à se rompre, les forces des alliés abandonneront les centres de population ci-dessus mentionnés, et retourneront se placer sur la ligne qui est en avant de ces fortifications dans la direction de Vera-Cruz, en désignant comme points extrêmes principaux, celui de Paso Ancho, sur la route de Cordova, et celui de Pasto de Ovejas sur celle de Jalapa.

» IV. — Si le cas malheureux de la rupture des hostilités venait à se présenter, et si les troupes alliées se retiraient sur la ligne indiquée dans l'article qui précède, les hôpitaux alliés dans ces trois villes seraient sous la sauvegarde de la nation mexicaine.

» V. — Le jour où les troupes alliées entreprendront leur marche pour occuper les points désignés dans l'article deuxième, on arborera le drapeau mexicain sur la ville de Vera-Cruz et sur le château de Saint-Jean-d'Ulloza.

» Signé Le comte DE REUSS, MANUEL DOBLADO.

» Approuvé :

» Signé CH. LENNOX WIKE, HUGH DUNLOP.

» Approuvé les préliminaires ci-dessus :

» Signé A. DE SALIGNY, E. JURIEN.

» La Soledad, 19 février 1862.

» J'approuve ces préliminaires en vertu des amples facultés dont je suis investi.

» Signé BENITO JUAREZ.

» Mexico, 23 février 1862. »

Les plénipotentiaires avaient informé leurs gouvernements respectifs du désaccord survenu entre eux dans la quatrième conférence et de la décision qui en avait été la suite. M. Thouvenel fit connaître au cabinet de Saint-James la surprise que lui causait la conduite de sir Charles Wike. Il n'admettait pas que chaque plénipotentiaire exerçât un contrôle sur les demandes de ses collègues et qu'on réglât les réclamations en vertu de traités ou de conventions. Lord Russell, quoiqu'il reconnût que son représentant s'était

écarté des prescriptions de la convention de Londres, n'en approuva pas moins sa conduite. Il ne crut pas devoir cacher au ministre de Napoléon III qu'il était de l'avis de sir Charles Wike : « Que l'affaire Joecker ne devait donner lieu à une protection telle qu'on pût en faire l'objet d'un *ultimatum*, et qu'il comprenait que sir Charles Wike eût trouvé cette réclamation extravagante. »

La nouvelle de la signature des préliminaires de la Soledad, arrivée sur ces entrefaites, fit éprouver au gouvernement impérial une irritation qu'il ne put cacher, comme le prouve la note insérée au *Moniteur* du 8 avril :

« Les journaux espagnols prétendent que le gouvernement de l'Empereur a demandé au cabinet de Madrid le rappel du général Prim. Cette demande est entièrement controuvée. Le gouvernement de l'Empereur s'est borné à désapprouver la convention conclue avec le général Doblado par le général Prim et acceptée ensuite par les plénipotentiaires des puissances alliées, parce que cette convention lui a semblé contraire à la dignité de la France.

» En conséquence, M. de Saligny a été seul chargé des pleins pouvoirs politiques dont le vice-amiral Jurien de la Gravière était revêtu, et cet officier général a reçu l'ordre de reprendre simplement le commandement de la division navale. »

M. Billault vint encore aggraver cette note en la commentant devant le Corps législatif : « Il est, messieurs, » dans la vie des nations, comme dans celle des hommes, » des situations impérieuses, où, quoi qu'il arrive, il » ne faut transiger ni avec l'honneur, ni avec le devoir. » M. Jurien de la Gravière avait donc forfait à tous les deux ?

L'Angleterre et l'Espagne, sauf quelques détails de forme, approuvèrent leurs représentants.

Le général Lorencez, accompagné par Almonte, cet ancien républicain devenu l'agent principal des intrigues monarchiques à Paris, à Madrid et à Miramar, débarqua le 3 mars à Vera-Cruz, précédé des articles de la presse

officieuse impériale, annonçant ouvertement que le but de l'expédition était le renversement de Juarez et l'élévation de Maximilien au trône du Mexique.

Le gouvernement mexicain s'inquiéta des menées d'Almonte, du Père Miranda et de quelques émigrés qui l'accompagnaient, et M. Doblado adressa, le 3 avril, une note aux plénipotentiaires alliés pour les prier « de donner l'ordre » que ces personnes soient réembarquées et transportées « sans retard hors de la République ».

La mésintelligence entre les commissaires des trois puissances alliées avait commencé dès le lendemain de leur réunion, à la suite du refus de M. de Saligny de communiquer à ses collègues des renseignements précis au sujet de la créance introduite au nom de la France contre le Mexique. Cette mésintelligence parut un instant se calmer, mais l'arrivée du général Almonte, ses prétentions et la protection dont il était l'objet de la part des commissaires impériaux, la ravivèrent au point qu'il devint désormais impossible aux commissaires alliés de poursuivre en commun le but de l'expédition. Chacun d'eux le comprenait, mais personne n'avait encore osé l'avouer franchement. Il fallait pourtant sortir de cette étrange situation avant le 15 avril, jour fixé pour l'ouverture des négociations avec les plénipotentiaires mexicains. Les commissaires se réunirent le 9 du mois susdit, à Orizaba.

La discussion s'engagea entre les commissaires des gouvernements d'Angleterre et d'Espagne, et les commissaires du gouvernement français. Les premiers, le général Prim surtout, s'efforcèrent de démontrer que la convention de Londres n'autorisait pas l'attitude prise, depuis l'arrivée du général Almonte, par les commissaires du gouvernement français ; que les alliés ne pouvaient imposer aux Mexicains

une forme de gouvernement sans abandonner la pensée primitive de l'expédition et sans violer les préliminaires conclus avec le gouvernement de la République; pour rester fidèles à ces préliminaires, il ne fallait pas seulement se maintenir dans les termes de la convention, mais s'abstenir rigoureusement de protéger les enfants perdus d'un pays qui venaient conspirer, à l'ombre des drapeaux alliés, contre l'ordre de choses actuellement existant. Le général Prim raconta ensuite comment Almonte, dans une entrevue qu'ils eurent ensemble quelques jours après son arrivée, lui avait dévoilé ses plans.

« Dans une visite que me fit le général Almonte peu de jours après son arrivée, il m'a déclaré franchement *qu'il comptait sur l'appui des trois puissances alliées pour opérer un changement radical dans le gouvernement du Mexique, y remplacer la République par la monarchie et appeler au trône l'archiduc Maximilien d'Autriche*. Puis, il a ajouté qu'il avait des motifs pour croire que son projet serait favorablement accueilli par les Mexicains eux-mêmes, et qu'avant deux mois il serait peut-être réalisé.

» Je lui ai répondu que mon opinion à cet égard était diamétralement opposée à la sienne, et que, pour l'exécution de ce plan, il ne devait pas compter sur l'appui des forces espagnoles, parce que le Mexique, constitué en République depuis quarante ans, repousserait la forme monarchique, et refuserait des institutions si différentes de celles qui l'ont régi jusqu'à notre époque.

» Le général Almonte m'a confessé de plus *qu'il comptait sur l'appui des troupes françaises*, et je ne lui ai pas caché que je regrettais de voir le gouvernement français adopter au Mexique une politique si différente de celle que l'Empereur avait suivie dans plusieurs occasions. Je lui ai même dit que, dans le cas, pour moi peu probable, où les forces de la France se compromettraient dans une pareille entreprise, s'il leur arrivait un échec, je regretterais autant ce malheur que s'il m'était arrivé à moi-même ou à mon pays. J'ai fini par l'engager à ne pas persévérer dans une conduite où, s'il agissait seul, il trouverait infailliblement sa ruine, tandis que, s'il comptait sur l'appui de quelques-unes des forces alliées, il ferait naître dans le pays des susceptibilités qui pourraient compromettre l'avenir des négociations pendantes, dont la politique toute conciliante suivie jusqu'à ce jour par les commissaires alliés espérait, non sans raison, obtenir un bon résultat. »

Les représentants français répondirent en termes clairs et explicites « qu'ils étaient résolus à ne pas traiter avec le

gouvernement de la République ; que, loin de retirer leur protection aux émigrés mexicains qui l'avaient invoquée, ils continueraient, au contraire, à la leur accorder. « La protection accordée au général Almonte, — dit l'amiral de la Gravière, — ne diffère en rien de celle que la France accorde aux proscrits de tous les pays, elle n'implique par elle-même aucune intervention dans les affaires intérieures de la République, et, une fois concédée, il n'y a pas d'exemple qu'elle ait jamais été retirée. »

Le commissaire espagnol fit observer que cette protection s'accordait ordinairement aux vaincus dont l'existence était en péril, et non aux individus qui venaient tout exprès de l'étranger avec des intentions hostiles contre un gouvernement établi, *surtout contre un gouvernement avec lequel les alliés avaient déjà ouvert des négociations.*

L'amiral Jurien lui répondit :

« Le général Almonte, de même que tout le monde en Europe, *croyait la guerre inévitable*, et, loin d'être animé de sentiments hostiles envers son pays, il arrive au contraire avec une *mission* — on ne disait pas de qui — *pacifique et conciliatrice*, afin de rétablir la concorde entre les différents partis ; — il est digne, par ses antécédents, d'être écouté par ses compatriotes, et c'est à lui, en rectifiant les erreurs répandues à ce sujet, qu'il appartient de leur faire comprendre les intentions bienfaisantes des gouvernements européens à l'égard du Mexique ; — ce général est le plus capable de remplir cette *mission*, tant à cause des emplois honorables qu'il avait si dignement remplis dans son pays, *que par l'estime de l'Empereur pour sa personne et l'influence dont il jouissait auprès de lui* ; — les raisons données par le comte de Reuss pour justifier son opinion relativement à l'impossibilité d'établir une monarchie au Mexique ne lui paraissent pas concluantes ; et, du moment où il est prouvé que les institutions sous lesquelles le pays a vécu pendant quarante ans n'ont produit que des révolutions et amené la situation déplorable où il est aujourd'hui, il est probable qu'un changement radical dans ses institutions sera reçu favorablement par tous les habitants de la République. »

Sir Charles Wike fit remarquer à ses collègues qu'à son arrivée à Vera-Cruz, Almonte s'était donné publiquement comme le fondé de pouvoirs des trois gouvernements alliés,

quand il était évident qu'il n'avait reçu aucune mission, ni de l'Angleterre, ni de l'Espagne, au nom desquelles cependant il prétendait interpréter à sa manière la convention de Londres; l'amiral Jurien se contenta de répondre « qu'il ne croyait pas que le général Almonte eût jamais manifesté de semblables prétentions. » Puis, sur une affirmation nouvelle du général Prim et du commodore Dunlop, M. de Saligny se hâta de couper court à l'incident en passant à une autre question.

« Il dit que le but véritable de l'acte de Londres était d'obtenir satisfaction des outrages commis par le gouvernement mexicain contre les étrangers, et que le système de temporisation et de conciliation suivi jusqu'à ce jour était condamné par l'épreuve qu'on en avait faite, puisqu'il recevait à chaque instant des lettres dans lesquelles les signataires se plaignaient à lui de la lenteur des alliés et lui disaient que cette attitude avait eu pour conséquence naturelle d'augmenter l'audace du gouvernement mexicain; — que, quant à lui, *il déclarait formellement qu'il ne traiterait jamais avec ce gouvernement*, et qu'après avoir mûrement réfléchi sur la détermination qu'il convenait d'adopter, il croyait nécessaire de marcher immédiatement sur la capitale. »

Le commissaire anglais demanda à M. de Saligny s'il était vrai, comme on le répétait de tous côtés, *qu'il n'attachât aucune valeur aux préliminaires de la Soledad?*

M. de Saligny répondit : « Qu'il n'avait jamais eu la moindre confiance dans aucun des actes du gouvernement mexicain, et que cette opinion s'appliquait non-seulement aux préliminaires dont on parlait, mais à toutes les conventions qu'on pourrait dans la suite conclure avec lui... »

A cette interpellation du commodore Dunlop : Pourquoi, s'il n'avait aucune confiance dans la parole du gouvernement mexicain, il avait signé les préliminaires en question? — et pourquoi, après les avoir volontairement signés, il ne se croyait pas lié par sa signature? M. de Saligny répondit encore : « Qu'il ne devait compte à personne des

motifs qui l'avaient engagé à signer ces préliminaires. » Mais s'apercevant aussitôt de l'effet produit par ces paroles brutales, il ajouta d'un ton un peu radouci : « Que néanmoins, si le gouvernement mexicain ne les avait pas lui-même enfreints de mille manières, il se serait cru compromis par sa signature. »

Les représentants anglais allaient sommer M. de Saligny de fournir les preuves de ce qu'il avançait, quand le général Prim fit lire par son secrétaire une note dans laquelle le ministre des affaires étrangères de la République réclamait au nom de son gouvernement l'expulsion du général Almonte et de ses compagnons. Les commissaires français se refusèrent l'un et l'autre, de la manière la plus positive, à cette demande. L'amiral Jurien, pour donner un semblant de justice à ses raisons, déclara que dans aucun pays il n'avait vu inaugurer un système de terreur pareil à celui qui pesait en ce moment sur les populations du Mexique.

M. de Saligny appuya fortement l'opinion de son collègue, et sir Charles Wike la combattit en déclarant que, selon lui, la grande majorité du peuple mexicain soutiendrait le gouvernement actuel, tandis qu'au contraire la monarchie rencontrerait peu de partisans.

M. Jurien répliqua « que la partie intelligente et modérée de la nation était aussi la seule qui méritât les sympathies des puissances alliées ; que cette fraction du tout mexicain désirait sincèrement le retour à l'ordre et à la tranquillité ; qu'elle souhaitait surtout l'appui des alliés, et qu'elle prouverait elle-même ses sentiments le jour où, libre enfin de toute oppression, elle pourrait formuler son opinion. » Il termina en disant « qu'il fallait marcher immédiatement sur Mexico. »

M. de Saligny ajouta : « que ses compatriotes gémissaient sous la plus atroce tyrannie; qu'il avait reçu un grand nombre de pétitions dans lesquelles on lui demandait que les troupes françaises marchassent sur la capitale, seul moyen de les préserver d'une ruine complète. »

Ces pétitions étaient vraies. Mais ce que M. de Saligny ne disait pas, c'est la manière dont s'y était prise la légation de France pour les obtenir.

La population française de Mexico s'était trouvée compromise, pour une somme assez ronde, dans le passif du bilan que le banquier Jœcker avait été obligé de déposer huit mois avant la rentrée du gouvernement constitutionnel dans la capitale de la République, et M. de Saligny avait profité de cette circonstance pour poser cette alternative aux intéressés : « Si l'intervention a lieu, M. Jœcker sera payé, et » vous le serez également; dans le cas contraire, il est » probable que vous perdrez tout. Choisissez maintenant. » Les négociants, placés ainsi entre les nécessités de leur situation et leur conscience qui leur disait que l'intervention serait une faute irréparable, signèrent les pétitions dictées par M. de Saligny.

Le commodore Dunlop se contenta de lui répondre que les Français résidant à Mexico verraient la marche des troupes sur cette capitale avec déplaisir. Sir Charles Wike ajouta que, quant à lui, sachant par expérience combien parmi ceux qui dirigeaient les affaires du Mexique il y avait de personnes distinguées, appartenant au parti modéré, il pensait que la ligne de conduite suivie jusqu'ici par les commissaires alliés était la seule digne et convenable.

L'amiral Jurien répliqua qu'il n'éprouvait aucune sympathie pour un gouvernement à qui on avait offert la paix

et la réconciliation des partis et qui avait répondu à cette offre en ordonnant des supplices (1).

Les commissaires des gouvernements d'Angleterre et d'Espagne déclarèrent, après avoir entendu les plénipotentiaires français, qu'ils ne trouvaient aucun motif qui pût justifier leur résolution de rompre avec le gouvernement mexicain ; qu'ils ne pouvaient approuver ni signer la réponse que les susdits plénipotentiaires voulaient faire à la note de M. Doblado ; et que, dans le cas où ils continueraient à s'opposer au rembarquement du sieur Almonte et de ses compagnons, et où ils se refuseraient à prendre part aux conférences qui devaient s'ouvrir six jours plus tard, dans cette même ville d'Orizaba, avec les plénipotentiaires du gouvernement local, ils se retireraient du territoire du Mexique avec leurs troupes, et regarderaient la conduite des commissaires français comme une violation de l'acte de Londres et des préliminaires de la Soledad.

Ainsi se termina la conférence.

Les commissaires alliés, avant de se séparer définitivement, rédigèrent une note collective adressée au gouvernement mexicain, pour lui annoncer « qu'ils s'étaient trouvés » dans l'impossibilité de se mettre d'accord sur l'interprétation de la convention du 31 octobre 1861. »

Les commissaires français ne tardèrent pas à profiter de

(1) L'amiral Jurien faisait ici allusion à la mort du général Robles Pezuela.

M. Robles, compromis dans les événements qui s'étaient passés depuis trois ans, s'était tenu caché pendant plusieurs mois, après la prise de Mexico, dans l'hôtel même de M. de Saligny. De là, il s'était rendu à Guanaguato, où il vivait tranquillement sous la protection de M. Doblado, gouverneur constitutionnel de cet État. Quand M. Doblado fut nommé ministre des affaires étrangères, Robles obtint de lui l'autorisation de revenir à Mexico, sous la condition expresse de ne s'y point mêler de politique. Malheureusement il se mit en relation avec Almonte et le père Miranda, et on lui ordonna de se rendre, *sur parole*, à Sombrière, dans l'État de Zacatecas. Robles, au lieu de prendre la route du Nord prit celle de l'Ouest qui conduisait au camp des alliés. Il fut arrêté près d'Orizaba, traduit en jugement pour crime de *trahison*, condamné et passé par les armes, le 23 mars 1862.

la liberté d'allure que leur laissait le départ des commissaires anglais et espagnols. Ils firent parvenir le 9 avril, par un message particulier au gouvernement mexicain, leur refus à la demande d'expulsion d'Almonte et de ses agents. Il était impossible, disaient-ils, d'acquiescer à cette demande relative à un homme « étranger aux passions des partis, et investi de la confiance du gouvernement de l'Empereur. » Ce message parlait en termes vagues de nouvelles persécutions contre les Français, qui forçaient les représentants de la France d'abandonner « la voie où le désir d'éviter l'effusion du sang les avait engagés... »

M. Billault, défendant Almonte devant le Corps législatif, a soutenu que ce dernier n'étant ni *proscrit* ni *condamné*, se trouvait placé sous la protection du droit commun. M. Billault savait mieux que personne que le titre de proscrit ne défend pas toujours contre les demandes d'expulsion ou d'internement de la part du gouvernement proscripteur ; était-il possible d'ailleurs d'invoquer le droit commun en faveur d'un homme qui, après avoir prêté serment à la Constitution de 1857, en qualité de ministre du Mexique à Paris, nommé par Comonfort, avait violé son serment pour servir la réaction, et qui, destitué par Juarez, non content de se faire l'agent actif des intrigues destinées à appeler l'étranger dans son pays, y nouait, à peine débarqué, de nouvelles intrigues pour renverser le gouvernement ?

Le comte Russell était loin de partager l'opinion de M. Billault sur Almonte, car le 21 avril 1862, à ces trois questions posées par son représentant au Mexique : 1° M. de Saligny a-t-il eu raison de permettre à des émigrés tels que le général Almonte et le Père Miranda de pénétrer à l'intérieur sous le pavillon français, ou bien le général Prim et

le représentant de S. M. Britannique ont-ils eu raison de protester contre cet acte? 2° Le général Prim a-t-il eu raison, dans le cas où le commissaire français persisterait dans ses exigences, de se décider à retirer ses troupes du territoire mexicain? 3° Dans le cas également où le commissaire français persisterait dans ses exigences, la convention du 31 octobre doit-elle être considérée comme rompue ou seulement comme suspendue? Le ministre de la reine Victoria répondit que le général Prim et le représentant du gouvernement britannique étaient parfaitement fondés à protester contre le permis en quelque sorte donné par M. Dubois de Saligny au général Almonte et au Père Miranda pour pénétrer dans l'intérieur du Mexique sous la protection du pavillon français; que *le général Prim avait eu grandement raison de se décider à retirer ses troupes pour le cas où le représentant français persisterait dans ses exigences*, enfin que dans ce cas la convention du 31 octobre ne devrait pas pour cela être considérée comme *rompue* ou *terminée*, mais seulement comme *suspendue*.

Le message des commissaires français ne permettait pas au gouvernement mexicain de se faire illusion sur la situation, et, quoiqu'il n'eût reçu encore aucune déclaration de guerre, il comprenait que la paix était impossible. Le message contenait en effet les phrases suivantes, qui ne peuvent guère laisser de doutes sur le parti pris des commissaires impériaux de rendre une rupture inévitable.

« C'est le gouvernement mexicain qui, de ses propres
» mains, a déchiré les préliminaires de la Soledad, en persis-
» tant à se livrer chaque jour aux mêmes actes coupables
» contre les personnes et les propriétés des sujets de S. M. I.
» et contre les principes les plus sacrés du droit des gens.....

» Les soussignés regrettent d'avoir à ajouter que certains

» faits récents, tels que l'assassinat de plusieurs soldats
» français sur le chemin de Vera-Cruz, fournissent une
» nouvelle preuve de ce que le gouvernement mexicain ne
» possède ni la volonté, ni le pouvoir de remplir les obli-
» gations imposées à tout gouvernement civilisé. »

Le gouvernement mexicain répondit par un démenti aux faits contenus dans ce message. Un échange de notes eut lieu à ce sujet, et Almonte, pendant ce temps-là, adressa aux Mexicains une proclamation dans laquelle il parlait des services rendus par lui à son pays, de l'amitié que lui portait l'empereur des Français, de la connaissance qu'il avait de ses projets, sur lesquels pourtant il ne s'expliquait pas, et de la nécessité pour tous les Mexicains de s'unir afin de fonder un gouvernement « en harmonie avec leurs besoins, leur caractère, et leurs croyances religieuses ».

Le mouvement des troupes françaises cantonnées à Orizaba et à Cordova pour reprendre leurs anciennes positions devait commencer le 20 avril. Le bruit courut trois jours avant dans le camp mexicain que la brigade française laissait 500 hommes à Orizaba, dans l'intention apparente de protéger ses malades; le général Zaragoza écrivit au général Lorencez pour lui demander ce qu'il devait penser de ce bruit; le général Lorencez répondit qu'il était faux. Un nouveau bruit se répandit le 19. Il s'agissait d'un pronunciamiento préparé à Orizaba en faveur d'Almonte. Le général Zaragoza se rendit dans cette ville pour surveiller les agents de la réaction. Le médecin en chef de l'armée expéditionnaire lui fit demander une entrevue sur laquelle on n'a jamais eu de détails (1); ce qu'il y a de certain c'est que ce jour là, 27 avril, le général Lorencez marcha sur

(1) Le général Zaragoza mourut quelques jours après.

Orizaba, qu'il occupa le lendemain après avoir battu une petite armée mexicaine commandée par Porfirio Diaz. Là, pendant que le pronunciamiento en faveur d'Almonte s'accomplissait, il expliqua la violation qu'il venait de commettre de l'article 4 des préliminaires de la Soledad par cette proclamation :

« Mexicains !

» Malgré les assassinats commis contre nos soldats et les proclamations du gouvernement de Juarez, excitant à ces attentats, je voulais remplir avec fidélité, jusqu'au dernier moment, les obligations contractées par nos plénipotentiaires des trois puissances alliées. Mais j'ai reçu du général Zaragoza une lettre (1) par laquelle *la sûreté de mes malades, laissés à Orizaba sous la foi de la Convention, était indignement menacée.*

» En présence de pareils faits, il n'y avait pas à hésiter : je dus marcher sur Orizaba pour protéger mes malades menacés par un aussi vil attentat.

» La nation mexicaine ne devra pas s'en inquiéter, car la guerre n'a été déclarée qu'à un gouvernement inique qui a commis contre mes compatriotes des outrages inouïs dont, croyez-moi, je saurai obtenir la réparation convenable.

» *Le général en chef du corps expéditionnaire au Mexique,*

» *Signé* le comte DE LORENCEZ.

» Orizaba, 20 avril 1862. »

Juarez, voyant la guerre sur le point de s'engager, avait de son côté lancé cette proclamation que M. Billault a signalée au Corps législatif comme le monument de la plus hideuse barbarie :

« Palais national de Mexico, 12 avril 1862.

» BENITO JUAREZ, PRÉSIDENT CONSTITUTIONNEL DES ÉTATS-UNIS DU MEXIQUE,
AUX HABITANTS :

» Sachent tous que dans l'exercice des pouvoirs dont je suis revêtu, il m'a semblé bon de décréter ce qui suit :

» ART. 4^{er}. — A partir du jour auquel les troupes françaises commenceront les hostilités, toutes les villes qu'elles occuperont seront déclarées soumises à la loi martiale et les Mexicains qui y resteront, tant qu'elles

(1) Cette lettre n'a jamais été publiée.

seront occupées, seront punis comme traîtres et leurs biens confisqués au profit du Trésor public, excepté en cas de justification légale.

» ART. 2. — Aucun Mexicain âgé de trente à soixante ans ne pourra être dispensé de prendre les armes, à quelque classe, état ou condition qu'il appartienne, sous peine d'être traité comme coupable de trahison.

» ART. 3. — Les gouverneurs des différents États sont autorisés à délivrer des commissions pour la formation de guérillas avec discrétion et en se conformant aux circonstances. *Mais tous guérillas que l'on rencontrera à une distance de dix lieues (30 milles) de tout point sur lequel l'ennemi se trouvera seront punis comme bandes de voleurs.*

» ART. 4. — Les gouverneurs des États sont aussi autorisés à disposer en cas de besoin de tous les revenus publics, se servant des ressources indispensables de la manière la moins onéreuse possible.

» ART. 5. — Les résidents français paisibles resteront sous la protection des lois et autorités mexicaines.

» ART. 6. — Toutes personnes qui assisteront l'étranger de provisions, armes, informations, ou d'une manière quelconque, subiront la peine suprême.

» Auxquelles fins j'ai fait imprimer, publier et circuler ce décret pour qu'il soit obéi.

» Signé BENITO JUAREZ.

» Le ministre des affaires étrangères,

» C. MANUEL DOBLADO. »

Pendant que Juarez prenait les précautions que les circonstances lui imposaient, Almonte, s'intitulant désormais chef *suprême intérimaire de la nation*, cherchait à régulariser le pronunciamiento qui le portait au pouvoir par un acte public, et qui était déjà désavoué par plusieurs des prétendus adhérents dont « la signature, disent-ils, n'y figure que par supposition » ; quelques-uns même des signataires étaient absents au moment du pronunciamiento. Le total des adhésions supposées ou non n'arrivait d'ailleurs pas à cent, dans une ville de plus de 25 000 habitants.

L'article de la convention de la Soledad portant qu'en cas de non arrangement l'armée française repasserait la ligne de Chiquihuite n'ayant pas été observé, les Mexicains profitèrent de cette violation d'un traité pour rendre la bonne foi des Français suspecte aux populations, et en même temps pour mettre en doute leur force, en préten-

dant qu'ils n'avaient pas osé leur rendre la possession du col de Chiquihuite, de peur de ne pouvoir le passer une seconde fois (1).

Le général Lorencez, croyant à la réalité du gouvernement d'Almonte et à l'enthousiasme avec lequel le Mexique s'apprêtait à l'accueillir, marcha sur Puebla, la capitale de l'État de ce nom, en compagnie de M. Dubois de Saligny, muni des pleins pouvoirs de l'Empereur. L'effectif du général Lorencez était malheureusement insuffisant. Le gouvernement impérial s'était imaginé qu'au Mexique, comme en Chine, il suffirait de l'entrain de quelques bataillons pour surmonter tous les obstacles. Le général Lorencez, trompé de son côté par M. de Saligny et convaincu qu'on l'attendait comme un libérateur, négligea d'éclairer sa marche avant d'approcher de Puebla, qui l'accueillit à petite portée par un feu des plus vifs. Il se heurta le 5 mai au général Zaragoza, qui défendait les hauteurs de Lorette et de Guadalupe. Le général Lorencez ne put franchir ce passage. Obligé d'opérer sa retraite sur Orizaba, il accomplit, en traversant trente lieues de pays coupé de ravins et de bois, inondé sur plusieurs points, propre à toutes les embuscades, une opération qui fait le plus grand honneur à son courage et à son sang-froid et à ceux de sa petite colonne. Il ramena ses blessés et son matériel sans perdre un homme ni un canon.

Les troupes françaises établirent leur campement entre Orizaba et Vera-Cruz, mais l'installation était si défectueuse et les services de l'administration si mal organisés, que la faim ou la maladie firent parmi elles de cruels ravages.

Un pronunciamiento dans le genre de celui d'Orizaba

(1) *L'empereur Maximilien, son élévation et sa chute*, par le comte Émile de Kératry. Leipzig, Bruxelles et Gand, 1867.

s'effectua cependant à Vera-Cruz le 18 mai. L'acte du pronunciamiento recueillit 140 signatures. Almonte, à peu près maître de deux villes, jugea que le moment était venu de fonder un gouvernement. Il ne lui manquait que de l'argent et des fonctionnaires. Il commença donc par rendre deux décrets : l'un créant une série de valeurs en billets pour la somme de 500 000 piastres, soit environ deux millions et demi, avec cours forcé ; l'autre obligeant « tous les Mexicains jouissant de leurs droits de citoyens à accepter et à remplir les emplois et les fonctions qui pourront leur être confiés par le chef suprême de la nation ou par les gouverneurs des départements..... sous peine de bannissement pendant un intervalle de six mois à deux ans... »

Les réclamations contre ces mesures partirent précisément des deux villes qui s'étaient prononcées pour Almonte, Orizaba et Vera-Cruz. Une junta composée des principaux négociants adressa une protestation au ministre anglais à Mexico, qui lui répondit :

« Que le général Almonte, non plus que ceux qui commandent en son nom, n'ont reçu le pouvoir qu'ils exercent d'aucune autorité légalement constituée dans le pays, et que, par conséquent, les Français étaient, en son opinion, indirectement responsables des abus dont les négociants se plaignaient, tant pour avoir voulu soutenir les prétentions absurdes du susdit Almonte, que pour avoir livré à ses partisans la douane de Vera-Cruz, au lieu de la garder en leur pouvoir après l'évacuation de la ville par les troupes espagnoles.

» Dans cet état de choses, il les invitait, si l'on insistait auprès d'eux, à s'adresser à la principale autorité française qui résiderait dans la ville, et à lui présenter leur protestation dans la forme habituelle, afin qu'elle retirât sa protection à une *faction* qui, livrée à ses seules forces, ne pourrait faire aucun mal au nom d'une farce de gouvernement dont l'existence était ignorée dans la majeure partie de la République ; que l'opinion publique repoussait partout où cette existence était connue, et qui ne commandait que dans deux villes où elle était soutenue par les baïonnettes françaises. »

Le général Almonte jugea inutile d'insister, et il ne fut plus question de ses billets.

Un certain nombre de soldats français, blessés dans la journée du 5 mai, avaient été transportés dans l'hôpital de Puebla. Leurs compatriotes habitants de cette ville, témoins des soins prodigués à ces militaires, adressèrent, par l'intermédiaire de leur consul, une lettre de remerciement au commandant mexicain, à laquelle il répondit :

« Cette adresse prouve, à la face du monde civilisé, que, même dans les circonstances actuelles, et lorsqu'il se voit obligé de repousser par la force une agression que rien ne justifie, le Mexique n'a rien perdu de ses sympathies pour la nation française, et qu'il déplore, au contraire, l'erreur gratuite de ses ennemis, erreur qui a contraint la République à défendre, les armes à la main, son honneur et son indépendance.

» Je profite de cette occasion pour prier M. le consul de France, ainsi que les autres citoyens français qui ont signé l'adresse dont il s'agit, d'accepter l'assurance de ma considération et de mon estime.

» Liberté et Réforme.

» Signé SANTIAGO TAPIA.

» Puebla, 9 mai 1862.

» A Monsieur le consul de France, Victor Neron. »

La conduite des autorités mexicaines contrastait singulièrement avec celle du clergé de Puebla, qui refusait l'absolution aux soldats mexicains blessés en combattant contre les Français, sous prétexte que ces derniers étant les alliés de l'Église, ceux qui les attaquaient se trouvaient par cela même hors de son giron. Ce fait incroyable est attesté par la correspondance suivante, échangée entre le gouverneur de l'État et un aumônier de l'armée :

« Citoyen gouverneur,

» Le prêtre soussigné, aumônier de l'armée, a l'honneur de porter à votre connaissance le fait suivant :

» Aujourd'hui même en se rendant à l'hôpital, il a rencontré M. le gouverneur de la mitre qui l'a arrêté et lui a défendu d'administrer les secours spirituels aux moribonds parce que dans l'état d'excommunication où ils se trouvaient, leurs confessions n'auraient aucune valeur.

» Le soussigné est prêt à servir son pays, surtout en présence de la guerre étrangère qui le menace ; mais il désirerait qu'on fit disparaître la difficulté qui l'empêche d'exercer son ministère auprès des soldats mexi-

cains, et c'est pour cela qu'il vous prie de prendre les mesures que vous croirez convenables dans une pareille circonstance.

» *Signé* VICENTE GUEVARA.

» Puebla, 10 mai 1862. »

RÉPONSE DU GOUVERNEUR.

« *Gouvernement et commandance militaire de Puebla.*

» Le chef de cet État a pris connaissance de la communication que vous lui avez adressée, hier, pour lui faire savoir que M. le gouverneur de la mitre de ce diocèse vous avait défendu de porter les secours spirituels aux soldats mexicains qui se trouvent dans les hôpitaux de la ville.

» En réponse, M. le gouverneur de l'État me charge de vous dire que vous pouvez sans crainte continuer à exercer votre ministère d'aumônier de l'armée, si toutefois le témoignage de votre conscience ne s'y oppose pas.

» Liberté et Réforme.

» *Signé* JOAQUIN TELLES, secrétaire.

» Puebla, 11 mai 1862. »

Le gouvernement républicain avait, on le voit, affaire à des ennemis résolus à employer contre lui les moyens les plus extrêmes et de nature à justifier contre eux et contre leurs auxiliaires les représailles les plus dures ; cependant, non content de montrer son humanité à l'égard des Français, il témoignait à ceux-ci sa considération en leur faisant remettre les décorations recueillies sur le champ de bataille de Lorretto. « Ceux qui les avaient méritées, dit le ministre » de la guerre, par leur bravoure n'ont rien perdu de » leurs titres, parce que, soumis aux ordres de leurs chefs, » ils sont venus porter une guerre inique et folle dont seront » responsables ceux-là seuls qui l'ont préparée. » Les prisonniers et les blessés français furent renvoyés, et les frais de leur voyage pris dans la caisse de l'armée mexicaine.

Napoléon III, longtemps avant la rupture d'Orizaba, avait manifesté l'intention de renforcer l'armée française au Mexique. C'était maintenant le cas ou jamais : les troupes anglaises et espagnoles s'étaient rembarquées, et

les troupes françaises, décimées par les maladies, par la faim et par les combats, subissaient dans Orizaba toutes les souffrances et les privations d'un cruel hivernage et presque d'un blocus. Le général Forey, à la tête de renforts considérables, arriva dans le courant du mois de septembre 1862 au Mexique. Officier médiocre, son titre principal au poste qui lui était confié était la part prise par lui au coup d'État du 2 décembre. Son premier acte fut de lancer le 24 septembre, de Vera-Cruz, une proclamation dans laquelle il protestait de ses intentions bienveillantes pour le Mexique, de son respect pour l'indépendance du pays :

« Ce n'est point, disait-il, au peuple mexicain que nous venons faire la guerre, mais seulement à une poignée d'hommes sans scrupules et sans conscience, qui ont foulé aux pieds le droit des gens en gouvernant de la façon la plus sanguinaire, et qui, pour se soutenir, n'ont pas eu honte de vendre le territoire de leur pays à l'étranger.

» On a cherché à exciter contre nous le sentiment national en prétendant que nous venions vous imposer un gouvernement à notre guise. Loin de là ; aussitôt que le peuple mexicain aura été délivré par nos armes, il élira le gouvernement qui lui conviendra le mieux. J'ai reçu l'ordre exprès de vous le déclarer.

» Les hommes de cœur qui sont venus se rallier à nous méritent notre protection spéciale ; mais au nom de l'Empereur j'adresse un appel sans distinction de parti à tous ceux qui désirent sauver l'indépendance de leur patrie et l'intégrité de leur territoire. Il n'entre pas dans la politique de la France de se mêler par un vil intérêt dans les dissensions intestines des nations étrangères ; mais quand des motifs légitimes l'obligent à intervenir, elle le fait toujours pour l'avantage du pays où elle exerce son action.

» Rappelez-vous, Mexicains, que partout où flotte sa bannière, en Amérique aussi bien qu'en Europe, elle représente la cause des peuples et de la civilisation. »

Le général Forey prit ensuite ses dispositions pour marcher en avant. Il arrivait à Cordova, le 22 octobre, dans un pays occupé depuis huit mois par les troupes françaises et où l'intervention avait eu le temps de se créer des sympathies. La méfiance dont il se sentit entouré l'obligea cependant à publier une nouvelle proclamation dans le même

esprit que la précédente, en termes encore plus vifs : « On » prétend, dit-il, que nous venons attenter à votre indépendance ! Ceux qui vous le disent vous trompent ; ne les » croyez pas. Nous désirons seulement connaître quel est le » gouvernement qui vous convient, et, quand la nation » aura librement manifesté ses intentions, la France le re- » connaîtra et unira ses efforts aux vôtres pour faire du » Mexique une nation libre. »

Ces belles phrases, démenties par des actes tels que le décret qui déportait les prisonniers de guerre à la Martinique, ne rassuraient guère les Mexicains. La dissolution du gouvernement d'Almonte, qui n'avait d'ailleurs produit qu'un médiocre effet, faute de n'avoir pas été suivie du rappel de M. de Saligny, son fondateur et son soutien, était compensée par les maladreses du général Forey. Le conseil municipal d'Orizaba s'était dissous quelques jours avant l'arrivée du commandant en chef de l'armée d'intervention, et il refusait de se reconstituer, dans la crainte que la présence des troupes étrangères n'enlevât aux électeurs toute garantie d'indépendance. Le général Forey le remplaça aussitôt par une commission municipale qu'il fit installer par un colonel de la garde. Le général Gonzalez Ortega avait remplacé dans le commandement de l'armée mexicaine le général Zaragoza, mort à la suite de ses blessures reçues en défendant Puebla. Ce général, en mettant en liberté des blessés et des prisonniers français, chargea l'un d'eux d'une lettre pour le général Forey, qui, dans une réponse inconvenante, mêlait à des attaques violentes contre le gouvernement mexicain des éloges pour Ortega et des regrets « de ce que sa vaillante épée n'était pas au service d'une meilleure cause ». Le général Forey, en ajoutant qu'il lui répugnerait, « pour cause d'humanité »,

d'entrer en relation avec le gouvernement du Mexique, s'attira cette prophétique réplique :

« En vérité, je ne comprends pas les motifs de cette répugnance. Je crois qu'elle provient des calomnies de quelques transfuges mexicains qui, pour satisfaire leurs haines personnelles, se sont étudiés à défigurer les actes du président de la République ; et, s'il en est ainsi, Votre Excellence se trompe grandement. Pour lui donner une preuve démonstrative de cette vérité, je lui dirai *que tous les prisonniers français, mis en liberté par le général Zaragoza et par moi, l'ont été en vertu des ordres du président de la République, le C. Benito Juarez, c'est-à-dire de l'homme qui ne respecte pas même, dit-on, les éléments les plus clairs et les plus simples du droit naturel.*

» Quel que soit donc le terrain sur lequel se place en ce moment la diplomatie à l'égard de ce qui peut résulter de la guerre actuelle, la personne qui représentera la France au Mexique *devra tôt ou tard entrer en arrangement avec ce gouvernement, parce qu'il n'y a que lui qui a reçu de la nation le pouvoir de traiter en son nom.*

» Que dirait le général Forey si, en lui adressant une lettre, pleine d'estime et de respect pour sa personne, je profitais de la circonstance pour insulter Napoléon III ? — Lirait-il mes phrases avec une indifférence impassible ? — Et cependant, j'en aurais en quelque sorte le droit, en présence de l'invasion par les troupes françaises du sol où je suis né, du sol que mes pères m'ont transmis par héritage. — J'adjure Votre Excellence de répondre à cette question ; *je l'adjure d'y répondre comme homme d'honneur, comme soldat et comme Français.*

» Je lui renvoie sa lettre et la proclamation qu'elle m'a adressée, car je ne veux pas conserver des documents de cette espèce dans mes archives officielles. Toutefois, et sans me préoccuper en rien de la conduite que l'on a tenue jusqu'à ce jour envers le Mexique, conduite qui est du ressort de l'opinion et de l'histoire, Votre Excellence me trouvera toujours prêt à répondre aux communications qu'elle jugera convenable de m'adresser dans l'intérêt des règles établies par le droit des gens chez les nations civilisées, comme aussi à combattre par tous les moyens qui sont en mon pouvoir la guerre injuste qu'on nous fait en ce moment. »

L'année 1862 finit par cet échange de lettres. L'armée d'intervention restait dans l'inaction, en proie aux mêmes privations et aux mêmes souffrances ; sa présence sur le sol mexicain, qui, selon M. de Saligny, devait suffire pour provoquer la chute du gouvernement de Juarez, n'empêchait pas ce dernier de remplir régulièrement à Mexico ses fonctions de président de la République.

Les négociations relatives à la convention du 31 octobre

n'avaient été connues en France que le 24 septembre, par un article du *Morning-Post*. La *Patrie* déclara que les renseignements du journal anglais manquaient d'exactitude, et que le gouvernement n'avait encore pris aucune décision sur la façon de régler son différend avec le Mexique. Les autres journaux demandèrent timidement au gouvernement de s'expliquer. Une note insérée dans le *Moniteur* ne leur apprit pas grand'chose. L'opinion publique s'était sentie soulagée en apprenant la signature des préliminaires de la Soledad. On crut généralement que les renforts en route pour le Mexique ne débarqueraient pas ; mais on apprit bientôt avec tristesse que le gouvernement impérial désavouait cette convention et qu'il allait continuer seul l'œuvre commencée à trois. M. Michel Chevalier, membre du Sénat, en annonçant, dans un recueil important, le choix de l'archiduc Maximilien, « désigné pour la lourde tâche d'inaugurer la couronne mexicaine », déclarait que l'expédition du Mexique avait pour but d'assurer la prépondérance de la France sur les races latines et d'augmenter l'influence de ces dernières en Amérique. La grandeur d'un tel but et les efforts qu'il exigeait n'avaient rien de rassurant. Si la pensée de protéger sur le continent américain l'existence et les intérêts des populations de race latine était élevée et jusqu'à un certain point politique, on n'en pouvait dire autant de celle de s'opposer à l'extension de la République des États-Unis, chimère dont les journaux du gouvernement s'étaient faits les défenseurs. La menace d'un conflit plus ou moins lointain avec cette puissance pesait donc sur l'expédition du Mexique. La presse impérialiste essayait vainement de la justifier par la nécessité de défendre les intérêts du commerce et l'honneur du drapeau français. Pourquoi, leur demandait-on, les associer à une ten-

tative de restauration monarchique? S'imagine-t-on qu'il soit aisé de trouver dans une mauvaise république les éléments d'une bonne monarchie? L'état de ses finances permet-il d'ailleurs à l'Empire de tenter des essais de ce genre? la France a-t-elle de l'argent de reste pour subventionner une monarchie mexicaine et pour entretenir un archiduc sur le trône? Les serviteurs les plus compromis de l'Empire déploraient dans l'intimité cette funeste expédition. M. Rouher, qui ne devait pas tarder à la présenter comme une des conceptions les plus hautes du génie de l'Empereur, la criblait de ses sarcasmes. Les journaux officiels, il est vrai, ne tarissaient pas d'articles élogieux en l'honneur de cette grande idée, et la *Patrie* célébrait tous les soirs la candidature de Maximilien, qui « fournissait un moyen d'offrir à l'Autriche, en échange de la cession volontaire de la Vénétie, des dédommagements territoriaux satisfaisants ». Les journaux allemands, intéressés, il est vrai, dans l'affaire, mettaient vainement en doute cette candidature; la *Patrie* maintenait ses affirmations, en les appuyant sur l'adhésion de vingt et un États — le Mexique en compte vingt-deux en tout — à l'établissement d'une monarchie avec un archiduc pour roi, et sur l'enthousiasme des Mexicains à la vue des troupes françaises. Les plus brillants récits de leur marche à travers le Mexique suivaient ces nouvelles fantastiques. Les populations venaient de tous côtés au-devant de nos compatriotes. Le voisinage des Anglais leur avait un peu nui dans les premiers moments; mais, depuis qu'on savait que les Français ne sont pas hérétiques, la satisfaction populaire n'avait pas de bornes, et le Mexique appelait de tous ses vœux le maître que Napoléon III lui avait choisi. Les journaux démocratiques, peu touchés de l'idée dont on essayait de les leurrer,

que c'était une solution de la question italienne que le gouvernement impérial allait chercher au Mexique, montraient une vive répugnance pour une expédition qui causait des appréhensions ouvertes ou cachées à tout le monde.



CHAPITRE XI

SESSION DE 1863

SOMMAIRE. — Ouverture de la session le 12 janvier 1863. — Discours de l'Empereur. — Il contient la revue rétrospective des faits depuis 1857. — Sénat. — Discussion générale de l'adresse. — Le baron Dupin prend seul la parole. — Discussion des paragraphes. — Discours de M. Thouvenel. — Discussion des pétitions sur la Pologne. — Discours de M. Billault. — Pétition de M. Darimon au Sénat pour demander la définition de la liberté du compte rendu. — Corps législatif. — Discussion de l'adresse. — MM. Plichon et Lemercier attaquent les candidatures officielles. — Discours de M. Émile Ollivier. — Réponse de M. Baroche. — La question du Mexique. — Discours de M. Jules Favre. — M. Jérôme David approuve l'expédition. — Le décret de 1862 sur le nombre des députés. — Le gérant du *Constitutionnel* et M. Auguste Chevalier. — Modification de divers articles du Code pénal. — Le budget. — Clôture de la session.

L'ouverture de la session législative eut lieu le 12 janvier 1863. Le discours impérial, qui devait jeter de vives lumières sur les questions pendantes, ne contenait qu'une revue rétrospective des faits accomplis depuis 1857. Il signalait les guerres de Cochinchine et du Mexique comme une preuve glorieuse qu'il n'existait pas de contrée si lointaine que les armes de la France n'y pussent atteindre. Quant à l'Italie, « nos armes ont défendu son indépendance sans pactiser » avec la révolution, sans altérer au delà du champ de » bataille les bonnes relations avec nos adversaires d'un » jour, sans abandonner le Saint-Père, que notre honneur » et nos engagements passés nous obligeaient à soutenir ».

Le discours impérial vantait les heureux effets du suffrage universel pour produire le calme chez un peuple : « aujourd'hui que tout le monde vote, il n'y a plus cette mobilité d'autrefois et les convictions ne changent pas au moindre souffle qui peut agiter l'atmosphère politique ». Il

manifestait le vœu de voir les électeurs envoyer à la prochaine législature « des hommes préférant aux luttes stériles les discussions sérieuses. » L'Empereur annonça que la session ne serait pas interrompue par une dissolution et que le gouvernement conseillerait aux populations de réélire les députés qui depuis cinq ans s'étaient associés avec tant de dévouement à sa politique : « Devancer le terme fixé par la » Constitution eût été un acte d'ingratitude envers la France, » de défiance envers le pays. » Il termina son discours en disant qu'il restait beaucoup à faire pour perfectionner les institutions, mais que si les électeurs avaient à cœur de faciliter l'œuvre commencée, ils n'avaient qu'à envoyer à la nouvelle Chambre des hommes qui, comme les anciens députés, « acceptent sans arrière-pensée le régime actuel, » qui préfèrent aux luttes stériles les délibérations sérieuses, et qui n'hésitent pas à placer au-dessus d'un » intérêt de parti la stabilité de l'État et la grandeur de » la patrie. »

M. Troplong rédigea l'adresse du Sénat avec sa pompe habituelle. Tout allait bien, même au Mexique : d'ailleurs « quand le drapeau est en face de l'ennemi, quand nos » braves soldats ont les regards tournés vers les encouragements de la patrie, il n'y a pas d'autre politique, pour » un corps délibérant, que de leur envoyer des témoignages » de son admiration. »

Le rédacteur de l'adresse approuvait avec complaisance le changement de politique du gouvernement à l'égard de l'Italie, et il en remerciait chaleureusement l'Empereur. La Pologne n'était pas mentionnée dans le morceau de rhétorique sorti de la plume du président du Sénat.

Le baron Dupin prit le premier la parole dans la discussion générale de l'adresse. L'orateur avait rappelé à ses collè-

gues l'action du jeune clairon de Puebla, qui ralliait ses camarades au milieu du feu ; il sonna la charge à son tour contre l'hégélianisme, « qui professe que toute religion doit disparaître sauf une secte du protestantisme, celle du roi de Prusse ».

Le baron Dupin reprochait au gouvernement prussien de chercher sans cesse à diminuer chez lui le nombre des catholiques. Il n'aurait eu en revanche que des félicitations à adresser au gouvernement impérial, sans la malheureuse intolérance qu'il témoignait à l'égard des conférences de Saint-Vincent de Paul dont le nombre, depuis la suppression du conseil central, était tombé de 1800 à 1300. Le baron Dupin fit le plus grand éloge de ce conseil « auquel il remettait avec tant de confiance son » traitement de sénateur, s'en rapportant à lui pour en faire » la meilleure distribution ». L'orateur se plaignait de n'avoir pas été cru quand il lui rendait témoignage, mais il espérait que sa voix serait entendue aujourd'hui qu'elle s'adressait à « celui près de qui le soupçon n'a pas accès, parce qu'il voit tout et sait tout ». Il voulait parler de l'Empereur.

Le journal *la France*, fondé par des sénateurs et dirigé par l'un d'eux, M. de la Guéronnière, avait présenté le remplacement de M. Thouvenel par M. Drouyn de Lhuys, au ministère des affaires étrangères, comme un désaveu de l'interprétation donnée par le premier à la politique de l'Empereur. Le septième paragraphe de l'adresse, relatif aux affaires d'Italie, fournit à M. Thouvenel l'occasion d'expliquer lui-même la cause de sa retraite, comme aurait pu le faire un ministre au temps du régime constitutionnel. Il démontra que, malgré le changement de personnes qui venait d'avoir lieu au ministère des affaires étrangères et à

l'ambassade de Rome, la question romaine n'était pas plus près d'une solution qu'il y a quelques mois. « Le cabinet de » Turin, dit-il, après la victoire remportée sur Garibaldi à » Aspromonte, réclamait Rome et l'Empereur pensait qu'il » n'y avait pas lieu encore à négocier sur cette base avec lui. » Il fallait donc reprendre les négociations avec Rome ; je » n'ai pas cru que ces négociations pussent convenablement » passer par mes mains. M. de Lavalette, ambassadeur » à Rome, a pensé de même en ce qui le concerne. Je » me suis retiré et il m'a suivi dans ma retraite, mais qu'on » ne m'accuse pas d'avoir fait dévier la pensée de l'Empe- » reur. Je n'ai jamais écrit jusqu'au dernier jour, jusqu'à la » dernière minute, ni un mot, ni une ligne qui ne reflétât » exactement cette pensée. » M. Thouvenel ajouta : « Ceux » qui faussent la politique de l'Empereur sont ceux qui » ne comprennent pas que Victor-Emmanuel peut seul re- » présenter le principe d'ordre en Italie, qui rêvent je ne » sais quelle restauration chimérique contre laquelle pro- » testent 30 000 Français morts, et qui oublient qu'un mi- » nistre sans portefeuille disait ici, l'année dernière, que » l'unité italienne était un fait accompli. »

Le général Géméau et M. de la Rochejacquelein n'étaient pas de cet avis. Ils donnèrent une nouvelle édition de leurs attaques habituelles contre le roi d'Italie. M. Billault ne se mit pas non plus en frais d'imagination. Il importe, dit-il, que la situation soit nettement précisée, et, afin de la préciser, il déclara que l'Empereur voulait à la fois l'indépendance de l'Italie et l'indépendance du Saint-Siège ; qu'il cherchait, comme par le passé, à concilier ces deux intérêts en lûite, et que ce que le Sénat avait de mieux à faire, c'était de s'en rapporter à lui.

La discussion de l'adresse ne remplit que les deux séances

du 29 et du 30 janvier. Elle fut votée à l'unanimité, moins une voix, celle du prince Napoléon.

La question polonaise fut portée devant le Sénat, quinze jours après, par un rapport de M. Larabit sur plus de quatre cents pétitions, en faveur du peuple infortuné qui défendait avec tant d'héroïsme sa nationalité sur les rives de la Vistule.

L'une de ces pétitions était signée par des membres de l'Académie française, par d'anciens ministres, par d'anciens députés et par des évêques. M. Larabit terminait son rapport par ces mots : « La commission, éclairée par les » communications qu'elle a reçues et convaincue que l'Em- » pereur fera pour la Pologne ce qu'il est juste et possible » de faire, propose au Sénat de s'en remettre à la sagesse » de l'Empereur et de passer à l'ordre du jour. »

M. Bonjean, le prince Poniatowski, M. Walewski, le prince Napoléon combattirent l'ordre du jour. Le prince Napoléon s'écria : « J'admets que vous ne fassiez rien pour » la Pologne, l'Empereur fera quelque chose, j'en suis sûr. » J'ai confiance dans ses intentions et dans son cœur. »

M. Billault demanda le renvoi de la discussion au lendemain. On s'attendait à quelque déclaration importante de sa part ; il se contenta d'appuyer l'ordre du jour au nom des principes conservateurs. Le prince Napoléon avait soutenu que l'ordre du jour serait contraire à l'esprit qui avait porté Napoléon III au trône. M. Billault répondit : « Quel est cet esprit ? La France était lasse de l'anarchie » et des procédés révolutionnaires ; elle était lasse d'un ré- » gime sous lequel s'abîmaient sa gloire, sa prospérité, ses » souvenirs, ses traditions religieuses... » Le prince Napoléon l'interrompit brusquement par ces mots : « Mais j'ai » voté pour Napoléon III, et vous avez voté pour Cavaï-

» gnac! » M. Billault répliqua que s'il avait voté pour Cavaignac, il servait l'Empire avec fidélité. Des applaudissements prolongés accueillirent ces paroles, et l'ordre du jour fut adopté. Une minorité de 17 voix se prononça pourtant pour le renvoi des pétitions au ministre. L'Empereur, le lendemain de la séance, adressa cette lettre à M. Billault :

« Mon cher monsieur Billault,

» Je viens de lire votre discours, et, comme toujours, j'ai été heureux de trouver en vous un interprète si fidèle et si éloquent de ma politique. Vous avez su concilier l'expression de nos sympathies pour une cause chère à la France, avec les égards dus à des souverains et à des gouvernements étrangers. Vos paroles ont été, sur tous les points, conformes à ma pensée, et je repousse toute autre interprétation de mes sentiments. Croyez à ma sincère amitié. »

M. de la Rochejacquelein prit la défense de la Russie. Il crut se justifier en annonçant avec fracas que Mazzini dirigeait la révolution polonaise.

Le gouvernement avait ouvert d'urgence, en 1862, des suppléments de crédit s'élevant à 62 millions, en majeure partie consacrés à l'expédition du Mexique. Cette violation flagrante du sénatus-consulte de 1861, interdisant au gouvernement de parer aux besoins urgents et imprévus autrement que par des virements sur les crédits disponibles compris dans le budget, ou par un vote du Corps législatif convoqué spécialement à ce sujet, si cela était nécessaire, avait été blâmée par cette dernière assemblée qui, cependant, ratifia ces décrets par une loi dont la promulgation fut soumise au Sénat. Le rapporteur, M. Casabianca, grand partisan des principes posés par le sénatus-consulte, les violait pourtant en accordant dans certains cas, comme celui de guerre, par exemple, au gouvernement la faculté d'engager de nouvelles dépenses, sauf à les faire approuver plus tard par les pouvoirs compétents. M. Brenier, en signalant

cette contradiction, critiqua vivement le nouveau système financier. M. Fould défendit, comme sénateur, le système de M. Fould ministre, en présence de M. Magne, ministre sans portefeuille, seul organe constitutionnel du gouvernement, et personnellement hostile aux idées financières de M. Fould : antagonisme bizarre, qui devait cesser, au 31 mars, par la démission un peu forcée de M. Magne et par son entrée au Conseil privé.

La discussion s'engagea, le 11 avril, sur le sénatus-consulte relatif à la constitution de la propriété en Algérie, sur les territoires occupés par les Arabes. L'Empereur avait exposé ses vues sur cette question dans une lettre adressée, le 6 février 1863, au maréchal Pélissier : « L'Algérie, » disait-il, n'est pas une colonie proprement dite, mais un » royaume arabe. Les indigènes ont, comme les colons, » droit à ma protection, et je suis aussi bien l'empereur » des Arabes que l'empereur des Français. » Le système des cantonnements des tribus repoussé par les Arabes devait, d'après cette lettre, faire place à un autre système, qui reconnaîtrait aux tribus arabes la propriété fixe des territoires dont elles avaient la possession traditionnelle. Ce titre d'empereur des Arabes, solennellement adopté par Napoléon III, produisit en Algérie une émotion que la présentation du sénatus-consulte ne fit qu'exciter ; les colons envoyèrent des délégués à Paris, qui n'empêchèrent pas le Sénat de l'adopter à une majorité de 117 voix contre 2.

Une communication verbale faite l'année précédente aux journaux pendant le cours de la discussion de l'adresse au Corps législatif, par un agent du ministère de l'intérieur, les invitait à se renfermer dans les limites de l'article 42 de la Constitution. Cette invitation fut considérée

comme une interdiction de discuter les débats des Chambres. Une note insérée le 8 février au *Moniteur* confirma cette interprétation. M. Darimon, député au Corps législatif, avait dénoncé la note comme inconstitutionnelle au Sénat et provoqué de sa part une interprétation fixant le sens de l'article 42 de la Constitution, puisque le sens de cet article ne pouvait être ni examiné, ni débattu au sein du Corps législatif. M. de la Guéronnière, rapporteur de la pétition de M. Darimon, posa la vraie question : Les débats des deux Chambres, reproduits par les journaux, sont-ils soumis, comme tous les documents officiels, et comme tous les actes de la puissance publique, aux appréciations de la presse ? Il répondait par l'affirmative, en s'appuyant sur un *communiqué* adressé le 12 février, aux journaux. Ce *communiqué* disait bien : « La discussion et l'appréciation des discours prononcés dans les deux assemblées ont toujours été permises, et si quelques journaux ont été l'objet de *communiqués* et d'avertissements, c'est que, sous forme de discussion, ils étaient sortis des limites permises ; » mais ces limites n'étaient pas faciles à fixer, et de cette difficulté naissaient les embarras incessants des journaux et la pétition de M. Darimon.

M. Bonjean avait voulu, dans la discussion du sénatus-consulte de 1861, consacrer le droit d'appréciation des débats des Chambres par une disposition expresse, mais le Sénat s'y était refusé, sous prétexte qu'on ne peut « donner *a priori* une définition légale assez large et assez exacte pour marquer la limite qui sépare le compte rendu de la discussion. » Les journaux se laissaient donc, craignant soit de discuter en rendant compte, soit de rendre compte en discutant. Le rapporteur de la pétition de M. Darimon reconnaissait que la discussion est essentiellement distincte du

compte rendu; mais au lieu d'établir nettement cette distinction, il se livrait à des phrases sur le temps « où les pamphlétaires de la Révolution dominaient les orateurs, où le fanatisme des tribuns était allumé par les emportements des journalistes, où la dictature du journalisme distribuait l'apothéose ou le blâme »; phrases d'autant plus inutiles que le gouvernement était armé, contre le retour de tels dangers, de l'avertissement, de l'article 6 de la loi de 1822 punissant l'outrage aux membres de la Chambre en raison de leur mandat, de l'article 7 châtiant l'infidélité et la mauvaise foi dans le compte rendu, et enfin de l'article 15 donnant aux députés le droit de mander le prévenu à leur barre. Le rapporteur concluait en proposant l'ordre du jour sur la pétition; M. Tourangin, refusant à un pétitionnaire le droit exclusivement réservé aux sénateurs et au gouvernement de provoquer des amendements ou des interprétations en matière constitutionnelle, aurait voulu la repousser par la question préalable. L'ordre du jour simple l'emporta.

Le Corps législatif tint sa première séance le 13 janvier. M. de Morny, plus brièvement que d'habitude, loua les paroles de l'Empereur, et pria les députés de ne pas perdre de vue que leur attitude et leur langage durant la session devaient exercer une « influence considérable sur les dispositions et l'esprit des électeurs. » M. de Morny constata la parfaite union qui n'avait cessé de régner entre le Corps législatif et le chef de l'État, et il fit les mêmes vœux pour que la majorité fût réélue. « Espérons, » dit-il, que le pays, dans sa sagesse, prolongera cette » situation. C'est le seul moyen d'assurer l'établissement » graduel de la liberté. »

La commission de l'adresse déposa, le 30 janvier, son

projet. Il différait peu de celui du Sénat : même approbation de la politique du gouvernement en Italie, et de l'expédition du Mexique, dont cependant « on espérait la fin heureuse et prochaine ; » remerciements au chef de l'État d'avoir « fortifié les institutions par la liberté, et assuré l'économie dans les finances. » — L'auteur du projet ajoutait, en s'adressant à l'Empereur : « Vous nous accordez ainsi un reflet de votre popularité. »

La discussion commença le 4 février ; MM. Plichon, Kolb-Bernard, de Nesle, Anatole Lemercier, Émile Ollivier, prirent part au débat. M. Plichon signala les détestables effets des candidatures officielles. Un siège de député vient-il à vaquer, dit-il, les candidats ne songent point à s'adresser aux populations, mais au gouvernement ; l'assentiment du pays n'est plus que secondaire ; le point important, c'est l'attache de l'autorité. M. Plichon affirma que plusieurs députés, autrefois patronnés par le gouvernement, étaient devenus l'objet des attaques administratives par le seul motif que l'un d'eux avait contribué à faire rejeter le projet du chemin de fer de Graissessac et que l'autre avait présenté un rapport défavorable dans l'affaire de la dotation du comte de Pa-li-kao.

« Le pays est las de l'arbitraire, dit M. Plichon en concluant ; il demande à être gouverné régulièrement, sous le contrôle de pouvoirs publics indépendants et dont l'indépendance soit respectée par chacun de leurs membres. Il demande que la presse, soustraite au bon plaisir et au monopole administratif, redevienne libre sous la garantie des lois et des tribunaux ; il demande que la liberté électorale cesse d'être un vain mot, et il pense que de toutes les affaires de la France, il n'en est pas une qui ne soit plus particulièrement sienne. »

M. Anatole Lemercier reprit le thème de M. Plichon, et dénonça le pouvoir discrétionnaire exercé par les préfets et le ministre sur les journaux. Il nia que la nécessité de ré-

primer les attaques contre la Constitution et la dynastie eût été, ainsi que le prétendait l'*Exposé de la situation de l'Empire*, l'unique cause des avertissements distribués à la presse en 1852. M. Lemerancier compléta les renseignements fournis par l'orateur précédent sur les remaniements des circonscriptions électorales, et sur les difficultés qu'on oppose à la réélection des membres de la majorité qui, en un point quelconque, se séparent momentanément du gouvernement; son discours n'était en résumé qu'une longue et pressante interpellation à l'adresse des ministres sans portefeuille. Le gouvernement méditait sans doute sa réponse; personne ne se leva pour répliquer à l'orateur.

M. Plichon (se tournant vers le banc de MM. les commissaires du gouvernement) : Ainsi, on ne répond pas.

M. Baroche : Pas aujourd'hui.

Les *Cinq* avaient présenté, sur le second paragraphe de l'adresse relatif au calme parfait dont jouit la France, et à la force incontestée des pouvoirs publics, l'amendement suivant :

« Le droit d'élire implique le droit de connaître, de discuter, de juger, par conséquent la *liberté*.

» Depuis le décret du 24 novembre, le mot de *liberté* est sans cesse prononcé dans les discours officiels, mais en réalité, les pratiques du gouvernement n'ont pas changé. Il continue à interdire toute initiative intellectuelle, toute discussion libre, toute vie municipale indépendante. Il prodigue aux journaux des avertissements, même lorsque le principe du gouvernement n'est pas attaqué, et il ne cesse d'exercer sur eux une pression clandestine.

» La dignité de la nation exige que cette contradiction entre la parole et l'acte ait un terme. Qu'on ne nous empêche pas de jouir de la liberté, ou qu'on cesse de nous en vanter les bienfaits, et de nous imposer l'humiliation de nous entendre déclarer seuls indignes de posséder un bien que, depuis notre grande Révolution, nous avons si souvent assuré aux autres. »

M. Ollivier, chargé de soutenir l'amendement, divisa l'histoire du gouvernement actuel en deux périodes : l'une,

antérieure à la guerre d'Italie, n'était que le règne d'un gouvernement absolu ne relevant que de lui-même; l'autre, postérieure à la proclamation de Milan, était signalée par une contradiction constante entre l'apparence libérale de certaines mesures prises par le gouvernement et la pratique administrative toujours rétrograde en réalité.

« Ma dernière parole, dit M. Ollivier en terminant, est un retour triste sur les efforts infructueux que nous avons faits depuis six ans dans cette Assemblée pour défendre les principes auxquels, nous en sommes convaincu, la France doit revenir un jour. Nous espérons que les élections nouvelles marqueront un pas décisif dans cette voie. C'est notre espérance, et elle est ardente. Nous ne demandons pas au pays, après avoir tant supporté, de ne plus rien supporter du tout : une politique de cette nature ne servirait ni à la liberté, ni au progrès; nous ne le provoquons pas à une œuvre de conspiration, mais à une œuvre d'émancipation constitutionnelle; nous lui conseillons de bien se rappeler que, quand on a des moyens légaux à sa disposition, il y a quelque chose de plus sûr et de plus digne que d'attendre la liberté, c'est de la prendre; nous lui conseillons de ne pas oublier que, si s'opposer toujours est un acte de mauvaise foi, approuver quand même est une erreur, une faiblesse, un mauvais calcul. Ainsi, ni opposition systématique, ni approbation systématique, mais l'indépendance et la justice, pour être dignes de la liberté. »

M. E. Ollivier, à l'exemple de MM. Plichon et Lemer cier, avait cru devoir tempérer ses critiques par une certaine confiance dans des concessions prochaines en matière de liberté. M. Baroche ne voulut pas même lui laisser la consolation de croire qu'avant la guerre d'Italie les libertés intérieures étaient plus restreintes encore qu'elles ne le sont aujourd'hui. « A cette époque, comme présentement, rien n'empêchait la presse de discuter toutes les grandes questions, toutes les questions qui devaient arriver devant la Chambre ou qui préoccupaient l'opinion publique. » Le ministre sans portefeuille trouvait que la liberté électorale et la liberté de la presse étaient aussi larges que possible pendant la première période de l'Empire, « si bien qu'on a pu dire, en faisant une statistique vraie, que les amende-

ments, les modifications, les réductions en matière de dépenses avaient été plus considérables au Corps législatif qu'elles ne l'avaient été antérieurement. » M. Plichon s'était permis de signaler l'existence de deux courants dans l'État, l'un libéral, l'autre anti-libéral; le premier dirigé par l'Empereur, le second par M. de Persigny. M. Baroche se moqua de cette distinction imaginaire, reste des souvenirs parlementaires de l'orateur : « L'antagonisme qu'on allègue » entre les aspirations libérales de l'Empereur et la conduite de son ministre n'a jamais existé, je ne crains pas » de l'affirmer. »

M. Baroche ne comprend pas qu'on puisse nier « la liberté considérable » dont les journaux jouissent sous le régime du décret-loi du 17 février 1852. Les dispositions de cette loi sont en tout cas « nécessaires, indispensables », et nul, dans le gouvernement, ne songe à les modifier. « La presse » se trouve chez nous en présence de 9 millions d'électeurs ; comprenez-vous tout ce que peut faire courir » de dangers une presse s'adressant à 9 millions d'hommes » ayant le droit de voter pour la composition du Corps » législatif? En est-il de même en Angleterre? Non. En » Angleterre il n'y a que 1 200 000 électeurs...

» J'ai le malheur..., j'ai l'habitude de lire tous les jours » à peu près tous les journaux qui se publient (*ou vit*), et » j'avoue qu'après cette lecture je me dis souvent : Com- » ment est-il possible de dire que la presse n'est pas » libre? »

M. Lemercier avait pourtant manifesté l'espérance qu'à l'approche des élections, le gouvernement renoncerait à se prévaloir des articles du décret-loi du 17 février 1852. « Je n'ai, reprit M. Baroche, aucune mission de ce genre à remplir. Le décret du 17 février demeurera

la loi de la presse, et avec circonspection et mesure, le gouvernement continuera d'user des droits que ce décret lui confère. » (*Très-bien ! très-bien !*) — C'était clair et net.

Le pouvoir, avait dit M. E. Ollivier, ne cesse d'affirmer que la confiance qu'il inspire est unanime; que le calme dont jouit le pays est parfait; que les institutions sont appuyées par l'inébranlable sympathie des masses; qu'il n'existe aucune trace sérieuse d'opposition ou de désaffection; s'il en est ainsi, qu'est-ce qui s'oppose à ce qu'on rende à la France le plein exercice des libertés qu'elle a perdues en des temps troublés? M. Baroche lui répondit: « Puisque vous reconnaissez vous-mêmes que tout va bien, » pourquoi changerions-nous quelque chose à une situation » dont nous devons nous applaudir tous et dont le pays » s'applaudit? » (*Approbation.*)

M. Guyard-Delalain, député de la majorité, crut devoir, dans la séance du 5 février, appeler l'attention de la Chambre sur les récents événements de Varsovie. M. Jules Favre, à son tour, conjura le gouvernement de s'expliquer sur les faits douloureux dont la Pologne était le théâtre. M. Billault refusa d'entrer dans la discussion: « Le gouvernement de l'Empereur est trop sensé pour donner, par » de vaines paroles, un aliment trompeur à des passions » insurrectionnelles; et il est trop jaloux de sa dignité, de » celle de la France, pour laisser répéter pendant quinze » ans, dans une adresse, des paroles inutiles et des protes- » tations vaines. » (*Très-bien ! très-bien !*)

La séance du 6 fut entièrement consacrée à la question du Mexique et à l'amendement des *Cinq*, dont voici le texte: « Les forces de la France ne doivent pas être témé- » rairement engagées dans des expéditions mal définies,

» aventureuses; et ni nos principes ni nos intérêts ne nous
» conseillaient d'aller voir quel gouvernement désire le
» peuple mexicain. » Le plan des orateurs de l'opposition
était d'amener le gouvernement à répondre séparément sur
chaque point important, afin d'éviter l'inconvénient trop
visible des débats de l'année précédente, qui se résumant
habituellement dans deux discours, l'un de M. Jules Favre,
l'autre de M. Billault, permettaient au président de lever
la séance, en laissant pendantes les assertions contradic-
toires. M. E. Picard entama donc la discussion en s'atta-
chant bien plus à la question de droit international qu'au
détail des négociations qui avaient précédé l'entrée en cam-
pagne isolée de l'armée française. M. Jérôme David se lança
après lui dans un long discours dans lequel il se bornait, pour
toute réponse, à trouver extraordinaire que la conduite des
Espagnols et des Anglais reçût des éloges d'une bouche
française!... Comme si c'était un crime que de trouver
mauvais que le gouvernement impérial n'eût pas accepté,
sauf des modifications de second ordre, la base des pré-
liminaires de la Soledad?

La lumière que M. Jules Favre jeta sur le côté financier
de l'expédition du Mexique, les preuves par lesquelles il
démontra que la cause principale de la guerre était une
question d'argent, méritaient une réfutation sérieuse.
M. Billault se contenta de monter au Capitole pour remer-
cier les dieux protecteurs de l'Empire des succès obtenus
par la politique napoléonienne en Crimée, en Chine,
en Cochinchine et sur tous les points du globe. M. Jules
Favre essaya vainement de répondre à ce dithyrambe, la
Chambre étouffa sa réplique sous les interruptions.

Le 5^e paragraphe de l'adresse contenait des vœux
pour la fin de la guerre civile aux États-Unis et des

regrets du refus fait par les belligérants de la médiation des trois puissances. M. Arman proposa par un amendement d'appliquer aux côtes des États du Sud les principes du droit maritime proclamés dans le traité de Paris, c'est-à-dire de ne pas reconnaître le blocus fictif établi par le Nord sur les côtes du Sud. M. Arman n'oubliait qu'une chose, c'est que les États-Unis n'ayant pas adhéré au traité de Paris, il était impossible de leur en appliquer les clauses. M. Larrabure le lui rappela. M. Lemercier défendit, au nom de l'humanité et des intérêts français, les États-Unis luttant pour supprimer l'esclavage.

La Chambre, après avoir approuvé la politique du gouvernement dans la question américaine, discuta la question romaine. « Sire, disait le projet d'adresse, le Corps » législatif vous approuve de tenir d'une main ferme la » balance égale entre les intérêts qui s'agitent en Italie... » Persévérez dans la même politique. » La gauche demandait dans un amendement à ce paragraphe la cessation de l'occupation française, en vertu de ce principe, que Rome appartient aux Romains. M. Jules Favre termina ainsi son discours en faveur de cet amendement :

« Qu'on nous réponde enfin, qu'on ne s'enveloppe plus de ces subterfuges diplomatiques qui ne sauraient nous abuser ; car, pour en finir et ne pas prolonger davantage une discussion qui me paraît superflue, je dirai que lorsqu'un gouvernement occupe un pays par ses armées depuis 1849, quand il y a consacré nécessairement 200 000 hommes, quand il demande chaque année de 20 à 25 millions aux contribuables, et qu'il n'atteint d'autre résultat que celui de diminuer les formalités dans la délivrance des passe-ports, sa politique est jugée. Ce n'est point, comme on a essayé de le dire par un mot inconsistant et vague, une politique d'apaisement : C'est une politique qui doit recevoir l'une ou l'autre de ces qualifications, ou impuissance ou équivoque volontaire, et à ces deux titres je la repousse. »

M. Keller, en pressant le gouvernement de revenir aux préliminaires signés à Villafranca et à la paix de Zurich,

prit un ton moins hautain que le jour où il stipulait au nom des 91; il crut devoir se borner à inviter le gouvernement à faire un pas de plus dans la nouvelle ligne adoptée depuis l'entrée aux affaires de M. Drouyn de Lhuys. La phalange cléricale s'était-elle dissoute à l'approche des élections, ou bien M. Billault, en signalant le choix de Rome pour capitale de l'Italie comme un fait « en contradiction directe avec l'intérêt français, » et en ajoutant que « jamais la France n'avait laissé espérer à qui que ce fût qu'elle sacrifierait cet intérêt, » mettait-il la majorité plus à l'aise par cette déclaration que par son langage des années précédentes? M. Billault en résumé cependant ne faisait que répéter l'éternelle déclaration : « L'Empereur est profondément » convaincu que c'est dans la conciliation que se trou- » vent le véritable intérêt même de l'Italie, et celui du » Saint-Père et celui de la religion; que c'est là le désir du » monde catholique tout entier, et surtout que c'est le » vœu général de la France. »

M. Darimon proposait la suppression de l'article du Code pénal interdisant les coalitions de patrons et d'ouvriers au nom des principes consacrés par le traité de commerce, qui ont pour conséquence le droit pour les ouvriers de débattre librement leurs intérêts. M. Nogent Saint-Laurens combattit l'amendement de M. Darimon, sous prétexte qu'il tendait à rétablir la corporation, qui n'était à ses yeux, qu'une coalition permanente; comme si la corporation était autre chose qu'un monopole exploité en commun par des maîtres et par des ouvriers privilégiés!

Le gouvernement, qui n'admettait pas qu'on pût sans danger accorder à quelques personnes la liberté de se réunir pour discuter une question de charité, les moyens, par exemple, de secourir les ouvriers de la Seine-Infé-

rière, ne pouvait pas être partisan du droit de coalition, qui n'est qu'une conséquence du droit d'association. Vainement lui citait-on l'exemple de l'Angleterre, c'est précisément de l'autre côté du détroit que M. Baroche allait chercher des fins de non-recevoir contre la liberté du travail. Le chômage, selon le président du Conseil d'État, est en permanence en Angleterre depuis 1825, époque où furent abolies toutes les restrictions qui pesaient sur le droit de réunion et d'association. Le bruit de la présentation au Conseil d'État d'un projet de loi sur les coalitions avait circulé cependant après la grève des typographes. M. Baroche profita de l'occasion pour le démentir : « Il » n'y a pas de projet de loi envoyé au Conseil d'État ; il n'y » a pas même de projet en élaboration sur cette matière ; » la loi retouchée en 1849 est et demeure la loi du pays ; il » faut la respecter, et il y a danger, je crois, à l'attaquer » dans une discussion publique. » Cette déclaration mit fin au débat.

M. Hénon réclama une fois de plus, mais en vain, le rétablissement des franchises municipales de Paris et de Lyon.

Quelle est la base du suffrage universel ? la population ou l'inscription ? L'opposition résolut cette question dans l'amendement suivant :

« Le droit de déterminer les circonscriptions électorales n'autorise pas à réunir des cantons séparés par la distance, à morceler les arrondissements et les villes pour favoriser l'action administrative, et à modifier les circonscriptions établies, pour soustraire le département à ses juges naturels. Il n'appartient pas davantage aux maires d'élever ou d'abaisser, à leur gré, le chiffre des électeurs, en étendant les radiations et en limitant les additions de manière à créer, à côté du candidat du gouvernement, l'électeur du gouvernement. Nous demandons, en conséquence, qu'une révision soit faite du décret du 29 décembre 1862, et que, spécialement, au lieu de priver la ville de Paris d'un député on lui en attribue un nombre en rapport avec l'accroissement de sa population. »

Le chiffre du recensement donnait, en vertu de ce décret,

283 députés à élire au lieu de 272, soit 11 de plus et enlevait un député à deux départements, dont l'un était le département de la Seine; treize autres départements en gagnaient un. M. Jules Favre soutint que le nombre des électeurs devait être déterminé d'après le nombre des citoyens majeurs capables d'exercer leurs droits, et il arriva par ses calculs à démontrer que le chiffre de députés pour toute la France devait s'élever à 311. Comment le département de la Seine, dont la population s'était si fort accrue, avait-il un député de moins à élire qu'en 1857? évidemment ce résultat était dû à la non-inscription, ou la radiation systématique des électeurs, là où le gouvernement jugeait ces moyens bons pour diminuer les chances des candidats de l'opposition.

M. Jules Favre, passant à la liberté électorale, prouva qu'elle n'existait nulle part en France; s'appuyant ensuite sur les assertions de M. Plichon, il établit que tout acte d'opposition était pris, par le pouvoir, comme un acte de rébellion, et que le gouvernement « avait la prétention d'exercer un droit de suite sur les députés élus par ses soins. » L'orateur finit ainsi son discours : « Nous avons connu la » liberté sans limites; nous avons connu ensuite le despo- » tisme sans freins (*vives rumeurs*). Mais, Messieurs, ce qui » n'est douteux pour personne, c'est que, à l'heure où je vous » parle, ce n'est pas l'idée d'autorité qui a besoin d'être » fortifiée; si elle pouvait courir un danger, ce serait par » son exagération même; et dès lors, ce qui pourrait lui » donner une véritable solidité dans le pays, ce serait le » rappel à la jouissance des libertés tant de fois promises. »

MM. E. Picard et Plichon complétèrent le discours de M. Jules Favre, l'un en revenant sur la question du nombre des députés de Paris, l'autre en signalant les fréquentes ré-

vocations de maires et l'abus des découpages de territoires, par lequel le ministre de l'intérieur créait des circonscriptions factices dans les départements où il voulait faire échouer certaines candidatures. M. Baroche répondit en niant les faits ou en les atténuant par des raisons parfois très-burlesques. Il expliqua par exemple la destitution d'un maire qui avait soutenu le candidat indépendant, en disant que ce fonctionnaire, vieux et peu éclairé, vivait entièrement sous la tutelle d'un Prussien, chef de la musique municipale.

Le rejet de son amendement sur la liberté électorale n'empêcha pas l'opposition d'en présenter un autre portant : « La liberté et la sincérité des élections seraient impossibles » si le ministre de l'intérieur persistait à exiger des gérants » et des rédacteurs en chef de journaux, des traités secrets » et des démissions en blanc qui les mettent à la discrétion » du gouvernement. »

Cet amendement était justifié par une lettre adressée, le 8 février, par M. d'Anchald, gérant du *Constitutionnel*, à M. Auguste Chevalier, député. « Contraint par une pression irrésistible de vous nommer directeur politique de » ces deux journaux, » disait le gérant, « je vous avais » toutefois loyalement accepté. Vous, vos protecteurs et » vos associés, vous avez néanmoins organisé une vaste » intrigue pour me remplacer. Votre attitude m'oblige à » me priver de vos services. »

Le gérant du *Constitutionnel* n'oubliait qu'une chose, c'est que l'administration prenait toujours la sage précaution d'exiger d'avance des directeurs des journaux qui entretenaient des relations avec elle leur démission en blanc. M. d'Anchald, nommé à la gérance du *Constitutionnel* et du *Pays*, après la catastrophe de Mirès, avait dû par conséquent se soumettre à cette précaution. Le gouvernement

ayant depuis cette époque changé de politique sur la question d'Italie, M. d'Auchald était bien obligé d'en changer ; cependant, craignant que ses abonnés ne trouvassent mauvais qu'il leur dît, du jour au lendemain, des choses absolument contraires, il ne crut pas devoir modifier la ligne de son journal. Aussitôt le directeur de la presse au ministère de l'intérieur de lui faire savoir par lettre polie qu'on acceptait la démission qu'il avait donnée. M. d'Auchald eut la naïveté de répondre que s'étant toujours conformé à la ligne politique du gouvernement, il se croyait à l'abri d'une démission à laquelle il était complètement étranger, et qui, selon lui, devait être entre les mains du gouvernement le garant de sa fidélité et non de sa versatilité. Le ministre, craignant le scandale, fit proposer à M. d'Auchald une transaction qui consistait à nommer M. Auguste Chevalier directeur politique et littéraire du *Constitutionnel*, et à lui en laisser la gérance. De là une rivalité dont M. Picard raconta tous les incidents avec sa verve accoutumée. Il profita de l'occasion pour signaler à la Chambre l'immixtion du gouvernement dans la rédaction des journaux, au moyen de communications verbales dont le *Temps* venait de se plaindre en ajoutant qu'il s'y soumettrait, mais en le faisant connaître au public.

M. Baroche ne vit dans l'affaire du *Constitutionnel* et dans celle du *Temps* que des vétilles indignes d'occuper l'attention de la Chambre. Celle-ci partagea son avis et, le 12 février, l'adresse fut votée à l'unanimité moins 5 voix.

La session du Corps législatif avait été prorogée, le 8 avril, au 30 du même mois. Les travaux de la Chambre, interrompus pendant quelques jours, après la discussion de l'adresse, ne reprirent activement qu'au commencement d'avril par la discussion sur la réforme du Code pénal.

L'administration de la justice montrait depuis longtemps une tendance marquée à transformer certains crimes en délits, et à les soustraire au jury pour les déférer à la police correctionnelle. Le gouvernement avait déjà présenté en 1862 un projet de loi destinée à modifier plusieurs articles du Code pénal dans le sens des tendances de la magistrature. Ce projet fut retiré en présence de certaines résistances de la commission. Le gouvernement, après l'avoir retouché, le présenta de nouveau. Il contenait trois sortes de modifications : 1° incrimination de faits nouveaux ; 2° déclassement d'un certain nombre de crimes et déclassement des peines ; 3° aggravation de pénalités. Le rapport, œuvre de pièces et de morceaux, fourmillait d'incohérences. Jamais on n'avait touché avec autant de précipitation et de légèreté à une des plus graves matières qui puissent être soumises à une assemblée : la législation criminelle. L'un des articles présentés au Corps législatif après un an d'études (art. 308), était si mal rédigé, que sur une simple observation de M. Picard il fut renvoyé à la commission.

Un autre article modifiait le Code dans un sens si immoral, que M. Cordoën, commissaire du gouvernement, tomba d'accord avec M. Jules Favre pour le repousser. Les commissaires eux-mêmes, dans certains cas (art. 57 et 58), ne savaient pas quelles seraient les conséquences directes de l'innovation. M. Jules Favre s'éleva le premier contre une loi inopportune, dictée par des motifs politiques, défiante envers le jury à qui elle enlevait certaines affaires et envers la magistrature dont elle limitait l'indulgence.

L'article 222 était ainsi conçu :

« Lorsqu'un ou plusieurs magistrats de l'ordre administratif ou judiciaire, lorsqu'un ou plusieurs jurés auront reçu dans l'exercice de leurs fonctions

quelque outrage par parole tendant à inculper leur honneur ou leur délicatesse, celui qui les aura ainsi outragés sera puni d'un emprisonnement d'un mois à deux ans.

» Si l'outrage a été commis à l'audience d'une cour ou d'un tribunal, l'emprisonnement sera de deux à cinq ans.

» Si l'outrage a été commis par écrit ou dessin non rendu public, adressé directement ou *indirectement* à la personne qui en est l'objet, la peine de l'emprisonnement sera de quinze jours au moins et d'une année au plus. »

Cet article, qui expose à un emprisonnement de quinze jours à un an le prévenu que le chagrin de sa condamnation pousse à écrire ou à crayonner quelque chose de mal sonnant pour ses juges, avait fort ému l'opinion publique. Il fut signalé comme un danger grave par MM. Jules Favre, Émile Ollivier, Ernest Picard, et même par un membre de la majorité, M. Jules Segris. M. de Parieu, commissaire du gouvernement, en défendant ce fâcheux article 222, s'emporta jusqu'à accuser M. Segris de s'être jeté dans l'opposition et d'avoir fait cesser l'isolement des *Cinq*. Le projet de loi, quoique attaqué par les jurisconsultes les plus distingués de la Chambre, fut adopté dans son ensemble par 152 voix contre 48. Ce vote couronnait logiquement la carrière d'une législature qui avait débuté par la loi de sûreté générale.

M. Segris déposa, le 4 mai, au nom d'une commission du Corps législatif, son rapport sur le projet de loi destiné à faire face au découvert de 38 millions avoué par M. Fould. 24 millions sur cette somme provenaient des dépenses de l'expédition mexicaine. Les organes du gouvernement, pour expliquer comment on n'avait pu faire face à ces dépenses, ni par les virements sur excédants de service, ni par les virements à titre provisoire, alléguèrent que la guerre est féconde en éventualités échappant complètement à la prévoyance humaine. M. Fould, dans

son *Mémoire à l'Empereur*, disait cependant : « Les circonstances les plus graves et les plus inattendues peuvent trouver des ressources dans notre vaste budget et donner les moyens d'attendre la réunion du Corps législatif. » Or, si l'expédition du Mexique était un fait grave, ce fait n'avait rien d'inattendu, car non-seulement, au moment de la séparation du Corps législatif, la rupture avec les Anglais et les Espagnols était accomplie, mais encore la guerre avait commencé. La guerre, en général, ne figurait-elle pas d'ailleurs au nombre de ces circonstances graves et imprévues dont M. Fould affirmait que le système des virements viendrait à bout? « Une guerre devient-elle nécessaire? Le gouvernement peut concentrer sur un seul service les forces actives des ministères de la marine et de la guerre, dont les ressources ne s'élèvent pas à moins de 5 à 600 millions par an. »

Le rapport de M. Segris constate que l'expérience n'avait pas tardé à prononcer sur le système de M. Fould : Une expédition qui avait déjà provoqué deux votes successifs, — budget rectificatif, loi du 27 juin, total 59 millions, — et qui, sans avoir été marquée par aucune de ces brusques péripéties dont la guerre est d'ordinaire prodigue, pouvait néanmoins donner naissance à des nécessités que le gouvernement classait parmi les faits « tout à fait exceptionnels », montrait bien que M. Fould était sous le coup d'une illusion bien profonde lorsqu'il disait que, grâce aux virements, « les circonstances les plus graves, les plus imprévues », trouveraient dans notre vaste budget le moyen d'attendre la réunion du Corps législatif.

Le rapporteur, même en mettant en ligne de compte les produits des impôts nouveaux pendant les six derniers

mois de l'année, évaluait à 34 925 909 francs le découvert définitif de l'exercice.

« Si, reportant les regards en arrière, dit M. Segris, on apprécie dans ses développements successifs le budget de l'exercice de 1862, on voit qu'il avait été primitivement réglé avec un excédant de recettes de plus de 4 millions; qu'au moment du vote du budget rectificatif et des crédits spéciaux de 13 millions pour l'expédition du Mexique, au mois de juin 1862, l'équilibre semblait assuré; que les mêmes espérances persistaient au mois d'octobre dernier, pour aboutir enfin, en présence des nouveaux suppléments de crédit compris au projet de loi qui vous est soumis, à un découvert de plus de 34 millions que notre dette flottante peut assurément supporter. A quelle cause imputer un pareil résultat? »

M. Segris, laissant cette interrogation sans réponse, se bornait à déclarer que « le régime financier du sénatus-consulte de 1861 n'en reste pas moins un progrès considérable sur le régime antérieur ». Les membres de l'opposition financière du Corps législatif avaient oublié leurs anciennes théories, aucune voix ne s'élevait en faveur de la spécialité.

M. Picard, s'étant autorisé des discours antérieurs de M. Devinck pour prouver que la réforme de 1861 n'avait nullement répondu aux espérances des commissions, ce député s'écria avec une énergie comique : « Je n'ai jamais » été de votre avis, notez-le bien. » Et plus loin : « Je » n'étais point partisan de la réforme financière qui a été » inaugurée; mais néanmoins le fait étant accompli, je » l'accepte, parce qu'il est devenu la loi de mon pays, » parce que je veux remplir mon devoir de bon et loyal » député. » Aux yeux de M. Devinck, c'était manquer aux devoirs du « bon député » que de dire à un gouvernement : Nous vous demandions la spécialisation du vote, vous nous avez donné la suppression des crédits extra-budgétaires et des virements; votre système a grossi le budget régulier sans nous épargner les grossissements irréguliers; vous

vous êtes trompés. Nous réclamons plus que jamais la spécialité.

Un incident inattendu permit d'apprécier à sa juste valeur le système de M. Fould.

La *Patrie*, dans le louable désir de rendre hommage au ministre régnant, s'avisa de dire que, grâce à la crainte salutaire inspirée à l'administration par le sénatus-consulte de novembre, et malgré les difficultés de la guerre du Mexique, les crédits ajoutés au budget primitif ne s'étaient élevés qu'à 35 millions. Une somme relativement si faible, ajoutait ce journal, est un indice du *laisser-aller* des ministres ordonnateurs sous le régime financier précédent. La *Patrie* reçut aussitôt ce *Communiqué* :

« Cette appréciation n'est pas juste.

» L'épreuve de 1862 aura eu, au contraire, l'avantage
» de mettre en évidence la modération avec laquelle le
» souverain faisait usage de sa prérogative.

» Car voici les faits :

» L'ensemble des crédits extra-budgétaires s'était élevé
» en 1851, sous l'ancien système, à 352 millions; en 1860,
» ils s'étaient élevés à 291 millions; en 1862, sous l'em-
» pire du sénatus-consulte, leur chiffre total a été, non de
» 35 millions, mais de 300 millions. »

Le total des crédits ouverts en dehors des budgets avait été, d'après le *Communiqué*, le même, avant comme après « la réforme financière ». Cet incident instructif mit à nu les divergences qui séparaient M. Fould du ministre-orateur chargé de défendre ses actes devant le Corps législatif. M. Magne, quoique non responsable, n'en paya pas moins de sa place le *Communiqué* qu'il avait lancé en l'absence de celui dont, constitutionnellement, il ne devait être que l'écho docile.

M. Busson, chargé de rédiger le rapport de la commission du budget, parlait d'un style à faire croire qu'on avait enfin conquis et atteint l'équilibre rêvé. Voici comment les chiffres justifiaient la satisfaction de M. Busson :

Le budget des dépenses de 1863, préparé sous l'influence de la suppression des crédits extraordinaires, et, à cause de cela même, élargi dans tous ses cadres, dépassait de 91 millions celui de 1862; le budget de 1864, tel qu'il avait été *présenté* par le Conseil d'État, dépassait de 57 millions le budget *roté* pour 1863.

M. Busson n'en vantait pas moins « les améliorations incontestables et sérieuses, les progrès réels » accomplis dans la situation financière :

« Votre commission a hâte de dire qu'elle a été puissamment aidée par l'esprit de sage entente et de conciliation qui n'a cessé de présider aux rapports du gouvernement avec elle : tous les amendements qu'elle a proposés ont été adoptés par le Conseil d'État... Ainsi, Messieurs, se prouve une fois de plus votre communauté de pensées avec le gouvernement. »

La somme des réductions obtenues par la commission du Corps législatif, de la bonne volonté du Conseil d'État, était de 1 500 000 francs.

La discussion générale du budget s'engagea le 23 avril ; elle fournit aux députés une nouvelle occasion de passer en revue les questions de politique intérieure et extérieure. M. Émile Ollivier fit une tentative pour obtenir du gouvernement quelques explications sur son attitude à l'égard de l'insurrection polonaise. M. Billault répondit en conseillant à l'opinion publique de se méfier des suppositions exagérées : « Le pays doit avoir confiance dans la sagesse et la prudence de l'Empereur. » Un débat fort vif s'engagea en-

suite sur la première section du ministère de l'intérieur. M. de Jouvenel, rédacteur du rapport contre la dotation Pa-li-kao, excommunié du patronage officiel, revendiqua la libre initiative des électeurs pour les prochains comices :
« Si un peu plus de liberté donnée au jeu de nos institu-
» tions introduisait dans cette Chambre quelques éléments
» de plus de discussion, croyez-vous que ce fût un mal-
» heur ? »

M. Lemercier, autre candidat en délicatesse avec M. de Persigny, remplaça M. de Jouvenel à la tribune. « Mes-
» sieurs, dit-il, comme pour ma part je blâme énergique-
» ment la façon dont M. le ministre de l'intérieur prépare
» les élections générales, je propose à la Chambre de
» repousser la section première du ministère de l'inté-
» rieur. » Cette proposition fut accueillie par une hilarité prolongée sur les bancs de la majorité. M. Thuillier, président de section au Conseil d'État, commissaire du gouvernement, mêla ses rires aux rires de la droite. M. Lemercier releva vivement cette inconvenance. M. de Pierre prit alors la parole : « Je viens, dit-il, approuver M. le ministre de
» l'intérieur dans toutes ses pratiques, dans tous ses procé-
» dés. » L'Assemblée prêta l'oreille. « Le ministre use de
» tous les moyens constitutionnels ; je ne blâme pas les
» changements de circonscription... A quoi sert de ronger
» son frein ?... (*On rit.*) Il n'est presque aucun de nous, et,
» grâce aux circonscriptions, je pourrais dire aucun de
» nous, qui n'ait besoin de l'appui du gouvernement pour
» entrer ici. » M. de Pierre expliqua ensuite que, contrairement à M. Lemercier, il désirait le succès du ministre de l'intérieur sur toute la ligne, afin qu'à l'avenir le Conseil ne fût pas troublé. Il rappela qu'il n'avait jamais demandé de réformes, mais qu'il avait pris au sérieux les invitations

venues de l'Empereur ou des ministres, d'aimer et de pratiquer la liberté. Seulement, comment concilier la mise en œuvre de ces conseils avec le désir de rester toujours d'accord avec le gouvernement ?

« Nous étions exposés à des contradictions qui exigeaient la plus grande souplesse. Fallait-il être Italien ou clérical, il y a deux ans ? Oui, il fallait être Italien ; cette année il ne faut pas l'être. Faut-il être Polonais présentement ? Mon Dieu ! il est possible que cela vous soit permis aujourd'hui, à la condition que vous ne le serez plus demain. (*Réclamations bruyantes.*) Eh bien ! c'est cette difficulté de me trouver chaque matin d'accord avec les exigences du gouvernement qui m'a constitué en faute probablement, mais qui n'a point altéré ma bonne volonté. »

M. de Morny interrompit l'orateur en déclarant que, pour « l'honneur de la Chambre et pour l'honneur du pays, il faudrait être sérieux. » M. de Pierre était beaucoup plus sérieux que ne le pensait le président du Corps législatif.

M. Picard, à propos des candidats officiels abandonnés pour de simples écarts de vote, s'apitoya spirituellement sur le sort de M. de Jouvenel, autrefois protégé du gouvernement, aujourd'hui combattu par lui à outrance, « mis » en interdit par les fonctionnaires, et réduit, comme le dernier des révolutionnaires, à l'impossibilité de distribuer « ses bulletins ». M. Baroche s'écria qu'on attaquait en vain les candidatures officielles, que le patronage du gouvernement, chacun le savait bien, ne s'exerçait que dans « l'intérêt de la liberté et de la sincérité des élections ». M. Jules Favre n'eut pas de peine à démontrer que ce système, dans un pays centralisé, privé de journaux libres, devait s'appeler « absorption du suffrage universel par le gouvernement ».

M. de Morny clôtura, le 7 mai, la session par un discours contenant cette phrase : « Un pouvoir sans contrôle

» et sans critique est comme un navire sans lest. L'absence
» de contradiction aveugle et égare quelquefois le pouvoir
» et ne rassure pas le pays. Nos discussions ont plus affermi
» la sécurité que ne l'eût fait un silence trompeur. »

CHAPITRE XII

1863

LES ÉLECTIONS GÉNÉRALES DANS LES DÉPARTEMENTS

SOMMAIRE. — Débuts de l'année 1863. — La crise cotonnière. — Distribution des récompenses aux exposants français à Londres. — Interdiction des lectures publiques au bénéfice des ouvriers de la Seine-Inférieure. — Saisie de l'*Histoire de la maison de Condé*. — Note du *Moniteur* sur le compte rendu des Chambres. — Élection à l'Académie. — M^{sr} Dupanloup, évêque d'Orléans, et M. Littré. — Préparatifs pour les élections de 1863. — Voyage de M. Garnier-Pagès dans les départements. — L'abstention. — État de l'opinion dans les grandes villes. — Formation de quelques comités. — Candidature de M. Thiers. — Question du serment. — L'*Union libérale*. — Difficulté qu'elle éprouve à se former. — Le parti catholique. — La légitimité. — L'orléanisme. — Le suffrage universel et l'administration. — Résultat des élections dans les départements.

Le coton n'arrivait plus en Europe depuis la guerre d'Amérique. Les ouvriers de la Seine-Inférieure enduraient, par suite de cette disette, des souffrances qui exigeaient un prompt soulagement. Les journaux firent un pressant appel à la charité publique; le *Siècle* proposa de placer des trones destinés à recevoir les dons pour soulager les ouvriers cotonniers dans tous les lieux publics, musées, théâtres, concerts, bals, et de leur consacrer le produit de la journée de travail, de solde, de traitement ou de revenu de chaque citoyen. Une souscription ouverte dans ses bureaux produisit une somme de deux cent mille francs; M^{sr} Dupanloup, bientôt imité par ses collègues de l'épiscopat, sollicita, dans un mandement éloquent, la charité publique. M. Émile Ollivier demanda, sans l'obtenir, l'autorisation de convoquer une réunion publique consacrée à recueillir des offrandes; l'élan charitable était unanime, mais il s'agissait de nourrir trois cent mille êtres humains.

La charité privée n'y pouvait suffire, car même en tenant compte des secours du gouvernement et des travaux publics organisés dans la Seine-Inférieure, elle aurait eu à fournir des millions, et c'est à peine si en dehors de ce département où le spectacle de tant de misères stimulait la bienfaisance, on recueillit quelques centaines de mille francs.

Les produits si abondants de la quête pour le denier de saint Pierre, mis en regard des maigres résultats de la souscription pour les ouvriers cotonniers, donnaient lieu à des querelles d'autant plus déplorables entre les journaux que les circonstances rendaient l'entente plus nécessaire. C'est au milieu de ces discussions bruyantes que disparut de la scène du monde qu'il avait longtemps occupée avec éclat un peintre dont le talent, inférieur peut-être à la renommée, ne contribua pas moins que celui de Casimir Delavigne et de Béranger à relever la popularité du premier empire, pour lequel il combattait à la barrière de Clichy. Horace Vernet mourut le 17 janvier, à l'âge de soixante-quatorze ans, presque oublié de la génération qu'il avait charmée par son esprit, quelques jours avant la distribution des récompenses accordées aux fabricants dont les produits avaient figuré avec le plus d'éclat à l'Exposition de Londres en 1862.

Cette cérémonie eut lieu le 25 janvier avec une très-grande solennité dans la salle des États au Louvre. L'Empereur prit la parole après avoir entendu le rapport du prince Napoléon et développa un programme répondant à certaines préoccupations politiques entrées, depuis quelque temps, dans beaucoup d'esprits.

« Si les étrangers, dit-il, peuvent nous envier bien des choses utiles, nous avons aussi beaucoup à apprendre chez eux. Vous avez dû, en effet, être frappés en Angleterre de cette liberté sans restriction laissée à la manifestation de toutes les opinions, comme au développement de tous les

intérêts. Vous avez remarqué l'ordre parfait maintenu au milieu de la vivacité des discussions et des périls de la concurrence. C'est que la liberté anglaise respecte toujours les bases sur lesquelles reposent la société et le pouvoir. Par cela même, elle ne détruit pas, elle améliore ; elle porte à la main non la torche qui incendie, mais le flambeau qui éclaire, et, dans les entreprises particulières, l'initiative individuelle, s'exerçant avec une infatigable ardeur, dispense le gouvernement d'être le seul promoteur des forces vitales d'une nation ; aussi, au lieu de tout régler, laisse-t-il à chacun la responsabilité de ses actes.

» Voilà à quelles conditions existe en Angleterre cette merveilleuse activité, cette indépendance absolue. La France y parviendra aussi le jour où nous aurons consolidé les bases indispensables à l'établissement d'une entière liberté. Travaillons donc à imiter de si profitables exemples ; pénétrez-vous sans cesse des saines doctrines politiques et commerciales, unissez-vous dans une même pensée de conversion, et stimulez chez les individus une spontanéité énergique pour tout ce qui est beau et utile. Telle est votre tâche. La mienne sera constamment de prendre le sage progrès de l'opinion publique pour mesure des améliorations, et de débarrasser des entraves administratives le chemin que vous devez parcourir. »

L'Empereur, après avoir approuvé l'usage qu'on avait fait de la liberté dans l'élection des délégués ouvriers envoyés à l'Exposition, rappela les craintes dont nos voisins étaient saisis. « La voilà donc réalisée, cette redoutable » invasion depuis si longtemps prédite, » s'écria-t-il en parlant de l'Exposition.

M. Ferdinand de Lasteyrie, trois semaines après ce discours où l'Empereur disait : « Stimulez chez les individus une spontanéité énergique pour ce qui est beau et utile », ayant eu l'idée de réunir un certain nombre de gens de lettres et d'organiser avec leur concours des lectures publiques au profit des ouvriers de la Seine-Inférieure, dans le genre de celles que le romancier anglais, Charles Dickens, avait faites à Londres au bénéfice des ouvriers du Lancashire, le préfet de police trouva dangereux pour le gouvernement d'autoriser des professeurs du Collège de France, des académiciens, des journalistes, à communiquer au public, entre deux bougies et à côté d'un verre d'eau sucrée,

leurs impressions de voyage, ou leurs vues sur la littérature et les arts, voire même d'analyser une scène de *Tartufe* ou du *Misanthrope*.

La saisie du livre du duc d'Aumale, l'*Histoire de la maison de Condé*, au moment de sa mise en vente chez l'éditeur Lévy, et la note du *Moniteur* du 9 février, pouvaient donner à réfléchir sur le libéralisme du gouvernement. Cette note rappelait avec menace aux journaux qu'en vertu de la Constitution, les comptes rendus des séances du Sénat et du Corps législatif par les journaux ou par tout autre moyen de publicité ne pouvaient consister que dans la reproduction des débats *in extenso* dans le *Journal officiel* ou du compte rendu rédigé sous l'autorité du Président.

Le public semblait prendre à la lecture des débats des Chambres un goût de plus en plus vif, que le gouvernement ne jugeait pas prudent de favoriser en aucun temps et surtout à la veille des élections. La note du *Moniteur* répondait à cette intention.

Le sort de la Pologne touchait fort la jeunesse française. Le 13 février, douze ou quinze cents étudiants en droit et en médecine, au sortir du cours de M. Saint-Marc Girardin, se dirigèrent vers l'hôtel du prince Czartoriski au cri de : Vive la Pologne ! Les sergents de ville dispersèrent cette manifestation, et firent même quelques arrestations. La Pologne fut à la même époque pour le prince Napoléon l'occasion d'un incident assez désagréable. Il avait, dans son discours du 17 mars au Sénat, fort maltraité le comte Wielopolski. M. Sigismund Wielopolski lui écrivit : « Vous » vous êtes exprimé à l'égard de mon père d'une manière » outrageante. Je viens comme fils demander à Votre » Altesse Impériale, pour cette indigne offense, la satisfac-

» tion qu'un homme d'honneur ne refuse jamais. » Cette provocation ne fut pas acceptée.

La passion religieuse, chose étrange dans un temps d'incrédulité ou de scepticisme comme celui-ci, se mêlait chaque jour davantage à toutes les manifestations de la vie sociale. Le Théâtre-Français avait représenté une comédie de M. Émile Augier, le *Fils de Giboyer*, dont le principal personnage, comme *Tartufe*, était copié, disait-on, sur un personnage réel, dont on citait le nom, et qui figurait au premier rang des représentants de la presse religieuse. La première représentation de cette pièce avait occasionné au parterre du Théâtre-Français quelques protestations qui se montrèrent assez persistantes dans quelques départements pour obliger les maires à l'interdire. Chaque élection à l'Académie française devenait, d'un autre côté, une affaire de religion. La salle du palais des Quatre-Nations s'était ouverte deux fois au public depuis le commencement de l'année pour la réception de deux académiciens, MM. Albert de Broglie et Octave Feuillet, l'un connu par son dévouement à l'Église, l'autre par le caractère catholique de ses principaux romans. L'Académie avait deux membres à remplacer, MM. Biot et le duc Pasquier : quels seraient leurs successeurs ? L'élection du père Lacordaire ayant été saluée comme le triomphe de l'esprit de liberté et la preuve de l'alliance définitive entre la religion et la philosophie, plusieurs académiciens crurent qu'il convenait de sceller cette alliance par l'élection du représentant le plus illustre de la philosophie positiviste en France. Ils crurent que M^{sr} Dupanloup, sans s'associer à l'élection de M. Littré, ne ferait rien cependant pour la combattre ; mais ils furent bien vite détrompés. « J'ai parmi vous un titre que je porte seul : je suis prêtre. Je ne puis pas plus quitter

ma mission que mon titre, et vous m'avez nommé tout entier. » Tel fut le langage de M^{SR} Dupanloup dans l'avant-propos d'un *Avertissement à la jeunesse et aux pères de famille*, véritable déclaration de guerre non-seulement contre M. Littré, mais encore contre les académiciens dont « les théories détruisent Dieu, l'âme, la vie future ».

M^{SR} Dupanloup, prévoyant qu'on lui reprocherait d'attaquer des hommes à côté desquels il avait sollicité l'honneur de s'asseoir, cherchait à se justifier d'avance par ce sophisme : « Sans doute ils sont mes confrères, mais je suis » le leur ; et si cette qualité ne les a pas empêchés d'attaquer mes croyances, elle ne saurait m'empêcher de les » défendre contre eux. » L'Académie avait toujours admis parmi ses membres des hommes d'opinions et de croyances diverses, sans avoir jamais eu la prétention de leur interdire de les exposer, sous peine de considérer la défense de leurs opinions comme des attaques personnelles contre celles de leurs collègues. M^{SR} l'évêque d'Orléans ne connaissait-il pas d'ailleurs les œuvres des académiciens qu'il soumettait à sa censure, quand il était allé leur solliciter leur voix ?

L'Académie voulait-elle accepter un *Credo* qui l'eût rendue impossible dans le passé, et qui la transformait dans l'avenir en une assemblée religieuse imposant l'orthodoxie à la littérature ? La question se vida le 23 avril. M. Littré fut battu, après trois tours de scrutin, par M. de Carné. L'orthodoxie triomphait à l'Académie, plus d'un siècle après qu'elle avait nommé Voltaire et choisi d'Alembert pour secrétaire perpétuel. MM. Sainte-Beuve, Mérimée, Augier, de Sacy, de Rémusat, le duc de Broglie, Thiers, Mignet, Ampère votèrent pour M. Littré. M. Dufaure remplaça M. Pasquier sans lutte.

Les avertissements, chaque jour plus nombreux, adressés aux journaux de l'opposition, les attaques directes des journaux officiels contre certains hommes politiques, l'activité des préfets, annonçaient l'approche des élections. Le gouvernement s'y préparait depuis le commencement de l'année. Mais pour donner une idée exacte de ses préparatifs pour soutenir la lutte, il faut remonter aux premiers jours de l'année 1863.

Le bruit que le Corps législatif ne serait point appelé à épuiser son mandat, et que le gouvernement renoncerait aux candidatures officielles, s'était fort répandu dans les derniers jours de l'année précédente. La réponse de l'Empereur aux députés chargés de lui transmettre l'adresse, apprit au public que les députés élus en 1857 accompliraient leur sixième et dernière session. Le décret de convocation des électeurs, qui parut le 7 mai dans le *Moniteur*, rassura les intéressés sur le maintien des *candidatures officielles*.

Les chefs du parti républicain, avertis par le bruit de la dissolution du Corps législatif, résolurent de faire un grand effort pour amener le parti tout entier à renoncer à l'abstention. Un homme d'un entier dévouement à ses opinions, d'une réputation sans tache, d'un caractère très-conciliant, estimé et honoré même de ses adversaires, avait fait en France, en 1851, une grande tournée électorale que le coup d'État rendit inutile. M. Garnier-Pagès résolut de la renouveler. Il partit dans les dernières semaines de l'hiver, et il parcourut les départements depuis le Nord jusqu'aux Alpes maritimes, s'arrêtant dans plus de soixante villes. Il trouva le parti républicain encore sous le coup de la seconde transportation opérée par le ministère du général Espinasse. M. Garnier-Pagès prévenait d'avance ses amis de son arrivée ; il trouvait ordinairement une ou deux

personnes à la gare ou au bureau de la diligence ; cinq ou six autres personnes s'enhardissant arrivaient à l'heure du déjeuner ; au moment du dîner, il y en avait une vingtaine ; la réunion était presque doublée dans la soirée ; le lendemain on le priait de rester un jour de plus, et quand il pouvait se rendre à ce désir, il ne tardait pas à voir tous les principaux chefs du parti, rassurés les uns par les autres, se grouper autour de lui. Les plus courageux étaient toujours ceux qui avaient le plus souffert. Trente-cinq personnes se trouvaient réunies à Toulouse sous la présidence de M. Garnier-Pagès : « Mon cher ancien collègue, » lui dit le républicain chez qui la réunion avait lieu, « vous voyez ces fenêtres en face des miennes, elles sont » presque toujours occupées par des mouchards qui, cachés derrière les rideaux, surveillent tout ce qui se » passe ici, et j'offre mon appartement à des gens qui ne » sont pas moins surveillés que moi-même, car nous » sommes tous ici d'anciens transportés. »

Les abstentionnistes cependant étaient nombreux et tenaces parmi les républicains. Ce ne fut pas sans peine que M. Garnier-Pagès parvint à les tirer de leur système d'inaction ; de vraies batailles furent livrées par lui contre l'abstention à Saint-Quentin, à Dijon, à Bordeaux, à Lyon, dans toutes les villes importantes. M. Hénou avait réuni à Lyon soixante-quatre contre-maîtres autour de M. Garnier-Pagès ; on ne s'occupa pas seulement des élections dans cette réunion, la politique générale y tint une grande place. M. Garnier-Pagès parla de l'affaire du *Trent* et du conseil qu'il avait donné au nom de tous les républicains à M. Bigelow, ministre des États-Unis, d'engager son gouvernement à la terminer. « Puisque vous connaissez le » ministre américain, s'écria un des contre-maîtres en s'a-

» dressant à Garnier-Pagès, dites-lui que la crise coton-
» nière nous fait cruellement souffrir, mais que nous
» sommes prêts à souffrir jusqu'à ce que nos frères de
» l'Amérique aient détruit l'esclavage. » Marseille était la
ville où le système de l'abstention avait fait le moins de
prosélytes. Les républicains marseillais s'étaient jetés dans
l'action politique dès 1857. La terreur régnait encore
à cette époque : aucune réunion n'était tolérée, tous les
journaux républicains avaient été supprimés. Ils présen-
tèrent cependant un candidat (1) qui obtint près de six
mille voix, chiffre considérable si l'on se reporte au temps
et aux circonstances. Les Marseillais étaient donc d'avance
disposés à agir lorsque M. Garnier-Pagès arriva à Mar-
seille. Une députation d'une trentaine d'ouvriers se rendit
dans la soirée à son hôtel : « Vous voyez ici, lui dit l'un
» de ces ouvriers, d'anciens amis qui ne se saluent plus
» depuis plusieurs années parce qu'ils sont divisés sur trois
» questions. Les uns, fidèles aux traditions de l'alliance
» carlo-républicaine du temps de la monarchie de Juillet,
» veulent s'unir aux légitimistes et aux cléricaux contre
» l'Empire ; les autres seraient plutôt disposés à voter pour
» les candidats bonapartistes contre les candidats légiti-
» mistes et cléricaux ; les derniers enfin demandent qu'on
» relève le drapeau républicain, et que le parti se reforme
» sur le champ de bataille. Vous nous mettrez d'accord. »
M. Garnier-Pagès prêcha l'union et la concorde à ces trois
fractions, et le résultat de la réunion fut que le parti répu-
blicain essayerait ses forces et soutiendrait des candidats
républicains. M. Garnier-Pagès continua son voyage dans
le Var, et, à son retour, on peut dire que le parti de l'ab-

(1) L'auteur de ce livre.

stention avait perdu la plus grande partie de ses adhérents.

Une question importante avait été posée dans le *Siècle* par M. André-Pasquet. Le nombre des députés à élire, conformément au décret organique du 2 février 1852, doit-il être calculé d'après le nombre des électeurs inscrits sur les listes électorales, comme le voulait le gouvernement, ainsi que nous l'avons vu dans les débats du Corps législatif, ou d'après le chiffre des électeurs dont l'existence est constatée par le dernier recensement quinquennal ? La question fut résolue dans ce dernier sens par M. André-Pasquet et par les membres les plus importants du barreau de Paris, dans une consultation fortement motivée ; le gouvernement crut devoir couper court à toute polémique à ce sujet par un avertissement ministériel donné au *Siècle* : « Attendu qu'en persévérant avec une obstination systématique dans des attaques dénuées de fondement, et » malgré les rectifications officielles, il porte atteinte au » respect qui est dû à la Constitution et aux lois. »

Les listes électorales, révisées d'après le principe repoussé par la consultation, furent affichées le 15 janvier, conformément à la loi, dans toutes les mairies de l'Empire. Les électeurs avaient dix jours pour les vérifier. De jeunes jurisconsultes, MM. Jules Ferry, Maillard, Puthod, Charles Floquet, Spuller, Émile Durier, Hérold, Ernest Hamel, Rousselle, Colfavru, Laurier, Delorme, Gustave Chaudey, Hérisson, Léon Renault, Audoy, de Barthélemy, Delprat, Delestre, Gambetta, Clamageran, André-Pasquet, Albert Fermé se mirent à la disposition des citoyens pour leur indiquer la marche à suivre dans le cas où ils auraient à réclamer leur inscription (1).

(1) M. Jules Ferry, ex-membre du gouvernement de la Défense nationale, est aujourd'hui ministre en Grèce ; M. Puthod a été préfet ; M. Charles Floquet, dé-

L'administration multiplia les obstacles autour de cette formalité : les listes électorales n'étaient communiquées qu'après sommation d'huissier ; encore les maires ne cédaient-ils pas toujours. M. Léon Gambetta et Emmanuel Durand se virent obligés de se munir d'une ordonnance de M. Benoît-Champy, président du tribunal civil, pour traduire en justice le maire du 13^e arrondissement, afin d'obtenir communication de la liste électorale. MM. Jules Grévy et Clément Laurier plaidèrent sans succès pour les demandeurs.

L'état des esprits présageait une lutte beaucoup plus vive qu'en 1857. Les citoyens semblaient peu à peu reprendre courage. Les comités électoraux essayaient de se former ; dès le mois de mars, on mettait même déjà quelques noms célèbres en avant comme candidats dans diverses circonscriptions.

Un membre du conseil général du Nord fut chargé par ses collègues de demander à M. Thiers s'il accepterait la candidature dans la circonscription de Valenciennes. M. Thiers répondit que « sous toutes les formes de gouver- » nement les bons citoyens ont à remplir des devoirs aux- » quels il ne leur est pas permis de se soustraire, et que » depuis le décret du 24 novembre, la Constitution ayant » été modifiée et reconnue modifiable, le serment n'était

puté de Paris démissionnaire, est conseiller municipal de Paris ; M. Spuller a été préfet et attaché au cabinet de M. Gambetta ; il est aujourd'hui un des rédacteurs de la *République française* ; M. Émile Durier est secrétaire général du ministère de la justice et conseiller d'État en service extraordinaire ; M. Hérold a rempli également ces fonctions et celles de ministre intérimaire de l'intérieur sous le gouvernement de la Défense nationale et, sous la présidence de M. Thiers, de membre de la commission remplaçant le Conseil d'État ; M. Colfavru a été juge de paix à Paris ; M. Laurier, chef du personnel du ministère de l'intérieur de la délégation de Tours ; M. Delorme, préfet ; M. Gustave Chaudey, adjoint au maire de Paris, fusillé par ordre de Raoult Rigault, procureur de la Commune ; M. Hérisson, maire de Paris ; M. Gambetta, membre de la délégation de Tours, ministre de l'intérieur et ministre de la guerre ; M. Léon Renault est préfet de police.

» plus en contradiction avec les convictions des amis de la
» liberté ». M. Thiers, après avoir déclaré que sa vie entière
défendait qu'on lui demandât rien au delà du serment, et
après s'être refusé à toute déclaration explicative, terminait
en disant : « Vous êtes dévoué à l'Empire, et rien n'est plus
» légitime avec les convictions que vous professez ; mais,
» souffrez que je vous le dise, en voulant faire du serment
» une formalité qui laisserait les accès de la législature plus
» ouverts aux hommes dévoués qu'aux hommes éclairés, je
» ne crois pas que vous serviez utilement votre cause.
» Quant à moi, je ferai un vrai sacrifice en rentrant dans la
» vie publique ; mais je ne puis, au sacrifice de mes goûts
» et de mon repos, joindre celui de ma dignité. »

La question du serment touchait beaucoup le gouvernement. Le *Journal des Débats* ne tarda pas à recevoir un avertissement pour s'être permis de soutenir « que le ser-
» ment politique ne réclame d'autre engagement, n'impose
» d'autre devoir que de ne pas entrer dans la voie douteuse
» et obscure des conspirations et d'observer le respect de
» la loi recommandé par la morale à tous les citoyens ». M. de Persigny s'empessa de protester contre cette définition. Penser ainsi, c'était, selon lui, « chercher à tromper
» la conscience publique sur la portée d'un acte solennel
» qui forme un lien d'honneur entre celui qui le prête et
» celui qui le reçoit, entre l'Empereur et le candidat ».

Une candidature, à cette époque où les difficultés pour se mettre en communication avec le suffrage universel rendaient les chances de succès si faibles, pouvait passer pour un acte de dévouement. Les candidats n'avaient rien à espérer que de leur propre énergie et de l'appui incertain de quelques journaux timides. La formation des comités n'avait jamais été plus nécessaire ; tous les journaux li-

béraux y poussaient, sauf la *Presse* de M. Émile de Girardin qui, après avoir demandé la formation d'une sorte de directoire électoral destiné à concentrer l'action des partis, avait fini par réclamer une neutralité absolue de la part du gouvernement et de ceux « qui prétendaient avoir le droit de diriger l'opinion », comme si le travail préparatoire des élections, si difficile et si entravé, n'exigeait pas le concours de tous, et comme si l'on pouvait élire quelqu'un sans une entente préalable au sujet de son élection. Le *Siècle*, toujours fidèle à sa répugnance pour l'abstention sous toutes ses formes et sous tous ses déguisements, poussa très-vivement au mouvement électoral en publiant, dès le 16 mars, un manifeste contenant son programme politique, et se terminant ainsi :

« A l'œuvre donc, électeurs et candidats ! que les comités se forment, que les éléments du grand verdict électoral s'élaborent. Le *Siècle*, quant à lui, ne faillira pas à son devoir. Au lendemain du 2 décembre 1851, il présentait au suffrage des électeurs de Paris les Cavaignac, les Goudchaux, les Carnot, et contribuait à obtenir pour eux la victoire. Cette fois, comme toujours, il restera fidèle à son drapeau.

» Le *Siècle* s'est déjà mis à la disposition des électeurs pour tout ce qui concerne l'inscription des citoyens sur les listes électorales, il leur offre de nouveau son concours pour tout ce qui pourra assurer la sécurité des élections.

» Et maintenant, candidats et électeurs, oublions tous les dissentiments puérils, toutes les mesquines querelles ; ne soyons animés que du noble désir de faire triompher la cause démocratique et libérale. Aidons-nous, et le suffrage universel nous aidera. »

La lutte était donc engagée de fait bien avant l'ouverture de la période électorale, et le gouvernement prenait pour la soutenir un luxe de précautions qui prouvait quelle importance il attachait à son résultat. M. de Persigny, ministre de l'intérieur, ne voulant laisser prise à l'ennemi par aucun côté, fit insérer dans le *Moniteur* du 23 avril une note ainsi conçue : « Plusieurs journaux affectent de

» désigner les candidats de l'opposition par l'expression de
 » *candidats indépendants*, comme si l'indépendance était
 » uniquement acquise aux candidats patronnés par certains
 » partis, et déniée d'avance aux candidats qui seraient
 » agréés du gouvernement. Une pareille désignation n'est
 » pas seulement une intrigue électorale, elle est une injure
 » pour les hommes honorables qui ont tout à la fois les
 » sympathies du pays et la confiance du gouvernement.
 » L'administration prévient ces journaux qu'elle réprimera
 » sévèrement de pareilles manœuvres. » M. de Persigny,
 transformant en délit une épithète passée dans le langage
 parlementaire et qui, depuis l'adoption des candidatures
 officielles, n'était d'ailleurs que la constatation d'un fait,
 puisque le gouvernement, en déclarant que tel candidat
 n'a pas son patronage, prouve du moins qu'il est indépen-
 dant de lui, se plaçait sur une pente qui pouvait le con-
 duire jusqu'au refus de tolérer qu'un journal de l'oppo-
 sition accolât une épithète louangeuse au nom de son
 candidat, à moins de l'accorder en même temps au candidat
 du gouvernement.

L'opposition ne se laissa pas intimider ; la circulaire sui-
 vante, lancée dans les départements en même temps qu'à
 Paris, servit en quelque sorte de réponse à la note du
Moniteur :

« Paris, le 28 avril 1863.

» Monsieur et cher concitoyen,

» Le moment des élections approche. Nous devons redoubler de soins,
 de dévouement, d'activité. Chacun, dans la limite de ses facultés, a
 mission de faire triompher la sainte cause de la Liberté et du Progrès, et
 d'aplanir les obstacles pour parvenir au but. Ces obstacles sont multiples.
 L'application du suffrage universel est difficile, sa légalité incertaine. Déjà,
 pour éclairer la situation, les avocats du barreau de Paris ont rédigé un
Manuel électoral ; mais des circonstances spéciales peuvent motiver de
 nouvelles instructions.

» En conséquence, tandis qu'un certain nombre de citoyens s'occupe

de former un comité pour les élections de Paris, nous avons organisé un comité consultatif de correspondance électorale pour les départements. Ce comité est composé de MM. Clamageran, Dréo, Durier, Ferry, Floquet, Hérold, Hérisson, Marie, etc.

» Dans une seconde lettre, nous vous donnerons les noms des anciens représentants qui voudront bien joindre leurs efforts à nos efforts pour seconder le mouvement électoral, et nous vous indiquerons les relations que nous aurons établies avec les journaux de Paris.

» Vos dévoués concitoyens,

» GARNIER-PAGÈS, A. DRÉO.

» Ne pas publier. »

Les premiers actes du pouvoir indiquaient de sa part un parti pris de rigueur et de violence contre lequel plusieurs journaux, entre autres le *Temps* et le *Courrier du dimanche*, étaient d'avis qu'on ne pouvait lutter que par une coalition : « Gardons en poche nos formulaires, dit le » premier de ces journaux, ne soulevons pas de questions » irritantes, oublions ce qui nous divise et ne songeons qu'à » ce qui nous unit. » Le *Courrier du dimanche* simplifiait les choses en supprimant les partis (1) : « Avec le temps » on peut passer d'une nuance à l'autre : être indifféremment légitimiste comme M. Berryer, orléaniste comme » M. Thiers, républicain comme le général Cavaignac. » Le *Temps* ajoutait : « Supposez qu'il prenne fantaisie à » lord Palmerston de supprimer la liberté de la presse et » la liberté de réunion, pensez-vous que tories et radicaux » ne se sentiraient pas également lésés et ne se réuniraient » pas dans une poursuite commune des libertés perdues ? »

Le parti tory français s'était, au mois de décembre 1851, divisé malheureusement au sujet de ces libertés, et la majorité du parti qui s'était rangée du côté de ceux qui voulaient les supprimer, ne paraissait pas vouloir se rallier à la minorité. La cause qui s'opposait à l'alliance proposée

(1) Article de M. Prévost-Paradol.

par le *Temps* et par le *Courrier du dimanche* entre toutes les fractions du parti libéral tenait au passé par le Deux-décembre et au présent par la question romaine, nœud de l'alliance entre le parti tory français et l'Empire. Les feuilles cléricales le proclamaient hautement : « En face des » programmes de la trempe de celui du *Siècle*, s'écriait » l'*Union*, nous sommes l'ennemi. » La *Gazette de France* n'admettait l'action commune qu'avec ceux qui « se pré- » senteraient hautement et publiquement comme dévoués » à la cause de l'Église et aux droits du saint-siège. »

Le gouvernement, par son attitude pour le moins passive en présence des empiétements du Piémont, par son hostilité contre les associations de charité, par le retrait de la candidature officielle aux députés qui s'étaient le plus énergiquement prononcés en faveur du saint-siège, avait, il est vrai, donné au parti catholique de grands sujets de mécontentement ; mais il lui offrait des compensations par sa persistance à maintenir son armée à Rome et par sa récente tendance à se rapprocher plus intimement du Pape. Ce parti éprouvait donc une hésitation qui se serait peut-être traduite en abstention chez beaucoup de ses membres, si un mémoire (1) signé par les archevêques de Cambrai, de Tours et de Rennes, et par les évêques de Metz, d'Orléans, de Nantes et de Chartres, n'était venu répondre à cette double question : Faut-il voter ? Pour qui faut-il voter ?

La réponse, très-affirmative sur le premier point, n'était pas aussi nette sur le second. Les évêques déclaraient même qu'ils n'avaient pas le droit de se prononcer à ce sujet. Ce mémoire, au milieu des nuages dont il s'envelop-

(1) Réponse de plusieurs évêques aux consultations qui leur ont été adressées relativement aux élections prochaines.

paît, n'en était pas moins un acte d'opposition. Le ministre des cultes écrivit à ceux qui l'avaient signé une lettre pour leur dénier le droit de donner des consultations politiques ou autres en dehors de leur diocèse, et pour les avertir qu'il serait désormais interdit aux journaux de publier des délibérations d'évêques réunis sans autorisation (1).

Le parti catholique, poussé au vote par les évêques, se partageait en deux camps : le parti catholique pur, n'attachant aucune importance à la forme du gouvernement et ne reconnaissant d'autres principes et d'autres intérêts que ceux de l'Église romaine; le parti catholique légitimiste, se subdivisant lui-même en deux fractions, l'une, la plus considérable, rattachée à la présidence de Louis Bonaparte, puis au coup d'État de décembre, enfin à l'Empire par l'influence qu'il lui assurait, par l'exemple du clergé, par la haine de la démocratie, par le soin de ses intérêts, par la possession des emplois; l'autre, composée surtout d'individualités remarquables, ne séparant pas les intérêts de la liberté de ceux de la monarchie et de l'Église, mais convaincue de la nécessité de reconstituer la royauté en l'entourant de certaines garanties en dehors desquelles un gouvernement n'est jamais qu'une variété du despotisme.

Les catholiques purs ne pouvaient manquer de voter pour les candidats du gouvernement, ainsi que les catholiques légitimistes; les catholiques-libéraux-légitimistes, unis aux orléanistes désireux d'expier par la réunion des deux branches de la maison de Bourbon l'hérésie de juillet, se présentaient seuls pour entrer dans la coalition rêvée par le *Temps* et le *Courrier du dimanche*. Quant aux orléanistes de 1830, partisans de la monarchie constitution-

(1) Lettre de M. Rouland, publiée le 31 mai.

nelle librement acceptée par la nation, ils étaient trop peu nombreux pour jouer un rôle distinct dans les élections.

Telle était la situation des partis dans les départements.

Le gouvernement impérial, par le décret du 24 novembre, était entré dans une voie plus favorable à la discussion. La libre expression de la pensée parlementaire aurait dû avoir pour conséquence la libre expression de la pensée électorale. L'opinion publique comptait donc que les élections seraient dirigées dans un sens conforme à l'esprit du décret du 24 novembre. Les premiers actes de M. de Persigny démentirent bientôt ces espérances. L'Empereur n'avait voulu confier qu'à un serviteur éprouvé la direction des opérations de la campagne électorale. M. de Persigny convenait peu à cette tâche. Parvenu, non de la politique, mais de la conspiration et du complot, sectaire du bonapartisme plutôt que bonapartiste, il se consolait et même il était fier de passer pour mauvais administrateur par l'illusion de se croire un homme d'État; M. de Persigny n'apercevant que le détail des choses et croyant les diriger dans leur ensemble, cassant lorsqu'il s'imaginait être habile, pédant quand il croyait être profond, avait en outre la manie d'appuyer ses actes sur des exemples tirés de l'histoire d'Angleterre. Il emprunta donc à cette source les arguments développés en faveur des candidatures officielles dans la circulaire adressée le 8 mai aux préfets pour leur tracer la conduite à suivre pendant les élections.

M. de Persigny, après avoir tracé le brillant tableau de la situation de la France tirée par l'Empereur de « l'état d'anarchie, de misère et d'abaissement où le » régime des rhéteurs l'avait laissée, » expliquait comment, dans un pays « constitué depuis dix ans seulement

» après tant de convulsions », le gouvernement ne pouvait, « sans prolonger la révolution », se borner dans les élections à assister à la lutte des opinions diverses. « Les » partis n'étant point divisés en France, comme en Angle- » terre, uniquement sur la conduite des affaires, mais » encore sur le principe même du gouvernement, for- » ment nécessairement des factions. » Ces factions, composées des débris des gouvernements déchus, « bien qu'affai- » blies chaque jour par le temps qui seul peut les faire » disparaître, ne cherchent à pénétrer au cœur de nos » institutions que pour en altérer le principe, et n'invo- » quent la liberté que pour la tourner contre l'État ».

Les partis, aux yeux de M. de Persigny, n'étaient d'ailleurs « qu'une coalition d'hostilités, de rancunes, de dé- » pîts opposée aux grandes choses de l'Empire ». Ils ne voulaient la liberté que « pour la tourner contre l'État et contre l'Empereur » ; mais il ne les craint pas, car « l'élu » du peuple, fort de son origine providentielle, a réalisé » toutes les espérances de la France. Cette France qu'il » avait trouvée dans l'anarchie, dans la misère et l'abaisse- » ment où le régime des rhéteurs l'avait plongée, il lui a » suffi de quelques années pour l'élever au plus haut degré » de richesse et de grandeur. »

M. de Persigny affirmait que les élections seraient libres, et que les préfets ne devaient s'adresser qu'à la raison et au cœur des électeurs, mais « afin que la bonne foi des » populations ne puisse être trompée par des habiletés de » langage ou par des professions de foi équivoques », il disait à ces fonctionnaires : « Désignez hautement, comme » dans les élections précédentes, les candidats qui inspirent » le plus de confiance au gouvernement. Que les popu- » lations sachent quels sont les amis ou les adversaires

» plus ou moins déguisés de l'Empire ; et qu'elles se pro-
» noncent en toute liberté, mais en toute connaissance de
» cause. »

Il n'y a certainement rien d'illogique de la part d'un gouvernement qui désigne lui-même les députés, à repousser ceux qui, même sur un seul point, refusent de s'associer à sa politique ; mais il y a de l'imprudence à transformer ces séparations accidentelles en ruptures définitives. M. de Persigny ne craignit pas cependant de déclarer dans le passage de sa circulaire relative aux membres de l'ancienne majorité auxquels le gouvernement croyait devoir retirer son patronage, que ce n'était pas « pour de simples dissidences d'opinion » que cette mesure a été prise, car s'il respecte l'indépendance des députés, « il ne peut ap-
» puyer auprès des électeurs que des hommes dévoués sans
» réserve et sans arrière-pensée à la dynastie impériale et
» à nos institutions ».

La situation des partis, les dispositions du gouvernement au moment des élections sont maintenant connues. Quel était l'état réel de l'opinion publique ? On peut déjà se faire une idée de la soumission et de l'abaissement du suffrage universel devant le pouvoir administratif par ces deux faits : *L'Écho de Vesoul* du mois d'août 1862 contenait une lettre dans laquelle les électeurs de la circonscription demandaient au ministre de l'intérieur de vouloir bien désigner à leurs suffrages la candidature de M. de La Valette, fils de l'ambassadeur à Rome. Il eût été bien plus simple, semble-t-il, pour les électeurs de le nommer eux-mêmes, mais si l'administration n'approuvait pas ce choix, il aurait fallu lutter contre elle, et la pensée de l'inutilité de leurs efforts décourageait d'avance les partisans de M. de La Valette. Le préfet de la Haute-Loire proclamait à la même date

la déchéance, en quelque sorte, du suffrage universel dans un discours adressé aux électeurs de son département :

« Sous le dernier gouvernement, les électeurs, pour suppléer à la direction qui leur manquait, avaient imaginé les réunions préparatoires où les candidats venaient exposer leurs principes et se soumettre à une décision première d'admission ou de rejet. Mais ces réunions étaient souvent tumultueuses, et la plupart du temps inefficaces. L'administration remplit aujourd'hui pour ainsi dire l'office des réunions préparatoires. Nous autres, administrateurs désintéressés dans la question et qui ne représentons en définitive que la collection de vos intérêts, nous examinons, nous apprécions, nous jugeons les candidatures qui se produisent, et, après un mûr examen, avec l'agrément du gouvernement, nous vous présentons celle qui nous paraît la meilleure et qui réunit le plus de sympathies, non pas comme le résultat de notre volonté et encore moins d'un caprice, mais comme l'expression de vos propres suffrages et le résultat de vos sympathies (1). »

Le jugement, l'observation, la réflexion du préfet remplacent le jugement, l'observation, la réflexion de ses administrés ; il est la conscience de son département. L'Empereur choisit son préfet, le préfet désigne son candidat, lequel devient ainsi consubstantiel à l'Empereur et au préfet par une sorte d'hypostase qui constitue le dogme de la candidature officielle. L'Empereur, le préfet, le candidat, voilà les trois personnes de la trinité électorale. Quiconque tentera en dehors d'elle de capter le suffrage des électeurs sera considéré comme sacrilège.

La France, en très-grande majorité, n'était, il faut en convenir, nullement choquée, au mois de mai 1863, de l'application de ces théories ; elle s'y pliait docilement. Il s'agissait donc de la tirer de son affaissement par les efforts épars de quelques hommes courageux luttant seuls contre toutes les forces du gouvernement le plus centralisé qui fût au monde.

La décentralisation administrative [en effet, telle que la

(1) Cité par Jules Ferry dans la *Lutte électorale en 1863*.

comprenait l'Empire, consistait à fortifier, à étendre l'action du pouvoir central par l'intermédiaire du préfet. L'influence de ce fonctionnaire en tout ce qui concerne les affaires, les places, les faveurs, devenait chaque jour plus grande. Rien ne le gênait : la candidature officielle remplissait les conseils généraux de surveillants bénévoles ; les journaux de l'opposition avaient été tués presque partout ; il ne restait guère plus que des journaux entretenus par le gouvernement au moyen de subventions secrètes et des annonces judiciaires. Le clergé était l'auxiliaire du préfet ; et s'il arrivait parfois que la lutte s'engageât entre eux, le préfet opposait les maires aux curés, les gardes champêtres aux bedeaux, et, grâce à ces derniers, il assurait presque toujours le triomphe du candidat de l'État sur celui de l'Église.

Le clergé seul cependant était organisé de façon à lutter, quand cela lui convenait, contre l'administration. L'opposition libérale et démocratique, privée de ses moyens d'action légitimes, la presse et le droit de réunion, se faisait difficilement jour dans les villes ; à plus forte raison dans les campagnes. La Révolution française, en émancipant le paysan par la propriété, n'a point changé ses habitudes morales ; son éducation et son instruction en sont restées à peu près au point où elles étaient en 89. La Révolution est pour lui un fait vague et lointain dont il n'entrevoit que fort obscurément les causes et les conséquences. Le morceau de terre qu'il cultive encore a été acheté par son grand-père à la nation, qui l'avait enlevé aux nobles et aux prêtres ; ceux-ci ont voulu le lui reprendre ; un homme qui s'appelait Napoléon a préservé son héritage ; voilà tout ce qu'il sait de la Révolution. On ne lui a pas enseigné autre chose depuis cinquante ans. La révolution de Février,

en le conviant à la vie politique, n'avait pas eu le temps de lui en apprendre les devoirs, et l'Empire jugeait plus commode de les exercer pour lui. Ce bulletin de vote que le garde champêtre lui remettait en ajoutant : « C'est ce papier-là qu'il faut apporter au maire le jour de l'élection », n'était pas une grande conquête à ses yeux ; il se disait : « Puisqu'on n'est pas libre d'y inscrire qui l'on veut, le maire » aurait mieux fait de le garder tout de suite, puisqu'il » faut qu'on le lui rapporte (1). »

Le paysan, en général timide, tremble quand il se sent surveillé de près : maires, juges de paix, curés, gardes champêtres, brigadiers de gendarmerie, avant, pendant et après l'élection avaient les yeux sur lui. Ces surveillants étaient à leur tour surveillés par le commissaire de police cantonal chargé de stimuler le zèle du monde officiel du village. Il ne se contentait pas d'entrer dans la maison du paysan, il pénétrait même dans la salle des délibérations du Conseil municipal et tancait vertement ses membres, si leur zèle lui semblait faiblir. — Le commissaire de police agissait sur les populations par la terreur. Un électeur de l'opposition traversait un village de la Gironde entre deux gendarmes, et le commissaire de police criait, en le montrant à la foule : « C'est un partisan de M. Decazes, voilà comment » on les traite. »

Le commissaire d'une ville du département de Vaucluse (2), escorté de gendarmes, de gardes champêtres, tambours et drapeau en tête, annonçait pendant le scrutin à la population, sur les places et carrefours, que si le candidat de l'opposition était nommé, les cocons se vendraient à douze sous, comme en 1848. L'administration, au lieu

(1) *Mémorial des Deux-Sèvres* (lettre de M. G. Bordillon, 23 mai 1863).

(2) Cavaillon.

de ses agents, faisait intervenir quelquefois des personnages de fantaisie. C'est ainsi que dans le Doubs « quelques » amis du peuple des campagnes » menaçaient les électeurs de voir tomber les fromâges à 5 francs le cent, et le sel monter à 5 sols si M. de Montalembert était nommé.

Gardes champêtres, gardes-canaux, gardes forestiers, cantonniers, recevaient le mot d'ordre du commissaire de police. Les gardes champêtres, dans le département de Seine-et-Marne, répandirent le bruit que le candidat de l'opposition était un accapareur ; les cantonniers ajoutèrent que les pauvres gens qui voteraient pour lui ne pourraient plus aller au bois faire des balais. Il ne faut pas oublier que ce personnel d'agents verbalisait toute l'année, et que s'il y a quelque chose au monde que le paysan redoute, c'est le procès-verbal, auquel il est sans cesse exposé. La méfiance de la justice est enracinée de longue date chez lui ; il ne croit qu'à la faveur, et il est disposé à s'incliner devant les plus humbles agents de celui de qui toute faveur émane, c'est-à-dire du préfet.

La circonscription aurait dû former une association géographique de localités groupées d'après les conditions du sol et les précédents de l'histoire ; mais la circonscription ainsi fixée aurait créé des influences locales difficiles à dominer par l'administration. Le législateur impérial s'était donc réservé le droit de morceler, de dépecer des arrondissements, au gré de ses intérêts électoraux. L'administration, à chaque époque de réélection, remaniait le cadastre électoral. Le député brouillé avec le gouvernement cherchait sa circonscription, et il ne la retrouvait plus. L'administration, ne pouvant escamoter le candidat, escamotait la circonscription. Une ville inspirait-elle des craintes pour son vote, on le noyait dans celui des campagnes.

L'accès même de la circonscription était difficile au candidat indépendant. Il y était à peine entré qu'on cherchait à lui en rendre le séjour impossible par une surveillance qui s'étendait jusqu'à sa famille, et par les attaques du journal officieux de la localité. Le candidat de l'opposition éprouvait naturellement le besoin de répondre à ses détracteurs. Il cherchait donc un imprimeur. S'il y a deux imprimeries, dans une petite ville, presque toujours l'une dépend du préfet, et l'autre de l'évêque. L'imprimeur, en admettant qu'il soit indépendant du préfet et de l'évêque, n'est pas indépendant de la législation sur la presse, immense filet dans lequel il peut être pris à chaque instant. Le candidat cependant a triomphé de cet obstacle ; sa circulaire encore humide des presses est là. Comment la fera-t-il parvenir aux électeurs ? Trois moyens s'offrent pour cela : l'affichage, la poste, la distribution libre après dépôt préalable ; mais l'afficheur et le distributeur restent à trouver. L'afficheur, dans une petite ville, est ordinairement un personnage officiel qui n'ira pas jouer sa place contre le plaisir de servir la liberté. L'afficheur libre a besoin de tout son courage civique pour placarder son affiche à côté de celle de l'Empereur. La voirie est pleine d'embûches pour lui ; elle a ses règlements comme l'imprimerie, et qui sait ce que ces règlements réservent à son échelle citoyenne ? Le candidat, faute d'afficheur, était réduit parfois à s'armer du pinceau et du pot à colle (1). Dans les villages, c'était la nuit, à la faveur des ténèbres, que l'afficheur volontaire et ses complices se glissaient le long des murs et disparaissaient, laissant comme trace de leur passage l'inutile affiche que le maire ou le garde champêtre

(1) M. Clapier dans les Bouches-du-Rhône en 1859. M. Jules Ferry constate que le même fait s'est reproduit en 1863.

déchirait le lendemain d'une main indignée, à moins que, dans un accès de gaieté facétieuse il ne la cachât sous celle du candidat de la préfecture (1).

La lacération des affiches apposées dans l'intérêt d'un candidat ne constituait aucune infraction pénale aux yeux des magistrats du parquet. Le candidat qui se plaignait à eux de ce délit commis par un fonctionnaire, avait pour toute ressource « de provoquer, de la part de l'administration, un blâme contre le coupable (2) ».

Restait la poste ; mais comment se fier à elle ? On n'entendait parler de tous côtés dans les temps d'élection que de bulletins en retard, de circulaires égarées, voire même d'écrits électoraux jetés dans les égouts. Les paquets arrivaient quelquefois, mais, par un prodige singulier, entre chaque circulaire du candidat indépendant s'était glissée une circulaire du candidat officiel, et entre chaque bulletin libre un bulletin estampillé (3).

Le préfet, s'il le jugeait nécessaire, interrompait les fonctions ordinaires de la poste. Le préfet de l'Isère obligea, le 30 mai, les facteurs à partir à cinq heures du matin au lieu de onze heures pour porter les affiches officielles dans toutes les communes de leur circonscription, et rien que ces affiches, attendu qu'à cette heure aucun courrier n'était arrivé. La banlieue de Grenoble, qui comprend 25 000 habitants, resta privée, pendant vingt-quatre heures, de communications postales, d'où peuvent dépendre l'honneur, la vie, la fortune de bien des gens, uniquement pour attaquer un candidat et au moment où il ne pouvait plus se défendre (4).

(1) A Meaux et dans d'autres localités.

(2) Réponse du procureur impérial de Nyons à M. Aristide Dumont.

(3) Lettre de M. Bordillon adressée à l'inspecteur des postes à Angers, 30 mai 1863.

(4) Élection de M. Casimir Périer.

Le distributeur libre devait avoir l'âme d'un héros et le courage d'un martyr pour résister aux exhortations, aux menaces, et quelquefois aux coups des commissaires, des maires, des gendarmes, des gardes champêtres et des cantonniers ; les héros et les martyrs sont rares dans les campagnes. Il s'en était, par hasard, trouvé un à Guéret, dans la personne d'un jeune soldat en congé renouvelable ; un autre à Lannion, sous les traits d'un porcher. Le premier reçut immédiatement l'ordre de rejoindre son corps, le second fut emprisonné sous la prévention du délit de fausse nouvelle, et acquitté plus tard. Un homme fut également assez hardi pour accepter la mission de distributeur libre dans le département de Seine-et-Oise ; le maire de la commune déclara formellement à ce pauvre diable que s'il avait besoin de quelque secours, il ne devait plus compter sur le bureau de bienfaisance.

Le candidat officiel n'est pas soumis à ces tribulations ; il se promène tranquillement pendant que le fourrier de ville, le garde champêtre, portent ses bulletins et placardent majestueusement ses affiches sur tous les murs, les troncs des arbres et jusque sur les piédestaux des croix de grands chemins. La poste se donne bien de garde d'égarer ses circulaires ; l'électricité n'a pas pour lui les distractions et les lenteurs qu'elle montre pour le candidat de l'opposition, toujours incertain du sort de ses dépêches.

Le gouvernement, outre son armée de fonctionnaires actifs, peut mettre en ligne dans les cas graves une landwehr de fonctionnaires officieux dont il se garde bien de négliger le concours ; l'inspecteur des écoles de l'académie de la Côte-d'Or écrit à ses subordonnés pour leur demander les noms et les adresses de tous les anciens militaires habitant la com-

mune et électeurs, des médaillés de Sainte-Hélène, des décorés de la Légion d'honneur, des retraités de toutes les administrations, des débitants de tabac, des cabaretiers, des personnes chargées d'un service public à quelque titre que ce soit, maçons, architectes, des pères (électeurs) d'enfants devant tirer au sort l'année prochaine, des pères d'enfants au service ou en réserve; l'inspecteur des écoles de Cambrai demande de son côté « les noms des pères d'em- » ployés, de fonctionnaires, de jeunes gens qui sont com- » mis aux chemins de fer ou dans les mines. » Autant d'auxiliaires de la candidature officielle.

Les instituteurs doivent, du reste, prendre eux-mêmes part à la bataille sous peine de passer pour des lâches aux yeux de leurs chefs. L'inspecteur de l'académie de la Côte-d'Or leur écrit : « Combattre les candidatures administra- » tives, c'est combattre l'Empereur lui-même. En adopter » et en patronner d'autres, c'est également servir et recruter » contre lui... Ne pas les combattre, mais aussi ne pas les » soutenir, c'est l'abandonner, c'est rester l'arme au pied » dans la bataille. Votre indifférence me causerait de la » surprise et du regret, votre hostilité serait à mes yeux » une lâcheté coupable et sans excuse » ; l'inspecteur de l'académie des Vosges écrit aux instituteurs qu'il n'est ni l'ami ni le parent du candidat indépendant (M. Buffet) ainsi que les malveillants en ont fait courir le bruit, et qu'il les engage à se montrer dévoués à la candidature officielle.

Le modeste débitant de tabac doit, lui aussi, mettre son influence à la disposition de la candidature officielle. Le directeur des contributions indirectes les engage, « comme » leur conscience l'a déjà fait, à se servir de leur position » pour assurer, dans la limite de leurs moyens, le succès » du gouvernement ». Le débitant de tabac, en temps d'élec-

tion, devient l'objet d'une surveillance incessante, dans les plus humbles villages.

Le candidat officiel communique directement ses instructions à l'armée administrative, il la fait mouvoir. Le candidat officiel, dans la Manche, prévient les juges de paix de sa prochaine arrivée, et les avertit de se tenir prêts à le conduire chez les maires de chaque canton.

La centralisation a été comparée à un polype aux tentacules innombrables; le tentacule administratif commence au préfet et finit au cantonnier; le tentacule judiciaire va du procureur général au sergent de ville; le tentacule financier s'étend du receveur général au porteur de contraintes, sans compter vingt autres appareils : octrois, douanes, droits-réunis, ponts et chaussées, avec lesquels le polype enlace le candidat, l'étreint et l'étouffe; la centralisation est aussi une machine savante, compliquée, merveilleusement obéissante à la main qui la dirige. Il n'est pas une seule fonction touchant, même de loin, au gouvernement qui ne puisse être prise dans ses engrenages : notaires, avoués, huissiers, recors y sont soumis. La centralisation, si elle ne peut obtenir d'eux un appui formel, leur impose du moins la neutralité.

Le candidat officiel, en retour de ces avantages, donne son adhésion formelle, éclatante à la politique du gouvernement; il faut qu'il se déclare son adhérent, son défenseur, qu'il rompe toutes relations avec ses adversaires. Aucun doute ne doit subsister sur son orthodoxie. M. Gouin, candidat officiel dans le département d'Indre-et-Loire et suspect de favoriser dans ce même département la candidature de son ex-collègue M. de Flavigny, auquel le patronage de l'administration a été retiré, reçoit du préfet Podevin l'avis que le ministre, mécontent de son attitude,

le charge de l'avertir que, s'il n'en change pas, il considérera sa conduite comme un acte d'hostilité et qu'il proposera un autre candidat à sa place. M. Gouin « doit faire connaître exactement sa réponse par l'ordonnance qui lui remettra ce pli ».

Toutes les forces de l'autorité publique en temps d'élection agissent sous l'impulsion du préfet. La justice elle-même devient sa docile servante. Un électeur fait-il contre le candidat officiel une propagande gênante, le commissaire de police le fait arrêter. Il reste enfermé dans la prison de la commune, avec un forçat libéré, jusqu'au moment où on le conduit entre deux gendarmes au chef-lieu d'arrondissement. Sa fille et le bâtonnier des avocats ne peuvent le voir en prison. Il est au secret. Le candidat non officiel, la cause innocente de cette arrestation, parvient cependant à obtenir une audience du procureur impérial. Ce dernier n'hésite pas à déclarer que le prisonnier lui est depuis longtemps signalé par l'ardeur et l'activité de sa propagande, qu'il a publiquement et avec malveillance relevé des affirmations contradictoires entre une dépêche du préfet de la Gironde et celle du préfet de la Dordogne, relative à un tracé du chemin de fer ; qu'il est allé jusqu'à s'écrier : « On ne se f... pas ainsi du peuple », et que le commissaire a dû exécuter l'ordre donné par le parquet de l'arrêter dans le cas où il dépasserait les bornes de la légalité.

Le candidat non officiel offre en vain une caution pour obtenir la liberté du prisonnier, et sa garantie qu'il se représentera à première réquisition de la justice ; le procureur impérial refuse. Le candidat atteste qu'il ne réclame nullement l'élargissement du prisonnier dans son intérêt, et que celui-ci ne rentrera dans la commune qu'après la clôture

du scrutin ; le procureur impérial s'adoucit alors et ordonne la mise en liberté à cette condition (1).

Le maire, simple agent du préfet, mais reflet de sa puissance, sorte d'émanation du pouvoir souverain, occupait une position très-enviée et très-redoutée. L'amour de l'écharpe était une passion fort générale et fort vive sous l'empire qui l'exploitait avec une grande habileté. L'écharpe servait dans les communes rurales à remplacer les partis par les coterie municipales et à contenir ces dernières les unes par les autres. Le sentiment politique n'existant que très-peu dans les campagnes, les paysans passaient du camp de l'opposition dans celui du gouvernement, et réciproquement, selon que l'écharpe de maire passait de celui-ci à celui-là ; l'heureux élu du préfet, instrument docile entre ses mains, savait qu'il devait obéir passivement ou être brisé.

La tournée annuelle des conseils de révision coïncidait par un heureux hasard, en 1863, avec l'époque des élections. Les préfets en profitèrent pour exhiber dans leur calèche les candidats officiels aux populations, pour les présenter aux juges de paix et aux maires, et pour tracer à ces derniers la ligne de conduite qu'ils devaient suivre sous peine de destitution. « Messieurs, » disait le préfet de la Manche aux maires, après leur avoir fait former le cercle autour de lui, à la façon militaire, « si vous ne devez pas » voter pour le candidat officiel, déposez votre écharpe la » veille, pour ne pas vous la faire retirer le lendemain. »

Menace inutile. Les maires n'étaient que trop disposés à se conformer à la doctrine de l'obéissance passive et à se faire les agents dévoués des candidatures officielles. La

(1) Arrestation de M. Delmas, conseiller municipal à Sainte-Foix (Gironde).

période électorale à peine ouverte, ils donnèrent des preuves de leur zèle; le maire de Chauffailles (Saône-et-Loire) invite ses administrés à nommer le candidat officiel, « afin » que l'Empereur puisse mener à bonne fin les grandes » choses qu'il a commencées pour la France, et lui celles » qu'il a commencées pour Chauffailles ».

Le maire d'Ouistreham prémunit ainsi ses concitoyens contre les menées de l'opposition : « Habitants d'Ouis- » treham (1), des agents plus ou moins payés se vantent de » vous faire voter contre le candidat du gouvernement. Je » connais trop votre fierté pour croire que vous vous laissez influencer par qui que ce soit. Ici vous n'avez qu'un » ami sincère, c'est moi ! Et quand je vous dis : Votez » pour M. Bertrand, c'est que ce vote est dans vos intérêts » les plus chers !!! » Le maire de Jonvelle signale aux électeurs M. d'Andelarre comme « le protecteur du parti » de la noblesse et du clergé; qui voudrait voir revenir » l'époque où nos aïeux étaient conviés à tour de rôle pour » battre l'eau et imposer silence aux grenouilles dans le » but de laisser dormir paisiblement M. le marquis ou » M^{me} la marquise, ou messieurs les prieurs de tel ou tel » village.

» Électeurs, ajoute le maire de Jonvelle, sachez qu'en » votant pour M. Galmiche vous votez pour vous, pour votre » bonheur, pour le progrès, pour l'Empereur qui vous aime ; » aimez-le aussi. Vive la France régénérée ! Vive l'Em- » pereur ! » Le maire de Saint-Thibéry, voyant une certaine incertitude régner dans l'esprit public de la commune, menace ses administrés de les abandonner : « Si, » entraînés par les belles promesses prodiguées par des

(1) Calvados.

» mains impuissantes, par ces grands mots dont vous jouis-
 » sez déjà de la signification, affichés sur votre place
 » comme un appât funeste à votre prospérité par des agi-
 » tateurs inconnus, sans aucune garantie pour vous du
 » passé ni de l'avenir, vous méconnaissiez les avis paternels
 » du maire que vous avez enlevé à ses habitudes solitaires
 » et tranquilles pour le combler de toutes sortes de soucis,
 » n'en doutez pas, sa démission de maire de Saint-Thibéry
 » accompagnerait le procès-verbal qui doit constater le
 » résultat de vos suffrages... » Ce magistrat continue : « Vous
 » avez le maire que vous désirez, vous possédez tout ce qui
 » est pratiquement possible d'obtenir. Vous devez être satis-
 » faits, et c'est à l'Empereur que vous devez votre satisfac-
 » tion..... Prouvez à votre maire que vous avez confiance
 » en lui, et à la France entière que les habitants de Saint-
 » Thibéry ne sont pas tels qu'on s'ingénie à le faire croire,
 » mais bien d'honnêtes citoyens dévoués à l'Empereur, à
 » l'Impératrice et au Prince impérial. »

Le maire de Plombières ne veut pas exercer de pression sur ses administrés, mais il les prévient que « si à Plom-
 » bières, qui a été comblé de bienfaits par l'Empereur, la
 » majorité n'était pas acquise à M. Le Bourcier, ce serait
 » une faute et une maladresse. » Il engage les habitants de
 Plombières, « dans l'intérêt de la France et dans leur in-
 » térêt particulier, à voter pour le candidat de l'Empe-
 » reur. » Le maire de Gonsans invite les électeurs à voter
 pour M. Latour du Moulin : « C'est l'ami de l'Empereur,
 » c'est lui qui a empêché l'impôt du sel. » Le maire de Gon-
 sans apprend à ses concitoyens que le même candidat a
 fait obtenir 400 francs aux pauvres de la commune,
 qui par reconnaissance voteront certainement pour lui.
 Le maire de Soulaines soumet à ses administrés cette sim-

ple réflexion : « Il est grandement de notre intérêt de remplir » fidèlement les intentions de M. le préfet qui, chaque jour, » nous a favorisés dans nos entreprises par les fonds du » gouvernement qu'il a accordés, » et, par conséquent, de nommer M. Segris « afin que M. le préfet nous vienne » encore en aide pour la confection de nos routes. » Le maire de Martigues (1) fait afficher dans sa commune la lettre suivante du candidat officiel :

« Monsieur le maire,

» Par ordre de M. le sénateur, je suis très-heureux de vous annoncer qu'il vient d'être fait droit à la demande des pêcheurs de Martigues ; vous pouvez leur annoncer que la vente facultative à la criée est rétablie. C'est le premier service qu'il m'est permis de rendre à la population si intéressante de votre commune. J'espère, monsieur le maire, que ce ne sera pas le dernier.

» Je n'ai pas oublié votre demande d'une garnison à Martigues ; je crois pouvoir vous annoncer que cette demande, accueillie déjà par M. le sénateur, le sera aussi par M. le ministre de la guerre dès que la commune aura les dispositions nécessaires d'un local pouvant servir de caserne.

» *Fait en Préfecture*, le 26 mai 1863.

» C. BOURNAT. »

Le maire de Sainte-Foy annonce une nouvelle non moins importante à ses administrés. Il se hâte de leur apprendre, trois jours avant l'élection, que le chemin de fer de Libourne à Bergerac *passera en principe sur la rive gauche*, avec un pont à Bergerac, et qu'on va procéder aux formalités ordinaires en faveur du nouveau projet ; une affiche qui se termine par le cri de : vive l'Empereur ! est placardée. La rive gauche est dans la joie, la rive droite dans la douleur ; les habitants de la Gironde sont enchantés, ceux de la Dordogne gémissent ; mais voilà que tout à coup le préfet de la Dordogne dément la nouvelle du tracé par la rive gauche ; le préfet de la Gironde la maintient. Le candidat offi-

(1) Capitaine de frégate en retraite, membre de la Légion d'honneur.

ciel rive droite et le candidat officiel rive gauche tremblent pendant ce temps-là. Les deux rives, heureusement dociles, ne les repoussent ni l'un ni l'autre.

Le maire de Kermaria monte en chaire le dimanche à la place du curé, et prêche en faveur du candidat de la préfecture. Le maire de Rinstenhart fait proclamer sur la place du village que les bulletins du candidat de l'opposition apportés par la poste ne valent rien et que lui seul connaît les bons. Le maire de Saint-Christophe-sur-Avre, prévenu « que certaines personnes connues par leurs idées » perverses » se proposent d'agir sur ses administrés, a recours à la poésie pour les garantir contre ces périls :

Soyez fermes dans votre devoir,
Ne soyez pas.....
..... De ces machines sans vouloir
Que la main des hommes par ressort fait mouvoir.

Le maire, dans toutes les communes, se tient sur la place le jour du vote et surveille ses administrés. Quelques-uns auraient bien envie de voter pour l'opposition en s'en rapportant au secret du vote garanti par la loi, mais le candidat du gouvernement a écrit son nom sur du papier transparent, et pour plus de précaution, le maire a envoyé aux électeurs dont il se méfie le bulletin officiel piqué ou collé sur leur carte d'électeur. Les électeurs de la campagne, pour se rendre dans la salle du scrutin, sont obligés de traverser une sorte de couloir où secrétaire de la mairie, officiers de pompiers, brigadiers de gendarmerie, fourriers de ville, gardes champêtres, cantonniers, sont en permanence et demandent à chaque électeur son bulletin, qu'ils remplacent par le bulletin du candidat officiel si celui qu'ils ont porte le nom du candidat de l'opposition (1).

(1) A Cavaillon, à Milhau, à Reilhac.

Le maire de Caudebroude (Aude) avait fait placer au sommet de l'escalier qui conduit à la salle du vote, le buste de l'Empereur entouré de l'écharpe du maire lui-même qui contenait les bulletins du candidat officiel. On lisait au-dessous du buste : « Venez me défendre à l'arme blanche..... avec des bulletins. » Un garde champêtre orné de sa plaque distribuait les bulletins.

Un grand nombre de maires ouvrent les bulletins et déchirent ceux des opposants, affirmant, d'ailleurs, que quel que soit le nombre de suffrages obtenu par le candidat de l'opposition, le candidat du gouvernement sera élu, et, comme pour donner plus de poids à leur affirmation, ils offrent de parier cent contre un que les choses se passeront ainsi.

L'apposition des scellés sur la boîte du scrutin ne préoccupait guère ces fonctionnaires. Ils laissaient au brigadier de gendarmerie ou au maître d'école le soin de se conformer à cette prescription de la loi, assez difficile, du reste, à remplir avec un matériel électoral tellement incomplet que dans un grand nombre de communes on votait soit dans un chapeau, soit dans un saladier, soit dans une soupière et, à défaut de ces récipients, dans la poche du maire tenue entrebâillée par lui et par l'adjoint ou par le garde champêtre.

L'importance du rôle des maires et le parti qu'un préfet résolu peut en tirer n'est nulle part plus sensible que dans les élections du département d'Ille-et-Vilaine, où le candidat de l'administration est en présence du candidat du clergé, et où la lutte s'établit entre les maires et les curés, aussi le préfet d'Ille-et-Vilaine écrit-il confidentiellement, dès le 12 mai, aux maires du département que, dans plusieurs circonscriptions « tous les ennemis de l'Empire et de son

» administration » se préparent à combattre de concert les candidats du gouvernement : « Une association aussi anormale entre des partis qui, jusqu'à ce jour, n'ont pas cessé de lutter les uns contre les autres, nous indique jusqu'à quelles extrémités se laissent entraîner les ennemis de l'Empire dans la voie de l'hostilité et de l'ingratitude ! Les populations feront justice d'une manœuvre si peu conforme au caractère et aux sentiments du pays breton. » Il ajoute que les partis hostiles ne se feront pas scrupule de répandre dans le pays « les plus odieuses calomnies » contre le gouvernement, contre l'administration préfectorale et contre le candidat ; aussi compte-t-il sur le concours des maires, « conformément au serment qu'ils ont prêté à l'Empire », pour faire connaître à leurs administrés l'importance que le gouvernement attache à la candidature de M. de Dalmas, employé au cabinet particulier de Napoléon III. M. Audren de Kerdrel, son concurrent, représentait l'élément légitimiste et catholique, et ses partisans soutenaient qu'il défendrait plus sincèrement que M. de Dalmas les intérêts religieux. Le préfet d'Ille-et-Vilaine proteste contre cette assertion : « M. de Dalmas, » s'écrie-t-il, a voté les dépenses si nombreuses et si importantes qui ont pour principe et pour but la protection du Saint-Père, il s'est associé aux demandes du *parti catholique* toutes les fois qu'il a pu le faire sans ingratitude » pour l'Empereur. »

Le préfet s'indigne en voyant M. de Kerdrel, « candidat de l'opposition et de la coalition des partis extrêmes », adresser aux curés et aux desservants les imprimés qu'il destine aux électeurs, et il signale particulièrement aux maires ce fait, en les invitant « à se mettre en mesure de signaler et même de neutraliser l'illégitime pression que

le clergé se propose d'exercer avant et pendant le scrutin ; quant aux instituteurs, le préfet les invite « à aller de hameau en hameau, de maison en maison », pour obtenir des voix au candidat du gouvernement : « Leur devoir en ce moment est de seconder l'administration de tous leurs efforts, de travailler sans relâche au triomphe de la candidature qu'elle recommande. » Le préfet est informé, en outre, que les ecclésiastiques se proposent de se rendre en grand nombre dans la salle du scrutin au moment de l'élection afin d'influencer les électeurs. Les maires, dans ce cas, ne doivent pas hésiter à requérir en son nom tous les fonctionnaires et employés en résidence dans leur commune et dans leur canton d'avoir à leur prêter leur concours « pour assurer la liberté du vote ». Que les maires ne s'effrayent d'aucune menace. « Le gouvernement connaît ses amis et ses ennemis. Vous serez soutenu dans l'accomplissement de vos devoirs de loyal fonctionnaire. L'appui du gouvernement ne fera défaut à aucun des amis de l'Empire. Le temps n'est plus où les fonctionnaires dévoués à leurs devoirs pouvaient être exposés à la persécution des ennemis du gouvernement. »

Les maires d'Ille-et-Vilaine reçurent du préfet Fearé quatorze circulaires non moins pressantes et non moins confidentielles dans le délai d'un mois.

Le préfet de Seine-et-Oise avait reçu l'ordre de désigner le général Mellinet aux électeurs de ce département. « Devant un nom si éminent, dit-il, je devais croire que toute candidature s'effacerait ; j'apprends cependant que M. Ernest Baroche, donnant pour raison que le gouvernement aurait paru agréer sa candidature, refuse de se désister. M. Ernest Baroche se trompe. Le gouvernement, plein de

sympathie pour le caractère élevé et les services éminents de son père, s'était montré disposé à adopter, sur sa demande, la neutralité dans cette circonscription, mais à une condition expresse. Après les circonstances pénibles qui avaient amené la résignation de ses fonctions au ministère du commerce, M. Ernest Baroche ne devait se présenter devant les électeurs qu'en expliquant publiquement sa conduite. » C'était porter un coup sensible à une famille tout entière, et à la famille d'un serviteur de l'Empire, mais les préfets, quand il s'agissait de combattre un candidat non officiel, fût-il bonapartiste, ne reculaient devant rien. Heureux celui que ces messieurs se contentaient de signaler à tous les maires comme « étranger à la circonscription électorale, n'ayant pas de titre pour prétendre à l'honneur de la représenter et faisant partie du petit nombre de ceux qui, regrettant une dynastie déchue, recherchent le mandat de député, non pour perfectionner nos institutions, mais pour les renverser, et pour nous livrer de nouveau à tous les hasards des révolutions ». Le préfet de la Manche fait appel au patriotisme de chaque maire : « Ne perdez pas de temps. Le moment du scrutin est proche. L'Empereur et la France comptent sur vous. » Il leur déclare ensuite que, « toute proportion gardée, la candidature de M. Havin, ancien commissaire de la République, directeur politique du *Siècle*, et celle d'un homme d'État, éminent historien, offrent le même caractère d'hostilité ».

Le préfet de la Lozère n'avait pas à lutter contre un représentant spécial du clergé, mais contre un candidat que le gouvernement avait dégradé de la candidature officielle, et qui, ancien préfet de ce département, y avait conservé une grande influence. Son successeur, con-

voquant à Fournels tous les maires et tous les instituteurs du canton pour leur présenter M. Joseph Barrot, candidat officiel, commence par leur dire : « Je dois vous prémunir » contre les démarches que fait M. de Chambrun pour » obtenir de nouveau votre mandat. M. de Chambrun n'a » rien pu obtenir du gouvernement. Il a perdu sa confiance » dont il n'était pas digne. S'il était renommé rien ne lui » serait accordé ; la Lozère n'aurait aucune part aux libé- » ralités du gouvernement, aux distributions de fonds dont » il dispose pour secours de toute nature. Si vous éprouviez » des pertes de bestiaux, si la gelée endommagerait vos » récoltes, vous ne pourriez plus prétendre à aucune in- » demnité. Le département de la Lozère et ses habitants » seraient délaissés, abandonnés par le gouvernement, si » vous nommiez le candidat qu'il repousse. »

Le préfet s'était trouvé un peu tard au rendez-vous par suite du mauvais état de la route ; il s'en prit à M. de Chambrun qui n'avait même plus, dit-il, le crédit nécessaire pour obtenir la réparation d'un chemin vicinal.

Les partisans de M. de Chambrun n'en tenaient pas moins à lui, et M. Joseph Barrot risquait fort d'échouer, malgré les maires qui signalaient M. de Chambrun comme un « ennemi acharné du gouvernement », malgré surtout le maire de Nasbinals qui, dit-il, fera enlever le fumier des électeurs qui voteront pour lui, et laissera le fumier de ceux qui voteront contre. Tous les maires ne montrèrent pas la même vigueur, si l'on en juge par les mesures prises par le préfet après le scrutin, qui fut entièrement favorable à M. de Chambrun. Vingt-huit maires et adjoints payèrent cette élection de leur écharpe.

Le préfet de la Haute-Saône rappelle aux anciens militaires, légionnaires, médaillés de Sainte-Hélène, de

Crimée, d'Italie, que Napoléon a dit : Les blancs seront toujours les blancs, et que le candidat officiel est M. Galmiche ; l'idée lui vient ensuite d'utiliser un chemin de fer qui ne sera jamais construit, contre la candidature de M. d'Andelarre. Deux tracés sont en présence, de Vesoul à Besançon, l'un par la vallée de la Linotte, l'autre par Rioz. Ce dernier tracé n'a aucune chance d'être adopté, mais comme la décision officielle n'est pas encore rendue, le préfet, par le fallacieux appât de l'incertain, ne pourrait-il pas enlever les électeurs de Rioz à M. d'Andelarre ? Il l'essayera du moins. Les employés de la compagnie concessionnaire vont donc, suivant ses instructions, flâner du côté de Rioz, pendant que les agents voyers classent les chemins vicinaux qui doivent relier les gares du côté de la Linotte. M. d'Andelarre, dans une lettre aux électeurs de Rioz, les avertit de nouveau qu'ils n'ont rien à espérer du tracé définitivement adopté. Le préfet fait afficher qu'il n'y a pas de détermination prise. M. d'Andelarre explique que, sauf cette dernière formalité, tout est réglé, et que le tracé passera par la Linotte. Les réponses se croisent : ministre, ingénieur des mines, tous les fonctionnaires se mêlent à la discussion. Le papier timbré s'échange. Un placard préfectoral annonce que « le marquis d'Andelarre est poursuivi, par ordre du gouvernement de l'Empereur, pour outrage public au préfet ». M. d'Andelarre attaque à son tour le préfet en calomnie ; il est débouté et condamné aux dépens, le 30 au soir. Condamné... ce mot suffit, et le lendemain il s'étale en gros caractères sur la dernière affiche que le préfet lance contre le candidat indépendant.

La magistrature, dans certains cas, prêtait son redoutable appui à l'administration. Le chef du parquet de

Grenoble saisit la correspondance de M. Casimir Périer, candidat dans le département de l'Isère, et trouve dans une de ses lettres le délit d'excitation à la haine et au mépris du gouvernement; le préfet averti par le procureur général fait imprimer dans la nuit une immense affiche qui est placardée le lendemain matin. jour du vote, à son de trompe et de tambour. M. Casimir Périer y est traité de faussaire. Des poursuites vont, disent les agents de l'autorité, être intentées contre lui; le bruit court même déjà qu'il est arrêté.

M. Dufaure, candidat dans la Gironde, n'est guère moins maltraité. Le *Courrier de la Gironde* ayant demandé pourquoi cette candidature était combattue avec tant d'ardeur par le gouvernement, M. Piétri, sénateur, chargé de l'administration de la Gironde, répond qu'il combat M. Dufaure parce qu'il « est à ce point aveuglé qu'il croit qu'il n'y a en France ni liberté de la presse, ni liberté de parole, ni de tribune », et parce que « s'il ne sait pas voir que, devant l'opinion publique, l'Empereur a pris et prendra l'initiative de toutes les réformes libérales, et que lui seul peut couronner son œuvre par la liberté dont les factions coalisées retarderont l'avènement, M. Dufaure est *suspect* ou *ennemi* ».

Le préfet de Lot-et-Garonne avertit les électeurs que le succès de la candidature de M. Baze « serait la condamnation du régime qui a tiré la France de l'abîme où l'avaient jetée d'incorrigibles rhéteurs ». Le préfet de la Corrèze voyait avec terreur la circonscription de Tulle résister à toutes les menaces et à toutes les avances et rester inébranlable dans sa résolution de réélire M. de Jouvenel, l'auteur du rapport contre la proposition de la dotation Pa-li-kao. Comment empêcher un si grand scandale? Le gouvernement

pensa que là où un préfet était impuissant, un ministre pouvait réussir. M. Rouher avait justement des relations de parenté dans le département de la Corrèze. Il s'y rend en toute hâte, suivi de M. de Franqueville, sous-directeur des chemins de fer, la valise pleine de décrets, d'ordonnances pour l'étude, le commencement et l'achèvement de toutes sortes de travaux destinés à embellir et à enrichir les villes et les campagnes corréziennes. Il arrive à Brives où l'attendent à la gare préfet, sous-préfets, conseillers de préfecture, ingénieurs, chevaliers de la Légion d'honneur, médaillés de Sainte-Hélène, sapeurs-pompiers, corps de musique, orphéon, et M. Mathieu, avocat à la Cour impériale, candidat de l'Empereur dans la circonscription. M. Rouher écoute sous un arc de triomphe l'énumération des grands travaux que projette la cité de Brives. Ils seront tous exécutés, M. Rouher le promet, et M. de Franqueville est là pour enregistrer ses promesses. Brives ne sera pas la seule ville favorisée, Tulle, Ussel, Uzerche en reçoivent l'assurance de la bouche « du Colbert du dix-neuvième siècle » (1), qui, toujours suivi du directeur Franqueville et du candidat Mathieu, parcourt au bruit des boîtes, des pétards, des cloches, des tambours, des trombones, les villes, bourgs, villages et hameaux du département, semant partout les ponts, les écoles, les canaux, et plus de chemins de fer qu'il n'en fallait pour faire dérailler une candidature dix fois mieux lancée que celle de M. de Jouvenel.

Les électeurs bien avisés auraient pu spéculer sur certaines candidatures hostiles. Le département de la Corrèze obtenait, comme on le voit, tous les chemins de fer qu'il pouvait souhaiter, grâce à la crainte qu'inspirait le succès pos-

(1) C'est ainsi que M. Rouher est désigné par le journal de la préfecture.

sible de la candidature de M. de Jouvenel. M. Thiers venait à peine d'accepter la candidature à Aix, que la population apprenait que l'eau si impatiemment attendue ne tarderait pas à couler dans le canal du Verdon. La candidature de M. Thiers à Valenciennes fut pour les industriels du Nord la source de bien plus grands avantages. La législation sucrière exigeait une réforme ; le drawback sollicité par la fabrique indigène, repoussé par les colonies et par les ports, attendait la décision du ministre. Ce dernier, hésitant, s'était pourtant engagé à ne présenter qu'à la session prochaine la loi sur le droit de sortie du sucre de betteraves. Les chambres de commerce des ports, les délégués de colonies étaient dans l'enchantement. Le Conseil d'État, saisi d'une simple loi sur le rendement de la raffinerie, l'avait renvoyée à la Commission des douanes. Le Conseil des ministres prévient tout à coup l'Empereur que si les travaux du Conseil d'État et de la Commission des douanes ne sont pas abandonnés, l'élection de M. Thiers, à Valenciennes, est certaine. L'abandon eut lieu aussitôt ; on revint plus tard, il est vrai, sur cette décision.

Quand on voit les départements si avides des faveurs de l'administration, on excuse la docilité des communes si besoigneuses quand elles ne sont pas réduites pour vivre à la pure mendicité ; elles n'ont plus besoin du moins de tendre la main pendant la période électorale. Le préfet verse sur elles la corne d'abondance administrative : chemins vicinaux, fontaines, lavoirs, écoles, rien ne leur est refusé, en paroles du moins. Le candidat officiel, d'un autre côté, armé de son talisman, fait surgir à volonté les allocations et les subventions : partage des communaux, droit de pâture, distraction du régime forestier, tout ce qu'une commune enfin peut désirer, y compris un embranchement

ou un tronçon de chemin de fer, le candidat officiel est autorisé à le promettre, et, s'il s'agit de route, de canal, de chemin de fer, à annoncer le commencement des études ; M. de Campaigno, candidat à Toulouse, avait même obtenu l'autorisation de faire commencer immédiatement les travaux : les jalons sont plantés, les géomètres tendent leurs chaînes, la tranchée va s'ouvrir. Le lendemain des élections, plus de chaînes, plus de jalons, le chemin de fer était rentré dans ses cartons.

L'exemple donné par les départements et par les communes ne pouvait manquer d'être suivi par les particuliers. Pourquoi les électeurs n'auraient-ils pas retiré quelque agrément ou quelque avantage de l'élection ? C'était aussi la question que leur adressaient les candidats officiels, riches en général et fertiles en libéralités culinaires et sonnantes. Les ménagères de Mostejoux, réunies devant l'étalage du boucher, le jour de l'élection, contemplaient avec admiration un veau portant cette étiquette : « Veau de M. Calvet. » Les électeurs le mangeront demain pour fêter le triomphe de ce candidat. Le garde de la commune de Coussagne proclame au son de la caisse le nom de l'auberge où les électeurs trouveront l'hospitalité après le scrutin. Les plus influents savent le nom du notaire chez lequel ils ont un « bon d'un franc » à toucher. Le candidat officiel dans les Pyrénées-Orientales nourrit les électeurs de pain blanc et de viande, dote les orphéons, les transporte gratis, subventionne les confréries, quoique israélite, et répare les églises.

Le gouvernement, grâce à tous les moyens d'influence qu'il possédait et à ceux dont disposaient ses candidats, obtint la majorité dans la plupart des communes rurales, mais il fut battu dans presque tous les grands centres de population et dans un grand nombre de villes moins importantes.

CHAPITRE XIII

1863

LES ÉLECTIONS A PARIS

SOMMAIRE. — Le parti républicain à Paris. — Ses divisions. — L'abstention. — Les assermentés et les réfractaires. — Le parti du *Siècle*. — Le parti de 1848. — Le parti des hommes nouveaux. — Le parti des *Cinq*. — Rivalités entre les candidats de la 5^e circonscription. — M. Havin et M. Ernest Picard. — Le comité central. — Réunion chez M. Carnot. — Le comité central ne parvient pas à se fonder. — Le gouvernement s'oppose aux réunions. — Note du *Moniteur*. — La candidature de M. Thiers. — Le *Siècle* ne l'accepte pas. — Première liste des candidats de l'opposition. — M. Havin. — M. Édouard Laboulaye. — M. Émile Ollivier. — M. Ernest Picard. — M. Jules Favre. — M. Adolphe Guérault. — M. Alfred Darimon. — M. Jules Simon. — M. Eugène Pelletan. — M. Édouard Laboulaye se désiste en faveur de M. Thiers. — Le *Siècle* se décide à soutenir M. Thiers. — Maladresse de M. de Persigny à combattre cette candidature. — Sa circulaire aux préfets. — Sa lettre au préfet de la Seine. — Paris nomme tous les candidats de l'opposition. — Effet du vote du 31 mai sur l'Europe. — M. de Persigny est obligé de donner sa démission. — Changement de ministère. — M. Billault ministre d'État. — Sa mort. — Il est remplacé par M. Rouher. — Voyage de l'Impératrice en Espagne. — Napoléon III propose un Congrès aux puissances. — Emprunt de 300 millions. — Avortement du Congrès. — Fin de l'année 1863.

Les républicains qui continuaient à vivre dans l'exil, et qui considéraient comme un crime de haute trahison à l'égard de la République la pensée seule de se mêler à la vie politique, prêchaient l'abstention et trouvaient de l'écho, sinon dans les masses, du moins dans les rangs toujours assez nombreux des membres du parti républicain qui sont plus accessibles aux raisons de sentiment qu'aux calculs politiques. Un écrivain, ami de la contradiction éloquente et de l'isolement orgueilleux, fertile en thèses paradoxales qu'il défendait avec la passion du jour et qu'il laissait volontiers tomber dans l'oubli du lendemain, se donna le plaisir, après avoir soutenu déjà une fois que les républicains devaient prêter serment sous peine de lâcheté, de déclarer dans

une brochure ou plutôt dans un livre, car toute idée devenait bientôt livre sous sa plume ardente mais prolix, qu'un démocrate ne pouvait entrer au Corps législatif sans commettre un parjure. Il partagea donc les démocrates en deux catégories : les assermentés et les réfractaires ; les uns consentant à choisir des députés, et au besoin à l'être, les autres résolus à attendre pour voter d'avoir toutes les garanties qui rendent le suffrage universel libre. Proudhon avait inventé à l'usage de ces derniers une sorte d'abstention constitutionnelle qui n'était « ni une déclaration » de guerre, ni une sécession, ni un défi, ni un acte » hostile, mais une protestation respectueuse par laquelle » le pouvoir est informé de l'impuissance morale où le » peuple est de voter, et mis en demeure d'y pourvoir ».

A l'esprit de personnalité et d'indiscipline représenté par Proudhon venait se joindre l'esprit de pessimisme qui compte toujours un grand nombre d'interprètes. Les pessimistes disaient : « A quoi bon tenter la lutte contre un » ennemi sûr d'avance de la victoire ? Paris n'est plus Paris, » mais un amalgame de quartiers inconnus les uns aux » autres, formant des circonscriptions fantastiques où Picpus » vote avec Clamart, Belleville avec Puteaux, le faubourg » Saint-Denis avec le faubourg Saint-Germain. La loi veut » que chaque département nomme un nombre de députés » proportionnel au chiffre de sa population, or, tandis que » la population du département de la Seine a augmenté de » six cent mille âmes depuis la dernière élection du Corps » législatif, le nombre des électeurs a diminué de telle » façon que ce département élira un député de moins à » la prochaine législature. Restons donc chez nous et ne » devenons pas les dupes du gouvernement en nous faisant » ses complices. »

Paris, en somme, tenait peu compte de ces observations, et il s'apprêtait à marcher au scrutin formé en trois corps d'armée principaux : le corps d'armée du *Siècle*, composé de cette masse qui a surtout l'instinct de l'action et qui ne s'arrête pas aux scrupules et aux finesses de la politique individuelle ; le corps d'armée de 1848, avec son état-major d'anciens membres du gouvernement provisoire, d'anciens ministres, commissaires, fonctionnaires de la République ; le corps d'armée des hommes nouveaux, comptant dans ses rangs des avocats, des écrivains, journalistes, professeurs déjà connus du public et désireux de compléter leur renommée à la tribune. Les *Cinq* formaient un bataillon ayant ses intérêts à part, et manœuvrant avec une habile vigilance pour les défendre.

L'armée électorale parisienne n'était malheureusement pas aussi unie qu'on aurait pu le souhaiter au moment d'une entrée en campagne. Le *Siècle*, dans un article sur les élections, avait déjà signalé l'existence de dissentiments « puérils » entre les candidats ; il faisait allusion à une question qui, malheureusement, portait en effet déjà le trouble dans les rangs du parti démocratique. M. Havin, décidé cette fois à tenter les chances de la lutte électorale, avait pensé que la 5^e circonscription dans laquelle le *Siècle* était établi, et qui se composait en majorité de négociants depuis longtemps attachés à sa politique, lui offrirait plus de chances qu'une autre ; mais la 5^e circonscription était celle qui avait nommé M. Ernest Picard. Ce jeune orateur, alors dans toute la fleur de sa popularité, se voyait soutenu non-seulement par la *Presse*, qui ne s'était décidée à se mêler des affaires électorales que pour appuyer la réélection des députés de Paris, mais encore par une notable fraction du parti démocratique, qui subissait impatiemment la direction du

Siècle, et surtout par un groupe de ses jeunes confrères du barreau dévoués au succès de sa candidature et de celle de M. Émile Ollivier. M. Léon Gambetta, l'un d'eux, dans une réunion chez M. Carnot, avait élevé à la hauteur d'un principe et presque d'un dogme la réélection des *Cinq* et leur droit imprescriptible à rester les représentants perpétuels de la circonscription qui les avait élus une première fois.

Les amis de M. Havin, sans ni contester les services rendus par les députés de Paris ni la nécessité de les récompenser en les réélisant, demandaient si cette réélection admise en principe ne pouvait pas s'accommoder aux nécessités et aux convenances de fait, et si MM. Picard, Ollivier et Darimon avaient reçu du suffrage universel l'investiture de la circonscription dans laquelle ils avaient été nommés, comme on reçoit l'investiture d'un fief. Ils ajoutaient plus sérieusement que par suite du remaniement des circonscriptions de Paris, il restait si peu de l'ancienne circonscription de M. Ernest Picard, qu'il devait lui être indifférent de se présenter dans celle-ci ou dans une autre. Si M. Picard, disaient-ils, prétend retrouver ses anciens électeurs, c'est dans trois ou quatre circonscriptions qu'il doit se présenter, car les électeurs de l'ancienne 5^e circonscription ont été répartis en trois ou quatre lots. Sera-t-il donc désormais interdit de se présenter dans une circonscription de 35 000 électeurs parce qu'il y reste 2 ou 3000 électeurs qui ont pu voter pour un candidat aux élections précédentes?

M. Ernest Picard n'en persistait pas moins à réclamer ce qu'il appelait son droit, vivement appuyé par le rédacteur en chef de la *Presse*, M. Émile de Girardin, ardent à représenter les comités comme des foyers d'ambition person-

nelle et allant jusqu'à menacer le directeur politique du *Siècle* de publier tous les jours un article contre lui s'il maintenait sa candidature dans la 5^e circonscription ; M. Havin lui répondit qu'il ne se laisserait pas intimider et qu'on essaierait en vain de dissoudre les comités par la discorde. « Les *Cinq*, qui ne sont que trois, écrit-il » à un de ses amis, font un tas d'intrigues que la publicité » et le grand jour vont déjouer. Ce que je n'admettrai » jamais, c'est cette outrecuidance qui fait des électeurs et » d'une portion du territoire électoral la propriété d'un » député ; ce que je n'admettrai jamais, c'est le défi qui » nous est porté par une solidarité qui prétend s'imposer » despotiquement à tout un parti et à toutes les fractions » d'un parti (1). »

Ces compétitions au moment où le parti démocratique allait livrer une grande bataille, pouvaient cependant lui porter un coup funeste ; M. Havin le comprit, et le 17 mars on lut en tête du *Siècle* les deux notes suivantes :

« En réponse aux attaques dont le *Siècle* a été l'objet, je déclare que jamais mon vieux patriotisme ne s'exposera à rendre douteux le succès de notre cause par une prétention personnelle ou par une compétition de circonscription.

» L. HAVIN. »

« Cher directeur,

» Vous renoncez, pour faire cesser toute division, à vous présenter dans une circonscription où tant d'électeurs vous avaient offert leur concours ; la rédaction du *Siècle* comprend et approuve la résolution qui vous est dictée par votre dévouement à la démocratie. Nous sommes persuadés d'avance que les électeurs vous en tiendront compte : aussi persistons-nous à vous demander de rester un de leurs candidats à Paris. C'est votre devoir, et le *Siècle* a bien le droit aussi de faire juger sa politique par le suffrage universel.

» Pour tous les rédacteurs,

» Le secrétaire de la direction politique,

» LÉON PLÉE. »

(1) Lettre à M. Corbon.

Les négociations entre les amis de M. Havin et ceux de M. Picard, au sujet de la 5^e circonscription, n'avaient pas empêché les républicains de s'occuper avec activité de la formation d'un comité central. Les membres de ce comité seraient-ils nommés au scrutin, ou bien chacun d'eux prendrait-il en lui-même son mandat comme on assume une dictature ? Les partisans de l'élection l'emportèrent. Les commissaires devaient être au nombre de vingt-cinq, malgré les prescriptions de l'article 291 du Code pénal qu'on déclara de nul effet pendant la période électorale.

Pendant que le parti démocratique prenait les mesures préparatoires nécessaires pour former son comité, les orléanistes, les légitimistes et quelques républicains se réunissaient chez le duc de Broglie pour essayer de créer cette *Union libérale* dont nous avons parlé dans le chapitre précédent. Les membres de la réunion étaient : MM. Thiers, Berryer, Changarnier, le duc de Broglie, le prince de Broglie, Prévost-Paradol, Cochin, Mortimer-Ternaux, d'Haussonville, Jules Simon, Jules Bastide et Carnot. Les premières paroles échangées entre les membres de la réunion laissèrent voir dans quelles illusions le plus grand nombre d'entre eux étaient plongés. Les orléanistes et les légitimistes se croyaient en droit, par le nombre et par l'influence, de se partager à part égale, avec les républicains, les circonscriptions de Paris. M. Jules Simon demanda la parole au moment où la réunion allait se séparer, et, dans un discours très-écouté, il essaya de rappeler ses membres au sentiment de la réalité. Mais à l'étonnement de la plupart de ses auditeurs, M. Jules Simon dut s'apercevoir qu'on ne leur ferait pas facilement admettre que l'union libérale dût se fonder sur d'autres bases que celles qu'ils avaient

révées. Aucune décision ne fut prise dans cette réunion.

La période pendant laquelle les comités pouvaient fonctionner était si courte, que si les premiers jours en étaient employés à la formation d'un comité, il ne restait qu'à peine le temps nécessaire pour choisir les candidats. C'est pourquoi le parti républicain avait songé à désigner d'avance les membres de son comité, qui ne se seraient d'ailleurs réunis qu'à l'ouverture de la période légale. Les conférences pour la formation de ce comité avaient lieu chez M. Carnot, qui avait déclaré qu'il ne consentirait à en être membre que s'il pouvait s'y asseoir à côté de plusieurs de ses amis qui siégeaient avec lui dans les assemblées de la seconde république; le dépouillement du vote n'ayant pas réalisé ce vœu, il se retira, et le comité, grâce aux menées des abstentionnistes et aux rivalités dont aucun parti et surtout le parti républicain n'est exempt, ne se forma pas, à la grande satisfaction de quelques brouillons exaltés.

M. Garnier-Pagès, avant l'avortement du comité des vingt-cinq, avait formé un comité purement consultatif, composé d'avocats dont nous avons donné les noms dans le chapitre précédent, et qui se chargeait de répondre aux demandes de renseignements des départements et de Paris. Quant au comité des vingt-cinq, en dehors même des divisions intestines qui le firent échouer, il faut convenir que les mesures prises par le gouvernement rendaient sa formation bien difficile. M. de Persigny, en effet, voyant l'agitation électorale gagner du terrain, voulut y couper court par la note suivante insérée le 3 mai au *Moniteur* :

« Plusieurs journaux annoncent que les représentants de sous-comités électoraux doivent se réunir prochainement pour nommer un comité central. A cette occasion, le gouvernement croit devoir rappeler que la loi

interdisant les associations de plus de vingt personnes qui se réuniraient sans l'agrément de l'autorité publique, alors même que ces associations seraient partagées en sections d'un nombre moindre, les journaux s'exposeraient à la répression légale s'ils publiaient tous actes ou manifestes de pareilles associations. »

Une réunion fut aussitôt convoquée chez M. Hérold pour prendre les mesures nécessitées par la situation. On y lut la lettre suivante de M. Marie :

« Évidemment la note du *Moniteur* est une machine de guerre destinée à jeter la terreur et à faire taire ainsi les journaux qui seraient tentés de publier vos actes. Contre ces violences je ne connais qu'un remède : le courage qui conseille, le dévouement qui va jusqu'au sacrifice. Or, ce courage, les journaux l'auront-ils ? Oui, je l'espère, si les directeurs politiques ont le droit de décider ; mais en cela, comme en toutes choses, hélas ! la puissance morale qui voudra agir quand même, ne sera-t-elle pas dominée et vaincue par les intérêts matériels toujours prêts à céder ?

» Que faire donc ? Une consultation ? Je viens d'en lire une. Est-elle bien rassurante, bien décisive ? ou n'est-elle pas plutôt à côté de la question que sur la question ?

» Le gouvernement est despotique, la législation est despotique, et ces deux forces ont si bien les mêmes origines, le même esprit, les mêmes allures pour enchaîner ou opprimer toutes les libertés, qu'elles ne seront jamais embarrassées pour se prêter un mutuel appui, selon les circonstances.

» Ainsi, par exemple, dans la situation où les comités se trouvent placés, êtes-vous bien sûrs que, les textes à la main, le gouvernement ne puisse pas dire qu'en les constituant comme on les a constitués, la loi a été méconnue ? En tous cas, les journaux seront-ils assez rassurés à cet égard pour y prêter appui en publiant vos actes ? Et s'ils consentaient à le faire, un premier avertissement ne leur imposerait-il pas silence ?

» Des consultations ? Quand la justice n'aura pas à dire un mot dans le débat, que le ministre seul soulèvera et jugera, c'est un bien petit remède. Ne nous faisons point illusion, la lutte qui va s'ouvrir est une lutte grave dans laquelle la légalité, pour peu qu'elle protège encore par quelques côtés, une liberté ou un droit, sera comptée pour rien. Nous avons affaire à un gouvernement très-résolu et très-peu scrupuleux dans ses audaces. Or, je me demande si, dans de telles circonstances, c'est le cas de procéder comme on a fait, en s'entourant en quelque sorte de toutes les formes d'une action représentative.

» A mon sens, il faut mettre ces formes de côté. Ou notre parti veut l'action, ou il veut l'abstention. Il faut choisir résolument et marcher sans équivoque dans un sens ou dans l'autre, mais non dans les deux à la fois. L'action décidée, et, dans mon sens, il doit en être ainsi, alors qu'un comité se forme, se constitue, se proclame dictatorialement pour ainsi dire (le mot est bien gros, mais il rend bien ma pensée), qu'on prenne pour le former les noms les plus populaires auprès des diverses classes de la so-

ciété, afin que tous les intérêts, tous les sentiments, toutes les idées soient représentés, et puis marchons. Nous irons ainsi plus vite et plus sûrement. Si, pour livrer bataille, il n'y a pas de chefs, ou si, sur le plan de campagne, ceux-ci doivent, avant tout, consulter l'armée, alors il n'y a rien à faire; je le dis avec désespoir, mais je le dis comme je le sens : tout le monde ne peut pas commander, et tout est perdu s'il n'y a parmi nous personne qui puisse et ose prendre le commandement et imposer l'obéissance.

» Tout à vous,

» MARIE.

» Le 3 mai 1863. »

La dictature que souhaitait M. Marie ne pouvait être en ce moment prise par personne. L'énergie de tous dut suppléer à celle d'un seul. Quelques citoyens se mirent en avant, et grâce à leurs courageux efforts, la note du *Moniteur* n'empêcha pas la propagande électorale de continuer, comme le prouve cette lettre :

« Paris, le 8 mai 1863.

» Monsieur et cher concitoyen,

» Sans autre droit que notre dévouement à la chose publique, sans autre prétention que le désir d'être utiles, sans autre but que le progrès dans la liberté par la liberté, ne relevant que de notre bonne volonté, nous nous sommes groupés quelques-uns pour former un comité consultatif pour les élections, ainsi que nous l'avons écrit par notre lettre du 28 avril.

» Aux avocats qui ont rédigé le *Manuel électoral* ou qui y ont adhéré, MM. Clamageran, Dréo, Durier, Ferry, Floquet, Hérisson, Hérold, se sont joints des anciens représentants et des publicistes : MM. Marie, Carnot, Jules Simon, Corbon, Crémieux, Charton, Henri Martin, Garnier-Pagès.

» Nous comptons sur le concours des journaux de l'opposition.

» Un grand nombre de nos amis viendront nous aider de leurs lumières.

» Les circonstances sont difficiles, l'inexpérience dans la pratique du suffrage universel est grande, la jurisprudence est douteuse, l'intervention de l'autorité mal définie, les abus de pouvoir faciles. Nous venons vous offrir nos services pour vous aider à surmonter les obstacles qui pourraient entraver vos votes.

» Nous n'avons nullement l'intention de peser sur les décisions ou sur le choix des électeurs, nous n'avons donc à désigner aucune candidature. Inspirés seulement d'un sentiment profond de conciliation indispensable au développement de nos principes, nous nous efforcerons, si nous sommes consultés, de mettre en harmonie les prétentions diverses, d'adoucir les rivalités, de rapprocher les esprits, de recommander l'union de tous ceux qui veulent sincèrement la liberté.

» Nous ne nous dissimulons ni la faiblesse de nos moyens d'action ni la force d'une autorité qui a tout concentré dans ses mains. Mais loin de nous décourager, cette comparaison nous excite : nous ne songeons point, dans la lutte légale, à nous, mais à la patrie, et moindre est la liberté, plus énergique doit être notre volonté pour la recouvrer.

» Dans la pensée que vous partagerez nos convictions, nous faisons un appel incessant à votre dévouement, et si vous voulez bien nous aider à donner une impulsion de plus en plus vive au mouvement qui commence, quel que soit le résultat, vous aurez rempli votre devoir.

» Vos dévoués concitoyens,

» GARNIER-PAGÈS, HÉROLD, CLAMAGERAN, JULES SIMON. »

Deux jours après, un comité consultatif pour les élections, composé des auteurs du *Manuel électoral*, d'anciens représentants, de publicistes : MM. Carnot, Charton, Clamageran, Dréo, Durier, Ferry, Floquet, Garnier-Pagès, Hérisson, Hérold, Marie, Henri Martin, Jules Simon, siégeait chez M. Dréo, rue Saint-Roch.

Toutes les vieilles causes de dissentiment entre les fractions du parti républicain paraissaient oubliées. La candidature de M. Thiers en fit surgir une nouvelle. M. Thiers, rentré en France après son court exil à la suite du coup d'État du 2 décembre, consacrait son temps à l'achèvement de l'*Histoire du Consulat et de l'Empire*. Sans se désintéresser complètement de la politique, il ne cherchait pas à prendre dans les événements un autre rôle que celui d'un spectateur oublieux du mal qu'on lui a fait, et ne s'inquiétant que du mal qu'on peut faire à son pays. Son opposition contre l'Empire était celle d'un esprit désintéressé qui voit les choses de haut, qui juge les hommes sans passion, et qui suit avec tristesse et anxiété les phases d'une expérience tentée sur son pays. Le public ne se résignait pas cependant à croire que toute relation fût rompue entre M. Thiers, admirateur constant de Napoléon I^{er}, et son neveu et son héritier, surtout après l'avance que ce

dernier lui avait faite dans une occasion récente. Rien de plus vrai cependant. Napoléon III n'avait pas même lu l'*Histoire du Consulat et de l'Empire*, lorsqu'un volume de cet ouvrage étant tombé entre ses mains, il en fut si content, qu'il manifesta tout haut l'intention de chercher à donner à l'auteur un témoignage public de sa satisfaction. M. Thiers, averti par un ami commun des intentions de l'Empereur, ne fut point sans en ressentir quelque inquiétude ; il se voyait exposé à une de ces marques de politesse qui, venant d'un souverain, ressemblent à des faveurs, et qu'un honnête homme redoute, mais qu'il trouve au-dessous de lui de repousser avec un dédain affecté. Une promotion isolée et subite à la plus haute dignité de la Légion d'honneur n'était pas à craindre pour M. Thiers, puisqu'il en portait le grand cordon. Quel témoignage de satisfaction Napoléon III pouvait-il donc lui donner ? Le premier discours d'ouverture des Chambres le tira d'inquiétude, il en était quitte pour le titre « d'historien national ».

Le régime parlementaire sous lequel la France avait vécu depuis 1830 jusqu'en 1848 s'était si bien incarné dans M. Thiers, que le jour où par le décret de novembre les institutions de l'Empire semblèrent s'en rapprocher, et où un peu plus de lumière pénétra dans le Corps législatif, la place de M. Thiers y fut marquée d'avance. Rien ne s'opposait à ce qu'il l'occupât, car il conseillait lui-même à ses amis de renoncer à l'abstention et de reprendre légalement leur part d'action politique en prêtant un serment qui obligeait leur conscience sans les empêcher de travailler au rétablissement de la liberté. Il avait, on l'a vu, répondu dans ce sens dès le mois de mars aux électeurs de divers départements qui lui offraient la candidature.

C'est dans ce sens qu'il répondit aux électeurs de la 2^e circonscription de Paris.

La candidature de M. Thiers, accueillie avec faveur par le parti libéral et même par un certain nombre de bonapartistes qui s'en applaudissaient comme d'une adhésion indirecte à l'Empire, qui l'obligerait à marcher de plus en plus dans la voie du libéralisme, ne pouvait se passer entièrement du concours du parti démocratique. Malheureusement, l'attitude politique de M. Thiers après la révolution de Février et son alliance avec les légitimistes avaient laissé dans le cœur de beaucoup de républicains un vif sentiment de rancune. Les démocrates de la 2^e circonscription où se présentait M. Thiers en concurrence avec M. Devinck, homme modéré et négociant estimé, parlaient de s'abstenir. Le *Siècle*, sans se ranger ouvertement à cette opinion, que son ardente polémique contre toute espèce d'abstention lui défendait d'adopter, la combattait avec une certaine mollesse. Ce n'est pas que son directeur, ancien lieutenant de M. Odilon-Barrot, nourrit la moindre hostilité contre M. Thiers qui, dans les dernières années du règne de Louis-Philippe, s'était fort rapproché de la gauche ; M. Havin partageait au contraire l'admiration qu'ont pour M. Thiers ceux qui l'ont vu manœuvrer sur le terrain parlementaire, et il ne méconnaissait pas l'utilité d'un pareil auxiliaire ; mais, dominé par les préoccupations de la polémique quotidienne, il hésitait à soutenir un adversaire de l'unité de l'Italie, un défenseur du pouvoir temporel du pape.

La liste des candidats de l'opposition qui parut le 10 mai, jour de l'ouverture de la période électorale, dans les journaux *le Siècle*, *l'Opinion nationale*, était ainsi formée :

ÉLECTIONS DU 31 MAI ET DU 4^{er} JUIN 1863.*Candidats de l'opposition :*

- « 1^{re} circonscription : L. Havin, directeur politique du *Siècle*.
- » 2^e circonscription : Ed. Laboulaye, membre de l'Institut.
- » 3^e circonscription : Émile Ollivier, député sortant.
- » 4^e circonscription : Ernest Picard, député sortant.
- » 5^e circonscription : Jules Favre, député sortant.
- » 6^e circonscription : Adolphe Guérault, rédacteur en chef de l'*Opinion nationale*.
- » 7^e circonscription : Alfred Darimon, député sortant.
- » 8^e circonscription : Jules Simon, membre de l'Institut.
- » 9^e circonscription : Eugène Pelletan, publiciste.
- » D'autres candidats se produisirent en dehors de ceux-ci.
- » 4^{re} circonscription : Jules de Lasteyrie, Ranc. — 3^e circonscription : Docteur Dupont. — 6^e circonscription : De Jovenet, Cochin, Prévost-Paradol, Dupuis, avocat. — 7^e circonscription : J. J. Weiss, Philippe Doré, Cantagrel. — 8^e circonscription : Jules Mahias, De Milly. — 9^e circonscription : Thayer. »

Cette liste ne contenait pas le nom de M. Thiers. Ce n'est point qu'il renonçât à se présenter. MM. Target, Mortimer-Ternaux et Duval lui ayant remis, le 14 mai, une adresse signée de plusieurs électeurs de la 2^e circonscription pour lui offrir la candidature, il l'accepta. Ces électeurs se formèrent en comité sous la présidence de M. Dufaure. Le lendemain, le *Journal des Débats*, qui jusqu'alors s'était tenu en dehors du mouvement électoral, annonça la candidature de M. Thiers : « Alors même que le pays eût manqué de » mémoire, l'historien eût empêché d'oublier l'orateur ; » mais un respect universel et tranquille entourait ce nom » enlevé aux luttes quotidiennes des partis, et M. Thiers » trouvait dans la justice bienveillante dont il est entouré » comme un avant-goût du jugement de la postérité. C'est » de ce repos animé par le travail, par l'amitié, par les plus » élevées et les plus douces jouissances de l'esprit, que » M. Thiers va sortir pour unir sa voix à celle des hommes » qui pensent encore que la liberté n'est pas moins néces-

» saire que l'ordre, et que sans elle les plus grands intérêts
 » du pays peuvent se trouver en péril. Tous les vœux des
 » amis d'une sage liberté le suivront dans cette tentative
 » qui, heureuse ou non, n'en sera pas moins un des actes
 » les plus honorables de sa carrière politique. »

M. Laboulaye, en apprenant la décision de M. Thiers, s'empressa de se désister de sa candidature. Le *Siècle* comprit qu'il ne pouvait plus hésiter, et le nom de M. Thiers remplaça celui de M. Laboulaye sur la liste de l'opposition. Le *Siècle* expliqua ainsi sa résolution :

« Dans le cours de sa carrière politique l'illustre historien nous a eu plusieurs fois pour adversaire et nous craignons bien d'être aujourd'hui encore en désaccord avec lui sur un grand nombre de points.

» Nous n'hésitons pas néanmoins à mettre son nom sur la liste à la place de celui de M. Laboulaye. M. Thiers est une des grandes individualités de notre époque, et s'il arrive au Corps législatif, il pourra jeter une vive lumière sur la discussion des questions de politique et de finance qu'il a si souvent traitées avec tant de lucidité et de talent. »

Il ne manquait qu'un légitimiste comme Berryer à cette liste, où figuraient un orléaniste comme M. Thiers, un bonapartiste comme M. Guérout, et des républicains pour représenter l'union libérale. Elle était en réalité une espèce de coalition. C'est peut-être à cela qu'elle dut son succès complet.

Le nom de M. Adolphe Guérout n'avait pas non plus été accepté sans murmures par tous les démocrates. Saint-simonien, tour à tour rédacteur du *Temps* et du *Journal des Débats*, fonctionnaire de Louis-Philippe, rédacteur de la *République* le lendemain de la révolution de Février, maintenant directeur d'un journal bonapartiste, M. Guérout appartenait à l'école saint-simonienne, qui place le droit au changement d'opinion au nombre des plus importants droits de l'homme et du citoyen. Le progrès, selon

les saint-simoniens, n'étant que la série des idées à travers lesquelles passe une nation pour arriver à son complet développement, chaque homme est libre de s'associer à toutes les opinions, selon que le temps, les circonstances et son caractère personnel le lui conseillent. Les disciples les plus éminents de Saint-Simon avaient pris une grande part au mouvement de reconstruction de l'Empire. Napoléon I^{er}, oubliant à Sainte-Hélène ce qu'il avait fait et songeant à ce qu'il aurait pu faire, avait, en effet, laissé à ses héritiers ce fameux programme dont l'exécution devait coûter, disait-il, un demi-siècle de batailles : triomphe de la démocratie sur le libéralisme parlementaire, soumission de l'Eglise à l'Etat, constitution de grandes nationalités sur les débris des Etats factices formés par des traités menteurs, la démocratie universelle fondée sur le suffrage universel et soutenue par la main puissante des Césars français, tel était ce programme qu'un nombre infini de Français croyaient destiné à être réalisé par Napoléon III. Les gens profondément convaincus que Napoléon I^{er} était la révolution armée, soutenaient de la meilleure foi du monde que s'il avait été obligé un moment de supprimer la liberté pour sauver la révolution, il s'était hâté, dès que les circonstances l'avaient permis, de reconnaître ses droits par l'acte additionnel, léguant ainsi à Napoléon III un exemple que ce dernier ne pouvait pas tarder à suivre. M. Guérout comprit qu'un journal qui servirait d'organe au bonapartisme de l'acte additionnel aurait de grandes chances de succès. L'apôtre de Ménilmontant remania le programme de Sainte-Hélène à l'usage des abonnés de l'*Opinion nationale* et prêta au césarisme libéral l'appui d'une intelligence exercée, ne s'intimidant pas devant les idées et sachant les traduire d'une plume nette, élégante, vrai-

ment française. L'*Opinion nationale*, à peine fondée, atteignit un chiffre considérable d'abonnés. M. Guérault, maître d'un journal avec lequel il fallait compter et voulant faire consacrer son succès par le suffrage universel, imposa lui-même à tous les partis sa candidature.

M. Eugène Pelletan avait été, lui aussi, quelque peu saint-simonien à ses débuts, du temps qu'il étudiait le droit à Paris avant de devenir collaborateur à plusieurs revues, à la *Presse* et au *Bien public* fondé par Lamartine en 1850. Après avoir longtemps promené d'un journal à l'autre un talent qui attendait encore la popularité, il entra au *Siècle*, après le coup d'État. Les lecteurs de ce journal ne paraissaient pas devoir être très-sensibles au souffle de philosophisme mystique qui animait les articles de M. Pelletan, mais ils étaient une foule, et la foule se laisse facilement aller au charme des grands sentiments exprimés en langage poétique. La popularité de M. Pelletan était faite lorsqu'il quitta ce journal par des motifs qui ne pouvaient que l'accroître. Il renonçait en effet à une collaboration lucrative, pour n'avoir pas réussi à amener dans la rédaction du *Siècle* des changements de personnes dont les intérêts du parti démocratique devaient, selon lui, se ressentir dans un sens favorable. M. Eugène Pelletan fit dès lors la guerre en partisan courageux mais un peu fantasque, publiant des brochures contre l'unité italienne et en faveur de l'unité polonaise, donnant la main d'un côté aux jacobins et de l'autre aux libéraux, mais jetant un vif éclat littéraire sur ses contradictions, luttant d'ailleurs avec courage contre le gouvernement, se faisant condamner à l'amende et à la prison, obligé de vendre sa bibliothèque pour payer le fisc ; il faisait du bruit sans charlata-

nisme, et il appelait sur lui l'attention publique sans la violenter.

M. Jules Simon représentait sur la liste de l'opposition la partie avancée du parti républicain avec Carnot et M. Eugène Pelletan. Il n'était pas plus que ce dernier cependant un républicain de la veille. M. Jules Simon, élève de l'École normale en 1832, agrégé de philosophie en 1835, professeur de philosophie à Caen et à Versailles, maître de conférences à l'École normale, suppléant de M. Cousin à la Sorbonne, avait été en 1847 candidat de l'opposition modérée dans les Côtes-du-Nord. Le clergé, qui, à cette époque, fit manquer son élection, ne put l'empêcher l'année suivante d'être élu à l'Assemblée constituante, où il fit partie du comité de l'organisation du travail. Président de la commission chargée de visiter les blessés de juin, secrétaire de la commission d'enseignement primaire, rapporteur de la loi organique de l'enseignement que la Constituante n'eut pas le temps de voter, il donna sa démission de représentant du peuple pour entrer dans la commission du Conseil d'État où il présida le comité des recours en grâce ; il ne tarda pas à être exclu de ce Conseil d'État par la majorité réactionnaire de l'Assemblée législative et de l'enseignement public par le coup d'État, qui suspendit son cours pour punir en lui le rédacteur du *National*, le fondateur et le collaborateur assidu de la *Liberté de penser*.

M. Jules Simon, rentré dans la vie privée, reprit la plume et publia successivement *le Devoir*, *la Religion naturelle*, *la Liberté de conscience*, n'interrompant ses travaux, dit un de ses biographes, que pour donner de temps en temps dans les principales villes de la Belgique des conférences sur les grandes questions de philosophie et d'orga-

nisation sociale. La position prise par lui à l'avant-garde du parti démocratique l'exposait parfois aux attaques de ses membres les plus ombrageux, qui voyaient avec méfiance ses relations avec des hommes qu'ils étaient habitués à considérer comme des ennemis. Les notabilités de la monarchie de Louis-Philippe, ministres, fonctionnaires, pairs de France, députés, journalistes, se rencontraient en effet dans son petit salon au cinquième étage avec les plus ardents champions de la république militante, dans tous les pays, non point tout à fait comme sur un terrain neutre, car ces derniers y étaient les plus nombreux, mais comme dans un refuge où les vaincus du 2 décembre pouvaient se rencontrer et causer ensemble un moment en oubliant leurs griefs mutuels, consolation bien rare dans les temps de solitude et d'amertume qui suivent les grandes catastrophes politiques, tristes temps où les hommes ont plus de penchant à se fuir qu'à se chercher, et où un certain courage est nécessaire à ceux qui bravent à la fois pour les réunir leurs méfiances réciproques et la rancune redoutable du gouvernement absolu.

Le Corps législatif, de vaste conseil général qu'il était, venait de se transformer en assemblée politique ; ses orateurs du haut de la tribune, entendus désormais de toutes les parties du pays, pouvaient prétendre à occuper dans ses admirations une place proportionnée à leur talent. M. Jules Favre avait gagné plus que tout autre à ce changement ; continuateur des orateurs de nos grandes époques parlementaires, il commençait à prendre possession de cette dictature souriante et majestueuse de l'opposition, qu'il devait garder pendant si longtemps. M. Émile Ollivier, en cherchant à se faire une place à côté de lui, ne réussissait qu'à marquer davantage l'espace qui existe entre le talent et le

génie oratoire ; son discours pendant la discussion de l'adresse avait justement froissé les susceptibilités du parti républicain. Ce discours appelait des explications que l'interdiction des réunions publiques empêcha de lui demander. Les journaux auraient pu suppléer à ce silence, mais par une indulgence fatale à la dignité des mœurs politiques, ils prolongèrent un malentendu dont il était aisé de prévoir les conséquences. Quant à M. E. Picard, la vivacité, la hardiesse, le bon sens, la raillerie piquante, la répartie prompte, toutes ces qualités de l'esprit parisien qu'il apportait à la tribune, l'avaient fait adopter par Paris comme son véritable représentant. C'était à lui qu'il tenait le plus ; on le vit bien lors de la compétition pour le choix des circonscriptions entre le *Siècle* et lui. Le *Siècle*, qui était cependant la grande force du moment, fut obligé par l'opinion publique de céder et baisser pavillon.

Une assez longue collaboration au journal de Proudhon avait valu à M. Darimon l'honneur de figurer en 1857 sur la liste des candidats de l'opposition. Le principe de la solidarité des *Cinq* l'y fit maintenir en 1863, malgré le doute qui planait déjà sur ses opinions comme sur celles de M. Émile Ollivier.

Le candidat le plus attaqué de tous ceux qui figuraient sur la liste de l'opposition était M. Havin, directeur politique du *Siècle*, dont la politique déplaisait à la fois au parti libéral rapproché d'une partie du clergé, et à la fraction ardente du parti démocratique dont elle ne servait pas toutes les impatiences : l'un ne lui pardonnait pas d'avoir soutenu le gouvernement dans sa campagne contre les associations religieuses de bienfaisance ; l'autre se plaignait de la prudence et des réserves dont s'entourait son opposition. Les journaux cléricaux et les journaux libé-

raux reprochaient en outre à M. Havin, candidat au conseil général à Torigny-sur-Vire, d'avoir adressé à ses électeurs une circulaire contenant ce passage : « Le ministre de l'intérieur m'a offert spontanément de m'appuyer à Torigny-sur-Vire; l'Empereur a bien voulu me faire écrire par M. Mocquart qu'il voyait avec plaisir ma candidature, et qu'il avait apprécié mon concours loyal et patriotique lors des guerres de Crimée et d'Italie. Enfin, M. le préfet a recommandé à MM. les maires de se montrer bienveillants pour ma candidature. » Une correspondance politique, envoyée de Paris aux feuilles légitimistes des départements, ne craignit pas d'annoncer que M. Havin était à la fois candidat du gouvernement dans la Manche et candidat de l'opposition à Paris. Le *Courrier du dimanche* ouvrit dans ses bureaux une souscription pour faire imprimer et afficher sa circulaire. Cette pièce, qui contenait implicitement l'acceptation de l'appui du gouvernement, prêtait, il est vrai, à la critique, quoiqu'il ne s'agît pas d'une élection politique; mais la correspondance légitimiste se donnait le tort grave de la présenter comme écrite à propos des élections qui allaient avoir lieu.

Une autre manœuvre consista bientôt à opposer à la candidature de M. Havin une candidature d'ouvrier. L'idée de donner place sur la liste des candidats de l'opposition à un représentant de la classe vouée au travail manuel, connaissant bien ses besoins, et capable de défendre ses intérêts, n'avait en elle-même rien de déraisonnable. Le principe de cette candidature était admis par tous; on n'en contestait que l'opportunité. Il semblait aux ouvriers eux-mêmes que le moment de s'occuper de leurs intérêts spéciaux n'était pas venu, et que leur unique intérêt à eux, comme à toutes les classes de la société, consistait à rendre à la France la

liberté. Les ouvriers sentaient aussi que la composition de l'assemblée devant laquelle leur député serait appelé à prendre la parole lui imposait une habileté de langage et des précautions de forme dont son éducation incomplète le rendrait incapable.

Le candidat opposé à M. Havin dans la 2^e circonscription était M. Blanc, ouvrier typographe. Les ouvriers de plusieurs grands ateliers de Paris et de Lyon, ceux de l'usine Cail, entre autres, lui écrivirent pour l'engager à renoncer à la candidature ; mais il persista dans sa résolution.

Le gouvernement n'avait trouvé pour opposer aux illustrations de la liste libérale que des notabilités de quartier. La liste officielle était ainsi composée :

- « *Edouard Delessert*, propriétaire à Passy. — 1^{re} circonscription.
- » *Devincq*, député sortant, ancien président du tribunal de commerce.
- 2^e circonscription.
- » *Varin*, ancien négociant, maire du 4^e arrondissement de Paris. — 3^e circonscription.
- » *Le général de division Perrot*, député sortant, ancien commandant supérieur des gardes nationales de la Seine, grand-officier de la Légion d'honneur. — 4^e circonscription.
- » *Frédéric Lély*, maire du 11^e arrondissement de Paris, ancien juge, président de section du tribunal de commerce. — 5^e circonscription.
- » *Fouché-Lepelletier*, député sortant. — 6^e circonscription.
- » *Constant Say*, raffineur, membre de la chambre de commerce. — 7^e circonscription.
- » *Kaenigswarder*, député sortant. — 8^e circonscription.
- » *Picard*, ancien maire d'Ivry, conseiller général de la Seine. — 9^e circonscription. »

Le moment de la lutte approchait. Il était urgent de mettre un terme à toutes les divisions. Le comité adressa le 20 mai aux électeurs cette proclamation qui lui parut propre à produire un rapprochement général :

« Paris, le 20 mai 1863.

» Monsieur et cher concitoyen,

» Liberté ! c'est le vœu de tous, le cri de tous, le cri des consciences, le besoin du présent, l'espoir de l'avenir.



» Liberté, on trouve ce mot inscrit sur tous les programmes, sur toutes les professions de foi, sur toutes les bannières. Il retentit partout, dans les villes, dans les campagnes; les uns l'acclament comme la vérité, les autres s'en couvrent comme d'un voile; c'est de la part de tous un éclatant hommage à notre immortelle révolution.

» Si du scrutin électoral, au lieu de noms d'hommes, devait sortir un principe, un vote presque unanime proclamerait la liberté.

» En ce moment solennel, où le peuple est appelé à faire acte de souveraineté, l'expression suprême de sa volonté, hautement et incontestablement manifestée, c'est la liberté!

» La liberté est donc le but posé : pour y parvenir, l'union nous est prescrite comme un devoir. Laissons les polémiques fâcheuses! Écartons les divisions funestes! Élevons la lutte électorale en tolérant nos dissidents, en respectant nos adversaires. Prouvons, par notre dignité dans l'action, que nous sommes toujours la nation généreuse et puissante, dont l'initiative vigoureuse a donné l'impulsion au mouvement qui entraîne le monde.

» Serrons donc nos rangs! Marchons dans la voie ouverte à l'humanité, la main dans la main, le front haut, certains de notre droit, fiers de notre force. Notre cause est sainte. Le dieu de la justice est avec nous. Marchons! l'inaction, c'est le suicide; l'action, c'est la liberté.

» Vos dévoués concitoyens,

» CARNOT, ED. CHARTON, J. J. CLAMAGERAN,
B. CORBON, A. DRÉO, E. DURIER, GARNIER-
PAGES, J. FERRY, CH. FLOQUET, CH. HÉRIS-
SON, F. HÉROLD, MARIE, HENRI MARTIN,
JULES SIMON. »

La candidature la plus antipathique au gouvernement était celle de M. Thiers. Le meilleur moyen de la combattre eût été de s'effacer devant elle. L'abstention de l'administration entre M. Thiers et M. Devinek aurait peut-être compromis M. Thiers et empêché beaucoup de républicains de voter pour lui. M. de Persigny aima mieux adresser, le 21 mai, au préfet de la Seine, une lettre qui se terminait ainsi : « M. Thiers est trop honnête homme pour que personne puisse l'accuser de prêter un serment qu'il n'aurait pas l'intention de tenir; mais ce que veut M. Thiers, c'est le rétablissement d'un régime qui a été fatal à la France et à lui-même, d'un régime flatteur pour la vanité de quelques-uns et funeste au bien de tous,

» qui déplace l'autorité de sa base naturelle pour la jeter en
» pâture aux passions de la tribune, qui remplace le mouve-
» ment par l'agitation stérile de la parole, qui, pendant dix-
» huit ans, n'a produit que l'impuissance au dedans et la
» faiblesse au dehors, et qui, commencé dans l'émeute, con-
» tinué au bruit de l'émeute, a fini par l'émeute. »

Cette mercuriale, adressée à un homme comme M. Thiers par un homme comme M. de Persigny, se terminait ainsi :
« Non, monsieur le préfet, en face de la France agrandie,
» de cette France qui n'est devenue si prospère et si glo-
» rieuse que depuis que M. Thiers et les siens ne sont plus
» aux affaires, au sein de cette grande cité aujourd'hui la
» plus tranquille, la plus riche et la plus belle de l'univers,
» non, le suffrage universel n'opposera point au gouverne-
» ment qui a tiré le pays de l'abîme ceux qui l'y avaient
» laissé tomber. »

Cette lettre, tirée à profusion et affichée sur les murs de Paris, ne servit qu'à rallier les démocrates hésitants autour de la candidature de M. Thiers.

Le parti abstentionniste démocratique auquel s'était joint un certain nombre d'abstentionnistes légitimistes dont le manifeste avait paru dans la *Gazette de France* redoublait d'activité au moment où l'on touchait au dénouement et menaçait de compromettre le succès de l'élection. Le comité eut recours, le 15 mai, à une nouvelle proclamation pour démontrer la nullité absolue des bulletins blancs, même comme protestation :

« Aux arguments légaux, nous croyons devoir ajouter quelques considérations politiques.

» Nous respectons profondément les opinions divergentes, et nous avons la conviction qu'elles sont sincères. Nous nous croyons en droit de réclamer une juste réciprocité, car nous ne cherchons pas la lutte, mais la lumière.

» Revêtus pour peu de jours d'une mission conciliatrice, nous n'avons dans le cœur aucune pensée hostile.

» Nous élevant au-dessus des questions de personnes, nous voyons, dans le suffrage universel, plus encore que l'élection des représentants; nous y voyons la manifestation éclatante de la volonté souveraine du peuple. N'est-il pas évidente que cette manifestation sera d'autant plus importante, que le chiffre des citoyens qui la feront sera plus considérable. Ne serait-ce pas une faute grave, un crime d'État, que de rétrécir ce chiffre, et amoindrir ainsi l'explosion du sentiment national?

» Depuis la fondation du suffrage universel, le peuple n'a jamais cessé de vouloir user de son droit. C'est lui qui a, maintes fois, imposé son vote à ses élus. Il a compris qu'il ne devait, qu'il ne pouvait jamais abdiquer. Nous ne sommes donc que l'interprète de ses intentions, lorsque nous venons vous inviter à vous présenter à cette vaste communion, où, sous la forme d'un bulletin, chacun, faible ou fort, pauvre ou riche, vient déposer sa protestation ou son affirmation.

» Mais parce que des nuances plus ou moins diverses existent entre les opinions de l'électeur et du candidat, faut-il renoncer à exprimer sa pensée? s'il en était ainsi aucune élection ne serait possible, car on ne pourrait donner son vote qu'à soi-même. Il faut donc choisir celui qui s'éloigne le moins du but qu'on se propose, et considérer autant celui contre lequel on vote que celui pour qui l'on vote.

» N'est-il pas aussi des moments solennels où l'on se trouve dans la nécessité de regarder non plus le passé, mais l'avenir. En face d'une situation nouvelle et exceptionnelle, ne sommes-nous pas tous des hommes nouveaux?

» Non point qu'il faille oublier ou les fautes ou les services rendus; mais ne devons-nous pas en ce moment, pour la liberté, proclamer la trêve de Dieu?

» Et lorsque le gouvernement fait ses choix lui-même et désigne ses candidats, n'a-t-il pas par cela même créé une grande catégorie : celle des exclus?

» Et si les exclus se rallient autour d'un drapeau qui est le nôtre, l'ordre par la liberté, ne devons-nous pas tous courir ensemble au scrutin pour élever haut notre glorieux drapeau et le faire briller au soleil?

» Ainsi donc, monsieur et cher concitoyen, pas de découragement; pas d'abstention!

Le comité du *Manuel électoral* répondit en même temps à la *Gazette de France* :

« La *Gazette de France* du 20 mai a publié une sorte de manifeste signé de diverses personnes qui conseillent aux électeurs de Paris le vote à bulletin blanc.

» Cette note repose sur une erreur de droit évidente.

» Il n'est point exact de dire que le bulletin blanc est un vote parfaitement légal, qu'il change les conditions de la majorité, qu'il compte par sa nullité même, etc. L'article 30 du décret du 2 février 1852 dit précisément le contraire.

» Il n'est pas vrai que, en conseillant aux citoyens le vote à bulletin blanc, on les convie à une action légale et régulière ; on ne fait que leur indiquer une forme nouvelle et plus raffinée d'abstention.

» Les auteurs du *Manuel électoral*,

» CLAMAGERAN, DRÉO, DURIER, FERRY, FLOQUET, HÉROLD. »

Les *Cinq* crurent devoir à leur tour élever la voix. Ils publièrent une courte proclamation dans le *Siècle* du 30 mai :

« Électeurs,

» Quelques-uns d'entre vous demandent notre opinion sur le vote à bulletin blanc.

» Le vote à bulletin blanc c'est l'abstention puérile.

» Or, s'abstenir aujourd'hui sous quelque forme que ce soit, c'est voter pour le candidat du gouvernement.

» Quant à nous, nous ne cesserons de vous répéter jusqu'au dernier moment : Au vote !

» Au vote avec union, au vote avec un seul mot de ralliement : Liberté !

» JULES FAVRE, ÉMILE OLLIVIER, ERNEST PICARD, DARIMON. »

Le jour de l'ouverture du scrutin approchait. M. de Persigny jugea que le moment était venu de porter un dernier coup aux candidatures de l'opposition. Les préfets reçurent donc, le 28 mai, une circulaire dans laquelle le ministre de l'intérieur leur confiait la mission de signaler aux populations la coalition « des hommes de 1815, de 1830, de 1848, qui essayaient sur plusieurs points de surprendre la bonne foi du pays pour tourner contre l'Empereur les libertés mêmes qu'il a données récemment, et qui tous, obéissant au même mot d'ordre, ne pouvant nier les grandes choses faites par l'Empereur, s'attaquent aux moyens qui ont servi à les accomplir, c'est-à-dire aux finances de l'État, parce que peu de personnes étant versées dans les questions de ce genre, ils espèrent pouvoir plus impunément répandre le mensonge et l'erreur ». M. de

Persigny affirmait que si la dette avait été augmentée, le revenu public s'était accru en proportion ; que le budget n'atteignait pas, comme on le prétendait, le chiffre de 2 milliards, et que d'ailleurs ce budget, « noblement dépensé », produisait d'énormes richesses dans le pays. La circulaire finissait par un tableau de la situation financière de la France, qui n'avait jamais été si brillante.

La candidature de M. Thiers n'en continuait pas moins, au milieu de tout cela, à être l'objet des plus vives préoccupations du gouvernement. Le préfet de la Seine, trompé par le langage de certaines feuilles qui traduisaient les impressions du public épris des plaisirs et des jouissances qu'offrait à leur oisiveté opulente la capitale remaniée à leur profit, se croyait entouré d'une immense popularité et seul capable d'avoir raison de la candidature de M. Thiers. M. Haussmann lança donc une proclamation aux électeurs de Paris d'un ton plus cassant encore que celui du ministre de l'intérieur, dont il ne fit guère que reproduire les arguments sur la coalition des partis, assaisonnant la rhétorique de M. de Persigny de la menace d'émeutes prochaines qui feraient couler le sang dans les rues, suspendraient les affaires et mettraient les étrangers en fuite. Le bourgeois parisien est sujet à la fois à s'effrayer de ces perspectives et à s'en moquer ; cela dépend des circonstances. Il faut connaître son tempérament et lui parler selon qu'il est dans une de ses crises de peur ou dans un de ses moments de confiance. M. Haussmann ne savait pas tâter le pouls à ses administrés, car personne n'a été moins Parisien que ce préfet qui se vantait d'avoir renouvelé Paris.

Le 31 mai, jour du vote, le soleil brillait au milieu du ciel printanier, il y avait dans tous les cœurs une grande

attente et une émotion véritable. C'était la résurrection ou la mort de la France qui allait sortir du scrutin. La foule, vers le soir, remplissait les boulevards et assiégeait la porte de tous les journaux. Pas de cri, pas de tumulte ; quelques exclamations de joie, quelques serremments de main à la vue des premiers résultats de l'élection. A dix heures, il y eut comme une explosion : « Toute la liste de l'opposition a passé ! » Toute la liste avait passé, en effet, à l'exception de la 6^e circonscription ; mais là aussi cependant M. Eugène Pelletan avait eu la majorité.

La foule se retira calme et silencieuse. Ce soir-là, Paris avait pris sa revanche du 2 décembre.

M. de Persigny n'ayant sans doute point usé toute son éloquence pendant la lutte, crut devoir expliquer aux préfets, par une proclamation solennelle, le sens des dernières élections, et les engager à s'inspirer de plus en plus « des » sentiments de modération qui sont le propre d'un gouvernement fort et d'une administration paternelle. La coalition a pu réussir dans les grands centres de population, » plus habituellement accessibles à l'influence de la presse, » à surprendre le suffrage universel, mais le gouvernement » peut compter sur l'immense majorité du pays. Les dernières élections ont constitué définitivement, dans la » Chambre comme dans la nation, le parti du gouvernement, et réduit à néant les illusions de ceux qui supposaient » à la France la pensée de renverser les bases du plébiscite » de 1851, soit pour copier les institutions aristocratiques » de l'Angleterre, soit pour faire tomber le pouvoir des » mains de la royauté dans celles des orateurs. »

La rupture de Paris avec l'Empire, l'opposition manifestée contre lui dans les grandes villes, étaient cependant des symptômes graves. Les classes populaires, en conservant

le culte de la mémoire de Napoléon I^{er}, avaient rendu possible la restauration de sa dynastie, mais les dernières élections constataient que, depuis les plébiscites de 1851 et de 1852, un changement s'était opéré en elles. Les ouvriers se séparaient des paysans, restés plus fidèles à la légende napoléonienne. C'était là le sens du grand mouvement électoral auquel la France et l'Europe venaient d'assister.

L'élection de MM. Berryer et Marie à Marseille, de MM. Jules Favre et Hénou à Lyon, de M. Lanjuinais à Nantes, assuraient un renfort assez notable à la fraction des *Cinq*, sans compter les députés élus en dehors de l'influence officielle et contre elle, dans vingt et une circonscriptions.

La Chambre comptait trente-cinq députés non officiels en tout, chiffre peu considérable en apparence, mais très-important en réalité, si l'on tient compte des forces immenses dont disposait le gouvernement. L'Europe considéra ce résultat comme un échec. M. de Persigny recueillit les fruits d'une polémique traduite par ses préfets avec une violence inutile ; aussi personne, excepté lui, ne fut surpris d'apprendre que Napoléon III se privait momentanément de ses services. Cette résolution lui fut signifiée le jour même où il se congratulait avec ses préfets du résultat des élections. M. de Persigny donna le 24 mai sa démission ; sa retraite devint l'occasion d'un renouvellement ministériel rendu nécessaire par le renfort d'orateurs que les électeurs venaient d'envoyer au Corps législatif.

M. Walewski quitta le ministère d'État, dont toutes les attributions administratives furent partagées entre les ministères de la maison de l'Empereur et de l'instruction publique, et qui ne conserva que les attributions politiques. M. Billault, en prenant le poste de M. Walewski, y joignit

les fonctions attribuées aux ministres sans portefeuille par le décret du 24 novembre 1860 et devint le ministre le plus important du cabinet; désireux d'avoir au ministère de l'intérieur un homme de sa confiance, il proposa au choix de l'Empereur son ami, M. Boudet, président de section au Conseil d'État. M. Baroche échangea, contre le ministère de la justice vacant par la retraite de M. Delangle, la présidence du Conseil d'État dont fut chargé M. Rouher, remplacé au ministère des travaux publics et du commerce par M. Béhic. M. Duruy prit, au ministère de l'instruction publique, la place de M. Rouland, qui reçut comme dédommagement la sinécure lucrative de gouverneur de la Banque de France.

La Constitution interdisait aux ministres de prendre la parole devant les Chambres, le changement introduit dans les attributions du ministère d'État portait atteinte à ce principe. Le *Moniteur* avait beau prétendre que ce n'était là qu'une mesure toute simple pour « organiser plus solidement la représentation de la pensée gouvernementale devant les Chambres, sans s'écarter de la pensée de la Constitution », il était difficile de n'y pas voir, sinon un pas vers la responsabilité ministérielle ou vers le gouvernement parlementaire, du moins une dérogation indirecte aux principes de la Constitution. Les conseils de M. de Morny, d'après plusieurs journaux, n'étaient pas étrangers à ces changements. Le président du Corps législatif crut devoir démentir ces bruits par la lettre suivante adressée au *Constitutionnel* :

« Plusieurs journaux me font intervenir dans la formation du ministère dans des termes qui sembleraient indiquer qu'ils y sont autorisés par moi. Le fait est inexact, et le peu de convenance de pareilles suppositions me fait vaincre ma répugnance habituelle à m'occuper de ce qui se publie sur mon compte. »

Le nouveau ministre de l'instruction publique n'appartenait pas à ce qu'on pourrait appeler le haut état-major universitaire. Il n'avait jamais fait partie du conseil impérial ni professé à la Sorbonne ou au Collège de France. Il avait eu quelques rapports avec l'Empereur au sujet de l'*Histoire de Jules César*, et il lui avait plu. Simple inspecteur général, c'est pendant sa tournée d'inspection qu'il reçut la nouvelle de son élévation au ministère. Il s'appliqua tout de suite à la justifier, et il inaugura le 1^{er} juillet son avènement en rétablissant l'enseignement de la philosophie dans les lycées. Quelques jours plus tard, dans son discours à la distribution des prix du concours général, il annonça deux autres mesures excellentes : la suppression de la bifurcation et la création d'un enseignement professionnel; l'introduction de l'enseignement de l'histoire contemporaine dans la classe de philosophie trouva moins d'approbateurs. Beaucoup de bons esprits convaincus de l'existence d'une conscience politique comme d'une conscience religieuse, et de la nécessité de respecter l'une autant que l'autre, pensaient en effet que l'histoire contemporaine n'est pas, à proprement parler, de l'histoire, qu'elle n'est pas faite et par conséquent qu'elle ne peut être enseignée. Les partisans de la mesure répondaient que l'histoire n'est jamais faite, que nos passions la refont chaque jour et que l'étude du passé se ressent inévitablement des émotions du présent; supprimez donc aussi l'enseignement de l'histoire ancienne, car vous ne l'empêcherez pas, ajoutaient-ils, de s'imprégner plus ou moins des sentiments contemporains, à moins que les actes de la conscience politique des ancêtres ne cessent par un miracle d'affecter la conscience politique de leurs descendants.

Le cabinet était formé, mais la mort empêcha M. Bil-

lault d'y jouer le rôle prépondérant que la volonté impériale lui avait confié. Ses funérailles eurent lieu aux frais du Trésor public, et une souscription fut ouverte pour lui dresser une statue à Nantes, son pays natal. Il fallait lui chercher un successeur. Où? Au Sénat, personne, si ce n'est quelques vieux administrateurs cantonnés dans leur spécialité, ou quelques nullités plus jeunes dont le dévouement et la paresse se contentaient d'une grasse dotation. Au Corps législatif? personne non plus. D'ailleurs, prendre un ministre d'État sur les bancs de l'Assemblée élective eût paru un retour trop direct au régime parlementaire. Même disette d'hommes au Conseil d'État. M. Vuitry ne manquait sans doute pas de mérite, mais il avait faibli au moment de la confiscation des biens d'Orléans; rentré en grâce depuis et toujours un peu suspect, on ne pouvait le choisir comme principal avocat de l'Empire. Les présidents de section, gens fort dévoués, n'étaient pas cependant, au 2 décembre, dans le cheval de Troie; ils n'avaient pas participé au coup d'État. Deux hommes, parmi les membres du cabinet pouvaient prétendre à la succession de M. Billault : MM. Baroche et Rouher; le premier, usé sans gloire dans le huis clos des sessions de l'ancien Corps législatif, premier sujet sans prestige et sans éclat, ne pouvait être qu'une doublure utile, et son dévouement se contentait de ce rôle.

M. Rouher, né à Riom le 30 novembre 1814, était l'un des quatre enfants d'un avoué de cette ville. Le jeune Eugène Rouher, enfant des montagnes, aimait cependant la mer. La suppression de l'école d'Angoulême, en 1828, rendit l'aspirant manqué au collège de Riom, et bientôt à celui de Clermont, où il finit ses études. Il vint à Paris suivre les cours de l'École de droit, et il y resta, après

avoir été reçu avocat, occupé à faire de la procédure dans une étude d'avoué, jusqu'au jour où il revint à Riom pour remplacer un de ses frères que des raisons de santé obligeaient de quitter le barreau. Il trouva dans sa ville natale une position toute faite, qu'il occupa pendant douze ans, de 1836 à 1848, plaidant avec succès les procès civils, les procès criminels, et, lorsque l'occasion s'en présentait, les procès de presse. M. Rouher, parvenu au point culminant de sa carrière d'avocat, voulut entrer dans la magistrature. Un poste d'avocat général lui aurait assez convenu. M. Hébert, alors garde des sceaux, le lui refusa. L'idée lui vint d'essayer de la vie politique ; alors il sollicita la députation en concurrence avec M. Combarel de Leyval, candidat ministériel aux élections de 1846, qui ne l'emporta qu'à 20 voix de majorité. Deux ans après, le suffrage universel le vengeait du dédain des censitaires. Il est vrai que M. Rouher, s'élançant au lendemain de la révolution de Février à la tribune du club de Riom, avait déclaré aux électeurs républicains que « sa vie a été jusqu'ici toute » judiciaire, qu'il n'est ainsi que républicain du lendemain, » mais convaincu que les idées nouvelles peuvent seules » faire le bonheur de son pays, il s'y dévoue avec énergie. » Il veut la liberté de réunion pleine et entière. Les clubs » doivent être les organes de la volonté du peuple. Ils sont » chargés de son instruction, ils sont indispensables. Il » veut l'impôt mieux réparti, l'abolition des droits réunis. » l'impôt progressif, mais avec des conditions qui ne mènent » pas au communisme, il veut que cet impôt atteigne aussi » les professions, que le travail soit organisé, que l'agricul- » teur ait des ressources assurées contre les malheurs qu'il » ne peut prévoir, que l'État soit assureur..... Tout pour le » peuple, tout par le peuple ! »

Éloquente préface à la non moins éloquente circulaire qui se termine ainsi : « Républicains éprouvés par la » lutte, républicains du lendemain qui n'ont autorisé per- » sonne à douter de la sincérité de leur langage, tous ont » le droit et le devoir de concourir à cet édifice gigantesque » destiné à devenir, s'il est bien construit, l'arche sainte » des générations futures. Il suffit d'avoir écouté un ins- » tant la voix des peuples pour proclamer la suppression » immédiate d'impôts vexatoires, plus particulièrement » onéreux à la classe ouvrière. »

Cet édifice transformé en arche charma les électeurs du Puy-de-Dôme. M. Rouher, élu l'avant-dernier sur une liste de quinze représentants, accourut à Paris, et s'empressa de visiter divers clubs républicains où il fit entendre, dit un de ses biographes, « des paroles énergiques dignes » du démocrate le plus avancé ».

Le représentant du Puy-de-Dôme, toujours vêtu de noir, cravaté de blanc, rasé de près, assidu dans les bureaux, le premier à son banc de la droite, attirait les regards par l'air de régularité majestueuse répandu sur toute sa personne. Il prit part aux débats relatifs à la Constitution, et dans cette grande question le hasard, par une de ces ironies qui lui sont familières, le mit aux prises avec Lamartine. Il s'agissait de l'élection du président de la République. Serait-il élu par l'Assemblée nationale ou par le suffrage universel? M. Rouher hésitait entre les deux systèmes : « Si le chef du pouvoir exécutif est faible, disait-il, l'Assemblée ne va-t-elle pas l'absorber? et si, au contraire, le chef élu par le suffrage universel est un homme éminent, peut-être même de génie, ne résistera-t-il pas au pouvoir législatif? » M. Rouher était déjà convaincu qu'il résisterait, car « la résignation n'est pas la vertu favorite des grands hommes ».

Lamartine répondit : « Un homme ! cela est bien facile » à dire. Où sera-t-il cet homme ? Sommes-nous dans un » temps où l'on prenne les noms pour des choses, un fan- » tôme pour la réalité ? Mais quand vous auriez cet homme » sous la main, je vous dirais encore : Prenez garde à qui » vous remettez vos pouvoirs ! Il y a deux noms dans l'his- » toire qui doivent à jamais, selon moi, empêcher une » Assemblée française de confier la dictature de sa Répu- » blique, de sa Révolution, à un homme. Ces deux noms, » citoyens, c'est le nom de Monck en Angleterre, et de » Bonaparte en France. »

M. Rouher avait présenté, de concert avec M. Duvergier de Hauranne et Créton, un amendement en faveur du système des deux Chambres, seul capable, selon lui, de « ne pas compromettre les conquêtes de Février ». Il ne paraissait pas, à cette époque, avoir aperçu encore clairement son avenir politique ; car à propos des mesures proposées par la droite après les journées de Juin, il flétrit les lois exceptionnelles : « Le législateur peut devenir passionné, » violent, il peut chercher la présomption de la condamna- » tion au lieu de la présomption de la vérité ; il peut vouloir » priver la justice de ses ressources, et l'accusé de ses moyens » de défense. Il suit alors une route désastreuse, et aboutit » au tribunal révolutionnaire, aux cours prévôtales. Voilà » pourquoi de cette législation *fétide* s'est élevé un nuage » sanglant qui nous empêche de voir les vérités contenues » dans la Révolution. »

Pourtant dans la discussion de la loi de la déportation appliquée aux crimes politiques, il trouve *énervante* la distinction entre les crimes politiques et les crimes de droit commun ; et il ajoute : « Cette distinction n'est pas étrangère aux malheurs qu'a subis le pays. » Pierre Leroux

demandait que les femmes et les enfants des transportés fussent admis à partager le sort de leur mari ou de leur père. M. Rouher s'y oppose : « Il peut y avoir d'*imprudents* » *dévouements*, il peut y avoir des *mouvements irréfléchis*. » Une jeune femme dont le mari est transporté peut avoir » d'autres devoirs à remplir sur le continent, une mère à » soigner et qui, elle, n'a pas de culpabilité à se reprocher. » Elle peut avoir des enfants en bas âge de l'avenir des- » quels elle ne peut pas disposer..... Toutes ces situations » comportent l'*intervention paternelle*, bienveillante du » gouvernement. »

A ces mots d'*intervention paternelle*, Lamartine se leva :

« Toute législation qui, dans des matières aussi déli- » cates sous le rapport du cœur humain et des liens sacrés » de la famille, se prétend plus sage que la nature court » le risque de devenir une législation contre nature. »

M. Rouher se tut.

Le représentant du Puy-de-Dôme, sortant un jour de quelque club, était entré dans la réunion de la rue de Poitiers. Il fit partie de son comité électoral. Le département du Puy-de-Dôme le plaça, en 1849, sur la liste de sa députation ; il fut nommé le deuxième cette fois : Travailleur infatigable, parleur facile, mais sans littérature, sans imagination, sans sensibilité, il était devenu, à force de péroter dans les bureaux et à la tribune, presque un personnage. M. de Morny, que d'importants intérêts industriels rattachaient au département du Puy-de-Dôme, le désigna au choix du prince-président, pour entrer, avec MM. Ferdinand Barrot, Fould, de Rayneval, d'Hautpoul, de Parieu, Dumas, Bineau, dans ce ministère de commis qui succéda, le 30 octobre 1849, au premier cabinet du prince Louis Bonaparte. Les sceaux lui furent confiés.

Le nouveau garde des sceaux avait eu l'honneur d'être réfuté par Lamartine, l'affaire de la Plata lui fournit une occasion de répondre à M. Thiers. On le trouva faible. Il ne parlait pas encore devant le Corps législatif. Peu de jours après, il prit part à la discussion de la loi sur la presse. Son premier soin fut de déclarer que la juridiction du jury, en matière de presse, était « une juridiction défectueuse, faible, impuissante », et d'en demander la suppression. C'était enlever aux « conquêtes de Février » un de leurs meilleurs préservatifs ; mais les événements avaient marché depuis un an. On n'était plus, comme le dit très-bien M. Rouher, au « lendemain de ce grand ébranlement produit par la révolution de Février que je considérerai » toujours, *moi*, comme une véritable catastrophe ». La gauche tout entière se lève à ces mots pour protester. M. Bancel s'écrie : « Qui étiez-vous avant le 24 février, et que seriez-vous sans la République ? » M. Émile de Girardin lui-même s'indigne sur son banc ; mais le club d'Issoire tout entier se dresserait devant M. Rouher pour lui demander compte de ce mot, qu'il ne le retirerait pas. Un mot en France, c'est toujours quelque chose, et ce mot « la révolution de Février est une catastrophe » ne devait pas peu contribuer à la future grandeur de M. Rouher.

Il n'en défendait pas moins à l'occasion la Constitution née de cette catastrophe. M. Larrabit, pendant la discussion sur la destitution du général Changarnier, ose l'accuser de violer le pacte national.....

« Le cabinet, répond-il avec indignation, est convaincu de la loyauté de mes intentions, de mon *désir profond de respecter la Constitution* à laquelle on me rappelait il y a un instant.

» En ces temps plus qu'en tout autre, il faut veiller à la foi fondamentale de son pays..... Je la respecterai toujours *avec scrupule*. Je

désire qu'elle soit respectée et défendue par tous les pouvoirs qui émanent d'elle. Ne craignez donc pas du gouvernement actuel ces rêves dont on a prononcé les noms, il y a quelques instants, *ces rêves du coup d'État*, ces attaques incessantes, continues contre le pouvoir parlementaire, attaques qui auraient pour but de le ravalier, de l'avilir, de le détruire dans l'opinion avant de le détruire dans son existence. De pareils rêves seraient complètement insensés, et le pouvoir qui obtiendrait un pareil triomphe aurait tristement à le regretter, car le lendemain il n'existerait plus. »

M. Rouher n'en croyait pas un mot, mais il fallait bien amuser le tapis. Le 18 juillet 1851 il n'était plus ministre, le cabinet tout entier ayant donné sa démission à la suite du blâme que lui infligeait l'Assemblée. Six jours après, il rentre au ministère avec MM. Baroche et Fould pour en sortir de nouveau le 26 octobre, quelque temps avant le coup de balai.

S'il est vrai que M. de Morny, comme l'a dit M. Rouher sur sa tombe, en parlant de son attitude avant le coup d'État, ait accepté « avec une sorte de gaieté et de courageux empressement cette redoutable responsabilité », il n'en fut pas de même de son panégyriste. M. Rouher écrivit, il est vrai, en 1856 à M. Véron, pour le remercier de l'envoi des *Mémoires d'un bourgeois de Paris*, où il figure comme ayant débattu avec Morny et Persigny le plan du coup d'État devant le prince Louis Bonaparte, et comme ayant accepté « résolument (1) » le ministère de la justice le 3 décembre; mais alors l'attentat avait réussi. Il se vantait moins de sa complicité au moment de l'exécution si l'on s'en rapporte à la lettre adressée par lui le 3 décembre au directeur de l'imprimerie nationale :

J'apprends par voie indirecte que des documents portant ma signature vous sont transmis pour être envoyés en province. Je suis entière-

(1) *Mémoires d'un bourgeois de Paris*, par le docteur Véron.

ment étranger à ces actes, et vous prie de ne pas y maintenir ma signature.

» Votre dévoué,

» *Signé* ROUHER (1). »

M. Rouher repoussait la responsabilité publique du crime, mais on le vit, tremblant proscripteur, se glisser au milieu des ténèbres de la nuit du 2 décembre dans le palais où se dressaient les listes des victimes qu'il devait le lendemain livrer, comme ministre de la justice, aux lois exceptionnelles flétries naguère par lui. Les républicains sont emprisonnés, ruinés, dépossédés de leurs offices sous ses yeux, il ne sourcille pas. La confiscation des biens de la famille d'Orléans est prononcée, il a peur, et il quitte le ministère le 21 janvier sous prétexte de scrupule de conscience. Scrupules bien éphémères, car le 25 du même mois, il reprend du service en qualité de président de la section de législation, justice et affaires étrangères au Conseil d'État. C'était déchoir pour un ministre, mais le dévouement n'y regarde pas de si près.

Il reconquit d'ailleurs sa place dans le cabinet en 1855, et depuis cette époque jusqu'au 23 juin 1863, il garda le portefeuille de l'agriculture, du commerce et des travaux publics. Il remplaça le lendemain M. Baroche à la présidence du Conseil d'État. Le prestige des négociations du traité de commerce avec l'Angleterre, l'aurole du libre échange le faisaient briller d'un éclat particulier à la mort

(1) Plus bas cette ligne :

« Je fais la même déclaration et la même prière. — *Signé* A. FOULD. »

A l'angle gauche de la lettre :

« Reçu le 2 décembre 1851 à cinq heures du soir.

» *Le secrétaire de la direction.* »

(Timbre de l'imprimerie.)

de M. Billault. Homme de conseil et de main, ministre à tout faire, il était capable de résoudre avec la même facilité une question de tarif et d'enlever une élection difficile. Les habitants de la Corrèze venaient de le voir en grand uniforme brodé d'or, tricorné en tête, épée au côté, la poitrine chamarrée de décorations, débitant l'orviétan électoral du haut de sa calèche ministérielle sur toutes les places publiques de leur département. Ministre d'État à la place de M. Billault, il va maintenant placer ses gobelets sur la tribune. Que de muscades à escamoter, sans compter celle de l'expédition du Mexique ! La majorité du Corps législatif ressemble fort heureusement pour lui au public des théâtres de prestidigitation, d'autant plus enthousiaste pour qui le trompe, que son plaisir consiste à être trompé.

M. Billault accompagnait son jeu de prestidigitateur politique d'une conversation sobre, correcte, discrète, comme un homme qui avait travaillé devant les auditoires les plus distingués, et tenu son rang à côté des célébrités du régime parlementaire. Il connaissait le langage dans lequel on doit traiter les questions politiques ; il les avait même apprises dans le temps. M. Rouher ne savait rien, mais croyait suppléer à tout par sa faconde provinciale. On n'avait qu'à lui remettre les dossiers de son prédécesseur, il était prêt à les plaider.

Aurait-il la flexibilité, la souplesse nécessaires pour suivre, comme son prédécesseur, les méandres et les faux-fuyants de la pensée impériale, pour la montrer en la cachant ? Napoléon III en était réduit à l'essayer ; car ce gouvernement qui se vantait d'avoir mis fin au règne des rhéteurs n'avait pas même de rhéteur pour le défendre ; il était obligé de se contenter d'un avocat. M. Rouher fut nommé ministre d'État le 18 octobre.

Un décret du même jour fixait à quatre le nombre des vice-présidents du Conseil d'État. Ils devaient exercer auprès du Sénat et du Corps législatif les attributions déterminées par l'article 51 de la constitution relatif à la discussion des projets de loi présentés par le gouvernement. M. Forcade de la Roquette, ancien ministre des finances, et M. Chaix d'Est-Ange, procureur général à la Cour impériale de Paris, étaient nommés vice-présidents du Conseil d'État.

L'impératrice Eugénie avait voulu revoir son pays dans tout l'éclat de son rang et de sa fortune; elle entra le 30 octobre à Saint-Cloud de retour de son voyage en Espagne pour assister à l'ouverture des Chambres fixée au 5 novembre. Deux jours avant cette inauguration eut lieu une cérémonie d'un autre genre. La statue de Napoléon I^{er} en petit chapeau et en redingote fut descendue de la colonne Vendôme et remplacée le 3 novembre par une statue en costume d'empereur romain. Napoléon III adressait le lendemain même aux souverains de l'Europe une lettre pour leur proposer de régler le présent et d'assurer l'avenir dans un congrès. « Si l'on considère attentivement » la situation des divers pays, il est impossible de ne pas » reconnaître que presque sur tous les points les traités » de Vienne sont détruits, modifiés ou menacés. De là des » devoirs sans règle, des droits sans titres et des préten- » tions sans frein. » Le congrès chargé de mettre un terme à cette anarchie morale devait naturellement se tenir à Paris, et l'Empereur ajoutait : « Dans le cas où les princes alliés et amis de la France jugeraient convenable de relever par leur présence l'autorité des délibérations, je serais fier de leur offrir une cordiale hospitalité. » Napoléon III résuma sa lettre le lendemain dans cette phrase

du discours d'ouverture de la session de 1864 : « Les traités de 1815 ont cessé d'exister. »

La carte de l'Europe allait donc subir une nouvelle transformation. Les anciens dynastes napoléoniens se crurent à la veille de remonter sur leur trône. Le prince Lucien Murat écrivit à ses amis de Naples « de rester en paix, qu'il compte sur la justice du monarque français, pour faire valoir ses droits au congrès ». L'agitation qu'avait fait naître le discours de l'Empereur dans les esprits, s'accrut encore par la publication d'un rapport en date du 1^{er} décembre dans lequel le ministre des finances, Fould, annonçait que les déficits des années 1851 à 1863 seraient de 75 millions. « Ces déficits ajoutés à nos anciens dé- » couverts en porte l'ensemble à 972 millions. Ce chiffre » excède la limite que la prudence impose, et il est néces- » saire de le ramener par la consolidation d'une partie de » la dette flottante à des proportions normales. » M. Fould proposait l'émission d'un emprunt de 300 millions.

Napoléon III avait reçu les réponses des puissances à sa lettre du 4 novembre. Elles lui enlevaient toute illusion sur la possibilité de réunir un congrès.

CHAPITRE XIV

L'ANNÉE 1864 ET LA SESSION

SOMMAIRE. — Commencement de l'année 1864. — Réceptions aux Tuileries. — Arrestation de quatre Italiens. — Élections partielles à Paris. — Comité de la réforme électorale. — Candidatures de MM. André Pasquet, Carnot, Laboulaye, Pinard, dans la 1^{re} circonscription. — Candidatures de MM. Garnier-Pagès, Bancel, Théodore Bac, Renan, Vautrain, Hugelmann, Frédéric Morin, Jules Alix, Jules Ferry dans la 5^e circonscription. — M. Tolain, candidat-ouvrier. — MM. Carnot et Garnier-Pagès sont élus.

Session de 1864. — Sénat. — Discussion de l'adresse. — Elle ne dure qu'une séance. — Pétition contre les progrès de la démoralisation.

Corps législatif — L'emprunt de 300 millions. — Discussion de l'adresse. — M. Thiers. — Les libertés nécessaires. — L'abolition de la loi sur les coalitions. — L'amendement sur la presse. — Discours de M. Jules Simon. — Le Mexique. — Présentation de l'adresse à l'Empereur. — Sa réponse. — Election de M. Bravay. — Discours de M. Eugène Pelletan. — M. E. Ollivier est nommé rapporteur de la loi des coalitions. — Sa défection. — Scène entre M. Jules Favre et lui. — Discussion du budget. — Le Mexique. — La presse. — Discours de M. E. Picard. — Vive discussion entre lui et M. de Morny. — La liberté électorale. — Discours de M. Garnier-Pagès. — Clôture de la session.

Suite et fin de l'année 1864. — Interdiction de lectures publiques au bénéfice des Polonais. — Interdiction du banquet en l'honneur de Shakespeare. — Réception de M. Dufaure à l'Académie française. — Procès des Treize. — Fondation de la Société internationale des travailleurs. — Convention du 15 septembre. — M. Vuitry est nommé ministre présidant le Conseil d'État. — Lettre de M. de Persigny à M. de Girardin. — Le gouvernement le fait tancer par le *Constitutionnel*.

La fameuse phrase du discours impérial prononcé le 6 novembre à l'ouverture de la session de 1864 « les traités de 1815 ont cessé d'exister », l'incertitude sur la réunion du congrès, l'agonie de la Pologne abandonnée, la lutte entre le Danemark et l'Allemagne, la situation difficile dans laquelle l'expédition du Mexique pouvait mettre le gouvernement impérial, donnaient à la réception officielle, dont les Tuileries étaient le théâtre à chaque renouvellement d'année, une importance particulière. Le public espérait trouver dans les paroles échangées à cette occasion

entre l'Empereur et le corps diplomatique quelques indices de nature à confirmer ses craintes ou ses espérances. Le nonce porta la parole au nom de ses collègues, et borna son discours à des vœux pour le bonheur de l'Empereur et pour la prospérité de la France. L'Empereur lui répondit : « Malgré les inquiétudes entretenues par les questions en » suspens, j'ai la confiance que l'esprit de conciliation qui » anime les souverains aplanira les difficultés et maintiendra » la paix. » Le public n'était guère encouragé à partager ces espérances qui reposaient entièrement sur l'acceptation problématique du congrès par les puissances étrangères.

L'acceptation du trône du Mexique par l'archiduc Maximilien était, elle aussi, l'objet de doutes si généralement répandus, que le prince Napoléon-Charles Bonaparte, petit-fils de Lucien Bonaparte, récemment nommé capitaine dans la légion étrangère, s'étant embarqué pour rejoindre son corps au Mexique, le bruit courut que, si Maximilien persistait dans son refus, le prince Bonaparte prendrait sa place.

L'opinion publique se montrant de plus en plus touchée du sort de la Pologne, le ministre de l'intérieur se décida enfin à autoriser des conférences publiques au profit des blessés polonais. La première de ces conférences eut lieu le 15 février dans la salle Barthélemy. Plus de deux mille personnes, appartenant en grande partie à la classe ouvrière, y assistèrent. Cet auditoire peu académique, mais neuf encore, parut éprouver aux discours de MM. Saint-Marc-Girardin et Legouvé, membres de l'Académie française, de si vives émotions, que le gouvernement crut bientôt devoir interdire ces conférences.

La police fit grand bruit de l'arrestation de quatre Italiens envoyés de Londres, disait-elle, par Mazzini, pour attenter à la vie de l'Empereur, et munis de huit bombes



en fer battu, de quatre revolvers à six coups, de poignards, de poudre, de balles, etc. (1). Le lendemain de cette arrestation, un décret impérial rendu sur la proposition du maréchal Vaillant, ministre de la maison de l'Empereur, proclama « la liberté industrielle, littéraire et artistique des théâtres, uniquement soumis désormais aux règlements qui concernent l'ordre, la sécurité, la salubrité et la police ».

Un autre décret impérial, en date du 12, porte qu'en vertu de la loi du 30 décembre 1863, il sera procédé par souscription publique à l'aliénation de la somme de rentes 3 pour 100 nécessaire pour produire un capital de 300 millions de francs et un capital supplémentaire qui ne pourra excéder 15 millions. M. Fould, ministre des finances, décida que l'emprunt serait émis par voie de souscription publique, du 18 au 25 janvier, en rentes 3 pour 100, au taux de 66 fr. 30, avec jouissance à compter du 1^{er} janvier 1864. Il n'était point admis de souscription inférieure à 6 francs de rente.

La remise de la barrette à un cardinal était une des occasions où le cérémonial aulique de l'ancien régime aimait à se déployer. Le premier et le second empire restèrent fidèles à cette tradition. Ce fut donc en grande pompe que M^{sr} de Bonnechose, archevêque de Rouen, promu à la pourpre romaine sur la présentation de Napoléon III, reçut le 14 janvier, de ses mains, la barrette, dans la chapelle des Tuileries. Le nouveau cardinal adressa un discours à l'Empereur et à l'Impératrice. M^{sr} de Bonnechose, après avoir remercié Napoléon III de la nouvelle preuve d'estime qu'il venait de lui donner, se préoccupait

(1) La police avait la main dans le complot. Voyez le livre de M. de Kératry : *Le 4 septembre et le gouvernement de la Défense nationale*.

de ses nouveaux devoirs comme prince de l'Église et comme sénateur de l'Empire. Il parla ensuite de la mission providentielle de Napoléon III. « Le suffrage d'un » peuple entier vous a acclamé et porté sur le pavois. Les » pontifes de la tribu sainte, comme tous les ordres de » citoyens, ont salué en vous l'élu de Dieu et de la nation. » Puissiez-vous vivre longtemps, Sire, pour la prospérité » de la France et pour sa gloire ! » L'Empereur répondit mélancoliquement : « Vous avez raison de dire que les » honneurs de ce monde sont de lourds fardeaux que la » Providence nous impose... Je me demande souvent si la » bonne fortune n'a pas autant de tribulations que la mau- » vaise. Mais, dans les deux cas, notre guide et notre sou- » tien, c'est la foi : la foi religieuse et la foi politique, c'est- » à-dire la confiance en Dieu, et la conscience d'une mission » à remplir. Cette mission, vous l'avez appréciée avec l'at- » tachment que vous m'avez toujours témoigné. Aussi, » devez-vous être étonné, comme moi, de voir, à un si » court intervalle, les hommes à peine échappés du nau- » frage, appeler encore à leur aide les vents et les tem- » pêtes. » Ces derniers mots étaient une allusion aux débats très-vifs auxquels donnait lieu en ce moment la discussion de l'adresse.

La mort de la duchesse de Parme devait, disait-on, fournir aux légitimistes l'occasion de se livrer le 7 février à une grande manifestation. M^{re} Darboy, archevêque de Paris, refusa l'autorisation de célébrer le service funèbre solennel à Notre-Dame ; les fidèles de la maison de Bourbon étaient libres d'ailleurs de faire dire en mémoire de la duchesse de Parme autant de messes basses et de services ordinaires qu'ils le jugeraient convenable. Le gouvernement crut aussi devoir interdire aux gens de lettres de se

réunir dans un banquet qui n'avait pourtant rien d'anti-dynastique, car il s'agissait uniquement de fêter le 300^e anniversaire de Shakespeare. Les actionnaires de la compagnie de Suez plus heureux obtinrent la permission de donner à son fondateur, M. de Lesseps, un banquet dans le palais de l'Industrie, sous la présidence du prince Napoléon, qui prononça un long discours à cette occasion.

Un décret du 21 février avait convoqué les collèges de la 1^{re} et de la 5^e circonscription de la Seine pour les 20 et 21 mars, à l'effet d'élire chacune un député à la place de M. Havin et de M. Jules Favre, qui avaient opté l'un pour la Manche, l'autre pour le Rhône. Les élections auraient-elles lieu sur les nouvelles cartes électorales, comme le demandaient les journaux démocratiques, ou sur les anciennes? Le gouvernement se prononça dans ce dernier sens.

L'annonce de la formation d'un comité de l'opposition fournit aux journaux officiels l'occasion d'émettre cette singulière théorie que rien n'était plus contraire à la liberté des électeurs que l'existence d'un comité électoral. Il était donc interdit aux citoyens de mettre leurs efforts en commun pour faire triompher une idée, soit religieuse, soit politique, soit économique, et le principe de l'association devenait une violation de la liberté.

La lutte électorale promettait d'être très-vive. Le nombre des candidats croissait tous les jours. Un comité formé dans la 1^{re} circonscription, et qui s'intitulait *Comité de la réforme électorale*, avait choisi pour candidat M. André Pasquet; MM. Carnot, Laboulaye, Pinard, directeur du Comptoir d'escompte, se présentaient dans la même circonscription.

Les compétiteurs étaient encore plus nombreux dans la

5^e circonscription. MM. Garnier-Pagès, Bancel, Théodore Bac, anciens membres de la Constituante de 1848, Renan, Vautrain, Frédéric Morin, Hugelmann, Jules Allix, Jules Ferry, s'offraient aux suffrages des électeurs. M. Jules Ferry disait en agitant l'étendard des générations nouvelles : « Ma candidature répond à un besoin qui éclate de toutes » parts. Un grand parti ne doit-il pas, à côté des illustra- » tions du passé, préparer les combattants de l'avenir ? » Il ajoutait qu'il « aurait l'ambition d'unir sa voix à celle » des députés de l'opposition pour revendiquer avec eux » nos libertés, et marcher ensuite avec décision et avec » maturité dans la voie des réformes sociales » :

Le groupe des travailleurs qui, aux élections de mai, avait soutenu le principe des candidatures ouvrières, nullement découragé par son insuccès, était décidé à tenter de nouveau les chances du scrutin. Un manifeste signé par soixante ouvriers parut le 14 février. Les signataires, après avoir déclaré qu'ils étaient d'accord avec les députés de Paris sur le terrain des questions politiques, signalaient un désaccord sur le terrain des questions sociales. Ils demandaient l'instruction primaire gratuite et obligatoire, la fondation de nouvelles chambres syndicales composées uniquement d'ouvriers nommés par le suffrage universel, la révision de la loi sur les coalitions, l'extension des sociétés de crédit pour le peuple, une participation de jour en jour plus grande des populations aux bienfaits de la liberté, réclamations justes pour la plupart, mais que plus d'un député non-ouvrier avait également formulées dans sa profession de foi. Le comité des soixante, faute de ressources suffisantes pour subvenir aux frais de deux candidatures, se contentait d'appuyer dans le 5^e arrondissement celle de M. Tolain, ouvrier ciseleur, ex-secrétaire adjoint de la

commission pour l'Exposition de Londres en 1862 et membre du Crédit mutuel du bronze. La circulaire de ce candidat fut publiée avec l'appui des signatures de M. Delescluze, ancien commissaire général de la République, Noël Parfait, ancien représentant du peuple, et Laurent-Pichat.

Les adversaires des candidatures ouvrières, sans contester aux ouvriers, sous le régime du suffrage universel, le droit de siéger au Corps législatif comme tous les autres citoyens, faisaient seulement remarquer que, la Révolution ayant eu pour résultat de supprimer les classes de la société, c'était chercher à les rétablir que d'invoquer le principe de la représentation spéciale.

La multiplicité des candidats aurait pu nuire au succès de l'opposition ; il fallait faire un choix. M. André Pasquet, dans la 1^{re} circonscription, se retira devant M. Carnot qui resta seul candidat du parti démocratique. Le choix était plus difficile dans la 5^e circonscription. M. Garnier-Pagès se présentait aux électeurs avec l'appui de sa vieille renommée, de ses services récents, et celui de M. Jules Favre. L'ancien élu de la 5^e circonscription, député de Lyon, alors dans tout l'éclat de sa popularité, recommandait, dans une lettre rendue publique, l'ancien membre du gouvernement provisoire à ses amis. *Le Siècle*, « craignant » que la prise de possession de deux circonscriptions par » deux membres du gouvernement provisoire donnât un » cachet exclusif à l'élection, et voulant élargir les rangs » et faire sortir de l'abstention un homme éprouvé par » l'exil, et orateur », soutenait la candidature de M. Bancel, que les électeurs du département de la Drôme avaient envoyé à l'âge de vingt-six ans siéger à l'Assemblée législative de 1849. La République, alors attaquée par

les partis monarchiques, qui se disputaient son héritage, affaiblie par ses divisions, luttait contre une coalition aveugle qui, en la combattant, préparait sa propre défaite. L'approche d'un dénouement inévitable communiquait aux discussions parlementaires une énergie qui rappelait les luttes de la première Révolution. Le jeune Bancel, appelé plusieurs fois à la tribune, s'y montra plein d'ardeur à la fois et d'empire sur lui-même ; l'élévation et la fermeté de sa parole lui donnaient chaque jour plus d'autorité. La majorité, ordinairement si intolérante, l'écoutait. M. Bancel serait devenu avec l'aide du temps un véritable orateur ; mais un matin, en revenant de l'Assemblée nationale, où il avait vu la tribune brisée, il trouva en rentrant chez lui des sergents de ville qui l'attendaient pour le conduire en exil.

La Belgique lui offrit un asile ; il y fit, comme plusieurs autres réfugiés, des conférences littéraires où son éloquence se montra sous un jour nouveau. Tel était le candidat que le *Siècle* opposait à M. Garnier-Pagès, non dans une pensée hostile à M. Garnier-Pagès lui-même, mais pour honorer l'exil noblement supporté, la résignation en face d'une carrière brisée, et pour rendre à la tribune un talent qui promettait de l'illustrer. M. Bancel comptait malheureusement parmi ses amis des abstentionnistes très-résolus ; partagé entre la crainte de leur déplaire et le désir de reparaitre sur la scène de ses anciens succès, il avait laissé passer les délais légaux pour envoyer son serment ; c'était du moins l'avis de la préfecture de la Seine qui ne le porta point sur la liste des candidats. Il quitta Bruxelles et vint à Paris pour assigner M. Haussmann ; mais le tribunal civil donna gain de cause à l'administration, malgré la plaidoirie de M^e Laurier.

M. Garnier-Pagès se trouva débarrassé ainsi d'un rival redoutable. M. Jules Ferry, de son côté, après avoir consulté M. Jules Favre, se désista le 12 mars. M. Frédéric Morin en fit autant quelques jours plus tard. Le *Siècle* porta donc M. Carnot et M. Pagès dans la 1^{re} et dans la 5^e circonscription ; M. Carnot comme « le fils de l'homme qui sauva la France de l'invasion étrangère ; sa candidature dans les circonstances présentes a un caractère qui n'échappera à personne ». Le *Siècle* ajoutait : l'élection des deux candidats de la démocratie aura cette signification : « Liberté, amélioration du sort des travailleurs et solidarité des peuples. » Telle était la phraséologie du moment.

Le droit de réunion était soumis à de telles restrictions qu'il n'existait pas à proprement parler. C'est à peine si les candidats de l'opposition parvenaient de temps en temps à réunir quelques électeurs, tantôt dans la chambre d'un employé de chemin de fer, à côté du berceau d'un enfant malade, tantôt dans une remise ou dans un hangar, tantôt dans un atelier ; il était rare que la police ne parvînt pas à se mettre sur la trace de ces réunions ; elle essayait de les empêcher, et, quand elle n'y réussissait pas, elle y envoyait ses agents. Les orateurs-candidats qui prenaient la parole étaient trop habiles et trop expérimentés pour se compromettre ou pour compromettre leur auditoire par un langage imprudent. L'auditoire lui-même ne demandait pas qu'on fît appel à ses passions ; mais il se montrait surpris et mécontent quand l'orateur ne s'adressait qu'à ses intérêts. C'est ainsi que M. Pelletan ayant voulu mettre sur le tapis une question d'économie politique, un de ses auditeurs lui dit aux applaudissements de tous les membres de la réunion : « Laissez cela de

côté; parlez-nous politique, parlez-nous de la Pologne.»

La population de Paris dans cette élection complémentaire avait voulu faire une manifestation en l'honneur de la République de 1848. Elle fut complète. M. Carnot obtint plus de 13 000 voix; M. Pinard, candidat agréable à l'administration, près de 5000, et M. Laboulaye, 745. M. Garnier-Pagès eut près de 15 000 voix; M. Lévy, candidat officiel, 6480; M. Théodore Bac, 265; M. Tolain, 235; M. Hugelmann, 129; M. Jules Allix, 8.

Pendant que les électeurs de Paris rappelaient les hommes de 1848 sur la scène politique, l'archiduc Maximilien trouvait à Londres un banquier qui lui avançait deux cent millions avec lesquels il remboursait au gouvernement impérial une partie de sa dette. L'occasion était bonne pour jeter un peu de popularité sur cette expédition du Mexique si impopulaire. L'Empereur écrivit donc le 15 avril au ministre des finances : « L'heureuse solution de l'affaire du Mexique fait naître en moi le désir de voir le pays profiter du premier remboursement des frais de la guerre en diminuant un des impôts qui pèsent le plus sur la propriété foncière. » Il invitait M. Fould, en conséquence, à rechercher s'il ne serait pas possible d'opérer la suppression immédiate du second décime de l'enregistrement.

L'Empereur avait ouvert, le 5 novembre 1863, la session législative de 1864. Après avoir constaté dans son discours l'heureux effet des traités de commerce, l'accroissement des exportations, les progrès de la marine marchande, le développement du réseau des voies ferrées, l'excellente situation des finances de l'Algérie, et les bons résultats de la liberté coloniale, il arrêta sa pensée sur les expéditions d'outre-mer et sur la Pologne. Les expéditions lointaines, tant critiquées, étaient à ses yeux le produit de

la force des choses. L'occupation de la Cochinchine remédiait pour la France au danger de rester sans possessions dans les mers d'Asie en présence des vastes territoires occupés par les Anglais, les Espagnols et les Hollandais. Quant au Mexique, dont les populations nous accueillent en libérateurs, ce pays dont les destinées allaient être remises à un jeune prince digne d'une aussi grande mission devait bientôt nous récompenser de ce que nous avions fait pour le régénérer. « Ayons donc foi dans nos entreprises » d'outre-mer ; commencées pour venger notre honneur, » elles se termineront par le triomphe de nos intérêts, et » si les esprits prévenus ne devinent pas ce que contiennent » de fécond les germes déposés pour l'avenir, ne laissons » pas dénigrer la gloire acquise aux deux extrémités du » monde, à Pé-king et à Mexico. »

Le paragraphe relatif à la Pologne insistait avec complaisance sur l'intimité dans laquelle les deux gouvernements impériaux de Paris et de Saint-Petersbourg avaient vécu depuis la guerre de Crimée ; la popularité de la cause polonaise avait seule pu décider l'Empereur, il le déclarait hautement, à risquer de compromettre une des alliances les plus belles du continent en élevant la voix en faveur d'une nation rebelle aux yeux de la Russie, mais héritière aux yeux de la France d'un droit inscrit dans l'histoire et dans les traités ; mais la question polonaise ne pouvait être résolue par l'empire français seul ; le concours des puissances était nécessaire. La Russie avait pris malheureusement ses démarches et ses vœux, ceux de l'Angleterre et de l'Autriche pour des menaces ; la lutte ne pouvait donc que s'envenimer. Les puissances en seraient-elles réduites à la guerre ou au silence ? Non, un moyen restait, celui de soumettre la cause polo-

naise à un tribunal européen. L'Empereur ajoutait : « Le » moment n'est-il pas venu de reconstruire sur de nouvelles bases l'édifice miné par le temps et détruit pièce à pièce par les révolutions?... Les traités de 1815 » ont cessé d'exister; la force des choses tend à les renverser; on les a renversés presque partout. Ils ont été » brisés en Grèce, en Belgique, en France; en Italie » comme sur le Danube, l'Allemagne s'agite pour les changer; l'Angleterre les a généreusement modifiés par » la cession des îles Ioniennes, et la Russie les a foulés aux » pieds à Varsovie. »

La discussion de l'adresse au Sénat ne dura que deux jours. Elle n'aurait été qu'une suite non interrompue d'actions de grâces en l'honneur de la politique impériale, si M. de Boissy n'avait cru devoir reprocher au principe de la souveraineté personnelle du souverain de rendre l'expression de la vérité presque impossible. M. Arthur de la Guéronnière demanda quelques jours après que le gouvernement fit un pas de plus dans la voie de la liberté. Mais M. Rouher avait lu dernièrement une brochure de M. Eugène Pelletan intitulée *le Termite*. Cet insecte invisible, qui s'introduit dans une ville et qui peut la réduire en poussière, c'était la révolution; le Sénat devait donc bien se garder du *termite*. M. de la Guéronnière n'insista pas. L'adresse du Sénat ne disait pas un mot du Mexique, ni des finances pour ne pas créer des embarras au gouvernement; quelques phrases d'apitoyement sur la Pologne amenaient cette conclusion que la France ne devait être sacrifiée à aucune nationalité. M. Dupin se chargea ensuite de prouver qu'il y aurait folie à s'engager dans l'aventure de la secourir. L'adresse fut adoptée à l'unanimité moins une voix, celle du prince Napoléon.

Le Sénat continua ses séances par la discussion de la pétition de M. Billot d'Arles, demandant la publicité des séances des conseils municipaux, et la nomination par eux des maires. Le rapporteur proposa l'ordre du jour sur la première partie, et sur la seconde, la question préalable attendu qu'elle « porte atteinte à la base même de nos institutions ». M. de Boissy combattit la question préalable : « Voudrait-on, par hasard, regarder toute pensée d'amélioration comme une atteinte à la constitution ? » Lorsque la constitution a été déclarée perfectible par son auteur, vous ne voulez pas qu'on cherche à la perfectionner ? »

M. Haussmann : Avec ce système on bombardera la constitution à coups de pétitions.

M. Leverrier appuie la question préalable qui est adoptée à l'unanimité.

Le Sénat dans sa séance du 18 mars avait entendu le rapport de M. de Royer sur une pétition signalant les progrès de la démoralisation et demandant des lois plus sévères contre la publication des doctrines anti-religieuses. Le Sénat n'avait pas le texte de la pétition sous les yeux, car on n'avait pas jugé à propos de la faire imprimer, attendu, dit M. Dupin, qu'elle est pleine de foi, mais elle manque de charité. M. de la Guéronnière, après une sortie contre les livres frivoles et déréglés, signala les dangers non moins grands qui naissent « des livres plus sérieux où la science dépassant sa portée légitime vise bien haut, car elle cherche à atteindre Dieu lui-même ». La liberté de conscience, selon M. de la Guéronnière, n'est applicable qu'à la façon de croire en Dieu. Quant à l'athéisme « c'est la liberté sans conscience, la conscience sans foi ». L'orateur, après avoir mis son orthodoxie à couvert, re-

poussa néanmoins la demande de nouvelles lois de répression et vota l'ordre du jour.

M^{sr} de Bonnechose, archevêque de Rouen, après avoir posé en principe qu'en attaquant le pape et Dieu on vise l'ordre social, profita de l'occasion pour demander une surveillance plus active sur les épiciers libraires et sur les cabinets de lecture. Il fit entendre ensuite de vives plaintes sur la liberté de circulation laissée au livre de M. Renan qui dit au Christ : « Vous prétendez être le fils de Dieu, vous en avez menti. » Il conclut en demandant le renvoi de la pétition au ministre.

M. Delangle lui répondit que la justice s'était émue à l'apparition du livre de M. Renan, et qu'après l'avoir examiné attentivement elle avait reconnu qu'en vertu d'aucune loi il ne pouvait être arrêté.

M. Mimerel de Roubaix : « Il faut changer la loi ! »

La pétition sur laquelle on discutait n'avait pas encore été lue ; il fallait pourtant bien que le Sénat en prit complètement connaissance. M. de Royer dut en faire la lecture. C'était un acte d'accusation en règle contre la société :

« Une ivrognerie générale, le vol, l'adultère, l'inceste, » la débauche, tout cela se voit aujourd'hui. Le nombre » des filles-mères est près d'égaler celui des épouses- » mères..... » Le Sénat n'en voulut pas entendre davantage, et l'ordre du jour fut voté.

Un décret impérial du 30 avril avait modifié les articles 22 et 30 du décret du 3 février 1861, relatifs aux pétitions adressées au Sénat, portant règlement des rapports du Sénat et du Corps législatif avec l'Empereur et le Conseil d'État, et établissant les conditions organiques de leurs travaux. Le Sénat reçut dans sa séance du 7 mai

communication de ce décret qui simplifiait la procédure relative aux déclarations d'inconstitutionnalité.

M. de Boissy avait prononcé, dans la séance du 29 avril, quelques paroles concernant l'Angleterre, le prince de Galles et Garibaldi, dont M. Troplong ne crut pas devoir autoriser l'insertion dans le compte rendu officiel. Le fougueux sénateur écrivit à l'*Indépendance belge* pour rétablir dans leur intégrité les passages retranchés; sa réclamation eut du moins l'utilité de démontrer le peu de fonds que pouvait faire l'histoire sur ce compte rendu dont l'impartialité était si vantée.

La première séance du Corps législatif eut lieu le 6 novembre. M. de Morny souhaita la bienvenue aux membres de la nouvelle Assemblée, dans un discours aussi courtois que conciliant; mais au lieu d'étendre cet esprit de douceur aux journalistes, il sembla vouloir, au contraire, déployer contre eux une sévérité inaccoutumée; car, dans la séance du 12, après avoir lu à ses collègues plusieurs passages d'un article assez anodin cependant publié dans le *Journal des Débats* du 15, il ajouta d'un ton menaçant : « Il est bon que l'on sache que la loi qui donne à un corps » délibérant le droit de s'ériger en tribunal, d'appeler un » écrivain à la barre et de lui appliquer une peine proportionnée à l'outrage, n'est pas abrogée. Je ne propose » pas d'y recourir; mais j'engage les écrivains à profiter » de l'avertissement. » La presse n'était pas décidément en bonne odeur dans les hautes sphères du pouvoir. Le *Moniteur officiel*, en tête de sa partie officielle, ne tarda pas en effet à publier cette déclaration : « Plusieurs journaux ont » cru devoir donner des détails plus ou moins exacts sur les » séances des bureaux du Corps législatif; il y a, dans ce fait, » une contravention formelle à la loi qui, dans aucun cas,

» n'autorise la publication de semblables comptes rendus. »

La Chambre consacra ses premières séances à la vérification des pouvoirs. Ce fut comme une vaste enquête sur les mœurs électorales de l'Empire. Les nominations de M. Pelletan, député de l'opposition, et de MM. Bourcier de Villers et de Bulach, chambellans de l'Empereur, et celles de MM. Isaac Pereire, Bravay et Boittelle, furent cassées pour des causes diverses.

Les protestations électorales signées, soit par des candidats libéraux, soit par d'anciens députés bonapartistes évincés de la liste officielle, s'élevaient au nombre de quarante. Les protestations de M. Casimir Périer et de M. Lavertujon, battus à une très-faible minorité l'un dans l'Isère, l'autre dans la Gironde, firent surtout une vive impression sur l'opinion publique. M. Larrabure, député de la majorité, prit en main la cause de M. Casimir Périer dans un discours qui rallia trente-six voix en faveur de l'annulation de l'élection. M. Thuillier, ancien républicain de 1848, rattaché à l'Empire et bientôt un de ses préfets les plus audacieux, se chargea de lui répondre ; il recourut à un système qui ne pouvait manquer de réussir auprès de cette Assemblée, et qui consiste à renvoyer à son adversaire, en les exagérant, les accusations qu'il fait peser sur vous. Quoi ! l'opposition se plaint de l'administration ! c'est elle au contraire qui terrorise les fonctionnaires et les électeurs indépendants. La majorité poussa des cris de surprise et de joie devant cette audacieuse réplique. Jamais ovation pareille à celle que reçut M. Thuillier. Le *Siècle*, tout en combattant les théories de l'orateur officiel, se crut obligé de féliciter le gouvernement ; un orateur lui était né. Le *Siècle* était, du reste, dans un de ses jours d'optimisme ; car il eut la bonté de voir, dans la présence de

M. Thuillier à la tribune pour défendre les préfets qu'il a dirigés, un commencement de responsabilité Ministérielle.

M. Lavertujon, rédacteur en chef de la *Gironde*, n'avait eu, à Bordeaux, que 40 voix de moins que son concurrent, M. Curé. La liste électorale contenait dix-huit électeurs, parmi lesquels M. Piétri, le préfet lui-même, inscrits après le délai légal, et vingt-trois frappés d'incapacité. M. Jules Simon, chargé de soutenir la protestation de M. Lavertujon, se sentant probablement mal à son aise devant un auditoire nouveau pour lui, exagéra sa modération habituelle jusqu'à permettre de supposer qu'il ne repoussait pas le principe de la candidature officielle.

M. Chaix d'Est-Ange, dans la séance du 27 novembre, avait partagé les partisans de l'Empire en amis du premier et du second degré. MM. Gareau, Keller, Ancel de Flavigny, de Grouchy, de Jouvenel, pouvaient certainement se croire des droits au premier degré; M. de Persigny avait déclaré cependant une guerre acharnée à leur candidature. La lutte de l'administration du département de Seine-et-Marne contre M. Gareau, dont le siège était ardemment convoité par M. de Jaucerert, chef du cabinet du ministre de l'intérieur, restera célèbre dans les annales électorales du second Empire. Le candidat officiel en sortit vainqueur, mais peu glorieux. Six élections en tout furent cassées; le gouvernement triomphait, mais au mépris des règles les plus élémentaires de la justice et des prescriptions les plus formelles de la loi. La jurisprudence de la majorité se résumait en effet dans une question de nombre; elle arrivait à cette conclusion que les irrégularités les plus flagrantes ne vicient pas une élection, quand le candidat au profit de qui elles ont été commises l'emporte d'un nombre considérable de voix sur son adversaire.

Ce qui aurait dû décider l'annulation servait précisément à la consacrer.

Le gouvernement fit répandre le discours de M. Thuillier sur les élections de l'Isère à des milliers d'exemplaires; il circula exempt de timbre dans la France entière. Un député de l'opposition n'aurait pas pu cependant publier son discours sans l'autorisation de la Chambre, et il est fort douteux qu'elle la lui eût accordée; quant à l'impôt du timbre, il est certain qu'il aurait été obligé de l'acquitter dans toute sa rigueur.

La gravité de la situation des finances n'échappait pas aux esprits attentifs et clairvoyants. La présentation de deux projets de loi vint la révéler au public. Le premier était relatif à un emprunt de 300 millions consacré à l'abaissement du chiffre énorme de la dette flottante; le second à la demande de 93 millions de crédits supplémentaires.

L'exigibilité du capital à courte échéance rendait en effet une dette flottante de 972 millions très-menaçante; il fallait donc rouvrir le grand livre de la dette publique et renoncer aux espérances que l'entrée de M. Fould au ministère avait fait concevoir. Aussi son rapport n'était-il pas exempt d'une certaine mélancolie partagée du reste par M. Larrabure, rapporteur de la commission : « Si l'on » a diminué », disait-il, « certains impôts, on en a créé » d'autres; la balance a produit une aggravation, et la » dette publique s'est accrue. Nous empruntons sans » cesse et nous n'amortissons jamais... l'équilibre est de- » puis longtemps rompu entre les recettes et les dépenses » annuelles. » M. Larrabure, envisageant ensuite la question au point de vue de l'application du système financier inauguré par le sénatus-consulte du 31 décembre 1861,

constatait, de l'aveu même des commissaires du gouvernement entendus dans la commission, que des crédits nouveaux avaient été ouverts sans l'approbation de la Chambre.

Quelle cause obligeait donc le gouvernement à recourir à l'emprunt en pleine paix? M. Larrabure répondit : les frais des expéditions lointaines. « Comment établir un » meilleur ordre dans nos finances, si tout d'un coup des » expéditions viennent renverser les prévisions les mieux » combinées? Exprimez, Messieurs, les vœux de la paix » dans toutes les occasions qui s'offriront à vous. L'expression d'un tel vœu est sans danger pour un pays comme » la France... Voulons-nous rendre notre législature mémorable et légitimement populaire, plantons résolument le » drapeau des économies ; nous ôterons ainsi aux oppositions leur véritable force ; mais si nous nous laissons aller » à de molles complaisances, la France et le souverain auront le droit de nous le reprocher. »

L'orateur dont la voix puissante avait fait rejeter sous le règne précédent l'indemnité aux États-Unis reparut à la tribune qu'il avait si longtemps illustrée et dont le coup d'État du 2 décembre l'avait chassé. M. Berryer, à l'impitoyable clarté de son arithmétique, montra les découverts s'accroissant de 320 millions depuis 1852, et les déficits égalant, dans ces douze dernières années, les déficits laissés par les gouvernements antérieurs pendant les cinquante dernières années du siècle : 3 milliards 144 millions, auxquels il fallait ajouter 200 millions versés par les compagnies de chemins de fer, les annuités de la Chine, 60 millions prêtés par la Banque, 25 millions reçus de l'Espagne, étaient pourtant entrés au Trésor. Que restait-il de tout cela? Rien. Le gouvernement était réduit à emprunter pour

diminuer la dette flottante, et à recourir aux crédits supplémentaires pour couvrir les dépenses faites.

M. Vuitry, vice-président du Conseil d'État, répondit à M. Berryer avec une dextérité qui ne servit qu'à prouver combien l'art de grouper les chiffres s'éloigne parfois de l'arithmétique. Un argument plus fort que tous ceux de M. Vuitry, la nécessité, obligeait le Corps législatif à repousser l'amendement de MM. Thiers et Lanjuinais tendant à limiter à 100 millions les bons du Trésor pour 1864, et à voter le projet de loi.

La question des candidatures officielles et de la liberté électorale, qui aurait dû trouver sa place dans la discussion soulevée par la vérification des pouvoirs, avait été ajournée à la discussion de l'adresse. Le premier paragraphe du projet de la commission donnait le résultat des élections comme une preuve du dévouement des populations à l'Empire. La gauche et la gauche modérée proposèrent deux amendements. La gauche faisait ressortir le contraste entre les villes votant presque toutes contre les candidats officiels, et les campagnes qui, plus arriérées et plus exposées à la pression administrative, recevaient leurs députés de la main des préfets. « Sans la pression administrative », disaient les auteurs de l'amendement, « la France entière se serait associée au vote des villes. » La majorité furieuse proposa, dans un accès de colère, la question préalable sur cet amendement ; mais elle finit par se calmer, et M. Jules Favre put s'écrier : « Paris nous a élus dans sa liberté, et il veut l'application immédiate de la liberté politique. »

L'amendement de l'opposition modérée, qui se bornait à demander l'amélioration de la loi électorale, amena pourtant une discussion non moins vive entre M. Thiers et

M. Rouher. « C'est dans les pays libres », dit M. Thiers, » qu'il faut chercher les règles pour les élections... La première convenance est de ne pas faire figurer dans la lutte » le nom du souverain... Que devient la liberté de l'électeur » quand, après lui avoir demandé un candidat au nom du » souverain, on le force à choisir entre les faveurs et les » rigueurs de la centralisation administrative. » M. Thiers concédait cependant au pouvoir les candidatures officielles à deux conditions, le respect de la loi et le respect des convenances; mais il lui refusait le droit de diriger le suffrage universel. « Je ne sais pas ce que pourra devenir le suffrage » universel, je vois ce qu'il est aujourd'hui; je suis convaincu que, si l'on cherchait moins à l'éclairer, on aurait » peut-être plus de moyens de contrôle dans les grands corps » de l'État, et qu'au lieu de perdre le gouvernement auquel » vous êtes attaché il le sauverait peut-être. » La majorité montra une très-vive irritation de ces paroles qui répondaient cependant à ses inquiétudes et aux inquiétudes générales.

M. Rouher, répondant à la fois à M. Thiers et à M. Jules Favre, leur adressa les mêmes reproches, de relever le drapeau de la révolution, et de représenter l'opposition systématique des partis qui sapent l'ordre sans s'inquiéter du lendemain. Le gouvernement ne pouvait pas rester désarmé devant cette opposition. Intervenir dans les élections était pour lui un devoir. M. Rouher voulut bien reconnaître que les élections de 1863 avaient une signification politique : « Sans doute le résultat des élections signale des pensées libérales, et pourquoi pas? ces pensées sont celles du gouvernement... » M. Rouher atténua singulièrement cette déclaration en citant le passage complet du discours adressé par l'Empereur à l'archevêque de Rouen :

« Éminence, vous devez être étonnée, comme moi, de voir
» à un si court intervalle des hommes à peine échappés au
» naufrage appeler encore à leur aide les vents et les tem-
» pêtes. Dieu protège trop visiblement la France pour per-
» mettre que le génie du mal vienne encore l'agiter. Le
» cercle de notre constitution a été largement tracé : tout
» homme honnête peut s'y mouvoir à l'aise, puisque chacun
» a la faculté d'exprimer sa pensée, de contrôler les actes
» du gouvernement et de prendre une juste part dans les
» affaires publiques. » Il ne fallait donc s'attendre à aucune
concession importante.

M. Thiers, dans la séance du 11 janvier, avait développé sa théorie de la liberté générale comprenant les cinq libertés partielles de la presse, des élections, de la représentation nationale de l'individu, et de l'opinion publique. M. Thiers réclamait cette liberté au nom des droits et des devoirs réciproques de l'opposition et du gouvernement ; le pays, sans l'obliger à renoncer à son titre de représentant des anciens partis, mais sans le forcer non plus à parler en leur nom, lui avait confié la mission de discuter avec impartialité les affaires, et non d'introduire une nouvelle forme de gouvernement ou une nouvelle dynastie ; il se croyait en droit de demander sans arrogance et avec respect les libertés « nécessaires » qu'il venait d'énumérer : « Qu'on ne l'oublie pas toutefois, ce pays chez qui l'exa-
» gération du désir est si près du réveil, s'il permet au-
» jourd'hui qu'on demande d'une manière déférente et
» respectueuse, un jour peut-être, il exigera. »

M. Rouher s'empressa d'accuser M. Thiers de sonner le tocsin des révolutions ; il peignit tout de suite l'effrayant tableau des résultats du régime parlementaire et des dangers de la liberté, qui faisait le fond de son éloquence ; il



prit occasion de là pour rappeler à M. Thiers qu'il avait assisté à la chute d'un trône et pour engager les amis de la liberté à prendre patience : « Soyez patients comme » l'est le pays lui-même, le pays qui sait que, sous ce » gouvernement fécond, pas une idée grande, pas une » réforme utile, pas une amélioration n'est restée stérile » dans la pensée du souverain, et que, le moment venu, » il sera appelé à jouir de ces libertés que vous demandez » pour lui. »

M. Rouher céda la parole à M. Jules Favre. L'orateur de l'opposition essaya d'établir un rapprochement entre le discours de M. Thiers et celui de M. Rouher, qui, d'accord l'un et l'autre sur la nécessité des perfectionnements à donner à la constitution, ne différaient que sur l'opportunité, M. Thiers déclarant ces perfectionnements nécessaires aujourd'hui, et M. Rouher les attendant de l'avenir et du souverain. M. Jules Favre, refusant de suivre l'orateur officiel dans son histoire des gouvernements passés, reconnut néanmoins que le gouvernement actuel « est » de son époque et de son pays. Sorti des entrailles de la » nation, c'est là qu'il puise sa force ; mais il est entré dans » la voie des réformes, et il faut qu'il y persévère ; le pays » le veut, c'est un souverain aussi qui parle. »

M. Jules Favre s'éleva en passant contre la loi de sûreté générale, déclarée par M. Rouher compatible avec la liberté, et, après avoir protesté contre l'attentat des quatre Italiens dont nous connaissons l'arrestation, il déclara que les paroles qui terminaient le discours de M. Thiers n'étaient pas une menace. Ce discours, peu significatif et plein de concessions, semble n'avoir été prononcé que pour constater la présence de l'ancienne opposition sur le champ de bataille.

Le résultat des élections laissait entrevoir dans un avenir plus ou moins lointain la possibilité d'un conflit entre le pouvoir et le suffrage universel. M. Taillefer signala le péril dans la séance suivante, en posant cette question : Si le suffrage universel, consulté pendant une guerre ou une disette, répond par une majorité hostile, que fera le gouvernement ? M. Taillefer demandait le renouvellement par tiers, tous les trois ans, du Corps législatif. M. de MornÏ empêcha l'orateur de se hasarder davantage sur un terrain anti-constitutionnel, puis, s'il est permis de se servir de ce terme peu parlementaire, il rembarra M. Glais-Bizoin, qui, non content d'attaquer le compte rendu officiel, se moquait des croix et des titres ; il continua sa mercuriale par ces mots : « Maintenant, continuez, tâchez que je vous entende, et faites attention à ce que vous direz. » M. Glais-Bizoin répondit à cette invitation insolente qu'il avait appris le langage parlementaire à l'école de Benjamin, de Manuel, de Lafayette, et qu'il ne parlerait jamais celui du courtisan.

L'opposition faisait remarquer que deux millions de voix données aux candidats libéraux et la majorité obtenue par eux dans presque toutes les grandes villes n'étaient point le résultat de dissidences locales, mais une revendication réfléchie de la liberté. « La France a confiance en elle-même ; elle se trouve digne d'exercer tous les droits dont jouissent les autres nations. Les libertés administratives qu'on lui promet n'auront de prix que si elles servent à assurer les libertés politiques. Elles ne peuvent ni les suppléer ni les faire oublier. La liberté électorale, méconnue et violée par les candidatures officielles, est la première des libertés politiques. »

M. SegrÏ prit la parole, et, à propos de cet amende-

ment, il s'éleva contre la prédominance qu'affectait Paris et contre la séparation de la France en deux parties : les villes et les campagnes. M. Segris ajouta que les députés étaient nommés par la France et que les députés des départements avaient sur ceux de Paris l'avantage de savoir qui les nomme. « Nous pouvons fort bien, ajouta-t-il, être » indépendants sans faire de l'opposition ; de prétendus » indépendants ont derrière eux des maîtres auxquels il faut » obéir, et plus d'un député de Paris est peut-être effrayé, » à l'heure qu'il est, du courant qui l'a porté. »

L'amendement de l'opposition de gauche n'avait pas de chance d'être adopté ; les membres du parti intermédiaire en proposèrent un autre sur le même sujet. M. Thiers le défendit. M. Rouher, dans sa réponse, parla des intrigues des candidats sous la République, intrigues peu prouvées et qui, en aucun cas d'ailleurs, ne pouvaient justifier les manœuvres du gouvernement. Le résultat des élections de Paris le touchait peu ; Paris est la ville des « situations » désagrégées et déclassées ; il aura d'ailleurs sa réaction » en faveur de l'Empereur. Les élections de 1863, selon » vous, signifient liberté. Eh bien, qui a donné le signal » de la liberté en 1860 ? N'est-ce pas l'Empereur qui a le » premier arboré ce drapeau, non pour le laisser ensuite » tomber dans la misère et dans la boue, mais pour en fixer » la hampe dans les lois ». Tel était le style de M. Rouher dans les grands jours.

Le ministre d'État, rappelant la réunion électorale tenue chez le duc de Broglie, parla « d'une famille exilée qui n'a pas donné sa démission ». M. Thiers l'interrompt : « Il vaudrait mieux ne pas parler de ceux qu'on a dépouillés. »

La séance du lendemain, quoique moins orageuse, fut très-vive. Il s'agissait des traités de commerce et de la

protection. Une question non moins importante occupa la Chambre le 20 janvier. MM. Darimon, Lanjuinais, Magnin, Marie, Malézieux, d'Andelarre, Jules Favre, Eugène Pelletan, Ernest Picard, Havin, Jules Simon, Dorian, Glais-Bizoin, Émile Ollivier, proposaient l'amendement suivant :

« L'abolition de la loi sur les coalitions que nous avons réclamée l'année dernière sera un bienfait. Les ouvriers, convaincus que la liberté est à la fois la seule garantie de l'ordre et du travail, et la source la plus féconde du bien-être moral et matériel, ne demandent plus à l'État que le droit d'améliorer leur condition par leur propre énergie; l'instruction et une latitude plus grande accordée au droit d'association leur en donneront les moyens. »

MM. Darimon, Émile Ollivier, Jules Simon plaidèrent la cause des ouvriers au nom du droit et en invoquant le grand changement opéré dans leur esprit désabusé des doctrines autoritaires : sociétés coopératives pour se procurer les outils et les objets de consommation, banques de crédit populaire dans le genre de celles qui florissaient en Allemagne; les ouvriers bornaient là leurs vœux qu'il serait injuste de ne pas chercher à réaliser. M. Nogent Saint-Laurens fit remarquer que le discours de la couronne promettait de modifier, sinon d'abroger la loi sur les coalitions, et que l'amendement était inutile. Les signataires le maintinrent néanmoins en remplaçant le mot abrogation par celui de modification; l'amendement obtint 53 voix. M. Jules Simon s'était écrié en le défendant : « Tout ce qui est dans mon cœur est dans le vôtre. » M. de Morny s'empessa de faire remarquer que cela sans doute voulait dire que, sur les questions de bien-être, d'instruction, de liberté de travail pour les ouvriers, la Chambre était unanime. Oui, oui ! répondit-on de toutes parts. La majorité et l'opposition se donnaient une espèce de baiser Lamourette sur la joue du socialisme.

M. d'Andelarre, dans cette séance, appuya l'amendement relatif à l'extension des attributions des conseils généraux et municipaux. M. Eugène Pelletan, qui demandait le retour au droit commun pour le régime municipal de Paris et de Lyon, défendit avec beaucoup d'éloquence Paris contre les souvenirs de la Commune de 93, toujours évoqués pour lui refuser les droits municipaux. Le lendemain, M. Ernest Picard, en qui s'était identifiée la cause de Paris, l'appela « le cerveau de la France ». — « Cerveau malade », riposta une voix partie des bancs de la majorité. M. de Morny dit à son tour : « Si Paris est la tête, la province est le cœur ; la France a donc bon cœur et mauvaise tête. »

Le gouvernement déclarait n'avoir nul besoin de la loi de sûreté générale, et il refusait en même temps de l'abroger. M. Picard signala cette contradiction et, faisant allusion au passé du parti qui était au pouvoir, il lui reprocha sa sévérité pour les autres partis. M. de Morny aussitôt de se récrier : « Vous ne pouvez pas donner le nom de parti à un gouvernement issu du suffrage universel qui a la France avec lui. »

MM. Plichon, Ancel, Kolb-Bernard, duc de Marmier, marquis d'Andelarre, de Grouchy, Martel, Pinart, Lambrecht, de Chambrun, Lanjuinais, de Grammont, Malézieux, proposaient un amendement ainsi conçu : « Le suffrage universel est la base de notre suffrage politique. Assurer la sincérité et la régularité de son application, c'est accroître la force des pouvoirs publics ; l'expérience a démontré que la loi électorale laisse à désirer des garanties plus complètes et des dispositions mieux définies. » M. Rouher en combattant l'amendement ayant cité d'un ton méprisant le chiffre des membres de l'extrême gauche,

M. Jules Favre dit : « Vous nous reprochez notre petit nombre ; nous ne sommes que six ici, mais la France est » derrière nous. » 43 voix se prononcèrent pour l'amendement.

L'amendement de la gauche sur le régime de la presse, défendu par M. Jules Simon, fut retiré pour faire place à un amendement plus modéré de forme, mais le même au fond, signé d'Andelarre, Thiers, Plichon, de Lespérut, Brame, Piéron-Leroy, Ancel, de Chambrun, Martel, Kolb-Bernard, Malézieux, Lambrecht.

M. Jules Simon s'était élevé contre un système « qui per- » mettait à l'administration de défendre à un homme de » cœur, à un homme d'un talent incomparable, comme » M. Prévost-Paradol, qui jette sur la presse presque de » la gloire, le bulletin du *Journal des Débats* ».

Cet éloge si éclatant d'un écrivain orléaniste et cet oubli de tant d'autres écrivains qui luttèrent avec non moins de talent et depuis plus longtemps que M. Prévost-Paradol contre les dangers journaliers que le régime impérial suscitait à la presse, blessa, non sans raison, les journaux démocratiques. Ils reprochèrent à M. Jules Simon d'oublier ses amis, de s'être trop appesanti sur les pertes d'argent que la suppression d'un journal peut causer aux propriétaires et aux ouvriers, au lieu de s'appuyer uniquement sur des raisons morales, telles que le respect dû aux principes de 89, d'avoir élevé contre l'influence électorale et contre le monopole de quelques journaux des plaintes mal placées dans sa bouche, de ne pas oublier assez sa personnalité, de se livrer à de trop fréquentes déclarations de loyauté et de sincérité dont personne ne doutait, de s'entourer en un mot d'un luxe de précautions oratoires qui appartenaient plus au sermonaire qu'au député. Ces reproches n'atteignaient

pas, il faut bien le dire, M. Jules Simon tout seul. Les députés, dans leurs rapports entre eux et avec les commissaires du gouvernement, dépassaient souvent les limites de cette politesse naturelle qui doit exister entre les membres d'une assemblée politique et les représentants du pouvoir. Un conseiller d'État fournit-il des explications nécessaires sur un article de loi en discussion, aussitôt un orateur de l'opposition s'écrie qu'il s'est acquitté de ce soin « avec une clarté de langage qui a vivement frappé la Chambre. » M. de Morny essaye-t-il d'expliquer un vote, un député de la majorité profite de l'occasion pour admirer « notre honorable président improvisant avec sa haute intelligence » ce que je ne comprends qu'à l'aide d'une longue pratique ». Les journaux de l'opposition eux-mêmes ne se seraient point hasardés à louer un orateur de la gauche sans couvrir également de louanges l'orateur officiel qui lui répondait, précaution nécessaire peut-être, mais qui peu à peu finissait par grandir singulièrement les hommes les plus médiocres de l'Empire.

La discussion sur la politique étrangère s'engagea le 25 et dura jusqu'au 29. M. Thiers parla sur l'expédition du Mexique qui coûtait 14 millions par mois au budget et qui retenait au delà des mers, sans utilité pour la France, 40 000 hommes dont elle pouvait à chaque instant avoir besoin. Il posa nettement la question : « L'honneur militaire est sauf, l'archiduc n'est pas parti, » il ne faut pas s'engager davantage et traiter avec Juarez. » La majorité convaincue qu'il avait raison crut cependant devoir protester contre toute idée de négociation avec Juarez. M. Berryer proposa de s'entendre avec Almonte. M. Jules Favre joignit ses efforts à ceux de ses deux collègues. M. Rouher leur répondit par un discours plein d'un

fréint enthousiasme que la majorité fit semblant de partager :
« La pensée de poursuivre au Mexique la réparation de nos
» griefs et de laisser au pays le soin d'y faire son œuvre,
» lorsque les passions seront éteintes, lorsque le souvenir des
» questions d'argent aura disparu dans le résultat général
» de la prospérité publique, cette pensée sera reconnue
» grande, et, plus tard, si quelqu'un jette les yeux sur nos
» débats vieilliss et sur nos querelles surannées, s'il prend la
» plume de l'historien, il dira : Celui-là fut un homme de
» génie qui, à travers les obstacles, les défaillances et les
» résistances eut le courage d'ouvrir des sources de pros-
» périté nouvelle à la nation dont il était le chef (*applau-*
» *dissements*). Il eut le sentiment d'une grande situation
» politique en comprenant qu'il n'est pas un intérêt qui ne
» doive être l'objet de la sollicitude de la France. Oui, cette
» page sera glorieuse, et l'écrivain qui la tracera dira : Les
» expéditions lointaines commencées pour la réparation de
» notre honneur se sont terminées par le triomphe de nos
» intérêts. »

M. Thiers veut monter à la tribune, et invoque vaine-
ment le droit qu'on a toujours de répondre à un ministre.
La Chambre, tout entière aux applaudissements et aux féli-
citations dont elle couvre M. Rouher, refuse de l'entendre.
M. Émile Pereire s'écrie : « On a assez parlé ici en faveur
de l'étranger. »

M. Rouher, interpellé par un député de la majorité sur
la question de savoir jusqu'à quel point les finances et les
soldats de la France étaient engagés au Mexique, le renvoya
au rapport de M. Larrabure sur les crédits supplémentaires,
qui constate que le gouvernement n'est engagé envers
personne ni à laisser des troupes françaises au Mexique,
ni à garantir aucun emprunt.

Les affaires de Pologne occupèrent les deux dernières séances consacrées à la discussion de l'adresse. M. Jérôme David demanda vainement la reconnaissance des Polonais en qualité de belligérants, et M. Eugène Pelletan le rappel de l'ambassadeur français de Pétersbourg. M. de Morny prit la parole comme président de la commission de l'adresse ; il défendit le czar et la Russie, et, dans un discours patelin, il s'efforça de prouver que le désaccord sur les questions extérieures de même que sur les questions de liberté reposait sur un malentendu, qu'il ne s'agissait au fond, entre l'opposition et la majorité, que d'une affaire de temps, que tous étaient fils de 89, que constituer l'indépendance des peuples, l'Italie, la Hongrie, la Pologne, était une politique qui avait sa grandeur, mais que la paix avait bien son charme. La paix seule pouvait, selon lui, donner des adoucissements à la Pologne ; si l'on ne veut pas faire la guerre pour elle, il faut le dire carrément. M. Guérout était de cet avis : rappeler l'ambassadeur lui semblait illusoire. Si le pays, disait-il, ne veut pas la guerre, comme on le prétend, pourquoi le gouvernement a-t-il agi comme s'il la voulait ; il a fait une émeute diplomatique ; il est brouillé avec la Russie, l'Autriche, la Prusse, l'Angleterre, et il n'est bien avec personne. M. Guérout termina son discours par ces mots : « Si nous sommes impuissants, je ne connais rien de plus digne que le silence. »

La Prusse et l'Autriche occupaient le Holstein pendant que le Corps législatif discutait l'adresse. M. Jules Favre s'éleva contre cette violation des traités qui plaçait le gouvernement impérial dans une position si fâcheuse en présence de la violation du principe des nationalités dont il se disait le représentant. M. Rouher rejeta la responsabilité des embarras du gouvernement sur l'Angleterre et sur son

refus de consentir au congrès. M. Guérault avait proposé sur les affaires de Rome un amendement que la fin des débats ne lui permit pas de développer. M. de Morny salua l'adoption de l'adresse à l'unanimité moins douze voix par une allocution dans laquelle il complimentait le Corps législatif de l'éloquence dont ses membres avaient fait preuve pendant les débats.

Lorsque la liberté de la parole est supprimée en France, un côté du génie national est, en effet, voilé. La discussion de l'adresse, en éclairant le pays sur ses affaires, lui rendait en quelque sorte un art national ; mais cette revue encyclopédique de toutes les questions était loin de remplacer pour les députés l'initiative des lois. Une assemblée où l'on parle beaucoup sans que la parole soit suivie d'aucun effet s'affaiblit par l'éloquence même. Le contrôle exercé sur les actes du gouvernement au moyen de l'adresse aurait eu besoin d'ailleurs d'être secondé par la liberté de la presse : à quoi servait au Corps législatif d'exprimer librement sa pensée s'il n'avait pas de porte-voix pour la répandre dans le pays ? L'adresse, par suite de l'absence des ministres, n'était en réalité qu'un vain colloque entre les députés et le souverain.

La discussion de l'adresse n'avait rendu à la France que des orateurs ; c'était quelque chose, à défaut de liberté réelle. M. Thiers s'était montré tel que dans ses plus beaux jours, composant son discours comme un scénario, n'improvisant que ce qu'il sait, marchant vers le fait au pas gymnastique, se servant de la phrase comme d'un filtre d'où la pensée sort claire et transparente, infatigable sans fatiguer les autres, mesurant les étapes par des anecdotes, mettant le bon sens au service de la raison, masquant l'épigramme par la bonhomie, piquant sans blesser,

capable de s'élever assez haut, incapable de descendre jamais trop bas, restant enfin dans un milieu où il est excellent. M. Berryer, ample, majestueux, semblait moins fait pour le genre de lutte qu'exigeait le Corps législatif ; mais on voyait à la vigueur du vieil athlète que, s'il se présentait quelque question de haut vol, il saurait encore la saisir. M. Jules Favre, assis non loin de M. Thiers et de M. Berryer, ne paraissait pas d'une taille inférieure à la leur, et complétait un trio d'orateurs comme peu d'assemblées en ont vu.

L'Empereur en recevant, le 1^{er} février, l'adresse du Corps législatif le remercia de l'appui qu'il donnait à sa politique, et, résumant l'histoire de France dans l'annulation intermittente du pouvoir par la liberté et de la liberté par l'anarchie, il déclara qu'il n'en serait plus ainsi, et que l'exemple des dernières années prouvait qu'il n'était nullement impossible de concilier ces deux principes inconciliables. « Le premier besoin du pays est la stabilité, et ce n'est pas sur un terrain sans consistance et toujours remué qu'on peut fonder quelque chose de durable. »

L'Empereur, le lendemain du 2 février, prorogea par un décret, au 4 avril, la session qui devait être close le 5 février.

M. Bravay avait été réélu à Nîmes. Le rapport sur son élection devait être lu dans la séance du 17. M. Eugène Pelletan se proposait de l'attaquer. M. de Morny le pria confidentiellement de vouloir bien laisser de côté dans son discours ce qui pouvait avoir trait à la moralité personnelle de l'élu. L'orateur de l'opposition se contenta donc de tracer le tableau de cette élection singulière où l'on voit surgir, à côté du candidat officiel agréé par l'administration, M. Chabanon, un nouveau genre de candidat, le candidat agréable, M. Bravay. Le préfet ne combat pas M. Chabanon, mais il

exalte M. Bravay. La première pierre d'un canal de dérivation des eaux du Rhône entrepris aux frais d'une société fondée par M. Bravay est posée par ses soins quatre jours avant l'élection. Le préfet assiste à la cérémonie, l'évêque bénit les premiers travaux. Les habitants de Nîmes qui manquent d'eau pendant six mois de l'année sont dans la joie. Le préfet cependant eût été fort embarrassé pour montrer les statuts de la compagnie approuvés par le Conseil d'État, le tracé du canal, l'acte d'achat du terrain sur lequel la cérémonie venait d'avoir lieu. La compagnie n'existait pas, le tracé n'était pas sorti du cerveau des ingénieurs, et l'inauguration n'était qu'une parade électorale.

M. Nogent Saint-Laurens essaya de détruire l'effet du discours mordant et spirituel de M. Eugène Pelletan. La nullité, si elle existait, ne lui paraissait pas « une de ces nullités fortes, précises, énergiques, qui entraînent les consciences, mais une nullité en quelque sorte problématique qu'on ne prouve qu'à force d'effort et de passion ».

M. de Morny, pendant le discours de M. Pelletan, lui avait adressé quelques observations un peu vives auxquelles l'orateur avait répondu avec une égale vivacité. M. Pelletan, en quittant la salle à la fin de la séance, sentit une main se poser sur son épaule. Il se retourna. Cette main était celle de M. de Morny :

— Monsieur Pelletan, lui dit-il d'une voix assez forte pour obliger les députés à s'arrêter dans la salle des Pas-Perdus, vous ne me rendez pas justice.

M. Pelletan le regarde d'un air étonné.

— Vous me considérez comme un ennemi de la liberté, vous vous trompez. J'ai voulu montrer, au 2 décembre, que j'avais de l'énergie au cœur (il rendit cette idée par une expression obscène); mais je sais que l'Empire ne peut vivre

sans la liberté, et, s'il le comprend un jour, c'est à moi que le pays le devra.

M. de Morny se retira laissant tous les assistants stupéfaits de cette sortie.

Le président du Corps législatif comptait depuis longtemps en effet sur M. Émile Ollivier pour opérer une fusion entre le parti libéral et l'Empire transformé. Le député de Paris se prêtait volontiers à ce rôle. Ses collègues de l'opposition n'en pouvaient plus douter. Les relations étaient gênées entre lui et les membres de la gauche. La douceur de caractère de M. Jules Favre, la crainte d'initier le public à ces discordes, empêchaient seules la rupture d'éclater. La loi sur les coalitions, dont M. Émile Ollivier avait été nommé rapporteur grâce à l'appui de M. de Morny, fit éclater la crise.

Le projet de loi autorisait les grèves sans reconnaître les associations, et permettait par conséquent de poursuivre comme membre d'une association l'ouvrier laissé libre comme gréviste. Une association a toujours intérêt à donner un motif raisonnable à une grève puisqu'elle la décrète et qu'elle en accepte la responsabilité, mais l'impossibilité de créer des associations laissait à quelques meneurs la faculté de créer à chaque instant des grèves absurdes. La loi trouva ses deux premiers adversaires dans MM. Seydoux et Kolb-Bernard : M. Seydoux, son adversaire absolu, opposait à la liberté des coalitions les objections familières à certains conservateurs contre toutes les autres libertés. Son raisonnement se réduisait à ceci : La liberté de coalition peut entraîner de graves abus, il faut la supprimer. M. Kolb-Bernard envisagea la question au point de vue catholique : la liberté du travail proclamée par la Révolution française jette l'ouvrier, selon lui, dans l'isole-

ment et dans l'individualisme qui mènent au socialisme. L'association ne neutralise les effets de l'isolement et de l'individualisme que si elle est dominée par le principe religieux ; mais ce principe combattu, par une littérature malsaine et par une presse « qui a résolu le problème, non pas de la vie, mais de l'immortalité à bon marché », laisse un vide au milieu duquel l'association ne peut se constituer. M. Kolb-Bernard reprochait de plus à la loi, et cette fois avec raison, de donner trop ou trop peu aux ouvriers. N'était-ce pas une anomalie choquante que de leur accorder le droit de se concerter et non celui de se réunir ? M. Kolb-Bernard proposait, pour améliorer l'organisation industrielle « un système de relations familiales entre les maîtres et les ouvriers », c'est-à-dire quelque chose qui ressemblât aux anciennes corporations.

Les membres de la gauche, partisans du droit commun en matière d'association, n'avaient point approuvé que M. Émile Ollivier eût accepté les fonctions de rapporteur d'une loi qui méconnaissait ce principe. M. Ollivier se trouvait donc dans une situation délicate entre ses anciens amis de l'opposition et ses nouveaux amis de la majorité. Tenir la balance égale entre les premiers et les seconds n'était pas chose possible ; il rompit avec les premiers par une allusion directe à « cette maladie qui lorsqu'on se trouve en présence d'un gouvernement qu'on n'approuve pas, consiste, au lieu de prendre ce qui est bien et de blâmer ce qui est mal, à tout attaquer, à tout critiquer, surtout le bien, parce qu'il profite à ceux qui le font » ; cette maladie, ajoute l'orateur, s'appelle « pessimisme », c'est un mot de Mallet du Pan.

M. Ollivier tenait essentiellement à ne pas être confondu avec les pessimistes ; car, en écoutant tant de beaux dis-

cours et en voyant tant de ruines à côté de si peu d'institutions libérales, il ne pouvait s'empêcher de faire cette réflexion qu'on attaque les pouvoirs à outrance, et que plus tard, « tous, sans exception, nous en sommes à regretter » de n'avoir pas, au lieu de nous abandonner à des querelles stériles, soutenu, à un certain moment, un ministre comme Rolland, à une autre époque, un ministre comme Martignac ou un autre encore, et d'avoir sacrifié le développement successif des institutions libérales à l'implacable satisfaction de nos rancunes personnelles ».

Ces paroles, qui retombaient de tout leur poids sur les membres de l'opposition, ne pouvaient être considérées que comme une déclaration de rupture. Les journaux démocratiques ne s'y trompèrent pas; mais ils crurent devoir garder le silence : le *Siècle*, pour n'avoir pas à porter sur la conduite de M. Émile Ollivier un arrêt dont le gouvernement pourrait lui faire chèrement payer les frais; l'*Opinion nationale*, parce que la conduite de M. Ollivier était conforme à ses propres vues. Les journaux dévoués au gouvernement ne tarissaient point en éloges, et la *Presse* reconnaissait dans M. Ollivier le chef du tiers-parti ou plutôt du « parti des hommes nouveaux ».

M. Émile Ollivier n'était point parvenu cependant à donner plus de consistance au projet de loi qu'il était chargé de défendre. M. Jules Simon en fit ressortir toutes les inconséquences, en développant un amendement pour demander, en remplacement de la loi, la suppression pure et simple des articles 414, 415 et 416 du Code pénal. Son discours, qui finit à une heure très-avancée, produisit une très-vive impression. M. Jules Favre sollicita la remise de la discussion au lendemain; mais la Chambre, qui lui commandait de parler, refusait cependant de l'entendre.

« Écoutez ! » s'écria M. Glais-Bizoin de toute la force de sa voix impuissante. « M. Glais-Bizoin a raison, répondait » M. de Morny ; cela vous étonne !... » ajoutait-il, et la Chambre de rire.

M. Jules Favre reprit le lendemain la discussion des articles de la loi. Il démontra clairement que le premier article proclame l'abolition de toutes les lois restrictives des coalitions, en punissant les actes qui précèdent et accompagnent nécessairement toute coalition, qu'il retire d'une main et qu'il donne de l'autre. Le droit commun lui semblait préférable à cette « loi équivoque et inconsistante », et, comme il a l'équivoque en horreur, il proposait de l'ajourner, « sans craindre le reproche de retarder des » améliorations désirables ni celui de faire partie de ces » gens exclusifs qui, en politique, veulent tout ou rien, » comme dit ce Mallet du Pan que le rapporteur a cité, » mais que, quant à lui, il n'admire pas. Il n'y a, quoi » qu'en dise Mallet du Pan, que deux écoles en politique, » celle des principes et celle des expédients. Je suis pour » la première. »

M. Émile Ollivier ne pouvait se méprendre sur le sens de ces paroles ; il essaya d'abord de répondre au reproche de duplicité adressé à la loi, et il commença par déclarer qu'il lui semblait inutile d'affirmer son honneur. — Personne, répond M. Jules Favre, ne l'attaque. — Le rapporteur reprit emphatiquement qu'il avait l'orgueil, lorsqu'il se sentait en paix avec lui-même, de n'être effleuré par aucune parole ; mais que les ouvriers pouvaient croire d'après son langage que les auteurs du projet de loi étaient des coquins ou des idiots. Telle n'était pas sans doute la pensée de « celui qu'il veut persister à nommer son éloquent ami », mais il serait bien heureux d'en recevoir la

preuve en le voyant « ne pas refuser le progrès à cause de la main qui le donne ».

L'article 445 : « Lorsque les faits punis par l'article précédent auront été commis par suite d'un plan concerté, les coupables pourront être mis par l'arrêt ou le jugement sous la surveillance de la haute police pendant deux ans au moins et cinq ans au plus », fut de la part de M. Jules Favre l'objet d'une vive critique; l'orateur rappela que la surveillance était inconnue de l'ancienne société, que plusieurs nations ne la connaissaient pas, qu'appliquée aux forçats, entrée dans le droit commun par le code en 1810, aggravée en 1851, elle permet d'envoyer tout individu en rupture à Cayenne ou en Algérie par mesure de sûreté générale. « Il faut que chacun ait le courage de son opinion, » dit-il en terminant; nous rejetons l'équivoque; on a fait » appel à des amitiés qui restent aux personnes, mais qui » ne sauraient rien changer aux opinions qui ne cessent » pas d'être les nôtres. Il faut qu'on nous dise comment » on a abandonné d'anciennes opinions en proposant aujourd'hui ce qui les contredit absolument. »

M. de Morny vint en aide à M. Ollivier et lui sauva l'embarras d'une réponse, en le priant de se renfermer dans la loi. Rien n'était plus contraire, selon le président du Corps législatif, à la liberté et au droit que de demander compte à un membre de cette Chambre de son opinion passée. M. Ollivier, couvert par M. de Morny, se contenta de répondre que « quelque étonnement douloureux » que lui eût causé la parole qu'on venait d'entendre, il se bornerait à prouver qu'il avait raison.

Le caractère particulier de la discussion n'avait pas échappé aux membres de la Chambre. Ils comprenaient tous que ce n'était pas seulement une loi qui était en jeu,

mais une politique, et que les deux adversaires représentaient non pas une opinion mais un parti. Jamais débat n'avait causé une pareille émotion. On sentait qu'une grande séparation était imminente, sinon accomplie. M. Jules Favre le comprenait lui-même ainsi ; mais, se laissant aller à la pente d'une nature sans fiel, quoi qu'on en ait dit, il s'approcha de M. Émile Ollivier au moment de la sortie et par un mouvement presque involontaire, il lui tendit la main. M. Ollivier fit quelques pas en avant sans la prendre, puis, se ravisant, il se retourna pour lui offrir la main à son tour ; mais M. Favre retira la sienne en disant : Il est trop tard.

M. Rouher demanda purement et simplement au Corps législatif de voter la loi. Elle réunit pourtant trente-six voix contre elle.

La discussion du budget de 1865 et des dispositions additionnelles commença le 6 mai par un discours de M. Thiers, dans lequel, après avoir présenté les détails de chaque budget de ministère, il traçait le tableau saisissant de l'augmentation des dépenses, montant de 1500 millions en 1852 à 2 milliards 3 millions en 1864. M. Thiers voulait la paix et pourtant il repoussait la réduction de l'armée. Il lui fallait 400 000 hommes pouvant être portés instantanément par les cadres à 700 000. Les autres membres de l'opposition demandaient le désarmement et M. Berryer essaya de prouver qu'il n'était ni impossible ni contraire à nos intérêts ; mais, en esquisant les principaux traits de la situation extérieure et intérieure, il n'hésita pas à se ranger à l'avis de M. Thiers que « si la liberté a tous les torts que » l'on veut bien dire, il faut avouer qu'il en coûte bien » cher pour la remplacer ».

Le discours de M. Berryer, simple, net, méthodique,

précis, d'un ton de modération mêlé d'ironie, rappelait les meilleurs temps de l'illustre orateur. Il montra que les finances depuis 1852 ont vécu d'expédients : traité avec la Banque de France, conversion de la rente, conversion des bons du Trésor, autant d'expédients pour obtenir l'équilibre entre les recettes et les dépenses, auxquels il faut ajouter les emprunts de guerre. M. Berryer, après avoir attaqué les virements, signalait plusieurs milliards de découvert et trouvait que la France payait cher sa gloire et qu'il était temps de lui rendre sa liberté. Adversaire des expéditions lointaines sous l'Empire, on lui reprocha de les avoir approuvées sous la Restauration, comme si l'affranchissement de la Grèce et la conquête d'Alger avaient quelque chose de commun avec l'expédition du Mexique.

M. Berryer, en demandant l'équilibre du budget, passa en revue les finances des divers gouvernements. Une voix rappela ce qu'avait coûté à la France la Restauration rentrant dans les fourgons de l'étranger. — C'est l'Empire, s'écria M. Eugène Pelletan, qui nous a coûté l'invasion et deux milliards. — M. Rouher lui répondit : Soyons toujours libéraux, monsieur Pelletan, rappelons-nous l'invasion. M. Rouher oubliait que le système qui avait attiré l'invasion sur la France n'était guère un régime libéral.

Les perturbations causées dans le commerce et l'industrie par le régime parlementaire ne pouvaient être oubliées dans cette discussion. Un membre de la majorité se chargea de les rappeler à M. Berryer. « Ces prétendues perturbations, lui répondit l'orateur, n'ont jamais coûté à la France aussi cher que les désastres appelés sur elle par l'omnipotence d'un seul. » Ici M. de Morny se crut forcé de l'interrompre : « C'est une théorie vague, cela mérite » explication. » M. Berryer, sans s'arrêter à cette inter-

ruption, répondit à M. Rouher qui venait de prononcer le mot d'invasion qu'il rougirait « de rappeler ce temps sous lequel il a vécu, et l'état de la France souillée par la présence de l'ennemi appelé deux fois sur la France. » M. Granier de Cassagnac cria : Par vous, à la suite des coalitions nouées par vos amis! — M. Berryer répliqua avec dédain que ces accusations surannées ne sont plus de mise.

M. de Morny intervint de nouveau, mais cette fois pour empêcher, comme il a toujours fait, dit-il, ces discussions amenées par la présence à la Chambre des représentants des anciens gouvernements.

M. Berryer, reprenant alors la question de l'expédition du Mexique, constata que, outre les fonds de l'amortissement, on faisait figurer comme ressource au budget l'indemnité mexicaine de 270 millions. Un emprunt, dit-il, a été contracté sur ces 270 millions par une création de rentes décrétée à Miramar. Deux sections de rentes ont été créées, l'une de 12 millions, l'autre de 6 millions 600 mille francs, comme à-compte sur l'indemnité due à la France, et les négociateurs de l'emprunt ont annoncé l'émission de 18 millions de rentes. Les prospectus lancés par eux portent : « Emprunt anglais, emprunt français. » L'Angleterre et la France ont-elles donc emprunté? Sont-elles garantes de l'emprunt? Le gouvernement impérial n'a rien négligé en tous cas pour son succès : intérêt à 10 pour 100, émission à 63 francs, remboursement à 80, à raison de chaque 10 francs de rente, comité de finances anglais et français présidé par un sénateur, ancien gouverneur de la Banque, que de motifs pour allécher le souscripteur! Qu'est devenu cet emprunt? est-il négocié? — « Eh bien non, répond » M. Berryer, il ne l'est pas pour 12 millions, à peine pour 8. » Et nos rentes que sont-elles devenues? La compagnie



» Glyn avait annoncé la négociation de 18 600 000 francs, et
» l'on attendait les conditions que M. le ministre d'État avait
» promis de faire connaître; mais la maison Glyn, à qui on a
» offert à 60 la négociation des rentes qu'elle pouvait ensuite
» négocier à 63, n'a pas voulu du marché malgré la commis-
» sion de 3 francs. Nous garderons donc, ajoutait l'orateur,
» les rentes mexicaines qu'on n'a pas le droit de porter au
» budget au chiffre de 66 millions, car on ne les négociera
» pas sans perte. »

M. Rouher répondit à M. Berryer et à tous les orateurs qui avaient critiqué l'expédition du Mexique par son procédé habituel, la montée au Capitole : La France, selon lui, tient la paix dans sa main; le général Bazaine se promène triomphalement sur 400 lieues de territoire, l'archiduc est au Mexique, quoiqu'on l'ait traité de fou; il a trouvé 9 millions de rentes quand les vieux gouvernements n'en trouvent pas; l'entrée prochaine de Maximilien à Mexico sous des arcs de triomphe améliorera encore le crédit de son gouvernement; et la France réalisera les rentes mexicaines qui lui ont été remises, sinon sans perte, au moins de manière à justifier les prévisions du budget de 1865.

La conclusion de ce dithyrambe semblait devoir être le rappel de l'armée. M. Rouher n'en parla pas, et pourtant quel danger pouvait donc courir Maximilien après les assurances qu'il venait de donner relativement à la solidité de son empire. L'Amérique du Nord, depuis l'avènement de Maximilien, était en proie, il est vrai, à un mouvement d'exaltation patriotique assez semblable à celui qui s'était manifesté lors de l'arrestation de MM. Masson et Slidell sur le *Trent*; mais ce mouvement l'avait-il empêchée de les rendre? L'exaltation du Nord se

calmera encore cette fois. Il veut, dit-on, prendre le Mexique. S'il avait ce projet, pourquoi ne l'aurait-il pas exécuté en 1847? Les Américains parlent beaucoup de la doctrine de Monroë; mais, pour la mettre en pratique, il faudrait n'être pas en proie à la guerre civile. La doctrine de Monroë se résume ainsi : Chacun chez soi. Le Mexique est chez lui. De quel droit pourrait-on l'attaquer? De quoi se compose d'ailleurs l'armée du Nord? De malheureux ouvriers et agriculteurs arrachés par la conscription à leurs foyers; ils demandent à y rentrer et non à envahir le Mexique. Les dernières dépêches reçues de Washington démontrent que le président des États-Unis est décidé à laisser le Mexique libre de choisir son gouvernement. Le Sénat vient, il est vrai, de prouver par un vote récent qu'il n'est pas de cet avis; mais le vote du Sénat n'engage pas le président; les hommes d'État américains parlent quelquefois de guerre pour se populariser quand ils sont candidats à la présidence, mais ils y renoncent après, parce la guerre est contraire aux institutions des États-Unis. M. Rouher n'avait pas, on le voit, besoin de se mettre en peine pour trouver des arguments sérieux. Le Corps législatif se contentait des premiers venus.

La discussion du budget des affaires étrangères remit le Mexique sur le tapis. M. Rouher opposa au tableau de la situation de ce pays présenté par M. Jules Favre une dépêche de M. de Montholon qui se termine ainsi : « Le Mexique » ne peut manquer d'entrer promptement dans une voie » de prospérité matérielle dont l'Europe profitera. » Le ministre d'État crut devoir ajouter : « Voilà la situation bien autre que celle esquissée par M. Jules Favre éprouvant sans doute le regret de se voir enlever la clientèle de Juarez qu'il a si bien défendu. »

—Votre clientèle, répondit M. Jules Favre, c'est la fortune.

—Oui, reprit M. Rouher triomphant, notre clientèle c'est la fortune ; la Providence la protège, la raison la dirige.

M. Adolphe Guérout, dans la séance du lendemain, consacrée au budget de l'intérieur, s'éleva contre la concurrence déloyale que le gouvernement ne craignait pas de faire aux autres journaux par l'adjonction au *Moniteur officiel*, paraissant le matin, d'un *Moniteur du soir* exempt du droit de timbre et de poste, ce qui le plaçait, continuait-il spirituellement, sur la pente de l'abonnement gratuit et obligatoire.

Le gouvernement répondit qu'il n'avait créé le *Moniteur du soir* que pour publier plus rapidement les nouvelles. — Pourquoi alors ne pas les envoyer à tous les journaux, demande M. Picard, en ajoutant que, puisqu'il en était sur ce chapitre, il demandait la permission de citer un passage d'un journal financier, qui se plaignait que la lettre de l'Empereur sur la suppression du décime de guerre, portant la date du 15, n'eût paru que le 18 au *Moniteur*, après un intervalle de trois jours, pendant lequel un mouvement de hausse s'était produit et avait donné lieu à des inductions fâcheuses sur lesquelles l'auteur de l'article ne croyait pas devoir insister. « Le gouvernement, dit M. Pi-
» card, quand il a de ces nouvelles qui brûlent les mains,
» doit les livrer immédiatement. Celles qu'à l'avenir il rece-
» vra ne s'égareront plus, il faut l'espérer, pendant trois
» jours dans les mains de ceux qui sont chargés de les trans-
» mettre. »

M. Ernest Picard exprima également l'espoir que le *Moniteur des Communes* cesserait de jouir du privilège d'apprécier librement les débats du Corps législatif et de violer la loi qui oblige tous les journaux à faire suivre

chaque discours inséré de la réponse qui lui a été faite. Le *Moniteur des Communes* n'a pas le droit de publier des discours isolés, ces discours sortissent-ils tous de la bouche du ministre d'État, ni de se lancer dans l'appréciation des discours des députés, cette appréciation fût-elle empruntée au *Morning-Post*, lequel affirme « que pour ceux qui ont » entendu le dernier discours de M. Thiers, il est évident » qu'il dirige ses attaques moins contre la politique du » gouvernement impérial que contre l'Empire lui-même ».

M. Picard, après avoir rappelé ce qui s'était passé à la fin du premier Empire, prouve que le système général de la presse ne répondait plus à la situation : « Il faut ou » redoubler de rigueurs, ou les supprimer toutes; la légis- » lation de 1852 est usée; si vous ne voulez pas la voir » finir en même temps que vous, changez-la. »

La majorité pousse des cris de rappel à l'ordre. M. de Morny somme M. Picard de s'expliquer. Celui-ci répond qu'il n'a rien dit d'inconstitutionnel; ses paroles s'adressaient au premier Empire.

La discussion du chapitre des dépenses dites de sûreté générale au ministère de l'intérieur, mit en cause la loi de sûreté générale. M. Eugène Pelletan s'éleva contre cette loi, et surtout contre le délit indéfinissable d'intelligence à l'intérieur. L'article concernant la répression de ce délit ne devait être appliqué, au dire de ses défenseurs, qu'aux gens de la pire espèce, et les trois personnes frappées jusqu'ici par lui étaient : un magistrat, M. de Flers; un manufacturier, M. Scherer; un étudiant, M. Taule. M. Pelletan rappela d'une voix indignée qu'un ministre avait osé dire, dans la discussion générale de l'adresse, que la loi de sûreté générale n'avait rien d'incompatible avec les principes de 89 ni avec ceux de la jurisprudence, qu'on pouvait

frapper un délit de deux peines, un homme de deux mains, celle de la justice et celle de l'administration ; et que sa première peine subie, rien ne s'opposait à ce qu'on vînt chercher le condamné dans sa famille, à ce qu'on l'arrachât à sa femme et à ses enfants pour le conduire sur une plage déserte, où il subirait la seconde peine qu'il avait plu à l'administration de lui infliger.

M. Rouher se contenta, pour toute réponse, de trouver mauvais qu'on portât les décisions de la justice à la barre de la Chambre, et M. de Morny s'empressant de lui venir en aide, déclara que s'il permettait de discuter les actes de l'administration, il n'autoriserait jamais la discussion d'une loi votée, comme la loi de sûreté générale. — C'est notre honneur d'en demander le rappel, s'écria M. Picard. — M. de Morny crut devoir entreprendre sa défense : les sociétés secrètes attendaient le moment de se ruer sur la société quand la loi a été faite ; ceux qui l'ont rédigée, et il s'honore d'en avoir fait partie, ont montré de l'énergie, et ils en montreraient encore. M. Pelletan, au milieu des clameurs de la majorité, s'écria que l'Empire donnait le spectacle d'un gouvernement jamais inquiet, mais toujours inquiet.

« *M. de Morny* : Le gouvernement n'a peur de vous ni de personne.

» *M. E. Picard* : Est-ce une menace ?

» *M. de Morny* : Ce n'est pas menace que de dire que le gouvernement n'a pas peur de vous.

» *M. E. Picard* : Nous n'avons l'intention ni de faire peur au gouvernement ni d'avoir peur de lui.

» *M. de Morny* : Vous avez raison de n'avoir pas peur ; le gouvernement protège et ne menace personne. S'il était de nature à faire peur, peut-être ne lui tiendrait-on pas le langage qu'on entend ici ? (*Bravo ! Applaudissements prolongés.*)

» *M. Jules Favre* : C'est de la violence.

» *M. Rouher* : C'est vous qui avez fait de la violence.

» *M. Thiers* : Quand il s'agit des intérêts du pays, personne ne nous fera peur, pas même le gouvernement.

» *M. Rouher* : Permettez, monsieur Thiers ; vous arrivez à l'instant, vous ne savez pas ce qui s'est passé, et vous vous jetez dans une querelle que vous ne connaissez pas.

» *M. Thiers* : Je vous demande pardon, je suis très-bien instruit. »

Le tumulte finit par s'apaiser, et grâce à la détente qui suivit cette scène, M. Garnier-Pagès put traiter, sans trop d'interruptions, la question de la liberté des réunions électorales. M. Lévy, candidat officiel dans la 5^e circonscription, avait tenu au mois de mai précédent des réunions de plus de douze cents personnes. M. Garnier-Pagès se croyant autorisé à en faire autant, rassembla quelques électeurs dans un local où l'on n'entrait qu'après avoir démontré qu'on était bien celui dont le nom figurait sur la lettre de convocation. M. Garnier-Pagès parlait dans l'une de ces réunions, lorsque le commissaire arrive et ordonne aux assistants de se disperser. Ils obéissent. Une autre réunion eut lieu, et des précautions encore plus rigoureuses furent prises. Le propriétaire de la maison et un délégué se tenaient à la porte de la salle pouvant à peine contenir une centaine d'électeurs. M. Garnier-Pagès venait de prendre la parole, lorsque deux officiers de paix entrent et interdisent la réunion sous prétexte que les lettres de convocation ne sont pas signées. Une troisième réunion est annoncée chez M. Garnier-Pagès lui-même. Cette fois, pas une lettre de convocation qui ne porte la signature obligée. Il se croit bien à l'abri de toute intervention de la police ; mais non, deux commissaires de police, six officiers de paix, deux cents agents ont été dirigés sur la rue Saint-Roch, où demeure M. Garnier-Pagès ; sa maison est cernée, la réunion dispersée, des perquisitions ont lieu chez son gendre ; sa correspondance avec lui depuis trois ans est saisie. Il se rend, le lendemain, chez le préfet de police pour se plaindre de

la violation du droit de réunion commise par ses agents ; ce magistrat lui déclare qu'il ne s'agissait pas d'un droit, mais d'une tolérance ; que le gouvernement n'autorisait plus les réunions électorales, et que la question devait être vidée par les tribunaux.

La majorité consentit à écouter M. Garnier-Pagès parce que ses membres n'étant pas certains d'être toujours candidats officiels, pouvaient être exposés un jour à de semblables mésaventures ; mais elle n'en décida pas moins que le gouvernement était dans son droit, et que les réunions chez M. Garnier-Pagès étaient des sociétés secrètes. M. Rouher, pour l'entraîner, cita la phrase suivante copiée, s'écria-t-il en brandissant un manuscrit, du rapport d'un agent de police, et recueillie par lui dans une réunion électorale tenue dans une remise du faubourg Saint-Antoine : « Que l'on est bien ici ! que ces murailles simples nous plaisent mieux que les marbres du Corps législatif. Ici des cœurs qui battent pour la liberté, là des cœurs dont les aspirations rétrogrades ne tendent qu'à retarder le développement de ces grands principes qui ont été le tocsin de notre émancipation. » M. Rouher demanda si le gouvernement pouvait laisser ainsi avilir la représentation nationale ?

M. Eugène Pelletan, le lendemain de cette séance si agitée, demanda en ces termes une rectification au procès-verbal : « Messieurs, à la dernière séance, je n'ai » pas plus entendu au milieu du tumulte les paroles de » M. le président qu'il n'a entendu les miennes. Il a dit : Si » le gouvernement était de nature à faire peur, peut-être » ne lui tiendrait-on pas le langage qu'on entend ici ? Je de- » mande pardon à M. le président : le lendemain du 2 dé- » cembre, lorsqu'il y avait de 15 à 20 000 proscrits, je n'ai » pas eu plus peur qu'aujourd'hui de dire toute ma pensée. »

La session, une des plus longues du régime impérial, finit le 28 mai 1864, après avoir commencé le 5 novembre 1863. Elle avait été prorogée cinq fois. M. de Morny la clôtura par un discours de remerciements à tous les députés, « sans distinction aucune », pour l'obligeance et la bienveillance amicale qu'il avait toujours rencontrées dans ses rapports avec eux. M. de Morny assura qu'il avait toujours compris son rôle « comme un rôle d'apaisement », et il revint sur cette idée que dans un pays labouré par les révolutions, personne n'avait le droit de reprocher à un de ses collègues d'avoir changé d'opinion. Les hommes varient de la meilleure foi du monde dans leurs jugements, et, suivant M. de Morny, qui dit parti, dit partialité. « Quand » le maréchal Soult n'était pas au pouvoir, tout le monde » reconnaissait qu'il avait gagné la bataille de Toulouse ; » quand il devenait ministre, bien des gens assuraient qu'il » l'avait perdue. » Le *Constitutionnel* ajoute en répétant ce trait : « L'esprit de M. de Morny et le génie de la France ne sont qu'une seule et même chose. »

Pendant que les Chambres votaient leurs adresses à l'Empereur, M. Duruy avait refusé d'autoriser des lectures publiques à Montpellier, au profit des Polonais, sous prétexte qu'il ne devait pas permettre l'ouverture de cours ayant une signification politique ; mais quel intérêt le gouvernement pouvait-il avoir à interdire, à Paris, le banquet pour fêter le 300^e anniversaire de Shakespeare ? cette solennité littéraire fut remplacée par la réception de M. Dufaure à l'Académie française. La séance fut brillante par le nombre et la qualité des assistants, mais insignifiante au point de vue littéraire. M. Dufaure est, en effet, un discuteur plutôt qu'un orateur, et, en tout cas, le moins académique des orateurs.

L'Empereur qui, depuis le commencement de l'été, habitait Fontainebleau, quitta cette résidence pour se rendre à Vichy ; le roi des Belges vint l'y rejoindre. Léopold I^{er}, beau-père de l'archiduc Maximilien, avait montré pour les vues de son gendre sur la couronne du Mexique une complaisance fort opposée à sa raison et à sa prévoyance habituelles. Le désir de satisfaire l'ambition et le besoin d'activité de sa fille Charlotte, pour laquelle il s'était toujours senti une affection particulière, l'avaient aveuglé sur les dangers de l'entreprise qu'elle allait tenter. La présence du roi des Belges à Vichy était motivée par la nécessité de s'entendre avec l'empereur des Français sur certaines questions relatives à la part que des forces belges pourraient prendre à l'expédition du Mexique, et d'en régler les conditions.

L'Empereur était de retour à Saint-Cloud dans les premiers jours d'août. Pendant qu'on faisait dans cette résidence les préparatifs pour y recevoir le roi d'Espagne, l'attention publique était vivement excitée à Paris par le *procès des Treize*.

Dans la soirée du 13 mars 1864, huit jours avant l'ouverture du scrutin pour l'élection de deux députés dans la 1^{re} et la 5^e circonscriptions de la Seine, une réunion électorale tenue chez M. Garnier-Pagès fut dissoute par la police. Une perquisition eut lieu en même temps chez M. Dréo, gendre de M. Garnier-Pagès, et habitant la même maison. La police mit la main sur un grand nombre de lettres, notamment sur la correspondance entre son beau-père et lui, et jusqu'à des lettres de sa femme à sa mère, tout simplement parce qu'il y avait ajouté un mot en marge.

Des perquisitions eurent également lieu plus tard chez

MM. Carnot, Floquet, Clamageran, etc. M. Floquet était absent, ses serrures furent crochétées, ses meubles forcés et quelques-uns brisés. Les agents de police, après avoir visité ses papiers, emportèrent ceux qu'ils avaient choisis, et laissèrent les autres éparpillés sur le parquet. Ils se rendirent ensuite chez M. Clamageran, également absent, et s'emparèrent d'un grand nombre de papiers étrangers à l'affaire. Aucune suite ne parut d'abord devoir lui être donnée. M. Garnier-Pagès, élu député, avait élevé, lors de la discussion du budget, des réclamations contre la violation de son domicile auxquelles le ministre, présidant le conseil d'État, répondit que la justice était saisie. L'inaction cependant continua. Plusieurs députés étaient mêlés à l'affaire. Le gouvernement attendait pour agir la fin de la session qui eut lieu le 28 mai.

Les dernières perquisitions dont nous venons de parler furent exécutées le 16 juin, en vertu de mandats décernés par le juge d'instruction de Gonet. Une instruction judiciaire s'ensuivit contre MM. Garnier-Pagès, Carnot, Dréo, Hérold, Floquet, Clamageran, Ferry, Bory, Melsheim, Durier, Corbon, André dit André Pasquet, Lacatte, Enocq, Jozon, Hérisson, Girault, Magniadas, Emmanuel Durand, Millot dit Millot-Dubroca, Gambetta, Braleret, Murat, Savatier-Laroche, Magnin dit Magnin-Philippon, Charamaule, Guérin-Delisle, Fouqueron, Breton, Verrier, Postel, Chanoine, de Wolfers, Léonard, inculpés d'avoir fait partie d'une association non-autorisée, et en outre, M. Dréo, d'avoir prêté sciemment son appartement pour une réunion publique non autorisée.

L'inculpation sur ce dernier chef fut abandonnée à l'égard de M. Dréo, et celle d'avoir fait partie d'une société non autorisée et composée de plus de vingt per-

sonnes à l'égard de MM. André-Pasquet, Gambetta, Durand, Énocq, Braleret, Charamaule, Magnin, Guérin-De-lisle, Fouqueron, Savatier-Laroche, Breton, Verrier, Postel, Chanoine, de Wolfers, Girault, Léonard, Murat, Millot, Magniadas et Lacatte. Les autres prévenus, MM. Garnier-Pagès, Carnot, Dréo, Hérold, Clamageran, Floquet, Ferry, Durier, Corbon, Jozon, Hérisson, Melsheim, Bory, furent cités à comparaître, le 5 août 1864, devant la sixième chambre du tribunal de la Seine, présidée par M. Dobignie.

MM. Marie, Jules Simon, Edouard Charton, Henri Martin, membres du comité, protestèrent vainement contre une décision qui les séparait de gens dont ils avaient partagé la responsabilité. M. Clamageran avait fait choix de M. Jules Simon, membre de l'Institut et député, pour le défendre. M. Jules Simon n'étant pas avocat, demanda par lettre à M. le président Dobignie l'autorisation de paraître à la barre ; elle lui fut refusée.

La première audience du procès s'ouvrit par l'interrogatoire des témoins, fort peu nombreux du reste, appelés à la requête d'un seul prévenu. L'interrogatoire des prévenus commença ensuite. M. Garnier-Pagès, avant de répondre, lut cette protestation :

« Nous soussignés, membres du Corps législatif ;
 » Par respect pour le suffrage universel, expression de la souveraineté du peuple ;
 » Par respect pour le droit des électeurs qui nous ont élus représentants de la nation ;
 » Par respect pour les droits de l'Assemblée, l'un des pouvoirs de l'État ;
 » Nous regardons comme un devoir de protester contre la saisie de nos papiers, lettres, circulaires, listes d'électeurs, listes de distributeurs, affiches, notes diverses, titres de caisse, documents de toute sorte relatifs à notre élection qui a été approuvée sans contestation à l'unanimité par le Corps législatif.

» La loi a proclamé le secret des votes comme un principe sacré auquel il n'est pas permis de porter atteinte ; n'est-ce pas le violer que de rechercher les indices qui pourraient faire découvrir dans quel sens certains électeurs ont voté ?

» Il n'y aurait plus à côté d'une candidature officielle soutenue par l'administration aucune autre candidature possible, si le lendemain du jour où le scrutin a prononcé, le gouvernement se croyait le pouvoir d'exercer des poursuites là où les faits démontrent jusqu'à l'évidence qu'il n'y a eu ni fraude ni corruption. »

Les débats de ce procès furent conduits par le président avec cette âpreté de langage et d'attitude dont la magistrature de l'Empire a si souvent donné la preuve dans les affaires où la question de liberté se trouvait engagée. Le gouvernement, frappé de l'efficacité de la propagande électorale de l'opposition, et l'attribuant avec raison aux efforts du comité de Paris, avait résolu, pour couper court au danger que cette propagande pouvait lui susciter dans l'avenir, de recourir à l'intimidation judiciaire. Le désir de livrer à la publicité quelques lettres saisies par la police, et constatant l'existence de certaines luttes antérieures dans le parti démocratique, ne fut pas étranger non plus au *procès des Treize*. Le gouvernement espérait affaiblir l'opposition par l'étalage de ses petites misères; mais le public comprit que tous les partis ont leurs divisions intestines, et que le parti démocratique devait d'autant moins rougir des siennes qu'il en avait triomphé. M. Jules Favre, l'un des défenseurs, prononça une plaidoirie admirable; ses collègues, les plus illustres avocats de Paris, renoncèrent à prendre la parole après lui; les termes dont M. Berryer se servit pour annoncer cette détermination au tribunal durent profondément toucher M. Jules Favre. Ce fut un des grands jours de sa carrière professionnelle.

Les *Treize* furent condamnés chacun solidairement à 500 francs d'amende.

Le gouvernement, toujours en quête de moyens pour mettre fin aux embarras que lui causaient les affaires de Rome, crut enfin en avoir trouvé un. Le public apprit, au

moment où il s'y attendait le moins, que, le 15 septembre, une convention avait été conclue entre le gouvernement impérial et l'Italie pour le règlement de la question romaine. L'article 1^{er} portait : « L'Italie s'engage à ne pas attaquer le territoire actuel du Saint-Père et à empêcher, même par la force, toute attaque venant de l'extérieur contre ledit territoire. » D'après l'article 2 : « La France retirera ses troupes des États pontificaux graduellement, et à mesure que l'armée du Saint-Père sera organisée. L'évacuation devra néanmoins être accomplie dans le délai de deux ans. » L'armée papale, en vertu de l'article 3, pouvait se recruter de catholiques étrangers. L'article 4 disait : « L'Italie se déclare prête à entrer en arrangement pour prendre à sa charge une part proportionnelle de la dette des anciens États de l'Église. » Un protocole annexé à la convention ajoutait enfin : « La convention n'aura de valeur exécutoire que lorsque S. M. le roi d'Italie aura décrété la translation de la capitale du royaume dans l'endroit qui sera ultérieurement déterminé par ladite Majesté. »

Les journaux démocratiques qui avaient accueilli la convention du 15 septembre avec une grande faveur, saluèrent quelques jours après, avec non moins de plaisir, l'organisation définitive d'une association d'ouvriers dont la pensée remontait au grand festival donné à Londres en 1861, dans le Palais de cristal, par les orphéonistes français; cette fête avait amené un certain rapprochement entre les classes populaires des deux pays. L'Exposition universelle de l'année suivante mit en présence les ouvriers délégués des différentes nations, non plus sur le terrain de l'art, mais sur celui de la production et de l'observation (1). Les

(1) *L'Association internationale des travailleurs*, par Fribourg.

ouvriers français furent frappés du contraste existant entre eux et les ouvriers anglais, produisant à un taux moins élevé, quoique travaillant moins d'heures par jour, et recevant un salaire plus élevé. Les ouvriers anglais attribuèrent cet avantage à leurs *Trade's unions* qui leur permettaient de traiter de puissance à puissance avec les fabricants et de s'assurer des salaires rémunérateurs.

Les délégués parisiens, rentrés en France, exposèrent, dans des mémoires professionnels, les changements que, selon eux, devaient subir les lois, les habitudes corporatives et les méthodes de travail pour mettre l'industrie française au niveau de celle de l'Angleterre; « ce furent les premiers cahiers du travail et du prolétariat » (1). Les auteurs d'un grand nombre de ces mémoires s'en remettaient à l'Empereur pour la réalisation de leurs vœux dont la mise en pratique aurait fait d'un seul coup reculer l'industrie française jusqu'en 1750 (2). Parmi les rares délégués qui se prononçaient pour la liberté figurait un ouvrier ciseleur, M. Tolain, qui entrevit la possibilité d'étendre à toutes les nations ces institutions anglaises que les ouvriers anglais se déclaraient impuissants à transformer en faits généraux. Il groupa quelques amis autour de lui, et ensemble ils s'occupèrent de donner une forme à l'idée d'une association universelle des travailleurs. Les agitations politiques auxquelles l'insurrection polonaise et les élections de 1864 donnèrent lieu retardèrent leur travail. La période électorale terminée, M. Tolain et ses amis se remirent immédiatement à l'œuvre. Les réunions électorales secrètes, les comités clandestins avaient mis en rapport un grand nombre de jeunes ouvriers avec les signataires de la liste des

(1) *L'Association internationale des travailleurs*, par Fribourg.

(2) *Ibid.*

soixante ; l'élément ancien et l'élément nouveau se fondirent (1), et vers le milieu de septembre MM. Tolain, Per-rachon et A. Limousin se rendirent en Angleterre pour terminer l'étude du projet élaboré par M. Tolain et ses amis. Il fut décidé, à Londres, qu'une commission anglaise se joindrait à la commission française et que, ensemble, elles constitueraient définitivement l'association, et arrêteraient le programme et les conditions de la première session du congrès. Un meeting public réunit, le 28 septembre, dans Saint-Martins' Hall, les représentants ouvriers de plusieurs nations européennes qui nommèrent un comité chargé de rédiger les statuts de la Société internationale. Le pacte fondamental écrit en anglais arrivait à Paris un mois après; le groupe des internationaux nommait, au poste de secrétaires correspondants pour Paris, Tolain, ciseleur, Fribourg, graveur-décorateur, et Limousin, margeur, et l'Internationale était fondée.

Le lendemain de ce meeting, une réorganisation du Conseil d'État eut lieu à Paris. Ce corps devait avoir désormais à sa tête un ministre pour le présider; six présidents de section, dont trois cumuleraient ce titre avec celui de vice-présidents; les présidents de section et les vice-présidents exerceraient, auprès du Sénat et du Corps législatif, les attributions déterminées par l'article 5 de la constitution. En même temps un changement eut lieu parmi les ministres de la parole. M. Rouland, ministre présidant le Conseil d'État, qui avait montré peu d'aptitude aux débats parlementaires, quitta la vie politique pour terminer sa carrière dans la place lucrative de gouverneur de la Banque de France. Il fut remplacé par M. Vuitry.

(1) M. Fribourg, auteur du livre auquel nous empruntons ces détails, faisait partie de ces jeunes gens.

L'impératrice Eugénie s'était arrêtée à Baden au retour des eaux de Schwalbach ; elle rentra vers le milieu d'octobre à Saint-Cloud. L'Empereur, qui venait de rendre visite à l'empereur et à l'impératrice de Russie, à Nice, s'amusait, en revenant, à passer des revues à Toulon, à Marseille et à Lyon. M. de Persigny, pendant ce temps-là, attirait sur sa tête les foudres du *Constitutionnel*, à propos d'une lettre adressée par lui à M. Emile de Girardin, qui venait de lui envoyer son livre *les Droits de la pensée*. M. de Persigny assurait dans cette lettre que sans aller, comme M. de Girardin, jusqu'à demander l'impunité de la presse, il était néanmoins disposé à lui faire des concessions : « Cette question me préoccupe beaucoup, et je me sentirais peu disposé aujourd'hui à maintenir le régime actuel sans de sérieuses modifications. » Le *Constitutionnel* tança vertement, le lendemain, M. de Persigny au sujet de cette lettre qui avait excité le mécontentement de l'Empereur. M. de Persigny recevant à son tour un avertissement, comme un simple journaliste, cela fit rire un moment.

La cour de Rome, cependant, préparait silencieusement sa revanche de la convention du 15 septembre. Ce fut la fameuse encyclique adressée le 8 décembre au clergé catholique pour signaler et condamner les « principales erreurs de notre temps ». Le cœur de Voltaire fut transporté, quelques jours après l'apparition de l'encyclique, à la Bibliothèque impériale par ordre des héritiers du marquis de Villette. M. Duruy, ministre de l'instruction publique, en prit possession au nom de l'État.

CHAPITRE XV

1862-1864

AFFAIRES DE POLOGNE ET DE DANEMARK

SOMMAIRE. — Affaires de Pologne. — Le grand duc Constantin est nommé vice-roi de Pologne. — Attentats sur la personne du marquis Wielopolski et du grand-duc. — Napoléon III et l'insurrection. — L'embarras qu'elle lui cause. — Le recrutement en Pologne. — Le commencement de l'insurrection. — Répression de Mourawiew. — Les cabinets des Tuileries, de Londres et de Vienne, dans la question polonaise. — Négociations avec la Russie. — Le prince Gortschakoff y met fin cavalièrement. — La journée des princes à Francfort. — Son influence sur la question polonaise et sur celle des duchés. — Situation du Danemark en 1862. — Dépêche de Gotha. — Négociations diplomatiques. — Un nouveau prétendant. — Concessions de Christian VIII. — La Prusse et l'Autriche les repoussent. — Causes de ce refus. — Imprudence de certains passages du discours d'ouverture du Sénat et du Corps législatif. — Le Congrès est rendu impossible par l'opposition de l'Angleterre. — M. de Bismarck et l'Angleterre. — Les petits États reconnaissant le prétendant. — L'Europe et le Danemark. — Démembrement de la monarchie danoise. — Traité de Vienne.

M^{gr} Felinski, archevêque de Varsovie, rouvrit en personne les églises le 13 février 1862 ; il exhorta les fidèles à ne point chanter les hymnes prohibées et à respecter l'ordre. Ses exhortations restèrent sans effet ; la police, assaillie à coups de pierres, appela les soldats à son aide. La terreur régna de nouveau dans Varsovie.

Le marquis Wielopolski, appelé à la direction du gouvernement civil, et à la vice-présidence du Conseil d'État, s'était rallié à la Russie à l'époque des massacres de la Gallicie pour se venger de l'Autriche. Représentant le parti de la soumission protégée par un régime légal, suspect par cela même et incapable d'exercer une influence utile, il conseilla bientôt au gouvernement russe de nommer le grand-duc Constantin vice-roi de Pologne ; mais le frère de l'Empereur, revêtu de cette dignité par un ukase du 26 mai, ne parvint pas plus que ses prédécesseurs à calmer l'irritation des esprits. Un Polonais nommé Jaroszinski tira

sur lui un coup de pistolet sans l'atteindre, au moment où il sortait du théâtre. Un autre, ouvrier lithographe, nommé Jean Rzontsa, âgé de dix-neuf ans, tira sans succès sur Wielopolski. Les deux meurtriers furent exécutés dans la citadelle de Varsovie.

Le Parlement anglais s'occupa cependant, le 4 avril, de la Pologne. Les orateurs qui prirent la parole à la Chambre des communes firent entendre les plus chaleureuses protestations en faveur de cette nation. Le comte Russell en vint jusqu'à déclarer que l'Angleterre se sentait atteinte et blessée par la violation des traités à l'égard de la Pologne. Le gouvernement impérial des Tuileries, en coquetterie réglée avec la Russie, n'avait pas pu cependant s'empêcher de lui adresser quelques conseils. La continuation des troubles lui causait une mauvaise humeur très-visible dans la note du *Moniteur* du 23 avril 1861, publiée à la demande pressante de M. de Kiseleff, ambassadeur de Russie à Paris, et destinée à mettre la presse et l'opinion publique en garde contre

« La supposition que le gouvernement de l'Empereur encouragerait des espérances qu'il ne pourrait satisfaire. Les idées généreuses du czar sont un gage certain de son désir de réaliser les améliorations que comporte l'état actuel de la Pologne, et il faut faire des vœux pour qu'il n'en soit pas empêché par des manifestations irritantes. »

Le consul de France à Varsovie avait, de son côté, reçu l'ordre de décourager les Polonais. Ils n'avaient rien non plus à espérer du gouvernement anglais; les discours des membres de la Chambre des communes n'étaient suivis d'aucun effet, et lord Napier, ambassadeur britannique à Saint-Petersbourg, disait ouvertement que les affaires polonaises l'*ennuyaient* (1).

(1) *Études de diplomatie étrangère*, par Julian Klasko.

La Prusse n'avait cessé, dès le début du mouvement polonais, de donner à la Russie des conseils de rigueur et de répression. L'entrée de M. de Bismarck aux affaires eut lieu le 24 septembre 1862, quelques mois avant l'exécution de la terrible mesure du recrutement à laquelle ses conseils ne furent pas étrangers. La Pologne n'y avait pas été soumise depuis plusieurs années; les autorités de Varsovie firent tout à coup procéder, dans la nuit du 14 au 15 janvier 1863, à l'enlèvement des jeunes gens par les soldats et par les agents de la police, et le lendemain le *Journal de Varsovie* déclara que le recrutement s'était opéré « dans un ordre parfait; les conscrits montraient » même de la satisfaction et de la gaieté d'aller se former à » l'école que leur fournit le service militaire ».

Le Comité national polonais lança quinze jours après le recrutement son premier appel aux armes : la Russie et la Prusse conclurent presque en même temps la fameuse convention en vertu de laquelle, sous prétexte de protéger le commerce et les recettes des douanes, les troupes des deux puissances pouvaient pénétrer dans l'intérieur des deux pays. Les libéraux, en Prusse, s'indignèrent à l'idée que la royauté prussienne allait se charger de faire la police pour la Russie, mais les libéraux avaient peu d'influence. L'Autriche repoussa la proposition d'accéder à la convention. L'Angleterre et la France n'ayant pas pu s'entendre pour faire des représentations collectives à son sujet, en firent d'isolées, auxquelles la Russie et la Prusse répondirent de façon à leur permettre de considérer la convention presque comme une lettre morte.

La lutte engagée le 6 février entre les troupes russes et les insurgés polonais fut inaugurée par des succès remportés par ces derniers. La division ne tarda pas, mal-

heureusement, à se mettre dans leurs rangs. Langiewicz, qui avait dirigé avec bonheur les premières opérations militaires, fut bientôt en lutte avec Mierolawski. Convaincu que « la Pologne ressent douloureusement l'absence d'un » pouvoir central non occulte, capable de donner une » direction aux forces engagées, et d'en appeler de nouveau à la lutte (1) », Langiewicz prit la dictature, après s'être concerté avec le gouvernement provisoire, entre les mains de qui il devait remettre le pouvoir aussitôt que la nation aurait secoué le joug moscovite. Il rendit, en même temps, un décret par lequel il instituait un gouvernement civil, composé de quatre directeurs pour la guerre, l'intérieur, l'extérieur, les finances. Tous les pouvoirs occultes étaient dissous. Mierolawski publia contre ces actes une protestation dans laquelle, après avoir rappelé que le gouvernement national avait remis la dictature entre ses mains, il repoussait la dictature de Langiewicz comme un odieux défi à la guerre civile.

M^{re} Felinski, pendant que ces compétitions menaçaient de compromettre le succès de la cause nationale, adressa une lettre à l'empereur Alexandre II. « Le sang, dit-il, » coule à grands flots, la répression ne fait qu'augmenter l'exaspération des esprits; que l'Empereur prenne » d'une main forte l'initiative dans la question polonaise, » et qu'il constitue une nation indépendante, unie seulement à la Russie par le lien dynastique. C'est la seule » solution qui soit capable d'arrêter l'effusion du sang, et » de poser une base solide à la pacification définitive. » L'archevêque de Varsovie se trompait : la Pologne, à ces conditions, ne se serait pas tenue pour satisfaite. C'est

(1) Proclamation du 10 mai.

pour un résultat plus complet que les Polonais, commandés par Langiewicz, livraient, cinq jours après l'envoi de cette lettre, une bataille à la suite de laquelle, accablés par des forces supérieures, ils se trouvèrent dans la nécessité de se disperser. Langiewicz, arrêté sur le territoire autrichien, fut interné et laissé libre sur parole.

Le czar Alexandre II avait promis une amnistie à tous les insurgés polonais qui, du 12 avril au 1^{er} mai, auraient déposé les armes. Il s'était engagé en même temps à maintenir les institutions accordées au royaume de Pologne, et « à les développer selon les besoins du temps et du » pays ». Le Comité secret national de Varsovie lui répondit : « Nous avons engagé la lutte, non pour des institu- » tions libres qui, sous le gouvernement russe ne sont que » des mensonges, mais pour nous affranchir d'un joug » odieux, pour reconquérir une indépendance et une liberté » complètes. Qu'on sache enfin, et qu'on ne l'oublie jamais, » que nous préférons la Sibérie, le gibet, à l'insulte d'une » amnistie. »

Les hostilités recommencent avec plus de vivacité que jamais. Le Comité national prend un arrêté par lequel il est défendu aux citoyens de quitter le royaume ; les personnes résidant à l'étranger sont, en outre, invitées à rentrer dans leur pays pour concourir à sa délivrance. Le 13 mai, il constate que le délai fixé par le Czar pour déposer les armes est expiré, et que pas un homme ne s'est soumis aux autorités moscovites.

Un comité spécial, à Paris, était chargé de correspondre avec les sociétés formées sur divers points de l'Europe pour venir en aide aux insurgés. Le clergé catholique dans tous les pays secondait ses efforts ; en Pologne même, il se mêlait à l'insurrection ; Mourawiew, nommé gouverneur

général de la Lithuanie, signale son entrée en fonctions en faisant fusiller deux prêtres; le 8 juin, il met la Lithuanie en état de siège et prononce la confiscation des biens de tous ceux qui viendraient en aide aux insurgés. Le comte Léon Plater, grand propriétaire du gouvernement de Witezk, accusé d'avoir commandé les Polonais à l'attaque d'un convoi d'armes, est fusillé le même jour sur les glacis de la forteresse de Dynaburg. L'abbé Agrypin Konarski est pendu le 12 juin devant la citadelle de Varsovie. Mourawiew interdit, le 13, de porter des vêtements de deuil. M^{re} Felinski est enlevé, le 16, et conduit à Saint-Petersbourg.

Le gouvernement national polonais, en dénonçant à l'Europe les actes iniques et barbares des autorités moscovites, déclarait que les réformes partielles ne suffisaient pas à la Pologne; « ce qu'elle réclame au prix de son sang, » c'est l'indépendance complète; elle n'y renoncera jamais » mais ».

L'insurrection, en effet, durait encore au mois d'octobre. Une dépêche du gouvernement national de Lithuanie au prince Ladislas Czartoriski, son représentant à l'étranger, constatait que toutes les classes de la population, y compris les paysans, lui fournissaient des recrues.

Le grand-duc Constantin ne pouvait rester à la tête d'une administration décidée à pousser la répression jusqu'aux dernières rigueurs. Il fut relevé de ses fonctions de vice-roi de Pologne, le 31 octobre.

Que faisaient pendant ce temps-là les cabinets européens? Napoléon III continuait à prodiguer à la Russie ses conseils d'indulgence et de douceur; mais, ne se souciant pas trop de s'appuyer sur les traités de Vienne, il laissait le comte Russell agir seul, sous prétexte de ne pas enlever à la Russie le mérite de la spontanéité. N'obtenant cepen-

dant aucune concession du Czar, il essaya de se concerter avec l'Angleterre et avec l'Autriche.

M. Billault, on s'en souvient, après avoir dit « que le » gouvernement impérial était trop sensé et trop jaloux de » sa dignité et de celle de la France, pour laisser répéter » pendant quinze ans, dans une adresse, des paroles inu- » tiles et des protestations vaines », n'avait pas craint plus tard de présenter au Corps législatif le mouvement polonais comme « l'œuvre des passions révolutionnaires ». La Pologne n'avait donc pas grand chose à espérer, au fond, de la bonne volonté de Napoléon III.

La Prusse en signant la convention avec la Russie, espérait bien que l'Autriche s'y rallierait et que l'alliance des trois puissances, rompue par la guerre de Crimée, pourrait se rétablir. L'union entre la Prusse et la Russie restait, en attendant, une tradition de famille qui n'empêchait point M. de Bismarck de trouver que les frontières de la Prusse étaient mal tracées, et de chercher si par hasard l'insurrection polonaise ne lui fournirait pas l'occasion de les rectifier. Le Czar était las du royaume, disait-on autour de M. de Bismarck ; rien, par conséquent, de plus facile que de s'entendre avec lui et de l'occuper. Quelques années suffiraient pour le germaniser. La grande Allemagne ne doit-elle pas aller jusqu'à la Vistule ? M. de Bismarck, jusqu'au dernier moment de la lutte, fit des efforts secrets pour rallier les Polonais à la Prusse, et, à la fin de l'insurrection, ses agents à Varsovie engagèrent les insurgés à s'adresser à elle pour obtenir de meilleures conditions de la Russie (1).

L'Autriche, qui avait incorporé Cracovie à son empire, contrairement aux traités de 1815, paraissait vouloir rester

(1) *Études de diplomatie étrangère*, par Julian Kladsko.

neutre entre la Pologne et la Russie. L'entente rêvée par Napoléon III avec cette puissance ne paraissait pas facile à établir. Voulant cependant avoir l'air de tenter quelque chose, il fit adresser par M. Drouyn de Lhuys, le 10 avril 1863, une dépêche à toutes les puissances européennes avec prière de lui faire connaître leur sentiment. Cette dépêche constatait que les agitations de la Pologne n'étaient point des crises passagères dues à des causes accidentelles, que leur périodicité attestait l'impuissance des combinaisons adoptées pour les conjurer ; il espérait d'ailleurs que l'empereur de Russie, toujours animé des mêmes intentions libérales, « reconnaîtra dans sa sagesse l'opportunité d'aviser aux moyens de placer la Pologne dans une paix durable ». L'Autriche répondit qu'elle partageait l'avis et l'espoir de l'auteur de la dépêche ; l'Angleterre en fit autant, et la Russie se garda bien de repousser brutalement ces ouvertures indirectes.

On était au printemps, et des mesures graves pouvaient encore être prises.

La croyance à l'existence d'un parti libéral en Russie, qui forcerait le gouvernement à des concessions à la Pologne, rassurait d'avance Napoléon III sur l'issue de ces négociations. L'armée russe était, croyait-il, l'objet d'une propagande qui inclinerait forcément le Czar aux idées libérales. Les paroles de M. Billault au Sénat, dans la séance du 20 mars, témoignent des illusions du gouvernement impérial à cet égard :

« Est-ce que vous croyez qu'il n'y a point pour la Pologne de très-légitimes espérances à attendre de ce qui se passe aujourd'hui en Russie ? Est-ce que vous croyez que ce gouvernement, lancé dans une voie nouvelle par la volonté de son souverain, sera assez aveugle, assez peu intelligent de ses intérêts, pour risquer une complication d'agitations intérieures, contre des solutions qui lui assurent, au contraire, le calme et la paix ? »

» Cette grande puissance est la plus intéressée, pour sa force, pour son repos, pour la facilité de son action dans le monde, à résoudre cette question convulsive de la Pologne.

» Quelle conduite peut lui inspirer la juste application de ces événements? Je ne me prononce en aucune façon sur cette éventualité, non plus que sur les puissants avis appuyés sur de si pressantes considérations. Je me borne à constater qu'il y a des intérêts évidents, offrant un point d'action sérieux..... »

Ce point d'action, c'était le rétablissement de la Pologne de 1815 sous le sceptre du grand-duc Constantin. Napoléon III finit par en faire la proposition dans une lettre autographe adressée à Alexandre II. La réponse fut un refus des plus nets et des plus formels.

Un agent obscur, Debrauz de Saldapenne, gérant du journal *le Mémorial diplomatique*, dont on s'était servi dans les négociations relatives à Maximilien, avait été envoyé à Vienne vers le milieu de mars pour sonder le terrain. Le prince de Metternich, ambassadeur d'Autriche à Paris, se rendit bientôt auprès de son souverain pour lui soumettre les nouveaux plans sortis du cerveau de Napoléon III : la Silésie en échange de la Gallicie, l'appui du gouvernement impérial dans les tentatives de François-Joseph pour prendre l'hégémonie de l'Allemagne, et, pour rançon de la Vénétie, les Principautés danubiennes ainsi que le littoral oriental de l'Adriatique que la Porte aurait échangé contre la Circassie, telles étaient les offres de l'empereur des Français à l'empereur d'Autriche pour l'engager à se joindre à lui dans une guerre pour forcer la Russie à rétablir la nationalité polonaise.

En marchant le premier, peut-être aurait-il entraîné l'Autriche; mais il demandait que, plus voisine du champ de bataille, elle entamât la guerre sans être sûre d'avoir à ses côtés l'Angleterre; celle-ci, ne voulant pas contribuer à l'amoindrissement de la Prusse protestante, se garda bien

de seconder la mission du prince de Metternich. L'Angleterre, d'ailleurs, se croyait toujours obligée, par tradition et par intérêt, à respecter les traités de 1815 et à empêcher qu'aucune puissance sur le continent ne grandît aux dépens des autres. Le comte Russell aurait été charmé, en restant dans les limites des traités de 1815, de procurer quelque soulagement à la Pologne et d'amener une trêve entre les belligérants; mais voilà tout. En résumé les grandes puissances s'étaient bornées jusqu'ici à adresser de vagues reproches à la Russie; quant aux puissances secondaires, telles que le Danemark, la Suède et l'Italie, invitées à joindre leurs remontrances à celles de l'Angleterre et de la France, elles n'avaient pu s'en acquitter qu'avec mollesse et froideur.

Les trois cours, continuant cependant leur action diplomatique, avaient fini par tomber d'accord sur ce programme à présenter à la Russie :

- « 1^o Amnistie complète et générale;
- » 2^o Représentation nationale avec des pouvoirs semblables à ceux qui sont fixés par la charte de 1815;
- » 3^o Nomination des Polonais aux fonctions publiques, de manière à former une administration nationale;
- » 4^o Liberté de conscience pleine et entière, et suppression de toutes les restrictions apportées au culte catholique;
- » 5^o Usage exclusif de la langue polonaise dans l'administration de la justice et dans l'enseignement;
- » 6^o Recrutement légal et régulier. »

Ces points devaient être discutés dans une conférence à défaut d'un congrès, moyen toujours préféré par le cabinet des Tuileries. L'Angleterre et l'Autriche acceptaient la conférence; mais, tandis qu'elles se bornaient à appliquer ce programme au royaume, le cabinet des Tuileries parlait des anciennes provinces polonaises. La divergence était grande, surtout au moment où le gouvernement impérial

proposait à l'Angleterre et à l'Autriche de prendre l'engagement, sous la forme d'une convention ou d'un protocole, de poursuivre de concert le règlement de l'affaire de Pologne par les voies diplomatiques « ou autrement, s'il était nécessaire ». L'Angleterre était loin de prêter l'oreille à une pareille proposition ; l'intervention lui paraissait un droit qu'elle exerçait comme bon lui semblait, mais non une obligation. Ministres, membres des Communes, lords, journalistes, déclaraient d'ailleurs qu'ils n'iraient pas jusqu'à la guerre ; l'Autriche, tremblant pour la Gallicie, pour la Vénétie et même pour la Hongrie, s'engagerait encore bien moins à la faire. La saison pendant ce temps-là s'était assez avancée pour empêcher un coup hardi d'être tenté ; le prince Gortschakoff refusa toute amnistie tant que l'insurrection ne serait pas réprimée, repoussa la conférence comme bonne uniquement à encourager les insurgés. nia la compétence des signataires des traités de Vienne, et déclara qu'il n'entamerait de négociations qu'avec les puissances copartageantes. Cette dépêche est du 13 juillet.

L'Autriche était une de ces puissances. Le cabinet de Vienne repoussa cette ouverture et l'annonça tout de suite aux cabinets de Londres et de Paris. Ce dernier aurait voulu s'entendre avec les deux autres cabinets sur une réponse identique à faire à la Russie. Il espérait donner ainsi à l'Autriche la garantie d'une solidarité qu'elle avait toujours réclamée ; l'Angleterre refusa. Il y eut trois notes distinctes. La note des Tuileries constatait un peu tard, il est vrai, que l'insurrection polonaise n'était point l'œuvre d'une démagogie cosmopolite, mais de l'idée de patrie, de religion, de justice ; elle se décidait enfin à parler des traités de 1815, en leur restituant cette fois leur signification faussée et en étendant leur application à la Lithuanie, à la

Volhynie, à la Podolie, à l'Ukraine, à la Posnanie et à la Gallicie. La note se terminait ainsi : « La Russie est responsable des graves conséquences que la prolongation des troubles de Pologne pourrait entraîner. »

L'été finissait, la Baltique allait être gelée. Gortschakoff répondit par la terrible répression de Mourawiew à Wilna, et par une note dans laquelle il exclut de tout échange d'idées amical entre la Russie et les puissances la moindre allusion aux parties de l'Empire qui n'étaient pas l'ancien duché. Il accepta la responsabilité dont on le menaçait et mit fin à « une discussion évidemment sans but ».

Un Polonais qui occupait un rang élevé dans la société européenne, le général Zamoïski, se trouvait en ce moment à Londres; prévoyant que la voie où la diplomatie s'était engagée la conduirait à la défaite, il avait proposé au comte Russell de déclarer le Czar déchu des droits que lui donnait le traité de Vienne sur la Pologne, attendu qu'il n'avait jamais rempli les conditions auxquelles ces droits étaient liés. Cette déclaration aurait été suivie de la proclamation d'un archiduc autrichien comme roi de Pologne. L'Autriche tire cent mille soldats de la Gallicie; le nouveau roi, à la tête de ces troupes, chassait les Russes et rétablissait le royaume des Jagellons.

Lord Russell laissa voir, le 26 septembre 1863, au banquet de Blairgowie, que cette idée de déchéance ne lui déplaisait pas absolument : « En reconnaissant la domination russe en Pologne, les puissances de l'Europe ont stipulé certaines conditions pour ce pays; mais la Russie ne les a pas tenues. Avertie aujourd'hui par les remontrances de l'Europe, elle persévère dans la violation de ses engagements. » Le comte Russell finissait ainsi son discours : « Les conditions en vertu desquelles la Russie a



» obtenu la Pologne n'étant pas remplies, le titre même
» peut être difficilement maintenu... » Le cabinet de Saint-James s'apprêtait à donner à cette pensée la forme d'un acte international; le cabinet des Tuileries y adhérerait; l'Autriche, limitrophe de la Russie, demandait comme toujours des garanties avant de s'engager. Le gouvernement impérial lui offrait toutes celles qu'elle pouvait souhaiter. Il avait donné pour instruction à M. de Montebello, son représentant à Saint-Petersbourg, d'agir comme le représentant de l'Angleterre, lord Napier. M. de Montebello, le jour où lord Napier remettrait au prince Gortschakoff une note dans le sens du discours de Blairgowrie, avait reçu l'ordre d'en présenter une pareille. Lord Napier avait déjà prévenu le prince Gortschakoff qu'il était chargé de lui faire une communication importante. La signification de déchéance était en route; un coup de télégraphe arrêta le courrier. M. de Bismarck, par une habile diversion au profit de la Russie, menaçait à son tour de déclarer le roi de Danemark déchu de sa souveraineté sur le pays de l'Eider pour n'avoir pas rempli les engagements du traité de Londres.

Lord Russell se hâta d'écrire à lord Napier que « le gouvernement de Sa Majesté n'a pas le désir de prolonger la correspondance au sujet de la Pologne, pour le simple plaisir de la controverse. Le gouvernement de Sa Majesté reçoit avec satisfaction l'assurance que l'empereur de Russie continue à être animé d'intentions pleines de bienveillance vis-à-vis la Pologne, et de conciliation vis-à-vis des puissances étrangères ».

La cour de Vienne, jusqu'au milieu du mois d'octobre 1863, attendit les événements. Napoléon III avait demandé au pape d'user de son influence sur François-Joseph, en

faveur de la Pologne. Le cardinal de Reisach remit, vers le milieu de juillet 1863, une lettre autographe de Pie IX à François-Joseph, dont il parut fort touché. Mais des soins non moins importants le préoccupaient alors. L'empereur d'Autriche avait adressé le 31 juillet à tous les souverains allemands une lettre pour les convier à se rendre à Francfort où ils aviseraient ensemble aux moyens d'accomplir la réforme fédérale. L'adhésion de la Prusse à cette réunion était capitale. Guillaume I^{er} prenait justement les eaux à Gastein dans le Tyrol. François-Joseph s'y rendit; les deux souverains eurent, le 1^{er} août, une entrevue dans laquelle il fut question de la Pologne. M. de Bismarck, qui avait rejoint son maître, rappela les engagements pris par les trois souverains, en 1860, à Varsovie. François-Joseph, dont toutes les vues se portaient sur l'Allemagne, sacrifia la Pologne.

La presse allemande s'occupa beaucoup de la convocation des princes à Francfort; la presse autrichienne voyait déjà l'unité militaire, douanière et judiciaire de l'Allemagne, sortir de ce congrès. Le défaut d'accord préalable entre le cabinet de Vienne et le cabinet de Berlin ne lui semblait pas une raison suffisante de douter de l'importance des résultats de la réunion du Rœmer. Qu'importe que tel ou tel prince refuse d'y assister, pourvu que l'Autriche propose une réforme qui réponde au sentiment national et libéral de l'Allemagne? La question tout entière était là. La grande patrie allemande va enfin surgir à la voix du César germanique remplissant sa mission historique et reformant la vieille constitution avec l'appui des souverains. N'a-t-il pas, d'ailleurs, fait de l'Autriche le foyer du libéralisme allemand? L'Autriche n'a-t-elle pas un vrai parlement, et ne montre-t-elle pas sa sympathie

à la Pologne, tandis que la Prusse, gouvernée par les hobereaux, renonce à guider l'Allemagne dans la voie de l'unité et de la liberté? C'est au milieu de ce concert d'enthousiasmes que l'Empereur arriva le 15 août à Francfort : il fut reçu à la gare par les autorités civiles et militaire et par le Sénat *in corpore*. Il put bientôt voir autour de lui le roi de Bavière, le roi de Saxe, le roi de Hanovre, le prince royal de Wurtemberg, le grand-duc de Baden, le grand-duc de Hesse, le duc de Brunswick, le duc de Mecklembourg-Schwerin, sans compter dix-huit grands-ducs, ducs, princes et bourgmestres. Ces hauts personnages chargèrent le roi de Saxe de porter au roi de Prusse, à Baden, l'invitation pressante de se joindre à eux. Guillaume I^{er} persista dans un isolement partagé par Anhalt-Bernbourg, Saxe-Altenbourg, Hesse-Hombourg, Lippe, Lippe-Schaumbourg, Reuss branche aînée.

Napoléon III, quoiqu'il eût promis son aide aux tentatives de l'Autriche pour prendre l'hégémonie de l'Allemagne, s'étonna du mystère et de la promptitude d'exécution déployés dans cette circonstance, par une cour ordinairement très-lente, et surtout de l'appui que l'Angleterre, unie par de si intimes liens à la Prusse, semblait donner à l'Autriche. Lord Clarendon se trouvait en effet à Francfort au moment de la journée des Princes, et il était bien difficile de croire que le hasard l'y eût amené. Le langage tenu par lui à François-Joseph était des plus encourageants. Une Allemagne forte, avait-il dit à François-Joseph, est une garantie contre l'ambition de la France. Napoléon III se résignerait-il à sanctionner l'unité de l'Allemagne, sans recevoir, en échange, une compensation quelconque sur le Rhin ou sur la Vistule? Personne ne le croyait, et M. de Bismarck lui-même voyait dans l'attitude de l'Au-

triche une menace pour l'Empire français et pour l'Europe. Heureusement l'Autriche, malgré son désir de se rajeunir, était toujours la vieille Autriche. Il lui aurait fallu plus de jeunesse, plus de décision, pour pouvoir fonder l'unité allemande, sans parler de la ferme volonté de pousser jusqu'à la guerre avec la Prusse.

Le premier résultat de la journée des Princes fut donc de donner des soupçons à Napoléon III; il se demanda si l'Autriche en songeant à l'Allemagne n'aurait point, par hasard la Vénétie en vue, et si lui-même ne ferait pas bien de se rejeter du côté de la Russie; M. de Bismarck saisit l'occasion de lui faire quelques avances, gages certains de celles de la Russie. Napoléon III crut qu'il n'avait désormais qu'à choisir entre les alliances. Ses journaux gagés, couvrant leur abandon du prétexte de prétendues concessions libérales du Czar à la Pologne, juste au moment où Mourawiew commettait ses plus atroces violences, trouvaient tout simple que le gouvernement impérial enterrât la question polonaise, et lâchât, pour employer une expression vulgaire, ses alliés de la veille. L'Autriche, effrayée par leur langage, devint plus froide et plus méfiante à l'endroit des négociations avec le cabinet des Tuileries au sujet de la Pologne.

Le projet de réforme fédérale, présenté par François-Joseph aux princes allemands, portait que le pouvoir exécutif de la Confédération se composerait désormais de cinq membres, dont trois nommés par l'Autriche, la Prusse et la Bavière, les deux autres par les États allemands. Un Conseil fédéral serait adjoint au Directoire, et on constituerait une assemblée de trois cents délégués choisis : 1° deux tiers par les Chambres électives; 2° un tiers par les Chambres hautes, et investis d'un mandat législatif

pour trois ans ainsi que du droit de fixer le budget fédéral. La présidence du Conseil fédéral et de l'Assemblée des délégués appartiendrait à l'Autriche. Le projet comprenait aussi l'établissement d'un tribunal fédéral suprême.

Si les hommes d'État de 1815 étaient revenus à la vie, que diraient-ils en voyant les successeurs de M. de Metternich porter une main sacrilège sur son œuvre et ébranler dans ses fondements la vieille constitution germanique ? La machine politique construite avec tant de difficulté après les guerres du premier Empire avait fait son temps, il fallait pourtant bien en changer les rouages. On l'avait tenté déjà, en 1848 ; mais le Parlement de Francfort, la Prusse, le parti national, avaient tour à tour échoué dans leur tentative de réforme. L'Autriche reprenait leur œuvre sans le concours de ce maître ouvrier qui s'appelle l'esprit libéral. Ce qu'on voyait de plus clair dans sa réforme, c'est qu'elle maintenait la vieille suprématie du *Kaiser* autrichien, et que la nouvelle constitution ne serait pas moins compliquée que l'ancienne : Directoire, Conseil fédéral, Chambre des députés, Chambre des princes, que de complications ! l'Assemblée populaire n'était là simplement que pour la forme, puisque ses délibérations n'avaient force de loi qu'après l'approbation formelle de la Chambre des seigneurs.

Le roi de Prusse, en répondant à l'invitation collective des souverains par un refus catégorique, s'était réservé d'examiner toute communication que ses confédérés pourraient lui adresser, « avec la sollicitude empressée qu'il avait vouée aux intérêts communs de la patrie ». M. de Bismarck ne tarda pas à expliquer très-sommairement les motifs qui avaient déterminé le roi de Prusse à ne pas se rendre au congrès de Francfort : « Pour le moment, je me

» contenterai de déclarer que les projets de réforme ne
» répondent, à notre avis, ni à la position légitime de la
» monarchie prussienne, ni aux intérêts légitimes du
» peuple allemand (1). »

M. de Bismarck, dans un rapport solennel adressé plus tard au roi, trouvait la réforme de l'Autriche trop peu libérale. Il voulait, au lieu de l'assemblée de délégués des diverses Chambres que François-Joseph parlait d'instituer à Francfort, une représentation véritable, élue par le suffrage universel. L'Allemagne, au lieu de s'unir, se divisait chaque jour davantage, malgré les efforts tentés par les ministres des divers États réunis en conférence à Nuremberg, lorsqu'une nouvelle cause d'agitation fit oublier celle de la journée des Princes. Le discours de Napoléon III le 5 novembre 1863, à l'ouverture de la session législative, contenait un programme qui changeait complètement la situation : L'entente la plus cordiale existait, à l'entendre, entre son gouvernement et celui de la Russie, depuis la guerre de 1856. Jamais il n'aurait compromis cette entente, si les droits de la Pologne ne lui avaient paru inscrits à la fois dans les traités et dans l'histoire. Les conseils désintéressés donnés par lui au Czar avaient été, malheureusement, pris pour des menaces de sa part, et de celle de l'Angleterre et de l'Autriche. Ces trois puissances en sont-elles réduites à la guerre ou au silence ? Non, répondait Napoléon III, il leur reste un moyen ; c'est de soumettre la cause polonaise à un tribunal européen : « La Russie l'a
» déjà déclaré : des conférences où toutes les autres ques-
» tions qui agitent l'Europe seraient débattues, ne blesse-
» raient en rien sa dignité. Prenons acte de cette décla-

(1) Dépêche de M. de Bismarck à l'envoyé prussien près la Diète germanique.

» ration ; qu'elle nous serve à éteindre les ferments de
» discorde prêts à éclater de tous les côtés, et que du malaise
» même de l'Europe naisse une ère nouvelle d'ordre et
» d'apaisement. » Napoléon III ajoutait malheureusement :
« *Les traités de 1815 ont cessé d'exister* », déclaration qui
ne pouvait être du goût ni de l'Angleterre, ni de l'Autriche,
d'autant plus que la proposition du congrès était d'origine
russe ; elle avait en effet été faite au comte Pepoli, ambas-
sadeur d'Italie en Russie, par le prince Gortschakoff.

Le discours du 5 novembre, sous sa phraséologie pompeuse, cachait l'arrêt de mort de la Pologne, personne ne s'y trompa, si ce n'est la Pologne elle-même. En lui signifiant la sentence, on lui eût épargné les inutiles efforts de ce terrible hiver de 1863-1864 qui causa sa ruine sociale.

L'Autriche, en effet, avait flotté dans des alternatives où l'instinct religieux et l'instinct politique, le désir de s'agrandir et la crainte d'être diminuée, la haine de la Russie et la méfiance de la France se livraient des combats perpétuels. Voyant cependant que le gouvernement impérial de France se bornait à déclarer que la question polonaise était d'intérêt européen, que l'Angleterre lui refusait la garantie, et comprenant d'avance que le comte Russell reculerait dans son projet de déchéance, l'Autriche fit savoir à la Russie, vers le milieu d'octobre, que son intention n'avait jamais été d'annuler les traités de 1815 et de reconnaître aux insurgés polonais la qualité de belligérants. M. de Rechberg, non content de féliciter l'armée russe « de ses succès passés, gage de ses succès futurs », prit en Galicie des mesures rigoureuses contre l'insurrection.

Le discours du 5 novembre ne devait pas exercer une

influence moins fâcheuse sur la question des duchés. Le moment est venu d'en décrire les phases à partir de l'année 1862.

L'émotion à cette époque grandissait dans le Nord scandinave; les étudiants suédois et norvégiens, mêlés aux étudiants danois, entrèrent dans Copenhague, le 11 juin, aux acclamations de la foule. Cette visite avait pour but de cimenter l'alliance entre la jeunesse des pays scandinaves. Le roi de Suède, Charles XV, voulut donner lui-même un gage à cette alliance; il fit une visite au roi de Danemark, et son débarquement le 17 juillet à Elseneur donna lieu à une explosion d'enthousiasme et de patriotisme de la part des populations.

La Diète du royaume de Danemark proprement dit s'ouvrit deux mois et demi après. M. de Bismarck venait d'être placé à la tête du cabinet de Berlin. Il avait autrefois traité de « querelle d'Allemand » la guerre suscitée au roi de Danemark. On connaissait ses tendances absolutistes qui l'éloignaient du sleswig-holsteinisme, on croyait donc que le roi de Prusse, en le plaçant à la tête de son conseil, rompait avec le parti démocratique, et que la question des duchés allait entrer dans une phase d'apaisement; mais on ignorait la transformation qui s'était opérée chez l'ancien membre de la Diète de Francfort, et l'on se berçait de bien trompeuses espérances, lorsque, le 24 septembre 1862, le jour même de l'avènement de M. de Bismarck, lord John Russell, qui avait jusqu'alors conseillé au Danemark la patience et la prudence, sans cependant dissimuler aux cours allemandes son opinion sur leurs prétentions et sur leurs empiétements, fit parvenir au cabinet de Copenhague une dépêche en date du 24 septembre, qui proposait en réalité un partage de la monarchie danoise en quatre provinces

administratives, combinaison qui livrait entièrement le Danemark à l'influence allemande. Le roi Frédéric VII en la repoussant déclara néanmoins le 20 septembre 1863, au Rigsraad danois, qu'il ne voulait pas renoncer à l'espoir d'un arrangement : « Mais si mon attente ne se réalisait pas, il » serait évident à tous que ce n'est point le droit fédéral de » nos territoires fédéraux allemands qui est en jeu, mais » bien l'indépendance de nos États danois ; or, cette indé- » pendance, nous sommes fermement résolu à la main- » tenir contre toute attaque, et nous sommes convaincu » que nous ne serons pas seul dans cette défense. »

Le comte Russell accompagnait la reine en Allemagne lorsqu'il écrivit cette dépêche pour ainsi dire sous la dictée d'une femme presque allemande par ses habitudes, par ses relations de famille, par le souvenir toujours vivant de son mari. La Diète de Francfort, encouragée par l'attitude nouvelle de l'Angleterre, décida, le 1^{er} octobre 1863, que le gouvernement danois n'ayant pas rempli ses obligations fédérales relatives aux affaires constitutionnelles du Holstein et du Lauenbourg, le mandat d'exécution serait donné aux gouvernements d'Autriche, de Prusse, de Saxe et du Hanovre. Aucune mesure militaire cependant n'avait été prise lorsque le roi de Danemark mourut. Frédéric VII n'ayant pas d'enfant et songeant au cas probable où la maison d'Oldenbourg s'éteindrait sans héritier mâle, avait réglé, en montant sur le trône, la question de succession. La princesse Louise, femme du prince de Glucksbourg, appelé plus tard à régner sous le nom de Christian IX, reporta sur son mari ses droits de plus proche héritière. L'empereur de Russie renonça aux siens comme chef de la maison de Holstein-Gottorp, et le 8 mai 1852, les plénipotentiaires d'Autriche, de France, d'Angleterre et de

Prusse sanctionnèrent ces arrangements. Le duc Christian, aîné de la maison d'Augustenbourg, signa de son côté, quelques mois après, l'acte de renonciation suivant : « Nous cédon et transmettons à S. M. le roi de Danemark et à ses héritiers, pour nous et pour nos héritiers et descendants, tous les droits qui nous reviennent sur les terres et propriétés ducalcs des Augustenbourg, avec leurs dépendances, avec les palais, châteaux et édifices qui se trouvent sur ces terres, avec tout ce qui, sur ces terres, tient au sol, aux murs, à fer et à clou, notamment aussi avec le total de l'inventaire du bétail et matériel de labour et d'exploitation, ainsi qu'avec toutes les immunités et privilèges concernant ces terres ou les gens qui en font partie, que ces droits et privilèges soient fondés sur les contrats ou sur la tradition. » Le duc, en échange de cette renonciation, recevait un million cinq cent mille rixdales (5 millions de francs).

Frédéric VII mourut le 15 novembre 1863, sans laisser d'héritier direct. La conférence de Londres avait désigné, ainsi qu'on vient de le voir, Christian de Sleswig-Holstein-Sonderbourg-Glücksbourg comme son successeur. Un prétendant à la couronne de Danemark surgit, cependant, dans la personne de Frédéric d'Augustenbourg, duc de Sleswig-Holstein, le même que Napoléon III, dans une lettre datée de Compiègne le 10 décembre 1863, appelle « mon cousin ». Le prétendant, dans sa première proclamation, rappelait « à ceux qui ont la foi dynastique et qui croient » fermement que la Providence confère des droits aux « maisons régnantes », qu'il représentait les droits de la seconde branche du Sleswig-Holstein-Sonderbourg-Augustenburg. Ces droits avaient été échangés, à la vérité, en 1852, par l'aîné de la maison d'Augustenbourg contre cinq

millions de francs ; mais le prince Frédéric prétendait n'être pas lié par cet arrangement. On vit alors un étrange spectacle : le grand-duc d'Oldenbourg, l'empereur de Russie, ressuscitèrent leurs droits, et le roi de Prusse consulta les juriconsultes de la couronne pour savoir s'il n'aurait pas aussi des titres à faire valoir pour occuper le trône danois. Les droits du prince de Sleswig-Holstein-Sonderbourg-Glücksbourg, finirent pourtant par être reconnus, et il devint roi le 16 novembre, sous le nom de Christian IX. Croyant ainsi donner satisfaction à la Diète, il sépara en montant sur le trône le Holstein et les Lauenbourg de la monarchie danoise. Le Sleswig gardait son autonomie. Ces concessions si larges n'étaient pas au niveau des exigences de la Prusse. L'Autriche, déjà en froid avec elle à cause de la réforme fédérale du Zollverein et des traités conclus avec la France, suivrait-elle sa rivale dans sa croisade contre le Danemark ? Le comte de Rechberg s'était borné à déclarer, le 4 décembre, au Reichsrath, que l'Autriche, d'accord avec la Prusse, ferait respecter les droits des populations allemandes dans les limites tracées par le traité de Londres ; mais les petits États montraient un si grand acharnement contre le Danemark, que l'Autriche craignant de s'aliéner des alliés sur lesquels elle avait toujours compté, se joignit à la Prusse pour demander que la Diète exécutât sa menace du 1^{er} octobre. La Diète vota donc, le 7 décembre, à une faible majorité, l'exécution fédérale dans le Holstein.

Le Danemark comptait sur le congrès dont Napoléon III avait pris l'initiative ; mais le comte Russell combattait l'idée de cette réunion auprès des cours de Vienne, de Berlin et de Saint-Petersbourg. La Russie n'éprouvait nullement le besoin d'un congrès. L'Autriche le redoutait. Certaines phrases du

discours prononcé par Napoléon III le 5 novembre à l'ouverture des Chambres sonnaient à son oreille comme une menace. La Vénétie semblait prise d'un redoublement d'agitation; une expédition de Garibaldi sur Venise devait, assurait-on, coïncider très-prochainement avec une insurrection en Hongrie; l'Autriche n'était pas tranquille quoique son ambassadeur à Paris lui assurât que le gouvernement impérial ne demanderait au congrès que la consécration du *statu quo* en Italie. Le roi de Prusse, qui avait en apparence accueilli assez favorablement l'idée de venir à Paris, « sûr d'y trouver l'accueil cordial qui lui rendait si » cher le souvenir de son séjour à Compiègne », y répugnait fort en réalité. Le Congrès fut décidément écarté vers le milieu de décembre, et le Danemarck perdit l'appui qu'il espérait en tirer.

Frédéric VII avait fait le mariage de la fille de l'héritier de son trône avec le prince de Galles; docile aux avis de l'Angleterre, il s'était prêté à toutes les combinaisons suggérées par elle pour résoudre la question des duchés. Sa mort parut au comte Russell une bonne occasion de redoubler ses offres de médiation. Il pensait que la Confédération donnerait au nouveau souverain, Christian IX, qui venait de sanctionner la constitution votée par le Rigsraad, le temps de s'asseoir sur le trône. L'Autriche aurait peut-être consenti à un répit, mais la Prusse montrait la plus vive impatience de voir supprimer, comme contraires aux engagements du Danemark, cette constitution contre laquelle M. de Bismarck s'était montré beaucoup moins hostile à l'époque où il s'agissait d'empêcher l'union entre les trois puissances.

La Prusse et l'Autriche, en maintenant le traité de Londres, maintenaient aussi la souveraineté légitime de Christian IX sur les duchés de l'Elbe, l'intégrité de la monarchie

danoise et les droits et les obligations réciproques de la Confédération et du roi de Danemark concernant les duchés de Holstein et de Lauenbourg. Le traité de Londres couvrait également le Sleswig contre la Diète qui n'avait pas osé le faire occuper militairement ; c'était la proie convoitée surtout par M. de Bismarck. Le duc d'Augustenbourg n'était qu'une marionnette de prétendant dont il tenait les fils. Ce duc après avoir publié la réponse que Napoléon III avait faite à sa lettre, le 10 décembre, s'empressa d'adresser aux populations du Sleswig-Holstein une proclamation :

« Le roi de Danemark, disait-il, ne fonde sa prétention
» que sur un traité incapable d'annuler un droit ancien,
» d'en créer un nouveau. Dans ma personne, le droit de
» légitimité et les anciens pactes du pays s'unissent aux
» aspirations nationales et aux commandements de l'humani-
» té. » Le prince engageait ensuite les habitants des duchés à bien accueillir les troupes allemandes en attendant qu'il eût organisé une armée. Bientôt pourtant une nouvelle proclamation du prince annonça qu'il prenait en personne l'administration des duchés et que « l'exécution fédérale était devenue maintenant sans objet ».

Les États secondaires de l'Allemagne avaient jusqu'alors poussé à la guerre avec ardeur ; leurs hommes d'État trouvaient enfin dans la question des duchés l'occasion de jouer un rôle important sur la scène politique. Jugeant qu'il y avait entre l'Allemagne et la Prusse une place à prendre, ils formèrent le parti de la triade, c'est-à-dire de l'Allemagne divisée en trois parties : Autriche, Prusse et Bavière avec les petits États ; Munich devant être la capitale de cette troisième Allemagne. La grande patrie ainsi constituée, rien ne serait plus facile que de lui ouvrir une route vers la mer. Le duc d'Augustenbourg était l'homme

de la triade. Le roi de Bavière le reçut avec les honneurs princiers ; les troupes hanovriennes et saxonnes l'accueillirent à son arrivée à Kiel, le 30 décembre, avec enthousiasme et laissèrent partout se déployer ses couleurs. Le comte Russell protesta. M. de Beust lui répondit avec un dédain qui s'explique par la phrase d'une dépêche de sir Alexandre Malet au comte Russell, en date du 5 janvier 1864 : « Il y a ici une » indifférence miraculeuse pour nos représentations, et la » conviction étant absolue que l'Angleterre n'interviendra » pas matériellement, nos avis ne sont d'aucun poids. »

La troisième Allemagne n'eut pas le temps de s'applaudir de la fière attitude de ses représentants. La Prusse et l'Autriche déclarèrent que « leur position spéciale et l'impérieuse urgence de la question ne leur permettaient pas de se soustraire à l'obligation de prendre en main propre les droits de la Confédération dans le Sleswig, et de procéder aux mesures réclamées par cette défense ». Les deux puissances désobéissaient à la Confédération pour mieux punir le Danemark de sa désobéissance à cette Confédération elle-même. Les troupes de la Confédération occupant Kiel ne s'opposeraient-elles pas au passage des troupes austro-prussiennes ? Telle était la question qui se posait dans les premiers jours de 1864.

Le cabinet britannique essayait de calmer l'appétit de la Prusse ; mais celle-ci, tout en acceptant la conférence et le maintien du traité de Londres, tenait à occuper pacifiquement le Sleswig, quitte, s'il résistait, à lui faire une guerre acharnée. L'Autriche parlait comme la Prusse, la Russie insistait à Copenhague pour que le Danemark ne s'opposât pas à l'occupation du Sleswig, servant de garantie à la population allemande de ce duché. L'Angleterre passait d'une résolution à l'autre, tantôt laissant entrevoir qu'elle

pourrait bien prêter son concours au Danemark, tantôt lui donnant quinze jours et même dix jours seulement pour retirer sa constitution. La Prusse et l'Autriche avaient déjà fait sommer le Danemark de l'abréger dans le délai de deux jours. Ce délai expirait le 18 janvier. Le comte Russell mettant enfin de côté les idées de médiation qu'il avait nourries jusqu'alors, fit demander à Napoléon III s'il pouvait compter « sur son concours et sa coopération pour le maintien de l'intégrité du Danemark ». Napoléon III se rappelait que l'Angleterre avait été le principal obstacle de son entente avec l'Autriche au sujet de la Pologne, et que lord Clarendon pendant son séjour à Francfort, à l'époque de la *journée des Princes*, avait non-seulement prêché la paix sur l'Eider et sur la Vistule, mais encore cherché à effrayer l'Allemagne des projets mystérieux des Tuileries. Il répondit à la proposition de médiation du comte Russell qu'il n'avait pas assez lieu d'être satisfait de la marche suivie dans la question polonaise pour recommencer dans la question de duchés.

M. de Bismarck, au moment où il concluait sa fameuse convention militaire avec la Russie, avait besoin de l'Angleterre ; il s'efforça donc de rassurer le comte Russell. « La Prusse, lui fit-il dire par son ambassadeur, n'a pas d'intérêt spécial dans l'affaire des duchés, et moi-même je ne partage nullement l'effervescence allemande dans cette question. » La *journée des Princes* passée, le terme de l'exécution fédérale arrivé, la proposition de proclamer la déchéance de la Russie de tout droit sur la Pologne firent changer le langage de M. de Bismarck ; le roi de Danemark n'ayant pas accompli les conditions du traité de Londres devenait, à ses yeux, passible de la déchéance. M. de Bismarck pressait l'exécution fédérale ; le comte Russell s'ef-

fraya, comme on l'a vu, rappela le courrier chargé de la déclaration de déchéance de la Russie, et écrivit le 20 octobre à lord Napier, ambassadeur d'Angleterre à Saint-Pétersbourg, une dépêche où il étale sa satisfaction de voir que « l'empereur de Russie continue à être animé d'intentions bienveillantes vis-à-vis de la Pologne, et conciliantes vis-à-vis des puissances étrangères ».

M. de Bismarck avait paru un moment joindre sincèrement ses efforts à ceux de l'Angleterre pour régler les affaires des duchés. M. Quaade, envoyé danois à Berlin, vante sans cesse M. de Bismarck : « Je puis déclarer en conscience que le gouvernement prussien désire que l'exécution n'ait pas lieu ; M. de Bismarck m'a assuré que lui, personnellement, et le gouvernement dont il fait partie sont en faveur d'un arrangement. » Cette dépêche datée du 21 octobre est suivie de trois ou quatre autres dépêches dans le même sens. Cette comédie était due au désir de M. de Bismarck d'obtenir l'adhésion de l'Angleterre à la hautaine dépêche de Gortschakoff sur la Pologne. Sûr de cette approbation, il ne songea plus qu'à empêcher la promulgation de la nouvelle constitution (1).

Un enthousiasme feint régnait pour le prétendant en Allemagne, quoiqu'il eût commis en écrivant à Napoléon III la faute, impardonnable pour tout autre, de s'adresser à l'étranger ; il ramenait l'Allemagne à la féodalité, en invoquant l'ancien ordre de succession ; il augmentait le nombre déjà si grand des petits souverains allemands, et pourtant, démocrates, unitaires, patriotes, oubliaient leurs principes en faveur de celui qu'ils appelaient champion du droit et de l'honneur national.

(1) Dépêches de M. Quaade citées par M. Julian Kladsco (*Études de diplomatie étrangère*).

M. de Bismarck profitant de cette effervescence pour faire semblant de craindre d'être emporté par le double courant qui régnait à la fois sur le Mein et sur l'Eider demanda donc à l'Angleterre de consentir à quelque demi-mesure qui, en donnant le change à l'opinion, préviendrait tout mouvement révolutionnaire dans les duchés : une exécution dans le Holstein, par exemple, qui, selon lui, équivaldrait presque à la reconnaissance de Christian IX par la Diète.

Les puissances signataires du traité de Londres, moins la Prusse et l'Autriche, avaient fait féliciter ce souverain à son avènement. Le représentant du gouvernement impérial, le général Fleury, ne resta que quatre jours à Copenhague ; ses instructions lui interdisaient de prendre part à des négociations ; il devait se borner à déclarer explicitement au roi Christian qu'il n'avait pas à compter sur l'aide du gouvernement impérial dans le cas d'une guerre avec l'Allemagne. Le Danemark avait fait toutes les concessions, il ne lui restait plus que l'abolition de sa constitution, c'est-à-dire son suicide. L'Angleterre l'y poussait. Le ministère ne pouvant s'y résigner avait donné sa démission ; M. Monrad, chargé de former un nouveau cabinet, accomplirait-il le sacrifice ?

Les vœux populaires poussaient pendant ce temps-là l'Allemagne vers la Baltique. Les petits États auraient été sinon plus résolus, du moins plus rassurés, en marchant à l'accomplissement de l'œuvre nationale sous l'impulsion directe de l'Autriche. Mais celle-ci se sent mal à l'aise dans toutes les questions où l'esprit de nationalité est en jeu ; il s'agissait de répudier le traité de Londres au moment où Napoléon III répudiait les traités de Vienne. L'embarras de l'Autriche était visible, mais pouvait-elle laisser à la Prusse le soin de faire « la grande patrie », et dans le cas où

Napoléon III franchirait de nouveau les Alpes au printemps, comme elle le craignait, avait-elle d'autre alliée que l'Allemagne? L'Autriche se résigna donc à l'action commune avec la Prusse.

M. de Bismarck, pour justifier aux yeux de l'Angleterre son ardeur à presser le Danemark, avait mis d'abord en avant les exigences des États secondaires. Il fit intervenir le roi de Prusse lui-même dans le mois de janvier 1864. M. de Bismarck avait, disait-il, la plus grande peine à le contenir, et sa résistance ébranlait sa position. Il mit alors en avant l'idée d'occuper le Sleswig « pacifiquement » comme un gage de l'accomplissement par le Danemark des vœux légitimes de l'Allemagne. Quoique cette solution fût repoussée par les États secondaires comme une reconnaissance indirecte des droits de Christian IX, il se chargeait de la faire adopter. Le comte Russell lui avait répondu : « L'invasion du Sleswig mettrait en grand danger les relations de la Grande-Bretagne et de la Prusse. » M. de Bismarck cependant put bientôt se rassurer; lord Russell, le 5 janvier, expliqua qu'il avait voulu dire que le refus d'accorder au Danemark le temps de faire des concessions troublerait les relations entre Londres et Berlin.

Le gouvernement impérial, battu sur la question du congrès, avait proposé une réunion de ministres chargés de discuter les questions qui, plus tard, seraient soumises à la décision des souverains. Lord Russell, qui trouvait ce projet aussi peu pratique que celui d'un congrès, apprit avec plaisir qu'on était de son avis à Vienne et à Saint-Petersbourg; M. de Bismarck par contre ne voyait aucun inconvénient à porter la question des duchés devant une conférence spéciale qui se réunirait à Paris. Lord Russell y consentit d'assez mauvaise grâce d'abord, mais, voyant

ensuite que l'Autriche désirait ardemment dépouiller la question de son caractère germanique pour lui donner un caractère européen, il y poussa avec d'autant plus d'ardeur que M. de Bismarck se refroidissait, et il fit la proposition d'une conférence, « pour traiter le différend entre le Danemark et l'Allemagne », siégeant à Paris ou à Londres, composée de puissances signataires du traité de Londres 1852 et d'un ministre de la Diète germanique. Le *statu quo* dans les duchés serait maintenu jusqu'à la fin de la conférence.

L'œuvre impuissante de la conférence de Londres, en 1852, ne donnait pas grande envie au gouvernement impérial d'en entreprendre une semblable ; il désirait donc, avant d'accéder à la proposition anglaise, savoir si les États accepteraient le *statu quo*, et si la Diète se soumettrait au jugement de la conférence.

Les choses en étaient là lorsque le Rigsdaag, représentation particulière du royaume de Danemark proprement dit, se réunit le 11 janvier 1864, en session à Copenhague. Le roi, dans un banquet qu'il offrit aux membres de cette assemblée, répondit à un toast du président qu'il était résolu de défendre les libertés de la nation, l'indépendance du pays et les droits de la couronne. Aussitôt les ministres d'Autriche et de Prusse en Danemark adressent au gouvernement danois une note collective portant : « Les mi-
nistres soussignés ont reçu l'ordre de réclamer l'abroga-
tion de la constitution du 18 novembre dernier, et de
quitter Copenhague si, dans la journée du lendemain,
l'abrogation de la constitution ne leur est pas signifiée. »

Cette menace ne servit qu'à enflammer le patriotisme danois. Le gouvernement, en répondant par un refus, déclina la responsabilité des événements qui pourraient en

résulter. Le Rigsdaag présenta, le 29 janvier, au roi, une adresse empreinte du plus ardent patriotisme : « Le peuple est prêt aux plus lourds sacrifices pour appuyer son roi dans le maintien de l'union indissoluble entre le royaume et le Sud-Jutland, ce vieux pays relevant de la couronne danoise. » Le Rigsdaag vote, le 13 février, une adresse de félicitations à l'armée pour la remercier de son héroïsme à Duppel et pour l'encourager à supporter de nouvelles épreuves.

Quelques mois après, le 7 août, tout était consommé ; le roi remerciait ses soldats de leur courage : « La guerre » a coûté de grands sacrifices, la paix a été achetée par des » sacrifices plus grands encore, mais le bien de la patrie » exigeait qu'on préférât la paix à la continuation de la » guerre. »

Le prétexte de cette guerre avait été la désobéissance du Danemark à la confédération ; le résultat, c'était la substitution de la Prusse et de l'Autriche à la confédération. Ces deux puissances s'enrichissaient des dépouilles du Danemark. La Suède, la Russie, l'Angleterre, avaient laissé consommer cette spoliation ; l'attitude du gouvernement de Napoléon III l'avait rendu possible, en paralysant l'Angleterre et la Suède, et en rendant l'Autriche plus complaisante à la Prusse à laquelle la Russie était liée par la question polonaise.

Napoléon III tenait médiocrement au Danemark ; son rêve était ailleurs ; le prince de Metternich avait, on s'en souvient, porté à Vienne, au mois de mars 1863, un projet d'alliance dont les effets devaient se faire sentir à la fois dans l'ancien et le nouveau monde : rétablissement de la Pologne, rachat de la Vénétie par des compensations données à l'Autriche sur le Danemark, régénération de la race

latine en Amérique, par la création d'une monarchie au Mexique; voilà par quelles chimères il avait essayé de séduire l'Autriche; n'y parvenant pas, il s'était retourné vers l'Angleterre, et il lui avait demandé le Rhin en compensation de son concours pour défendre le Danemark; le traité de 1852 était la garantie de l'indépendance de ce malheureux pays; Napoléon III avait abandonné ce traité en prévision de ses attaques contre les traités de 1815.

Le Danemark, délaissé de tous ses alliés, signa donc le 30 octobre 1864, à Vienne, un traité par lequel il abandonnait tous ses droits sur les duchés de Sleswig, Holstein et Oldenbourg au roi de Prusse et à l'empereur d'Autriche.

FIN DU TROISIÈME VOLUME.



TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE TOME TROISIÈME

L'EMPIRE

(SUITE)

CHAPITRE PREMIER (1860). — EXPÉDITION DE CHINE ET DE SYRIE. 1

EXPÉDITION DE CHINE. — Traité de Tien-tsin. — Retard éprouvé dans l'échange des ratifications. — L'Angleterre et la France décident l'envoi d'une expédition en Chine. — Lord Elgin et le baron Gros sont nommés envoyés extraordinaires des deux puissances. — Prise des forts de Pé-ho. — Négociations pour la paix. — Elles sont interrompues. — Les alliés marchent sur Pé-king. — Bataille de Pa-li-kao. — Fuite de l'empereur de la Chine en Mantchourie. — Prise et pillage du Palais d'Été. — Situation difficile des alliés. — Destruction du Palais d'Été. — Le prince Hong-kong et le général Ignatieff décident le gouvernement chinois à signer la paix. — L'armée rentre en France. — Préparatifs de l'expédition de Cochinchine.

EXPÉDITION DE SYRIE. — Le Liban. — État de l'Orient depuis la révolte des Cipayes et la guerre de Crimée. — Les massacres du Liban et de Damas. — La nouvelle de ces événements parvient en France. — Napoléon III se prépare à secourir les chrétiens de Syrie. — Préliminaires diplomatiques de l'expédition. — Résistance de la Turquie. — Difficultés soulevées par l'Angleterre et par la Russie. — Le Piémont est exclu des négociations. — Proclamation de l'Empereur à l'armée. — Foad-Pacha à Beyrouth et à Damas. — Lenteurs de la répression. — L'indemnité de guerre. — Exigences de l'Angleterre. — Résultat de l'expédition à la fin de l'année 1860.

CHAPITRE II (1860). — SUITES DE LA GUERRE D'ITALIE. . . . 35

Impuissance de la convention de Villafranca. — Ses causes. — Le gouvernement impérial modifie sa politique dans un sens favorable à l'Italie. — La brochure *Le Pape et le Congrès*. — Difficultés soulevées par la proposition du Congrès. — Les quatre propositions. — Annexion de la Savoie et de Nice à la France. — Expédition de Sicile. — Entrevue de Chambéry. — Préparatifs d'une guerre. — Les troupes piémontaises pénètrent sur le territoire pontifical. — Bataille de Castelfidardo. — Le royaume de Naples. — Sa situation intérieure. — Tentatives pour amener une alliance entre Naples et le Piémont. — Garibaldi passe le détroit. — Conquête du royaume de Naples par Garibaldi. — François II à Gaète.

CHAPITRE III (1861). — POLITIQUE INTÉRIEURE. 61

Réception du premier jour de l'an aux Tuileries. — Réponse de l'Empereur au corps diplomatique. — Application du décret du 25 mars 1852 sur la décentralisation à la ville de Paris. — Bruits de dissolution du Corps législatif. — Embarras de la situation. — Réception du père Lacordaire à l'Académie française. — L'Impératrice assiste à la séance. — Arrestation du financier Mirès. — Rapport de M. Delangle. — La brochure du duc d'Aumale : *Lettres sur l'histoire de France*, adressée au prince Napoléon. — Saisie chez l'auteur, de l'ouvrage : *Vues sur le gouvernement de la France*, par le duc de Broglie. — Procès Blanqui. — Inauguration du boulevard Malesherbes. — Les 25 millions des chemins vicinaux. — La transformation de Paris. — Crise industrielle et financière. — Les obligations trentenaires. — Mémoire adressé à l'Empereur par M. Achille Fould, ministre des finances. — Les agents de change demandent l'autorisation de dresser une statue à l'Empereur dans la salle de la Bourse. — Procès Plassiart.

CHAPITRE IV (1861). — SESSIONS DU SÉNAT ET DU CORPS LÉGISLATIF. 96

SESSION LÉGISLATIVE. — Discours de l'Empereur au Sénat et au Corps législatif.

SENAT. — Discussion de l'adresse. — Discours du prince Napoléon. — Amendement sur les encouragements aux lettres et aux arts. — L'amendement des cardinaux. — Son rejet. — M. Dupin et la presse. — Timbre sur le roman-feuilleton.

CORPS LÉGISLATIF. — Application du décret du 24 novembre. — Discussion de l'adresse au Corps législatif. — Amendement des *Cinq*. — Discours de M. Émile Ollivier. — Étonnement causé par ce discours. — Incident du procès-verbal. — Discours de M. Picard sur les finances de la ville de Paris. — Vote de l'adresse. — Discussion et vote du budget.

CHAPITRE V (1861). — L'EMPIRE ET LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. 132

Maladie du roi de Prusse. — Son frère, héritier présomptif de la couronne, prend la régence. — Entrevue de Napoléon III et du régent de Prusse à Baden. — M. de Bismarck est nommé ambassadeur de Prusse à Saint-Petersbourg. — Avènement de Guillaume I^{er} au trône de Prusse. — La réforme de l'armée. — Réveil de l'esprit unitaire. — La politique du nouveau règne. — Attentat de Bœcker. — Influence de cet attentat sur le roi. — Guillaume I^{er} à Compiègne. — Couronnement du roi de Prusse. — État de l'opinion publique en Allemagne. — Le principe des nationalités. — La question des duchés. — Effet de la révolution de Février sur l'Allemagne. — La campagne des corps-francs. — Conférence de Londres. — La question des duchés s'assoupit. — Le prince-régent de Prusse la réveille en 1859. — Menace d'exécution fédérale. — Le Danemark compte sur la France et sur l'Angleterre. — La Russie et Napoléon III. — La Pologne et les puissances. — Le *Poète anonyme*. — Premières émeutes à Varsovie. — Dissolution de la Société agricole. — Mort du prince Adam Czarторiski. — Italie. — Mort de Cavour. — L'Italie reconnue par Napoléon III. — M. Ricasoli succède à M. de Cavour. — États-Unis. — La question de l'esclavage aux États-Unis. — Élection d'Abraham Lincoln. — La guerre de sécession. — Fin de l'expédition de Syrie. — Ses résultats.

CHAPITRE VI. — L'ANNÉE 1862. 181

Réception du jour de l'an aux Tuileries. — Programme financier de M. Fould. — Procès et arrestations. — Société du Prince impérial. — Lettre de l'Em-

pereur sur la question romaine. — Voyage de l'Empereur et de l'Impératrice dans le centre de la France. — M. de Morny est nommé duc. — Revirement de la politique impériale dans la question romaine. — M. Thouvenel donne sa démission. — M. Drouyn de Lhuys le remplace. — Napoléon III et la médiation aux États-Unis. — Interdiction des conférences de la rue de la Paix. — Polémique au sujet du *Fils de Giboyer*. — Inauguration du boulevard du Prince-Eugène. — M. Budberg, ambassadeur de Russie, remet à l'Empereur ses lettres de créance. — Discours de l'Empereur. — Souscription en faveur des ouvriers cotonniers. — Résurrection du titre de chevalier. — L'administration et la presse. — Coup d'œil rétrospectif sur la presse depuis 1860 jusqu'en 1862. — Expulsion de M. Ganesco, rédacteur-propriétaire du *Courrier du dimanche*. — M. d'Haussonville et M. Billault. — Destitution de M. Victor de Laprade. — Vente de la *Presse*. — Démission des rédacteurs.

CHAPITRE VII (1860-1862). — LE CLERGÉ. 206

Le clergé et le roi Jérôme. — Mandements et cérémonies funèbres. — Oraison funèbre du zouave Gicquel. — *La France, Rome et l'Italie*, par M. de la Guéronnière. — L'évêque de Poitiers déferé comme d'abus au Conseil d'État. — Le prosélytisme religieux. — Procès devant la Cour de Lille. — Le clergé soumis à la juridiction administrative. — Circulaire de M. Delangle. — La Société de Saint-Vincent de Paul. — Conférence de Lusignan. — Le gouvernement et la Société de Saint-Vincent de Paul. — Circulaire de M. de Persigny. — Le gouvernement veut accaparer la direction de la Société. — Le *Siècle* et la Société de Saint-Vincent de Paul. — Procès de Riom. — Encore le prosélytisme religieux. — Circulaire de M. Rouland. — Suppression de quelques maisons religieuses. — Les évêques et la canonisation des martyrs du Japon. — M. Renan nommé à la chaire d'hébreu du Collège de France. — Sa destitution. — Le jubilé de Toulouse.

CHAPITRE VIII (1862). — SESSIONS DU SÉNAT ET DU CORPS LÉGISLATIF. 233

Session législative de 1862. — Sénat. — Discussion de l'adresse. — La question religieuse. — M. de Persigny traité de Polignac. — Discussion sur les affaires de Rome. — Discours de M. Piétri. — Fin de la discussion générale. — Discussion des articles. — Discours de M. de la Rochejacquelein et du prince Napoléon. — Les sociétés religieuses et les congrégations. — M. de la Guéronnière et le prince Napoléon. — Le Mexique. — Vote de l'adresse. — Corps législatif. — Les obligations trentenaires. — La dotation Pa-li-kao. — Discussion de l'adresse. — Les amendements des *Cinq*. — Discours de M. Picard. — L'appel de M. Roques-Salvaza. — L'enquête sur le libre-échange. — Présentation d'un income-tax par MM. Granier de Cassagnac et Roques-Salvaza. — Discussion du budget. — Fin de la session.

CHAPITRE IX (1808-1864). — L'EXPÉDITION DU MEXIQUE. . . . 270

Le Mexique sous la domination espagnole. — Guerre de l'indépendance. — Défaite des Espagnols. — Empire d'Iturbide. — Sa chute. — Effet des *pronunciamientos*. — Formation du parti libéral. — Lutte entre le parti libéral et le parti clérical. — L'emprunt Jœcker. — Le Mexique et Santa-Anna. — Triomphe du parti libéral. — Présidence de Benito Juarez. — La république du Mexique et les puissances. — Le parti monarchique mexicain à l'étranger. — Il entoure l'Empereur et l'Impératrice. — Causes de son succès. Appui que lui donne M. de Morny. — Les bons Jœcker. — M. Dubois de Saligny

remplace M. de Gabriac. — Il commence par présenter la réclamation Jœcker. — Juarez est obligé de suspendre le paiement des recettes des douanes. — L'Espagne, l'Angleterre, la France. — Les États-Unis. — La guerre se prépare. — Ses prétextes et ses causes. — Négociations diplomatiques pour une entente entre l'Espagne, l'Angleterre et la France. — Les États-Unis se tiennent à l'écart. — La convention de Londres.

CHAPITRE X (1861-1862). — EXPÉDITION DU MEXIQUE (SUITE). 305

Négociations diplomatiques. — La convention de Londres. — Les Espagnols devançant les Anglais et les Français au Mexique. — Ils occupent Vera-Cruz. — Manifeste des commissaires alliés. — Préliminaires de la Soledad. — Leur rupture. — Conférence d'Orizaba. — La conférence se sépare brusquement. — Dénonciation de la rupture des préliminaires. — Attaque d'Orizaba par le général Lorencez. — Prononciamiento de cette ville en faveur d'Almonte. — Marche sur Puebla. — Échec de l'armée française. — Suite des affaires de l'intervention. — Période Lorencez. — Envoi de nouvelles troupes au Mexique. — Le général Forey remplace le général Lorencez. — L'opinion publique et le Mexique à la fin de l'année 1862.

CHAPITRE XI. — SESSION DE 1862. 352

Ouverture de la session le 12 janvier 1863. — Discours de l'Empereur. — Il contient la revue rétrospective des faits depuis 1857. — Sénat. — Discussion générale de l'adresse. — Le baron Dupin prend seul la parole. — Discussion des paragraphes. — Discours de M. Thouvenel. — Discussion des pétitions sur la Pologne. — Discours de M. Billault. — Pétition de M. Darimon au Sénat pour demander la définition de la liberté du compte rendu. — Corps législatif. — Discussion de l'adresse. — MM. Plichon et Lemer cier attaquent les candidatures officielles. — Discours de M. Émile Ollivier. — Réponse de M. Baroche. — La question du Mexique. — Discours de M. Jules Favre. — M. Jérôme David approuve l'expédition. — Le décret de 1862 sur le nombre des députés. — Le gérant du *Constitutionnel* et M. Auguste Chevalier. — Modification de divers articles du Code pénal. — Le budget. — Clôture de la session.

CHAPITRE XII (1863). — LES ÉLECTIONS GÉNÉRALES DANS LES DÉPARTEMENTS. 382

Débuts de l'année 1863. — La crise cotonnière. — Distribution des récompenses aux exposants français à Londres. — Interdiction des lectures publiques au bénéfice des ouvriers de la Seine-Inférieure. — Saisie de l'*Histoire de la maison de Condé*. — Note du *Moniteur* sur le compte rendu des Chambres. — Élection à l'Académie. — M^{sr} Dupanloup, évêque d'Orléans, et M. Littré. — Préparatifs pour les élections de 1863. — Voyage de M. Garnier-Pagès dans les départements. — L'abstention. — État de l'opinion dans les grandes villes. — Formation de quelques comités. — Candidature de M. Thiers. — Question du serment. — L'*Union libérale*. — Difficulté qu'elle éprouve à se former. — Le parti catholique. — La légitimité. — L'ortéanisme. — Le suffrage universel et l'administration. — Résultat des élections dans les départements.

CHAPITRE XIII (1863). — LES ÉLECTIONS A PARIS. 427

Le parti républicain à Paris. — Ses divisions. — L'abstention. — Les assermentés et les réfractaires. — Le parti du *Siècle*. — Le parti de 1848. —

Le parti des hommes nouveaux. — Le parti des *Cinq*. — Rivalités entre les candidats de la 5^e circonscription. — M. Havin et M. Ernest Picard. — Le comité central. — Réunion chez M. Carnot. — Le comité central ne parvient pas à se fonder. — Le gouvernement s'oppose aux réunions. — Note du *Moniteur*. — La candidature de M. Thiers. — Le *Siècle* ne l'accepte pas. — Première liste des candidats de l'opposition. — M. Havin. — M. Édouard Laboulaye. — M. Émile Ollivier. — M. Ernest Picard. — M. Jules Favre. — M. Adolphe Guérault. — M. Alfred Darimon. — M. Jules Simon. — M. Eugène Pelletan. — M. Édouard Laboulaye se désiste en faveur de M. Thiers. — Le *Siècle* se décide à soutenir M. Thiers. — Maladresse de M. de Persigny à combattre cette candidature. — Sa circulaire aux préfets. — Sa lettre au préfet de la Seine. — Paris nomme tous les candidats de l'opposition. — Effet du vote du 31 mai sur l'Europe. — M. de Persigny est obligé de donner sa démission. — Changement de ministère. — M. Billault ministre d'État. — Sa mort. — Il est remplacé par M. Rouher. — Voyage de l'Impératrice en Espagne. — Napoléon III propose un Congrès aux puissances. — Emprunt de 300 millions. — Avortement du Congrès. — Fin de l'année 1863.

CHAPITRE XIV. — L'ANNÉE 1864 ET LA SESSION. 468

Commencement de l'année 1864. — Réceptions aux Tuileries. — Arrestation de quatre Italiens. — Élections partielles à Paris. — Comité de la réforme électorale. — Candidatures de MM. André Pasquet, Carnot, Laboulaye, Pinard, dans la 1^{re} circonscription. — Candidatures de MM. Garnier Pagès, Bancel, Théodore Bac, Renan, Vautrain, Ingelmann, Frédéric Morin, Jules Alix, Jules Ferry dans la 5^e circonscription. — M. Tolain, candidat-ouvrier. — MM. Carnot et Garnier-Pagès sont élus.

Session de 1864. — Sénat. — Discussion de l'adresse. — Elle ne dure qu'une séance. — Pétition ~~contre~~ les progrès de la démoralisation.

Corps législatif. — L'emprunt de 300 millions. — Discussion de l'adresse. — M. Thiers. — Les libertés nécessaires. — L'abolition de la loi sur les coalitions. — L'amendement sur la presse. — Discours de M. Jules Simon. — Le Mexique. — Présentation de l'adresse à l'Empereur. — Sa réponse. — Élection de M. Bravay. — Discours de M. Eugène Pelletan. — M. E. Ollivier est nommé rapporteur de la loi des coalitions. — Sa défection. — Scène entre M. Jules Favre et lui. — Discussion du budget. — Le Mexique. — La presse. — Discours de M. E. Picard. — Vive discussion entre lui et M. de Morny. — La liberté électorale. — Discours de M. Garnier-Pagès. — Clôture de la session.

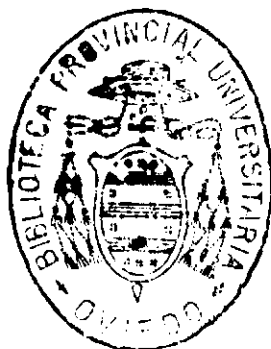
Suite et fin de l'année 1864. — Interdiction de lectures publiques au bénéfice des Polonais. — Interdiction du banquet en l'honneur de Shakspeare. — Réception de M. Dufaure à l'Académie française. — Procès des Treize. — Fondation de la Société internationale des travailleurs. — Convention du 15 septembre. — M. Vuitry est nommé ministre présidant le Conseil d'État. — Lettre de M. de Persigny à M. de Girardin. — Le gouvernement le fait tancer par le *Constitutionnel*.

CHAPITRE XV (1862-1864). — AFFAIRES DE POLOGNE ET DE DANEMARK. 526

Affaires de Pologne. — Le grand-duc Constantin est nommé vice-roi de Pologne. — Attentats sur la personne du marquis Wielopolski et du grand-duc. — Napoléon III et l'insurrection. — L'embarras qu'elle lui cause. — Le recrutement en Pologne. — Le commencement de l'insurrection. — Répression de Mourawiew. — Les cabinets des Tuileries, de Londres et de Vienne, dans la

question polonaise. — Négociations avec la Russie. — Le prince Gortschakoff y met fin cavalièrement. — La journée des princes à Francfort. — Son influence sur la question polonaise et sur celle des duchés. — Situation du Danemark en 1862. — Dépêche de Gotha. — Négociations diplomatiques. — Un nouveau prétendant. — Concessions de Christian VIII. — La Prusse et l'Autriche les repoussent. — Causes de ce refus. — Influence de certains passages du discours d'ouverture du Sénat et du Corps législatif. — Le Congrès est rendu impossible par l'opposition de l'Angleterre. — M. de Bismarck et l'Angleterre. — Les petits États reconnaissent le prétendant. — L'Europe et le Danemark. — Démembrement de la monarchie danoise. — Traité de Vienne.

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES DU TROISIÈME VOLUME.



C. 879 44-8

HISTOIRE
DU
SECOND EMPIRE

PAR
TAXILE DELORD
MEMBRE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

TOME

PARIS
LIBRAIRIE GERMER BAILLIÈRE

RUE DE L'ÉCOLE-DE-MÉDECINE, 17

1874

HISTOIRE
DU
SECOND EMPIRE
IV

PARIS. -- IMPRIMERIE ÉMILE MARTINET, RUE MIGNON, 2

6.159

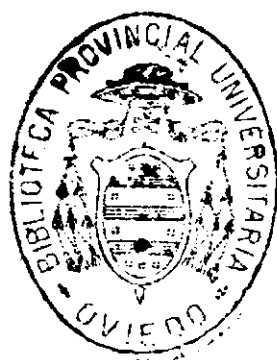
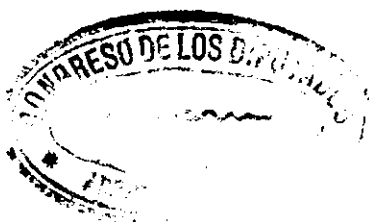
VIII-158

HISTOIRE
DU
SECOND EMPIRE

PAR
TAXILE DELORD



TOME QUATRIÈME



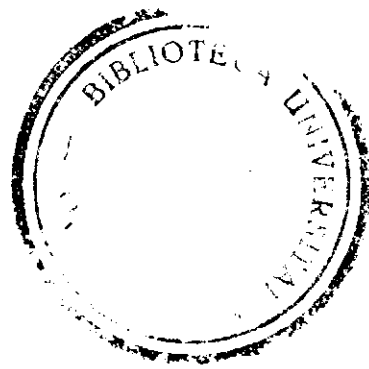
PARIS
LIBRAIRIE GERMER BAILLIERE

17, RUE DE L'ÉCOLE-DE-MÉDECINE, 17

1869

10/10/10





HISTOIRE DU SECOND EMPIRE

1848-1870

L'EMPIRE

(SUITE)

CHAPITRE PREMIER

L'ANNÉE 1865

SOMMAIRE. — Réceptions du jour de l'an. — Élévation du prince Napoléon à la vice-présidence du conseil privé. — Convoi de Proudhon. — Interdiction des conférences et de la lecture publique des *Deux Reines*. — Rapport de M. Duruy sur l'instruction publique. — Note rectificative du *Moniteur*. — Mort de M. de Morny. — M. de Lavalette ministre de l'intérieur. — Mort de Cobden. — Assassinat du président Lincoln. — Adresse des étudiants de Paris à la nation américaine. — Arrestations. — Le Czar traverse Paris, se rendant à Nice. — Voyage de l'Empereur en Algérie. — L'Impératrice est nommée régente. — Le titre de duc de Montmorency. — Procès à ce sujet. — Émotion qu'il cause dans la noblesse. — Le Jockey-Club est menacé de dissolution. — Procès Sandon. — Discours d'Ajaccio. — Lettre de l'Empereur au prince Napoléon. — Grève des cochers. — Élections municipales. — M. Walewski, sénateur, candidat officiel dans la 2^e circonscription des Landes. — Redoublement de sévérité contre la Presse. — Le comité de Nancy. — La flotte anglaise et la flotte française à Cherbourg. — Évasion de Blanqui. — Mort de Lamoricière, de lord Palmerston, du procureur général Dupin, de Léopold I^{er}, roi des Belges. — Voyages de l'Empereur et de l'Impératrice. — Retour de la cour à Paris. — L'Empereur et l'Impératrice visitent les cholériques dans les hôpitaux. — Les congrès. — Congrès des sciences sociales à Berne. — Conférence de l'Association internationale des travailleurs à Londres. — Congrès des étudiants à Liège.

Extérieur. — L'Autriche et la Prusse dans la question des duchés. — Entrevue de Salzbourg entre François-Joseph et Guillaume I^{er}. —

Convention de Gastein. — M. de Bismarck et Napoléon III. — M. de Bismarck à Biarritz.

L'année 1865 s'ouvrit sous d'assez tristes auspices. La ruine du Danemark, l'agitation de l'Allemagne, les difficultés croissantes de l'occupation du Mexique, pouvaient amener de graves conflits dans les deux mondes. Les causes d'agitation ne manquaient pas en France, où les esprits étaient encore émus par la grande lutte électorale de 1863 et par les discussions de la session qui venait de finir. L'apparition de l'encyclique ajoutait au feu des luttes politiques celui des querelles religieuses. Les réponses de Napoléon III, le jour de l'an, aux félicitations du corps diplomatique et des grands corps de l'État ne laissèrent cependant rien percer de ses préoccupations. L'Empereur dit au nonce qui portait la parole au nom du corps diplomatique. « Je fais des vœux pour que la » concorde continue à régner parmi nous. Votre » présence autour de moi en est un sûr garant. Soyez » convaincus que je ferai tous mes efforts pour que » mes relations avec les puissances étrangères soient » toujours animées par le respect du droit, l'amour » de la paix et de la justice. » Les réponses aux grands corps de l'État, sauf quelques mots adressés à l'archevêque de Paris, qui l'avait félicité sur « son zèle à favoriser le développement des intérêts moraux et religieux », ne donnèrent lieu à aucune remarque. La tempête soulevée dans le haut clergé par la défense, d'ailleurs partout méconnue, de publier l'encyclique semblait seule en effet prêter une certaine importance à l'expression de satisfaction du chef de l'État « en

voyant ses efforts en ce sens appréciés par le prélat qui gouverne le diocèse de Paris ».

L'insertion au *Moniteur* d'un décret du 24 décembre précédent, qui nommait le prince Napoléon membre et vice-président du conseil privé, attira bientôt l'attention par la solennité dont le gouvernement crut devoir l'entourer : « Pour apprécier à sa » valeur le témoignage de confiance que l'Empereur » vient de donner à S. A. I. le prince Napoléon, il » suffit de rappeler les précédents relatifs à l'insti- » tution du conseil privé, dont le premier consul, au » moment où il replaçait la société sur ses bases régu- » lières, n'hésita pas à emprunter le principe aux » traditions de l'ancienne monarchie, et auquel il » confia le soin de discuter certains sénatus-consultes » d'une importance spéciale, en ajoutant qu'il ne rati- » fierait les traités de paix et d'alliance qu'après avoir » pris son avis. » Le *Moniteur* expliquait ensuite avec une certaine complaisance que le conseil privé pouvait devenir conseil de régence, qu'il se réunissait avec le conseil des ministres ou séparément, et que ses membres avaient rang de ministres. Le droit de convoquer le conseil privé, qui ne délibérait que sous la présidence de l'Empereur, appartenait, il est vrai, uniquement à ce dernier ; mais quelques questions d'un intérêt national, telles que la constitution de l'Algérie, la décentralisation, l'instruction publique, certaines pétitions au Sénat, exigeant quelquefois des études préparatoires, l'Empereur, pour faciliter ces travaux, avait décidé que le conseil privé pourrait se réunir sous la présidence du prince Napoléon.

L'élévation du prince Napoléon à la vice-présidence du conseil privé fut accueillie par quelques journaux comme une preuve de l'intention de l'Empereur d'entrer dans la voie du libéralisme et de la résistance au clergé. Le convoi d'un écrivain célèbre vint bientôt donner un semblant de confirmation à cette idée. Le gouvernement avait jusqu'ici confisqué en quelque sorte la dépouille mortelle de tous les hommes qui avaient joué un rôle important dans la révolution de février; il renonça tout à coup à cette règle, et permit aux amis de Proudhon de lui faire de libres funérailles. L'auteur de tant de livres fameux, le rédacteur du *Peuple*, vivait presque oublié dans la retraite, entouré de sa famille et de quelques disciples, après avoir fait un bruit qu'il ne regrettait pas, il faut le dire à sa louange, quoiqu'il l'eût peut-être un peu trop recherché. En France, il est vrai, toute célébrité exige un peu de charlatanisme, et chacun se prête sans peine au charlatanisme nécessaire à sa célébrité. Proudhon, sous ce rapport, fut assez de son pays, et les formules effrayantes tirées de quelques-uns de ses ouvrages : *La propriété, c'est le vol ; Dieu, c'est le mal*, n'étaient que des moyens d'agir plus vivement sur l'attention publique. Condamné souvent pour ses écrits, il dut à chacune de ces condamnations un surcroît de popularité. Plusieurs de ses livres furent écrits en prison ou en Belgique, où il s'était réfugié. Frappé, à peine de retour en France, des premières atteintes de la maladie qui devait l'emporter, attristé des mécomptes du présent, mécontent de la politique du parti démocratique, publiant de

temps en temps un volume qui, sous un titre plus ou moins ambitieux, n'était le plus souvent qu'une œuvre de circonstance, il mourut, léguant pour toute fortune à sa femme et à ses deux filles la propriété de ses ouvrages, c'est-à-dire beaucoup de travaux remarquables et pas un livre. Habile et impitoyable à critiquer la pensée d'autrui, il n'est pas facile de dire quelle a été la pensée de Proudhon; mais s'il n'a point donné, comme ses disciples le croient, la formule définitive de la révolution, il lui a rendu un immense service en la dégagant des nuages du dogme, des mensonges de l'épopée et du drame, et en la soumettant à la discussion rationnelle.

Ses funérailles attirèrent un grand concours d'écrivains; les ouvriers également s'y rendirent en foule. Proudhon était en effet un des leurs; il avait prouvé par sa vie, qu'à force de volonté et de persévérance, un homme sorti des rangs du peuple peut se soustraire à la fatalité de l'ignorance. Trois discours furent prononcés sur sa tombe : le premier par M. Langlois, au nom des collaborateurs de Proudhon; le second, par M. Massol, au nom de la franc-maçonnerie; le dernier, par M. Gustave Chaudey ⁽¹⁾, au nom des amis et des compatriotes de Proudhon.

Les illusions de ceux qui avaient vu dans l'entrée du prince Napoléon au conseil privé et dans la libre célébration des funérailles de Proudhon le double indice d'une évolution libérale du gouvernement, ne tardèrent pas à s'évanouir. Si le ministre des cultes

1. Fusillé par ordre du procureur de la Commune en 1871.

surveillait avec rigueur les écarts de la parole religieuse et menaçait des foudres du Conseil d'État les prélats qui se permettaient de lire en chaire l'encyclique, son collègue de l'instruction publique exerçait un contrôle non moins sévère et plus efficace sur la parole laïque. Le comité de secours franco-polonais ne put obtenir l'autorisation d'ouvrir des conférences scientifiques et littéraires dont le produit devait être consacré au soulagement des émigrés de la Pologne. La lecture publique des *Deux Reines*, tragédie de M. Ernest Legouvé, membre de l'Académie française, dont le sujet était la répudiation d'Agnès de Méranie par Philippe-Auguste, fut également interdite, quoique l'auteur, qui se proposait uniquement de seconder les intentions charitables du comité franco-polonais, eût pris soin d'éloigner de sa pièce tout ce qui pouvait blesser les susceptibilités religieuses du parti clérical ; mais le légat du pape y jouait un rôle, et cela était plus que suffisant pour que le gouvernement en défendit même la lecture. Il aurait pu montrer impunément plus d'indulgence, car l'attention du parti clérical était pour le moment absorbée par un rapport de M. Duruy, publié dans le *Moniteur*, et relatif à la situation de l'instruction publique.

Le ministre exposait les raisons militant en faveur de l'instruction gratuite et obligatoire, et annonçait la prochaine présentation d'un projet de loi sur l'instruction primaire. Ce rapport, qui couvrait dix-huit colonnes du journal officiel et qui fut reproduit le lendemain *in extenso* dans le *Siècle*, mit les feuilles

cléricales en rage; elles montrèrent une telle indignation à la seule pensée d'imposer au père de famille le devoir de donner l'instruction à ses enfants, que le gouvernement, effrayé, fit paraître le lendemain même dans le *Moniteur* une note déclarant que rien ne justifiait les alarmes de la presse religieuse; que les questions soulevées par le rapport du ministre de l'instruction publique sur l'enseignement primaire avaient été, à la vérité, discutées par les ministres et les membres du conseil privé, sous la présidence de l'Empereur, mais que le projet renvoyé au Conseil d'État à la suite de cet examen ne reposait pas sur les principes développés par le ministre, dont le rapport avait été inséré dans le journal officiel simplement « comme expression de son opinion personnelle et à raison de l'importance des renseignements qu'il contient ».

Un des complices les plus audacieux du coup d'État du 2 décembre touchait à sa dernière heure au moment où l'émotion causée par le rapport de M. Duruy achevait de se calmer. M. de Morny, le lendemain même de l'ouverture du Corps législatif, s'était vu dans l'impossibilité de le présider. Il dormait mal depuis quelque temps, perdait l'appétit, et tombait le soir, après son dîner, dans une espèce d'engourdissement voisin de la léthargie; mais, quoiqu'il ne pût plus supporter les fatigues de la présidence, il menait à peu près sa vie habituelle, montrant la même assiduité au club et aux premières représentations, surtout à celles des petits théâtres. Vers le milieu du mois de février, il se sentit pris tout à coup

d'un malaise vague et indéfinissable, et d'une douleur dans la région du foie. Les médecins l'auscultèrent et ne trouvèrent aucun symptôme alarmant. M. de Morny, rassuré et se trouvant mieux, sortit en voiture le 28 février, qui était le mardi gras ; mais en rentrant il éprouva une grande chaleur à la gorge, et une bronchite se déclara le lendemain ; l'oppression et la fièvre augmentèrent le jeudi, sans que son médecin parût s'en alarmer. Le soir cependant, le malade éprouva comme les symptômes d'un délire dont les accès, à dater de ce moment, se succédèrent à des intervalles assez rapprochés. Le doute alors ne fut plus permis sur l'issue de la maladie. On prétend qu'un de ses amis, interrogé par lui sur son état, eut le triste courage de lui dire la vérité et qu'il l'apprit avec une certaine fermeté ; mais on n'en put juger réellement, car il tomba presque aussitôt dans la prostration profonde qui précède l'agonie.

M^{gr} Darboy, archevêque de Paris, se présenta le vendredi, vers sept heures du soir, à l'hôtel de la présidence ; introduit aussitôt dans la chambre du moribond, il s'en approcha pendant que tout le monde se tenait à l'écart et il eut l'air de s'entretenir avec lui. L'Empereur et l'Impératrice arrivèrent à neuf heures ; M. de Morny délirait complètement. L'Empereur resta une demi-heure, attendant qu'il reprît sa raison, pendant que l'Impératrice priait au pied du lit. Ils allaient quitter la chambre, lorsque M. de Flahaut les rappela. M. de Morny eut l'air, dit-on, de reconnaître son frère, et l'on ajoute que quelques mots furent échangés entre les deux fils d'Hor-

tense de Beauharnais, dont la ressemblance était devenue frappante à cet âge de leur vie. Ce qu'il y a de certain, c'est que le délire interrompit l'entretien à peine commencé. L'Empereur, en partant, paraissait avoir les yeux humides.

L'agonie continuait; l'archevêque, qu'on alla chercher de nouveau vers une heure du matin, revint dire les dernières prières. A sept heures, comme on soulevait le mourant pour lui enlever un vésicatoire qui le faisait souffrir inutilement, il poussa un léger soupir : ce fut le dernier.

M. de Morny demandait souvent à ses amis ce qu'on pensait de sa maladie dans Paris. La gravité n'en fut connue d'abord que dans un cercle restreint, et son peu de durée ne permit pas aux Parisiens de s'en occuper beaucoup. Sa mort surprit le public et ne fut pas exempte de ces soupçons d'empoisonnement qui planaient si facilement autrefois sur les derniers moments de tout homme ayant pris part à quelque grand fait politique. Rien n'est plus propre que cette crédulité renaissante à donner une idée de l'état malsain de la société de cette époque, pleine d'esprits troublés et avides d'émotions. L'autopsie révéla seulement une lésion au pancréas, organe dont la destination jusqu'ici mystérieuse, a reçu d'un savant contemporain ⁽¹⁾ une explication que des recherches nouvelles ont besoin, paraît-il, de compléter.

M. de Morny était né à Aix en Savoie, quoiqu'il ait été enregistré à Paris, et que tous ses biographes l'y

1. M. Claude Bernard.



fassent naître. Qui était son père? Les opinions varient à ce sujet : la plus plausible est celle qui attribue sa naissance à l'homme qui veilla sur ses premières années, M. de Flahaut. La reine Hortense avait consacré 200 000 francs à l'éducation de son fils naturel. M. de Flahaut confia le soin de la diriger à M^{me} de Souza, sa mère, auteur de quelques romans distingués, mariée en secondes noces à l'ambassadeur de Portugal, femme d'esprit et femme du monde, mais surtout femme de lettres, ayant quelques-uns des défauts des hommes de lettres, qu'on accuse d'être assez médiocres administrateurs de leur fortune et de celle des autres, de se montrer parfois un peu frivoles et souvent d'aimer le jeu. Était-elle capable d'élever un enfant? Les gens qui ont le mieux connu M^{me} de Souza, et qui rendent le plus justice à ses qualités aimables, hésitent à répondre à cette question. M. de Flahaut se serait mieux acquitté de cette tâche, mais marié et n'ayant pas de fils légitime, la présence du jeune Morny dans sa maison était un sujet de chagrin pour sa femme ; il se vit obligé de l'en éloigner autant que possible. Le général Carbonnel, ancien aide de camp de M. de Flahaut, se chargeait quelquefois de distraire l'enfant un peu délaissé, et quand il fut devenu un jeune homme, il le conduisit dans le monde, surtout chez Lafayette, au château de La Grange, où il vécut au milieu des enfants et des petits-enfants du général, ce qui ne l'empêcha pas de les faire arrêter le 2 décembre. M. de Morny suivit d'abord la carrière militaire. Officier de cavalerie au premier siège de Constantine, il donna sa dé-

mission, et revint à Paris, où il mena la vie d'homme du monde élégant et désœuvré. Le bruit de sa liaison avec une femme jolie et riche, dont le mari remplissait les fonctions de représentant d'une puissance étrangère près la cour des Tuileries, et qui passait pour avoir eu elle-même de tendres complaisances envers le fils aîné de Louis-Philippe, ne tarda pas à se répandre. L'amour n'était pas assez fort sans doute pour occuper M. de Morny tout entier, car on le vit entamer dès lors des opérations industrielles assez importantes; il était de son temps, il aimait les affaires : il en fit avec ses capitaux et avec ceux que l'amour lui offrit, car l'union qu'il venait de former pouvait passer pour ce que dans le monde on appelle une liaison, et dans le commerce une raison sociale. Qui se doutait alors que les plus hauts personnages de l'État seraient un jour chargés de liquider les comptes des deux associés⁽¹⁾ ?

M. de Morny commença par créer une fabrique de sucre de betterave dans le Puy-de-Dôme. Ce département reconnaissant le nomma député. Membre de cette fraction de jeunes hommes d'État qui, dans les derniers jours de la monarchie de Louis-Philippe, soutenaient M. Guizot et se flattaient de rajeunir le parti conservateur en le plongeant dans le Pactole, il parut un moment se livrer avec ardeur à la politique; mais le goût des affaires l'emporta. M. de

1. Les journaux étrangers racontèrent, au moment du mariage de M. de Morny, qu'une liquidation avait eu lieu entre la femme avec laquelle il rompaît et lui, et que M. Rouher et deux conseillers d'État avaient vérifié les comptes, fait le bilan et établi la balance.

Morny, en réalité, n'en a pas connu d'autres : ministre, ambassadeur, membre du conseil privé, président du Corps législatif, il ne cessa de faire des affaires. Il vendit des chemins de fer en France, il vendit des tableaux en Russie. Le coup d'Etat fut pour lui une affaire; il la fit du moins bravement, dit-on quelquefois pour l'excuser, et l'on rappelle sa réponse soldatesque au préfet de police, M. de Maupas, qui, dans la nuit du 2 décembre, lui demandait du canon pour se défendre (1). Ceux qui l'ont reconnu, le 24 février 1848, en veste, en casquette, à demi déguisé en ouvrier et montant la garde devant un poste occupé par des gens du peuple, n'ont-ils pas le droit de soutenir que si M. de Morny était courageux, le courage dépendait chez lui, comme chez tant d'autres, du jour et du moment. On le vante de s'être rappelé qu'il avait été l'ami du duc d'Orléans au moment où parut le décret qui spoliait ses enfants; mais une protestation qui ne brouille pas celui qui s'y livre avec celui qui la rend nécessaire ne ressemble-t-elle pas à celle de ce pique-assiette qui disait d'un homme convaincu d'une mauvaise action : « Je n'irai pas dîner chez lui de huit jours. » La rupture entre M. de Morny et le spoliateur des Orléans dura juste pendant les quelques jours qui séparent sa démission de ministre de l'intérieur de sa nomination de président du Corps législatif. Les journaux, à peine monta-t-il au fauteuil, retentirent d'éloges sur sa manière de pré-

1. Dépêche publiée dans les *Mémoires d'un bourgeois de Paris*.

sider, comme s'il eût été Marrast ou Dupin, et comme si cette assemblée de 250 membres tous du même avis, tous nommés par le gouvernement, simples fonctionnaires législatifs, eût été la Constituante ou la Législative de 1848. M. de Morny, pendant sa carrière de président, n'eut aucune opposition à dompter, et c'était lui infliger un ridicule que de le présenter comme luttant contre « les trois », contre « les cinq », et même contre « les vingt-six ». Ses discours, toutes les fois qu'il prit la parole en son nom personnel ou au nom du parlement, manquèrent d'élévation. Un bon sens terre-à-terre, une simplicité affectée, quelque peu sujette à dégénérer en vulgarité, étaient ses meilleures qualités; une grande corruption et l'habitude du monde lui tenaient lieu d'esprit. Écrivain aussi mauvais que mauvais orateur, il aimait cependant mieux écrire que parler. Il ne connaissait, en fait de littérature, que la littérature des feuilletons et celle des théâtres de vaudeville; quelques proverbes prétentieux et vulgaires composés par lui, et qu'il prenait un grand plaisir à voir représenter entre deux paravents ou sur quelque scène du troisième ordre, peuvent donner une idée de son goût.

M. de Morny s'imaginait qu'après avoir tant contribué à supprimer la vie politique en France, il dépendait de lui de la faire renaître à son gré. Il tenait M. Émile Ollivier en réserve pour s'en servir quand il jugerait le moment venu de rendre la liberté au pays. C'était du reste une bien grande preuve de désintéressement de sa part, que de songer à ranimer

un jour le mouvement politique; car dans un milieu vraiment politique, des hommes comme M. de Morny sont relégués au dernier plan. Ministre de l'intérieur quand le ministère n'était qu'un poste de police, les employés des sergents de ville, et où l'administration consistait à fusiller les citoyens sur le boulevard; président du parlement quand le parlement ne représentait plus qu'une assemblée de fonctionnaires; diplomate chargé d'une mission où il n'y avait pas de diplomatie ⁽¹⁾, M. de Morny n'a été que le mannequin d'un homme d'État. Quelques personnes lui firent l'honneur de croire que sa mort était une perte pour l'empire et un temps d'arrêt dans le retour au régime parlementaire, comme si quelqu'un était capable de hâter ou de retarder des événements qui dépendent de la force même des choses. M. de Morny, en mourant, ne laissait de grand vide nulle part, et il n'était enlevé à aucune grande mission interrompue; il ne manquait ni au présent ni à l'avenir: aussi ses obsèques, qui eurent lieu le 13 mars, aux frais de l'État, avec toute la pompe imaginable, excitèrent-elles plus de curiosité que de regrets. Le gouvernement aurait bien voulu lui décerner les honneurs d'une oraison funèbre, mais où trouver un orateur religieux pour la prononcer? Il fallut se contenter d'une glorification du coup d'État par la bouche emphatique et complaisante de M. Rouher, et de quelques mots de M. Schneider, vice-président du Corps législatif.

1. Il avait été ambassadeur extraordinaire au couronnement d'Alexandre II, empereur de Russie.

L'Empereur, le lendemain même de la mort de M. de Morny, fit paraître le premier volume de son *Histoire de Jules César*, dont le *Siècle* avait déjà publié la préface inédite en tête de son numéro du 27 février. Les journaux officiels, en attendant de rendre compte de cet ouvrage, ornèrent leurs colonnes du pompeux récit d'une cérémonie héroïco-burlesque qui eut pour théâtre la chapelle des Invalides, et qui consista dans la réinstallation aux voûtes de cette chapelle de neuf drapeaux restant des quatorze cent dix-sept que le maréchal Sérurier, gouverneur des Invalides, fit brûler en 1814 à l'approche de l'ennemi. Parmi ces rophées figuraient deux drapeaux du canton des Grisons, l'un porté par les soldats de ce pays à la bataille de Morat, l'autre offert au canton par Richelieu, et deux drapeaux mexicains récemment conquis.

Un changement eut lieu à cette époque dans le cabinet. M. Billault avait placé un *alter ego* au ministère de l'intérieur, M. Rouher voulut à son tour jouir du même privilège : M. Boudet fut donc obligé de céder sa place à M. de Lavalette, qui prit possession du ministère le 3 avril, le jour même où Paris apprit la nouvelle de la mort de Cobden.

Cette mort était une perte pour l'Angleterre et pour la France, où l'active part prise par le défunt aux négociations relatives au traité de commerce l'avait pour ainsi dire naturalisé, et où il était venu la première fois vingt-cinq ans auparavant, comme représentant de la maison *Cobden's Sons*, fabricants de toiles peintes. Ce commis voyageur avait alors déjà



publié deux brochures, fruit de ses observations dans les pays visités par lui pour étendre ses relations commerciales. L'idée de l'association dont il devait devenir un des chefs commençait à poindre dans la première de ces brochures, *L'Angleterre, l'Irlande et l'Amérique*; dans la seconde, il exposait les avantages d'une alliance de l'Angleterre avec la Russie, idée assez peu goûtée des slavophobes, qui faisaient beaucoup de bruit à Londres en ce moment, et qui accusèrent l'auteur d'avoir reçu 60 000 roubles de Nicolas I^{er}. Les concitoyens de Cobden, en réponse à cette calomnie, le nommèrent en 1838 membre de la chambre de commerce de Manchester. La crise industrielle qui pendant trois ans allait infliger des rudes épreuves à l'Angleterre se montrait à l'horizon : incendies, meurtres, épidémies, famines, tous les fléaux accouraient à la fois. La taxe des céréales par laquelle l'aristocratie s'était fait payer par la nation les frais de la lutte soutenue dans son intérêt contre le premier Empire, aggravait encore la crise en prélevant par an un milliard sur les pauvres, et en maintenant la cherté du pain. La première chose à faire était de supprimer cette taxe. La chambre de commerce de Manchester chargea Cobden de rédiger une pétition dans ce sens au Parlement. Il s'acquitta promptement de cette tâche, et depuis ce moment il ne cessa de travailler à l'abolition de la législation sur les grains : les livres succédaient aux brochures, les conférences aux discours ; l'activité de l'homme le plus robuste n'aurait pu suffire aux efforts incessants de la propagande de Cobden, si le progrès

moderne ne lui avait fourni les moyens de soutenir la lutte contre le parti politique le plus puissant qui ait existé dans le monde depuis l'aristocratie romaine. Grâce à la vapeur, Cobden et les autres membres de la ligue purent se trouver, pour ainsi dire, partout à la fois, et grâce à la réforme postale, la ligue elle-même parvint à subvenir aux frais de sa correspondance. Un auxiliaire puissant vint encore en aide à Cobden et à ses amis, la disette : peu de blé en Angleterre, point de pommes de terre en Irlande ; le gouvernement dut céder. Cobden était entré dans la Chambre des communes. Les membres de cette assemblée, en entendant tout à coup sir Robert Peel appeler « mon honorable ami » celui qu'il s'était contenté de désigner jusqu'alors par ces mots, « l'honorable député de Stockport », comprirent que le plan financier qui portait un coup si terrible au parti protectionniste était adopté dans l'esprit du premier ministre. La suppression de l'ancienne législation des céréales ne tarda pas en effet à avoir lieu. Ce jour-là l'avènement des classes moyennes au pouvoir se réalisa sans secousse ; les noms de *whig* et de *tory* ne gardèrent plus qu'une signification historique, et une grande révolution s'accomplit comme une simple réforme. Les efforts d'un imprimeur sur calicot et l'intelligence politique d'un grand ministre amenèrent ce résultat, auquel Cobden avait tout sacrifié, temps, repos, fortune, santé. Il légua en mourant à son pays la liberté commerciale, et en même temps cette politique du désistement et de l'abstention dans les affaires de l'Europe qu'il suit

encore aujourd'hui. L'avenir peut seul apprendre à l'Angleterre si cette politique est la plus propre à consolider et à agrandir sa puissance; mais l'histoire peut du moins, dès à présent, dire de son fondateur qu'il fut un des hommes les plus profondément honnêtes, les plus dévoués et les plus laborieux de son temps. Parlant ou écrivant sans cesse, et trouvant toujours le mot propre et l'idée juste, plein de simplicité et de modestie, quoiqu'il eût la conscience de la grandeur de son œuvre, Cobden aurait pu atteindre aux plus hautes dignités de son pays et devenir pair d'Angleterre; il aima mieux rester Richard Cobden.

Une mort non moins regrettable et plus dramatique vint quelques semaines après attrister les amis de la liberté. L'esclavage, avant d'expirer aux États-Unis, avait voulu se venger de son vainqueur. Les assassins, en frappant le président Lincoln et deux de ses ministres, dont l'un, M. Seward, fut dangereusement blessé, pendant que le général en chef Grant n'échappait à la mort que par une circonstance fortuite, espéraient désorganiser le gouvernement et ranimer la rébellion. Ces fanatiques ne comprenaient pas que la chute du Sud, due à la force morale autant qu'à la force matérielle, était irréparable. La mort de Lincoln produisit une très vive impression à Paris. Un comité d'étudiants rédigea tout de suite une adresse à la nation américaine, qu'il s'empressa de porter chez son représentant diplomatique, suivi de plus de douze cents jeunes gens. Une compagnie de ligne, flanquée de nombreuses escouades de sergents de ville, barra le passage au cortège à l'entrée du

Pont-Neuf. La police opéra parmi les étudiants des arrestations aussi nombreuses qu'inexplicables, surtout au lendemain d'une mesure prise avec éclat par le ministre de l'instruction publique contre des élèves expulsés de leur lycée pour s'être montrés aux courses avec des voiles verts autour de leur képi et en compagnie de filles en l'honneur desquelles ils faisaient sauter les bouchons des bouteilles de vin de Champagne. Pourquoi cet exemple, si le gouvernement trouvait bon que la jeunesse restât indifférente devant les événements les plus propres à exciter ses sentiments généreux?

Les divers parlements européens s'étaient empressés, en apprenant la mort de Lincoln, de témoigner leur douleur du crime qui venait de frapper un grand citoyen et la république des États-Unis. Les séances du Corps législatif se trouvaient momentanément interrompues. M. Schneider ne se décida à convoquer la Chambre le 1^{er} mai que sur la sommation en quelque sorte des députés de la gauche. Le *Siccle*, en annonçant cette convocation, ajouta : « La » presse libérale a, elle aussi, un devoir à remplir. » Une initiative à laquelle nous aurions voulu voir » se rallier tous les amis de l'Union américaine a » été prise par un de nos confrères. Nous serons » heureux de nous associer à tout ce qui sera fait dans » le but d'affirmer de nouveau nos profondes sympa- » thies pour la cause de l'union, pour l'abolition de » l'esclavage, et pour la victime vénérée de ses con- » victions politiques et sociales. » Il s'agissait d'une souscription proposée par l'*Opinion nationale* pour

offrir une médaille à la veuve du président Lincoln ; mais la loi défendant les souscriptions publiques, le *Siècle* évitait de s'expliquer. En attendant de savoir si la souscription serait tolérée, il se joignit au *Temps*, à l'*Opinion nationale* et à l'*Avenir national* pour adresser au président Johnson, successeur de Lincoln, une lettre que M. Bigelow, ministre des États-Unis, fut chargé de lui transmettre.

L'empereur de Russie avait traversé Paris le 25 avril pour se rendre à Nice auprès du grand-duc héritier, qui venait de ressentir les premières atteintes d'une congestion cérébrale. Napoléon III reçut Alexandre II à la gare du Nord. L'entrevue fut courte ; elle ne précéda que de quelques jours le départ de l'Empereur pour l'Algérie. Les membres du conseil des ministres, le ministre de la guerre surtout, les principaux serviteurs de l'Empereur, sauf le général Fleury, étaient fort opposés à ce voyage. L'Empereur passa par-dessus toutes les résistances. Des lettres patentes conférèrent la régence à l'Impératrice pendant la durée de l'absence de l'Empereur : elle était chargée de présider le conseil des ministres et le conseil privé ; mais sans avoir le droit d'autoriser par sa signature la promulgation d'un sénatus-consulte ni d'aucune loi de l'État autres que les sénatus-consultes et les lois déjà portés devant le Sénat et le Corps législatif.

Le chapitre suivant sera consacré au récit du voyage de l'Empereur en Algérie. L'histoire, en attendant, bien qu'elle doive porter tous ses soins à ne pas être confondue avec la chronique, est souvent

obligée, par les nécessités de l'époque, de donner place dans ses récits à des événements bien futiles en apparence ; mais la politique se mêle à tout sous un régime de compression, et l'historien doit la suivre partout où elle se réfugie ou se dissimule, par exemple dans le procès relatif au titre de duc de Montmorency.

Napoléon III, à la mort du dernier titulaire, avait conféré ce titre, de sa pleine autorité, à M. de Talleyrand-Périgord. M. de la Rochefoucauld soutint qu'il y avait des droits. Les deux prétendants, après avoir essayé de vider leur querelle par les armes, s'adressèrent à la justice ; le procès, engagé par M. de la Rochefoucauld devant le tribunal civil de la Seine, se termina par une déclaration d'incompétence. M. de Talleyrand-Périgord avait donc gagné la première partie. La noblesse ne pouvait avoir une bien vive sympathie pour un duc de par la grâce d'un Bonaparte ; elle le fit sentir, par tous les moyens que les relations de la vie mondaine pouvaient fournir à sa malice, au Montmorency par décret impérial. Le nouveau duc ayant demandé à la commission des courses sa carte de membre du Jockey-Club, il la reçut sous le nom de comte de Talleyrand-Périgord. Réclamation de sa part ; la commission maintient sa décision par ce motif que la question du duché étant encore pendante, il n'y a pas de duc de Montmorency.

Grande émotion parmi les partisans du duc de Montmorency ; ils portent plainte à l'Impératrice régente, qui saisit le conseil de cette grave question.



Le conseil décide que le Jockey-Club cédera ou qu'il sera dissous. M. le marquis de Biron, son président, céda, mais, en envoyant au comte de Périgord une carte au nom de duc de Montmorency, donna publiquement sa démission dans une lettre où il déclarait que s'il avait obtempéré au désir de M. le ministre de l'intérieur, qui l'engageait à reconnaître sur la carte de membre du Jockey-Club la qualité de duc de Montmorency au comte de Talleyrand-Périgord, c'est qu'il avait considéré ce désir comme un ordre. Cette grande affaire terminée, rien ne vint plus détourner l'Impératrice du soin de gouverner la France et de présider à ses *petits jeudis dansants*. La cour fut avertie que pendant l'absence de l'Empereur, elle n'aurait pas d'autre divertissement que ces bals intimes, auxquelles d'ailleurs rien n'était changé, si non la formule d'invitation, appropriée aux nouveaux pouvoirs de l'Impératrice : « Par ordre de l'Impé-
» *trice régente*, le chambellan de service a l'honneur
» de prévenir M... qu'il est invité à passer la soirée,
» jeudi, au palais des Tuileries, à neuf heures, en
» frac et culotte noir ou pantalon collant. »

Des actes d'arbitraire commis par les ordres et au profit de hauts fonctionnaires ne pouvaient manquer de se produire sous un régime comme celui de l'Empire ; la surveillance sévère exercée sur les journaux empêchait ces derniers de les signaler, mais la rumeur publique suppléait à leur silence. C'est ainsi qu'on s'entretenait depuis longtemps des persécutions subies par un avocat, ancien magistrat, qui, possesseur d'une correspondance compromettante

pour M. Billault, aurait été incarcéré et finalement séquestré par les ordres de ce ministre à Charenton, sous prétexte qu'il était atteint de folie. Cette histoire, en passant de bouche en bouche, avait pris les proportions d'une légende, et les gens de bon sens commençaient à douter fort de son authenticité, lorsque le 9 mai elle vint tout à coup se dérouler devant la première chambre du tribunal civil, à laquelle le héros du drame demandait en personne réparation des dommages à lui causés par les médecins qui l'avaient déclaré fou.

M. Léon Sandon, avocat, raconta à ses juges que nommé en 1848 avocat général par M. Crémieux, sur la présentation de M. Troplong, il donna bientôt sa démission pour s'établir comme avocat à Limoges. Chargé devant la cour d'assises d'une affaire dont il trouvait le poids trop lourd, il proposa, sur le conseil de M. de la Guéronnière, à M. Billault de la partager. M. Billault accepta et vint à Limoges. Il y avait alors un représentant du peuple à nommer dans la haute Vienne. M. Billault eut l'idée de solliciter les suffrages des électeurs, et dans les conversations qui eurent lieu à ce sujet entre lui et M. Sandon, non content de faire une profession de foi complète de socialisme, appuyée sur son discours sur le droit au travail, il parla du prince-président, de ses amis, de ses ministres et de ses projets avec autant de violence que de mépris. Il fut convenu que M. Sandon verrait les électeurs influents, et que M. Billault répondrait par correspondance aux diverses questions politiques et sociales qui pourraient lui être posées; de nombreuses lettres fu-

rent échangées en effet entre le candidat et M. Sandon, servant d'intermédiaire à quelques électeurs de Limoges. Cette correspondance, dans laquelle M. Billault s'exprimait en termes aussi virulents que dans ses conversations avec M. Sandon, était devenue singulièrement compromettante pour le signataire rallié au coup d'État du 2 décembre et transformé en président du Corps législatif, puis en premier ministre de l'Empereur; il espéra qu'il parviendrait à la retirer des mains de M. Sandon en lui prodiguant les offres et les promesses les plus brillantes. Déçu dans cet espoir, il eut recours à la ruse. Un ami de M. Sandon, qu'il nomme en toutes lettres, lui emprunta sa correspondance; deux heures après, s'il faut l'en croire, elle était entre les mains de M. Billault.

M. Léon Sandon fait assigner le dépositaire infidèle. L'assignation à peine lancée, il est arrêté pour la première fois. On lui offre de lui ouvrir les portes de la prison s'il retire son assignation et les accusations qu'elle contient. Il cède par intimidation, mais l'air de la liberté lui rend son courage, et il reprend ses poursuites. Alors commence contre lui une persécution qui ne devait finir que par la mort de M. Billault; M. Léon Sandon, toutes les fois qu'il tente une nouvelle démarche judiciaire, est ressaisi par la police. Le nombre des arrestations dont il a été victime s'élève à seize; elles ne duraient, dit-il, pour la plupart, que deux ou trois jours. Conduit, au bout de ce temps, chez le chef de la division de sûreté, celui-ci faisait amener M. Sandon devant le juge d'instruction; là, on lui présentait à signer une déclaration

démentant les accusations reproduites dans sa dernière assignation ; le juge d'instruction venait lui-même parfois à Mazas pour l'exhorter à donner sa signature. S'il y consentait, ce qui finissait toujours par arriver, le chef de la sûreté le faisait reconduire par ses agents à l'embarcadère en le menaçant des plus terribles vengeances s'il se permettait de revenir à Paris. M. Léon Sandon oubliait-il ces menaces, la police, à peine débarqué, mettait la main sur lui. La quinzième arrestation de Léon Sandon fut suivie d'un séjour de plus de deux semaines au dépôt de la Préfecture de police, au milieu des derniers des misérables. L'infortuné, rendu à la liberté après les tortures morales et matérielles dont le récit émut singulièrement l'auditoire, se retire dans son pays chez lui, et de là il croit pouvoir sans crainte adresser au Sénat une pétition pour lui demander l'autorisation de poursuivre M. Billault et une requête au Conseil d'État. Ces documents sont à peine arrivés dans les bureaux des deux grands corps de l'État, qu'on arrête le signataire dans sa maison en présence de sa mère ; conduit à Paris, il comparait tout de suite cette fois devant le juge d'instruction ; il est accusé d'avoir dénoncé calomnieusement M. Billault dans une requête au Conseil d'État. Cette requête n'avait pas encore été jugée, de quel droit le juge d'instruction intervenait-il ?

Le procès dont on menaçait M. Sandon était un bonheur pour lui, puisqu'il allait lui fournir le moyen de porter à la connaissance du public la persécution dont il était l'objet ; il s'en réjouissait, lorsqu'un

matin il vit entrer dans sa cellule quatre médecins qui le soumirent à un long interrogatoire. Le lendemain il était renfermé comme atteint de monomanie raisonneuse, à Charenton, où il subit toutes les tortures que peut endurer un homme raisonnable condamné à vivre avec des fous et soumis aux mêmes traitements, on pourrait dire aux mêmes supplices qu'eux, à la moindre observation, au premier semblant de révolte. Le moyen était bien choisi pour en finir avec lui; il s'abrutissait peu à peu, si bien qu'un grand personnage¹, qui avait désiré le voir, ne trouva en lui qu'une espèce d'idiot incapable de répondre à aucune question. Le sénateur Tourangin, oubliant pendant ce temps-là que la loi de 1838, qui fixe et consacre le sort des aliénés, les met à l'abri de toute accusation, déposa un rapport accablant contre la pétition de M. Sandon. Ce rapport, publié par les journaux dévoués au ministre, tua sa mère de douleur. Quant à lui, privé depuis longtemps de tout contact avec ses amis et avec les étrangers, il s'éteignait lentement dans le désespoir, lorsqu'il reçut à Charenton la visite de M. Cordoën, procureur général. C'est de sa bouche qu'il apprit la mort de M. Billault. Rien ne s'opposait plus dès lors à ce qu'il recouvrât sa liberté. Il ne tarda pas en effet à sortir de la maison des fous, après y être resté dix-sept mois.

Ce long récit fait par la victime elle-même, les circonstances émouvantes dont il était accompagné, touchèrent profondément l'auditoire, et auraient produit

1. M. de Persigny.

la même impression sur la France entière, si le président n'avait pas pris la précaution d'interdire la publicité des débats. Il était bien difficile pour le vulgaire, après avoir entendu M. Sandon, de voir en lui un homme privé de sa raison : en tout cas, si l'éloquence et l'esprit de suite ne sont pas tout à fait incompatibles avec la monomanie raisonneuse, dont les hommes de science déclaraient l'orateur atteint, les lettres de M. Billault n'étaient point dues aux hallucinations de ce genre de folie : elles existaient réellement, et l'indemnité de 10 000 francs accordée à M. Sandon sur la demande du prince Napoléon prouva l'indignité des moyens employés pour les lui arracher ¹ et l'impuissance de la loi qui permettait de pareils abus.

Un incident d'un autre genre ne tarda pas à occuper l'attention publique. Le prince Napoléon s'était rendu en Corse pour présider à l'inauguration d'un monument érigé à la mémoire de Napoléon I^{er} et de ses frères. L'occasion de prendre la parole était belle pour un prince doué d'une grande facilité d'élocution ;

1. M. de Persigny demanda lui aussi une indemnité pour M. Sandon. Il écrivit à ce sujet à M. Conti, chef du cabinet de l'Empereur :

« Mon cher Conti,

» Voici une affaire grave qu'il importe d'étouffer. La conduite de M. Billault a été inouïe. L'homme qui a été victime à ce point est sur le point de se laisser entraîner dans les mains des partis. Nous pouvons avoir un scandale affreux. Il paraît qu'avec vingt ou trente mille francs, que M. Conneau se chargerait de prendre sur les fonds, on pourrait tout arranger.

» Il y a d'ailleurs une iniquité épouvantable : il importe de la réparer.

» Mille compliments.

» PERSIGNY.

« Paris, 29 mars 1866. »



il se garda bien de la laisser échapper. S'inspirant de la phraséologie démocratique adoptée à Sainte-Hélène par un despote qui cherchait à transformer sa tyrannie passée en apostolat de l'avenir, il prononça le 14 mai, jour de la cérémonie, un discours ou plutôt un manifeste politique dans lequel il représenta Napoléon I^{er} comme le prince le plus empressé de satisfaire les aspirations du peuple et de prévenir les exigences de l'opinion publique, comme le véritable propagateur des idées libérales dans le monde : « Ap- » portez-moi vos idées; des élections libres, des dis- » cussions publiques, des ministres responsables, je » veux tout cela, la liberté de la presse surtout : » l'étouffer est absurde... » Ces paroles de Napoléon I^{er} à Benjamin Constant pendant les Cent-Jours n'étaient-elles pas un programme ? L'opinion le comprend ainsi, elle qui, après avoir si impitoyablement renversé l'une après l'autre les deux branches de la maison de Bourbon, est le si ferme appui de la dynastie napoléonienne. L'orateur, caractérisant ce qui distingue le régime impérial de ceux que la France a subis de 1814 à 1830, s'efforça de prouver que le premier seul donne déjà et donnera chaque jour davantage la liberté à la France : « J'aime », dit-il en formulant en quelque sorte son programme, « la liberté » sous toutes ses formes; mais je ne dissimulerai pas » ma préférence marquée pour ce que j'appelle la » liberté de tous... Oui, je préfère la liberté et une » politique influencée par l'opinion publique libre, » manifestée par la presse et par les réunions, à des » ministres, résultat souvent d'une intrigue parle-

» mentaire qui s'impose au souverain. » Étrange théorie qui pouvait se résumer ainsi : liberté du suffrage universel, impuissance de ses élus. L'orateur finit son discours par cette péroration : « O Corses ! nous » devons nous comprendre ! nous avons la même foi, » le même espoir dans ces principes inséparables : les » nationalités, la grandeur de la patrie, la liberté. Ma » mission est remplie si, comme moi, vous êtes con- » vaincus que la mission de Napoléon était d'arriver » par la dictature à l'émancipation. »

Ce discours jeta le monde officiel dans la plus vive agitation : ministres, sénateurs, conseillers d'État, députés, poussaient des cris d'alarme ; les uns y voyaient le manifeste de la branche cadette, les autres un appel aux passions révolutionnaires, tous une déclaration de guerre au gouvernement. Les purs, les dévoués, accoururent auprès de l'Impératrice-régente ; des cartes en nombre considérable furent déposées aux Tuileries pour elle et pour le Prince impérial. Le public se contenta de lire ce discours avec curiosité : il se rappelait que le prince Napoléon avait été quelquefois l'organe déguisé des pensées secrètes de son cousin, et il se demandait si cette fois il n'en serait pas de même. Les journaux démocratiques publièrent *in extenso* le discours d'Ajaccio ; mais le *Moniteur*, qui avait fait les honneurs de la publicité aux harangues les moins châtiées du prince Napoléon, n'en fit nulle mention : c'était mauvais signe. Les journaux officiels se hasardèrent à en publier deux ou trois fragments insignifiants ; on put croire que le gouvernement se bor-

nerait à faire justice de cette harangue par le silence, mais la lettre suivante, datée d'Alger, 23 mai, et publiée dans le *Moniteur* du 28, montra bien vite qu'on se trompait :

« Monsieur et très cher cousin,

» Je ne puis m'empêcher de vous témoigner la pénible impression que me cause la lecture de votre discours prononcé à Ajaccio.

» En vous laissant, pendant mon absence, auprès de l'Impératrice et de mon fils comme vice-président du conseil privé, j'ai voulu vous donner une preuve de mon amitié, de ma confiance, et j'espérais que votre présence, votre conduite, vos discours, témoigneraient de l'union qui règne dans notre famille.

» Le programme politique que vous placez sous l'égide de l'Empereur ne peut servir qu'aux ennemis de mon gouvernement. A des appréciations que je ne saurais admettre, vous ajoutez des sentiments de haine et de rancune qui ne sont plus de notre époque.

» Pour savoir appliquer aux temps actuels les idées de l'Empereur, il faut avoir passé par les rudes épreuves de la responsabilité et du pouvoir. Et d'ailleurs pouvons-nous réellement, pygmées que nous sommes, apprécier à sa juste valeur la grande figure historique de Napoléon ! Comme devant une statue colossale, nous sommes impuissants à en saisir à la fois l'ensemble. Nous ne voyons jamais que le côté qui frappe nos regards ; de là l'insuffisance de la reproduction et les divergences des opinions.

» Mais ce qui est clair aux yeux de tout le monde, c'est que, pour empêcher l'anarchie des esprits, cette ennemie redoutable de la vraie liberté, l'Empereur avait établi dans sa famille d'abord, dans son gouvernement ensuite, cette discipline sévère qui n'admettait qu'une volonté et qu'une action ; je ne saurais désormais m'écarter de la même règle de conduite.

» Sur ce, monsieur et cher cousin, je prie Dieu qu'il vous ait en sa sainte garde.

» NAPOLEON. »

La *Presse* contenait le lendemain cette réponse :

« Sire,

» A la suite de la lettre de Votre Majesté, du 23 mai, et de sa publication au *Moniteur* de ce matin, je donne ma démission de

vice-président du conseil privé et de président de la commission de l'Exposition universelle de 1867.

» Veuillez agréer, Sire, l'hommage du profond et respectueux attachement avec lequel je suis,

» De Votre Majesté,

» Le très dévoué cousin,

» *Signé* : NAPOLEÓN (JÉROME).

» Palais-Royal, 27 mai 1865. »

La leçon donnée au prince Napoléon était dure, mais ce qui frappa surtout les esprits réfléchis dans la lettre de Napoléon III, ce fut la déification de Napoléon I^{er}. Son neveu, en érigeant l'infailibilité du premier César français en dogme, décrétait en même temps celle de ses successeurs. Napoléon III n'était à la vérité, disait-il, qu'un « pygmée » à côté de l'Empereur géant; mais de même que le pape, qui n'est que le serviteur de Dieu, peut néanmoins, éclairé par l'Esprit-Saint, entrer en communication avec lui et devenir l'interprète de sa volonté, Napoléon III, éclairé par les « épreuves sévères du pouvoir », pouvait interpréter l'Évangile napoléonien. La lettre de Napoléon III était une sorte de bulle inaugurant la religion césarienne.

Le retour de l'Empereur, hâté par le discours d'Ajaccio et par des rapports alarmants sur les grèves, mit fin le 10 juin à la régence de l'Impératrice. Ces rapports n'étaient point sans fondement, car Napoléon III venait à peine de rentrer aux Tuileries qu'une grève éclata dans Paris même. Les Parisiens, en se réveillant le 16 juin, ne trouvèrent plus une seule voiture sur place. Les cochers des Petites-



Voitures avaient déposé le fouet et abandonné les dépôts de la Compagnie. Les cochers de remise ne suivirent pas heureusement les cochers de place sur le mont sacré; l'industrie libre fit les efforts les plus louables pour subvenir aux besoins du moment. Les véhicules des anciens temps, depuis le cabriolet jusqu'au coucou, reparurent. La grève dura sept jours, pendant lesquels les journaux eurent le temps de discuter la question du monopole et de la liberté. Les circonstances donnaient beau jeu à ceux qui soutenaient que la liberté des coalitions doit avoir pour conséquence la suppression des monopoles, et que le régime de liberté aurait épargné au public les inconvénients de l'interruption complète du service des Petites-Voitures. Les grèves des maréchaux ferrants, des chapeliers, des tailleurs de pierre, des carrossiers, des selliers, des harnacheurs, suivirent celle des cochers : elles ne justifèrent pas les alarmes conçues d'avance; l'ordre public ne fut pas troublé, et si l'on souffrit quelque part de ces coalitions, ce fut surtout dans les rangs des coalisés. Les avantages qu'ils obtinrent n'étaient pas de nature à compenser les pertes occasionnées par l'interruption du travail; le plus grand, le plus réel de ces avantages se trouvait dans l'expérience que les ouvriers avaient pu puiser dans les grèves sur les relations naturelles qui doivent exister entre le travail et le capital.

Le gouvernement, préoccupé du renouvellement des conseils municipaux qui devait avoir lieu le 22 et le 23 juillet, et cherchant tous les moyens d'agir sur l'esprit des électeurs, fit grand bruit d'une

brochure inspirée par la mode de ces travestissements de l'histoire qu'on appelle des réhabilitations : cette mode, un peu vieillie, ne régnait guère plus que parmi quelques jeunes écrivains sans expérience, qui s'occupaient avec un certain fracas des hommes de la Révolution. Un étudiant ¹, s'apercevant qu'Hébert était toujours aux gémonies et qu'aucun monument expiatoire ne lui avait encore été élevé, lui consacra une brochure, qui fut aussitôt signalée par les journaux officiels comme le manifeste d'un nouveau groupe du parti révolutionnaire dirigé par Blanqui, et comme un défi jeté à l'ordre social.

La brochure *Hébert et l'hébertisme* fut saisie avec l'éclat le plus propre à terrifier les électeurs par l'apparition inattendue du spectre révolutionnaire ². Le gouvernement eut bientôt recours à des moyens plus directs. Plusieurs citoyens qui, après avoir été l'objet de mesures rigoureuses en 1851, se mêlaient activement au mouvement électoral, reçurent des autorités supérieures de leur département cet avis officiel : « Je ne dois pas vous laisser ignorer que

1. Tridon, membre de la Commune en 1871.

2. Le gouvernement laissa passer deux mois plus tard, sans y prendre garde, un livre bien autrement dangereux pour lui, et qui souleva la pierre scellée sur le coup d'État (*La Province en 1851*, par Eugène Ténot). « La vérité historique devrait être non moins sacrée que la religion... Il faut que les faits soient racontés avec la plus grande exactitude. » L'auteur de la *Province en décembre*, s'inspirant de ces pensées inscrites en tête de la *Vie de César* par Napoléon III, offrit avec la plus rigoureuse exactitude, au public, le tableau des drames et des crimes dont les départements du Centre, de l'Est, du Sud-Ouest et du Midi avaient été le théâtre en 1851. Ce fut là le premier coup porté à l'Empire, qui ne s'en douta même pas; n'ayant jamais eu le remords de son crime, il n'en avait pas non plus la mémoire.

la loi de sûreté générale est toujours en vigueur. » Les obscurités de la législation non moins que les menaces de l'administration paralysaient la bonne volonté des citoyens. En France, à peine une loi est-elle promulguée en termes qui paraissent clairs et précis, que les fonctionnaires se hâtent de l'obscurcir par des circulaires. La loi municipale de 1855, rédigée pour élucider certaines dispositions de la loi précédente, était devenue au bout de dix ans aussi obscure que celle qu'elle se proposait d'éclairer. La glose administrative avait détruit le texte; les exceptions s'étaient changées en règles, et les règles en exceptions. La loi permettait dans certains cas au préfet de diviser la commune en sections par un arrêté pris en conseil de préfecture, et de réduire, sous certaines conditions, la durée du scrutin à trois heures. Les préfets, sans se préoccuper de savoir si leurs arrêtés étaient conformes aux conditions et aux cas spécifiés par la loi, usaient de cette double faculté dans l'intérêt seul du candidat favorisé par eux; le quartier était représenté et non la commune, et le scrutin, réduit à son minimum de durée, restait fermé aux paysans et aux ouvriers. Tel préfet adoptait les termes de l'arrêt de la Cour de cassation sur les listes et sur les bulletins; tel autre s'en référait à la circulaire de M. Billault. Quant aux comités électoraux, le ministre président le Conseil d'État avait bien déclaré que ces comités pourraient fonctionner avec l'autorisation s'ils étaient publics, et sans autorisation s'ils restaient à l'état privé et s'ils ne correspondaient pas entre eux; mais, quand les membres des comités sol-

licitaient du préfet l'autorisation exigée, elle leur était nettement refusée.

Le gouvernement, dans ces conditions, pouvait sans danger faire précéder les élections municipales d'une déclaration de neutralité. Après avoir engagé publiquement aux dernières élections les maires à ne point chercher à entrer dans les conseils municipaux, il sentait la nécessité de faire consacrer leur autorité par le vote des électeurs, depuis qu'il avait pris devant le Corps législatif et devant le pays l'engagement de ne choisir désormais, sauf de rares exceptions, les maires que dans les assemblées communales ; il avait donc un grand intérêt à y introduire les hommes placés par lui à la tête des mairies, afin de pouvoir les maintenir à leur poste. Les préfets furent donc obligés de se prêter à certaines transactions. Il y eut des *listes municipales* ainsi nommées, parce qu'elles faisaient leur part à toutes les influences locales ; le maire en exercice et les conseillers sortants, acceptés par l'opinion, y figuraient à côté de noms nouveaux. Le gouvernement aurait subi de nombreux échecs sans cette tactique habile et prudente, comme le prouve le résultat des élections des 22 et 23 juillet, dans les communes où elle ne fut pas employée, à Toulouse notamment, où, malgré les symptômes évidents de mécontentement produit par une fâcheuse situation financière aggravée par des travaux publics exagérés, le préfet et le maire maintinrent la liste officielle. Le suffrage universel, sur trente-six conseillers municipaux à élire, en prit trente-trois dans l'opposition : M. de Campaigno, maire et député de Toulouse,

n'obtint que le soixante et onzième rang au dépouillement du scrutin. Le premier conseiller nommé fut M. Paul de Rémusat, dont le père avait été le concurrent de M. de Campaigno aux élections générales en 1863. Les villes importantes, lassées du luxe de travaux publics que le gouvernement leur imposait, repoussèrent ses candidats. La ville de Marseille avait contracté un emprunt, dont le produit affecté, en vertu d'une loi, à certains travaux nécessaires, n'en avait pas moins été consacré, par un acte de bon plaisir municipal approuvé par l'autorité centrale, à d'autres travaux moins urgents, à la construction, par exemple, du plus inutile et du plus somptueux de ces palais préfectoraux dont l'Empire couvrit la France. M. de Maupas, sénateur, chargé de l'administration du département, eut beaucoup de peine, malgré toutes ses manœuvres, à faire élire dix candidats. On devine aisément quelle réponse Paris et Lyon auraient faite au gouvernement, s'il avait cru devoir les consulter.

Le renouvellement des municipalités d'ordinaire passait inaperçu, il n'en fut pas de même cette année. La France comptait alors 38 000 communes : le nombre des conseillers municipaux y variait de douze à trente-six suivant la population ; il y avait donc plus de 500 000 conseillers à élire : un grand nombre d'hommes appartenant à ce que le gouvernement appelait les anciens partis, et d'hommes nouveaux animés d'intentions libérales, entrèrent dans les assemblées communales. Le réveil de la vie municipale attestait le réveil de la vie politique et en

promettait la continuation. Le mouvement de 1863 ne s'arrêtait pas. L'élection du Puy-de-Dôme en fournit une preuve éclatante. Les électeurs de ce département, convoqués le 25 juin pour nommer un successeur à M. de Morny, se trouvaient en présence de deux candidats, M. Giroton-Pouzol et M. Meynadier, ancien préfet du département. Le gouvernement eut beau déclarer nettement dans le *Moniteur* aux électeurs du Puy-de-Dôme qu'il s'agissait de se prononcer « pour ou contre lui », M. Giroton-Pouzol fut nommé.

Les électeurs de la 2^e circonscription des Landes apprirent quelques semaines plus tard, non sans étonnement, que M. le sénateur Walewski se présentait à leurs suffrages. Il leur adressa, le 25 août, une circulaire déclarant que, dévoué à l'Empire et à la France, « il était toujours prêt à mettre ses services à la disposition de l'Empereur et du pays, dans quelque position qu'il leur convienne de les utiliser ». Il fut élu député le 19 septembre, et un décret impérial du 1^{er} novembre l'éleva aux fonctions de président du Corps législatif, vacantes par la mort de M. de Morny.

Les élections municipales auraient dû ouvrir les yeux au gouvernement sur la nécessité d'entreprendre les grandes réformes libérales auxquelles il serait bien obligé de se résigner tôt ou tard : le ministre de l'intérieur, adoptant au contraire à l'égard de la presse la jurisprudence la plus exorbitante, assimila les avertissements à des jugements qui, par un privilège inconnu aux décisions de la justice ordinaire, furent soustraits à toute discussion. Le gouvernement,

après s'être ainsi fortifié de nouveau contre le journalisme, eut recours à son vieux système, consistant à détourner l'attention des questions politiques, pour l'appeler sur d'autres questions moins brûlantes, mais susceptibles cependant d'exciter un certain intérêt. Une lettre de l'Empereur au maréchal Mac-Mahon, dont il sera question plus longuement dans le chapitre suivant, souleva la question algérienne; un décret réunit dans les mêmes mains, à partir de 1867, les fonctions de receveur général et de payeur; quelques réductions eurent lieu dans l'armée; mais la discussion passionnée dont la décentralisation était en ce moment l'objet dans la presse, fournit au gouvernement son moyen le plus puissant de diversion.

Un comité formé à Nancy s'était fait connaître par la publication de divers livres rédigés avec talent sur divers sujets politiques¹, et par un projet de décentralisation au bas duquel MM. Carnot, Garnier-Pagès, Jules Simon, Vacherot, Herold, Clamageran, Chauffour, Pelletan, avaient mis leurs noms à côté de ceux de MM. de Montalembert, de Falloux, Berryer, prince de Broglie, Guizot, Béchard, etc. « Brisons l'idole, » disaient les membres du comité de Nancy; « décentralisons, c'est le seul moyen de clore les révolutions et d'être libres. » Fortifier la commune, qui en France existe à peine; supprimer l'arrondissement, qui ne répond à rien; émanciper les départements: tel était en résumé le programme du comité de Nancy, contre lequel s'élevèrent en

1. *Varia : les Francs Propos.*

même temps les journaux officiels et les journaux démocratiques. Ces derniers ne repoussaient nullement le programme de Nancy en ce qui concerne la commune, l'arrondissement et le département; mais, en entendant parler d'*instituer la province*, ils demandèrent aussitôt comment MM. Carnot, Pelletan, Garnier-Pagès, Jules Simon, Vacherot, etc., pouvaient s'associer à MM. de Falloux, de Montalembert, de Broglie et autres, pour détruire l'œuvre de la Révolution? Des débats très longs et très vifs s'engagèrent entre le *Siècle* et le *Temps* à ce sujet; l'*Opinion nationale* et l'*Avenir national* y prirent part, et repoussèrent avec non moins de vigueur que le *Siècle* les projets du comité de Nancy comme dangereux pour l'unité nationale. Derrière cette polémique un peu factice se cachaient les griefs très réels des partis, qui, depuis qu'ils étaient divisés par la question religieuse, ne pouvaient plus parvenir à se placer sur un terrain politique commun.

Quelques journaux obstinés dans leurs espérances, malgré de si récentes déceptions, flattaient cependant toujours leurs lecteurs de l'espoir d'une nouvelle et prochaine évolution libérale du gouvernement. Le *Moniteur* du 13 septembre crut devoir couper court à ces illusions tenaces par cette note :

« Les journaux s'évertuent depuis quelque temps à prédire un changement dans les hommes et dans les choses du gouvernement.

» Nous sommes autorisés à déclarer que ces bruits sont sans fondement et inventés par la malveillance. »

Ce que le gouvernement appelait malveillance n'était que l'impatience de l'opinion publique, qui

prenait ses désirs pour la réalité. Il crut pouvoir cette fois encore lui donner le change par un de ces grands spectacles qui depuis l'Empire amusaient la curiosité de la France et trompaient son ennui, la réunion des flottes anglaise et française sur les rades de Cherbourg et de Brest. Un grand banquet eut lieu à Cherbourg, dans lequel M. de Chasseloup-Laubat, ministre de la marine, et le duc de Somerset, lord de l'Amirauté, échangèrent des toasts sur ce thème, que cette fête inaugurerait une ère de cordiale entente et de confraternité internationale, et que les deux gouvernements devaient désormais s'unir pour élargir les horizons de l'activité humaine, supprimer les préjugés, et remplacer la guerre par les luttes du commerce et de l'industrie. La flotte française rendit à la flotte anglaise sa visite à Portsmouth : les mêmes banquets donnèrent lieu aux mêmes toasts ; il y eut en outre des bals, des revues, des exercices à feu, et l'on put lire dans un article du *Times* : « La France et » l'Angleterre ont montré le contingent de navires dont » la civilisation, l'ordre et la paix peuvent disposer. » Cette réflexion, à qui s'adressait-elle ? On crut généralement que c'était à la Russie ; mais pareille menace n'avait pas de quoi l'effrayer : elle savait sur quelles bases fragiles reposait depuis quelque temps l'alliance entre Napoléon III et l'Angleterre, et leur entente momentanée ne l'inquiétait guère. L'opinion publique en France n'attacha de son côté pas plus d'importance aux toasts des amiraux qu'aux articles du *Times*. Ce n'était pas une guerre maritime qu'elle craignait en ce moment. Elle se laissait d'ailleurs

distraire des choses graves par une série de petits événements tels que l'évasion de Blanqui, la mort de Lamoricière, du président Dupin, de lord Palmerston, du roi des Belges, etc. L'évasion de Blanqui de l'hospice Necker, où il était détenu comme malade, fut annoncée par lui aux journaux par une lettre qu'aucun d'eux ne voulut insérer¹. On était telle-

I. « Monsieur le rédacteur,

» Me permettrez-vous de publier dans vos colonnes les motifs d'une détermination qui m'est commandée par le devoir.

» J'ai été arrêté le 5 mars 1861 et condamné le 14 juin à quatre années d'emprisonnement. La Cour d'appel a confirmé ce jugement le 17 juillet. Mon pourvoi, formé le lendemain 18, a été rejeté le 17 décembre.

» Or, l'article 25 du Code d'instruction criminelle, correctionnelle ou de police, dit que la Cour « pourra statuer sur le recours en cassation » aussitôt après l'expiration des délais portés au présent chapitre, et « devra y statuer dans le mois au plus tard à compter du jour où les délais » sont expirés. »

» Ces délais énumérés aux articles 423 et 424 sont de onze jours.

» Aux termes de l'article 425, la Cour de cassation est donc tenue de statuer dans les *quarante et un jours* au plus tard sur le pourvoi d'un condamné. Elle n'a prononcé sur le mien qu'après *cent quarante-deux jours*, et comme la peine ne commence à courir que depuis le rejet du pourvoi, ce sont trois mois et dix jours d'incarcération additionnelle que m'a infligés le bon plaisir de la Cour.

» Du reste cette manière de lettre de cachet semble passée en usage dans les affaires politiques : M. Taule a été traité de même en 1862, et M. Miot se trouve actuellement dans un cas pareil au mien.

» Gardienne de la légalité, la Cour de cassation a pour mission spéciale de maintenir rigoureusement l'inviolabilité des textes. Prêcher d'exemple ne serait pas un mal. Comment donc expliquer ses procédés envers l'article 425, si clair et si impératif ? C'est apparemment que si elle ramène tout le monde avec tant de rudesse aux pieds du Code, personne n'a la puissance de l'y ramener elle-même. Elle est Cour souveraine et omnipotente, on s'en aperçoit bien.

» Transféré à l'hôpital Necker par suite d'une maladie organique, j'ai voulu, bien que n'ayant pris aucun engagement, accomplir jusqu'au bout ma captivité avec toutes les variétés de suppléments édictées par la loi. Condamné le 14 juin 1861, le délai d'appel d'abord, puis les quarante et un jours de délais légaux pour le recours en cassation, m'ont conduit au 28 août 1865. Mais ici toute peine légale expire. Ce qui reste n'est plus qu'une détention arbitraire. J'ai subi non pas quatre ans, mais quatre ans et six mois de prison, 12 pour 100 en sus du principal. Je ne dois pas



ment habitué aux évasions de Blanqui, qu'on les attribuait assez volontiers à la connivence de la police. La dernière n'échappa point à cette appréciation.

La mort du général Lamoricière eut lieu le 18 septembre, quelques jours avant l'évasion de Blanqui. L'ancien ministre de la guerre du général Cavaignac avait un moment paru associer sa destinée politique à celle de la République ; mais la familiarité affectée des manières républicaines, l'emploi des formules de 93 dans les relations de politesse administrative ou privée, la pipe de terre fumée dans son cabinet de ministre, tout cela n'était chez Lamoricière que l'effet d'un caractère et d'une imagination aussi prompts à réfléchir les idées et les impressions du moment qu'à les oublier : républicain en 1848 comme il avait été saint-simonien en 1830, il était redevenu ce que ses impressions d'enfance et son éducation l'avaient fait, c'est-à-dire catholique et monarchique. Le malheur rend les hommes à eux-mêmes. Lamoricière, arrêté dans la matinée du 2 décembre, enfermé à Ham, exilé en Belgique, n'était rentré en France que pour être témoin de la mort d'un de ses enfants. Il en ressentit une douleur cruelle. La religion devint son unique consolation dans la retraite, qu'il ne quitta qu'au mois d'avril 1860.

aller plus loin. Se soumettre à une illégalité flagrante quand on peut s'y soustraire, fût-ce au prix de l'exil, c'est la légitimer. Je ne le puis. Il est de mon devoir de ne pas accepter les cent jours de gratification qu'a daigné m'octroyer la Cour suprême, et je lui tire ma révérence.

» Agrérez, Monsieur le rédacteur, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

» BLANQUI. »

pour prendre le commandement de l'armée pontificale. Rentré après sa défaite dans son château de Prouzel, dans les environs d'Amiens, les croyances et les opinions de son enfance reprirent pour jamais possession de son âme inquiète et généreuse, sur laquelle toutes les idées du siècle avaient glissé : il mourut le crucifix entre les mains, à l'âge de cinquante-neuf ans ; il en avait passé la moitié au service de son pays. L'évêque d'Orléans prononça son oraison funèbre, et le nom de ce « preux » retentit bientôt sous la voûte de toutes les cathédrales. Ce fut, comme après Castelfidardo, une suite de cérémonies religieuses qui semblaient organisées pour agiter les esprits des vivants plutôt que pour honorer la mémoire des morts.

La mort de lord Palmerston mit fin vers le 18 octobre à sa dictature ministérielle. Il était âgé de quatre-vingt-un ans. Doué d'aptitudes multiples, mais sans éclat particulier, esprit facile, volonté obéissant à l'opinion la plus générale, *debater* plus qu'orateur, il fut regretté comme un génie extraordinaire et presque comme le sauveur d'Israël. Tous les journaux anglais, à l'exception du *Daily News*, parurent encadrés de noir. Ses funérailles furent un deuil pour la nation, et pour lui comme un triomphe posthume, non qu'il laissât son pays plus grand et plus prospère, ni qu'il fût lui-même un grand homme, mais il était, disait-on, le plus Anglais des hommes d'État, éloge mérité, s'il s'adresse au chasseur, au fashionable, au sportsman, au représentant des modes et des plaisirs plutôt que des intérêts réels de l'Angleterre. Depuis

l'âge de vingt-deux ans¹ il jouait un rôle politique souvent avec éclat, toujours avec bonheur, mais rarement avec quelque profit pour son pays. L'Europe le regretta peu. C'était un esprit plus enclin aux coups de tête qu'aux combinaisons arrêtées, taquin, querelleur, sans bonne foi ; encourageant les révolutionnaires, et les livrant sans scrupule à la réaction ; allié des libéraux sans être libéral ; cherchant des conflits ; sujet à des haines et à des engouements sans motifs, il détestait Louis-Philippe, qui ne pouvait lui inspirer aucune crainte, et il s'éprit en quelque sorte de Napoléon III, qui l'obligeait à fortifier ses côtes, à augmenter sa marine et à créer cent mille volontaires. Il aurait fait la guerre pour le juif Pacifico, il abandonna le roi de Danemark ; il fit redouter l'Angleterre sans la rendre plus puissante : aussi s'empressa-t-elle de répudier l'héritage de ce ministre qu'elle regrettait tant, et c'est au lendemain de sa mort que l'Angleterre commença à se désintéresser des affaires d'Europe et à adopter cette politique d'isolement à laquelle chaque jour elle semble s'attacher davantage.

Un homme qui, sans rien posséder de la grâce élégante et spirituelle de lord Palmerston, avait parfois de ses boutades, M. Dupin, sénateur, procureur général à la Cour de cassation, mourut le 12 novembre ; ses obsèques, célébrées dans l'église Sainte-Clotilde, n'eurent rien de triomphal. Né à Varzy, dans le Nivernais, le 1^{er} février 1783, avocat en 1811, député de Château-Chinon dans les Cent-Jours, défenseur

1. Né en 1784, membre des Communes et du gouvernement en 1806.

sous la Restauration. De Ney, de Béranger, du *Miroir*, du *Constitutionnel*, des hommes et des journaux les plus populaires, il n'obtint jamais lui-même une véritable popularité. Président de la Chambre des députés sous Louis-Philippe, de 1832 à 1840, et de l'Assemblée législative de 1849, on sait la façon misérable dont il quitta son fauteuil dans la dernière séance de cette assemblée dispersée par un coup d'État. Procureur général près la Cour de cassation du temps de la monarchie de Juillet, il sut garder cette place sous le général Cavaignac et sous le prince Louis Bonaparte; il la quitta pour un moment à l'époque des décrets de confiscation des biens de la famille d'Orléans; il en reprit possession en y joignant le titre et la pension de sénateur. « J'allais être obligé de vivre sur mes revenus », répondit-il à un de ses amis qui lui reprochait cet acte de faiblesse. Légiste habile à dégager rapidement le sens d'un texte obscur, plutôt que capable de le creuser profondément, esprit net mais étroit, toujours plus préoccupé du fait que de l'idée, M. Dupin s'acquittait convenablement des fonctions de procureur général sans en remplir entièrement la place. Il laissa peu de regrets. M. Delangle, ancien garde des sceaux, recueillit sa succession à la Cour de cassation.

Le roi de Belgique Léopold I^{er} suivit de près M. Dupin dans la tombe. C'était un homme de sens et d'expérience, le doyen des souverains européens, qui perdaient en lui un conseiller prévoyant et écouté. Il manquait à l'Europe au moment même où elle allait avoir le besoin le plus pressant de lui.

Léopold I^{er} avait ressenti en 1862 les premières atteintes de la maladie contre laquelle son énergie et sa robuste constitution lui permirent de lutter pendant près de quatre ans, et qui l'emporta le 10 décembre 1865. Il était né à Cobourg le 16 décembre 1790, simple cadet de la maison ducale de ce nom. Il eut au plus haut degré les qualités intellectuelles et les avantages physiques qui firent la fortune des membres de cette maison, l'intelligence souple et déliée, le bon sens, la facilité de se transformer selon les milieux dans lesquels ils étaient appelés à vivre, la vigueur et l'élégance. Allié par le mariage d'une de ses sœurs avec le grand-duc Constantin à la famille impériale de Russie, il fut Russe en quelque sorte à son entrée dans le monde. L'empereur Alexandre le prit en amitié, lui donna le commandement d'une brigade de cavalerie et voulut qu'il l'accompagnât à Erfurt. Il profita du court intervalle de paix qui suivit l'entrevue célèbre qui eut lieu dans cette ville pour faire un voyage à Paris. La reine Hortense s'y trouvait, et le prince Léopold de Cobourg se montra l'un des hôtes les plus assidus de son salon. La guerre l'obligea bientôt à reprendre le commandement de sa brigade, à la tête de laquelle il entra dans Paris avec les alliés; il quitta bientôt cette ville, et suivit l'empereur Alexandre à Londres. La princesse Charlotte, fille du prince de Galles, remarqua le jeune général, mais son père la destinait au prince d'Orange; le retour de l'île d'Elbe vint couper court à tous les projets matrimoniaux en appelant sur le champ de bataille tout homme qui portait une épée. Léopold de

Cobourg rejoignit l'armée. Il revint tout de suite après la bataille de Waterloo en Angleterre, attiré par le souvenir de la princesse Charlotte, qui ne l'avait point oublié de son côté. Le prince de Galles consentit à leur union, qui fut célébrée le 2 mai 1816. La princesse mourut en couches l'année suivante. Doté par le Parlement d'un revenu de 50 000 livres sterling par an et de l'usufruit du domaine de Claremont, duc de Kendal, élevé au rang de prince du sang, feld-maréchal, membre du conseil privé, Léopold vit encore resserrer les liens qui l'attachaient à la famille royale d'Angleterre par le mariage d'une de ses sœurs avec le duc de Kent, qui la rendit mère de la reine Victoria.

Léopold, Anglais depuis quatorze ans, semblait destiné à passer sa vie sous l'uniforme britannique, lorsque le gouvernement de la Restauration entreprit la glorieuse campagne de Morée. La Grèce, délivrée par la France, cherchait un roi. Les puissances offrirent à Léopold le trône du nouveau royaume ; il ne l'accepta que sous certaines conditions de politique et de frontières qui ne purent lui être accordées. Six mois après, Charles X était renversé par une révolution dont le contre-coup amenait entre la Belgique et la Hollande une séparation violente que l'Europe n'essaya pas d'empêcher et qu'elle devait sanctionner en 1839 par la reconnaissance et la neutralisation du royaume de Belgique. Louis-Philippe avait refusé, le 5 juillet 1831, la couronne décernée par le congrès national belge à son fils le duc de Nemours ; le 22 avril, quatre délégués du congrès se rendirent

à Claremont pour faire la même offre à Léopold, qui l'accepta.

Allemand de naissance, Russe par adoption, naturalisé Anglais, cosmopolite d'esprit, Léopold se fit Belge et mourut Belge après un règne de trente-quatre ans, qui contribua puissamment au développement moral et matériel de la nationalité fondée par la diplomatie en 1831, mais qui avait sa racine dans l'histoire. Le sage peuple belge, qui éprouve plus le besoin de développer librement ses intérêts que d'éclipser ses voisins, s'était donné une des constitutions les plus libérales du monde; il voulait la respecter et la faire respecter. Léopold jura de se conformer à ce vœu, et vingt-cinq ans après, le jour où la Belgique fêta le premier jubilé de son avènement, le président du Congrès national, parlant au nom de ses collègues survivants, put le féliciter d'avoir tenu son serment. Aussi, en 1848, le peuple belge se défendit-il de l'entraînement révolutionnaire par reconnaissance non moins que par raison : le trône de Belgique soutint le choc qui avait ébranlé tous les autres trônes sans que son possesseur se vit obligé de coiffer un seul instant le bonnet rouge. Plus tard, lorsque les mots d'annexion et de frontières naturelles furent prononcés par les journaux officiels de l'Empire, ils n'eurent jamais d'écho chez nos voisins, qu'on croyait cependant si facilement séduire par l'amour-propre, par la gloriole de faire partie d'une grande nation; comme si le patriotisme dépendait de la puissance, la nationalité de l'étendue, et comme si, pour se sentir un peuple, il ne suffit pas aux Belges de

jeter un regard sur les monuments civils et religieux de leurs vieilles cités, berceaux de la liberté communale.

Léopold I^{er} était fier d'avoir résisté à ces orages ; il aimait le pouvoir, mais il savait à quelles conditions il pouvait le garder, et il aurait trouvé indigne de lui de les enfreindre ; fidèle à ses engagements envers les autres, il entendait que les autres tinssent leurs engagements envers lui, et s'il semblait parfois un peu trop prêt à mettre le marché à la main du peuple qui l'avait choisi, ce n'était point par vaine comédie, car le métier de souverain constitutionnel lui plaisait, mais à la condition de l'exercer sans trouble et sans contestation : chose difficile dans un pays où les partis de force égale luttent sur le terrain religieux. Une sorte d'indifférence philosophique permit à Léopold de garder la plus stricte neutralité entre les catholiques et les libéraux : habile à deviner l'opinion publique, toujours prêt à la satisfaire, il s'était incarné en quelque sorte dans cette constitution qui fait l'orgueil et le bonheur de la Belgique. Ce roi d'un petit peuple s'était acquis par sa manière de pratiquer la souveraineté constitutionnelle une influence et une autorité égales à celles des maîtres des plus puissants empires. Il a non seulement créé un royaume, mais encore il a fondé une dynastie. Sa mort imposait à la Belgique l'épreuve toujours délicate d'un changement de règne. Le peuple belge comprenait heureusement et aimait assez ses institutions pour la traverser sans danger.

La cour de France avait beaucoup voyagé cette

année. L'Empereur parti le 19 juillet pour Plombières, se rendit ensuite au camp de Châlons, où l'Impératrice vint le rejoindre le 3 août. Le couple impérial quitta Châlons le 17 pour se rendre au château d'Arenenberg; au retour de ce voyage, il s'installa le 8 septembre à Biarritz, où accoururent successivement le prince Amédée de Savoie, les grands-ducs de Mecklembourg-Schwerin et de Mecklembourg, la grande-duchesse et le prince héréditaire de Saxe-Weimar, le roi et la reine de Portugal. Le personnage dont la présence dans cette résidence produisit la plus grande sensation, ne fut ni un roi, ni un prince, mais le comte de Bismarck, président du conseil des ministres du roi de Prusse. Arrivé le 2 octobre à Paris, accompagné de sa femme et de sa fille, il en partit le soir même pour Biarritz, après un court entretien avec M. Drouyn de Lhuys, ministre des affaires étrangères. Il sera question plus loin de cette visite. .

Les chevaux de la voiture de suite de l'Impératrice, effrayés au retour du voyage d'Arenenberg, par le sifflet d'une locomotive en sortant de Neuchâtel, s'étaient emportés et avaient renversé la voiture dans laquelle se trouvaient la princesse Murat et deux dames : elles furent toutes les trois légèrement blessées. L'Impératrice voulut rester à Neuchâtel pour leur donner des soins. Les journaux officiels, remplis pendant plusieurs jours de louanges outrées sur son courage et son sang-froid, eurent bientôt l'occasion de lui donner des éloges plus sérieux. Le choléra, pour la quatrième fois depuis 1832, avait envahi la France :

Marseille et Toulon furent les premières villes atteintes dès le commencement du mois de juin. Il fit son apparition dans les premiers jours du mois d'octobre à Paris, où la cour entra le 12. La mortalité, moins grande que dans les épidémies précédentes, n'en était pas moins assez forte pour impressionner la population, déjà fort émue par l'encombrement des hôpitaux. Il fut décidé que l'Empereur visiterait les cholériques de l'Hôtel-Dieu et des hôpitaux militaires, et l'Impératrice ceux des hôpitaux Beaujon, Saint-Antoine et la Riboisière; l'archevêque de Paris se rendit de son côté à l'hospice de la Charité. L'empereur, quelques jours après cette visite, partit le 4 novembre pour la terre de Korn-er-Houet, dans le Morbihan, propriété de la princesse Bacciocchi, où devait avoir lieu un grand comice agricole; à son retour, il adressa une lettre pompeuse à sa cousine pour la féliciter des progrès que l'agriculture faisait, grâce à ses efforts, en Bretagne.

La difficulté de se livrer en France à la discussion publique des questions politiques et sociales avait donné naissance à de grandes assemblées qui se tenaient à l'étranger sous le nom de congrès. Ces réunions, composées d'hommes de tous les pays, dans lesquelles on discutait librement les diverses parties d'un programme formulé d'avance par un comité, commençaient à prendre une sérieuse importance; animées de sentiments très libéraux, elles étaient, quoique parfois hostiles les unes aux autres, un puissant instrument de propagande politique. Le congrès le plus important de l'année 1865 fut celui de l'As-



sociation internationale pour le progrès des sciences sociales, qui s'était réuni les trois années précédentes à Bruxelles, Gand et Amsterdam. Il ouvrit le 28 septembre sa quatrième session à Berne, dans le temple du Saint-Esprit, sous la présidence de M. Challet-Venel, membre du gouvernement fédéral; il comprenait cinq sections : législation comparée, instruction et éducation, art et littérature, hygiène et bienfaisance, économie politique. Une discussion sur l'autonomie de la commune remplit la première séance; la seconde fut consacrée à la grande question de savoir si la morale est une science, et si, à ce titre, elle est indépendante de la religion. Cette question en amenait une autre : « Quel rôle convient-il d'attribuer au ministre du culte dans l'école? » Les adversaires et les partisans de l'enseignement religieux se formèrent en deux camps : MM. Edgar Quinet et Werwart, présidents de l'Association internationale, Pascal Duprat, se rangèrent dans le premier; MM. Gelpke, de Pressensé, Daguet, Pélissier, théologiens protestants, dans le second. M. Jules Simon présidait la section dans laquelle se débattait cette grave question; son opinion était attendue avec la plus vive impatience. Il prit la parole, et quittant le terrain théologique pour celui des faits, il réclama, en faveur de toutes les opinions religieuses ou non, le droit et la liberté de s'affirmer; il repoussa la protection donnée à un culte quelconque par l'État; un concordat n'était à ses yeux qu'un outrage à la religion et la consécration de son humiliation : séparation entre le spirituel et le temporel, tel est le but auquel on

devait tendre. « Les questions d'instruction, dit-il en terminant, priment désormais toutes les autres, et l'école a pour mission de renouveler le monde en renouvelant les hommes. » Le congrès, après s'être prononcé en faveur de l'enseignement laïque et obligatoire, traita les questions de la décentralisation, du progrès dans l'art, du régime cellulaire et des armées permanentes.

L'Association internationale des travailleurs, fondée l'année précédente, avait, comme on l'a vu, résolu, en se séparant, de tenir, elle aussi, un congrès. Des commissions s'organisèrent en Italie, en Suisse, en Allemagne, en Belgique, pour envoyer des délégués à cette assemblée, dont les frais considérables ne pouvaient être faits par la caisse de l'association, ni puisés uniquement dans la bourse des ouvriers. Le *Siècle* ouvrit une souscription en exhortant fortement les amis du progrès démocratique à y apporter leur offrande. Le petit nombre des souscripteurs engagea le conseil général de l'Internationale à remplacer le congrès par une conférence administrative qui se tint à Londres, dans Adelphi Terrace, le 23 septembre 1865, jour anniversaire de la fondation de l'association, et dans laquelle on rendit compte des résultats obtenus. Les correspondants de Paris, MM. Tolain¹, Fribourg, Ch. Limousin, Varlin², représentant des 500 adhérents parisiens ; César de Paepe, correspondant de Bruxelles ; Dupleix, relieur, représentant la

1. Membre de l'Assemblée nationale.

2. Membre de la Commune en 1871.

colonie française de Genève ; J. Becker pour les sections allemandes de Suisse ; Vésinier¹, Lelubez, délégués de la branche française de Londres ; Odger, Crémier, Karl Marx, Eugène Dupont, Guny, représentants du bureau central, étaient présents à la conférence. Le programme à l'ordre du jour contenait deux questions importantes : « Qu'est-ce qu'un travailleur ? — Les femmes seront-elles admises dans l'association ? » Le travailleur, pour les délégués parisiens, était celui qui n'a d'autre ressource que son travail journalier, et que le chômage ou la maladie peuvent réduire à la misère : avocats, médecins, romanciers, poètes, artistes, journalistes, les « ouvriers de la pensée », en un mot, n'étaient pas, selon eux, des ouvriers. Quant à la femme, ils ne voyaient d'autre place pour elle qu'au foyer domestique. Les Anglais, les Suisses et les Belges auraient ouvert plus volontiers les rangs de l'association aux professions libérales aussi cruellement soumises aux vicissitudes des affaires que les professions manuelles, ainsi qu'à la femme. On convint que chaque section resterait libre de donner au mot *travailleur* la signification qu'elle voudrait, et d'admettre ou de repousser la femme.

Les membres de l'Association internationale étaient encore divisés sur un autre point, celui de savoir s'il convenait d'introduire une question purement politique dans le programme d'un congrès socialiste. Les membres du congrès central, Karl Marx, Peter, Fox,

1. Membre de la Commune en 1871.

Lelubez, disaient oui; les Français et les Suisses étaient d'un avis contraire. Les délégués anglais se rangèrent de leur côté. Les hommes politiques l'emportèrent sur les socialistes purs, et Vésinier allait prendre la parole sur les affaires de Pologne, lorsque J. Becker et Duplex protestèrent auprès du président Odger contre la présence d'un homme indigne de figurer dans une réunion d'honnêtes gens, par suite de faits assez graves pour avoir motivé son expulsion de Genève, où ils le défiaient de se représenter. L'examen de cette accusation renvoyé au lendemain, la discussion commence. Vésinier déclare tout simplement que ceux qui veulent écarter la question polonaise ne sont que des bonapartistes; les délégués parisiens, indignés, se lèvent et vont faire un mauvais parti à l'insulteur; heureusement pour lui, sa faiblesse physique les arrête. La conférence ne pouvait se prolonger; elle n'avait servi qu'à montrer le grave désaccord existant entre le groupe français de Londres et le groupe parisien : l'un voulant jeter l'association naissante dans l'action politique, l'autre tenant au contraire à ce qu'elle restât fidèle à sa mission de pionnière de l'émancipation sociale des travailleurs.

La mode des congrès s'était étendue des hommes faits aux jeunes gens. Les étudiants de l'université de Liège avaient, au mois de juillet, adressé une invitation aux étudiants de tous les pays de se réunir dans cette ville pour y traiter des questions relatives à l'enseignement. Les étudiants d'Allemagne, de Suède, de Norvège, de Suisse, de Portugal, se hâtèrent d'accepter l'invitation. Les étudiants de Paris s'empres-

sèrent de leur côté de former un comité qui fit un appel à tous les étudiants de France pour les engager à se rendre au congrès de Liège.

Les diverses méthodes d'enseignement, la liberté de l'enseignement, la part que doivent y prendre l'Église et l'État, l'enseignement obligatoire, l'enseignement des filles, l'amélioration du sort des instituteurs, tel était le programme dressé par les étudiants de Paris pour être soumis aux délibérations du congrès de Liège. Ils proposaient également de rechercher si l'enseignement spécial ne nuit pas à la spécialité même; s'il ne convient pas d'introduire plus de littérature dans les sciences professionnelles, et plus de science dans les humanités; s'il n'est pas juste de rendre les cours publics et gratuits, de créer des chaires libres, de supprimer les cours à certificat. Le programme se terminait par cette déclaration : « Il est bon que la jeunesse dise tout haut ce qu'elle » pense tout bas, afin que ses aînés jugent de la » folie ou de la sagesse de la génération qui vient » après eux, et écoutent ce qu'il peut y avoir de » légitime dans ses désirs et dans ses demandes. » Le bruit s'étant répandu que la présidence du congrès de Liège avait été offerte à M. Victor Hugo, puis à M. Jules Simon, les étudiants s'empressèrent de le démentir, en ajoutant que la politique devait être absolument bannie de cette assemblée.

Ils avaient probablement l'intention de tenir cet engagement et de se renfermer dans la discussion des articles de leur programme; mais ils se laissèrent entraîner, les uns par l'ardeur de la jeunesse, les

autres par l'exemple de quelques-uns de leurs camarades, qui récemment façonnés par Blanqui à l'admiration d'Hébert, se livrèrent aux plus puérils excès de langage. Les journaux cléricaux surveillaient alors les moindres démarches des élèves des établissements laïques avec une sévérité qui alla un jour jusqu'à signaler comme un scandale la présence des élèves de Sainte-Barbe au convoi de M. Bixio, l'un des membres de l'association des anciens barbistes, mort en libre penseur; les correspondants de ces pieuses feuilles ne tardèrent donc pas à rendre compte des séances du congrès ouvert le 29 octobre ¹, et à rapporter, en les exagérant, quelques mots imprudents sur la religion échappés à l'inexpérience de jeunes orateurs. Un concert d'indignation retentit aussitôt dans la presse religieuse, et trouva un complaisant écho dans la presse bonapartiste, furieuse surtout parce que les étudiants français avaient fait leur entrée dans Liège précédés d'un drapeau noir, le seul qui, selon eux, convînt à la France en deuil de ses libertés.

Le gouvernement ne pouvait laisser une telle audace impunie; les étudiants qui avaient pris part au congrès de Liège ou signé des communications aux journaux relatives à ce congrès, furent mandés le 21 novembre, à la rentrée des classes, devant le vice-recteur de l'académie de Paris, qui, après une dure admonition, leur annonça qu'ils comparaitraient le

1. Neuf cents étudiants y assistaient. La première décision prise avait rapport à la rédaction d'un statut général qui deviendrait un contrat d'association entre les étudiants de tous les pays.

13 décembre devant le conseil académique. Vainement les prévenus déclinerent-ils la compétence de ce tribunal à propos de discours prononcés à l'étranger, il n'en condamna pas moins MM. Aristide Rey, Lafargue, Jaclard¹, Regnard, Bigourdan, de la Faculté de médecine; Losson et Casse, de la Faculté de droit, à être exclus de l'académie de Paris, attendu « qu'ils » se sont livrés, au *congrès international des étudiants de Liège* aux excès les plus coupables; qu'ils » ont, les uns insulté le drapeau de la France, glorifié » la terreur et le drapeau rouge; outragé la religion et attaqué violemment les principes sur lesquels repose l'ordre social; que plusieurs ont fait » appel à l'insurrection et à la guerre civile, etc. »

Le conseil impérial de l'instruction publique, auquel les condamnés en appelèrent de la décision du conseil académique, l'aggrava en ce qui concerne les étudiants Rey, Lafargue, Jaclard, Casse, Losson et Regnard, qui, exclus à jamais de l'académie de Paris, furent en outre bannis pour deux ans de toutes les académies de l'Empire. L'exclusion de M. Bigourdan de l'académie de Paris fut réduite à deux ans.

Des discours prononcés par des jeunes gens sans expérience, grisés en quelque sorte par le grand air de la liberté, et entraînés par leur parole même au delà de leur pensée, auraient peut-être mérité plus d'indulgence; mais il faut reconnaître que ces discours, rapprochés des livres, des brochures, des journaux

1. Membre de la Commune en 1871.

publiés dans ces derniers temps par les membres de la jeunesse des écoles, témoignaient, chez eux, d'une admiration puérile pour la tradition révolutionnaire plutôt que d'une sérieuse étude des éléments dont elle se compose, et d'une fâcheuse tendance à parodier les hommes de la Révolution, au lieu d'en approfondir les principes et les idées. La jeunesse était révolutionnaire plutôt que libérale, grave danger pour l'avenir. La condamnation des étudiants de Liège n'en fut pas moins blâmée; elle l'aurait été davantage, si l'attention publique n'eût pas été attirée d'un autre côté.

L'opinion, toujours lente en France à se préoccuper des questions extérieures, commençait cependant à montrer plus d'inquiétude sur ce qui se passait au delà du Rhin. Dans l'année précédente et dans celle-ci, de graves événements s'étaient produits dans le nord de l'Europe : l'Allemagne avait franchi la frontière du Jutland, malgré les efforts de la diplomatie anglaise. Le gouvernement impérial avait consenti, le 20 mars 1864, à participer à une conférence formée à Londres pour concilier les belligérants; M. de la Tour d'Auvergne devait, au nom de Napoléon III, proposer à cette réunion un appel au suffrage universel pour mettre fin au différend. Ce moyen n'étant guère du goût des souverains allemands, la conférence se sépara sans rien décider. L'insuccès du projet de congrès européen, rêve favori de Napoléon III, et de la conférence imaginée par l'Angleterre, ne laissait plus aux amis du Danemark qu'une tentative à faire, celle de demander pour lui un ar-

mistice. La première condition pour réussir, l'entente cordiale entre le cabinet des Tuileries et celui de Londres, avait manqué à cette demande. Le Danemark, ce vieil allié de la France, dut céder une partie de son territoire pour obtenir la paix, dans le courant du mois d'août 1864. L'amour-propre national français en souffrit, mais il comptait sur des compensations. La neutralité bienveillante de Napoléon III n'était-elle pas indispensable à la Prusse dans la voie où elle était entrée? Il saurait donc se la faire payer un bon prix. La situation de la Prusse restait en effet assez difficile; les populations du Danemark, non seulement n'étaient pas consultées, mais encore Christian IX perdait la partie purement scandinave du Slesvig. Cette guerre prétendue nationale, entreprise par l'Allemagne pour sa défense, allait aboutir à la suppression d'une nationalité. Les petits États, qui soutenaient le duc d'Augustenbourg contre les prétentions de la Prusse, demandaient en attendant que l'administration du Holstein lui fût remise. M. de Bismarck voyait bien qu'il ne suffirait pas à la Prusse de prendre des airs de souveraine dans ce pays pour en rester maîtresse malgré la Diète, malgré les États secondaires, malgré la présence d'une brigade autrichienne dans les duchés; il fallait pourtant trouver un moyen de les annexer. Une commission de juriconsultes et de conseiller d'État, chargée d'examiner la validité des titres des prétendants, s'étant prononcée, le 1^{er} juillet dernier, contre ceux du duc d'Augustenbourg et du duc d'Oldenbourg, il ne restait plus qu'un droit de suzeraineté sur les duchés

de l'Elbe entre les mains de l'Autriche et de la Prusse. Quelle était de ces deux puissances la mieux en mesure de l'exercer ?

L'Autriche, se repliant sur elle-même à la suite de la guerre d'Italie, avait essayé de se renouveler en s'unifiant ; mais cette tentative d'unification, acceptée avec empressement par les 10 millions d'Allemands qui figurent parmi les 35 millions d'habitants de l'Empire, avait été moins bien accueillie par les autres peuples soumis à la domination des Hapsbourg. L'empereur François-Joseph s'était donc vu obligé de changer brusquement de système, et de remplacer l'unification par une fédération plus étroite. L'Autriche se trouvait, pour ainsi dire, en état flagrant de formation, tandis que la Prusse, libre de toute préoccupation intérieure, augmentait de jour en jour son armée d'occupation et se fortifiait sans obstacle dans les duchés. L'Autriche, comprenant son impuissance momentanée, prit le parti d'interrompre les négociations avec la Prusse, comptant les reprendre dans le congrès, dont elle espérait encore la réunion, lorsque le *Moniteur du soir* vint, le 20 juillet, lui ôter cette dernière illusion :

« Le bruit d'une entente, disait le journal officieux, entre les grandes cours de l'Europe, pour la réunion d'un congrès, a été mise en circulation par un journal étranger, et tout aussitôt reconnu comme dénué de fondement. L'idée d'une délibération commune des puissances a été naguère proposée par l'Empereur en vue d'aplanir les difficultés alors existantes, et d'écarter celles qu'on pouvait prévoir. La grandeur de cette pensée n'a point été contestée, et la lutte survenue entre l'Allemagne et le Danemark n'a pas tardé à en démontrer la justesse ; mais le gouvernement impé-

rial laisse au temps le soin de justifier plus complètement encore les conseils de Sa Majesté. »

Le *Moniteur* revint, le 4 août, sur cette question :

« On s'est demandé, dans la Confédération germanique, comment le gouvernement français apprécie la conduite des cabinets allemands. La réponse est indiquée par la ligne de conduite qu'il a suivie dans les phases antérieures de la question. Chaque fois qu'il s'est trouvé appelé à exprimer une opinion, il s'est référé au sentiment national des populations, et il continue à faire des vœux pour que la combinaison qui prévaudra soit conforme à ce principe. »

Napoléon III montrait une foi bien robuste ou bien complaisante dans les intentions des deux grandes puissances allemandes : le seul point sur lequel elles fussent d'accord était précisément l'inutilité de consulter les populations; elles ne semblaient guère près de s'entendre sur le reste.

Une crise dans les principautés danubiennes qui permettrait à l'Autriche de se dédommager sur le Danube des cessions faites à la Prusse sur l'Eider pouvait seule, aux yeux de bien des gens, résoudre la question des duchés. Était-ce pour préparer cette crise que l'empereur d'Autriche et le roi de Prusse devaient bientôt se réunir à Gastein? Ce qu'il y a de sûr, c'est que la situation devenait intolérable pour l'Autriche dans les duchés, où le roi de Prusse exerçait tous les droits de souveraineté, malgré les anathèmes de la presse viennoise et de la presse anglaise devenue tout à coup très hostile à la Prusse, qu'elle accuse « d'abus de confiance, de fraude, de perfidie ». Les journaux autrichiens, de leur côté, poussent leur gouvernement à s'appuyer sur les États

secondaires. L'ambition prussienne ne s'arrêtera pas devant les mots, mais devant la force ; l'Autriche, si elle recule, perdra sa position en Allemagne, et se verra bientôt obligée de chercher vers l'Est un autre centre de gravité. Le cabinet de Vienne écoutait ces conseils, et, selon son habitude, hésitait à prendre une résolution. L'incertitude de la situation donnait naissance aux bruits les plus singuliers : la nouvelle que l'Autriche et la Prusse étaient disposées à demander l'arbitrage du gouvernement impérial se répandit tout à coup dans Paris. La *Patrie* s'empressa de la démentir : « Le gouvernement impérial a observé » dans la question dano-allemande une stricte neutralité, et il y a tout lieu de croire qu'il continuera » à suivre cette ligne de conduite. » La neutralité ne pouvait guère être invoquée dans le cas actuel, car c'est précisément à un État neutre que convient le rôle de médiateur.

L'entrevue de l'empereur d'Autriche et du roi de Prusse à Salzbourg était attendue avec une vive impatience comme devant mettre fin aux doutes et aux inquiétudes de l'opinion publique; elle eut lieu le 19 août 1865, et fut des plus cordiales. M. le comte de Bismarck et M. le comte Mensdorf avaient ensemble ébauché à Gastein une nouvelle organisation provisoire dans les duchés, les deux souverains l'acceptèrent. L'Autriche devait occuper le Holstein, et la Prusse le Slesvig; Rendsburg, converti en forteresse fédérale, recevrait une garnison prussienne; Kiel deviendrait un port sous la surveillance de la Prusse, autorisée à le fortifier, et à construire un



canal de la mer du Nord à la mer Baltique; les duchés entreraient dans le Zollverein. L'Autriche céderait en outre à la Prusse le Lauenburg en échange de 2 millions et demi de thalers danois.

La Prusse et l'Autriche ressuscitaient ainsi le droit de conquête, à la grande indignation de la presse de tous les pays, et surtout de l'Autriche. Aujourd'hui, disaient les journaux viennois, on vend le Lauenburg, pourquoi ne vendrait-on pas demain la Vénétie? Les journalistes de Saint-Pétersbourg et de Moscou, organes du vieux parti russe, partageaient les sentiments de leurs confrères de Vienne. L'Autriche et la Prusse n'en continuaient pas moins leurs négociations pour se mettre d'accord sur les bases d'une solution définitive de la question des duchés. Le traité de Vienne devait en être l'unique point de départ : constitution d'un tribunal pour fixer la question de succession ; défense et forces des duchés remises à la Prusse, telles étaient les principales bases du traité, singulière conclusion d'une guerre entreprise pour rendre deux provinces à l'Allemagne.

L'accord entre les puissances et l'équilibre européen étaient rompus, puisque la Prusse et l'Autriche réglaient sans la France, sans l'Angleterre, sans la Russie, une question qui les intéressait si directement. Le Danemark succombait, mais pas seul ; la Bavière, le Wurtemberg, la Saxe, le Hanovre, tous les États secondaires tombaient avec lui, et la Diète, pouvoir pondérateur, placée entre l'Allemagne, l'Autriche et la Prusse, était annulée : « Deux des plus grandes monarchies conservatrices de l'Europe », dit le plus

important des journaux anglais, « donnent l'exemple » aux révolutionnaires de profession; il leur faudra » plus de bonheur qu'elles n'en méritent pour que les » effets de leur conduite ne retombent pas sur elles. » Les journaux officieux français tenaient le même langage. Les journaux de Berlin leur répondirent fièrement que la Prusse avait la mission sacrée de réaliser le vœu de l'Allemagne unitaire; qu'elle était aussi bien dans son droit en gardant les duchés que la France en gardant l'Algérie contre la volonté des Africains, et que si la presse impérialiste prenait si vivement la défense des duchés, c'était non seulement par la crainte de voir l'Allemagne devenir la première puissance du monde, mais encore « par une vieille rancune contre la Prusse qui a gagné contre Napoléon une partie définitive et sans revanche ».

La convention de Gastein fut communiquée au gouvernement impérial comme à tous les autres gouvernements. Il se contenta de l'apprécier en général par une note du 29 août, dans laquelle M. Drouyn de Lhuys exprima ses regrets de ne trouver aux combinaisons austro-prussiennes d'autre fondement que la force, d'autre justification que les intérêts des copartageants : « C'est là une politique dont l'Europe » actuelle était deshabituée, et dont il faut chercher » les précédents aux plus tristes époques de l'histoire. » La violence et les conquêtes pervertissent la notion » du droit et la conscience des peuples; substituées » aux principes qui règlent la vie des sociétés, elles » sont un élément de trouble et de dissolution, et

» bouleversent l'ordre ancien sans édifier aucun ordre
» nouveau. »

Ce langage avait de quoi donner à réfléchir à la Prusse; elle ne pouvait pas se dissimuler que les arrangements qu'elle venait de conclure avec l'Autriche et les projets qu'elle formait pour l'avenir avaient besoin de la neutralité de Napoléon III. Prétendait-elle l'obtenir sans rien donner en échange, et au besoin se croyait-elle assez forte pour l'imposer? Le langage des journaux militaires, rédigés par les officiers les plus instruits de l'armée prussienne, pouvait le laisser croire, mais cette attitude presque insolente cachait de graves appréhensions. Napoléon III accepterait-il le soufflet qu'il venait de recevoir, et se résignerait-il à sacrifier l'Autriche, sans compensation? Le gouvernement prussien était trop intelligent pour s'en flatter. Napoléon III mettrait certainement un prix à sa neutralité. Lequel? M. de Bismarck se rendit à Biarritz pour tâcher de démêler les intentions de l'Empereur.

La guerre des duchés de l'Elbe avait mis en quelque sorte Napoléon III et M. de Bismarck aux prises dès l'année précédente. Les ambiguïtés, les détours, les ambages de la politique impériale flattant à la fois les vainqueurs et les vaincus des bords de l'Eider, protestant en faveur de l'intégrité du Danemark en faisant des propositions qui menaient à son démembrement, parlant de la paix sans la désirer, assurant le cabinet anglais de son entente parfaite avec lui, et le laissant dans la crainte et le soupçon qu'il n'en eût une secrète avec la Prusse, n'avaient point échappé

à M. de Bismarck ; il en devinait la cause : il se souvenait que quelque temps après le coup d'État, M. de Persigny s'était rendu à Berlin avec la mission de sonder M. de Radowitz, chef du cabinet prussien, sur une alliance entre la Prusse et le gouvernement de Napoléon. On devine à quelles conditions. L'entente ne put s'établir à cette époque, et M. de Persigny s'empressa de colporter à Vienne, où elles ne furent pas mieux accueillies, les offres repoussées à Berlin. Un accroissement de territoire sur la frontière du Nord ou de l'Est n'avait pas cessé d'être le rêve de Napoléon III, la pensée de son règne, l'absolution de son coup d'État. Napoléon III n'était pas sans arrière-pensée de renouer la négociation entamée par M. de Persigny, lorsqu'il se rendit, comme on l'a vu, en 1860 à Baden, où se trouvait le régent de Prusse. M. de Bismarck, qui commençait à exercer une certaine influence dans les conseils du gouvernement, accourut de Saint-Petersbourg où il était ambassadeur, pour engager son maître à accepter la couronne d'Allemagne en échange d'une Nice et d'une Savoie quelconques, à trouver sur le Rhin ou ailleurs. Mais l'oreille du régent n'était pas encore ouverte à de semblables propositions ; il ne vit Napoléon III qu'en présence des princes allemands accourus pour lui rendre hommage à Baden. M. de Bismarck eut quelques conversations avec l'Empereur qui lui permirent de s'assurer que la Prusse trouverait à l'occasion, de l'autre côté du Rhin, l'allié qu'elle repoussait, toujours prêt à conclure le marché aux mêmes conditions. Le besoin d'une entente avec

la Prusse n'avait fait que s'accroître chez l'Empereur depuis Villafranca; l'unité de l'Italie le poussait à favoriser l'unité de l'Allemagne.

L'entente entre le gouvernement impérial et la Prusse se trouva forcément ajournée par l'attitude de la Prusse devant l'insurrection polonaise, qui empêcha l'Angleterre, la France et l'Autriche de donner suite à leur résolution de reconnaître la Pologne. L'Autriche dut se retirer de l'alliance; il ne restait plus à Napoléon III qu'à laisser la Russie écraser la Pologne ou à entraîner l'Angleterre dans une guerre contre l'Allemagne. L'Angleterre se méfiait singulièrement du gouvernement impérial et de sa bonne foi ¹. La guerre ne pouvait manquer d'amener des rectifications de frontières qu'elle redoutait, car il était évident que Napoléon III ne ferait la guerre à l'Allemagne, en faveur du Danemarck, que si le bénéfice à en retirer lui paraissait suffisant ²; il en était même venu à s'expliquer clairement à ce sujet, puisque les ministres anglais avaient déclaré en plein Parlement qu'une extension de frontières du côté du Rhin était le prix que le gouvernement impérial mettait à son concours en faveur du Danemarck. L'Angleterre ne

1. « Le cabinet anglais n'est pas tout à fait convaincu que la France n'a pas une entente secrète avec la Prusse relativement à nos affaires. » (*Dépêche de l'envoyé danois à Londres.*)

2. « Une pareille entreprise exigerait de nous le déploiement de toutes nos ressources et nous imposerait des sacrifices immenses. Devant une éventualité de cette nature, l'Angleterre serait-elle disposée à nous prêter un appui illimité? Le gouvernement de l'Empereur, en demandant aux grands corps de l'État leur concours, aurait à leur expliquer pour quels avantages le sang de la France va couler : le gouvernement anglais nous mettra-t-il à même de répondre à cette question, la première qui nous sera faite? » (M. Drouyn de Lhuys à M. de la Tour d'Auvergne.)

croyant pas devoir payer l'intégrité de la monarchie danoise aussi cher, Napoléon III vit bien qu'il ne lui restait plus qu'à se tenir dans l'expectative, et à sacrifier le Danemarck à la Prusse, quitte à l'obliger de compter avec lui.

M. de Bismarck se rendait fort bien compte des dispositions d'esprit de Napoléon III, lorsqu'il fit ce tour de force de décider l'Autriche à se joindre à la Prusse dans cette campagne du Danemarck, à laquelle aucun intérêt ne la poussait. Le moment venu de tirer de la conquête commune les causes de division nécessaires pour amener la guerre entre la Prusse et l'Autriche, et l'expulsion de cette dernière de l'Allemagne, M. de Bismarck comprit que si, sûr de la Russie, il avait pu se passer de l'appui de Napoléon III dans l'affaire des duchés, il n'en serait pas de même dans une guerre contre l'Autriche et la moitié de l'Allemagne. Il était donc venu l'année précédente en France, au lendemain des préliminaires de Vienne, pour sonder le terrain. Les événements survenus depuis rendaient plus pressant pour la Prusse le besoin de savoir à quoi s'en tenir sur ce qu'elle avait à espérer ou à redouter de Napoléon III. M. de Bismarck prit aussitôt la résolution de se rendre de nouveau auprès de Napoléon III, et la *Gazette de la Croix* du 30 septembre annonça le départ de Berlin du président du conseil pour un simple voyage d'agrément, auquel le public voulut d'autant moins croire, que M. de Bismarck, ajoutait le journal, devait commencer par se diriger sur Paris.

Le bruit courut aussitôt dans cette capitale que

M. de Bismarck venait soumettre à Napoléon III une combinaison au moyen de laquelle l'annexion de la Belgique ou des provinces rhénanes à la France ne tarderait pas à s'effectuer, et le plan d'un Parlement allemand, nommé par le suffrage universel. C'étaient là, disait-on, les deux conditions mises par Napoléon III à sa neutralité. Les souvenirs de Plombières pesaient évidemment sur l'entrevue de Biarritz, et le public ne se rendait pas compte de la différence des situations. L'entrevue de Plombières s'était terminée par un marché, et l'on supposait qu'il devait en être de même de celle de Biarritz, tandis qu'au contraire Napoléon III et M. de Bismarck avaient intérêt l'un et l'autre à laisser les choses dans un certain vague. Que Napoléon III, sans s'engager à garder la neutralité, fit clairement entrevoir qu'il ne se mêlerait pas à une guerre dont il espérait bien profiter, quelle que fût la puissance victorieuse, M. de Bismarck n'en demandait pas davantage. La neutralité de Napoléon III avant tout, on en discuterait plus tard le prix, selon les circonstances. Il est fort à présumer qu'à ce moment-là M. de Bismarck eût consenti à la payer du prix du Rhin jusqu'à Mayence, dans le cas où la Belgique n'aurait pas pu remplacer ces provinces.

M. de Bismarck, sûr de la neutralité de Napoléon III, avait encore à vaincre les scrupules de son maître, avant de le lancer dans une guerre contre l'Autriche¹. Aussi, en quittant Biarritz le 7 novembre,

1. « Le roi est ainsi fait, que, pour le déterminer à revendiquer son droit, il faut démontrer que d'autres le lui contestent. Mais quand il est

se rendit-il tout de suite à Berlin. Son départ ne fit qu'accroître l'émotion causée par son séjour près de l'Empereur. Le *Constitutionnel* crut y mettre fin le 1^{er} décembre, en déclarant que « M. de Bismarck, » dans les conversations politiques qu'il était impos- » sible d'éviter, s'était maintenu dans un ordre de » considérations générales, et, loin de chercher à » rallier la France à des combinaisons hasardeuses et » menaçantes pour la paix de l'Europe, a apporté dans » ses démarches la plus grande discrétion comme la » plus parfaite courtoisie. »

Personne, en vérité, ne doutait de la courtoisie de M. de Bismarck ; mais tout le monde se refusait à croire que le président du conseil du roi de Prusse eût quitté son poste dans les circonstances actuelles, dans l'unique intention d'échanger avec l'empereur des Français des paroles de courtoisie. Les bonapartistes ne se faisaient pas faute d'ailleurs de répéter partout que les questions de la plus haute importance avaient été agitées dans cette entrevue, d'où ne tarderaient pas à sortir des combinaisons qui expliqueraient l'échec apparent de la politique impériale et qui porteraient son influence au plus haut point. L'année 1865 finit au milieu de ces espérances et de ces illusions.

convaincu qu'on méconnaît son autorité ou que l'on prétend en limiter indûment l'exercice, on peut, sans crainte qu'il les décline, lui proposer les résolutions les plus énergiques. C'est ainsi qu'on a obtenu qu'il ne fit jamais aucune concession à la Chambre dans la question de la réorganisation de l'armée, et c'est de même que procède le président du conseil dans les affaires qui relèvent plus particulièrement de son initiative. » (Lettre de M. Benedetti à M. de Gramont.)

CHAPITRE II

1830-1865

L'ALGÉRIE.

SOMMAIRE. — Projet de voyage de l'Empereur en Algérie. — Il rencontre une vive opposition dans le conseil des ministres. — Coup d'œil rétrospectif sur l'histoire de l'Algérie. — État de cette colonie sous la monarchie de 1830, sous la République de 1848, sous la présidence du prince Louis-Napoléon. — Il se montre d'abord peu favorable à l'Algérie. — Son mot à M. de Persigny à ce sujet. — L'Algérie après le coup d'État. — Le général Randon est nommé gouverneur général. — Expédition contre la Kabylie du Djurjura. — Le prince Napoléon ministre de l'Algérie. — Il donne sa démission. — Le maréchal Pélissier gouverneur général de l'Algérie. — Lettre impériale du 6 février 1868. — Sénatus-consulte du 2 avril de la même année. — Insurrection des tribus sahariennes. — Le pouvoir civil et le pouvoir militaire. — Décret du 7 juillet 1864. — L'Empereur part pour Alger. — Il visite les provinces. — Retour de l'Empereur en France. — Résultat de son voyage.

Le désir de ne pas interrompre la suite des événements dont se compose l'année 1865 nous en a fait détacher le voyage de l'Empereur en Algérie; avant d'en entamer le récit, il est indispensable de revenir sur l'histoire de notre colonie et de présenter un tableau de son développement depuis la conquête.

Le gouvernement de 1830 sut résister aux conseils venus du dedans et du dehors pour l'abandon de notre colonie d'Afrique, écartant les combinaisons qui, en réservant à la France la suzeraineté politique, in-

stituèrent des beys tunisiens ou de grands feudataires indigènes, il déclara l'Algérie à jamais française. La soumission matérielle des tribus, l'impulsion donnée aux entreprises de colonisation, les brillants combats qui rajeunissaient la gloire de nos armes, l'empressement des fils du roi à s'associer aux expéditions militaires les plus importantes, l'attrait qu'exercent sur les descendants des Gaulois les récits de mœurs nouvelles et pittoresques, les costumes étranges et élégants, les types variés de races peu connues, l'amour des nouveautés, et les instincts belliqueux de la nation, aidèrent l'Algérie pendant ces dix-huit ans à conquérir et à garder les sympathies de la France. Le régime parlementaire permit, en outre, de mêler les intérêts de l'Algérie à ceux de notre politique intérieure, et de faire participer nos possessions du nord de l'Afrique à la vie même de la France continentale. Ce n'était pas seulement parce que le ministre était responsable devant les chambres des actes du gouverneur général; c'était aussi parce que ce gouverneur général faisait lui-même partie de l'une ou l'autre chambre, et qu'il pouvait faire entendre directement les vœux de l'Algérie, ou expliquer les vues de son administration; des généraux commandants de province, arrivés à la députation, apportaient leur contingent de lumières pour éclairer les discussions et les votes des Chambres. Plusieurs députés avaient des intérêts importants dans la colonie; autant de cœurs, autant de voix prêtes à défendre le pays contre l'oubli et l'indifférence. La presse secondait leurs efforts. Les journaux les plus



notables de Paris, de Marseille et de Lyon recevaient des correspondances bien informées ; ils provoquaient des polémiques, signalaient les questions intéressantes, prévenaient ou enrayaient les fausses mesures et encourageaient les bonnes.

La révolution de 1848 fit immédiatement sentir ses effets en Algérie, preuve certaine que la colonie vivait de la même vie politique que la mère patrie. La proclamation du Gouvernement provisoire du 2 mars 1848 « promettait aux colons l'assimilation progressive des institutions algériennes à celles de la métropole ». La première parole du nouveau pouvoir républicain affirmait un grand principe. L'application suivit de près. L'Algérie fut appelée par le décret du 5 mars à élire des députés à l'Assemblée nationale, et la presse soumise au même régime qu'en France. Le décret du 27 avril abolit l'esclavage. Un décret du 16 août érigea tout le territoire civil en communes, avec l'élection des conseillers municipaux au scrutin de liste. Les services de la justice, des cultes, de l'instruction publique, des finances et des douanes, jusque-là concentrés entre les mains du ministre de la guerre, furent rendus aux départements ministériels compétents de la métropole. La loi du 19 septembre 1848 accorda 50 millions pour l'établissement de colonies agricoles.

La constitution républicaine du 4 novembre, en admettant que l'Algérie serait régie par des lois particulières, marque un temps d'arrêt dans la voie ouverte par le Gouvernement provisoire. Le principe cède devant les circonstances. C'est que, depuis le

2 mars, on a passé par les dates funestes de mai et de juin. Les craintes ont commencé à étouffer les espérances.

Bientôt arrive la nomination du Président de la République ; l'Algérie ne pouvait donner la majorité au prince Louis-Napoléon Bonaparte, qui avait trahi sa pensée dans une lettre à M. de Persigny : « L'Algérie, disait-il, est un boulet attaché aux pieds de la France. » Il n'avait été frappé ni de l'avenir de cette belle conquête au point de vue commercial et colonisateur, ni de la grande mission de civilisation à remplir à l'égard des populations musulmanes, qui pouvait donner à la France un prestige incontesté dans la politique orientale. Un seul côté de la question dominait tout pour lui, nos possessions transmédianéennes immobilisaient une armée de 60000 hommes, qui ferait défaut si des complications militaires survenaient en Europe.

Dans ces dispositions, il est naturel qu'il ait laissé la direction des affaires de l'Algérie à la personne chargée du ministère de la guerre. Ce portefeuille important n'était plus aux mains des illustrations militaires du premier Empire ; les généraux qui avaient conquis leur renommée dans la guerre d'Afrique se tenaient à l'écart. La présence dans l'Assemblée nationale de trois députés algériens ne suffisait pas pour pousser ce grand corps, absorbé par des préoccupations d'une considérable gravité, à accorder à notre colonie autre chose qu'une attention distraite et intermittente. La majorité de l'Assemblée ne se souciait, pas plus d'ailleurs que le président de la Répu-

blique, de développer les institutions inaugurées par le Gouvernement provisoire. Les bureaux, dans cette sorte d'interrègne, prirent un rôle prépondérant. Ni le gouverneur général, ni les commandants des provinces, n'avaient assez de notoriété pour imposer leurs idées personnelles, et ils restaient trop complètement en dehors des corps délibérants de la politique pour pouvoir les discuter.

Les premiers mois de l'année 1849 ne sont donc remplis que par des arrêtés préparés par l'administration précédente, par des règlements relatifs à des détails de service : police du roulage, traitement des régisseurs comptables des ponts et chaussées, installation des colonies agricoles à la réussite desquelles on ne croit pas. L'année s'achève sans qu'aucun acte important vienne réveiller l'attention. On peut remarquer cependant que l'Algérie suit la France sur la pente funeste qui l'éloigne de plus en plus de la liberté. On y promulgue les lois restrictives sur la presse, sur le droit de réunion, sur les crieurs publics ; on renvoie à des jours meilleurs l'émancipation de l'autorité préfectorale et l'installation des conseils généraux électifs.

L'année 1850 est inaugurée par le décret qui enlève au ministre des finances les services des domaines, de l'enregistrement et des contributions : c'est un pas en arrière dans le système de l'assimilation progressive. La loi sur la transportation ne tarde pas à être promulguée ; elle peuple l'Algérie de proscrits. La présence de tant de victimes des passions réactionnaires contribua puissamment à répandre dans le

pays l'amour de la liberté et la revendication des droits de citoyen. Cette rapide propagande, sur laquelle les proscripteurs ne comptaient pas, se fit sur les chantiers mêmes de travail où le transporté partageait les privations et les fatigues des colons. Une mesure réparatrice diminue de moitié les rentes constituées au profit des domaines, et accorde des facilités exceptionnelles aux débiteurs de l'État pour se libérer. Le mal remontait loin dans le passé, et avait causé de grandes souffrances aux propriétés européennes. Les règlements administratifs, la fondation de villages officiels, les mesures d'un ordre tout à fait secondaire, se succèdent sans éclat ni profit pour la colonie.

Le 11 janvier 1851 paraît une loi libérale sur le régime commercial : la colonie est affranchie d'une partie des entraves dans lesquelles le système protecteur l'avait garrotée. Le 16 juin est la date de la loi sur la constitution de la propriété : des règles sont édictées pour les biens de l'État, des communes et des départements; des garanties sont données à la propriété privée, et même au droit de jouissance exercé par les tribus sur les terres qu'elles occupent. La banque de l'Algérie est fondée le 16 août. Mais parallèlement à ces excellentes mesures, la réaction poursuit son œuvre. C'est pendant cette année qu'on voit prendre leur grand développement aux entreprises cléricales. Les corporations religieuses arrivent et sont immédiatement dotées de terres ou introduites dans les services publics.

Le coup d'État a lieu. Le Président de la Répu-

blique, frappé du rôle principal joué par les généraux de l'armée d'Afrique dans la courte période républicaine, avait cherché et trouvé dans cette armée des auxiliaires pour l'usurpation qu'il méditait. Tous ne furent pas appelés à Paris. Ceux qui ne quittèrent pas l'Algérie ne restèrent pas inutiles pour comprimer les sentiments de réprobation soulevés par l'acte du 2 décembre. C'est de ce moment que date la recrudescence de répulsion pour le gouvernement militaire. L'antagonisme qui avait existé jusque-là entre le pouvoir civil et le pouvoir militaire ne sortait pas de la sphère des fonctionnaires; le public assistait à des querelles, souvent puériles, sans se passionner ni pour l'un ni pour l'autre des deux adversaires. Il en fut tout autrement après le coup d'État.

L'Algérie, appelée pour la dernière fois, par un décret du 3 décembre 1851, à prendre part à un vote politique, devait déclarer si elle voulait le maintien de l'autorité de Louis-Napoléon Bonaparte en lui déléguant les pouvoirs nécessaires pour faire une constitution. Les électeurs, pressentant sans doute le sort qui leur était réservé, mirent dans l'urne un nombre de votes négatifs proportionnellement beaucoup plus fort qu'en France. La nouvelle constitution, en effet, enleva à l'Algérie le droit de représentation au Corps législatif, et le Sénat fut seul chargé de régler ses destinées.

La première conséquence du coup d'État pour l'Algérie fut l'arrivée de nouveaux convois de transportés politiques. Les trois provinces reçurent leur contingent. Il n'était plus possible de les enfermer;

on dut se contenter de les interner dans un grand nombre de localités, afin d'éviter de dangereuses agglomérations ; mais leur dissémination ne fit qu'activer l'ardente protestation qui s'élevait de toutes parts contre la destruction de la République et la violation du droit et de la liberté.

Le nouveau pouvoir, après s'être débarrassé de ses adversaires politiques, voulut doter encore l'Algérie de tous les condamnés, et la transformer en un Botany-Bay français. Des protestations unanimes s'élevèrent parmi les colons indignés ; elles furent vivement appuyées par le gouverneur général, aussi bien que par la direction des affaires de l'Algérie au ministère de la guerre. Le projet fut abandonné.

Le général Randon quitta les fonctions de ministre de la guerre pour celles de gouverneur général. Le choix répondait aux tièdes dispositions du maître de la France à l'égard de la colonie. Le nouveau gouverneur général, caractère irrésolu, esprit peu étendu, laissant volontiers de côté les principes élevés, les grandes solutions, le souci de l'avenir, s'appliqua entièrement aux détails compliqués de son administration ; il alla au jour le jour, au gré des incidents qui se produisirent, parant aux nécessités les plus urgentes au moyen de palliatifs et de compromis empiriques. Le pays avait heureusement en lui-même une vitalité telle, qu'il se développa par sa force propre, et qu'il lui suffit pour avancer qu'on ne fit pas obstacle direct à sa marche.

Un mot nouveau du président de la République expirante marque un changement dans ses disposi-

tions à l'égard de l'Algérie. Dans un discours prononcé à Bordeaux, lors de son voyage triomphal à travers les départements du Midi, il signala l'Algérie comme un vaste royaume que la France doit s'annexer. Le mot était à l'adresse des négociants de nos grands ports de commerce beaucoup plus qu'à celle des Algériens ; il n'en fut pas moins accueilli avec reconnaissance par la partie de la population coloniale qui attendait son salut et sa prospérité de la protection de l'État. Le prince Louis-Napoléon, préoccupé par la pensée de grandes guerres européennes, et avant de connaître ce que valaient les troupes d'Afrique au point de vue militaire, avait dit : « L'Algérie est un boulet. » Les perspectives ne pouvaient plus être les mêmes maintenant qu'il annonçait l'Empire comme l'ère de la paix.

La guerre d'Orient, en 1854, ouvrit une nouvelle phase pour l'Algérie. L'armée d'Afrique, par ses soldats et par ses officiers, joua un rôle prépondérant en Crimée et sous les murs de Sébastopol. La colonie fournit, pour les besoins de l'armée, d'abondants approvisionnements d'orge et de foin. Elle se révéla comme un camp où le soldat s'initie à la vie de bivouac et développe ses instincts guerriers. Loin d'avoir compromis les intérêts militaires de la France elle leur vint en aide au contraire, d'une manière décisive. Les quatre maréchaux nommés à l'issue de la guerre de Crimée appartenaient tous à l'armée d'Afrique et ont figuré avec honneur parmi les officiers inférieurs qui servaient sous les ordres des généraux africains avant 1848.

Les divers commandants de l'armée avaient été en instance depuis 1847 pour obtenir l'autorisation d'entreprendre de sérieuses opérations contre la Kabylie du Djurdjura. Le gouvernement métropolitain s'était toujours opposé à ces expéditions, estimant qu'il valait mieux soumettre ces fières populations par l'ascendant des intérêts commerciaux que d'accroître par des guerres inutiles les embarras et les frais de l'occupation militaire. Le général Randon, après le siège de Sébastopol, obtint sans difficulté ce que le pouvoir parlementaire avait refusé au maréchal Bugeaud. Le commandement d'une expédition en Kabylie lui fut confié. Mais le gouverneur général eut la modestie d'exiger le concours du général de Mac-Mahon qui venait de s'illustrer à l'assaut de la tour Malakoff. L'expédition eut lieu au printemps de l'année 1857; elle fut couronnée d'un succès complet. Le drapeau français flotta sur une forteresse bâtie par nos soldats au centre des montagnes kabyles. On eut la sagesse de respecter les institutions municipales de ces populations, et d'alléger autant que possible le joug politique que nous leur imposions.

La Kabylie soumise, les principaux centres des populations du sud, Laghouat, el Biodh, Touggurt, ayant reconnu notre domination, la mission de l'armée semblait toucher à son terme. Le gouverneur général, voyant se limiter son importance comme chef militaire, voulut l'étendre comme administrateur. Les situations sont peu sûres pour tout le monde sous un pouvoir personnel sans contrôle. La surveillance exercée par le département de la guerre sur le gou-

vernement de l'Algérie indisposait et fatiguait le général Randon; il imputait volontiers aux bureaux de Paris l'avortement de ses projets, quand il en eût pu trouver tout naturellement l'explication dans les fluctuations de son esprit et le défaut de précision de ses combinaisons. Ce mécontentement lui inspira sans doute la pensée de chercher, en dehors du ministre de la guerre, un intermédiaire pour faire parvenir ses doléances et ses sollicitations à l'Empereur. M. Fould, ministre d'État, devint le correspondant officieux du gouverneur général. Un grand nombre de lettres furent écrites; elles contenaient l'exposé des idées du général Randon, pour arriver à la meilleure organisation des pouvoirs publics. Il concluait à la complète indépendance du gouverneur général, soit qu'on lui attribuât le rang de ministre, soit qu'il relevât de chacun des ministres pour les détails spéciaux de chaque service. L'éparpillement du contrôle équivalait, dans ce dernier cas, à une liberté absolue. Ces propositions séduisirent le chef de l'État. Les lettres du gouverneur général furent soumises à M. Troplong, président du Sénat, chargé de formuler en décrets les mesures qu'elles recommandaient. Ces projets de décret furent élaborés et même imprimés à l'Imprimerie impériale; ils allaient paraître, lorsque l'Empereur, au moment de les signer, éprouva un scrupule de conscience au sujet de son ministre de la guerre, qui n'avait aucune connaissance de cette intrigue. Les décrets imprimés furent communiqués au maréchal Vaillant, qui combattit les idées de son subordonné, et les fit écarter pour un temps.

Les changements provoqués par le gouverneur général furent bientôt repris sous une autre forme, et n'aboutirent pas au gré de ses vues personnelles. Le pouvoir absolu cause de ces surprises. Au mois de juin 1858 parurent des décrets qui instituaient un ministère de l'Algérie et des colonies, supprimaient le gouvernement général, et confiaient le nouveau département au prince Napoléon, cousin de l'Empereur. Les territoires civils furent complètement affranchis de l'autorité militaire, et leurs préfets entrèrent en relations directes avec le ministre. Quant aux territoires occupés par les tribus, ils restèrent soumis aux généraux commandant les divisions. Ceux-ci, subordonnés au commandant en chef des forces de terre et de mer pour leurs fonctions militaires, relevaient aussi directement du ministre pour la partie administrative de leur tâche. Les vices de cette organisation ne tardèrent pas à se montrer.

Le prince-ministre apportait aux affaires un vif désir de marquer son passage par des progrès; mais impatient d'agir, incapable de compter ni avec les hommes ni avec le temps, il ébranla toutes les institutions du passé avant d'avoir pu en promulguer de nouvelles. Le pays, divisé en six foyers d'administration indépendants les uns des autres, fut bien vite livré aux conflits d'attributions, aux antagonismes, aux rivalités. Le pouvoir ministériel était trop éloigné pour faire sentir son action modératrice, et pour maintenir l'unité dans les tendances et dans les actes. Les difficultés surgirent de tous les côtés. Le prince Napoléon ne se borna pas d'ailleurs à son rôle de

ministre de l'Algérie; des dissentiments avec ses collègues du cabinet sur des questions de politique générale entraînèrent sa retraite. Il fut remplacé par M. de Chasseloup-Laubat.

La guerre d'Italie se préparait presque en même temps. Les troupes tirées d'Algérie se montrèrent aussi brillantes dans cette courte campagne que dans celle de Crimée; la colonie fournit des ressources de toute sorte, en matériel et en approvisionnements à l'armée. Il se produisit dans tous les ports un mouvement commercial très important, qui amena d'abondants capitaux. Les troupes algériennes tenaient décidément la tête de l'avant-garde des forces militaires françaises, et l'Algérie prenait rang parmi les pays de production.

M. de Chasseloup-Laubat eut fort à faire pour se reconnaître au milieu des embarras de toute nature que lui léguait le prince Napoléon. Les questions militaires et, par suite, celles qui se rattachent au commandement et au gouvernement des indigènes, lui étaient étrangères. Ses études et ses goûts le portaient à s'occuper des problèmes d'économie politique et de colonisation, qui ont une si grande importance en Algérie. De ce côté, il n'avait pas à espérer appui ni protection auprès du souverain. Il ne pouvait ignorer la pensée de l'Empereur sur la colonisation au moyen de concessions de terre. Une concession, disait Napoléon III, ce sont quelques manches à balai plantés auprès d'une baraque de bois, qu'on transporte successivement d'un point sur un autre. Le ministre de l'Algérie avait, d'ailleurs, des

habitudes de travail très lentes ; ses décisions se faisaient toujours attendre. Aussi, malgré un voyage de quelques mois en Algérie, et malgré des efforts sincères, ne parvint-il pas à apaiser les conflits, à imprimer une marche régulière à l'administration et à rendre la confiance aux affaires agricoles et commerciales.

L'Empereur et l'Impératrice, un beau matin, se lèvent avec la fantaisie de faire une apparition de trois jours à Alger. Ils s'embarquent, et ils arrivent évidemment avec des préventions en faveur de la cause de l'autorité militaire. Les services rendus, les relations antérieures, l'importance des individualités, tout gagnait d'avance leur sympathie aux généraux ; aussi l'Empereur ne put-il maîtriser son dédain lorsque les réceptions officielles le mirent en présence de la multitude des fonctionnaires civils aux uniformes bleus ou verts, brodés d'or ou d'argent. C'est, dit-il, un bataillon bien nombreux pour le faible résultat obtenu. A qui la faute ? aurait-on pu lui répondre ; car il n'appartient pas au chef de l'État de se désintéresser complètement de la marche des affaires dans une grande colonie et d'en dire ensuite tout haut son opinion, sous une forme critique et blessante. Par contre, lorsque dans la vaste plaine de la Mitidja, on le fit assister à une fantasia arabe où figuraient huit mille cavaliers indigènes, il s'écria, tout ému d'admiration : « Ce peuple est une armée toujours prête à entrer en campagne ! » Ces deux impressions déterminèrent le jugement de l'Empereur quand, dans une conférence tenue devant lui, les préfets et les géné-

raux firent assaut de récriminations. La mort de la sœur de l'Impératrice mit brusquement fin au voyage et ramena les souverains en France. Aucune mesure ne fut prise sur-le-champ ; mais la résolution de l'Empereur était arrêtée. L'armée avait primé les autorités civiles, et les colons avaient été effacés par l'élément indigène.

Les décrets du mois de novembre 1860, qui rendirent le droit de voter une adresse au Corps législatif, supprimèrent le ministère de l'Algérie et des colonies, et rétablirent le gouvernement général avec des pouvoirs ministériels et une indépendance presque complète. Le ministre de la guerre ne devait plus que contre-signer les décrets intéressant l'Algérie, sans être admis à les modifier. Le système du maréchal Randon triomphait ; mais par un caprice moqueur du pouvoir personnel, c'était le maréchal Pélissier qui était chargé de l'appliquer comme gouverneur général, tandis que le rôle sacrifié de ministre de la guerre était réservé au maréchal Randon. L'Algérie gagnait à ce changement d'être replacée sous une direction unique, de pouvoir constituer son administration d'une manière homogène, de profiter de la faveur dont jouissait son nouveau gouverneur général auprès du souverain, pour obtenir les libéralités dont elle avait besoin, afin de créer des travaux d'utilité publique et d'avoir enfin des institutions locales pouvant servir de base à une légitime autonomie.

Ces espérances furent déçues. Le maréchal Pélissier, depuis la prise de Sébastopol, ne ressemblait plus à l'ancien commandant de la province d'Oran.

Tous les défauts et les travers de son caractère s'étaient exagérés au point d'obscurcir entièrement les qualités de sa vive intelligence. Son orgueil avait pris des proportions qui n'avaient plus rien d'humain ; sa verve frondeuse, les excentricités de son humeur, tournaient au cynisme : il ne respectait plus rien dans le sans-façon de ses manières et la liberté de ses propos, ni le rang, ni le sexe, ni l'âge. Il se déchargeait de tous les soucis des affaires sur le sous-gouverneur et sur le directeur général des affaires civiles, s'inquiétant fort peu des tiraillements, des rivalités et des jalousies qui ne manquèrent pas de poindre aussitôt entre les autorités civiles et les autorités militaires. La déception fut si profonde, que les échos en arrivèrent jusqu'à l'Empereur. Il s'en émut. On raconte qu'à la suite des scènes burlesques qui avaient eu lieu en Espagne, et dans lesquelles le maréchal Pélissier joua un rôle si fâcheux, l'Empereur fit appeler le comte de Pa-li-kao et lui offrit le gouvernement général de l'Algérie. L'offre fut acceptée, la parole donnée ; mais le futur gouverneur eut l'imprudence, en sortant du cabinet de l'Empereur, de proposer à un officier de l'emmener avec lui. Celui-ci crut devoir consulter son père. Le ministre de la guerre, aussitôt averti, se hâta d'informer ses collègues de ce qui se passait. La duchesse de Malakoff accourut auprès de l'Impératrice, sa compatriote et son amie. Les ministres rappelèrent à l'Empereur le rejet par le Corps législatif de la dotation Pa-li-kao ; ils lui représentèrent le danger de braver l'opinion à une si courte distance. Le souverain se rendit à ces observations,



surtout à l'intercession de l'Impératrice. Le duc de Malakoff, qui se trouvait heureusement pour lui à Paris au moment de la crise, revint donc en Algérie comme gouverneur général, uniquement préoccupé d'augmenter sa fortune, dont il signalait lui-même publiquement le chiffre grossissant. Pendant ce temps, que devenaient les travaux de colonisation ? En dehors du groupe de solliciteurs intrigants qui encombraient les antichambres officielles, quelques milliers de vaillants et laborieux colons travaillaient, à leurs risques et périls, à la fondation de l'agriculture et de la richesse immobilière. Quant aux tribus indigènes, soumises à une administration plus tracassière qu'active, elles se plaignaient de leurs chefs mal surveillés par les bureaux arabes ; leurs intérêts moraux étant complètement négligés, elles ne pouvaient accomplir aucun progrès qui leur fît aimer la domination française.

La publication, à la fin de l'année 1862, d'une brochure où étaient revendiqués les droits des indigènes à la protection de la France et qui appelait l'attention sur les minces résultats produits par la colonisation officielle, mis en regard des efforts et de l'argent dépensés, alluma en Algérie les discussions les plus vives. La clientèle qui vivait des faveurs administratives jeta les hauts cris et eut l'habileté de persuader à quelques personnes qu'en critiquant les faits et gestes des bureaux et de leurs amis, on s'attaquait aux colons et à la colonisation. Non contents de défendre leurs droits que nul ne contestait, ils changèrent le terrain de la lutte en décrivant sans mesure les indigènes.

La lettre impériale adressée le 6 février 1863 au duc de Malakoff parut au plus fort de ces débats. L'Empereur, encore sous l'influence des impressions recueillies par lui à Alger en 1860, semblait compléter sa pensée en recommandant les indigènes à la sollicitude du gouverneur général. Il rappelait à grands traits le caractère de ces populations fières et belliqueuses; il notait l'importance de leur concours pour la grande culture et l'élevage des bestiaux; il protestait contre les doctrines au nom desquelles on voulait enlever les terres aux Arabes pour les donner aux colons, comme s'il n'y avait pas place pour tout le monde en Algérie, au moyen d'une sage division du travail.

Les idées exprimées dans cette lettre n'avaient en elles-mêmes rien d'injuste. Elles soulevèrent cependant en Algérie le plus vif mécontentement. Une expression malheureuse échappée à l'Empereur tourna tous les colons contre lui. En parlant de la nécessité d'user de ménagements à l'égard de la population musulmane, il dit, se souvenant du discours de Bordeaux, qu'elle constituait un *royaume arabe*. Au lieu de voir dans cette parole une simple pierre d'attente pour donner plus tard au Prince impérial le titre de roi d'Algérie, on crut que l'Empereur condamnait la colonisation et voulait organiser les Arabes en une société indépendante, annexée politiquement à la France, mais vivant en dehors d'elle. Après l'armée, les Arabes; les colons ne venaient qu'en troisième ligne. Quelques explications raisonnables du gouvernement local auraient pu calmer les

esprits. Il ne manqua aucune occasion, au contraire, de montrer qu'il partageait tous les sentiments de la population coloniale. Les amours-propres se vengeaient; peut-être même des calculateurs plus profonds espéraient-ils donner le change à l'opinion, en substituant l'antagonisme entre les colons et les Arabes à l'antagonisme entre les militaires et les civils que rien n'avait pu encore amortir. C'est un détail de plus à ajouter à la curieuse monographie du pouvoir absolu : les délégués du souverain, enhardis par l'éloignement, le défaut de contrôle, ne craignaient pas de se déclarer publiquement les adversaires de ses vues sur l'Algérie. C'était le tour de l'autorité elle-même de souffrir de l'absence d'esprit public, du silence de la tribune et de la presse.

L'Empereur était-il du moins mieux obéi à Paris qu'à Alger? Peu de semaines après la publication de sa lettre, le gouvernement présentait au Sénat le projet sur la propriété arabe dans les territoires occupés par les tribus, qui est devenu le sénatus-consulte du 22 avril 1863. Les tribus furent déclarées propriétaires des territoires dont elles ont la jouissance permanente et traditionnelle, à quelque titre que ce soit. C'était bien ce que l'Empereur avait demandé; mais les administrateurs émérites qui siégeaient au Sénat ne virent pas le grand côté de cette mesure politique, et, soit par les déclarations obtenues du président du Conseil d'État pendant la discussion, soit par les dispositions accessoires insérées dans le sénatus-consulte, l'administration resta à peu près libre d'en régler la mise à exécution et

d'en altérer le caractère et la valeur par des lenteurs et des complications de procédure. Les dévots sénateurs ajoutèrent une nuance de plus aux antagonismes en présence : outre les militaires et les civils, les colons et les Arabes, ils distinguèrent les chrétiens des musulmans.

Le gouvernement métropolitain s'empressa d'élaborer les actes et les instructions nécessaires pour la mise en pratique du sénatus-consulte. Le règlement d'administration publique est du 23 mai ; les instructions générales, approuvées exceptionnellement par l'Empereur, sont du 11 juin. Ce dernier document donnait une signification plus précise à ses vues. Mais on s'aperçut bientôt que l'administration locale n'était pas favorable à leur application rapide et libérale. Les dépêches explicatives, les circulaires, se multiplièrent ; on s'attacha, dans un esprit de fiscalité étroite, à disputer aux tribus les forêts, les terrains d'origine douteuse ; on exigea des formalités sans nombre et même des actes authentiques pour justifier des droits qui ne reposaient que sur la tradition et la coutume. Les tribus assistaient inquiètes à ces préliminaires, troublées dans leurs habitudes, ne comprenant rien à un bienfait entouré de tant de restrictions et de tracasseries. La marche des premières opérations fut tellement embarrassée, qu'on dut les suspendre, et ce ne fut qu'au 1^{er} mars 1865 que le gouverneur général put enfin promulguer des instructions définitives.

Au mois de février 1864, au milieu d'une sécurité profonde, on apprend tout à coup que le khalifat des

tribus sahariennes de Géryville s'est mis en insurrection. L'agitation gagne bientôt tout le sud de l'Algérie. Les partis de cavalerie des révoltés tombent sur les tribus fidèles et les pillent ; les tribus voisines, se voyant loin de toute protection française, aiment mieux se ranger parmi les pillards que d'attendre leurs attaques. Notre domination, en quelques semaines, n'est plus que nominale dans ces vastes steppes ; les populations fuient de toutes parts, se retirant dans les massifs montagneux ou s'enfonçant dans le désert. Les chefs investis par la France ne sont nulle part assez forts pour faire face au danger ; la plupart n'y songent même pas.

Quelle était la cause de cette rébellion ? Les explications officielles ont essayé de s'abriter derrière le fanatisme musulman et le caractère mobile des populations ; elles ont même évoqué les violences de la presse et les attaques contre le principe d'autorité. Les adversaires des indigènes et du gouvernement militaire ont argué des abus commis par les chefs et des fantaisies despotiques des officiers des bureaux arabes. La vérité tout entière n'est ni d'un côté ni de l'autre ; on la trouverait peut-être entre les deux. La vraie faute doit être imputée au gouvernement général, qui, n'exerçant qu'une direction et une surveillance insuffisantes sur la marche des affaires, n'entendant que les agents officiels indigènes, éloignant avec une sorte de dédain ennuyé les réclamations des petits, s'arrêtait le plus souvent à des expédients hâtifs pour dénouer les difficultés, sans rien examiner à fond. En donnant dans le sud de la pro-

vince d'Oran une grande situation à une famille de marabouts vénérés par les tribus, il fallait surveiller avec un soin particulier l'exercice de ce commandement, plus au point de vue politique qu'au point de vue administratif. Le jour où nous paraissions oublier que cette famille religieuse était toute-puissante dans le pays, avant de s'être soumise à notre autorité, on devait s'attendre à des tentatives pour s'affranchir d'une sujétion devenue importune. On eut le tort, à Oran comme à Alger, de ne rien prévoir, et, après s'être laissé surprendre, de méconnaître l'importance du mouvement insurrectionnel.

L'effectif et les ressources militaires de l'armée d'Afrique avaient été considérablement affaiblis par la nécessité d'envoyer des renforts au Mexique sans éveiller l'attention publique. On n'avait plus ni les troupes, ni le matériel de guerre indispensables pour faire face aux événements dans les trois provinces de l'Algérie. Plusieurs régiments furent envoyés en toute hâte de France. Les difficultés se compliquèrent par la maladie du gouverneur général, qui succomba au mois de mai, au plus fort des troubles et avant que nos troupes eussent pris un ascendant marqué. Les derniers jours du vainqueur de Sébastopol furent profondément attristés par les angoisses que lui causait l'échec causé à son omnipotence et à sa renommée par les progrès de la révolte. Elle n'avait pas pu franchir dans la province d'Alger les limites du Tell ; mais elle avait pénétré dans la partie occidentale de la province de Constantine et dans presque toute la province d'Oran. Relizane et Sidi-bel-Abbès

furent un instant menacés et nos colons eurent à subir de grands désastres sur plusieurs points.

Cependant on ne pouvait concevoir aucune inquiétude sérieuse. Dès que nos troupes furent assez nombreuses pour prendre l'offensive, elles refoulèrent facilement les insurgés dans le sud. Les opérations furent plus lentes dans les régions sahariennes, à cause de la mobilité de la cavalerie ennemie et des difficultés qu'on rencontrait pour faire suivre des approvisionnements suffisants dans ces steppes dépourvues de bois, d'eau et de fourrages. Des réquisitions répétées de bêtes de somme pour l'organisation des convois militaires frappaient les tribus restées fidèles; les travaux agricoles se trouvèrent suspendus; les Arabes requis virent périr un grand nombre de leurs bestiaux et ne reçurent aucune indemnité, notamment dans la province d'Oran. Le Tell, vers la fin du mois de juin, était entièrement pacifié, et les partisans du marabout rebelle rejetés dans l'extrême sud. Une contribution de guerre de plusieurs millions fut imposée aux tribus qui avaient pris part à la révolte. Ce châtement nécessaire devait permettre d'indemniser les colons et les indigènes qui avaient le plus souffert; mais il ne fit qu'augmenter la détresse d'une partie notable de la population indigène. Les souffrances de diverses sortes qui s'appesantirent alors sur les tribus engendrèrent les calamités produites par la famine trois ans plus tard.

Le gouverneur général par intérim se hâta de se rendre en France pour exposer la situation. Il est à présumer que les choses furent présentées sous un

jour bien imparfait, puisqu'au lieu de chercher à améliorer l'organisation du gouvernement des indigènes, on profita de cette insurrection pour concentrer tous les pouvoirs civils entre les mains des autorités militaires. Le décret du 7 juillet 1864 subordonna les préfets aux généraux commandant les divisions; il supprima le directeur général, qui affectait les allures d'un sous-gouverneur civil, créa un secrétaire général du gouvernement pour prendre rang après les généraux de division, prescrivit une délimitation nouvelle des territoires civils afin d'en restreindre l'étendue, porta le nombre des membres indigènes des conseils généraux, par deux dispositions accessoires, au quart au lieu du huitième environ, et interdit aux commandants de place en territoire militaire de remplir les fonctions de juges de paix.

Le maréchal de Mac-Mahon fut nommé, bientôt après ce décret, gouverneur général, avec le général Desvaux pour sous-gouverneur.

Les insurgés du sud, pendant que le gouverneur intérimaire élaborait sous les yeux de l'Empereur, à Vichy, le décret du 7 juillet, échappant aux troupes chargées de les surveiller, avaient fait une pointe vers le nord et menaçaient de tout remettre en question. Cette agitation ne pouvait se prolonger. Le nouveau gouverneur général imprima une plus vigoureuse énergie à la répression, et l'Algérie rentra bientôt dans le calme des années précédentes.

Le maréchal de Mac-Mahon ne fut pas longtemps sans s'apercevoir que le décret du 7 juillet était très



impopulaire en Algérie. On l'avait accueilli comme une aggravation du régime militaire, comme une marque de défiance des institutions civiles unanimement réclamées. Le gouverneur général, pour lutter contre ces préventions, mit immédiatement à l'étude des projets de nature à plaire à la population coloniale. D'abord la suppression du système de concessions de terres, prétexte de tant de scandaleuses faveurs, puis le régime électif appliqué à la formation des conseils municipaux ; enfin, un règlement général pour donner une plus vive impulsion à l'application du sénatus-consulte du 22 avril 1863. L'autorité militaire voulait justifier, aux yeux des colons, la suprématie qui venait de lui être accordée : elle évita avec soin tout ce qui aurait pu la faire accuser de préférence pour les indigènes. La population resta froide à ces avances et attendit les actes. On voyait s'agiter autour du gouverneur général, dans leurs habits brodés, une pléiade de fonctionnaires qui s'intitulaient superbement les *vieux Algériens*, sans se douter qu'à mesure qu'ils vieillissaient dans leurs bureaux, l'Algérie vivait toujours jeune, toujours nouvelle, avec des besoins matériels et moraux, se modifiant selon les progrès de son développement. Ces vétérans des routines administratives et de la morgue bureaucratique étaient peu faits pour rendre le nouveau régime sympathique aux colons qui ne fréquentaient pas les salons et les antichambres. L'impuissance du gouvernement militaire croissait en proportion des pouvoirs qui lui étaient accordés. On avait beau insister sur l'antagonisme entre les colons et les Arabes, entre les chrétiens et les

musulmans, les esprits avisés comprenaient que le véritable obstacle au progrès se trouvait dans l'organisation anormale de l'administration et dans la médiocrité des personnages qui la composaient.

Les choses en étaient là vers la fin d'avril 1865, lorsque l'Empereur résolut de se rendre en Algérie. Ce voyage, comme on l'a vu, rencontra une vive opposition. Le moment semblait mal choisi pour une absence de plusieurs semaines : la situation de l'Europe, les affaires d'Amérique étaient l'objet de graves préoccupations ; la promulgation de la nouvelle loi sur les coalitions pouvait donner lieu à des complications intérieures. La régence confiée à l'Impératrice semblait offrir des garanties insuffisantes contre les éventualités. Il n'y avait pas de communication télégraphique entre la France et l'Algérie.

Le maréchal Randon, ministre de la guerre, était de tous les membres du cabinet celui qui insistait le plus vivement pour l'ajournement du voyage. Il craignait que l'Empereur ne fût fâcheusement impressionné par le spectacle des souffrances que les tribus avaient supportées à la suite de l'insurrection de 1864. Le gouverneur général sollicitait au contraire la présence de l'Empereur, dans l'espérance que les idées exprimées dans la lettre impériale du 6 février 1863, adressée au duc de Malakoff, se modifieraient en entendant les vœux de la population coloniale et en parcourant le pays. Le général Fleury, aide de camp de l'Empereur, appuyait chaleureusement le projet de voyage. Ses avis avaient un certain poids, car c'est lui qui avait été chargé, en 1851, de recueillir

en Algérie le général de Saint-Arnaud et le colonel Espinasse pour l'exécution du coup d'État. Le conseiller intime de l'Empereur las, dit-on, du rôle de parade qu'il remplissait à la cour, aurait voulu aborder les grandes charges publiques. Il espérait que l'insuffisance du maréchal de Mac-Mahon comme gouverneur général, éclatant au grand jour, sous les yeux mêmes du souverain, il lui serait facile d'obtenir sa succession, après avoir concouru à arrêter le programme de la politique de la France en Algérie.

L'Empereur, écartant les oppositions de toute nature produites contre son voyage, partit de Paris le 29 avril, s'embarqua le 1^{er} mai à Marseille, et aborda le 3 mai à cinq heures du matin à Alger, accompagné du général Fleury, aide de camp et premier écuyer; du général Castelnau, aide de camp et directeur du personnel au ministère de la guerre; de son secrétaire particulier, de ses médecins ordinaires et de plusieurs officiers d'ordonnance.

L'Empereur, en mettant pied à terre, encore au milieu de la fumée des salves d'artillerie de terre et de mer, annonça au maire d'Alger qu'une convention était en préparation avec une société de grands capitalistes, qui prêterait à l'Algérie 100 millions, destinés à l'exécution des travaux publics les plus urgents, et qui dépenserait une autre somme de 100 millions, au profit de la colonisation. Cette nouvelle fut accueillie avec joie par la population, mais elle ne dissipa pas toutes les préventions; on attendait ce que l'Empereur dirait à l'égard des institutions

civiles et de ce fameux royaume arabe, patrimoine inviolable réservé à l'autocratie des généraux et des officiers.

Une proclamation aux habitants de l'Algérie publiée le jour même du débarquement, promettait aux intérêts coloniaux la protection de la métropole, annonçait des satisfactions matérielles, recommandait la bienveillance envers les Arabes et demandait de les traiter comme des *compatriotes*; mais ce document se taisait absolument sur les institutions civiles et les droits politiques. L'empereur, le 5 mai, s'adressa particulièrement au peuple arabe. Dans un langage où les considérations de philosophie de l'histoire se mêlaient à un certain mysticisme appuyé de citations du Koran, le souverain de la France disait au peuple vaincu : « Qui sait si un jour ne viendra pas où la race arabe, régénérée et confondue avec la race française, ne retrouvera pas une puissante individualité semblable à celle qui, pendant des siècles, l'a rendue maîtresse des rivages méridionaux de la Méditerranée ? Je veux augmenter votre bien-être », ajoutait-il, « vous faire participer de plus en plus à l'administration de votre pays comme aux bienfaits de la civilisation. » Et en terminant : « Ayez donc confiance dans vos destinées, puisqu'elles sont unies à celles de la France, et reconnaissez avec le Koran que celui que Dieu dirige est bien dirigé. » (Chap. VII, *el Araf*, verset 177.)

Le journal officiel de la colonie fit connaître que l'Empereur venait de décider qu'une somme de 1 500 000 francs serait prélevée sur les contributions

de guerre imposées aux tribus révoltées pour augmenter le premier crédit d'un million destiné à indemniser les Européens et les indigènes auxquels l'insurrection avait fait éprouver des pertes.

Ces manifestations écrites, ces premières mesures n'étaient pas faites pour effacer les appréhensions qui régnaient parmi la population coloniale. On avait espéré mieux que ces promesses, qui ne parlaient qu'aux intérêts matériels. Quant aux indigènes, un très petit nombre seulement put connaître les sentiments bienveillants exprimés à leur égard. On mit plus d'une semaine à traduire la proclamation en langue arabe, et aucune disposition intelligente ne fut adoptée pour faire parvenir jusqu'aux tribus le témoignage de sympathie du souverain. On devait trouver bientôt un langage plus expressif pour se faire entendre des Arabes.

Cependant, toutes les fois que l'Empereur se montrait au public, sa voiture était entourée d'une foule nombreuse et animée qui faisait retentir l'air de ses acclamations. Les races méridionales qui composent en majorité la population de l'Algérie aiment les cortèges brillants, les uniformes, l'appareil de la puissance; elles se précipitent sur le passage des grands; le bruit les enivre, et leurs acclamations confuses répondent plus à un besoin d'expansion et de mouvement qu'à de véritables sentiments d'affection ou d'enthousiasme. Parmi ces milliers de voix qui poussaient les cris de : *Vive l'Empereur!* dans un français plus ou moins douteux, combien comptait-on d'Italiens, de Maltais, d'Espagnols, d'Israélites

indigènes? Qu'importe? dira-t-on. Si la capitale de l'Algérie n'avait pas sujet de témoigner sa reconnaissance, elle faisait du moins des avances pour assurer le succès de ses espérances.

L'Empereur, après avoir visité Sidi-Ferruch, Boufarik, Koléah, quelques villages de la plaine, Miliana et Médéah, donné des audiences et assisté à un bal, s'embarqua pour Oran le 13 mai. Son séjour dans la province de l'ouest ne fut marqué par aucun incident particulier ou qui concerne les Européens; mais là, pour la première fois, il se trouva en présence des grandes masses indigènes. Il arrivait le 21 mai à Relizane, centre de population de création française, situé dans la plaine de la Mina, à 65 kilomètres au sud-est de Mostaganem. Il vit sa voiture tout à coup entourée de plusieurs milliers d'Arabes appartenant à l'importante tribu des Flittas. Cette population, mêlée à l'insurrection de 1864, avait été rudement châtiée; une contribution de guerre très lourde pesait sur elle, un grand nombre de ses membres étaient arrêtés. Cette foule couverte de haillons, armée de bâtons, exprimant ses sentiments par une pantomime bruyante, demandant avec des cris sauvages, des prières et des supplications qui ressemblaient à des menaces, la grâce des prisonniers, surprit l'Empereur, qui se hâta d'accorder à ces incommodes suppliants ce qu'ils demandaient. Les Arabes se précipitèrent alors sur la voiture, avec de véritables hurlements de reconnaissance et de joie; le cortège impérial eut de la peine à se tirer de cette bagarre dans laquelle l'Empereur, quoi qu'on en ait dit, ne courut aucun danger. Les

indigènes, loin de le menacer, l'auraient volontiers porté en triomphe, car pendant tout le trajet de Mostaganem à Relizane, il ne cessa de faire des largesses à tous ceux qui se pressaient sur la route pour le voir passer. Les pièces de cinq francs répandues parmi ces populations besoigneuses étaient plus faites pour les impressionner que les belles phrases des proclamations.

L'Empereur parcourut dans la province d'Oran : Misserghin, Sidi-bel-Abbès, Saint-Denis-du-Sig, Arzew, Mostaganem; il partit de ce dernier point pour Alger le 22 mai. Ce second séjour dans la province du centre lui permit de se rendre à Fort-Napoléon, dans la Kabylie du Djurjura. Il ne pouvait manquer cette excursion recommandée à tous les touristes, qui profitent de l'occasion pour observer le contraste des mœurs et des habitudes des Kabyles avec celles des Arabes. Là, les vastes plaines, les groupes de collines arrondies, la culture pastorale, les tentes mobiles, les troupeaux de moutons; ici les hautes montagnes aux vallées profondes, la propriété divisée par des haies et des clôtures, la petite culture, les figuiers, les chaumières groupées en villages sur les pitons ou dans les plis du terrain, la vache ou la chèvre qui donnent le lait à la famille, l'olivier qui a fait naître une industrie rudimentaire pour la fabrication de l'huile et du savon; — un site d'Europe dont on aurait changé les habitants. Les Kabyles virent passer le cortège impérial sans courir à sa rencontre, et se contentèrent de faire ramasser par leurs enfants les pièces de monnaie que l'Empereur semait sur sa route.

L'Empereur, avant de quitter Alger, fit une large distribution de récompenses à l'armée, à la flotte, à l'administration civile. Le 27, il s'embarqua pour Philippeville, où il arriva le 28 au matin, et, traversant la ville, il atteignit Constantine le même jour. La situation pittoresque de l'ancienne Cirta sur un rocher, la réunion des troupes et de tous les chefs arabes de la province, l'affluence des habitants indigènes de la ville plus nombreux que dans aucun des autres centres de population de l'Algérie, donnèrent un cachet particulier à cette entrée triomphale.

Constantine compte 9000 âmes de population européenne et 2500 musulmans et israélites. Lorsque l'Empereur se montrait en public, la foule, composée en grande majorité d'indigènes, se précipitait sur sa voiture et poussait des clameurs confuses pour lui faire connaître ses souffrances. Des réclamations unanimes éclataient contre l'exagération du prix de location des terres domaniales, contre le poids des impôts, contre l'élévation des frais de justice. Napoléon III ne pouvait ici par quelques mots de clémence changer ces plaintes en cris d'allégresse; lorsque, deux années après, on lui exposait les ravages causés parmi les indigènes par la famine, il dut se rappeler, comme un remords, ces milliers de voix arabes qui protestaient contre l'incurie et l'insouciance de l'administration française à leur égard.

L'Empereur partit le 30 mai pour visiter Batna, el Kantara, Biskra, Lambessa, et ne revint à Constantine que le 2 juin. Cette pointe vers le sud, jusqu'au commencement du désert, à plus de 300 kilomètres

du littoral, montrait l'étendue de la domination française. On fit passer devant l'Empereur une grande tribu campée sous ses tentes, avec ses troupeaux et ses bagages de toutes sortes. La tribu se mit ensuite en marche, les tentes chargées, les femmes juchées sur des chameaux, les fantassins et les cavaliers disposée en divers groupes pour escorter cet immense convoi.

Pendant que l'Empereur traversait ces solitudes stériles, se rendant à Batna, une dépêche télégraphique lui annonça la mort du maréchal Maguân. Il crut l'occasion bonne pour offrir, sans le froisser, au duc de Magenta, un changement de position. Il lui fit entrevoir la possibilité de lui créer à Paris une grande situation, en lui confiant à la fois le commandement de l'armée de Paris et de la garde impériale. Le maréchal de Mac-Mahon, hésitant encore alors à se lier plus étroitement à la destinée de la dynastie impériale, ne comprit pas ou ne voulut pas comprendre ces ouvertures.

L'Empereur, en rentrant à Constantine, annonça au clergé la création d'un archevêché à Alger et d'un évêché pour chacune des provinces de l'est et de l'ouest. Il crut donner une grande satisfaction aux sentiments religieux de la population coloniale ; cette mesure ne fit qu'augmenter les difficultés du gouvernement et exagérer l'importance du culte catholique dans un pays où les non-catholiques et les catholiques indifférents sont en majorité. Le gouverneur général devait s'apercevoir bientôt du danger qu'on court en voulant devancer les vrais besoins des popu-

lations, lorsque éclata l'étrange opposition de l'archevêque d'Alger contre l'administration pendant la *famine de 1867*. L'Empereur lui-même dut écrire au nouvel archevêque de ne pas inquiéter les musulmans par des tentatives de prosélytisme ; n'avait-il pas assez à faire en s'efforçant de ramener les 250 000 Européens habitant l'Algérie à la pratique de la religion chrétienne ?

L'Algérie, lors du premier voyage de Napoléon III en 1860, avait conçu de grandes espérances, bientôt déçues par la suppression du ministère spécial chargé de ses affaires. Elle se laissa moins aller aux illusions en 1865. Si elle avait espéré une modification dans les idées de l'Empereur, elle fut en effet bientôt détrompée par la publication de la lettre du 20 juin, sur la politique de la France en Algérie, adressée au maréchal de Mac-Mahon. L'Algérie s'était d'abord révélée à l'Empereur comme un intérêt militaire. A ce point de vue, il donna place dans ses sympathies aux indigènes à côté de l'armée ; la colonisation ne fut jamais pour lui une conviction, il la voyait comme un accessoire importun par ses réclamations, mais qu'il fallait se résigner à subir. Ces dispositions, connues ou devinées par les colons, devaient augmenter leurs défiances contre l'autorité militaire et leurs vives protestations contre les préférences accordées aux indigènes. Le voyage de l'Empereur avait donc fait plus de mal que de bien, en créant une situation faussée par les passions et par les préjugés et en retardant la conciliation entre les intérêts des Européens et ceux des indigènes.

La lettre du 20 juin 1865, communiquée avant d'être publiée aux principales autorités algériennes et aux notabilités politiques de la France, devait être considérée comme le programme définitif de la politique française en Algérie. Cet important document démêlait enfin et distinguait parfaitement les trois intérêts en présence : celui de la France d'abord, qui veut diminuer le plus vite possible ses sacrifices en hommes et en argent ; en second lieu, l'intérêt des colons ; enfin celui des indigènes, pour lesquels la victoire de la France doit être une rédemption. Il recommandait une série de mesures à étudier dans ce triple ordre d'idées. Beaucoup de ces mesures étaient excellentes ; d'autres, d'une nature secondaire, auraient pu être passées sous silence ; quelques-unes, surtout dans la partie consacrée à l'armée, dénotaient une connaissance imparfaite de la question, et leur application eût été plus fâcheuse qu'utile.

Quelques citations suffiront pour faire apprécier l'esprit et la portée de cette lettre : « Mon programme » se résume en peu de mots, dit l'Empereur au début : gagner la sympathie des Arabes par des bienfaits *positifs* ; attirer de nouveaux colons par des exemples de prospérité *réelle* parmi les anciens ; utiliser les ressources de l'Afrique en produits et en hommes ; arriver par là à diminuer notre armée et nos dépenses. » La lettre promettait aux indigènes la qualité de Français en conservant leur statut personnel et en leur facilitant au besoin la naturalisation ; leur admissibilité à tous les emplois militaires

de l'Empire et à tous les emplois civils de l'Algérie; une exécution loyale et légale du sénatus-consulte sur la propriété; une réorganisation de leur justice; des consistoires pour administrer eux-mêmes leur culte; la constitution de *djemaas* sorties du conseil municipal et appelées à contenir les chefs indigènes; le développement de l'instruction publique musulmane; la réforme de l'impôt trop lourd pour les populations, et d'autres mesures d'un intérêt moins grand : voilà pour les Arabes. Quant aux colons, elle leur rappelait qu'une somme de 100 millions venait d'être accordée par le Corps législatif, pour être dépensée en six années en travaux d'utilité publique; il leur promettait : la liberté commerciale, avec des ports francs; la détermination d'une zone de colonisation assez vaste pour qu'ils pussent développer librement leurs cultures en toute sécurité. L'Empereur condamnait la création de centres de population par l'État et le système de concessions de terres; il annonçait : la simplification de l'administration, l'affranchissement de la commune, les élections municipales et quelques autres mesures secondaires. Dans l'intérêt de l'armée, il recommandait de réduire le nombre des postes militaires; de porter la plus grande partie des forces vers la limite méridionale du Tell; de créer sur la lisière du Tell des tribus Makhzen (c'est la partie faible de ce programme); d'apporter le plus grand soin dans le choix des commandants de subdivisions militaires et des officiers des bureaux arabes; d'organiser une milice européenne assez fortement constituée pour servir de ré-

serve à l'armée d'Afrique ; d'augmenter l'effectif et le nombre des bataillons de turcos, en vue d'atténuer en France le poids de la conscription ; de simplifier le système des fortifications et des servitudes.

La lettre impériale du 20 juin n'était pas encore distribuée que le Sénat adoptait le sénatus-consulte du 14 juillet 1865 sur l'état des personnes et la naturalisation en Algérie. L'indigène musulman déclaré Français continuait néanmoins à être régi par la loi musulmane ; il pouvait être admis sur sa demande à jouir des droits de citoyen français ; dans ce cas, il était régi par les lois civiles et politiques de la France. Les mêmes dispositions étaient applicables à l'indigène israélite. C'était certainement quelque chose que de reconnaître aux indigènes la qualité de Français ; mais quel intérêt avait-on à ne les admettre à exercer leurs droits de citoyens qu'à la condition de renoncer à leurs lois religieuses confondues avec les lois civiles ? Les juriconsultes du Sénat voulaient-ils imposer le triomphe de la loi française ? Au contraire, avaient-ils l'arrière-pensée de rendre les droits civils et politiques complices d'une propagande religieuse ? Les observations échangées entre les sénateurs et l'exposé des motifs du gouvernement n'ont pas trahi la pensée secrète de ce sénatus-consulte. Était-on effrayé de l'éventualité de voir des Français soumis à deux codes différents ? La Russie, l'Angleterre et plusieurs autres États n'ont pas eu la même crainte. Accorder le titre de Français sans les privilèges qui y sont attachés, cela ne pouvait produire qu'une impression fâcheuse sur les musulmans, aussi quelques-

uns seulement se laissèrent-ils tenter par la naturalisation. Le plus grand nombre resta indifférent et attendit. Les israélites se montrèrent plus empressés, c'est naturel; ils avaient à cœur d'effacer jusqu'aux dernières traces de leur ancienne servitude sous la domination musulmane. Mais ils dépassèrent bientôt les vœux timides du sénatus-consulte en demandant, par l'organe de leur consistoire d'Alger, leur naturalisation en masse, comme cela avait eu lieu en France pour leurs coreligionnaires en 1811.

L'année n'était pas finie, qu'il était aisé de voir que, sans se rallier à un système contraire bien défini, le maréchal de Mac-Mahon, ses bureaux, la partie militante de la population coloniale, repoussaient le programme impérial. Le gouverneur général sentait bien que l'appui du souverain ne lui fournissait pas une base solide pour son gouvernement; il se rangeait volontiers du côté des colons contre les Arabes, du côté des chrétiens contre les musulmans; mais il ne pouvait aller jusqu'à sacrifier l'autorité militaire au pouvoir civil. Cette restriction suffisait pour paralyser l'effet des autres concessions; les colons n'avaient pas de haine contre les Arabes, ils commençaient même à prendre en main leur défense, depuis que les militaires les délaissaient. Quant aux passions religieuses, elles n'avaient aucune prise sur la population, quoique le clergé fût nombreux et tout-puissant; les catholiques du midi de l'Europe affluaient dans la colonie, mais l'esprit laïque français, renforcé par les transportés de 1848, de 1849 et de 1852, restait le plus fort.

La presse indépendante accueillit très froidement la lettre impériale. Les instructions de l'Empereur n'avaient pour les soutenir ni le concours d'un ministre responsable, ni la sanction hautement exprimée de l'opinion publique, ni même l'assentiment du gouvernement général. Napoléon III tenait beaucoup à ne pas mécontenter le maréchal de Mac-Mahon, dans l'espoir de le lier à la fortune de sa dynastie et d'utiliser son influence sur l'armée pour surmonter les embarras d'un changement de règne. L'intérêt dynastique pesait plus que l'intérêt de l'Algérie dans ses déterminations.

L'intervention directe du pouvoir personnel n'avait pas été plus féconde en Algérie qu'ailleurs. Quant à celle du gouverneur général, le maréchal de Mac-Mahon, aussi malheureux dans le choix de ses auxiliaires que de ses conseillers, cédant tantôt à la pression de l'opinion, tantôt résistant à ses exigences les plus légitimes, dominé par de vieilles traditions de famille, plus disposé à obéir à des idées rétrogrades qu'à suivre le mouvement entraînant l'Algérie comme la France vers la liberté et les horizons qu'elle ouvre au travail, se traînait, avec les meilleures intentions en faveur de la colonisation, dans les ornières du passé, s'acharnant à la création de villages officiels condamnés par l'opinion depuis plus de dix ans et par la lettre impériale.

L'Empereur, après avoir touché à Bône et visité ses environs dans la journée du 6 juin, débarqua à Bougie le 7, passa en revue dix mille hommes de troupes qui venaient de prendre part à des opérations

dans la petite Kabylie, adressa une proclamation d'adieu à l'armée, et partit le même jour pour la France. Le 9 il arrivait à Toulon, et le 10 à Paris. Il avait parcouru, disent les historiographes du voyage, tant sur terre que sur mer, 6491 kilomètres du 29 avril au 10 juin. C'était, en dernière analyse, le plus clair résultat de ce voyage. On doit reconnaître pourtant que si l'Algérie n'y gagna rien comme garantie de ses droits politiques et comme développement des institutions civiles, elle dut au désir de l'Empereur de capter les bonnes grâces de la population, la somme de 100 millions de francs appliqués à l'exécution des grands travaux d'utilité publique.

CHAPITRE III

SESSION DE 1865

SOMMAIRE. — Ouverture de la session législative. — Le discours impérial.

SÉNAT. — Discussion générale de l'adresse. M. Troplong et M. de Boissy. -- Les rapports entre l'Eglise et l'Etat. — Discours de M. Rouland, de M^{re} de Bonnechose et de M. Boujean. — Statistique des associations religieuses. — Discours de M^{re} Darboy. — La convention du 15 septembre. — Discours de M. Rouher. — Question du Mexique. — Discours du maréchal Forey. -- Adoption de l'adresse. -- Discussion des pétitions. — La translation des cendres de Charles X. — Le Sénat héréditaire. — La prostitution. — L'homéopathie. — Discours de M. Dupin. — Fin de la session du Sénat.

CORPS LÉGISLATIF. — Formation du bureau. — Vérification des pouvoirs. — Discussion générale de l'adresse. — M. Émile Ollivier fait un pas de plus vers le gouvernement. -- M. Latour-Dunod. — Séance du 28 mars. — Discours de M. Thiers. — Diatribe de M. Thuillier en réponse à ce discours. — Mot de M. Picard. -- Election de la 3^e circonscription du Gard. -- M. de Larcy et M. Fabre. -- Discussion des articles de l'adresse. — L'amendement de l'opposition. — Discours de M. Jules Favre. — Il est forcé de renoncer à la parole. -- M. E. Ollivier demande et obtient le renvoi de la discussion au lendemain. — L'opposition paraît décidée à ne plus prendre part aux débats. -- Réunion tenue dans la soirée par la gauche, elle renonce à cette décision. — La loi sur les délits de presse. — Amendement de la droite modérée. — M. Pelletan et le président Schneider. — La liberté électorale. -- Les questions électorales. -- Les questions de finances. — L'amendement sur le droit de tester. — L'élection des maires. — M. Ernest Picard et la ville de Paris. -- Le Mexique. — L'Algérie. -- La question italienne. — Personnalités de M. Rouher contre M. Thiers. — Clôture de la discussion de l'adresse. — Lecture de l'adresse à l'Empereur. — Sa réponse à la députation. — La mise en liberté provisoire. — L'enseignement secondaire. — Le contingent. — Le budget.

La session touchait à sa fin lorsque l'Empereur revint de l'Algérie. Il l'avait ouverte le 15 février, au

palais des Tuileries, par un discours portant sur des points nombreux et graves : guerre dano-allemande ; convention du 15 septembre 1864 pour le règlement de la question romaine ; intervention au Mexique ; insurrection en Algérie ; publication de l'Encyclique ; développement de l'instruction publique ; réforme de la loi municipale et départementale , liberté commerciale et extension de la marine marchande ; garanties données à la liberté individuelle et suppression de la contrainte par corps.

Le passage du discours relatif au Danemark était ainsi conçu : « En présence du conflit qui a surgi sur » les bords de la Baltique, mon gouvernement, par- » tagé entre ses sympathies pour le Danemark et son » bon vouloir pour l'Allemagne, a observé la plus » stricte neutralité. Appelé à émettre son avis dans » une conférence, il s'est borné à faire valoir le » principe des nationalités et le droit des populations » à être consultées sur leur sort. Notre langage, con- » forme à l'attitude réservée que nous entendions » garder, a été modéré et amical envers les parties. »

La convention du 15 septembre était commentée dans un sens favorable à l'Italie : « Dégagé d'interpré- » tations passionnées, elle consacre deux grands prin- » cipes, l'affermissement du nouveau royaume d'Italie, » l'indépendance du saint-siège, et permet au gou- » vernement de retirer ses troupes. » Quant au Mexique, « le nouveau trône se consolide, le pays se » pacifie, ses immenses ressources se développent : » heureux effet de la valeur de nos soldats, du bon » sens de la population mexicaine, de l'intelligence

» et de l'énergie du souverain. » L'Empereur, après quelques mots sur le Japon, la Chine, l'Afrique, la Cochinchine, annonçait la fin des expéditions lointaines : « L'armée du Mexique rentre déjà en France ; » la garnison de Rome reviendra bientôt, et, en fermant le temple de la guerre, nous pourrons inscrire avec fierté sur un nouvel arc de triomphe ces mots : « A la gloire des armées françaises pour les victoires remportées en Europe, en Asie, en Afrique et en Amérique. »

L'Empereur, après avoir rappelé le vote de la loi sur les coalitions, et annoncé la présentation de nouveaux projets de loi destinés à donner une liberté plus grande aux associations commerciales et à la création de sociétés destinées à améliorer la condition des classes ouvrières, terminait ainsi son discours : « Maintenons avec fermeté les bases de la » Constitution ; opposons-nous aux tendances exagérées de ceux qui provoquent des changements dans le seul but de saper ce que nous avons fondé. » L'utopie est au bien ce que l'illusion est à la vérité, et le progrès n'est point la réalisation d'une théorie plus ou moins ingénieuse, mais l'application des résultats de l'expérience consacrés par le temps et acceptés par l'opinion publique.

» Vivons en paix avec les différentes puissances, » et ne faisons entendre la voix de la France que pour le droit et la justice. »

La lecture du projet d'adresse en réponse à ce discours eut lieu au Sénat le 6 mars. Les auteurs de ce projet, après avoir cité cette phrase du discours de la

couronne : « Maintenons avec fermeté les bases de la Constitution », ajoutaient : « Elles seront maintenues sans altération tant qu'on écoutera la voix imposante de ces millions de suffrages qui ont fait et qui referaient une fois de plus nos plébiscites fondamentaux. » Ils félicitaient ensuite l'Empereur « de prouver une fois de plus son besoin constant de faire servir le pouvoir constitué entre ses mains par la volonté nationale à une émancipation plus large des forces individuelles ». Enfin ils célébraient « le progrès moral de la France, sa prospérité matérielle grandissant au milieu de l'embarras causé par les variations imprévues du taux de l'argent et le prix de certaines matières premières ».

L'adresse contenait une phrase approbative des mesures prises pour punir les prélats qui avaient lu publiquement l'Encyclique en chaire, et un remerciement au gouvernement « d'avoir assuré ainsi l'exécution du Concordat ». Quelques regrets donnés au défunt congrès, et quelques mots à peu près favorables à la convention du 15 septembre, étaient suivis d'une tirade sur l'expédition du Mexique : « L'année dernière, le Mexique n'était encore qu'un champ de bataille où tout se trouvait obscur, si ce n'est la supériorité militaire de la France. Aujourd'hui il en est sorti un empire sur le berceau duquel sont gravés les noms de Napoléon III et de Charles-Quint. » Un vœu timide se glissait à la fin de ce dithyrambe : « Quelques graves questions ont survécu aux guerres civiles. Espérons que le prince éclairé et ferme que le Mexique a mis à sa tête saura les trancher par des

résolutions énergiques et promptes, et que la France apprendra par le témoignage de ses soldats, *bientôt rapatriés*, qu'il règne sur le peuple désormais abrité par le repos de l'ordre. » Le projet se terminait par de brillantes variations sur cette phrase du discours impérial : « *Le temple de la guerre va être fermé* », et sur la prospérité de la France, qui, « plus riche sous le rapport des institutions des lumières, du commerce et des arts, resserrera les liens qui l'unissent à la dynastie ». Les derniers mots s'adressaient à l'Empereur : « Votre fils saura comment on règne par la politique de concorde et de progrès, et par l'amour du monarque pour son peuple. »

La discussion de l'adresse s'ouvrit le 9 mars par un discours de M. de Boissy, devenu décidément une des distractions de la France; sa facilité, qui touchait à tout, et principalement aux choses réservées, donnait un attrait particulier à des bavardages qu'on aurait dédaignés à une époque plus libre : « Nous ne saurions aller le soir dans une réunion », s'écriait M. de Heeckeren, « sans nous entendre dire : Eh bien ! M. de Boissy a encore fait un discours ! » Il ajoutait, en reprochant à son collègue de ne pas prononcer de discours pour le Sénat, mais pour le public : « S'il les faisait par la fenêtre, très bien ! Mais nous sommes obligés de les entendre. » M. de Heeckeren ne s'apercevait pas que M. de Boissy ne parlait que par la fenêtre, et que de là venait son succès.

Chaque séance, nouvelle lutte entre le président Troplong et M. de Boissy. Les remontrances n'avaient

pas de prise sur le téméraire orateur, et le rappel à l'ordre n'était pas une arme facile à manier contre un homme entremêlant ses hardiesses de protestations d'admiration et de dévouement pour l'Empereur et pour le Prince impérial. « Je suis bonapartiste, » bonapartiste intelligent, bonapartiste légitimiste ; » et je dis que je suis bonapartiste dévoué parce que » s'il fallait me jeter dans le feu pour empêcher » l'Empereur d'y tomber, je n'hésiterais pas ; s'il fallait me jeter dans le feu pour empêcher le Prince » impérial d'y tomber, je m'y jetterais. »

Le genre d'éloquence de M. de Boissy se dérobe à l'analyse : à peine vient-il de parler du régime parlementaire, qui « seul peut assurer l'avenir de la dynastie », qu'il se lance dans une allusion au discours d'Ajax : « Béni trois et quatre fois soit l'Empereur, dont la sagesse nous a préservés d'une nouvelle révolution de juillet, révolution qui nous a » déjà donné cet enseignement, que chez les princes » rapprochés du trône, le sang est souvent muet et » l'ambition joue le principal rôle. » Suit un parallèle entre Napoléon I^{er} et Napoléon III, où il donne l'avantage à ce dernier « parce qu'il n'aura pas, lui, » une mauvaise page à inscrire dans ses annales. A ce » propos, sans aller jusqu'à vous parler des fossés » de Vincennes, je tiens à vous citer un seul fait » comme point de comparaison. Il m'a été affirmé que » l'Empereur avait fait cette chose magnifique, sublime : Il a su qu'un prince banni était à Paris, il ne » l'a pas fait arrêter ; il l'a fait avertir, en l'engageant » à retourner en Angleterre. » M. de Boissy s'occupe

« ensuite de préserver les jours de ce souverain magnanime dont la mort ferait tomber la France dans le gâchis ». On ne prend, selon lui, pas assez de précautions pour protéger sa vie contre les tentatives qui la menacent. « L'Angleterre », s'écrie l'orateur emporté par la passion dynastique, « met à prix la tête de Nena-Saïb, et il ne se trouve pas un gouvernement en Europe pour livrer Mazzini. » M. Troplong, soutenu par le Sénat tout entier, exhorte l'orateur à ne pas insister sur ce sujet scabreux et à ne pas s'inquiéter de la vie de l'Empereur, « sur laquelle la Providence veille ». Ce n'est qu'après une vive résistance que M. de Boissy se rabat sur la convention du 15 septembre, dont il approuve d'autant plus les termes, « qu'elle ne sera jamais exécutée » ; et de là il passe sans transition à la proposition d'un impôt sur le droit de porter des décorations étrangères, dont le produit serait destiné à augmenter les pensions des veuves des anciens militaires. « Si quelques-unes sont » bien gagnées, » dit l'orateur en parlant de ces décorations, « combien sont obtenues par des motifs » qu'une bouche pudique peut à peine indiquer. » Mais, sans se laisser aller à des paroles équivoques, » on peut bien reconnaître que ces décorations sont » parfois données pour avoir, par exemple, conduit » un prince au Jardin des plantes, ou pour l'avoir » mené à l'Opéra, pour lui avoir nommé les actrices » et lui avoir peut-être indiqué leur adresse..... »

Le président s'indigne d'un tel langage, le Sénat tout entier partage son indignation. M. de Boissy, sans s'émouvoir, demande la permission de se reposer

pendant quelques instants. Il est à peine assis, que le maréchal Magnan prend solennellement la parole : « Notre honorable collègue a dit que si la France avait le malheur de perdre l'Empereur, elle tomberait dans le gâchis. De telles paroles m'ont profondément affligé. Rien d'ailleurs n'est moins exact. Si Dieu, ce que je ne veux pas prévoir, cessait de protéger la France et si nous avions l'immense malheur de perdre l'Empereur, la France ne serait pas perdue. Le Sénat, le Corps législatif, l'armée, tous, nous nous serrerions auprès du Prince impérial, pour le proclamer, ce qu'il est en effet, le successeur de son père. Tous nous crierions ce grand cri de la vieille monarchie : « L'Empereur est mort, vive l'Empereur ! » Et l'Empire serait continué et la France serait sauvée. » Le Sénat bat des mains à ces paroles ; le général Husson s'écrie : « Le Sénat ne se comportera pas comme celui de 1814 ! » Le président fait remarquer au maréchal Magnan qu'il a oublié de nommer le pays, « qui serait tout entier dans ces sentiments de dévouement à la dynastie impériale ! »

M. de Boissy reprend la parole sans paraître le moins du monde ému de ces protestations. Il se félicite d'apprendre que l'intervention française en Chine a pris fin, et que les troupes vont quitter ce pays :
 » Seulement, ajoute-t-il, avant de revenir de Chine,
 » il serait prudent de revenir du Mexique, car il y a
 » deux grands points noirs à l'horizon : le Mexique et
 » Rome. En ce qui touche le Mexique, voici le vœu
 » sentimental que je forme : c'est que la guerre con-
 » tinue jusqu'à extinction complète des combattants

» entre les partisans de Maximilien et ceux de Juarez.
» Si le malheur voulait qu'elle eût un terme, notre
» armée serait prisonnière. » Cent voix protestent à la fois contre une telle hypothèse. Le président y joint la sienne et invite l'orateur à abréger son discours; mais ce n'est qu'après s'être élevé contre les autorisations accordées aux journaux antidynastiques et antireligieux, et surtout contre le rapport « socialiste » de M. Durny sur l'instruction publique, que M. de Boissy se décide à mettre fin à sa harangue par une péroraison annonçant que l'Empereur ne tardera pas à rétablir le régime parlementaire.

Il était difficile de prendre au sérieux cette incohérente revue de toutes les questions du moment, et plus difficile encore de n'y pas répondre. M. Chaix d'Est-Ange, vice-président du Conseil d'État, remplit cette tâche ingrate. La discussion générale fut fermée après son discours.

Le lendemain, commença la discussion des paragraphes. Le Sénat adopta rapidement les cinq premiers. Le paragraphe sur l'instruction publique semblait devoir amener des orages; la note du *Moniteur* calma tout. Le paragraphe 43 sur les rapports entre l'Église et l'État, à propos de l'interdiction de publier l'Encyclique, amena le cardinal-archevêque de Bordeaux à prendre la parole; il eut recours, pour défendre l'Encyclique, aux arguments déjà employés dans la brochure de M^{sr} l'évêque d'Orléans : l'Encyclique n'était pas comprise... on se trompait sur sa véritable signification, etc....

M. Rouland lui répondit, le lendemain 11 mars,

qu'il laisserait de côté la question des rapports entre l'Église et l'État, résolue d'avance par la tradition de l'Église gallicane. Napoléon I^{er} ne fit que la renouer en signant le Concordat, qui renferme les règles de notre droit national : d'autres, dit-il, le défendront ; il veut porter la discussion sur un autre terrain, celui de l'Encyclique et du *Syllabus*. La publication de ce document n'est, selon M. Rouland, qu'une réponse à la convention du 15 septembre. Le *Syllabus*, rédigé par M^{sr} Gerbet et par deux autres évêques qui l'ont porté à Rome il y a trois ans, n'était alors qu'un moyen imaginé pour faire condamner le parti catholique libéral. Les pressantes sollicitations de quelques catholiques dévoués empêchèrent de lancer l'Encyclique à cette époque. Elle reparait comme une menace au lendemain de la convention du 15 septembre. Le Vatican, ajouta-t-il, se venge du déplaisir que nous lui avons donné en résolvant une question qu'il déclarait insoluble. Il s'agit de prévenir un conflit près d'éclater entre l'Église et l'État, de défendre les lois fondamentales de la nation, et « de soulever » les voiles qui couvrent depuis douze ans les desseins du parti ultramontain. Tout ce qui se passe » sous nos yeux n'est que la conséquence du vaste » système pratiqué par lui avec autant d'habileté que » de persévérance. »

La tâche que se proposait l'orateur était difficile. Il l'aborda résolument en montrant la papauté visant à l'asservissement de l'Église universelle ; les auteurs et les défenseurs de la déclaration de 1862 bafoués par les ecclésiastiques nourris à Rome par la France ;

le Monde, organe de ce parti tout-puissant au Vatican, jouissant de plus de crédit que l'épiscopat français, à la grande douleur des gens sages effrayés de la façon dont on entend le pouvoir de la papauté. Il cita ensuite des fragments des articles du *Monde*, et des passages du livre d'un aumônier militaire sur la suprématie pontificale. L'ultramontanisme s'empare de l'enseignement, continua M. Rouland ; il a été sur le point de s'emparer du séminaire de Saint-Sulpice, au grand désespoir du pieux archevêque de Paris ; il assiège tous les séminaires. N'est-ce pas l'ultramontanisme qui, soufflant partout l'esprit de résistance, a poussé le provincial des jésuites à refuser de reconnaître la juridiction de l'ordinaire, et à fermer ses chapelles à la visite des représentants de l'archevêque de Paris ? Quels moyens l'ultramontanisme emploie-t-il pour assurer son influence politique et religieuse ? — Le premier est l'extension des ordres religieux : « Je les aime peu, dit M. Rouland, quand je les vois » arriver à la richesse malgré leur vœu de pauvreté ; » laisser les fatigues et les sacrifices au clergé paroissial en lui enlevant ses moyens de recrutement ; » étendre démesurément leurs établissements d'instruction, et s'introduire dans les familles, poussés » par un dangereux esprit de propagande et de prosélytisme ; exister en violation des lois organiques » et canoniques ; se servir de la presse, surtout d'un » journal contre lequel le clergé s'élevait naguère » avec tant de force ; détruire la liturgie française, » abuser des décrets de la congrégation de l'*Index*, » un tribunal qui condamne sans entendre. » M. Rou-

land n'aimait pas davantage à voir l'épiscopat humilié devant le clergé inférieur : « Un évêque peut-il être respecté quand, comme dans la question de la liturgie de Besançon, son clergé lui dicte sa conduite, quand Rome accueille les dénonciations contre lui ? Non ; il devient suspect, et s'il a besoin de quelques-unes de ces autorisations que Rome se réserve, elle les lui fait attendre, et ne les accorde enfin qu'au clergé inférieur, qui traite directement avec les congrégations des affaires du diocèse. Le parti ultramontain veut détruire tout ce qui reste de l'Église de France. Le moment est venu de mettre un terme à ses empiétements. Le clergé tourne depuis un quart de siècle à l'ultramontanisme. La liturgie gallicane remplacée par la liturgie romaine, les fabriques condamnées à des dépenses contraires aux habitudes françaises, le gouvernement des diocèses transporté à Rome, les évêques surveillés et dénoncés par des espions, et réduits à se justifier au Vatican, tel est le triste tableau de la situation de l'Église. » M. Rouland, ex-ministre des cultes, déclara qu'il avait reçu à ce sujet « les plus douloureuses confidences ». Les évêques veulent-ils user de leur droit de diocésain et visiter les chapelles des capucins et des jésuites, on leur répond comme à l'archevêque de Paris : Nous tenons notre institution de Rome, et nous fermons notre porte.

« Les bulles destinées à faire du bruit sont préparées en France ; la nonciature s'immisce dans nos affaires intérieures, écrit des lettres pour encourager certaines résistances. Le nonce a derniè-

» rement adressé deux lettres au nom du pape, également flatteuses,
 » à deux évêques qui avaient donné des explications complètement
 » opposées du *Syllabus*: il a écrit directement au chapitre de Nice
 » touchant une difficulté ecclésiastique. Le Concordat est ainsi violé
 » chaque jour; le pape, passant par-dessus la tête de l'Empereur,
 » convoque directement tous les évêques français, et s'étonne qu'on
 » lui fasse des observations à ce sujet. L'article 1^{er} des lois orga-
 » niques portant qu'aucun écrit signé du pape ne sera publié sans
 » l'autorisation du gouvernement, article qui est plutôt une maxime
 » qu'une loi, puisqu'il manque de sanction, est l'objet des attaques
 » persistantes de l'ultramontanisme. Il a été violé, il le sera encore.
 » Le gouvernement, désireux de n'avoir plus à étaler ses dissen-
 » timents avec Rome devant le Conseil d'État, obtint en 1859 que le
 » pape communiquerait ses rescrits à l'ambassadeur: engagement
 » aussi mal respecté que l'article 1^{er}, car le gouvernement n'a
 » nullement été informé de la convocation adressée à l'épiscopat.
 » Un évêque ne peut pas cependant quitter le sol français sans
 » l'autorisation de l'Empereur, parce que l'évêque, s'il est institué
 » spirituellement par le pape, est nommé par l'Empereur. La curie
 » romaine avait déclaré à maintes reprises qu'il ne s'agissait, dans
 » cette solennité religieuse, que de canoniser des Japonais; mais à
 » peine les évêques se trouvèrent-ils réunis, que surgit la question
 » du pouvoir temporel. Le gouvernement impérial se plaignit
 » qu'on manquait d'égards « pour la couronne de France ». Le
 » saint-siège, tout en cherchant à établir sa liberté et sa supré-
 » matie, et tout en se moquant de ces plaintes, comprit néanmoins
 » qu'il fallait leur répondre. M. Fanchi fut chargé de ce soin avec
 » une commission de dix-huit évêques, qui forma une sous-commis-
 » sion de cinq membres. La réponse terminée, on la dépose dans
 » une salle du Vatican où les évêques, introduits par groupes, en
 » entendent la traduction latine de la bouche d'un prêtre italien
 » dont la prononciation leur rend ce texte intelligible, et sans se
 » donner le temps de réfléchir, d'échanger des observations avec
 » ses collègues, chacun signe. Et voilà le moyen ingénieux que le
 » parti ultramontain a trouvé pour remplacer, ou plutôt pour éluder
 » le consentement des conciles, autrefois indispensable à la vali-
 » dité des décisions de l'Église. »

Le gouvernement impérial avait, il est vrai, pro-
 testé contre cette conduite, et M. Rouland l'en re-
 mercia; mais à quoi bon, ajouta-t-il, cette protesta-
 tion? Le *Gesù* avait atteint son but. Chaque évêque,

en quittant Rome, emportait le projet de *Syllabus*; il fut envoyé à ceux qui avaient été forcés de rester dans leur diocèse, avec les observations des théologiens romains en marge, et l'ultramontanisme eut dès lors l'arme destinée à frapper le catholicisme libéral. M. Rouland n'eut qu'un tort, celui de ne pas conclure, car le parallèle entre l'esprit révolutionnaire et l'esprit ultramontain par lequel il termina son discours ne pouvait passer pour une conclusion. L'ancien ministre des cultes fut écouté avec une grande attention. Le cardinal de Bonnechose ne put s'empêcher pourtant de l'interrompre pour repousser dédaigneusement la protection qu'il semblait offrir aux évêques contre le prétendu despotisme du clergé inférieur. « Mon clergé », s'écria-t-il fièrement « m'obéit aveuglément au lieu de me résister; il est comme un régiment : il doit marcher, et il marche. »

Le discours de M. Rouland, ou plutôt son acte d'accusation contre l'ultramontanisme, empruntait quelque chose d'officiel à la position d'un homme qui avait été ministre et qui semblait parler encore en cette qualité; il produisit une vive impression. Il n'était pas très facile de lui répondre. M^{re} de Bonnechose, en prenant la parole, commença par reprocher assez aigrement à M. Rouland de divulguer devant le Sénat des confidences reçues comme ministre, et d'incrimer faussement l'enseignement des séminaires. « M. Rouland se dit catholique gallican. » Catholique, on sait ce que cela veut dire; gallican, » qu'est-ce que c'est? Si c'est entendre les libertés de » l'Église gallicane comme Pithou et les parlements

» il n'y a plus de gallicans. » Cette hautaine assertion, malgré les dénégations de quelques sénateurs, était vraie. M. Rouland, continua M^{sr} de Bonnechose, se plaint de la suppression de la liturgie française ; il n'y en a plus depuis Charlemagne. Quant aux congrégations, au lieu des richesses qu'on leur suppose, elles n'ont que des dettes ; leur existence d'ailleurs n'est nullement, comme on le prétend, en opposition ni avec les lois canoniques, ni avec celles de l'État, qui, du reste, peut sans cesse les frapper.

M^{sr} l'archevêque de Rouen, après avoir charitablement prévenu M. Rouland qu'il regretterait un jour le discours qu'il venait de prononcer, s'interrompit pour prendre quelques minutes de repos. Il continua la discussion par une sortie virulente contre le paragraphe 13 du projet d'adresse relatif aux rapports entre l'Église et l'État, contenant un passage dans lequel la commission félicitait le gouvernement d'avoir appliqué à l'Encyclique et au *Syllabus* l'article 1^{er} de la loi du 12 germinal an VIII, et l'engageant à le faire respecter. L'orateur voulut prouver que l'Encyclique et le *Syllabus* ne tombaient pas sous le coup des articles organiques, et que d'ailleurs l'Église ne les avait jamais reconnus. La thèse était scabreuse, le hardi cardinal l'aborda franchement. Le garde des sceaux, pour justifier l'interdiction de publier l'Encyclique et le *Syllabus*, se fonde, dit-il, sur ce que ces deux documents contiennent certaines assertions contraires aux principes fondamentaux de la constitution. — Rien de moins exact, selon l'orateur, et il essaya de le démontrer par l'analyse même du *Syl-*

labus. Le pape, dans la première partie de ce document, affirme Dieu, Dieu unique, Dieu personnel, Dieu distinct du monde. C'est une affirmation opposée comme un mur d'airain aux doctrines qui contestent cette vérité; il affirme ensuite l'insuffisance de la raison humaine pour découvrir les vérités et les mystères de la religion. Le Sénat ne partage-t-il pas cette double opinion? Le pape enfin défend les libertés de l'Eglise contre les empiétements du pouvoir civil, et en cela le Sénat ne trouve-t-il pas qu'il ne fait que remplir son devoir?

L'orateur, acceptant cette pensée que la Constitution repose sur les principes de 1789, n'hésite pas à proclamer la conformité de ces principes avec ceux de l'Encyclique. Il suffit, selon lui, pour se convaincre de cette conformité, de comparer le *Syllabus* à la *Déclaration des droits de l'homme*. On s'alarme des condamnations portées par le pape contre le principe de la souveraineté du peuple, sur lequel repose la souveraineté de l'Empereur; mais cette souveraineté ne peut être entendue que dans le sens d'une délégation : or toute délégation vient de Dieu, et l'Empereur lui-même ne l'entend pas autrement, puisqu'il s'intitule Empereur par la *grâce de Dieu* et la volonté nationale. On voit une attaque au suffrage universel dans la condamnation de cette proposition, « l'autorité n'est que la somme du nombre et des forces matérielles », comme s'il y avait quelqu'un de sensé capable de croire que l'autorité doive être le produit du nombre et des forces matérielles, et comme si l'on pouvait soutenir que le suffrage universel est dé-

pourvu d'intelligence, sans faire injure au peuple français, ce qui ne saurait entrer dans la pensée de l'Église. Cette condamnation, « mûrement examinée et expliquée », ne s'adresse donc point au suffrage universel. L'orateur, négligeant de dire à qui elle s'adresse, demanda si le Sénat trouvait mauvais que le pape eût également condamné la proposition qui proclame la souveraineté absolue de l'opinion publique. Le gouvernement consulte sans doute l'opinion publique quand elle est éclairée, mais il reconnaît qu'elle peut s'égarer; le pape ne dit pas autre chose. Mais, réplique-t-on, le *Syllabus* condamne le principe de l'égalité devant la loi et de l'admissibilité de tous aux emplois. On oublie que c'est l'Église qui la première a défendu et appliqué ces deux principes. On reproche encore au pape de s'opposer à la suppression du for ecclésiastique. Oui, dans les pays où il existe, mais il ne parle pas de le rétablir dans les autres. Il condamne la liberté de la presse; le gouvernement ne la condamne-t-il pas aussi quand elle est illimitée, et le Sénat ne l'approuve-t-il pas?

Il ne s'agissait plus que de démontrer que le *Syllabus* ne condamnait pas la liberté de conscience. M^{sr} de Bonnechose ne recula pas devant cette démonstration. « Le sanctuaire de la conscience, dit-il, » est impénétrable, nulle force humaine n'a le droit » d'y entrer; mais vous êtes toujours sous l'œil de » Dieu, vous êtes sous sa loi lors même que vous vous » révolteriez contre elle. Cette loi de Dieu vous atteint » avec ses droits imprescriptibles. Vous ne pouvez » donc pas avoir la liberté absolue de conscience. Il

» en est autrement des manifestations de la conscience, c'est-à-dire du culte, qui consiste en des exercices extérieurs et publics : or, l'Église voudrait bien qu'il n'y eût qu'une religion comme il n'y a qu'un Dieu et qu'un médiateur ; mais là où l'unité a été brisée, elle veut la rétablir par la persuasion et non par la force. » L'orateur ne craint pas de donner comme preuve de cette assertion la tolérance accordée dans Rome aux israélites partout persécutés. M. Michel Chevalier ne peut s'empêcher de s'écrier : « Et le petit Mortara ? » L'orateur, sans s'émouvoir de cette interruption, continue le long exposé de la conduite généreuse des papes à l'égard des juifs depuis le moyen âge jusqu'à nos jours. Ce n'est qu'en jouant sur les mots qu'il ajouta : « Jamais il n'a été dans les habitudes de la papauté de persécuter les dissidents ; la condamnation de la proposition qui constate la nécessité de la liberté des cultes doit donc s'entendre dans le sens de cette tolérance. » La vingt-quatrième proposition condamnée par le *Syllabus* et citée par M. Rouland est celle-ci : « L'Église n'a pas le droit d'employer la force ; elle n'a aucun pouvoir temporel direct ou indirect. » Le gouvernement impérial, demanda fièrement l'archevêque de Rouen, ne condamne-t-il pas, lui aussi, cette proposition, puisqu'il reconnaît au chef de l'Église un pouvoir dans ses propres États, et puisque, par la convention du 15 septembre, il l'autorise à se faire une armée, à se créer une force, sans doute pour l'employer ?

Restent trois propositions des plus importantes

qu'on reproche au pape d'avoir condamnées : le progrès, le libéralisme, la civilisation moderne. On veut qu'il se réconcilie, qu'il transige avec ces trois grandes idées. Qu'est-ce à dire ? Est-ce que le pape a jamais rompu avec elles ? il en a toujours été l'appui et le sera toujours. Ce qu'il repousse, c'est le faux progrès, la fausse liberté, la fausse civilisation.

Un des points les plus délicats de la tâche de l'orateur était la discussion de la loi de germinal. Après avoir démontré (du moins le croyait-il) que rien, dans l'Encyclique et le *Syllabus*, ne justifie l'application de cette loi à ces deux documents, il lui restait à prouver que le pape a le droit de protester contre ceux qui prétendent que ses bulles, brefs et décisions ne peuvent obliger que lorsqu'ils ont reçu la sanction du pouvoir civil. M^{sr} de Bonnechose invoqua cet argument que le pape, suprême directeur du monde catholique, doit maintenir la liberté de ses communications avec lui. Le devoir des évêques est de le seconder dans ses efforts pour atteindre ce résultat. Or, à l'arrivée de l'Encyclique et du *Syllabus* en France, que fait le garde des sceaux ? Il écrit aux évêques pour les inviter à ne pas les publier, parce que le Conseil d'État en est saisi : invitation déjà fort blessante pour l'épiscopat ; il se serait tu pourtant, si les journaux n'avaient pas eu toute liberté pour livrer les documents pontificaux à la publicité et pour en dénaturer le sens. Les évêques n'ont pu contenir leur indignation en voyant en un pareil moment enlever au pasteur le droit d'apprendre à ses collaborateurs comment on doit entendre les doctrines du *Syllabus* et les

enseigner. « Les évêques ne se sont pas concertés, la douleur seule les a poussés à répondre. A quoi bon les contrister dans cette circonstance ? » L'orateur avait raison ; l'interdiction de lire en chaire des documents qui s'épalaient dans tous les journaux semblait puérile et choquante ; mais une loi peut être ridiculement appliquée, sans qu'il s'en suive qu'elle soit déchuë. Les ultramontains ont beau dire : La loi de germinal an XII est entachée d'un vice originel ; il n'a jamais été question des articles organiques dans les débats confidentiels entre les représentants du pape et ceux du premier Consul ; le cardinal Caprara a protesté contre eux dès leur apparition, le pape aussi, on leur répond toujours : Pie VII n'a consenti à venir à Paris pour sacrer Napoléon que dans l'espoir d'obtenir l'abrogation, ou du moins la modification des articles organiques. Ce motif a été hautement et presque officiellement invoqué, quelque humiliant qu'il fût pour la papauté de voir un pape consacrer, dans l'intention d'obtenir des avantages spirituels et matériels, le crime d'un usurpateur de trône, quand les héritiers légitimes de ce trône étaient vivants. Le sacre a eu lieu, et cependant les articles organiques n'ont pas été abolis. Quelle valeur morale reste-t-il donc à la protestation de Pie VII ? Les articles organiques subsistent, et s'il n'y a plus de raison de soumettre les bulles à l'examen du pouvoir civil depuis que le catholicisme n'étant plus la religion de l'État, toute décision du pape reçue en France a cessé d'être une loi de l'État, il n'en est pas moins vrai que la loi permet de le faire.

Le discours de M^{re} de Bonnechose se perdit en interminables digressions sur le Concordat. Il en était à la pragmatique sanction de saint Louis, lorsque le président lui fit observer que le projet d'adresse n'en parlait nullement. Sa conclusion fut que la religion était la seule défense restant à la société contre l'invasion du matérialisme, et que le plus grand fléau des nations a toujours été la discorde entre le sacerdoce et l'Empire.

Les sophismes par lesquels l'archevêque de Rouen avait essayé de déguiser le sens du *Syllabus* appelaient une réponse au point de vue philosophique. M. Bonjean, premier président de la Cour impériale, borna son discours à la défense judiciaire des articles organiques et du gallicanisme. Légiste éminent, il traita cette double question avec une grande science et une impartiale appréciation des rapports de l'État avec l'Église. Revenant, pour les fortifier, sur les assertions de M. Rouland, il constata qu'en effet les progrès de l'ultramontanisme étaient dus aux corporations religieuses qui, malgré les lois, se multipliaient en France avec une dangereuse rapidité. Le dernier recensement en 1856 donne 40 391 religieuses et 9136 religieux, double chiffre évidemment au-dessous de la vérité. Le calcul ne tenait pas compte de 4777 religieux d'ordres non autorisés et de 10 000 religieuses dispersées deux par deux dans les villages de France. Les jésuites n'y figurent que pour 1085 personnes, quoiqu'il résulte de documents récents publiés à Rome que le nombre des jésuites en France est de 2329, sans compter les jésuites

français employés à l'étranger. La nécessité de constater au cadastre les biens de mainmorte a prouvé que le nombre des propriétés n'avait pas suivi la même progression que celui des personnes. La propriété foncière des congrégations non autorisées était de 9104 hectares en 1853, de 15 843 après l'annexion de Nice et de la Savoie, et de 16 835 hectares en 1862. Ces 16 835 hectares, dont 920 bâtis ou plantés en jardins, représentaient une valeur de 125 à 138 millions. Il est difficile de fixer la valeur de la propriété mobilière des congrégations : rentes, obligations, actions ; mais en prenant pour base d'évaluation les autorisations en acceptation de legs accordées par le Conseil d'État de 1852 à 1859, on peut admettre que la fortune mobilière des congrégations autorisées est à peu près égale à leur fortune immobilière, ce qui donnerait approximativement un total de 260 millions. Impossible, ajoutait M. Bonjean, d'évaluer la fortune des congrégations non autorisées ; les établissements magnifiques qu'elles ont élevés permettent pourtant de conclure que cette fortune pourrait bien être égale, sinon supérieure, à celle des congrégations autorisées ; ces deux chiffres ajoutés donnent un total d'environ 520 millions. Quelle influence ces congrégations ne peuvent-elles pas exercer sur la vie morale du pays ?

M. Bonjean, de même que M. Rouland, montra le clergé paroissial abandonné, ses aumônes diminuées ainsi que ses moyens de recrutement ; les fidèles et les néophytes courant aux congrégations, dont le chef est à Rome, et qui puisent leurs inspira-

tions à l'étranger. Les jésuites, ajouta-t-il, qui ne se livraient autrefois qu'à l'instruction secondaire, préparent aujourd'hui les jeunes gens aux écoles spéciales; « encore quelques années, et vous aurez dans » l'armée, dans l'administration, dans la magistrature, des hommes élevés dans ce sentiment publiquement affiché déjà par des personnages importants, qu'avant d'être le sujet de l'Empereur, on est d'abord le sujet du pape, et, si cela continue, qui règnera, je vous le demande, de l'Empereur ou de la congrégation? »

M^{sr} Darboy répondit à M. Bonjean. Nouveau venu au Sénat, signalé à l'attention par la résistance que son élection avait rencontrée à Rome, et même dans une partie de son clergé, le discours de l'archevêque de Paris était attendu avec curiosité. M^{sr} Darboy, après avoir analysé la loi de germinal, soutint que n'ayant pas été débattue entre les parties, elle ne constituait pas un traité diplomatique. Qu'était-elle donc? Un règlement de police, dit le gouvernement français. Ce règlement de police, répond le pape, atteint le régime intérieur de l'Église. De là, selon l'archevêque de Paris, les résistances naturelles du clergé contre les articles organiques. M^{sr} Darboy ne méconnaît pas le caractère respectable de ces articles; ils répondent à des intérêts, à des droits, à des devoirs antérieurs et supérieurs à eux; s'ils n'existaient pas, on les ferait. Le pape lui-même, comme on l'a dit, en en excluant trois en 1816, a explicitement admis les autres. Mais si les articles organiques sont admissibles au point de vue canonique, les uns,

il faut bien le reconnaître, sont tombés en désuétude, les autres ont été annulés par des actes postérieurs; le moment est donc venu de les reviser, surtout l'article 1^{er}, soumettant à l'autorisation civile la publicité des bulles, brefs, rescrits et décrets, et mandats du saint-siège, et l'article 6, portant que les ecclésiastiques seront jugés par les tribunaux laïques. L'histoire de l'Église prouve qu'elle a toujours admis le principe de l'article 1^{er}, lorsqu'il s'agit de décrets intéressant la discipline; elle ne repousse l'*exequatur* que pour les décrets dogmatiques. Quant à l'article 6, le droit canon, il est vrai, le repousse, mais le droit civil peut-il rester désarmé devant des hommes, prêtres et évêques, mais citoyens aussi? Le pape et l'empereur auront à s'entendre pour trouver une solution à cette difficulté. Il est impossible que des conflits ne naissent pas entre l'Église et l'État. Il n'y a, pour les vider, que trois moyens : la séparation, la domination de l'un ou de l'autre, les concordats. Les États-Unis ont essayé de la séparation; l'épreuve n'a pas suffisamment duré pour qu'on puisse la juger. La séparation n'est pas réalisable dans la vieille Europe; les cœurs généreux repoussant la domination de l'un sur l'autre pouvoir, il ne reste plus que le Concordat. C'est par ce système qu'on rétablit l'équilibre, qu'on vide les conflits passagers. On en a signalé dans ces derniers temps plus d'un de nature à faire croire à la résurrection d'influences redoutables, et lui-même a dû s'expliquer avec les chefs des congrégations religieuses qui prétendaient ne pas relever de lui et qui ont agi à Rome pour

appuyer leurs prétentions; mais elles ont été repoussées, et ils se sont soumis. Les religieux sont ses inférieurs, il en parlera avec indulgence, et il se bornera à lire la lettre de désaveu du provincial des jésuites. Il s'honore d'avoir de pareils auxiliaires; il se loue des sentiments catholiques et français du vénérable clergé du séminaire de Saint-Sulpice, qui n'enseigne rien sans son approbation; loin d'avoir jamais senti la pression que le clergé est censé faire peser sur l'épiscopat, il est obéi avant d'avoir commandé. M^{sr} Darboy ajoute que s'il y avait, dans l'attitude de quelques journalistes, de quelques prêtres et de quelques laïques quelque chose de menaçant et de dangereux, il le dirait, mais les intentions sont bonnes et les erreurs qui peuvent se produire ne sont imputables qu'à l'humaine faiblesse; si, parmi les instruments employés par les évêques, il y en a qui comprennent mal leur mandat, on peut les rappeler à l'ordre, mais on doit être persuadé qu'ils ne créent aucun péril à notre pays. « S'il y a des diffi-
» cultés, résolvons-les par en haut et non par en
» bas; une conciliation entre mon pays et la papauté
» n'est pas impossible; le pays et la papauté s'y prè-
» tent, le clergé aussi, s'en remettant sans condition
» à l'esprit chrétien du gouvernement impérial: car
» le clergé est patriote; et, quant à moi, je ne suis pas
» de ceux qui se disent catholiques avant d'être Fran-
» çais. Mon pays ne met personne dans la nécessité
» d'abdiquer sa foi de catholique pour garder son
» titre de Français; il met à un trop haut degré la
» liberté de conscience, l'honneur et la dignité de

» la prière, toutes les grandes et nobles choses que
» représente la religion, pour forcer un homme à
» déposer le poids honorable de ses convictions, s'il
» veut bénéficier du titre de citoyen français. »

Ce généreux et habile langage offrait un terrain de conciliation entre l'État et l'Église. M. Delangle se hâta de s'y placer. « Le discours de l'archevêque de Paris
» me paraît clore la discussion. Il ne nie pas l'auto-
» rité du pouvoir civil, il l'affirme au contraire, et sa
» doctrine n'est pas différente de celle des évêques
» d'avant 1830, notamment de M. Frayssinous. Il
» demande des modifications à la loi, mais cette
» réserve ne porte aucune atteinte à l'autorité qu'il
» lui reconnaît. Le Sénat doit être heureux de cette
» déclaration : c'est d'un bon exemple et digne de
» trouver des imitateurs. Je renonce à la parole. »

Le Sénat ne demandait pas mieux que d'aller aux voix ; mais M. Thuillier, président de section au Conseil d'État, commissaire du gouvernement, demanda que la discussion fût renvoyée au lendemain. Le discours qu'il prononça dans la séance suivante aurait pu être plus court ; il n'offrit de remarquable qu'une sorte de protestation contre toute idée de séparation entre l'Église et l'État : « Ce que nous voulons,
» c'est l'alliance intime et étroite de l'Église avec
» l'État. Le Concordat, c'est la religion catholique
» rétablie ; les articles organiques, c'est la loi du
» pays, sans laquelle le Concordat n'aurait pas été
» accepté. Il faut donc respecter ces deux choses
» qu'on n'attaque pas impunément, la loi et la reli-
» gion. »

La question religieuse, après avoir rempli six séances, reparut avec le paragraphe de l'adresse relatif à la convention du 15 septembre. La France, disaient les adversaires de cet arrangement, a contracté des engagements nets et précis; elle retirera ses troupes dans deux ans. L'Italie, à quoi s'engage-t-elle? A ne pas attaquer les États actuels du pape, à ne pas permettre qu'ils soient attaqués; à ne pas s'opposer à la création d'une armée par le pape, pourvu que cette armée ne devienne pas une menace pour l'Italie; à entrer en arrangement avec le pape pour la partie de la dette afférente aux provinces annexées des États pontificaux; à changer de capitale. Ce sont là des engagements illusoires. Le pape peut-il créer une armée, et s'il en créait une, pourrait-il tirer un seul coup de fusil sur les émeutiers sans faire crier contre la répression, comme à l'époque de la prise de Pérouse? L'Italie n'a pas d'argent pour payer ses créanciers, avec quoi payera-t-elle les créanciers des autres? Comment le saint-siège pourrait-il s'arranger avec un pays placé canoniquement dans la position de l'Italie, et comment renoncerait-il aux anciennes provinces, condition préalable posée par le Piémont à tout arrangement? Comment en outre faire exécuter la clause par laquelle le Piémont s'interdit de franchir la frontière pontificale? Les adversaires de la convention invoquaient de plus contre elle les déclarations des orateurs du parlement de Turin. M. Lanza affirme qu'aucun droit n'a été abjuré, aucun précédent démenti. M. Pepoli déclare que le traité ne porte nulle atteinte à l'idée de

Rome capitale. M. Ricasoli constate que la convention n'éloigne pas le jour où l'Italie comptera Rome parmi ses plus beaux joyaux. Le rapporteur de la commission chargée d'examiner la convention proclame lui-même hautement que l'Italie ne renonce qu'à une chose, à aller à Rome par le chemin de la force. M. Visconti-Venosta, le ministre qui a conclu la convention, s'applaudit d'un arrangement qui rapproche l'Italie du but et qui fait appliquer par la France, à Rome, le principe de non-intervention. M. Buoncompagni est convaincu que l'armée impériale, une fois sortie de Rome, n'y rentrera plus, et que l'Italie conquerra cette ville par la justice et par la liberté. La convention, selon M. Rattazzi, fait tomber les principaux obstacles qui barraient aux Italiens la route de Rome. Quelle confiance la convention peut-elle donc inspirer aux catholiques ?

Le général Gemeau se fit l'interprète de leurs craintes, et déclara en finissant que, fût-il seul, il lutterait jusqu'à sa dernière heure pour soutenir la papauté. M. de la Guéronnière défendit longuement la convention. Le cardinal Donnet, M. Le Roy Saint-Arnaud, le cardinal de Bonnechose, n'apportèrent aucun élément nouveau à la discussion. M. Chaix d'Est-Ange, vice-président du Conseil d'État, la reprit en avocat. La lutte s'établit ensuite entre M. de la Rochejacquelein et M. Rouher, qui, dans deux discours d'une longueur démesurée, ressassèrent des arguments qui, vingt fois employés, ne semblaient pas lasser la patience du Sénat. Le ministre d'État soutint que la convention de 15 septembre, approuvée

par toutes les puissances, n'avait pour adversaires à Rome que les ultramontains exaltés et les révolutionnaires ardents. Elle fournit, il est vrai, matière à des interprétations contraires, mais n'est-ce pas là le sort de tous les contrats? L'orateur se traîna ainsi pendant près de trois quarts d'heure dans toutes les banalités de la phraséologie officielle; la fin de son discours mérite l'attention, elle donne une idée des moyens par lesquels on enlevait une assemblée politique, et de ce qu'on appelait l'éloquence parlementaire sous le second Empire :

« Les uns disent que le pouvoir temporel est incompatible avec » l'autorité spirituelle; les autres ne voient que déceptions et » révolutions dans la civilisation, les progrès et la liberté! et alors, » comme par un accord étrange, des deux côtés on conclut aux » impossibilités, on conclut à la négation et à l'impuissance. Je » repousse de pareilles appréciations. Je suis convaincu que les » idées de religion et de liberté ne vivront pas toujours en éternel » conflit. Je crois que le jour des conciliations arrivera. (*Sensation.*) » Il est vrai que pour trouver une solution, je ne m'adresse pas à » ces sectaires qui nient la Divinité, qui dessèchent et stérilisent » l'âme, et dont les prétendues lumières ne sont que de fausses » lueurs annonçant l'incendie qui doit porter partout la dévastation » et la mort. (*Très bien! très bien!*) Pour la solution de ces grands » problèmes, je suis les yeux fixés sur un phare que je vois à » l'horizon... C'est la religion donnant sa sanction, sa garantie à » toutes les améliorations, à tous les progrès sociaux. (*Très bien! très bien!*) Je ne crois pas qu'il y ait incompatibilité entre ces » deux grands intérêts. Je ne crois pas qu'il soit impossible de » faire concorder l'autorité temporelle avec l'autorité spirituelle. La » religion transforme ce qu'elle touche. (*Très bien! très bien!*) L'a- » venir appartient à la religion comme à la civilisation, et je suis con- » vaincu que tous les problèmes qui remuent en ce moment le monde » aboutiront à une immense conciliation. (*Très bien! Très bien!*) »

Mais le passage suivant est celui de tout le discours qui mérite le mieux d'être cité. L'auteur, après

avoir rappelé la théorie du père Ventura, que la liberté et la religion ont besoin l'une de l'autre pour vivre, ajoute : « Mon Dieu, je le sais, la foudre a éclaté à » l'aube du jour, la révolution a tout brisé, les ova- » tions se sont changées en injures; l'assassinat, cette » odieuse négation de la justice et de la vérité, a souillé » le palais d'une assemblée. Oui, tout cela est vrai, » mon émotion est profonde à ces souvenirs... mais » enfin est-ce qu'il y a un principe, un progrès dont » la gestation et l'enfantement n'aient amené des » douleurs et des amertumes ? Est-ce que la grandeur » d'une civilisation ne commence pas par d'immenses » sacrifices ? Interrogez l'Angleterre ! voyez les souil- » lures qu'elle a subies avant de fonder sa puissance » constitutionnelle ! »

Tel était le style du premier orateur du gouvernement parlant au premier corps de l'État ; et le plus étrange, c'est que M. Rouher était convaincu en descendant de la tribune, qu'il venait de s'élever aux plus hauts sommets de l'éloquence ; le Sénat le croyait comme lui, et dix journaux officieux feignaient le lendemain de partager cette persuasion.

Le Mexique n'était pas sans inspirer déjà de sérieuses inquiétudes au pays et même au Sénat. Le maréchal Forey essaya de les calmer et de rendre la confiance à ceux qui commençaient à douter de l'avenir du nouvel empire :

« Je déclare que je ne partage pas cette opinion. Ce pays est plus » à plaindre qu'à blâmer. Il y a cinquante ans qu'il se débat dans » les horreurs de la guerre civile ; il n'a plus d'administration, » plus de justice, plus d'armée, plus d'esprit national, plus rien !

» Mais ce n'est pas sa faute ! Au fond, c'est une nation bonne et
 » généreuse, qui a les instincts du peuple dont elle sort, les senti-
 » ments des fiers Castillans. Aujourd'hui, il y a à la tête du Mexique
 » un souverain qui montre une sagesse qu'on pouvait peut-être ne
 » pas attendre de son âge et de son origine. (*Mouvement.*) Non, je
 » ne croyais pas qu'un prince autrichien se montrât si libéral.
 » (*Sourires.*) Je ne doute pas qu'avec les intentions qu'il m'a
 » manifestées quand j'ai eu l'honneur de le voir, aidé par une
 » femme étrangère à la France, mais Française par le cœur et qui
 » est le modèle des plus hautes vertus, je ne doute pas qu'il ne
 » parvienne à maîtriser les mauvaises passions et à rétablir l'ordre.
 » (*Oui ! oui ! Très bien !*) Je ne doute pas surtout que notre armée,
 » qui donne au Mexique, comme partout ailleurs, l'exemple de
 » l'ordre, de la discipline, de la fidélité au drapeau, du dévoue-
 » ment aux institutions de la France et à son noble souverain, ne
 » produise une impression profonde, et que le Mexique n'imité ce
 » glorieux modèle. (*Très bien ! très bien !*)

» On a fait ici depuis quelques jours des professions de foi, je ferai
 » la mienne à mon tour : Je suis catholique, bon catholique. Je
 » crois en Dieu. Eh bien ! je ne puis pas supposer que Dieu, qui a
 » inspiré l'Empereur quand il s'est armé de l'épée de la France
 » pour rétablir l'ordre au Mexique, je ne crois pas que Dieu aban-
 » donne ce beau pays. (*Approbation.*)

» J'ai entendu répéter des paroles attribuées à l'Empereur. Il
 » aurait dit : « L'expédition du Mexique sera une des plus belles
 » pages de mon règne. » J'ignore s'il a en effet prononcé ces
 » paroles ; mais ce dont je suis certain, c'est que l'avenir prouvera
 » qu'elles étaient vraies. (*Vif assentiment. Très bien ! Bravo !*) »

Le style du maréchal Forey peut servir de pendant à celui de M. Rouher. « Les fiers Castillans » du premier ne le cèdent en rien au « phare de la religion » du second ; l'un est convaincu que la Providence n'abandonnera pas le Mexique, comme l'autre est persuadé que le jour de la réconciliation luira entre la raison et la foi. M. Rouher n'aurait pas parlé autrement que M. Forey, s'il eût cru nécessaire d'intervenir dans la discussion pour enlever le vote. Il se contenta de lire une dépêche du maréchal Bazaine,

reçue depuis quelques heures par le ministre de la guerre.

« Oajaca, 9 février 1865.

« Oajaca a capitulé la nuit dernière. Le général Porfirio Diaz et toute la garnison se rendent à discrétion. Le matériel et l'armement intacts restent en notre pouvoir. Environ 4000 personnes et 50 à 60 bouches à feu. »

Les applaudissements éclatent de toutes parts, et l'adresse est votée au milieu de l'enthousiasme général par 131 voix sur 133 votants.

Le Sénat consacra le reste de sa session à l'examen des pétitions qui lui furent adressées en vertu de la constitution et de deux sénatus-consultes relatifs, l'un à un échange d'immeubles entre la ville de Paris et un particulier, l'autre à l'état des personnes et à la naturalisation en Algérie. Une pétition demandant que les cendres de Charles X et de la duchesse d'Angoulême fussent rapportées en France fournit à M. de Boissy l'occasion de se rappeler qu'il avait été légitimiste. Le gouvernement ne demandait pas mieux que de faire droit à cette pétition, mais il fallait au moins que le neveu et l'héritier de la duchesse d'Angoulême en exprimât le désir. Un autre pétitionnaire aurait voulu que l'hérédité fût accordée à la dignité de sénateur, en laissant à l'Empereur le droit, à la mort du titulaire, de désigner celui des membres de sa famille qui lui succéderait. Le rapporteur de la commission proposait l'ordre du jour; M. de Boissy insista pour le dépôt au bureau des renseignements. Le conseiller d'État Marchand, commissaire du gou-

vernement, le premier président de Royer, M. Rouland, le rapporteur M. de la Guéronnière, réclamèrent la question préalable. Le procureur général Dupin se joignit à eux. Le droit de pétition, dit-il, n'est pas l'attaque à la Constitution : on demande l'hérédité pour le Sénat, qui empêchera de demander l'élection demain ?

Cet argument décida le vote. La question préalable fut adoptée.

Quelques sénateurs trouvaient cependant qu'on abusait un peu trop de la question préalable, et ils se plaignaient que le président, lorsqu'ils avaient des vues utiles à présenter sur une loi, les arrêtât au premier mot sous prétexte qu'ils ne signalaient aucune violation à la Constitution, que leurs observations étaient par conséquent illégales et qu'elles tendaient à transformer le Sénat en Chambre des pairs. Cette transformation évidemment n'aurait pas trop déplu aux membres de l'assemblée, et M. Charles Dupin fut même d'avis que ce « serait le perfectionnement de la Constitution. Je ne le propose pas, mais il est dans les *desiderata*, et vous y arriverez ! » Les sénateurs, en attendant de discuter les lois, se contentaient d'examiner des pétitions. Un moraliste de province crut devoir leur signaler l'extension toujours croissante de la prostitution, et leur demander d'y porter remède. Certains sénateurs pudibonds auraient bien voulu discuter cette pétition en comité secret. L'in-fatigable M. de Boissy et M. le procureur général Dupin s'y opposèrent. Ce dernier fit observer à ses collègues que si le Sénat, déjà privé de tribune publique, or-

donnait un comité secret à propos de prostitution, « le public pourrait s'imaginer qu'on voulait dérober à » sa connaissance des faits bien extraordinaires, pro- » bablement l'existence d'une société de prostitution » dont on n'aurait pas voulu divulguer les adhérents, » parce qu'elle se composait de personnages trop » illustres. » M. Dupin avait pris connaissance du rapport qu'il s'agissait de livrer à la publicité. « Il n'y a pas de sermon qui n'en dise pour le moins autant sur la prostitution. » Si, dit-il, le monde condamne la prostitution, l'État ne peut punir que les faits donnant matière à la répression légale. C'est ce qu'il a toujours fait et ce qu'il fait encore. La prostitution, il y a quarante ou cinquante ans, s'étalait effrontément sur toutes les promenades, dans toutes les rues de Paris; elle s'est renfermée maintenant dans les maisons et dans les quartiers lointains; faut-il venir jusque-là pourchasser les prostituées? C'est plus difficile, car, même dans les pays d'inquisition où la police ecclésiastique entre partout, il existe à leur endroit une tolérance dont saint Louis, législateur, s'est cru obligé lui-même de donner l'exemple. Le pétitionnaire a l'air de trouver les lois insuffisantes, les tribunaux indulgents, la police négligente. Or, les lois ont défini tout ce qui peut se définir en pareille matière. Les tribunaux sont plutôt disposés à étendre le sens de la loi qu'à le restreindre. La police, je le pense, fait son devoir, et elle a fort à faire, tant en haut qu'en bas (*Militaire*), car on parle beaucoup des basses classes et pas assez des hautes, qui sont plus difficiles à atteindre, quoique plus faciles à apercevoir. On parle de courti-

sanes qui s'étalent dans les lieux publics. Oui, telle femme dans un équipage brillant attire tous les regards. Que fait la grande société ? Elle prend modèle sur elle, et ce sont ces demoiselles qui donnent aujourd'hui les modes aux femmes du monde ; ce sont elles qu'on copie : voilà l'exemple que donne la haute société. Une autre cause de prostitution qui dépend des hautes classes plutôt que des classes inférieures, c'est l'excès du luxe, et c'est cette émulation dans le luxe qui des grands aux petits est le fléau de la société. »

M. Dupin, dans ce discours où il trouva moyen de dire leur fait à toutes les modes du jour, sans oublier la crinoline, donne d'excellents conseils aux femmes ; mais il aurait pu en donner d'aussi bons à la société, qui est loin de faire tout ce qu'elle pourrait pour les protéger. Les moyens d'instruction existent à peine pour la femme ; l'homme lui fait concurrence sur le terrain du travail, il délaisse les métiers rudes, la terre lui fait peur ; il se fait femme dans certains ateliers, dans les magasins, dans les hôtels. Qu'il laisse aux femmes les professions qui exigent peu de force, elles ne recourront plus aux professions honteuses. La femme du peuple subit la fatalité de l'ignorance et de la misère. Quant à la femme du monde, elle est ce que la fait une société emportée dans le tourbillon des plaisirs et des jouissances matérielles, où l'homme insoucieux des devoirs du citoyen, négligeant ceux de mari et de père, crée une femme à son image, insouciante, légère et vaine, *garrula* et *vaga*, comme dit l'Écriture. Voilà ce qu'aurait pu dire

M. Dupin, mais sa harangue aurait eu moins de succès au Sénat. Il prit la parole encore une fois pour couvrir l'homœopathie de ses sarcasmes un peu vieillis, à propos de deux pétitions demandant, l'une que défense fût faite aux pharmaciens allopathes de vendre des remèdes homœopathiques, l'autre que l'homœopathie fût introduite dans les hôpitaux. Les partisans de la vieille médecine, représentés par M. Dumas, et ceux de la nouvelle école médicale, ayant à leur tête MM. Bonjean et Thayer, se battirent avec acharnement pendant toute la séance. La victoire finit par rester aux allopathes.

L'avant-dernière séance du Sénat fut marquée par une lutte entre le président et le baron Dupin, qui cherchait à emporter de vive force le droit de discuter le budget. C'était saper les bases de la Constitution. M. Troplong les défendit avec le courage du désespoir, et parvint cette fois encore à les préserver, malgré l'aide puissante offerte au baron Dupin par le marquis de Boissy. « Coupez-nous la langue, cria ce dernier, ou laissez-nous parler ! » L'Assemblée, sans s'émouvoir, mit fin au débat, et le 7 juillet elle se sépara aux cris de : Vive l'Empereur ! après avoir statué sur 512 pétitions et reçu l'hommage des œuvres de feu M. Billault et d'un ouvrage de M. de Quatre-fages sur les vers à soie.

Le Corps législatif était entré en séance le 17 février. M. le vice-président Schneider, en montant au fauteuil, exprima ses regrets sur l'état de santé de M. de Morny, « qui prive le Corps législatif d'une de ces allocutions dont il puise le secret dans ses qualités personnelles ».

La Chambre s'occupa le même jour de la formation de son bureau. L'opposition présentait deux candidats pour les fonctions de secrétaire : MM. Magnin et Planat. M. Darimon parut surpris d'être mis de côté par ses anciens collègues de la gauche, et demanda par l'intermédiaire de M. de Girardin, dans le journal *la Presse*, pourquoi M. Havin n'avait pas voté pour lui. Le directeur du *Siècle* lui répondit qu'il avait voté pour les candidats choisis par le groupe dont il faisait partie, et il pria à son tour M. Darimon de vouloir bien lui dire les motifs de sa séparation avec des hommes à côté desquels il marchait depuis sept ans, et de lui expliquer comment les voix de la majorité s'étaient portées sur lui. M. Darimon riposta par de vagues récriminations contre l'opposition, qui avait cessé, disait-il, de le convoquer, ainsi que M. Émile Ollivier, à ses réunions. M. Glais-Bizoin, chargé de faire les convocations à la gauche, déclara que ces deux députés n'avaient été l'objet d'aucune exclusion, et que M. Darimon lui avait formellement déclaré qu'il ne voulait plus se rendre chez M. Marie, où se tenaient les réunions de l'opposition.

La Chambre, avant d'entamer la discussion de l'adresse, procéda rapidement à la vérification des pouvoirs des députés nommés dans l'intervalle de la session. La première élection examinée fut celle de M. Bois-Viel nommé dans la 4^e circonscription du Finistère. M. de Gasté, ingénieur de la marine, son concurrent, n'avait pu faire un pas dans la circonscription sans être suivi par des agents de police, et il s'était vu disputer jusqu'au pan de muraille où il se

croyait le droit d'afficher son appel aux électeurs à côté de celui du candidat officiel. M. Glais-Bizoin s'appuya vainement sur ces faits pour demander l'annulation de l'élection de M. Bois-Viel ; ce dernier ayant obtenu sur M. de Gasté une assez forte majorité, la Chambre jugea dès lors inutile de s'arrêter à ces vétilles. Toujours la théorie du nombre des voix, sans se soucier des causes qui l'ont produit.

M. Eugène Pelletan signala de son côté, sans être plus heureux, les actes non moins graves qui entachaient l'élection de la 2^e circonscription de la Dordogne, et surtout les violences d'un sous-préfet qui voulait forcer les maires à lui indiquer les électeurs hostiles et même les électeurs indifférents. L'élection de la 1^{re} circonscription de la Marne fut aussi l'objet de graves protestations. Quatre candidats étaient en présence. MM. Gerg et Jean Bertrand, qui avaient eu le plus de voix après le candidat officiel, nommé à 16 voix de majorité seulement, protestaient contre cette élection due à une intimidation que l'autorité s'efforçait de prolonger au delà même de la période électorale. Les maires, non contents de refuser la légalisation des signatures, par lesquelles les électeurs affirmaient certains faits électoraux, menaçaient de poursuites ceux qui parlaient de la possibilité de l'annulation. La terreur administrative ne s'arrêtait pas aux campagnes, elle se faisait sentir jusque dans les villes. Un électeur s'étant adressé aux notaires et aux huissiers de Sainte-Menehould pour revêtir sa protestation des formalités légales, ces officiers ministériels lui refusèrent leur concours, à moins d'injone-

tion du président du tribunal civil. La plus fréquente des illégalités signalées par la protestation, est le vote par procuration : les femmes votent pour leurs maris, pour leurs pères, pour leurs beaux-pères ; tel maire vote pour ses fils absents, tel autre pour un malade ou pour un domestique. Le scrutin, dans la plupart des communes, n'est pas scellé la nuit. A Ripont, par exemple, un petit nécessaire appartenant à la femme du maire, dans lequel les électeurs ont déposé leur vote, est remis tout ouvert au maître d'école. On vote dans des boîtes sans serrures, dans des soupières, dans des vases, dans toutes sortes d'ustensiles de ménage, mais la soupière domine. Les illégalités de tout genre dans cette élection étaient tellement flagrantes, que M. Jérôme David, rapporteur de la commission, se vit obligé d'en demander l'annulation. La Chambre la vota non sans regret. Elle sanctionna, pour se dédommager, les élections de M. Bravay et de M. Édouard André dans les deux circonscriptions du Gard. La première lui était imposée en quelque sorte : « Cassez l'élection de M. Bravay tant que vous voudrez, je vous le renverrai », avait dit le préfet du Gard. Le Corps législatif, convaincu de son impuissance à lutter contre ce fonctionnaire, prit sur le rapport de M. Salandrouze-Lamornaix, le sage parti de céder. Quant à M. Ernest André, que pouvait-on lui reprocher ? Rien : sinon d'être très riche, très généreux, et d'avoir comblé la circonscription de bienfaits. Appartenant à la religion réformée, il se plaisait à donner des tableaux, des ornements, et jusqu'à des cloches aux églises catholiques : il n'y avait pas là de

quoi faire casser une élection par une Chambre aussi dévote; la discussion fut pourtant assez chaude dans le bureau chargé de la vérifier : « J'ai une fortune de 20 millions, répondit M. Édouard André aux observations de M. Eugène Pelletan, voulez-vous m'empêcher d'en faire profiter le pays où je suis né? Oui, j'ai fait des dons considérables aux églises, aux communes, aux écoles, aux hospices; mais depuis quand la bienfaisance est-elle interdite à la richesse? J'ai fait du bien au pays, prouvez-moi que j'ai acheté un seul individu! » Cela eût été impossible : le candidat n'achetait pas en effet les individus, il achetait les communes. Aussi quarante-cinq députés se permirent-ils de trouver la générosité de M. Édouard André un peu suspecte, et de protester par leur vote contre son admission.

La discussion du projet d'adresse commença le 27 mars. L'intérêt se concentra sur les trois discours de MM. Émile Ollivier, Thiers, et Thuillier, commissaire du gouvernement. M. E. Ollivier entreprit une tâche difficile en essayant d'expliquer pourquoi il se séparait de l'opposition dans le vote de l'adresse. « L'opposition, dit-il, présente un amendement qui contient ces deux propositions : « Loin de marcher vers la liberté, le gouvernement s'en éloigne », et « C'est une illusion que de chercher le progrès ailleurs que dans la liberté, et la liberté ailleurs que dans la liberté politique. » Comment pourrait-il s'associer à des pensées qui sont, à ses yeux, des erreurs fondamentales? La France est, il est vrai, sur bien des points, en arrière des autres peuples; il est blessant pour une nation

fière de comparer des institutions telles que les nôtres à celles de l'Italie, de la Belgique, de la Hollande, de la Suisse, mais l'Empereur comprendra qu'une telle situation ne saurait durer sans danger. Les générations se suivent et se remplacent ; la génération née sous Louis-Philippe demande à entrer dans la vie politique, le régime actuel la lui ferme : ne serait-il pas temps au contraire de la lui ouvrir ? L'Empereur, pour attirer la jeunesse autour de lui, n'a qu'à rester fidèle à sa tradition, et à se rappeler l'acte additionnel, qui n'était pas, comme on l'a dit, l'acte d'un tyran aux abois, mais la meilleure constitution qu'ait eue la France. Quant à lui, qu'on l'accuse d'être un politique naïf ou un ambitieux vulgaire, il ne regrettera pas d'avoir employé toutes les forces de sa volonté à conclure une alliance durable entre la démocratie et la liberté par la main d'un pouvoir fort et national. » M. Émile Ollivier déclare, en terminant, qu'il confondra son bulletin avec ceux de la majorité, mais que son vote d'aujourd'hui en faveur de l'adresse n'est qu'un vote d'espérance. Quelle raison M. Émile Ollivier avait-il donc d'espérer, en présence des actes récents du gouvernement ? Il se donnait, mais on ne voyait pas ce que la liberté recevait en échange.

M. E. Ollivier venait de fonder le parti de l'espoir, M. Latour-Dumoulin essaya de créer à son tour un nouveau parti. Mais même après le discours du fondateur, rien de plus difficile que de se rendre compte de sa signification. M. Plichon, loin de partager les sentiments de confiance dont le projet d'adresse était empreint, relativement à l'extérieur, vit dans le

Mexique, les États-Unis et la convention du 15 septembre, des sujets très graves de préoccupations pour les hommes sérieux. « La convention du 15 septembre ne pouvait-elle pas d'un jour à l'autre forcer Sa Sainteté à s'enfuir de sa capitale? » Le président Schneider l'interrompit par ces mots : « Il y a des hypothèses qui ne doivent point être posées. »

M. Thiers insista sur la nécessité et l'opportunité de rendre au pays la liberté politique. L'Empereur, dans son discours, avait assez dédaigneusement qualifié « d'ingéniennes » les théories des libéraux. M. Thiers répondit : « Est ingénieux ce qui est raffiné, subtil et non simple. Ce qui est ingénieux, c'est, lorsqu'en 1852 le législateur avait ses coudées franches, d'avoir rétabli non pas la censure de la veille, ce dont je l'aurais défié, mais d'avoir créé la censure du lendemain, c'est-à-dire les avertissements, les suspensions, les suppressions. C'est ensuite de dire à la France qu'elle est la plus libre des nations, parce qu'on lui a donné le suffrage universel, et de se réserver, sous le prétexte que dans une si grande masse d'électeurs il y en a beaucoup qui ne sont pas éclairés, le droit de les diriger. C'est enfin, lorsque la responsabilité appliquée aux ministres peut seule avoir quelque efficacité en politique, de la transporter au souverain. Voilà ce qui est ingénieux ! Dans ce que nous demandons, au contraire, il n'y a rien que de simple, et cela est si vrai, que nos idées sont répandues dans toute l'Europe. » M. Thiers exprima le regret de voir des expéditions lointaines et ruineuses entreprises sans

consulter les représentants du pays, ignorants des guerres et des traités qu'ils ne connaissaient qu'à l'état de faits accomplis, et il finit en démontrant que de la liberté politique dépendent la dignité et les intérêts d'un peuple, et que toutes les réformes économiques, judiciaires, administratives dont se targuait l'Empire ne remplaçaient pas cette liberté.

M. Thuillier, orateur officiel, le savait très bien ; aussi s'empressa-t-il, en répliquant à M. Thiers, d'abandonner le terrain de la discussion pour se placer sur celui de la récrimination. Liberté de la presse, liberté électorale, liberté de réunion, toutes les libertés entre les mains de l'opposition ne sont que des armes pour détruire le gouvernement. « On se plaint des poursuites dirigées contre les treize et contre le comité électoral ; de pareilles associations ne sauraient, en effet, être tolérées : ce serait un État dans l'État. Le comité des treize n'était pas autre chose d'ailleurs qu'un comité révolutionnaire. Lisez plutôt la correspondance échangée entre quelques-uns de ses membres : « Voici, mon cher ami, trente hommes de premier choix, dont pas un ne manquera à l'appel. Mon avis est de mêler les deux escouades, il y aura de l'émulation. » Un autre écrit : « J'envoie Legris et Leloutre qui sont adroits, passer le jeudi à Bicêtre ; c'est le jour de service des vieux. (*Rires.*) Les hommes dont je parle sont les distributeurs des ouvriers, les praticiens de l'élection. » (*Nouveaux rires.*) Un troisième s'écrie : « Allons donc ! agitez-vous donc, convulsionnez-vous donc ! (*On rit.*) En avant ! en avant les champions ! en avant les

circulaires aux départements! C'est très pressé. Je me regarde comme le vieux de la vieille. » (*Nouveaux rires.*)

M. Thuillier, passant aux réunions électorales, cite ces paroles de deux des orateurs aux ouvriers : « Est-ce que vous voulez, demande l'un, rester plus longtemps à l'état d'ilotes, ballottés par des maîtres qui s'enrichissent de notre travail en se croisant les bras ? » L'autre s'écrie : « Qu'on est bien ici ! Que ces murailles simples sont belles à côté des marbres du Corps législatif. (*Rires prolongés.*) Ici nous sentons des cœurs qui battent comme les nôtres pour la conquête de la liberté ; là-bas nous ne trouvons que des hommes égoïstes dont les aspirations tendent à nous faire reculer. Vous voulez votre patrie belle et libre ? C'est ainsi que nous l'avons laissée en 1848. Mais, hélas ! qu'en a-t-on fait ? Le pouvoir, que nous donne-t-il aujourd'hui ? Rien que l'esclavage et la honte. » (*Exclamations.*)

M. Thuillier ne s'arrête pas en si beau chemin ; après avoir vidé l'arsenal des banalités contre la presse, il évoque le spectre des journaux de 1848 : *le père Duchêne, la Canaille, la Guillotine*. Feuilles bonapartistes, il le sait bien, mais dont le titre fait toujours son effet. La Chambre, transportée d'admiration, interrompt la séance ; les députés de la majorité se précipitent en masse vers les bancs des orateurs du gouvernement pour serrer la main à M. Thuillier. Le ministre d'État reste seul à sa place et paraît soucieux. Un rival venait-il de lui naître.

Les passions de la Chambre avaient été vivement

excitées par la harangue de M. Thuillier. Le lendemain cependant les esprits se calmaient peu à peu sous l'influence somnolente de la parole de M. d'Havrincourt, chambellan de l'Empereur, répondant à M. E. Ollivier et à M. Thiers, et la séance semblait devoir s'écouler sans incident fâcheux, lorsque tout à coup un tumulte violent s'élève sur les bancs de la gauche. Les membres de ce côté de la Chambre, debout sur leur banc, apostrophent l'orateur. D'où vient cet orage subit? D'une phrase dans laquelle M. d'Havrincourt s'applique à rassurer M. Thiers sur les craintes de révolution. « Les révolutions ne sont plus à craindre, grâce à l'homme de génie qui gouverne la France et à la majorité du Corps législatif. La France est sortie par leurs communs efforts de l'abîme où l'avait jetée la république. Tout périssait lorsque le 2 décembre est arrivé, « tout le pays l'attendait. »

« *M. Picard* : Ne parlez pas du 2 décembre. (*Interruptions, réclamations.*)

» *Voix nombreuses* : Parlez-en !

» *S. Exc. M. Rouher* : Nous avons détruit les factions ce jour-là, et nous les détruirons encore. (*Très bien ! très bien !*)

» *M. Jules Farre* : Osez dire que vous agiriez de même vis-à-vis de cette Chambre, si elle vous résistait. Osez-le !

» *M. Picard* prononce au milieu du bruit des paroles qui ne sont entendues que d'une partie de la Chambre.

» *Voix diverses* : A l'ordre !

» *M. Haëntgens* : Faites expliquer à M. Picard le mot qu'il a prononcé.

» *M. Granier de Cassagnac* : M. Picard a prononcé un mot qui doit être expliqué ou retiré.

» *M. le comte d'Ornano* : Un mot qui blesse le sentiment de la Chambre.

» *Le président* s'excuse sur ce qu'il n'a pu entendre ce mot au milieu du bruit. Il prie M. Picard de s'expliquer.

» *M. E. Picard* : Je me suis écrié : Ne parlez pas de cette date, parce que vous nous forceriez à nous lever et à dire ce que nous en pensons.

» *Voix nombreuses* : Dites-le ! dites-le !

» *M. E. Picard* : Je ne cherche ni ne redoute les occasions de cette nature. Je ne suis pas venu ici pour parler du 2 décembre, et si le gouvernement datait du 2 décembre, je ne serais pas ici : il date du 10 décembre, et l'élection du peuple devant laquelle je m'incline. Je n'aurais eu rien à ajouter si M. le ministre d'État n'avait pas cru devoir dire que ce jour-là les factions avaient été vaincues.

» *S. Exc. M. Rouher* : Vous avez parlé avant, je n'ai fait que vous répondre.

» *M. E. Picard* : J'ai répliqué à M. le ministre d'État un mot qu'il n'est pas de mon honneur de retirer, mais que par respect pour l'Assemblée je ne répète plus.

» *Voix nombreuses* : Il ne manquerait plus que cela.

» *M. le président Schneider* : Je connais trop la loyauté de mon honorable collègue M. Picard pour penser qu'il puisse songer à se réfugier dans une équivoque.

» *M. E. Picard* : Il n'y a pas d'équivoque.

» *M. le président Schneider* : M. Picard a voulu dire assurément que ce mot lui avait échappé. J'admets qu'il a ainsi déferé à ce que les convenances parlementaires exigent et à ce que sa situation au milieu de nous lui impose. (*Très bien ! très bien !*)

» L'honorable M. Picard fait un geste d'adhésion.

» *M. Granier de Cassagnac* et *M. Noubel* insistent pour que la Chambre soit consultée sur le rappel à l'ordre de M. Picard. Le président se déclare satisfait par son geste. »

Le 2 décembre est un crime! voilà le mot que M. Ernest Picard avait lancé et que le compte rendu officiel se garda bien de répéter.

Il n'est pas facile de prendre la parole après de tels incidents, surtout pour un orateur aussi peu agréable à la majorité que M. Glais-Bizoin. Il demanda s'il y avait beaucoup de gens à la Chambre aussi rassurés relativement au Mexique que le gouvernement.

La majorité n'aimait pas qu'on lui posât des questions délicates, et comme M. Glais-Bizoin avait la voix très faible, elle fit semblant de ne pas l'entendre; le président essaya même plusieurs fois de lui ôter la parole sous prétexte que sa voix ne parvenait pas à l'oreille de ses collègues. On l'entendait très bien; mais il demandait les garanties nécessaires pour prévenir à l'avenir les dangers d'expéditions pareilles à celle du Mexique, et l'on ne voulait pas l'écouter.

La discussion générale de l'adresse était close. La Chambre, avant de passer aux articles, s'occupa de la vérification de l'élection de la 3^e circonscription du département du Gard, qui donna lieu à des débats très animés. Les candidats en présence étaient M. Fabre, parent éloigné de feu M^{re} Affre, archevêque de Paris, transporté en 1851, plus tard rallié au gouvernement, qui le nomma juge, et M. de Larey, ancien député légitimiste. M. Fabre, à peine choisi comme candidat officiel, s'empressa d'écrire à l'évêque de Nîmes que l'accord unanime entre les grandes compagnies industrielles du Gard l'ayant désigné au choix de l'administration, il n'avait qu'à la laisser faire, et que son succès était certain d'avance, mais que ne bornant pas son ambition à représenter les intérêts commerciaux, industriels ou agricoles du Gard, il « désirait par-dessus tout avoir son adhésion et celle du clergé ». Il ajoutait que ses convictions religieuses n'avaient jamais varié, et que le dévouement à la religion était un glorieux héritage de famille. « Je sais que des motifs de l'ordre le plus élevé » déterminent seuls les résolutions de Votre Grandeur

» dans les circonstances analogues à celles qui me
» préoccupent; aussi m'a-t-il paru convenable de
» vous adresser cette déclaration. »

M^{re} Plantier, peu touchée de ces protestations, adressa immédiatement la circulaire suivante aux curés de son diocèse :

« Mon cher curé,

« M. le baron de Larcy se présente pour la députation: je vous recommande vivement cette candidature. Vous n'en parlerez pas en chaire; mais en dehors de là, non seulement je vous autorise, mais encore je vous exhorte à user de toute votre influence pour la faire triompher.

« Plus vous agirez avec énergie, et plus vous entrerez dans nos vues. On essaiera peut-être de vous intimider: mais pourvu que vous restiez dans les limites de la prudence et de la loi, vous n'avez rien à craindre. Si l'on vous inquiète, votre évêque sera là pour vous défendre. Ainsi, entrez résolument en action: il s'agit d'une grande cause à soutenir et d'une liberté précieuse à faire prévaloir, celle des élections. »

L'administration, ne pouvant compter sur l'appui du clergé, entra de son côté résolument en action en faveur du candidat officiel. Les autorités grandes et petites se mirent en campagne, et l'on vit les propriétaires des mines de la Grande-Combe et de Bassèges conduire leurs ouvriers embrigadés au scrutin. Les protestations étaient nombreuses et justifiées contre cette élection; mais la pression exercée sur les électeurs catholiques par l'évêque de Nîmes, formant son clergé en phalange sacrée pour lutter sous le drapeau de M. de Larcy, parut sans doute à la majorité compenser l'influence des propriétaires des mines d'Alais et de Bassèges: M. Fabre fut admis, et la Chambre

put passer à la discussion des articles de l'adresse.

L'opposition présentait au premier article un amendement énumérant toutes les réformes dont l'adoption aurait constitué « le couronnement de l'édifice ».

« La liberté seule élève l'âme des peuples, parce que seule elle donne l'influence au dehors, l'harmonie et la prospérité au dedans. Sans elle les victoires sont stériles, et les réformes précaires.

» Il faut à la France en 1865 ce que 1789 lui avait donné :

» Une presse libre;

» Des ministres responsables;

» Des communes gouvernées par des magistrats de leur choix;

» L'instrument, la sanction et la pratique de la liberté.

» C'est une illusion que de chercher le progrès ailleurs que dans la liberté politique.

» La France a été la première des nations libres. Après avoir enseigné au monde la liberté, doit-elle se résigner aujourd'hui à ne pas la posséder elle-même? »

M. Jules Favre, en développant cet amendement, crut pouvoir sans danger rechercher les origines et les antécédents de la Constitution, et comment, en parlant de son origine, ne pas l'associer au coup d'État du 2 décembre? La majorité, furieuse d'une telle audace, somma le président de rappeler l'orateur à l'ordre. « S'il y avait quoi que ce soit dans ses paroles qui ressemblât à une accusation, s'écria majestueusement M. Schneider, je dirais que le jugement a été prononcé par une autorité suprême, le peuple français! » Les cris redoublent sur les bancs de la droite; les bonapartistes, furieux, erient que l'argumentation de l'orateur n'a rien de commun avec son amendement, que cet amendement est inconstitutionnel dans plusieurs de ses parties, et que le président ne devrait pas le laisser discuter.

M. Jules Favre parvient enfin à se faire entendre, il essaye de s'expliquer : « La Chambre a sans doute tous les droits, sauf celui de me dire : Voici les développements que vous présenterez à l'appui de votre » amendement, les autres sont proscrits ? Je recherche » quels sont les principes de la Constitution. Une pareille étude n'a été interdite dans aucune assemblée. » Si la Chambre estime le contraire, je m'assieds ; » mais si elle me laisse la liberté d'exprimer ma pensée, » je puis remonter à l'origine de cette Constitution, » aux causes sociales, morales, politiques, d'où elle est » sortie, sans m'écarter des règles de respect qui me » sont imposées. (*Nouvelles et plus vives interruptions.*) Au surplus, puisque la Chambre ne veut pas » que je poursuive, je m'assieds. »

Le président Schneider jure ses grands dieux que personne n'empêche M. Jules Favre de parler, et que s'il ne veut pas continuer, un autre amendement va être mis en discussion. M. E. Ollivier, qui n'a aucun intérêt à ce que la majorité se montre trop intolérante, essaye son crédit sur elle, et l'engage à renvoyer la séance au lendemain. Elle y consent. L'opposition, vivement émue, parlait de renoncer aux débats ; mais dans une réunion de ses membres qui eut lieu dans la soirée, elle décida qu'elle continuerait à siéger.

La gauche demandait par un amendement que les délits de presse fussent soumis au jury. M. Pelletan prit une part très brillante à cette discussion, quoique souvent interrompu par le président, fort méticuleux quand les membres de l'opposition sont à la tribune. M. Pelletan essaye-t-il, pour venger la presse

des dédains de l'Assemblée, de citer les journalistes qui figuraient sur les bancs du Corps législatif, aussitôt M. Schneider de l'interrompre : « Il n'y a pas ici des journalistes, mais des députés. » S'avise-t-il de désigner la Russie comme une nation arriérée, il lui crie sèchement : « Ne parlez pas de la Russie ! » Prévoit-il le moment où la France en sera réduite à demander la liberté comme en Turquie, M. Schneider le rappelle à la question ; un mot de plus, il le rappellera à l'ordre.

Quelques membres de la majorité, sans rendre le jugement des délits de presse au jury, consentaient à les déférer à l'avenir à la police correctionnelle. Ils présentèrent même un amendement dans ce sens, soutenu par M. Martel avec beaucoup de tact et de mesure. M. Rouher déclara que rien ne serait changé au décret de 1852, et l'amendement du tiers parti eut le sort de l'amendement de la gauche.

MM. Carnot, Dorian, Jules Favre, Garnier-Pagès, Glais-Bizoin, Guérault, Havin, Hénon, Lanjuinais, Magnin, Marie, E. Pelletan, E. Picard, auxquels s'étaient joints quelques membres d'une nuance plus douce, tels que MM. Malézieux, le duc de Marmier, Pieron-Leroy et même M. Belmontet présentèrent un amendement sur la liberté électorale :

« Dans le pays du suffrage universel, on voit les comités électoraux poursuivis sous le nom d'associations illicites, et pour la première fois, à ceux qui ont le droit d'élire, on conteste le droit de délibérer.

» Loin de marcher vers la liberté, le gouvernement s'en éloigne. »

M. Garnier-Pagès, en défendant cet amendement,

fit en quelque sorte revivre le procès des « Treize » ; mais l'accusé, cette fois, c'était le gouvernement. L'orateur de l'opposition lui demanda compte d'abord des visites domiciliaires opérées dans Paris et dans les départements pour s'emparer du secret des électeurs en fouillant leurs papiers et en brisant leurs meubles ; ensuite de la violation du principe d'égalité, en prenant treize accusés seulement sur dix-sept membres du comité (MM. Marie, H. Martin, J. Simon, Charton, n'avaient pas été mis en cause, malgré leur demande rendue publique de partager le sort de leurs collègues), et enfin de ses tentatives pour empêcher un citoyen, non seulement de s'occuper des élections d'un département où il ne vote pas, mais encore de verser une somme dans la souscription pour payer les frais de l'élection d'un candidat pauvre.

M. Granier de Cassagnac répondit à M. Garnier-Pagès par une théorie paradoxale qui consacrait la mise en tutelle de la souveraineté nationale entre les mains du pouvoir. M. Jules Favre en fit justice. La Chambre, cette fois, aurait bien voulu qu'il renouât, comme la veille, à la parole ; mais elle n'osa pas lui en fournir l'occasion. M. Vuitry, ministre président du Conseil d'État, en repoussant l'amendement, voulut bien cependant convenir que les électeurs devaient être libres, dans la période électorale, de tenir des réunions privées, et que les réunions publiques pouvaient avoir lieu, « à moins que l'administration ne les trouvât menaçantes pour l'ordre et pour la tranquillité ». L'administration restait par conséquent toujours maîtresse de les défendre ou de les autoriser.

M. Vuitry reconnut également aux électeurs d'une commune le droit de correspondre avec ceux de toutes les communes du même département et de former des comités; médiocre faveur, puisque l'administration ouvrait les lettres.

L'attention du Corps législatif avait été appelée sur les questions d'affaires par ce paragraphe de l'adresse : « Le Corps législatif a reçu avec satisfaction de Votre Majesté l'assurance que la situation des finances, allégée des dépenses qu'entraînent les expéditions lointaines, permettrait cette année d'imprimer à ces travaux (d'utilité publique) une activité efficace, sans faire appel au crédit. »

MM. Bethmont, Carnot, Dorian, Jules Favre, Garnier-Pagès, Glais-Bizoin, Hénon, Lanjuinais, J. Magnin, Marie, E. Pelletan, E. Picard, J. Simon, déposèrent l'amendement suivant à ce paragraphe :

« L'état de nos finances et du crédit public dépend du régime politique plus encore que des circonstances extérieures.

» Tandis que l'Angleterre diminue sa dette, la France augmente incessamment la sienne.

» Nos budgets réglés se soldent par des découverts ou par des emprunts.

» L'agriculture, l'industrie, le commerce, souffrent et demandent un remède prompt et décisif à cet état de choses.

» La Chambre ne peut remplir efficacement son mandat qu'autant que le principe fondamental de la spécialité dans le vote des finances aura été restitué. »

M. Magnin, en soutenant cet amendement avec clarté et logique, crut pouvoir rappeler que la question de la spécialité avait été déjà portée devant la Chambre par M. Latour-Dumoulin, au nom de cette

fraction de la majorité dont il est le chef et que « nous avons l'habitude d'appeler le tiers parti ». M. le président Schneider se hâta de l'interrompre : » Je prie l'orateur de ne pas faire de semblables distinctions. Nous sommes tous ici au même titre; il n'est pas bon de chercher à nous diviser. » Comme si la division de la Chambre en diverses fractions était un mystère, et comme si cette division ne formait pas la règle de la vie parlementaire.

L'opposition par son amendement demandait le rétablissement de la spécialité en matière de finances. M. Gouin lui répondit que les améliorations actuelles dues à la « générosité de l'Empereur » suffisaient à la Chambre pour rester maîtresse de l'administration financière du pays. Ce n'était pas l'avis de M. Picard. Le député de Paris reconnaissait que la Chambre, par le renvoi à la commission, pouvait bien à la rigueur obtenir indirectement le bénéfice de la spécialité, et rejeter une dépense en rejetant la section dans laquelle elle est inscrite; mais c'est là, remarqua-t-il, pour quiconque connaît les assemblées, une décision si difficile à prendre, qu'elle peut être considérée comme impossible : la Chambre n'est donc pas en mesure, par le mécanisme actuel, de faire prévaloir sa volonté souveraine. M. Picard, en terminant, rappela ces mots de Royer-Collard : « La spécialité en matière d'impôts n'est pas seulement une question de droit, mais encore une question de probité. »

MM. le baron de Veauce, vicomte Clary, marquis d'Ilavrincourt, Kolb-Bernard, duc de Marmier, comte Napoléon de Champagny, Werlé, Lubonis, Pissard,

Peyrusse, A. Jubinal, de Wendel, Duplan, Planat, Martel, comte d'Ornano, baron de Ravinel, comte de Couëdic, Thomas-Kerkado, Couleaux, Terme, Etcheverry, baron de Coehorn, Armand, comte Caffarelli, Dupont, Buché de Chauvigné, Camille Dollfus, de Chiseul, Gellibert des Seguins, Bartholony, de Dalmas, Bethmont, Hénon, Ancel, Lambrecht, Roger, de la Guistière, comte de la Tour, vicomte de Grouchy, comte de Jaucourt, Jourdain, de Guilloutet, Bourlon, baron Travot, de Chastelux, Geoffroy de Villeneuve, Wert. Joseph Simon, comte de Boigne, vicomte de Planey, Paulin Talabot, Calvet-Rogniat, avaient signé un amendement dans lequel le gouvernement était invité à étudier la question de savoir « si, par suite de » la transformation de la richesse et des changements » dans les mœurs qui en ont été la conséquence, nos » lois de succession n'appelleraient pas des modifica- » tions favorables à l'extension des droits du père de » famille ». Les signataires de l'amendement, en protestant contre la pensée de rétablir le droit d'aînesse et de favoriser un partage inégal entre les enfants du même père, faisaient remarquer que la France n'est plus un pays seulement agricole, et que l'industrie y joue un rôle important ; quel inconvénient y aurait-il donc, si l'on veut fonder la grande industrie, à ce que le père puisse léguer son usine au plus capable de ses fils ? L'intérêt de l'industrie et les droits de la liberté, tels furent les arguments que les signataires firent valoir avec toutes les précautions oratoires en faveur de leur amendement. MM. Adolphe Guérault et Marie le combattirent comme portant atteinte à nos lois

civiles et aux principes de la Révolution ; la Chambre, cette fois, leur donna gain de cause à une forte majorité.

MM. Jules Simon et Ernest Picard abordèrent avec énergie la grande question de la centralisation, à propos de la nomination des maires et de l'administration de la ville de Paris. La conclusion pratique que les hommes de 89 tirèrent des principes qu'ils venaient de poser fut que les *représentants* de la souveraineté et les *agents* de l'autorité devaient être élus par les citoyens. Le coup d'État de brumaire, sous prétexte de fixer définitivement la Révolution, la ramena aux traditions de l'ancien régime ; l'initiative du pouvoir se substitua partout à celle des citoyens : maires, adjoints, conseillers municipaux, conseillers généraux, conseillers d'arrondissement, le gouvernement nomma tous ses représentants administratifs. Ce système se détendit peu à peu sous l'influence des idées libérales : les conseils administratifs furent rendus successivement au vote des citoyens, et le choix des maires fut plus ou moins directement demandé à la confiance de leurs administrés, par suite de l'obligation de les choisir dans le conseil municipal. La constitution de 1852 avait dispensé le gouvernement de cette nécessité. L'opposition, condamnée à détourner les yeux de l'idéal et à embrasser une vue plus étroite, s'était donc réduite à solliciter par un amendement le rétablissement de la garantie supprimée.

M. Jules Simon, dans un discours très étudié, très complet, qui remplit deux séances, demanda qu'en vertu de la Constitution, essentiellement per-

fectible, la législation fût modifiée, et que le choix des maires dans le conseil municipal devînt une loi. L'éternel argument que le gouvernement doit être armé de prérogatives immenses en face de cette force immense, le suffrage universel, pour lui faire équilibre, fut encore une fois opposé à M. Jules Simon. M. Magnin rappela inutilement à la Chambre que la restriction inaugurée par la législation de 1852, d'abord repoussée par la commission, n'avait été acceptée que comme transitoire.

M. E. Picard s'était fait une spécialité et comme une mission de rendre à la ville de Paris l'élection de son conseil municipal; il vint donner un tour plus vif, plus animé, plus incisif à la discussion de l'amendement présenté dans cette intention par l'opposition. Son discours, véritable charge à fond de train contre le système d'administration du préfet de la Seine, montra la contradiction existant entre sa façon de procéder et celle du ministre des finances, l'un obligé d'exposer son budget, l'autre de le cacher, de telle sorte qu'on ne sait sur quoi se fonde ce qu'on dit être la grande prospérité de la ville de Paris. M. Devinck parle d'excédents dans son rapport au conseil municipal, mais, ajoute l'orateur, il paraît conclure à un emprunt; il déclare que l'augmentation des dépenses sans surcharge pour les contribuables est due à l'augmentation des recettes, et cependant les contribuables se plaignent d'être augmentés. Qui a tort ou raison? Tout le monde, selon M. Picard : l'impôt n'est pas augmenté, c'est vrai ; mais les contribuables payent davantage ; car l'impôt est propor-

tionnel à la valeur locative, et il suffit d'accroître cette valeur pour accroître l'impôt. C'est là le secret de l'énigme. La ville de Paris, d'un autre côté, se faisant commerçante, emprunte indirectement, comme les commerçants, par des acceptations et des bons à échéance dont les spéculateurs fournissent les fonds, quoique M. Boudet, ministre de l'intérieur, vienne justement, par une circulaire, d'interdire ces arrangements aux communes, et par ce moyen les expropriations continuent.

M. Ernest Picard, abordant le côté politique de l'administration de M. Haussmann, revint sur cette théorie du préfet de la Seine, que la population de la capitale se compose de nomades et de quelques Parisiens; il rappela au préfet de la Seine qu'il siégeait dans un lieu où il pouvait apprendre l'histoire de Paris aux sources mêmes, et que les souvenirs de ce palais auraient dû lui dire : « L'esprit municipal » existe; il résistera aux coups qu'on veut lui porter. » Le préfet de la Seine évoque en vain le spectre de la » Commune de Paris; il oublie qu'elle n'était pas le » produit de l'élection libre. Tant que le drapeau de » la libre élection a flotté sur l'Hôtel de ville, les » citoyens ont résisté; la dictature y est revenue » sous une nouvelle forme. Voyez si vous voulez l'y » maintenir. »

M. Rouher, obligé d'accourir de sa personne au secours de M. Haussmann, reprocha longuement à M. Ernest Picard d'avoir de l'esprit et de s'en servir pour se livrer à des critiques « qui peuvent inquiéter l'opinion et servir d'aliment à la malignité publi-

que ». Répondant ensuite à l'ensemble des réclamations de l'opposition, il apprit à la Chambre que le gouvernement était parfaitement résolu à prendre désormais les maires dans les conseils municipaux, « à moins de circonstances exceptionnelles », et à n'organiser les administrations communales qu'après les élections municipales qui allaient avoir lieu cette année. Il fallait bien se contenter de cette concession.

Une grave discussion s'engagea dans la séance du 7 avril sur deux amendements relatifs, l'un à la réforme du Code d'instruction criminelle et à l'abolition de la peine de mort, l'autre à l'instruction gratuite et obligatoire : amendements connexes, car la pénétration sociale s'adoucit d'autant plus que l'instruction sociale s'étend, et la procédure criminelle voit diminuer ses justiciables à mesure que l'ignorance fait moins de victimes. L'exposé simple et éloquent des doctrines de M. Carnot sur l'instruction primaire fut écouté avec une grande attention. M. du Miral et M. de Parieu, ce dernier parlant au nom du gouvernement, dirigèrent contre la gratuité et contre l'obligation des arguments en contradiction complète non seulement avec les documents publiés par le ministère de l'instruction publique, mais encore avec le sentiment démocratique. M. de Parieu eut le courage d'attribuer à l'obligation de l'instruction l'émigration allemande, et de soutenir qu'il s'en fallait de très peu que le nombre des soldats français sachant lire égalât celui des soldats prussiens. M. Jules Simon se chargea de lui répondre et rendit au débat l'éléva-

tion que les deux précédents orateurs lui avaient fait perdre.

L'Encyclique et le *Syllabus* semblaient devoir fournir matière à une grande discussion; la majorité au contraire jugea convenable de clore brusquement le débat.

L'ordre du projet d'adresse amenait la discussion des questions extérieures. Le public s'intéressait peu aux affaires d'Allemagne depuis que tout danger d'une guerre européenne semblait écarté. Les séances consacrées à la question allemande, loin d'être dépourvues d'intérêt, attirèrent peu de monde. Il n'en fut pas de même de la question du Mexique. M. Jules Favre se chargea de la traiter; il le fit avec sa vigueur habituelle. Maximilien allait faire un nouvel appel au crédit, il ne fallait pas laisser l'opinion sous l'impression du discours de l'orateur de l'opposition. Le gouvernement s'empressa de pousser à la tribune un député récemment revenu d'une mission au Mexique, M. Corta, qui écrasa M. Jules Favre sous les fleurs de ses descriptions enthousiastes : richesse du sol; unanimité de la population en faveur du gouvernement; acceptation de Maximilien par les Mexicains comme le représentant du progrès à l'européenne, par les Indiens comme « l'homme aux yeux bleus, aux cheveux d'or, qui doit régénérer le pays »; ralliement complet et général des cléricaux, conservateurs et républicains à l'empire; réorganisation des finances, de l'armée, de la justice, de l'instruction publique, aucune des conditions indispensables à sa régénération ne manquait désormais au

Mexique. L'heure avancée obligea M. Corta à remettre au lendemain la suite de son récit merveilleux; il le termina en demandant s'il était possible d'abandonner immédiatement une œuvre si brillamment commencée? « Et pourquoi? Les États-Unis ne disent » rien, ni par l'organe du président Lincoln, ni par » l'organe du président Davis. Restons donc tranquille- » ment au Mexique, et menons notre entreprise » à bonne fin ¹. »

M. Picard opposa à ce conte de fées un scepticisme que les événements devaient bientôt justifier. Vous blâmez tous cette expédition, dit-il à ses collègues, hâtez-en la fin, « si vous avez ce courage ». La majorité, indignée, force M. Picard à se rétracter. Son discours n'en produisit pas moins une impression très peu favorable à l'empire de Maximilien, et surtout à l'emprunt qu'il était en train de contracter. M. Rouher heureusement venait d'apprendre la conclusion de cet emprunt, et il annonça cette grande nouvelle à la Chambre, en ajoutant d'un ton triomphateur : « A quoi se réduisent les critiques » de M. Picard? les capitaux et la Bourse les rétor- » quent suffisamment. La convention de Miramar » sera suivie en ce qui concerne les termes fixés » pour le retour partiel de nos troupes; quant à » vouloir occuper la Sonora, comme on l'en accuse, » le gouvernement n'y songe pas plus qu'à violer la » neutralité aux États-Unis. On nous dit que les » chambres américaines ont proclamé la doctrine de

1. M. Corta fut nommé sénateur quelques mois après.

» Monroe, que Maximilien n'est pas reconnu à
» Washington. Qu'importent ces faits, grossis d'ail-
» leurs par une presse hostile? Des explications
» échangées entre les deux gouvernements, il n'est
» résulté que des choses favorables. Le président
» Lincoln a fait, dans son message, appel à la con-
» corde entre toutes les nations, et son représentant
» à Paris dit, en parlant des éventualités dont l'op-
» position veut nous inquiéter : « Votre sagesse sera
» la nôtre. »

Il fallait que M. Rouher fût bien sûr de l'inaltérable optimisme de la majorité pour lui donner ces derniers mots comme une preuve de l'esprit de conciliation des États-Unis. Il connaissait déjà leur volonté formellement exprimée de ne pas tolérer plus longtemps l'intervention française au Mexique, ce qui ne l'empêcha pas de terminer son discours par une ascension au Capitole : « Nous avons fait au Mexique
» une grande chose : légitimement appelés dans ce
» vaste territoire du Mexique pour y venger nos griefs,
» nous y avons porté la civilisation, l'ordre, la liberté,
» et dans peu d'années ce pays pacifié bénira la
» France et contribuera au développement de son
» commerce et de sa grandeur. Je répète que l'expé-
» dition française est une grande chose, que la France
» a par cette expédition conquis un grand pays à la
» civilisation. Que son drapeau y flotte quelques mois
» encore, et qu'elle achève d'y écraser les résistances
» dernières, qu'il détruise les bandits, qu'importe un
» séjour prolongé de quelques mois encore ! le but doit
» être atteint, la pacification complète. L'armée fran-

» çaise ne doit revenir sur nos rivages que son œuvre
» accomplie et triomphante des résistances qu'elle
» aura rencontrées. »

L'Algérie, qui, elle aussi, depuis trente ans devait contribuer au développement de la grandeur et du commerce de la France, et qui n'était pour elle qu'une cause de dépenses, fut, comme d'habitude, le sujet d'une discussion platonique entre les partisans du régime militaire et du régime civil.

La Chambre clôtura la discussion du projet d'adresse par un grand débat sur la convention du 15 septembre, c'est-à-dire sur la question italienne, source de si vifs dissentiments dans le groupe uni pour la revendication commune des libertés publiques. M. Thiers, en la traitant, se montra supérieur à lui-même dans l'art de grouper les arguments, et de coordonner un discours : regretter la guerre d'Italie, l'unité italienne et la perte de l'alliance autrichienne; soutenir que l'annexion de Nice et de la Savoie ne compensait pas les inconvénients qu'elle pouvait avoir pour nous, c'était une tâche difficile qu'il remplit sans fléchir jusqu'au bout. Montrant Rome tombée aux mains de l'Italie après le départ de nos troupes, la France rappelée dans cette ville par les périls du saint-siège et retenue peut-être par de subits obstacles, il adjura le gouvernement et la Chambre de ne pas désespérer les cœurs catholiques par l'abandon du pouvoir temporel, de ne pas briser l'unité de l'Église que remplaceraient des Églises nationales prêtes à réunir dans la même main le sceptre religieux et politique.

M. Émile Ollivier et M. Rouher ne manquaient pas de bons arguments à opposer à M. Thiers. L'alliance avec l'Autriche, notre vieille ennemie, demanda le ministre d'État, ne serait-elle pas aussi courte que périlleuse? La convention du 15 septembre ne dépouille pas le pape de sa souveraineté, elle la rétablit dans les conditions normales de toute souveraineté. Les Romains, ajouta-t-il, n'ont-ils pas le droit d'être bien gouvernés? Or, être bien gouverné au XIX^e siècle, c'est jouir des libertés nécessaires décrites par M. Thiers, et surtout de n'avoir pas l'étranger chez soi. La papauté peut vivre indépendante à côté de l'Italie respectueuse. Pourquoi désespérer de la conciliation dans l'avenir? M. Rouher défendit nettement la convention du 15 septembre au point de vue des relations entre le gouvernement impérial et l'Italie, mais il montra moins de clarté en essayant de rendre compte des rapports qu'elle établissait, selon lui, entre l'Italie et le gouvernement pontifical. Quittant ce terrain glissant, il prit directement M. Thiers à partie : il lui rappela, pour se moquer de ses prévisions actuelles, le temps où il soutenait que jamais une société en France ne réunirait 40 millions, et que ce serait fort heureux si l'on exécutait 40 kilomètres de chemins de fer; il lui reprocha sa défaite en 1840 dans la question d'Orient, résolue par l'Empereur, et les rudes atteintes portées par lui pendant qu'il était au pouvoir à cette liberté dont il se déclarait aujourd'hui l'ardent défenseur. Ces attaques personnelles font éclater une vive agitation sur les bancs de l'opposition. « Nous parlerons à notre tour de vos opinions en 1848! » répond

M. Eugène Pelletan au ministre provocateur. M. Thiers essaye de dire quelques mots, le président lui ferme la bouche aux acclamations de la majorité. M. Rouher revient à la question italienne et reprend gravement cette théorie de la réconciliation entre la papauté et l'Italie devenue, comme vient, avec raison, de le dire M. Thiers, « la risée de l'Europe ».

Un membre de la majorité s'était plaint que la convention reconnût des droits au peuple romain. M. Rouher lui répondit :

« Oui, nous lui reconnaissons des droits, mais distinguons. Un peuple peut dans certains cas modifier son organisation, changer son régime intérieur... (*Interruption sur quelques bancs.*)

« M. Pelletan : Nous en prenons acte. (*Murmure prolongé.*)

» Un membre : C'est un appel direct à la révolte. (*A l'ordre.*)

» M. Rouher : M. Pelletan prend acte de ces mots : un peuple a le droit de changer son gouvernement intérieur... Oui ! Mais si une minorité factieuse tendait à renverser le gouvernement, la majorité saurait l'écraser. (*Vive adhésion. — Oui, oui ! très bien !*) »

Ces derniers mots semblaient n'avoir été prononcés que pour donner le change aux passions de la majorité, pour les détourner sur un autre objet que l'adresse elle-même, car les députés catholiques n'étaient pas satisfaits du paragraphe sur la papauté : ils ne le trouvaient pas assez explicite en sa faveur, et ils se proposaient de le remplacer par un autre plus formel soutenu par M. Buffet ; mais la sortie de M. Rouher fit son effet, la majorité adopta le paragraphe de la commission.

Le discours de la couronne, le livre jaune et l'adresse étaient muets sur les États-Unis. L'opposition

aurait voulu que la Chambre, au moment même où elle venait d'apprendre la nouvelle de la prise de Richmond, qui mettait fin à la guerre civile, témoignât sa satisfaction en voyant se rétablir la République américaine, sa vieille alliée, après le succès de ses héroïques efforts pour abolir l'esclavage. M. Eugène Pelletan se fit vainement l'organe de ce vœu ; l'adresse, adoptée le 16 avril par 249 voix contre 15 sur 264 votants, ne contient pas un mot sur les États-Unis. Les membres de la commission la présentèrent le jour même à l'Empereur, qui remercia le Corps législatif de son concours par ces banalités : « La France redoute » plus les excès de la liberté que les excès du » pouvoir... — Sans vouloir sans cesse tout changer, » contentons-nous d'apporter chaque jour une pierre » nouvelle à l'édifice : la base est large, il ne saurait » s'élever trop haut. »

La Chambre, après deux semaines de vacances, se réunit le 1^{er} mai. M. Rouher ouvrit la séance par quelques mots de condoléance sur la mort de Lincoln, suivis de la lecture de la dépêche adressée à ce sujet par Napoléon III à son représentant à Washington. M. le président Schneider prononça quelques phrases de regret au nom du Corps législatif, et la discussion du projet de loi relatif à un appel de 100 000 hommes sur la classe de 1865 fut renvoyée au lendemain.

MM. Lanjuinais, Magnin et Glais-Bizoin demandaient une réduction du contingent. Le chiffre de 100 000 hommes, dit M. Lanjuinais, est au-dessus des forces de la population, qui ne s'accroît plus par les naissances ; il ajourne et souvent empêche le

mariage de 100 000 jeunes gens et devient ainsi une des causes de l'abaissement de la taille. L'État de l'Europe n'est sans doute pas très rassurant; mais le gouvernement parlementaire, qui s'est trouvé dans des positions aussi menaçantes que le gouvernement impérial, et qui prenait Anvers et Ancône devant la coalition menaçante, se contentait d'un contingent de 80 000 hommes, ce qui ne l'a pas empêché de donner à la France trente ans de paix. M. Magnin émit dans cette discussion l'opinion fort juste que la prime d'exonération, étant un impôt, devait être votée par le Corps législatif. M. Glais-Bizoin proposa l'adoption du système prussien du service militaire personnel et obligatoire. On devine le sort de ces motions.

Un incident parlementaire amena, deux jours après cette séance, d'assez vifs débats. M. Lanjuinais avait écrit au président de la commission du budget pour le prier de lui donner communication des documents à elle remis par le gouvernement, notamment du chiffre de la dette flottante; M. Leroux ne crut pas devoir se rendre à cette demande. M. Picard s'étonna qu'on pût refuser de communiquer aux membres de la Chambre les documents indispensables à leurs travaux. « Vous aimez mieux laver votre linge sale en famille », s'écria M. Pelletan en se tournant vers les membres de la majorité. Il fut rappelé à l'ordre.

La loi sur la mise en liberté provisoire remplit les dernières séances de mai. Il n'y a pas de loi plus importante, quand on songe aux malheurs que peut entraîner une détention préventive; aussi M. Marie

demandait-il avec chaleur que la mise en liberté provisoire fût de plein droit, sauf dans certains cas tels que le flagrant délit, la rupture de ban et le vagabondage, tandis que la loi proposée n'accordait la liberté provisoire cinq jours seulement après son interrogatoire à l'individu prévenu d'un délit dont la répression n'entraîne pas une peine au delà de deux mois de prison. Les réclamations de M. Marie restèrent sans effet, et le projet de loi fut adopté. Il n'était guère mieux étudié que le projet de loi sur l'enseignement secondaire spécial, évidemment dirigé vers ce triple but : détourner les enfants de la classe moyenne des études classiques, mettre un terme à l'encombrement des carrières libérales, et diriger la jeunesse vers les travaux tenant le milieu entre ceux de la main et ceux de l'esprit. Le programme des matières formant le nouvel enseignement donna seul lieu à une discussion; la Chambre vota la loi sans y croire et comme un essai soumis à bien des révisions.

Le Corps législatif, prorogé le 20 mai jusqu'au 15 juin, vota une loi sur les associations syndicales depuis longtemps réclamée par l'agriculture, et la loi sur les chèques. L'utilité de cette dernière loi fut vivement contestée par M. Berryer. L'illustre orateur soutenait que les chèques n'avaient pas leur raison d'être dans un pays comme la France, où il n'existait ni banques de dépôt, ni comptoirs de liquidation (*clearing houses*), et que par conséquent une loi sur cette espèce de valeurs n'était qu'une tentative malheureuse pour créer artificiellement ce qui ne pouvait être efficacement produit que par des habitudes commerciales bien

acceptées et bien établies. La discussion finit après trois séances par la victoire du chèque. Vingt opposants cependant s'élevèrent contre lui.

Des débats plus susceptibles de réveiller les passions politiques succédèrent à la calme discussion sur les chèques. L'organisation et les attributions des conseils de préfecture, le rôle et les prérogatives des préfets sont en effet des sujets sur lesquels les hommes politiques sont très divisés. Le projet de loi destiné à augmenter le nombre et le traitement des conseillers de préfecture trouva dans M. Paul Bethmont un adversaire qui ne craignit pas de demander la suppression pure et simple des conseils de préfecture, de ces tribunaux qui, faisant eux-mêmes partie de l'administration, jugent cependant ses actes. M. Bethmont aurait voulu que les causes ordinairement déferées aux conseils de préfecture fussent soumises dorénavant, soit aux tribunaux civils, soit aux juges de paix, soit aux conseils généraux ou municipaux. L'amendement de M. Bethmont aurait investi toutes les assemblées électives, conseils généraux, conseils d'arrondissement, conseils municipaux, du droit de vérifier les pouvoirs de leurs membres. Il fut repoussé comme contraire, c'est du moins ce que ses adversaires soutinrent, au principe de la séparation des pouvoirs.

La question générale de la juridiction administrative, qui semblait tranchée par le rejet de l'amendement de M. Bethmont, se représenta le 26 mai à propos de la présidence des conseils de préfecture. Quelques membres de la majorité se joignirent cette fois à l'opposition pour trouver mauvais qu'un fonc-

tionnaire fût juge et partie, et pour demander qu'au moins la présidence des conseils de préfecture fût enlevée aux préfets : MM. Josseau, Segris, Latour-Dumoulin et de la Guistièrre se prononcèrent très nettement dans ce sens. M. Rouher, soutenu par M. Émile Ollivier, défendit les droits de l'administration, et le projet de loi fut adopté par 212 voix sur 226 votants. Des velléités d'indépendance s'étaient cependant manifestées dans la discussion ; le vote des lois de finance allait leur fournir une nouvelle occasion de se montrer.

La discussion du budget commença le 1^{er} juin. La situation budgétaire ne s'était point améliorée, malgré les plaintes de l'opposition, les inquiétudes du public et les promesses du gouvernement. Le budget depuis longtemps se présentait en équilibre, et même avec un léger excédent ; venait bientôt le budget rectificatif, et l'excédent était remplacé par un déficit. Le budget de 1866 était donc orné de l'excédent traditionnel ; si l'on ne comptait pas plus sur lui que d'habitude, on espérait du moins que, fidèle aux engagements du rapport de M. Fould au mois de janvier dernier, le gouvernement ne ferait pas d'appel nouveau au crédit. Le président du Corps législatif souffla sur cette espérance en annonçant à ses collègues que le ministre des finances avait déposé sur le bureau trois projets de loi, demandant deux autorisations d'emprunt, l'une de 250 millions pour la ville de Paris, l'autre de 270 millions pour l'État, plus la faculté pour ce dernier d'aliéner une portion des forêts de l'État jusqu'à concurrence de 100 millions. C'était presque le mil-

liard de la paix demandé pour pousser la campagne des travaux publics.

L'opinion publique accueillit ces projets avec inquiétude et le Corps législatif avec une certaine répugnance. M. Garnier-Pagès ouvrit le débat par un grand discours qui remplit presque toute la séance. L'orateur, après avoir énuméré les fautes qu'on pouvait reprocher à la gestion financière du gouvernement, indiqua les moyens de les éviter : réduction sur les budgets de la guerre et de la marine par la rentrée des troupes de Rome et du Mexique ; limitation à 800 millions de l'allocation aux travaux publics ; suppression de l'octroi, de l'impôt sur le sel, du double décime, sur les contributions indirectes, du timbre sur les journaux, et remplacement de tous ces impôts par un impôt unique sur le revenu.

M. Thiers, en entendant parler d'impôt sur le revenu, s'empressa de monter à la tribune : « J'espère, » dit-il, si cette question se présente un jour, dé-
» montrer au peuple français que l'impôt sur le revenu
» ne serait pas un soulagement, mais une tyrannie in-
» tolérable. » Il présenta ensuite le tableau vrai des finances du second empire. Il fit voir que le revenu de la France en impôts perçus varie entre 1900 et 1930 millions, et que sa dépense atteint 2 milliards et 230 millions. Ces dépenses forment trois budgets : ordinaire, extraordinaire et rectificatif. La différence entre les recettes et les dépenses est formée par les deux derniers budgets. Le budget rectificatif contenant des dépenses qui pouvaient être prévues dans le budget ordinaire, et le budget extraordinaire renfermant des

dépenses permanentes qui devraient être couvertes par les recettes permanentes du budget ordinaire, le gouvernement, pour couvrir ces dépenses, détourne l'amortissement de son état naturel, et pour solder en prévision le surplus, il se sert de ressources accidentelles et douteuses, telles que les indemnités mexicaines, d'annulations présumées sur des dépenses et des excédents hypothétiques, de revenu, tout cela au détriment des créanciers de l'État, de la dette flottante et du grand-livre. Le discours de M. Thiers fut écouté sans interruption, quoique très vif, et il produisit une impression que les orateurs du gouvernement ne parvinrent pas à diminuer. MM. Vuitry et Rouher ne pouvaient pas en effet se flatter de démontrer que les recettes étaient aussi certaines que les dépenses, et que c'était un procédé régulier que de grever la caisse de dotation de l'armée du service des pensions de retraite des corps recrutés et des corps non recrutés par l'appel, pour se procurer 22 millions. Un pareil expédient ne trahissait-il pas les embarras de la situation financière ? La rentrée des 25 millions de l'annuité mexicaine allait devenir de plus en plus incertaine ; le Mexique recourait pour la seconde fois au crédit dans les conditions les plus onéreuses : à l'appât de l'intérêt à 9 1/2 pour 100, on avait été obligé, pour attirer les souscripteurs, de joindre, au mépris de la loi, l'attrait immoral de la loterie. Comment compter comme une ressource certaine l'annuité mexicaine ?

Le ministre d'État, en montant à la tribune, avait promis d'aborder les questions par le côté philo-

sophique. M. Thiers lui ayant cité l'exemple de l'Angleterre, dont le grand-livre ne s'était pas ouvert depuis la guerre de Crimée, il lui répondit, c'est « qu'elle est protégée par la mer contre les bouillonnements du continent ». Un philosophe politique comme M. Rouher aurait dû se souvenir que l'Angleterre, depuis la création de la marine à vapeur, n'est plus séparée de ses voisins, et que la liberté seule la protège contre « les bouillonnements » du continent et contre les siens.

M. Jules Favre fournit à M. Rouher l'occasion d'exposer de nouveau ses vues philosophiques à propos de la demande de 333 millions en chiffres ronds pour la solde et l'entretien des troupes ; le plus considérable des articles composant cette dépense était relatif à l'armée du Mexique, qui figurait aux recettes pour 25 millions à recouvrer et aux dépenses pour plus de 40 millions de francs. La majorité avait souvent reproché aux critiques de M. Jules Favre contre l'expédition du Mexique d'être contraires à la prudence et au patriotisme, et d'entraver la France dans l'accomplissement d'une œuvre glorieuse. Elle ne permit pas même cette fois à l'orateur de l'opposition de demander catégoriquement au gouvernement s'il était disposé à tenir l'engagement pris l'année dernière de se retirer lorsque Maximilien serait établi. M. Jules Favre en doutait fort d'avance, car le trône de Maximilien ne fut jamais plus chancelant ; le gouvernement, dit l'orateur, assurait, il y a un an, que le Mexique était pacifié et le général Castagny brûle des villes de 4000 âmes.

M. Rouher : C'était un repaire de brigands!

M. Jules Favre engage le ministre qui appelle les Mexicains des brigands à se souvenir qu'on a aussi donné ce nom aux vaincus de 1815. Un député de la droite lui crie : « Ils ont versé leur sang pour leur pays, et vous de l'encre! » Et M. Guilloutet : « La Chambre vous écoute avec indignation. »

M. Jules Favre, continuant son discours au milieu des interruptions, se plaint-il que des journalistes mexicains aient été traduits devant des conseils de guerre, le même M. de Guilloutet lui répond : « On a bien fait, car ils étaient criminels. » M. Jules Favre reprend-il sans prendre garde aux réponses du même genre qui l'assaillent de tous côtés. « Si vous êtes obligés d'en venir à ces excès de répression, ne parlez pas d'empire fondé et de retirer les troupes, comme vous le promettiez l'année dernière. « Votre monarchie est vieille, disait Napoléon I^{er} aux Espagnols, ma mission est de la rajeunir. « Maximilien doit savoir où sa mission l'a conduit », vingt voix l'interrompent. L'orateur se livre-t-il ensuite à l'examen de la situation financière du Mexique, et parle-t-il de l'emprunt de 250 millions qui, d'après M. Thiers, en rapportait à peine 53 à l'emprunteur, et qu'on n'avait pu conclure qu'en joignant à l'appât d'un intérêt de 9 pour 100 l'attrait immoral d'une loterie promettant à l'avidité ignorante du pauvre des lots de 500 000 francs, les clameurs redoublent. Sent-il à son tour la rougeur lui monter au front quand il songe que le Trésor de la France a prêté son estampille à la négociation d'un pareil emprunt et à la créa-

tion illégale d'une loterie qu'il signale « à la cour », la droite accueille ce *lapsus lingue* par des éclats de rire de commande au moyen desquels elle espère vainement atténuer les arguments de l'orateur. M. Chaix d'Est-Ange, au nom du gouvernement, essaye bientôt de lui répondre. Le Mexique, selon lui, n'emprunte pas à un taux plus élevé que les autres pays, et, qui le croirait ? il cite le dernier appel de Lincoln mourant, à la concorde, et il l'oppose comme une certitude de paix à la reconnaissance solennelle par le congrès de la doctrine de Monroe.

Le ministre d'État se serait bien volontiers dispensé de reprendre la parole dans la discussion ; mais M. Picard avait répliqué à M. Chaix d'Est-Ange, et M. Rouher, obligé de remonter à la tribune, eut recours tout de suite au procédé le plus en usage chez les orateurs officiels, et qui consistait à répondre aux reproches de l'opposition par des accusations personnelles :

« Vous parlez des finances de l'Empire, à quel taux était la rente » sous la République ? Vous vous plaignez qu'on ait traduit devant » le conseil de guerre quelques rédacteurs « de la petite presse » qui avaient transformé un bandit en martyr, et vous arrondissez » des phrases brillantes contre un général qui expose sa poitrine » aux balles ennemies. L'emprunt mexicain n'a pas été négocié » à des conditions moins favorables que l'emprunt ture. Vous » prétendez que nous avons eu tort de permettre aux receveurs » généraux de recevoir les souscriptions ; demandez donc tout de » suite un emprunt pour Juarez. Nous n'avons pas plus violé la loi » sur les loteries, en autorisant les emprunts du Mexique, qu'en » autorisant les emprunts à lots de la ville de Paris : ces opérations ne sont pas comprises dans les défenses de la loi. Vous » attaquez l'expédition du Mexique au nom de votre patriotisme, » eh bien, sachez qu'à la fête de la célébration de l'indépendance

» du Mexique à New-York, on a bu à la mort du pape, de Napoléon III, de Maximilien, et à la santé des députés français de l'opposition. »

Le spectre rouge arrivait d'un peu loin; content néanmoins de l'effet produit, M. Rouher, dans sa magnanimité, voulut bien tendre la main à l'opposition: « Hâtons par la communauté de nos vœux le moment où les troupes françaises, non pas humiliées, car elles ne sauraient l'être, mais triomphantes et ayant *achevé leur œuvre*, reviendront recevoir les couronnes de la France. »

La discussion générale du budget fit place à la discussion des sections. La deuxième section (personnel du culte catholique) appela de nouveau M. Jules Favre à la tribune pour combattre l'allocation de 400 000 francs demandée pour les cardinaux, et celle de 173 000 pour frais de tournées, d'informations et de bulle. Il fit la critique des mesures prises par le gouvernement contre l'Encyclique, et conclut à la séparation entre l'Église et l'État.

Le régime pénitentiaire, qui soumet au régime cellulaire des enfants livrés par l'abandon de leur parents à la contagion de l'exemple, à l'insaisissable propagande du vice dans les villes, appelait une réforme. M. Jules Simon prit la défense de ces criminels, en quelque sorte innocents, dans un discours éloquent qui arracha au gouvernement la promesse d'une enquête prochaine. M. Garnier-Pagès réclama pour les colonies la restitution du droit d'élire des députés accordé en 1848. Havin, Carnot, Guérault, J. Simon, Planat, demandèrent le vote d'un em-

prunt de 140 millions affecté à l'instruction primaire.

La grande bataille de la session se livrait dans les anciennes chambres sur le terrain des fonds secrets. Les orateurs de l'opposition profitaient de l'occasion pour passer en revue tous les actes du ministère, et proposaient une réduction dont l'adoption aurait entraîné la chute du cabinet. M. Eugène Pelletan se fit écouter en proposant la réduction traditionnelle; c'était tout ce qu'il pouvait espérer, en parlant devant une majorité comme celle du Corps législatif, et en attaquant la loi de sûreté générale, l'interdiction des réunions et des associations, et la loi qui livrait le secret des lettres aux magistrats de police.

La présentation d'un projet de loi tendant à autoriser la ville de Paris à emprunter 250 millions de francs destinés à l'exécution de différents travaux d'utilité publique, donna lieu à une discussion à laquelle prirent part MM. Berryer et Ernest Picard. Le discours le plus important, à cause de la position de l'orateur, membre distingué de la droite, fut celui de M. Segris, qui, sans nier l'utilité des travaux énumérés dans le projet d'emprunt, démontra qu'on ne devait pas compter sur le prétendu excédent de 35 millions annoncé dans le rapport de M. Devincq sur les finances de la ville.

La dixième section, comprenant l'administration des postes, servit de terrain à une lutte très vive entre M. Guérault et M. Vandal, directeur des postes. M. Guérault se plaignit des facilités de transport que l'administration accordait aux journaux officiels au détriment des autres. Elle ordonnait de fréquentes

ouvertures des paquets de certains journaux, pour opérer des vérifications qui en retardaient la distribution, tandis que les journaux officieux n'étaient jamais exposés à de pareilles visites. Le *Moniteur du soir*, journal officiel, qui, timbré à 6 centimes, ne se vendait qu'un sou, trouvait aussi dans la connivence de la poste un moyen de plus de faire concurrence aux journaux indépendants. La discussion fut des plus chaudes entre M. Guérout et M. Vandal, soutenu par les applaudissements de la majorité, qui permit à peine à son adversaire de lui répondre au milieu de cent interruptions. M. Vandal, très fertile en explications sur les points signalés par M. Guérout, avait gardé le silence sur le *Moniteur du soir*, sous prétexte que c'était une question politique. Le ministre d'État se taisant également, on pouvait conclure de ce silence que le gouvernement se croyait le droit de se faire marchand et de vendre sa marchandise au-dessous du prix en chargeant le budget de payer la différence; la discussion semblait finie, lorsque M. Pelletan monte à la tribune et adresse cette question à M. le directeur général des postes : Dans le cas où, sans commencement d'instruction, M. le préfet de police lui demanderait de lui livrer des lettres, les livrerait-il? « Non! » s'écria le directeur des postes.

M. Eugène Pelletan avait affirmé, dans la discussion des fonds secrets, que le préfet de police à Paris et les préfets dans les départements avaient le droit, sans mandat de justice et sans commencement d'instruction judiciaire, de faire saisir toutes les lettres à la

poste, même par des agents de police inférieure. M. le ministre d'État s'était inscrit en faux contre cette assertion. Mais depuis, un arrêt récent de la Cour de cassation, rendu toutes les chambres réunies, venait de donner raison à M. Pelletan. M. Rouher crut donc devoir atténuer le premier mouvement du directeur des postes. Le préfet de police avait en effet le droit de décerner un mandat pour la saisie de tout objet suspect, et par conséquent des lettres mises à la poste. Les lettres, M. Rouher fut en outre obligé d'en convenir, restaient à la merci du préfet de police à Paris et des préfets dans les départements, avec défense faite à ces fonctionnaires d'étendre leur pouvoir à d'autres lettres qu'à celles servant à constater un délit ; mais, pouvait-on répondre à M. Rouher, qui faisait sonner bien haut cette défense, comment savoir, avant de l'ouvrir, à quoi une lettre peut servir ? Le pouvoir du magistrat de police était d'autant plus exorbitant, qu'il pouvait se dispenser de convoquer le signataire à l'ouverture de sa lettre, la garder s'il l'avait saisie mal à propos, ou l'envoyer à la justice, s'il la jugeait utile à une instruction. La discussion, malgré tout ce que pouvait dire M. Rouher, devenait embarrassante sur cette question. La majorité comprit qu'il fallait l'étouffer. Elle le fit, mais en laissant le public convaincu que le secret des lettres n'existait plus.

Le gouvernement avait demandé un crédit de 6 millions pour construire un nouvel hôtel des postes. L'inopportunité de cette dépense ajoutée à tant d'autres fit rejeter le projet. Le gouvernement, averti par ce

symptôme d'insubordination de la majorité, retira ses demandes d'autorisation de contracter un emprunt au profit des travaux publics, et de vendre une partie des forêts de l'État. Il revint purement et simplement au plan financier exposé dans le rapport de M. Fould en date du mois de janvier.

La session fut close le 4 juin; moins longue que la précédente, elle n'en fut pas moins importante. L'opposition de gauche avait grandi en habileté, en discipline, en cohésion; une scission était en train de s'opérer dans la majorité, et devant les tendances nouvelles d'une de ses fractions à l'opposition, le gouvernement avait été obligé de renoncer à des projets qu'il avait fort à cœur d'accomplir; son prestige s'en était affaibli et en même temps sa force : l'Empire dictatorial s'en allait.

CHAPITRE IV

1862-1865

MAXIMILIEN AU MEXIQUE

SOMMAIRE. — Siège de Puebla. — Combat de San-Lorenzo. — Puebla se rend. — Entrée des Français à Mexico. — Le triumvirat. — Convocation d'une assemblée constituante. — Une députation porte à l'archiduc Maximilien l'offre de la couronne. — Formation d'un conseil de régence. — Création de cours martiales. — Formation de la contre-guérilla. — Cruautés militaires et administratives. — Le maréchal Forey est remplacé par le général Bazaine et M. Dubois de Saligny par M. de Montholon. — Arrivée de la députation à Miramar. — Hésitations de Maximilien. — Impatience de Napoléon III. — Il fait venir Maximilien et sa femme à Paris. — Convention du 12 mars. — Nouvelles hésitations de Maximilien. — Leur cause. — Voyage du général Frossard à Miramar. — L'archiduchesse Charlotte à Vienne. — Traité de Miramar. — Ses trois articles secrets. — L'archiduc Maximilien et l'archiduchesse Charlotte partent. — Station à Rome. — Arrivée à Vera-Cruz. — Indifférence générale. — Trajet de Vera-Cruz à Mexico. — Réception officielle. — Installation de la maison impériale. — Fêtes. — Premières difficultés. — M. Éloin. — Les forces militaires du Mexique. — Les finances du Mexique. — La presse. — La police. — La *terreur salutaire*. — Voyage de Maximilien dans l'intérieur. — Sa maladie. — Bruit de sa mort. — Le comte de Flandre et le Mexique. — Retour de Maximilien à Mexico. — Rapport du général Bazaine sur la situation de l'empire. — La question des biens de mainmorte. — Négociations avec Rome. — Elles échouent. — Pénurie du Trésor. — L'emprunt de 1865. — Situation du Mexique au commencement de cette année. — Lettre de l'Empereur au maréchal Bazaine. — Les États-Unis. — Confiance de Maximilien dans la durée de l'occupation française. — Impuissance du gouvernement mexicain. — Le pouvoir est aux mains du général en chef de l'armée française. — Mariage du maréchal Bazaine. — Maximilien lui donne le palais de Buena-Vista. — Juarez passe la frontière. — Joie de Maximilien. — Le décret du 3 octobre. — Réclamations des États-Unis contre les exécutions. — Opérations militaires. — Leur incohérence. — Les États-Unis

réclament contre l'intervention. — Maximilien est sacrifié en secret par Napoléon III.

Puebla, la première ville du Mexique par sa position stratégique et la seconde par son commerce, est bâtie sur les hauts plateaux, presque à égale distance de Mexico et d'Orizaba. Les grandes routes qui y convergent en font le point de concentration du Pacifique au golfe du Mexique. La prise de Puebla entraîne forcément celle de Mexico.

Le général Forey, débarqué à la Vera-Cruz le 22 septembre 1862, pouvait être à Puebla le 15 octobre, et le 5 novembre à Mexico, en admettant même qu'il rencontrât une grande résistance sur sa route. Mais, au lieu de mettre à profit l'ardeur des troupes à venger un premier échec et la saison pendant laquelle la terre détrempée par les pluies reprend sa solidité et le climat sa salubrité, il perdit un temps précieux à Orizaba, et il donna le temps à l'ennemi de fortifier Puebla, de concentrer ses forces, de réunir ses approvisionnements, son matériel de guerre, et de faire le vide devant lui en enlevant partout les bêtes de somme, les chariots et les vivres. L'armée française avança si lentement, que les fièvres eurent le temps de la décimer dans les Terres chaudes, et qu'après avoir franchi les Cumbres, elle ne trouva plus qu'un pays dévasté, au point que l'intendance se vit obligée de demander à la Havane et aux États-Unis les grains nécessaires à la nourriture des hommes et des animaux; les chevaux surtout manquaient : une opération de remonte tentée à Tampico en fournit

quelques-uns qui, tout compte fait, revenaient à 25 000 francs chacun¹.

Le général Forey, après avoir établi son quartier général à Orizaba et cantonné ses troupes sur la longue ligne qui s'étend de cette ville à Vera-Cruz, se décida, le 17 mars 1863, à mettre le siège devant Puebla ; l'armée apprit sa détermination par une proclamation qui se terminait ainsi : « Soldats ! marchez » à la victoire que Dieu vous donnera, parce que » jamais cause n'a été plus juste que la vôtre. »

L'armée campait le 18 mars sur le cerro San-Juan, devant les murs de Puebla, dont l'investissement se trouva complet dès le lendemain. La tranchée fut ouverte le 23 mars, et des travaux d'approche pratiqués du côté du cerro San-Juan permirent d'avancer vers l'ouvrage appelé le *Pénitencier*. Les colonnes d'attaque, commandées par le général Bazaine, s'emparèrent de cette position le 29 mars, mais elles ne purent aller plus loin. Le général Ortega commandant la place, la garnison et la population, étaient décidés à résister jusqu'à la dernière extrémité. On s'aperçut bientôt qu'il faudrait, comme au siège de Saragosse, faire la guerre de rues et donner l'assaut à chaque maison. Le général Forey, après deux tentatives manquées, crut devoir suspendre l'attaque. Une nouvelle proclamation dans laquelle il révélait à ses troupes que « l'énergie des Mexicains est toute » factice, et qu'elle prend sa source dans les liqueurs

1. *L'empereur Maximilien, son élévation et sa chute, d'après des documents inédits*, par le comte Émile de Kératry.

» alcooliques », annonça le 15 avril la reprise des hostilités.

Les tentatives pour s'emparer de la ville de vive force ne réussirent pas mieux qu'auparavant, mais les vivres et les provisions des assiégeants s'épuisaient ; au commencement de mai ils en étaient réduits à leurs dernières ressources. Le général Comonfort, qui amenait des secours depuis longtemps attendus, s'était avancé jusqu'à San-Lorenzo, où il se fortifiait à la vue même du quartier général français. Le général Forey, après bien des hésitations, résolut de le déloger de sa position. Le général Bazaine partit, dans la nuit du 7 au 8 mai, avec quatre bataillons, toute la cavalerie et l'artillerie, surprit l'ennemi le matin et le mit en pleine déroute. Puebla n'avait plus de secours à espérer, le pain, la poudre, lui manquaient, et le feu de l'artillerie française commençait à faire des ravages sérieux dans la ville. La résistance devenait impossible.

Ortega offrit, le 16 mai, au général Forey, la reddition de la place, à condition qu'il serait permis aux assiégés de se retirer à Mexico en emportant leurs armes et leurs drapeaux. Cette proposition ayant été repoussée, il réunit ses officiers supérieurs en conseil, fit brûler les drapeaux, briser les armes, enclouer les canons, et, après avoir dissous l'armée, il rendit la ville. Le général Forey en prit possession dans la matinée du 17 mai, après un siège d'un peu plus de deux mois ; il n'y trouva que des débris d'armes et des canons inutiles.

Une nouvelle proclamation du général Forey célé-

bra sa victoire; « mais on n'a rien fait tant qu'il reste quelque chose à faire... En avant donc, soldats ! Marchons sur la capitale ! » Les instances de ses généraux n'en furent pas moins nécessaires pour le décider à lancer la division Bazaine sur Mexico, dont la garnison comptait à peine quelques milliers d'hommes découragés par la prise de Puebla. Le général Porfirio Diaz se porta cependant à la rencontre de l'armée française, afin de donner au pouvoir central le temps de se mettre en mesure, d'installer ailleurs le gouvernement de la république. Juarez prit, le 31 mai, le chemin de San-Luiz de Potosi, sans être inquiété dans sa fuite par la population de la capitale, que MM. Dubois de Saligny et Almonte ne cessaient de représenter comme animée d'une haine furieuse contre lui.

Le 1^{er} juin, une réunion des partisans les plus actifs de l'intervention envoya une députation au général Forey pour lui porter la soumission de Mexico. La division du général Bazaine occupa, le 3, la porte principale de la ville, et il dut prendre sous sa protection immédiate les membres principaux du parti clérical que la population, surexcitée, semblait accuser de la présence des étrangers ¹. Le général Forey, ayant à ses côtés MM. Dubois de Saligny et Almonte, et derrière lui le fameux Marquez ², fit, quelques jours après, son entrée solennelle dans

1. *Courrier des États-Unis*, journal du gouvernement impérial de France.

2. Chef de bandes connu par ses excès, dont quelques-uns commis contre des Français.

Mexico, où il s'était fait précéder par une quatrième proclamation :

« Nos aigles victorieuses vont donc entrer dans cette capitale de l'ancien empire du Montezuma et de Guatimozin ; mais au lieu de détruire, comme Fernand Cortez, vous allez édifier ; au lieu de réduire un peuple à l'esclavage, vous allez l'en délivrer.

« Vous ne venez pas du fond de l'ancien monde, attirés par l'appât de l'or, subjuguier ce peuple inoffensif. Vous venez, envoyés par votre empereur, sous l'empire d'une grande et noble pensée, l'arracher aux horreurs de la guerre civile, et vous offrez à l'univers entier ce spectacle singulier d'une armée étrangère appelée par toute la nation pour la délivrer de la tyrannie de ses propres enfants dénaturés. »

Il écrivit ensuite au ministre de la guerre à Paris :
« La population a accueilli l'armée avec un enthousiasme tenant du délire ; les soldats ont été littéralement écrasés sous une avalanche de bouquets et de couronnes dont l'entrée de l'armée à Paris, à son retour d'Italie, peut seule donner une idée¹. »

Le vainqueur se trouvait obligé de donner à la fois une administration à la ville et un gouvernement à l'État. Un conseil municipal et un conseil supérieur de gouvernement furent créés par décret du général Forey. Le conseil de gouvernement délégua le pouvoir exécutif à un triumvirat composé du général Almonte, de Mgr Labastida, archevêque de Mexico, et du général Salas, créature de l'ancien dictateur Santa-Anna. Le triumvirat convoqua immédiatement une assemblée de 215 notables chargée de se pronon-

1. Le prix des fleurs jetées sur le passage du général Forey figure au budget de l'ayuntamiento de Mexico.

cer sur la forme définitive de gouvernement qui conviendrait au Mexique. Ces notables montrèrent d'autant moins d'empressement pour se rendre à l'appel du triumvirat, que leurs haciendas, disséminées dans les provinces, pouvaient à chaque instant tomber entre les mains des juaristes, maîtres de la plus grande partie du pays. Le triumvirat parvint néanmoins à organiser la Constituante en ne se montrant pas trop difficile sur le choix de ses membres, dont faisait partie un accordeur de pianos, et en leur procurant quelques menus avantages, lesquels, pour quelques-uns d'entre eux, consistèrent en des habits neufs qu'ils se firent payer.

La Constituante inaugura le 8 juillet sa session au bruit des cloches et des canons, dans la salle de l'ancien palais du vice-roi. Le général Forey et M. Dubois de Saligny trônaient dans un fauteuil de chaque côté du bureau. Les généraux de l'armée d'occupation garnissaient les tribunes. La séance s'ouvrit par un discours du général Almonte, chef du pouvoir exécutif, qui exposa la situation du pays à sa manière. M. Lares, président de l'Assemblée, lui répondit par une déclaration monarchique à mots couverts. L'Assemblée entra en délibération secrète, et dans la séance du surlendemain, le secrétaire de la commission donna lecture de son rapport, dont voici les conclusions formulées en articles de loi :

« ART. 1^{er}. — La nation adopte pour forme de gouvernement la monarchie tempérée, héréditaire, avec un prince catholique.

» ART. 2. — Le souverain prendra le titre d'Empereur du Mexique.

» ART. 3. — La couronne impériale du Mexique est offerte à S. A. I. le prince Ferdinand-Maximilien, archiduc d'Autriche, pour lui et ses descendants.

» ART. 4. Dans le cas où, par des circonstances qu'on ne peut prévoir, l'archiduc Ferdinand-Maximilien ne prendrait pas possession du trône qui lui est offert, la nation mexicaine s'en remet à la bienveillance de S. M. l'empereur Napoléon III, pour qu'il désigne un autre prince catholique à qui la couronne sera offerte. »

Ces articles furent votés à l'unanimité par les 231 membres présents, sauf l'article 1^{er} et l'article 4, qui trouvèrent l'un 2 et l'autre 9 opposants. Quelques membres de l'Assemblée auraient voulu, en effet, annexer purement et simplement le Mexique à la France, d'autres offrir la couronne au Prince impérial; quelques-uns s'étaient rabattus sur le prince Napoléon. L'Assemblée, avant de se séparer, vota des remerciements à l'empereur des Français « pour la généreuse protection qu'il accordait au Mexique », et nomma une députation chargée de se rendre à Miramar, pour remettre à Maximilien l'acte solennel de la Constituante et un sceptre d'or. Le triumvirat, de son côté, s'empressa de former un ministère dont les mesures les plus importantes, jusqu'à l'arrivée du nouveau souverain, furent un traité de cession provisoire de la Sonora à la France, le rétablissement des titres de noblesse et de l'ordre impérial de Notre-Dame de Guadalupe, fondé par Iturbide.

Les deux premiers actes du général Forey, après l'occupation de Mexico, avaient été de supprimer tous les journaux de la capitale, et de lancer, sur la proposition de M. de Saligny, un décret mettant sous séquestre « toutes les propriétés appartenant aux

citoyens de la république qui portent les armes contre l'intervention française, et qui servent, soit dans l'armée régulière, soit dans les bandes de guerillas en état d'hostilité contre la France ». Non content de cette mesure, il publia le 20 juin le décret suivant :

« Le général de division, sénateur, commandant en chef le corps expéditionnaire français du Mexique,

» Considérant qu'il importe de mettre un terme aux actes de vandalisme commis par des bandes de malfaiteurs qui parcourent le pays, y commettent des attentats contre les personnes et les propriétés, et paralysent ainsi les relations commerciales;

» Considérant en outre que les lois ordinaires sont insuffisantes pour réprimer ces excès, et entraînent des lenteurs préjudiciables à la prompte répression des crimes dans les lieux mêmes où ils ont été commis;

» Décrète :

» ART. 1^{er}. — Tous les individus faisant partie d'une bande de malfaiteurs armés sont mis hors la loi.

» ART. 2. — Tous les individus compris dans cette catégorie, qui seront arrêtés, seront jugés par une *cour martiale*.

» ART. 3. — Cette cour sera investie de pouvoirs discrétionnaires.

» ART. 4. — Elle sera composée de :

» Un officier supérieur, président;

» Deux capitaines, juges;

» Un officier rapporteur et un sergent greffier, bureau.

» Un interprète lui sera adjoint, et les accusés pourront, sur leur demande, obtenir un défenseur.

» ART. 5. — La cour prononcera sa sentence le jour même du jugement.

» ART. 6. — Cette sentence sera sans appel et exécutée dans les vingt-quatre heures qui suivront le jugement.

» ART. 7. — On établira une cour martiale partout où elle sera jugée nécessaire.

» *Le général de division, sénateur,
commandant en chef
le corps expéditionnaire du Mexique,*

» FOREY. »

Ce décret, copié des ukases russes contre les Polo-

nais, ne fut désavoué que deux mois plus tard par le gouvernement impérial de France. Le silence complet de la presse, au lieu d'être utile au triumvirat qui venait de prendre le nom de conseil de régence, lui nuisait au contraire beaucoup. M. Dubois de Saligny adressa donc un rapport au général Forey, suivi d'un projet de décret, pour mettre un terme à la suspension de la liberté de la presse. Le rapport traçait aux journaux une ligne de conduite « qui ne les mit jamais en opposition avec la direction que les pouvoirs publics croiront devoir imprimer aux affaires » ; quant au décret, il n'était en lui-même que l'application au Mexique de la législation française sur la presse. Il interdisait formellement toute controverse sur les lois et les institutions données au pays par ses *représentants*, et sur les choses de la religion, « en tant que la discussion pourrait compromettre ses intérêts sacrés ou porter atteinte à la considération du clergé ».

Le général en chef de l'armée d'intervention dirigeait en réalité l'administration du pays avec une sévérité que ses subordonnés outrepassaient encore. La petite ville de Tlalpam, située dans les environs de Mexico, est un jour le théâtre d'une rixe entre quelques soldats du 2^e zouaves et des habitants du pays. Un zouave succombe dans la lutte. Le commandant du district de Tlalpam s'empresse de faire afficher ce *bando* :

« Le commandement supérieur militaire et politique de Tlalpam, en vertu des ordres qu'il a reçus de M. le maréchal commandant en chef de l'armée française, aux habitants et propriétaires de cette ville fait savoir ce qui suit :

» ART. 1^{er}. — Les attributions de la justice et de l'administration civile sont suspendues jusqu'à nouvel ordre.

» ART. 2. — Le commandant supérieur de Tlalpam exercera tous les pouvoirs dans le district.

» ART. 3. — Comme châtiment de l'assassinat du zouave Muller, une amende de 6000 piastres (35 000 fr.) sera imposée à la ville de Tlalpam. Cette amende devra être payée intégralement dans les quatre jours qui suivront la publication du présent décret.

» ART. 4. — Les individus de cette ville qui ont été arrêtés et conduits à la capitale répondent de la vie des soldats français et des citoyens honorables qui ont fait acte d'adhésion au nouveau gouvernement. Pour chaque citoyen honorable ou soldat assassiné à Tlalpam, un des prisonniers susdits sera exécuté à titre de représailles.

» ART. 5. — Tous les habitants de Tlalpam devront obéir strictement aux ordres donnés par le commandant supérieur; en cas de résistance, M. le maréchal se verrait dans la nécessité de prendre des mesures de rigueur.

« *Le commandant supérieur, etc.*

» COUSIN.

» Tlalpam, le 27 août 1863. »

Il serait aisé de multiplier ces exemples de barbarie, car la fameuse *contre-guérilla*, créée entre deux quadrilles au milieu d'un bal donné par M. de Saligny¹, ressuscitait en plein XIX^e siècle les traditions des routiers du moyen âge, et imprimait à la guerre du Mexique le caractère le plus contraire aux habitudes de générosité de l'armée française.

1. « Le 14 février, il y avait bal chez M. de Saligny. Les salons du ministre de France séjournant à Orizaba étaient en fête.

» Pendant les danses, le général Forey, commandant en chef de l'armée du Mexique, se détacha de son état-major et s'approcha du colonel Dupin, récemment arrivé de France. — « Colonel, lui dit-il, les » Terres chaudes sont infestées de bandits; nos soldats sont journellement » attaqués; les voyageurs sont dévalisés ou assassinés; les communica- » tions sont trop souvent coupées. J'ai jeté les yeux sur vous pour nous » débarrasser de ces brigands. Je vous donne le commandement des » contre-guérillas des Terres chaudes. »

» Le colonel Dupin demanda au général ses instructions. On lui don-

« Si cette troupe eût défilé clairons en tête sur les » boulevards de Paris, on eût cru assister au pas- » sage d'une ancienne bande de truands exhumés du » fond de la Cité¹. » Ces truands que les populations ne peuvent s'empêcher de confondre avec l'armée française, pillent le pays, mettent le feu aux villes, prennent des otages, fusillent et pendent selon leur caprice. Un jour le colonel Dupin fait fusiller *séance tenante* un individu chez lequel on a trouvé des lettres qui constatent des relations avec les juaristes; sa femme est forcée d'assister à l'exécution², heureuse encore d'échapper au dernier supplice; car les femmes elles-mêmes sont exposées à la mort si elles refusent de répondre aux questions de ces malandrins.

Les autorités civiles rivalisaient de rigueur avec les autorités militaires. L'emprisonnement, la déportation et les exécutions secrètes faisaient justice sommaire des ennemis de l'intervention. Un ancien ministre des finances, M. Pagno, le rédacteur du journal *le Trait d'union*; M. Masson, M. del Castillo, rédacteurs du *Moniteur républicain*, furent arrêtés et transportés sans jugement. Combien d'autres,

naît pleins pouvoirs: il n'avait qu'à poursuivre à outrance les baudits et en purger le pays.

» Le bal continuait, et parmi les belles Mexicaines qui s'abandonnaient à l'enivrement de la valse, plusieurs eussent pâli si l'ordre tombé des lèvres du général en chef avait frappé leurs oreilles. Peut-être y avait-il ce soir-là, dans les salons du ministre de France, quelques chefs de guérillas, travestis en galants cavaliers, dont les têtes souriantes en cette nuit de fête devaient plus tard grimacer au bout d'une branche! » (*Histoire de la contre-guérilla*, par M. de Kératry.)

1. *Histoire de la contre-guérilla*, par M. de Kératry.

2. *Ibid.*

étaient menacés ! « La régence de l'empire, informée
» qu'un certain nombre d'individus, militaires ou
» civils, ayant occupé des emplois sous le gouverne-
» ment déchu, connus pour leur hostilité au nouvel
» ordre de choses établi au Mexique par la volonté
» nationale, sont rentrés à Mexico ou se cachent dans
» les environs, invite ces personnes à se présenter
» dans les quarante-huit heures au ministère de l'in-
» térieur, et d'y déclarer, sur l'honneur, qu'ils vivront
» en citoyens paisibles dans le domicile qu'ils habitent
» et qu'ils ne se livreront à aucune menée hostile au
» gouvernement, sous peine d'être considérés comme
» en état de conspiration contre le gouvernement et
» la paix publique, arrêtés et transportés hors du
» Mexique. » La régence ne se contentait pas de ces
mesures comminatoires. *L'Estafette* du 14 août con-
tient cet entrefilet sinistre :

« Les flagellations et les fusillades secrètes ont, à ce qu'il paraît, donné froid dans le dos et fait venir la chair de poule aux malfaiteurs à cent lieues à la ronde.

» *Que les honnêtes gens se rassurent* ; il n'y a rien de secret ni de mystérieux dans l'exercice de cette justice distributive. »

Ces cruautés n'amélioraient pas, tant s'en faut, les affaires de l'intervention. Les choses prirent une si fâcheuse tournure, qu'il fallut rappeler le maréchal Forey¹ et M. Dubois de Saligny. L'impopularité de ce dernier était telle, que les officiers ne le saluaient

1. Napoléon III, en apprenant l'entrée du général Forey à Mexico, s'empresse de lui accorder la première dignité de l'armée en récompense du service qu'il lui a rendu le 2 décembre en amenant le premier sa brigade à l'Élysée.

pas et que le commandant en chef avait dû plusieurs fois leur intimer l'ordre d'accepter les invitations à ses fêtes. Le maréchal Forey fut remplacé, dans les derniers jours de juillet 1863, par le général Bazaine, et M. Dubois de Saligny par M. de Montholon.

Le nouveau général en chef prit le commandement dans les conditions les plus favorables. Sa conduite en Algérie et en Crimée, son courage dans les affaires du Pénitencier et de San-Lorenzo, son apparente bonhomie, lui valaient la confiance des soldats; il parlait la langue du pays, et semblait vouloir étudier les hommes et les choses du Mexique de plus près que son prédécesseur. Bien éloigné de ce dédain envers les naturels du pays qu'affectent partout les généraux français et qu'ils outraient au Mexique, le général Bazaine témoignait une certaine déférence aux hommes qui avaient joué un rôle politique sous les précédents gouvernements, et il colorait ces relations, qui semblaient quelquefois suspectes à certaines gens, du désir de rallier des partisans à l'empire. Des généraux placés sous son commandement se plaignaient même de le voir entamer avec les chefs mexicains des négociations qui, par les incessantes variations auxquelles elles étaient soumises, empêchaient, disaient-ils, les mouvements stratégiques d'avoir un résultat sérieux.

La commission chargée de présenter à Maximilien le sceptre d'or offert par les notables de Mexico se morfondait toujours à Miramar, attendant chaque matin d'être reçue par lui, et ce retard suscitait une foule de bruits. Le tableau détaillé des municipalités

ralliées à l'empire donnait le chiffre de quarante-cinq en tout, dont vingt-cinq représentant, à l'exception de Mexico, Puebla, Orizaba et Toluca, des villes sans importance et vingt de simples hameaux. Ces quarante-cinq localités formaient à peine un total de 350 000 âmes, y compris les 180 000 habitants de Mexico. Trois cent cinquante mille adhésions, voilà tout ce qu'on avait pu obtenir, depuis près de deux ans, dans un pays qui ne renferme pas moins de 7 millions d'habitants. Le petit nombre des adhérents à l'empire empêchait, disait-on, l'acceptation de la couronne par Maximilien. Des lettres de Vienne arrivées à Mexico ajoutaient que l'archiduc ne viendrait au Mexique que s'il parvenait à concilier les droits d'agnat de la maison de Habsbourg avec sa position de successeur de Montezuma; d'autres lettres datées de Miramar présentaient au contraire l'acceptation de Maximilien comme certaine, et elles en donnaient pour preuve la nomination d'un grand maître et d'une grande maîtresse de la maison impériale, la distribution de nombreuses croix de l'ordre de Guadalupe, et le recrutement d'une garde impériale en Belgique.

L'incertitude qui régnait sur les intentions de Maximilien n'était pas moins grande à Paris qu'à Mexico. Deux ans s'étaient déjà presque écoulés depuis que Napoléon III avait fait les premières ouvertures à l'archiduc Maximilien sur « les hautes destinées auxquelles la volonté du peuple mexicain et la sienne se réservaient de l'appeler ». L'archiduc, en se montrant touché de l'honneur d'être désigné pour remplir une mission aussi grande et aussi élevée que celle de régé-

nérer le Mexique, mit à son acceptation deux conditions : arriver dans un pays entièrement soumis ; être appelé au trône par un vote régulier de la nation mexicaine. Ces conditions étaient bien loin d'être remplies lorsque, le 3 octobre 1863, la députation mexicaine obtint enfin son audience à Miramar ; aussi la réponse de Maximilien à M. Gutierrez-Estrada fut-elle froide et pleine de restrictions. Les délégués mexicains se retirèrent convaincus que l'archiduc leur répondrait bientôt par un refus ; le langage des journaux autrichiens était d'ailleurs bien fait pour les confirmer dans cette croyance. « Si, disait la *Presse* de » Vienne, les conditions posées par l'archiduc ne sont » pas une vaine formalité, s'il les maintient, il n'est » guère possible d'y voir autre chose qu'un refus poli » de la couronne offerte. » La *Gazette constitutionnelle* exprimait la même idée en ces termes : « Rien » n'est changé aux conditions premières : appui effi- » cace des puissances maritimes et manifestation évi- » dente de la nation mexicaine. La première assure » au trône la force matérielle contre les dangers de » l'extérieur ; la seconde, la force morale pour domi- » ner la situation intérieure. L'archiduc est bien ré- » solu à attendre que toutes les deux se trouvent ac- » complies. » La *Correspondance générale*, journal officieux, faisait de son côté cette réflexion dans son numéro du 5 octobre : « On comprend que l'archiduc hésite d'autant plus à accepter l'offre de la junte de Mexico, — offre qui n'a trouvé jusqu'ici d'adhésion que dans un petit nombre de localités occupées par les troupes françaises, — que d'autres conditions,

particulièrement l'appui des puissances maritimes, ne sont encore qu'à l'état d'éventualité. »

Napoléon III, afin d'agir plus directement sur l'archiduc et de mettre un terme à ses hésitations, lui adressa l'invitation pressante de se rendre à Paris avec sa femme. Une hospitalité pleine des plus affectueuses séductions attendait le jeune couple, qui, après un séjour d'une semaine à Paris, se rendit à Londres et de là à Bruxelles. Grâce aux efforts réunis de Napoléon III et de l'Impératrice, Maximilien avait signé le 12 mars avec Napoléon III une convention qui devait être changée en traité à partir du jour où il accepterait définitivement le titre d'empereur du Mexique. Cette acceptation paraissait certaine désormais puisque déjà, pendant son voyage, Maximilien avait fait plusieurs fois acte de souveraineté; cependant, de retour à Miramar dans les derniers jours de mars, ses dispositions changèrent subitement, il reprit son ancienne vie, et il ne parut s'occuper en aucune façon de ses préparatifs de départ.

La cause principale des hésitations de l'archiduc était, comme on l'a dit, une préoccupation dynastique. François-Joseph, avant de consentir au couronnement de son frère, exigeait qu'il signât un acte de renonciation à ses droits éventuels au trône d'Autriche. Maximilien aurait souhaité qu'une contre-lettre secrète annulât le document officiel portant sa signature. L'honneur ne permettait pas à François-Joseph d'aller jusque-là, mais il consentait, dans le cas où l'archiduc renoncerait à la souveraineté du Mexique, à lui rendre ses droits à la suite des autres agnats de la

famille impériale. Maximilien mettait d'autant plus de persistance à exiger la contre-lettre, que son père avait pris parti en sa faveur. « Tu fais bien, lui dit-il le » jeudi-saint, après avoir communiqué, de ne pas signer » la renonciation. Si je n'avais pas abdiqué, si je » comptais encore, j'aurais été en plein conseil pro- » tester contre cet acte. »

Le général Frossard, aide de camp de l'Empereur, qui s'était rendu à Miramar avec la mission de hâter l'embarquement de Maximilien, tenait Napoléon III exactement au courant des négociations entre les deux frères. « Je viens de Miramar, écrit-il de Trieste, 1^{er} avril 1864, à l'Empereur; ma conviction est que l'archiduc ira certainement au Mexique. Il y a un projet d'arrangement, une renonciation, mais avec un article secret satisfaisant pour le prince. Je crois que cet article sera accepté à Vienne, on désire la conciliation; mais, ne le fût-il pas, le prince n'en partira pas moins. Il a été très touché de la lettre de Votre Majesté qu'il dit être un père pour lui. L'archiduchesse est remplie de résolution. On aura demain matin la réponse de Vienne. Lord Bloomfield est pour quelque chose dans les difficultés créées au dernier moment¹ ».

Les dépêches suivantes, échangées entre le général Frossard et le représentant du gouvernement impérial à Vienne, peuvent la fausseté de ses espérances. La contre-lettre rencontrait de la part de François-Joseph une répugnance insurmontable.

1. Pièces inédites relatives à la mission du général Frossard à Vienne.

GÉNÉRAL FROSSARD A L'AMBASSADEUR DE FRANCE A VIENNE.

« Trieste, 2 avril 1864.

» Les satisfactions obtenues par l'archiduc Maximilien ne sont pas tout à fait suffisantes pour lui. Vous savez que notre Empereur désire avec impatience la solution. Veuillez prier M. de Rechberg d'y aider dans un sens favorable au prince. »

AMBASSADEUR A CONSUL GÉNÉRAL AU GÉNÉRAL FROSSARD.

« Je ne puis voir le comte de Rechberg avant demain et je lui parlerai comme vous le désirez.

» L'empereur François-Joseph promet tout ce qu'il pourra pour faire rentrer l'archiduc Maximilien dans ses droits éventuels en cas de retour; mais sa conscience se refuse à donner une contre-lettre secrète.

» GRAMONT. »

L'AMBASSADEUR DE FRANCE AU CONSUL GÉNÉRAL DE FRANCE
A TRIESTE.

« Vienne, 3 avril, 3 heures 40 du matin.

» Veuillez communiquer ce qui suit au général Frossard :

« Je viens de chez le comte de Rechberg. L'empereur François-Joseph ne fera rien de plus que ce qu'il a fait. Il a déclaré hier soir qu'il avait dit et écrit son dernier mot. Entendez-vous franchement avec M. le comte de Zichy, et veuillez lui dire que je considère la résolution de l'empereur François-Joseph comme irrévocable.

» *Signé* GRAMONT. »

L'archiduchesse Charlotte, se flattant de triompher des résistances de son beau-frère, part brusquement pour Vienne. Le général Frossard est informé de son départ par cette lettre :

« Miranra, avril 3 1864.

» Mon général,

» Par ordre de Son Altesse Impériale, j'ai l'honneur de vous faire savoir que Son Altesse Impériale Madame l'archiduchesse est partie hier soir pour Vienne, et que dès lors Monseigneur se trouve obligé d'attendre les suites de cette démarche.

» Agréez l'expression de la plus haute considération.

» Le comte ZACHY.

» A M. le général Frossard. »

Le général Frossard télégraphie immédiatement à l'Empereur :

« Trieste, 3 avril 1864.

» Le départ de la princesse pour Vienne est dû à des difficultés nouvelles soulevées par l'influence du roi des Belges : — Il s'agit de régler l'avenir de la princesse en cas de veuvage et de retour; c'est une démarche suprême. J'ai dit : Si elle échoue, il faudra passer outre. — On a répondu qu'elle réussira. — J'ai ajouté que je restais jusqu'à conclusion. C'est encore deux jours. »

Le duc de Gramont ne tarde pas à faire connaître au général Frossard le résultat des démarches de l'archiduchesse Charlotte :

« Vienne, 4 avril 1864.

» Monsieur le général,

» Je profite du départ de M. Herbet pour vous répondre deux mots. J'ai vu H. Hidalgo dès son arrivée, et aussitôt après me suis rendu chez M. le comte de Rechberg, qui ne savait pas encore que S. A. I. l'archiduchesse Charlotte fût à Vienne.

» L'empereur François-Joseph avait reçu le matin une lettre de l'archiduc partie douze heures avant l'archiduchesse, lettre qui

posait en quelque sorte comme un *ultimatum*, la contre-lettre secrète annulant la renonciation officielle. Cela avait produit un très mauvais effet, et, d'après ce que j'ai vu, je suis convaincu que sous ce rapport la résolution de l'Empereur est désormais inébranlable. Je crois que Sa Majesté est très blessée de l'insistance de son frère à réclamer un acte qu'Elle qualifie de « supercherie » indigne de lui, indigne de son frère, indigne de l'Autriche et « indigne du Mexique ». — L'archiduc devra renoncer à cette idée, et y renoncer vite, car si de plus longs délais la laissent percer dans le domaine de la publicité, sa considération, sinon son honneur, aurait à en souffrir.

« Quant aux garanties pour l'avenir de l'archiduc, de l'archiduchesse ou de leurs héritiers, on assure que les statuts de famille de l'Empereur y pourvoient. Tout leur restera, sauf les droits de succession à la couronne impériale.

« En somme, je trouve qu'on se considère comme arrivé à la limite des concessions et l'on conteste à l'Empereur le droit de faire un pas de plus. Mon opinion est que l'archiduc n'a plus rien à espérer pour ces droits éventuels qui lui tiennent à cœur.

« Je reverrai M. Hidalgo demain et vous tiendrai au courant de ce qui pourra être fait ou dit d'important.

« Je ne mentionne pas ce que j'ai dit au comte de Rechberg; vous le devinez sans peine. A tout prix je veux en finir ici comme vous le voulez là-bas. L'Empereur (le nôtre) ne peut plus attendre de la sorte. Cela cesse d'être convenable.

« Agrérez, monsieur le général, l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

« GRAMONT. »

GÉNÉRAL FROSSARD À L'EMPEREUR (PARIS).

« Trieste, avril 1861.

« Une nouvelle lettre du roi des Belges est arrivée aujourd'hui, recommandant de ne pas céder. L'archiduchesse a eu hier, à Vienne, avec l'Empereur, un long entretien, assez favorable, mais non définitif. Elle doit voir aujourd'hui M. de Rechberg pour en finir. Elle reviendra demain. Probablement l'acceptation officielle n'aura lieu que samedi. Nous attendons ce soir Herbet. Les documents mexicains sont préparés. »

L'impatience, pendant ce temps-là, ne faisait que s'accroître à Paris.

L'EMPEREUR AU GÉNÉRAL FROSSARD.

« Paris, 5 avril 1864.

« Une décision prompte est indispensable. La nouvelle de l'indécision fera naître des complications au Mexique. Déjà en Angleterre la Bourse fait des difficultés pour le nouvel emprunt. Toutes ces questions de famille auraient dû être réglées d'avance. On ne peut sans grand inconvénient laisser un peuple en suspens, nous vis-à-vis de grandes difficultés, et l'escorte dans les Terres chaudes, qui attend au risque de la fièvre jaune. »

« *Réponse 6 avril.* J'ai communiqué la dépêche de Votre Majesté à l'archiduc et j'ai insisté vivement. L'archiduchesse ne sera revenue de Vienne que demain soir jeudi. L'archiduc m'a promis par écrit de faire son acceptation officielle samedi et de partir dimanche définitivement. »

Les renseignements reçus ce jour-là même de Vienne à Miramar n'étaient guère satisfaisants :

« Vienne, 5 avril 1864.

» Monsieur le général,

« Je profite du départ de M. de Saint-Ferréol, qui se rend à Trieste par le train express de demain matin, pour vous écrire deux mots.

« Madame l'archiduchesse a vu l'Empereur, et ce soir elle rendait ainsi compte de ses démarches à M. Hidalgo : « J'espère que tout » s'arrangera; mais je ne puis encore rien dire de positif. »

« Je n'ai rien à ajouter, si ce n'est que l'Empereur a travaillé énormément avec ses ministres toute cette matinée. Qu'en sortira-t-il? Je ne puis le dire encore, mais très certainement il n'en sortira pas un consentement à la *contre-lettre secrète*. Il faut absolument que l'archiduc renonce à cet espoir. Si Son Altesse Impériale pouvait comme moi voir de ses propres yeux l'effet que ces délais produisent sur l'opinion publique *partout*, il n'hésiterait pas à terminer le différend et à partir le plus tôt possible. Je le dis avec la conscience que pas un ami véritable de Son Altesse Impériale

ne pourra me démentir, *tout*, absolument *tout*, vaut mieux pour Son Altesse Impériale que de prolonger ces délais.

» Si je sais quelque chose demain, je vous le manderai par télégraphe, et je vous prierai d'en faire autant de votre côté, si vous apprenez que l'archiduc se décide à quelque chose.

» Veuillez, monsieur le général, agréer l'assurance de mes sentiments distingués.

» GRAMONT. »

L'archiduc, à son passage à Paris, avait, comme on l'a vu, conclu un traité avec Napoléon III. M. Herbet, porteur de ce traité, était arrivé à Miramar. Il fallait le signer. Le général Frossard en avertit Maximilien :

6 avril 1864, six heures du matin.

» Monseigneur,

» Monsieur le conseiller d'État Herbet est arrivé, et, conformément au désir de Votre Altesse Impériale, il aura l'honneur de se présenter à elle ce matin.

» M. Herbet est porteur du traité convenu et préparé entre l'empereur du Mexique et la France; il vient le soumettre à la signature de votre ministre et à celle de Votre Altesse Impériale comme ratification; car ces conventions portent déjà par avance la ratification de l'empereur Napoléon.

» Il est bien urgent, Monseigneur, que ces pièces soient signées, sauf à laisser la date en blanc et les signatures secrètes pendant quelques jours encore, si c'est nécessaire, parce qu'il faut nécessairement qu'on prenne jour à notre Chambre des députés pour la discussion du budget déjà trop retardée. Je sais bien que Votre Altesse n'a plus d'irrésolutions. Elle m'a fait l'honneur de me le dire hier soir, mais il n'est pas possible que la certitude matérielle attendue par le gouvernement de l'empereur Napoléon soit différée jusqu'après l'acceptation officielle du trône du Mexique, dont le moment n'est pas encore fixé.

» Veuillez, Monseigneur, etc.

» FROSSARD. »

LE MÊME AU MÊME.

« 6 avril, neuf heures du matin.

» Après le départ de ma lettre de ce matin, j'ai reçu de Sa Majesté l'Empereur le télégramme dont copie est ci-jointe¹. Votre Altesse comprendra qu'un plus long retard à déclarer son acceptation officielle de la couronne *n'est pas possible*.

» J'ai l'honneur de la supplier de ne pas différer au delà de demain jeudi cette déclaration. »

« Ce 6 avril 1864.

» Mon cher général,

» Je viens de recevoir votre aimable billet, qui m'apprend, à mon grand plaisir, l'arrivée de M. Herbet, mon ancien ami. Je me réjouis beaucoup de le voir dans la matinée, et de pouvoir lui parler à fond sur le traité à signer. J'espère pouvoir recevoir la députation samedi, et partir dimanche pour Rome et le Mexique. Il me serait bien agréable, si la frégate *la Thémis* pouvait venir, dans le courant de la journée, mouiller dans la rade de Grignano à côté de mon yacht, dans le voisinage immédiat du château: de cette manière j'aurais l'occasion de pouvoir faire demain ou après-demain ma visite à bord de ce beau navire.

» Je vous envoie cette lettre, mon cher général, par le lieutenant de vaisseau Schaffer, commandant de mon yacht, pour qu'il puisse, le cas échéant, se mettre à la disposition du commandant de la *Thémis*.

» Je suis, mon cher général, votre tout affectionné.

» MAXIMILIEN. »

La fin du prologue du drame mexicain approchait.

GÉNÉRAL FROSSARD A EMPEREUR (PARIS).

« Trieste, 7 avril 1864, dix heures du soir.

» L'empereur François-Joseph viendra à Miramar pour la signature de l'acte de renonciation. L'archiduc lui a déclaré qu'il le

1. Voyez plus haut.

signerait, mais qu'il désire ne pas retarder son acceptation, fixée à samedi. »

GÉNÉRAL FROSSARD A EMPEREUR (PARIS).

« 8 avril 1864.

» L'archiduc m'informe que l'empereur François-Joseph n'arrive ici que demain matin, et repart le soir. La députation ne pourra donc être reçue que dimanche matin.

» Le départ de l'archiduc est fixé à lundi. »

L'empereur d'Autriche, les archiducs Louis-Victor, Léopold et Ernest, l'aide de camp de Crenneville, le grand maître des cérémonies comte Knefstein, les deux ministres comte de Rechberg et chevalier Schmerling, arrivés le 10, signèrent l'acte par lequel Maximilien, en acceptant le trône du Mexique, renonçait à ses droits agnatiques au trône d'Autriche. Le lendemain, l'archiduc recevait la députation mexicaine. « Les garanties nécessaires pour assurer sur » des bases solides l'indépendance et la prospérité du » pays sont désormais acquises, lui dit-il, grâce à la » magnanimité de l'Empereur des Français. » Ces garanties étaient contenues dans une convention signée la veille, et dont voici les articles importants :

« ART. 1^{er}. — Son Altesse illustrissime l'archiduc Ferdinand-Maximilien renonce pour son auguste personne et pour ses descendants à la succession dans l'empire d'Autriche, à tous les royaumes ou pays qui en dépendent, sans aucune exception, en faveur de tous les autres membres habiles à succéder de la ligne masculine de la maison d'Autriche..... »

» Aux termes de l'article 3, l'archiduc ou sa descendance recouvrerait le droit d'hériter ou de succéder dans le cas d'extinction de tous les membres habiles à succéder ou à hériter.

ART. 4. — Son Altesse Impériale déclare, en outre, renoncer

pour elle-même et pour ses descendants à tous les droits et pré-
tentions qui lui appartiennent ou qui pourraient lui appartenir à la
fortune privée actuelle.

» Le gouvernement de S. M. l'Empereur du Mexique, et celui de
S. M. l'Empereur des Français, animés d'un égal désir d'assurer le
rétablissement de l'ordre du Mexique et de consolider le nouvel
empire, ont résolu de régler par une convention le séjour des
troupes françaises dans ce pays, et à cet effet ils ont nommé comme
leurs plénipotentiaires :

» S. M. l'Empereur des Français, M. Charles-François-Édouard
Herbet, ministre plénipotentiaire de première classe, conseiller
d'État, directeur au ministère des affaires étrangères, grand officier
de son ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc.

» S. M. l'Empereur du Mexique, M. Joaquim Velasquez de León,
son ministre d'État sans portefeuille, grand officier de l'ordre
distingué de Notre-Dame de Guadalupe, etc., etc. ;

» Lesquels, après s'être communiqué leurs pouvoirs, et les
trouvant en bonne et due forme, ont convenu des articles suivants :

» ART. 1^{er}. — Les troupes françaises qui se trouvent actuellement
au Mexique seront réduites le plus promptement possible à un
corps de 25 000 hommes, en y comprenant la légion étrangère.

» Pour que ce corps serve de sauvegarde aux intérêts qui ont
motivé l'intervention, il restera temporairement au Mexique sous
les conditions établies dans les articles suivants.

» ART. 2. — Les troupes françaises évacueront le Mexique à
mesure que S. M. l'Empereur du Mexique pourra organiser les
troupes nécessaires pour les remplacer.

» ART. 3. — La légion étrangère au service de la France, com-
posée de 5000 hommes, restera cependant, pendant six années, au
Mexique, après que toutes les autres forces françaises en seront
parties conformément à l'article 2.

» ART. 4. —

» ART. 5. — Dans tous les points où la garnison ne sera pas
exclusivement composée de troupes mexicaines, le commandement
militaire appartiendra au commandant français.

» Dans le cas où l'on entreprendrait des expéditions combinées
de troupes françaises et mexicaines, la direction supérieure appar-
tiendra également au commandant français.

» ART. 6. —

» Tant que les nécessités du corps d'armée français exigeront
tous les deux mois un service de transport entre la France et le
port de Vera-Cruz, les frais de ce service, fixés à 400 000 francs par
voyage, seront remboursés par le gouvernement mexicain et payés
à Mexico.

» ART. 8. —

» ART. 9. — Les frais de l'expédition française au Mexique, qui doivent être remboursés par le gouvernement mexicain, sont fixés à la somme de 270 millions, pour tout le temps de cette expédition, jusqu'au 1^{er} juillet 1864.

» ART. 10. — L'indemnité que le gouvernement mexicain doit payer à la France pour frais, solde, nourriture et entretien des troupes du corps d'armée, à partir du 1^{er} juillet 1864, est fixée à la somme de 1000 francs par homme et par an.

» ART. 11. — Le gouvernement mexicain remettra immédiatement au gouvernement français la somme de 66 millions en titres de l'emprunt...¹.

» ART. 12. — Pour le payement de l'excédent des frais de guerre et à valoir sur les charges mentionnées dans les art. 7, 10 et 11, le gouvernement mexicain s'engage à payer annuellement à la France la somme de 25 millions en numéraire.

» ART. 13. —

» ART. 14. — Le gouvernement mexicain s'oblige à indemniser les sujets français des préjudices qu'ils ont indûment soufferts et qui ont motivé l'expédition.

» ART. 15. —

1. Le 20 mars 1864, Maximilien avait contracté un emprunt à la charge du Mexique, quoique, n'ayant pas encore accepté régulièrement le titre qu'on lui offrait, il n'eût pas qualité pour emprunter. La lettre suivante adressée à M. de Germiny indique comment cet emprunt avait été dépensé :

« Monsieur le comte,

» Nous avons jugé convenable, avant notre départ, de vous faire connaître les dispositions que nous avons prises à l'égard des sommes provenant de l'emprunt contracté par nous le 20 mars dernier, et à l'exécution desquelles vous serez chargé de veiller comme président de la commission des finances du Mexique.

» Nous divisons en deux catégories les dépenses que vous aurez à ordonner.

» La première comprend :

» 1^{re} Les dispositions relatives à notre liste civile comprenant une somme de 1 500 000 francs qui devront être mis à la disposition de M. Ed. Radonetz, préfet de Miramar, à qui un compte sera ouvert comme à notre représentant.

» 2^e Les dispositions relatives aux engagements volontaires qui auront lieu pour notre service à Bruxelles et à Vienne :

» Pour les engagements belges, une somme de 1 800 000 francs dont l'emploi est confié à M. le général Chapelié ;

» Pour les engagements autrichiens, une somme de 2 500 000 francs

» ART. 16. —

» ART. 17. — Le gouvernement français mettra en liberté tous les prisonniers de guerre mexicains, aussitôt que S. M. l'empereur du Mexique sera entrée dans ses Etats.

» ART. 18. — La présente convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées le plus promptement possible.

» Fait au château de Miramar, le 10 avril 1864.

» *Signé* VELASQUEZ, HERBET. »

Trois articles additionnels secrets étaient joints à ce traité. L'empereur du Mexique approuvait par le premier les actes du général Forey et de la régence. L'Empereur des Français prenait dans le second article l'engagement de ne réduire l'effectif du corps français de 38 000 hommes que « graduellement et d'année en année, de manière que les troupes qui resteront au Mexique, y compris la légion étrangère, soient de 28 000 en 1865, de 25 000 en 1866, de 20 000 en 1867. Les officiers de la légion étrangère,

dont l'emploi est confié à M. le colonel attaché militaire à la légation mexicaine à Vienne, M. Matias Leisser.

» La deuxième comprend les dépenses périodiques comme suit :

» M. Hidalgo, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Paris, disposera trimestriellement d'une somme de 50 000 francs.

» M. Arrangoiz, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Bruxelles, disposera trimestriellement d'une somme de 15 000 francs.

» M. Murphy, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Vienne, disposera trimestriellement d'une somme de 50 000 francs.

» M. Étienne Herzfeld, consul général à Vienne, disposera trimestriellement d'une somme de 50 000 francs.

» Enfin M. Aguilar, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Rome, disposera trimestriellement d'une somme de 50 000 francs.

» MM. Hidalgo, Arrangoiz, Murphy, Aguilar et Herzfeld seront munis de lettres de créance personnelles de notre ministre.

» Recevez, monsieur le comte, l'assurance de notre estime.

» MAXIMILIEN. »

La plupart de ceux qui avaient mis la main à l'intrigue mexicaine se trouvaient ainsi payés.

en vertu de l'article troisième, devaient conserver leur titre de Français et leur droit à l'avancement dans l'armée française.

Charles-Frédéric-Joseph-Maximilien de Habsbourg-Lorraine, désormais empereur du Mexique, avait trente-deux ans lorsqu'il accepta le trône de ce pays. Fils de l'archiduchesse Sophie, il reçut, en même temps que son frère François-Joseph, l'éducation sérieuse que cette princesse faisait donner à tous ses enfants, et il en profita mieux que le futur empereur d'Autriche; le sentiment de sa supériorité, qu'il ne dissimulait nullement, alluma entre lui et François-Joseph une sorte d'animosité que personne, malgré toutes les précautions de leur mère, n'ignorait à la cour de Vienne. Maximilien, par un penchant rare chez les princes assez casaniers de sa famille, aimait la mer. Tout jeune, il rêvait d'entreprendre un grand voyage maritime. Il réalisa ce rêve en 1851. La frégate *Novara*, qui devait le porter en Amérique, le conduisit d'abord en Italie et en Espagne. Il a raconté lui-même ses impressions de voyage¹, les émotions de la vie de marin, les spectacles variés de la nature, avec un enthousiasme qu'il sut rendre communicatif. On croirait lire un romantique de 1830 : le présent lui paraît mesquin, il regrette le passé; il est religieux, mais plutôt en poète qu'en dévot. La politique pratique tient peu de place dans ses préoccupations; il rêve pourtant une destinée plus haute que son rang, mais il a le goût de la suprématie plutôt que l'instinct

1. *Souvenirs de ma vie.*

de la domination, et s'il aime « à laisser tomber son regard sur tous les autres et à se sentir le premier, comme le soleil sur le firmament », c'est plutôt par un besoin de grandeur idéale que par l'impulsion directe de l'ambition; il éprouve le désir du pouvoir sans posséder la volonté qui permet de le conquérir. Il a des visions de royauté comme on a des visions d'amour : « Quel brillant rêve pour le neveu des Habsbourg espagnols de brandir l'épée de Ferdinand pour saisir la couronne ! » Ce rêve, commencé au pied du tombeau de Ferdinand et d'Isabelle, l'archiduc Maximilien allait enfin le réaliser à Mexico.

Le nouvel empereur était-il à la hauteur de son rôle ? L'avenir pouvait seul répondre à cette question; il eût été injuste, en attendant, de ne pas reconnaître en lui des qualités brillantes, des goûts élevés, en général assez rares chez les princes de sa famille renfermés dans le cercle étroit des connaissances, des occupations, des plaisirs d'une cour formaliste. Gouverneur du royaume Lombard-Vénitien de 1854 à 1858, le parti rétrograde à Vienne ne cessa de le représenter comme un révolutionnaire auquel l'amour de la faveur populaire arrachait de dangereuses concessions, tout cela pour avoir essayé de faire comprendre aux ministres autrichiens que le système de compression de M. de Metternich avait peut-être fait son temps. Obligé de renoncer au gouvernement des provinces lombardes, traité avec méfiance à la cour et dans sa famille, regardé par les uns comme un ambitieux sans scrupule, par les autres comme un homme faible et avide de popularité, il se retira dans

une petite île de l'Adriatique, à Lacroma, où, dans une de ses excursions nautiques, il avait remarqué un vieux couvent du xvi^e siècle placé dans une situation pittoresque. Maximilien acheta ce couvent, et bientôt il ne parut plus avoir d'autre ambition que de le convertir en résidence princière, malgré les obstacles que la nature opposait à une entreprise qui devint pour lui une source de dettes dont le poids de plus en plus lourd ne fut pas sans contribuer à son acception du trône du Mexique. C'est dans ce château de Miramar que vinrent l'assaillir les tentations de Napoléon III et des royalistes mexicains, ses complices.

Il s'agissait, pour eux, de séduire son imagination, de stimuler son ambition et d'endormir ses scrupules. Qui pouvait mieux que la personne appelée à posséder naturellement la plus grande part à son affection et à sa confiance, la compagne de sa vie, repousser les tentateurs? Malheureusement la princesse Charlotte, la fille préférée du roi des Belges Léopold I^{er}, entra tout de suite dans le complot mexicain, et se fit l'auxiliaire ardente des conjurés. Léopold I^{er}, ce père dur et sévère qui ne consentait à recevoir ses fils qu'en uniforme, montra beaucoup plus de tendresse à sa fille; comptant pour lui donner une couronne sur sa grande position en Europe, il avait, en la flattant sans cesse de l'espoir d'être reine, rendu tout autre titre méprisable à ses yeux. Maximilien, sans sa femme, n'eût peut-être pas consenti à quitter Miramar. Elle contribua plus encore peut-être que l'état embarrassé de ses affaires et sa position incertaine à le lancer dans

l'entreprise qui devait avoir pour tous les deux un si terrible dénouement.

La frégate autrichienne *Novara*, sur laquelle Maximilien avait fait son premier voyage, et la frégate française *Thémis*, chargée d'escorter le couple impérial jusqu'à Vera-Cruz, mirent à la voile le 14 avril 1864 par une admirable journée de printemps. La foule remplissait la chaussée poussiéreuse qui mène de Trieste à Miramar le long de l'Adriatique; la députation de la ville de Trieste chargée de prendre congé de Maximilien au nom de la population, dont il avait en tout temps défendu les intérêts, lui fit ses adieux avec une expansion toute méridionale. Bien des yeux étaient mouillés de larmes, et Maximilien lui-même avait peine à cacher son émotion. « L'impératrice seule restait joyeuse, on voyait rayonner l'espoir sur sa figure ¹. » L'empereur, arrivé à bord de la *Novara*, descendit précipitamment dans sa cabine et s'y tint longtemps renfermé.

La *Novara* arriva le 18 à Civita-Vecchia, où les nouveaux souverains furent reçus par le duc de Montebello, commandant l'armée d'occupation française, par M. de Sartiges, ministre de France, par les représentants de l'Autriche, de la Belgique, et par deux cardinaux envoyés par le pape pour leur faire escorte jusqu'à Rome. L'empereur et l'impératrice, arrivés dans cette ville, descendirent au palais Marescotti. Le lendemain ils entendirent la messe dans les Catacombes; Mgr Nardi officia. Ce prélat, accompagné

1. Récit de la comtesse Kollonitz, dame d'honneur de l'impératrice.

des cardinaux Hohenlohe, Talbot, de Mérode, Borromeo, conduisit ensuite Leurs Majestés à Saint-Pierre et au Vatican. Le pape leur rendit cette visite le 20. L'empereur, l'impératrice et leur suite, recurent Sa Sainteté à genoux, au bas du grand escalier du palais.

La *Novara* et la *Thémis* étaient le 29 dans le grand Océan. Au beau temps qui jusqu'alors avait fait du voyage une partie de plaisir succéda un temps âpre et glacial. La *Novara* naviguait péniblement : la traversée se prolongeant au delà des prévisions ordinaires, le charbon manqua, il fallut se résigner à en demander à la *Thémis*. On ne s'y décida qu'après beaucoup de pourparlers : « L'amour-propre autrichien souffrait d'avoir à demander un service à des Français¹ ». L'impératrice, enfermée dans sa cabine, passait son temps à tracer des plans d'organisation de sa maison et de sa cour. A peine avait-elle pris l'air pendant quelques minutes sur le pont, qu'elle se remettait tout de suite à ses papiers. L'empereur, de son côté, se montrait peu. Il employait son temps à causer avec quelques personnes de sa suite, qui « présentaient à l'observation les traits caractéristiques du Mexicain, éducation excellente en apparence, attitude réservée, timide et méfiante² ».

La *Novara* jeta enfin l'ancre le 28 mai dans le port de Saint-Jean d'Ulloa. L'aspect mélancolique de la plage était rendu plus mélancolique encore par

1. Récit de la comtesse Kollonitz.

2. *Ibid.*

un navire français échoué sur un banc de corail, et par le sombre voisinage de l'île des Sacrifices, où reposaient déjà tant de milliers de Français, victimes de la fièvre jaune, dans cet enclos funèbre que l'armée désignait sous le nom de *Jardin d'acclimatation*. Personne ne se montrait, bien que la *Thémis*, arrivée avant la *Novara*, eût annoncé l'approche des souverains ! — « Tout le monde éprouva un sentiment pénible; l'empereur affectait un calme moqueur ¹. » D'où venait un tel abandon? Enfin on eut le mot de l'énigme. Le général Almonte, craignant le séjour malsain de Vera-Cruz, était resté avec sa suite à Orizaba, où il attendait qu'on l'avertît du débarquement de l'empereur. Pour se rendre de cette ville à Vera-Cruz, il fallait une journée de voyage; de là un retard fâcheux, car ni les habitants de Vera-Cruz, ni les autorités maritimes françaises ne semblaient vouloir prendre l'initiative d'une réception officielle. Les habitants de Vera-Cruz étaient peu favorables à l'empire, et le contre-amiral Bosse, commandant l'escadre française, se montrait très mécontent de la défense faite au capitaine de la *Novara*, par Maximilien, de jeter l'ancre au milieu de ses vaisseaux : « Le contre-amiral ne vint présenter ses » devoirs que fort tard; il se complut, dans sa mau- » vaise humeur, à nous faire les plus effrayantes » remontrances, prétendant que nous nous étions » arrêtés dans un lieu bien empesté, où, en une seule » nuit, tous les passagers et l'équipage d'un navire

1. Récit de la comtesse Kollonitz.

» étaient morts foudroyés par le vomito. Il nous parla
» aussi avec une maligne complaisance de ce qui
» nous attendait pendant notre voyage de Vera-Cruz
» à Mexico : des bandes s'étaient formées avec l'in-
» tention de s'emparer du couple impérial ; le général
» Bazaine, averti trop tard, n'avait pu prendre les
» mesures de sécurité ; et ainsi de suite ¹. »

Vers le soir cependant, les canons du fort de Saint-Jean d'Ulloa tirèrent les salves de rigueur, la flotte française lança un millier de fusées et quelques maisons de la ville s'illuminèrent. Ces réjouissances de commande, venues après coup, ne purent déridier les visages soucieux des hôtes de la *Novara*. Maximilien décida qu'il passerait la nuit à bord et que le débarquement aurait lieu le lendemain à cinq heures du matin. Le grand jour commençait à poindre lorsque Leurs Majestés, accompagnées de leur suite, descendirent dans les embarcations qui devaient les conduire à terre, où de nouvelles déceptions les attendaient. « A mesure qu'on approchait du môle, l'odeur
» méphitique qu'exhale Vera-Cruz devenait de plus en
» plus sensible. La cour autrichienne qui avait suivi
» les souverains devait cesser ses fonctions au moment
» où l'on toucherait la rive mexicaine, où des dames
» de Mexico viendraient à la rencontre des fonction-
» naires autrichiens et les remplaceraient. Mais c'est
» en vain qu'on les attendit ; la peur de la fièvre jaune
» les retenait dans le haut pays. La population de
» Vera-Cruz n'était que maigrement représentée ; son

1. Récit de la comtesse Kollonitz.

» accueil fut plus que froid. On traversa en toute hâte
 » la ville où depuis peu l'épidémie avait éclaté, pour
 » se rendre à la gare du chemin de fer ¹. »

De très coûteux préparatifs avaient été faits cependant pour recevoir les souverains, si l'on en juge par la note que l'ayuntamiento ² dut acquitter. Le départ de Maximilien rendit ces préparatifs inutiles. Les membres de l'ayuntamiento de Vera-Cruz se rendirent du moins à la Soledad pour lui faire leurs adieux, et pour prendre leur large part d'un déjeuner préparé par les soins des administrateurs du chemin de fer. L'empereur ne prit qu'une tasse de chocolat. Rien n'avait été préparé pour le transport des voyageurs, au nombre de 85 personnes et embarrassés de plus

1. Récit de la comtesse Kollonitz.	
2. 1 ^{er} Montant du devis de M. l'architecte Zapari pour l'ornementation du palais municipal.....	116 770 fr.
2 ^e Ornement extérieur du môle.....	2 500
3 ^e Ornement des felouques et des lanches destinées à la population maritime pour qu'elle puisse prendre part aux fêtes de la réception.....	5 000
4 ^e Peinture et ornement de l'arc du môle.....	2 500
5 ^e Pavillon à établir sur le môle pour que les autorités puissent y attendre le débarquement de Sa Majesté impériale.....	5 000
6 ^e Ornements sur le parcours entre le môle et le palais..	3 000
7 ^e Coût d'un arc de triomphe dont les châssis seront de toile, avec des peintures et des ornements de circonstance, lequel devra être élevé sur la place principale....	10 000
8 ^e Service de table pour 60 convicts pendant les deux jours que Sa Majesté, ainsi qu'on le croit, demeurera en ville.....	20 000
9 ^e Musiciens et ornements de l'église paroissiale et de la place.....	12 500
10 ^e Feux d'artifices, ballons et illuminations.....	17 500
11 ^e Meubles, linge de table et frais imprévus.....	30 000
12 ^e Bal au théâtre, terminé par un ambigue.....	50 000
Total général.....	274 770 fr.

de 500 colis. Tout manquait, voitures, chevaux, abris. A partir de l'endroit où se terminait la voie ferrée, les chemins étaient défoncés par les pluies et par les énormes transports de l'armée. « A Paso del Macho, il fallut attendre plusieurs heures pour relayer; à Cordova, on commença à trouver des propriétaires aisés et même riches qui montrèrent de meilleures dispositions. L'empereur ne voulut s'arrêter à Orizaba que pour remercier la Vierge de *los Remedios* de sa protection pendant la traversée. L'aspect des choses à partir de cette ville changea complètement; la route d'Orizaba à Mexico ne forma plus qu'une longue suite d'arcs de triomphe. Mais ce qui valait mieux que toute la pompe des programmes officiels, c'était le touchant enthousiasme des pauvres Indiens accourus au-devant de Maximilien ornés de fleurs ou des modestes et derniers restes de leurs vieilles parures de famille, misérables reliques d'un luxe qui avait étonné Fernand Cortez. Les Indiens, d'après une ancienne croyance que rien n'a pu déraciner chez eux, n'ont été soumis aux Espagnols et privés de leurs biens que pour avoir été idolâtres, mais ils finirent par être délivrés par un prince aux cheveux d'or venu de l'Orient. Ce prince, aux yeux des *Peones*, c'était Maximilien; ils se mettaient à genoux devant lui comme devant leur sauveur. Ce sentiment des Indiens, même réduit à sa juste valeur, avait son importance comme symptôme d'avenir; mais Maximilien n'en parut que médiocrement frappé, et ce qui aurait pu être le réveil d'un peuple ne fut pour lui qu'un spectacle pittoresque bientôt oublié.

L'empereur arriva enfin dans la capitale. Là encore, rien de préparé. « Jusqu'au dernier moment on avait » douté de son arrivée. Quand, cependant, il fallut se » rendre à l'évidence, le trouble des esprits; les incer- » titudes, les querelles de préséance, avaient empêché » tous les préparatifs. Le palais était livré aux maçons, » aux menuisiers, aux tapissiers; le marteau reten- » tissait dans toutes les parties de l'édifice ¹. » La réception officielle fut pourtant brillante: haies de soldats, tentures, inscriptions, drapeaux, mâts de cocagne, curieux aux fenêtres, rien n'y manqua. Le général Bazaine chevauchait à l'une des portières de la voiture impériale; le comte de Bombelles, capitaine des gardes, ami particulier de l'empereur, à l'autre. L'impératrice, calme et très réservée d'ordinaire, étonnait tout le monde par l'expansion de sa joie. L'accueil des habitants semblait la justifier. Cependant, « ce n'était pas un enthousiasme français. Le peuple mexicain est lourd et apathique; mais pour qui l'a vu un peu, on peut dire qu'il a été aussi enthousiaste que possible ². »

La réception fut en résumé assez bonne, mais lorsque Maximilien se trouva seul en présence de son œuvre du lendemain, l'illusion dut faire place à la réalité, et l'espérance aux pressentiments d'un avenir difficile. La suite des nouveaux souverains éprouvait déjà plus d'une déception. Le mécontentement se manifestait surtout parmi les officiers qui avaient

1. Récit de la comtesse Kollonitz.

2. Lettre du colonel Bressonnet au général Frossard (papiers des Tuileries).

échangé le service autrichien contre le service mexicain. Tout servait à augmenter ces impressions désagréables, même les efforts qui auraient dû les effacer. Le général Bazaine, après les fêtes données par la ville et les hauts fonctionnaires mexicains, à l'empereur et à l'impératrice, voulut à son tour leur offrir un bal où le goût français se déploierait dans tout son charme. La fête eut lieu. Mais « malgré les fleurs, les » drapeaux, les trophées, les lumières étincelantes, » les visages des invités portaient l'empreinte de la » mauvaise humeur. Les cartes d'invitation avaient été » rédigées en termes peu courtois ; il y était dit qu'une » certaine toilette était obligatoire, que la présentation » de la carte était de rigueur pour pouvoir entrer, et » que, passé neuf heures, personne ne serait plus admis. » Les commissaires avaient si singulièrement procédé » dans leurs invitations, que les personnes les plus » considérables avaient été omises, et qu'on était allé » jusqu'à inviter des femmes sans leurs maris, des sœurs » sans leurs frères. Tout le monde était indigné de ces » procédés, et l'indignation générale ne se calmait guère » en voyant le sans- façon du général Bazaine, sans- » façon qu'un trop grand nombre de ses officiers s'em- » pressait d'imiter. Aussi, la cour partie, tous les » invités mexicains se hâtèrent-ils de se retirer. On » apprit plus tard que les invités français qui étaient » restés s'étaient livrés aux douceurs du cancan ¹. »

Les rapports de l'empereur avec les Français étaient déjà tendus, difficiles, dépourvus de sincérité à cette

1. Récit de la comtesse Kollonitz.

époque. Les fonctionnaires civils et militaires français, chargés de diriger les affaires financières, diplomatiques et militaires, manquaient du tact et de la délicatesse nécessaires pour alléger à Maximilien le poids de ses obligations envers la France, et le peu de fonds qu'il pouvait faire sur le dévouement de ses partisans mexicains l'empêchait de se passer des Français; il se heurtait dans toutes ses entreprises à l'indolence, à la vanité et à l'incapacité indigènes. Le roi Léopold, son beau-père, lui avait donné pour chef de cabinet, un homme actif et dévoué, M. Éloin, qui, par ses qualités mêmes, compliquait la situation. La paresse, l'insouciance des Mexicains, ne pouvaient s'accommoder de l'ardeur d'un homme qui les harcelait sans cesse, et qui n'entendait pas se contenter de promesses ou de protestations que personne ne se souciait de tenir.

La sécularisation des biens de l'Eglise était l'un des plus puissants moyens sur lesquels Maximilien pût compter pour consolider son empire, et la cour de Rome suscitait à chaque instant des obstacles nouveaux aux négociations entamées à ce sujet. L'empereur, presque brouillé avec le clergé, pouvait-il compter sur l'ancienne complice du parti clérical, l'armée mexicaine? Cette armée, réorganisée et placée sous la direction exclusive du ministre de la guerre mexicain, dut bientôt être placée sous une autre main. Maximilien choisirait-il un Français ou un Autrichien pour la commander? Après avoir accepté d'abord un général français désigné par le général Bazaine, il désigna définitivement le général autri-

chien de Thun, qui procéda, par ses ordres, à une nouvelle réorganisation de l'armée. Les troupes, obéissant à des officiers toujours nouveaux, ne prenaient pas la solidité nécessaire; le mélange des contingents belges et autrichiens rappelait l'origine étrangère du souverain; un cabinet militaire impérial fonctionnant à côté du général en chef et du ministre de la guerre, plus une direction comprenant exclusivement les troupes austro-belges, compliquaient singulièrement les relations administratives, diminuaient l'autorité du commandement aux yeux des troupes, et créaient sans cesse de nouveaux conflits entre le cabinet de l'empereur, le ministère de la guerre, la direction austro-belge, sans compter ceux qui surgissaient à chaque instant entre ces divers bureaux et ceux du général Bazaine, seul commandant en chef en vertu de l'article 6 du traité de Miramar.

L'armée échappait du moins à l'influence du clergé, mais celui-ci compensait cette perte par l'action qu'il exerçait sur un gouvernement aussi pauvre et aussi besoigneux que l'empire mexicain, en resserrant les capitaux du pays, presque tous entre ses mains. Maximilien avait pourtant besoin de se procurer des ressources. La convention de Miramar, signée le 10 avril 1864 entre l'empereur des Français et l'empereur du Mexique, instituait à Paris une *Commission financière mexicaine*, composée de trois commissaires, un Mexicain, un Anglais, un Français, représentant les porteurs de titres de la dette mexicaine. Cette commission, présidée par M. de Germiny, ancien ministre des finances et gouverneur

honoraire de la Banque de France, était chargée d'ouvrir un grand-livre pour y inscrire cette dette et les titres émanés du gouvernement impérial. Les bons anglais émis en 1851 au capital de 40 241 650 livres, produisant un intérêt annuel de 3 pour 100, devaient y être portés les premiers, ainsi qu'un emprunt de 201 600 000 francs, en titres au porteur portant rente à 6 pour 100 d'intérêt. Le grand-livre devait également s'ouvrir à l'inscription de 6 600 000 francs de titres de rente 6 pour 100 semblables aux titres créés à Londres pour l'emprunt de 201 600 000 francs. Ces inscriptions seraient remises au ministre des finances du gouvernement impérial français en échange d'un reçu de la somme de 66 millions stipulée dans la convention de Miramar et répartie de la façon suivante : 54 millions en compte des frais de l'expédition, et 12 millions destinés à payer une indemnité aux sujets français. Maximilien avait approuvé de plus une convention conclue le 20 mars 1863, entre le comte François Zichy et la maison de banque Glyn, Mills et C^{ie}, de Londres, chargée de l'émission de l'emprunt de 201 600 000 francs ; les 20 coupons semestriels d'intérêts échus du 1^{er} janvier 1854 au 1^{er} juillet 1863, dus aux porteurs des bons mexicains, devaient être consolidés en nouveaux titres de la dette extérieure au cours de 3 pour 100 pour chaque 60 francs de rente. La dette extérieure recevait donc une augmentation de 453 625 livres sterling. Un intérêt de 3 pour 100 était attaché à ses titres comme aux autres, à dater du 1^{er} juillet 1864. Les intérêts échus le 1^{er} janvier de cette année

étaient pris sur les produits des douanes du Mexique et sur l'emprunt de 201 600 000 francs. Le dépôt de 25 millions à la Caisse des dépôts et consignations garantissait pendant deux ans le paiement des intérêts consolidés.

Ces précautions n'étaient point faites pour inspirer une grande confiance dans le gouvernement impérial du Mexique. La remise au gouvernement impérial de France de la somme de 66 millions en titres de l'emprunt, au prix de l'émission, qui n'aurait pas dû être considérée comme une charge nouvelle, puisqu'elle était déduite de l'emprunt, n'en donna pas moins lieu à deux opérations distinctes : l'une ayant trait aux 201 600 000 francs de l'emprunt négocié à Londres ; l'autre aux 66 millions remis au ministre des finances de France. Le gouvernement impérial du Mexique se trouvait donc grevé à son début : 1° d'un emprunt de 201 600 000 francs ; 2° du montant des sommes destinées à faire honneur aux nouvelles charges ; 3° du total de ces dernières, comme capital d'une dette étrangère consolidée.

Différents calculs portent à affirmer que sur les 201 600 000 francs du premier emprunt, il ne restait guère à l'empire mexicain que 30 millions environ, par suite de la différence du prix d'émission au prix réel, des sommes laissées à la Caisse des dépôts et consignations pour le paiement des deux années d'intérêt de l'emprunt contracté en Angleterre, de l'emprunt contracté en France, des bons émis en 1851, des coupons en retard capitalisés comme les bons, et du paiement de deux années d'intérêts de la somme re-

connue par la convention de Miramar pour frais jusqu'alors de l'expédition ; enfin par suite des frais de l'entretien des troupes. L'empire mexicain, grevé en outre de l'augmentation de la dette espagnole, conséquence du traité Mon-Almonte, et des indemnités payées à M. Jœcker et à d'autres, se trouvait donc dès ses débuts dans une situation financière des plus critiques.

Le gouvernement impérial de France s'était obligé par le traité de Miramar à maintenir au Mexique des forces militaires dans des conditions déterminées, et Maximilien à rembourser aux Français les dépenses de l'expédition. L'examen des créances françaises devait être terminé dans le délai de trois mois. M. de Montholon, ministre de Napoléon III à Mexico, pressant vivement dès 1863 le président du conseil de régence Almonte de les régler, n'en reçut que cette réponse : « Je ne puis rien, il faut que je prenne les ordres de Sa Majesté qui est à Miramar, et que je consulte M. Gutierrez de Estrada qui est à Rome. » Le gouvernement impérial ne paraissait pas attacher plus d'importance que celui de la régence à en finir avec un compte qu'il aurait dû avoir tant à cœur de liquider, et Maximilien, pendant qu'on lui signalait ces retards humiliants pour le Mexique, et que ses troupes, faute de solde, se débandaient déjà en présence de l'ennemi, dépensait des sommes considérables pour embellir son château de Chapultepec et pour le relier par une route à Mexico. Une commission avait été cependant formée dans cette ville, pour discuter et apprécier les droits des réclamants français, mais cette

commission, sans cesse entravée par des incidents calculés dont M. Hidalgo, ayant une grande influence sur l'impératrice Eugénie, tenait les fils à Paris, n'obtenait aucun résultat. Les réclamations relatives à l'indemnité des bons du Suisse Jœcker, naturalisé Français au début même de l'intervention, faisaient du tort par leur exagération aux autres demandes. Un intérêt semblait dû aux créances sujettes à révision, le ministre du gouvernement impérial de France à Mexico le sollicitait depuis cinq mois. M. Ramirez, ministre d'État et des affaires étrangères, lui répondit enfin le 9 décembre 1864, comme cédant à des instances importunes, que « son souverain, tout en étant convaincu que la justice se trouvait de son côté, donnait l'ordre à M. Hidalgo de payer cet intérêt pour éviter de troubler l'accord avec l'empereur des Français ».

Le trésor mexicain se trouvait si gêné à la fin de cette année, que le génie militaire français ne pouvait obtenir le paiement de minces travaux exécutés pour son compte. Le Mexique, n'ayant ni routes, ni canaux, ni industrie, sauf celle des mines encore si arriérée, obligé de dépenser beaucoup à l'avance pour se créer des ressources, et par conséquent de compter sur le crédit; exposé à la redoutable hostilité du clergé, sans armée, sans finances, n'avait pas non plus, à proprement parler, d'administration. Les fonctionnaires habiles et honnêtes étaient rares, et ceux qui possédaient ces qualités ne montraient aucun empressement à se rallier au nouveau gouvernement, quoique Maximilien n'eût rien négligé pour les attirer à lui, ce

qui lui avait valu le reproche d'avoir l'air de se mêler des Français. Son premier soin, en effet, en prenant possession du trône, fut de former son ministère d'hommes choisis dans les rangs du parti hostile à l'intervention. C'était pour lui moins une preuve d'ingratitude à l'égard de Napoléon III qu'une marque de patriotisme rendue nécessaire par les sentiments de la nation mexicaine. Vers la fin de novembre 1864, c'est-à-dire après six mois de règne, il se vit dans la nécessité de réclamer la formation d'un service financier dont le personnel lui serait envoyé de France pour être réparti par le général Bazaine dans les diverses directions, avec mission de surveiller les recettes et les dépenses de l'administration. L'équipe financière, si l'on peut s'exprimer ainsi, expédiée de Paris ne tarda pas à arriver à Mexico. Son travail aurait pu être très utile, si les fonctionnaires civils et militaires de l'intervention leur étaient venus en aide ; mais, au lieu de seconder leurs compatriotes comme ils l'avaient promis, ils les abandonnèrent au mauvais vouloir des administrations locales, fort hostiles en général à toutes les réclamations françaises.

Maximilien ne manquait ni de zèle ni d'activité. Quelques jours après son entrée à Mexico, il s'était empressé d'envoyer à son ministre des finances, Velasquez de León, un programme administratif et financier complet : impôts, douanes, télégraphes, postes, unité des poids et mesures, contrôle des fonds publics, devaient être réorganisés par des commissions. Maximilien songeait à tout, même à fixer l'étendue et la valeur des terrains vagues de nature à être cédés à

des colons, et à créer un cabinet spécial de la presse, composé de trois divisions comprenant la presse du Mexique, des États-Unis et d'Europe. Ce cabinet, dépendant de la secrétairerie particulière de l'empereur, était dirigé par M. Éloin. Le chef du cabinet de la presse avait pour mission « de faire en sorte qu'un journal ou que plusieurs journaux de l'opposition reçoivent les articles qu'il leur enverra, ou qu'eux-mêmes écrivent de telle manière que leur opposition puisse servir aux vues du gouvernement »¹; il devait en outre « faire écrire dans la presse mexicaine et étrangère des articles « concis, sobres et modérés »²; et sans tenter de modifier les opinions de certains journaux qui, par suite de leur immense circulation, sont indépendants, faire tout ce qu'on pourra pour gagner l'un ou l'autre des correspondants de ces journaux au moyen de subventions ou de tout autre avantage, sans toutefois que la rédaction en sache rien »³. Le cabinet de la presse avait de plus dans ses attributions la distribution des portraits de l'empereur et de l'impératrice. « Propagande d'une très grande importance pour ce pays, surtout auprès de la populace », dit un homme qui s'était associé dès le début à l'œuvre de la régénération du Mexique, et qui restait en relations intimes avec Maximilien⁴.

Le programme du cabinet de la presse n'était pas facile à remplir, quoique tous les six mois une liste

1. Règlement du cabinet de la presse.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*

4. « J'envoie également à Votre Majesté, écrit-il à Maximilien, cinquante exemplaires du médaillon de S. M. l'impératrice et dix petites

contenant les propositions pour « décorer, remercier ou subventionner » les journalistes bien pesants, dût être présentée à l'empereur. « Quant aux journaux qui, » sous l'apparence d'une opposition sincère et d'un » véritable libéralisme, essayeront de miner les bases » sur lesquelles repose le gouvernement et de détruire » la confiance du peuple en critiquant les mesures » gouvernementales, sans indiquer un meilleur chemin, il faut les traiter sans indulgence, et, s'ils persistent dans leurs tendances, les supprimer. » Le chef du cabinet de la presse ne pouvait, du reste, infliger des avertissements ou des amendes aux journaux, ni envoyer aux préfets des instructions secrètes à leur sujet, sans s'être entendu avec le ministre de la justice, car « il serait contraire aux principes du gouvernement d'enchaîner la presse; il entend la respecter comme un membre nécessaire de l'État ».

Le bureau spécial de la presse comprenait, outre un directeur à Mexico, quatre correspondants, à New-York, Vera-Cruz, Vienne, Paris. Les efforts du gouvernement mexicain pour gagner la presse des États-Unis ne pouvaient qu'échouer. Quel journal américain aurait donc osé s'élever contre cette formule « l'Amérique aux Américains », dans laquelle l'opinion publique résume la doctrine de Monroe? La presse autrichienne, qui craignait un dénouement de la ten-

boîtes contenant 2000 portraits de Vos Majestés impériales fabriqués par un nouveau procédé, qui permet de répandre ces portraits parmi les indiens, sans qu'il en coûte plus de 6 francs le cent. Plusieurs centaines de milliers de ces petits cadres répandus dans les écoles indiennes satisferaient à la fois le cœur et la vue des populations.

tative de Maximilien, fâcheux pour l'amour-propre national, accueillit avec beaucoup de froideur les avances de la direction de la presse de Mexico. Le zèle de la presse parisienne elle-même laissait beaucoup à désirer; elle manquait de confiance, si l'on s'en rapporte aux renseignements contenus dans les lettres adressées à Maximilien lui-même. Le directeur du *Mémorial diplomatique* lui écrit que S. M. l'empereur des Français a daigné lui conférer les insignes d'officier de la Légion d'honneur pour reconnaître le concours qu'il a prêté à la solution heureuse de la question mexicaine, et que le ministre des affaires étrangères lui a exprimé, « au nom de son auguste » maître, le désir » que son journal, désigné désormais » par l'opinion publique comme le *Moniteur* officieux » du Mexique, exploitât la position élevée qu'il occupait déjà dans la presse européenne pour combattre les erreurs et les mensonges que l'esprit de » parti se plaît à répandre sur le nouvel établissement monarchique ». Le directeur du *Mémorial diplomatique* se déclarait prêt à se dévouer à cette mission « moyennant une subvention annuelle de 40 000 francs, dont la durée lui serait garantie pour trois ans au moins ». Le propriétaire de l'*International* de Londres réclame de l'empereur la rémunération d'un article intitulé : *Un fondateur d'empire*, dans lequel il a comparé, dit-il, Maximilien I^{er} à Pierre le Grand et à Napoléon, et l'exécution des « promesses sonnantes qui lui ont été faites » ¹.

1. Documents officiels recueillis dans la secrétairerie privée de Maximilien, par H. Lefèvre.

Le premier chef du cabinet de la presse, sous la direction de M. Éloin, est un Français du nom de Budin. Un autre Français, l'abbé Domenech, missionnaire apostolique, lui succède. L'abbé Domenech, ayant envie de revoir la France, demande à être envoyé à Paris, en faisant valoir cette raison, fort bonne d'ailleurs, que ses fonctions n'ont aucune raison d'être au Mexique, et que c'est en Europe, sur l'opinion européenne, qu'il fallait agir ¹.

L'abbé Domenech, ayant obtenu ce qu'il souhaitait, fait preuve, en arrivant à Paris, d'un zèle au-dessus de tout éloge. Il envoie au journal officiel de Mexico non seulement « des coupures politiques, scientifiques et autres, en assez grande quantité pour lui donner de l'intérêt pendant quinze jours », mais encore « les lettres de M. de la Guéronnière adressées à M. Émile de Girardin, sur les événements qui se passent en Europe, parce que ces lettres ont été pour ainsi dire dictées par l'empereur Napoléon ». L'abbé Domenech voudrait bien faire un voyage qu'il considère comme très important et de nature « à influencer l'émigration allemande »; mais on lui fait

1. « De l'aveu de tous les directeurs de journaux, écrit-il à l'un de ses amis, l'envoi d'un directeur de la presse mexicaine à Paris pour réformer et diriger l'opinion publique en Europe est une des choses les plus politiques et les plus intelligentes que l'empereur ait faites. Ne pouvant subventionner les journaux, et la camaraderie ne pouvant seule obtenir les immenses résultats que j'ai obtenus en si peu de temps, il fallait absolument déclarer la nature de ma mission, de mes rapports avec le secrétariat de Sa Majesté et ma bonne entente avec la légation du Mexique à Paris. Pourtant, pour le succès de ma mission, j'ai prié les journalistes de faire signer par le secrétaire de la rédaction ou par un nom quelconque les articles, correspondances et tartines que j'envoie aux journaux. »

attendre le paiement de ses appointements; il reçoit enfin la traite après laquelle il soupire et son congé en même temps. « Nos ressources financières, lui écrit-on, sont réduites au point qu'il n'est plus possible d'entretenir un bureau de la presse à l'étranger, et je suis chargé de vous annoncer que celui de Paris est supprimé à partir de ce jour. »

L'empire mexicain, en même temps qu'il se donnait une presse officieuse, se pourvoyait d'une police à la française. M. Éloin avait adressé dès le 30 novembre 1864 le télégramme suivant à M. Hidalgo, ministre du Mexique à Paris :

« L'empereur désire que vous demandiez directement à l'empereur Napoléon un chef de police parlant espagnol, qui choisirait douze agents parlant aussi espagnol, dont quatre secrets, et qui viendrait avec eux le plus tôt possible incognito. »

M. Hyrvoix, inspecteur général de la sûreté dans les résidences impériales, eut bientôt fourni à M. Hidalgo une brigade composée de sept agents, plus un chef et un sous-chef. Le chef, nommé Galloni d'Istria, était, d'après la correspondance de M. Hidalgo, « un » homme jeune encore, de bonnes manières et qui » connaîtra bientôt l'espagnol, car il est né en » Corse.... Le sous-chef Maury, homme intelligent, » courageux, m'a été recommandé par le général » Fleury et par d'autres personnes. Il a servi dans la » cavalerie et parle espagnol. » Le chef de la police mexicaine était annoncé à Maximilien comme « possédant une âme de fer et un cœur de gentilhomme ¹ ».

1. Lettre de M. Hugelmann.

C'était beaucoup sans doute qu'un tel serviteur, mais l'empire, heureusement pour lui, était encore soutenu par une armée de 26 000 hommes environ, ainsi composée : 18 000 hommes de troupes françaises, plus un contingent belge de 1500 hommes et un contingent autrichien de 6500 hommes. Ces deux derniers contingents n'étaient arrivés que vers la fin de l'année, et l'armée française avait jusque-là fait face toute seule aux difficultés de la situation. Trop peu nombreuse pour être divisée et disséminée dans tout l'empire, elle n'occupait que quelques centres importants dans les États voisins de Mexico ; mais, dans ces États mêmes, un nombre considérable de villes populeuses et bien situées étaient restées au pouvoir des libéraux ; les Français, lors du débarquement de Maximilien, comptaient encore treize États ou territoires dans lesquels ils n'avaient pas pénétré. Dans l'État de Vera-Cruz, le plus important du Mexique après celui de Mexico, les troupes françaises ne tenaient que Vera-Cruz, Cordova et Orizaba ; toutes les autres localités étaient aux mains des libéraux. Dans l'État de Puebla, l'intervention n'avait que le chef-lieu ; dans l'État de Tamaulipas, le port de Tampico et ses environs. Il en était de même dans toute la région centrale où l'armée française avait pu s'établir. Une armée de 26 000 hommes, divisée en petits détachements, dispersés au milieu d'une population hostile, ne pouvait pas être d'une bien grande efficacité pour l'occupation d'un pays immense, ni pour tenter des opérations militaires.

Le gouvernement constitutionnel de la république

continuait à fonctionner dans les États occupés, à côté des points où campaient les soldats français, réduits à ne faire, pour ainsi dire, que des battues autour d'eux ; l'armée républicaine au contraire, guérillas ou troupes régulières, restait libre dans ses évolutions et gardait la presque totalité du pays. Les adhésions à l'empire n'étaient donc pas très nombreuses, et encore, pour les obtenir, fallait-il tenir les populations dans une *terreur salutaire*. Le colonel Dupin, commandant la contre-guérilla dont on a déjà vu les exploits, se chargeait de ce soin. Entré dans les premiers jours de mars, à la tête d'un détachement peu nombreux, dans Tlaliscoyan, petite ville de l'État de Vera-Cruz, et craignant de se voir attaqué par la guérilla qu'il vient de déloger, il se retranche dans une vaste maison, y installe ses hommes et ses chevaux, puis il fait venir auprès de lui le propriétaire : « il le remercie de sa bonne réception », et le prie de faire réunir les personnes notables du village, « afin de prendre plus facilement congé de toutes ». Les notables arrivent, et le colonel Dupin leur intime l'ordre de fournir immédiatement un certain contingent de vivres et de chevaux, et, pour être sûr que cet ordre s'accomplira, il gardera la moitié d'entre eux en otages. Ce n'est pas tout que de se ravitailler, il faut encore assurer sa retraite. Un certain nombre d'habitants iront à la découverte ; si, à l'heure dite, ils ne sont pas revenus fournir les renseignements demandés, leurs maisons seront brûlées, et de demi-heure en demi-heure on fusillera deux otages. Le commandant de la contre-guérilla brûle, en attendant, quarante maisons où les

guérilleros avaient reçu l'hospitalité. Au mois d'avril suivant, il occupe Tampico. Une de ses rondes surprend un détachement ennemi et lui fait cinq prisonniers. Il les condamne à être pendus aux réverbères de la grande place. Un des condamnés, un jeune homme, « railla avec un cynisme révoltant » la maladresse des exécuteurs, inhabiles dans l'art de manier le nœud coulant ; puis, de ses propres mains, il se passa la corde autour du cou, et, comme il était gêné par les rayons du soleil, il demanda comme dernière grâce qu'on lui tournât la tête du côté du levant pour ne pas souffrir de la réverbération dans ses derniers moments. Jusqu'au lendemain matin, les cinq cadavres se balancèrent aux bras des lanternes sous le souffle de la bise ¹. »

Quand la pendaison ne lui semblait pas un moyen suffisant de pacification, le commandant de la contre-guérilla avait recours à l'incendie ² :

« Le commandant supérieur de Tampico a appris que pendant qu'il détruisait à San-Antonio des bandes de guérillas, cinquante hommes de la garde nationale d'Ozuluama prenaient les armes, pour s'opposer à la retraite des troupes françaises, dans le cas où elles auraient éprouvé un revers. *Le ciel a béni nos armes et donné la victoire aux véritables défenseurs de la liberté nationale et de l'ordre.* Le colonel, lors de sa première entrée à Ozuluama, avait fait un premier appel à tous les hommes de cœur, quelles que fussent leurs opinions, leur offrant franchement et loyalement l'amnistie du passé.

» Les habitants d'Ozuluama n'ont pas voulu écouter ces bienveillantes et généreuses paroles. Le temps de la clémence est passé. Le colonel viendra bientôt à Ozuluama, et dès qu'il paraîtra sur la place, on devra lui livrer les cinquante fusils et les munitions

1. *La contre-guérilla des Terres chaudes*, par M. de Kératry.

2. *Ibidem*.



destinés à l'assassinat de ses soldats. Pour chaque fusil qui manquera, le bourg payera 200 piastres d'amende, et 10 000 (56 000 fr.), s'il n'en livre aucun.

» En cas de désobéissance à l'ordre ci-dessus, le bourg entier et les fermes qui l'environnent seront réduits en cendres.

» Ainsi sera traité tout village qui continuerait à fomenter la révolution dans un pays qui ne demande qu'à vivre tranquille.

» *Le colonel, commandant supérieur de Tamaulipas,*

» CH. DUPIN. »

Le maréchal Bazaine avait fait insérer dans la *Gazette officielle* cet ordre laconique :

« Tout chef pris les armes à la main et dont l'identité pourra être constatée sur les lieux sera fusillé séance tenante. »

Le colonel Dupin, encouragé par cet exemple, se hâte de faire savoir par une proclamation aux habitants de l'État de Tamaulipas que :

« Tout individu de l'État de Tamaulipas qui, sous quelque prétexte que ce soit, prendra les armes sans l'autorisation du général en chef ou du gouverneur, sera considéré comme bandit et fusillé sur-le-champ.

» *Le gouverneur,*

» CH. DUPIN.

» Le 10 juillet 1864. »

Voilà en quelles mains étaient remises la vie et la fortune des habitants du Mexique. Comment s'étonner après cela qu'une guerre sourde existât entre l'empereur et le général en chef de l'armée d'occupa-

tion, quoiqu'ils vécussent en apparence en bonne intelligence.

Maximilien avait manifesté l'intention de faire venir de chaque province trois délégués pris parmi les gens les plus honnêtes, les plus instruits, les plus au courant des besoins de leur pays, pour en former une sorte de chambre de consultation chargée d'élaborer les grandes mesures d'utilité publique. Il réfléchit tout à coup que le meilleur moyen était de se mettre lui-même à leur recherche, et, laissant la régence à l'impératrice, il quitta Mexico deux jours avant la fête de Napoléon III, accompagné d'une faible escorte pour entreprendre un voyage dans les provinces de l'intérieur. « Ce voyage devait être de courte durée. Arrivé dans une petite ville située non loin de Queretaro, Maximilien fut pris d'une angine. On était dans la saison des pluies ; chaque jour des averses rendaient les chemins plus infranchissables. La maladie de l'empereur et la perspective des difficultés que devaient opposer encore pendant plusieurs semaines à son voyage la chaleur et l'humidité de la saison, le firent revenir à Mexico vers la fin d'octobre. Il eut alors rencontré dans les provinces des hommes d'un caractère mieux trempé que ceux qui l'entouraient à Mexico, et le 8 novembre, quand une des dames d'honneur de l'impératrice, à la veille de retourner en Europe, vint à Chapultepec prendre congé de l'empereur et de l'impératrice, Maximilien la quitta avec ces paroles : « Dites à ma mère¹ que je ne me fais pas illusion sur les difficultés de ma tâche, mais que

1. L'archiduchesse Sophie.

je n'ai pas encore regretté une minute la résolution que j'ai prise ¹. »

Ce langage indiquait chez Maximilien une foi bien robuste ou un parti pris bien arrêté. En tout cas, s'il avait pu entendre les propos auxquels avait donné lieu sa maladie annoncée d'abord comme très grave, il se serait vite aperçu que personne ne partageait sa confiance dans l'avenir de l'empire. Les habitants de Mexico se promettaient ouvertement, à la première nouvelle de la mort de Maximilien, de proclamer la république même devant les baïonnettes françaises. Le nom du comte de Flandres était aussi prononcé par quelques personnes. Le bruit courait, avant le départ de l'empereur, que le roi des Belges ne prolongeait son séjour à Vichy que pour sonder Napoléon III sur le projet d'ériger en royaume l'ancienne vice-royauté de Guatemala, composée des États de Guatemala, Yucatan, Honduras, jusqu'à l'isthme de Tehuantepec, et de mettre le comte de Flandres à sa tête ². La mort probable de Maximilien n'ouvrait-elle pas à ce prince de nouvelles perspectives? Déjà le comte de Flandres comptait des partisans nombreux, mais Maximilien coupa court à leurs espérances en rentrant en bonne santé à Mexico, où le maréchal Bazaine l'accueillit par la remise d'un rapport fort triste sur la situation de l'empire. L'administration laissait partout à désirer, surtout au point de vue des finances et de la police. Les choses marchaient mieux

1. Récit de la comtesse Kollonitz.

2. *Documents inédits recueillis dans la secrétairerie privée de Maximilien*, par H. Lefèvre. Bruxelles et Londres, 1869.

au point de vue militaire : le général Castagny se dirigeait sur le Chihuahua ; des ordres étaient donnés pour activer les préparatifs de l'expédition sur Mazatlan ; le général Douay ne tarderait pas à s'établir à Morelia ; enfin les préparatifs de l'expédition d'Oajaca touchaient à leur fin et les opérations commenceraient au plus tard dans les premiers jours de décembre.

Ce n'est pas au Mexique seulement que les affaires de Maximilien allaient mal ; les diverses cours d'Europe mettaient une lenteur calculée à le reconnaître comme empereur du Mexique, et ses rapports avec Rome prenaient un caractère de plus en plus marqué d'hostilité. Le parti libéral, maître du pouvoir en 1856, 1859 et 1861, avait, comme on l'a vu, réglé par des lois la vente des biens ecclésiastiques. Maximilien, sollicité longtemps avant son acceptation définitive de la couronne d'abolir ces lois, ou du moins de s'entendre avec le saint-siège pour en régulariser l'application, avait, dans son voyage à Rome, demandé au pape le prochain envoi au Mexique d'un nonce chargé de mettre fin sur ce point aux difficultés sans cesse renaissantes entre le gouvernement et le clergé. L'envoyé de Rome se fit tellement attendre, que M. Ramirez, ministre des affaires étrangères, dut signifier au cardinal Antonelli que si le nonce n'arrivait pas avec les pouvoirs ordinaires, l'empereur prendrait lui-même les mesures nécessaires. L'année 1864 allait finir, lorsque M^{sr} Meglia, archevêque *in partibus* de Damas, nonce apostolique, débarqua enfin à Vera-Cruz. Il était porteur d'une lettre autographe adressée

par le pape à l'empereur Maximilien, dans laquelle Sa Sainteté, après lui avoir rappelé sa joie en voyant appelé à la couronne du Mexique un prince appartenant à une famille si catholique, continuait ainsi : « Sous ces » heureux auspices, nous attendions de jour en jour » les premiers actes du nouvel empire, persuadé qu'on » donnerait à l'Église outragée par la révolution une » prompte et juste réparation ; mais si l'on permet » aux journaux d'insulter impunément les pasteurs, » d'attaquer la doctrine de l'Église catholique, le scandale pour les fidèles et le dommage pour la religion » resteront les mêmes et peut-être deviendront plus » grands encore. » Le pape, après avoir adjuré Maximilien, « au nom de la piété et de la foi qui sont l'ornement de sa famille, d'essuyer les larmes d'une partie de la famille catholique », résumait ainsi les demandes que son nonce était chargé de lui faire :

« Il faut avant tout que la religion catholique, à l'exclusion de tout autre culte dissident, continue à être la gloire et le soutien de la nation mexicaine ; que les évêques soient entièrement libres dans l'exercice de leur ministère pastoral ; que les ordres religieux soient rétablis et reconstitués ; que personne n'obtienne la faculté d'enseigner et de publier des maximes fausses et subversives ; que l'enseignement, tant public que privé, soit dirigé et surveillé par l'autorité ecclésiastique, et qu'enfin soient brisées les chaînes qui jusqu'à présent ont retenu l'Église sous la dépendance et l'arbitraire du gouvernement. »

Cette lettre ne permettait plus de compter sur une entente avec le saint-siège. Le Mexique, en tolérant tous les cultes, consentait bien à reconnaître le catholicisme comme religion de l'État ; à pourvoir aux frais du culte et à payer ses ministres, à condition qu'ils n'exigeraient, à l'avenir, des fidèles, ni gages, ni émo-

luments, ni rétributions à titre de droits de paroisse, de dispenses, de dîmes ou de prémices; mais il demandait en échange que l'Église abandonnât au gouvernement tous ses revenus provenant des biens ecclésiastiques nationalisés sous la république, et qu'il concédât à l'empereur Maximilien et à ses successeurs les anciens droits des rois d'Espagne sur les Églises d'Amérique; le pape déterminerait ensuite, conjointement avec l'empereur, les ordres religieux à rétablir, et les conditions de leur existence. Les communautés existantes ne pourraient pas, en attendant, recevoir des novices. Enfin l'empereur, dans les lieux où il le jugerait convenable, confierait les registres de l'état civil à des prêtres chargés de les tenir comme fonctionnaires de l'ordre civil. Le nonce répondit qu'il n'avait pas les pouvoirs pour discuter ces propositions, mais qu'en tout cas, ni la tolérance des cultes, ni le traitement du clergé, ni l'abandon de ses biens non vendus, ne seraient jamais acceptés par l'Église.

L'empereur réunit alors un conseil spécial composé des ministres d'État, des affaires étrangères et de la justice, de l'archevêque Labastida et de M. Lares, conseiller d'État, ancien président de l'assemblée des notables. M. Lares, chargé de voir le nonce confidentiellement, put se convaincre qu'il n'y avait rien à espérer de lui. La jeune impératrice, pensant être plus heureuse, fit venir M^{gr} Meglia, et n'obtint de Sa Grandeur qu'un *non possumus* affectueux et poli, mais inflexible. Maximilien n'avait plus qu'à réaliser sa menace de charger le ministre de la justice de lui proposer un plan de révision des opérations du

désamortissement, « en ne se laissant guider que par les principes les plus larges de la tolérance religieuse, sans oublier que la religion de l'État est la religion catholique ». La note impériale, qui fut adressée au représentant de la cour romaine à ce sujet, contenait ce passage : « Nous nous sommes occupé, étant » à Rome, dans le but de rétablir le calme dans les » esprits, dans les consciences, d'ouvrir des négocia- » tions avec le saint-père comme chef universel de » l'Église catholique. Le nonce apostolique est arrivé » à Mexico, mais, à notre grande surprise, il a déclaré » qu'il manquait d'instructions pour négocier et qu'il » devait en attendre de Rome. » Le nonce répliqua que Maximilien n'ayant jamais ouvert la bouche au pape, ni à l'épiscopat mexicain, sur les intentions qu'il expose aujourd'hui, il n'avait pu être chargé de les discuter. L'empereur a beau déclarer au Mexique catholique que la responsabilité des décisions qu'il se prétend obligé de prendre en matières ecclésiastiques sans le concours de l'autorité spirituelle revient à cette dernière, « aucun individu raisonnable n'admettra que le chef de l'Église, s'il eût connu les idées et le projet du gouvernement mexicain, eût envoyé son nonce pour les sanctionner sans lui donner d'instructions à ce sujet, et qu'en écrivant à l'empereur une lettre dans laquelle il lui parle des maux de l'Église et lui indique les moyens de la rétablir dans son ancienne splendeur, il ne lui dise pas un mot des préjudices si graves que le projet infligerait à cette Église déjà si rudement éprouvée. » Le nonce terminait en protestant « contre toute manifestation ou

insinuation tendante à faire remonter au suprême pontife la plus légère responsabilité à l'égard de tout ce qui pourra se faire ici de contraire à l'Église et à ses droits ». Le ministre des affaires étrangères communiqua la réponse du nonce à M. Aguilar, ministre du Mexique à Rome, et à M. Hidalgo, ministre du Mexique à Paris. M. Aguilar avait pour mission de prévenir la cour de Rome qu'il était temps encore pour elle de mettre fin au conflit, et que M. Hidalgo devait solliciter l'intervention amicale du cabinet des Tuileries. Maximilien, en attendant le résultat de leurs démarches, fit, par un décret, mettre en vigueur dans l'empire les lois et décrets promulgués avant et depuis l'indépendance, concernant l'exequatur des bulles, brefs, rescrits et dépêches de la cour de Rome, et portant que ces bulles, brefs, rescrits et dépêches seraient soumis par le ministre de la justice et des affaires ecclésiastiques à l'empereur avant d'obtenir l'exequatur définitif.

Nouvelle protestation du nonce, nouvelle réponse du ministre des affaires étrangères, et enfin rupture des relations diplomatiques entre le Mexique et le saint-siège.

Maximilien comptait, comme on vient de le voir, sur l'appui de Napoléon III auprès de la cour de Rome. Le comte de Sartiges, ambassadeur de Napoléon III près le Vatican, reçut en effet l'ordre d'exercer son influence dans un sens favorable au Mexique; mais le cardinal sous-secrétaire d'État fit connaître d'une façon toute confidentielle à M. Aguilar le mauvais effet de « cette ingérence », en ajoutant : « Je crois

» que dans les circonstances actuelles, il n'y a pas
» d'affaires plus mauvaises auprès du gouvernement
» pontifical que celles qui sont recommandées par
» l'empereur des Français. »

L'œuvre de Maximilien, dont le succès dépendait en grande partie de la sécularisation des biens du clergé, se trouvait donc compromise dès le début par la cour de Rome et par l'hostilité du clergé mexicain, qui en était la conséquence naturelle. Cependant le trésor mexicain était déjà vide à la fin de 1864; il fallait le remplir, mais ce n'était pas au Mexique qu'on pouvait trouver de l'argent. M. Barron, banquier à Mexico, et un autre agent, furent envoyés à Paris pour y négocier la formation d'une banque mexicaine d'es-compte, de circulation et de dépôt, et un emprunt particulier de 20, 30 ou 40 millions, selon qu'ils trouveraient des capitalistes plus ou moins faciles.

Les agents de Maximilien débarquèrent en France vers la fin du mois de janvier 1865, dans un moment où les nouvelles militaires du Mexique laissaient beaucoup à désirer. A peine arrivés à Paris, ils s'empressèrent cependant de se rendre chez M. le comte de Germiny, président de la commission des finances du Mexique, où, en présence de tous les membres de la commission, ils exhibèrent leurs pouvoirs, et lurent leur projet de banque et leurs instructions secrètes. MM. Hottinguer père et fils et M. Heine, banquiers, assistaient à la réunion. Les envoyés mexicains purent se convaincre dès cette première séance qu'ils n'avaient aucune chance de réaliser un emprunt particulier; mais M. de Germiny, chez le-

quel M. Barron signale « une tendance décidée à se préoccuper des intérêts français, et à faire valoir les prétendus services rendus par la France au Mexique », lui parla d'un projet pour convertir la dette provenant de l'emprunt de Miramar, qui parut à M. Barron propre à améliorer les conditions de cet emprunt et à faciliter les moyens d'en émettre un nouveau. La commission des finances mexicaines se réunit de nouveau le 6 janvier. MM. Hottinguer père et fils et M. Heine, banquiers, étaient encore présents, ainsi que le ministre d'État de l'empire mexicain, M. Velasquez de León. M. de Germiny prit le premier la parole et démontra l'urgence de contracter un nouvel emprunt, afin d'améliorer la situation de celui de Miramar, qui, bien que placé en totalité par rapport aux actions, était cependant loin d'être couvert quant au numéraire, car il manquait une somme de plus de 23 millions pour compléter la valeur des bons émis.

Le projet soumis à l'examen de la commission garantissait au gouvernement mexicain une somme liquide de 100 millions, et embrassait à la fois la conversion de l'ancien emprunt si mal accueilli sur tous les marchés de l'Europe, et les conditions de l'emprunt nouveau représenté par des obligations émises à un prix plus ou moins élevé, remboursables à raison de 500 francs dans un certain nombre d'années, avec des primes considérables.

« Ce projet, écrit M. Barron a été établi par des banquiers qui jouissent de toute la confiance du gouvernement français, et compte en outre sur l'appui décidé de MM. Fould et Rouher, ministres de

l'Empereur, à qui il a été soumis. MM. de Germiny et Corta se prononcent très chaudement en sa faveur, et quelque grands que soient les inconvénients que nous lui trouvons, nous sommes obligés cependant de reconnaître qu'en présence des difficultés de la situation actuelle, c'est encore le moyen le plus sûr et peut-être l'unique de recueillir l'argent dont on a besoin. »

L'agent financier de Maximilien ne se dissimule pas « la répugnance que doivent inspirer ces sortes d'opérations, surtout lorsqu'elles se font au nom d'un gouvernement. » Mais, ajoute-t-il, l'usage de ces emprunts s'est tellement généralisé sur les marchés européens et leurs résultats ont été si brillants, qu'il y aurait peut-être trop de rigorisme à ne pas suivre l'exemple général :

« A cet égard, je laisse à M. de Germiny le soin de donner au gouvernement les explications nécessaires. Je me contenterai de dire qu'aujourd'hui même ce monsieur nous a déclaré que si l'on n'avait pas immédiatement recours à un emprunt, il se verrait obligé sous peu, chose qu'il faudrait éviter à tout prix, de suspendre les paiements qui se font pour le compte du gouvernement mexicain.

» Si nous en croyons certaines confidences qui nous ont été faites, nous serions tentés de croire que la maison Rothschild désirerait se charger de cet emprunt. Il est de la plus haute importance de le placer en des mains aussi puissantes que la maison dont il s'agit. Nous sommes donc décidés à le lui proposer avec toutes les précautions nécessaires, et dans le cas où elle refuserait, nous ferons immédiatement des démarches pour le placer auprès d'autres maisons. »

Traverser l'Océan pour solliciter un emprunt particulier de 30 à 40 millions, voir cette demande repoussée par un refus presque brutal, et recevoir tout à coup l'offre d'un prêt de 100 millions; passer de la suspension des paiements à l'abondance des capitaux, et de la banqueroute à la prospérité finan-

cière, il y avait là de quoi triompher des scrupules de M. Barron. Il ne restait plus qu'à vaincre les méfiances du public. M. Gorta, membre du Corps législatif et de la commission des finances du Mexique, se chargea, comme on l'a vu, de ce soin; il monta, le 12 avril 1865, à la tribune du Corps législatif pour y faire le tableau le plus brillant de la situation du Mexique. M. Rouher vint à son aide, et répondit aux orateurs de l'opposition qui émettaient des doutes sur le résultat de l'opération financière si pompeusement annoncée :

« Vous vous préoccupez de l'emprunt à faire, et certainement si les prêteurs ont confiance en vos observations, ils ne se hâteront pas d'apporter leur argent. Eh bien ! n'ayez aucune inquiétude. L'emprunt est fait. Au moment où je parle il est signé par les principales maisons de France et d'Angleterre. J'en ai reçu la nouvelle au moment où j'entrais dans cette enceinte. Ces défiances, ces critiques semées à plaisir par une parole sans responsabilité, qui excite sur les intérêts vivaces du pays l'inquiétude et les alarmes, seront insuffisantes et vaines, on ne les écoutera pas, et l'on aura parfaitement raison¹. »

Les banquiers dont les noms figurent au bas de l'emprunt l'avaient-ils réellement souscrit, ou bien l'un d'eux, M. Pinard, prenait-il à sa charge 500 000 obligations, moyennant une commission sur le prix d'émission de 10 pour 100 ? L'omission de porter cet emprunt à la Bourse comme tous les autres emprunts semblait confirmer cette opinion ; quant à la complicité du gouvernement français dans cette opération, elle ne tarda pas à éclater par

1. M. Rouher aurait été fort embarrassé de prouver son assertion, car l'acte constitutif de l'emprunt n'a été signé que deux jours après.

la transformation des recettes générales et particulières, et même des perceptions, en bureaux de vente de ces obligations.

Une nouvelle charge de 250 millions s'ajoutait donc aux 515 millions de l'emprunt de Miramar, et augmentait la dette étrangère du Mexique de 765 millions. Ces sommes énormes étaient prises uniquement dans les petites bourses de la France, car « malgré que ces emprunts eussent été chaudement » recommandés au Mexique, pas une famille du pays, » pas une maison de commerce ne voulut y souscrire ; » en un mot, pas une seule obligation ne fut prise » même parmi les impérialistes »¹. Maximilien n'en avait pas moins un certain nombre de millions à sa disposition, peu lui importait la source où il les avait puisés. L'empire pouvait marcher pendant quelque temps.

Comment l'empereur Maximilien et le maréchal Bazaine se tiraient-ils pendant ce temps-là de l'œuvre qu'ils avaient entreprise, et qui consistait à transformer en un peuple honnête et laborieux une nation dépourvue en général de moralité, indolente, apathique, sans administration, sans justice, habituée à la guerre civile et au brigandage qui en est la suite ? Il semble que la première chose à faire eût été d'en finir avec les brigands. Or, les opérations militaires laissaient beaucoup à désirer, même au point de vue de la sécurité des campagnes et des routes. Le départ pour le nord du Mexique d'un corps de réserve avait

1. *L'empereur Maximilien, son élévation et sa chute*, par le comte Émile de Kératry.

été ajourné par suite de l'apparition dans l'État de Mechoacan de bandes assez fortes pour enlever quatre cents Belges commandés par un chef de bataillon, à Tacambaro, dans les environs de Morelia. Le chef de bataillon et six officiers, parmi lesquels le fils du ministre de la guerre de Belgique, succombèrent; le reste de la troupe mit bas les armes. L'échec était rude et de nature à encourager la formation de nouvelles bandes. Des renforts furent envoyés au commandant des troupes françaises dans le Mechoacan. On parla bientôt d'une brillante revanche prise sur l'auteur du coup de main de Tacambaro; mais il ne suffisait pas de défaire dans une rencontre un chef de bande qui allait se reformer quelques lieues plus loin, il fallait se maintenir dans le Mechoacan, et l'expérience venait de prouver qu'on n'en pouvait laisser la garde aux Belges, soldats braves, mais auxquels manquait l'habitude du feu. ni aux Autrichiens, bons soldats aussi, mais dans toute autre guerre que celle de partisans, et qu'on ne pouvait pas d'ailleurs laisser s'étendre à cause de l'antipathie qu'ils inspiraient à tous les partis.

Les républicains avaient réoccupé Saltillo et Monterey, et attaqué Matamoros qu'ils tenaient bloqué de très près. Ils faisaient également face au nord-ouest aux troupes de l'intervention. Guaymas et Mazatlan subissaient un blocus rigoureux. La ligne de bataille était si étendue pour un effectif aussi faible et aussi éloigné de sa base d'opération que celui dont le maréchal Bazaine avait la disposition, que personne ne doutait qu'il ne fût bientôt obligé de de-

mander des renforts en France, car le pays ne paraissait tranquille que là où l'armée d'intervention se trouvait en force, et pas une seule province n'était entièrement pacifiée. Le Mechoacan, qui paraissait soumis après les expéditions du général Douay, s'était repeuplé de bandes après son départ. Il en était de même dans les autres États. Les bandes dévalisaient les diligences aux portes mêmes de Mexico, et l'on ne pouvait aller sans escorte à quatre lieues de la capitale.

L'inconvénient d'éparpiller les forces de l'intervention fut signalé à Napoléon III, qui écrivit au maréchal Bazaine, le 5 mars 1865 :

« Mon cher maréchal,

» Je ne vous ai point écrit depuis longtemps, parce que tout semblait aller sur des roulettes, et que d'ailleurs le ministre de la guerre vous transmettait mes ordres; aujourd'hui les choses me paraissent plus sombres, et je vous écris d'abord pour garder au Mexique toutes les troupes que vous y avez, et pour vous recommander de ne pas trop les éparpiller. Ce n'est pas sans appréhension que je vois des détachements se diriger vers la Sonora. Ne pourrait-on pas former des colonnes purement mexicaines qui rayonneraient à une certaine distance autour d'un centre occupé par vous? Je ne crains pas une guerre avec les États-Unis, d'abord parce que heureusement ils ne sont pas prêts à faire la paix, et ensuite parce que, le cas échéant, ils n'oseraient pas déclarer à la fois la guerre à la France et à l'Angleterre. Néanmoins il est bon d'avoir les yeux ouverts de ce côté, et de maintenir toujours sous la main un bon noyau de troupes.

» Je suis avec un grand intérêt vos opérations devant Oajaca. Dieu veuille que vous réussissiez sans éprouver trop de pertes.

» Nous avons reçu, le 1^{er} janvier au matin, vos félicitations pour la nouvelle année, et c'est un heureux à-propos.

» Dites à l'armée combien je suis heureux de sa belle conduite et recevez, mon cher maréchal, l'assurance de mon amitié.

» NAPOLÉON. »

L'affaire de San-Pedro, dans laquelle un lieutenant de vaisseau avait été fait prisonnier, expliquait les craintes de l'Empereur et la grave détermination de continuer à engager l'action de la France sans son consentement, en laissant au Mexique 10 000 hommes de troupes qui auraient dû le quitter au commencement de 1865, en vertu des dispositions des articles additionnels et secrets de la convention de Miramar. La paix entre le nord et le sud de la république des États-Unis paraissait éloignée à Napoléon III, au moment même où il était visible cependant que la résistance du Sud faiblissait, et que Grant ne tarderait pas à en avoir raison; mais si l'Empereur pouvait encore se faire illusion à cet égard, quelle raison avait-il de supposer que les États-Unis déclareraient la guerre à l'Angleterre?

Maximilien, connaissant la lettre de Napoléon III au maréchal Bazaine, ne pouvait donc concevoir aucun doute sur la durée de l'appui de l'Empereur, et les dépêches de son représentant à Paris l'entretenaient dans cette croyance. « La question du Mexique », disait M. Hidalgo, « a été pour l'Empereur une source de dégoûts et de soucis plus grands » que tous ceux qu'il a éprouvés depuis qu'il est au » pouvoir, mais sa volonté de fer a dominé jusqu'à » l'impopularité que l'on a jetée sur notre entreprise » glorieuse. Le succès a fini par nous donner raison; » mais, bien que ce peuple français, si impres- » sionnable, passe subitement de la confiance à la » crainte, l'Empereur ne laissera pas son œuvre ina- » chevée par suite d'obstacles qui, quoique déplo-

» rables, sont moindres cependant que ceux qu'il a
» dominés jusqu'à ce jour¹. »

L'accord le plus complet entre le commandant en chef de l'armée d'occupation et le chef du gouvernement mexicain était la condition indispensable du rétablissement de l'ordre dans le pays, et malheureusement la mésintelligence la plus complète régnait entre l'état-major français et le cabinet de Mexico. Le maréchal Bazaine semblait se plaisir à faire sentir dans les grandes comme dans les petites choses son autorité d'une façon blessante. Le ministre de l'intérieur avait accordé l'autorisation de publier un journal bi-hebdomadaire, *la Mandore*; le lendemain même, le *Cronista*, organe de l'état-major français, publia audessous même de l'autorisation donnée par le fonctionnaire mexicain l'injonction de l'autorité militaire française à la *Mundore* de suspendre sa publication. Sept journalistes arrêtés vers la fin du mois d'avril 1865 furent traduits devant un conseil de guerre français. L'autorité militaire française réunissait du reste en réalité tous les pouvoirs : elle administrait, gouvernait et jugeait. Les tribunaux ne se composaient que de juges nommés par elle, et si ces juges se permettaient d'acquitter de loin en loin quelques accusés, ces derniers passaient devant une cour martiale. Les commandants supérieurs de territoire allaient même jusqu'à prévoir les acquittements et à prendre d'avance des mesures pour les rendre inutiles; l'un d'eux écrivit au maréchal Bazaine : « Quant au nommé José

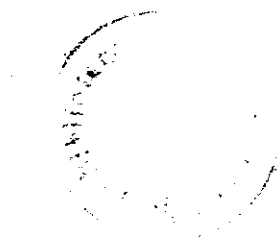
1. Paris, 14 mars 1865.

» Regis, j'ai fait appeler le juge de Léon, pour lui
» prescrire, dans l'hypothèse où il serait acquitté, de
» le remettre entre mes mains pour le faire passer
» devant la cour martiale. Vous pouvez compter
» cet homme comme rayé de la liste des chefs
» de bande¹. »

Les autorités indigènes se montraient-elles peu zélées à seconder les vues de l'intervention, les généraux pourvoyaient simplement et par décret à leur remplacement, et les individus qui refusaient les postes vacants étaient condamnés à six mois de prison, pour « manque d'affection au gouvernement », délit prévu et puni par la loi promulguée dès 1862 par le général Almonte. Cela ne suffisait pas toujours pour amener les Mexicains à l'acceptation des fonctions publiques. Le général Castagny, commandant la 2^e division de l'infanterie franco-mexicaine, chargé de pourvoir à l'administration de la province de Mazatlan, écrit au maréchal Bazaine : « Lorsque j'ai voulu remplacer ces juges iniques — il désigne ainsi les fonctionnaires suspects de tiédeur pour l'empire — par des hommes plus honnêtes, ils se sont déclarés prêts à la prison ou à l'exil plutôt que d'accepter les fonctions à eux dévolues. » Le général Castagny ajoute que la situation n'est plus tenable, à moins d'agir désormais *militairement*.

Le maréchal Bazaine n'agissait plus autrement depuis longtemps. Une petite ville de l'État de Puebla étant tombée aux mains du 3^e zouaves, ces derniers pillèrent les maisons, malgré les drapeaux étrangers

1. Le commandant supérieur de Léon au maréchal Bazaine.



qui les protégeaient. Un Espagnol se crut en droit de porter plainte au maréchal Bazaine, qui voulut bien se donner la peine de rectifier ses idées à cet égard.

« Mexico, 21 avril 1865.

» Monsieur,

» Pour vous éclairer sur la marche que vous avez à suivre au sujet de la réclamation relative à votre propriété de Huahuchinango, j'ai l'honneur de vous informer que, dans aucun pays du monde, les armées agissant au nom d'un gouvernement ne sont responsables de leurs faits. C'est au gouvernement lui-même que vous devez présenter la réclamation qui vous intéresse, et qui peut être fondée.

» Recevez, monsieur, etc.

» *Le maréchal de France,*

» BAZAINE. »

Cette lettre, qui donne lieu aux plus douloureuses réflexions, fait en outre ressortir la triste position du gouvernement mexicain, réduit à paraître le complice de crimes qu'il ne pouvait empêcher. Aussi les murs de Mexico se couvraient-ils tous les jours de placards contre Maximilien. Il crut rendre quelque popularité à son nom en y associant le nom d'Iturbide, fusillé comme usurpateur du pouvoir suprême, après avoir été premier magistrat de la république. Maximilien adopta son petit-fils. La mère et les oncles de l'enfant reçurent 150 000 francs et une pension pour s'installer hors du Mexique. La mère et le fils s'aimaient tendrement, leur séparation fut déchirante, et cette adoption, loin de concilier la sympathie du peuple à l'empereur, lui attira sa colère et son indignation.

Des rivalités furieuses, des jalousies implacables, s'agitaient autour du trône chancelant de Maximilien entre les officiers belges, autrichiens, français et mexi-

cains. La division du Mexique en grands commandements aggrava encore ces luttes, auxquelles l'empereur Maximilien et le maréchal Bazaine ne se mêlèrent que trop. Le commandant en chef de l'armée française ne prenait plus la peine de dissimuler le peu de cas qu'il faisait des recommandations de l'empereur ; il en vint même à lui contester l'exercice des attributions les plus essentielles de la royauté. La municipalité de Vera-Cruz ayant sollicité de l'empereur une commutation à la peine de mort prononcée par la cour martiale contre quatre individus de cette ville, Maximilien donna l'ordre de suspendre l'exécution. La cour martiale française adressa immédiatement des représentations si énergiques au cabinet militaire de l'empereur, que son chef, en les transmettant à Maximilien, crut devoir les accompagner de cette note significative :

Cabinet militaire, n° 4525.

» Le commandant militaire de Vera-Cruz transmet une protestation de la cour martiale contre la *suspension* de l'arrêt qu'elle a rendu.

» Les observations sont très justes. Si l'on enlève aux cours martiales leur *prestige*, elles ne pourront plus produire aucun effet.

» Dans tous les cas, il faut se méfier de la sensiblerie des trembleurs, qui, par peur, implorent pour les malfaiteurs ¹. »

La confiance dans la durée de l'empire mexicain n'existait plus dès les premiers mois de l'année 1865 : plus de commerce, retour en Europe des plus anciennes maisons de banque anglaises et françaises,

1. Cette pièce est annotée ainsi au crayon de la main de l'archiduc : « *Se tomara en consideracion en lo sucesivo.* » (On en tiendra compte à l'avenir.)

désespoir des immigrants maudissant les fallacieuses promesses qui les avaient attirés au Mexique, déficit de 80 millions, impossibilité d'aller, au moyen du nouvel emprunt, au delà du milieu de l'année, tel était le bilan de la situation au moment même où M. Corta étalait à la tribune du Corps législatif le brillant tableau de la prospérité du Mexique, sur le compte duquel il s'exprimait quelque temps auparavant d'une façon si différente à Mexico ¹.

La force des choses opposait un obstacle invincible à l'œuvre de Maximilien. Ses meilleurs décrets restaient à l'état de lettre morte, faute d'hommes pour les exécuter. L'empereur avait beau changer de ministère, les ministres ne changeaient pas. L'administration départementale et municipale, composée de gens choisis par la régence dans les rangs du parti clérical, au lieu d'aider le gouvernement, cherchait au contraire à l'entraver par tous les moyens possibles. La création de grands commandements, en nécessitant un remaniement territorial, avait déplacé les centres d'action du parti clérical, contrarié les habitudes des grands propriétaires fonciers, et fourni de nouveaux motifs de mécontentement et d'hostilité à ces deux classes puissantes. Les nouvelles des États-Unis entretenaient l'inquiétude générale. L'empire, à peine debout, chancelait ; la main de Napoléon III pouvait le soutenir quelque temps encore, mais non l'empêcher de tomber. La responsabilité de l'empereur des Français devenait de jour en jour plus grande, et sa politique

1. Lettre du colonel Bressonnet au général Frossard (papiers des Tuileries).

ambiguë, vacillante, incertaine au Mexique comme partout ailleurs, mettait tout le monde contre lui : libéraux et cléricaux détestaient également une intervention qui n'avait fait que raviver la guerre civile dans leur pays et qui ne pouvait avoir de résultat qu'en dépensant 200 millions par an, et en entretenant une armée de 30 000 hommes au Mexique.

Les alarmes causées par l'attitude des États-Unis parurent assez sérieuses dans le mois de juin pour que le maréchal Bazaine songeât à se mettre en garde et à fortifier les places du nord. Des nouvelles plus pacifiques arrivèrent de Washington. Les travaux de défense furent contremandés, et les opérations militaires recommencèrent dans le Tamaulipas, la Sonora, le Chihuahua et les provinces du centre, contre un ennemi toujours battu et toujours combattant. Les bandes qu'on croyait détruites reparaissaient de tous côtés, les gardes rurales se joignaient à elles, et les populations, loin de venir en aide aux Français, s'enfuyaient à leur approche pour ne pas s'exposer à de cruelles représailles ; car à peine les Français s'éloignaient-ils d'une ville, que les Mexicains y entraient, et frappaient d'énormes contributions sur les habitants. Les Français revenus, les malheureux citadins subissaient de nouvelles contributions pour avoir reçu les Mexicains, et mandissaient une intervention qui les plaçait sans cesse entre l'enclume et le marteau¹.

Le maréchal Bazaine, au milieu des soucis de son commandement, trouvait néanmoins le temps de

1. Lettre du colonel Bressonnet au général Frossard (papiers des Tuileries).

songer au mariage. L'empereur et l'impératrice du Mexique s'intéressèrent fort à ses diverses tentatives matrimoniales, et prirent même une part très active à son union avec une jeune Mexicaine dont l'oncle avait été un moment président de la république et la tante dame d'honneur de l'impératrice Iturbide. Maximilien fit un présent royal à la mariée, et il l'annonça par une lettre flatteuse à son mari.

« Mexico, 26 juin 1865.

» Mon cher maréchal,

» Vous voulant vous donner une preuve d'amitié personnelle, ainsi que de reconnaissance pour les services rendus à notre patrie, et profitant de l'occasion de votre mariage, donnons à la maréchale Bazaine le palais de Buena-Vista, y compris le jardin et le mobilier, sous la réserve que le jour où vous retournerez en Europe, ou si pour tout autre motif vous ne voulez pas rester en possession du susdit palais pour la maréchale Bazaine, la nation reprendra le domaine, le gouvernement s'obligeant en pareil cas à donner à la maréchale Bazaine, comme dot, la somme de cent mille piastres.

» Votre très affectueux,

» MAXIMILIEN. »

Ces témoignages extérieurs d'affection et de gratitude de la part de l'empereur, l'apparente reconnaissance avec laquelle ils étaient reçus par celui qui en était l'objet, ne faisaient prendre le change à personne sur les sentiments réels qui animaient l'empereur et le maréchal Bazaine à l'égard l'un de l'autre. Le commandant en chef de l'armée d'intervention mettait trop d'affectation à exprimer ses doutes sur la durée de l'empire dont il était le principal soutien, pour que Maximilien n'en fût pas profondément blessé. Cela eût suffi pour mettre entre l'empereur et le maréchal une inimitié sourde et profonde, lors

même que le maréchal n'eût pas recherché toutes les occasions de se créer une popularité rivale de celle de l'empereur, et très souvent à ses dépens. Les fêtes de son mariage terminées, le maréchal Bazaine parut se remettre avec ardeur à sa tâche; les opérations reprirent dans le nord, la chasse aux bandes qui rançonnaient le pays de Saltillo à Matamoros commença; le général Douai fut chargé de dégager les États de San-Luis et de Tamaulipas, mais les bandes se reformaient, pendant ce temps-là, du côté d'Oajaca et dans l'État de Puebla, pays occupés par les Autrichiens. Les républicains enlevaient des villes situées à dix lieues à peine de la route de Vera-Cruz à Mexico. La route de Puebla à Vera-Cruz se couvrait de bandes, ainsi que l'État de Mechoacan, de plus en plus ravagé et désolé.

Les nouvelles du nord étaient meilleures. Juarez, en octobre, se trouva dans la nécessité de franchir la frontière américaine. Maximilien crut l'empire sauvé, et il eut l'idée plus généreuse que politique d'associer Juarez à son gouvernement, et de lui proposer la présidence de la haute cour. Que n'adopta-t-il la même ligne de conduite à l'égard de tous les dissidents! le terrible décret du 3 octobre n'aurait pas fourni, un an et demi plus tard, un si terrible argument à ses juges, quand il eut lui-même à défendre sa vie; ce décret était ainsi conçu :

« Maximilien, empereur du Mexique,

» Notre conseil des ministres et notre conseil d'État entendus, décrétons :

» Tous les individus faisant partie de bandes ou rassemblements

armés existant sans autorisation légale, qu'elles proclament ou non un prétexte politique, quels que soient, d'ailleurs, le nombre de ceux qui forment la bande, l'organisation de cette dernière, le caractère et la dénomination qu'elle prend, seront jugés militairement par les cours martiales. S'ils sont déclarés coupables, lors même que ce ne serait que du seul fait d'appartenir à une bande armée, ils seront condamnés à la peine capitale, et la sentence sera exécutée dans les vingt-quatre heures. »

Les articles 5 et 6 menaçaient du même sort les individus qui auraient donné des secours aux guerilleros ou entretenu des relations avec eux; l'article 10 déclarait que le bénéfice du recours en grâce serait refusé aux condamnés à mort!

Le maréchal Bazaine collabora-t-il à ce décret? On l'a nié, mais une circulaire portant le n° 7729, avec la mention *confidentielle*, adressée par lui le 11 octobre aux chefs militaires sous ses ordres¹, prouve qu'il en a du moins parfaitement accepté l'esprit et les conséquences. Cette pièce contient ces lignes :

« Tous ces bandits (les républicains), y compris leurs chefs, ont été mis hors la loi par le décret impérial du 3 octobre 1865.

« Je vous invite donc à faire savoir aux troupes sous vos ordres que je n'admets pas que l'on fasse des prisonniers. Tout individu, quel qu'il soit, sera mis à mort; aucun échange de prisonniers ne sera fait à l'avenir². »

Le gouvernement des États-Unis, promptement instruit des nombreuses exécutions qui ensanglan-

1. *Documents officiels recueillis par la secrétairerie privée de M. Maximilien*, par M. Lefèvre. Londres et Bruxelles, 1869.

2. C'est huit jours après l'apparition du décret que M. Bazaine lance cette circulaire qu'il espérait tenir secrète, puisque dans un *Nota bene* il ajoute : « Cette circulaire ne sera pas copiée sur les livres d'ordre, elle sera donnée en connaissance à MM. les officiers seulement. »

taient le Mexique, en vertu du décret du 3 octobre, chargea, dès le 28 octobre 1865, son représentant à Paris d'appeler l'attention sérieuse du gouvernement impérial sur la « sensation pénible que la politique sanguinaire employée au Mexique causait aux États-Unis ». Maximilien se flattait pendant ce temps-là que l'attitude de jour en jour plus pacifique des Américains découragerait les républicains, qui, selon lui, ne continuaient la guerre que dans l'espoir d'être prochainement secourus par eux. Laissant Maximilien à ses illusions, le maréchal Bazaine ordonnait de reprendre les travaux de fortification des places du nord. Les chefs de service de l'artillerie, du génie et de l'intendance, par lesquels il faisait étudier en même temps, par une contradiction bizarre, des projets de centres coloniaux à établir le long du chemin de fer de Vera-Cruz à Mexico, réunis par lui vers le milieu du mois d'octobre, apprirent avec étonnement de sa bouche qu'une guerre avec les États-Unis était imminente, et qu'il fallait, sans perdre de temps, prendre toutes les mesures nécessaires, et cela presque au moment où l'on venait d'être informé que Juarez avait passé le río Grande pour se réfugier aux États-Unis.

La situation, d'après les bulletins officiels, s'améliorait dans le nord-est. Il est vrai qu'elle empirait dans les états de Puebla, de Vera-Cruz et d'Oajaca. Les bandes gagnaient les Terres chaudes et la ligne de communication des Français, pillaient les convois et les diligences, occupaient les petites villes, et s'enhardissaient jusqu'à enlever à quelques lieues seulement de Vera-Cruz les ouvriers du chemin de fer, et jus-



qu'à s'emparer même d'un riche convoi à Paso del Macho, tête de la ligne.

Le mois d'août finissant, Napoléon III avait écrit une lettre à Maximilien, dont celui-ci le remercia le 29 octobre : « Les bons conseils de sincère ami que » Votre Majesté me donne avec cette lucidité si remarquable qui la caractérise sont toujours pour » moi du plus grand prix; ils émanent du plus grand » souverain de notre siècle, qui est certes le meilleur » juge dans des questions aussi difficiles que celles qui » nous préoccupent au Mexique. » Maximilien ne ménageait pas, comme on le voit, la flatterie au « sincère ami » qui s'apprêtait déjà à l'abandonner. Mais sa lettre est curieuse à divers autres titres : elle parle de la « loi draconienne »¹ qu'il a promulguée contre les guerilleros; elle constate l'insuffisance du nombre des troupes pour pacifier le pays; le refus de M. Langlais² d'accepter le ministère des finances, et la proposition de Napoléon III de présider à une enquête sur les dépenses depuis qu'il est à la tête du gouvernement. Le ton de cette lettre ne dénote aucune crainte sur l'avenir, et cependant le mois de novembre arrive, et l'on apprend tout à coup que les troupes françaises, au lieu de poursuivre leurs avantages dans le nord, reviennent à Mexico. Est-ce un mouvement de retraite ou de concentration? Quel motif peut donc forcer le maréchal Bazaine à abandonner les villes du nord aux représailles des jua-

1. Le décret du 3 octobre.

2. M. Langlais, conseiller d'Etat, avait été envoyé au Mexique pour exercer une sorte de haute inspection sur les finances de l'empire.

ristes ? On l'ignore ; en attendant, les conjectures vont leur train : et, comme le bruit de la convocation des chefs de service, qui a eu lieu le mois précédent, n'a pu rester caché, on prétend que le mouvement est commandé par l'attitude hostile des Américains, et que le commandant en chef prend ses dispositions pour réunir promptement ses troupes en avant de la capitale, qu'il se prépare à disputer très énergiquement à l'ennemi.

Le public ignorant pouvait bien prendre le change sur les marches et les contre-marches de l'armée d'intervention, mais ses généraux les plus intelligents n'y voyaient qu'incohérence et confusion. L'un d'eux se plaint « du gâchis et du galimatias dans lequel nous pataugeons et nous patagerons *indéfiniment* » ; et comme remède à la situation, il ne voit qu' « une belle et bonne guerre avec l'Amérique » ¹, remède qui ne prouve guère en faveur de l'esprit politique de celui qui le propose. Si l'expédition du Mexique était déjà une folie, quel nom donner à une guerre contre les États-Unis ?

L'armée ne manquait pas d'officiers qui accusaient le maréchal Bazaine de ne vivre que d'expédients, de tromper la crédulité de l'Empereur, et « d'exploiter » le fantôme américain pour excuser les énormes mensonges qu'il a eu l'impudence de faire pour « élever sa fortune personnelle » ². La déconsidération dans laquelle était tombé le commandant en chef de l'armée française égalait celle de l'empereur

1. Lettre du général F. G. D... à son frère (papiers des Tuileries).

2. Lettre du général F. G. D... (papiers des Tuileries).

du Mexique, dont l'abdication était déjà demandée dans l'intérieur même de son palais. C'est justement le moment qu'il choisit pour écrire cette lettre au maréchal Bazaine :

Mexico, 2 décembre 1865.

« Mon cher général,

Le moment est donc venu de gouverner et d'agir. J'ai compté sur votre concours pour me donner des notes sur les préfets, les commissaires impériaux et les généraux mexicains.

« MAXIMILIEN. »

Maximilien parlait de gouverner quand les jours de l'empire étaient comptés; ignorait-il donc qu'une semaine avant son départ de Miramar, M. Seward avait transmis à M. Dayton, ministre des États-Unis à Paris, la dépêche suivante ?

Washington, 7 avril 1861.

» Monsieur,

« Je vous envoie copie d'une résolution prise à l'unanimité par la chambre des représentants le 4 de ce mois. Elle affirme l'opposition de ce corps à la reconstitution d'une monarchie au Mexique.

« Il est à peine nécessaire, après tout ce que je vous ai dit avec une entière franchise pour les informations de la France, de dire que cette résolution trahit sincèrement le sentiment unanime du peuple des États-Unis relativement au Mexique.

« W. H. SEWARD. »

Cette résolution était ainsi conçue : « Attendu que
 » les représentants des États-Unis ne veulent pas, par
 » leur silence, laisser les nations étrangères sous l'im-
 » pression qu'ils assistent en spectateurs indifférents
 » aux faits qui se passent en ce moment dans la répu-
 » blique du Mexique, le Congrès déclare qu'il ne
 » convient pas à la politique des États-Unis de re-

» connaître un gouvernement monarchique élevé en
» Amérique sur les ruines d'un gouvernement répu-
» blicain et sous les auspices d'un pouvoir européen,
« quel qu'il soit. »

Ce langage, tenu par les États-Unis au moment même des plus brillantes victoires de Lee, aurait dû faire réfléchir Napoléon III à celui qu'ils tiendraient si la fortune des armes changeait en leur faveur. Ce changement était visible dès la fin de 1864, et M. Drouyn de Lhuys s'en aperçut bien vite à la lecture des dépêches de M. Seward. « Nous apportez-vous la paix ou la guerre ? » demanda-t-il fièrement un jour à M. Dayton, ministre des États-Unis, qui s'apprêtait à lui transmettre une communication de son gouvernement. M. Drouyn de Lhuys savait bien que si les États-Unis n'étaient pas en position de déclarer la guerre à personne, ils se croyaient assez forts pour faire respecter la déclaration de leurs représentants. La république victorieuse ne tarda pas en effet à élever la voix non plus seulement contre l'empire mexicain, mais contre l'intervention française elle-même. M. Seward, dans une note remise le 6 décembre à M. de Montholon, exposa sur la monarchie de Maximilien et sur les destinées du continent américain des vues tout à fait incompatibles avec la prolongation de séjour de l'armée française au Mexique. Napoléon III ne manquait pas d'informations sur ce qui se passait dans ce pays : il savait à quoi s'en tenir maintenant sur sa chimère de voir l'Angleterre se joindre à lui pour déclarer la guerre à l'Amérique ; il comprit que le moment de se dégager du Mexique était venu,

mais il fallait commencer par obtenir l'abdication de son empereur. M. le baron Saillard, muni d'instructions confidentielles à ce sujet, reçut l'ordre de se tenir prêt à partir pour Mexico. Maximilien, au moment où il s'en doutait le moins, était sacrifié.

CHAPITRE V

PREMIÈRE PARTIE DE L'ANNÉE 1866

SOMMAIRE. — Réceptions du 1^{er} janvier aux Tuileries. — Insurrection d'Espagne. — Manifestation en l'honneur de la Convention au Théâtre-Français. — Mort de Victor Cousin. — La statue de Voltaire. — Rigueurs du gouvernement contre les écrivains. — Rétablissement de la tribune au Corps législatif. — Manifestation sur la place de l'Odéon à propos du jardin du Luxembourg. — Élection du Bas-Rhin. — Création de comtes. — Craintes de guerre. — Baisse des fonds. — État de l'opinion publique. — Discours d'Auxerre. — Jeu double de Napoléon III avec la Prusse et l'Autriche. — Traité secret du 9 juin entre la France et l'Autriche. — Agitation des esprits. — Nouvelles rigueurs contre la presse. — Mort de Ferdinand Flocon. — Sénatus-consulte du 10 juillet. — Interdiction absolue de discuter la Constitution. — Rapport de M. Troplong sur le sénatus-consulte. — Discours de M. de Boissy. — Adoption du sénatus-consulte.

Les réceptions du 1^{er} janvier 1866 n'apprirent rien au public. L'Empereur répondit aux souhaits exprimés par le nonce au nom du corps diplomatique pour son bonheur, celui de l'Impératrice et du Prince impérial: « Tous les ans à pareille époque nous faisons » un retour sur le passé, et nous jetons un regard sur » l'avenir. Heureux si nous pouvons comme aujour- » d'hui nous féliciter d'avoir évité les dangers, fait » cesser des appréhensions, resserré les liens qui » unissent les peuples et les rois! Heureux surtout » si l'expérience d'événements accomplis nous permet » d'augurer pour le monde de longs jours de paix et » de prospérité. »



Ces paroles, qui devaient si peu concorder avec les prochains événements, n'étaient déjà plus en harmonie avec la situation présente des affaires. En attendant que l'union entre les peuples et les rois se réalisât, une insurrection militaire, un *pronunciamento* ayant le général Prim à sa tête, éclatait en Espagne. Les journaux officiels annonçaient, cela va sans dire, sa défaite, mais les mesures prises par le gouvernement indiquaient la gravité du mouvement. Le gouvernement impérial n'avait certainement aucun *pronunciamento* à redouter, mais les esprits commençaient à se réveiller. Les cadenettes jusqu'ici avaient été bien portées ; la jeunesse dorée, en attendant de zézayer, ne perdait aucune occasion de témoigner de sa haine et de son mépris pour la Révolution. Le Théâtre-Français jouait au commencement de l'année un drame ¹ dont la scène se passe du temps de la Convention. Le héros de la pièce, entraîné dans un salon de la réaction, entend patiemment d'abord les railleries des muscadins, puis, incapable de maîtriser son indignation, il foudroie ses adversaires d'une éloquente apologie de la terrible assemblée. Les spectateurs des loges essayèrent de protester, ceux du parterre et des galeries supérieures applaudirent avec enthousiasme. L'Empereur se crut obligé de battre des mains à l'éloge de la Convention, ce qui n'engageait pas le gouvernement à grand'chose, car le lendemain l'autorisation de fonder un cercle de gens de lettres fut refusée, et une note menaçante du ministre de l'intérieur vint

1. *Le lion amoureux*, par Ponsard.

rappeler aux journaux l'éternel article 42 de la Constitution relatif au compte rendu des Chambres, dont l'ouverture eut lieu le 22 janvier.

Quelques jours après, le corps de M. Cousin, ramené de Cannes, fut inhumé au cimetière Montparnasse. Quatre orateurs prirent la parole sur sa tombe, et glorifièrent dans M. Cousin le professeur éloquent, le grand écrivain, le ministre qui avait rendu de signalés services à l'enseignement; le philosophe fut oublié. Un écrivain plus illustre à qui le titre de philosophe a été également contesté, et qui n'en a pas moins sa place dans l'histoire de la philosophie, Voltaire, fut de nouveau rappelé à l'attention publique par l'ouverture, dans le *Siècle*, d'une souscription destinée à lui élever une statue.

Le gouvernement, qui venait de refuser l'autorisation de fonder un cercle littéraire à Paris, et d'interdire à un ancien préfet ¹ l'autorisation de faire à Alençon une conférence sur Corneille, redoublait de rigueur contre les livres et les journaux. Deux condamnations, l'une à un an, l'autre à trois mois de prison, sans compter les amendes, frappèrent l'éditeur et l'imprimeur des *Évangiles annotés* par Proudhon. La terreur régnait parmi les imprimeurs et les éditeurs, à ce point qu'un écrivain ², après avoir fait un traité avec un éditeur pour une *Histoire de Robespierre*, fut obligé de lui intenter un procès pour le forcer à tenir ses engagements. Un rédacteur de la *Presse* reçut un avertissement pour s'être permis de

1. M. Masson.

2. M. Ernest Hamel.

supposer, « supposition injurieuse pour une Chambre française », que le Corps législatif avait l'intention de repousser la loi du contingent. L'opinion s'indignait de ces sévérités; il fallait faire quelque chose pour la calmer. Le président du Corps législatif allait se mettre au lit, on lui annonce une estafette accourue des Tuileries pour lui remettre un pli très pressé. M. Walewski déchire l'enveloppe avec anxiété : que contient cette dépêche inattendue? L'ordre de faire rétablir immédiatement la tribune dans la salle des séances.

L'annonce de la mutilation du Luxembourg pour y faire passer une rue causait dans ce quartier une émotion partagée jusqu'à un certain point par les autres quartiers de la capitale. M. Haussmann subissait les conséquences d'un système poussé à outrance; à force de démolir, il avait fini par inspirer l'horreur de la démolition. Des réclamations s'élevèrent de tous côtés pour la conservation du Luxembourg. L'Empereur se vit dans la nécessité de les calmer par une lettre dans laquelle il déclarait à M. de la Valette, ministre de l'intérieur, que voulant se rendre compte lui-même de la valeur des plaintes, il avait visité le jardin du Luxembourg, et que s'étant convaincu qu'il y avait tout avantage à laisser intacte la partie sud-ouest de cette promenade publique, il le chargeait de prendre les mesures nécessaires pour modifier dans ce sens les projets arrêtés. Cette lettre ne mit pas fin aux appréhensions. Des groupes considérables se formèrent le 17 mars devant le théâtre de l'Odéon, où l'Empereur devait se rendre pour assister à la première représen-

tation de la *Contagion*, et poussèrent sur le passage de la voiture impériale les cris de : Vive le Luxembourg! Vive la Pépinière!

L'élection de la 1^{re} circonscription du Bas-Rhin fixait au plus haut degré l'attention générale. La lutte, plus vivement engagée que jamais entre ceux qui pensaient que l'heure de la liberté avait sonné pour la France et ceux qui l'ajournaient indéfiniment, donnait une importance particulière à l'élection du Bas-Rhin, et en faisait attendre le résultat avec une vive impatience. Il avait été d'abord question de trois candidats : M. Hagen, qui s'était mêlé avec ardeur aux dernières luttes électorales; M. Bancel, et M. Laboulaye, professeur au Collège de France. La candidature de ce dernier l'avait emporté. La bataille était plus sérieuse encore que celles d'où MM. Girot-Pouzol et de Tilly lancourt étaient sortis vainqueurs dans le Puy-de-Dôme et dans l'Aisne. M. Odilon-Barrot, en 1863, avait obtenu 6 500 voix et M. de Bussière plus de 21 000. La ville de Strasbourg avait donné la majorité au candidat officiel. Comment les votes se répartiraient-ils trois ans après entre M. de Bussière et M. Laboulaye sur une question de liberté? L'opposition gagna 3 486 voix, et M. de Bussière en perdit 1 899. Quoique le gouvernement eût usé en faveur de son candidat de tous les moyens dont il disposait, la ville de Strasbourg donna la majorité au candidat de l'opposition.

La fondation d'une aristocratie et d'une noblesse nouvelles ne préoccupait pas moins Napoléon III que son oncle Napoléon I^{er}. M. Baroche, M. Delangle,

M. Magne avaient étudié à fond cette question. Le conseil privé l'avait discutée l'année précédente, et les avis s'étaient partagés. M. de Persigny recommandait vivement la formation d'une nouvelle noblesse privilégiée ; M. Magne se contentait de titres nobiliaires attachés hiérarchiquement à certaines fonctions civiles et militaires transmises par voie d'hérédité. Quelques membres du conseil espéraient que plus tard il ne serait pas impossible de rétablir les majorats au profit de cette noblesse. La pensée de M. de Persigny l'emporta sur celle de M. Magne ; la création directe de deux comtes vint le 30 avril¹ égayer la malignité publique, au moment où le pressentiment de prochaines et sérieuses complications assombrissait les esprits et causait une baisse considérable sur les fonds publics.

Une dépêche de l'*Opinion nationale* annonça que l'armée prussienne se dirigeait à marches forcées sur la Saxe. Les deux puissances en lutte avaient chacune leurs partisans dans la presse. Les journaux démocratiques, craignant que le triomphe de l'Autriche ne devint le signal de la restauration des dynasties étrangères en Italie, sans soutenir ouvertement la Prusse, faisaient pourtant remarquer aux journaux cléricaux, défenseurs naturels de l'Autriche, que cette puissance, qu'ils présentaient comme l'inflexible adversaire de la politique de spoliation de M. de Bismarck, avait été sa complice dans la comédie de l'invasion des duchés. Quant à l'opinion publique en général,

1. M. Mimerel (de Roubaix) et M. Monnier de la Sizeranne, sénateurs.

il est probable, si on l'avait consultée, qu'elle se serait prononcée en faveur de l'Autriche.

L'Empereur et l'Impératrice quittèrent le 7 mai les Tuileries au milieu de ces polémiques pour se rendre au concours régional d'Auxerre. Cette fête purement agricole avait attiré une foule immense de tous les coins du département de l'Yonne et des départements voisins, et l'on ne s'attendait guère à la voir servir de prétexte à une démonstration politique à laquelle les événements donnaient une importance exceptionnelle; aussi la surprise et l'émotion furent-elles des plus vives à Paris, lorsqu'on lut dans le *Moniteur* la réponse de Napoléon III au discours que lui avait adressé le maire d'Auxerre en lui présentant les clefs de cette ville.

« Je vois avec bonheur que les souvenirs du premier Empire ne sont pas effacés de votre mémoire. Croyez que de mon côté j'ai hérité des sentiments du chef de ma famille pour ces populations énergiques et patriotes qui ont soutenu l'Empire et l'Empereur dans la bonne et la mauvaise fortune. J'ai d'ailleurs envers le département de l'Yonne une dette de reconnaissance à acquitter. Il a été un des premiers à me donner ses suffrages en 1848 : c'est qu'il savait, comme la grande majorité du peuple français, que ses intérêts étaient les miens, et que je détestais comme lui ces traités de 1815, dont on veut faire aujourd'hui l'unique base de notre politique extérieure.

» Je vous remercie de vos sentiments. Au milieu de vous je respire à l'aise, car c'est parmi les populations laborieuses des campagnes que je retrouve le vrai génie de la France. »

Cette brusque réponse au discours prononcé au Corps législatif par M. Thiers ¹ sur les affaires d'Allemagne et aux applaudissements que lui avait prodi-

1. Voyez le chapitre consacré à la session de 1866.

gués la majorité produisit une sensation profonde. L'Empereur, détestant les traités de 1815, ne pouvait en vouloir au roi de Prusse et au roi d'Italie de les rompre. Comment allait-il s'y prendre pour les déchirer à son tour? Aurait-il recours à un congrès ou à la guerre? Le congrès était impossible, et la guerre difficile, car la majorité du Corps législatif, qui s'effrayait si fort à cette perspective, sortait du vote des populations rurales, et ce n'est que pour se donner à lui-même un prétexte d'agir que l'Empereur pouvait feindre de croire les populations laborieuses des campagnes disposées à prendre les armes pour détruire les traités de 1815. Il semble en tout cas que l'Autriche aurait dû trembler en entendant les paroles d'Auxerre, qui ne pouvaient s'adresser qu'à elle; mais pendant qu'il encourageait la Prusse par son langage, Napoléon III traitait secrètement avec l'Autriche. Conserver plus longtemps la Vénétie c'était difficile; la céder ou l'échanger sans combat, c'eût été une tache pour l'honneur militaire de l'Autriche. Un traité secret conclu le 9 juin entre Napoléon III et François-Joseph mit fin aux incertitudes de ce dernier; il consentit, après une campagne dont le succès lui paraissait certain, à céder la Vénétie à l'Italie en échange de la Silésie enlevée à la Prusse. L'Autriche et la Prusse, ayant chacune leurs raisons de compter sur la neutralité de Napoléon III, se préparèrent donc à la lutte, et l'Autriche, cinq jours après la signature de la convention secrète, fit, comme on le verra plus tard, à la Diète germanique, les propositions auxquelles la Prusse répondit par l'ouverture des hostilités.

L'ignorance absolue du public sur tout ce qui concernait la politique étrangère du gouvernement impérial ouvrait un large champ aux conjectures, et laissait l'opinion dans un état d'agitation perpétuelle. Les journaux officiels cependant faisaient tous leurs efforts pour calmer les esprits, et ne cessaient d'affirmer que la politique du gouvernement était essentiellement pacifique, « qu'elle exigeait une neu-
» tralité parfaite autant pour sauvegarder directement
» les intérêts français que pour permettre au gouver-
» nement de l'Empereur d'exercer activement de
» divers côtés, dans toutes les circonstances favorables,
» l'influence que lui ont assurée sa conduite dans les
» crises précédentes et les services qu'il a rendus à
» l'ordre européen. » Ces assurances données par une presse entièrement à la dévotion du pouvoir touchaient peu le public ; aussi le gouvernement redoublait-il de sévérité envers la presse indépendante à mesure que les circonstances devenaient plus graves. L'*Avenir national*, le *Temps*, l'*Opinion nationale*, et, pour faire preuve d'impartialité, le *Constitutionnel*, furent cités devant le tribunal correctionnel de la Seine pour avoir publié un compte rendu anticipé d'une séance du Corps législatif. Le gouvernement ordonnait donc par là aux journaux de ne publier les séances qu'après les avoir reçues, à la même heure, de la présidence du Corps législatif. C'était une grande gêne matérielle pour eux. La contrainte morale qui pesait en outre sur les feuilles de l'opposition démocratique les réduisit à passer en quelque sorte sous silence la mort de Ferdinand Flocon arrivée le 16 mai

à Lausanne. Flocon avait été un des premiers à demander la république en 1830; membre du gouvernement provisoire de 1848, ministre de l'agriculture et du commerce, représentant du peuple, il se montra à la hauteur de ces grandes fonctions. N'ayant pas été réélu à l'Assemblée législative, il se souvint qu'il avait fondé la *Réforme* en 1848, et il redemanda des moyens d'existence à sa plume : naguère à la tête d'un gouvernement, il ne trouva pas au-dessous de lui de rédiger un journal de département. Chassé de France par le coup d'État du 2 décembre, il se refugia en Suisse, où la mort le trouva honorant sa pauvreté par le travail et son caractère par un dévouement sans bornes à ses croyances politiques.

Les événements qui tenaient l'Europe attentive continuaient cependant à exciter dans les esprits une fermentation que le gouvernement s'efforçait sans grand succès de calmer. Vainement le *Moniteur* déclarait-il qu'il était faux que par un traité secret la Prusse et l'Italie eussent assuré à Napoléon III, l'une les provinces rhénanes, l'autre la Sardaigne en échange de sa neutralité, les novellistes maintenaient leurs assertions et remaniaient chaque matin la carte de l'Europe. Le public accueillait leurs combinaisons avec une crédulité que les démentis du *Journal officiel* ne parvenaient pas à lasser ; le monde financier était aussi ému que le monde politique, malgré tous les efforts de la presse officielle pour le rassurer. Mais vainement le gouvernement menaçait-il de poursuites devant la justice les personnes qui répandaient de faux bruits sur l'imminente liquidation de certaines

sociétés industrielles, telles que le Crédit mobilier, les bruits de désastres financiers n'en circulaient qu'avec plus de persistance. Les journaux littéraires profitaient des préludes de la guerre d'Allemagne pour faire une concurrence plus active aux journaux politiques et pour enflammer l'imagination de leurs lecteurs par la publication quotidienne de dépêches à sensation. Le gouvernement, sacrifiant cette fois son désir de diminuer la presse politique au besoin de calmer la fièvre de curiosité allumée par les événements, et de l'empêcher de se communiquer des classes élevées de la société à la masse de la nation, se hâta de signifier aux feuilles littéraires que toute publication de nouvelles politiques leur serait interdite.

La nouvelle de la présentation imminente d'un sénatus-consulte circulait depuis quelques jours au milieu des grands événements militaires et politiques qui se préparaient. C'était, disait-on, une œuvre de réaction destinée surtout à supprimer le vote de l'adresse dont l'ardeur de la dernière discussion avait démontré une fois de plus les graves inconvénients; on ajoutait, à la vérité, que le nouveau sénatus-consulte substituait à l'adresse le droit d'interpellation s'exerçant après l'approbation des bureaux. Le projet de sénatus-consulte déposé le 6 juillet prouva que, pour le moment du moins, l'adresse n'était point menacée et que le gouvernement obéissait à d'autres craintes. Les questions constitutionnelles avaient en effet occupé une trop grande place, à son gré, dans les discussions du Corps législatif pendant la session qui venait de finir; le sénatus-consulte était destiné

à supprimer cet inconvénient : mode de discussion des modifications constitutionnelles, droit d'amendement, fixation de l'indemnité des députés, tels étaient les points réglés par cet acte législatif. L'exposé des motifs présenté par M. Rouher en expliquait le principe fondamental : « Perfectible par l'action libre, spontanée, exclusive de l'Empereur et du Sénat, la Constitution demeure au-dessus de toute controverse pour chacun. » En d'autres termes, la Constitution de 1852, déjà cependant plusieurs fois modifiée, était mise au-dessus de l'examen des publicistes, et même des membres du Corps législatif. « Le Corps législatif ne saurait demander une réforme constitutionnelle sans méconnaître ses attributions. » La Constitution ne pouvait donc être discutée par aucun pouvoir public autre que le Sénat procédant dans les formes déterminées par lui. Or, en vertu du sénatus-consulte, toute pétition demandant une modification à la Constitution ne serait désormais discutée par le Sénat en séance générale que si trois de ses cinq bureaux en autorisaient l'examen. Les membres d'une commission perdaient le droit, dont personne n'avait pu jusqu'ici soupçonner le danger, de présenter un rapport sur une pétition demandant une modification constitutionnelle. La publication d'une pétition relative à des modifications de ce genre par toute autre voie que celle du compte rendu officiel, ainsi que toute discussion ayant trait à un changement quelconque de la Constitution, étaient interdites, soit dans la presse périodique, soit dans des écrits non périodiques assujettis au timbre. Une pénalité que le Sénat, si jaloux

de ses prérogatives, n'avait pu cependant édicter sans empiéter sur celles du Corps législatif, seul investi par la Constitution du droit de faire les lois, sanctionnait les précédentes prescriptions.

Le Corps législatif pouvait se trouver placé par son règlement dans la nécessité de rejeter une loi, faute d'avoir la faculté de l'amender. Le sénatus-consulte pourvut à cet inconvénient : à l'avenir, un amendement non adopté par la commission ou par le Conseil d'État pourrait être pris en considération par la Chambre et renvoyé à l'examen de la commission. Si celle-ci ne proposait pas de rédaction nouvelle, ou si sa rédaction n'était pas admise par le Conseil d'État, le texte primitif du projet était seul mis en délibération. Le droit d'amendement ne faisait pas, on le voit, un bien grand pas en avant.

La Constitution fixant à trois mois la durée de chaque session du Corps législatif, des décrets de prorogation devenaient très souvent nécessaires, et semblaient imposer une certaine hâte aux travaux parlementaires. Le sénatus-consulte déclara que la durée des sessions resterait indéterminée, et que l'indemnité de chaque député serait de 12 500 francs par session ordinaire; elle était de 2500 francs par mois en cas de session extraordinaire. Le résultat le plus clair de ce sénatus-consulte fut d'accroître encore les difficultés de la situation de la presse : ne pouvoir pas discuter une constitution déclarée perfectible, c'était dur; discuter une amélioration politique de quelque importance sans s'exposer à l'accusation de demander une modification à la Con-

stitution, c'était difficile. C'est tout au plus si les journaux pourraient désormais se permettre de demander d'une manière générale le couronnement de l'édifice. Le sénatus-consulte avait donc une gravité considérable, et augmentait la part déjà si grande faite au principe d'autorité dans les institutions fondées le 2 décembre 1851.

La commission chargée d'examiner ce document se réunit le mardi 10 juillet. M. le premier président rapporteur lut le surlendemain son rapport. Il n'était pas de nature à dissiper les craintes de ceux qui considéraient le sénatus-consulte comme un pas en arrière. M. Troplong se garda bien cette fois d'affirmer l'immutabilité d'une constitution dont huit articles sur vingt avaient été modifiés; il déclara simplement que les modifications constitutionnelles ne pourraient plus à l'avenir être discutées ni par les députés, ni par les feuilles périodiques, ni par les écrits que la nécessité du timbre leur assimile. Journaux, brochures, affiches électorales même, seraient poursuivis s'ils renfermaient une seule phrase pouvant être considérée comme ayant « pour objet la critique ou la modification de la Constitution », et punis d'une amende de 500 à 10 000 fr. M. Troplong, pour justifier cette *loi* nouvelle, invoquait ce principe, « le Sénat dans son union avec l'Empereur est un pouvoir souverain », et il citait, comme exemple à l'appui des peines édictées dans le nouveau sénatus-consulte, la pénalité formulée dans le sénatus-consulte de 1858 contre la publication et l'affichage des candidatures à la députation qui ne

seraient pas précédés de la prestation de serment. Mais le Sénat, à cette époque, s'était borné à rappeler que ces dispositions étaient contraires à la loi du 27 juillet, et n'avait pas fait acte de législation; quant au principe que la souveraineté du Sénat résultait de son union avec l'Empereur, cette souveraineté ne pouvant s'exercer en dehors des limites de sa compétence, M. Troplong résolvait la question par la question.

Le rapporteur ajoutait qu'une constitution discutée est comme une place assiégée. La Constitution, à l'en croire, courait les plus graves dangers. Un grand nombre de gens commençaient à la considérer ouvertement comme une œuvre de circonstance, et à la discuter comme telle, à la grande terreur du pays. Le sénatus-consulte déjouerait cette espèce de conspiration; c'était une œuvre de préservation et de salut public.

Le Sénat comptait parmi ses membres un journaliste, M. de Sacy; un ancien ministre habitué à examiner la Constitution de 1852 même dans les sociétés littéraires, M. de Persigny; un directeur de la division de la presse demandant de temps en temps d'une voix timide une place un peu plus large pour le principe libéral dans les institutions actuelles, M. de la Guéronnière. On espérait qu'ils interviendraient dans les débats, ne fût-ce qu'au nom du couronnement de l'édifice; ils cédèrent la parole à M. de Boissy, dont la critique, prenant tous les chemins, mais s'arrêtant quelquefois aux bons endroits, embarrassa fort M. Troplong en opposant son rapport

d'aujourd'hui à son rapport sur le sénatus-consulte de 1861, où le président du Sénat citait ces paroles de Bossuet : « Le salut se trouve où il y a beaucoup » de conseil ; qui est incapable de conseil est incapable » de gouverner. C'est en prenant conseil et en donnant toute liberté à ses conseillers qu'on découvre » la vérité, et qu'on acquiert la véritable sagesse. » M. de Boissy demanda d'où viendraient désormais les conseils à l'Empereur, si un simple vœu dans la bouche d'un député pouvait être transformé en un acte de sédition ? Cet acte, comment le président du Corps législatif parviendra-t-il à le réprimer ? pourquoi d'ailleurs donner un démenti à l'Empereur, qui, au moment de la promulgation du 24 novembre, a convié les députés à manifester librement leur opinion. N'est-ce pas cependant à ce décret que l'Empire et la dynastie impériale doivent leur salut ? Les murmures du Sénat répondent à cette assertion ; ils se changent en protestations lorsque l'orateur ose soutenir que « le pouvoir personnel, très bon aujourd'hui, peut devenir très mauvais demain, car les souverains sont soumis, comme les simples mortels, aux vicissitudes humaines, aux maladies et aux infirmités ». M. Rouland n'admet pas qu'il y ait en France un pouvoir personnel. Un sénateur demande à M. de Boissy ce qu'il entend par ces mots de « pouvoir personnel ». M. de Boissy répond : « Un pouvoir dans le genre de celui qui a amené l'invasion en France en 1814. » Le président du Sénat répond : « Une coalition de l'Europe a pu seule renverser ce pouvoir. — M. de Boissy : « La conspiration de Mallet a prouvé qu'une coalition n'était pas indispensable. »

Le président du Sénat, ne trouvant rien à répliquer, s'aperçoit que l'orateur s'écarte de la question : M. de Boissy s'empresse d'y rentrer, il attaque le sénatus-consulte : ce document n'est pas clair ; à ses yeux, c'est un moyen indirect de supprimer la discussion de l'adresse, et d'empêcher par des formalités de procéder toute modification à la Constitution. M. de Boissy ajoute : « On me dira : Pourquoi ces modifications seraient-elles repoussées si elles sont bonnes ? » Qui jugera de leur bonté ? La majorité du Sénat : » Eh bien, que ferons-nous, nous Sénat qui sommes » une émanation du souverain quand les ministres » viendront nous dire, comme cela arrive tous les » jours : Repoussez telle proposition de modification » à la Constitution, cela déplairait au gouvernement. »

Des exclamations générales l'interrompent : le maréchal Canrobert demande qu'on sauvegarde l'honneur et l'indépendance du Sénat ; M. le président Troplong prend solennellement la parole : « M. de Boissy » se met au-dessus de toutes les convenances, il a at- » taqué la Constitution, maintenant il attaque le Sénat. » Mais M. de Boissy ne se laisse pas intimider : il croit, dit-il, servir son pays. Le général Mellinet lui demande quels sont ces services ? Le maréchal Vaillant propose que l'on consulte le Sénat pour savoir si la parole sera maintenue à l'orateur. « Nous ne sommes pas à une revue, s'écrie M. de Boissy, chacun a le droit de dire son opinion. » Il remercie ironiquement M. Troplong de l'appui qu'il lui prête contre les interrupteurs, et promet à ces derniers d'abrégier son discours : « Nous en serons enchantés ! » répond une

voix. M. de Boissy fait remarquer que « s'il ne craint » pas les interrupteurs, il aime du moins qu'ils se » fassent connaître, car il est désagréable de voir » figurer sans réponse au *Moniteur* des apostrophes » qu'on aurait relevées si leur auteur n'avait pas » gardé l'anonyme ».

M. de Boissy, dans son vagabondage de paroles, défendait une cause juste, le droit de discuter librement un document aussi important que le sénatus-consulte; mais au lieu de se renfermer dans la question et de se contenter d'embarrasser ses adversaires en leur demandant si les peines édictées contre ceux qui essaieraient de discuter la Constitution étaient applicables aux députés; au lieu de se borner à constater que la « Constitution pouvait être un chef-d'œuvre, mais que si elle n'était pas perfectible, elle irait rejoindre ses treize ou quatorze sœurs définites », il revint à son idée fixe : le droit pour le Sénat de discuter les lois. C'était fournir à M. Troplong l'occasion de l'arrêter : « Vous voulez m'empêcher de parler », crie M. de Boissy au président, « mais rappelez-vous ces mots que j'ai lus dans les œuvres de Napoléon III : Une constitution qui n'a pas pour elle l'appui de l'opinion n'est qu'un chiffon de papier. » Il aurait dû s'arrêter là, car la péroraison de son discours : « Que Dieu protège la France, que Dieu sauve l'Empereur, et que l'Empereur conserve le Luxembourg si cher à une population nombreuse ! » justifiait le reproche que lui avait adressé une fois déjà M. Troplong : « Cela n'est pas digne de la discussion. »

M. Rouher, après l'adoption du sénatus-consulte

qui eut lieu le 14 juillet par 115 voix sur 115 votants, lut le décret de clôture de la session, et les membres du Sénat se séparèrent aux cris cent fois répétés de : Vive l'Empereur!

Ce sénatus-consulte, qui limitait à la fois la liberté des orateurs du Corps législatif, la liberté de la presse et la liberté électorale, et qui dans d'autres temps aurait produit une très vive émotion, passa presque inaperçu au milieu des péripéties du grand drame militaire et politique qui se jouait avec une si foudroyante rapidité en Allemagne, et dont nous raconterons les péripéties, depuis le prologue jusqu'au dénouement, après le compte rendu de la session de 1866 qui va remplir le chapitre suivant.

CHAPITRE VI

SESSION DE 1869

SOMMAIRE. — Ouverture de la session. — Discours de l'Empereur.

SENAT. — Discussion de l'adresse. — M. de Boissy et le président Troplong. — Le Mexique. — La convention du 15 septembre. — Déclaration de M. Rouher. — Discours de M. de Persigny. — Vote de l'adresse. — Réponse de l'Empereur à la députation du Sénat. — Discussion de diverses pétitions. — Le jardin du Luxembourg et le Sénat.

CORPS LEGISLATIF. — Discours d'ouverture de la session par M. Walewski. — Discussion au sujet de son élection. — Vérification des pouvoirs de MM. Larrabure, Chesnelong, Frémy et de Mackau. — Discussion de l'adresse. — Discours de MM. Thiers et Jules Favre. — Incident Glais-Bizoin. — L'amendement des 45. — Scission dans la majorité. — L'enquête agricole. — Le Crédit foncier et M. Brane. — La question financière. — M. Berryer prend la parole. — Discussion du dernier paragraphe de l'adresse. — La gauche votera-t-elle l'amendement du tiers parti? — Opinion des journaux. — Amendement de l'opposition. — MM. Ernest Picard, Granier de Cassagnac et la presse. — Discours de M. Buffet. — Réponse de M. Jérôme David. — M. Martel atténue la portée de l'amendement des 45. — M. Rouher prend la parole. — M. Émile Ollivier lui répond. — Il se rallie au tiers parti. — Amendement relatif à la substitution de la juridiction des tribunaux à la juridiction administrative en matière de presse. — Vote de l'adresse. — Réponse de l'Empereur à la députation chargée de la lui remettre. — Démission de M. de Bussière, député du Bas-Rhin. — Prorogation de la session. — La loi sur la marine marchande. — MM. Pouyer-Quertier et Thiers. — Le contingent militaire. — Discussion sur les affaires allemandes. — Discours de M. Thiers. — Enthousiasme de la majorité. — Discussion de la loi sur les conseils généraux. — Loi sur les délits commis à l'étranger. — Loi sur la propriété littéraire. — Loi sur l'amortissement. — Discours de M. Garnier-Pagès. — M. des Rotours et les 45 centimes. — Lettre de l'Empereur à M. Drouyn de Lhuys. — M. Rouher en donne lecture à la Chambre. — M. Thiers demande en vain la parole. — Le Mexique. — La loi sur l'observation du dimanche. — Les fonds secrets. — L'indépendance de la presse. — Protestation de MM. Guérault et Havin. — Faute de tactique. — Tentative inutile de M. Thiers et de M. Larrabure pour revenir à la

discussion des affaires étrangères. — M. Jules Simon et les travaux de Paris. — Discussion sur les finances de la ville de Paris. — Discours de M. Ernest Picard. — Clôture de la session.

L'empereur, plus optimiste que jamais dans son discours d'ouverture de la session, voyait « la paix » partout assurée, car partout on cherche les moyens » de dénouer amicalement les difficultés au lieu de les trancher par les armes ». Il manifestait relativement à l'Allemagne l'intention « de continuer à ob- » server une politique de neutralité qui, sans nous » empêcher de nous réjouir ou de nous affliger, nous » laisse cependant étrangers à des questions où nos » intérêts ne sont pas directement engagés ». Quelques mots sur l'Italie, « affirmant son unité en plaçant sa capitale au centre de la Péninsule », et sur l'assassinat de Lincoln précédaient le passage sur Maximilien : « Au Mexique, le gouvernement fondé par la » volonté du peuple se consolide, les dissidents » vaincus et dispersés n'ont plus de chefs ; les troupes » nationales ont montré leur valeur, et le pays a » trouvé des garanties d'ordre et de sécurité qui ont » développé ses ressources et porté son commerce » avec la France seule de 21 à 27 millions. Ainsi que » j'en exprimais l'espoir l'année dernière, notre ex- » pédition touche à son terme. Je m'entends avec » l'empereur Maximilien pour fixer l'époque du » rappel de nos troupes, afin que le retour s'effec- » tue sans compromettre les intérêts français que » nous avons été défendre dans ce pays lointain. » Le public ne retint de cette longue phrase que la déclaration du rappel des troupes françaises

qui était l'arrêt de mort de l'empire de Maximilien.

L'optimisme impérial ne se trahissait pas moins dans le tableau de la situation intérieure.

La prospérité et le calme régnaient dans toute la France. Le voyage en Algérie, les élections municipales, l'application de la loi sur les coalitions avaient démontré quels changements s'étaient opérés dans les esprits au point de vue de l'ordre et de la raison. L'enquête sur les sociétés coopératives justifiait d'avance les prescriptions de la loi à la veille d'être soumise au Corps législatif. L'Empereur, pour hâter le développement des sociétés auxquelles cette loi ne pouvait manquer de donner naissance, avait décidé que « l'autorisation de se réunir serait accordée à tous ceux qui, en dehors de la politique, voudraient délibérer sur leurs intérêts industriels ou commerciaux ». L'empereur déclarait en outre que « cette faculté ne serait limitée que par la garantie qu'exige l'ordre public ». On pouvait être sûr d'avance qu'il en exigerait d'assez étendues pour équivaloir à une prohibition.

Une loi sur l'amortissement allait être proposée; une enquête sur l'agriculture était promise; quant au budget, un excédent de recettes dû à des réductions sur l'armée assurait son équilibre. Le discours, après quelques phrases sur les progrès de l'agriculture et de l'instruction publique, se terminait par une apologie en forme de la Constitution de 1852. L'empereur convenait qu'aucun gouvernement n'était parfait, et que l'Empire pouvait bien avoir ses défauts, mais il ajoutait : « En jetant un regard sur le passé, je

m'applaudis de voir au bout de quatorze ans, la France respectée au dehors, tranquille au dedans, sans détenus politiques dans les prisons, sans exilés hors de ses frontières. » L'Empereur se gardera donc bien de « se laisser guider par les esprits inquiets qui, au milieu d'une prospérité toujours croissante, veulent l'empêcher de marcher sous prétexte de hâter sa marche libérale. »

« Lorsque tous les Français, aujourd'hui investis de droits politiques, auront été éclairés par l'éducation, ils discernent alors aisément la vérité, et ils ne se laisseront pas égarer par des théories trompeuses ; lorsque ceux qui vivent au jour le jour auront vu s'accroître les bénéfices que procure un travail assidu, ils seront les fermes soutiens d'une société qui garantit leur bien-être et leur dignité ; enfin, quand tous auront reçu dès l'enfance ces principes de foi et de morale qui élèvent l'homme à ses propres yeux, ils sauront qu'au-dessus de l'intelligence humaine il existe une volonté suprême, qui règle les destinées des individus comme celles des nations. »

Ce langage ne pouvait laisser aucun doute sur les intentions de l'Empereur. Il n'entendait pas pousser plus loin le développement des idées libérales, et la Constitution de 1852 cessait d'être un sacrifice à des nécessités momentanées pour devenir la formule complète et définitive de l'union du principe d'autorité et du principe de liberté. La perfectibilité de la Constitution si souvent célébrée par l'Empereur perdait, en un mot, toute signification politique.

M. Troplong, en inaugurant le lendemain la session du Sénat, lut les décrets nommant M. Thouvenel grand référendaire, et M. Ferdinand Barrot secrétaire du Sénat. Les nouveaux sénateurs, au nombre de cinq, MM. Corta, vice-amiral Bouët-Villaumez, et les

généraux de division d'Allonville, Gudin et Vinoy furent introduits avec le cérémonial accoutumé. Le président fit ensuite l'oraison funèbre obligée des sénateurs morts dans l'année, le marquis d'Hautpoul, les généraux Gueswiller et Bourjoly, M. Stourm et le procureur général Dupin, « rival du vieux Caton stigmatisant par des hyperboles caustiques les hyperboles ridicules de la mode et du luxe ». M. Dupin, il faut en convenir, prêtait à une esquisse moins légère. Un « mouvement » se produisit parmi les membres du Sénat lorsque, après avoir constaté que depuis sa création cent seize de ces membres avaient été ravis par la mort à cette assemblée, M. Troplong crut devoir ajouter en manière de consolation : « Aucun de nous ne peut se flatter qu'il n'ira pas ce soir souper chez les morts. »

Le Sénat paraissait encore sous l'influence de cette réminiscence funèbre, lorsqu'un de ses secrétaires lui donna lecture, le 6 février, du projet d'adresse en réponse au discours de l'Empereur dont il n'était qu'une paraphrase lourde et embarrassée. Les auteurs ne voyaient aucune modification à apporter aux institutions de la France ; elle jouissait de toutes les libertés civiles qu'un peuple peut souhaiter, la presse seulement était un peu trop libre, « puisqu'il faut quelquefois par l'intervention de la justice en corriger les hardiesses contre les personnes, les mœurs et la religion ». Le même esprit animait la partie du projet d'adresse relative aux affaires extérieures. Les rédacteurs, en s'applaudissant de l'état de nos relations avec les puissances, haussaient un peu le ton avec les

États-Unis : « Si par l'effet d'un malentendu la présence du drapeau français sur le continent américain leur paraît moins opportune qu'à une autre époque, les communications fermes de votre gouvernement ont montré que ce ne sont pas les paroles altières qui détermineront notre retour. » Le Sénat aurait pu peut-être choisir une meilleure occasion pour faire le fanfaron.

La discussion à peine ouverte, M. de Boissy s'y jette le premier. Non content de conseiller au gouvernement d'inscrire sur son drapeau : « Pouvoir temporel de la papauté protégé envers et contre tous ; dénonciation du traité de commerce avec l'Angleterre ; rétablissement des droits protecteurs », il a l'imprudence de demander « un retour au régime parlementaire » et d'aggraver son délit par cette réflexion : « Il n'y a de trône solide que celui qui s'étaye sur ce régime et de couronne transmise de père en fils que grâce aux institutions parlementaires. » Le Sénat s'indigne, M. Troplong lance à l'orateur cet avertissement terrible : « Vous violez la Constitution ! » « Je me soumetts, répond M. de Boissy, à la haute autorité du président, mettez que je n'ai rien dit ; » puis il reprend : « Je croyais pourtant la Constitution perfectible ; elle ne l'est pas, fort bien ! c'est comme si vous la condamniez au tombeau, nous y descendrons tous alors, nous irons souper chez les morts. »

L'indignation du Sénat n'arrête point M. de Boissy, l'inquiétude générale qui règne dans les esprits l'oblige, dit-il, à parler le langage de la vérité à l'Em-

pereur, « car on le trompe par le silence et par la flatterie ». M. Troplong à ces mots dresse les oreilles, mais quel est le président dont un orateur comme de Boissy ne dérouterait pas la surveillance ? A chaque instant il se déplace et change de terrain. La réunion de la flotte anglaise et de la flotte française à Cherbourg vient à peine de lui fournir l'occasion d'adresser quelques injures à l'Angleterre, qu'il offre au gouvernement impérial des félicitations sur la mort du roi des Belges, « un des plus grands ennemis de la France » ; de la mort de Léopold il passe à la situation de l'agriculture, de l'agriculture à l'immovibilité des membres du Sénat, de l'immovibilité au discours d'Ajaccio, « séditieux envers l'Empereur, calomnieux envers Napoléon I^{er}, impie envers Dieu ». M. de Boissy, considérant ce discours comme un commencement de conspiration, recommande à l'Empereur de ne pas abuser des voyages. Le Sénat écoute sans trop de défaveur cette partie du discours ; mais les murmures et les protestations ne reprennent que lorsque l'orateur signale la formation d'une armée de 20 000 Arabes en Afrique comme un prélude de janissariat, et qu'il s'élève contre les funestes suites de l'introduction des mœurs arabes dans l'armée. M. Troplong, désespérant d'imposer silence à M. de Boissy, le prie, du moins, d'être plus court ; l'imperturbable orateur répond que si M. le président du Sénat le trouve long, c'est là une opinion purement individuelle que beaucoup de sénateurs ne partagent pas ; plusieurs parmi ceux qui ont l'air de s'y ranger quand ils sont dans la salle du Sénat, s'il faut en

croire M. de Boissy, l'approuvent en sortant et ne lui reprochent que de délayer les bonnes choses qu'il dit. Le maréchal Canrobert proteste. « Il est impossible d'admettre que les sénateurs, des hommes choisis entre ceux qui ont rendu le plus de services à leur pays, aient deux langages, l'un ici, l'autre dehors. » L'ex-commandant en chef de l'armée de Crimée était un bien médiocre observateur; mais M. de Boissy changeant de sujet soulève de nouveaux orages en demandant des réductions dans l'effectif de la garde dont la création n'a servi, selon lui, qu'à créer un antagonisme dangereux entre cette troupe privilégiée et la troupe de ligne. « C'est de la divagation, » dit le président, désespérant d'avoir raison de M. de Boissy. Soit! mais ces divagations intéressaient fort le public d'alors : et elles s'imposent aujourd'hui à l'histoire comme un exemple de ce que devient la critique politique dans certaines assemblées où il semble que la vérité mélangée et troublée ne doive sortir que de la bouche d'un fou. Ce n'est pas qu'un orateur ne puisse se faire une position importante dans une assemblée en dédaignant les convenances officielles, en ne craignant pas de heurter les opinions de la majorité et de dire ce que d'autres ne veulent pas ou n'osent pas dire; M. de Pierre avait essayé, non sans succès quelquefois, de prendre cette position au Corps législatif; M. Glais-Bizoin marchait avec plus de hardiesse sur ses traces; mais ces deux orateurs avaient trop d'esprit pour ne pas comprendre que même dans la témérité le tact et la mesure sont nécessaires. L'absence de ces deux qualités chez M. de Boissy le

réduisait à l'état d'orateur excentrique rencontrant quelquefois et comme par hasard une bonne vérité, et embarrassant toujours le gouvernement en le laissant incertain avec un tel adversaire de savoir s'il devait ou se taire ou lui répondre. La presse ne pouvait prêter qu'un appui conditionnel à M. de Boissy. Revenir aux haines de 1814 après la campagne de Crimée, souhaiter la mort du dernier Anglais, se réjouir de la mort d'un prince qui avait fondé la liberté de son pays, demander l'annexion de la Belgique à la France, réclamer à tout propos, pour le Sénat, le droit de discuter les lois, il n'y avait dans ces incartades d'idées et de paroles rien qui pût engager les journaux à défendre M. de Boissy de l'accusation d'avoir fait la gageure de dégoûter à tout jamais la France du régime parlementaire.

M. Chaix d'Est-Ange crut devoir, en faisant allusion aux injures adressées par M. de Boissy à l'Angleterre, s'élever contre « des paroles qui pourraient faire tomber des plis d'un manteau de sénateur des germes de défiance et de guerre entre deux grands pays ». M. Rouher à son tour protesta, le lendemain, contre « les outrages lancés contre un prince du sang ». Tout cela était bien pompeux. Quant aux orateurs officiels qui venaient gravement accuser M. de Boissy de « flatter les mauvaises passions, de chercher à obtenir une popularité malsaine par des excentricités de langage, de manquer de sens, et de parler de manière à produire la plus mauvaise impression sur les honnêtes gens », ils l'injuriaient sans lui répondre.

La discussion générale terminée, dans la séance du 10, le Sénat vota en une seule séance les huit premiers paragraphes de l'adresse. Le maréchal Forey crut devoir, à l'occasion du paragraphe sur le Mexique, monter à la tribune pour déclarer solennellement qu'il fallait bien mal connaître ce pays pour admettre un seul instant qu'il préférât la forme républicaine à la forme monarchique, et que la nation mexicaine ne fût unanime en faveur du maintien de l'Empire; la conclusion naturelle de ce discours était le départ de l'armée française du Mexique; mais au lieu de cela, l'orateur, non content de laisser au Mexique les troupes qui s'y trouvaient, demandait qu'on en envoyât d'autres.

Le Sénat, qui paraissait vouloir mener rondement la discussion, consacra néanmoins la séance du 12 tout entière au paragraphe relatif à la convention du 15 septembre. Les partisans du pouvoir temporel, mécontents de cette convention et impuissants à en empêcher l'exécution, auraient du moins voulu l'entraver. Les discours de M. Ségur d'Aguesseau, du cardinal de Bonnechose, du général Gemeau, n'avaient pas d'autre but : l'armée française devait quitter Rome, le gouvernement italien avait pris l'engagement de s'opposer à toute violence contre le territoire pontifical, et le gouvernement du pape allait se trouver désormais seul en face des Romains. Les adversaires les plus acharnés de la convention, feignant de craindre à propos de l'attitude du gouvernement italien, suppliaient le gouvernement impérial de préciser les cas d'intervention, comme si des

événements de nature à modifier l'état présent des choses pouvaient être l'objet d'une discussion ou d'un engagement officiel. C'est là certainement ce que M. Rouher voulait dire lorsqu'il déclarait que le gouvernement se réservait sa liberté d'action.

L'Empereur avait dit dans son discours d'ouverture : « Nous avons lieu de compter sur la scrupuleuse exécution du traité du 15 septembre et sur le maintien indispensable du pouvoir du saint-père. » Cette phrase prêtait à des suppositions contradictoires. Était-ce le pouvoir du pontife ou celui du roi qu'on déclarait indispensable ? M. Rouher répondit nettement cette fois : « La convention du 15 septembre ne s'est pas réfugiée dans des ambiguïtés au sujet du mot *pouvoir*. Nous ne traitons ici que des questions de souveraineté personnelle. »

Les partisans du pouvoir temporel n'avaient pas obtenu jusqu'ici du gouvernement impérial une déclaration aussi formelle ; les facilités accordées aux recruteurs de l'armée pontificale en France la corroboraient encore. Le parti clérical n'était pas encore satisfait. Le général Gemeau n'avait aucune confiance dans l'engagement pris par le gouvernement italien de s'interdire le chemin de Rome ; M. Ségur d'Aguesseau partageait hautement le sentiment du général Gemeau ; le cardinal Mathieu ne s'en rapportait nullement à la sincérité de Victor-Emmanuel, mais aux menaces contenues dans la convention du 15 septembre. M. Bonjean seul prit la défense de l'Italie, et se prononça contre le pouvoir temporel, qu'il considérait comme nuisible plutôt qu'utile au sentiment

religieux et comme servant d'auxiliaire au mouvement irréligieux dont on se plaint, et qui n'est, selon lui, qu'une réaction naturelle contre les doctrines par lesquelles on veut étayer le pouvoir temporel.

Le ministre d'État, se plaçant entre les partisans du pouvoir temporel et M. Bonjean, répondit que la question avait changé de face : « Elle marche dans » une voie d'apaisement entre deux écueils que signa- » lent les incrédulités, les emportements, les pas- » sions : elle s'avance, en un mot, entre une réac- » tion aveugle et la violence révolutionnaire. Entre » ces deux termes inconciliables, l'Empereur a pro- » clamé un terme nouveau, la conciliation, qui doit » être suivi avec persévérance, auquel doivent se » rallier les hommes bien trempés, les cœurs vérita- » blement catholiques; c'est le drapeau sur lequel il » y a écrit le mot de conciliation, c'est là qu'est » l'avenir. » Les hommes bien trempés, les cœurs vraiment catholiques du Sénat répondirent à ces paroles, où le vague dispute la palme à l'incorrection, par un « vif mouvement », par des « très bien ! » nombreux; et le paragraphe relatif aux affaires de Rome fut voté à l'unanimité.

La discussion des paragraphes relatifs à l'Algérie et à l'éloge du gouvernement de l'Impératrice pendant la régence précéda celle du 12^e paragraphe uniquement consacré à l'appréciation et à la louange des institutions impériales; cet article força le dévouement de M. de Persigny à sortir de la réserve que lui commandaient, dit-il, les différentes positions qu'il avait occupées dans le gouvernement pour ramener

à leur signification véritable les principes de la Constitution méconnus par le gouvernement lui-même. M. de Persigny prenait pour la première fois la parole au Sénat ; il essaya, dans un discours d'un caractère essentiellement métaphysique, d'exposer la théorie idéale du gouvernement impérial : L'autorité et la liberté, d'après M. de Persigny, doivent agir chacune dans une sphère d'action séparée, et cependant, la liberté, quoique se développant dans un milieu distinct de celui de l'autorité, est fondée sur elle, et plus celle-ci est solide, plus celle-là est étendue. La liaison n'était pas facile à saisir dans les idées de l'orateur, qui fit, à son point de vue particulier, l'histoire des institutions anglaises et la critique des gouvernements parlementaires dans lesquels, au lieu de fonder la liberté par le pouvoir, on essaye, sans y parvenir, de fonder le pouvoir sur elle. M. de Persigny ne s'apercevait pas qu'il se contredisait lui-même de la façon la plus évidente, car il ne niait pas le caractère essentiellement parlementaire du gouvernement anglais. Ce discours se terminait par l'inévitable parallèle entre l'Angleterre et la France, l'une toujours paisible parce qu'elle a su maintenir une séparation constante entre le mécanisme de l'autorité et celui de la liberté ; l'autre troublée perpétuellement, faute d'avoir su établir chez elle une semblable séparation. La thèse de M. de Persigny était suivie de dissertations sur les Suisses, qui, après avoir retrouvé la phalange macédonienne et brisé la chevalerie, auraient pu devenir un grand peuple s'ils n'avaient préféré s'agiter dans leurs

petites municipalités ; sur la violation flagrante des principes de la Constitution commise par le gouvernement en choisissant les maires dans les conseils municipaux, et sur le mauvais fonctionnement du Conseil d'État, « d'où le personnage qui en avait longtemps dirigé les travaux semblait prendre à tâche d'éloigner les hommes capables ». L'orateur terminait par cette question : « Le Prince qu'une volonté providentielle appelait à tirer la France du chaos doit-il rendre à son pays les institutions dont il est délivré? » Et après avoir répondu négativement, il ajoutait : « Laissons dire ceux qui prétendent que » l'Empereur a créé le despotisme. Cette calomnie » sera flétrie par l'histoire; en attendant, le bon sens » du pays et l'admiration de l'Europe protestent » contre elle. »

Le *maiden speech* de M. de Persigny, rapproché du discours de la couronne, ranima l'espoir du parti, qui s'effrayait du réveil de l'esprit public, de la vivacité des luttes électorales, des succès partiels de l'opposition, des débats de l'adresse, de tout, en un mot, ce qui constituait le mouvement de la vie politique. Ce parti, sans attaquer le décret du 24 novembre par respect pour l'Empereur, n'en considérerait pas moins cette date comme le début d'une sorte de décadence. L'Empereur sans doute était encore fort, mais l'opinion excitée par les journaux semblait plus disposée à méconnaître ses grandes conceptions, comme, par exemple, l'expédition du Mexique. Comprendrait-il enfin que le moment de s'arrêter sur la pente fatale des concessions était venu? Le parti

bonapartiste pur l'espérait, et le public commençait à le craindre en voyant le discours de la couronne rester pour la première fois muet sur la possibilité de perfectionner les institutions actuelles; l'Empereur, en affirmant dans presque tous ses discours la nécessité d'un pouvoir fort, n'avait jamais enlevé au pays l'espoir de modifications libérales dans les institutions. Le décret du 14 novembre en 1860, l'aven fait par l'Empereur en 1863 qu'il restait encore beaucoup à faire pour « perfectionner nos institutions, répandre les idées vraies, et accoutumer le pays à compter sur lui-même », étaient la preuve que la voie des améliorations restait ouverte. Le pays craignit d'autant plus d'être obligé de renoncer à ces espérances, que le gouvernement venait de donner un témoignage de ses dispositions peu favorables à la liberté de la presse en rappelant durement aux journaux, par une note du 1^{er} février, l'article 42 de la Constitution qui interdit formellement tout compte rendu des séances des Chambres autre que le compte rendu officiel. Le bruit commença dès lors à se répandre que la discussion de l'adresse serait supprimée sans compensation, sinon pour cette session, du moins pour la prochaine.

M. Rouland admira fort le discours de M. de Persigny, en trouvant qu'il planait un peu trop au-dessus de la réalité; il ne se dissimulait pas cependant qu'une ligue formée d'hommes « qui ont reparu avec leurs illusions et leurs exigences », et soutenue par une presse libre d'aborder toutes les questions, voulait rejeter le pays dans l'anarchie révolutionnaire :

« Les anciens partis reparaissent comme si l'Empire n'existait pas, et cherchent à le remplacer par le régime parlementaire. » Le couronnement de l'édifice, selon M. Rouland, est demandé à la fois par les anciens partis et par quelques personnes qui s'imaginent par là consolider le régime actuel : les premiers sont des vaineux, cela suffit ; quant aux seconds, l'adresse fait suffisamment justice de leur erreur. M. de Boissy, au premier mot de « régime parlementaire », demande la parole et déclare que le pays n'est point satisfait de ce qu'il a, et que l'empire ne peut durer que par la liberté, et surtout par la liberté accordée au Sénat de discuter les lois. M. Troplong lui répète en vain que sa demande est inconstitutionnelle, que le Sénat refuse de l'écouter, et que le bruit empêche de l'entendre. « Le *Moniteur* m'entend », réplique l'imperturbable orateur : « le président » du Sénat donne en vain le mot d'ordre pour empêcher » de m'écouter, mais le *Moniteur* a l'oreille fine, et il » entend tout, même les interruptions qui n'arrivent » pas jusqu'à moi. Vous étouffez la discussion, tant pis » pour vous. »

M. Bonjean profita de ce débat sur les institutions impériales pour demander aux commissaires du gouvernement une explication sur le sens de la note du 1^{er} février relative à la liberté du compte rendu des séances parlementaires, dont la publication avait produit une si vive émotion dans la presse. La question posée dans ses termes pratiques était bien simple : Un journal, à côté du compte rendu officiel des Chambres, publie une appréciation des mêmes débats. Cette apprécia-

tion constitue-t-elle un compte rendu frauduleux? M. Rouher déclara qu'aux termes du sénatus-consulte de 1861, l'appréciation des discours prononcés dans les deux Chambres était licite, mais que le compte rendu analytique, qui ferait double emploi avec le comperendu officiel, était interdit. Il ne s'agissait donc plus que de savoir quelle est la limite qui sépare le compte rendu de l'appréciation; mais M. le ministre d'État, jugeant avec raison que toute ligne de démarcation était impossible à tracer entre l'un et l'autre, n'en laissait pas moins subsister l'équivoque entre tous les deux et le péril pour les journaux, en ajoutant « que le magistrat ou l'administration jugerait, et que le gouvernement était parfaitement décidé à empêcher que par une altération des séances de l'Assemblée, on porte atteinte à la considération des grands pouvoirs qui collaborent avec lui à la prospérité de l'État. » La réponse à la question de M. Bonjean faisait les journaux sous le coup de menaces, d'autant plus dangereuses qu'elles étaient plus vagues.

M. Rouher ne laissa pas finir la discussion sans venger M. Baroche des insinuations peu obligeantes que M. de Persigny avait dirigées contre lui, et sans disculper le gouvernement de l'accusation d'avoir opéré, par le choix des maires dans les conseils municipaux, un fatal rapprochement entre l'autorité et la liberté. Le Sénat lui donna en tout cas un bill d'indemnité, et l'adresse, augmentée d'un paragraphe additionnel destiné à remercier l'Empereur des bienfaits dont il comblait le pays, fut votée à l'unanimité par 425 voix.

L'Empereur répondit à la commission chargée de lui remettre l'adresse :

« Éloquent commentaire de mon discours, elle développe ce que je n'ai fait qu'indiquer, elle explique ce que j'ai voulu faire comprendre..... Le monde moral, comme le monde physique, obéit à des lois générales qu'on ne saurait enfreindre sans danger. Ce n'est pas en ébranlant journellement les bases d'un édifice qu'on en hâte le couronnement. Mon gouvernement n'est pas stationnaire. Il marche, il veut marcher, mais sur un sol affermi, capable de supporter le pouvoir et la liberté. Appelons à notre aide le progrès sous toutes ses formes, mais bâtissons assise par assise cette grande pyramide qui a pour base le suffrage universel, et pour sommet le génie civilisateur de la France. »

M. de Persigny, moins homme de parti qu'apôtre et docteur de la foi napoléonienne, n'avait pas été compris, paraît-il, par les rédacteurs du compte rendu. Il rétablit donc dans la séance du 20 février l'intégrité et l'enchaînement des dogmes de sa religion. Il se défendit d'avoir voulu isoler le principe d'autorité et le principe de liberté, qui sont, d'après lui, à la fois distincts et indivisibles ou du moins inséparables, à peu près comme Dieu, dans la doctrine de l'Église catholique, est à la fois triple et un. Le compte rendu faisait dire à M. de Persigny que la France jouissait de la liberté de la presse et de la liberté de réunion ; il s'était contenté de déclarer que les libertés *accessoires* n'étaient pas incompatibles avec les doctrines de l'empire.

La discussion de quelques pétitions importantes vint interrompre la monotonie ordinaire des sessions du Sénat. La première de ces pétitions, signée par M. Frédéric de Conink, soulevait une des questions

les plus délicates, les plus difficiles à résoudre qui puissent résulter de l'application du Concordat. Une sorte de révolution opérée dans le protestantisme français l'a partagé en deux camps : celui du protestantisme libéral, et celui du protestantisme orthodoxe. Le pétitionnaire, effrayé des conséquences de cette séparation, voulait constituer dans l'Église réformée « une autorité supérieure et régulatrice ayant le droit et le pouvoir de fixer la confession de foi de cette Église sur des bases que tous, pasteurs et troupeaux, seraient tenus de respecter ». Un synode général pouvait seul rédiger cette profession de foi, et M. de Conink avait déjà, quelque temps auparavant, demandé sa convocation. Il se contentait cette fois de solliciter « la formation de conciles provinciaux qui, par des discussions isolées, mais tendant au même but, créeraient un courant assez fort pour pousser le gouvernement à la convocation de ce synode général d'où devait sortir le triomphe de l'orthodoxie ».

M. Lefèvre-Duruflé, rapporteur de la commission chargée d'examiner la pétition de M. de Conink, avait déposé le 20 février son rapport, concluant au renvoi au ministre de la justice et des cultes. La discussion s'engagea tout de suite. Il s'agissait de savoir s'il convenait au gouvernement de s'immiscer dans l'examen des questions théologiques et de prendre parti pour telle ou telle fraction d'une Église. M. Rouland, en se prononçant fortement pour l'affirmative, n'hésita pas à critiquer avec la plus grande sévérité les principes du protestantisme libéral qui « vient arracher la foi du cœur de ceux qui auraient voulu la garder ».

Le reproche n'était fondé ni en raison ni en fait, mais M. Rouland ne perdait pas une occasion de témoigner de sa ferveur orthodoxe, au risque de s'attirer des apostrophes assez lâcheuses: « Il fallait », s'écria un de ses collègues au moment où il venait de prononcer sa phrase contre le protestantisme libéral, « songer à cela quand vous avez nommé Renan! » Cette remarque, plus encore que les sages observations de M. Bonjean sur le danger de juger entre deux croyances religieuses, décida le Sénat à repousser la pétition par l'ordre du jour pur et simple.

L'ordre du jour du 10 avril appelait le rapport de M. de la Guéronnière sur une pétition de M. Degouves-Denuncques demandant que l'article 45 de la Constitution interdisant l'envoi de pétitions au Corps législatif cessât d'avoir son effet. Le rapporteur concluait simplement au rejet de cette pétition par l'ordre du jour; mais M. Delangle soutint que le Sénat devait répondre par la question préalable à « une pétition évidemment rédigée contre la Constitution, qui a droit au respect de tous ». Que devenait cependant le droit de pétition soumis à cette justice sommaire? à qui proposer désormais des modifications à une Constitution reconnue cependant perfectible, si le Sénat lui-même déclare ennemis de la Constitution les citoyens qui s'adressent à lui pour l'améliorer? C'est ce que demanda M. de Persigny en combattant la question préalable, qui n'en fut pas moins votée. Ce vote parut une protestation contre les tendances qui s'étaient manifestées au Corps législatif pendant

la discussion de l'amendement des 45, qui, comme on le verra quelques pages plus loin, venait d'avoir lieu. Les critiques, en effet, ne furent pas épargnées par M. de Persigny lui-même à la Chambre des députés ; quant au Sénat, on aurait compris sa décision s'il eût été sûr d'empêcher par là les aspirations libérales de se produire, et une idée posée devant l'opinion publique d'arriver à la discussion ; le mystère ne peut plus régner autour des dogmes politiques. Mais le Sénat avait pris d'avance son parti dans cette affaire, car un sénateur ayant manifesté l'intention de donner quelques raisons à l'appui de son vote, une voix lui répondit : « Nous n'avons pas besoin de raisons. » La politique du Sénat est tout entière dans ces mots.

La question du jardin du Luxembourg, qui passionnait si vivement la population, fut portée le vendredi 4^{er} juin devant le Sénat. Le rapporteur de la commission chargée d'examiner les pétitions pour ou contre le maintien de l'intégrité du jardin du Luxembourg, M. Lefèvre-Durullé, concluait à leur renvoi au ministère de l'intérieur, en se déclarant favorable à la mutilation ; mais son discours perdait beaucoup de sa force par la comparaison qu'on pouvait faire entre le nombre des signatures de ces pétitions. Les unes, hostiles au changement projeté, comptaient des milliers d'adhérents ; les autres, 483 seulement, malgré les efforts des journaux officiels, M. Bonjean, dans la séance du 9 juin, réfuta les parties du discours de M. Lefèvre-Durullé destinées à justifier le décret du 25 novembre ; abordant ensuite

le problème de front, il énuméra les divers éléments de la population parisienne auxquels le jardin du Luxembourg était nécessaire : élèves des grandes écoles, renfermant environ 7000 étudiants; élèves non moins nombreux des lycées et des institutions; élèves des écoles primaires du quartier, s'élevant au chiffre de 14 000, sans compter la bourgeoisie et les ouvriers d'une partie considérable de la rive gauche. « N'oublions pas », ajouta M. Bonjean en terminant sa statistique, « ces hommes qui usent leur vie dans » l'enseignement, et qui, après tant d'heures con- » sacrées aux enfants d'autrui, ont le droit de voir » leurs propres enfants s'ébattre à leur tour sous ces » ombrages. »

M. Ségur d'Aguesseau, en croyant défendre les conclusions de la commission, plaida pour la conservation de la Pépinière « aimée de tous et à laquelle le Sénat doit tenir ». M. de Boissy, laissant de côté la question constitutionnelle, sans importance à ses yeux, combattit le décret du 25 novembre comme un acte impolitique et impopulaire, qui « accroîtrait la propagation des sentiments hostiles parmi une jeunesse généreuse qui est l'espoir du pays ». Il demanda le renvoi de la pétition aux trois ministres signataires du décret. M. de Royer ne trouva pas ces trois ministres suffisants, il lui en fallait quatre, et la commission se ralliant à sa motion, le Sénat vota le renvoi des pétitions aux ministres d'État, de l'intérieur, des finances et de la maison de l'Empereur. La session du Sénat aurait dû finir le 8 juin en même temps que celle du Corps législatif, mais la nécessité de voter

sans qu'il s'élevât des plaintes importunes du côté du Palais-Bourbon le sénatus-consulte interdisant la discussion de la Constitution (le compte rendu du débat sur ce sénatus-consulte figure dans un des chapitres précédents) fit durer les séances du Sénat jusqu'au 14 juillet.

Le Corps législatif était entré en session le 25 janvier. M. Schneider avait pendant la dernière session rempli l'intérim de la présidence, à la satisfaction générale, et la Chambre eût accueilli avec plaisir son élévation au fauteuil laissé vacant par M. de Morny. L'Empereur songea plutôt à M. Walewski, sénateur, membre du conseil privé et signataire du décret du 24 novembre, ce qui enlevait à sa nomination toute signification hostile aux idées libérales. M. Corta, l'orateur du Mexique, fut donc nommé sénateur, et M. Walewski se présenta à sa place devant les électeurs de la 2^e circonscription des Landes, qui se hâtèrent de le choisir. Nommé président du Corps législatif deux jours après son élection, il inaugura la session par un discours assez bref, dans lequel il félicita la Chambre et le gouvernement, l'une de « l'urbanité qui régnait dans ses débats », l'autre de « sa tendance à ne pas craindre la discussion ». M. Walewski, après avoir parlé de lui avec modestie, consacra quelques mots à la mémoire de son prédécesseur, « qui savait allier avec un tact si sûr la courtoisie à la fermeté, et dont le souvenir devait être si cher à la Chambre ». L'éloge était mesquin de la part d'un homme qui se piquait de littérature et qui avait tenté de reproduire sur la scène les caractères

et les mœurs de son temps (1). On s'attendait à un portrait, mais le président du Corps législatif laissa de côté ses pinceaux, soit par crainte d'être forcé de faire l'éloge du coup d'état, soit qu'il existât entre lui et M. de Morny une de ces inimitiés personnelles si fréquentes entre les serviteurs de l'empire.

M. Girot-Pouzol avait été nommé député dans la 2^e circonscription du Puy-de-Dôme en remplacement de M. de Morny quelques jours avant la fin de la dernière session. Le Corps législatif s'était vu depuis ce temps-là adjoindre MM. Walewski, de Tillancourt, Chesnelong, de Mackau et Larrabure, ce dernier du moins en qualité de député de la 1^{re} circonscription des Pyrénées, car il était déjà député de la 4^e et il n'avait fait que changer de circonscription. La Chambre n'attendait plus, pour être complète, que deux élections qui allaient avoir lieu, l'une dans la Marne, l'autre dans le Nord, pour remplacer des députés défunts.

La vérification des pouvoirs de MM. Girot-Pouzol et de Tillancourt eut lieu dans la seconde séance, ils furent admis sans opposition. L'élection de M. Walewski donna lieu le lendemain à de sérieuses contestations. M. Jules Favre soutint qu'elle était à la fois une infraction à la Constitution et une atteinte aux prérogatives de la Chambre. L'article 29 de la Constitution déclarant toute fonction salariée incompatible avec le mandat de député, l'élection du fonctionnaire entraîne sa démission préalable dans les délais déterminés par la loi. Vainement déclarerait-on qu'un

1. M. Walewski avait fait jouer au Théâtre-Français *l'École du grand monde*.

sénateur n'est pas fonctionnaire, le sénateur est quelque chose de plus ; il fait partie intégrante du gouvernement, il a sa part de la puissance législative, et il ne peut pas, en se présentant à la députation, demander au corps électoral cette puissance qu'il possède déjà. Les cardinaux, les amiraux, les maréchaux, s'il en était autrement, se trouveraient libres de cumuler le titre de sénateur et de député, puis que la qualité de sénateur est inhérente à leur titre. M. de Grouchy, rapporteur du 9^e bureau, répondait à ces objections que les incompatibilités sont de droit strict et ne peuvent être étendues par analogie. M. Walewski ayant d'ailleurs donné sa démission dans les délais légaux, rien ne s'opposait à son admission. M. Rouher prit part à cette discussion, au fond assez oiseuse, et qui ne s'expliquait que par certaines dispositions particulières dans lesquelles se trouvait la Chambre en ce moment.

Quelques députés, jaloux de leurs prérogatives autant qu'on peut l'être dans une assemblée composée de membres désignés et nommés par le gouvernement, s'imaginaient, on ne sait trop pourquoi, que le droit d'élire son président allait être rendu au Corps législatif. Les amis particuliers de M. Schneider, de leur côté, comme on vient de le dire, s'étaient flattés de l'idée qu'il recueillerait la succession de M. de Morny; ils avaient été désagréablement surpris en apprenant que M. Walewski échangeait sa dignité de sénateur contre le titre de député, afin de devenir président du Corps législatif, et ces petits arrangements les avaient froissés. Une partie de la

majorité était donc fort mécontente, aussi l'argumentation de M. Jules Favre contre la légalité de l'élection de M. Walewski fut-elle écoutée avec une certaine faveur; mais la Chambre ne prolongea l'incident que juste le temps nécessaire pour laisser un peu voir sa mauvaise humeur. La validation de l'élection de M. Walewski fut prononcée à la grande satisfaction des journaux qui attribuaient au nouveau président l'intention de faciliter les rapports entre le Corps législatif et la presse. Espoir bientôt démenti par un ordre de M. Walewski, affiché le jour même de son entrée en fonctions. Les journalistes qui, jusqu'à ce jour, pénétraient dans la salle des conférences du Corps législatif en faisant appeler un député, apprirent qu'en vertu de cet ordre, toute personne non munie de billet qui aurait à parler à un membre de la Chambre l'attendrait désormais dans une salle extérieure, d'où elle entrerait, sur son appel, dans le salon de la Paix. L'entretien terminé, il fallait sortir, sous peine d'être expulsé par les garçons de service.

M. Garnier-Pagès, pendant le débat sur la validation de l'élection de M. Walewski, avait demandé si le député avait le droit de se présenter dans un autre collège électoral avant de donner sa démission. L'occasion de traiter complètement cette question ne tarda pas à se présenter. M. O'Quin, député de la 1^{re} circonscription des Basses-Pyrénées, nommé receveur général à la fin de la dernière session, avait laissé une place vacante au Corps législatif. M. Marcel Barthe, ancien membre de l'Assemblée consti-

tuante de 1848, se présenta pour la remplir. Le gouvernement, cherchant un candidat pouvant être opposé avec succès à M. Marcel Barthe, jeta les yeux sur M. Larrabure, maire de Pau ; mais M. Larrabure faisait depuis 1852 partie du Corps législatif comme représentant de la 2^e circonscription des Basses-Pyrénées. Il fallait donc obtenir de lui qu'il consentît à déposer sa démission de député de cette 2^e circonscription pour se présenter dans la 1^{re}. M. Larrabure voulut bien donner cette preuve de dévouement au gouvernement, et il devint son candidat officiel dans la 1^{re} circonscription des Basses-Pyrénées, tandis que M. Chesnelong recevait le même honneur dans la 2^e. Ils furent nommés tous les deux. M. Marcel Barthe protesta contre l'élection de M. Larrabure au nom de l'article 66 de la loi du 10 avril 1831 et de l'article 95 de la loi du février 1849, portant que la démission des membres de l'Assemblée doit être acceptée par l'Assemblée. La démission d'un député donnée, comme celle de M. Larrabure, entre deux sessions, n'était donc pas valable.

Le gouvernement faisait semblant de craindre que le pouvoir législatif n'aspirât à une sorte de dictature sur ses représentants en s'arrogeant le droit d'accepter ou de refuser les démissions des députés. Il s'élevait donc contre un pareil droit qui ne pouvait, en tout cas, conférer à la Chambre qu'un pouvoir d'ajournement. L'Assemblée nationale de 1848 avait fait deux fois à Béranger l'honneur de refuser sa démission ; il n'en demeura pas moins libre, après une seconde démission et un second refus, de rentrer dans

la vie privée. Le décret organique du 2 février 1852 ne reproduisait pas, il est vrai, les dispositions des lois de 1831 et de 1849, mais en déclarant abrogées les lois antérieures en ce qu'elles avaient de contraire à la loi nouvelle, il maintenait par cela même toutes les dispositions de ces lois qui n'étaient pas en contradiction avec lui. M. Larrabure n'avait donc pas valablement donné sa démission de député de la 2^e circonscription des Basses-Pyrénées, il gardait encore cette qualité au moment de la convocation des électeurs, et l'élection de M. Chesnelong était nulle. M. Buffet, qui soutint cette thèse, savait, sans être précisément un orateur, enchaîner les diverses parties d'un raisonnement et en déduire avec clarté les conséquences. Il fit une certaine impression sur la majorité en demandant que l'on ne statuât sur l'élection de M. Larrabure qu'après avoir examiné celle de M. Chesnelong.

M. Lanjuinais, à son tour, démontra par des exemples empruntés à tous les degrés de la hiérarchie civile et militaire, que la démission n'est qu'un acte qui saisit le juge ; que la démission d'une fonction n'implique pas sa cessation ; qu'avant de rendre à un fonctionnaire sa liberté, il faut examiner les conditions dans lesquelles il la réclame, ce qui exige une sorte de jugement. Tout jugement suppose une juridiction. Or, une juridiction sur les députés peut-elle appartenir à d'autre qu'au Corps législatif lui-même ?

M. Pauthier, rapporteur de la commission, ne contestait pas qu'aux termes des lois de 1831 et de 1849 la Chambre ne fût seule apte à recevoir la démission

d'un de ses membres ; mais cette disposition législative exceptionnelle, et contraire, selon lui, au droit commun, n'ayant pas été reproduite dans le décret de 1852, était virtuellement abrogée. M. Paulmier oubliait que le parlement, dans tous les pays où existe le régime parlementaire, se trouvant seul investi du droit de recevoir et de légaliser la démission d'un de ses membres, les lois de 1831 et de 1849 ne dérogeaient nullement au droit commun ; on aurait pu lui répondre en outre que le décret de 1852 enlevait assez de privilèges à la Chambre pour qu'on n'y ajoutât pas d'autres restrictions. Plusieurs circonscriptions pouvaient devenir vacantes dans l'intervalle de la session. Est-il bien certain alors que si quelque membre de l'opposition, M. Thiers ou M. Jules Favre, se présentait pour remplir l'une de ces vacances, et pour céder ensuite son ancien siège à un homme de l'opposition, la majorité consentirait à sanctionner cet arrangement ?

La Chambre, malgré le rapporteur, paraissait hésiter à se dépouiller d'un droit utile, ne fût-ce que pour s'opposer à une de ces démissions hâtives qu'inspire parfois une fausse susceptibilité. M. Paulmier triompha de ses hésitations en lui citant des précédents. Quinze députés en effet, depuis 1852, s'étaient bornés à envoyer leur démission au président du Corps législatif. Cependant 62 voix sur 222 témoignèrent de la répugnance de quelques députés pour les manigances électorales, car c'est le mot, auxquelles les élections des Basses-Pyrénées venaient de donner lieu.

L'élection de la 3^e circonscription de l'Yonne, dans laquelle M. Fremy, directeur du Crédit foncier, l'avait emporté sur M. Rampont-Lechin, candidat de l'opposition, fut ensuite l'objet d'une discussion très animée. M. Rampont-Lechin signalait les moyens employés par son adversaire pour assurer son succès : distributions à profusion de pain, de vin et d'argent aux indigents ; gratifications aux facteurs, libéralités aux communes et aux églises, création de comptoirs agricoles ; promenades du tailleur de l'Empereur, Dusautoy, escorté d'innombrables ballots de pantalons destinés à être distribués le lendemain de l'élection, telles étaient les causes de nullité qui, selon M. Rampont-Lechin, infirmaient le vote des électeurs de l'Yonne. M. de Janzé soutint sa protestation à la tribune. Il fit voir, par l'exemple du comptoir agricole de Puysaie improvisé, pour ainsi dire, la veille des élections, quels moyens d'influence M. Fremy avait puisés dans sa position de directeur du Crédit foncier. Le canton de Puysaie et cinq autres groupés autour de lui avaient suffi pour lui donner une majorité de 4091 voix, chiffre presque égal à celui de la majorité obtenue par lui sur M. Rampont.

M. Fremy, sans nier ces faits, demandait si l'on pouvait lui faire un crime d'une générosité à laquelle, du reste, il avait mis des bornes pendant la période électorale ; quelle influence les pantalons de M. Dusautoy pouvaient-ils exercer le lendemain de l'élection ? M. Fremy n'en savait rien. Quant aux comptoirs agricoles, il pouvait affirmer que ces établissements de crédit dont plusieurs cantons avaient

en effet été dotés par lui n'avaient rien de commun avec le *Crédit agricole* annexe du *Crédit foncier*.

La grande objection contre la légalité de l'élection de M. Fremy était sa qualité de gouverneur du Crédit foncier qui le plaçait au rang des fonctionnaires et le rendait légalement incapable de remplir le mandat de député. Le rapporteur de la commission, M. de Colbert, lui déniait à la vérité le titre de fonctionnaire, attendu que les fonctions publiques représentent une délégation de l'autorité publique, et que le directeur du Crédit foncier ne fait jamais acte d'autorité publique, qu'il ne prête pas serment au gouvernement, et qu'il n'en reçoit aucune rétribution. Il est vrai, ajoutait-il, que le gouverneur du Crédit foncier est révocable, et que la crainte d'une révocation pourrait bien, à la rigueur, ne pas lui laisser toute l'indépendance nécessaire à l'exercice de son mandat : aussi, s'il s'agissait de créer des incompatibilités, le rapporteur trouverait sage, peut-être, d'envisager la question à ce point de vue ; mais la fonction du gouverneur du Crédit foncier ne figurant pas sur la liste des exceptions créées par la loi, le Corps législatif n'a pas le droit de l'y mettre. Pourquoi d'ailleurs, demanda ensuite M. du Miral, renfermerait-on le député dans l'exercice exclusif de son mandat, et l'obligerait-on à renoncer à toute profession ? La chambre ne renferme-t-elle pas, dit-il, des hommes qui, par l'importance de leur situation et par les innombrables services qu'elle leur permet de rendre, exercent sur les électeurs une influence au moins égale à celle d'un gouverneur du *Crédit foncier* ?

La cour attachait une grande importance à la validation de l'élection de l'Yonne. M. Fremy faisait partie des petits conseils de l'Impératrice, en qualité de financier intime, d'intendant officieux chargé de la diriger dans l'administration de sa fortune privée. Nouvel enrichi, n'ayant, comme tous ses pareils, aucun goût pour la politique, il ambitionnait la députation uniquement parce qu'il y voyait une espèce de savonnette à financier, un moyen de se débarbouiller de son origine d'homme d'affaire. La majorité ne pouvait lui refuser cette satisfaction après avoir déjà validé d'ailleurs l'élection du sous-directeur du Crédit foncier. M. Fremy fut donc admis à siéger au Corps législatif par 149 voix contre 45 sur 194 votants.

La validité de la démission de M. Larrabure fut de nouveau mise sur le tapis à propos de l'élection de M. Chesnelong, dont M. Guillaumin, en qualité de rapporteur, demandait la validation. MM. Buffet et Lanjuinais combattirent les conclusions du rapport défendues par M. Mathieu et par le ministre d'État. M. Mathieu se crut obligé, en sa qualité de juriste, d'opposer des textes aux textes si formels des lois de 1831 et de 1849; il alla les chercher naïvement dans la loi du 31 mai 1850, oubliant la solennité avec laquelle son abrogation fut proclamée le 2 décembre. M. Lanjuinais lui rappela cette circonstance. Les auteurs de la loi du 31 mai 1850 auraient été, d'ailleurs, bien surpris de s'entendre attribuer l'intention d'enlever un seul de leurs privilèges aux assemblées délibérantes.

M. Segris demanda qu'une règle fixât désormais le

moment où commence le délai de six mois à l'expiration duquel naît pour les électeurs le droit de nommer un représentant et pour le Corps législatif celui de se compléter. Quant à la question débattue en ce moment, elle lui semblait résolue par ce fait, qu'une démission ne pouvant être acceptée que par un pouvoir au-dessus de celui qui la donne, le Corps législatif avait seul qualité pour recevoir la démission d'un de ses membres. M. Rouher mit fin au débat en déclarant que le décret de 1852 était un tout complet, ne supposant rien avant lui, se suffisant à lui-même, un acte suprême abrogeant *tacitement*, mais nécessairement, toutes les anciennes lois faites pour constituer les prérogatives de la Chambre. Le Corps législatif s'empressa d'adopter cette théorie.

Le 1^{er} février, parut dans le *Moniteur* une note menaçante adressée aux journaux qui donnaient des comptes rendus du Corps législatif. L'opposition ajourna toute discussion sur cette note à la discussion de l'adresse. Les séances jusqu'au 7 n'eurent aucune importance. La Chambre décida seulement qu'elle renverrait la loi de l'amortissement à la commission du budget, au lieu de nommer une commission spéciale pour l'examiner.

L'élection du département de l'Orne, où le baron de Mackau l'avait emporté à une majorité assez faible sur le duc d'Audiffret-Pasquier, donna lieu, le mercredi 7 février, à des débats assez animés. La protestation contre cette élection s'appuyait sur deux faits : un comité formé pour soutenir la candidature de M. de Mackau avait cité, dans une circulaire adressée

aux électeurs, et en y attachant une fausse interprétation, cette phrase de M. d'Audiffret-Pasquier empruntée, selon le comité, au procès-verbal d'une séance du conseil général de l'Orne : « L'égalité du partage des successions a porté atteinte à l'agriculture en décourageant le père de famille, qui, prévoyant un partage après lui, ne prend plus le même intérêt à sa propriété. » Le comité ajoutait que M. d'Audiffret-Pasquier, sans demander précisément le rétablissement du droit d'ainesse, se ralliait sans doute à l'amendement proposé l'année précédente par le baron de Veauce en faveur de la liberté de tester, amenant le même résultat, et qu'il importait par conséquent de demander aux candidats ce qu'ils pensaient de la question. M. d'Audiffret-Pasquier, dans une lettre en réponse à cette circulaire, avait répudié avec assez de vivacité la pensée et complètement contesté l'exactitude des paroles qu'on lui prêtait, en invoquant le témoignage de ses collègues du conseil général, qui, presque tous, le lui donnèrent par écrit. Cette discussion, qui se termina par la validation de l'élection de M. de Mackau, fournit à M. de Veauce l'occasion de déclarer qu'en présentant son amendement, il n'avait pas eu d'autre pensée que de provoquer des changements à la loi des successions, qui peut avoir, dans certaines circonstances, pour résultat de permettre au fisc de prélever sur une succession un impôt supérieur à la valeur de la succession elle-même : « L'amendement de M. de Veauce », s'écrie M. Jubinal, « aurait-il eu tant de voix s'il s'était agi d'autre chose ! »

La lecture du projet d'adresse eut lieu le 20 février, et elle fut suivie d'un mouvement d'approbation que son insignifiance ne justifiait guère. M. Thiers ouvrit, trois jours après, la discussion générale par un discours qu'il présenta en quelque sorte comme son testament politique, et dans lequel il revendiqua, en les précisant de nouveau, les libertés nécessaires réclamées par lui dans un discours célèbre, c'est-à-dire celles qui sont la conséquence de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen placée en tête de la Constitution de 1791. L'ensemble des principes découlant de cette constitution forme, dit-il, l'unité de la Révolution, et cet ensemble n'est point une imitation anglaise ou américaine, comme on le prétend parfois, mais l'œuvre originale de la France à l'usage de l'humanité tout entière. L'article 1^{er} de la Constitution de 1852 donne les principes de 89 pour base et pour garantie au droit public français. Ces principes, d'après M. Thiers ont deux conséquences : l'égalité civile et la liberté politique, l'une désormais hors de cause, l'autre mise encore en question. Aucun gouvernement cependant ne nie la nécessité de la liberté politique ; le gouvernement actuel n'en discute que l'opportunité ; la dictature de 1851 elle-même ne repoussait pas entièrement la liberté politique, elle l'ajournait. C'est la théorie du couronnement de l'édifice. L'esprit public s'est réveillé depuis 1851, sous l'action des événements. Il demande la liberté, quelle réponse lui fait-on, demandait M. Thiers ? On lui répond tantôt que la France a besoin avant tout d'un pouvoir fort, et que si elle a fondé la liberté, il faut maintenant qu'elle constitue

l'autorité; tantôt que la liberté et le pouvoir sont fondés sur des bases solides, et que l'essentiel maintenant est de faire en sorte qu'ils marchent comme deux lignes parallèles qui se côtoient sans se joindre, car de cette éternelle séparation dépend leur existence. M. Thiers ne rappela ces vaines théories que pour en faire justice. Il rappela que la France en 89 avait proclamé les principes de la liberté et les avait inculqués à l'Europe, qui, sur plusieurs points, nous rendrait aujourd'hui la leçon reçue. Pénible contraste, douloureux changement de rôle, dont l'orateur parle avec une éloquente simplicité. Citant ces paroles de l'Empereur à l'ouverture de la session : « N'a-t-on pas assez discuté depuis quatre-vingts ans les théories gouvernementales ? N'est-il pas plus utile aujourd'hui de chercher les moyens pratiques de rendre meilleur le sort moral et matériel du peuple ? » Il le signala comme le résumé du système de gouvernement mis en œuvre depuis 1852 pour détourner l'attention du pays de ses intérêts politiques. La gauche ne pouvait qu'applaudir à ces idées ; mais lorsque l'orateur crut devoir citer la fondation de l'unité italienne, les protestations en faveur de la Pologne, la suppression du régime prohibitif, comme la preuve des dangers auxquels était exposé un pays où le pouvoir législatif n'exerce aucune action efficace sur le pouvoir exécutif, l'opposition, sans refuser à M. Thiers le droit de se séparer d'elle sur les trois questions précédentes, comme il s'était séparé de ses amis sur la question de décentralisation posée dans le programme de Nancy, témoigna quelque regret qu'il eût choisi pour indiquer la scis-

sion une occasion où il s'agissait d'une revendication commune.

M. de Latour prit la parole après M. Thiers, et tout en protestant qu'il n'avait pas la prétention de lui répondre, il opposa doucement au régime parlementaire que M. Thiers venait de défendre un régime non moins libéral, disait-il, et qui, mêlé d'esprit monarchique et religieux, n'était autre, en définitive, que le despotisme de l'État tempéré par celui de l'Eglise.

M. Latour-Dumoulin, ex-chef de la division de la librairie au ministère de la police prit la parole le lendemain, non point pour attaquer le gouvernement, car il était, s'écria-t-il, profondément dévoué à l'Empereur et à la dynastie, mais pour lui donner quelques avertissements salutaires. L'Empire, selon lui, en était au ministère Villèle; l'heure de former un ministère Martignac allait sonner. On se demandait ce que pouvait signifier un tel changement dans la pensée de l'orateur en l'entendant ensuite condamner le parlementarisme anglais, italien, autrichien, espagnol, tous les parlementarismes, en un mot, soutenir la nécessité des candidatures officielles et repousser la liberté de réunion. M. Latour-Dumoulin, pour justifier le titre de libéral qu'il persistait à se donner malgré cela, se montrait partisan d'une certaine extension du droit d'amendement et du contrôle de la Chambre sur les finances. Il n'était pas entièrement opposé non plus au rétablissement de la responsabilité ministérielle et à la rentrée de la presse sous le régime du droit commun. M. Rouher, en en-

tendant formuler de pareils vœux, ne put s'empêcher de dire à l'orateur : « Passez à gauche. » M. Latour-Dumoulin lui répondit fièrement : « M. Guizot fit la même réponse à M. de Morny qui lui donnait des conseils libéraux : M. de Morny s'efforça d'éclairer le gouvernement, et ne passa point à gauche. M. Rouher peut parler comme M. Guizot, j'agirai comme M. de Morny. »

Un incident curieux comme indice des dispositions d'esprit de la majorité signala le discours de M. Glais-Bizoin. Cet orateur avait malheureusement moins de voix que d'esprit : raison de plus pour l'écouter en silence ; au lieu de cela, les membres de la droite, M. Granier de Cassagnac entre autres, l'interrompaient sans cesse, et exposaient ainsi la Chambre à des malentendus assez fréquents. M. Glais-Bizoin venait de parler de la situation intérieure de la France, et, en s'occupant de celle du Mexique, il ne ménageait pas les attaques au gouvernement de ce pays ; le président menace de le rappeler à l'ordre. « Vous blessez les sentiments de la Chambre..... C'est inconvenant.... Vos paroles sont intolérables », telles sont les aménités dont M. Walewski accompagne chaque phrase de M. Glais-Bizoin. La majorité proteste qu'elle ne laissera pas attaquer un gouvernement fondé par la volonté du peuple, et, répond alors l'orateur, « par cent mille baïonnettes ». Ces mots soulèvent une tempête, le président a de la peine à faire entendre sa voix. « Je vous rappelle à l'ordre ! Ce n'est point par les baïonnettes que le gouvernement a été fondé, mais par le vœu unanime

de la nation. » La droite pousse des cris d'assentiment. L'orateur se tourne, d'un air stupéfait du côté du bureau pour demander la cause d'un pareil déchaînement : « Messieurs », dit-il en souriant après avoir échangé quelques paroles avec l'un des secrétaires, « je parle du Mexique ». La Chambre, au milieu du tumulte, ne s'était pas aperçue que l'orateur, quittant la France, s'était embarqué pour l'Amérique.

L'orateur, piqué au jeu, redouble de vivacité dans ses critiques, et cette fois il ne les adresse pas seulement au gouvernement mexicain. MM. Jérôme David, Caffarelli, Noubel, Granier de Cassagnac, vocifèrent : Assez ! assez ! L'un lui crie : « Ce que vous dites est une calomnie ! » l'autre : « Pourquoi avez-vous prêté serment ? » M. Noubel demande que ce discours ne soit pas inséré au *Moniteur*. M. Rouher s'écrie insolemment : « Ce n'est point de la politique, c'est de la pasquinade ! » Il se trompait. L'or et le sang de la France inutilement répandus au Mexique, le faux équilibre du budget, le blocus continental contre l'intelligence par la fermeture de la frontière aux journaux étrangers, l'avertissement administratif élevé bien au-dessus d'un jugement par la défense de le discuter, tous ces griefs rappelés par l'orateur n'étaient que trop sérieux. Sa voix trop faible ne peut malheureusement dominer les cris de la majorité debout tout entière et demandant : « La clôture ! la clôture ! » M. Glais-Bizoin à bout d'efforts, parvient enfin à lancer sa péroraison :

« Que des députés éclos à la chaleur des candidatures officielles »
» acceptent qu'on leur enlève tous leurs droits parlementaires,
» depuis celui de choisir leur président jusqu'à celui de publier leur
» discours, quant à lui il luttera contre l'asphyxie à laquelle on veut
» le condamner dans cette enceinte, où il a respiré autrefois à pleins
» poulmons l'air de la liberté. Mon discours, dites-vous, prouve qu'à
» défaut de la liberté de la presse, de liberté de réunion, nous avons
» du moins la liberté de la tribune. Oui, quand vous ne la supprimez
» pas par vos clameurs elle existe pendant la discussion de l'adresse ;
» mais cette discussion qui nous est permise aujourd'hui par un dé-
» cret, ne nous sera-t-elle pas enlevée demain par un autre ? Le
» régime parlementaire nous avait donné les mœurs de la liberté que
» vous voulez nous faire perdre pour leur substituer les mœurs bas-
» ses et serviles du premier empire, mais vous n'y réussirez pas.
» Quant aux injures du ministre d'État, je les repousse avec le plus
» suprême dédain. »

On n'entend plus que ces cris : La clôture ! la clôture ! Le président s'empresse de la mettre aux voix ; elle est adoptée, et M. Jules Favre, qui qualifie ce vote de surprise en ajoutant que de cet incident il ne reste de sérieux qu'une injure sortie du banc des ministres, est menacé d'un rappel à l'ordre : « Nous avons le devoir de faire respecter le gouvernement et nous le remplirons », répond arrogamment M. Rouher : « en injuriant les députés ! » lui crie M. Glais-Bizoin. Le ministre d'État fait semblant cette fois de ne pas entendre, et la discussion générale est close. Le gouvernement n'avait fait aucune réponse au discours de M. Thiers.

La discussion des paragraphes de l'adresse commença le 28. Le premier paragraphe fut adopté sans discussion. M. Jules Favre, avant de prendre la parole pour défendre l'amendement de la gauche sur les affaires allemandes, échangea quelques explications avec M. Rouher sur la dénonciation du traité

régulant les conditions d'extradition entre la France et l'Angleterre ; ne voulant pas fatiguer la Chambre en parlant de nouveau, il lui demanda de vouloir bien discuter le paragraphe relatif à l'Italie avant celui qui concernait l'Allemagne.

L'éternelle question romaine revenait donc sur le tapis. La commission avait introduit pour la première fois dans le paragraphe qui lui était consacré le mot de *souveraineté temporelle*, en ajoutant que cette souveraineté trouverait sa garantie dans la convention du 15 septembre. M. Garquier-Pagès, nouveau venu dans cette vieille lice, fit, dans un discours très-substantiel, le résumé historique de la lutte entre la papauté et l'Italie. La réponse de M. Chesnelong ne fut que le développement de cette doctrine : « Il faut que le pouvoir spirituel et le pouvoir temporel soient unis à Rome pour rester séparés ailleurs. » Cette discussion, d'autant plus inutile que la convention du 15 septembre avait donné la parole aux événements, se traînait assez languissamment. M. Jules Favre la ranima : orateur surprenant, dont les improvisations multiples sont si parfaites qu'elles semblent longuement préparés, il résuma les faits de la période diplomatique sans détails oiseux et sans répétitions ; passant ensuite à la question théorique usée à défier toute passion et toute patience, il lui rendit le mouvement et la vie. Ce fut l'un de ses plus grands succès oratoires. Son discours, où règne d'un bout à l'autre le plus parfait accord entre les faits, les pensées et les expressions, et où les considérations les plus élevées de la politique et du droit

sont exprimées dans le langage le plus distingué, le plus coloré, et le plus pur, rappelait les plus beaux temps de l'éloquence parlementaire.

M. Adolphe Guérault lui succéda et combattit le pouvoir temporel avec sa vigueur et sa clarté habituelles. M. Kolb-Bernard lui répondit, et le deuxième paragraphe fut adopté. L'article additionnel au premier paragraphe dont la discussion avait été remise après celle du deuxième, ramena le lendemain M. Jules Favre à la tribune. L'Empereur avait dit à l'ouverture de la session : « A l'égard de l'Allemagne, mon intention est de continuer à observer une politique de » neutralité qui, sans nous empêcher parfois de nous » affliger ou de nous réjouir, nous laisse cependant » étrangers à des questions où nos intérêts ne sont pas » directement engagés. » La commission, au lieu de préciser ce que l'Empereur avait laissé dans le vague, était restée dans un silence fâcheux : il semble en effet qu'en présence d'un allié qui succombe dans la lutte du faible contre le fort, un pays comme la France doit se réserver autre chose que le droit banal de s'affliger ou de se réjouir. M. Jules Favre protesta contre ce silence, et, renonçant à dissiper les ténèbres féodales accumulées par la science allemande autour de la question des duchés, il prit les choses au moment où la conférence de Londres venait d'échouer, l'Autriche et la Prusse, ne trouvant plus personne devant elles, avaient conclu la convention de Gastein, qui n'était qu'un partage déguisé. Les habitants du Sleswig protestent contre ce partage, s'écrie M. Jules Favre, la Prusse leur répond avec

l'insolence de la force prête à tout braver, et le gouvernement impérial n'oppose à ces actes que les paroles impolitiques et cruelles du discours de la couronne. L'Empereur approuve la dernière circulaire, cette circulaire, ajoute-t-il, que la France n'a connue que par les journaux étrangers ; M. Jules Favre ne demande pas la guerre, mais il s'indigne que le gouvernement impérial accorde des distinctions honorifiques à M. de Bismark, à l'homme qui opprime la liberté dans son pays, et auquel on a l'air de tout pardonner parce qu'il ose tout. La Prusse, continue-t-il, est une nation ambitieuse qui veut unifier l'Allemagne pour la dominer ; elle n'a point oublié les traditions et la politique sans scrupule du grand Frédéric. L'Empire germanique qui inspirait de si vives craintes à Richelieu n'existe plus, il ne faut pas qu'il se constitue sous une autre forme. L'Allemagne malheureusement n'est pas convaincue du désintéressement du gouvernement impérial : un gouvernement libre la rassurerait ; que l'Empereur prenne donc pour devise : « Désintéressement complet, abandon de tout esprit de conquête, pratique de la liberté. » M. Jules Favre, en montrant que le danger de la situation venait des méfiances de l'Allemagne contre le gouvernement impérial, avait mis le doigt sur la plaie.

M. de Parieu, vice-président du Conseil d'État, lui répondit que le gouvernement impérial avait gardé la neutralité afin de ne point se donner l'apparence d'attaquer dans le Nord le principe des nationalités, après l'avoir défendu dans le Midi ; mais que, loin de

rester spectateur indifférent des événements, il avait poussé à la formation des trois Allemagnes et au vote des populations dans les duchés, espérant, par ce vote, rendre au Danemark les provinces que la guerre venait de lui enlever, et à l'Allemagne les provinces allemandes. Le principe des nationalités aurait été ainsi sauvegardé des deux côtés. Telle avait été la politique du gouvernement dans le passé ; quant au présent, il comptait rester dans le *statu quo*.

M. Émile Olivier, se plaçant entre M. Jules Favre, qui demandait une intervention diplomatique plus active, et l'orateur du gouvernement, qui ne voulait pas faire un pas en avant, essaya de se mettre d'accord à la fois avec l'un et avec l'autre ; il s'indigna surtout du changement que M. de Bismark avait fait subir à la question : mais il ne s'agissait plus de savoir si la prétention de l'Allemagne était juste à l'origine, il fallait se décider à accepter ou à rejeter la solution prussienne. L'espèce de juste milieu dans lequel M. Émile Olivier essayait de s'établir ne se comprenait pas au moment décisif. La guerre entreprise contre le Danemark sous le couvert d'une exécution fédérale allait aboutir à la conquête pure et simple des duchés par la Prusse et par l'Autriche. Le traité de Gastein réglait la copossession provisoire des duchés entre elles, et la Prusse ne cachait pas son intention de changer le provisoire en définitif. Comment M. Émile Olivier pouvait-il donc partager les sentiments de M. Jules Favre et voter contre l'amendement de l'opposition ?

M. Thiers trouva que le discours de M. de Parieu

n'accentuait pas assez la politique du gouvernement. « Il faut que l'on sache, dit-il, que la France est du côté du droit et qu'elle est décidée au besoin à le faire respecter. Il ajouta que la couronne ayant parlé discrètement, il fallait lui répondre; et qu'il était bon que la voix de la France fût entendue par les ambitions et par les convoitises. » Le paragraphe de la commission sur l'Allemagne était vraiment d'une trop grande insignifiance; la majorité partageait cet avis, mais elle ne voulait pas avoir l'air de céder à une sommation de l'opposition. Un des membres de la commission vint heureusement à son aide en demandant que le paragraphe lui fût renvoyé.

Le sentiment du droit et de la justice avait inspiré à l'opposition un amendement sur la Pologne que M. Carnot développa éloquemment, mais inutilement. M. Rouher demanda l'ajournement de la discussion sur le Mexique à cause de certaines négociations sur lesquelles le gouvernement ne pouvait pas s'expliquer en ce moment. Le débat fut renvoyé au moment de la discussion du budget rectificatif de 1866.

L'impatience était grande d'apprendre comment la commission répondrait aux sentiments exprimés la veille par la Chambre au sujet du paragraphe relatif à la question des duchés : « Nous donnons notre » adhésion à la politique suivie par Votre Majesté » à l'égard de l'Allemagne, cette politique de neutralité qui ne laisse pas la France indifférente aux » événements et qui est conforme à nos intérêts ». rédaction beaucoup trop terne aux yeux de l'opposition et même de quelques membres de la majorité.

L'un d'eux, M. Morin (de la Drôme), dans un amendement personnel, forma le vœu de voir restituer au Danemark les populations danoises qui lui avaient été enlevées. Cet amendement et celui de l'opposition furent repoussés.

La Chambre passa de l'Allemagne à l'Algérie. M. Lanjuinais posa nettement la question au gouvernement impérial : Soyez Arabes ou Français ; fondez un empire arabe, ou laissez la civilisation européenne transformer l'Algérie. MM. Jules Favre et Berryer intervinrent dans la discussion. M. Berryer proposa même un amendement qui ne fut rejeté par assis et levé qu'après une épreuve douteuse.

L'opposition remporta un léger avantage dans la séance du 2 mars ; elle fit renvoyer à la commission, malgré M. Granier de Cassagnac, un amendement important et toujours repoussé sur le régime des colonies. Cela indiquait, de la part de la majorité, une certaine tendance à sortir de son immobilité. Des députés n'appartenant pas à la gauche osaient proposer des amendements presque séditieux, un entre autres, dans lequel ils regrettaient que les « vœux des populations n'aient pas toujours été consultés sur le choix des maires ». M. Hallez-Claparède, chargé de le soutenir, fit remarquer que la modération dont le gouvernement prétendait avoir usé dans les élections municipales avait souffert bien des exceptions : quatre-vingt seize maires destitués après ces élections dans le Puy-de-Dôme, cent vingt huit dans le Bas-Rhin, en étaient la preuve ; en admettant la même proportion partout, on arrive au chiffre effrayant de 1780

destitutions de maires. M. Goerg signala par contre le maintien de certains maires coupables d'irrégularités de nature à rendre nul le premier tour de scrutin; le duc Marmier cita de nombreux faits du même genre. Mais les membres de la majorité avaient besoin de maires peu scrupuleux pour assurer leur élection, et ils se gardèrent bien, cette fois, de montrer la moindre velléité de se séparer du gouvernement.

Les débats sur le paragraphe 7 de l'adresse relatif à l'agriculture étaient attendus avec une certaine impatience. Les protectionnistes devaient livrer bataille sur un amendement relatif à l'établissement d'un droit fixe de 2 francs à l'entrée des céréales. La discussion de cet amendement, commencée le 7 mars dura quatre séances. M. Pouyer-Quertier se chargea de démontrer, chose assez difficile, comment, en présence d'une série de bonnes récoltes, la liberté du commerce des céréales, avait fait baisser leur prix. M. de Veauce répondit avec beaucoup de force à M. Pouyer-Quertier, dont la théorie n'avait qu'une conclusion logique, le rétablissement de l'échelle mobile. Une question incidente, celle du Crédit agricole, fut soulevée dans ce débat. M. Brame en profita pour mettre le Crédit foncier sur la sellette. Cet établissement, créé en 1852 pour venir en aide à l'agriculture, aidait uniquement la bâtisse, si bien qu'en 1856 la fondation du *Crédit agricole* était devenue indispensable. Une lutte s'établit tout de suite entre le *Crédit foncier* et le *Crédit agricole*; elle dura cinq ans, au bout desquels Dieu se prononce pour les gros capitaux : le Crédit agricole est obligé de fusionner avec

le Crédit foncier, et d'accepter son règlement, qui rend le prêt à l'agriculture impossible en défendant tout prêt au delà de 90 jours. Le Crédit foncier, en revanche, prête 250 millions à l'Autriche et 40 millions à la Turquie. M. Brame somme donc le Crédit foncier de se livrer au drainage des champs pour lesquels il a été créé, et non à celui des capitaux français pour les déverser à l'étranger, ou bien de renoncer à sa menteuse enseigne. Il est temps pour lui, au lieu de battre monnaie au profit des financiers, de secourir les paysans. Au seul mot de paysans, toutes les oreilles se dressaient à cette époque, où le gouvernement reposait presque uniquement sur le vote des campagnes; aussi M. Jérôme David reprocha-t-il avec violence à M. Thiers d'avoir voulu, à propos de la lutte qui s'engagea entre ce dernier et M. Rouher, sur le régime économique de la France, détacher les paysans de l'empire fondé par eux.

L'examen de la situation de l'agriculture dura pendant plus d'une semaine. La Chambre, qui semblait prendre un goût croissant à la discussion de son adresse, renvoya à la commission l'amendement qui proposait d'étendre aux voies navigables l'enquête promise à l'agriculture.

Le discours de M. Pouyer-Quertier, avons-nous dit, ne pouvait avoir qu'une conclusion logique, le rétablissement de l'échelle mobile. C'est ce qu'il demandait en réalité par son amendement relatif à l'établissement temporaire d'un droit fixe d'entrée sur les céréales étrangères. La Chambre, après une discussion qui fut comme une véritable enquête sur

l'agriculture, condamna tout retour au régime protectionniste en repoussant cet amendement. M. Thiers, qui avait pris la parole, fut battu. Restait à discuter l'amendement de l'opposition : « Dès à présent il » faut reconnaître que l'agriculture est en droit de » réclamer les dégrèvements des droits de mutation, » la diminution du contingent et le ralentissement » des travaux stériles d'embellissement qui dé- » tournent du sol tant de bras, et tant de capitaux » qui lui sont indispensables. » La commission, sans combattre précisément l'amendement de la gauche, le considérait comme inutile avant l'enquête. Mais cette enquête, comment se fera-t-elle ? L'opposition avait présenté à ce sujet un amendement : « L'enquête destinée à mettre en lumière les souf- » frances de l'agriculture ne peut avoir d'efficacité » qu'à la condition d'être faite par le pays lui-même. » C'est au Corps législatif qu'elle devra être confiée, » c'est par la publicité qu'elle pourra être complé- » tée. » Tout l'esprit de M. Picard ne put réussir à le faire adopter. On pouvait cependant, sans être trop ombrageux, se défier d'avance des résultats d'une enquête agricole faite par un gouvernement qui venait d'interdire aux viticulteurs du Mâconnais l'autorisation de se réunir en congrès pour conférer sur quelques questions spéciales se rattachant aux intérêts les plus manifestes de la viticulture, sous prétexte qu'il ne pouvait manquer d'être question des octrois dans ce congrès, et qu'une discussion sur ce sujet pouvait avoir des inconvénients. Même défense de se réunir aux viticulteurs de la Gironde.

La discussion sur le paragraphe 8, relatif aux finances, s'engagea le 14. MM. Larrabure et Galley Saint-Paul, membres de la majorité, combattirent la politique financière du gouvernement. L'un soutint que s'il voulait sincèrement la paix, il devait conformer ses finances à ce désir, et réduire considérablement les budgets de la guerre et de la marine. L'autre, avec une exagération voisine du ridicule, attaqua le ministre des finances M. Fould, auquel il alla jusqu'à reprocher de ne pas habiter l'hôtel du ministère.

Le plus important des amendements de l'opposition provoquée par le dernier paragraphe de l'adresse était ainsi conçu :

« La France a le sentiment profond de ses droits et la volonté de les exercer. La Constitution les reconnaît et les lois organiques les suppriment.

» La Constitution, en proclamant la souveraineté du peuple, a déclaré confirmer et garantir les principes de 1789 ; elle a fait de ces principes la base du droit public.

» La France a donc droit à une presse libre ; cependant la presse périodique soumise à l'arbitraire administratif, la censure rétablie sous une nouvelle forme, et les procès de presse enlevés au jury, leur juge naturel, confisquent la liberté de discussion.

» Elle a droit à des élections libres, cependant le système des candidatures officielles subsiste avec ses inévitables abus ; le droit de réunion est dénié, et les plus grandes atteintes au suffrage universel viennent de ceux-là même qui ont mission de faire respecter la loi et d'assurer la sincérité du vote.

» Elle a droit à la liberté municipale, qui est une des conditions les plus essentielles de la liberté ; cependant le gouvernement, en dépit de ses promesses, choisit encore sans nécessité les maires en dehors des conseils élus ; il brise les conseils municipaux au moindre signe de résistance, il condamne Paris et Lyon au régime des commissions municipales.

» Elle a droit de trouver dans la responsabilité des fonctionnaires publics une sanction qui protège les citoyens ; cependant les agents

du pouvoir ne peuvent être poursuivis qu'en vertu de l'autorisation du pouvoir lui-même, juge et partie.

» La France accepterait volontiers l'exemple des États-Unis qui lui est proposé ; mais elle ne consent pas à emprunter à la république et à la monarchie ce qui constitue l'autorité, en répudiant de chacune de ces formes de gouvernement ce qui constitue la liberté.

» Sans la liberté, aucun droit n'est garanti. La liberté seule peut faire l'éducation de la liberté : il n'appartient qu'à elle d'élever les intelligences, de développer les vertus publiques. Confier à l'arbitraire l'éducation de la liberté, c'est marcher en sens inverse du but à poursuivre.

» Le peuple français, entouré d'États libres initiés par lui à la liberté, a trop de confiance dans son génie, a trop de fierté de son passé, pour qu'on le traite en interdit et qu'on le déclare incapable ou indigne de porter lui-même le glorieux fardeau de ses destinées.

» JULES FAYRE, MARIE, ERNEST PICARD, LANJUNAIS,
HÉNON, EUGÈNE PELLETAN BETHMONT, HAVIN,
le duc DE MARNIER, GUÉROULT, GIROT-POUZOL,
GARNIER-PAGES, GLAIS-BIZOIN, CARNOT, JULES
SIMON, MAGNIN, DORIAN. »

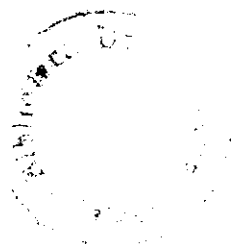
Quarante-cinq membres de la majorité, qui formaient le tiers parti, MM. Buffet, Chevandier de Valdrôme, Garnier, Martel, de Talhouët, Maurice Richard, de Chambrun, Lambrecht, J. Brame, de Janzé, Lespérut, d'Andelarre, Ancel, Plichon, de Dalmas, de Ravinel, Eschassériaux, de Rambourg, Réguis, Kolb-Bernard, Latour-Dumoulin, Lacroix Saint-Pierre, vicomte de Grouchy, comte Haliez-Claparède, Gellibert des Segnins, Gazelles, Lefébure, général Lebreton, Stievenart-Béthune, Goerg, Planat, Malézieux, Javal, de Wendel, marquis de Torcy, de leur côté, avaient proposé au même paragraphe de l'adresse un amendement dont voici la teneur :

« Cette stabilité n'a rien d'incomparable avec le sage progrès de nos institutions. La France, fermement attachée à la dynastie qui lui garantit l'ordre, ne l'est pas moins à la liberté qu'elle considère

comme nécessaire à l'accomplissement de ses destinées. Aussi le Corps législatif croit-il aujourd'hui être l'interprète du sentiment public en apportant au pied du trône le vœu que Votre Majesté donne au grand acte de 1860 les développements qu'il comporte. Une expérience de cinq années nous paraît en avoir démontré la convenance et l'opportunité. La nation, plus intimement associée par votre libérale initiative à la conduite des affaires, envisagera l'avenir avec une entière confiance. »

L'année précédente, des amendements empreints d'un certain esprit d'opposition avaient obtenu d'assez fortes minorités, mais la scission qui commençait à s'opérer dans la droite restait encore à demi cachée. Cet amendement la dévoilait complètement. Aussi la droite montrait-elle une très vive irritation contre les signataires, entrés pour la plupart dans la Chambre par l'appui du gouvernement. Ceux-ci protestaient qu'ils croyaient donner par cet acte la preuve la plus grande de leur dévouement à la dynastie impériale ; c'est en vain pourtant qu'ils cherchaient à atténuer la gravité de leur démarche et à se défendre de vouloir fonder un parti : la droite ne s'y trompait pas, et ne voulait voir dans les quarante-cinq que des renégats et des ennemis de l'Empire. *

Quelques journaux, au moment où la discussion sur le 12^e et dernier paragraphe de l'adresse approchait, auraient voulu que la gauche abandonnât son amendement pour voter celui du tiers parti. Cela lui était d'autant moins permis que l'amendement des quarante-cinq ayant été déposé avant le sien, elle l'avait, en en proposant un autre, déjà déclaré insuffisant à ses yeux. La gauche ne se faisait pas d'ailleurs illusion sur le sort de son amendement ; son intention



était d'affirmer les principes et de marquer le but ; elle craignait de diminuer son autorité en se ralliant à l'amendement des quarante-cinq.

L'amendement de l'opposition fut admirablement soutenu dans son ensemble et dans ses détails par M. Jules Favre et par ses amis. M. Picard, qui par son esprit finissait toujours par obtenir de la majorité une attention qu'elle aurait refusée à ses idées, s'éleva contre le régime de la presse qui le tuait petit à petit ; au lieu de la vie privée, dit-il, c'est la vie politique qui est murée ; la littérature, pour le gouvernement, ne se compose que de productions frivoles dont il facilite la production par tous les moyens possibles, y compris la circulation sans l'impôt du timbre. Le jugement des livres enlevé au jury est livré aux juges correctionnels ; encore est-ce en quelque sorte un privilège que d'être déféré à cette juridiction, car la police saisit tel livre qu'elle juge dangereux, l'*Histoire de la maison de Condé*, par exemple¹. Vainement l'auteur et le libraire s'adresseraient-ils aux tribunaux, pour obtenir la restitution d'un ouvrage saisi de cette façon. L'article 75 de la Constitution de l'an VIII donnant au gouvernement le droit de substituer sa responsabilité à celle du fonctionnaire, ils se trouveraient en présence d'un commissaire de police qui s'effacerait derrière le préfet de police ; lequel s'abriterait à son tour derrière le ministre, qui serait libre de répondre : Voyez la Constitution, je ne suis pas responsable ! L'auteur d'un livre ou d'un article est-

1. *Histoire de la maison de Condé*, par le duc d'Aumale (Michel Lévy).

il traduit devant la justice, l'interdiction du compte rendu des débats lui enlève le bénéfice du jugement de l'opinion publique qui est son véritable tribunal de cassation. Mais, s'écria M. Picard, il y a plus encore : l'État, non content de se faire journaliste, s'arroge le pouvoir de désigner aux directeurs des journaux les collaborateurs qu'il leur est permis de s'adjoindre.

L'orateur de l'opposition avait cité de nombreux articles des journaux anglais contre le régime de la presse française. M. de Jaucourt, député de Seine-et-Marne, dont l'élection avait été validée en 1864 par un vote qui dut beaucoup coûter à l'honnêteté de plus d'un membre de la majorité, essaya de répondre à M. Picard par des citations empruntées aux journaux que le gouvernement impérial subventionnait en Angleterre, pour trouver que la presse française justifiait pleinement les rigueurs du gouvernement. « L'opposition dans la presse », disait une des feuilles citées par M. de Jaucourt, « dépasse toutes les bornes, elle va même si loin dans la Chambre, que la discussion de l'adresse n'est pas une discussion, mais une véritable bataille entre le gouvernement et une fraction du parlement qui certainement ne prendrait pas le titre « d'opposition de l'Empereur » comme l'opposition en Angleterre prend celui « d'opposition de la Reine ».

Il n'était pas facile à M. Granier de Cassagnac de renchérir sur les journaux subventionnés de Londres ; il eut recours à une vieille tactique qui consiste à grossir la puissance de la presse pour justifier les précautions que l'on prend contre elle. Si le tableau

tracé par M. Picard de la situation de la presse n'était point fait pour flatter quiconque tenait une plume en France, la vérité, qui humiliait les journalistes dans leur amour-propre en les relevant dans leur droit, était préférable aux illusions que M. Granier de Cassagnac aurait voulu leur inspirer sur leur influence. M. Granier de Cassagnac était d'ailleurs d'avis que le gouvernement devait ajourner la liberté de la presse jusqu'au jour où les partis auraient désarmé et les prétendants abdiqué.

C'était également une entreprise difficile que de défendre la liberté électorale devant une assemblée née d'un système contraire. M. Jules Simon en fit bien vite expérience. La modération de son langage, le soin qu'il prit de se maintenir dans la sphère des doctrines, loin de celle des personnalités, ne suffirent pas à conjurer le danger d'attaquer la majorité sur le point le plus sensible; aussi, malgré son talent et sa dextérité, fut-il obligé d'abréger et de terminer, avec une fermeté sommaire, un discours importun à la droite et qui provoqua du moins de la part de M. Rouher cette franche déclaration : « Le gouvernement maintient le principe des candidatures officielles d'une manière formelle et absolue. »

L'amendement de l'opposition fut voté uniquement par les dix-sept députés qui l'avaient rédigé. MM. Thiers, Ollivier, Darimon, s'abstinrent.

Le tour de l'amendement des quarante-cinq était arrivé. M. Buffet chargé de le soutenir avait figuré parmi les premiers amis du prince président Louis-Napoléon. M. Thiers, qui patronnait alors M. Buffet,

le désigna au choix du chef de l'État qui le pria dans ce temps-là de lui indiquer les hommes politiques auxquels il pouvait s'adresser pour les faire entrer dans un des nombreux ministères qui se succédaient à l'Élysée. L'orateur des quarante-cinq ne pouvait donc passer pour un ennemi de l'Empire ; il tenait à le marquer, et à indiquer la différence existant entre son amendement et celui de la gauche. Aussi s'empressa-t-il de déclarer qu'il n'était pas de l'opposition, qu'il acceptait toutes les idées générales mises en pratique depuis 1852 par le gouvernement et sanctionnées par le vote de la majorité ; il ne venait même pas réclamer le couronnement de l'édifice, et les signataires de l'amendement n'étaient pas en « désaccord sur le fond des choses » avec les membres de la commission. Le tiers avait raison d'établir une ligne de démarcation très-nette entre lui et la gauche, car ce n'est qu'en se distinguant d'elle qu'il pouvait se former. La gauche en se joignant à lui, comme quelques personnes le lui conseillaient, se serait diminuée sans le fortifier.

M. Buffet eut beau se faire modeste, M. Jérôme David, encouragé par les applaudissements de la majorité, lui reprocha de ne représenter qu'une coalition d'opinions diverses d'origine, mais unies dans l'intention d'imposer leurs prétentions à l'Empire, au risque de raviver les espérances des vaincus du scrutin de 1848 : aveugles ou ennemis, tel est le dilemme dans lequel il enferma les membres du tiers parti. M. Martel, dans sa réponse, atténua encore tellement la portée de l'amendement, qu'il fallait une

bien grande bonne volonté pour attacher désormais quelque importance à la manifestation des quarante-cinq.

M. de Talhouët n'ajouta pas grand'chose aux arguments de MM. Buffet et Martel en faveur de l'amendement, mais l'adhésion d'un des plus riches propriétaires fonciers de France à la politique des quarante-cinq ne leur fut pas sans utilité dans un débat où on les accusait de tendre au renversement de la société. M. Rouher, qui gardait depuis quelque temps un silence remarqué, se dédommagea dans la séance du 20 mars. Le ministre d'État, englobant la gauche et le tiers parti dans la même attaque, répondit à la fois à M. Thiers défenseur de la liberté parlementaire et à M. Buffet demandant seulement quelques améliorations au régime constitutionnel de 1852. Ses premiers mots furent empreints d'une profonde mélancolie ; il venait « avec tristesse et douleur discuter après quatorze ans d'un règne prospère les bases sur lesquelles le peuple a assis la prospérité de la dynastie et du pays. Un parallèle entre le gouvernement impérial si prospère, si tranquille et le gouvernement parlementaire, « mêlée ardente où les passions » s'abandonnaient à elles-mêmes, où les faits étaient » sans cesse dénaturés, où le reproche de corruption » retentissait de tous côtés, en même temps que des » appels répétés à la violence, auxquels la Révolution répondait en envahissant cette enceinte », fit éclater la Chambre en applaudissements. Le ministre d'État, commentant ensuite la Constitution de 1852, compara les principes de 89 avec les pratiques du

régime actuel, et il chercha une fois de plus à établir entre le gouvernement parlementaire et le gouvernement représentatif une différence qui a toujours été le cheval de bataille des théoriciens de l'Empire. M. Rouher soutint ce qui ne pouvait pas, d'ailleurs, être contesté, que l'amendement des quarante-cinq n'était rien ou qu'il n'était que le résumé des propositions de M. Thiers. « Au lieu de conseiller à l'Empereur un changement de régime, » dit-il fièrement en s'adressant aux auteurs de l'amendement, « que » ne lui conseillez-vous d'abdiquer comme Charles- » Quint, c'est plus digne de son nom, de son caractère » et de sa gloire ; mais s'il consultait le peuple, le » peuple lui répondrait par la confirmation de ses » pouvoirs ! »

M. Rouher, examinant ensuite en détail les diverses parties de l'amendement des quarante-cinq, déclare que le jury et les tribunaux sont également impuissants contre la presse, et qu'il faut choisir entre sa liberté complète et le pouvoir discrétionnaire du gouvernement. La législation de 1789 en proclamant la liberté de la presse n'avait pas en vue les journaux, qui n'existaient pas à cette époque. « Ce ne fut que quelques années après que Camille Desmoulins eut trouvé là une industrie destinée à l'enrichir et qu'il fut conduit par elle à l'échafaud. » C'est ainsi que M. Rouher parlait d'un homme auquel les reproches n'ont pas manqué, mais que personne ne s'est jamais avisé d'accuser de n'avoir vu dans le journalisme qu'un métier pour arriver à la richesse ; après avoir évoqué les journaux d'Hébert et de Marat,



et ceux de 1848, il cita *le Père Duchêne, la Canaille, la Guillotine*, etc., sans se douter que ces journaux furent créés et rédigés par des bonapartistes ; mais M. Rouher ne savait pas mieux l'histoire de son temps que celle de la Révolution, et, l'eût-il su, il n'aurait pas hésité à la travestir devant une majorité aussi passionnée qu'ignorante. Prenez garde, dit-il, en finissant, aux signatures de l'amendement, « pour avoir voulu conquérir des nuances d'être absorbé par des couleurs ». Cet avertissement donné aux quarante-cinq dans un si singulier style, fut suivi d'une péroraison dans laquelle il déclara que la Constitution promettait de maintenir les principes de 89, qu'elle tenait parole, et qu'il ne fallait compter ni sur le droit d'initiative que la Restauration avait d'abord refusé aux Chambres, ni sur la responsabilité ministérielle, en un mot sur aucune modification hormis » peut-être en ce qui concerne le droit d'amendement » qu'il est possible d'élargir sans de trop grands » dangers et le droit d'interpellation qui, convenablement réglé, n'est pas sans présenter quelques » avantages ». Le discours de M. Rouher dura trois heures et remplit quinze colonnes du *Moniteur*. C'est peut-être le plus long qu'un ministre ait prononcé.

On parlait beaucoup du discours que M. E. Ollivier devait prononcer en faveur de l'amendement des quarante-cinq. M. Ollivier, en défendant cet amendement, était conséquent avec lui-même ; sa conduite dans la session précédente lui traçait sa conduite dans celle-ci. Son discours peut se résumer ainsi : Les hommes politiques au début d'un gouvernement

se divisent en deux groupes : les uns voulant aider à sa fondation, les autres cherchant à l'empêcher. De ces deux groupes s'en détache plus tard un troisième. Le premier groupe sacrifiait la liberté à la dynastie ; le second groupe faisait passer la liberté avant la dynastie ; le troisième groupe unira désormais les intérêts de la liberté et ceux de la dynastie. Les institutions de la première heure, quand cette situation se dessine, deviennent peu à peu insuffisantes, aussi le gouvernement est-il sorti déjà une fois de la Constitution de 1852 pour l'élargir, et le Corps législatif a, maintenant, il le reconnaît avec le ministre d'État, les armes nécessaires pour faire prévaloir sa volonté dans les affaires publiques. La situation exige cependant que le gouvernement fasse un nouveau pas en avant. La responsabilité ministérielle n'offre pas tous les dangers que l'on craint. L'éloignement des ministres du lieu des séances ne préserve pas les gouvernements des tentatives des assemblées. Cet éloignement n'aboutit qu'à la création non pas d'un grand vizir (ce mot employé par M. Latour-Dumoulin choque M. Émile Ollivier), mais d'un premier ministre, ayant sous ses ordres un certain nombre de commis. Les signataires de l'amendement ne veulent point traverser la Constitution, comme on les en accuse, en proposant de la modifier, puisqu'elle a déjà subi une première modification ; ils travaillent à la solution du grand problème du dix-neuvième siècle, la conciliation entre l'autorité et la liberté. S'ils ont raison de prétendre que le gouvernement actuel doit et peut donner la liberté, « la dynastie est fondée comme sur un roc » ;

s'ils ont tort, la dynastie est encore livrée aux aventures, mais ils ne demanderaient pas la liberté s'ils ne croyaient pas la dynastie fondée. M. Émile Ollivier s'adresse en finissant aux quarante-cinq : « Quant à » vous, messieurs, permettez-moi de sortir de ma » situation isolée et de me mettre au milieu de vous. » Ayez confiance, ne vous découragez point, et, » quelles que soient les difficultés de votre tâche, » persistez. L'avenir, soyez-en sûrs, nous appartient. » personne ne peut nous empêcher de prendre par » l'espérance possession de l'avenir. Unissons-nous. » concentrons-nous, afin que notre union fasse notre » force jusqu'au jour où elle fera notre victoire. Et » si nous nous défions de la violence qui rend odieuses » les causes justes, préservons-nous avec un égal soin » de la faiblesse qui les avilit. »

Le scrutin s'ouvrit après ce discours. Le nombre des votants était de 269. 206 voix se prononcèrent contre, 63 pour l'amendement. La minorité n'avait jamais atteint un chiffre si élevé. Il l'aurait été plus encore si une partie de la gauche ne s'était pas abstenue. MM. Jules Favre, Ernest Picard, Hénon, Marie, Bethmont, Dorian, Girot-Pouzol, Glais-Bizoin, Guérault, Havin, Lanjuinais, Magnin, Malézieux, votèrent en faveur de l'amendement des quarante-cinq. M. Thiers et M. Berryer s'abstinrent.

La séance du lendemain 20 mars fut encore en partie consacrée à la presse. MM. Martel, Jules Brame, de Chambrun, de Janzé, Lambrecht, Ancel, d'Andelarre, de Lespérut, Plichon, Kolb-Bernard, Latour-Dumoulin, Piéron Leroy, Malézieux, Maurice

Richard, Pouyer-Quertier, Planat, de Grammont, Lefébure, avaient maintenu leur amendement relatif à la substitution de la juridiction des tribunaux à la juridiction administrative en matière de presse. M. Martel, après les longs débats auxquels la presse avait donné lieu la veille, crut devoir se borner à préciser le sens de cet amendement et la pensée qui l'avait dicté. Les signataires se proposaient surtout de rendre la critique des actes administratifs possible à la presse des départements, en attendant que par des modifications dans les formalités du cautionnement et du timbre dont la presse littéraire n'était dispensée qu'au détriment de la morale publique et des journaux politiques, on facilitât le développement de ces derniers. M. Granier de Cassagnac, au nom de la commission, repoussa cet amendement avec la brutalité préméditée dont il faisait étalage dans toutes les discussions où la presse se trouvait en jeu. M. Jules Brane souleva la question brûlante de la spéculation dans le journalisme, et il en rendit, avec raison, le monopole responsable. N'est-ce pas, demanda M. Brane, un scandale que de voir trois journaux réunis entre les mains d'un spéculateur qui en consacre deux à défendre le gouvernement, un à l'attaquer, et qui se sert de ses trois journaux à la fois pour patronner des entreprises financières? Le tribunal de commerce a eu depuis dix-huit mois à juger plus de quarante sociétés ayant fait perdre à leurs souscripteurs plus de 80 millions, comment les journaux n'ont-ils pas signalé au public les pièges que leur tendait la spéculation? Les moyens indirects que la jus-

tice administrative mettait dans les mains du gouvernement pour agir sur les journaux expliquaient ce silence dont se plaignait M. Brame et que les journaux ne demandaient pas mieux que de rompre. M. Brame en négligeant de se donner à lui-même cette explication qui suffisait pour absoudre les journaux du reproche qu'il leur adressait, perdit un puissant argument en faveur de sa thèse.

Rester dans le régime exceptionnel, c'est avouer son impuissance, avait dit M. Jules Favre. La justesse de cette observation aurait dû frapper le gouvernement et lui inspirer le désir de démontrer que sa puissance morale était au niveau de sa force matérielle; mais M. Forcade de la Roquette, vice-président du Conseil d'État, se contenta de répondre aux signataires de l'amendement qu'il ne fallait pas confondre la liberté de la presse avec la liberté du journalisme. La liberté de la presse est le droit de publier ses opinions en se conformant aux lois; et la liberté du journalisme n'est que la consécration d'une profession qui consiste dans l'exploitation mercantile des opinions et des passions d'autrui. La liberté de la presse est une institution; la liberté du journalisme n'est qu'une usurpation. Le représentant du gouvernement complétait cette théorie bizarre en ajoutant qu'au surplus ce n'était pas la loi qui donnait naissance au monopole, puisque le monopole existait en fait en Angleterre indépendamment de la loi, que le monopole n'augmentait ni ne diminuait en rien la responsabilité des journalistes à l'égard d'eux-mêmes et du public, et enfin que c'était en vain qu'on voulait.

comme M. Jules Favre, faire remonter à la loi la responsabilité de la faiblesse du journalisme en présence des excès de la spéculation. La thèse de M. Jules Favre, vraie dans un sens, pouvait sembler en effet plus douteuse dans l'autre, car s'il est certain que le journal se trouvait obligé pour payer l'impôt écrasant du timbre de prendre une partie de sa recette dans l'annonce commerciale, industrielle et financière, on ne pouvait nier non plus que, malgré les plus strictes précautions pour établir une ligne de démarcation entre les pages consacrées à la politique et les pages consacrées à l'exploitation de sa publicité, il était bien difficile au public de ne pas le rendre jusqu'à un certain point responsable de ce qu'il imprimait dans ces dernières. De là les accusations de vénalité que n'épargnaient pas à la presse les gens déjà prévenus contre elle, comme M. Brame. Ces accusations furent repoussées par M. Eugène Pelletan, « au nom de la pensée publique, au nom de notre éducation à tous qui s'est faite à la presse », dans un discours spirituel, peignant l'état actuel de la société française, notre prétendue aristocratie, notre jeunesse dorée si vaine et si insignifiante, notre littérature de cancan. Sans refuser au gouvernement les éloges que le paragraphe 12 de l'adresse lui prodiguait à propos de la loi sur la propriété littéraire et l'abolition de la contrefaçon, il constata que l'intérêt matériel n'est pas tout pour l'écrivain et qui lui importe autant de sentir sa dignité grandir, que de voir augmenter ses recettes. La littérature privée de liberté dégénère en licence d'alcôve et de boudoir; le théâtre est non-seulement

la débauche de l'esprit, mais encore celle du regard ; le niveau littéraire, l'exposé de la situation de l'Empire en fait l'aveu n'est plus à la hauteur où l'avait placé la juste sévérité du public. Quant au journalisme, lorsque le jour de la justice viendra pour lui comme pour bien d'autres, on verra ce qu'il a fallu de courage et d'abnégation aux journalistes pour lutter contre la législations de 1852. Les actionnaires du *National*, si cette législation eût existé de leur temps, auraient été placés dans la nécessité de ce séparer d'Armand Carrel ou de voir leur propriété supprimée. L'*Univers* n'a pu reparaitre récemment qu'en immolant son rédacteur en chef, dont l'ombre mélancolique erre vainement devant la porte du journal créé par lui. M. Pelletan prit ensuite la défense de la presse littéraire, qu'on avait grand tort, selon lui, d'appeler la petite presse, puisque sa clientèle était plus considérable que celle de la presse politique. Il lui savait gré d'initier le peuple au goût de la lecture et de l'éloigner du cabaret. Que le peuple lise d'abord ce qui est mauvais ; bientôt, selon M. Pelletan, il trouvera du plaisir à lire ce qui est bon.

Grande erreur : rien ne rend plus incapable de comprendre les choses sérieuses que l'habitude de n'en lire que de frivoles. Le gouvernement le savait fort bien. En inondant la France de romans, il créait une nation romanesque, c'est-à-dire complètement dépourvue de fermeté et de réflexion, perdue dans un sentimentalisme vague, dans une exaltation, d'imagination qui la rendait insensible au despotisme et incapable de se soustraire à son joug.

M. Eugène Pelletan fut mieux inspiré lorsqu'il fit voir comment le secret dont le gouvernement enveloppait toutes ses mesures n'enfantait que des cancanes dont les journaux étaient obligés de se faire l'écho. « Ce n'est plus seulement la presse à la main, c'est la presse à l'oreille. » La société actuelle n'a qu'un but, le plaisir; les classes élevées donnent l'exemple de la dépravation, le chiffre des attentats contre les mœurs a quadruplé depuis 1826; deux cent quarante jeunes gens ont été pourvus de conseils judiciaires de 1862 à 1864; passant de la statistique à la morale, il pénétra plus avant dans la satire des mœurs : chacun dépense plus qu'il ne gagne; des modes sans réticences témoignent du relâchement des mœurs et du goût : les chanteurs et les chantuses de cabaret font les délices des *dilettanti* de salon. Le président Walewski, se croyant obligé de prendre la société sous sa protection, essaya ici d'interrompre l'orateur; mais ses observations n'empêchèrent pas M. E. Pelletan de prouver qu'il y a pour les sociétés deux genres de désordre, le désordre moral et le matériel; le premier, bien plus dangereux que le second, paralyse le cœur et le cerveau; le malade meurt sans s'en douter. La France est menacée de cette maladie, mais, ajouta-t-il, le vent de la liberté balayera ces miasmes. La France porte en elle un trop grand destin pour succomber.

Un membre de la majorité qui s'était montré parfois animé d'intentions assez libérales pour qu'on se fût étonné de l'absence de sa signature au bas de l'amendement des quarante-cinq, M. Segris, crut devoir

profiter de l'occasion pour expliquer son abstention. Le paragraphe de l'adresse contenait dans sa pensée non seulement une déclaration de non-incompatibilité entre la liberté et les institutions impériales, mais encore une promesse de les élargir bientôt. Il n'entendait pas par conséquent être traité d'ennemi de la liberté parce qu'il votait l'adresse, de même qu'il n'admettait pas qu'on traitât MM. Martel, Talhouët et leurs amis d'adversaires de l'Empire parce qu'ils avaient signé l'amendement des quarante-cinq. C'était là tout simplement invoquer les circonstances atténuantes. La clôture de la discussion de l'adresse fut prononcée à la suite du discours de M. Segris, deux épreuves par assis et levé avaient été nécessaires. L'adresse n'eut contre elle que 17 voix : « Vive l'Empereur ! » cria M. Belmontet, « nous sommes au 20 mars ! » MM. Havin, Thiers, Berryer, Émile Ollivier et Schneider s'abstinrent.

Napoléon III reçut le lendemain dans la salle du Trône, aux Tuileries, le président du Corps législatif suivi de la députation chargée de lui remettre l'adresse votée la veille. La Chambre presque toute entière s'était jointe à la députation. L'Empereur répondit à M. Walewski en félicitant le Corps législatif « de ne pas s'être laissé entraîner par de vaines théories qui se présentent comme pouvant seules favoriser l'émancipation de la pensée ». Après avoir signalé à ses auditeurs la différence qui existe entre la liberté et la licence, il termina son allocution par ces paroles emphatiques :

« Il y a quinze ans, chef nominal de l'État, sans pouvoir effectif, sans appui dans la Chambre, j'osai, fort de ma conscience et des suffrages qui m'avaient nommé, déclarer que la France ne périrait pas dans mes mains. J'ai tenu parole. Depuis quinze ans la France se développe et grandit. Ses hautes destinées s'accompliront, nos fils après nous continueront notre œuvre. J'en ai pour garantie le concours des grands corps de l'État, le dévouement de l'armée, le patriotisme de tous les bons citoyens, enfin ce qui n'a jamais manqué à notre patrie, la protection divine. »

La réponse de l'Empereur produisit une certaine émotion de désappointement sur les quelques personnes qui se croyaient déjà en plein régime parlementaire, parce que quarante-cinq députés avaient présenté un amendement libéral. L'Empereur, en les détrompant, ne faisait que répéter plus énergiquement les déclarations de M. Rouher au Corps législatif.

M. de Bussière, après la discussion de l'adresse, eut devoir donner sa démission de député de la 1^{re} circonscription du Bas-Rhin. Sa profession de foi en 1863 disait à ses électeurs : « Convaincu que » vos vœux se réunissent pour la réalisation des » promesses de liberté faites par l'Empereur, vous » pouvez être persuadés qu'au besoin j'en saurai por- » ter l'expression à Sa Majesté elle-même, et que je » ne cesserai de travailler à leur prompt réalisa- » tion. » M. de Bussière cependant n'avait pas voté l'amendement des quarante-cinq par crainte de commettre un acte d'opposition et, poussé par un scrupule honorable, il prenait le parti de soumettre sa conduite au jugement de ses électeurs. « Je veux, » messieurs et chers concitoyens, vivre au milieu de » vous la tête haute, et si ce n'est dans une commu-

» nauté entière d'opinion avec chacun de vous, au
» moins avec la certitude qu'aucun de vous ne me
» refusera son estime. »

Le Corps législatif ne reprit ses séances que le 4 avril. La discussion de la loi sur la marine marchande commencée le 11 avril dura jusqu'au 20. La commission chargée d'examiner le projet de loi s'était partagée en deux fractions, et la majorité en faveur du projet n'avait été que d'une voix. M. Ancel, l'un des membres de la minorité, soutint que la décadence de la marine française, si sensible surtout depuis 1858, pendant que les autres marines ne cessaient de grandir, recevait une redoutable impulsion d'une loi qui semblait destinée à porter le dernier coup au pavillon français. M. Pouyer-Quertier s'en prit non seulement au projet de loi, mais encore au traité de commerce lui-même; après avoir rappelé que tous les ports de mer repoussaient une loi qui atteignait le contribuable en imposant au Trésor 7 millions de perte annuelle payés aujourd'hui par les pavillons étrangers, il signala les subventions énormes payées aux quatre grandes compagnies de navigation qui rendaient, selon lui, toute concurrence impossible et livraient le commerce au monopole. Les privilégiés des chemins de fer et compagnies maritimes se coalisent par des traités secrets, et certains industriels, ajouta-t-il, profitent ainsi d'importantes réductions de tarif au détriment de leurs rivaux. M. Thiers prit la parole à son tour et traita la question de la marine marchande avec des développements qui font de son discours un véri-

table traité sur la matière; M. Garnier-Pagès plaida en termes très élevés la liberté des mers. La loi fut adoptée après neuf séances par 202 voix contre 28. L'article 5, le plus important de tous, qui supprimait la surtaxe de pavillon dans un délai de trois ans, avait obtenu 163 voix contre 67.

La session devait être close le 20 avril. Un décret daté de la veille la prorogea jusqu'au 20 juin inclusivement.

Le rapport de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'appel de 100 000 hommes sur la classe de 1866, déposé le 25 avril, contenait une phrase d'un sens assez pacifique : « Une grande » nation, pour vivre heureuse et libre au-dedans, » a besoin d'une armée qui fasse respecter son indé- » pendance au dehors et qui, en temps de paix, pou- » vant se réduire aux plus petites proportions, ne » devient jamais un sujet d'alarme pour ses voi- » sins. » Mais quel devait être, d'après la commission, le chiffre de l'armée réduite à ses plus petites proportions ? Un effectif de 600 000 hommes avec un contingent annuel de 100 000 hommes. La gauche trouvait ce chiffre exagéré et proposait une réduction de 20 000 hommes et la fixation par la loi du taux annuel de l'exonération militaire.

La question toujours si importante du contingent militaire empruntait une nouvelle gravité aux événements sur le point de se produire en Allemagne. Le traité de Gastein n'avait été qu'une pierre d'attente pour régler définitivement la question des duchés; la Prusse ne faisait plus mystère de sa

ferme volonté de s'annexer le Sleswig et le Holstein. Le cabinet de Berlin opposait au refus de l'Autriche de s'entendre à ce sujet la présentation d'un projet de réforme fédérale qui l'excluait de l'Allemagne et la conclusion d'un traité avec l'Italie. L'anxiété la plus grande régnait dans les esprits, et l'ignorance dans laquelle le public était tenu sur les résolutions du gouvernement impérial augmentait encore l'émotion générale. Le souvenir de l'entrevue de Plombières planait en quelque sorte sur la situation, et semblait expliquer la fermeté et la promptitude des résolutions de la Prusse. L'entrevue de Biarritz apparaissait comme un pendant à celle de Plombières; on ne doutait pas que les événements actuels et ceux qui se préparaient n'eussent été combinés sur les bords de l'Océan, entre Napoléon III et Bismarck, comme ceux qui surprirent l'Europe en 1859 l'avaient été deux ans auparavant entre l'Empereur et M. de Cavour, sous les sapins des Vosges; des bruits relatifs à des combinaisons mystérieuses et de prochains remaniements de la carte de l'Europe circulaient de tous les côtés, mieux faits pour porter la curiosité à son paroxysme qu'à la calmer; d'obscurs oracles remplissaient les journaux officiels.

Les formes constitutionnelles ne permettaient pas de demander des éclaircissements au gouvernement par la voie d'une interpellation parlementaire, aussi M. Émile Ollivier se borna-t-il, dans la séance du 27 avril, « à exprimer le désir de profiter de la discussion du contingent pour adresser un avertissement

au gouvernement ». — « Un avis », reprit avec gravité M. Walewski. M. Émile Ollivier n'avait certainement pas l'intention de se permettre autre chose : « Nous désirons tout simplement savoir, ajouta-t-il, » ne fût-ce que comme élément déterminatif de notre » vote, quelle conduite compte tenir le gouverne- » ment. » — « Attendez sous l'orme », lui répond M. Granier de Cassagnac.

Le gouvernement n'aurait pas certainement été fâché de se soustraire à ce débat, mais voyant la chose impossible, M. Rouher essaya de s'en tirer par une brève déclaration à la tribune : « Le gou- » vernement impérial, dit-il, dès l'origine de la ques- » tion des duchés, a donné des conseils de prudence » et de modération aux parties engagées, et il en » donne encore aujourd'hui. Ses efforts tendent plus » que jamais à maintenir la paix sans aliéner sa li- » berté d'action. La neutralité dans des questions » qui n'affectent après tout ni l'honneur, ni la di- » gnité, ni les intérêts de la France, c'est la meil- » leure politique à suivre en Allemagne; quant à » l'Italie, le gouvernement impérial la laisse libre de » ses actions parce qu'il l'en rend seule responsable. » Le gouvernement impérial désapprouverait toute » attaque de l'Autriche contre l'Italie, de même qu'il » laisserait l'Italie exposée à toutes les conséquences » d'une attaque tentée par elle contre l'Autriche. » Cette déclaration fut accueillie sur tous les bancs de la majorité par des applaudissements prolongés qui recommencèrent lorsque M. Rouher eut résumé ainsi la politique impériale : « Attitude pacifique, neutra-

lité loyale, liberté entière d'action. » Cette politique semblait trop modeste pour être sincère, et pour les gens clairvoyants elle ne pouvait signifier que ceci : Napoléon III surveille les événements, et il attend son heure pour tirer l'épée.

Napoléon III, pendant qu'il poussait à l'alliance entre l'Italie et la Prusse de plus en plus rassurée sur sa neutralité, s'engageait en effet dans de secrètes négociations avec l'Autriche. Cette puissance, prévoyant l'impossibilité où elle serait bientôt de garder la Vénétie, cherchait un moyen de l'échanger ou de la vendre, mais après une bataille qui lui aurait permis de satisfaire aux lois de l'honneur militaire. Napoléon III lui proposait un arrangement aux dépens de la Prusse qu'il supposait battue d'avance dans la lutte prochaine. Cet arrangement, auquel l'Autriche ne se montrait pas trop défavorable, consistait à prendre la Silésie en échange de la Vénétie. Mais à défaut même du consentement préalable de l'Autriche, Napoléon III était bien sûr de faire prévaloir sa volonté après que les chances de la guerre auraient détruit une des puissances en lutte, et affaibli l'autre de façon à lui rendre impossible la résistance à un médiateur à la tête de 500 000 hommes.

La déclaration de M. Rouher appela M. Thiers à la tribune. Il commença par flétrir les iniquités commises par la Prusse et par l'Autriche contre le Danemark et les duchés, et par l'Italie contre le pape et les grands ducs. La cause des petits États italiens ne présentait plus qu'un intérêt rétrospectif. Celle du Danemark s'imposait encore à tous les esprits. Ce

petit royaume, chargé de défendre la liberté des mers, avait reçu de l'Europe la garde du Sund en récompense de son héroïque résistance à Nelson dans Copenhague même. Napoléon I^{er} était déjà à l'île d'Elbe, et le Danemark, resté fidèle à sa fortune, soutenait encore Davoust enfermé dans Hambourg. La coalition le punit, ajouta M. Thiers, en lui enlevant la Norvège; elle lui donna, il est vrai, en compensation le Lautenbourg, que la Prusse et l'Autriche viennent de lui reprendre et que la seconde a revendu à la première.

On se rappelle, continua l'orateur, le cri de ce Romain du temps des proscriptions : « Maudite maison d'Albe ! elle me coûtera la vie ! » Le Danemark avait, lui aussi, sa maison d'Albe, c'est-à-dire les duchés. Ce royaume, formé d'un groupe d'îles, est uni au continent allemand par une langue de terre divisée en deux parties : le Holstein confinant à l'Allemagne, et le Sleswig au Jutland. Le grand nombre d'Allemands qui habitent le Holstein en font presque une province allemande ; le Sleswig ne compte pas d'habitants allemands, il n'a jamais appartenu à la Confédération germanique, l'Allemagne n'a pas plus de droits sur lui qu'elle n'en aurait sur l'Alsace et sur la Lorraine. Le droit de l'Allemagne dans le conflit soulevé entre cette puissance et le Danemark au sujet du Holstein, se bornait à l'exécution fédérale, c'est-à-dire à l'occupation du terrain contesté jusqu'à ce qu'un tribunal eût vidé le conflit. La possession des duchés par le Danemark avait bien été troublée dès 1848, mais le prince prudent qui gouvernait la Prusse à cette époque,



cédant aux représentations de l'Europe, renonça à ses prétentions. Tout semblait fini, lorsqu'en 1852, le roi de Danemark, voulant régler la question de succession, racheta pour 10 millions les droits de la maison d'Augustenbourg, droits fort contestables et fort contestés que le représentant de cette maison revendique aujourd'hui et que M. Thiers serait disposé à lui reconnaître, parce qu'il préfère la création d'un nouvel État dans la Confédération germanique à un bouleversement de l'Europe. Les puissances avaient sanctionné le choix du successeur du roi de Danemark et garanti l'intégrité de cette monarchie. Quels arguments met-on en avant pour annuler ces arrangements? On prétend que la Confédération germanique n'a pas été consultée. C'est vrai. Mais si cette consultation n'eut point lieu, ce fut uniquement par crainte d'exciter des troubles très graves en convoquant la Diète après la guerre de 1848, mais les puissances allemandes n'en furent pas moins consultées séparément. La mort du roi de Danemark étant survenue au moment de la création de l'unité italienne, l'influence de cet événement se fit sentir très vivement en Allemagne; le duc d'Augustenbourg renoua ses prétentions sur les duchés; la Diète, pour se rendre populaire, décrète l'exécution fédérale sous prétexte que le Holstein n'est pas constitué à son gré, comme si cette constitution la regardait et comme si elle avait à exercer sur ce duché un autre droit qu'un simple droit de juridiction. La Saxe et le Hanovre se chargent de l'exécution fédérale. Le Danemark, loin de résister, reconnaît la légalité de la pro-

cédure fédérale et retire ses troupes sur la ligne qui sépare le Holstein du Sleswig. La Diète possède donc le Holstein, mais à titre de dépôt.

L'Autriche et la Prusse, pendant ce temps-là, se croisaient les bras et regardaient faire la Diète. M. de Schmerling, alors premier ministre de François-Joseph, et M. de Bismarck, redoutaient, l'un les idées de nationalité, l'autre les idées de liberté qui pouvaient couvrir sous la question des duchés. M. de Bismarck surtout répétait sur tous les tons qu'il n'y avait pas lieu de s'inquiéter de l'attitude de la Diète, qu'il serait facile de la mettre à la raison quand le moment viendrait. Le langage du ministre prussien change tout à coup ; M. de Bismarck se transformant, comme tant d'autres, en démocrate pour se dispenser d'être libéral, crie aux patriotes allemands qu'il va prendre en main la cause de la Confédération. M. de Schmerling, auquel M. Thiers pardonne sa faute en faveur du motif qui la lui a fait commettre, se joint à M. de Bismarck pour modérer son ardeur, et quatre-vingt mille Autrichiens et Prussiens se jettent sur quinze mille Danois. M. Thiers constate le mouvement d'indignation éprouvé par l'Europe en apprenant que la petite armée danoise, réduite de moitié, était obligée de se retirer dans l'île d'Alsen. L'Angleterre proposa une conférence aux puissances. Le moment n'était malheureusement pas favorable à une réunion de ce genre. Le gouvernement impérial cherchait dans ce moment-là précisément à imprimer un caractère européen à la question polonaise. L'intention était bonne, sans doute, mais il

fallait prévoir que l'Angleterre et l'Autriche se borneraient à donner à la Russie des conseils d'humanité, quittes à se taire le jour où cette puissance, se relevant fièrement de sa défaite de Crimée, les défierait ainsi que Napoléon III lui-même d'aller au delà de ces conseils. Fallait-il donc déclarer la guerre à la Russie? Non, répondait M. Thiers, mais il fallait éviter de tomber dans l'erreur d'une pareille négociation. Le Congrès imaginé comme un moyen de réparer cette erreur, et de sauvegarder la dignité du gouvernement impérial, ne pouvait amener que la guerre. L'Angleterre chargée par l'Europe de notifier le refus, s'acquitta de ce soin avec une rudesse que le gouvernement impérial parut avoir oubliée lorsqu'il accepta la conférence proposée par elle; mais au lieu d'invoquer le traité de 1852 et de soutenir que la question de succession ne pouvait se soutenir nulle part mieux qu'en Danemark, Napoléon III mit en avant cette thèse, que l'entente ne paraissant pas exister à ce sujet entre les puissances, le moyen le plus simple de les mettre d'accord, était de consulter les populations en vertu du principe des nationalités. C'était assurer d'avance la victoire à l'Allemagne. L'Angleterre, la Russie et les petits États allemands eux-mêmes, ne sachant trop que faire de ce principe des nationalités qu'on leur jetait, pour ainsi dire, dans les jambes, se retournent du côté de la Prusse et de l'Autriche, et leur demandent : « Que voulez-vous? — La séparation entre le Danemark et les duchés placés sous le sceptre d'un Augustenbourg, » répondent à la fois la Prusse et l'Autriche.

Lord John Russell, faisant la part du feu, propose de laisser le Sleswig au Danemark et de lui prendre le Holstein, arrangement inique en lui-même, mais qu'on accepte pour en finir, en joignant au Holstein la rive gauche de l'Eider, c'est-à-dire le cours d'eau qui doit devenir le fameux canal par lequel les flottes allemandes passeront un jour de la mer Baltique dans la mer du Nord : la Prusse ne paraissant pas entièrement satisfaite, on ajoute une partie de la rive droite à la rive gauche de l'Eider. Le Danemark aura pour frontière le Danewirke. Napoléon III, pendant que les diplomates se livrent sur ces divers points à une lutte des plus vives et des plus ardentes, répétait son refrain habituel : Consultons les populations.

La conférence échoue, la guerre recommence, dit M. Thiers, continuant son impitoyable exposé de la question, les alliés viennent facilement à bout des restes de l'armée danoise, et la paix de Vienne, au mois d'octobre 1864, enlève au Danemark le Sleswig et le Holstein, grande iniquité dans le genre de celle qui avait été commise en Italie, et qui du moins lui avait profité ; mais ici l'Allemagne quel profit recueillait-elle ? aucun : la Prusse seule restait maîtresse du terrain, avec l'Autriche, sa fidèle suivante. Il s'agissait maintenant de se débarrasser du duc d'Augustenbourg, dont la Prusse avait semblé un moment épouser les prétentions ; elle le menaça, s'il continuait sa propagande, de le faire empoigner par quatre gendarmes et jeter à la frontière ; la Prusse adresse des menaces analogues aux journalistes, chasse les fonctionnaires récalcitrants, et répond aux

conseils de modération que lui donne l'Autriche sur un ton de hauteur qui déjà l'année dernière permettait de se demander si les alliés n'allaient pas en venir aux mains. Les deux souverains de Prusse et d'Autriche furent assez sages pour empêcher la guerre en signant la convention de Gastein. L'Autriche garda provisoirement le Holstein, et la Prusse le Sleswig, l'Autriche laissait se produire dans le duché resté entre ses mains des manifestations en faveur du duc d'Augustenbourg, la Prusse n'hésita pas à les interdire en attendant la décision des syndics de la couronne qui fut entièrement favorable au traité de 1852 et aux droits du Danemark sur les duchés; seulement ces droits, le Danemark ne les possédait plus. Il avait été obligé par la force des armes de les céder à la Prusse, et la Prusse déclara nettement qu'elle les garderait en vertu de ce même principe. Le partage de la Pologne, s'écria M. Thiers, excite l'indignation, mais dans celui du Danemark le bouffon se mêle à l'odieux, et l'on nous demande de sanctionner un pareil acte!

Voici, reprend-il, où en sont les rapports entre l'Autriche et la Prusse. L'Autriche veut que les duchés restent à la Confédération; la Prusse qui cherche à s'en emparer accuse l'Autriche d'armer. L'Autriche garde le silence au lieu de répondre nettement : Oui, j'arme parce qu'en ce moment vous nouez avec l'Italie des relations menaçantes pour moi, et pendant que ces deux nations s'observent, l'Allemagne, soutenue par la Prusse, vise à supprimer la Diète et à s'unifier. M. Thiers comprend cette ten-

dance, quoique le principe fondamental de la politique européenne à toutes les époques ait consisté à maintenir l'Allemagne dans l'état qu'elle présente aujourd'hui, celui d'un nombre déterminé d'États indépendants unis par un lien fédératif. Il faut défendre ce principe contre la Prusse. Si une guerre prochaine était favorable à cette puissance, elle ne chercherait sans doute pas à s'emparer tout de suite de l'Allemagne entière, car quatorze millions d'individus n'en absorbent pas trente-cinq millions du jour au lendemain, mais de certains États du Nord, dont la possession assurera son influence sur le reste de la Confédération; l'Autriche deviendra ainsi la protégée de la Prusse, le centre de l'Empire germanique passera de Vienne à Berlin, en s'appuyant, non plus comme autrefois sur l'Espagne, mais sur l'Italie. Le danger de l'unité italienne, selon M. Thiers, c'est de conduire à l'unité allemande; consentir à l'unité allemande, au prix même d'une augmentation de territoire, c'est consentir à l'abaissement de la France; il faut donc s'y opposer au nom de l'intérêt français, de l'intérêt allemand, et de l'équilibre européen, mais par quel moyen? Il y en a trois, répond M. Thiers : la guerre, l'avertissement, le silence. L'orateur ne propose pas de faire immédiatement appel aux armes, mais il croit que le moment est venu de sortir de la neutralité et de prévenir courtoisement mais nettement la Prusse que la France ne s'associe pas à sa politique; mais le silence a parfois une éloquence supérieure à toutes les autres, et pour tout faire comprendre à M. de Bismarck, il eût

suffi d'interdire à l'Italie de devenir l'alliée de la Prusse, tandis que l'Europe, en voyant Victor-Emmanuel et Guillaume I^{er} marcher à côté l'un de l'autre, peut croire que Napoléon III ne tardera pas à se joindre à eux.

Ce discours, nourri de faits, de vues profondes, d'aperçus ingénieux et à la fois d'illusions et de préjugés tenaces, avait le double avantage d'expliquer de la façon la plus claire et la plus lucide à la majorité une question qu'elle ne connaissait guère que de nom et de répondre à son antipathie profonde pour l'Italie : aussi la droite salua-t-elle la fin de ce discours par des applaudissements enthousiastes qui retentissaient douloureusement au banc du ministre d'État.

La politique de M. Thiers, à laquelle la majorité venait de s'associer en quelque sorte par un élan unanime, reposait en effet sur le maintien des traités de 1815, et la majorité ne devait pas tarder à apprendre par le discours d'Auxerre la profonde répugnance que ces traités inspiraient à l'Empereur. Ce discours fut une leçon donnée à la majorité, et une réponse au discours de M. Thiers. Le gouvernement impérial comprit cependant que tout ne devait pas se borner là, et qu'il se trouvait dans la nécessité de donner au pays des preuves de son désir de mettre un terme par un arrangement quelconque aux inquiétudes de l'Europe. Il obtint le concours de l'Angleterre et de la Russie pour proposer à la Prusse, à l'Autriche, à la Confédération germanique et à l'Italie une conférence (24 mai), pour résoudre à la fois la question

des duchés de l'Elbe, fixer les modifications à introduire dans le pacte fédéral allemand de nature à intéresser l'Europe, et terminer le différend italien. La Prusse et l'Italie acceptèrent; l'Autriche subordonna son acquiescement à la condition qu'on exclurait d'avance des délibérations toute combinaison tendant à donner à l'un des États représentés à la conférence un agrandissement territorial quelconque. C'était rendre d'avance la conférence inutile. La Diète, du reste, en évoquant la question des duchés par une décision qui porte la même date que la réponse de l'Autriche, et qui fut prise sans doute à son instigation, enlevait elle-même à la conférence l'examen de la question la plus importante qu'elle eût à traiter. Napoléon III imprima dès lors une plus grande activité à ses négociations secrètes avec François-Joseph, et environ quinze jours après l'abandon de la conférence, les deux empereurs signèrent le traité de cession de la Vénétie en échange de la Silésie.

La session continua pendant ce temps-là d'une façon assez monotone. La discussion du projet de loi sur les conseils généraux rendit, le 17 mai, un certain intérêt aux séances du Corps législatif; les esprits du reste n'avaient d'attention que pour les événements extérieurs. La nouvelle loi, dans ses dispositions essentielles, tendait à accroître les dépenses et les dettes des départements ainsi que les attributions financières des préfets. Elle ne comblait aucune des lacunes laissées dans l'organisation des conseils généraux par l'absence du droit de nommer les membres de leur bureau, de vérifier leurs élections,

et donner de la publicité à leurs séances ; mais elle réalisait certains progrès dans leurs attributions. Le conseil général désireux de s'imposer extraordinairement ne serait plus obligé de s'adresser au Corps législatif ; il déterminait lui-même la limite en deçà de laquelle les conseils municipaux pourraient voter les centimes additionnels. Le département exerçait ainsi une sorte de tutelle sur la commune. MM. d'Audelarre et Picard attaquèrent fort cette disposition de la loi. L'impôt n'est exigible, disaient-ils, que s'il est consenti par la nation, aucun impôt ne peut donc être perçu sans l'autorisation du Corps législatif. Le rapporteur, M. Busson-Billault, leur répondit que le Corps législatif était libre de déléguer son pouvoir ; théorie fort contestable, alors même que le Corps législatif serait en mesure de se rendre compte de l'usage fait de sa délégation, car il en serait responsable. Or, aux termes de l'article 2 qui est toute la loi, le Corps législatif fixait seulement le maximum des centimes extraordinaires que le conseil départemental pourrait imposer ; mais tous les départements n'ayant pas les mêmes ressources, pouvait-on sans injustice leur imposer le même maximum ? Le pouvoir vague laissé au Corps législatif ne lui permettra plus de mesurer les charges aux ressources des contribuables. L'article 2 offrait en outre le danger de n'opposer aucun obstacle à l'entraînement vers des dépenses souvent très profitables en elles-mêmes, mais très peu en rapport avec les recettes. M. Picard exprima la crainte « qu'en présence des énormes travaux de Paris les conseils généraux des

départements ne se piquent d'émulation ». La loi, en créant la faculté de l'emprunt sans surveillance, permettait en effet de redouter ce danger.

Une vive discussion s'engagea sur l'article 13 qui conférait à la commission départementale de la Seine nommée par le gouvernement les droits attribués par l'article 2 aux conseils généraux électifs, c'est-à-dire d'aliéner les propriétés départementales, d'imposer des centimes extraordinaires et de contracter des emprunts remboursables en douze ans. L'adoption de l'article 13 semblait assez douteuse ; son renvoi à la commission était en tout cas demandé, et le rapporteur, M. Seneca, allait se voir obligé d'y consentir. Il est fort douteux qu'il eût été adopté si M. Rouher n'était intervenu pour déclarer que le gouvernement n'avait aucune objection à soulever contre l'insertion dans la loi d'un article additionnel qui soumettrait les impôts extraordinaires et les emprunts du département de la Seine au contrôle législatif. L'article 13 fut voté sous le bénéfice de cet article additionnel, et encore en soulevant contre lui une opposition de 60 voix.

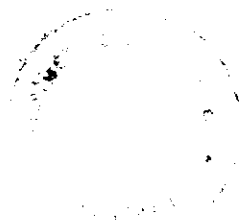
Les articles 5, 6, 7 du Code d'instruction criminelle décident que le Français auteur d'un crime commis à l'étranger, ne peut être puni dans son pays que si le crime est attentatoire à la sûreté de l'État, s'il consiste en contrefaçons du sceau de l'État ou de monnaies légales ayant cours, enfin s'il est commis par un Français et s'il n'a pas été poursuivi à l'étranger. Les simples délits ne tombaient pas sous le coup des articles précédents jusqu'en 1852 : le gouverne-

ment, voulant à cette époque s'assurer au dehors la protection exceptionnelle qu'il s'était assurée au dedans, appliqua ces dispositions du Code d'instruction criminelle à tout délit commis par un Français à l'étranger contre un autre Français, ou même contre un étranger, en ajoutant que l'étranger lui-même pourrait être poursuivi en France, s'il était saisi sur le territoire, pour les crimes et délits commis par lui à l'étranger contre la sûreté de l'État, ou contre un Français. Les tendances politiques de cette loi firent repousser par l'Angleterre les conventions d'extradition que le gouvernement impérial lui proposait à cette époque. Elle fut abandonnée par suite des réclamations qu'elle souleva de la part des autres puissances. Ce n'est pas qu'un pays n'ait point un grand intérêt à ce que les nationaux ne puissent impunément commettre à l'étranger des délits contre l'État ou contre des concitoyens, tout le monde admet le contraire. Or, comme il se peut fort bien que l'État dans lequel les délits auraient été commis eût avantage à les favoriser, ou fût impuissant à les réprimer, les codes prévoient ce cas, et contiennent des lois pour pourvoir à ces dangers. Le gouvernement impérial n'aimait pas à se sentir désarmé sur ce terrain; il déposa donc un nouveau projet de loi sur cette matière qui n'était que la reproduction de la loi de 1852, moins la disposition relative aux crimes et délits commis par un étranger et avec certaines restrictions s'appliquant au crime ou délit commis par un Français sur un autre Français ou sur un étranger. Il y avait là une lacune intentionnelle signifiant que les crimes

et délits commis à l'étranger contre la société, autrement dit les crimes et délits politiques, ne profiteraient pas de ces restrictions. Le Français voyageant hors de France pouvait être arrêté à son retour sur une simple dénonciation le signalant comme ayant mal parlé des autorités de son pays, ou colporté une fausse nouvelle, et le Français résidant à l'étranger pouvait se voir fermer l'entrée de son pays.

Ce projet de loi n'était pas dirigé contre les correspondants des journaux étrangers, car le gouvernement, divers procès l'avaient prouvé, était suffisamment armé contre eux, ni contre les duellistes, ni contre les contrevenants aux lois forestières qui au moindre procès-verbal, passent la frontière, ni contre les Français auteurs de crimes commis à l'étranger que les lois d'extradition peuvent venir prendre dans le pays qu'ils habitent. Pourquoi donc cette loi en vertu de laquelle Louis XIV aurait pu poursuivre jusque sur la terre étrangère les victimes de la révocation de l'édit de Nantes ? C'est ce que M. Nogent Saint-Laurens, son rapporteur, ne parvint nullement à expliquer. Il se borna à vanter les améliorations que la commission y avait introduites, et qui étaient loin de suffire pour lui enlever le titre de *loi de sûreté générale à l'extérieur* que lui avait donné M. Picard. Elle fut votée par 212 voix contre 25 sur 237 votants.

La discussion de la loi sur la propriété littéraire commencée le 4 juin ne fut terminée que le 8. Les idées les plus opposées y furent soutenues avec une égale habileté, sinon avec une éloquence égale. Nul ne pouvait sur un terrain pareil lutter avec M. Jules



Favre. L'amortissement offrait moins de prise à l'éloquence. La loi d'amortissement fonctionnait, ou plutôt était censée fonctionner depuis 1816, époque à laquelle la dotation de la caisse d'amortissement était de 20 millions plus 4 pour 100 du capital nominal des rentes émises ou à émettre. Cinq fois depuis 1816 la somme destinée à l'amortissement avait changé de destination. L'amortissement en réalité ne fonctionnait pas. Le gouvernement impérial, se piquant d'amortir, présentait ce qu'il appelait une loi d'amortissement et qui n'était en réalité qu'un budget spécial donné à la caisse d'amortissement. Rien de plus simple cependant que de dire : une somme de..... consacrée au rachat des rentes sera prise sur l'ensemble du budget. La loi, au lieu de cela, affectait à la caisse d'amortissement les bois de l'État, la nue propriété des chemins de fer, dont la jouissance a été concédée et doit faire retour à l'État, et comme dotation annuelle le produit net des coupes ordinaires et des revenus accessoires des forêts, le produit de l'impôt du dixième sur les places, sur le transport des marchandises en chemins de fer, les bénéfices réalisés par la Caisse des dépôts et consignations ; on lui imposait d'un autre côté des charges qui lui constituaient un budget de recettes et de dépenses. Qu'avait de commun tout cela avec l'amortissement de la dette publique ? Que signifiait cette complication de services ? On n'aurait dû en bonne comptabilité amortir que par des excédents de budget ; mais puisque ces excédents n'existaient pas et qu'on créait un fonds d'amortissement, le plus simple eût été de

le créer par un simple article dans le budget des dépenses.

M. Garnier-Pagès prononça sur cette question un excellent discours pendant lequel un membre de la majorité, M. des Rotours, lui lança cette interruption : « Et les 45 centimes ! » C'était fournir à l'orateur une occasion de défendre cet impôt contre les ridicules accusations dont il avait été l'objet. *L'Union*, journal légitimiste, prit lui-même la défense de M. Garnier-Pagès dans les lignes suivantes signées par son rédacteur en chef ¹ :

« De toutes les mesures dont les propositions assiégeaient l'Hôtel de Ville et le ministère des finances en ces jours de trouble, mesures qui, rappelons-nous-le bien, auraient passé presque toutes alors, dans la confusion générale, sans résistance, l'impôt des 45 centimes était la moins violente et la moins désastreuse. M. Garnier-Pagès l'a fort habilement établi, et l'ajournement des paiements, la création du papier-monnaie, la saisie des biens de la maison d'Orléans, le rappel du milliard des émigrés, étaient des folies et des iniquités dont la République peut apporter le rejet comme un de ses titres les meilleurs à l'estime de la postérité.

» Le gouvernement provisoire *a évité la banqueroute* : il a consacré le principe en vertu duquel il était tenu de payer les dettes de la monarchie ; de la sorte *la loyauté des engagements a été préservée, et le crédit de l'État, si fortement atteint qu'il ait été, n'a pas péri. Voilà ce qui est vrai* : et voilà ce que M. Garnier-Pagès a montré avec une incontestable autorité. »

La discussion du projet de loi relatif aux suppléments de crédit de l'exercice 1866 était attendue avec une très vive impatience. M. Jules Favre avait annoncé qu'il profiterait de l'occasion pour revenir sur les affaires d'Allemagne. L'orateur de l'opposition se levait pour monter à la tribune, lorsque M. Rouher s'y di-

1. M. de Riancey.

riges de son côté pour donner lecture de cette lettre adressée par l'Empereur le 11 juin à son ministre des affaires étrangères M. Drouyn de Lhuys.

« Palais des Tuileries, 11 juin 1867.

« Monsieur le Ministre,

» Au moment où semblent s'évanouir les espérances de paix que la réunion de la conférence nous avait fait concevoir, il est essentiel d'expliquer, par une circulaire aux agents diplomatiques à l'étranger, les idées que mon gouvernement se proposait d'apporter dans les conseils de l'Europe, et la conduite qu'il compte tenir en présence des événements qui se préparent.

» Cette communication placera notre politique dans son véritable jour.

» Si la conférence avait eu lieu, votre langage, vous le savez, devait être explicite : vous deviez déclarer en mon nom que je repoussais toute idée d'agrandissement territorial (*Très bien ! très bien !*) tant que l'équilibre européen ne serait pas rompu. (*Mouvement.*)

» En effet, nous ne pourrions songer à l'extension de nos frontières que si la carte de l'Europe venait à être modifiée au profit exclusif d'une grande puissance, et si les provinces limitrophes demandaient, par des vœux librement exprimés, leur annexion à la France. (*Nouvelle approbation.*)

» En dehors de ces circonstances, je crois plus digne de notre pays de préférer, à des acquisitions de territoire, le précieux avantage de vivre en bonne intelligence avec nos voisins (*Très bien ! très bien !*) en respectant leur indépendance et leur nationalité. (*Nouvelle approbation.*) Animé de ces sentiments et n'ayant en vue que le maintien de la paix, j'avais fait appel à l'Angleterre et à la Russie pour adresser ensemble aux parties intéressées des paroles de conciliation.

» L'accord établi entre les puissances neutres restera à lui seul un gage de sécurité pour l'Europe (*Nouveau mouvement d'adhésion*) : elles avaient montré leur haute impartialité en prenant la résolution de restreindre la discussion de la conférence aux questions pendantes. Pour les résoudre, je croyais qu'il fallait les aborder franchement, les dégager du voile diplomatique qui les couvrait et prendre en sérieuse considération les vœux légitimes des souverains et des peuples. (*Très bien ! très bien !*)

» Le conflit qui s'est élevé a trois causes :

» La situation géographique de la Prusse mal délimitée ;

» Le vœu de l'Allemagne demandant une reconstitution politique plus conforme à ses besoins généraux ;

» La nécessité pour l'Italie d'assurer son indépendance nationale.

» Les puissances neutres ne pouvaient vouloir s'immiscer dans les affaires intérieures des pays étrangers ; néanmoins, les cours qui ont participé aux actes constitutifs de la Confédération germanique avaient le droit d'examiner si les changements réclamés n'étaient pas de nature à compromettre l'ordre établi en Europe.

» Nous aurions, en ce qui nous concerne, désiré, pour les États secondaires de la Confédération, une union plus intime, une organisation plus puissante, un rôle plus important (*Approbation*) ; pour la Prusse plus d'homogénéité et de force dans le Nord ; pour l'Autriche, le maintien de sa grande position en Allemagne. (*Très bien ! Très bien !*)

» Nous aurions voulu en outre que, moyennant une compensation équitable, l'Autriche pût céder la Vénétie à l'Italie (*Très bien ! Très bien !*) ; car si, de concert avec la Prusse et sans se préoccuper du traité de 1852, elle a fait au Danemark une guerre au nom de la nationalité allemande, il me paraissait juste qu'elle reconnût en Italie le même principe en complétant l'indépendance de la Péninsule. (*Approbation.*)

» Telles sont les idées que, dans l'intérêt du repos de l'Europe, nous aurions essayé de faire prévaloir. Aujourd'hui il est à craindre que le sort des armes seul en décide.

» En face de ces éventualités, quelle est l'attitude qui convient à la France ? Devons-nous manifester notre déplaisir parce que l'Allemagne trouve les traités de 1815 impuissants à satisfaire ses tendances nationales et à maintenir sa tranquillité ?

» Dans la lutte qui est sur le point d'éclater, nous n'avons que deux intérêts : la conservation de l'équilibre européen et le maintien de l'œuvre que nous avons contribué à édifier en Italie. (*Très bien ! Très bien !*)

» Mais pour sauvegarder ces deux intérêts, la force morale de la France ne suffit-elle pas ? Pour que sa parole soit écoutée, sera-t-elle obligée de tirer l'épée ? Je ne le pense pas. (*Nouvelles marques d'assentiment.*)

» Si, malgré nos efforts, les espérances de paix ne se réalisent pas, nous sommes néanmoins assurés par les déclarations des cours engagées dans le conflit que, quels que soient les résultats de la guerre, aucune des questions qui nous touchent ne sera résolue sans l'assentiment de la France. (*Très bien ! Très bien !*)

» Restons donc dans une neutralité attentive, et forts de notre désintéressement, animés du désir sincère de voir les peuples de l'Europe oublier leurs querelles et s'unir dans un but de civilisation,

de liberté et de progrès, demeurons confiants dans notre droit et calmes dans notre force. (*Applaudissements prolongés. — Mouvement général.*)

» Sur ce, Monsieur le Ministre, je prie Dieu qu'il vous ait en sa sainte garde.

» Napoléon. »

M. Rouher ajouta : « En présence de déclarations
» aussi claires et aussi précises, le gouvernement
» pense que le Corps législatif ne voudra pas avoir une
» discussion sur les affaires d'Allemagne et d'Italie.
» Il considérera qu'un débat contradictoire sur ce su-
» jet serait inopportun et non exempt d'inconvénients
» sérieux, à un moment où, malgré nos efforts, il
» semble que les conflits qui agitent l'Europe ne
» puissent plus trouver leurs solutions que par les
» armes. » (*Vives et nombreuses marques d'approba-
tion.*) M. Jules Favre demanda si, sans sortir des
bornes que conseillent le patriotisme et la prudence,
une discussion sur la lettre impériale n'aurait pas son
utilité, ne fût-ce que pour ne pas renoncer aux pré-
rogatives du Corps législatif. Il s'agit de savoir, dit
M. Pelletan, si la Chambre donne sa démission. La
majorité crie : La clôture ! la clôture ! M. Thiers
essaye en vain de parler contre la clôture ; cette ma-
jorité qui, l'autre jour, l'aurait volontiers porté en
triomphe, étouffe aujourd'hui sa voix. La clôture est
adoptée au scrutin par 239 voix contre 44 sur 250
votants.

Napoléon III, comme l'a déjà fait remarquer M. de Sybel, se croyait tellement sûr du succès de ses plans qu'il ne craignait pas de les livrer à la publicité. La lettre qu'on vient de lire n'était que le résumé des ar-

rangements qu'il comptait faire prévaloir quand les premiers résultats de la campagne auraient démontré la faiblesse et l'infériorité de l'armée prussienne, certaines pour lui d'avance : cession de la Vénétie à l'Italie, consolidation de l'Autriche dans sa grande position en Allemagne, afin de maintenir la rivalité des deux puissances, abandon par la Prusse de la Silésie à l'Autriche et des provinces rhénanes à la France en échange des duchés du Hanovre et de la Hesse électorale, voilà ce que Napoléon III dans sa lettre appelait une meilleure délimitation de la situation géographique de la Prusse. Quant au rôle plus important réclamé pour les États secondaires de l'Allemagne, il consistait à se réunir en une sorte de confédération rhénane placée sous l'influence de l'Empire français. Il ne manquait au succès de ce plan qu'une appréciation plus exacte de la force des deux nations prêts à se battre. Napoléon III jouait sur la carte de l'Autriche, ce fut la Prusse qui gagna la partie.

Le lendemain 3 juin commença la discussion des projets de loi portant fixation des budgets ordinaire et extraordinaire des dépenses et des recettes de l'exercice 1867 ; M. Jules Favre fit le tableau le plus exact et par conséquent le plus triste de la situation du Mexique. M. Jérôme David eut le courage de lui répondre que Maximilien se trouvait dans les conditions les plus favorables pour conserver le pouvoir. M. Rouher cette fois garda le silence.

Le gouvernement, dans une note insérée au *Moniteur* du 9 juin 1852, avait formellement déclaré qu'il

n'appartenait au pouvoir que par l'exemple qu'il donne, d'intervenir dans une affaire de liberté de conscience. Les tribunaux n'en appliquaient pas moins la loi surannée du repos du dimanche. M. Picard qui en demandait l'abrogation put rappeler la condamnation prononcée récemment contre un journalier pour avoir charrié des planches le jour de la Toussaint. M. Rouher lui répondit que le gouvernement, sans abroger la loi, en userait avec ménagement; c'est-à-dire, reprit M. Picard, que le gouvernement restera comme toujours dans l'arbitraire. M. Rouher reprocha vivement à l'orateur de l'opposition de se servir toujours d'expressions blessantes et d'appréciations odieuses « contre » le gouvernement. C'était une dénonciation en forme au président de la Chambre; M. Picard ne reçut cependant aucune admonestation. M. Glais-Bizoin, moins heureux, fut rappelé à l'ordre le lendemain. Il s'était permis de dire que les souverains qui s'apprêtaient à bouleverser l'Europe avaient dû, pour se rendre maîtres de la situation, commencer par supprimer le régime parlementaire et violer la constitution jurée par eux.

La discussion du budget était pour l'opposition une occasion naturelle de passer ses griefs en revue. M. Eugène Pelletan, fidèle à la tradition, commença par demander une réduction sur le chiffre des fonds secrets. Les précédents gouvernements justifiaient en partie la demande de ces fonds appliqués en grande partie à la presse par cette singulière raison, que puisqu'il y avait des journaux qui attaquaient le

gouvernement, il fallait qu'il y en eût pour le défendre : de là naissait la nécessité de subventionner ces derniers ; mais M. Pelletan répondait avec raison à cet argument : Aujourd'hui que la presse est entre les mains du gouvernement, celui-ci n'a nul besoin de journaux pour se défendre, et les fonds secrets n'ont plus leur raison d'être.

La question de la liberté individuelle n'avait pas un rapport direct avec les fonds secrets ; mais la Chambre n'ayant pas le droit d'initiative, l'opposition profitait de toutes les occasions pour y suppléer. C'est ainsi que M. Picard invoqua, pour refuser le crédit demandé, le maintien de la loi du 9 juillet 1852 relative aux interdictions de séjour dans le département de la Seine et dans l'agglomération lyonnaise et du décret du 8 décembre 1851. La première permettait au préfet de police à Paris et au préfet du Rhône à Lyon d'emprisonner tous ceux qui avaient subi une condamnation ou qui ne justifiaient pas de leurs moyens d'existence ; le second mettait pendant dix ans, après l'expiration de sa peine, le condamné sous la main de la justice administrative maîtresse de l'envoyer à Cayenne : cette violation du principe que nul ne doit être soustrait à ses juges naturels, cette mise en suspicion de la misère, trouvèrent des défenseurs dans M. de Benoist et le commissaire du gouvernement : Si cette législation entraînait de graves abus, dit ce dernier, la presse ne manquerait pas de les signaler. Mais la presse, répliqua M. Jules Favre, est dans la main du gouvernement qui lui interdit, quand cela lui plaît, de rendre même compte d'un

accident de chemin de fer. « Il y a des journalistes parmi nous, » s'écria M. Granier de Cassagnac feignant la plus vive indignation, « qu'ils disent si leur plume est libre. »

MM. Adolphe Guérault et Havin crurent devoir se rendre à l'appel de M. Granier de Cassagnac et protester contre l'assertion de M. Jules Favre. M. Guérault déclara fièrement qu'il s'était plus d'une fois attiré des avertissements pour avoir donné asile à des réclamations. Cela prouvait certainement son indépendance et en même temps le péril dans lequel il mettait sa propriété toutes les fois qu'il se livrait à un acte semblable de courage. M. Havin, directeur du *Siècle*, convint qu'on lui avait adressé quelquefois l'invitation de se taire, mais d'un ton qui ne permettait pas de supposer que le refus de s'y rendre pût attirer une peine quelconque à son journal: il ajouta qu'on ne lui avait jamais fait de défense qu'il ne fût pas libre d'enfreindre et qu'il braverait d'ailleurs toutes les menaces pour défendre l'intérêt général. MM. Guérault et Havin croyaient sauvegarder la dignité de la presse en essayant de dissimuler une situation que tout le monde connaissait, et qu'ils auraient fait accepter en l'avouant, car personne ne saurait nier qu'on ne puisse fort bien être indépendant sans être libre; ne pas dire ce que l'on pense, ce n'est pas dire ce qu'on ne pense pas. Le rédacteur en chef de l'*Avenir national* fut mieux inspiré que ses collègues en convenant nettement qu'il n'était pas libre, et que M. Jules Favre était dans le vrai en parlant comme il l'avait fait. M. Jules Favre lui répondit:

« Mon cher monsieur Peyrat,

« Vous avez très exactement interprété ma pensée, et je croyais l'avoir expliquée nettement de manière à ne froisser aucune honorable susceptibilité. Je n'ai point attaqué ceux qui, dans ces temps difficiles, tiennent courageusement la plume du journalisme, mais seulement la législation qui les régit. C'est sur elle seule que j'ai fait peser la responsabilité des faits que j'ai signalés, et je m'étonne qu'on ait donné à mes paroles un autre sens.

« Je vous prie, mon cher monsieur Peyrat, d'agréer l'expression de mes sentiments bien dévoués.

» JULES FAVRE. »

M. de Latour aurait bien voulu profiter de la situation pour examiner la situation intellectuelle et morale de la France, et inspecter en quelque sorte cette école de tout le monde qu'on nomme l'art et la littérature. D'où vient le mercantilisme littéraire, quels sentiments éprouvent les populations de Paris et de nos grandes villes au milieu du luxe de leurs transformations? Au débordement de licence, faut-il opposer une censure plus sévère et la force du principe conservateur et chrétien? L'orateur s'est à peine engagé dans ce vaste sujet, que le président, M. Alfred Leroux, le rappelle aux finances. Le budget du ministère de la maison de l'Empereur et des beaux-arts ne tarda pas à remettre la question littéraire sur le tapis. M. Glais-Bizoin passa tous les théâtres en revue et trouva sur les bancs de la majorité de chauds défenseurs de la *Belle-Hélène*. M. de Guilloutet attaqua toutes les subventions; M. de Tillancourt celle du Théâtre-Italien seulement; M. Jules Simon déplora éloquemment la décadence des arts qui coïncide avec la décadence des mœurs, et flétrit les exploitations

théâtrales qui demandent le succès aux mauvais instincts du public : heureusement l'année prochaine l'Europe, dit l'orateur, en faisant allusion à l'Exposition universelle, n'ira pas seulement regarder le Louvre et les merveilles du présent, elle admirera également les gloires du passé, elle ira au Théâtre-Français et à l'Odéon demander les chefs-d'œuvre de Racine, de Molière, de Corneille. Ce ne sera pas la moins glorieuse de nos exhibitions.

La France avait besoin de la paix et elle ne savait pas si elle aurait la paix ou la guerre ; M. Larrabure, un des membres les plus influents de la majorité, essaya d'appeler l'attention de la Chambre sur cette situation au moment où elle allait voter un budget de dépenses ordinaires s'élevant à la somme d'un milliard et demi, mais le président et ses collègues eux-mêmes lui imposèrent silence. M. Thiers eut beau s'écrier : « La Chambre ne peut abdiquer son droit », M. Berryer eut beau venir à son aide, et conjurer la majorité au nom de sa dignité et du droit personnel que chacun de ses membres tient du suffrage universel, de laisser discuter les affaires présentes, la droite n'écouta personne et accueillit par des éclats de rire cette dernière apostrophe de M. Thiers : « La Chambre abdique ses droits et ses devoirs devant le pays. »

La discussion de l'article 23 du budget ordinaire des dépenses et des recettes de l'année 1867, fournit à l'opposition une nouvelle occasion de mettre M. Haussmann sur la sellette. Cet article était ainsi conçu : « Les bons que la caisse des travaux publics

de la ville de Paris est autorisée à émettre, pendant l'année 1867, ne pourront excéder la somme de 100 millions de francs. » M. Jules Simon qui prit le premier la parole demanda lequel valait mieux en matière d'administration publique de faire beaucoup, vite et grandement, ou de faire bien, et s'il ne convenait pas en pareille matière de préférer le nécessaire à l'agréable. L'orateur répondit à cette question en étudiant l'emploi fait, dans les XIX^e et XX^e arrondissements, des fonds de l'emprunt récent de 250 millions contracté par la ville de Paris. Les buttes Chaumont formeront sans doute, dit-il, un magnifique jardin d'où le promeneur jouira du merveilleux panorama de la capitale; la rue de Puebla qui y conduit sera une des plus belles du monde; mais à côté de cela, que de quartiers manquent d'éclairage, d'eau, d'air, et surtout d'écoles; à quoi le commissaire du gouvernement répondit : L'administration ne saurait tout faire à la fois, il faut lui laisser le temps. Il ne pouvait pas contester cependant que sur les 62 millions dépensés dans l'ancienne banlieue, les promenades n'eussent pris 8 millions, les mairies 3 millions, les casernes de l'octroi près de 2 millions, les églises autant, et qu'on n'eût consacré que 778 000 francs, à peine un centième, aux établissements scolaires.

M. Ernest Picard laissant la partie de la question si complètement traitée par M. Jules Simon s'occupa de l'organisation financière de la ville de Paris par le côté où elle touche aux finances de l'État. La disposition sur laquelle la Chambre était appelée à voter l'ap-

pelait en effet à examiner la dette flottante de la ville et les émissions de la caisse des travaux de Paris. Les dernières publications de la Cour des comptes constataient entre elle et la ville un désaccord sur tous les points qui touchent à la régularité de la comptabilité multiple de Paris ; la Cour à côté des cinq budgets qui constituent cette comptabilité signale un budget inconnu résultant de deux espèces d'opérations irrégulières : les opérations à terme et le règlement en annuités des entrepreneurs de la ville ; mais à quoi bon insister, la préfecture de Paris est une dictature, dit M. Picard, il faut la subir. M. Haussmann est-il préfet ? est-il ministre ? on l'ignore ; ce qu'il y a de certain, c'est que Paris est entre ses mains comme une ville conquise ; il est urgent que cela cesse et que le budget de Paris soit soumis au contrôle du Corps législatif. C'est la seule manière de mettre fin aux opérations financières extra-budgétaires qui constituent des emprunts déguisés.

M. Rouher essaya de répondre à M. Picard par un long discours qui ne pouvait rien contre ce dilemme : ou Paris est une municipalité comme une autre, et alors il a le droit de gérer ses affaires par des mandataires de son choix, ou il est avant tout la capitale de la France, et alors le vote et le contrôle de son budget appartiennent au Corps législatif.

La discussion du budget extraordinaire se ressentit un peu de la nécessité où se trouvait la Chambre de voter dans une seule séance la loi financière et le projet de loi relatif à la mutilation du jardin du Luxembourg qui était une des grosses affaires du mo-

ment. MM. Pelletan, Guérault et Picard parvinrent à force d'instance à arracher cette déclaration importante au gouvernement, que le jardin serait respecté jusqu'à l'année prochaine.

M. Walewski clôtura, le même jour 30 juillet, par un discours sans signification, une session qui n'avait pas manqué d'importance et qui laissait la majorité, autrefois si compacte, fractionnée en trois partis : l'un voulant purement et simplement revenir à la politique de 1852 ; l'autre, convaincu que le décret du 24 novembre atteignait la limite des concessions raisonnables, et qu'au delà il n'y avait plus que des abîmes, s'en tenait au *statu quo* ; le troisième parti enfin composé de ceux qui approuvaient le décret du 24 novembre et qui voulaient lui donner « tous les développements qu'il comporte, poussait le gouvernement à marcher en avant ». Le premier de ces partis composé des théoriciens doctrinaires de l'Empire, persuadés que le décret du 24 novembre avait inauguré un régime contraire à l'esprit des institutions impériales, s'efforçait de ramener le gouvernement à la logique de son principe ; les membres du second, quoique certains que le décret du 24 novembre n'avait été que le résultat d'un mouvement factice de l'opinion, ne croyaient pas cependant que l'on pût sans danger reprendre ce qui était donné. Le gouvernement aux yeux de ces deux partis était sur une pente dangereuse, mais l'un voulait aller en arrière, l'autre se fixer au point où l'on se trouvait. Le troisième parti pensait que l'Empire, après s'être fondé en donnant l'ordre à la France, devait s'affermir en lui

donnant certaines libertés favorables à son développement ; et il croyait l'heure venue pour lui de faire des concessions nouvelles. Ce parti, quoique le plus faible de tous pour le moment, ne devait pas tarder à dominer, du moins en apparence, dans les conseils de l'Empereur.

CHAPITRE VII

1864-1866

L'ITALIE ET LA PRUSSE

SOMMAIRE. — L'imminence d'une rupture entre la Prusse et l'Autriche. — Grand conseil tenu à Berlin. — Négociations entre la Prusse et l'Italie. — Situation politique de l'Italie. — La convention du 15 septembre. — Translation de la capitale de Turin à Florence. — Mission Vegezzi à Rome. — Elle échoue. — Négociations avec l'Autriche pour la cession de la Vénétie. — Refus de l'Autriche. — L'Italie cherche un allié. — La Prusse propose à l'Italie un traité avec le Zollverein. — La négociation de ce traité échoue en août 1864. — Elle est reprise en mai 1865. — Signature du traité. — Ses conséquences. — Premiers pourparlers sur une alliance politique entre la Prusse et l'Italie. — La convention de Gastein donne à réfléchir à l'Italie. — Efforts des ennemis de l'alliance prussienne pour rompre les négociations. — Le président du conseil La Marmora se tourne encore une fois du côté de l'Autriche. — Il envoie un agent à Vienne. — La Prusse a vent de cette mission. — Embarras de La Marmora. — M. de Bismarck le presse de lui envoyer un agent. — Départ du général Goyone. — Il arrive à Berlin le 9 mars 1866. — Empressement de M. de Bismarck à entamer les négociations. — Il est suivi d'une grande froideur. — Incertitude de M. de Bismarck. — Le général Goyone, désespérant d'y mettre un terme, fait ses préparatifs de départ. — M. de Bismarck veut que l'Italie déclare la première la guerre. — Objections de l'Italie. — Un traité est enfin signé le 10 avril 1866. — Situation critique de l'Italie. — Craignant d'être attaquée par l'Autriche, elle demande le concours de la Prusse. — Réponse de M. de Bismarck. — L'Italie veut s'assurer des dispositions de Napoléon III. — Le comte Aresé se rend à Paris. — L'Autriche offre de céder la Vénétie à l'Italie. — Refus de l'Italie. — Le congrès. — Adhésion de l'Italie. — Le congrès échoue. — Ouverture des hostilités entre la Prusse et l'Autriche. — Départ du roi et du général La Marmora pour l'armée. — Le baron Ricasoli prend la présidence du conseil.

La question des duchés n'avait été réglée qu'en

apparence par la convention de Gastein conclue le 14 août de l'année 1866. La Prusse fermait l'entrée du Sleswig au duc d'Augustenbourg dont l'Autriche soutenait la candidature en même temps qu'elle accordait ses encouragements à la presse antiprusienne de Francfort. La chute du prince Gouza, due à l'influence manifeste de la Prusse, la part qu'elle prit au choix de son successeur témoignèrent de l'ardeur de M. de Bismarck à susciter des embarras à son alliée; le langage des journaux prussiens devenait de plus en plus vif contre l'Autriche, la *Gazette de la Croix* naguère si dévouée à l'alliance austro-prussienne s'y montrait beaucoup moins favorable; les deux grandes puissances allemandes étaient donc à peu près brouillées au commencement de l'année 1866. Les États secondaires alarmés songèrent à prévenir un conflit en évoquant l'affaire des duchés devant l'Assemblée fédérale, mais la constitution intérieure de l'Allemagne ne plaisait guère à M. de Bismarck, il l'envisageait comme « une maladie qu'il faudrait tôt ou tard guérir *ferro et igni* »; il n'était donc nullement pressé d'accepter le jugement de la Diète.

Un grand conseil auquel assistaient tous les ministres, le chef d'état-major général de Moltke, le chef du cabinet militaire du roi, et M. de Goltz mandé de Paris à la hâte, fut tenu à Berlin. Le général Govone chargé, disait-on, d'une mission purement militaire de la part du gouvernement italien arriva vers le commencement de mars dans la capitale de la Prusse. Les journaux berlinois commen-

caient à dénoncer les armements de l'Autriche et de la Saxe comme des menaces qui forceraient la Prusse à mobiliser son armée. La fameuse circulaire de M. de Bismarck aux agents de la Prusse en Allemagne dans laquelle l'Autriche était ouvertement accusée de ne pas tenir ses engagements et de rassembler des forces considérables près de la frontière prussienne parut le 24 mars. L'Autriche, y était-il dit, prétendrait en vain que ces mesures sont purement défensives, la Prusse ne saurait s'exposer à voir, comme en 1850, une armée autrichienne prête à franchir sa frontière sans défense. La Prusse, ajoutait M. de Bismarck, ne pouvant plus compter sur l'alliance avec l'Autriche est obligée de chercher ses alliés dans l'Allemagne, mais dans une Allemagne profondément réformée dans son organisation civile et militaire, capable de prendre l'allure prompte et décidée que de grandes crises pouvaient exiger.

La Prusse en mettant ainsi l'Allemagne en demeure de se prononcer continuait à presser l'Autriche sur ses mouvements de troupes en Bohême. Deux notes parurent le 28 et le 29 mars à ce sujet; les journaux de Berlin allèrent jusqu'à se plaindre qu'on laissât cette ville exposée à une surprise. Les places fortes de la Silésie furent mises en état de défense et leurs garnisons augmentées. M. de Bismarck entraît résolument en action contre l'Autriche, et aussi contre la cour et l'opinion publique de son pays. L'alliance autrichienne était chère par tradition et par conviction légitimiste au parti féodal; l'opinion redoutait une lutte déjà fort douteuse et qui cesserait de l'être s'il

prenait fantaisie à Napoléon III de s'en mêler; le roi dévot et légitimiste reculait autant devant la réforme que devant la guerre. Laisser crier le parti féodal, changer la direction de l'opinion en surexcitant le sentiment national, en lui montrant la patrie menacée et son avenir en jeu, rappeler au roi qu'il ne pouvait se dérober à la mission providentielle des Hohenzollern, telle fut la tâche à laquelle M. de Bismarck dut se consacrer sans négliger de s'assurer la neutralité de Napoléon III. L'Italie en attaquant l'Autriche au sud diminuerait de moitié cette puissance. M. de Bismarck songea donc à conclure une alliance avec l'Italie.

La crise imminente en Europe allait ramener l'Italie sur la scène politique; avant de dire le rôle qu'elle y joua dans l'année même où nous sommes, il convient de revenir de deux ans en arrière, à l'époque où Victor-Emmanuel et Napoléon III signèrent la convention du 15 septembre 1864.

Le gouvernement italien toujours en présence de trois grands problèmes à résoudre: la question romaine, la question vénitienne, la question financière, crut trouver dans la convention du 15 septembre un acheminement à la solution du premier. Cette convention peu claire de sa nature, obscurcie encore par les commentaires des partis, fut accueillie cependant avec satisfaction par la majorité de la nation, parce qu'elle lui donna une interprétation conforme à ses désirs; la convention du 15 septembre signifiait pour l'Italie: départ de l'armée française de Rome et remplacement immédiat de cette

occupation par l'armée italienne. Si l'une des puissances signataires devait tenir à l'exécution de la convention du 15 septembre, c'était donc l'Italie; cette exécution lui était malheureusement rendue fort difficile par la situation géographique de la frontière des États-Romains qu'elle s'était engagée à protéger contre toute attaque. La convention du 15 septembre n'aurait donc en réalité rien changé à la situation de l'Italie, sans le protocole qui y était annexé et qui stipulait la translation de la capitale de Turin à Florence.

Turin prévoyait cette translation et s'y résignait, mais il ne s'attendait pas à la voir s'accomplir sans aucune des précautions qui auraient pu en atténuer les inconvénients; le Piémont blessé avait quelque droit d'accuser l'Italie d'ingratitude, et son dépit excité par des questions d'intérêt matériel semblait d'autant plus justifié, qu'il fallait être doué d'une forte dose d'optimisme pour considérer le transfert de la capitale de Turin à Florence comme une étape vers Rome.

La capitale à peine installée à Florence, on put espérer un accord prochain entre Rome et l'Italie. Le souverain-pontife avait, vers la fin du mois de mars, adressé à Victor-Emmanuel une lettre autographe pour lui témoigner son désir de s'entendre sur l'investiture des sièges vacants. Le ministère accueillit favorablement ces ouvertures. Le commandeur Vegezzi partit pour Rome; son départ excita une vive émotion et devint l'objet d'une foule de commentaires. Les Italiens patriotes et catholiques le

saluèrent comme le présage de la prochaine réconciliation de l'Église et de l'État; les autres se montrèrent alarmés; le gouvernement n'allait-il pas se laisser aller à des concessions dangereuses? Espérances et craintes également chimériques; le saint-siège n'avait aucune envie de s'entendre avec le royaume d'Italie et le gouvernement, de son côté, n'avait nullement chargé son envoyé de traiter les questions religieuses ayant plus directement trait à l'ordre civil, telles que celles des corporations religieuses, des propriétés ecclésiastiques, etc.¹ Les points à discuter par M. Vegezzi étaient tout simplement ceux-ci: retour des évêques dans leurs diocèses; installation des évêques préconisés depuis 1859; nomination aux sièges vacants. Il ne fut pas même possible de s'entendre sur ces points.

L'Italie en 1864 semblait donc plus éloignée que jamais de réaliser les deux conditions principales de son existence: la suppression du pouvoir temporel et l'indépendance de la Vénétie. L'annexion de la Vénétie à l'Italie ne pouvait s'obtenir que par un rachat ou par l'alliance d'une grande puissance qui lui permit de faire la guerre à l'Autriche. Le général La Marmora avait dans cette même année essayé, mais en vain, de négocier l'annexion de la Vénétie par l'intermédiaire des cabinets de Londres et de Paris. Restait à l'Italie la chance de contracter une grande alliance. Elle jeta les yeux sur l'Allemagne, pour voir si, au milieu du chaos qui suivit la guerre du Dane-

1 Circulation du général La Marmora (livre vert).

mark, elle ne distinguerait pas des intérêts susceptibles de s'allier avec les siens.

La Prusse avait, pour complaire au gouvernement impérial de France, reconnu le royaume d'Italie, mais les rapports entre les cours de Turin et de Berlin étaient si froids, que le prince et la princesse de Prusse, obéissant à des ordres formels, ne firent que traverser Milan dans l'hiver de 1864 à 1865, malgré les efforts du prince Humbert pour les y retenir ; la mésintelligence entre la Prusse et l'Autriche commençait pourtant à poindre à cette époque, et quelques journaux signalant certaines analogies entre les destinées de la maison de Savoie et celle de Hohenzollern, se demandaient pourquoi M. de Bismarck, ne se laisserait pas séduire par le rôle de M. de Cavour. Il n'y avait pas en réalité de rapprochement à faire entre Victor-Emmanuel, roi d'Italie par le suffrage universel, et Guillaume I^{er}, souverain de la Prusse par droit divin et maître des duchés par droit de conquête, ni entre Cavour secondé par la royauté, par le parlement, par la nation, dans son œuvre d'affranchissement national et d'unité, et M. de Bismarck luttant alors contre le roi, contre le parlement, contre les peuples, pour mener à bonne fin l'unité de l'Allemagne. La Prusse avait bien fait au commencement de 1864 des ouvertures au gouvernement italien pour conclure avec le Zollverein un traité dont la signature semblait prochaine, mais l'envoyé italien s'aperçut qu'on l'amusait de prétextes dilatoires. M. de Bismarck ne voulait pas donner de l'ombrage à l'Autriche. Les négociations ne furent reprises sérieusement qu'au mois de mai 1865.

Elles avaient déjà procuré un premier avantage à l'Italie. Un grand nombre d'États faisant partie du Zollverein, la Bavière et la Saxe, reconnurent le nouveau royaume. Le traité avec le Zollverein, quoique destiné à n'être définitif que le jour où tous les États qui le composaient auraient reconnu le royaume d'Italie, mais déclaré applicable provisoirement, n'en fut pas moins aux événements de 1866 ce que le traité pour la guerre de Crimée avait été à ceux de 1859 ¹. Les cabinets de Turin et de Berlin en étaient déjà, dans l'été de 1864, à échanger des idées sur les éventualités qui pourraient permettre aux deux gouvernements d'agir de concert contre l'Autriche ; le ministre de Prusse dès le mois d'août sonda le ministre des affaires étrangères à Florence, relativement aux dispositions de l'Italie à se joindre à la Prusse dans une guerre immédiate contre l'Autriche. Le ministre répondit que les sentiments de l'Italie contre l'Autriche étaient connus, mais qu'il attendait que le gouvernement prussien formulât des propositions nettes pour y répondre. La convention de Gastein survint au moment où ces pourparlers étaient le plus actifs. Un tel arrangement avait de quoi donner à réfléchir au gouvernement italien. La répugnance bien connue de Guillaume I^{er} pour une rupture avec l'Autriche, les souvenirs toujours présents de 1850 et de la faiblesse que la Prusse montra devant l'Autriche à cette époque, inspiraient aux hommes les plus dévoués à la monarchie de Savoie, et les plus

1. *Due anni di politica italiana. ricordi ed impressioni di Stefano Jacini*. Milano, 1868.

compétents dans les choses militaires et politiques, une vive répugnance pour une alliance avec la Prusse, puissance de carton, disaient-ils, prête à s'aplatir sous la main de l'Autriche. Le général La Marmora, ébranlé par toutes ces réflexions, se retourna du côté de Vienne et envoya dans cette ville un agent chargé de faire valoir les avantages économiques, financiers et politiques de la cession de la Vénétie. Les hommes d'État autrichiens reconnaissaient ces avantages, mais l'Empereur restait ferme à ne considérer la question qu'au point de vue de l'honneur militaire.

La diplomatie prussienne eut vent de cette mission au moment même où les résultats pacifiques de l'entrevue de Gastein étaient mis en question, et où les complications commençaient à renaître en Allemagne. Le ministre prussien à Florence reprit avec plus d'ardeur les négociations, mais le général La Marmora, chargé vers la fin de 1865 de reconstituer le cabinet, se voyait dans un grand embarras, car il ne trouvait aucun homme politique qui ne fît d'une diminution dans le budget de la guerre la condition de son acceptation du ministère des finances. Diminuer l'armée dans un pareil moment, c'était décourager l'allié qu'on cherchait, et assumer une grande responsabilité à la veille d'une guerre probable, car M. de Bismarck pressait le gouvernement italien d'envoyer en Prusse un homme à la fois militaire et diplomate, bien au fait des intentions du roi, et en état d'éclairer le gouvernement prussien sur tous les points.

Le général Govone partit pour Berlin le 9 mars 1866; M. de Bismarck l'attendait à la légation d'Italie; il était temps en effet de conclure : un conseil de guerre se tint à Vienne le 10 mars; une note du gouvernement autrichien déféra la question des duchés à la Diète et demanda la mise sur pied de guerre des contingents fédéraux; les armements et les mouvements de troupes autrichiennes sur la Bohême et la Silésie s'effectuaient au grand jour. La Prusse de son côté, prenant les mesures pour être prête à tout événement, adressa une note à la Diète sur la nécessité de réformer la Confédération germanique. Un conflit semblait inévitable et prochain, et cependant, chose bizarre, M. de Bismarck, à mesure que les événements se dessinaient, montrait moins d'empressement à traiter avec l'Italie. Ses idées à ce sujet étaient si variables et si mobiles que le général Govone, se voyant dans l'impossibilité de les fixer, écrivit le 22 mars à son gouvernement qu'un séjour plus prolongé à Berlin ne lui paraissait plus avoir désormais aucune utilité.

M. de Bismarck au milieu de ses fluctuations avait pourtant une idée fixe, c'est que l'Italie, dans le cas d'une alliance, devait engager la lutte. L'Italie, se refusait d'autant plus énergiquement à ce rôle que la Prusse se refusait à prendre aucun engagement avec elle, et que dans le cas possible où son attaque porterait l'Autriche à faire des concessions à la Prusse, l'Italie restait exposée aux rancunes de l'une et à l'indifférence de l'autre, aussi ne cessa-t-elle pas de se montrer résolue à ne déclarer la guerre à l'Autriche

qu'après la Prusse, en stipulant en outre qu'elle serait libérée de cet engagement si la Prusse au bout de trois mois n'avait pas commencé les hostilités.

Un accord secret entre l'Italie et la Prusse fut enfin signé en forme de traité d'alliance offensive et défensive le 20 avril 1866. Il contenait ces stipulations : « 1° Dès que le roi de Prusse sera en mesure de prendre les armes pour faire prévaloir ses propositions de réforme fédérale en Allemagne, le roi d'Italie déclarera la guerre à l'Autriche ; 2° la guerre à partir de ce moment sera faite par les deux souverains avec toutes leurs forces, et ni l'un ni l'autre ne conclura la paix ou un armistice sans un consentement réciproque ; 3° cet engagement subsistera lors même que l'Autriche aurait consenti à l'annexion de la Vénétie à l'Italie, et de certains territoires à la Prusse ; 4° le traité ne sera valable que pendant trois mois à partir du jour de la signature. » Les articles secrets du traité n'ont qu'une très-médiocre importance et n'altèrent point sa portée. Les plénipotentiaires italiens insistèrent en vain pour obtenir que le Trentin suivit le sort de la Vénétie ; une telle stipulation aurait blessé la Bavière et la Confédération germanique ; M. de Bismarck comptait sur l'adhésion de l'une et sur la neutralité de l'autre.

Le gouvernement prussien formula le 9 avril 1866 sa proposition de réforme fédérale aux États germaniques. Le gouvernement italien prit immédiatement les mesures nécessaires pour faire face aux événements. Mais avant d'en venir à l'action, que d'heures de trouble et d'incertitude ! L'Autriche et la Prusse ne

cessaient d'échanger des notes ; M. de Bismarck, malade ou feignant de l'être, restait dans l'inaction ; la guerre n'était pas populaire dans l'armée prussienne, peu jalouse de se mesurer avec des compatriotes, et le parti autrichien reprenait de temps en temps des forces à la cour de Prusse ; l'Italie se demandait si elle ne finirait pas par être abandonnée. Ses préparatifs militaires n'avaient point échappé à la vigilance des agents de l'Autriche, et les chemins de fer transportaient sans cesse de nouveaux régiments en Vénétie. Le gouvernement italien, menacé d'une attaque subite, signala le danger au gouvernement prussien. M. de Bismarck lui répondit, le 2 mai, que, le traité secret n'étant point bilatéral pour les deux puissances, la Prusse ne se croyait pas strictement obligée d'intervenir pour défendre l'Italie, mais que, convaincu personnellement que l'intérêt de son pays dans cette circonstance était de diviser les forces de l'Autriche, il faisait de l'intervention une question de cabinet. Réponse peu rassurante, dont le gouvernement italien fut obligé de se contenter. Il voyait bien, il est vrai, que la situation était telle en Allemagne, que la Prusse, à moins d'un suicide, ne pouvait plus reculer.

L'Europe cependant s'était jusqu'ici montrée assez mécontente des préparatifs militaires de l'Italie, mais ce qui importait le plus au cabinet de Florence c'était de savoir quelle attitude prendrait le gouvernement impérial de France en présence d'une guerre faite en commun par la Prusse et par l'Italie contre l'Autriche ; l'Italie et la Prusse étaient également in-

téressées à la réponse. Le comte Arese, chargé déjà de plusieurs missions de confiance auprès de Napoléon III, fut envoyé à Paris vers la fin de mars pour tâcher de découvrir le fond de la pensée impériale. Il revint à Turin avec la certitude que Napoléon III, laisserait faire l'Italie et la Prusse sans prendre parti pour l'Autriche, en réservant sa liberté d'action. Les alliés ne lui en demandaient pas davantage.

L'Autriche parut alors comprendre le danger de sa position, et elle fit d'habiles efforts pour s'en tirer. Le chef du cabinet reçut à Florence, le 5 mai 1866, l'offre d'une cession de la Vénétie à l'Italie à la seule condition de rester neutre. Cette offre passe pour avoir été suggérée par Napoléon III à l'Autriche; quoi qu'il en soit, elle arrivait au moment même des plus grandes hésitations du gouvernement prussien. La tentation était grande, le gouvernement italien la repoussa. Ce fut un acte de loyauté et de bonne politique, car, l'Italie, même au prix de la Vénétie, n'avait aucun intérêt à l'écrasement de la Prusse par l'Autriche redevenue prépondérante en Allemagne. Les hostilités allaient donc commencer, lorsque les cabinets de Londres, de Saint-Petersbourg et de Paris mirent en avant la proposition d'un congrès pour régler les trois questions suivantes : organisation des duchés; réforme de la Confédération germanique; position de l'Autriche en Italie. La Prusse accepta le congrès, la Confédération germanique mit à son acceptation la condition qu'on laisserait de côté les deux premières questions, qui n'étaient pas, à ses yeux, des questions européennes. L'Italie avait donné

son adhésion avec empressement, en faisant quelques réserves. L'Autriche mit à son acceptation des conditions qui équivalaient à un refus.

Le congrès devenu impossible, les deux grandes puissances allemandes n'étaient éloignées de la lutte que par le temps nécessaire pour en terminer les préparatifs. La Prusse fut prête la première; le général Manteuffel, commandant les troupes prussiennes dans le Sleswig, passa l'Eider le 7 juin. Il entra le 12 à Altona, d'où le général autrichien de Gablentz était parti la veille. Le gouvernement de Florence reçut la nouvelle officielle de l'ouverture des hostilités et se mit en mesure d'y prendre part. Bientôt l'armée italienne et l'armée autrichienne ne furent plus séparées que par le Mincio, et l'Italie put braver la menace de M. Rouher de lui laisser supporter les conséquences de sa conduite si elle commençait la guerre. Elle était protégée par l'article de son traité avec la Prusse qui interdisait à cette dernière de faire une paix séparée et par l'intérêt de Napoléon III à ne pas compromettre les résultats de la campagne de 1859.

CHAPITRE VIII

1866

NACHOD

SOMMAIRE. — La Prusse et l'Autriche dans les premiers mois de 1866. — Préliminaires de la guerre. — Préparatifs militaires de l'Autriche. — Ses lenteurs ordinaires. — Son plan de campagne. — Choix des généraux en chef. — Le parti de la noblesse et le parti libéral. — L'archiduc Albert et le général Benedeck. — L'Autriche et ses alliés. — Préparatifs de la Prusse. — Leur rapidité. — Le 24 avril elle a cinq corps d'armée sur pied. — La mobilisation générale de ses troupes, commencée le 16 mai, est terminée le 6 juin. — L'armée prussienne. — Ses positions. — L'armée autrichienne. — Plan supposé de Benedeck. — Le général Manteuffel occupe le Holstein. — M. de Bismarck lance son projet de réforme expulsant l'Autriche de l'Allemagne. — Ultimatum de la Prusse à la Saxe, au Hanovre, à la Hesse électorale. — L'armée de l'Elbe franchit la frontière saxonne. — Le 16 elle entre dans Dresde. — La Saxe tout entière est occupée le 20. — L'armée de l'Elbe continue sa marche. — Opérations du général Manteuffel dans le Holstein. — L'armée autrichienne est obligée de se replier devant lui. — Fâcheux effet de cette retraite. — L'armée du Mein. — Campagne dans le Holstein, le Hanovre et la Hesse électorale. — Étonnement de l'opinion publique à la vue des rapides succès de la Prusse. — Situation des armées prussiennes. — Benedeck établit son quartier général à Josephstadt. — Position de ses forces. — Le prince Frédéric-Charles et le prince de Prusse traversent les montagnes le 29 juin. — Combat des Munchengrätz. — La brigade autrichienne dite brigade de fer est obligée de battre en retraite. — Benedeck perd la ligne de l'Isser. — Effets terribles du fusil à aiguille. — Benedeck change son plan. — Clam-Gallaz forme l'avant-garde de la grande armée. — Menacé par des forces supérieures, il se retire sur Gitschin. — La 1^{re} armée prussienne engage avec lui un combat où elle paye chèrement l'avantage. — Clam-Gallaz reçoit le 29 l'ordre de se replier sur Königgrätz. — Entrée des Prussiens en Bohême. — Marche de flanc sur Gitschin. — Bataille de Nachod. — Effets de cette victoire sur les deux armées et sur l'opinion publique.

La convention de Gastein avait créé une position difficile à M. de Bismarck. Cette convention, considérée d'abord comme un grand avantage par l'opinion publique en Prusse, commençait à lui apparaître sous un jour moins favorable. L'Autriche, établie dans le Holstein, ne paraissait nullement disposée à céder à son alliée, comme on l'espérait à Berlin, ses droits sur ce territoire. Le sentiment national froissé et mécontent s'en prenait de ses mécomptes à M. de Bismarck, et lui imposait l'obligation de prendre en quelque sorte une revanche; aussi le premier ministre, au commencement de 1866, tout en continuant ses préparatifs et ses armements, cherchait-il à créer des embarras à l'Autriche dans les duchés, en Hongrie, partout en un mot où il pouvait espérer de l'atteindre. Amener l'Autriche à lui fournir un prétexte d'agir, décider le roi à en profiter, M. de Bismarck poursuivait ce double but avec passion et se croyait sur le point de l'atteindre ¹.

Chaque mesure de l'Autriche dans les duchés était interprétée par la Prusse comme une violation de la convention de Gastein, comme une preuve de malveillance ou d'hostilité contre elle; les notes adressées de Berlin à Vienne insistaient principalement sur les encouragements donnés par l'Autriche au duc d'Augustenbourg, à un prétendant dont la Prusse repoussait les revendications, conduite d'autant plus singulière aux yeux de M. de Bismarck, que selon lui, les plénipotentiaires de l'Autriche à Gastein avaient ad-

1. *Ma mission en Prusse*, par le comte Benedetti.

mis en principe l'annexion des duchés à la Prusse. Une dépêche sur un ton presque comminatoire avait déjà été adressée le 11 février à Vienne par M. de Bismarck, et il ne dissimulait pas à l'ambassadeur de Napoléon III que, si la réponse n'était pas satisfaisante, il ferait venir M. de Goltz à Berlin pour être définitivement fixé sur les dispositions de l'Empereur dans le cas de complications sérieuses, et qu'après cela « on irait vite et loin ».

La célérité était en effet imposée à M. de Bismarck par ses dissentiments avec la Chambre, par la nécessité de calmer l'excitation communiquée à la nation par la vivacité des débats parlementaires, et de faire cesser le doute qui planait sur le résultat de la convention de Gastein, escompté d'abord comme un succès par l'amour-propre national.

La réponse du cabinet de Vienne à la note du 11 février arriva bientôt à Berlin. Elle n'indiquait de la part de l'Autriche aucune intention de faire la moindre concession à la Prusse. Le gouvernement prussien prit dès lors des mesures pour s'assurer les ressources financières qui lui seraient nécessaires en cas d'une lutte avec l'Autriche; le roi, dans l'intention d'éviter un contrôle hostile, avait mis fin le 19 à la session législative. Les efforts tentés auprès de lui pour l'effrayer sur les conséquences d'une lutte avec l'Autriche eurent pour résultat de retarder l'envoi d'une nouvelle note comminatoire rédigée par M. de Bismarck, et d'amener, le 28 février, la convocation d'un conseil de guerre auquel assistèrent le prince royal, le général de Roon, ministre de la guerre, le général

de Moltke, les membres du cabinet, plusieurs généraux, entre autres le général de Manteuffel, mandé tout exprès du Sleswig, et M. de Goltz, ambassadeur prussien à Paris, qu'on avait fait venir de cette capitale. Les membres du conseil prirent, sur l'invitation du roi, l'engagement d'honneur de ne rien divulguer de ce qui s'y passerait. Énergiquement soutenue par M. de Manteuffel, dont l'opinion devait exercer sur le roi une influence d'autant plus considérable qu'il avait été jusqu'alors le représentant de l'alliance intime entre les deux principales cours de l'Allemagne, la politique de M. de Bismarck prévalut dans le conseil malgré l'opposition, assez faible d'ailleurs, du prince royal. Un conflit avec l'Autriche fut reconnu inévitable et nécessaire : il ne s'agissait plus que des moyens propres à le provoquer. M. de Bismarck et le général de Manteuffel se chargèrent, chacun de son côté, d'y pourvoir. Ce dernier partit le soir même pour retourner à son poste.

Le gouvernement impérial de France, tenu exactement au courant de ces faits par M. Benedetti son ambassadeur à Berlin, lui répondait rarement et toujours dans les mêmes termes, qu'il n'avait rien à changer, ni à ajouter à ses instructions, qui consistaient à observer et à rendre compte.

M. de Bismarck se mit à l'œuvre sans perdre de temps, et, conformément, sans doute, au programme tracé dans le conseil du 28 février, il adressa le 8 mars une circulaire à tous les agents diplomatiques du roi en Allemagne, en les invitant à signaler aux cours auprès desquelles ils étaient accrédités, l'attitude de

l'Autriche et le langage de ses journaux comme une agression permanente qui ne pouvait manquer d'amener un conflit armé. M. de Bismarck poussait les choses avec d'autant plus d'ardeur vers le dénouement que M. de Goltz, chargé, selon son expression, de tâter à son retour à Paris le pouls à Napoléon III, ne l'avait trouvé ni plus lent ni plus rapide qu'à l'ordinaire. M. de Bismarck, se croyant sûr des bonnes dispositions de celui dont il avait été l'hôte à Biarritz, manifestait sa prétention d'annexer les duchés avec une hardiesse chaque jour plus grande. L'Autriche, de son côté, se prononçait avec tant d'énergie contre l'annexion que, pour empêcher la guerre d'éclater, les partisans de la paix n'espéraient plus que dans les efforts combinés des trois princesses bavaroises qui avaient occupé ou qui occupaient encore les trônes de Prusse, d'Autriche et de Saxe.

M. de Bismarck, sans autre appui que lui-même pour lutter contre ces influences de cour, se sentait d'autant plus isolé, que l'opinion publique, alarmée par ses antécédents, ne se rapprochait de lui qu'avec lenteur et méfiance. Le président du conseil, pour la rassurer, se prépara à une évolution qui, loin de le forcer de renoncer à ses vues ambitieuses sur les duchés, les fortifierait en quelque sorte, en les unissant à un projet de réforme générale de la confédération allemande. M. de Bismarck, en même temps qu'il élaborait son projet de constitution, suscitait sans cesse à l'Autriche de nouvelles difficultés dans les duchés; le duc d'Augustenbourg et ses partisans vivaient sous le coup de menaces perpétuelles; les

représentants prussiens, accrédités auprès des cours de l'Allemagne du Nord et du Midi, furent tout à coup chargés de leur notifier que le moment était venu de choisir entre la Prusse et l'Autriche. Le gouvernement autrichien, poussé à bout, se vit dans la nécessité de prendre quelques mesures de précaution. La Saxe en fit autant; il n'en fallait pas davantage à M. de Bismarck pour signaler ces mesures à l'Allemagne et à l'Europe comme des actes d'agression.

Le 22 mars, M. de Bismarck lança une nouvelle circulaire aux agents prussiens, qui permit de compter les pas qu'il avait faits sur le terrain de la guerre et de la réforme fédérale. Le président du conseil, après avoir exposé à son point de vue l'état actuel des affaires et rejeté sur l'Autriche la responsabilité des effets qu'il pouvait avoir, invitait les confédérés à déclarer s'ils étaient disposés à l'assister en cas de guerre. La tension des rapports entre les deux grandes cours avait pour cause, selon M. de Bismarck, les avantages injustes assurés par le pacte fédéral à l'Autriche, bien plus encore que la question des duchés; la Prusse était donc décidée à saisir prochainement la Diète d'une proposition destinée à doter l'Allemagne d'institutions plus conformes à ses vrais intérêts et aux exigences du temps. Le gouvernement prussien, profitant en même temps de la force morale que lui donnait cette attitude, fit acheter des chevaux et appela les réserves de la garde sous prétexte que l'Autriche avait déjà réuni en Bohême soixante-quatre bataillons, de l'artillerie, de la cavalerie, et que Berlin était exposé à une surprise.

Le trésor à Berlin contenait quatre-vingts millions de numéraire en réserve et quatre-vingts millions de valeurs en portefeuille qu'il importait de négocier sans attendre un accroissement des inquiétudes de la Bourse et une baisse plus prononcée des fonds publics ; les journaux officiels avertis par le gouvernement tinrent donc un langage plus modéré, les préparatifs de guerre furent ajournés, l'État put vendre ses valeurs et mettre cent soixante millions dans ses coffres comme entrée de jeu. Toutes les dispositions étaient prises pour que, sur un mot du roi, l'armée passât de l'état de paix à l'état de guerre. La mobilisation devait également s'opérer sans retard, mais M. de Bismarck attendait, avant d'en venir là, que sa récente circulaire amenât l'Autriche à se livrer plus ouvertement à des préparatifs de guerre.

La fin du mois de mars approchait. M. de Bismarck demanda dans les premiers jours d'avril aux États secondaires de l'Allemagne leur opinion sur la manière de mettre fin au conflit entre les deux grandes puissances. Ils répondirent qu'aux termes du pacte fédéral, il devait être porté devant la Diète. C'était prendre parti pour l'Autriche. M. de Bismarck put se consoler de cet échec en signant le 6 avril le traité avec l'Italie.

Chose étrange ! les échanges d'assurances pacifiques continuaient entre Vienne et Berlin pendant que M. de Bismarck rédigeait le programme de la future constitution, c'est-à-dire l'acte d'abdication de l'Allemagne entre les mains de la Prusse. M. de Bismarck n'était pas sans comprendre qu'un tel changement

dans l'équilibre européen ne pouvait s'opérer sans exciter au plus haut point la sollicitude des gouvernements européens, et surtout du gouvernement impérial français; aussi, en rappelant à M. Benedetti les ouvertures de M. de Goltz à M. Drouyn de Lhuys, insistait-il sur la nécessité où se trouvait l'empereur de s'expliquer enfin sur les garanties qu'il croirait devoir stipuler dans le cas où la Prusse recevrait un accroissement de puissance. M. Benedetti, laissé sans instruction à ce sujet, faisait la sourde oreille et laissait tomber ces ouvertures, le gouvernement impérial n'ayant d'ailleurs, selon lui, aucun intérêt à se lier par des engagements qui inspireraient plus de confiance au roi de Prusse sur le résultat de la lutte. Ce dernier n'était d'ailleurs pas suffisamment préparé par les circonstances à faire à Napoléon III les sacrifices que l'on attendait de lui. M. de Bismarck, quoiqu'un peu inquiet au fond, n'en pressait pas moins la solution fédérale, non pas qu'il crût que son projet serait accepté par la Diète, il savait d'avance à quoi s'en tenir, mais il lui suffisait que ce projet fût discuté, afin de montrer à l'Allemagne libérale ce qu'elle avait à attendre de la Prusse. Le rejet d'ailleurs favoriserait ses projets, car si la Diète était maîtresse de rejeter la réforme proposée, la Prusse restait libre, elle aussi, de sortir de la Confédération, et de contraindre l'Autriche, l'Allemagne et l'Europe peut-être à se lancer malgré elles dans une terrible guerre.

La grande difficulté pour M. de Bismarck était d'en finir avec les hésitations de son maître. Le roi de Prusse, assailli des sollicitations les plus vives et les

plus opposées, ne savait quel parti prendre. Ferait-il des concessions au parti de la paix, ou se jetterait-il complètement dans le parti de la guerre? Le danger était grand des deux côtés. Le triomphe du parti de la paix avait pour conséquence nécessaire le renvoi de M. de Bismarck et un échange de ministère. On prendrait les membres du nouveau cabinet? sinon dans les rangs de l'opposition libérale avec laquelle il n'était guère possible, dans ce moment, au roi de se réconcilier sans compromettre sa dignité. Faire des concessions à l'opposition, c'était aux yeux du roi porter atteinte à ses droits souverains. Guillaume I^{er}, d'autre part, ne pouvait guère se dissimuler qu'une réconciliation avec l'Autriche serait considérée par la Prusse comme une défaite morale qui froisserait le sentiment national au point de le mettre peut-être lui-même dans la nécessité d'abdiquer.

M. de Bismarck puisait sa force dans cette situation qui lui avait permis d'accomplir de véritables tours de force. Défenseur obstiné d'un roi plus que tenace à revendiquer des prérogatives contestées par l'immense majorité de l'assemblée, et auxquelles il ne croyait pas; défenseur de la politique intérieure de Guillaume I^{er} pour l'obliger à suivre sa politique extérieure, M. de Bismarck était, en effet, parvenu à déterminer un Hohenzollern à rompre les relations intimes de sa maison avec la maison impériale d'Autriche, à conclure un traité d'alliance avec l'Italie révolutionnaire, à accepter éventuellement des engagements avec la France impériale, et à proposer à Francfort le renouvellement du pacte fédéral et la

création d'une assemblée populaire. « Le roi peut m'abandonner », disait un jour M. de Bismarck à M. Benedetti, « mais un abîme sera creusé entre l'Autriche et la Prusse, et un autre recommencera mon œuvre. »

Reprenons maintenant le fil des négociations. Le 9 avril l'Autriche répondit avec une certaine aigreur à la dernière note de M. de Bismarck. C'était faire son jeu. Le ministre des affaires étrangères autrichien, M. de Mensdorf, après avoir pris acte de la déclaration par laquelle le cabinet de Berlin affirmait que « rien n'était plus loin de la pensée du roi que de faire la guerre à l'Autriche », exprimait la conviction que la Prusse de son côté, rassurée par la déclaration analogue dont le cabinet de Vienne avait pris l'initiative, arrêterait les ordres de mobilisation : tout cela dit du ton d'un empereur d'Allemagne s'adressant à un margrave de Brandebourg ¹. M. de Bismarck était au comble de ses vœux. On ne pouvait répondre à une pareille note que par un refus formel de désarmer. L'Autriche armerait-elle ostensiblement ? M. de Bismarck l'espérait, et les deux armées, dans ce cas, ne pouvaient manquer d'être en présence avant deux mois.

L'attitude du gouvernement impérial de France préoccupait presque autant M. de Bismarck que celle du gouvernement autrichien. Averti par M. Benedetti du projet formé par la Prusse de réunir les États placés sous son influence dans une Confédération du Nord

1. *Ma mission en Prusse*, par le comte Benedetti.

M. Drouyn de Lhuys, dans un entretien avec M. de Goltz qui eut lieu vers la fin de la seconde quinzaine d'avril, s'était borné à quelques réserves sur la réforme fédérale. Ce que M. de Bismarck redoutait surtout, c'était une intervention directe de Napoléon III ; il se souciait peu des simples réserves, sachant qu'il avait plus d'un moyen d'y satisfaire. Il travailla donc avec plus d'assurance et d'entrain que jamais à l'exécution de ses projets : guerre avec l'Autriche, dissolution de la Confédération germanique, ce n'est que le prologue du drame politique qu'il prépare et qui doit avoir pour dénoûment la prépondérance de la Prusse en Allemagne. Il ne reculera pour le réaliser, ni devant le péril des batailles, ni devant ceux d'un parlement national, élu par le suffrage universel ; si des incidents surviennent, il est sûr d'avance de les faire servir à ses vues ; ce n'est plus un homme d'État, c'est presque un illuminé, un monomane : Vive le roi ! s'écriera-t-il, en faisant un saut devant l'ambassadeur de Napoléon III, le jour où il recevra l'avis officiel que l'Autriche rend la conférence impossible.

L'Autriche avant d'en venir là, avait consenti, pour forcer la Prusse à suivre son exemple, à disséminer les forces concentrées par elle en Bohême. La Prusse s'était bien gardée de l'imiter, et M. de Bismarck comptait bien, à la fin d'avril, que l'Autriche, obligée au moins à se tenir sur la défensive, ne pourrait ramener ses troupes sur le pied où elles étaient avant leur concentration en Bohême, et qu'il ne serait pas par conséquent obligé de désarmer. L'alliance avec l'Italie lui fournissait d'ailleurs un prétexte plausible

de maintenir ses armements ; il déclarait à l'ambassadeur de Napoléon III que la Prusse ne resterait pas indifférente à une attaque de l'Autriche contre l'Italie, et à l'Autriche que du moment où elle se croyait obligée de donner un plus grand développement à ses forces militaires, quel que fût le point de son territoire vers lequel elle les dirigerait, la Prusse ne désarmerait pas.

Deux nouvelles communications du cabinet de Vienne arrivèrent en même temps à Berlin. L'Autriche, dans la première, persistait à exiger un désarmement simultané, et dans la seconde, elle proposait de remettre la question des duchés à la décision de la Diète de Francfort. M. de Bismarck répondit qu'il ne consentirait à un désarmement que s'il s'opérait dans l'ordre dans lequel les souverains avaient armé. Il repoussa encore plus nettement un appel à la Diète qui n'était qu'une protestation anticipée contre l'annexion du Holstein et du Sleswig à la Prusse. Les choses marchaient rapidement pendant ce temps-là de l'autre côté des Alpes ; les troupes autrichiennes et italiennes se mettaient en mouvement. M. de Bismarck choisit précisément ce moment pour proposer à l'Autriche la mise sur pied de paix, sans réserve et sans retard, de leurs forces respectives. Le refus était forcé. A peine fut-il connu le 30 avril, que les ministres déclarèrent au roi de Prusse que, par suite de nouvelles concentrations de troupes autrichiennes en Bohême, le corps d'armée stationnant en Silésie n'était plus de force à la couvrir, et qu'ils ne voulaient pas accepter la responsabilité d'un état de choses qui rendait

une invasion possible. Le roi, très vivement appuyé cette fois par le prince royal, décida la mise de l'armée sur le pied de guerre. La reine régnante et la reine douairière de Prusse, désespérant du maintien de la paix, s'apprêtèrent à quitter Berlin.

Le gouvernement impérial de France non moins ému, en apparence, que les autres puissances de l'imminence d'une lutte armée, entama dans le milieu de la seconde quinzaine de mai des pourparlers avec l'Angleterre et la Russie pour proposer à la Prusse et à l'Autriche d'ouvrir à Paris une conférence des grandes puissances, auxquelles on soumettrait les questions menaçant la tranquillité de l'Europe. Le roi de Prusse, toujours assailli d'incertitudes et de craintes, inclinait fort à accepter cette proposition. M. de Bismarck put craindre un moment de perdre le fruit de son habileté et de ses patients efforts. L'Autriche lui vint heureusement en aide, en subordonnant son adhésion à la conférence, à la double condition qu'on n'y débattrait aucune question territoriale, et que les puissances présentes renonceraient à tout agrandissement.

M. de Bismarck acquit dans les premiers jours du mois de juin la certitude que la conférence ne se réunirait pas. Le cabinet de Vienne avait invité la Diète à statuer sur le sort des duchés de l'Elbe : le cabinet de Berlin vit dans cette motion la négation complète des droits souverains du roi de Prusse sur ces territoires. Le général de Manteuffel reçut l'ordre d'entrer dans le Holstein occupé par les Autrichiens sous les ordres du général de Gablentz. L'Autriche

proteste, rappelle son ambassadeur et demande à la Diète la mobilisation de l'armée fédérale. La Prusse accepte le vote de cette mobilisation, qui a eu lieu le 14, comme une déclaration de guerre, et le 16, ses armées envahissent la Saxe, le Hanovre et la Hesse électorale. La guerre a commencé. M. de Bismarck semble avoir atteint son but, mais il n'est pas au bout de ses épreuves.

Le premier ministre de Guillaume I^{er}, les yeux toujours tournés sur Paris, soupirant après une dépêche dans laquelle M. de Goltz lui fournirait quelques indices pour deviner les intentions secrètes de l'oracle des Tuileries, aurait bien voulu en attendant trouver chez le représentant de Napoléon III à Berlin quelques éclaircissements pour calmer son impatience et sa curiosité; mais M. Benedetti, laissé sans informations et sans instructions, gardait un silence forcé qui intriguait et qui même inquiétait M. de Bismarck, d'autant plus que les ministres de Napoléon III en Allemagne ne se gênaient pas en général pour tenir ouvertement un langage hostile à la Prusse. Les alarmes de M. de Bismarck devinrent plus vives vers le milieu du mois de mai. M. de Goltz lui signalait, en effet, de nouvelles tentatives faites de Paris pour déterminer l'Autriche à s'entendre avec l'Italie au sujet de la Vénétie; les appréciations de M. de Goltz sur les dispositions particulières de Napoléon III variaient d'heure en heure, au point que le président du conseil se décida, pour savoir à quoi s'en tenir réellement, à envoyer à Paris un émissaire, qui, sous prétexte de remettre à l'Empereur une

lettre du roi, tâcherait de retirer de la conversation de Napoléon III des indications plus nettes et plus certaines. Cet émissaire ne put obtenir une audience; M. de Bismarck restait donc en proie à des doutes d'autant plus pénibles que les dépêches reçues de M. d'Usedom, ministre de Prusse à Florence, lui faisaient craindre une trahison de l'Italie, et que le bruit de pourparlers entre Napoléon III et l'Angleterre, pour combiner une action commune avec la Russie, en vue de résoudre la question de la Vénétie et des duchés, venait de lui être confirmé par une lettre d'Alexandre II à Guillaume I^{er} dans laquelle le czar présentait son oncle sur l'accueil qu'il ferait à une proposition tendant à réunir les puissances en congrès.

M. de Bismarck, découragé, semblait ne plus douter de l'abandon de l'Italie, et de l'intention de l'Autriche, favorisée par la neutralité de Napoléon III, de se jeter sur la Silésie. Ses idées sur les moyens de sortir de la crise changeaient à chaque instant : tantôt il parlait de quitter le ministère et de laisser la Prusse désarmer l'Autriche par sa soumission; tantôt il voulait conseiller au roi de se mettre à la tête de l'armée plus belle, plus nombreuse qu'elle n'avait jamais été, et sûre, sinon de vaincre entièrement l'ennemi, du moins de remporter des avantages suffisants pour assurer à la Prusse une paix honorable. M. de Bismarck n'aurait pas reculé devant un appel à la révolution, c'est-à-dire devant la proclamation de la constitution de 1849 qui, de la Baltique au Rhin, eût entraîné le sentiment national vers la guerre

jusqu'ici fort peu populaire en Prusse ; on l'avait vu au moment de la mobilisation de la landwehr ; les parents, à Berlin, accompagnaient leurs enfants aux gares, en pleurant et en maudissant « la guerre fratricide » ; les familles étaient dans la désolation ; les affaires cessaient, les usines se fermaient, les valeurs se dépréciaient, les ouvriers mendiaient déjà dans les rues. L'alliance italienne et surtout garibaldienne répugnait au parti féodal ; l'ambition prussienne se sentait percée à jour par le discours de M. Thiers, et le discours d'Auxerre se dressait devant elle comme une énigme menaçante. M. de Bismarck était-il bien sûr de la neutralité de Napoléon III, et de quel prix la payerait-il ? Tout le monde en Prusse s'adressait cette question. Jamais impopularité égale à celle qui pesa un moment sur M. de Bismarck ; le bras d'un assassin s'arma contre lui, mais M. le président du conseil était parvenu à se rendre maître des scrupules du roi. Il allait presser les événements.

La Prusse accepterait-elle le congrès ? Oui, mais à la condition d'une entente préalable entre Guillaume I^{er} et Napoléon III ; ce n'était point toutefois une condition *sine qua non*, car la Prusse ne tarda pas à faire savoir à la Russie que son consentement était acquis au congrès. M. de Bismarck aurait vivement souhaité de pouvoir se rendre de nouveau en France pour reprendre avec l'Empereur cette question des compensations qui avait fait l'objet de leurs conversations à Biarritz ; réduit à traiter ce sujet avec l'ambassadeur de Napoléon III, il lui déclarait nettement que jamais il n'amènerait son maître à céder une portion

quelconque du territoire de son royaume ; tout au plus parviendrait-il peut-être à le décider à céder à son voisin les bords de la Moselle qui, joints au Luxembourg, redresseraient parfaitement la frontière française. Napoléon III restait libre d'ailleurs de prendre ses compensations « là où l'on parle français sur sa frontière ».

La lettre de l'Empereur à M. Drouyn de Lhuys vint le 12 juin porter au comble les appréhensions de M. de Bismarck. Il était évident désormais que Napoléon III exigerait pour lui des compensations équivalentes aux accroissements de la puissance victorieuse en Allemagne. Les demanderait-il aux États qui n'avaient pris aucune part à la lutte ? Cela n'était pas admissible. M. de Bismarck le sentait bien, aussi un accord avec le gouvernement impérial était la chose qu'il souhaitait le plus en ce moment. Il eût fait pour l'obtenir les plus grands sacrifices.

Reportons maintenant nos regards sur l'Autriche, et voyons qu'elle marche y ont suivie les événements depuis le début de l'année.

Une solution pacifique du différend entre l'Autriche et la Prusse ne semblait déjà plus possible à la fin de février. L'Autriche acheta des chevaux et rapprocha de leurs dépôts les corps de troupes de la frontière du Nord ; ces mesures servirent de prétexte aux réclamations de M. de Bismarck. Un premier conseil de guerre fut tenu le 7 mars à Vienne, sous la présidence de l'Empereur. L'avis de ses membres fut de diviser les troupes impériales en deux armées : l'armée d'Italie ou *armée du Sud*, et l'*armée du Nord*.

La question de la mobilisation ne pouvait être résolue à un point de vue purement militaire ; il fallait tenir compte de très graves considérations diplomatiques et financières ; la déclaration de la plupart des États confédérés allemands, qu'ils se prononceraient contre celui des deux adversaires qui serait l'agresseur, l'épuisement du trésor public, la situation intérieure, l'état moral de l'armée, pesaient singulièrement sur les déterminations de l'Autriche. Le conseil décida donc que les armements n'auraient lieu que dans la proportion de ceux de la Prusse et de l'Italie. Quoique la rapidité avec laquelle l'armée prussienne pouvait entrer en campagne rendit toute lenteur bien dangereuse, le conseil, tout en prescrivant les préparatifs pour mettre l'armée sur le pied de guerre, n'en retarda pas moins la mobilisation. Les dispositions pour la concentration de l'armée sur les points indiqués par le plan de campagne dont il sera question tout à l'heure, ne furent prises que quelques semaines après.

L'Autriche, avant d'aller plus loin, fit, le 18 avril, à la Prusse, une proposition de désarmement que celle-ci parut accepter le 21. Les ministres des États secondaires réunis à Augsbourg pour aviser aux périls de la situation se séparèrent avec l'espoir que la paix ne serait pas troublée. Les mesures prises ostensiblement à Berlin et les nouvelles d'Italie confirmaient peu cet optimisme. L'Autriche retirait, il est vrai, ses troupes de la Bohême, mais elle envoyait des renforts au quadrilatère. La Prusse refusa dès lors, comme on vient de le voir, de désarmer, et demanda des expli-

cations à la Saxe sur ses armements. La Saxe, qui avait plus besoin d'être rassurée que de rassurer les autres, fournit à la Prusse des éclaircissements dont celle-ci naturellement ne se montra pas satisfaite, et auxquelles elle répondit en mobilisant son armée. La lutte diplomatique continuait pendant ce temps-là dans la Diète, et l'Allemagne, sans que les membres de la haute assemblée parussent s'en douter, allait se trouver bientôt tout entière sous les armes, au grand désespoir de ses populations, y compris celle de la Prusse.

Les armements de l'Italie devenaient si menaçants, que l'Autriche dut cependant se décider à mobiliser l'armée du Sud; l'ordre en fut donné le 21 avril. La nécessité de mobiliser l'armée du Nord ne devait pas tarder à se faire sentir également. Où se réunirait-elle ? Les opinions des membres du conseil de guerre variaient beaucoup à ce sujet : les uns désignaient Olmütz, les autres la Bohême. Le feld-maréchal lieutenant de Kenikstein, chef d'état-major général, en opinant pour Olmütz, fit valoir ce motif que la Prusse étant sûre de terminer sa mobilisation avant celle de l'Autriche, elle profiterait de cet avantage pour entrer soit en Bohême, soit en Moravie, et pour rendre impossible la concentration de l'armée impériale. Dans un autre conseil tenu le 15 mai, on s'occupa de l'organisation des troupes des États du Sud, alliés de l'Autriche. Il y fut décidé que l'armée bavaroise s'avancerait vers Hof et Erfurt, afin de se réunir pendant le cours des opérations à l'armée autrichienne sur l'Elbe. Le 8^e corps d'armée fédéral devait

se concentrer à Mayence, et, prenant ce point pour base d'opérations, défendre la ligne de Francfort-Mayence.

Le choix du général en chef de l'armée du Nord était pour François-Joseph un grave sujet de préoccupation et de tristesse en même temps. C'était à lui, monarque militaire, que revenait ce poste, mais l'invincible répugnance de l'opinion publique l'en écartait; non pas qu'on doutât de son courage ou de sa docilité à suivre la direction d'un guide qui, en lui laissant l'honneur du commandement, en assumerait la responsabilité réelle, mais on se rappelait qu'il était à la tête de l'armée en 1859, et l'on craignait qu'il ne lui portât malheur encore une fois; le parti de la noblesse voulait mettre un archiduc à la tête de l'armée du Nord.

L'opinion publique désignait un roturier, le général Benedeck, fils d'un médecin, parvenu du rang de cadet aux plus hauts grades de l'armée, brave soldat à qui sa brillante conduite dans la guerre d'Italie, en 1859, avait fait une si grande popularité, qu'elle força la main à l'Empereur. L'armée du Sud eut pour commandant l'archiduc Albert, fils de ce prince Charles qui fut l'adversaire le plus tenace, sinon le plus heureux de Napoléon I^{er}. L'archiduc Albert avait donné des preuves de sa capacité militaire sur le champ de bataille de Novare.

Les dispositions prises au ministère de la guerre pour effectuer la mobilisation de l'armée ne purent, par suite des nécessités politiques dont il a été question, être appliquées que successivement. L'armée

prussienne et l'armée italienne se réunissaient sur les frontières de l'Empire, et le gouvernement autrichien, au lieu de pousser ses préparatifs de guerre, semblait se bercer encore de l'espoir de conserver la paix. Le général-major von Krismanick, chef de la chancellerie des opérations militaires, voyant que cette hésitation réduisait l'armée autrichienne à la défensive, et que l'attitude défensive exige qu'une armée s'appuie sur une grande place forte, se rallia à la proposition de concentrer l'armée dans une position au nord d'Olmütz qu'il avait jusqu'alors repoussée, et qui avait l'avantage de couvrir Vienne en maintenant sa ligne de retraite sur la capitale, et ses communications avec Comorn. Deux hypothèses assez invraisemblables se présentaient à l'esprit du général von Krismanick : entrée immédiate des Prussiens en Bohême pour marcher ensuite rapidement sur Olmütz, ou pour s'étendre sur la rive droite de l'Elbe rançonner Prague et faire les sièges de Josephstadt et de Kœniggrätz ; invasion de la Saxe pour marcher de là sur Prague, en vue de couper les communications entre l'Autriche et les États confédérés du Sud. La première de ces hypothèses n'avait rien de bien sérieux. Le chef d'un État de 18 millions d'habitants ne cause pas les plus terribles perturbations dans l'industrie, dans le commerce, dans l'agriculture, dans les relations sociales et ne fait pas un suprême effort afin d'amener un quart de million d'hommes sur le champ de bataille, pour s'amuser à rançonner et à assiéger des villes, ou pour se heurter à un camp retranché, situé en dehors de toute direction stratégique.

La seconde hypothèse paraissait plus probable. Le général von Krismanick, quoi qu'il en soit, proposa d'attendre en avant d'Olmütz les Prussiens, libres d'entrer en Bohême par les trois lignes de Glatz, de Neisse et de Ratibor.

Les troupes se massaient aux frontières; les ministres des États secondaires, réunis à Bamberg pour parer aux dangers de la situation, présentèrent à la Diète, le 19 mai, une motion invitant les membres de la Confédération à dire à quelles conditions ils se remettraient sur le pied de paix; mais chaque gouvernement armant, disait-il, pour sa propre défense, aucun ne pouvait désarmer avant son voisin. La Prusse montra un très vif mécontentement envers les instigateurs de cette motion, surtout envers le Hanovre, avec lequel elle avait noué des relations qui lui permettaient d'espérer sa neutralité; elle fit des avances à la Bavière, dont elle avait besoin, et elle promit aux villes hanséatiques de garantir leur indépendance si elles s'alliaient à elle. Les députés allemands réunis à Francfort demandaient la neutralité des États secondaires et la formation d'un parlement d'après la loi de 1849. La Prusse appuya cette demande et lança ouvertement son appel au parti unitaire, dont un mois auparavant elle accusait l'Autriche de se faire la complice.

Napoléon III crut que le moment d'intervenir était venu, et offrit à la Russie de s'entendre avec elle et avec l'Angleterre pour proposer aux puissances prêtes à en venir aux mains une conférence où seraient débattues toutes les questions en litige. Les représen-

tants des trois puissances remirent, le 24 mai, à Vienne, à Berlin, à Francfort et à Florence des invitations identiques à la conférence. La Diète répondit le 4^{er} juin qu'elle s'y ferait représenter, sous cette double réserve que la question du Holstein et celle de la Réforme fédérale garderaient, dans la réunion projetée, leur caractère allemand; quant à l'Autriche, elle mit, comme on l'a vu, pour condition à son acceptation, que toute combinaison tendant à donner à une des puissances convoquées une augmentation de territoire, serait d'avance exclue des délibérations. La conférence n'avait plus dès lors de raison d'être, et le *Moniteur* du 7 juin annonça la rupture des négociations.

Quelle était, au début des hostilités, la nature des rapports politiques et militaires entre l'Autriche et les États confédérés de l'Allemagne centrale? La Bavière, la Saxe, le Hanovre, le Wurtemberg, les deux Hesse, les duchés de Bade et de Nassau ayant voté à la Diète dans le sens des propositions de l'Autriche, celle-ci était naturellement en droit d'espérer que leur coopération active ne lui ferait pas défaut. L'armée saxonne, dans presque toutes les guerres entre la Prusse et l'Autriche, avait formé l'avant-garde de l'armée impériale, et, dans le conflit actuel, elle ne pouvait manquer d'être fidèle à son rôle historique. La Saxe se conforma loyalement à ses devoirs fédéraux, mais il n'en fut pas de même des autres gouvernements. M. de Bismarck avait espéré un moment d'entraîner la Bavière, en lui offrant de partager la fortune de la Prusse : M. de Pfordt-en ne niait pas

la nécessité de remanier le pacte fédéral, mais avec l'agrément de l'Autriche, qu'il aurait voulu dès lors associer aux négociations préliminaires engagés à ce sujet entre la Bavière et la Prusse. M. de Bismarck déclara que tout serait rompu si une troisième puissance était mise seulement dans la confidence de ces pourparlers. M. de Pfordten ne put se résoudre à prendre un parti, et le gouvernement bavarois, en proie à une irrésolution perpétuelle, eut faire un grand pas en avant en déclarant que si la Bavière n'était pas décidée encore à entrer en campagne avec l'Autriche, elle ne marcherait certainement pas contre elle. C'est là tout ce que l'Autriche put obtenir, elle qui comptait que la Bavière lui fournirait une armée de 80 000 hommes.

La mise-sur pied de guerre de l'armée bavaroise formant le 7^e corps fédéral fut ordonnée le 16 mai, sans que cette mesure modifiât sensiblement l'attitude du cabinet de Munich. Le 7^e corps fédéral, organisé avec une fâcheuse lenteur, eut pour commandant en chef le prince Charles, feld-maréchal de Bavière. Le Wurtemberg, les duchés de Hesse-Darmstadt et de Bade se décidèrent à suivre l'exemple de la Bavière, et mobilisèrent enfin les contingents destinés à former le 8^e corps fédéral; encore ces États, Baden surtout, mirent-ils bien des retards calculés dans leurs préparatifs. Lorsque l'empereur François-Joseph, désireux de hâter la réunion des contingents destinés à former le 8^e corps fédéral, eut, sur la demande qui lui avait été faite par ces États de leur indiquer un général pour les commander,

désigné le prince Alexandre de Hesse, feld-maréchal, lieutenant dans l'armée impériale, le cabinet de Carlsruhe poussa le prince Guillaume de Baden et le prince Frédéric de Wurtemberg à élever des prétentions à cet emploi. On perdit beaucoup de temps à calmer ces rivalités, qui empêchèrent le prince de Hesse d'entrer en fonctions avant le 18 juin.

La réunion des délégués militaires de la Bavière, de la Saxe, du Wurtemberg, des grands duchés de Bade, de Hesse et de Nassau, présidée à Munich le 1^{er} juin par le lieutenant général von der Tann, décida que le 15 juin les forces de ces États seraient mobilisées et concentrées ¹ : double mesure qui pouvait fournir au bout de quinze jours près de 100 000 hommes, destinés à former les 7^e et 8^e corps fédéraux.

Le prince Charles de Bavière prit le commandement du 7^e corps le 28 juin. Les contingents destinés à former le 8^e corps n'arrivèrent que très lentement à leur point de concentration. Ces deux corps devaient composer l'armée de l'Ouest, sous les ordres du prince Charles de Bavière. Les contingents de la Hesse électorale et de Nassau qui, d'après la constitution fédérale, devaient avec ceux de la Saxe ducale représenter le 9^e corps, se réunirent le 22 juin à Hanau, sous les ordres du prince Alexandre de Hesse. Les Hessois, sauf les escadrons de hussards, entrèrent le 29 juin à Mayence pour y tenir garnison. Le 8^e corps, c'est-à-dire une armée de 50 000 hommes,

1. Annexe 6, protocole de la conférence du 1^{er} juin.



ayant son quartier général à Friedberg, se borna jusqu'aux premiers jours de juillet à des marches et à des contre-marches autour de Francfort. Les troupes autrichiennes en garnison à Bastadt et à Mayence, se retirèrent en exécution de la décision diétale du 9 juin et formèrent une brigade sous les ordres du général-major Hahn. Cette brigade, ramenée en Autriche pour être mise sur pied de guerre, le 23 juin revint à Darmstadt complètement mobilisée et forte de huit bataillons et de deux batteries. Elle fut réunie à la brigade Nassauvienne pour constituer la division du feld-maréchal, lieutenant autrichien, comte Neipperg, qui se joignait à l'armée fédérale.

Le moment était venu de s'entendre avec le chef d'état-major de l'armée impériale, sur le plan d'opérations que l'armée du Nord et l'armée fédérale allaient exécuter en commun. Le général von der Taun, chef d'état-major de l'armée bavaroise, se rendit à Vienne le 9 juin et signa à Olmütz, le 14 juin, avec l'Autriche, une convention militaire en vertu de laquelle la Bavière s'engageait à envoyer ses troupes en Bohême; mais dès le 18 juin on savait à Vienne que le gouvernement bavarois n'était pas disposé à les faire marcher si loin. Le délégué militaire autrichien au quartier général bavarois espérait du moins convaincre le cabinet de Munich de la nécessité de rapprocher son armée de la frontière septentrionale de la Bohême, afin de prêter un concours indirect aux opérations de l'armée du Nord; le cabinet de Munich, malgré la déclaration de guerre simultanée adressée par la Prusse au roi de Hanovre, à l'électeur

de Hesse et au roi de Saxe, persévéra dans son irrésolution. Les États confédérés, si pauvres en hommes d'État, n'étaient pas plus riches en hommes de guerre. Le prince Charles de Bavière n'avait pas fait campagne depuis de longues années, mais son armée était brave, et un bon général en aurait tiré un autre parti. Le prince Alexandre de Hesse s'était montré bon officier en Italie ; malheureusement son armée, composée de Wurtembergeois, de Hessois, de Nassauviens, de Badois, d'Autrichiens, péniblement rassemblés, ne présentait aucune cohésion. L'armée saxonne commandée par le prince royal de Saxe était plus solide et plus homogène.

Si les États secondaires, la Saxe et la Bavière surtout, avaient eu des généraux à la hauteur de la situation, à l'ouverture des hostilités ; si la capitale de la Saxe avait été protégée par un camp retranché, et si les armées des États du centre et du Hanovre s'étaient réunies à l'est de Bayreuth avant qu'on eût tiré un coup de canon, le prince Frédéric-Charles de Prusse et le général Vogel de Falkenstein se seraient trouvés en présence de deux armées parfaitement appuyées et prêtes à prendre l'offensive. La face des événements eût peut-être changé. Dresde, dans tous les cas, ne pouvant être enlevée d'emblée, serait devenue entre les mains de l'Autriche une position très menaçante pour la Prusse, et le général Vogel de Falkenstein n'aurait point battu avec une armée de 50 000 hommes les armées du prince de Bavière et du prince de Hesse, plus fortes presque du triple en y comprenant les Hanovriens.

La Prusse avait fait connaître à la Diète son accession conditionnelle à la conférence, en même temps que son consentement à désarmer, pourvu que la question de Sleswig-Holstein fût réglée de façon à lui ôter toute crainte de guerre en Allemagne. Les négociations engagées avec l'Autriche à ce sujet n'ayant pas eu de résultat, à la Diète seule appartenait le droit, selon le cabinet de Vienne, de régler la question de Sleswig-Holstein pendant que les États de ce duché feraient connaître leur sentiment. M. de Bismarck repoussa vivement cette interprétation dans une circulaire adressée le 4 juin aux agents prussiens à l'étranger ; son double but : réunir la démocratie prussienne autour de la réforme proposée par la Prusse, pousser l'Autriche à refuser le désarmement et à rompre la convention de Gastein, semblait atteint ; il ne lui restait plus qu'à donner l'ordre aux troupes prussiennes d'entrer dans le Holstein. La Prusse, cependant, s'était déclarée prête à résoudre à la fois la question des duchés et celle de la réforme : l'Autriche repoussa cette ouverture. M. de Bismarck se plaignant alors de la lenteur préméditée que la commission des Neuf, chargée par la Diète de préparer une réorganisation de l'Allemagne, mettait à donner son plan, lança le sien le 10 juin : l'Autriche et les territoires appartenant au roi des Pays-Bas exclus de la Confédération ; convocation d'un parlement ; création d'un pouvoir fédéral dirigeant en ce qui concerne les questions économiques, investi du droit de représentation diplomatique et du droit de paix et de guerre ; formation d'une armée commune

commandée dans le nord par le roi de Prusse, dans le midi par le roi de Bavière : telles étaient les bases de la nouvelle organisation soumise par la Prusse aux cabinets allemands.

L'Autriche et ses alliés n'avaient point su, comme on l'a vu, combiner un plan d'opérations. La Prusse, au contraire, était prête de longue main à cette terrible guerre que M. de Moltke appelle « une nécessité historique » ¹. Le 24 avril, à peine le refus de l'Autriche de désarmer en Italie comme en Allemagne fut-il connu, que cinq corps d'armée se trouvèrent sur le pied de guerre. La mobilisation de ces troupes fut décrétée dans la première quinzaine de mai; leur transport, commencé le 16 mai, était fini le 6 juin. 197 000 hommes, 55 000 chevaux et 3 500 voitures avaient été amenés des points les plus extrêmes du royaume en Silésie, sur la frontière de Bohême, en Lusace et en Thuringe, sans compter d'autres forces considérables en formation.

La grande armée prussienne de l'Est, placée sous les ordres du roi, avec le général de Moltke pour chef d'état-major général, comprenait trois armées :

L'armée du centre, ou 1^{re} armée, commandée par le prince Frédéric-Charles, général de cavalerie, et rassemblée vers Goerlitz se composait de trois corps d'armée : le 1^{er} (Poméranie), le 3^e et le 4^e (Brandebourg, Magdebourg, Thuringe); ces deux derniers corps avaient été détachés pour leur permettre d'agir séparément. La 1^{re} armée, avec le corps de cavalerie

1. Compte rendu de l'état-major prussien.

sous les ordres du prince Albert de Prusse et la réserve d'artillerie de la grande armée, comptait un effectif de 90 000 hommes.

L'armée de gauche, ou 2^e armée, ou armée de Silésie, rassemblée vers Neisse en Silésie, sous les ordres du prince royal de Prusse, général d'infanterie, formait trois corps d'armée : 1^{er} corps (Prusse orientale), 5^e corps (Prusse occidentale : Brandebourg, Posen et Silésie) : commandé par le général Steinmetz; 6^e corps (Silésie), et le corps de la garde commandé par le prince Auguste de Wurtemberg : ce corps comprenait deux divisions, une brigade de grosse cavalerie et une réserve d'artillerie. La 2^e armée avait une division de cavalerie : deux petits corps en étaient détachés pour faire des démonstrations à l'extrême gauche prussienne, entre Oswiecim et le comté de Glatz. Elle comptait en tout environ 115 000 hommes.

La 3^e armée, dite armée de l'Elbe, rassemblée à Torgau, sous le général Herwarth de Bittenfeld, général d'infanterie, comprenait une division du 7^e corps (Westphalie), les deux divisions du 8^e corps (Rhin), la réserve d'artillerie de ces deux corps et deux brigades de cavalerie, environ 40 000 en tout.

La 1^{re} armée et l'armée de l'Elbe formaient alors l'aile droite, et l'armée de Silésie l'aile gauche, et ces trois masses réunies représentaient un effectif de 250 000 hommes avec 924 bouches à feu. Leur front stratégique, de Torgau, Gœrlitz, à Neisse, avait une étendue de près de cent lieues. L'effort de la Prusse s'était porté là tout entier. Un corps de réserve s'or-

ganisait à Berlin sous les ordres du général Mulbe, et comptait deux divisions d'infanterie et une division de cavalerie de la landwer, soit 24 bataillons et 24 escadrons avec 54 pièces de campagne, réserve qui, attachée à l'armée de l'Elbe dès le 24 juin, la suivit en Saxe et en Bohême.

Deux divisions, dont l'une formée des garnisons retirées des places fédérales, restaient en Westphalie et dans l'enclave de Wetzlar. Le général Vogel de Falkenstein eut le commandement de ces deux corps formant l'armée du Mein. La division Manteuffel, alors dans le Holstein, rejoignit bientôt l'armée du Mein, portée ainsi à 54 000 hommes.

L'armée prussienne n'avait paru depuis cinquante ans sur aucun grand champ de bataille, ses exploits s'étaient bornés à réprimer les émeutes de Bade et de Dresde en 1849. Ses chefs étaient ignorés en Europe : personne n'avait jamais entendu parler du général de Moltke; le prince Frédéric-Charles était un peu plus connu par sa campagne contre le Danemarck et par une brochure : *De la manière de combattre des Français*, dont la presse parisienne s'était fort moquée; le prince royal de Prusse n'était, aux yeux des journalistes, qu'un général de parade faisant de la stratégie de fantaisie. L'impuissance de la Prusse à répondre aux provocations de l'Autriche en 1850 avait, il faut le reconnaître, jeté sur son armée une sorte de défaveur. La campagne récente des duchés entreprise de concert avec son ancienne ennemie contre un État aussi faible que le Danemark ne lui avait pas rendu son prestige. On avait beaucoup fait

cependant pour la perfectionner. A l'organisation de 1813, devenue insuffisante, on avait substitué une organisation plus capable de lui assurer les avantages de la rapidité dans une entrée en campagne. Le temps de service dans la réserve avait été augmenté sans accroître celui dans l'armée active, qui était de deux ans : les cadres agrandis n'eurent plus qu'à se remplir au moment d'entrer en campagne, et rendirent inutile une fusion, toujours longue et laborieuse, entre l'armée active et la landwehr. Une grande émulation régnait dans cette armée depuis l'officier jusqu'au soldat. L'officier, appartenant en général à l'aristocratie, cherchait à mettre son instruction au niveau de sa naissance; le soldat, pris dans toutes les classes de la société, apportait dans les rangs une instruction inconnue dans toutes les autres armées. L'esprit de progrès régnait à tous les degrés de la hiérarchie; la routine ne s'opposait pas à l'étude des perfectionnements de l'art de la guerre : l'armée prussienne avait emprunté aux Américains l'application des chemins de fer et de la télégraphie électrique aux opérations militaires. L'opinion publique en France, selon son habitude d'ignorer tout ce qui se passe chez ses voisins, ne voyait dans ce haut point d'instruction où était parvenue l'armée prussienne, dans son équipement, dans son armement, que des sujets de raillerie : le casque pointu, le fusil à aiguille, prêtaient surtout aux sarcasmes des journaux. L'armée prussienne, commandée par des petits nobles roides, pédants et pointilleux, composée de soldats de trois ans, et de landwehriens arrachés à leur famille, à leur profession

et à leur métier, semblait, aux yeux du public, n'être qu'une espèce de garde nationale qui ne tiendrait pas une heure devant ces vieilles bandes de l'Autriche qui avaient un instant balancé la fortune des armes françaises à Magenta et à Solferino.

L'Autriche opposait à l'armement de la Prusse un armement non moins formidable. La grande armée du Nord formait en effet une masse de 271 000 combattants, comprenant sept corps dont la concentration était loin d'être achevée vers le milieu de juin, quoique l'Autriche eût commencé ses armements avant la Prusse ; mais elle ne s'était pas préparée depuis de longues années à cette guerre, et elle n'avait pas, comme la Prusse, pour le transport des troupes aux frontières, plusieurs lignes ferrées à double voie. Elle n'en possédait qu'une de Vienne à Lundenbourg ; les deux lignes vers Brunn et Olmütz n'avaient qu'une seule voie. Le 16 juin cependant, le 1^{er} corps, le plus considérable des sept, occupait le nord-est de la Bohême vers Reichenberg, sous les ordres declam-Gallaz, et comptait 36 000 hommes, auxquels se joignirent les 24 000 hommes de l'armée saxonne. Le 2^e corps, commandé par le général Thun, se trouvait à une grande distance au sud-est, vers Wildenschwerdt et Böhmisch-Trubau ; le 3^e corps, sous l'archiduc Ernest, plus en arrière encore autour de Brunn en Moravie ; le 4^e corps du général Festetics à la droite, vers Teschen et Troppau ; Ramming avec le 6^e corps à Olmütz ; l'archiduc Léopold avec le 8^e corps, plus à gauche et très en arrière au sud, vers Austerlitz, Selowitz et Auspitz, enfin Gablenz et

le 10^e corps plus vers le nord-ouest, entre Brunn et Meseritsch. La brillante cavalerie de l'Autriche formait deux divisions de cavalerie légère, hussards et dragons, alors échelonnées au nord de la Bohême et à l'est du comté de Glatz, le long de la frontière de Silésie, et trois divisions de grosse cavalerie de réserve, uhlands et cuirassiers; en tout, 128 escadrons et 20 000 cavaliers d'élite, sans compter 30 autres escadrons répartis entre tous les corps d'armée. L'artillerie autrichienne, non moins renommée que la cavalerie, pouvait servir 752 pièces.

L'armée autrichienne peut sans contredit passer pour l'un des plus brillants produits de l'art militaire. Réunir des hommes de nationalité différente et quelquefois hostiles, ne parlant par la même langue, n'ayant pas les mêmes instincts, des Germains, des Slaves, des Latins; les fondre, les amalgamer, en former un tout compacte et homogène : tel est le problème que les généraux autrichiens sont parvenus à résoudre en remplaçant dans le cœur du soldat le sentiment du dévouement à la patrie par celui du dévouement à l'Empereur et au drapeau. Ce sentiment fit pendant longtemps, de l'armée la plus disparate, une des armées les plus solides de l'Europe. Le soldat autrichien, habitué à considérer l'Empereur comme une espèce de divinité lointaine, obéissait à ses chefs comme on obéit aux représentants d'un dieu. L'officier, de race noble, cherchait encore à accroître par l'éloignement le prestige qu'il tenait de l'Empereur et de sa naissance, et laissait tous les détails du service au sous-officier. Ce dernier ne passait presque

jamais officier ; mais si, par une exception des plus rares, il parvenait à franchir ce degré, toutes les précautions étaient prises d'avance pour effacer les traces de son origine dans l'éclat d'une cérémonie à laquelle tous les officiers du régiment assistaient. Le général ou le colonel, en passant la dragonne à l'épée de l'élu, le transformait non seulement en officier, mais encore en noble.

L'empereur et le drapeau ! l'armée autrichienne, sous l'influence de ce double sentiment, avait fait preuve, dans toutes les grandes guerres depuis le dix-septième siècle jusqu'à nos jours, des qualités les plus fortes et les plus solides ; sa ténacité dans la défaite était surtout proverbiale. La vigueur de cette armée semblait cependant s'être altérée depuis 1848 sous l'action de deux causes, l'une politique, l'autre militaire. La révolution de 1848, en réveillant au cœur du soldat autrichien l'idée de la nationalité, avait créé une concurrence en quelque sorte à l'ancien culte de l'Empereur et du drapeau. Les régiments hongrois, dans lesquels étaient entrés les *honveds* et les autres soldats de l'insurrection, n'étaient plus les Hongrois d'autrefois. Les Italiens se souvenaient que leurs compatriotes avaient lutté contre l'Autriche sur les champs de bataille de Novare et de San-Martino. Les Croates eux-mêmes avaient changé. Toutes les nationalités composant l'armée autrichienne nourrissaient des griefs contre l'Autriche. C'est juste le moment où cette armée, qui se tenait encore debout par la force de l'habitude, avait le plus besoin d'être ménagée, qu'on choisit

pour lui imposer une transformation qui faisait violence à ses instincts plus propres à la défensive qu'à l'offensive : on voulait à tout prix remplacer sa force de résistance par ces élans impétueux qui distinguent les troupes françaises et dont on avait vu de si brillants exemples à Magenta et à Solferino¹. L'armée autrichienne, au moment de se mesurer avec l'armée prussienne, était donc encore en voie de transformation ; mais, loin de se rendre compte des diverses causes qui pouvaient la rendre inférieure à l'ennemi, elle se croyait sûre d'avoir l'avantage. Jamais armée n'eut plus confiance en elle-même ; ses officiers parlaient de la campagne sur le point de s'ouvrir comme d'une promenade de la frontière à Berlin², et à peu près tout le monde en France partageait leur confiance.

Les premières combinaisons stratégiques adoptées à Olmütz le 14 juin, la position des corps d'armée autour de cette place forte, l'isolement de Clam-Gallaz avec le 1^{er} corps à l'extrême gauche, permettent de supposer que le plan de Benedeck était celui-ci : réunir les Saxons et les Bavares au corps de Clam-Gallaz ; opposer cette armée de plus de 100 000 hommes aux Prussiens dans le nord de la Saxe ; les contraindre à diviser leurs forces ; marcher lui-même à l'ennemi avec le gros de son armée, envahir la Silésie à gauche ou à droite du comté de Glatz par Gœrlitz ou Breslau ; battre la deuxième

1. *Encore un mot sur Sadowa* (Revue des deux mondes, t. LXXIII, 1868).

2. *L'œuvre de M. de Bismarck*, par J. Vilbort.

armée prussienne séparée de la première, refouler l'ennemi vers l'ouest, tandis que Clam-Gallaz, les Bava-rois et les Saxons le rejetteraient vers le nord ; l'attaquer de nouveau en front et en flanc, et le ramener tambour battant jusqu'à Berlin. Il ne manquait au succès de ce plan que la présence des Bava-rois dans le nord de la Saxe, la jonction de Clam-Gallaz avec les Saxons et les Bava-rois devant Dresde, la concentration des six corps d'armée autrichiens sur la frontière prussienne. Or, les Bava-rois ne faisaient aucun mouvement, Clam-Gallaz restait cantonné en Bohême, et les corps d'armée autrichiens s'éparpillaient sur une ligne immense allant de la Bohême à Vienne¹.

L'état-major prussien, devinant l'impuissance de l'ennemi à prendre l'offensive, agit en conséquence. Le général Manteuffel occupa le Holstein au moment même où M. de Bismarck lançait, le 10 juin, le projet de réforme qui expulsait l'Autriche de l'Allemagne. La Prusse, cinq jours après, adressa son ultimatum à la Saxe, au Hanovre et à la Hesse électorale. Elle leur donna douze heures pour répondre, et, sur leur refus d'accepter l'ultimatum, les troupes prussiennes se mirent le soir même en marche pour assurer la communication entre les deux parties est et ouest de la Prusse, et pour couper les Autrichiens des Bava-rois.

L'occupation de la Saxe semblait entrer d'avance dans le plan de Benedeck. La Prusse comprit donc

1. *La guerre austro-prussienne*, par le major Vandeveldt.

qu'il fallait agir de ce côté avec vigueur. L'armée de l'Elbe franchit la frontière saxonne le 6, sans trouver de résistance, et entra le 18 dans Dresde, que le roi de Saxe venait de quitter avec son armée, ne pouvant la défendre, faute d'avoir pris la précaution de la couvrir par des travaux de campagne et par un camp retranché. La Saxe tout entière était le 20 juin aux mains de la Prusse, et l'armée de l'Elbe put continuer sa marche.

Le général Manteuffel avait passé l'Eider le 7 juin et occupé le Holstein, fermant la chambre des États, destituant les fonctionnaires nommés par le duc d'Augustenbourg, arrêtant les notables sous prétexte de rétablir le gouvernement austro-prussien. Le général Gablenz, trop faible pour résister, se retira devant lui et sortit de Rendsbourg, accompagné des hurrahs ironiques des soldats prussiens en l'honneur de l'empereur d'Autriche. Concentré à Altona, il dut abandonner bientôt le Holstein pour éviter une collision que l'infériorité numérique de ses troupes aurait rendue fatale, et pour se replier sur la grande armée du nord en Bohême, en traversant le Hanovre. C'était pour l'Autriche un premier échec, qui ne laissa pas les esprits indifférents en Allemagne.

Le général Manteuffel, laissant audacieusement les duchés à la garde de quelques détachements de l'armée active et de deux régiments de la landwehr westphalienne, pénétra dans le Hanovre au moment où les Autrichiens évacuaient le Holstein. La Prusse n'avait alors dans l'ouest de l'Allemagne que la 13^e division du 7^e corps d'armée; le corps d'occupation

des duchés de l'Elbe du général Manteuffel, et une division formée à Wetzlar avec une brigade du 8^e corps et quelques régiments tirés des garnisons des forteresses du Rhin, vinrent la rejoindre. Ces forces, formant à peine un total de 48 000 hommes, devaient se trouver opposées aux 119 000 hommes, qu'allaient bientôt mettre en ligne les États secondaires, grâce aux contingents de la Bavière, du Wurtemberg, du Hanovre, des deux Hesse, de Nassau, de Baden et des autres États alliés de l'Autriche : il était urgent de les disperser d'avance ; le général Vogel de Falkenstein fut chargé de cette tâche.

La Prusse n'avait pas un soldat sur la rive gauche du Rhin, la landwehr seule gardait Cologne et Coblenz, ainsi que Luxembourg. De ce côté donc aucun danger ne lui paraissait à craindre ; mais du côté de la Saxe et de la Bohême, elle aurait pu avoir 80 000 Bavares et Saxons sur son flanc droit, avec toute l'armée de Benedeck sur son front, si la Bavière eût agi conformément au plan de campagne arrêté à Olmütz, du 10 au 15 juin, entre l'Autriche et ses alliés. Mais, avant que l'ordre de mettre un régiment en marche fut parti de Munich, Dresde et la Saxe étaient au pouvoir de la Prusse, l'armée saxonne se trouvait rejetée sur l'armée autrichienne en Bohême, et Moltke commençait l'audacieuse tentative d'une marche concentrique de trois armées en territoire ennemi, sous les yeux de l'armée ennemie elle-même.

Le général Vogel de Falkenstein, agissant avec la rapidité exigée par les circonstances, avait pénétré le

16 juin en Hanovre avec la division Gœben, pendant que la division Beyer, qui se trouvait dans l'enclave de Wetzlar, entra dans la Hesse électorale. Le roi George de Hanovre ne s'attendait pas à une attaque; sa petite armée de 18 000 hommes, qui fit si bravement son devoir, mais qui manquait des objets indispensables à la guerre, reçut l'ordre de se concentrer à Göttingue, où George, quoique aveugle, vint partager ses périls. La Hesse électorale était encore moins préparée à la résistance que le Hanovre. Le grand-duc Frédéric-Guillaume se hâta de faire filer, c'est le mot, ses 4500 hommes vers la frontière méridionale du duché, pour les réunir au 5^e corps fédéral alors en formation, sous le commandement du prince Alexandre de Hesse.

Les Hanovriens et les Hessois avaient coupé le chemin de fer; les Prussiens s'avancèrent pourtant avec rapidité dans ces plaines brûlées par le soleil de juin. Le général Vogel de Falkenstein entra le 17 dans la capitale du Hanovre, où il s'empara de nombreux approvisionnements et où il constitua un gouvernement au nom du roi de Prusse. Il n'oublia pas de mettre la main sur le grand matériel de guerre réuni à Stade. Cassel fut occupé deux jours après, et les Prussiens y installèrent comme à Hanovre un gouvernement. L'électeur, enlevé de son palais de Willemshöhe, fut transporté à Stettin.

Le général Manteuffel, laissant, comme on l'a vu, les duchés à la garde de quelques bataillons de landwher, avait rejoint, le 17, le général Vogel de Falkenstein; il s'avança sur les routes de Colle et de

Lunebourg pendant que la division Beyer se portait sur Gunterhausen. La Prusse en trois jours avait conquis le Hanovre et la Hesse électorale ; ses communications avec son territoire rhénan étaient assurées ; elle n'avait plus, de ce côté, d'ennemis sur ses flancs, ni sur ses derrières. En face de son armée seulement, la petite armée hanovrienne se concentrait à Gottingue pour tâcher de gagner la Bavière par Gotha, gardé uniquement par deux bataillons. Une grande promptitude des Hanovriens, une pointe des Bavares sur Cobourg, auraient pu assurer le succès de cette manœuvre ; mais les Hanovriens, au lieu de se porter en avant, attendirent les Bavares, et le prince Charles de Bavière, au lieu de marcher à la rencontre des Hanovriens sur la route de Gottingue, attendit tranquillement dans son quartier général à Bamberg l'achèvement de la mobilisation des troupes.

Le roi George, attendant les Bavares, errait de Gottingue à Langensalza, tantôt résolu à combattre, tantôt entamant des négociations. Soumis par les Prussiens de capituler, il répondit par un refus ; mais il n'agit pas, et il se remit même à négocier. Il s'engageait, si on le laissait libre de gagner la Bavière avec son armée, à s'abstenir pendant un mois de tout acte d'hostilité contre la Prusse. Le cabinet de Berlin exigeait des garanties, et c'est là-dessus que les diplomates discutaient, pendant que le général Vogel de Falkenstein, n'espérant rien de ces négociations et ne désirant pas les voir aboutir, mettait le temps à profit pour lui couper la retraite. Le 20 juin, toutes les routes étaient fermées aux Hanovriens,

excepté celle du sud-est entre Eisenach et Gotha, et Vogel de Falkenstein travaillait à la leur fermer. L'armée hanovrienne se mit en marche. Le gros des troupes prussiennes était encore à une journée en arrière au nord. Le roi de Hanovre, n'ayant devant lui que l'avant-garde prussienne de 9000 hommes de landwehr, et croyant avoir le temps de se dérober avant l'arrivée de l'armée, ne tenta pas de s'ouvrir un passage et se trouva bientôt investi de tous côtés. Le général Flies n'hésita pas à attaquer son avant-garde entre Langensalza et Mexleben. Les Hanovriens, après un combat sanglant, se retirèrent dans le premier de ces villages, où ils prirent position. Le général Flies, qui essaya de les déloger, fut repoussé, mais il avait atteint son but en arrêtant l'armée ennemie, trop épuisée pour se remettre en route. Le lendemain il était trop tard ; les Hanovriens, enveloppés par les corps prussiens s'avancant de tous les côtés, n'avaient plus qu'à capituler. Le roi s'y résigna le 29 juin, à ces deux conditions, qu'il serait libre de se retirer où bon lui semblerait en dehors du Hanovre, et que ses troupes désarmées regagneraient leurs foyers, après avoir juré de ne pas porter les armes contre la Prusse. Ces conditions furent acceptées. George put se retirer en Autriche : mais le royaume de Hanovre n'existait plus ; les Bava-rois et les corps fédéraux de l'ouest étaient coupés des Autrichiens, et la coalition se trouvait disloquée.

Les premiers résultats de la campagne déromèrent l'opinion si confiante dans la supériorité des Autrichiens, sans cependant l'ébranler encore. L'inaction

de Benedeck en présence des Prussiens qui écrasaient les alliés de l'Autriche n'était pas sans étonner quelque peu, mais on l'attribuait à des combinaisons profondes dont on ne tarderait pas à voir l'effet. La vérité est que Benedeck s'était non seulement laissé surprendre par l'offensive des Prussiens, mais encore qu'il s'était trompé sur leur plan, et qu'il leur avait à tort prêté le dessein de marcher sur Vienne par Ohnütz, et de diriger leur principale attaque sur la frontière de Silésie en se bornant à une démonstration du côté de la Saxe. Il avait en outre fort mal à propos compté sur les Bava-rois pour empêcher la marche des Prussiens et pour les prendre à revers. Revenu de ses erreurs, qu'allait-il faire ? Il semble qu'en face de trois armées ennemies marchant séparées l'une de l'autre par des obstacles considérables avec la pensée de se rejoindre, le meilleur plan pour Benedeck consistait à empêcher cette jonction en accablant de ses forces réunies l'armée qui se présenterait la première à ses coups, et à l'accabler sous le nombre ; il aimait mieux diviser ses forces pour attaquer séparément, à la sortie des défilés, un ennemi à qui chaque journée amenait de nouveaux renforts, dans l'espoir de l'empêcher de se déployer, de le refouler et d'entrer à sa suite dans son territoire.

Les armées prussiennes se trouvaient vers le 20 juin : l'armée de l'Elbe en Saxe, la 1^{re} armée en Lusace et en arrière de Gierlitz, la 2^e en Silésie, autour de Neisse. Ces trois armées se rapprochèrent de la Bohême les 20 et 21 juin, celle de Frédéric-Charles et celle du général Herwarth pour y entrer par les dé-

filés de Zittau, celle du prince de Prusse par les défilés de Glatz. La 1^{re} armée était séparée de la 2^e par un massif de montagnes d'environ quarante lieues d'étendue. L'armée de l'Elbe et la 1^{re} armée reçurent, le 22, l'ordre d'entrer en Bohême et de se concentrer dans la direction de Gitschin, situé à l'axe de l'éventail des voies de communication qui descendent des montagnes dans les plaines de la Bohême.

L'armée de l'Elbe et la 1^{re} armée s'avancèrent, les 23 et 24 juin, sans rencontrer de résistance, jusqu'à Gabel et Reichenberg, le général Herwarth venant de Saxe, le prince Frédéric-Charles arrivant de Zittau.

La 2^e armée, ou armée de Silésie, se trouvait, quoique la plus faible, chargée de la tâche la plus difficile, celle de franchir les défilés du comté de Glatz, et de déboucher dans la plaine en présence de l'armée autrichienne tout entière, moins le corps saxon, sans avoir plus de 150 000 hommes à lui opposer et sans espoir de secours. Aussi les ordres les plus pressants de Moltke prescrivirent-ils à la 1^{re} armée, une fois sa jonction faite avec l'armée de l'Elbe, de redoubler d'efforts pour hâter son mouvement en avant et pour abréger la crise; car entre Gablentz, extrême gauche de la 1^{re} armée autrichienne, et Liebau, extrême droite de l'armée de Silésie, s'ouvrait sur la Prusse une immense brèche qu'il fallait fermer à tout prix.

Benedeck avait établi son quartier général à Josephstadt; il y concentra le gros de ses forces, composées du 4^e corps (Festetics), du 8^e (archiduc Léo-

pold). Le 3^e corps (archiduc Ernest) observait la route d'Olmütz ; le 10^e corps (Gablentz), le 6^e (Ramming), le 2^e (Thun) et une division de cavalerie légère, s'échelonnèrent le long de la frontière de Silésie. Clam-Gallaz, à la tête du 1^{er} corps, devait défendre les passages du nord-ouest, arrêter les Prussiens sur la ligne de l'Iser, donner le temps à Benedeck de les battre et de revenir à lui pour accabler l'armée de l'Elbe. Clam-Gallaz réunit ses troupes sur l'Iser, autour de Munchengrätz, ne laissant au nord que la brigade Poschacher pour garder la route de Reichenberg. Il se trouvait isolé avec 60 000 hommes, en face de deux armées représentant un effectif de 140 000 hommes.

Benedeck avait commis une grande faute en rassemblant d'abord son armée autour d'Olmütz ; il pouvait cependant arriver encore à temps pour combattre les deux princes prussiens séparément. Mais, au lieu de tenir ses forces réunies le long de la voie ferrée, prêt à les jeter, soit à droite, soit à gauche, pour tomber avec ses masses réunies sur l'ennemi à mesure qu'il sortirait des défilés dans la plaine, il lança en toute hâte une partie de son armée par petits paquets dans les montagnes, afin de retarder la marche de l'ennemi, opération pénible qui ne pouvait servir qu'à fatiguer inutilement ses soldats. Le prince Frédéric-Charles et le prince royal de Prusse traversèrent les montagnes du 25 au 29 juin, se dirigeant sur Munchengrätz, l'un par Gabel, l'autre par Reichenberg. L'avant-garde de Frédéric-Charles rencontra le 25, à Liebenau, les Autrichiens, qui se reti-

rèrent sur Podol, après un combat d'artillerie. La brigade Poschacher, à qui sa conduite dans les duchés avait valu le surnom de *brigade de fer*, défendait seule le passage de l'Iser; attaquée dans la nuit du 26 au 27, dans le village où elle s'était barricadée, par des troupes nombreuses, exposée aux terribles effets du fusil à aiguille, qui triplait la force des Prussiens, elle fut obligée de battre en retraite sur Munchengrätz, après une lutte de trois heures qui fit le plus grand honneur à son courage, mais dont l'effet moral en sens inverse fut considérable sur les deux armées : les Prussiens prirent confiance dans la supériorité de leur armement, et les Autrichiens sentirent diminuer l'assurance dont ils avaient fait preuve jusqu'à ce jour.

L'armée de l'Elbe communiquait dès le 26 juin avec la 1^{re} armée, et toutes deux s'avancèrent sur Munchengrätz, où se trouvait, comme on l'a vu, Clam-Gallaz avec son corps d'armée, se bornant, selon ses instructions, à contenir l'ennemi. Il venait de recevoir l'ordre d'abandonner l'Iser, et il se préparait à l'exécuter, lorsque Benedeck, mieux instruit, le 26, des mouvements des armées prussiennes, changea d'avis et résolut de marcher sur la Bohême et de reconquérir la ligne de l'Iser. Clam-Gallaz, formant dans cette nouvel combinaison l'avant-garde de la grande armée autrichienne, devait se contenter de résister en attendant qu'on vint l'appuyer pour reprendre l'offensive.

Le prince royal, débouchant du comté de Glatz était entré en Bohême le 26 juin. Ce jour-là, à midi

un hurrah formidable partit des rangs de la 2^e armée. Les villages sont déserts, les maisons vides, les habitants se sont réfugiés dans les bois. Quelques vieilles femmes regardent défiler les soldats et leur offrent de l'eau. Brauman est la première ville sur le passage des Prussiens, sa population s'est enfuie. L'ennemi ne se montre pas pendant toute la journée du 26, si ce n'est à Trautenau, où se rencontrent deux patronilles. L'avant-garde du 5^e corps, sous les ordres de Steinmetz, s'avance jusqu'à Nachod : l'ennemi en abandonnant cette ville, fait sauter un pont sur la Metau ; les pionniers prussiens le rétablissent dans la nuit. Le 6^e corps, suivant le 5^e corps dans sa marche rapide vers l'ouest, est arrivé à Glatz. Une brigade en a été détachée pour renforcer les deux divisions du général Steinmetz. La garde, au centre de la 2^e armée, s'est portée jusqu'à Politz et Brauman. Le 4^e corps d'armée, marchant vers Trautenau sous les ordres du général Bonnin, s'établit à Liebau et à Schomberg, avec sa division de cavalerie à Valdenburg.

La marche de flanc de l'armée de Silésie vers Gitschin, si périlleuse dans les montagnes, s'accomplissait donc sans le moindre obstacle, à la grande surprise et à la grande satisfaction des généraux prussiens, qui ne s'étaient pas engagés sans crainte dans ces gorges que l'Autriche aurait pu défendre en armant les paysans ; les patriotes tchèques le lui proposaient, mais soit méfiance, soit impéritie elle repoussa ces offres.

Benedeck n'avait-il pu arriver à temps pour fortifier ces défilés, ou bien, comme semblent le prouver

la translation de son quartier général à Josephstadt et la marche de plusieurs de ces corps au nord-ouest vers Kœniggrätz, Josephstadt, Lanzow et Gitschin, loin de s'attendre à l'irruption de l'armée de Silésie, ne se doutait-il même pas de la concentration de la 2^e armée prussienne autour de Neisse ? Ce qu'il y a de certain, c'est qu'il n'eut connaissance de la marche de flanc des Prussiens que vers le milieu de la journée du 27, alors que la frontière était franchie sur plusieurs points. Au lieu de se porter alors avec des forces supérieures contre le prince royal, il dirigea le corps d'armée du général Gablentz (10^e) sur Trautenau, et celui du général Ramming (6^e), avec la 1^{re} division de cavalerie de réserve, sur Skalitz et Nachod, contre le 1^{er} corps prussien (général Bonnin) et le 5^e corps (général Steinmetz). Il réservait probablement la masse de ses forces pour une action décisive, sans songer que la garde s'avancait entre le 4^{er} et le 5^e corps prussiens, et qu'à sa gauche le 4^{er} corps de Clam-Gallaz et les Saxons, 60 000 hommes en tout, allaient subir le choc de 150 000 hommes du prince Frédéric-Charles et du général Herwarth, sans qu'on pût les secourir.

L'armée de l'Elbe, dans la journée du 27, se portant sur Niemes et Munchengrätz, occupa Huhnerwasser après deux combats assez sanglants. L'avant-garde de la première armée, formée par la 8^e division commandée par le général Horn, s'empara de Podol et des ponts sur l'Iser, après des engagements meurtriers que le clair de lune permit de prolonger jusqu'à une heure du matin. Le général Fransecky à la tête de la

7^e division occupa de son côté Turnau sans résistance.

Clam-Gallaz et le prince royal de Saxe avaient reçu l'ordre de conserver à tout prix Turnau et Munchengrätz. Ne pouvant défendre ces deux localités sans diviser ses forces, Clam-Gallaz avait résolu de reprendre Turnau le 28 au matin et d'occuper la hauteur de Swigau. Mais se voyant en présence de forces plus de deux fois supérieures aux siennes, et reconnaissant qu'il n'avait aucun secours à attendre, il se décida à battre en retraite sur Gitschin en abandonnant la ligne de l'Iser aux Prussiens.

La position des armées ennemies, le 27 juin, peut donc se résumer ainsi : les Prussiens de la 4^{re} armée et de l'armée de l'Elbe s'avançaient par Turnau et Munchengrätz sur Gitschin, pendant que Clam-Gallaz et les Austro-Saxons se retiraient sur le même point en laissant à Munchengrätz de forts détachements pour couvrir leur retraite. Le 10^e corps autrichien marchait de l'autre côté sur Trautenau à la rencontre du 1^{er} corps prussien ; le 6^e corps autrichien sur Skalitz et Nachod à la rencontre du 5^e corps prussien. La garde prussienne était à Braunau et à Politz, prête à venir en aide soit à l'aile droite, soit à l'aile gauche de l'armée de Silésie.

Le 8^e corps autrichien dirigé sur Dolan devait soutenir, le 6^e ; le 4^e corps ramené de Lanzow à Jacomir se rapprochait aussi du comté de Glatz ; le 3^e corps était à Korniggrätz ; le 2^e à la droite autrichienne vers l'est, au delà de Pardubitz, tandis que les Prussiens le croyaient réuni aux Austro-Saxons sur la ligne de l'Iser. La réserve de cavalerie, sauf la pre-

mière division, et la réserve d'artillerie, étaient encore à une journée de marche en arrière vers Widenschwerdt, Hohenmanth et Leitomischel.

Le quartier général de l'armée de Silésie avait quitté Braunau le 17 juin dans la matinée.

Le prince royal du Prusse et son état-major, après avoir suivi un long défilé boisé, débouchèrent vers onze heures sur le plateau de Nachod, village situé au fond d'un ravin sur le bord de la Métau, au point de jonction de deux routes, celles de Braunau par Hronow qu'ils venaient de suivre, et celle de Glatz par Reinerz sur laquelle s'avancait le général Steinmetz avec le 5^e corps. Le défilé monte au delà de Nachod, vers le plateau où la route, se bifurquant de nouveau, court à l'ouest vers Skalitz par Kleny, au sud vers Neustadt par Wichowin.

Le général Steinmetz devait occuper Nachod ce jour-là même avec son corps d'armée et la brigade Hoffmann du 6^e corps. La brigade commandée par le général Loewenfeld se mit en marche le 27, à dix heures du matin, pour gravir le plateau et atteignit vers huit heures au delà d'Alstadt le point de bifurcation des deux routes de Skalitz et de Neustadt. L'avant-garde bivaqua sur le plateau, et tout fut disposé pour le campement du corps d'armée en marche depuis l'aube. L'ennemi ne s'était montré jusqu'alors nulle part, lorsque des éclaireurs signalèrent de fortes colonnes autrichiennes sur la route de Neustadt : c'était la brigade Hartweck qui occupa bientôt Wenzelsberg et Provodow ainsi que les bois autour de ces deux villages; la brigade Jonack

s'avançait sur sa gauche à Domkow, et en arrière, à Schonow, la brigade Rosenweiz. La brigade Waldstetten se dirigeait sur Wisochow et Branka, c'est-à-dire vers le point où le défilé de Nachod débouche sur le plateau.

L'avant-garde prussienne, formée de cinq bataillons et demi de ligne et de deux pelotons de chasseurs, avait donc en face d'elle, vers dix heures du matin, tout le 6^e corps autrichien, plus la brigade de cavalerie Solms que Ramming avait fait marcher de Kleny sur Wisochow. La situation de cette avant-garde, obligée de se maintenir sur le plateau pour permettre au 5^e corps d'y déboucher, était fort critique. Les troupes prussiennes marchant sur une seule ligne dans un défilé, devaient mettre un temps d'autant plus considérable à en sortir, qu'elles étaient obligées de passer par Nachod avant d'atteindre à Alstadt, Branka et Wisochow, le plateau qui se termine à l'est par des pentes descendant vers Brazetz et la Métau, pentes assez rapides pour être difficiles à l'infanterie, et impraticables à l'artillerie; ainsi donc, pas de retraite possible pour les Prussiens, sinon par le défilé de Nachod, que les Autrichiens avaient négligé d'occuper.

L'avant-garde du 5^e corps se maintint sur le plateau, dans l'angle des deux routes entre Wisochow, Branka, Alstadt et Wenzelsberg de huit heures du matin à midi contre un ennemi quatre fois plus nombreux. Le général Lœwenfeld avait, pendant ce temps-là, fait occuper Wisochow et garder la route de Skalititz à Nachod, et envoyé au-devant des Autrichiens

son extrême avant-garde, en déployant ses autres bataillons sur le plateau, le long de la route de Neustadt et dans les bois à gauche de cette route. Les Prussiens n'avaient, au moment où s'engageait le combat, que 12 pièces pour répondre au feu de 42 pièces autrichiennes.

Le régiment des fusiliers de Westphalie (37^e) ouvre le feu vers neuf heures sur la brigade Hartweek qu'il rejette au sud de Wenzelsberg, épouvantée par l'effet du fusil à aiguille. Les Prussiens repoussent en même temps l'ennemi à leur gauche dans le ravin de Brazetz, et à leur droite, au nord et à l'ouest de Wenzelsberg où la brigade Jonak vient d'entrer en ligne : ils restent maîtres des bois de Wenzelsberg. La lutte cesse un moment vers dix heures et demie pour recommencer plus ardente et plus acharnée. Ramming rassemble ses forces pour une attaque générale et décisive. Steinmetz, de son côté, presse la marche de ses régiments, surtout de son artillerie, toujours engagée dans les défilés de Nachod. La brigade de cavalerie Wnuck a seule atteint le plateau vers onze heures. Les Autrichiens se jettent sur la ligne prussienne, la brigade Rosenweig à gauche, la brigade Jonak au centre, et la brigade Hartweek à droite. La brigade Rosenweig déloge des bois au nord de Wenzelsberg le faible détachement prussien qui les occupe, et le contraint à se retirer vers Alstadt ; la brigade Jonak, un moment arrêtée et même repoussée, revient à la charge et accule les Prussiens à la lisière orientale du plateau ; la gauche prussienne fléchit également, et toute l'avant-garde du 5^e corps est ramenée vers la

route de Neustadt poursuivie, attaquée ou menacée sur son front et sur ses deux flancs, car la brigade Waldstetten s'avance, elle aussi, venant de Skalitz par Kleny. Il est midi, le sort de la bataille va se décider. Les Prussiens font un suprême effort, et pendant qu'ils luttent sur ce point, la brigade de cavalerie autrichienne Solms, hussards et cuirassiers, et la brigade prussienne Winck, uhlands et dragons, se rencontrent près de Wisochow, marchent l'une sur l'autre au pas, puis au trot, comme à la parade, et finissent par se confondre dans une sorte de tourbillon d'où l'on voit sortir les cuirassiers et les hussards autrichiens qui s'enfuient à bride abattue. Le 5^e corps débouche au même instant sur le plateau défendu par son avant-garde. Les bois de Wenzelsberg sont repris en moins d'une heure et fortement occupés, ainsi que Wisochow. L'artillerie prussienne prend position sur le plateau balayé jusqu'ici des hauteurs de Kleny par quatre-vingts pièces autrichiennes.

La seconde attaque des trois brigades autrichiennes a donc échoué, comme la première : ces trois brigades se retirent vers Kleny; la brigade Waldstetten, la seule à peu près intacte du 6^e corps, y arrive à une heure. Ramming essaye vainement à deux reprises d'enlever Wisochow; un combat acharné engagé dans les rues de ce village se termine à trois heures par la retraite des Autrichiens, qui laissent sept canons, un drapeau, de nombreux prisonniers aux mains de l'ennemi. Un mouvement tournant tenté par eux au nord de Wisochow a échoué. Le 6^e corps autrichien est obligé de battre en retraite sous le feu de quatre-

vingt-quatorze pièces prussiennes; Ramming, rassemblant ses quatre brigades mutilées à Skalitz, place son arrière-garde à Dubno et à Kleny. Le vainqueur, harassé de fatigue et hors d'état de poursuivre l'ennemi, compte ses pertes et les siennes; les Autrichiens ont laissé sur le champ de bataille 225 officiers et 7 275 soldats, dont 2500 prisonniers; les Prussiens 62 officiers et 1060 soldats tués ou blessés.

Le quartier général de l'armée de Silésie s'établit à Hronow, près Nachod, le 27 au soir.

Le combat de Nachod produisit un grand effet non seulement en Allemagne, mais encore en Europe et surtout à Paris, où les télégrammes de Francfort annonçaient tous les jours une nouvelle défaite des Prussiens : habileté du commandement, rapidité des mouvements, bon usage de la cavalerie, bravoure des cavaliers, solidité de jeunes troupes au feu, puissance du fusil à aiguille, toutes les qualités et tous les avantages dont l'armée prussienne était douée et dont elle venait de faire preuve, modifièrent singulièrement l'opinion sur les mérites respectifs des deux armées en présence, et sur le résultat possible de la lutte. Les officiers autrichiens prisonniers laissaient eux-mêmes percer le sentiment de leur infériorité, et ils comprenaient instinctivement que le fusil à aiguille n'en était pas l'unique cause.

Le bulletin de la bataille de Nachod fut affiché le matin du 29 sur les murs de Berlin. Les maisons se pavoisèrent aussitôt, les travaux cessent, la population se précipite vers la résidence royale; cent mille voix appellent le roi au balcon; Guillaume I^{er} s'y montre

et harangue ses sujets en versant des larmes. La foule se dirige ensuite en chantant l'air national vers la Wilhemstrasse, où est situé le ministère des affaires étrangères; M. de Bismarck reçoit une ovation semblable à celle du roi; un orateur de la rue lui crie que l'Autriche n'a plus de rôle à jouer en Allemagne, que son règne est désormais dans l'Est, et que c'est à la Prusse à faire la grande patrie allemande. M. de Bismarck répond qu'il accepte cette mission pour son pays, et il profite de l'occasion pour glisser dans son discours la nouvelle de la bataille de Langensalza, qui avait fait de nombreuses victimes dans beaucoup de familles de Berlin.

Le roi partit le lendemain pour se rendre à l'armée; il traverse Berlin, ayant à ses côtés dans sa voiture M. de Bismarck, rayonnant, en petite tenue de chef d'escadron des cuirassiers de la landwehr.

CHAPITRE IX

1866

SADOWA

SOMMAIRE. -- Marche de l'armée de l'Elbe et de la 1^{re} armée sur Munchengrätz. -- Clam-Gallaz occupe cette localité avec mission de contenir les Prussiens. -- Benedeck, s'apercevant que la Bohême est le principal objectif de l'ennemi, veut reprendre la ligne de l'Iser. -- Mouvements de la grande armée prussienne sur son aile droite. -- Clam-Gallaz songe à se replier sur l'armée du Nord. -- Benedeck le retient en lui faisant savoir qu'il prend l'offensive sur Turnau. -- Combats de Gitschin. -- Clam-Gallaz reçoit l'ordre d'opérer sa jonction avec l'armée principale à Horsitz. -- Combat de Trautenau. -- Échec du 1^{er} corps prussien. -- Le prince Charles et le prince royal de Prusse communiquent sur l'Elbe. -- Les deux armées sont libres d'opérer leur jonction immédiate. -- Le roi de Prusse établit, le 4^{er} juillet, son quartier général à Sierichen. -- Arrivée de M. Benedetti. -- Marche circospécte du prince Charles et du prince royal. -- Les Prussiens et les Autrichiens sont sans s'en douter en présence. -- Dispositions du prince Charles. -- Position des trois armées prussiennes. -- Benedeck transfère son quartier général à Kœniggrätz. -- Position de l'armée autrichienne. -- Mollesse et découragement de Benedeck. -- Fâcheux état moral de son armée. -- Elle se forme en bataille sur le plateau entre l'Elbe et la Bistritz. -- Bataille de Sadowa.

L'armée de l'Elbe communiquait, comme on l'a vu, dès le 26 juin avec la 1^{re} armée. Les deux armées marchaient sur Munchengrätz, où se trouvait Clam-Gallaz se bornant selon ses instructions à contenir l'ennemi. L'ordre d'abandonner l'Iser venait de lui être donné, lorsque les mouvements des deux armées prussiennes avertirent Benedeck de son erreur; la

Bohême étant le but principal des efforts des Prussiens, il résolut de porter toutes ses forces de ce côté et de reconquérir la ligne presque perdue de l'Iser. Son plan, ou plutôt celui qu'on lui attribue, car on ne sait pas s'il en a jamais eu véritablement un, consistait alors à refouler la 2^e armée dans les défilés de la Bohême, à empêcher sa jonction avec la première, et à écraser cette dernière avec toutes ses forces. Il ne pouvait pas certainement se flatter que Clam-Gallaz avec ses 60 000 hommes fût capable de repousser ou même d'arrêter les 150 000 hommes du prince Frédéric-Charles; mais il espérait que du moins en sacrifiant le corps placé sous ses ordres, Clam-Gallaz parviendrait à arrêter l'ennemi assez longtemps pour lui permettre d'en finir avec l'armée de Silésie, et de se jeter ensuite sur la première armée et sur l'armée de l'Elbe. La grande armée prussienne se trouverait ainsi coupée en deux, et la route de Berlin ouverte aux Autrichiens.

Clam-Gallaz devait donc former l'avant-garde de la grande armée autrichienne et résister en attendant qu'on vînt l'appuyer pour reprendre l'offensive. Attaqué le 27 à Munchengrätz par des forces supérieures, il se retira, on s'en souvient, sur Gitschin, où il s'établit avec le 4^e corps autrichien et les Saxons dans une bonne position défensive pour recevoir le choc de la 1^{re} armée et de l'armée de l'Elbe poursuivant leur marche à l'est pour opérer leur jonction avec l'armée de Silésie débouchant des défilés de Glatz et de la montagne des Géants.

La grande armée prussienne avait opéré du 27 juin

au 4^{er} juillet les mouvements suivants sur son aile droite : la première armée et l'armée de l'Elbe, établies le 26 au soir sur la ligne de l'Isar après les combats de Podol et de Huhnerwasser, employèrent la journée du 27 à s'y concentrer. Le prince Frédéric-Charles, croyant le 4^{er} corps autrichien et les Saxons rejoints par le 2^e corps, résolut d'enlever Munchengrätz où Glam-Gallaz, pensait-il, défendrait la ligne de l'Isar. L'armée de l'Elbe reçut l'ordre d'attaquer Munchengrätz à l'est le 28 au matin en venant de Böhmisch-Aicha, Niemes et Huhnerwasser ; le général Fransecky et le général Horn, à la tête de la 7^e et de la 8^e division de la première armée, devaient, en se dirigeant du nord au sud, prendre en flanc les Autrichiens et les Saxons et leur couper la retraite derrière Munchengrätz à Bössin sur la route de Furstenbruck. Une forte réserve appuyerait ce mouvement, qui livrerait passage à toute l'aile droite prussienne. Mais Glam-Gallaz, ne laissant à Munchengrätz que la brigade Leiningen pour masquer sa retraite, se retirait sur Gitschin avec le gros de ses forces. Le 2^e corps autrichien était à l'extrême droite de l'armée du Nord ; les corps les plus rapprochés de Gitschin se trouvaient à deux journées de marche : Glam-Gallaz et ses soldats n'avaient rien à espérer que d'eux-mêmes.

Herwarth sur la route d'Huhnerwasser enlève successivement Nieder-Gruppey, Weissleim, Haber et Kloster, pendant qu'une autre attaque est dirigée sur Ober-Bukowine et Mankowitz. Des détachements des divisions Canstein et Etzel pénètrent dans Munchengrätz vers onze heures et demie, et ils y trouvent

l'avant-garde de la division Munster déjà établie. L'infanterie autrichienne trop inférieure en nombre ne pouvait pas lutter contre l'ennemi; l'artillerie seule avait fait une résistance sérieuse et protégé la marche des Autrichiens et des Saxons sur Gitschin.

La division Fransecky bivagua vers le soir à Bossin, la division Horn, à Dobrawoda entre Bossin et Munchengrätz. L'armée de l'Elbe s'établit autour de cette dernière bourgade. Les autres divisions et les réserves de l'aile droite s'étaient avancées d'une journée de marche vers l'aile gauche, et les Prussiens restaient entièrement maîtres de la ligne de l'Iser. Ils avaient perdu dans cette dernière rencontre 341 tués ou blessés; la perte des Autrichiens était de 2000 hommes, dont 1393 prisonniers.

La 1^{re} armée et l'armée de l'Elbe marchaient au sud-est en se concentrant et en se rapprochant d'heure en heure; il devenait donc de plus en plus difficile de régler leur marche et de les nourrir. La Bohême de ce côté n'était pas plus hospitalière aux Prussiens que de l'autre; les populations avaient fui, emmenant leur bétail et comblant les puits; la soif causait au soldat une souffrance cruelle dans ses marches rapides sous ce ciel d'été, car il fallait se hâter de prendre Gitschin et de fermer la brèche entre la droite du prince royal et la gauche du prince Frédéric-Charles. Ce dernier reçut en effet, le 29 juin au matin, ce télégramme pressant : « La 2^e armée, malgré une série de combats victorieux, se trouve dans une situation difficile. Le roi compte que la

1^{re} armée se portera promptement en avant pour la dégager. »

Le prince Frédéric-Charles résolut de prendre Gitschin à tout prix ce jour-là et de s'avancer autant que possible au sud-est, entreprise peu aisée, vu l'extrême concentration des corps d'armée le long de l'Iser, de Podol à Munchengrätz, par suite de la nécessité de se servir des deux seules routes allant de ses deux points sur Gitschin, l'une par Podkost, l'autre par Furstenbruck, pour se rejoindre à Sobotka en avant de Gitschin. Une troisième route partant de Turnau et passant à Libun aboutit à Gitschin même. La 1^{re} armée s'échelonna sur ces trois routes, et l'armée de l'Elbe appuya plus à droite, c'est-à-dire plus au sud, vers Jung-Bunzlau. Le général Tumpling, chargé avec la 5^e division d'enlever Gitschin par la route de Turnau, devait y être rejoint par le général Werder, suivant la route de Sobotka avec la 3^e division : les autres divisions de la 1^{re} armée et ses réserves venaient derrière. Entre les deux divisions en marche l'une sur Libun, l'autre par Sobotka, dans l'angle formé par les deux routes de Turnau et de Munchengrätz se joignant au faubourg de Hobin devant Gitschin, se dresse le Priwicin énorme rocher couvert d'arbres et de taillis.

Clam-Gallaz et les Austro-Saxons marchaient dès le point du jour sur Gitschin. Les bivacs étaient établis vers midi au nord-ouest de cette ville. La brigade Poschacher au centre, sur la hauteur de Brada qui touche au Priwicin, la brigade Leiningen derrière elle, la brigade Piret à Markt-Eisenstadt à droite, la

brigade Abele à gauche à Prachow, et la brigade Ringelsheim du même côté. La 1^{re} division de cavalerie légère restait à Diletz entre Brada et Markt-Eisenstadt. Les Saxons venant d'Unter-Bautzen bivaquaient au sud-est de Gitschin à Brezina, à Wokschitz, et leur cavalerie à Starenjesto. Le meilleur parti à prendre pour Clam-Gallaz et pour le prince royal de Saxe était de se replier sur l'armée du Nord en voyant l'ennemi si supérieur en nombre. Ils allaient s'y résoudre, lorsque Benedeck leur annonça qu'il prenait l'offensive sur Turnau avec le gros de ses forces, et que le jour même le 3^e corps d'armée les rejoindrait à Gitschin. Il ne leur restait plus dès lors qu'à tenter d'arrêter l'ennemi sur la route de Turnau et de Libun. Le 1^{er} corps autrichien et deux divisions saxonnes se dirigèrent en conséquence vers midi sur Diletz. L'action ne s'engagea cependant de ce côté que vers trois heures et demie.

Le général Tumpling, ayant traversé Krisnitz sous une grêle d'obus, et reconnu que le Priwicin était fortement occupé ainsi que Podulsch et Klein-Ginoltz, et qu'une artillerie formidable battait tout le plateau qui s'étend en montant vers Gitschin, réussit à enlever la position par un mouvement tournant, malgré le ravage causé par les batteries autrichiennes; mais si les brigades Poschacher et Abele faisaient un mouvement offensif par Klein-Ginoltz et Jawornitz, il était menacé d'être coupé en deux ou tourné par sa droite. Il porta donc sur ces deux points une partie de ses forces. Ses troupes aux prises avec un ennemi supérieur en nombre et retranché dans une

forteresse naturelle, se trouvaient vers six heures en grand péril.

La division Werder engageait à la même heure le combat de Priwiein sur la route de Sobotka, tandis que la division Tumpling, n'ayant plus que deux bataillons de réserve, allait se trouver à Diletz en face de la division saxonne Stieglitz. La position de Tumpling était terrible. Les Prussiens, après avoir emporté Zames, s'avançaient sur Diletz, et leurs tirailleurs pénétraient dans ce village quand parurent les Saxons. Une lutte acharnée s'engagea dans ce village et se termina vers sept heures et demie par la retraite des Saxons. La bataille continuait à la baïonnette à Klein-Ginoltz et dans les rochers du Priwiein. Les Prussiens épuisés n'avaient plus de réserves, et les Austro-Saxons comptaient encore dix-neuf bataillons intacts, et pourtant ils battaient en retraite. C'est que Clam-Gallaz, après avoir attendu le 3^e corps pendant toute la journée, venait de recevoir cet ordre : « Éviter toute rencontre avec des forces supérieures, et opérer sa jonction avec l'armée principale à Horsitz et Miletin. Une nouvelle destination a été donnée aux quatre corps d'armée. » Cet inutile combat coûtait 7 000 tués, blessés ou prisonniers aux Autrichiens. Les Prussiens étaient le soir maîtres de Gitschin, et le prince Charles et Herwarth reprenaient leur marche vers l'est.

L'armée de Silésie subissait pendant ce temps-là un échec qui pouvait compromettre le succès de la campagne. Le 27 juin, à l'heure même où Steinmetz battait les Autrichiens à Nachod, le général Gablentz

avec le 10^e corps autrichien, rejetait le général Bonin dans les défilés de la montagne des Géants. Les Prussiens, négligeant d'occuper les hauteurs qui se dressent au-dessus de Trautenau, à la sortie du défilé, n'avaient pu déployer à temps des forces suffisantes pour soutenir leur avant-garde et les premiers détachements aux prises, vers la fin de la journée, avec le 10^e corps tout entier. Les Autrichiens étaient rentrés le soir en possession de Trautenau, mais Gablentz, obéissant, heureusement pour les Prussiens, aux ordres de « courir sus à l'ennemi sans dépasser la frontière », permit, le lendemain 28, à la garde de dégager le 1^{er} corps, de reprendre avec lui la marche concentrique vers la ligne de l'Elbe, et d'arriver le 3 juillet sur le champ de bataille de Sadowa à temps pour frapper le coup décisif à Chlum.

Le prince royal de Prusse reçut au quartier général de la 2^e armée, établi à Hronow, dans la nuit du 27 au 28 juin, avis de l'échec subi la veille à Trautenau; ignorant que cet échec avait ramené le 1^{er} corps à la frontière, il fit remonter la garde vers Trautenau pour y dégager le 1^{er} corps. L'armée prussienne se trouvait, malgré la victoire de Nachod, dans une position fort peu assurée le 27 au soir. Les deux armées de l'ouest, contenues d'ailleurs par Clam-Gallaz, étaient encore à deux journées de marche : l'une à la droite au pied des montagnes, incomplètement déployée, n'ayant que 67 000 hommes en ligne et point de communication entre ses trois corps, offrait à Benedeck une occasion de vaincre

dont il ne sut pas profiter. Steinmetz victorieux, mais fatigué, pouvait être rejeté dans les défilés; Gablentz, renforcé à Trauteman, aurait pu couper le centre des deux autres colonnes ennemies. Benedeck se contenta de rappeler le 3^e corps resté vers Olmütz, et d'envoyer l'archiduc Léopold rejoindre, avec le 8^e corps Ramming à Skalitz. Gablentz dut quitter son excellente position, rétrograder vers l'Aupa pour empêcher la garde prussienne qui y était déjà campée de soutenir Steinmetz. Gablentz rencontra la garde le 28 au matin à Buzerdorf; comptant que le 4^e corps qui était à Koeniginhof non loin de là l'appuyerait, il accepta le combat contre des troupes fraîches. Secouru, mais trop tard, il se retira perdant 5 000 prisonniers, trois drapeaux et dix canons. C'est dans ces deux journées des 27 et 28 juin que le sort de la campagne fut fixé.

L'armée du prince royal de Prusse sortait des défilés de la Silésie et entraît en Bohême sur deux colonnes, Gablentz avait arrêté devant Trauteman la colonne de droite. Celle de gauche débouchait par des passages étroits devant Skalitz, autour duquel campaient six corps autrichiens. Le prince Frédéric-Charles était au moins à deux journées de marche, devant rencontrer Clam-Gallaz sur la route. Les forces autrichiennes réunies à Skalitz pouvaient au moins faire une démonstration contre les forces prussiennes débouchant des montagnes de Silésie. Benedeck avait alors sous la main 150 000 hommes. Au lieu d'engager une action générale avec cette masse de troupes, il envoya Ramming se faire battre le 27,

l'archiduc Léopold le 28, le comte Festeticz le 29 ; Gablentz laissé sans secours à Trautenau fut également battu, comme on s'en souvient, le 28. Les corps du comte de Thun et de l'archiduc Ernest ne furent pas engagés. Benedeck explique cette suite de fautes en disant qu'il avait reconnu à Kœniginhof, à une étape de Skalitz, une position excellente où il se proposait d'attirer l'ennemi et de lui livrer bataille, mais ce sont là des conceptions qu'un Napoléon ou un César sont seuls capables d'exécuter. L'ennemi refusa donc de se laisser contenir ; il occupa lui-même Kœniginhof, et Benedeck dut replier sur Kœniggrätz toutes les masses de l'armée autrichienne tour à tour mal engagées, fort éprouvées par le fusil à aiguille, et affectées par la perte d'un grand nombre de canons et de drapeaux.

Le 8^e et le 6^e corps réunis avaient cédé au choc de Steinmetz renforcé par le 6^e corps. Les Prussiens continuèrent d'avancer, et les premiers bataillons de la garde emportèrent Kœniginhof, malgré l'héroïsme de sa faible garnison. Steinmetz, trois fois vainqueur depuis trois jours, y rejoignit la garde. L'armée du prince royal était réunie le jour même où Clam-Gallaz abandonnait Gitschin. Les avant-gardes du prince royal et du prince Frédéric-Charles communiquèrent le soir même sur l'Elbe. La concentration des armées prussiennes était assurée. Les pertes éprouvées par les Autrichiens dans les diverses rencontres qui viennent d'être décrites dépassaient le chiffre de 40 000 hommes.

Clam-Gallaz et les Saxons avaient continué, le 30,

leur mouvement de retraite sur Négenitz; le premier par la grande route qui passe à Sadowa, les Saxons par Smidar. Benedeck, avec les six autres corps, était resté à Dubenitz, sur la berge droite de l'Elbe, dans la position qu'il occupait la veille.

La première armée prussienne continua son mouvement en avant : Frédéric-Charles suivit la même route que Clam-Gallaz, Herwart prit à droite la même direction que les Saxons. Benedeck se décida dans la nuit du 30 juin au 1^{er} juillet à ramener son armée en arrière. Il en informa l'Empereur par cette dépêche : « Le 1^{er} corps et les Saxons ont été refoulés, » cet échec m'oblige moi-même à reculer dans la » direction de Kœniggrätz. »

Les deux armées prussiennes, à partir de ce moment, étaient entièrement libres d'opérer leur jonction immédiate, si les circonstances faisaient juger cette mesure nécessaire. On préféra les laisser séparées.

Le roi de Prusse, arrivé le 1^{er} juillet à l'armée, avait établi son quartier général au château de Sitchrow où M. Benedetti, ministre de l'empereur des Français à Berlin, vint le rejoindre. L'arrivée de ce diplomate était une raison pour pousser la guerre à outrance. Le prince Frédéric-Charles ne se porta cependant ce jour-là en avant que d'une demi-marche, et encore avec la plus grande circonspection; le prince royal resta dans la vallée de l'Elbe, autour de Kœniginhof. L'armée autrichienne quitta Daubenitz et alla bivouaquer entre l'Elbe et la Bistritz : sa droite appuyée au confluent de la Trotina, son centre

sur les hauteurs de Chlum et de Lipa, sa gauche appuyée aux Saxons établis à Nechanitz, gros village situé sur les deux rives de la Bistritz, ruisseau marécageux. Nechanitz bien défendu pouvait opposer une très-longue résistance, même à des forces très supérieures.

Les armées prussiennes, le 2 juillet, restèrent à peu près dans les mêmes positions : la première armée se rapprocha de la Bistritz et Herwarth occupa Smidar. Les Autrichiens, de leur côté, se bornèrent à faire passer les bagages sur la rive gauche de l'Elbe et à élever des retranchements autour de Chlum et de Lipa.

Les avant-gardes des deux armées étaient à moins d'un mille l'une de l'autre, sans qu'aucune des deux s'en doutât. Les prussiens ne connaissaient ni la marche de l'armée autrichienne sur Daubenitz, ni sa retraite pendant la nuit ; ils croyaient, au contraire, que la plus grande partie de l'armée ennemie occupait, en arrière de l'Elbe, une position dont les ailes s'appuyaient aux places fortes de Josephstadt et de Koeniggrätz.

Les Prussiens, en raisonnant dans cette hypothèse, se trouvaient dans cette alternative : attaquer les Autrichiens dans la position qui vient d'être décrite, ou manœuvrer de manière à les obliger d'en sortir. La deuxième armée aurait dû, dans le premier cas, marcher sur le flanc droit de la position, pendant que la première armée l'attaquerait de front. La deuxième armée, dans l'autre cas, se serait trouvée dans la nécessité d'exécuter sous les yeux de l'ennemi une

grande marche par le flanc droit pour gagner Pardubitz, d'où elle menacerait toutes les communications des Autrichiens. Une pareille opération exigeait les plus grandes précautions. La deuxième armée, dans le premier cas, resterait sur la rive gauche de l'Elbe, dans le second, elle passerait sur la rive droite; mais il était indispensable d'avoir une connaissance plus exacte de la situation de l'ennemi, de la nature du terrain et surtout des difficultés que pouvaient opposer à une attaque l'Elbe sur le front, l'Aupa sur le flanc de la position, avant de se résoudre à prendre une détermination ¹.

La véritable situation de l'armée autrichienne ne tarda pas à être connue. Le prince Frédéric-Charles apprit par le rapport d'un colonel chargé d'occuper le château de Cerekwitz qu'il y avait un camp autrichien à Lipa. Des petits détachements furent envoyés dans la direction de Kœniggrätz, pour avoir des renseignements plus complets. Un officier de l'état-major de la 1^{re} armée étant allé de Milowitz à Dub, trouva la hauteur de Dub occupée par la brigade Prohaska. Des prisonniers apprirent en outre à l'état-major prussien qu'il y avait environ quatre corps d'armée sur la Bistritz; le 3^e à Sadowa, le 10^e à Langenhof; le 1^{er} en arrière de celui-ci, les Saxons à Probus, et dix régiments de cavalerie avec beaucoup d'artillerie à Lipa. Des officiers prussiens avaient vu de leur côté de grands bivacs en avant et en arrière de Benatek. La présence du 3^e corps à Sadowa fut égale-

1. Relation de l'état-major prussien.

ment connue. Les Prussiens savaient désormais qu'ils étaient en présence de l'ennemi; la présence de masses autrichiennes aussi considérables près de Sadowa fut interprétée par les uns, non comme une halte en retraite, mais comme un mouvement en avant pour attaquer. Le prince Frédéric-Charles prit immédiatement des dispositions pour concentrer ses forces. Il expédia le 2, à neuf heures du soir, l'ordre de former la première armée en bataille le lendemain matin, pour attaquer la position de la Bistritz à Sadowa sur la route de Horsitz à Koeniggrätz.

Le prince Frédéric-Charles expédia en même temps au prince royal une lettre pour le prier de couvrir son flanc gauche en faisant avancer la garde et autant de troupes qu'il pourrait sur la rive droite de l'Elbe, par Koeniginhof dans la direction de Josephstadt.

Au grand quartier général averti le soir même de ces dispositions, on résolut d'attaquer l'ennemi en avant de l'Elbe, sans se préoccuper de savoir si l'on avait devant soi l'armée autrichienne tout entière ou seulement une partie considérable de cette armée. La 2^e armée prussienne fut prévenue que l'ennemi s'était avancé jusqu'à Sadowa, sur la Bistritz; qu'il avait réuni sur ce point une force d'environ trois corps pouvant encore recevoir des renforts, et qu'il était probable qu'une rencontre aurait lieu le lendemain matin, de bonne heure, entre ces forces et la 4^{re} armée.

Le prince royal de Prusse reçut l'ordre de prendre les dispositions nécessaires pour venir au secours de la 4^{re} armée avec toutes ses forces, en se dirigeant

sur le flanc droit de l'ennemi qu'il trouverait probablement en marche et qu'il attaquerait immédiatement.

Le roi avait son quartier général à Gitschin; le prince Frédéric-Charles à Kremenitz, le prince royal à Koeniginhof, le général Herwarth à Hochwesely en face des Saxons. Les armées prussiennes conservaient donc volontairement un front de 5 milles environ d'étendue. Les avant-gardes de la 7^e et de la 8^e division à Milowitz, Gross-Jeritz et Cerekwity, étaient les troupes les plus rapprochées de l'ennemi.

Le général Benedeck avait transféré son quartier général à Koeniggrätz. Son armée, réunie tout entière en arrière de la Bistritz, ayant à dos la place de Koeniggrätz et l'Elbe n'occupait guère plus d'un mille de long; cette armée concentrée déjà depuis cinq jours, difficile par conséquent à nourrir, obligée de bivouaquer, voyait ses forces diminuer tous les jours; il fallait donc hâter le dénouement.

Les commandants des corps d'armée et les chefs d'état-major convoqués au grand quartier général autrichien le 1^{er} juillet avaient affirmé à l'unanimité, ou peu s'en faut, que leurs troupes étaient animées du meilleur esprit et qu'elles avaient le désir le plus vif de livrer tout de suite une grande bataille. L'armée autrichienne, quoique fortement éprouvée dans les montagnes, gardait donc assez de ressort pour percer le centre ennemi si elle avait eu le 3, à quatre heures du matin, à sa tête un général hardi et entreprenant. Si Benedeck, au lieu d'attendre que

les deux princes prussiens vinssent avec toutes leurs forces réunies foudroyer ses troupes sur place par un feu convergent, d'autant plus meurtrier qu'elles étaient concentrées, s'était lui-même jeté avec le gros de ses forces sur la 1^{re} armée, il eût pu la battre avant l'arrivée de la 2^e armée, encore échelonnée derrière l'Elbe. Les instructions données par Benedeck pour la bataille prouvent malheureusement qu'il était décidé à attendre l'ennemi, et qu'il n'acceptait la bataille qu'à regret, avec la préoccupation de savoir de quelle manière il opérerait sa retraite le plus sûrement. L'armée autrichienne, composée de six nations différentes, commandée par des officiers généraux si peu d'accord que, la veille et l'avant-veille de la bataille, il fallut destituer deux chefs de corps d'armée l'archiduc Léopold et le malheureux Clam-Gallaz, ainsi que le chef et le sous-chef de l'état-major, pouvait, il est vrai, inspirer quelques doutes à son chef, non pas sur sa bravoure, mais sur son homogénéité.

L'armée de Benedeck s'était pourtant formée en bataille en avant de Koeniggrätz, sur le plateau qui sépare la vallée de l'Elbe de celle de la Bistritz. Le front de sa position formait un angle dont le sommet se trouvait en avant de Chlum et de Lipa et dont les extrémités s'appuyaient l'une à l'Elbe, à hauteur de Lochenitz, l'autre à la Bistritz, à hauteur de Néchamitz; celle de droite faisait face à l'armée du prince royal, celle de gauche à l'armée du prince Frédéric-Charles. Les villages de Chlum et de Lipa, situés au sommet de l'angle que présentaient les deux faces du front de défense, formaient, dans le

saillant de la position, la partie plus vulnérable et par conséquent le point d'attaque.

Le génie, pour rendre cette partie du front plus forte, avait construit des retranchements et des batteries sur les collines qui relient Lipa à Chlum et à Nedelist, en vue sans doute de contenir les attaques de l'armée venant de Silésie. En avant de Chlum surtout, sur le saillant de la position, exposé aux feux convergents, on avait accumulé batterie sur batterie ; pendant que le matin du 3, on discutait encore sur la méthode à employer pour renforcer l'aile gauche faisant face à la première armée prussienne, six bataillons de pionniers et les troupes du génie continuèrent à construire autour de Chlum et de Lipa des ouvrages mal conditionnés et placés surtout contrairement aux règles de la tactique ¹.

L'armée du prince royal se trouvait, comme on l'a vu, encore au delà de Koeniginhof, sur la gauche de l'Elbe, c'est-à-dire à une journée de marche du champ de bataille. L'armée du prince Frédéric-Charles et celle d'Herwarth étaient échelonnées des deux côtés de la route de Gitschin à Sadowa sur une grande profondeur et sur un front de plus de six lieues de largeur.

Le roi de Prusse voulait donner un peu de repos aux troupes fatiguées par tant de combats ; mais la nouvelle de la concentration dans la journée du 2 entre Josephstadt et Koeniggrätz étant arrivée au quartier général prussien, la résolution fut arrêtée

1. Le major Vandeveldt.

d'offrir immédiatement la bataille à l'ennemi. Les dernières mesures ne furent prises qu'à minuit. Le roi de Prusse ayant décidé de livrer bataille le lendemain, des ordres furent donnés pour y faire participer les trois armées. Le prince Frédéric-Charles à la tête de ses six divisions se porta en avant dès deux heures du matin; les quatre premières divisions arrivèrent de grand matin à Psanek, Bristau, Milowitz et Cerek-witz; les deux dernières restèrent en réserve plus en arrière sur Horsitz; la cavalerie ne quitta pas son bivac. Herwarth, qui ne reçut les instructions du grand quartier général qu'à deux heures du matin, n'arriva à sa destination à Néchanitz que vers neuf heures. Celles qui furent adressées au prince royal ne lui parvinrent que vers quatre heures du matin; il ordonna à ses quatre corps de se mettre immédiatement en marche vers la Trojinka. Herwarth et le prince Frédéric-Charles pouvaient arriver à temps sur la Bistriz, un peu déçus et à une assez grande distance l'un de l'autre, il est vrai, mais l'arrivée du prince de Prusse qui avait une étape à faire pour atteindre le champ de bataille était encore douteuse; il ne pouvait en tout cas arriver en face de Chlum qu'assez tard dans la journée.

Les trois armées prussiennes se trouvaient donc dans un véritable état de crise, le 3, à quatre heures du matin, alors que Benedeck avait sous la main ses sept corps d'armée et les Saxons, non loin de lui, observant à Néchanitz le passage de la Bistriz; Benedeck aurait pu prendre l'offensive pendant que l'armée d'Herwarth marchait sur Néchanitz; que celle

de Frédéric-Charles était répartie en six fractions sur un front de plus de trois lieues, et que celle du prince royal encore derrière l'Elbe se trouvait à une journée de marche de la Bistritz. La fortune offrit encore une fois à Benedeck l'occasion de vaincre, et cette fois encore il ne sut pas la saisir; laissant les Saxons devant Herwarth et deux de ses sept corps en face du prince royal, marchant ensuite avec ses cinq autres corps contre le prince Frédéric-Charles, il aurait pu combattre deux contre un, mais il semble que le général autrichien n'avait pas foi en lui et qu'il n'acceptait la bataille que pour sauver l'honneur des armes. Au lieu de s'avancer pour percer le centre de l'ennemi, il replia ses avant-postes derrière la Bistritz et il laissa les trois armées prussiennes opérer leur marche enveloppante.

La 1^{re} armée et l'armée de l'Elbe étaient rassemblées vers six heures du matin devant la Bistritz; l'armée de l'Elbe en arrière de Néchanitz. La 2^e armée passait l'Elbe à Königinhof pour se porter au secours du prince Frédéric-Charles, dont la tâche consistait à occuper l'ennemi sur son front de manière à favoriser les manœuvres tournantes des deux armées opérant sur ses deux ailes.

Le prince Frédéric-Charles, pendant que l'armée du prince royal opérait le passage de l'Elbe à Königinhof, à 20 kilomètres de Sadowa, et que celle de Hertwarth se portait de Smidlar vers Néchanitz, amena ses six divisions d'infanterie vers la Bistritz, en formant les échelons par la gauche. L'échelon le plus avancé de la 7^e division, celle de Fransecky, et deux

bataillons de la 8^e division Horn, passèrent la Bistritz, près de Sadowa, et occupèrent les bois situés au delà du ruisseau, à droite et à gauche de la route de Kœnigrätz. Le gros de la 8^e division resta derrière le pont de Sadowa, à hauteur de ce village, couvert par la Bistritz. Les 3^e et 4^e divisions s'établirent plus à droite en avant de Mzan et de Zwadilka. La 5^e et la 6^e restèrent en réserve derrière la 8^e, prêtes à repousser les Autrichiens s'ils tentaient de forcer le centre. La cavalerie et une partie de l'artillerie se trouvaient encore très en arrière.

La division Fransecky et les deux bataillons de la 8^e se trouvaient donc seuls sur la rive ennemie de la Bistritz en présence de presque toutes les forces autrichiennes. Ces quatorze bataillons jugèrent prudent de s'arrêter dans les bois situés à droite et à gauche de la route. La 7^e division se jeta dans le bois de gauche, les deux bataillons occupèrent celui de droite. Ces deux bois allaient être le théâtre des combats les plus acharnés; c'est là autant qu'à Chlum que se décida le sort de la journée.

Les Autrichiens descendirent vers neuf heures du matin des hauteurs de Cistowa et de Lipa pour attaquer les Prussiens dans les bois. Les troupes de Fransecky, malgré leur infériorité numérique, se défendent bravement, mais ici leurs avantages ne sont plus les mêmes : l'ennemi embusqué derrière les arbres brave les effets du fusil à aiguille; l'artillerie autrichienne, à l'absence de laquelle les Autrichiens attribuent la perte de la bataille de Solferino, flaque les bois, et appuie l'infanterie qui se bat avec une

bravoure admirable. Les Prussiens obligés de céder devant le nombre toujours croissant des ennemis reculent, mais lentement, en disputant chaque arbre; des deux côtés on essuie de grandes pertes; les Prussiens, sur plusieurs points, sont refoulés hors du bois dans la direction de Benatek; le mouvement en avant du prince Charles va-t-il être arrêté? L'armée toute entière sera-t-elle obligée de rétrograder comme la division du général Horn épuisée par la lutte terrible soutenue dans les bois de Sadowa? On se le demandait avec inquiétude au quartier général; le mot de retraite y fut même prononcé, s'il faut s'en rapporter à des récits contestés par les Prussiens.

Fransecky était à Benateck avec les derniers bataillons de sa division; il ramène les Prussiens au combat, réussit à prolonger l'action et permet ainsi aux avant-gardes du prince royal, composées des premières colonnes de la garde, de faire sur Racitz et sur Horenowes des démonstrations qui, en attirant une partie des troupes autrichiennes engagées dans les bois, le dégagent un peu, lui permettent de tenir dans sa position et de donner au prince royal et à Herwarth le temps d'arriver sur les deux ailes. Le roi de Prusse ayant à ses côtés les deux hommes qui l'ont engagé dans la terrible partie qui se joue en ce moment, le général de Moltke et M. de Bismarck, assiste à la bataille sur la colline de Dub, au nord-ouest de Sadowa. Le regard en se dirigeant vers l'est en ligne droite rencontre la hauteur d'Horenowes que surmontent deux énormes tilleuls. Ils indiquent la route par laquelle la garde accourt; roi, ministre,

généraux, officiers, soldats ont le regard fixé sur cette hauteur que le brouillard leur cache. Une anxiété poignante étreint tous les cœurs. Vers onze heures l'anxiété cesse, le brouillard se dissipe, et si l'on ne voit pas encore briller à l'horizon la pointe des casques derrière les Autrichiens, on entend tonner le canon prussien.

L'armée du prince royal suivait de près son avant-garde, sa droite, le 1^{er} corps, avait pris la direction de Cerekwitz; son centre, la garde, celle de Horenoves; sa gauche, le 6^e corps, était en train de passer la Trotinka à Racitz; le 5^e corps suivait son centre derrière la garde. La 1^{re} division de la garde, la plus avancée du front d'attaque de la 2^e armée, arrivée vers midi à Horenoves, s'appêta à enlever le village de Chlum, situé en arrière de l'angle que formaient, comme on l'a vu, les deux côtés du front de défense des Autrichiens. Des batteries étagées, plusieurs brigades déployées en avant de Chlum, deux bataillons, l'un dans le village, l'autre en réserve derrière, semblaient rendre cette position inabordable. Les quatre batteries divisionnaires de la garde prussienne et ses quatre batteries de réserve se déployaient sur les hauteurs en avant de Horenoves, les Autrichiens ont un plus grand nombre de canons, mais leur feu divergent est moins efficace que le feu des 48 pièces prussiennes convergeant sur leurs masses. Benedeck préoccupé de l'attaque du prince Frédéric-Charles, inquiet surtout par le mouvement tournant du 6^e corps qui descend le long de l'Elbe vers Lochowitz pour prévenir les Autrichiens sur leur ligne de

retraite, ne prend aucune mesure pour préserver son centre qu'il croit invulnérable, et pour prévenir l'attaque de la 1^{re} division de la garde prussienne contre Chlum. Cette division évite le feu de plus de cent bouches à feu établies sur les hauteurs en avant de Chlum en suivant à couvert les anfractuosités du terrain jusque près de la ligne des batteries; son avant-garde y pénètre, et y porte le désordre. Les ingénieurs autrichiens en fortifiant Chlum de manière à en faire un réduit pour leur armée en cas de revers avaient travaillé au profit de l'ennemi qui, du haut de cette position, allait prendre à dos toute l'aile droite autrichienne faisant face au prince Frédéric-Charles.

Il était alors trois heures, la 1^{re} division de la garde se trouvait toujours isolée et fractionnée au milieu de l'armée autrichienne; deux bataillons de cette division couvrirent au sud le village de Chlum qu'elles venaient d'emporter et s'étendirent le long des hauteurs dans la direction de Nedelist, où ils enlevèrent un grand nombre de canons. Une division de cavalerie ennemie suivie de ses deux batteries s'élance sur l'infanterie prussienne, qui l'accueille à deux cents pas, par le feu terrible de sa mousqueterie. Le fusil à aiguille montre encore une fois ici sa terrible puissance. Un escadron de cuirassiers est détruit, et les escadrons de la division dispersée s'enfuient vers Langenhof ¹.

Benedeck, ne se doutant pas des dangers que les

1. Relation de l'état-major prussien.

progrès de la 2^e armée lui font courir, reste à son poste entre Chlum et Lipa et concentre toute son attention sur la lutte engagée sur le front de sa ligne, quand on vient, à deux heures trois quarts, lui apprendre que les Prussiens sont maîtres de Chlum. Il n'en veut rien croire, et il court au galop vers ce village, où il est accueilli par une fusillade fatale à plusieurs officiers de son escorte. Il cherche alors à gagner sa réserve en passant près de Rosberitz; mais ce village est également tombé au pouvoir de l'ennemi, qui le reçoit, lui et son état-major, par une décharge presque à bout portant; l'archiduc Guillaume est blessé.

Benedeck regagne par la droite les nombreuses réserves dont il dispose encore, car suivant la vieille tradition des généraux autrichiens qui gardent des troupes pour protéger la retraite au lieu de s'en servir pour vaincre, il a encore sous la main son 4^{re} et son 6^e corps, toute sa cavalerie, soixante-dix escadrons, et une partie de son artillerie. A la tête de ces forces, placées entre Sweti et Wsestar, il tente un retour offensif sur Rosberitz défendu seulement par un demi-bataillon prussien; trois fortes colonnes du 6^e corps l'enlèvent; mais quand les Autrichiens veulent sortir du village pour se jeter sur les premières compagnies de la garde prussienne, réunies autour du drapeau du régiment planté en terre devant le village, ces troupes soutenues par deux batteries de la 1^{re} division de la garde accablent les Autrichiens d'un feu convergent et les refoulent dans le village : le sort de la journée était fixé, les

réserves de Benedeck ne devaient plus lui servir qu'à préparer sa retraite. Un succès partiel en avant de son centre ne pouvait lui rendre la victoire.

La division Fransecky et deux bataillons de la 8^e division, deux escadrons, deux batteries, une douzaine de mille hommes en tout, ont tenu tête sur la rive gauche de la Bistritz pendant huit longues heures, de six heures du matin à deux heures, devant le gros des forces autrichiennes, et 180 000 autrichiens avec environ 800 canons ont laissé prendre Chlum par la tête de colonne d'une division de la garde prussienne, non par faute de bravoure, mais par suite de l'habitude fatale aux généraux autrichiens, de réserver la masse de leurs forces et de n'engager que des têtes de colonne¹. Quand Benedeck voulut se servir de tout ce qu'il avait sous la main, il était trop tard. Son armée contenue sur son front et débordée sur ses deux ailes ne pouvait plus se déployer : une brigade du 6^e corps prussien avait gagné le village de Lochenitz, sur sa droite, et s'était emparé des ponts par où les 2^e et 4^e corps autrichiens opéraient leur retraite, et leur avait enlevé 52 canons et 5000 prisonniers. Herwarth sur sa gauche était parvenu à passer la Bistritz au village de Nechanitz, défendu avec la plus grande bravoure par les Saxons et par le 8^e corps autrichien. Le retour offensif de Benedeck avait échoué vers quatre heures, et les Prussiens menaçaient le village de Briza, situé sur le derrière des réserves autrichiennes, à cheval sur la route de Koeniggrätz.

1. Le major Vandeveldt.

L'armée du prince Frédéric-Charles, qui jusqu'alors s'était tenue sur la défensive, à la hauteur de Sadowa, au centre, s'est portée en avant, de sorte que l'armée autrichienne, refoulée sur un espace très restreint, subit le feu convergent des trois armées prussiennes, dont les projectiles, ricochant dans tous les sens, produisent un terrible ravage sur ses masses accumulées. Il ne reste plus à Benedeck d'autres issues que les ponts de l'Elbe : heureusement le gros de la cavalerie autrichienne, qui, comme l'on sait, n'a pas été engagé jusqu'alors, et l'artillerie qui trop accumulée autour de Chlum n'a joué qu'un rôle secondaire, vont, conduites par des officiers intelligents et braves, se sacrifier pour sauver l'armée.

Benedeck, bien que pressé de front et sur ses deux flanes, avec un fleuve à dos, ramène son armée en assez bon ordre sur la rive de l'Elbe ; sa gauche, les Saxons et le 8^e corps, emmenant les blessés dans leurs rangs, se replie en très bon ordre sur Pardubitz et Koeniggrätz ; son centre, couvert par une formidable ligne de batteries élevées entre les villages de Placitz et de Kukelma et soutenu par des masses de cavalerie, passe l'Elbe sur des ponts jetés en avant de la forteresse. La droite de l'armée doit franchir l'Elbe sous la forteresse et sur les ponts de Placka et de Lochenitz ; mais ces deux ponts sont tombés au pouvoir du 6^e corps prussien, une partie de cette aile droite n'a donc plus d'autre passage que Koeniggrätz : les chemins longs et étroits qui traversent les fortifications de cette place s'encombrent bientôt ; le commandant fait fermer les portes. Un

désordre indescriptible suit cette mesure et il ne fait que s'accroître lorsque, vers le soir, l'artillerie et la cavalerie qui ont protégé la retraite, se rabattant en partie sur la forteresse, en trouvent les portes fermées et sont obligées de chercher un passage plus bas, en arrière de Placitz.

La retraite coûta d'immenses pertes aux Autrichiens et aux Prussiens, car le courage fut égal des deux côtés; l'aspect du champ de bataille suffit le lendemain à le prouver. Partout où quelque abri avait compensé l'avantage du fusil à aiguille, on trouva sur le terrain autant d'habits bleus que d'habits blancs, mais autour de Chlum et de Rosberitz, que les Autrichiens essayèrent de reprendre sur les troupes du prince royal de Prusse, le sol était jonché d'habits blancs. Les généraux autrichiens se battirent comme de simples soldats; l'archiduc Joseph eut trois chevaux tués sous lui, et disputa pied à pied, au milieu de quelques fantassins, le terrain à l'ennemi. Ce noble exemple, la ferme contenance de quelques régiments d'infanterie, surtout des Saxons qui se retirèrent fièrement avec tous leurs canons et la plupart des blessés dans le rang, la protection de la cavalerie et de l'artillerie, la fatigue de l'ennemi et le trouble apporté dans ses rangs par une journée de lutte, ralentirent heureusement sa poursuite.

Le mouvement en avant de trois armées convergeant vers un même point n'avait pu s'accomplir sans amener un certain désordre dans les rangs prussiens; les deux armées des ailes, par suite de leur

mouvement de conversion, s'étaient croisées sur un espace assez restreint, en avant de l'armée du centre; il en résulta un tel mélange des trois armées, qu'il devint difficile de les porter immédiatement en avant : les trois armées prussiennes, confondues l'une dans l'autre, passèrent donc la nuit du 3 au 4 sur le champ de bataille. Un ordre signé : de Moltke, 3 juillet 1866, six heures et demi du soir, porte : « Demain, repos pour tout le monde. Les troupes ne feront que les mouvements nécessaires pour s'établir plus commodément et pour rejoindre les corps auxquels elles appartiennent ».

Le télégraphe répandit dans la nuit même, sur tous les points de l'Europe, la nouvelle de la victoire des Prussiens; elle causa partout une sensation profonde. La bataille du 3 juillet est une des plus terribles, en effet, qui se soient livrées dans les temps modernes, par le nombre des combattants et par la grandeur des résultats. La bataille de la Moskowa, en 1812, ne mit en présence que 255 000 hommes, dont 125 000 Russes et 130 000 Français. Le nombre de gens hors du combat fut de 69 000, dont 47 000 Russes et 22 000 Français. A la bataille de Dresde, 375 000 combattants, dont 205 000 alliés et 170 000 Français, furent engagés : 33 000 alliés et 9 000 Français, en tout 42 000 hommes, furent mis hors de combat. A Leipzig enfin, 480 000 soldats, dont 300 000 alliés et 180 000 Français, entrèrent en ligne; les pertes s'élevèrent à 110 000 hommes, y compris les prisonniers.

La Prusse avait sur le champ de bataille de Sadowa

ses trois armées au complet, sauf une brigade du 6^e corps, qui tira toutefois quelques coups de canon contre la place de Josephstadt. L'effectif de ses troupes engagées peut être évalué à un total d'environ 215 000 hommes.

Les Autrichiens mirent huit corps d'armée en ligne, y compris celui des Saxons, ce qui, avec les réserves et les garnisons des places de Koeniggrätz et de Josephstadt, donnait un chiffre d'environ 205 000 hommes. Les Prussiens et les Autrichiens représentaient donc un total d'environ 420 000 combattants. Les généraux de l'ère napoléonienne, Napoléon lui-même, n'avaient jamais manié de telles masses ; la direction des grandes armées, déjà difficile pour eux, dut l'être encore plus pour les généraux relativement novices de 1866. Ni le roi de Prusse ni aucun de ses commandants d'armée et de corps d'armée n'avait fait la grande guerre comme officier général. Les généraux autrichiens avaient puisé un peu plus d'expérience dans les campagnes d'Italie, mais Benedeck commandait en chef pour la première fois devant l'ennemi. Le génie du commandement n'a pourtant jamais été aussi nécessaire aux généraux que depuis que la science et l'industrie modernes fournissent de si grandes facilités pour opérer rapidement d'énormes concentrations de troupes. Pour faire agir ces masses, ni les chemins de fer, ni les armes de précision ne sauraient suppléer le génie humain. La stratégie a pu se simplifier en s'élevant, mais la tactique s'est compliquée par suite de la rapide formation de ces armées qui rappellent les gigantesques colues de

l'antiquité et du moyen âge. La guerre d'Italie avait déjà montré que la faculté de concevoir et d'opérer des manœuvres militaires s'était singulièrement amoindrie chez les généraux modernes. L'instinctive concentration des troupes françaises vers le centre qui, à Solferino, leur donna la victoire, fut due au nombre des soldats sacrifiés, à leur bravoure, plutôt qu'à la volonté réfléchie du commandement, et elle n'eut point tous les résultats que l'habiles tacticiens auraient pu en recueillir. Les résultats de la bataille de Sadowa furent plus considérables pour le vainqueur que ceux de la bataille de Solferino, sans qu'il fût mieux en droit de les attribuer à sa supériorité de tacticien sur le vaincu.

La bataille fut gagnée, du côté des Prussiens, par les officiers supérieurs et surtout par les capitaines plus que par les généraux. L'unité tactique est, en effet, représentée dans l'armée prussienne par la compagnie. L'instruction de détails y acquiert donc une perfection inconnue dans les autres armées. Chaque soldat prussien sait non-seulement lire, écrire et calculer, mais il a encore des notions suffisamment étendues sur les petites opérations de guerre. L'émulation qui règne parmi les officiers se communique au soldat et développe chez lui les facultés intellectuelles et morales en même temps que l'esprit de corps. La victoire de la Prusse aurait donc moins surpris l'opinion publique en France, si notre pays n'était pas celui où l'on étudie le moins les institutions des nations étrangères; la diplomatie française, recrutée à peu près uniquement dans une classe de

la société et presque dans un parti, n'étudie les faits que dans une idée préconçue, elle les arrange d'avance au lieu de les juger. Combien la diplomatie impériale comptait-elle d'ambassadeurs et de ministres plénipotentiaires capables de se rendre compte de la situation politique des gouvernements auprès desquels ils étaient accrédités ? L'Empereur et le public français en général souhaitaient vivement le triomphe de l'Autriche, ils le crurent certain. Quelques écrivains essayèrent vainement de faire remarquer que la Prusse était une nation solide, guerrière, qui s'était relevée après Jéna, en appelant tout le monde aux armes et à l'instruction, et dont l'armée réorganisée d'après les principes de la Révolution française, valait toutes les armées européennes ; on répondit avec dédain à ces « Prussiens de l'intérieur » que les Autrichiens seraient à Berlin en trois jours. La guerre entreprise par deux puissances militaires de premier ordre comme l'Autriche et la Prusse contre le petit royaume de Danemark avait nui, il est vrai, à l'armée prussienne. Les esprits généreux, indignés de cet abus de la force, ne voulaient s'apercevoir ni de la régularité de sa discipline, ni de l'ordre de son administration, ni de la supériorité de son armement, ni des qualités dont elle avait fait preuve dans l'exécution de son attentat contre le Danemark ; l'indifférence n'était plus permise au lendemain de Sadowa, et l'opinion publique, arrachée à son apathie et à ses préjugés ordinaires, parut vouloir à tout prix se rendre raison de ce miracle de la grande Autriche mise en sept jours à deux doigts de sa ruine par la petite Prusse.

CHAPITRE X

CUSTOZA

SOMMAIRE. — La guerre en Italie. — Le plan de campagne prussien. — Impossibilité de l'adopter. — Les plans de campagne italiens. — Diverses opinions à ce sujet dans l'armée. — Le plan consistant à opérer sur la ligne du Mincio est adopté. — Absence des précautions nécessaires pour faire réussir ce plan de campagne. — Fièvre patriotique en Italie. — Les forces italiennes se forment en deux armées. — L'archiduc Albert et l'armée autrichienne. — Victor-Emmanuel pénètre le 23 juin dans le quadrilatère. — Attaque subite de son avant-garde par les Autrichiens. — Position de son armée. — Bataille de Custoza. — Défaite des Italiens. — Ses causes.

L'Italie avait devancé la Prusse dans son attaque contre l'Autriche, mais, moins heureuse que son alliée, elle perdait une bataille pendant que la Prusse remportait la victoire de Sadowa.

M. d'Usedom, représentant du gouvernement prussien, avait remis, le jour même de la déclaration de guerre, le 19 juin, ce plan de campagne au gouvernement italien :

« Si une action commune sur le même théâtre de guerre nous est interdite par les distances, nous devons y suppléer par la simultanéité d'une agression à outrance, flanquée d'une double expédition sur la Hongrie. Notre système de guerre doit donc être essentiellement offensif; tous nos efforts doivent tendre à repousser notre adversaire dans ses derniers retranchements, sans nous arrêter ni devant les obstacles, ni même devant la proposition d'une cession de territoire. Combinons nos efforts communs, donnons-nous rendez-vous

sous les murs de Vienne, infligeons un désastre complet à notre adversaire ; c'est ce qui peut donner à chacun de nous la plus forte somme possible d'ascendant politique et moral.

» La Prusse, décidée à ne s'arrêter devant aucun obstacle, pousse résolument sur Vienne. Quant aux Italiens, ils ne s'occuperont pas à faire le siège du quadrilatère, *ils le traverseront ou le tourneront, pour battre l'armée ennemie en rase campagne.*

» Vu sa supériorité numérique, il est à supposer que l'armée italienne sera bientôt en possession de la Vénétie, Venise, Vérone et Mantoue exceptées, dont les garnisons, il est vrai, devront être paralysées par des corps d'observation d'une force considérable.

» Les généraux italiens seront infailliblement les meilleurs juges des opérations dont il s'agit. Cependant, pour aller à l'unisson avec la Prusse, il faudra que l'Italie ne se contente pas de pénétrer dans la Vénétie ; il faut qu'elle se fraye le chemin vers le Danube, qu'elle se rencontre avec la Prusse, au centre même de la monarchie impériale ; en un mot, qu'elle marche sur Vienne.

» Pour s'assurer la possession durable de la Vénétie, il faut d'abord avoir frappé au cœur la puissance autrichienne.

» Quelles seraient les conséquences si l'Italie voulait restreindre son action militaire à Udine ou à Bellune, pour s'occuper ensuite des sièges des places fortes ? Elle arrêterait inévitablement la guerre entière, car elle permettrait à l'armée autrichienne de se retirer tranquillement vers le nord pour renforcer les armées impériales contre la Prusse.

» À l'aide peut-être de la Bavière, ces forces réunies pourraient arrêter l'offensive prussienne et la réduire à une défensive obligée. Si l'on est ainsi frustré des résultats des précédents succès, on conclura peut-être une paix qui, tant pour la Prusse que pour l'Italie, ne répondrait nullement à nos vues politiques ni aux immenses sacrifices qu'on s'était imposés.

» Pour éloigner cette triste éventualité, qui tôt ou tard contraindrait les deux alliés à recommencer leur œuvre, la Prusse ne croit pas pouvoir insister assez vivement sur la nécessité de pousser l'offensive des deux côtés jusqu'aux dernières limites, c'est-à-dire jusque sous les murs de la capitale ennemie.

» Si l'Italie obligeait seulement les Autrichiens à quitter la Vénétie, en les refoulant vers le nord sans les poursuivre à outrance, en envisageant en particulier la position de la Prusse, la coopération de l'Italie lui serait funeste, moins favorable même qu'une neutralité absolue. La neutralité retiendrait du moins dans le quadrilatère et paralyserait, au profit de la Prusse, toute une armée autrichienne ; la coopération victorieuse, mais mal comprise et arrêtée dans sa carrière, refoulerait cette armée contre la Prusse, et cette dernière

aurait moins de chances *avec l'alliance italienne que sans elle.*

» Toutefois, sous le rapport stratégique, la marche sur Vienne de l'armée italienne pourrait paraître dangereuse. L'échelle d'opération peut sembler trop longue, les ressources être trop loin; mais à mesure que les deux armées se rapprocheront l'une de l'autre, le danger diminuera et la victoire finale deviendra de plus en plus probable.

» D'ailleurs, il existe une agence infailible pour assurer aux deux armées la coopération la plus efficace sur un terrain commun; ce terrain, c'est la Hongrie. Le gouvernement prussien a fait étudier dernièrement avec soin la question; il a acquis la conviction que ce pays, soutenu également par l'Italie et la Prusse, leur servirait à son tour comme chaînon de ralliement et comme appui stratégique.

» Qu'on dirige, par exemple, sur la côte orientale de l'Adriatique, une forte expédition de volontaires sous les ordres de Garibaldi. D'après les renseignements parvenus au gouvernement prussien, on trouvera, parmi les Slaves et les Hongrois, une réception des plus cordiales. Cette expédition couvrirait le flanc de l'armée s'avancant sur Vienne et lui ouvrirait la coopération et toutes les ressources de ces vastes contrées. Elle engagerait aussi les régiments croates et hongrois qui se trouvent dans les rangs ennemis à ne plus se battre contre des armées reçues comme amies dans leur propre pays.

» Du nord et des confins de la Silésie prussienne, un corps volant, composé d'éléments nationaux, pénétrera en Hongrie, y rejoindra les troupes italiennes et celles levées dans le pays. L'Autriche s'affaiblissant à mesure que nous nous rapprocherons, les coups que nous lui porterons alors ne frapperont plus ses extrémités, mais son cœur.

» C'est pour toutes ces raisons que le gouvernement prussien attache une si haute importance à la question hongroise et à l'action combinée sur ce terrain avec l'Italie, son alliée. Il propose donc au cabinet florentin de pourvoir en commun aux frais nécessaires pour préparer l'accueil des expéditions indiguées.

» Voilà l'idée générale du plan de campagne que le soussigné, selon les intentions de son gouvernement, a l'honneur de soumettre au cabinet italien.

« *Signé* USEDOM. »

Offensive partout et toujours, pas de sièges, marche sur Vienne, diversion sur la Hongrie, telles étaient les conditions générales de l'exécution de ce plan qui imposait à l'armée italienne la triple tâche de tra-

verser ou de tourner le quadrilatère, en laissant des corps considérables d'observation devant les forteresses, puis de battre l'armée autrichienne, de la poursuivre pour l'empêcher de renforcer les Bava-rois, et enfin de se joindre aux Prussiens sur le Danube, et d'appuyer la concentration de leurs trois armées sur Vienne, en opérant sur les côtes de la Croatie une forte diversion de Garibaldiens destinés à se réunir au corps prussien dirigé sur la Hongrie par la haute Silésie.

Le général La Marmora ne voulut pas même discuter ce plan. Il a donné lui-même les motifs de ce refus ¹. Les dispositions prises par l'état-major italien coïncidaient cependant si bien avec son exécution, que l'archiduc Albert put croire un moment que l'armée de Victor-Emmanuel avait passé le Mincio pour bloquer les forteresses du quadrilatère, tandis que celle de Cialdini le tournerait en traversant le bas Pô à Ferrare, et en passant entre Vérone et Venise pour prendre l'offensive sur Vienne par la Styrie et la Carinthie. L'armée italienne ne pouvait réussir dans cette difficile opération de traverser les Alpes occupées par l'ennemi en laissant derrière elle 100 000 hommes dans le quadrilatère, qu'en suivant deux routes : l'une prenant Brescia et Bergame comme base des opérations, remontant la rive droite du lac de Garde et la vallée de Ghiese, entrant dans la vallée de l'Adige à Trente, continuant jusqu'à Botzen, et pénétrant de là dans la vallée du Eisach jus-

1. Discours de La Marmora au Parlement, séance du 21 juillet 1866.

qu'à Brixen pour passer par un affluent de l'Inn dans le Tyrol allemand, et atteindre Munich ou Salzbourg. L'autre route, au lieu de quitter le Eisach à Brixen, permettait de le remonter jusqu'à sa source et de passer dans la vallée de la Drave pour suivre ce cours d'eau jusqu'à Vienne. L'armée française victorieuse en 1859 avait reculé devant une telle entreprise; il est vrai qu'alors toute l'Allemagne se serait levée contre Napoléon III à son premier pas pour franchir les Alpes Noriques.

Un autre plan consistait à remonter par la rive droite du lac de Garde les vallées du Chiese et de l'Oglio, à franchir les Alpes avec 60 000 hommes d'élite, et à élever dans la vallée de l'Adige un camp retranché menaçant Vérone, et autour duquel pivoterait une armée de 100 000 hommes. L'armée d'opération, ainsi protégée du côté du quadrilatère, pouvait diriger librement son offensive sur le Danube. Garibaldi, dans ce système, au lieu de se perdre dans les montagnes du Tyrol ou de tenter une expédition maritime, impraticable avec des troupes comme les siennes, aurait servi plus utilement sur le Mincio à couvrir la Lombardie contre les agressions des Autrichiens. Mais pour l'exécution de ce plan, qui avait le tort de laisser la capitale découverte, il fallait des troupes manœuvrières et des généraux capables de les diriger. La prudence conseillait de porter l'armée tout entière sur le Mincio, afin d'écraser l'ennemi sous la supériorité du nombre. Il aurait fallu dans ce cas jeter un corps de volontaires dans la vallée du Chiese pour assurer les communications avec la Lom-

bardie, et placer la portion la plus considérable de ce corps, soutenue par un fort détachement de troupes régulières et par de l'artillerie sur le bas Pô, pour opérer une diversion dans la Polésine, pendant que la flotte menacerait la côte orientale de l'Adriatique.

L'impossibilité de l'exécution du plan prussien étant reconnue, il ne restait plus à l'état-major italien qu'à choisir entre deux systèmes : faire la guerre méthodique des sièges ou opérer dans le quadrilatère même, en suivant soit la ligne qui se dirige des rives du Pô sur les environs du Rovigo, soit celle du Mincio. Chacun de ces deux systèmes comptait les partisans convaincus et se présentait à peu près avec les mêmes inconvénients, les mêmes avantages et le même dénouement, c'est-à-dire une grande bataille à livrer dans le quadrilatère ou dans les environs. Les généraux Fauti et Cialdini étaient pour le premier ; le général La Marmora pour le second. Les souvenirs de 1848, 1849 et 1859, l'idée de reprendre l'œuvre des vainqueurs de Solferino et de San-Martino aux lieux mêmes où ils l'avaient interrompue, faisaient pencher le gouvernement pour la ligne du Mincio. Il eut tort en la choisissant de ne pas s'y tenir et de vouloir contenter le parti militaire qui voulait tourner le quadrilatère en prenant pour ligne d'opération la rive droite du Pô et pour objectif Padoue. La masse des troupes fut donc partagée en deux armées : l'une dite du Mincio commandée par le roi, l'autre dite du Pô sous les ordres de Cialdini. Ces deux armées, séparées par de grandes distances et par de grands obstacles, agiraient indé-

pendamment l'une de l'autre, suivant deux lignes d'opération différentes dont leurs objectifs étaient, pour l'armée du Mincio, Villafranca, et pour celle du Pô, Rovigo, s'affaiblit ainsi sur le Mincio de plus de 80 000 hommes qui firent cruellement défaut sur le champ de bataille de Custoza.

Le mal aurait été moins grand si toutes les précautions nécessaires à l'exécution de ce plan avaient été prises : mais on entra en campagne sans établir aucune entente préalable entre les deux armées, et sans prévoir aucune éventualité de guerre. On s'était borné à choisir les deux échiquiers sur lesquels les troupes manœuvreraient au hasard. L'état-major s'était laissé gagner à la fièvre patriotique qui égarait les esprits ; l'Italie n'avait qu'un cri : En avant !

L'armée italienne, forte de 219 749 combattants avec 36 850 chevaux et 456 canons, était partagée en deux armées ; la plus considérable, commandée par le roi et formant trois corps d'armée, forte de 136 602 combattants avec 23 977 chevaux et 282 canons, était concentrée le 22 juin sur la rive droite du Mincio ; la seconde, forte de 83 147 hommes, 42 873 chevaux et 174 canons, sous les ordres de Cialdini, se massait sur la rive droite du bas Pô. Enfin le général Garibaldi avec 22 000 volontaires était à Laio prêt à pénétrer dans le Tyrol par la ligne de Celfaro. Il devait être renforcé par 18 000 volontaires qui s'avançaient du sud de l'Italie.

L'Archiduc Albert, à ces 260 000 soldats et volontaires, ne pouvait opposer qu'environ 35 000 hommes avec 168 pièces, formant trois corps d'armée, 5^e, 7^e,

9^e, avec une division de cavalerie de réserve; mais outre cette armée d'opération, il disposait d'environ 50 000 hommes destinés à tenir garnison dans les places fortes du littoral. L'archiduc laissant un corps de troupes dans le Tyrol et une brigade dans le camp retranché de Rovigo en observation sur le bas Pô, concentra tout le reste de ses forces sur la gauche de l'Adige. L'archiduc, on le voit, avait concentré son attention sur les mouvements de l'armée du Mincio, sans se soucier de celle du Pô. En effet, et dès qu'il se fut assuré le 22 juin de la marche du roi sur le Mincio, il fit rapidement passer son armée sur la rive droite de ce fleuve et occuper la ligne de Custoza à Castelnuovo.

L'armée autrichienne était le 23 autour de Vérone : le 5^e corps à Chievo; deux brigades du 7^e avec le quartier-général à San-Massimo; le 9^e corps à Santa-Lucia; la division de réserve à Pastrengo. L'archiduc Albert, apprenant que l'ennemi avait franchi le Mincio dans la matinée du 23 sans occuper les importantes positions de Castelnuovo, Santa-Giustina et Sono, donna l'ordre d'occuper à l'aube du 24 la ligne de Castelnuovo, San-Giorgio en Salice, Casazza, Sommacampagna, et ensuite par un changement de front à gauche de déborder la gauche de la ligne de front de l'ennemi.

L'état-Major italien, sans se douter de la présence de l'ennemi sur la rive droite de l'Adige, se berçait de l'idée que l'archiduc, réduit par son extrême infériorité numérique à la défensive, se contenterait de se maintenir sur la rive gauche de l'Adige dans les fa-

meuses positions de Caldiero. L'état-major italien résolut donc de franchir le Mincio dans la journée du 23, en prenant Villafranca pour objectif. On se réglerait ensuite, selon les circonstances, pour attaquer l'ennemi, le réduire à l'inaction ou le forcer à la retraite, et selon les succès on concentrerait les deux armées et l'on renforcerait l'armée du Pô dans le cas où elle parviendrait à s'emparer de Rovigo.

Le jour même où les Autrichiens se concentraient autour de Vérone sur la rive droite de l'Adige, Victor-Emmanuel entrait donc de son côté dans le quadrilatère en traversant le Mincio entre Goïto et Salionze.

Le 24 au matin, lorsque les Autrichiens attaquèrent subitement l'avant-garde italienne, l'armée royale occupait les positions suivantes : la 5^e division, commandée par Sirtori, se trouvait dans les collines du côté d'Ogliosi ; la 3^e, commandée par Brignone, à Custoza ; la 2^e, commandée par Pianelli, devant Peschiera, à droite du Mincio ; la 1^{re} division, commandée par Cérale, se mettait en marche pour se placer à la gauche de la 5^e division. Ces quatre divisions formaient le 1^{er} corps sous les ordres de Durando.

Le 3^e corps, commandé par Della Rocca, comprenait la 7^e division (Bixio), qui se trouvait dans la plaine près de Villafranca ; la 9^e division (prince Humbert), en avant de Villafranca ; la 8^e division (Cugia) s'avancait vers les collines d'Ogliosi et de Custoza ; la 16^e division (Govone) se dirigeait : une brigade vers Custoza, l'autre sur Villafranca, point

derrière lequel se tenait la cavalerie du général de Sonnaz. Le 4^e corps, ayant à sa tête Cucchiari, avait deux de ses divisions, la 4^e et la 6^e (Brignone et Cosenz) devant Mantoue à droite du Mincio, et les deux autres, la 10^e et la 19^e (Angioletti et Longoni), à Roverbella. Cialdini avec le 4^e corps, se tenait sur la rive droite du Pô, ayant son quartier général à Ferrare.

Les 3^e, 5^e, 7^e et 9^e divisions formant entre Ogliosi et Villafranca un front de 40 kilomètres, se trouvèrent les premières en ligne au début de l'action. Les 1^{re}, 8^e et 16^e divisions se portèrent bientôt au secours de cette première ligne attaquée sur toute son étendue. Les autres divisions placées : la 8^e sur la rive droite du Pô, la 4^e et la 6^e, la 10^e et la 9^e à la hauteur de Roverbella, la 2^e devant Peschiera, à droite du Mincio, étaient trop éloignées du champ de bataille pour essayer même de s'y rendre.

La 5^e division, égarée par son avant-garde, errait au milieu des collines de la rive droite de la Tienne ; laissée à découvert sur son front, elle dut subir le choc de la division de réserve et d'une partie du 5^e corps autrichien. Le général Sirtori, commandant la 5^e division, essaya de la reformer à droite de la Tienne, mais elle fut culbutée dans le Mincio en laissant de nombreux prisonniers et des canons aux mains de l'ennemi.

Le général Cérale, à la tête de la 1^{re} division du 1^{er} corps de l'armée royale, s'était mis en marche, comme on l'a vu, pour se rallier à la 5^e division. Sa position allait devenir critique. Il était temps que le général Durando, commandant le 1^{er} corps, amenât

sa réserve au secours de Sirtori et de Cérale. Cette réserve, une brigade de la division Pianelli et trois bataillons de bersagliers arrêtaient la poursuite des Autrichiens et sauvèrent les deux divisions d'une destruction complète.

Le général La Marmora, chef d'état-major général, qui venait de quitter Cerlungo vers quatre heures du matin, rencontre sur la route de Valeggio à Villafranca Brignone avec la 3^e division du 1^{er} corps et il le dirige sur Custoza, centre du champ de bataille et clef de la position. Le général La Marmora, remarquant ensuite qu'en avant de sa droite s'élèvent des nuages de poussière, accourt à Villafranca, où le prince Humbert, à la tête de la 9^e division, tient tête à l'ennemi. La Marmora, revenant sur ses pas, se heurte aux divisions Cugia (8) et Govone (16^e), qu'il se hâte d'envoyer au secours de Brignone déjà fortement engagé à Custoza, où le sort de la journée va probablement se décider. Il se porte de sa personne vers les hauteurs en avant de Custoza où Brignone est cerné par trois brigades des 7^e et 9^e corps autrichiens. Le prince Amédée, commandant une des brigades de la 3^e division, est blessé; ses troupes plient devant le nombre; l'autre brigade de la même division, accablée par le feu de 40 pièces, et chargée par l'infanterie autrichienne, est culbutée à son tour. Deux bataillons de grenadiers de la division Govone (16^e), bien postés à Custoza, tiennent ferme; mais réduits à leurs propres forces, entourés d'ennemis, ils vont être forcés d'abandonner le village, lorsqu'une des brigades de la division Govone, arrivant

heureusement, les aide à se maintenir sur la hauteur en arrière de Custoza.

La bataille prenait une tournure défavorable pour les Italiens; La Marmora se rend en toute hâte sur le Mincio, afin d'y dégager les ponts pour faciliter la retraite si elle devient nécessaire. Conservant sans doute encore quelque espoir de se maintenir sur les hauteurs de Custoza et sur la rive gauche du Mincio, il avait ordonné au commandant du 3^e corps de reprendre les hauteurs occupées en partie par les grenadiers de Brignone et par une partie de la division Govone. La division Cugia déployée d'abord sur deux lignes dans la plaine, et une brigade de la division Govone dirigée sur Villafranca faisant alors tête de colonne, s'élancent dans les ravins à droite de Custoza, et escaladent les hauteurs occupées par l'ennemi. Monte-Torre et Monte-Croce sont enlevés; une forte canonnade est dirigée sur Custoza repris par un retour offensif des grenadiers de Brignone soutenus par une des brigades de la 16^e division. Les Autrichiens reviennent à la charge, un terrible combat s'engage, les réserves de Cugia et de Govone s'y jettent, et les Autrichiens refoulés en désordre ne parviennent à se rallier que derrière leurs réserves.

Il est environ trois heures. Les Italiens reprennent confiance.

L'archiduc Albert vient de rapprocher son quartier général du centre de l'action. Il est à San Rocco. Les colonnes autrichiennes se reforment sous ses yeux; les réserves sont mises en ligne; le 5^e corps, n'ayant plus guère d'ennemis devant lui à la droite, vient se

joindre à l'attaque du centre. Les 5^e, 7^e et 9^e corps sont maîtres de leurs mouvements, et l'on peut dire que l'armée autrichienne tout entière se précipite sur Custoza sous les yeux de son chef. Les tirailleurs autrichiens disputent déjà aux bersagliers les mamelons qui les séparent et les forcent à se replier sur le gros de l'armée et à abandonner leurs positions qu'ils couronnent immédiatement de batteries dont le feu convergent démonte les batteries italiennes qui défendent les hauteurs et le village de Custoza. Cugia et Govone refoulent à plusieurs reprises les têtes de colonnes ennemies : les masses autrichiennes n'en continuent pas moins d'avancer. Cugia est obligé de mettre ses réserves en ligne ; les chances de la lutte se balancent, mais les munitions sont sur le point de manquer aux Italiens ; une partie de leur artillerie va être obligée de quitter le champ de bataille. L'archiduc Albert lance alors une partie de ses réserves contre l'infanterie italienne, qui, privée de l'appui d'une partie de ses canons, fait cependant bonne contenance. Les attaques se succèdent contre Custoza : défenseurs et assaillants font des efforts désespérés ; mais les assaillants amènent sans cesse de nouvelles réserves en ligne. Custoza est enfin pris. Les Italiens ont perdu la bataille.

Il ne restait plus qu'à opérer la retraite. Les divisions de Bixio et du prince Humbert, talonnées de près sur la droite dans la plaine par la cavalerie autrichienne, gagnent le Mincio sans subir de trop grandes pertes ; mais au centre, dans la région montagneuse où Cugia et Govone ont engagé jusqu'à leur

dernier homme, des canons et un grand nombre de prisonniers restent aux mains de l'ennemi.

Un tacticien capable de faire concourir les différents corps présents sur le champ de bataille à une action commune avait manqué à l'armée italienne pendant le combat; il lui manqua dans la retraite. Le chef d'état-major général ne prescrivit aucun ordre aux chefs de corps; ceux-ci s'en remirent du soin de diriger la retraite aux généraux de division, qui s'acquittèrent en général, il faut le reconnaître, avec sang-froid de cette tâche; mais si les généraux de division et de brigade, les officiers et les soldats s'étaient bien battus, et si quelques généraux de division, privés de direction soit du côté du commandant de leur corps soit du côté de l'état-major général, avaient su prendre une initiative utile, le commandement en chef ne se fit sentir nulle part. Le jour de la bataille, les troupes se mirent en marche sans avoir pris leur repas du matin; des divisions du 4^e corps mêlèrent leurs rangs aux rangs du 8^e corps en passant le Mincio; les bagages de ce dernier, obstruant les ponts et les routes, empêchèrent le 2^e corps d'atteindre le champ de bataille, où, sur vingt divisions, dont se composaient les forces italiennes, cinq seulement arrivèrent l'une après l'autre. Point d'ensemble, point de plan; les avant-gardes se trompent de chemin et découvrent le corps qu'elles précèdent; Sirtori, réduit à ses propres forces, est battu avant que Cérale soit entré en ligne; et Brigonne, qui devait combattre à la droite de Sirtori, est attaqué de tous côtés et refoulé en désordre avant

que Cugia et Govone viennent le soutenir. Le chef d'état-major général La Marmora va, vient d'un lieu à un autre, donnant des ordres aux corps qu'il rencontre par hasard; loin de diriger la bataille, il la considère comme perdue dès l'instant où la division Brignone bat en retraite; il engage Victor-Emmanuel, qui assiste au combat dans la région de Villafranca, à se porter à Valeggio et de là sur la rive droite du Mincio. Accourant lui-même à Goïto pour faire avancer les divisions Angioletti et Longoni, et n'y trouvant d'abord qu'une faible avant-garde du corps de Cucchiari, il l'envoie sur Villafranca, où elle prit part aux combats de la retraite qui durèrent jusqu'à sept heures du soir. Le gros des divisions Angioletti et Longoni, empêtré dans les bagages, ne bougea pas de Castellucchio, sur la rive droite du Mincio, en face de Mantoue; quelques détachements franchirent le Mincio, mais en s'arrêtant à Roverbella, circonstance fâcheuse qui engagea sans doute La Marmora à ne plus songer qu'à la retraite: un de ses aides de camp courut s'assurer d'un point de passage à Valleggio, pendant qu'un autre de ses officiers se rendait de Goïto à Custoza pour recueillir des nouvelles de la bataille.

Nulle précaution pour éclairer l'armée italienne: elle marcha les yeux fermés. L'action de la cavalerie se borna le 23 à une promenade vers Villafranca, tandis qu'elle aurait dû se mettre en contact avec l'ennemi et ne plus le perdre de vue. L'armée italienne montra de la bravoure; c'est tout ce que l'on peut dire d'elle. Les pertes étaient grandes des deux

côtés : les deux corps italiens et la division de cavalerie de réserve avaient perdu 347 officiers et environ 8 000 hommes, sur lesquels 4 000 prisonniers et 16 canons. C'était beaucoup sans doute, mais il ne semblait pas que Victor-Emmanuel en fût réduit à interrompre la campagne. Les pertes énormes subies par l'armée prussienne en 1815 à Ligny ne l'empêchèrent pas de reparaitre le lendemain sur le champ de bataille; le roi d'Italie reporta cependant son armée tout entière sur l'Oglio et établit son quartier général à Torre-Malimberti, près de Pescarole. Cialdini, qui devait franchir le Mincio dans la nuit du 25 au 26 juin, transféra son quartier à Modène pour se rapprocher de l'armée principale.

La défaite des Italiens fut plus tôt connue en France et en Suisse qu'à Milan. Les journaux italiens gardèrent le silence pendant deux jours, et les premiers rapports officiels laissèrent planer des doutes sur l'issue de la bataille, qui n'avait, à les en croire, été ni perdue ni gagnée; les opérations militaires devaient, disait-on, recommencer bientôt sur d'autres plans, mais les illusions à ce sujet ne furent pas de longue durée. Le soldat italien, avec sa vivacité d'imagination, subit sans réfléchir les impressions du moment et grossit facilement les revers et les avantages; jugeant ses chefs avec une très grande mobilité d'esprit, il passe aisément de la confiance à la défiance, et de l'admiration à l'accusation de trahison. L'attitude découragée et méfiante du soldat, les récriminations des chefs les uns contre les autres après la bataille justifiaient l'inaction à laquelle Victor-Emmanuel se condamna.

Les Autrichiens n'ayant pas de motif pour reprendre l'offensive au delà du Mincio, un temps d'arrêt de quatorze jours eut lieu sur le théâtre de la guerre de ce côté des Alpes, et quand les opérations reprirent le 7 juillet, le sort de la Vénétie avait été décidé à Sadowa.



CHAPITRE XI

APRÈS SADOWA.

SOMMAIRE. — Le lendemain de Sadowa. — Retraite des Autrichiens. — Benedeck cherchera-t-il un refuge à Olmütz ou à Vienne? — Il opte pour Olmütz. — Il fait demander, le 4 juillet, un armistice au roi de Prusse. — Départ du prince de Reuss pour Paris. — Nouvelle demande d'armistice et nouveau refus. — La Prusse presse la marche de ses armées. — Situation de l'Autriche. — M. Benedetti arrive au quartier général prussien. — L'archiduc Albert est nommé commandant en chef des forces de l'Autriche. — Préliminaires de paix proposés par Napoléon III. — Mouvements des armées. — Motifs pour la Prusse de se hâter. — Combat de Tobitschau. — Benedeck est obligé de prendre la route des petits Carpathes. — Les Prussiens marchent sur le Danube. — Ils cherchent à se concentrer sur la Reuss. — Lenteur et mystère des négociations. — M. Benedetti se rend à Vienne. — Trêve de cinq jours. — Opérations de l'armée du Mein. — Négociations pour la paix. — M. de Bismarck est impatient de s'assurer les résultats de la campagne. — Il traite sans l'Italie. — Les annexions à la Prusse. — Les compensations de la France. — La ligne du Mein. — Préliminaires de Nikolsburg. — Signature de la paix à Prague. — Négociations avec les petits États. — M. de Bismarck leur livre le secret des revendications du gouvernement impérial. — Ils se jettent dans les bras de la Prusse. — Résultats politiques de la guerre.

Revenons en Allemagne au lendemain de la bataille de Sadowa.

Le général Herwarth mit le premier ses troupes en mouvement dans la direction de Pardubitz. Il trouva partout, sur son passage, un énorme matériel de guerre abandonné, fourgons, vivres, munitions, équipages de pont et canons.

Benedeck avait à choisir deux points de ralliement

pour son armée : Olmütz, situé à six journées de marche de l'Elbe, et Vienne, qui en est à dix journées. Olmütz, ville de 20 000 habitants, offrait peu de ressources à une armée en désarroi ; sa forteresse était à peine munie des choses nécessaires à sa garnison, tandis qu'on pouvait trouver dans la population de Vienne, dans ses richesses, les approvisionnements de toute espèce renfermés dans ses arsenaux, de quoi refaire l'armée en hommes, en chevaux et en matériel de guerre. Ce ravitaillement lui était indispensable. L'armée se trouvait, il est vrai, à Olmütz, sur les flancs des lignes d'invasion, mais trop en dehors de leur direction pour menacer efficacement les communications des Prussiens marchant sur la capitale ; à Vienne, elle couvrait le foyer même de la puissance autrichienne défendu par un fleuve considérable qu'on ne passe pas aisément et dont un camp retranché protégeait les ponts. Il était plus facile de se mettre en communication avec l'armée d'Italie, de Vienne que d'Olmütz, et de rappeler les bataillons de dépôt de toutes les contrées de l'empire pour refaire l'armée.

L'empereur François-Joseph ayant fait, comme on va le voir, le sacrifice de la Vénétie, l'archiduc Albert pouvait ramener, par la voie ferrée, une grande partie de l'infanterie de l'armée du Sud à Vienne avant l'arrivée des Prussiens devant le camp de Florisdorff ; ce puissant renfort et celui des bataillons de dépôt eût permis à l'Autriche d'entreprendre une nouvelle campagne avec un nouveau général et une nouvelle armée, mais Benedeck, optant pour une retraite divergente, dirigea son 10^e corps et quatre de ses cinq divi-

sions de cavalerie sur Vienne, et se replia lui-même avec le gros de son infanterie et de son artillerie sur Olmütz. Il commit ensuite, dans l'après-midi du 4, la faute d'envoyer le baron de Gablentz à Horsitz demander au roi de Prusse un armistice sans préliminaires de paix, comme si sa demande, uniquement appuyée sur des raisons militaires, n'était pas d'avance repoussée. Guillaume I^{er} n'ignorait pas que l'Autriche montrait surtout sa force dans les revers, et que l'armée victorieuse à Custozza brûlait du désir de venger les défaites de l'armée du Nord. La nouvelle de la cession de la Vénétie par l'empereur d'Autriche à l'empereur des Français et de l'acceptation de la médiation offerte par Napoléon III aux belligérants, parvint le 5 au château d'Horsitz, où le roi de Prusse avait établi son quartier général. La médiation devait s'exercer d'abord en vue d'un armistice.

Les débris de l'armée autrichienne continuèrent le 4 leur retraite sur trois colonnes dans la direction de Zwittau, où Benedeck les avait devancés. Les avant-gardes prussiennes qui les poursuivaient, trouvant partout les ponts brûlés, passèrent l'Elbe à gué dans les environs de Pardubitz, où le roi de Prusse établit le lendemain son quartier général. On y apprit que l'ennemi se retirait sur Olmütz. La 2^e armée se dirigea en conséquence vers cette ville, et, afin de précipiter le dénouement, les deux autres armées marchèrent sur Vienne par Brünn et Iglau.

Le prince de Reuss partit le lendemain pour Paris, porteur d'une lettre autographe du roi de Prusse, où Guillaume I^{er} déclarait à Napoléon III que

la situation militaire ne permettait pas de conclure un armistice sans obtenir des garanties pour la teneur éventuelle d'un traité de paix. Les diplomates s'occupaient avec ardeur à en jeter les bases pendant que les Autrichiens tournaient les montagnes qui séparent la Bohême de la Moravie. Benedeck avec le gros de l'infanterie et de l'artillerie se dirigeait sur Olmütz. Les Prussiens se remirent en marche le 5 ; ils occupèrent le 8 Prague, laissée sans défense ; le 6^e corps resta devant Kœniggrätz, le prince royal suivit Benedeck sur le chemin d'Olmütz.

Le quartier général du roi de Prusse se trouvait encore, le 8, à Pardubitz ; le baron de Gablentz s'y rendit, mais au lieu de pleins pouvoirs pour traiter, il n'avait qu'une « instruction » adressée à lui personnellement par le ministre des affaires étrangères, le comte Mensdorff. Cette instruction l'autorisait à conclure immédiatement un armistice s'étendant, non pas seulement aux armées prussiennes et austro-saxonnes opérant en Bohême, mais à tous les alliés de l'Autriche. L'armistice devait être dénoncé quatorze jours à l'avance et durer huit semaines au moins et trois mois au plus. L'Autriche, pendant sa durée, remettrait en gage les places fortes de Josephstadt et de Kœniggrätz dont les garnisons sortiraient avec les honneurs de la guerre ; dans le cas où la paix viendrait à se conclure, on lui rendrait intacts tout le matériel de guerre et d'habillement contenu dans ces places, ainsi que toutes les fortifications.

Il aurait fallu pour faire accepter de telles condi-

tions à la Prusse que Napoléon III prît en faveur de l'Autriche le rôle de médiateur armé, et rien n'indiquait une telle résolution de sa part ; l'Italie, sans repousser l'armistice, faisait dépendre son consentement de celui de la Prusse ; sa longue inaction après Custoza, objet de tant de commentaires dans les armées prussiennes, allait cesser ; on savait qu'elle refusait d'accepter la Vénétie sans le consentement de la Prusse. Le baron de Gablentz ne put obtenir une audience du roi, et à peine eut-il quitté le quartier général prussien que de nouveaux ordres précipitèrent la marche de l'invasion.

L'empereur d'Autriche avait fait le 7 juillet appel « aux peuples fidèles de son royaume de Hongrie », mais la Hongrie de Marie-Thérèse n'existait plus, et les Hongrois, loin de se rendre à la voix de l'empereur, se réunirent à Neisse, autour de Klapka, pour former un corps de partisans avec l'aide de la Prusse. Les Tchèques accueillaient sans trop de répugnance ces Prussiens qui venaient leur dire : « Si notre juste cause triomphe, la Bohême et la Hongrie verront se réaliser leurs vœux nationaux. Puisse un meilleur état luire sur vous. » François-Joseph publia, le 10 juillet, un nouveau manifeste où il déclarait à ses peuples que jamais il n'accepterait une paix qui ébranlerait les bases de sa puissance : « Je suis plutôt résolu à une guerre à outrance avec la certitude de l'appui de mes peuples. » Sa voix ne fut pas mieux entendue ; quelques volontaires se levèrent seuls dans le Tyrol.

Benedeck se retirait pendant ce temps-là sur

Olmütz, serré de près par les Prussiens, qui avaient trouvé dans les papiers saisis à la poste de Tresbau, en Moravie, un ordre adressé par Benedeck à l'intendant de l'armée, contenant la position des différents corps, avec indication des routes qu'ils avaient à suivre. Le paquet contenait également un grand nombre de lettres d'officiers qui constataient la grandeur du désastre de l'Autriche. Moltke savait donc, à un homme près, le nombre des Autrichiens qui devaient se réunir à Olmütz et de ceux qui avaient pris la direction de Vienne, et il pouvait impunément diviser ses trois armées en autant de colonnes qu'il le jugeait convenable pour arriver le plus promptement possible devant le camp retranché de Florisdorf. Le quartier général du roi de Prusse était le 13 à Brünn. M. Benedetti vint l'y rejoindre.

Le vainqueur de Custoza, nommé au commandement général des forces de l'Autriche, adressa ce jour-là même une proclamation aux Saxons et aux soldats de l'armée du Nord et du Sud, leur annonçant que les uns avec le désir de réparer un désastre immérité, les autres fiers d'une grande victoire, ne tarderaient pas à châtier l'arrogance de l'ennemi.

M. Benedetti, à peine arrivé dans la nuit du 11 au 12 au grand quartier général, insista pour la conclusion d'un armistice. M. de Bismarck refusait de signer un arrangement de ce genre sans le consentement de l'Italie; mais pour donner une preuve de ses bons sentiments à Napoléon III, il consentit à une trêve de trois jours pendant laquelle on consulterait le gouvernement italien. La trêve ne put être ac-

ceptée à Vienne à cause des conditions militaires.

L'armée de Benedeck était rentrée le 11 à Olmütz, mais déjà, le 15, le prince Frédéric-Charles menaçait la ligne de Lundenbourg, et le prince royal arrivait à la hauteur d'Olmütz. Le gouvernement autrichien, s'apercevant du danger auquel l'armée, entassée dans un camp retranché, sans moyens pour se refaire, allait être exposée, donna l'ordre à Benedeck de la ramener le plus promptement possible sur Vienne par la Hongrie et Presbourg.

L'armée prussienne, dix jours après la bataille livrée sur la Bistritz, avait atteint la Thaya et parcouru une distance de près de 25 milles, c'est-à-dire environ 49 kilomètres, par jour; marches assez ordinaires si on les compare à celles des armées du premier Empire en pareille circonstance. Les troupes, il est vrai, étaient alors plus aguerries et plus entraînées à la rapidité des mouvements.

Les deux représentants de Napoléon III, MM. Benedetti et de Gramont, avaient reçu les préliminaires de paix : M. Benedetti, arrivé dans la nuit du 11 au 12 à Brünn où était le quartier général du roi de Prusse, les soumit le lendemain à son approbation : maintien de l'intégrité de l'empire autrichien, sauf la Vénétie; dissolution de l'ancienne Confédération germanique; exclusion de l'Autriche de l'Allemagne réorganisée; constitution d'une union de l'Allemagne du Nord, comprenant tous les États situés au nord de la ligne du Mein, sous l'hégémonie de la Prusse qui aura le commandement des forces militaires de ces États; liberté aux États du sud du Mein de former entre eux

une union de l'Allemagne du Sud qui jouira d'une existence internationale indépendante; réunion à la Prusse des duchés de l'Elbe, sauf les districts du nord du Sleswig dont les populations librement consultées décideront si elles consentent à être rétrocédées à la Prusse; restitution à la Prusse d'une partie des frais de la guerre par l'Autriche et ses alliés. Tels étaient les préliminaires de paix recommandés à l'acceptation des belligérants.

Le programme de la lettre impériale du 11 juin qui, tout en demandant pour la Prusse plus de force et d'homogénéité dans le nord, réclamait le maintien de la grande position de l'Autriche en Allemagne, était déchiré par celui qui l'avait tracé. La Vénétie cédée, l'Autriche exclue de l'Allemagne, M. de Bismarck n'avait plus aucune raison de repousser l'armistice : il s'agissait seulement de se hâter, et de mettre à profit les moments qui s'écouleraient avant la signature. M. de Moltke accéléra les mouvements de l'armée. L'ordre fut donné, le 14 au soir, à la 1^{re} armée et à celle de l'Elbe de franchir la Thaya. La division de landwehr de la garde devait couvrir les derrières de l'armée en se rendant de Prague à Pardubitz. Le grand quartier général resta jusqu'à nouvel ordre à Brünn; les commandants des trois armées établirent des relais de poste entre leur quartier général et cette ville. La 2^e armée, encore très en arrière à la date du 14, se trouvait échelonnée entre Trubau et Kosteletz.

L'armée autrichienne se dirigea le 15 d'Olmütz vers le Danube; le 1^{er} et le 8^e corps, la division de ca-

valerie et le grand quartier général marchèrent en deux colonnes par les routes passant par Prerau et Tobitschau, petites villes situées sur la rive droite de la March, à 30 kilomètres d'Olmütz.

Un véritable combat s'engagea en amont de ces deux localités entre la cavalerie prussienne et l'artillerie autrichienne. Les hussards de la landwehr prussienne s'emparèrent de 48 canons. D'autres rencontres autour de Tobitschau et l'occupation de cette petite ville, espèce de défilé, situé au point où plusieurs cours d'eau viennent se jeter dans la March, forcèrent Benedeck à traverser par d'affreux chemins un contrefort des Carpathes et l'empêchèrent de ramener à temps 100 000 hommes sur Vienne, où l'archiduc Albert formait à la hâte une nouvelle armée.

Les colonnes autrichiennes, après une longue marche de plus de dix milles, atteignirent, le 16, la route conduisant d'Olmütz à Presbourg par les Carpathes et la Waag ; le 17, elles étaient au pied des Carpathes ; elles traversèrent le contrefort de Jabulka et gagnèrent, le 18, la vallée de la Waag à Trentschin, d'où elles purent descendre par Léopoldstadt et Tyrnau sur Presbourg.

La marche sur le Danube, par Vienne et par Presbourg, fut résolue, le 18, au quartier général de Brünn. Les têtes de colonnes prussiennes, le 19, n'étaient plus qu'à deux heures de marche de Vienne, mais une partie considérable de l'armée elle-même se trouvait encore en arrière. La 1^{re} armée et l'armée de l'Elbe s'arrêtèrent pour donner à la

2^e armée le temps de se placer à la portée des deux autres. La 1^{re} fit cependant un mouvement en avant : le prince Frédéric-Charles échelonna sur la rive droite de la March son avant-garde et son corps de cavalerie vers Vienne ; il poussa sur la rive gauche une de ses divisions jusque sur la route qui mène d'Olmütz à Presbourg. Les Prussiens ne connaissaient d'une manière certaine ni le chiffre de la partie de l'armée du Nord qu'on était parvenu à ramener sur Vienne, ni les secours reçus de l'armée d'Italie, ni le résultat produit par le décret impérial de former des 4 et 5^e bataillons dans tous les dépôts de l'empire. Ils ramenèrent donc par prudence, le 49, leurs forces derrière la Reuss, où elles étaient étendues sur un front de quatre journées de marche en face d'une armée ennemie prête à sortir d'un camp retranché. Il fallait pour s'exposer à un pareil danger, avoir autant de confiance en soi que de mépris pour son adversaire.

L'archiduc Albert, avec ses 100 000 hommes dans le camp retranché de Florisdorff, demandait à en sortir pour attaquer l'ennemi dont il connaissait la position difficile ; mais le 22, des courriers, arrivés à neuf heures du matin, apprirent aux deux armées que les hostilités devaient être suspendues à midi, pour être reprises le 27.

Profitons de ce délai de cinq jours pour résumer les opérations militaires de l'armée du Mein.

Les alliés de l'Autriche n'avaient pas été plus heureux qu'elle. L'armée prussienne, dite armée du Mein, après avoir brisé le Hanovre à Langensalza, se

29 juin, se trouvait en présence du 7^e corps fédéral formé par le contingent bavarois, et du 8^e corps comprenant les contingents wurtembergeois, hessois, badois, nassauviens, et une brigade autrichienne tirée des garnisons des places fédérales. Chacun de ces corps, séparément aussi fort que l'armée prussienne, ne comptait malheureusement que des soldats rassemblés au hasard, sans fraternité d'armes, et dont les chefs, n'obéissant à aucun plan d'ensemble, cherchaient avant tout à employer les forces fédérales à couvrir leur propre pays. Les contingents fédéraux auraient dû être rassemblés le 15; loin qu'il en fût ainsi au moment où la Prusse ouvrit les hostilités, le 8^e corps se constituait avec une extrême difficulté : une brigade wurtembergeoise, le contingent de la Hesse-Darmstadt et du Nassau occupaient seuls la région du côté de Francfort. La brigade autrichienne arriva le 21 juin à Darmstadt, et une brigade badoise à Francfort; mais la formation du 8^e corps était trop peu avancée pour lui permettre de faire la moindre démonstration en faveur des Hanovriens qui se retiraient alors devant l'armée du Mein du côté de Gœttingue. L'armée bavaroise concentrée autour de Bamberg pour opérer au nord du Mein aurait été en état, du 6 au 21, de secourir l'armée du roi George, mais le prince Charles de Bavière, commandant en chef des forces bavaroises, au lieu de se porter au devant des Hanovriens qui se proposaient de gagner le sud par Fulde, ne bougea que cinq jours plus tard. Les Hanovriens, trouvant la Hesse électorale au pouvoir de l'ennemi, cher-

chèrent à se frayer un passage à travers Gotha et la Thuringe. Le prince Charles de Bavière, apprenant que des négociations étaient entamées entre les Hanovriens et les Prussiens, en profita pour arrêter sa marche et accorder à ses troupes deux jours de repos, au moment même où se livrait la bataille de Langensalza. Les Hanovriens lui ayant fait savoir qu'ils tiendraient jusqu'à son arrivée, il se remit en marche, mais la brave armée hanovrienne était détruite, et les Prussiens n'avaient plus d'ennemis sur leurs flancs et sur leurs derrières.

Le prince Charles de Bavière et le prince Alexandre de Hesse cherchèrent à opérer leur jonction le 7 juillet dans la Hesse électorale; mais l'entente sur les opérations ultérieures était difficile entre les deux généraux en chef, car l'un entendait placer son armée entre la Bavière et l'ennemi, tandis que l'autre voulait interposer la sienne entre la Hesse et les Prussiens. Le général commandant la brigade autrichienne, pour concilier les exigences opposées des deux généraux en chef, avait désigné comme point intermédiaire de jonction Hersfeld au nord de Fulde, quoique cette ville se trouvât à moitié plus rapprochée des Prussiens que des fédéraux. Le prince Charles de Bavière, par suite d'un mouvement en avant sur Meiningen, se trouvait en effet dans la nécessité, pour se réunir au prince Alexandre de Hesse, de revenir à l'ouest, c'est-à-dire de marcher ayant l'ennemi sur son flanc droit. Le prince Alexandre, pendant que le prince Charles opérait ce mouvement, dirigeait sur Hanau le 8^e corps affaibli par la nécessité d'en dis-

traire plusieurs détachements d'infanterie et de cavalerie pour protéger ses flancs et ses derrières ; il atteignit le 3 juillet Alsfeld, Lauterbach, Herbstein et Schotten. Le prince Charles marcha ce jour-là de Meiningen vers Dermbach, et sa cavalerie se dirigea de Kissingen sur Baeha, afin de relier le 7^e corps au 8^e.

Le général Vogel de Falkenstein avait pour mission d'écraser la coalition des petits États contre la Prusse dans son centre même, c'est-à-dire à Francfort. Battre le 7^e corps, empêcher ensuite le prince Alexandre de se renfermer dans Mayence avec les Hessois, et enfin arrêter ces derniers devant cette forteresse avec les Bavaois à dos, telle était sa rude tâche. Le général prussien, au lieu de se porter directement sur Francfort, était obligé de marcher par Fulde à la rencontre du prince Charles de Bavière en route pour rejoindre le prince Alexandre. Le mouvement tardif des Bavaois dans l'est servit fort bien ses projets. Une rencontre sanglante eut lieu le 4, entre les Bavaois et les Prussiens à Dermbach : les Prussiens y perdirent 300 tués, blessés ou prisonniers ; les Bavaois le double. Le prince Charles de Bavière dut se replier au sud-est. Vogel de Falkenstein, en apprenant sa retraite, marcha sur l'ulde, où il se trouva posté entre le 7^e et le 8^e corps. Les généraux alliés auraient dû réunir leurs forces pour l'attaquer ; mais le prince Charles, au lieu de venir en aide au prince Alexandre, le livra seul aux coups de Vogel de Falkenstein en marche sur Francfort ; il suffisait d'un échec du 8^e corps pour livrer aux Prussiens la ligne du Mein et le siège de la Confé-

dération. Le prince Charles ne pouvait en douter; il sacrifia tout, néanmoins, à l'idée de protéger la Bavière, et c'est sur la frontière septentrionale de ce pays qu'il donna rendez-vous aux alliés, le 7 juillet, vers Brückenau et Kissingen.

Le prince Alexandre de Hesse s'apprêtait à prendre cette route avec son corps d'armée enfin au complet, lorsque le 5, il apprit le désastre de Sadowa. Il ne voulut plus dès lors conduire en Bavière les contingents de Bade, des deux Hesse, du Wurtemberg, de Nassau et de Francfort. Il regagna la ligne du Mein, de Hanau à Mayence, en faisant savoir au prince Charles qu'il opérerait sa jonction avec lui, non pas en Franconie, mais sur le Mein, entre Hanau et Aschaffenburg, et il reprit le chemin de Francfort. Vogel de Falkenstein, trompant pendant ce temps-là le prince Charles de Bavière, par une feinte, concentre son armée, le 9, à Brückenau et à Géroda, et la tourne tout entière contre les Bava-rois, qui, affaiblis par des marches continuelles sur un sol détrempé, mal vêtus, mal nourris, mal couchés, ont péniblement gagné les rives de la Saale. Le prince Charles livre sur les bords de cette rivière, notamment à Kissingen, quelques combats dans lesquels ses troupes montrent de la bravoure; mais il n'en a pas moins perdu, le 10 juillet, la ligne de la Saale. Le prince Charles est obligé de rétrograder jusqu'au Mein par une marche excentrique, de sorte que, vingt-quatre heures après le combat de Kissingen, l'armée bavaroise est éparpillée sur une étendue de près de quatorze lieues.

Les États secondaires ne faisaient du reste la guerre qu'avec une répugnance évidente et avec l'arrière-pensée de s'entendre le plus tôt possible avec la Prusse. Quelques-uns de ces États, la Hesse électorale entre autres, semblaient attendre à ce sujet un mot d'ordre du cabinet des Tuileries. Le prince de Hesse écrivait dès le 7 juillet à Napoléon III : « Une paix séparée pourrait bien passer sous silence » les intérêts des états secondaires. Cela m'autorise » à demander à Votre Majesté si je ne ferais pas bien » d'engager mon cousin l'électeur à s'entendre à » l'amiable avec la cour de Berlin auprès de laquelle » le très-haut appui que votre Majesté daignerait peut- » être nous prêter deviendrait sans doute con- » chuant ¹. » Les États secondaires comptaient encore sur l'appui du gouvernement impérial. Ils ne devaient pas tarder à être désabusés ; en attendant, leurs généraux conduisaient les opérations militaires sans élan et comme pour l'acquit de leur conscience. Le prince Alexandre de Hesse ne fit aucun effort sérieux pour défendre Francfort, où les Prussiens entrèrent en vainqueurs dans la soirée du 19 juillet.

Francfort, l'une des capitales de la haute banque européenne, ardent foyer de l'agitation anti-prussienne et d'une presse hostile à M. de Bismarck jusqu'à la violence, n'était pas très-rassuré. Les banquiers et les journalistes de l'ancienne cité impériale allaient se trouver en face de ces hobereaux prussiens qu'ils affectaient tant de dédaigner. Francfort

1. Papiers des Tuileries.

en fut quitte pour payer 25 millions de florins; quand à l'hospitalité que les Francfortois durent exercer envers les soldats prussiens, le général Vogel de Falkenstein se chargea d'en régler les devoirs.

Le bruit courut à Paris quelques jours après l'occupation, que Francfort venait d'être frappé d'une nouvelle contribution de 6 millions de florins, et que si cette ville ne s'acquittait pas en vingt-quatre heures d'une contribution égale, elle serait livrée au pillage. Napoléon III crut devoir adresser à ce sujet quelques observations à M. de Goltz; l'ambassadeur de Prusse à Paris lui répondit : « C'est la tota-
» lité de la contribution qui s'élève à 25 millions de
» florins (54 millions de francs), somme qui pour
» la ville des Rotschild peut être considérée comme
» extrêmement modérée; le gérant du ministère des
» affaires étrangères m'a répondu qu'il ignorait le
» mode adopté pour faire rentrer la contribution,
» mais qu'il n'avait pas besoin de me dire qu'on
» n'avait nullement menacé de piller la ville. M. de
» Bismarck me mande qu'il ignore si l'on a menacé
» de piller, mais que pareil ordre n'avait aucune
» chance d'être exécuté, attendu que des soldats
» prussiens refuseraient de se servir d'une pareille
» permission ¹. »

L'armée du Mein, sans s'oublier dans les délices de Francfort, reprit tout de suite l'offensive; l'armée fédérale, après une série d'opérations dans lesquelles les alliés montrèrent les mêmes hésitations, les

1. Papiers des Tuileries, lettre du 25 juillet.

mêmes divergences de vues et d'intérêts, le même esprit de désunion, s'était retirée derrière les forteresses de Wurtzbourg et de Marienberg où le général Manteuffel l'atteignit le 27. La convention de Nikolsburg signée la veille, entre la Prusse et l'Autriche portait qu'un armistice serait conclu avec la Bavière et qu'il daterait du 2 août. Les Prussiens mirent ce temps à profit pour attaquer Marienberg et pour s'emparer de sa citadelle. Le général Manteuffel, muni des pleins pouvoirs nécessaires pour conclure des suspensions d'armes avec les États secondaires, n'eut pas grand'peine à s'entendre avec eux. Le 4 août, la guerre prit fin.

Reprenons maintenant le récit des négociations engagées au quartier général du roi de Prusse.

M. Benedetti était revenu à Vienne sans avoir rien obtenu; François-Joseph mettait son point d'honneur à ne céder à aucun prix directement un pouce de son territoire, et à n'accepter les préliminaires de paix que si la Prusse les acceptait également. M. de Bismarck ne trouvait pas dans le programme de Napoléon III les éléments d'un traité, attendu que les événements militaires donnaient droit à la Prusse à un accroissement de territoire aux dépens de l'Allemagne du Nord; ce programme accepté par l'Autriche, pouvait cependant suffire pour la conclusion d'un armistice, à la condition que l'Italie y donnât son consentement; le roi de Prusse, pour avoir le temps de la consulter accorda une suspension d'armes de cinq jours.

M. de Bismarck, en réservant le consentement de l'Italie sinon pour la trêve, du moins pour l'armistice

et pour la paix, n'en était pas moins résolu à conclure aussi rapidement que possible un arrangement définitif avec l'Autriche, pourvu qu'elle consentît à sortir de l'Allemagne et à laisser la Prusse libre d'agir au sud comme au nord du Mein ; mais il soupçonnait l'armistice si chaudement appuyé par Napoléon III, et si vivement demandé par François-Joseph, dès le lendemain de Sadowa, de n'être qu'un piège ; apprenant que l'Autriche acceptait les bases proposées par Napoléon III, il ne songea plus qu'à assurer à son pays les résultats de la campagne, et il devint tout d'un coup aussi pacifique qu'il s'était montré ardent à la guerre. De Moltke, il est vrai, concentrait les trois armées prussiennes sur le Danube, comme pour dire aux cabinets de Paris et de Vienne : La Prusse ne tombera pas dans un piège, et pour avoir l'armistice, il faudra que l'Autriche accepte les conditions de la paix.

Quant à la ligne de démarcation du Mein, tracée par Napoléon III, il avait l'air de ne la considérer que comme un moyen adopté par l'Empereur pour donner à l'opinion publique une haute idée de son influence et pour prouver sa satisfaction du résultat obtenu. Les précautions de Napoléon III pour s'ôter à lui-même le caractère d'arbitre imposant des solutions aux parties, son soin constant de ne garder que le rôle d'intermédiaire amical pour amener les puissances belligérantes sur un terrain commun, suffisaient-ils pour enlever à la ligne du Mein, tracée de la main de l'Empereur comme barrière à la Prusse, son caractère de séparation imposée par l'étranger. M. de

Bismarck ne le croyait nullement ; il voyait bien que des deux côtés, sous l'impulsion de l'opinion publique, on ne tarderait pas à vouloir la franchir. L'union des États du Sud recommandée par Napoléon III n'inquiétait pas non plus beaucoup M. de Bismarck ; ces États qui n'étaient pas grand'chose avec l'Autriche, n'étaient plus rien sans elle. Ils pouvaient bien à la rigueur, et dans les questions de détail solliciter isolément l'appui du gouvernement impérial ; mais s'allier avec lui contre la Prusse, l'opinion publique ne l'eût point permis. M. de Bismarck comptait d'ailleurs prendre ses précautions contre les petits États, en les obligeant à signer des traités secrets d'alliance offensive et défensive en vertu desquels leurs armées passeraient en cas de guerre sous le commandement du roi de Prusse.

La seule question grave aux yeux de M. de Bismarck était celle-ci : Napoléon III laissera-t-il la Prusse s'agrandir au nord, sans demander une compensation sur le Rhin ? M. de Goltz était chargé de le sonder à cet égard, et M. de Bismarck attendait avec une fiévreuse impatience la réponse de son ambassadeur.

Le comte Karolyi, le général comte de Dengenfeld et le baron Brenner, plénipotentiaires de l'Autriche, arrivèrent à Nickolsburg le 22, et les conférences commencèrent le lendemain : M. de Bismarck, certain, le 23, que Napoléon III appuyait les annexions de la Prusse dans le nord de l'Allemagne jusqu'au chiffre de 4 millions d'habitants, et que l'Autriche se résignait à sortir de l'Allemagne, se

hâta de transformer les clauses pour un armistice en clauses pour la paix, et d'aborder sans plus de retard la question des frais de guerre et des avantages territoriaux. La Prusse laissait à l'Autriche le choix de payer 40 millions de thalers ou de céder une portion de territoire de chaque côté du comté de Glatz. L'Autriche opta pour le paiement en faisant ses réserves sur la somme fixée par la Prusse, qu'elle était hors d'état de payer. Le prince royal la fit diminuer de 5 millions de thalers, et M. de Bismarck consentit à en appliquer quinze autres aux dépenses de l'Autriche dans la guerre du Sleswig-Holstein; l'indemnité fut donc réduite de moitié. L'Autriche n'éleva aucune objection aux agrandissements territoriaux de la Prusse, elle se borna à faire de l'intégrité de la Saxe comme de la sienne propre la condition *sine qua non* de la paix; l'Autriche n'avait point à s'occuper de la ligne du Mein, c'était une affaire à régler entre Napoléon III et M. de Bismarck, ainsi que celle des compensations que l'empereur des Français pouvait demander en retour des agrandissements de la Prusse.

Les préliminaires de paix et l'armistice furent signés ensemble le 27 juillet sans la participation de l'Italie. L'armée italienne était désormais sans utilité pour la Prusse. M. de Bismarck fit cependant à son alliée la concession de laisser en suspens les engagements pris jusqu'à ce que la Prusse fût en mesure de déclarer à l'Italie que la Vénétie lui appartenait, et que le but de leur traité était atteint.

Restait toujours la grande question : L'empereur

des Français, satisfait d'imposer à l'ambition prussienne la ligne du Mein, accepte-t-il l'annexion du Hanovre, de la Hesse électorale, du Nassau, de Francfort et de quelques districts de la Bavière situés au nord du Mein, et après avoir assuré tant d'avantage à la Prusse, n'en demande-t-il aucun pour lui? M. de Bismarck pour le faire croire, se répandait en protestations de reconnaissance envers Napoléon III, à qui il aurait suffi, disait-il, de mettre 100 000 hommes sur le Rhin, et de planter son drapeau sur le quadrilatère, pour rendre la tâche de la Prusse presque impossible en l'obligeant à diviser ses forces et pour interdire à l'armée italienne de franchir le Mincio. La Prusse, ajoutait M. de Bismarck, n'oubliera jamais un tel service.

Les ratifications des préliminaires de paix furent échangées le 28 juillet à Nikolsburg. Le roi fit sa rentrée le 2 août à Berlin. L'enthousiasme avec lequel il fut reçu par les habitants de sa capitale n'était pas exempt de quelque inquiétude. Le roi, dans son discours d'ouverture de la Chambre nouvellement élue, chercherait-il à mettre fin au conflit existant depuis 1860 entre la seconde Chambre et le gouvernement au sujet de l'armée? Cette question préoccupait tous les esprits; le roi Guillaume y répondit le 5 août; debout devant son trône dans la salle blanche du château, il reconnut que les dépenses publiques manquaient depuis quelques années de base légale : il invoqua la raison d'État pour excuse, et il demanda un bill d'indemnité que les peuples refusent rarement au succès. Le roi ne dit rien des résultats de la

guerre : il avait pour cela de bonnes raisons. Napoléon III s'était enfin expliqué, et Guillaume I^{er} n'aurait pas pu parler des annexions sans mentionner en même temps les compensations réclamées par Napoléon III avec une persistance qui faisait croire au gouvernement prussien que la guerre était inévitable ¹.

Les préliminaires de Nikolsburg ne laissaient plus que quelques points de détails à régler; la paix fut signée à Prague le 23 août. L'empereur d'Autriche consentit par le traité à la réunion de la Vénétie à l'Italie, à la dissolution de la Confédération germanique, à la création, sans sa participation, d'une nouvelle organisation de l'Allemagne, à la reconnaissance anticipée de l'union plus étroite qui serait fondée par le roi de Prusse au nord de la ligne du Mein, et à l'union internationale et indépendante des États au sud de cette ligne, dont les liens avec la Confédération du Nord feraient l'objet d'une entente ulté-

1. On lit dans l'ouvrage de M. Benedetti, *Ma mission en Prusse* : « Des bruits de guerre avec la France circulaient alors à Berlin : « Mon- » sieur le ministre, dis-je, voulez-vous me permettre de vous adresser » une demande singulièrement indiscrète? Est-ce la paix ou la guerre » que j'emporte à Paris? » M. de Bismarck me répondit vivement : « L'amitié, l'amitié durable avec la France? J'ai l'espoir que la France » et la Prusse formeront désormais le dualisme de l'intelligence et du » progrès. » Cependant il m'avait paru surprendre un sourire sur les » lèvres d'un homme destiné à marquer grandement sa place dans la poli- » tique prussienne, le baron de Kenderl. J'allai chez lui le lendemain et lui » avouai combien son sourire m'avait intrigué. « Vous partez ce soir pour » la France, me dit-il, eh bien, engagez-vous sur l'honneur à garder » jusqu'à Paris le secret que je vais vous confier : Avant quinze jours, » nous aurons la guerre sur le Rhin si la France persiste dans ses reven- » dications territoriales. Elle nous demande ce que nous ne pouvons ni » ne voulons lui donner : la Prusse ne cédera pas un pouce du sol ger- » manique; nous ne le pourrions pas sans soulever contre nous l'Alle- » magne tout entière, et s'il le faut, nous la soulèverons contre la France » plutôt que contre nous. »

rieure entre les deux parties. L'empereur d'Autriche transféra en outre au roi de Prusse les droits que la paix de Vienne du 30 octobre 1864 lui reconnaissait sur les duchés du Sleswig et du Holstein, avec cette réserve que les populations du nord du Sleswig seraient de nouveau réunies au Danemark, si elles en manifestaient la volonté par un vote libre. Le roi de Prusse, sur le désir exprimé par l'empereur d'Autriche, se déclara prêt à maintenir la Saxe dans son étendue actuelle, en se réservant de régler par un traité spécial la position de ce royaume dans la Confédération du Nord. L'Autriche payait à la Prusse une indemnité de 20 millions de thalers versés en deux fois dans un délai de trois semaines, à l'expiration duquel les Prussiens quitteraient le territoire de l'empire. Le dernier traité de commerce entre la Prusse et l'Autriche était maintenu.

Les négociations avec les États secondaires commencées à Nikolsburg se poursuivirent à Berlin. La Bavière admise à accéder à l'armistice s'était portée garante de l'accession des autres États du midi. La Prusse refusa néanmoins d'entamer une négociation collective; ils furent obligés de s'entendre séparément avec elle. La Prusse manifestait de terribles exigences territoriales et pécuniaires, 20 millions de thalers, et deux districts renfermant 500 000 habitants, voilà ce qu'elle demandait à la Bavière. Celle-ci invoqua l'appui du gouvernement impérial de France. La Saxe avait aussi besoin d'un auxiliaire, car son existence, quoique garantie par le traité de Prague, dépendait des conditions qu'y mettrait M. de

Bismarck; elles furent exorbitantes; la Saxe en les subissant n'aurait plus existé que de nom. Napoléon III eut de la peine à la tirer des griffes de la Prusse.

Deux négociations distinctes, l'une (il vient d'en être question) ayant pour objet de conclure la paix avec les États belligérants, l'autre de régler les conditions de l'alliance entre les États de la confédération nouvelle furent ouvertes à Berlin et poussées, toutes les deux, avec une égale vigueur par M. de Bismarck. Il signa le 4 août, avec les États, un traité d'alliance offensive et défensive pour le maintien réciproque de leur sûreté intérieure et extérieure; la Prusse, impatiente de franchir moralement la ligne du Mein, ne tarda pas à proposer aux États du Sud des traités d'alliance offensive et défensive pour la garantie des territoires, sur le modèle de ceux qu'elle avait déjà signés avec les États du Nord. Les États du Sud, peu désireux de se laisser absorber par la Prusse, comptaient sur l'appui désintéressé du gouvernement impérial de France; mais M. de Bismarck avait habilement semé en Allemagne le bruit des revendications de Napoléon III; l'opinion publique s'en indigna; les gouvernements allemands, craignant pour leur popularité et pour leur indépendance, se jetèrent dans les bras de la Prusse.

L'hégémonie entière du nord de l'Allemagne, la direction militaire du sud, et bientôt sa direction économique, 4 millions d'habitants annexés à la monarchie prussienne, 61 millions de thalers (228 250 000 francs environ) d'indemnités de guerre, des ports

militaires, un territoire continu, compacte et cohérent, voilà les avantages matériels que la Prusse retirait d'une guerre de deux mois. Ils frappèrent les imaginations. On les attribua uniquement à l'habileté des généraux prussiens, sans songer aux fautes commises par l'Autriche : la première fut d'entreprendre deux grandes guerres à la fois ; la seconde, de n'avoir pas cédé à temps une province qui n'était pour elle qu'une cause de faiblesse ; la troisième, de précipiter l'ouverture des hostilités et de repousser la proposition du congrès qui lui permettait de gagner du temps. Elle n'ignorait pas combien les armées prussiennes étaient redoutables, et combien celles de ses alliés l'étaient peu.

La Prusse avait vaincu. Était-il vrai, comme on le disait de tous côtés, que sa manière de faire la guerre eût bouleversé de fond en comble le régime des armées, la tactique, la stratégie, etc. ? Non, sans doute ; mais on ne pouvait s'empêcher de reconnaître que, sans rien changer aux grands principes, elle avait pourtant apporté de sérieuses modifications à l'art militaire.

Les grandes voies de communication étaient encore si rares sous Louis XIV, que Vauban en France, Cohorn dans les Pays-Bas parvinrent à les barrer toutes par des forteresses. Il fallait donc, pour envahir un pays, prendre des places, faire des sièges ; aujourd'hui les forteresses-frontières, et même les positions fortifiées dans l'intérieur du pays, en dehors des grandes directions stratégiques, n'ont plus qu'une valeur relative pour sa défense générale ; la difficulté

des transports obligeait autrefois à n'ouvrir les campagnes qu'au printemps et à les interrompre à l'approche de l'hiver : c'était le temps des guerres de trente ans ; à mesure que les grandes voies de communication se multiplient, les forteresses perdent de leur importance, et la longueur des guerres diminue. La plus longue guerre du dix-huitième siècle dura sept ans. Les nouveaux progrès accomplis dans les voies de communication, au commencement de ce siècle, permirent à Napoléon I^{er} de porter la guerre sur l'Oder et sur la Vistule avec autant de facilité que Louis XIV la portait sur le Rhin et modifièrent le caractère de la guerre ; la vapeur le changea complètement. La guerre d'Italie fut terminée en deux mois, la guerre de Bohême au bout d'un mois et sept jours. Il fallait autrefois six mois pour transporter des armées bien moins considérables que celle d'un quart de million que la Prusse jeta en un mois dans le pays ennemi. Il était évident que désormais l'organisation d'une armée devait être combinée de façon à passer avec la plus extrême rapidité du pied de paix au pied de guerre ; que, par suite de la nécessité pour presque toutes les nations d'adopter le service militaire obligatoire, la guerre ferait sentir ses inconvénients même pendant la paix, et que les invasions seraient à l'avenir plus faciles et en même temps plus terribles à supporter, quoique accompagnées de moins de désordres apparents. Ce qui semblait de voir surtout changer, c'est le caractère de la guerre. Les armées, composées de gens appartenant à toutes les classes de la société, exigeraient plus de

bien-être et imposeraient des charges beaucoup plus lourdes aux vaincus. Le soldat d'autrefois, né presque toujours dans les basses classes de la société, brûlait, volait, pillait, mais on pouvait entrer en composition avec lui; il gaspillait, mais avec un peu d'argent on arrêtait quelquefois son gaspillage; il ne demandait pas plus de bien-être dans la maison de l'étranger qu'il n'en avait dans la sienne. Le soldat bourgeois recherche partout ses aises, et veut que l'ennemi les lui fournisse. Les journaux se récriaient sur le nombre de plats qui composaient le menu obligatoire des conquérants de Francfort; mais n'était-ce pas là le menu ordinaire des avocats, des médecins, des notaires, des artistes, des professeurs, dont se compose en partie l'armée prussienne? Le nombre des cigares à fournir au soldat prussien ne dépasse pas celui qu'un honnête Allemand fume dans un jour de fête. Il était donc fort à craindre que la guerre, malgré les progrès généraux du sentiment moral, ne se montrât à l'avenir ni plus généreuse, ni plus humaine que par le passé. La composition des armées modernes jetant brusquement dans leurs rangs des hommes dont la fortune est faite ou sur le point de se faire, ces hommes, incapables dans les temps ordinaires du moindre acte de cruauté, ne deviendront-ils pas féroces quand on les arrachera à leurs occupations pour les placer au devant du canon? Le père de famille, l'homme éclairé, tiennent plus à la vie que l'homme isolé et insouciant des guerres d'autrefois. N'était-il pas à craindre qu'une cruauté froide et méthodique ne fît place à

la férocity bon enfant, si l'on peut s'exprimer ainsi, des anciennes armées?

Ces réflexions n'étaient pas hors de propos dans un moment où l'Europe semblait menacée d'une nouvelle et plus terrible guerre : car on ne doutait pas que Napoléon III ne réclamat le prix de sa neutralité, et à moins de s'imaginer qu'au milieu de ses victoires, l'Allemagne se résoudrait de gaieté de cœur à un de ces sacrifices auxquels un peuple ne consent qu'après les plus cruelles défaites, à l'abandon d'une partie du sol de la patrie, il fallait s'apprêter, après plus d'un demi-siècle, à entendre de nouveau le bruit du canon sur le Rhin. On s'y attendait d'autant plus, que personne ne se doutait que les forces du gouvernement impérial fussent en ce moment si peu à la hauteur de ses exigences ¹; M. de Bismarck seul le savait.

1. « En 1866, après Sadowa, le général Jeanningres ayant été nommé au commandement de la subdivision à Lille, convoqua le lendemain de son arrivée tous les chefs de service, *infanterie, artillerie, génie et intendance*, et il leur dit :

« Messieurs,

« Je suis autorisé par le ministre de la guerre à vous dire que bientôt nous ferons campagne. J'arrive du Mexique, et il y a quatre ans que je n'ai vu ma femme et mes enfants. J'ai demandé au maréchal une permission de quarante huit heures pour aller les embrasser, il me l'a refusée. Donc, il y a urgence. Je vous ai réunis pour être renseigné sur les forces de mon commandement. »

« Puis s'adressant à chaque chef :

« Colonel Labarthe (du 6^e de ligne), quel est l'effectif de votre régiment?

« — 1050 hommes », fut-il répondu.

« Colonel Giraud (du 5^e), et le vôtre? — 1080. »

« Commandant Liénard (de l'artillerie), avez-vous le matériel nécessaire à la défense de la place? Combien de canons? — Je n'ai rien. »

« Colonel Jahan (commandant le génie de la place), dans quel état est la place de Lille? — Les crédits ont été supprimés, la place est ouverte, l'enceinte n'est pas terminée, les ouvrages extérieurs ne sont pas commencés. »

« Au sous-intendant : « Quel est l'état de vos magasins? — Ils sont vides. »

« Le général était atterré.

» Les régiments d'ici n'étaient qu'au tiers de leur effectif réglementaire, et il en était du même des 88 autres. Quant à la cavalerie, elle était encore loin d'être aussi bien partagée. » (Lettre du lieutenant, colonel d'artillerie Liénard, publiée par *l'Echo du Nord* et reproduite par le *Siècle* et par plusieurs journaux du 2 février 1873.)

CHAPITRE XII

FIN DE L'ANNÉE 1866

SOMMAIRE. — Effet de la bataille de Sadowa en France. *Le Moniteur* annonce la cession de la Vénétie à l'empereur des Français et sa médiation. — Coup de théâtre. — Hausse extraordinaire à la Bourse. — Illuminations à Paris. — Courte durée de l'enthousiasme. — Conséquences fâcheuses pour la France des changements survenus en Allemagne. — Les compensations. — Bruits de négociations entamées à ce sujet. — Arrivée du maréchal de Mac-Mahon à Paris. — Sensation qu'elle cause. — Remplacement de M. Drouyn de Lhuys par M. de Moustier. — Circulaire de M. de la Valette. — Assurances de paix. — Réorganisation de l'armée. — La politique du gouvernement à l'intérieur deviendra-t-elle plus libérale? — Fête nationale pour célébrer l'anniversaire de l'union de la Lorraine à la France interdite. — L'Empereur à Vichy. — Discours de l'évêque de Moulins. — Les *Invalides du travail*. — Retour brusque de l'Empereur à Saint-Cloud. — Inquiétude de l'opinion. — Bruits de négociations avec la Prusse. — Les compensations seront annoncées le 15 août. — L'impératrice Charlotte à Paris. — Scène violente entre elle et l'Empereur à Saint-Cloud. — Remise de la Vénétie à l'Italie. — Recrutement en faveur du pape. — La légion d'Antibes. — Départ de l'armée française de Rome. — Congrès de Genève. — Organisation définitive de l'Internationale. — Les inondations. — Mandements des évêques à ce sujet. — Bruit de la suppression de l'adresse. — Projet de réorganisation de l'armée. — Son mauvais effet sur l'opinion. — Rapport financier de M. Fould. — Inquiétude générale. — Manifeste du comte de Chambord.

Il est temps maintenant de revenir en France et d'exposer comment les événements dont le récit est contenu dans les chapitres précédents y furent accueillis par l'opinion publique.

Le Corps législatif, en refusant d'aborder dans le cours de la discussion du budget l'examen de la situa-

tion politique de l'Europe, avait prouvé sa résolution formelle de laisser au gouvernement l'entière liberté de ses déterminations relativement aux affaires d'Allemagne. La guerre, du reste, avait déjà commencé en Italie; l'Autriche, satisfaite d'avoir repoussé victorieusement l'attaque des Italiens sur le quadrilatère, d'avoir maintenu l'honneur de ses armes à Custoza, proposa à Napoléon III de lui céder la Vénétie, en invoquant sa médiation pour conclure avec l'Italie une paix séparée. La bataille de Sadowa ne permit bientôt plus de songer à cet arrangement, et le gouvernement impérial se vit forcé d'offrir une médiation plus étendue.

On lut le 5 juillet en tête du *Moniteur* :

« Un fait important vient de se produire.

» Après avoir sauvé l'honneur de ses armes en Italie, l'empereur d'Autriche, accédant aux idées émisees par l'empereur Napoléon à son ministre des affaires étrangères, cède la Vénétie à l'empereur des Français, et accepte sa médiation pour amener la paix entre les belligérants.

» L'empereur Napoléon s'est empressé de se rendre à cet appel, et s'est immédiatement adressé aux rois de Prusse et d'Italie pour amener un armistice. »

Cette note fit l'effet d'un coup de théâtre. Les préfets reçurent l'ordre de la communiquer aux maires de leur département. Une hausse plus considérable que celle de Villafranca eut lieu à la Bourse; transparents, drapeaux, lampions, tout l'outillage de l'enthousiasme parisien fut mis en œuvre aussitôt : les cafés, les restaurants, les théâtres, les lieux publics, se pavoisèrent comme par enchantement; le soir ils illuminèrent. Les journaux officiels entonnèrent une

hymne en l'honneur du gouvernement : la France, à les entendre, allait exercer sur l'Europe transformée un arbitrage de force, de justice et de modération.

L'examen attentif de la situation ne justifiait guère cet enthousiasme. Le roi de Prusse et le roi d'Italie avaient accepté dans des termes courtois et amicaux la médiation de Napoléon III et le principe d'un armistice ; mais, par des raisons différentes, ils montraient un empressement médiocre à en régler les conditions et le point de départ. L'opinion publique de l'autre côté des Alpes était blessée de la cession de la Vénétie à Napoléon III. La fin de la guerre empêcherait l'Italie de prendre sa revanche de Custoza ; Victor-Emmanuel se crut obligé de faire de la cession directe de la Vénétie une condition de l'armistice. L'Italie d'ailleurs, ne pouvait pas suspendre les hostilités sans le consentement de la Prusse. Cette puissance ne consentait à l'armistice que si on lui communiquait les bases de sa paix avec l'Autriche ; elle poussait, en attendant, ses armées en Bavière, serrait de près Francfort et menaçait Vienne.

Napoléon III, après quelques pourparlers diplomatiques abrégés par l'urgence des circonstances, proposa les préliminaires de paix suivants aux puissances belligérantes :

» L'intégrité de l'empire autrichien, sauf la Vénétie, sera maintenue ;

» L'Autriche reconnaîtra la dissolution de l'ancienne Confédération germanique et ne s'opposera pas à une nouvelle organisation de l'Allemagne dont elle ne fera point partie ;

» La Prusse constituera une union de l'Allemagne du Nord comprenant tous les États situés au nord de la ligne du Mein. Elle sera investie du commandement des forces militaires de ces États ;

» Les États allemands au sud du Mein seront libres de former entre eux une union de l'Allemagne du Sud qui jouira d'une existence internationale indépendante. Les liens nationaux à conserver entre l'Allemagne du nord et celle du sud seront librement réglés par une entente commune.

» Les duchés de l'Elbe seront réunis à la Prusse, sauf les districts du nord du Sleswig, dont les populations consultées désireraient être rétrocédées au Danemark ;

» L'Autriche et ses alliés restitueraient à la Prusse une partie des frais de la guerre. »

Ces préliminaires, on le sait, parurent suffisants à la Prusse pour conclure un armistice. La cour de Vienne eut cinq jours pour faire connaître son acceptation ou son refus.

M. de Bismarck, dans sa première entrevue avec les négociateurs autrichiens, posa sur-le-champ, ainsi qu'on l'a vu, comme une question *sine qua non* de la paix, l'agrandissement de la Prusse dans le nord de l'Allemagne. Les scrupules de légitimité qu'on prêtait au roi de Prusse, et qui ne lui permettraient pas de déposséder des têtes couronnées, n'était donc pas aussi profonds qu'on se l'imaginait. La cour de Vienne défendit l'intégrité territoriale de la Saxe et s'engagea à ne point faire d'objection contre les arrangements qu'on pourrait prendre relativement au Hanovre, à la Hesse électorale et aux États secondaires du nord de l'Allemagne. Les préliminaires de paix signés à Nikolsburg, le 26 juillet 1866, et convertis le 24 août suivant à Prague en traité de paix définitif, s'écartaient donc sur deux points des bases proposées par le gouvernement impérial. La distance avait em-

pêché d'obtenir à temps le consentement de l'Italie au traité de paix, le roi de Prusse se porta garant de l'adhésion de Victor-Emmanuel dès que le royaume Lombard-Vénitien serait mis à sa disposition.

La France, au lieu de la vieille et inerte Confédération germanique, allait donc avoir pour voisine, sous le titre de Confédération de l'Allemagne du Nord, une agglomération de 29 millions d'hommes remise aux mains jeunes et vigoureuses de la Prusse. La haine de Napoléon III contre les traités de Vienne était satisfaite ; mais l'opinion publique trouvait cette satisfaction un peu trop chèrement payée. La lettre du 11 juin souhaitait plus de force et d'homogénéité à la Prusse dans le nord, et en même temps le maintien de la grande position de l'Autriche en Allemagne, et un accroissement d'importance pour les États secondaires. Le contraire se réalisait. La Prusse avait-elle fait des promesses et laissé entrevoir des compensations territoriales ? Les organes de la presse démocratique qui n'avaient vu dans les derniers événements que le triomphe des grands principes de nationalité semblaient n'en pas douter. « La cour de France », dit le *Siècle* dans un article placé très en vue dans sa première page, « en prévision d'un agrandissement considérable de la Prusse, a ouvert avec la cour de Berlin des pourpalers au sujet des frontières du Rhin. » Il ajoutait, il est vrai, que la Prusse n'avait point cru devoir jusqu'ici accueillir les propositions de Napoléon III. Le *Constitutionnel* traita ces informations de suppositions gratuites. Il peut se faire, dit-il, que la France ait droit à des compensations, mais croire à

un programme, c'est méconnaître le caractère ordinaire des démarches diplomatiques; c'est ne pas tenir compte des relations très-amicales qui existent entre les deux puissances, et enfin « c'est oublier que le » véritable intérêt de la France n'est pas d'obtenir » quelque agrandissement insignifiant de territoire, » mais d'aider l'Allemagne à se constituer de la » manière la plus favorable à ses propres intérêts et à » ceux de l'Europe ».

La presse étrangère paraissait convaincue que Napoléon III demandait tout au moins la restitution des forteresses qui appartenaient à la France avant 1789, et qui complètent la ceinture de fer de Vauban : Philippeville, Mariembourg, Sarrelouis, Landau et peut-être aussi Luxembourg. L'arrivée subite du Maréchal de Mac-Mahon à Paris donna une nouvelle activité à ces bruits. Les journaux officiels furent obligés de déclarer que le gouverneur de l'Algérie n'était venu en France que pour des affaires particulières, et qu'il n'avait pas été reçu par l'Empereur. La question des compensations n'en continuait pas moins à être l'objet des préoccupations de la presse. Le *Siecle* ne consentait à tolérer les annexions de la Prusse que si elle se résignait à faire des provinces rhénanes un état neutre et indépendant de l'hégémonie prussienne. L'Allemagne, grâce à cette idée, ne céderait pas à la France un pays qu'elle considère comme allemand, mais elle renoncerait à la possibilité de s'en servir contre elle; la question de la frontière de 1814 disparaîtrait ainsi dans la solution de la grande question du Rhin. Luxembourg, Sarrelouis,

Landau, forteresses offensives, ne pouvaient pas rester entre les mains d'une grande puissance militaire. Landau et les forteresses de la Sarre étaient d'ailleurs françaises depuis un siècle et demi lorsqu'on en dépouilla la France. Pourquoi ne consulterait-on pas les populations pour savoir si elles consentent à cette spoliation ? Il est certain, ajoutaient les journaux partisans acharnés des compensations, que le système d'organisation militaire prussien, si fort pour une courte campagne, ne peut être mis en mouvement sans arracher, pour ainsi dire, la société toute entière à ses fondements ; la Prusse doit éprouver le besoin de reprendre son calme ; le moment est bien choisi pour mettre fin à une situation qui pourrait rendre la guerre inévitable. Une rectification des frontières de l'est n'était-elle pas d'ailleurs la moindre des concessions que le gouvernement impérial pût obtenir pour relever son prestige ? Le bruit se répandit qu'une demande dans ce sens avait été présentée au cabinet de Berlin, au moment de la réunion du Parlement prussien. Il aurait fallu, pour qu'elle eût quelque chance d'être adoptée, la présenter à la Prusse à la pointe de l'épée. Mais le maréchal Randon, ministre de la guerre, avait déclaré à l'Empereur qu'il n'avait pas d'armée à envoyer sur le Rhin.

Napoléon III était atteint dans son prestige ; ses amis ne le lui cachaient pas. « Vous vous faites d'étranges illusions, » écrit la reine de Hollande, le 18 juillet 1866, à M. d'André, ministre de Napoléon III à la Haye : « Vous vous faites d'étranges illusions !

» Votre prestige a plus diminué dans la dernière quin-
» zaine que pendant toute la durée du règne. Vous
» permettez de détruire les faibles, vous acceptez un
» cadeau et vous ne savez pas adresser une bonne
» parole à celui qui vous le fait. Je regrette que vous
» ne voyez pas le danger d'une puissante Allemagne et
» d'une puissante Italie. C'est la dynastie qui est me-
» nacée. La Vénétie cédée, vous deviez marcher sur
» le Rhin, imposer vos conditions ; laisser égorger
» l'Autriche, c'est plus qu'un crime, c'est une faute. »
L'Empereur sentait bien qu'il fallait faire quelque chose pour se relever, mais quoi ? La cour des Tuileries était fort partagée à ce sujet. Il serait facile, disait le prince Napoléon, d'exciter l'opinion en France contre M. de Bismarck ; mais si la Prusse se sentait menacée, rien ne lui serait plus facile aussi que de rallier toute l'Allemagne autour d'elle en proclamant la constitution de 1849 ; la France sans doute est forte, ajouta-t-il, mais une guerre contre l'Allemagne ne serait-elle pas une guerre contre le principe des nationalités ? Sortir de la position de neutralité pour devenir médiateur, comme l'a fait l'Empereur, cela demandait déjà beaucoup de douceur et de ménagement, et n'était pas sans danger. Se brouiller avec la Prusse pour s'allier avec l'Autriche, cela pourrait convenir à ceux qui rêvent pour l'Empereur le rôle de représentant de la réaction et du cléricalisme européens ; ceux qui voient en lui le chef éclairé de la révolution, le représentant des principes de nationalité et de liberté le verraient avec douleur se séparer de la Prusse et de l'Italie.

M. Drouyn de Lhuys avait cependant rappelé le 23 juillet à M. Benedetti que les changements territoriaux en faveur de la Prusse ne pourraient être sanctionnés par l'Empereur sans qu'elle reconnût l'équité et la convenance de lui accorder des compensations. M. de Bismarck admit ce principe et échangea avec M. Benedetti quelques idées concernant les moyens de l'appliquer. Cet entretien, qui eut lieu quelque temps avant la signature des préliminaires, devait être repris. Les vues de l'Empereur, furent en effet précisées et transmises le 29 juillet à M. Benedetti. Napoléon III ne voulait pas entraver la paix en traitant prématurément ces questions avec la Prusse ; il en poursuivrait l'examen d'un commun accord avec Berlin quand son rôle de médiateur serait terminé.

M. de Bismarck, par l'intermédiaire de M. de Goltz, pressait néanmoins le gouvernement impérial de reconnaître les annexions. L'empereur et M. Drouyn de Lhuys étaient à Vichy. M. de Goltz s'adressa donc à M. Rouher et le pria d'appuyer télégraphiquement (tant il était pressé) ses demandes auprès de l'empereur. M. Rouher fit observer à M. de Goltz que la reconnaissance des annexions était solidaire de celle de la rectification des frontières, que l'Empereur voulait les traiter simultanément, et qu'il attendait la réponse de M. Benedetti, chargé de poser la question à Berlin. M. de Goltz ne niait pas la justesse de cette demande ; il se montrait un peu blessé seulement que le gouvernement impérial ne lui fît que des communications vagues, et le laissât dans une ignorance presque absolue des conditions qu'il mettait à la re-

connaissance des annexions. M. Rouher, avant de répondre à M. de Goltz, écrivit à l'empereur et lui demanda de lui tracer un programme. Sera-t-il dans son rôle officieux explicite ou non? Ne demandera-t-il que les frontières de 1814 ou aura-t-il d'abord de plus vastes prétentions? « L'opinion publique, » ajoute-t-il, égarée, entraînée par les habiletés des » hommes de parti, se prononce de plus en plus dans » le sens d'un agrandissement à notre profit; la presse » officieuse ne peut modérer ce sentiment parce » qu'elle n'ose le partager à un degré quelconque. » C'est là une mauvaise position qu'il faut faire cesser » le plus vite possible. Si demain nous pouvions dire : » La Prusse consent à ce que nous reprenions les » frontières de 1814 et à effacer aussi les consé- » quences de Waterloo, l'opinion publique aurait un » aliment et une direction; on ne se débattrait plus » que sur une question de quotité à laquelle les » masses resteraient indifférentes. Je ne crois pas que » cette rectification obtenue vaille quittance pour » l'avenir. Sans doute, il faudra que de nouveaux » faits se produisent pour que de nouvelles pré- » tentions s'élèvent, mais ces faits se produiront » certainement; l'Allemagne n'en est qu'à la pre- » mière des oscillations nombreuses qu'elle subira » avant de trouver sa véritable assiette. Tenons-nous » plus prêts, à l'avenir, à mieux profiter des » événements. »

M. Rouher pensait d'ailleurs que les occasions de profiter des événements ne manqueraient pas; il comptait sur la ligne du Mein « comme matière à

transaction », d'autant plus que M. de Goltz ne lui dissimulait pas les convoitises de son gouvernement à ce sujet. L'impératrice avait voix au chapitre ; qu'elle était son opinion ? Elle aurait voulu demander beaucoup ou rien pour ne pas compromettre les prétentions définitives ; cet avis ne signifiait pas grand'chose : pour demander beaucoup il était nécessaire d'avoir une armée, et pour ne demander rien il fallait pouvoir se passer entièrement de compter avec le sentiment public.

M. Drouyn de Lhuys, qui connaissait cependant l'état de l'armée, poussait fortement Napoléon III à s'opposer aux acquisitions territoriales de la Prusse. Dans un mémoire en date du 11 juillet, il lui en démontra, ce qui n'était pas bien difficile, les graves inconvénients au point de vue des intérêts français. Or, pendant qu'il soutenait la même thèse dans ses entretiens avec le comte de Goltz, l'Empereur, dans ses conversations intimes avec cet ambassadeur, concédait à la Prusse l'incorporation de territoires considérables ¹. Napoléon III autorisa cependant son ministre des affaires étrangères à préciser ses vues dans une lettre adressée à l'ambassadeur de Prusse. L'Empereur, disait M. Drouyn de Lhuys dans cette lettre, en interposant ses bons offices pour le rétablissement de la paix, admettait bien que la Prusse pût prétendre à une augmentation de territoire comprenant une population de 3 à 4 millions,

(1) *Documents pour l'histoire contemporaine*, recueillis et publiés par M. P. Pradier-Fodéré. (M. Drouyn de Lhuys passe pour n'être pas étranger à cette publication.)

quoiqu'il ne méconnût pas la modification que cet agrandissement apporterait à l'équilibre européen; mais ne voulant pas compliquer les difficultés d'une œuvre d'intérêt européen en traitant prématurément avec la Prusse des questions territoriales, il se réservait d'en poursuivre l'examen d'un commun accord avec le cabinet de Berlin, lorsque son rôle de médiateur serait terminé. M. Drouyn de Lhuys ajoutait que l'Empereur lui avait ordonné d'adresser à M. Benedetti des instructions dans ce sens.

L'Empereur ne tarda pas à renoncer à ce double jeu et à abandonner la position que son ministre venait de prendre avec son assentiment. M. Drouyn de Lhuys fut obligé de donner sa démission. Il quitta le ministère des affaires étrangères avec une lettre de satisfaction de l'Empereur, le titre de membre du conseil privé et les appointements de 100 000 francs qui y étaient affectés. M. de Moustier, ambassadeur à Constantinople, lui succéda. Le public attribua sa retraite à l'insuccès des négociations entamées pour les compensations. Certains journaux étrangers, qui passaient pour les amis du gouvernement impérial, accusaient en effet hautement M. de Bismarck de félonie et de trahison; M. de Bismarck oublie, répétaient-ils, tout ce qui s'est dit à Biarritz, et ne répond pas même aux observations confidentielles de M. Benedetti. Ces plaintes inquiétaient fort l'opinion, surtout depuis la démission de M. Drouyn de Lhuys. Napoléon III allait, disait-on, par l'intermédiaire du nouveau ministre des affaires étrangères, poser ses conditions à la Prusse; on annonçait chaque jour

pour le lendemain l'apparition d'un manifeste à l'Europe. Au lieu d'un manifeste, M. de la Valette, ministre de l'intérieur, chargé par intérim du portefeuille des affaires étrangères jusqu'à l'arrivée de M. de Moustier, publie le 14 septembre, une circulaire à tous les agents diplomatiques du gouvernement impérial.

M. de la Valette, impassible au milieu de l'écrasement de la vieille Europe, reconnaît qu'une force irrésistible pousse les peuples à se rejoindre et à former de puissantes unités.

« La Prusse agrandie, libre désormais de toute solidarité, assure l'indépendance de l'Allemagne. La France n'en doit prendre aucun ombrage. Fière de son admirable unité, de sa nationalité indestructible, elle ne saurait combattre ou regretter l'œuvre d'assimilation qui vient de s'accomplir, et subordonner à des sentiments jaloux les principes de nationalité qu'elle représente et professe à l'égard des peuples. Le sentiment national de l'Allemagne satisfait, ses inquiétudes se dissipent, ses inimitiés s'éteignent. En imitant la France, elle fait un pas qui la rapproche et non qui l'éloigne de nous. »

Le ministre de Napoléon III en convient, « l'existence de l'Italie modifie profondément les conditions politiques de l'Europe ; mais malgré des susceptibilités irréfléchies et des injustices passagères, ses idées, ses principes, ses intérêts la rapprocheront de la nation qui a versé son sang pour l'aider à conquérir son indépendance. Quant à l'Autriche, dégagée de ses préoccupations italiennes et germaniques, concentrant ses forces à l'est de l'Europe, elle représente encore une puissance de 35 millions d'âmes qu'aucun intérêt ne sépare de la France.

» La coalition des trois cours du Nord brisée, la Baltique et la Méditerranée sillonnées par des marines secondaires favorables à la liberté des mers, l'Europe transformée n'offre que des garanties à la France et à la paix du monde. En résumé, du point de vue élevé d'où le gouvernement impérial considère les destinées de l'Europe, l'horizon lui paraît dégagé d'éventualités menaçantes. Des problèmes redoutables, qui devaient être résolus parce qu'on ne les supprime pas, pesaient sur les destinées des peuples; ils auraient pu s'imposer dans des temps plus difficiles; ils ont reçu leur solution naturelle sans de trop violentes secousses et sans le concours dangereux des passions révolutionnaires.

» Une paix qui reposera sur de pareilles bases sera une paix durable. »

Cette circulaire, qui n'était autre chose que la théorie du laisser-faire et du laisser-parler érigée en dogme politique, fut généralement bien accueillie par l'opinion, désireuse avant tout du maintien de la paix; elle se terminait cependant par l'annonce de la formation prochaine d'une commission chargée de rechercher ce qu'il y aurait à faire pour mettre nos forces nationales en situation d'assurer la défense de notre territoire et le maintien de notre influence politique. Cette commission se composait de MM. Rouher, Vaillant, Achille Fould, Randon, Chasseloup-Laubat, Vuitry, Baraguay-d'Hilliers, Canrobert, Regnault de Saint-Jean-d'Angély, Mac-Mahon, Niel, Forey, comte de Palikao, Fleury, Allard, Bourbaki, Lebœuf, Frossard, Trochu, Lebrun, Darrican, Pagès, intendant

militaire de la garde impériale, secrétaire, avec voix consultative.

Un ministre intérimaire ne se serait pas permis autrefois de prendre la moindre mesure qui pût engager la responsabilité du collègue qu'il remplaçait provisoirement. Il eût paru étrange que le ministre des affaires étrangères chargé de l'intérim du ministère de l'intérieur adressât une circulaire politique importante aux préfets. La surprise fut donc grande en voyant le ministre de l'intérieur enlever à M. de Moustier le soin d'expliquer lui-même une politique qu'il était chargé d'appliquer. Les journeaux officiels n'en couvrirent pas moins de fleurs la circulaire et son auteur. Le ministre, dit la *Patrie*, a « parlé le » langage qui convient à la grandeur de la France, » à la loyauté de sa politique, aux principes de civilisation qu'elle représente, au but élevé qu'elle doit » poursuivre ». Le *Constitutionnel* admira la circulaire comme « l'exposé complet d'une politique qui, » tout en respectant ce qu'il y a de noble et de glorieux dans le passé, comprend et devance l'avenir, » et qui a toujours sacrifié les vieux ressentiments et » les petits calculs aux intérêts de la justice et de la » civilisation. Elle fait admirablement connaître les » vues larges et patriotiques dont s'inspire le gouvernement impérial et auxquelles notre pays doit la » grande position qu'il occupe dans ce monde. »

L'optimisme de M. de la Valette ne fut pas cependant sans causer quelque surprise aux personnes habituées à réfléchir. Quoi ! des remaniements territoriaux changeant toutes les conditions de l'équilibre

européen s'accomplissent sans la participation de la France, de l'Angleterre et de la Russie, et la circulaire présente ces remaniements comme définitifs? La simple annexion de la Toscane au Piémont avait été pour Napoléon III une raison suffisante pour demander Nice et la Savoie à l'Italie, et il laisse une partie de l'Allemagne passer dans les mains de la Prusse sans demander ni garantie ni compensation; il impose à l'Italie la théorie des frontières naturelles, et il ne l'applique pas à la Prusse, bien plus forte aujourd'hui que l'Italie en 1860! Comment expliquer ensuite l'énorme contradiction entre les lettres du 41 juin à M. Drouyn de Lhuys et la circulaire de M. de la Valette. l'une demandant pour l'Autriche le maintien de sa grande position en Allemagne; l'autre, constatant avec satisfaction que l'Autriche n'existe plus comme puissance allemande; la lettre de l'Empereur déclarait que « nous pourrions songer à l'extension de nos frontières si la carte de l'Europe venait à être modifiée au profit exclusif d'une puissance » et la circulaire déclare que la France ne demande aucun agrandissement au moment où la carte de l'Europe est profondément modifiée au profit de la Prusse. La satisfaction de la France est immense, selon la circulaire, en voyant les traités de 1815 détruits. Il en reste cependant la partie la plus humiliante, le traité du 20 novembre 1815 annulant ou affaiblissant nos défenses naturelles ou artificielles de la Meuse au Rhin, des Vosges et des Ardennes. « L'horizon est dégagé d'éventualités menaçantes », dit la circulaire; et en même temps elle

proclame la nécessité « pour la défense de notre territoire de perfectionner sans délai notre organisation militaire », la politique actuelle et les alliances qui doivent en résulter ont pour but principal « d'enlever à la Révolution le prestige du patronage dont elle prétend couvrir la cause de la liberté des peuples » ; ne peut-on craindre au contraire que la politique du gouvernement impérial ne l'augmente !

Comment ne pas remarquer en outre que le nom de l'Angleterre n'était pas prononcé dans la circulaire ? M. de la Valette avait-il voulu consacrer la doctrine si souvent professée par l'Angleterre elle-même, qu'elle n'était nullement intéressée dans les affaires politiques du continent ? La presse anglaise en tout cas ne témoigna nul mécontentement de ce silence ; quant à la presse allemande, elle ne pouvait ressentir, qu'une satisfaction sans mélange : le 14 juillet, après le vote de la Diète, tous les regards en Allemagne s'étaient tournés du côté de Napoléon III. Son intervention dans les affaires de l'Allemagne planait comme une menace sur le présent et sur l'avenir. L'opinion commença pourtant à se rassurer un peu en voyant M. de Bismarck, comme si un engagement avec le gouvernement impérial l'y eût autorisé, dégarnir la frontière du Rhin. La lettre de Napoléon III à M. Drouyn de Lhuys et le discours d'Auxerre avaient confirmé plutôt que démenti cette impression ; l'Allemagne n'était pas cependant sans ressentir encore de vagues inquiétudes. La circulaire de M. de la Valette la rassura complètement.

Les événements qui venaient de s'accomplir à l'extérieur semblaient de nature à déterminer le gouvernement impérial à suivre une politique plus libérale à l'intérieur; loin de là, il parut animé d'un besoin plus pressant d'imposer silence aux manifestations les plus innocentes de la pensée publique. L'Académie Stanislas de Nancy se proposait de tenir le 20 juillet une réunion solennelle pour célébrer le centième anniversaire de l'union de la Lorraine à la France. Deux membres de l'Académie française furent invités à cette fête nationale et littéraire. L'Académie Stanislas reçut tout à coup du préfet l'invitation de renoncer à une manifestation patriotique dangereuse aux yeux du pouvoir.

Le chef de l'État, malade et attristé par les événements qui venaient de porter un coup si sensible à son amour-propre et à sa puissance, s'était rendu, dans les derniers jours du mois de juillet à Vichy. Mgr de Dreux-Brézé, évêque de Moulins, y accourut de sa ville épiscopale pour lui rappeler les intérêts du pouvoir temporel : « Ces pierres », dit-il, en recevant l'Empereur sur le seuil de la nouvelle église, bâtie aux frais de la liste civile, « rassemblées ici » à l'honneur de Dieu par votre munificence, re-
» portent nos pensées plus loin. A la vue des com-
» plications pour lesquelles votre médiation est
» invoquée, nous songeons à la pierre principale,
» fondement de la société chrétienne que votre
» main a eu l'honneur de ramener au lieu choisi
» par la Providence, et où cette même main
» saura la maintenir. » L'Empereur répondit à

Mgr de Dreux-Brézé qu'il était toujours empressé de venir aux pieds des autels demander à Dieu les inspirations capables de le guider pour assurer le bien de la religion et les grands intérêts que la Providence a mis entre ses mains. Le maire de Vichy, à son tour, remercia Napoléon III de la transformation que lui devait cette petite ville. « Ce qui prouve assez mon affection pour Vichy, c'est que j'abandonne la politique pour me trouver au milieu de vous. » La réponse était fort aimable, mais l'Empereur aurait-il abandonné la politique par pure affection pour les habitants de Vichy, s'il n'eût attendu quelque effet salutaire pour sa santé des sources bienfaisantes dont la nature a enrichi leur ville?

L'élection de la 2^e circonscription du département de Maine-et-Loire, la création de la *Caisse des invalides du travail* défrayèrent la polémique des journaux pendant les mois de grande chaleur. Le parti légitimiste, qui appuyait fortement la candidature de M. de Falloux, se croyait sûr de la victoire, surtout avec le concours du clergé et de quelques membres du parti libéral, parmi lesquels figurait M. Thiers. Il fut cependant battu. Une forte majorité se prononça pour le candidat du gouvernement. M. Jules Favre, dans la séance du Corps législatif du 29 juin dernier, avait rappelé au ministre d'État certaines promesses sur des mesures à prendre en faveur des ouvriers infirmes et mutilés. M. Rouher lui répondit : « Vous n'attendrez pas longtemps leur exécution. » Le *Moniteur* du 1^{er} août publia en effet

une lettre de l'Empereur au ministre d'État sur la création de la *Caisse des invalides du travail*. On s'était beaucoup moqué, en 1848, de l'idée d'instituer un *hôtel des Invalides civils*. L'Empereur reprenait cette idée et l'exploitait à son profit. Il pria M. Rouher de s'entendre avec le ministre de l'intérieur et des travaux publics, afin de dresser conjointement avec le Conseil d'État les bases d'un décret pour fonder une caisse d'assurance subventionnée et administrée par le gouvernement, qui prendrait le nom de *Caisse des invalides du travail*, destinée à venir en aide aux ouvriers des villes et des campagnes qui, après s'être assurés, auraient été atteints dans leurs travaux de blessures entraînant une incapacité de travail, et aux veuves de ceux qui, placés dans les mêmes conditions, auraient perdu la vie.

Une note du *Moniteur* annonça tout à coup, le 10 août, l'arrivée de l'Empereur à Saint-Cloud. Les médecins, dit le journal officiel, lui ont ordonné d'interrompre le traitement qu'il suivait à Vichy; mais l'opinion publique attribua son brusque retour à une autre cause : le gouvernement impérial, surpris par les succès de la Prusse, préoccupé de l'agrandissement subit et démesuré de cette puissance, faisait, disait-on, des réserves et des propositions repoussées par M. de Bismarck. La redoutable question des frontières du Rhin allait-elle se poser? Le *Constitutionnel*, en redoublant d'efforts pour rassurer l'opinion publique et pour l'empêcher « de s'égarer sur des sujets aussi graves », la confirmait dans ses appréhensions. « Il peut se faire,

» disait-il, que la France ait droit à des compensa-
» tions; mais croire à un programme déjà formulé
» et au rejet de ce programme, c'est méconnaître le
» caractère ordinaire des démarches diplomatiques. »
On faisait donc des « démarches diplomatiques ». En quoi consistaient-elles, que demandait-on à la Prusse? Il était difficile de ne pas s'adresser cette question, il était encore plus difficile d'y répondre. M. Drouyn de Lhuys, comme on l'a vu, se serait contenté de l'érection des provinces du Rhin en État neutre; M. Rouher aurait accepté Landau et Sarrelouis, en attendant de pouvoir prendre le reste; l'Impératrice voulait tout ou rien. Napoléon III commença par demander la cession du Palatinat et de la Hesse rhénane; M. de Bismarck répondit qu'une telle prétention c'était la guerre. L'Impératrice, alors, poussa son mari à demander à la Prusse de consentir à l'annexion du Luxembourg, en promettant de ne pas s'opposer plus tard à l'annexion de la Belgique, et même d'aider la France dans cette annexion. Les impérialistes doutaient si peu de l'acquiescement de la Prusse aux demandes du gouvernement qu'ils annonçaient déjà que le 15 août ne s'écoulerait pas sans que le *Moniteur* ne révélât à la France le nombre et l'étendue des compensations territoriales obtenues par l'empereur.

Une visite inattendue vint fort désagréablement rappeler à Napoléon III une affaire qui avait exercé une grande et désastreuse influence sur les événements passés, et dont le poids ne pesait encore que trop lourdement sur la situation présente. L'impéra-

trice Charlotte avait quitté Mexico le 8 juillet. Le bruit de son arrivée circulait à Paris avec assez de persistance dès les premiers jours du mois d'août pour que le général Almonte, alors en mission auprès du gouvernement impérial, se crût obligé de se rendre à Saint-Nazaire. L'impératrice y arriva en effet avec le premier paquebot ; elle accueillit le représentant diplomatique de son mari avec une certaine froideur, produit de l'irritation nerveuse occasionnée par une longue traversée, pendant laquelle un changement s'était accompli dans ses habitudes ; à de fréquentes somnolences succédaient des réveils brusques et impétueux, suivis d'une agitation vague et permanente. L'impératrice Charlotte, à peine arrivée, fit connaître à l'Empereur son débarquement sur le sol français. Napoléon III, alors à Saint-Cloud, lui répondit immédiatement que son état de maladie l'empêcherait d'aller la recevoir, mais qu'il espérait la voir à son retour de Bruxelles. Or, la dépêche de l'impératrice ne parlant nullement d'un voyage dans cette ville, l'impératrice Charlotte vit dans ces mots un prétexte pour colorer le refus de la recevoir ; elle fit partir immédiatement une personne de sa suite chargée de s'assurer si elle ne se trompait pas dans ses prévisions, et elle passa la nuit dans une fiévreuse impatience. Informée le lendemain par une dépêche que Napoléon III était réellement indisposé, elle se mit immédiatement en route pour Paris. La cour avait été informée de son départ, cependant elle ne trouva personne pour la recevoir à son arrivée ; profondément humiliée par cette négligence, elle se ren-

dit en fiacre au Grand-Hôtel. Ce manque de convenance à son égard n'était dû, à ce qu'on a prétendu plus tard, qu'à un hasard fâcheux. Les trains de Nantes arrivent dans deux gares différentes ; l'aide de camp envoyé par Napoléon III se rendit justement à celle où l'impératrice ne devait pas débarquer. C'est du moins ce que l'empereur lui fit dire ; elle accepta cette excuse sans y croire.

L'impératrice Eugénie se rendit le surlendemain au Grand-Hôtel. Aucune question politique ne fut traitée dans cette entrevue entre elle et l'impératrice Charlotte, qui s'empressa de lui rendre à Saint-Cloud sa visite ; mais c'était surtout l'Empereur qu'elle voulait voir, et Napoléon III, prétextant toujours sa maladie, ne pouvait, disait-on, par ordre des médecins, recevoir personne. L'impératrice du Mexique n'avait pas affronté les fatigues de ce grand voyage pour manquer une entrevue d'où dépendait son avenir et celui de son mari ; elle insista pour être admise auprès de l'Empereur en mêlant à ses instances des récriminations et des menaces qui forcèrent l'entrée du cabinet de Napoléon III ; elle put enfin lui remettre un mémoire qui lui avait été confié par son mari. L'Empereur promit de lui donner une réponse le 24. Lorsque Charlotte revint à Saint-Cloud, le mémoire de Maximilien était sur la table de l'Empereur, qui le prit et le lui remit sans rien ajouter. L'impératrice lui demanda impétueusement quelle résolution il comptait prendre à l'égard du Mexique. Elle était en présence d'un interlocuteur qu'il n'était pas toujours facile de faire parler, mais

le silence seul était une réponse. L'impératrice recourut aux larmes et aux prières; n'obtenant rien, elle somma Napoléon III de tenir ses engagements d'honneur avec son mari. Napoléon III en effet, pour décider Maximilien à accepter la couronne, lui avait écrit en 1864 deux lettres qui contenaient la promesse de ne pas abandonner le futur empereur jusqu'à l'achèvement de son œuvre. L'impératrice, qui en avait les copies, obligea en quelque sorte Napoléon III à les lire; celui-ci les parcourut d'un œil distrait et les rendit à Charlotte en disant : « J'ai » fait pour votre mari tout ce que je pouvais faire, je » n'irai pas plus loin. » La jeune femme, se levant pâle d'indignation, lui lança ces mots en partant : « J'ai ce que je mérite; la petite-fille de Louis-Phi- » lippe d'Orléans n'aurait pas dû confier son avenir » à un Bonaparte ! »


Le lendemain de cette entrevue, on lut la note suivante dans le *Moniteur* :

« L'impératrice du Mexique ayant, à la suite d'un entretien avec l'empereur Napoléon, jugé opportun d'envoyer un courrier à Mexico, a résolu, en attendant le retour, d'aller séjourner au château de Miramar. »

L'impératrice Charlotte comprit qu'on voulait hâter son départ; mais elle resta encore deux jours à Paris, montrant à tous ses amis une profonde irritation de l'accueil qu'elle avait reçu à Saint-Cloud, et en même temps un ferme espoir de réussir dans la seconde partie de la mission qu'elle était venue remplir en Europe, et qui consistait à obtenir enfin du

pape un traité pour régler la question capitale des biens ecclésiastiques. L'impératrice avait donc hâte de se rendre à Rome, où l'attendait une seconde et plus cruelle déception. Pie IX eut le courage de résister aux supplications de cette jeune femme qui se traînait à ses genoux. Le désespoir arracha, dit-on, à l'infortunée princesse, dans sa dernière entrevue avec le pape, les premières marques de l'affreuse maladie qui allait s'emparer d'elle. On avait seulement remarqué, pendant son séjour à Paris, qu'elle passa les deux dernières nuits, dans sa chambre au Grand-Hôtel, sans se coucher, sans dormir, en se promenant, comme absorbée dans une idée fixe.

Quelques jours après le départ de l'impératrice Charlotte, eut lieu, le 1^{er} septembre, l'échange des ratifications du traité entre la France et l'Autriche pour régulariser la cession de la Vénétie. La remise des forteresses et du territoire lombardo-vénitien devait être effectuée par un commissaire autrichien aux mains d'un commissaire français, lequel s'entendrait avec les autorités vénitiennes pour leur transmettre ses droits de possession; les populations seraient appelées à prononcer elles-mêmes sur le sort de leur pays, car c'est, comme on le pense bien, sous cette réserve expresse que Napoléon III consentait à la réunion à l'Italie des provinces cédées par l'Autriche. Tout cela n'était plus qu'une question de forme. Les stipulations du traité s'accomplirent pour ainsi dire à huis-clos, entre un aide de camp de l'Empereur, le général Lebœuf, et les commissaires autrichiens.



Une question plus importante allait se poser : Le terme fixé par la convention du 15 septembre pour l'évacuation de Rome par les troupes françaises approchait. Le gouvernement impérial affecta de profiter de la prochaine expiration du délai pour rappeler solennellement ses engagements au gouvernement italien ; il l'amena en même temps à prendre à sa charge une portion de la dette pontificale. Le gouvernement impérial donna au saint-siège une marque encore plus directe de sa sollicitude, en lui permettant de former à Antibes une légion commandée par des officiers français, composée d'anciens militaires, et même de jeunes soldats faisant partie du contingent. Le ministre de la guerre écrivit au colonel de cette légion, le 21 septembre, en lui envoyant une épée : « Je veux que vous emportiez » une preuve de mon souvenir. La légion que vous » commandez est appelée à une haute mission ; les » éléments qui la composent sont dignes maintenant » d'avoir l'honneur de défendre la personne et l'autorité du Saint Père comme l'a fait la division d'occupation. » Le départ de la légion d'Antibes pour Rome eut lieu le 20 septembre avec le plus grand éclat. Le général d'Aurelles de Paladines, commandant la 8^e division militaire, lui adressa, la veille de son embarquement, une allocution religieuse :

« Soldats ! vous pouvez par votre valeur et par votre discipline égaler la renommée des légions romaines ; mais n'oubliez pas qu'il en est une qui s'est immortalisée par son héroïsme chrétien. C'est la légion thébaine. Puisse son souvenir vous guider et vous servir d'exemple partout et toujours ! »

Le parti clérical, malgré l'appui que le gouvernement impérial prêtait au saint-siège en maintenant à Rome une partie de l'armée française déguisée en légion d'Antibes, n'en montra pas moins un très-vif mécontentement de l'exécution de la convention du 15 septembre. L'épiscopat fit les plus grands efforts pour l'empêcher. L'évêque d'Orléans lança une nouvelle brochure, pleine des plus sinistres prédictions pour le moment où l'armée d'occupation quitterait Rome. Le Gouvernement impérial tint néanmoins ses engagements. Le départ de ses troupes eut lieu le 11 décembre et ne parut pas devoir d'abord entraîner les conséquences prévues par les évêques.

L'année 1866 touchait à sa fin, et aucun congrès socialiste n'avait encore eu lieu. La Société internationale s'était cependant fort préoccupée, dans ses séances de l'hiver dernier, aux Gravilliers, de la rédaction du programme d'un « congrès de travailleurs » dont la réunion avait été fixée à la fin d'août. Le moment venu, le programme était prêt, il ne s'agissait plus que de trouver de l'argent nécessaire pour envoyer des délégués à Genève ; une souscription ouverte parmi les sociétaires ne produisit aucun résultat ; les membres du bureau et onze sociétaires parvinrent cependant à quitter Paris.

Le conseil central de l'Internationale, à l'insu de la section de Paris, avait convoqué les étudiants français au Congrès des travailleurs. C'était une grande imprudence. Les ouvriers parisiens en débarquant se trouvèrent en présence de MM. Blanqui, Protot, Tridon, qui s'efforcèrent de transformer cette réu-

nion socialiste en un complot politique. Les Anglais, impatientés du bavardage des étudiants, imposèrent silence à Protot. Les séances n'en furent pas moins troublées par les plus orageuses récriminations. Les amis de Blanqui ne ménageaient pas les accusations de trahison aux ouvriers. Les Anglais, furieux de ces calomnies, menaçaient de se livrer à des voies de » fait : « Sans l'intervention de ceux qu'ils insultaient, » Protot et sa clique ne faisaient qu'un saut de la » salle du congrès dans les eaux du lac (1). »

Le congrès tint ses séances dans une vaste brasserie. « Point de lois sans devoirs », la devise brillait sur le drapeau qui flottait au-dessus de la tête du président M. Jung qui, parlant également bien l'allemand, l'anglais et le français, était plus apte que personne à diriger les débats. Les délégués lurent ensuite leurs rapports. Celui du conseil général constatait le crédit moral de l'Association et le petit nombre de ses membres. La section française des Graviilliers comptait 1200 adhérents, mais les plus anciens inscrits venaient de refuser de verser la cotisation annuelle.

Ces hommes, de langue et d'esprit différents, auraient eu besoin de plus d'un mois pour supprimer d'avance toute cause de malentendu entre eux, et la session ne devait durer qu'une semaine. La crise que l'on venait de traverser avait diminué le personnel des délégués ; on ne comptait que sept ou huit ouvriers anglais, trois ou quatre Allemands

(1) *L'Internationale*, par Fribourg.

et autant d'Italiens, et vingt-cinq ouvriers français dont sept formaient la délégation de l'atelier parisien et cinq celle de l'atelier lyonnais. Le groupe le plus nombreux se composait de Suisses. La première séance fut consacrée à la lecture d'un exposé de principes émané de la délégation parisienne, auquel s'étaient ralliés les ouvriers de Lyon après d'assez longues discussions. Il s'inspirait entièrement des idées du livre posthume de Proudhon, *De la capacité politique des classes ouvrières*, et il émanait du groupe d'ouvriers qui, au moment des élections de 1863, avait publié le *Manifeste des soixante*. La minorité de la commission parisienne formula également un manifeste qui fut lu dans la même séance.

La question de l'enseignement fut le point essentiel sur lequel la délégation parisienne se divisa. Fallait-il la résoudre dans le sens de la gratuité et de l'obligation, ou bien repousser, tout à la fois, le caractère obligatoire et l'intervention de l'État qui a pour résultat inévitable une atteinte aux droits de la famille ? C'était l'avis de la majorité proudhonienne qui se séparait du parti démocratique tout entier non par suite d'un désir moins vif de combattre l'ignorance, mais parce qu'elle croyait avoir trouvé pour la supprimer un moyen qui ne coûtait rien à la liberté et au budget de l'État ; ce moyen, c'était la mutualité, c'est-à-dire l'échange des produits et des services. La société tout entière comprenant l'utilité de cette réciprocité, et les enfants recevant jusqu'à dix-huit ans dans l'école-atelier l'enseignement pro-

fessionnel en même temps que l'enseignement scolaire, payeraient par les profits de l'un les frais de l'autre. Le système mutuelliste prêtait le flanc à de sérieuses objections : Jusqu'à quel point le travail de l'enfant pourrait-il subvenir aux dépenses de son instruction ? N'y avait-il pas là matière à illusions, et en attendant d'être fixé par des enquêtes, ne s'exposait-on pas à laisser des millions d'individus en proie à une ignorance mortelle à la liberté ? Repousser l'intervention de l'État, c'est fort bien ; mais la société mutualisée n'aura-t-elle pas elle-même son administration centrale, son gouvernement, son *État* chargé de réparer les injustices sociales et de faire, au nom de tous, les choses que l'individu, même avec le secours de l'association, ne pourra pas faire ?

Les auteurs du programme de la section de Paris s'étant refusés à y insérer une phrase en l'honneur de l'Empereur, la police défendit son entrée en France. Sans cette interdiction, l'Internationale, mieux connue, n'aurait peut-être pas été envahie par les fous et les méchants, et les idées mutuellistes, adoptées déjà par les correspondants de Lyon et de Rouen, par les Suisses et par la majorité des Anglais seraient devenues les principes fondamentaux de l'Association.

Les Français furent les seuls à formuler un programme. Les Anglais, peu accessibles aux idées générales, ne voyaient d'amélioration à leur sort que dans la généralisation des grèves soutenues dans chaque pays par la caisse de l'Association. La Belgique et l'Allemagne proprement dite n'eurent point de représentants à Genève.

Le clergé n'avait pas besoin de congrès pour attirer sur lui l'attention ; il profitait de toutes les occasions pour se produire sur la scène. Des inondations avaient désolé la France. Mgr Dupanloup, évêque d'Orléans, publia une *Lettre sur les malheurs et les signes du temps*, véritable acte d'accusation dirigé contre la démocratie et contre les libres penseurs : guerre, choléra, épizootie, inondations, tous les maux qui avaient affligé l'Europe dans ces derniers temps n'étaient que le châtimement des doctrines dont la démocratie empoisonne les esprits et les cœurs. Les jeunes gens du Congrès de Liège, les ouvriers du Congrès de Genève, les francs-maçons, les solidaires, les philosophes de toutes les écoles, Garibaldi, étaient de la part de l'évêque d'Orléans l'objet d'attaques peu dignes par leur violence d'un prêtre et d'un chrétien. Mgr Plantier, évêque de Nîmes, ne tarda pas à l'imiter et à lancer une lettre au clergé de son diocèse contre les réformateurs contemporains « qui appellent la servitude de l'Église avec des grincements de dents dont Satan leur père doit être heureux et presque jaloux ». Mgr Plantier demandait à Dieu, en finissant jusques à quand il entendait différer de venir au secours de l'Église.

Ces lettres menaçantes, il faut le dire, inquiétaient beaucoup moins le public que les bruits sur de prochains changements dans les institutions impériales, soumis, disait-on, en ce moment à l'examen et à la méditation des conseillers du gouvernement. Les illusions sur un revirement dans un sens libéral avaient fait place à des craintes d'un autre genre. La

persistance des journaux à demander que la clôture de la session prochaine eût lieu avant l'ouverture de l'Exposition, était considérée comme la preuve de la malveillance secrète du pouvoir pour le régime parlementaire; on annonçait même comme un fait certain la suppression de la discussion de l'Adresse. Le gouvernement sentant, dès le lendemain de Sadowa la nécessité de réorganiser l'armée avait, on se le rappelle, formé une haute commission, présidée par l'Empereur et chargée de préparer le plan d'une réforme des institutions militaires de la France. C'est au milieu des appréhensions causées par la menace d'une réaction imminente que le *Moniteur* du 12 décembre publia le résultat des travaux de cette commission : la France devait être en mesure de mettre sur pied une armée de 800 000 hommes et d'organiser une force sédentaire, capable d'assurer l'ordre à l'intérieur, et la défense des côtes et des places fortes. Ses forces militaires devaient donc désormais être divisées en trois catégories : une armée active de 400 000 hommes, une réserve de nombre égal, et une garde nationale mobile, à peu près de même force. Les jeunes gens de la classe, sauf les cas d'exemption, seraient répartis chaque année par un tirage au sort entre l'armée et la réserve; après un service de six ans, ils serviraient pendant trois ans encore dans la garde nationale mobile. La réserve formerait deux bans, le premier pouvant être appelé par un décret du ministre de la guerre, le second par un décret de l'Empereur. Ce projet, qui enlevait au Corps législatif le vote du contingent et qui mettait

600 000 hommes dans les mains du ministre de la guerre, fut si mal accueilli par l'opinion, que le gouvernement se vit contraint de faire déclarer par ses journaux officiels que l'étude préparatoire de la commission admettait toutes les modifications ultérieures.

Le rapport de M. Fould sur la situation financière n'était pas des plus encourageants. Ce document parlait de « mécomptes » dans les exercices de 1865 et 1866 et prévoyait de fortes augmentations de dépenses introduites dans les bilans de 1867 par le budget rectificatif. M. Fould espérait cependant obtenir l'équilibre budgétaire pour ces trois exercices par des annulations équivalentes de crédits et par l'accroissement des revenus directs. Quant au budget de 1868 qui allait être présenté au Corps législatif, le rapport ne pouvait fournir aucun renseignement positif avant de connaître les charges qu'entraînerait la réorganisation de l'armée, et il était impossible de les évaluer avant le début de la session de 1868. M. Fould n'en paraissait pas moins convaincu d'avance que, grâce à de simples excédants de recettes qui figurent toujours dans les prévisions budgétaires, on ferait face aisément, non seulement aux dépenses de la réorganisation militaire, mais encore à celles du dégrèvement des contribuables et l'augmentation de la dotation de l'instruction publique; il se flattait en outre de pouvoir donner une impulsion plus vigoureuse que jamais aux grands travaux publics.

L'année sur le point de finir n'avait été heureuse ni pour la France ni pour les autres nations, excepté

la Prusse ; les événements déjouant tous les calculs, toutes les prévisions, avaient détruit l'équilibre européen. Le comte de Chambord jugea le moment favorable pour faire connaître ses vues sur la situation dans une lettre adressée à M. de Saint-Priest. Retour au principe d'hérédité, restauration complète du pouvoir temporel du pape, le comte de Chambord ne voyait pas d'autres remèdes à « la profondeur du mal qui arrête chez nous la grandeur de nos destinées ». Ce manifeste ne pouvait pas exercer une bien grande influence sur les esprits. La France avait depuis longtemps perdu sa foi dans la légitimité ; les intérêts continuèrent à s'alarmer, et les regards se fixèrent plus que jamais sur tous les points de l'horizon où l'on apercevait des nuages menaçants, et par conséquent sur le Mexique.



CHAPITRE XIII

1866

FIN DE L'INTERVENTION FRANÇAISE AU MEXIQUE

SOMMAIRE. — Envoi du baron Saillhard à Mexico. — Mission secrète du général américain Shofield à Paris. — Engagements pris par Napoléon III avec les États-Unis. — Maximilien refuse de recevoir l'envoyé de Napoléon III. — Il se ravise. — Note du *Moniteur* annonçant l'évacuation complète du Mexique pour le printemps de 1867. — Situation politique et militaire du Mexique. — Bruit du rappel du maréchal Bazaine. — Maximilien fait un dernier effort auprès de Napoléon III pour obtenir une prolongation d'occupation. — Mission d'Almonte. — Elle échoue. — Maximilien veut abdiquer. — L'impératrice l'en empêche. — Elle part pour Paris et Rome. — Conspiration de palais pour forcer Maximilien à quitter le Mexique. — Sommations des États-Unis. — Nécessité de l'évacuation. — Illusions sur les moyens de l'opérer. — Détresse de Maximilien. — Il fait entrer MM. Osmont et Friant dans son ministère. — Protestation des États-Unis. — Le général Castelnau, aide de camp de l'Empereur, est envoyé au Mexique avec les pleins pouvoirs de Napoléon III. — Le père Fisher. — Maximilien se rapproche du parti clérical. — Départ de Maximilien pour Orizaba. — Incertitude des esprits. — Arrivée du général Castelnau. — Nouveau bruit du remplacement du maréchal Bazaine. — Opinion de l'armée sur son compte. — Situation morale de l'armée. — Mission de M. Campbell. — Miramon et Maximilien à la Jalapilla. — Maximilien s'allie au parti clérical. — Il entame des négociations avec le général Castelnau. — Ce dernier espère obtenir l'abdication de Maximilien. — Projet de traité à ce sujet. — Napoléon III cherche un candidat à la présidence de la République du Mexique. — Menées du maréchal Bazaine. — Maximilien refuse d'abdiquer. — Réunion d'Orizaba. — Proclamation de Maximilien aux Mexicains. — Il a une dernière entrevue avec le général Castelnau et M. Dano. — Révélations sur le maréchal Bazaine. — M. Dano propose de faire embarquer ce dernier pour la France. — Explication entre le maréchal Bazaine et le général Castelnau. — Maximilien à *la Teja*.

L'année 1866 s'ouvrit sous d'assez fâcheux auspices pour le Mexique. Le *Journal des Débats* et la *Revue des deux mondes*, qui jusqu'alors avaient gardé une certaine réserve sur tout ce qui touchait à cette question, s'élevèrent avec énergie contre la prolongation de l'intervention. L'Empereur était résolu d'y mettre un terme depuis l'arrivée à Paris du général Shofield, chargé par le gouvernement de Washington de lui déclarer qu'il n'accordait pas plus d'une année à l'évacuation. Le baron Saillard partit le 16 pour Mexico, avec la mission de faire part à Maximilien de cette nécessité. Napoléon III aurait souhaité qu'on lui laissât plus de temps pour se retirer, mais ses observations à ce sujet furent vaines; on savait à Washington « que, tout en désirant un délai plus long, il se conformerait cependant à celui qu'on lui fixerait ¹ ». Le gouvernement américain désirait « faciliter à Napoléon III les moyens de sortir du Mexique le plus déceunment possible, et l'aider à soutenir *cette imposture* qui consistait à prétendre que son armée ne rentrait en France que parce que l'Empire n'avait plus rien à craindre ² »; mais il fallait qu'il se hâtât.

L'Empereur annonça donc le départ des troupes du Mexique dans son discours d'ouverture de la session, le 22 janvier :

« Au Mexique, le gouvernement, fondé sur la volonté du peuple,

1. Paroles du général Shofield à M. José Teran, agent de Juarez à Paris, citées dans sa dépêche du 10 janvier 1866 à M. Lerdo de Tejada (Papiers de Maximilien).

2. *Ibid.*

se consolide. L'opposition vaincue et dispersée n'a plus de chef. Les troupes nationales ont déployé de la valeur, et le pays a trouvé des garanties d'ordre et de sécurité qui ont développé ses ressources et élevé son commerce avec la France seule, de vingt et un à soixante-dix millions.

» Comme j'ai exprimé l'année dernière l'espoir que notre expédition touchait à son terme, je suis en voie d'arriver à une entente avec l'empereur Maximilien pour fixer l'époque du rappel de nos troupes, de manière que leur retour soit effectué sans compromettre les intérêts français que nous avons défendus dans cette contrée lointaine. »

L'opposition n'était ni vaincue ni dispersée ; l'armée nationale ne formait qu'un ramassis de bandes sur lesquelles personne ne pouvait compter ; Napoléon III n'était nullement en voie d'arrangement avec Maximilien pour fixer le départ de ses troupes, puisque M. Saillard, parti le 16 pour Mexico, se trouvait encore fort loin de sa destination. Le retour du corps expéditionnaire était la seule vérité contenue dans ce paragraphe du discours impérial.

Le passage du discours de Napoléon III relatif aux affaires mexicaines, produisit sur l'esprit public à Mexico une impression singulière, si l'on s'en fie au rapport de quinzaine du chef de la police impériale.

« L'opinion générale aux États-Unis est que le départ de Votre Majesté sera la conséquence naturelle du départ des troupes françaises. Les journaux de ce pays disent que *pour sauver les apparences* on vous laissera exercer encore vos fonctions pendant quelque temps avec le consentement des États-Unis.

» Au Mexique, on est loin d'attribuer ce sens au discours ; on suppose que l'empereur Napoléon a dit tout le contraire de ce qu'il pensait, et que, s'il a l'apparence de reculer vis-à-vis des États-Unis dans la question mexicaine, c'est un piège qu'il leur tend ; et qu'il compte sur l'ignorance et sur l'orgueil de ce peuple pour s'y laisser prendre.

» Cette politique de la dynastie napoléonienne a, du reste, des précédents, et elle a toujours été mise en pratique par elle : accaparer le droit devant l'histoire, proposer des paix impossibles, agir alors, et user de la victoire pour faire prévaloir son idée quand même.

» On dit que Napoléon joue aujourd'hui ce rôle avec les Yankees, que leur orgueil les empêchera d'y croire, et que cette politique napoléonienne ne recevra pas de démenti au Mexique ¹. »

Tout le monde ne se faisait cependant pas la même idée que le chef de la police mexicaine de la profondeur de la politique napoléonienne et de l'ignorance des Yankees. Les partisans de Maximilien ne dissimulaient pas leurs craintes, et divers articles publiés par l'*Ère nouvelle*, journal officieux de l'intervention, ne firent que les augmenter. Cependant le maréchal Bazaine, ne se sentant pas encore en mesure de substituer un gouvernement à son gré, soit le sien, à celui de Maximilien, crut prudent d'atténuer l'effet de ces articles. L'*Ère nouvelle*, après avoir cité la phrase du discours de Napoléon III sur les mesures prises « afin que le retour des troupes s'effectue sans compromettre les intérêts français qu'elles sont allées défendre dans ces contrées lointaines », ajoutait :

« Or, ces intérêts dans quelle situation les laisserait notre départ? Il suffit de poser la question pour la résoudre ; et comme l'intérêt mexicain est sur ce point le même que l'intérêt français, il se trouvera, lui aussi, protégé et défendu jusqu'à l'heure où l'un et l'autre ne pourront plus être compromis par notre départ.

» Cela est bien clair. Les uns se sont trop hâtés de craindre, les autres de se réjouir. Ce que nous sommes venus faire ici sera fait, et, grâce au ciel, pas un mot n'est tombé des lèvres du souverain de la France qui autorise à en douter. »

1. *Documents officiels recueillis dans la secrétairerie privée de Maximilien*, par H. Lefèvre.

Si dans les sphères de l'intervention on se flattait que le départ des troupes françaises restait livré au bon plaisir du gouvernement impérial, le public en général ne se faisait pas de bien grandes illusions à ce sujet ; Maximilien d'ailleurs savait à quoi s'en tenir. Le baron Saillard était arrivé à Mexico porteur de deux lettres de M. Drouyn de Lhuys à M. Dano, dans lesquelles le ministre des affaires étrangères ordonnait à son représentant de s'entendre avec Maximilien et le maréchal pour rapatrier l'armée le plus promptement possible. M. Drouyn de Lhuys, dans sa première lettre ¹, constatait que « la cour de Mexico, malgré la droiture de ses intentions, se trouvait dans l'impossibilité reconnue de remplir désormais les conditions du traité de Miramar, et que l'Empereur avait pris la résolution de commencer l'évacuation dans les premiers jours de l'automne ». Le ministre s'expliquait plus nettement dans la seconde lettre destinée à rester secrète ; il déclarait à M. Dano que Napoléon III profiterait de l'impossibilité où se trouvait Maximilien de solder les troupes françaises pour rompre la convention du 10 avril 1864 dans l'intérêt même de Maximilien ; « le reproche le plus dangereux pour un gouvernement qui se fonde est celui de n'être soutenu que par des forces étrangères ». Cette maxime terminait la lettre.

L'arrivée du baron Saillard surprit cependant Maximilien ; emporté par un mouvement de colère en apprenant que cet envoyé venait pour le sommer en

1. En date du 14 janvier.

quelque sorte de faire connaître à l'empereur des Français l'époque à laquelle il pourrait se passer de l'appui du corps expéditionnaire, il resta pendant plusieurs jours sans consentir à le recevoir, et sans cesser de se livrer aux plus amères récriminations contre le revirement imprévu de son impérial allié ; il finit cependant par céder aux instances de l'impératrice : le baron Saillard obtint plusieurs audiences, mais sans parvenir à arracher à l'empereur la date de l'évacuation, et par conséquent de sa chute ; jugeant un plus long séjour au Mexique inutile, il revint à Paris. Le lendemain de son retour, le *Moniteur* annonça que les troupes françaises quitteraient le Mexique en trois détachements, et que l'armée entière aurait opéré son retour au printemps de l'année 1867.

A Mexico, les décrets succédaient aux décrets, sans qu'un seul fût exécuté : M. Langlais, conseiller d'Etat, envoyé au Mexique pour mettre un peu d'ordre dans les finances, ne pouvait pas faire que les recettes ne fussent inférieures aux dépenses. Il mourut d'ailleurs dans les premiers jours de février. L'incurie dans les travaux publics était telle, qu'on ne faisait rien pour préserver Mexico d'une inondation à peu près certaine au prochain hivernage. Maximilien, tombé dans une espèce de torpeur d'où sa femme essayait vainement de le tirer, abandonnait la direction des affaires. Les étrangers vendaient leurs propriétés, les commerçants se défaisaient à la hâte de leurs marchandises. Les indemnités dues aux Français, pour lesquelles l'expédition avait eu lieu, n'étaient pas plus réglées qu'il y a trois ans. La dette française ne fut garantie

que le 30 juillet suivant par la convention qui livrait aux agents de Napoléon III la moitié des revenus des douanes de Vera-Cruz et de Tampico à partir du 1^{er} décembre 1866, convention qui ne fut pas exécutée. Les fonctionnaires cherchaient à se prémunir contre les conséquences d'un changement de gouvernement inévitable à leurs yeux ; les uns trahissaient secrètement, les autres donnaient ouvertement leur démission, et il n'était pas facile de les remplacer. Le vide se faisait autour de l'empereur.

La situation militaire de l'Empire mexicain n'était pas plus brillante que sa situation politique. Le sac de la petite ville de Bagdad, par une troupe de nègres américains, avait produit la plus triste émotion à Mexico. Le maréchal Bazaine, en apprenant cette nouvelle, donna l'ordre au général Douay de partir pour le nord à la tête des forces disponibles. La difficulté de vivre en route, la nécessité de porter jusqu'à l'eau pour boire, forçaient les généraux à diviser leurs troupes en petites colonnes qui n'arrivaient pas toujours en complet effectif à leur destination. Un bataillon de la légion étrangère compta jusqu'à 86 déserteurs après six jours de séjour à Matamoras. Le corps de troupes du général Douay se composait de quatre bataillons de cette légion à 400 hommes, de trois escadrons, de 12 pièces d'artillerie et de 500 zéphyrs. C'est avec ces forces qu'il devait garder un pays plus grand que la France.

Les attaques dirigées contre Bagdad, Monterey et Matamoras, témoignaient aux yeux des populations du mauvais vouloir de l'intervention ou de son impuis-

sance à maintenir l'intégrité de l'Empire; aussi les habitants de la frontière du nord-est appelaient-ils ouvertement l'annexion aux États-Unis. Le pays du côté de Durango était presque entièrement au pouvoir des bandes. La mauvaise saison retardait l'entrée de l'armée française dans le Guerrero. Il était beaucoup question de succès remportés par le général mexicain Marquez, mais ces succès n'empêchaient pas les républicains de s'étendre dans le Michoacan et le maréchal Bazaine de concentrer ses troupes, quoiqu'il n'eût plus aucune raison de redouter l'invasion américaine et qu'il eût fait suspendre les travaux de défense de la vallée de Mexico.

Le sac de Bagdad avait montré l'impuissance de l'armée d'intervention à protéger la frontière. L'intérieur lui-même de l'Empire ne pouvait pas compter sur sa protection. Un immense convoi contenant des marchandises pour plusieurs millions, fut enlevé à l'escorte française dans l'État même de Tamaulipas, entre Tampico et San-Luis; la petite ville de Tlaxcala, à dix lieues au nord de Puebla, tomba entre les mains des républicains. De nombreux faits du même genre prouvaient chaque jour l'insuffisance numérique de l'armée d'intervention. L'armée mexicaine pouvait-elle lui apporter un renfort utile? Elle comptait dans ses rangs, en troupes nationales, 25 650 fantassins, cavaliers et artilleurs, avec 11 000 chevaux; en troupes étrangères, 1324 Belges, 6545 Autrichiens avec 1400 chevaux, soit un effectif militaire de 43 520 hommes et de 12 482 chevaux, sans compter un matériel d'artillerie considérable. Aucune cohésion

n'existait malheureusement dans cette armée. L'article 5 du traité de Miramar stipulait qu'en cas d'expéditions combinées de troupes françaises et mexicaines, le commandement supérieur de ces troupes appartiendrait au commandant français; mais les Belges et les Autrichiens n'étaient que des auxiliaires à la solde du Mexique, et les officiers mexicains refusaient d'obéir à grade égal aux officiers appartenant à ces nations.

La confiance que Maximilien avait d'abord témoignée au maréchal Bazaine n'existait plus depuis longtemps. L'empereur, à diverses reprises, avait même sollicité son rappel. Le général Wall, son aide de camp, s'était rendu en France l'année précédente avec la mission secrète de l'obtenir de Napoléon III; l'impératrice Charlotte allait bientôt renouveler cette demande avec plus d'insistance et sans plus de succès. Napoléon III commençait à concevoir des soupçons sur la netteté de la conduite du maréchal Bazaine; sans vouloir le rappeler, il lui avait plusieurs fois donné l'autorisation de revenir; les chimères ambitieuses caressées par lui et surtout par sa famille mexicaine l'empêchèrent d'en profiter, et le poussèrent à assumer la responsabilité d'une catastrophe inévitable, mais qui eût pu être atténuée.

Si dans ses rapports avec Maximilien le maréchal Bazaine suivit les conseils d'une ambition sans intelligence, s'il fit preuve d'entêtement, de hauteur et d'égoïsme, la conduite de Maximilien à l'égard du maréchal Bazaine ne fut le plus souvent qu'une suite de faiblesses et de contradictions; au moment où il

demande son rappel, il lui donne un palais avec le mobilier acheté par la municipalité pour le général Forey¹ ; le maréchal Bazaine refuse, mais la maréchale accepte, et le mari devient ainsi le locataire de la femme ; la municipalité paye ce loyer 60 000 francs par an régulièrement jusqu'au dernier jour de l'occupation. Quant au mobilier du palais, la maréchale le mit en vente avant son départ. Elle en tira 18 000 piastres (85 000 francs).

La réorganisation de l'armée était une des causes les plus fréquentes de mésintelligence entre l'empereur et le maréchal. Maximilien accusait ce dernier de mauvaise volonté à ce sujet. Le fait est que l'armée mexicaine, dans les premiers jours de février 1866, réclamait vainement sa paye ; la division Mejia vivait péniblement dans le nord, en consommant les faibles ressources de la localité, en faisant des emprunts forcés et en tirant sur Vera-Cruz des traites importantes. Les troupes de Quipoga manquaient de vivres ; il se voyait forcé d'exiger d'avance les contributions d'une année. Les troupes placées sous les ordres de Franco, dans le sud, ne pouvaient sortir de Oajaca, faute de fourrage pour les chevaux. Les troupes austro-belges avaient près d'un demi-million de piastres de dettes ; la garnison de Mexico réclamait deux mois de solde. Les troupes, pour ne pas mourir de faim, se changeaient en bandes de maraudeurs. Le maréchal Bazaine répondait à ces plaintes que les perpé-

1. Le palais a été vendu par le gouvernement de Juarez au profit du Trésor public.

tuelles modifications dans l'organisation du ministère de la guerre et du cabinet militaire de l'empereur, et les conflits qui en étaient la suite, portaient le désordre à son comble. La *Lera*, presse militaire, quoique abolie officiellement, s'exerçait toujours d'ailleurs et ne fournissait aux régiments que des Indiens pris de force ou des gens sans aveu, souvent tirés des prisons publiques. Ces misérables, mêlés dans les rangs à des volontaires honnêtes, n'y apportaient que le vol et l'insubordination.

La brigade austro-belge représentait les derniers éléments européens de l'armée mexicaine; elle coûtait presque le double de la légion étrangère; mais sa dissolution eût entraîné la débandade de l'armée mexicaine, le Trésor français se chargea de la payer. Il fut question de fondre ces deux corps en une seule division sous un général français. Maximilien soumit l'affaire à une commission qui ne décida rien, et le général de Thun quitta le commandement de l'armée mexicaine, qui l'emmenait, pour prendre celui du contingent étranger.

Maximilien, à la veille du départ des Français, ne pouvait pas cependant rester sans une force militaire. Il provoqua des conférences auxquelles il assista, ainsi que le maréchal Bazaine, le ministre de la guerre, l'intendant Friant et le général Uraga. Le maréchal Bazaine, non content de développer des plans qui n'offraient rien de pratique dans les circonstances présentes, en changeait à chaque instant, selon qu'il croyait utile ou dangereux pour ses vues personnelles de soutenir Maximilien. Il s'en tint enfin

à la formation de neuf bataillons de *cazadores* (chasseurs), avec des cadres français, et comptant un nombre égal de Français et de Mexicains, système dangereux qui plaçait dans les mêmes rangs des gens de race diverse, animés les uns contre les autres de sentiments de mépris et de haine, incapables de comprendre la fraternité du drapeau et la honte d'une trahison.

Les *cazadores* ne furent organisés que vers le milieu de l'année 1866, dont les débuts, assurait-on, avaient été marqués par un grand succès obtenu par le général impérialiste Mendez; le chef de partisans républicains qu'on disait anéanti par lui reparut le mois suivant à la tête de forces plus considérables. Il en était de même partout. Le général Douay, à la fin de l'année précédente, ne croyait-il pas avoir détruit toutes les bandes du Michoagan? l'ennemi y rentra tout de suite après son départ. Les attaques devenaient fréquentes, même sur la route de la capitale à Vera-Cruz; l'obscurité des victimes empêchait de les signaler, mais il fallut bien convenir que l'ambassade belge chargée de porter à l'impératrice Charlotte la nouvelle de la mort de son père avait été dévalisée à dix lieues de Mexico. La destruction de trois compagnies de la légion étrangère et de la garde civile de Perras fut un échec plus grave. Le commandant de Briat, apprenant la présence à San-Nobel d'un corps juariste, partit dans la nuit avec trois compagnies de la légion étrangère, 250 Mexicains et un obusier. Arrivé devant l'ennemi à la pointe du jour, il l'attaqua tout de suite, mais il fut écrasé. Un sol-

dat français, ordonnance de l'adjudant-major, et un cavalier mexicain purent seuls s'échapper. Le général Donay se mit à la poursuite de cette troupe, mais elle s'évanouit dans le désert. La prise et le pillage d'Hermosillo vinrent, un mois plus tard, terrifier les habitants de Mexico. Les impériaux reprirent la ville, mais le mal était fait.

Le découragement et le manque de foi dans la durée de l'empire grandissent à ce point qu'on ne trouve pas des volontaires en nombre suffisant pour combler les vides dans la légion étrangère et dans la légion belge qui doivent rester au Mexique après l'évacuation. Dans le courant du mois de mai, deux bataillons et 600 chevaux mexicains de Meja et 400 Autrichiens, qui escortent le convoi de Matamoros composé de 200 voitures de marchandises, sont surpris par les républicains. L'infanterie mexicaine tourne casaque dès le début de l'action, la cavalerie la suit; les Autrichiens se conduisent en braves, mais les deux bataillons de Meja font feu sur eux, et en une heure leur destruction est complète. La colonne sortie de Monterey avec une *conducta* de 500 000 piastres, en apprenant le sort du convoi, revient d'autant plus vite sur ses pas que déjà une centaine de soldats de l'escorte appartenant à la légion étrangère désertent en apercevant la frontière américaine. Les républicains, après leur succès, se portent sur Matamoros et s'emparent de cette ville, un des principaux ports de l'empire qui va désormais fournir à l'ennemi une base d'opérations et une communication aisée avec les Américains du Sud. La

côte de Matamoros à Vera-Cruz se soulève; Tampico est menacé en même temps.

Des lettres adressées de Paris à Mexico à des officiers de l'armée française attachés à la personne de l'empereur, parlaient du rappel du maréchal Bazaine; cette nouvelle fut accueillie avec incrédulité. Le maréchal Bazaine comptait encore dans l'armée quelques partisans, et l'on sentait d'ailleurs que la difficulté de le remplacer dans les circonstances actuelles le mettait à l'abri d'une disgrâce. La citation suivante empruntée à une lettre d'un officier supérieur, prouve combien il devenait difficile de se rendre compte de son plan de campagne :

« Je voudrais bien savoir ce que nous faisons dans ce trou de Patzenaros (occupé par un régiment de zouaves et deux escadrons de hussards). On nous dit que notre présence a une influence morale sur le pays. Je voudrais le croire, mais cependant je ne puis oublier que nous avons eu un homme enlevé dernièrement, qu'une bande de 400 chevaux est à dix lieues de nous à peine, et que, pas plus tard que ce matin, un convoi de bœufs a été pillé à moins d'un kilomètre de la ville. Je ne sache pas que tous ces faits indiquent une grande influence morale de notre part sur le pays. En peut-il être autrement, du reste, lorsque les ordres de Mexico sont de ne faire aucun mouvement sans qu'il soit ordonné, et surtout de ne point se diviser en petites colonnes, seul moyen d'en fuir avec les guérillas. On a vraiment l'air de favoriser ces gens-là.

» Je veux bien qu'on soit économe de sang français et qu'on mette en avant les Mexicains qui, en somme, travaillent pour eux; mais lorsqu'il est reconnu que ces derniers ne sont pas de force à lutter, désertent, ou n'osent pas tenir la campagne, il semble que ce serait le moment de faire avancer les pantalons rouges, qu'on prodigue parfois et que, d'autres fois, on soigne comme des convalescents. Il y a dans tout cela une confusion d'idées que je ne puis m'expliquer et qui donne lieu aux plus singulières interprétations. Je ne juge, du reste, que mon coin: car, à part des bruits qui nous arrivent de loin en loin, je ne sais pas plus ce qui se passe à cinquante lieues d'ici que dans le département de la Nièvre. Ce que je puis affirmer, c'est que

depuis deux mois que nous sommes en expéditions, nous faisons de la mauvaise besogne. Voilà soixante-dix jours que nous courons, puis que nous nous arrêtons, tout cela sur des ordres de Mexico qui mettent de quatre à six jours pour nous arriver. Or, le pays n'est pas plus pacifié qu'à notre départ, et tout cela par la faute du maréchal, qui veut toujours commander à 150 lieues de distance, et qui veut que les Mexicains et le général Méndez qu'il a inventés se battent : ces malheureux ne veulent pas, c'est connu ; pourquoi s'obstiner ainsi ? Vraiment, c'est écœurant de voir les bêtises que nous faisons ici et la singulière position que nous y avons ¹.

L'empereur Maximilien, au milieu de tout cela, ne parlait plus de faire payer cher à Napoléon III sa perfidie ; revenu à des idées plus calmes, et résolu à faire une tentative à Paris pour modifier certains articles du projet de traité apporté par M. Saillard, il confia cette mission au général Almonte, auquel M. Drouyn de Lhuys déclara qu'il fallait en passer par l'ultimatum Saillard, et que M. Dano venait de recevoir l'ordre d'annoncer à Maximilien que s'il refusait de l'accepter, le gouvernement impérial « se » considérerait comme libéré de tout engagement, et « prescrirait au maréchal Bazaine de procéder avec » toute la diligence possible au rapatriement de l'armée, en ne tenant compte que des convenances » militaires et des considérations techniques dont il » serait le seul juge ».

Maximilien reçut cette nouvelle comme un coup de foudre. « Je suis joué ! » s'écria-t-il, « il y avait une » convention formelle entre Napoléon III et moi, » sans laquelle je n'aurais pas accepté le trône, qui

1. Lettres de M. d'Espéuilles adressées à M. Franceschini Pietri (Papiers des Tuileries).

» me garantissait le secours des troupes françaises » jusqu'à la fin de l'année 1868 ¹ ». Il voulut abdiquer le 7 juillet, jour de sa fête; l'impératrice lui arracha la plume des mains. Elle avait pris la résolution de tenter un dernier effort auprès de Napoléon III et de Pie IX, pour obtenir de l'un la continuation de l'occupation, et de l'autre un concordat. Le journal officiel de Mexico annonça le 8 juillet son départ pour l'Europe, où elle allait, disait-il, régler diverses questions internationales. Le Trésor était si épuisé qu'il fallut prendre à la caisse des eaux, qui contient les impôts prélevés pour les travaux destinés à préserver Mexico des inondations, 30 000 piastres pour les frais de son voyage. Le port de Vera-Cruz ne possédait même pas une embarcation pour la conduire au paquebot qui chauffait à quelque distance du môle; elle attendait sur le rivage, fébrile, impatiente, lorsqu'un canot français se présenta pour la recevoir; elle refusa d'y entrer et se fit conduire à bord dans une barque de pêcheur.

L'impératrice à peine partie. Maximilien eut vent d'un complot tramé dans l'intérieur même du palais pour l'obliger sinon à quitter le Mexique, du moins à donner le pouvoir au parti clérical. Santa-Anna, l'âme du complot, n'était pas au Mexique; l'empereur dut se contenter de faire arrêter le président du conseil, plusieurs ministres, des généraux, des prélats, des personnes appartenant à tous les rangs de la so-

1. *L'empereur Maximilien, son élévation et sa chute*, par le comte Émile de Kératry.

ciété. Il fallait après cela former une nouvelle administration. Maximilien, forcé de recourir aux Français, nomma le général Osmont ministre de la guerre, et l'intendant Friant ministre des finances.

La nouvelle du complot, de l'arrestation des conjurés, de la nomination des deux nouveaux ministres, et de l'acceptation de la nouvelle convention dite du 30 juillet, parvinrent en même temps à Paris; le gouvernement mexicain, par cette convention, déléguait au gouvernement français la moitié des recettes de toutes les douanes maritimes de l'Empire provenant de certains droits spécifiés au traité, à l'exception des douanes du Pacifique déjà engagées pour les trois quarts, et dont un quart seul reviendrait au gouvernement français. La perception de ces droits devait s'effectuer dans les ports de Tampico et de Vera-Cruz.

Les symptômes d'une dissolution prochaine de l'Empire ne firent que s'accroître après l'embarquement de l'impératrice. « Tâchons de nous en aller avant que la maison nous tombe sur le dos; car la faire tenir il n'y faut pas songer (1); » c'est le cri général parmi les officiers de l'armée française dès le mois de juin.

La gravité des événements sur le point de surgir en Europe redoublait encore l'impatience de l'armée à quitter le Mexique. Les dépêches des États-Unis annonçaient l'ouverture des hostilités entre la Prusse,

(1) Lettres de M. d'Espeuilles adressées à M. Franceschini Pietri (Papiers des Tuileries).

l'Italie et l'Autriche. « Nous tendons tous l'oreille du » côté de l'Allemagne pour voir si l'on n'entend pas le » canon, » écrit un officier à un de ses amis. « Quoi- » que tu me dises que nous resterons neutres, c'est » dur de se tenir si loin du Rhin. Chacun ici vou- » draît faire sa malle, et aller voir un peu ce qui se » passe du côté de Baden-Baden.... Ça m'a fait du » bien de lire le discours de l'Empereur à Auxerre, » et j'ai senti un vieil élan chauvin. Le petit Thiers est » touché en plein : quel dommage de voir un si grand » talent au service d'un si petit patriotisme (1)! »

Le mois d'août fut marqué par la chute de Tampico; les républicains, maîtres de ses recettes de douanes, détournèrent à leur profit une des dernières sources pouvant encore alimenter un peu le trésor impérial. La prise d'Alvarado les rendit bientôt presque entièrement maîtres dans le sud-est des Terres chaudes et de la route de Vera-Cruz à Mexico. Ils gagnaient du terrain dans les autres États. L'armée mexicaine fondait à vue d'œil et passait en détail à l'ennemi. La fameuse contre-guérilla était elle-même en pleine dissolution, « tous ces hommes » qui touchent des soldes extraordinaires ne veulent » plus se donner le moindre mal. Depuis deux ans, l'in- » fanterie n'a pas tiré un coup de fusil, et les deux » dernières affaires de cavalerie engagées mal à » propos sont deux échecs où son moral a été dé- » truit (2). »

(1) Lettres de M. d'Espeuilles à M. F. Pietri (Papiers des Tuileries).

(2) Lettre de M. de Galliffet (Papiers des Tuileries).

Maximilien perd Oajaca occupé par 150 Autrichiens et par un bataillon de *cazadores*. Les Mexicains, au lieu de tirer sur l'ennemi, font feu sur les Français. Ceux qui ne trahissent pas sur le champ de bataille, s'enfuient après avoir touché leur prime d'engagement. La ligne de retraite de l'armée d'intervention est en partie découverte dans le sud-est. L'insurrection se fortifie et s'organise, elle s'approche de la vallée de Mexico.

Napoléon III avait certainement le droit de modifier l'effectif de son armée au Mexique; mais pouvait-il ainsi brusquer l'évacuation et exiger l'exécution du traité de Miramar par le gouvernement impérial du Mexique sans l'exécuter lui-même? Non, sans doute; mais Napoléon n'était pas maître d'agir autrement en présence des sommations de plus en plus pressantes des États-Unis. M. Seward avait fait remettre, le 6 décembre de l'année précédente, au cabinet des Tuileries une note dans laquelle il exprimait la ferme résolution de ne tolérer aucune intervention européenne sur le continent américain. M. Drouyn de Lhuys répondit à cette note que le gouvernement impérial « était disposé à hâter autant que possible le retour de ses troupes du Mexique ». Cette réponse n'avait pas entièrement satisfait le gouvernement des États-Unis. Ce dernier voulait bien, comme on l'a vu, aider le gouvernement impérial « à jouer la comédie et à soutenir l'imposture » d'un abandon volontaire du Mexique, mais il lui fallait des sûretés, et M. Seward demanda, dans une nouvelle note du 12 février 1866, la fixation d'une date pour

le départ des troupes étrangères du Mexique, afin de calmer les susceptibilités américaines. La note se terminait de cette façon cavalière : « J'ajouterai à ces » explications que, dans l'opinion du Président, la » France n'a que faire de retarder d'un instant le » départ promis. »

Pendant que la question mexicaine se transformait ainsi en question américaine, Maximilien voyait diminuer de jour en jour le nombre de ses partisans. Le malheureux empereur ne donnait satisfaction à aucun besoin du pays; ménageant le clergé, et flattant les libéraux, éloignant les étrangers et n'inspirant aucune sympathie aux Mexicains, ne sachant pas régner, et se montrant incapable d'administrer, ne croyant plus en lui-même et n'inspirant aucune confiance aux autres, il ne pouvait plus rendre qu'un service au Mexique, celui de le quitter. Les Français qui ne parvenaient pas à liquider leurs affaires, les Mexicains compromis avec l'intervention, l'armée qui sentait bien tout ce qu'il y avait d'humiliant pour elle aux yeux de l'Amérique et du monde entier à quitter ainsi le Mexique, souhaitaient ardemment son abdication. La lettre d'un officier supérieur démontre les illusions de l'armée sur ses conséquences : « Appeler le » pays à nommer un gouvernement de son choix, et, » en agissant adroitement, le diriger dans ce choix, » appuyer ce gouvernement, l'aider de nos conseils et » de nos armes au besoin; cela nous permet, sans exci- » ter la jalousie des Américains, de prolonger notre » séjour au Mexique. Nous réconcilions alors avec le » nouveau régime nos nationaux et les gens que nous

» avons compromis : rien ne peut s'opposer à ce que
» nous obtenions quelques garanties pour ce qui
» nous est dû. Puis nous nous retirons sans paraître
» avoir été forcés par l'ennemi à évacuer son terri-
» toire. »

Quel gouvernement pouvait créer l'intervention après avoir échoué dans sa tentative d'établir l'Empire ? La république fonctionnait régulièrement au Mexique, avant l'arrivée des étrangers, sous la présidence de M. Juarez. C'est avec lui qu'il fallait traiter, puisqu'on n'avait pu l'abattre. On lui rendait d'ailleurs justice dans l'armée : « Juarez n'est pas l'homme qu'on a tant décrié en France ; il est Mexicain et a beaucoup des défauts de sa race, mais peu de ses compatriotes ont autant de qualités. Il est désintéressé, prêt à s'effacer si l'intérêt de son pays l'exige ; il n'est rien moins que sanguinaire. Il cherche à rétablir l'ordre, ses instructions ne sont pas toujours suivies, mais il ne peut en être responsable dans l'état d'anarchie où se trouve le Mexique. Un autre obtiendrait moins encore des nombreux chefs que guide un intérêt personnel (1). » La sotte vanité qui faisait repousser à Napoléon III comme une insulte l'idée de traiter avec Juarez allait le jeter dans des démarches bien plus compromettantes pour sa dignité. Quant à soutenir un gouvernement quelconque au Mexique, sans exciter la jalousie des États-Unis, c'était assurément la chose la plus impossible du monde. Le président

(1) Lettres du commandant Bressonnet (Papiers des Tuileries).

Johnson, taxé par l'opinion publique de son pays de mollesse dans la question mexicaine, n'aurait toléré la continuation de l'intervention de Napoléon III sous aucune forme directe ou indirecte. Ses agents à Paris ne cessaient d'insister auprès de l'Empereur sur la nécessité d'une prompte évacuation.

Un journal ayant annoncé que l'impératrice Charlotte avait obtenu de Napoléon III certains changements dans ses résolutions qui permettraient à son mari de continuer son règne au Mexique, le secrétaire de la légation des États-Unis se rendit immédiatement, en l'absence de son ministre, à l'hôtel du quai d'Orsay et demanda d'un ton ferme à M. Drouyn de Lhuys si quelque changement avait été apporté à la politique du gouvernement impérial à l'égard du Mexique. M. Drouyn de Lhuys repoussa bien loin de lui toute supposition de ce genre : « Ce que nous avons » été jusqu'ici dans l'intention de faire, nous le ferons. » Nous avons reçu l'impératrice Charlotte avec courtoisie et cordialité, mais le plan arrêté par le gouvernement de l'Empereur sera exécuté comme il a » été convenu. »

Le langage de M. Seward lui-même dans une circonstance d'un autre genre prouva bientôt la ferme volonté des États-Unis de tenir rigoureusement la main à ce que l'intervention française ne continuât sous aucune forme. Maximilien, à qui on reprochait de n'employer que des nationaux, avait, comme on l'a vu, appelé deux Français, le général Osmont et l'intendant Friant aux ministères de la guerre et des finances. M. Seward, à peine la nouvelle de leur entrée

dans le cabinet lui fut-elle connue, s'empessa d'écrire à M. de Montholon :

« Washington, 16 août 1866.

» Monsieur,

» J'ai l'honneur d'appeler votre attention sur deux ordres ou décrets que l'on dit avoir été lancés, le 26 juillet dernier, par le prince Maximilien, *lequel prétend être empereur du Mexique*. Dans ces ordres, il déclare qu'il a remis la direction du département de la guerre au général Osmont, chef d'état-major du corps expéditionnaire français, et celle du département du Trésor à M. Friant, intendant en chef du même corps.

» Le Président croit nécessaire de faire savoir à l'empereur des Français que la nomination à des fonctions administratives desdits officiers du corps expéditionnaire français, par le prince Maximilien, *est de nature à porter atteinte aux bonnes relations entre les États-Unis et la France*, parce que le congrès et le peuple des États-Unis pourront voir dans ce fait un indice incompatible avec l'engagement conclu pour le rappel du corps expéditionnaire français du Mexique.

» WILLIAM H. SEWARD. »

M. de la Valette, ministre des affaires étrangères par intérim, s'inclina devant cette note, et le 13 septembre le *Moniteur* publia la déclaration suivante :

« Par décret du 26 juillet, S. M. l'empereur du Mexique a confié le portefeuille de la guerre à M. le général Osmont, chef d'état-major général du corps expéditionnaire, et celui des finances à M. l'intendant militaire Friant. Les devoirs militaires de ces deux chefs de service attachés à une armée en campagne étant incompatibles avec la responsabilité de leurs nouvelles fonctions, ils n'ont pas été autorisés à les accepter. »

La situation de Maximilien devenait presque insoutenable. La plupart des impôts avaient été doublés, mais comment en exiger la rentrée sur les nom-

breux points où les républicains prélevaient à chaque instant des contributions considérables ? La misère d'ailleurs régnait partout. Maximilien était libre de s'obstiner à rester au Mexique, mais le ton des dépêches de M. Seward ne permettait plus à Napoléon III d'hésiter. Il fallait mettre un terme à l'occupation. Des rapports particuliers arrivés du Mexique, des copies de lettres prises au cabinet noir avaient donné l'éveil à l'Empereur sur la conduite ambiguë du commandant en chef de l'expédition. Napoléon III, incertain s'il pouvait compter sur le maréchal Bazaine soit pour obtenir par la persuasion l'abdication de Maximilien, soit pour la lui arracher par la force, résolut d'envoyer au Mexique un homme investi de toute sa confiance, le général Castelnau, son aide de camp, qui, muni de ses pleins pouvoirs, partit de Saint-Nazaire le 17 septembre.

Le jour même où le général Castelnau s'embarquait, M. Éloin, alors en mission en Europe, écrivait la lettre suivante à Maximilien (1) :

« Sire,

» L'article du *Moniteur français*, désavouant l'entrée aux ministères de la guerre et des finances des généraux français Osmont et Friant, prouve que, désormais et sans pudeur, le masque est jeté. La mission du général Castelnau, aide de camp et homme de confiance de l'Empereur, bien que secrète, ne peut avoir d'autre but, selon moi, que de chercher à provoquer au plus tôt une solution. Pour chercher à expliquer sa conduite [que l'histoire jugera, le

(1) L'original de cette lettre, interceptée par les libéraux, a été déposé aux archives de Washington. (*Documents officiels recueillis dans la chancellerie de Maximilien; Histoire de l'intervention française au Mexique*, par H. Lefèvre.)

gouvernement français voudrait qu'une abdication précédât le retour de l'armée, et qu'ainsi il lui fût possible de procéder *seul* à réorganiser un nouvel état de choses capable d'assurer ses intérêts et ceux de ses nationaux. J'ai l'intime conviction que Votre Majesté ne voudra pas donner cette satisfaction à une politique qui doit répondre, tôt ou tard, de l'odieux de ses actes et des conséquences fatales qui en seront la suite.

» Le discours de M. Seward, le toast à Romero, l'attitude du président, résultat de la couardise du cabinet français, sont des faits graves destinés à accroître les difficultés et à décourager les plus braves. Cependant j'ai l'intime conviction que l'abandon de la partie avant le retour de l'armée française serait interprété comme un acte de faiblesse, et l'Empereur tenant son mandat d'un vote populaire, c'est au peuple mexicain, *dégagé de la pression d'une intervention étrangère*, qu'il doit faire un nouvel appel. C'est à lui qu'il faut demander l'appui matériel et indispensable pour subsister et grandir.

» Si cet appel n'est pas entendu, alors Votre Majesté ayant accompli sa noble mission, reviendra en Europe avec tout le prestige qui l'accompagnait au départ, *et au milieu des événements importants qui ne manqueront pas de surgir, elle pourra jouer le rôle qui lui appartient à tous égards.*

» En traversant l'Autriche, j'ai pu constater le mécontentement général qui y règne. Rien n'est encore fait, l'Empereur est *découragé*, le peuple s'impatiente et demande publiquement son abdication, — ses sympathies pour Votre Majesté se communiquent ostensiblement à tout le territoire de l'empire. En Vénétie, tout un parti vent acclamer son ancien gouverneur : *mais quand un gouvernement dispose des élections sous l'empire du suffrage universel, il est facile de prévoir les résultats.*

» L'état de santé de l'empereur N.... préoccupe vivement l'Europe entière. Son départ pour Biarritz semble définitivement ajourné ; on assure qu'un diabète sucré vient compliquer l'inflammation de vessie qui le fait souffrir !!! Quant à S. M. l'impératrice Charlotte, au milieu de ses fleurs qui font de Miramar un jardin enchanteur, elle brille de tout l'éclat d'une santé parfaite.

» J'ai l'honneur d'être, Sire, de Votre Majesté, le très humble, très dévoué et très fidèle serviteur et sujet.

» F. ÉLOIN.

« Bruxelles, 17 septembre 1866.

Cette lettre, qui en ouvrant à Maximilien de nou-

velles perspectives en Europe, lui conseillait une politique plus hardie au Mexique, était bien faite pour troubler un esprit comme le sien. Rester bravement sur le trône jusqu'au moment où il pourrait le quitter en faisant reposer sur Napoléon III la responsabilité de l'avortement de leur œuvre commune, revenir en Europe sans avoir rien perdu de son prestige pour profiter des événements, il semble que ce fut le parti auquel il s'arrêta. Il ne lui était pas très facile de le suivre, car le but de la mission du général Castelnau était connu avant son arrivée au Mexique. Un journal républicain publia même cette note :

« Castelnau ne fait pas mystère de son importante mission ; il dit apporter l'ordre de faire abdiquer Maximilien. On prétend qu'à la chute du prince autrichien surgira une convention conclue d'avance entre les cabinets de Washington et des Tuileries sur la dette française. On comprendra que l'abdication volontaire ou *forcée* de Maximilien est inévitable ; les démarches de la France sont bien connues, et le soleil de la nouvelle année verra briller les armes triomphantes de la république sur tout le territoire mexicain. »

Le vapeur *la Sonora* étant arrivé dans les premiers jours du mois de septembre au Mexique, le bruit se répandit aussitôt que le voyage de l'impératrice n'avait produit aucun résultat ; un journal s'en fit l'écho, il fallut le démentir, le journal officiel *et Diario del imperio* (1) s'en chargea. Non content de publier une dépêche de la légation mexicaine à Paris, contenant le récit de la réception faite à l'impératrice du Mexique à Saint-Cloud, au milieu des cris de : Vivent l'empe-

(1) Numéro du 7 septembre.

reur et l'impératrice du Mexique ! poussés par les cent-gardes, le journal officiel lança le 2 octobre cette note :

» Par le courrier arrivé hier au soir, on sait que S. M. l'impératrice doit avoir terminé les diverses affaires de sa mission.

» Sa Majesté doit s'embarquer sur le bateau qui partira de Saint-Nazaire le 16 octobre ; elle arrivera, par conséquent, du 8 au 10 novembre.

» Sa Majesté se trouve à Rome en ce moment. »

Maximilien prenait en ce moment presque uniquement conseil du père Fisher, son confesseur. Successivement colon au Texas, clerc de notaire, chercheur d'or en Californie, protestant converti, prêtre catholique, secrétaire de l'évêque de Durango, Fisher, présenté à Maximilien par un notable Mexicain, ne tarda pas à prendre une grande influence sur ce prince, qui lui confia une mission diplomatique à Rome. Revenu de cette ville après avoir échoué dans son ambassade, sans rien perdre de son crédit, il cumulait avec la charge de confesseur celle de secrétaire de l'empereur. Le général Castelnau était attendu tous les jours. Maximilien, bien décidé à ne pas le voir et confirmé dans cette résolution par le père Fisher, mit en pratique la politique qu'il avait récemment adoptée, qui consistait à se tenir complètement en dehors et à laisser aux autorités françaises la responsabilité des événements ; le 21 octobre à deux heures du matin, suivi du père Fisher, du ministre Arroyo et de quelques serviteurs, il se dirigea vers Orizaba. De la ferme où il s'arrêta pour passer la nuit, il écri-

vit au maréchal Bazaine une lettre habile dictée par le père Fisher. « Trois choses », disait-il, « me préoccupent, dont je veux dégager ma responsabilité : » les cours martiales, la loi du 3 octobre, les représailles. Les cours martiales cesseront immédiatement de fonctionner en matière politique; la loi du 3 octobre sera révoquée; on interrompra les poursuites judiciaires et les hostilités militaires. Le maréchal Bazaine s'entendra directement avec les ministres Lares, Marin et Tavera, afin d'assurer l'exécution de ces mesures. » L'empereur ajoutait : « Je compte déposer entre vos mains les documents nécessaires pour mettre un terme à la situation violente dans laquelle se trouvent ma personne et le Mexique. » Ces documents, parmi lesquels figurait son acte d'abdication, devaient rester secrets jusqu'au jour où il donnerait l'ordre de les livrer à la publicité.

Ces détails bientôt connus de la population, la grande quantité de bagages dont s'était fait précéder l'empereur, firent croire à son départ pour l'Europe. Le général Castelnau, instruit de ces circonstances pendant son voyage de Vera-Cruz à Mexico, se sentant allégé du souci de forcer un empereur à abdiquer, cheminait assez gaîment sur la route de Mexico. Maximilien avait fait disposer ses relais de façon que lui et le général de Castelnau ne pussent se rencontrer en route. Le hasard en ordonna autrement : l'empereur et l'aide de camp de Napoléon III se trouvèrent ensemble au village d'Ayotla. Le général Castelnau demanda une audience à l'empereur, qui la

lui refusa, sous prétexte qu'il ne pouvait recevoir un envoyé non accrédité auprès de lui. Le général Castelnau continua sa route sans se préoccuper de ce refus. Il savait que la frégate autrichienne *Dandolo*, mouillée dans le port de Vera-Cruz, avait reçu les bagages de Maximilien, et qu'il était déchargé de la partie la plus délicate de sa mission.

L'empereur avait-il quitté sa capitale sans espoir de retour? Les journaux firent à cette question une réponse opposée : l'un annonça que la plupart des membres démissionnaires du cabinet avaient repris leur portefeuille et restaient ministres sous la présidence du maréchal Bazaine, nommé par Maximilien lieutenant-général de l'Empire; l'autre déclara que Maximilien continuait à gouverner comme pendant ses précédents voyages.

Un communiqué du ministère de l'intérieur apprit bientôt la vérité au public : le maréchal Bazaine n'avait nullement la charge de lieutenant-général de l'Empire, et rien n'était changé à l'état habituel des choses.

La lettre de Maximilien au maréchal Bazaine qu'on a lue à la page précédente semblait impliquer cependant une sorte de remise du pouvoir à ce dernier, mais soit qu'il hésitât à l'accepter maintenant que la présence du général Castelnau allait changer la face des choses, soit que les ministres de Maximilien croyant à son abdication refusassent de s'y prêter, il était impossible de savoir au juste entre les mains de qui se trouvait le pouvoir. Le général Castelnau mettrait-il fin à ce doute? Cette espérance et bien d'autres

causes faisaient attendre son arrivée avec impatience.

L'armée la saluait d'avance comme l'heureux présage de son prochain départ. Elle sentait instinctivement qu'un séjour plus long au Mexique la jetterait peu à peu dans un état voisin de la démoralisation. L'armée n'avait plus confiance dans son chef :

« Le public éclairé du corps expéditionnaire s'accorde à penser que le maréchal a travaillé depuis près de deux ans à faire échouer le navire de l'empereur Maximilien pour se substituer à son pouvoir. Les présomptions prennent du corps et on se demande pourquoi il a contribué avec tant de persistance à la destruction des légions belges et autrichiennes et à la non-organisation des corps indigènes impériaux. On sait maintenant qu'il a entretenu des intelligences avec des chefs dissidents. Il s'était laissé griser par les aspirations ambitieuses de sa famille mexicaine; ces aspirations ne firent que s'accroître, lorsque les circonstances mirent dans les mains du maréchal Bazaine un si grand pouvoir militaire. Le beau-frère du maréchal disait à cette époque à un ami de l'auteur : *Qui sabe este Bazaine non vendra a esser emperador*; qui sait si ce Bazaine ne deviendra pas empereur? Il a rêvé pour lui la fortune d'un Bernadotte. On comprend pourquoi, en octobre dernier, il a tenté de se faire remettre les pouvoirs de la régence au moment où Maximilien partait pour Orizaba. Cette démarche prématurée a éveillé des soupçons qui n'ont fait que croître depuis. L'indice le plus certain de toutes ces intrigues insensées se trouve à chaque instant dans les empêchements tortueux qu'il a suscités pour embrouiller les affaires et rendre notre départ impossible en mars, ce qui lui donnait une année de plus pour suivre sa folle prétention (1). »

Le même officier écrit : « Mexico est un foyer » d'intrigues dont je ne me charge pas de faire l'analyse. Il y court les bruits les plus.... les moins avantageux pour l'honneur de l'armée française. On a » fait ici des spéculations scandaleuses. Je ne te

(1) Lettre du général Douay à son frère, 29 janvier 1866 (Papiers des Tuileries).

» dirai pas le nom des masques, cela irait trop loin
» et trop haut. »

Quelques pages plus loin :

« Il s'est produit depuis quelque temps dans le corps d'armée et dans le public un tel mouvement d'indignation, qu'il en est résulté un véritable tollé. Il n'est pas possible de l'imaginer les énormités qui se crient partout. Sans entrer dans plus d'explications, je te dirai seulement qu'on est exaspéré de savoir que de toute cette désastreuse affaire de l'expédition du Mexique, un seul homme a su en retirer une fortune, et qu'à présent c'est afin de pouvoir la liquider qu'il n'hésite pas à compromettre les intérêts les plus sacrés de notre pays et de nos soldats. Quelle discipline pouvait exister dans une armée où l'on faisait peser des accusations du genre des précédentes sur la tête du général en chef et où l'on disait de lui : « Il a vendu mobilier, palais, etc., s'est fait payer » jusqu'au dernier jour le loyer de ce même palais, alors que la caisse » faisait banqueroute aux officiers pour les loyers de décembre. » Tout ce que je pourrais te raconter en fait d'anecdotes sanglantes ne serait encore que de l'orgeat en comparaison de ce qui se dit tout haut dans les petites comme dans les grandes réunions d'officiers. On donne la piastre pour 5 fr. 20 aux officiers, et quand ils prennent des traites au Trésor on la leur prend au même taux. Chaque officier prend sa solde en piastres pour ne pas perdre 20 centimes par piastre, car, dans le commerce, on leur prend leur traite de 100 francs pour 20 piastres. Il n'y a là rien que de très légitime ; mais ceux qui, au lieu de recevoir l'échange de leurs deniers du Trésor, y apportent celui des négociants pour bénéficier des 20 centimes par piastre, y exercent une fâcheuse industrie. Un capitaine spéculé dans un seul mois sur 10 000 piastres, et comme on l'appelle pour le morigéner, il se disculpe en citant le nom d'un officier supérieur qui touche de très près au maréchal et qui en a pris pour 80 000 dans le même mois et a réalisé ainsi un bénéfice de 16 000 francs (1). »

Les dilapidations s'exerçaient sur une grande

(1) Cet officier supérieur, que l'auteur des lignes précédentes nomme en toutes lettres, remplissait les fonctions de chef de cabinet du maréchal Bazaine. Devenu général, il était à ses côtés à Metz, et c'est lui qu'il chargea de négocier avec les Prussiens.

échelle. Un officier supérieur écrit en prenant le commandement des contre-guérillas des Terres chaudes : « Je passe par-dessus toutes les difficultés » d'argent que j'ai rencontrées ici, je ne vous citerai » qu'un fait : depuis que la contre-guérilla existe, » on y a volé plus de 750 000 francs ¹. »

Comment s'étonner qu'un militaire honnête écrive en rentrant en France : « Je suis enchanté de quitter » Mexico, c'est un capharnaüm militaire. On y entend » des conversations impossibles. L'indiscipline et le » manque de respect de tout et de tous sont poussés » dans cette armée au dernier point. Il y a beaucoup » de coupables et des haut placés². » Les soldats sous de tels chefs perdaient leurs meilleures qualités.

« Je croyais mes hommes indisciplinés et ivrognes. Je ne les savais pas lâches. J'ai eu la chance de tomber au petit jour sur un ennemi retranché de tous côtés, ma troupe accueillie par un feu plus violent que meurtrier a commencé par lâcher prise, et ce n'est que quand tous les officiers se sont mis en avant, que j'ai pu chasser l'ennemi et lui tuer du monde. Les hommes, après ce combat, n'avaient pas même la satisfaction du résultat obtenu. J'ai eu la chance de n'avoir que deux hommes tués et deux chevaux et malgré cette perte insignifiante, quelques-uns ont été entendus disant : *Ah ! bon ! s'il faut maintenant se faire casser la tête, je n'en veux plus* (3). »

Le maréchal Bazaine, dépourvu d'élévation d'esprit, n'apercevant rien au delà de son cercle d'action,

(1) Six lettres du lieutenant-colonel de Galilée à M. Pietri (Papiers des Tuileries).

(2) *Ibid.*

(3) *Ibid.*

et ne discernant pas toujours bien ce qui s'y passait, plein d'ambition sans avoir aucune des qualités de l'ambitieux, subissant en outre, disait-on, l'influence de sa femme, plus ambitieuse et non moins privée de sens politique que lui, laissait s'étendre un mal moral qu'il croyait favorable à ses projets. Maximilien, poète, homme d'imagination, s'était laissé séduire par la grandeur apparente du rôle qu'on lui proposait de jouer au Mexique. Le maréchal Bazaine, peu soucieux de la gloire d'associer son nom à la régénération d'un peuple, ne songe d'abord qu'à compléter sa fortune militaire et sa fortune privée; sa femme et les parents de sa femme, deux ou trois officiers de son intime entourage, lui inspirèrent de plus hautes visées; familier avec la langue espagnole, façonné aux manières des Mexicains, marié à une Mexicaine, ne lui était-il pas permis de rêver l'avenir d'un Bernadotte? Les inspireurs du maréchal Bazaine oubliaient que Bernadotte ne s'était pas présenté aux Suédois à la tête d'une armée chargée de renverser le gouvernement national. Le patriotisme parle encore assez haut, même chez les nations en pleine décadence, pour les empêcher de s'avilir au point où le maréchal Bazaine croyait que le Mexique pouvait tomber. Maximilien du moins sentait la nécessité de ménager le sentiment national de ses sujets; mais en vain profitait-il de toutes les occasions publiques pour témoigner son éloignement pour les Français, il n'en partageait pas moins leur impopularité. Si les Indiens avaient salué dans Maximilien le prince aux cheveux d'or et aux yeux d'azur chargé de leur rédemption,

les Mexicains ne virent jamais en lui qu'un Allemand doublement étranger par la race et par la force qui le soutenait. Empereur par la grâce des prétoriens d'outre-mer, il ne pouvait ni se passer d'eux ni durer par eux.

Le gouvernement de Maximilien et le commandant en chef de l'armée d'intervention, divisés par une perpétuelle rivalité, rendaient impossible l'établissement d'un ordre quelconque dans ce malheureux Mexique. Le maréchal Bazaine, tantôt désireux de prolonger l'occupation, tantôt cherchant à y mettre fin, selon qu'il le croyait utile à ses intérêts personnels, présentait sans cesse à Napoléon III ce pays sous les couleurs les plus différentes. Le dernier rapport adressé par lui à l'Empereur au mois de juin respirait l'espoir et la confiance dans l'avenir de l'empire. Ce rapport, en contradiction complète avec tout ce que l'Empereur apprenait tous les jours, ne contribua pas peu à la mission du général Castelnau.

Le général Castelnau avait donc à se garantir à la fois des manœuvres secrètes du maréchal Bazaine et des irrésolutions de Maximilien, dont il devait à tout prix obtenir l'abdication. Convaincu que la partie la plus délicate de sa mission était remplie en voyant Maximilien s'éloigner de Mexico, il songeait, conformément à ses instructions, à réunir un congrès, à surexciter l'ambition des différents chefs dissidents et à pousser à la présidence de la République celui d'entre eux qui lui paraîtrait devoir s'entendre le plus vite et le plus facilement avec Napoléon III, Juarez restant excepté du concours, plan d'une exécution

assez peu facile, surtout en présence des manœuvres du maréchal Bazaine, qui lui aussi cherchait à s'entendre avec les chefs dissidents.

Maximilien, retiré à la Jalapilla, hacienda des environs d'Orizaba, malade, fatigué, tiraillé entre son orgueil et son impuissance, entre le désir de revoir son pays malheureux et la crainte de paraître se dérober au danger, était en proie à la plus douloureuse incertitude. Convaincu qu'en acceptant la couronne du Mexique il était devenu un des principaux ressorts de la politique de Napoléon III, il se figurait que celui-ci ne l'abandonnerait jamais, tout en ayant l'air de le sacrifier aux États-Unis ; la lettre de M. Éloin lui avait cependant enlevé une partie de ses illusions ; la lutte qu'il soutenait avec lui-même se serait sans doute terminée par son abdication, mais on éveilla sa susceptibilité ; il se vit joué, et résolut de se venger. Le père Fisher ne manqua pas de l'encourager dans ces dispositions et de lui vanter les immenses ressources du parti clérical.

Marquez et Miramon, appelés par les chefs de ce parti, avaient quitté l'Europe où ils étaient exilés depuis deux ans, et ils venaient de débarquer à la Vera-Cruz ; accourus à la Jalapilla, ils offraient à Maximilien une armée, celle des vieux *pronunciamientos* du parti de l'Église.

Le cabinet de Washington s'attendait à voir partir en novembre une partie des troupes françaises et peut-être même l'armée tout entière ; et en prévision de la crise que pouvait produire ce départ, il enjoignit à son envoyé M. Campbell de se rapprocher de

Mexico, afin de reprendre, au moment donné, ses fonctions de représentant des États-Unis auprès de la république du Mexique. L'existence de divers partis politiques dans ce pays, l'incertitude sur leurs dispositions et sur celles de la population ne permettaient pas de donner à M. Campbell des instructions formelles, mais il devait régler sa conduite sur ce principe qu'il était accrédité auprès du gouvernement mexicain dont M. Juarez est le président, n'apporter ni entrave ni obstacle au départ des Français, et se souvenir que les États-Unis ne veulent faire au Mexique ni conquête ni achat de territoire. Le lieutenant-général Sherman, muni d'une autorité discrétionnaire sur les forces des États-Unis dans le voisinage du Mexique, était chargé de remplir auprès de M. Campbell les fonctions de conseiller officiel.

Les envoyés américains quittèrent New-York le 11 novembre sur la *Susquehanna*, et se dirigèrent vers Matamoros et ensuite sur Tampico.

La mission Campbell, les négociations de la diplomatie de Napoléon III avec divers chefs républicains, l'envoi de Paris d'agents destinés à préparer sa chute et reçus avant leur départ en audience particulière à Saint-Cloud, ces faits, bientôt connus de Maximilien, excitèrent dans son âme un vif désir de se venger de son ancien allié; il hésitait pourtant à rompre définitivement avec lui, un reste d'espoir le retenait. Il avait commis, en refusant de recevoir le général Castelnau, une faute qui le privait de la possibilité de découvrir le fond de la pensée de son maître. M. Lares, président du conseil, fut chargé de tenter

l'expérience à sa place. Il fit demander une audience au général Castelnau, qui le reçut au quartier général en présence du maréchal Bazaine. M. Lares ayant demandé au général Castelnau en quoi consistait réellement sa mission, il lui répondit : A confirmer les lettres dans lesquelles Napoléon III a signifié à Maximilien qu'il ne peut plus lui envoyer ni troupes ni argent, et qu'il le laisse maître de décider s'il abdiquera ou s'il gardera la couronne.

M. Lares, dans le cas où Maximilien resterait sur le trône, demanda d'abord si la remise aurait lieu entre ses mains des arsenaux, de l'artillerie, des munitions de guerre et des places fortes, ensuite si Napoléon III entendait prêter encore au gouvernement de Sa Majesté son appui pour assurer la pacification du pays et pour éviter l'anarchie depuis ce moment jusqu'au départ de son armée.

Le général Castelnau répondit à M. Lares que la remise demandée aurait lieu, que l'armée d'intervention, sans entreprendre de nouvelles expéditions, protégerait les fonctionnaires et les populations dans la zone de son occupation, et qu'en l'absence d'un gouvernement toutes les précautions seraient prises pour le maintien de l'ordre, le respect du vœu des populations et la sauvegarde des intérêts français. M. Lares, outre les demandes précédentes, était chargé de stipuler le rapatriement de la légion austro-belge avant tous les autres corps, le payement de diverses sommes dues à la princesse Iturbide, au prince Salvator Iturbide et aux créanciers de la liste civile. Le général Castelnau, ne voyant dans ces demandes que de

nouveaux gages de l'abdication de Maximilien, se bâta de les accepter; il put dès lors croire que tout était fini, mais les membres du conseil des ministres et du Conseil d'État, entièrement dévoués au parti clérical, se préparaient à rejoindre l'empereur à la Jalapilla, où ils espéraient bien le décider à garder le pouvoir. Maximilien, avant de rien conclure, voulut cependant conférer encore une fois avec le maréchal Bazaine. Il lui écrivit, le 18 novembre, pour lui fixer un rendez-vous à Orizaba.

Le moment était difficile pour le maréchal Bazaine. Les dépêches de M. de Montholon, l'arrivée de M. Marcus Otterburg, consul des États-Unis à Mexico, venaient de lui révéler l'entente de Napoléon III avec les États-Unis en vue de restaurer la République mexicaine. Rien n'étant prêt pour qu'il pût en être le chef, ce qu'il avait de mieux à faire était de la rendre impossible en poussant Maximilien à garder la couronne. Il affecta d'avoir un candidat préféré parmi les généraux américains, dans la personne du général Ortega, le défenseur de Puebla. M. Otterburg, qui avait la prétention de parler au nom des États-Unis, mettait en avant la candidature du général Porfirio Díaz, ajoutant qu'il avait déjà obtenu des banquiers mexicains des fonds pour assurer un mois de solde aux troupes de ce général, et que la prudence exigeait qu'on l'invitât à se rapprocher de Mexico. Le maréchal Bazaine, à qui la candidature de Porfirio Díaz ni celle d'aucun autre chef mexicain ne pouvait convenir, déclara au consul américain que tant que Maximilien n'aurait pas

quitté le sol du Mexique, il serait le seul souverain à ses yeux.

Le ministère, le Conseil d'État et Miramon, arrivés pendant ce temps-là à Orizaba sous la protection d'une escorte française accordée par le maréchal Bazaine, lequel refusa de s'y rendre sur les conseils du général Castelnau, se formèrent immédiatement en comité secret, et, après trois jours de délibération, ils supplièrent Maximilien de rester au Mexique, lui offrant, au nom du clergé dont le père Fisher se portait garant, 4 millions de piastres, une armée prête à entrer en campagne et trois généraux, Marquez, Miramon, Mejia, pour la commander. Maximilien accepta.

Le 1^{er} décembre parut, dans le *Diario del imperio*, la note suivante :

« Les délibérations des conseils des ministres et d'État ont été closes. D'accord avec leur vote, S. M. l'Empereur a pris la résolution de conserver le pouvoir et de rentrer bientôt dans sa capitale.

» Cette noble et patriotique résolution, adoptée hier définitivement, a causé une impression ineffable de joie à Orizaba, où elle a été célébrée au son des cloches, de la musique, des pétards, et de toute espèce de démonstrations joyeuses. »

Cette note fut bientôt suivie du manifeste suivant :

« Mexicains,

» Les circonstances si graves qui touchent au bien-être de notre patrie, et qui disparaissent devant nos malheurs domestiques, ont provoqué dans notre esprit la conviction que nous devons vous rendre le pouvoir que vous nous aviez confié.

» Nos conseils des ministres et d'État ont été d'avis que le bien du Mexique exigeait que nous restassions au pouvoir. Nous avons

eru de notre devoir d'acquiescer à leurs instances en vous annonçant, tout à la fois l'intention de réunir un congrès national sur les bases les plus larges et les plus libérales, auxquelles participeront tous partis. Ce congrès décidera si l'empire doit continuer, et, au cas affirmatif, concourra à la formation des lois vitales, pour la consolidation des institutions publiques du pays. Dans ce but, nos conseils se préoccupent de nous proposer toutes les mesures opportunes et, en même temps, font les démarches nécessaires pour que tous les partis se prêtent à un arrangement sur cette base.

» En conséquence, Mexicains, comptant sur vous tous, sans exclusion d'opinion politique, nous nous efforcerons de poursuivre avec courage et constance l'œuvre de régénération que vous aviez confiée à votre compatriote.

» MAXIMILIEN »

Le jour même où Maximilien annonçait aux Mexicains la résolution de convoquer un congrès national et continuer à les régénérer, partait de Compiègne la dépêche suivante :

L'EMPEREUR A CASTELNAU.

« Compiègne, 1^{er} décembre 1866.

» Rapatriez la légion étrangère et tous les soldats ou autres qui désirent rentrer, ainsi que les légions autrichiennes et belges si elles le demandent. »

C'est que non-seulement les États-Unis avaient parlé, mais encore M. Fould, ministre des finances, venait de signifier à Napoléon III les ordres de la Bourse dans un rapport confidentiel.

« L'expédition du Mexique, disait M. Fould, avait été entreprise » pour obtenir réparation des insultes faites aux Français et des » indemnités pour leurs pertes, pour contenir la domination des » États-Unis et développer nos relations commerciales. Les récla- » mations des Français ont été réglées à une somme bien inférieure » à leur estimation et payable en obligations du dernier emprunt » sur laquelle il n'a été encaissé pour leur compte que 5 683 800

» francs , et il reste 57710 obligations représentant, au cours de
» 300 francs, 17 300 000 francs, dont la réalisation se trouve entra-
» vée par une réclamation des banquiers qui les ont achetées, et
» qui invoquent des causes de force majeure pour n'en pas prendre
» livraison. Leur cours actuel n'est que de 170. Il eût été possible
» d'atteindre le but politique de l'expédition en profitant du conflit
» entre le sud et le nord des États-Unis, aujourd'hui réunis contre
» nous. L'extension de nos relations commerciales est plutôt compro-
» mise qu'obtenue. Il reste un beau rôle à jouer à Maximilien, celui
» de renoncer à la couronne. S'il insiste pour avoir des secours,
» que Votre Majesté lui déclare nettement que, quels que soient ses
» sentiments personnels, elle ne peut lui donner aucune assistance
» sans convoquer le Corps législatif, dont l'opinion est connue
» d'avance. Que Maximilien reste s'il veut, partons tout de suite. »

Ainsi concluait M. Fould au nom des financiers. Il fallait obéir.

Maximilien, après avoir cédé aux sollicitations des membres de la réunion d'Orizaba, reprit à petites journées le chemin de Mexico. Arrivé à Puebla, il ne voulut pas entrer dans la ville, et il s'établit dans la maison de campagne de l'évêque. Le ministre impérial Dano et le général Castelnau se rendirent auprès de lui, le 22 décembre, pour lui faire comprendre les graves inconvénients que sa récente résolution pouvait avoir pour le gouvernement de Napoléon III et pour le sien. Maximilien, conseillé par le père Fisher, consentit cette fois à les recevoir, mais décidé à gagner du temps, ne voulut s'entretenir d'abord qu'avec le général Castelnau; il fut convenu que, dans cette première visite, il le traiterait en convalescent que les affaires sérieuses fatiguent, et que la conversation ne prendrait un caractère diplomatique que dans une audience dont on fixerait la date. Ce programme fut exécuté à la lettre, mais le

soir même de cette audience, le général Castelnau reçut la visite du père Fisher, qui lui parla de la répugnance extrême de l'empereur à traiter avec M. Dano ; Maximilien ne demandait pas mieux que de s'ouvrir au général, mais il fallait attendre et ne rien brusquer, Maximilien ne pouvant s'expliquer que dans un mois. Le général Castelnau ne vit dans cette réponse que ce qu'elle était en effet, un prétexte pour gagner du temps, et il déclara que si Maximilien ne lui accordait pas une audience pour le surlendemain pour M. Dano et pour lui, il partirait immédiatement. L'audience fut accordée. M. Dano avait exposé les dangers de la situation dans une note collective qui portait la signature du général Castelnau, du maréchal Bazaine et la sienne, et qui concluait à une abdication immédiate. Maximilien lut cette note avec un sourire : « Voilà, dit-il, en échange, une dépêche télégraphique que j'ai reçue hier du maréchal Bazaine, vous voyez qu'on peut avoir deux avis en bien peu de temps. » Cette dépêche conseillait fortement à l'empereur de ne pas abandonner la partie.

Maximilien exposa ensuite à l'aide de camp et au ministre de Napoléon III ses projets dans une conversation familière où le maréchal Bazaine tint une grande place. » Il l'accusa hautement de versabilité, de cupidité et de vues personnelles qui l'auraient fait aspirer à s'emparer du gouvernement à son profit¹. » Quant à moi, ajouta-t-il, dans le cas où le congrès se pro-

1. Lettres du général Douay.

noncerait contre la continuation de l'empire, je reviendrais vivre en simple particulier en Europe, et je consacrerai mon temps à écrire l'histoire de mon règne; « j'ai tous les matériaux nécessaires pour causer bien des surprises à beaucoup de personnes qui ne s'y attendent pas. »

C'était une menace dont le général Castelnau, fatigué par le climat, par la lutte sourde qu'il soutenait contre le maréchal Bazaine, ne se préoccupa point énormément; il était tombé malade de la fièvre. Une dépêche adressée à Maximilien et portant ces mots : « Castelnau malade, va mal, profitez », fut lue par hasard par quelques officiers français et attribuée sans hésitations au commandant en chef¹. M. Dano voulait que le général Castelnau ordonnât l'embarquement du général Bazaine; il s'y refusa. « Il » n'est pas moins indigné de la félonie du maréchal, » mais il éloigne tant qu'il peut l'échéance du scandale. Il hésite à se rendre responsable de l'éclat » que ferait en ce moment son départ, et réserve ses » pleins pouvoirs pour n'en faire usage qu'à la dernière extrémité². »

Le maréchal Bazaine aurait dû comprendre que Napoléon III, dans les circonstances présentes, n'avait envoyé un de ses aides de camp au Mexique que pour y prendre une résolution suprême et muni des pouvoirs nécessaires pour la mettre à exécution. La modération dont l'envoyé de l'empereur faisait

1. Lettre du lieutenant-colonel de Galiffet à M. Pietri (Papiers des Tuileries).

2. Lettres du général Douay.

preuve, son soin constant d'éviter tout air de supériorité, lui firent prendre le change sur le caractère du général Castelnau; il essaya de l'intimider en invoquant sans cesse hautement sa responsabilité : « Donnez votre démission, lui dit l'aide de camp de » l'Empereur, si cette responsabilité vous effraye; » et pour le convaincre que l'abandon du commandement par lui était chose prévue, il finit par lui montrer ses pouvoirs qui allaient jusqu'à le destituer. — « Pourquoi ne m'avoir pas dit cela plutôt? demanda le maréchal. — J'espérais, répondit l'aide de camp, que vous ne m'obligeriez pas à vous faire cette confidence. »

Empereur en quelque sorte destitué par Napoléon III, attendant de recevoir le sceptre des mains d'un congrès, ne sachant s'il régnait ou s'il ne régnait pas, Maximilien sentait le ridicule de sa position; redoutant les moqueries que ne lui épargnaient pas, il le savait bien, ces états-majors *blagueurs* où l'on aiguillait contre lui et contre le Mexique des couplets de vaudeville ¹, sans défense contre ces officiers généraux et supérieurs qui le traitaient tantôt avec une sévérité cruelle ², tantôt avec une légèreté

1. « Ma grande ressource ici, c'est Massa, avec lequel, bien entendu, je passe ma vie. En pensée et en conversation, nous sommes toujours à Paris, et c'est une bien grande chance d'avoir rencontré quelqu'un de son monde avec qui on peut causer. Il travaille à une revue qu'il compte faire jouer à Mexico. Il m'en a lu quelques scènes qui sont vraiment fort drôle. C'est tout un voyage de bourgeois du Palais-Royal au Mexique avec toutes les péripéties d'une telle aventure. Maximilien et son gouvernement n'y sont point ménagés, et je doute qu'à cette occasion on lui décerne la croix de Guadalupe. » (Lettres de M. d'Espenilles. — *Papiers des Tuileries*.)

2. « Quand à l'aveuglement de l'empereur Maximilien, il faut, pour

méprisante : dans leurs correspondances avec leurs amis, Maximilien, après avoir quitté Orizaba, s'était caché, pour ainsi dire, aux portes de Mexico, dans la hacienda de *la Teja*, qu'il préférerait dans ce moment au palais de Chapultepec. Il ne devait quitter cette résidence que pour Queretaro, où l'attendait le coup mortel.

s'en faire une idée, se représenter un des princes les plus idiots et les plus imbéciles qu'on bafoue pendant les cinq actes et trente tableaux d'une férie de la Porte-Saint-Martin. » (Lettres du général Douay à son frère. — *Papiers des Tuileries*.)

Et : L'empereur et l'empire restent ici : ce qu'il y a de plus impopulaire et que chacun ici s'attend à voir disparaître l'un et l'autre. Ne va pas croire que Maximilien en soit si affecté que cela, car sa grande préoccupation est d'aller continuellement à Cuernavaca voir une jeune Mexicaine dont il vient d'avoir un fils, ce qui l'enchantait au delà de toute expression. Il est très fier d'avoir ainsi affirmé son aptitude à la paternité, point qui lui était fort contesté. » (Lettres du lieutenant-colonel de Galiffet. — *Papiers des Tuileries*.)

CHAPITRE XIV

1863-1867

LE CLERGÉ

SOMMAIRE. — Luites du clergé. — Le culte de la Vierge. — Mandement sur la *Vie de Jésus* de M. Renan. — L'ultramontanisme et les églises particulières. — La liturgie de Lyon. — Congrès de Malines. — La centralisation religieuse. — La convention du 15 septembre et le clergé. — L'Encyclique de 1864. — Le gouvernement en interdit la publication. — Protestation des évêques. — Attitude particulière de l'évêque de Montpellier. — Les catholiques et le *Syllabus*. — Le nonce du pape et le *Moniteur*. — Le synode de Poitiers. — Le protestantisme en France. — Le protestantisme libéral et le protestantisme orthodoxe. — Le suffrage universel dans l'Église. — Fondation de l'*Union protestante libérale*. — Refus d'un suffragant à M. Athanase Coquerel — Destitution de M. Martin Paschoud. — Élections pour le conseil presbytéral. — Échec de M. Guizot. — Attitude embarrassée du gouvernement entre les deux partis.

Le clergé catholique, toujours un peu batailleur et guerroyant par nature et par position, ne le fut jamais plus que sous le second Empire. La guerre civile entre les catholiques libéraux et les catholiques ultramontains, entre l'épiscopat et l'*Univers* remplit l'Église de troubles pendant les premières années du règne de Napoléon III. La question romaine devint ensuite entre le clergé et le gouvernement l'occasion de luttes incessantes. L'ultramontanisme représenté par le *Monde* soutenait en outre une guerre ardente et quotidienne contre la presse libérale et démo-

cratique dont nous avons raconté les péripéties jusqu'à la fin de 1862, et dont nous allons reprendre le récit.

L'Église, en proclamant le dogme de l'Immaculée-Conception pour donner une idée de sa force, sembla vouloir en quelque sorte substituer le culte de la mère du Sauveur à celui de son divin Père. La Vierge avait changé de physionomie; ce n'était plus l'austère Vierge du moyen âge ni la madone de la Renaissance souriant à l'enfant, mais la Reine du ciel et de la terre; son bras fait pour le sceptre abandonnait l'Enfant divin à saint Joseph qui s'avancait sur le devant de la scène. Le père et le fils étaient rejetés au second plan. Les journaux annonçaient tous les matins l'érection de quelque nouvelle statue de la Vierge, tantôt au Puy, tantôt à Marseille; chaque ville, chaque village aurait bientôt la sienne. La Vierge seule faisait des miracles. L'Église, en substituant le culte d'une femme à celui d'un homme, semblait constater que l'homme lui échappe, et que c'est sur la femme et par la femme qu'elle veut régner. Les catholiques sévères n'approuvaient pas cette glorification prodigieuse de la Vierge. La *Vie de Jésus* par M. Renan fournit à l'Église une occasion de prouver que le culte de la mère était loin de la rendre indifférente aux droits du fils.

Jamais bruit pareil ne s'était fait autour d'un livre. L'Église, à peine a-t-il paru, lance contre lui ses foudres; dix-huit mandements, à partir du 14 juillet jusqu'au 11 décembre 1863, se succèdent contre la *Vie de Jésus*; la chaire retentit d'imprécations et

d'anathèmes; l'évêque de Marseille va jusqu'à faire sonner le glas tous les vendredis en expiation de l'ouvrage de M. Renan. L'Église, un siècle et demi après Voltaire, après l'*Encyclopédie*, après les travaux de l'exégèse allemande, se couvre de cendres, comme si elle entendait nier la divinité de Jésus-Christ pour la première fois. Le pape lui-même s'en mêle et adresse des brefs d'éloge et d'encouragement à tous ceux qui réfutent la *Vie de Jésus*. Les évêques, dès le premier jour, avaient mis la main à la plume; Mgr Parisis envoya sa réfutation à l'Empereur, qui lui répondit le 23 novembre :

« Monsieur l'évêque,

» Vous avez bien voulu m'envoyer l'écrit que vous avez composé pour combattre l'ouvrage récent qui tente d'élever des doutes sur l'un des principes fondamentaux de notre religion. J'ai vu avec plaisir quelle part énergique vous avez prise à la défense de la foi et je vous en adresse mes félicitations sincères.

» Sur ce, monsieur l'évêque, je prie Dieu qu'il vous ait en sa sainte et digne garde.

» Fait au palais de Compiègne, 14 novembre 1863. »

L'Empereur avait beau saisir avec empressement toutes les occasions de se poser en catholique fervent, en défenseur dévoué de l'orthodoxie, les prétentions ultramontaines se faisaient jour de tous côtés, et l'obligeaient à se tenir sur ses gardes. La curie romaine travaillait depuis longtemps à supprimer en France les derniers vestiges du gallicanisme. Tout ce qui pouvait rappeler l'existence des Églises particulières était de sa part l'objet d'une poursuite acharnée; elle cherchait surtout à détruire leurs liturgies, et ses

efforts avaient été presque partout couronnés de succès. La liturgie de l'Église de Lyon subsistait encore, défendue avec ardeur par le clergé du diocèse. La cour de Rome n'en parut que plus résolue à briser toutes les résistances. Quelques catholiques lyonnais prirent le parti de s'adresser à l'Empereur. « Les » catholiques de Lyon, écrivirent-ils à Napoléon III, » sont très émus du bouleversement liturgique, Rome » les menace; les curés et le chapitre de Lyon de- » mandent le maintien de leur rite. Une question » politique se cache sous cette question de liturgie. » On veut absolument anéantir l'Église gallicane, » afin que désormais l'Église, en France, reçoive le » mot d'ordre de Rome dans sa discipline comme » dans ses dogmes. Le danger est pressant. Le car- » dinal-archevêque de Bonald est, en ce moment, » auprès du pape pour consommer ce sacrifice. Il a » lutté longtemps, mais à son âge l'énergie du carac- » tère s'affaiblit. »

Le clergé de Lyon avait envoyé à Rome cinq de ses membres chargés de soutenir l'archevêque et de déposer aux pieds de Sa Sainteté une pétition signée par 1400 prêtres du diocèse pour demander le maintien de l'ancienne liturgie. Mgr de Bonald, cardinal-archevêque de Lyon, en recevant la visite de ses coopérateurs, commença par leur déclarer que leur pétition n'était bonne qu'à jeter au feu, et que, pour lui, il ne se croyait pas en droit de la présenter; ils furent d'autant plus surpris de ce langage, que Mgr de Bonald, après avoir défendu la liturgie dans un mandement spécial, avait fait réimprimer le bréviaire

lyonnais en 1843. Les délégués lui firent remarquer que les évêques sont établis de droit divins juges et administrateurs dans leur diocèse : *Posuit episcopos regere ecclesiam Dei*. Jamais on n'a enseigné que l'Église fût une monarchie pure, une absolue autocratie ; que le pape lui tout seul eût le titre et la fonction de chef et d'administrateur ; que les évêques n'eussent de droit doctrinal et administratif que par permission et délégation de Rome. « Oui, oui, leur répondit Mgr de Bonald, allez donc dire ces choses-ci au pape, vous verrez ce qui en sera. »

Les cinq délégués lyonnais, en sortant de chez l'archevêque, firent au cardinal Antonelli une visite qui ne justifia pas leurs alarmes. Mgr Antonelli les reçut à merveille ; mais chez le secrétaire de la congrégation des rites, Mgr Bartoloni, la scène changea. Le prélat, en les apercevant, lança loin de lui avec colère un volume qu'il tenait à la main, et non content de les traiter de « séditeux, factieux, schismatiques », il finit par les renvoyer. Les pauvres prêtres s'en vont consternés. Avant de retourner à Lyon, ils veulent du moins avoir une audience du pape. L'archevêque de Lyon finit par l'obtenir pour eux, mais à ces conditions : Mgr de Bonald les présentera lui-même : ils se borneront à écouter le pape, et ils ne lui répondront qu'interrogés personnellement, la pétition des 1400 prêtres lyonnais restera dans leur poche, il ne sera pas question de liturgie. Les délégués forcés d'accepter sont admis en présence de Sa Sainteté ; là le désir de sauver leur liturgie l'emporte sur tout autre sentiment ; ils oublient leurs pro-

messes, et ils ne craignent pas d'enfreindre le programme. Quel embarras pour Mgr de Bonald, courant de l'un à l'autre; tantôt saisissant le bras de celui-ci, tantôt interposant sa main devant le visage de celui-là, cherchant à fermer la bouche à tous. L'essentiel après tout était que la pétition ne fût pas remise. Elle ne le fut pas, et Mgr de Bonald de retour à Lyon présenta le décret du pape à la signature de ses prêtres qui, placés entre leur conscience et leurs moyens d'existence, se résignèrent à l'obéissance.

Voilà où en est le clergé, et la presse religieuse bat des mains en voyant le pape fouler aux pieds la conscience d'un diocèse ! L'autorité épiscopale, si despotique à l'égard des simples prêtres, est menacée à son tour par certains ordres puissants à Rome. Les Jésuites de la rue de Sèvres à Paris refusent de recevoir la visite diocésaine et ferment leurs maisons aux inspecteurs de l'archevêché. Il faut les menacer de recourir au préfet de police pour les amener à ouvrir leurs portes. La centralisation religieuse se montre de jour en jour plus sévère et plus ridicule dans ses exigences, bientôt la centralisation d'État n'aura plus rien à lui envier. Rome entend décider souverainement de la longueur de la chaîne de l'encensoir, et de la manière d'attacher le manipule au bras; sera-ce avec une épingle ou avec des cordons, la congrégation des rites se prononce pour l'épingle. Les susceptibilités de l'Église sur tous ces détails deviennent à chaque instant plus vives. Le 6 juillet 1863, un décret impérial, contre-signé Baroche, avait déterminé le costume des chanoines du deuxième ordre

du chapitre impérial de Saint-Denis. « Les chanoines
» de notre chapitre impérial de Saint-Denis porteront
» en sautoir une croix de soixante-dix millimètres de
» diamètre, à huit pointes d'or, émaillée de blanc et
» de violet, onglée de quatre abeilles d'or ayant en
» écusson d'un côté l'image de Saint-Denis avec
» l'inscription : *Vota pro imperatore, sepultura re-*
» *gum*, et au revers le clou de la sainte croix en pal,
» accompagné de quatre abeilles d'or sur champ
» d'azur, avec l'inscription : *Capitulum imperiale*
» *sancti Dionysii* 1806. » Des plaintes s'élevèrent au
Vatican contre ce décret considéré comme un empié-
tement de l'État sur les droits de l'Église. Le gouver-
nement ne méritait guère cependant cette accusa-
tion, il n'aurait pas mieux demandé le plus souvent
que de rester étranger aux affaires de l'Église ; s'il se
mêla des réclamations du clergé en faveur de la li-
turgie lyonnaise, c'est qu'elles étaient appuyées par
des gens qu'il avait intérêt à ménager ; il se crut donc
obligé d'intervenir et de déclarer dans une note du
Moniteur que, usant du droit que lui attribuent les
articles organiques du Concordat (loi du 18 germinal
an X, art. 1^{er}), il n'autorisait pas la publication en
France du bref donné à Rome pour l'introduction
dans le diocèse de Lyon de la liturgie romaine.
« Toute publication donnée à ce bref constituerait
» donc la violation d'une loi que le gouvernement a
» le devoir et la volonté de faire respecter. » Précau-
tion inutile ; la note même du journal officiel n'équi-
valait-elle pas à la plus large des publications ? Vain-
nement encore fit-il saisir les exemplaires imprimés

de ce bref. Le clergé n'en avait pas besoin pour obéir. L'évêque avait transmis l'ordre du pape à ses prêtres, et ils s'étaient inclinés.

Les ultramontains ne s'en plaignaient pas moins d'être insuffisamment protégés; ils réclamaient contre la part insignifiante de liberté laissée par la Constitution à l'Église; les catholiques français sentant, disaient-ils, le besoin de se concerter entre eux et entre les catholiques des pays voisins pour leur commune défense résolurent de se réunir en congrès à Malines. Ce congrès avant d'entamer ses travaux le 9 août, rédigea une adresse au saint-père : « Vous » êtes roi, nous nous inclinons avec respect devant » votre royauté pontificale, aussi légitime qu'elle est » antique. Nous aimons à le répéter, avec l'épiscopat » catholique tout entier : le patrimoine de l'Église » que Votre Sainteté défend avec une inébranlable » fermeté est providentiellement destiné à être la sau- » vegarde de l'indépendance de la papauté, et l'invio- » lable rempart de la liberté des âmes. »

Le congrès de Malines, comme la plupart des congrès, s'occupa un peu de tout, de l'assistance publique, de la charité privée, de la Pologne, de l'architecture, du nu dans l'art, de la presse, du denier de Saint-Pierre, de la fondation d'un journal catholique international, de la question de savoir si les journaux catholiques devaient publier des annonces de spectacles et un feuilleton dramatique. On y discuta beaucoup sur une question qui datait du temps de l'abbé Gaume; fallait-il proscrire des églises les œuvres d'art conçues dans le style et l'esprit de la

Renaissance? La querelle recommençant entre les classiques et les gaumistes, les débats sur la liberté de tester ne suffisant pas, pour entretenir l'intérêt des séances du congrès on agita le problème de savoir s'il convenait que les journaux catholiques racontassent les suicides et les accidents divers dont une ville est le théâtre. Le fait-divers rudement attaqué et chaudement défendu gagna son procès. Le congrès par une autre délibération décréta la formation de cercles catholiques. Les membres du congrès de Malines ne pouvaient se séparer sans anathématiser la *Vie de Jésus*. M. de Montalembert traita donc M. Renan de « protégé de César, romancier sacrilège, érudit frelaté, défenseur de Judas. » L'orateur avait été mieux inspiré dans un passage de son discours sur l'Église libre dans l'État libre, dans lequel il déclarait qu'il n'y avait plus de place dans le monde pour la théocratie, assertion qui ne parut pas être du goût de la majorité de ses auditeurs.

La fondation d'une association de prières pour obtenir par l'intercession de la Vierge la délivrance de l'Église polonaise signala la fin du congrès.

La convention du 15 septembre 1864 entre l'Empereur et le roi d'Italie fut accueillie par le clergé comme une menace contre le pouvoir temporel, et devint le point de départ de nouvelles querelles. Le pape répondit à la convention du 15 septembre par la publication d'un document depuis longtemps déposé comme une arme dans l'arsenal du Vatican, l'encyclique *Quanta cura* suivie du *Syllabus*; les journaux démocratiques et libéraux demandèrent aus-

sitôt au gouvernement s'il ne repousserait pas cette attaque contre la société civile, ne fût-ce qu'avec les articles du concordat. M. Baroche, garde des sceaux, était en général peu disposé à recourir à une intervention quelconque contre le clergé. Obligé cependant sinon d'agir, du moins d'en avoir l'air, il annonça par une circulaire, aux membres de l'épiscopat, que le conseil d'État était saisi d'un projet de décret tendant à autoriser la publication dans l'Empire de la partie de l'encyclique du 8 décembre accordant un jubilé pour 1865. Quant à la première partie, ajoutait-il, comme elle contient des propositions contraires aux principes sur lesquels repose la Constitution de la France, elle ne peut être ni publiée ni imprimée dans les mandements du clergé. Défense ridicule, car l'*Encyclique* insérée dans tous les journaux, lue en chaire, par un grand nombre d'évêques, était connue de tout le monde. L'épiscopat protesta contre une circulaire qui ne pouvait, disait-il, se concilier avec la liberté de l'Église et avec le libre enseignement garanti au clergé par le Concordat et la Constitution. Les gens de bon sens adressaient un autre reproche à la circulaire de M. Baroche, celui de ne contenir qu'une menace aussi illusoire et aussi puérile que la condamnation comme d'abus infligée par le conseil d'État à l'archevêque de Besançon, à l'évêque de Moulins et à quelques autres prélats qui bravèrent la défense de M. le garde des sceaux.

La circulaire de M. Baroche avait cependant des précédents, et les réserves qu'elle contient se retrouvent dans le projet de loi de M. Lainé pour l'exé-

cution de la convention de 1817 entre la France et le saint-siège, dans la circulaire de Mgr Feutrier du 30 juillet 1829, et enfin dans la circulaire par laquelle le garde des sceaux interdisait la publication de la bulle d'excommunication contre Victor-Emanuel. Le Concordat d'ailleurs est un contrat bi-latéral obligeant la papauté et le gouvernement; si, comme le prétend le garde des sceaux, la papauté le viole en attaquant le principe de la souveraineté nationale sur laquelle le gouvernement est fondé, que celui-ci le rompe et que chacun reprenne sa liberté. Une telle solution n'était du goût ni de l'État ni de l'Église. L'un s'en tint à la circulaire et à la déclaration comme d'abus; l'autre se contenta de protester par la plume des évêques, mais confidentiellement dans des lettres intimes adressées au ministre des cultes.

L'évêque de Saint-Dié, Mgr Caverot, déclare nettement à M. Baroche que l'interdiction qu'on lui impose impliquerait pour lui devant Dieu et devant les hommes une responsabilité qu'il ne saurait accepter. Il ne croit pas, d'ailleurs, que le pape dans son encyclique ait blâmé les gouvernements d'avoir fait certaines concessions et accordé certaines tolérances inconnues des âges précédents, car ils n'ont fait en cela qu'obéir à la force des choses. Ce qu'il ne leur reconnaît pas, c'est le droit de présenter doctrinalement et d'une manière absolue la situation qui en est résultée comme la condition normale de la société. L'évêque de Saint-Dié en terminant conjure le ministre de revenir sur sa circulaire, ou au moins de ne point lui donner une publicité prématurée.

Mgr Gignoux, évêque de Beauvais, est douloureusement affecté d'une interdiction qui, à ses yeux, constitue pour l'épiscopat français une situation des plus difficiles et d'où peuvent sortir des conséquences redoutables. Il ne lui trouve pas de précédent dans l'histoire, et il en appelle même au Concordat qui garantit à la religion catholique, apostolique et romaine, son libre exercice, et la liberté de publier les décisions et les jugements prononcés en matière doctrinale par le chef de la catholicité : « S'il est permis, en France, » d'outrager le pape et de bafouer les doctrines dont » il est l'organe, pourquoi serait-il défendu aux » évêques de présenter ses actes aux croyants avec » le respect et l'amour qui sont dus au premier repré- » sentant de Dieu sur la terre ? »

Mgr Le Breton, évêque du Puy, aime la France, l'Empereur et son gouvernement, mais il aime aussi, et plus que la vie, Jésus-Christ et son Église; voulant avant tout sauver son âme, et ne reconnaître qu'à l'Église catholique et à son chef le droit de fixer l'enseignement de la vérité, il déplore, sans s'y soumettre, des empiétements dont l'Empire s'était jusqu'alors abstenu. L'évêque de Langres, Mgr Guerrin, adhère de toute son âme aux enseignements contenus dans l'Encyclique « qui ne sont, au fond, que la doctrine, » constante de l'Église, organe infaillible de la vérité, » et auxquels tous les fidèles sont tenus de se sou- » mettre d'esprit et de cœur, sous peine d'être rangés, » selon la parole du Maître, parmi les païens et les » publicains ». L'évêque de Soissons, Mgr Dours, s'associe à ses collègues, et partage leurs sentiments sur

l'Encyclique dont aucun catholique ne peut rejeter les décisions doctrinales; la prohibition qui lui est faite de la publier blesse le droit divin des évêques d'enseigner les fidèles, et de leur transmettre les instructions du chef suprême de l'Église. Mgr de Leverzon de Verzins, évêque d'Agen, veut bien rendre à César ce qui appartient à César, mais après avoir rendu à Dieu ce qui appartient à Dieu. Le pape, d'ailleurs, n'a jamais voulu faire un acte d'hostilité contre l'Empereur, envers qui il garde de vifs sentiments de reconnaissance, ni attaquer la Constitution de l'Empire. Mgr Dubreuil, archevêque d'Avignon, explique que plus il est dévoué à l'Empereur, plus en matière de mœurs, de discipline et de foi, il est et il sera toujours soumis à ce que prescrit le saint-père. Mgr Bravard, évêque de Coutances, voit dans la défense qui lui est faite une atteinte grave, soit à ses devoirs d'évêque, soit aux principes généraux qui régissent les choses civiles et religieuses en France. Elle le met dans l'impossibilité de remplir l'obligation d'enseigner le clergé et les fidèles sur les choses bonnes, justes, vraies, saintes et salutaires aux âmes. « Par cette interdiction, dit-il, vous nous créez une » position humiliée, inacceptable en France... Vous » nous traitez ainsi, monsieur le ministre, comme des » parias de la parole évangélique, nous réduisant à » faire un corps à part, isolé au milieu de nos diocèses, condamné à l'ignominie du silence et en présence d'attaques inégales, n'ayant qu'à souffrir les » injustices et les calomnies de nos ennemis. Vous » nous obligez même à laisser nos fidèles douter de

» notre prudence, de notre désir du bien et de la pa-
» cification des esprits, de notre fidélité à nos ser-
» ments envers l'Empereur, de notre volonté de res-
» ter bons Français tout en restant bons évêques. »

Un seul prélat, Mgr Lecourtier, évêque de Montpellier, prit dans cette affaire une attitude opposée à celle de ces collègues : « Si tout rescrit pontifical » dit-il dans une lettre *très confidentielle*, doit être » accepté *avec une soumission absolue*, demain » Rome peut nous envoyer la déposition de Napo- » léon III, comme Hildebrand priva Henri IV de l'em- » pire, et délia l'Allemagne du serment de fidélité, » et il faudra que les Français catholiques se sou- » mettent d'une manière absolue. C'est un système » comme un autre, mais il est un peu étonnant en » 1865. » Mgr Lecourtier distingue entre la publica- tion de l'Encyclique, faite par les journaux, et la pu- blication solennelle adressée à la conscience catho- lique par ceux que « le Saint-Esprit a posés pour régir l'Eglise de Dieu ». Si l'on nie que l'État ait le droit de viser les bulles, brefs, rescrits, etc., c'est tout un système à établir, une législation à refondre, un nouveau droit public religieux à proclamer. « Plai- gnez-vous, monsieur le ministre, dit-il en terminant, nous élevés à la sainte et digne école de Saint-Sul- pice; plaignez surtout celui qui a, à sa gauche, la tirade hâtive de Carcassonne, et à sa droite les érup- tions du Gard, et derrière lui le tranchant de Rodez. Cette lettre *doit rester* toute confidentielle; mais si le gouvernement ne réprime pas, quoique avec mesure, tous les timides vont parler, et l'on signalera une fois

de plus à la haine des partis les quelques hommes sages qui savent allier avec une fois sincère l'honneur d'appartenir à l'Église de France. »

L'émotion causée dans le monde religieux et politique par la bulle *Quanta cura* et par le *Syllabus*, loin de se calmer, ne fit au contraire que s'accroître pendant le reste de l'année. L'audacieuse condamnation portée par le pape contre la liberté de la presse, la séparation de l'Église et de l'État, le droit pour ce dernier de régler le mode de possession des biens de l'Église, irritait les libres-penseurs et attristait les catholiques libéraux qui sans contester aucune des déclarations doctrinales du Souverain Pontife, regardaient la publication de l'Encyclique comme peu opportune, et qui trouvaient la rédaction du *Syllabus* très défectueuse, en ce sens qu'il semble condamner des choses dont l'Église ne blâme que les excès. Rome, ajoutaient-ils, ne peut condamner les libertés publiques, puisqu'elle a toujours autorisé les catholiques belges à prêter serment à leur Constitution qui est pourtant une des constitutions les plus libérales du monde. L'école de l'*Univers* n'en mettait que plus d'acharnement à commenter l'Encyclique dans le sens restrictif des libertés et des idées modernes. Mgr l'évêque d'Orléans crut devoir prendre la parole pour rassurer les esprits. La pensée de l'Encyclique avait été dénaturée, à l'en croire, par des journalistes dépourvus de toute notion de théologie, et ne discutant du reste que sur un texte inexact, fourni par une agence bien connue. L'agence Havas avait-elle rédigé une fausse Encyclique? L'évêque d'Orléans ne le disait

pas, mais il le laissait supposer. Revenant aux journalistes, ils ignorent, disait-il, non seulement l'italien et le latin, mais encore la logique, ils confondent le *contraire* et le *contradictoire*, la *proposition universelle* avec la *proposition absolue*, ils ne savent pas même distinguer entre la *proposition absolue* et la *proposition relative*; l'ignorance des journalistes a créé des fantômes; le pape nier la raison! allons donc! il lui demande tout simplement de se soumettre à la foi; le pape condamner la liberté de conscience, quelle erreur! il s'élève uniquement contre la trop grande multiplication des sectes. Tout cela était-il habile? on peut en douter, mais à coup sûr ce n'était pas fier, et les adversaires même de l'Encyclique s'affligeaient de voir un prélat s'abaisser pour la défendre jusqu'à l'équivoque. Le saint-siège lui-même semblait, il est vrai, demander à l'équivoque un refuge peu honorable en approuvant la brochure de Mgr Dupanloup qui se terminait par une violente critique de la convention du 15 septembre.

La cour de Rome, au lieu de se contenter de profiter silencieusement de l'effet des mandements de l'épiscopat français en faveur de l'Encyclique, se hâta d'en triompher publiquement. Le nonce du pape, Mgr Flavio Chigi, archevêque de Myra, non content d'adresser des félicitations à Mgr Dupanloup sur « son magnifique travail », complimenta également par lettres rendues publiques Mgr Pie et d'autres évêques au sujet de leurs mandements; le gouvernement s'en émut, et se sentant pour ainsi dire poussé à bout il fit insérer la note suivante dans le *Moniteur* : « Le mi-

» nistre des affaires étrangères, après avoir pris les
» ordres de l'Empereur, a invité l'ambassadeur de Sa
» Majesté près le saint-siège à se plaindre de deux
» lettres adressées par le nonce apostolique aux
» évêques d'Orléans et de Poitiers, lettres qui ont été
» publiées dans les journaux et qui constituent une in-
» fraction aux règles du droit international. » La cour
de Rome comprit que son représentant était allé un
peu trop loin, et Mgr Chigi, dans une audience de-
mandée à l'Empereur, exprima ses regrets de la pu-
blicité donnée à ses lettres; il déclara qu'il avait parlé
comme particulier et non comme nonce, et finit en
assurant Sa Majesté que, « pénétré des devoirs de son
» caractère diplomatique, il n'avait jamais eu l'inten-
» tion de s'écarter du respect des règles du droit in-
» ternational ». Le *Moniteur* du 15 février constate
que Sa Majesté avait accueilli avec bienveillance les
explications et les excuses de Mgr Chigi.

Le mot d'ordre à Rome semblait être pour le mo-
ment d'atténuer autant que possible l'effet de l'En-
cyclique et du *Syllabus*. Le cardinal Antonelli en
écrivant à Mgr Dupanloup, au sujet de sa brochure,
déclara que la condamnation des erreurs énumérées
dans l'Encyclique ne devait troubler en rien la con-
science des catholiques, ni les empêcher de remplir
leurs devoirs de citoyens, de prêter et de tenir leurs
serments à la constitution de leur pays où se trouve
garantie la liberté des cultes. Le pape adressa à son
tour, le 5 février, à l'évêque d'Orléans, un bref où il
lui dit :

« Nous avons été heureux de voir que non seulement vous aviez relevé et confondu les calomnies et les erreurs des journaux qui avaient si misérablement défiguré le sens de la doctrine proposée par nous, mais encore que vous vous étiez élevé avec force contre l'injuste interdiction par laquelle toute liberté de déclamer contre nos paroles étant laissée à des écrivains incompétents et hostiles, la défense de publier et d'expliquer nos lettres avait été faite à ceux-là seulement qui en sont les légitimes interprètes. »

Les discussions auxquelles l'Encyclique donnait lieu n'étaient pas sans produire une certaine agitation religieuse dans quelques parties de la France. Les catholiques du Midi surtout montraient une ardeur particulière. Les fidèles de Nîmes attendaient avec impatience le retour de Rome de leur évêque Mgr Plantier, pour lui faire une ovation à la hauteur des circonstances. Le préfet reçut l'ordre de s'y opposer, le prélat se plaignit amèrement au ministre des cultes qu'on eût interdit à ses brebis d'aller l'attendre processionnellement à la gare. Le style du prélat se ressent un peu de l'emphase méridionale : « Ces grandes vagues populaires », écrit-il au ministre, « restent maîtresses d'elles-mêmes ; le sentiment qui les soulève les contient, et l'émotion dont elles frémissent n'est point de celles qui supposent ou qui invoquent la tempête, elle n'est que celle d'un bonheur bruyant, peut-être, mais jamais orageux. Voilà ce que nous avons vu dans deux *triumphes* qui m'ont été décernés par ce peuple admirable. »

L'année 1865 se termina au milieu des cérémonies religieuses en l'honneur du général Lamoricière, Mgr Dupanloup prononça, comme on l'a vu, son oraison funèbre dans la cathédrale de Nantes. Le pape

saisit cette nouvelle occasion de lui écrire une lettre de félicitations et de compliments. L'exemple de Mgr Dupanloup fut suivi par l'évêque de Poitiers, Mgr Pie. Il n'y eut bientôt plus un seul évêque un peu en vue qui, sous prétexte d'honorer la mémoire du vaincu de Castelfidardo, ne fit servir sa cathédrale de théâtre à une manifestation à la fois en l'honneur du pape et en l'honneur d'Henri V.

L'entente qui depuis la convention du 15 septembre semblait régner entre Napoléon III et le roi d'Italie ne cessa pas, pendant l'année 1866, d'être l'objet des plus vives inquiétudes et des plus ardentes récriminations de la part de l'épiscopat français ; le gouvernement commençait à paraître las de ces attaques ; on en voit la preuve dans cette sèche réponse de l'Empereur à une lettre de plaintes du cardinal Donnet :

A S. EM. M. LE CARDINAL DONNET, ARCHEVÊQUE DE BORDEAUX.

« Palais de Compiegne, novembre 1866.

» Monsieur le cardinal.

» Après avoir restauré la papauté, je l'ai protégée contre les passions révolutionnaires pendant une longue période de temps. Il me restait le devoir de l'entourer de sérieuses garanties et de la rendre indépendante de nous-même. C'est ce que j'ai fait lorsque j'ai signé, avec le roi d'Italie, la Convention du 15 septembre qui, loyalement exécutée, mettra la papauté à l'abri de toutes les agressions. Rien ne viendra désormais troubler l'œuvre divine qu'elle accomplit dans le monde. »

Le clergé ne paraissait rien moins que convaincu de l'efficacité de la convention du 15 septembre pour assurer l'indépendance du pape. Les mandements épiscopaux redoublaient de violence. Aussi ce ne fut

pas sans appréhension que le garde des sceaux reçut, dans le mois d'août 1867, du cardinal Donnet, la demande d'autorisation de réunir en janvier un synode provincial à Poitiers, à l'occasion du quinzième anniversaire centenaire de la mort de saint Hilaire. « Notre but, dit Son Éminence, en poursuivant la série de nos réunions synodales, est de nous concerter sur les besoins de nos diocèses, d'opposer de nouvelles affirmations aux négations de l'impiété, et de nous communiquer nos vœux sur les questions principalement disciplinaires susceptibles d'être traitées dans le Concile œcuménique déjà annoncé... La haute intelligence de l'Empereur a compris depuis longtemps qu'un acte de vitalité propre à l'Église ne peut être un danger pour l'État. N'avons-nous pas d'ailleurs gardé précieusement dans nos souvenirs ces paroles prononcées par Sa Majesté dans son discours aux grands corps de l'État, à l'ouverture de la session de 1858 : « Les conciles se tiennent librement et sans entraves. »

M. Baroche, ministre des cultes, lui répondit le 10 septembre que si les choses n'avaient pas été si avancées au moment où cette communication lui était arrivée, il aurait eu bien des observations à présenter au cardinal, « bien des doutes à lui soumettre » sur l'opportunité de la réunion, sur le lieu même « qui a été choisi » ; malheureusement, ajouta-t-il, de pareilles questions ne peuvent être traitées par correspondance. C'était inviter le cardinal à se rendre à Paris ; Mgr Donnet se contenta de donner à M. Baroche l'assurance par lettre qu'on se bornerait dans le

synode à examiner un certain nombre de questions pratiques et disciplinaires, et certaines modifications à la jurisprudence du concile de Trente et des congrégations romaines, rendues nécessaires par les changements survenus dans les conditions extérieures de la société; qu'aucune espèce de question périlleuse ne pouvait y être introduite, et qu'au reste on ne se proposait pas de prolonger cette assemblée au delà de trois jours. M. Baroche, peu rassuré, déclara de nouveau qu'il regrettait cette réunion : « Je suis assuré, dit-il, qu'elle produira sur l'opinion publique un effet qui ne sera pas favorable au clergé ni même à la religion, et qu'elle ne réalisera pas le but si louable que poursuit Votre Éminence : chercher à se former un même sentiment sur les questions qui seraient abordées dans le concile romain. »

Le successeur de saint Hilaire, Mgr Pie, évêque de Poitiers, était un de ces légitimistes inflexibles qui refusaient de s'incliner devant l'usurpation; ne pouvant la foudroyer de ses anathèmes, il se tenait à l'écart fier et dédaigneux. L'Empereur, à qui le cardinal Donnet avait fini par s'adresser directement, crut adoucir l'évêque de Poitiers en lui fournissant l'occasion de solenniser par un synode l'anniversaire de la mort du patron de son église, mais Mgr Pie ne se montra pas le moins du monde sensible à cette concession; M. Tourangin, préfet de la Vienne, se vit même obligé d'écrire, le 26 décembre, au ministre de l'intérieur que l'évêque de Poitiers n'ayant rien publié depuis un an qui modifiât sa situation politique, il était plus que jamais nécessaire de suivre la

ligne de conduite adoptée à son égard, et d'engager les autorités et les corps constitués à s'abstenir de lui faire des visites à l'occasion du jour de l'an.

Pendant que l'Église catholique opérait un mouvement de concentration en s'unissant plus étroitement à Rome, l'Église protestante suivait une impulsion en sens contraire. Le protestantisme, au lieu de resserrer son unité, cherchait un nouveau développement dans l'interprétation libre de l'Évangile.

Les protestants, dans l'espace qui sépare François I^{er} de Henri IV, composaient le tiers environ de la population de la France. Les massacres, les atteintes non interrompues à l'édit de Nantes, l'exil, les supplices, portèrent de tels coups aux Réformés, que, peu avant la Révocation, il n'en restait que deux millions. Un instant même, vers 1684, sur la foi des rapports mensongers des intendants de province, on crut au complet anéantissement de la Réforme, et l'édit de Nantes « perpétuel et irrévocable » fut solennellement révoqué. On a donc lieu d'être surpris qu'au lendemain de la proclamation de la liberté des cultes (1789), à la suite de cent années de persécutions continues, les protestants se soient encore trouvés en si grand nombre. Cela prouve au moins l'inutilité de la violence sur les idées et la vitalité du protestantisme.

La loi de germinal an X donna aux Églises protestantes une organisation qui reçut une modification importante par le décret du 26 mars 1852. Le suffrage universel fut substitué au suffrage restreint pour l'élection des consistoires; les Églises se trouvèrent par

là soustraites à la domination héréditaire des familles les plus riches. Tout protestant âgé de trente ans et remplissant certaines formalités que la loi détermine eut le droit de voter dans son Église et de participer au gouvernement des affaires ecclésiastiques. Cette innovation ne fut pas accueillie de tous avec la même satisfaction, bien qu'elle soit conforme à l'esprit même du protestantisme et digne de ses meilleures traditions. Sans prétendre, comme les intendants de Louis XIV, que « les consistoires sont un gouvernement de républicains », on peut dire qu'ils s'en rapprochent. Aussi les conservateurs virent-ils avec douleur le suffrage universel introduit dans l'Église.

Les populations protestantes se rattachent à trois groupes dont le plus considérable est celui des Églises réformées proprement dites, il comprend les deux tiers des protestants de France et compte 105 consistoires, 600 pasteurs et 1300 écoles; le second groupe, celui des églises luthériennes ou de la confession d'Augsbourg, n'a que 300 pasteurs et environ 600 écoles; il domine dans les départements de l'Est; le troisième est celui des Églises indépendantes, ainsi nommées à cause de leur indépendance vis-à-vis de l'État; ces Églises qui s'organisent et s'administent elles-mêmes, comptent une centaine de pasteurs.

Les Églises protestantes, par le principe même qui a présidé à leur naissance, ont toujours été des foyers d'ardente discussion. Bossuet croyait les accabler sous le reproche de leurs variations; ces variations sont leur gloire, car, à moins de supposer que l'homme arrive du premier coup à la possession de

la vérité, varier c'est chercher le vrai, et s'en rapprocher sans cesse. Il est d'ailleurs deux principes sur lesquels les Églises protestantes ne varient pas : c'est que la vérité religieuse est contenue dans l'Évangile et qu'elle ne peut être appréciée que par la conscience individuelle.

Depuis une vingtaine d'années, la discussion religieuse avait pris une importance exceptionnelle dans le monde : les protestants, pas plus que les catholiques n'étaient restés étrangers à ce mouvement des esprits. De même qu'il y a ou qu'il y avait un catholicisme libéral et un catholicisme ultramontain, un protestantisme libéral s'était formé à côté du protestantisme orthodoxe. Le parti libéral l'emporte au cœur des vieilles populations huguenotes du Midi, celles qui, au dix-huitième siècle, ont sauvé le protestantisme au *désert*, tandis que le parti orthodoxe domine dans le Nord, au milieu d'Églises relativement récentes.

A l'époque où le suffrage universel fut introduit dans les Églises protestantes de France, la critique religieuse venait de prendre un grand essor par la fondation de l'école de Strasbourg qui avait pour organe la *Revue de théologie* et pour représentants des hommes d'un très haut mérite, MM. Colani, Schérer, Michel Nicolas, Reus, Réville, etc. L'école de Strasbourg portait un coup mortel à la vieille théologie scolastique, et au système despotique des confessions de foi ; elle ramenait l'étude des questions religieuses à celle de l'histoire et des origines du christianisme ; elle ne considérait plus les Écritures comme un recueil de livres infaillibles miraculeuse-

ment dictés par Dieu même à des secrétaires; elle leur appliquait les règles de critique qu'on applique à toute espèce de livres et arrivait ainsi à mettre en doute l'authenticité de plusieurs des livres sacrés. Ce fut un grand scandale. En Allemagne, on était déjà habitué à ces procédés de la libre critique, mais non pas en France. L'école de Strasbourg eut donc ses détracteurs passionnés et ses partisans.

Les deux partis se dessinèrent de plus en plus, à la faveur de l'impulsion donnée à la science par la *Revue de théologie*. Le parti libéral voulait que la Réforme restât fidèle à son principe; il croyait l'union religieuse possible dans la diversité des interprétations; le parti orthodoxe demandait au contraire que chaque Église imposât à ses membres telles ou telles croyances fondamentales; les orthodoxes, par une conséquence logique de leur système, réclamaient l'expulsion de quiconque refuserait de se plier à ces exigences. Telle fut désormais la grande question : Pouvait-on professer les idées de l'école de Strasbourg et rester dans l'Église établie ? Les libéraux dirent : oui ; les orthodoxes : non. Une lutte analogue s'engagea entre les églises luthériennes, mais les événements les plus mémorables de cette lutte se sont passés dans les Églises réformées et notamment à Paris. C'est dans l'histoire du protestantisme parisien qu'est contenue celle du protestantisme français.

Le parti libéral menacé, violemment repoussé de toute participation aux affaires de l'Église, avait fondé une association destinée à centraliser ses forces et à organiser la résistance. L'*Union protestante libérale*

se proposait surtout de travailler à la lutte électorale et d'obtenir une représentation exacte de l'opinion au sein des conseils de l'Eglise. Le registre paroissial de 1852 à 1856 avait reçu en tout cinq noms nouveaux ! Il portait le chiffre des électeurs à 1086. *L'Union* vint heureusement troubler cette somnolence. En 1865, on comptait 3000 électeurs dont 2630 se présentèrent au scrutin. L'orthodoxie parisienne, troublée par ces manifestations imposantes qui lui apparurent comme des avertissements, résolut de frapper de grands coups.

M. Renan lui en fournit involontairement l'occasion par sa *Vie de Jésus*. M. Athanase Coquerel, fils d'un pasteur illustre de l'Eglise de Paris et lui-même prédicateur et écrivain distingué, en rendant compte de cet ouvrage dans le journal *le Lien*, d'ailleurs pour en réfuter les vues principales, crut pouvoir donner à l'auteur le titre de « cher et savant ami ». Il n'en fallait pas davantage. Le conseil presbytéral refusa de renouveler les pouvoirs de M. Athanase Coquerel en qualité de suffragant de M. le pasteur titulaire Martin Paschoud. C'était le 26 février 1864. M. Athanase Coquerel fils exerçait le ministère à Paris depuis quatorze années, et une notable partie du troupeau se réclamait de lui. Le conseil, s'érigeant en concile sous la présidence de M. Guizot, allégua pour justifier sa décision que de profondes dissidences existaient entre les opinions du suffragant et les siennes, et il le déclara en quelque sorte hérétique.

La destitution de M. Athanase Coquerel fils jeta un grand trouble dans l'Eglise de Paris, et eut un dou-

loureux contre-coup dans toute la France protestante. Mais le conseil avait strictement usé de son droit. Des pétitions couvertes de milliers de signatures lui furent vainement présentées, à peine daigna-t-il les regarder.

M. Athanase Coquerel père, déjà vieux et fatigué par quarante années d'un ministère particulièrement remarquable, manifesta le désir d'avoir un suffragant et de le désigner lui-même, comme cela s'était toujours fait. Jamais conseil presbytéral n'avait eu la prétention d'imposer à un pasteur un suffragant qui n'eût pas son agrément, mais M. Athanase Coquerel père était libéral : le conseil presbytéral repoussa sa demande. Le vénérable pasteur continua ses fonctions malgré sa vieillesse et l'affaiblissement de sa santé. Il ne tarda pas à succomber à la peine.

Le conseil presbytéral n'était pas au bout de ses rigueurs. M. Martin Paschoud, privé de suffragant par la destitution de M. Athanase Coquerel fils, fut mis en demeure d'en proposer un nouveau. Il répondit qu'il n'en avait pas d'autre à présenter que celui dont la moitié de l'Église réclamait le ministère, et que si le conseil ne voulait pas revenir sur sa décision, il reprendrait l'exercice de ses fonctions. Le conseil presbytéral donna deux mois à M. Martin Paschoud pour chercher un suffragant. Les deux mois s'écoulaient, M. Martin Paschoud est inébranlable. Le conseil prétend l'empêcher de remonter en chaire, sous prétexte que sa santé trop affaiblie ne lui permet pas de remplir ses devoirs de pasteur. Comme ce philosophe ancien qui, pour prouver le mouvement, se

contente de marcher, M. Martin prêche. Le conseil le met alors à la *retraite*, chose inouïe depuis qu'il existe des Églises protestantes. Le ministre des cultes, refuse d'accepter comme légale cette mesure étrange. Le conseil prononce hardiment la destitution pure et simple du pasteur coupable de lui résister. Cette sorte de coup d'État, soumis à l'approbation du ministre des cultes, ne reçut pas son approbation, et M. Martin Paschoud a pu, à la grande joie de la moitié de l'Église de Paris, exercer le ministère évangélique jusqu'à la fin de ses jours.

Les élections de 1865 pour le renouvellement partiel du conseil presbytéral apportèrent aux orthodoxes l'expression fidèle de l'opinion de l'Église de Paris, M. Guizot, l'âme du conseil, le chef de l'orthodoxie, n'obtint pas un nombre de voix suffisant pour être élu : il dut passer par les épreuves du ballottage. Il emporta enfin de 8 voix sur 3600 votants ! Le conseil avait acquis la conviction qu'il n'était pas le véritable représentant de l'Église de Paris, qu'il ne devait qu'à l'appoint des indigents assistés de ses deniers une majorité factice ; mais le pouvoir lui restait, et la leçon qu'il recevait du suffrage universel le jeta dans de nouvelles violences, au lieu de le ramener à la modération et à la justice.

Une occasion s'offrit cependant de ramener la paix entre les deux partis ; les protestants libéraux, complètement désabusés de leurs illusions sur la justice qu'il pouvaient attendre du conseil, se tournèrent vers le gouvernement, leur dernier refuge. Il leur en coûta beaucoup de recourir à l'intervention du

pouvoir civil dans une question de ce genre, mais ils n'avaient pas d'autre ressource. Dans une pétition fortement motivée, ils demandèrent la division de l'Église de Paris en deux conseils presbytéraux qui se partageraient les temples de la ville et choisiraient des pasteurs à leur gré. Cette demande n'avait rien de contraire à la justice et à la raison, car il est inadmissible qu'un conseil presbytéral ou un consistoire puisse imposer son opinion à une Église dont la moitié la repousse. La division demandée existait d'ailleurs dans certaines villes, notamment à Strasbourg. Le conseil presbytéral jeta des cris d'alarme, travestit les intentions des pétitionnaires et crut découvrir une perfidie électorale dans des sentiments inspirés par le désir le plus sincère de la paix et par la nécessité évidente de pourvoir à des besoins religieux qui ne trouvaient plus à se satisfaire dans l'Église d'où les pasteurs libéraux étaient systématiquement exclus. La pétition n'eut aucun résultat.

Ces événements amenèrent une scission dans les conférences pastorales de Paris qui jusqu'alors étaient demeurées un champ librement ouvert aux discussions religieuses. Les orthodoxes ne voulurent plus se trouver en contact avec des hommes qui s'écartaient de leurs croyances sur certains points d'exégèse en s'accordant avec eux sur la religion elle-même et sur la portée de l'œuvre de Jésus. Ils ouvrent des conférences particulières fermées au mauvais air du libéralisme. Ce n'est pas que ces *purs* fussent irrévocablement fixés sur la confession de foi qui portait avec elle les caractères du vrai et définitif christia-

nisme. La conférence de Paris adopta une confession de foi rédigée par M. Guizot; celle de Valence adopta comme signe de ralliement le *Symbole des Apôtres*; celle d'Alais s'empressa de se rallier à la confession de foi dressée par M. Guizot. Tout ce qui sortait de sa plume était irréprochable aux yeux des orthodoxes, qui, dans leur empressement de se croiser contre les libéraux, oubliaient tout ce que le même M. Guizot avait dit en faveur du pouvoir temporel des papes et les nombreuses hérésies de ses écrits religieux. La grande affaire était de s'unir pour chasser les faux frères. Les orthodoxes, sans cette passion d'intolérance, ne se seraient pas même entendus sur le symbole dit *des Apôtres*, au sujet duquel ils ont toujours été et sont encore en dissentiment. Mais si chacun d'eux l'explique à sa manière et le signe avec des réserves, tous en font une arme de proscription.

Le consistoire de Caen, enhardi par cette entente factice, résolut de donner des conséquences pratiques à l'adoption du Symbole dit *des Apôtres*. Il décida qu'avant d'inscrire le nom d'un électeur sur le registre, il imposerait à cet électeur l'obligation de signer le *Symbole*. La tentative était audacieuse, tellement audacieuse qu'aucun autre consistoire n'osa marcher dans la carrière ouverte par l'orthodoxie du Calvados. Celle-ci eut la douleur de se voir désavouée par une circulaire ministérielle, et de s'entendre réprimander par ses propres électeurs.

Les orthodoxes poussaient évidemment les protestants libéraux au schisme, mais les libéraux résis-

taient à la réaction qui troublait les Églises ; ils ne réclamaient que leur part d'héritage dans la Réforme ; ils protestaient qu'ils ne se laisseraient pas enlever. Si l'un des partis doit quitter l'Église nationale, c'est, soutenaient-ils, celui qui a la prétention d'y introduire une tyrannie nouvelle. Le schisme lui coûterait beaucoup moins en effet, puisqu'il est d'origine récente et maître d'Églises relativement nouvelles, tandis que le parti libéral, ainsi que nous l'avons déjà dit, est enraciné au cœur des vieilles populations huguenotes de la France.

Si les orthodoxes méritaient le blâme pour la violence avec laquelle ils avaient abusé à Paris d'une majorité factice, ils n'étaient pas moins condamnables au nom des traditions de la Réforme. De quoi donc accusaient-ils leurs frères libéraux ? De n'avoir plus les croyances protestantes ? Mais où sont-elles consignées ces croyances ? Dans la confession de foi de la Rochelle. Voilà le seul document officiel des Églises réformées. Il est positif que les libéraux en ont rejeté certains dogmes ; mais les orthodoxes en ont fait autant. Il n'y a qu'une différence du plus au moins.

Il n'y a pas lieu d'ailleurs de poser ici la question des croyances. L'électorat a une loi pour base et non une confession. Il suffit, pour devenir électeur dans l'Église protestante, de remplir certaines conditions spécifiées par la loi¹. Les remplit-on ? On a le droit

(1) Pour être inscrit au registre paroissial, il faut : 1° en faire la demande ; 2° avoir trente ans révolus ; 3° résider dans la paroisse depuis deux ans, ou depuis trois ans si l'on est étranger ; 4° justifier de son admission dans l'Église par un certificat de première communion ou par

de voter, on est protestant, membre de l'Église. D'où il résulte qu'un consistoire dépasse ses pouvoirs et oublie le sens de ses attributions toutes les fois qu'il empiète sur le domaine de la théologie et qu'il persécute un pasteur pour cause d'opinions. C'est par suite d'un abus de ce genre que le consistoire de Paris opprime la moitié de l'Église dont l'administration lui est confiée.

Les libéraux, en attendant le jour d'une réparation nécessaire, eurent, sous le coup de la destitution de M. Athanase Coquerel fils, la pensée d'ouvrir un lieu de culte provisoire, afin de satisfaire aux besoins religieux de la fraction violemment repoussée du sein de l'Église. C'était le moyen de grouper les forces du libéralisme et de les accroître pour une nouvelle lutte électorale. Ils reculèrent devant cette mesure par suite de deux généreuses illusions. La première, c'est que le consistoire pourrait revenir sur ses regrettables décisions; que ce corps, issu du suffrage universel, tiendrait compte de la douloureuse émotion causée par son intolérance et finirait par céder en présence des imposantes manifestations de l'opinion publique, à laquelle un corps électif doit évidemment quelque déférence. Espoir chimérique. L'orthodoxie parisienne se montra résolue à se briser plutôt que de céder. L'autre illusion, c'est d'avoir compté sur le gouvernement. Le ministre des cultes, M. Rouland,

une déclaration de communion signée d'un pasteur; 5° justifier qu'on participe aux exercices et aux obligations du culte par une simple déclaration; 6° en cas de mariage, avoir reçu la bénédiction nuptiale protestante.

mis en demeure de se prononcer, traîna les choses en longueur; il refusa, il est vrai, d'accepter comme régulière la mise à la retraite de M. le pasteur Martin Paschoud; il n'osa pas valider la destitution de ce pasteur, malgré l'invitation pressante du consistoire, mais il ne se prononça pas sur la formation d'une nouvelle circonscription consistoriale à Paris, et dans la séance où le Sénat repoussa la demande d'un synode formulée par les orthodoxes, il s'empressa de descendre dans l'arène théologique pour accabler de ses arguments *le Protestantisme libéral*, ouvrage d'un éminent pasteur.

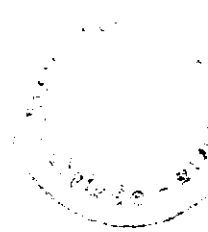
Le gouvernement n'a pas cessé de garder dans les affaires du protestantisme une attitude embarrassée et indécise, n'osant ni approuver les orthodoxes ni condamner les libéraux, et montrant, par son refus d'établir la division de l'Église en deux paroisses, les tristes inconvénients de l'union de l'Église et de l'État.

Les protestants libéraux de Paris se contentèrent donc de réclamer l'autorisation de tenir des réunions religieuses dans trois quartiers de la ville. Non pas qu'ils voulussent cesser d'appartenir à l'Église nationale; loin de là, ils y étaient plus fermement attachés que jamais, mais, n'y trouvant pas les éléments de vie religieuse que leur conscience réclame, ils cherchaient ailleurs un supplément d'édification. Leur intention, du reste, était de ne célébrer dans ces nouveaux lieux de culte ni baptêmes, ni mariages, ni communions. L'autorisation sollicitée leur a été accordée.

Les protestants libéraux auraient pu user de représailles, dans les grands centres où ils l'emportent, mais ils aimèrent mieux rester fidèles à leurs principes. A Nîmes, par exemple, les orthodoxes, qui sont en très petit nombre, ont toujours obtenu des pasteurs de leur opinion. Ce respect pour toutes les opinions honore les libéraux, mais il n'est pas imité par leurs adversaires.

Ces agitations, ces luttes ardentes, supposent au sein des Églises réformées un grand déploiement d'activité intellectuelle, de profondes études, des recherches incessantes. Qu'on dise, si l'on veut, que ces discussions continuelles sont un mal. On sait d'où part ce reproche. Les protestants, fils du libre examen, ne redoutent pas ces discussions et ces études; ils s'en font même un titre de gloire. L'obligation pour tout protestant de lire la Bible donne nécessairement un grand essor à l'instruction populaire. On n'a qu'à jeter les yeux sur une carte spéciale pour voir que les nations protestantes y tiennent le premier rang; si l'on se borne à la carte de France, quels sont les départements les plus avancés ? Ceux de l'Est, où les protestants dominent.

Le mauvais côté de ces luttes prolongées, c'est qu'elles risquent d'absorber toute l'attention des protestants et de les tenir à l'écart du mouvement général des idées. On ne parle pas ici des protestants orthodoxes conservateurs par principe et par tempérament; les conservateurs, quelle que soit leur croyance, se donnent la main pour refuser de marcher avec le temps; quant aux protestants libé-



raux, ils repoussent ces craintes en disant que, pour le moment, ils n'ont rien de plus pressant à faire que de résister aux prétentions de leurs coreligionnaires autoritaires ; le jour où ils seront tranquilles de ce côté, ils s'occuperont plus résolument des questions politiques, sociales, économiques et littéraires, car tout se tient. Il est bon que le protestantisme sorte de cette espèce d'isolement où il s'est tenu jusqu'ici, par la force des choses il est vrai. Les protestants, toujours persécutés, étrangers dans leur pays jusqu'à la fin du siècle dernier, n'ont guère joui de la tranquillité qu'exige l'étude ; ils ont dû se faire leur place au soleil, et pour cela les premières questions à traiter étaient des questions religieuses. Leur cause est aujourd'hui gagnée, une cause qui peut donner un Channing n'a pas besoin d'être défendue. Il ne reste plus aux protestants libéraux qu'à faire cesser le reproche qu'on a toujours adressé au protestantisme : d'être hostile aux lettres, aux beaux-arts, d'attrister la vie par une austérité outrée et de ne vouloir autre chose que des prêches.

CHAPITRE XV

1862-1866

LA PRESSE

SOMMAIRE. — Les avertissements. — Le *Petit Moniteur* à un sou. — Le procès des correspondants. — Interdiction aux journaux de rendre compte de ce qui se passe dans les bureaux de la Chambre. — L'appréciation et le compte rendu. — Suppression du *Courrier du dimanche*. — Inquisition en matière de journalisme. — M. de Girardin est obligé de quitter la *Presse*. — Les journaux littéraires. — Refus d'autoriser les journaux politiques.

Nous avons fait dans notre second volume l'histoire de la presse depuis le coup d'État jusqu'à la fin de 1862. Cette histoire ne change guère pendant la période qui s'écoule entre 1862 et 1866. L'année 1863 s'ouvre par un second avertissement donné à l'*Opinion du Midi*, qui a publié le 2 janvier une lettre d'un abbé d'Alzon, « attendu que cette lettre est un appel au désordre et que sa publication constitue un danger pour la paix publique ». Troisième avertissement le 4 janvier au *Courrier du dimanche*, à cause d'un article sur la liste électorale du département de l'Eure, dont le but est de « discréditer l'application du suffrage universel ».

Le *Temps* n'avait point eu encore maille à partir avec le bureau de la presse; son tour vint à l'occa-

sion du discours prononcé le 7 janvier par l'Empereur à l'ouverture de la session : « L'analyse qu'en donne le *Temps*, en dénaturant le sens de ce discours et en calomniant la politique intérieure et extérieure de la France, cherche à jeter la déconsidération sur le gouvernement. » L'appréciation du discours impérial vaut aussi un avertissement à la *Revue nationale* et au *Journal de la Côte-d'Or*. Le bureau de la presse veille sur l'honneur des employés autant que sur celui du gouvernement. L'*Écho d'Oran* est averti, « parce qu'il travaille à déconsidérer par ses articles l'administration de l'Algérie ».

Le mois de février ne compte qu'un avertissement donné au *Phare de la Loire* pour ce délit si élastique d'excitation à la haine et au mépris du gouvernement. Les *communiqués*, en revanche, sont très nombreux; le plus important est celui que le gouvernement adresse aux journaux comme commentaire de la note insérée le 7 février au *Moniteur* sur la manière dont il leur est permis d'interpréter les débats du Corps législatif, commentaire qui ne fait qu'épaissir les ténèbres de cette question, qui a été, on peut le dire, le cauchemar de la presse jusqu'en 1869.

L'*Écho d'Oran* est frappé pour la seconde fois dans le mois de mars, en même temps que le *Courrier de l'Algérie* : le premier à cause de la publication d'une lettre au gouverneur de l'Algérie, « publication inconvenante alors surtout que la lettre destinée à Son Excellence ne lui avait pas été envoyée »; le second, parce qu'« il enregistre les actes d'un

prétendu comité de défense des intérêts algériens ». Avertissement à la *Gazette de France* pour un article dont l'auteur, « par un compte rendu infidèle du discours prononcé devant le Sénat par Son Excellence le ministre sans portefeuille (affaires de Pologne), dénature la pensée du gouvernement ».

Pendant le mois d'avril, deuxième avertissement au *Journal des Débats*; avertissement au *Journal des villes et des campagnes*, qui « tente d'égarer l'opinion publique en propageant de fausses nouvelles à l'appui de manœuvres électorales »; à l'*Alsacien*, qui, « en publiant un article suivi de la formule *communiquée*, résiste ouvertement à l'autorité administrative et persiste à tromper le public en usurpant une formule réservée pour les communications officielles »; au *Courrier d'Oran*, qui « se livre à des appréciations fausses, téméraires, de nature à ébranler le crédit et à jeter la perturbation dans les affaires »; l'*Écho du Nord* « pour excitation à la haine et au mépris du gouvernement ».

L'*Union de l'Ouest* reçoit le 2 mai un avertissement attendu que ce journal « cherche à porter atteinte à la religion du serment ». La *Foie bretonne* est punie le 6 mai pour attaque à la sincérité des opérations électorales et tentative de jeter la déconsidération sur le pouvoir; la *France*, un journal fondé et rédigé par des sénateurs, est avertie, parce que « en affectant (article du 16 mai) d'exprimer la pensée secrète du gouvernement, elle se donne journellement la mission d'en dénaturer et d'en travestir la politique dans les élections, de manière à égérer l'opinion pu-

blique ». La *France* « proteste et ne cessera de protester contre cette accusation avec une fermeté que rien ne pourra intimider ».

Deux seconds avertissements sont donnés à l'*Écho de l'Arcyron* et au *Siècle* : L'un, dit la sentence administrative, « en présentant la religion catholique et le souverain pontife comme en péril, a troublé les consciences et excité à la haine du gouvernement » ; l'autre a porté atteinte à ses droits en demandant dans son article du 21 juillet « une sorte d'appel au peuple sur une question de politique étrangère dont la Constitution a remis la décision à l'Empereur ». Il s'agissait de la guerre en faveur de la Pologne que le *Siècle* proposait de soumettre à un vote de la nation. Le *Siècle* avait déjà émis l'idée de vider par un plébiscite la question du pouvoir temporel du pape.

Le *Mémorial de l'Allier* et le *Sémaphore de Marseille* sont avertis pendant le mois d'août, le premier pour avoir publié des nouvelles « fausses et diffamatoires », le second des nouvelles « fausses ». Le deuxième avertissement donné à la *Gironde* est motivé sur « sa tendance à faire croire que la revue du 14 août avait été contremandée dans la crainte de manifestations contraires à la politique du gouvernement dans les affaires de Pologne ». La *Presse* du 9 septembre est frappée d'un avertissement destiné à apprendre à M. Émile de Girardin à ne plus « représenter la conduite des affaires extérieures comme inquiétante pour le pays, et compromettante pour le crédit public ». Second avertissement à la *Revue nationale* pour un article de M. Lanfrey « exci-

tant à la haine et au mépris du gouvernement. »

Le gouvernement, non content des entraves apportées par la Constitution à la publicité des séances du Sénat et du Corps législatif, empêche les journaux d'informer leurs lecteurs même de ce qui se passe dans les bureaux de cette dernière assemblée. Le *Moniteur* du 14 novembre contient cette note :

« Plusieurs personnes ont cru pouvoir donner des détails plus ou moins exacts sur les séances des bureaux du Corps législatif. Il y a dans ce fait une contravention formelle à la loi qui, dans aucun cas, n'autorise la publication de semblables comptes rendus. »

L'*Observateur de l'Aisne*, dans le courant de novembre, est frappé à cause de « ses attaques inconvenantes contre la majorité ». Deux avertissements rappellent au *Courrier de Saint-Étienne* et à la *France* qu'il n'est pas permis de publier un compte rendu des débats du Corps législatif autre que celui qui est autorisé par l'article 24 de la Constitution et le sénatus-consulte du 2 février 1861 ; la *Gazette du Midi*, accusée « d'attribuer au gouvernement un système prémédité de corruption électorale », est avertie le 30 novembre. L'*Impartial dauphinois*, le *Courrier de la Vienne et des Deux-Sèvres*, le *Courrier de Saint-Étienne* sont avertis dans le courant du mois de décembre ; le délit commis par eux est « l'offense au Corps législatif ».

Quatre journaux avaient été frappés de suspension pendant l'année 1863 : Le *Journal de Rennes* à cause d'un article « renfermant des allégations calomnieuses contre le gouvernement de l'Empereur, et qui

attaque la foi due au serment électoral dont il dénature le sens et la portée »; le *Phare de la Loire* comme coupable de quelques lignes « renfermant une insulte à la personne même de l'Empereur »; le *Progrès de Lyon* en raison d'un compte rendu illégal du Corps législatif; le *Courrier du dimanche* pour avoir « dénaturé à la fois les causes et les conséquences de l'emprunt voté par le Corps législatif. »

Le *Progrès de la Côte-d'Or* et l'*Écho d'Hyères* furent supprimés par les tribunaux.

L'année 1864 débute par un avertissement donné le 19 janvier à l'*Écho du Nord* en raison d'un article « injurieux pour le Corps législatif et pour le gouvernement »; un second et bientôt un troisième avertissement punissent la *Nation*, « d'une appréciation inexacte d'un vote du Sénat et de ses efforts pour exciter à la haine contre les agents chargés de l'exécution des lois ». Les avertissements se succèdent sans interruption; ils tombent sur l'*Indépendant de la Charente*, qui « dans un article relatif aux élections excite à la haine et au mépris du gouvernement en le présentant comme un pouvoir sans frein et sans contrepoids »; sur l'*Écho d'Oran* qui « fait peser sur le gouvernement des accusations injustes »; sur le *Temps* (second avertissement) qui « excite les citoyens à la haine et au mépris du gouvernement »; sur l'*Indépendant de Constantine* qui « entretient l'inquiétude dans les esprits »; sur la *Foi bretonne* qui « attaque les articles organiques ».

L'*Opinion nationale* « ose dire à propos de la politique du gouvernement dans la question polonaise

que la France est condamnée à l'impuissance, qu'elle a subi l'humiliation imposée par les puissances étrangères, et qu'elle obéit aux doctrines de la paix à tout prix » ; cette feuille est avertie pour la seconde fois. Deux avertissements frappent le *Courrier de l'Algérie* presque coup sur coup. *L'Espérance du peuple* accusant le gouvernement de suivre à l'égard de l'Italie « une politique dont le but est de tromper tous les partis » ; l'*Union de l'Ouest* se plaignant que le gouvernement ait « mis sous le séquestre toutes les libertés » ; le *Journal de l'Aveyron* présageant un cataclysme social, « conséquence de la politique impériale », sont avertis de modérer à l'avenir leur langage.

Un tel système de répression ne pouvait manquer de s'user avec rapidité. Un des hommes de l'Empire qui s'en était le plus servi, M. de Persigny, le comprenait déjà ; on lit dans une lettre écrite par lui à M. de Girardin en réponse à des articles de ce dernier sur l'impunité de la presse : « Cette question me préoccupe beaucoup et je me sentirais bien peu disposé aujourd'hui à maintenir le régime actuel. » Le gouvernement frémit de se voir attaqué sur ce terrain et par cet adversaire ; le *Constitutionnel*, dans une note officieuse, fut même chargé d'exprimer le mécontentement personnel de l'Empereur au sujet de la lettre de M. de Persigny, mais un coup dangereux n'en avait pas moins été porté à la législation sur la presse.

M. Émile de Girardin, toujours porté à envisager le journalisme au point de vue de l'utilité qu'il peut

avoir pour le gouvernement, sans se préoccuper des services qu'il doit rendre aux citoyens, convaincu d'ailleurs que dans les pays libres on ne lit les journaux que pour les annonces et pour les dépêches, avait à diverses reprises proposé à l'administration de fonder un journal à 18 francs, transporté gratuitement, qui écraserait tous les journaux. Il appelait cela « un pont pour passer de la rive de la presse centralisée à la rive de la presse décentralisée et libre ». Le gouvernement repoussa l'offre, mais il retint l'idée, et publia le 2 mai le *Moniteur du soir*, journal à un sou, et donna pour ce prix une feuille grevée de 6 centimes de timbre. Non seulement le ministre de l'intérieur le fit vendre sur la voie publique, mais encore le maréchal Vaillant, ministre de la maison de l'Empereur, lui ouvrit les portes des théâtres, même de ceux qui avaient cédé par contrat le monopole de la vente des journaux dans leur salle.

La suspension pendant deux mois de *l'Union de l'Ouest* marqua le début de l'année 1865. La *Gazette du Midi* apprit ensuite à ses dépens qu'on ne conteste pas impunément au Conseil d'État « les pouvoirs que la Constitution lui confère sur le clergé en matière d'appel comme d'abus ». L'*Indépendant de la Charente-Inférieure* et le *Mémoires des Deux-Sèvres* commirent l'éternel délit d'excitation à la haine et au mépris du gouvernement : le premier, en se permettant de douter du succès de l'expédition du Mexique ; le second, en dénaturant les actes de l'autorité. Le *Journal des villes et des campagnes*, qui, en parlant de la récente discussion des affaires religieuses au

Sénat, « transforme le sens du discours de M. Rouland », est averti pour la troisième fois. Le *Courrier du dimanche*, qui venait à peine de reparaitre après une suspension de deux mois, est averti parce qu'il « tourne en ridicule la politique de l'Empereur ». L'*Indépendant de l'Ouest* subit le même sort pour avoir reproduit son article. Le *Monde*, du 25 mars, qui, en rendant compte d'un entretien entre le saint-père et l'ambassadeur de France, « n'a eu pour but que de jeter le trouble dans les esprits », est puni d'un avertissement qui s'étend à l'*Union de l'Ouest*, coupable d'avoir donné asile dans ses colonnes à la fatale confidence de son confrère. L'*Union de l'Ouest* est suspendue en avril pour deux mois, et pour la seconde fois.

M. Guérault, député de Paris et directeur de l'*Opinion nationale*, ayant eu à la tribune du Corps législatif une discussion vive sur les postes avec M. Vandal, directeur de cette administration et commissaire du gouvernement devant la Chambre, crut pouvoir publier dans son journal un article sur ce sujet. Le directeur de la presse se hâte de lancer un avertissement à l'*Opinion nationale*, qui « apprécie d'une façon injurieuse les paroles prononcées devant le Corps législatif par un commissaire du gouvernement ». La *Gironde* reçoit presque en même temps deux avertissements, l'un pour un article sur la dotation de l'armée, l'autre pour deux articles « dans lesquels sont émises des assertions de nature à égarer l'opinion sur les actes du gouvernement ». L'*Indépendant de Constantine* « sème la haine et la discorde

entre la population européenne et la population indigène »; l'*Union* « persiste, malgré les explications données par l'administration au journal *le Siècle* sous forme de *communiqué*, à affirmer que les conseillers municipaux ne sont pas tenus à la prestation du serment »; la *Guienne* « signale les mesures prises par l'administration pour une inhumation comme une violation des libertés de l'Église catholique »; la *Gazette de France* « s'est permis de faire suivre d'observations l'avertissement reçu la veille » : autant de causes d'avertissement.

Un article sur les élections municipales, « provoquant au mécontentement des populations et excitant au mépris de l'autorité », et un article contenant le même délit valent un avertissement à l'*Alsacien* et au *Journal de Rennes*. M. Prévost-Paradol publie dans le *Courrier du dimanche* un article « offensant pour les magistrats chargés d'appliquer les lois »; ce journal est averti. M. Laurent Picha attire la foudre administrative sur le *Phare de la Loire* par un éloquent article sur la mort de M. Amédée Jacques¹. L'*Epoque*, coupable d'avoir blâmé par la plume de M. Adrien Marx la décision disciplinaire appliquée aux étudiants ayant pris part au congrès de Liège, est rappelée au respect des arrêts du tribunal universitaire. Le congrès des étudiants devient aussi pour l'*Espérance du peuple* et pour la *Gazette du Midi* la cause de deux avertissements.

1. M. Amédée Jacques, élève de l'École normale, professeur de philosophie dans un collège de Paris, rédacteur de la *Libre pensée*, démissionnaire pour refus de serment et proscrit du 2 décembre, venait de mourir à Buenos-Ayres.

Quelques personnes, désireuses de donner plus de force à la rédaction des journaux légitimistes de départements, avaient conçu le projet de leur adresser, de Paris, des correspondances politiques. Elles chargèrent successivement MM. de Saint-Chéron et Vernay, M. Léon Lavedan, collaborateur de l'*Ami de la religion* et ex-rédacteur en chef d'un journal supprimé, le *Moniteur du Loiret*, de la rédaction de ces correspondances. M. Lavedan accepta, mais en déclarant qu'il entendait rester étranger à l'envoi des lettres aux journaux ainsi qu'aux divers soins matériels qu'il pourrait entraîner. M. Lavedan, en vertu de ces conditions, livra donc en manuscrit chacune de ses lettres à MM. de Saint-Chéron et Vernay. M. Finance de Clairbois se chargea de faire tirer un nombre de copies égal à celui des journaux qui devaient recevoir la correspondance. Ils étaient au nombre de dix-huit ou vingt. Chaque lettre leur était expédiée sous enveloppe cachetée et en la forme ordinaire. Les uns la publiaient sous la signature de M. de Clairbois, les autres sous la signature de l'un de leurs rédacteurs, tantôt intégralement, tantôt avec des modifications. Aucune de ces lettres n'avait attiré sur les journaux ni poursuite ni avertissement. Un beau jour, pourtant, voilà qu'elles effrayent, on ne sait trop pourquoi, le gouvernement; des perquisitions ont lieu, le même jour, à la même heure, chez MM. Léon Lavedan, Saint-Chéron et Finance de Clairbois; chez le premier on saisit..... une invitation à dîner que lui adressait M. Berryer.

Des perquisitions semblables eurent lieu dans les

bureaux des journaux de départements reproduisant la correspondance Clairbois. Leur résultat fut le renvoi en police correctionnelle de MM. Léon Lavedan, Saint-Chéron et Finance de Clairbois, et leur condamnation, le 17 mars 1864, chacun à un mois de prison et 100 francs d'amende, pour avoir contrevenu à l'article 1^{er} du décret du 17 février 1852 en publiant, sans autorisation du gouvernement, un écrit périodique traitant de matière politique. Ce jugement, déféré à la Cour d'appel, fut confirmé. Pourvoi en cassation de MM. Saint-Chéron et Clairbois. La Cour de cassation annule l'arrêt de la Cour de Paris, et pour être fait droit renvoie devant la Cour de Rouen ; la Cour de Rouen, adoptant la jurisprudence de la Cour de Paris, confirme le jugement du Tribunal de la Seine qui a condamné MM. Chéron et Clairbois ; nouveau pourvoi en cassation. Cette fois la Cour statue toutes les chambres réunies et, après un long délibéré en la chambre du conseil, elle casse de nouveau l'arrêt de Rouen et renvoie devant la Cour d'Orléans, qui adopte les principes proclamés par la Cour de cassation : décision fort mal accueillie par le gouvernement, mais il dut s'incliner. La justice avait prononcé.

Le silence avait été complet pendant dix ans, à partir de 1852, autour des délibérations du Corps législatif ; un avertissement eût frappé sans pitié le journal qui aurait osé l'interrompre ; le décret du 24 novembre ranima la vie publique, les débats de la Chambre reprirent de l'intérêt ; la question de la libre appréciation se posa non seulement dans les

journaux, mais encore au Sénat. M. Bonjean, à l'occasion du sénatus-consulte qui allait modifier les conditions de la publicité législative, demanda qu'une disposition expresse suppléât au silence de la loi sur la presse et de la Constitution ; M. Troplong s'y refusa, attendu que « la raison et la bonne foi » disent ce qui est permis mieux que les définitions, » ordinairement périlleuses ». Le principe de la libre appréciation des débats parlementaires semblait donc reconnu, mais l'application dépendait du caprice de l'administration. Les journaux s'enhardirent à user d'un droit si périlleux au prix de quelques avertissements où le droit fut plutôt affirmé que contesté. Appréciez tant que vous voudrez, mais ne rendez pas compte, la Constitution s'y oppose : telle était, toutes les fois qu'on l'interrogeait sur cette question du compte rendu, la réponse du gouvernement. Fort bien, mais qu'on nous trace la limite entre l'appréciation et le compte rendu, répliquaient les journaux, sans obtenir jamais cette démarcation impossible. Ce n'était pourtant pas faute de notes et d'avis officieux et officiels. Le 8 février 1863, au début de la discussion de l'adresse, les journaux, par une recommandation officieuse et par une note officielle, avaient été rappelés au respect de l'article 2 de la Constitution. Ils n'avaient certes aucune envie d'y manquer, mais encore fallait-il qu'ils ne fussent pas exposés à y manquer involontairement. Encore une fois, demande M. Picard, au nom des journaux, au gouvernement, où est la différence entre le compte rendu et l'appréciation ? Le gouvernement

refusa de répondre, sous prétexte qu'il s'agissait d'interpréter la Constitution, et cela ne regardait que le Sénat. M. Darimon s'adressa donc au Sénat ; les journaux, en attendant, déclarèrent qu'ils s'abstiendraient de toute discussion. Une nouvelle note en forme de communiqué parut au *Moniteur* le 12 février : « La » discussion et l'appréciation des discours prononcés » dans les deux assemblées ont toujours été permises, » et, si quelques journaux ont été l'objet de communi- » qués, d'avertissements et de poursuites judiciaires, » c'est que, sous la forme de discussion, ils étaient » sortis des limites permises. » Ces limites, comment les reconnaître ? où étaient-elles tracées ? Personne ne pouvait le dire. M. de la Guéronnière, en repoussant par l'ordre du jour la pétition de M. Darimon pour obtenir l'interprétation de l'article de la Constitution, se contenta de déclarer que tous les précédents en établissaient de la façon la plus catégorique le sens exact, et que le communiqué du 12 février confirmait et consacrait ce principe, que le droit d'apprécier les débats était distinct de l'obligation d'insérer le compte rendu.

Le malheur de cette distinction et son danger étaient que le gouvernement restait seul juge de la question de savoir si elle était observée ; les journaux restaient exposés à voir l'appréciation des débats transformée en compte rendu dressé pour ainsi dire contre le compte rendu fourni par le gouvernement, seul compte rendu légal, qu'ils devaient reproduire à l'exclusion de tout autre. Les journaux, malgré les difficultés de leur position, n'en conti-

nuaient pas moins à lutter laborieusement et obscurément pour mettre le droit d'appréciation à l'abri de toute contestation, et ils se flattaient d'y parvenir peu à peu, lorsque, le 1^{er} février, cet extrait d'une note du *Moniteur* remit tout en question : « Le législateur a voulu, par l'article 42 de la Constitution et par les articles 14 et 16 du décret de 1852, substituer un compte rendu fidèle et impartial aux comptes rendus critiques qui, dénaturant les paroles et la pensée des orateurs, ne compromettait pas moins la dignité des personnes que celle des grands corps de l'État. » Les comptes rendus critiques n'étant que l'application du droit d'appréciation des débats, ce droit se trouvait rayé par la note du code de la presse.

L'année 1866 vit se terminer la lutte depuis si longtemps engagée entre le gouvernement et le *Courrier du dimanche*. M. de la Valette, ministre de l'intérieur, demanda tout simplement sa suppression à l'Empereur :

« Sire,

» Le journal le *Courrier du dimanche*, dans son numéro du 29 juillet, publie un article intitulé *Lettre au rédacteur*, qui contient notamment les passages suivant :

« La France est une dame de la cour, très belle, aimée par les
 » plus galants hommes, qui s'enfuit pour aller vivre avec un pal-
 » fremier. Elle est dépouillée, battue, abêtie un peu plus tous les
 » jours ; mais c'en est fait, elle y a pris goût et ne peut être arrachée
 » à cet indigne amant. »

« Noble et chère nation, qui donc plaidera ta cause comme il
 » convient auprès de la postérité trop sévère ? Qui expliquera,
 » comme il est juste, ton découragement par tes échecs, ta lassi-

» tude par tes chutes, ton dégoût par tant de sublimes et stériles
 » efforts ? Comme cet homme à la main malheureuse dont on raconte
 » l'histoire aux enfants, qui ne pouvait marcher sans faire un faux
 » pas, ni toucher un meuble sans le briser, ni tendre la main sans
 » renverser quelqu'un ou quelque chose, et qui finit par rester
 » cloué sur sa chaise de peur de faire crouler la maison, tu demeures
 » immobile et sans voix, pleine de défiance contre toi-même et aussi
 » de surprise, déconcertée par le sentiment même de ta force et
 » par cette impuissance de la faire tourner à bien. Mais ce mauvais
 » sort n'est pas éternel, et cette contradiction doit cesser un
 » jour. »

« Le langage que j'ai voulu reproduire, pour le signaler non seulement à Votre Majesté, mais au pays tout entier, est-il celui d'une appréciation loyale des affaires de l'État ?

» C'est à de tels signes que se révèle cette presse antidynastique, instrument d'un parti incorrigible, qui cherche dans la violence des attaques de vaines compensations à sa faiblesse et à son isolement. Or, c'est contre de pareils organes de publicité que le législateur a armé le pouvoir.

» Le *Courrier du dimanche* a, depuis son apparition, encouru huit avertissements, deux suspensions et une condamnation judiciaire pour excitation à la haine et au mépris du gouvernement. A côté de ces mesures sont intervenues des amnisties successives, qui auraient dû inspirer quelque modération et quelque convenance à la rédaction de cette feuille. Mais l'indulgence et la sévérité devaient être également impuissantes à contenir des passions et une hostilité qui poursuivaient un dessein prémédité.

» Le recours à un droit extrême s'impose donc au gouvernement, et je n'hésite pas à soumettre à la signature de Votre Majesté un décret qui prononce la suppression du *Courrier du dimanche*.

» J'ai l'honneur d'être, etc.

» *Le ministre de l'intérieur,*

» LA VALLETTE. »

Ce rapport parut dans le *Moniteur*, suivi d'un décret daté de Vichy le 2 août 1866 :

« Sur le rapport de notre ministre de l'intérieur,

» Vu le numéro du journal *le Courrier du dimanche* en date du 29 juillet 1866, lequel contient à la seconde page un article intitulé *Lettre au rédacteur*, signé Prévost-Paradol, commençant par ces mots : « Que dire..... », et finissant par ceux-ci : «.....sera le plus fort. » ;

» Vu les deux avertissements donnés par notre ministre de l'intérieur au journal *le Courrier du dimanche*, le premier en date du 3 décembre 1865, le second en date du 20 mai 1866 ;

» Vu l'article 32 du décret du 17 février 1852 ;

» Considérant que l'article du *Courrier du dimanche* précité, par une comparaison injurieuse et un tableau mensonger, représente la France comme « dépouillée, battue, abêtie un peu plus tous les jours », et comme impuissante et dégradée ;

» Considérant qu'un tel langage constitue un outrage à l'honneur du pays, une excitation à la révolte et à la sédition ;

» Considérant que le journal *le Courrier du dimanche* a déjà encouru huit avertissements, deux suspensions et une condamnation judiciaire pour excitation à la haine et au mépris du gouvernement ;

» Avons décrété et décrétons ce qui suit :

» ART. 1^{er}. — Le journal *le Courrier du dimanche* est supprimé par mesure de sûreté générale.

» ART. 2. — Notre ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*. »

Le bruit de la suppression du *Courrier du dimanche* courait depuis plusieurs jours. Le *Constitutionnel* le démentit. Le décret de Vichy lui infligea un désaveu auquel il dut être d'autant plus sensible qu'il se piquait d'être bien informé, au point que l'*Union* ayant dit en parlant de lui : « Cet organe si souvent désavoué », le rédacteur en chef, M. Paulin Limayrac, lui offrit « 100 000 francs à distribuer aux pauvres de sa paroisse, s'il peut prouver que le *Constitutionnel* a été désavoué une seule fois. »

Cette monotone série d'avertissements dont se compose l'histoire du journalisme ne pouvait, quelque ennui qu'elle ait pu causer au lecteur, être négligée

par l'histoire sous peine de laisser dans l'ombre un des aspects les plus tristes de la politique de l'Empire, son intervention tyrannique, minutieuse et tracassière dans tous les actes de la vie politique. Les amis du gouvernement eux-mêmes en étaient victimes. Il avait suffi à M. Clément Duvernois d'insinuer que le Corps législatif pourrait bien, pour hâter le retour des troupes du Mexique, diminuer le chiffre du contingent, pour attirer le 3 août 1866 un avertissement à la *Presse*, « une telle assertion ne pouvant être considérée que comme une injure pour une Chambre française ». M. de Girardin voulait l'Empire avec la liberté, mais le développement de ce programme créait à la propriété de la *Presse* des dangers tels, qu'il crut devoir abandonner la rédaction en chef.

La pensée publique, assiégée et bloquée pour ainsi dire par le gouvernement, ne pouvait faire un pas au delà du rayon tracé par lui. Impossible de fonder un journal politique sans l'autorisation ministérielle. Quelques journaux littéraires se lançaient de temps en temps sur la mer orageuse de la publicité au risque de se briser sur l'écueil qui sépare les matières politiques des matières économiques et sociales. La *Libre-pensée*, feuille hebdomadaire rédigée par M. Dally, Eudes, Flourens, etc., parut en octobre 1866. L'année précédente avait vu la naissance de la *Morale indépendante*, avec H. Brisson, Massol, F. Morin, Ch. Renouvier et Vacherot pour rédacteurs. MM. Émile Ollivier, Veuillot et Chassin se hasardèrent à demander l'autorisation de fonder un journal politique. M. Émile Ollivier reçut cette ré-

ponse du ministre de l'intérieur : « Vous avez de-
» mandé l'autorisation de fonder un journal, j'ai dû
» examiner votre demande en même temps qu'un
» grand nombre d'autres du même genre, et je viens
» de décider que l'autorisation ne pourrait vous être
» accordée. » La réponse à M. Veillot est formulée
en mercuriale : « Si vous aviez voulu consacrer votre
» grand talent à une œuvre de conciliation au milieu
» des grands intérêts qui s'agitent en ce moment en
» Europe, je n'aurais pas tardé à vous donner l'au-
» torisation demandée, mais le gouvernement a cru
» devoir écarter de la discussion, dans l'intérêt même
» de l'Église, tout ce qui pouvait répandre dans les
» esprits une agitation stérile et troubler les con-
» sciences. »

Quant à M. Ghassin, on ne lui répondit même pas.

FIN DU TOME QUATRIÈME.



TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE TOME QUATRIÈME

L'EMPIRE

(SUITE)

CHAPITRE PREMIER. — L'ANNÉE 1865..... 1

Réceptions du jour de l'an. — Élévation du prince Napoléon à la vice-présidence du conseil privé. — Convoi de Proudhon. — Interdiction des conférences et de la lecture publique des *Deux Reines*. — Rapport de M. Duruy sur l'instruction publique. — Note rectificative du *Moniteur*. — Mort de M. de Morny. — M. de Lavalette ministre de l'intérieur. — Mort de Cobden. — Assassinat du président Lincoln. — Adresse des étudiants de Paris à la nation américaine. — Arrestations. — Le Czar traverse Paris, se rendant à Nice. — Voyage de l'Empereur en Algérie. — L'Impératrice est nommée régente. — Le titre de duc de Montmorency. — Procès à ce sujet. — Emotion qu'il cause dans la noblesse. — Le Jockey-Club est menacé de dissolution. — Procès Sandon. — Discours d'Ajaccio. — Lettre de l'Empereur au prince Napoléon. — Grève des cochers. — Élections municipales. — M. Walowski, sénateur, candidat officiel dans la 2^e circonscription des Landes. — Redoublement de sévérité contre la presse. — Le comité de Nancy. — La flotte anglaise et la flotte française à Cherbourg. — Évasion de Blanqui. — Mort de Lamoricière, de Lord Palmerston, du procureur général Dupin, de Léopold I^{er}, roi des Belges. — Voyages de l'Empereur et de l'Impératrice. — Retour de la cour à Paris. — L'Empereur et l'Impératrice visitent les cholériques dans les hôpitaux. — Les congrès. — Congrès des sciences sociales à Berne. — Conférence de l'Association internationale des travailleurs à Londres. — Congrès des étudiants à Liège.

Extérieur. — L'Autriche et la Prusse dans la question des duchés. — Entrevue de Salzbourg entre François-Joseph et Guillaume I^{er}. — Convention de Gastein. — M. de Bismarck et Napoléon III. — M. de Bismarck à Biarritz.

CHAPITRE II (1830-1865). — L'ALGÉRIE..... 72

Projet de voyage de l'Empereur en Algérie. — Il rencontre une vive opposition dans le conseil des ministres. — Coup d'œil rétrospectif sur l'histoire de l'Algérie. — État de cette colonie sous la monar-

chie de 1830, sous la République de 1848, sous la présidence du prince Louis-Napoléon. — Il se montre d'abord peu favorable à l'Algérie. — Son mot à M. de Persigny à ce sujet. — L'Algérie après le coup d'État. — Le général Randon est nommé gouverneur général. — Expédition contre la Kabylie du Djurjura. — Le prince Napoléon ministre de l'Algérie. — Il donne sa démission. — Le maréchal Pélissier gouverneur général de l'Algérie. — Lettre impériale du 6 février 1868. — Sénatus-consulte du 2 avril de la même année. — Insurrection des tribus sahariennes. — Le pouvoir civil et le pouvoir militaire. — Décret du 7 juillet 1864. — L'Empereur part pour Alger. — Il visite les provinces. — Retour de l'Empereur en France. — Résultat de son voyage.

CHAPITRE III. — SESSION DE 1865..... 112

Ouverture de la session législative. — Le discours impérial.

SÉNAT. — Discussion générale de l'adresse. M. Troplong et M. de Boissy. — Les rapports entre l'Église et l'État. — Discours de M. Rouland, de M^r de Bonnechose et de M. Boujean. — Statistique des associations religieuses. — Discours de M^r Darboy. — La convention du 15 septembre. — Discours de M. Rouher. — Question du Mexique. — Discours du maréchal Forey. — Adoption de l'adresse. — Discussion des pétitions. — La translation des cendres de Charles X. — Le Sénat héréditaire. — La prostitution. — L'homosexualité. — Discours de M. Dupin. — Fin de la session du Sénat.

CORPS LÉGISLATIF. — Formation du bureau. — Vérification des pouvoirs. — Discussion générale de l'adresse. — M. Émile Ollivier fait un pas de plus vers le gouvernement. — M. Latour-Dumoulin. — Séance du 28 mars. — Discours de M. Thiers. — Diatribe de M. Thoulier en réponse à ce discours. — Mot de M. Picard. — Élection de la 3^e circonscription du Gard. — M. de Larcy et M. Fabre. — Discussion des articles de l'adresse. — L'amendement de l'opposition. — Discours de M. Jules Favre. — Il est forcé de renoncer à la parole. — M. E. Ollivier demande et obtient le renvoi de la discussion au lendemain. — L'opposition paraît décidée à ne plus prendre part aux débats. — Réunion tenue dans la soirée par la gauche, elle renonce à cette décision. — La loi sur les délits de presse. — Amendement de la droite modérée. — M. Pelletan et le président Schneider. — La liberté électorale. — Les questions électorales. — Les questions de finances. — L'amendement sur le droit de tester. — L'élection des maires. — M. Ernest Picard et la ville de Paris. — Le Mexique. — L'Algérie. — La question italienne. — Personnalités de M. Rouher contre M. Thiers. — Clôture de la discussion de l'adresse. — Lecture de l'adresse à l'Empereur. — Sa réponse à la députation. — La mise en liberté provisoire. — L'enseignement secondaire. — Le contingent. — Le budget.

CHAPITRE IV (1863-1865). — MAXIMILIEN AU MEXIQUE..... 192

Siège de Puebla. — Combat de San-Lorenzo. — Puebla se rend. — Entrée des Français à Mexico. — Le triumvirat. — Convocation

d'une assemblée constituante. — Une députation porte à l'archiduc Maximilien l'offre de la couronne. — Formation d'un conseil de régence. — Création de cours martiales. — Formation de la contre-guérilla. — Cruautés militaires et administratives. — Le maréchal Forey est remplacé par le général Bazaine et M. Dubois de Saligny par M. de Montholon. — Arrivée de la députation à Miramar. — Hésitations de Maximilien. — Impatience de Napoléon III. — Il fait venir Maximilien et sa femme à Paris. — Convention du 12 mars. — Nouvelles hésitations de Maximilien. — Leur cause. — Voyage du général Frossard à Miramar. — L'archiduchesse Charlotte à Vienne. — Traité de Miramar. — Ses trois articles secrets. — L'archiduc Maximilien et l'archiduchesse Charlotte partent. — Station à Rome. — Arrivée à Vera-Cruz. — Indifférence générale. — Trajet de Vera-Cruz à Mexico. — Réception officielle. — Installation de la maison impériale. — Fêtes. — Premières difficultés. — M. Éloin. — Les forces militaires du Mexique. — Les finances du Mexique. — La presse. — La police. — La *terreur salutaire*. — Voyage de Maximilien dans l'intérieur. — Sa maladie. — Bruit de sa mort. — Le comte de Flandre et le Mexique. — Retour de Maximilien à Mexico. — Rapport du général Bazaine sur la situation de l'empire. — La question des biens de mainmorte. — Négociations avec Rome. — Elles échouent. — Pénurie du Trésor. — L'emprunt de 1865. — Situation du Mexique au commencement de cette année. — Lettre de l'Empereur au maréchal Bazaine. — Les États-Unis. — Confiance de Maximilien dans la durée de l'occupation française. — Impuissance du gouvernement mexicain. — Le pouvoir est aux mains du général en chef de l'armée française. — Mariage du maréchal Bazaine. — Maximilien lui donne le palais de Buena-Vista. — Juarez passe la frontière. — Joie de Maximilien. — Le décret du 3 octobre. — Réclamations des États-Unis contre les exécutions. — Opérations militaires. — Leur incohérence. — Les États-Unis réclament contre l'intervention. — Maximilien est sacrifié en secret par Napoléon III.

CHAPITRE V. — PREMIÈRE PARTIE DE L'ANNÉE 1866..... 277

Réceptions du 1^{er} janvier aux Tuileries. — Insurrection d'Espagne. — Manifestation en l'honneur de la Convention au Théâtre-Français. — Mort de Victor Cousin. — La statue de Voltaire. — Rigueurs du gouvernement contre les écrivains. — Rétablissement de la tribune au Corps législatif. — Manifestation sur la place de l'Odéon à propos du jardin du Luxembourg. — Élection du Bas-Rhin. — Création de comtes. — Craintes de guerre. — Baisse des fonds. — État de l'opinion publique. — Discours d'Auxerre. — Jeu double de Napoléon III avec la Prusse et l'Autriche. — Traité secret du 9 juin entre la France et l'Autriche. — Agitation des esprits. — Nouvelles rigueurs contre la presse. — Mort de Ferdinand Flocon. — Sénatus-consulte du 10 juillet. — Interdiction absolue de discuter la Constitution. — Rapport de M. Troplong sur le sénatus-consulte. — Discours de M. de Boissy. — Adoption du sénatus-consulte.

CHAPITRE VI. — SESSION DE 1866..... 296

Ouverture de la session. — Discours de l'Empereur.

SÉNAT. — Discussion de l'adresse. — M. de Baïssy et le président Troplong. — Le Mexique. — La convention du 15 septembre. — Déclaration de M. Rouher. — Discours de M. de Persigny. — Vote de l'adresse. — Réponse de l'Empereur à la députation du Sénat. — Discussion de diverses pétitions. — Le jardin du Luxembourg et le Sénat.

CORPS LÉGISLATIF. — Discours d'ouverture de la session par M. Walewki. — Discussion au sujet de son élection. — Vérification des pouvoirs de MM. Larrabure, Chesnelong, Frémy et de Mackau. — Discussion de l'adresse. — Discours de MM. Thiers et Jules Favre. — Incident Glais-Bizoin. — L'amendement des 45. — Scission dans la majorité. — L'enquête agricole. — Le Crédit foncier et M. Brame. — La question financière. — M. Berryer prend la parole. — Discussion du dernier paragraphe de l'adresse. — La gauche votera-t-elle l'amendement du tiers parti? — Opinion des journaux. — Amendement de l'opposition. — MM. Ernest Picard, Granier de Cassagnac et la presse. — Discours de M. Buffet. — Réponse de M. Jérôme David. — M. Martel atténue la portée de l'amendement des 45. — M. Rouher prend la parole. — M. Émile Ollivier lui répond. — Il se rallie au tiers parti. — Amendement relatif à la substitution de la juridiction des tribunaux à la juridiction administrative en matière de presse. — Vote de l'adresse. — Réponse de l'Empereur à la députation chargée de la lui remettre. — Démission de M. de Bussière, député du Bas-Rhin. — Prorogation de la session. — La loi sur la marine marchande. — MM. Pouyer-Quertier et Thiers. — Le contingent militaire. — Discussion sur les affaires allemandes. — Discours de M. Thiers. — Enthousiasme de la majorité. — Discussion de la loi sur les conseils généraux. — Loi sur les délits commis à l'étranger. — Loi sur la propriété littéraire. — Loi sur l'amortissement. — Discours de M. Garnier-Pagès. — M. des Rotours et les 45 centimes. — Lettre de l'Empereur à M. Drouyn de Lhuys. — M. Rouher en donne lecture à la Chambre. — M. Thiers demande en vain la parole. — Le Mexique. — La loi sur l'observation du dimanche. — Les fonds secrets. — L'indépendance de la presse. — Protestation de MM. Guérault et Havin. — Faute de tactique. — Tentative inutile de M. Thiers et de M. Larrabure pour revenir à la discussion des affaires étrangères. — M. Jules Simon et les travaux de Paris. — Discussion sur les finances de la ville de Paris. — Discours de M. Ernest Picard. — Clôture de la session.

CHAPITRE VII (1864-1866). — L'ITALIE ET LA PRUSSE..... 397

Imminence d'une rupture entre la Prusse et l'Autriche. — Grand conseil tenu à Berlin. — Négociations entre la Prusse et l'Italie. — Situation politique de l'Italie. — La convention du 15 septembre. — Translation de la capitale de Turin à Florence. — Mission Vegezzi à Rome. — Elle échoue. — Négociations avec l'Autriche pour la cession de la Vénétie. — Refus de l'Autriche. — L'Italie cherche un allié. — La Prusse propose à l'Italie un traité avec le Zollverein. — La négo-

ciation de ce traité échoue en août 1864. — Elle est reprise en mai 1865. — Signature du traité. — Ses conséquences. — Premiers pourparlers sur une alliance politique entre la Prusse et l'Italie. — La convention de Gastein donne à réfléchir à l'Italie. — Efforts des ennemis de l'alliance prussienne pour rompre les négociations. — Le président du conseil La Marmora se tourne encore une fois du côté de l'Autriche. — Il envoie un agent à Vienne. — La Prusse a vent de cette mission. — Embarras de La Marmora. — M. de Bismarck le presse de lui envoyer un agent. — Départ du général Govone. — Il arrive à Berlin le 9 mars 1866. — Empressement de M. de Bismarck à entamer les négociations. — Il est suivi d'une grande froideur. — Incertitude de M. de Bismarck. — Le général Govone, désespérant d'y mettre un terme, fait ses préparatifs de départ. — M. de Bismarck veut que l'Italie déclare la première la guerre. — Objections de l'Italie. — Un traité est enfin signé le 10 avril 1866. — Situation critique de l'Italie. — Craignant d'être attaquée par l'Autriche, elle demande le concours de la Prusse. — Réponse de M. de Bismarck. — L'Italie veut s'assurer des dispositions de Napoléon III. — Le comte Arce se rend à Paris. — L'Autriche offre de céder la Vénétie à l'Italie. — Refus de l'Italie. — Le congrès. — Adhésion de l'Italie. — Le congrès échoue. — Ouverture des hostilités entre la Prusse et l'Autriche. — Départ du roi et du général La Marmora pour l'armée. — Le baron Ricasoli prend la présidence du conseil.

CHAPITRE VIII (1866). — NACHOD..... 411

La Prusse et l'Autriche dans les premiers mois de 1866. — Préliminaires de la guerre. — Préparatifs militaires de l'Autriche. — Ses lenteurs ordinaires. — Son plan de campagne. — Choix des généraux en chef. — Le parti de la noblesse et le parti libéral. — L'archiduc Albert et le général Benedeck. — L'Autriche et ses alliés. — Préparatifs de la Prusse. — Leur rapidité. — Le 24 avril elle a cinq corps d'armée sur pied. — La mobilisation générale de ses troupes, commencée le 16 mai, est terminée le 6 juin. — L'armée prussienne. — Ses positions. — L'armée autrichienne. — Plan supposé de Benedeck. — Le général Manteuffel occupe le Holstein. — M. de Bismarck lance son projet de réforme expulsant l'Autriche de l'Allemagne. — Ultimatum de la Prusse à la Saxe, au Hanovre, à la Hesse électorale. — L'armée de l'Elbe franchit la frontière saxonne. — Le 16 elle entre dans Dresde. — La Saxe tout entière est occupée le 20. — L'armée de l'Elbe continue sa marche. — Opérations du général Manteuffel dans le Holstein. — L'armée autrichienne est obligée de se replier devant lui. — Fâcheux effet de cette retraite. — L'armée du Mein. — Campagne dans le Holstein, le Hanovre et la Hesse électorale. — Étonnement de l'opinion publique à la vue des rapides succès de la Prusse. — Situation des armées prussiennes. — Benedeck établit son quartier général à Josephstadt. — Position de ses forces. — Le prince Frédéric-Charles et le prince de Prusse traversent les montagnes le 29 juin. — Combat des Munchengrätz. — La brigade autrichienne dite brigade de fer est obligée de battre en retraite. —

Benedeck perd la ligne de l'Isar. — Effets terribles du fusil à aiguille. — Benedeck change son plan. — Clam-Gallaz forme l'avant-garde de la grande armée. — Menacé par des forces supérieures, il se retire sur Gitschin. — La 1^{re} armée prussienne engage avec lui un combat où elle paye chèrement l'avantage. — Clam-Gallaz reçoit le 29 l'ordre de se replier sur Kœniggrätz. — Entrée des Prussiens en Bohême. — Marche de flanc sur Gitschin. — Bataille de Nachod. — Effets de cette victoire sur les deux armées et sur l'opinion publique.

CHAPITRE IX (1866). — SADOWA..... 466

Marche de l'armée de l'Elbe et de la 1^{re} armée sur Muenchengratz. — Clam-Gallaz occupe cette localité avec mission de contenir les Prussiens. — Benedeck, s'apercevant que la Bohême est le principal objectif de l'ennemi, veut reprendre la ligne de l'Isar. — Mouvements de la grande armée prussienne sur son aile droite. — Clam-Gallaz songe à se replier sur l'armée du Nord. — Benedeck le retient en lui faisant savoir qu'il prend l'offensive sur Turnau. — Combats de Gitschin. — Clam-Gallaz reçoit l'ordre d'opérer sa jonction avec l'armée principale à Horsitz. — Combat de Trauteman. — Échec du 1^{er} corps prussien. — Le prince Charles et le prince royal de Prusse communiquent sur l'Elbe. — Les deux armées sont libres d'opérer leur jonction immédiate. — Le roi de Prusse établit, le 1^{er} juillet, son quartier général à Sierichen. — Arrivée de M. Benedetti. — Marche circospecte du prince Charles et du prince royal. — Les Prussiens et les Autrichiens sont sans s'en douter en présence. — Dispositions du prince Charles. — Position des trois armées prussiennes. — Benedeck transfère son quartier général à Kœniggrätz. — Position de l'armée autrichienne. — Mollesse et découragement de Benedeck. — Fâcheux état moral de son armée. — Elle se forme en bataille sur le plateau entre l'Elbe et la Bistritz. — Bataille de Sadowa.

CHAPITRE X. — CUSTOZA..... 497

La guerre en Italie. — Le plan de campagne prussien. — Impossibilité de l'adopter. — Les plans de campagne italiens. — Diverses opinions à ce sujet dans l'armée. — Le plan consistant à opérer sur la ligne du Mincio est adopté. — Absence des précautions nécessaires pour faire réussir ce plan de campagne. — Fièvre patriotique en Italie. — Les forces italiennes se forment en deux armées. — L'archiduc Albert et l'armée autrichienne. — Victor-Emmanuel pénètre le 23 juin dans le quadrilatère. — Attaque subite de son avant-garde par les Autrichiens. — Position de son armée. — Bataille de Custoza. — Défaite des Italiens. — Ses causes.

CHAPITRE XI. — APRÈS SADOWA..... 514

Le lendemain de Sadowa. — Retraite des Autrichiens. — Benedeck cherchera-t-il un refuge à Olmutz ou à Vienne? — Il opte pour Olmutz. — Il fait demander, le 4 juillet, un armistice au roi de

Prusse. — Départ du prince de Reuss pour Paris. — Nouvelle demande d'armistice et nouveau refus. — La Prusse presse la marche de ses armées. — Situation de l'Autriche. — M. Benedetti arrive au quartier général prussien. — L'archiduc Albert est nommé commandant général des forces de l'Autriche. — Préliminaires de paix proposés par Napoléon III. — Mouvements des armées. — Motifs pour la Prusse de se hâter. — Combat de Tobitschau. — Benedeck est obligé de prendre la route des petits Carpathes. — Les Prussiens marchent sur le Danube. — Ils cherchent à se concentrer sur la Reuss. — Lenteur et mystère des négociations. — M. Benedetti se rend à Vienne. — Trêve de cinq jours. — Opérations de l'armée du Mein. — Négociations pour la paix. — M. de Bismarck est impatient de s'assurer les résultats de la campagne. — Il traite sans l'Italie. — Les annexions à la Prusse. — Les compensations de la France. — La ligne du Mein. — Préliminaires de Nikolsburg. — Signature de la paix à Prague. — Négociations avec les petits États. — M. de Bismarck leur livre le secret des revendications du gouvernement impérial. — Ils se jettent dans les bras de la Prusse. — Résultats politiques de la guerre.

CHAPITRE XII. — FIN DE L'ANNÉE 1866..... 543

Effet de la bataille de Sadowa en France. — Le *Moniteur* annonce la cession de la Vénétie à l'empereur des Français et sa médiation. — Coup de théâtre. — Hausse extraordinaire à la Bourse. — Illuminations à Paris. — Courte durée de l'enthousiasme. — Conséquences fâcheuses pour la France des changements survenus en Allemagne. — Les compensations. — Bruits de négociations entamées à ce sujet. — Arrivée du maréchal de Mac-Mahon à Paris. — Sensation qu'elle cause. — Remplacement de M. Drouyn de Lhuys par M. de Moustier. — Circulaire de M. de la Valette. — Assurances de paix. — Réorganisation de l'armée. — La politique du gouvernement à l'intérieur deviendra-t-elle plus libérale? — Fête nationale pour célébrer l'anniversaire de l'union de la Lorraine à la France interdite. — L'Empereur à Vichy. — Discours de l'évêque de Moulins. — Les *invalides du travail*. — Retour brusque de l'Empereur à Saint-Cloud. — Inquiétude de l'opinion — Bruits de négociations avec la Prusse. — Les compensations seront annoncées le 15 août. — L'impératrice Charlotte à Paris. — Scène violente entre elle et l'Empereur à Saint-Cloud. — Remise de la Vénétie à l'Italie. — Recrutement en faveur du pape. — La légion d'Antibes. — Départ de l'armée française de Rome. — Congrès de Genève. — Organisation définitive de l'Internationale. — Les inondations. — Mandements des évêques à ce sujet. — Bruit de la suppression de l'adresse. — Projet de réorganisation de l'armée. — Son mauvais effet sur l'opinion. — Rapport financier de M. Fould. — Inquiétude générale. — Manifeste du comte de Chambord.

CHAPITRE XIII (1866). — FIN DE L'INTERVENTION FRANÇAISE AU MEXIQUE..... 577

Envoi du baron Saillard à Mexico. — Mission secrète du général américain Schofield à Paris. — Engagements pris par Napoléon III avec les

États-Unis. — Maximilien refuse de recevoir l'envoyé de Napoléon III. — Il se ravise. — Note du *Moniteur* annonçant l'évacuation complète du Mexique pour le printemps de 1867. — Situation politique et militaire du Mexique. — Bruit du rappel du maréchal Bazaine. — Maximilien fait un dernier effort auprès de Napoléon III pour obtenir une prolongation d'occupation. — Mission d'Almonte. — Elle échoue. — Maximilien veut abdiquer. — L'impératrice l'en empêche. — Elle part pour Paris et Rome. — Conspiration de palais pour forcer Maximilien à quitter le Mexique. — Sommations des États-Unis. — Nécessité de l'évacuation. — Illusions sur les moyens de l'opérer. — Détresse de Maximilien. — Il fait entrer MM. Osmont et Friant dans son ministère. — Protestation des États-Unis. — Le général Castelnau, aide de camp de l'Empereur, est envoyé au Mexique avec les pleins pouvoirs de Napoléon III. — Le père Fisher. — Maximilien se rapproche du parti clérical. — Départ de Maximilien pour Orizaba. — Incertitude des esprits. — Arrivée du général Castelnau. — Nouveau bruit du remplacement du maréchal Bazaine. — Opinion de l'armée sur son compte. — Situation morale de l'armée. — Mission de M. Campbell. — Miramon et Maximilien à la Jalappa. — Maximilien s'allie au parti clérical. — Il entame des négociations avec le général Castelnau. — Ce dernier espère obtenir l'abdication de Maximilien. — Projet de traité à ce sujet. — Napoléon III cherche un candidat à la présidence de la République du Mexique. — Menées du maréchal Bazaine. — Maximilien refuse d'abdiquer. — Réunion d'Orizaba. — Proclamation de Maximilien aux Mexicains. — Il a une dernière entrevue avec le général Castelnau et M. Dano. — Révélation sur le maréchal Bazaine. — M. Dano propose de faire embarquer ce dernier pour la France. — Explication entre le maréchal Bazaine et le général Castelnau. — Maximilien à la Teja.

CHAPITRE XIV (1863-1867). — LE CLERGE..... 622

Luttes du clergé. — Le culte de la Vierge. — Mandements sur la *Vie de Jésus* de M. Renan. — L'ultramontanisme et les églises particulières. — La liturgie de Lyon. — Congrès de Malines. — La centralisation religieuse. — La convention du 15 septembre et le clergé. — L'Encyclique de 1864. — Le gouvernement en interdit la publication. — Protestation des évêques. — Attitude particulière de l'évêque de Montpellier. — Les catholiques et le *Syllabus*. — Le nonce du pape et le *Moniteur*. — Le synode de Poitiers. — Le protestantisme libéral et le protestantisme orthodoxe. — Le suffrage universel dans l'Église. — Fondation de l'*Union protestante libérale*. — Refus d'un suffragant à M. Athanase Coquerel. — Destitution de M. Martin Paschoud. — Élections pour le conseil presbytéral. — Échec de M. Guizot. — Attitude embarrassée du gouvernement entre les deux partis.

CHAPITRE XV (1863-1866). — LA PRESSE..... 657

Les avertissements. — Le *Petit Moniteur* à un sou. — Le procès des

correspondants. — Interdiction aux journaux de rendre compte de ce qui se passe dans les bureaux de la Chambre. — L'appréciation et le compte rendu. — Suppression du *Courrier du dimanche*. — Inquisition en matière de journalisme. — M. de Girardin est obligé de quitter la *Presse*. — Les journaux littéraires. — Refus d'autoriser les journaux politiques.

FIN DE LA TABLE DU TOME QUATRIÈME.



CATALOGUE

DES

LIVRES DE FONDS

OUVRAGES HISTORIQUES ET PHILOSOPHIQUES

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.		Pages.
COLLECTION HISTORIQUE DES GRANDS		PUBLICATIONS HISTORIQUES PAR LI-	
PHILOSOPHES.....	2	VRAISONS.....	12
Philosophie ancienne.....	2	BIBLIOTHÈQUE SCIENTIFIQUE INTER-	
Philosophie moderne.....	2	NATIONALE.....	13
Philosophie écossaise.....	3	OUVRAGES DIVERS NE SE TROUVANT	
Philosophie allemande.....	3	PAS DANS LES BIBLIOTHÈQUES..	16
Philosophie allemande con-		ENQUÊTE PARLEMENTAIRE SUR LES	
temporaire.....	4	ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA	
Philosophie anglaise contem-		DÉFENSE NATIONALE.....	22
poraine.....	4	ENQUÊTE PARLEMENTAIRE SUR L'IN-	
Philosophie italienne cou-		SURRECTION DU 18 MARS.....	22
temporaire.....	5	OEUVRES D'EDGAR QUINET.....	24
BIBLIOTHÈQUE DE PHILOSOPHIE CON-		BIBLIOTHÈQUE UTILE.....	25
TEMPORAINE.....	6	REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE..	29
BIBLIOTHÈQUE D'HISTOIRE CONTEM-		REVUE SCIENTIFIQUE.....	30
PORAINE.....	10	REVUE PHILOSOPHIQUE.....	32
BIBLIOTHÈQUE HISTORIQUE ET POLI-		REVUE HISTORIQUE.....	32
TIQUE.....	12		

PARIS

LIBRAIRIE GERMER BAILLIÈRE ET C^{ie}

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108

Au coin de la rue Hautefeuille

JANVIER 1883

ENVOI FRANCO CONTRE UN MANDAT POSTE DANS TOUS LES PAYS.

Les titres précédés d'un astérisque sont recommandés par le Ministère de l'Instruction publique pour les Bibliothèques et pour les distributions de prix des Lycées et Collèges.

COLLECTION HISTORIQUE DES GRANDS PHILOSOPHES

PHILOSOPHIE ANCIENNE

- ARISTOTE (Œuvres d'), traduction de M. BARTHÉLEMY SAINT-HILAIRE.
- **Psychologie** (Opuscules, trad. en français et accompagnée de notes. 1 vol. in-8..... 40 fr.
 - **Rhétorique**, traduite en français et accompagnée de notes. 1870, 2 vol. in-8..... 46 fr.
 - **Politique**, 1868, 1 v. in-8..... 40 fr.
 - **Traité du ciel**, 1866; traduit en français pour la première fois. 1 fort vol. grand in-8..... 40 fr.
 - **Météorologie**, avec le petit traité apocryphe : *De monde*, 1863. 4 fort vol. grand in-8..... 46 fr.
 - **La métaphysique d'Aristote**. 3 vol. in-8, 1879..... 30 fr.
 - **Traité de la production et de la destruction des choses**, trad. en français et accomp. de notes perpétuelles. 1866. 1 v. gr. in-8. 40 fr.
 - **De la logique d'Aristote**, par M. BARTHÉLEMY SAINT-HILAIRE. 2 volumes in-8..... 40 fr.
 - **Poétique**, 1858. 1 v. in-8. *Épuisé.*
 - **Psychologie**, Traité de l'âme, 4 vol. in-8..... *(Épuisé.)*
 - **Physique**, ou leçons sur les principes généraux de la nature. 2 forts vol. in-8..... *(Épuisé.)*
- ARISTOTE (Œuvres d'). **Morale**. 1856. 3 vol. gr. in-8. *Épuisé.*
- **La logique**, 4 vol. in-8. *(Épuisé.)*
 - * **SOCRATE. La philosophie de Socrate**, par M. ALF. FOUILLÉE. 2 vol. in-8..... 46 fr.
 - * **PLATON. La philosophie de Platon**, par M. ALFRED FOUILLÉE. 2 vol. in-8..... 46 fr.
 - * — **Études sur la Dialectique dans Platon et dans Hegel**, par M. PAUL JANET. 4 vol. in-8... 6 fr.
 - * **ÉPICTÈTE. La Morale d'Épicure** et ses rapports avec les doctrines contemporaines, par M. GUYAU. 4 vol. in-8..... 6 fr. 50
 - * **ÉCOLE D'ALEXANDRIE**, par M. BARTHÉLEMY SAINT-HILAIRE. 1 v. in-8. 6 fr.
 - * **MARC-AURÈLE. Pensées de Marc-Aurèle**, traduites et annotées par M. BARTHÉLEMY SAINT-HILAIRE. 4 vol. in-8..... 4 fr. 50
 - * **RITTER. Histoire de la philosophie ancienne**, trad. par TISSOT. 4 vol. in-8..... 30 fr.
 - * **FABRE (Joseph). Histoire de la philosophie, antiquité et moyen âge**. 1 vol. in-8..... 3 50

PHILOSOPHIE MODERNE

- * **LEIBNIZ. Œuvres philosophiques**, avec introduction et notes par M. PAUL JANET. 2 vol. in-8. 16 fr.
- * — **La métaphysique de Leibniz et la critique de Kant**, par D. NOLEN. 1 vol. in-8..... 6 fr.
- DESCARTES, par LOUIS LIARD. 1 vol. in-8..... 5 fr.
- * **SPINOZA. Dieu, l'homme et la béatitude**, trad. et précédé d'une introduction par M. P. JANET. 1 vol. in-8..... 2 fr. 50
- * **LOCKE. Sa vie et ses œuvres**, par M. MARION. 1 vol. in-8. 2 fr. 50
- * **MALEBRANCHE. La philosophie de Malebranche**, par M. OLLÉ-LAPRUNE. 2 vol. in-8..... 46 fr.
- VOLTAIRE. Les sciences au XVIII^e siècle**. Voltaire physicien, par M. EM. SAIGEX. 1 vol. in-8. 5 fr.
- BOSSUET. Essai sur la philosophie de Bossuet**, par Nourrisson. 4 vol. in-8..... 4

- BERKELEY. *sa vie et ses œuvres*, par PENJON. 1 v. in-8 (1878). 7 fr. 50
- * DAMIRON. *Mémoires pour servir à l'histoire de la philosophie au XVIII^e siècle*. 3 vol. in-8. 15 fr.
- FRANCK (Ad.). *La philosophie mystique en France au XVIII^e siècle*. 1 vol. in-18... 2 fr. 50
- HUME. *Sa vie et sa philosophie*, par

Th. HUXLEY, trad. de l'anglais par G. COMPAGNÉ. 1 vol. in-8. 5 fr.

- * MAINE DE BIRAN. *Essai sur sa philosophie*, suivi de fragments inédits, par JULES GÉRARD. 1 fort vol. in-8. 1876..... 10 fr.
- * RITTER. *Histoire de la philosophie moderne*, traduite par P. Challemel-Lacour. 3 vol. in-8. 20 fr.

PHILOSOPHIE ÉCOSSAISE

- * DUGALD STEWART. *Éléments de la philosophie de l'esprit humain*, traduits de l'anglais par L. PEISSE. 3 vol. in-12... 9 fr.

- * W. HAMILTON. *Fragments de philosophie*, traduits de l'anglais par L. PEISSE. 4 vol. in-8... 7 fr. 50
- * — *La philosophie de Hamilton*, par J. STUART MILL. 1 v. in-8. 10 fr.

PHILOSOPHIE ALLEMANDE

- KANT. *Critique de la raison pure*, trad. par M. TISSOT. 2 v. in-8. 16 fr.
- Même ouvrage, traduction par M. Jules BARNI. 2 vol. in-8... 16 fr.
- * — *Éclaircissements sur la critique de la raison pure*, trad. par J. TISSOT. 1 volume in-8... 6 fr.
- * — *Principes métaphysiques du droit*, suivis du *projet de paix perpétuelle*, traduction par M. TISSOT. 4 vol. in-8..... 8 fr.
- Même ouvrage, traduction par M. Jules BARNI. 4 vol. in-8... 8 fr.
- *Principes métaphysiques de la morale*, augmentés des *fondements de la métaphysique des mœurs*, traduct. par M. TISSOT. 4 v. in-8. 8 fr.
- Même ouvrage, traduction par M. Jules BARNI. 4 vol. in-8... 8 fr.
- * — *La logique*, traduction par M. TISSOT. 1 vol. in-8..... 4 fr.
- * — *Mélanges de logique*, traduction par M. TISSOT. 1 vol. in-8. 6 fr.
- *Prélogomènes à toute métaphysique future* qui se présentera comme science, traduction de M. TISSOT. 1 vol. in-8... 6 fr.
- * — *Anthropologie*, suivie de divers fragments relatifs aux rapports du physique et du moral de l'homme, et du commerce des esprits d'un monde à l'autre, traduction par M. TISSOT. 1 vol. in-8..... 6 fr.
- * KANT. *La critique de Kant et la métaphysique de Leibniz*. Histoire et théorie de leurs rapports, par D. NOLEN. 1 vol. in-8. 1875. 6 fr.

- * FICHTE. *Méthode pour arriver à la vie bienheureuse*, traduit par Fr. BOUILLIER. in-8.... 8 fr.
- *Destination du savant et de l'homme de lettres*, traduit par M. NICOLAS. 1 vol. in-8. 3 fr.
- * — *Doctrines de la science*. Principes fondamentaux de la science de la connaissance, in-8... 9 fr.
- SCHELLING. *Bruno ou du principe divin*, trad. par Cl. HUSSON. 4 vol. in-8..... 3 fr. 50
- *Écrits philosophiques et morceaux propres à donner une idée de son système*, trad. par Ch. BÉARNARD. 4 vol. in-8..... 9 fr.
- * HEGEL. *Logique*, traduction par A. VÉRA. 2^e édition. 2 volumes in-8..... 14 fr.
- * — *Philosophie de la nature*, traduction par A. VÉRA. 3 volumes in-8..... 25 fr.
- * — *Philosophie de l'esprit*, traduction VÉRA. 2 vol. in-8. 18 fr.
- * — *Philosophie de la religion*, traduction par A. VÉRA. 2 vol. 20 fr.
- * — *Introduction à la philosophie de Hegel*, par A. VÉRA. 1 vol. in-8..... 6 fr. 50
- *Essais de philosophie hegelienne*, par A. VÉRA. 1 vol. 2 fr. 50
- *L'Hegelianisme et la philosophie*, par M. VÉRA. 1 volume in-18..... 3 fr. 50

- * **HEGEL. Antécédents de l'Hégélianisme dans la philosophie française**, par BEAUSSIRE. 4 vol. in-18..... 2 fr. 50
- * — **La dialectique dans Hegel et dans Platon**, par Paul JANET. 1 vol. in-8..... 6 fr.
- SCHELLING. **La Poétique**, traduction par Ch. BÉNARD, Extraits de Schiller, Goethe, Jean, Paul, etc., et sur divers sujets relatifs à la poésie. 2 vol. in-8..... 42 fr.
- **Esthétique**. 2 vol. in-8, traduit par M. BÉNARD..... 46 fr.
- RICHTER (Jean-Paul). **Poétique ou Introduction à l'esthétique**, tra-

- duit de l'allemand par Alex. BUCHNER et Léon DUMONT. 2 vol. in-8. 45 fr.
- HUMBOLDT (G. de). **Essai sur les limites de l'action de l'État**, traduit de l'allemand, et précédé d'une Étude sur la vie et les travaux de l'auteur, par M. CHRÉTIEN. 1 vol. in-18..... 3 fr. 50
- **La philosophie individualiste**, étude sur G. de HUMBOLDT, par CHALLEMEL-LACOUR. 1 vol. 2 fr. 50
- STAHL. **Le Vitalisme et l'Animisme de Stahl**, par Albert LEMOINE. 1 vol. in-18.... 2 fr. 50
- LESSING. **Le Christianisme moderne**. Étude sur Lessing, par FONTANÈS. 1 vol. in-18... 2 fr. 50

PHILOSOPHIE ALLEMANDE CONTEMPORAINE

- L. BUCHNER. **Science et nature**. traduction de l'allemand, par Aug. DELONDRE. 1 vol. in-8... 7 fr. 50
- **Le Matérialisme contemporain**, par M. P. JANET. 3^e édit. 1 vol. in-18..... 2 fr. 50
- HARTMANN (E. de). **La Religion de l'avenir**. 1 vol. in-18... 2 fr. 50
- **La philosophie de l'inconscient**. 2 vol. in-8. 20 fr.
- **Le Darwinisme**, ce qu'il y a de vrai et de faux dans cette doctrine, traduit par M. G. GUÉROULT. 1 vol. in-18, 2^e édition..... 2 fr. 50
- HÆCKEL. **Hæckel et la théorie de l'évolution en Allemagne**, par Léon DUMONT. 1 vol. in-18. 2 fr. 50
- **Les preuves du transformisme**, trad. par M. SOURY. 4 vol. in-18..... 2 fr. 50
- **Essais de psychologie cellulaire**, traduit par M. J. SOURY. 1 vol. in-12 2 fr. 50
- O. SCHMIDT. **Les sciences natu-**

- relles et la philosophie de l'inconscient**. 4 v. in-18. 2 fr. 50
- LOTZE (H.). **Principes généraux de psychologie physiologique**, trad. par M. PENJON. 1 vol. in-18. 2 fr. 50
- STRAUSS. **L'ancienne et la nouvelle foi de Strauss**. étude critique par VÉRA. 1 vol. in-8. 6 fr.
- SCHOPENHAUER. **Essai sur le libre arbitre**. 4 vol. in-18... 2 fr. 50
- **Le fondement de la morale**. traduit par M. BERDEAU. 1 vol. in-18..... 2 fr. 50
- **Essais et fragments**, traduit et précédé d'une vie de Schopenhauer, par M. BOURDEAU. 1 vol. in-18..... 2 fr. 50
- **Aphorismes sur la sagesse dans la vie**, traduit par M. CANTACUZÈNE. in-8..... 5 fr.
- **Philosophie de Schopenhauer**. par Th. RIBOT. 4 vol. in-18. 2 fr. 50
- RIBOT Th.. **La psychologie allemande contemporaine** (HERBART, BENEKE, LOTZE, FECHNER, WUNDT, etc.). 4 vol. in-8. 7 fr. 50

PHILOSOPHIE ANGLAISE CONTEMPORAINE

- STUART MILL. **La philosophie de Hamilton**. 4 fort vol. in-8. 40 fr.
- **Mes Mémoires**. Histoire de ma vie et de mes idées. 1 v. in-8. 5 fr.
- **Système de logique déductive et inductive**. 2 v. in-8. 20 fr.
- **Essais sur la Religion**. 4 vol. in-8..... 5 fr.
- **Le positivisme anglais**, étude

- sur Stuart Mill, par H. TAINÉ. 4 volume in-18..... 2 fr. 50
- **Auguste Comte et la philosophie positive**. in-18..... 2 fr. 50
- HERBERT SPENCER. **Les premiers Principes**. 4 fort vol. in-8. 40 fr.
- **Principes de psychologie**. 2 vol. in-8..... 20 fr.

- HERBERT SPENCER. **Principes de biologie**. 2 forts vol. in-8. 20 fr.
 — **Introduction à la Science sociale**. 1 v. in-8 cart. 6^e édit. 6 fr.
 — **Principes de sociologie**. 3 vol. in-8. 27 fr. 50
 — **Classification des Sciences**. 1 vol. in-18, 2^e édition. 2 fr. 50
 — **De l'éducation intellectuelle, morale et physique**. 1 vol. in-8, 3^e édition. 5 fr.
 — **Essais sur le progrès**. 1 vol. in-8. 7 fr. 50
 — **Essais de politique**. 1 vol. 7 fr. 50
 — **Essais scientifiques**. 1 vol. 7 fr. 50
 — **Les bases de la morale**. In-8. 6 f.
 BAIN. **Des Sens et de l'Intelligence**. 1 vol. in-8. 10 fr.
 — **La logique inductive et déductive**. 2 vol. in-8. 20 fr.
 — **L'esprit et le corps**. 1 vol. in-8, cartonné, 2^e édition. 6 fr.
 — **La science de l'éducation**. In-8. 6 fr.
 DARWIN. **Ch. Darwin et ses précurseurs français**, par M. de QUATREFAGES. 1 vol. in-8. 5 fr.
 — **Descendance et Darwinisme**, par Oscar SCHMIDT. In-8, cart. 6 fr.
 — **Le Darwinisme**, ce qu'il y a de vrai et de faux dans cette doctrine, par E. DE HARTMANN. 1 volume in-18. 2 fr. 50
 — **Les récifs de corail**, structure et distribution. 1 vol. in-8. 8 fr.
 CARLYLE. **L'idéalisme anglais**, étude sur Carlyle, par H. TAINÉ. 1 vol. in-18. 2 fr. 50
 BAGEHOT. **Lois scientifiques du développement des nations** dans leurs rapports avec les principes de la sélection naturelle et de l'hérédité. 1 vol. in-8, 3^e édit. 6 fr.
 RUSKIN (JOHN). **L'esthétique anglaise**, étude sur J. Ruskin, par MILSAND. 1 vol. in-18. 2 fr. 50
 MATTHEW ARNOLD. **La crise religieuse**. 1 vol. in-8. 7 fr. 50
 FLINT. **La philosophie de l'histoire en France et en Allemagne**, traduit de l'anglais par M. L. GARRAU. 2 vol. in-8. 15 fr.
 RIBOT (Th.). **La psychologie anglaise contemporaine** (James Mill, Stuart Mill, Herbert Spencer, A. Bain, G. Lewes, S. Bailey, J.-D. Morell, J. Murphy), 2^e éd. 1 vol. in-8, 2^e édition. 7 fr. 50
 LIARD. **Les logiciens anglais contemporains** (Herschell, Whewell, Stuart Mill, G. Bentham, Hamilton, de Morgan, Beele, Stanley Jevons). 1 vol. in-18. 2 fr. 50
 GUYAU. **La morale anglaise contemporaine**. Morale de l'utilité et de l'évolution. 1 vol. in-8. 7 fr. 50
 HUXLEY. **Hume, sa vie, sa philosophie**. 1 vol. in-8. 5 fr.
 JAMES SULLY. **Le pessimisme**, traduit par M. A. BERTRAND et GÉRARD. 1 vol. in-8. 7 fr. 50

PHILOSOPHIE ITALIENNE CONTEMPORAINE

- SICILIANI. **Protégomènes à la psychogénie moderne**, traduit de l'italien par M. A. HERZEN. 1 vol. in-18. 2 fr. 50
 ESPINAS. **La philosophie expérimentale en Italie**, origines, état actuel. 1 vol. in-18. 2 fr. 50
 MARIANO. **La philosophie contemporaine en Italie**, essais de philos. hegelienne. In-18. 2 fr. 50
 TAINÉ. **La philosophie de l'art en Italie**. 1 vol. in-18. 2 fr. 50
 FERRI (Louis). **Essai sur l'histoire de la philosophie en Italie au XIX^e siècle**. 2 vol. in-8. 12 fr.
 FERRI (Louis). **La philosophie de l'association depuis Hobbes jusqu'à nos jours**. 1 vol. in-8. 5 fr.
 MINGHETTI. **L'État et l'Église**. 1 vol. in-8. 5 fr.
 LEOPARDI. **Opuscules et pensées**. 1 vol. in-18. 2 fr. 50

BIBLIOTHÈQUE
DE
PHILOSOPHIE CONTEMPORAINE

Volumes in-18 à 2 fr. 50

Cartonnés.... 3 francs. — Reliés.... 3 fr. 75.

H. Taine.

LE POSITIVISME ANGLAIS, étude sur Stuart Mill. 2^e édit.

L'IDÉALISME ANGLAIS, étude sur Carlyle.

* PHILOSOPHIE DE L'ART EN ITALIE. 3^e édition.

* PHILOSOPHIE DE L'ART DANS LES PAYS-BAS. 2^e éd.

* PHILOSOPHIE DE L'ART EN GRÈCE. 2^e édition.

Paul Janet.

* LE MATÉRIALISME CONTEMPORAIN

* LA CRISE PHILOSOPHIQUE. Taine, Renan, Vacherot, Littré.

* PHILOSOPHIE DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE.

* LE SAINT-SIMONISME.

* DIEU, L'HOMME ET LA BÉATITUDE. (*Œuvre inédite de Spinoza.*)

LES ORIGINES DU SOCIALISME CONTEMPORAIN.

Odysse Barot.

PHILOSOPHIE DE L'HISTOIRE.

Alaux.

PHILOSOPHIE DE M. COUSIN.

Ad. Franck.

* PHILOSOPHIE DU DROIT PÉNAL.

PHILOS. DU DROIT ECCLÉSIASTIQUE.

LA PHILOSOPHIE MYSTIQUE EN FRANCE AU XVIII^e SIÈCLE.

Beaussire.

ANTÉCÉDENTS DE L'HEGELIANISME DANS LA PHILOS. FRANÇAISE

Bost.

LE PROTESTANTISME LIBÉRAL.

Ed. Auber.

PHILOSOPHIE DE LA MÉDECINE.

Leblais.

MATÉRIALISME ET SPIRITUALISME.

Charles de Rémusat.

* PHILOSOPHIE RELIGIEUSE.

Charles Lévêque.

* LE SPIRITUALISME DANS L'ART.

* LA SCIENCE DE L'INVISIBLE.

Émile Saisset.

* L'ÂME ET LA VIE, suivi d'une étude sur l'Esthétique française.

* CRITIQUE ET HISTOIRE DE LA PHILOSOPHIE (frag. et disc.).

Auguste Laugel.

* LA VOIX, L'OREILLE ET LA MUSIQUE.

* L'OPTIQUE ET LES ARTS.

* LES PROBLÈMES DE LA NATURE.

* LES PROBLÈMES DE LA VIE.

* LES PROBLÈMES DE L'ÂME.

Chaillemel-Lacour.

* LA PHILOSOPHIE INDIVIDUALISTE.

Albert Lemoinne.

* LE VITALISME ET L'ANIMISME.

* DE LA PHYSIONOMIE ET DE LA PAROLE.

* L'HABITUDE ET L'INSTINCT.

Milsand.

L'ESTHÉTIQUE ANGLAISE.

A. Véra.

PHILOSOPHIE HEGELIENNE.

Ad. Garnier.

* DE LA MORALE DANS L'ANTIQUITÉ.

Scherbel.

PHILOSOPHIE DE LA RAISON PURE.

Tissandier.

DES SCIENCES OCCULTES ET DU SPIRITISME.

Atb. Coquerel fils.

PREMIÈRES TRANSFORMATIONS HISTORIQUES DU CHRISTIANISME.

LA CONSCIENCE ET LA FOI.

HISTOIRE DU Credo.

Jules Levallois.

DÉISME ET CHRISTIANISME.

Camille Selden.

LA MUSIQUE EN ALLEMAGNE.

Fontanès.

LE CHRISTIANISME MODERNE.

Stuart Mill.

AUGUSTE COMTE ET LA PHILOSOPHIE POSITIVE. 2^e édition.

- | | |
|--|---|
| <p>Mariano.
LA PHILOSOPHIE CONTEMPORAINE
EN ITALIE.</p> <p>Saigey.
LA PHYSIQUE MODERNE. 2^e tirage.</p> <p>E. Faivre.
DE LA VARIABILITÉ DES ESPÈCES.</p> <p>Ernest Bersot.
* LIBRE PHILOSOPHIE.</p> <p>A. Réville.
HISTOIRE DU DOGME DE LA DIVINITÉ
DE JÉSUS-CHRIST.</p> <p>W. de Fonvielle.
L'ASTRONOMIE MODERNE.</p> <p>C. Coignet.
LA MORALE INDÉPENDANTE.</p> <p>Et. Vacherot.
* LA SCIENCE ET LA CONSCIENCE.</p> <p>E. Boutmy.
* PHILOSOPHIE DE L'ARCHITECTURE
EN GRÈCE.</p> <p>Herbert Spencer.
CLASSIFICATION DES SCIENCES
2^e édit.</p> <p>Gauckler.
LE BEAU ET SON HISTOIRE.</p> <p>Max Müller.
* LA SCIENCE DE LA RELIGION.</p> <p>Léon Dumont.
HAECKEL ET LA THÉORIE DE L'É
VOLUTION EN ALLEMAGNE.</p> <p>Bertaud.
* L'ORDRE SOCIAL ET L'ORDRE
MORAL.</p> <p>DE LA PHILOSOPHIE SOCIALE.</p> <p>Th. Ribot.
PHILOSOPHIE DE SCHOPENHAUER.</p> <p>* LES MALADIES DE LA MÉMOIRE.
2^e édition.</p> | <p>Al. Herzen.
* PHYSIOLOGIE DE LA VOLONTÉ.</p> <p>Bentham et Grote.
* LA RELIGION NATURELLE.</p> <p>Bartmann.
LA RELIGION DE L'AVENIR. 2^e édit.
LE DARWINISME. 3^e édition.</p> <p>H. Lotze.
* PSYCHOLOGIE PHYSIOLOGIQUE.</p> <p>Schopenhauer.
LE LIBRE ARBITRE. 2^e édit.
LE FONDAMENT DE LA MORALE.
PENSÉES ET FRAGMENTS. 3^e édit.</p> <p>Liard.
* LES LEGISCIENS ANGLAIS CONTEMP.</p> <p>Marion.
* J. LOCKE. Sa vie, son œuvre.</p> <p>O. Schmidt.
LES SCIENCES NATURELLES ET LA
PHILOSOPHIE DE L'INCONSCIENT.</p> <p>Haeckel.
LES PREUVES DU TRANSFORMISME.
PSYCHOLOGIE CELLULAIRE.</p> <p>Dr Y. Margall.
LES NATIONALITÉS.</p> <p>Barthélemy Saint-Hilaire.
* DE LA MÉTAPHYSIQUE.</p> <p>A. Espinas.
* PHILOSOPHIE EXPÉR. EN ITALIE.</p> <p>P. Siciliani.
PSYCHOGÉNIE MODERNE.</p> <p>Léopardi.
OPUSCULES ET PENSÉES.</p> <p>Roisel.
DE LA SUBSTANCE.</p> <p>Zeller.
CHRISTIAN BAUR ET L'ÉCOLE DE
TUBINGUE.</p> |
|--|---|

Les volumes suivants de la collection in-48 sont épuisés; il en reste quelques exemplaires sur papier vélin, cartonnés, tranche supérieure dorée :

LETOURNEAU. Physiologie des passions. 1 vol.	5 fr.
P. JANET. Le cerveau et la pensée. 1 vol.	5 fr.

BIBLIOTHÈQUE DE PHILOSOPHIE CONTEMPORAINE

FORMAT IN-8

Volumes à 5 fr., 7 fr. 50 et 10 fr.; cart., 1 fr. en plus par vol.; reliure, 2 fr.

JULES BARNI.

- * **La morale dans la démocratie.** 1 vol. 5 fr.

AGASSIZ.

- * **De l'espèce et des classifications.** 1 vol. 5 fr.

STUART MILL (5 volumes, 40 francs)

- * **La philosophie de Hamilton.** 1 fort vol. 10 fr.
 * **Mes mémoires.** Histoire de ma vie et de mes idées, traduit de l'anglais par M. E. Cazelles. 1 vol. 5 fr.
 * **Système de logique** déductive et inductive. Traduit de l'anglais par M. Louis Peisse. 2 vol. 20 fr.
 * **Essais sur la Religion.** 1 vol. 5 fr.

DE QUATREFAGES.

- * **Ch. Darwin et ses précurseurs français.** 1 vol. 5 fr.

HERBERT SPENCER (11 volumes, 109 fr. 50)

- * **Les premiers principes.** 1 fort vol. 10 fr.
 * **Principes de psychologie.** 2 vol. 20 fr.
Principes de biologie. 2 vol. in-8. 20 fr.
 * **Principes de sociologie :**
 Tome I, traduit par G. Cazelles. 1 vol. in-8. 1878. 10 fr.
 Tome II, traduit par MM. Cazelles et Gerschel. 1 vol. in-8. 1879. 7 fr. 50
 Tome III, traduit par M. Cazelles. 1 vol. in-8. 10 fr.
 * **Essais sur le progrès,** traduit par M. Burdeau. 4 vol. in-8. 7 fr. 50
Essais de politique, traduit par M. Burdeau. 1 vol. in-8. 7 fr. 50
Essais scientifiques. 1 vol. in-8, traduit par M. Burdeau. 7 fr. 50
 * **De l'éducation physique, intellectuelle et morale.** 1 volume in-8, 3^e édition. 5 fr.
 * **Introduction à la science sociale.** 1 vol. in-8, 6^e édit. 6 fr.
 * **Les bases de la morale évolutionniste.** 1 vol. in-8, 2^e éd. 6 fr.
 * **Classification des sciences.** 1 vol. in-8, 2^e édit. 2 fr. 50
Descriptive sociology, or groups of sociological facts, FRENCH compiled by JAMES COLLIER. 1 vol. in-folio. 50 fr.

AUGUSTE LAUGEL.

- * **Les problèmes** (Problèmes de la nature, problèmes de la vie, problèmes de l'âme). 1 fort vol. 7 fr. 50

EMILE SAIGEY.

- * **Les sciences au XVIII^e siècle.** La physique de Voltaire. 1 vol. 5 fr.

PAUL JANET.

- * **Histoire de la science politique** dans ses rapports avec la morale. 2^e édition, 2 vol. 20 fr.
 * **Les causes finales.** 1 vol. in-8, 2^e édition. 10 fr.

TH. RIBOT (3 volumes, 22 fr. 50)

- L'hérédité psychologique.** 1 vol. in-8, 2^e édition. 7 fr. 50
La psychologie anglaise contemporaine. 1 vol. in-8. 7 fr. 50
La psychologie allemande contemporaine. in-8. 7 fr. 50

HENRI RITTER.

- * **Histoire de la philosophie moderne**, traduction française, précédée d'une introduction par M. P. Challengel-Lacour. 3 vol. in-8. 20 fr.

ALF. FOUILLÉE.

- * **La liberté et le déterminisme**. 1 vol. in-8. 7 fr. 50

DE LAVELEYE.

- * **De la propriété et de ses formes primitives**. 4 vol. in-8. 3^e édit. 1882. 7 fr. 50

BAIN (ALEX.) (5 volumes, 12 francs)

- * **La logique inductive et déductive**, traduit de l'anglais par M. Compayré. 2 vol. 2^e édit. 20 fr.
* **Les sens et l'intelligence**. 1 vol., traduit par M. Gazelles. 10 fr.
* **L'esprit et le corps**. 1 vol. in-8, 4^e édit. 6 fr.
* **La science de l'éducation**. 1 vol. in-8, 2^e édit. 6 fr.
Les émotions et la volonté. 1 fort vol. (*Sous presse.*)

MATTHEW ARNOLD.

- La crise religieuse**. 1 vol. in-8. 7 fr. 50

BARDOUX.

- * **Les légistes, leur influence sur la société française**. 1 vol. in-8. 1877. 5 fr.

HARTMANN (E. DE).

- * **La philosophie de l'inconscient**, trad. par M. D. Nolen, avec préface de l'auteur pour l'édition française. 2 vol. in-8. 1877. 20 fr.
La philosophie allemande du XIX^e siècle, dans ses principaux représentants, traduit par M. D. Nolen. 1 vol. in-8. (*Sous presse.*)

ESPINAS (ALF.).

- Des sociétés animales**. 1 vol. in-8. 2^e édition. 7 fr. 50

FLINT.

- * **La philosophie de l'histoire en France**, traduit de l'anglais par M. Ludovic Carrau. 1 vol. in-8. 1878. 7 fr. 50
* **La philosophie de l'histoire en Allemagne**, traduit de l'anglais par M. Ludovic Carrau. 1 vol. in-8. 1878. 7 fr. 50

LIARD.

- * **La science positive et la métaphysique**. 1 vol. 7 fr. 50
Descartes. 1 vol. 5 fr.

GUYAU.

- * **La morale anglaise contemporaine**. 1 vol. 7 fr. 50

HUXLEY

- * **Même, sa vie, sa philosophie**, traduit de l'anglais et précédé d'une introduction par M. G. Compayré. 1 vol. 5 fr.

E. NAVILLE.

- La logique de l'hypothèse**. 1 vol. in-8. 5 fr.
La physique moderne. 1 vol. in-8. 5 fr.

VACHEROT (ET.).

- Essais de philosophie critique**. 1 vol. in-8. 7 fr. 50
La religion. 1 vol. in-8. 7 fr. 50

MARION (H.).

- De la solidarité morale**. 1 vol. in-8. 2^e édition. (*Sous presse.*)

COLSENET (ED.).

* **La vie inconsciente de l'esprit.** 4 vol. 5 fr.

SCHOPENHAUER.

Aphorismes sur la sagesse dans la vie, traduit de l'allemand par M. J.-A. Cantacuzène. 1 vol. in-8. 5 fr.

De la quadruple racine du principe de la raison suffisante. suivi d'une esquisse d'une *Histoire de la doctrine de l'idéal et du réel*, traduit de l'allemand par J.-A. Cantacuzène. 1 vol. in-8. 5 fr.

BERTRAND (A.).

L'aperception du corps humain par la conscience. 1 vol. 5 fr.

JAMES SULLY

Le pessimisme, traduit de l'anglais par MM. Bertrand et Géraud. 1 vol. in-8. 7 fr. 50

BUCHNER.

Science et nature, traduit de l'allemand par le docteur Lauth. 1 vol. in-8, 2^e édition. 7 fr. 50

EGGER (V.).

La parole intérieure. 1 vol. 5 fr.

LOUIS FERRI.

Histoire critique de la philosophie de l'association, depuis Hobbes jusqu'à nos jours. 1 vol. in-8. 7 fr. 50

MAUDSLEY.

La pathologie de l'Esprit. 1 vol. in-8. (*Sous presse.*)

BIBLIOTHÈQUE D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

Vol. in-18 à 3 fr. 50. — Vol. in-8 à 5 et 2 fr.

Cart., 1 fr. en plus par volume; reliure, 2 fr.

EUROPE

HISTOIRE DE L'EUROPE PENDANT LA RÉVOLUTION FRANÇAISE, par H. de Sybel. Traduit de l'allemand par M^{re} Dosquet. 3 vol. in-8. . . . 21 fr.
Chaque volume séparément 7 »
HISTOIRE DIPLOMATIQUE DE L'EUROPE DEPUIS 1815 JUSQU'À NOS JOURS, par Debidour. 1 vol. in-8. (*Sous presse.*)

FRANCE

* **HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE**, par Carlyle. Traduit de l'anglais. 3 vol. in-18; chaque volume 3 50
HISTOIRE DE LA RESTAURATION, par de Rochem. 1 vol. in-18, traduit de l'allemand. 3 50
* **HISTOIRE DE DIX ANS**, par Louis Blanc. 5 vol. in-8. 25 »
Chaque volume séparément 5 »
— 25 planches en taille-douce. Illustrations pour *l'Histoire de dix ans*. 6 »
* **HISTOIRE DE HUIT ANS (1840-1848)**, par Elias Regnault. 3 vol. in-8. 15 »
Chaque volume séparément 5 »
— 14 planches en taille-douce. Illustrations pour *l'Histoire de huit ans*. 4 fr.
* **HISTOIRE DU SECOND EMPIRE (1848-1870)**, par Taxile Delord. 6 volumes in-8. 42 fr.
Chaque volume séparément 7 »
* **LA GUERRE DE 1870-1871**, par Boert, d'après le colonel fédéral suisse Rustow. 1 vol. in-18. 3 50
FRANCE POLITIQUE ET SOCIALE, par Aug. Lauget. 1 volume in-8. 5 fr.
HISTOIRE DES COLONIES FRANÇAISES, par P. Gaffarel. 1 vol. in-8. . 5 fr.
L'ALGÉRIE, par M. Wahl. 1 vol. in-8. 5 fr.

ANGLETERRE

- * HISTOIRE GOUVERNEMENTALE DE L'ANGLETERRE, DEPUIS 1770 JUSQU'A 1830, par sir *G. Cornewal Lewis*, 1 vol. in-8, traduit de l'anglais. . . . 7 fr.
* HISTOIRE DE L'ANGLETERRE, depuis la reine Anne jusqu'à nos jours, par *H. Reynald*, 1 vol. in-18, 2^e édition. (*Sous presse.*)
* LES QUATRE GEORGE, par *Thackeray*, traduit de l'anglais par Lefoyer, 1 vol. in-18. 3 50
* LA CONSTITUTION ANGLAISE, par *W. Bagehot*, traduit de l'anglais, 1 vol. in-18. 3 50
* LOMBART-STREET, le marché financier en Angleterre, par *W. Bagehot*, 1 vol. in-18. 3 50
* LORD PALMERSTON ET LORD RUSSEL, par *Aug. Lauget*, 1 volume in-18 (1876). 3 50
* QUESTIONS CONSTITUTIONNELLES (1873-1878). — Le Prince-Époux. — Le droit électoral, par *E. W. Gladstone*. Traduit de l'anglais, et précédé d'une Introduction, par *Albert Gigot*, 1 vol. in-8. 5 fr

ALLEMAGNE

- * LA PRUSSE CONTEMPORAINE ET SES INSTITUTIONS, par *K. Hillebrand*, 1 vol. in-18. 3 50
* HISTOIRE DE LA PRUSSE, depuis la mort de Frédéric II jusqu'à la bataille de Sadowa, par *Eug. Véron*, 4 vol. in-18. 3 50
* HISTOIRE DE L'ALLEMAGNE, depuis la bataille de Sadowa jusqu'à nos jours, par *Eug. Véron*, 1 vol. in-18. 3 50
* L'ALLEMAGNE CONTEMPORAINE, par *Ed. Bourloton*, 1 vol. in-18. . . . 3 50

AUTRICHE-HONGRIE

- * HISTOIRE DE L'AUTRICHE, depuis la mort de Marie-Thérèse jusqu'à nos jours, par *L. Asseline*, 1 vol. in-18. 3 50
HISTOIRE DES HONGROIS et de leur littérature politique, de 1790 à 1815, par *Ed. Sayous*, 1 vol. in-18. 3 50

ESPAGNE

- * HISTOIRE DE L'ESPAGNE, depuis la mort de Charles III jusqu'à nos jours, par *H. Reynald*, 1 vol. in-18. 3 50

RUSSIE

- LA RUSSIE CONTEMPORAINE, par *Herbert Barry*, traduit de l'anglais, 1 vol. in-18. 3 50
HISTOIRE CONTEMPORAINE DE LA RUSSIE, par *M. Cédange*, 4 volume in-18. 3 50

SUISSE

- LA SUISSE CONTEMPORAINE, par *H. Dixon*, 1 vol. in-18, traduit de l'anglais. 3 50
* HISTOIRE DU PEUPLE SUISSE, par *Daendliker*, traduit de l'allemand par madame *Jules Favre*, et précédée d'une Introduction de *M. Jules Favre*, 1 vol. in-18. 5 fr.

AMÉRIQUE

- HISTOIRE DE L'AMÉRIQUE DU SUD, depuis sa conquête jusqu'à nos jours, par *Alf. Deberle*, 1 vol. in-18. 3 50
HISTOIRE DE L'AMÉRIQUE DU NORD (États-Unis, Canada, Mexique), par *Ad. Cohn*, 1 vol. in-18. (*Sous presse.*)
* LES ÉTATS-UNIS PENDANT LA GUERRE, 1861-1864. Souvenirs personnels, par *Aug. Lauget*, 1 vol. in-18. 3 50

-
- * **Eug. Despois**, LE VANDALISME RÉVOLUTIONNAIRE. Fondations littéraires, scientifiques et artistiques de la Convention, 1 vol. in-18 2^e édit. (*S. presse.*)
* **Jules Barni**, HISTOIRE DES IDÉES MORALES ET POLITIQUES EN FRANCE AU XVIII^e SIÈCLE, 2 vol. in-18, chaque volume. 7 fr.
— NAPOLEON I^{er} ET SON HISTORIEN *M. THIERS*, 1 vol. in-18. . . . 3 50
— * LES MORALISTES FRANÇAIS AU XVIII^e SIÈCLE, 1 vol. in-18. . . . 3 50
Émile Beaussire, LA GUERRE ÉTRANGÈRE ET LA GUERRE CIVILE, 1 vol. in-18. 3 50
* **J. Clamageran**, LA FRANCE RÉPUBLICAINE, 1 volume in-18. . . . 3 50
— **de Laveleye**, LE SOCIALISME CONTEMPORAIN, 1 vol. in-18, 2^e édit. . . . 3 fr. 50

BIBLIOTHÈQUE HISTORIQUE ET POLITIQUE

Volumes in-8 à 5, 2 fr. 50

- * ALBANY DE FONBLANQUE. *L'Angleterre, son gouvernement, ses institutions*. Traduit de l'anglais sur la 14^e édition par M. DREYFUS, avec introduction par M. H. BRISSON. 1 volume in-8. 5 fr.
- BENLOEW. *Les lois de l'Histoire*. 1 vol. in-8. 5 fr.
- * E. DESCHANEL. *Le peuple et la bourgeoisie*. 1 v. in-8. 5 fr.
- MINGHETTI. *L'État et l'Eglise*. 1 vol. in-8. 5 fr.
- LOUIS BLANC. *Discours politiques (1848-1884)*. 1 volume in-8. 7 fr. 50

PUBLICATIONS HISTORIQUES PAR LIVRAISONS

HISTOIRE ILLUSTRÉE du SECOND EMPIRE PAR TAXILE DELORD	HISTOIRE POPULAIRE de LA FRANCE
Paraissant par livraisons à 10 cent. deux fois par semaine, depuis le 10 janvier 1880.	Depuis les origines jusqu'à 1815. <i>Nouvelle édition</i> 4 volumes in-8 colombier.
Tomes I, II, III, IV. Chaque volume, broché, 8 fr. — Cart. doré, tranches dorées..... 11 fr. 50	Chaque volume, avec gravures, broché, 7 fr. 50. — Cart. doré, tranches dorées..... 11 fr.
L'ouvrage complet formera 6 volumes.	L'ouvrage est complet, chaque livraison se vend séparément 15 cent.

CONDITIONS DE SOUSCRIPTION.

L'Histoire du second empire paraît deux fois par semaine par livraisons de 8 pages, imprimées sur beau papier et avec de nombreuses gravures sur bois.

Prix de la livraison.....	10 c.
Prix de la série de 5 livraisons, paraissant tous les 20 jours, avec couverture.....	50 c.

ABONNEMENTS :

Pour recevoir *franco*, par la poste, *L'Histoire du second empire* par livraisons, deux fois par semaine, ou par séries tous les 20 jours.

Un an.....	16 francs.	Six mois...	8 francs.
------------	------------	-------------	-----------

ÉDITIONS ÉTRANGÈRES

<i>Éditions anglaises.</i>	PAUL JANET. <i>The Materialism of present day</i> . 1 vol. in-18, rel. 3 snill.
AGUSTE LACGEL. <i>The United States during the war</i> . In-8. 7 shill. 6 p.	<i>Éditions allemandes.</i>
ALBERT RÉVILLE. <i>History of the doctrine of the deity of Jesus-Christ</i> . 3 sh. 6 p.	JULES BARNI. <i>Napoléon I</i> . In-18. 3 m.
H. TAINE. <i>Italy (Naples et Rome)</i> . 1 sh. 6 p.	PAUL JANET. <i>Der Materialismus unsere Zeit</i> . 1 vol. in-18. 3 m.
H. TAINE. <i>The Philosophy of art</i> . 3 sh.	H. TAINE. <i>Philosophie der Kunst</i> . 1 vol. in-18. 3 m.

BIBLIOTHÈQUE SCIENTIFIQUE INTERNATIONALE

Publiée sous la direction de

M. Émile ALGLAVE

La *Bibliothèque scientifique internationale* n'est pas une entreprise de librairie ordinaire. C'est une œuvre dirigée par les auteurs mêmes, en vue des intérêts de la science, pour la populariser sous toutes ses formes, et faire connaître immédiatement dans le monde entier les idées originales, les directions nouvelles, les découvertes importantes qui se font chaque jour dans tous les pays. Chaque savant expose les idées qu'il a introduites dans la science et condense pour ainsi dire ses doctrines les plus originales.

On peut ainsi, sans quitter la France, assister et participer au mouvement des esprits en Angleterre, en Allemagne, en Amérique, en Italie, tout aussi bien que les savants mêmes de chacun de ces pays.

La *Bibliothèque scientifique internationale* ne comprend pas seulement des ouvrages consacrés aux sciences physiques et naturelles, elle aborde aussi les sciences morales, comme la philosophie, l'histoire, la politique et l'économie sociale, la haute législation, etc.; mais les livres traitant des sujets de ce genre se rattachent encore aux sciences naturelles, en leur empruntant les méthodes d'observation et d'expérience qui les ont rendues si fécondes depuis deux siècles.

Cette collection paraît à la fois en français, en anglais, en allemand, en russe et en italien : à Paris, chez Germer Baillière et C^{ie}; à Londres, chez C. Kegan, Paul et C^{ie}; à New-York, chez Appleton; à Leipzig, chez Brockhaus; et à Milan, chez Dumolard frères.

EN VENTE :

VOLUMES IN-8, CARTONNÉS A L'ANGLAISE, A 6 FRANCS.

Les mêmes, en demi-reliure d'amateur, tranche supérieure dorée, dos et coins en veau. 10 fr.

* 1. J. TYNDALL. **Les glaciers et les transformations de l'eau**, avec figures. 1 vol. in-8. 3^e édition. 6 fr.

* 2. MAREY. **La machine animale**, locomotion terrestre et aérienne, avec de nombreuses fig. 1 vol. in-8. 3^e édition. 6 fr.



- * 3. BAGEHOT. **Lois scientifiques du développement des nations** dans leurs rapports avec les principes de la sélection naturelle et de l'hérédité. 1 vol. in-8. 4^e édition. 6 fr.
- 4. BAIN. **L'esprit et le corps**. 1 vol. in-8. 4^e édition. 6 fr.
- * 5. PETTIGREW. **La locomotion chez les animaux**, marche, natation. 1 vol. in-8, avec figures. 6 fr.
- * 6. HERBERT SPENCER. **La science sociale**. in-8. 5^e éd. 6 fr.
- * 7. SCHMIDT (O.). **La descendance de l'homme et le darwinisme**. 1 vol. in-8, avec fig. 3^e édition. 6 fr.
- * 8. MAUDSLEY. **Le crime et la folie**. 1 vol. in-8. 4^e éd. 6 fr.
- 9. VAN BENEDEN. **Les commensaux et les parasites dans le règne animal**. 1 vol. in-8, avec figures. 2^e édit. 6 fr.
- 10. BALFOUR STEWART. **La conservation de l'énergie**, suivie d'une étude sur la *nature de la force*, par M. P. de Saint-Robert, avec figures. 1 vol. in-8. 3^e édition. 6 fr.
- 11. DRAPER. **Les conflits de la science et de la religion**. 1 vol. in-8. 6^e édition. 6 fr.
- 12. SCHUTZENBERGER. **Les fermentations**. 1 vol. in-8, avec fig. 3^e édition. 6 fr.
- * 13. L. DUMONT. **Théorie scientifique de la sensibilité**. 1 vol. in-8. 2^e édition. 6 fr.
- * 14. WHITNEY. **La vie du langage**. 1 vol. in-8. 3^e édit. 6 fr.
- 15. COOKE ET BERKELEY. **Les champignons**. 1 vol. in-8, avec figures. 3^e édition. 6 fr.
- * 16. BERNSTEIN. **Les sens**. 1 vol. in-8, avec 91 fig. 3^e édit. 6 fr.
- * 17. BERTHELOT. **La synthèse chimique**. 1 vol. in-8. 4^e édition. 6 fr.
- * 18. VOGEL. **La photographie et la chimie de la lumière**, avec 95 figures. 1 vol. in-8. 2^e édition. 6 fr.
- * 19. LUYK. **Le cerveau et ses fonctions**, avec figures. 1 vol. in-8. 4^e édition. 6 fr.
- * 20. STANLEY JEVONS. **La monnaie et le mécanisme de l'échange**. 1 vol. in-8. 2^e édition. 6 fr.
- * 21. FUCHS. **Les volcans et les tremblements de terre**. 1 vol. in-8, avec figures et une carte en couleur. 2^e éd. 6 fr.
- * 22. GÉNÉRAL BRIALMONT. **Les camps retranchés et leur rôle dans la défense des États**, avec fig. dans le texte et 2 planches hors texte. 2^e édit. 6 fr.
- * 23. DE QUATREFAGES. **L'espèce humaine**. 1 vol. in-8. 6^e édition. 6 fr.

- * 24. BLASERNA ET HELMHOLTZ. **Le son et la musique.** 1 vol. in-8, avec figures. 2^e édit. 6 fr.
- * 25. ROSENTHAL. **Les nerfs et les muscles.** 1 vol. in-8, avec 75 figures. 2^e édition. 6 fr.
- * 26. BRUCKE ET HELMHOLTZ. **Principes scientifiques des beaux-arts.** avec 39 figures, 2^e édit. 6 fr.
- † 27. WURTZ. **La théorie atomique.** 1 vol. in-8. 3^e édition. 6 fr.
- * 28-29. SECCHI (le Père). **Les étoiles.** 2 vol. in-8, avec 63 fig. dans le texte et 17 pl. en noir et en coul. hors texte. 2^e édit. 12 fr.
- † 30. JOLY. **L'homme avant les métaux.** In-8. 3^e édit. avec figures. 6 fr.
- * 31. A. BAIN. **La science de l'éducation.** 1 v. in-8. 3^e édit. 6 fr.
- * 32-33. THURSTON (R.). **Histoire des machines à vapeur,** précédé d'une introduction par M. HIRSCH. 2 vol. in-8, avec 140 fig. dans le texte et 16 pl. hors texte. 2^e édit. 12 fr.
- * 34. HARTMANN (R.). **Les peuples de l'Afrique** (avec figures). 1 vol. in-8. 6 fr.
- * 35. HERBERT SPENCER. **Les bases de la morale évolutionniste.** 1 vol. in-8. 2^e édit. 6 fr.
36. HUXLEY. **L'écrevisse,** introduction à l'étude de la zoologie. 1 vol. in-8, avec figures. 6 fr.
37. DE ROBERTY. **De la sociologie.** 1 vol. in-8. 6 fr.
- * 38. ROOD. **Théorie scientifique des couleurs.** 1 vol. in-8 avec figures et une planche en couleurs hors texte. 6 fr.
39. DE SAPORTA et MARION. **L'évolution du règne végétal** (des cryptogames). 1 vol. in-8 avec figures. 6 fr.
- 40-41. CHARLTON BASTIAN. **Le cerveau, organe de la pensée chez l'homme et chez les animaux.** 2 v. in-8, avec fig. 12 fr.
42. JAMES SULLY. **Les illusions des sens et de l'esprit.** 1 vol. in-8 avec figures. 6 fr.
43. YOUNG. **Le Soleil.** 1 vol. in-8, avec figures. 6 fr.
44. De CANDOLLE. **L'origine des plantes cultivées.** 1 vol. in-8. 6 fr.
- 45-46. SIR JOHN LUBBOCK. **Les Fourmis, les Guêpes et les Abeilles.** 2 vol. in-8 avec figures et planches en couleur. 12 fr.

OUVRAGES SUR LE POINT DE PARAÎTRE :

- ROMANES. **L'intelligence des animaux.** 1 vol. in-8.
- CARTAILHAG (E.). **La France préhistorique d'après les sépultures.**
- PERRIER (Ed.). **La philosophie zoologique jusqu'à Darwin.** 1 vol. in-8, avec figures.
- POUCHET (G.). **Le sang.** 1 vol. in-8, avec figures.
- SEMPER. **Les conditions d'existence des animaux.** 1 vol. in-8, avec figures.



RÉCENTES PUBLICATIONS

HISTORIQUES, PHILOSOPHIQUES ET SCIENTIFIQUES

Qui ne se trouvent pas dans les Bibliothèques.

- ALAUX. **La religion progressive**. 1 vol. in-18. 3 fr. 50
ARRÉAT. **Une éducation intellectuelle**. 1 vol. in-18. 2 fr. 50
AUDIFFRET-PASQUIER. **Discours devant les commissions de réorganisation de l'armée et des marchés**. 2 fr. 50
BALFOUR STEWART et FAIT. **L'univers invisible**. 4 vol. in-8, traduit de l'anglais. 7 fr. 50
BARNI. Voy. KANT, pages 3, 10 et 26.
BARNI. **Les martyrs de la libre pensée**. In-18. 2^e éd. 3 fr. 50
BARTHÉLEMY SAINT-HILAIRE. Voy. ARISTOTE, pages 2 et 7.
BAUTAIN. **La philosophie morale**. 2 vol. in-8. 12 fr.
BÉNARD (Ch.). **De la philosophie dans l'éducation classique**. 1862. 4 fort vol. in-8. 6 fr.
BELLECOMBE (André de). **Histoire universelle**, *première partie* : Chronologie universelle. 4 vol. gr. in-8; *deuxième partie* : Histoire universelle. 18 vol. gr. in-8 (sera continué).
Prix, les 22 volumes, 110 fr. ; le tome XVIII, séparément. 7 fr.
BERTAUT, J. SAURIN, et la prédication protestante jusqu'à la fin du règne de Louis XIV. 4 vol. in-8. 5 fr.
BERTAUD (P.-A.). **Introduction à la recherche des causes premières. — De la méthode**. Tome I^{er}. 1 vol. in-18. 3 fr. 50
BLACKWELL (D^{re} Elisabeth). **Conseils aux parents**, sur l'éducation de leurs enfants au point de vue sexuel. 1 vol. in-18. 2 fr.
BLANQUI. **L'éternité par les astres**. 1872. In-8. 2 fr.
BORELY (J.). **Nouveau système électoral, représentation proportionnelle de la majorité et des minorités**. 1870. 1 vol. in-18 de xviii-194 pages. 2 fr. 50
BOUCHARDAT. **Le travail**, son influence sur la santé (conférences faites aux ouvriers). 1863. 1 vol. in-18. 2 fr. 50
BOURBON DEL MONTE. **L'homme et les animaux**. In-8. 5 fr.
BOURDEAU (Louis). **Théorie des sciences**, plan de science intégrale. 2 vol. in-8. 1882. 20 fr.
BOURDET (Eug.). **Principe d'éducation positive**, précédé d'une préface de M. Ch. ROBIX. 1 vol. in-18. 3 fr. 50
BOURDET (Eug.). **Vocabulaire des principaux termes de la philosophie positive**. 4 vol. in-18 (1875). 3 fr. 50
BOUTROUX. **De la contingence des lois de la nature**. In-8. 1874. 4 fr.
BROCHARD (V.). **De l'Erreur**. 1 vol. in-8. 1879. 3 fr. 50
BUSQUET. **Représailles**, poésies. 1 vol. in-18. 3 fr.
CADET. **Hygiène, inhumation, crémation**. In-18. 2 fr.
CARETTE (le colonel). **Études sur les temps antéhistoriques**.
Première étude : *Le Langage*. 1 vol. in-8. 1878. 8 fr.
CLAVEL. **La morale positive**. 1873. 4 vol. in-18. 3 fr.
CLAVEL. **Les principes au XIX^e siècle**. 4 v. in-18. 1877. 4 fr.
CLOOD. **L'enfance du monde**, simple histoire de l'homme des premiers temps. In-12. 4 fr.
CONTA. **Théorie du fatalisme**. 4 vol. in-18. 1877. 4 fr.
CONTA. **Introduction à la métaphysique**. 4 vol. in-18. 3 fr.

- COQUEREL (Charles). **Lettres d'un mari à sa famille**. 1870.
1 vol. in-18. 3 fr. 50
- COQUEREL fils (Athanase). **Libres études** (religion, critique, histoire, beaux-arts). 1867. 4 vol. in-8. 5 fr.
- COQUEREL fils (Athanase). **Pourquoi la France n'est-elle pas protestante ?** 2^e édition. In-8. 1 fr.
- COQUEREL fils (Athanase). **La charité sans peur**. In-8. 75 c.
- COQUEREL fils (Athanase). **Évangile et liberté**. In-8. 50 c.
- COQUEREL fils (Athanase). **De l'éducation des filles**, réponse à Mgr l'évêque d'Orléans. In-8. 1 fr.
- CORMENIN (DE) — TIMON. **Pamphlets anciens et nouveaux**. Gouvernement de Louis-Philippe, République, Second Empire. 1 beau vol. in-8 cavalier. 7 fr. 50
- Conférences de la Porte-Saint-Martin pendant le siège de Paris**. Discours de MM. *Dasmarets* et de *Pressensé*. — *Coquerel* : sur les moyens de faire durer la République. — *Le Berquier* : sur la Commune. — *E. Bersier* : sur la Commune. — *H. Cernuschi* : sur la Légion d'honneur. In-8. 1 fr. 25
- CORTAMBERT (Louis). **La religion du progrès**. In-18. 3 fr. 50
- COSTE (Adolphe). **Hygiène sociale contre le paupérisme** (prix de 5,000 fr. au concours Péreire). 1 vol. in-8. 1882. 6 fr.
- DANICOURT (Léon). **La patrie et la république**. In-18. 2 fr. 50
- DANOVER. **De l'esprit moderne**. Essai d'un nouveau discours sur la méthode. 1 vol. in-18. 1 fr. 50
- DAURIAC (Lionel). **Des notions de force et de matière dans les sciences de la nature**. 4 vol. in-8, 1878. 5 fr.
- DAVY. **Les conventionnels de l'Eure** : Buzot, Duroy, Lindet, à travers l'histoire. 2 forts vol. in-8 (1876). 18 fr.
- DELBOEUF. **La psychologie comme science naturelle**. 1 vol. in-8, 1876. 2 fr. 50
- DELBOEUF. **Psychophysique**, mesure des sensations de lumière et de fatigue; théorie générale de la sensibilité. In-18. 1883. 3 fr. 50
- DELEUZE. **Instruction pratique sur le magnétisme animal**. 1853. 4 vol. in-12. 3 fr. 50
- DESTREM (J.). **Les déportations du Consulat**. 4 br. in-8. 1 fr. 50
- DOLLFUS (Ch.). **De la nature humaine**. 1868, 1 v. in-8. 5 fr.
- DOLLFUS (Ch.). **Lettres philosophiques**. In-18. 3 fr. 50
- DOLLFUS (Ch.). **Considérations sur l'histoire**. Le monde antique. 1872, 4 vol. in-8. 7 fr. 50
- DOLLFUS (Ch.). **L'âme dans les phénomènes de conscience**. 1 vol. in-18 (1876). 3 fr.
- DUBOST (Antonin). **Des conditions de gouvernement en France**. 1 vol. in-8 (1875). 7 fr. 50
- DUFAY. **Études sur la Destinée**. 1 vol. in-18, 1876. 3 fr.
- DUMONT (Léon). **Le sentiment du gracieux**. 4 vol. in-8. 3 fr.
- DUMONT (Léon). **Des causes du rire**. 4 vol. in-8. 2 fr.
- DU POTET. **Manuel de l'étudiant magnétiseur**. Nouvelle édition. 1868, 1 vol. in-18. 3 fr. 50
- DU POTET. **Traité complet de magnétisme**, cours en douze leçons. 1879, 4^e édition, 1 vol. in-8 de 634 pages. 8 fr.
- DUPUY (Paul). **Études politiques**, 1874. 1 v. in-8. 3 fr. 50
- DUVAL-JOUVE. **Traité de Logique**, 1855. 1 vol. in-8. 6 fr.
- Éléments de science sociale**. Religion physique, sexuelle et naturelle. 1 vol. in-18. 3^e édit., 1877. 3 fr. 50

- ÉLIPHAS LÉVI. **Dogme et rituel de la haute magie.** 1861, 2^e édit., 2 vol. in-8, avec 24 fig. 48 fr.
- ÉLIPHAS LÉVI. **Histoire de la magie.** In-8, avec fig. 42 fr.
- ÉLIPHAS LÉVI. **La science des esprits.** In 8. 7 fr.
- ÉLIPHAS LÉVI. **Clef des grands mystères.** In-8. 12 fr.
- EVANS (John). **Les âges de la pierre.** Grand in-8, avec 467 fig. dans le texte. 45 fr. — En demi-reliure. 48 fr.
- EVANS (John). **L'âge du bronze.** Grand in-8, avec 540 figures dans le texte, broché. 45 fr. — En demi reliure. 48 fr.
- EVELLIN. **Infini et quantité.** Étude sur le concept de l'infini dans la philosophie et dans les sciences. 1 vol. in-8. 5 fr.
- FABRE (Joseph). **Histoire de la philosophie.** Première partie : Antiquité et moyen âge. 1 vol. in-12, 1877. 3 fr. 50
- FAU. **Anatomie des formes du corps humain**, à l'usage des peintres et des sculpteurs. 1 vol. in-8 et atlas de 25 planches. 2^e édition. Prix, fig. noires. 20 fr. ; fig. coloriées. 35 fr.
- FAUCONNIER. **La question sociale.** In-18, 1878. 3 fr. 50
- FAUCONNIER. **Protection et libre échange.** In-8. 2 fr.
- FAUCONNIER. **La morale et la religion dans l'enseignement.** 1 vol. in-8 (1881). 75 c.
- FAUCONNIER. **L'or et l'argent**, essai sur la question monétaire. 4 br. in-8 (1881). 2 fr. 50
- FERBUS N.). **La science positive du bonheur.** 1 v. in-18. 3 fr.
- FERRIÈRE (Em.). **Les apôtres**, essai d'histoire religieuse, d'après la méthode des sciences naturelles. 1 vol. in-12. 4 fr. 50
- FERRON (De). **Théorie du progrès.** 2 vol. in-18. 7 fr.
- FOX (W.-J.). **Des idées religieuses.** In-8, 1876. 3 fr.
- FRÉDÉRIQ. **Hygiène populaire.** 1 vol. in-12. 1875. fr.
- GALTIER-BOISSIÈRE. **Sématotechnie**, ou Nouveaux signes phonographiques. 1 vol. in-8 avec figures. 3 fr. 50
- GASTINEAU. **Voltaire en exil.** 4 vol. in-18. 3 fr.
- GILLIOT (Alph.). **Études sur les religions et institutions comparées.** 1 vol. in-12. 3 fr.
- GOUET (Amédée). **Histoire nationale de France**, d'après des documents nouveaux :
- Tome I. Gaulois et Francks. — Tome II. Temps féodaux. — Tome III. Tiers état. — Tome IV. Guerre des princes. — Tome V. Renaissance. — Tome VI. Réforme. — Tome VII. Guerres de religion. (*Sous presse.*) Prix de chaque vol. in-8. 5 fr.
- GRAD (Charles). **Études statistiques sur l'industrie de l'Alsace.** 2 vol. gr. in-8. 20 fr.
- GUICHARD (V.). **La liberté de penser.** In-18. 3 fr. 50
- GUILLAUME (de Moïsey). **Nouveau traité des sensations.** 2 vol. in-8 (1876). 15 fr.
- GUYAU. **Vers d'un philosophe.** 1 vol. in-18. 3 fr. 50
- HAYEM (Armand). **L'être social.** 4 vol. in-18. 1881. 3 fr. 50
- HERZEN. **Récits et Nouvelles.** 1 vol. in-18. 3 fr. 50
- HERZEN. **De l'autre rive.** 1 vol. in-18. 3 fr. 50
- HERZEN. **Lettres de France et d'Italie.** 1871, in-18. 3 fr. 50
- HUXLEY, **La physiographie**, introduction à l'étude de la nature, traduit et adapté par M. G. Lamy. 1 vol. in-8 avec figures dans le texte et 2 planches en couleurs. 8 fr.
- ISSAURAT. **Monuments perdus de Pierre-Jean**, observations, pensées. 1868, 1 vol. in-18. 3 fr.
- ISSAURAT. **Les alarmes d'un père de famille**, suscitées par les faits et gestes de Mgr Dupauloup. In-8. 1 fr.

- JACOBY. **Études sur la solution dans ses rapports avec l'hérédité chez l'homme.** 1 vol. gr. in-8 (1881). 14 fr.
- JEANNAIRE. **L'idée de la personnalité dans la psychologie moderne.** 1 vol. in-8. 5 fr.
- JOZON (Paul). **De l'écriture phonétique.** In-18. 3 fr. 50
- JOYAU. **De l'invention dans les arts et dans les sciences.** 1 vol. in-8. 5 fr.
- KRANTZ (Emile). **Essai sur l'esthétique de Descartes, rapports de la doctrine cartésienne avec la littérature classique du xvi^e siècle.** 1 vol. in-8 (1882). 6 fr.
- LABORDE. **Les hommes et les actes de l'insurrection de Paris devant la psychologie morbide.** 1 vol. in-18. 2 fr. 50
- LACHELIER. **Le fondement de l'induction.** 1 vol. in-8. 3 fr. 50
- LACOMBE. **Mes droits.** 1869. 1 vol. in-12. 2 fr. 50
- LA LANDELLE (de). **Alphabet phonétique.** In-18. 2 fr. 50
- LANGLOIS. **L'homme et la Révolution.** 2 vol. in-18. 7 fr.
- LA PERRE DE ROO. **La consanguinité et les effets de l'hérédité.** 1 vol. in-8. 5 fr.
- LAUSSEDAT. **La Suisse.** Études méd. et sociales. In-18. 3 fr. 50
- LAVELEYE (Em. de). **De l'avenir des peuples catholiques.** 1 brochure in-8. 21^e édit. 1876. 25 c.
- LAVELEYE (Em. de). **Lettres sur l'Italie (1878-1879).** 1 vol. in-18. 3 fr. 50
- LAVELEYE (Em. de). **L'Afrique centrale.** 1 vol. in-12. 3 fr.
- LAVERGNE (Bernard). **L'ultramontanisme et l'État.** 1 vol. in-8 (1875). 4 fr. 50
- LE BERQUIER. **Le barreau moderne.** 1874, in-18. 3 fr. 50
- LEDRU (Alphonse). **Organisation, attributions et responsabilité des conseils de surveillance des sociétés en commandite par actions.** Grand in-8 (1876). 3 fr. 50
- LEDRU (Alphonse). **Des publicains et des Sociétés végétaliennes.** 1 vol. grand in-8 (1876). 3 fr.
- LEDRU-ROLLIN. **Discours politiques et écrits divers.** 2 vol. in-8 cavalier (1879). 12 fr.
- LEMER (Julien). **Dossier des jésuites et des libertés de l'Eglise gallicane.** 1 vol. in-18 (1877). 3 fr. 50
- LIARD. **Des définitions géométriques et des définitions empiriques.** 1 vol. in-8. 3 fr. 50
- LITTRÉ. **Conservation, révolution et positivisme.** 1 vol. in-12. 2^e édition (1879). 5 fr.
- LITTRÉ. **De l'établissement de la troisième république.** 1 vol. gr. in-8 (1881). 9 fr.
- LUBBOCK (sir John). **L'homme préhistorique, suivi d'une Description comparée des mœurs des sauvages modernes, 526 figures intercalées dans le texte, 3^e édition, suivie d'une conférence de M. P. Broca sur les *Troglodytes de la Vézère.* 1 beau vol. in-8, broché. (Sous presse.)**
- LUBBOCK (sir John). **Les origines de la civilisation, état primitif de l'homme et mœurs des sauvages modernes.** 1877. 1 vol. gr. in-8 avec figures et planches hors texte. Traduit de l'anglais par M. Ed. BARBIER. 2^e édition. 1877. 15 fr.
Relié en demi-maroquin avec nerfs. 18 fr.
- MAGY. **De la science et de la nature.** In-8. 6 fr.
- MAURICE. (Fernand). **La politique extérieure de la France.** 1 vol. in-12. 3 fr. 50
- MENIERE. **Cicéron médecin.** 1 vol. in-18. 4 fr. 50
- MENIERE. **Les consultations de madame de Sévigné, étude médico-littéraire.** 1884, 1 vol. in-8. 3 fr.

- MESMER. **Mémoires et aphorismes**, suivi des procédés de d'Eslon. 1846, in-18. 2 fr. 50
- MICHAUT (N.). **De l'imagination**. 1 vol. in-8. 5 fr.
- MILSAND. **Les études classiques et l'enseignement public**. 1873, 1 vol. in-18. 3 fr. 50
- MILSAND. **Le code et la liberté**. 1865, in-8. 2 fr.
- MORIN (Giron). **De la séparation du temporel et du spirituel**. 1866, in-8. 3 fr. 50
- MORIN. **Magnétisme et sciences occultes**. In-8. 6 fr.
- MORIN (Frédéric). **Politique et philosophie**. In-18. 3 fr. 50
- MUNARET. **Le médecin des villes et des campagnes**. 4^e édition, 1862, 1 vol. grand in-18. 4 fr. 50
- NOLEN (D.). **La critique de Kant et la métaphysique de Leibniz**. 1 vol. in-8 (1875). 6 fr.
- NOURRISSON. **Essai sur la philosophie de Bossuet**. 1 vol. in-8. 4 fr.
- OGER. **Les Bonaparte et les frontières de la France**. In-18. 50 c.
- OGER. **La République**. 1871, brochure in-8. 50 c.
- OLECHNOWICZ. **Histoire de la civilisation de l'humanité**, d'après la méthode Brahmanique. 1 vol. in-12. 3 fr. 50
- OLLE-LAPRUNE. **La philosophie de Malebranche**. 2 vol. in-8. 46 fr.
- PARIS (comte de). **Les associations ouvrières en Angleterre** (trades-unions). 1869, 1 vol. gr. in-8. 2 fr. 50
Édition sur pap. de Chine : Broché, 12 fr. ; rel. de luxe. 20 fr.
- PELLETAN (Eugène). **La naissance d'une ville** (Royan). 1 vol. in-18. 2 fr.
- PENJON. **Berkeley**, sa vie et ses œuvres. In-8, 1878. 7 fr. 50
- PEREZ (Bernard). **L'éducation dès le berceau**. In-8. 5 fr.
- PEREZ (Bernard). **La psychologie de l'enfant** (les trois premières années). 2^e édition entièrement refondue. 1 vol. in-12. 3 fr. 50
- PEREZ (Bernard). **Thierry Tiedmann. — Mes deux chats**. 1 brochure in-12. 2 fr.
- PETROZ (P.). **L'art et la critique en France depuis 1822**. 1 vol. in-18, 1875. 3 fr. 50
- PIÈTREMONT. **Les chevaux dans les temps préhistoriques et historiques**. 1 vol. in-8. 15 fr.
- POEY. **Le positivisme**. 1 fort vol. in-12 (1876). 4 fr. 50
- POEY. **M. Littré et Auguste Comte**. 1 vol. in-18. 3 fr. 50
- POULLET. **La campagne de l'Est** (1870-1871). 1 vol. in-8 avec 2 cartes, et pièces justificatives, 1879. 7 fr.
- RAMBERT (E.) et P. ROBERT. **Les oiseaux dans la nature**. description pittoresque des oiseaux utiles. 3 vol. in-folio contenant chacun 20 chromolithographies, 40 gravures sur bois hors texte, et de nombreuses gravures dans le texte. Chaque volume, dans un carton, 40 fr. ; relié, avec fers spéciaux. 50 fr.
- RÉGAMEY (Guillaume). **Anatomie des formes du cheval**, à l'usage des peintres et des sculpteurs. 6 planches en chromolithographie, publiées sous la direction de FÉLIX RÉGAMEY, avec texte par le Dr KUHFF. 8 fr.
- REYMOND (William). **Histoire de l'art**. 1874, 1 vol. in-8. 5 fr.
- RIBOT (Paul). **Matérialisme et spiritualisme**. 1873, in-8. 6 fr.
- SALETTA. **Principes de logique positive**. In-8. 1^{re} p. 3 fr. 50

- SECRÉTAN. Philosophie de la liberté.** 2 vol. in-8. 10 fr.
- SIEGFRIED (Jules). La misère, son histoire, ses causes, ses remèdes.** 1 vol. grand in-18. 3^e édition (1879). 2 fr. 50
- SIÈREBOIS. Autopsie de l'âme.** Identité du matérialisme et du vrai spiritualisme. 2^e édit. 1873, 1 vol. in-18. 2 fr. 50
- SIÈREBOIS. La morale** fouillée dans ses fondements. In-8. 6 fr.
- SMEE (A.). Mon jardin,** géologie, botanique, histoire naturelle, 1876, 1 magnifique vol. gr. in-8, orné de 1300 fig. et 52 pl. hors texte. Broché, 15 fr. — Demi-rel., tranches dorées. 18 fr.
- SOREL (ALBERT). Le traité de Paris du 20 novembre 1815.** 1873, 1 vol. in-8. 4 fr. 50
- TÉNOT (Eugène). Paris et ses fortifications,** 1870-1880. 1 vol. in-8. 5 fr.
- TÉNOT (Eugène). La frontière (1870-1881),** 1 fort. vol. grand in-8 (1^{re} S2). 8 fr.
- THIERS (Édouard). La puissance de l'armée par la réduction du service.** 1 vol. in-8. 4 fr. 50
- THULIÉ. La folie et la loi.** 1867, 2^e édit., 1 vol. in-8. 3 fr. 50
- THULIÉ. La manie raisonnée du docteur Campagne,** 1870, broch. in-8 de 132 pages. 2 fr.
- TIBERGHIEH. Les commandements de l'humanité.** 1872. 1 vol. in-18. 3 fr.
- TIBERGHIEH. Enseignement et philosophie.** F-18. 4 fr.
- TIBERGHIEH. Introduction à la philosophie.** In-8. 6 fr.
- TIBERGHIEH. La science de l'âme.** 1 v. in-12, 3^e édit. 1879. 6 fr.
- TIBERGHIEH. Éléments de morale univ.** 1 v. in-12, 1879. 2 fr.
- TISSANDIER. Études de Théodicée.** 1869, in-8 de 270 p. 4 fr.
- TISSOT. Principes de morale.** In-8. 6 fr.
- TISSOT. Voy. KANT,** page 3.
- TISSOT (J.). Essai de philosophie naturelle,** tome I. 1 vol. in-8. 12 fr.
- VACHEROT. La science et la métaphysique.** 3 vol. in-18. 10 fr. 50
- VACHEROT. Voyez pages 7 et 9.
- VALLIER. De l'intention morale.** 1 vol. in-8. 4 fr. 50
- VAN DER REST. Platon et Aristote.** In-8, 1876. 10 fr.
- VÉRA. Strauss et l'ancienne et la nouvelle foi.** In-8. 6 fr.
- VÉRA. Cavour et l'Église libre dans l'État libre.** 1874, in-8. 3 fr. 50
- VÉRA. L'Hegelianisme et la philosophie.** In-18. 3 fr. 50
- VÉRA. Mélanges philosophiques.** 1 vol. in-8. 1862. 5 fr.
- VÉRA. Platonis, Aristotelis et Hegeli de medio terminis doctrina.** 1 vol. in-8. 1845. 4 fr. 50
- VÉRA. Introduction à la philosophie de Hegel.** 1 vol. in-8. 2^e édition. 6 fr. 50
- VERNAL. Origine de l'homme,** d'après les lois de l'évolution naturelle. 1 vol. in-8. 3 fr.
- VILLIAUME. La politique moderne,** 1873, in-8. 6 fr.
- VOITURON (P.). Le libéralisme et les idées religieuses.** 1 vol. in-12. 4 fr.
- WEBER. Histoire de la philos. europ.** In-8, 2^e édit. 10 fr.
- YUNG (EUGENE). Henri IV, écrivain.** 1 vol. in-8. 1855. 5 fr.
- ZABOROWSKI. L'Anthropologie,** son histoire, sa place, ses résultats. 1 brochure in-8. 1882. 4 fr. 25
- ZEVORT (Edgar). Le marquis d'Argenson et le Ministère des affaires étrangères** du 18 novembre 1744 au 10 janvier 1747. 1 vol. in-8. 3 fr.

LES ACTES DU GOUVERNEMENT

DE LA

DÉFENSE NATIONALE

(DU 4 SEPTEMBRE 1870 AU 8 FÉVRIER 1871)

ENQUÊTE PARLEMENTAIRE FAITE PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE
RAPPORTS DE LA COMMISSION ET DES SOUS-COMMISSIONS
TÉLÉGRAMMES
PIÈCES DIVERSES — DÉPOSITIONS DES TÉMOINS — PIÈCES JUSTIFICATIVES
TABLES ANALYTIQUE, GÉNÉRALE ET NOMINATIVE

7 forts volumes in-4. — Chaque volume séparément 16 fr.

L'ouvrage complet en 7 volumes : 112 fr.

Cette édition populaire réunit en sept volumes, avec une Table analytique par volume, tous les documents distribués à l'Assemblée nationale. -- Une Table générale et nominative termine le 7^e volume.

Rapports sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale, se vendant séparément :

E. RESSÉGUIER. — Toulouse sous le Gov. de la Défense nat. in-4. 2 fr. 50
SAINT-MARC GIRARDIN. — La chute du second Empire. in-4. 4 fr. 50
Pièces justificatives du rapport de M. Saint-Marc Girardin. 4 vol. in-4. 5 fr.
DE SUGNY. — Marseille sous le Gov. de la Défense nat. in-4. 10 fr.
DE SUGNY. — Lyon sous le Gov. de la Défense nat. in-4. 7 fr.
DARU. — La politique du Gov. de la Défense nat. à Paris. in-4. 15 fr.
CHAPIER. — Le Gov. de la Défense à Paris au point de vue militaire. in-4. 15 fr.
CHAPIER. — Procès-verbaux des séances du Gov. de la Défense nat. in-4. 5 fr.
DORÉAU-LAJANADIE. — L'emprunt Morgan. in-4. 4 fr. 50
DE LA BORDERIE. — Le camp de Combe et l'armée de Bretagne. in-4. 10 fr.
DE LA SICOTIÈRE. — L'affaire de Dreux. in-4. 2 fr. 50
DE LA SICOTIÈRE. — L'Algérie sous le Gouvernement de la Défense nationale. 2 vol. in-4. 22 fr.
DE RAINNEVILLE. Actes diplomatiques du Gov. de la Défense nat. 4 vol. in-4. 3 fr. 50
LALLÉ. Les postes et les télégraphes pendant la guerre. 1 vol. in-4. 4 fr. 50
BELSOL. La ligne du Sud-Ouest. 1 vol. in-4. 1 fr. 50
PERROT. Le Gouvernement de la Défense nationale en province. 2 vol. in-4. 25 fr.
DORÉAU-LAJANADIE. Rapport sur les actes de la Délégation du Gouvernement de la Défense nationale à Tours et à Bordeaux. 1 vol. in-4. 5 fr.
Dépêches télégraphiques officielles. 2 vol. in-4. 25 fr.
Procès-verbaux de la Commune. 1 vol. in-4. 5 fr.
Table générale et analytique des dépositions des témoins. 1 vol. in-4. 3 fr. 50

ENQUÊTE PARLEMENTAIRE

SUR

L'INSURRECTION DU 18 MARS

1^{er} RAPPORTS. — 2^{es} DÉPOSITIONS de MM. Thiers, maréchal Mac-Mahon, général Trochu, J. Favre, Ernest Picard, J. Ferry, général Le Flô, général Vinoy, colonel Gambert, colonel Gaillard, général Appert, Floquet, général Cremer, amiral Saisset, Schoelcher, amiral Pothuan, colonel Langlois, etc. — 3^{es} PIÈCES JUSTIFICATIVES.

1 vol. grand in-4^e. — Prix : 10 fr.

COLLECTION ELZÉVIRIENNE

- MAZZINI. **Lettres de Joseph Mazzini à Daniel Stern** (1864-1872), avec une lettre autographiée. 3 fr. 50
- MAX MULLER. **Amour allemand**, traduit de l'allemand. 4 vol. in-18. 3 fr. 50
- CORLIEU (le Dr). **La mort des rois de France**, depuis François 1^{er} jusqu'à la Révolution française, études médicales et historiques. 4 vol. in-18. 3 fr. 50
- CLAMAGERAN. **L'Algérie**, impressions de voyage. 4 vol. in-18. 3 fr. 50
- STUART MILL (J.). **La République de 1848**, traduit de l'anglais, avec préface par M. SADI CARNOT. 4 vol. in-18 (1875). 3 fr. 50
- RIBERT Léonce. **Esprit de la Constitution** du 25 février 1875. 4 vol. in-18. 3 fr. 50
- NOËL (E.). **Mémoires d'un imbécile**, précédé d'une préface de *M. Littré*. 1 vol. in-18, 3^e édition (1879). 3 fr. 50
- PELLETAN (Eug.). **Jarousseau, le Pasteur du désert**. 1 vol. in-18 (1877). Couronné par l'Académie française. 6^e édit. 3 fr. 50
- PELLETAN (Eug.). **Élisée, voyage d'un homme à la recherche de lui-même**. 4 vol. in-18 (1877). 3 fr. 50
- PELLETAN (Eug.). **En roi philosophe, Frédéric le Grand**. 4 vol. in-18 (1878). 3 fr. 50
- PELLETAN (Eug.). **Le monde marche (la loi du progrès)**. 4 vol. in-18. 3 fr. 50
- E. DUVERGIER DE HAURANNE (M^{me}). **Histoire populaire de la Révolution française**. 4 vol. in-18, 3^e édit. 1881. 3 fr. 50

ÉTUDES CONTEMPORAINES

- BOUILLET (Ad.). **Les bourgeois gentilshommes. — L'armée d'Henri V**. 4 vol. in-18. 3 fr. 50
- **Types nouveaux et inédits**. 4 vol. in-18. 2 fr. 50
- **L'arrière-ban de l'ordre moral**. 4 vol. in-18. 3 fr. 50
- VALMONT (V.). **L'espion prussien**, roman anglais, traduit par M. J. DUBRISAY. 4 vol. in-18. 3 fr. 50
- BOURLOTON (Edg.) et ROBERT (Edmond). **La Commune et ses idées à travers l'histoire**. 4 vol. in-18. 3 fr. 50
- CHASSERIAU (Jean). **Du principe autoritaire et du principe rationnel**. 1873. 4 vol. in-18. 3 fr. 50
- ROBERT (Edmond). **Les domestiques**. In-18 (1875). 3 fr. 50
- LOURDAU. **Le sénat et la magistrature dans la démocratie française**. 4 vol. in-18 (1879). 3 fr. 50
- FLAUX. **La femme, le mariage et le divorce**, étude de sociologie et de physiologie. 1 vol. in-18. 3 fr. 50
- PARIS (le colonel). **Le feu à Paris et en Amérique**. 4 vol. in-18. 3 fr. 50

OEUVRES COMPLÈTES

DE

EDGAR QUINET

Chaque ouvrage se vend séparément :

Édition in-8, le vol. . . . 6 fr. | Édition in-12, le vol. 3 fr. 50

- | | |
|---|---|
| <p>I. — Génie des Religions. — De l'origine des dieux. (Nouvelle édition.)</p> <p>* II. — Les Jésuites. — L'Ultramontanisme. — Introduction à la Philosophie de l'histoire de l'Humanité. (Nouvelle édition, avec préface inédite.)</p> <p>* III. — Le Christianisme et la Révolution française. Examen de la Vie de Jésus-Christ, par STRAUSS. — Philosophie de l'histoire de France. (Nouvelle édition.)</p> <p>* IV. — Les Révolutions d'Italie. (Nouvelle édition.)</p> | <p>* V. — Marnix de Sainte-Allegonde. — Philosophie de l'histoire de France.</p> <p>* VI. — Les Romains. — Allemagne et Italie.</p> <p>VII. — Ashavérus. — Les Tablettes du Juif errant.</p> <p>* VIII. — Prométhée. — Les Esclaves.</p> <p>* IX. — Mes Vacances en Espagne.</p> <p>* X. — Histoire de mes idées.</p> <p>XI. — L'Enseignement au peuple. — La Révolution religieuse au XIX^e siècle. — La Croisade romaine.</p> |
|---|---|

Vient de paraître :

- | |
|---|
| <p>* Correspondance. Lettres à sa mère, 2 vol. in-18. 7 »</p> <p><i>Les mêmes</i>, 2 vol. in-8. 12 »</p> <p>* La révolution. 3 vol. in-18. 40 50</p> <p>* La campagne de 1815. 4 vol. in-18. 3 50</p> <p>* Martin l'enchanteur, avec une préface nouvelle, notes et commentaires, 2 vol. in-18. 7 fr.</p> <p><i>Le même</i>, 2 vol. in-8. 12 fr.</p> <p>* La création. 2 vol. in-18. 7 fr.</p> <p>* L'esprit nouveau. 4 vol. in-18. 3 fr. 50</p> <p>La république. 4 vol. in-18. 3 fr. 50</p> <p>Le siège de Paris. 4 vol. in-18. 3 fr. 50</p> <p>Le livre de l'exilé. — Le Panthéon. 4 vol. in-18. 3 fr. 50</p> <p>La Grèce moderne. — De l'Histoire de la poésie. —
 Épopées françaises, inédites du XIII^e siècle. 4 vol. in-18.
 3 fr. 50</p> |
|---|

BIBLIOTHÈQUE POPULAIRE

- | | |
|---|----------|
| BARNI (Jules). Napoléon I^{er}. | 1 fr. |
| BARNI (Jules). Manuel républicain. | 4 fr. |
| MARAI (Aug.). Garibaldi et l'armée des Vosges. 1 volume in-18. | 4 fr. 50 |
| FRIBOURG (E.). Le paupérisme parisien. | 1 fr. 25 |

BIBLIOTHÈQUE UTILE

LISTE DES OUVRAGES PAR ORDRE D'APPARITION

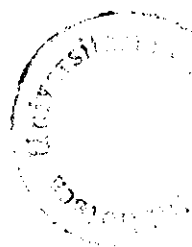
Le vol. de 190 pages, broché, 60 centimes.

Cartonné à l'anglaise, 1 franc.

Le titre de cette collection est justifié par les services qu'elle rend et la part pour laquelle elle contribue à l'instruction populaire.

Les noms dont ses volumes sont signés lui donnent d'ailleurs une autorité suffisante pour que personne ne dédaigne ses enseignements. Elle embrasse *l'histoire, la philosophie, le droit, les sciences, l'économie politique et les arts*, c'est-à-dire qu'elle traite toutes les questions qu'il est aujourd'hui indispensable de connaître. Son esprit est essentiellement démocratique, le langage qu'elle parle est simple et à la portée de tous, mais il est aussi à la hauteur des sujets traités.

-
- I. — **Morand**. Introduction à l'étude des Sciences physiques. 2^e édition.
II. — **Cruveilhier**. Hygiène générale. 6^e édition.
III. — **Corbon**. De l'enseignement professionnel. 2^e édition.
IV. — **L. Fichat**. L'Art et les Artistes en France. 3^e édition.
* V. — **Buchez**. Les Mérovingiens. 3^e édition.
* VI. — **Buchez**. Les Carolingiens.
* VII. — **F. Morin**. La France au moyen âge. 3^e édition.
VIII. — **Bastide**. Lutttes religieuses des premiers siècles. 4^e édition.
IX. — **Bastide**. Les guerres de la Réforme. 4^e édition.
X. — **E. Pelletan**. Décadence de la monarchie française. 4^e édition.
XI. — **L. Brothier**. Histoire de la Terreur. 4^e édition.
XII. — **Sanson**. Principaux faits de la chimie.
XIII. — **Turek**. Médecine populaire. 4^e édition.
XIV. — **Morin**. Résumé populaire du Code civil. 2^e édition.
* XV. — **Zaborowski**. L'homme préhistorique. 2^e édition.
XVI. — **A. Ott**. L'Inde et la Chine. 2^e édition.
* XVII. — **Catalan**. Notions d'Astronomie. 2^e édition.
XVIII. — **Cristal**. Les Délassements du travail.
* XIX. — **Victor Meunier**. Philosophie zoologique.
XX. — **G. Jourdan**. La justice criminelle en France. 2^e édition.
XXI. — **Ch. Holland**. Histoire de la maison d'Autriche. 3^e édition.
* XXII. — **L. Despois**. Révolution d'Angleterre. 2^e édition.
XXIII. — **H. Gastineau**. Génie de la Science et de l'Industrie.
XXIV. — **H. Leneveux**. Le Budget du foyer. Économie domestique.
* XXV. — **L. Combes**. La Grèce ancienne.
* XXVI. — **Fréd. Lock**. Histoire de la Restauration. 2^e édition.
XXVII. — **L. Brothier**. Histoire populaire de la philosophie.
XXVIII. — **E. Margollé**. Les Phénomènes de la mer. 4^e édition.
XXIX. — **L. Collas**. Histoire de l'Empire ottoman. 2^e édition.
* XXX. — **Zurcher**. Les Phénomènes de l'atmosphère. 3^e édition.
XXXI. — **E. Raymond**. L'Espagne et le Portugal. 2^e édition.
XXXII. — **Eugène Noël**. Voltaire et Rousseau. 2^e édition.
XXXIII. — **A. Ott**. L'Asie occidentale et l'Égypte.
XXXIV. — **Ch. Richard**. Origine et fin des Mondes. 3^e édition.
XXXV. — **Enfantin**. La Vie éternelle. 2^e édition.



- XXXVI. — **L. Brothier**. Causeries sur la mécanique. 2^e édit.
XXXVII. — **Alfred Doncaud**. Histoire de la marine française.
XXXVIII. — **Fréd. Lock**. Jeanne d'Arc.
XXXIX. — **Carnot**. Révolution française. — Période de création (1789-1792).
XL. — **Carnot**. Révolution française. — Période de conservation (1792-1804).
XLI. — **Zurcher et Margollé**. Télescope et Microscope.
XLII. — **Blerzy**. Torrents, Fleuves et Canaux de la France.
XLIII. — **P. Secchi, Wolf, Briot et Delaunay**. Le Soleil, les Étoiles et les Comètes.
XLIV. — **Stanley Jevons**. L'Économie politique, trad. de Panglais par H. Gravez.
XLV. — **Em. Ferrière**. Le Darwinisme. 2^e édit.
XLVI. — **H. Leneveux**. Paris municipal.
XLVII. — **Boillot**. Les Entretiens de Fontenelle sur la pluralité des mondes, mis au courant de la science.
XLVIII. — **E. Zevort**. Histoire de Louis-Philippe.
XLIX. — **Geikie**. Géogr. physique, trad. de l'anglais par H. Gravez.
L. — **Zaborowski**. L'origine du langage. 2^e édition.
LI. — **H. Blerzy**. Les colonies anglaises.
LII. — **Albert Lévy**. Histoire de l'air.
LIII. — **Geikie**. La Géologie (avec figures).
LIV. — **Zaborowski**. Les Migrations des animaux.
LV. — **F. Paulhan**. La Physiologie d'esprit (avec figures).
LVI. — **Zurcher et Margollé**. Les Phénomènes célestes.
LVII. — **Girard de Rialle**. Les peuples de l'Afrique et de l'Amérique.
LVIII. — **Jacques Bertillon**. La Statistique humaine de la France (naissance, mariage, mort).
LIX. — **Paul Gaffarel**. La Défense nationale en 1792.
LX. — **Herbert Spencer**. De l'éducation.
LXI. — **Jules Barni**. Napoléon 1^{er}.
LXII. — **Huxley**. Premières notions sur les sciences.
LXIII. — **P. Bondonis**. L'Europe contemporaine (1789-1879).
LXIV. — **Grove**. Continents et Océans (avec figures).
LXV. — **Jouan**. Les îles du Pacifique (avec 1 carte).
LXVI. — **Robinet**. La Philosophie positive.
LXVII. — **Renard**. L'homme est-il libre ?
LXVIII. — **Zaborowski**. Les grands singes.
LXIX. — **Hatin**. Le journal.
LXX. — **Girard de Rialle**. Les peuples de l'Asie et de l'Europe.
LXXI. — **Doncaud**. Histoire contemporaine de la Prusse.
LXXII. — **Dufour**. Petit dictionnaire des falsifications.
LXXIII. — **Henneguy**. Histoire contemporaine de l'Italie.
LXXIV. — **Leneveux**. Le travail manuel en France.
LXXV. — **Jouan**. La chasse et la pêche des animaux marins.
LXXVI. — **Regnard**. Histoire contemporaine de l'Angleterre.
LXXVII. — **Bouant**. Histoire de l'eau (avec figures).
LXXVIII. — **Jourdy**. Le patriotisme à l'école.
LXXIX. — **Mongredien**. Histoire du libre échange en Angleterre.
LXXX. — **Creighton**. Histoire romaine.
-

CATALOGUE DE LA BIBLIOTHÈQUE UTILE

PAR ORDRE DES MATIÈRES

I. HISTOIRE DE FRANCE.

Les Mérovingiens, par BUCHEZ, ancien président de l'Assemblée constituante.

Les Carolingiens, par BUCHEZ, ancien président de l'Assemblée constituante.

Les luttes religieuses des premiers siècles, par J. BASTIDE, ancien ministre des affaires étrangères. 4^e édition.

Les guerres de la Réforme, par J. BASTIDE, ancien ministre des affaires étrangères. 4^e édition.

La France au moyen âge, par F. MORIN, ancien professeur de l'Université.

Jeanne d'Arc, par Fréd. LOCK.

Décadence de la monarchie française, par Eug. PELLETAN, sénateur. 4^e édition.

La Révolution française, par CARNOT, sénateur (2 volumes).

La défense nationale en 1792, par P. GAFFAREL, professeur à la Faculté des lettres de Dijon.

Napoléon 1^{er}, par Jules BARNI, membre de l'Assemblée nationale.

Histoire de la restauration, par Fréd. LOCK. 3^e édition.

Histoire de la marine française, par Alfr. DONAUD, professeur à l'Ecole navale. 2^e édition.

Histoire de Louis-Philippe, par Edgar ZEVART, inspecteur de l'Académie de Paris. 2^e édition.

II. — PAYS ÉTRANGERS.

L'Espagne et le Portugal, par E. RAYMOND. 2^e édition.

Histoire de l'empire ottoman, par L. COLLAS. 2^e édition.

La Grèce ancienne, par L. COMBES, conseiller municipal de Paris. 2^e édition.

L'Asie occidentale et l'Égypte, par A. OTT. 2^e édition.

L'Inde et la Chine, par A. OTT. 2^e édition.

Les révolutions d'Angleterre, par Eug. DESROIS, ancien professeur de l'Université. 3^e édition.

Histoire de la maison d'Autriche, par Ch. ROLLAND. 2^e édition.

L'Europe contemporaine (1789-1879), par P. BONBOIS, professeur d'histoire au lycée d'Orléans.

Histoire contemporaine de la Prusse, par Alfr. DONNAUD. 4 vol.

Histoire contemporaine de l'Italie, par Félix HENNEGUY. 4 vol.

Histoire contemporaine de l'Angleterre, par A. REGNARD.

Histoire romaine, par CREIGHTON.

III. — GÉOGRAPHIE.

Torrents, fleuves et canaux de la France, par H. BLERZY, ancien élève de l'Ecole polytechnique.

Les colonies anglaises, par le même.

Géographie physique, par GEBIE, professeur à l'Université d'Edimbourg (avec figures).

Continents et océans, par GROVE, membre de la Société royale de géographie de Londres (avec figures).

Les îles du Pacifique, par le capitaine de vaisseau JOUAN (avec 1 carte).

Les peuples de l'Afrique et de

COSMOGRAPHIE.

L'Amérique, par GIRARD DE RIALLE.

Les peuples de l'Asie et de l'Europe, par le même.

Notions d'astronomie, par L. CATALAN, professeur à l'Université de Liège. 4^e édition.

Les entretiens de Fontenelle sur la pluralité des mondes, mis au courant de la science par BOILLOT.

Le soleil et les étoiles, par MM. le P. SECCHI, BRIOT, WOLF et DELAUNAY. 2^e édition.

Les phénomènes célestes, par ZURCHER et MARGOLLÉ.

IV. — PHILOSOPHIE.

La vie éternelle, par ENFANTIN. 2^e édition.

Voltaire et Rousseau, par Eug. NOËL. 3^e édition.

Histoire populaire de la philosophie, par L. BROTHIER. 3^e édition.

La philosophie zoologique, par Victor MEUNIER. 2^e édition.

L'Origine du langage, par L. ZABOROWSKI.

Physiologie de l'esprit, par PAULHAN (avec figures).

L'Homme est-il libre ? par RENARD.

La philosophie positive, par le docteur ROBINET. 2^e édition.

V. — SCIENCES.

Le génie de la science et de l'industrie, par B. GASTINEAU.

Télescope et Microscope, par ZÜRCHER et MARGOLÉ.

Les phénomènes de l'atmosphère, par ZÜRCHER, ancien élève de l'Ecole polytechnique. 4^e édition.

Histoire de l'air, par Albert LÉVY, ancien élève de l'Ecole polytechnique, physicien titulaire à l'Observatoire de Montsouris (avec figures).

Histoire de l'eau, par BOUANT, agrégé de l'Université (avec figures).

Introduction à l'étude des sciences physiques, par MORAND. 5^e édition.

Hygiène générale, par le docteur L. CRUVEILHIER. 6^e édition.

Causeries sur la mécanique, par BROTHIER. 2^e édition.

Histoire de la terre, par le même. 5^e édition.

Principaux faits de la chimie, par SAMSON, professeur à l'Ecole vétérinaire d'Alfort. 5^e édition.

Médecine populaire, par le docteur TURCK. 4^e édition.

Les phénomènes de la mer, par E. MARGOLÉ. 5^e édition.

Origines et fin des mondes, par Ch. RICHARD. 3^e édition.

L'homme préhistorique, par L. ZABOROWSKI. 2^e édition.

Les grands singes, par le même.

Le darwinisme, par E. FERRIER. 3^e édition.

Géologie, par GEIKIE; traduit de l'anglais par H. Gravez, avec 47 figures dans le texte.

Les migrations des animaux et le pigeon voyageur, par ZABOROWSKI.

Premières notions sur les sciences, par Th. HUXLEY, membre de la Société royale de Londres.

Petit Dictionnaire des falsifications, avec moyens faciles pour les reconnaître, par DUFOUR.

La chasse et la pêche des animaux marins, par le capitaine de vaisseau JOUAN.

VI. — ENSEIGNEMENT. — ÉCONOMIE DOMESTIQUE.

De l'éducation, par HERBERT SPENCER.

La statistique humaine de la France, par Jacques BERTILLON.

Le Journal, par BATIN.

De l'enseignement professionnel, par CORBON, sénateur. 3^e édition.

Les déclassés du travail, par Maurice CRISTAL. 2^e édition.

Le budget du foyer, par H. LENEVEUX, anc. conseiller municipal de Paris.

Paris municipal, ses services publics et ses ressources financières, par le même.

Histoire du travail manuel en France, par le même.

L'Art et les artistes en France, par Laurent PICHAT, sénateur. 4^e édit.

Economie politique, par STANLEY JEVONS, professeur à l'University College de Londres; traduit de l'anglais par H. Gravez, ingénieur. 3^e édition.

Le patriotisme à l'école. Notions d'éducation patriotique et militaire, par JOURY, capitaine d'artillerie.

Histoire du libre échange en Angleterre, par MONGREDIEN.

VII. — DROIT.

La loi civile en France, par MORIN. 3^e édition.

La justice criminelle en France, par G. JOURDAN. 3^e édition.

REVUE
Politique et Littéraire

(Revue des cours littéraires).

3^e série.)

Directeur :

M. Eug. YUNG.

REVUE
Scientifique

(Revue des cours scientifiques,

3^e série.)

Directeur :

M. Ch. RICHET.

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

En 1874, après la guerre, la *Revue des cours littéraires*, agrandissant son cadre, est devenue la *Revue politique et littéraire*. Au lendemain de nos désastres, elle avait cru de son devoir de traiter avec indépendance et largeur toutes les questions d'intérêt public, sans diminuer cependant la part faite jusqu'alors à la littérature, à la philosophie, à l'histoire et à l'érudition. Le nombre de colonnes de chaque livraison fut alors élevé de 32 à 48.

Depuis le 1^{er} janvier 1884, des raisons analogues nous ont décidé à agrandir encore le format de la *Revue*, et chaque livraison contient maintenant 64 colonnes de texte. Ce supplément est consacré à la littérature d'imagination qui répondait à un besoin souvent exprimé par nos lecteurs, et c'est surtout avec la *nouvelle*, ce genre charmant et délicat, que nous cherchons à lutter contre les tendances de plus en plus vulgaires auxquelles se laisse aller, sans trop y prendre garde, le goût contemporain.

Chacun des numéros, paraissant le samedi, contient : Un *article politique*, où sont appréciés, à un point de vue plus général que ne peuvent le faire les journaux quotidiens, les faits qui se produisent dans la politique intérieure de la France, discussions parlementaires, etc.

Une *Causerie littéraire* où sont annoncés, analysés et jugés les ouvrages récemment parus : livres, brochures, pièces de théâtre importantes, etc.; une *Nouvelle* et des articles géographiques, historiques, etc.

Parmi les collaborateurs nous citerons :

Articles politiques. — MM. de Pressensé, J.-J. Weiss, Ch. Bigot, Anat. Dunoyer, Anatole Leroy-Beaulieu, J. Reinach, Clamageran, A. Astruc.

Diplomatie et pays étrangers. — MM. Van den Berg, C. de Varigny, Albert Sorel, Reynald, Léo Quesnel, Louis Leger, Jezierski, Joseph Reinach, Georges Lyon.

Philosophie. — MM. Janet, Caro, Ch. Lévêque, Véra, Th. Ribot, E. Boutroux, Nolen, Huxley.

Morale. — MM. Ad. Franck, Laboulaye, Legouvé, Bluntschli.

Philologie et archéologie. — MM. Max Müller, Eugène Benoist, L. Havet, E. Ritter, Maspéro, George Smith.

Littérature ancienne. — MM. Egger, Havet, George Perrot, Gaston Boissier, Geffroy.

Littérature française. — MM. Ch. Nisard, Lenient, Bersier, Gidel, Jules Claretie, Paul Albert, H. Lemaître.

Littérature étrangère. — MM. Mézières, Büchner, P. Stapfer, Arvède Barine.

Histoire. — MM. Alf. Maury, Littré, Alf. Rambaud, G. Monod.
Géographie, Économie politique. — MM. Levasseur, Himly, Vidal-Lablache, Gaidoz, Debidour, Alglave.

Instruction publique. — Madame C. Coignet, MM. Buisson, Em. Beaussire.

Beaux-arts. — MM. Gebhart, Justi, Schnaase, Vischer, Ch. Bigot, Léon Pillaut, Arthur Baignières.

Critique littéraire et Théâtre. — MM. Maxime Gaucher, J.-J. Weiss, Paul Albert.

Notes et impressions. — MM. Louis Ulbach, Pierre et Jean, Personne, X***.

Nouvelles et romans. — MM. Gustave Flaubert, Jules de Glouvet, Abraham Dreyfus, Ludovic Halévy, M^{me} Henri Gréville, Francisque Sarcey, Tourgueneff, Arthur Baignières, Quatrelles, P. Chalon.

Ainsi la *Revue politique* embrasse tous les sujets. Elle consacre à chacun une place proportionnée à son importance. Elle est, pour ainsi dire, une image vivante, animée et fidèle de tout le mouvement contemporain.

REVUE SCIENTIFIQUE

Mettre la science à la portée de tous les gens éclairés sans l'abaisser ni la fausser, et, pour cela, exposer les grandes découvertes et les grandes théories scientifiques par leurs auteurs mêmes ;

Suivre le mouvement des idées philosophiques dans le monde savant de tous les pays ;

Tel est le double but que la *Revue scientifique* poursuit depuis près de vingt ans avec un succès qui l'a placée au premier rang des publications scientifiques d'Europe et d'Amérique.

Pour réaliser ce programme, elle devait s'adresser d'abord aux Facultés françaises et aux Universités étrangères qui comptent dans leur sein presque tous les hommes de science éminents. Mais, depuis douze années déjà, elle a élargi son cadre afin d'y faire entrer de nouvelles matières.

En laissant toujours la première place à l'enseignement supérieur proprement dit, la *Revue scientifique* ne se restreint plus désormais aux leçons et aux conférences. Elle poursuit tous les développements de la science sur le terrain économique, industriel, militaire et politique.

Comme la *Revue politique et littéraire*, la *Revue scientifique* a élargi son cadre depuis le 1^{er} janvier 1884, en présence de la nécessité de donner une plus large place à chacune des sciences en particulier.

Parmi les collaborateurs nous citerons :

Astronomie, météorologie. — MM. Faye, Balfour-Stewart, Janssen, Normann Lockyer, Vogel, Laussedat, Thomson, Rayet, Briot, A. Herschel, Callandreau, Trépied, etc.

Physique. — MM. Helmholtz, Tyndall, Desains, Mascart, Carpenter, Gladstone, Fernet, Bertin, Antoine Breguet, Lippmann.

Chimie. — MM. Wurtz, Berthelot, H. Sainte-Claire Deville, Pasteur, Grimaux, Jungfleisch, Odling, Dumas, Troost, Peligot, Cahours, Friedel, Frankland.

Géologie. — MM. Hébert, Bleicher, Fouqué, Gaudry, Ramsay, Sterry-Hunt, Contejean, Zittel, Wallace, Lory, Lyell, Daubrée, Vélain.

Zoologie. — MM. Agassiz, Darwin, Haeckel, Milne Edwards, Perrier, P. Bert, Van Beneden, Lacaze-Duthiers, Giard, E. Blanchard, G. Pouchet.

Anthropologie. — MM. de Quatrefages, Darwin, de Mortillet, Virchow, Lubbock, K. Vogt, Joly, Zaborowski.

Botanique. — MM. Baillon, Cornu, Favre, Spring, Chatin, Van Tieghem, Duchartre, Gaston Bonnier.

Physiologie, anatomie. — MM. Chauveau, Charcot, Moleschott, Onimus, Ritter, Rosenthal, Wundt, Pouchet, Ch. Robin, Vulpian, Virchow, P. Bert, du Bois-Reymond, Helmholtz, Marey, Brücke, Ch. Richet.

Médecine. — MM. Chauveau, Cornil, Le Fort, Verneuil, Liebreich, Lasegue, G. Sée, Bouley, Giraud-Teulon, Bouchardat, Ball, Lépine, Lacassagne, L. H. Petit.

Sciences militaires. — MM. Laussedat, Le Fort, Abel, Jervois, Morin, Noble, Reed, Usquin, X^{***}.

Philosophie scientifique. — MM. Alglave, Bagehot, Carpenter, Hartmann, Herbert Spencer, Lubbock, Tyndall, Gavarret, Ludwig, Th. Ribot.

Prix d'abonnement :

Une seule Revue séparément			Les deux Revues ensemble		
	Six mois.	Un an.		Six mois.	Un an.
Paris	15 ^f	25 ^f	Paris	25 ^f	45
Départements.	18	30	Départements.	30	50
Étranger	20	35	Etranger	35	55

L'abonnement part du 1^{er} juillet, du 1^{er} octobre, du 1^{er} janvier et du 1^{er} avril de chaque année.

Chaque année de la première série formant un volume se vend :
brochée. 15 fr.
reliée... 20 fr.

Chaque année de la 2^e série, formant 2 volumes, se vend :
brochée. 20 fr.
reliée en 1 vol... 25 fr.

Chaque année de la 3^e série, formant 2 volumes, se vend :
brochée. 25 fr.
reliée en 2 vol... 35 fr.

Port des volumes à la charge du destinataire.

On vend séparément les livraisons des *Revues* :

PRIN DE LA LIVRAISON : 1^{re} série, 30 c. ; 2^e série, 50 c. ; 3^e série, 60 c.

Table générale des matières contenues dans les deux premières séries des *Revues* (décembre 1863 à janvier 1881). 60 c.

Prix de la collection de la première série :

Revue des cours littéraires ou Revue des cours scientifiques (1864-1870), 7 vol. in-4, br. 105 fr.
Les deux *Revues* prises en même temps, 14 vol. in-4, br. . . 182 fr.

Prix de la collection de la deuxième série :

Revue politique et littéraire, ou Revue scientifique (juillet 1871 — janvier 1881), 19 vol. in-4, brochés. 180 fr.
La *Revue politique et littéraire*, avec la *Revue scientifique*, 38 volumes in-4, brochés. 342 fr.

Prix de la collection de la troisième série :

Revue politique et littéraire, ou Revue scientifique (janvier 1881 à janvier 1883), 4 vol. in-4^o, brochés. 50 fr.
Revue politique et littéraire et Revue scientifique (janvier 1881 à janvier 1883), 8 vol. in-4^o, brochés. 90 fr.

REVUE PHILOSOPHIQUE **DE LA FRANCE ET DE L'ÉTRANGER**

Dirigée par TH. RIBOT
Agrégré de philosophie, Docteur ès lettres

(8^e année, 1883.)

La REVUE PHILOSOPHIQUE paraît tous les mois, par livraisons de 6 à 7 feuilles grand in-8, et forme ainsi à la fin de chaque année deux forts volumes d'environ 680 pages chacun.

CHAQUE NUMÉRO DE LA REVUE CONTIENT :

1^o Plusieurs articles de fond ; 2^o des analyses et comptes rendus des nouveaux ouvrages philosophiques français et étrangers ; 3^o un compte rendu aussi complet que possible des *publications périodiques* de l'étranger pour tout ce qui concerne la philosophie ; 4^o des notes, documents, observations, pouvant servir de matériaux ou donner lieu à des vues nouvelles.

Prix d'abonnement :

Un an, pour Paris, 30 fr. — Pour les départements et l'étranger, 33 fr.
La livraison..... 3 fr.

REVUE HISTORIQUE

Dirigée par M. Gabriel MONOD

(8^e année, 1883.)

La REVUE HISTORIQUE paraît tous les deux mois, par livraisons grand in-8 de 15 à 16 feuilles, de manière à former à la fin de l'année trois beaux volumes de 500 pages chacun.

CHAQUE LIVRAISON CONTIENT :

I. Plusieurs *articles de fond*, comprenant chacun, s'il est possible, un travail complet. — II. Des *Mélanges et Variétés*, composés de documents inédits d'une étendue restreinte et de courtes notices sur des points d'histoire curieux ou mal connus. — III. Un *Bulletin historique* de la France et de l'étranger, fournissant des renseignements aussi complets que possible sur tout ce qui touche aux études historiques. — IV. Une *analyse des publications périodiques* de la France et de l'étranger, au point de vue des études historiques. — V. Des *Comptes rendus critiques* des livres d'histoire nouveaux.

Prix d'abonnement :

Un an, pour Paris, 30 fr. — Pour les départements et l'étranger, 33 fr.
La livraison..... 6 fr.

Table des matières contenues dans les cinq premières années de la Revue historique (1876 à 1880), par CHARLES BÉMONT.
1 vol. in-8°, 3 fr. (pour les abonnés de la Revue, 1 fr. 50.)



C. 879

44-8

HISTOIRE
DU
SECOND EMPIRE

PAR
TAXILE DELORD

TOME QUATRIÈME

PARIS
LIBRAIRIE GERMER BAILLIÈRE

17, RUE DE L'ÉCOLE-DE-MÉDECINE, 17

1869

BIBLIOTHÈQUE SCIENTIFIQUE INTERNATIONALE

Volumes in-8, cartonnés à l'anglaise, 6 francs; demi-reliure, 40 fr.

1. J. TYNDALL. **Les glaciers et les transformations de l'eau**, avec figures.
2. MAREY. **La machine animale**, locomotion terrestre et aérienne, avec figures.
3. BAGEHOT. **Lois scientifiques du développement des nations**.
4. BAIN. **L'esprit et le corps**.
5. PETTIGREW. **La locomotion chez les animaux**, marche, natation avec figures.
6. HERBERT SPENCER. **La science sociale**.
7. SCHMIDT (O.). **La descendance de l'homme et le darwinisme**, avec figures.
8. MAUDSLEY. **Le crime et la folie**.
9. VAN BENEDEN. **Les commensaux et les parasites dans le règne animal**, avec figures.
10. BALFOUR STEWART. **La conservation de l'énergie**, avec fig.
11. DRAPER. **Les conflits de la science et de la religion**.
12. SCHUTZENBERGER. **Les fermentations**, avec figures.
13. L. DUMONT. **Théorie scientifique de la sensibilité**.
14. WHITNEY. **La vie du langage**.
15. COOKE et BERKELEY. **Les champignons**, avec figures.
16. BERNSTEIN. **Les sens**, avec figures.
17. BERTHELOT. **La synthèse chimique**.
18. VOGEL. **La photographie et la chimie de la lumière**, avec 95 figures.
19. LUYK. **Le cerveau et ses fonctions**, avec figures.
20. STANLEY JEVONS. **La monnaie et le mécanisme de l'échange**.
21. FUCHS. **Les volcans**, avec figures et une carte en couleur.
22. GÉNÉRAL BRIALMONT. **Les camps retranchés et leur rôle dans la défense des États**, avec figures dans le texte et 2 planches hors texte.
23. DE QUATREFAGES. **L'espèce humaine**.
24. BLASERNA et HELMHOLTZ. **Le son et la musique**, avec figures.
25. ROSENTHAL. **Les nerfs et les muscles**, avec 75 figures.
26. BRUCKE et HELMHOLTZ. **Principes scientifiques des beaux-arts**, avec 39 figures.
27. WURTZ. **La théorie atomique**.
- 28-29. SECCHI (le Père). **Les étoiles**. 2 vol., avec 63 figures dans le texte et 17 planches en noir et en couleurs hors texte.
30. JOLY. **L'homme avant les métaux**, avec figures.
31. A. BAIN. **La science de l'éducation**.
- 32-33. THURSTON (R.). **Histoire des machines à vapeur**. 2 vol., avec 140 figures dans le texte et 16 planches hors texte.
34. HARTMANN (R.). **Les peuples de l'Afrique** (avec figures).
35. HERBERT SPENCER. **Les bases de la morale évolutionniste**.
36. HUXLEY. **L'écrevisse**, introduction à l'étude de la zoologie, avec figures.
37. DE ROBERTY. **De la sociologie**.
38. ROOD. **Théorie scientifique des couleurs** (avec figures).
39. DE SAPORTA et MARION. **L'évolution du règne végétal** (les cryptogames); avec figures.
- 40-41. CHARLTON BASTIAN. **Le cerveau, organe de la pensée**. 2 vol. in-8, avec figures.